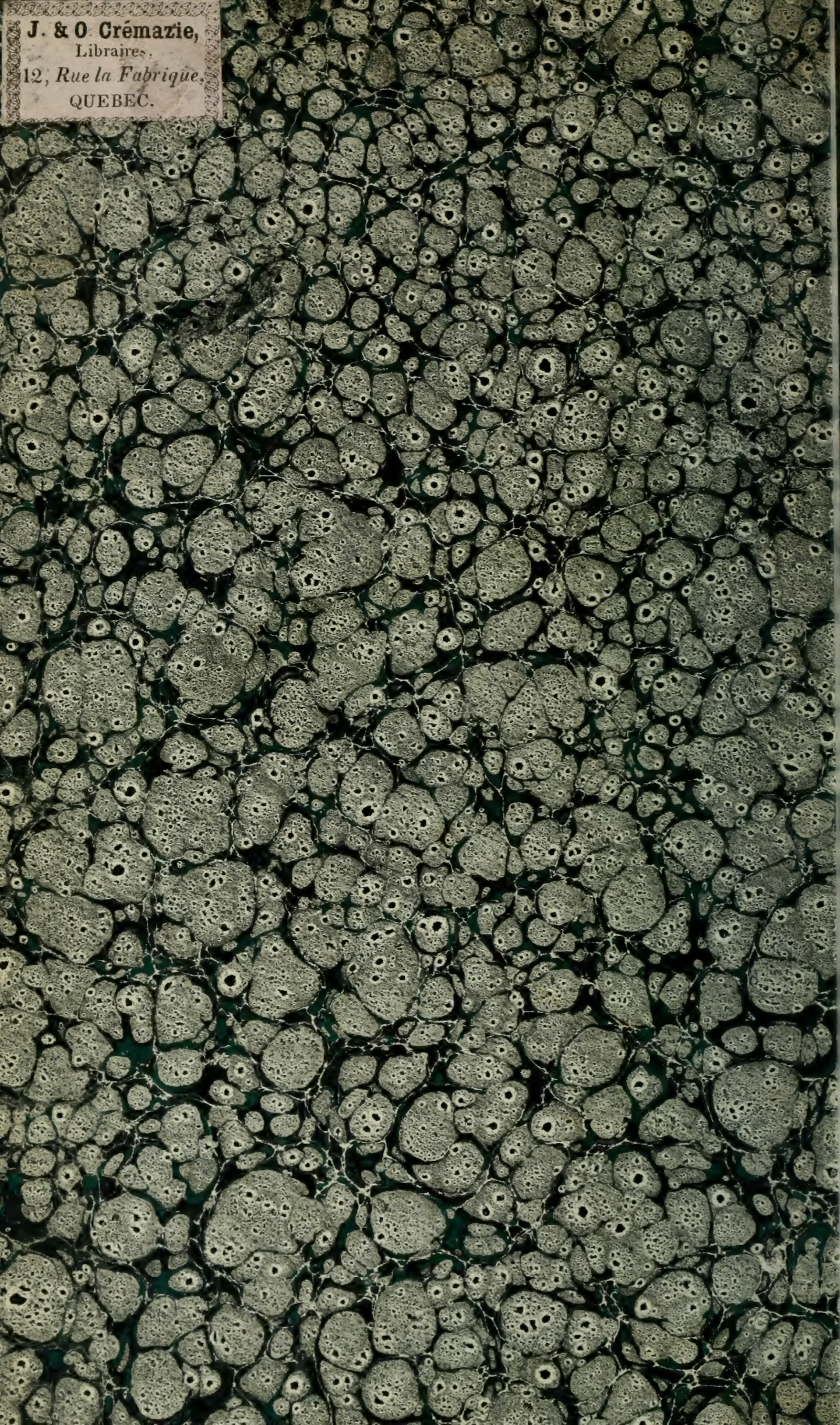
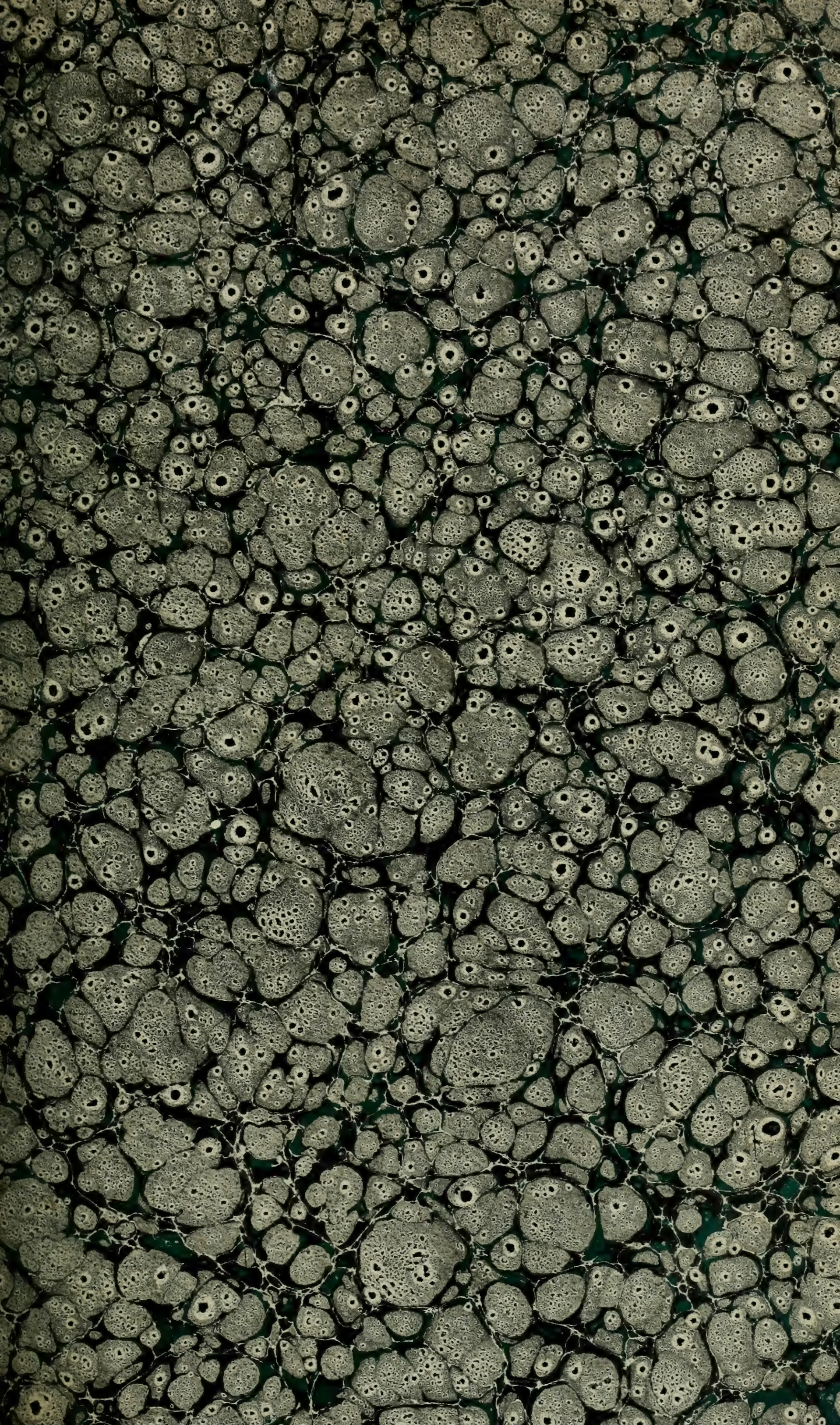



J. & O. Crémazie,
Libraires,
12, Rue la Fabrique,
QUEBEC.



REVUE

DES

DEUX MONDES.

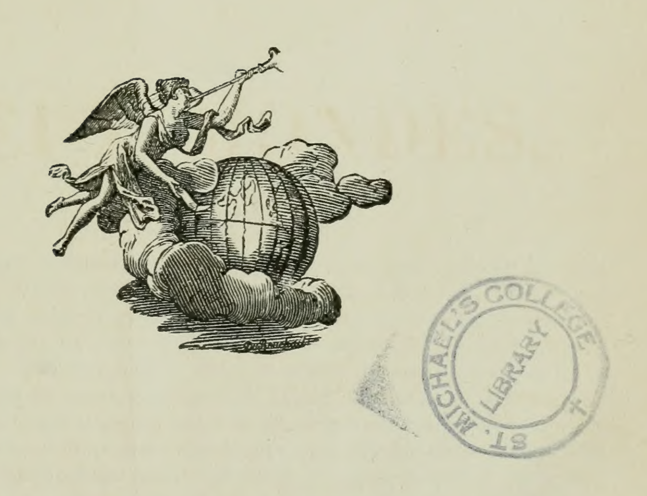


REVUE

DES

DEUX MONDES

1847. — TOME TROISIÈME.



BRUXELLES.
MELINE, CANS ET COMPAGNIE.

LIVOURNE. MÊME MAISON. | LEIPZIG, J. P. MELINE.

1847

SOUVENIRS

D'UN NATURALISTE.

LES COTES DE SICILE.

V

L'ETNA.

Depuis notre départ de Milazzo, nous n'avions pour ainsi dire pas perdu de vue le sommet de l'Etna, encore fumant de l'éruption de 1843. A Giardini, nous avions embrassé du regard toute la partie orientale du volcan et rencontré la première coulée de lave, celle qui, trois cent quatre-vingt-seize ans avant l'ère chrétienne (1), vint, à six lieues du cratère, former la pointe de Schiso. Souvent nous avions vu la fumée qui s'échappait du cône refléter, pendant la nuit, la teinte rougeâtre des feux souterrains; souvent aussi un grondement sourd, mais d'une incroyable puissance, était venu frapper nos oreilles comme une menace ou un appel lointain. En côtoyant, sur une étendue d'environ douze lieues, le rivage qui sépare Taormine de Catane, nous avions à chaque pas reconnu l'action des forces volcaniques. Roches, vases ou sables, tout ce qui forme cette côte n'a pas d'autre origine. Partout arrive, jusqu'à la mer, le tuf de l'Etna, résultant des éruptions qui datent de la période géologique actuelle. Quelques coulées de laves modernes atteignent aussi le rivage, tranchent, par leur teinte noire, sur la couleur grisâtre du fond, et parfois se superposent les unes aux autres, comme à Aci Reale, dont la *Scalazza* est formée de sept assises

(1) *Historical and topographical map of the eruptions of Etna from the era of the Sicani to the present time* (1824), by Joseph Gemellaro. — Ce plan est accompagné d'une légende écrite en anglais et en italien.

distinctes. Parfois aussi des roches éruptives, dont l'origine remonte à des âges géologiques plus reculés, viennent attirer les regards. Les basaltes du capo Mulini, ceux de Castello d'Aci, ceux des Fariglioni ou îles des Cyclopes, sont là pour attester que, de tout temps, cette portion de la Sicile a été le théâtre des plus redoutables phénomènes.

Catane est la digne capitale d'une terre si cruellement privilégiée. Bien que séparée du grand cratère, centre d'action des feux souterrains, par une distance d'environ huit lieues à vol d'oiseau, cette ville semble être un produit immédiat du volcan. Resserrée entre quatre coulées d'âges différents, c'est avec la lave qu'elle a bâti ses maisons et pavé ses rues. C'est dans la lave qu'elle enfonce les fondements de ses édifices; c'est en traversant des bancs de lave qu'elle atteint les sources qui l'alimentent. Le feu liquide a comblé ses ports, brûlé ses jardins, enfoncé ses murailles, enseveli des quartiers entiers. Puis les tremblements de terre ont renversé ce qu'avaient épargné les laves, et toujours Catane s'est relevée du milieu des décombres, élargissant davantage ses grandes rues tirées au cordeau, élevant plus haut encore ses palais, ses couvents et ses églises. Pourtant elle n'a pu faire disparaître entièrement les traces de ces catastrophes, et, en abordant sur ce sol tant de fois bouleversé, nous pûmes commencer sur-le-champ les observations géologiques qui allaient remplacer pendant quelques jours les études de zoologie.

La petite anse qui forme aujourd'hui le port de Catane ne ressemble guère à cette magnifique rade chantée par les poëtes de l'antiquité, qui s'enfonçait à près d'une lieue dans les terres, jusqu'aux collines de Licatia, et ouvrait aux navires son large bassin protégé par une île (1). Le *port d'Ulysse* n'existe plus depuis bien des siècles. Cent vingt-quatre ans avant notre ère, un courant de lave, sorti de terre à deux lieues de la ville, inonda toute la campagne à l'est de Catane, combla le port, dépassa le rivage et changea cette grève, d'un accès facile et sûr, en une falaise inabordable. Quatorze cents ans après, en 1381, une autre coulée suivit à peu près la même direction, détruisit les riches plantations d'oliviers qui avaient poussé sur la vieille lave, et vint, à une lieue de Catane, étreindre de ses derniers rameaux le petit port d'Ognina. Deux autres coulées, à peu près parallèles aux précédentes, cernent la ville à l'ouest et au nord. L'une remonte à l'année 527 avant l'ère chrétienne. Elle est de peu d'étendue et vient se terminer dans le port même. L'autre remonte seulement à l'année 1669, date bien connue de tout Sicilien et qui rappelle une des plus formidables éruptions dont les hommes aient conservé le souvenir. Cette dernière, après avoir abattu un large pan de mur, a pénétré dans la ville et poussé jusqu'au cœur des quartiers populeux les masses de lave qu'on exploite aujourd'hui comme autant de carrières.

Catane est placée à l'extrémité méridionale du massif qui a pour centre le cône du cratère, et qui occupe presque en entier une vaste plaine à peu près circulaire, bornée à l'est par la mer, au sud par le *Piano di Catania*, à l'ouest et au nord par de hautes montagnes de grès ou de calcaire. Un rameau détaché de cette chaîne s'avance vers l'Etna et s'enfonce bientôt sous le tuf volcanique. Ce point de partage

(1) Portus ab accessu ventorum immotus et ingens
Ipse, sed horrificis juxta tonat Ætna ruinis.
(VIRGILE.)

On trouve tous les jours encore des preuves de l'existence de cette ancienne plage. Dans toute la banlieue placée à l'orient de Catane, dans toute la partie de la ville comprise entre le *Bourg* et le quartier de la *Cité*, les puits traversent une épaisse couche de lave et atteignent un banc d'argile ou de sable parfois mélangé de galets, où l'on rencontre un grand nombre de coquilles appartenant aux mêmes mollusques qui vivent encore aujourd'hui dans le port et le long des rivages voisins. On y a même découvert des fragments de bois.

des eaux pluviales donne naissance à deux petits fleuves, l'Onobola et le Simète, qui contournent la base du volcan, en marquent presque exactement les limites, et, en se jetant dans la mer, transforment en une véritable presqu'île ce foyer toujours brûlant (1). Seul, isolé au milieu de ses domaines si nettement déterminés, l'Etna présente la forme d'une pyramide de plus de dix mille pieds de hauteur (2), de dix à quinze lieues de diamètre à sa base. Cette vaste étendue, la facilité avec laquelle on embrasse l'ensemble du massif, donnent à l'Etna un aspect bien différent de celui qu'on pourrait attendre. Cet aspect n'a rien de menaçant, rien d'abrupt. En suivant de l'œil ces belles lignes si largement développées, qui semblent s'élever en pentes douces jusqu'au point culminant, on se demande si c'est bien là le profil de cet Etna que Pindare appelait la colonne du ciel. On traite de mensonges les récits des voyageurs; on se promet d'atteindre sans fatigue ce sommet si peu élevé en apparence au-dessus de l'horizon, et l'expérience est réellement nécessaire pour rectifier cette erreur (3).

Les pentes dont nous parlons sont d'ailleurs variables, et la ligne qui en résulte présente par conséquent des brisures faciles à reconnaître même à la vue simple. M. de Beaumont a le premier appelé l'attention des géologues sur ce fait très-important à connaître pour quiconque veut se rendre compte de la formation de l'Etna. Le pourtour du volcan forme un cercle irrégulier de trente-huit lieues d'étendue environ. Une falaise plus ou moins prononcée le sépare presque partout de la plaine environnante. Au-dessus de cette falaise, qui marque les limites propres du volcan,

(1) Le point de partage des eaux du Simète et de l'Onobola est élevé de 2,832 pieds au-dessus du niveau de la mer. *Geognostische Beobachtungen gesammelt auf einer Reise durch Italien und Sicilien, in den Jahren* 1830 *bis* 1832, von Friedrich Hoffmann. (*Archiv fur Mineralogie, Geognosie...*, 1839.)

(2) La hauteur absolue de l'Etna varie avec celle du cône qui le termine, et, comme celui-ci est modifié à chaque éruption, on voit qu'il est nécessaire de prendre à chaque fois de nouvelles mesures. Deux savants anglais, employant des moyens très-différents, ont obtenu, pour la hauteur de la cime la plus élevée avant 1832, des chiffres qui ne diffèrent que d'une seule unité. M. Smyth, par des opérations trigonométriques, a trouvé 3,314 mètres; M. Herschel, par des observations barométriques, 3,313 mètres. On voit que la moyenne des deux résultats serait 3,313.5 mètres, ou environ 10,219 pieds; mais le sommet qui a donné ces résultats n'existe plus aujourd'hui, et l'on peut croire que la hauteur actuelle égale tout au plus celle d'un autre point du cratère qui, mesurée par les mêmes savants, s'était trouvée de 14 mètres moins élevée que la première. Ainsi la hauteur de l'Etna au moment de notre ascension devait être à peu près de 3,300 mètres (10,175 pieds environ).

(3) M. Élie de Beaumont a fidèlement reproduit cet aspect dans les planches qui accompagnent un travail auquel nous ferons de nombreux emprunts, et dans le plan en relief si curieux qu'il a modelé d'après ses propres observations. On retrouve aussi ce caractère général de l'Etna dans les livraisons déjà parues du magnifique ouvrage de M. Sartorius de Waltershausen, géologue allemand, qui a consacré six années entières à l'étude de ce volcan, et qui publie en ce moment une carte minutieusement détaillée, accompagnée de dessins d'une grande fidélité. La différence qui existe pour les pentes entre la réalité et l'estimation, faite même par l'œil le plus exercé, tient à une illusion d'optique. Nous nous exagérons toujours l'inclinaison des talus que nous avons à gravir. M. de Beaumont, dans son mémoire, a mis ce fait en évidence en dressant le tableau d'un grand nombre de pentes mesurées exactement. Nous ne citerons ici que quelques exemples propres à donner au lecteur une idée de ces résultats. La rue de la Montagne Sainte-Geneviève, la plus escarpée peut-être de tout Paris, n'a que 6 degrés de pente dans les passages les plus rapides. Les chemins de 10 degrés et demi deviennent impraticables pour les charrettes. Les mulets chargés ne peuvent gravir une pente de plus de 29 degrés. Les moutons ne peuvent plus atteindre les gazons inclinés de 30 degrés, et une pente de 35 degrés est absolument inaccessible. (*Recherches sur la structure et sur l'origine de l'Etna*, par M. L. Élie de Beaumont, ingénieur en chef des mines.)

s'étend une sorte de plateau ou de *terre-plein bombé*, qui s'élève de tous côtés vers la montagne par une pente insensible de deux à trois degrés. Cette espèce de socle porte un cône surbaissé qui forme les *talus latéraux* de l'Etna, et dont la pente assez régulière est de sept à huit degrés. Ces talus latéraux aboutissent à la *gibbosité centrale*, au *Mongibello* des Siciliens, dont la partie la plus élevée se termine par un petit plateau incliné appelé le *Piano del Lago*, qui lui-même est dominé par le *cône terminal* où est creusé le grand cratère. Du Piano del Lago se détachent à l'est deux crêtes étroites, presque tranchantes, qui font partie de la gibbosité centrale et embrassent comme deux bras une grande vallée connue sous le nom de *Val del Bove*. Les parois intérieures de cette vallée sont souvent taillées à pic. Les parois extérieures présentent une inclinaison d'environ trente-deux degrés. Telles sont les diverses parties que la science moderne distingue dans le massif de l'Etna ; mais il est une autre division depuis longtemps adoptée qui se prête plus commodément au récit d'un voyage, et que nous suivrons d'abord. Celle-ci admet l'existence de trois *zones* ou *régions* concentriques et bien faciles à distinguer. La première comprend le terre-plein bombé ; on l'appelle la région cultivée (*regione colta, regione piemontese*). Elle est célèbre par la fertilité du sol, par la beauté du ciel et la salubrité du climat. Depuis les premiers temps historiques jusqu'à nos jours, de nombreux et riches cultivateurs n'ont cessé de se presser sur cette partie du sol. On compte sur cet étroit espace soixante-cinq villes ou villages renfermant une population d'environ trois cent mille âmes (1). La seconde zone porte le nom de région boisée (*il bosco, regione silvosa*). Elle a dû son nom aux épaisses forêts qui l'ont autrefois couverte et qui ombragent encore aujourd'hui quelques-unes de ses parties. La région boisée comprend les talus latéraux et une portion de la gibbosité centrale de l'Etna. Enfin, à partir du Bosco, s'étend jusqu'au sommet la troisième zone, connue sous le nom de région déserte (*regione deserta, regione netta*). Cette dernière n'est en effet qu'un vaste désert, où luttent sans cesse le feu qui couve sous les rochers de la montagne et la neige qui pendant presque toute l'année en couvre le sommet et les flancs (2).

Plus de deux cents éminences coniques de hauteurs variables, la plupart de forme très-régulière, et creusées dans leur intérieur d'une cavité en entonnoir, sont disséminées depuis les limites extrêmes de la région cultivée jusqu'au Piano del Lago. Ces *cônes parasites* sont autant de soupiraux par où les feux souterrains se sont fait jour à diverses époques. L'origine du plus grand nombre se perd dans la nuit des temps antéhistoriques, mais tous appartiennent à l'époque géologique actuelle et semblent être uniquement formés de cendres et de scories. La plupart sont répartis dans la région boisée et élèvent bien au-dessus des arbres leur cime tantôt verdoyante, tantôt nue, selon que leur formation remonte à une époque plus ou moins reculée. Ces volcans secondaires deviennent plus rares à mesure qu'on s'élève davantage, et un très-petit nombre seulement se sont formés près du sommet. Ce mode de répartition des cônes parasites concorde pleinement avec ce qu'on observe pendant les éruptions. Il est assez rare de voir le grand cratère entrer seul en action. En s'élevant pour atteindre à l'embouchure de ce gigantesque gueulard, la lave agit sur

(1) G. Gemellaro.

(2) Scit nivibus servare fidem, pariterque favillis.
(CLAUDIEN.)
Summo cana jugo cohibet, mirabile dictu,
Vicinam flammis glaciem, æternoque rigore
Ardentes horrent scopuli.
(SILIUS ITALICUS.)

les flancs et les voûtes de la montagne à la façon d'une presse hydraulique, et d'ordinaire sous cet effort d'une incalculable puissance la terre se fend ou s'entr'ouvre. Le torrent enflammé s'échappe par cette issue, en même temps que des émanations gazeuses entraînent et lancent dans les airs les débris du sol, qui, retombant autour du nouveau volcan, le revêtent bientôt d'un nouveau cône, éternel monument de son existence passagère. Sur quatre-vingts éruptions dont la date est plus ou moins certaine, vingt-deux seulement sont regardées comme appartenant au grand cratère, et le plus souvent alors il n'est sorti de la montagne que des cendres et des pierres.

Après avoir exploré Catane et ses environs immédiats, après avoir recueilli des faits sur lesquels nous aurons à revenir plus loin, nous songeâmes à visiter le volcan lui-même. Il signor Abate, notre maître d'hôtel et la providence des voyageurs qui viennent tenter l'ascension, fut chargé des préparatifs. On distribua sur les trois mules qui devaient nous servir de montures, des manteaux, des capes de voyage, des provisions de bouche. Ces précautions, qui d'abord nous semblaient exagérées, sont loin d'être inutiles. L'ascension du Vésuve est une promenade, celle du Stromboli une course fatigante, celle de l'Etna un voyage court, mais toujours pénible, et qui peut avoir ses dangers. Sur ces pentes élevées, où la glace ne fond jamais entièrement, des tempêtes violentes, des bourrasques de grêle et de neige, assaillent souvent à l'improviste le touriste ou le savant partis sur la foi d'un ciel serein. D'ailleurs, en quittant Catane pour atteindre le sommet de l'Etna, on subit des variations très-considérables dans la température et dans la pression atmosphérique. Le thermomètre, qui pendant le jour et dans la plaine a marqué quarante degrés à l'ombre ou environ soixante au soleil, descend souvent au-dessous de zéro pendant la nuit qu'il faut passer au pied du cône. Par suite du poids de l'atmosphère, un homme de taille moyenne supporte au niveau de la mer une pression de 10,330 kilogrammes; arrivé aux bords du cratère, cette pression n'est plus que de 7,013 kilogrammes environ. Ainsi, pendant le double trajet, parcouru ordinairement dans l'espace de quarante-huit heures, le voyageur doit supporter deux fois une variation de température d'au moins soixante degrés et une variation de pression de 3,317 kilogrammes.

Nous sortîmes de Catane au point du jour, et, par une route qu'on peut parcourir en voiture, nous traversâmes la région cultivée. Ces premiers versants de l'Etna présentent un coup d'œil à la fois riant et triste. Partout on foule une terre féconde couverte de moissons et de plantations d'oliviers. On traverse des villages où tout annonce l'aisance. On salue des bords de la route des cottages charmants ou de petites fermes aux murs blanchis à la chaux, à demi cachées sous les pampres de vignes et les bosquets d'arbres fruitiers. Mais cette terre, c'est de la cendre volcanique; ces moissons, ces cerisiers chargés de fruits, ces grenadiers, ces orangers en fleur, poussent sur des laves à peine broyées par l'action lente des siècles. Ces villages, ces maisons de campagne, sont construits en lave et cimentés en pouzzolane. Souvent c'est dans la bouche même de quelque vieux cratère qu'est bâtie l'habitation riante qui attire vos regards. Puis à chaque pas le chemin traverse ou longe quelque coulée plus récente dont la *cheire* (1) aride et bouleversée recouvre des champs jadis aussi fertiles que ceux qu'elle coupe aujourd'hui comme une immense chaussée noire. Partout, à côté du bonheur et de la richesse présente, se dresse un passé de désolation et de misère qui fait trembler pour l'avenir.

On éprouve surtout ce sentiment, lorsque, après avoir dépassé le petit hameau de Massannonziata, on voit s'élever derrière les maisons de Nicolosi la double cime des *Monti-Rossi*. C'est ce cratère qui, en 1669, ensevelit sous une pluie de cendres toute

(1) On appelle *cheire*, en sicilien *schiarra*, la surface d'une coulée de lave qui s'est refroidie sur des pentes peu inclinées, de manière à se revêtir de blocs plus ou moins considérables.

la contrée voisine, et menaça d'une destruction complète Catane, distante de près de quatre lieues en ligne droite. Échancré par la violence même de l'éruption qui l'avait formé, il a conservé la forme de deux cônes juxtaposés de 300 mètres de hauteur, et dont les scories tranchent par leur teinte rouge sombre sur tous les objets environnants. Du pied de cette montagne part un fleuve de scories gigantesques qui se dirige vers le sud, atteint sur plusieurs points une largeur de plus d'une lieue, et se jette dans la mer au sud-ouest de Catane. Dans tout ce trajet, la cheire présente l'aridité la plus absolue. De ces énormes blocs refroidis depuis près de deux siècles, pas un ne semble encore avoir ressenti l'action du temps. Tous présentent à l'œil une teinte noire aussi foncée, des arêtes et des pointes aussi vives que s'ils étaient figés et rompus de la veille. Pas un brin d'herbe n'a pu encore pousser sur cette roche qui semble repousser toute végétation, et c'est à peine si quelques rares lichens étalent sur ses flancs leurs plaques étiolées (1).

Arrivés à Nicolosi, nous fûmes reçus par le docteur Mario Gemellaro, un de ces trois frères qui, non contents d'avoir voué à l'Etna un culte de famille et d'avoir consacré leur vie à en observer les phénomènes, ont su faciliter à tous les voyageurs l'accès et l'étude de leur montagne chérie (2). Avant eux, le touriste ou le savant qui visitaient l'Etna étaient obligés de coucher à mi-côte sous une vieille lave, dans une cavité fort mal close, appelée la *grotte des chèvres*. Pour atteindre le sommet du cône avant le lever du soleil, il fallait gravir pendant la plus grande partie de la nuit les pentes les plus abruptes, les plus dangereuses de la montagne. En 1804, les frères Gemellaro firent construire à leurs frais une petite maison sur les bords du *Piano del Lago;* ils la meublèrent, et la clef en fut confiée à M. Mario Gemellaro. Cette première *casina*, détruite en 1806, fut bientôt remplacée par une seconde, qui prit le nom de *Gratissima*. Cinq ans après, en 1811, un tremblement de terre renversa en partie cette dernière et détruisit le mobilier. Sans se rebuter, les trois frères résolurent de la remplacer par un édifice plus considérable, où pourraient loger non-seulement les voyageurs, mais encore leurs montures. Ils choisirent pour emplacement, non loin de la Gratissima, un monticule couvert de *lapilli* (3), abrité du côté du volcan par les bords à pic des laves de 1754; mais, à l'exception de la pierre, tous les matériaux devaient être apportés à dos de mulet d'une distance considérable, et les frais de l'entreprise auraient dépassé de beaucoup la modeste fortune de nos savants. Ils eurent l'idée de s'adresser à lord Forbes, commandant de l'armée anglaise, qui occupait alors la Sicile. Une souscription fut ouverte, et bientôt, sous la direction de M. Mario Gemellaro, s'éleva une véritable maison, qui jusqu'à ce jour a été épargnée par le volcan.

Toutefois la persévérance des frères Gemellaro devait subir bien d'autres épreuves.

(1) Dans ses *Lettres sur la Sicile*, de Borch prétend que les laves de 1669 sont couvertes d'un pouce de terreau. C'est là une erreur d'observation bien difficile à expliquer, et qui a déjà été relevée par Spallanzani. (*Voyage dans les Deux-Siciles*, t. Ier.) De nos jours encore, la cheire de 1669 ne possède d'autre terre que celle qu'on y a transportée.

(2) La famille Gemellaro a compté à la fois trois frères, tous trois savants distingués. L'un d'eux, Giuseppe Gemellaro, auteur du plan de l'Etna, est mort depuis quelques années. Un second, Carlo Gemellaro, est encore aujourd'hui professeur à l'université de Catane. Mario Gemellaro, médecin à Nicolosi, naturaliste aussi instruit que modeste, a publié sur la météorologie, la botanique et la géologie de l'Etna, plusieurs mémoires du plus grand intérêt pour l'histoire de cette montagne.

(3) On appelle *lapilli* des fragments de scories légères dont la grosseur moyenne est à peu près celle d'une noix. Les mêmes matières réduites au volume de grains de sable ou finement pulvérisées forment, à proprement parler, la *cendre volcanique*, qui ne ressemble en rien à celle de nos foyers ou même à celle de nos feux de forge.

La maison une fois construite, ils l'avaient proprement meublée et y avaient transporté une provision de combustible. Attirés par ce butin, les pâtres de l'Etna forcèrent la porte et enlevèrent tout le mobilier. Ces dégâts, bientôt réparés, se reproduisirent à deux autres reprises. Enfin, en 1820, à l'époque de l'occupation autrichienne, quelques officiers en garnison à Catane voulurent visiter le volcan. En leur qualité d'hommes du Nord, ils crurent pouvoir se passer de toute précaution et dédaignèrent de demander les clefs de la *casa Gemellaro;* mais, arrivés au sommet de la montagne et saisis par le froid, ils enfoncèrent les portes et brûlèrent les meubles. Pour cette fois, les Gemellaro durent céder à la destinée, et, contents d'avoir assuré un abri aux voyageurs, ils ne firent transporter à la *casa* que des meubles incapables de tenter la cupidité ou que leur bas prix permet de remplacer à peu de frais.

Nous venons de désigner la maison de l'Etna sous le nom de *casa Gemellaro :* n'est-ce pas là simple justice? Pourtant elle est trop souvent nommée la *casa Inglese,* la *maison anglaise.* Bien plus, une inscription, placée au-dessus de l'entrée, porte ces mots : *Ætnam perlustrantibus has ædes Britanni in Sicilia, anno salutis* 1811 (1). De ceux qui eurent toute l'initiative, de ceux qui élevèrent les premières *casine*, de ceux qui, encore aujourd'hui, consacrent leur fortune à l'entretien de la *casa,* pas un seul mot! Pour avoir *complété* la mise de fonds nécessaire, lord Forbes et ses lieutenants ont cru pouvoir confisquer tout l'honneur.

Après avoir reçu de M. Gemellaro tous les renseignements nécessaires et nous être entendus avec le guide qu'il désigna, nous reprîmes notre voyage. Nicolosi marque la limite de la région cultivée sur ce versant de l'Etna. Les dernières maisons du village touchent à une colline de sable noir et mobile, où s'élèvent seulement d'espace en espace de grands genêts arborescents aux corolles d'un jaune d'or; puis on traverse un large plateau de laves entièrement nues. Ici commencèrent nos fatigues. Le *scirocco* soufflait, et déjà, chez M. Gemellaro, le thermomètre marquait près de quarante degrés à l'ombre. Brûlés à la fois par les rayons directs du soleil et par la réverbération de ces masses de pierre, nous hâtâmes la marche alanguie de nos mules pour atteindre plus vite la *région boisée,* dont la verdure sombre semblait nous promettre de loin de l'ombre et de la fraîcheur. Mais quel fut notre désappointement, lorsqu'en arrivant à cette lisière tant désirée, nous ne trouvâmes qu'un tapis de fougère parsemé çà et là de quelques vieux troncs de chênes ébranchés! L'Etna méridional présente partout le même spectacle. Dans cette vaste étendue couverte autrefois de forêts séculaires, il ne reste pas aujourd'hui un seul arbre que n'aient entamé le fer ou le feu. Un procès pendant depuis une quinzaine d'années entre le prince de Paterno et les communes copropriétaires est cause de cette dévastation. Toute surveillance a cessé depuis cette époque. Les montagnards en ont profité pour cerner les arbres à coups de hache ou les brûler par le bas, afin de les faire périr et de pouvoir se les approprier ensuite comme bois mort, et, grâce à leur imprévoyante avidité, la forêt a presque entièrement disparu.

Nous continuâmes donc à monter sous les rayons d'un soleil ardent. Le sentier, de plus en plus rapide, serpentait dans une terre légère, presque entièrement formée de laves décomposées, gravissait parfois une coulée découverte ou contournait le pied de quelque antique cratère envahi aujourd'hui par la végétation et qui se dessinait nettement comme une pyramide de verdure. La fécondité du Bosco est remarquable, et partout la flore etnéenne, si riche en espèces végétales, semble disputer le terrain au volcan qui la menace sans cesse. De là résultent des contrastes frappants. La stérilité la plus absolue touche souvent à la plus riche végétation.

(1) « Les Anglais qui se trouvaient en Sicile en 1811 ont construit cette maison, destinée à ceux qui parcourent l'Etna. »

Cette portion du trajet nous en offrait un exemple remarquable. Tous les versants placés à gauche de la route disparaissaient sous un épais tapis vert, dominé çà et là par des arbres souvent tenus comme en équilibre sur leurs racines dénudées. Quelques pâtres, suivis de nombreux troupeaux, animaient cette partie du paysage et nous regardaient passer avec une curiosité nonchalante. Les bas-fonds placés à droite présentaient un aspect aussi riant, mais au-dessus d'eux se montraient, comme autant de torrents et de cascades pétrifiées, les laves énormes sorties des *Boccarelle del Fuoco,* cratères jumeaux qui, en 1766, détruisirent, au dire de Gemellaro, plus d'un million de chênes dans cette partie de la forêt.

Après deux heures de marche, nous atteignîmes la lisière des bois et la *casa del Bosco,* petite hutte bâtie en face de la grotte des chèvres. Il était midi passé, et pourtant la chaleur était plus supportable. Nous étions arrivés à une hauteur de 1,900 mètres au-dessus de notre point de départ (1). Pour atteindre la casa Gemellaro, il ne restait plus qu'un millier de mètres à gravir; mais c'était la plus rude part du voyage, et, pour reprendre des forces, on fit halte. Le panier aux provisions fut ouvert. Voyageurs et muletiers s'assirent sur un gazon fin et serré comme celui de toutes les hautes montagnes, et, après un repas qu'assaisonnait la fatigue, s'endormirent au pied d'un chêne couvert d'un reste de feuillage.

Après une courte sieste, nous reprîmes notre ascension et entrâmes dans la région déserte. Ici la végétation décroît tout à coup au point de sembler disparaître. Les quatre cent soixante et dix-sept espèces végétales qui se disputent le terrain du Bosco se réduisent à quatre-vingts environ; encore faut-il compter dans ce nombre plus de trente espèces de lichens (2). Pas un arbre, pas un arbuste ne s'élève dans ces solitudes. La faune de l'Etna n'y compte d'autres représentants que des plantes basses dispersées par touffes dans les crevasses du rocher ou sur quelques pentes formées d'antiques lapilli. Aussi rien de plus désolé que cette partie de la montagne. Notre œil se fatiguait à errer sur ces talus uniformément couverts de vieilles laves ou de cendres grisâtres dont l'ensemble produit l'effet d'un immense éboulement. Le sentier n'était plus qu'une trace à peine distincte, et les mules, malgré la sûreté de leurs pieds, trébuchaient à chaque pas sur ce terrain à la fois si mouvant et si roide. Cependant nous montions toujours, et la température baissait sensiblement. Au pied de la *Montagnuola*, un des cônes secondaires les plus considérables de l'Etna, le guide nous montra les glaciers de Catane, consistant en de vastes amas de neige régulièrement disposés sous une mince couche de sable. Un peu plus haut, la neige se montra à découvert (3). Il fallut endosser capes et manteaux. Bientôt ces vêtements devinrent insuffisants contre le froid. Pour conserver un reste de chaleur,

(1) Environ 5,800 pieds.

(2) *Chloris Ætnensis o le quattro florule dell' Ætna,* del sig. C.-S. Rafinesque-Schmaltz.

(3) M. Hoffmann, géologue allemand, qui visita l'Etna en 1830, a fait sur la région déserte des observations intéressantes que nous indiquons dans le tableau ci-joint :

Limite de la région boisée sur le chemin de Nicolosi au cratère. . .	5,470 pieds.
Limite extrême de la végétation	8,628
Limite de la végétation des astragales	7,429
Limite de la végétation des berberis.	7,110
Limite de la végétation du pteris aquilina	5,619
Limite de la neige sous la Montagnuola (19 octobre).	7,909

(*Archiv fur Mineralogie, Geognosie...,* etc., 1839.)

Il est à remarquer que plusieurs des plantes indiquées par M. Hoffmann s'élèvent sur l'Etna à une hauteur bien plus considérable que sur toute autre montagne située sous la même latitude.

nous fûmes contraints de quitter nos montures et de gravir à pied les dernières rampes qui nous séparaient de la casa.

Au moment de notre arrivée, le soleil, prêt à se cacher derrière l'extrémité occidentale de l'île, projetait l'ombre de l'Etna sur la mer Ionienne et effleurait de ses derniers rayons les campagnes de Catane et d'Aderno. Nous admirâmes un instant ce panorama magnifique, brusquement interrompu vers le nord par le cône du grand cratère, qui s'élevait au centre du Piano del Lago, à plus de mille pieds au-dessus de nos têtes; mais le froid ne nous permit pas même d'attendre qu'il fût nuit close. Le thermomètre était tombé au-dessous de zéro, et nous entrâmes à la casa en bénissant le nom de ces trois frères qui ont su créer aux voyageurs, sur ce plateau élevé de deux mille neuf cent vingt-quatre mètres (1) au-dessus du niveau de la mer, un abri contre la bise qui nous glaçait jusqu'au cœur. Moins heureux que nous, les muletiers durent regagner le bas de la Montagnuola, et remplacer par quelque grotte l'écurie encore encombrée de glace et de neige. Le guide seul resta pour nous servir. En un clin d'œil, une plaque mince de lave, transformée en brasero, se couvrit d'un feu de charbon que nous entourâmes avec jouissance. Les lampes furent allumées, les provisions étalées sur une table grossière, mais propre. Pendant que nous mangions, le guide balayait le lit de camp et couvrait d'une paillasse assez mince ces planches quelque peu raboteuses. Après avoir renouvelé le brasero et fait autant que possible provision de chaleur, nous gagnâmes cette couche, bien préférable au plancher de lave de la grotte des chèvres. Couverts de nos capes et de nos manteaux, serrés l'un contre l'autre, nous ne tardâmes pas à nous endormir, malgré les courants d'air froid que le sol pris de glace nous envoyait à travers les planches mal jointes de notre lit.

A deux heures après minuit, le guide nous éveilla, nous fit choisir dans un faisceau de bâtons solides, et nous prîmes, au clair de lune, la route du cratère. Nous traversâmes avec quelque peine la coulée de lave qui, en 1838, est venue se bifurquer au pied du monticule qui porte la casa, puis un banc de neige qui craquait sous nos pieds, puis enfin une pente douce couverte de scories. Nous nous trouvâmes alors à la base du cône et commençâmes une ascension d'abord aussi pénible que celle du Stromboli. Les pierres, les sables mobiles fuyaient à chaque instant sous nos pieds; mais, dirigés par le guide, nous atteignîmes une coulée placée vers l'ouest, et la montée devint moins fatigante. Enfin nous atteignîmes la crête et restâmes immobiles à l'aspect du tableau qui se déroulait devant nous. A nos pieds s'ouvrait le grand cratère. Ce n'était plus ici un simple cône renversé, un entonnoir presque régulier comme nous en avions observé sur tous les cônes parasites, comme on le voit au sommet du Vésuve lui-même. Ce n'était plus ce noir uniforme des roches et des cendres du Stromboli. Encore bouleversé par l'éruption de l'année précédente, le cratère de l'Etna se présentait comme une véritable vallée, coudée, profonde, inégale, avec ses redans et ses caps, formés par des talus abrupts, irréguliers, hérissés d'énormes scories, de blocs de lave entassés, roulés, tordus de mille manières par la puissance du volcan ou les hasards de leur chute. C'étaient partout des couleurs bleuâtres, verdâtres, blanchâtres, semées çà et là de larges taches noires ou de plaques d'un rouge cru, qui faisaient ressortir les teintes livides de l'ensemble. Un silence de mort régnait sur ce chaos. Des milliers de fumaroles laissaient échapper sans bruit de longues traînées de vapeurs blanches, qui rampaient lentement sur les flancs du cratère et portaient jusqu'à nous des émanations suffocantes d'acide sulfureux ou chlorhydrique. Enfin la clarté blafarde de la lune, jointe au crépuscule naissant, éclairait dignement cette scène sauvage dont aucune

(1) Environ 9,016 pieds.

langue humaine ne saurait exprimer le caractère grandiose et vraiment infernal.

Le sol que nous foulions, entièrement composé de cendres et de scories, était humide, chaud, et semblait couvert de gelée blanche. Mais cette humidité, c'était de l'acide qui eut bientôt mouillé et corrodé nos chaussures; cette couche argentée, où miroitaient quelques cristaux, c'étaient du soufre sublimé par le volcan, des sels formés par les réactions chimiques qui se passent sans cesse dans ce redoutable laboratoire (1). En suivant l'arête étroite qui borde le cratère au midi, nous atteignîmes à l'extrémité orientale la pointe la plus élevée. Alors un spectacle indescriptible s'offrit à nos regards. Le ciel était d'une pureté parfaite, l'air d'une entière limpidité, et, grâce à la brièveté du crépuscule, l'horizon, déjà vivement éclairé, semblait n'avoir d'autres bornes que celles qui résultent de la courbure même du globe terrestre. Du haut de notre piédestal, nous dominions de quatre à cinq mille pieds les pics les plus élevés des Pelores et des Madonies. La Sicile entière était étendue devant nous comme une carte de géographie. A l'ouest seulement, l'œil s'égarait au milieu des cimes de Corleone, à demi cachées par les vapeurs qui nous dérobaient le mont Eryx. En deçà de cette limite, partout nous rencontrions la mer comme cadre du tableau, et nous pouvions parcourir du regard la route tracée depuis quatre mois autour de l'île par *la Santa-Rosalia*. Au nord, nous apercevions les montagnes de Palerme, nous voyions nettement Milazzo, les îles de Vulcain, la pyramide noire et régulière du Stromboli. Le détroit de Messine, la côte de Calabre, nous laissaient distinguer jusqu'aux accidents du terrain. Plus près encore, le massif même de l'Etna nous montrait ses trois zones concentriques parfaitement accusées et ses soixante-cinq villes ou villages, avec leurs riches campagnes, sillonnées de traînées de laves qui divergent du centre comme autant de noirs rayons. Au midi, l'œil embrassait à la fois Augusta, Syracuse et le Capo-Passaro, autour duquel la côte semblait se replier pour revenir sur elle-même et aller se perdre dans la brume du côté de Girgenti. Muets d'admiration, nous promenions nos regards d'une extrémité à l'autre de ce cercle immense, quand tout à coup le guide s'écria : « *Ecco lo!* » C'était lui en effet, c'était le soleil, qui se levait sanglant en face de nous, lavait de pourpre la terre, la mer et le ciel, et projetait jusqu'aux limites de l'horizon, à travers l'île entière, l'ombre gigantesque de l'Etna que nous voyions se raccourcir et devenir plus distincte, à mesure que l'astre s'élevait davantage au-dessus de la mer d'Ionie.

Cependant de légères vapeurs sortaient partout de la terre échauffée par le soleil levant. Comme une gaze de plus en plus épaisse, elles envahissaient et rétrécissaient rapidement l'horizon. Nous jetâmes un dernier regard dans la vallée du cratère, et, abandonnant notre observatoire, nous descendîmes vers la base de ce mamelon. Bientôt le guide nous arrêta près d'une rampe étroite et rapide qui, nettement détachée des bords arrondis du cône, aboutissait à un précipice taillé à quelque cent pas au-dessous. Là nous le vîmes rouler la manche de sa veste et l'appliquer sur sa bouche en nous engageant à l'imiter. Puis il s'élança droit en travers du talus en s'écriant : « *Fate presto!* » Sans hésiter, nous le suivîmes et arrivâmes sur les bords de la bouche qui, en 1842, avait vomi ses laves dans le Val del Bove, et qui, rouverte par l'éruption de 1843, semblait encore menacer la contrée voisine. C'était d'elle que sortait la fumée que nous avions vue de Giardini; c'était au fond de ses abîmes que grondait par instants la foudre souterraine. Ici toute description devient absolument impossible. Une vaste enceinte irrégulièrement circulaire, formée de parois à pic, s'élevait autour du gouffre. A gauche, au pied de l'escarpement, s'ouvrait un large soupirail d'où s'élançait par tourbillons une fumée rouge de feu. Au centre, à droite,

(1) Ces sels, d'après M. Élie de Beaumont, sont principalement des sulfates.

partout c'étaient d'énormes blocs de lave éclatés, fendus, déchirés, les uns noirs, les autres d'un rouge sombre, tous montrant au fond de leurs moindres crevasses les teintes plus vives de la lave qui les portait. Mille jets de fumée blanche ou grise se croisaient en tous sens avec un bruit assourdissant et des sifflements semblables à ceux d'une locomotive qui laisse échapper sa vapeur. Malheureusement nous ne pûmes que jeter un coup d'œil sur cette étrange et effroyable scène. L'acide chlorhydrique nous prenait à la gorge et pénétrait dans les dernières ramifications des bronches. A la hâte et comme ivres, nous regagnâmes le talus protecteur, et respirâmes plus à l'aise ; puis, appuyés sur nos bâtons, nous nous lançâmes en bondissant sur la pente uniquement composée de débris mobiles, et en cinq minutes nous étions au bas de ce cône que nous avions mis plus d'une heure à gravir.

Les mules nous attendaient à la casa. En un clin d'œil, notre mobilier temporaire fut installé sur leur dos, et, tandis qu'elles descendaient droit devant elles, nous prîmes à gauche pour visiter au moins des yeux le Val del Bove. Cette excursion fut peut-être la plus pénible partie du voyage. Le vent du nord-est s'était levé, et en quelques minutes était devenu une véritable tempête. Son souffle glacé soulevait des tourbillons de sable et de graviers qui piquaient la figure et les mains comme autant d'aiguilles. Nous eûmes beaucoup de peine à gagner la *Torre del Filosofo,* petit monument antique, aujourd'hui en ruine, où les légendes siciliennes ont fixé l'habitation d'Empédocle, mais qui n'est probablement qu'un tombeau dont la date remonte seulement au temps des empereurs romains. La Torre del Filosofo touche presque à l'escarpement des *Serre del Solfizio,* qui borne le Val del Bove du côté du volcan. Placés sur ces roches à pic, nous admirâmes cet immense cirque de deux lieues et quart de long sur plus d'une lieue et quart de large, dont les parois presque partout perpendiculaires, formées d'amas de lave plus vieilles que le genre humain, s'élèvent souvent à plus de mille pieds au-dessus du fond presque entièrement formé de cheires modernes superposées les unes aux autres; mais l'ouragan, qui redoublait de violence, nous chassa bientôt de ce poste, et fuyant, pour ainsi dire, devant lui, nous passâmes, sans presque nous arrêter, devant la *Cisterna,* énorme éboulement en forme de cône renversé qui s'est ouvert au milieu du Piano del Lago. Nous trouvâmes enfin derrière la Montagnuola un abri et les mules qui nous attendaient. Trois heures après, nous étions à Nicolosi, et, tout en remerciant le docteur Gemellaro, nous mettions nos signatures sur son registre au-dessous des noms de Léopold de Buch, d'Élie de Beaumont, de Constant Prévost, d'Adrien de Jussieu. Le soir, nous nous reposions chez Abate, et, devant la table la mieux servie qu'on rencontre en Sicile, nous oubliions nos fatigues pour ne songer qu'aux grands spectacles qui leur avaient servi de récompense.

Quand on a visité l'Etna, on comprend l'énorme puissance des forces mises en jeu dans ce coin du globe ; on ne regarde plus comme exagérés les récits de ces éruptions qui ébranlent parfois la Sicile tout entière et font sentir leurs effets jusqu'à Malte et dans les Calabres. Nous allons essayer d'en donner une idée en traçant, d'après Recupero, l'histoire de l'éruption de 1669 (1). Indépendamment de l'intérêt propre que présente

(1) *Storia naturale e generale dell' Etna del canonico Giuseppe Recupero, arricchita di moltissime interessanti annotazioni dal suo nepote tresoriere Agatino Recupero.* Catane, 1815. — Cet ouvrage, trop peu connu en France, renferme un grand nombre de documents originaux, extraits principalement des archives de diverses villes et de plusieurs couvents. Les renseignements relatifs à l'éruption de 1669 ont été extraits surtout d'un manuscrit conservé à Nicolosi, et dû à un certain don Vincenzo Macri, *capellano della chiesa maggiore di questa terra di Nicolosi.* L'auteur raconte dans le plus grand détail et avec un cachet irrécusable de véracité les événements qu'il a vus et dont il a failli être victime. Recupero a consulté en outre les écrits de onze savants siciliens, une relation laissée par le comte de Winchelsea, ambassadeur d'An-

cet événement désastreux, nous aurons par là occasion de rappeler quelques faits attestés par une foule de témoins oculaires, et qu'on a peut-être trop oubliés. En parcourant ces pages naïvement écrites par quelque moine ignorant, par quelque curé de village, on est tout surpris de les voir réfuter, sans y songer, des erreurs accréditées jusque chez les savants de nos capitales, et qui ont trouvé place dans des ouvrages techniques d'ailleurs justement estimés.

Le 8 mars 1669, au point du jour, un ouragan terrible s'éleva tout à coup, souffla pendant une demi-heure environ, ébranla toutes les maisons de Nicolosi, et servit de précurseur aux désastres qui allaient dévaster la contrée. La nuit suivante, la terre se mit à trembler. Les secousses augmentèrent peu à peu de force, et le dimanche les murs commencèrent à crouler. La population de Nicolosi, frappée de terreur, chercha un refuge dans la campagne. Pendant la nuit du lundi, une secousse formidable jeta par terre toutes les maisons du bourg. Le tremblement de terre devenait d'heure en heure plus violent. Les arbres et les quelques cabanes restées debout oscillaient comme autant de morceaux de bois flottants à la surface d'une mer agitée, et les hommes eux-mêmes, ne pouvant conserver l'équilibre sur ce sol mouvant, trébuchaient et tombaient à chaque ondulation. A ce moment, la terre se fendit sur une longueur de quatre lieues du *Piano di San-Lio* jusqu'au mont *Frumento*, un des cônes parasites les plus rapprochés du sommet de l'Etna. Cette fente, dirigée du sud-ouest au nord-est, avait de quatre à six pieds de large; malgré bien des tentatives, on ne put en sonder exactement la profondeur.

Enfin les flammes de l'Etna s'ouvrirent un passage au travers de ce sol battu et rebattu. Une première bouche s'ouvrit à l'ouest du mont *Nucilla* et lança dans les airs une colonne de sable et de fumée, que les habitants de Catane estimèrent s'être élevée à une hauteur de douze cents pieds. Dans l'espace de deux heures, six autres bouches s'ouvrirent, toutes placées à la file l'une de l'autre et dans la même direction que la fente dont nous avons parlé. Une fumée noire et épaisse sortit avec un horrible fracas par ces soupiraux. De nouveaux cratères se formèrent dans le courant de la journée, et, le mardi matin, apparut tout à coup celui qui devait donner naissance aux Monti-Rossi. Il vomit d'abord une épaisse fumée mêlée de scories brûlantes; puis, au bout de quelques heures, on vit sortir de sa bouche une immense quantité de laves qui, formant un courant de près d'une lieue de large sur une hauteur d'environ dix pieds, se dirigèrent droit vers le midi et allèrent heurter le pied du *Monpilieri*, antique cratère alors tout couvert d'arbres et de gazon. Le fleuve embrasé pénétra ce sol peu solide, se fraya un passage au travers de la montagne et coula pendant quelque temps dans cet aqueduc improvisé; mais bientôt le Monpilieri s'écroula en partie, et la lave, refluant autour de lui, l'entoura comme une île de verdure perdue au milieu des flammes. Sept bouches secondaires s'ouvrirent en même temps autour du cratère principal. D'abord isolées, elles lancèrent dans les airs une énorme quantité de pierres embrasées, qui se heurtaient en retombant et joignaient le fracas de leur chute aux effroyables canonnades du volcan. Au bout de trois jours, elles se réunirent en un vaste et horrible gouffre d'environ deux mille cinq cents pieds de circonférence, qui, du 11 mars jusqu'au 15 juillet, ne cessa de tonner, de rugir, de lancer des cendres et des scories, de vomir des flots de lave.

Jusqu'à ce moment de l'éruption, le grand cratère était resté aussi complétement inactif que si ses cavernes n'eussent eu aucune communication avec celles du nouveau

gleterre à Constantinople, une autre due au célèbre Borelli. Il a joint ses propres recherches au témoignage de ces auteurs, tous témoins oculaires de ce qu'ils racontaient. Aussi les faits consignés dans son ouvrage nous paraissent-ils offrir toutes les garanties désirables. On comprend d'ailleurs que nous abrégerons le récit de notre chanoine.

volcan, quand tout à coup, le 15 mars, vers les dix heures du soir, la montagne entière parut s'ébranler : une gigantesque colonne de fumée noire et de matières ignées s'élança du sommet ; puis, avec un bruit effroyable, la cime s'éboula pièce à pièce dans les abîmes du volcan. Le lendemain, quatre hardis montagnards osèrent tenter l'ascension. Ils trouvèrent la surface du sol déprimée tout autour du cratère. Toutes les crêtes qui l'entouraient auparavant étaient englouties, et l'orifice, dont la circonférence ne dépassait pas d'abord une lieue, avait atteint deux lieues de tour (1).

Cependant le torrent de lave sorti des Monti-Rossi continuait sa course en se dirigeant vers le sud. Ses divers rameaux occupaient une largeur d'une lieue et quart. Chaque jour, de nouvelles ondées de feu liquide venaient recouvrir les matières à demi figées de la veille, élargissaient le lit de ces courants d'abord séparés, et envahissaient les îlots de terrain momentanément épargnés. Déjà les villages de Belpasso, de San-Pietro, de Camporotondo, de Misterbianco, étaient presque entièrement détruits ; déjà leurs riches territoires avaient disparu sous ces masses incandescentes. Le 4 avril, la lave se montra en vue des murs de Catane et s'étendit dans la campagne des *Albanelli*. Là, comme pour montrer sa puissance, elle souleva et transporta à une assez grande distance une colline argileuse couverte de champs de blé, puis une vigne qui flotta quelque temps sur les vagues embrasées. Après avoir nivelé quelques inégalités de terrain et détruit plusieurs vignobles, la lave atteignit enfin une vallée large et profonde, appelée la *Gurna di Niceto*. Dès lors, les Catanais se crurent sauvés, car ils pensaient que le volcan aurait épuisé ses forces avant d'avoir pu remplir ce vaste bassin. Aussi quelle dut être leur terreur, lorsque, dans le court espace de six heures, ils virent le vallon comblé, et la lave, marchant droit à eux, s'arrêter à un jet de pierre des murailles comme un ennemi qui plante ses tentes devant la forteresse qu'il vient assiéger !

Le 12 avril faillit voir la ruine de Catane. Une coulée de lave, large de près d'une demi-lieue et haute de plus de trente pieds, s'avança directement vers la ville. Heureusement heurtée dans son trajet par un autre courant qui portait à l'ouest, elle se détourna, et, côtoyant les remparts à portée de pistolet, elle dépassa le port et atteignit enfin la mer le 23 avril. Alors commença entre l'eau et le feu un combat dont chacun peut se faire une idée, mais que semblent renoncer à décrire ceux-là même qui furent témoins de ces terribles scènes. La lave, refroidie à sa base par le contact de l'eau, présentait un front perpendiculaire de quatorze à quinze cents mètres d'étendue, de trente à quarante pieds d'élévation, et s'avançait lentement, charriant comme autant de glaçons d'énormes blocs solidifiés, mais encore rouges de feu. En atteignant l'extrémité de cette espèce de chaussée mobile, ces blocs tombaient dans la mer, la comblaient peu à peu, et la masse fluide avançait d'autant. A ce contact brûlant, d'énormes masses d'eau, réduites en vapeur, s'élevaient avec d'affreux sifflements, cachaient le soleil sous d'épais nuages et retombaient en pluie salée sur toute la contrée voisine. En quelques jours, la lave avait reculé d'environ trois cents mètres les limites de la plage.

Cependant de nouveaux affluents venaient continuellement grossir le fleuve embrasé, dont le courant sans cesse élargi avait atteint les remparts de Catane. Le flot montait chaque jour et touchait au sommet des murailles. Celles-ci ne purent supporter longtemps cette énorme pression. Le 30 avril, quarante mètres de mur environ furent renversés, et la lave entra par cette brèche (2). Les quartiers envahis

(1) Il y a probablement un peu d'exagération dans ces mesures données par Recupero.

(2) Ici nous croyons devoir citer le texte de l'auteur : « Resistettero infatti le mura al fuoco e al pese del torrente, ma un tale ostacolo non servi che a gonfiarlo, fintantoche prevalendo col suo peso alla forza resistente di esse mura, venne finalmente il giorno 30 di aprile a rovesciare

étaient les plus élevés, et Catane semblait vouée à une destruction inévitable, quand elle fut sauvée par l'énergie de trois hommes, qui tentèrent de lutter contre le volcan. Le docteur Saverio Musmeci et le peintre Giacinto Platania eurent l'idée de construire des murs en pierres sèches, qui, placés obliquement en avant du courant, devaient en changer la direction. Ce moyen réussit en partie; mais le frère dom Diego Pappalardo en imagina un autre, dont l'exécution devait avoir un résultat plus sûr encore. Les coulées de laves *s'encaissent* d'elles-mêmes dans une sorte de canal solide, formé de blocs refroidis et soudés les uns aux autres. La matière fondue, protégée par cette espèce d'enveloppe, conserve sa fluidité et va au loin porter ses ravages. Dom Pappalardo pensa qu'en abattant ces digues naturelles sur un point bien choisi, il ouvrirait une voie nouvelle aux flots embrasés et tarirait le torrent à sa source même. Suivi d'une centaine d'hommes alertes et vigoureux, il attaqua la coulée, non loin du cratère, à coups de marteau, de massue... La chaleur était si violente, que chaque travailleur pouvait à peine frapper deux ou trois coups de suite et s'écartait aussitôt pour respirer. Cependant, en s'aidant de crampons en fer, ils parvinrent à démolir une portion de la digue, et, conformément aux prévisions de Pappalardo, la lave s'épancha par cette ouverture. Mais le nouveau courant se portait sur Paterno. Les habitants de cette dernière ville, craignant de voir détourner sur eux le fléau qui menaçait Catane, marchèrent en armes contre Pappalardo et le contraignirent à fuir avec ses braves ouvriers. Toutefois, grâce à l'heureuse diversion déjà opérée, la lave n'avait pu envahir toute la ville, et, le 8 mai, elle s'arrêta, après avoir brûlé trois cents maisons, quelques palais, quelques églises et le jardin des bénédictins (1). Le 15 du même mois, un petit torrent franchit le rempart au sud de la ville, près de l'église della Palma. Un mur en pierres sèches, construit à la hâte, suffit pour l'arrêter. Les Catanais furent moins heureux quelques jours après. Un nouveau courant envahit le château, combla ses fossés et atteignit bientôt le niveau des remparts. Une digue fut aussitôt construite pour l'arrêter; mais, le 11 juin, la lave franchit la muraille et se dirigea, à travers la ville, vers le couvent des pères *di Monte-Santo*. Là, on lui opposa une nouvelle barrière qui réussit à l'arrêter, et préserva ainsi un des plus beaux quartiers de Catane. A dater de cette époque, les laves ne menacèrent plus la cité et allèrent se jeter directement dans la mer. L'éruption continua quelque temps encore, et le comte de Winchelsea nous apprend que les cendres tombaient à Catane et dans la mer à dix lieues de distance, au point qu'il en avait mal aux yeux. Toutefois la violence du volcan s'épuisait. Après le 15 juillet, il paraît s'être borné à rejeter les cendres, les scories et les fragments de lave qui obstruèrent bientôt le fond du cratère et fermèrent les bouches, qui, pendant quatre mois et demi, avaient vomi la terreur et la dévastation.

Telle fut cette éruption si tristement célèbre, qui couvrit cinq à six lieues carrées d'une couche de lave épaisse sur certains points de près de cent pieds, qui menaça d'anéantir Catane et détruisit les habitations de vingt-sept mille personnes (2). On retrouve encore aujourd'hui à la surface du sol la trace de ces terribles phénomènes

venticinque canne di muro, e sulle ore sedici cominciò ad introdursi nella città per quelle braccia. » (Rom. Agatino cité par Recupero dans l'*Histoire générale de l'Etna*.)

(1) « Frattanto però, agli otto di maggio si estiva affatto il torrente, che si era introdotto nella città dopo di avere bruciate trecento case, pochi palagi, alcune chiese, ed il giardino dei Benedettini, ed avendo pure investito le muro del monastero e della chiesa. » (Recupero, *Histoire générale de l'Etna*.) Le jardin actuel des bénédictins a été planté sur des terres apportées à grands frais pour couvrir cette lave, qui s'élève aujourd'hui comme un mur irrégulier à quelques pieds seulement des murs de ce monastère, sans contredit le plus beau monument de Catane.

(2) *Relation du comte de Winchelsea*, citée par Recupero.

accomplis depuis près de deux siècles. Nous avons essayé plus haut de décrire la cheire qui part des Monti-Rossi. Si le temps nous l'eût permis, nous aurions pu retrouver encore, comme l'avait fait Recupero, les quinze bouches accessoires qui jalonnent sur un espace d'environ quatorze cents mètres la direction des forces souterraines; nous aurions pu pénétrer dans la partie supérieure de cette fente formidable d'où sortit l'énorme quantité de sable qui ensevelit près d'une lieue carrée sous une couche de trois à quatre pieds de haut, et sema la stérilité jusque dans les Calabres; nous aurions pu descendre dans cette *grotta dei Palombi* que, grâce à M. Mario Gemellaro, on peut aujourd'hui explorer jusqu'à une profondeur de plus de deux cents pieds, et contempler dans cette crevasse un des orifices encore béants produits par le disloquement des antiques couches; mais, sans quitter l'enceinte de Catane, nous avons constaté la puissance du volcan. Au nord et à l'ouest de la ville, nous avons vu ces laves, qui en avaient renversé et franchi les remparts; nous avons retrouvé, au midi, ces ondées qui se déversèrent par-dessus les murs construits par Charles-Quint. Nous avons pu juger de l'épaisseur effrayante de cette couche en descendant les escaliers du *Pozzo di Vela*, sorte de puits creusé en suivant ce même mur à l'extérieur, et au fond duquel le prince Biscari a retrouvé le fleuve Amenano (1), perdu depuis cette époque fatale. Nous avons parcouru, au delà du port,

(1) Le fleuve *Amenanus* des anciens. Cette partie de la ville est très-curieuse à étudier. Précisément parce que les laves arrivées au niveau du parapet ne l'ont franchi qu'en très-faible quantité, on voit très-bien comment les choses se sont passées. La lave n'a pas *coulé* le long du mur à la manière d'un liquide même visqueux ; elle a formé une sorte de pyramide irrégulière dont la base s'appuie contre le mur, et dont les talus latéraux ont une inclinaison marquée par celle d'un escalier assez rapide. Par conséquent, la lave s'est comportée à peu près comme l'eût fait un éboulement de matières solides. C'est dans la cour de la maison Rapisardi que M. Edwards et moi avons observé ces détails, très-faciles à vérifier. Non loin de ce point, la lave a déposé sur le parapet même un gros bloc qui est resté entièrement isolé. Ces faits s'accordent assez mal avec les idées qu'on se fait généralement sur la nature des laves, surtout sur leur cohésion. Il est très-rare qu'elles conservent longtemps une liquidité parfaite. Au contact de l'air, leur surface se prend presque immédiatement et devient très-résistante, alors même qu'elles continuent à couler avec assez de rapidité. Nous avons pu, avec M. Blanchard, constater par nous-mêmes ce fait dans le cratère du Vésuve. En jetant de toutes nos forces des pierres poreuses sur un courant de lave qui venait de sortir à quelques pas de nous, et qui coulait en présentant une superficie encore tout unie, nous les avons vues rebondir ou se briser à la surface de cette coulée en apparence si liquide. Au reste, ce sont là des particularités que savent très-bien tous ceux qui ont contemplé de leurs yeux ces terribles phénomènes. Cette propriété des laves nous explique comment quelques hardis voyageurs, entre autres le chevalier Hamilton et le marquis Galliani, ont pu traverser des coulées en mouvement sans éprouver d'autre inconvénient qu'une forte chaleur aux pieds et aux jambes. A Messine, on m'a assuré que les laves, parvenues à quelque distance du cratère, marchaient quelquefois en présentant un front presque perpendiculaire et d'une hauteur de vingt à quarante pieds. Des blocs de lave figée qui couvrent l'extérieur de la coulée tombent sans cesse du haut de cet escarpement en avant de la masse liquide qui les reprend et les refond en passant sur eux. Ajoutons à ces faits que les matières pierreuses sont de très-mauvais conducteurs pour le calorique, et nous comprendrons très-bien, d'une part, la lenteur de la marche des laves, et, d'autre part, le temps considérable qu'elles mettent parfois à se solidifier entièrement et à se refroidir. Nous avons vu que le fleuve de feu sorti des Monti-Rossi avait mis quarante-six jours pour atteindre les bords de la mer, éloignés d'environ quatre lieues. Ici la masse énorme de matières ignées vomies par le volcan accélérait le mouvement. Dans l'éruption qui dura pendant dix ans, de 1614 à 1624, le courant de lave sans cesse alimenté parcourut seulement dix milles siciliens (trois lieues et un tiers environ). En revanche, la lave de 1819 avançait encore d'environ un mètre par jour neuf mois après que l'éruption avait cessé. Spallanzani vit son bâton de voyage fumer et s'enflammer uelques instants après l'avoir introduit dans une fente encore rouge de la coulée de 1787,

cette cheire qui avance dans la mer en forme de promontoire, et dont la surface ressemble à celle d'un fleuve en débâcle, dont les glaçons, immobiles et noirs, auraient quelquefois plusieurs centaines de pieds carrés en surface sur quinze à vingt pieds d'épaisseur.

En parcourant des lieux dont l'aspect seul impressionne si profondément, en songeant aux scènes terribles dont ils ont été, dont ils peuvent à chaque instant devenir le théâtre, en réfléchissant aux effrayants phénomènes dont ils sont le siége permanent, l'esprit humain ne pouvait s'en tenir à une tranquille et froide observation. Aussi a-t-il voulu de tout temps se rendre compte de ce qui se passe au sein de la redoutable montagne, et pendant des siècles, faute de pouvoir mieux faire, il eut recours aux explications surnaturelles. Pour les peuples de l'antiquité, Encelade foudroyé gémit sous le mont qui l'écrase : ces flammes dévorantes sont le souffle qui sort de sa poitrine; ces tremblements de terre sont dus aux efforts convulsifs du géant, qui secoue la Sicile entière. Pour les chrétiens du moyen âge, l'Etna devient un des soupiraux de l'enfer, et aujourd'hui encore plus d'un montagnard entend sortir de ses entrailles les cris de désespoir des damnés, mêlés aux rugissements des démons. La science moderne aborde à son tour le problème, et, toujours appuyée sur l'expérience et l'observation, elle semble bien près de l'avoir résolu (1).

En voyant l'Etna vomir à chaque éruption des quantités si considérables de laves, de cendres, de scories, on a dû être conduit à regarder son massif tout entier comme n'ayant pas d'autre origine que l'accumulation successive de ces matériaux. Cette théorie, dont on trouve des traces jusque chez les philosophes grecs, a longtemps régné sans partage et compte encore aujourd'hui parmi les géologues des défenseurs d'un grand mérite. Cependant l'aspect de la montagne devait à lui seul faire naître des doutes sur la vérité de cette explication. Les talus formés par l'entassement de matériaux mobiles, obéissant librement aux lois de la pesanteur, présentent tous dans leurs contours des lignes droites et régulières. Les talus latéraux, le cône terminal de l'Etna, les cônes parasites, si nombreux sur les flancs de cette montagne, possèdent à un haut degré ce caractère de régularité. Chez les plus anciens de ces cônes, chez ceux que depuis des siècles les agents atmosphériques et surtout les pluies torrentielles tendent sans cesse à dégrader, les pentes ont pu diminuer, surtout à la base; mais elles sont restées régulières, et leurs contours se raccordent au plan qui les porte par des courbes toujours continues. Au contraire, le caractère essentiel du profil de l'Etna, considéré dans son ensemble, est la *discontinuité des lignes*. Entre les parties que nous avons désignées sous les noms de *talus latéraux* et de *gibbosité centrale*, il existe une brisure très-sensible. Il en est de même entre la gibbosité centrale et le *cône terminal*. Ces faits semblent à eux seuls assigner à ces diverses parties des origines différentes, et ont fait dire justement à M. de Beaumont que la connaissance approfondie des lignes de l'Etna était à elle seule presque toute une théorie.

solidifiée depuis onze mois. Enfin, les cheires de l'éruption que nous venons de décrire fumaient encore et dégageaient une chaleur sensible huit ans après que la lave était sortie des Monti-Rossi.

(1) La théorie de l'Etna a soulevé de vives controverses parmi les savants qui se sont occupés de cette question géologique. Nous suivrons ici les idées que M. Élie de Beaumont a émises dans le mémoire déjà cité. Ce choix est facile à justifier. M. de Beaumont a le premier reconnu un grand nombre de faits importants qui résultent de l'examen de l'Etna, et qui avaient échappé à ses prédécesseurs. Ce que nous avons vu concorde pleinement avec les observations de ce géologue, avec les déductions qu'il en a tirées. Enfin l'ouvrage de M. Sartorius de Waltershausen vient encore confirmer l'exactitude de ces observations, et justifier par conséquent les théories qui seules jusqu'à ce moment ont pu rendre compte de l'ensemble des phénomènes.

L'examen des coulées nous conduit au même résultat. Rappelons d'abord quelques-unes des lois qui règlent leurs mouvements. On comprend sans peine qu'une masse liquide ou de consistance visqueuse ne se comporte pas de la même manière sur des plans diversement inclinés. Rapidement entraînée sur une pente considérable, elle ne peut jamais acquérir sur cette pente l'épaisseur qu'elle atteindra sur une surface presque horizontale. Partout où la pente diminuera, la coulée s'épaissira ; partout où la pente augmentera, la coulée s'amincira. Par conséquent, pour qu'une coulée de lave présente sur une étendue considérable une épaisseur égale, il est nécessaire qu'elle coule sur une pente uniforme. Lorsqu'on examine les laves dont on connaît l'origine, on trouve toujours l'observation pleinement d'accord avec la théorie. Ces coulées ne laissent sur les pentes très-inclinées qu'une traînée étroite et mince presque entièrement composée de scories, c'est-à-dire de portions déjà en partie solidifiées par le contact de l'air, tandis qu'elles s'accumulent en atteignant des talus à pentes douces, et y forment des couches épaisses et compactes. Ces faits très-simples peuvent être vérifiés sur les coulées modernes qui sillonnent en tout sens le massif de l'Etna, et on en rencontre des exemples très-fréquents sur la route de Nicolosi au cratère, un peu au-dessus de la Casa del Bosco.

Mais il n'en est plus de même lorsqu'on pénètre dans le Val del Bove, dans cette étrange et célèbre vallée qui porte écrite en caractères ineffaçables l'histoire de la formation du volcan. Ses escarpements intérieurs se composent de plusieurs centaines d'assises alternativement formées par des bancs de roches et des couches de matières fragmentaires ou pulvérulentes. Ces substances, à peu près semblables, au premier coup d'œil, aux laves de l'époque géologique actuelle, présentent pourtant en général une teinte grisâtre, sur laquelle les coulées modernes se dessinent en noir. D'ailleurs elles sont, comme ces dernières, des *roches de fusion*, de véritables laves. Toutes ces assises sont parfaitement régulières. D'une extrémité à l'autre du val, c'est-à-dire sur une longueur de deux lieues environ, leurs bords présentent un parallélisme parfait, sans renflements, sans étranglements. Pour expliquer ce résultat, il faut nécessairement admettre qu'en sortant de terre à l'état liquide, ces laves se sont épanchées sur une surface plane et à peu près horizontale, où elles ont pu se refroidir et se solidifier à loisir. Et pourtant aujourd'hui leurs couches sont fortement inclinées. Des bords du Piano del Lago, elles s'abaissent et viennent s'enfoncer sous le tuf de l'Etna, non loin du village de Milo. Bien plus, dans ce long trajet, elles présentent des ondulations, des différences d'inclinaison très-fortes. Presque horizontales à la *Rocca del Solfizio,* elles prennent sous la Montagnuola une pente de 17 degrés; elles se rapprochent de l'horizontale sur les flancs du mont Zoccolaro, qui forme l'enceinte méridionale du val, pour s'infléchir brusquement et prendre une forte inclinaison près de la *Porta di Callana,* une des issues orientales du Val del Bove. Sur quelques points, cette inclinaison des couches atteint jusqu'à 29 et 30 degrés. Si les laves dont elles sont formées eussent coulé sur des surfaces aussi accidentées, elles devraient nécessairement présenter elles-mêmes et dans leur mode d'agrégation et dans leur épaisseur des variations considérables. Or, nous l'avons dit plus haut, la régularité, le parallélisme de leurs couches ne se dément jamais. Toutes ces assises s'élèvent ou s'abaissent à la fois, comme le feraient les feuillets d'un cahier qu'on plierait en même temps. On est donc conduit à admettre qu'à l'époque de leur formation, le sol présentait une configuration très-différente de celle qu'on observe aujourd'hui.

Un fait plus frappant encore vient confirmer cette conclusion. Les parois du Val del Bove ne sont pas formées seulement par ces longues assises dont nous avons parlé : un nombre immense de filons, d'un diamètre variable, les coupe de bas en haut, sous des angles très-divers. Ces filons sont composés de la même roche que les assises,

et plusieurs d'entre eux, en s'articulant et se continuant avec ces dernières, nous indiquent clairement quelle est leur nature propre. Il est évident que ce sont autant de fentes par où les laves s'échappaient jadis, et qui sont restées remplies par la matière qu'elles dégorgeaient au dehors. Eh bien ! lorsqu'on examine un de ces filons aboutissant à une coulée sur le milieu d'une pente même très-rapide, on voit que la coulée se continue au-dessus aussi bien qu'au-dessous du point par où s'épanchait la matière liquide, sans présenter la moindre irrégularité. Quel que soit le nombre de ces filons, les assises ne sont pas plus épaisses dans le bas de la vallée qu'au niveau des *Serre del Solfizio*. Il suit de là que si, à l'époque de la formation de ces assises, le sol avait présenté les accidents qu'on y voit aujourd'hui, la lave, au lieu de s'écouler tout entière vers la base du volcan, serait en partie remontée vers le sommet, contrairement aux lois de la pesanteur, conséquence qu'il est inutile de réfuter. Tous ces faits, au contraire, s'expliquent très-naturellement, en admettant, comme nous l'avons fait plus haut, qu'au moment de l'émission de ces laves, la surface du sol était horizontale, et que par conséquent les matières fondues pouvaient s'épancher librement en tous sens.

Dans ce qui précède, nous n'avons tenu compte que des matières liquéfiées qui sont entrées dans la composition des parois du Val del Bove. L'examen des couches formées par des cendres et des scories nous conduirait au même résultat. Si, au moment de leur émission, ces fragments lancés dans les airs par une bouche unique, à la manière des *lapilli* modernes, étaient retombés sur des plans inclinés et accidentés, ils se seraient nécessairement comportés comme une masse de sable et de moellons qu'on renverserait le long d'un escalier. Ils auraient régularisé les talus en s'accumulant sur les points les moins déclives, en ne couvrant les pentes les plus rapides que d'une couche très-mince. C'est là un fait que nous voyons se reproduire à chaque éruption sur les cônes parasites et sur les talus latéraux. Or ces fragments conservent dans leur stratification ce parallélisme caractéristique dont nous avons parlé, parallélisme qui s'explique seulement en supposant qu'ils ont été répartis d'une manière uniforme sur des surfaces au moins à très-peu près horizontales.

Ainsi, en examinant les profils de l'Etna, nous avons vu les pentes régulières du cône terminal et des talus latéraux brusquement interrompues par celles de la gibbosité centrale dont le Val del Bove n'est qu'une portion. Nous en avons conclu que cette gibbosité ne pouvait être formée par le même procédé qui a donné naissance au cône et aux talus latéraux. L'étude des coulées nous conduit à la même conclusion. De plus, cette étude nous apprend que les assises du Val del Bove ont dû se solidifier sur un terrain horizontal. Pour expliquer comment une montagne de dix mille pieds de hauteur a pris ici la place d'une plaine, et comment nous rencontrons jusqu'au Piano del Lago ces mêmes couches qui viennent plonger sous les campagnes de Milo, il faut bien admettre qu'une force quelconque a soulevé cette portion de la croûte terrestre. Telle est en effet la conséquence à laquelle arrive M. de Beaumont. Pour lui, la gibbosité centrale est le *noyau primitif de l'Etna*, et ce noyau s'est formé par soulèvement (1).

Nous pouvons maintenant nous faire une idée assez complète des phénomènes successifs qui ont donné à l'Etna sa forme et ses proportions actuelles. La place où

(1) On comprend que, dans l'exposé succinct des faits qui justifient cette conclusion, nous nous sommes borné aux plus saillants. Nous engageons ceux de nos lecteurs qui pourraient conserver des doutes à consulter le mémoire original de M. Élie de Beaumont. Les cartes, les dessins qui accompagnent le texte, lèveront bien des objections. Nous les engageons surtout à étudier le plan en relief dressé par ce géologue, et dont un exemplaire est exposé dans les collections de l'école des mines.

s'élève aujourd'hui la gibbosité centrale a été primitivement une plaine à peu près horizontale dont le sol, fendu par l'action des feux souterrains, a livré passage, à diverses époques, à des courants de lave très-fluide. Ces laves se sont étendues en nappes minces et uniformes tout autour de ces soupiraux; elles se sont solidifiées et ont formé des bancs de roches plus ou moins compactes selon leur épaisseur. Comme dans les éruptions actuelles, l'émission des matières fondues était accompagnée d'un dégagement violent de fluides élastiques qui entraînaient de grandes quantités de cendres, de scories et de lapilli. Ces matériaux, déjà solides, sortant par toute l'étendue des fentes et retombant en pluie sur le bain de lave, ont formé ces assises fragmentaires uniformes qui alternent avec les bancs de roche.

Pendant bien des siècles peut-être les choses se sont passées comme nous venons de le dire; mais un moment est venu où l'agent intérieur, qui tant de fois s'était fait jour à travers le terrain, a déployé une énergie extraordinaire, peut-être même à raison de la résistance toujours croissante qu'opposaient à son action ces couches, de plus en plus nombreuses et solides. Ne pouvant plus les fendre, il les a soulevées. Ce mouvement violent les a nécessairement rompues, et une large communication s'est trouvée établie entre les entrailles du globe et l'atmosphère. Avant cet événement, selon M. de Beaumont, il y avait dans ce lieu une multitude de *volcans éphémères*; depuis cette époque, ils ont été remplacés par un *volcan permanent*.

Mais on sait que, dans les éruptions, toutes les matières vomies sont loin d'être solides ou liquides. La quantité de substances gazeuses qui s'échappent par les cratères dépasse de beaucoup en volume les laves et les scories. On comprend donc sans peine que l'énorme voûte formée par le soulèvement de l'Etna a dû bientôt manquer de soutien. Toute disloquée d'ailleurs par l'effort même qui lui avait donné naissance, elle s'est éboulée en grande partie dans les abîmes qu'elle recouvrait, et c'est précisément cet *effondrement* qui a donné naissance au Val del Bove. Cette origine une fois admise, on s'explique sans peine le rapport frappant des crêtes qui entourent cette vallée avec celle qui porte le volcan. Ces crêtes sont évidemment la continuation les unes des autres. Leur ensemble formait le pourtour de l'espèce d'ampoule soulevée à la surface du sol. La voûte, en s'écroulant, n'a fait que laisser à nu sur les escarpements du val la tranche des couches dont elles sont toutes également composées et qu'on retrouve sur le Piano del Lago, dans l'intérieur de l'effondrement partiel que nous avons appelé *la Citerne* (1).

Ainsi il a été une époque où le noyau primitif de l'Etna s'élevait seul au milieu de la plaine, dominant toute la Sicile de ses crêtes abruptes et irrégulières; mais bientôt cet état de choses a dû se modifier. A dater de l'époque géologique actuelle, les éruptions qui ont eu lieu sur les flancs et tout autour de la gibbosité centrale ont remblayé la base de la montagne et donné naissance aux talus latéraux dont les pentes et l'aspect trahissent sans peine l'origine. Ces laves, ces cendres, ces scories, étaient comme une sorte de vêtement moderne sous lequel le volcan cachait ses formes premières et voilait son origine. Les vents, la pluie, les torrents ont transporté dans la plaine une masse énorme de ces matériaux mobiles, et formé ainsi peu à peu le terre-

(1) On est naturellement conduit à se demander à quelle époque ont pu se passer les phénomènes dont nous essayons de donner une idée. M. de Beaumont regarde le soulèvement de l'Etna comme ayant précédé immédiatement l'époque géologique actuelle. Il croit que l'épanchement des laves anciennes du Val del Bove est contemporain de la formation des chaînes de l'Atlas, dont l'ensemble forme une ligne bornée à l'ouest par les Canaries et le volcan de Ténériffe, à l'est par la Sicile et l'Etna. Ces déterminations résultent de la *Théorie générale des soulèvements* et des conséquences que M. Élie de Beaumont en a tirées pour l'âge relatif des chaînes de montagnes.

plein bombé. On voit que ces causes secondaires tendent sans cesse à exhausser la base, à niveler les plans. C'est à elles qu'il faut attribuer surtout ce caractère d'aplatissement que présente l'ensemble du massif, malgré son relief considérable. Peut-être avec l'aide des siècles parviendront-elles à exhausser les terres, de manière à ensevelir en quelque sorte la plus grande partie de l'Etna sous ses propres produits. Pourtant il n'est guère probable que le noyau primitif disparaisse jamais en entier. La quantité de matières vomies par le cratère terminal est tellement petite, qu'elle suffit à peine à recouvrir la surface très-peu inclinée du Piano del Lago, et que, sur les pentes plus prononcées, ces matières s'accumulent seulement dans les crevasses et les ravins, comme pourrait le faire une légère couche de neige balayée par le vent.

Ce fait presque incroyable au premier abord, et si opposé à bien des opinions vulgaires, est pourtant bien facile à prouver. La Torre del Filosofo n'est séparée du cône terminal que par une distance de 100 mètres. Ce monument compte près de deux mille ans d'existence, et pourtant les produits volcaniques accumulés autour de sa base n'avaient acquis en 1807 qu'une épaisseur de 2 mètres 75 centimètres au plus (1). Le Piano del Lago, situé immédiatement au pied du grand cratère, ne s'élève donc chaque année en moyenne que d'un millimètre environ par suite de l'entassement des déjections directes du volcan et des matières que les agents atmosphériques peuvent arracher au cône pour les répandre sur ce plan presque horizontal. Ici se présente une comparaison curieuse. Le limon du Nil exhausse tous les ans de plus d'un millimètre et quart le sol qu'il fertilise. « Ainsi, dit M. de Beaumont, le Nil travaille plus efficacement à ensevelir sous ses alluvions les monuments de Thèbes et de Memphis que l'Etna à couvrir de ses cendres la Torre del Filosofo. »

Toutefois il est un fait qui semble d'abord en contradiction avec ce qui précède. Le cône terminal de l'Etna se forme assez rapidement, car à diverses reprises, comme nous l'avons vu plus haut, il s'abîme dans les gouffres du volcan, et quelques éruptions suffisent pour lui rendre à peu près ses dimensions premières. En 1702, le Piano del Lago présentait l'aspect d'un plateau au centre duquel s'ouvrait un gigantesque entonnoir. C'était le cratère très-agrandi et dont l'orifice était béant à fleur de terre comme celui d'un puits sans parapet. Le cône actuel n'a donc guère plus d'un siècle d'existence. Cependant, en 1834, il avait 425 mètres de hauteur sur 4,788 mètres de circonférence à la base (2). Les déjections du volcan ont-elles seules travaillé à son érection ? S'il en était ainsi, il serait très-difficile d'expliquer comment, depuis près de vingt siècles, le Piano del Lago n'a jamais été complétement envahi par le cône, et surtout comment ces déjections si abondantes auraient couvert de quelques pieds à peine les murs de la Torre del Filosofo.

Aussi M. de Beaumont admet-il que les phénomènes de soulèvement qui donnèrent jadis naissance à la montagne se reproduisent de nos jours, quoique avec une moindre intensité. Il croit que bien des cônes, et en particulier le cône terminal, possèdent probablement un noyau solide formé par soulèvement, et que leur forme extérieure est due au manteau de déjections qui vient en déguiser les inégalités et en régulariser les talus. Enfin, selon M. de Beaumont, l'Etna n'a pas encore cessé de grandir, et chaque éruption nouvelle, tendant à le soulever, peut augmenter sa hauteur d'une quantité appréciable.

Cette manière d'envisager les éruptions efface la contradiction apparente que nous signalions tout à l'heure, et les faits ne manquent pas pour justifier cette extension

(1) Environ huit pieds trois pouces. Ces mesures ont été prises par M. Mario Gemellaro et confirmées par M. Agatino Recupero.

(2) Environ treize cents pieds de hauteur sur près d'une lieue et quart de circonférence.

de la théorie. Dans un très-grand nombre d'éruptions, la lave liquide est arrivée jusqu'au sommet de l'orifice et s'est déversée par-dessus les bords du grand cratère. Cette lave ne pouvait atteindre à cette hauteur sans être soulevée par une puissance énorme dont l'action ne se bornait certainement pas au tube vertical du cratère, mais s'exerçait souvent sur le massif tout entier. Aussi a-t-on vu plusieurs fois des fentes se former et l'Etna présenter une sorte d'étoilement dont les rayons convergeaient vers le cratère. L'éruption passée, plusieurs de ces fentes ont présenté des bords dont le niveau n'était plus le même. Le terrain s'était donc ou élevé d'un côté ou abaissé de l'autre. Bien d'autres phénomènes pourraient encore être invoqués pour prouver que, jusque dans les parties les plus élevées du volcan, l'agent intérieur qui pousse de bas en haut peut produire des phénomènes de soulèvement, mais nous nous bornerons à citer un exemple positif emprunté au récit d'un témoin oculaire. Lors de l'éruption de 1688, selon le père Massa, il se forma dans la région élevée du volcan une grande coupole de neige parfaitement blanche qui le disputait pour l'étendue aux dômes des plus vastes basiliques, et pour l'éclat aux marbres de Paros et de Carrare. Recupero ajoute avec raison que cette coupole résultait de quelque violente poussée du feu souterrain qui avait soulevé et courbé les couches superficielles du sol alors couvertes de neige (1). Remarquons de plus que ces couches devaient avoir une épaisseur bien considérable, puisqu'elles protégeaient la neige contre la chaleur du foyer qui les avait ainsi soulevées.

Sans avoir vu les forces volcaniques déployer toute leur puissance, nous avons pu observer la plupart de ces phénomènes si controversés, et cela dans des circonstances qui nous permettaient l'appréciation des moindres particularités. A notre retour de Sicile, M. Blanchard et moi montâmes sur le Vésuve. Déjà, dans le cours de cette ascension si facile, nous avions reconnu combien est vraie l'observation de Spallanzani, qui, après avoir vu l'Etna, appelait le Vésuve *un volcan de cabinet*. Comme s'il eût voulu justifier en tout l'appréciation du célèbre naturaliste, le Vésuve nous rendit témoin d'une éruption en miniature, véritable expérience de laboratoire dont nous pûmes suivre à loisir toutes les phases, tous les détails.

Depuis deux ans environ, ce volcan travaillait à combler son cratère, et semblait près d'atteindre ce but. A quarante ou cinquante pieds au-dessous de l'orifice s'étendait une croûte de lave noire et spongieuse semblable à un pavé d'asphalte irrégulier, parsemée de gros blocs de lave, et qu'entouraient comme un mur circulaire les parois intérieures du cratère. Au milieu de ce cirque d'environ cinq ou six cents pieds de diamètre s'élevait un petit cône de trente-cinq à quarante pieds de hauteur dont la bouche lançait sans cesse, avec un bruit assez fort de mousquetades, des tourbillons de fumée rouge de feu mêlés de cendres et de scories. Tous les jours, quelque ouverture se faisait au plancher de laves. La matière liquide s'épanchait à la surface et se solidifiait. Puis de nouvelles couches venaient se former au-dessus des anciennes qui se fondaient de nouveau et rentraient dans la masse commune. Ainsi, à l'époque de notre visite, le cratère du Vésuve était rempli presque jusqu'au bord

(1) « Ne' duelli reciprochi di questi due contrarii, fuoco e neve, si viddero varii scherzi della natura ingegnera, specialmente una vastissima cupola di bianchissima neve lavorata dal fuoco, che metteva invidia nella vastità della mole alle cupole delle maggiori basiliche, e nella candidezza della materia ai marmi di Pario e di Carrara. » (P. Massa.) — « Quella gran cupola di neve, che allora si vede, sarà stata effetto di qualche valida arietazione fatta dal fuoco sotterraneo alla superficie del monte per un moto verticale, dal quale rialzatisi gli strati superiori in forma d'arco, sollevasi pure la neve sovrapposta, e venne a formarsi una protuberanza rappresentante la divisita cupola. » (Recupero, *Storia dell' Etna*.)

de lave liquide recouverte d'une croûte solide. C'était comme un bassin plein d'eau dont la surface est gelée. Aussi n'hésitâmes-nous pas un instant à imiter les patineurs. Nous descendîmes sans trop de peine dans l'intérieur du cratère, et ce fut sur un large bloc, placé à dix pas du petit cône, que nous nous installâmes pour manger un poulet froid arrosé de vin de Capri.

En arrivant aux bords du cirque, nous avions aperçu, malgré l'éclat du jour, les teintes rouges de la lave à travers quelques fentes ; nous avions vu quelques blocs s'ébranler, comme sous les efforts d'une main invisible. Parfois aussi, une détonation sourde se faisait entendre dans les flancs de la montagne. Pendant notre dîner, les clartés devinrent plus nombreuses, plus vives, vers le bord oriental du cratère, à environ cinquante pas de nous. Évidemment quelque chose se préparait. Les détonations qui partaient sous nos pieds étaient plus fréquentes et plus fortes ; les scories lancées par le petit volcan s'élevaient plus haut, et, dans leur chute, dépassaient quelquefois le pourtour du cône. La croûte solide qui nous portait faisait entendre des craquements, et quelques blocs mal assis se renversaient. A ce moment, le sol commença à s'élever à une quarantaine de pas de nous. Au bout d'une heure environ, au lieu de présenter une surface à peu près horizontale, comme au moment de notre arrivée, il formait, contre le bord oriental du cratère, un talus arrondi de dix à douze pieds de hauteur. Plusieurs ouvertures se firent sur cette pente ; mais bientôt elles se réduisirent à trois, puis à une seule. Une lave parfaitement liquide sortit par cet orifice et se dirigea droit vers nous. A son origine, ce ruisseau embrasé pouvait avoir quatre ou cinq pieds de large tout au plus, et sa teinte était d'un beau blanc éblouissant ; mais il s'élargissait considérablement dans sa course et prenait une couleur rouge foncé. Au bout de deux heures environ, il nous avait atteints et nous reculions pas à pas devant lui. En même temps le cratère tout entier semblait se réveiller. Toutes les fentes s'éclairaient ; le bloc qui nous avait servi de table se teignait à sa base d'une teinte rougeâtre. La chaleur devenait de plus en plus forte. C'était une véritable débâcle, occasionnée par l'afflux des matières liquides qui s'élevaient des abîmes du volcan. Il fallut songer à la retraite. Quand nous regagnâmes le bord, un sixième au moins de cette surface, naguère solide, était en fusion, et évidemment les blocs mêmes où nous marchions, encore soudés les uns aux autres, ne formaient qu'un simple plancher porté par ce lac de feu, comme un glaçon qui tient encore au rivage.

Certes, il y a loin de ce qui précède aux grandes éruptions de l'Etna ; cependant la différence est plus apparente que réelle. Les phénomènes sont au fond les mêmes, et ne diffèrent que par le plus ou moins d'intensité. Le petit cône de quarante pieds de haut, tout comme la montagne de dix mille pieds, servait de soupirail à l'agent intérieur, et lançait dans les airs des gaz rougis par le feu, de la fumée, du sable, des scories. Chaque déjection était accompagnée d'un bruit proportionné à l'énergie assez faible des feux souterrains. Le ruisseau de lave a devant nous tantôt redressé et renversé des blocs solides qui se trouvaient sur son passage, tantôt soulevé et emporté ces fragments qui flottaient à la surface comme autant de glaçons. En présence de cette concordance parfaite, il est bien permis de penser que *les redressements de couches, les soulèvements* qui se sont passés sous nos yeux dans le cratère du Vésuve, doivent se reproduire sur des proportions bien plus considérables dans les éruptions en général, dans celles de l'Etna en particulier. La gibbosité centrale, le cône terminal, formés de couches soulevées, par conséquent fracturées dans bien des points, et de matériaux mobiles simplement tassés, ne peuvent avoir une stabilité bien grande. Les effondrements qui se passent sur les bords du cratère, sur le Piano del Lago et sur bien d'autres points, prouvent assez combien est peu solide cette espèce d'échafaudage. Lorsque les fourneaux souterrains s'allument, fondent les

roches et dégagent une énorme quantité de gaz, il faut bien qu'une issue se fasse en un point quelconque. Et si le cratère tarde à s'ouvrir, si les canaux se trouvent fermés, pourquoi la lave bouillonnante ne soulèverait-elle pas cette voûte de hasard qui la renferme, comme la lave du Vésuve, agissant seule et sans secousses aucunes, a sous nos yeux, soulevé un monticule de plusieurs pieds de haut (1)?

La différence d'épaisseur des couches ne saurait, ce nous semble, être ici invoquée pour combattre ces déductions. La croûte qui nous porte et dans laquelle est creusé le bassin des mers est-elle donc en réalité si solide? Voyez plutôt. Des provinces entières tantôt s'exhaussent graduellement et d'une manière continue, comme une portion de la Scandinavie, tantôt se trouvent brusquement élevées au-dessus du niveau primitif, comme l'ont été en 1822 les territoires de Valparaiso et de Quintero. Des îles considérables, sortant du fond de la mer, tantôt ne font que se montrer et disparaître comme ces îles des mers d'Islande et des Açores qui s'élèvent, jettent des flammes et s'enfoncent dans les abîmes d'où elles étaient sorties, comme l'île Julia, qui, en 1831, surgit dans les mers de Sicile, et dont il ne reste plus de traces, tantôt s'affermissent et accroissent d'autant leur archipel, comme à Santorin, aux îles Aléoutiennes, aux Açores, où, en 1757, il se forma en moins d'un an neuf îles nouvelles. Ici, en une seule nuit, des plaines sont soulevées et se hérissent de cônes volcaniques, comme on l'a vu dans le Méchoachan lors de la formation du volcan de Jorullo, en 1759; là elles s'abîment dans les entrailles du globe, comme à Sorca, où quarante villages disparurent avec le terrain qui les portait. Des montagnes s'écroulent et sont remplacées par des lacs; d'autres au contraire surgissent de terre, barrent le cours des fleuves ou remplacent une baie par un cap. Les tremblements de terre font onduler nos champs comme une mer agitée, renversent et engloutissent nos cités et ébranlent parfois en même temps les deux hémisphères. On le voit, tout nous apprend combien ce que nous appelons *terre ferme* est en réalité peu digne de ce nom, combien est encore mince et fragile cette pellicule qui enveloppe la partie fluide du globe, combien elle serait sans doute promptement détruite, si cinq cent cinquante-neuf volcans, distribués à sa surface comme autant de soupapes de sûreté, ne présentaient une issue toujours plus ou moins libre à l'action des feux souterrains (2).

L'homme petit et faible, mais plein d'orgueil, se prend toujours lui-même pour terme de comparaison, pour unité. Il mesure à sa taille le globe et le monde, à ses forces les puissances infinies de la nature. Pour lui, l'Etna, cette boursouflure à peine perceptible sur notre planète de neuf mille lieues de tour, est une montagne gigantesque, et il recule devant l'effort qu'il a fallu pour le soulever. Il n'est pourtant pas

(1) Pendant tout le temps que M. Blanchard et moi avons passé dans le cratère, c'est-à-dire pendant plus de trois heures, nous n'avons rien ressenti qui ressemblât à un tremblement de terre. C'est même cette absence de secousse qui nous laissa toute notre sécurité et nous permit d'observer sans la moindre inquiétude cette jolie éruption, qui semblait faite pour l'étude.

(2) Le tableau suivant présente le résumé du nombre et de la distribution géographique des volcans et des solfatares (volcans à demi éteints) dont on a reconnu l'existence :

Parties du monde.	Volcans des continents.	Volcans des îles.	Total.
Europe	4	18	22
Asie	55	71	126
Afrique	13	12	25
Amérique	114	90	204
Océanie	»	182	182
Total	186	373	559

(*Nouveau cours élémentaire de Géologie*, par J.-J.-N. Huot.)

très-difficile de se convaincre que dans ces phénomènes volcaniques l'énergie de la cause est pleinement en harmonie avec la grandeur des effets. Prenons un terme de comparaison : cherchons quel rapport existe entre les forces employées aujourd'hui par la science industrielle et celles qui dorment au fond du cratère de l'Etna. Pour cela supposons, ce qui n'est certainement pas exagéré, que ce cratère a 500 mètres de diamètre et qu'il s'enfonce sous terre d'une profondeur égale à la hauteur de la montagne.

Les belles machines à vapeur qui font le vide au chemin de fer atmosphérique de Saint-Germain sont de la force de 400 chevaux : elles fonctionnent sous une pression de 6 atmosphères, et leurs pistons ont un peu plus de trois mètres carrés de superficie. Dans des calculs approximatifs comme celui-ci, la pression d'une atmosphère sur une surface dont on connaît l'étendue peut être regardée comme égale au poids d'une colonne d'eau de même base et de dix mètres et demi de hauteur. Par conséquent, l'effort brut produit par les machines de Saint-Germain peut être représenté par un poids d'environ 200,000 kilogrammes.

Une colonne d'eau élevée du niveau de la mer au sommet de l'Etna exercerait une pression de 300 atmosphères; mais la lave liquide est à peu près trois fois plus pesante que l'eau. Par conséquent, lorsque cette lave se déverse par-dessus les bords du cône terminal, elle presse au niveau de la plaine avec une force égale à 900 atmosphères, et au fond du cratère lui-même avec une force égale à 1,800 atmosphères. Évaluée en poids sur chaque mètre carré de surface, cette pression est représentée par 56,700,000 kilogrammes. Or on sait que la pression des liquides s'exerce à la fois en tout sens. Par conséquent chaque mètre carré des voûtes qui portent le volcan est soumis à une action agissant de bas en haut, et 283 fois plus considérable que celle des machines de Saint-Germain. Dans le cratère seul, la force totale employée uniquement à soutenir la colonne de lave au niveau de l'orifice est égale à 55,262,500 fois celle de ces mêmes machines. C'est une force de plus de 21 milliards de chevaux.

Jusqu'ici nous avons supposé que la machine à vapeur fonctionnait sans encombre, que la lave s'élevait paisiblement des abîmes sans fond du volcan jusqu'à la marge du cratère; mais, on ne le sait que trop, les choses ne se passent pas toujours ainsi. Dans la machine, les soupapes s'engorgent et ne jouent pas au moment voulu; mille causes, dont plusieurs sont encore inconnues, amènent la vaporisation subite d'une trop grande quantité d'eau. Alors les chaudières éclatent, broient les murs les plus solides, et en dispersent au loin les débris. On a vu en pareil cas des masses de fonte ou de fer pesant 2,000 kilogrammes être projetées à 250 mètres de distance. Eh bien! les volcans aussi ont leurs explosions, ou, pour mieux dire, leurs éruptions ne sont en quelque sorte qu'une explosion continue. Qu'on juge d'après ce qui précède quelle doit en être la violence. Pour apprécier complétement les forces qui entrent alors en jeu, il faudrait ajouter aux pressions calculées plus haut le dégagement tumultueux des vapeurs et des gaz, et l'effrayante tension que donne à ces fluides élastiques une température capable de liquéfier les roches les plus réfractaires; il faudrait multiplier la poussée résultant de ces forces combinées, non plus par la surface du cratère seulement, mais par l'étendue d'une base embrassant peut-être la gibbosité centrale tout entière. Alors on obtiendrait des nombres représentant une action dont rien ne pourrait nous donner une idée, si la montagne elle-même n'était là comme un monument de cette effroyable puissance.

A. DE QUATREFAGES.

LE THIBET

ET

LES ÉTUDES THIBÉTAINES.

I

La géographie qui, pendant tant de siècles, reposa sur de vagues récits, sur des suppositions hasardées, souvent même sur des erreurs, est devenue de nos jours une science exacte. Elle s'est enrichie, presque subitement, en puisant aux sources abondantes que l'étude mieux comprise de l'antiquité, les explorations récentes et la connaissance des langues de l'Orient, lui ont ouvertes du même coup. Nous n'avons donc plus, comme nos pères, à rêver des pays chimériques. La fable s'envole devant la réalité, et l'Asie, terre des prestiges, s'éclaire sur tous les points. Cependant il y a encore, dans cette vaste partie du monde, des contrées à moitié mystérieuses, oubliées plutôt qu'inconnues, sur lesquelles on ne possède pas un ensemble de notions précises et complètes. C'est particulièrement sur les régions montagneuses de l'Asie centrale, sur l'immense plateau du Thibet, que porte l'obscurité que nous signalons. Dans ces Cordillères menaçantes où elle a caché les sources des plus grands fleuves qui arrosent la Chine, l'Inde en deçà et au delà du Gange et la Tartarie, la nature semble avoir multiplié à dessein les obstacles qui arrêtent les pas du voyageur. Là se dressent les pics les plus élevés du globe, séparés entre eux par de profondes vallées que des neiges ou des torrents impétueux ne permettent guère de franchir. De rares caravanes arrivant de la Tartarie ou du Cachemire traversent péniblement ces défilés, où les bêtes de somme succombent à la fatigue, où l'homme n'avance qu'à force de courage. Ces hardis marchands apportent aux indigènes les produits manufacturés des contrées voisines plus avancées en civilisation, et reçoivent d'eux en échange les laines, l'or, le cuivre, les objets bruts qui s'élaborent sous des climats plus doux. Aux pluies presque continuelles du printemps et de l'été succèdent les fraîcheurs piquantes de l'automne et les froids terribles d'un hiver comparable à celui de la Sibérie. De maigres végétaux tapissent les flancs des rocs, d'où s'exhalent les émanations souvent insupportables des métaux. Les animaux que l'on rencontre dans ces parages leur sont particuliers et se distinguent par des caractères étranges :

ce sont le *yak*, bison de la haute Asie, aux cornes en croissant, aux longs poils, à la queue touffue, qui sert à transporter les fardeaux comme le buffle de l'Inde; le daim qui donne le musc, et surtout la chèvre qu'une température rigoureuse revêt de la laine si fine et si soyeuse que l'on tisse au Cachemire. Partout le sol se montre tourmenté et peu propre à la culture, partout l'homme se sent subjugué par des scènes d'une magnificence attristante : gigantesque barrière que la Providence a placée entre l'Inde et la Chine comme pour empêcher ces deux grandes nations de se gêner dans leur développement; pays à part, région neutre où s'abritèrent jadis des tribus trop faibles pour résister au choc des races plus puissantes.

Il est naturel d'admettre que des contrées où l'espèce humaine trouve à peine à se nourrir aient été peuplées par des nations fuyant à regret des terres meilleures et un ciel plus doux. Parmi les peuplades que l'ethnologie range sous la dénomination collective de famille thibétaine et place sur toute l'étendue de ce vaste plateau, il y a une distinction à faire. Les unes, comme les Bouthias, répandues dans les plus hautes vallées de l'Himalaya, les Kirâts, les Magars et les Newars, qui occupent les parties élevées du Népâl, semblent avoir été refoulées par l'expansion de la race indoue. On peut supposer que les Ariens, possesseurs de tout le pays soumis au brahmanisme, les ont chassées des vallées plus basses pour s'y établir eux-mêmes. Les autres, c'est-à-dire les Thibétains (qui s'appellent *Bodh* dans leur propre langue), sont venues du côté opposé, et appartiennent à une souche différente. Si l'on en croit les historiens du Céleste Empire, les premières colonies chinoises qui, bien des siècles avant notre ère, descendirent de la chaîne de Koulkoun pour se fixer dans le Chen-sy, repoussèrent les habitants de cette province. Ceux-ci se mirent en marche vers l'occident; après s'être arrêtés aux environs du lac Khoukhounoor, où ils trouvèrent un asile pour eux et pour leurs troupeaux, ils se retirèrent dans les régions adjacentes, plus désertes et plus sauvages, en suivant toujours la même direction. Ralliés enfin au centre des montagnes, où ils formèrent une nation, ils parurent tels que nous les voyons aujourd'hui, limités au sud par l'Inde, à l'est par la Chine, à l'ouest par le Cachemire, au nord par le pays de Khoukhounoor, qu'habitent les Calmouks et les Mongols. Ce sont là véritablement les sujets du lama, les Thibétains, dont nous essayerons de retracer l'histoire, d'examiner la langue et la religion.

La tradition qui fait venir les Thibétains de la Chine n'a rien d'inadmissible; sans faire de ces peuples une horde de Tartares proprement dite, elle les montrerait sortant du sein des tribus errantes que l'empire chinois, en se développant, dispersa et poussa au delà de ses frontières. Pendant le règne des dynasties Hia et Tchéou, de 2197 à 248 avant notre ère, les Thibétains s'efforcèrent plus d'une fois de rentrer dans l'empire qui les avait refoulés : les provinces occidentales de la Chine eurent à souffrir les incursions de ces voisins turbulents, désignés dans les anciennes chroniques sous le nom de *Barbares de l'ouest;* leur pays était appelé la *Région des Démons*. Il n'y avait donc guère que des rapports hostiles entre les peuplades redoutées qui habitaient les montagnes et les colons établis dans *la plaine du milieu,* dans ce champ par excellence où fourmilla bientôt une population organisée en société. Aussi, tandis que la Chine, réunissant avec respect les souvenirs du passé, s'avançait à travers les siècles à la clarté de ses institutions, les tribus environnantes, à peine mêlées par hasard à son mouvement, restaient dans l'ombre.

Cette période ténébreuse dura longtemps pour les Thibétains; ce que nous apprennent d'eux les annales chinoises depuis leur retraite dans les montagnes jusqu'au ve siècle de notre ère est assez confus et offre peu d'intérêt. On les voit changer de nom, c'est-à-dire que, la puissance passant d'une horde à l'autre, la dénomination de *Kiang*, qui était commune à l'ensemble de la nation, fait place à celle de *Tubet*,

mot d'origine turque, dit-on, et que l'on retrouve dans celui de *Tou-fan*, transcrit tant bien que mal par les Chinois. Tantôt armés les uns contre les autres, tantôt mêlés aux querelles des Tartares, leurs voisins, ils ne prirent point part au mouvement qui agita, vers le IIe siècle, les habitants de l'Asie centrale, et par suite duquel des millions d'hommes, se déplaçant, se foulant les uns les autres comme les flots d'une mer orageuse, commencèrent leurs migrations. Séparés en quelque sorte du reste du monde, retranchés derrière les neiges et les glaciers, les *Tou-fan* résistèrent au choc des masses errantes qui passaient à leurs pieds. Au lieu d'aller au-devant des destinées inconnues qui entraînaient bien loin les populations turbulentes pressées entre la Chine et les glaces du pôle, ils semblaient attendre que quelque souffle montant vers eux les animât à leur tour. Enfin ce peuple échoué fut remis à flot; les premières migrations avaient jeté les familles indo-germaniques au nord de l'Europe, où la foi chrétienne devait les trouver et les soumettre; les tribus turques marchaient à la rencontre de l'islamisme; le bouddhisme conquit et civilisa les Thibétains. Ces mêmes montagnes qui avaient accueilli un peuple chassé des plaines possédées par ses ancêtres, donnèrent asile à une religion persécutée et proscrite des lieux où elle avait pris naissance; le Thibet gagna du même coup une croyance, un alphabet et une littérature.

Ce fut au VIIe siècle que s'accomplit cette transformation. Vers la fin du IVe, les hordes répandues dans le Thibet occidental se soumirent pour la plupart à un chef des tribus qui occupaient la partie orientale de ces mêmes régions; les familles divisées se réunirent donc en faisceau pour former un peuple. Au milieu du VIe siècle, en 556, les chefs, devenus puissants, se fixèrent à Lhassa : le Thibet avait trouvé sa capitale, il prenait rang parmi les royaumes de l'Asie centrale et se dessinait d'une façon mieux arrêtée. Bientôt ces *Barbares de l'ouest* se montrèrent menaçants au cœur même du Céleste Empire, qui les avait méprisés; ils eurent leur réveil subit, leurs jours d'expansion, de guerres et de conquêtes, puis, après avoir pillé, en 763, la capitale de la Chine, ils rentrèrent dans leurs montagnes pour y changer de rôle. Subjuguée par une croyance qui tend à absorber le corps et l'âme, l'action et la pensée, pour arriver au nihilisme, cette nation grossière et ignorante voulut tout à coup s'élever à d'insaisissables subtilités; au lieu de penser, elle rêva; les hallucinations du panthéisme l'égarant dans une voie fatale, elle se fit méditative et s'arrêta court au milieu de sa carrière. Au lieu d'élever des forteresses au bord des ravins, elle bâtit des couvents à cinq et six étages; si des querelles d'orthodoxie la troublent parfois dans sa quiétude, si elle s'émeut à la voix de deux lamas rivaux, au moins reste-t-elle étrangère à toute politique extérieure. Sa marche semble tracée à jamais. Voilà dix siècles bientôt qu'elle s'est constituée gardienne d'une foi qui, avant d'engourdir les peuples, les avait civilisés, dix siècles qu'elle s'applique à conserver la tradition orale et écrite des dogmes qui ont dominé dans toute l'Asie depuis la frontière de Perse jusqu'au Japon. A ce titre, ne mérite-t-elle pas qu'on s'occupe un peu d'elle, dans un temps où les esprits sérieux se tournent avec ardeur vers tout ce qui se rattache au développement de la pensée humaine?

II

Le réveil de cette nature oubliée s'opéra d'une façon aussi rapide qu'inattendue. En 590, lorsque les tribus turques, maîtresses de tout l'espace compris entre le 40e et le 50e degré de latitude, s'étendaient depuis les confins de la Mongolie jusqu'à la mer Caspienne, un chef des Thibétains (les livres tartares le nomment Lun-Dzan So-Loung-Dzan) donna à ses peuples une vive impulsion et agrandit considérable-

ment son royaume. S'avançant vers le sud-ouest, il se trouva en contact avec l'Inde, pays mystérieux, terre de poëtes et de penseurs que l'on n'abordait point sans y gagner quelque chose. On sait que le VIe siècle fut pour l'Inde comme le quatrième acte de la grande lutte du brahmanisme, revendiquant l'ordre des castes et son droit de souveraineté sur elles, contre le bouddhisme émancipateur, qui prêchait l'égalité de naissance. De Ceylan à l'Himalaya, la querelle s'envenimant, on avait vu les guerres succéder aux discussions métaphysiques. Les brahmanes reprenaient leur influence, longtemps compromise; les sectateurs de Bouddha commençaient à se retirer aux extrémités de ce grand pays, qui, dans le feu de la réaction, se préparait à les renier et à les proscrire. Ils se retranchaient à Ceylan et au Nepâl, où ils se sont maintenus jusqu'à nos jours; d'autres plus aventureux avaient émigré à travers les vastes provinces de la Chine. Ce fut dans ces circonstances que le successeur du roi thibétain que nous venons de nommer, ayant eu quelques notions de la doctrine bouddhique, envoya dans l'Inde son premier ministre pour y étudier à fond les dogmes autour desquels il se faisait tant de bruit au pied des montagnes. Tel est le récit des historiens chinois sur l'introduction des dogmes bouddhiques au Thibet; il nous semblerait plus naturel de croire qu'un religieux bouddhiste, forcé de s'exiler des bords du Gange ou se rendant à la cour des empereurs chinois, depuis longtemps ouverte aux bonzes, trouva un asile auprès du prince qui régnait à Lhassa, gagna sa confiance et devint son conseiller. Ce qui paraît certain, c'est que le premier temple où l'on adora Bouddha dans le Thibet fut bâti l'an 632 de notre ère, l'année même où Mahomet mourait à Médine, après avoir soumis l'Arabie entière à ses lois et à sa prédication. Au moment où l'islamisme allait déborder sur les trois parties du monde ancien, le bouddhisme, qui avait achevé à travers la Chine, le Japon et la Corée, ses conquêtes pacifiques, se choisissait une retraite dans les hautes régions de l'Asie centrale.

Les anciens Arabes adoraient à la Mecque même des idoles fameuses que le prophète renversa; la croyance importée de l'Inde au Thibet y rencontra aussi une religion primitive qui ne tarda pas à s'effacer. Tout ce qu'on en sait aujourd'hui, c'est qu'elle se conserve encore dans le bas Thibet, où on la nomme religion de *Bon* ou de *Pon*; mais, aux lieux mêmes où elle se cache, il existe des livres dans lesquels les sectateurs opiniâtres de ce culte antique ont recueilli et déposé leurs traditions sacrées. On ne doit donc pas désespérer d'avoir un jour quelque lumière sur une croyance qui remonte, sans aucun doute, à une époque très-reculée. Serait-ce simplement le culte des esprits, très-ancien dans la haute Asie, et auquel se rattacha, cinq siècles avant notre ère, la doctrine des Tao-Ssé de la Chine? Serait-ce plutôt une religion terrible, sombre, comme les régions du nord où elle aurait pris naissance, quelque chose d'analogue aux croyances des Scandinaves et des autres peuples qui, à l'aurore des temps historiques, se répandirent à travers le globe? Cette dernière supposition, quoique hardie, se trouverait étayée par un passage des historiens chinois de la dynastie des Tang. D'après leur témoignage, on enterrait avec les Tou-Fan des chevaux et des bœufs immolés sur leur tombe; dans certaines solennités, on sacrifiait des victimes humaines (1). Ajoutons que les Thibétains, au temps où ils ignoraient l'art d'écrire, gardaient le souvenir des événements au moyen de morceaux de bois entaillés et de cordelettes marquées par des nœuds. Cette circonstance, si elle est bien avérée, rapprocherait ces peuples de ceux de l'Amérique du Nord, qui, comme les tribus tartares, élevaient des *tumuli* et ensevelissaient avec leurs chefs des animaux domestiques.

Les livres sacrés du bas Thibet, quand on les aura en Europe, serviront à soulever

(1) Klaproth, *Tableaux historiques de l'Asie*.

en partie le voile qui cache l'origine de la nation thibétaine; mais, quelle que soit l'antiquité des dogmes qu'ils renferment, ils doivent être d'une rédaction comparativement moderne, puisque les Tou-Fan ne possédaient point d'alphabet avant le VIIe siècle. L'écriture leur fut apportée de l'Inde avec le bouddhisme, et c'est un fait incontestable, car les caractères thibétains ne sont pas autre chose que les caractères *dévanagaris* ou sanscrits du VIIIe siècle, tels que les présentent les inscriptions de cette époque tracées sur un grand nombre de monuments. Cent ans auparavant, les Tartares mongols et mandchoux, qui ne connaissaient point non plus de système graphique, avaient reçu des missionnaires nestoriens l'écriture syriaque avec l'enseignement de l'Évangile; mais le christianisme, porté jusqu'au centre de la Chine par les prêtres hérésiarques, n'y eut guère plus de durée que la prédication même. Les Tartares se servirent de l'alphabet chaldéen pour traduire des livres destinés à fixer chez eux le paganisme et l'idolâtrie, tandis que le Thibet, fidèle à son initiation première, se voua uniquement à la reproduction des ouvrages bouddhiques. Singulier spectacle que celui de ces populations, longtemps rebelles à l'influence des civilisations voisines, prêtant tout à coup l'oreille à une révélation inattendue! Ne tenant au passé que par des traditions orales à demi effacées, privées de direction, elles s'aimantent, pour ainsi dire, au courant des idées religieuses qui traversent le monde.

Il s'en fallait de beaucoup, cependant, que le système graphique des Indous s'adaptât convenablement à la langue thibétaine. Cet idiome monosyllabique, surchargé de lettres dont la prononciation ne tient aucun compte (1), se refusant aux assimilations euphoniques qui sont la première loi de l'orthographe sanscrite, il a fallu séparer chaque mot par un point. C'était enlever à cette écriture toutes les ressources de son mécanisme ingénieux, toute la richesse de ses harmonieuses combinaisons. Le système graphique des Coréens et des Japonais eût sans doute été plus naturel au génie de la langue du Thibet, qu'on ne peut en aucune façon rapprocher des dialectes de l'Inde, tandis qu'elle offre au moins des rapports extérieurs avec les idiomes voisins de la Chine et avec celui du Céleste Empire. Très-défiant, d'ailleurs, à l'endroit des étymologies et des rapprochements, nous ne saurions applaudir aux découvertes d'un Allemand érudit, qui a cru pouvoir se servir d'emprunts faits au dialecte du Thibet pour recomposer le langage des Titans (2). Le temps n'est pas venu de savoir et de dire si l'idiome thibétain se rattache à quelques-uns de ceux qui sont déjà connus, ou si, pareil à d'autres (en petit nombre, il est vrai) parlés aussi par des peuples montagnards, il ne reste pas comme un débris de temps perdus pour l'histoire. Quand on cherche à retrouver les étymologies d'une langue qui n'a pas été écrite pendant une longue suite de siècles, on ne doit pas oublier les altérations qu'elle a certainement éprouvées en se transmettant de race en race chez des peuples ignorants, peu préoccupés de fixer les sons.

Ce fut précisément au VIIIe siècle, à l'époque de sa plus grande puissance, que la nation thibétaine, attirée vers les nouvelles doctrines, voulut les connaître à fond; pour les mieux étudier, elle se mit à traduire les livres bouddhiques qui fourmillaient dans l'Inde. Vers l'an 755 arrivèrent à Lhassa les cent huit volumes, fondements de la croyance, recueillis, dit la tradition, de la bouche même du maître, et écrits par ses disciples. Ils y furent apportés très-certainement par des *pandits* indiens qui se montrèrent bientôt fort nombreux au Thibet et firent de ces montagnards un peuple de néophytes. Il y eut alors dans ces vallées profondes, troublées seulement par le bruit

(1) Il en est ainsi dans la province de Lhassa et dans la capitale même du Thibet. Dans d'autres localités, on prononce ces lettres, mais sans y ajouter de voyelles.

(2) *Das Sprachgeschlecht der Titanen*, von J. Ritter von Xylander.

des torrents, autour de ces lacs paisibles ombragés de pins séculaires, dans ces froides montagnes, où les Chinois et les Indiens plaçaient les démons et les génies malfaisants, un mouvement intellectuel, un essor littéraire bien dignes d'être remarqués. Des masses de volumes renfermant la plus subtile philosophie, la métaphysique la plus abstraite, furent acquis à cet idiome qui n'avait jamais été écrit. A leur arrivée à Lhassa, les docteurs de l'Inde s'étaient empressés de rédiger un dictionnaire sanscrit-thibétain ; pour bien fixer le sens des textes sacrés, ils convinrent d'adapter invariablement les mêmes mots à l'interprétation des mêmes pensées. Chaque traduction se fit par un, le plus souvent par deux de ces *pandits* étrangers, qui soumettaient leur travail à la révision d'un docteur thibétain. Ces versions étaient donc produites sous l'inspiration du sentiment religieux et consciencieusement élaborées ; elles avaient pour but exclusif d'inculquer le dogme dans ces esprits avides d'apprendre. Pareille à un enfant naïf et docile, la nation thibétaine, qui avait vécu libre et oisive dans son ignorance, se soumit aux pratiques rigoureuses et multipliées d'une religion qui s'attaquait aux passions et aux sens. Des couvents s'élevèrent dans lesquels l'étude et la traduction des textes devaient se perpétuer; combien de copistes armés du calame s'exercèrent à transcrire ces traités dogmatiques rédigés en commun et qui forment ce qu'on peut appeler une *somme* de la foi bouddhique! Dans leur ardeur à employer l'écriture, et comme pour forcer les montagnes mêmes à porter le sceau de la croyance devenue celle du peuple et de l'État, les religieux couvrirent les rochers et les pierres d'interminables inscriptions. Ainsi, quand le brahmanisme, triomphant et impitoyable dans sa victoire, eut proscrit comme athées les sectateurs de la réforme prêchée par Bouddha, le Thibet recueillit comme un héritage les dogmes auxquels il était redevable de sa transformation.

On conçoit très-bien que la morale bouddhique ait pu séduire des populations primitives et simples qui ne révéraient point un texte écrit. Elle ne s'attaquait pas, comme dans l'Inde, au régime des castes, ni, comme en Chine, à l'orgueilleuse aristocratie des lettrés; aucune opposition systématique ne la gênait dans son développement. Là où elle ne rencontrait, selon toutes les probabilités, qu'un culte sanglant, terrible, né de la peur, ses enseignements presque charitables étaient reçus par des cœurs dociles. Dans ces montagnes redoutées des habitants de la plaine, les bonzes voyageurs apparaissaient comme de saints personnages, comme des messagers célestes. Ils venaient de si loin, que les Thibétains se les représentaient volontiers traversant les airs sur des nuages. Il en passait à cette époque qui allaient de la Chine à Ceylan, par l'ordre des empereurs, chercher les livres saints; des religieux indiens, chassés de leur patrie, se montraient aussi, qui animaient le zèle des néophytes. Combien de légendes ils racontaient à leurs hôtes en reconnaissance de l'hospitalité! les pèlerins sont toujours conteurs. Peu à peu la fable l'emportait sur la réalité; le génie indien d'une part avec la puissance de sa fantaisie poétique, le génie chinois de l'autre avec le charme de ses petits récits tout pleins de détails, convergeaient sur ces hautes montagnes. Ainsi s'obscurcissait, sous cette double influence, la tradition première dans l'esprit de ce peuple qui, ayant reçu sa croyance du dehors, accueillait sans défiance comme sans discernement les rêveries des nations voisines. Les compilations d'ouvrages sacrés se grossissaient d'une foule de traités mystiques, d'histoires extravagantes, auxquels se mêlaient tantôt des épisodes empruntés au brahmanisme, tantôt des récits appartenant aux livres chrétiens, et (1) que les sectaires chinois intercalaient dans leurs textes. De là cette confusion d'idées,

(1) Par exemple, la parabole de l'enfant prodigue, qu'on trouve très-détaillée dans la collection bouddhique. On s'explique ces interpolations par la présence des missionnaires nestoriens en Chine et en Tartarie dans les VIe et VIIe siècles.

ce pêle-mêle d'erreurs et de vérités, cette puérilité dans les prescriptions et cette hauteur de vues qui ne peuvent dériver de la même source. En Chine, il est permis de considérer ces romans à moitié mystiques sous le seul point de vue littéraire; au Thibet, il faut les admettre pour ce qu'ils ont la prétention d'être, c'est-à-dire des livres saints où l'imagination est toujours subordonnée à la foi. L'ensemble des ouvrages bouddhiques conservés dans les États du lama se divise en deux catégories. La première comprend le *Kan-djour* ou *préceptes traduits*, collection de cent volumes qui renferme le rituel proprement dit. Le thibétain étant la langue de la liturgie, le latin de la religion de Bouddha, ce rituel a été adopté par tous les couvents bouddhiques de la Tartarie et de la Chine, à tel point qu'il est défendu d'en employer aucun autre sans y être autorisé par l'empereur. Dans la seconde, appelée *Stan-djour*, sont contenues les *instructions traduites*, les incantations, les formules de malédiction et d'exorcisme, assemblage confus de deux cents volumes dans lesquels se rencontrent, à travers les histoires et les fables les plus disparates, des fragments du *Mahâbhârata* et la traduction entière d'un autre poëme indien, moins considérable, le *Meghadouta*.

Cette seconde partie, plus légendaire, plus littéraire aussi, est sans doute contemporaine de la décadence du bouddhisme. Après s'être manifestée comme une loi d'émancipation pour toutes les castes opprimées et de réhabilitation pour toutes les créatures, après avoir pris la forme d'une religion consacrée par un rituel, cette croyance égarée qui vint aboutir au dogme du vide et du néant, à l'absorption pure et simple dans le grand être universel, recruta, chemin faisant, les superstitions répandues dans toute l'Asie. D'un autre côté, les subtilités de l'école la perdirent; les discussions sur la théologie, suscitées par les brahmanes au nom de l'orthodoxie, l'avaient entraînée au delà de toutes les prévisions des sectaires : dans une réforme, il est si difficile de s'arrêter! Quelque temps après la mort du maître, les disciples, fidèles à ses recommandations, avaient tenu des espèces de conciles (*dharmasangiti*) où ils essayaient de poser la base des dogmes, sous la présidence du chef visible de leur religion; mais combien durèrent ces assemblées? Quand le pontife, successeur ou plutôt incarnation de Bouddha lui-même, fut contraint d'émigrer en Chine, l'unité d'action se perdit. Des relations lointaines entre les religieux de Ceylan, premiers dépositaires des traditions écrites, et les chefs de la foi retirés à la cour des empereurs, ne suffisaient point à établir un lien solide qui maintînt sous le joug d'une même autorité des peuples si différents de mœurs et de langage.

L'exil du pontife en Chine correspond à la seconde période du bouddhisme (1). Cette période dura depuis le VIIIe siècle jusqu'au XIIIe, et peut être considérée comme l'époque où cette croyance, bien que déchue de sa véritable et primitive grandeur, et par conséquent en voie de décadence, fit le plus de progrès dans l'Asie orientale. La première, la période *indienne*, avait été toute d'enseignement, de prédication et de combats; la troisième est la période thibétaine, ou du lamaïsme, qui se continue encore et montre la religion de Bouddha passée dans les mœurs des peuples, mais immobile, stationnaire et languissante.

Tant qu'ils résidèrent dans les États des empereurs chinois, les chefs de la doctrine furent soumis aux vicissitudes qu'éprouva la croyance dont ils étaient l'image et le symbole. Tantôt comblés d'honneurs, élevés au rang de conseillers suprêmes et jouant auprès de ces souverains le rôle de précepteurs spirituels, comme jadis auprès des petits rois de l'Inde, tantôt oubliés, abandonnés même, ils manquaient d'indépendance; leur histoire est, à vrai dire, celle des dynasties à l'ombre desquelles ils vécu-

(1) Les pontifes commencèrent à porter en Chine les titres de *grands maîtres* et de *précepteurs de la loi* l'an 705 de notre ère.

rent. Cependant ils se succédaient sans interruption. Sous l'empereur Koublaï-Kan, le pontife, grandissant avec son maître, fut élevé à la dignité de prince, mais de prince tributaire. Le Thibet avait été conquis définitivement par les armées mongoles; Thibétain d'origine, le lama, qui résidait alors à la capitale de Koublaï-Kan, reçut de celui-ci des terres dans son pays natal, et le chef visible de cette religion errante s'arrêta enfin sur les sommets des monts de l'Asie centrale. Il se trouvait là entre l'Inde, d'où le dogme était parti, et la Chine, d'où un ordre impérial venait en quelque sorte de l'exiler. Peut-être les souverains mongols redoutaient-ils la présence d'un personnage influent sur le peuple et qui se rattachait au souvenir des dynasties légitimes. Ce qui le ferait croire, c'est qu'au XVII[e] siècle le grand empereur Khang-Hi, véritable fondateur de la dynastie mandchoue, se trouvant dans des conditions analogues, envoya près du lama un agent pour s'assurer de ses intentions à l'égard des nouveaux conquérants de la Chine.

L'intronisation des lamas au Thibet date donc du XIII[e] siècle; voilà six cents ans qu'ils s'y maintiennent dans une condition tout à fait passive. Tour à tour honnis, tourmentés, mis à mort par les rois qui se sont disputé la possession de ces contrées, puis respectés comme une puissance par les empereurs de la Chine, avec lesquels ils échangent des ambassades et des présents, ils sont désormais tolérés par ces maîtres ombrageux dont ils reçoivent des marques de bienveillance qui ne les dégagent point de l'obéissance due au souverain. Un commissaire, envoyé de Péking, représente l'empereur près du lama, et quatre mille hommes de troupes chinoises, sous prétexte de lui servir de gardes d'honneur, le maintiennent, lui et ses États, sous la dépendance de la Chine. C'est le système de protection employé par l'Angleterre avec tant de succès vis-à-vis des souverains qu'elle daigne laisser encore dans ses vastes possessions de l'Inde.

Depuis la fondation du bouddhisme, le chef de la doctrine a toujours été considéré comme une incarnation du législateur divinisé; au Thibet, cette croyance a conduit les fidèles au fétichisme le plus outré. Une étiquette superstitieuse dérobe le lama à la vue des profanes; il n'est plus homme peccable, il est dieu, mais dieu inerte, sans action sur le monde des fidèles, comme la foi qui s'est personnifiée, incorporée en lui. Ce ne sont plus des synodes qui choisissent et proclament cette idole vivante, vouée, bon gré, mal gré, à l'adoration des peuples. Au lama régnant appartient le droit de désigner le personnage qui lui succédera; il le reconnaît à certains signes, comme les prêtres égyptiens distinguaient dans un troupeau le bœuf Apis. Peu importe l'âge du dieu futur; une fois marqué du sceau fatal, il est condamné à subir les ennuis d'un rôle qui a bien aussi ses dangers. Il y a quelques années, la fantaisie vint à l'empereur Tao-Kwang de voir face à face le grand lama, son tributaire; celui-ci partit pour Péking, où il mourut très-inopinément. A cette nouvelle, les conseillers se hâtèrent de placer sur le trône celui que le pontife avait prudemment choisi avant son départ, pauvre enfant arraché à sa liberté et aux jeux de son âge, qui compte huit ans à peine.

Ce n'est pas dans un palais, encore moins dans une forteresse, que réside ce souverain dépouillé de toute influence politique. Il habite un couvent qui consiste en un grand cercle d'édifices consacrés au culte et au logement des religieux; au centre, dans le milieu d'une cour ovale, s'élève le temple. Le monument, pris dans son ensemble, est comme le noyau de la ville de Lhassa, qui s'étend alentour sous cette même forme ovale, et couvre un espace de quatre milles de long sur un mille de large environ. Le bazar, séparé du monastère par une rue spacieuse, l'enveloppe en entier; ce marché doit être considéré comme le rendez-vous des petits trafiquants; outre les objets de première nécessité, on y trouve les amulettes, les livres de prière, les menus articles de religion, que les colporteurs thibétains vont vendre

dans les vallées du Népâl, où la croyance bouddhique s'est conservée. De belles maisons à plusieurs étages, bâties en pierres et en briques, dont le rez-de-chaussée sert de magasin, attestent l'aisance des commerçants de Lhassa. On peut fixer à trente mille le nombre des habitants de cette capitale, parmi lesquels deux mille Chinois exerçant l'industrie, un nombre un peu plus considérable de Népalais et quelques centaines de Cachemiriens. Tous y vivent du commerce, qui se concentre dans la principale ville du Thibet, fréquentée depuis bien des siècles par les caravanes de la haute Asie. Cependant il ne faut pas se méprendre sur l'importance de ce trafic ; là où les transports se font au moyen de bêtes de somme, les échanges ne se pratiquent pas sur une grande échelle ; un navire de tonnage moyen porte plus de marchandises qu'une caravane de mille chameaux. Par une singularité qui se rattache sans doute à quelque circonstance historique, le privilége de battre monnaie appartient, dans les États du lama, à des familles musulmanes, vouées à cette profession de temps immémorial.

Si ce n'était la jalousie du gouvernement chinois, les étrangers trouveraient un bon accueil au milieu de la population thibétaine, que les récits des voyageurs nous dépeignent comme industrieuse, franche, hospitalière à la façon des montagnards, et tolérante pour toutes les croyances. Cette tolérance n'exclut pas le fanatisme en ce qui concerne la religion locale. Il arrive parfois que des querelles de couvent à couvent soulèvent tous les habitants d'un district et amènent des collisions sanglantes, car là tout est religieux, et l'esprit de féodalité se cache dans les cloîtres. Dans ces cas, les voyageurs, pour ne pas se compromettre, font conduire leurs chevaux et leurs ânes par des femmes qui sont respectées, même en temps de guerre. Ces divisions intestines, ces levées de boucliers, n'ont pas de retentissement hors du pays; elles sont comme les éclairs inoffensifs que l'on regarde sans crainte du fond de la vallée, quand, par une soirée d'orage, ils illuminent la montagne. En somme, les Thibétains ont des mœurs douces; les questions religieuses, les prophéties, les pronostics, voilà ce qui les occupe plus que la politique humaine. Peu aguerris, pacifiques voisins, ils doivent le repos dont ils jouissent à la protection peu onéreuse du gouvernement chinois. En 1715, les Éleuths (tribu calmouke alors en voie de migration) envahirent le Thibet, pillèrent Lhassa, les temples et les monastères, puis, faisant main basse sur tous les lamas qu'ils purent prendre, ils les transportèrent en Tartarie sur des chameaux, enfermés dans des sacs. Le nombre de ces religieux est immense : sur une population totale de six millions d'habitants, on en compte quatre-vingt mille et plus voués pour la plupart au célibat, ce qui suffirait à faire croire que le sexe féminin est moins abondant au Thibet que dans le reste de l'Asie. On en aurait une preuve plus frappante dans l'usage de la polyandrie, auquel cette nation n'a pas renoncé : tous les frères épousent une même femme; mais, si les Thibétains sont à peu près le dernier peuple de la terre qui suive cette révoltante coutume, n'oublions pas que les Scythes, les Indous des anciens âges, et, jusque dans des temps plus rapprochés de nous, les *nahires* du Malabar, l'avaient généralement adoptée (1).

(1) C'est à propos des *nahires* ou nobles du Malabar que Camoëns, bien instruit des mœurs de l'Inde, dit d'une façon moitié sérieuse, moitié plaisante :

Geraes saò as mulheres, mas sòmente
Para os da geraçaò de seus maridos :
Ditosa condiçaò, ditosa gente
Que naò saò de ciumes offendidos !

« Les femmes sont communes, mais seulement pour les enfants du même pere que

III

L'Europe n'entendit guère parler du Thibet avant le XVIIIe siècle; les premières notions qui nous arrivèrent sur ce pays mystérieux furent apportées par des missionnaires catholiques. Antoine Andrada, jésuite portugais, partant des États du Grand Mogol pour se rendre en Chine, se dirigea par le Ghervâl et passa au Thibet en 1624. Quarante ans après lui, deux religieux du même ordre, l'un allemand, l'autre français, firent la même route en sens inverse, c'est-à-dire qu'ils revinrent de la Chine au Bengale en traversant les montagnes au milieu desquelles réside le grand lama. Enfin, en 1732, le père Horace della Penna, marchant sur les traces de son collègue Desideri, qui était allé du Cachemire à Lhassa, se rendit à cette même ville et fonda au Thibet une mission catholique (1). Il paraît qu'à la fin du XVIIIe siècle la direction de cette chrétienté, assez florissante, était confiée aux capucins, comme le prouve un écrit publié à Mexico par un prêtre espagnol (2). Le peuple du Thibet, toujours docile aux enseignements religieux, accueillait assez bien les missionnaires catholiques; les préceptes du célibat des prêtres, de la confession auriculaire, de l'abstinence des viandes, n'avaient rien de nouveau pour lui; peut-être même les dogmes chrétiens lui semblaient-ils trop peu saisissants. Toujours est-il que la mission, après une courte durée, s'effaça au point qu'elle n'a laissé aucun souvenir au Thibet. Quand la voie eut été frayée par le zèle des propagateurs de la foi romaine, la science eut ses voyageurs et la politique ses agents. Simon Pallas, que ses pérégrinations en Asie et l'exactitude de ses observations ont rendu si justement célèbre, publia en 1777 une *Description du Thibet d'après la relation des lamas tangoutes établis parmi les Mongols*, et vers l'époque (1792) où les Népalais, maîtres d'une partie de ces contrées, menaçaient la personne du grand lama, l'Angleterre envoya près de ce souverain une ambassade dirigée par Samuel Turner, qui en a donné un récit fort détaillé (3). Mais il manquait à l'Europe les livres, la connaissance de la langue, éléments indispensables sans lesquels il est impossible de savoir ce qu'une nation possède en propre, d'où elle a tiré ses institutions, à quelle famille elle se rattache dans le présent ou dans le passé. C'était à notre siècle qu'il appartenait de marquer un nouveau progrès dans l'étude des peuples du Thibet, devenue enfin possible par l'acquisition de leurs monuments littéraires.

Un passage du chroniqueur grec Théophiclate Simocatta, qui a écrit l'histoire du règne de l'empereur Maurice, et notamment de ses guerres contre les Perses, dit que les Turcs, après avoir dispersé les Avares en 597 (4), soumirent les Ogors, nation brave et nombreuse. Quelques auteurs, s'appuyant sur ce témoignage et sur la ressemblance du mot Ogor (prononcé aussi *Oungri*) avec le nom des Hongrois, ont retrouvé dans cette horde oubliée les ancêtres des Madgyars de nos jours. D'autres

leurs maris; heureux caractère, heureux peuple, qui n'est point offusqué par la jalousie! » (*Lusiades*, chant VII, st. 41.)

(1) La relation de son voyage, qui contient des renseignements curieux sur le Thibet, fut publiée pour la première fois à Rome en 1740 sous le titre de *Breve Notizia del Thibet, del Fra Francisco Orazio della Penna*.

(2) *Carta familiar de un sacerdote, en que da cuenta de la admirable conquista espiritual del vasto imperio del gran Tibet, y la mision que los padres capuchinos tienen alli*, etc. Mexico, 1765.

(3) Traduit en français par J. Castera, 2 vol. in-8°. Paris, an IX.

(4) Klaproth, *Tableaux historiques de l'Asie*.

ont avancé que les Hongrois pourraient être une fraction des anciens Kiang, entraînés vers l'ouest par le mouvement des migrations, si bien qu'un étudiant de Gœttingue, né à Köros, en Transylvanie, résolut de s'assurer du fait. Poursuivi par le désir de retrouver le berceau de sa nation, Csoma de Köros (c'est le nom de cet intrépide voyageur) se voua à l'exécution de son dessein avec une abnégation extraordinaire. Le monde savant connaît seul les détails de sa vie aventureuse et de ses travaux immenses; le public qui reste en dehors des études arides de la linguistique, n'a pas été initié à l'histoire de cet homme, qui mourut, comme il avait vécu, dans la pauvreté et dans le silence.

Après avoir pris à l'université de Gœttingue le degré de docteur en médecine, Csoma revint en Transylvanie, puis se mit à marcher vers l'Orient. Pareil aux bonzes qu'il allait rejoindre, il parcourut à pied, le bâton à la main, l'espace effrayant qui sépare Köros de Lhassa. De quoi vécut-il sur la route? D'aumônes, du salaire de quelques prescriptions médicales. En Orient, la tradition de l'hospitalité ne s'est pas encore perdue, et puis, là où le riche ne pourrait s'aventurer sans péril, le pauvre passe inaperçu. Doué d'une volonté, d'une persévérance inébranlables, ne connaissant aucun des besoins que la civilisation impose aux hommes de la société moderne, austère dans ses mœurs comme un ascète indou, le voyageur hongrois, après sept années de fatigues, arriva en 1822 à Lih, capitale du Ladakh, dans le bas Thibet; il avait séjourné, chemin faisant, à Constantinople, au Caire, à Bagdad, et traversé la Perse, l'Afghanistan, rarement exploré, la Bactriane, pleine de souvenirs, et les provinces de l'Inde supérieure. Il s'appelait lui-même « un pauvre étudiant, possédé de l'envie de voir les pays d'Orient qui ont été le théâtre d'événements si mémorables, d'observer les coutumes des différents peuples de l'Asie et d'apprendre leurs langues, dans l'espoir que le monde tirerait quelque avantage de ses travaux. » Et dans son humilité il ajoute : « Pendant toutes mes pérégrinations, je n'ai pu sustenter ma vie que par l'effet de la bienveillance des hommes. »

De la capitale du Ladakh, où il fut rencontré et assisté dans son dénûment par le voyageur anglais Moorcroft, Csoma alla s'établir dans le monastère bouddhique de Kanoum, situé au milieu de la vallée du haut Sudledge; il y resta quatre ans, occupé sans relâche à étudier la langue et la littérature du Thibet sous la direction d'un lama. Le docteur de Gœttingue, qui avait écouté la parole de Blumenbach, se faisait le disciple d'un religieux ignoré et retournait à l'alphabet; mais cet alphabet était une conquête. Avec une vocation si déterminée, Csoma ne tarda pas à faire de rapides progrès dans l'idiome thibétain ; aussi fut-il bientôt maître des textes les plus difficiles. Un pays où l'instruction élémentaire est très-répandue, et qui, dit-on, a doté l'Europe de la méthode lancastrienne, un pays rempli de monastères, et par conséquent de bibliothèques, devait être un *Eldorado* pour un savant passionné comme Csoma de Köros. Les rigueurs du climat ne l'épouvantaient pas ; on l'a vu, par un froid atroce, tranquillement assis à la porte d'un couvent, dans une mauvaise cabane, côte à côte avec un religieux, lisant à haute voix les livres bouddhiques. Quand la page était finie, les deux lecteurs se poussaient le coude pour s'avertir mutuellement de tourner le feuillet, et c'était à qui ne tirerait pas sa main de dessous la longue manche fourrée, dans la crainte de l'exposer aux dangers de l'air extérieur.

Quand il descendit des montagnes du Thibet, sa réputation l'avait précédé; la Société asiatique de Calcutta le nomma bibliothécaire, et il s'occupa de mettre à profit la science qu'il venait d'acquérir. A l'abri du besoin dans cette position honorable, entouré de ses livres, il publia bientôt une grammaire et un dictionnaire thibétains, ainsi que des analyses détaillées de la grande collection qui porte le titre de *Kan-djour*. Dès lors fut fondée et livrée à l'Europe la connaissance d'un idiome sur lequel on ne possédait que des documents tout à fait incomplets et d'une littéra-

ture totalement ignorée. Ces travaux l'occupèrent pendant neuf ans; il avait fait de son cabinet une espèce de cellule d'où il ne sortait guère que pour se promener de long en large dans les grandes salles voisines. C'est là que, pendant notre séjour au Bengale, nous l'avons vu bien souvent, absorbé dans une méditation rêveuse, souriant à ses propres idées, silencieux comme les brahmanes qui, accroupis sous les tables, copiaient des textes sanscrits : il oubliait l'Europe pour vivre dans les nuages de l'antique Asie. En 1842, le désir de retourner au Thibet s'empara de lui; mais sa mission était achevée : il mourut en chemin... sans avoir fait connaître à personne si les Hongrois sont originaires du Ladakh ou de la province de Lhassa. Combien il est à regretter que ce savant consciencieux n'ait pas écrit ses voyages, ou au moins laissé quelques notes sur les pays qu'il a parcourus! Quel dommage aussi qu'un esprit si bien disposé pour la science ait été si peu littéraire! mais, sous l'influence d'un autre ordre d'idées, eût-il accompli cette tâche laborieuse et utile qui fait sa gloire?

Jusqu'au XIXe siècle, on ne possédait en Europe, pour l'étude de la langue de ces contrées, qu'un essai de vocabulaire, rédigé par le missionnaire Dominique Fano. L'*Alphabetum thibetanum* d'Horace della Penna, ouvrage précieux pour son temps et qui renferme un peu de tout, avait été singulièrement gâté par l'érudition indigeste de l'éditeur Georgi. Quand le czar Pierre envoya à l'Académie des belles-lettres quelques feuillets d'un livre thibétain provenant du couvent d'Ablaï-Kit, Fourmont fit des efforts inouïs pour tirer des premières lignes un sens impossible, bizarre, énigmatique, pareil aux réponses de la sibylle; c'était beaucoup déjà d'avoir reconnu à quelle langue appartenaient ces pages. Enfin le missionnaire allemand Schrœter rédigea en italien un dictionnaire du langage du Boutan que Carey et Marshman, infatigables éditeurs, publièrent en anglais à Serampore, l'an 1826; l'ouvrage était précédé d'une grammaire. Bien qu'insuffisants, ces travaux seraient moins inconnus de nos jours, si ceux plus complets de Csoma de Köros ne les avaient fait oublier. Le lexique du savant hongrois, s'il n'est pas irréprochable dans sa forme et dans l'arrangement des mots, peut suffire à la lecture d'un grand nombre de textes; ses extraits du *Kan-djour* permettent de plonger du regard dans les profondeurs de cette insondable collection. Ce sont donc là les publications qui ont ouvert la voie. En accueillant Csoma de Köros dans sa pauvreté, l'Angleterre a la première prêté son patronage aux études thibétaines; après elle vient la Russie, qui, dans la personne de M. T.-J. Schmidt, Allemand de naissance et académicien de Saint-Pétersbourg, suivit l'impulsion. M. Schmidt a refondu la grammaire et ajouté de nouvelles locutions au dictionnaire de Csoma; on lui doit aussi la traduction allemande, accompagnée du texte thibétain, d'un recueil intitulé *le Sage et le Fou* (DER WEISE UND DER THOR), curieux assemblage de légendes et de récits classés par cinquante et un chapitres, qui porte le caractère d'une parenté lointaine avec les *Mille et une Nuits*. Ces contes arabes, si populaires en Europe, et qui ont fait quelques emprunts à la Perse et à l'Inde, auraient-ils puisé aussi à des sources plus reculées? Ceci prouverait encore combien certaines fables ont voyagé dans toute l'Asie.

La Société asiatique de Calcutta ayant adressé à celle de Paris un exemplaire des livres de Csoma publiés par elle, l'étude de la langue thibétaine ne tarda pas à se naturaliser en France. M. Éd. Foucaux, qui suivait activement les belles leçons de M. E. Burnouf sur l'idiome sacré de l'Inde, tourna aussi son attention sur l'idiome du bouddhisme par excellence. C'était assurément rendre service à la science que d'aborder la lecture de ces textes canoniques; c'était faire preuve de courage et de persévérance que d'entreprendre, sans le secours d'aucun maître, le déchiffrement de ces cahiers mystérieux. En peu d'années, celui qui s'était appris à lui-même fut en état d'enseigner aux autres. M. Villemain, alors ministre de l'instruction publique,

autorisa l'ouverture d'un cours de langue thibétaine qu'il confia à M. Foucaux. Encouragé à son début dans la carrière, le jeune professeur voulut préparer pour l'impression un texte qui fût à la fois un monument littéraire et en quelque sorte le symbole de la doctrine du lamaïsme : il choisit la *Vie de Bouddha*. C'est un ouvrage que les fidèles vénèrent particulièrement, comme ayant été dicté par le dieu lui-même à ses disciples dans la sainte ville d'Oude, désignée, en style bouddhique, sous le nom de *Çravastî*, le lieu où l'on écoute. L'Imprimerie royale, qui, sous l'impulsion active et éclairée de son directeur, a produit déjà tant de chefs-d'œuvre de typographie orientale, accueillit l'exécution de ce livre, et bientôt les lamas pourront, si bon leur semble, étudier les préceptes de leur foi dans des pages plus lisibles et aussi correctes que celles qu'ils impriment eux-mêmes.

C'est encore une bizarrerie des Thibétains, peuple hybride, d'avoir emprunté leur croyance à l'Inde et leurs arts à la Chine. L'imprimerie, importée chez eux vers 1730, leur vient évidemment du Céleste Empire ; le procédé consiste, à Lhassa comme à Pé-king, dans l'application d'un papier humide sur une planche noircie à l'aide d'une éponge imprégnée d'encre. Il va sans dire que les caractères ne sont pas mobiles ; le papier, un peu jaune et assez rude au toucher, se fabrique avec l'écorce du *daphne involucrata*, qui croît dans les vallées du Thibet (1). L'introduction de l'imprimerie dans les États du Grand Lama eut le double effet de favoriser la paresse des religieux, débarrassés de la fatigue de copier les textes, et de multiplier rapidement la reproduction des livres. Le rituel, écrit en langue thibétaine, étant, comme nous l'avons dit, d'un usage rigoureux dans les monastères, on le trouve partout où il y a des bonzes, en Mongolie, à la Chine. A Péking même, les collections bouddhiques imprimées au Thibet forment la base des bibliothèques de tous les monastères, et l'enseignement de l'idiome thibétain se perpétue ainsi sur tous les points où existe la religion de Bouddha, par le moyen des lamas qui voyagent ou résident dans ces régions. Par contre aussi, on conserve dans quelques couvents du Thibet ces mêmes ouvrages en langue sanscrite, qui est à celle du pays ce que serait la langue grecque à l'égard de celle de Rome.

L'importance de cet idiome chez les peuples de la haute Asie est donc bien prouvée ; il reste à considérer en quoi il intéresse l'Europe. Emporté par l'esprit de critique et d'investigation qui le caractérise, notre temps veut tout connaître, c'est pour lui un besoin, une passion même blâmable aux yeux de quelques-uns ; mais il faut la lui pardonner à cause des vérités qu'il soulève devant ses pas, au milieu de sa course désordonnée. L'obscurité est toute composée d'erreurs, de demi-aperçus ; quels larges points de l'horizon illumine tout à coup la plus petite lumière ! La lecture exacte de quelques mots a fait taire les systèmes qui s'agitaient autour du zodiaque de Denderah ; de nos jours, Voltaire reconnaîtrait que les brahmanes, qu'il croyait originaires des beaux climats où nous les trouvons, viennent vraisemblablement de cette Scythie d'où sortirent toujours, selon lui, « les tigres qui mangèrent nos agneaux. » D'un autre côté, Bailly ne s'appliquerait plus autant à chercher le peuple primitif dans les vallées de l'Himalaya et du Ladakh, thèse adoptée avec ardeur par des écrivains moins respectables, moins érudits, qui s'appuyaient sur ce qu'il était impossible de leur prouver le contraire. Grâce à Dieu, la science s'est faite impartiale ; elle reçoit la vérité, de quelque part qu'elle lui vienne. L'étude des langues indiennes appartient tout entière à notre siècle ; on en peut dire autant de

(1) Cette espèce de *daphne*, que le docteur Wallich appelle *involucrata*, paraît répondre au *daphne cannabina* du père Loureiro, que ce savant botaniste désigne dans sa *Flora Cochinensis* par ces mots caractéristiques : *Ex ejus cortice contuso et macerato fit charta scriptoria apud indigenas optima*.

celle des langues chinoise et tartare en Europe. Ces idiomes, que les missionnaires, depuis si longtemps, savaient parler, écrire, traduire avec facilité, une fois arrivés à la connaissance des savants, furent considérés par eux sous un point de vue historique et philosophique. Les dogmes védiques et la morale de Confucius, les écoles dissidentes nées du brahmanisme et la doctrine abstraite de Lao-Tsé s'étaient présentés d'abord comme l'expression la plus ancienne des idées religieuses dont le centre se trouvait à Benarès et à Pé-king; puis, à travers ces dogmes qui se dégageaient, chacun dans sa sphère, de tout élément étranger, il s'en montra un plus universel, le bouddhisme, commun à des peuples qui n'avaient eu entre eux aucun rapport de mœurs ni de croyances, et d'où sortait une littérature commune aussi à tous ces peuples. Cette religion avait donc exercé dans la haute Asie une influence extraordinaire; on voulut se rendre compte de ses progrès et de sa décadence, et on ne pouvait mieux faire que de demander à l'étude des textes la solution de ce problème.

Assurément c'est un beau travail de philosophie et de philologie comparées que de suivre à travers cinq langues l'exposition et le développement d'une religion toute métaphysique, surtout si ces cinq langues, bien distinctes entre elles de nature et de procédés grammaticaux, reflètent l'esprit des peuples auxquels elles appartiennent. Né dans l'Inde, le bouddhisme (1) eut à son service l'idiome le plus souple, le plus riche et le plus fécond de l'antiquité; la nation qui possède un langage aussi perfectionné aime à parler ou à écrire; de là une abondance de manuscrits, une richesse de textes vraiment embarrassante. En 1842, la Société asiatique de Paris reçut en don de M. Hodgson, résident anglais au Népâl, vingt-six ouvrages sanscrits-bouddhiques copiés dans les couvents de la vallée de Kathmandou; les soixante-quatre autres qui complétaient la collection ne tardèrent pas à arriver. A cet envoi fut joint celui des cent quatre volumes in-folio de la collection thibétaine du *Kan-djour*, dus à la libéralité de la Société asiatique du Bengale. Celle de Paris s'empressa de déposer ces livres à la Bibliothèque royale, mettant ainsi les monuments d'une littérature nouvelle à la disposition du plus grand nombre. On voit avec quelle générosité les savants de Calcutta partagent les trésors que l'occupation de l'Inde par les troupes britanniques met entre leurs mains; ajoutons qu'ils ont sacrifié à la diffusion des études asiatiques des sommes énormes dont la France, dans sa pauvreté, ne peut pas se représenter le chiffre.

L'acquisition de ces ouvrages manuscrits et imprimés n'a pas coûté beaucoup à notre pays; il en fut de même des livres thibétains et mongols rapportés par M. le baron Schilling (2), qui vint en grossir le nombre, et nous ne pouvons en parler sans citer certains faits curieux qui s'y rattachent. On sait que les lamas thibétains et tartares, pour s'éviter l'ennui de réciter sans cesse l'interjection sacrée *Ompadma-ôm*, ont eu l'idée d'écrire ces mots sur des bandes de papier que des moulins à prières font tourner nuit et jour; c'était une façon comme une autre d'utiliser les cours d'eau au versant des montagnes. M. le baron Schilling fit avec les religieux de la Mongolie un arrangement par lequel ils lui donneraient ces cent volumes en échange de cent magnifiques bandes de papier d'Europe superfin, portant en gros caractères

(1) Dans son *Introduction à l'Histoire du Bouddhisme indien*, M. E. Burnouf a fait l'histoire de cette croyance dans le nord de l'Inde en étudiant tous les manuscrits sanscrits et népalais qui traitent de cette matière, admirable ouvrage qui suffirait à la gloire d'un savant. C'est dans de pareils travaux qu'on peut voir à quoi sert l'étude des langues en Orient unie à la plus sage critique et aux plus larges points de vue.

(2) Cette autre collection se compose aussi de cent volumes contenant des fragments du *Kan-djour*, des traités sur l'éducation primaire, etc.

rouges et noirs la formule sacramentelle. Le marché fut conclu à la satisfaction des deux parties. De retour en Europe, le voyageur allemand offrit de vendre sa collection à la Bibliothèque royale, qui ne se trouva pas assez riche pour l'acheter. C'était une occasion perdue à jamais, à jamais regrettable... Heureusement M. Schilling, se ravisant tout à coup, donna pour rien à la bibliothèque de l'Institut ces mêmes ouvrages auxquels il avait attaché d'abord une si grande valeur. Enfin l'ambassade envoyée en Chine par la France étant sur le point de mettre à la voile, on obtint de M. le ministre des affaires étrangères la promesse d'acquérir par cette voie toute spéciale l'ensemble de la collection chinoise, thibétaine, mongole et mandchoue, telle qu'elle se conserve dans les grands monastères du Céleste Empire. Des ordres furent donnés à cet effet ; mais les espérances des savants ne se sont point réalisées. L'ambassade est revenue sans avoir pu se procurer ces livres que la Russie a trouvé le moyen de faire venir tout récemment.

La littérature bouddhique se compose donc d'ouvrages manuscrits et imprimés, rédigés en cinq langues. En première ligne, nous l'avons dit déjà, il faut placer la rédaction sanscrite, qui est véritablement la seule originale; mais c'est la seule aussi que le secours de l'imprimerie n'ait pas mise à l'abri des erreurs du copiste. Les manuscrits sont donc trop souvent défectueux et fautifs ; quelquefois, si l'ouvrage est d'une rédaction qui ne remonte pas au delà du v[e] siècle, ils attestent dans la langue une certaine décadence, reconnaissable à l'introduction de formes grammaticales moins pures. Quand à des incorrections inévitables se joint la difficulté du sujet en lui-même, quand il faut commencer par purger les textes avant d'aborder l'idée, on peut se sentir embarrassé, et on est heureux de s'appuyer sur une version imprimée qui, moins parfaite sans doute, sert au moins à découvrir ou à rectifier les lacunes et les fautes du manuscrit. Cet appui, on le trouve dans la traduction thibétaine ; les lamas ayant eu soin de remanier leurs livres à mesure que la langue elle-même se modifiait par la pratique, il en est résulté pour leurs collections, incessamment revues et corrigées, un rare degré de précision et d'exactitude. Ces collections offrent la sécurité d'une édition stéréotypée ; tous les exemplaires se ressemblent et se valent : la tradition vînt-elle à se perdre parmi les lamas, leurs planches de bois n'en reproduiraient pas moins les mêmes empreintes, tandis que, dans l'Inde, le copiste, ne comprenant pas toujours ce qu'il écrit, peut commettre de lourdes bévues. Si le sanscrit est la clef des études bouddhiques, auxquelles il a donné le tour des idées indiennes et une terminologie consacrée, le thibétain jette à l'intérieur de l'édifice, trop souvent ténébreux, une clarté qu'il emprunte à la perpétuité de l'enseignement dans les États du lama. De là vient que la connaissance de cette dernière langue est désormais indispensable à quiconque demande aux manuscrits de l'Inde la solution du grand problème que présente le mythe de Bouddha.

On sait que le propre du génie chinois n'est pas de s'assimiler les idées étrangères ; il en est empêché par son respect pour la tradition et par la nature même de sa langue écrite. Cependant, moins rebelle qu'elle ne le semble au premier aspect à la reproduction des systèmes philosophiques, cette langue s'est approprié dans leur totalité les deux grandes collections qui forment au Thibet plus de deux cents volumes. De studieux Chinois, dignes du titre de savants, se sont appliqués à former, au moyen de la combinaison de groupes phonétiques, des alphabets qui pussent fixer chez eux la prononciation des noms propres de l'Inde et de certaines expressions reçues parmi les adeptes (1). C'est assez dire avec quel soin les traductions bouddhiques

(1) M. Stanislas Julien s'est occupé sérieusement de l'étude comparée de ces alphabets, qui seront d'un grand secours non-seulement pour l'histoire du bouddhisme, mais encore pour l'intelligence des nombreux ouvrages de géographie que nous ont laissés les Chinois.

ont été faites; mais, entre l'idiome de Pé-king et celui de Benarès, il y a un abîme que le plus grand effort de l'esprit humain ne saurait combler entièrement. Il faut un intermédiaire; on l'a senti en Chine comme en Europe. Les bonzes instruits de la Chine se sont rapprochés des lamas thibétains; ils leur ont donné asile à eux, à leur langue et à leurs livres; les érudits qui chez nous ont abordé la lecture des livres chinois-bouddhiques se sont mis en état de consulter les dictionnaires chinois-thibétains rédigés à Pé-king. Les collections mongole et mandchoue offrent, il est vrai, des secours analogues; l'idiome des descendans de Gengis-Kan surtout, plus cultivé, plus littéraire que celui des souverains actuels du Céleste Empire, a fixé l'attention des académiciens de Saint-Pétersbourg; ils y ont puisé des documents historiques d'une assez grande importance. Cependant, pour ce qui regarde les ouvrages religieux, les bonzes de la Tartarie se soumettant eux-mêmes à la direction de leurs confrères du Thibet, et recevant de Lhassa l'instruction orale et écrite, il faut bien reconnaître avec eux la nécessité de s'en référer, sur tous les points difficiles, à la version qui fait loi parmi les fidèles, et c'est encore celle qui conserve le caractère canonique à travers tant de nations, la version thibétaine.

Comme langue, il y aurait erreur à placer bien haut cet idiome des montagnes peu assoupli, qui s'écrit d'une manière et se prononce d'une autre; il y aurait témérité à le comparer avec ceux qu'une culture plus variée a rendus si riches et qui ont régné sans partage sur des populations innombrables. Nous avons seulement cherché à établir quelle est l'utilité de la langue thibétaine dans un certain ordre d'études, à démontrer qu'elle mérite d'être appréciée, parce qu'elle est celle de la liturgie d'un culte professé aujourd'hui encore par près de deux cents millions d'hommes. Elle peut même fournir son contingent de documents historiques; nous avons dit, en commençant, qu'il existe au Thibet des livres qui traitent de la religion primitive du pays; il s'y trouve aussi des chroniques anciennes, et ces ouvrages, on a lieu de l'espérer, arriveront bientôt en Europe. Deux missionnaires français, partis de Pé-king, ont déjà pénétré, l'année dernière, dans la capitale du Thibet. Mêlés aux trois mille hommes qui composaient la dernière ambassade revenue de la Chine, et perdus dans cette foule, ils étaient arrivés à Lhassa sans passe-ports, sans recommandation. Accueillis sans défiance par les lamas, qui discutaient volontiers avec eux sur la théologie, ils ont été reçus par le régent qui dirige les affaires religieuses et civiles pendant la minorité du jeune patriarche. Un séjour de plusieurs mois au sein de ce pays mystérieux, de cette société théocratique, leur a permis d'apprendre la langue usuelle, et de recueillir sur les mœurs des montagnards plus d'une observation curieuse. Malheureusement le commissaire chinois, prenant ombrage de la présence de deux étrangers dans une province tributaire, leur intima l'ordre d'évacuer le Thibet. Ces hommes pleins de courage et de zèle, qui venaient de traverser en plein hiver les steppes de la Tartarie, travaillant de leurs mains pour gagner de quoi se nourrir, pareils à des mendiants, furent donc dirigés sur Pé-king, et reconduits à peu près de brigade en brigade, comme des vagabonds, d'une extrémité à l'autre du Céleste Empire. Cependant le régent avait témoigné du regret de leur départ : les missionnaires d'ailleurs n'ont pas l'habitude de se décourager pour si peu de chose. L'un d'eux s'embarqua immédiatement pour la France; il lui a été donné, au milieu de sa carrière, de revoir sa patrie et de se reposer quelques instants après tant de fatigues et de périls. Dans peu de mois, il reprendra la mer, muni de nouvelles instructions, pour aller rejoindre celui qui a déjà partagé ses travaux. Tous les deux ils iront de nouveau s'établir dans les montagnes du Thibet, d'où ils adresseront à nos bibliothèques les livres impatiemment attendus, tout comme ils ont reçu jusqu'au fond de l'Asie les grammaires qu'on leur envoyait de Paris même. Quand il existera entre les savants d'Europe et la patrie du lamaïsme des relations suivies,

les questions que la lecture des textes ne suffit pas à résoudre obtiendront alors une réponse, et la science marchera plus vite. On saura si autour de la langue la plus importante qui se parle dans cette contrée peu connue ne se groupent pas des dialectes, ce que sont ces dialectes, s'ils possèdent une littérature, et quelles sont les peuplades qu'il convient de classer définitivement dans la famille thibétaine.

Th. Pavie.

VALPARAISO

ET

LA SOCIÉTÉ CHILIENNE.

I

Si l'on n'a pas connu les fatigues, les ennuis de la traversée du cap Horn, il faut renoncer à comprendre le charme mystérieux qui s'attache, pour le voyageur impatient et attristé, à ce doux nom de Valparaiso, sans cesse répété comme une consolation, comme un espoir, à travers les périlleux hasards d'une navigation contrariée par les vents. Que de fois, battus par une mer furibonde, nous mesurâmes tristement sur la carte marine l'espace qui nous séparait du port! Que de semaines froides et tourmentées nous passâmes dans cette pénible attente! Toujours d'étourdissants roulis, toujours un ciel morne, où des nuages gris fuyaient comme un troupeau effaré sous le fouet du vent. Enfin le changement de latitude vint apporter quelque soulagement à cette souffrance quotidienne. La mer cessa de battre en brèche les flancs du navire, les jours redevinrent tièdes et limpides, les nuits reprirent leur parure d'étoiles. Un soir, dans les profondeurs de l'horizon, nous vîmes apparaître la silhouette incertaine d'une côte; bientôt un phare montra dans la brume sa lueur sanglante, et, quand vint le jour, une vigie signala Valparaiso sous un rayon de soleil.

Il faut le dire, nous éprouvâmes ici l'une de ces déceptions qui ne font guère défaut durant un long voyage. Dans notre mémoire, plus fidèle aux prospérités qu'aux tristesses, les parages maudits du cap Horn tenaient peu de place; en revanche, notre pensée s'était reportée vers le Brésil, et, sous l'impression de ces éclatants souvenirs, nous nous mîmes à demander compte à Valparaiso (*Valle Paraiso*) (1) du fallacieux prestige de son nom. Nous n'examinerons pas si les premiers navigateurs, après avoir échappé aux périls des océans, surent mieux que nous apprécier ce point abrupt de la côte d'Amérique, ou s'ils voulurent attacher à cette terre un témoignage impérissable des vertus hospitalières en honneur chez les In-

(1) Vallée du Paradis.

diens; nous ne nous arrêterons pas davantage à l'opinion, sans doute erronée, qui, s'appuyant sur une similitude de consonnances, fait dériver Valparaiso de *valde paraiso* (vain paradis) : il vaut mieux esquisser fidèlement le tableau que nous avions sous les yeux, afin de mettre sur leurs gardes les voyageurs qui, comme nous, ne soupçonneraient pas jusqu'où peut aller, dans certains noms, l'ironie de l'antiphrase.

Quand nous fûmes à l'entrée de la baie demi-circulaire de Valparaiso, notre regard interrogea la côte, puis les hauteurs, cherchant avec avidité une végétation absente. Au sud, des falaises sortaient perpendiculairement de la mer; à l'est, une chaîne de collines pelées s'éloignait graduellement du rivage en inclinant vers le nord-ouest sa croupe onduleuse et monotone; plus loin, dans la même direction, derrière un amphithéâtre de montagnes, la cordillère des Andes dressait vers le ciel un entassement de pics neigeux. Des cactus, des arbrisseaux épineux, grêles, disgraciés, qui semblaient croître à regret, mouchetaient de leur vert sombre les hauteurs voisines et ajoutaient encore à l'aspect désolé du paysage. Sur le rivage s'étendait la ville toute couverte de poussière; l'une de ses extrémités escaladait trois collines ou *cerros*, l'autre se développait à l'aise dans la plaine. Une rue étranglée serpentait à la base de la montagne, établissant, comme une artère, la circulation entre la ville haute et la ville basse. Enfin parmi toute sorte de constructions, dont les teintes grises et rouges se confondaient avec celles du sol, deux monuments neufs étalaient des murs d'une blancheur immaculée; le soleil faisait étinceler sur le premier une croix, c'était l'église; un caducée surmontait le second, c'était la douane.

Un canot se rendait à terre; nous nous y précipitâmes avec cette impatience fiévreuse à laquelle on est toujours en proie après une longue navigation. Nous passâmes au milieu d'une foule de navires marchands qui, venus là de tous les points du monde, chacun paré de ses couleurs nationales, croisaient en un réseau inextricable leurs mâts, leurs vergues et leurs chevelures de cordages, et nous débarquâmes sur un môle de bois, construit en forme de flèche pour mieux résister à la houle que le vent du nord pousse au rivage. La place de la douane, ouverte du côté de la mer, présente cette activité, cette agitation bruyante qui dénote d'importantes et nombreuses transactions commerciales : ce ne sont que piles de ballots sanglés et plombés, futailles de toute forme et de toute grandeur, vastes caisses étrangement peintes et semées de caractères baroques, œuvre laborieuse d'un pinceau chinois. Les travailleurs, semblables à des fourmis, circulent à travers ces marchandises qui s'amoncellent, puis s'éparpillent sur des charrettes tirées à bras, sur des civières, et vont se perdre dans les profondeurs de l'entrepôt.

A peine débarqué, on peut déjà se faire une idée des costumes du peuple au Chili. Les hommes portent le *poncho* national; c'est une pièce d'étoffe de laine carrée, au centre de laquelle on pratique une ouverture assez large pour laisser passer la tête. Ce vêtement, qui se met comme une dalmatique, est rayé de couleurs éclatantes, ou seulement orné d'une guirlande de fleurs disposée en bordure. Un chapeau de paille, dont le fond se termine en pain de sucre et dont les bords offrent peu de saillie, un grossier pantalon de toile, complètent cet accoutrement. Le costume des femmes, à défaut d'une coupe originale, se distingue par les plus téméraires oppositions de couleurs. Un châle de laine écarlate, bleu de ciel ou rose tendre, surmonte d'ordinaire un jupon d'indienne rayée ou fleurie; nous disons surmonte, parce que le châle se porte d'une façon toute particulière : on le drape avec grâce autour du buste en rejetant par-dessus l'épaule ses longues pointes, qui pendent sur le dos et ne descendent pas jusqu'au jupon. La *Chilena* sort toujours en cheveux; une raie blanche comme l'ivoire sépare en deux parties sa magnifique chevelure noire, dont elle laisse flotter les tresses démesurées.

Il suffit souvent d'une promenade à travers une ville pour connaître le caractère et les mœurs des habitants. Avant de suivre le *Chileno* dans l'intimité de sa vie domestique, commençons donc par l'observer hors de chez lui et comme au passage, en parcourant les rues de Valparaiso. La ville, nous l'avons dit, se divise en deux parties distinctes. Celle qui borde la rade de commerce et s'élève en amphithéâtre sur trois *cerros* s'appelle *el Puerto;* l'autre partie, ou l'extrémité occidentale de la ville, couvre une plaine que l'on nomme l'*Almendral* (lieu des amandiers). La hauteur inégale des trois *cerros* du *Puerto* les a fait baptiser de noms anglais, qui signifient *hune de misaine*, *grand'hune* et *hune d'artimon*. Les étrangers ne les connaissent guère que sous cette désignation hérétique, et ignorent pour la plupart leurs véritables noms chrétiens de *San-Francisco*, *San-Augustin* et *San-Antonio*.

C'est au *Puerto* que la ville se montre sous un de ses plus étranges et de ses plus sinistres aspects. Entre les trois *cerros* s'étendent des ravins nommés *quebradas*. Rien n'est plus misérable que les habitations entassées dans ces *quebradas*, rides profondes de la montagne, où fermentent toutes sortes de débris impurs. Les maisons, basses et hideuses, collées par un côté au sol, soutenues par l'autre sur des pieux disposés en béquilles, grimpent désordonnées, sans souci du voisinage. Ici une porte s'ouvre sur un toit; une cheminée vomit des torrents de fumée noire dans une fenêtre ouverte; là, des cordes tendues supportent des haillons, d'affreuses guenilles; enfin des sentiers tortueux, rompus et seulement indiqués par l'usage, quelques planches étroites et vacillantes, conduisent à certains bouges où les chauves-souris et les *lazzaroni* de Valparaiso peuvent seuls pénétrer la nuit. Cette partie de la ville est pourtant l'*Eldorado* des matelots étrangers. Il y a peu d'années encore, l'orgie débraillée y hurlait sans crainte, car la police montrait à l'endroit des *quebradas* une extrême circonspection; plus d'un cadavre retrouvé au fond des ravins lui avait appris ce qu'il en coûtait de vouloir soumettre ces quartiers maudits à l'action de la force publique. Quant aux matelots, ce qui les entraîne vers les *quebradas*, est-il besoin de le dire? Partout où il existe une ouverture, porte ou fenêtre, on peut apercevoir, assise sur le seuil de l'une, accroupie sur la devanture de l'autre, quelque *niña* au visage frais et souriant, dont la noire chevelure, ornée de fleurs, descend en flots abondants sur une épaule d'un galbe parfait, puis au second plan, dans l'ombre, une vieille femme ou plutôt une sorcière, au teint hâve, au profil grimaçant, mâchant sans relâche quelque bout de cigare éteint. Une œillade de la jeune fille, un salut de la vieille, accompagnés de cette formule hospitalière : *La casa á la disposicion de usted*, attirent le matelot dans un antre plus dangereux que celui des sirènes; les rôles d'équipage constatent ce fait en ajoutant aux noms des victimes pour tout commentaire ces quelques mots : *Déserté à Valparaiso.*

Parmi les *cerros* qui s'élèvent dans le Puerto, deux méritent surtout de nous arrêter. Tous deux sont couverts de fleurs et d'habitations silencieuses. Une société à part vit sur le premier, qu'on nomme *el Cerro alegre ;* le second, nécropole de Valparaiso, s'appelle le *Panthéon*. A peine a-t-on fait dix pas sur le *Cerro alegre*, qu'on reconnaît aux maisons coquettement peintes, aux parterres embaumés, aux sentiers bordés de verdure, cet amour de l'ordre et du confortable qui distingue partout les enfants d'Albion. Ici des habitations assez basses pour braver les coups de vent, assez solides pour résister aux tremblements de terre, recèlent un certain nombre de familles qui ont en quelque sorte transporté la patrie sur le sol de l'Amérique. Ces familles trouvent en elles-mêmes assez de ressources pour former des réunions où les étrangers sont rarement admis. Les joies et les fêtes de Valparaiso retentissent à peine jusqu'au sein de cette paisible colonie; des intérêts commerciaux, nombreux et puissants, la rattachent seuls à la ville qui bruit au pied de sa montagne.

Le Panthéon de Valparaiso n'est point, comme on pourrait le croire, un lieu de

sépulture exclusivement réservé aux citoyens illustres : c'est tout simplement un cimetière où la ville dépose ses morts les plus vulgaires, en faisant payer pour les uns un certain droit d'inhumation, en jetant les autres dans des fosses communes, près de la place réservée aux protestants. La porte principale du Panthéon est surmontée d'une petite tour et flanquée de deux galeries basses. Ces constructions remplissent un côté du rectangle qui limite le champ mortuaire, et la façade véritable se trouve à l'intérieur. Dès l'entrée, une atmosphère chargée d'émanations suaves surprend et réjouit l'odorat. La rade azurée apparaît, couverte de navires et sillonnée de barquettes ; puis, à travers une rumeur confuse, l'oreille charmée distingue le chant joyeux des travailleurs et la plainte incessante des flots. Rien n'est moins funèbre que ce cimetière pimpant et fleuri, où gazouille, voltige et folâtre tout un monde d'oiseaux, de papillons et d'insectes. Les sentiers, sablés et ratissés avec soin, séparent des plates-bandes couvertes de tombes coquettes, montrant leur robe blanche sous les rosiers et les chèvrefeuilles ; des rameaux vagabonds couronnent les urnes cinéraires, des guirlandes sont suspendues aux bras des croix. Le cyprès, l'if au feuillage sombre, le saule aux rameaux éplorés, semblent bannis de ce parterre, où les rosiers festonnent les marbres, auxquels ils ont à regret cédé une place. Au milieu de l'allée principale, un cadran solaire, muni d'un canon de cuivre, semble marquer ironiquement les heures de l'éternité.

Du Panthéon, on redescend, par une *quebrada* tortueuse, à la place de la douane, station ordinaire des fiacres-omnibus, qui parcourent Valparaiso d'un bout à l'autre. Deux rues pavées de galets à la pointe dure et tranchante conduisent à l'Almendral ; l'une borde le rivage, l'autre avoisine la montagne. Dans cette dernière, certaines maisons peu séduisantes ont la prétention d'être bâties à la française, c'est-à-dire sans galeries extérieures ; d'autres ont deux étages, ce qui est presque une témérité sur un sol si fréquemment agité par les tremblements de terre. L'espace laissé libre entre la mer et les *cerros* va se rétrécissant peu à peu, et les deux rues, qui se rejoignent comme les branches d'une fourche vers le manche, n'en forment plus qu'une seule bordée de constructions basses. Ici plus de galets, mais en revanche une poussière dans laquelle on enfonce jusqu'aux chevilles ; chaque voiture, chaque cavalier qui passe, la soulèvent en tourbillons, et si, par malheur, vous êtes devancé par un de ces chariots primitifs dont les roues pleines gémissent sur tous les tons, votre infortune est complète ; il faut vous résigner à marcher enveloppé dans un nuage et torturé par les cinq sens à la fois. Bientôt la chaussée, longée d'un côté par la mer, dominée de l'autre par des falaises, devient assez étroite pour interrompre la chaîne des constructions ; mais elle est néanmoins assez large encore pour que deux voitures puissent s'y croiser sans trop de peine. Ce passage était jadis difficile et périlleux, difficile à cause de la disposition du terrain, périlleux parce que des bandits s'y embusquaient et détroussaient les passants attardés. La terreur qu'il inspirait alors lui fit donner le nom de *petit cap Horn ;* mais son titre le plus légitime à ce nom sinistre est sans doute le voisinage d'un point de la grève où les navires sont ordinairement poussés et mis en pièces sur les rochers durant les fortes brises du nord. Ce passage franchi, les constructions reparaissent, et la ville va s'élargissant jusqu'à la place d'Orégo, qui forme l'entrée de l'Almendral ; là, elle prend ses coudées franches et couvre une plaine sablonneuse délaissée par la mer. Les rues de l'Almendral n'ont rien qui les distingue de celles du *Puerto :* quelques-unes pourtant sont sillonnées par de profondes rigoles remplies d'eau stagnante et redoutables pendant les nuits sombres. Enfin, à l'extrémité de ce quartier, un ruisseau large et rapide fertilise dans son cours des jardins où croissent pêle-mêle et en abondance les fruits et les fleurs des deux hémisphères.

Valparaiso n'était qu'une misérable bourgade à l'époque où l'art espagnol cou-

vrait de chefs-d'œuvre la métropole et ses colonies. Il ne faut donc point chercher des merveilles d'architecture dans cette ville improvisée en quelque sorte par le commerce. Presque tous les édifices religieux datent d'hier; un goût mesquin s'y révèle, et l'intérieur est très-pauvrement orné. L'église paroissiale de Notre-Dame, située sur une hauteur du *Puerto*, est néanmoins d'un style supportable; le clocher de bois, dont les trois étages, posés sur de légères colonnettes, vont se rétrécissant vers le faîte, ne manque pas d'une certaine élégance. L'entrepôt des douanes est aussi surmonté d'une tour octogone ou *mirador* qui, de loin, le fait ressembler à une église. Cet édifice, bâti dans de vastes proportions, est bien placé et parfaitement approprié à son usage.

C'est dans l'Almendral, c'est sur le marché d'Orégo qu'on rencontre les campagnards des environs de Valparaiso. Un règlement de police interdit en effet l'entrée du *Puerto* à leurs lourds véhicules. Les vendeurs, abrités par une natte que soutiennent des piquets, étalent sur un tapis des fruits et différents comestibles. Ce sont des melons, moins sucrés que les nôtres, des *sandias*, sorte de melons d'eau verts au dehors, sanglants à l'intérieur, et si appréciés des habitants, qu'ils en mangent deux ou trois dans une journée; enfin les oranges, les raisins, les pommes et surtout les fraises, qui semblent être là dans leur vraie patrie. Parmi les mets nationaux, on remarque le maïs cuit, écrasé et sucré avec du miel, nourriture rafraîchissante et purgative, en grand usage surtout durant l'été; la *charquican*, viande séchée au soleil, hachée menu et mélangée avec de la graisse, de l'*aji* et de l'oignon; la *casuela*, ragoût de poulet assaisonné aussi avec force *aji* et oignon. L'*aji*, cet enragé piment, se glisse partout; quand on a la bouche à l'épreuve de ce condiment énergique, on peut sans crainte avaler des charbons ardents. La boisson favorite du peuple s'appelle *chicha* (1). Il y a plusieurs espèces de *chichas* : la *chicha de aloja*, faite de maïs et de pois; la *chicha de manzana*, où la pomme broyée entre comme principal ingrédient; enfin la *chicha* de raisins écrasés et non fermentés. Une écume permanente semblable à un petit dôme neigeux surmonte ordinairement les flacons de *chichas* et fait croire à première vue qu'on les cachette avec du coton.

Au milieu du marché d'Orégo, on voit des échoppes entourées de bancs sur lesquels des *guassos* assis en plein air tendent à un Figaro de bas étage leur face de cuivre rouge. Le *guasso* est le paysan du Chili. Il personnifie le centaure antique, lui et son cheval ne font qu'un; il boit, mange et dort en selle. Habitué à vivre en plein soleil, il porte ordinairement un mouchoir sous son chapeau de paille; le *poncho*, la culotte de toile et les *botas* complètent son costume. Les *botas* sont de larges tuyaux d'étoffe de laine qui, retenus au-dessus du genou par une jarretière, descendent jusqu'au cou-de-pied. Cette espèce de guêtre a son utilité dans les sentiers étroits, où les jambes sont exposées au rude contact des roches. Les éperons et le *lazo* ne quittent jamais le *guasso*. L'éperon chileno, copie exagérée de l'éperon français, a pour molette un soleil de fer argenté dont le diamètre a six pouces, et dont les rayons semblent des lames de poignard. Le *lazo* est une corde de cuir frottée de graisse, très-flexible et terminée par un nœud coulant dont on élargit à volonté l'ouverture. Au moyen de cet instrument, le *guasso* arrête à quinze pas dans sa course un taureau ou un cheval lancés à fond de train. Pour compléter le portrait du *guasso*, il faut parler de son cheval, car, nous l'avons dit, l'homme et sa monture sont inséparables. Les chevaux du pays sont de race andalouse; ils semblent avoir gagné en qualité, sinon en élégance, ce qui tient sans doute au peu de soins qu'on leur donne et à la façon brutale dont on les surmène. Le harnachement des chevaux chilenos diffère aussi de celui des nôtres. Autant on s'applique à simplifier celui-ci,

(1) Espèce de cidre du pays.

autant on s'évertue à surcharger celui-là. La selle d'un *guasso* est ordinairement couverte de huit ou dix *pelliones*, peaux de mérinos teintes en bleu ou en brun. Sur une pareille assiette, le plus médiocre cavalier est comme enraciné; ses genoux, enfoncés dans l'épaisseur de la laine, le maintiennent parfaitement en équilibre. Cette superposition de *pelliones* explique certaine épigramme d'un poëte *argentino*, où il est dit que « les Chilenos, gens à idées grandioses, bâtissent des pyramides sur leurs chevaux. » Quand un *guasso* veut éprouver un cheval, il le lance au grand galop; puis il tire brusquement la bride avec un poignet de fer. Le cheval, ne pouvant tout d'un coup rompre son élan, s'accroupit sur le train de derrière. Le cavalier, sans lui donner le temps de reposer ses pieds de devant, le fait alors pirouetter de droite à gauche et de gauche à droite (1). Rien ne paraît impossible à un *guasso*. Il descend ou plutôt il roule sur les pentes rapides, enveloppé d'un nuage de poussière, et entraînant à sa suite un ruisseau de terre et de cailloux; au besoin, il grimperait à un escalier.

Toute déshéritée qu'elle soit sous le rapport pittoresque, Valparaiso a pourtant une promenade qui a été péniblement conquise sur la mer. On y arrive par une rue bordée de maisons basses exclusivement vouées au commerce des comestibles. Les étaux de bouchers, les magasins de fromages et de poissons secs, les suifs, les cuirs et autres marchandises nauséabondes vous invitent à presser le pas jusqu'à l'arsenal, qui s'élève à l'entrée de la promenade. Là, deux ou trois hangars abritent des bois de construction, des outils et des ustensiles propres aux travaux de terrassement. On voit aussi couchés côte à côte sur le sol, près de pyramides de boulets, des canons de bronze remarquables par l'élégance de l'ornementation et par l'ancienneté de la fonte. Tels qu'ils sont d'ailleurs, ces vétérans paraissent encore en état de servir la république.

Dans la cour de l'arsenal stationnent ordinairement les voitures connues sous le nom de *bagnes ambulants* : ce sont de vastes cages de fer montées sur des roues, flanquées d'une guérite et habitées chacune par dix ou quinze bandits, auxquels elles servent à la fois de réfectoire, de vestiaire et de dortoir, comme le témoignent les écuelles, les guenilles et les matelas que l'on aperçoit dans l'intérieur. Les jours ordinaires, ces cages conduisent leurs misérables hôtes sur le lieu même des travaux d'utilité publique en cours d'exécution; mais le dimanche elles restent dételées, et les condamnés, enchaînés par le pied, pittoresquement couverts de haillons, comme les gueux de Callot, collent aux barreaux des faces qui le plus souvent joignent à une laideur naturelle la double laideur du vice et de la misère. Les uns implorent la charité d'une voix dolente, les autres se donnent la satisfaction d'apostropher les passants et de leur faire toute sorte d'affreuses grimaces.

A quelques pas de l'arsenal s'étend devant le château (*el Castillo*), qui lui a donné son nom, la promenade dont nous avons parlé. La pioche et la mine d'ingénieurs intelligents l'ont creusée à travers des rochers battus par la mer. Cette avenue s'élève en pente très-douce, elle laisse à droite sur la grève des baraques hantées seulement à l'époque des bains de mer, et aboutit à une charmante maisonnette toute blanche, qui porte à son côté un bouquet d'arbres verts. A partir de cet endroit, appelé *el Descanso*, la promenade se divise en deux branches. Celle de gauche forme le commencement d'une large route qui conduit à la pointe du phare; l'autre, taillée en partie dans le roc, s'élance jusqu'à une plate-forme étroite, d'où l'on découvre la rade et la ville entière; mais ce prolongement, ciselé en quelque sorte au flanc des falaises, est si escarpé, si étroit, si vertigineux, qu'il convient tout au plus au pied fourchu des chèvres; aussi le nomme-t-on *Camino del Diablo*.

(1) C'est ce qu'on appelle *retourner un cheval* (*revolver un caballo*).

Le Castillo, désert une partie de l'année, s'anime pendant la belle saison, c'est-à-dire du mois de septembre au mois d'avril. Le dimanche surtout, de fraîches et brillantes toilettes émaillent cette étroite chaussée, qui semble alors une longue plate-bande dont le vent de la mer agite incessamment les fleurs. Les promeneuses laissent à découvert leur chevelure aplatie sur les tempes en bandeaux noirs et lustrés, quelquefois tordue en spirales épaisses sur la nuque, et plus souvent encore divisée en deux tresses flottantes. La régularité et la douceur de la physionomie sont choses communes parmi les Chilenas, mais l'élégance de la démarche, la grâce du mouvement, la délicatesse des formes, nous paraissent l'apanage d'une minorité fort restreinte aujourd'hui, minorité à laquelle un sang pur de tout mélange conserve sans doute sa perfection originelle : nous voulons parler de la race des conquérants, des filles de la vieille Espagne. A Valparaiso, il ne faut point chercher les vraies Chilenas (nous désignons par ce mot les descendantes des races espagnole et indienne mélangées) parmi les jeunes femmes du monde, car un grand nombre d'Européens enrichis se sont alliés aux enfants du pays (*hijos del pais*), et ont imprimé à leur descendance l'irrécusable cachet d'une nationalité différente. Chez le peuple, ces mariages ont été moins nombreux ; aussi trouve-t-on là surtout les Chilenas au type indien ou espagnol, modifié suivant le nombre des alliances dans l'une ou l'autre de ces races. Des cheveux noirs, épais et rudes, un front étroit et bas, des yeux relevés légèrement vers les tempes, des mâchoires saillantes, révèlent le sang indien. Des sourcils d'une courbure gracieuse, des yeux mobiles, lumineux et fendus en amande, un nez mince, une main fine, un pied petit, caractérisent l'origine espagnole. La diversité des races se révèle aussi par les nuances de la peau. Parmi les femmes réunies le dimanche au Castillo, les unes sont vigoureusement colorées comme le cuivre, les autres semblent dorées par un rayon de soleil ; celles-ci sont pâles comme des roses-thé, celles-là ont la douce fraîcheur des roses du Bengale ; s'il y a quelque différence dans la couleur des chevelures, il n'y en a point dans celle des yeux, qui sont généralement noirs. La tournure des Chilenas ne répond pas toujours à la finesse gracieuse de leur physionomie. On cherche en vain sur le Castillo ces tailles souples, élégantes ou fièrement cambrées, si communes dans les anciennes colonies espagnoles. Celui qui n'aurait vu les femmes de Valparaiso que sur la chaussée du Castillo serait donc tenté de mêler certaines restrictions aux éloges que leur ont si complaisamment décernés la plupart des voyageurs ; mais convient-il de s'en rapporter à cette première impression, et ne vaut-il pas mieux suivre les Chilenas dans les salons, leur vrai théâtre? Ce sera aussi connaître la vie de Valparaiso sous son plus séduisant aspect.

II

La présentation d'un étranger dans une famille de Valparaiso n'offrait, il y a quelques années, aucune difficulté ; il s'y introduisait pour ainsi dire sans patronage, recevait presque toujours un aimable et bienveillant accueil, et arrivait rapidement à l'intimité. Aujourd'hui encore, l'accès d'un salon est aisé ; mais une plus grande rigidité de mœurs et le nombre considérable des voyageurs, en nécessitant de sages restrictions, ont rendu l'intimité plus difficile et l'hospitalité moins banale, surtout chez les principaux habitants de la ville. Néanmoins ces vertus primitives, qui rendent le séjour de Valparaiso si cher aux étrangers, se conserveront longtemps encore dans le cœur des Chilenos, car ils les pratiquent sans la moindre contrainte, et ils y voient bien plus un plaisir qu'un devoir.

Un des officiers de notre marine royale, auquel une station de plusieurs années

sur les côtes du Chili avait donné droit de bourgeoisie à Valparaiso, avait bien voulu nous introduire chez l'un des notables habitants de l'Almendral. Quand nous entrâmes dans le salon, le *dueño de la casa* (maître de la maison), qui aspirait avec une singulière expression de sensualité la fumée d'un *puro*, se leva, vint à nous, écouta nos noms, prononça avec une gravité toute castillane la formule d'usage : *La casa está á la disposicion de ustedes, caballeros,* formule qui, cette fois, avait une tout autre acception que dans les *quebradas*, et, après nous avoir touché la main, il reprit sa place en soufflant par les narines deux jets d'une fumée retenue captive depuis notre arrivée. La maîtresse de la maison ratifia avec une grâce charmante l'offre hospitalière que venait de nous faire son mari, et, à partir de ce moment, nous ne sommes jamais entrés dans cette maison sans y trouver l'accueil poli des premiers jours, uni bientôt au charme de la plus affectueuse cordialité.

Le caractère peu expansif des hommes ne leur permettait pas de s'écarter avec nous d'une certaine réserve; nous rencontrâmes au contraire chez les femmes un sans-façon qui, de prime abord, nous surprit et nous eût inquiétés, s'il n'avait été compensé par toute sorte d'adroites prévenances. Nos premiers bégayements dans cette langue espagnole si féconde en équivoques déterminaient quelquefois le rire, mais ce rire de bon aloi, si peu déconcertant, qu'après l'avoir provoqué, on s'empresse d'y prendre part. Disons en passant que, si rien n'égale la patience stoïque du Chilien quand il s'agit d'écouter la conversation d'un étranger, rien n'égale non plus l'assurance du Français à parler une langue qu'il estropie. Heureusement il y avait chez nos hôtes assez d'indulgence et d'aménité pour nous pardonner une faiblesse nationale, et, dès la première entrevue, nous étions parmi eux comme d'anciennes connaissances quand on servit le *mathé*.

Le *mathé* est une herbe originaire du Paraguay, où elle se nommait aussi herbe de saint Dominique. Si l'on en croit la tradition, le saint visita cette contrée, et, satisfait sans doute de sa visite, il voulut y consacrer, par un miracle utile, le souvenir de son passage. Or, ne trouvant rien de mieux à faire, il convertit les propriétés vénéneuses d'une herbe fort commune dans le pays en qualités bienfaisantes et salutaires. Le *mathé* fut dès lors en grand usage au Paraguay, il devint le dictame, la panacée universelle : bientôt la renommée de cette plante se répandit dans toute l'Amérique du Sud, où le mathé fait depuis ce temps les délices des *tertulias*.

Le mathé se prépare à peu près comme le thé, mais on boit cette infusion d'une façon toute pittoresque. Le vase affecté au mathé est de forme ovoïde, enrichi de filigranes et monté sur un pied ciselé. L'ouverture du vase est étroite; néanmoins elle peut donner passage à une *bombilla*, ampoule grosse comme une noisette, soudée à l'extrémité d'un tube. Cet appareil est ordinairement en or ou en argent chez les riches, en bois ou en terre chez les pauvres. On introduit dans le vase une pincée de feuilles de mathé, un morceau de caramel, quelquefois des épices, et on le remplit avec de l'eau bouillante. La *bombilla* plonge dans cette mixture, dont on aspire à petites gorgées, par l'autre extrémité du tube, toute la partie liquide.

Le jeu de cet instrument nous parut d'une simplicité primitive. Celui d'entre nous qui fut le premier servi s'empressa d'en faire l'essai, et porta le tube à ses lèvres en fumeur expérimenté. Près de lui, une femme semblait prendre à l'opération un vif intérêt; elle vit le mouvement, et, mue par un sentiment charitable, elle s'écria : *Cuidad, señor, está muy caliente el mathé!* (Prenez garde, monsieur, le mathé est bouillant!) Il était trop tard. A sa première aspiration, l'infortuné bondit comme en délire et laissa tomber à ses pieds la boisson infernale; il avait reçu dans la bouche un jet liquide, bouillant et dévorant comme du plomb fondu. Cette

mésaventure éveilla notre prudence, et nous pûmes savourer sans encombre cette liqueur, dont l'arome et le goût nous parurent infiniment préférables à ceux du thé. On servit ensuite des *dulces :* c'étaient du coco râpé et confit, de la conserve de roses et des *azucarillas ;* puis, l'heure de la séparation étant arrivée, on nous fit promettre de revenir le lendemain.

Quand un étranger s'est montré durant une semaine dans un salon de Valparaiso et qu'il s'abstient un ou deux soirs d'y venir, son absence est remarquée. Si elle dure plusieurs jours, il peut s'attendre à subir un fort réjouissant interrogatoire, qui aura pour thème cette phrase, répétée vingt fois par les femmes : *Está usted enamorado ?* Une réponse affirmative ne fait, comme on le pense bien, que déterminer une nouvelle série de questions. Les curieuses veulent naturellement alors connaître le nom de l'*hechicera* (enchanteresse) dont l'étranger subit le charme. Or les Chilenas sont deux fois femmes, quand il s'agit de pénétrer un mystère d'amour. Nous dirions volontiers que, seules au monde, leurs voisines du Pérou possèdent à un degré plus exorbitant l'antique et fatale qualité de Pandore. Souvent il arrive que, harcelé dans sa discrétion, l'*enamorado* répond galamment à celle qui l'interroge qu'elle seule est son *hechicera.* Malgré le plaisir avec lequel on accepte cette déclaration à brûle-pourpoint, on affecte de n'y pas croire, et celui qui l'a lancée est traité d'*embustero,* adjectif espagnol qui désigne ce mélange de gentillesse et d'hypocrisie dont le Chérubin de Beaumarchais est la personnification poétique. On pardonne pourtant à l'*embustero* ses escapades; mais, si elles se renouvellent, on découvre vite aux pieds de quelle *niña* il dépense ses heures. Les femmes lui font alors une petite moue pleine de charme, et laissent tomber, toute remplie des reproches amers de leur cœur, cette seule parole : *Ingrato!*

Le mot de *señora* (madame) semble au Chili exclu des conversations. Les plus vénérables matrones se font toujours appeler *señorita* (mademoiselle). L'*appellido* (nom de famille), rarement usité, ne sert qu'à désigner les absents ; on ignore même parfois le nom des étrangers. Le nom de baptême (*el nombre*), traduit en espagnol et précédé du substantif honorifique *don,* est seul employé dans le dialogue ordinaire. La soudaine métamorphose du nom cause de prime abord un singulier étonnement, surtout si, par exemple, l'on a saint Jean pour patron. En effet, don Juan, au point de vue de la beauté, de l'élégance et de la bravoure, est devenu pour nous un type complet; or, l'individu chétif, mal venu et laid, qui s'entend baptiser tout à coup de ce nom formidable, se trouve aussi embarrassé que si on l'affublait à l'improviste de la panoplie colossale de quelque ancien preux.

L'étranger peu familiarisé avec les habitudes des Chilenas pourrait souvent tirer de la franchise de leurs *ojeadas,* et d'une assez grande liberté de parole, les conclusions les plus caressantes pour son amour-propre. Tantôt c'est une fleur qu'une jeune femme lui offre, après l'avoir arrachée à l'édifice de sa chevelure, tantôt elle partage avec lui un *pastelito* (petit gâteau), ou bien elle lui présente le vase de *mathé* à moitié vide et la *bombilla* humide encore de la pression de ses lèvres roses. Toutes ces gracieusetés ont un seul et unique but, celui de témoigner à l'étranger combien sa présence est agréable. Si elles faisaient naître en lui d'autres idées, l'avenir lui apporterait de singuliers mécomptes. A Valparaiso, comme dans tous les pays espagnols, cet abandon gracieux, cette absence de toute pruderie, ne font qu'ajouter plus de charme aux relations du monde; ils n'ont aucune influence pernicieuse sur les mœurs.

Ordinairement les hommes fument en présence des femmes des cigares et des cigarettes ; mais, aussitôt que le personnel d'un salon devient nombreux et que la réunion prend les allures d'une *tertulia,* les fumeurs sont relégués dans une pièce voisine, où l'on dispose pour eux des rafraîchissements sur un dressoir. L'ameublement d'un

salon chileno ne diffère point, quant aux meubles, de celui d'un salon français; seulement l'art du tapissier ne s'est pas encore naturalisé à Valparaiso. On y rencontre peu de glaces et de draperies. Dans les habitations de la classe inférieure, quelques tabourets, des nattes sur le sol ou sur les carreaux du parquet, une malle peinte couverte d'oiseaux prodigieux qui becquètent des fleurs imaginaires, un lit drapé avec une prétention des plus provoquantes, composent tout le mobilier. Le seul ornement de la cloison blanchie à la chaux est un bénitier avec un rameau de Pâques passé en sautoir; le seul objet de luxe est une *viguela* (guitare). Dans le salon du riche, le piano a usurpé la place de la *viguela*. Or cet instrument de musique n'est pas, comme souvent en France, un vain ornement; il est en quelque sorte indispensable. Dans ces *tertulias* quotidiennes, où le champ des conversations est fort limité, on n'attend pas toujours que la causerie languisse pour avoir recours à la musique. A peine êtes-vous assis même pour la première fois dans un salon, que les femmes vous adressent cette question : *Sabe usted tocar, señor?* Cette phrase veut dire, suivant le lieu où l'on se trouve : Savez-vous jouer du piano? savez-vous jouer de la guitare? Puis on ajoute aussitôt, sans employer la formule dubitative : *Usted canta, señor?* Malheur à ceux qui sont en mesure de répondre affirmativement à l'une ou à l'autre de ces demandes! A l'instant même on voudra mettre leurs talents à l'épreuve; puis chaque jour invariablement on les priera de *tocar* ou de *cantar*.

Les Chilenas en général jouent assez agréablement du piano, quelques-unes ont la voix d'une extrême douceur; mais nous n'avons pas trouvé dans la société de Valparaiso un seul véritable talent musical. La romance française y règne en souveraine; les femmes la chantent avec peu d'expression, et surtout avec un accent insupportable. Quand elles daignent chanter la romance espagnole, leur voix prend un charme particulier, et on les écoute avec un vrai plaisir. Nous n'avons guère entendu chanter ces dernières romances que dans les salons du second ordre, chez les véritables enfants du pays. Quand la chanteuse faisait frémir sa *viguela*, les assistants semblaient obéir à un pouvoir magique, et unissaient leurs voix à la sienne. Un de ces concerts improvisés nous est resté dans la mémoire. C'était dans un modeste salon de l'Almendral; nous devisions gaiement avec les *niñas* en fumant des cigarettes. Trois personnages, drapés dans leurs manteaux comme des Espagnols du bon temps, étaient entrés depuis une heure; ils avaient à peine salué et s'étaient assis, le chapeau descendu jusqu'aux yeux, le manteau monté jusqu'au nez, sur des chaises disposées en ordre contre la cloison. Depuis ce moment, immobiles, muets et impassibles, on les eût pris pour des statues, si leurs yeux noirs, grands et limpides, n'avaient suffisamment protesté contre une pareille supposition. La partie active de l'assemblée se composait de deux groupes : le nôtre, où l'on causait et où l'on riait; puis, à l'autre extrémité de l'appartement, se trouvait un groupe de vieilles femmes, où l'on parlait avec inquiétude d'une comète visible à cette époque. Quelqu'un pria une jeune fille de chanter; elle fit d'abord la moue et résista coquettement à nos supplications (or celle-là faisait exception parmi les Chilenas); mais sur une remontrance que sa mère lui adressa en ces termes : *Vaya pues, niña, no sea majadera*, elle prit sa guitare, et commença une romance qui rappelait les fadaises héroïques de l'empire :

Debo partir, mi dulce amiga,
La suerte cruel lo exige asi.
Patria y honor asi lo manda,
Mi corazon se queda aquí (1).

(1) « Je dois partir, ma douce amie : le sort cruel le veut ainsi. Patrie et honneur me le commandent, mais mon cœur reste avec toi. »

Au second vers, une voix grave sortit de l'un des manteaux et se joignit à celle de la chanteuse; une deuxième voix, puis une troisième murmurèrent timidement d'abord; bientôt elles prirent leur essor, et ce fut le signal d'un chœur bizarre, où tous les assistants exécutaient leur partie avec un flegme imperturbable. Quelques notes de musique avaient suffi pour arracher les hommes à leur contemplation silencieuse, les vieilles femmes à leurs graves discours, et les jeunes filles à leurs folles causeries.

La danse n'est pas moins en faveur à Valparaiso que la musique. Par malheur, on commence à répudier là, comme en Espagne, ces drames chorégraphiques où le jeu de la physionomie et la mobilité du geste suppléent si merveilleusement à la parole. Ainsi la *zambacueca,* danse gracieuse et coquette, s'est vue reléguée dans les basses classes de la société; les rares femmes du monde qui savent la danser encore désavouent ce talent, et l'on triomphe avec peine de l'étrange opiniâtreté qu'elles apportent à voiler une de leurs séductions. Un chœur de voix, un raclement de guitare, composent l'orchestre ordinaire de toute *zambacueca*. La danseuse et son partenaire se campent fièrement en face l'un de l'autre, la main gauche sur la hanche. Aux premières vibrations de la *viguela,* les assistants entonnent une chanson semi-burlesque. Les danseurs suivent aussitôt le mouvement rhythmique et commencent une série de passes ; la danseuse pirouette souvent avec une certaine affectation de dédain, le cavalier combine ses pas de manière à se trouver en face de la belle dédaigneuse, et montre durant ce manége une constance héroïque dont elle finit par lui savoir gré, car elle s'humanise peu à peu et se rapproche de lui; mais, rappelant bientôt toutes les forces de sa volonté, elle s'éloigne de nouveau, pirouette encore et cherche à se soustraire au charme qui l'enivre. Vains efforts! la passion l'entraîne; un dernier élan la conduit à son danseur comme le fer à l'aimant, et elle laisse tomber son mouchoir.

Quand la femme du peuple danse la *zambacueca,* elle y apporte une fougue sans pareille. Ses mouvements sont vifs et gais, quelquefois inégaux comme le vol du papillon, quelquefois réguliers comme les oscillations du pendule; souvent elle piétine d'une façon bruyante et particulière; puis tout à coup la pointe de son pied, effleurant le parquet, décrit des courbes silencieuses. Cette danse, chez la femme du monde, n'a rien dont la morale sévère puisse s'offusquer ; on n'y voit guère que des pas cadencés avec art, une désinvolture pleine de molle flexibilité, enfin des gestes gracieux et modérés.

A l'époque de l'année où les beautés de Santiago, la capitale du Chili, viennent chercher dans les bains de mer un soulagement contre les ardeurs de l'été, les salons de Valparaiso présentent une animation inaccoutumée. Alors chaque soir on entend le piano jeter par les fenêtres ouvertes ses notes évaporées; la danse redouble d'ardeur; l'attrait du plaisir prévaut sur les absurdes préjugés, et la *zambacueca* bannie reparaît timide d'abord, puis enfin triomphante, la couronne au front et saluée par de nombreux bravos. Des jours gaiement remplis succèdent aux danses nocturnes. Ce sont des promenades sur l'eau, des visites aux navires étrangers. Des cavalcades joyeuses traversent les rues, amazones en tête, voiles et chevelures au vent, éclairs dans tous les yeux, sourires sur toutes les lèvres : on court chercher l'ombre à plusieurs lieues de la ville, on se rend à *Villa la Mar,* à la *Quebrada verde.* Jamais mieux que durant ces quelques semaines entièrement consacrées aux fêtes et aux distractions élégantes on ne comprend l'attrait qu'a toujours eu Valparaiso pour les voyageurs et les marins de toutes les nations. Comment quitter d'ailleurs sans regret cette ville amie du plaisir, cette ville où le Français lui-même échappe à ces vagues et maladives aspirations vers la terre natale, symptômes nostalgiques si communs chez nos compatriotes après quelques années passées sous un ciel étranger?

Malheureusement le climat de Valparaiso est perfide; des journées de deuil et de tristesse succèdent aux nuits de fête. Les tourmentes, les tremblements de terre, affligent tour à tour cette partie du Chili. Le vent du sud et le vent du nord sont redoutés à Valparaiso comme d'implacables ennemis. L'un vient de terre et soulève une poussière fine et brûlante qu'il porte au loin comme un brouillard sur les navires; l'autre vient de la mer et pousse d'énormes vagues vers le rivage. Quand le premier de ces vents souffle (ce qui arrive presque tous les jours durant l'été), la ville se voile d'un nuage doré, la mer se couvre d'écume. Braver ce *khamsin*, se rendre à pied du Puerto à l'Almendral à travers les flots d'une poussière fine et pénétrante comme du tabac d'Espagne, c'est une action presque comparable à celle de Léandre traversant l'Hellespont à la nage. Le vent du sud se déclare vers midi, et, pendant qu'il règne, le ciel conserve un azur irréprochable; enfin, quand le soleil abaisse vers les monts du couchant son disque radieux, les rafales deviennent plus rares, puis elles s'affaiblissent avec la lumière décroissante, et la nuit semble faire descendre avec elle le calme le plus profond sur la terre et sur les flots.

La baie de Valparaiso est sans abri contre le vent du nord. Pour peu que ce vent souffle avec furie (ce qui est rare), la houle devient une montagne dont la crête déferle en rugissant. Malheur alors aux navires assez imprudents pour rester au mouillage ou pour ne pouvoir le fuir! En vain ils roidiront leurs câbles et se cramponneront aux roches sous-marines de toute la force de leurs ancres crochues: câbles, chaînes et ancres seront impuissants à les retenir; ils dériveront avec rapidité et s'en iront à la côte renouveler le drame horrible de 1823, où dix-sept navires furent mis en pièces sans qu'il fût possible de sauver même l'équipage de plusieurs d'entre eux.

On peut se garantir des fastidieuses tourmentes du sud en restant chez soi, et en tenant portes et fenêtres closes, on peut se précautionner contre le souffle déchaîné du nord; mais un fléau qui déjoue toutes les prévisions humaines vient sans cesse crier au Chileno un terrible *memento mori :* ce fléau est le tremblement de terre. Les trois éléments s'émeuvent. Les volcans crèvent le sol, soufflent la flamme, et vomissent des flots de lave et d'asphalte; parfois même ils chassent de la mer, en colonnes de fumée noire et empestée, leur haleine infernale, qui couvre la grève de poissons asphyxiés. La mer, violemment secouée, s'éloigne des côtes; puis tout à coup elle revient furieuse et semble pousser ses flots à la conquête de l'ennemi qui la trouble. Il se répand dans l'air certains symptômes mystérieux, alarmants, qui se manifestent par le vol inégal et incertain des oiseaux. Les animaux devinent instinctivement le danger, les chiens font entendre un hurlement plaintif, les rats désertent avec effroi leurs retraites souterraines, et les chevaux hennissent comme à l'approche d'une bête féroce. Nous avons assisté quelquefois aux scènes de terreur qui suivent ces horribles secousses. Je me souviens d'un tremblement de terre qui troubla une tertulia des plus animées. On dansait; la joie s'épanouissait sur tous les visages et animait un éclair dans tous les yeux. Tout à coup un grondement sourd retentit, les vitres frémirent comme ébranlées par le passage d'un convoi d'artillerie; les lampes vacillèrent, et la maison trembla de la base au faîte. En même temps le plâtre du plafond s'écailla et neigea sur nous en paillettes brillantes. Un de ces cris de détresse qui font refluer le sang au cœur s'éleva déchirant, unanime. En un clin d'œil le salon fut vide. Nous courûmes vers le balcon. La lune éclairait la rue; une multitude bruyante, éplorée, la remplissait. Les maisons s'étaient vidées aussi vite que si des ressorts intérieurs en avaient chassé les habitants. Ceux-ci, agenouillés dans la poussière, se frappaient la poitrine, tendaient vers le ciel des bras suppliants, et ces mots : *Misericordia! Ay de mi!* répétés par cent voix différentes, dominaient la rumeur. Après dix minutes d'attente, l'inquiétude se calma, le bruit

s'éteignit, et chacun se hasarda à rentrer dans sa demeure. En voyant pendant ces quelques instants l'impassibilité des hommes faire place à une émotion qui baignait leurs fronts de sueur, nous avons compris que ce danger était le seul peut-être dont l'habitude ne tempérait jamais l'épouvante.

A part ces rares moments d'oubli, l'impassibilité des Chilenos ne se dément guère; c'est au point qu'il est assez difficile d'apprécier au Chili le caractère des hommes. Les Chilenos, on l'a déjà vu, sont peu expansifs de leur nature, et, soit que leurs pères leur aient transmis un peu de cette vieille haine espagnole contre la France, soit qu'ils se souviennent avec amertume de l'hésitation qu'apporta le gouvernement de la branche aînée des Bourbons à reconnaître l'indépendance de leur pays, ils sont, vis-à-vis des Français, d'une extrême réserve. Néanmoins des relations tant soit peu suivies font bientôt découvrir en eux une grande affabilité et des tendances généreuses qu'une défiance excessive arrête seule dans leur essor.

L'amour de la patrie est le principal trait du caractère chileno. Ce fut à ce sentiment que, dans les dernières luttes du Chili contre l'Espagne, le général San-Martin dut de pouvoir reconstituer l'armée patriote, défaite pendant la fatale nuit de Talca. On vit à cette époque les Chilenos de toutes les classes apporter, chacun selon ses moyens, ceux-là leur trésor, ceux-ci leur denier à la patrie menacée. La vaisselle et les bijoux précieux furent mis à la disposition du général, et, grâce à cette spontanéité de dévouement, San-Martin put, dans un bref délai, réorganiser de nouvelles troupes. C'est par des succès qu'il faut en pareil cas prouver sa reconnaissance, et les succès ne manquèrent pas. Vingt jours s'étaient à peine écoulés depuis la défaite de Talca, et déjà les Chilenos se trouvaient en état de prendre leur revanche. Ils rencontrèrent les Espagnols à Maypo. L'action fut acharnée comme celles qui décident de l'avenir d'un peuple. Vaincre ou succomber devait résoudre pour la république la fameuse question : *To be or not to be*. Après un combat sanglant et opiniâtre qui se dénoua par la défaite complète de l'armée espagnole (5 avril 1818), les Chilenos conquirent enfin leur indépendance et s'intitulèrent avec orgueil *hijos del pais* (enfants du pays). Les Espagnols firent bien encore quelques tentatives pour relever leur domination ; mais ces tentatives restèrent infructueuses : la journée de Maypo avait à jamais anéanti leur puissance au Chili.

Le Chileno est doué d'un esprit plus positif que brillant. A Valparaiso surtout, les intérêts commerciaux absorbent toutes ses pensées. Quand il parle, ce qui est rare, sa phrase est souvent ampoulée, emphatique. Dans les salons de Valparaiso, où se rencontrent des citoyens de toutes les républiques du sud, le caractère du Chileno ressort mieux encore par les contrastes que multiplie la réunion de types si divers. L'*Argentino* réfugié est le Polonais de l'Amérique méridionale ; le *Peruano* en est le Parisien. Le premier a la parole élégante, il intéresse, émeut, entraîne son auditoire; quelquefois sa phrase est incisive, et l'on y reconnaît le cri d'un cœur ulcéré. La causerie du second est charmante, l'esprit y petille, la saillie s'y épanouit, et la moquerie y revêt une forme séduisante. Le *Peruano* abuse de cette facilité d'élocution, il retourne sous toutes ses faces une question sérieuse, et, lorsqu'il en a découvert le côté burlesque, ne se fait pas faute de l'exploiter. Quant au Chileno, il prétend être l'Anglais de l'Amérique du Sud. Le sentiment national qui l'anime, l'instinct mercantile qui distingue particulièrement l'habitant de Valparaiso, son goût du confortable, l'adoption rapide des usages britanniques et le peu de sympathie du peuple en général pour les Français semblent autoriser cette prétention; mais, en étudiant de près la vie domestique du Chileno, on arrive à reconnaître qu'il tient plus du Hollandais que de l'Anglais. L'éducation toute française que l'on donne aujourd'hui à la jeunesse n'est guère d'accord avec les préjugés de ses pères, et il faut espérer qu'elle pourra les combattre. Tout en rendant justice à la génération

qui l'a précédée, aux efforts glorieux qui ont assuré l'indépendance du pays, la jeunesse chilienne saura étudier les idées françaises d'un point de vue moins étroit et surtout moins hostile.

III

On peut distinguer deux périodes dans l'histoire du Chili depuis son indépendance : la première, agitée par des prises d'armes continuelles et par cette fièvre de mouvement qui tient encore les peuples en émoi longtemps après une grande révolution ; c'est celle qui s'étend de 1814 à 1838, depuis la première révolte contre l'Espagne jusqu'à l'expédition victorieuse contre la confédération du Pérou et de la Bolivie. La seconde, commencée à la suite de cette campagne, en 1838, se continue encore ; elle est calme et prospère. Contrairement à la plupart des États républicains de l'Amérique méridionale, où la crise révolutionnaire, suite inévitable de l'émancipation, n'a pas encore cessé, le Chili est sorti de cette crise ; il a pu voir succéder à une ère d'inquiétude maladive une ère d'activité régulière et féconde ; il gagne à la fois en richesse matérielle (1) et en population. Ce repos a été favorable aussi aux travaux de l'esprit, et le mouvement intellectuel qui se dessine depuis quelques années au Chili indique une population sérieuse, réfléchie, et qui bientôt, si cette paix intérieure dure, aura pris place au premier rang parmi les sociétés du nouveau monde.

La situation actuelle du Chili tient à plusieurs causes ; sans parler du caractère des habitants, la nature même semble avoir voulu protéger ce territoire contre la guerre civile aussi bien que contre l'invasion étrangère. Si l'on jette les yeux sur une carte, on voit de prime abord que, sur toute la frontière orientale du Chili, la gigantesque cordilière des Andes forme un rempart naturel qui semble interdire aux voisins de la république les tentatives de conquête, et aux Chiliens eux-mêmes les projets d'agrandissement. La limite occidentale est marquée par l'océan Pacifique. Au nord, le Chili, resserré entre la mer et la chaîne des Andes, pousse jusqu'à la Bolivie l'extrémité de son territoire, amincie comme la pointe d'un glaive dont les provinces du centre seraient la lame et dont celles du sud seraient la poignée. A ce glaive, l'île de Chiloë pourrait se rattacher comme un pommeau dessoudé. Dans un pays ainsi pressé partout entre la mer et les montagnes, les principes de la stratégie régulière peuvent difficilement être appliqués ; les temporisations, les retraites, deviennent presque impossibles. Une révolution ne saurait donc s'y prolonger, car, aussitôt que deux partis opposés sont en campagne, ils se rencontrent nécessairement, et le manque de places fortes empêche qu'un parti vaincu puisse reprendre haleine et se reconstituer. Une bataille est presque toujours décisive au Chili.

L'histoire même des années les plus agitées qu'ait traversées la république confirme ce que nous disons du peu de chances qu'a la guerre civile de s'y établir en permanence, comme sur d'autres points de l'Amérique du Sud. En suivant les principaux événements qui ont marqué les annales du Chili depuis 1814, on voit une première tentative d'insurrection échouer dans une rencontre décisive à Rancagua, le 1er octobre 1814. Deux ans plus tard, en 1817, il suffit de deux batailles pour amener l'indépendance du pays. San-Martin bat les Espagnols une première fois à

(1) *Du temps du roi*, comme on dit au Chili pour désigner la domination espagnole, les rentes de l'État ne pouvaient suffire à solder ses employés. La garnison de la province de Chiloë, par exemple, était alors à la charge du Pérou, tandis qu'aujourd'hui le trésor défraye un personnel bien plus nombreux et peut encore payer les intérêts de la dette étrangère.

Chacabuco, le 12 février 1817. Ceux-ci n'avaient pas concentré toutes leurs forces sur un seul point : un corps de réserve, grossi de quelques fuyards et de troupes fraîches venues du Pérou, bat les patriotes à Cancharayadas; mais, vingt jours après, la victoire éclatante de Maypo efface le souvenir de cet échec. Cette fois décidément expire le pouvoir de l'Espagne au Chili. On le voit, rien de plus rapide, de moins compliqué que les guerres de la métropole et de sa colonie. Quelques rencontres amènent ces drames militaires tout près du dénoûment. Il n'y a point de place au Chili pour les luttes prolongées, si favorables aux intrigues des chefs d'armée, et l'intervention des généraux dans les affaires du pays, au lieu d'aboutir, comme en d'autres États, à une dictature, a favorisé au contraire le développement régulier des institutions républicaines.

Comme dans toutes les jeunes républiques méridionales. le pouvoir fut, durant les premières années de l'émancipation, entre les mains des soldats heureux. San-Martin, O. Higgins et Freire passèrent tour à tour à la présidence. Les tendances libérales du pays ne se manifestaient encore que par une sourde agitation. Le général Pinto devint président de la république; il avait voyagé en Europe et devait à son esprit distingué, à ses connaissances étendues bien plus qu'à ses faits d'armes, la haute considération dont il jouissait. La première période de son gouvernement présidentiel s'écoula sans trop de peine. Il fut réélu, mais sa réélection manqua de certaines formes. Les mécontents s'agitèrent. Bientôt les partisans d'une liberté pour laquelle le pays n'était point encore assez mûr circonvinrent le général Pinto. Il mit au jour, en 1828, une constitution ultra-libérale, et osa toucher aux biens de l'Église. Un fort parti d'opposants s'organisa, et la révolution de 1829 éclata à Conception. Le Chili fut alors divisé en deux camps : l'un représentait les idées ultra-libérales, l'autre les idées réactionnaires. Ce dernier parti, qui avait pour chef le général Prieto, comptait dans ses rangs un citoyen qui devait bientôt jouer un rôle glorieux dans l'histoire du Chili : c'était Portalès.

Le général Pinto, redoutant pour son pays les désordres et les malheurs inséparables d'une guerre civile, espéra la conjurer par sa démission, qu'il donna solennellement. Aucun bien ne résulta de ce sacrifice. Le pouvoir tomba aux mains d'un homme du même parti, qui n'avait pas, à beaucoup près, le mérite de son prédécesseur. Une rencontre insignifiante eut lieu aux portes de Santiago. Sans rien changer à la face des affaires, elle échauffa les passions. Le général Prieto restait le chef des réactionnaires, le général Lastera était devenu celui des libéraux. On essaya de transiger. Le général Freire fut désigné par sa réputation militaire pour réconcilier les deux armées, qu'il devait prendre sous son commandement. La réaction le croyait dévoué à ses idées ; l'autre parti comptait dans ses rangs trop de parents du général pour ne pas espérer le soumettre à son influence. Les deux camps se rapprochèrent de lui; mais bientôt le général Freire se décida pour les libéraux, et voulut contraindre l'armée de Prieto à lui obéir. Les hostilités recommencèrent. Dans la rencontre qui eut lieu à Lircay, Prieto fut vainqueur.

Ce triomphe entraînait la suppression du pacte ultra-libéral de 1828; le parti vainqueur était tenu de donner une nouvelle constitution au pays. Les provinces durent aviser au choix de plénipotentiaires. Ceux-ci se rendirent à Santiago et nommèrent, en attendant les nouvelles élections du congrès, un gouvernement provisoire avec Portalès pour premier ministre. L'heure des ménagements était passée; on exila les principaux partisans de la constitution de 1828, déclarée *nulle et sans valeur*.

La constitution promulguée en 1833, l'une des plus sages de l'Amérique, est conçue dans les idées du parti *réactionnaire* (ce mot signifie ici *modéré*). Elle donne au pouvoir des moyens légaux de se faire obéir et au pays des garanties suffisantes de

liberté. Le gouvernement s'affermit sur ces nouvelles bases, grâce à la main habile et forte de Portalès, placé pendant quelques années à la tête du ministère. Aussi l'ordre devint-il une habitude au Chili. Ces agitateurs qui dans toutes les autres républiques méridionales cherchent fortune à travers les troubles révolutionnaires de chaque jour, durent renoncer à la carrière politique, ou l'accepter avec les devoirs sévères, les travaux assidus qu'elle impose. Ces devoirs, ces travaux, ne pouvaient se concilier désormais avec leurs menées, leurs prétentions remuantes. Aussi les emplois politiques, si recherchés dans les autres États de l'Amérique méridionale, sont-ils très-souvent refusés au Chili. Le général Prieto, qui avait été nommé par le congrès, resta président de la république jusqu'en 1835. On voulut alors presque unanimement élire Portalès, mais celui-ci déclina cet honneur, et contribua de tous ses efforts à la réélection de Prieto.

Quelques mois après survint avec le Pérou et la Bolivie une rupture qui eut de graves résultats. Le général Santa-Cruz, renouvelant une ancienne idée de Bolivar, avait uni, par une confédération dont il était le chef, le Pérou et la Bolivie. Il rêva bientôt un pouvoir plus étendu. Santa-Cruz avait momentanément donné la paix au Pérou, depuis longtemps en proie à la guerre civile, et il espérait, en fomentant des troubles au Chili (1), faire désirer, au milieu des tumultes et des désordres, l'intervention de son génie pacificateur. Il commença d'abord par accueillir les exilés chilenos, puis il leur prêta des armes et mit à leur disposition des navires de guerre. Le général Freire, à la tête de ces proscrits, fit une descente à Chiloë. Portalès sut défendre son pays comme il avait su le gouverner ; il vint bientôt à bout des révolutionnaires, et la république du Chili déclara la guerre à Santa-Cruz.

On organisa l'armée à Quillota, près de Valparaiso ; mais cette armée recélait dans son sein la trahison. Elle était à la veille de se rendre au port, des navires l'attendaient pour la conduire au Pérou, et Portalès, ministre de la guerre, passait une dernière revue, lorsque le complot éclata. Quatre compagnies sortirent des rangs et forcèrent le ministre à remettre son épée. La stupeur fut telle en ce moment, que personne ne bougea. Une révolution était faite. Heureusement les discordes civiles ne peuvent durer longtemps au Chili. Bientôt un grand nombre de désertions affaiblit le parti des révolutionnaires, qui avaient pour chef le colonel Vidaurre. Celui-ci fit néanmoins intimer avec menace à Valparaiso l'ordre de se rendre et marcha sur la ville, entraînant à sa suite le ministre captif. Le gouverneur de Valparaiso se mit aussitôt en campagne, aidé par le général Blanco et encouragé par l'opinion publique. Le chemin qui mène de Valparaiso à Santiago se resserre à un certain endroit entre les montagnes qui le dominent et la mer. C'était une position facile à défendre. Les gardes nationaux et quelques forces légères maritimes se postèrent en ce lieu, décidés à disputer vaillamment le passage aux troupes du colonel Vidaurre. Déjà ces troupes s'approchaient. La nuit qui était venue, nuit d'hiver au Chili (2), allait voir s'accomplir un terrible drame. A l'arrière-garde du corps de Vidaurre s'avançait un *birlocho* (3) bien escorté. Quand les premiers petillements de la fusillade annoncèrent que les avant-postes avaient entamé l'action, le *birlocho* s'arrêta. Un homme en descendit enveloppé dans son manteau et marcha résolûment jusqu'au bord du chemin. Une détonation retentit, et l'homme tomba. Bientôt les premières lueurs de l'aube éclairèrent le champ de bataille, et les gardes nationaux victorieux relevèrent un cadavre frappé de quatre balles. C'était celui de Portalès. Le premier coup de feu de l'engagement avait été son arrêt de mort.

(1) Telle est du moins l'opinion dominante dans le pays.

(2) On était en juin, c'est-à-dire dans la mauvaise saison, qui dure d'avril à septembre.

(3) Sorte de cabriolet.

L'armée révolutionnaire, complétement battue, se dispersa, et ses chefs tombèrent peu de jours après entre les mains des vainqueurs. On les conduisit à Valparaiso, et l'expiation s'accomplit sur la place d'Orégo. Ils furent tous fusillés, et montrèrent au dernier moment un courage digne d'une meilleure cause. Quant à Portalès, il a laissé au Chili de nobles souvenirs, et mieux encore, des institutions salutaires. La réforme du clergé, des cours de justice, la création des gardes nationales, l'organisation de la police, enfin et surtout la confiance du pays assurée à l'action gouvernementale, tels sont les titres de cet administrateur éclairé à la reconnaissance publique. Aussi la douleur causée par sa mort fut partagée même par ses adversaires politiques.

On avait puni les chefs du complot qui avait coûté la vie à Portalès. Il restait à le venger plus complétement. On arrêta de nouvelles dispositions pour lever des troupes expéditionnaires, et si l'on trouva au Chili même et sans emprunt l'argent nécessaire à cette prise d'armes, ce fut grâce à l'économie et à la sage administration financière de Ringifo, l'ami actif et intelligent de Portalès. Un premier effort des Chilenos n'eut aucun succès, mais le second aboutit à la bataille de Iungay, qui renversa Santa-Cruz et son édifice politique. L'issue glorieuse de cette affaire, en faisant respecter au dehors le nom chileno, ne doit pas être oubliée parmi les causes de la quiétude parfaite dont jouit la république ; c'est de ce jour que date l'heureuse situation qui aujourd'hui encore se maintient au Chili. Le général Prieto a trouvé dans le général Bulnes, le président actuel, un digne continuateur de sa prudente et ferme administration. La période ouverte depuis la victoire de Iungay n'a été marquée encore que par un progrès rapide et pacifique dans l'ordre matériel comme dans l'ordre intellectuel.

Dans l'ordre matériel, les travaux des mines et les travaux agricoles, ces deux sources de la richesse publique, ont été repris, une fois la tranquillité du pays assurée, avec un redoublement d'ardeur. Il n'y a rien à ajouter à ce qui a été dit dans cette *Revue* même de la production des mines au Chili (1). Quant aux travaux agricoles, ils se partagent entre la culture du sol et l'élève des troupeaux. Le sol n'est pas morcelé au Chili, il est réparti entre quelques grands propriétaires. L'étendue des *haciendas* (propriétés rurales) est considérable, surtout dans les provinces du nord et du sud, qui sont moins peuplées que celles du milieu. Une riche *hacienda* possède ordinairement dix mille têtes de bétail, quelques-unes en contiennent le double. Or les travaux d'une *hacienda* de quatre mille bestiaux nécessitent au moins cent chevaux et cent cinquante juments. Ceci donnera une idée de la quantité de bestiaux répandus sur le territoire de la république, car nous ne parlons pas du menu bétail ; le mouton, par exemple, est si commun au Chili, qu'il se vend au plus vil prix sur les marchés.

Énumérer les opérations d'une *hacienda*, ce sera faire connaître à peu près la vie laborieuse des campagnards du Chili sous toutes ses faces. Les quatre grandes opérations de l'*hacienda* sont : les *rodeos*, la *trilla*, la *matanza* et la *vendimia*. On nomme *rodeos* la réunion faite au printemps de tous les animaux dispersés sur l'*hacienda*. A cette époque, plusieurs centaines de cavaliers poussent devant eux les troupeaux innombrables qu'on rassemble d'abord pêle-mêle dans un enclos immense entouré de pieux. Ce spectacle est à la fois curieux et grandiose. L'enclos se remplit comme si une mer vivante s'y précipitait après avoir rompu ses digues. Le *guasso* triomphe au milieu de cette mêlée furibonde, c'est alors qu'il se sent roi, et qu'il regarde avec pitié l'habitant des villes ou le voyageur européen que la curiosité attire aux *rodeos*. Les différentes espèces d'animaux sont chassées par les *guassos* de

(1) Voyez la première partie du travail de M. Michel Chevalier sur *les Mines d'or et d'argent du nouveau monde*, dans la *Revue des Deux Mondes*, tome IV, page 535, de 1846.

l'enclos commun dans des enclos plus petits ; on marque au fer rouge les veaux, les génisses, les poulains nouveaux, et l'on sépare le vieux bétail en deux troupeaux, dont l'un est destiné à l'*engorda* (engraissement), l'autre à la *matanza* (abatage). Lorsque les bestiaux sont engraissés de façon à pouvoir donner cinquante kilogrammes de suif, on les considère comme bons pour la *matanza*, qui constitue le second travail de l'*hacienda*. Ils sont alors conduits dans les *ramadas*, sortes de hangars couverts, où, après les avoir abattus, on les dépèce. Une partie de la chair approvisionne les marchés du pays ; l'autre partie, salée, séchée au soleil, est dirigée, sous le nom de *charqui*, vers le nord du Chili, où la terre est peu fertile et où les mines occupent un nombreux personnel. Les suifs et les peaux s'exportent à l'étranger.

La *trilla* comprend les travaux de la moisson. Lorsque le blé est fauché, on l'éparpille jusqu'à une certaine hauteur dans une vaste grange circulaire ; les juments y sont introduites, courent sans relâche sous le fouet et piétinent en tous sens la paille pour en faire choir le grain. La *vendimia* ou la vendange est la dernière des grandes opérations de l'*hacienda*. Dès qu'on a foulé le raisin, on fait bouillir un premier jus dans une chaudière, et, quand il a pris la consistance du sirop, on le verse dans d'énormes jarres de terre, jusqu'à la hauteur d'un quart, puis on remplit ces jarres avec le jus de raisin non cuit. La fermentation s'accomplit, et le vin est mis en barriques. Les vignobles les plus productifs du Chili se trouvent entre la province d'Aconcagua, au nord de la capitale, et celle de Conception ; les vins doux et très-capiteux que produit cette dernière province sont particulièrement estimés.

Durant plusieurs mois de l'année, la sécheresse est complète au Chili ; aussi les irrigations sont-elles indispensables, et jouent-elles un grand rôle dans la culture des terres. Les provinces du nord, privées d'eau, sont moins fertiles que celles du sud, où les rivières sont abondantes. Parmi les céréales qui figurent principalement dans les récoltes, on compte le froment, l'orge et le maïs. Les deux premiers viennent *de roulo*, c'est-à-dire sans irrigation, sur presque tous les points du territoire. L'exportation des grains ne se fait pas sur une grande échelle. Le Pérou, qui est le marché principal, en reçoit tout au plus cent mille hectolitres ; le pays conserve donc un surcroît immense d'approvisionnements, et le manque de débouchés empêche les cultivateurs de donner une plus grande extension à cette branche de l'agriculture.

Les *haciendas* et les mines sont, on le voit, les principaux foyers de la production nationale au Chili. L'industrie manufacturière est nulle. Si on passe maintenant des campagnes aux villes, aux centres intellectuels du pays, on retrouve les symptômes d'activité régulière qui nous ont frappé dans l'ordre matériel. Tout semble calculé d'ailleurs pour favoriser cette activité, pour la diriger surtout vers les paisibles conquêtes des lettres et des sciences. Les inconvénients qu'entraînent dans un petit État les prétentions militaires n'existent pas au Chili. L'effectif de l'armée régulière est fort réduit. Trois ou quatre escadrons de cavalerie, le même nombre à peu près de bataillons d'infanterie, enfin quelques brigades d'artillerie légère, voilà tout. Pendant la dernière guerre, cet effectif ne s'élevait qu'à dix mille hommes. Une garde nationale très-bien organisée fait presque partout le service des villes, service facile dans un pays où les turbulents forment aujourd'hui une imperceptible minorité. La marine est représentée par une frégate souvent désarmée et trois ou quatre goëlettes.

Faut-il attribuer à cette prédominance de la vie civile sur la vie militaire le goût croissant qui se manifeste dans la jeunesse chilienne pour les travaux de l'esprit ? Depuis quelques années, il y a un mouvement littéraire au Chili, mouvement de peu d'importance encore, où l'influence de notre littérature se fait trop sentir, mais qui mérite de nous occuper. Qui sait, en effet, si ces lueurs douteuses ne précèdent pas une brillante aurore ? Sous le régime de l'ombrageuse Espagne, tous les livres auxquels on supposait la plus légère tendance politique ou philosophique étaient sévère-

ment prohibés. Les ouvrages de piété ou ceux dont on ne pouvait suspecter l'orthodoxie avaient seuls leurs franchises. Cette colonie était, à l'époque où elle venait de conquérir son indépendance, la plus arriérée de toutes celles du nouveau monde. Quand la révolution fut venue y donner droit de bourgeoisie aux chefs-d'œuvre des littératures étrangères, les hommes qui avaient voué la première partie de leur existence aux événements politiques consacraient la seconde à des intérêts gravement compromis durant les jours d'anarchie. Aucune tradition littéraire n'avait donc été transmise à la génération nouvelle, aucune route ne lui avait été indiquée. L'éducation presque française que reçut la jeunesse, l'essor que prit notre littérature vers 1830, et qui en répandit les productions non-seulement dans toute l'Europe, mais dans le nouveau monde, telles furent les influences qui présidèrent aux premiers pas du Chili dans la carrière intellectuelle. Comme dans tous les pays où une littérature nationale est à fonder, on commença par s'inspirer de modèles étrangers, on débuta par la traduction et l'imitation; on poussa même fort loin cet engouement, jusqu'à traduire nos feuilletons et nos mélodrames. Aujourd'hui encore, on n'est pas sorti de cette période d'essais; mais on continue d'y porter une ardeur digne d'encouragement, et déjà, au milieu de ces louables efforts, on peut signaler des tentatives heureuses, qui font espérer une littérature originale. Le culte des lettres, tel que le comprend la jeunesse chilienne, mérite d'ailleurs d'autant plus nos sympathies, qu'il est plus désintéressé. La profession d'homme de lettres n'existe pas au Chili. Les poëtes et les romanciers ne reçoivent aucune rémunération de leurs travaux; ils ne sont soutenus ni par le stimulant du gain, ni par l'admiration de leurs compatriotes, toujours prêts à leur adresser l'inexorable question : « *Para que sirve eso?* » (A quoi bon?) Ceux-là donc qui ne peuvent étouffer le feu sacré chantent pour eux-mêmes, comme les oiseaux sous le feuillage, et s'ils ont l'outrecuidance de se produire dans les journaux à court de nouvelles, seul, l'oiseleur qui les guette les découvrira d'aventure sur un dernier verso tout obstrué d'annonces ridicules.

Le Chili eut, il est vrai, pendant quelques années un recueil hebdomadaire, *El Crepusculo*, exclusivement consacré aux sciences et à la littérature. Ce recueil, qui paraissait encore à Santiago en 1843, ne put malheureusement se soutenir : il disparut après quelques années d'une existence souffreteuse. Ce qui manque aux poëtes chiliens, on l'a compris, c'est l'originalité d'abord, c'est peut-être aussi le public. Il faut, pour que la littérature prenne dans ce pays un développement sérieux, qu'elle se trouve en face d'une génération moins indifférente aux lettres que la génération toute politique des fondateurs de l'indépendance.

En attendant que le mouvement actuel aboutisse à une ère vraiment féconde, il faut nommer cependant quelques-uns de ces écrivains dont les inspirations, dispersées au hasard dans les journaux de Santiago ou de Valparaiso, mériteraient d'être recueillies et sauvées de l'oubli. Le Chili n'a pas seulement des poëtes, il a déjà des femmes de lettres! La courtoisie veut que nous citions en première ligne, parmi ces représentants d'une littérature naissante, la señora Mercedes Martin. Une légende en vers qu'elle a publiée, LA NOVIA Y LA CARTA (*l'Épouse et la Lettre*), correspond aux essais du même genre qui parurent en France au milieu de l'effervescence poétique d'avant 1830, et où l'élément classique ne s'effaçait encore qu'à regret devant les exagérations du romantisme. Le sujet de la légende, c'est la lutte de l'amour et du devoir dans le cœur d'une femme mariée. On jugera de la couleur générale du poëme par ce passage où l'auteur sonne le glas de la vertu expirante :

« Mais tu cèdes, mon Dieu! un oui terrible échappe à tes lèvres pâles et tremblantes. Comme une rose que l'ouragan agite pendant une nuit tourmentée, tu tournes autour de toi la tête en délire, et tu sembles chercher une protection inutile. Tes pru-

nelles enflammées s'éteignent et ne jettent plus que des regards d'épouvante. Telle la lumière sinistre de l'éclair effraye, terrifie et présage mille maux à la terre (1). »

Il y a chez l'auteur de *la Novia* des qualités et des défauts qu'on trouve rarement unis. Sa légende rencontre quelquefois la grâce et la naïveté, quelquefois aussi elle tombe dans les effets vulgaires ; c'est un récit commencé comme un poëme et qui finit comme un mélodrame.

Parmi les poëtes chiliens chez qui l'influence des littératures étrangères est le plus vivement accusée, nous citerons M. Irizare et M. San-Fuentes. L'un a beaucoup lu nos poëtes contemporains, l'autre a étudié avec fruit lord Byron. M. Irizare, qui, dans ses propres compositions, ne manque ni de *brio* ni d'élégance, est plus heureux encore lorsqu'il traduit ses modèles bien-aimés. Ainsi, une des plus charmantes orientales de M. Victor Hugo, *Sara la baigneuse*, n'a perdu presque rien de sa gracieuse allure dans les vers cadencés de M. Irizare (2). Dans sa légende des *Clochers*, M. San-Fuentes peint les mœurs du dernier siècle en s'inspirant tour à tour de Byron et de son froid imitateur espagnol Mora. Voici le portrait d'un gentilhomme chilien du XVIIIe siècle tracé avec une concision piquante par M. San-Fuentes :

« ... Comme il n'avait jamais rien à faire, ce grand seigneur dormait jusqu'à huit heures ; on lui disait la messe dans son oratoire, puis il prenait son chocolat. A midi, le dîner était servi, après venait la sieste, plus tard le mathé ; pour se distraire, il allait ensuite faire un tour en calèche ; à onze heures, notre marquis ronflait (3). »

(1) Mas tu cedes, ay Dios! y un sí terrible
Se escapa de tu labio.
Descolorida y tremula cual rosa,
Que en tarde barascosa
Agita el huracan, la faz turbada
Tornas en derredor, cual sí buscases
Inutil protection ; las rutilantes
Pupilas apagadas se estravian
Y miradas de espanto solo envian,
Como la luz siniestra del relampago
Que amedrenta y atierra
Presagiando mil males á la tierra.
. . . .

(2) Nous citerons la première strophe, pour montrer avec quel bonheur le mouvement et la coupe de la strophe française ont été conservés par le traducteur :

La bella Sara indolente
Muellemente
Se comienza a columpiar,
A sus pies el recipiente :
De una fuente
La mas pura del lugar.

(3) Como ningun que hacer le daba prisa
Dormia hasta las ocho este magnate,
En su oratorio le decian misa
Y tomaba despues su chocolate ;
La comida á las doce era precisa
Y la siesta despues, y luego el mate;
Y tras esto por via de recreo
Iba a dar en calesa su paseo...
A las once el marques se halla roncando.

Il y a du goût, de la facilité dans les vers de M. San-Fuentes, mais nous retrouvons encore ici le pastiche. L'originalité, en général, qu'on cherche en vain dans l'ensemble de ces poëmes, quelquefois on la trouve dans les détails. Çà et là, au milieu de pages qui rappellent tour à tour *Childe-Harold*, les *Méditations* ou les *Orientales*, s'élèvent des accents empreints d'une émotion pénétrante, où se révèle l'influence de la nature et des mœurs du nouveau monde. Cette influence, par exemple, ne se mêle-t-elle pas à une mélancolie passionnée dans la strophe charmante que nous allons citer, et dont l'auteur, malheureusement, nous est resté inconnu ?

« Tes désirs sont mes désirs, tes tristesses sont les miennes, nous sommes deux vagues de la même mer agitée, deux idées qui forment une pensée, deux plaintes d'une même douleur, deux échos d'une même voix (1). »

A côté de ces imitateurs, on rencontre pourtant un vrai poëte. Nous pouvons citer enfin quelques strophes marquées d'un caractère original et de ce sentiment de confiance dans les destinées de la patrie qui, unanime au Chili, méritait de trouver un interprète. L'incendie d'une église de Santiago a inspiré à M. Andres Bello un chant élégiaque où, après une vive description du fléau, il s'adresse ainsi à la tour de l'horloge :

... « Et toi aussi, il te dévore, sentinelle à la voix retentissante, vigie attentive, qui as compté un siècle entier à la ville heure par heure.

« Après avoir sonné neuf fois, tu contemplais la fournaise où tu devais expirer, ta dernière voix fut aussi ton dernier adieu.

« Quand cet accent fatidique scellait ton arrêt, qui eût cru te perdre? qui eût pensé que les ailes du vent emportaient la voix de la mort?

« Il me semblait t'entendre dire : « Adieu, ma patrie, le ciel ordonne que mes notes « ne déroulent plus la chaîne de tes heures et de tes jours.

« J'ai vu mille et mille formes naître à l'aurore du monde, et fleurir à mes pieds, « et descendre au profond abîme de ce qui fut.

« Je t'ai vue dans ton premier âge, Santiago, esclave endormie, sans que dans ton « cœur palpitât un sentiment prophétique de ta future destinée (2). »

(1) Tus gustos son mis gustos,
Mios son tus pesares...
Dos olas de los mares
En tempestad feroz,
O dos ideas somos
Que hacen un pensamiento,
Dos quejas de un lamento,
Dos eco de una voz.

(2) Y a ti tambien te devora
Centinela vozinglero,
Atalaya veladora,
Que has contado un siglo entero
A la ciudad hora á hora.

Diste las nueve, y prendida
Estabas viendo la hoguera
En que iba á expirar tu vida :
Fue aquella tu voz postrera,
Y tu última despedida, etc., etc.

On ne peut méconnaître, dans cette invocation solennelle, une singulière vigueur et l'empreinte d'une imagination élevée. Il est vrai que le poëte qui a écrit ces vers occupe un rang exceptionnel parmi les écrivains du Chili. M. A. Bello n'est point un disciple de la jeune école chilena; il a été de bonne heure initié au mouvement intellectuel de l'Europe, et, quand il a lui-même abordé la poésie, il avait depuis longtemps échappé au vertige d'imitation qui suit les premières lectures. M. Bello n'est pas seulement un poëte, c'est un publiciste sérieux et distingué, l'auteur d'un *Traité du droit des gens*, ouvrage substantiel et approfondi, qui jouit d'une légitime autorité dans toute l'Amérique.

Le Chili compte aussi quelques écrivains politiques : Gandarillas, esprit élevé et plein de verve; Benavente, tour à tour profond, caustique et railleur; les deux Ringifo, l'un imitateur heureux de Jovellanos, l'autre talent spirituel et gracieux. Plusieurs des qualités du pamphlétaire espagnol Mariano-José de Larra revivent dans Vallejos. Parmi les travaux sérieux, un essai de philosophie de M. Marin ne doit pas être oublié. Il y a là un noyau de penseurs qui ne peut manquer de grossir et de se fortifier, si le Chili se maintient, comme nous l'espérons, à l'abri des discordes civiles et de la guerre étrangère.

En présence de cet élan si digne de sympathie, que doit faire le gouvernement du Chili? Son rôle est tracé. Il doit imprimer à cette activité intellectuelle, trop exclusivement tournée peut-être vers les littératures française et anglaise, une direction utile et profitable au pays. Donner une base solide à l'enseignement national, c'est le plus sûr moyen d'atteindre ce but. Déjà l'université de San-Iago a fondé des colléges gratuits et des établissements particuliers. Parmi les colléges gratuits, on remarque l'*Instituto nacional* et l'*Instituto de Coquimbo*. La tendance qui porte la jeunesse chilena vers les professions libérales et surtout vers le barreau ne pouvait être mieux servie que par ces créations utiles. L'instruction primaire est plus parcimonieusement répandue, les villes importantes ont seules des écoles, et, sur ce point, il reste beaucoup à faire. On peut espérer que le gouvernement saura relever l'enseignement des écoles, comme il a déjà relevé celui des colléges. La réforme de la justice marche de pair avec celle de l'instruction publique. Une commission nommée depuis quelque temps s'occupe de reviser le code civil et criminel, afin de le mettre plus en rapport avec les institutions actuelles. Le congrès a compris que sa mission en ce moment est toute législative, et l'étude, la discussion des lois, ont remplacé dans le sénat, comme dans la chambre des députés, les luttes stériles des partis. De ces efforts du gouvernement et du congrès, il sortira sans doute pour le Chili une situation que bien des pays voisins pourront lui envier. En attendant, la république fondée par San-Martin peut déjà revendiquer une des premières places parmi les jeunes sociétés de l'Amérique du Sud.

MAX RADIGUET.

DE LA

SITUATION ACTUELLE [1].

Il en est des partis politiques comme de leurs chefs et des majorités comme des ministres eux-mêmes : ni les uns ni les autres ne sauraient occuper habituellement la scène politique et garder longtemps le pouvoir sans passer par des épreuves fort diverses. L'opinion attend beaucoup de ceux à qui elle a donné sa confiance. Il ne lui suffit pas qu'ils conservent toujours au même degré les qualités qui ont attiré son attention et déterminé son choix ; elle entend qu'ils ne soient jamais pris en défaut, et qu'ils se trouvent, à point nommé, pourvus des talents mêmes qu'elle n'avait jamais songé à exiger d'eux, mais que le cours rapide des événements aura rendus nécessaires. N'allez pas dire au public que ses préventions sont injustes ; le public est comme le maître de la parabole : il se croit en droit de demander à ses serviteurs plus qu'il ne leur a remis, il entend recueillir où il n'a pas répandu, et moissonner où il n'a pas semé.

C'est le sort des ministres médiocres et des partis sans consistance de ne pouvoir survivre aux circonstances qui ont causé leur triomphe ; leur mérite d'à-propos s'épuise par la satisfaction même qu'ils sont tenus de donner à des sentiments passionnés, mais éphémères. Arrivés au pouvoir pour accomplir une certaine mission, ils restent forts et populaires aussi longtemps qu'ils s'en acquittent ; mais, leur tâche est-elle finie, leur popularité cesse aussitôt ; la critique rentre à leur égard dans son rôle accoutumé, l'esprit de dénigrement reprend contre eux son œuvre de destruction.

Les hommes d'État vraiment dignes de ce nom, les partis qui représentent, non pas les fantaisies passagères du pays, mais ses sentiments généraux et permanents, ses intérêts vivaces, sont les seuls qui, après avoir satisfait au présent, savent encore suffire à l'avenir. A eux appartiennent le don des ressources inattendues et le secret des habiles transformations ; mais ces transformations, alors même qu'elles sont com-

(1) Nous l'avons déjà dit en insérant dans le tome Ier un mémoire de l'honorable député sur les *Affaires d'Espagne et de Cracovie*, c'est un devoir pour la *Revue* d'ouvrir ses pages aux hommes distingués des diverses nuances du parlement qui veulent une discussion sérieuse et développée sur les affaires. Le travail qu'on va lire sur la *Situation du pouvoir et du parti conservateur* devait trouver ici sa place, bien que les jugements et les opinions de l'écrivain ne soient pas en tous points les nôtres.

mandées par l'intérêt public le plus évident, ne sauraient être opérées sans amener quelques tiraillements et sans faire courir quelques dangers. Une lutte sourde s'engage alors entre les tendances nouvelles qui veulent se faire jour et les vieilles habitudes qui veulent résister. La discorde n'est plus seulement entre les partis et d'homme à homme, elle est au fond même de la conscience de chacun. Sollicitées à la fois vers des buts opposés, les convictions obéissent tour à tour à des impulsions différentes et vacillent entre elles sans en suivre aucune. Que cet ébranlement se prolonge un peu, et le trait le plus saillant d'une pareille époque sera bientôt la confusion générale.

Ou nous nous trompons fort, ou le ministère et la majorité sont, depuis le commencement de la session, en proie à un travail de cette nature. Les difficultés inséparables de tout changement dans la direction d'une politique depuis longtemps suivie ont amené, selon nous, la dernière crise ministérielle, et lui ont peut-être survécu. En recherchant soigneusement quels ont été les motifs de cette crise, comment elle aurait pu être évitée, comment le retour peut en être empêché, nous sommes loin de vouloir faire le procès à qui que ce soit et de prétendre en remontrer à personne. Nous n'ignorons pas qu'une situation n'est pas améliorée parce qu'elle est un peu plus éclaircie, et que les écueils ne sont pas évités parce qu'ils ont été signalés ; cependant n'est-il pas plus certain encore qu'à marcher au hasard et les yeux fermés, qu'à naviguer à la dérive sans souci des étoiles et de la boussole, il y a moins de chances de salut et plus de risques de perte ?

Suivant quelques personnes, il faudrait uniquement attribuer les récents embarras à la formation d'un parti nouveau dans le sein du parti conservateur, au changement soudain opéré dans la rédaction politique de quelques feuilles publiques. A les entendre, si le hasard avait retenu chez eux, en province, quelques députés malencontreux fauteurs de tant de trouble ; si les trésors d'une complaisance accoutumée envers certains journalistes n'avaient pas trop brusquement tari, les ministres et la majorité auraient été quittes de tout souci, rien n'eût interrompu leur bienheureux repos. L'impatiente ambition des uns, la coupable avidité des autres, voilà d'où viendrait tout le mal. Cette manière de juger sommairement d'une situation et de tout expliquer par des noms propres est fort en vogue ; la paresse des esprits s'en arrange, et leur malignité s'y complaît. Mettre ces embarras sur le compte de la perversité d'autrui, c'est se dispenser de chercher d'autres raisons, ce qui est commode ; c'est aussi se donner le beau rôle. Combien de gens craindraient d'ailleurs de passer pour de pauvres esprits, s'ils ne prêtaient constamment à leurs adversaires les plus mauvaises intentions, s'ils ne savaient habilement rattacher à des combinaisons d'intérêt personnel les moindres déterminations de ceux qui leur sont opposés ! Peut-être pourrait-on faire remarquer à ces profonds politiques qu'avec un peu plus de perspicacité ils auraient pu prévoir à l'avance ce qu'ils se savent si bon gré d'avoir su démêler après coup, qu'avec un degré de plus d'habileté ils auraient pu rendre vains ces fâcheux mobiles, ou, mieux encore, s'en emparer et les tourner à leur profit. Pour nous, nous n'aimons pas à porter de semblables jugements, non pas seulement parce qu'ils sont tristes, mais parce qu'ils nous semblent essentiellement faux. La nature humaine est moins simple qu'on ne la voudrait faire ; si partout le mal confine au bien, le bien au mal, en politique, plus qu'ailleurs, il est malaisé de faire un départ rigoureux entre les opinions désintéressées et les calculs égoïstes ; en politique, les confusions involontaires sont naturelles, et le mélange est excusable. Quel parti, quels hommes se pourraient dire entièrement purs ? Quelle main oserait jeter la première pierre ? La situation présente est d'ailleurs plus fâcheuse que nouvelle, et n'est inattendue que pour ceux qui n'ont pu étudier le jeu habituel, et l'on pourrait dire fatal du gouvernement représentatif. Dans ce gouvernement, en effet, toutes

les fois que, par suite des élections générales, la proportion établie entre les forces respectives des partis vient à changer brusquement, les conditions de leur existence en sont profondément altérées. Une minorité considérablement réduite, et par cela même éloignée pour longtemps du pouvoir, se comporte autrement qu'une minorité nombreuse qui peut être rappelée, d'un instant à l'autre, à remplacer ceux qu'elle attaque. Une majorité devenue prépondérante ne se conduit pas, après un triomphe incontestable, comme aux temps où il lui fallait, par des combats répétés, assurer son existence de chaque jour.

La petite session de 1846, uniquement employée à la vérification des pouvoirs, était à peine commencée, que déjà la physionomie de la chambre nouvelle apparaissait aux yeux de tous. Il était évident que l'opposition était désormais mise hors de cause, qu'à moins de catastrophes ou de revirements improbables l'opinion conservatrice resterait maîtresse du terrain pendant toute la durée de la législature, qu'elle n'aurait plus à compter qu'avec elle-même, qu'elle était assurée de maintenir, sans contestation, à la tête des affaires du pays les hommes à qui elle remettrait sa confiance.

Quelles devaient être les conséquences de cet ascendant immense remis à un parti qu'aucun autre n'allait plus contenir? N'était-il pas à craindre qu'après avoir si bien marché d'accord pendant une lutte de cinq ans il ne vînt à se diviser une fois la bataille gagnée? Le soin de la défense commune, la nécessité de résister ensemble aux attaques d'adversaires infatigables, avaient merveilleusement servi à maintenir la discipline. Cette unité, condition indispensable de force et de durée, l'imposerait-on aussi aisément, la ferait-on observer aussi rigoureusement, quand elle ne serait plus commandée par les circonstances extérieures, quand il faudrait pour ainsi dire la puiser en soi-même? Comment y réussir? Telles devaient être, suivant nous, les premières préoccupations des hommes chargés de la conduite de nos destinées. Ce n'est pas tout : un nombre considérable de membres nouveaux avaient pénétré dans l'enceinte de la représentation nationale; la plus grande partie était venue grossir les rangs de la majorité et faire acte d'adhésion aux principes essentiels de la politique conservatrice; cependant beaucoup d'entre eux avaient pris vis-à-vis de leurs colléges électoraux des engagements précis, qu'ils étaient bien résolus à tenir; ils apportaient aux partisans de certaines réformes déjà proposées et débattues dans la presse et le parlement un renfort d'adhérents zélés. Qu'y avait-il à faire au sujet de ces réformes qui, par l'appui presque unanime qu'elles rencontraient chez ces membres nouveaux, paraissaient avoir obtenu l'assentiment du pays? C'était encore là pour le cabinet un grave sujet de méditation.

Il est inutile de le dissimuler, la session de 1847 a été entamée sans que les ministres aient paru s'être souciés de résoudre la première des difficultés que nous venons d'indiquer. Pour imprimer à la majorité une direction unique et ferme, quoi de plus essentiel que d'avoir préalablement établi cette unité au sein même des conseils de la couronne? Le temps était donc venu où le glorieux maréchal qui, dans les jours incommodes, avait bien voulu prêter l'autorité de son nom aux mesures de ses collègues, devait être soulagé par eux d'un fardeau qu'il n'était plus tenu de porter, quand d'autres pouvaient s'en charger. Le public aurait parfaitement compris qu'à la veille d'une session laborieuse, la présidence du conseil eût été décernée à l'homme le plus considérable par le rôle joué dans la politique militante et la part brillante prise aux discussions parlementaires. Il y a plus, l'arrangement des mariages espagnols et le succès définitif qui avait couronné cette lutte d'influence engagée avec une nation rivale donnaient à ce choix un singulier à-propos. Ce n'est pas une petite faute que de laisser passer sans les saisir les occasions de résoudre facilement des questions qui doivent être un jour forcément résolues. Il y a des difficultés qu'il ne

faut pas laisser planer longtemps en l'air. La présidence de M. le ministre des affaires étrangères était, il y a six mois, prévue et acceptée dans tout le monde politique. Il aurait fallu la vouloir alors afin de n'avoir pas à la vouloir plus tard. Cette hésitation a été une première faute. On aurait pu la réparer peut-être, en donnant aux affaires publiques une impulsion un peu vive et qui témoignât d'un certain ensemble de vues; on n'en a rien fait : les membres de la commission de l'adresse, aussitôt leurs premières réunions, se témoignaient entre eux leur étonnement de voir que pendant l'intervalle de la session les projets de loi qui devaient leur être soumis étaient à peine préparés. Ils apprenaient qu'un projet sur les modifications des tarifs de douanes était à l'étude; mais M. le ministre du commerce n'avait pas encore eu le temps de prendre l'avis de son collègue des affaires étrangères, et les bureaux des deux ministères ne s'étaient pas encore mis d'accord. La loi sur l'instruction secondaire était déjà tout arrêtée dans la tête de M. le ministre de l'instruction publique; mais il n'avait pas encore pu en communiquer la rédaction au conseil des ministres et rédiger l'exposé des motifs. En attendant, et pour faire prendre patience aux plus pressés, le ministre du commerce offrait une loi sur les marques de fabrique, une autre sur les brevets d'ouvriers. Le ministre de l'instruction publique présentait trois lois : la loi sur l'enseignement du droit, la loi sur l'instruction primaire et la loi sur l'enseignement de la médecine, lois dont l'urgence n'était pas bien démontrée. Le ministre des travaux publics ne pouvait s'expliquer, quant à présent, sur la convenance de venir en aide aux compagnies des chemins de fer et sur la mesure du concours qu'il était disposé à leur prêter; le ministre de la guerre, après mûres réflexions, s'était converti à la colonisation militaire et aux camps agricoles de M. le maréchal Bugeaud : il proposait d'essayer de ce système pour quelques millions. Quant au ministre des finances, son budget était prêt; mais ce budget était de tout point semblable à ceux qu'il avait précédemment établis. Il était évident, à parcourir ce programme à la fois chargé et vide, qu'il répondait mal à la préoccupation publique, et qu'il ne devait satisfaire personne. La discussion politique de l'adresse une fois terminée, c'était cependant sur ce fonds qu'il fallait vivre. Nous le reconnaissons d'ailleurs volontiers, la situation du cabinet était difficile; les réformes souhaitées par les amis qu'il était aujourd'hui tenu de satisfaire affectaient toutes plus ou moins les recettes du trésor, et il se trouvait que, par une coïncidence funeste, le crédit public et les ressources ordinaires de l'État étaient gravement affectés par la disette inattendue dans les denrées alimentaires. A ce moment donc, plus que jamais, il était nécessaire d'être décidé et hardi, d'avoir une volonté et un système arrêté. Tout au contraire, soit qu'ils fussent peu d'accord entre eux, soit qu'ils se fussent laissés aller à de singulières illusions, au lieu de se rapprocher les uns des autres, on vit alors les ministres s'isoler chaque jour davantage, s'amoindrir comme à dessein et presque disparaître du théâtre politique. Quel spectacle étrange et triste fut donné aux amis du gouvernement représentatif! Au sein des chambres, les ministres des finances, de la marine et de la guerre venaient tour à tour, les uns après les autres, essuyer seuls, sans assistance de leurs collègues, le feu de toutes les oppositions réunies, et quelquefois les bordées plus dangereuses encore des membres de la majorité. Au sein des commissions les plus importantes, les projets de loi ministériels étaient altérés dans leur esprit. Pareille anarchie ne pouvait durer longtemps; elle amena la retraite de trois ministres. Combien peu s'en est fallu que leur chute n'entraînât celle de tous leurs collègues! Ainsi ce cabinet du 29 octobre, si puissant par la valeur personnelle de ses membres, né au milieu de la tourmente de 1840, qui avait essuyé de si terribles orages, avait failli disparaître par un temps calme, sans que le moindre souffle de vent, sans que le moindre bruit dans l'air eût annoncé la catastrophe.

Encore une fois, il ne faudrait pas chercher l'explication de ces embarras inat-

tendus dans les fautes partielles de quelques ministres et dans le mouvement que se seraient donné quelques personnes un peu pressées de paraître. Les causes étaient plus générales; elles tenaient au fond même des choses, à la profonde modification qui s'était faite dans l'opinion publique, modification que les ministres avaient eu le tort de ne pas deviner, à laquelle ils n'ont pas su conformer à temps leur conduite.

L'opinion conservatrice s'était ralliée en 1840 devant la crainte d'une guerre générale; l'effort de tous les hommes prudents de la chambre avait pour but, à cette époque, d'écarter des conseils de la couronne les ministres qui s'étaient donné le tort plus apparent que réel de courir après les aventures européennes, qui, à propos d'un épisode des affaires d'Orient, dans lequel les intérêts de notre pays n'étaient qu'indirectement engagés, avaient intempestivement donné à notre diplomatie un langage et à notre politique une allure de nature à compromettre la paix du monde. Assurer cette paix au dehors, non pas à tout prix et quoi qu'il en coûtât, comme disaient alors d'aveugles détracteurs, mais en sachant faire à propos des sacrifices raisonnables; consolider l'ordre au dedans, non pas en se faisant en toute occasion les serviles instruments d'une aveugle réaction, mais en prêtant au pouvoir un appui résolu et presque systématique, telle a été la difficile mission dévolue aux chambres de 1841 et de 1842. Quand des questions aussi graves étaient posées, quand la balance des forces parlementaires était répartie de façon que les ministres du 29 octobre ne paraissaient avoir pour successeurs possibles que les ministres du 1er mars, il était naturel que les conservateurs fussent ombrageux et peut-être exclusifs. Tout ce qui venait de l'opposition était à bon droit suspect; ce n'était pas le temps de rien emprunter à ses ennemis et de leur rien offrir. Partager leurs susceptibilités sur la politique étrangère, c'eût été risquer gratuitement d'exalter l'orgueil national, toujours frémissant au sein des masses; épouser leurs idées de réforme intérieure, c'eût été abaisser devant eux, au plus fort du combat, le vieux drapeau du parti. La résistance absolue était alors une nécessité.

La majorité conservatrice des deux dernières chambres n'a pas besoin d'être louée pour avoir compris cette nécessité; elle a reçu du pays lui-même les éloges qu'elle ambitionnait et la seule récompense qui fût digne d'elle. Les électeurs ne se sont pas laissé prendre aux imputations injurieuses et presque grossières de l'esprit de parti contre leurs représentants; ils les en ont noblement dédommagés par des suffrages plus nombreux et une plus vive adhésion. L'opinion conservatrice n'avait jamais été plus hardiment calomniée, elle ne fut jamais plus triomphante; avec cet admirable instinct qui ne lui fait jamais défaut, le pays avait su apprécier les intentions autant que les actes, et tenu plus de compte du fond des choses que des apparences. Il avait compris qu'on pouvait être gardien jaloux de la dignité nationale sans s'épuiser en continuelles invectives contre les étrangers; il avait senti surtout que les réformes sages, restreintes, les seules qu'il réclamât, ne pouvaient lui venir des partis violents, qu'il fallait s'en remettre aux soutiens habituels des doctrines gouvernementales du soin de les lui accorder dans la mesure et au moment où elles pouvaient devenir fructueuses. Tel est, à notre avis, le sens du verdict national prononcé au mois d'août dernier.

Mais l'ascendant du parti conservateur une fois établi par le résultat des élections, croire qu'il n'y avait plus rien à faire qu'à reprendre, sans y rien changer, la politique des années antérieures, c'était montrer moins de sagacité que les électeurs, qui, par la voix toute-puissante du scrutin, venaient de faire entendre un langage si décisif et si facile à comprendre. Il ne pouvait plus être question désormais de l'ancienne tactique. Comment mener incessamment au combat des bataillons démesurément grossis contre des troupes décimées? Il était facile de prévoir que l'ardeur de la lutte allait s'éteindre par le triomphe même. Une chose

restait à faire aux chefs de la majorité, un devoir nouveau leur était imposé : la diriger et s'en servir.

Sous le régime constitutionnel, les majorités sont un instrument puissant aux mains des hommes du pouvoir. Quand pour eux le plus difficile est de vivre, le plus important de durer, ils ont raison de les employer avant tout comme des armes défensives contre leurs adversaires ; mais, le péril une fois passé et les circonstances changées, ils doivent savoir s'en servir comme d'une force utile à l'exécution de leurs desseins. Sans doute ce gouvernement d'une majorité veut des mains exercées et énergiques, sans doute il est malaisé de conduire suivant ses vues, d'employer à ses fins une assemblée d'hommes d'élite qu'il faut se donner la peine de convaincre, dont il ne faut ni heurter l'indépendance, ni blesser l'amour-propre ; mais cette tâche serait-elle glorieuse si elle était facile ? En ce qui regarde la majorité actuelle, elle n'avait rien d'impossible, car cette majorité ne s'est jamais parée d'une fausse indépendance. Le reproche le plus grave qu'au fond de son cœur elle n'a jamais cessé d'adresser au cabinet, n'est-il pas de n'avoir pas su la gouverner ?

N'avoir pas su gouverner cette majorité, tel est bien le tort réel du cabinet. En effet, gouverner ce n'est pas pourvoir tant bien que mal à la besogne de chaque jour, ce n'est pas apporter aux chambres un certain nombre de projets plus ou moins bien élaborés, et qui concordent ou ne concordent pas entre eux ; gouverner, c'est embrasser d'un coup d'œil l'ensemble d'une situation, en découvrir le fort et le faible, c'est avoir un système pour réparer et pour améliorer; gouverner, c'est vouloir ; gouverner, c'est agir, c'est aussi faire les choses à propos et d'une façon qui les fasse valoir, c'est enfin savoir parler au besoin à l'imagination des peuples.

Supposons que le ministère se fût fortement constitué en mettant à sa tête un de ses membres chargé d'assurer son unité, ayant l'autorité suffisante pour donner l'impulsion, n'est-il pas probable que les projets de loi importants qui devaient défrayer la session seraient venus en temps utile donner un aliment indispensable à l'activité des esprits ? Supposons qu'au lieu d'avoir été préparés dans le cabinet particulier de chacun des ministres, suivant ses idées et sous sa responsabilité personnelle, chacun de ces projets, par sa rédaction, par son exposé des motifs, eût porté l'empreinte d'une délibération et d'une volonté commune ; supposons enfin qu'ils eussent été offerts aux amis et aux adversaires comme des solutions parfaitement arrêtées, se rattachant à des systèmes précis sur lesquels le cabinet tout entier était tombé d'accord et qu'il soumettait à l'appréciation des pouvoirs publics, alors, n'en doutons pas, la chambre des députés n'aurait pas langui dans cette fâcheuse oisiveté qui a suivi les débats de l'adresse ; alors n'auraient pas surgi tant de propositions individuelles ; se fussent-elles produites, les ministres en auraient eu facilement raison.

Beaucoup de personnes ont pensé que le gouvernement avait été ébranlé parce qu'il n'avait pas consenti à la prise en considération, soit de la proposition de M. Duvergier de Hauranne sur la réforme électorale, soit de la réforme parlementaire de M. de Rémusat, soit enfin parce qu'il n'avait pas voulu la taxe unique pour les lettres, ou parce qu'il s'était refusé à un dégrèvement de l'impôt du sel : c'est là une erreur. Au moment où ces propositions ont été soumises au parlement, il n'y avait pas sur toutes ces questions d'autres résolutions à prendre que celles adoptées par le gouvernement. Peut-être y avait-il une autre conduite à tenir.

Parlons d'abord des réformes politiques. On ne nous soupçonnera d'aucun engouement pour les combinaisons électorales de M. Duvergier. Nous ne sommes pas de ceux qui croient qu'après dix-sept ans, période longue peut-être dans la vie humaine, mais si courte dans la durée d'un gouvernement nouveau, le moment fût venu de reprendre en sous-œuvre les bases mêmes de l'édifice constitutionnel sous prétexte de les élargir, et de tout ébranler dans l'espérance de tout raffermir. C'était bien

pourtant le droit de l'opposition de faire discuter ses plans de réformes. Pourquoi la gêner dans l'exercice de ce droit? Il y avait quelque avantage pour le cabinet à faire ressortir aux yeux de la majorité nouvelle l'insignifiance probable et les inconvénients certains de ces inventions trompeuses que les minorités regardent bien gratuitement, à notre avis, comme des remèdes destinés à les guérir de leur défaillance politique. Le ministère a donc eu tort, suivant nous, de s'opposer dans les bureaux à la lecture de cette proposition; mais, ce parti pris, encore fallait-il se mettre en mesure de le faire réussir, et, pour cela, se donner la peine de se concerter avec ses amis. Il n'en a rien fait; aussi qu'est-il arrivé? Le ministère, qui disposait de plus de cent voix de majorité, a été battu sur le premier vote politique un peu important qui suivit les débats de l'adresse; c'était jouer de malheur.

Même inaction, peu de jours après, au sujet du choix d'un vice-président. Entre des candidats également honorables, le ministère crut prudent de rester neutre. Ce n'était pas là, disait-il, une affaire de gouvernement, mais de chambre; c'était à la majorité de prendre un parti. La majorité, laissée à elle-même, a pris le parti d'élire un vice-président de l'opposition. Quel échec!

La proposition de M. de Rémusat, relative à l'exclusion de certains fonctionnaires publics, a été vivement combattue par les membres les plus considérables du cabinet: c'était leur devoir le plus strict de la repousser en principe, et ils ont eu mille fois raison de faire ressortir avant tout les motifs d'inopportunité qui, au début d'une législature nouvelle, en rendaient l'acceptation impossible; mais, à aller au fond des choses, les ministres devaient parfaitement savoir à quelles causes il fallait attribuer la faveur croissante que cette mesure rencontrait jusque parmi ses amis les plus dévoués. Tout le monde en conviendra. Si, depuis plusieurs années, on n'avait jamais vu appeler à des fonctions considérables, parmi les membres de la chambre, que des hommes désignés par des services éminents rendus à la cause publique ou par des facultés spéciales reconnues de tous, nul ne se serait ému. Personne a-t-il jamais songé à trouver mauvais que les portes du conseil d'État se fussent ouvertes à MM. Vivien et Dufaure, et à bien d'autres qui, pour n'avoir pas occupé des ministères, n'étaient pas moins dignes de la préférence dont ils ont été l'objet? Si tous les fonctionnaires qui siégent à la chambre n'avaient jamais reçu que des avancements parfaitement réguliers, proportionnés aux services rendus dans leur carrière, aucune réclamation ne se serait élevée. Qu'on ne dise pas que les choix fâcheux ont été rares. Oui, cela est vrai et voilà le pire. On a compromis la position de beaucoup de fonctionnaires pour complaire à quelques-uns; on a fait un grand mal pour de petites raisons. En fin de compte, le gouvernement n'a-t-il pas en main un moyen juste dans son principe, souverain dans ses effets, qui enlèverait à la proposition de M. de Rémusat tout ce qu'elle a d'utile et ne lui laisserait que le caractère d'un ostracisme parlementaire? Pourquoi chacun des ministres, dans l'intérieur de son département, n'exigerait-il pas des fonctionnaires qui relèvent immédiatement de lui qu'ils fissent un choix entre leur siége à la chambre et les fonctions qu'ils remplissent? Quel avantage le discernement judicieux du ministre n'aurait-il pas sur le texte brutal d'une loi! Il n'y aurait pas là d'exclusions générales prononcées contre des catégories de fonctionnaires publics; tous les motifs seraient pesés; l'aptitude particulière des personnes, la nature spéciale des fonctions, seraient tour à tour prises en considération. Nous n'hésitons pas à le dire, si, par l'initiative des ministres et par un usage mesuré de l'autorité qui leur appartient, un petit nombre de fonctionnaires siégeant aujourd'hui à la chambre étaient tenus d'aller reprendre leurs fonctions en province ou leurs occupations dans les bureaux des ministères, la chambre ferait peut-être quelques pertes regrettables, l'administration n'en souffrirait pas, et une question difficile serait tranchée.

Passons aux réformes financières.

Quand, au moment des élections, les organes les plus considérables du cabinet avaient parlé hautement des progrès que la politique conservatrice pouvait seule réaliser, chacun avait compris qu'il s'agissait surtout de mesures populaires qui auraient pour but d'alléger une partie des charges qui pèsent sur les contribuables. Ne pas réaliser les espérances qu'ils avaient alors laissé concevoir et presque autorisées, c'était, pour les ministres, prendre une attitude incommode, dangereuse même, si elle ne leur eût été commune avec la majeure partie des membres de la chambre. Presque tous, en effet, avaient comme eux annoncé l'intention ou pris l'engagement d'opérer ces dégrèvements depuis longtemps demandés; mais, bien que persévérants dans leurs pensées, tous aussi reconnaissaient la nécessité d'attendre des temps meilleurs. Pour expliquer et rendre acceptable la prudente réserve qu'il était strictement tenu de s'imposer dans tout ce qui touchait à la fortune publique, le gouvernement avait plusieurs choses à faire. Il fallait d'abord avoir constaté, autant du moins que pareille constatation était possible, quel était le déficit réel dans la récolte de l'année, ne rien ignorer, ne rien dissimuler de l'étendue du mal. Sur ce premier point, il faut le dire, les renseignements réunis par l'administration ont été loin d'offrir un degré satisfaisant d'exactitude. Les simples commerçants étaient déjà informés du prochain et inévitable renchérissement des denrées alimentaires, que dans les bureaux du ministère de l'agriculture on parlait encore de cette pénurie imminente comme d'une fausse panique qui allait se dissiper. Il était essentiel aussi de faire sentir quel contre-coup un tel état de choses allait exercer sur toutes les ressources du trésor, et de faire saisir au vrai et au vif la situation de nos finances. Ce consciencieux tableau a-t-il été mis sous les yeux du public? Le trouve-t-on, dans toute sa réalité, dans l'exposé du budget de 1847? En aucune façon. Loin de nous l'idée de mettre en doute la complète bonne foi de l'ancien ministre des finances et l'entière confiance qu'il avait lui-même dans les chiffres qu'il a présentés! Nous rendons volontiers à son travail toute la justice qui lui est due; mais, nous le demandons, sur quoi ce document jetait-il une lumière nouvelle? Après en avoir pris connaissance, n'était-on pas tenté de conclure que la situation de l'année 1847 était, à peu de chose près, celle des années précédentes? Sans doute, le premier devoir d'un ministre des finances sera toujours d'écarter tous les voiles qui peuvent faire illusion sur la situation du trésor; mais quand, au nom du plus sacré des intérêts publics, celui de l'équilibre à rétablir dans les finances, il fallait demander aux représentants du pays de renoncer à des mesures populaires, c'était, plus que jamais, le cas de faire parler aux chiffres leur sévère et éloquent langage. Enfin, puisque ces réformes devaient être combattues, peut-être fallait-il les combattre avec d'autres armes. Ni la réforme postale, ni le dégrèvement du sel, ne sont des inventions qui tombent des nues; elles ont été plusieurs fois apportées et traitées devant les chambres françaises, elles y ont rencontré d'habiles et de chaleureux partisans. Il n'y a pas de ministres qui voudraient se prononcer contre elles en principe et à tout jamais. Les hommes spéciaux, versés dans les finances et l'économie politique, ont fait de ces deux questions l'objet de leurs études et de leurs méditations. On a donc été étonné d'entendre le gouvernement prendre parti contre l'abaissement de la taxe des lettres avec un luxe d'argumentation, de démonstrations, de faits à l'appui, qui avaient au moins l'inconvénient de lui donner l'apparence d'être plus opposé à cette mesure que peut-être il ne l'était en réalité. A l'occasion de la proposition du dégrèvement sur le sel, la surprise n'a pas été moins grande, quand on a appris que des renseignements précis allaient être rassemblés au ministère des finances et sérieusement mis à l'étude. En conscience, on pouvait croire les choses un peu plus avancées. A l'heure qu'il est, nous nous imaginons que l'administration en sait déjà plus sur ces matières

qu'elle ne feint d'en savoir. En somme, pour ce qui regarde les réformes financières, c'étaient les raisons d'inopportunité qu'il fallait surtout mettre en relief; c'était aux circonstances, plus qu'au fond des choses, qu'il fallait s'attacher, afin de ne désespérer personne. Les considérations prises dans cet ordre d'idées étaient sans inconvénient, elles étaient aussi les plus raisonnables, certainement les plus politiques et les plus péremptoires. Ce sont pourtant celles-là qu'on a le moins traitées.

Nous venons d'énumérer sans intention de les exagérer ou de les amoindrir, avec le désir d'être exact et impartial, les fautes qui nous ont frappé dans la conduite d'un ministère pour lequel nous professons d'ailleurs un sincère attachement; nous avons tâché de caractériser ce que les circonstances du moment avaient ajouté de gravité à une situation parlementaire déjà embarrassante par elle-même. Puisque nous cherchons ici à tirer des épreuves récentes par lesquelles le parti conservateur vient de passer tous les enseignements dont son avenir peut profiter, nous saisirons cette occasion pour appeler l'attention des hommes réfléchis sur des considérations d'un autre ordre, que la dernière crise ministérielle nous a paru faire vivement ressortir. Un cabinet considérable par lui-même, par sa durée déjà ancienne, qui comptait au sein des deux chambres des appuis nombreux et énergiques, a dû se modifier. Trois siéges sont devenus vacants en même temps dans les conseils de la couronne. Y a-t-il eu tout prêts pour les occuper des candidats désignés par l'opinion publique? A-t-on du moins trouvé aussitôt quelques hommes de valeur empressés à tenter la glorieuse aventure? Non. Dans ce temps où les partis jettent continuellement à ceux qui se mêlent des affaires du pays le reproche banal de rechercher le pouvoir, il a été avéré que ces portefeuilles ont été successivement offerts à beaucoup de personnes et obstinément refusés. Nous laisserons d'autres se réjouir de ce fait comme d'un noble spectacle d'abnégation publique. Nous ne craignons pas de dire que nous en avons été affligé. Il est affligeant en effet que les plus hautes fonctions, celles où il est possible d'accomplir le plus de bien en se faisant le plus d'honneur, aient été en vain colportées de porte en porte et finalement imposées, à leur corps défendant, à des hommes courageux qui les ont acceptées par dévouement. D'où vient aujourd'hui cet éloignement singulier pour les postes de haute responsabilité? A quoi tient cette disette d'hommes politiques chez une nation qui possède de précieuses richesses intellectuelles, qui a toujours été assez heureuse pour trouver dans son sein et sous sa main les hommes de talent dont elle avait besoin? On peut dire que la Providence ne répand pas avec prodigalité ces dons précieux dont l'ensemble constitue les hommes d'État; on peut faire remarquer que dans ces temps de démocratie paisible, où les grandes existences individuelles sont rares et donnent d'ailleurs peu de titres à la faveur publique, où les fortunes médiocres sont la règle générale, il est naturel que les emplois modestes, mais assurés, soient avidement recherchés, tandis que les positions élevées, mais périlleuses et précaires, sont prudemment évitées. C'est précisément parce que telle est la pente du temps et des esprits, parce que l'ambition vulgaire est trop fréquente en France et la grande ambition trop rare, qu'il y a lieu de se demander si la manière dont le pouvoir est aujourd'hui constitué chez nous n'ajoute pas encore à ces tendances fâcheuses. Le nombre et l'organisation des départements ministériels ne sont pas aujourd'hui en France bien différents de ce qu'ils étaient sous l'ancien régime, et sont à très-peu de chose près les mêmes que sous l'empire. Les affaires ont doublé cependant; elles sont devenues mille fois plus complexes et plus délicates. Il ne s'agit plus seulement d'agréer au monarque, d'être bon administrateur; il faut savoir vivre avec le maître le plus rude et le plus capricieux qui fut jamais, c'est-à-dire avec le pouvoir des assemblées délibérantes. Il faut avoir à tout instant l'avantage sur tous ses contradicteurs, non pas seulement par le fond et par les solides raisons, mais par la forme, par l'esprit et par la dextérité de la

parole. Les conseils de la couronne doivent être composés de neuf ministres seulement, mais de neuf ministres infatigables, prêts à tout, impeccables et universels, véritables Protées, qui, sous le poids d'une lourde responsabilité, sont tenus de se multiplier sans cesse. Il leur faut, dès le matin, écouter tous les solliciteurs qui se seront adressés à eux, et pourvoir à l'expédition des affaires de leur département; plus tard, ils ne sauraient manquer de se trouver à l'une ou l'autre chambre, prêts à faire face à toutes les attaques, à confondre toutes les calomnies, sous peine d'être convaincus de négligence ou d'incapacité, et cela sans loisirs, sans trêve, sans repos. Est-il étonnant que cette vie dévorante de la politique ait épuisé déjà bien des natures robustes, que celles qui résistent encore soient quelquefois saisies de profonds découragements? Ne comprend-on pas que des situations si compromettantes soient peu enviées? Il serait raisonnable cependant, il serait utile pour le pays, de les mettre à la portée d'un plus grand nombre d'aspirants. Si les cabinets renfermaient des éléments plus nombreux, non-seulement le service public serait mieux assuré, parce qu'il serait mieux réparti, mais des hommes doués de mérites divers pourraient se compléter les uns les autres par une heureuse association. Les uns y prendraient place en leur qualité d'habiles orateurs, les autres à cause de leur connaissance de certaine partie de l'administration, quelques-uns par suite de leur influence dans le parlement, quels que fussent d'ailleurs les motifs de cette influence, soit une position anciennement acquise, soit des services récemment rendus, soit le talent de manier les hommes, talent si nécessaire dans les gouvernements constitutionnels. Tous ces postes ne devraient pas être nécessairement d'égale importance, quoique tous impliquassent une responsabilité commune. Combien toutes ces volontés, toutes ces capacités, convergeant vers un même but, donneraient de force et d'autorité à un gouvernement! En Angleterre, dans ce pays éminemment sensé et pratique qui nous a précédés dans les voies constitutionnelles, ce n'est pas pour satisfaire la vanité de quelques grands seigneurs désœuvrés qu'on a mis tant de places importantes et richement rétribuées à la disposition des ministres. On y a une trop longue expérience du régime parlementaire, on y connaît trop bien ce genre de gouvernement, pour avoir voulu faire à l'autorité une situation impossible. Les diverses factions, en se succédant rapidement aux affaires, ont appris à en reconnaître et à en respecter les exigences invariables; elles ont senti qu'une condition indispensable pour une administration placée à la tête des destinées du pays, c'était d'être en mesure d'appeler un assez grand nombre de personnes aux fonctions élevées de la politique, et de les intéresser ainsi à sa fortune. L'opposition ne songe pas, à Londres, à restreindre l'emploi de ces moyens d'influence, car un jour elle les possédera, et elle en fera elle-même à son tour un large et légitime usage.

Il n'est pas inutile de jeter à ce sujet un coup d'œil sur les précédents du parlement anglais et d'examiner par quelles phases les cabinets anglais ont passé avant d'arriver à leur composition actuelle. Il y aurait peut-être là de bons exemples à suivre et quelques écueils à éviter.

Le premier cabinet de M. Pitt, en 1784, n'était composé que de sept membres, dont deux possédaient des sinécures, et un troisième, le chancelier, exerçait des fonctions plutôt judiciaires que politiques; restaient donc seulement quatre ministres à portefeuille.

Lors de son second ministère (1804), M. Pitt avait senti le besoin d'agrandir son cabinet; il l'avait composé de onze membres; il y avait placé le commandant de l'artillerie, le secrétaire d'État de la guerre et des colonies, le président du bureau de contrôle dirigeant le gouvernement de l'Inde, et le chancelier du duché de Lancastre. En 1820, le cabinet anglais se composait de treize membres; enfin le dernier cabinet de sir Robert Peel contenait quatorze personnes. Aujourd'hui le cabinet

de lord John Russell, le plus nombreux, il est vrai, qu'ait jamais eu l'Angleterre, se compose de seize membres; il y a en outre vingt-huit postes politiques importants, la plupart largement rétribués, plus une vingtaine de places très-recherchées dans la maison de la reine, qui sont à la disposition d'un cabinet nouveau, et qui changent toujours avec le ministère. Si l'on songe que le parti whig proprement dit est composé, dans la chambre des communes, de 140 membres environ, et que nous venons d'énumérer plus de soixante places qu'à son avénement au pouvoir il a eues à distribuer entre ses membres, l'on pourra juger des grands moyens d'influence qu'ont en Angleterre les chefs de partis pour satisfaire et tenir ensemble leurs amis politiques.

Voyons maintenant la manière dont les fonctions sont distribuées.

En Angleterre, le premier des départements ministériels est le trésor; depuis que les fonctions de lord trésorier ont été abolies (en 1714), le trésor est administré par une commission qui est composée d'un premier lord, du chancelier de l'Échiquier, quand ces deux fonctions ne sont pas réunies dans la personne du premier ministre. Ordinairement, quand le chef du gouvernement est membre de la chambre des communes, il est en même temps premier lord de la trésorerie et chancelier de l'Échiquier. Sir Robert Peel, en 1841, désirant, pour s'occuper de l'ensemble des affaires, se décharger du détail d'une administration spéciale, dérogea le premier à cet usage. Le véritable administrateur des finances est le chancelier de l'Échiquier. Le premier lord président de la commission ne conserve qu'un contrôle général et la nomination aux hauts emplois dans les finances. Du reste, le chef du cabinet n'est pas nécessairement à la tête du trésor, bien que, depuis le dernier ministère de Chatham (qui était lord du sceau privé), l'usage n'ait point varié à cet égard. Le premier ministre a l'œil sur tout; il est l'âme de l'administration; il a plus ou moins d'action et d'influence, selon la force de sa volonté, la grandeur de ses talents et l'étendue de ses connaissances. Sous le ministère de sir Robert Peel, il n'y avait guère de mesure importante à la rédaction de laquelle il n'eût contribué, qui n'ait été proposée ou défendue par lui.

Jusqu'à 1794, il n'y avait eu que deux secrétaires d'État, celui des affaires étrangères et celui de l'intérieur. A cette époque, on en créa un troisième qui fut chargé de la direction de la guerre extérieure. En 1801, on détacha les colonies du ministère de l'intérieur pour les ajouter à la guerre, et le ministre prit le titre de secrétaire d'État de la guerre et des colonies. A chacun de ces ministères sont attachés deux sous-secrétaires d'État : l'un, personnage politique, entre et sort avec le cabinet; l'autre est permanent, représente les traditions et possède la pratique des affaires. A la tête de la marine est quelquefois placé un grand amiral; mais l'amirauté, comme le trésor, est ordinairement administrée par une commission. Le premier lord de la commission est réellement ministre de la marine; il est assisté de cinq personnes ayant le titre de lords de l'amirauté, les uns marins, les autres personnages politiques; tous changent avec le ministère. Les affaires de l'Inde sont aussi administrées par une commission qui porte le titre de *bureau de contrôle;* son président est toujours membre du cabinet; les deux secrétaires changent avec le gouvernement.

A la tête de l'armée est un général en chef qui a le personnel; il est quelquefois membre du cabinet, et le plus souvent fait partie de l'administration. Le duc de Wellington conserve aujourd'hui le commandement de l'armée sous le ministère whig. Le secrétaire de la guerre, au contraire, est un personnage purement politique qui est quelquefois membre du cabinet et qui a l'administration des affaires de l'armée. Le payeur général est aujourd'hui membre du cabinet; celui qui occupe actuellement ce poste est le premier qui ait été revêtu de ce titre. L'artillerie a une administration séparée; le maître général fait souvent partie du cabinet; il y a deux

fonctionnaires inférieurs qui suivent la fortune du ministère. Vient ensuite le bureau du commerce, créé en 1786 et détaché du ministère de l'intérieur; le président est toujours du cabinet, et le vice-président change avec lui. Le chancelier du duché de Lancastre a aussi l'entrée au conseil ; il est le chef nominal d'une juridiction exceptionnelle qui est demeurée au duché ; c'est en réalité une sinécure. Le principal commissaire pour l'administration des bois et forêts et des revenus territoriaux de la couronne est actuellement membre du cabinet ; il est à la tête d'une administration qui dirige aussi une partie des travaux publics et des bâtiments de l'État. Le directeur de la monnaie a siégé quelquefois au cabinet, bien qu'il n'en soit pas ainsi aujourd'hui ; il est toujours choisi dans le parti à la tête des affaires. Le lord lieutenant d'Irlande appartient à l'administration ; mais depuis assez longtemps il a cessé d'avoir siége au conseil. Le principal secrétaire, au contraire, est ministre du cabinet, communique avec le lord lieutenant et le ministère, et a la responsabilité politique du gouvernement du pays. Le gouverneur général de l'Inde est nommé pour sept ans. Le ministère existant, lorsque ce terme échoit, désigne son successeur aux directeurs de la compagnie, qui peuvent mettre leur veto à sa nomination. Il en est de même des principales fonctions civiles, militaires et judiciaires. Les archevêques et évêques sont à la nomination du ministère; le premier ministre dispose d'un grand nombre de bénéfices ; le chancelier a en outre un grand patronage ecclésiastique. Enfin les ambassades suivent d'ordinaire le sort du ministère ; les postes inférieurs sont permanents. Dans les fonctions judiciaires, outre le chancelier, le vice-chancelier, l'attorney général et le solicitor général changent avec le ministère.

Il n'est pas besoin d'insister sur l'influence que donne au pouvoir la disposition de tant de places, toutes assez lucratives pour que l'on soit certain d'y faire, en peu d'années, une fortune considérable et honorablement acquise. Rien d'obligatoire dans le nombre des personnes qui doivent former le conseil responsable de la couronne ; on peut agir, à chaque occasion, en raison des nécessités du moment. Dans la pratique, quel avantage n'y a-t-il pas à pouvoir étendre ou restreindre la composition d'un cabinet, de pouvoir y faire entrer ou en tenir éloignés certains fonctionnaires, suivant qu'ils ont une valeur politique ou seulement une capacité spéciale ! Peut-être la vanité est-elle trop éveillée chez nous pour qu'un homme pût ainsi se rendre justice à lui-même et consentir à n'être pas tout ce qu'a été son prédécesseur. Le nombre de places octroyées en Angleterre par le ministre principal est peut-être bien considérable, et convient mieux à cette société aristocratique qu'à notre monarchie démocratique. Cependant il y a du champ entre ce luxe d'emplois publics qui de l'autre côté du détroit font partie de l'héritage ministériel et le maigre patrimoine dont un chef de parti peut disposer en France, quand il arrive aux affaires. Qu'on nous permette de ne pas qualifier d'abus ces sinécures au conseil occupées par des hommes influents qui souvent sont âgés et n'ont pas l'activité nécessaire pour la conduite quotidienne des affaires, mais qui font profiter le cabinet de la maturité de leur sagesse, de l'autorité de leur expérience, et qui ont le temps de réfléchir, de préparer les grandes questions.

Nous ne prétendons rien indiquer d'une façon précise sur ce qu'il conviendrait de faire d'analogue en France ; nous ne voulons que mettre en avant quelques idées, qui, nous le croyons, feront un jour leur chemin, non point parce qu'elles auront été souvent présentées, mais parce qu'elles s'imposeront d'elles-mêmes. Nous savons quelle est la force des habitudes dans notre pays, qui en Europe passe pour entreprenant et novateur ; nous n'ignorons pas combien, malgré l'habileté pratique dont nous nous vantons, nous sommes encore esclaves des formes anciennement admises, des précédents depuis longtemps établis. Combien de fois n'avons-nous pas entendu dire, non point à des esprits chimériques, mais à des hommes doués de quelque

autorité en ces matières, qu'il y aurait tout avantage à séparer le ministère de la marine du ministère des colonies, qu'aujourd'hui surtout où l'émancipation ne pouvait plus longtemps tarder, il était nécessaire de placer ces possessions lointaines sous la main d'un ministre spécial chargé de les préparer à la grande transformation sociale qui leur est réservée! On a souvent aussi réclamé la création d'un ministère de l'agriculture détaché du ministère du commerce, et qui à son tour prendrait aux finances la direction des eaux et forêts. Enfin une commission de la chambre des députés a demandé récemment que l'on créât pour les affaires de l'Algérie un ministère spécial. Quant à l'idée de placer des sous-secrétaires d'État auprès des divers ministères, entrant et sortant avec chaque cabinet, elle a été plusieurs fois émise à la chambre à propos de la proposition de M. de Rémusat. Ces projets pratiques, si faciles à exécuter, qui seront certainement adoptés quand nos mœurs politiques seront plus formées, personne ne les repousse absolument et en principe; mais tout le monde s'imagine qu'ils échoueraient devant la difficulté de faire voter quelques traitements de plus, comme si le meilleur ordre, la meilleure administration, les affaires mieux faites n'étaient pas les plus sûres et les plus profitables des économies.

Pour notre compte, nous verrions avec plaisir notre gouvernement imiter dans une certaine mesure ce qui se fait dans le pays voisin dont nous venons de citer l'exemple. La moralité politique ne pourrait qu'y gagner. Un cabinet ne peut se soutenir tout seul et demeurer sans secours contre de continuelles attaques. Si les moyens d'influence efficaces et honorables lui sont refusés, il peut être tenté de recourir à des expédients moins avouables. Le parlement est, suivant nous, la source vive et pure où le pouvoir doit se retremper et s'alimenter sans cesse. C'est là qu'il doit trouver sa force et son point d'appui afin de n'aller pas les chercher ailleurs. S'il était autorisé par l'usage et les mœurs publiques à faire une juste part à l'ambition légitime, suivant nous, des hommes parlementaires qui l'appuient, il serait dispensé de traiter avec des ambitions subalternes qui s'agitent sans cesse autour de lui. Quand les chambres françaises ont exigé que la presse politique cessât d'être subventionnée, elles obéissaient à un sentiment dont nous ne saurions les blâmer. Peut-être devaient-elles prévoir cependant qu'en dépouillant le pouvoir d'une arme utile, sans lui en remettre aucune autre dans les mains, elles le plaçaient dans une situation violente qui avait aussi ses inconvénients. Les faits affligeants dont la tribune a retenti sont là pour prouver qu'on peut vouloir prélever sur les ministres d'autres contributions que des contributions en argent. Ne croyons pas d'ailleurs que notre temps et notre pays soient seuls affectés de ces plaies déplorables; elles existent partout. Sous les gouvernements absolus de si belle et si régulière apparence, il se passe de bien autres désordres; mais ils sont à peine connus, ou sont pris en très-grande patience. Sous un régime qui admet, comme le nôtre, la libre discussion et le contrôle de l'opinion, ces misères, qui seraient ailleurs couvertes et protégées par un mystère impénétrable, sont produites au grand jour par tous ceux qui ont intérêt à les signaler et à les grossir pour en tirer quelques occasions de reproches contre les ministres du jour. Cette lie qui croupit dans les profondeurs de toute société remonte ainsi d'elle-même à la surface. Ne nions pas le mal, n'en détournons pas la vue, mais aussi ne l'exagérons pas, et surtout cherchons les vrais remèdes. L'opposition seule peut croire que la morale publique serait vengée et assurée par un changement ministériel.

La question de l'existence du cabinet a été vaguement posée pendant le cours de la session qui va finir. Nous ne doutons pas qu'elle ne se pose plus nettement pour tout le monde pendant le cours de la session prochaine. Comment sera-t-elle résolue? Cela dépend beaucoup de la manière dont le cabinet emploiera l'intervalle qui va s'écouler entre les deux sessions, et de l'attitude qu'il prendra à la prochaine ouver-

ture du parlement. S'il abordait les débats de l'adresse de 1847 comme il a abordé ceux de cette année, nous le croirions fort compromis. S'il se présente au contraire devant les pouvoirs publics fort de son unité désormais assurée, avec un plan de conduite fermement arrêté, offrant à leur approbation, sur les questions aujourd'hui pendantes, des solutions précises et mûrement étudiées, nous ne craindrons rien pour lui. Son sort est dans ses mains.

Quant au parti conservateur, son sort aussi est dans ses mains. Il est en train de subir une profonde modification; il entreprend un rôle nouveau que l'opinion publique lui impose. Il avait été jusqu'à présent organisé pour la lutte et pour la résistance; les nécessités de la défense lui avaient surtout servi de point de ralliement. La guerre était rude; il a dû se conduire pendant nombre d'années comme on se conduit en temps de guerre, parant aux dangers les plus pressants, occupé surtout de préserver sa vie, de faire face partout et toujours à ses ennemis. Aujourd'hui ses ennemis sont vaincus, son triomphe paraît définitif. Il s'agit pour lui de se mettre, pour ainsi dire, sur le pied de paix, non pas pour demeurer oisif, doucement absorbé par la jouissance de ses conquêtes, mais pour développer les féconds éléments d'activité qu'il contient en lui-même. Ce n'est pas là l'œuvre d'un jour, mais un travail de longue haleine, que la majorité et le ministère doivent entreprendre ensemble, qu'ils doivent mener résolûment à bien, dont le succès importe à leur salut et à leur honneur. Les obstacles auxquels ils doivent s'attendre ne viendront pas tous du dehors, et les plus incommodes ne seront pas ceux qui sortiront du camp de leurs adversaires.

Qu'on se rappelle le sort du cabinet du 11 octobre. Comme le ministère actuel, ce cabinet, fortement constitué, avait duré longtemps. Il avait signalé son existence par ses victoires contre l'opposition; comme lui, il avait remporté dans les élections un avantage éclatant; il semblait hors de tout danger en 1836, et cependant il a péri. D'où sont venus les premiers coups? quelles ont été les causes ou plutôt l'occasion de sa chute? Personne ne devrait l'avoir oublié. Les premiers coups, ce sont des mains amies qui les ont portés, et la raison de sa chute, c'était la conversion des rentes, réforme financière déclarée alors si urgente, si indispensable, que le ministère suivant n'a cependant pas proposée, et qui aujourd'hui est encore à faire. Quels propos circulaient à cette époque dans les couloirs de la chambre? Si nos souvenirs sont exacts, on y entendait dire qu'il était bien désagréable pour la majorité d'avoir à sa tête des hommes qui se refusaient à des mesures indiquées par l'état des finances; qu'un vote significatif ne ferait pas tomber le ministère, mais lui imposerait l'obligation de se rendre au vœu de la chambre; qu'après tout, vînt-il à tomber, le sort de la majorité n'en serait pas compromis. Il y avait, insinuait-on, à côté de lui et dans son sein même, des hommes de bonne volonté, moins absolus, qui, après sa chute, accepteraient volontiers la direction des affaires. La majorité croyait-elle que ses destinées fussent inévitablement liées à celles de quelques noms propres? Ne pouvait-elle donc trouver en elle-même de quoi fournir à de nouvelles combinaisons et renouveler avec avantage le personnel de la scène politique? L'essai a été tenté. S'en est-on bien trouvé? faut-il le recommencer? Y a-t-il quelque intérêt public à repasser par les mêmes épreuves? Voilà, suivant nous, ce que la législature actuelle aura à résoudre. Le parti conservateur veut-il se diviser? veut-il commencer par essayer de toutes les combinaisons éphémères qui peuvent être prises dans son sein, pour finir, de tentative en tentative, de crise en crise, par livrer de guerre lasse le pouvoir à la gauche? Entend-il se condamner ainsi à tourner éternellement dans un cercle sans issue? C'est à quoi il lui convient aujourd'hui de réfléchir sérieusement.

OTH. D'HAUSSONVILLE.

LA POÉSIE HOMÉRIQUE

ET

L'ANCIENNE POÉSIE FRANÇAISE.

D'UN SERVICE QUE PEUT RENDRE ENCORE AUJOURD'HUI L'ANCIEN FRANÇAIS.

PREMIÈRE PARTIE.

I. — L'ANCIEN FRANÇAIS EST-IL UN PATOIS BARBARE ?

Traduire un chant d'Homère en langage français du XIIIe siècle est un essai qui réclame toutes sortes de justifications et d'explications. Un pareil travail ne peut se présenter sans un passe-port, et je conviens tout le premier que si, en tournant les feuillets de cette *Revue,* on rencontrait sans avis préalable des vers écrits dans le goût du poëme de *Berthe aux grands pieds*, on aurait toute raison d'être surpris. C'est à prévenir cette première surprise qu'est destinée la brève dissertation qui précède cet essai, ou plutôt la dissertation et l'essai sont les deux parties d'un même tout. La première, sans le second, resterait à l'état d'hypothèse dépourvue de toute réalité et un simple paradoxe d'érudition; le second, sans la première, n'aurait aucune raison d'être et se présenterait comme une conclusion sans prémisses, et tous deux ont pour objet de prouver cette thèse, qu'Homère ne peut être traduit que dans la vieille langue de nos romans de chevalerie.

Bien qu'on ait commencé à étudier de plus près notre histoire littéraire, et que dans ces derniers temps elle ait été l'objet de travaux excellents, néanmoins les conclusions qui résultent de ces nouvelles recherches n'ont guère franchi le cercle de l'érudition, et en général le jugement étrange prononcé par Boileau demeure l'opinion commune. Non, Villon ne fut pas celui de qui doive dater notre littérature;

l'art de nos vieux romanciers n'était pas confus, et il est certainement singulier de donner la qualification de grossiers à des siècles qui ont produit Charles d'Orléans, Froissart, Joinville, Villehardouin, les chansons du sire de Couci, le poëme de *Roncevaux* et tant d'autres. Ce qui causa l'illusion de Boileau outre son ignorance profonde, ce qui cause encore aujourd'hui une illusion semblable, c'est la renaissance, qui vint troubler le courant naturel de la littérature française. Par le contre-sens historique le plus complet, on a soudé l'histoire littéraire de la France moderne à l'histoire littéraire de Rome et de la Grèce, et, d'un seul coup, on supprime un passé qui, ne fût-il pas aussi riche qu'il l'est, mériterait cependant considération et étude. Dans cette manière de voir, la littérature française du moyen âge est, qu'on me pardonne cette expression, une impasse qui n'aboutit à rien; et en compensation on met bout à bout, sans aucun intermédiaire, l'antiquité classique et la France moderne. Certes il est difficile de mieux confondre et brouiller les choses et de rendre plus inintelligibles toutes les déductions historiques; la vérité est que, du conflit de ces deux forces, naquit une direction moyenne. Ce serait un sujet à la fois littéraire et philosophique, que de rechercher quels ont été les effets réels de cette combinaison de deux éléments indépendants, quel bien en a résulté, quel mal en est sorti, et quel a été le caractère du produit hybride qui vint au jour. Ce fut une véritable invasion, qui d'abord emporta tout, et les premiers effets en furent désastreux. Tout ce qui compose plus spécialement le domaine des arts de l'imagination en fut profondément corrompu. Il n'est besoin que de rappeler cette gloire éphémère des Ronsard et des autres pour faire sentir immédiatement que ce qu'il y avait de talent en eux fut frappé d'impuissance et de ridicule par le souffle de la renaissance. Qui pourrait nier que parmi ces hommes, dont le discrédit est irremédiable, il n'y ait eu les dispositions les plus heureuses et des aptitudes qui, dans un autre milieu, auraient donné les fruits les plus beaux? Qui ne sait aussi, grâce aux essais de réhabilitation d'un ingénieux critique, que quelques fleurs gracieuses sont écloses sous leur main, que leur génie ne fut pas en perpétuelle discordance entre les idées et les langues antiques qu'ils voulaient s'approprier et l'idiome et les traditions qu'ils avaient reçus de leurs pères? Il n'y eut contre le courant dévastateur de résistance que parmi les hommes qui étaient en dehors du cercle littéraire, les libres penseurs tels que Rabelais et Montaigne, les militaires, les diplomates, les femmes, qui nous ont laissé tant et de si belles choses du XVIe siècle. La pensée fut puissante, mais la littérature proprement dite faiblit, écrasée qu'elle fut par l'invasion de l'antiquité. Sans doute la beauté singulière et la grandeur des monuments antiques contribuèrent beaucoup à l'ascendant qui, à ce moment, leur fut donné sur les esprits; mais il ne faut pas méconnaître ce qui en fut la cause prépondérante, à savoir le préjugé qui mettait toute antiquité au-dessus du présent, qui faisait dire à Nestor que les héros de la guerre de Troie ne pourraient combattre ceux des âges précédents, qui engageait tous les politiques à chercher dans une restauration impossible le remède à la dissolution progressive des sociétés, et contre lequel le christianisme ne protestait que d'une manière contradictoire, admettant, il est vrai, la supériorité de la loi nouvelle sur l'ancienne et du monde chrétien sur le monde païen, mais supposant aussi un état primitif de perfection et de bonheur. On peut croire aussi qu'à une époque qui venait de sortir des longues et terribles luttes des hussites et du schisme, qui voyait éclater la réformation, et qui sentait déjà les avant-coureurs de révolutions mentales plus profondes, on se porta, par un secret instinct de révolte contre l'autorité religieuse, vers ce paganisme qu'elle avait vaincu et foudroyé, et qu'on ressuscitait par l'érudition comme une sorte d'adversaire encore menaçant. Quoi qu'il en soit, ce ne fut pas par degrés et à l'aide d'une infiltration lente que l'antiquité classique pénétra dans notre littérature; elle s'y intronisa en conquérante.

De cette déroute où le grec et le latin avaient mis le français, on commença à se rallier dans le XVIIe siècle, et alors parut cet art, une de nos principales gloires, art admirable, plein de raison, de politesse et d'élégance. Il serait superflu de montrer ici combien, malgré ses prétentions contraires, il s'éloigna de l'art antique, qu'il se donnait pour modèle. P.-L. Courier a dit : « Les étrangers crèvent de rire quand ils voient dans nos tragédies le seigneur Agamemnon et le seigneur Achille, qui lui demande raison aux yeux de tous les Grecs, et le seigneur Oreste brûlant de tant de feux pour madame sa cousine. » Mais, j'en demande bien pardon à l'illustre écrivain si épris, lui, et de notre XVIe siècle et de la Grèce antique, est-ce que Racine pouvait faire parler ses héros comme Homère fait parler les siens? On trouvera dans ce premier livre de l'Iliade la scène parallèle que le poëte français a imitée du poëte grec. Si Achille avait traité Agamemnon d'impudent, d'ivrogne, d'œil de chien, de cœur de cerf, comment la cour polie qui se plaisait tant à écouter les vers harmonieux de Racine aurait-elle accueilli cette discordance avec ses habitudes et ses conventions? Qu'auraient dit les élégants courtisans de Louis XIV? qu'auraient dit madame de Sévigné et ce cortége de femmes spirituelles? Évidemment Racine devait modifier son Homère, et, si de ses personnages il a fait des Français, qu'en pouvait-il faire autre chose à son époque et devant son public? A la vérité, aujourd'hui une notion plus juste de l'histoire permet à l'art d'être plus fidèle au costume; mais pourtant qu'on ne se méprenne pas sur ce point : la condition essentielle de son succès demeure toujours dans l'habileté à s'adresser aux sentiments, aux idées, aux passions des contemporains.

A l'histoire littéraire la langue est liée d'une manière étroite, surtout depuis que le seul français légal est celui des livres et des académiciens, et que le peuple, créateur de l'idiome, est mis hors de cause. Sans doute, c'est encore l'usage que l'on consulte; mais cela même est bien vague. Où en mettra-t-on les limites? que doit-on admettre? que doit-on rejeter? Au moment où se fixa définitivement la langue dont nous nous servons aujourd'hui, l'usage fut pris dans un sens très-étroit; ce fut le beau monde, la cour, les coteries lettrées qui en décidèrent, et l'Académie, récemment instituée, l'enregistra avec tant d'arbitraire, qu'une foule de locutions excellentes, employées par Malherbe, par Corneille, par Molière, se sont trouvées mises en dehors et proscrites. Certes, ces grands hommes avaient parlé aussi bon français que ceux qui les condamnaient; mais leur français, plus général et plus compréhensif, était puisé à une source plus abondante que celle qui fournit le premier dictionnaire de l'Académie. Aujourd'hui encore, il n'est besoin que d'écouter parler sans prévention les personnes illettrées, surtout dans certaines provinces, pour reconnaître, dans les mots, dans les locutions, dans la prononciation, des particularités tout aussi légitimes et souvent bien plus élégantes, énergiques et commodes que dans l'idiome officiel. De quel droit cela est-il rejeté? Par la grammaire? Mais la régularité en est parfaite. Par l'histoire? Mais toutes viennent d'un passé lointain, et la plupart figurent dans les anciens monuments. Par l'usage? Mais qu'est-ce que l'usage, sinon la tradition non interrompue? On voit donc que la difficulté fut tranchée par un coup d'État et que la question est encore à examiner. Cela peut être dit à notre époque, où la convention qui régla les choses littéraires aux XVIIe et XVIIIe siècles n'est plus reconnue, et où la langue officielle est en ruine.

D'ailleurs il est une autre notion qui ne doit pas être perdue de vue, c'est que la condition nécessaire des sociétés humaines et de tout ce qui leur appartient est de passer par des successions et des rénovations continuelles. Les langues n'échappent pas à cette nécessité. La nôtre, qui compte environ aujourd'hui sept cents ans d'existence, en offre d'âge en âge la preuve manifeste; malgré la prépondérance justement acquise à la littérature du XVIIe siècle, malgré les moyens, qu'on peut appeler

coercitifs, destinés à la maintenir, elle change de jour en jour. De nouveaux mots se sont introduits, de nouvelles significations ont été imposées aux anciens ; le caractère du style littéraire s'est modifié, même le caractère de la conversation, comme le montrent tant de pages familières et charmantes qui nous ont été conservées.

L'état de la société et de la littérature, aussi bien que la force des choses, tout témoigne que ce changement ira croissant. Or, dans cette mutation, le régime auquel la langue est assujettie ne lui est pas salutaire. Ce régime est celui de la métaphysique et de la roideur grammaticales ; la métaphysique, qui substitue des idées purement logiques à l'observation des faits et à l'induction fournie par ces faits ; la roideur, qui, par un assujettissement judaïque aux formes et par la destruction de toute liberté archaïque, oblige la pensée à perdre de sa précision, de sa rapidité, de sa couleur. On sent bien vite ce qu'est la métaphysique et la roideur en fait de langage, quand on compare le style de notre époque avec celui du XVIe siècle et des époques précédentes. Notre histoire présente deux exemples d'insurrection contre la langue : le premier appartient au XVIe siècle, quand une folle imitation des Grecs et des Latins s'empara des esprits ; le succès de la tentative ne fut pas heureux. Le second est de notre temps ; ce fut lorsque Racine, en sa qualité de type de correction et de régularité, fut frappé de condamnation. Ce dernier essai, mieux conduit et arrivant à point dans une époque de révolution et d'anarchie mentales, eut, comme toute idée critique et négative, l'action d'un dissolvant ; et la vieille autorité littéraire acheva de se fondre sous nos yeux. Malgré tout, l'axiome de Boileau restera vrai ; mais il s'agirait de définir ce que l'on doit entendre par langue, et en attendant qu'une convention nouvelle, analogue à celle du XVIIe siècle, vienne régler derechef, pour un temps plus ou moins long, les rapports littéraires, cette expression prend une tout autre extension du moment que l'on considère à la fois les changements nécessaires qui travaillent notre idiome et les phases qu'il a parcourues, c'est-à-dire son avenir et son passé.

Ici il ne s'agit que de son passé. Les Grecs ne se sont jamais imaginé que la langue de leur vieux poëte Homère fût une langue barbare, comparée à celle qui prévalut au siècle de Périclès et au temps de leurs grands poëtes tragiques et comiques, de leurs excellents historiens, au temps de leurs Démosthène et de leurs Platon ; mais ce préjugé s'est attaché à nous, et notre idiome du moyen âge a été considéré comme un patois informe. On s'est figuré que tous les points par lesquels il différait de la langue actuelle n'étaient que fautes et grossièretés. Cependant il faut s'expliquer sur cette accusation de barbarie. Si l'on prétend que le français actuel, cultivé par une série d'esprits éminents, s'est montré propre à exprimer l'art élégant et sérieux du XVIIe siècle, l'art critique et brillant du XVIIIe, et la raison mûrie par les progrès des sciences et les révolutions sociales ; si l'on ajoute que sans doute le français antique, exercé à d'autres sujets, serait incapable de rendre avec fidélité les pensées et les sentiments modernes, on a complétement raison. Aller au delà, ce serait se tromper gravement. Que peut-on entendre par barbarie dans notre langue? On ne dira pas sans doute que c'est la modification qui a transformé le mot latin en mot français ; ce reproche tombe autant sur le français moderne que sur celui du moyen âge, et il affecte à des degrés divers toutes les langues néolatines. Il affecte même, à vrai dire, les idiomes dont celles-ci sont provenues, et, si *premier* est une altération par rapport à *primus*, *primus* des Latins et πρῶτος des Grecs sont, à leur tour, une altération par rapport à *pratamas* du sanscrit. Dans cette transmission successive des mots, chaque peuple les conforme à ses habitudes d'articulation et au sentiment de son oreille. A deux titres, une langue peut être considérée comme barbare, soit quand elle appartient à un peuple tellement dénué d'idées qu'elle ne se prête pas à exprimer les notions de la civilisation, soit quand l'analogie intérieure qui y préside

est fréquemment interrompue par des exceptions et des contraventions. La première imputation ne tombe pas sur le français du moyen âge; placé sans doute, à ce point de vue, sur un degré inférieur aux langues modernes, il n'en possède pas moins une grande richesse, d'abord en tant qu'héritier du latin, puis comme exprimant un état social où apparaissent tant de nouvelles choses inconnues à l'antiquité, christianisme, pouvoir spirituel, féodalité, chevalerie, galanterie, industrie, boussole, poudre à canon, etc. La seconde imputation lui appartient bien moins encore, et même c'est sur le français moderne qu'elle pèse davantage. Quand on suit depuis la haute antiquité jusqu'à nos jours les langues indo-germaniques, auxquelles nous appartenons, on les voit constamment tendre à changer leur système grammatical. A chaque mutation, le sentiment de la syntaxe se perd davantage, les affinités analogiques se rompent, et l'on peut répondre que, de ce côté, plus une langue est ancienne, moins elle offre de ces irrégularités et moins elle est barbare. Un homme du XIIIe siècle, qui nous entendrait dire *le lendemain*, au lieu de *l'endemain; quel que soit celui que je visiterai*, au lieu de *qui que je visiterai; en quelque lieu qu'on arrive*, au lieu de *en quel lieu qu'on arrive; mon épée*, au lieu de *m'épée* (ma épée), s'exprimerait sans doute d'une façon peu flatteuse sur le bon goût et la correction de langage de ses arrière-neveux.

Il faut donc complétement perdre l'idée que les différences qui séparent le français ancien du français moderne soient des fautes, des grossièretés, des barbarismes. Ce préjugé écarté, on goûte sans peine l'aisance, la souplesse et les réelles beautés de l'ancienne langue. Véritablement nous avons trois idiomes : le français actuel, celui du XVIe siècle et celui du XIIIe. Par notre dédain, la désuétude littéraire a frappé les deux derniers, et cependant, de même qu'ils ont eu dans leur temps leur grande gloire, de même ils pourraient encore être utilement employés. C'est surtout à des traductions d'ouvrages anciens qu'ils sont applicables. Courier s'est servi de la langue du XVIe siècle, qu'il possédait si bien, pour traduire Hérodote, dont la prose a de nombreuses ressemblances avec celle de nos prosateurs de ce temps, et je me couvre de son exemple et de sa protection pour cet essai, qui relève doublement de l'érudition, puisque le grec et le vieux français y interviennent.

II. — DE LA LANGUE DU XIIIe SIÈCLE ET DES FACILITÉS QU'ELLE OFFRE POUR LA TRADUCTION D'HOMÈRE.

« Le talent, a-t-on dit (1), n'est pas tout pour réussir dans une traduction; les œuvres de ce genre ont d'ordinaire leur siècle d'à-propos, qui, une fois passé, revient bien rarement. A un certain âge de leur développement respectif, deux langues (j'entends celles de deux peuples civilisés) se répondent par des caractères analogues, et cette ressemblance des idiomes est la première condition du succès pour quiconque essaye de traduire un écrivain vraiment original. Le génie même n'y saurait suppléer. S'il en est ainsi, on nous demandera à quelle époque de son histoire, déjà ancienne, notre langue fut digne de reproduire Homère. Nous répondons sans hésiter, comme sans prétendre au paradoxe : Si la connaissance du grec eût été plus répandue en Occident durant le moyen âge, et qu'il se fût trouvé au XIIIe ou au XIVe siècle en France un poëte capable de comprendre les chants du vieux rapsode ionien et assez courageux pour les traduire, nous aurions aujourd'hui de l'Iliade et de l'Odyssée la copie la plus conforme au génie de l'antiquité. L'héroïsme chevaleresque, semblable par tant de traits à celui des héros d'Homère, s'était fait une

(1) M. Egger, dans un écrit sur les traductions d'Homère

langue à son image, langue déjà riche, harmonieuse, éminemment descriptive, s'il n'y manquait l'empreinte d'une imagination puissante et hardie. On le voit bien aujourd'hui par ces nombreuses chansons de geste qui sortent de la poussière de nos bibliothèques : c'est le même ton de narration sincère, la même foi dans un merveilleux qui n'a rien d'artificiel, la même curiosité de détails pittoresques; des aventures étranges, de grands faits d'armes longuement racontés, peu ou point de tactique sérieuse, mais une grande puissance de courage personnel, une sorte d'affection fraternelle pour le cheval, compagnon du guerrier, le goût des belles armures, la passion des conquêtes, la passion moins noble du butin et du pillage, l'exercice généreux de l'hospitalité, le respect pour la femme, tempérant la rudesse de ces mœurs barbares; telles sont les mœurs vraiment épiques auxquelles il n'a manqué que le pinceau d'un Homère. »

Rien n'est plus vrai et on ne saurait mieux dire. La conformité générale entre l'âge héroïque des Grecs et l'âge héroïque des temps modernes se caractérise aussi par des traits de détail. On sait comment dans Homère les hommes et les choses sont perpétuellement accompagnés d'épithètes et d'appositions toutes faites qui reviennent sans cesse. Il en est de même dans nos vieilles chansons de geste. Ulysse est l'homme de grand sens, Briséis est la fille aux belles joues, Nestor est le vieillard dompteur de chevaux, Achille le héros au pied rapide, Diomède le guerrier irréprochable.

En parallèle, nous trouvons dans nos poëmes Olivier le preux et le sené; Blanchefleur, la reine au clair vis; Charlemagne, le roi à la barbe fleurie; Roland, le chevalier à la chère hardie; Turpin le preux et l'alosé. La France est la France la louée, comme dans ce vers :

Voyez l'orgueil de France la louée.

Si Achille, oisif auprès de ses vaisseaux, soupire après le tumulte des combats, la vieille poésie a un mot spécial pour exprimer ce cri de guerre par lequel les peuples primitifs cherchent à effrayer leurs ennemis et avec lequel les romans de Cooper nous ont familiarisés.

Lors recommence la noise et la huée

est un vers qui se rencontre fréquemment. Pour Homère, l'armée est toujours l'ample armée des Grecs, semblablement l'armée de Charlemagne ou de Marsille est la grant ost banie (ornée de bannières).

Pour peu qu'en lisant Homère on ne fasse pas abstraction complète des habitudes modernes, on est certainement fatigué du retour incessant de ces épithètes qui semblent oiseuses. Toutefois l'oreille s'habitue facilement à de pareilles répétitions, et l'esprit, de son côté, accepte cette simplicité naïve. D'ailleurs il faut, en fait d'art comme dans le reste, se mettre à un point de vue relatif et ne pas croire à des règles absolues. C'est grandement desservir Homère que de donner comme fait pour nous et applicable à notre poétique ce qui fut imaginé et chanté il y a près de trois mille ans. Si Homère et nos vieux poëtes accompagnent constamment les noms de leurs héros d'épithètes vagues et sonores, c'est que la poésie primitive aime et réclame ce genre d'ornements. On peut dire que cela tient radicalement au goût des peuples barbares ou demi-barbares qui sont si passionnés pour les armes et les parures éclatantes. Ce goût s'est réfléchi dans la poésie, et le poëte, obéissant à ce sentiment général, ne fait jamais paraître ses héros dénués de la riche et pompeuse toilette des épithètes. Le goût moderne plus sévère, s'attachant plus au fond qu'à la forme,

tend à supprimer, aussi bien dans les habitudes de la vie que dans la poésie, les ornements excessifs, et, quand de nos jours la poésie a voulu redevenir descriptive et pittoresque, il est bien évident qu'elle a employé un tout autre procédé. Je comparerais volontiers les épithètes dont les héros d'Homère et de nos vieux poëtes marchent toujours affublés aux plumes et aux pendants d'oreilles dont se parent les sauvages. Si on dit que c'est un art dans l'enfance qui use de tels moyens, on a raison; mais si on prétend que ces moyens enfantins, qui sont d'accord avec le ton général, ne méritent pas considération, et n'ont pas, à leur place, un certain charme, on se trompe certainement.

C'est à la langue du XIIIe siècle que je me suis généralement conformé dans cette traduction. Il est de fait qu'elle se prête facilement à suivre la pensée homérique, à tel point qu'il m'a été possible de rendre l'original vers pour vers. Cela même est peu : dans chaque vers, j'ai conservé les détails caractéristiques de la phrase, les épithètes courantes, et généralement aussi la marche de la période. Je ne sais pas si un pareil travail pourrait réussir dans le français moderne : il est trop peu souple et flexible pour accompagner la libre allure de la langue archaïque d'Homère; mais parvînt-on à triompher de ces difficultés, on n'aurait encore que la plus infidèle des traductions, car qu'y a-t-il de plus étranger à la pensée primitive que le vêtement moderne?

C'est surtout à rendre avec rapidité et légèreté les détails de récit et de conversation qu'excelle le français ancien, détails insupportables en vers s'ils s'avancent avec des articles, des particules et des conjonctions; lourdes béquilles dont le langage moderne ne sait pas se passer. Aussi la langue poétique moderne est peu habile à raconter, et, par une coïncidence qui n'a rien d'étrange, à mesure qu'elle perdait ses qualités narratives, la poésie de son côté se transformait et s'idéalisait de jour en jour davantage. Le côté lyrique prenait le dessus, et ce qui lui plaisait surtout, c'était non plus de chanter la colère d'Achille ou bien les combats et le héros troyen, mais de rêver et de faire rêver aux choses infinies, heureuse d'en saisir une couleur et d'en retracer une ombre. Aussi, quand la poésie moderne veut raconter, elle change de ton, et c'est surtout à force d'esprit et de finesse qu'elle se tire des longs récits, comme on le voit dans Voltaire et dans Byron. La poésie primitive n'y met pas tant de façons; grâce à une langue plus maniable et plus svelte, grâce à ces épithètes avec lesquelles elle emplit l'oreille et l'imagination, elle peut sans effort raconter les hauts faits d'Achille et de Roland. Au sortir de l'enfance, on aime surtout les grands coups de lance dont Homère est si prodigue; plus tard, la poésie rêveuse saisit l'imagination; plus tard encore, on reprend intérêt à la poésie primitive, sorte d'histoire dont rien ne peut tenir lieu, et, non sans charme, on écoute cette musique qui nous arrive d'un passé lointain.

La langue du XIIIe siècle fut européenne, car ce n'est pas du siècle de Louis XIV que date la faveur dont le français a joui parmi les nations étrangères. Il m'a toujours paru ridicule d'essayer d'établir une prééminence entre les peuples qui composent la république occidentale; chacun a ses mérites et a contribué pour sa part à l'avancement des sciences et à la splendeur des lettres. Cependant il est certain que ce fut un attribut particulier de la langue française de pénétrer dès un temps reculé chez les étrangers. « Au XIIIe siècle, l'Anglais Mandeville, dit M. Mas de Latrie (1), écrivait en français ses pérégrinations suspectes, comme le Vénitien Marc Paul ses voyages consciencieux, Brunetto Latini de Florence son Trésor, Rusticien de Pise son roman de Meliadus, le Moraïte sa Chronique, Martin de Canale son histoire de Venise, *pour ce que*, dit ce dernier, *langue françoise court parmi le monde et est*

(1) *Bibl. de l'École des Chartes*, 2e série, tome II, page 544.

plus délitable à lire et à ouïr que nulle autre. » Tel était l'état des choses au XIIIe siècle. Il y eut sans doute une diminution dans cet éclat littéraire au XIVe et au XVe siècle, à la suite des horribles malheurs et des dévastations inouïes qu'amena la guerre des Anglais. Toutefois la tradition se reprit au temps de Louis XIV, mais ce ne fut rien de nouveau, et de nos aïeux du XVIIe siècle on doit seulement dire ce que dit l'Hector d'Homère (on me permettra d'employer ici, par anticipation, le vieux français), qu'ils

Soutinrent le grand loz de leurs pères et d'eux.
(ἀρνύμενος πατρός τε μέγα κλέος ἠδ' ἐμὸν αὐτοῦ.)

III. — DE LA GRAMMAIRE

Bien que le vocabulaire du français moderne ne soit pas complétement celui du vieux français, bien que des mots soient tombés en désuétude et que quelques-uns aient changé de signification, cependant ce n'est pas là que gît la dissemblance la plus considérable ; elle tient à la grammaire, qui a dans la vieille langue des particularités presque complétement effacées dans la nouvelle. On peut très-brièvement indiquer ce qu'il y a de plus saillant.

Le point essentiel, c'est que l'ancien français a une déclinaison. Sans doute elle est très-mutilée et ne présente qu'un débris de la déclinaison latine ; mais elle n'en existe pas moins, et elle influe sur la construction de la phrase et l'arrangement des mots. Rien de plus simple à expliquer et à retenir : au singulier, les noms masculins ou ceux qui ont une terminaison masculine prennent une *s* quand ils sont sujets de la phrase, et n'ont point d'*s* quand ils sont régimes. Les noms féminins sont invariables. Pour le pluriel, les premiers sont sans *s* au sujet et prennent l'*s* au régime ; les seconds prennent l'*s* dans toute position. Ainsi la phrase moderne : *l'homme mène le cheval*, peut se rendre de deux façons, sans qu'il y ait aucune amphibologie : *li homs mène le cheval* ou *le cheval mène li homs ;* de même au pluriel, *les hommes mènent les chevaux* se dira : *li homme mènent les chevals* (prononcez chevaux) ou *les chevals mènent li homme.* On remarquera que le mot *homs,* avec sa forme de sujet, nous est resté dans la particule *on : on dit, on vient,* etc. Cette existence d'un signe pour le régime a permis de rendre, comme en latin, la possession par un cas, c'est-à-dire sans intermédiaire de préposition : ainsi *la fille du roi, filia regis,* peut se dire, dans l'ancien français, *la fille le roi.* Quand Berthe dit :

Fille sui le roi Flore, qui tant fait à louer,

cela signifie : *Je suis la fille du roi Flore,* car l'absence de l'*s* au mot *roi* indique qu'il est dans le rapport de régime avec le mot *fille.* Il nous reste de cette construction l'*hôtel-Dieu,* qui signifie l'*hôtel de Dieu,* et *de par le roi,* qui signifie *de la part du roi.* Beaucoup de choses dans la langue moderne sont un débris de la syntaxe ancienne, et ne peuvent s'expliquer que par là.

Cette manière de construire deux noms ensemble permet d'en renverser la position, et de dire aussi bien *Dieu-hôtel* que *hôtel-Dieu.* Cette construction existe dans l'anglais ; elle peut y être venue soit du français par la conquête des Normands, soit de l'allemand, qui a aussi cette tournure. Dans ce vers :

Belle Idoine se sied dessous la verd olive
En son père verger.....

les derniers mots signifient : *le verger de son père :* et dans cet autre vers :

Cest premier coup sont nostre, Dieu aïe,

cela veut dire : *ces premiers coups sont nôtres par l'aide de Dieu.*

L'influence du latin se fait sentir d'un autre côté, à savoir dans la suppression des pronoms personnels, *je*, *tu*, *vous*, *il*, etc. Cette suppression, qui est facultative et non obligatoire, allége beaucoup la phrase et ne jette aucune obscurité, car le pronom peut reparaître dès que le sens l'exige. Il faut à ce sujet noter une irrégularité du français moderne que n'a pas l'ancien : nous disons *moi qui parle, toi qui veux, lui qui vient, eux qui demandent : moi, toi, lui, eux*, sont des formes de régimes employés ici comme sujets. Le vieux français ne commet pas cette faute, et dit : *je, qui parle ; toi, qui veux ; il, qui vient ; il, qui demandent.*

Les adjectifs qui, en latin, ont une seule terminaison pour le masculin et le féminin, présentent dans l'ancien français cette particularité, que la terminaison est la même pour les deux genres. Il nous en est resté *grand'mère*, et dans le style de l'ancienne chancellerie *lettres royaux*.

L'article peut se supprimer quand l'objet est suffisamment déterminé. Dans ces vers :

Quand François voient venir leurs ennemis,
Par la Dieu grâce, qui en la croix fut mis,
Fut châcuns preux, courageux et hardis ;

le mot *François* n'a pas d'article et peut s'en passer. Il en est de même du mot *soleil* ici :

Contre soleil flamboie ses écus (son écu).

On peut encore, dans l'ancien français, supprimer la conjonction *que*, et dire aussi bien *je veux vous alliez* que *je veux* que *vous alliez*. De la même façon on supprime le *qui* relatif, et l'on dit comme dans ce vers :

N'en y a un tout seul n'ait la table quittée.

pour *qui n'ait quitté la table*. Enfin il n'est pas jusqu'à la préposition *à* qui ne puisse se sous-entendre, et cela sans dommage pour le sens ; en voici un exemple entre mille :

Mandez Charlon l'orgueilleux et le fier
Foi et salut par votre messager.

Ce sont là les différences principales qui séparent le français ancien du français moderne. C'est une grammaire, on le voit, bientôt apprise. Et de fait, l'erreur est grande de regarder le vieux français comme une langue morte ; il n'en est rien ; la plus grande partie en vit encore au milieu de nous, et rien n'est plus facile pour un Français d'aujourd'hui que de se rendre maître du français du XIIIe siècle. Tout est connu d'avance : le plus grand nombre des mots et l'esprit de la syntaxe. Sans doute il faut faire un apprentissage, mais cet apprentissage est court et n'a rien qui se puisse comparer à l'étude d'une langue étrangère.

Dans cet exercice se présente tout d'abord une difficulté notable, c'est le dédain de l'oreille pour les formes qui ne lui sont pas familières. Nous disons *tristesse ; tristeur* de l'ancien français nous choquera. Nous sommes accoutumés à *folie, folage*

nous paraîtra barbare. Nous employons *enfreindre* et *retentir ;* mais *freindre* et *tentir* nous effarouchent. Cependant en soi ces formes n'ont rien qui les doive faire rejeter, et elles sont aussi correctes que celles qui ont prévalu. Un peu de lecture surmonte bientôt cette première impression, et, en y gagnant de juger dès lors sans prévention les textes anciens, on y gagne de juger aussi la langue moderne et de s'élever au-dessus de ses exclusions, de ses caprices et de ses habitudes.

IV. — DE L'ORTHOGRAPHE.

Dans une question d'ancien français, l'orthographe ne peut pas être passée sous silence. Elle diffère en tant de points de notre système moderne, et offre elle-même tant de variations, qu'il faut une certaine habitude pour lire couramment les vieux textes, malgré le vêtement sous lequel ils nous sont présentés. Comme l'orthographe est une pure affaire de convention, je me suis servi, dans cet essai de traduction, de l'orthographe moderne, qui, sans être au fond meilleure, a du moins l'avantage d'être familière aux yeux. Je ne m'en suis écarté que là où les règles de la syntaxe l'ont exigé, et, même dans les mots qui sont hors d'usage et que j'ai employés, je les ai écrits comme on les écrirait s'ils eussent passé dans notre vocabulaire.

La différence d'orthographe, sans toucher au fond des choses, n'en gêne pas moins grandement les abords de notre ancienne langue. Toute représentation de sens par des lettres est une convention. Or, quand on entre dans les textes du moyen âge, on rencontre une convention toute différente et qui déroute complétement les yeux d'abord, l'esprit ensuite. Ainsi nous représentons généralement le son *eu* par *eu :* il *peut.* Le moyen âge le représente fréquemment par *ue :* il *puet. Cuer* est *cœur, ues* est *œufs. Eux* du langage moderne est d'ordinaire dans les manuscrits *ex :* ainsi *yex* est *yeux, Diex* est *Dieu, miex* est *mieux.* De même pour la finale *aux : chevax* est *chevaux, beax* est *beaux,* etc. Ou bien encore le moyen âge conserve l'étymologie ; la syllabe *au,* il la représente par *al : altre* est *autre, halt* est *haut, halme* est *heaume.* Pour se faire une idée de l'erreur dans laquelle nous jette presque inévitablement cette différence d'orthographe, il n'y a qu'à supposer qu'on ignore les conventions par lesquelles nous donnons un son spécial à certaines combinaisons de lettres, et alors notre mot *dieux* deviendra *diéücs, autre* deviendra *aütre,* et tout cessera d'être reconnaissable. C'est ce qui ne manque pas d'arriver quand on lit un texte du moyen âge ; on prononce les lettres telles qu'elles sont écrites dans *iex, diex, miex, ues, altre,* et l'on s'étonne de l'étrangeté de ces sons qui, cependant, ne diffèrent des nôtres que par la représentation. Enlevez ce prétexte d'erreur à l'œil, écrivez l'ancien français comme le nouveau partout où cela est possible, et vous ôtez au vieux français le masque qui le défigure, car c'est vraiment le défigurer que de le prononcer tel qu'il est écrit.

Dans son livre sur les *Variations du langage français,* livre qui contient tant de vues neuves et vraies, M. Génin a mis en lumière un phénomène curieux, à savoir la réaction de l'écriture sur la prononciation. Notre langue fourmille de mots où l'écriture a fini par tuer la prononciation, c'est-à-dire que des lettres écrites, il est vrai, mais non prononcées, ont fini par triompher de la tradition et se faire entendre à l'oreille comme elles se montrent à l'œil. Cette influence se manifeste dans son action la plus défavorable quand on lit aujourd'hui des textes de vieux français ; on oublie qu'outre la convention primitive qui attache un son simple à chaque caractère, il y a une foule de conventions secondaires destinées à figurer des sons qui sont en dehors du cadre de l'alphabet, et que ces conventions secondaires peuvent bien n'être pas les mêmes pour le vieux français et le français moderne. Alors, sans réflexion,

on applique notre prononciation à l'orthographe ancienne, ce qui rend étranges et monstrueuses les choses les plus simples et les plus familières.

En effet, M. Génin a encore établi avec beaucoup de sagacité et d'utilité qu'au fond la prononciation moderne représentait la prononciation ancienne, et que le nombre des différences était bien plus restreint que ne pouvait le faire penser la différence des orthographes. Appliquez ce principe à la lecture d'un morceau ancien, ne tenez aucun compte de l'écriture et prononcez les mots comme s'ils étaient figurés avec l'orthographe moderne, et vous verrez comme l'intelligence en sera facile même pour les personnes qui n'ont aucune habitude de notre vieux langage. Prononcez au contraire, *diex, yex,* etc., comme cela nous semble écrit, et vous produirez un jargon horriblement barbare et tout à fait méconnaissable même aux oreilles les plus exercées. Je dis barbare; en effet, d'où veut-on qu'un *x* soit venu dans la prononciation du mot *iex?* Ce mot dérive d'*oculus,* et l'étymologie montre que l'*x* est aussi muet dans l'ancien français que dans le français moderne. En agissant autrement, on commet un manifeste barbarisme et on introduit dans la prononciation une lettre qui n'a jamais été qu'orthographique. Nos aïeux avaient pour convention d'écrire la syllabe *eux* par *ex,* et méconnaître cette convention, c'est leur faire autant de tort qu'on nous en ferait si l'on articulait l'*x* dans *yeux* ou *mieux*. Ainsi, quand on donne aux mots anciens l'orthographe moderne, bien loin de les altérer, on les conserve dans leur intégrité et on leur restitue leur véritable physionomie.

Si la féodalité avait subsisté plus longtemps, si les trouvères avaient continué à chanter leurs poëmes de château en château, et surtout si un de ces poëmes avait, par ses beautés éminentes, conquis une faveur permanente, la transcription aurait subi les modifications de la langue parlée, et l'œuvre serait restée constamment intelligible. C'est ce qui est arrivé à Homère. Transmis de bouche en bouche par les rapsodes, écouté avec admiration par les populations helléniques, le vieux poëte se rajeunissait de siècle en siècle, et à mesure que la langue se modifiait, le vers antique se modifiait aussi autant que le rhythme le permettait. De nombreuses traces sont encore visibles qui témoignent que la prononciation d'Homère différait notablement de celle qui prévalait au moment où son texte a été fixé définitivement. Un érudit a essayé de rétablir d'après ces indices la vieille prononciation, la vieille orthographe d'Homère. On peut affirmer que, mieux cette entreprise de restauration aurait réussi, plus le texte ainsi rétabli aurait paru étrange et méconnaissable aux contemporains de Plutarque, d'Alexandre et de Platon; mais l'intérêt que les Grecs attachaient à ces récits d'autrefois, le charme puissant de cette poésie toujours si simple et quelquefois si sublime, et le chant traditionnel des rapsodes, empêchèrent l'Iliade et l'Odyssée de rester ensevelies dans la langue du IXe siècle avant l'ère chrétienne et de devenir inintelligibles pour les Grecs des temps postérieurs, comme le devinrent les poésies saturnines pour les Romains de Cicéron et d'Auguste, comme le sont devenues pour nous nos vieilles poésies.

Mon intention n'est pas de bannir l'étude de l'ancienne orthographe; mais je pense que ce qui est des érudits doit être réservé exclusivement aux érudits. Pour eux, l'orthographe ancienne a cessé d'être un obstacle, et elle fournit des renseignements utiles soit sur l'étymologie, soit sur la grammaire; elle fournira aussi, quand on le voudra, de bonnes indications pour la réformation de notre orthographe moderne, qui offre tant de surcharges, d'inconséquences et de pratiques vicieuses. Ainsi l'habitude commune dans les anciens textes de ne pas écrire les consonnes doublées qui ne se prononcent pas, et de mettre *arêter, doner, apeler,* etc., mériterait d'être transportée dans notre orthographe. On écrit dans les anciens textes au pluriel sans *t* les mots *enfans*, *puissans*, etc.; cette orthographe, depuis longtemps proposée par Voltaire, est un archaïsme bon à renouveler. Ceux qui s'effrayeraient du changement

d'orthographe ne doivent pas se laisser faire illusion par l'apparente fixité de celle dont ils se servent. On n'a qu'à comparer l'orthographe d'un temps bien peu éloigné, le XVIIe siècle, avec celle du nôtre, pour reconnaître combien elle a subi de modifications. Il importe donc, ces modifications étant inévitables, qu'elles se fassent avec système et jugement. Manifestement le jugement veut que l'orthographe aille en se simplifiant, et le système doit être de combiner ces simplifications de manière qu'elles soient graduelles et qu'elles s'accommodent le mieux possible avec la tradition et l'étymologie.

V. — DU VERS ET DE L'HÉMISTICHE.

Le système poétique des anciens est essentiellement le même que celui des modernes ; cependant il a subi quelques modifications qu'il convient ici de signaler. Il va sans dire que, dans cet essai, j'ai suivi le système ancien et non le système moderne.

La plus notable différence est relative à l'hémistiche. Aujourd'hui toutes les règles qui déterminent la rencontre des mots dans l'intérieur d'un hémistiche s'appliquent d'un hémistiche à l'autre dans le vers entier. Autrefois l'hémistiche était considéré comme une fin de vers. Ainsi, dans un poëme du XIIIe siècle, il est dit de Berthe :

> Oncque plus douce chose ne vi, ne n'acointai;
> Elle est plus gracieuse que n'est la rose en mai.

Et dans un poëme du XIIe siècle, il est dit d'un guerrier blessé à mort :

> Pinabaux trébucha sur l'herbe ensanglantée,
> Et fors de son poing destre lui échappa l'épée.

Cette habitude est constante, et, si on la juge sans aucun préjugé et indépendamment de nos règles modernes, on reconnaît qu'elle est irréprochable. L'oreille est satisfaite, et, en matière de vers et de rhythme, c'est le seul juge qui doive être consulté. Au XVIIe siècle, quand on réforma les règles de la versification, on fit intervenir à tort, à très-grand tort, l'œil, l'écriture, l'orthographe, dans une affaire qui ressortit à un tout autre tribunal. On ne connaît, chose singulière, que depuis très-peu de temps la vraie constitution du vers français. C'est un Italien, M. Scoppa, et, après lui, M. Quicherat, dans son traité de *Versification française,* qui ont fait voir que notre vers est construit, comme la plupart de ceux des langues modernes, sur le principe de l'accent. La langue française est accentuée comme toutes les langues ses sœurs; seulement l'accent, au lieu d'occuper des places variables, est toujours sur la dernière syllabe, quand la terminaison est masculine, et sur l'avant-dernière, quand la terminaison est féminine. Voyez ce que peut le préjugé classique pour fermer les yeux à l'évidence ! Parce que le grec a l'accent souvent très-reculé, parce que l'italien le porte aussi très-souvent sur la syllabe antépénultième, parce que les gens du Midi, même du midi français, prononçant la langue d'oui, déplacent l'accent et l'amènent en arrière, on s'est imaginé que notre idiome n'était pas accentué. Parler sans accent doit signifier non pas parler sans intonation, mais bien donner aux mots l'intonation qui, chez nous, leur est propre. Objectera-t-on que, l'accentuation se faisant sentir à une place toujours la même, il en résulte uniformité et monotonie? Il n'en est rien; les mots réunis en phrase fournissent les combinai-

sons d'accents les plus variées. Voyez ces vers de Racine, où je souligne les syllabes accentuées :

> Ja*mais* vaissea*ux* par*tis* des *ri*ves du Sca*man*dre
> Aux *champs* Thessal*iens* osèrent-*ils* des*cen*dre?
> Et ja*mais* dans La*ris*se un *lâ*che ravis*seur*
> Me vint-*il* enle*ver* ou ma *fem*me ou ma *sœur*?

Il est impossible de trouver une intonation plus marquée; elle ne l'est pas davantage dans le grec ou l'italien.

Notre vers le plus ancien est notre vers de cinq pieds, c'est-à-dire de dix ou onze syllabes, suivant la terminaison. C'est aussi le vers des Italiens, de Dante, du Tasse, de l'Arioste. Il a deux accents nécessaires, l'un à la dixième syllabe, l'autre à la quatrième; c'est ce dernier qui marque l'hémistiche. Dans le vers italien, il faut un accent à la dixième et à la sixième, ou bien, en place de la sixième, sur la quatrième et la huitième. On ferait, si l'on voulait, sans aucune difficulté, des vers français dans le système italien; mais Scoppa observe que le vers français vaut mieux, ayant l'hémistiche plus marqué. A quoi M. Quicherat répond qu'en revanche le vers italien est plus varié, n'étant pas assujetti à un arrangement des accents. Quoi qu'il en soit de la prééminence entre les deux systèmes, c'est justement cette manière si nette de marquer l'hémistiche qui a déterminé nos anciens poëtes, ne consultant que l'oreille, à le traiter comme une véritable fin de vers.

De même que les enfants acquièrent, dès les premières années, d'eux-mêmes et par le seul usage, une masse incroyable de notions, se familiarisant avec la connaissance des objets, avec les mots et même avec la syntaxe de la langue, de même l'enfance des peuples néolatins fut singulièrement occupée, créant de nouveaux idiomes et un nouveau système de poésie. Il est bon d'avoir présent à l'esprit ce grand exemple de productions spontanées, cette preuve des aptitudes naturelles de l'esprit humain, pour comprendre comment, dans des âges beaucoup plus reculés et plus éloignés de la lumière de l'histoire, des phénomènes tout semblables ont surgi, et comment la Grèce, cette sublime et féconde institutrice de l'Occident, s'est fait sa langue, sa poésie et sa littérature. De quelque côté que l'on considère le développement des sociétés humaines, on reconnaît toujours et partout une seule et unique cause, les dispositions innées et la nature de l'homme.

Au début de l'histoire grecque et dans le demi-jour de la Fable se présente une légende qui émeut les imaginations. Une ville antique et puissante, bâtie des mains des dieux, secourue par toutes les populations environnantes, succomba, après une guerre de dix ans, sous les efforts de la Grèce conjurée. Ce thème fournit un nombre considérable de vieilles chansons de geste, aujourd'hui perdues, et parmi lesquelles a survécu la plus belle, le poëme héroïque d'Homère. De la même façon, au début du moyen âge, un homme renouvela les exploits des Alexandre et des César, dompta jusque dans ses profondeurs la Germanie indomptée, atteignit les musulmans par delà les Pyrénées, réunit l'Italie à sa domination, et fut couronné empereur dans la ville éternelle. Un court éloignement dans le temps suffit pour transfigurer ce personnage; ses proportions grandirent, les faits se confondirent, et, dès le XI[e] siècle, il était l'objet des plus merveilleuses légendes. C'est alors que naquirent ces chansons de geste qui charmèrent tant nos aïeux, et, pour me servir de l'expression de notre grand chansonnier au sujet d'un personnage qui, lui aussi, serait, dans un autre temps, devenu bien vite légendaire, le manoir féodal *ne connut plus d'autre histoire*.

A cette admiration a succédé le plus profond oubli. Il leur arriva un malheur qui n'est pas arrivé à l'Iliade, c'est que, derrière ces poëmes, reparut la véritable his-

toire, qui avait quelque temps sommeillé. Quand on vit ce que la légende avait fait de Charlemagne, on s'éloigna avec dédain de ce tableau si bizarre et si mensonger, et il n'en rejaillit rien de favorable pour les chansons de geste; mais, si, postérieurement à Homère, les documents relatifs à la guerre de Troie (à supposer qu'il y ait eu une guerre de Troie) avaient été retrouvés, quel tort l'histoire n'eût-elle pas fait au poëte! Devant la réalité, quel rôle eussent joué Achille et sa colère, Minerve qui dirige les coups de Diomède, Apollon qui conduit Hector, et Jupiter qui donne la victoire aux Troyens? Dans nos vieux poëmes, la légende a été prise en flagrant délit de fiction; au contraire, dans le poëme d'Homère, elle est tout ce qui reste de l'histoire, et c'est un titre de plus à l'intérêt et à la curiosité.

A le bien prendre cependant, nos vieux poëmes ont aussi un grand intérêt historique, mais par un autre côté : ils éclairent singulièrement la formation de la légende. D'abord, ils nous montrent combien il faut peu de temps pour la constituer; en second lieu, nous connaissons par là que l'âge a beau être pleinement historique, la légende ne s'en crée pas moins, si les documents historiques font défaut ou s'obscurcissent; enfin, ils nous apprennent que d'un récit légendaire il n'y a, pour ainsi dire, rien à tirer qu'un fait excessivement vague. Si nous n'avions sur Charlemagne pas plus de renseignements que sur la guerre de Troie, que saurions-nous de positif sur ce prince à l'aide de nos anciens poëmes? Le vrai et le faux y sont tellement confondus, que les démêler serait chose impossible. Aussi, quand, sur un point quelconque, on n'a qu'un récit légendaire sans contrôle de la part de documents historiques, tout, aux yeux de la critique, est frappé de suspicion. Nos poëmes, pour lesquels nous possédons à la fois l'histoire et la légende, sont un curieux témoignage de ce travail des imaginations populaires sur les événements et les personnages; nous y voyons comment la réalité se dénature, comment le merveilleux s'invente, et l'exemple qu'ils nous offrent s'applique, par une conséquence rigoureuse, à tous les cas où, l'histoire faisant défaut, la légende s'y est substituée.

J'ai dit plus haut que la poésie moderne avait pris de plus en plus le caractère lyrique et idéaliste. L'impossibilité actuelle de la légende en est une des grandes causes. Tant que la poésie a pu façonner l'histoire à sa guise, elle s'y est complu, et les hommes s'y sont complu avec elle; mais, aujourd'hui que l'histoire a cessé d'être malléable et qu'il n'est pas plus permis de créer ou l'Achille de l'Iliade ou le Charlemagne des chansons de geste que de faire reculer le soleil pour le festin d'Atrée ou de l'arrêter sur Gabaon pour la défaite des Amorrhéens, la poésie a forcément abandonné des routes devenues impraticables et cherché ailleurs les aliments du sentiment et de l'imagination.

VI. — RIME.

J'ai suivi l'usage de notre poésie antique, qui ne s'inquiète pas de la succession alternative des rimes masculines et féminines. Ce n'est pas que cet entre-croisement lui soit étranger; mais, chez elle, il est facultatif : on ne s'étonnera donc point de voir dans cet essai la règle que s'impose la poésie moderne fréquemment violée. D'ailleurs, il faut le remarquer, cette règle de la poésie moderne est tout à fait illusoire, et, si elle satisfait l'œil, elle trompe complétement l'oreille; or, en fait de rime, c'est là une véritable absurdité.

On appelle rime masculine, par exemple, *mer* avec *enfer*, et rime féminine, par exemple, *mère* avec *il enferre*. Il n'y a qu'à prononcer ces mots pour reconnaître que le son en est identique, que la différence n'est que pour l'œil, et qu'à l'oreille la prétendue rime masculine sonne vraiment comme une rime féminine. On appelle rime masculine *essor* et *or*, et rime féminine *éclore* et *aurore*. Si on ne le savait pas

par l'orthographe, je demande comment le son pourrait le faire reconnaître. On appelle rime masculine *rois* et *lois*, et rime féminine *joies* et *soies;* l'écriture est dissemblable, mais la prononciation est identique. Ces simples faits rappelés, que devient la distinction de rime qu'admet le système moderne? L'entre-croisement n'existe pas, ou du moins il est à tout instant interrompu par des anomalies. De vraies rimes féminines sont données pour masculines, de vraies rimes masculines sont données pour féminines; mais l'œil est content, et cette puérilité grammaticale l'a emporté sur le jugement de l'oreille. Au reste, la distinction des terminaisons masculines et féminines est un legs de notre ancienne langue, mal compris et mal employé lors de la réformation de notre système de versification. Je vais m'expliquer davantage.

On connaît ces rimes devenues défectueuses, et qui cependant se trouvent encore dans Boileau et dans Racine. Le premier a dit :

La colère est superbe et veut des mots altiers;
L'abattement s'explique en des termes moins fiers.

Nous lisons dans l'autre :

Attaquons dans leurs murs ces conquérants si fiers;
Qu'ils tremblent à leur tour pour leurs propres foyers!

Ou encore :

Eh bien! brave Acomat, si je leur suis si cher,
Que des mains de Roxane ils viennent m'arracher.

On prétend que ces rimes sont nées de ce qu'on faisait sentir l'*r* dans *arracher :* c'est une erreur. Ici, comme presque sur tout ce qui concerne l'ancienne langue, on a pris le contre-pied de la vérité. Ces rimes sont un archaïsme; elles étaient fort bonnes jadis, non pas que l'on prononçât l'*r* dans *arracher*, dans *foyer*, dans *altier;* mais on ne le prononçait pas dans *fier* ni dans *cher*, on disait *fié, ché,* et de la sorte l'oreille était satisfaite. Il n'y a donc de véritable distinction entre les terminaisons masculines et féminines qu'autant qu'on ne fait pas sentir les consonnes finales. Il est certain que cette extinction des consonnes finales a été plus générale dans l'ancienne langue que dans la moderne. Mais a-t-elle été jamais complétement rigoureuse, comme l'a prétendu un ingénieux auteur? Je ne sais ; quoi qu'il en soit, il est raisonnable de faire dans cet essai comme ont fait les anciens, et de ne pas distinguer les rimes féminines et masculines, d'autant plus que, même dans notre poésie moderne, qui se pique de s'y astreindre, la différence est purement nominale. Il ne suffit pas d'appeler masculine ou féminine une terminaison; il faut encore que la prononciation s'y accorde; or la prononciation actuelle donne un fréquent démenti à une règle uniquement fondée sur l'orthographe.

Nos anciens poëtes n'ont pas connu la recherche de la rime riche, et ils se sont contentés de la rime la plus pauvre, pourvu qu'elle sonnât à l'oreille. En ceci encore j'ai suivi leur exemple. Quelque intérêt qu'on ait attaché à la rime riche, je ne puis y voir que le mérite de la difficulté vaincue. Ce mérite, à vrai dire, me touche peu; je ne suis pas de ceux qui admirent *du sonnet les rigoureuses lois*, et je pense que notre vieille poésie a satisfait, sans les dépasser par un labeur inutile, aux exigences de l'oreille.

En cet état, quelles que fussent les facilités de la rime, nos anciens poëtes les ont encore augmentées par les licences multipliées qu'ils se permettent. Ils modifient les

voyelles finales, ils changent les consonnes, ils ajoutent des syllabes, ils en retranchent, aucun scrupule ne les arrête, et il est manifeste qu'entre leurs mains les mots sont une argile qu'ils peuvent pétrir à leur gré. Pour des esprits habitués, comme les nôtres, aux rigueurs de la grammaire, rien n'est plus étrange que de pareilles libertés, et l'on prend pour autant de barbarismes toutes ces déviations. C'est pourtant une erreur, car c'est appliquer les habitudes d'une langue faite à une langue qui se fait. A ce titre, Homère aussi serait plein de barbarismes. A chaque instant, pour trouver la mesure de son vers, il change les longues en brèves, il modifie les terminaisons, il allonge les mots, il les raccourcit, il substitue une voyelle à une autre; il n'est peut-être pas une seule des licences de nos vieux poëtes dont on ne retrouvât l'équivalent dans l'Iliade et l'Odyssée, et encore n'avons-nous pas l'œuvre grecque dans son état primitif; il ne reste de ces irrégularités que ce qui en a été conservé par la nécessité de la mesure, tout le reste s'effaçant à mesure que la langue changeait. Le cas du grec naissant et celui du français naissant s'expliquent l'un par l'autre. On s'est souvent demandé d'où venait la confusion des formes chez Homère. Dans l'explication qui a été donnée, on n'a pas suffisamment tenu compte de l'incertitude et, si je puis parler ainsi, de la mollesse des mots tant qu'ils sont à l'état naissant; l'exemple de nos vieux poëtes prouve qu'il a fréquemment modifié à son gré, suivant son oreille et sous la condition de rester compris, les formes de la langue qui était usuelle de son temps. On a accusé nos vieux poëtes de barbarie, pour avoir souvent remanié les formes et les avoir accommodées au vers; l'exemple d'Homère prouve que c'est non point une barbarie, mais une licence attachée aux origines des idiomes.

Un autre écrivain célèbre montrera qu'il n'y a là rien d'arbitraire et que tout dérive des conditions mêmes de l'instrument qui est mis en œuvre; c'est Dante. Lui aussi, comme nos anciens poëtes, se donne les licences les plus étendues et semble jouer avec la forme des mots. On trouve chez lui, tantôt pour la rime, tantôt pour la mesure, *foro* pour *furono, soso* pour *suso, lome* pour *lume, vincia* pour *vincea* ou *vinceva*, *vui* pour *voi, fenno* ou *fer* pour *fecero, offense* pour *offese*, *cherci* pour *chierici, parlasia* pour *paralisia*, etc. On pourrait recueillir un nombre considérable de ces altérations, et elles formeraient un bon et curieux parallèle avec celles de nos auteurs. On ne lui fait aucun blâme de ces tortures auxquelles il a soumis les mots; ses licences ne sont pas jugées des barbarismes, et elles n'ôtent rien à la très-juste admiration qu'inspire son épopée. Mais il faut être équitable et à des cas identiques appliquer une mesure égale : ce qui est excusé chez Dante ne doit pas être condamné dans nos vieux poëmes. Je ne compare pas ici le génie dans la composition ni les beautés dans le style; je compare seulement les allures des deux langues à une époque presque la même, et je trouve que les Italiens, captivés par l'admiration, ont donné droit de bourgeoisie aux archaïsmes de leur poëte, tandis que nous, oublieux de notre passé littéraire, n'avons plus vu que jargon et patois dans des archaïsmes tout semblables.

Au reste, l'habitude masque pour nous, dans notre langue, bien des anomalies de même genre. De *strictus* et de *spissus*, on avait fait *étroit* et *épois*, ou, suivant une autre prononciation, *étret* et *épais*; de *regem* et de *regina*, *roi* et *roine*, ou, suivant une autre prononciation, *rei* et *reine*; de *pondus*, *poids* et *poisant*, ou *peis* et *pesant*. On voit, par la prononciation qui est aujourd'hui adoptée, que nous avons fait comme nos vieux poëmes, c'est-à-dire que nous avons pris à droite et à gauche et accommodé à notre guise des formes qui ne sont pas similaires.

Il est évident que le sentiment n'est pas le même chez ceux qui usent d'une langue fixée et chez ceux qui usent d'une langue naissante. Dans le premier cas, des règles positives existent, elles sont enseignées à la jeunesse, de grands écrivains en ont con-

sacré l'usage. A ce terme les mots ont acquis des formes invariables auxquelles personne ne peut plus toucher. Mais, quand une langue commence, point de règle, point d'enseignement, point de modèles. Les mots sont comme ces insectes qui, se dépouillant de la chrysalide, tiennent à la fois de leur état ancien et de leur état nouveau. L'arbitraire que les grammaires tendent toujours à restreindre est alors au plus haut degré, et, pourvu que l'on respecte l'analogie la plus générale de manière à demeurer intelligible, les analogies particulières sont sacrifiées sans scrupule. Le français n'a guère été écrit que vers le XIe siècle, et peu de temps auparavant le latin était encore la langue générale. On comprend sans peine comment les premiers auteurs se sentaient peu assujettis et peu contraints par la forme d'un mot. Cette forme ne pouvait pas avoir une grande consistance, et l'usage même qu'on en a fait prouverait par soi seul que tel était le sentiment intime de ceux qui s'en servaient. La nature des choses le veut : ce qui est naissant n'est point achevé, ce qui se forme n'est point fixé. Il faut apprécier cette condition et n'y voir ni un sujet de blâme, ni un sujet d'éloge. Peu à peu cependant les règles s'établissent, les formes deviennent définitivement immobiles, et, aujourd'hui, de toutes ces licences il ne nous reste plus que ce que nous appelons licences poétiques, dernière trace de l'indifférence archaïque sur la fixité des mots.

VII. — DE L'HIATUS.

Gardez qu'une voyelle à courir trop hâtée
Ne soit d'une voyelle en son chemin heurtée,

a dit Boileau. Cette règle n'est pas ancienne dans notre poésie; nos vieux poëtes l'ignorent complétement; chez eux, les hiatus sont perpétuels. Dans cet essai de traduction, j'ai suivi leur exemple, et il est facile de faire voir que la règle ancienne est bonne et que la règle moderne est mauvaise. D'abord remarquons que pour cette question encore se présente la même absurdité qui existe au sujet de la prétendue distinction des rimes féminines et masculines. De même que dans la tragédie anglaise la prédiction des sorcières s'accomplit dans les mots, mais trompe l'espérance de celui qui les avait consultées, de même notre règle moderne de l'hiatus tient parole à l'œil, mais déçoit l'oreille. Ainsi ce vers de Racine :

Rendre docile au frein un coursier indompté

passe pour correct à cause de l'*r* qui termine le mot *coursier;* mais cet *r* ne se prononce pas, la rencontre n'est sauvée que pour l'œil, et, si l'hiatus doit être banni de la versification, on voit que Racine a péché contre la règle. Même remarque pour ce vers de la Fontaine :

Le loup en fait sa cour, daube au coucher du roi.

Le *p* dans *loup* est muet, et cependant on admet que la règle de l'hiatus n'est pas violée. On conviendra, après ces exemples qu'on pourrait multiplier à l'infini, que l'hiatus existe même dans notre poésie moderne, mais qu'il y est soumis aux conditions les plus bizarres, à celles qui résultent de l'orthographe, non de la prononciation. Et comme le remarque M. Quicherat dans son *Traité de Versification,* pour rendre harmonieux ces deux désagréables vers de la Fontaine :

Quand l'absurde est outré, l'on lui fait trop d'honneur.
Une vache était là, l'on l'appelle, elle vient,

il suffit de supprimer *l'* ajouté devant *on* et de rétablir l'hiatus :

> Quand l'absurde est outré, on lui fait trop d'honneur...
> Une vache était là, on l'appelle, elle vient.

Au reste, Voltaire, dans sa *Correspondance*, a jugé avec goût et avec son indépendance habituelle de tout préjugé cette question de l'hiatus, et il en a signalé les inconséquences, faisant remarquer que l'hiatus existe dans le corps des mots. Si la langue craignait la rencontre des voyelles et si l'oreille française s'était habituée au genre d'euphonie qui résulte de l'intercalation constante des consonnes, il eût été raisonnable de suivre en ceci l'analogie et de ne pas permettre que les sons concourussent autrement dans le vers ; mais, bien loin qu'il en soit ainsi, le français affectionne l'accumulation des voyelles, non-seulement deux à deux, mais même trois a trois. Ainsi *tuer, tua, tuons, louer, loua, louons, louant, haïr, créer, créance, effrayer, effroyable*, etc., montrent que l'hiatus se présente sans cesse. En cet état, s'il y avait une règle à faire, c'était non de le bannir, mais de le prescrire. Cependant, à vrai dire, il n'y avait d'autre précepte à donner que celui qu'indique Voltaire lui-même : admettre les hiatus qui plaisent et repousser ceux qui déplaisent à l'oreille. par conséquent laisser tout au goût et au jugement de l'écrivain.

Ainsi, à côté de sa rudesse et de sa simplicité, on reconnaît dans notre vieille poésie de l'originalité et de la justesse, et, sans se tromper, on peut attribuer cette justesse à son originalité même. Sans institutrice, et dédaignée de tous ceux qui usaient du latin, elle se créa un art particulier, elle se fit un vers indépendant des règles antiques, elle puisa aux sources qui jaillissaient de la société renouvelée, et, s'élevant sur ce monde qui semblait un chaos, sur cet empire romain ruiné, sur ces populations barbares qui se l'étaient partagé, elle se fit écouter de tout le moyen âge européen, qu'elle berça au bruit des chants de guerre, de chevalerie et d'amour. La France du midi, la France du nord, l'Espagne, l'Italie, virent fleurir de toutes parts l'art *du gai savoir*, et, quel que soit le jugement porté sur ces compositions, on peut leur appliquer sans trop d'effort ces deux beaux vers que notre chansonnier a dans sa pensée appliqués à l'origine de l'histoire et de la poésie :

> Soudain la terre entend des voix nouvelles,
> Maint peuple errant s'arrête émerveillé.

On est très-indulgent pour Homère, on est très-rigoureux pour nos vieux poëtes, et cependant il est bien des points où lui et eux ont besoin des mêmes excuses devant l'esprit moderne. Il suffit en effet de se placer au point de vue qui est devenu le nôtre et de ne pas vouloir se prêter aux conditions mentales qui étaient celles des hommes passés, pour être vivement blessé du merveilleux grossier, inconséquent, inintelligible, qui est le fondement des poëmes antiques. C'est, en effet, en partant de là que, dans la célèbre querelle des anciens et des modernes, et plus tard encore, on a fait d'Homère le but d'une foule de critiques parfaitement justes et fondées pour un moderne, injustes et illusoires pour un ancien. Mais si cette excuse est admise pour Homère, elle doit l'être aussi pour nos chansons de geste.

Toute espèce de merveilleux est absurde, je ne dis pas seulement en ce que le merveilleux choque directement notre expérience désormais certaine de la régularité naturelle des choses, mais parce qu'il implique nécessairement des contradictions inintelligibles. Prenez seulement le premier chant de l'Iliade : Achille, dans sa colère, va frapper du glaive Agamemnon; Minerve, envoyée par Junon, descend, arrête le bras du héros et l'apaise en lui promettant que celui qui l'offense lui payera

l'affront au triple et au quadruple. Il semble donc que les deux déesses ont connaissance de l'avenir et savent d'avance à quel prix Achille reviendra prêter son secours aux Grecs. Tout aussitôt, comme si elles ignoraient ce qui vient de se passer, elles s'opposent à Jupiter, qui veut donner la victoire aux Troyens et satisfaire ainsi à la promesse qu'elles-mêmes ont faite à Achille. Tout cela est un tissu de contradictions, et il serait facile de montrer que, dans sa partie merveilleuse, le poëme n'est rien autre chose.

Le merveilleux des chansons de geste ne vaut pas mieux, mais ne vaut pas moins. Dans l'Énéide, Énée, pressant du pied le sol pour arracher un arbrisseau, entend une voix lamentable qui sort du fond du tombeau et l'avertit de fuir une terre avare, un rivage inhospitalier. Dans le poëme de *Roncevaux*, Aude, la sœur d'Olivier, la fiancée de Roland, demande à Charlemagne à voir une dernière fois le corps des deux chevaliers. Agenouillée auprès des deux cadavres, elle voudrait entendre la voix d'Olivier et prie en ces termes :

Glorieux sire, qui formas toute gent,
Faites venir aucun démontrement
A la chétive, qui au moustier attend
Que Oliviers me dise son talent (volonté).

Aussitôt Olivier prend la parole et lui annonce qu'elle touche au terme de sa vie :

Et s'en ira ensemble o (avec) son ami
Et o son frère qui la douleur souffri.

Quoi de plus comparable que ces deux récits, bien que suggérés par des sentiments différents ! Ou bien encore Ajax, entouré dans la bataille par un nuage obscur, supplie Jupiter de dissiper les ténèbres et de le frapper du moins à la clarté du jour, et il obtient du dieu que la lumière soit rendue à la campagne ensanglantée. Semblablement Charlemagne, désespérant de retrouver à Roncevaux parmi les monceaux de morts les corps de ses barons, demande au ciel d'intervenir en sa faveur et de les lui désigner ; aussitôt une aubépine fleurit auprès du corps de chaque chrétien.

Telle est la tournure générale des conceptions primitives ; tandis que, pour nous autres modernes, ce qui constitue la grandeur d'un homme, c'est la pénétration de son esprit, l'élévation de son caractère et l'habileté avec laquelle il use des circonstances, au contraire, dans l'histoire légendaire, c'est l'intérêt que prennent à lui les puissances supérieures, c'est la force qu'elles lui prêtent, c'est le succès qu'elles lui assurent. On crée ainsi une sorte de rouages imaginaires dont l'impulsion décide de tout. L'histoire positive et l'histoire légendaire diffèrent entre elles comme la magie et la science. Pour les peuples enfants, le merveilleux c'est l'imaginaire ; pour la raison mûrie, le merveilleux c'est le réel.

VIII. — DU COUPLET.

Les poëmes de chevalerie sont divisés en sections d'un nombre variable de vers ; ces sections ont reçu le nom de couplet et elles sont monorimes. Ce n'est pas que l'entre-croisement des rimes fût ignoré ou inusité à la même époque : les poésies légères des trouvères offrent, en fait de croisement, des combinaisons très-variées ; mais un usage tout différent avait prévalu pour les chansons de geste : là aucune variété dans la rime, qui ne changeait que de couplet à couplet.

J'ai cru ne devoir complétement ni suivre ni abandonner cet usage. J'ai divisé, il est vrai, en couplets le premier chant de l'Iliade; mais il m'a semblé que le système monorime était monotone, et, tout en m'y conformant dans certains couplets très-courts, j'ai en général admis deux ou trois rimes sur lesquelles roule tout le couplet. Ce procédé a l'avantage d'échapper à la monotonie et cependant d'atteindre le but que se proposaient instinctivement nos anciens poëtes, celui de conformer les consonnances au sentiment, à l'idée qui prédomine dans un certain morceau. De la sorte, chaque fois que le sentiment et l'idée changent, les rimes changent en même temps, et en cela je crois avoir suivi, sinon la lettre, du moins l'esprit de la vieille poésie.

Un ton nouveau est donné de couplet à couplet, car la poésie n'est pas sans affinités avec la musique. Tandis que l'une, emplissant l'oreille de sons harmonieux, a besoin, pour les soutenir, d'éveiller dans l'âme ces sentiments qui n'ont pas de paroles et n'atteint que vaguement la pensée, l'autre frappe directement la pensée et flatte en même temps l'oreille par une cadence qui la satisfait. Toutes deux s'adressent à un de nos sens, mais elles partent de là, l'une pour faire vibrer nos dernières fibres, l'autre pour toucher l'intelligence par le charme de la beauté abstraite et du langage qui, seul, sait la révéler. Toutes deux mettent l'ouïe dans leur intérêt; mais l'une déploie tout ce qu'elle a de puissance et d'habileté pour la captiver, l'autre s'en assure seulement par une sorte de murmure musical.

C'est pour obéir au besoin d'approprier les sons au sujet traité que nos vieux poëtes ont imaginé le couplet. Celui qui étudiera les commencements de notre poésie pour en rechercher historiquement les causes, les conditions et le caractère, sera amplement payé de sa peine. On s'est beaucoup épuisé en conjectures sur la manière dont la langue et la poésie de l'antiquité classique s'étaient formées; mais les tentatives de ce genre n'ont pas toujours été bien conduites. Il ne faut pas s'engager directement dans le problème, il faut l'attaquer par la voie de la comparaison. Il se trouve que, dans un temps historique, il y a eu production spontanée de toutes ces choses qui, pour l'antiquité, sont reculées hors de la portée de notre vue. C'est là qu'on doit demander des renseignements sur la part que prennent, dans ce travail, les aptitudes naturelles de l'esprit humain, sur celle qui appartient aux conditions de l'époque, et sur celle enfin qui est du fait de l'âge antécédent. Après l'examen soigneux du grand avénement des langues et des littératures néolatines, on peut partir de ces données comme d'une base solide pour étudier la formation plus inconnue des langues et des littératures classiques. Cette manière de procéder rétrécit grandement le champ des hypothèses, et, dans une comparaison historique bien menée, la lumière ne manque jamais de se refléter des deux côtés.

Je l'ai déjà dit, le grand intérêt n'est pas à la renaissance, vers laquelle se sont détournés nos préjugés classiques, il est à l'origine de toutes les choses modernes, dans cette immense rénovation qui succéda à une ruine immense. C'est alors qu'apparurent tant de véritables créations; c'est alors, pour me tenir dans mon sujet, que les langues et les poésies modernes vinrent remplacer les langues et les poésies de l'antiquité détruite. Le vieil arbre reçut une greffe qui bientôt l'ombragea de rameaux vigoureux. Les hommes de Rome et de la Grèce n'ont pu (tant pour eux l'histoire était courte) se douter qu'il en dût jamais être ainsi; mais nous, dont désormais le regard plonge dans un passé plus profond, nous apercevons l'arbre tout entier chargé, comme celui de Virgile, d'un feuillage nouveau et de fruits qui ne sont pas les siens : *Novas frondes et non sua poma.*

Comme la légende de la guerre de Troie est à l'origine de toute la poésie antique, même de la poésie latine, de même ici la légende du grand empereur de l'Occident inspire tous les récits. Le souvenir s'en était surtout fixé alors que, parvenu au plus haut point de sa puissance et couronné à Rome, il approchait du terme de sa vie.

Aussi est-il représenté d'ordinaire, même au plus fort de ses expéditions, comme un vieillard à la barbe blanche ; mais c'est le vieux guerrier de Byron, aux membres de fer, avec qui peu de jeunes gens pourraient lutter :

> Though aged, he was so iron of limb
> Few of our youth could cope with him.

Par une conséquence toute naturelle, la troupe d'élite qui l'accompagnait était composée de barons à la tête blanche et à la *barbe fleurie,* comme disent les chansons de geste. Au milieu des Normands, des Bretons, des Flamands, des Lorrains, des Allemands, qui composaient l'armée de Charlemagne, ceux-là étaient particulièrement les guerriers de France :

> La dime échelle (le dixième escadron) est des barons de France ;
> Dix mille sont à une connoissance (à un même blason),
> Corps ont bien faits et fière contenance,
> Les chefs fleuris, mainte barbe y ont blance (blanche).

Chose singulière ! l'histoire réelle a offert une fois ce que la légende a rêvé, le spectacle d'une armée de vieillards. La phalange macédonienne, qui avait fait les guerres de Philippe et d'Alexandre, figura encore dans les luttes qui suivirent. Parmi ces vétérans qui n'avaient jamais été vaincus, la plupart avaient soixante et dix ans, aucun n'en avait moins de soixante. A une dernière bataille, *ces barons à la barbe fleurie,* comme ceux de Charlemagne, se rangèrent au poste le plus dangereux, et, dans une charge décisive, dispersèrent tout ce qui leur était opposé.

IX. — CONCLUSION. — DE L'ARCHAÏSME.

L'érudition, en exhumant des choses oubliées, a soulevé ici, comme en beaucoup d'autres cas, une question et renouvelé un procès qui semblait vidé. L'arrêt de Boileau était adopté et faisait loi universellement. Aujourd'hui il n'en est plus ainsi, et l'on se demande si notre antiquité doit dater de Villon et du XVIe siècle, ou s'il faut la reporter à l'origine de notre langue et de notre littérature. Les textes abondent : chansons de geste, poésies légères, fabliaux, histoires originales, romans, chroniques, tout se trouve avant l'époque fixée par Boileau. D'autre part, la langue antique n'est nullement le patois grossier et informe que l'on prétendait. Ni l'une ni l'autre ne font honte à l'orgueilleuse descendante qui les dédaigne, et si leur *vêture* (qu'on me permette ce vieux mot) est simple, même parfois enfantine, ce n'est pas de haillons qu'elles sont couvertes.

Ce cas n'est pas le seul où l'érudition bien conduite ait obtenu d'importants résultats. Il lui est arrivé plus d'une fois de dissiper des préjugés, d'exhumer des vérités oubliées et de trouver des démonstrations auxquelles on ne serait arrivé par aucune autre voie. Grâce à elle, il commence à s'établir que nous avons aussi un passé littéraire et que l'arrêt porté au XVIIe siècle est à reviser. C'est certainement un notable triomphe que d'avoir ainsi ébranlé des opinions qui paraissaient fixées irrévocablement. On aurait tort de penser que cette étude des débris de l'antiquité, des vieux textes et des vieux monuments, soit stérile et sans portée; elle a une action sur les intelligences, elle les modifie, et coopère aussi pour sa part aux mutations successives qui affectent les sociétés. Voir le passé sous un plus véritable jour importe grandement à l'intelligence que l'on a du présent et à l'usage qu'on en fait.

Un penchant naturel conduit l'homme à la contemplation du passé. Les vieux monuments, les vieux livres, les vieux souvenirs, éveillent chez lui un intérêt profond. Les récits traditionnels de la famille et de la tribu enchantèrent les populations primitives, et l'effet des histoires positives n'est pas moindre sur les populations civilisées. La rupture avec les âges antérieurs, qui serait un méfait contre la science, serait aussi un méfait contre le sentiment moral, et, si l'esprit humain s'est complu aux traditions alors même que ces traditions étaient bien courtes, il se sent de plus en plus captivé à mesure que s'agrandit l'espace qu'il aperçoit derrière lui. Le temps est une étendue qui ne s'ouvre à nous que dans une seule direction, et encore à la condition que nous la parsèmerons de jalons et que nous emploierons notre industrie à y entretenir quelque phare qui nous éclaire. Tout ce qui fait un peu reculer ces ténèbres est bien venu de l'esprit humain. Lorsque Cuvier composa son *Anatomie comparée,* ce livre ne fut que pour les savants; mais, quand il exhuma des entrailles de la terre une histoire plus ancienne que l'histoire de l'homme, toutes les imaginations l'accompagnèrent dans ses recherches et jouirent avec lui des merveilleux résultats de cette nouvelle archéologie.

De tout ce qui reste des siècles écoulés, les monuments des arts et en particulier ceux de la littérature nous mettent le plus directement en rapport avec les hommes qui ont vécu jadis. Quelle histoire pourrait aussi bien que les poëmes d'Homère nous faire pénétrer au sein de l'âge héroïque? Si par moments éclate une pensée sublime ou une harmonie, et que le charme nous pénètre, alors nous nous sentons un moment transportés au milieu d'un temps qui n'est pas le nôtre, et c'est le suprême effort de cette poésie antique. Homère, en une de ses plus belles comparaisons qui lui est suggérée par les feux de l'armée troyenne allumés dans la plaine, se représente les astres splendides qui brillent au ciel autour de la lune radieuse. La nuit est paisible; les sommets aigus, les pentes escarpées, les forêts des vallons, apparaissent sous cette lumière nocturne; les profondeurs du ciel elles-mêmes s'entr'ouvrent devant le regard, et le berger, qui contemple ce grand spectacle, sent son cœur ému d'une joie secrète. De même pour le lecteur, quand rayonnent les flammes de la poésie, les profondeurs du temps s'entr'ouvrent, les choses du passé s'éclairent; un moment on croit assister à la scène qu'on a devant soi, et, comme le berger du poëte, on est touché d'une émotion inconnue.

DEUXIÈME PARTIE.

Après le conseil, l'exemple; après la théorie, la pratique ; mais le vieux poëte grec est bien difficile à reproduire, et le vieux français est un instrument bien peu familier à nos oreilles. Je conviens de tout cela, et je comprends le risque que court la pratique; cependant je ne m'en tiens que plus fermement à la théorie, et même, en finissant, je prétends que le vieux français n'est point, à vrai dire, une langue morte, qu'il faut peu d'efforts pour le raviver, et que l'étude en est salutaire, instructive, attrayante.

ILIADE.

CHANT PREMIER.

I

Chante (1) l'ire, ô déesse, d'Achille fil Pélée (2),
Greveuse (3) et qui aux Grecs fit maux tant merveilleux (4),
Livrant à Pluton l'ame maint (5) guerrier généreux
Et le corps aux vautours et aux chiens en curée ;
Ainsi de Jupiter s'accomplit (6) la pensée,
Du jour où la querelle primerain (7) fut levée (8)
D'Atride roi des hommes, d'Achille fil des dieux.

II

D'entre les immortels qui troubla leur courage (9)?
Apollons (10). Vers (11) le roi si eut-il mautalent (12),
Qu'en l'ost (13) lança la peste et périssoit la gent,
Puisqu'au prêtre Chrysès Atrides fit outrage.
Chrysès s'en vint aux nefs de rapide sillage (14)

(1) La colère. *Ire* se trouve encore dans des auteurs du XVII[e] siècle. — (2) Pour fils de Pélée; *fil* est écrit sans *s*, parce qu'il est ici régime. Je note cela une fois pour toutes. — (3) Qui fait souffrir. « Tant fait pour lui greveuse pénitence. » *Couci*, XI. — (4) Merveilleux est continuellement employé dans ce sens. *Roncisvals*, p. 193 : « Merveilleux coups se donnent es escuz communal. » — (5) L'âme de maint guerrier. Guerrier est un mot ancien. « Es-vous tous quatre les guerriers assemblés. » Raoul de Cambrai, p. 171. — (6) « Li quinze an furent accompli et passé. » Raoul de Cambrai, p. 16. — (7) En premier, tout d'abord. Primerain, primeraine est un adjectif; mais on le trouve aussi employé comme adverbe. Raoul de Cambrai, p. 293 : « Il vous convient primerain dépouiller. » — (8) S'éleva. Voyez *Roncisvals*, p. 41 : « Vers Durandal est li chaples (la lutte) levés. » — (9) Ce mot, qui a ici le sens que nous donnons au mot cœur, a conservé cette signification jusque dans le XVII[e] siècle. — (10) L's indique le sujet singulier. Cette remarque est faite ici une fois pour toutes. — (11) Envers. *Couci*, XIX : « Oneques vers lui n'eu faux cœur ne volage. » — (12) Colère. « Mautalent eut li rois, si que tout en rougist. » *Berthe*, XCI. — (13) L'armée. La Fontaine a encore dit : « L'ost des Grecs. » On prononçait ô. — (14) Sillage ou siglage, du verbe sigler, que nous écrivons et prononçons cingler.

Jeter à grand rançon (1) sa fille de servage (2);
Du Dieu de longue archie (3) entre ses mains portant
Bandel (4) et sceptre d'or, et tous les Grecs priant,
Surtout les deux Atrides, qui tant ont seigneurage (5).

III

« Atride (6), et vous, portant beaux jambarts, Achéen.
« Fassent li Dieu (7) qui sus (8) ont manoir olympien.
« Gâtiez (9) la cit (10) Priam et repairiez (11) à bien!
« Mais prenez la rançon, rendez ma fille amie,
« Craignant le fil Latone, Phébus à longue archie. »

IV

Bien à ce s'assentirent (12) tout (13) li autre Achéen
Qu'honneurs (14) soit faite au prêtre, grands rançons (15) accueillie.
Li seuls Agamemnons n'y eut le cœur enclin (16),
Durement l'arraisonne (17) et mal le congédie :
« Qu'aux vaisseaux creux, veillards, je ne te trouve mie (18)
« Ou tardant davantage ou venant autre fie (19);
« Du Dieu bandeaux ou sceptres ne te seroit d'aïe (20).
« Ne la rendrai, ne l'ait (21) vieillesse jà saisie
« En ma maison d'Argos, mout (22) loin de sa patrie.
« Et préparant mon lit et ouvrant (23) toile ourdie.
« Va-t'en et ne m'irrite se (24) tu crains pour ta vie. »

(1) Ce mot est ordinairement, dans les poëtes, de trois syllabes : raançon ; mais je l'ai trouvé aussi de deux syllabes dans des textes en prose il est vrai. — (2) *Berthe*, VII : « Bien savez que tous trois de servage jetai. » — (3) La portée d'un arc. *Berthe*, CIX : « Quatre archies ert loin du manoir et demie. » — (4) Bandeau. Tous nos noms en eau avaient dans l'ancien langage eaux au sujet singulier et el au régime singulier. — (5) Autorité. *Roncisvals*, p. 19. « Jamais n'ert rois de si grand seigneurage. » *Tant* signifie si grand. — (6) Atride et Achéen sont au pluriel sujet, ce qui est indiqué par l'absence de l'*s*. Le vocatif était traité comme le sujet. — (7) Les dieux. — (8) En haut. Voyez Raoul de Cambrai, p. 198. « Grans fut la noise sus au palais plenier. » — (9) Que vous ravagiez. Ravager est la signification antique de gâter. Que est sous-entendu ; vous l'est aussi : les pronoms qui sont sujets se suppriment à volonté. — (10) La cité de Priam. *Berthe*, LXXV : « Or s'en va la roïne vers la cit de Paris. » — (11) Repairer, proprement retourner dans son pays, et aussi retourner en général. — (12) Ce mot, qui est dans le *Dictionnaire de l'Académie*, était chez nos anciens un verbe réfléchi. — (13) Tous les autres Achéens. Ce mot fait d'ordinaire tuit au sujet pluriel ; cependant on trouve aussi tout, que j'ai préféré comme plus près de la forme actuelle. *Berthe*, V : « Que tout li grant seigneur, li comte et li marquis. » — (14) Honneur était du féminin, comme le sont encore presque tous les autres noms de même formation, tels que douleur, pâleur, humeur, etc. — (15) Grande rançon. — (16) *Chron. des ducs de Normandie*, v. 219 : « Et plusieurs des peuples voisins Ainsi tous fait à soi aclins. » — (17) Ce mot, très-employé chez nos anciens, est encore dans le *Dictionnaire de l'Académie*. — (18) Mie et pas sont employés dans l'ancien français pour renforcer la négation. — (19) Fois. *Berthe*, LXXII. « Tout ainsi com li rois l'eut dit à cele fie. » On disait aussi fois. — (20) Aïe, aide, secours. *Berthe*, CIX. « Là remest toute seule ; Diex lui soit en aïe. » — (21) Le que est sous-entendu : que ne l'ait. — (22) Très, beaucoup. Tout le XVI[e] siècle s'est encore servi de ce mot très-commode. — (23) Travaillant à. C'est le participe du verbe ouvrer. — (24) Si

V

Si dit-il. Li vieillards eut crainte et obéit;
Le long du flot qui gronde, taisans il se partit (1),
Mais puis mout reclama (2), cheminans solitaire,
Le seigneur cui (3) Latone aux beaux cheveux fut mère :
« Entend (4)-moi, tu (5) dont l'arcs est d'argent, protecteurs
« Et de Chryse et de Cille, à Ténédos seigneurs !
« Sminthiens (6) ! s'oncque (7) ai mis gracieuse guirlande
« A ton temple, ou brûlé grasse cuisse en offrande (8)
« De taureaux ou de chèvres, accorde ma demande :
« Aux Grégeois (9) que tes flèches fassent payer mes pleurs ! »

VI

Si (10) parla-t-il prians. Apollons l'entendi (11),
Des sommets (12) de l'Olympe courroucés descendi,
Ayans (13) l'arc aux épaules et le carquois empli.
Es-vous (14), au dos s'oyoient (15) les sagettes (16) bruïre
De loin, lui cheminant... Il vient semblans (17) la nuit,
A l'écart des vaisseaux se pose, et puis il tire (18).
L'arcs en argent tinta d'un formidable bruit.
Mulets et chiens rapides prend (19) d'abord à occire ;
Puis, tournans sur les hommes flèches apportant martyre (20),
Les frappe... Pour les morts maints bûchers tôt reluit.

VII

Li trait du dieu neuf jours volèrent en l'armée.
Achilles, le dixième, appela l'assemblée ;

(1) Beaucoup de verbes avaient une double conjugaison, réfléchie ou non réfléchie, tels que se dormir, se partir, se gire. Même tournure dans l'italien. Dante, *Inf.*, XII, 88 : « *Tal si parti da cantare alleluia.* » — (2) Implora. *Berthe*, XXV : « Dame-Dieu et ses saints doucement reclama. — (3) A qui. Il est bien entendu que cui se prononce comme qui. — (4) Les secondes personnes du singulier de l'impératif ne prenaient point d'*s*, attendu qu'elles n'en ont point en latin. — (5) Nous dirions aujourd'hui *toi*, mais moins régulièrement ; car *tu* est sujet, et *toi* est régime. — (6) Un des surnoms d'Apollon. — (7) Si jamais. — (8) *Travels of Charl.*, v. 59 : « Et eut faite s'offrande en l'autel principal. » — (9) C'était dans l'ancien français un des noms des Grecs, conservé encore dans feu grégeois. — (10) *Si* veut dire ainsi. Dans l'ancien français on écrivait « parla-il ; » mais la prononciation « parla-t-il » est aussi fort ancienne, et je l'ai conservée parce que c'est la nôtre. — (11) Généralement on omettait le *t* aux troisièmes personnes des prétérits. De cet usage nous n'avons conservé que la suppression du *t* au prétérit de la première conjugaison : parla, aima, etc. — (12) *Travels of Charl.*, v. 607 : « En sommet celle tour, sur ce pilier de marbre. » — (13) Les participes présents dans l'ancien français sont des adjectifs, et par conséquent s'accordent avec leurs substantifs. — (14) Locution très-usitée qui signifie : voilà que. — (15) Imparfait du verbe ouïr : s'entendaient. — (16) Flèches. Ce mot est encore dans la Fontaine. — (17) Ressemblant à la nuit. — (18) Je n'ai pas trouvé tirer avec cette acception dans les poëmes anciens que j'ai lus ; mais je le trouve chez Dante, et je pense que cela suffit pour le justifier. *Inf.*, XII, 63 : « *Se non, l'arco tiro.* » — (19) Commence par, se met à. *Roncisvals*, p. 6 : « Mout doucement le prit à saluer. » — (20) Roman de *Couci*, v. 8, 130 : « Tant demène angoisseux martyre, Du deuil et du méchef qu'elle a. »

Si l'inspiroit Junons, la déesse aux bras blancs,
Pensive (1) des Grégeois, qu'elle voyoit mourants.
Quand fut l'oz (2) assemblée, et pleine l'assistance,
En pieds (3) se dresse Achilles, si sa raison (4) commence :

VIII

« Je croi (5) qu'allons tourner, battu des flots, arrière (6),
« Atrides, se de mort pouvons jà nous retraire (7),
« Nous que dompte à la fois et la peste et la guerre.
« Mais sus (8) ! quérons devin, prêtre, ou même (9) songère (10),
« (Uns songes quelquefois vient du maître des dieux);
« Dont (11) a pris Apollons courroux si merveilleux,
« Se l'a pris pour oubli d'hécatombe ou de vœux,
« Et se pour chair brûlée, agneaux, chèvres choisies (12),
« De nous veut éloigner les flèches ennemies. »

IX

Ainsi dit et s'assit. Ore (13) en pieds se dressa
Calchas fils de Thestor; meilleur (14) devin n'y a ;
Il connoît ce qui est, ce qui fut ou sera,
Et les vaisseaux grégeois devant Troie amena
Par son très-grand savoir qu'Apollons lui donna,
Et si (15), leur bienvoulans, à parler commença :

X

« Tu, chers à Jupiter Achilles, veux (16) je die

(1) Songeant à, pensant à. Gauthier d'Aupais, p. 14 : « Et je remaindrai ci pensifs de vostre affaire. » — (2) L'orthographe complète de ce mot au sujet singulier serait osts ; mais, pour éviter cette accumulation de consonnes non prononcées, on écrivait alors os ou oz. Ce mot était du féminin. — (3) *Berthe*, XVII : « Li rois se dresse en pieds, n'y volt plus demeurer. » — (4) Raison a, dans l'ancien langage, très-fréquemment le sens de discours : il commence ainsi son discours. L'italien a aussi ce mot. Dante, *Inf.*, XI, 67 : « *Ed io : Maestro, assai chiaro procede La tua ragione.* » — (5) La première personne du présent singulier ne prend point d'*s* dans l'ancien français ; l'*s* appartient à la seconde, et le *t* à la troisième. — (6) *Roncisvals*, p. 77 : « Arrière ils tournent tost et isnelement. » — (7) Si nous pouvons nous retirer de la mort, échapper à la mort. « Aussi com vous le me pouvez donner, Quand vous plaira, le me pouvez retraire. » *Couci*, II. — (8) Sus est ici notre particule d'encouragement. — (9) Dans l'ancien français, même est de trois syllabes, *meïsmes*. Cependant on trouve aussi *mesme*. *Berthe*, LXX : « Je *mesme* n'aime pas outrage ne folie. » Naturellement je préfère la forme contracte, qui est devenue la nôtre. — (10) Songeur. Les noms que nous terminons en *eur* avaient dans l'ancien français deux terminaisons, l'une en *or* ou *eur* suivant l'orthographe, l'autre en *ère*. Il y avait dans l'antiquité une sorte de devins qui se procuraient des songes et qui les interprétaient ; c'est là ce qu'Homère appelle un songeur. — (11) D'où. *Berthe*, XLV : « Et dont êtes vous née, dites en vérité. » — (12) Choisir signifiait ordinairement voir, apercevoir ; mais il signifiait aussi faire choix. Roman de *Couci*, v. 2, 386. « Si ne croi-je mie qu'ailleurs Eut mieux choisi qu'au chastelain. » — (13) Ore ou or signifiait maintenant. L'italien l'a conservé. Dante, *Inf.*, XIII, 37 : « *Uomini fummo, ed or sem fatti sterpi.* » — (14) Meilleur au régime, mieudre au sujet. *Roncisvals*, p. 8 : « Jà plus gentil de lui un seul n'y a. » — (15) Ainsi. Si a toujours la signification de ainsi, de telle sorte, etc. — (16) Tu veux que je dise. Die est encore dans les auteurs du XVII[e] siècle.

« Le courroux d'Apollon, seigneur à longue archie (1).
« Le dirai ; mais promet (2) et me fai serrement (3)
« Me défendre de voix et de bras ensement (4).
« Car je cuide (5) irriter un homme mout puissant
« Entre tous les Argiens, et a Grèce en baillie (6).
« Rois qu'homs (7) privés courrouce, pouvoir a mout trop grand ;
« Auroit-il dévoré s'ire (8) sur le moment,
« La tient arrière au cœur si que l'ait assouvie (9).
« Voi (10) donc se me donras (11) si faite (12) garantie. »

XI

Achills (13) aux pieds légers lui répondit ainsi :
« Di (14) de mout bon courage (15) quanque (16) li dieux t'inspire.
« J'en atteste Apollon de Jupiter chéri,
« A qui tu fais prière pour droit (17) oracle dire,
« Moi vivant et voyant sur terre, nuls ici
« Auprès des creux vaisseaux ne mettra main à ti (18),
« Nuls... quand tu nommerois Atride enorgueilli
« D'être ore enmi (19) les Grecs tant le plus seigneuri (20). »

XII

Calchas prit bon courage et si dit sa raison :
« Pour hécatombe ou vœux n'est l'ire d'Apollon,
« Mais pour Chrysès son prêtre, honni d'Agamemnon,
« Qui ne rendit la fille, ne (21) reçut la rançon.

(1) Portée d'arc. Voyez la note troisième de la page 101. — (2) Impératifs, pour promets et fais. — (3) Serment. Ce mot était de trois syllabes. *Roncisvals*, p. 192 : « Salomon de Bretagne le serrement dicta. » — (4) Semblablement. *Berthe*, IX : « Hénaut ont trépassé, Vermandois ensement. » — (5) Je pense. — (6) Autorité. « Et il a la Grèce sous son autorité. » *Couci*, II : « Puisque je sai mon cœur en sa baillie. » Italien : *balia ;* Dante, *Purg.*, I, 66 : « *Che purgan se sotto la tua balia.* » — (7) Un homme privé, un particulier. Homme faisait au sujet singulier homs : c'est de cette forme que dérive notre pronom on. La *Chanson des Saxons*, CXXX : « Homs privez mal achete, ce témoignage li briés. » — (8) Sa ire. Nous dirions son ire, sa colère. — (9) Assouvir est un mot très-ancien. *Couci*, V : « Jamais mes yeux ne verrai assouvis. » — (10) Voi est l'impératif de voir. — (11) Forme contracte pour donneras. C'est une contraction de ce genre dont le vulgaire se sert dans je lairrai pour je laisserai, et dont nous nous servons dans j'enverrai pour j'envoierai, forme régulière qui a été longtemps en usage. — (12) Une garantie de cette espèce. Si fait est une locution très-fréquente et qui signifie telle, de cette nature, etc. Il y a une locution parallèle dans l'italien : *Cosi fatto*. Dante, *Inf.*, V, 37 : « *Intesi ch'a così fatto tormento.* » — (13) Dans des noms semblables, l'*e*, au sujet, pouvait se supprimer. — (14) Di est l'impératif de dire. — (15) De mout bon courage, qui rend très-bien le grec, est une expression très-fréquente dans nos vieux poëmes. *Roncisvals*, p. 196 : « Li fils Geoffroi d'Anjou recouvra sa vertu, Et de mout bon courage a réclamé Jésu. » — (16) Tout ce que. C'est une locution très-courte et très-commode. — (17) L'adjectif droit était très-fréquemment employé. On le trouve aussi chez Dante avec le même sens. *Purg.*, VII, 39 : « *Là dove'l purgatorio ha dritto inizio.* » — (18) Ne mettra la main sur toi. *Berthe*, LXXXIX : « Tais-toi, vieille, fait-elle ; n'en ferai rien pour ti. » — (19) Parmi. — (20) Qui a l'autorité de seigneur. *Roncisvals*, p. 191 : « Ne mais que li sept comte, qui tant sont seigneuri. » — (21) Notre ni est rendu dans l'ancien français par ne ; il faudrait donc ici : Ne ne reçut la rançon. Ce redoublement de *ne* se rencontre en effet : mais aussi on peut n'en mettre qu'un, comme le prouve cet exemple de *Couci*, X : « Je ne m'en sai, ne m'en puis détourner. » Du reste, le sens ne reçoit aucun dommage de cette ellipse.

« Pour ce li dieux nous fait et nous fera douloir (1),
« Et la peste greveuse (2) ne voudra remouvoir (3),
« Se rendue à son père n'est la fille à l'œil noir
« Sans rançon, et à Chryse hécatombe sacrée
« N'est conduite ; à ce prix sera l'ire appaisée. »

XIII

Si dit, se siet. En pieds se dresse en l'assemblée
Agamemnons puissans, li héros fils d'Atrée,
Dolens et tout pleins d'ire en la noire courée (4),
Et les deux yeux semblans à feu vif et charbon ;
Premiers parle à Calchas o (5) regard de félon.

XIV

« Oncques n'eu (6), mauprophètes (7), de toi parole lie (8).
« A prédire le mal toujours tu te complais ;
« Aucun bien tu n'as dit, tu n'as fait oncque mais (9).
« Et or tu prophétises ès (10) fils de l'Achaïe,
« Pour ce (11) les fait douloir li dieux de longue (12) archie
« Que rançon je n'ai pris pour la fille Chrysès.
« Ouï (13), sui desireux l'avoir en ma maînie (14) ;
« M'est plus de (15) Clytemnestre à cœur et enchérie (16),
« Qu'ai à moillier (17) et pair ; et ne lui cède mie
« Pour l'ouvrer (18), pour le sens, pour le corps et les traits.
« Mais qu'elle soit rendue, se mieux est, je l'octrie (19) ;

(1) *Couci*, XV : « Et s'elle me fait douloir. » — (2) Malfaisante. — (3) Écarter, éloigner. Gauthier d'Aupais, p. 30 : « Certes, ce dit Gauthiers, remouvoir ne m'en quier. » — (4) Courée signifie ce que les Latins appelaient *præcordia*, les viscères de la poitrine. *Roncisvals*, p. 66 : « Tout le pourfend de ci qu'en la courée. » La *noire courée* est le mot à mot du grec φρένες ἀμφιμέλαιναι. Les anciens plaçaient le siége des passions dans la poitrine. Ce mot est dans l'italien. Dante, *Inf.*, XXVIII, 26 : « *La corata pareva e'l triste sacco.* » Il est aussi dans le patois bourguignon. Lamonnoye, *Noël* XVI : « *Aujodeù que noei devrò regaudi no corée.* » — (5) D'abord il parle. O, avec. Félon, méchant. *Roncisvals*, p. 20 : « Sourcil eut grand et regard de félon. » — (6) Je n'eus jamais. La première personne du singulier n'a point d's. — (7) Mauvais prophète. — (8) Joyeuse. Nous disons faire chère lie. — (9) Jamais. *Fabl. et Cont.*, III, 17 : « Que il fasse nul bien ne die. » — (10) Parmi les fils. Voyez ces mots : bachelier *ès*-lettres, maître *ès*-arts. — (11) Que pour cela. Le que est sous-entendu. — (12) Voyez note 3, p. 101. Li dieux est sujet et équivaut au moderne : le dieu. — (13) Oui est de deux syllabes dans les anciens textes. — (14) Famille, maison, compagnons. Dante s'en est servi. *Inf.*, XV, 41 : « *E poi rigiugnerò la mia masnada.* — (15) Plus que Clytemnestre. L'ancien français mettait de après le comparatif, au lieu de que, comme l'italien met di. — (16) *Berthe*, LX : « Et leur enfant tres tout l'eurent si enchérie. » — (17) Que j'ai à femme et à égale. *Berthe*, III : « Car celle veuil avoir à moillier et à pair. » On traduit ordinairement κουριδίης ἀλόχου par *jeune épouse* ; mais Buttmann rejette cette interprétation, et il regarde κουριδίη comme étant, dans Homère, une épithète de la femme légitime par opposition à la concubine. Si l'interprétation de Buttmann est juste (et ce n'est pas ici le lieu de pousser plus loin cette recherche), l'expression de nos vieux poëtes rend merveilleusement la locution homérique. *Par* ayant en latin même terminaison pour le masculin et le féminin, *pair* dans le vieux français n'éprouve pas non plus de modification ; c'est ainsi que *pair* est au féminin, même sans *e*. — (18) Travail à l'aiguille. Tous les infinitifs pouvaient se prendre comme des substantifs. — (19) Je l'octroie. Les verbes ainsi terminés avaient deux formes également usitées : octroyer et octrier. De cet usage il nous reste ployer et plier.

« J'aime mieux soit la gent sauve que maubaillie (1).
« Or tôt préparez-moi un lot pour amendie (2);
« Car n'est droits (3) je demeure seuls à main dégarnie (4),
« Et, tout vous le voyez, li guerdons (5) m'est retraits. »

XV

Si fut dits par Achille mout isnel (6) et divin :
« Atrides très illustres, tant convoiteux de gain (7) !
« Comment lot te donront (8) li courtois Achéen ?
« Plus n'avons en commun grand masse de butin;
« Partagée est la proie des cits (9) qu'avons gâtées,
« Et n'est droits les part (10) soient de la gent rapportées ;
« Rend donc au dieu la fille ; à toi, nous Achéen,
« Rendrons triple et quadruple, s'à (11) Jupiter agrée
« Qu'à mal soit mise Troie, la ville bien murée. »

XVI

Lors reprit la parole Agamemnons li rois :
« Semblans aux dieux Achilles, tant vaillans que tu sois,
« Si ne fein (12), puisque moi tu n'émeus ne (13) déçois.
« Tu veux, gardant ton lot, que sans lot je me gisse (14),
« Et qu'ainsi bonnement la fille je guerpisse (15) ?
« Non pas. A moi donront li Achéen courtois
« Un lot qu'en leur pensée jugeront comme est droits ;
« Ou se non, de ma main je me ferai justice,
« Prenans le lot de toi, ou d'Ajax ou d'Ulysse;
« Qui que (16) visiterai, de cœur aura douloir.
« Mais de ce reparler en temps nous doit chaloir (17).
« Sus! en la mer divine mettons un vaisseau noir,
« Hécatombe et rameurs au mieux notre pouvoir ;
« Chryséis au vis (18) clair renvoyons au manoir.

(1) Détruite, perdue. *Romancero français*, p. 12 : « Toute la gent menue et morte et maubaillie. » — (2) Compensation. *Roncisvals*, p. 26 : « Ces peaux de martre vous doin pour amendie. » — (3) Car il n'est pas juste que je demeure. — (4) *Romancero français*, p. 13 : « Mais jà ère pour vous de mon cœur desgarnie. » — (5) Ce mot est de trois syllabes dans les anciens textes, *guerredon*. Cependant la forme contracte était usitée aussi, comme le prouve cet exemple de *Couci*, II : « Pleine d'orgueil et dame sans guerdon. » — (6) Rapide. L'italien a gardé ce mot, *isnello*. — (7) Gain est ordinairement de deux syllabes, gaain ; mais on le trouve aussi monosyllabe. *Berthe*, LXXIII : « A méchef l'ai nourri cest hiver de mon gain. » — (8) Donneront. Voyez X, note 11. — (9) Des cités. — (10) Part, étant sujet pluriel, n'a point d'*s*. Même remarque pour Achéen. — (11) S'il agrée à Jupiter. — (12) Ne feins pas de la sorte. — (13) Il faudrait : Ne ne déçois. Voyez pour cette ellipse la note 21 du couplet XII. — (14) Gire était un verbe réfléchi. Nous dirions : Tu veux que je gisse sans lot. — (15) Que je laisse aller la fille. Guerpir veut dire laisser, quitter. Nous avons le composé déguerpir. — (16) Quel que soit celui que je visiterai. De cette tournure si élégante et si commode, nous avons gardé : qui que vous soyez, quoi que vous fassiez, etc. — (17) Nous devons tenir à reparler de cela en temps propice. *Berthe*, LXV : « J'y consens, dit la dame, me plait et doit chaloir. » De ce verbe très-usité jadis, il nous reste : Il ne m'en chaut. — (18) Au beau visage. C'est une locution toute faite de nos anciens poëmes, qui répond à la locution d'Homère toute faite également. Nous avons gardé le mot vis dans vis-à-vis, c'est-à-dire visage à visage.

« Qu'à homme de barnage (1) soit remis li conrois (2),
« Ajax, Idoménée ou le divin Ulysse ;
« Ou tu mêmes, Achilles, qui as si grand bufois (3),
« Appaise nous le dieu, faisans droit sacrifice. »

XVII

Dit Achills, l'égardant (4) de hautaine manière :
« Hé mi (5)! tu d'impudence tout pétris, ame avère (6)!
« Qui de nous à ta voix s'en ira, débonnaire,
« Faire embûche ou combattre en bataille (7) plenière?
« Je (8) certes, ci (9) ne vin-je aux Troyens courageux
« Guerroyer pour raison qui me fût encontre eux;
« Jamais il (10) ne ravirent mes chevaux et mes bœufs;
« Et jamais dans la Phthie, en nos champs plantureux
« Dégât il ne portèrent; car gisent entre deux
« La mers au flot sonore et tant de monts ombreux.
« Mout impudents! nous vînmes pour liesse te faire,
« Conquérant (11) ès Troyens honneur à Ménélas,
« Et à toi, œils de chien! Mais souci tu n'en as,
« Et de ta main menaces le guerdon me retraire,
« Octroi des fils de Grèce, conquis à grand pourchas (12).
« Je n'ai jamais un lot qui à ton lot s'afière (13),
« Quand de cité troyenne, bien garnie (14), est dégâts.
« Aux travaux de la guerre plus fait œuvre mes bras (15);
« Mais ta parts, au partage, est mout grands et plenière;
« Et je part ai petite, et aux vaisseaux repaire (16)
« Contents, jà soit que j'ai tant peiné (17) dans la guerre.
« Or je vai dans la Phthie; car plus j'aurai soulas (18)
« O (19) les nefs recourbées m'en aller en ma terre.
« Ci (20), je croi, grands richesses, moi honni, n'acquerras. »

(1) Barnage ou baronnie signifiait le corps des barons consultés par les rois. *Roncisvals*, p. 13 : « Enseignez-moi un homme de barnage (βουληφόρος ἀνήρ), Qui a Marsille os (ose) porter mon message. » — (2) Préparatifs, dispositions, expéditions. *Berthe*, LXI : « De retourner arrière fut tôt pris li conrois. » — (3) Orgueil. *Berthe*, LXI : « Cis (celui-ci) fut fils Justamon, mout fut de grand bufois. » — (4) Le regardant. *Berthe*, III : « Chascuns y est courus la merveille esgarder... » — (5) Exclamation de surprise et de douleur. *Berthe*, LXXXIX : « Ce n'est mie ma fille, lasse, dolente, aimi! » — (6) Avare. *Berthe*, IV : « Berthe la débonnaire qui n'eut pensée avère. » Dans l'ancien français, avère était formé d'*avarus*, comme nous formons amer et cher d'*amarus* et de *carus*. — (7) Complète, rangée. *Roncisvals*, p. 66 : « La bataille est plénière et adurée. » — (8) Nous dirions moi, moins régulièrement, puisque *je* est sujet et *moi* est régime. — (9) Ici. — (10) Le pronom *il* n'avait point d'*s* au pluriel. — (11) Chez les Troyens. — (12) Peine, travail. — (13) Qui se compare. *Berthe*, XII : « N'est femme qui à elles de grand beauté s'afière. » — (14) *Berthe*, IX : « Encor le maintient-on à Paris la garnie. » Cela répond assez bien à l'εὐναιόμενον de l'original. — (15) Mon bras. Notre pronom *mon* faisait *mes* au sujet singulier, *mon* au régime singulier, *mi* au sujet pluriel et *mes* au régime pluriel. — (16) Je m'en retourne, je me retire. — (17) *Couci*, X : « De cette amour qui tant me fait peiner. » Jà soit que signifie *quoique*; et on le trouve d'ordinaire avec l'indicatif. — (18) Satisfaction, contentement. — (19) *O* devant une consonne, *od* devant une voyelle, signifie *avec*. — (20) Ici.

XVIII

Atrides, rois des hommes, si lui fit repartie :
« Fui (1) donc, s'ainsi (2) t'agrée ; je rester ne te prie.
« Ne faudra (3) qui m'honore en ce besoin d'aïe,
« Ne surtout Jupiters, qui droit conseil octrie (4).
« Des rois issus des dieux tu m'es li plus haïs ;
« Noise, guerre, bataille, à ce te plais tous dis (5).
« Se tant par es vassals (6), d'un dieu c'est la mercis.
« Retournans au manoir o (7) vaisseaux et maînie.
« Va loin des bords troyens régner en Thessalie.
« T'ire (8) me touche peu ; de toi ne me soucie.
« Mais entend ma menace : com (9) du dieu m'est ravie
« Chryséis, que rendrai o ma nef et maînie,
« J'irai prendre en ta tente Briséis au clair vis (10),
« De ma main ton guerdon, si que te soit appris
« Combien sui plus de (11) toi, et qu'on soit alentis (12)
« A moi de s'égaler et faire contredits. »

XIX

Si dit. Tant à ces mots Achilles fut dolens,
Que dans son sein velu (13) en balance eut le sens,
Se, le glaive acéré lez (14) sa cuisse prenans,
Écarteroit les autres, tueroit (15) le fil d'Atrée,
Ou freindroit son courage (16), tiendroit s'ire (17) domptée.
Pendant qu'il balançoit ainsi dans sa pensée
Et tiroit le grand glaive, Pallas vint empressée
Des cieux, d'où l'envoyoit la déesse aux bras blancs,
Junon, des deux pensive (18) et tous deux les aimans.
Arrière prit la lui (19) chevelure dorée.
Debout, à lui visible, à tout autre cachée.
Es-vous (20) se tourne Achilles ébahis (21) ; et à tant (22)

(1) Fuir était dissyllabe et monosyllabe. Raoul de Cambrai, p. 205 : « Fui de ci, rois, tu aies encombrier. » — (2) S'il t'agrée ainsi. — (3) Il ne manquera pas gens qui m'honorent en ce besoin de secours. *Romancero français*, p. 95 : « Qui lui faudra à ce besoin d'aïe. » — (4) Octroie. — (5) Toujours. Nous avons gardé le composé analogue tandis, *tantos dies*. — (6) Par-vassals, très-vaillant. *Par* se séparait. Nous avons *par trop*. — (7) Avec. — (8) Ta ire ; ton ire, ta colère. — (9) Comme. Com est une abréviation très-usitée dans les anciens textes. — (10) Voyez XVI, note 18. — (11) Que toi. — (12) Retardé, découragé. *Berthe*, LXXXIX : « Les fenètres ouvrirent, ne sont pas alenti. » Alentir est dans Molière : « Et notre passion alentissant son cours. » Voyez Génin, *Lexique de Molière*. — (13) On voit que j'ai respecté jusqu'aux plus petites particularités du texte homérique. — (14) Sur sa cuisse. — (15) Dans l'ancien français, tueroit était de trois syllabes ; mais cet *e* pouvait aussi être élidé. Raoul de Cambrai, p. 77 : « Et dist Ybers : Amis, frère ne tu. » — (16) Ferait violence à sa passion. *Romancero français*, p. 14 : « Demoiselle, fait-elle, freignez vostre courage. » — (17) Sa ire. Nous disons son ire. — (18) Voyez VII, note 1. — (19) Elle prit la chevelure dorée de lui. *Chanson de Roland*, p. 3 : « La leur terre. » — (20) Voilà que. Voyez VI, note 14. — (21) *Couci*, V : « Mout ai été longuement ébahis, Qu'oneques n'osai chanson à faire emprendre. » — (22) Et ainsi, cela fait, aussitôt. Ce mot nous manque ; il est resté dans l'italien, *a tanto*. Dante, *Inf.*, IX, 48 : « *Tesifone è nel mezzo ; e tacque a tanto.* »

La connut (1), cui regards flamboyoit fièrement;
Et de sa bouche ainsi vint parole empennée (2) :

XX

« Fille au (3) dieu de l'égide, pourquoi jus (4) es saillie (5)?
« Viens-tu véoir (6) combien Atrides m'humilie?
« Mais je te di parole qui tôt sera complie (7) :
« Sa grands démesurance (8) va lui coûter la vie. »

XXI

La déesse aux yeux bleus si lui fit repartie :
« Des cieux, pour appaiser ton courroux, sui saillie,
« S'es (9) docile; or m'envoie la déesse aux bras blancs,
« Junons, de vous pensive et tous deux vous aimans.
« Calme toi; du fourreau ne soit tirés li brans (10);
« Mais plutôt, tant que vaille, en parole injurie.
« Or entend ma promesse, qui tôt sera complie :
« Viendra jours où le triple donra qui t'humilie.
« Mais à nous obéi, tien (11) ton cœur en baillie. »

XXII

Si lui fut répondus par le rapide Achille :
« Déesse, à vos paroles on doit être docile,
« Tant soit grands li courroux; car ainsi ce vaut mieux,
« Qui aux dieux obéit, est écoutés des dieux. »
Sur la garde en argent sa main pesant appuie,
Pousse au fourreau (12) le glaive, et ne refuse mie
D'obéir à Minerve, qui reva s'en ès cieux,
Au palais Jupiter, enmi (13) les autres dieux.

XXIII

Tôt Achilles reprend à gourmander Atride,
Et si ne laisse encor tençon (14) ne mautalent (15) :
« Sacs à vin (16), œils de chien, mais cœurs de cerf timide!

(1) Il l'a reconnue, elle à qui le regard flamboyait. Connaître s'employait dans cette acception. Roman de *Couci*, v. 3011 : « Lorsque li garçons l'aperçut, Sans doutance bien la connut. » — (2) *Chroniq. des ducs de Normandie*, v. 1122 : « Quarrel ne saette empennées. » Ἔπεα πτερόεντα dans Homère les paroles ont des ailes. — (3) *Roncisvals*, p. 99 : « Vous fûtes fils au bon comte Renier. » — (4) En bas. Les Italiens ont le mot correspondant *giuso*. — (5) Saillir, sauter. *Roncisvals*, p. 52 : « De plaine terre est saillis en l'arçon. » — (6) Voir. — (7) Accomplie. — (8) Insolence. *Roncisvals*, p. 197 : « Or est morts Pinabel, par sa desmesurance. » Ce mot nous manque; il n'a point d'équivalent exact. — (9) Si tu es docile. — (10) Le glaive. Nous avons conservé le verbe brandir. — (11) Tien et obéi sont des impératifs, deuxième personne du singulier. Tiens ton cœur sous ton autorité, commande à ton cœur. Pour baillie, voyez X, note 6. —(12) *Ch. de Roland*, préface, p. LXIX : « A ces grosses vielles as depennez forriax. » — (13) Parmi. — (14) Querelle. Nous avons le verbe tancer. — (15) Colère, ressentiment. — (16) Ces injures ont de la ressemblance avec certaines scènes que Cooper a tracées dans ses romans sur les sau-

« Oncque prendre à bataille le haubert o (1) la gent,
« Oncque o barons (2) grégeois faire embûche homicide,
« Tu n'as éü (3) courage, ne t'est mie à talent (4).
« En la grand (5) ost grégeoise est plus aisés, je cuide,
« De son lot priver homme à toi contredisant.
« Tu es, rois mange-peuple, li rois de gent faillie (6);
« Ou ci tu honnirois pour la dernière fie (7).
« Mais je te di parole qu'à serrement (8) j'afie (9) :
« J'en jure par ce sceptre, qui ne donra scions
« Ne feuilles ne racines; car sa tige est aux monts,
« L'airains (10) l'a dépouillé d'écorce et de bourgeons;
« Et ore il est aux mains des fils de l'Achaïe
« Qui de par Jupiter ont justice et baillie.
« Grands est li serrements dont tu vois je me lie (11).
« Un jour tout li Grégeois d'Achille auront desir,
« Un jour... Et tu, dolens, ne pourras les servir,
« Quand Hectors homicides en viendra maint meurtrir (12).
« Lors au dedans ton cœur rongeras à loisir,
« Tu à qui n'a chalu (13) le plus vaillant honnir. »

XXIV

Ainsi dit; et le sceptre de clous d'or reluisant (14)
A ses pieds il jeta, s'assit par mautalent (15).
Atrides d'autre part érageoit (16) durement.
Nestors au dou (17) parler, qui Pyliens bien harangue,
Parlers plus doux de (18) miel lui couloit de la langue;
Nestors... Jà deux éages (19) s'écouler a véü
De mortels qui o (20) lui ont grandi et vécu
Dans Pylos mout divine; ore au tiers (21) a baillie;
Nestors en pieds se dresse, leur dit parole amie :

vages. Les Grecs d'alors étaient, il est vrai, au-dessus des Mohicans; mais la différence n'était pas très-grande, et c'est une chose qu'il faut toujours avoir présente à l'esprit en lisant Homère.—

(1) Avec. — (2) Baron dans nos vieux poëmes désigne un homme de grande vaillance et de haut rang; il rend donc exactement ἀριστῆες de l'original. — (3) Éü, de deux syllabes, pour eu. Le peuple de Paris dit *évu*. — (4) Cela ne te convient pas. Talent, comme *talento* dans l'italien, signifie désir, volonté. *Berthe*, LXXXIII : « Quand la vieille l'entend, ne lui vint à talent. » — (5) La grant ost grégeoise est mot à mot le grec στρατὸν εὐρὺν Ἀχαιῶν. C'est aussi une locution de nos vieux poëmes. *Roncisvals*, p. 10 : « Bien a sept ans, vostre grant ost banie (à bannières). »—(6) Lâche, sans énergie. Gauthier d'Aupais, p. 12 : « Puis dit : Or sui trop fols et de cœur trop faillis. » — (7) Fois.— (8) Serment. — (9) J'affirme. — (10) Les instruments tranchants étaient, du temps de la guerre de Troie, en airain.—(11) Dont tu vois que je me lie. — (12) Tuer. C'est le sens primitif de ce verbe, comme le prouve le mot meurtre. Racine est, je crois, le dernier qui l'a employé avec l'acception de tuer. : « Allez, sacrés vengeurs de vos princes meurtris. » — (13) Toi à qui il a peu importé d'outrager le plus vaillant. *Berthe*, LI : « Mal fûtes conseillée, tant vous en a chalu. » — (14) *Roncisvals*, p. 28 : « Sur un écu de fin or reluisant. » — (15) Avec colère. *Berthe*, LXXXIX : « Par mautalent se lève, qu'elle plus n'attendit. » — (16) *Berthe*, LXX : « Tant lui douloit li cœurs, qu'à peu qu'elle n'esrage. » — (17) Doux. Cet adjectif, dans les textes corrects, est sans *s* au régime singulier. — (18) Que miel. — (19) Ages. Il a vu. — (20) Avec. — (21) Ore il règne sur le troisième âge. Tiers et quart signifiaient troisième et quatrième. La Fontaine a encore dit : « Un quart larron survient. »

XXV

« Hé mi! grands deuils menace la terre d'Achaïe!
« Ah! mout s'éjouiroient (1) Priams et sa maînie (2),
« Et des autres Troyens seroit la chère lie (3),
« Se de tous vos discords nouvelle étoit ouïe,
« Vous en guerre et conseil qui tenez seigneurie.
« Écoutez : êtes jeune, et je sui chargés d'ans ;
« O (4) plus vaillants de vous ai vécu dans mon temps,
« A cui mépriser moi ne fut oncque avenans.
« Tels hommes jà ne vi, ne verrai de ma vie,
« Comme Pirithoüs, Dryas pasteur de gens,
« Cénée, et Polyphême, et le fier Exadie,
« Et l'Ægide (5) Thésée, qui aux dieux fut semblans.
« Ne fut race aussi fort sur terre oncque nourrie;
« Très vaillant, il faisoient la guerre à très vaillants,
« Les Centaures des monts, occis à grand baudie (6).
« Et je fu un des leurs, de loin à leur aïe (7),
« De Pylos (car il (8) même me requirent) venants;
« Des combats j'eu ma part, et ne combattroit mie
« A ces hommes passés uns des hommes vivants.
« Ma voix il écoutoient au conseil, sans envie (9) ;
« A tant (10), écoutez-la ; écouter est duisants (11).
« Tu, ne reprend la fille, jà soit qu'es si puissants,
« Mais laisse ester (12) le don des fils de l'Achaïe.
« Tu, Achilles, le roi en face ne défie ;
« Car n'eut jà tel honneur rois un sceptre portants,
« A qui par Jupiter fut donnés li hauts rangs.
« S'es (13) nés d'une déesse et as force et baudie,
« Il (14) qui commande à plus, a plus grand seigneurie.
« Tu, Atrides, croi-moi, soit laissés mautalents (15);
« Et lui, je le conjure, que son cœur il maîtrie (16),
« Lui en guerre félone (17) rempart de l'Achaïe. »

(1) Se réjouiraient. La Fontaine : « On en fait maint repas dont maint voisin s'éjouit d'être.» Pascal : « Ne vous éjouissez pas de vos miracles. » — (2) Lamonnoye, *Noël* V : « Grant seute ne meignie. » — (3) Chère veut dire visage ; et notre expression faire chère lie veut dire proprement : faire visage joyeux. — (4) Avec plus vaillants que vous. — (5) Fils d'Égée. — (6) Hardiesse. Préface de la *Chanson de Roland*, p. LIV : « François chevauchent à joie et à baudie. » Nous avons conservé le composé s'ébaudir. — (7) Aide, secours. — (8) Nous dirions : eux-mêmes. — (9) *Berthe*, II : « Qu'il furent bon ami sans mal et sans envie. » — (10) Cela étant ainsi. *A tant*, qui est très-commode, nous manque. Nous avons gardé le composé analogue : *pourtant*. — (11) Convenable. Duisant est le participe de l'ancien verbe duire. — (12) Rester, demeurer. *Berthe*, XVII : « Belle, ce dit li rois, laissez le deuil ester. » — (13) Si tu es né. — (14) Lui. Nous dirions : Lui qui commande à plus. Mais, dans l'ancienne langue, *il* est sujet et *lui* régime. — (15) Colère ; voyez II, note 12. Que colère soit abandonnée. Laisser est employé avec cette acception dans les vieux poëmes. Raoul de Cambrai, p. 71 : « Prend ceste accorde, si lai la malveillance. » — (16) *Berthe*, LXXII : « Quand porta tel roïne qui ainsi nous maistrie. » — (17) Mauvaise, funeste. *Chron. des ducs de Normandie*, v. 2704 : « Assembler plus felon estor. »

XXVI

A lui fut répondus d'Atride Agamemnon :
« Bien as parlé, vieillards, à droit et à raison ;
« Mais cis (1) homs tous primer veut par o (2) et par non,
« A tous être li maîtres, tous mener à bandon (3),
« Sur tous régner ; en quoi certe il n'aura son bon (4).
« Se preu (5) l'ont fait li dieu de pardurable (6) vie,
« Lui est-il octroyés, pour ce, qu'il injurie ? »

XXVII

Si li divins Achilles à parler recommence :
« Lâche on me nommeroit et failli sans doutance,
« Se (7) j'avoie en toute œuvre à tes dits complaisance.
« Commande autres que moi par tel outrecuidance ;
« Car je ne cuide plus te rendre obéissance.
« Je di autre parole, l'aie en ta souvenance :
« Pour la fille, arme en main, ne ferai résistance ;
« Vous m'ôtez, vous m'aviez donné la récompense.
« Mais lez (8) prompt vaisseau noir ce que j'ai de chevance,
« A ce ne toucheras malgré moi par puissance.
« Pourtant essaie, et soit l'oz (9) témoins la chéance :
« Tôt coulera sangs noirs au grand fer de ma lance (10). »

XXVIII

S'étant si combattus de parole ambedeux (11),
Se levant, ont le plait (12) rompu près la navie (13).
A tentes et vaisseaux Achilles, fils des dieux,
S'en retourne o Patrocle et sa franche (14) mainie.
Atrides met en mer nef rapide et choisie,
Chryséis au clair vis, vingt rameurs vigoureux,
Hécatombe vouée au dieu de longue archie.

(1) Cet homme. Cis au sujet, cest au régime ; homs au sujet, homme au régime. — (2) Par oui et par non ; à tout prix. Gauthier d'Aupais, p. 4 : « Que remanoir y doie ne par o ne par non. » — (3) A volonté, sans réserve. *Roncisvals*, p. 21 : « Toute sa terre vous mettra à bandon. » C'est de là que vient notre verbe abandonner. — (4) Il n'aura pas ce qu'il désire ; locution très-usitée dans le moyen âge. *Romancero français*, p. 22 : « Se vous ma volonté et mon bon voulez faire. » C'est le mot anglais *bond*. — (5) Preux. Ce mot au régime ne prend point d'*x*. — (6) Les dieux dont la vie dure toujours. — (7) Si j'avais. La première personne du singulier est en oie : j'auroie. Après un conditionnel, on mettait ou le conditionnel, ou, comme nous faisons aujourd'hui, l'imparfait. — (8) Près de mon vaisseau prompt et noir. — (9) L'armée, le camp. Témoin de la chance. La *Chanson des Saxons*, CLIII : « Outre, dit-il, cuivert ; tels est vostre cheance. » — (10) Raoul de Cambrai, p. 71 : « D'or en avant au grant fer de ma lance Est vostre mors escrite sans faillance. » — (11) Tous les deux. Ambedui au sujet, ambedeux au régime. L'italien a de son côté *ambedui*. — (12) Assemblée. — (13) Flotte. *Roncisvals*, p. 118 : « Plus grand navie ne fut appareillée. » Les Anglais ont gardé ce mot, que nous avons perdu : *navy*, la flotte, la marine. — (14) Raoul de Cambrai, p. 61 : « Franche maisnie, savez moi conseiller. »

Ulysses y commande, li senés (1) et li preux.
Cil (2), embarqué, voguoient ès chemins écumeux.
Ore Atrides ordonne la gent se purifie;
Si font-il, et souillure en mer jettent loin d'eux.
A Phébus hécatombes de choix, chèvres et bœufs,
Il offrent sur la rive de la mer infinie;
Tournants o la fumée, l'odeurs en monte aux cieux.

XXIX

Ainsi l'oz s'occupoit. Or ne fait longue attente
A sa menace Atrides, et ne s'en détalente (3);
Il appelle Eurybate et Talthybie, andeux (4)
Ses fidèles hérauts et sergents (5) mout soigneux (6) :
« Ensemble allez-vous-en vers Achille à sa tente,
« Et prenez de vos mains Briséis belle et gente (7).
« S'il refuse, j'irai la prendre à ban nombreux,
« Je mèmes (8); et à lui sera plus douloureux. »

XXX

Si les envoie et parle à mout grand violence.
Cil (9) à regret marchoient au bord la mer immense;
Tôt s'en vînrent aux tentes et nefs des Myrmidons.
Près tente et noire nef sis (10) étoit à plaisance
Achilles, qui devint, les voyants, tout embrons (11).
Mout troublé et portant au roi grand révérence,
Debout il demeuroient devant lui en silence;
Ore il (12), le comprenants, à parler si commence :
« Héraut, vous messager Jupiter et les homs (13),
« Vous salue; approchez; à vous n'est ma raisons,
« Mais à qui vous envoie, li rois Agamemnons.
« Amène et met, Patrocles de Jupiter lignage (14),
« Briséis en leurs mains... Mais ferez témoignage (15),
« Vous dui (16), devant les dieux joyants (17) en leur manage (18),
« Devant les homs mortels, devant ce roi sauvage,
« S'onque (19) la gent me quiert la sauver du carnage.

(1) Sené, intelligent, judicieux. Nous avons gardé forcené, qui serait mieux écrit forsené. *Roncisvals*, p. 46 : « Dit Oliviers li preux et li senés. » — (2) Ceux-ci. — (3) Il n'en perd pas le désir. *Berthe*, CXXXIV : « Durement lui déplaît et mout lui détalente. » — (4) Tous deux. — (5) Serviteurs, officiers. Roman de *Couci*, v. 7626 : « A cui j'ai esté vrais amans, Et en tout lieu vostres sergeans. » — (6) *Berthe*, XLVII : « Or soyez bien soigneuse de son respassement. » — (7) *Berthe*, X : « Espousa rois Pépins Berthe la belle et gente. » — (8) Moi-même. — (9) Ceux-ci. — (10) Assis. — (11) Triste, affligé. — (12) Lui. Nous dirions : Or lui, le comprenant. — (13) Messagers de Jupiter et des hommes. Homme fait au régime pluriel hommes et quelquefois aussi homs. *Roman de Rou*, v. 4055 : « Perdu ai de mes homs la fleur et la bonté. » — (14) Du lignage de Jupiter. *Romancero français*, p. 94 : « Cui il jeta de la prison ombrage, » c'est-à-dire des ombres de la prison. — (15) Marie de France, *le Chien et la Brebis* : « Faux tesmoignages avant traient. » — (16) Deux. Dui au sujet, deux au régime. — (17) Heureux, jouissants. — (18) Manoir, séjour. *Berthe*, LXX : « En la terre hongroise en un leur bel manage. — (19) Si jamais la gent me requiert de la sauver.

« Car cis (1) est emportés d'un malfaisant courage,
« Et pourpenser (2) ne sait en baron droit et sage (3),
« Com Grec à sauveté (4) combattront en la plage. »

XXXI

Tôt obéit Patrocles à son ami commant (5),
Fait sortir de la tente Briséis au corps gent (6),
Et la donne aux hérauts, qui, près le flot bruyant,
S'en revont o (7) la femme à regret les suivant.
Pleurants se sied Achilles à l'écart sa maînie,
L'œil sur la mer profonde, près la rive blanchie,
Et, les bras étendus, reclaimt (8) sa mère amie :
« Mère, tu m'engendras à mout peu longue vie.
« Jupiters olympiens, du haut des cieux tonnants,
« Promit du moins honneur ; sa promesse est faillie.
« Car outrage m'a fait Atrides li puissants,
« Il tient ma récompense, de sa main l'a ravie. »

XXXII

Si parla-t-il pleurants. Or l'entendit sa mère,
Au fond des flots assise près du vieillard son père ;
Tôt saillit hors de l'onde comme vapeurs légère,
S'assit au devant lui, qui versoit larme amère,
A main le caressa, et lui dit débonnaire :
« Beaux fils (9), qu'as à gémir ? Dont (10) viens tant deuil à faire?
« Di, ne me cache rien, si qu'à nous deux apère (11). »

XXXIII

Achils aux pieds légers mout gémissants répond :
« Tu le sais; tout redire ce que sais, à quoi bon?
« Nous prîmes Thèbes sainte, la cit d'Étion,
« Et tout en rapportâmes le butin à bandon (12).
« Entr'eux la gent en firent droite division (13) ;
« Chryséis au vis clair eut Atrides en don.

(1) Celui-ci. — (2) Méditer, préparer dans sa pensée. *Roncisvals*, p. 192 : « Ne trahison ne fit, ne ne la pourpensa. » — (3) *Ch. de Rol.*, LXXXV : « Rolanz est preux, et Oliviers est sage. » — (4) En sûreté, sans compromettre leur salut. Sauveté est le substantif de sauf. — (5) Au commandement de son ami. *Romancero français*, p. 11 : « En son père verger, à soi tance et estrive. » — (6) *Berthe*, IX : « A sa sœur prend congé, Berthe qui eut corps gent. » — (7) Avec. — (8) Réclame, implore. Beaucoup de verbes avaient une double conjugaison, l'une développée, l'autre contracte : je reclame et je reclaim, je cremi et je crain, je donne et je doin. Nous avons gardé : je gémis et je geins. — (9) Beaux fils est une locution très-fréquente dans nos vieux poëmes, et sans laquelle il serait difficile de rendre le τέκνον de l'original. — (10) Pour quelle raison fais-tu tel deuil? La *Chanson des Saxons*. préf., p. XXVII : « Pourquoi faites tel deuil? N'y pouvez recouvrer. » — (11) De sorte que cela nous apparaisse, nous soit connu. *Berthe*, XLIV : « Ainz que guère de jour là en droites apère. » — (12) A volonté. *Roncisvals*, p. 85 : « Puis il chevauche à force et à bandon. » — (13) *Roncisvals*, p. 135 : « Qu'il nous en fasse voire division. »

« Tôt vient Chrysès, li prêtres du dieu de longue archie,
« Es prompts vaisseaux des Grecs aux tuniques d'airain,
« Pour racheter sa fille à rançon infinie ;
« De Phébus Apollon il porte dans sa main
« Bandel et sceptre d'or, et tous les Grecs supplie (1),
« Surtout les deux Atrides, qui ont grand seigneurie.
« A ce très bien s'assentent tout (2) li autre Achéen
« Qu'honneurs soit faite au prêtre et rançons accueillie.
« Li seuls Agamemnons n'y a le cœur enclin,
« Durement l'arraisonne et mal le congédie.
« Courroucés s'en reva li vieillards ; mais ouïe
« Sa voix est d'Apollon, qui l'aimoit en certain (3) ;
« Sur nous lança li dieux une flèche ennemie ;
« Ore à foule mouroit la gent ; li trait divin
« En la grant ost grégeoise voloient (4) partout à plein (5).
« Le dieu vouloir (6) nous dit devins de grand clergie (7).
« Tôt premiers je commande soit l'ire au dieu fléchie.
« Lors Atrides érage, et, se levants soudain,
« Il m'adresse menace qui jà est accomplie :
« Achéen aux yeux noirs, od (8) offrande choisie,
« Mènent en nef rapide Chryséis à patrie ;
« Et orains (9) de ma tente par hérauts est ravie
« Briséis que je tien des enfants d'Achaïe.
« Mais tu, prend, se tu peux, ton fil sous ta baillie ;
« Implore Jupiter, en l'Olympe saillie (10),
« Se de fait ou de voix lui donnas onque aïe (11).
« Ens (12) au manoir mon père t'ai maintes fois ouïe
« Te vanter que tu, seule de l'immortel maînie,
« Le dieu des noirs nuages, fil Saturne, sauvas,
« Quand Junons et Neptunes et Minerve-Pallas
« Et li autre tentèrent de le charger de lacs.
« Mais tôt des lacs tu vins délivrance lui faire,
« En l'Olympe appelants le géant aux cent bras,
« Qui Briarée au ciel, Égéon sur la terre
« A nom, et si est-il plus vaillants (13) de son père ;
« Près Jupiter s'assit à contenance fière ;
« Li dieu fortuné tremblent, et il laissent les lacs.
« Va, prend-lui les genoux ; et, pour ce souvenir,

(1) *Chron. des ducs de Normandie*, v. 1587 : « Et qu'eux veulent tuit supplier. » — (2) Tous les autres Achéens. — (3) Certainement. *Berthe*, LXXIII : « Soixante sous coûta un an a, en certain. » — (4) Ces troisièmes personnes du pluriel sont ordinairement de deux syllabes dans les anciens textes, l'*e* se faisant sentir. Cependant elles étaient aussi, bien que rarement, d'une syllabe, comme elles le sont pour nous maintenant. *Roncisvals*, p. 164 : « Qui gisoient mort sans autre recouvrer. » — (5) Pleinement. *Berthe*, LXXIII : « De qui la gent se plaignent de toutes parts à plein. » Cette locution est dans Molière : « Au travers de son masque on voit à plein le traître ; » et dans Pascal : « Qui voudra connoître à plein la vanité de l'homme. » Voyez Génin, *Lexique de Molière*, p. 18. — (6) Un devin nous dit le vouloir du dieu. — (7) Habileté. — (8) Avec.—(9) Tout à l'heure. *Berthe*, XLVII : « Uns hermites me dit orains mout doucement. » — (10) Étant montée en l'Olympe. — (11) Aide, secours. — (12) Dans le manoir de mon père. *Berthe*, XXXII : « Berthe fut ens au bois assise sous un fo. » — (13) Que son père. Les érudits ne savent pas au juste ce qu'Homère entend par le père de ce géant.

« Qu'il fasse grand vigueur à Troyens revêtir (1),
« Et Grégeois jusqu'aux poupes de leurs vaisseaux s'enfuir
« Sanglants, si que tout puissent de leur roi s'éjouir,
« Et que son dam connoisse Atrides à loisir,
« Il à qui n'a chalu le plus vaillant honnir. »

XXXIV

Ore, en versant des larmes, lui répondit Thétis :
« Hé mi ! mar (2) t'engendrai, mar te nourri, beaux fils!
« Que n'es-tu ci séants sans larmes ni soucis,
« Tu cui par destinée peu de temps est promis !
« Mais as tant moins à vivre et tant plus à douloir.
« Par male (3) destinée t'engendrai au manoir !
« J'irai porter au dieu qui se plaît au tonnerre,
« En l'Olympe neigeux ta plainte à bonne fin.
« Tu, sis aux nefs rapides, en ton courroux arrière
« Demeure, et de la guerre évite le chemin.
« Li dieux est, o les autres, hier (4) allés repas faire
« Es (5) bons Éthiopiens vers l'Océan lointain.
« Douze jours en après (6) à l'Olympe il repaire (7).
« J'irai lors en sa salle, dont li seuils (8) est d'airain.
« Embrasser ses genoux ; m'écoutera, j'espère. »

XXXV

A ces mots se partit de son fil, qui endure
Grand courroux pour la dame à la belle ceinture.
La dame qui lui fut ravie à male injure.
Jà touche à Chryse Ulysses o l'offrande en sa cure (9).
Tôt dans le hâvre où l'eaue est profonde et séüre (10),
La gent amène et range en la nef la voilure,
Lâche haubans (11), abat au coursier (12) la mâture,
Puis, rame en main, accoste (13) la navire en droiture,
Jette pierres (14) à fond, lie amarres au bord,
Et à tant (15) met le pied sur la berge du port.
L'hécatombe du dieu, Chryséis la louée (16)
Laissent la nef courrière de la mer azurée.

(1) *Berthe*, CXXVIII : « Mout refut Blanchefleurs de joie revêtie. » — (2) Ce mot, très-fréquent dans les vieux poëmes, signifie : d'une manière funeste. *Roncisvals*, p. 18 : « Guenelon sire, mar fustes engendré. » — (3) *Romancero français*, p. 37 : « Cuens Guis amis, com male destinée. » — (4) Hier est toujours monosyllabe dans nos anciens poëmes. Molière le fait aussi très-souvent monosyllabe. — (5) Chez les bons Éthiopiens. — (6) *Roncisvals*, p. 88 : « Et en après Gérard de Roussillon. » — (7) Il retourne. — (8) Marie de France, *la Souris et la Raine :* « Qu'elle un jour s'assit sur le seuil. » — (9) Avec l'offrande remise à ses soins. — (10) Sûre. Ce mot est dans les anciens poëmes de deux syllabes : séur. — (11) *Roman de Brut*, v. 11488 : « Estrens traire, hobens fermer. » — (12) On appelait coursier dans les galères le passage entre les deux rangs de rames, dans lequel on couchait le mât. Tous les termes sont techniques. — (13) *Roman de Brut :* « Les nefs fit à terre acoster. » Navire était féminin. — (14) Au lieu d'ancres on se servait de grosses pierres. — (15) Cela fait. — (16) Cette épithète est fréquente dans nos vieux poëmes. *Chanson de Roland :* « Voyez l'orgueil de France la louée. »

Par Ulysse à l'autel est la fille menée;
Il la remet au père et dit sans demeurée (1) :
« J'amein (2) de part Atride à toi ta fille aimée,
« Chrysès, et à Phébus hécatombe sacrée,
« Si qu'uns droits sacrifices apaise le Seigneur
« Qui versa sur les Grecs et mal et grand douleur. »

XXXVI

Si dit et la remit dans les mains de son père;
Et cil reçut à joie sa fille qu'il eut chère (3).
Tôt l'hécatombe est lez l'autel en belle pierre,
On se lave les mains, on prend l'orge; à voix claire,
Fait Chrysès, bras levés, pour les Grégeois prière :
« Entend-moi, tu dont l'arcs est d'argent, protecteurs
« Et de Chryse et de Cille, à Ténédos seigneurs!
« M'as ci-devant ouï, quand, pour me croître honneurs,
« Durement sur les Grecs s'est ta mains étendue.
« Que de toi soit encor ma prière entendue :
« Détourne des Grégeois la flèche qui les tue! »

XXXVII

Si pria; sa prière Phébus ouït mout bien.
Puis cil (4), ayant prié et jeté l'orge, à plein
Tendent le cou des bêtes et si les ont férues,
Les écorchent, et puis sur les cuisses tollues (5)
Arrangent double couche de graisse et de chair crues.
Chrysès sur bois fendu les brûle, épand le vin.
Lez (6) lui broche à cinq pointes tiennent jeune mesquin (7).
Quand sont cuisses brûlées et entrailles goûtées,
On découpe le reste, et les chair embrochées
Sont lors à point rôties et à point retirées (8).
Ore est prêts li repas, et la peine est à fin;
On festine, à nessun (9) parts ne manque au festin.
Contenté quand on eut et la soif et la faim,
Mesquin (10) prennent hanaps, les emplissent de vin,
Et les font par la droite aller de main en main.
Chantant belle chanson, l'Achéenne jouvente (11)
Tout le jour apaisa du dieu la male entente,
Du dieu de longue archie, qui, l'oyants, se contente.

(1) Sans retard. *Berthe*, CXV : « Dites-moi se c'est vrais, sans longue demeurée. » — (2) J'amène. — (3) *Berthe*, XX : « Car je l'ai en couvent Margiste, que j'ai chère. » — (4) Ceux-ci. — (5) Enlevées, détachées. — (6) Auprès de lui. — (7) Ce mot, que nous avons conservé, mais dans tout autre sens, signifiait : jeune homme. *Roncisvals*, p. 155 : « Et li viel homme et li jeune mesquin. » — (8) On comprend que tout le détail de ce sacrifice et de ce repas est mot à mot traduit; il en est de ces détails comme, ci-dessus, des détails de marine. — (9) A aucun. — (10) Les jeunes gens. — (11) La jeunesse achéenne. *Chron. des ducs de Normandie*, v. 555 : « Prenoit-on toute la jouvente. »

XXXVIII

Quand jus (1) vint li soleils et que la nuits fut close,
Tout le long des amarres chacuns lors s'endormit.
Mais quand parut au ciel l'Aurore aux doigts de rose,
De la grand ost grégeoise le chemin on reprit.
Apollons leur envoie un vent qui leur agrée.
Tôt il ont mat dressé, toile blanche larguée;
La brise enfle les voiles; et la vague (2) empourprée
Gronde aux flancs du vaisseau, qui fuit sans arrêtée (3).
Faisants route, la nefs si couroit sur les flots.
Arrivé quand il furent à la grand ost louée,
Haut fut la noire nefs en la plage tirée
Es sables, et en place calée à longs rouleaux;
Puis il se départirent (4) ès tentes et vaisseaux.

XXXIX

Ore érageoit, assis près de sa flotte (5) ailée,
Achilles li rapides, li vaillants fils Pélée.
Plus n'alloit aux conseils de la gent honorée (6),
Plus n'alloit à la guerre, se rongeants d'aïrée (7),
Oisifs, mais désirants et bataille et huée (8).
Cependant en l'Olympe, la douzième ajournée (9),
Tout ensemble revinrent li dieu qui toujours sont,
Et Jupiters en tête. N'oubliants sa pensée,
Thétis saillit, dès l'aube, hors de l'onde azurée
Devers le vaste ciel et l'Olympe en amont.
Seuls étoit Jupiters, dont l'œils a grant portée,
Sis au som (10) le plus haut de l'Olympe à maint som.
Devant lui s'assit-elle, et lui prit, mout grevée,
Genoux à main senestre, à main destre menton;
Si au roi fil Saturne, priants, dit sa raison :

XL

« Dieux pères (11), se jamais ou de fait ou de voix

(1) En bas : quand le soleil descendit. — (2) *Roman de Brut* : « Vagues crurent et reversèrent. » — (3) *Berthe*, LXVII : « Se lève li messages, n'y veut faire arrêtée. » — (4) Ce mot avec cette acception est resté dans l'italien. Dante, *Inf.*, XII, 59 : « *E della schiera tre si dipartiro.* » — (5) *Chron. des ducs de Normandie*, v. 1329 : « Cil virent la flotte au rivage. » — (6) *Roncisvals*, p. 48 : « Franc, dit Roland, bonne gent honorée. » Cette locution de nos vieux poëmes rend exactement le κυδιάνειρα de l'original. Dante a dit aussi, *Purg.*, VIII, 128 : « *Che vostra gente onrata non si sfregia.* » — (7) Se rongeant d'ire, de colère. Raoul de Cambrai, p. 117 ; « Géris lait courre par mout grant aïrée. » — (8) *Roncisvals*, p. 145 : « Lors recommence li cris et la huée. » Huée, dans nos anciens poëmes, est le cri de la bataille. — (9) L'ajournée, c'est la venue du jour. *Berthe*, LXVIII : « L'endemain à matin, droit après l'ajournée. » — (10) Sommet. Notre mot est le diminutif du mot ancien. Som a été gardé dans le nom de quelques montagnes du Dauphiné : le grand Som, le petit Som. *Roncisvals*, p. 164 : « Si m'enporta en som un pui mout grand. » — (11) *Roncisvals*, p. 71 : « Dient François : Dieux pères, que ferons? »

« T'ai servi dans le ciel, ma prière m'octrie :
« Honore-moi mon fil, né à peu longue vie ;
« Honni l'a malement Agamemnons li rois,
« Tient la (1) lui récompense, de sa main l'a ravie.
« Mais tu, fai-lui honneur, dont li conseils est droits ;
« Et accorde aux Troyens grand vigueur et baudie (2),
« Tant que croissent (3) barnage à mon fil li Grégeois. »
Li dieux qui nue assemble ne lui répondoit mie,
Mais demeuroit taisants. Or dit-elle autre fie (4),
Lui tenants les genoux com (5) s'en étoit saisie :
« Fai-moi promesse vraie, et de tête l'afie (6) ;
« Ou bien (car tu n'as crainte) tout à plein (7) me dénie,
« Qu'entre les dieux je sache que sui la plus honnie. »

XLI

Li dieux qui nue assemble répondit mout marris :
« Grands sera li méchefs, quand m'auras mis contraire
« A Junon, se m'irrite de sa parole amère.
« Jà ès (8) dieux immortels de soi-même tous dis (9)
« Me gourmande, disants j'aide (10) aux Troyens en guerre.
« Mais, pour n'être véüe (11), en ta demeure arrière
« Retourne (12) ; et que du reste li soins me soit remis.
« De tête à toi donrai, si que te soit plévis (13),
« Un signe, le plus grand qu'on puisse à moi requerre (14),
« Jamais n'est revoqués, decevants (15) ou faillis,
« Chez les dieux quanque (16) j'ai de la tête promis. »
A ces mots inclina li dieux ses noirs sourcils ;
En sa tête immortel li cheveu à longs plis
Ondoyèrent, trembla l'Olympes bien assis (17).

XLII

S'étant si conseillés, se partirent. Thétis
Jus (18) l'Olympe éclatant ès flots profonds repaire ;

(1) Tient la récompense de lui. — (2) Vaillance, hardiesse. — (3) *Roncisvals*, p. 139 : « Croître vous veut d'honneur et de barnage. » — (4) Une seconde fois. — (5) Comme elle s'en étoit saisie. — (6) Et donne-moi assurance par un signe de tête. *Berthe*, CVIII : « Que jamais ne prendrai femme, je vous afie. » (7) Refuse-moi pleinement. — (8) Parmi les dieux. — (9) Toujours, continuellement. — (10) Disant que j'aide. Aider, dans les anciens textes, est tantôt de trois syllabes et tantôt de deux. *Roncisvals*, p. 35 : « Guènes répond : Bien y pouvez aider. » *Ibidem*, p. 27 : « Fust abattus, j'en seroie aïdants. » Cet exemple prouve que la forme contracte, qui est la nôtre, était, dans beaucoup de mots, contemporaine de la forme non contracte. — (11) Vue. — (12) *Berthe*, XX : « Que nous l'occions tost, puis retournions arrière. — (13) Afin que cela te soit assuré, afin que tu en aies un gage. Plévir, c'est s'engager. — (14) C'est l'ancien infinitif du verbe requérir. — (15) *Chron. des ducs de Normandie*, v. 1361 : « Conseil mortel et decevant. » — (16) Tout ce que. — (17) On se rappelle les vers de la Fontaine :

Jupiter leur parut avec ses noirs sourcils,
Qui font trembler les cieux sur leurs pôles assis.

— (18) En bas de l'Olympe.

Et il à son palais s'en reva. Vers leur père
A l'encontre se dressent li dieu; jà si hardis,
Qui ne soit, lui venant, du siège en pied saillis.
En son trône il s'assied. Mais bien par tel manière
Véü (1) Junons avoit à lui devise (2) faire
La fille au vieux des mers, à pieds d'argent Thétis;
Et au fil de Saturne dit tôt parole amère.

XLIII

« Quels dieux, fels (3) Jupiters! t'a fait tantôt devise?
« Loin de moi tu te plais en secret et feintise
« Te conseiller toujours; et par bonne franchise
« Une tienne pensée onque ne m'as apprise. »

XLIV

Si li pères des hommes et des dieux fit répons (4) :
« Savoir tous mes conseils n'espère pas, Junons;
« Ce seroit, même à toi, ma moillier (5), mout à faire.
« Conseil qu'entendre esteut (6), tu le sauras première
« Avant aucun des dieux, avant aucun des homs (7);
« Mais conseil que je veuil (8) sans les dieux prendre arrière,
« Sur ce n'essaye pas de me mettre à raisons (9). »

XLV

De la dame aux grands yeux, Junon, fut repartis :
« Quels mots, tant pêmes (10) fils de Saturne, as-tu dits?
« Je guère de long temps à raison ne t'ai mis.
« Tout en paix tu pourpenses quanque faire t'est vis (11).
« Mais mout crain-je en mon cœur, trop bien ne t'ait requis
« La fille au vieux des mers, à pieds d'argent Thétis;
« Lez toi dès l'aube assise, tes genoux elle a pris.
« Je cuide, as foi plevie (12) qu'honneur auroit ses (13) fils,
« Et qu'auprès des vaisseaux maint tomberoit occis. »

XLVI

Si répondit li dieux qui nuages épand :

(1) Vu est ordinairement de deux syllabes dans les anciens poëmes : véu. Cependant on le trouve parfois monosyllabe. *Roman de Tristan et Yseult :* « Et ainsi que la terre ont vue. » *Roncisvals*, p. 197 : « Li rois a vu Tierri à la chère hardie. » — (2) Discours, entretien. C'est le substantif de deviser, verbe que nous avons conservé. *Chron. des ducs de Normandie*, v. 770 : « Que vous feroie autres devises? » La *Chanson des Saxons*, XXIII : « Sire, ce dit Girarz, or oyez ma devise. » — (3) Fel, faux, rusé. — (4) Réponse. — (5) Femme, épouse. — (6) Qu'il est convenable qu'on entende. — (7) Des hommes. — (8) Je veux. — (9) Mettre à raison, c'est demander compte. — (10) Très-méchant; de *pessimus*. *Roncisvals*, p. 101 : « Si pesmes jours vous est hui ajournés. » — (11) Tout ce qu'il te plait de faire. — (12) Tu as engagé ta foi. *Roncisvals*, p. 191 : « Cil descendent à pied, qui ont leur foi plévie. » — (13) Son fils. *Ses*, sujet singulier masculin, *son* régime.

« Tu vas cuidants toujours, belle amie (1) ! et m'entente (2)
« Ne t'échappe ; et si bien t'efforces vainement.
« Mais moins t'en tiendrai chère, et plus seras dolente.
« S'il advient que tu penses (3), c'est qu'ainsi m'atalente (4).
« Sied-toi silencieuse, fai mon commandement.
« De tous les dieux d'Olympe n'auras défendement (5),
« Se mes mains redoutables vont sur toi s'étendant. »

XLVII

Si dit-il, et trembla Junons dame aux grands yeux,
Se tut, s'assit, courbants son cœur (6) impérieux.
Ore aux dieux en la salle fut la chère émarrie (7) ;
Et tôt prit à parler Vulcains l'industrieux,
Pour consoler Junon aux bras blancs, mère amie :
« Grands sera li méchefs, à ne supporter mie,
« Se noise pour mortels se lève entre vous deux,
« Et se trouble et grevance (8) jetez en mi les dieux ;
« Bons repas est sans joie, quand li mals (9) a maîtrie.
« Je conseille à ma mère, sans qu'elle m'en dédie (10),
« Porter au père ami douceur (11), si qu'autre fie
« Li pères, gourmandants, repas ne trouble ès cieux.
« Jupiters olympiens, qui lance éclair et feux,
« S'il veut briser nos sièges... sa force est infinie :
« Mais tu, flatte son cœur de parole adoucie ;
« L'Olympiens tôt après nous sera gracieux. »

XLVIII

Si dit, et, se levants, ès mains sa mère amie
Il met double hanap, et à tant l'araînie (12) :
« Bien que peinée, endure, ma mère, et tien ton cœur,
« Que ne sois, tu que j'aime, sous mes yeux maubaillie (13) ;
« Lors t'aider ne pourroie, jà soit qu'aurai douleur ;
« Car on résiste mal à l'Olympe seigneur.
« Et jà quand je tentai de te porter aïe,
« Me prit au pied et jus lança du seuil divin.
« Dévalai (14) tout le jour, si qu'à soleil déclin (15)

(1) Belle amie est une locution très-fréquente, qui rend le δαιμονίη. L'épithète grecque, qui est d'ordinaire amicale, est prise ici ironiquement. — (2) Mon intention. — (3) Ce que tu penses. — (4) Il me plait. — (5) Défense, protection. Ducange, v° *Defensivum* : « J'auroie assez defendement, Anges, archanges, plus de cent. » — (6) *Chron. des ducs de Normandie*, v. 605 : « Tant a vers eux le cœur félon. » — (7) Le visage attristé. *Berthe*, XC : « Blanchefleurs la roïne est forment esmarrie. » — (8) *Couci*, XVII : « Ne me doit pas trop tourner à grevance. » — (9) Quand le mal a domination. — (10) Sans qu'elle m'en dédise. *Berthe*, II : « Onc n'eut que deux enfans, n'est droit qu'on m'en desdie. » — (11) *Berthe*, LX : « Chacuns lui porte honneur, douceur et compagnie. » — (12) Et, cela fait, il lui adresse la parole. Araînier est une forme contracte du verbe arraisonner. *Lai de Melion*, p. 54 : « Ses hommes en a arainiés. » — (13) Maltraitée, mise à mal. Sois, écrit soies, était de deux syllabes ; cependant on le trouve aussi monosyllabe comme aujourd'hui. *Chron. de Normandie*, v. 1512 : « Et si en seies séurs et fix. » — (15) Je roulai en bas. — (16) Au déclin du soleil. *Berthe*, XXXVI : « Li jours va à déclin, si approche la nuits. »

« Je tombai dans Lemnos, ayants mout peu de vie;
« Gisant me recueillirent bientôt gens de Sintie (1). »

XLIX

Si dit; à lui sourit et reçut souriants
Le hanap présenté la déesse aux bras blancs.
Ore il (2) aux autres dieux, à droite commençants,
Verse le dou nectar, qu'en l'urne il va puisants.
Un ris inextinguibles se lève ès dieux joyants,
Quand Vulcains par la salle est véüs clopinants.

L

Si il (3), le jour entier jusqu'à soleil déclin,
Festinent, et ne manque ne la parts au festin,
Ne la lyre tant belle qu'Apollons tient en main,
Ne les chansons des Muses se répondants mout bien.

LI

Quand jus est du soleil la splendide clartés,
Il s'en vont pour dormir aux logis séparés
Qu'a d'un très grand savoir à chacun élevés
Li renommés Vulcains, boiteux des deux côtés.
Li dieux qui lance éclairs est à son lit allés
Où, quand vient doux sommeils, seut (4) être reposés;
Là se gît; et Junons à trône d'or, delés (5).

É. Littré,
De l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

(1) Nom de peuple. — (2) Ore lui. — (3) Ainsi eux. — (4) Il a coutume; du verbe souloir, encore employé par la Fontaine. — (5) A côté. *Roncisvals*, p. 3 : « Chacuns ira au règne où il fut nés, ou à Étampes ou à Paris delés. » *Travels of Charl.*, v. 401 : « Li rois Hugon li forz et sa moillier delez. »

LETTRES DE LOUIS XVIII

AU

COMTE DE SAINT-PRIEST,

PRÉCÉDÉES D'UNE NOTICE PAR M. DE BARANTE.

Il serait curieux de rechercher de combien de manières a déjà été écrite l'histoire de la révolution française. C'est le plus grand événement des temps modernes ; il doit prêter à des jugements divers et même à des récits différents. Engagés dans une controverse irritante, les partis ne manquent guère de présenter les faits historiques sous le jour qui leur plaît, de les interpréter dans le sens qui leur convient. Personne n'échappe à la tentation de chercher dans le passé des exemples pour sa cause, des motifs pour ses convictions, des excuses pour ses fautes, des autorités pour ses passions ; mais ce qui paraît plus étrange, c'est que les esprits calmes et en apparence désintéressés soient loin d'être tombés d'accord d'une appréciation commune et définitive de la révolution, et que les écrivains impartiaux eux-mêmes, ou qui veulent l'être, ne la jugent pas dans tous les temps d'une manière constamment uniforme. La date de leur ouvrage détermine souvent l'esprit qui l'inspire et la pensée qui s'y manifeste. Comme ces objets, comme ces monuments ou ces montagnes qui changent d'aspect et de couleur aux yeux du spectateur qui s'en approche ou s'en éloigne, et selon les heures du jour auxquelles il les observe, les événements semblent se transformer dans la mémoire des hommes au gré de la lumière qui pénètre dans leur esprit et de la distance qui les sépare du passé. La postérité même, la postérité commençante a ses dissentiments, ses entraînements, ses retours ; non-seulement elle reprend ou dépose tour à tour les haines, les craintes, les amours, les colères, les douleurs qui agitaient les contemporains ; mais comme elle veut, pour l'honneur de la philosophie historique, rattacher le présent au passé, elle se croit obligée, à mesure qu'elle acquiert par les faits nouveaux une expérience nouvelle, de remonter le cours des temps et de chercher rétrospectivement des causes aux événements plus

récents qui la touchent. A chaque système qui vient au monde, il faut des antécédents, comme il faut des aïeux à un nouveau venu. De là cette entreprise périodique de reviser l'histoire et de la refaire pour l'accommoder à des conséquences nouvelles. On veut, s'il est possible, se donner des argumènts de fait et avoir les siècles pour soi. Cela tente particulièrement les époques comme la nôtre, alors que la philosophie sociale est à la mode et que les vues sur les destinées de l'humanité surabondent. L'esprit de système produit donc ses narrateurs aussi bien que ses penseurs, et ce n'est pas seulement des idées que les inventeurs de théories disposent avec une arbitraire autorité. Pour ne citer qu'un exemple, et je ne le prends pas parmi les moins remarquables, qui eût deviné, pendant les dix dernières années du dernier siècle, que les événements dont on était acteur ou témoin donneraient naissance aux jugements inattendus de l'auteur des préfaces de l'*Histoire parlementaire de la Révolution française?* C'est une galerie où je crois que nos pères, s'ils pouvaient revivre, reconnaîtraient malaisément leurs portraits.

Mais, en dehors de l'originalité hardie des systèmes novateurs, le cours seul du temps amène des changements dans la manière d'écrire la même histoire. L'esprit le plus sage, le plus mesuré, le plus fidèle à l'observation, le plus décidé à ranger tous les jugements sous la loi du sens commun, ne peut se défendre de l'influence de son temps, quand il veut en raconter ou en caractériser un autre. Quoi qu'il fasse, il est sous le joug de son expérience, il cède au penchant de ses opinions, même en observant les faits; il voit comme il pense et peint comme il voit. Ainsi, ce qui est essentiellement irrévocable, inaltérable, le passé, semble se modifier en vieillissant; car, pour les hommes, le passé n'est qu'un souvenir, et le souvenir lui-même est à la merci de nos idées et de nos passions. On pourrait dire que l'histoire de toute époque est un tableau dont le dessin seul subsiste, mais dont les couleurs changent incessamment. Certes, l'illustre auteur des *Méditations poétiques* ne prévoyait pas, il y a trente ans, qu'aux jours de sa maturité il considérerait et décrirait les événements de 1792 à 1794 comme il vient de le faire dans son *Histoire des Girondins*.

Mais ce n'est pas de ces grands tableaux d'une société secouée jusque dans ses fondements, ce n'est pas de ces recompositions systématiques ou dramatiques du passé, entreprises dans l'intérêt d'un avenir que l'ambition et l'imagination à la fois rêvent mystérieux et indéfini, c'est d'un point de vue plus rétréci de la grande scène historique que nous voulons nous occuper aujourd'hui. Un écrivain plein de sagacité et de modération, qui accepte la révolution plus qu'il ne l'aime, qui se plaît à juger froidement ce que d'autres ne voient qu'à travers les nuages de l'émotion ou de l'enthousiasme, M. de Barante a, sous la forme modeste d'une notice, tracé, il y a quelque temps, une peinture animée et piquante du gouvernement de la cour de France avant et pendant la révolution. Dans ce cadre resserré, où nous nous plaçons avec lui, nous ne voyons qu'une face des événements, nous n'apprenons à connaître qu'un parti; mais il nous semble que nous apprenons à le bien connaître, et, d'ailleurs, il ne serait pas impossible de rattacher tout l'ensemble des événements aux aventures de la royauté. L'histoire *dynastique*, pour parler le langage du temps, peut, à la rigueur, servir de centre à l'histoire révolutionnaire.

La révolution (qui ne le sait aujourd'hui?) est plus qu'un événement politique. C'est une crise dans l'histoire de la société, de l'esprit humain, de l'humanité tout entière. Cependant on pourrait, sans la défigurer entièrement, la réduire à ce qu'elle eut de purement politique, et n'y voir qu'une monarchie qui se transforme. Aussi bien la monarchie tenait en France une telle place, elle avait touché à tant de choses, elle avait si profondément marqué de son empreinte les lois, les mœurs et les opinions, qu'il n'y aurait pas exagération à prendre la royauté comme le symbole de tout l'ancien régime, et à représenter par ses luttes, ses succès et ses revers, toute la

destinée de la nation. L'histoire de France est susceptible d'être ramenée à un tableau des vicissitudes du principe monarchique.

Quelles qu'aient été ses origines, quelques combats qu'il ait eus à rendre contre des forces rivales, ce principe paraît de bonne heure, dans notre histoire, destiné à prévaloir. Pendant longtemps il ne fait que grandir. Laissons de côté ses longues et laborieuses luttes, et datons du règne de Henri IV sa victoire définitive. Ce roi, le seul grand homme de sa race, fut le vrai libérateur de la royauté, en la faisant triompher du sein des guerres civiles et des tentatives de révolution. Dès qu'elle cessa d'être en péril, son autorité fut, sinon absolue, du moins prépondérante et décisive. Il régna, non comme un despote qui ne connaît point les obstacles, mais comme un maître qui sait les vaincre; obéi parce qu'il est habile, modéré quoique victorieux. Ce fut un grand règne et le début de la monarchie administrative; ce ne fut point cependant la fondation d'une forme de gouvernement; Henri IV n'a rien constitué. Une royauté qui prévaut, qui s'agrandit, qui surmonte les résistances sans les supprimer, qui conserve des limites qu'elle peut franchir par moments, n'est pas une durable organisation politique; elle n'est ni assez absolue, ni assez contenue. Ce devait être une forme de transition, un régime temporaire dans lequel l'autorité souveraine irait toujours se développant et compterait ses jours par ses progrès. Abattues par elle, les anciennes résistances ne pouvaient être relevées, et toute tentative pour recommencer une lutte inégale devait tourner au profit du vainqueur. C'est ainsi que le règne de Louis XIII, ou plutôt de Richelieu, ne fut qu'une sanglante prise de possession de la royauté, devenue oppressive dans sa victoire. De la fin de ce règne la monarchie administrative fut fondée, c'est-à-dire qu'elle devint et possible et seule possible.

Son histoire est connue; elle a pour héros Louis XIV. C'est lui sans aucun doute qui représente avec le plus d'éclat la royauté héréditaire et organisatrice, la monarchie se régularisant elle-même et faisant dominer par le pouvoir absolu le bien public sous le nom d'intérêt de l'État. Aussi est-il devenu pendant un temps le type des rois, et passait-il, aux yeux des écoles d'absolutisme, pour avoir réalisé l'idéal du despote dans les temps modernes. Mais, entre mille objections accablantes pour le système de gouvernement qu'il représente, il y a celle-ci : ce système n'a été mis en pratique qu'une fois, et sa décadence a commencé avant la mort de celui qui l'avait créé, laissant après lui une des royautés les plus déplorablement constituées que le monde ait vues. Quelque mal en effet que l'on puisse dire de l'égoïsme imprévoyant du premier successeur de Louis XIV, et de la modestie inhabile du second, tout ne fut pas de leur faute dans la ruine de leur empire, et ils héritèrent l'un et l'autre d'un sceptre très-difficile à manier. Leur pouvoir arbitraire et contraint, assez fort pour leur permettre des jours de tyrannie, trop faible pour suffire seul avec suite aux nécessités d'un grand gouvernement, pesait dans leurs mains comme un instrument lourd et mou, qui ne peut protéger ni servir. Il y avait du despotisme dans l'ancienne monarchie et peu d'ordre. Il y avait des résistances et point de liberté. De nobles traditions y luttaient irrégulièrement contre des préjugés oppressifs et des iniquités héréditaires. Ni le bon, ni le mauvais principe ne pouvait finalement triompher dans ce système de gouvernement sans une crise qui devait le rompre et l'emporter. La constitution définitive de la monarchie anglaise date à peu près de l'époque où celle de Louis XIV avait atteint sa régularité générale et son plein développement. Comparez, étudiez ensemble l'histoire intérieure et pour ainsi dire constitutionnelle des deux monarchies, de 1688 jusqu'à nos jours, et voyez de quel côté sont les garanties et les preuves de durée et de progrès, de conservation sans décadence et de réforme sans révolution! L'expérience a prononcé, la sagacité la plus vulgaire suffit pour tirer la conclusion du parallèle, et tous les sophismes des avocats

du pouvoir absolu ne prévaudront pas contre cette grande expérience comparative qui menace tous ceux qu'elle n'éclaire pas, et qui tient en échec toutes les monarchies absolues du continent tant qu'elles n'en sauront pas comprendre l'éclatante leçon.

Il semble que ce soient là des vérités communes, et que la religion des croyances constitutionnelles, triomphante aujourd'hui, pourrait cesser d'être militante. Une cause gagnée devrait n'avoir plus besoin d'être plaidée ; mais on n'ignore pas que, si cette cause a prévalu dans les faits et dans les lois, elle a perdu quelque chose dans les esprits : il est de mode, parmi les sages du temps, d'affecter le doute et le dégoût en matière d'idées libérales, et l'on essaye de faire à la politique constitutionnelle la situation de ces religions qu'on pratique sans y croire. C'est du côté de la politique que se produisent aujourd'hui les esprits forts et les incrédules. M. de Lamennais pourrait écrire pour eux un nouvel *Essai sur l'indifférence*. Ne craignons donc pas de revenir sur ces lieux communs un peu vieillis, sur ces antiques raisons, fondements de la foi constitutionnelle, et de rappeler à ceux qui l'oublient pourquoi l'on a bien fait de détruire ce qu'on a détruit, de fonder ce qu'on a fondé.

L'ancien régime n'avait pas manqué de tentatives de réforme. A de certains moments, des esprits honnêtes ou téméraires, des hommes animés par l'amour du bien, l'ambition du nouveau, la passion de se faire un nom, ont paru songer à restaurer en l'améliorant le gouvernement français. Sans se rendre un compte exact de la portée de l'effort, sans mesurer exactement toute la difficulté du succès, on s'est plus d'une fois proposé d'extirper des abus fondamentaux, d'établir des nouveautés essentielles, d'introduire dans l'ensemble des institutions des changements qui en auraient modifié la nature. Cet espoir, après avoir séduit les contemporains, a fait illusion aux historiens, et l'on en peut citer d'habiles qui soutiennent encore, en racontant le passé, qu'à certaines époques quelques principes de la révolution ont été sur le point de se faire jour dans les faits. Ainsi, par exemple, on a voulu faire de la Fronde une révolution hâtive, et, parce qu'il est impossible de faire une opposition quelconque à un pouvoir quelconque sans invoquer les principes de justice et de liberté, on a vu dans certains arrêts du parlement de Paris une déclaration de droits anticipée. Sans doute le pouvoir ministériel auquel en voulait tant le cardinal de Retz aurait péri, si la Fronde eût triomphé ; mais au profit de qui, si ce n'est du pouvoir royal, qui serait à son tour redevenu bientôt le pouvoir ministériel ? Fénélon était un frondeur d'un autre genre, et, secondé par de dignes amis, il aurait peut-être, s'il avait vécu, si son pieux et timide élève avait régné, entrepris la réforme qu'il rêvait, et tenté de réaliser les plus nobles pensées qui aient occupé un grand esprit, dans un temps où les grands esprits étaient plus communs que les nobles pensées. Mais qui oserait assurer que cette réforme philanthropique et aristocratique à la fois eût été praticable et qu'il y eût alors un système intermédiaire à introduire entre le despotisme à la fois violent et réglé de Louis XIV et un retour irréfléchi au régime antérieur, qui déjà commençait à n'être plus compris et qui n'avait pu se soutenir? L'amour enthousiaste de Fénélon pour le bien, sa foi présomptueuse dans sa vertu et dans son génie, son imagination de poëte, ses préjugés comme théologien, ses illusions comme moraliste, ses goûts de grand seigneur, son caractère plus propre à inspirer la vénération qu'à commander l'obéissance, ce besoin de dignité uni à ce besoin d'être aimable qui en faisait le plus édifiant des séducteurs, tous ces dons, toutes ces vertus, tous ces charmes, toutes ces faiblesses, en auraient-ils fait l'homme capable d'arrêter sur sa pente une monarchie dont tous les freins se brisaient dans la rapidité de sa course? On peut en douter sans manquer de respect au législateur de Salente, au mentor chrétien du Télémaque de Versailles, et ce serait peut-être une recherche curieuse et piquante que de comparer ce que serait devenue la France,

suivant qu'elle eût vu se réaliser l'un ou l'autre des deux avenirs qui, au déclin de Louis XIV, pouvaient sortir de la situation des affaires. L'un eût été le règne du duc de Bourgogne, où des sentiments élevés, des volontés obstinées, des idées chimériques, des convictions étroites et profondes se seraient unis pour entreprendre une réforme plus morale que politique. L'autre, qui se réalisa, fut le gouvernement énergique et décousu du duc d'Orléans, cet assemblage singulier de bien et de mal qui offre à l'historien des vues de grande politique unies à des conceptions d'aventurier, le goût des améliorations et celui des abus, l'amour du bien et le mépris des mœurs, quelque chose d'étrange enfin, une sorte de grandeur sans dignité. Voltaire a eu raison de dire qu'il y avait des traits de génie dans le régent, et ce malheureux Dubois est certainement du petit nombre des hommes d'État que la France ait produits. Cependant qu'ont-ils créé ? et, s'ils ont eu souvent raison de s'éloigner du gouvernement de Louis XIV, que de mal ils ont fait, que de mal ils ont laissé après eux! Ils sont pour beaucoup dans le triste gouvernement qui leur a succédé. Ce n'est donc pas d'eux ni de leurs nouveautés hardies et superficielles qu'on pouvait attendre le commencement d'une réforme nécessaire.

Sous le règne de Louis XV, à peine quelques-uns de ceux qui prennent part aux affaires songent-ils fugitivement à la possibilité de modifier le régime établi. L'idée de l'amélioration reste constamment étrangère au pouvoir. Jamais le gouvernement n'a moins pensé à s'amender que dans ce temps où la société se préparait à le renouveler. Ce n'est guère que dans les ouvrages et les mémoires peu connus de d'Argenson, celui que les beaux esprits du temps appelaient, apparemment pour cette raison, d'Argenson *la bête*, que l'on trouve une préoccupation sérieuse des vices de la constitution et de la nécessité d'expulser l'arbitraire qui a successivement tout envahi ; mais son influence fut médiocre et passagère. M. de Choiseul crut de sa politique d'entretenir de bonnes relations avec le parlement, mais n'a jamais donné la plus faible espérance d'une rénovation constitutionnelle. Un détestable esprit de changement, qui n'était que l'impatience de la contradiction, inspira bien ses successeurs, et le chancelier Maupeou crut reprendre la tradition de Richelieu et de Louis XIV en délivrant la couronne de la résistance irritante des compagnies judiciaires; mais cette prétendue réforme ne fut que le coup d'État de la tyrannie et la fondation solennelle d'un abus. A aucun moment, le règne de Louis XV ne laissa même obscurément poindre l'espoir d'une amélioration politique. Soixante années s'écoulèrent sans une mesure, sans une pensée suivie de gouvernement empreinte de patriotisme, de prévoyance ou d'honnêteté. Soixante années s'écoulèrent dans la routine, l'indifférence, la dissipation et l'arbitraire ; je ne crois pas que pareil malheur soit jamais avenu à une nation civilisée au degré où l'était la France. Quel héritage cet indigne gouvernement laissait-il à l'infortuné successeur de Henri IV et de Louis XIV ?

Dès le premier jour du règne de Louis XVI, l'idée d'un changement fut dans tous les esprits. Quel changement? On l'ignorait. La question était neuve et difficile; on pouvait hésiter. Il y eut des réformateurs à tous les degrés; mais l'impossibilité du *statu quo* fut unanimement aperçue. La royauté même se trouva mal à l'aise sur *le lit effronté* où l'avait étendue un demi-siècle de désordre. Elle eut, comme on l'a dit dans une plaisanterie profonde, le sentiment intérieur qu'elle devenait un abus, et qu'il fallait cesser de l'être. Louis XVI conçut vaguement le besoin d'une nouvelle manière de régner. L'opinion publique parvint jusqu'à lui. Plus puissant que l'orgueil du pouvoir héréditaire, plus fort que la timidité d'un caractère incertain, l'instinct confus et rapide de sa situation le conduisit, malgré mille obstacles, à travers bien des doutes et bien des retours, à suivre au dedans la politique de Turgot, au dehors celle de la Fayette.

Je crois qu'en général on pourrait désigner par ces deux noms, caractériser par

ces deux hommes les deux systèmes dont l'un ou l'autre devait alors nécessairement prévaloir en France.

L'un, plus modéré, plus pratique, et cependant d'un succès plus difficile, était la réforme du gouvernement par l'administration. Cette pensée devait venir à tous les gens d'affaires qui ne fermaient pas les yeux aux lumières de leur temps. L'homme supérieur de cette école, c'est Turgot. Son génie et son caractère le destinaient à cette tentative qui n'est guère essayée qu'aux époques où elle n'est pas encore possible et à celles où elle ne l'est plus. Turgot, c'est le philosophe dans les affaires. Si l'on veut relire ces incomparables dialogues où le sublime disciple de Socrate a décrit les devoirs et le rôle de l'homme qui aime la vertu dans la politique, si l'on se rappelle ces complaisantes peintures de la royauté du philosophe, c'est-à-dire de la science au pouvoir et du perfectionnement social opéré par le despotisme de la vérité, on reconnaîtra, je pense, dans cet idéal du gouvernement, quelque chose de la manière dont Turgot avait conçu sa mission et son œuvre. Tout homme d'une vertu rigide et d'un esprit profond, qui arrivera à la politique par la seule méditation, rêvera cette alliance chimérique du vrai et du pouvoir, tous deux également absolus; et ambitionnera cette situation, qui n'a bien tourné à aucun ministre, qui ne siérait peut-être qu'à des rois. Encore le seul roi, ce me semble, qui l'ait obtenue, l'empereur Marc Antonin, n'en a pas tiré grand parti.

Mais il est une autre manière de concevoir l'accomplissement des réformes sociales : c'est celle qui y appelle, qui y associe en quelque sorte les grandes masses et les grands événements. Susciter l'opinion publique, la deviner, la devancer même pour l'entraîner par l'enthousiasme ou l'irritation, appeler à l'aide des idées les forces et jusqu'aux passions de la société, faire concourir à l'œuvre l'agitation, la résistance, la guerre, prendre, s'il le faut, le plus long et passer par le circuit de la gloire pour atteindre à la liberté, telle est une autre politique, d'innovation dangereuse, j'en conviens, souvent téméraire et impuissante, mais qui, venue à ses heures, est la seule qui maîtrise les événements et dispose de l'avenir. Celle-là, mieux connue de notre temps, ne redoute pas d'être appelée par son nom; elle est révolutionnaire. Elle n'est permise qu'à de rares époques et à des hommes rares. Imitée sans discernement, prodiguée à toutes les situations, pratiquée par le premier venu, elle peut dégénérer en un plagiat absurde, en une criminelle manie. Tout le monde n'est pas fait pour bouleverser le monde.

A l'assemblée des notables, M. le comte de Provence, celui qui devait être Louis XVIII, disait à M. de la Fayette : « Vous voulez donc les états généraux ? — Mieux que cela, monseigneur. » C'est *mieux que cela* aussi qu'a fait la France. Des deux réformes qu'on pouvait essayer, la plus aisée était peut-être encore la plus grande; on ne le croirait pas aujourd'hui, mais il y a des temps où la petite politique est celle qui a le moins de chances. Tel était ce temps où une réforme était plus difficile qu'une révolution.

Être Turgot ou la Fayette, telle était donc alors l'alternative. L'événement a prononcé pour la Fayette, mais à quel prix! Quand on juge de la révolution par ce qu'elle a coûté, par ce qu'elle a produit, les dissidences de ceux qui en ont écrit la tragique histoire ne s'expliquent que trop.

Les avortements de réforme amenèrent donc l'enfantement de la révolution. Celle-ci, nécessaire à tant de titres, devait étonner et confondre ceux mêmes qui l'avaient voulue. Elle mit dans leurs mains une baguette d'une puissance terrible.

Presque tous les grands événements ont été prévus, et jamais révolution n'a manqué de prophètes. Les ouvrages, les mémoires et les correspondances du XVIIIe siècle abondent en prédictions un peu vagues, mais affirmatives, de la cata-

strophe qui doit le terminer; on pouvait donc s'y attendre, l'ayant tant annoncée. Et cependant, pour la plus grande gloire de la prudence humaine, la révolution française a surpris tout le monde et troublé jusqu'aux augures qui l'avaient lue dans l'avenir. Elle n'a trouvé personne qui fût préparé pour la recevoir, et moins que personne ceux qu'elle devait atteindre les premiers et qui la provoquaient en la redoutant. Rien n'est plus ordinaire; les hommes qu'une calamité politique frappera sont prompts à la hâter. Qui avait plus craint l'événement de 1830 que ceux qui en ont été la cause? Qui avait jugé la monarchie plus en péril que ceux qui l'ont perdue?

On était plus excusable d'être peu préparé aux événements de 1789; les prédictions étaient si loin d'en déterminer la nature, d'en mesurer la puissance! On savait bien que le ciel était à l'orage; mais d'où viendrait le vent? quelle en serait la force? où tomberait la foudre? Personne ne l'eût osé dire; et ceux-là même qui semblaient pousser au redoutable dénoûment, ceux qu'on accuse ou qu'on loue de l'avoir amené, n'en auraient pas été les moins surpris. Les philosophes les plus hardis se rendaient bien mal compte de leur hardiesse. Diderot, à propos des *Lettres d'un fermier de Pensylvanie*, ouvrage publié dans les troubles d'Amérique, écrit ces lignes : « On nous permet la lecture de ces choses-là, et l'on est étonné de nous trouver, au bout d'une dizaine d'années, d'autres hommes. Est-ce qu'on ne sent pas avec quelle facilité des âmes un peu généreuses doivent boire ces principes et s'en enivrer? Ah! mon ami, heureusement les tyrans sont encore plus imbéciles que méchants. Ils disparaissent; les leçons des grands hommes fructifient, et l'esprit d'une nation s'agrandit. » Diderot est mort cinq ans avant la prise de la Bastille. S'y attendait-il le moins du monde? Qui sait ce qu'il en aurait pensé? Qui répondrait qu'il n'aurait pas écrit à l'assemblée constituante la lettre de l'abbé Raynal? On tenait pour certain jadis dans les salons que *le Mariage de Figaro* était une des grandes causes de la révolution; lisez les Mémoires de Beaumarchais, et voyez quelle peur lui faisait en 1792 la commune de Paris. Il ne faut donc pas reprocher trop sévèrement aux ministres, aux magistrats, aux courtisans, aux princes, leur imprévoyance. Le reproche remonterait trop haut et perdrait de sa force en devenant trop général. Louis XIV aussi n'a rien prévu. Fénélon ne croyait pas que la monarchie telle que Louis XIV l'avait faite pût longtemps durer, mais Bossuet la regardait assurément comme le plus beau gouvernement du monde. On peut bien en conclure, si l'on veut, que l'esprit de Fénélon était, à certains égards, supérieur à l'esprit de Bossuet; cependant celui de Bossuet pourrait suffire aux plus exigeants, et l'on se résignerait à s'être trompé avec lui.

Malgré ces raisons d'indulgence, on ne saurait amnistier l'aveuglement du gouvernement de l'ancien régime, et quelque durement qu'il l'ait expié, c'est un spectacle piquant autant qu'instructif que celui de la royauté de nos pères aux prises avec les difficultés et les entraînements de ses vingt-cinq dernières années d'existence. Si l'on écarte de sa pensée le dénoûment terrible, c'est un drame d'un haut comique, et l'historien qui le raconte est toujours au moment de paraître écrire une satire. Celui à qui échut, comme un double fardeau, l'héritage du despotisme glorieux de Louis XIV et du despotisme misérable de Louis XV, était destiné à présider à la plus étrange et quelquefois à la plus ridicule décomposition politique dont aucun gouvernement ait donné le spectacle. Tout était contradiction autour de lui, les devoirs et les passions, les intérêts et les idées, les prétentions et les croyances; il n'y avait pas une institution en qui respirât l'esprit qui devait l'animer, et le prince lui-même offrait dans sa personne le plus déplorable de tous les contrastes. Croyant comme roi au pouvoir et y tenant peu comme homme, voulant le bien sans le comprendre, instruit sans esprit, bon sans être aimable, courageux sans fermeté, faible sans adresse, dissimulé sans

habileté, défiant sans clairvoyance, il neutralisait par ses défauts toutes ses bonnes qualités, qui à leur tour lui interdisaient dans le mal toute énergie et tout savoir-faire. Autour de lui, auprès de lui, que de portraits à tracer, tous insignes par la plus éclatante inconséquence! Reine et grandes dames, princes et courtisans, tous alors étaient, par le mélange des intérêts, des idées et des mœurs, à ce point de maturité dans l'absurde où il est impossible de demeurer. Ce monde-là a été décrit cent fois, mais on ne peut se lasser d'en retracer l'image. Je ne m'étonne pas que ceux qui l'ont vu l'aient regretté vivement et nous l'aient souvent représenté comme incomparable, surtout comme le plus amusant des mondes possibles. Cette fameuse parole qu'entendit Charles VII aurait pu retentir justement à Versailles : *On ne saurait plus gaiement perdre un royaume.*

Aussi, quand on écrit ou lit l'histoire du dernier règne de l'ancienne monarchie, souhaite-t-on la révolution. Elle semble dès lors apparaître dans l'avenir comme le dénoûment naturel et le légitime résultat; elle est la moralité de la fable.

Si au contraire on se transporte à l'époque qui l'a immédiatement suivie, alors les promesses de la raison ont été si cruellement déçues, les opinions défigurées par tant de folies, souillées par tant d'excès, de si affreux malheurs ont laissé tant de plaies saignantes, que l'impartialité de l'historien se laisse vaincre à l'indignation, au mépris, à la pitié. Non-seulement on doute des vérités générales, puisqu'elles n'ont servi qu'à exciter des passions et à colorer des crimes, mais on n'ose plus condamner, juger même ceux qu'il a fallu trop plaindre. On se croirait complice des oppresseurs, si on était rigoureusement juste pour ceux qu'ils ont accablés, et les malheureux semblent innocents.

Les personnes qui ont traversé la révolution sans être révolutionnaires en sont restées presque toutes à ce point de vue. Elles ne peuvent concevoir ni supporter l'histoire politique de ce temps-là; elles n'en veulent admettre que l'histoire dramatique.

L'humanité est généreuse, elle fait grâce aux vaincus. Ceux-là surtout dont la grandeur, consacrée par le temps, tombe sous le coup d'une calamité soudaine, inspirent une involontaire et noble pitié; l'effet pathétique de leur destinée émeut l'imagination et le cœur. On est frappé de la souffrance plus que de la leçon, et, quand la violence et l'injustice ont envers eux passé toute mesure, on oublie ce qu'ils avaient mérité. On s'intéresse à eux comme aux héros d'une tragédie, sans plus penser à la justice politique des événements que ne le fait au théâtre un spectateur attendri.

C'est d'avoir su résister à cette tentation si naturelle que nous louerons M. de Barante. Lui si modéré, lui si peu révolutionnaire de goût ou de conviction, lui qui sait juger les temps et les hommes avec cette sagacité qui, à force de tout comprendre, arrive à la sympathie universelle, il ne s'est pas, en peignant les derniers moments de la vieille monarchie, laissé émouvoir ou séduire. L'impression la plus générale qui résulte de la lecture de son ouvrage, c'est un jugement sévère, encore que juste, sur les hommes de l'ancien régime, et, parmi ces hommes, sur les princes qui sont tombés avec lui. Non-seulement le gouvernement de Versailles, mais ceux en qui se personnifiait ce gouvernement, sont retracés avec une impartialité qui les condamne sans les outrager, avec une justice qui rend en quelque sorte leurs malheurs bien nécessaires pour protéger leur mémoire. Je connais peu de procès intentés à la vieille monarchie d'où elle sorte plus clairement convaincue d'avoir mérité toutes les peines qui peuvent humilier l'orgueil sans offenser l'humanité.

La justice historique est lente à s'établir. Nous l'avons vue, pour ainsi dire, naître et se former, et elle n'eût pas été aussi complète ni même aussi praticable dans tous les temps. Dans les premières années de ce siècle, il n'y avait point de cour à

faire ou d'égards à témoigner à la dynastie proscrite ; mais les malheurs de tous étaient si récents, le souvenir d'excès cruels si vif et si déchirant, que l'on n'osait pour ainsi dire être juste, et qu'on hésitait à diminuer la compassion due à de grandes infortunes par la vérité due à de grandes fautes. L'histoire de la révolution prenait alors dans les esprits modérés une forme sentimentale. Le temps, sans rien ôter au malheur de ce qu'il a de touchant, à l'iniquité de ce qu'elle a d'odieux, a rétabli les droits de la raison, et la restauration elle-même y a beaucoup contribué. Ses préjugés, ses illusions, ses ressentiments, plus souvent puérils que méchants, ses tentatives insensées et coupables, tous ces rêves de l'orgueil sans grandeur et de l'obstination sans énergie, ont fait comprendre à tous comment la révolution avait été nécessaire et comment elle avait pu déployer contre certaines fautes une sévérité que tout motiverait, si elle n'eût été accompagnée d'iniquités et de cruautés que rien ne justifie. Les fautes de la restauration ont rejailli sur l'ancien régime ; elles ont rendu la France plus sévère dans le passé, et dans le présent plus clémente. La France a mieux compris pourquoi elle avait puni, et pourquoi elle devait moins punir; c'est ainsi qu'elle a en quelque sorte effacé les rigueurs de 1793 par le pardon de 1830.

Mais les droits de l'histoire subsistent. Les événements politiques sont des exemples qui instruisent, non des romans qui attachent, et l'écrivain qui les raconte est tenu de les juger. S'il trouve sur son chemin, et parmi ceux qu'il voudrait plaindre, de tristes préjugés, une vanité aveugle, un mélange funeste d'entêtement et de versatilité, la faiblesse, la jalousie, la duplicité, comment ne le pas dire? Comment ne pas signaler tout ce qui perd les États chez ceux qui les ont perdus? Comment ne pas écrire les termes de cet arrêt que la Providence semble prononcer sur certaines familles en leur donnant à la fois tout ce qu'il faut pour nous irriter par leurs fautes et nous attendrir par leurs malheurs?

Ces observations justifient, ce me semble, l'impartiale sévérité avec laquelle est écrit l'ouvrage que M. de Barante a publié, et dont il nous reste à dire quelques mots.

Sous le nom de *Lettres et instructions de Louis XVIII au comte de Saint-Priest,* nous avons jusqu'à un certain point l'équivalent des mémoires de cet ancien ministre. Sur des notes manuscrites sa biographie a été habilement recomposée, et nous y apprenons à connaître un homme de mérite qui n'a guère servi que des causes malheureuses, et qui les a servies avec plus de sagesse qu'elles ne voulaient l'être. Fils d'un intendant capable et estimé, M. de Saint-Priest fut, de 1763 à 1785, ministre à Lisbonne, ambassadeur à Constantinople, puis à la Haye ; il n'entra dans le conseil du roi Louis XVI qu'en 1788, lors du second ministère de M. Necker. D'abord sans aucun département, il fut appelé à celui de l'intérieur le 17 juillet 1789, et ne le quitta qu'environ quinze mois après. En 1795, le frère de Louis XVI, qui devait régner un jour et qui croyait régner déjà, l'appela auprès de lui en qualité de principal secrétaire d'État, et le garda dans ce poste jusqu'au mois d'août 1800. M. de Saint-Priest servit donc la royauté dans l'ancien régime, dans la révolution, dans l'émigration. Fidèle aux devoirs qu'il s'était prescrits, mais prudent et modéré, il eut cette pénible destinée de partager par dévouement des périls et des malheurs qu'il prévit assez pour essayer de les détourner, sans avoir la force qui les conjure ni la passion qui les brave. C'est une triste chose que le métier de sage dans les partis qui ne le sont pas; mais il est toujours honorable de n'avoir ni mérité, ni provoqué les malheurs de sa cause.

Si l'on suit, avec M. de Barante, le comte de Saint-Priest soit auprès de Louis XVI, soit auprès de Louis XVIII, on est frappé du même spectacle ; c'est celui de la lutte du bon sens contre l'impossible. L'impossible, c'est la situation du malheureux

Louis XVI en présence de la révolution, c'est la situation de l'heureux Louis XVIII pendant presque toute l'émigration.

C'est une question de savoir si une ancienne dynastie est compatible avec le renouvellement d'une constitution. En 1789, nos pères, ou du moins les plus habiles et les plus sages, ont tenu pour l'affirmative, et ils ont échoué. En 1830, nous avons, pour un changement bien moindre, adopté la solution négative, et je crois encore que nous avons réussi. L'illusion des premiers auteurs de la révolution fut noble et bienveillante. Ils croyaient trop à la puissance morale de leurs principes pour imaginer que les rois eux-mêmes osassent y résister; il leur semblait que la vérité devait monter jusque sur le trône. Mais il y a une garde qui veille encore aux barrières d'un vieux trône, même après que toutes les autres gardes ont été forcées : c'est le préjugé; et d'ailleurs la vérité, en 1789, ne se faisait pas ouvrir le palais des rois sans y amener un cortége souvent peu digne d'elle. L'insulte, la violence, la vengeance, ne sont pas des idées libérales ; la conversion de la royauté à une cause qui se produisait sous la forme du 6 octobre n'était pas facile. Mais, quand par hypothèse on se figurerait une personne royale faite à souhait pour accepter une constitution imposée et subir sans révolte et sans humiliation la déchéance du pouvoir absolu, le fait historique n'a point été conforme à cette supposition, et le caractère de ceux que la Providence avait destinés à essuyer la révolution de 1789 formait comme un invincible obstacle au succès pacifique d'une rénovation aussi brusque et aussi profonde. M. de Barante nous paraît les avoir compris avec une rare sagacité. Voici une peinture qui, je crois, paraîtra pleine de justesse et de vérité :

« Le roi avait placé toute son espérance dans les fautes et les excès de l'assemblée; il croyait qu'elle périrait par le désordre, qui s'en allait croissant de jour en jour, et succomberait sous le décri public. Il ne refusait la sanction à aucun décret; quelquefois même il résistait aux conseils de ses ministres, lorsqu'ils cherchaient à lui montrer les inconvénients manifestes de quelque mesure adoptée par l'assemblée. Elle avait interdit à tout citoyen la faculté de prendre aucun titre, de porter un autre nom que le nom de famille, et d'avoir des livrées ou des armoiries. Après le décret rendu, quelques réclamations et les avis de plusieurs hommes sages déterminèrent le comité de constitution à modifier un texte trop général et trop absolu; il devait proposer un nouveau projet de décret. M. de Lafayette se montrait favorable à quelques amendements. Le premier décret avait déjà été transmis à la sanction royale; on en parla au conseil. Les ministres étaient unanimes pour attendre le décret amendé. M. Necker lisait les observations qu'il avait écrites contre ce projet. Il s'aperçut que le roi, qui l'avait devant lui, y apposait sa signature; il crut que c'était par mégarde. « Que fait donc Votre Majesté? dit-il. — Je sanctionne le décret, » répondit le roi. Son empressement à le signer était d'autant plus grand qu'il avait entendu dire que généralement il était désapprouvé.

« C'est ainsi qu'il compromettait ses ministres, à qui l'on attribuait une influence qu'ils étaient loin d'avoir. Sa faiblesse s'arrangeait assez bien d'un plan de conduite qui le dispensait de lutte et d'hésitation, et qui en même temps laissait la responsabilité aux ministres. Il les savait fidèles et dévoués; cependant il était loin de leur laisser connaître ses arrière-pensées, ses secrètes espérances, ni les commencements de projets qu'il accueillait à demi, et qui, lui inspirant une sorte de confiance dans l'avenir, l'empêchaient de s'occuper raisonnablement du présent. Il se gardait bien d'en faire confidence à ses conseillers officiels; ils lui auraient fait des objections qui auraient augmenté ses incertitudes : de sorte qu'il ne se livrait complétement ni à ses ministres, ni à ses conseillers occultes, ni aux agents qu'il employait, soit à des intrigues du dedans, soit à des correspondances au dehors. Ce n'est pas qu'il se fît des illusions complètes. S'il essayait de combattre la révolution, c'était avec décou-

ragement; s'il lui cédait, c'était avec répugnance. « Je finirai comme les rois faibles, disait-il souvent ; on me tuera. » Il avait des intentions pures ; il était juste et moral; il voulait le bien de l'État, mais sans plus d'énergie que le sien propre; sans se déranger en rien, sans sortir de ses habitudes, sans prendre ni soin ni peine. Jamais il ne songeait à plaire. Jamais il n'encourageait un de ses serviteurs par un mot d'approbation ou d'éloge ; il ne faisait nul accueil aux étrangers. Sa bonté n'avait rien d'expansif ni de sympathique : c'était une forme de sa faiblesse...

« Le roi voulait consulter la reine. Plus la situation devenait menaçante, plus son influence était funeste. Dès qu'il y avait un instant de répit, une apparence de sécurité, elle reprenait, avec vivacité, toutes ses illusions; elle se livrait sans contrainte à ses opinions, à ses espérances, à ses amis; elle encourageait les imprudences, elle y prenait part avec une témérité aveugle; puis, quand le danger arrivait et se manifestait à ses yeux imprévoyants, elle s'en effrayait d'autant plus qu'elle n'avait pas voulu y croire; elle se troublait, et ses craintes devenaient aussi exagérées qu'avait été sa présomption. La haine populaire, si injuste et si atroce, qui la poursuivait, se présentait terrible à son imagination. Elle était destinée à se trouver bientôt et souvent en face des insultes et des menaces, et à s'y montrer noble et grande; mais alors elle n'avait pas l'expérience de son propre courage, et sa résolution faiblissait lorsque le péril était prêt à apparaître. Ce sentiment lui avait inspiré une règle de conduite qui s'opposait à toute détermination énergique et active. « Je ne veux pas, disait-elle, « que le roi puisse courir un danger que je ne partagerais pas avec lui. » Elle se souvenait des heures de cruelle anxiété qu'elle avait passées seule à Versailles, pendant que le roi, trois jours après la prise de la Bastille, s'était rendu à Paris et à l'hôtel de ville. Cette protestation de dévouement, cette volonté d'être inséparable du roi, le condamnait à ne point faire un acte viril, et à subordonner sa conduite aux alarmes et aux agitations de la reine. »

Il y avait deux rôles à jouer pour le roi, s'il ne voulait pas ou s'il ne pouvait pas (ce qui nous paraît aussi vrai) être le roi de la révolution ; il fallait céder ou résister. L'un et l'autre parti pouvait s'accorder avec les vertus privées d'un homme dépourvu des vertus politiques. Lorsqu'on est sincère, modeste et désintéressé, et qu'on se trouve jeté sur le trône à des conditions qui semblent incompatibles, soit avec la dignité du monarque, soit avec le bien de l'État, rien n'est plus simple que de renoncer à la couronne. L'abdication est le devoir d'un honnête homme qui n'est pas fait pour être roi. Si au contraire céder paraît une faiblesse, si l'on préfère la résistance, et c'était au fond la conséquence naturelle des convictions et des principes de Louis XVI, combattre est facile et légitime. Vingt fois pendant ses trois ans d'hésitations, de faiblesses et d'imprudences, le roi eut l'occasion de résister à force ouverte, et surtout de s'échapper bravement et de rompre ses fers les armes à la main. Cette fuite, si malheureusement essayée une certaine nuit, était plus aisée et plus sûre s'il l'eût tentée en plein jour et à la tête de quelques centaines de cavaliers. Attaqué dans son palais, qui l'empêchait de tirer l'épée et de risquer la victoire ou la mort? Qui le retenait? Une seule chose. Il avait accepté cette pensée de la reine, qu'il ne devait courir aucun danger sans elle; probablement il craignait qu'elle n'en courût de plus grands sans lui. Mais ainsi il s'était réduit au rôle d'une femme. Quel est le soldat, quel est le magistrat, quel est le garde national qui remplirait son devoir, s'il réglait sa conduite sur cette idée? Ainsi Louis XVI a enlevé toute grandeur politique aux derniers jours de son règne. Ce n'est pas faute de courage ; il en montra beaucoup au 20 juin, car je ne parle pas du 21 janvier; ceux qui ont faibli dans cette suprême épreuve sont rares dans la révolution. Tel est l'effet du pouvoir absolu sur un homme médiocre; il l'énerve et l'accable. Voilà donc ce que la royauté de Versailles devait faire, après quelques générations, d'un descendant de Henri IV.

Passons maintenant la frontière et suivons la dynastie dans l'exil. Une mort affreuse avait enlevé le père et le fils, et le comte de Lille se croyait roi. La guerre avait éclaté entre la république française et l'Europe, et le prétendant se flattait que la victoire renverserait la république et lui rendrait la couronne. Il entrevoyait bien des desseins contraires dans les conseils de la coalition : il rencontrait des inimitiés cachées; il avait à subir des refus et des perfidies. Errant sur le continent, il ne se fiait pas à l'appui hautain et changeant de l'Angleterre. Il ne recevait de l'Autriche que des humiliations et quelquefois des menaces, origine de cette profonde aversion qui depuis a constamment régné entre la maison impériale et la maison de Bourbon. Enfin, à travers le faste des promesses de la Russie, il devait apercevoir ce fond de vanité trompeuse qui est comme le caractère traditionnel de cette autocratie théâtrale. Toute confiance sensée dans l'avenir lui était interdite. Aussi, quoiqu'il ne pût se résoudre à déposer celle que lui inspirait une foi mystique dans l'hérédité du droit divin, son bon sens lui arrachait-il parfois l'aveu du néant de sa politique. Il écrit un jour à M. de Saint-Priest, à propos de je ne sais quelle résolution : « Ce parti n'est pas bon, parce que celui qui n'a pas la force en main n'en peut pas prendre véritablement de bon; mais je crois que c'est le moins mauvais que nous puissions prendre. » Cette parole est raisonnable, et cependant il continue à vivre d'illusions. Heureusement pour lui, son caractère ne lui permettait pas une grande activité, et ce n'est que dans ses calculs et ses écrits qu'éclate la faiblesse de sa situation et de sa cause. Je dirai même qu'il aggrave peu par ses défauts personnels le vice radical du rôle qu'il est condamné à jouer. Il n'est pas, comme son autre frère, entreprenant, remuant, crédule; il échappe souvent au ridicule par l'irrésolution et l'impuissance; il s'efforce même de porter un peu de bon sens dans un système absurde, un peu de dignité dans une situation humiliante, même une sorte de patriotisme dans une politique qui tend à l'oppression de la France par la main de l'étranger. Il n'apparaît point dans ses lettres, il s'en faut, comme un esprit supérieur ni comme un grand caractère; mais, au milieu de ses illusions et de ses préjugés, il garde une prudence pratique qui l'empêche de se conduire comme il pense et d'être aussi insensé que ses opinions.

Toutefois ses efforts continuels et variés pour échapper aux impossibilités humiliantes dont il est entouré n'aboutissent qu'à prouver qu'il représente une cause perdue. L'inaction absolue est quelquefois la seule digne attitude que laisse l'infortune, et il faut savoir reconnaître l'irrévocable quand il se manifeste. Il y a des événements qui portent gravée sur le front l'inscription de Dante, et *laisser l'espérance* est quelquefois l'acte le plus courageux de la raison; mais ce n'est pas d'ordinaire ainsi que les hommes savent juger leur destinée. La raison ne leur vient qu'à l'aide du découragement, et la résignation qui serait la preuve d'une fermeté clairvoyante n'est le plus souvent que le témoignage tardif et désespéré de la faiblesse.

D'ailleurs, il faut le redire, Louis XVIII fut *heureux*, car l'empereur fit la campagne de 1812.

CHARLES DE RÉMUSAT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 juin 1847.

Ce n'est pas la vivacité des débats parlementaires que nous déplorons : cette vivacité est une des conséquences naturelles de nos institutions et de nos mœurs politiques ; mais l'objet de ces débats, mais les accusations et les misères sur lesquelles ils ont roulé, voilà ce qui nous remplit d'un sentiment douloureux. Lorsque dans les premières années qui suivirent 1830, les chambres se livraient à de véhémentes discussions, les questions étaient grandes et les passions généreuses. Alors il s'agissait, dans ces luttes, des conditions de la paix européenne ou des bases de notre organisation intérieure. Aujourd'hui les questions, les affaires qui agitent le parlement, sont d'une nature telle que c'est en dehors de la politique qu'il faut aller les chercher. Par quelles déviations fâcheuses la dignité des débats parlementaires s'est-elle si fort altérée ?

On a pu reconnaître les inconvénients d'une première résolution prise avec plus d'entraînement que de réflexion par un grand pouvoir. Nous avons regretté que la chambre des pairs ait attaché trop d'importance à une allégation de la presse quotidienne. Avons-nous eu tort ? Il est arrivé que les deux chambres ont dû s'occuper solennellement d'une phrase de journal qu'assurément on avait oubliée, quand elle a été dénoncée à l'attention de la pairie. Dans cette circonstance, la chambre des députés s'est montrée surtout animée d'un sentiment que nous ne saurions trop louer. Elle a prouvé que, si elle est justement jalouse de ses propres prérogatives, elle a un respect sincère pour les droits constitutionnels de l'autre chambre. Elle n'a pas voulu, comme quelques-uns le lui demandaient, substituer sa propre appréciation à celle de la pairie, qui seule devait juger si réellement elle était offensée. Outre ces raisons de principes, la chambre a encore été déterminée par la tournure qu'ont prise les débats, par la manière si nette dont la question s'est trouvée posée, de l'aveu de tout le monde : principes constitutionnels, motifs politiques, tout a donc décidé la chambre à autoriser les poursuites contre celui de ses membres qui se voyait sous la prévention d'une offense à la pairie.

Cette autorisation n'était-elle pas déjà une satisfaction véritable pour la chambre des pairs, qui devait naturellement montrer d'autant plus de modération, que la chambre des députés avait eu à son égard plus de déférence ? Du reste, on apportait à sa barre les protestations les plus explicites de dévouement et de respect. Aussi, devant ces protestations, la chambre des pairs s'est tenue pour satisfaite. Il paraît

même qu'au sein de la pairie plusieurs des membres de l'opposition qui avaient provoqué avec le plus de vivacité les poursuites, ont opiné pour l'acquittement avec non moins d'ardeur, par une sorte de rétractation de leurs premiers sentiments. D'ailleurs, quand de politique une question devient judiciaire, quand il s'agit de prononcer une peine, il y a dans les esprits une disposition honorable qui les fait pencher vers l'indulgence.

Maintenant voici une face nouvelle de ce singulier débat. Dès que la pairie eut prononcé le renvoi des fins de la plainte, ce résultat devint l'objet de mille commentaires. Du côté de l'opposition, on prétendit que cet acquittement d'un prévenu retombait comme un blâme indirect sur le cabinet. Assurément la très-grande majorité de la chambre des pairs ne s'était préoccupée, dans cette circonstance, d'aucunes considérations politiques. Elle n'avait eu qu'une pensée : c'était de vider un pareil incident, non pas au point de vue de tel ou tel intérêt, mais avec toute l'impartialité de la justice. Toutefois, en dépit de ces intentions, la décision de la pairie eut des conséquences qui ne se firent pas attendre. Le cabinet, qui, lorsque l'affaire avait été déférée à la pairie, s'en était, pour ainsi dire, désintéressé, a vu les passions qui l'avaient déjà assailli reproduire leurs attaques avec une vivacité nouvelle. Il semblait qu'après les violences et les accusations qui avaient rempli la séance du 17 juin, tout était épuisé ; la séance du 25 a prouvé le contraire.

Lorsque les représentants des partis extrêmes livrent au gouvernement d'impétueux assauts, les luttes qui s'engagent sont prévues, et, si vives qu'elles soient, elles ont quelque chose de normal ; mais, quand le pouvoir est assailli de cette façon par des hommes qui l'ont défendu longtemps, comment expliquer ces attaques? Est-ce parce que le ministère n'a pas accueilli avec empressement la réforme électorale et la réforme parlementaire, qu'il a été, dans ces derniers jours, pris à partie avec tant de colère ? On l'a dit, on l'a imprimé, et cependant l'incrédulité publique a cherché d'autres causes à cette explosion. Admettons pourtant l'explication donnée. Nous comprenons fort bien que parmi les conservateurs quelques-uns eussent voulu dans le cabinet plus de résolution, plus d'initiative pour de sages réformes ; mais à ce point de vue quelle était la conduite à garder ? Il fallait, tout en continuant d'exciter le pouvoir à se montrer plus actif, plus entreprenant, ne pas cesser de l'appuyer en l'éclairant. Si l'on n'ignorait pas que certains obstacles avaient pu entraver de bonnes intentions, il fallait tenir compte des intentions et des obstacles, et montrer une patience non pas inerte, mais intelligente et féconde en utiles efforts. Ne disait-on pas dernièrement qu'on ne serait pas un homme politique, si on ne savait attendre ? Il nous coûte de le dire, mais cette parole n'équivaut-elle pas à un jugement prononcé sur soi-même ? On a su si peu attendre, que deux jours après l'acquittement prononcé par la cour des pairs on en perdait, en quelque sorte, tout le bénéfice moral par de nouveaux emportements. Nous n'avons pas vu sans regret tomber dans une pareille faute un homme auquel on ne saurait refuser le mérite d'avoir longtemps marché dans sa ligne avec courage. Qu'a-t-il gagné par des agressions aussi dépourvues de mesure ? N'a-t-il pas donné raison à ceux qui ont toujours pensé qu'il avait été poussé dans la politique moins par une vocation décidée que par un esprit plus aventureux que solide ? S'il a réellement désiré conquérir un rôle actif dans les affaires, croit-il se rapprocher d'un pareil but par la nouvelle attitude qu'il vient de prendre ? L'ambition veut plus de sang-froid.

Nous conviendrons que, si l'on s'est seulement proposé de porter le trouble dans les rangs de la majorité, de harceler, d'embarrasser le cabinet, on y a réussi jusqu'à un certain point. En effet, lorsque, dans la séance du 25 juin, la chambre a vu que les accusations dont la tribune avait retenti le 17 se reproduisaient devant elle, enrichies d'autres assertions non moins fâcheuses, l'émotion a été au comble. On a pro-

noncé à ce sujet le nom de la Convention. Cette assemblée de tragique mémoire avait au moins le mérite de ne se passionner que pour des questions immenses. Ici que de pauvretés, que de déplorables détails jetés en pâture aux mauvaises passions ! Cependant il fallait dissiper cette grosse nuée de petits griefs, d'imputations envenimées. Tâche difficile et ingrate, dans laquelle M. le ministre de l'intérieur, il faut le dire, a montré une remarquable fermeté. Il est resté calme et modéré au milieu des interruptions les plus violentes ; sa parole nette et précise a raffermi la majorité, et quand M. Benoît Fould eut détruit, par des explications catégoriques, le seul fait qui présentait, à vrai dire, un caractère politique, l'opinion de la majorité n'était plus douteuse. C'est pour l'exprimer que M. de Morny a proposé un ordre du jour motivé, qui a été voté par 225 voix. M. de Morny a pensé, non sans raison, qu'il lui appartenait plus qu'à tout autre de prendre l'initiative de cette proposition ; en effet, par des paroles souvent citées, il s'était montré fort résolu, dès le principe, à porter partout un examen sévère. La plupart des conservateurs progressistes ont voté avec la majorité.

Qui s'étonnera que l'opposition ait d'abord accueilli avec empressement, avec joie, l'ardent adversaire du cabinet ? Ne lui annonçait-on pas des révélations qui devaient être de terribles armes contre le gouvernement ? C'est le rôle, c'est le droit de l'opposition de ne rien dédaigner, de tout exploiter. Seulement il est avenu que les effets n'ont pas répondu aux promesses. Ces armes tant vantées se sont trouvées d'assez mauvaise trempe, et il est d'ailleurs des hommes auxquels il ne pouvait convenir de s'en servir. Nous avons vu avec une satisfaction véritable, comme sans surprise, que pas un des représentants de l'opposition gouvernementale, pas un des membres du centre gauche n'a pris la parole dans les débats du 25 juin, dans ces scènes de tumulte et de désordre si étrangères aux habitudes du parlement. Il y a plus, ses deux chefs, MM. Thiers et de Rémusat, n'ont pas assisté à la séance. Il est facile de comprendre le sentiment qui a déterminé cette absence. On peut être l'adversaire décidé et redoutable d'une politique, et ne pas vouloir placer le terrain de la lutte dans des régions inférieures. Si à l'élévation de l'intelligence on joint l'expérience des affaires et l'esprit de gouvernement, il y a certains spectacles dont on s'éloigne sans regret.

En votant un ordre du jour motivé par lequel elle se déclarait satisfaite des explications qui lui avaient été données par le ministère, la majorité a eu l'intention expresse de raffermir ce qu'on s'efforçait d'ébranler : la dignité du gouvernement. Elle a jeté dans la balance l'autorité de son vote comme un contre-poids nécessaire à tant de violentes accusations. Il est temps en effet de venir en aide à ce qui est aujourd'hui assailli de toutes parts, de défendre l'honneur de nos institutions et du gouvernement que nous avons fondé il y a dix-sept ans. Ce devoir n'appartient pas moins aux représentants graves et sérieux de l'opposition qu'aux membres de la majorité. Ne sommes-nous pas dans des circonstances critiques où se trouve en jeu, non pas l'existence d'un cabinet, mais la considération même de ces classes moyennes qui ont entre les mains l'influence, le pouvoir, la direction de la société ?

On ne saurait contester, et nous l'avons dit nous-mêmes, que le triste procès dont est saisie la chambre des pairs était une nécessité ; mais quelle nécessité déplorable ! « Il faut sonder de telles plaies d'une main courageuse, dit M. Renouard dans son rapport ; l'opinion publique ne s'égare pas quand on lui dit tout. » Puisse-t-il avoir tout à fait raison ! Comment ne pas penser avec effroi à l'impression qui sera produite sur les masses par cette accusation si solennellement portée contre deux anciens ministres occupant aujourd'hui les positions les plus hautes dans la magistrature et dans l'armée ? La publicité est une des conditions, une des garanties indestructibles

de notre civilisation politique, ses bienfaits sont réels; mais ne sont-ils pas quelquefois compensés par des inconvénients fort graves? Les lumières sont-elles répandues en proportion de la publicité? N'y aura-t-il pas dans la foule une disposition inévitable à considérer le procès dont la presse portera partout les détails comme l'indice d'une corruption jusqu'alors inouïe? En vérité, il faudrait aussi publier un cours d'histoire pour démontrer qu'au contraire la corruption chez les fonctionnaires publics, chez les représentants du pouvoir, n'a jamais été plus restreinte que de nos jours, et que sur ce point toute comparaison avec le passé est l'éloge de notre temps. A quelque époque, sous quelque forme de gouvernement qu'on envisage la corruption, vous la trouvez marchant le front levé et dominant avec impunité dans les mœurs des républiques comme dans celles des monarchies. Pour ne parler que de l'ancienne France, que dirons-nous des ministres, des généraux d'armée, recevant sans mystère, des provinces qui voulaient capter leurs bonnes grâces, des pensions, des tributs? Ouvrirons-nous le livre rouge pour citer les largesses prodiguées aux maîtresses, aux favoris, aux courtisans? N'ayons pas la manie de nous donner pour pires que nous ne sommes. Dans la vaste instruction dont le procès devant la cour des pairs a été l'objet, la probité de l'administration et des bureaux ressort pure de tous les examens, de toutes les enquêtes auxquelles on s'est livré. Quant au conseil général des mines et au conseil d'État, on voit qu'il n'entre dans la pensée de personne, pas même de ceux qui se trouvent accusés d'avoir voulu ou de s'être laissé corrompre, qu'il soit possible d'exercer sur les délibérations de ces deux corps la moindre influence au profit d'intérêts privés. Voilà pourtant des résultats moraux honorables et rassurants pour nos mœurs publiques. Qu'on ne se hâte donc pas si fort de jeter l'anathème à notre époque.

Avant d'ouvrir la discussion du budget, la chambre des députés a adopté la proposition relative à la réduction de l'impôt du sel, c'est-à-dire qu'elle a fait ce qu'elle avait déjà fait l'an dernier. Seulement, cette fois, c'est presque à l'unanimité qu'elle a voté la motion de M. Demesmay, qui n'a eu contre elle que 14 voix. La chambre veut enfin qu'on accomplisse une réforme qui touche de si près aux intérêts des classes pauvres et de l'agriculture. Sur le fond même, le gouvernement ne s'est pas mis en désaccord avec la chambre, car il a pris l'engagement de présenter dans la session prochaine une solution qui trouvera sa place dans le budget. Personne à coup sûr ne le blâmera de chercher à combiner les réformes qu'il accepte avec l'ensemble des nécessités financières. Cette marche aura l'avantage d'obliger tout le monde, le gouvernement, la commission du budget et ceux qui se préoccupent de réformes partielles, d'embrasser dans toute son étendue notre système d'impôts. C'est la meilleure manière de trouver aux réductions qui seront opérées des compensations possibles et nécessaires. M. Dupin s'est fait justement applaudir de la chambre, quand il a parlé du sel comme du troisième aliment du pauvre, venant après le pain et l'eau. « Qui de vous, s'est-il écrié, n'a vu dans nos campagnes des familles entières devant lesquelles on place pour toute nourriture un monceau de pommes de terre, très-peu de pain, et pour assaisonner ce mets si insipide, de l'eau de la fontaine! Songez à ce que serait pour cette famille un kilogramme de sel! » Seulement cette sympathie de M. Dupin pour les classes laborieuses aurait dû l'empêcher de blâmer si vivement tout ce qui avait été fait pour imprimer un grand essor aux travaux publics. En effet, ces travaux, comme l'a dit M. Duchâtel, augmentent non-seulement la richesse générale du pays, mais encore le bien-être des classes laborieuses, en élevant la main-d'œuvre.

La chambre n'a pas montré moins d'intérêt pour d'autres travailleurs, sur lesquels la France doit étendre sa protection et sa justice; il s'agit des esclaves de nos colonies. Nous avons déjà parlé du projet de loi qui, dans les colonies de la Martinique,

de la Guadeloupe, de la Guyane française et de Bourbon, exclut les assesseurs des cours d'assises. Il a fallu reconnaître que cette exclusion est nécessaire, car les assesseurs créoles ou propriétaires d'esclaves acquittent d'une manière systématique les maîtres accusés. Le gouvernement a voulu remédier à un pareil mal sans entrer avec précipitation dans une réforme trop radicale. C'est pour cela, comme l'a remarqué M. le duc de Montebello, qu'il supprime un élément qui, par la nature même des choses, plus encore que par la faute des personnes, était justement considéré comme mauvais. Un système plus absolu proposait d'exclure sans réserve les colons des fonctions de la magistrature dans nos possessions d'outre-mer : il a été combattu par M. le ministre de la marine avec une mesure qui a été favorablement accueillie par la chambre. M. le garde des sceaux a d'ailleurs annoncé qu'il s'occupait, de concert avec son collègue, d'améliorations importantes dans la magistrature coloniale, qui sera assimilée à la magistrature algérienne. Au nom de la commission, le rapporteur, M. d'Haussonville, a insisté sur l'avantage qu'il y avait à adopter des mesures modérées, d'une exécution facile, et la loi a été votée à l'immense majorité de 230 voix contre 4 boules noires. Toutefois, malgré cette presque unanimité, il est fort à craindre que les colons ne persistent dans leurs plaintes. Un de leurs délégués, M. de Jabrun, a consigné dans un petit écrit, publié avant le vote de la chambre, de vives protestations contre le projet du gouvernement. Sans adopter toutes ses critiques sur la composition de la magistrature coloniale, nous y trouvons de nouveaux motifs pour le gouvernement d'accomplir le plus tôt possible les améliorations annoncées à la chambre.

On se rappelle que, dans sa réponse au discours de la couronne, la chambre avait déclaré qu'elle veillerait à ne laisser s'introduire aucune dépense nouvelle qui ne serait pas justifiée par une évidente nécessité. Cette volonté de la chambre est devenue comme le programme de la commission du budget. Toutefois le rapporteur, M. Bignon, a insisté sur les difficultés qu'il y avait à opérer des réductions importantes dans le budget ordinaire. En effet, le budget des dépenses de la France est divisé en cinq grandes parties : la dette publique, les dotations, les services généraux, les frais de régie et de perception, les remboursements, restitutions et non-valeurs. Sur ces cinq parties, deux seulement peuvent être soumises à des réductions, les services généraux, les frais de régie et de perception ; mais, on l'a dit, un pays organisé comme le nôtre doit être administré fortement ; si l'on veut garantir les intérêts du trésor, assurer les revenus publics, il faut se garder, par des réductions arbitraires, d'ébranler notre constitution administrative. Dans presque tous ses votes sur les diverses allocations du budget, la chambre s'est montrée préoccupée de ce principe. Elle a reconnu aussi l'utilité de certaines augmentations qui, faites à propos, préviennent pour l'avenir des dépenses plus considérables. C'est ce qu'a fort bien démontré M. Vitet, quand il a combattu la réduction proposée sur la somme consacrée à la conservation d'anciens monuments historiques. En effet, une pareille économie entraînerait la ruine de monuments précieux, ou en rendrait plus tard la conservation extrêmement coûteuse. Un membre de l'opposition, M. Léon de Malleville, n'a pas moins insisté que M. Vitet sur le maintien du crédit, que la chambre a voté intégralement. Les intérêts élevés des arts et des lettres ont trouvé dans le parlement des sympathies tutélaires. La chambre n'a pas voulu réduire les subventions aux théâtres royaux. Sur l'importante question du Théâtre-Français, elle était complétement édifiée par les travaux de la commission administrative qu'avait instituée l'hiver dernier M. le ministre de l'intérieur. Cette commission s'est livrée à une enquête approfondie, et les résultats de cette enquête ont été présentés d'une manière fort remarquable par M. Vivien dans un rapport qui a pour conclusion un projet de réforme dont les bases ont été adoptées par l'administration. C'est en ayant sous les

yeux cet intéressant document que la commission du budget a pu apprécier les diverses causes du malaise de la Comédie-Française, et les moyens les plus propres à en arrêter les effets. Rien n'est plus utile pour activer les délibérations parlementaires que ces grands travaux préparatoires où se trouvent concentrés tous les éléments d'une question. De cette façon, les chambres peuvent voter sur des matières délicates en parfaite connaissance de cause, sans cependant entrer dans des détails qui ne conviennent pas toujours à de grandes assemblées

A mesure que se déroule la discussion du budget, discussion laborieuse et souvent agitée par d'orageux incidents, nous approchons du terme de la session. Si nous jetons un coup d'œil sur les six mois qui viennent de s'écouler, nous les trouvons plus féconds en leçons pour l'avenir qu'en résultats positifs. Au moins, qu'à défaut de travaux importants ces leçons ne soient pas perdues. Le ministère doit être convaincu maintenant qu'il y a pour lui une impérieuse urgence de prendre l'initiative des sages réformes et des améliorations nécessaires. En adoptant cette conduite, il ne cédera aux exigences, aux fantaisies de personne, mais à la force des choses, à l'autorité souveraine des faits. Il connaît aujourd'hui la chambre de 1846, il en a expérimenté les sentiments et les tendances. Toute chambre nouvelle a une activité, une ambition, qui demandent un aliment. C'est ce qu'avait trop oublié le cabinet, et il a pu regretter d'avoir trop abandonné la chambre à elle-même, de ne pas l'avoir tenue en haleine par des travaux qui avaient d'ailleurs leur opportunité dans des causes de toute nature. Il y a pour un ministère quelque chose de plus inquiétant qu'une chambre exigeante ou agitée, c'est une chambre oisive. C'est dans le *far niente* parlementaire que s'amoncellent les orages. Nous ne doutons pas que les esprits politiques du cabinet ne soient résolus à mettre à profit l'intervalle de la session pour préparer les projets, les mesures, qui devront, l'hiver prochain, occuper les chambres. C'est moins que jamais, pour le pouvoir, le temps des doux loisirs : c'est le temps au contraire d'un redoublement de vigilance, d'application et d'énergie.

La chambre, qui a voté rapidement le budget des affaires étrangères, a entendu les explications de M. Guizot sur nos relations avec la Suisse. L'indépendance de la Suisse est non-seulement inviolable en principe, mais elle est un intérêt de premier ordre pour la France, qui doit toujours la maintenir. Après cette déclaration formelle, M. le ministre des affaires étrangères a défendu l'esprit de la note que M. de Bois-le-Comte avait laissée le 2 juin entre les mains de M. Ochsenbein, président du directoire. Il a affirmé que cette note ne contenait que des avertissements et des conseils, tels qu'on en peut donner à des voisins et à des amis. On ne saurait, au surplus, bien apprécier le langage du représentant de la France, si l'on oublie ou si l'on ignore dans quel état d'effervescence est aujourd'hui la Suisse. Dans les derniers jours de mai, le grand conseil de Berne donna ses instructions aux députés à la diète; on agita alors au sein du grand conseil les thèmes les plus irritants, tels que la dissolution immédiate du *Sonderbund*, l'expulsion des jésuites de la Suisse par tous les moyens dont la diète pourrait disposer, la révision du pacte fédéral par une assemblée constituante, nommée en proportion de la population. Ces propositions et d'autres motions analogues furent adoptées à des majorités de 120, 130, 145 voix sur 152. Le grand conseil procéda ensuite à la nomination de 3 députés à la diète fédérale. M. Ochsenbein, ancien commandant des corps francs, fut nommé premier député, chef du conseil d'État, et, comme tel, président du vorort, à la majorité de 99 voix sur 154; M. Schneider fut élu second député, et M. Staempfli, qui a fait également partie des corps francs, a été désigné comme le troisième. Il ne faut pas oublier non plus que dans la séance du 31 mai, où il prononça son acceptation du mandat de député, M. Ochsenbein déclara qu'il était prêt à soutenir, comme chef de la diète, la

même cause qu'il avait servie comme général à la tête des corps francs, et à laquelle il promettait de consacrer son existence. Quelques jours auparavant, dans la séance du 27 mai, qui précéda sa nomination, M. Ochsenbein avait dit en propres termes que le *Sonderbund* n'était pas né des corps francs, mais que c'étaient les corps francs qui étaient nés de la conduite des cantons composant le *Sonderbund*.

On aura l'explication d'un langage aussi vif dans la bouche du président de la diète, si l'on songe à l'influence tyrannique exercée par les clubs radicaux, auxquels les chefs de l'État se voient forcés d'obéir. Ces clubs marchent avec exaltation à leur but, qui est l'unitarisme de la Suisse, et ils dominent le gouvernement. C'est au milieu de cette fermentation que M. de Bois-le-Comte dut faire la visite d'usage à M. Ochsenbein, président du directoire. Le langage de M. Ochsenbein avait changé la situation. Le nouveau président du directoire avait glorifié les corps francs, contre lesquels le gouvernement français avait, en 1845, énergiquement protesté. Aussi notre représentant crut-il devoir rappeler cette protestation, dans la crainte que son silence ne parût un abandon des principes que la France, il y a deux ans, avait invoqués. Après avoir remis son discours écrit à M. Ochsenbein, M. de Bois-le-Comte eut avec lui une conférence qui ne dura pas moins d'une heure, et dont plusieurs détails, à ce qu'il paraît, ne tardèrent pas à être connus des clubs radicaux, grâce à la présence du chancelier fédéral, M. Amrhyn, qui assistait le président du directoire. On trouva au club de l'Ours que M. Ochsenbein avait écouté trop tranquillement les observations de M. de Bois-le-Comte sur l'état de la Suisse. M. Ochsenbein est en face d'exigences et de passions révolutionnaires qu'il aura de la peine à contenter.

Il serait déplorable que ces exigences et ces passions finissent par allumer en Suisse une guerre civile, où le fanatisme politique serait encore envenimé par l'intolérance religieuse. Des deux côtés, les passions sont vives et les convictions profondes. Les catholiques sont énergiquement résolus à défendre leurs droits, qui, selon eux, sont expressément stipulés par le pacte fédéral. Leurs adversaires répondent que le principe fondamental du pacte est que la diète doit pourvoir à la sûreté de la Suisse; or, les jésuites compromettent cette sûreté, et la majorité doit prononcer leur expulsion. C'est sous l'inspiration ardente de ces opinions que les corps francs se sont levés, et qu'on a vu dans leurs rangs des pères de famille qui avaient quitté leurs maisons, leurs enfants, pour sceller de leur sang le triomphe de leurs principes. Il y a aussi chez les adversaires des catholiques un désir secret de prendre une revanche de leur défaite de Lucerne. La Suisse sera-t-elle assez malheureuse pour que ces passions l'emportent sur son véritable intérêt, qui est de maintenir la constitution fédérale, tout en la perfectionnant dans ses détails? « La Suisse doit rester ce que la nature l'a faite, c'est-à-dire une réunion de petits États confédérés, divers par le régime comme ils sont par le sol, attachés les uns aux autres par un simple lien fédéral qui ne soit ni gênant, ni coûteux. Il faut aussi faire cesser les dominations injustes de canton à canton. Il importe que l'égalité véritable, celle qui fait la gloire de la révolution française, triomphe en Suisse; que tout territoire, tout citoyen soit l'égal des autres en droits et en devoirs. Ces choses accordées, il faut admettre non pas les inégalités, mais les différences que la nature a établies elle-même en Suisse. Je ne comprends pas la Suisse sous un gouvernement uniforme et central comme celui de la France. On ne me persuadera pas que les montagnards descendants de Guillaume Tell puissent être gouvernés comme les riches habitants de Berne ou de Zurich. » Qui a donné ces conseils à la Suisse? Ce n'est ni un jésuite, ni un Autrichien, c'est Napoléon.

On attend encore la décision du cabinet relativement au gouvernement général de l'Algérie. Heureusement, de tous les points de notre colonie, les nouvelles confirment

le maintien de la tranquillité. La frontière du Maroc, d'où paraissent désormais devoir nous venir les difficultés les plus sérieuses, n'inspire en ce moment aucune inquiétude. Abd-el-Kader, qui avait tenté de se rapprocher de la Moulouia pour entraîner les Beni-Senassen à le suivre sur le territoire algérien, a dû reprendre son ancien campement, après avoir vu ses excitations très-froidement accueillies. La position de l'émir est dans ce moment bien plus menaçante pour le Maroc même que pour l'Algérie. En effet, son influence croissante sur les tribus qui environnent la deïra n'est pas le résultat de l'enthousiasme pour la guerre sainte, mais l'expression de la nécessité pour ces montagnards de se rallier à une autorité vigoureuse qui les sauve des dangers et des malheurs de l'anarchie intérieure. Du côté de la frontière de Tunis, notre situation est encore mieux assurée. La grande tribu des Nemencha, qui avait fui devant les trois colonnes opérant sur son territoire, a depuis fait sa soumission à un détachement de troupes laissé aux environs de Tebessa. Le Sahara est entièrement pacifié, et on commence à nouer des relations commerciales avec les oasis méridionales. La Kabylie est jusqu'à présent dans un état paisible qui ne paraît pas devoir nous faire repentir des expéditions par lesquelles nous avons hâté l'établissement de la domination française dans ces contrées. Pendant que la fin de la campagne du printemps marque pour l'armée une période de repos, la direction des affaires de l'Algérie, au ministère de la guerre, ouvre sa campagne administrative avec activité. Déjà même avant les encouragements et les conseils que la chambre des députés lui a adressés dans la discussion de la loi des crédits extraordinaires, elle avait préparé des projets pour développer l'établissement d'une société civile sur le territoire conquis et pacifié par nos armes. En ce moment, plusieurs projets d'ordonnance sont soumis aux délibérations du conseil d'État. L'organisation des conseils municipaux, la naturalisation des étrangers en Algérie, l'abolition de l'esclavage, la création d'un régime hypothécaire, des modifications au code de procédure civile en matière de saisie immobilière, telles sont les questions importantes qui vont bientôt recevoir une solution. Voilà d'utiles travaux; mais que le gouvernement n'oublie pas que l'organisation intérieure de ses colonies et ses destinées doivent être mises le plus tôt possible sous la sauvegarde d'une autorité supérieure confiée à d'habiles mains.

La querelle d'étiquette si malheureusement survenue entre la Porte et le cabinet d'Athènes approche enfin de son terme; les dernières nouvelles d'Orient ne peuvent plus laisser de doutes à cet égard. Nous en félicitons vivement la Turquie et la Grèce, qui ont l'une et l'autre besoin de calme, et qui ont tant à gagner au maintien de leurs bons rapports. C'est la médiation de l'Autriche qui a préparé les voies d'une réconciliation entre les deux pays; demandée par M. Coletti, cette médiation a été acceptée à Constantinople, et elle a eu pour premier effet l'abandon des mesures de rigueur arrêtées par le divan contre le commerce grec et les sujets hellènes établis en Turquie.

La bienveillance constante témoignée par le cabinet de Vienne à l'administration actuelle de la Grèce, les efforts qu'il n'a cessé de faire pour dissiper d'injustes préventions et réduire à leur valeur des attaques passionnées, indiquaient tout naturellement M. le prince de Metternich comme le meilleur intermédiaire à choisir dans un différend où la politique de l'Autriche, moins engagée que celle des autres puissances, ne pouvait apporter que l'intérêt de la paix. Les rancunes de la Porte contre un État affranchi de son joug avaient été ravivées; lord Palmerston avait cru entrevoir, dans une question minime en soi, mais de nature à mettre en jeu les amours-propres, qui ne raisonnent pas, un moyen de renverser avec éclat le ministère présidé par M. Coletti, et de ramener, dans des proportions secondaires, il est vrai, un accord des grandes puissances sur un point où il a plu à l'Angleterre, sans que ses intérêts lui

rendent nécessaire une semblable attitude, de se mettre en lutte ouverte avec la France. Des souvenirs sans application possible ont, dans cette circonstance, égaré l'humeur pétulante du ministre de 1840; la Russie n'a pas voulu le suivre sur un terrain qu'elle connaît trop bien pour l'agiter à la légère, et l'Autriche et la Prusse n'ont pas hésité à joindre leurs efforts à ceux de la France pour retenir dans ses limites purement diplomatiques un démêlé d'étiquette. Dans ce démêlé, il faut le reconnaître, le caractère officiel de l'envoyé du sultan avait reçu une atteinte; le gouvernement grec se déclare prêt à la réparer, mais du moins il n'agira pas sous le coup d'un *ultimatum* menaçant, il ne s'exécutera pas dans un délai de trois jours, la dignité du trône ne sera pas compromise par une démarche faite au nom du roi. M. Mussurus, invité à revenir à Athènes, y recevra simplement l'assurance d'un accueil bienveillant, de l'accueil dû au représentant d'une puissance voisine et amie. De son côté, la Porte, prenant en considération les faits qui se sont passés, annonce l'intention de donner promptement un successeur à son ministre, dont la situation serait difficilement compatible avec des souvenirs que des regrets n'effaceraient jamais complétement. A notre avis même, et ce conseil sera certainement donné par les amis sincères de la Turquie, il serait plus digne et en même temps plus habile de la part du divan de décider le sultan à se contenter de l'offre qui lui est faite de recevoir à Athènes M. Mussurus. Cette démarche du cabinet grec sauvegarde les principes diplomatiques; elle était nécessaire, mais nous ne pouvons voir, dans la présence momentanée à la cour du roi Othon d'une personne impliquée en grande partie par sa faute dans un débat fâcheux, qu'une satisfaction superflue et moins faite que la générosité pour rétablir sur un pied solide des relations interrompues. Nous ne quitterons pas ce sujet sans dire que depuis cinq mois, dans des circonstances souvent délicates, nos agents à Constantinople et à Athènes n'ont cessé de faire entendre le langage le plus sensé et le plus net, et que leur fermeté n'a pas peu contribué à préparer la solution d'une difficulté que des passions étrangères voulaient grossir pour la tourner ensuite contre nous.

Les nouvelles intérieures de la Grèce sont aussi fort satisfaisantes. Les opérations électorales doivent être commencées partout, et personne ne met en doute le triomphe du ministère. A ce propos, nous dirons que, si nous avons en Grèce des sympathies, nous n'y avons aucune antipathie, et nous regrettons qu'entraînés dans une voie mauvaise, des hommes qui auraient pu rendre encore d'utiles services à leur pays se soient eux-mêmes condamnés à l'impuissance et à la défaite.

La vigueur des autorités locales a purgé l'Acarnanie de quelques chefs de brigands, pour la plupart étrangers au pays, et venus, les uns de la Turquie, les autres des îles Ioniennes. L'Acarnanie, du reste, est le seul point de la Grèce où la tranquillité ne soit pas aussi parfaite que dans les autres provinces; la configuration du sol, d'anciennes habitudes guerrières, le voisinage de la frontière turque et celui de Zante et de Céphalonie, que lord Palmerston devrait moins oublier quand il adresse ses reproches à M. Coletti, expliquent cet état de choses. Partout ailleurs, il faut le répéter, l'ordre est complet, et l'on peut prédire que, sauf peut-être quelques rixes locales, presque inévitables dans un mouvement électoral auquel le peuple entier prend part en vertu du droit de suffrage universel, cette grande opération s'accomplira à l'honneur de la Grèce et du gouvernement qui la dirige. La nouvelle chambre s'assemblera sans doute dans les premiers jours du mois d'août. Elle est appelée à un rôle important. La Grèce est fatiguée des agitations politiques; le développement de son commerce maritime, les progrès de son agriculture, réclament toute son attention et tout son temps. Les dispositions laborieuses d'un peuple qui veut faire fortune, et sa vive intelligence, créent au gouvernement de grandes facilités, mais lui imposent aussi des devoirs. M. Coletti va rester vainqueur de la lutte que ses adversaires

ont imprudemment provoquée; nous ne doutons pas qu'il n'apporte la même volonté, la même énergie et le même bonheur à la seconde moitié de sa tâche, qui comprend l'organisation du pays, la mise en valeur de ses ressources et la libération de sa dette.

Un *motu-proprio* du 14 juin vient d'instituer à Rome un conseil des ministres; jusqu'à présent, l'expédition des affaires était abandonnée à l'initiative isolée de chaque chef de département; nul accord, nulle pensée commune qui reliât entre elles les diverses branches de l'administration. Désormais tous les actes du gouvernement seront discutés au sein de cette assemblée, dont les différents membres deviendront ainsi solidaires des résolutions soumises au souverain pontife. Le nouveau conseil, qui doit entrer en fonctions le 1er juillet, sera composé de trois cardinaux : le cardinal secrétaire d'État président, le cardinal camerlingue, le cardinal préfet des eaux et forêts; de trois prélats *di fiocchetto*, monsign. l'auditeur de la chambre, monsign. le gouverneur de Rome, monsign. le trésorier, et du président des armes. Il se réunira une fois par semaine, sans préjudice des séances extraordinaires que le besoin des affaires pourra réclamer. Cette nouvelle réforme est assurément la plus importante qu'ait accomplie jusqu'ici le souverain pontife ; en détruisant l'omnipotence du secrétaire d'État et des autres cardinaux hauts fonctionnaires, elle fournit en même temps au gouvernement pontifical l'occasion d'établir l'ordre des attributions et la distinction des pouvoirs, jusqu'ici étrangement confondus, et d'attaquer à la racine le vice fondamental de l'administration romaine Cette pensée se trouve nettement exprimée dans l'exposé des motifs du décret du 14 juin, à la fin duquel le pape, énumérant les inconvénients et les abus engendrés par l'ancien état de choses, ajoute ces paroles remarquables : « Les formes de gouvernement doivent se modifier selon le temps et les circonstances ; ce qui pouvait n'être ni nécessaire ni opportun autrefois est nécessaire et opportun aujourd'hui. » Assurément, voilà une phrase que le monde ne se serait pas attendu, il y a quinze mois, à voir tomber du haut du Vatican.

Lorsque de telles assurances partent de la chaire de saint Pierre, lorsque le chef de l'Église convie lui-même son peuple à la liberté, il est aisé de comprendre la vénération passionnée dont la personne de Pie IX est l'objet dans toute la péninsule. Suspendue à la bouche de son *amorosissimo padre*, l'Italie recueille avec avidité chaque nouvelle déclaration, qui, en consacrant un nouveau droit, renferme une promesse pour l'avenir. Par une transformation que notre siècle ne pouvait ni prévoir ni espérer, le nom du pape est, depuis un an, le symbole du progrès et des réformes, le drapeau sous lequel l'Italie marche à la liberté, sans que rien au monde soit désormais capable de l'arrêter : réformes pacifiques, progrès sans trouble, puisque l'initiative vient des souverains, soutenus par l'opinion publique. Plus d'une nation occupée à défendre en ce moment ses libertés les armes à la main pourrait bien profiter d'un aussi salutaire exemple ; ce serait, sans contredit, le plus sûr moyen d'éviter toute intervention étrangère. Il est vrai de dire que le même bon esprit ne se rencontre pas chez tous les gouvernements.

Nulle part peut-être cet accord du souverain et du peuple pour la réalisation des améliorations morales et matérielles ne s'est manifesté plus vivement qu'en Toscane; la Toscane a la première ressenti l'influence du mouvement des États romains, et l'une des premières conséquences de l'agitation des esprits a été l'établissement d'une loi de censure plus libérale. Bien qu'une assez grande tolérance permît l'introduction et la circulation des journaux étrangers, l'action de la presse italienne n'avait pu jusqu'à présent s'exercer que d'une manière clandestine. La promulgation des ordonnances qui ont réglé cette matière dans les États romains a déterminé le grand-duc Léopold à promulguer le décret du 6 mai. Cette mesure dépassait toutes les espé-

rances : aussi fut-elle d'abord accueillie avec une certaine méfiance ; mais, si quelques doutes ont pu s'élever sur les intentions qui l'ont dictée, les circulaires du 1er juin sur le nouveau régime de la presse et les faits accomplis depuis deux mois les ont entièrement détruits. Aujourd'hui la Toscane a une tribune où elle peut discuter les actes du gouvernement, exprimer ses vœux et formuler ses plaintes, et elle en use sans que rien soit encore venu troubler sa sécurité. Plusieurs journaux ont déjà paru, d'autres sont annoncés prochainement. A Florence, *l'Alba* est rédigée par M. la Farina, littérateur sicilien ; *la Patria* se publiera bientôt sous la direction de MM. l'abbé Lambruschini, le baron Bettino Ricasoli et l'avocat Salvagnoli. *L'Italia* a été fondée à Pise par deux professeurs distingués de l'université, MM. Montanelli et Centofanti ; Sienne et Livourne auront aussi leur journal : celui de Livourne, *il Corriere di Notizie italiane*, est plus spécialement destiné à la défense des intérêts commerciaux et maritimes. Réforme et nationalité, telle est leur devise commune. Enfin une revue mensuelle, *la Fenice*, sous la direction de M. Vieusseux, paraîtra avant la fin de l'année, et, renouant la tradition interrompue de l'ancienne *Anthologie* de Florence, résumera le mouvement littéraire de la Toscane et de toute la péninsule.

L'établissement d'un régime nouveau pour la presse ne pouvait être un fait isolé. Le gouvernement du grand-duc l'a sagement compris. Ainsi que l'a fait en Piémont le roi Charles-Albert, il a songé à donner un code à la Toscane. Un *motu-proprio* du 31 mai a institué deux commissions chargées de rédiger un code civil et un code pénal. La commission du code pénal a pour mission expresse de mettre un frein à la direction arbitraire de la police. Le même décret renferme la promesse d'une consulte d'État, et, dans une communication ministérielle adressée au surintendant général des communes, le gouvernement annonce, pour le mois d'août prochain, une assemblée des provéditeurs des cinq chambres (arrondissements) dont se compose le grand-duché, des gonfalonieri (maires) des principales villes, et de plusieurs notables, au choix du souverain pontife. Cette réunion devra s'occuper de la réforme du système municipal. Ce n'est point là une représentation nationale ; mais ces mesures établissent un droit important, celui d'examen, de remontrance et de consultation.

Voilà bien des pas faits en peu de temps et dans une voie que l'Italie avait jusqu'ici ignorée, la voie de la légalité. Nous avons la confiance qu'elle s'y maintiendra jusqu'au bout, et ne compromettra, par aucune démarche inconsidérée, l'œuvre si heureusement commencée. C'est une condition d'existence pour le parti libéral en Italie. Quant à nous, placés à distance et à un point de vue désintéressé, il nous est possible de juger et d'apprécier les faits sans passion, et d'indiquer les écueils dont la route est semée. L'expérience acquise par cinquante années de luttes ne doit pas être perdue pour les populations qui naissent à la vie politique, et leur peut épargner les épreuves d'une longue et pénible initiation.

Il ne conviendrait pas d'attribuer trop de gravité à certaine effervescence populaire qui s'est produite dernièrement à Livourne et à Pise, à l'occasion de l'anniversaire de l'exaltation de Pie IX. Par une coïncidence malheureuse, le gouvernement avait publié, peu de jours auparavant, une loi contre les rassemblements ; il eût été peut-être à la fois habile et prudent de choisir une époque plus convenable et de ne pas la promulguer à la veille d'une manifestation attendue. Le peuple a vu dans cette circonstance une provocation. A Pise, les étudiants et la masse de la population se sont portés, le 16 juin, au palais du gouverneur, qui a eu le bon esprit d'accorder ce qu'il ne pouvait empêcher, et la fête s'est célébrée sans trouble. A Livourne, l'autorité a cru devoir résister et a fait fermer les portes de la cathédrale au peuple, qui, accouru en foule sur la place publique, a forcé les prêtres à chanter le *Te Deum* en plein air, et s'est ensuite répandu dans les rues en déchirant la notification du

gouvernement. Un blâme sévère a accueilli ces démonstrations, et la presse de Florence s'est justement élevée contre des actes qu'il convient de prévenir dorénavant, si l'on ne veut pas fournir le plus léger prétexte aux ennemis de la liberté.

Le gouvernement de la Toscane ne poursuit pas avec moins d'activité que celui de la Sardaigne la construction de ses chemins de fer. Un nouveau tronçon de la ligne de Livourne à Florence vient d'être livré à la circulation : c'est l'espace compris entre Pontedera et Empoli, représentant un quart de la longueur totale. C'est le 21 juin qu'a eu lieu l'inauguration à laquelle présidait l'évêque de San-Miniato, au milieu d'un concours considérable. La dernière fraction, celle d'Empoli à Florence, ne pourra être terminée qu'à la fin de 1848, à cause des obstacles nombreux que rencontrent les travaux dans la vallée étroite et tortueuse de l'Arno. On travaille à la fois sur la ligne de Sienne à Empoli et sur celle de Florence à Pistoja par Prato. La ligne de Lucques à Pise est en pleine exploitation. Il n'est pas inutile de remarquer que, depuis cinq années que date l'établissement des chemins de fer en Toscane, on n'a pas eu encore à enregistrer un seul accident sur ces différentes lignes.

Ainsi que nous le faisions remarquer dernièrement, la question des chemins de fer est pour l'Italie, plus que pour tout autre pays, une question de nationalité. L'abolition des douanes intérieures et la liberté des échanges entre les divers États en sont la conséquence forcée, comme le prouve la convention que viennent de conclure les deux gouvernements de Toscane et de Lucques. La frontière qui les séparait a été supprimée. La Toscane prend à sa charge, moyennant une certaine somme, la garde, le service et l'exploitation des douanes extérieures du duché de Lucques, et la ferme des objets de monopole, le sel, le tabac, les cartes à jouer et la loterie. La jonction de Lucques à Pise par un chemin de fer a produit l'union douanière des deux pays : les mêmes causes amèneront sur d'autres points les mêmes effets; mais avant que les duchés de Parme et de Modène, reliés à la Toscane par la prolongation du chemin de fer de Pistoja, et les États romains par celui de Sienne, voient tomber les barrières de douanes qui les séparent, l'établissement d'un tarif uniforme qui fera cesser la contrebande, l'ouverture de routes plus directes, les communications plus multipliées, peuvent réaliser un résultat immédiat et fournir un exemple utile à suivre au reste de la péninsule.

REVUE LITTÉRAIRE.

LE THÉATRE ET LES LIVRES.

Dans la littérature comme dans la vie, chacun, en regardant autour de soi, peut aisément reconnaître trois générations, trois groupes distincts : les hommes qui ont commencé à penser et à agir avant que les idées qui dominent fussent développées ou pressenties; ceux qui, arrivés au moment où ces idées se faisaient jour, en ont été les interprètes; ceux enfin qui, venus plus tard, hésitent à se joindre aux groupes déjà formés. Le monde de la pensée a donc ses vieillards, comme il a ses adultes et

ses enfants, et même, grâce à un penchant qui tient aux plus secrètes vanités du cœur, les deux générations extrêmes tendent souvent à se rapprocher l'une de l'autre, plutôt que de s'associer à celle qui représente la virilité du talent. S'il arrive, en outre, que celle-ci se laisse égarer ou amoindrir, si l'inaction de quelques-uns et les excès de plusieurs amènent une lacune et déconcertent les premières espérances, cette lacune est ordinairement remplie par la vieillesse et l'enfance. Pourquoi les salons sont-ils si tristes et le monde si ennuyeux? disait récemment une femme d'esprit; c'est qu'on n'y rencontre que des hommes de dix-huit ans ou de soixante. Il en est de même au théâtre. Les pièces qu'on y joue depuis quelque temps sont tantôt juvéniles sans être originales, tantôt surannées sans être sérieuses, et portent l'empreinte de la caducité ou de l'inexpérience.

Parmi les inconvénients de cette situation, il en est un d'un effet plus général et que je dois signaler : c'est que, peu à peu, le théâtre perd tout son intérêt pour les hommes dont les avertissements ou les éloges peuvent avoir quelque influence sur notre avenir dramatique. Autrefois il y avait là une source féconde de curiosité, non-seulement pour les lettrés, mais même pour l'élite des gens du monde, pour ceux qui, aimant à cultiver leur esprit sans rechercher l'occasion de le produire, apportent dans les discussions d'art la sincérité de leurs impressions et la délicatesse de leur goût. C'est ainsi que s'exerçait cet enseignement mutuel, cet échange de leçons ingénieuses et de spirituel patronage qui faisait du théâtre une partie importante de la littérature, une préoccupation constante de la société polie. Les applaudissements avaient alors toute leur valeur, parce qu'ils n'étaient donnés qu'avec discernement et mesure. Les arrêts de la critique avaient un sens, parce que ses rigueurs ou ses complaisances étaient soumises au contrôle du vrai public, dont elle était forcée de respecter l'opinion, sous peine de déchéance. Aujourd'hui, qui pourrait ranimer ces traditions à demi effacées? Qui pourrait rétablir cette solidarité intelligente entre les auteurs et leurs juges?

L'Odéon, avant de fermer ses portes, a donné, coup sur coup, une multitude de pièces nouvelles, comédies, tragédies, drames, comédies et tragédies surtout, car ces deux formes de l'art semblent avoir aujourd'hui un attrait particulier pour les deux générations qui aspirent, l'une trop tôt, l'autre trop tard, aux succès dramatiques. C'est à la comédie que visent de préférence nos jeunes auteurs : or, pour écrire la comédie, il faut avoir vécu; ce n'est pas dans les rêveries de l'adolescence, dans les espiégleries et les enfantillages d'une verve qui s'essaye, qu'on peut trouver ce trésor d'observations, cette connaissance approfondie de l'humanité, cet art de réunir en un seul type mille traits épars et patiemment recueillis, auxiliaires indispensables au génie du poëte comique. Aussi, que rencontre-t-on presque toujours dans les plus remarquables de ces tentatives? D'heureux détails, des velléités d'élégance et de fantaisie, l'ingénieux développement de quelque délicat paradoxe; rien de plus. Au lieu d'entrer profondément dans un sujet, de serrer de près l'homme, cet éternel et inépuisable modèle, l'inspiration se joue alentour avec une sorte de grâce aimable, mais enfantine : on sourit et l'on passe outre.

Si les essais de comédie nouvelle offrent tous les défauts de la jeunesse, nous n'adresserons pas le même reproche aux tragédies que nous voyons reparaître, de temps à autre, à la surface de notre littérature, comme les débris d'un naufrage rapidement emportés vers l'oubli. Nous ne prétendons pas réveiller ici d'anciennes querelles, ni surtout proscrire une forme qui nous a valu, sous la main de nos grands poëtes, de si magnifiques chefs-d'œuvre : c'est peut-être parce qu'elle offrait à leur génie plus de difficultés et d'entraves qu'ils ont trouvé dans la lutte un emploi plus complet et plus éclatant de leurs forces. Mais aujourd'hui la question n'est plus là ; l'art nouveau, en brisant ce vieux moule, a condamné ceux qui voudraient s'en

servir encore à recomposer leurs figures avec des morceaux et des débris. La tragédie, si j'ose ainsi parler, ne peut plus produire que des œuvres posthumes. Si nous voyons un artiste sincère s'obstiner encore dans cette voie, nous pouvons rendre hommage à ce que son œuvre révélera d'inspiration réelle ou de consciencieuses études; mais nous devons être sans pitié pour ces tragédies *à la suite*, accourues de tous les points de la France, comme ces courtisans de l'ancien régime, qui affluaient à Paris le lendemain des restaurations; œuvres sans portée, sans avenir, où nous pouvons signaler encore ce caractère de vieillesse enfantine dont je parlais tout à l'heure. Nos théâtres pourraient jouer chaque année trente ouvrages du même genre, sans qu'il y eût profit pour personne, sans que la critique y trouvât les éléments d'une discussion instructive. Substituer une formalité à une lutte, remplacer les émotions d'une victoire disputée par des applaudissements prévus qui ressemblent à un cérémonial plutôt qu'à une récompense, telle doit être, à la longue, la conséquence de ces exhibitions fâcheuses, qui discréditent l'art en discréditant le succès.

Chose singulière! ces tragédies, conçues et écrites d'après des formules vieillies, ont un point de ressemblance avec ces comédies d'une allure trop jeune; il y manque aussi l'intelligence du mouvement réel, des véritables idées de notre époque. On y retrouve les illusions d'écrivains abusés par un faux point de vue, et cherchant encore la vie là où elle n'est pas. Souvent aussi le milieu où on a vécu tend à rendre la méprise plus complète. Ainsi un poëte de province, un acteur tragique, sont tombés dans la même erreur : ils ont pris le cercle habituel de leurs prédilections ou de leurs études pour le champ des idées contemporaines, et l'atmosphère où ils vivent pour l'air que nous respirons. Ils ont cru pouvoir ressusciter, l'un les fantômes de ses soirées, l'autre les souvenirs de ses lectures, et, dans ce milieu factice, ils ont oublié le vrai monde, le monde des vivants, celui qui palpite et se meut sous le regard qui l'observe, sous la main qui l'interroge.

Nous devons, au sujet d'une de ces récentes tragédies, ajouter une remarque, c'est qu'il serait bon que les sociétaires du Théâtre-Français n'écrivissent pour ce théâtre qu'avec une extrême circonspection; ils ont le dangereux honneur d'être à la fois un jury et une aristocratie, c'est-à-dire d'avoir des ennemis et des envieux. Ils doivent mettre d'autant plus de soin à ne jamais justifier les attaques, qu'ils sont plus souvent et plus injustement attaqués. Je sais qu'on peut me répondre par de glorieux exemples, et que plusieurs comédiens, à commencer par Molière, ne se sont pas trop mal tirés de leur double tâche d'acteurs-poëtes; aussi mon observation est-elle générale plutôt qu'absolue, et je me borne à constater que les tragédies comme celles dont je parle sont plus communes que les hommes comme Molière.

Au reste, il est plus facile d'écrire contre la Comédie-Française de pitoyables pamphlets, et de proposer un spécifique, à l'instar de MM. Josse et Guillaume, dans la première scène de *l'Amour médecin*, que de remédier d'une manière efficace à une situation fâcheuse. Croit-on que ce soit en faisant intervenir l'arithmétique dans la littérature, en chicanant sur les noms propres, en remplaçant, au gré de tous les caprices personnels, les acteurs anciens par de nouveaux acteurs qu'on parviendrait à dissiper le malaise qui existe? Le rôle de la critique est de remuer non des chiffres, mais des idées. Parler de l'art en hommes d'affaires, traiter les établissements littéraires comme des entreprises industrielles, chercher à surprendre l'attention publique par la substitution du calcul au raisonnement, quelquefois même du scandale à la discussion, ce n'est qu'abaisser les lettres et donner à notre époque un triste spectacle de plus. Comment s'étonner d'ailleurs de voir se multiplier parmi nous ces témoignages de la haine impuissante? Toutes les avenues intellectuelles sont obstruées par une foule avide qui se pousse, se presse, s'agite, et veut arriver,

non pas en s'élevant jusqu'au but, mais en le faisant descendre à son niveau. Contre-sens bizarre et fatal ! les professions pour lesquelles il suffirait d'une certaine culture d'esprit et d'une aptitude médiocre n'offrent à cette multitude d'aspirants qu'un nombre limité de places; une fois ces places prises, toute espérance est interdite ou ajournée. L'art, la littérature, cet exercice suprême des facultés de l'esprit, pour lequel il faudrait une vocation spéciale et par conséquent fort rare, présente, au contraire, à l'ambition un horizon sans bornes, un champ sans limites : les places n'y sont pas comptées ; elles sont prêtes à se multiplier, si les talents se multiplient; et là justement où il ne peut y avoir de succès que pour le très-petit nombre, tout le monde prétend au succès. Aussi, voyez ce qui arrive : après les premiers mécomptes, plutôt que de s'avouer qu'ils se sont trompés, ces surnuméraires de la littérature se jettent dans les voies mauvaises. Ils n'étaient qu'imprudents, ils deviennent haineux; ils n'étaient qu'aveuglés, ils se font hostiles. Si quelqu'un réussit à côté d'eux, ils l'attaquent et le déchirent; ils se vengent sur lui des obstacles qu'il a surmontés et qu'ils n'ont pu vaincre. Ils déposent au bas de quelque journal obscur le venin de leur jalousie ou de leurs louanges intéressées; ils cherchent, et souvent, hélas! ils trouvent des hommes assez pusillanimes pour redouter leurs coups ou assez vains pour désirer leurs éloges : ils se font les familiers de l'orgueil d'autrui, ne pouvant assouvir le leur. On avait cru être artiste ou poëte, on devient séïde ou bravo : triste effet de ces vocations chimériques qui égarent tant d'imaginations et compromettent tant de destinées! condition désastreuse qui fait de ces prétendus lettrés le plus cruel fléau des lettres, et les amène à blasphémer leurs premières croyances, à profaner l'objet de leur premier culte !

C'est à un principe analogue qu'il faut attribuer les progrès de cette concurrence, contre laquelle nous ne nous lasserons pas de protester. Diviser, c'est affaiblir : vous croyez élever de nouveaux temples à l'art véritable, et ce sont les faux dieux qui s'y installent. De bonne foi, est-ce en ouvrant de nouveaux théâtres que vous pourrez enrichir le répertoire ou compléter le personnel des théâtres qui existent, et qui se plaignent tous d'être dépourvus d'artistes et de pièces capables d'attirer la foule? Vous voulez encourager, raffermir, et vous disséminez les forces au lieu de les concentrer! Je ne voudrais, pour preuve à l'appui de mon opinion, que la situation présente de ce Théâtre-Historique, qui devait initier la foule à des émotions délicates et littéraires. Après nous avoir offert d'abord le regain d'un roman-feuilleton, puis une comédie dont le succès a été beaucoup plus comique que la pièce même, il n'a rien trouvé de mieux à nous donner que la traduction improvisée du plus mauvais drame de Schiller. Il serait peu généreux de revenir sur cette *École des Familles*, qui, fidèle à ses litigieux antécédents, a failli se faire transporter au Palais de Justice pour y rendre le dernier soupir. Il ne manque plus à l'auteur que d'envoyer des huissiers et du papier timbré au public récalcitrant, qui n'a pas consenti à s'aventurer sur la foi des panégyristes! Lemierre, lorsqu'on donnait une de ses tragédies et que la salle était vide, ce qui arrivait presque toujours, avait l'habitude de dire : « Tout est plein, mais je ne sais où ils se fourrent. » Aujourd'hui nous avons des poëtes qui, non contents de parler comme Lemierre, soutiennent leur dire comme Chicaneau. Voilà pourtant ce qu'il en coûte pour avoir trop caressé les amours-propres d'auteur! Le directeur du Théâtre-Historique a été sur le point de se voir forcé de jouer quarante fois de suite devant les banquettes. MM. Hugo et Janin ont eu le déboire d'être choisis jusqu'au bout pour témoins de ce duel ridicule entre la vanité et le bon sens, et les treize juges qui avaient accueilli le pourvoi de *l'École des Familles* ont pu lire dans la préface qu'ils étaient les véritables auteurs de la pièce, et que M. Adolphe Dumas ne la signait qu'après eux. Chacun a été puni par où il avait péché.

Assurément, s'il y avait, dans tout le répertoire de Schiller, un drame qu'il convînt de laisser en repos, c'était celui d'*Amour et Intrigue*. Ce drame a déjà été traduit deux ou trois fois, au Boulevard, au Théâtre-Français, à l'Odéon; en outre, il appartient à ce que j'appellerai la mauvaise manière de Schiller : ce grand poëte, dans quelques-uns de ses premiers ouvrages, s'est surtout inspiré de cette métaphysique antisociale, résultat attrayant et dangereux de la philosophie du XVIIIe siècle commentée par la rêverie allemande. On comprend que ces idées d'émancipation, de révolte intellectuelle, répandues, comme des germes féconds, dans des esprits inquiets, romanesques, s'éveillant aux premières lueurs de la poésie moderne, devaient produire ces types singuliers, ces inventions maladives où les hiérarchies et les lois sociales sont sacrifiées à un idéal de vertu, d'amour et de grandeur, plus facile à rêver qu'à définir. C'est ainsi que, dans *les Brigands,* Charles Moor, en haine de la société, se fait voleur de grands chemins. Dans *Intrigue et Amour,* Schiller n'est pas allé aussi loin ; il s'est contenté de peindre une passion loyale et sincère, contrastant, par ses poétiques ivresses, avec les infamies et les misères d'une société corrompue. Seulement, pour rendre l'antithèse plus frappante, il a fait de ses deux amants des êtres extatiques, que leur amour environne d'une atmosphère sereine, éthérée, inaccessible aux bruits du monde, aux âmes souillées qui s'agitent autour d'eux. Sans doute, cette opposition ne manque pas de grandeur ; cette lutte de l'idéal contre les intérêts positifs, de la passion romanesque contre l'ambition et la scélératesse, pouvait tenter un poëte ; mais, plus énergique qu'habile et forcé d'écrire une tragédie bourgeoise, Schiller est descendu à des moyens de mélodrame, qui, dans la traduction, sont devenus tout à fait intolérables. Remarquez, en effet, que les scènes empruntées à l'histoire ou celles qu'agrandit et généralise l'élévation du sujet et des caractères sont bien plus faciles à transporter d'une langue dans une autre que ces drames domestiques où se reflètent, d'une façon plus particulière, les mœurs et la physionomie d'un peuple. Guillaume Tell, Hamlet, sont de tous les temps, de tous les pays, parce que le patriotisme et la rêverie, personnifiés dans ces types sublimes, échappent aux conditions restreintes de localité, et finissent par appartenir à l'humanité tout entière ; mais Ferdinand et Louise ! le musicien Miller et le secrétaire Wurm ! ôtez-leur leur tournure germanique, ôtez-leur cette teinte vaporeuse et indécise que garde, dans presque toutes ses inventions, la littérature allemande ; faites-les comparaître devant un public français, sur notre théâtre, où tout est net, où l'esprit s'accroche sans cesse aux angles et aux saillies, et ils deviendront tout simplement des personnages de mélodrame ; les incidents auxquels ils sont mêlés, le dialogue qu'ils récitent, nous paraîtront tout aussi forcés et beaucoup plus gauches que ceux qu'emploient, au boulevard, les maîtres du genre. La traduction de M. Alexandre Dumas fait encore mieux ressortir cet inconvénient : elle est, pour ainsi parler, grossièrement littérale, c'est-à-dire que le traducteur, pour s'épargner la réflexion et le travail, a négligé de modifier, d'approprier à notre goût les parties du drame qui devaient nécessairement nous choquer, et qu'en même temps, emporté par la précipitation de sa plume, il a dépouillé de tout caractère l'œuvre de Schiller, substituant à la noble prose du poëte allemand un langage à la fois vulgaire et emphatique. Sous prétexte de *colorer* son style, de donner aux épanchements amoureux de Ferdinand et de Louise plus d'exaltation et de poésie, il a fait le plus étrange abus de ces images discréditées depuis longtemps, même sur la palette du drame moderne. Les étoiles, le ciel, les rayons, Dieu surtout, reviennent sans cesse dans ces tirades, qui devraient bien se souvenir un peu plus du précepte du Décalogue : Dieu en vain tu ne jureras ! C'est là, il faut le dire, une des manies de M. Dumas, toutes les fois qu'il veut faire du style élevé et poétique ; lorsqu'il est soutenu par la difficulté d'une situation, par la nécessité d'emporter d'assaut une

position dangereuse ou d'accélérer, par la vivacité du dialogue, la marche des événements, il retrouve encore son ancienne verve; mais, dans les moments de calme, lorsqu'il ne s'agit plus que de faire chanter à ses amants cette immortelle mélodie de la passion partagée, il dépasse le but au lieu de l'atteindre, et sa prose constellée n'offre plus qu'un luxe trompeur de métaphores : paillettes fanées d'un manteau de prodigue.

Cette pièce d'*Amour et Intrigue* est donc, dans toute l'acception du mot, une œuvre de pacotille, dépourvue de toutes les conditions qui rendraient recommandables les traductions de drames étrangers. Nous comprenons très-bien qu'il puisse y avoir un intérêt réel, une profitable étude dans cette tâche, toujours un peu ingrate, de traducteur; mais il faudrait alors traiter avec un respect égal la langue à laquelle on emprunte et le public auquel on s'adresse. Que Gœthe, illustre déjà par un grand nombre de créations admirables, ait voulu, pour se rendre successivement compte de toutes les formes de l'art, traduire quelques chefs-d'œuvre des autres littératures; que, dans son fief poétique de Weimar, entouré de toutes les splendeurs d'une royauté littéraire, il ait voulu initier ses compatriotes à des beautés nouvelles et inconnues, c'était là un imposant spectacle, aussi fécond en enseignements qu'en jouissances, car Gœthe apportait à ce travail l'attention patiente de son génie universel. Qu'à une époque de luttes et de tentatives, des poëtes novateurs, jaloux de mettre en présence les deux systèmes dramatiques, se soient mesurés avec Shakspeare, et que M. de Vigny, par exemple, ait essayé de faire adopter à un public français l'Othello original, c'était là une généreuse entreprise, et l'intelligente fidélité de la traduction, la consciencieuse ciselure des détails, rendaient le drame de M. de Vigny digne du chef-d'œuvre qu'il nous faisait connaître et de la réforme littéraire à laquelle il concourait; mais chercher dans Schiller ou Shakspeare une nouvelle branche d'industrie, recourir à eux, dans les heures d'épuisement, pour que rien n'arrête le mouvement de production, appeler le génie de ces grands poëtes au secours d'une opération commerciale à laquelle on ne peut plus suffire seul et par soi-même, dilapider le bien d'autrui comme le sien, c'est faire dans la voie du mercantilisme littéraire un pas qu'il convient de signaler. M. Dumas, défigurant aujourd'hui Shakspeare et Schiller, ressemble à ces gens incorrigibles qui, après s'être ruinés eux-mêmes, ruinent leurs créanciers.

VOYAGES ET RECHERCHES

EN

ÉGYPTE ET EN NUBIE.

VI

LE NIL.

1er janvier.

Notre navigation sur le Nil commence avec l'année. Hier, après avoir diné au vieux Caire chez Soliman-Pacha, fumé quelques narguilés et joué quelques parties de billard, soirée qui tenait à la fois de l'Orient et de l'Occident, comme la destinée du maître de la maison, nous nous sommes installés, M. Durand et moi, dans notre barque, MM. d'Artigue et Rousset dans la leur. A minuit, les quatre voyageurs se sont souhaité réciproquement la bonne année et se sont couchés dans leurs chambres flottantes en attendant le vent, qui ne s'est levé ce matin qu'avec le soleil.

Jamais jour de l'an ne m'a été aussi agréable; je pars pour Thèbes, je fais le premier pas vers toutes les merveilles et toutes les conquêtes qui m'attendent. Le soleil se lève radieux; l'haleine de l'aurore enfle doucement notre voile; l'île de Rhoda semble se dérober insensiblement; les têtes vertes des palmiers percent la brume légère du matin. De petites bergeronnettes viennent se poser sur les cordages, sautillent entre les pieds des matelots, voltigent de la barque de nos amis à la nôtre, et de notre barque à la leur. Tout est impression suave, perspective souriante, heureux présage, et je n'ai point de visite à faire.

Aujourd'hui 1er janvier, les Cophtes célèbrent leur carnaval en se jetant à la tête des œufs et de l'eau sale. Autrefois on promenait un homme sur un âne. Les divertisse-

ments des saturnales avaient également lieu vers le solstice d'hiver au renouvellement de l'année solaire. C'est à la même époque de l'année que les peuples scandinaves célébraient par des déguisements bizarres et des joies bruyantes, dans une fête qui porte encore le nom païen d'Iul, le retour de la période ascendante du soleil. Le carnaval des peuples chrétiens est un héritage du paganisme romain et du paganisme germanique. Quand le commencement de l'année fut fixé au mois de mars, les réjouissances qui accompagnaient le solstice furent reportées aussi près de l'équinoxe que le permettait la période mobile du carême ; c'est pour cette raison que nos jours gras la précèdent. Chez les chrétiens d'Égypte, les folles réjouissances qui correspondent à notre carnaval ne se sont point déplacées, elles sont restées attachées au solstice d'hiver; le jour de l'an est leur mardi gras.

Nous voilà sur le Nil, et, comme le cheik tunisien Mohamed, fils d'Omar, dont M. Perron a traduit le curieux voyage au Darfour, « une fois que nous fûmes sur le navire embarqués pour le grand voyage, nous dîmes : — Dieu de miséricorde et de clémence, conduis sa marche et le mène à bon port. » Ce cheik, en quittant le vieux Caire, est un peu attristé de se sentir au milieu des fils d'une race étrangère, des enfants de Cham, dont il n'entend pas bien le langage; mais il se réconforte d'abord par ces paroles du livre sacré : « Voyage, il t'arrivera nouveau bonheur, » puis par ce proverbe oriental : « Si la perle n'était pas retirée de sa coquille, on ne l'attacherait pas aux couronnes; si la lune ne marchait pas, elle ne s'arrondirait jamais. » Sous la garantie du Coran et de la sagesse populaire de l'Orient, nous partons pleins de confiance comme le cheik Mohamed, et nous pouvons dire encore comme lui : « Dès que nous eûmes démarré, un vent favorable nous accompagna tout le jour ; notre cange se balançait à merveille, et elle allongeait fièrement sa course. »

Dans cette journée, nous avons eu comme un avant-goût des diverses impressions qui nous attendent. Déjà nous avons contemplé le Nil sous deux aspects opposés. Au départ, le fleuve tranquille ressemblait à un lac sinueux, puis il s'est soulevé comme une mer; l'écume blanchissait une houle jaunâtre; nos longues voiles penchaient sous l'effort du vent. La barque glissait sur son flanc incliné ; parfois l'eau venait raser le bord. Alors un matelot accroupi sur le pont lâchait un nœud de la corde qui retient la voile, et l'équilibre était rétabli. Il faut veiller à ce que ce matelot ne s'endorme pas et à ce qu'il n'attache pas la corde à quelque point fixe, mais la tienne toujours à la main pour céder à propos. Il y va de la sûreté des voyageurs.

Le premier jour d'un voyage sur le Nil est comme le premier jour qu'on passe dans un nouvel appartement. On s'établit, on s'arrange pour l'habitation. Notre barque est bien digne de s'appeler un appartement. M. Durand et moi nous avons chacun notre chambre. Je puis faire cinq pas dans la mienne; elle est percée de onze fenêtres avec vitres et jalousies en bon état. J'y ai mon lit, ma table, ma bibliothèque. Nous avons encore deux cabinets et une troisième chambre qui pourrait servir de *chambre d'ami*. Devant la porte, on dîne sous une tente qui sert de salle à manger, et la cuisine est au pied du grand mât. Il y a dix hommes d'équipage, y compris le *reis* ou patron de la barque. Ces dix hommes, notre drogman Soliman, qui est le meilleur drogman de l'Égypte, notre cuisinier, qui n'est point un mauvais cuisinier, le loyer de la barque et les dépenses quotidiennes pour la nourriture, sauf les provisions de riz, café, tabac, légumes, etc., faites au Caire, tout cela nous revient par jour à environ vingt francs. Véritablement c'est pour rien. Avant de nous installer sur cette cange excellente, nous avons passé par bien des péripéties et des aventures : j'en dirai quelque chose, parce qu'elles peignent le pays.

La cange que nous avions arrêtée d'abord s'est trouvée trop petite; nous en avons dû prendre une autre; mais celle à laquelle nous renoncions appartenait à un personnage puissant, pour le moment aux galères, ce qui est assez fréquent, dit-on,

dans la haute administration de Méhémet-Ali. Il a fallu d'abord indemniser le patron de cette barque. Le plus grand obstacle n'était pas là. Quand le maître de celle que nous préférions a su que nous avions abandonné pour lui le personnage en question, qui, son temps de galères fini, peut le faire pendre, il a commencé par disparaître, et nous nous sommes trouvés pendant quelque temps dans un assez singulier dilemme entre un homme qui voulait être payé parce que nous ne prenions pas sa barque, et un autre qui se regardait comme perdu si nous prenions la sienne.

Enfin nous sommes en possession de notre cange; elle est très-spacieuse, très-commode, et n'a d'autre défaut que d'être un peu vieille. Nous nous établissons sous la tente, et mollement couchés sur un canapé devant une table qui porte le café et le narguilé, nous regardons fuir les deux rives du Nil. Ici la rive libyque offre une plaine basse qui se prolonge à notre droite, tandis qu'à notre gauche s'élèvent, comme un rempart blanchâtre, les montagnes de la chaîne arabique, percées de grottes funèbres et de vastes carrières d'où est sortie Memphis. Dans ces carrières, Champollion a lu les noms des pharaons de la dix-huitième dynastie, antérieurs à Sésostris, entre autres celui d'Amosis. On y a trouvé depuis des noms encore plus anciens. Enfin d'autres inscriptions hiéroglyphiques prouvent que les carrières de Tourah ont été exploitées jusqu'au temps d'Auguste.

A midi, le vent traînait des nuages de sable; la brume du matin s'était depuis longtemps dissipée, elle était remplacée par des tourbillons jaunâtres, atmosphère du désert. A droite, on voyait se dresser et fuir successivement les pyramides de Sackarah et de Daschour. Je visiterai ces pyramides à mon retour, j'examinerai alors si elles sont les plus anciennes de l'Égypte, et antérieures même aux pyramides de Giseh. Aujourd'hui nous profitons du vent qui souffle favorable pour avancer le plus vite possible.

Le soir, en attendant l'autre barque, nous avons fait sur la rive gauche une charmante promenade. Le village vers lequel nous nous sommes dirigés était marqué, comme d'ordinaire, par un bouquet de palmiers qui, s'élevant sur une butte autour de laquelle gisaient les huttes des fellahs, semblaient plantés sur les toits des maisons. Auprès des huttes en terre et en roseaux sont les tombes des habitants, pauvres tombes de boue séchée qui m'ont semblé imiter par leur forme les caisses de bois et les sarcophages des momies. Nous avons rencontré un paysan qui suçait une canne à sucre; un autre *paissait* une graminée (1).

Cette misère était cruellement éclairée par un splendide coucher de soleil. Quand l'astre disparut à l'occident, le ciel avait une couleur safranée comme la robe de l'Aurore dans Homère, κροκόπεπλος. On eût dit que le jour allait poindre. Au nord et au midi, la teinte du firmament était verdâtre, lilacée à l'orient. Nulle part ne se montrait la noire couleur de la nuit. Nous nous sommes rapprochés du fleuve, dont nous avons écouté le bruit pareil au grondement de la mer ou d'une lointaine cataracte; à ce bruit se mêlait le frémissement métallique des feuilles de palmier frôlées par le vent. Des traînées d'oiseaux aquatiques rasaient le Nil. Leurs longues ondulations se pliaient, se brisaient, allant et venant comme des vagues dans la tourmente; leur blancheur imitait la blancheur de l'écume; de loin on eût dit des brisants mobiles; puis la nuit est tombée brusquement, et ce premier jour du Nil a fini.

2 janvier.

Durant la nuit, le vent a cessé. Ce matin, le Nil a l'aspect d'un lac blanchi par l'aube. Les matelots traînent les barques, et les traînent fort lentement. A huit

(1) L'*halpheh*.

heures, le soleil répand déjà une chaleur agréable. Des cigognes sont perchées sur un acacia dont les rameaux semblent porter de grandes fleurs blanches. Nous descendons à terre, nous nous promenons délicieusement dans un petit bois de palmiers, au milieu des huppes qui sautillent à nos pieds. Nous écoutons le chant des moineaux et le caquet des femmes arabes. Le calme ne nous permettant pas aujourd'hui d'avancer beaucoup, nous n'avons pu résister au désir de visiter la pyramide de Meydoun, qui nous semblait tout proche. « Combien de temps faut-il pour aller et revenir? demandons-nous à Soliman. — Quatre heures.—Nous déjeunerons un peu tard; n'importe, partons. » Et nous voilà en route à jeun, mais affamés surtout de la pyramide. Nestor l'Hôte, l'exact et courageux voyageur dont les lettres sont toujours entre nos mains, avec celles de Champollion, Nestor l'Hôte cite la pyramide de Meydoun comme un exemple des montagnes taillées par la main des hommes, qu'il regarde comme ayant donné l'idée des pyramides. L'Hôte pensait que les pyramides de Memphis avaient été bâties à l'imitation de la grande montagne de Thèbes, qui présente une forme pyramidale. « Le premier essai de ce genre, dit-il, est le rocher taillé de Meydoun. » Ainsi, les plus anciens monuments humains ne seraient que des montagnes contrefaites, on surprendrait le passage de la nature à l'art; mais cette opinion de l'Hôte, plus ingénieuse que solide, suppose que la civilisation de Thèbes fut antérieure à celle de Memphis. Or, c'est le contraire qui semble vrai, et aujourd'hui l'étude des monuments confirme le témoignage de Manéthon, d'après lequel l'empire de Memphis commence à la quatrième dynastie, tandis que l'empire de Thèbes ne commence qu'à la onzième.

Un peu en doute sur la théorie générale, je n'en étais pas moins curieux de visiter la pyramide de Meydoun, qui, à distance, me semblait à moi-même un *rocher taillé*, et à laquelle les Arabes ont donné le nom de *fausse pyramide* ou *pyramide menteuse*; mais, comme j'ai pu m'en assurer, elle ne mérite point cette épithète : il n'y a de faux que la dénomination qu'elle a reçue, de menteur que le témoignage des yeux quand on la regarde des bords du Nil, sans aller l'examiner de plus près. En approchant, on reconnaît une vraie pyramide à degrés, comme les pyramides mexicaines. J'étais d'autant plus curieux d'examiner celle-ci, que je venais de lire un travail de M. Lepsius, dans lequel la pyramide de Meydoun est citée comme une des preuves les plus frappantes du système de l'auteur. D'après lui, les pyramides n'ont pas été élevées tout d'une pièce du bas jusqu'en haut; mais une pyramide plus petite a été enveloppée par des revêtements successifs, à peu près comme le cône du Vésuve s'est formé par un enveloppement de laves superposées.

Du premier étage de la pyramide, nous avons regardé longtemps le désert fauve et ondulé, qui ressemble aux flots troubles du Nil, puis nous nous sommes mis en marche pour regagner le fleuve. Il était deux heures, et nous nous trouvions encore loin de notre barque. Je maudissais l'inexactitude des renseignements donnés par Soliman, car c'est grâce à cette inexactitude que nous avions fait la course à jeun. J'avoue qu'il m'a désarmé en me disant, avec une douceur assez digne et peut-être assez habile, qu'il *avait eu tort*, sans chercher d'autre excuse. Voilà ce qu'un guide italien et, j'en ai peur, un guide français n'eussent point dit. Toute ma colère est tombée devant cet aveu fait à propos, et j'y ai gagné de regarder ce qui m'entourait, au lieu d'être absorbé tout entier par l'occupation de gronder mon drogman. De pareilles préoccupations, dont on rit plus tard, ont distrait plus d'un voyageur des spectacles les plus curieux. Le tableau qui s'est offert à moi quand j'ai retrouvé mon calme était assez intéressant : Soliman m'a montré le campement d'une tribu qui est venue de Syrie, chassée par la disette. C'est exactement l'histoire d'Abraham. Le chapitre de la Genèse était là; rien ne manquait à la scène biblique, ni les chameaux accroupis devant les tentes, ni les troupeaux paissant alentour. J'étais tenté, pour

compléter l'illusion, d'essayer de l'hospitalité patriarcale, vertu qu'en ce moment j'aurais fort appréciée ; mais nous approchions du Nil, nous sommes enfin arrivés et nous avons pris, à quatre heures, notre premier repas. Je ne me plaignais point; j'avais vu la pyramide de Meydoun, étudié sa structure, relevé ses rares hiéroglyphes, et je m'étais convaincu par mes yeux que la fausse pyramide était une pyramide véritable, que la pyramide menteuse ne mentait point (1).

Quant à la théorie de M. Lepsius sur la construction des pyramides, théorie qui a été combattue par un architecte anglais distingué, je dois dire que l'examen de la pyramide de Meydoun lui est favorable ; mais l'auteur ne la généralise-t-il pas outre mesure, et peut-on être sûr qu'elle doive s'appliquer à toutes les pyramides ?

3 janvier.

Nous sommes près du Fayoum, célèbre dans l'antiquité par ses vignes, par le lac Mœris et le labyrinthe. Aujourd'hui la culture de la vigne a disparu de l'Égypte. Cependant on vantait du temps des Romains le vin de Coptos, de Mendès, de Maréotis. Hérodote affirme qu'il n'y a pas de vignes en Égypte; mais on ne peut douter que le vin n'y fût connu bien avant lui. Les peintures des tombeaux qui entourent les pyramides montrent des hommes occupés à presser le raisin. Le vin joue un grand rôle dans les offrandes aux dieux si fréquemment représentées sur les monuments. A côté des vases qui le contiennent, on lit en hiéroglyphes le mot *erpi*, vin, qui s'est conservé en cophte et que les Grecs connaissaient déjà.

C'est dans cette partie de l'Égypte qu'étaient le fameux labyrinthe, dont les ruines viennent d'être retrouvées par M. Lepsius (2), et le lac Mœris, dont l'emplacement a été reconnu par M. Linant (3). Avant lui, on s'obstinait à chercher un lac dans un lac, le lac Mœris dans le Birket-el-Korn des modernes. M. Linant a compris que, pour que le lac Mœris pût déverser ses eaux dans la plaine qui borde le Nil, il ne devait pas être enterré dans un fond, mais situé sur un terrain plus élevé que cette plaine. M. Linant a reconnu et suivi les contours de la digue qui entourait le réservoir gigantesque, et, après avoir reconstitué en esprit ce grand ouvrage, il a conçu la pensée hardie de le rétablir. Il a proposé à Méhémet-Ali de refaire l'œuvre des pharaons; mais Méhémet-Ali veut atteindre un but semblable par une œuvre dont la pensée lui appartient, par le barrage du Nil (4).

Pendant que je pensais au roi Mœris, à son lac et à son labyrinthe, la nuit approchait. Le calme durait toujours. Les matelots se servaient, pour faire avancer la barque, de longs bâtons qu'ils appuyaient sur un fond de sable et de rocher, comme on le voit dans les anciennes peintures égyptiennes.

Les rayons du soleil sont presque horizontaux, le ciel devient magnifique. Le dieu Horus mérite bien son nom hiéroglyphique d'*Horus d'or*. Le couchant est une fournaise d'or fondu; les palmiers ont un tronc d'or, un feuillage d'or. A travers cet éblouissement, on aperçoit les teintes violettes des collines. Le ciel et le Nil se

(1) Le noyau de la base est peut-être formé par le rocher recouvert d'une maçonnerie. En ce sens, la tradition aurait à moitié raison. — Vylse, *Pyramids of Giseh*, III, app. 79.

(2) Cette découverte de M. Lepsius a fait connaître quel était le roi égyptien que les Grecs ont désigné par le nom de Mœris. Champollion pensait que c'était Thoutmosis III, de la dix-huitième dynastie, celui dont le nom est gravé sur l'obélisque d'Alexandrie, et que je crois, d'après cette inscription, avoir achevé l'expulsion des peuples pasteurs ; mais M. Lepsius ayant trouvé un nom plus ancien, celui d'Amenmehé III, partout gravé sur les ruines du labyrinthe, il a été démontré que c'était à cet Amenmehé III que les Grecs ont donné le nom de Mœris.

(3) *Mémoire sur le lac Mœris*, par Linant de Bellefonds. 1842.

(4) Les travaux de ce barrage, assez longtemps différés, sont aujourd'hui en pleine activité.

peignent tour à tour de rose et d'améthyste, puis la lumière se retire. Les rochers de la rive arabique sont d'un blanc triste, et en voyant des buffles qui s'avancent dans le fleuve pour y boire, nous nous rappelons vivement ces soirs du Nil aux ténèbres transparentes et aux clartés vagues que rend si bien le pinceau de Marilhat.

4 janvier.

Nous sommes dans les mauvais jours d'une navigation sur le Nil. Point de vent; les matelots traînent la barque, et la traînent avec une désespérante lenteur. L'indolence de leur attitude irrite l'impatience du voyageur. Les mains derrière le dos, ils semblent des promeneurs peu pressés qui flânent sur le bord du Nil. Cependant ces jours de retard ont eux-mêmes leur charme. Il y a plaisir à se sentir glisser sur ce vaste et paisible fleuve sous ce ciel immense et calme, comme dans une gondole sur une lagune. L'aspect des bords du Nil est peu varié. Cependant le regard rêveur trouve toujours quelque objet qui l'arrête : c'est une file de chameaux qui se dessinent sur le ciel et nous donnent le plaisir de penser qu'ils avancent encore plus lentement que nous; c'est un petit village qui se montre au détour du fleuve; c'est un couvent cophte dans la solitude; ce sont quelques barques qui descendent ou traversent le Nil; c'est un oiseau qui perche sur notre mât ou sautille sur le rivage, nous offrant parfois un hiéroglyphe vivant. Tous les bruits naturels plaisent dans le silence. L'aboiement lointain des chiens, le cri du coq, mêlent les souvenirs de la vie rustique à l'impression d'un calme en pleine mer; les chants, tantôt languissants, tantôt précipités, des matelots, bercent la rêverie ou la réveillent agréablement. On arrive ainsi sans ennui du lever au coucher du soleil, ces deux fêtes splendides que nous donne chaque jour la nature. Les barques, séparées par l'inégalité de leur marche, se rejoignent d'ordinaire avant la nuit. On est heureux de se retrouver, on dîne gaiement, on cause le soir comme à Paris.

Après s'être dit adieu jusqu'au lendemain, on regarde un moment les constellations radieuses, dont la place a déjà changé sensiblement depuis notre départ de France. L'étoile polaire s'est abaissée; le ciel a, comme la terre, un aspect étranger. Rien ne saurait donner une idée de l'éclat des étoiles qui sont sur nos têtes; on dirait des gouttes d'argent fondu ruisselant dans l'ombre. Les astres ne sont pas collés au firmament, mais semblent suspendus dans l'éther nocturne. Je craignais la longueur de ces journées du Nil; je sens maintenant qu'il faudra que l'habitude m'ait blasé un peu sur leur charme pour pouvoir consacrer au travail leurs heures rapides.

J'aime le Nil, je m'attache à ce fleuve qui me porte et que j'habite comme on s'attache à son cheval et à sa maison. Tout ce qui concerne la nature, l'histoire, les débordements réguliers, la source inconnue du Nil, m'intéresse vivement. Aucun fleuve n'a une monographie aussi curieuse. Esquissons-la brièvement.

Presque tous les noms que le Nil a reçus à différentes époques expriment l'idée de noir ou de bleu (1) deux couleurs que, dans différentes langues, on confond volon-

(1) Les Grecs l'appelaient Mélas (noir), les Hébreux Shior, ce qui a le même sens. Un ancien nom cophte du Nil, Amrhiri, veut dire noir. On sait qu'un des affluents supérieurs du Nil s'appelle en arabe Bahr-el-Azrek (le fleuve bleu). Le mot *neilos* lui-même ressemble au mot sanscrit *nilas* (bleu ou noir), d'où le persan *nil*, qui est le nom de l'indigo. Comment cette dénomination indienne ou persane aurait-elle été donnée à un fleuve d'Égypte et serait-elle arrivée en Grèce avant le temps d'Hésiode, chez lequel le mot *neilos* se trouve déjà? La réponse est embarrassante, j'en conviens. Je ne puis admettre, avec M. Jacquet, que ce soit par la domination des Perses, car cette domination est postérieure à Hésiode; mais j'ai peine à croire qu'il n'y ait là qu'une ressemblance fortuite de nom.

tiers (1). Cette dénomination ne peut provenir de la teinte des eaux du fleuve, plutôt jaune que noire ou bleue. Je crois donc plutôt y voir une allusion à la couleur des habitants d'une partie de ses rives, qui étaient noirs, ainsi qu'on a nommé Niger un autre fleuve, parce qu'il coule à travers le pays des nègres. L'étendue que couvrent les eaux du Nil débordé lui a fait donner le nom de mer par les Grecs (2) et par les Arabes (3). Le Nil, que les Arabes appellent aussi le fleuve saint, le fleuve béni, par lequel on jure encore aujourd'hui, le Nil a été divinisé par les anciens Égyptiens. L'écriture hiéroglyphique et les bas-reliefs ont fait connaître deux personnages divins : le Nil supérieur et le Nil inférieur. Ils sont représentés par deux figures à mamelles, qui portent sur leur tête les insignes, l'une de la haute, l'autre de la basse Égypte. Je crois important de remarquer à cette occasion qu'on a beaucoup exagéré l'importance du rôle que jouait le Nil dans la mythologie. Bien que partant de points de vue très-différents, les savants français et les mythologues allemands se sont accordés pour faire du Nil le centre de la religion égyptienne. Les monuments ne confirment point cette opinion. Dans les temps les plus anciens, le Nil est très-rarement associé aux grands dieux Ammon, Osiris, Phta, et ne figure avec eux qu'exceptionnellement. C'est seulement à des époques plus récentes que le Nil paraît avoir tenu une grande place dans le culte. Ceux qui parlent des hommages qu'on lui rendait et des fêtes célébrées en son honneur sont des écrivains d'une date peu reculée, des rhéteurs savants comme Plutarque, des rhéteurs frivoles comme Aristide et Aristenète, des Pères de l'Église comme saint Grégoire de Nazianze. C'est à son dernier âge qu'une religion devient allégorique et utilitaire ; alors on adore les personnifications d'un fleuve, d'une contrée, d'une ville, on rend grâce de la fertilité du sol aux eaux qui l'ont fécondé. Dans les temps antiques, la religion est quelque chose de plus général et de moins positif. On ne personnifie pas tant les objets naturels que les forces de la nature. Ce que l'on adore avant tout, ce n'est pas le Nil, c'est la puissance productrice du monde conçue obscurément, mais dans toute son universalité. Les mythologies n'ont pour principe ni des conceptions abstraites, comme on l'a cru trop souvent en Allemagne, ni les notions du bon sens vulgaire, comme on l'a trop dit en France au XVIIIe siècle : elles contiennent des idées très-simples, mais grandes ; elles sont matérielles, elles ne sont pas prosaïques.

Le Nil, en s'abaissant, s'éloigne toujours plus de la surface du sol qu'il doit féconder. Pour l'amener à une hauteur convenable, on emploie deux moyens. Le plus simple et le plus imparfait est le travail de deux hommes abaissant de concert un levier qui se relève par l'effet d'un contre-poids placé à l'une de ses extrémités ; à l'autre bout est un seau de cuir qui tour à tour se remplit dans le fleuve et se verse dans une rigole. Ces hommes sont souvent presque nus. Le mouvement régulier et silencieux de leur corps bronzé arrête l'œil du voyageur. Ce procédé, qui était déjà connu des anciens Égyptiens, est bien imparfait ; beaucoup de force est dépensée sans un grand résultat : l'eau s'échappe en partie du seau de cuir, souvent troué. Une telle machine s'appelle *chadouf*. Une autre machine un peu meilleure, et que les anciens connaissaient également, porte le nom de *sakyéh*, ou roue à pots. Mis en

(1) Par exemple, dans les langues du Nord. Le surnom d'Harold *à la dent bleue*, roi de Norwége, pourrait plus justement se traduire par *à la dent noire*. Le bleu est la couleur d'Héla, déesse de la mort. Je crois avoir remarqué que les dieux égyptiens, quand ils jouent un rôle infernal, sont tantôt noirs et tantôt bleus. Le bleu est alors employé au lieu du noir, comme exprimant la même idée d'une façon moins triste par une sorte d'euphonie, et, si j'ose ainsi parler, un euphémisme de couleur.

(2) Okeanos.

(3) Bahr.

mouvement par des bœufs, un long chapelet de vases attachés à une corde ou une roue à auges vont chercher l'eau et l'élèvent à la surface du sol; là, elle est déversée par l'inclinaison des vases ou des auges. Il y a, dit-on, cinquante mille sakyéhs en Égypte. Ces machines sont lourdement imposées. Or, un impôt sur l'eau est ici ce qu'ailleurs est un impôt sur le pain. On a déjà songé plusieurs fois à employer des procédés plus savants pour élever l'eau du Nil. Belzoni fut conduit par un projet de ce genre dans cette Égypte où il devait s'illustrer par d'autres travaux. Jusqu'ici, nulle tentative n'a réussi; mais on finira par employer la machine à vapeur ou le bélier hydraulique. Alors des terres aujourd'hui arides deviendront fécondes; la limite du désert, qui s'est avancée depuis les temps anciens, reculera devant les inventions de la mécanique moderne. On pourra peut-être aussi tirer parti des puits artésiens, appelés, selon M. Fournel, à créer des oasis dans les sables de l'Algérie.

L'eau du Nil a une antique réputation, et elle en est digne. Les rois de Perse se faisaient apporter à grands frais cette eau précieuse. Ptolémée-Philadelphe, ayant marié sa fille à un roi de Syrie, prit grand soin qu'on lui portât de l'eau du Nil, afin qu'elle ne bût d'aucune autre eau. Selon Sénèque, nulle rivière n'est plus douce : *Nulli fluminum dulcior gustus est*. Aussi Pescenninus Niger disait à ses soldats : « Vous avez l'eau du Nil, et vous demandez du vin ! » En effet, cette eau se conservait dans des amphores comme du vin, et on a dit qu'elle était, parmi les eaux potables, ce qu'est le vin de Champagne parmi les vins. On lui a prêté toute sorte de vertus. Selon Galien, elle aide aux accouchements. Aujourd'hui encore, dit l'illustre géographe Ritter, elle est, dans la poésie, le symbole de la beauté, de la douceur, de la grâce, et les jeunes filles du Fezzan, quand elles cèdent à leurs amants, s'en excusent par l'influence de l'eau du Nil. Enfin, à en croire les Turcs, si Mahomet avait goûté de cette eau excellente, il aurait demandé à Dieu de jouir de son immortalité dans ce monde pour en savourer à jamais l'exquise douceur.

Les résultats de la science sont d'accord avec les témoignages de l'antiquité. L'analyse chimique a montré que l'eau du Nil est très-pure; elle peut remplacer l'eau distillée pour les expériences. L'eau de la Seine contient quatre fois plus de matières étrangères (1). Je ne sais, du reste, si cette pureté est un avantage bien réel. Des travaux récents, entre autres ceux de M. Boussingault, n'ont-ils pas démontré que les sels suspendus dans l'eau sont utiles au développement de l'organisation des animaux et de l'homme, particulièrement à la formation des os? L'eau du Nil est fort trouble; on l'épure en la filtrant, ou mieux encore, au moyen de l'alun (2). Pour lui conserver sa fraîcheur, on emploie des vases poreux qu'on appelle ici *bardaques*, et semblables à ceux que les Espagnols connaissent sous le nom plus harmonieux d'*alcarazas*.

Le Nil, c'est toute l'Égypte ; aussi le fleuve a-t-il donné son nom primitif au pays, *Ægyptos*. L'Égypte s'est appelée aussi *la terre du fleuve*, POTAMIA. Si le Nil était supprimé, rien ne romprait l'aride uniformité du désert; en détournant le cours supérieur du fleuve, on anéantirait l'Égypte. L'idée en est venue à un empereur d'Abyssinie, qui vivait dans le XIIIe siècle, et plus tard au célèbre conquérant portugais Albuquerque. En effet, le Nil, dans une grande partie de son cours, offre cette particularité remarquable, qu'il ne reçoit aucun affluent, et qu'à l'encontre de tous les fleuves, au lieu d'augmenter en avançant, il diminue, car il alimente les canaux de dérivation, et rien ne l'alimente.

(1) *Décade égyptienne*, I, 218, 269.

(2) M. Félix d'Arcet, avec lequel vient de mourir un nom respecté dans les sciences depuis plusieurs générations, avait introduit en Égypte, de 1828 à 1829, la clarification de l'eau du Nil par l'alun.

Le Nil est, comme on sait, sujet à des débordements périodiques. Cette merveille d'un fleuve sortant à une époque fixe de son lit pour fertiliser la terre avait beaucoup étonné les anciens, qui ne savaient pas que d'autres rivières telles que l'Indus, le Mississipi, le Burampouter, l'Iraouaddy, présentent un phénomène semblable. Les anciens avaient conçu une foule d'idées bizarres pour expliquer les débordements du Nil; on peut les voir dans Hérodote et dans Diodore de Sicile. Claudien pensait encore que tout ce que la chaleur du soleil enlevait par l'évaporation aux autres fleuves, elle le rendait au Nil. La véritable cause des inondations est dans les pluies annuelles d'Abyssinie. Cette cause avait été soupçonnée par Ératosthène et par Agatharchides; Homère même paraît l'avoir connue. La périodicité de ces pluies, dont l'époque correspond à la mousson du sud-ouest, est probablement liée à la périodicité des vents alizés.

Athénée et saint Grégoire de Nazianze donnent au Nil l'épithète de *chrysorrhoas* (qui roule de l'or). Cette appellation doit-elle être prise au figuré, ou le Nil roulait-il réellement de l'or dans ses eaux comme tant d'autres fleuves, sans parler du Pactole, comme le Gange, le Tage, le Rhône, le Volga et le Rhin? Ce qui est certain, c'est qu'on trouve de l'or natif dans la haute Nubie. Ce précieux métal semble y avoir été exploité très-anciennement; le nom même de la Nubie est le nom égyptien de l'or, *noub*. A-t-on trouvé jamais de l'or dans la basse Égypte? en a-t-on jamais recueilli à l'extrémité inférieure du Nil? C'est ce que semblerait indiquer le nom de Canope donné à une ville voisine d'Alexandrie, nom qui signifiait bien certainement le *pays de l'or*.

Le Nil est le seul grand fleuve du monde dont la source soit encore inconnue. *Sine teste creatus,* a dit Claudien. En dépit des nombreuses découvertes de la géographie, le Nil a conservé le mystère de son origine. Cette singularité a frappé les imaginations des anciens et des modernes depuis Ovide, qui suppose que le fleuve, épouvanté de l'incendie dont la chute de Phaéton menaçait le monde, s'était allé cacher aux extrémités de la terre, jusqu'au Bernin, qui, toujours ingénieux, a enveloppé la tête du Nil d'un voile. Je ressens à mon tour une certaine émotion en me disant : Cette eau qui me porte vient d'une région où nul n'a pénétré; elle a réfléchi des rives que l'œil d'aucun mortel n'a contemplées. Et moi, si je remontais toujours plus haut, j'arriverais enfin à ce pays inconnu. En se laissant aller à ces réflexions, on s'étonne que le problème des sources du Nil ne soit pas encore résolu, malgré toutes les tentatives faites pendant trente siècles, depuis Sésostris jusqu'à Méhémet-Ali. Il y a là un défi porté à notre siècle explorateur, une bravade du passé. Du reste, il s'en est peu fallu que, de nos jours, un Français n'eût l'honneur de pénétrer jusqu'aux sources du Nil; M. d'Arnaud a remonté au quatrième degré de latitude nord, et, malgré des difficultés de tout genre, voulait remonter plus haut. Cette exploration a présenté plus d'un résultat curieux. On a fini par trouver d'immenses marais comme ceux que rencontra l'expédition envoyée par Néron. Et sur la route que d'épisodes étranges! Ici de véritables amazones; là un roi auprès duquel on ne pénètre que dans une circonstance, quand il s'agit de l'étrangler. Si ces récits nous étaient arrivés au moyen âge, on les rangerait avec les traditions fabuleuses sur le prêtre Jean.

L'expédition de M. d'Arnaud s'est faite sur le Nil Blanc, qui est le véritable Nil. Le Nil Blanc coule à peu près du sud au nord, dans la direction générale du fleuve, et par son volume paraît l'emporter sur un affluent considérable qu'il reçoit de l'est et qu'on appelle le Nil Bleu. C'est le Nil Bleu qu'avait suivi Bruce, et c'est ainsi qu'il se croyait *arrivé aux sources du Nil*, comme le disait modestement le titre de son voyage. Il n'avait pas même l'honneur d'avoir découvert cette fausse origine du fleuve; un Portugais nommé Paez l'avait devancé dès le commencement du

XVIIe siècle, et, après lui, les jésuites portugais. Danville a établi, par une excellente dissertation, qu'on n'avait pas encore découvert les vraies sources du Nil. La conclusion du mémoire de Danville reste vraie; seulement on sait où il faut les chercher. C'est en remontant le Nil Blanc, et non en suivant le Nil Bleu, qui n'est pas le Nil.

Quand on ignore, on imagine; aussi les imaginations sur les sources du Nil n'ont pas fait défaut. D'après les géographes grecs et les géographes arabes, ces sources se trouvaient sur de très-hautes montagnes, nommées *montagnes de la Lune*. Dans les cartes un peu anciennes, ces montagnes tiennent une place considérable; mais aujourd'hui on n'en regarde plus l'existence comme certaine, et, d'après M. de Sacy, cette dénomination célèbre pourrait bien reposer sur une confusion de mots. Les historiens arabes se sont aussi donné carrière au sujet des sources du Nil. Il y en a douze selon Massoudi, dix selon Ebn-Kethyr. Suivant d'autres auteurs, le fleuve sort d'un grand lac, puis coule sous la terre et traverse des mines d'or, de rubis, d'émeraudes et de corail; ensuite il va former un courant dans la mer des Indes. Selon quelques récits, le roi Walid, ayant gravi les montagnes de la Lune, découvrit au delà un fleuve de poix noire qui coulait silencieusement. Ceux qui revinrent racontèrent que dans cette région de mort ils n'avaient aperçu ni soleil ni lune. D'autres disaient que les voyageurs arrivés au sommet de la montagne merveilleuse étaient saisis d'une folle joie, et, battant des mains, poussant des éclats de rire étranges, se sentaient attirés dans un abîme, où ils allaient disparaître.

Parmi les anciens, les uns plaçaient les sources du Nil dans cette terre imaginaire située au sud qu'ils appelaient Antichtone, les autres à l'extrémité orientale de l'Asie ou à l'extrémité occidentale de l'Afrique. On les faisait voyager de l'Indus au Niger. Alexandre, arrivé au bord de l'Indus, crut être arrivé aux sources du Nil. D'autre part, Pline, d'après Juba, faisait venir le Nil de l'Afrique occidentale, et Édrisi fait découler de la même source le Nil d'Égypte et le Nil des nègres, qui est le Niger. Le Niger fut représenté comme un bras occidental du Nil sur toutes les cartes, jusqu'à celle de Delille en 1722. Cette opinion erronée, contre laquelle Gabey s'élevait déjà en 1689, a été reprise de nos jours, et, chose incroyable, un Anglais a publié en 1821 un écrit sous ce titre : *Dissertation montrant l'identité du Niger et du Nil*. Les erreurs ont la vie bien dure; quand le temps ne les détruit pas, il les embaume.

Les chrétiens et les mahométans ont supposé également que le Nil découlait du paradis terrestre. Les croisés n'avaient garde de douter que le Nil ne vînt en droite ligne de ce lieu de délices. Si les écrivains arabes disent que les feuilles de l'arbre du paradis terrestre tombent sur les eaux naissantes du Nil et flottent le long de son cours, s'ils recommandent par cette raison la chair excellente en effet du boulty parce que ce poisson suit les feuilles bénies et s'en nourrit, Joinville, de son côté, nous apprend que les habitants des régions qu'arrose le Nil supérieur jettent leurs filets dans le fleuve et en retirent par ce moyen le gingembre et la rhubarbe, « et on dit, ajoute le naïf conteur, que ces choses viennent du paradis terrestre, et que le vent les abat des arbres qui sont en paradis. »

Du reste, trois siècles plus tard, Colomb, touchant à un monde nouveau sans y croire, et pensant côtoyer les rivages de l'Asie orientale, tandis qu'il découvrait à son insu les côtes de l'Amérique, Colomb ne doutait pas que l'eau douce du golfe de Paria ne vînt du paradis terrestre, et que dans ce golfe de l'Amérique méridionale ne fussent les sources du Nil, du Gange, du Tigre et de l'Euphrate (1). Ainsi, près de l'embouchure de l'Orénoque, Colomb se croyait aux sources du Nil.

(1) Washington Irving, *The History of the life and voyages of Christopher Columbus*, t. IV, p. 425.

5 janvier.

Ici la chaîne arabique touche au fleuve. Depuis longtemps l'aspect de la côte n'a point changé. En Égypte, dans la nature ainsi que dans l'art, tout est régulier, tranquille, horizontal. Les diverses couches que la civilisation a déposées sur cette terre antique se sont cristallisées en roches uniformément stratifiées comme celles que j'ai devant les yeux, et aujourd'hui nous contemplons leurs lits superposés comme je contemple ces lits calcaires que le Nil a coupés.

Nous approchons de *la Montagne des Oiseaux*. La voilà qui montre de loin ses grands escarpements et ses bastions de rochers. Déjà on découvre les oiseaux auxquels elle doit son nom, qui, en troupes innombrables, planent sur la cime et rasent les flancs de Gebel-Thyr. Nous arrivons le soir au pied de la montagne; on entend l'immense murmure des couples accroupis et jaseurs. Un coup de fusil fait crier et tourbillonner la multitude ailée. Nos yeux sont éblouis en suivant ces myriades d'oiseaux à travers l'atmosphère lumineuse qui les baigne de clarté. La moitié occidentale du ciel est un grand cintre d'or, semblable aux mosaïques de la coupole de Montréal, et qui semble reposer sur le massif abrupt et blanc de la montagne.

6 janvier.

Je me réveille aujourd'hui sur un lac d'Écosse. Le soleil perce à peine la brume, dans laquelle on entend crier des corbeaux sans les voir. On aperçoit à peine sur les bords voilés du fleuve les grandes herbes froissées par la corde que tirent nos matelots d'un pas endormi. Retour momentané au nord, assez piquant sous cette latitude, pourvu qu'il ne dure point. Grâce au ciel, la brume s'est dissipée; nous avons retrouvé l'Égypte avec le soleil.

A présent que je commence à m'accoutumer à cette nature extraordinaire, à ce fleuve unique entre tous les fleuves, mon attention se replie sur ce qui m'environne et se dirige sur la maison flottante qui me porte à travers ces merveilles. J'observe avec intérêt ce petit monde égyptien et nubien, au milieu duquel je vais passer plusieurs mois. Les matelots sont fort gais. Arabes et Barabras vivent en bonne intelligence; quand ils n'ont rien à faire, ce qui est très-fréquent, ils dorment ou fument accroupis, ou bien causent à demi-voix. En général, leurs manières sont douces; ils font peu de bruit; ils sont beaucoup moins grossiers dans leur allure que ne le seraient à leur place des paysans français ou anglais. Il y a dans le type arabe une finesse dont on retrouve encore quelque trace chez les plus misérables fellahs.

Les matelots chantent perpétuellement; toutes les fois qu'ils ont à ramer, le chant est pour eux une nécessité. Ils entonnent alors une sorte de litanie qui marque la mesure et leur permet de combiner leurs efforts. Cet usage, fondé sur un besoin naturel, paraît bien ancien en Égypte. Dans une représentation qu'on a trouvée deux fois répétée dans ce pays, et qui montre un colosse traîné par un très-grand nombre de bras, on voit un homme qui frappe des mains pour diriger le travail et paraît chanter. Ces chansons, que je me fais traduire par Soliman, sont souvent insignifiantes et quelquefois gracieuses. Elles sont en général très-courtes et composées d'un seul couplet, que nos Arabes répètent sans se lasser pendant des heures entières.

Un petit garçon s'est approché de la barque en chantant. Il disait au capitaine : « O reis! mon petit reis, ma mère est accouchée d'un enfant, quel nom faut-il lui donner? » C'est l'usage qu'on demande ainsi au voyageur son nom pour le nouveau-né : coutume naïve qui associe l'étranger aux joies de la famille. Il laisse en

passant un souvenir de lui à ceux qu'il ne reverra plus. On a bien besoin de quelques épisodes gracieux de cette nature pour ne pas se sentir écrasé par le spectacle de misère qu'on a devant les yeux dès qu'on met le pied sur le rivage. J'ai déjà dit la condition des fellahs, qui portent les charges de la propriété sans en recueillir les bénéfices, et n'ont pas la consolation de la pauvreté dans les beaux climats, le loisir. Sans cesse le fellah est exposé au bâton des agents d'un pouvoir qui semble avoir pris pour devise ce proverbe russe : « Un homme battu vaut mieux que deux qui ne l'ont pas été. » Les huttes en terre sont basses et étroites ; ce sont des tombeaux de fange : aussi la condition du fellah est méprisée non-seulement par le Bédouin, libre citoyen du désert, mais par l'artisan des villes. De cette misère résulte un grand abaissement moral. Tout fellah est mendiant. C'est bien autre chose qu'en Italie, où cependant j'ai vu un bourgeois romain mendier à domicile, et, assis sur sa porte, tendre la main à l'étranger qui passait, où sans cesse les abbés et les gentlemen à qui vous demandez votre chemin, qui se plaisent à vous accompagner, à vous donner des renseignements sur les lieux célèbres, à vous faire admirer les beautés de la nature et de l'art, interrompent brusquement leur instructive conversation pour vous demander l'aumône. Ici le cri de *bakchich! bakchich!* (cadeau) retentit de toutes parts; les enfants qui savent à peine parler le balbutient du plus loin qu'ils aperçoivent un étranger, quoiqu'ils sachent bien que l'étranger ne se dérangera pas de son chemin pour aller leur porter le *bakchich*. C'est une habitude qu'on ne saurait, à ce qu'il paraît, leur donner de trop bonne heure, et qu'ils se garderont de perdre jamais.

Tout est permanent sur cette immobile terre d'Égypte. L'habitant des rives du Nil a beaucoup gardé de ses ancêtres. J'ai indiqué chez les Cophtes quelques-unes de ces curieuses ressemblances des usages antiques et des usages actuels; on peut en signaler d'autres chez les fellahs et montrer par là que ceux-ci appartiennent au moins en grande partie à la vieille souche égyptienne. Plusieurs de ces curieux rapports ont été remarqués par d'autres voyageurs; quelques-uns n'ont été, que je sache, relevés nulle part. En voyant le simple repas de nos matelots, la frugalité des Égyptiens me revient toujours en mémoire. Leurs descendants boivent de la bière comme eux en buvaient au temps d'Athénée et d'Hérodote. Un trait de caractère bien frappant des anciens Égyptiens, c'est cet étrange point d'honneur qu'ils mettaient à ne vouloir payer l'impôt qu'après avoir reçu un certain nombre de coups de bâton. Il en est exactement de même aujourd'hui, et Ammien Marcellin, qui nous apprend cette particularité, semble avoir copié un touriste du XIXe siècle. Du reste, aux deux époques, c'est un lamentable effet de l'oppression. L'Égyptien d'aujourd'hui, comme l'Égyptien d'autrefois, comme le juif du moyen âge, prolonge le plus longtemps qu'il peut une résistance qu'il sait être inutile; c'est son amour-propre et sa vengeance d'esclave de faire attendre ce qu'il ne peut refuser.

Le penchant au vol est aussi un penchant que développe la servitude. Pourquoi celui dont la propriété n'est pas assurée respecterait-il la propriété d'autrui? Mais, entre tous les peuples, celui-ci semble avoir une vocation particulière pour le larcin. L'adresse des voleurs égyptiens est depuis longtemps célèbre. Hérodote en rapporte plusieurs exemples, parmi lesquels brille au premier rang l'histoire des deux frères qui pénètrent dans le trésor du roi Rampsinite, et dont l'un, pris au piége, conseille à l'autre de lui couper la tête et de l'emporter pour éloigner tout soupçon de complicité. C'est certainement une des plus belles histoires de voleurs qu'il y ait : aussi a-t-elle été souvent reproduite; Pausanias l'entendit raconter avec peu de changements en Béotie; enfin elle est arrivée jusqu'au moyen âge et a formé le sujet d'un fabliau. Ce n'est pas la seule allusion qu'Hérodote fasse au penchant des anciens Égyptiens pour le vol. Les pharaons eux-mêmes n'en étaient point exempts, et il ne

faut pas oublier quel métier Amasis, usurpateur il est vrai, avait fait avant de monter sur le trône.

Les Égyptiens passaient pour être peu belliqueux au temps de la domination romaine; aujourd'hui ils ne semblent pas plus disposés à faire la guerre. Partout on voit des fellahs qui se sont coupé un doigt ou arraché un œil pour ne pas servir ; mais ces tristes ruses sont inutiles, et le pacha trouve moyen d'employer ceux qui en font usage.

Ce qui est plus durable encore que les mœurs, ce sont les traditions religieuses. Quelques traces de l'ancien culte égyptien se sont conservées chez les fellahs depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. Au grand mât de notre barque est suspendu le corps d'un épervier qui doit protéger notre voyage. N'est-ce pas une momie d'Horus, le dieu Soleil, figuré sur les monuments par l'hiéroglyphe de l'épervier, qui est en général l'hiéroglyphe de la Divinité? Le serpent est un autre signe hiéroglyphique de l'idée de Dieu; encore aujourd'hui les femmes égyptiennes rendent un culte au serpent et s'adressent à lui pour devenir fécondes. Cette fascination par le regard qui, depuis Théocrite et Virgile, est un article de foi chez les peuples de l'Europe méridionale, cette puissance du mauvais œil, dont Soliman me raconte chaque jour quelque effet extraordinaire, est peut-être une superstition égyptienne ; aurait-elle pour origine l'œil sacré qui figure dans le nom d'Osiris ? Il faut se rappeler qu'Osiris est autant un dieu infernal qu'un dieu céleste, et qu'en conséquence son œil peut bien être le mauvais œil, l'œil funeste dont un regard donne la maladie ou la mort. En même temps ce peut être aussi l'œil lumineux et vivifiant de l'Osiris céleste, du soleil qui éloigne tous les maux et tous les dangers. Pris ainsi comme symbole favorable, l'œil figure souvent dans les inscriptions hiéroglyphiques et a peut-être passé de là sur les barques des mariniers de la Méditerranée, surtout de l'Archipel grec, où on le voit encore. Du reste, l'ancien culte de l'énergie vitale et fécondante de la nature, représentée sur les monuments par les symboles les plus expressifs, mais sans intention licencieuse, cet ancien culte de la nature et de la vie n'a laissé que trop de traces dans les réjouissances populaires des Égyptiens modernes, et surtout dans leurs danses. L'extrême indécence de celles auxquelles se livrent si volontiers les matelots du Nil (1) s'explique peut-être historiquement par une origine sacrée et un symbolisme, sinon très-spiritualiste, au moins sérieux, dont les signes extérieurs subsistent, mais dont le sens à coup sûr est perdu.

7 janvier.

La barque de nos amis ne nous a pas rejoints hier ; la nôtre marche mieux : il faut donc un peu de bonne volonté pour pouvoir se retrouver le soir. Soliman a mis dans sa tête de nous séparer; il y a réussi pour aujourd'hui. Soliman sait merveilleusement s'y prendre pour nous faire faire sa volonté. Souvent j'admire ses savantes combinaisons et les détours infinis par lesquels il arrive à son but. Soliman me fait comprendre ces Orientaux qui, sortis des rangs inférieurs de la société, sont devenus des ministres habiles. Avec l'adresse qu'il déploie pour les petites choses, il aurait pu faire marcher les plus grandes; il y a l'étoffe d'un diplomate dans ce Figaro arabe.

A peine levés, nous mettons pied à terre, et nous allons dans un bois de palmiers respirer la fraîcheur fugitive du matin. Des femmes s'acheminent vers le fleuve, portant sur leur tête des vases à base très-étroite qui ressemblent à des amphores. Les

(1) Ces danses sont, je crois, fort semblables à celles qu'exécutaient les mimes dans la Rome impériale. Il est à remarquer que le plus célèbre d'entre eux, Bathylle, était Égyptien.

tourterelles roucoulent sur les arbres. Un homme parle très-haut à un paysan, et semble le menacer; c'est un collecteur qui réclame l'impôt. Soliman nous dit : « D'abord on paye pour la terre, puis on doit tant d'œufs pour chaque poule, tant de beurre pour chaque femelle de buffle. Les femmes sont bien heureuses, elles ne payent rien. Il y a quatre ou cinq ans, elles payaient par jour cent vingt petits cordons de laine filée. Cet impôt a été aboli depuis l'établissement des manufactures. » Les manufactures auront donc été bonnes à quelque chose. Nous rencontrons des gens qui tirent de l'eau. » Ils ont tort de travailler, dit froidement Soliman. — Pourquoi?—Voyez-vous ce champ? c'est de l'orge; eh bien ! quand l'orge aura été recueillie, la paille d'un côté, le grain de l'autre,... on la prendra. »

Enfin voilà un monument égyptien et des hiéroglyphes. Ce monument n'est pas bien considérable, c'est une chapelle creusée dans le roc; le lieu s'appelle *Babayn, les deux portes*, et ne doit pas ce nom, je pense, à la double entrée d'un portique maintenant détruit, comme le veut M. Wilkinson, mais bien à deux grandes ouvertures taillées dans le roc, et qui sont comme des portes gigantesques. J'ai demandé à M. Durand de les dessiner. La scène représentée sur les parois du rocher retrace, comme c'est l'ordinaire dans les chapelles et dans les temples, des offrandes faites à diverses divinités. Ici l'offrant est Menephta II, fils et successeur de Sésostris (1).

Après avoir copié tout ce que j'ai pu lire des inscriptions hiéroglyphiques du *spéos* (2), je n'ai pas dédaigné une autre inscription gravée sur le rocher en petits caractères, et dont les inégalités de la pierre rendent la lecture assez difficile. Cependant, avec un peu de patience, je suis parvenu à m'assurer du sens de l'inscription. Elle contient les noms d'une famille qui paraît avoir été vouée à Ammon. Cette famille se composait d'un prêtre de ce dieu, d'un autre personnage prêtre d'Ammon et de Phta, d'une femme qui était l'épouse de l'un et la mère de l'autre. La femme est dite *habitante de la grande demeure d'Ammon*. On a soin de mentionner que sa mère, sa grand'mère, son aïeule et sa bisaïeule étaient consacrées à diverses divinités. J'ai transcrit avec assez de peine cette inscription négligée par mes devanciers, car j'attache toujours un grand prix à ce qui me fait pénétrer dans les détails de la vie privée chez les anciens Égyptiens. Ici je vois les membres d'une famille vouée au culte d'Ammon, qui viennent écrire pieusement leur nom à la porte de ce petit temple. En présence de ces cinq générations de femmes consacrées à la divinité, j'imagine quelque chose de semblable aux saintes femmes de la famille d'Arnaud ou de Racine à Port-Royal.

On n'ose rien signaler à l'admiration des voyageurs, car c'est exposer ce qu'on cite à être détruit. M. Wilkinson avait loué avec raison deux jolis chats placés dans un bas-relief coloré aux pieds de la déesse Athor. Cette louange a été funeste à l'un d'eux. Un touriste, découvrant dans le livre de M. Wilkinson le mérite de ce qu'il avait sous les yeux, a volé l'animal sacré. L'autre chat, qui faisait le pendant du premier, reste encore. Peut-être, en disant à mon tour qu'il est dessiné avec beaucoup d'esprit, je l'expose au même sort que son compagnon; mais, si je dois être ainsi la cause innocente du mal, je me donne au moins la consolation de maudire d'avance celui par qui le mal arrivera. Comme l'a dit M. d'Estourmel, mutiler les monuments de l'Égypte, ces monuments qui sont des livres, c'est recommencer à la fois Érostrate et Omar. J'aime à citer ce spirituel voyageur, qui sait donner aux récits les plus fidèles tout le piquant de la meilleure conversation. Je sais par une expérience de

(1) J'ai indiqué ailleurs (lettre à M. Villemain, *Journal de l'Instruction publique*, 22 mars 1845) ce qui m'a semblé une erreur de M. Wilkinson, qui voit les noms de deux rois là où je n'ai pu voir que le nom et le prénom bien connus de Menephta II.

(2) Temple-grotte creusé dans l'intérieur d'un rocher ou d'une montagne.

tous les jours que son ouvrage a, entre autres mérites, le mérite bien rare de pouvoir être lu avec agrément et utilité dans les lieux mêmes qu'il décrit.

8 janvier.

Nous sommes à la hauteur de Téhneh; nous ne passerons pas devant ce lieu sans nous y arrêter. Il y a là une question à vider entre M. Wilkinson, qui, dans une inscription dédicatoire adressée à Isis, lit *mochiadi,* et M. Letronne, qui lit, au lieu de *mochiadi, lochiadi.* La lecture proposée par M. Letronne offre un sens fort plausible, celui de « déesse qui préside aux accouchements. » La rectification est donc très-ingénieuse et très-vraisemblable. Cependant, si *le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable,* le vraisemblable n'est pas toujours vrai, et il nous est impossible de ne pas joindre notre voix à la voix de ceux qui ont lu *mochiadi.* Sur un pan de rocher, on voit représenté le petit-fils de Sésostris, Rhamsès Meiamoun, qui fut, comme son aïeul, un puissant monarque et un conquérant. Peut-être a-t-il fait ouvrir les vastes carrières qui sont près d'ici, peut-être a-t-il fondé la ville d'Achoris, dont les débris gisent au pied de la montagne. Ce sont des collines, on pourrait dire des flots de décombres, les vagues noires d'une mer de ruines. Partout on marche sur les briques et les débris de poterie brisée. Nestor l'Hôte pense que la ville d'Achoris a succombé à une destruction soudaine et violente, car nul monument n'est debout. Un grand nombre de tombes, creusées dans la montagne, n'offrent aucune image ni aucun hiéroglyphe. Peut-être n'ont-elles jamais été terminées, et formaient-elles comme la réserve funéraire d'une ville dont les habitants, soudainement détruits, n'auront pu, comme le dit Bossuet des rois qui ont élevé les pyramides, *jouir de leur sépulcre.*

9 janvier.

Nous voici à Miniéh; c'est depuis le Caire la ville la plus considérable que nous ayons trouvée. Ici, j'ai profité pour la première fois des bienfaits de l'organisation postale créée par Méhémet-Ali. Les employés fumaient dans la rue. Il fallait peser les lettres, car elles se payent au poids; l'administration en plein air n'avait point de balances; nous nous sommes transportés, dans le bazar, chez un épicier qui en était pourvu. On a pesé la lettre, on a écrit en arabe l'adresse de mon correspondant du Caire, j'ai payé le port et j'ai demandé timidement si je pouvais espérer que ma missive partirait bientôt. « Il est trop tard pour aujourd'hui, m'a-t-on dit; mais elle partira par le courrier de demain. » En effet, le service de la poste se fait régulièrement et quotidiennement dans toute l'Égypte. Il n'est point de village où l'on ne puisse mettre chaque jour une lettre à la poste pour le Caire. Des paysans parcourent rapidement un petit espace et se transmettent ainsi, de main en main, la correspondance. En lisant les plaintes qu'arrachait sans cesse à Champollion la difficulté des communications épistolaires avec la France, on ne peut s'empêcher de remercier Méhémet-Ali, auquel on doit de pouvoir chaque jour donner de ses nouvelles aux siens et en recevoir de ceux qu'on aime.

A côté de ces bienfaits de la civilisation européenne transportés au cœur de l'Afrique, nous avons sous les yeux un exemple de l'incurie profonde de l'administration égyptienne. Depuis quelque temps, le quai de Miniéh a été emporté par le fleuve; il ne reste plus qu'un passage étroit où la foule se presse et où j'ai vu passer des aveugles. En un endroit où le chemin est interrompu par un éboulement, on ne peut continuer sa route qu'en se cramponnant au mur et en mettant le pied sur un lambeau de terre qui n'est pas encore tout à fait détaché, et la foule va ainsi dans deux

sens opposés. Il paraît que l'autorité locale ne trouve un tel chemin ni incommode ni dangereux.

10 janvier.

J'ai visité aujourd'hui les tombeaux de Zaouet-el-Meyeteyn et de Koum-el-Ahmar. Les tombeaux égyptiens sont toujours pour moi d'un grand intérêt; ils m'offrent des tableaux de la vie intérieure, accompagnés d'inscriptions dans lesquelles l'hiéroglyphe et la peinture s'expliquent réciproquement. Champollion a fait parmi ces tableaux un choix judicieux, mais restreint. J'ai vu avec plaisir que là même où cet homme de génie a passé on pouvait encore trouver quelque chose à copier après lui. Il ne faut pas croire que Champollion ait fait dessiner tout ce qui nous intéresse aujourd'hui. Quand il vint dans cette Égypte dont il avait retrouvé la langue et l'écriture, dont il commençait à retrouver l'histoire et la chronologie, il avait tout à faire, les plus grandes choses l'attendaient. Il ne pouvait, il ne devait pas s'attacher à des détails qui ont pris, grâce à ses travaux mêmes, une importance entièrement nouvelle. Il y a donc à recueillir après lui ce qu'il a bien fait de négliger alors et qu'il ne négligerait peut-être pas aujourd'hui. Je ne puis entrer ici dans le détail de quelques rectifications de sens que je crois devoir apporter aux interprétations que Rosellini a données de plusieurs inscriptions de Zaouet-el-Meyeteyn et de Koum-el-Ahmar; le lecteur prendrait peu de plaisir à ces discussions philologiques. J'ai voulu seulement qu'il eût une idée de ce qui reste à faire en Égypte.

A côté des tombeaux que nous venons de visiter et qui formaient une antique nécropole, peut-être celle d'Alabastron, s'élève la nécropole moderne de la ville de Miniéh. On sait que, dans l'ancienne Égypte, près de la ville des vivants était toujours la ville des morts. En général, la seconde était séparée de la première par le Nil, comme à Thèbes. Eh bien! ici le lieu de sépulture est aussi de l'autre côté du fleuve. L'usage actuel de porter les morts à leur dernier asile dans une barque, au milieu des hurlements des femmes qui répandent de la poussière sur leurs cheveux, présente un tableau tout égyptien et que reproduisent souvent les anciennes peintures funèbres. A certains jours de l'année, les habitants de Miniéh vont visiter les sépultures. A côté de chaque tombe est une petite chambre surmontée d'un dôme, qui rappelle les chambres funéraires creusées dans le roc. Nous avons donc ici une véritable nécropole moderne, analogue aux nécropoles antiques de l'Égypte, et qui nous montre les vieux rites funèbres se continuant au sein d'un autre âge et d'une autre religion.

11 janvier.

La journée d'hier était brûlante, comme nous l'avons bien senti en errant dans les carrières de Koum-el-Ahmar. Aujourd'hui je me réveille avec un sentiment de froid. Avant le lever du soleil, de magnifiques teintes rouges annonçaient un jour très-chaud, puis le ciel s'est couvert de nuages. A l'horizon se montrent des teintes grises qui semblent annoncer la pluie. Les palmiers sont comme dépaysés depuis que la lumière ne joue plus entre leurs feuilles; ils semblent avoir changé de forme et de couleur : on dirait des arbres du Nord. Nous traversons une embouchure de canal embarrassée de troncs renversés. Les matelots descendent dans l'eau; leurs membres noirs grelottent. Puisque je retrouve encore une fois en Orient l'impression du Nord, je vais lire *le Divan* de Goethe pour que le Nord me rende l'Orient.

C'est après Miniéh qu'on commence à voir des crocodiles. Un peu au-dessus de la ville est le tombeau d'un santon qui leur a défendu de passer outre, et ils obéissent.

Avant que le santon eût prononcé son arrêt, les crocodiles descendaient beaucoup plus bas, car, vers le temps d'Alexandre, des crocodiles dévorèrent plusieurs soldats à l'embouchure du Nil. D'autres animaux, tels que l'hippopotame, qu'on voyait autrefois en Égypte, ont remonté vers le sud, et ne se trouvent plus aujourd'hui qu'en Abyssinie. M. Caillaud n'a rencontré qu'en Nubie l'ibis noir et le scarabée sacré, objets du culte des anciens Égyptiens. L'apparition des crocodiles est un incident notable dans le voyage du Nil. Dès ce moment, on est aux aguets pour les découvrir sur les îlots de sable, où ils gisent au soleil, semblables de loin à des troncs d'arbres mal équarris. Les études importantes de Geoffroy Saint-Hilaire sur ces terribles reptiles donnèrent aux Anglais l'idée de représenter dans une caricature ce savant illustre apprivoisant des crocodiles. C'était, du reste, un art connu dans la haute antiquité. Les Tentyrites y excellaient. Il y avait chez les Romains des *mansuetarii* qui se baignaient impunément au milieu des crocodiles. Nous pouvons le croire; nous avons bien vu d'autres *mansuetarii*, Martin et Carter, jouer avec des tigres et des lions.

12 janvier.

Nous approchons d'un endroit un peu périlleux, nommé Aboukéda. Là, les contours du Nil et les montagnes qui le dominent produisent dans l'atmosphère des courants capricieux, qui changent brusquement de direction avec le fleuve, ou lorsqu'on dépasse tel ou tel promontoire. La montagne d'Aboukéda présente, ce qui est rare en Égypte, des couches violemment tourmentées. Décidément, Typhon a passé par ici. Je ne sais ce qu'auraient fait pour le désarmer des Égyptiens du temps de Sésostris; mais nos matelots ont un moyen sûr d'écarter les mauvaises chances de notre voyage, ils font un *zikr*.

C'est une étrange chose qu'un zikr! Imaginez une douzaine d'hommes assis en rond, qui commencent par balancer gravement la tête en avant, en arrière, de droite à gauche, en disant avec beaucoup de gravité : « Al-lah! Al-lah! » Ce mot sacramentel, constamment répété, est comme une basse continue, tandis qu'une voix plus claire chante une prière et forme le dessus dans ce singulier concert; peu à peu le refrain se précipite et devient saccadé, les hochements de tête s'accélèrent; bientôt le cri Al-lah! sort des poitrines oppressées comme le hurlement d'une bête féroce ou le râle d'un moribond. Les mouvements convulsifs et les exclamations furieuses se succèdent avec une rapidité toujours croissante. Le progrès de cette excitation frénétique fait frémir; il semble qu'elle ne peut continuer sans briser ceux qui l'éprouvent, et que, d'autre part, il leur est impossible de s'arrêter. Ils ne s'arrêtent enfin que quand l'un d'entre eux est pris de convulsions épileptiques. Alors les autres se jettent sur lui, le saisissent et finissent par le calmer. Cette bizarre dévotion fait comprendre les contorsions furieuses, les emportements insensés qui accompagnaient certains cultes de l'antiquité, la danse des prêtres de Cybèle, le délire de l'*orgie;* mais il ne faut pas remonter si haut pour trouver des faits analogues à ce que nous avons sous les yeux. Voici les exercices religieux auxquels se livraient, il n'y a pas beaucoup d'années, des sectaires chrétiens dans l'Amérique du Nord : « On commence par balancer la tête *en avant et en arrière, de droite à gauche,* puis le mouvement devient plus rapide, jusqu'à ce qu'on soit jeté violemment contre terre ou qu'on se mette à bondir comme un ballon (1). »

Ce qui m'a frappé chez ceux qui prenaient part à ces bizarres exercices de dévotion, c'est le mélange d'une raillerie irréligieuse avec les manifestations d'une exal-

(1) Power. *Essay on the influence of the imagination over the nervous system.*

tation qui touche au délire. Tandis que l'un d'entre eux était agité de convulsions extatiques, les autres plaçaient devant ses yeux des feuilles de salade et lui disaient en riant : « Frère, vois-tu les jardins de Mahomet? » En somme, nos matelots m'ont paru très-peu dévots. Ils trouvaient notre rhum fort de leur goût, ne faisaient nulle difficulté de nous en demander, et savaient fort bien se passer de notre permission pour en boire. Quand Soliman faisait sa prière, il était presque toujours interrompu par les plaisanteries et les rires des matelots, qui cependant priaient aussi, surtout quand ils prévoyaient quelque danger. D'après ce que j'ai vu en Égypte et en Turquie, je serais porté à croire que, dans ces deux pays, la pratique de la religion musulmane n'est plus qu'une habitude dont on se moque en lui obéissant. Cette contradiction étrange entre la docilité de la pratique et le mépris de l'intelligence peut durer longtemps ; mais un culte qui en est atteint est blessé à mort.

13 janvier.

Du reste, le zikr nous a réussi. Nous avons franchi sans accident la terrible pointe d'Aboufféda. Au moment où le jour va finir, nous nous trouvons comme au milieu d'un grand lac fermé de toutes parts, puis le Nil reprend l'aspect d'un fleuve. Nous glissons, poussés par un vent égal et doux : c'est le vent du nord, et cependant son haleine n'a rien de rude; elle est légère et caressante. Des feux s'allument sur le rivage; l'un de ces feux semble se diriger vers nous : c'est un petit bateau qui descend le Nil. La barque de nos amis est proche, nous entendons leurs voix. La nuit est déjà venue, et le jour n'est pas tout à fait évanoui. Voilà un de ces moments dont on ne saurait exprimer le charme, et qui sont les meilleurs d'un voyage. On goûte une douceur infinie à se laisser vivre, à être porté sur les flots, poussé par la brise. Le sentiment qu'on éprouve n'a pas de forme et pas de nom ; il se concentre dans le cri d'un oiseau, dans l'apparition d'une étoile. La pensée, qui semble assoupie, est légère et rapide comme un oiseau qui planerait en dormant. On se sent loin du monde, et près par le cœur de ceux qu'on aime. J'en étais là de ma rêverie, quand on m'a crié : « Manfalout! » Nous passons devant cette ville sans nous y arrêter; elle n'offre rien de curieux pour nous. Si le vent continue à nous être favorable, nous serons demain matin à Syout, l'antique Lycopolis.

14 janvier.

Ici, au cœur de l'Égypte, on trouve encore un souvenir de la culture grecque d'Alexandrie. Au v[e] siècle, un poëte alexandrin, un faible imitateur d'Homère, Coluthus, naquit à Syout, qui s'appelait alors Lycopolis. Plotin était aussi de Lycopolis. Aujourd'hui Syout ne donne plus au monde des poëtes et des philosophes, mais elle fournit le Caire d'eunuques, dont il existe ici une exécrable manufacture exploitée, hélas! par des moines cophtes qui se disent chrétiens. Le nombre des victimes va, dit-on, jusqu'à trois cents par année.

Comme le vent du nord, qui est nécessaire pour remonter le Nil, va bientôt cesser de souffler, nous avons eu le courage de passer sans nous arrêter devant les curieuses grottes de Beni-Hassan, et de remettre à notre retour la visite que nous leur devons. Aujourd'hui le calme me permet de m'arrêter à Syout et de voir des hypogées bien moins conservés que ceux de Beni-Hassan, mais précieux pour moi en raison de leur délabrement même qui les a fait négliger par Champollion et par Nestor l'Hôte. J'ai d'abord visité la plus grande des grottes funèbres. Ce devait être une magnifique sépulture, à en juger par ses dimensions et par la grâce des ornements dont on aperçoit les restes ; aussi appartenait-elle, comme je m'en suis assuré, à un person-

nage important qui joignait à plusieurs titres bien connus un titre plus rare et que je ne me souviens pas d'avoir rencontré jusqu'ici : c'est celui de *prêtre du Nil supérieur*. Le Nil supérieur avait donc des prêtres spécialement consacrés à son culte. Ce culte était bien placé à Syout, qui est aujourd'hui la capitale de l'Égypte supérieure. Dans une autre grotte, j'ai trouvé deux fois le nom de la ville écrit en hiéroglyphes, Ci-ou-t (1). Ce nom fait partie d'une inscription qui contient aussi un cartouche royal ancien, ce qui prouve que le nom actuel de la ville remonte aux vieux temps pharaoniques.

Je suis revenu de ma course aux hypogées seul sur mon âne, demandant comme je pouvais mon chemin en arabe. Je suivais des haies verdoyantes et des allées de saules un peu jaunis. La douceur de la température et l'aspect du pays me rappelaient la France, mais la France de septembre et non celle de janvier.

15 janvier.

Délicieuse journée de paresse que j'ai passée presque tout entière à l'orientale, couché sur des coussins, fumant le narguilé, buvant de l'orangeade et déchiffrant en arabe les aventures de Sindbad le marin! On me montre en passant un village dont les habitants ont servi d'exemple à quiconque oserait toucher aux voyageurs. Une barque qui portait des Anglais avait été pillée, les passagers massacrés. Quarante habitants du village périrent dans les supplices. Il y eut sans doute bien des innocents frappés; il est douloureux de penser que c'est à de pareilles barbaries que nous autres voyageurs, qui, après tout, pourrions bien rester chez nous, devons de pouvoir glisser paisiblement sur le Nil en regardant le ciel et en fumant notre narguilé comme je le fais aujourd'hui.

Après un vrai jour d'Égypte, voici un soir qui est presque un soir du Nord. Des nuages se montrent à l'horizon; la lune sort de leurs flancs noirs telle qu'une lune d'Ossian, et laisse tomber sur l'eau sombre des lames d'argent pareilles à celles qui brillent sur un cercueil.

16 janvier.

Cet hiver est un hiver extraordinaire et très-rigoureux pour le pays, ce qui n'empêche pas des journées comme celle d'hier; mais ce matin le ciel est couvert, chose rare ici. Le soleil se fait sentir quelque temps avant de paraître. Il suffit qu'il se laisse apercevoir pour qu'on reconnaisse sa vigueur. Il se cache de nouveau ; on le voit blanchir à travers des nuages grisâtres. Les escarpements de la rive sont pittoresques et mieux déchirés qu'à l'ordinaire. Au bas s'étend comme un golfe de sable; des torrents de sable descendent des ravins qui sillonnent les rochers. Ces torrents arides sont alimentés par la mer de sable qui est derrière les montagnes et qui s'épanche par-dessus leurs cimes. Le désert déborde et envahit. Il donne sa couleur aux flots jaunâtres du Nil. Aujourd'hui point d'oiseaux ; tout est morne. Le ciel est pâle; c'est le ciel que j'ai vu aux confins de la Laponie, vers la fin d'août, comme il allait neiger.

Soliman me parle encore de la misère du peuple. Un homme de la campagne qui va s'établir à la ville continue à payer comme habitant de son village et paye comme membre de la corporation dans laquelle il doit entrer. Les corporations supportent toujours une taxe égale, sans qu'on tienne compte des décès qui surviennent dans leur sein. Les impôts sur les métiers s'afferment; le gouvernement est pour celui qui

(1) Et non *ssout*, comme lit M. Wilkinson, t. II, p. 85. Le canard doit se prononcer *ci*.

offre le plus. Les prix exorbitants de ce fermage n'empêchent pas les traitants de gagner. Le gouvernement fait payer l'impôt d'avance, et dit aux contribuables : Je vous devrai ; mais c'est un débiteur difficile à poursuivre. Tous les traitements civils et militaires sont arriérés; les soldats, à qui on doit leur paye, vont la vendre à des juifs pour le tiers de sa valeur, car l'Arabe dit : Aujourd'hui j'ai mangé et bu, Dieu aura soin du lendemain.

17 janvier.

Nous faisons le tour de la ville d'Akhmin pendant qu'on renouvelle nos provisions; mais nous ne visiterons pas maintenant le peu d'antiquités qu'elle renferme, et qui la plupart sont du temps des Romains : nous sommes trop près de Thèbes, et le vent est trop favorable. L'intérieur de la ville présente un aspect misérable. Le bazar est couvert de lambeaux, de guenilles. La seule rencontre que nous fassions dans les rues assez solitaires est celle d'un homme déjà couché sur le ventre et prêt à recevoir la bastonnade. Nous entrons dans une petite église cophte ; un tableau me frappe ; les noms de la Vierge, de l'enfant Jésus, des archanges Gabriel et Raphaël y sont écrits en arabe. Un sujet fréquent dans les peintures égyptiennes, la *pesée des âmes après la mort*, a été ramené là par l'art chrétien, qui l'avait adopté au moyen âge. Singulier retour des imaginations humaines ! Que de chemin à travers les siècles sans sortir d'une idée !

La chaleur est revenue. Nous voyons des crocodiles et des palmiers-doum. C'est la haute Égypte. Un souffle suave enfle notre voile. Nous approchons de Thèbes; nous y serons peut-être demain.

18 janvier.

Un calme maudit nous arrête. Thèbes semble fuir devant nous. Le ciel se voile encore une fois. Encore une promenade en France, parmi les ajoncs, au chant des coqs, au gloussement des poules , dans des îles qui ressemblent assez aux îles Saint-Denis. Nous enrageons d'être ainsi retenus, parce que Thèbes nous attend et parce que la saison nous presse d'arriver; sans cela, ces retards auraient leur charme. Plus tard, je ne serai pas fâché d'avoir été forcé de passer cette journée à muser aux environs d'un village égyptien. Ce sont les jours perdus qui comptent quelquefois le plus dans les souvenirs que laisse un voyage. Si on ne faisait que passer ou étudier, on ne garderait aucune impression des lieux. Il faut des jours vides d'action pour qu'ils puissent être remplis d'images; il faut s'être ennuyé dans un pays pour le bien connaître. A ce compte, je n'ai pas perdu ma journée.

Je soupçonne Soliman d'avoir mis dans sa tête que nous n'avancerions pas aujourd'hui. Après avoir marché quelques heures , nous avons attendu la barque; mais elle s'est gardée de nous rejoindre. Près du lieu où nous attendions était une de ces chapelles consacrées à la mémoire d'un saint musulman qu'on appelle un *santon*. La coupole blanche s'arrondissait gracieuse parmi les palmiers. J'ai vu avec un certain attendrissement la pauvre femme attachée à la chapelle remplir d'eau les cruches qui attendent le voyageur.

Soliman, qui veut nous empêcher de nous impatienter, se met en frais de détails sur les mœurs du pays. Quand on a du bien mal acquis, nous dit-il, on en donne une partie à des santons qu'on rassemble dans sa maison. Il appelle cela donner *une soirée*. Il nous raconte qu'il a divorcé d'avec sa première femme parce qu'elle est allée voir son père sans la permission de son mari. Il semble encore irrité en nous en parlant. Dans tout cœur musulman il y a une jalousie de tigre.

Nous entrons dans un village; c'est jour de marché. Les femmes sont voilées; une *almeh* seule, le visage découvert, marche effrontément à travers la foule. Cette nudité semble indécente par le contraste.

19 janvier.

Nous arrivons le soir devant Denderah, que son zodiaque a rendu si célèbre, et où pour la première fois nous allons voir un temple égyptien. Nous descendons à Kenéh, sur la rive droite du Nil, en face de Denderah. Là est un agent français, M. Issa; j'ai une lettre pour lui. M. Issa est un Arabe qui nous reçoit dans son intérieur purement arabe. Cependant, grâce au drogman, je puis combiner avec lui les moyens de me faire arriver mes lettres dans les différents endroits où je m'arrêterai. Je n'aurais jamais cru qu'on pût prendre de tels arrangements dans le voisinage de Thèbes; mais en ce genre je suis décidé à ne plus m'étonner de rien.

Kenéh est la dernière ville d'Égypte qui tienne encore au reste du monde; située au point où le Nil se rapproche le plus de la mer Rouge, à la hauteur de Cosseir, elle est le passage du commerce que fait l'Égypte avec l'Arabie et des pèlerins qui se rendent à la Mecque; au delà, il n'y a plus que les communications lointaines avec le Sennaar et l'Abyssinie. Ici commence cette série non interrompue de monuments qui part de Denderah, franchit à Syène les frontières de l'Égypte, et se prolonge dans la Nubie inférieure jusqu'aux colossales merveilles d'Ipsamboul.

20 janvier.

C'est un moment solennel dans le voyage d'Égypte, celui où l'on découvre le grand temple de Denderah. Les huit colonnes du portique apparaissent intactes, brillantes de couleurs que le temps n'a pas effacées, et surmontées de leurs chapiteaux étranges formés par des têtes de femmes à oreilles de génisses. Voilà une grande ruine parfaitement conservée, voilà un temple encore debout, peint et sculpté, couvert d'hiéroglyphes et de figures; je vois pour la première fois de l'architecture égyptienne, de l'art égyptien. Les pyramides, ce n'était pas de l'architecture et de l'art; c'était de la grandeur et de la force. Cependant il ne faut pas trop céder à cet enchantement produit par les premiers monuments qu'on rencontre et qui frappent vivement l'admiration neuve et vierge encore; il ne faut pas se laisser séduire au point de mettre, comme l'ont fait MM. Jollois et Devilliers, les monuments de Denderah au-dessus de tous les autres monuments de l'Égypte; il ne faut pas dire « qu'ils sont les plus parfaits sous le rapport de l'exécution, et qu'ils ont été construits à l'époque la plus florissante des siècles et des arts de l'Égypte. » Sans doute l'architecture que j'ai devant les yeux est admirable et ne diffère pas sensiblement de l'architecture des meilleurs temps de la civilisation égyptienne. Les Égyptiens reproduisaient fidèlement dans les constructions de l'âge le plus récent le type architectural des temps reculés. Toutefois, si de l'architecture on passe à la sculpture des bas-reliefs et des hiéroglyphes, on reconnaît bien vite l'immense infériorité du temple de Denderah comparé aux monuments anciens, par exemple, aux tombeaux voisins et contemporains des pyramides. Le dessin, loin d'être *plus gracieux et plus correct,* comme le veulent les savants que j'ai cités, est comparativement lourd et grossier. Il ne peut y avoir à cet égard nulle hésitation pour un œil non prévenu; mais les savants de l'expédition d'Égypte abordaient les monuments de Denderah avec des idées préconçues. Ce temple, qui contenait les fameux zodiaques où l'on voyait la preuve d'une antiquité de quinze mille ans, ce temple devait appartenir aux plus lointaines époques de cette science antique dont il retraçait pour eux les enseignements. En vain l'amoncellement moins

considérable du sol au pied de l'édifice et la fraîcheur des couleurs dont il est orné suggéraient à MM. Jollois et Devilliers la sage pensée d'une *antiquité moindre;* ils résistaient à ce témoignage des yeux et du bon sens comme aux avertissements du goût; ils déclaraient le temple de Denderah l'un des plus anciens, et mettaient ses sculptures au nombre des plus belles de l'Égypte.

Visconti, dirigé par le tact de l'antiquaire, Belzoni, averti par l'instinct du voyageur, Gau, éclairé par la sagacité de l'architecte, élevèrent des doutes sur l'antiquité prétendue du temple de Denderah. En 1821, M. Letronne, appuyé sur une inscription grecque, avait avancé que l'un des zodiaques de Denderah datait du temps de Tibère, et l'autre (celui qui est aujourd'hui à Paris) du temps de Néron. Enfin, le 16 novembre 1828, Champollion, deux heures après son arrivée, avait lu sur les murs du temple, à la clarté de la lune et à la lueur d'un falot, les noms de Tibère, de Claude et de Néron. C'en était fait, le prestige de la haute antiquité s'évanouissait. Le temple de Denderah appartenait à l'époque romaine, et Champollion, dans une lettre qui respire l'enthousiasme le plus vrai pour l'architecture de Denderah, n'hésitait pas à dire : « N'en déplaise à personne, les bas-reliefs sont détestables; » et il ajoutait à cette sentence très-méritée une distinction fine et juste : « La sculpture s'était déjà corrompue, tandis que l'architecture, moins sujette à varier, puisqu'elle est un *art chiffré*, s'était soutenue digne des dieux de l'Égypte et de l'admiration de tous les siècles. »

Ce temple était consacré à une déesse que les Grecs appelaient Aphrodite. Ce n'était point Isis, comme l'ont cru les savants de l'expédition d'Égypte, mais Athor, comme l'a facilement reconnu Champollion. L'erreur de ces savants était naturelle; les attributs de la déesse Athor étant très-semblables à ceux d'Isis, il serait souvent impossible de distinguer ces deux déesses, si leurs noms n'étaient écrits à côté d'elles en hiéroglyphes. Du reste, Isis et Athor étaient des divinités très-voisines, on pourrait dire identiques; elles offrent un des exemples les plus frappants de cette identité de type à laquelle une étude plus approfondie de la mythologie égyptienne ramènera, je pense, de plus en plus. Je crois que ce Panthéon compliqué et bizarre, mieux connu, se simplifiera et se réduira considérablement. Athor est, je pense, un autre nom d'Isis, comme le dit expressément Plutarque. J'ai pu reconnaître ici une identité plus nouvelle, et par conséquent plus curieuse, entre Athor et la déesse Pacht, la Bubastis des Grecs, qui est représentée d'ordinaire avec une tête de chat. Sur un des murs extérieurs du temple, au-dessus de la figure d'Athor, j'ai lu trois hiéroglyphes dont le sens était manifestement celui-ci : *La grande chatte.* Voilà donc Athor déjà reconnue identique à Isis, qui est ici assimilée à Pacht (1). C'est une preuve encourageante pour moi des lumières que l'étude des monuments et des hiéroglyphes dont ils sont couverts peut jeter sur la religion égyptienne. Ce fait, comme on voit, n'est pas sans importance, puisqu'il rapproche l'une de l'autre deux divinités qu'on avait toujours crues distinctes, et nous fait faire un pas vers l'identification des principales divinités féminines de l'Égypte.

J'ai mis le pied dans le temple avec ce sentiment de curiosité qu'inspire un objet nouveau pour les yeux et qui a longtemps occupé la pensée. Au-dessus de ma tête était ce fameux zodiaque du *pronaos*, que j'avais entendu citer si souvent dans les discussions académiques entre mes savants confrères Jomard, Letronne et Biot. Quoi qu'en puissent dire ceux qui tiennent encore pour l'antiquité du zodiaque, cette partie du temple ne saurait être plus ancienne que Tibère. L'inscription grecque qui nous apprend que, la vingt et unième année de Tibère, les habitants du lieu ont élevé ce *pronaos* ne peut laisser aucun doute à cet égard. Cette inscription porte encore

(1) Les jolis chats de Babayn dont j'ai parlé étaient aussi en relation avec la déesse Athor.

aujourd'hui l'empreinte de la haine populaire que souleva contre lui, il y a dix-huit cents ans, un préfet d'Égypte, Aulus Avilius Flaccus. Son nom, à demi effacé, ne se lit qu'à peine. M. Salvador pense que ce sont les juifs d'Égypte qui, dans une insurrection, s'efforcèrent d'abolir le nom d'un de leurs principaux persécuteurs (1). Sur la plate-forme du temple est la petite chambre d'où l'on a enlevé l'autre zodiaque, celui qui est maintenant à la Bibliothèque royale de Paris, et qui a fait encore plus de bruit que le zodiaque du pronaos.

Le zodiaque circulaire de Denderah fut découvert par Desaix, qui le signala le premier à l'attention de ses officiers. Il fut acheté fort cher sous la restauration (2), et devint alors le sujet d'un débat très-vif, auquel se mêlèrent les passions de l'époque. Les libéraux voltairiens voyaient dans l'antiquité prétendue de ce monument un triomphe de Dupuis et un démenti à l'Écriture ; les légitimistes orthodoxes voulaient que le zodiaque fût moderne, et se trouvèrent avoir raison. La critique de M. Letronne, peu suspecte de partialité, unie à la science nouvelle de Champollion, que certains regardaient avec quelque inquiétude, montrèrent surabondamment que ce zodiaque, dans lequel on voulait voir la représentation du ciel tel qu'il était plusieurs milliers d'années avant l'ère biblique de la création, avait été tracé sous Néron. Un épisode assez piquant de cette contestation n'a été mis en lumière que tout récemment par une révélation posthume.

A côté du zodiaque circulaire est une grande figure de la déesse Ciel, encore en place. Au pied de cette figure, on voit deux cartouches qui, ainsi que beaucoup d'autres, je ne sais pour quelle raison, sont restés vides. Ce vide déplut apparemment aux dessinateurs de l'expédition d'Égypte ; ils jugèrent à propos de le remplir par des hiéroglyphes de leur choix. Ce qu'il y eut de plaisant, c'est que, dans leur ignorance absolue du sens des signes qu'ils dessinaient, ils choisirent pour placer dans le cartouche vide un groupe d'hiéroglyphes qui exprime le mot grec *autocrator* (empereur), et qui eût été, s'il se fût trouvé là, la réfutation la plus complète de l'antiquité fabuleuse attribuée au monument. On ne saurait être mieux puni d'une infidélité de copie et se fustiger plus comiquement soi-même à son insu. Champollion reconnut que les cartouches en question étaient vides, et s'amusa beaucoup de la malencontreuse addition d'un mot grec faite à ce monument par ceux qui trouvaient absurde qu'on le crût postérieur à l'établissement des Grecs en Égypte ; mais alors Champollion n'était pas de l'Institut. L'ancienne expédition avait, dans le sein de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, des représentants respectables, qui n'auraient peut-être pas trouvé très-bon qu'on relevât le *blunder* de leurs collaborateurs, et la lettre écrite par Champollion à son frère ne fut pas publiée. Elle vient de l'être. Quelques voix se sont élevées pour soutenir que les cartouches en question étaient revêtus d'un enduit noir déposé par le temps, et sous lequel se trouverait peut-être l'inscription qu'on disait ajoutée par les dessinateurs. J'étais curieux de savoir ce qu'il en était. M. Durand et moi nous avons examiné les cartouches avec une grande attention, et nous pouvons affirmer qu'ils ne contiennent et n'ont jamais contenu aucuns caractères. La nouveauté du temple de Denderah est assez établie par les noms mille fois répétés de Tibère et de Néron, pour qu'on puisse se passer de cette preuve de plus.

Maintenant d'ailleurs que M. Letronne a établi l'origine grecque du zodiaque, il

(1) *Histoire de la domination romaine en Judée*, éd. Meline, Cans et comp., I, chap. V.—Le système si original de M. Salvador touche en quelques points à l'Égypte. J'aurai occasion de discuter plusieurs idées de cet écrivain.

(2) Et on refusa pour 300,000 francs la collection de Drovetti, la plus belle qui existe et qu'à notre honte a achetée le roi de Piémont.

ne peut plus être question de l'antiquité démesurément reculée des zodiaques de Denderah ; toutefois la discussion n'est pas moins vive pour s'être transportée sur un autre terrain. Il s'agit aujourd'hui , entre M. Biot et M. Letronne , de savoir si, comme le pense le premier, un état réel du ciel, à une époque déterminée, a été tracé au moyen d'une projection sur le planisphère de Denderah , ou bien si les figures et les groupes d'étoiles qui le remplissent n'ont aucune valeur astronomique et sont sans rapport avec un état réel du ciel; en un mot, si le zodiaque est un monument de la science, ou seulement une représentation mythologique. Ce débat entre deux savants illustres se rattache à deux manières différentes de considérer les antiquités égyptiennes : l'opinion de ceux qui croient que les Égyptiens ont connu la science proprement dite, et l'opinion de ceux qui ne le croient point. M. Biot est un esprit trop judicieux pour soutenir aujourd'hui les thèses chimériques de Dupuis et de Bailly, lesquelles d'ailleurs ne sont, je crois, nullement de son goût. Traitant lui-même assez légèrement la science égyptienne, il emploie les ressources que lui fournissent un esprit aussi ingénieux qu'il est élevé et une profonde connaissance de l'astronomie , pour amener ses lecteurs à comprendre comment, par des procédés très-simples, les Égyptiens ont pu arriver à des notions astronomiques plus relevées qu'on ne serait tenté de le croire. La question ainsi posée perd beaucoup de son importance historique. Il est sans doute intéressant d'expliquer comment les Égyptiens ont pu se passer, jusqu'à un certain point , de la science ; ce qui était vraiment important, c'était de savoir si, comme le pensaient Bailly et Dupuis, les hommes des temps anciens avaient pu s'élever jusqu'à elle. Quoi qu'il en soit, même en s'en rapportant complétement à M. Biot, en admettant sur sa parole, comme c'est un devoir de le faire pour les profanes, que les Égyptiens ont pu être, sans connaissances auxiliaires et sans instruments, de meilleurs astronomes qu'on ne le croirait, j'avoue que je conserve quelque doute sur la nature astronomique du zodiaque circulaire de Denderah. J'ai de la peine à m'expliquer pourquoi ce zodiaque, tracé de l'aveu de M. Biot au commencement de l'ère chrétienne, offrirait une représentation de l'état du ciel tel qu'il était sept cents ans auparavant. L'identification des étoiles du planisphère avec les constellations auxquelles M. Biot les rapporte ne me paraît point encore démontrée. Du reste, la discussion n'est pas fermée, et je suspends mon opinion jusqu'à la clôture des débats, heureux de n'être qu'auditeur ou tout au plus rapporteur dans un procès où je n'ai point de voix à donner, et où les illustres avocats ne peuvent être jugés que par leurs pairs, ce qui rend difficile la composition d'un tribunal compétent.

Pour moi , jusqu'à présent , j'incline beaucoup à voir, avec M. Letronne , dans les zodiaques de Denderah des tableaux analogues à ceux que présentent les tombeaux des rois à Thèbes , tableaux demi-funèbres , demi-astronomiques, ou plutôt astrologiques, dans lesquels les scènes de l'autre vie ont pour théâtre le monde des astres , et dans lesquels le soleil, la lune, les étoiles, figurent sous un rapport mythique plus que scientifique. En continuant mon voyage, je verrai si je trouve de quoi confirmer ces idées ou de quoi les combattre. Ce qu'il y a de certain, c'est que je suis provisoirement peu disposé à croire, comme MM. Jollois et Devilliers, que l'appartement du zodiaque ait été « un lieu consacré à l'astronomie et à la représentation des phénomènes terrestres qui se lient à ceux du ciel. »

Après avoir parcouru l'intérieur du temple, je fais le tour de ses murailles. Partout je lis les noms de Néron, de Tibère, de Caligula (Caïus). Parmi tous ces souvenirs romains, il en est un seul qui se rattache à l'époque grecque, c'est celui de Cléopâtre, et encore ce souvenir même n'est-il point étranger à l'influence romaine, car en regard de la figure de Cléopâtre on voit, sur la muraille extérieure du temple, le fils qu'elle eut de César; il porte ici le nom de Ptolémée César; les historiens anciens

l'appellent dédaigneusement Césarion. Cléopâtre, selon l'usage égyptien d'identifier toujours le souverain et la divinité, est représentée sous les traits d'Athor. C'est certainement un des résultats les plus piquants de la lecture des hiéroglyphes que de retrouver dans cette Athor colossale la sémillante amie de César et d'Antoine.

Derrière le grand temple d'Athor est le petit temple d'Isis, et un peu vers le nord un édifice que Strabon appelle *Typhonion*, et qui devait ce nom aux images d'un dieu difforme dans lequel on a voulu reconnaître le mauvais principe de la mythologie égyptienne, nommé Typhon par les Grecs; mais d'abord rien ne prouve que le grotesque dieu dont l'image est multipliée ici soit l'ennemi d'Osiris. Cette lutte d'Osiris et de Typhon, du bon et du mauvais génie de l'Égypte, qui représentait, dit-on, le combat de la force fécondante du Nil et de l'aridité du désert, cette lutte ne se retrouve point, à ma connaissance, dans les innombrables représentations mythologiques de l'ancienne Égypte. C'est là, je crois, une de ces interprétations philosophiques et physiques de la religion égyptienne, nées tard sous l'influence de l'esprit grec, et qui, sur la foi des écrivains grecs, se sont transmises jusqu'à nous. Je ne sais aucun personnage qui, dans la mythologie figurée sur les monuments égyptiens, joue le rôle de Typhon (1) en guerre avec Osiris.

Quel que soit du reste le personnage hideux dont les images décorent ou plutôt enlaidissent le petit temple appelé par Strabon un *Typhonion*, la destination de ce temple n'est pas douteuse depuis Champollion; il était consacré à la maternité de la déesse Athor, qu'on y voit allaitant son jeune enfant. Champollion a reconnu en Égypte plusieurs monuments de ce genre dont le nom égyptien, qu'il a su lire, était *Ma-Misi*, c'est-à-dire lieu de naissance. On y voit en effet la naissance et l'allaitement d'Horus. Les savants de l'expédition d'Égypte n'ont pas manqué de trouver ici des représentations astronomiques. Ils ont en partie raison. Horus est certainement le jeune soleil, mais est-il bien sûr que les différentes phases de l'année solaire soient figurées avec l'exactitude scientifique supposée par les savants français?

Denderah mériterait un plus long séjour; mais Denderah a le grand tort d'être à une journée de Thèbes. Le vent est favorable, comment résister? D'ailleurs j'y reviendrai.

Avant d'arriver à Thèbes, qui est le grand intérêt du voyage, à Thèbes où il y a tant à voir et qui peut faire tout oublier, j'ai voulu fixer les impressions recueillies depuis vingt jours en suivant ce fleuve que je n'ai pas quitté, sur lequel j'ai vécu, étudié, admiré, rêvé. Ces impressions se sont traduites spontanément en vers. Il y a longtemps que telle chose ne m'était arrivée; je me croyais défendu de ce danger de la jeunesse par la maturité des années; je me croyais à couvert sous mes hiéroglyphes : vaine erreur! j'ai succombé;... j'en demande pardon au lecteur. Si c'est un crime pour un membre de l'Académie des Inscriptions de faire des vers (2), et si je me suis rendu coupable de ce crime, je puis affirmer du moins que c'est sans préméditation.

(1) La déesse à tête d'hippopotame nommée Otph, ou Toph, a peut-être fourni la racine du nom de Typhon ; mais il serait difficile de reconnaître dans ce personnage féminin le Typhon des Grecs.

(2) L'honneur que vient de me faire l'Académie française peut être invoqué comme une circonstance atténuante.

LE NIL.

I

Dans ma barque étendu, le front vers les étoiles,
Je laisse aller mes vers au souffle de la nuit,
Au souffle qui murmure en jouant dans les voiles,
Au rivage qui passe, à l'onde qui s'enfuit.

Le Nil, c'est l'océan, et la brise inconstante
Nous pousse ou nous retient comme des mariniers;
Le Nil, c'est le désert; notre barque est la tente
Qui voyage ou s'arrête à l'ombre des palmiers.

Sans changer d'horizon et presque de rivage
On voit se succéder d'uniformes soleils;
Mais sans cesse un aspect du fleuve ou de la plage
Diversifie un peu ces bords toujours pareils.

Du chameau dans les airs la tête se balance;
Comme un serpent son corps, il courbe son long col.
Marchant à pas égaux d'un air de somnolence,
L'ombre de son profil s'allonge sur le sol.

Dans le sable mouillé, côte à côte, s'étendent
Les buffles au poil noir, au pas lourd d'éléphant.
Des femmes lentement vers la rive descendent;
Le front porte la cruche, et l'épaule l'enfant.

A terre, en cercle assis, les anciens du village
Fument silencieux, et seul un Bédouin,
La main sur son fusil, l'air dur, le front sauvage,
Suit de l'œil ces Français qui viennent de si loin.

Ici l'homme fut grand, on le voit à son ombre.
Le haillon qui le couvre avec grâce est porté,
Un fier regard se cache au fond de son œil sombre,
Et sous le dénûment perce la majesté.

Ce sont haillons de prince et misères divines;
C'est une robe d'or, mais elle est en lambeaux.
C'est encor l'Orient, mais il est en ruines;
Ce sont marbres encor, mais marbres de tombeaux.

La femme du fellah passe muette et fière,
D'un bracelet d'ivoire ornant son bras maigri,
Traînant d'un pas royal, à travers la poussière,
Le vêtement grossier qui cache un corps flétri.

Parfois le souffle heureux d'un art charmant décore
Ces huttes de limon où brûle le fumier;
Sur leur toit s'arrondit le toit du sycomore,
Et se balance au vent la tige du palmier.

Dans ma barque étendu, le front vers les étoiles,
Je laisse aller mes vers au souffle de la nuit,
Au souffle qui murmure en jouant dans nos voiles,
Au rivage qui passe, à l'onde qui s'enfuit.

II

Quand s'enflent doucement nos deux voiles croisées,
Qui ressemblent de loin aux ailes des oiseaux,
Et qu'en sillons mouvants légèrement creusées
Aux côtés de la proue on sent glisser les eaux ;

Quand, sous l'effort du vent, notre barque inclinée
Semble un gai patineur au pied capricieux
Qui sur l'eau tout à coup par l'hiver enchaînée
Trace négligemment des contours gracieux,

L'âme alors se ranime, et l'active pensée,
Comme le vent, la barque et l'horizon qui fuit,
Court agile et légère, et sa course pressée
Laisse loin la douleur qui haletant la suit.

L'âme semble flotter doucement dans le vide,
Quand la barque traînée avance d'un pas lent;
Le jour désoccupé coule pourtant rapide,
Comme le long du bord l'eau coule en gazouillant.

La nuit vient, le vent tombe, on s'abrite au rivage ;
Longtemps des matelots bruit le chant discord ;
Puis tout cesse, on n'entend qu'un cri triste et sauvage,
On charge les fusils, on se ferme, on s'endort,

Ou l'on veille écoutant le silence des plaines,
La voix du pélican qui s'éveille à demi,
Le chien qui jappe au seuil des cabanes lointaines,
Les murmures confus du grand fleuve endormi.

Je ne connaissais pas ces nuits étincelantes
Où l'argent fondu roule en fleuve au firmament,
Où brillent dans les flots les étoiles tremblantes,
Comme rayonnerait sous l'onde un diamant.

Cependant du sommeil on consume les heures
A contempler le cours lent et silencieux
Des mondes où pour l'âme on rêve des demeures,
Hiéroglyphes brillants des mystères des cieux.

Et des astres nouveaux, inconnus à l'Europe,
Versent pour nous leurs feux dans le champ sidéral.
Au sud, où resplendit l'étoile de Canope,
Nous regardons monter la Croix du ciel austral.

Et puis il faut saisir à sa première flamme
Ce soleil qui dans l'air fait chanter les oiseaux,
Qui fait dans notre sein chanter aussi notre âme,
Et rire la lumière à la face des eaux.

Quand le soleil penchant aux sommets luit encore,
Sur le bord de la barque il faut aller s'asseoir,
Voir le ciel qui blanchit comme ailleurs par l'aurore,
Et respirer à deux la pureté du soir.

Tout est beau sur le Nil, chaque heure a son prestige,
Ce monotone cours semble toujours nouveau ;
Le Nil mystérieux lui-même est un prodige ;
Nous voyons le géant, nul n'a vu le berceau.

Ce fleuve est fils du ciel, comme le dit Homère,
On le trouve plus vaste en remontant son cours ;
Seul il n'emprunte rien aux sources de la terre,
Seul il ne reçoit rien, seul il donne toujours.

Au temps marqué, le Nil sort de sa couche immense,
Sur l'Égypte il étend ses deux bras, la bénit ;
La mort seule y régnait, la vie y recommence,
Le dieu satisfait rentre et dort dans son grand lit.

L'un sur l'autre écroulés, des siècles et des mondes
Près de lui maintenant dorment silencieux.
Leur sommeil est la mort ; mais il vit, et ses ondes
Réfléchissent toujours le désert et les cieux.

Il prodigue ses flots, qui jamais ne tarissent,
A ces peuples déchus de leur vieille splendeur,
Même à ces fils du Nord dont les fronts qui pâlissent
De ce puissant climat soutiennent mal l'ardeur.

Et pour se consoler des présentes misères,
Triste de ne plus voir rien de grand sur ses bords,
Rappelant du passé les gloires séculaires,
Le vieux fleuve se plaît au souvenir des morts.

Pensif, il s'entretient des prodiges antiques,
De ces rois oubliés dont lui seul sait le nom ;
Et de là, descendant aux âges héroïques,
Il murmure tout bas : Mœris, Rhamsès, Memnon.

Il sourit comme un père aux solides ruines
Des temples dont il vit poser les fondements ;
Il salue en passant les deux cités divines :
Ton nom seul, ô Memphis ! Thèbes, tes monuments !

Ne voulant plus rien voir après les pyramides,
Comme un roi triomphant qui trancherait ses jours,
Le fleuve impatient hâte ses flots rapides,
Et sombre au sein des mers ensevelit son cours.

Dans ma barque étendu, le front vers les étoiles,
Je laisse aller mes vers au souffle de la nuit,
Au souffle qui murmure en jouant dans les voiles,
Au rivage qui passe, à l'onde qui s'enfuit.

J.-J. Ampère.

DE LA CRISE ACTUELLE

DE LA

PHILOSOPHIE HÉGÉLIENNE.

LES PARTIS EXTRÊMES EN ALLEMAGNE.

I. — Deux ans à Paris (*Zwei Jahre in Paris*), par M. Arnold Ruge. — Leipzig, 1846.
II. — L'Individu et sa propriété (*Der Einzige und sein Eigenthum*), par M. Max Stirner. — Leipzig, 1846.

« Qu'est-ce donc qui m'entraîne loin de ces belles vallées? N'est-ce pas ici un sol classique? N'est-ce pas ici que Napoléon a vaincu encore une fois la coalition des barbares? Les philistins de ce pays ne sont-ils pas doux, humains, presque aimables? Ne suis-je pas dans une contrée libre de l'influence prussienne, et la liberté de la presse n'est-elle pas inscrite dans ses lois? C'est précisément tout cela qui me fait fuir.... Oui, je fuis, pourquoi ne pas l'avouer? Un joug insupportable pèse ici sur moi. J'en veux à cette magnifique nature, qui a porté une telle race; je sens mon cœur se rétrécir à voir ces hommes (sont-ce des hommes?) qui ont vendu leur âme et n'ont gardé que leur ventre, qui ne font rien comme des êtres animés, qui ont assisté depuis trente ans, insensibles comme des momies, au mouvement agité du siècle, qui ne craignent pas l'oreille de Denys parce qu'ils n'ont rien à dire que Denys ne puisse entendre, et qui dressent plutôt les oreilles vers le tyran pour savoir ce qu'ils doivent répéter. Tous les peuples rajeunissent par leurs luttes intérieures;

il n'y a que le nôtre qui devienne toujours plus lâche, dont la tête soit toujours plus faible et le cœur plus étroit. Cette race inepte, qui, à toutes les époques, a poursuivi ses libérateurs, ne s'est évanouie ni devant le Suédois ni devant le Corse. La voilà de nouveau avec son odieux bagage. La vieille Allemagne pèse comme un pic des Alpes sur toute poitrine libre. Fuyons! fuyons! »

Le fugitif qui jette à son pays cet adieu plein de colère est un écrivain sérieux, qui a joué un rôle important dans le travail philosophique de l'Allemagne contemporaine. Il a été un des plus dévoués disciples de Hegel. Il est encore aujourd'hui, pour un instant, le chef (s'il y en a un) de la tumultueuse phalange qui a prétendu appliquer avec une résolution inflexible les doctrines du maître, et qui, dans les transformations de l'école hégélienne, s'est appelée fièrement *la Montagne*. Cette direction pourtant, qu'il avait conquise par son ardente témérité et un talent incontestable, il s'aperçoit qu'il va la perdre; des révolutionnaires plus hardis lui marcheront demain sur le corps. Poursuivi par le pouvoir, menacé par ses successeurs, il ne se possède plus. Cette impétuosité, qui faisait sa force quand il menait un parti, se retourne aujourd'hui contre lui-même et l'aveugle. Il semble qu'un vertige se soit emparé de ce fier dictateur d'un jour. La transformation des doctrines de Hegel a été si rapide entre les mains des jeunes novateurs, cette haute métaphysique a été si étrangement remaniée, défigurée, bouleversée de fond en comble, qu'il ne sait plus où en est sa propre pensée. Le voilà qui s'embarrasse et se perd au milieu de ses principes de la veille. Lesquels faut-il garder? lesquels rejeter? Il l'ignore. La nouvelle école hégélienne se trouble avec lui; c'en est fait, elle est comme frappée de folie. Or, ces tristes mémoires, ce douloureux testament de M. Arnold Ruge, *Deux années à Paris*, expriment avec une nudité effrayante la crise de cette philosophie et la situation désespérée de l'auteur. Deux sentiments l'animent, le découragement et la haine, une déception amère et une colère sauvage. Jamais l'Allemagne, qui devait, selon Hegel, proclamer le verbe de l'avenir, n'a été plus rudement, plus cruellement flagellée que dans ce livre écrit par un de ses tribuns. Çà et là cependant éclatent encore la pensée élevée, le langage vigoureux de l'habile écrivain, et je ne sais vraiment s'il faut s'en réjouir, car n'est-ce pas une nouvelle douleur de voir ainsi tant de bonnes qualités perdues par la haine, tant de mérite employé à se calomnier soi-même, et l'auteur injurier avec un tel mépris cette langue qu'il parle si bien, cette science de Hegel dont il a été un des jeunes maîtres, cette patrie enfin, cette mère patrie qu'on a le droit d'avertir, mais qu'il n'est jamais permis d'outrager?

Tandis qu'il déraisonne avec passion (ce sera un jour son excuse), l'extrémité gauche de l'école commence à divaguer de son côté avec un sang-froid lugubre, avec une logique de glace. Il n'est pas question des doctrines de Strauss, ce girondin resté depuis longtemps en arrière; il ne s'agit pas même de Bruno Bauer et de Feuerbach, fougueux et subtils tribuns qu'il semblait impossible de dépasser : Bruno Bauer et Feuerbach sont convaincus aujourd'hui de superstition et de pusillanimité. En vain ont-ils prêché ouvertement l'athéisme, ce ne sont plus que des modérés, des esprits timides, accusés d'enchaîner encore l'humanité dans des liens qui lui pèsent. Aujourd'hui, le dernier terme de l'audace a été atteint, et la foi définitive de la révolution philosophique est trouvée; le docteur à qui appartient cette découverte s'appelle Max Stirner. Feuerbach avait conservé une dernière croyance, il croyait au genre humain; s'il anéantissait la Divinité, il la remplaçait par l'homme; *homo homini Deus*, c'était là son *Credo*. Or, ce symbole est trop tyrannique encore; il faut effacer l'ombre même de la Divinité, d'une divinité extérieure, étrangère à l'individu, et qui pourrait lui imposer un devoir, lui demander un sacrifice. Renversons cette dernière idole, cessons de croire au genre humain; en dehors de l'individu

rien n'existe; *homo sibi Deus*, pas un mot de plus, voilà l'exacte et suprême formule de la vérité. Tout cela est discuté logiquement, logiquement exposé, avec une intrépidité cynique et une froide résolution qui épouvantent. Spectacle vraiment sinistre qui veut être examiné de près, car c'est là désormais la crise où se débat l'école hégélienne, et cette situation s'exprime dans ces deux hommes avec une netteté singulière : celui-ci irrité, passionné, sincère dans son aveugle emportement; celui-là froid, hautain, logicien sans entrailles, sûr de sa triste victoire, et qui régnera demain sur les ruines de toute une école!

On doit toujours s'enquérir avidement de ce que devient une puissante école philosophique, et les destinées du système de Hegel ont un droit sérieux à notre attention ; ce qui me touche le plus cependant, c'est l'intérêt inattendu, c'est l'importance décisive que ce sujet emprunte à la situation actuelle. L'ouverture des états généraux de Berlin, l'attitude bizarre du monarque en face des députés du peuple, le discours extraordinaire qui a expliqué les lettres patentes du 3 février, la direction donnée aux débats, tous ces faits sont graves et ne peuvent exercer une médiocre influence sur les partis extrêmes. Personne n'ignore quelles sont en Allemagne les relations de la philosophie et de la politique, combien elles se tiennent et se pénètrent mutuellement. Si l'Allemagne a été, depuis une dizaine d'années, un ardent foyer de doctrines ténébreuses et de passions antisociales, si la philosophie est descendue des idéales régions pour abaisser la raison dans un matérialisme éhonté, ce n'est pas la science toute seule qui est responsable de ces folies; j'en accuserai plutôt la politique. Le contraste était trop douloureux entre l'exaltation des intelligences émancipées et l'entêtement des royautés absolues. La pensée étouffait; elle fut frappée de délire. Je ne saurais expliquer autrement les extravagances grossières, les brutales violences philosophiques qui ont affligé le pays de Leibnitz et de Kant. Ces violences ne sont pas terminées, elles durent encore, elles dureront aussi longtemps que les abus d'où elles sont nées. Le meilleur moyen d'arrêter les théories perverses qui s'emportent dans l'ombre, c'est de donner aux esprits la complète lumière de la vie publique. Si l'on ne régularise une société où s'agitent tant de mouvements divers, si l'on n'ouvre les issues, si l'on ne trace les voies, si enfin l'on ne fait pas toute sa part à l'esprit nouveau, ne vous étonnez pas que son exaltation, devenue fiévreuse, aboutisse à des fureurs inouïes. Qu'on y réfléchisse bien : les plus généreuses natures succomberont quelquefois aux atteintes du fléau. Comme elles auront senti plus vivement le contraste que je viens de signaler et l'oppression de la pensée publique, elles seront plus facilement aussi entraînées vers ces doctrines abominables qui sont comme le désespoir de l'intelligence. On ne sait pas assez combien de forces actives sont perdues pour l'Allemagne; nous voudrions en signaler quelques exemples et faire soupçonner la grandeur du mal. Ne sera-ce pas montrer, par des arguments terribles, l'urgence de ces réformes politiques sans cesse promises et sans cesse ajournées? Qu'on veuille donc bien nous pardonner la nudité de ce tableau. Il ne s'agit pas seulement ici de dénoncer des aberrations trop humiliantes pour la dignité de la philosophie; c'est l'intérêt même des gouvernements de l'Allemagne, de la Prusse particulièrement, qui est en cause, et c'est à eux qu'il faut demander, au nom de la science et de la liberté, si une situation qui engendre de telles misères n'est pas condamnée sans retour.

I

Quand M. Arnold Ruge quitta l'Allemagne en lui jetant la malédiction irritée que je traduisais tout à l'heure, c'est en France qu'il chercha un refuge pour sa libre

pensée. Écrivain généreux, fondateur d'un journal qui a rendu de véritables services à l'esprit public, M. Ruge aimait passionnément sa patrie. Les *Annales de Halle,* et plus tard les *Annales allemandes,* ont leur place marquée dans l'histoire littéraire et politique de l'Allemagne contemporaine. J'ai eu plus d'une fois l'occasion d'en parler ici, et j'ai signalé avec empressement les mérites sérieux de cette brillante publication. Pendant près de cinq ans, de 1838 à 1843, le recueil de M. Arnold Ruge a occupé le premier rang dans la presse allemande. Il représentait avec un éclat juvénile les désirs de la génération nouvelle; il osait harceler à la fois et la science paresseuse des universités et l'inspiration endormie de la poésie régnante; de tous les côtés, il réveillait la vieille Allemagne, et devenait enfin ce que fut chez nous *le Globe* dans la dernière période de la restauration. Ce fut là du moins sa gloire au commencement de cette rapide campagne. Bientôt cependant cet esprit de suite, cette fermeté régulière, qui sont encore si rares en Allemagne, firent peu à peu défaut aux ardents écrivains des *Annales de Halle.* En haine de la réaction qu'ils combattaient, les jeunes défenseurs de la liberté renièrent les principes dont ils avaient le plus besoin. La vieille Allemagne était spiritualiste, et son spiritualisme excessif, en lui inspirant le dédain de la vie active, la rendait égoïste et incapable d'un progrès sérieux. Il fallait rajeunir le spiritualisme, l'associer aux idées nouvelles de réforme et de liberté; quoi de plus naturel d'ailleurs et de plus légitime? Mais non; les *Annales de Halle* eurent recours à l'erreur contraire. Il semble que, dans leur colère insensée, les jeunes démocrates ne voulussent avoir rien de commun avec l'ennemi, et qu'ils jetassent les armes, aimant mieux combattre tout nus. Rien de plus nu en effet, rien de plus tristement misérable que l'esprit de leur polémique pendant la seconde période de la guerre. Ce recueil si brillant devint un refuge où les erreurs les plus antipathiques au génie de l'Allemagne se donnèrent rendez-vous. Un des amis de M. Ruge, son collaborateur le plus méritant, M. Echtermeyer, venait de se séparer de lui, et depuis cette séparation le mal croissait chaque jour. Tantôt je ne sais quel panthéisme subtil dans ses formes et grossier dans ses résultats, tantôt le matérialisme le plus sec, voilà quelle fut bientôt la philosophie des *Annales de Halle.* Remarquez, en outre, que tout cela était prêché avec une autorité dictatoriale et comme par une bande de terroristes. On comprend que la faveur publique dut s'éloigner promptement. Quand M. Ruge fut chassé de la Prusse, cette brutale mesure n'indigna personne; deux ans plus tôt, l'expulsion de l'éloquent publiciste n'eût pas été possible. Les *Annales de Halle* se reconstituèrent en Saxe (juillet 1841), et prirent le nom d'*Annales allemandes;* du reste, le journal persistait résolûment dans la fausse voie où il se perdait. Inquiété sans cesse par la censure, le recueil de M. Arnold Ruge ne fut pas plus heureux que sous l'administration prussienne, et deux ans ne s'écoulèrent pas avant qu'il fût suspendu par l'autorité. M. Ruge crut qu'une pétition à la chambre des députés de Saxe réveillerait le zèle de ses amis. Vain espoir! sa pétition, qui, trois ans plus tôt, aurait excité des sympathies si nombreuses, ne trouva pas un défenseur. On voulait bien s'intéresser à l'ardent écrivain; mais comment prêter assistance à ces doctrines détestables, à cet athéisme cynique, dont les *Annales allemandes* étaient désormais le rempart? C'est alors que M. Ruge, désespérant de son peuple et de ses amis, commença de maudire cette patrie pour laquelle son âme, aujourd'hui égarée, avait livré jadis tant de généreuses batailles. Il partit, secouant la poussière de ses pieds, ne voulant rien emporter de cette terre sans courage; il partit le cœur gonflé, l'esprit plein de haine, et demanda un asile à la France.

Dans de telles dispositions, les éloges que nous prodiguera M. Ruge seront-ils bien sérieux? Devons-nous lui être très-reconnaissants de ce subit enthousiasme? Certes, nous désirons l'amitié de l'Allemagne, et nous pensons qu'une grande victoire sera

remportée pour la liberté du monde le jour où des haines surannées ne troubleront plus l'intelligence de nos voisins. Chaque pas qui nous rapproche est une conquête. Tout écrivain qui combattra les odieuses absurdités du teutonisme, les détestables colères de M. Menzel, les emphatiques niaiseries de M. Léo, tout écrivain, tout publiciste, tout poëte effacera, qui par les moyens qui lui sont propres, cette inimitié impie, aura droit à la reconnaissance des deux peuples et servira la liberté européenne. Une condition pourtant est nécessaire pour que cette tâche soit bien remplie : c'est que l'Allemagne conserve son esprit, comme nous voulons conserver le nôtre. Une amitié féconde n'est possible qu'entre des esprits à la fois unis et contraires. Il s'agit d'allier des forces différentes qui se complètent. Si vous supprimez l'une d'elles, pensez-vous faire à l'autre un présent bien précieux? Qui se réjouira de voir M. Arnold Ruge se jeter dans les bras de la France, en prononçant des paroles de haine contre son pays? Ce n'est pas l'Allemagne qui parle ici, ce n'est pas un parti; c'est un homme, c'est un esprit irrité, un esprit dont l'imprudente colère fera plus de mal que de bien à la cause de l'union des deux pays et réveillera les vieilles rancunes. Certes, en toute autre circonstance, nous serions heureux d'entendre cette généreuse glorification de notre génie : « Voici le chemin de la France, le seuil d'un monde inconnu. A la fin de notre voyage, nous trouverons la grande vallée de Paris, le berceau de l'Europe à venir, la vaste chaudière merveilleuse dans laquelle bout l'histoire du monde. » Et plus loin, et sans cesse : « Paris est à nous... Paris appartient au monde. C'est ici que nous remportons nos victoires, ici que nous subissons nos défaites. » Ces paroles enthousiastes seraient un symptôme heureux, à une condition, je le répète, c'est qu'elles partissent d'un cœur allemand. Or, il faut bien le dire, M. Ruge avait renié son pays quand il écrivait ces lignes; et ce qu'il y a de plus triste, c'est que ce jugement, si dur qu'il soit, ne le blessera pas. M. Ruge se réjouira d'avoir été compris, il s'applaudira d'avoir dépouillé son caractère, de n'avoir plus rien d'Allemand, ni dans l'âme ni sur les lèvres. Pour nous, malgré notre fierté naïve, cet enthousiasme factice nous embarrasse un peu. Quand nous songeons aux motifs qui poussent le fougueux publiciste et à la haine fiévreuse dont ce langage est empreint, nous nous tenons sur nos gardes. S'il faut tout avouer enfin, ce don qu'il nous fait de lui-même nous inquiète et nous épouvante.

Une réflexion pourtant devrait nous rassurer. M. Arnold Ruge est un écrivain de l'école hégélienne, c'est-à-dire une intelligence très-germanique. Il a beau se révolter contre son pays, il en conservera bien quelque marque ineffaçable. Cet homme que nous gagnons à nos idées n'aura pas perdu pour cela l'originalité native de sa race, il nous apportera autre chose qu'une maladroite contrefaçon de notre esprit. Hegel a tellement exalté sa patrie, il a donné aux peuples du Nord un sentiment si enthousiaste de leur mission dans le monde, qu'un disciple de cette grande école ne peut oublier longtemps les dogmes du maître. Ne se souviendra-t-il pas que Hegel, dans sa *Philosophie de l'histoire*, divise la vie du genre humain en trois grandes périodes, et qu'après l'époque orientale, après l'époque grecque et romaine, arrivé aux premiers siècles de notre ère, il donne fièrement le nom de germanique à cette période qui est chrétienne avant toute chose? Lorsque Hegel exprimait son enthousiasme pour la race allemande, il semblait parfois le prêtre d'une religion; il comparait son peuple à ces habitants de Samothrace qui étaient investis du sacerdoce suprême, ou à la famille des Eumolpides qui avait la garde des mystères d'Éleusis. Le disciple d'une philosophie qui a proclamé en termes si magnifiques la mission de l'Allemagne reniera-t-il toujours sa devise et son blason? Le pays de Luther et de Frédéric le Grand, de Gœthe et de Hegel, occupe une place trop considérable dans la civilisation européenne pour qu'un de ses enfants persiste à n'en pas tenir compte. Voilà ce que nous pensions en voyant l'impétueux écrivain obéir si vite à ses ran-

cunes. Nous avions tort : le souvenir des doctrines de son maître ne l'arrêtera pas ; il supprimera d'un trait de plume toute cette partie du système de Hegel, et l'Allemagne sera rayée de la carte. « Depuis Athènes et Rome, dit M. Ruge, l'histoire des hommes n'a été que l'histoire de leurs absurdités, et la nouvelle phase de l'humanité régénérée est bien jeune encore. Elle commence avec la révolution française, car alors seulement on s'est rappelé qu'il y a eu jadis dans le monde des héros, des républicains et des hommes libres. » Le XVIIIe siècle ne croyait pas qu'il y eût dans l'histoire entière plus de quatre époques importantes : Périclès, Auguste, Léon X, Louis XIV, étaient les maîtres de ces périodes privilégiées. Au contraire, un mérite sérieux de notre temps, c'est l'impartialité de son esprit. Nous ne dédaignons plus, nous ne maudissons plus. Le genre humain a été absous à ses âges divers, dans ses œuvres les plus opposées, et, si le grand dogme de la fraternité humaine et de la solidarité de tous les temps doit se réaliser un jour, ce sera la gloire de notre siècle d'avoir contribué plus qu'aucun autre à cette réconciliation universelle. M. Arnold Ruge ne pense pas ainsi. Il est moins généreux, moins large que ne l'était l'esprit nécessairement exclusif de nos aïeux ; il diminue le programme de Voltaire. Trois époques seulement, Athènes, Rome, la révolution, voilà l'histoire du monde.

Cette parole est grave : M. Ruge nous apprend par là qu'il a rompu résolûment avec l'inspiration de son maître. Une chose vraiment belle dans la philosophie de Hegel, c'est l'intelligence qu'il a eue de la continuité des révolutions humaines. Phénomène bizarre ! ce puissant architecte d'abstractions a possédé plus que personne le profond instinct de la vie. Nul n'a senti comme lui le mouvement de l'humanité, le développement progressif des idées et des institutions. Ces théories, qui sont aujourd'hui dans le domaine commun, étaient nouvelles il y a quarante ans. Même après Vico, le mouvement était absent de l'histoire ; Herder et Montesquieu s'en passent; la meilleure gloire de Hegel, c'est peut-être d'avoir scientifiquement établi cette marche non interrompue de ce qu'il appelle l'esprit du monde, *der Weltgeist*. Je ne dis pas que le célèbre penseur de Berlin ait accompli la philosophie de l'histoire, qu'il ait trouvé la loi du développement de l'humanité : non, certes, il s'en faut bien ; mais l'idée même de ce développement, le sentiment de cette marche incessante, n'ont été établis par personne avec la même autorité. D'après ce système, et c'est là une belle conséquence, il n'y a plus d'époques historiques sans valeur, il n'y a plus ni déserts ni landes dans la série des âges. Cette théorie gouverne aujourd'hui toute l'histoire, l'histoire politique, l'histoire des lettres et des arts ; elle a été appliquée et rectifiée sur tous les points ; ce qu'il y avait de trop impérieux, de trop fatal dans l'enchaînement logique décrit par Hegel a disparu chez nos historiens pour laisser place au jeu des volontés particulières et concilier le plan divin avec la liberté de l'homme. Avec cette correction indispensable, la pensée de Hegel est présente au fond de tous les travaux historiques de la France actuelle, et c'est un fait assez digne de remarque dans un pays qui, au siècle dernier, avait mis l'histoire générale en poussière et nié avec une éclatante ironie l'enchaînement des époques. Cette *philosophie de l'histoire,* à la fois si amusante et si triste, que Voltaire attribue à l'abbé Bazin, et la *Philosophie de l'histoire* de Hegel, écrites à quarante ans de distance, sont séparées par un intervalle énorme. D'un pôle à l'autre, la distance est moins longue. Ce que l'abbé Bazin appelle philosophie de l'histoire n'est autre chose qu'un réquisitoire d'une gaieté impitoyable contre la pauvre espèce humaine. Pour l'abbé Bazin et pour Voltaire, il s'agit de prouver que l'humanité est toujours dupe, que l'histoire n'a jamais été qu'un amas de fables grossières, et qu'il est impossible de croire à rien, bien loin de croire à un plan providentiel. *Le gros du genre humain a été et sera toujours imbécile,* voilà pour l'histoire de l'esprit humain ; *les plus insensés sont ceux qui ont voulu trouver un sens à ces fables absurdes et mettre de la rai-*

son dans la folie, voilà pour la philosophie de l'histoire. Un demi-siècle ne s'était pas écoulé depuis que Voltaire avait dispersé de son souffle cruel la sainte poussière des générations, quand Hegel, reprenant la pensée de Vico, trop effacée dans Herder et dans Montesquieu, célébra avec un austère enthousiasme l'esprit universel et ses destinées toujours agrandies. Lequel des deux a raison, de Voltaire ou de Hegel? On peut l'affirmer, ce n'est pas la pensée de Voltaire qui dirige désormais la science; notre siècle croit fermement à la signification sérieuse de l'histoire, et la France a accueilli ces hautes doctrines en y ajoutant la précision de son esprit. Eh bien! voilà un Allemand qui nous arrive, et, pour nous faire hommage, savez-vous ce qu'il imagine? Il renie, croyant nous flatter, les doctrines que nous avons reçues de ses maîtres! Avouez qu'il est piquant de voir un fervent disciple de Hegel se convertir à la *philosophie de l'histoire* de l'abbé Bazin!

Beaucoup de personnes, en France, s'obstinent à juger l'Allemagne actuelle d'après le tableau qu'en a tracé madame de Staël. Nos voisins nous adressent souvent ce reproche; ils ont tort pourtant, car, si nous les connaissons mal, ils nous le rendent avec usure. Les esprits sont nombreux, au delà du Rhin, pour qui la France d'aujourd'hui est toujours la France de Voltaire, et, quand M. Arnold Ruge prétend flatter notre orgueil en reniant l'esprit de notre temps pour l'esprit du dernier siècle, son illusion ne lui appartient pas en propre. Seulement cette erreur chez une intelligence aigrie devient plus obstinée et plus fertile en conséquences mauvaises. C'est ainsi qu'ayant supprimé son pays dans l'histoire des idées, il le désavoue avec injure et s'établit en France comme dans la véritable patrie de son âme. De là, dans les éloges qu'il nous prodigue, je ne sais quoi de suspect et de fâcheux. C'est la punition de ces amitiés factices, qu'on n'ose s'y abandonner avec confiance, et qu'elles semblent toujours une arme impie aux mains d'un transfuge irrité. Et dans quel moment M. Arnold Ruge se sépare-t-il de son pays avec une dureté si méprisante? Au moment où ce pays travaille noblement à la conquête de ses droits. Il semble qu'il y eût un autre rôle à jouer pour un esprit aussi élevé, pour un cœur aussi ardent que le sien. Certes, c'est toujours un crime d'outrager sa patrie; mais, quand la patrie s'émeut pour une cause sainte, quand d'une frontière à l'autre le même esprit de réforme, le même espoir de régénération enthousiasme toutes les intelligences, que penser de celui qui choisit une telle heure pour insulter ses frères et se séparer d'eux? Ce subit attachement à l'antiquité républicaine et à la révolution française est-il bien sincère? Devons-nous être fiers d'avoir conquis ce dévouement passionné? Qu'est-ce donc qui pousse enfin M. Ruge? Est-ce l'amour de cette vérité éternelle qui n'a point de patrie, ou n'est-ce que son orgueil altéré de vengeance? Je ne pense pas que la réponse soit douteuse.

M. Arnold Ruge, tourmenté par sa conscience, prévoit et discute nos objections. Il rappelle l'exemple de Voltaire, et la moitié de sa vie passée à l'étranger, et son dédain pour les Welches; il cite ses vers à Helvétius :

> Votre livre est dicté par la saine raison;
> Partez vite et quittez la France.

Il aurait pu en citer beaucoup d'autres sans nous convaincre. Il aurait pu citer cette phrase d'une lettre au marquis d'Argens : « Établissez-vous à Berlin; la raison, l'esprit, la vertu, y vont renaître. C'est la patrie de quiconque pense. » Il aurait pu réunir toutes les saillies, toutes les irrévérences échappées à la verve irritée de ce rare esprit, les unes aussi sensées qu'elles sont vives, les autres certainement très-regrettables et très-fâcheuses; qu'importe après tout? Y a-t-il là une excuse pour M. Arnold Ruge? Je réponds d'abord que la France, à l'époque où Voltaire parlait ainsi, ne lut-

tait pas, comme l'Allemagne actuelle, pour la plus sainte de toutes les causes. Je réponds surtout que Voltaire, au plus fort de ses rancunes, n'a jamais été infidèle au génie de la France, qu'il avait les yeux sans cesse dirigés vers Paris, et qu'il a poussé le sentiment et même l'outrecuidance patriotique au point de parcourir l'Allemagne sans daigner s'occuper d'elle. Reprocher à Voltaire d'avoir renié son pays, cela n'est permis qu'aux petits adversaires du XVIII[e] siècle, aux ridicules écoliers de ce grand et passionné Joseph de Maistre. Évidemment M. Ruge ne sait pas quels alliés il se donne. Bien loin d'abandonner la France, Voltaire la faisait triompher partout. Je ne dis pas seulement qu'il songeait tous les jours au jugement des Athéniens, comme dans cette phrase d'une lettre à Maupertuis : « Je suis comme ces Grecs qui renonçaient à la cour du grand roi, pour venir être honnis par le peuple d'Athènes. » Ce n'est point assez ; je dis qu'il emportait le drapeau, et que le séjour de Voltaire à Berlin était la conquête du Nord par l'esprit français. Klopstock et Lessing le savaient bien quand ils préparaient contre cette influence une réaction si glorieuse. Je ne conçois pas que M. Ruge oublie ou confonde toutes ces choses. S'il ne reniait pas son pays tout autrement que l'a fait Voltaire, ses amis ne seraient pas si alarmés.

Il semble que je soutienne ici une thèse singulière. Pourquoi donc repousser cet homme qui vient à nous? Il y a entre l'esprit allemand et l'esprit français une hostilité sourde, il y a des haines et des rancunes qu'on exploite avec une habileté perfide, et qui empêcheront longtemps encore l'union des deux peuples, cette union si désirable pour la liberté européenne. Pourquoi donc ne pas ouvrir nos rangs à l'éloquent rédacteur des *Annales de Halle,* au disciple d'une école qui a résumé les prétentions les plus hautaines du génie germanique? C'est là une conquête importante. Que son pays se plaigne, rien de mieux ; pour nous, avons-nous le droit de lui adresser ces reproches? est-ce à nous de lui prêcher l'amour de l'Allemagne? Oui, c'est à nous que ce droit appartient, car de telles œuvres irritent le sentiment national chez nos voisins et éloignent le jour de la réconciliation. Ce n'est pas tout : cette haine pour son pays va se changer en un système, et, après avoir désavoué sa patrie, il nous enseignera à nous-mêmes que nous devons désavouer la nôtre. Avais-je tort de me défier de sa passion subite pour la France? Hélas! je ne me trompais pas, et M. Ruge, d'ailleurs, n'a pas voulu entretenir longtemps l'illusion de ceux que son enthousiasme avait pu séduire. Remercions-le d'avoir été si sincère. Au milieu des études diverses que lui inspira son séjour à Paris et qu'il a loyalement reproduites dans son curieux ouvrage, il y a tout un traité sur le patriotisme. Encore une fois, tenons-lui compte de sa franchise; désormais il n'y a plus d'équivoque possible ; nous savons ce que M. Ruge aime dans notre France et à quelles conditions il change de patrie.

Ce traité est décisif. L'auteur y combat le patriotisme avec une fureur qui révèle toute sa pensée. Ce n'est pas seulement le patriotisme germanique, l'emphase burlesque des teutomanes, que M. Ruge attaque si résolûment. Je comprendrais cette polémique dirigée contre MM. Menzel et Léo. Encore sur ce point faudrait-il bien s'entendre ; car, si les théories hypocrites qui confondent la patrie avec le moyen âge féodal et brouillent à plaisir les idées du peuple sont insupportables à tous les cœurs droits, comment oublier que la vraie patrie allemande désormais est l'Allemagne moderne, l'Allemagne des penseurs et des poëtes, celle qui a fondé son unité dans l'ordre des intérêts intellectuels avant de l'établir dans les faits, et qui ne regrette pas Barberousse? Louis Boerne, qui a livré de si rudes et de si brillants combats à la teutomanie, n'a jamais commis la faute de confondre des choses si différentes. Il a attaqué le faux patriotisme au profit du vrai. L'auteur des *Couches politiques,* M. Prutz, a écrit sur ce sujet une scène fort spirituelle que Louis Boerne eût applaudie avec joie. Le poëte, très-bien inspiré cette fois, introduit dans son drame un per-

sonnage suspect qui célèbre avec beaucoup d'onction et de componction cette Allemagne si adorée des romantiques, la vieille Allemagne d'Arminius ou de Frédéric Barberousse. Heureusement son interlocuteur complète la définition et lui crie avec une verve impétueuse : « La patrie de Barberousse! oui, et de Luther, et de Frédéric. Pourquoi t'arrêter dans l'antichambre? » Rien n'est mieux dit, et l'on ne pouvait indiquer plus nettement l'état de la question. La poser ainsi, c'est la résoudre. Les hommes de cœur que révoltent le patriotisme menteur de M. Menzel et l'enthousiasme rétrospectif de M. Léo seront-ils assez imprudents pour envelopper dans le même dédain l'Allemagne du passé et cette Allemagne nouvelle, cette vraie patrie de leur âme, au sein de laquelle fermentent tant d'espérances généreuses? On leur parle du saint empire romain, on se passionne pour les empereurs de la maison de Souabe, et, parce que ces puériles fantaisies ont trompé même des esprits distingués, les voilà qui se découragent et qui rompent avec leurs frères! N'est-ce pas une puérilité tout aussi coupable? Il serait si facile pourtant de rétablir la vérité et d'opposer à ces vieux noms, qui ne représentent plus rien de vivant, les héros des générations nouvelles, ces glorieux noms pleins d'encouragements et de promesses! La patrie d'Arminius ou de Totila, qui inspire au roi de Bavière une exaltation si divertissante, ne parle point à votre âme; en penserez-vous autant de la patrie de Luther, de Leibnitz, de Gœthe? Voilà ce que je dirais à tous les esprits généreux qui se révoltent et avec raison contre les inepties du romantisme allemand; voilà ce que je dirais à M. Arnold Ruge, si M. Ruge n'avait point dépassé les frontières du parti auquel je m'adresse. Ce qu'il attaque, c'est le patriotisme, quel qu'il soit; c'est l'attachement de l'homme au sol qui l'a nourri, au tombeau de ses pères, au berceau de ses enfants; c'est la pieuse reconnaissance d'une âme qui se sent vivre dans le passé et dans l'avenir avec la pensée de tout un peuple. Il y a partout, non pas seulement dans l'Allemagne régentée par les absurdes théories de Menzel et de Léo, il y a dans l'ancien monde et dans le nouveau, il y a au nord et au midi un mal qu'il faut combattre, une superstition qu'il faut extirper : c'est le sentiment de la patrie. A la bonne heure! cela s'appelle parler net pour un philosophe allemand. On est bien sûr ici de ne pas discuter dans les ténèbres.

M. Arnold Ruge a pris pour épigraphe de son traité quelques vers de M. de Lamartine. L'auteur de *la Marseillaise de la Paix* s'est écrié généreusement :

Nations, mot pompeux pour dire barbarie,
L'amour s'arrête-t-il où s'arrêtent vos pas?
Déchirez ces drapeaux; une autre voix vous crie :
L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie;
La fraternité n'en a pas!

Qu'est-ce à dire? N'est-ce pas là un cri de poëte, un élan irréfléchi? L'éloquent écrivain sait bien que la patrie n'est pas une invention de la haine; il a démenti mille fois cette imprudente parole. Il ne peut oublier que la fraternité du genre humain, loin d'exclure le culte de la patrie, le suppose et l'exige. Les peuples ne seront jamais alliés d'une manière sérieuse, s'ils n'existent d'abord sérieusement, s'ils ne sont en possession d'eux-mêmes, s'ils ne vivent de toute leur vie morale dans ce sentiment supérieur qui s'appelle l'amour de la patrie. Que deviendrait la fraternité entre des fantômes de peuples? On ne s'unit pas dans la mort. A coup sûr, M. de Lamartine, en écrivant ces vers, n'a pas voulu tracer le plan d'un système; mais voilà le tribun qui arrive et qui déduit de ces brillantes prémisses tout un traité, toute une théorie métaphysique, historique, politique, dans laquelle les impiétés du patriotisme sont magistralement démontrées. Cette superstition qui inspire au tribun une horreur si grande, c'est pour lui un degré inférieur, un degré vulgaire et presque bestial de

l'amour; bien plus, ce n'est qu'une fiction, c'est une hypocrisie : l'amour de la patrie n'est pas possible. Qu'est-ce que la patrie? une abstraction ; l'amour, dit M. Ruge, veut des réalités. Et de fait, l'amour de la patrie n'existe pas. Est-ce la noblesse qui aime sa patrie? toutes les aristocraties d'Europe font cause commune. Est-ce la science? il n'y a plus de frontières pour les idées. Est-ce la classe ouvrière? est-ce le peuple des fabriques? Nulle part, assure M. Ruge, on n'a plus de dédain pour ces vertus de parade. Où donc trouver ce sentiment du pays? dans le peuple des campagnes peut-être; mais c'est l'amour du village, l'amour du sol, c'est-à-dire un grossier instinct de nature, *Naturtrieb*. Et d'ailleurs les paysans, croyez-en le démocrate, ne sont pas encore entrés dans la civilisation. Existences indécises, encore mal détachées de la glèbe, à moitié brutes, à moitié hommes, ils sont les derniers représentants du passé, les païens (*pagani*) du monde nouveau. Pardonnez-leur si la superstition de la patrie a jeté quelques racines dans leurs sillons grossiers. Ce n'est pas tout : le patriotisme est une religion, et ce seul mot est un arrêt de mort aux yeux du tribun. Toute religion est un état inférieur de l'humanité. Celle-ci règne sur la terre comme l'autre dans le ciel, toutes deux sont fondées sur une équivoque, sur une abstraction, sur quelque chose qui n'existe pas. Pourquoi l'homme, qui doit se développer librement, s'est-il sacrifié pendant des siècles à la religion du ciel? Pourquoi se sacrifierait-il aujourd'hui à la religion de la terre? Sacrifice, dévouement, paroles impies, puisqu'elles sont contraires à la liberté! Ce n'est donc pas assez de rejeter l'idée de Dieu, il faut se débarrasser aussi de l'idée de la patrie. Il y a surtout un homme qui est à la fois le prêtre et la victime de la religion, c'est le soldat. Quand la superstition de la patrie sera détruite, la victime sera sauvée, le prêtre redeviendra homme.

Après ces belles théories, l'auteur examine tour à tour le patriotisme de chaque pays. Il cherche quel est ce sentiment en Angleterre, en Amérique, en Allemagne, en France. Ici nous ne sommes guère plus épargnés que les autres. Notre patriotisme, on veut bien le reconnaître, est plein d'idées : c'est le souvenir de la révolution, c'est la conscience de notre mission civilisatrice; mais, sachons-le bien, la révolution n'a presque rien fait. Gardons-nous de croire qu'elle ait atteint l'idéal du monde nouveau; elle ne l'a même pas entrevu. Deux choses surtout, selon M. Arnold Ruge, sont complétement antipathiques aux principes qu'il prêche : c'est, d'une part, la religion ou la morale; de l'autre, le sentiment de la patrie. La morale oblige en effet, et la patrie n'oblige pas moins; or, nous savons ce que M. Ruge pense de toute obligation, et comment il apprécie ce que le vulgaire honore sous le nom de sacrifice. La morale veut des cœurs purs, la patrie veut des héros; c'est pour cela que la morale et la patrie sont hostiles aux principes de la vraie liberté. Eh bien! que représentent les deux principales figures de la révolution, Robespierre et Bonaparte? Précisément ces deux fléaux de l'ancien ordre de choses, la morale et l'héroïsme. Un moine et un capitaine, voilà ce qu'a produit la révolution française! Vraiment, cette doctrine est originale, et l'auteur doit bien mépriser tous nos historiens. Ni M. Mignet ni M. Thiers n'avaient soupçonné cela. Quant à M. de Lamartine, bien que M. Ruge invoque le patronage de ses vers, je doute qu'il trouve grâce désormais devant ce hardi métaphysicien de la révolution. Et nous qui pensions en toute candeur que M. Ruge venait mettre au service de la France sa plume et son talent! On l'a vu, nous n'acceptions pas le sacrifice de l'Allemagne, nous le repoussions discrètement, nous disions à M. Arnold Ruge : Prenez garde de trop aimer la France, de renier votre patrie, vos maîtres, vos amis! Quelle n'était pas notre erreur! Au moment où M. Ruge désavouait l'Allemagne et proclamait que Paris tenait dans ses mains les destinées de l'avenir, à ce moment-là même il jugeait notre gloire avec toutes les subtilités baroques de la moderne scolastique allemande.

Que va-t-il substituer pourtant à ce sentiment de la patrie, quand il l'aura détruit, comme il l'espère bien, au fond de la conscience humaine? Un autre sentiment, un autre amour, qui n'a pas encore de nom dans les langues bien faites et que M. Ruge appelle *humanismus*. Ce n'est pas l'amour du genre humain, ce n'est pas le dogme sublime de la fraternité, notions trop abstraites pour la jeune école hégélienne; qu'est-ce donc? C'est l'*humanismus*. Je crois me souvenir que le spirituel auteur de *Dupont et Durand* a trouvé pour cette idée nouvelle un terme parfaitement approprié, une dénomination adéquate, comme dirait M. Ruge. On se rappelle l'enthousiasme de Dupont quand il expose à son ami ce beau système social dont les éditeurs ne veulent pas, et qu'il lui dépeint les félicités futures de l'humanité régénérée :

> Le monde sera propre et net comme une écuelle,
> L'humanitairerie en fera sa gamelle.

L'humanitairerie! voilà la traduction exacte de l'*humanismus* de M. Ruge. Hélas! tout cela est plus triste que bouffon, et, malgré tant de sujets de gaieté, l'impression de ce livre est singulièrement pénible. Il est trop évident, en effet, que l'auteur n'est pas libre, qu'il n'est plus maître de lui-même, que cette ferme intelligence, si active hier et si vaillante, est en ce moment troublée et jetée hors de ses voies. Complication bizarre! ce grand prédicateur de l'*humanismus* est très-souvent l'ennemi déclaré des socialistes. Il occupe la limite étroite qui sépare la jeune école hégélienne et toutes les sectes du socialisme moderne. Beaucoup de ses amis ont franchi le Rubicon; pour lui, il ne sait que faire, il va d'une rive à l'autre et se bat tour à tour avec deux armées. Tantôt un noble instinct philosophique se révolte en lui contre la vulgarité des sectes nouvelles, et, comme fait ici M. de Lamennais, M. Ruge signale nettement les conséquences désastreuses de leurs grossières théories; tantôt la crainte d'être dépassé, le désappointement, l'orgueil malade, font chanceler cet esprit inquiet et lui arrachent des concessions inattendues. Son livre, écrit avec un talent très-alerte, est un amas de contradictions pénibles. Intelligence troublée, déchirée, M. Ruge est pour le spectateur réfléchi un triste et curieux sujet d'étude; il porte en lui toute la confusion de la nouvelle philosophie hégélienne.

Un mot encore avant de fermer ce livre. Toutes les discussions de M. Arnold Ruge, toutes ses dissertations sur des sujets très-divers, aboutissent à un seul enseignement, l'*humanismus*. Rien de mieux; mais les arguments qu'il emploie contre l'amour de la patrie ne frappent-ils pas également cet amour de l'humanité dont il attend des merveilles? Si la patrie est une religion, c'est-à-dire, selon M. Ruge, une chose mauvaise et condamnable, le dogme de la fraternité des hommes n'est-il pas un dogme très-religieux aussi? Si l'amour de la patrie est un sentiment hypocrite et une vertu impossible, parce que, selon les nouveaux hégéliens, l'amour a horreur des abstractions et veut des réalités vivantes, l'amour du genre humain n'est-il pas condamné plus rigoureusement encore par ce noble système? Quoi! vous ne vous apercevez pas que vous empruntez aux scolastiques les plus barbares un nominalisme grossier et que vos erreurs se retournent contre vous-même? M. Arnold Ruge est trop ému, trop agité, pour tirer une conclusion logique : ne le pressons pas. Quelque autre, soyez-en sûr, s'emparera des conséquences de sa pensée et les développera jusqu'au bout. Sur ce terrain les choses vont vite en Allemagne, et les systèmes se complètent les uns les autres. L'indécision même de M. Ruge convient au caractère général de son livre. Pauvre chef d'école abandonné de son parti, dépassé par ses successeurs, que de concessions il a faites et toujours vainement! Sa foi aux idées, son spiritualisme généreux, il les a échangés contre un matérialisme qui n'est pas dans son cœur. Puis il a renié sa patrie et s'est jeté entre les bras de la France.

Cette France, à son tour, il l'a repoussée, il a maudit toute patrie, et il a invoqué le genre humain! Là cependant il s'arrête devant la logique qui l'entraîne. Ame généreuse, esprit égaré, son tourment me rappelle la victime des temps anciens, le malheureux chargé d'expier les désordres de tous. Personne n'a plus vivement représenté le délire de la nouvelle école hégélienne, personne n'en a souffert comme lui, personne n'a plus de droits à une sévérité sympathique.

II

Cette conclusion, que M. Arnold Ruge n'a pas voulu donner à son système, un logicien sans peur, M. Stirner, l'a dégagée résolûment. Le livre dans lequel il l'a proclamée paraissait l'année même où M. Ruge écrivait son traité du patriotisme. Ce travail de M. Stirner nous arrive donc très à propos pour qu'il n'y ai pas de lacune dans la science nouvelle, pour que les conséquences s'ajoutent les unes aux autres, et que la pensée du système soit manifeste. Ce n'est pas moi qui ait confronté ces deux livres; ils se tiennent, ils sont inséparables. Qu'on ne voie pas dans ce rapprochement un artifice de composition; M. Stirner continue M. Ruge et termine un enchaînement d'idées, une déduction logique dont le dernier degré est atteint. La jeune école hégélienne accomplit dans ce livre de M. Stirner sa période de dissolution et de ruine. M. Ruge et M. Stirner, ces deux noms me suffisent pour faire connaître aussi sûrement que possible cette suite d'extravagances qui, depuis une dizaine d'années, se développe dans l'école allemande avec une rigueur mathématique.

On ne sait pas en France ce qui se passe à l'heure qu'il est au sein de la science germanique. On ne sait pas combien de folies, combien de systèmes effroyables se sont succédé depuis le livre du docteur Strauss. Il serait difficile, en effet, de connaître une situation si éloignée de nous, et plus difficile encore de l'exposer nettement. Je l'ai tenté plus d'une fois; mais comment se rendre intelligible dans un pareil sujet? Comment ramener à la précision de notre langue tant d'idées incohérentes et un fatras si pédantesque? Les Allemands se croient bien vifs, bien dégagés, et cette jeune école hégélienne s'est longtemps enorgueillie de je ne sais quelle légèreté d'emprunt; vains efforts! ils retombent bien vite dans les *distinguo* de la scolastique. J'avais donc renoncé à une entreprise si périlleuse; j'avais désespéré de faire jamais comprendre ce qu'ont produit depuis dix ans Strauss, Bruno Bauer et Feuerbach, quelle révolution ils ont poursuivie et quelles ruines ils ont entassées l'une sur l'autre. Voici cependant que M. Arnold Ruge vient à notre aide. Les mémoires intimes de sa pensée nous donnent le tableau vivant des phases diverses que la philosophie hégélienne a parcourues; bien plus, pendant qu'il publie son livre, M. Stirner en fait la conclusion, M. Stirner atteint audacieusement le dernier terme, la dernière folie de cette école. Désormais les choses sont plus nettes, et il est permis d'en parler. M. Arnold Ruge est un noble cœur en qui se débattent douloureusement les diverses théories de l'école; chez lui, point de détails inutiles, rien que le résultat pratique de chaque doctrine; ce n'est pas un pédant qui me parle, c'est une âme. En même temps M. Stirner termine cette série de systèmes qui s'enchaînent, et en les résumant tous, et en les détruisant tous, il les fait mieux comprendre. Profitons de cette lumière inattendue. Qu'on ne s'effraye pas; je n'ai ni le dessein, ni le courage de conduire le lecteur au milieu de cette scolastique inextricable. Je serai bref et ne prendrai que le résultat de chaque système. Or, voici en peu de mots quelle fut la marche des idées.

Strauss avait nié la divinité du Christ, le récit des Évangiles n'était pour lui qu'un tissu de légendes et de mythes populaires, lesquels exprimaient les pensées, les

préoccupations, les désirs de l'âme humaine à une époque donnée. C'est ainsi que les héros de la Grèce ont eu leurs légendes, qui renferment toutes un sens caché et sont une vive expression de l'état des esprits à un certain moment de l'histoire. De toutes les légendes, la Judée a fourni la plus belle, la légende religieuse, préparée par le caractère du peuple, par ses traditions, par les mystiques espérances dont il avait le dépôt. L'humanité, en adorant cette merveilleuse figure du Christ, n'adorait donc que son propre ouvrage. On sait quel fut l'effet extraordinaire de ce livre, écrit avec un calme imperturbable et appuyé sur une érudition de bénédictin. Il semblait que l'audace ne pût aller plus loin. Le christianisme, si la théorie de Strauss était exacte, n'était-il pas ébranlé dans sa base? Ce n'était là pourtant que le début de la jeune école hégélienne. Loin d'être le terme de la hardiesse philosophique, l'ouvrage de M. Strauss devait bientôt paraître singulièrement timide. Quel est, en effet, d'après le système de Strauss, le véritable auteur de cette miraculeuse histoire du Christ? C'est l'esprit humain, c'est la pensée de tous. Qu'est-ce à dire? Il y a donc un mystérieux pouvoir, nommé l'esprit du genre humain, dont cette histoire est l'œuvre? Expliquer ainsi la naissance du mythe, n'est-ce pas l'absoudre? n'est-ce pas lui donner encore un fondement sacré? Je sens là quelque chose de vague et d'équivoque; cherchons nettement la vérité. Si la base du christianisme est détruite, point de subterfuges, parlons franc et net. Celui qui s'exprime ainsi est un théologien de Bonn, M. Bruno Bauer. M. Bruno Bauer rejette donc sans hésiter cette mystérieuse intervention de l'esprit humain. Les Évangiles ne sont pas l'œuvre de la foule; chacun de ces livres a été composé par un seul homme, et l'Évangile primitif, celui dont les trois autres ne sont qu'une reproduction, est né librement, spontanément, d'une inspiration particulière à son auteur. Pour comprendre la naissance de ce livre, il suffit d'interroger l'esprit théologique. Qu'est-ce qu'un théologien? quels sont ses instincts, ses tendances, ses passions? M. Bruno Bauer, théologien lui-même et naguère encore théologien exalté, soumet ce qu'il appelle l'esprit théologique à une analyse cruelle et injurieuse; selon lui, peu importe au prêtre le moyen qu'il emploie; sa passion l'aveugle, et, pourvu que sa doctrine se répande, toute invention est bonne. Tel est le résumé de cette critique, et c'est ainsi que saint Marc, le premier des évangélistes, a écrit l'histoire de Jésus. M. Bruno Bauer retombe ici dans le voltairianisme le plus vulgaire, dans l'étroit point de vue aussi pardonnable, il y a cent ans, que ridicule aujourd'hui; seulement le théologien de Bonn n'oublie pas d'envelopper ses doctrines dans la phraséologie hégélienne, ce qui donne toujours un air de profondeur et suppose je ne sais quelle supériorité dont un écrivain français est incapable. Pour nous, que l'exégèse allemande regarde de si haut, pouvons-nous voir ici autre chose que Voltaire, moins son esprit agile et son âme ardente, Voltaire affublé d'une perruque et d'un gros bonnet? Il y avait toutefois une chose neuve dans la *Critique des Évangiles* de M. Bruno Bauer, c'était la vigueur de l'attaque et cette lutte à mort avec l'esprit théologique. Quand on vit cet homme d'Église flétrir ainsi, non pas tel système ou tel autre, mais le fonds de tous les systèmes, la base de toute doctrine, on comprit que Strauss était dépassé et qu'un coup bien autrement terrible venait de frapper les idées religieuses.

Ce n'était point assez : le radicalisme hégélien exigeait davantage. Cet esprit théologique, si rudement terrassé par Bruno Bauer, pouvait se relever en se purifiant; pourquoi ne profiterait-il pas un jour du progrès des idées? qui l'empêcherait d'être sincère après avoir été fourbe? Une religion nouvelle n'était donc pas impossible; une religion philosophique, enseignée par des théologiens sans passion, pouvait succéder aux duperies qui, selon Bruno Bauer, abusent le monde depuis six mille ans. C'était laisser une espérance à l'âme qui cherche Dieu, et vous comprenez comment l'auteur de la *Critique des Évangiles*, l'ennemi le plus violent de toute idée religieuse, fut bientôt déclaré suspect.

Celui qui se chargea de le détrôner à son tour fut M. Feuerbach, le dialecticien le plus subtil et l'un des plus intrépides novateurs de la moderne philosophie allemande. Bruno Bauer, s'il faut en croire M. Feuerbach, a détruit la théologie, mais c'est en théologien qu'il l'a détruite. Son athéisme a quelque chose de fanatique et de superstitieux. Bruno Bauer est le dernier des théologiens, et l'on sent qu'il se débat encore dans les entraves de cette théologie qu'il renverse. Or, rien n'est fait, pense M. Feuerbach, tant qu'on n'est pas hors de cette science maudite. Sortons-en donc. Ne demandons pas, comme Strauss, quelle est l'origine du mythe de Jésus, ni, comme Bruno Bauer, quelles furent les préoccupations, les passions, les impostures nécessaires de l'esprit sacerdotal. Laissons là cette théologie stérile, et posons franchement le problème : Qu'est-ce que la religion? comment l'idée de Dieu naît-elle dans l'homme? Ce n'est point assez de savoir que la religion chrétienne est morte ; se peut-il qu'il y en ait jamais une autre? Voilà la grande affaire. Cette discussion, très-longue et très-subtile, conduit M. Feuerbach à affirmer que la religion n'est autre chose que l'ensemble de nos instincts les plus élevés prenant un corps et devenant un système. Ce n'est pas Dieu qui a créé l'homme, c'est l'homme qui a créé Dieu. L'homme a détaché, pour ainsi dire, la plus noble partie de son âme; il lui a attribué naïvement une existence distincte, et l'a nommée tour à tour Brahma, Jupiter, Jéhovah, Jésus. En adorant Dieu depuis six mille ans, l'homme est dupe d'une illusion sublime : il s'est dépouillé au profit d'un être imaginaire. Cette faculté que possède l'homme de se dépouiller ainsi et de s'adorer lui-même est une des facultés les plus hautes, celle qui met le plus d'intervalle entre l'homme et la brute; mais, pour que cette faculté fût féconde, il faudrait que l'homme religieux sût bien que c'est lui qu'il adore. Il ne le sait pas, et de cette ignorance où il est résultent des conséquences pernicieuses; car, en se dépouillant pour réaliser une création chimérique de la pensée, il se réduit lui-même à n'être qu'une moitié d'homme, un homme mutilé, un monstre, un non-être, *Unwesen*. De là tous les vices, tous les désordres de chaque religion ; de là l'orgueil, le fanatisme, la haine. Que faire pour mettre un terme à tant d'erreurs? Rétablir l'unité de l'homme que l'homme a brisée sans le savoir, restituer au genre humain ce que le genre humain donnait à un être fantastique. Nous ne détruisons pas le dogme, dit M. Feuerbach, nous l'expliquons, et par là nous lui rendons sa valeur vraie. L'esprit humain a dit partout : Il y a un dieu! Nous ne repoussons pas cette vérité; oui, il y a un dieu, mais quel est ce dieu? Trompé par l'excellence de son être, l'homme a pris ses idées pures, sa raison, pour une essence supérieure qu'il a appelée Dieu, et à qui il a prodigué de siècle en siècle ses meilleurs trésors. Chaque religion nouvelle n'était que le développement de sa propre nature, et c'était toujours cet être chimérique, Dieu, qui profitait du progrès de l'humanité. Quand le genre humain, après le long sommeil de l'Inde, s'est réveillé en Grèce, il ne s'est pas écrié : Je suis libre! il a adoré la sage Minerve et l'intrépide Apollon. Quand l'humanité s'est élevée au-dessus du polythéisme, elle n'a pas contemplé avec orgueil l'œuvre immense qu'elle accomplissait, elle n'a pas été fière d'avoir produit Platon, Aristote, elle n'a pas joui de sa grandeur ; toutes ses doctrines incomparables, toutes ses sublimes pensées, elle les a données à Jésus! Pauvre humanité, si magnanime, si généreuse, toujours dépouillée au bénéfice d'une chimère et agenouillée devant le reflet de sa propre gloire! De cette gradation toujours croissante, il résulte que plus une religion est haute, plus l'homme est misérable; car, si la religion est plus élevée, si le dieu est plus pur et plus vrai, il ne l'est qu'aux dépens de l'homme. La grandeur de Dieu correspond toujours à la misère du genre humain. Dans l'antiquité grecque, la religion était moins élevée et l'homme valait mieux; il était plus libre, plus maître de ses facultés, c'est-à-dire qu'il s'était moins dépouillé pour son dieu. Restituons donc, dit M. Feuerbach, restituons à l'humanité la pleine conscience de

son être. Qu'elle cesse de donner à un être de fantaisie ce qui lui appartient en propre; qu'elle ne fasse plus deux parts de sa nature, qu'elle se sache Dieu!

Certes, exposé ainsi brièvement et réduit à ses résultats précis, le système de M. Feuerbach est monstrueux ; mais l'ouvrage qui le contient (*l'Essence du Christianisme, Das Wesen des Christenthums*) révèle un talent de dialectique incontestable. Il y a, chose étrange! une subtilité prodigieuse au service de ces doctrines si tristement grossières. Ce talent de l'écrivain, cet appareil scientifique, cette finesse extraordinaire, cachèrent à bien des yeux la banale vulgarité de ces erreurs; le livre de M. Feuerbach exerça une influence décisive sur les jeunes hégéliens et sur les nouvelles générations qu'attire chaque année leur drapeau. Aussi bien M. Feuerbach n'est pas un de ces aventuriers qui ont besoin de scandale : c'est une intelligence austère. Fils d'un des plus grands jurisconsultes de l'Allemagne, il a été façonné de bonne heure aux sévères travaux de l'esprit, et sa laborieuse jeunesse a donné à la science plus d'un gage précieux. Avant de se jeter dans ces voies extrêmes, il a publié d'excellentes recherches sur la philosophie moderne : Bacon, Jacob Bœhme, Descartes, ont été l'objet de ses études spéciales, et son histoire de la pensée métaphysique depuis Leibnitz jusqu'à Kant est une des meilleures productions de l'école hégélienne. L'athéisme, entre les mains de M. Feuerbach, n'était donc pas le paradoxe d'un aventurier impudent : c'était une doctrine grave, exposée scientifiquement par un dialecticien consommé. Toute la jeune gauche hégélienne s'est précipitée avidement dans cette voie. Depuis longtemps, tout tendait vers ce but; mais on n'avait pas encore trouvé la formule, l'explication scientifique de la vérité nouvelle : c'était à M. Feuerbach qu'on devait enfin la délivrance de la raison. Quelle reconnaissance! quel enthousiasme! Les jeunes hégéliens lui disaient volontiers comme le psalmiste : *Tu es qui restitues mihi hæreditatem meam!* On peut affirmer qu'il y a en ce moment chez nos voisins une très-nombreuse et très-puissante école d'athées, athées mystiques, qui ont substitué le genre humain à Dieu, ou plutôt, employons leur langage, qui ont rendu à l'humanité son magnifique patrimoine. C'est là le sens net de la grande querelle sur l'*immanence* et la *transcendance*. Les partisans de la *transcendance*, ce sont les esprits attardés, enchaînés encore dans les liens de la vieille philosophie, et qui reconnaissent un être étranger à l'humanité et supérieur à elle. Les disciples de l'*immanence*, ce sont les hommes libres, qui ont osé dissiper les fantômes et rendre à l'homme l'héritage qu'il aliénait au profit d'une ombre. Ces derniers sont plus nombreux qu'on ne pense. M. Arnold Ruge est leur principal représentant : il a donné son âme comme une proie à cette doctrine cruelle, il en a été le prêtre et la victime; c'est pour prêcher l'athéisme et le culte du genre humain qu'il a perdu les *Annales allemandes*. Depuis ce temps, toute sa vie a été un mélange continuel d'enthousiasme et de trouble, de confiance et de désespoir. C'est par lui, enfin, que ces rêves ténébreux, sortis de l'école, sont devenus, hélas! une doctrine vivante et mise en pratique.

Est-il possible maintenant d'aller plus loin? Vraiment il ne paraît pas. Bruno Bauer a détrôné Strauss, et Feuerbach a détrôné Bruno Bauer : cette fois, du moins, après un athéisme si résolu, il semble qu'on soit forcé de s'arrêter et que la meilleure volonté du monde ne puisse rien imaginer au delà. M. Feuerbach et M. Arnold Ruge peuvent s'endormir avec sécurité, ils ne connaîtront pas leur successeur. Eh bien! nous nous trompons; ce successeur est arrivé, et un seul livre lui a suffi pour établir son règne sur les ruines de ses maîtres. Strauss était bien timide pour Bruno Bauer; Bruno Bauer était encore un théologien pour Feuerbach; quant à Feuerbach et à Ruge, quant au fondateur de l'athéisme et à l'apôtre de l'*humanismus*, ils pouvaient se croire à l'abri de tout reproche semblable. Prétention orgueilleuse dont ils seront vite punis! Voici leur héritier qui les traite de cafards (*Pfaffen*).

M. Max Stirner, c'est le nom du nouveau venu, a exposé ce développement de l'école hégélienne dans un livre dont le titre n'est pas facile à traduire. *Der Einzige und sein Eigenthum*, ce n'est pas seulement *l'individu et sa propriété*, c'est plus que cela, il faudrait pouvoir dire *l'unique et sa propriété*. L'unique! oui, car il n'y a qu'un seul être pour M. Max Stirner. Pourquoi M. Feuerbach vient-il nous parler du genre humain? Pourquoi M. Ruge nous prêche-t-il le culte de l'humanité? C'est le langage d'un capucin : l'humanité n'existe pas ; il n'y a que moi qui existe, moi seul; en dehors de moi, je ne connais rien et ne crois à rien. Croire au genre humain, c'est croire à une abstraction, à quelque chose au-dessus de l'homme, c'est retourner à la *transcendance*. C'en est fait, voilà le grand mot lâché. Quand l'école hégélienne accuse quelqu'un de *transcendance*, c'est le coup de foudre parti du Vatican, c'est la bulle vengeresse qui excommunie l'hérétique. Les partis, en 93, accusaient leurs ennemis de tendre à la dictature et s'envoyaient à l'échafaud; dans le 93 de la philosophie allemande, les décrets d'accusation ont conservé toute la dignité scolastique : c'est la *transcendance* qui est le grand crime. Il n'y a pas d'injure, il n'y a pas d'imputation odieuse qui soit plus redoutable et plus déshonorante que celle-là. Qu'en dites-vous? le drame se complique; Danton et Camille Desmoulins sont décrétés d'accusation. M. Feuerbach et M. Ruge sont convaincus de *transcendance ;* c'est M. Stirner qui triomphe. Et, en vérité, je crois que M. Stirner a raison, je crois très-fermement que M. Feuerbach et M. Ruge sont coupables, qu'ils reviennent à la *transcendance*, qu'ils admettent en dehors de l'individu une puissance supérieure dont celui-ci dépend. On ne s'arrête pas sur la pente de ces abîmes : ou bien revenez à la croyance universelle, reconnaissez au-dessus de l'homme l'humanité, au-dessus de l'humanité le Créateur, au delà du fini l'infini avec ses splendeurs et ses mystères ; ou bien, si votre dialectique insensée vous enchaîne, suivez jusqu'au bout votre voie ténébreuse et proclamez avec M. Stirner que l'individu existe seul. M. Stirner est conséquent, et c'est par là qu'il vous renverse. Il est dans le vrai quand il lance contre vous cette terrible accusation qui vous déconcerte, et, pour moi, sans hésiter, je vote avec lui.

Voyez plutôt quelle logique, quelle netteté, quelle assurance imperturbable chez M. Max Stirner! Ce n'est pas lui que le cœur vient troubler dans l'enchaînement rigoureux de ses doctrines. Heureux homme! il n'a point de scrupules, point d'hésitation, nul remords. Jamais dialecticien n'a été mieux défendu par la sécheresse de sa nature. Sa plume même ne tremble pas ; elle est élégante sans affectation, gracieuse sans parti pris. Là où un autre serait agité, il sourit naturellement. L'athéisme lui est suspect, comme trop religieux encore; compléter l'athéisme par l'égoïsme, voilà la tâche qu'il remplit, et avec quelle aisance, avec quelle tranquillité d'âme!

Il commence par indiquer nettement le but qu'il veut atteindre. La philosophie du XIXe siècle, la dialectique de M. Feuerbach, a très-bien aperçu le but de la science nouvelle, qui est de supprimer la *transcendance*, c'est-à-dire de ruiner ce pouvoir imaginaire auquel se soumettait le monde. Ce pouvoir, dans l'état actuel des idées, quel est-il? C'est le christianisme. Bruno Bauer et Feuerbach ont donc vaillamment compris le devoir de la science, ils se sont donné la tâche de renverser l'*homme-Dieu ;* mais ont-ils réussi? Non ; la vieille religion les enchaîne encore. Dans *l'homme-Dieu*, ils ont supprimé Dieu et conservé l'homme. L'*humanismus* n'est qu'une métamorphose du christianisme ; à la Divinité on a substitué le genre humain : nous n'avons fait que changer de maître et de servitude. Il y a toujours au-dessus de nous une abstraction réalisée, une autorité illégitime à laquelle il faut que je me sacrifie. Qu'a voulu faire M. Feuerbach? Changer un nom. On disait : Dieu ; nous disons : L'humanité. La belle conquête! le beau triomphe! Où donc est

la vraie liberté, et quand cesserai-je d'être dupe ? Et voilà M. Stirner qui applique partout, avec une fureur sans exemple, ce principe que M. Feuerbach dirigeait seulement contre la Divinité. Plus de Dieu, plus de genre humain, plus de patrie, plus rien au delà de mon être, pas une idée générale, pas un principe absolu; tout ce qui pourrait gêner la liberté, droit, morale, amour, fraternité, intérêts communs, ce ne sont là que des formes et des déguisements de Dieu, c'est l'ancienne religion qui reparaît sans cesse et qu'il faut combattre à outrance jusqu'à l'heure de l'extermination complète. Cette fois, qu'en pensez-vous? Ce monde sublime de l'idéal, ce royaume des esprits, cette raison universelle qui, depuis Platon, a nourri tant de graves penseurs et ravi tant de poëtes et tant d'artistes, cette continuelle révélation qui console, qui soutient, qui éclaire chaque jour les enfants les plus humbles de la famille humaine, cette *transcendance* enfin, puisqu'il faut l'appeler par son nom, la voilà supprimée d'une façon définitive ! L'individu, resté seul au milieu de ce désert qui ne l'effraye pas, a le droit de s'écrier avec une joie sinistre : Je ne me suis attaché à rien (*Ich habe meine Sache auf nichts gestellt*) ! C'est le lugubre chant de victoire qui ouvre et qui termine cet épouvantable livre.

Certes, on ne réfute pas de tels écrits. La discussion ne saurait se faire assez petite pour l'individu qui s'emprisonne si étroitement. D'ailleurs, il n'y a pas de prise ; entre le *moi* de M. Max Stirner et l'intelligence de son lecteur, tout lien est rompu. On ne peut raisonner avec lui qu'au moyen des idées générales, au nom de certains principes, et il a commencé par nier tous les principes et toutes les idées. De M. Stirner à son voisin, le chemin est détruit, la communication est impossible. Je ne puis même comprendre pourquoi il a publié son livre. A qui s'adresse-t-il ? Que veut-il ? Il s'adresse aux hommes et veut les persuader ; il ne juge donc pas cette entreprise chimérique, et elle le serait si sa philosophie n'était pas un mensonge. Il a beau nier les principes et réduire tout à la volonté arbitraire de chacun de nous, cet arbitraire qu'il prêche devient un principe entre ses mains; vrai ou faux, qu'il m'en accorde un seul, aussitôt tous les autres se relèvent, et ce monde moral qu'il croit ruiné se reconstruit de lui-même jusqu'au faîte. Mais, encore une fois, pourquoi discuter de telles doctrines? Il suffit de les exposer. Je continue.

La théorie de M. Stirner n'oublie rien ; nous avons le code complet de l'égoïsme. Ne croyez pas que ce soit un paradoxe, un abominable jeu d'esprit; c'est un système qui embrasse tout, qui prévoit tout, et qui se déduit des prémisses avec une logique irrésistible. La jeune école hégélienne se débattra vainement contre les conséquences hideuses que son dialecticien lui impose. La composition de l'ouvrage est remarquable, d'ailleurs, par l'ordre et la netteté. Après avoir établi son principe, la suppression de tout ce qui n'est pas le *moi,* M. Stirner discute les différentes écoles philosophiques et sociales qui règnent aujourd'hui. Je ne parle pas de l'ancienne religion et de l'ancienne métaphysique, choses mortes pour M. Stirner, ennemis déjà vaincus et ensevelis par M. Feuerbach. Ce qui l'occupe, c'est le libéralisme, quel qu'il soit, politique, social, *humanitaire ;* il examine l'une après l'autre ces théories diverses et leur prouve clairement qu'elles sont un faux libéralisme, un libéralisme hypocrite. Elles promettent la liberté et donnent la servitude. La vieille tyrannie tend sans cesse à reparaître sous des formes nouvelles ; tous les partis actuels sont ses représentants. Celui-ci met en avant le droit commun, celui-là la patrie, cet autre l'humanité. Il y a des tribuns qui se croient appelés à être les libérateurs de l'homme parce qu'ils ont écrit : *Pereat mundus et fiat justitia !* La justice ! le droit ! toujours des abstractions qui prennent un corps, toujours des spectres, des idoles, auxquels on immolera l'individu ! Toujours la religion, l'iniquité, l'imposture, qui relèvent la tête ! Toujours des capucinades, *Das Pfaffenthum !* Ne se trouvera-t-il pas un homme pour réclamer enfin la vraie liberté? On le voit, il n'y a ici qu'un

seul argument, l'argument de M. Feuerbach, mais il est varié avec un art infini. L'auteur l'applique à tout, et cette résolution impitoyable est l'originalité de son travail. Le monde moral s'écroule tout entier devant lui. Pendant ce temps il n'éprouve aucun regret; tantôt il sourit comme un homme qui se réveille d'un mauvais songe et qui voit s'enfuir des fantômes détestés; tantôt, quand l'ennemi est puissant et qu'il croit l'avoir terrassé, il pousse des cris de joie où éclate je ne sais quelle poésie horrible. Ainsi, après une discussion où il s'imagine avoir dissipé le fantôme de la patrie, après un réquisitoire contre ce sentiment oppressif auquel il faut tant sacrifier, un cri furieux s'échappe de ses lèvres : « Meure le peuple et que je vive! » et il termine enfin par ces incroyables paroles : « Écoutez! tandis que j'écris ceci, les cloches commencent à sonner; c'est demain le dixième anniversaire séculaire de la constitution de notre chère Allemagne! Eh bien! sonnez, sonnez le glas des funérailles! Les peuples germaniques ont derrière eux une histoire de mille ans; quelle longue vie! O peuples, couchez-vous dans la tombe pour ne vous relever jamais, et que tous ceux-là soient libres que vous avez enchaînés si longtemps! Mort est le peuple, et moi je vis!... Demain, ô Allemagne! on te portera au tombeau; les nations, tes sœurs, t'y suivront un jour; quand elles y seront toutes, quand l'humanité sera ensevelie, alors je serai libre, je serai joyeux, j'aurai recouvré mon héritage! »

L'auteur, dans la première partie de son travail, a donc fait table rase. Maintenant voilà l'individu tout à fait libre, le voilà maître de lui-même, et le tableau de sa félicité ne sera pas moins curieux que cette lutte contre le *Pfaffenthum*. Qu'une plume se soit trouvée pour écrire de pareilles choses, pour les écrire avec tant de sang-froid, avec une si correcte élégance, c'est un mystère incompréhensible. Il faut avoir lu ce livre pour être persuadé qu'il existe. Un de nos écrivains l'a dit : Lorsque l'esprit allemand n'est pas dans la nue, il rampe. M. Stirner s'est chargé de justifier cette sévère parole; il est impossible de traîner plus bas ce noble esprit germanique que tant de poëtes et de métaphysiciens avaient accoutumé à l'infini. Comment faire comprendre à un lecteur français cette exaltation dans le néant? Tout à l'heure, quand M. Stirner attaquait toute espèce d'idéal, cette lutte impossible donnait à sa pensée comme une apparence de poésie; il y avait parfois en lui la hardiesse du guerrier, et la témérité folle de son entreprise cachait du moins ce qu'il y a de vulgaire dans ses doctrines. Maintenant que sa bataille est gagnée, maintenant qu'il célèbre sa liberté conquise, la platitude de sa pensée va paraître toute nue. Imaginez toutes les conséquences que renferme cette situation de l'individu resté seul sur les ruines du monde moral; M. Stirner n'en oublie pas une. Ces résultats dont la pensée seule vous effraye le remplissent de joie. Il glorifie l'égoïsme comme d'autres glorifient le dévouement. Qu'on me dispense de présenter ce tableau. Un des plus beaux résultats de M. Stirner, celui qu'il proclame comme la bonne nouvelle, c'est que, la règle du devoir n'existant pas, il n'y a pas d'infraction possible à cette règle. Qu'est-ce qui fait le pécheur? C'est la loi morale. Si cette loi ne disait pas : Il est bien de faire ceci et mal de faire cela, toutes nos actions seraient également bonnes. Il n'y aura donc plus de mal, plus de péché, plus de crime. Admirable profondeur de cette science nouvelle! M. Feuerbach se réjouissait aussi d'avoir détruit l'impiété en instituant l'athéisme.

Le vrai mérite de M. Stirner au milieu de tant d'extravagances, c'est qu'il a dit le dernier mot de la jeune école hégélienne. C'est là ce qui fait supporter la lecture de cet étrange manifeste, bien que le froid vous gagne de toutes parts. Par l'excès même du mal, il a rendu à cette patrie qu'il maudit un service immense. Que ce soit là son excuse. Cet athéisme hégélien qui endormirait l'Allemagne au moment des crises prochaines se détruit lui-même dans le livre de M. Stirner. Il est impossible que les

cœurs égarés ne frémissent pas en voyant cette conclusion de leur doctrine. Qu'a dû penser M. Feuerbach? Je l'ignore. Quant à M. Arnold Ruge, dont l'âme est le vrai champ de bataille des discussions philosophiques de son pays, il s'agite sous les impressions tumultueuses que ce livre fait naître en lui. Tantôt son cœur généreux repousse avec horreur cet égoïsme sans nom, tantôt il se sent pris, il se voit enchaîné par un révolutionnaire plus logicien, et, craignant d'être dépassé à jamais, il s'efforce de trouver un sens généreux à ces énormités. La théorie de M. Stirner, dit-il, n'a pas de valeur absolue; il faut la prendre comme le manifeste d'une époque; à ce point de vue, elle est irréprochable. En révélant à l'homme son droit individuel et en supprimant tout ce qui limite ce droit, M. Stirner rend chacun de nous plus exigeant et plus avide. Il pousse le cri de guerre, il met le feu aux poudres, il soulève l'innombrable foule de ceux à qui on dénie le droit et la liberté. — Explication menteuse! M. Ruge n'y croit pas lui-même, et M. Stirner la désavouerait immédiatement. Le logicien n'a-t-il pas prouvé que le droit, considéré comme principe, est une idée religieuse, c'est-à-dire une notion fausse et qui s'oppose à la vraie liberté? N'a-t-il pas cru démontrer qu'il y a le droit de chacun de nous, le mien, le vôtre, mais que le droit commun est une chimère oppressive? Je défie M. Ruge de trouver dans le système de M. Stirner une seule pensée qui puisse autoriser le mouvement libéral de l'Allemagne. M. Ruge insiste; il y a au moins, répond-il, dans cette exaltation de l'individu et de son droit personnel un appel désespéré à la révolte. Non, il n'y a pas même cette triste excuse. Ce système n'est pas la ruse d'un esprit ardent qui consent à dégrader la philosophie si cela peut soulever les masses furieuses. Encore une fois, la rude franchise de M. Stirner aurait honte de ces justifications hypocrites. Cette force brutale dont vous parlez, qui donc la met en mouvement? Ce sont les idées sans doute, ce sont les croyances, quelles qu'elles soient, religieuses, politiques, sociales; c'est tout ce qui unit les hommes par un lien puissant et les dévoue à une cause commune. Eh bien! dans ce monde désolé qu'habite l'esprit de M. Stirner, rien de tout cela n'existe plus; M. Stirner a tué les idées.

III

Résumons les deux livres que nous venons d'étudier. Appuyés sur un même principe, fondés sur l'athéisme de M. Feuerbach, ils aboutissent à des conclusions distinctes, mais qui se tiennent d'une manière étroite et se complètent nécessairement. Le premier combat le sentiment de la patrie pour y substituer l'amour mal défini du genre humain; le second, plus logique, plus fidèle à la pensée de l'école, repousse même ce vague sentiment de l'humanité, et prêche hardiment la religion du moi : *homo sibi Deus;* voilà ces deux systèmes débarrassés de leur appareil scientifique. Entraînée chaque jour plus avant au fond de ces routes ténébreuses, la jeune école hégélienne a proclamé par la voix de M. Stirner la bonne nouvelle qu'elle promettait au monde. Son Évangile est achevé.

Ce résultat ne suffit-il pas? est-il nécessaire de prononcer un jugement? Je ne ferai qu'une seule réflexion. Tout à l'heure, quand nous avons vu M. Arnold Ruge exalter la France pour mieux maudire son pays, nous n'avons pas accepté ce faux et coupable enthousiasme; au nom de la France comme au nom de l'Allemagne, nous avons défendu contre M. Ruge le sentiment de la patrie. Nous ne savions pas, hélas! jusqu'où s'emporterait l'école hégélienne; nous ne connaissions pas le manifeste de M. Stirner. Maintenant, en vérité, nous sommes tenté de rétracter nos paroles. Oui, qu'ils viennent à nous! Que M. Ruge reprenne sa devise, *nulla salus sine Gallis,* nous ne les repousserons plus. En mettant le pied sur le sol de la France, ils seront

guéris de leur folie; toutes ces passions antisociales, toutes ces ténébreuses doctrines se dissiperont à la pure clarté du soleil. Quoi! ils se disent les éclaireurs des idées, et ils éteignent, à la veille de la lutte, tous les sentiments généreux ! Ils se proclament les héritiers du XVIIIe siècle, et ils ignorent tout ce qu'il y a eu de vie, d'énergie morale, de croyances invincibles sous le scepticisme élégant de cette immortelle époque ! Qu'ils viennent donc, et qu'ils voient à la face du jour la laideur de leur pensée. M. Ruge l'a très-bien dit : « La France est le cœur de l'Europe. » Rêveurs sinistres, interrogez ce cœur puissant et écoutez sa réponse. Soit que vous nous prêchiez, comme M. Ruge, je ne sais quel vague sentiment cosmopolite fondé sur la haine de la patrie, soit que vous vous enfermiez avec M. Stirner dans un égoïsme hideux, vous trouverez dans l'esprit de la France l'énergique condamnation de vos théories insensées. Quel peuple, plus que le nôtre, a aimé le genre humain ? Qui s'est dévoué plus souvent pour la cause commune? Mais, pour se dévouer, il faut être maître de soi, il faut se connaître, se comprendre, s'aimer soi-même, et nulle part en effet vous ne verrez mieux associés ces deux sentiments si féconds, l'amour du genre humain et l'amour de la patrie. Quant aux malheureux qui espèrent détruire toute croyance supérieure à l'homme et qui célèbrent l'égoïsme comme la seule forme complète de la liberté, ce sont ceux-là surtout qui doivent venir respirer l'air dont nous vivons. Ce souffle seul les rendrait à la vie. Lorsque je lisais le livre de M. Stirner, lorsque tous les liens de l'humanité étaient rompus, et que l'homme, privé de Dieu et séparé de ses semblables, était réduit à son étroit horizon, à son existence d'un jour, à son activité d'une heure; lorsque je voyais enfin ce stupide acharnement à se dépouiller soi-même, je me rappelais, chez l'écrivain réputé le moins religieux, cette magnifique parole qui embrasse dans un immense amour non-seulement le genre humain, mais tous les êtres, quels qu'ils soient, tous nos frères inconnus qui habitent au fond de l'espace sans bornes les milliards de planètes. « Si quelqu'un, » dit Voltaire, « si quelqu'un, dans la voie lactée, voit un indigent estropié, s'il peut le sauver et s'il ne le fait pas, il est coupable envers tous les globes. »

Cette clarté que je demande pour eux, cette purifiante atmosphère que leur donnerait la France, il vaudrait mieux pourtant qu'ils pussent la trouver dans leur patrie. C'est de là qu'est venu le mal, c'est là surtout qu'est le remède. Qui donc a poussé ces natures d'élite à de si indignes extravagances? quelle est la cause de ce vertige? Pour moi, je n'en saurais douter, l'Allemagne seule en est responsable. Il y a désormais un trop grand contraste, dans ce pays, entre la culture des intelligences et la tutelle oppressive des gouvernements. Quand l'esprit public est depuis longtemps émancipé et que l'État continue de le traiter comme un mineur, quand toutes les issues lui sont obstinément fermées, quand on lui refuse le mouvement et l'exercice régulier de ses forces, cet esprit actif, inquiet, s'agitant dans l'ombre où on l'enchaîne, est bientôt la proie du délire. Le fléau qui ravage la philosophie allemande n'a pas d'autre origine. Ne cherchez pas ailleurs l'explication de ces monstrueux systèmes; vous ne parviendriez jamais à comprendre comment l'Allemagne, ce séjour de la pensée pure et des sublimes contemplations, est devenue le foyer de l'athéisme.

Ne pensez pas non plus que ce soient là des erreurs isolées, ce serait une singulière illusion. J'ai dit que je voyais là une maladie inévitable dans les conditions présentes de ce pays; j'ajoute que cette maladie est contagieuse, et qu'elle frappe chaque année la jeune république des universités. Ni M. Feuerbach, ni M. Ruge, ni M. Stirner, ne sont des aventuriers que le scandale attire; esprits élevés et amis de la science, il n'y a point chez eux d'insolentes bravades. J'ose dire qu'ils ignorent leur état, et subissent le mal le plus naturellement du monde. Autour d'eux, cepen-

dant, l'épidémie se propage, et les générations survenantes sont décimées. L'athéisme des jeunes hégéliens ne se concentre pas dans les limites d'une école honteuse d'elle-même, c'est le drapeau d'un parti qui grossit chaque jour, et qui, se croyant dans la route du vrai, expose ses dogmes avec une candeur sans exemple. Je doute que l'histoire de la pensée humaine ait jamais donné le spectacle d'une situation pareille.

S'il existe des esprits impatients comme M. Arnold Ruge, lesquels, excités encore par des ressentiments secrets, désespèrent de leur patrie, il en est d'autres qui ne sont pas si mécontents et qui comptent avec orgueil les philistins convertis à l'athéisme. Voici une lettre que j'ai reçue il y a peu de temps, et qui est signée par l'un des hommes les plus distingués de cette école. Elle résume si nettement, elle reproduit avec une si singulière naïveté ce déplorable état des questions philosophiques, que je ne saurais me dispenser d'en citer quelques lignes. C'est un des chefs qui parle. L'auteur a bien voulu discuter amicalement mon opinion sur l'état intellectuel de son pays, et il ajoute : « Franchement, monsieur, nous autres Allemands, tout en gardant amitié à votre noble pays qui a fait 1793, nous sommes peu à peu revenus de notre admiration pour son génie progressiste. Nous savons que ni Strauss, ni Bruno Bauer, ni Feuerbach, n'étaient possibles chez vous, malgré votre Descartes et malgré la révolution. Depuis Descartes, vous n'avez pas fait un seul pas en avant, mais beaucoup de pas en arrière, à gauche, à droite. Les libraires parisiens ont peur d'imprimer la traduction de Feuerbach. Aujourd'hui vous avez même peur de Descartes ; vous n'exhumez que le côté faible de son génie, sa triste et mélancolique religiosité, et vous ne comprenez pas *le magnifique et héroïque athéisme qui était l'essence véritable de ce grand penseur français* (c'est le philosophe allemand qui souligne lui-même cette phrase, voulant mieux insister sur son étrange découverte) ! Sans rancune, monsieur, la France est en arrière ; l'Allemagne, ayant travaillé trois siècles à absorber en elle le vieux monde fantastique de la religion et de la métaphysique, l'Allemagne, *athée aujourd'hui quant à ses sommités et à ses génies culminants*, ne tardera pas à réaliser les résultats de sa longue théorie. Je n'ajoute rien de plus. Je dis seulement que cette bourgeoisie allemande qui crie : *Vive la constitution!* n'aura pas le loisir de se pétrifier, comme a fait la vôtre après sa grande victoire de 1789. En outre, nos bourgeois même sont très-avancés quant aux idées philosophiques, *c'est-à-dire athées*. Ma mère et mes deux sœurs ont lu et étudié à plusieurs reprises l'ouvrage immortel de David Strauss, la *Vie de Jésus*. Eh bien ! la traduction de ce livre par M. Littré n'a pas été touchée par la main d'une femme française, j'en suis sûr, et les hommes de votre pays ne le comprennent pas après l'avoir lu. N'est-ce pas lamentable?... » L'enthousiasme de l'auteur pour cette bourgeoisie athée lui fait certainement exagérer les conquêtes de son parti. Il ne faut pas trop le croire sur parole. J'accepte toutefois ce document, confirmé par tant d'écrits, par tant de symptômes manifestes, et je l'oppose au découragement de M. Arnold Ruge. Bien évidemment, M. Ruge a tort ; c'est en Allemagne, ce n'est pas chez nous qu'il ralliera des partisans.

Au-dessus de ces partis extrêmes, l'Allemagne a vu se former, qui en doute? un grand parti constitutionnel, et c'est de ce côté que sont tous nos vœux. Il y a deux ans, quand on refusait d'y croire, nous avons signalé l'existence certaine de ce parti et fait le dénombrement de ses forces ; aujourd'hui qu'il vient de réaliser nos prévisions par une éclatante campagne, nous ne sommes pas disposé à amoindrir son importance. M. de Beckerath, M. Hansemann, M. Mévissen, M. Camphausen, M. Milde, tous ces fermes caractères, donnent à leur pays des exemples qui ne seront pas perdus. Ils font l'éducation de l'esprit public et l'accoutument à la fermeté opiniâtre, au bon sens pratique, à la discipline, sans laquelle il n'y a pas de victoires fécondes. Je ne doute pas que le parti constitutionnel, dirigé par de tels guides, n'arrive à

occuper une grande place dans les affaires de l'Allemagne. Prenez garde pourtant : si M. Hansemann et ses amis ne triomphent pas, si le gouvernement prussien s'obstine dans la résistance, si l'esprit du moyen âge avec ses institutions condamnées usurpe pendant quelque temps la place de l'esprit moderne, j'entrevois pour l'Allemagne des difficultés que sa situation philosophique compliquerait d'une façon terrible. Indifférentes aux débats du parlement, les générations nouvelles se grouperaient de plus en plus autour des chefs de la jeune école hégélienne; cette doctrine de l'athéisme, déjà si répandue, déjà sortie de l'ombre des écoles et entrée dans la vie, gagnerait des milliers d'adhérents; Bruno Bauer, Feuerbach, Ruge, Stirner, seraient considérés comme les libérateurs de la raison, et il pourrait se faire que, le jour où la constitution serait sérieusement accordée, cette constitution fût repoussée avec dédain comme une œuvre stérile. Les courtisans disent aujourd'hui que ce *morceau de papier* serait une oppression pour la royauté; les démagogues emploieront les mêmes termes et trouveront le contrat oppressif pour le peuple. Où est le danger, où est la lutte vraiment périlleuse désormais? Ne croyez pas qu'elle soit entre les partisans du pouvoir absolu et les libéraux constitutionnels; cette lutte-là n'est rien, l'issue du combat est trop manifeste. La vraie lutte, je la vois établie entre le parti constitutionnel et le radicalisme. Cette lutte n'a pu s'engager en France, grâce à la marche prompte et régulière de l'esprit public; prenez garde qu'elle n'éclate un jour dans les pays allemands. C'est là l'espérance des radicaux, et, en comprimant le parti constitutionnel, on leur rend service, on prépare leur triomphe! Il suffit de voir leur indifférence pour la belle campagne parlementaire de MM. Hansemann et Beckerath. Que serait une constitution, en effet, pour ceux qui ont rêvé la réforme radicale du monde, et qui ont commencé par détrôner Dieu? Plus vous refusez les satisfactions que réclament les esprits droits, plus vous encouragez les esprits égarés. Privés d'air et de soleil, ils finissent par se complaire, comme M. Arnold Ruge, dans la maladie qui les frappe; ignorants de la vraie liberté, ils invoqueront la liberté montrueuse dont M. Stirner a tracé l'image!

Que faire donc pour combattre le mal? Répétons-le, un seul remède serait efficace : ce serait l'introduction franche et complète de l'Allemagne dans les voies de la civilisation libérale. Ce désespoir de l'intelligence publique est né de l'étouffante obscurité du régime actuel; donnez au malade le jour, la publicité, la vie de la tribune, faites-lui enfin sa part, cette part si bien gagnée et si patiemment attendue; alors il se lèvera, et les songes de la fièvre s'évanouiront sans laisser de trace. Quoi! c'est dans une telle situation que l'on conteste au parlement de Berlin ses droits les plus sacrés! c'est maintenant qu'on veut perpétuer l'esprit féodal, immobiliser les castes et donner à de petites catégories les représentants qu'on enlève à la nation! Ces défenseurs obstinés d'un passé impossible ne savent pas de quelle responsabilité ils se chargent. S'ils comprennent toute leur mission, s'ils veulent bien mériter de la patrie et de la société européenne, ils ne pousseront pas à bout des intelligences égarées. Pour moi, je voudrais que ces pages parvinssent au brillant et bienveillant monarque sur qui l'Europe a les yeux attachés; il me semble que ce tableau des désordres de la pensée chez une jeunesse d'élite serait la plus pressante des pétitions. Hâtez-vous, lui dirais-je; sauvez l'Allemagne, sauvez le génie spiritualiste, sauvez ces malheureux jeunes gens! Chaque heure de retard voit éclore peut-être un de ces systèmes qui déshonorent la pensée germanique. Toute cette vie qui abonde dans les générations nouvelles, toute cette ferveur enthousiaste, ne voyez-vous pas qu'elle se perd en orgies, en délires sans nom? Donnez le remède, ô vous qui l'avez; donnez la liberté et la lumière, pour que l'Allemagne un jour, en versant des larmes, ne vous redemande pas ses légions!

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LES COMMENCEMENTS

DE

LA VIE DE MOLIÈRE.

Les notes qui suivent ont pour but principal d'éclairer et d'assurer le très-petit nombre de renseignements qu'on a pu rassembler sur les quarante premières années de la vie de notre grand comique, en les faisant concorder avec les faits publics et avérés de l'histoire, en y rétablissant d'une manière exacte les dates et les personnes qui s'y trouvent jusqu'ici confusément mêlées, tout cela sans aucune prétention de découvrir ce qui en est demeuré inconnu, mais non sans quelque espérance de redresser en plusieurs lieux ce que l'on en sait mal, ce qui en a été dit au hasard. Il y a, en effet, ici cette double singularité dans l'existence d'un homme qui a beaucoup écrit et que son métier a longtemps tenu en vue, qu'il n'a pas laissé une seule ligne de sa main, et que nul de ses contemporains, de ses amis, n'a rien recueilli, rien communiqué au public de sa personne. Les amateurs d'autographes savent douloureusement à quoi s'en tenir sur le premier point; sur le second, il suffira de dire, pour le moment, que le premier ouvrage où l'on prétendait raconter la vie de l'auteur illustre, du comédien populaire, est de 1705, postérieur de trente-deux ans à sa mort, et qu'il commençait par ces mots : « Il y a lieu de s'étonner que personne n'ait encore recherché la vie de M. de Molière pour nous la donner. » De là il est résulté que, n'ayant pas à s'aider des ressources si précieuses de la correspondance privée, la biographie, qui, de sa nature, n'aime pas à s'avouer ignorante, n'a pu que ramasser, pour guider sa marche, des souvenirs lointains, des traditions incertaines dont les lacunes encore ont dû être remplies par des fables. Un autre malheur a voulu que cet historien tardif, qui se disait le premier, fût un homme sans nom, sans autorité, sans goût, sans style, sans amour au moins du vrai, un de ces besogneurs subalternes qui touchent à tout et gâtent tout ce qu'ils touchent, autorisés à leurs méfaits par la coupable apathie des honnêtes gens. Boileau, qui avait bien connu Molière, qui l'avait aimé, ce nous semble, plus qu'il n'aima homme du monde, Boileau vieilli vit le livre dont il est question, et se contenta d'écrire : « Pour ce qui est de la vie de Molière, franchement ce n'est pas un ouvrage qui mérite qu'on en parle. Il est fait par un homme qui ne savait rien de la vie de Molière, et il se trompe dans tout, ne sachant

même pas les faits que tout le monde sait. » Que tout le monde sait! c'est-à-dire que tout le monde de ce temps, que tous ceux qui avaient l'âge de Boileau savaient alors, partant que nous ne savons plus, parce que nul de ceux qui les savaient n'a pris soin de nous les dire. Après cela, le grand juge des œuvres littéraires crut infailliblement mort le livre qu'il avait condamné. Et ce livre lui a survécu, il a été vingt fois, trente fois réimprimé, il l'est d'hier; il a fait un nom à son auteur ; il lui a procuré, qui pis est, de nombreux plagiaires, parmi lesquels sont de grands écrivains, qui ont rafraîchi, brodé, doré ses guenilles, étendu sur ses phrases un peu de français, sans se donner la peine de vérifier un seul des faits qu'il raconte, car c'est comme cela que se font les livres dans notre pays. Ainsi, entre autres, a procédé Voltaire, et il n'a eu vraiment que ce qu'il méritait, lorsqu'un libraire préféra, en 1734, à l'élégant résumé qu'il avait daigné faire d'une œuvre pitoyable, la version plus ample qu'en donnait un autre écrivain, digne, en effet, d'abréger le premier. Depuis 1705 jusqu'à nos jours, le Gallois de Grimarest, celui dont Boileau ne voulait même pas qu'on parlât, est demeuré positivement le maître de la vie de Molière, la source de tant de notices, d'éloges et de remarques dont les éditions de ses œuvres se sont appauvries, et dernièrement lorsqu'un biographe laborieux a voulu reprendre cette tâche si mal remplie, le travail de son prédécesseur séculaire a encore pesé sur lui, ne fût-ce qu'en lui imposant la fâcheuse nécessité de le contredire.

Grimarest pourtant, puisque Grimarest il y a, ne disait pas la vérité en avançant que personne, en 1705, n'avait encore donné la vie de Molière. En 1682 avait paru la première édition complète et posthume de ses œuvres, et en tête de cette publication était placée, sous le titre modeste de préface et sans nom d'auteur, une notice simple, courte, intéressante, que l'on sait maintenant avoir été écrite par un des camarades du comédien défunt et par un des amis du célèbre écrivain, les sieurs Lagrange et Vinot. Là, et presque nulle part ailleurs, se trouvent encore aujourd'hui les seuls renseignements certains que l'on puisse accepter, les seuls peut-être, et cette conjecture est sérieuse, que Molière ait voulu laisser au public sur cette carrière de cinquante et un ans, dont l'éclat ne dura pas plus de quinze années, et que doit suivre une gloire immortelle.

Ce qui en est glorieux n'est pas cette fois de notre sujet; nous voulons tâcher de démêler ce qui en est obscur.

I. 1622. — On peut tenir aujourd'hui pour constant que Molière naquit à Paris, non pas en 1620 ou 1621, mais le 15 janvier 1622; non pas sous les piliers des Halles, mais dans la rue Saint-Honoré, où demeurait son père ; qu'il était fils de Jean Poquelin, tapissier, et de Marie Cressé (non pas Boutet) sa femme. Notez que toutes ces indications fautives, démenties maintenant par des preuves, ne proviennent pas de ses premiers biographes, en quelque sorte testamentaires, mais de Grimarest et de ses copistes. C'est dans notre temps seulement qu'on s'est avisé d'employer, en faveur de l'exactitude historique, les mêmes voies dont on se sert pour établir les droits des familles. Des actes authentiques ont été découverts, desquels il résulte : 1° que l'homme marié le 20 février 1662 à Armande-Gresinde Béjart (c'est-à-dire incontestablement Molière) était fils de Jean Poquelin et de feu Marie Cressé; 2° que Marie Cressé, femme de Jean Poquelin, était morte le 11 mai 1632; 3° que, le 15 janvier 1622, était né un fils, nommé Jean, du mariage de Jean Poquelin et de Marie Cressé; 4° qu'enfin le mariage avait été contracté le 27 avril 1621. Sur le vu de ces quatre actes ainsi disposés, et en remontant, comme il faut faire, du dernier aux précédents, il n'y a pas de juge qui ne délivrât une succession à qui les produirait. Il faut donc remercier celui qui les a cherchés avec une heureuse persévérance, et qui nous a véritablement rendu la généalogie de Molière.

II. 1637. — A l'époque de la naissance de son premier fils, Jean Poquelin, époux

depuis neuf mois de Marie Cressé, était non pas, comme dit Voltaire, marchand fripier, mais tapissier, ce qui a toujours été, ce qui était surtout alors fort différent. Il ne faut qu'avoir vu quelques débris des ameublements de ce temps-là, des tentures qui couvraient les murailles ou qui enveloppaient les lits, pour comprendre que ce n'était pas là un bas commerce, une pauvre et mesquine industrie. Toutefois il n'était pas encore valet de chambre tapissier du roi. Il ne le devint qu'en 1631 par transmission d'une charge qui était déjà dans la famille, et la survivance en fut assurée, l'an 1637, à son fils aîné, âgé alors de quinze ans. Ceci est encore de découverte récente ; mais on s'est étrangement mépris sur le sens de cette survivance obtenue du roi en faveur d'un héritier. On a voulu y voir une sorte de contrainte paternelle, qui condamnait d'avance le fils à un vil emploi, qui le vouait par anticipation au service domestique et lui traçait son humble destinée. Il y a tout autre chose, et bien mieux que cela, dans la précaution du père et dans la libéralité du roi. Faire pourvoir son fils en survivance de la charge dont il était devenu titulaire, c'était lui en transmettre dès lors la propriété, le faire maître d'un patrimoine, empêcher qu'après la mort du père cette charge ne fût un bien perdu pour sa succession, l'héritier préféré s'en trouvant déjà saisi. C'était donc avantager celui-ci d'une chose certaine et solide, car, la mort du titulaire arrivant, le survivancier pouvait, à son choix, exercer la charge ou la vendre, en user ou en profiter. Et celle dont nous parlons n'était assurément pas de mince valeur, en raison surtout des priviléges d'exemption et de juridiction qui s'y trouvaient attachés, car les huit tapissiers, dont Jean Poquelin était l'un, faisaient partie des « officiers domestiques et commensaux de la maison du roi, » compris aux états enregistrés par la cour des aides ; ils avaient « titre de valet de chambre et ordinaire à leur table : » toutes choses fort propres à tenter la vanité d'un riche marchand sans nuire à ses affaires, puisque le service était seulement de trois mois avec « 300 livres de gages et 37 livres 10 sols de récompense. »

Sauf cette circonstance, qui fait paraître, en 1637, le nom du jeune Poquelin dans un document public, on peut dire que rien, absolument rien, ne nous révèle l'emploi de ses premières années. Ce qui est fort probable, c'est que son père, bon bourgeois, marchand aisé, « honorable homme, » comme l'appelle l'acte mortuaire de sa première femme, fit élever son fils de la même façon que le faisaient tous les hommes de sa condition, ce qui ne les ruinait pas, et rendait leurs enfants propres aux menues charges, aux lettres, au barreau, à l'Église. C'est d'ailleurs ce que semble dire la notice de Lagrange et Vinot par ces mots tout simples qui suivent immédiatement la mention de sa naissance : « Il fit ses humanités au collége de Clermont. » Mais ceci était trop simple en effet. On y ajouta plusieurs circonstances fabuleuses, sur lesquelles la manie des phrases ne manqua pas d'enchérir encore, et le père Poquelin en devint la victime. Ce brave homme fut représenté comme une espèce de tyran niais, borné, stupide, qui voulait anéantir la pensée de son fils dans un ignoble apprentissage, qui ne le laissait pas regarder hors de « sa boutique, » et ne permettait pas qu'il apprît autre chose qu'à « lire, écrire et compter. » Cet abrutissement calculé du génie aurait duré quatorze ans, pendant lesquels le malheureux enfant n'aurait eu aucun rayon de ce qui se passait dans les régions de l'esprit, si sa bonne étoile ne lui eût donné un grand-père curieux de la comédie. Ce grand-père, du côté paternel d'abord, puis, quand on sut que l'aïeul Poquelin était mort en 1626, transféré au côté maternel, aurait arraché quelquefois son petit-fils à l'ennui de sa prison pour lui faire voir les acteurs et les pièces de l'hôtel de Bourgogne. Ce fut là, dit-on, qu'à l'aspect des Bellerose, des Gauthier-Garguille, des Gros-Guillaume, des Turlupin, sa passion se déclara, et que, pour se mettre en état d'imiter, d'égaler, s'il se pouvait, de si beaux modèles, il demanda en pleurant et il obtint enfin, à force de prières, la permission d'étudier le grec, le latin, la philosophie au collége des jésuites. Il paraît certain

qu'il suivit les cours de ce collége dans le même temps que le prince Armand de Conti, filleul du cardinal de Richelieu et frère du duc d'Enghien, depuis le grand Condé. Le prince de Conti avait sept ans de moins que Molière; mais on sait que les fils de grande famille commençaient de bonne heure leurs études et les achevaient vite, pour se trouver plus tôt prêts aux gouvernements, aux prélatures qui les attendaient. Ceci d'ailleurs est un fait confirmé par Lagrange et Vinot, dont il faut toujours respecter le témoignage, et, si la différence d'âge rend cette camaraderie étrange, elle ne suffit pas pour en établir l'impossibilité; mais, ce qui est impossible en tout cas, c'est de la faire durer au delà des premières études, des humanités proprement dites. La *Gazette de France* qui consigne, comme c'était son devoir, les moindres actes des princes, nous apprend que le prince de Conti soutint ses thèses de philosophie au collége des jésuites, le 28 juillet 1641, à l'âge de quinze ans, et à cette époque, ainsi que nous le verrons, Jean-Baptiste Poquelin, âgé de vingt-deux ans, était bien autrement avancé dans la vie. Il avait étudié la philosophie et le droit. Il était ou il allait se faire comédien.

III. 1642. — Ces quatre phases de sa jeunesse, humanités, philosophie, droit, théâtre, étaient tout ce qu'en avaient conservé, ou ce qu'avaient voulu en donner ses premiers biographes, ceux qui avaient vécu avec lui. Le biographe de 1705, qui n'en connaissait rien, a voulu en dire plus. « Quand Molière eut achevé ses études, écrit-il, il fut obligé, à cause du grand âge de son père, d'exercer sa charge pendant quelque temps, et même il fit le voyage de Narbonne à la suite de Louis XIII. » Il n'est pas bien sûr que Grimarest sût au juste ce que c'était que le voyage de Narbonne; mais du moins il ne s'avançait pas jusqu'à en donner la date. Ceux qui l'ont copié ou abrégé, et Voltaire est de ce nombre, ne s'en sont pas tenus là; ils ont bravement daté le fait de 1641. Il s'en est suivi que, pour l'usage particulier des vies de Molière depuis 1734 au moins jusqu'à ce jour, sans exception aucune, ce voyage assez notable, dont Cinq-Mars et de Thou ne revinrent pas, a gardé la date de 1641, tandis que partout ailleurs il figure avec assez d'éclat comme l'événement le plus terrible de l'année 1642, du 27 janvier au 23 juillet. Que Molière y ait accompagné le roi, c'est ce dont nous ne croyons rien, et nous le regrettons, parce qu'il s'y passa des choses dont nous aurions aimé à le voir témoin; mais encore faudrait-il que sa présence en ce voyage, toute dénuée de preuves qu'on nous la donne, eût au moins une apparence de motif. Or, celui qu'avance Grimarest, « le grand âge de son père, » ne peut se soutenir, puisqu'il est certain que Jean Poquelin n'avait pas alors plus de quarante-six ans. Il est vrai que, pour rendre la phrase plus sonore, les copistes de Grimarest ont ajouté à la vieillesse des infirmités. « Son père, dit Voltaire, étant devenu infirme et incapable de servir; » mais nous savons que ce père infirme servait encore en 1663 et ne mourut qu'en 1669. Or, ne voilà-t-il pas des gens bien informés pour nous obliger à croire, sur leur seule parole, une circonstance qui d'ailleurs ne produit rien, même dans leur récit?

Quoi qu'il en soit du voyage de Narbonne, cette date de 1642, que nous rétablissons, nous a fait arriver au temps où Molière venait d'achever sa vingtième année. Ses classes finies, il étudia en droit; Lagrange et Vinot nous le disent. Grimarest veut qu'il ait été reçu avocat. Nous en doutons fort, parce que le temps nous paraît manquer à ce résultat naturel de ses études, et nous n'aurions, du reste, aucune répugnance à compter un homme d'esprit de plus parmi les déserteurs du barreau, où il en reste toujours assez. Ce qui est absolument certain, c'est que sa naissance, son éducation, la condition de ses parents, que l'on a voulu niaisement ravaler, semblaient tout naturellement le destiner à ce que nous appelons les professions libérales. La survivance qu'il avait obtenue, expliquée ainsi que nous l'avons fait, ne l'en écartait assurément pas. Sur ce point, nous avons le témoignage d'un contemporain,

et, ce qui mieux vaut en pareil cas, d'un ennemi. Dès 1663, l'auteur des *Nouvelles nouvelles*, Donneau de Visé, écrivait ce qui suit au sujet de Molière : « Le fameux auteur de *l'École des Maris*, ayant eu dès sa jeunesse une inclination toute particulière pour le théâtre, se jeta dans la comédie, quoiqu'il se pût bien passer de cette occupation et qu'il eût assez de bien pour vivre honorablement dans le monde. » Or, il faut remarquer que ce bien devait lui être venu par héritage, que, par conséquent, son père vivant encore, il le tenait sans aucun doute de sa mère, morte en 1632, que la succession de celle-ci avait été partagée entre plusieurs enfants, et que la part de l'un d'eux le faisait passer pour riche dans Paris, où il était né, où mille gens l'avaient connu comme enfant, écolier et jeune homme.

IV. 1645. — Si l'on veut accorder aux études du droit le temps écoulé de 1642 à 1645, trois ans au plus, qui mènent Jean-Baptiste Poquelin jusqu'à l'accomplissement de sa vingt-troisième année, on atteindra l'époque où il se fit comédien. Ici, en effet, le doute est impossible. La troupe dont il fit partie ne dura qu'un an, et il y a preuve d'une pièce, représentée par elle, qui fut imprimée en 1645. Lagrange et Vinot nous apprennent fort bien ce qu'était cette troupe. « Il tâcha, disent-ils, de s'établir à Paris avec plusieurs enfants de famille, qui, par son exemple, s'engagèrent comme lui dans le parti de la comédie, sous le titre de l'Illustre-Théâtre. » Il faut noter ici cette qualification « d'enfants de famille, » qui, sous la plume des deux amis, se rapporte exactement à ce que nous avons déjà cité de la main d'un envieux. Elle s'applique aussi parfaitement à trois de ses compagnons que nous connaissons, les deux frères Béjart et leur sœur Madeleine, dont le père était procureur au Châtelet. Ce qu'on voit ici d'ailleurs et ce que la suite prouvera mieux, c'est que la passion du jeune Poquelin, comme celle de ses camarades, ne tendait pas alors à quelque chose de plus qu'à jouer des rôles sur un théâtre, et non à composer des pièces comiques, héroïques ou tragiques. Elle se contentait, en 1645, d'un personnage dans « l'*Artaxerce* » du sieur Magnon. Cette passion pourtant était-elle la seule qui entraînât notre apprenti légiste hors de la carrière que semblaient lui ouvrir sa condition et ses études? Il serait assez facile d'en soupçonner une autre plus puissante encore sur un cœur de jeune homme; mais un témoin du temps nous dispense positivement de la conjecture. Voici, en effet, ce qu'écrivait, onze ou douze ans après la courte vie de l'Illustre-Théâtre, un ou deux ans avant le retour de Molière à Paris, cet inestimable bavard de Tallemant des Réaux : « Je n'ai jamais vu jouer la Béjart (Madeleine); mais on dit que c'est la meilleure de toutes (nos actrices). Elle est dans une troupe de campagne. Elle a été (à Paris) dans une troisième troupe qui n'y fut que quelque temps. Un garçon, nommé Molière, quitta les bancs de la Sorbonne pour la suivre. Il en fut longtemps amoureux, donnait des avis à la troupe, et enfin s'en mit et l'épousa. » Il ne faut certainement pas demander une exactitude complète à l'homme qui déclare seulement ramasser des ouï-dire, et l'on s'explique facilement que, dans ce souvenir tiré de loin, la faculté de droit soit devenue la Sorbonne et la liaison publique de l'acteur avec l'actrice un mariage; mais il en reste toujours ceci, que Madeleine Béjart avait joué quelque temps à Paris avec succès, et qu'il y avait été bruit de cette conquête qui lui avait donné un camarade, sinon un mari. Il pourrait encore résulter de ce passage de Tallemant que Molière serait entré dans la troupe où jouait la Béjart seulement après son départ de Paris; mais nous avons assez de preuves du contraire, et c'est un fait absolument établi que Molière fit partie de l'Illustre-Théâtre à Paris en 1645, dans le même temps que Madeleine Béjart y paraissait avec éclat. Nous doutions seulement qu'il y eût figuré sous ce nom, devenu illustre, et que les contemporains, comme nous le verrons, hésitèrent si longtemps à lui donner; mais un de nos amis, M. Paulin Paris, vient de nous fournir la certitude que nous cherchions. Dans un « recueil de diverses poésies, » imprimé en 1646, il a

trouvé des « stances adressées au duc de Guise sur les présents qu'il avait faits de ses habits aux comédiens de toutes les troupes. » On pense bien que le poëte finissait par demander pour lui-même une part de la glorieuse défroque; pourtant il n'arrivait là qu'après avoir nommé ceux qui en avaient été déjà nantis, savoir : de la troupe du Marais, Floridor; de celle du Petit-Bourbon, le Capitan; de celle de l'hôtel de Bourgogne, Beauchâteau, et d'une quatrième troupe qu'il ne désigne pas autrement, « la Béjart, Beys et Molière. » Cette date de 1646 que porte le livre est encore confirmée ici par une circonstance relative au personnage qui venait de distribuer sa garde-robe. Le duc Henri de Guise, dont il est question, ne vit pas finir l'année 1646 à Paris. Dès le mois d'octobre, il partait pour Rome, et il ne revint en France, après avoir été chef d'une république et prisonnier de l'Espagne, qu'à la fin de 1652.

Il est donc constant que le jeune Poquelin prit en 1645, lorsqu'il monta sur les planches de l'Illustre-Théâtre, le nom qu'il porta toujours depuis. Il ne faisait en cela que se conformer à un usage de son temps, usage qui n'est pas, aujourd'hui même, entièrement perdu. Presque tous les acteurs d'alors que nous connaissons par leurs noms de théâtre, les Bellerose, les Floridor, cachaient sous ces pseudonymes euphoniques des noms plus ou moins vulgaires de bons bourgeois et d'honnêtes gentilshommes qu'ils avaient apportés en venant au monde : bien heureux encore lorsque l'habitude de représenter dans la farce un personnage ridicule, accepté du public et sans cesse reproduit sous la même appellation, avec le même caractère et le même habit, ne leur imposait pas, pour tous les actes de leur vie, le sobriquet de leur rôle, comme il arriva aux Turlupin, aux Jodelet, comme il serait peut-être arrivé à Molière lui-même, s'il fût resté plus longtemps Mascarille ou Sganarelle. Quant au motif qui lui fit choisir ce nom parmi tant d'autres qu'il pouvait emprunter ou composer, personne ne l'a su, et, grâce à Dieu, on n'a pas cherché à le savoir, ce qui nous a probablement épargné encore quelque sottise. Grimarest, que l'occasion aurait pu tenter, a tenu bon cette fois et se contente de dire que « jamais Molière ne voulut dire la raison de ce choix, même à ses meilleurs amis. » Pour le nom en lui-même, il avait bien les conditions de l'emploi auquel on le destinait; il sonnait agréablement à l'oreille et se plaçait sans peine dans la mémoire. Il appartenait et il appartient encore à huit ou dix villages de France, parmi lesquels il y avait eu des seigneuries. Il avait été récemment porté, non sans gloire, par l'auteur de deux romans ayant pour titre, l'un *la Semaine amoureuse*, l'autre *Polixène*, dont le dernier surtout avait obtenu tous les honneurs réservés à ces sortes d'ouvrages, plusieurs éditions et des suites posthumes de différentes mains. En 1640, Antoine Oudin signalait parmi les bons livres quatre romans : *l'Astrée*, *Polixandre*, *Ariane* et *Polixène*; en 1646, justement au temps où nous sommes, le sieur de Molière, mort depuis une vingtaine d'années, était si bien un écrivain de renom, que Puget de la Serre donnait, dans son *Secrétaire à la mode*, comme exemple de style, une lettre de cet auteur avec celles de Malherbe, des du Perron et des du Vair. Il faut dire en passant que Voltaire, par une de ces étourderies dont il était trop coutumier, a pris *Polixène* pour une tragédie, et lui a donné pour auteur un second Molière qu'il fait comédien. Dans la vérité, nous ne connaissons avant notre grand comique qu'un sieur de Molière qui ait eu de la réputation; mais ce qui est beaucoup plus singulier, c'est que, dans le même temps où Jean-Baptiste Poquelin venait de prendre à Paris et portait dans une troupe de comédiens de campagne ce nom d'un auteur de romans presque contemporain, il y avait réellement un autre sieur de Molière, non pas obscurément perdu dans la foule, mais d'une incontestable notoriété, un de ces hommes dont il n'est pas permis d'ignorer l'existence, un musicien, un docteur! Ce Molière-là, employé constamment dans les plus célèbres divertissements de la cour, avait une

fille douée des mêmes talents, de sorte que la rencontre de ces deux noms dans les ballets du roi, de 1654 à 1657, a trompé de nos jours un grave historien, prompt dans ses recherches, qui avait cru avoir mis le doigt sur notre Molière et sur sa femme. Au sujet de ce troisième Molière, nous ne citerons qu'un passage du gazetier en vers, Jean Loret, le précieux témoin des petites choses de ce temps ; il s'agit de la réception faite à la reine Christine, en 1656, dans le château de Chante-Merle, près d'Essonne :

Le lendemain, à son réveil,
Hesselin, esprit sans pareil,
Pour mieux féliciter sans cesse
Sa noble et glorieuse hôtesse,
Lui fit ouïr de jolis vers
Animés par de fort beaux airs,
Que, d'une façon singulière,
Avoit faits le sieur de Molière,
Lequel, outre le beau talent
Qu'il a de danseur excellent,
Met heureusement en pratique
La poésie et la musique.

(1656. Lettre 36, 9 septembre.)

L'association des « enfants de famille, » sous le titre de « l'Illustre-Théâtre, » à laquelle il nous faut revenir, n'eut pas « de succès, » et c'est en effet la seule mention portée au frontispice de la pièce de Magnon, jouée par cette troupe, qui compose toute son histoire. Elle exista en 1645. Un biographe a déjà fait justice d'une assertion de Grimarest, qui prétend que « le prince de Conti avait fait venir plusieurs fois dans son hôtel, » dès ce temps-là, Molière et ses compagnons pour jouer devant lui et recevoir ses encouragements ; mais il n'a pas aperçu ce qui rendait le fait allégué tout bonnement impossible. Le prince de Conti, âgé de seize ans, avait soutenu, en 1644, ses thèses de philosophie. Destiné à l'Église, c'est-à-dire au cardinalat, il étudiait, en 1645, la théologie. Son père vivait encore, avare, sévère et dévot, dans le logis duquel il demeurait. Ce n'était donc là ni un âge ni un état à tenir une joyeuse maison, à protéger des comédiens, à leur donner surtout assignation pour se trouver, dix ans plus tard, avec lui dans le Languedoc, où il était fort probable qu'il n'irait jamais. Le prince de Conti soutint ses premières thèses de théologie en Sorbonne, le 10 juillet 1646. Nous verrons ce qui lui arriva ensuite.

V. De 1646 à 1653. — Cette année 1646, suivant toutes les apparences, la troupe infortunée de « l'Illustre-Théâtre » avait quitté Paris pour « courir par les provinces du royaume, » comme disent Lagrange et Vinot, et elle courut si bien, que, pendant sept ans, elle ne laissa aucune trace. Ni Grimarest ni ses abréviateurs, Voltaire et la Serre de Langlade, n'ont trouvé à placer, dans cet intervalle, une seule indication de fait ou de lieu. Les recherches modernes ont voulu le remplir par plusieurs séjours en Guienne, à Vienne, à Nantes et même à Paris. Celui de Guienne n'est pas daté, et la courte mention qu'en donnent les biographies contient une singulière bévue. Les frères Parfaict avaient cité un manuscrit du sieur de Tralage, où il était dit que la troupe de Molière avait fait son coup d'essai à Bordeaux, et que M. d'Épernon, qui était alors gouverneur de Guienne, l'avait fort goûtée. « M. d'Épernon » était bien dit, car le gouverneur de Guienne, depuis 1643 jusqu'à 1651, était, en effet, Bernard de Nogaret, duc d'Épernon. Survint un biographe, qui, pour se montrer plus connaisseur en fait de gens, écrivit, en copiant ce passage, « le fameux duc d'Épernon. » Ceci devenait différent, car le plus fameux des deux seuls ducs d'Épernon qui soient

dans l'histoire est, sans contredit, le père du second, Jean-Louis de Nogaret. Enfin le dernier commentateur de Molière, se déclarant encore plus savant que ses devanciers, désigna clairement ce protecteur de la troupe comique en Guienne, « le duc d'Épernon, si fameux sous les règnes de Henri III et de Henri IV. » Or, ce duc était mort, à quatre-vingt-huit ans, le 13 janvier 1642. C'est là un exemple entre mille du danger où l'on se met et où l'on entraîne les autres en faisant entrer incidemment, dans une phrase qu'on emprunte, des faits historiques dont la mémoire ne fournit qu'une notion confuse, sans se donner la peine de les vérifier. Au reste, il est certain que le second duc d'Épernon, celui dont on a voulu parler, avait à son service une troupe de comédiens qui ne manquait pas de réputation. *Le Roman comique* en fait foi : « Notre troupe, dit le Destin (chap. II, 1re partie), est aussi complète que celle du prince d'Orange ou de Son Altesse d'Épernon. » Peut-être était-ce celle de Molière. En tout cas, ce duc n'aurait pu l'employer que jusqu'au commencement de 1649, époque des troubles de Bordeaux, qui finirent par le mettre hors de son gouvernement. La présence de Molière à Vienne en Dauphiné n'a pas non plus de date. Elle est constatée dans un passage de la vie de Pierre de Boissat, écrite en latin par Nicolas Chorier; mais il n'y a aucune raison impérieuse pour la placer à longue distance du temps où Molière habita Lyon, sa troupe vagabonde ayant pu fort bien ou s'arrêter à Vienne en venant à Lyon, ou faire une excursion de cette dernière ville dans la première. Son séjour à Nantes s'appuie sur une autorité plus formelle : elle résulterait d'un acte municipal où il est dit que, « le 23 avril 1648, le sieur Molière, avec ses comédiens et la troupe du sieur Dufresne, avait supplié très-humblement messieurs (de la ville) leur permettre de monter sur le théâtre pour représenter leurs comédies. Sur quoi le bureau avait arrêté que la troupe desdits comédiens obtiendrait de monter sur le théâtre jusqu'au dimanche suivant (26 avril). » Avec ce peu de documents, et on n'en a pas davantage, on pourrait ainsi tracer le premier itinéraire de Molière dans les provinces, en supposant tantôt de longues, tantôt de courtes stations dans les différents lieux où l'on pouvait trouver des tréteaux pour étendre des planches et un toit pour couvrir des spectateurs : de Paris à Nantes, où on le voit en 1648 ; de Nantes à Bordeaux, d'où la guerre civile le fait déguerpir ; de Bordeaux, en s'arrêtant à Vienne, jusqu'à Lyon, où nous le retrouverons établi en 1653.

Nous avons exclu de cet itinéraire le retour à Paris, parce qu'il est évidemment supposé, et voici d'où vient cette invention des biographes modernes : ils avaient assez bien senti, sans trop savoir pourquoi, que la protection du prince de Conti et l'invitation de venir le joindre en Languedoc ne pouvaient se maintenir en l'année 1645, lors de l'existence de « l'Illustre-Théâtre. » Ils ont imaginé de reporter cette circonstance à cinq ans de la date qu'on lui avait donnée, ce qui la rendait plus vraisemblable. Pour cela, il fallait ramener Molière à Paris, où l'on savait vaguement que le prince était resté ; on l'y fit revenir en l'année 1650, et « jouer plusieurs fois la comédie, cette année-là, dans l'hôtel du prince de Conti. » Or, voici ce qui était avenu à ce prince depuis que nous l'avons laissé, en 1646, soutenant des thèses de théologie. Son père, dès la fin de 1646, était mort; mais son jeune âge le laissait sous la tutelle de sa mère et d'un frère victorieux qui ne demandait qu'à garder pour lui seul tout le bien de la famille. Il avait donc continué, pourvu de riches abbayes, à se préparer pour le cardinalat, où son frère (1648) montrait grande impatience de le voir enfermé. Un événement imprévu l'avait tout à coup émancipé. Nommé généralissime des Parisiens révoltés (janvier 1649), il guerroya, tant bien que mal, trois mois durant, contre les troupes royales commandées par son frère, et, la paix faite avec le roi (avril), sa réconciliation opérée avec sa famille, la poursuite du cardinalat abandonnée, la cour rentrée à Paris (avril), il n'eut pas même le temps de s'éta-

blir dans la nouvelle condition qui lui était permise. Le 17 janvier 1650, il fut arrêté, avec son frère et son beau-frère de Longueville, pour garder prison, à Vincennes d'abord, puis à Marcoussis, ensuite au Havre, d'où il ne sortit que le 13 février 1651. Or, c'est justement ce temps de captivité, cette année 1650, que les biographes ont choisis pour lui donner un hôtel et du loisir, afin qu'il pût recevoir chez lui son ancien camarade de collége devenu comédien, y faire jouer sa troupe plusieurs fois, et lui assigner, maintenant avec toute sûreté, rendez-vous en cette province de Languedoc dont nous voyons qu'il s'approchait fort. Et cette grossière bévue n'a pas d'autre but, en effet, que de ne rien perdre de Grimarest, tandis que Lagrange et Vinot nous disaient si bien, si nettement, que depuis son départ de Paris, après le mauvais succès de « l'Illustre-Théâtre, » jusqu'à son retour, en 1658, Molière n'avait pas cessé de courir les provinces ! »

VI. 1653. — Ici nous avons toujours, par Lagrange et Vinot, des nouvelles certaines de Molière. « Il vint à Lyon en 1653, et ce fut là qu'il exposa au public sa première comédie ; c'est celle de *l'Étourdi.* » D'où venait-il? Nous n'en savons rien ; du dernier lieu sans doute où il avait trouvé à monter un théâtre, comme il faisait, ici et là, depuis sept ans. Mais ce qui rend son séjour à Lyon plus remarquable, ce qui fait que ses biographes discrets, mais intelligents, l'ont avec raison signalé, après avoir omis tous les autres, c'est que là, à l'âge de trente et un ans révolus, le comédien de campagne se déclara pour la première fois auteur dramatique. *L'Étourdi,* nous le connaissons, au moins par le texte qui en fut imprimé seulement dix ans après, en 1663. Pour ceux qui voudront, et cette tâche n'est pas la nôtre, étudier les développements du génie de Molière, il faudra se rappeler que cet ouvrage n'est pas le début hâtif d'un jeune cerveau, mais l'essai réfléchi d'un talent qui a hésité longtemps à se produire. Du reste, et ceci regarde notre travail, il est impossible d'y rien découvrir qui ait trait aux mœurs du temps, aux événements historiques, à la physionomie particulière d'une époque. La seule moquerie épisodique que l'on en puisse tirer ne s'adresse pas plus loin qu'aux officiers subalternes de justice, avec qui les comédiens de campagne avaient souvent affaire (acte IV, scène VII).

VII. De 1653 à 1658. — Molière était arrivé à Lyon en 1653. Il y donna *l'Étourdi,* peut-être la même année. Voici maintenant un témoin qui affirme l'y avoir vu et en être parti avec lui. Ce témoin est passablement mal famé, il y a un peu à rougir en l'écoutant; mais enfin c'est le seul homme au monde qui se soit vanté par écrit d'avoir rencontré en son chemin le Molière de 1646 à 1658, le Molière comédien de campagne, cette figure courant tant de pays pour être regardée, et dont il n'est resté nulle part de souvenir. D'Assoucy (car il s'agit ici de ce joyeux épicurien que Chapelle a rendu infâme, que Boileau a écrasé d'un de ses vers) raconte donc, dans le récit de ses *Aventures,* que, s'étant mis en route pour aller de Paris à Turin, il prit le coche d'Auxerre, gagna Châlons, et descendit la Saône jusqu'à Lyon. Malheureusement il commence son livre par déclarer qu'il ne se rappelle pas bien « si ce fut en 1654 ou en 1655, » ce qui le rend, comme on voit, un guide assez incommode. Cependant, en suivant ses marches, ses séjours, ses disgrâces, jusqu'à ce qu'on trouve une date, il n'est pas possible de douter que son départ de Paris n'ait eu lieu dans l'été de 1655. Arrivé à Lyon, suivant toute apparence, vers le mois de juillet, « ce qui m'y charma le plus, dit-il, ce fut la rencontre de Molière et de MM. les Béjart (les deux frères de Madeleine). Comme la comédie a des charmes, je ne pus si tôt quitter ces charmants amis, et je demeurai trois mois à Lyon. » Ces trois mois passés, et à la suite de quelques mésaventures dont nous n'avons par bonheur nul besoin de parler, il renonça, pour cette année-là, à passer les monts, et, « comme Molière fut commandé avec sa troupe pour aller divertir, à Pezénas, les états de Languedoc, » il s'embarqua sur le Rhône avec les comédiens qui, depuis Avignon, où il perdit tout

son argent, voulurent bien le défrayer, le nourrir, l'emmener à Pezénas, « et ne se lassèrent pas de l'y voir à leur table tout un hyver. » En ce même lieu de Pezénas, Molière retrouvait enfin, mais cette fois sans aucun doute et sans anachronisme, un ami de meilleure compagnie, le prince de Conti. Celui-ci avait eu aussi d'étranges fortunes depuis l'époque où nous avons vu que Molière n'avait pu renouer connaissance avec lui. Sorti de prison en février 1651, dès le mois de septembre suivant il lui avait fallu quitter Paris pour aller faire la guerre civile en Guienne, ce qui dura jusqu'à la fin de juillet 1653. Le traité qui fut conclu alors lui permit de résider dans le royaume en une maison qui lui appartenait, à Pezénas ; mais il n'y fit pas, en ce temps, longue demeure. Dans les derniers mois de 1653, on le vit s'acheminer en pleine liberté et en bonne humeur par Montpellier, Vienne et Lyon, vers Paris, où il venait épouser la nièce du ministre contre lequel il avait pris les armes. Marié le 22 février 1654, et pourvu du gouvernement de Guienne, il quitta la cour et sa femme dès le 26 mai pour aller commander l'armée de France en Roussillon. Après la campagne, et lorsqu'on l'attendait à Paris, il reçut du roi une commission expresse à l'effet de présider les états de Languedoc, qui s'ouvrirent le 7 décembre à Montpellier. L'année suivante, le 5 mai, il quitta Montpellier, où il paraît qu'il avait passé tout l'hiver avec sa femme, et retourna en Roussillon, d'où il était revenu le 20 octobre 1655 à Narbonne, se rendant à Pezénas. Ces dates établies, il est facile de trouver par conjecture, car c'est tout ce qui est permis, où put se faire la rencontre des deux anciens compagnons d'études. Le prince de Conti, délivré de la pénitence temporaire qui le retenait à Pezénas, passa par Lyon vers la fin de 1653 ou dans les premiers jours de 1654. Il y séjourna, et rien n'empêche de croire que Molière soit allé le saluer, qu'il en ait reçu bon accueil, que même, si le titre de la pièce ne lui faisait pas peur, le prince ait assisté à une représentation de *l'Étourdi.* Il ne put pas être encore question à cette époque du Languedoc, parce que le prince n'avait alors aucune promesse du gouvernement de cette province qui appartenait au duc d'Orléans, oncle du roi ; parce qu'il n'eut en effet ce gouvernement qu'en 1660, après la mort de Gaston, et que la commission qui lui fut donnée en 1654, à lui gouverneur alors de Guienne, fut le produit d'une résolution subite, causée par l'importance des affaires qu'on voulait faire décider aux états, et par sa présence sur les lieux au retour du Roussillon. Ce temps arrivé, il ne paraît pas que le prince ait appelé Molière aux états de Montpellier, ni dans cette ville, où il passa l'hiver de 1654 à 1655, et nous avons vu que, dans l'été de 1655, d'Assoucy trouva encore, heureusement pour lui, la troupe comique à Lyon. Il est fort possible pourtant qu'une négociation se soit entamée dès lors entre le prince et le comédien, de Montpellier à Lyon, pour déterminer celui-ci à venir en Languedoc, aux états prochains, et lui promettre tout ce que Lagrange et Vinot nous apprennent qu'il obtint, « des appointements à sa troupe et un engagement au service du prince, tant auprès de sa personne que pour les états de Languedoc. » Ainsi s'explique comment Molière aurait quitté Lyon dans l'automne de 1655, « commandé pour les états de Languedoc, » qui se tenaient cette année à Pezénas, le prince de Conti y étant revenu de sa seconde campagne en Roussillon.

De ces états et de l'hiver de 1655 et de 1656, nous ne savons rien en ce qui concerne Molière, si ce n'est qu'il hébergea et nourrit d'Assoucy, pour qui ce fut « une Cocagne. » Quant au prince de Conti, dès le printemps de 1656, il avait quitté la province pour se rendre à la cour, et nous n'avons plus à le revoir en Languedoc. Molière y demeura, allant de ville en ville, à commencer par Narbonne, où d'Assoucy le conduisit et le quitta pour aller de sa personne à Montpellier chercher cette fâcheuse aventure qui a flétri son nom. L'automne de cette année ramenait une session des états qui se tint à Béziers et y fit venir Molière. Lagrange et Vinot nous disant que

« la seconde comédie de Molière fut représentée aux états de Béziers, » *le Dépit amoureux* doit nécessairement prendre pour date l'an 1656 ou l'hiver de 1656 à 1657.

Il y a ici toutefois à remarquer deux circonstances singulières dont on pourrait faire des objections. D'Assoucy raconte qu'après son aventure de Montpellier, qu'il date lui-même ailleurs de 1656, il passa l'hiver suivant à Béziers, où se tenaient les états. Il dit bien, et cela pour s'en plaindre, qu'il n'y trouva plus « ce prince qui donnait des écus à milliers; » mais il ne fait aucune mention de ce bon Molière, son ancien hôte, ni de sa troupe, ni de ses pièces, ni de sa table. Ensuite Chapelle, dont le voyage, si heureusement raconté, est, sans aucune contestation possible, de 1656, et se termine à Lyon vers le milieu de novembre, Chapelle, l'ami d'enfance de Molière, suivant tous les biographes, parcourant dans l'automne les villes du Languedoc, ne paraît avoir cherché ni rencontré nulle part dans cette province ce camarade de philosophie, maintenant acteur et poëte, qui, là au moins, devait faire quelque bruit. Et ce n'est pas que son compagnon de voyage et lui évitassent la comédie. Ils s'y plaisaient au contraire et ils la fréquentèrent volontiers à Carcassonne, où ils venaient pour cela de Penautier. « La comédie, disent-ils, fut aussi un de nos divertissements assez grands, parce que la troupe n'était pas mauvaise, et qu'on y voyait toutes les dames de Carcassonne. » S'il nous était prouvé, ce dont nous ne doutons guère, que la troupe de Molière fût la seule qui jouât cette année-là en Languedoc, le silence dédaigneux de Chapelle sur le principal acteur de cette troupe serait assurément fort étrange. Pour ce qui est de d'Assoucy, on peut croire à toute force que les comédiens, et surtout les comédiennes de Béziers, se soucièrent peu d'accueillir le héros de l'aventure récemment arrivée à Montpellier, et le tinrent à telle distance qu'il n'eut pas à se vanter d'avoir passé encore un hiver en même lieu ; mais faudra-t-il croire aussi que Chapelle ait craint de se compromettre en nommant Molière aux nobles amis à qui s'adressa son *Voyage?*

Quoi qu'il en soit, nous avons *le Dépit amoureux*, représenté pour la première fois aux états de Béziers, et, les états du Languedoc s'étant ouverts le 17 novembre 1656 à Béziers, nous voyons Molière toujours lent, timide à produire, mettant trois ans d'intervalle entre deux ouvrages, sans que le progrès de l'un à l'autre soit fort notable. Ici encore, du reste, on ne saurait signaler aucune intention de satire contemporaine, si ce n'est peut-être le passage où un bretteur, du nom de la Rapière, vient offrir ses services à Éraste, qui les refuse avec mépris. Un des meilleurs services qu'avait rendus le prince de Conti aux états de Montpellier, moins de deux ans avant l'époque où nous sommes, était d'avoir obligé, non sans peine, la noblesse de Languedoc à souscrire la promesse d'observer les édits du roi contre les duels. Cette disposition pacifique contrariait singulièrement (comme le remarque Loret, lettre de février 1655) les gentilshommes à maigre pitance qui se faisaient un revenu de leur assistance dans les rencontres meurtrières, et la scène III de l'acte V pourrait bien regarder ces spadassins récalcitrants.

Dans les faits qui précèdent et qui sont enchaînés l'un à l'autre par l'ordre impérieux du temps, il ne nous a pas été possible de placer l'offre faite à Molière, suivant Grimarest, par le prince de Conti de le prendre pour secrétaire en remplacement de Sarrasin, non plus que le beau discours de Molière en refusant cette place, qui fut donnée, dit Grimarest, sur le refus de celui-ci, à M. de Simoni. La vérité est que Jean-François Sarrasin, secrétaire des commandements du prince de Conti, mourut à Montpellier au mois de décembre 1654, lorsque Molière était encore à Lyon, et que la même « gazette » qui annonçait sa mort fit connaître le nom de son successeur, le sieur de Guilleragues. D'Assoucy nous apprend aussi qu'en arrivant à Pezénas avec Molière, il trouva M. de Guilleragues installé dans ses fonctions, à telles enseignes qu'il en reçut de l'argent.

La troupe de Molière, qui était venue en Languedoc l'an 1655, qui s'y était maintenue, après le départ du prince de Conti, pendant toute l'année 1656, y passa encore, à ce qu'il paraît, tout le temps de l'année 1657, et ce fut seulement en 1658 (Lagrange et Vinot) que « les amis de Molière lui conseillèrent, » non pas de venir à Paris, mais « de s'en approcher, » de se poster au moins dans une ville voisine pour donner à ceux qui lui voulaient du bien le temps et le moyen de « l'introduire à la cour. » Une partie de son itinéraire nous a été conservée. « Il passa le carnaval à Grenoble, en partit après Pâques (1er avril), et vint s'établir à Rouen. » Pendant qu'il faisait ce circuit assez long, et dans lequel on peut supposer bien des haltes, le prince de Conti, à côté duquel les biographes le placent toujours comme auprès du patron le plus sédentaire, qui avait quitté le Languedoc depuis deux ans, qui en avait passé un à la cour et l'autre à la guerre en Italie, s'éloignait de Paris (mai 1658) et allait prendre possession de son gouvernement de Guienne, d'où il revint pour voir accoucher sa femme (6 septembre). Six semaines après, Molière obtenait la permission de se montrer devant le roi, et il est assez probable que, pour cela, la protection du prince ne lui fut pas inutile; mais il était temps qu'il s'en servît de manière à pouvoir plus tard s'en passer, car, moins de quatre ans après, ce même prince, si bon compagnon, qui avait eu Sarrasin pour secrétaire et Bussy-Rabutin pour confident, devenu enfin gouverneur de Languedoc, s'était fait dévot à outrance; et voici ce qu'en écrivait Racine, alors à Uzès, le 5 juillet 1662 : « Une troupe de comédiens s'était venue établir dans une petite ville proche d'ici; il les a chassés, et ils ont repassé le Rhône. »

Le prince de Conti n'en était pas là en 1658, et tout porte à croire que Molière dut en effet à sa recommandation le jeune et puissant appui qu'on vit alors se déclarer en sa faveur. Le roi avait un frère âgé de dix-huit ans, jouvenceau de folâtre humeur, en ce temps le favori des belles dames dont il partageait les jeux, les goûts et les parures. On lui fit venir l'envie d'avoir aussi, comme le roi, une troupe de comédiens, et celle de Molière fut admise à faire son essai « devant Leurs Majestés et toute la cour sur un théâtre que le roi avait fait dresser dans la salle des gardes du vieux Louvre. » Cet événement, d'une si grande suite pour la gloire de notre pays, eut lieu le 24 octobre 1658, l'avant-veille du jour où le roi allait partir pour un voyage qui dura trois mois; mais il est certain que l'apparition des nouveaux comédiens ne fut pas signalée hors de la noble enceinte où ils figurèrent : le bruit n'en vint pas même jusqu'à Loret, et la gazette en prose, qui avait eu soin d'apprendre au public que le roi était allé visiter (16 octobre) une baleine amenée du pays basque à Chaillot, ne dit pas un seul mot de Molière et de ses acteurs. On sait, du reste, que la pièce jouée par eux fut le *Nicomède* de Corneille l'aîné, et que Molière eut l'heureuse idée d'achever le spectacle par « un de ces petits divertissements qui lui avaient acquis quelque réputation et dont il régalait les provinces. » *Le Docteur amoureux*, farce en un acte, choisie dans le nombre de cinq ou six du même genre, à peine écrites sans doute, et dont la mémoire des comédiens était chargée, fit rire aux éclats l'illustre assemblée, et c'est peut-être là ce qui nous a valu tant de chefs-d'œuvre. La troupe de Molière y gagna l'honneur de s'appeler désormais dans Paris la « troupe de Monsieur, frère unique du roi. »

Trente-six heures après ce début, il n'y avait plus rien de la cour à Paris. Restait la ville, mais occupée de bien autre chose, car elle avait la baleine, et elle attendait, du même lieu d'où arrivait Molière, de Rouen, un objet bien plus digne de sa curiosité, un géant, que deux valets de pied du roi avaient permission de montrer pour quinze sous au bout du Pont-Neuf. Le nouveau chef de troupe s'établit sans fracas dans le droit qu'on lui avait accordé. Depuis quelques années, les comédiens italiens du sieur Torelli avaient obtenu de donner leurs représentations dans la salle inoc-

cupée du Petit-Bourbon. Comme ils ne jouaient pas tous les jours, Molière eut permission d'alterner avec eux, et, sans perdre de temps, dix jours après avoir joué devant le roi, dans Paris dépeuplé de princes et de seigneurs, devant le public vulgaire qui pouvait être attiré par un troisième Théâtre-Français, Molière fit paraître, non plus seulement le comédien débitant un rôle, mais l'auteur représentant son œuvre, Mascarille dans *l'Étourdi* (3 novembre). *Le Dépit amoureux* vint ensuite, et chaque soir aussi, sans doute, quelqu'une de ces petites comédies plaisantes dont un échantillon avait si bien réussi. Tout cela s'était fait néanmoins sans beaucoup de retentissement, lorsqu'enfin la cour revint de Lyon, où le roi était allé chercher pour femme une fille de Savoie, et où on était venu lui offrir l'infante d'Espagne avec la paix. Le retour eut lieu le 28 janvier 1659. Le 12 du mois suivant, le jeune patron de la nouvelle troupe voulut visiter chez eux ses comédiens, et Molière put enfin se voir désigné, non pas encore par son nom, dans une feuille imprimée à Paris. Voici ce qu'écrivait Loret le 15 février 1659 :

De notre roi le frère unique
Alla voir un sujet comique
A l'hôtel du Petit-Bourbon,
Mercredi, que l'on trouva bon,
Que les comédiens jouèrent,
Et que les spectateurs louèrent.
Ce prince y fut accompagné
De maint courtisan bien peigné,
De dames charmantes et sages,
Et de plusieurs mignons visages.
Le premier acteur de ce lieu,
L'honorant comme un demi-dieu,
Lui fit une harangue expresse
Pour lui témoigner l'allégresse
Qu'ils reçoivent du rare honneur
De jouer devant tel seigneur.

A ce moment, Molière avait trente-sept ans accomplis. Il en avait employé treize à courir les provinces, à réciter, partout où on avait pu lui prêter un jeu de paume, une grange, un hangar, les rôles qui lui étaient dévolus dans les œuvres dramatiques des auteurs de ce temps. Il avait produit seulement de lui-même, outre ces joyeuses farces où il excellait, deux comédies, qui réellement ne se distinguaient de son bagage d'emprunt que par des saillies de vérité plaisante, des traits de caractère bien saisis et une verve puissante de naturel dans le dialogue, distinction bien facile à trouver aujourd'hui que ses immortels chefs-d'œuvre servent en quelque sorte de commentaires à ses essais. Comédien déjà vieilli, auteur peu fécond et osant peu, avec tout ce passé derrière lui, dont nous ne savons rien, mais où il dut y avoir, sinon des torts, au moins des chagrins et des misères, le voilà revenu dans Paris, où c'est à peine si l'on peut se souvenir de sa jeunesse, où nous ignorons encore si sa famille le reconnaît et l'accueille. Il s'y montre d'abord à la cour comme acteur tragique; puis, sur le théâtre dont on lui concède une moitié, il fait connaître au public de la ville ses deux pièces usées par la province. Après trois mois de représentations, le curieux Loret, Loret qui n'est pas dédaigneux, tant s'en faut, ne semble connaître ni son nom, ni ses ouvrages, et c'est encore ici, souvenons-nous-en bien, le seul témoin de ce qui était alors actuel, le seul qui parle du fait de la veille, tellement seul, que le témoignage par nous transcrit était resté jusqu'à présent inaperçu.

Pourtant Molière a un théâtre, un protecteur, un titre à mettre sur son affiche. La

troupe des comédiens de Monsieur n'est, il est vrai, que la troisième dans cette heureuse ville de Paris. Avant elle sont établies, d'abord celle de l'hôtel de Bourgogne, « la troupe royale, » dont l'ancienne popularité vient d'être rajeunie par l'acteur Floridor, successeur de Bellerose, et par le glorieux réveil de Corneille l'aîné (24 janvier) dans la tragédie d'*OEdipe;* puis celle du Marais, où Jodelet figure encore, et que semble soutenir l'inépuisable fécondité de Corneille le jeune. Toute une année se passa ainsi à lutter contre les deux théâtres rivaux avec un vieux répertoire et des comédiens inconnus. Seulement, et c'est Loret qui nous l'apprend, un déserteur de la troupe du Marais passa dans celle de Molière :

Jodelet a changé de troupe,
Et s'en va jouer tout de bon
Désormais au Petit-Bourbon.
(Lettre du 26 avril 1659.)

Et c'est ce qui nous expliquera comment le personnage dont cet acteur avait reçu son nom va paraître une fois dans un ouvrage de Molière. Pendant ce temps, l'hôtel de Bourgogne, à lui seul, après l'*OEdipe* de Corneille, avait donné la *Clotilde* et le *Frédéric* de Boyer, le *Bélisaire* de la Calprenède, l'*Arie et Pétus* de Gilbert, sans qu'aucun de ces fameux auteurs, qui faisaient deux ou trois tragédies par an, osât confier un ouvrage au théâtre nouveau, sans que « le premier acteur du lieu » parût avoir ressenti un nouvel accès de ce talent créateur que Lyon et Béziers avaient connu. Paris, d'ailleurs, était devenu aussi vide qu'il pouvait être. Tout ce qui suivait la cour avait pris le chemin des Pyrénées, où le principal ministre (25 juin) était allé conclure la paix, où le roi (28 juillet) allait recevoir sa femme. Ceux qui avaient des gouvernements sur le long chemin que la cour devait parcourir étaient à leur poste, les magistrats et les financiers dans leurs châteaux, les bourgeois aux champs; mais la joie et l'espérance animaient la population laborieuse de la ville, condamnée à n'en pas sortir. On venait d'y apprendre (14 novembre) que la paix était signée avec l'Espagne. En même temps, la rentrée du parlement, qui allait rouvrir ses audiences (24 novembre), y ramenait la nombreuse clientèle des tribunaux. Ce fut alors seulement que Molière se hasarda, plus d'un an après son installation dans la salle du Petit-Bourbon, à représenter une pièce nouvelle de son invention, non pas un grand ouvrage élaboré en vers, mais encore « un de ces petits divertissements » où l'on voulait bien reconnaître qu'il excellait. Il ne faut pas lui donner d'ailleurs plus de mérite qu'il n'en eut dans le choix de son sujet. Déjà les comédiens italiens avaient représenté sur leur théâtre une pièce écrite en leur langue par l'abbé de Pure, et ayant pour titre *les Fausses Précieuses*. Que Molière n'ait pas eu besoin de copier l'abbé de Pure, comme ses ennemis le dirent, c'est ce dont nous sommes pleinement certains; mais toujours est-il que, sur cette partie des mœurs de son temps, la première qu'il ait osé aborder, une autre moquerie avait précédé, avait encouragé la sienne.

Tous les contemporains de Molière savaient fort bien, et tous ont dit que *les Précieuses ridicules* avaient été représentées, pour la première fois, à Paris, le 18 novembre 1659. Le biographe de 1705 s'avisa de mettre cette pièce au nombre de celles que Molière avait rapportées de la province, et, chose incroyable, Voltaire, avec le sens délicat que nous lui connaissons, l'homme le plus capable assurément de sentir et de démontrer pourquoi un tel ouvrage n'avait pu être inspiré ou goûté ailleurs qu'à Paris, Voltaire accepta sans examen la sottise de Grimarest. Heureusement le fait contraire n'a pas besoin d'être prouvé; il est notoire, et Lagrange et Vinot n'ont eu qu'à recueillir le souvenir public lorsqu'ils ont écrit : « En 1659, M. de Molière

FIT la comédie des *Précieuses ridicules.* » Nous n'avons pas les mêmes motifs pour repousser deux anecdotes qui se trouvent partout au sujet des *Précieuses ;* l'une est celle du vieillard qui se serait écrié : « Courage, Molière, voilà la bonne comédie ! » mais elle nous a tout l'air d'avoir été faite après coup ; elle date de 1705, et, ce qui est pis, elle vient de Grimarest. Quant à celle où l'on fait figurer et même parler Ménage, d'après le *Ménagiana*, qui est de 1693, outre que tous les ana nous sont suspects, nous y remarquons de singulières bévues sur les personnages accessoires, qui ôtent toute autorité au récit. On y fait dire à Ménage : « J'étais à la première représentation des *Précieuses ridicules.* Mademoiselle de Rambouillet y était, madame de Grignan, tout le cabinet de l'hôtel Rambouillet. » Or, à cette époque, mademoiselle de Rambouillet était, depuis quatorze ans, madame de Montausier, et elle n'avait pas manqué de se rendre à Angoulême avec son mari. Madame de Grignan avait suivi le sien en Provence. A la place de ces deux faits, qu'on est las de lire et qui viennent de source fort équivoque, nous en donnerons un que personne n'a encore aperçu dans un livre imprimé en 1661. Il paraîtrait, d'après le *Dictionnaire des Précieuses*, qu'un homme puissant, ami des dames qui pouvaient se croire intéressées dans les rires excités par la comédie nouvelle, en défendit la représentation pendant quelques jours, ce qui eut seulement pour effet d'augmenter la foule et les applaudissements quand la pièce fut reprise. Il nous reste d'ailleurs, toujours dans les documents contemporains, un témoignage précieux et naïf du plaisir que causa, lors de son apparition, la comédie des *Précieuses.* C'est encore celui du bon Loret, qui, peu de jours après la première représentation, conduit au Petit-Bourbon par le bruit d'un succès joyeux et avec le chagrin d'y payer sa place, nous raconte ainsi ce qu'il a vu, de ses yeux vu, à peu près la veille du jour où il écrit :

Cette troupe de comédiens,
Que MONSIEUR avoue être siens,
Représentant sur leur théâtre
Une action assez folâtre,
Autrement un sujet plaisant
A rire sans cesse induisant,
Par des choses facétieuses,
Intitulé : LES PRÉCIEUSES,
Ont été si fort visités
Par gens de toutes qualités,
Qu'on n'en vit jamais tant ensemble
Que ces jours passés, ce me semble,
Dans l'hôtel du Petit-Bourbon.
Pour ce sujet, mauvais ou bon,
Ce n'est qu'un sujet chimérique,
Mais si bouffon et si comique
Que jamais les pièces du Ryer
Qui fut si digne de laurier,
Jamais l'*OEdipe* de Corneille
Que l'on tient être une merveille,
La *Cassandre* de Bois-Robert,
Le *Néron* de monsieur Gilbert,
Alcibiade, Amalazonte, (de M. Quinaut)
Dont la cour a fait tant de compte,
Ni le *Frédéric* de Boyer,
Digne d'un immortel loyer,
N'eurent une vogue si grande,
Tant la pièce semble friande

A plusieurs tant sages que fous!
Pour moi, j'y portai trente sous;
Mais, oyant leurs fines paroles,
J'en ris pour plus de dix pistoles.

(Lettre du 6 décembre 1659. « Apostille. »)

Tout est d'une rare valeur dans ce feuilleton qui date bientôt de deux siècles, et la confusion des auteurs, et le rassemblement des pièces alors en crédit, et l'absence encore cette fois du nom de l'auteur qui, jouant le rôle de Mascarille, ne s'appelait pas autrement pour les spectateurs, et la joie candide de ce brave Loret, homme aussi spirituel qu'un autre, qui s'est amusé pour plus que son argent et qui le dit sans aucun souci d'appréciation littéraire, et surtout la certitude que ces lignes rimées ont été lues dès le lendemain par Molière, dont elles auront réjoui le cœur. Six semaines après, ce fut bien une autre épreuve pour son ambition. Il se trouva menacé de voir son œuvre « imprimée malgré lui, ou d'avoir un procès. » Il choisit en effet le plus doux parti, il consentit à recevoir pour *les Précieuses* un honneur qu'il n'avait donné ni à *l'Étourdi,* ni au *Dépit amoureux,* et il accompagna d'une préface plaisante cette édition (achevée d'imprimer le 20 janvier 1660), où l'auteur parlait et n'était pas nommé.

Six mois plus tard, le 28 mai, toujours sur le théâtre du Petit-Bourbon, toujours pendant l'absence de la cour, la troupe des comédiens de Monsieur, diminuée de Jodelet qui venait de mourir (fin de mars), mais qui se trouvait déjà dignement remplacé par Gros-René, représenta une autre pièce de son auteur, pièce en un acte seulement, mais en vers, et ayant pour titre : *Sganarelle, ou le Cocu imaginaire.* On sait, d'un témoin du temps, qu'elle fut jouée quarante fois de suite, c'est-à-dire pendant plus de trois mois, trois jours par semaine. Recueillie par la mémoire d'un spectateur qui obtint un privilége pour l'imprimer, sans qu'il y fût question de l'auteur, elle fut publiée en août 1660. La dédicace, fort originale, de celui qui l'avait dérobée à celui qui l'avait faite, paraît avoir été ajoutée plus tard, et l'auteur y est nommé « de Molier. » Ce qui est le plus à remarquer dans cette comédie, simple canevas italien brodé d'excellents vers que faisait valoir davantage l'admirable jeu de l'acteur, c'est ce nouveau personnage introduit cette fois par Molière, et dont il semblait vouloir prendre désormais la figure. Mascarille avait fait son temps : valet de *l'Étourdi* et mystificateur des *Précieuses,* Mascarille nous représente la jeunesse de Molière qui s'en allait tantôt passée. A l'âge de trente-huit ans et plus, il lui fallait un caractère plus mûr, moins pétulant, moins moqueur. Sganarelle est dans ces conditions, et, quoique Molière doive bientôt prendre son essor fort au delà de ces rôles à physionomies connues, revenant toujours les mêmes dans des actions différentes, il est certain que sa pensée était alors de s'approprier celui-ci et de le faire reparaître souvent; nous le reverrons dans *l'École des Maris.*

Mais, pendant que Mascarille et Sganarelle divertissaient la ville, les grands événements qui en avaient éloigné tout un an la cour venaient d'être consommés. La paix était accomplie, le mariage du roi conclu, et Paris préparait ses plus brillantes fêtes pour la réception du couple royal. Ce n'était pas là un bon temps pour les théâtres, car le spectacle était partout, sur les places publiques, dans les palais, dans les hôtels, plus brillant, plus somptueux, plus animé que ne pouvaient l'offrir les faibles imitations d'une scène mesquine. *Sganarelle* avait paru le 28 mai; le 26 août, Paris vit l'entrée du roi et de la reine. Puis, quand on pouvait espérer que l'épuisement des réjouissances publiques aurait ramené aux comédiens des spectateurs, le théâtre lui-même (11 octobre) tomba sous le marteau des architectes. On était alors dans une extrême impatience de voir le Louvre achevé; les plans demandaient surtout à démo-

lir, et la salle du Petit-Bourbon fut emportée dans un alignement. La troupe délogée alla, sous la protection de son jeune patron, demander asile au monarque heureux, qui dans ce moment ne pouvait rien refuser. Il lui accorda place dans un logis royal. Le palais donné à Louis XIII moribond par le cardinal de Richelieu mourant, et qu'on n'habitait déjà plus, avait une salle de spectacle autrefois magnifique, maintenant abandonnée, celle qu'avait inaugurée *Mirame* (1641). Le roi permit aux comédiens de son frère de s'y établir. Les réparations et les arrangements qu'il fallut y faire demandèrent plus de temps qu'il n'avait d'abord paru nécessaire, et, au lieu de pouvoir jouer après la Toussaint, il fallut attendre jusqu'au 20 janvier (1661). Dans cet intervalle, les comédiens n'eurent d'autre ressource que d'aller se montrer, comme c'était d'ailleurs l'usage, chez les gens de cour ou de finance qui voulaient donner la comédie à leurs conviés. Une de ces « visites » mérite bien, à notre avis, de sortir de l'oubli volontaire où on l'a laissée. Le mardi 26 octobre 1660, le cardinal Mazarin étant malade dans sa chambre à coucher du Louvre, étendu sur sa chaise, au dos de laquelle le roi debout était appuyé, vit représenter devant lui, par les comédiens de Monsieur, *l'Étourdi* et *les Précieuses ridicules ;* après quoi, dit Loret que nous mettons cette fois en prose, Son Éminence fit donner à « Molier » mille écus pour lui et ses compagnons. Si l'on veut, par quelque étude des personnages, des lieux et du temps, se figurer cette chambre, ce ministre, ce roi et cet acteur, il nous semble qu'il y aurait là le sujet d'un tableau qui vaudrait bien celui qu'on nous a donné des derniers moments de Mazarin, à moins qu'on ne veuille y trouver le défaut d'être trop vrai.

Enfin, le 20 janvier 1661, la salle du Palais-Royal se trouva prête, et la troupe de Molière y parut. Bientôt il voulut s'y montrer aussi comme auteur, avec la dignité que demandaient les souvenirs de ce noble lieu, et il sembla vraiment en avoir reçu les funestes inspirations. La salle de Richelieu put croire un moment qu'on lui avait rendu l'Estoile ou Desmarets. Il était passé par la tête de Molière une de ces déplorables idées qui trompent les gens d'esprit par leur apparence ingénieuse. Après avoir fait grimacer la jalousie ridicule chez Sganarelle, il voulut revêtir cette passion d'élégance et de noblesse chez le prince *don Garcie de Navarre*. Il en fut puni. Le don Garcie bouffon avait amusé; le Sganarelle héroïque n'obtint aucun succès. L'auteur se le tint pour dit, retira sa pièce au bout de quelques jours, en sauva seulement quelques vers, mit ses habits de velours au cabinet, reprit le « bon pourpoint bien long » de Sganarelle, et reparut ainsi (24 juin) dans *l'École des Maris*.

Nous nous arrêtons ici. Nous avons voulu recueillir seulement quelques vestiges certains de cette portion de la vie de Molière (près de quarante ans) où l'on ne peut cheminer qu'à tâtons. Le restant de cette vie (moins de douze ans) pourra se lire en quelque sorte à la lueur de ses impérissables ouvrages.

A. BAZIN.

LE PAMPHLET

ET LES

MOEURS POLITIQUES EN ESPAGNE.

El pobrecito Hablador. — Cartas de Figaro. — El Curioso parlante. — Fray Gerundio. — Abenumar. — El Estudiante.

I

On a dit que la révolution espagnole appartenait aux écrivains de mœurs, et le mot est plus vrai que ne l'est d'ordinaire un bon mot. La synthèse historique chercherait vainement à saisir, à travers les innombrables régimes éclos depuis tantôt quarante ans à la surface de la Péninsule, cet enchaînement visible de faits, ces gradations soit rapprochées, soit lointaines, qui, dans toutes les révolutions modernes, même les plus fécondes en imprévu, tracent la marche ascendante ou décroissante des idées. Partis sans à-propos, bouleversements sans but, fanatiques sans croyances, novateurs sans projets, tout semble procéder à rebours dans cette étrange histoire, que jalonnent, à notre point de vue français, trois contradictions : 1812, 1833, 1840, la liberté, symbole de tendances réactionnaires, l'absolutisme insurgé contre un acte d'absolutisme, la dictature issue d'un programme de décentralisation. Oubliez toute méthode, puisque la méthode est impuissante ; substituez aux vues d'ensemble l'étude capricieuse des détails, à la logique inaperçue des événements la logique des caractères, et alors seulement beaucoup d'apparentes anomalies trouveront leur raison d'être dans ce chaos de mœurs à la 93 entées sur l'engouement du passé.

Cette patiente décomposition de l'Espagne révolutionnaire, jour par jour, homme par homme, le pamphlet indigène l'a déjà faite à moitié. Le pamphlet, — et je ne parle pas des dévergondages haineux qui ont usurpé ses franchises, mais bien de ce

pamphlet qui s'appela tour à tour les *Lettres persanes*, les *Lettres d'Amabed*, *l'Homme aux quarante écus*, de celui que rajeunit Paul-Louis dans sa *Pétition des villageois*, et que M. de Cormenin a parfois ressaisi en quelques pages clair-semées de ses trop nombreux petits livres,—le pamphlet, ainsi compris, où serait-il mieux, dites-moi, qu'en pleine eau cervantesque? Le génie espagnol, si prompt à médire, mais si lent à se passionner, excelle dans cette délicate anatomie des vices ou des ridicules sociaux qui n'est ni histoire ni libelle, ni dogmatique ni haineuse, ne violentant jamais le libre arbitre des lecteurs, maintenant tout, hommes et choses, dans ce demi-jour indulgent qui, à vrai dire, est la plus sûre condition de perspective pour notre pauvre nature, où rien n'est absolument bon, absolument mauvais. Don Quichotte reste un héros, presque un sage, sous l'immortelle ironie qui le couvre. L'école picaresque, dont chez nous l'auteur de *Gil Blas* a si heureusement imité la touche, nous laisse un fonds d'estime pour ses plus insignes coquins. Transportez dans la vie politique cet éclectisme serein que tout frappe et que rien n'émeut, impassible miroir où chaque événement, chaque passion, viennent se refléter avec les teintes du lieu et de l'heure, et la satire, désarmée de ce procédé menteur qui ne met en saillie que les ombres, deviendra tout bonnement vérité. Cette impartialité native, qui vaut bien, on en conviendra, l'impartialité calculée des historiens, trouve un aliment de plus dans les vicissitudes sociales de l'Espagne. Chez nous, pays déjà vieilli dans les idées nouvelles, où le tassement des révolutions et des années a mis chaque chose à sa place, où tout intérêt relève d'un code, toute conviction d'un système, toute intelligence d'un drapeau, le pamphlet a toujours, quoi qu'il fasse, un parti à ménager aux dépens d'un autre : il ne montre qu'une face de la médaille. En Espagne, où rien n'est encore ni fondé ni détruit, où les opinions s'effacent à force de se subdiviser, où les partis, les fractions de parti se succèdent comme l'éclair, sans laisser de trace dans les rancunes ou les affections du pays, le pamphlet a pu garder son entière indépendance; tout passe à tour de rôle dans son kaléidoscope railleur. Je traduirais cette indifférence par un mot, si ce mot ne devait trop m'engager : la France et l'Angleterre ont d'admirables pamphlets, l'Espagne seule a des pamphlétaires.

Un trait caractéristique de l'épigramme espagnole, et qui est l'éloge du passé, peut-être aussi l'accusation du présent, c'est qu'elle s'est emparée sans forfanterie et sans folle ivresse du vaste domaine que la liberté politique lui livrait. Chez nous, de l'assemblée constituante à la terreur, la presse a eu son orgie d'émancipation, ses saturnales de rue, où l'élégante ironie de Beaumarchais et de Voltaire huma à pleins poumons l'alcool et le sang. En Espagne, rien de pareil : l'épigramme y prenait depuis trop longtemps ses aises pour tomber, à l'inutile avénement qui érigeait pour elle le fait en droit, dans ces déportements d'écolier en révolte. Il y avait bien eu là naguère le saint office comme ici la Bastille; mais rien n'est plus indulgent, on l'a dit maintes fois, que les pouvoirs forts, et l'éventail des favorites a dû être, à ce titre, un sceptre bien autrement ombrageux que la crosse du grand inquisiteur. Tel quatrain chiffonna les rubans de la Pompadour qui n'eût pu, certes, déranger un pli de cette bure théocratique où l'Espagne abritait, depuis huit siècles, sa nationalité, ses mœurs, ses traditions d'indépendance, comme en un paternel manteau. De là cette longanimité du despotisme monacal envers la vieille raillerie indigène, qui, chose à noter, ne prenait jamais si volontiers ses ébats que sur le compte des couvents. Prélats fragiles, nonnettes mal closes, moines papelards, — depuis le théologien de « vingt-deux ans qui rend grâce à Dieu » du fond de certaine alcôve, jusqu'au révérend fray Geronimo « qui aime à se laisser dire deux fois : Mon père, » — tel était et tel est encore, sauf l'à-propos, le thème favori de l'*estudiante* improvisant sous les balcons, de l'esprit fort jasant et chantonnant, après vêpres, sous le porche de

l'église, de la jeune dévote fêtant, le soir en famille, à grand renfort de sucreries et de chansons, la présence toujours bien venue du confesseur de céans. Rien ne tirait à conséquence dans ces bienveillantes taquineries, sans entraves parce qu'on les savait inoffensives, sans scrupules parce qu'elles se sentaient sans fiel. L'esprit fort, en fin de compte, se faisait enterrer en habit de franciscain, l'étudiant revenait chercher à la porte du couvent sa pitance quotidienne, et le frère Jérôme, certain d'avoir son heure, décrochait volontiers la guitare de l'hôte pour accompagner la médisante chanteuse, dont les blanches mains mettaient à part, pour Sa Révérence, ses pastilles les plus ambrées et son plus orthodoxe chocolat. Ainsi ils vivaient et devisaient dans cette vieille Espagne à la barbe du saint office. Au sortir de cette liberté de fait qui découvrait aux traits de la satire le plus incontesté des pouvoirs européens, je le demande, la liberté constitutionnelle, c'est-à-dire la liberté de mal parler du capitaine général, du chef politique et de ses alguazils, pouvait-elle avoir le caractère et les dangers d'une réaction? Ce n'est pas le fiévreux emportement de l'esclave affranchi qu'il fallait redouter pour l'avenir de l'épigramme espagnole; c'est plutôt l'excès contraire, le dédain qui engendre l'injure, ordinaire écueil de la saillie. La « vindicte publique, » ce correctif du laisser aller constitutionnel, a mis heureusement bon ordre à cette involontaire tendance, et la muse cervantesque, arrêtée à point dans ses velléités licencieuses, n'a pas eu le temps de dénouer sa ceinture entre le despotisme tempéré par la guitare et la liberté tempérée par le procureur du roi.

Le pamphlet espagnol ne date, à proprement parler, que de la venue de Marie-Christine. Je ne compte en effet pour rien les productions hybrides qui marquèrent la période de 1820 à 1823 : les *Lettres d'un pauvre fainéant,* les *Lettres d'un Madrilègne,* par Miñano, un spirituel et bienveillant sceptique de la vieille roche, mais dont la double réputation d'*afrancesado* et de pensionnaire de la couronne enchaînait trop visiblement la verve, ou bien le *Zurriago,* cette calomnie en action du Méphistophélès ennuyé qui s'appela Ferdinand VII. Voici l'histoire authentique du *Zurriago,* et à ce souvenir se borne ce que j'en ai pu retrouver, les exemplaires ayant probablement disparu dans la panique engendrée par la réaction de 1823. Ferdinand VII, trouvant son trône trop étroit pour deux royautés, la sienne et celle de la constitution, aurait bien voulu se débarrasser de cet hôte incommode; mais la sainte-alliance, qui seule avait les épaules assez fortes pour emporter, sans fléchir sous le poids, les droits de tout un peuple, se faisait prier. Ferdinand cessa brusquement ses sollicitations, et un beau jour parut à Madrid, sous la forme périodique, le *Zurriago* (*le Fouet*), véritable fouet qui vous sanglait les royautés au visage. De l'antichambre au boudoir, du boudoir à l'alcôve, rien n'était respecté, et toutes les cours d'Europe y passaient, celle d'Espagne la première : un correspondant anonyme approvisionnait à jour fixe les rédacteurs du *Zurriago* d'anecdotes scandaleuses et de doublons. Grande rumeur à Vienne, à Londres, à Berlin, à Paris; pour en savoir si long sur le compte des rois, ce mystérieux correspondant devait être lui-même un peu roi ou un peu diable : vous devinez qu'il était beaucoup l'un et l'autre. « Bah! disait Ferdinand aux ambassadeurs courroucés, laissons jaser mes braves Espagnols; il faut bien que la constitution leur serve à quelque chose! » L'avis porta coup. Cent mille hommes entrèrent en Espagne, et Ferdinand fit pendre ses collaborateurs. Il croyait avoir discrédité à jamais la presse, et prépara, en réalité, son affranchissement définitif. Huit ans après, quand la fille des Bourbons de Naples vint limer les dents et les griffes du lion amoureux, le pamphlet, naturellement tenté d'abuser du double avantage que lui donnaient et l'ascendant libéral de Marie-Christine et la position faite par les menées apostoliques au vieux roi, désormais forcé de chercher son point d'appui dans l'esprit constitutionnel, le pamphlet, dis-je, puisa une circonspection salutaire dans le souvenir de ce lugubre quiproquo, et le jour

où l'âme de Ferdinand VII s'en fut allée rejoindre, on ne sait pas bien où, l'âme de Louis XI et de Philippe II, il avait si bien trompé son monde à force d'humilité sournoise, que la liberté de la presse put se glisser, sans trop d'encombre, dans le libéralisme sinueux de l'*estatuto real*.

Larra, Mesonero, Lafuente, Segovia, Santos Pelegrin, cinq renommées de pamphlétaires en moins de six ans, de 1832 à 1838, ont successivement grossi le léger héritage de Miñano. Le premier en date comme en vogue sérieuse et durable, c'est don Jose Mariano de Larra, presque un Voltaire doublé d'un Cervantes. C'est lui qui m'occupera surtout. Outre que son cadre est le plus complet, il résume en leurs deux aspects caractéristiques la vieille et la nouvelle satire espagnole : celle-là, placide et contenue parce qu'elle n'était que tolérée, et sachant payer en indulgence l'indulgence toute volontaire de ses victimes; celle-ci, encore empreinte de cette mansuétude universelle qui est le fond du génie national, mais plus franche dans ses allures, parce qu'elle se sent plus libre en principe; plus incisive et plus rancunière, par cela même qu'elle est plus contestée dans l'application. Un autre mérite des pamphlets de Larra, c'est qu'ils sont les meilleurs commentaires de la révolution espagnole. Parmi les nombreuses anomalies que cette révolution a présentées, il en est peu dont il n'ait pas saisi ou laissé entrevoir le germe, et cela sans parti pris, souvent à son insu et par un de ces bonheurs de divination que rencontrent seuls les hommes de génie et les hommes de bonne foi. Ne lui demandez pas ce qu'il veut prouver : il n'a voulu que peindre. Ne cherchez pas d'enchaînement systématique dans les railleuses ébauches qu'il laisse tomber de son pinceau au hasard de la fantaisie et de l'heure : si, à la suite de ce guide capricieux, nous arrivons parfois à une conclusion précise, ce sera sans qu'il y songe et par le chemin des écoliers, mais nous arriverons. Quand on a étudié d'après Larra les divers éléments de la société espagnole et la mise en œuvre maladroite et naïve de ces forces incohérentes, un fait lumineux ressort de cet examen : c'est que, depuis 1812 jusqu'en 1840, l'Espagne politique a procédé en quelque sorte à rebours, confiant, par une bizarre transposition de termes, la résistance à des prétentions novatrices et l'initiative révolutionnaire à des intérêts rétrogrades. Voilà la clef de bien des contradictions apparentes qui déroutent à chaque pas l'observateur.

II

El pobrecito Hablador (le pauvre Jaseur), premier pamphlet périodique de Larra, parut les neuf premiers mois de 1832, époque de transition sur laquelle planaient tour à tour la souriante auréole de Marie-Christine et le génie soupçonneux de Ferdinand VII, qui feignait bien parfois de mourir, mais qui ne fermait en réalité qu'un œil. Après tout, la pensée satirique n'y perdait pas. L'écrivain, qui n'osait élever ses visées trop haut, dans la crainte d'entrevoir à l'horizon un bout de potence, frappait à sa portée dans le terre-à-terre des abus, des préjugés, des habitudes où reposait le vieil ordre de choses et n'en frappait que mieux : l'édifice est plus sûrement sapé par la base que par le faîte. Larra excellait à jouer de ces tours à la censure encore ombrageuse du ministère Zéa-Bermudez. Quelque personnalité trop ambitieuse échappait-elle à sa plume, vite un renvoi, qui n'était lui-même qu'une impertinente désignation, apprenait au lecteur que le *pobrecito Hablador* n'entendait nullement inculper « le juste gouvernement, l'auguste monarque dont les bonnes intentions... » Suivait une longue liste de bonnes intentions. Je doute que le pamphlétaire et son auguste monarque eussent pu se regarder sans rire; mais la censure édifiée laissait tomber ses ciseaux devant cette prose si bien apprise, et cela

suffisait. Le *pobrecito Hablador* est presque tout entier sous la forme épistolaire, cette forme favorite de notre pamphlet d'autrefois. Le bachelier don Juan Perez de Munguia, qui a hérité du bon sens un peu épilogueur de Sancho Pança, et son correspondant et ami Andres Niporesas, personnification plus franche de l'immobilité péninsulaire, de l'hésitation qui se résout en quiétude, y causent, sans malice apparente, des hommes et des événements des *Batuecas*. Les *Batuecas* sont quelque chose comme la Béotie de l'Espagne, et vous devinez déjà que, dans les transparentes allusions de l'écrivain, les Batuecas étendront leurs frontières fort loin. Sous la placide physionomie de l'habitant des Batuecas, Larra a très-finement reproduit, trop finement même pour les besoins de la traduction, qui ne saurait rendre ses plus caractéristiques façons de parler, le vieux chrétien, l'hidalgo pur sang, le Castillan fossile, se gaudissant en sa robuste ignorance et sa formidable santé; estimant son patois par-dessus toute chose comme fruit du cru, *fruta del pays;* trouvant son vin (*vino* qu'on prononce *bino*) « également bon qu'il s'écrive par *b* ou par *v,* » dédaignant le latin, « parce qu'il ne doit pas chanter la messe, » la géographie, « parce que c'est l'affaire des postillons, » la botanique, « parce que le marché aux légumes lui en fournit assez pour son usage, » la zoologie, ajoutera-t-il avec son plus gros rire, « parce qu'il ne connaît déjà que trop d'animaux, » et ainsi de suite; du reste, Espagnol forcené, rustre, et au besoin mal peigné par pur esprit national et pour échapper au soupçon d'affectation française; bonhomme au demeurant et s'estimant, sans honte comme sans fausse modestie, juste ce qu'il vaut : « A quoi sommes-nous bons, » c'est un ultra-batueco qui parle, « sinon à rester employés? Voudriez-vous que, dans nos Batuecas, des gens habitués à leur bureau, à leur second déjeuner, à leur gazette, à leur cigare, allassent s'extravaser dans la tête une demi-douzaine de sciences et d'arts utiles, comme on les nomme, et cela pour vivre autrement qu'ils n'ont vécu de père en fils, sans l'oreiller de l'émargement mensuel et les petits profits en eau trouble! Dieu sait que c'est folie, car moi et mes pareils, qui ne sommes pas peu nombreux, nous avons la tête mieux prise pour servir de moule à perruques que de réservoir à sciences, et *je le dis avec fierté...* » Ce dernier mot, que nos lecteurs pourraient suspecter d'exagération épigrammatique, est pris sur le fait; c'est le pendant ultra-pyrénéen de la féodale formule : Ne šait signer parce que noble. « Les gens de sang bleu (*gente de sangre azul*) » n'étudient pas « parce qu'ils ne doivent être ni médecins, ni avocats; » ainsi le veut le décorum du sang bleu. Et ce n'est pas la haute aristocratie qui vous tient ce langage : nulle part, au contraire, celle-ci n'est moins exclusive ni plus accessible aux idées d'égalité pratique et de hiérarchie intellectuelle. C'est l'aristocratie de bureau, sorte de milieu bâtard entre notre ancienne noblesse de robe et notre bourgeoisie. De ce milieu qui a fourni à la France ses plus énergiques penseurs d'avant et d'après 89, l'Espagne n'a vu sortir, jusqu'à ce jour, que le plus inepte des engouements, celui de l'ignorance devenue mode, décorum, bel air. C'est bien plus la faute des lois que la faute des hommes. Le népotisme, en se faisant l'auxiliaire de l'apathie inhérente au climat, devait nécesairement produire cet abrutissement systématique contre lequel échouera indéfiniment tout essai d'organisation. De temps immémorial, le fonctionnaire de deuxième et de troisième ordre fait agréger à l'administration ses enfants en bas âge, qui prennent aussitôt leur rang d'ancienneté et perpétueront plus tard, sous l'égide des droits acquis, l'incapacité traditionnelle de l'employé espagnol. La révolution, faute de hardiesse dans son point de départ et de parti pris dans son but, a plutôt aggravé qu'atténué le mal. Sur ce vieux sol, qui, du consentement de tous, a gardé la plupart de ses aspérités sociales, droits d'aînesse, majorats, survivances, priviléges d'individu, de race et de corps, le soc réformateur traçait des sillons trop incertains pour entamer assez profondément cette formidable bureaucratie, dont les racines vont se perdre en mille

ramifications dans les entrailles de trois siècles. La révolution n'a servi qu'à compliquer cet état de choses d'une grosse difficulté financière. Chaque tempête politique a jeté dans l'administration son flot de nullités avides qu'il a fallu apaiser, soit par la création de doubles emplois, soit par des mises en disponibilité (*cesantias*), qui laissent aux anciens titulaires la majeure partie et souvent la totalité de leur traitement. Multipliez ce ruineux va-et-vient par huit ou dix *pronunciamientos* dont chacun a grevé l'avenir de sa dette de *cesantias* et de sa dette de favoritisme, et vous aurez une idée de l'effrayante absorption qui ruine depuis quinze ans les veines du budget. Passe encore si chaque employé se contentait de sa part légitime du gâteau; mais un péculat éhonté, avoué, normal, tarit, dans toutes les branches de l'administration, les sources les plus directes du revenu. Andres Niporesas en dira plus long que nous-même dans sa perfide bonhomie :

« .... La carrière administrative offre d'autres agréments. Certains emplois, par exemple, comportent un maniement de fonds, et il y a çà et là des excédants... On rend ses comptes, ou on ne les rend pas, ou on les rend à sa manière. Non que cela me semble mal, non, certes! Ce que Dieu a donné, saint Pierre le bénisse! Plusieurs trouvent déplaisant qu'à chaque main que rencontrent ces rivières, il reste quelque chose. A cela je demande s'il est possible de supposer qu'il n'en reste pas toujours quelque chose dans les mains de quelqu'un. Le fait est que certains corps sont visqueux de leur nature, et, si tu approches trop d'une outre de miel, nécessairement tu t'englueras, sans que ce soit en rien ta faute, mais bien la faute du miel, qui par lui-même est gluant.

« Je sais quelques autres petits emplois comme en possédait un certain ami de mon père : cet ami touchait vingt mille réaux de traitement, et il évaluait à quarante mille ses profits en eau trouble ; mais il faut dire aussi que cela tombait en d'excellentes mains. Bon an mal an, ce digne monsieur pouvait dire, à Noël, qu'il avait bien donné, au bout des douze mois, près de cinq cents réaux en petits lots d'une demi-piastre à des donzelles mal accommodées et autres pauvres gens de cette catégorie; car, cela oui! il était fort charitable... De cette façon, qu'importe que les mains s'engluent quelque peu? On rend à Dieu ce qu'on prend aux hommes, si c'est prendre que de saisir au passage ces petits profits innocents qui viennent à vous par la seule impulsion de leur propre rotondité. Si on s'en allait arrêter les voyageurs sur un grand chemin, passe; mais quand il ne s'agit que de prendre dans un bureau, avec toute la commodité possible, sans le moindre risque... Suppose qu'une instance te passe par les mains et que de cette instance sorte une bonne affaire : tu as voulu obliger un ami pour le plaisir de l'obliger, rien de plus, et cela est fort raisonnable; chacun en eût fait autant. Cet ami devant sa fortune à un avis émis par toi, il est assez naturel qu'il te glisse dans la main la courtoisie de quelques onces... Non! fais le scrupuleux et ne les prends pas ; un autre les prendra, et le pis de la chose, c'est que l'ami se formalisera, et avec raison. Enfin, puisqu'il est maître de son argent, pourquoi trouver mauvais qu'il le donne au premier venu, au lieu de le jeter par la fenêtre? Outre que la reconnaissance est une grande vertu et que c'est une très-grossière faute contre le savoir-vivre que de mortifier un homme de bien qui... Mais allons donc! Nous serions bien, ma foi! si les vertus sociales venaient à disparaître de ce monde, et s'il ne restait plus ni employés serviables ni âmes reconnaissantes!

« J'en dis autant quand vient te solliciter une señora, peut-être jolie, ou mère d'une jolie fille. Comment refuser d'écouter une señora qui vient avec sa fille? Il faudrait pour cela des entrailles de tigre. Moi, je te jure que c'est un des cas où ma galanterie ne serait jamais en défaut. Jésus! une señora! »

A part le chapitre des solliciteuses, qui tombe dans le procédé universel de l'épigramme, il est à noter que Larra, pour mieux faire entrevoir ses intentions satiriques, a plutôt adouci qu'exagéré la philosophie pratique de son batueco. Ceci est une des plus délicates nuances de la plaisanterie espagnole, nuance souvent insaisissable dans notre langue et dans nos mœurs, et qu'on pourrait définir le sarcasme négatif, l'ironie en dedans. Le batueco proclamant crûment, sans ergotage et sans réticences, la légitimité du pillage administratif, tombait dans les vulgarités du langage usuel, et n'eût su provoquer ni étonnement, ni sourires, tant la chose est banale au delà des Pyrénées. Larra, qui connaît parfaitement ses lecteurs, prête donc à son personnage des délicatesses de l'autre monde : il le rend casuiste, afin que le public des Batuecas, se heurtant aux scrupules soudains du brave Andres, en vienne à cette conclusion involontaire, que la moralité du cas pourrait bien être controversée. Le vrai batueco n'y met pas, loin de là, tant de façons. L'employé le plus honnête, celui qui, dans les relations privées, saurait pousser la probité jusqu'aux dernières exagérations du vieux point d'honneur castillan, considère les profits du péculat et de la concussion (*gages de manos puercas*, « profits de mains sales, » c'est le mot consacré) comme partie intégrante de son salaire, comme un casuel admis, et il le dit tout haut. Le revenu national n'est à ses yeux qu'une sorte de propriété indivise ; tant mieux pour qui se trouve à portée ! « Il serait difficile de supposer, comme le dit si bien Niporesas, qu'il n'en reste pas toujours quelque chose dans les mains de quelqu'un... » Or, ce quelque chose n'est pas mieux dans les mains de l'employé que dans les mains de cet être de raison nommé l'intérêt général, et qui n'a, lui, ni femme ni enfants à nourrir, ni gazette à lire, ni second déjeuner à faire, ni cigares à égrener, ni siestes à dormir? Ceci n'est pas de l'immoralité, ce n'est tout au plus qu'une lacune intellectuelle. Les Espagnols, il faut s'y résigner, sont généralement privés de cette espèce de conscience qui sait personnifier ailleurs le bien public, qui lie dans une étroite solidarité de droits et de devoirs l'individu à l'État, et que j'appellerais le sixième sens des sociétés. Aucune abstraction ne parle à ces natures chaudes et indolentes, et l'Espagne, soit dit en passant, serait restée païenne, ou devenue musulmane, si le catholicisme ne s'y était constamment adressé aux yeux, traduisant la foi par ses reliquaires, l'amour divin par l'ardente langueur de ses vierges, le ciel par ses fêtes ruisselantes de lumière et de fleurs, l'enfer par ses bûchers. Zurbano, qui ne croyait pas faire de l'esthétique, avait instinctivement saisi ce côté du caractère national, lorsqu'il personnifiait l'État lésé dans un caporal et quatre hommes, aux balles desquels était livré le comptable prévaricateur ; mais on n'a pas laissé achever Zurbano. Soit violente, soit pacifique, toute réforme tentée dans le domaine du pillage administratif manquera d'ailleurs longtemps de cette sanction morale que l'opinion seule peut donner, et sans laquelle rien ne dure. On ne fera jamais comprendre à la génération bureaucratique que, dans la sourde lutte engagée, depuis tantôt vingt ans, entre la concussion et l'État, le plus voleur ce n'est pas l'État. L'employé a accepté son emploi de confiance, s'engageant, au vu et su de tous, à ne faire ni plus ni moins que ne font de père en fils ses pareils. S'il y a donc ici surprise et trahison, c'est de la part de l'État, qui savait très-bien à quoi l'on s'engageait envers lui. Ainsi procède la logique batueca. Quelle base asseoir, quel système d'administration édifier sur cette glu molle? Deux régimes, la régence de Marie-Christine et la régence d'Espartero, s'y sont successivement engloutis.

La magistrature n'est guère moins démoralisée que les administrations fiscales, et ici le mal réside surtout dans un détestable système de procédure qui offre à l'avidité personnelle des juges un appât incessant. Malheur au riche qui, pour ses péchés, s'est engagé sur la foi du bon droit dans ce redoutable labyrinthe ! Il ne pourra plus reculer, il appartient dès ce moment corps et âme à la justice, qui dévore

petit à petit l'huître et le plaideur. Malheur même au simple témoin d'un meurtre ! La justice, en guise d'instruction préliminaire, trouve le secret de l'emprisonner et de le ruiner ; puis elle cherche un peu l'assassin. Aussi le cri : « à l'assassin ! » qui, en France, précipite la foule dans la rue, fait fermer en Espagne portes et balcons.

Ce serait, du reste, s'exagérer étrangement les choses que de préjuger, au point de vue de nos habitudes d'ordre, le résultat pratique de ces monstruosités fiscales et judiciaires. Le mal devenu chronique n'est presque plus un mal. Tout étant prévu dans ce cercle fatal de vénalités et d'extorsions, l'insouciance espagnole s'arrange en conséquence, composant avec les unes, évitant les autres, s'échappant, quand une issue s'offre, par la tangente de l'illégalité, et, au demeurant, trouvant tout au mieux dans le pire des mondes possible. L'offensé attend patiemment d'être le plus fort pour se faire justice à lui-même; le volé qui a pu soustraire sa mésaventure à l'œil peu tutélaire de la justice rend grâce à Dieu de ne s'être égaré que dans un bois ; le marchand ouvre un compte courant aux complaisances du douanier, et le voyageur formaliste,—tant est souveraine cette déférence au fait extra-légal sous tous ses aspects, — s'inquiète bien moins de prendre un passe-port de l'alcade qu'un sauf-conduit du voleur. Ainsi du reste. C'est là du désordre, si l'on veut, mais avec toutes les conditions de l'ordre, et il suffit de s'entendre. En France, la légalité c'est la route ; en Espagne, c'est l'écueil, et chacun cherche de son mieux à l'éviter. Aussi, quelle indulgence suprême pour l'imprudent qui s'est heurté contre l'écueil ! On l'excuse, on le plaint. Qui peut se flatter de louvoyer constamment juste entre les surprises toujours nouvelles du code et les tentations souvent légitimes de l'intérêt individuel ? Chacun contemple avec une commisération sentie, dans cette victime des hasards de la lutte sociale, l'image de ce qu'il sera peut-être dimanche. Le bagne, par exemple, ne laisse en Espagne aucune tache au front des condamnés qu'il rejette, et les vengeances absolutistes ou libérales qui, dans ce siècle, l'ont tour à tour peuplé, en ont fait même une sorte d'honorable initiation. Les plus pures biographies politiques pourraient commencer par ces mots, que nous avons entendu prononcer avec une certaine coquetterie par l'une des notabilités oratoires des cortès : « Quand j'étais aux galères... » *Ego ille qui quondam !*

Ce dédain inné, et à beaucoup d'égards excusable, du peuple espagnol pour la théorie légale sous toutes ses formes, dans toutes ses manifestations, n'a pas non plus au point de vue gouvernemental les inconvénients qu'on pourrait supposer. L'illégalité encore ici a pour correctif l'illégalité même. En cas de tiraillements extrêmes dans le domaine des lois, le gouvernement supprime ou suspend les lois, et tout est dit. Rien, en Espagne, ne se pardonne plus aisément qu'un coup d'État. La bonne foi péninsulaire répugnerait à dénier au pouvoir, dans la sphère de son intérêt politique, ce droit de libre arbitre qu'elle reconnaît au dernier des *manolos* dans les limites de l'intérêt privé. Si le pouvoir hésitait, loin de lui savoir gré de ses scrupules, on n'y verrait qu'un aveu de faiblesse. Cette disposition des esprits à amnistier la force est bien moins un danger qu'une garantie pour le progrès. Le pouvoir, en Espagne, est, en effet, dans une situation telle, qu'il représente nécessairement la pensée réformiste. Il n'a pas, nous le verrons, de libéralisme extrême à contre-balancer. Les diverses fractions soi-disant progressistes qui l'ont assailli depuis quatorze ans ne sont qu'une des formes de la réaction, que le népotisme et la vénalité déguisés en parti. Mais parcourons, à la suite de l'inoffensif Andres, les autres recoins politiques de cette galerie de mœurs. Il nous révélera, sans penser à mal, dans cette berquinade railleuse, l'un des plus absurdes contre-sens de l'organisation militaire. Je voudrais que notre concision française me permît de rendre tout ce qu'il y a de naturel, de *couleur locale,* de *batueco,* dans ce bavardage musard et traînard du bonhomme :

« Antoñito (le petit Antoine) va bien. On lui a donné le brevet de capitaine avec solde et le reste, pour les mérites de son père, qui sert depuis plus de quatre ans Sa Majesté au traitement de 40,000 réaux : c'est pour ces mérites qu'on a fait cette faveur à l'enfant. Je voudrais que tu visses quel gentil petit singe cela fait avec ses petites épaulettes et son petit joujou d'épée. Que veux-tu? A cet âge! huit ans! Il nous emplit la maison de cocottes de papier; il dit que ce sont les ennemis, il leur coupe la tête, et c'est à rire que riras-tu du matin au soir. Qu'un valet se fasse attendre, il le bâtonne, ce qui nous divertit beaucoup, et jamais il n'oublie de lui dire qu'il a je ne sais combien de mille réaux de traitement. Sa mère le mange de baisers. Il faut te dire que monsieur le capitaine est déjà au catéchisme et fort avancé dans la grammaire, d'où nous inférons tous que ce sera un grand militaire.

« L'oncle Miguel est, lui aussi, aux anges, car on ne l'a fait rien moins que lieutenant. Il est vrai de dire qu'il comptait quarante-deux ans de service, qu'il a assisté à toutes les affaires importantes de ce temps-ci, qu'il a été fait deux fois prisonnier, qu'il a dix-sept blessures et un œil de moins; mais qu'est cela à côté d'une lieutenance? Le fait est qu'on a déjà pensé à lui, et qu'il ne se tient pas de joie. Il cherche à passer dans le régiment où Antoñito est capitaine, rien que pour être auprès de lui. Des parents! tu conçois. Comme il l'aime tant, il nous répète que, tout lieutenant qu'il est, il lui apprendrait de grand cœur l'état de capitaine. On ne peut nier que Miguel ne soit une excellente âme. Le marmot est si jeune, qu'il pourrait toujours gagner çà et là quelque chose aux leçons de son oncle. »

Les Miguel sont, bien entendu, la minorité dans l'armée espagnole; c'est parmi les officiers de naissance que se recrute la majeure partie des états-majors. Tel naît sous-lieutenant, tel capitaine, tel autre colonel, et ces espoirs de la patrie prennent avec le sein de la nourrice leur rang d'ancienneté. Chez nous du moins, à l'époque où le nom donnait droit à l'épaulette, l'épée était héréditaire, l'esprit militaire se transmettait de père en fils avec l'orgueil de famille : en Espagne, l'employé civil confère à son fils la noblesse militaire, et l'instruction supplée rarement à la tradition dans un pays où l'on passe assez légèrement sur les garanties d'aptitude pour que personne, hormis Larra peut-être, n'ait souri d'un décret qui assimilait, au profit des étudiants en droit ou en médecine, une campagne à quatre inscriptions. Les palliatifs apportés dans la pratique à ces abus sont parfois pires que le mal. A part de rares exceptions, nos colonels imberbes débutent dans le service actif par les fonctions inférieures de l'état-major, mais en conservant leur titre et leur rang d'ancienneté, de sorte que le sous-lieutenant de fait est souvent le supérieur de droit de son capitaine, si celui-ci a conquis son grade à la pointe de l'épée. On eût pris à tâche d'organiser l'indiscipline qu'on n'aurait pas mieux réussi. Faut-il donc s'étonner que l'armée, ordinairement passive ou neutre dans les convulsions intestines des révolutions, apparaisse, en Espagne, à la tête de tous les mouvements insurrectionnels?

L'esprit militaire n'est pas plus cultivé chez le soldat que chez l'officier. La cravache et le bâton, anomalie étrange en un pays où le sentiment de la dignité individuelle a pu combler la distance entre le grand d'Espagne et le mendiant, sont encore, au delà des Pyrénées, les représentants officiels de la discipline. C'est écrit, et, dans l'état normal, le soldat accepte, comme une chose toute simple, ces nécessités de position, sauf à prendre sa revanche sur les épaules du paysan, qui, à son tour, se prête avec une déférence froide et digne à ces nécessités de la hiérarchie; mais vienne une occasion, et la gradation se reproduit en sens inverse. Le paysan fusille le soldat, le soldat sabre l'officier, et soldat et paysan apportent dans ces représailles la même sincérité, la même conviction de bon droit que dans leur résignation

passée : ils croient chez eux comme chez les autres à la légitimité du plus fort. Toute la guerre civile (je parle de ses incidents matériels, et non des calculs politiques qui lui ont donné naissance) est là. Si la faction carliste, originairement bornée à une poignée de huit cents hommes, a pu improviser, en deux ans, trois armées et réaliser, avec la connivence des populations, la romanesque promenade de Gomez, c'est qu'elle était pour le soldat christino, comme pour le paysan, un refuge immédiat contre le bâton constitutionnel. Si la faction a mis bas les armes, juste au moment où, forte d'une garnison réelle en Catalogne, forte des succès de Cabrera en Aragon et de l'inaction d'Espartero en Navarre, elle pouvait commencer sérieusement la lutte, jusque-là restreinte à des coups de main mal combinés, c'est que le bâton par la grâce de Dieu avait réussi à faire regretter le bâton par la grâce du peuple. Maroto a été l'occasion, mais l'indifférence politique des masses, soldats et paysans, entre deux régimes qui se traduisaient par les mêmes désagréments matériels a été l'élément véritable de la défection de Bergara. Cette indifférence était arrivée à tel point que, dans les communes avoisinant le théâtre de la guerre, les alcades avaient organisé un double service de *partes* (espions, porteurs d'avis) pour informer simultanément l'armée constitutionnelle des mouvements des factieux, et la faction des mouvements des constitutionnels. Chez les soldats des deux camps, que l'émulation du métier, à défaut de croyances politiques, semblait devoir maintenir dans une ligne plus tranchée, même laisser aller, même absence de parti pris. Quelques mois avant la paix de Bergara, je me trouvais dans la rade de Portugalette. Sur la rive droite s'échelonnaient, confondus comme les pièces blanches et noires d'un damier à la fin d'une partie, une douzaine de postes christinos et carlistes qui, chaque matin, brûlaient pour la forme et à distance rassurante la poudre de leurs gouvernements respectifs, puis se rapprochaient à portée de fusil pour causer de la Pepa, de la Juana et autres amours partagés. Un jour que j'étais descendu à terre, je vis un soldat de la reine se diriger vers un ruisseau au bord duquel plusieurs carlistes jouaient au *monte*. Comme ceux-ci faisaient mine d'accueillir l'importun à coups d'escopette : « *Faïziosillos,* s'écria le christino, dans la nonchalance mignarde de son patois andalou, *dehaïme lavar la camiza qu'hoy hé sabaho!* (mes petits factieux, laissez-moi laver ma chemise, car c'est samedi). — *Lava, bribon!* « Lave, coquin ! » répondit une basse-taille factieuse, » et le nouveau venu procéda paisiblement à sa toilette, pendant que la société reprenait le *monte* interrompu. En dehors des hostilités de commande que leur imposait la consigne, christinos et carlistes pactisaient dans la fraternité du bâton.

Une confusion inouïe de principes et de règles qui avait érigé l'incapacité en prétention, la dilapidation en fait normal, l'illégalité en garantie, l'indiscipline en système; la loi du plus fort substituée partout, dans les habitudes du pays, à la loi écrite, et, pour unique lien entre ces discordances sociales, l'absence même de tout esprit public, voilà donc l'effrayant chaos que la révolution avait pour tâche de remuer. Le pamphlet avait certes là une abondante moisson ; mais telle était l'autorité traditionnelle de ces contre-sens, que Larra lui-même, Larra qui en saisissait toute l'extravagance, se surprend à reculer devant la stupéfaction, les colères que son ironie cependant si douce, ses révoltes si mesurées vont ameuter contre lui. Galilée a osé dire que la terre tourne, et il proteste à genoux contre l'accusation d'hérésie. Larra n'a pas craint de laisser entendre que l'ignorance n'est pas une supériorité, que la concussion n'est pas tout à fait un droit, que les capitaines de huit ans sont des tacticiens médiocres, qu'on n'inocule pas l'honneur militaire à coups de bâton, et, prévoyant qu'un haro universel va s'élever du fond des Batuecas, il consacre plusieurs pages de l'avant-dernière livraison de son pamphlet à repousser humblement, sérieusement, le soupçon mortel d'*étrangérisme* (*estrangerismo*), arme ordinaire

de l'esprit de résistance. « Beaucoup de gens, s'écrie-t-il, croient peut-être qu'un orgueil malentendu ou une passion inopportune et désordonnée d'*étrangérisme* ont fait naître en nous une tendance à médire des choses d'Espagne. Loin de nous une intention si peu patriotique... Mais nous croyons que les flatteurs des peuples, aussi bien que les flatteurs des grands, ont toujours été leurs plus dangereux ennemis; ils ont mis à leurs dupes un bandeau sur les yeux, et, pour exploiter leur faiblesse, leur ont dit : « Vous êtes tout. » De cette lourde adulation est né le faux orgueil qui fait croire à beaucoup de nos compatriotes que nous n'avons rien à améliorer, rien à tenter, rien à envier. Nous le demandons cependant à tout homme de bonne foi, qui est le meilleur Espagnol, de l'hypocrite qui crie : « Vous êtes tout; ne faites pas un pas pour gagner le prix, car vous voilà en avant, » ou de celui qui dit sincèrement à ses compatriotes : « Il vous reste encore à marcher un peu. Le but est loin; allez plus vite si vous voulez arriver les premiers. » Celui-là les empêche de marcher vers le bien, en leur persuadant qu'ils le touchent; celui-ci met en jeu le seul ressort capable de les faire arriver tôt ou tard... » Et la même plume qui en usait si cavalièrement avec Ferdinand VII continue ainsi de dérouler en toute sincérité sur ce thème les mille et une circonstances atténuantes qui le recommandent à l'indulgence du public. Et c'est à la veille d'une révolution, je me trompe, après deux manifestations successives de la forme révolutionnaire, après 1812 et 1820, que Larra, pour se rendre acceptable à ses lecteurs, se voyait réduit à user de correctifs pareils! Vous figurez-vous d'ici Voltaire et les publicistes du XVIIIe siècle, ou mieux encore les orateurs de l'assemblée constituante condamnés à solliciter la tolérance de l'opinion pour les idées qui enfantèrent l'immortelle nuit du 4 août. Je n'opposerai pas autre chose à cette manie puérile d'assimilations qui, à toutes les phases du travail social de l'Espagne, s'obstine à chercher un précédent français : l'Espagne de 1832 se trouvait encore à ce point de ne pouvoir entendre sans protestation, ou du moins sans surprise, des vérités qui, pour la France de 89, étaient en quelque sorte depuis trois siècles, depuis Montaigne et Rabelais, des lieux communs de l'esprit national. Est-ce à dire que l'Espagne a dix générations à franchir pour nous atteindre? Non. Le gouvernement, à défaut de l'opinion, se voit irrésistiblement conduit, je le répète, à personnifier, au delà des Pyrénées, la théorie révolutionnaire, et les révolutions qui viennent d'en haut sont plus promptes. Elles commencent par où les autres s'achèvent, par le pouvoir. Le gouvernement a d'ailleurs ici deux puissants auxiliaires : le journalisme et le système parlementaire, dont la pratique habitue peu à peu acteurs et public aux axiomes anglo-français qui en sont le formulaire habituel. L'Espagne, et c'est là une des plus curieuses contradictions de l'esprit péninsulaire, s'accommode très-bien de ces contrefaçons de l'étranger, à condition que l'étranger feindra de ne pas s'en apercevoir. Ce nationalisme intolérant qui bondit au seul mot d'influence française copie servilement, depuis nos modes et nos vaudevilles jusqu'à nos autorités historiques et nos classifications de parti, toutes les manifestations de la vie extérieure de la France, tout hormis les conditions morales dont elles sont le reflet. Ici, comme dans les rapports de l'individu à l'État, le génie espagnol ne perçoit que le côté palpable des choses. Cela est si vrai, qu'il n'y a pas de terme, par exemple, chez nos voisins, qui réponde à l'acception psychologique du mot *mœurs :* l'espagnol traduit *mœurs* par *costumbres,* coutumes, habitudes, reproduction de tel fait matériel. Ces emprunts superficiels, adaptés tant bien que mal à l'archaïsme batueco, ont dû produire, on le conçoit, des accouplements heurtés, de baroques incohérences que Larra nous aidera à entrevoir. Parfois, politiquement parlant, l'Espagne a dû rappeler un peu, à son insu, l'indigène des mers du Sud dessinant la nudité de son torse sous un frac anglais; mais, factice ou logiquement amenée, la transition s'accomplit, et c'est déjà beaucoup. La génération suivante, trouvant

à sa venue un cadre à peu près complet d'habitudes et d'institutions nouvelles, pourra aborder d'emblée la seconde moitié de l'œuvre. Le présent lègue la forme, l'avenir s'y moulera. Nous faisons ces réserves afin qu'on ne voie pas une pensée hostile à la révolution même dans l'énumération des absurdités, des anachronismes que l'esprit d'imitation a produits, depuis un quart de siècle, au delà des Pyrénées.

III

Larra a saisi le côté comique de cette manie d'imitation en ses deux types principaux : l'*afrancesado* de l'époque napoléonienne et l'émigré de 1823. On a très-mal apprécié, en France et en Espagne même, le schisme national de 1808. On se représente assez communément les *afrancesados* comme des adeptes d'une sorte de rationalisme politique, des progressistes convaincus, des logiciens courageux, qui, désespérant de régénérer le pays par lui-même, le jetaient froidement dans le creuset de l'invasion étrangère. C'est leur faire beaucoup trop d'honneur. Les *afrancesados*, n'en déplaise à notre amour-propre national, appartenaient à la fraction la plus irréfléchie et la plus effacée de la population. Si le germe d'une pensée politique eût existé en eux, l'occasion l'eût fait éclore; la réforme administrative apportée par Napoléon eût recruté dans leur sein ses meilleurs instruments, et il n'en a rien été. Au choc des idées françaises, pas un programme, pas un nom, pas un éclair de vitalité, n'ont jailli de ce groupe inerte, qui, sans ressort pour la résistance comme pour l'action, recevait servilement l'empreinte de nos mœurs en ce qu'elles avaient de plus saillant, de plus visible, c'est-à-dire en leur côté caricatural. Devinez ce qui séduisit ces prétendus apôtres de la propagande française : — l'athéisme du directoire, ses cravates et son sentimentalisme niais. Le *pobrecito Hablador* nous montre, dans l'historiette suivante (*el casarse pronto y mal*, se marier tôt et mal), la rectitude guindée et semi-monastique de l'ancienne vie de famille aux prises avec le bagage philosophique de nos sous-lieutenants :

« J'avais naguère un neveu : les frères servent à cela. Celui-ci était fils d'une de mes sœurs, laquelle avait reçu cette éducation qui se donnait en Espagne, il y a bien moins d'un siècle, c'est-à-dire qu'à la maison on récitait journellement le rosaire, on lisait la vie du saint, on entendait la messe, on travaillait les jours ouvrables, on sortait l'après-midi des jours de fête, on veillait jusqu'à dix heures, on s'habillait de neuf le dimanche des Rameaux ; et, à tout propos, c'était « monsieur mon père, » qui alors n'était pas appelé *papa*, avec les mains plus baisées que relique vieille, et visitant tous les coins et recoins, crainte que les fillettes, aidées de leur chacun, n'eussent aux mains quelque livre défendu. Je ne déciderai pas si cette éducation était meilleure ou pire que celle d'aujourd'hui; je sais seulement qu'arrivèrent les Français, et comme cette éducation, bonne ou mauvaise, ne reposait pas en ma sœur sur des principes certains, mais seulement sur la routine et sur l'oppression domestique de ces terribles pères d'autrefois, elle n'eut pas à fréquenter longtemps quelques officiers de la garde impériale pour s'apercevoir que, si une telle façon de vivre était simple et réglée, ce n'était pas la plus amusante. Qui nous persuadera, en effet, que nous devons passer mal cette courte vie, pouvant la passer mieux ? Ma sœur s'éprit des mœurs françaises, et dès ce moment le pain ne fut plus pain, ni le vin vin : elle se maria, et suivant, dans la fameuse journée de Vittoria, la fortune du borgne Pepe Bouteille (1), qui avait deux très-beaux yeux et ne buvait jamais de vin, elle émigra en France.

(1) Sobriquets donnés au roi Joseph.

« Je n'ai pas besoin de dire que ma sœur adopta les idées du siècle; mais comme cette seconde éducation avait d'aussi mauvais ciment que la première, et comme il est dit que notre débile humanité ne saura jamais s'arrêter à un moyen terme, elle passa de l'*Année chrétienne* à Pigault-Lebrun et planta là messes et dévotions, sans plus savoir pourquoi elle les laissait qu'elle n'avait su jadis pourquoi elle les prenait. Elle prétendit que l'enfant devait être élevé comme il faut, qu'il pouvait lire sans ordre ni méthode tout ce qui lui tomberait dans les mains, et mille autres propos sur l'ignorance et le fanatisme, sur les lumières et la civilisation, ajoutant que la religion était une convention sociale où les imbéciles seuls entraient de bonne foi, et de laquelle l'enfant n'avait pas besoin pour se maintenir en bonne santé; que *père* et *mère* étaient mots de brutes, et que *papa* et *maman* devaient être tutoyés, attendu qu'il n'y a pas d'amitié égale à celle qui unit les pères et les enfants (sauf certains secrets que les seconds auront toujours pour les premiers et quelques taloches que donneront toujours les premiers aux seconds) : toutes vérités dont ma sœur s'engoua autant et plus que de celles du siècle passé, parce que chaque siècle a ses vérités comme chaque homme a son visage.

« On devine que l'enfant, qui s'appelait Auguste, car tout a vieilli chez nous, jusqu'aux noms du calendrier, devint un garçon sans préjugés, vu que l'horreur des préjugés est le premier préjugé de ce siècle. Il but, compila, mélangea; il fut superficiel, présomptueux, orgueilleux, entêté, et ne laissa pas de prendre un peu plus de bride qu'on ne lui en avait lâché. Mon beau-frère mourut, je ne sais à quel propos, et Auguste revint en Espagne avec ma sœur, toute stupéfaite de voir quelles brutes nous faisions, nous qui n'avions pas eu comme elle le bonheur d'émigrer, et nous apprenant, entre autres nouvelles certaines, comme quoi il n'y a pas de Dieu, ce qu'on savait en France de très-bonne source... »

Je passe le dénoûment et la moralité. Si Larra avait suivi le groupe afrancesado dans ses transformations successives, il nous eût montré des exemples non moins curieux de ce servilisme imitateur. Plus tard, la réaction catholique et moyen âge prend chez nous la place du philosophisme, et notre dandisme religieux et féodal supplante aussitôt, auprès de nos Sosies ultra-pyrénéens, *le Bon Sens du curé Meslier*. Otez de la faction carliste ses éléments accidentels : — les moines qui espéraient, comme par le passé, agrandir leur influence dans la lutte; les *guerilleros* que tout drapeau insurrectionnel ralliera, quel qu'il soit; les Basques enfin, qui, effrayés sur l'avenir de leurs priviléges, faisaient arme du premier moyen de résistance qui leur tombait aux mains ;—et ce qui reste, c'est-à-dire le noyau du parti, la petite cour et l'administration du prétendant, n'est qu'une variété du type afrancesado à sa seconde incarnation. Ceci n'est point un paradoxe. Quel principe, quel intérêt sérieux pouvait rallier ce groupe autour de don Carlos? Le principe ultra-monarchique? Il n'était pas menacé; nul n'avait poussé si loin que Ferdinand VII la théorie du *rey neto*. L'intérêt des vieilles idées? Encore moins : de 1814 à 1830, tous les actes de Ferdinand VII ne sont qu'un long duel contre les idées nouvelles, duel inégal où l'agresseur avait la trahison pour armure. Cependant le noyau du parti carliste n'a pas attendu, pour se constituer au nom de cet intérêt et de ce principe, que Marie-Christine vînt jeter la lueur de sa jeunesse et de ses caprices semi-libéraux dans les ténèbres inquisitoriales de la vieille cour. Ce parti n'avait donc pas, à l'origine, de raison d'être. On n'y peut voir qu'un non-sens de l'esprit d'imitation. Don Carlos, outre qu'il avait pour lui les couvents, cet accompagnement obligé de la fantasmagorie romantique du jour, don Carlos, avec ses allures ascétiques et sombres, se prêtait bien mieux aux nécessités du cadre de convention où la mode s'était placée que la trivialité narquoise de Ferdinand, et le goût afrancesado l'adopta, comme il avait

adopté les pages en maillot orange et les moisissures ogivales de notre littérature de 1827. M. Victor Hugo a sur la conscience sept ans de guerre civile. Dieu sait où l'épidémie carliste se fût arrêtée si notre littérature-régence n'était venue faire diversion aux ravages d'*Ivanhoe* et de *Notre-Dame de Paris*. A son apparition, nos afrancesados ont bien vite oublié moines et croisades pour le genre Louis XV, dont ils se sont mis à parodier, avec toute la conscience possible, les petites prétentions criminelles : mots légers, hâbleries scélérates, petits soupers faits avec tout le mystère de rigueur chez un cabaretier catalan ou savoyard, qui, sous prétexte de cuisine française, inflige à ces martyrs de l'imitation une nourriture impossible; tripots de bel air, où des marquises, des comtesses authentiques remplacent, de la meilleure foi du monde, nos comtesses de louage et nos marquises d'occasion. Laissons ces types au futur Molière de la Péninsule. Il me suffit d'avoir fait remarquer que le groupe novateur ou soi-disant tel s'est trouvé deux fois conduit, par l'effet même de ses prétentions, à personnifier la résistance : résistance à la forme constitutionnelle, en 1812 ; résistance à l'esprit constitutionnel, en 1833.

Si la fraction gallomane de la population, celle qui s'honorait, même au milieu des ruines de la patrie vaincue, du contact de la civilisation française, n'a su, en 1812 et depuis, s'en assimiler que la surface ironique ou fausse, on comprend quelle énorme distance devait séparer de nos idées et de nos mœurs la majorité patriote, pour qui ces idées et ces mœurs étaient le vivant symbole d'une invasion abhorrée. Ceci est encore un des côtés les plus mal explorés de la guerre de l'indépendance. On a cru apercevoir dans le réveil parlementaire de Cadix l'indice d'une sorte de libéralisme à la 89, qui, en repoussant nos armes, aspirait à nos institutions, qui admettait le concours d'un clergé absolutiste, mais accidentellement, comme élément de coalition, et sur la foi d'un pacte tacite où chacune des deux parties contractantes réservait ses droits ultérieurs. Quand on a vu plus tard les principales notabilités des cortès de Cadix figurer à la tête du soulèvement constitutionnel de 1820, pendant que le clergé proclamait, les armes à la main, l'absolutisme pur, cette opinion est passée à l'état de fait acquis. Rien de plus faux. Le mouvement patriotique de 1812 n'échappa jamais à la direction unique, exclusive, de ce clergé absolutiste ; seulement les rôles s'y trouvaient faussés et transposés comme dans le mouvement afrancesado. Dans celui-ci, des hommes qui se disaient et se croyaient les adeptes du progrès politique, de l'idée novatrice, étaient surpris répudiant la constitution, symbole classique de cette idée et de ce progrès; dans celui-là, au contraire, des rétrogrades purs, adversaires-nés des doctrines constitutionnelles, se faisaient une arme de cette constitution. Les premiers ne raisonnaient pas, ne soupçonnaient peut-être pas la contradiction où ils tombaient; chez les seconds, la contradiction était logique : voilà toute la différence. Si les moines recouraient en 1812 au système représentatif, c'est qu'en l'absence du pouvoir central de la royauté, ce système pouvait seul renouer le faisceau brisé de la nationalité espagnole ; c'est qu'à la faveur de leur popularité, de leur influence territoriale et de leur unité hiérarchique, ils se sentaient toujours à temps d'en maîtriser les ressorts. Le clergé espagnol de 1812 faisait par instinct ce que le clergé belge de 1830 a fait par calcul. La constitution de 1812 était conçue tellement en dehors des préoccupations de principes, que les deux dogmes rudimentaires du libéralisme, — la liberté de conscience et la liberté de la presse, — s'y trouvaient, l'un proscrit, l'autre omis. Ferdinand VII put rétablir à son retour l'ancien régime sans soulever de protestations sérieuses. Pour l'immense majorité des Espagnols, même pour les futurs adeptes du libéralisme actuel, la forme de gouvernement improvisée à Cadix était essentiellement transitoire et perdait tout à-propos, du moment où le vide qu'elle avait été appelée à remplir n'existait plus.

Ce n'est qu'après 1814, quand l'examen succéda à l'action et que le courant régulier et pacifique des idées françaises put s'établir dans le sillon creusé par nos armées, c'est seulement alors que l'Espagne soupçonna la portée politique de cette constitution si cavalièrement escamotée par Ferdinand. Étudiant avec le calme de la sécurité le jeu intérieur de cette révolution française qui ne s'était jusque-là révélée à la Péninsule que par des envahissements matériels; initiée peu à peu aux doctrines libérales par le sourd travail du carbonarisme, la fraction intelligente de la nation s'aperçut, quoiqu'un peu tard, qu'à la forme représentative répondaient certaines garanties, certains droits, d'une application plus ou moins utile, plus ou moins possible dans le pays, mais dont le pays, après tout, ne s'était laissé dépouiller que par une sorte d'abus de confiance et faute d'en connaître la valeur. L'amour-propre d'auteur s'en mêla. Les membres laïques des cortès de Cadix, à leur tête Argüelles, ce la Fayette espagnol moins le cheval blanc, proclamèrent le mouvement au nom de cette même charte dont ils avaient fait naguère un élément de résistance, et, forts de leur récente popularité, forts de l'imprévoyance du clergé, qui était loin de s'attendre à la révolte de ses plus dociles auxiliaires, ils imposèrent sans trop de peine au roi la constitution de 1820. De cette époque et non de la guerre de l'indépendance date, à proprement parler, la première initiation des patriotes espagnols au principe libéral. L'émigration de 1823 compléta leur éducation théorique. Ici, du reste, se reproduisent avec plus d'intelligence, si l'on veut, mais avec la même servilité, les errements imitateurs du groupe afrancesado. Séduits par l'accueil fraternel du libéralisme français et par l'analogie tout accidentelle que l'attitude du clergé établissait entre les oppositions des deux pays, les constitutionnels espagnols ont cru lire leur passé et leur avenir dans les précédents et dans les développements successifs de notre vie politique. Quand l'amnistie de 1832-33 leur a rouvert la péninsule, ils rapportaient en portefeuille une Espagne de convention où ils ont pris le texte d'excellents programmes, d'excellents discours, qui n'avaient qu'un défaut : c'est de n'être pas datés de Paris et signés Laffitte ou Casimir Périer. N'importe. La vogue était pour le jargon français, et si, pour son malheur, quelque batueco renforcé paraissait s'ébahir à ce langage inconnu, il était déclaré nul ou, qui pis est, rétrograde, et comme tel obligé de céder sa place, s'il en avait une, aux « patriotes éprouvés qui avaient mangé le *pain amer* de l'exil, » style du jour. Toutes les portes s'ouvraient à ces touristes de la politique. On était ex-émigré comme on est ailleurs surnuméraire. Maint pauvre diable, dont pas âme au monde ne s'inquiétait, a fait discrètement et à pied le voyage de France à seule fin de pouvoir déclarer aux journaux, dans une lettre datée de Bayonne, qu'il attendait froidement sur la plage inhospitalière de l'étranger « le poignard de Caton, » et l'*Eco de comercio*, dont la bonhomie toute primitive se prêtait par excellence à ces sortes de mystifications, de répondre aussitôt que la patrie cessait d'être ingrate pour le noble exilé, qui, fort de son brevet d'émigration, rentrait bruyamment en Espagne pour être nommé au moins alguazil. Quelle charmante comédie de mœurs Moratin eût faite avec ce trait-là ! Tout ceci donne beaucoup à penser à ce pauvre Niporesas, qui écrit à un sien ami :

« A la mort du *pobrecito Hablador*, décédé, comme tu sais, des suites d'une hâblerie rentrée, je me demandai comment je me retournerais pour me tirer d'affaire et gagner l'amitié et la considération des miens et des étrangers. Je m'aperçus alors pour la première fois que, pour être quelque chose, il me manquait une condition essentielle, sans laquelle prétendre figurer en Espagne était chose aussi folle que de chercher à redresser notre machine politique : c'est que ni 1813, ni 1814, ni 1820, ni 1823, ni 1830, ni année aucune de mémoire d'homme ne m'avaient vu émigrer ; que dis-je ? émigrer ! je n'avais pas même fait le plus petit voyage qui pût ressem-

bler, en n'y regardant pas de trop près, à une apparence d'émigration. Quelle espèce d'homme étais-tu donc alors, vas-tu me demander, et d'où diable sortais-tu ? Tu le vois toi-même. Pour que tu saches jusqu'où allait ma nullité, je te dirai, mais sous la foi du secret le plus rigoureux, car c'est chose assez humiliante pour qu'on la cache, je te dirai qu'aujourd'hui même je ne suis qu'un rien, un enfant, sans poil au menton, en un mot, je l'avoue à ma honte, je l'avoue les larmes aux yeux, sans précédents, ou, comme nous disons nous autres Espagnols, sans *antécédents*, sans vie politique aucune, et, par suite, condamné à n'avoir jamais de *subséquents* (1), à n'inspirer aucune confiance, à n'avoir pas un mot où m'accrocher dans le passé pour justifier mon avenir si tant était que j'eusse un avenir, à ne pouvoir enfin fermer la bouche aux gens en disant à tout le monde : *Ego ille qui quondam*, moi qui jadis !

« ...Je donnerais tout au monde pour un antécédent politique, pas plus gros qu'un émargement de retraité. Quelle figure vais-je faire dans ma patrie sans connaître d'autres mœurs que les siennes, sans parler d'autre langue que la castillane ? Que sera-ce de moi, simple Espagnol en Espagne ? Qui me comprendra et qui comprendrai-je ? Qui m'élira ? et si par erreur on m'élit, où prendrai-je, mon Dieu, mes citations ? Ne me rira-t-on pas au nez quand je citerai nos usages dont on n'use pas, et pour des maux espagnols des remèdes espagnols ? Quelle couleur politique auront mes discours si je n'y fais entrer ni la France, ni l'Angleterre, ni les États-Unis, ni la Belgique ? Pauvre de moi ! qui n'ai jamais mangé le pain du malheur, mais simplement celui de fine fleur de froment, et qui ne l'ai jamais arrosé de larmes, mais de triviale crème des montagnes de Paz, ou de *tinto* de Val de Peñas, ou tout au plus de quelques coups de vin doux de Xérès ! »

Dans son impatience d'être bon à quelque chose, Niporesas se décide à émigrer. Diverses raisons l'empêchent de profiter « de la commodité qu'ont les Espagnols d'émigrer sans sortir de leur pays, » c'est-à-dire en allant à Gibraltar. Il n'y pourrait étudier que les juifs, et Niporesas, qui ne pressentait pas encore M. Mendizabal (2), ne voyait pas trop à quoi pouvait lui servir cette étude. L'Angleterre ne lui sourit pas non plus. Il songe un moment aux États-Unis; mais une crainte subite l'arrête. Sortis de France au moment où les menées légitimistes et républicaines se coalisaient sourdement contre l'œuvre de juillet, les hommes politiques de 1834, dans leurs scrupules de contrefaçon, se sont mis à voir partout des républicains, et dans tous les républicains des carlistes déguisés. Or, Niporesas tient trop à s'initier à l'orthodoxie du jour pour aller faire son noviciat de libéralisme dans une république :

« Aller aux États-Unis fut une idée qui me survint plus d'une fois; mais aussi, m'en aller chez un peuple qui n'a pas et qui n'a jamais eu de roi, c'était un peu fort. Comment diable s'arrangent-ils, et vivent-ils, et prospèrent-ils ? Ce doit être des brutes pour le moins.

« Ce seul fait prouve que les Américains sont une race intrinsèquement démagogique, anarchiste et démoralisée. En se conformant à l'opinion de ceux des hommes du jour qui se tiennent à la hauteur du siècle, il faut tout au moins avouer deux choses : d'abord, que c'est un peuple arriéré, ces idées de république étant des idées vieilles, des idées de 89 ; ensuite, que ceux qui veulent la république ne cherchent que

(1) Je ne puis traduire que littéralement ce jeu de mots, qui ne manque pas de sel dans l'espagnol.

(2) Qui passe pour être d'origine juive.

le désordre et le retour du despotisme, car c'est à quoi nous poussent sournoisement les républiques. Aussi en Espagne est-ce un fait acquis que ceux qui affectent des tendances républicaines ne sont autre chose que des agents de don Carlos : d'où on peut clairement inférer que les États-Unis sont irrécusablement carlistes, et, si tu en doutais encore, le temps te l'apprendra ; quelque jour se découvrira la trame, et tu verras ce qu'ils nous réservent. »

Ce placide et souriant persiflage n'épargnera pas plus le programme des hommes du jour que leurs chimériques répugnances pour le parti républicain, qui n'existait qu'en leur cerveau. Niporesas finit par se décider, comme tout le monde, pour la France, et, dans sa manie d'*actualité*, il s'éprend, bien entendu, de notre théorie constitutionnelle :

« Une fois bien convaincu qu'il était nécessaire d'émigrer pour savoir et d'étudier les pratiques étrangères pour connaître les nécessités nationales, mon premier soin fut d'apprendre à tout prix comment devait être constitué un peuple pour être heureux, et quelle forme de gouvernement était la seule vraie. Je mis donc de côté toute idée d'absolutisme ou de république comme également nuisible ; je me rappelai, d'une part, le passé ; je méditai, d'autre part, l'avenir ; je gagnai à ce travail de rester en parfait équilibre au beau milieu de la corde. Arrivé là, je me dis : Quel est le problème du jour ? Au lieu d'un roi qui règne sur un peuple, comme cela s'est fait jusqu'à ce jour, ou d'un peuple qui règne sur lui-même, comme cela doit se faire avec le temps, il faut un peuple qui règne sur un roi, un peuple où chaque citoyen soit un fragment de roi et où le roi soit un fragment de citoyen. Tiens, tiens, m'écriai-je, j'ai mon affaire en France, où trente-quatre millions d'hommes, moins un, unis de la façon la plus étroite avec cet un, font en commun avec lui les lois de tous, où un, en d'autres termes, vaut la moitié de ce que valent tous ; grand juste-milieu assurément ! car dans les gouvernements absolus un égale tous, et dans les gouvernements démocratiques un égale un ; erreur grave des deux parts... »

Larra, comme le laisse entrevoir cet ironique ergotage, n'a pas une foi très-vive dans notre dualité politique, et surtout dans sa contrefaçon espagnole. Si on lui donnait à choisir entre les deux formes extrêmes de gouvernement, il hésiterait peut-être ; mais, à coup sûr, il n'essayerait pas d'échapper à la nécessité d'opter par le moyen terme constitutionnel. Ces aspirations vers l'unité du pouvoir, dût ce pouvoir s'appeler démocratie ou monarchie absolue, reparaissent fréquemment dans les écrits de Larra ; elles sont moins un caprice de pamphlétaire qu'un instinct sincère et lumineux de la véritable situation. Il suffira, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil rapide sur la période de 1834 à 1843. C'est ici surtout que vont apparaître en foule ces étranges transpositions de causes et d'effets, déjà çà et là entrevues, et que j'appellerais la fatalité de l'absurde, si le fanatisme de l'imitation ne suffisait à les expliquer. Sous cette épidémique influence, on verra les libéraux, de vrais libéraux cette fois, organiser candidement la réaction, et cette réaction grandir en raison directe du libéralisme des écoles politiques qui se sont tour à tour succédé au gouvernement.

IV

« Monarchie absolue ou république ! » disait Larra, et il est permis de ne pas accepter dans toute sa rigueur cette périlleuse alternative. Le despotisme avec un

homme de génie sur le trône, la république avec un peuple froid, positif, âpre au gain, rompu surtout aux pratiques légales, voilà les seules conditions d'opportunité de ces deux extrêmes, et ces conditions se fussent rencontrées peut-être moins en Espagne que partout ailleurs. Un moyen terme était donc indispensable; malheureusement ce moyen terme a été mal choisi et plus mal appliqué. On peut impunément l'avouer, aujourd'hui que notre système,—c'est-à-dire le partage de la souveraineté entre le trône et la bourgeoisie,—se trouve implanté de force dans les habitudes espagnoles, comme un coin qu'on repousse dans le tronc d'abord résistant d'un chêne et que le tronc déchiré finit par retenir. Ce système était, de toutes les théories de gouvernement, celle qui convenait le moins à l'Espagne de 1834. Le régime constitutionnel, tel qu'il est pratiqué chez nous, est le repos des sociétés en convulsion, le compromis après la lutte, la résultante de deux efforts divergents, peuple et royauté. Or, en Espagne, peuple et royauté étaient également inertes. Fortifier l'une, ou galvaniser l'autre par un courant de vie politique, voilà par où la réforme devait débuter. Chacun de ces expédients, en apparence contraires, tendait au même résultat. Les trois plaies de la vieille organisation espagnole,—la théocratie, le népotisme et le gaspillage bureaucratique, — n'étaient, après tout, que des formes de la décentralisation, des déviations de l'unité despotique; le pouvoir royal ne pouvait donc s'accroître qu'aux dépens des abus. M. Zéa-Bermudez, ce grand révolutionnaire méconnu, avait trouvé un nom à la réforme ainsi comprise : le despotisme « éclairé, » le despotisme mitigé et secondé par un large système consultatif.

La théorie de M. Zéa échouant devant d'injustes préventions et faute de trouver un point d'appui suffisant dans le trône, devenu bientôt un berceau, il fallait franchement recourir à l'expédient inverse, à l'appel aux masses, à la république, avec Isabelle II. Les abus dont il s'agit ne profitant qu'à la minorité, le pouvoir eût recruté dans les masses populaires une majorité hostile à ces abus, ou, tout au moins, non intéressée à les maintenir. L'hypothèse tant de fois mise en avant d'un 93 espagnol pouvant résulter de l'admission trop brusque de l'élément plébéien aux droits politiques, cette hypothèse était souverainement absurde. D'abord, la basse classe est beaucoup plus éclairée dans la Péninsule qu'elle ne l'était il y a soixante ans, et qu'elle ne l'est encore aujourd'hui chez nous : grâce à la gratuité de l'enseignement universitaire et aux priviléges attachés naguère par les mœurs à la cape trouée de l'*estudiante*, grâce même aux couvents, dont la charité pourvoyait à la subsistance des écoliers pauvres, il est peu de familles d'artisans ou de laboureurs qui n'aient parmi leurs membres au moins un lettré. Ensuite, les excès de notre première révolution n'auraient pas, chez nos voisins, de raison d'être. Rien dans la société espagnole ne rappelle les prophétiques prémisses du jacobinisme : la royauté avilie d'un Louis XV et une aristocratie hautaine en face d'une bourgeoisie jalouse et d'un peuple où bouillait, plutôt transformé qu'épuré, le vieux sang du jacques et du ligueur. La royauté est encore populaire en Espagne; les haineuses colères semées autour du trône par l'orgueil de Godoï, cette Pompadour faite homme, se sont effacées devant les malheurs de Ferdinand VII infant et devant les allures familières et bourgeoises de Ferdinand VII roi (1). Comme d'ailleurs la royauté espagnole n'a jamais dit : « L'État, c'est moi, » qu'elle n'était que le premier esclave dans cette

(1) Chose étrange et qui caractérise bien cette disposition en quelque sorte innée des Espagnols à amnistier la violence : aucune malédiction n'a suivi Ferdinand dans la tombe. Ses sujets oublient les néfastes caprices du roi pour ne se rappeler que les habitudes de simplicité, l'accès facile de l'homme, et cette sinistre physionomie qui se détachera, dans les lointains historiques, une tache de sang au front, n'a gardé, dans le souvenir encore vivant des masses, qu'un reflet presque bienveillant de vulgarité picaresque et de bonhomie rusée.

hiérarchie de pouvoirs esclaves qui s'agitaient dans l'inexorable cercle de la théocratie, de l'étiquette et des priviléges locaux, le peuple ne s'est pas habitué à faire remonter jusqu'à elle la responsabilité de ses rares griefs. Le trône était plutôt à ses yeux un médiateur naturel, un coïntéressé dont l'existence était, après tout, une garantie. Le cri des miliciens de Sarragosse en 1838 : *Viva la reyna aunque no lo merezca !* « vive la reine, bien qu'elle ne le mérite pas! » est un cri essentiellement espagnol. Cette foi dans la royauté a survécu même à la récente contagion de notre phraséologie républicaine. J'ai entendu maintes fois, à la Puerta del Sol, de braves gens paraphraser à qui mieux mieux les lieux communs de *l'Ami du peuple :* si la calèche des deux reines venait à fendre le groupe, toutes les têtes se découvraient, et souvent un *vivat* monarchique se glissait, sous forme de parenthèse, entre les deux tronçons d'une période à la Marat. — L'aristocratie, je parle de la véritable, de la noblesse historique, ne trouve pas plus d'incrédules que la royauté. Son principe n'a rien d'exclusif et d'irritant dans un pays où des provinces entières ont huit siècles de noblesse et où le blason peut se réfugier sans flétrissure jusque sous la livrée. Ses habitudes respirent cette sorte de grandeur qui est l'antithèse de la vanité et qui séduira toujours le peuple : la plupart des grandes familles abandonnent dédaigneusement des revenus princiers à une armée de fermiers et de serviteurs et vivent dans leurs palais silencieux avec la simplicité de nos plus modestes rentiers. — La bourgeoisie enfin n'a rien à envier, rien à venger, rien à détruire : c'est elle qui accapare la masse des priviléges et des emplois, elle qui profite des abus, elle qui les personnifie. Pour compléter le contraste, c'est dans les rangs de cette bourgeoisie héréditaire que l'*exclusivisme* nobiliaire, avec ses dédains pour tout ce qui est peuple, pour tout ce qui n'est pas « sang bleu, » s'est réfugié ; et comme, en outre, elle résume en ses attributions fiscales toutes les tyrannies, toutes les exactions, il en résulte cette anomalie, que la classe moyenne est précisément, en Espagne, l'objet de ces mêmes rancunes populaires dont elle fut en France le champion. L'alliance des deux éléments de notre 93 n'était donc pas à redouter ici. Investi de droits politiques, le peuple se serait trouvé irrésistiblement conduit à pactiser avec la royauté et la grandesse contre la classe moyenne, représentant naturel de la résistance, et cette coalition, empruntant au principe d'autorité son ascendant modérateur, au principe populaire son ascendant numérique, eût réalisé sans lenteur et sans secousses les innombrables réformes que réclame le vieil état social. Les hommes de 1834 ont pris la question à rebours. La France s'organisait et prospérait par le juste milieu, par le gouvernement de la classe moyenne, et, sans tenir compte des différences radicales qui existaient entre les deux situations, ils ont voulu donner un juste milieu à l'Espagne. Ils ont enlevé à la royauté deux parts de souveraineté sur trois; ils ont mis en suspicion le peuple, qui, une fois exclu de l'orbite légale, où sa place était pourtant si clairement marquée, est resté à la merci de l'intrigue, et, non contents d'avoir paralysé et séparé les deux agents naturels de l'intérêt réformiste, ils ont livré les destinées de la révolution... à qui? à la contre-révolution, au népotisme concussionnaire et à la contrebande, aux employés et aux marchands (1). En Espagne, où l'industrie est à peu près nulle et où la propriété foncière embrasse bien moins de degrés que chez nous, la classe moyenne se recrute principalement, en effet, dans ces deux catégories.

L'absurde a sa logique : le principe admis, tout ce qui l'a étendu a paru profitable ; tout ce qui est venu accroître l'influence de ces singuliers coopérateurs de la

(1) Commerce et contrebande sont synonymes dans la Péninsule, qui n'a pas d'industrie, et où existent encore les douanes intérieures. Il est en ce moment question de réduire de 1,700 à *sept* les articles atteints par le tarif intérieur.

révolution a été considéré comme un pas de plus dans les voies du libéralisme gouvernemental. La loi électorale de 1834 avait restreint cette influence à la seconde chambre et l'avait enlacée dans les entraves du double vote et d'un cens d'éligibilité assez fort : aussi M. Martinez de la Rosa, auteur de cette loi, passa-t-il pour un constitutionnel timide. La loi de 1837, décrétée par des libéraux plus hardis, des progressistes, est en revanche le chef-d'œuvre du genre. Par cette loi, la chambre haute, dernier refuge de l'initiative réformiste, et dont la composition était dévolue partie à l'hérédité, partie à la nomination royale, est soumise à l'élection. Ce n'est pas tout : la patente, le loyer, le traitement dans certains cas, tout ce qui est le signe pécuniaire de la profession d'employé ou de marchand, y priment le cens foncier même. Aux termes de l'article 7, par exemple, le petit commerçant qui, au moyen de sa patente et de sa cote personnelle et mobilière, a pu compléter 50 francs d'impôt; le titulaire de tout emploi comportant des examens préliminaires et donnant 325 francs de revenu annuel; le *carabinero,* l'alguazil, le petit employé, qui payent 100 francs de loyer annuel dans les villes n'excédant pas vingt mille âmes, etc., sont bien et dûment électeurs, voire éligibles, tandis que les fermiers, les paysans sont tenus, pour être admis à voter, de justifier d'un fermage de 300 francs. On devine le résultat. Des élections livrées à une majorité d'employés et de contrebandiers ne pouvaient produire qu'une autre majorité d'employés et de contrebandiers, qui devaient nécessairement repousser tout essai de centralisation gouvernementale et d'équilibre financier, c'est-à-dire la révolution elle-même dans son principe, dans son but, dans ses moyens. Voilà la cause de cette stérilité à laquelle semblent vouées, chez nos voisins, les conceptions les plus simples, les administrations les plus fortes. Voilà le secret de ces fantasques péripéties qui ont fait surnommer l'Espagne la terre de l'imprévu, et qui nous montrent, sans transition apparente, dans la majorité d'hier, l'opposition d'aujourd'hui et le *pronunciamiento* de demain. L'impromptu *ayacucho* de 1840 et la restauration de 1843, où le microscope de nos faiseurs de théories cherche encore à découvrir deux oscillations politiques, sont là tout entiers. Si les exaltés, ce parti-fantôme, ces soi-disant montagnards d'une révolution qui n'a pas eu même son 89, ont pu changer en 1840 de programme; si, après avoir emprunté, six années durant, au dogme terroriste son double principe d'unité administrative et de suprématie civile, ils ont proclamé, dès le lendemain de Bergara, l'indépendance municipale et la dictature militaire,—deux contradictions qui elles-mêmes s'excluent, — c'est qu'au fond de cet étalage bruyant de principes, il n'y avait qu'une bureaucratie mécontente, changeant d'intérêts selon que le gouvernement modéré, dont elle redoutait les projets financiers, changeait de rôle : unitaire et dédaigneuse du sabre quand le gouvernement, en face d'une insurrection fuériste qu'il s'agissait tout à la fois de combattre et d'isoler, affectait de ménager l'armée et les priviléges locaux; passant à l'extrême opposé, le jour où le gouvernement, maître du soulèvement basque, croyait pouvoir aborder sans danger sa tâche de centralisation administrative, et où l'armée, devenue à son tour un embarras, offrait un point d'appui à l'opposition. La prétendue réaction modérée de 1843 a été purement et simplement le contre-coup de la même tactique. Espartero, ne possédant pas plus que les modérés le secret de gouverner sans argent, a osé prononcer, lui aussi, ce mot fatal de réforme financière, et le flot qui l'avait porté sur les marches du trône l'a remporté dans l'exil. La preuve que les principes, les convictions de parti n'étaient guère en jeu dans l'un et l'autre de ces deux mouvements, c'est que tous les deux sont l'œuvre des mêmes hommes : le *pronunciamiento* de 1840 était en effet vainqueur avant que l'émigration modérée fût rentrée dans la Péninsule. C'est que tous les deux ont débuté par l'insurrection des contrebandiers de la Catalogne, auxiliaires naturels de la vénalité administrative, et qui, à deux ans de distance, se sont soulevés tour à tour

aux cris de : *Meurent les Français,* ou *Meurent les Anglais!* selon que la politique commerciale du gouvernement penchait vers l'alliance française avec Marie-Christine, ou vers l'alliance anglaise avec Espartero. C'est que les modérés enfin, ressaisissant le pouvoir qu'aucun programme politique ne leur disputait, n'ont pas rencontré une ombre d'opposition dans l'accomplissement de cette réforme municipale dont la simple annonce avait, trois ans plutôt, servi de prétexte à la tempête qui les dispersa.

J'ai nié l'existence du parti exalté comme parti nombreux et homogène, comme levier social; mais, à côté et souvent à la tête de ce faux ultra-libéralisme sans individualité, sans programme, sans initiative, que nous voyons refléter au jour le jour tous les égoïsmes menacés, toutes les résistances contre-révolutionnaires, il existe bien réellement un groupe avancé dont M. Mendizabal, successeur et rival de M. Martinez de la Rosa, fut d'abord le centre, et qui a la prétention de faire pendant à la politique modérée représentée par celui-ci. Ainsi le voulait l'esprit d'imitation. Le cabinet de 1834 avait importé en Espagne les formes et la phraséologie de notre juste milieu, et, pour que la parodie fût complète, l'opposition devait naturellement copier notre gauche. La gauche française déclamait contre le parti prêtre et les entraves de la presse; vite la gauche espagnole se met à incriminer la censure et à brûler les couvents. Cependant la gauche française avait une troisième manie : c'est de nous rappeler à tout propos aux principes de la première révolution, et à son tour la gauche espagnole, à peine arrivée aux affaires, n'a rien de plus pressé que de redemander la constitution de 1812..., qui proclamait l'ultramontanisme et omettait la liberté de la presse! Tâchez de concilier ces deux contrefaçons contradictoires. L'absence de toute personnalité, de toute idée en propre, la passivité imitative et moutonnière de cette pauvre révolution espagnole, pouvaient-elles se trahir plus naïvement? En voyant remonter à la surface ce fossile programme de 1812, peu s'en faut que Larra ne perde patience.

« Bravo ! voilà qui s'appelle faire du chemin. Ici on ne sait pas multiplier, mais on soustrait à merveille. Nous y allons à qui mieux mieux. En l'an 14 le roi vint et dit : Qui de quatorze ôte six reste à huit; revenons donc à l'état de choses de l'an 8. En l'an 20 viennent les autres qui disent : Qui de vingt ôte six reste à quatorze; que tout revienne à l'état de choses de l'an 14. En l'an 23, le premier reparaît et dit : Qui de vingt-trois ôte trois reste à vingt; revienne l'état de choses de février 1820. En l'an 1836, les seconds mettent le nez à la fenêtre, et ils veulent soustraire plus en grand : Qui de trente-six ôte vingt-quatre reste à douze; que tout revienne à l'état de l'an 12. Ceux-ci ont la palme de la soustraction, si l'on excepte l'homme de l'*estatuto,* qui, se piquant plus d'honneur que les autres, s'est mis à soustraire tout du coup et à nous planter en plein XVe siècle (1).

« Diantre! si nous allions remonter à la venue de Tubal! Sachons d'abord comme doit s'entendre notre progrès; où allons-nous? Est-ce en avant? Est-ce en arrière? Rappelons-nous le conte de ce postillon qui, monté à contre-sens, à contre-sens faisait marcher sa voiture.

« Je te l'ai déjà dit : tisser et détisser, faire et défaire, voilà le plus clair de notre besogne. Personne ne vend sa toile et personne ne fait de la toile neuve.

« ... Parlons net. La constitution de 1812 était une fort belle chose en vérité, mais pour l'an 1812... Je la respecte fort, mais comme Jésus-Christ respectait l'Ancien Testament : en fondant le Nouveau. »

(1) L'*estatuto real,* bien qu'il ne fût au fond qu'une contrefaçon malheureuse de notre juste milieu, ressuscitait plusieurs formes décrépites de l'ancienne monarchie.

Ce n'était qu'une panique. La constitution de 1812 s'en alla pour le moment où vont les vieilles lunes et les vieilles idées. Bonne ou mauvaise d'ailleurs, la constitution de 1812 eût résolu quelque chose, et les ministres exaltés avaient trop hâte de faire parade de leur érudition théorique d'émigrés pour perdre leur temps aux vulgarités de l'application. Jamais cabinet n'a été mieux en mesure d'agir que le cabinet Mendizabal. Les juntes, en le portant aux affaires, venaient de déposer en ses mains l'irrésistible initiative d'une insurrection triomphante, et triomphante sur tous les points du pays. Les chambres, loin d'entraver son pouvoir discrétionnaire, avaient elles-mêmes proclamé leur déchéance en déclarant vicieuse la loi qui leur avait conféré le mandat représentatif. Tous ses actes étaient donc sanctionnés d'avance; il ne dépendait que de lui de fonder en un jour la révolution, retardée et compromise par les lenteurs, les demi-mesures, l'optimisme imitateur de l'administration Martinez de la Rosa et Toreno. Eh bien! le seul emploi qu'il trouve à faire de sa force, devant des cortès quasi démissionnaires, à la face du pays qui venait de lui accorder spontanément sa confiance, c'est d'improviser des questions de confiance que personne ne posait, que personne ne pouvait poser. Écoutons Larra :

« ... Ensuite (après un mois employé à passer en revue les diverses formules de congratulation que des chambres bien nées peuvent adresser au trône), ensuite le ministère se sent venir un doute sur la question de savoir s'il a ou n'a pas la confiance de la nation, qui vient de lui confier le pouvoir. Il arrive et le demande au chargé de pouvoirs de la nation, lequel chargé de pouvoirs convient lui-même qu'il n'a pas ces pouvoirs, vu que la loi électorale par laquelle il existe est provisoire et défectueuse, et n'a pas pu donner pour résultat l'expression du vœu national, et cela est si vrai, que cette même représentation nationale, qui n'est pas représentation nationale, va faire en vertu de ses pouvoirs, qui ne sont pas des pouvoirs, une autre loi électorale qui donne pour résultat l'expression de ce vœu national. Mais tu sauras que pour les gouvernements représentatifs n'est pas fait le proverbe qui dit : *La plus belle fille du monde*... En d'autres termes, pour éclaircir ma pensée par un exemple, dans ces gouvernements il est de règle qu'une chandelle éteinte puisse allumer une autre chandelle. C'est clair, n'est-ce pas? Donc les ministres nommés par la nation demandent audit mandataire de la nation si la nation a confiance en eux, c'est-à-dire que moi, ton majordome et choisi par toi, je vais demander à ton valet de chambre s'il me donne la permission de rester ton majordome... »

Une fois nanti de son vote de confiance, pensez-vous que le ministère va mettre au moins à profit la docilité désormais bien constatée des cortès? Pas encore : toute ombre d'action l'effraye. Cette confiance qu'il a sollicitée et obtenue, son premier soin est de n'en pas faire usage. En présentant son projet de réforme électorale, il déclare gratuitement qu'il n'en fait pas une question de cabinet, et qu'il acceptera toute espèce de modification. Que s'ensuit-il? Les contre-projets surgissent en foule, finalement rien n'est adopté, et le ministère est obligé de convoquer d'autres cortès, auxquelles sera de nouveau dévolue la tâche de détruire la loi électorale en vertu de laquelle elles seront élues cortès. Larra, qui ne perd aucune occasion de s'égayer sur la fiction constitutionnelle, salue d'une dernière raillerie cette malheureuse loi. Je cite ce passage, moins pour l'idée, qui, chez nous, serait banale, fausse même à quelques égards, que pour la forme, qui est caractéristique. Qu'il y a loin du courroux sonore et creux de nos réformistes à cette perfide et tolérante bonhomie du pamphlétaire espagnol, qui daigne ne pas nous mettre le couteau à la gorge, qui veut bien ne pas nous convertir de force et se contente de nous laisser douter entre deux sourires!

« ... Les élus devront donc avoir douze mille réaux de rente : grande garantie de lumières! Si peu que vaille un réal dans ces temps-ci, il n'y a pas de réal qui ne vaille une idée, sans compter l'infinité d'idées de notre connaissance qui ne valaient pas un réal, et sans compter aussi les circonstances diverses où l'on donnerait toutes ses idées pour moins d'un réal. Il est toujours bon qu'il y ait dans l'*estamento* des réaux pour le cas où il n'y aurait pas d'idées. Tant mieux s'il y a l'un et l'autre.

« La condition de trente ans d'âge n'est pas moins importante; le nombre trente n'est pas moins symbolique et cabalistique que le nombre trois tant cité, et dont il est décuple. Trente jours a le mois, trente minutes chaque demi-heure, pour trente deniers Judas vendit un Dieu, trente ans sont la vie d'un joueur, et trente ans enfin, la capacité d'un *procurador*. Beaucoup de philosophes ont cru qu'au moment où l'homme naît, l'Être suprême, qui se tient à ses fourneaux, lui insuffle l'âme par le procédé dont use le verrier pour donner la forme à une bouteille; mais ce n'est là que l'âme et non la capacité et la faculté de faire des lois. Cet autre je ne sais quoi, le Créateur l'introduit en nous le matin où nous accomplissons trente ans, au petit point du jour, de même qu'il nous a communiqué l'aptitude légale et la majorité à vingt-cinq. O toi, Andres, qui n'a pas encore trente ans, guette bien le jour où tu les accompliras, et écris-moi pour ma gouverne ce qu'en ce jour tu auras senti; dis-moi par où entre la capacité et vers quel endroit de ta personne elle se loge. Prévenu à temps des symptômes qui l'annoncent, je pourrai faire à la mienne, le jour où elle descendra en moi, la réception due à une si illustre visiteuse. Quand aurons-nous trente ans! Sais-tu bien que, ce jour-là, nous serons déjà de petits hommes?

« On a bien vu des hommes discourir avant trente ans, mais ce sont là des phénomènes prodigieux, de rares exemples d'une précocité inouïe, et quant à Pitt et autres de son espèce, ministres bien avant ce terme, il est impossible de les considérer même comme des monstruosités exceptionnelles de la nature : il faut nécessairement supposer ici une erreur de calcul et la mauvaise foi de leur acte de baptême. »

De nouvelles cortès arrivent, mais on reste plus que jamais dans le provisoire. Quel était bien au juste le quantième français de la révolution espagnole? Fallait-il voir dans l'insurrection basque la Vendée de 1794 ou la Vendée de 1832? Quelle était la valeur intrinsèque de MM. Mendizabal et Isturitz? Le déficit était-il réel ou factice? Les cortès étaient-elles des cortès *constituantes* ou des cortès de révision? Voilà en quels graves débats le temps s'écoule. Quant à reviser ou à constituer quoi que ce soit, quant à demander à MM. Mendizabal et Isturitz des actes, à combler le déficit, à pacifier la Vendée pyrénéenne, nul parmi ces théoriciens obstinés n'y songe. Les clubs impatientés se réorganisent; les armées, mal payées, se révoltent; le sol tremble déjà de ces commotions souterraines d'où va jaillir la scandaleuse insurrection de la Granja; la fumée des bivacs carlistes noircit l'horizon de Madrid, et, pendant que, de toutes parts, le fait les harcèle, les touche, les brûle, nos Grecs du bas-empire bayent placidement aux corneilles dans les brumes de l'analogie. « Tout ceci, pense notre pamphlétaire, finira un jour ou l'autre, et le monde aussi, s'il faut en croire les saintes Écritures, lesquelles ajoutent que Notre-Seigneur Jésus-Christ viendra juger les vivants et les morts. Des morts, je ne dis rien ; mais, vive Dieu! si j'étais juge, les vivants seraient déjà jugés! »

L'émigration libérale venait en effet de dévoiler toute son impuissance. Les modérés ne manquaient pas de certaine volonté active, mais ils avaient agi d'après un plan absurde; les exaltés, eux, n'avaient ni plan, ni volonté, ni action. Larra a donc le droit de croire qu'un peu de sang nouveau pourrait seul galvaniser ce vieux cadavre de 1812 :

« Assez d'essais comme cela. Ils nous répondent : Et où sont vos hommes nouveaux?

Où pourraient-ils être? Dans la rue où ils attendent que messieurs les anciens aient fini leur chassez-croisez pour entrer à leur tour au bal.

« Comment, ajoute-t-on, ces hommes ne se montrent-ils pas? Comment pourraient-ils se montrer? De Calomarde jusqu'à nous, quel encouragement, quelle loi électorale leur a ouvert l'accès de la chose publique? Que la loi se hâte pourtant de les appeler; qu'on laisse entrer légalement les hommes de 1836, ou ils forceront la porte.

« En résumé, pour des circonstances nouvelles, des hommes nouveaux; pour des temps agités, des hommes forts surtout, chez qui la vie ne soit pas lasse, chez qui il reste encore des illusions; des hommes qui se payent de gloire et en qui brûle une noble ambition, une ardeur constante contre le danger.

« Que savent les jeunes gens? s'écrie-t-on. Ce que vous leur avez enseigné, et de plus ce que leur ont enseigné vos déceptions, et, de plus encore, ce que nous apprend chaque jour l'expérience. Et qu'étiez-vous en 1812! A la peur qu'ils ont de voir les jeunes gens prendre leur place, on croirait presque qu'il est possible de faire pis qu'eux.

« Pour l'an 1836, la seule constitution possible, c'est la constitution de 1836.

« Je te dirais, ami, une chose, si tu me promettais de ne pas me trahir. Je vénère à l'extrême les hommes d'une autre époque; ils savent beaucoup, surtout quand ils ne se mêlent pas de gouvernement; ils savent beaucoup, et, en faveur de leur savoir, non-seulement je ne voudrais pas les exclure, mais, bien plus, je voudrais les garder soigneusement comme Rome gardait ses livres sibyllins pour les consulter avec le plus grand respect. J'en formerais une bibliothèque vivante, où, proprement rangés sur de jolies étagères, ils laisseraient lire au lecteur : Un tel, *Économie politique* (1); tel autre, *Des réformes constitutionnelles* (2); ce monsieur-ci, *De la guerre de l'indépendance* (3); ce monsieur-là, *De la métaphore et de l'esprit du siècle* (4), etc., etc., de sorte qu'il n'y eût qu'à les retourner et à les feuilleter rapidement dans les moments d'embarras, sauf, la consultation finie, à les remettre soigneusement à leur place jusqu'à nouvelle occasion comme des parchemins précieux qu'ils sont.

« Juge par là si je les respecte, et en quelle estime je les tiens. »

Le vœu de Larra s'est à demi réalisé. Les hommes nouveaux ont surgi par centaines, et cependant la révolution espagnole en est à chercher encore son messie. Est-ce que le talent, la décision, la pensée, feraient complétement défaut dans cette pléiade de jeunes noms? Est-ce que la vieille séve espagnole se serait desséchée de décrépitude? Loin de là. Ce que l'Espagne a gaspillé en ces dix ans d'organisations fortes suffirait, je ne crains pas de le dire, à défrayer un nouveau 89; mais la loi de 1837, on l'a vu, a principalement recruté ces hommes nouveaux dans le sein de l'intérêt rétrograde, qui les a exploités ou brisés, selon qu'ils étaient dociles ou résistants. Et puis, en politique, il n'y a d'homme véritablement grand, véritablement fort que celui qui personnifie toute une époque en ses passions les plus condensées, en ses griefs les plus nombreux. Le génie, le génie politique surtout, ne vit que des vitalités extérieures qu'il absorbe et qu'il s'assimile : Mirabeau, Danton, Napoléon lui-même, foudroyantes étincelles que le choc de l'occasion a fait jaillir du corps social, ne sont devenus tour à tour l'âme de leur siècle que parce que chacun

(1) M. Pita-Pizarro, ou M. Mendizabal.
(2) M. Alcala Galiano.
(3) M. de Toreno.
(4) M. Martinez de la Rosa.

d'eux, à son heure, résumait vingt millions de volontés. Or, ces éléments n'existent pas en Espagne. Il n'y a pas chez elle de milieu révolutionnaire bien constitué; il n'y a pas, dans ce milieu, de passions extrêmes, de griefs prépondérants. La bourgeoisie, je le répète, s'en trouve exclue. L'aristocratie espagnole pourrait bien remplacer auprès du peuple l'appoint réformiste fourni par notre bourgeoisie de 89; mais, si rien ne l'éloigne du peuple, rien non plus n'est de nature à l'irriter contre la bourgeoisie, qui ne veut et ne peut rien contre elle : tant qu'une bonne loi électorale ne l'aura pas rendue prépondérante et responsable, le rôle naturel de la grandesse, c'est donc l'indifférence et la neutralité. Reste le peuple, seul directement hostile aux vieux abus, dont la partie odieuse, vexatoire, s'est réfugiée dans les degrés inférieurs de l'administration, et dont il subit par suite le contact quotidien; mais le peuple trouve une expansion suffisante à ses rancunes dans le correctif pratique de l'illégalité, dont il use à sa guise. Chez nous, il démolissait la Bastille pour punir la royauté et la noblesse; en Espagne, il devient guerillero, bandit ou émeutier pour faire pièce au *fiscal*, au collecteur ou à l'alguazil. Il s'offrait un moyen lent, mais sûr, je le répète, d'utiliser ces rancunes au profit de l'idée révolutionnaire : c'était de les agglomérer, d'en former un faisceau électoral. Ce moyen, on n'a pas osé y recourir, et le peuple est retombé dans sa facile résignation. Ne soyons donc pas surpris si, comme on l'a dit avec beaucoup de raison dans cette *Revue* (1), l'individualisme apparaît seul à la surface de la révolution espagnole. Tout homme qui se présente avec une idée, une volonté, un but de rénovation, se trouve nécessairement isolé. Pour jouer un rôle, il devrait commencer par se faire un public, c'est-à-dire improviser pour son usage ce qui fut chez nous l'œuvre de huit siècles.

V

Larra est-il exalté ou modéré? Il est pamphlétaire, voilà tout, c'est-à-dire opposant. Remarquons seulement qu'en ses boutades les plus capricieuses, il tend, parfois à son insu, à l'une ou l'autre de ces conclusions, qui, en Espagne, n'ont rien de contradictoire, je l'ai dit : plus de droits chez le peuple; plus d'énergie dans le pouvoir, jusqu'aux coups d'État inclusivement. Hors de là, il persiste dans son rôle de mécontent, promenant d'un journal à l'autre son pseudonyme de *Figaro* qu'il avait pris depuis le *pobrecito Hablador;* littéraire dans les feuilles ministérielles, politique dans les feuilles d'opposition, indépendant toujours, et n'épargnant au besoin, ni aux uns, ni aux autres, les petites perfidies de son ironie détournée. Dans une lettre qu'il écrivait un jour « aux rédacteurs du *Monde,* dans le monde ou ailleurs, » en réponse, je crois, à certaine provocation, il nous donne quelques détails sur sa façon de vivre :

« Je suis Figaro. Tout le monde sait qui est Figaro, et, si par hasard quelqu'un l'ignore, je dirai que Figaro et Mariano José de Larra sont entre eux comme chair et ongle, ni plus ni moins que le député Argüelles et la constitution de 1812, et qu'on ne peut blesser l'un sans détériorer un peu l'autre. Ensemble nous vivons, ensemble nous écrivons, et ensemble nous rions de vous, des autres et de nous-mêmes.

« Pour plus amples renseignements, nous écrivons dans le *Mundo* quatre petits articles par mois, où, comme barbier, il nous est facultatif de faire la barbe à quatre pratiques. Nous écrivons dans *le Redactor general*, et encore nous reste-t-il du temps pour rédiger dans *l'Español* la partie des théâtres et de la littérature : le tout

(1) Voyez, dans le tome II de 1847, page 242, *Madrid et la Société espagnole.*

moyennant honoraires bien et dûment assurés par traité, car nous vivons de cela et nous le tenons fort à honneur. Et avec l'aide de Dieu et de notre pauvre esprit, encore nous faut-il donner çà et là au théâtre, dans le plus bref délai, soit quelque drame lamentable, soit quelque comédie; puis arrivent les feuilletons de circonstance ou toute autre bagatelle qui se présente, ce qui ne manque pas. Nous avertissons en outre que nous signons tous nos écrits, en sorte que ni les lecteurs, ni la loi, s'il y a ici une loi, n'ont à se casser la tête pour deviner le nom de celui qui les amuse ou de celui qu'il s'agit de prendre au corps.

« En cas de mandat de déportation, notre malle est faite et nos lettres de recommandation pour les îles Canaries sont demandées, quoique nous ne comptions pas faire le voyage, parce que nous ne conspirons pas, et pour d'autres motifs. En fait de papiers, comme le gouvernement a eu la bonté de nous avertir d'avance qu'il viendrait les visiter, nous n'avons laissé que les lettres d'amour, qui feront passer un bon moment à M. le chef politique et aux témoins. Le reste, nous l'avons soigneusement caché (y compris les lettres de change, car, franchement, nous sommes un peu en défiance), bien qu'il ne s'y trouvât rien d'extraordinaire; mais, comme il s'y agissait de littérature et que nous ne considérons pas ceux qui prennent les gens comme très-versés dans la matière, nous aurions craint qu'on ne vît dans une note en grec des signes maçonniques ou des chiffres de société secrète; dans divers sonnets à Philis de notre cru, un hommage à la république, ou, dans quelque élégie sur la mort d'un ami, l'oraison funèbre de l'*Estatuto*.

« Item, nous déclarons en bonne forme demeurer rue Sainte-Claire, nº 3, où nous pensons demeurer jusqu'à complète démolition, où on peut nous prendre le matin depuis neuf heures, et où nous rentrons la nuit fort tard et tous deux seuls, Figaro et le susdit Larra, bras dessus, bras dessous, ordinairement par la *calle Mayor*. »

Comme on a pu le remarquer dans les différentes citations qui remontent à 1834 et aux années suivantes, Larra a changé de genre en changeant de pseudonyme. Ferdinand mort, et mort tout de bon cette fois, notre pamphlétaire est devenu plus incisif, plus net, plus personnel, ne gardant de sa première manière que le bon sens pratique du bachelier don Juan Perez de Munguia et son impartialité si indulgente, si espagnole, qu'il continuera d'appliquer à tout..., même à l'assassinat. Qu'on ne se récrie pas. Nous sommes toujours en Espagne, et le morceau suivant m'a paru un chef-d'œuvre de logique indigène :

« Tu as appris sans doute à Paris les assassinats de Notre-Dame-de-Hort (1). Beaucoup de libéraux s'en sont affligés, et moi de même. Comme libéral, ma foi! non; mais simplement comme homme. Rapproche ces attentats, comme on les nomme, et qui, à la vérité, méritent bien ce nom, de ceux du 17 juillet, de triste mémoire pour les moines de Madrid, et je te dirai une chose :

« Quand je vois les principales populations du royaume se lever en tumulte, et, en dépit des garnisons, de la garde nationale, des autorités, renverser l'ordre et se livrer sur différents points, à différentes époques, sans tenir compte des sentimentales homélies des journaux, à de regrettables excès, difficilement je me hasarde à juger ces faits à la légère. Plus grands sont les excès, plus incroyable est l'oubli des lois; plus forte l'insurrection, et plus je m'obstine à leur chercher une cause. Ni dans l'ordre physique, ni dans l'ordre moral, je ne comprends que le moins produise le plus; je ne comprends pas d'événement qui ne soit naturel, et, pour moi, naturel et juste sont synonymes : d'où je conclus qu'une insurrection triomphante est chose

(1) Un massacre de prisonniers factieux commis près de Barcelone.

aussi naturelle que l'éruption d'un volcan, si préjudiciable qu'elle paraisse. Une cause n'est pas une apologie; mais elle devient une atténuation, du moment où on m'accorde qu'une cause donnée doit avoir forcément un effet.

« Ceci posé, où le peuple espagnol voit-il son principal danger, le plus imminent? Dans le pouvoir laissé par une tolérance malentendue, et pendant longtemps, au parti carliste; dans l'importance qu'une indulgence, un dédain inopportuns ont donnée à la guerre civile. Le peuple ne voyait-il pas dans les couvents autant de foyers de la guerre, dans chaque moine un ennemi, dans chaque prisonnier carliste un criminel d'État toléré? Ne provenait-elle pas de ces mêmes ennemis, maîtres pendant des siècles de l'Espagne, la longue accumulation d'une antique rancune jamais soulagée? Quoi d'étonnant que la société assaillie en masse, en masse se défende? Quoi d'étonnant que, ne pouvant étouffer d'une fois l'ennemi dans ses bras, le peuple se rue sur la fraction la plus faible quand elle est à sa portée? Celui-là seul peut être généreux qui est déjà vainqueur. S'il est donné au gouvernement de juger et de condamner avec les formes légales, c'est qu'il est hors de cause, c'est qu'il représente l'impartiale justice; mais voudrait-on que, de deux athlètes au plus fort de la lutte, l'un continuât de combattre à outrance son ennemi, tandis que l'autre se contenterait de dire : « Attends un peu, ne me tue pas, car je vais appeler la justice qui est de mon parti pour qu'elle te pende! »

« Le peuple n'est pas gouvernement; il est plus fort que le gouvernement, quand celui-ci ne sait pas comprendre et satisfaire ses vœux. La preuve, c'est qu'il mène à fin ses attentats sans que le gouvernement puisse les prévenir ou les empêcher. Ceci n'est pas louer les attentats, c'est énoncer les inconvénients des mouvements populaires, qui, pour mauvais qu'ils paraissent, sont naturels, comme il est mauvais, mais naturel, qu'un fleuve contenu par des digues trop faibles sorte irrité de son lit et inonde la campagne qu'il devait fertiliser.

« Note bien une chose. Qui put, il y a un an, ouvrir un déversoir convenable à ce fleuve et ne sut pas le faire a mauvaise grâce, quand arrive la crue, à venir se plaindre du fleuve. Qu'il se plaigne plutôt de sa propre imprévoyance. Le gouvernement n'a pas su contenter la population à temps et donner une issue légale à ses justes colères, et son successeur, l'héritier de sa faute, ose se plaindre, de quoi? De ce que les peuples ne sont pas de carton, comme les uns et les autres l'avaient cru! »

Voilà, j'espère, qui est clair et qui répond à tout : « Les peuples ne sont pas de carton. » Le peuple a, comme vous et moi, ses appétits, ses goûts, ses besoins : tant pis pour les moines et pour les prisonniers carlistes, s'il s'est trouvé, à un moment donné, en appétit de sang! Ce pauvre peuple, après tout, ne pouvait pas ronger indéfiniment son frein. Si le gouvernement avait donné à temps « une issue légale à ses justes colères; » si le gouvernement, en d'autres termes, avait fusillé, un an auparavant, moines et factieux, le peuple n'en eût pas été réduit à se charger lui-même de la besogne. De qui le gouvernement se moque-t-il donc avec ses airs de prude! La conclusion est éminemment espagnole. Et notez bien que c'est Larra, une organisation raffinée, un esprit supérieur aux haines politiques, qui vous tient ce langage. Avec quelle absence de parti pris il ergote sur des cadavres! Avec quelle candeur d'impartialité il penche à croire que ces massacres sont bien réellement « des attentats! » Mais la logique avant tout : une cause étant donnée, — l'irritation du peuple contre les moines et les prisonniers factieux, — il devait s'ensuivre un effet : le massacre des moines et des prisonniers factieux. Le peuple se mêle parfois de raisonner, ni plus ni moins que le gouvernement et les journaux. Les peuples, encore une fois, « ne sont pas de carton! »

Je recommanderai ce passage de l'écrivain le plus délicat et à la fois le plus sincère

qu'ait produit la révolution espagnole aux méditations de nos orateurs et de nos journaux. On est chez nous fort enclin à voir dans les réactions sanglantes auxquelles se livrent tour à tour, en Espagne, gouvernement et partis, l'indice de passion extrêmes, le principe de haines impérissables. Ce point de vue est essentiellement faux : rien, en Espagne, ne trouve plus d'indifférence que le sang versé. Ce qu'on demande uniquement au meurtre, c'est l'excuse de la nécessité ou de l'à-propos, une raison d'être bien constatée ; ceci posé, tout est dit. Une anecdote exprimera cette nuance. Il y a quelques années, me trouvant en je ne sais plus quelle bourgade d'Aragon, Hijar, je crois, j'eus l'occasion de passer la soirée chez une notabilité du lieu. L'assistance était choisie. On agitait la question de savoir si Cabrera était un vrai *caballero* ou s'il n'était qu'un drôle, et, comme tous les avis de ce monde, les avis étaient fort partagés. « Moi, señores, j'ai pu le juger de près, dit la jeune maîtresse de céans en plongeant deux *azucarillos* dans mon verre. — Et où cela ? m'écriai-je, au risque de commettre une indiscrétion. — Ici même, à la place où vous êtes. Je chantais comme ce soir, et don Ramon, qui est un *aficionado* (un dilettante, un amateur), avait la bonté de me complimenter ; mais j'avais le cœur triste : cinq ou six factieux, avec leurs armes chargées, attendaient, là-bas, près du pont, à l'endroit où on fusille. Moi n'y tenant plus : « Puisque vous êtes si aimable, don Ramon, allez faire grâce à ces deux pauvres miliciens qu'on va passer par les armes.—Soyez sans inquiétude, señora, me dit-il en se levant ; mais pour ma part de paradis, daignez continuer. » Et moi, confiante, de reprendre mes séguidilles, quand tout à coup une détonation horrible me fait tomber la guitare des mains. Je me retourne, et que vois-je ? Le général encore debout dans l'embrasure de la porte, qu'il n'avait pas dépassée. « Ah ! m'écriai-je, vous m'avez trompée, don Ramon ! Il est trop tard ! » Et lui, avec une grâce infinie : « *Señora mia,* ce n'est pas pour la vie de deux hommes que j'aurais consenti à perdre une seule note de votre voix. — Voyez-vous cette courtoisie ? *Ven ustedes la cortesia !* » ajouta pour tout commentaire la señora, oubliant, d'une seconde à l'autre, les miliciens fusillés pour le madrigal de don Ramon, qui fut proclamé d'une commune voix un parfait *caballero.*

Voilà la galanterie espagnole, et voilà aussi la cruauté espagnole. Non moins exécré que chez nous, s'il est isolé, sans à-propos, sans motif, le meurtre s'efface totalement devant la chose dont il est le signe. Cabrera laissait fusiller deux pauvres diables dans une intention de madrigal ; les égorgeurs et les incendiaires de Hort, de Madrid, de Saragosse, de Reus, de Tarragone, de Barcelone, ne voulaient que protester à leur manière contre le modérantisme excessif du gouvernement, et dès lors, de part et d'autre, il n'y avait pas de quoi s'exclamer. La torche, le couteau, la fusillade, n'étaient ici que la traduction matérielle d'un sentiment légitime en soi : zèle politique ou galanterie. Larra, si tolérant pour la violence motivée, est en revanche impitoyable pour la violence gratuite. Il s'explique à merveille comment le peuple, faute d'un moyen légal de protester, a pu recourir au massacre ; mais il ne comprend pas que le gouvernement, qui avait à sa disposition des tribunaux, ait puni la violation des lois par une autre violation, c'est-à-dire, qu'il ait fait fusiller ou déporter sans jugement les principaux fauteurs des troubles. « Assassinats pour assassinats, puisqu'il en faut, s'écrie Larra dans son majestueux bon sens, je préfère encore l'assassinat par le peuple à l'assassinat par le gouvernement. » —Figaro ! Figaro ! le gouvernement serait-il par hasard de carton ?

Cet impassible procédé d'appréciation, il l'applique à tout. S'agit-il, par exemple, de l'exécution de la mère de Cabrera et de l'horrible boucherie de femmes qui s'ensuivit ; ce qui le frappe avant tout, ce n'est pas le côté atroce de cette hécatombe de crimes, c'est le côté inutile, absurde, niais, et sa raillerie, soyez-en sûr, pénétrera plus avant dans la fibre espagnole que ne pourrait le faire le sérieux le plus indigné.

« Il est toujours bon de remonter au principe des choses, au tronc plutôt qu'aux branches. Or, le principe de l'existence des factieux, c'est qu'il y a eu des mères pour les enfanter : *Ergò,* si l'on fait place nette des mères, que reste-t-il? Les théologiens l'ont dit : *Sublatâ causâ tollitur effectus.* C'est dommage que le grand-père n'ait pas vécu encore; car plus avant on extirpe, plus sûre est l'opération. Mais il a fallu nous contenter de la mère. Il est prouvé que, de même que la force de Samson était dans ses cheveux, le venin des factieux est dans leur mère. Arrachez-leur ce fiel, et vous les rendez plus doux que mauves. Voilà, dis-je, ce que l'expérience a prouvé, vu que, des suites de la chose, l'autre (Cabrera) n'en a fusillé que trente. Qui sait combien davantage il en eût fusillé s'il avait encore eu sa mère! Le fait est que les femmes sont le seul obstacle à la prospérité de l'Espagne, et, tant que nous n'en finirons pas avec elles, il ne faut espérer ni trêve ni repos. Quant aux sœurs, comme elles étaient mariées à des gardes nationaux, la moitié de la fusillade revenait de droit à ceux de là-bas et l'autre moitié à ceux d'ici; mais nous, plus alertes, nous avons prestement fusillé le tout. Bienheureux sont, en temps de héros, les enfants trouvés, car ils n'ont ni père ni mère qu'on leur fusille! »

Un écrivain qui débuta en même temps que Larra, M. Mesonero, a aussi abordé le pamphlet, mais accidentellement et comme complément de piquantes esquisses de la vie madrilègne, qui l'ont placé, sous le pseudonyme du *curioso parlante*, non loin de Cervantes et de Quevedo. Quelques chapitres de son *Panorama matritense,* entre autres la *politicomanie,* où il a saisi très-heureusement la physionomie de ce public bavard et crédule qui ressuscite au delà des Pyrénées, avec un sérieux plus naïf toutefois, la race éteinte de nos nouvellistes du Palais-Royal; *l'Étranger dans sa patrie*, *le Retour de Paris*, où il nous montre la lutte des vieilles mœurs contre l'imitation française; divers traits semés çà et là dans ses autres cadres font regretter que M. Mesonero n'ait pas tenté de plus larges trouées dans cette mine féconde. Comme l'auteur du *pobrecito Hablador,* qu'il rappelle ici, et par la forme et par le choix des sujets, il n'effleure que le côté typique, moral, abstraction faite des événements du jour. Sous les pseudonymes d'*Abenamar* et de l'*Estudiante,* MM. Santos Lopez Pelegrin et Segovia ont publié plus tard quelques études semi-politiques, semi-littéraires, où apparaît, dans les bons moments, l'entrain humoristique de Larra, moins la saillie traîtresse et imprévue. Mais c'est à M. Lafuente, l'auteur du *Fray Gerundio,* que revient sans conteste la vice-royauté du pamphlet.

Le *Fray Gerundio,* petit cahier hebdomadaire mal imprimé sur un papier grisâtre, a joui, de 1837 à 1842, d'une vogue colossale qui s'est étendue jusqu'au public *manolo,* le plus difficile et le plus blasé des publics. C'est un dialogue continu entre le frère Géronte, un moine plein de sens et d'expérience, et le frère pourvoyeur du couvent, le naïf Tirabeque, charmant type de niais exhumé de la vieille comédie. Les colonels retraités, les veuves des généraux, les religieuses décloîtrées, tout ce peuple de faméliques pensionnaires de l'État qui s'est réfugié à Madrid; les non-sens parlementaires, les bévues des journaux, les bulletins des armées du nord et du centre, qui ont fait mourir trois ou quatre fois la population de l'Espagne; l'officier bravache et son épée vierge, les grands hommes d'un quart d'heure et les célébrités inexpliquées, tout passe au tamis d'une causerie vulgaire, bourgeoise et par cela même à la portée du plus candide *batueco.* La saillie se fait bien un peu attendre, mais il y a tant de malice rentrée dans le patient bavardage de Fray Gerundio, tant de curiosité sincère et de bêtise épanouie dans les interrogations du crédule Tirabeque, qu'on se surprend souvent à sourire entre deux banalités qui, ailleurs, n'auraient pas de sel. M. Lafuente a clos la série des pamphlétaires; après lui, et même de son temps déjà, la satire s'est éparpillée, l'invective aux lèvres, dans une douzaine de petits journaux

faits à l'image de notre presse charivarique, et qui meurent et renaissent deux ou trois fois l'an. On fusille quelquefois les rédacteurs. Les pamphlétaires de la bonne vieille race cervantesque se sont peu à peu retirés de cette mêlée compromettante ; ils avaient les mains trop blanches pour le pugilat. Fâcheuse au point de vue littéraire, cette dégénération de l'esprit satirique implique d'ailleurs une tendance rassurante. Quand les passions politiques deviennent systématiques et franchement haineuses, les partis sont bien près de se constituer. Or, ce qui manque surtout à l'Espagne, ce sont des partis réels, des partis saisissables, dont le triomphe ou la défaite représente une idée, un fait, une solution.

Le goût littéraire du public a su, disons-le, résister à cette invasion de la grosse invective, et la preuve, c'est que, faute d'aliments actuels, il revient à Larra, dont les pamphlets, soigneusement recueillis et édités, sont devenus un livre classique. Je n'ai donné sans doute qu'une idée bien faible, bien incomplète de Larra. J'ai dû omettre bon nombre de ses meilleurs traits, qu'il m'eût fallu parfois aller ressaisir par lambeaux, en les amenant et les expliquant par d'alanguissants commentaires, en mille écrits étrangers à la politique, étrangers à mon sujet, contes, poésies, boutades philosophiques, critique littéraire. Voltaire, chez nous, et, à certains égards, Charles Nodier, donneraient seuls une idée approchante de ce vagabondage intellectuel qui laisse ainsi un peu de sa pensée à tous les buissons. J'ai pourtant mis en saillie, je crois, les deux traits principaux de ce facile et piquant humoriste : un bon sens imperturbable qui devine le fond des choses sous le vernis de l'habitude ou sous le clinquant de l'imitation; un cachet d'*espagnolisme* dans l'idée et dans la forme, parfois involontaire, parfois calculé, qui prépare un accueil confiant à ses plus irritantes vérités. Nul écrivain n'a froissé plus de préjugés, plus de vanités, plus d'égoïsmes que Larra, et il a laissé des admirateurs et des amis dans tous les camps. Quel dommage que le suicide l'ait saisi en pleine jeunesse, en 1837, juste au moment où les contre-sens révolutionnaires, qu'il avait entrevus par une sorte de prescience plutôt que par l'observation, allaient se dérouler dans toute leur folle crudité ! On sait quelle fut sa mort. Le railleur si plein de bonhomie, le sceptique tolérant, l'indulgent persifleur du *werthérisme* littéraire se tua, à la façon de Werther, d'un coup de pistolet, pour une autre Charlotte. Disons-le pour son excuse, Larra ne fut absurde et maniéré que cette seule fois. Un découragement profond qui perce en ses causeries les plus reposées et les plus souriantes, et qui dans cette âme impressionnable, n'attendait qu'un prétexte pour prendre corps; la conscience trop intime peut-être de sa valeur personnelle au milieu des inertes individualités, des anachronismes vivants qui lui disputaient à cette époque l'air et l'espace ; enfin le contraste fréquemment évoqué dans ses écrits de la passivité de l'Espagne, — vouée, en politique comme en littérature, au régime énervant des traductions, — avec l'initiative créatrice de la France qu'il avait visitée en un de ses plus chaleureux moments, en pleine fièvre de 1835, voilà, je l'ai toujours pensé, ce qu'il y a de plus réel au fond de ce suicide. Larra est mort de cette maladie morale qui fit la mélancolie de Molière et la misanthropie de Moratin : mystérieuse réaction de la pensée qui se repose dans la tristesse intérieure des rires qu'elle a épandus au dehors ; lassitude de l'observateur qui a trop vu et trop bien vu ; dégoût suprême dont Dieu semble vouloir punir ceux qui étudient trop avant son œuvre, et qui offre au scalpel un cadavre là où le regard admirait une Vénus. Pour Larra, le cadavre c'était l'Espagne, en proie à une décomposition lente sous l'orgueilleux monument de son passé. Il refusait de croire à son réveil, et cette idée poursuit partout notre pamphlétaire, soit que, par la bouche du candide Niporesas, il promette une neuvaine à « sainte Rita, patronne des impossibilités (*abogada de imposibles*), pour la prospérité de la patrie, » soit qu'à l'autre bout de sa carrière, hélas ! si courte, il écrive un de ses plus excentriques chapitres :

le Jour des morts de 1836. Ce jour-là, Figaro s'est levé avec une humeur noire. « Un homme qui croit à l'amitié, dit-il, et qui parvient à la voir en dedans, un ingénu qui s'est amouraché d'une femme, un héritier dont l'oncle d'Amérique meurt sans testament, un porteur de bons des cortès, une veuve à qui l'on a assigné une pension sur le trésor espagnol, un député nommé dans les avant-dernières élections, un militaire qui a perdu une jambe pour l'*estatuto* et qui est resté sans jambe et sans *estatuto*, un grand qui fut libéral et qui est resté libéral tout court en devenant sénateur, et un général constitutionnel poursuivant Gomez, image fidèle de l'homme qui court après le bonheur sans pouvoir l'atteindre, un rédacteur du *Monde* emprisonné en vertu de la liberté de la presse, un ministre d'Espagne et un roi constitutionnel enfin, sont tous des êtres joyeux et folâtres par comparaison à la mélancolie qui m'accablait ce jour-là. » Dans cette disposition d'esprit, Figaro va traverser le Manzanarès avec la foule qui se rend au cimetière; mais, en chemin, il s'aperçoit que le cimetière est Madrid même, « vaste cimetière où chaque maison est la niche d'une famille, chaque rue le sépulcre d'un événement, chaque cœur l'urne cinéraire d'une espérance ou d'un désir, » et Figaro s'arrête devant les principales tombes :

« Le palais. Sur le frontispice on lisait : *Ci-gît la royauté : née sous le règne d'Isabelle la Catholique, morte à la Granja d'un coup d'air.*

« L'arsenal. *Ci-gît la valeur castillane, avec tous ses insignes.*

« Les ministères. *Ci-gît la moitié de l'Espagne; elle est morte de l'autre moitié.*

« La prison. *Ici repose la liberté de la pensée.* — Deux rédacteurs du *Mundo* étaient les figures lacrymatoires de cette grande urne. On voyait en relief une chaîne, un bâillon et une plume. Cette plume, dis-je à part moi, est-ce celle des écrivains ou celle des *escribanos ?* Tout est possible en prison.

« La bourse. *Ci-gît le crédit national.* Semblable aux pyramides d'Égypte, m'écriai-je, est-il possible qu'on ait érigé un si vaste monument pour enterrer une si petite chose!

« La victoire. *Celle-ci gît pour nous dans toute l'Espagne.* » Là il n'y avait ni épitaphe ni monument. Un petit écriteau, que le plus aveugle eût pu lire, y disait seulement : « La junte d'aliénation des couvents a acheté à perpétuité ce terrain pour sa sépulture. »

Hommes, choses, institutions, tout passe ainsi à la file dans ce nécrologe semi-railleur, semi-courroucé, tout, jusqu'au catholicisme, que Larra personnifie dans la cloche qui sonne et qu'il plaint d'avance d'être seule condamnée en Espagne « à mourir pendue. » Depuis la constitution, en effet, on ne mourait plus pendu en Espagne : on n'y mourait que garrotté ou fusillé. Le pessimisme de Larra trouvait plus d'une excuse dans les circonstances. La révolte de la Granja venait d'ébranler les faibles éléments de rénovation légués par 1834 avec le sol monarchique où ils reposaient, et l'émeute ne créait rien à la place, et la guerre, ajoutant une destruction de plus à ce chaos de destruction, promenait l'étendard carliste des Castilles en Catalogne, de l'Estramadure aux Pyrénées. Tout s'est reconstitué pourtant, et cela par la seule force des choses, sans cause bien définie, sans le concours apparent des hommes, des idées et des nécessités, comme s'il y avait enfin, au fond de ces masses agitées, un je ne sais quoi qui gravite, à leur insu, vers l'organisation et l'équilibre. N'est-ce pas là un indice certain de vitalité? On disait la guerre interminable, et la guerre a fini juste au moment où la faction venait de se retremper en trois victoires. On disait le principe monarchique mort, et la royauté est sortie intacte, non-seulement de la révolte de la Granja, mais de l'épreuve bien autrement dangereuse que lui réservait Espartero. On voyait dans l'opposition de 1840 un noyau de républi-

canisme, et ces soi-disant républicains se sont trouvés conduits à devenir les instruments actifs de la restauration de 1843. On croyait le crédit ruiné et uniquement retenu au penchant de la banqueroute par l'expédient momentané, précaire, de l'aliénation des biens du clergé, et cependant la vente de ces biens a pu être suspendue sans que le crédit ait de nouveau fléchi, et la banque de Saint-Ferdinand, qui plus est, a recommencé ses avances, un moment interrompues. A ces reconstitutions successives, il faut ajouter des progrès réels. L'action gouvernementale s'est considérablement centralisée; les réformes réputées les plus dangereuses se sont accomplies comme par enchantement. Les *ayuntamientos* et les députations provinciales, ces noyaux d'insurrections, à qui la législation ancienne livrait l'autorité et l'impôt, ont été réduits au rôle passif de nos conseils municipaux et de nos conseils généraux. La nomination du sénat a été rendue à la couronne, et la couronne peut se faire de cette assemblée un auxiliaire puissant, si elle a soin de la recruter dans l'aristocratie territoriale. La propriété foncière représente, en effet, des intérêts diamétralement opposés à cette coalition d'employés et d'entrepreneurs de contrebande qui repousse le remaniement des tarifs, point de départ de la réforme financière, et qui, investie de la majorité par de mauvaises lois électorales, se retrouve invariablement au fond de toutes les crises ministérielles, de toutes les insurrections. La création d'un conseil d'État est venue opposer enfin au péculat bureaucratique, cet autre élément de désorganisation, une digue que le temps et le choix intelligent des hommes fortifieront peu à peu. Il reste encore énormément à faire, la révolution est à recommencer presque entièrement; mais le principal instrument est trouvé, et tout semble en favoriser l'action. Le gouvernement a fait une encourageante expérience de l'audace, et l'audace est en Espagne une condition essentielle du succès. Les intérêts rétrogrades qui s'agitent encore à la surface du congrès sont tombés, en outre, dans un découragement visible : de nombreuses déceptions leur ont démontré que tout changement de ministère ou de système aboutissait invariablement aux mêmes essais de réforme, aux mêmes nécessités. Un peu de sang jeune enfin s'est infiltré dans ce vieux corps usé du libéralisme de 1812 ; la génération nouvelle, que Larra appelait à grands cris, compte déjà, dans le milieu où se recrutent ministres, sénateurs et députés, de nombreux représentants, et c'est à leur influence qu'est principalement due l'adoption des réformes fondamentales que je viens d'énumérer. L'esprit d'imitation y domine sans doute ; mais ici, du moins, l'imitation est opportune, logique, dégagée des incohérences et des réminiscences contradictoires que les vieux constitutionnels de 1812 empruntaient à l'amour-propre d'auteur. Grâce aux nouveaux venus, la fraction réactionnaire de la bourgeoisie ne règne plus en droit ; l'action politique du pouvoir et de l'aristocratie est légalement constituée : il ne reste plus qu'à émanciper le peuple, à l'éclairer, à l'initier peu à peu à la vie politique, à le ramener en un mot dans le courant réformiste qu'il eût suivi de lui-même, si de maladroites défiances ne l'en avaient pas exclu. La révolution ne sera véritablement forte, véritablement féconde, que le jour où elle aura renoué l'alliance tacite et momentanément rompue de la royauté et de la démocratie.

GUSTAVE D'ALAUX.

ÉTUDES SUR L'ANTIQUITÉ.

SAPPHO ET LES LESBIENNES.

I

L'île de Lesbos était fertile en bons vins et en belles femmes. Il s'y faisait un grand commerce de l'un et de l'autre. Placée sur la route des colonies grecques de l'Asie Mineure, elle se trouvait être tout à la fois une station et un entrepôt ; marchands, voyageurs, matelots, y affluaient de toutes parts ; les mœurs y étaient donc fort dissolues. Dans ce pays trop favorisé du ciel, un sang si beau, des vins si généreux, le climat seul et l'air tantôt alanguissant, tantôt chargé des parfums pénétrants de la mer, développaient la vie sensuelle naturellement : or, il n'y a pas loin de la vie sensuelle à la vie corrompue. Qu'on y ajoute cette multitude de passagers, gens de mer et gens de commerce ; on comprendra facilement comment cette île put devenir très-vite un foyer de débauche, et, pour parler comme les anciens, un séminaire de courtisanes.

Nous prions la délicatesse moderne de ne point s'alarmer outre mesure et de se résigner pour un moment à étudier sérieusement et sans pruderie une petite page des mœurs antiques. Sur ce chapitre et sur un ou deux autres plus graves encore que nous toucherons en passant, la morale des Grecs n'était pas la nôtre; mais telle est la nécessité de notre sujet : les admirables poésies de Sappho ne s'expliquent que par sa vie, sa vie est inséparable de celle des Lesbiennes, et il est impossible de parler des Lesbiennes sans dire quelques mots de l'histoire des courtisanes grecques. Suivons donc cet enchaînement dans l'ordre inverse. Pour arriver jusqu'à Sappho, dont la vie tout entière fut vouée à l'amour, passons à travers ces bois de myrtes aux ombrages mystérieux qui entouraient le temple d'Aphrodite.

C'était le grand législateur Solon, comme le rapporte Plutarque sur un grand nombre d'autres témoignages, qui avait introduit à Athènes l'usage des courtisanes, afin d'assurer la morale publique. Il en avait fait venir d'Ionie. En effet, ce fut surtout la plus célèbre des colonies ioniennes, Milet, patrie d'Aspasie, qui partagea avec Lesbos, patrie de Sappho, le privilége de fournir à toute la Grèce des courtisanes

admirables. Leur beauté naturelle n'était rien; c'était l'éducation (tant la moralité et l'immoralité se mêlent chez les Grecs, peuple artiste et voluptueux !) qui donnait aux courtisanes tout leur prix. Cette éducation était remarquable à beaucoup d'égards. L'éducation complète se divisait en deux branches principales, la gymnastique et la musique. La gymnastique comprenait tout ce qui regarde le corps; la musique, tout ce qui regarde l'esprit. A la gymnastique proprement dite, qui dégageait la beauté des membres suivant les rhythmes naturels, qui en faisait saillir les formes avec proportion et qui les assouplissait en les fortifiant, se rattachait la danse, qui les développait suivant les rhythmes de l'art, et qui, outre les mouvements cadencés et les poses harmonieuses, enseignait les poses lascives et les mouvements passionnés, ces *motus Ionicos* dont parle Horace. Je n'entre pas dans ces détails; qu'on lise Athénée, les *Dialogues des Courtisanes* de Lucien et les *Lettres* d'Alciphron (1). La danse était la transition et le lien entre l'éducation du corps et l'éducation de l'esprit, car elle se rattachait d'un autre côté à la musique. La musique, comme son nom l'exprime, comprenait tous les arts des muses, c'est-à-dire la poésie, la philosophie, etc., outre la musique même. « La musique, dit Platon, est la partie principale de l'éducation, parce que le nombre et l'harmonie, s'insinuant de bonne heure dans l'âme, s'en emparent et y font entrer avec eux la grâce et le beau. » D'un autre côté, les matérialistes définissent la musique un excitant pour les nerfs. Il est difficile en effet d'assigner quelle est, dans l'émotion musicale, la part de l'âme, la part des sens. Or, la musique ionienne, rude d'abord, mais qui s'était adoucie, puis corrompue en même temps que les mœurs, était celle qui amollissait les âmes et qui chatouillait les sens. On pourrait diviser la musique tout entière en musique fortifiante et musique énervante. Les mêmes arts, selon l'emploi qu'on en fait, rendent l'âme et le corps plus habiles soit au vice, soit à la vertu ; et la gymnastique aussi bien que la musique, la danse aussi bien que la poésie, entraient dans l'éducation sévère des vierges de Lacédémone comme dans l'éducation corrompue des courtisanes de Milet et de Lesbos. La poésie, pour celles-ci, était surtout l'expression harmonieuse de l'amour. La philosophie même n'était pour elles qu'un ornement de l'esprit et un assaisonnement aux plaisirs des sens; d'ailleurs, c'était la philosophie épicurienne et la philosophie cynique qu'elles cultivaient le plus volontiers.

Pour leur donner une éducation si variée et si étendue, on les élevait en commun. Il y avait en quelque sorte des colléges ou des couvents de courtisanes. C'est là qu'on les formait par tous les arts à l'art unique de l'amour, c'est là que par tous les procédés et les raffinements imaginables on les aiguisait pour la volupté. Les courtisanes les plus lettrées et les plus habiles instruisaient les plus jeunes. On entrevoit déjà combien de corruption fermentait au dedans de ces espèces d'écoles avant de se répandre au dehors, et quelles étaient les mœurs des Lesbiennes. Et pourtant, en Grèce, comme en Égypte, comme dans l'Inde (2), c'était souvent à l'ombre de la religion que ces congrégations se formaient. Un fragment de Pindare, extrêmement joli, célèbre la consécration d'une de ces sortes de couvents à Corinthe, dans le presbytère même, comme nous dirions aujourd'hui, d'un temple de Vénus. Il est vrai qu'il y avait dans cette ville, comme à Athènes et à Abydos, des temples *à Aphrodite publique*. Celui de Corinthe était desservi par plus de mille courtisanes que les habitants et les habitantes avaient ainsi vouées à la déesse. On les appelait les *hiérodules*, c'est-à-dire les prêtresses ou plutôt les *sacristaines* du temple. Tous les négociants de la Grèce et de l'Asie qui débarquaient là de l'un et de l'autre côté de l'isthme faisaient de grandes dépenses avec ces femmes. De là le proverbe : « Ne va

(1) Voyez aussi, pour commentaire perpétuel, les sculptures du musée secret de Naples.
(2) En Égypte, les almehs ; dans l'Inde, les bayadères.

pas qui veut à Corinthe. » Cela formait une partie notable de la richesse de cette puissante cité. Les courtisanes prenaient part non-seulement aux fêtes d'Aphrodite, mais aussi à d'autres cérémonies nationales. On le voit, leur éducation était plus qu'une branche d'industrie, c'était presque une institution.

Une institution très-réelle, destinée à entretenir et à perfectionner la race, c'étaient les concours de beauté. Il y avait à Lesbos, à Ténédos et ailleurs, des concours de beauté pour les femmes, comme il y en avait pour les hommes chez les Éléens (on sait que les Grecs ne rougissaient point d'aimer le beau sans distinction de sexe). Peut-être même les concours de femmes existaient-ils dès le temps d'Homère. Au neuvième chant de l'Iliade, dans l'énumération des présents que le roi Agamemnon fait proposer à Achille pour apaiser sa colère, on lit :

« Il te donnera encore sept femmes habiles dans les beaux ouvrages, sept Lesbiennes, qu'il avait choisies pour lui lorsque toi-même t'emparas de Lesbos bien bâtie, et qui remportèrent alors sur toutes les autres femmes le prix de la beauté. »

Le mot *alors* ne permet pas de regarder cette phrase comme métaphorique. Il est curieux que les femmes proposées à Achille soient précisément de Lesbos. On ne dit pas qu'elles soient musiciennes ou poëtes, la civilisation à cette époque n'est pas encore très-avancée, mais elles sont belles entre toutes les femmes, et elles sont habiles dans les beaux ouvrages, c'est-à-dire à filer, ou à broder des voiles, ou à faire des tapisseries. Vraisemblablement, ce n'était pas seulement chez les Grecs que de tels concours avaient lieu ; on dirait du moins que la Bible mentionne quelque chose d'analogue à propos d'Esther et d'Assuérus :

De l'Inde à l'Hellespont ses esclaves coururent ;
Les filles de l'Égypte à Suze comparurent ;
Celles même du Parthe et du Scythe indompté
Y briguèrent le sceptre offert à la beauté.
. . . .
Qui pourrait cependant t'exprimer les cabales
Que formait en ces lieux ce peuple de rivales ?
. . . .

Mais ici c'est au profit d'un seul homme, sorte de sultan, que le concours a lieu ; chez les Grecs, c'était au profit de tous.

On conçoit combien ces concours révélaient et produisaient de femmes admirables, et qui joignaient à la beauté du corps tous les agréments de l'esprit. Au reste, le corps seul eût suffi à l'adoration de la plupart des Grecs ; cette adoration était poussée plus loin qu'on ne saurait croire. Platon, dans sa république idéale, condamne à mort ceux dont le corps est mal fait, et Lycurgue avait permis que la même chose eût lieu dans sa république réelle : les enfants mal conformés étaient jetés dans un gouffre. On n'imagine pas jusqu'où cette passion du corps pouvait aller. « Une courtisane célèbre par la beauté de sa taille est enceinte, voilà un beau modèle perdu ; le peuple est dans la désolation, on appelle Hippocrate pour la faire avorter ; il la fait tomber, elle avorte ; Athènes est dans la joie, le modèle de Vénus est sauvé. » L'art entourait de son prestige tant de corruption ; la poésie illustrait la débauche, l'esprit et la beauté couvraient tout. Sappho en sera une preuve éclatante. Lesbos et Milet étaient les deux principales pépinières de courtisanes, mais non pas les seules. Nous avons nommé aussi Corinthe, Ténédos, Abydos. Il y en avait d'autres encore, sans parler de la Lydie, où toutes les filles, comme Hérodote le raconte, se prostituaient pour s'amasser une dot, et faisaient ce métier jusqu'à leur mariage seulement. Cette

dissolution se répandait de là dans toute l'Asie et dans toute la Grèce ; elle avait pénétré à Sparte même après la guerre du Péloponèse, mais plus modérément qu'ailleurs. Les Spartiates disaient que Vénus, en traversant l'Eurotas, avait jeté son miroir, ses bracelets, sa ceinture, et qu'elle avait pris une lance et un bouclier pour entrer dans la ville de Lycurgue.

Qu'on se figure donc, au sortir de ces écoles et de ces concours, une courtisane ainsi belle, ainsi ornée de tous les talents et de toutes les grâces, ainsi armée de toutes pièces pour la séduction, ainsi victorieuse entre tant d'autres qui toutes méritaient de vaincre : il faut avouer qu'elle avait son prix. Alors quelque riche marchand, ou bien quelque homme politique, riche aussi par conséquent, l'achetait et l'emmenait dans sa patrie. Elle devenait sa maîtresse, ou même sa femme; ces attributions, très-diverses en droit, n'étaient pas toujours très-bien définies en fait. Elle partageait sa vie, non-seulement privée, mais publique, pour peu qu'elle eût d'ascendant et d'esprit; elle était son poëte, sa musicienne, sa danseuse, son orateur même, et quelquefois, lorsqu'il devait monter à la tribune, elle lui préparait ses discours. Aspasie en fit plusieurs pour Périclès, le plus éloquent de tous les Grecs, pour Périclès, qui demandait aux dieux chaque matin, non pas la sagesse, mais l'élégance du langage, et qu'il ne lui échappât aucune parole qui blessât les oreilles délicates du peuple athénien. Cette élite des courtisanes s'appelait d'un nom particulier, ἑταῖραι, les maîtresses. Dans les courtisanes proprement dites, dans celles qui n'appartenaient pas à tel ou tel homme, mais se donnaient tour à tour à plusieurs, il y a lieu de distinguer plusieurs variétés : les unes, qui avaient de l'esprit, ne se prostituaient pas sans choix et sans élégance; elles tournaient en art cet affreux métier et mêlaient quelque grâce à ces turpitudes; elles se promenaient magnifiquement vêtues, tenant à la main ou entre leurs lèvres une petite branche de myrte. Les autres allaient dans les banquets danser et jouer de la flûte ou de la lyre. D'autres encore, sans esprit, sans éducation, avides de gain et de débauche, se vendaient à tous au hasard. Plaute les compare aux buissons, tondant tous les moutons qui passent. Térence oppose au luxe qu'elles étalent en public le désordre dégoûtant de leur chambre. Plaute et Térence traduisent les comiques grecs, que nous n'avons plus. Enfin il y en avait un grand nombre qui, spirituelles ou stupides, avides ou débauchées, belles ou laides, peu importe, ne l'étaient pas à leur profit, mais au profit des marchandes hideuses qui les parquaient et qui les exploitaient. Un fragment curieux du poëte comique Alexis donne des détails, qui semblent modernes, sur la manière dont celles-ci déguisaient leurs défauts physiques : ni le fard, ni les corsets, ni les crinolines ne sont oubliés. Les premières de toutes, les ἑταῖραι, méritent seules de nous occuper.

Elles seules, dans la société antique, pouvaient jouer le rôle de ce que l'on nomme les femmes du monde dans la société moderne; elles seules pouvaient avoir quelques lumières, quelques talents; elles seules pouvaient se trouver mêlées à la vie des hommes ; elles seules pouvaient produire par leur commerce des entretiens agréables, analogues à ce que nous appelons la conversation, car, sans elles, il faut convenir que l'antiquité n'eût guère connu que la dissertation ; elles seules pouvaient prendre part aux banquets, et les banquets étaient, avec les portiques, à peu près les seuls lieux de réunion où l'on échangeât des idées, les seuls salons ou les seuls cercles d'alors. En effet, quelle était dans l'antiquité la condition légitime de la femme? Elle était élevée dans une ignorance presque complète; elle vivait à l'écart dans le gynécée. Filer de la laine, faire des vêtements, distribuer leur tâche aux servantes, servante elle-même, peu s'en faut, ou intendante, pour ne rien outrer, telles étaient ses occupations. Le gnomique Phocylide, et bien d'autres après lui, recommandent de tenir la jeune fille sous les verrous, invisible jusqu'à son mariage. En sortant de la maison maternelle pour entrer dans la maison d'un époux, la jeune fille ne faisait

que passer d'un gynécée dans un autre. La fiancée montait sur un char, entre le fiancé et le garçon d'honneur; on portait alentour les flambeaux d'hyménée, et, lorsqu'on était arrivé à la maison que devaient habiter les époux, avec ces flambeaux on brûlait devant la porte l'essieu du char; cela signifiait que la jeune épouse entrait dans la maison pour n'en plus sortir. Toutefois il ne faut pas prendre ce mot au pied de la lettre; mais la reclusion intellectuelle et morale, pire que l'esclavage physique, tel était le sort de la femme que l'on appelait libre. Sa liberté corporelle même n'existait guère que de nom. Son père et sa mère la livraient à son époux presque comme une chose. « Jeune fille, dit Catulle dans un chant d'hyménée, tu ne dois pas résister à celui à qui ton père t'a livrée, ton père et ta mère à qui il faut obéir! Ta virginité n'est pas à toi seule, elle est en partie à tes parents : un tiers a été donné à ton père, un tiers à ta mère, un tiers seulement est à toi; ils sont deux contre toi, et ils ont donné leur part à leur gendre, ne lui résiste point. » Le tour gracieux et spirituel ne rachète pas ce qu'il y a de dur au fond de cette idée. Filles, épouses, mères de famille, comme Périclès, dans l'oraison funèbre que lui prête Thucydide, le dit aux veuves des guerriers morts, — « toute la gloire des femmes devait se réduire à faire parler d'elles le moins possible, soit en mal, soit en bien. » Ainsi l'homme s'est réservé le droit de vivre réellement, le droit de penser et de sentir; la femme n'est pas un être semblable à lui. Que dit l'esprit élevé de Platon? « Il est vraisemblable que les hommes lâches seront changés en femmes à la seconde naissance. » Que dit le poëte Simonide d'Amorgos, pour ne point citer tous les autres, excepté Homère? La nature de la femme est formée, selon lui, de dix éléments, ou bien il y a dix espèces de femmes : la première tient de la truie fangeuse, la seconde du renard rusé, la troisième de la chienne hargneuse, la quatrième de la terre brute, la cinquième de la mer capricieuse, la sixième de l'âne entêté et coureur, la septième de la belette maigre et voleuse, la huitième du cheval à la belle crinière, la neuvième de la guenon laide et méchante, la dixième enfin de l'industrieuse abeille. Cette analyse forme une centaine de vers très-pittoresques. A part la forme plus qu'hyperbolique, telle est à peu près, au sujet de la femme, la pensée de l'antiquité tout entière. Peut-on s'étonner après cela de la condition inégale qui fut assignée chez les Grecs à un être considéré comme tellement inférieur? A Sparte seulement, la condition de la femme fut un peu différente, la législation de Lycurgue lui donnant un rôle politique; mais, à Athènes et dans les autres républiques de la Grèce, elle fut telle que nous avons dit. Dans l'*Économique* de Xénophon, Socrate demande à Ischomaque si sa femme a appris de ses parents à gouverner une maison. « Eh! que pouvait-elle savoir quand je l'ai prise, répond Ischomaque, puisqu'elle n'avait pas encore quinze ans, et qu'on avait jusque-là veillé avec le plus grand soin à ce qu'elle ne pût voir, entendre, apprendre que le moins de choses possible? N'était-ce pas assez de trouver en elle une femme qui sût filer de la laine pour faire des vêtements et surveiller le travail des servantes? » Voilà tout ce que la jeune fille avait appris de ses parents; elle apprenait de son époux à commander les esclaves, elle les soignait quand ils étaient malades, elle avait des enfants, elle les élevait et elle administrait la maison. Homère, pour désigner les épouses, se sert de cette périphrase (*Odyssée*, VII, 68) : « Les femmes qui gouvernent la maison sous les ordres de leur mari. » Phidias avait donné pour attribut à sa Vénus d'Élide une tortue et à sa Minerve un serpent, pour indiquer que les jeunes filles doivent vivre renfermées et que les femmes mariées doivent garder leur maison et vivre en silence. « Je hais une savante, dit Hippolyte dans Euripide; loin de moi et de ma maison celle qui élève son esprit plus qu'il ne convient à une femme. » Tout le monde enfin connaît les vers de Juvénal, qui pourraient servir d'épigraphe aux *Femmes savantes* de Molière.

Ainsi donc les courtisanes seules pouvaient être musiciennes, lettrées, philosophes.

Il y eut bien quelques femmes vertueuses qui s'occupèrent de philosophie, par exemple la femme et la sœur de Pythagore, Théano et Thémistoclée, puis les quatre filles du même philosophe, puis les cinq filles de Diodore, maître de Zénon de Cittion, et enfin la célèbre Hypatie, qui vécut en sage et qui mourut en martyr : nous nommerons aussi avec Sappho quelques femmes poëtes, qui peut-être ne furent pas toutes courtisanes; mais ce sont des exceptions. Encore peut-on expliquer la plupart de ces exceptions par un prosélytisme de famille, qui fit de ces femmes des philosophes de ménage, sous les ordres, comme toujours, de leurs parents et de leur mari. Quoi qu'il en soit, les courtisanes seules pouvaient recevoir chez elles les hommes d'État, les gens de finance, les poëtes, les artistes, exercer quelque influence sur l'opinion et même sur les affaires. C'est chez elles que les fils de famille allaient dépenser en banquets et en fêtes tout l'argent qu'ils ne mettaient pas à des chevaux, à des chiens et à des combats de coqs. C'étaient elles qui tenaient le dé, qui faisaient la mode et les réputations, qui décidaient sur les tragédies ou sur les comédies des dernières fêtes de Bacchus, ou sur le dernier *conte milésiaque* qui avait paru (ces contes étaient les romans d'alors, c'est bien à Milet qu'ils devaient naître); en un mot, elles donnaient le ton, et elles seules pouvaient le donner. Les femmes honnêtes n'avaient qu'une existence latente, celles-ci avaient seules une existence visible et effective. Et cela explique, pour le dire en passant, comment presque toutes les femmes qui figurent dans la comédie antique sont des courtisanes; on n'en pouvait point montrer d'autres sur le théâtre, parce que l'on n'en voyait point paraître d'autres dans la vie.

Telles étaient les mœurs des courtisanes grecques; disons maintenant, par occasion, quelques mots des principales.

Aspasie, de Milet, apporta à Athènes les mœurs ioniennes. Elle devint la maîtresse de Périclès et le maître de Socrate, qui allait partout où il croyait pouvoir s'instruire et enseigner. Cela, et peut-être la manière dont elle enseignait elle-même, la fit surnommer *Socratique*. Qu'on ne se méprenne pas au mot *enseigner;* c'était en se jouant qu'elle abordait avec Périclès et Socrate les plus hautes questions de la philosophie et de la politique, cela n'ôtait rien à sa grâce. Alcibiade venait aussi chez elle, comme Saint-Évremont chez Ninon de l'Enclos, et ne profitait pas moins de ses leçons que de celles de Socrate. Ce n'est pas seulement dans l'art de la parole que celui-ci la reconnut pour son maître ; il la déclara aussi, en plaisantant, son maître d'amour; ce qui ne veut pas dire qu'il l'eut pour maîtresse, comme quelques-uns l'ont prétendu : quoi que puisse conter le moqueur Lucien et sur ce point et sur un autre encore, la pureté de Socrate est hors de tout soupçon. Périclès conçut pour Aspasie une passion si vive, qu'il répudia sa femme pour l'épouser. On dit même qu'il en eut un fils auquel les Athéniens ne craignirent pas d'accorder le titre de citoyen. Au reste, Thémistocle, le général Timothée, l'orateur Démade, le rhéteur Aristophon, Bion le philosophe, étaient aussi fils de courtisanes; ce qui ne les empêcha ni d'être illustres, ni d'aimer les courtisanes à leur tour. « Ce petit garçon que vous voyez là, disait Thémistocle à ses amis, est l'arbitre de la Grèce, car il gouverne sa mère, sa mère me gouverne, je gouverne les Athéniens, et les Athéniens gouvernent les Grecs. » Périclès en eût pu dire autant d'Aspasie ; c'est à cause d'elle que la guerre de Samos, puis celle de Mégare, qui amena celle du Péloponèse, eurent lieu. Voici comme Fontenelle le raconte, d'après Aristophane et Athénée : « La guerre du Péloponèse vint de ce que de jeunes Athéniens, qui avaient bu, allèrent à Mégare enlever la courtisane Simætha, et que ceux de Mégare, pour se venger, enlevèrent deux demoiselles d'Aspasie; ce qui fut cause que Périclès, qui était tout à fait dans les intérêts d'Aspasie, fit traiter Mégare d'une manière si dure, que cette ville fut obligée d'implorer le secours des Lacédémoniens. » C'est pourquoi le poëte comique Eupolis la surnomma Hélène, comme ayant causé, elle aussi, une guerre

désastreuse à son pays. La puissante séduction qu'elle exerçait sur l'orgueilleux Périclès lui valut encore les surnoms d'Omphale et de Déjanire. Son influence, cependant, ne fut pas toujours malheureuse : c'est elle qui, par le pouvoir de sa philosophie et de son éloquence, sut réconcilier avec sa femme Xénophon, l'illustre capitaine et l'écrivain distingué qui fit et écrivit la retraite des dix mille. Lucien vante l'habileté d'Aspasie dans les affaires et son extrême sagacité en politique ; si bien qu'il n'est pas impossible que la *diplomatie*, c'est-à-dire, d'après les racines grecques, la science d'écrire et de parler double, ait été inventée par une femme. Platon, dans son *Ménexène*, fait dire à Socrate qu'il la croit l'auteur de la fameuse oraison funèbre prononcée par Périclès, et en rapporte une qu'il prétend lui avoir entendu prononcer à elle-même le jour précédent. Ne serait-ce qu'une plaisanterie, une ironie socratique ? Mais cela est encore attesté par d'autres témoignages. Aspasie ayant été accusée d'impiété, Périclès, par ses prières et même par ses larmes, la fit absoudre. Au reste, elle l'aimait comme elle en était aimée ; elle s'était embarquée avec lui sur la flotte qui fit la conquête de Samos. Il n'est donc pas croyable qu'elle fit pour Périclès ce que firent Livie pour Auguste, madame de Pompadour pour Louis XV, et qu'elle institua une espèce de Parc-aux-Cerfs destiné à pourvoir aux plaisirs de son époux ou de son amant. Ce que Plutarque raconte là-dessus doit vraisemblablement être rapporté à une autre Aspasie, qui était de Mégare, et qui ne racheta par aucun esprit sa vie débauchée. La nôtre était venue de Milet à Athènes avec une certaine Thargélie, remarquable aussi par sa beauté et par ses talents, qui, après avoir été l'amante de plusieurs Grecs illustres, finit par épouser un roi de Thessalie.

Phryné était née à Thespies : Béotienne, elle devait avoir moins d'esprit qu'Aspasie et elle ne joua pas un si grand rôle ; mais elle était fort belle et fort riche des revenus de sa beauté. Elle offrit, dit-on, de rebâtir à ses frais les murs de Thèbes, à condition qu'on y mettrait cette inscription : « Alexandre l'a détruite, Phryné l'a rebâtie. » C'eût été un peu comme la fille du roi d'Égypte Chéops, qui, à ce que rapporte Hérodote, ayant exigé de chacun de ses amants une pierre de taille, en construisit la grande pyramide ; cela n'eût pas mal rappelé non plus les murailles de Paris dans Rabelais. On refusa la proposition de Phryné. Le célèbre orateur Hypéride, s'étant chargé de la défendre dans un procès (nous voyons que les courtisanes avaient beaucoup d'affaires avec la justice), s'avisa, pour gagner sa cause, d'un moyen très-neuf. En achevant sa péroraison, tout à coup il saisit Phryné par la main, la fit avancer devant les juges et lui découvrit le sein. Les juges demeurèrent ébahis, comme Louis XIII devant Marion de Lorme. Tout fut dit. « Elle était surtout fort belle (au témoignage d'Athénée) dans ce qui ne se voit pas, ἐν τοῖς μὴ βλεπομένοις. Aussi n'était-il pas facile d'obtenir qu'elle se montrât nue, car elle portait une longue tunique qui enveloppait tout le corps, et elle n'allait jamais aux bains publics ; mais, dans une fête de Neptune à Éleusis, ayant laissé tomber ses vêtements à la vue de tous les Grecs, et dénoué ses cheveux, elle entra dans la mer. Le peintre Apelles saisit cette occasion, et crayonna d'après elle sa Vénus *Anadyomène* (c'est-à-dire née du sein des ondes). Elle servit aussi de modèle au sculpteur Praxitèle, qui était son amant. » Au reste, il y eut deux Phryné, comme il y eut deux Aspasie.

Il y eut aussi deux Laïs, qu'il est assez difficile de distinguer. Toutes deux habitaient Corinthe. L'une y était née, l'autre y était venue de Sicile comme prisonnière de guerre ; elle était de la petite ville d'Hyccara. Celle qui était née à Corinthe était, dit-on, la fille de cette fameuse Timandra, maîtresse d'Alcibiade. Un jour, lorsqu'elle était encore toute jeune fille, le peintre Apelles la vit puiser de l'eau à la fontaine de Pirène ; frappé de sa beauté, il l'emmena avec lui à un banquet chez ses amis ; les convives se mirent à le railler d'avoir amené, comme sa maîtresse, une petite

fille : « Laissez faire, dit-il, dans trois ans je vous montrerai si j'ai tort. » C'est ainsi que, chez ce peuple grec, spirituel et corrompu, artiste jusqu'à l'immoralité, le beau allait trouver le beau : Aspasie s'unissait à Périclès, Praxitèle à Phryné, la virginité de Laïs était pour Apelles. Le sein de Laïs, comme celui de Phryné, servait de modèle à tous les sculpteurs et à tous les peintres. L'autre Laïs, à ce qu'on croit, eut, entre autres amants, Aristippe, le philosophe du plaisir, Diogène le cynique, Démosthènes le grand orateur. « Pourquoi aimer Laïs, qui ne vous aime pas? disait quelqu'un à Aristippe. — Oh bien ! dit-il, je pense que le vin et le poisson ne m'aiment pas non plus, mais je ne laisse pas d'en user avec plaisir. » Elle conçut un amour passionné pour un athlète nommé Eubate, et lui fit promettre de ne pas partir sans elle; il partit avec son portrait. L'une des deux Laïs fut assassinée, en Thessalie, par des femmes jalouses de sa beauté ; l'autre survécut à la sienne : dans sa vieillesse, elle dédia son miroir à Vénus, avec une inscription attribuée à Platon, que Voltaire a traduite ainsi :

« Je le donne à Vénus, puisqu'elle est toujours belle;
Il redouble trop mes ennuis :
Je ne saurais me voir, dans ce miroir fidèle,
Ni telle que j'étais, ni telle que je suis. »

Elle mourut à Corinthe, comme eût voulu mourir Ovide, comme mourut, dit-on, Raphaël.

On pourrait mentionner encore Hipparchie, la plus célèbre des femmes qui embrassèrent la philosophie cynique. Le philosophe Cratès, quoique bossu et fort pauvre, lui inspira un amour si vif qu'elle voulut tout quitter pour aller vivre avec lui. En vain ses parents lui firent des représentations sur sa folie, en vain Cratès lui-même lui mit devant les yeux sa misère et sa difformité : elle répondit qu'elle ne pouvait trouver un mari ni plus riche ni plus beau qu'un tel philosophe, et qu'elle était décidée à le suivre partout. Alors Cratès la conduisit dans le Pœcile, un des portiques d'Athènes les plus fréquentés, et c'est là, en public et à la face du soleil, que le mariage fut consommé. On ajoute qu'un ami de Cratès jeta son manteau sur les époux. Saint Augustin a dit sur ce manteau des choses bien étranges (1). C'est en mémoire de ce fait que l'on célébra depuis, dans le Pœcile, la fête des Cynogamies (noces des chiens ou des cyniques). Hipparchie écrivit des ouvrages philosophiques. Nommons encore la brave Leæna, *la lionne,* amante d'Harmodios, à qui la torture ne put arracher une délation, et à qui on éleva une colonne, comme souvenir national ; la belle Naïs, dont le rhéteur Alcidamas d'Élée composa l'éloge ; l'espiègle Gnathæna; Archæanassa, amante de Platon; Herpyllis, amante d'Aristote, qui eut d'elle son fils Nicomaque; Léonce, maîtresse d'Épicure, puis de son disciple Métrodore, qui eut une fille, nommée Danaé, courtisane aussi; Néméa, maîtresse d'Alcibiade, lequel se fit peindre assis sur ses genoux; Pythionice, amante d'Harpale, qui lui éleva près d'Athènes un monument de dimensions colossales ; Glycère, qui succéda à Pythionice, à qui, pendant sa vie, on rendit des honneurs comme à une reine, à qui, après sa mort, on éleva une statue d'airain (aujourd'hui on s'attelle au carrosse des danseuses, mais on ne leur élève plus que des statuettes); une autre Glycère encore, diseuse de bons mots un peu forts; Callixena, que Philippe et Olympias donnèrent à leur fils Alexandre; Thaïs, qui, avec ce roi, incendia Persépolis au sortir d'une orgie, qui donna deux enfants à un roi d'Égypte et une reine aux Cypriotes, comme plusieurs autres courtisanes d'Ionie avaient mêlé leur sang, chez les Parthes,

(1) *Cité de Dieu*, XIV, 20.

à la famille royale des Arsacides; Lamia, maîtresse de Démétrios preneur de villes, lequel un jour imposa tout d'un coup un tribut énorme aux Athéniens au profit d'elle et de ses femmes, afin qu'elles s'achetassent des savons et des parfums; enfin les danseuses Aristonice, Agathoclea, OEnanthe, qui virent aussi des rois à leurs pieds, et cent autres dont les noms charmants mériteraient seuls l'immortalité, *Branche-de-Myrte, Petite-Abeille, Feston-de-Vigne,* si l'on osait ainsi les traduire en français.

Voilà ce qu'étaient les courtisanes grecques. On voit que la plupart d'entre elles ne tinrent pas une place moins distinguée que Marion, Ninon et madame de Pompadour. Cela posé, nous allons pouvoir dire ce que Sappho nous paraît être.

II

De même qu'il y eut plusieurs Aspasie, plusieurs Phryné, plusieurs Laïs, plusieurs Glycère, il y eut aussi plusieurs Sappho; on en distingue deux entre autres, nées toutes les deux dans cette île de Lesbos, patrie naturelle des femmes voluptueuses, musiciennes et lettrées. L'une des deux fut un poëte illustre, et il nous reste de précieux fragments de ses poésies. De sa vie l'on sait peu de chose. Le nom de son père est incertain; sa mère s'appelait Cléis, et elle eut une fille qui porta le même nom. Souvent, chez les Grecs, les petits-fils ou petites-filles prenaient le nom de leurs aïeuls. Elle perdit son père à l'âge de six ans; elle conserva peut-être sa mère plus longtemps, si c'est à elle qu'étaient adressés ces vers :

« Ma douce mère, je ne puis du tout travailler à ma toile,
Étant accablée du regret de ce bel adolescent à cause de la tendre Vénus. »

Elle eut deux frères, Charaxe et Larique. Elle fut mariée (mais nous avons dit que peut-être ce mot n'avait pas une signification bien précise) avec un homme riche d'Andros, nommé Cercolas, et elle en eut cette fille nommée Cléis, à laquelle se rapporte le fragment suivant :

« Il ne nous sied pas; on ne doit point entendre pleurer dans une maison qu'habitent les Muses. »

Sappho, née en 612 avant notre ère, florissait vers 590; par conséquent, elle était contemporaine d'Alcman, de Stésichore, d'Anacréon, de Simonide de Céos, d'Ibycos et d'Alcée, né comme elle à Mitylène, et qui s'éprit pour elle d'un amour malheureux. Aristote, dans sa *Rhétorique*, nous a conservé les vers par lesquels elle le repoussait : « Je voudrais parler, avait dit Alcée, mais la honte me retient. » Sappho répondit :

« Si ta pensée était pure et honorable, et si ta bouche n'allait pas s'ouvrir pour le mal, la honte ne serait pas sur ton visage, et tu ne craindrais pas de parler selon l'honneur. »

Au reste, ils se réconcilièrent, et elle lui accorda son amitié, sinon son amour. Il est vraisemblable qu'Anacréon ne vit jamais Sappho, quoiqu'on le lui ait donné pour amant (1), ainsi qu'Hipponax et Archiloque. Jusqu'à quelle époque vécut-elle? C'est

(1) Sans doute à cause de ces vers :
« O muse au trône d'or! tu as dicté cet hymne qu'a chanté agréablement l'aimable vieillard de Téos, ce bon pays aux belles femmes. »

ce que n'établit aucun témoignage ; car le mot *plus âgée*, qui se trouve dans un fragment, est trop vague pour qu'on en puisse rien inférer :

« Eh bien ! si tu es mon ami, cherche une couche plus jeune que la mienne ;
Car je ne puis recevoir tes embrassements, moi qui suis *plus âgée* que toi. »

Sappho ne parle ici que relativement, si tant est que, dans ce fragment (nous le disons une fois pour toutes), elle parle pour elle-même. On dit qu'elle conspira avec Alcée contre Pittacos, *tyran* de sa patrie, dans le sens que les anciens donnent à ce mot ; qu'ayant échoué dans cette lutte politique, elle fut bannie et alla mourir en Sicile, et que les Siciliens, admirateurs de son génie, lui élevèrent une statue.

Quant à sa mort volontaire par désespoir d'amour, on sait ce que raconte la légende poétique. Au midi de l'île de Leucade, dans la mer Ionienne, était un cap dont le pied se hérissait de brisants. Une tradition conseillait aux amants malheureux de se précipiter de ce cap dans la mer ; ceux qui ne périssaient pas étaient guéris de leur amour. Sappho, éprise du beau Phaon et dédaignée de lui, vint au cap de Leucade et tenta la terrible épreuve. Elle monta sur le rocher escarpé qui s'avançait au-dessus des flots, elle chanta un dernier chant, l'ode *à Vénus* peut-être, ce cri d'une âme déchirée, puis elle se précipita.

C'est à l'autre Sappho que Suidas et Photios, d'après Athénée, veulent faire honneur de cette mort. Cette autre Sappho, née de même dans l'île de Lesbos, mais à Éresos et non à Mitylène, était une courtisane, joueuse de lyre, qui vécut plus tard. Suidas, après avoir rapporté sa mort en deux mots d'une concision lexicographique, *elle se noya*, ajoute, ce qui montre bien qu'il la distingue de la première : « Quelques-uns lui ont attribué aussi des poésies lyriques. » On a trouvé une médaille à l'effigie et au nom de Sappho Érésienne. — Cependant Ovide et bien d'autres rapportent à la première Sappho et cet amour et cette mort.

Quelle que soit celle des deux Sappho qu'on veuille faire périr ainsi, les légendaires n'ont pas considéré que le voyage est long de Lesbos à Leucade : avant de l'avoir achevé, la première eût changé d'idée, la seconde eût changé d'amant. Peut-être est-ce à une autre Sappho encore que la légende de Phaon doit être rapportée. Ce nom de Sappho était très-commun parmi les Lesbiennes, et surtout, après que l'une d'elles l'eut illustré, ce fut sans doute à qui le porterait ; puis les poëtes mêlèrent les aventures de toutes ces Sappho et attribuèrent à une seule ce qui se rapportait à plusieurs.

Un fait constant, c'est que Sappho fut formée dans une école de Lesbiennes, ou en forma une : on nomme quelques-unes de ses élèves ou de ses compagnes de poésie et d'amour. Pourquoi donc cacher ce qui paraît évident ? C'est que Sappho, élève ou chef d'une de ces écoles, Sappho, musicienne et poëte, Sappho, voluptueuse et passionnée, fut une courtisane, — dans l'acception la plus relevée de ce mot, — non pas comme l'autre Sappho, qui n'était qu'une joueuse de lyre, mais une courtisane comme Laïs, comme Phryné, comme Aspasie. Qu'on n'objecte pas son mariage apparent ou réel ; ne dit-on pas aussi qu'Aspasie fut la femme de Périclès ? Il ne faut pas altérer la vérité par amour de l'idéal. Nous croyons donc, en effet, que Sappho fut ce qu'étaient les autres Lesbiennes, et qu'elle ne se distingua d'elles que par le génie. Bien plus, d'après une tradition très-répandue et arbitrairement contestée, elle fut Lesbienne dans toute l'étendue de ce terme. « Ce ne sont pas les hommes, dit Lucien, qu'aiment les Lesbiennes. » Et, en effet, le nom de *Lesbienne* et le verbe *aimer à la lesbienne* sont demeurés dans la langue grecque comme des témoignages irrécusables de cette affreuse dissolution. Certes, nous voudrions pouvoir penser que notre Sappho, un si grand poëte, fut exempte de ces souillures ; mais, comme nous

aimons encore plus la vérité que l'idéal, c'est à l'opinion contraire que nous nous rangeons à regret. En vain allègue-t-on que cette opinion ne se trouve exprimée que par des écrivains qui vinrent longtemps après elle : cela ne prouve qu'une chose, c'est que, de son temps, cette corruption était trop générale pour être remarquée. La morale ne s'en indigna que plus tard, et encore assez faiblement. Ovide nomme quelques-unes des amies de Sappho, et il ajoute (c'est Sappho qui parle) : « Et cent autres que j'ai aimées non sans péché, »

Atque aliæ centum quas non sine crimine amavi!

Quelques-unes des amies et élèves de Sappho devinrent célèbres comme elle. — Érinne, de Lesbos ou de Téos, avait écrit un poëme de *la Quenouille,* en trois cents vers : il en reste deux fragments de deux vers chacun. Nous avons aussi trois épitaphes, dont une fort gracieuse, qu'elle avait composées pour des jeunes filles ses compagnes. Elle mourut à dix-neuf ans. C'est tout ce que nous savons d'elle ; mais, avec cela seulement, on ne peut s'empêcher de l'aimer, et sa mémoire est comme un doux parfum. Une épigramme de l'*Anthologie* lui donne le surnom d'*Abeille.* Il ne paraît pas qu'on ait raison de lui attribuer l'ode εἰς τὴν ῥώμην.—A côté de ce talent gracieux, il faut citer le talent énergique de Télésilla d'Argos, la belle guerrière, comparée, par les critiques anciens, à Alcée et à Tyrtée même. Ces critiques, tout comme ils ont distingué et canonisé (admis dans leur canon, ou liste consacrée) neuf poëtes lyriques principaux, ont distingué aussi neuf poëtesses. Le chiffre des muses, à ce qu'il semble, entrait pour beaucoup dans leurs jugements. Sappho eut l'honneur d'être comptée en même temps parmi les uns et parmi les autres. En effet, les neuf poëtes lyriques sont Alcman, Alcée, Sappho, Stésichore, Ibycos, Anacréon, Simonide de Céos, Pindare et Bacchylide ; les neuf poëtesses sont Sappho, Érinne, Télésilla, Myrtis de Béotie, Corinne, Praxilla de Sicyone, et enfin Anyté de Tégée, Nossis de Locres, Mœro de Byzance, qui vécurent trois siècles plus tard.—Corinne de Thèbes ou de Tanagre, célèbre par sa beauté autant que par son génie, était élève de Myrtis, et, avec elle, donna des leçons à Pindare, après l'avoir vaincu cinq fois dans les joutes poétiques. Comme il prodiguait les mouvements, les figures, les allégories et les métaphores, elle lui dit : « Il faut semer la graine avec la main, et non la répandre à plein sac. » Elle fut surnommée *la Mouche,* comme Érinne *l'Abeille.* Ses poésies formaient cinq livres; il n'en reste qu'une vingtaine de fragments, dont le plus long a quatre vers. Au reste, Corinne n'était pas élève de Sappho.

Quelle qu'ait pu être d'ailleurs la nature des rapports de Sappho avec les jeunes Lesbiennes auxquelles elle enseigna la poésie et l'amour, si les témoignages de l'histoire sont insuffisants, l'ode *à une femme aimée,* dans laquelle on sent à chaque vers, à chaque mot l'accent d'une passion personnelle (1), et plusieurs des fragments qui vont la suivre, ne suffiront que trop à dissiper toutes les incertitudes; mais oublions ce qui dans Sappho appartient à la société antique plutôt qu'à la femme même : sachons ne voir et n'admirer que le poëte.

(1) On lit dans Saint-Marc, commentateur de Boileau : « Athénée et Strabon nous apprennent qu'elle aimoit une certaine *Dorique*, et que son frère Charaxe aimoit aussi cette femme. Là-dessus, Pearce suppose que, Dorique ayant été surprise avec Charaxe par Sappho, celle-ci composa l'ode qu'on va lire pour exprimer toute la violence de sa jalousie. C'est, en effet, ce que la pièce présente, et de cette supposition, nécessaire pour la bien entendre, il suit que M. Despréaux n'en a pas rendu partout l'esprit. » Cette Dorique était de Naucratis en Égypte, où il y avait aussi beaucoup de courtisanes, au dire d'Athénée, qui était de cette ville.

A UNE FEMME AIMÉE.

« Celui-là me paraît égal aux dieux qui, assis en face de toi, écoute de près ton doux parler

« Et ton aimable rire: ils font tressaillir mon cœur dans mon sein, la voix n'arrive plus à mes lèvres ;

« Ma langue se brise, un feu subtil court rapidement sous ma chair, mes yeux ne voient plus rien, mes oreilles bourdonnent ;

« Une sueur glacée m'inonde, un tremblement me saisit tout entière; je deviens plus verte que l'herbe ; il semble que je vais mourir.

« Eh bien ! j'oserai tout, puisque mon infortune... »

Ici l'ode est interrompue.

« N'admirez-vous point (dit Longin dans un passage bien senti, que Boileau traduit en style un peu précieux) comment elle assemble toutes ces circonstances, l'âme, le corps, l'ouïe, la langue, la vue, la couleur, comme si c'étaient autant de personnes différentes et prêtes à expirer ? Voyez de combien de mouvements contraires elle est agitée ! Elle gèle, elle brûle, elle est folle, elle est sage, ou elle est entièrement hors d'elle-même, ou elle va mourir. En un mot, on dirait qu'elle n'est pas éprise d'une seule passion, mais que son âme est un rendez-vous de toutes les passions. »

Catulle a imité cette ode, mais n'a pas prétendu la traduire ; il emprunte les paroles de Sappho pour parler à sa Lesbie, puis il abandonne l'ode qu'il imite avant même d'être arrivé jusqu'à l'endroit où elle finit pour nous. Au reste, la prétendue traduction de Boileau s'éloigne beaucoup plus de l'original que l'imitation libre de Catulle (1).

L'autre grande pièce qui nous est restée de Sappho est cette belle ode *à Vénus*. Quoiqu'elle n'ait pas eu si souvent que l'ode *à une femme aimée* les honneurs de la traduction, elle n'est pas moins admirable.

A APHRODITE.

« Immortelle Aphrodite, au trône brillant, fille de Jupiter, savante en artifices, je te supplie, n'accable pas mon âme de dégoûts et d'ennuis, ô déesse !

« Mais viens à moi, si jamais en d'autres temps, écoutant mes instantes prières, tu les exauças, et, laissant la demeure de ton père, tu vins, ayant attelé

« Ton char doré ; et de beaux moineaux agiles, faisant tourbillonner autour de la terre brune leurs ailes rapides, te traînaient du haut du ciel à travers les airs.

(1) Heureux qui près de toi *pour toi seule soupire*,
Qui jouit du plaisir de t'entendre parler,
Qui te voit *quelquefois* doucement lui sourire ;
Les dieux dans son bonheur peuvent-ils l'égaler?

Je sens de *veine en veine* une subtile flamme
Courir par tout mon corps sitôt que je te vois,
Et, dans *les doux transports* où s'égare mon âme,
Je ne saurais trouver de langue ni de voix.

Un nuage confus se répand sur ma vue,
Je n'entends plus, je tombe en *de douces langueurs ;*
Et, pâle, *sans haleine, interdite, éperdue*,
Un frisson me saisit, je tremble, je me meurs.

Que de mots ajoutés au texte et contraires au sens ! — Delille a rétréci les vers de Boileau et y a mêlé des incorrections. — Voltaire aussi a imité plusieurs fois cette ode.

« En un instant, ils arrivèrent; et toi, ô bienheureuse! ayant souri de ton visage immortel, tu me demandais ce qui causait ma peine, et pourquoi je t'appelais,

« Et quels étaient les vœux ardents de mon âme en délire :

« *Qui veux-tu de nouveau que j'amène et que j'enlace dans ton amour? Quel est celui qui t'outrage, ô Sappho?*

« *Car, s'il te fuit, bientôt il te poursuivra : s'il refuse tes présents, il t'en offrira; s'il ne t'aime pas, il t'aimera, même quand tu ne le voudrais plus.*

« O déesse! viens à moi encore aujourd'hui! Délivre-moi de mes peines cruelles; et tout ce que mon cœur brûle de voir accompli, accomplis-le, et sois toi-même mon alliée! »

Est-il une prière plus instante, plus irrésistible? Et comme la grâce de la poésie se mêle avec la passion, sans la distraire! Comme Sappho a soin de rappeler, avec la première assistance qu'elle a reçue de la déesse, *le beau sourire de son visage immortel* et tout ensemble la promesse par laquelle Vénus s'est engagée! Et cette promesse, ne sont-ce pas bien les paroles mêmes de Vénus? Quelles autres a-t-elle pu prononcer, si ce n'est celles-là? *Qui veux-tu que j'enlace dans ton amour, ô Sappho! S'il te fuit, il te poursuivra...* Et ce dernier trait si habile encore, que Racine fait mieux comprendre en le développant; Phèdre aussi adresse une prière à Vénus, une prière toute pleine d'amertume; et, comme Sappho, elle essaye d'intéresser Vénus dans son amour :

Déesse, venge-nous; nos causes sont pareilles!

Presque toutes les poésies de Sappho ne respirent que l'amour ou Vénus :

« Viens, déesse de Cypre, verser dans des coupes d'or un nectar mêlé de douces joies à mes amis, qui sont aussi les tiens. »

« O Vénus à la couronne d'or, puissé-je gagner la partie!... »

« Je te donnerai une chèvre blanche, et je te ferai des libations... »

« Pour moi, j'aimerai la volupté tant que j'aurai le bonheur de voir la brillante lumière du soleil et de contempler ce qui est beau. »

« L'amour brise mon âme comme le vent renverse les chênes dans les montagnes. »

Par intervalles, au milieu de sa passion, elle laisse échapper un regret, triste à la fois et gracieux :

« Virginité! virginité! tu me quittes; où t'en vas-tu? »

Et la virginité lui répond :

« Je ne reviendrai plus à toi jamais, à toi je ne reviendrai plus (1). »

Mais la passion reprend aussitôt, et le regret s'efface.

« Je regrette, puis je désire. » — « Mes pensées se partagent, et je ne sais ce que je poursuis. » — « Tiens-toi debout devant moi, ô mon ami! et déploie la grâce de tes regards. »

Cela n'est-il pas biblique? et ce qui suit encore davantage?

« ... Plus délicat que le narcisse... » — « ... D'un parfum royal... » — « Ton visage

(1) André Chénier a rendu ces deux jolis vers par quatre qui ne sont pas heureux; on n'eût pas dû les imprimer.

est doré comme le miel. » — « A quoi donc, ô mon bien-aimé, te comparer justement? C'est à une branche gracieuse que je te comparerai. »

On croit lire le *Cantique des Cantiques,* cette fraîche églogue d'amour, qu'on s'est évertué à expliquer dans un sens mystique bien vainement; qu'on se rappelle ces versets : « Ta taille est semblable à un palmier... Au son de ta voix, mon âme se fond... Je me pâme d'amour... »

On voit aussi figurer souvent dans les vers de Sappho les banquets et les coupes; on sait que chez les anciens *amare* et *potare* sont deux mots souvent unis. On appelait le vin le lait de Vénus.

« Tous en commun tenaient des coupes et faisaient des libations, et souhaitaient toute sorte de bonheur à l'époux. »

Mais c'est toujours à l'amour qu'elle revient :

« Faites venir le beau Ménon, si vous voulez que vos banquets me plaisent. »

Quelquefois, à travers ces fragments si courts, on suit le développement de la passion comme dans un drame.

« Je vais chanter pour ma bien-aimée un agréable chant.
« ... Allons, ma lyre divine, parle et prends une voix.
« La cigale secoue de ses ailes un bruit harmonieux, quand le souffle de l'été, volant sur les moissons, les brûle.
« Je retourne mes membres sur ma tendre couche;
« La lune s'est plongée dans la mer,
« Et avec elle les pléiades; — la nuit est à son milieu,
« L'heure passe,
« Et je suis couchée solitaire!
« L'amour, qui brise les membres, vient de nouveau m'agiter, serpent doux et cruel qu'on ne peut soumettre! Atthis, tu hais mon souvenir et tu voles chez Andromède!
« Ne dédaigne pas ces réseaux de pourpre que j'ai fait venir de Phocée, don précieux que je dépose à tes genoux.
« Andromède a été bien récompensée de ses prières!
« Sappho, pourquoi implorer la puissante Vénus?
« Je ne crois pas que mes chants touchent le ciel, le ciel est sourd. »

N'est-ce pas là l'expression douloureuse de la passion? n'est-ce pas là une insomnie pareille à celle de Didon?... Après ces dernières paroles, on sent un découragement profond; elle se tait, ce semble, pendant quelques instants; à peine laisse-t-elle échapper des mots brisés qui pourraient être ceux que nous retrouvons çà et là : « Mon souci!... C'est le secret de mon cœur!... » Elle veut se taire, mais bientôt un cri de douleur lui échappe de nouveau : « Je t'aimais, Atthis, autrefois! » Ce dernier mot, πάλαι ποτά, dans le tour grec, est d'un effet naïf et passionné.

« Tu m'oublies! ou tu aimes un autre que moi entre les mortels!
« Puissent les vents emporter le souci qui m'accable! »

Alors, jetant un regard en arrière, elle se reporte aux premiers temps de cet amour, elle repasse avec mélancolie sur les traces d'un bonheur qui n'est plus :

« Je la vis qui cueillait des fleurs, c'était une toute jeune fille... De molles guirlandes entouraient son beau cou. »

Mais elle s'arrache brusquement à ce souvenir si plein d'amertume; elle se met à regarder dédaigneusement la rivale qu'Atthis lui préfère; dans ses paroles, non-seulement l'amante irritée, mais la femme paraît tout entière; elle la raille parce qu'elle n'est pas éélgamment vêtue :

« Est-ce là celle qui t'a charmé le cœur, cette femme habillée rustiquement, qui ne sait pas l'art de marcher avec une robe à longs plis? »

Puis, s'adressant peut-être à sa rivale elle-même, d'un ton hautain et méprisant :

« Ne sois pas si fière pour une bague! »
« Enfant, tu me parais petite et sans grâce! »

Cela est admirable de vérité. Il est bien facile de voir que Sappho exprimait dans ses poésies, non des sentiments imaginaires, mais les sentiments mêmes qui agitaient et brûlaient son cœur; elle était poëte parce qu'elle aimait. Dans ces fragments si courts, si épars, quelle vie! quelle flamme! S'il n'y avait eu là que des vers, eussent-ils survécu à ce morcellement? Ce ne serait qu'une poussière morte! Mais il y avait autre chose, il y avait une âme passionnée qui s'y était répandue, qui les avait imprégnés de feux et de larmes! Aussi cette poussière de poésie est encore animée, cette cendre est pleine d'étincelles.

. . . . . Spirat adhuc amor,
Vivuntque commissi calores
Æoliæ fidibus puellæ!

Quelques autres mots de dépit amoureux se trouvent encore çà et là :

« Gorgo m'ennuie horriblement!...
« Quand la colère envahit l'âme, il faut empêcher la langue de se répandre en injures.
« Je ne suis pas de celles qui gardent leur colère, j'ai l'âme bonne.
« Ces sentiments sont ceux des autres, mon cœur ne les connaît pas. »

Ce sont peut-être là des *mœurs oratoires* et poétiques; mais par une bizarrerie de l'esprit, s'il reste peu de vers d'un poëte, ou peu de lignes d'un prosateur, on est porté à les prendre à la lettre plus volontiers qu'on ne ferait les mêmes paroles dans un auteur complet. Le prix qu'on y attache et la vérité qu'on y suppose semblent être en raison de la rareté. Pourquoi d'ailleurs ne croirions-nous pas Sappho? Tout montre en elle une âme généreuse. Elle était pleine de commisération, surtout, à vrai dire, pour les peines d'amour, *non ignara mali*.

« Toi qui es plus belle, Mnasidica, que la molle Gyrinno, tu ne trouverais pas de femme plus triste que toi sous le ciel.
« ... Allons, Mnasidica, mets une couronne sur la chevelure que j'aime;
« Tresse des branches d'anis avec tes petites mains :
« Orné de fleurs, on est plus agréable aux dieux
« Pour leur offrir des sacrifices; sans couronne on ne leur plaît pas. »

Cependant il ne faut pas croire que la passion amoureuse ait été l'unique inspiration de Sappho, qu'elle et sa poésie n'aient vécu que d'amour. Tous les grands et beaux sentiments, elle les exprima dans ses vers parce qu'elle les avait dans son cœur. Quand elle fut mère, elle le fut avec passion comme elle avait été amante. Outre le fragment déjà cité, où, d'un air charmant, elle dit à sa petite qu'*on ne doit*

pas entendre pleurer dans une maison qu'habitent les Muses, outre celui-ci, qui a pu inspirer Catulle :

« Comme une petite fille voletant autour de sa mère (1) ; »

nous possédons encore le suivant :

« J'ai à moi une jolie enfant, dont la beauté est semblable à celle des chrysanthèmes, Cléis, ma Cléis bien-aimée, que je ne donnerais pas pour toute la Lydie... »

Il est curieux de voir en passant par quelles fortunes presque tous ces précieux fragments nous sont parvenus. A qui devons-nous ces trois jolis vers entre autres? Au grammairien Héphestion, qui les a cités comme étant des vers *asynartètes.* — Bénis soient donc les grammairiens ! C'est dans leur fatras que l'on a retrouvé plus d'un beau vers ; nous leur en sommes redevables comme on est redevable aux Goths ou aux Vandales de quelques statues enfouies. J'oubliais de dire, au reste, qu'un commentateur s'indigne contre Héphestion, parce que ces trois vers ne sont pas asynartètes ! *nec tolerabiles sunt versus asynarteti!*

Sappho connut aussi l'amitié, et elle la connut tout entière, jusqu'aux regrets qu'elle nous laisse après qu'elle est perdue :

« Latone et Niobé étaient mes amies bien chères ! »

et jusqu'à l'amertume que l'on sent de l'ingratitude de ceux qu'on aimait :

« Tous ceux à qui j'ai fait du bien sont les premiers qui me déchirent. »

Est-il nécessaire d'ajouter qu'elle eut l'amour ardent de son art? Quand cette école poétique qui se forma ou se développa autour d'elle ne l'attesterait pas, voyez les paroles qu'elle adresse à une femme riche et ignorante :

« Tu mourras un jour, et pas un souvenir ne restera de toi après ta vie ; car tu ne connais pas les roses de Piérie, et tu seras obscure dans les demeures d'Hadès, mêlée à la foule des pâles ombres. »

Puisqu'elle aimait la poésie, elle aimait la gloire ; elle y pensa, et elle se la promit comme tous les poëtes. Même le vers où elle exprime cette foi dans l'avenir a un ton d'affirmation et d'autorité remarquable :

« Je dis qu'on parlera de nous dans l'avenir. »

Mais il manquerait quelque chose à Sappho pour avoir été un grand poëte, si elle n'avait pas été saisie du spectacle de la nature, si elle n'avait exprimé jamais que les passions ou les sentiments de son âme, si ses vers par quelque côté n'avaient reflété le monde extérieur, les arbres, les fleurs, les oiseaux. Tous les grands poëtes, même les dramatiques, Eschyle, Aristophane, Shakspeare, Molière aussi, à sa manière,

(1) Catulle dit, en parlant du moineau de Lesbie :

Mellitus erat, suamque norat
Ipsa tam bene quam puella matrem,
Nec sese a gremio illius movebat,
Sed circumsiliens modo huc modo illuc
Ad solam dominam usque pipiabat.

et même Racine, et même Corneille, quoique rarement (1), ont vu et regardé la nature, et en ont mêlé les couleurs aux sentiments de l'âme humaine. On retrouve les impressions de Sappho dans quelques mots épars de ces fragments si courts, débris d'une grande poésie. Déjà nous en avons vu quelques-unes mêlées à d'autres détails; en voici plusieurs encore :

« Une onde fraîche et sacrée murmure alentour parmi les branches des pommiers, dont les feuilles luisantes répandent le sommeil... »

« Étoile du soir, tu réunis ce que l'aurore brillante avait séparé, tu ramènes la brebis, tu ramènes le chevreau, tu ramènes l'enfant à sa mère... »

Byron s'est souvenu de ces vers dans *don Juan*, et les a un peu paraphrasés.

Au reste, Sappho ne décrit pas pour décrire. Les impressions qu'elle a reçues sans les chercher se mêlent naturellement dans ses vers à ses sentiments et à ses idées. Voici assurément le plus charmant exemple de ces images heureuses, instinctives, irréfléchies, dans lesquelles la poésie de la nature s'ajoute à la poésie du cœur :

« Élevez ces portes !
O hyménée !
Ouvriers, élevez ces portes !
O hyménée !
L'époux s'avance, pareil à Mars !
O hyménée !
Il est plus grand que les plus grands !
O hyménée ! »

« Et plus fier au-dessus des autres qu'un chantre de Lesbos au-dessus des chantres étrangers !...

« Comme un doux fruit rougit sur la plus haute branche,

« Et tout en haut sur la plus haute ; et on l'a oublié en faisant la cueillette ;

« Non, on ne l'a pas oublié, mais on n'a pu l'atteindre... »

(Telle la jeune fiancée ?...)

« Comme l'hyacinthe que les pasteurs, dans les montagnes, foulent sous leurs pieds, et la belle fleur est brisée !... »

(Telle la jeune épouse et sa virginité ?...)

La première partie de ce fragment d'épithalame était prononcée sans doute par le chœur des jeunes garçons ; la seconde partie, par le chœur des jeunes filles. Si l'on nous passe le rapprochement, le début présente une ressemblance frappante avec les chants du dimanche des Rameaux :

« Élevez vos portes, princes ! portes éternelles, élevez-vous ! et le roi de gloire entrera ! Qui est ce roi de gloire ? c'est le Seigneur fort et puissant, le Seigneur invin-

(1) Cette obscure clarté qui tombe des étoiles. — (Corneille, *le Cid*.)

Et quelques vers de *Psyché*, çà et là.

Oh ! que ne suis-je assise à l'ombre des forêts ! (Racine, *Phèdre*.)
Il donne aux fleurs leur aimable peinture, etc. (*Athalie*.)

Et quelques vers du *Paysage de Port-Royal*.

« Il fait noir comme dans un four. Le ciel s'est habillé ce soir en Scaramouche, et je ne vois pas une étoile qui montre le bout de son nez. » — (Molière, *le Sicilien*.)

Et plusieurs passages de *Psyché* et des intermèdes.

cible dans les combats. Élevez vos portes, princes! portes éternelles, élevez-vous! qui est ce roi de gloire? (1) etc. »

Il y a dans Sappho plusieurs autres débris d'épithalames :

« Salut, fiancée! salut, beau fiancé! salut!... »

« Heureux époux! voilà les noces terminées suivant ton désir; et tu possèdes la jeune fille qui faisait ton désir! »

« Nulle autre n'est aussi belle... »

« Comme les étoiles pâlissent autour de la lune éclatante et cachent leurs blancs rayons, lorsque radieuse elle couvre toute la terre de sa lumière argentée... »

« Plus harmonieuse qu'une lyre, plus d'or que l'or (2)... »

L'épithalame, chez les modernes, a été (si toutefois il a été) un genre faux et ridicule, n'étant point né des mœurs nationales et des coutumes publiques; dans l'antiquité, au contraire, ce ne fut pas une des veines les moins fécondes de la poésie. On entrevoit aussi, ce qui surprend d'abord, que le paganisme mettait à la célébration du mariage, quand c'était un mariage bien réel, plus de sérieux que nous. Nous, même avec un appareil religieux plus sévère, il semble que nous ayons toujours dans l'esprit le terrible mot de Beaumarchais : « De toutes les choses sérieuses, le mariage étant la plus bouffonne... » L'antiquité, plus sensée peut-être, sans se contrister et sans ricaner, considérait et célébrait le mariage tout à la fois comme une chose sérieuse et comme une chose gaie.

Quand à Sappho, si elle chanta beaucoup d'hyménées, elle ne paraît pas, pour son compte, avoir beaucoup fêté l'hymen. Elle que nous avons vue tour à tour, avec autant de passion, amante, mère, amie, poëte, et républicaine, s'il est vrai qu'elle conspira et se fit bannir avec Alcée, nulle part ne se montre épouse. Elle aimait aussi beaucoup ses deux frères, et nous savons par Hérodote les réprimandes affectueuses qu'elle faisait à l'un d'eux pour le tirer des mains d'une certaine courtisane avare et rusée; mais son mari, le père de sa petite Cléis, dans aucun des fragments nous ne le trouvons nommé. Aussi, pourquoi s'appeler Cercolas? Au reste, elle fut veuve de bonne heure. Et Phaon, après tout, en admettant que la légende de Phaon se rapporte à notre Sappho, n'est pas nommé non plus dans les vers qui nous sont parvenus. Faut-il en conclure qu'elle n'aima point Phaon et qu'elle n'aima point son mari? Peut-être qu'elle les aima tous les deux.

En regard des épithalames et des chants d'amour, nous trouvons quelques épitaphes et quelques graves pensées :

« Ici est la cendre de Timas, morte avant l'hymen.

« Au lieu de la chambre nuptiale, la sombre demeure de Proserpine la reçut.

« A sa mort, toutes ses compagnes firent tomber avec le fer rapide leur gracieuse chevelure sur son tombeau. »

« ...Oui, mourir est un mal; s'il n'en était pas ainsi, les dieux aussi mourraient. »

Et cependant la vie est-elle un bien? — Non, répond une autre épitaphe :

« Au pêcheur Pélagon. Son père Mnèsiscos a fait mettre sur son tombeau ce filet et cette rame en souvenir de sa misérable vie. »

(1) Attollite portas, principes, vestras! et elevamini, portæ æternales, et introibit rex gloriæ! etc. Ps. 23.

(2) J'aurais mis *plus dorée*, si l'on pouvait dire que l'or fût *doré*; cela eût été moins exact.

On voit là une nuance nouvelle de cette poésie. Sappho a quelquefois l'accent des gnomiques :

« La richesse sans la vertu, dangereux hôte; mais le mélange de la vertu et de la richesse, c'est le suprême bonheur. »

C'est ce qui explique que l'on trouve chez elle quelques proverbes :

« Ne remue pas les tas de pierres... » « Chez moi ni miel ni mouche à miel. »

On y rencontre aussi quelques fragments d'élégie :

« Le bel Adonis expire, ô Cythérée! que faire? Frappez votre sein, ô vierges! et déchirez vos vêtements. »

Elle avait composé encore des hymnes, des chansons et des épigrammes. Ses poésies formaient neuf livres. Que de regrets pour nous! on vient de voir ce qui en reste (1).

III

Telle fut Sappho. Cette femme, en un mot, ne fut qu'amour : amour idéal ou amour sensuel? de son temps on ne faisait pas ces distinctions. On ne savait encore d'autre psychologie que celle d'Homère, qui mêle et qui confond sans cesse, plus philosophiquement qu'on ne pense, l'estomac et le cœur, les sentiments et les appétits. Platon n'était pas venu encore isoler l'esprit dans la tête, le courage dans la poitrine, et reléguer les appétits dans le ventre, à peu près comme dans sa

(1) Afin que cette étude contienne tous les fragments de Sappho connus jusqu'à ce jour, j'ajoute ici ceux que je n'ai pas insérés dans le texte. Je ne laisse de côté que quelques mots détachés ou frustes dont le sens est incertain, et une épigramme (inscription) sans intérêt :

« J'ai conversé en songe avec la déesse de Cypre... »

« Et toi, beau serviteur, amour!... venant du ciel dans un habit de pourpre... »

. . . . Cupido
Fulgebat crocea candidus in tunica. — (Catulle, 68.)

« Plus amoureux que Gello elle-même!... »

« Pour la fille de Polyanax, bien du plaisir! »

« ... Ses pieds étaient couverts de lanières brodées, chef-d'œuvre de la Lydie. »

« ... Le cratère était mêlé d'ambroisie : Mercure prit un vase pour verser aux dieux. »

« ... On dit qu'un jour Léda trouva un œuf enveloppé de bandelettes de couleur d'hyacinthe. »

« ... Mars se retira, ayant menacé d'emmener Vulcain de force. »

« ... Ce portier a des pieds de sept aunes; ses semelles sont faites de cinq peaux de bœuf, et sont l'ouvrage de dix cordonniers. »

« ... Celui qui est beau sera bon, celui qui est bon sera beau. »

« ... A vous qui êtes belles, à vous ma pensée, ma pensée fidèle à jamais! »

« ... Venez ici, Grâces voluptueuses, Muses à la belle chevelure... »

« ... Et vous, chastes Grâces aux bras de rose, venez, filles de Jupiter. »

« ... Non, jamais, dans aucun temps, une jeune fille mieux douée pour la poésie ne verra la lumière du jour. »

« ... Messager du printemps, rossignol aux chants harmonieux! »

« ... Et toi, fille de Pandion, hirondelle aimable, que me veux-tu? »

« ... Ainsi les Crétoises autrefois agitaient en cadence leurs pieds légers autour de l'autel d'amour, et foulaient mollement la fleur du tendre gazon. »

« ... Des lentilles d'or poussaient sur les rivages. »

« ... Leur cœur s'est glacé, ils laissent tomber leurs ailes. »

« ... Un noir sommeil se répand sur leurs yeux et les tient pendant la longue nuit. »

République il relègue au troisième rang le peuple ouvrier. Vers l'an 590 avant notre ère, on ne savait pas analyser tout cela, et dans la poésie non plus que dans la vie on ne subtilisait l'amour. Sappho aima donc à la manière des dieux homériques, mais sans pouvoir, comme Jupiter sur le mont Ida, s'envelopper au besoin d'un nuage d'or (1).

Au surplus, païenne ou chrétienne, il est clair que Sappho eût toujours aimé de même. Seulement son amour eût pu changer d'objet. Qui sait ce que Sappho chrétienne eût été? Peut-être elle eût été sainte Thérèse. L'hystérisme et le mysticisme ont des rapports cachés, mais réels; l'un et l'autre parlent quelquefois la même langue, et produisent des phénomènes presque pareils. Nous avons cité le *Cantique des cantiques*, que l'un ou l'autre explique également. Qu'on lise aussi, par curiosité, les lettres de direction spirituelle écrites par le sévère Bossuet à la sœur Cornuau et à d'autres pénitentes : à voir les détails étranges de ses métaphores mystiques, on croirait qu'il n'ignore pas la chair; cependant la pureté de Bossuet est, comme celle de Socrate, incontestable à nos yeux. Qu'on lise Fénelon et Mme Guyon; mais surtout qu'on lise sainte Thérèse elle-même, puisque nous l'avons nommée, on y trouvera mille passages comme ceux-ci, qui, ce me semble, ne continuent pas mal les citations de Sappho :

« Je sens que le divin époux est en moi ou que je suis abîmée en lui. Et dans cet état, mon âme se trouve tellement suspendue, qu'elle pense être hors d'elle-même; la volonté aime, la mémoire s'évanouit, l'esprit se perd... C'est une joie qui n'est ni toute sensible ni toute spirituelle... »

.... « O mon Seigneur et mon Dieu, dont la vue fait la félicité des anges, mon cœur se fond comme la cire au feu de votre divin amour !... »

... « Peu s'en faut que je ne me sente entièrement défaillir; je suis comme évanouie, à peine puis-je respirer; toutes mes forces corporelles sont si affaiblies, qu'il me faudrait faire un grand effort pour pouvoir seulement remuer les mains; mes yeux se ferment d'eux-mêmes, et, s'ils demeurent ouverts, ils ne voient presque rien... »

... « L'âme, dans ces ravissements, semble ne plus animer le corps. Il sent que la chaleur naturelle l'abandonne et devient tout froid, mais avec un plaisir inconcevable... »

... « C'est un martyre délicieux... »

... « J'en suis accablée. Cela me réduit en un tel état, que celles de mes sœurs qui viennent à moi... disent qu'elles me trouvent sans pouls; les jointures de mes os se relâchent; mes mains sont si roides, que je ne les saurais joindre, et la douleur que je sens dans les artères et dans tout le reste du corps est si violente, qu'elle continue jusqu'au lendemain, et qu'il semble que toutes les parties de mon corps n'aient plus de liaison les unes avec les autres... »

... « Mais cette peine est si agréable, qu'il n'y a point dans le monde de contentement qui en approche, et l'âme voudrait pouvoir sans cesse mourir d'une blessure si favorable... Oh! combien de fois, étant dans cet état, me suis-je souvenue de ces paroles de David : *Comme la biche soupire avec ardeur après les eaux des torrents, ainsi mon âme soupire après vous, mon Dieu !* »

(1) *Iliade*, XIV. — Qu'on se rappelle aussi, entre mille autres passages, au IVe chant de l'*Odyssée*, les paroles adressées par Calypso à Mercure, qui vient de lui ordonner, de la part de Jupiter, de renoncer à Ulysse; il n'est pas question là d'amour psychologique : « Dieux méchants que vous êtes! dit-elle, et jaloux par-dessus tous! qui enviez aux déesses le plaisir de coucher ouvertement avec les hommes, lorsque l'une d'elles s'est fait un amant. » — Et encore l'entrée en matière de Mars avec Vénus, *Odyssée*, VIII, 292

... « J'ai vu un ange à mon côté gauche dans une forme corporelle. Il était petit, d'une merveilleuse beauté, et son visage étincelait de tant de lumière, qu'il me paraissait un de ceux de ce premier ordre qui sont tout embrasés de l'amour de Dieu et que l'on nomme Séraphins. Cet ange avait en la main un dard qui était d'or, dont la pointe était fort large et qui me paraissait avoir à l'extrémité un peu de feu. Il me sembla qu'il l'enfonça diverses fois dans mon cœur, et que, toutes les fois qu'il l'en retirait, il m'arrachait les entrailles et me laissait toute brûlante d'un si grand amour de Dieu, que la violence de ce feu me faisait jeter des cris, mais des cris mêlés d'une si extrême joie, que je ne pouvais désirer d'être délivrée d'une douleur si agréable. »

On le voit, l'objet seul de l'amour est changé ; mais c'est le même amour, la même ardeur, les mêmes transports. Sous le ciel de l'Espagne plein de soleil, comme sous le ciel de l'Éolide, dans cet air doux et parfumé ; soit après les banquets couronnés de roses où l'on s'enivrait de vin de Lesbos au milieu des chansons et des lyres, ou après ces jeûnes du cloître qui affaiblissaient le cerveau, excité ensuite par les chants de l'orgue ou par le silence ; soit dans ces belles îles de la mer Égée et de la mer Ionienne, toutes verdoyantes, comme le disent les poëtes, d'épais ombrages ennemis de l'innocence, ou dans ces couvents d'Avila et d'Alba, aux ombrages mystérieux aussi, aux préaux solitaires pleins de rêverie, aux cellules discrètes, comment défendre son âme ou ses sens contre la passion, érotique ou séraphique, et contre les dards enflammés ?

Quoi qu'il en soit de ce rapprochement, c'est la passion de Sappho qui fit son génie. Il faut remarquer ce phénomène : les impressions mêmes de la volupté physique, recueillies et épurées par l'imagination, servent aussi à la poésie, en devenant, pour ainsi dire, matière morale. L'esprit dégage des éléments grossiers l'élément pur et spiritualise la matière ; les sensations venues du corps prêtent des couleurs à l'idéal : elles sont comme cette vase lumineuse qui est, dit-on, répandue dans le ciel, et dont se forment les étoiles.

Née de la passion, la poésie de Sappho est franche et vraie, et n'a rien de factice. La plupart des autres lyriques que nous connaissons, Pindare et Horace même, eurent tour à tour une inspiration vraie et une inspiration factice, si l'on peut parler ainsi. Dans le génie ou le talent de chacun de ces deux poëtes, on distingue deux veines bien diverses. Une partie de la poésie de Pindare était en quelque sorte officielle, c'est celle que nous possédons ; l'autre partie, dont il ne reste presque rien, exprimait les passions ou les émotions personnelles du poëte. Chez Horace, comme le dit très-bien un illustre critique, « l'enthousiasme lyrique n'est vrai que dans l'expression de la volupté, car il n'y a plus même d'amour. » Tantôt c'est une poésie naturelle, tantôt, et plus souvent, ce n'est qu'une poésie littéraire. Sappho eut le bonheur de naître lorsqu'il n'y avait pas encore de poésie littéraire ; la sienne fut toujours naturelle, dans la plus large acception du mot. La lyre, pour Sappho, n'était pas une métaphore ; elle prenait cette lyre dans ses mains pour se distraire de la passion qui l'agitait pendant les longues nuits solitaires, comme Achille, dans l'Iliade, prend la sienne pour se distraire de sa douleur. Elle préludait ; son âme et ses nerfs tressaillaient ; elle exaltait son amour et son désir au lieu de s'en distraire ; elle brûlait, elle pâlissait, elle devenait *plus verte que l'herbe ;* alors des chants entrecoupés s'exhalaient de ses lèvres, de ses lèvres toutes tremblantes, toutes frémissantes de baisers inassouvis. Toute cette fureur du désir passait dans ses vers ; le rhythme alors n'était pas une entrave ; le rhythme, au contraire, la soulageait. Comme les chants d'Électre assoupissaient Oreste, le rhythme la berçait, la calmait, l'apaisait : sa passion, d'abord surexcitée, s'affaissait enfin par son excès même ; la lassitude

venait, sinon le repos, jusqu'à ce que cette fureur se réveillât encore, pour appeler de nouveau, avec des cris douloureux et peut-être pleins de délices, comme ceux de sainte Thérèse, l'ingrat ou l'ingrate qui la délaissait ?

Voilà ce que fut sa poésie, complète et complexe comme la nature humaine elle-même, composée d'âme et de corps. Aussi cette poésie nous ravit-elle, parce qu'elle nous saisit à la fois par l'imagination et par les sens, parce qu'elle nous présente, sous une forme élevée et puissante, le divin mélange du réel et de l'idéal.

Pour ce qui regarde la langue grecque, Sappho contribua à l'enrichir et en même temps à la fixer. L'expression dans Homère est flottante, à grands plis; Sappho l'ajusta, la serra, mais sans gêner la grâce, et seulement comme le rhythme lyrique le demandait. Elle diversifia ce rhythme. Elle composa des hymnes, des odes, des élégies. Elle mêla à son langage choisi les charmes de la prononciation et du dialecte éoliques. Toute l'antiquité admira la Lesbienne presque à l'égal d'Homère, presque au-dessus de Pindare. Je remplirais plus d'une page des noms seuls de ceux qui la vantent. Je me contenterai de citer Aristote, Platon et Plutarque : Aristote, parce que son expression vient encore à l'appui de la thèse que nous avons posée : « Les Mityléniens honorent Sappho, quoiqu'elle soit une femme ; » Platon, qui, dans le *Phèdre,* la met au nombre des sages, mais ce mot *sage,* en grec, voulait dire tant de choses ; et Plutarque, qui devient poétique en parlant d'elle : « En vérité, dit-il, ce que cette femme chante est mêlé de feu. » Il faut ajouter encore l'appréciation remarquable du grammairien Démétrios, qui loue Sappho d'avoir su employer convenablement l'hyperbole, l'anadiplose, l'anaphore, la métaphore, la parabole et la métabole.

Mais qu'avons-nous besoin de ces témoignages? Il suffit de lire le peu qui nous reste d'elle, pour sentir combien elle fut un grand poëte, pour l'admirer avec amour. M. Boissonnade, après avoir relevé l'étourderie de Laharpe, qui dit lestement : « Nous n'avons qu'une douzaine de vers de Sappho, » et mentionné, outre les deux grands morceaux, les fragments épars que nous venons de traduire, résume tous les jugements par cette citation charmante :

O suavis anima, quale te dicam bonum
Antehac fuisse, tales quum sint reliquiæ!

Halcyonius, savant du XVIe siècle, dans un dialogue latin, fait parler ainsi Jean de Médicis, qui fut plus tard Léon X :

« J'ai entendu dire dans mon enfance à Démétrios Chalcondyle, homme très-savant dans les lettres grecques, que des prêtres chrétiens avaient eu assez de crédit auprès des empereurs byzantins *pour obtenir d'eux la faveur de brûler en entier un grand nombre d'ouvrages des anciens poëtes grecs*, qui contenaient des peintures amoureuses et des sentiments licencieux, et qu'ainsi furent détruits les comiques Ménandre, Diphile, Apollodore, Philémon, Alexis, et les lyriques Sappho, Érinne, Anacréon, Mimnerme, Bion, Alcman, Alcée. On les remplaça, ajoutait-il avec un peu de malice, ce semble, par les poëmes de notre Grégoire de Nazianze, qui, pour inspirer des sentiments plus religieux, ne peuvent pas prétendre cependant à une élégance aussi attique. Si ces prêtres ont été honteusement impies envers les poëtes grecs, ils ont donné un grand témoignage de piété catholique. »

On vient de lire les poésies de Sappho, éclairées par ce que nous savons de sa vie et des mœurs grecques : que conclure? Que Sappho fut une courtisane et une Lesbienne, mais une femme d'une âme élevée, d'un noble cœur, et un grand poëte. En un mot, idéalisez le plus possible une de ces courtisanes dont nous avons décrit

l'éducation intellectuelle et physique si complète et si raffinée; douez-la d'une âme inspirée, d'une imagination ardente et de cette faculté particulière qui produit le style : vous aurez Sappho. On a vu que cette alliance déplorable de tant de corruption et de tant de génie s'explique par la constitution même de la société antique, dans laquelle la femme ne pouvait prendre part à la vie littéraire et publique qu'à la condition de mettre toute pudeur sous ses pieds. Les courtisanes seules pouvaient devenir musiciennes, poëtes ou philosophes; elles seules pouvaient s'instruire et cultiver leur esprit dans ces écoles où l'art était un appendice à la science de la volupté, et où la prostitution même prenait les proportions de l'art; elles seules pouvaient, au sortir de ces écoles, s'attacher aux pas d'un artiste ou d'un philosophe, et profiter de ces entretiens subtils ou de ces leçons élevées qui achevaient de développer leur intelligence virilement; elles seules pouvaient prendre rang dans le monde, comme nous dirions aujourd'hui, ou, pour mieux dire, elles seules pouvaient être les premiers éléments de ce que plus tard on a appelé le monde. Elles seules enfin pouvaient devenir fameuses et faire parler d'elles soit en mal, soit en bien, tandis que nous avons entendu Périclès déclarer solennellement que, pour les femmes vertueuses, l'un et l'autre était également à redouter.

ÉMILE DESCHANEL.

REVUE LITTÉRAIRE.

DES DERNIERS TRAVAUX SUR L'HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE.

La fécondité de l'école historique est inépuisable : chaque année, chaque jour nous apporte des recherches nouvelles sur quelque grande époque du développement de l'esprit humain. Pendant que nous voyons s'achever sous nos yeux la glorieuse conquête de l'antiquité grecque, pendant que les dignes héritiers des Colebrooke et des Abel Rémusat continuent celle du monde oriental, l'histoire de la philosophie moderne excite à son tour une vive curiosité, et provoque de toutes parts de savantes investigations. Nous ne connaissions jusqu'à ce moment la philosophie allemande que par des esquisses imparfaites ; M. Willm nous en donne enfin une véritable histoire (1). Bien que les écoles du XVIIe siècle nous soient devenues presque familières, M. Damiron a pensé avec raison qu'il y avait encore à glaner utilement dans ce champ plusieurs fois moissonné, et il a embrassé dans un tableau complet les personnages les plus illustres et les interprètes les plus humbles de la philosophie cartésienne (2). La renaissance a aussi ses historiens : nous signalions récemment, à l'attention et à l'estime du public, les curieuses et savantes recherches de M. Bartholmess sur Giordano Bruno. D'autres travaux se préparent, qui acquitteront envers Ramus et Telesio la dette de la philosophie. Le moyen âge enfin, tant dédaigné de nos pères, sort des ténèbres où l'avaient condamné trois siècles d'injuste oubli. Un écrivain qui porte un beau nom, et qui cherche à l'illustrer encore dans les travaux de la science, M. le duc de Caraman, sans se demander si une histoire générale de la philosophie du moyen âge n'était pas un peu prématurée, s'est jeté avec ardeur dans les périls de cette entreprise (3). Une tentative encore plus vaste, l'histoire entière

(1) *Histoire de la Philosophie allemande* depuis Kant jusqu'à Hegel, par J. Willm.

(2) *Essai sur l'histoire de la philosophie en France au dix-septième siècle,* par M. Ph. Damiron. — 2 vol. in-8°.

(3) *Histoire des révolutions de la philosophie en France pendant le moyen âge jusqu'au quinzième siècle*, par M. le duc de Caraman, 3 vol. in-8°.

de la philosophie, avait été commencée par le savant et regrettable M. de Gérando. La mort l'avait arrêté à moitié chemin; mais un noble sentiment de piété filiale vient au secours de nos regrets, et nous donne l'utile complément de l'œuvre interrompue (1). Les deux volumes publiés aujourd'hui par le digne héritier du nom et des lumières de M. de Gérando nous conduisent jusqu'à Spinoza ; les deux qui restent à paraître atteindront les premières années de notre siècle.

Ce siècle est à peine arrivé à la moitié de son cours, et sa philosophie a déjà des historiens, des critiques, qui ressemblent trop souvent à des détracteurs. M. l'abbé de Valroger lance un gros volume contre le rationalisme contemporain (2). C'est toujours ce même fantôme épouvantable que d'autres pieux écrivains évoquent sous le nom de panthéisme. M. Armand Fresneau s'engage dans cette croisade sainte, et le premier gage que donne au clergé ce jeune et ingrat nourrisson de l'Université est une petite brochure contre l'éclectisme (3); mais nous voilà descendus des calmes régions de la science sur le terrain de la polémique : laissons là les pamphlets et revenons à l'histoire.

Tout le monde s'accorde, amis et ennemis, à faire honneur à M. Cousin de l'impulsion heureuse et puissante qu'a reçue de nos jours l'histoire de la philosophie. Au moment où se publient pour la troisième fois ces leçons fameuses (4), dont près de vingt années n'ont pu effacer le souvenir, il faut rendre à l'illustre écrivain ce témoignage, que tous les grands travaux qui ont ranimé sous nos yeux les plus belles époques de la pensée humaine, restauré tant de magnifiques monuments, restitué tant de vastes systèmes, jeté dans le torrent de la circulation intellectuelle tant d'idées nobles et fécondes, remis en honneur les glorieux noms de Platon et d'Aristote, de Plotin et de Proclus, d'Abailard et de saint Thomas, de Vanini et de Bruno, de Malebranche et de Leibnitz, tout cet immense labeur de critique historique et de résurrection intelligente par où se distingue et s'honore notre siècle, tout cela date du mémorable enseignement de 1828 et 1829. C'est là que pour la première fois en France l'histoire de la philosophie a été rattachée à tous les mouvements de la civilisation, aux phases diverses des institutions politiques et sociales, aux symboles changeants des cultes, à la formation progressive et à la lente décomposition des institutions religieuses, au développement des lettres et des arts, et jusqu'aux variations des climats; c'est là aussi qu'a été tracé pour la première fois un cadre systématique de l'histoire de la pensée humaine, et qu'on a vu cette multitude prodigieuse de doctrines qui, dans leur variété, leurs contradictions et leurs excès, pouvaient paraître un amas confus de conjectures vaines et d'extravagantes rêveries, se dérouler avec grandeur dans un ordre admirable, former des familles naturelles d'idées, se classer sous un petit nombre d'espèces distinctes, se développer sous des lois simples, réfléchir le mouvement à la fois libre et harmonieux de l'intelligence humaine, s'agrandir, se perfectionner, se purifier avec elle : variété merveilleuse de pensées, qui se combattent sans cesse les unes les autres, sans pouvoir jamais se détruire, destinées qu'elles sont à se réconcilier un jour, et dont chacune vient, pour ainsi dire, présenter pour sa part à la philosophie du XIXe siècle son tribut de vérités impérissables.

Ce sont ces grandes vues, alors entièrement nouvelles pour la France, et qui se

(1) *Histoire comparée des systèmes de philosophie*, par M. de Gérando. Deuxième partie, 4 vol. in-8°.

(2) *Études critiques sur le rationalisme contemporain*, par l'abbé de Valroger.

(3) *L'Éclectisme*, par Armand Fresneau.

(4) *Cours de l'histoire de la philosophie moderne*, par M. Cousin. Deuxième série, 3 vol. in-18. Éd. Hauman et comp., à Bruxelles.

décoraient par surcroît du prestige éblouissant d'un magnifique langage, qui ont allumé dans la génération nouvelle la noble flamme de l'enthousiasme philosophique et répandu le goût des vastes entreprises dans le domaine de l'histoire et dans celui de la science. On sait que l'éloquent professeur mêlait à ses idées générales sur le développement de l'esprit humain quelques opinions particulières qui ont soulevé de violentes oppositions. Laissons l'auteur expliquer lui-même les motifs qui l'ont décidé à maintenir le fond de toutes ses opinions. « Sur ces trois volumes, dit-il, le premier qui contient les leçons de l'été de 1828, se ressent, il faut l'avouer, de la précipitation avec laquelle M. Guizot et moi nous crûmes devoir faire usage de la parole qui nous était rendue. Faute du temps nécessaire à une juste préparation, je dus prendre un sujet très-général; je présentai une introduction à l'histoire de la philosophie, où les plus hautes questions étaient abordées avec bonne foi et courage, et les solutions qu'en donnait la philosophie nouvelle exposées à grands traits, mais non véritablement établies. Il faut bien aussi se mettre un peu à notre place et se rappeler ce temps si différent du nôtre. L'esprit public avait fait de nos chaires autant de tribunes. Depuis la scolastique, il n'y avait pas eu d'exemple d'aussi nombreux auditoires dans le quartier latin. Cette foule immense agissait inévitablement sur le professeur. Ajoutez qu'aussitôt prononcée, chaque leçon, à peine revue, paraissait bien vite et se répandait. Malgré tout cela, encore aujourd'hui, je maintiens comme vraies toutes les idées fondamentales de ces premières leçons. Mais, sans venir ici témoigner contre moi-même, je n'ai pas besoin d'une grande modestie pour reconnaître qu'il s'y trouve des propositions hardies, ou plutôt des excès de langage, échappés à l'ardeur de l'improvisation, et que j'aurais fait disparaître sans hésiter, si la calomnie, en les envenimant, ne me les avait rendus irrévocables. L'honneur ne m'a pas permis de me corriger, et j'ai dû tout conserver pour n'avoir pas l'air de rien dérober à une critique ennemie. Je n'ai donc changé que des détails sans importance; les passages incriminés subsistent, avec quelques éclaircissements, tirés de mes propres écrits, antérieurs ou postérieurs à mes leçons. »

S'il est incontestable que M. Cousin, par ses vues générales comme par les belles applications qu'il en a données, est le promoteur de l'école historique, il n'en faut pas moins rendre justice à certains écrivains, qui, sans posséder la même puissance d'initiative et d'entraînement, ont eu pourtant le mérite de paraître avant lui dans la carrière. Dès l'an 1802, M. de Gérando avait eu l'idée de rattacher l'histoire entière de l'esprit humain à la question de l'origine de nos connaissances. Le point de vue était étroit et l'horizon singulièrement borné; M. de Gérando sentit le besoin de l'élargir, et il publia, en 1822, le commencement d'une histoire complète de la philosophie. Si on laisse de côté l'essai superficiel de Deslandes, M. de Gérando a l'honneur d'avoir élevé le premier à l'histoire de la pensée humaine un monument digne d'elle, et d'avoir essayé pour la France ce que Brucker a fait pour l'Allemagne.

L'ouvrage de 1822 ne comprenait que quatre volumes et s'arrêtait à la scolastique; mais M. de Gérando, en mourant, laissait quatre autres volumes à peu près terminés, qui atteignent jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. Si la première partie de cet estimable ouvrage est aujourd'hui considérablement dépassée, il est à craindre que la seconde n'arrive un peu tard. Nous croyons cependant qu'on y trouvera sur les origines encore mal débrouillées de la philosophie moderne plus d'une recherche utile, plus d'un précieux renseignement. La critique, sans être forte, est toujours éclairée et judicieuse; le style, facile et sain, n'est pas dépourvu de quelque élégance, et l'ouvrage entier est pénétré de ce noble esprit de liberté, d'humanité, de tolérance, que M. de Gérando avait hérité des grands esprits du XVIIIe siècle, et qui s'était étendu et purifié, sans s'affaiblir, au milieu du nôtre.

Nous trouverons tout à l'heure dans les ouvrages de M. Willm et de M. Damiron de

quoi remplir les lacunes que laisse M. de Gérando dans l'histoire de la philosophie cartésienne et de la philosophie allemande. Nous sommes beaucoup moins en mesure pour compléter celle de la philosophie du moyen âge, car nous n'avons que le livre de M. le duc de Caraman (1). Nous commencerons, toutefois, par complimenter l'auteur sur son courage. Le sujet, en effet, est aussi difficile que magnifique. Décrire l'enfantement laborieux de la pensée moderne, suivre les mouvemens et les progrès de l'esprit humain à travers les agitations violentes d'une société toute guerrière, assister aux disputes de l'école et aux jugemens des conciles, comprendre des dialecticiens tels qu'Abailard, des docteurs tels que saint Thomas, peindre des caractères comme saint Bernard et Héloïse, voilà une œuvre dont l'attrait peut séduire les plus ambitieux et la hauteur effrayer les plus hardis. Il semble que, pour réussir dans une pareille entreprise, il faille s'être éprouvé sur de moindres sujets ; et la sagesse conseillerait peut-être, avant d'embrasser un si grand ensemble, de s'essayer sur quelques parties, afin de prendre plus de confiance dans ses forces et d'en donner aussi au lecteur. M. de Caraman n'a pas été arrêté par ce scrupule. Nouveau venu dans la science, il a dit comme le Cid :

> Je suis jeune, il est vrai; mais aux âmes bien nées,
> La valeur n'attend pas le nombre des années.

Je voudrais pouvoir continuer la citation et dire avec Corneille à M. le duc de Caraman que son coup d'essai est un coup de maître; mais, en conscience, de tels exploits sont impossibles dans l'histoire de la philosophie. Les livres et les écoles du moyen âge imposent à leur historien deux conditions absolument indispensables : d'abord, une connaissance approfondie de la philosophie ancienne, particulièrement des écrits d'Aristote ; puis une science théologique, puisée aux sources les plus abondantes et les plus pures. La philosophie du moyen âge n'est autre chose, en effet, que le mélange variable et divers de ces deux élémens. A ces conditions j'en ajoute une troisième, qui ne me paraît pas moins nécessaire que les autres : c'est une critique assez forte pour peser toutes les idées au poids de la vérité, et assez libre pour dominer les controverses religieuses comme les disputes philosophiques. Je ne voudrais rien dire de trop sévère à M. de Caraman, qui est incontestablement un esprit modéré et un écrivain sincère et consciencieux ; mais je lui demanderai à lui-même s'il se croit bien sûr de réunir les trois conditions que je viens de dire. Sait-il à fond la philosophie ancienne? Est-il un peu théologien ? A-t-il en philosophie des opinions bien arrêtées, et même, est-il tout à fait philosophe? Je ne puis dissimuler mes doutes sur chacune de ces trois questions. Si M. de Caraman avait beaucoup pratiqué Aristote, nous dirait-il (page 300 du tome I) que l'auteur de la *Métaphysique* a fortifié la théorie abstraite des idées, lorsqu'il est bien connu qu'il employa sa vie à la détruire? N'aurait-il à nous offrir sur la magnifique démonstration que donne Aristote, dans sa *Physique*, de l'existence d'un premier moteur, rien de mieux que ce galimatias à peu près inintelligible : « Aristote explique l'existence de Dieu par une série ascendante de mouvements qui naissent les uns des autres, et s'arrêtent tous à un premier moteur qui, lui-même immobile, est la cause et la raison de tout ce qui est. » Si M. de Caraman avait eu le temps de jeter les yeux sur le chapitre que Diogène Laërce consacre à Pyrrhon, nous présenterait-il (page 30) la doctrine de ce grand sceptique comme une modification des systèmes d'Aristote et de Platon ?

(1) Il serait injuste de ne pas mentionner ici les consciencieuses recherches de M. Rousselot : *Études sur la philosophie au moyen âge*, 3 vol. in-8°.

Mais laissons là l'antiquité que M. de Caraman n'a voulu qu'esquisser. Lisons avec lui le morceau qu'il consacre à saint Anselme, cet illustre personnage que notre auteur appelle, dans un style médiocrement élégant, « le premier docteur qui ait brillé d'une manière aussi éclatante dans le champ de la métaphysique religieuse. » Je consens que l'on compare saint Anselme à un astre; mais je demande qu'on ne fasse pas briller cet astre dans un champ. Au surplus, il y aurait trop à faire pour relever ces négligences de style dans M. de Caraman, qui n'a évidemment aucune prétention à écrire; ne parlons que des choses elles-mêmes.

Saint Anselme se recommande à l'attention de l'histoire par deux grands ouvrages: le *Monologium* et le *Proslogium* (1). Le *Monologium* n'est rien moins qu'une tentative d'expliquer par la pure raison le mystère de la sainte Trinité, clef de voûte du christianisme. Il ne s'agit pas seulement de porter quelque lumière dans les ténèbres de ce dogme, comme l'essayèrent autrefois saint Justin et saint Augustin, comme Bossuet l'a depuis entrepris dans ses *Élévations;* il s'agit d'une tentative plus hardie et qui n'a d'analogue que dans les hardiesses contemporaines de Hegel et de M. de Lamennais, je veux parler d'une déduction purement rationnelle, où la Trinité est exposée dans son principe, démontrée et éclaircie dans toute l'économie de ses parties constitutives. Tel est le caractère original du *Monologium,* ce prodige du XIe siècle. Le *Proslogium* est une tentative d'un tout autre genre, et qui a aussi sa hardiesse et son originalité. Saint Anselme, se fondant toujours sur la pure raison, prétend démontrer l'existence de Dieu par les seules ressources de la logique la plus abstraite, et sans s'appuyer sur aucune donnée de l'expérience. C'est dans ce petit livre qu'est déposé l'argument fameux que Descartes et Leibnitz ont repris au XVIIe siècle, et qui consiste à déduire l'existence de l'Être parfait de la seule idée de la perfection. Il est tout simple que Hegel ait remis en honneur cet argument tant combattu par Kant, puisque, pour le père de l'idéalisme absolu, l'idée de l'être est antérieure à l'être lui-même; mais ce qui est vraiment extraordinaire, c'est qu'une pareille conception soit éclose dans l'esprit d'un moine du XIe siècle. Tels sont les deux monuments à qui M. de Caraman avait affaire. Que deviennent-ils, hélas! entre ses mains? Ce que M. de Caraman admire dans le *Monologium,* c'est la démonstration que saint Anselme donne, dans les premiers chapitres, de l'existence de Dieu, démonstration sans originalité, que saint Anselme emprunte à saint Augustin, qui lui-même l'avait puisée dans Platon; ce que M. de Caraman estime d'une médiocre importance, c'est cette entreprise si neuve, si ingénieuse, si hardie, de présenter une déduction purement rationnelle du dogme de la sainte Trinité. Arrivé au *Proslogium,* M. de Caraman n'y voit qu'une suite et un développement du *Monologium,* oubliant qu'il n'y a dans ce dernier ouvrage aucune trace de l'argument original qui constitue le premier. Cet argument lui-même, si subtil et si abstrait, M. de Caraman nous le donne comme une aspiration éloquente. Je gagerais que M. de Caraman n'a pas lu saint Anselme. En général, son érudition est de seconde et de troisième main. Au lieu de lire les monuments eux-mêmes, M. de Caraman lit Brucker. Heureux encore quand il nous donne du Brucker pur, et qu'il ne lit pas l'*Historia critica* à travers le Précis de MM. de Salinis et de Scorbiac.

Disons toute la vérité à M. de Caraman: nous le croyons assez modeste et assez consciencieux pour la pouvoir supporter sans déguisement. M. de Caraman a du goût pour les études historiques; pour occuper ses loisirs, il a pris des notes et fait des cahiers en dépouillant les historiens de la philosophie. M. de Caraman nous donne ses *Oisivetés,* comme faisait Vauban; mais l'illustre maréchal nous présentait sous

(1) Ils ont été récemment traduits l'un et l'autre avec une exactitude intelligente par M. Bouchitté dans un livre intitulé: *Du Rationalisme chrétien.*

ce titre naïf et modeste le fruit des méditations de toute sa vie. M. de Caraman s'est trop pressé d'entrer dans la carrière. Il a peu philosophé. Lui-même, il déclare qu'il n'appartient à aucune école de philosophie. Soit. Il n'est pas nécessaire qu'un auteur soit d'une certaine école et possède un certain système ; mais il est bon qu'il ait des opinions, et il n'est pas mal qu'il ait des idées. Il faut aussi être tout à fait philosophe ou ne pas s'en mêler. Est-ce à un libre penseur que j'ai à faire, quand je vois M. de Caraman s'effaroucher de ce que Scott Érigène niait les peines éternelles, et s'écrier à ce propos : « On voit combien il est dangereux de scruter par les données scientifiques des problèmes à jamais insolubles. » Remarque naïve, digne de la candeur d'un autre siècle, et à laquelle l'auteur ajoute ce conseil plein de prudence : « Nouvelle preuve que la véritable philosophie doit se renfermer dans les limites de l'observation psychologique (page 289, tome I). » Nous engageons au contraire M. de Caraman à être plus hardi, et à s'enfoncer pendant quelques années dans l'étude de la théologie. Qu'il y joigne une étude sérieuse de la philosophie ancienne, des opinions plus décidées, une connaissance plus directe des sources, une critique plus pénétrante, un style plus correct, et il pourra donner un jour au public cette histoire de la philosophie du moyen âge, dont la lecture de son livre fait vivement sentir le besoin.

En passant de M. le duc de Caraman à M. Damiron, nous allons d'un simple amateur de philosophie à un maître éprouvé. Au lieu d'une esquisse superficielle et défectueuse, nous rencontrons une série d'études vraiment approfondies. Voici plus de vingt ans que M. Damiron traçait dans *le Globe*, d'une plume ingénieuse et délicate, l'histoire de la philosophie contemporaine. En face d'un plus grand sujet, le talent de l'auteur, mûri par l'expérience, a pris plus de gravité. A défaut de cet essor et de cet éclat que donne la jeunesse, on y sent la solidité, le poids, le sérieux d'une forte maturité. Personne d'ailleurs n'était mieux préparé que M. Damiron à l'histoire de la philosophie du XVIIe siècle. En même temps qu'il en a fait depuis plusieurs années le sujet de ses leçons à la Sorbonne, le savant professeur a lu à l'Académie des Sciences morales et politiques plusieurs mémoires qui se rapportent tous à quelque disciple illustre ou à quelque grand contradicteur de Descartes. Enfin M. Damiron a été appelé, au nom de la section de philosophie, à juger les résultats du concours proposé par l'Académie sur le cartésianisme. M. Damiron avait donc sous la main trois sortes de matériaux : ses cahiers de professeur, ses mémoires d'académicien et son rapport de juge du concours. En présence de ces richesses, M. Damiron pouvait choisir entre deux partis : l'un, vigoureux et presque héroïque, c'était de laisser toutes ces excellentes choses où elles étaient, et de n'en garder que les pensées les plus générales, pour les faire entrer dans un plan tout nouveau ; l'autre parti, plus modéré, et, il faut le dire, plus commode, c'était de placer ces différentes pièces à la suite les unes des autres, en les rattachant ensemble d'une manière telle quelle, et se confiant, pour en achever l'unité, à l'analogie des matières et à la sagacité des lecteurs.

Il est regrettable que M. Damiron, par une défiance de ses forces qui n'est point fondée, ait reculé devant le premier parti. Descartes l'eût mieux conseillé que sa modestie. Je cite de mémoire les paroles du maître : « Je m'avisai de considérer, dit-il quelque part, que souvent il n'y a pas tant de perfection dans les ouvrages composés de plusieurs pièces qu'en ceux auxquels un plan unique a présidé. Aussi voit-on que les bâtiments qu'un seul architecte a entrepris et achevés ont coutume d'être plus beaux et mieux ordonnés que ceux qu'on a tâché de raccommoder, en faisant servir de vieilles murailles qui avaient été bâties à d'autres fins. Aussi ces anciennes cités qui, n'ayant été au commencement que des bourgades, sont devenues par succession de temps de grandes villes, sont ordinairement si mal compassées, au prix de ces

places régulières qu'un ingénieur trace à sa fantaisie dans une plaine, qu'encore que, considérant leurs édifices chacun à part, on y trouve souvent autant ou plus d'art qu'en ceux des autres, toutefois, à voir comme ils sont arrangés, ici un grand, là un petit, et comme ils rendent les rues courbées et inégales, on dirait que c'est plutôt la fortune que la volonté de quelques hommes usant de raison, qui les a ainsi disposés. »

Partant de là, Descartes n'hésitait pas à abattre sa maison pour la reconstruire. M. Damiron n'a pas eu autant de courage; et en vérité, on ne peut lui en faire un crime, surtout quand on songe que, s'il n'a pas donné au public tout ce qu'on pouvait attendre de son talent, ce qu'il lui a donné est déjà très-considérable. M. Damiron, pour prendre ses termes, a péché non par commission, mais par omission. Je ne dissimulerai pas toutefois que le parti auquel l'auteur s'est arrêté rend le caractère de son travail un peu incertain. Est-ce le cartésianisme qui en fait le sujet? On pourrait le croire en voyant paraître tour à tour Descartes, Malebranche, Spinoza. Mais Leibnitz est absent. L'auteur, il est vrai, ne nous annonce que la philosophie en France; mais, puisqu'il donne place à deux Hollandais, Spinoza et Geulincx, à un Allemand, Clauberg, et à un Anglais, Hobbes, il semble que Leibnitz pouvait avoir son tour, Leibnitz qui a écrit la plupart de ses ouvrages en français, et qui, à tant d'égards, est pénétré de l'esprit de la France. M. Damiron, au surplus, annonce qu'il comblera cette lacune dans un troisième volume. On ne saurait trop l'y engager; et, du moment qu'il sera en train de se compléter, pourquoi ne ferait-il pas une petite place à un cartésien trop méconnu, qui est pourtant un Français, l'auteur mystique et quelquefois profond de l'*Économie divine*, Pierre Poiret? Avec ces deux chapitres nouveaux, l'ouvrage de M. Damiron sera plus près de constituer un tout, et il pourra, sous le titre d'études sur le cartésianisme, former un recueil du plus grand prix.

J'ai d'autant plus le droit de rappeler à M. Damiron avec quelque instance le nom de Poiret, qu'aucun des historiens récents du cartésianisme n'a traité ce personnage avec le soin que méritent l'élévation et l'obscurité de ses idées; or, il semble que le but principal que le savant auteur se soit proposé, c'est de porter la lumière sur les côtés encore inexplorés de la philosophie du XVIIe siècle. Par cet endroit, l'ouvrage de M. Damiron présente une véritable originalité et rend un service notable à l'histoire. On connaissait déjà très-bien les grands cartésiens, comme Malebranche et Spinoza, auxquels on peut joindre Berkeley pour la finesse, la vigueur et l'originalité de son esprit; mais il y a aussi les petits cartésiens, qui ont bien quelques droits à l'attention de la critique. M. Damiron divise ces petits cartésiens eux-mêmes en deux classes. Il y a d'abord ceux qui n'ont d'autre mérite que la docilité, la foi à la parole du maître : M. Damiron les appelle fort ingénieusement les dévots du cartésianisme; par exemple Rohault, Regis, de la Forge, Antoine Legrand, et encore au-dessous, Clerselier. Ceux-là sont aux grands cartésiens ce que sont les grands socratiques aux petits, ce que Cébès est à Platon. Mais entre les disciples originaux du maître, qui tirent de la souche féconde des rameaux d'un jet hardi et vigoureux, et ces reproducteurs serviles d'une pensée qui se glace entre leurs mains, M. Damiron place dans un rang à part certains philosophes, ceux qui, comme Clauberg et Geulincx, ont de la sagacité sans génie, des vues éparses sans système, du talent sans grande originalité. C'est un spectacle vraiment curieux et instructif de voir ces cartésiens du second ordre conduits par la force des choses plus encore que par celle de leur esprit aux mêmes idées qui prennent sous la plume d'un Malebranche et d'un Spinoza l'empreinte de la grandeur. Supposez que l'on rencontre par hasard en ouvrant un livre un passage comme celui-ci : « Nous ne sommes pas réellement des esprits, car alors nous serions Dieu, mais des modes de l'esprit. Otez ces modes, que reste-t-il? Dieu. » En lisant ces lignes, ne les croirait-on pas tirées de l'*Ethique* de Spinoza? M. Dami-

ron les a pourtant trouvées dans Geulincx ; et au surplus, il s'en rencontre de toutes semblables dans Fénélon. Cela prouve bien tout ce qu'il y eut de profondément injuste dans l'anathème lancé par le XVIIe siècle contre Spinoza. Chose curieuse ! au siècle suivant, un homme médiocre, Helvétius, compose un assez méchant ouvrage, le livre *de l'Esprit,* et ce livre a un succès immense. D'où vient ce succès ? De la même cause qui a rendu Spinoza exécrable à tous les cartésiens : c'est qu'il a dit le secret de tout le monde.

On ne peut donner trop d'éloges à cette partie du travail de M. Damiron. Mais ce qu'il faut louer dans tout l'ouvrage, c'est cette pureté exquise, je dirais volontiers cette chasteté de sentimens, cette sérénité, cette noblesse, qui viennent de l'âme, et qui, se communiquant au style, y répandent un parfum d'honnêteté qui pénètre et qui charme. En vérité, M. Damiron n'est pas de son temps. Il en est sans doute par l'étendue et la liberté de ses idées, mais je soutiens qu'il n'en est pas pour le caractère, et j'en trouve la preuve dans trois de ses meilleures qualités : c'est d'abord un scrupule d'exactitude et d'ordre vraiment inouï. L'auteur le porte si loin, qu'il finit par l'exagérer, et cela le conduit à démontrer beaucoup de choses qui n'ont aucun besoin de preuve, à en expliquer d'autres qui gagneraient à n'être pas expliquées, à nous initier à toutes les précautions, à toutes les intentions, à toutes les perplexités de son esprit, à nous dire non-seulement ce qu'il fait, mais ce qu'il pourrait faire, et même ce qu'il ne fera pas. Une autre qualité de M. Damiron, qui n'est pas non plus de notre temps, c'est ce que j'appellerai sa sensibilité morale. Elle est si vive et si abondante, qu'elle donne à sa manière, avec une gravité douce, une sorte d'onction qui rappelle un autre ministère que celui de l'enseignement philosophique. Aujourd'hui nos prédicateurs à la mode font de la politique et du lyrisme. Pour trouver un vrai prédicateur de morale, ce n'est pas à Notre-Dame qu'il faut l'aller chercher, c'est à la Sorbonne ; ce n'est pas M. Lacordaire qu'il faut entendre, c'est M. Damiron. La dernière qualité que je louerai en lui, c'est la candeur. Trouvez-moi un autre écrivain que M. Damiron pour examiner lui-même ses défauts et les confesser au public comme pourrait le faire le chrétien le plus humble au tribunal de la pénitence. Est-ce bien au siècle où nous vivons, dans cette époque de préfaces pompeuses et d'idolâtrie de soi-même, qu'un écrivain du mérite de M. Damiron écrit ces lignes : « Je n'ignore pas, en ce qui me regarde, ce qu'il peut y avoir d'incomplet, de mal orné et de laborieux dans l'œuvre que j'ose livrer aujourd'hui au public ; mais en même temps, je le déclare avec la même franchise, je pense que, grâce aux soins que j'y ai longuement mis et à l'épreuve de l'enseignement public à laquelle elle a d'abord été soumise, elle a, comme je l'ai dit, une solidité qui en assure l'utilité. » Ceci n'est plus seulement de la modestie, c'est de l'humilité chrétienne, et j'ajoute de l'humilité sincère. Il nous faut ici plaider pour M. Damiron contre lui-même, et c'est un honneur qui n'était réservé qu'à lui, que la critique craignît d'être trop sévère à son égard, si elle l'était autant que sa conscience.

Après le cartésianisme, le plus grand sujet que présentent les temps modernes, c'est l'histoire de la nouvelle philosophie allemande. M. Willm, qui vient de l'entreprendre, est, comme M. Damiron, un de ces écrivains qu'on aime à louer, parce qu'on est sûr d'aller toujours au delà de leurs prétentions et qu'on les sait plus jaloux de mériter l'estime que de l'obtenir. Hâtons-nous donc de dire que l'ouvrage de M. Willm est un des travaux les plus étendus, les plus consciencieux et les plus utiles qui aient paru depuis longtemps. En 1836, l'Académie des Sciences morales et politiques mit au concours ce magnifique sujet : 1° Faire connaître par des analyses étendues les principaux systèmes qui ont paru en Allemagne depuis Kant, inclusivement, jusqu'à nos jours ; 2° s'attacher surtout au système de Kant, qui est le principe de tous les autres ; 3° apprécier la philosophie allemande, discuter les principes sur lesquels elle repose,

les méthodes qu'elle emploie, les résultats auxquels elle est parvenue; rechercher la part d'erreurs et la part de vérités qui s'y rencontrent, et ce qui, en dernière analyse, peut légitimement subsister, sous une forme ou sous une autre, du mouvement philosophique de l'Allemagne moderne.

Voilà un cadre merveilleux et qui était tout prêt à recevoir une œuvre de génie. Mais les œuvres de génie ne se commandent pas à terme fixe. L'Académie attendit deux ans, puis deux ans encore, puis enfin quatre ans. En 1844 seulement, elle put disposer de cette couronne qu'elle avait tenue si haut, et, à défaut d'un livre supérieur, elle en honora avec justice l'œuvre excellente d'un critique judicieux. Placé entre l'Allemagne et la France, dans une cité à moitié germanique, Strasbourg, M. Willm, Allemand lui-même par la bonne foi, la droiture, la recherche patiente et désintéressée, tout Français d'ailleurs par le bon sens et la netteté de son esprit, M. Willm, dis-je, était naturellement appelé à donner à la France une histoire de la philosophie allemande. La couronne de l'Académie, en allant le chercher dans l'obscurité laborieuse de sa province, loin de l'éblouir, lui a fait sentir plus vivement ses devoirs envers le public. Il a eu à cœur de perfectionner encore un travail déjà protégé par l'estime d'une illustre compagnie, et c'est ce qui explique que nous n'ayons encore que les deux premiers volumes d'un livre qui en formera quatre. M. Willm a consacré un volume et plus à Kant, comme de raison ; le reste se partage entre Fichte et Jacobi. La suite de l'ouvrage nous donnera Schelling (1), Herbart et Hegel.

Ainsi que M. de Rémusat l'a fait observer dans son remarquable rapport à l'Académie, la division adoptée par M. Willm a quelque chose d'un peu artificiel. D'un côté, la première phase de la philosophie allemande avec Kant et Fichte pour représentants et Jacobi pour contradicteur ; de l'autre, la seconde phase, représentée par Schelling et Hegel, et signalée par l'opposition de Herbart. Cette symétrie est factice; j'ajoute qu'elle est exclusive. A la rigueur, pour répondre au programme de l'Académie, on pouvait s'en tenir à six philosophes éminents; mais cela ne suffit pas pour satisfaire aux conditions qu'impose un titre comme celui-ci : *Histoire de la philosophie allemande,* depuis Kant jusqu'à Hegel. Pourquoi M. Willm n'élargirait-il pas les cadres de son premier travail? Il en est temps encore ; nous l'en prions au nom de sa gloire, qui est intéressée à ce qu'on ne publie pas après son livre un livre plus complet. Est-il possible en vérité d'exclure de l'histoire de la pensée germanique un penseur aussi original et aussi profond que Herder, un critique du mérite de Schleiermacher, un pyrrhonien aussi ingénieux que Schulze, un mystique comme Baader, des écrivains aussi célèbres que Fries, Krause, Bouterweck?

Je vais paraître bien exigeant à M. Willm; mais j'irai jusqu'à le prier de ne pas omettre dans l'histoire des idées de l'Allemagne une intelligence comme celle de Gœthe. Pourquoi priverait-il son œuvre de l'intérêt et de l'éclat qu'y porterait avec lui l'immortel auteur du *Faust?* Gœthe n'est pas seulement un grand poëte, et tout le monde sait qu'il avait le génie de l'histoire naturelle. Mais on sait moins qu'il possédait, sinon le génie, au moins le goût passionné de la grande métaphysique. Qu'on cherche à deviner quelle était la lecture favorite de celui qui a écrit *Werther* et *Wilhem Meister?* C'était l'*Éthique* de Spinoza. Oui, l'*Éthique,* c'est-à-dire la philosophie devenue une algèbre de la pensée humaine. Sous les formules glacées de cette métaphysique abstraite, l'âme de Gœthe sentait l'âme du pauvre Juif cherchant, hors du monde qui le réprouvait, un asile inviolable dans la pensée de l'identité

(1) En attendant cette exposition complète de la première et de la seconde philosophie de M. Schelling, on lira avec intérêt un livre que vient de publier M. Bénard, sous ce titre : *Schelling, écrits philosophiques et morceaux propres à donner une idée générale de son système.*

universelle. C'est que les spéculations audacieuses de la philosophie allemande avaient exercé sur l'esprit de Gœthe une influence décisive, et qui se manifeste à chaque page de sa plus étonnante création.

Il me semble que la philosophie n'aurait rien à perdre, si on ne la séparait pas trop de la littérature, des arts, des idées religieuses et sociales, et en général des grandes affaires de l'humanité. M. Willm, il faut le dire, rend son histoire un peu trop scolastique. Il ne sort pas un seul instant des universités, et son exposition est celle d'un austère professeur. Sans doute, sa méthode est d'une régularité parfaite, mais elle est aussi un peu monotone. Après avoir raconté sèchement la vie de son philosophe, M. Willm prend un à un ses écrits les plus importans et en donne un résumé exact et fidèle; puis il résume ce résumé, et conclut par un certain nombre de remarques, généralement fort judicieuses. C'est à merveille; mais point de ces aperçus qui marquent d'un trait ferme et profond l'idée fondamentale répandue dans une foule d'écrits divers et dans toute la carrière d'un philosophe; point de cette précision supérieure qui saisit corps à corps, non la forme de l'idée, mais l'idée elle-même; point aussi de ces grandes vues critiques qui éclairent, enchaînent, dominent toute une suite de spéculations. Mais n'allons pas nous plaindre trop durement de l'absence de ces idées supérieures. Ce serait accuser la modestie et la bonne foi de M. Willm, qui s'est effacé pour mieux faire paraître ses héros, et a volontairement immolé sa gloire à celle des philosophes de l'Allemagne.

Une partie de son livre, singulièrement intéressante, et qui délasse un peu de la sévérité ordinaire du grave historien, c'est l'exposition de la philosophie de Jacobi. L'auteur de *Woldemar* est le moins allemand des écrivains de l'Allemagne. Il se distingue de ses compatriotes par deux traits qui le rapprochent des philosophes français : il se défie des spéculations trop abstraites et il n'abuse pas des mots d'école. Ce n'est pas lui qui se flatterait comme Hegel de connaître complétement le dernier fond des choses, ou qui définirait Dieu comme Schelling : l'indifférence du différent. Jacobi a passé sa vie à protester contre ce dogmatisme superbe et ces formules un peu creuses. Comme Jean-Jacques Rousseau, il ne veut croire qu'au sentiment. Par là, l'esprit de *Woldemar* est tout semblable à l'esprit d'*Émile*, et cette philosophie sentimentale était bien faite pour avoir du succès dans le monde, puisqu'elle y rencontrait la sympathie des deux sortes de personnes qui décident les grands succès de ce genre, les femmes et les beaux esprits.

M. Willm paraît avoir une prédilection particulière pour Jacobi, et il expose ses idées avec une complaisance où le lecteur trouve fort bien son compte. Je ne veux pas contredire légèrement le savant critique, mais je trouve qu'il est dangereux de donner à la science et à la vie humaine une base aussi mobile, aussi fragile que le sentiment. On arrive ainsi à cet état ambigu où je vois avec peine incliner beaucoup d'esprits distingués de notre temps. On n'est ni pour, ni contre la philosophie. On n'est pas décidément philosophe, et cependant on n'est pas croyant. C'est-à-dire que des deux grands appuis qui soutiennent l'esprit et le caractère, une foi solide et une conviction raisonnée, on ne possède ni l'un ni l'autre, et l'on flotte au hasard dans le vide.

Mais ce que je ne puis surtout pardonner à Jacobi, c'est d'avoir soutenu contre Mendelsohn que toute philosophie fondée sur la raison est nécessairement panthéiste. Ajoutez à cette énormité une seconde proposition qui n'est pas moins fausse et moins dangereuse, savoir que le panthéisme est identique à l'athéisme. Quoi! mon cœur est religieux et ma raison est athée! Quoi! l'athéisme, loin d'être une chimère absurde, est le dernier mot de la raison! Quoi! pour croire en Dieu, il faut commencer par abdiquer cette raison que Dieu nous a donnée, et c'est elle qui nous apprend à nous éloigner de son principe!

Évidemment ce sont là d'insoutenables paradoxes, contre lesquels s'élève la conscience de M. Willm, aussi vivement que la mienne. Ceci m'amène à dire deux mots en terminant de la polémique persistante du clergé contre la raison.

Certains écrivains se sont persuadé de nos jours qu'ils avaient fait une grande découverte en substituant le mot rationalisme au mot philosophie, et en soutenant que le rationalisme conduit nécessairement au panthéisme, lequel, bien entendu, est identique à l'athéisme. On voit maintenant le cas qu'il faut faire de cette merveilleuse invention : c'est la boutade d'un protestant sentimental. Voilà pour la nouveauté de l'idée. Quant au fond, il a été démontré à satiété que soutenir en rigueur que le rationalisme mène à l'athéisme, c'est soutenir que la recherche libre du vrai par les lumières naturelles de la raison aboutit nécessairement à l'impiété, c'est-à-dire qu'il n'y a rien de plus raisonnable que d'être athée et qu'il faut dire de l'athéisme, comme Pascal faisait du pyrrhonisme : C'est le vrai. Battus sur ce point, les écrivains du clergé portent leurs attaques d'un autre côté, et cette évolution de leur polémique est bien marquée dans un livre assez curieux que publie M. de Valroger sur le rationalisme. Il ne me coûte rien de dire que cet ouvrage est celui d'un prêtre éclairé, d'un adversaire très-habile et très-courtois, d'un dialecticien exercé, d'un homme enfin parfaitement renseigné sur les écrits des philosophes contemporains et qui connaît à la fois les personnes et les choses. Mais, sans vouloir discuter aujourd'hui avec M. de Valroger, je me bornerai à cette simple remarque, que pour combattre le rationalisme, il ne serait pas mal que les écrivains du clergé se missent un peu d'accord sur la nature, les droits et les limites de la raison. En ce moment, l'anarchie est au comble. Il y a dans le clergé deux partis tout à fait opposés : l'un, qui veut faire à la raison sa part et la déclare seulement insuffisante; l'autre, qui ne reconnaît à la raison, quand elle est séparée de la foi, aucune base naturelle. C'est un dissentiment bien ancien, qui séparait autrefois Pascal et les grands prélats cartésiens, et qui de nos jours a mis aux prises l'école de M. de Bonald et de M. de Lamennais avec celle du cardinal de la Luzerne et de l'évêque d'Hermopolis. — M. l'abbé Maret enseigne à la Sorbonne et dans ses livres que la raison naturelle a ses droits. M. l'évêque de Montauban les nie, et cette même opinion est soutenue avec une persévérance et une habileté remarquables dans un recueil très-répandu dans le clergé sous le nom d'*Annales de philosophie chrétienne*, et dirigé par un savant homme, M. Bonnetty.

Il est piquant d'assister à cette querelle de famille. M. Maret et ses amis lancent à leurs adversaires ce reproche accablant : Vous êtes lamennaisiens. Sait-on comment ceux-ci ripostent? Par une accusation tout autrement grave : Vous êtes rationalistes. Rationalistes, cela s'entend, c'est-à-dire panthéistes et athées. Mais on n'a pas encore dit ces gros mots.—Y aurait-il de l'indiscrétion à demander à M. de Valroger, qui écrit sur le rationalisme, quel est son avis sur la raison? Je le soupçonne de lui être assez favorable, par où j'entends le louer; mais qu'il prenne garde : s'il continue à être aussi modéré et aussi poli pour la raison, *l'Univers* pourrait bien l'accuser de philosophie.

Nous n'avons rien dit de M. Armand Fresneau et de son petit pamphlet contre l'électisme. C'est un terrible homme que M. Fresneau ! Il faut voir comme, dès la première page de son livre, il traite du haut en bas tous les philosophes passés et présents! M. Fresneau trouve Descartes très-plaisant et Leibnitz assez ridicule. Je ne justifierai pas Leibnitz et Descartes; mais, pour justifier M. Fresneau, je lui demanderai volontiers s'il a quitté depuis bien longtemps le collége. Quand M. Fresneau se sera fait connaître par quelque découverte, comme l'application de l'algèbre à la géométrie, ou le calcul de l'infini, il lui sera permis de le prendre si haut avec Descartes et Leibnitz. Il est vrai que, si M. Fresneau avait découvert quelque chose,

il aurait le ton moins cavalier. Mais il faut une parure à l'extrême ignorance, et c'est l'extrême légèreté.

Puisque j'ai nommé Leibnitz, je saisirai cette occasion de recommander aux réflexions de M. Fresneau ce passage des *Nouveaux Essais :* « Il y a des gens aujourd'hui qui croient qu'il est du bel air de parler contre la raison et de la traiter de pédante incommode. Je vois de petits livrets, des discours de rien, qui s'en font fête... Si ceux qui se moquent de la raison parlaient tout de bon, ce serait une extravagance d'une nouvelle espèce, inconnue aux siècles passés. Parler contre la raison, c'est parler contre la vérité. »

ÉMILE SAISSET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 juillet 1847.

Depuis quelques jours, toutes les préoccupations, toutes les pensées se concentrent sur le drame judiciaire qui se déroule devant la pairie. Cet intérêt exclusif nous a rappelé ce qu'écrivait madame de Sévigné à propos du procès de Fouquet : « On ne parle d'autre chose, mandait-elle à M. de Pomponne, on raisonne, on tire des conséquences, on compte sur ses doigts, on s'attendrit, on craint, on souhaite, on hait, on admire, on est triste, on est accablé. » Moins l'admiration, ces sentiments divers ont agité la conscience publique. Cette fois, la curiosité maligne qu'éveillent d'ordinaire les procès fameux a fait place à une douleur sincère, à une tristesse profonde. Le rang des accusés, la gravité des charges qui pèsent sur leur tête, la lutte inévitable qui, en dépit de leurs premières intentions, s'est engagée entre eux, le contraste de leurs caractères, tout a concouru à porter à son comble l'émotion de chacun. Voici un lieutenant général, pair de France, ancien ministre, placé entre deux accusations, dont l'une l'eût couvert d'ignominie, si elle eût été confirmée. Heureusement elle s'est évanouie. Tout le monde a respiré quand il a été prouvé que, si des préoccupations déplorables avaient poussé dans de grandes fautes un militaire qui avait porté, non sans honneur, l'épée du commandement, du moins le général n'avait pas à rougir d'un de ces actes que l'opinion ne pardonne pas, ne peut pas pardonner. A côté de lui, nous trouvons parmi les accusés un homme qui avait été élevé à l'une des premières dignités de la magistrature et qui a siégé aussi dans les conseils de la couronne. Celui qui est tombé de si haut dans un affreux abîme s'y est débattu avec une inconcevable énergie. De quelles ressources n'a-t-il pas fait preuve dans son interrogatoire! quelle inépuisable verve d'avocat! Les réponses de l'accusé formaient autant de plaidoiries successives. Plus l'accusation devenait pressante, plus elle gagnait de terrain, plus l'orateur qui cherchait à la repousser déployait tous les efforts d'un art consommé. Cependant il est un homme qui assiste à ces luttes si vives avec une sorte de calme sardonique : c'est le troisième accusé, c'est l'auteur de tout le mal. L'arrêt n'est pas rendu, et cet homme est déjà l'objet d'un jugement silencieux et unanime dont seul il a l'air de ne pas s'apercevoir. Enfin il est un quatrième accusé dont l'absence a été le texte de mille commentaires, et paraissait autoriser les plus injurieux soupçons : il n'a pas voulu y rester en butte, et sans reparaître encore, il les a écartés par des communications adressées à la cour des pairs. On sait quelle triste lumière ces pièces mises sous les yeux de la cour ont jetée sur les débats, et à

quel acte de désespoir s'est abandonné celui des accusés pour qui ces preuves nouvelles étaient accablantes. Est-ce assez de détails douloureux, de tragiques incidents? Jamais depuis longues années affaire n'avait éveillé à un si haut point l'anxiété publique.

C'est que ce procès, si remarquable par la dramatique variété de ses aspects, a aussi une importance sociale qu'il y aurait de l'aveuglement à méconnaître. Ce procès est déjà et sera de plus en plus entre les mains des hommes de parti un acte d'accusation contre le pouvoir, contre la société. On a déjà dit, on dira plus encore quand un arrêt solennel aura donné un caractère d'authenticité à certains faits, que la corruption nous mine, qu'elle a pénétré dans les entrailles du corps social et dans les plus hautes régions du pouvoir. Il est permis de prévoir un redoublement d'accusations passionnées. Les uns demanderont avec un accent de triomphe si on a jamais vu rien de pareil sous la restauration, si, pendant les quinze ans qu'elle a duré, on a eu le spectacle de ministres du roi traduits devant la cour des pairs pour crime de corruption. On comparera les deux époques pour arriver à cette conclusion, que, sous le régime qui a précédé 1830, les mœurs publiques étaient plus pures, et que les questions qui alors préoccupaient l'opinion étaient plus hautes et plus nobles. D'un autre côté, les radicaux opposeront à certains scandales la pureté idéale des mœurs et des institutions démocratiques : ils diront que, si nous sommes à ce point corrompus, c'est la faute de la monarchie constitutionnelle. Voilà le thème ; on le développera de mille façons. C'est ainsi que, des deux côtés et comme prise entre deux feux, la société de 1830 sera chargée d'accusations par les partis extrêmes, qui revendiqueront pour eux seuls tous les honneurs de la moralité.

Si nous opposons la réalité à ces exagérations, nous voyons que depuis dix-sept ans la société française, que quelques esprits ardents auraient voulu entraîner dans la belliqueuse imitation de la république et de l'empire, a préféré la paix à la guerre, les travaux de l'industrie à la gloire des armes, le développement de sa prospérité intérieure à de périlleuses aventures. Maintenant tous les régimes ont leurs excès. Dans les sociétés industrielles, l'amour du travail ne se sépare guère de l'amour du gain, et ce dernier sentiment peut aller jusqu'à l'avidité. S'il est reconnu que la richesse est aujourd'hui pour les peuples modernes un instrument d'affranchissement en disséminant le bien-être parmi les masses, elle est aussi pour ceux qui veulent la conquérir, comme pour ceux qui la possèdent, une séduction et un écueil. Elle est à la fois un puissant mobile dans les destinées d'un grand pays, et pour les passions individuelles une provocation irritante. La France pacifique et industrielle de 1830 ne s'est pas préservée de quelques tendances mauvaises : elle a trop laissé l'égoïsme, les calculs de l'intérêt personnel donner à ses mœurs leur fâcheuse empreinte. Ce n'est pas la première fois que nous signalons ces inconvénients. Quand l'année dernière, à la vue de la grosse majorité que l'urne électorale venait de donner au parti conservateur, quelques personnes avançaient que désormais il n'y aurait plus de débats politiques, mais seulement des questions d'affaires, nous disions que les débats politiques ne tarderaient pas à reparaître, et qu'il serait très-fâcheux qu'ils pussent être supprimés par la prépotence d'un matérialisme uniquement préoccupé d'intérêts pécuniaires. Nous n'avons donc jamais flatté l'industrialisme dans ses prétentions immodérées ; mais, quand nous entendons des hommes de parti envelopper dans une réprobation sans réserve les actes et les mœurs de la France de 1830, et en dénoncer au monde la corruption monstrueuse, nous considérons comme un devoir de signaler tout ce que ce langage a d'inexact et d'excessif. C'est surtout dans la bouche des hommes qui jusqu'à présent n'avaient pas marché d'accord avec les partis extrêmes, que ce langage a le droit de surprendre. Dans leur ardeur pour faire la guerre au cabinet, ils ne se sont pas aperçus qu'ils dépas-

saient le but. Ce n'est pas sur le ministère que retombent leurs accusations, mais sur le pays, mais sur ces classes moyennes à la tête desquelles ils sont eux-mêmes placés. S'il était vrai que ces classes fussent si corrompues, que deviendrait la France ? Heureusement il n'en est rien : non, la France n'est pas la proie exclusive du mal ; loin de là : les bons instincts, les nobles tendances, les sentiments généreux, l'emportent sur l'égoïsme et les mauvaises convoitises. Qu'on compare les opinions des générations nouvelles avec celles des hommes qui étaient jeunes au temps du directoire, et l'on verra de quel côté est la délicatesse du sens moral !

Toutefois il ne faut pas se dissimuler que les exagérations que nous combattons, si dénuées qu'elles soient de fondement, ont leurs dangers. Les hommes éclairés, les hommes de bonne foi que n'aveugle pas l'esprit de parti en reconnaissent le néant, mais combien d'autres les répètent sans se donner la peine de les contrôler ! D'ailleurs, quand des partis crient bien haut qu'ils ont le monopole de la probité, quand ils mettent avec ostentation la vertu à l'ordre du jour, ce langage a une apparence de désintéressement qui peut finir par leur donner quelque autorité. Il ne faut donc pas que les représentants du pouvoir se laissent aller à trop dédaigner certaines déclamations, à penser que là où il n'y a point une exacte vérité dans les choses, il n'y a point de péril. L'erreur serait grande ; elle serait elle-même un nouveau danger. Lorsque des philosophes observent et jugent les choses humaines du fond de leur retraite, ils peuvent se renfermer dans une sorte de mépris contemplatif qui ne saurait convenir à des hommes politiques. Ceux-là sont obligés de s'émouvoir un peu plus de ce qui se dit et se passe autour d'eux. Le véritable rôle du gouvernement est de faire avec une sage mesure la part de l'exagération et celle de la vérité, celle des inquiétudes légitimes de l'opinion et celle des déclamations de l'esprit de parti. Des faits qui se sont multipliés d'une manière fâcheuse ont concouru à établir la conviction que quelques fonctionnaires avaient manqué à la première obligation de l'homme public, aux lois d'une stricte probité. Non-seulement il faut que le gouvernement se montre plus empressé que personne à constater la vérité dans les cas qui ont été signalés, mais il doit, par la sévérité de sa vigilance, par la fermeté de son langage, faire un appel énergique, chez ses agents, à ce que nous nommerions la religion du devoir. Les attaques dirigées contre l'administration ont été vives et retentissantes. Pourquoi le pouvoir ne ferait-il pas, par quelques circulaires, un usage judicieux et opportun de la publicité pour éclairer l'opinion sur des points où elle a pu être égarée, pour témoigner de sa propre sollicitude à maintenir au-dessus de tout soupçon l'intégrité de l'administration française ? A notre époque, il ne suffit pas que le pouvoir accomplisse le bien ; il faut qu'il le dise et le prouve ; agir autrement, ce serait se condamner à l'infériorité envers les partis, qui ne se font pas faute d'enfler la voix, et de se vanter même des mérites qu'ils n'ont pas.

Répondre par une activité prévoyante à la difficulté des circonstances, préparer un ensemble de mesures qui puissent, l'hiver prochain, occuper et satisfaire les chambres, voilà ce que recommandent au cabinet ses meilleurs amis, au risque d'éveiller quelques susceptibilités et de paraître un moment donner des armes à certains adversaires. Ces petits inconvénients disparaissent, à notre avis, devant l'immense avantage qu'il y a toujours à conseiller le pouvoir avec franchise, à lui montrer le but qu'il doit atteindre, à lui indiquer ce que le pays attend de lui. Il y a plus : cette publicité loyale de la critique peut seule donner du prix, de l'autorité à l'approbation. De nos jours, l'impartialité qui s'exprime sans pusillanimité comme sans outrecuidance a seule du crédit.

Il sera d'autant plus nécessaire au gouvernement de prouver par ses travaux, par ses actes, qu'il a une pensée de progrès, des intentions de sage réforme dans tout ce

qui tient à notre organisation administrative et financière, que sur deux questions politiques il a pris l'attitude de la résistance et de l'immobilité. L'opposition vient, par une manifestation récente, de lever le drapeau de la réforme électorale et parlementaire. Voilà désormais son mot de ralliement. L'opposition paraît invoquer aujourd'hui la réforme, comme sous la restauration elle criait : *Vive la charte !* L'opposition soutient aussi que rien ne ressemble plus à 1827 que 1847, et qu'à vingt ans de distance nous sommes dans une situation qui reproduit les mêmes dangers et les mêmes devoirs. Ce point de vue rétrospectif nous semble plus ingénieux qu'exact ; toutefois il mérite quelque attention. Si nous sommes dans une position analogue à 1827, la France a devant elle un nouveau ministère Villèle, auquel elle doit vouloir substituer un autre cabinet Martignac. La conséquence est rigoureuse. Nous n'aurons pas la simplicité d'énumérer en détail toutes les différences qui distinguent les deux époques ; l'opposition les connaît aussi bien que nous ; mais elle a pensé qu'il était habile, et sur ce point elle ne s'est pas trompée, de lancer dans la polémique une analogie spécieuse. En rapprochant l'adresse de cette tactique de tous les symptômes, de toutes les difficultés politiques que nous avons signalées, nous trouvons, pour le gouvernement, de nouveaux motifs de reprendre sur tous les points l'attitude et l'initiative d'un pouvoir actif et résolu. Il n'y a point encore de faits positifs qui doivent inspirer de craintes sérieuses pour l'avenir ; mais il y a des signes, des indices qu'il faut considérer, des avertissements qu'il importe de comprendre. On est encore maître de la situation, c'est une juste cause de sécurité ; mais d'un autre côté toute négligence, toute perte de temps, pourraient être funestes, et voilà le péril.

La discussion du budget est finie à la chambre des députés, et n'a guère donné lieu qu'à des conversations sans importance. C'est qu'en effet il n'est pas aussi facile qu'on pourrait le croire, quand on n'est pas entré dans tous les détails des dépenses publiques, de retrancher quoi que ce soit sur ce chiffre, si énorme en apparence, de 1,500 millions et qui est en réalité au-dessous des besoins du pays. La commission du budget, composée par exception cette année de dix-huit membres au lieu de neuf, a travaillé, pendant cinq mois entiers, avec un soin scrupuleux que tout le monde reconnaît et apprécie : elle a examiné une à une ces allocations si diverses et si multiples, qui ont pour but de satisfaire aux exigences tous les jours croissantes des services publics, et de cet immense travail il n'est sorti qu'une réduction de quelques millions sur le budget ordinaire, et une opération de simple report sur le budget extraodinaire. L'opposition elle-même renonce à aller au delà, et ses observations ont porté en général beaucoup plus sur la marche des administrations particulières que sur les crédits qui leur sont alloués. C'est reconnaître implicitement que tous ces crédits sont suffisamment justifiés, et qu'il ne s'agit que de les bien dépenser.

Il est même à remarquer que, dans plusieurs occasions, la chambre, de l'aveu et quelquefois sur la provocation de l'opposition, a rétabli au budget des augmentations de crédit demandées par les ministres et supprimées par la commission du budget. Ces votes prouvent que les alarmes répandues au commencement de la session sur notre situation financière se sont singulièrement atténuées devant une étude plus approfondie des faits. Les finances de la France sont en ce moment embarrassées par l'entreprise des chemins de fer, mais il s'en faut bien qu'il y ait lieu de concevoir les inquiétudes qui ont été propagées par la malveillance. Il importe, en effet, de ne pas confondre ce que le pays dépense pour ses besoins ordinaires et ce qu'il *avance* extraordinairement, depuis quelques années, pour les travaux publics qui doivent l'enrichir. Ses dépenses *ordinaires* sont couvertes par ses recettes ordinaires et au delà, car dans ses dépenses ordinaires sont comprises les sommes qu'il consacre annuellement à l'amortissement de ses anciennes dettes, et qui dépassent aujour-

d'hui 100 millions. Or, l'amortissement n'est pas une dépense; c'est une épargne, un capital qui se reforme, et non un revenu qui se consomme.

Reste le budget extraordinaire. Celui-là est bien un excédant de dépenses, mais de dépenses productives, et qui ne devraient être considérées que comme un placement. L'État emploie annuellement, depuis 1840, environ 150 à 160 millions en travaux publics extraordinaires. Cette somme, il faut le reconnaître, est prise en dehors des recettes et ne peut être demandée qu'à l'emprunt, sous quelque forme que l'emprunt se produise, soit qu'on ait recours à une consolidation des réserves de l'amortissement, soit qu'on augmente le chiffre de la dette flottante, soit enfin qu'on en appelle à une nouvelle émission de rentes sur le grand-livre. Ces trois formes de l'emprunt ont été employées avec succès depuis 1840. Elles seront mises encore en jeu toutes trois pour terminer l'œuvre que le pays s'est imposée. Deux à la rigueur auraient pu suffire. On peut évaluer environ à un milliard les travaux qui restent à effectuer en exécution des lois du 25 juin 1841 et du 11 juin 1842; ces travaux seront répartis sur six années au moins, c'est-à-dire qu'ils ne seront terminés que vers 1853. Si l'on n'avait consacré à les payer que les réserves de l'amortissement, ces réserves auraient été absorbées jusqu'en 1857; c'eût été beaucoup sans doute qu'une telle anticipation, mais enfin elle n'avait rien que de possible et qui ne pût être envisagé sans effroi. En attendant, la dette flottante aurait pu s'accroître assez pour suffire aux dépenses. Cette dette sera de 700 millions à la fin de 1847. Il suffisait, pour subvenir à tout, qu'elle s'accrût d'environ 100 millions par an jusqu'en 1853, époque où elle eût été de 1,200 millions. Les réserves de l'amortissement seraient venues ensuite, de 1853 à 1857, combler le déficit, et nous nous serions retrouvés en 1857 avec notre dette flottante actuelle et un milliard de travaux publics exécutés de plus. Cependant le ministre des finances a pensé qu'il serait plus simple, pour moins charger l'avenir et pour moins exiger de la dette flottante, de contracter un emprunt. Cet emprunt n'était pas absolument nécessaire, nous venons de le montrer; mais il sera utile, il fera cesser le désordre plus apparent que réel de nos finances, il rétablira l'équilibre entre les dépenses et les recettes. La quotité de cet emprunt a été fixée à 350 millions; c'est plutôt trop que pas assez. Quant à l'époque où il devra être contracté, c'est à la sagesse du gouvernement de la déterminer; rien ne presse, ainsi que l'ont fait remarquer dans les bureaux plusieurs orateurs de toutes les nuances.

Quelques personnes paraissent s'étonner et s'affliger que la France en soit réduite à emprunter en pleine paix pour subvenir à ses dépenses. Il ne faut pas oublier que les dépenses dont il s'agit n'ont rien d'obligatoire, et que le pays ne se les impose que pour augmenter sa richesse. Ce n'est point, à vrai dire, la somme totale de la dépense que le pays ajoute à ses charges; c'est l'intérêt de cette somme. Quand il dépenserait 200 millions par an en travaux publics en sus de ses recettes, le pays se grèverait purement et simplement de 8 à 10 millions d'intérêts à payer. Or, qu'est-ce que 8 à 10 millions de dépenses de plus en présence de l'accroissement prodigieux que ces travaux donnent au commerce, à l'industrie, à l'agriculture, et qui se traduit par une augmentation de recette considérable? Jusqu'ici ces augmentations de recette ont été de 25 à 30 millions par an, et une progression nouvelle dans les travaux publics déterminerait sans nul doute une progression plus rapide encore.

Augmenter ses charges annuelles de 8 à 10 millions pour augmenter ses recettes d'une somme quatre fois plus forte, n'est-ce pas faire une excellente affaire? On a souvent dit qu'un particulier qui mènerait ses affaires comme la France mène les siennes se ruinerait infailliblement. C'est une erreur; pour que la comparaison soit juste, il faut supposer un particulier qui emprunterait, comme les États, sans obligation de rembourser le capital et à la seule condition de servir les intérêts. Ceci posé,

le propriétaire qui emprunterait tous les ans 200,000 francs à 4 et même à 5 pour 100, et qui, avec cette somme, ferait sur son bien des améliorations qui augmenteraient son revenu annuel de 30 ou 40,000 francs, serait-il donc si imprudent et si malhabile? Emprunter à 4 ou même à 5 pour placer à 18 ou 20 pour 100, est-ce donc un si mauvais calcul? Les adversaires du système financier suivi en France depuis quelques années affectent toujours de faire abstraction de cette augmentation progressive dans les recettes, ou, s'ils en parlent, c'est pour l'attribuer au hasard, à une sorte de bonheur particulier et inexplicable qui s'attache au gouvernement de juillet. Il n'y a pas de hasard et de bonheur qui se reproduise si invariablement; la progression constante des recettes publiques, sans qu'il y ait eu aucune augmentation d'impôt et après même que des réductions ont été opérées et des impôts totalement supprimés, ne peut s'expliquer que par une augmentation constante de consommation et de production, c'est-à-dire de richesse, due au système financier qui a été suivi.

Sans doute une pareille progression a des bornes, et il ne faudrait pas espérer qu'elle pût se prolonger indéfiniment; mais rien ne permet de supposer que la limite soit sur le point d'être atteinte en France. Bien loin de là, quand on jette un coup d'œil sur notre immense et magnifique territoire, et qu'on estime par la pensée tous les trésors qui y sont encore enfouis et qu'une administration intelligente peut en faire sortir, on est beaucoup plus tenté de trouver qu'on ne marche pas assez vite que de se plaindre qu'on va trop loin. Depuis 1830, la valeur des propriétés rurales, pour ne parler que de la terre, qui est en définitive l'intérêt principal, celui qui sert de base à tous les autres, s'est accrue généralement dans une proportion considérable. Sur le plus grand nombre de points, cette valeur a tiercé; sur d'autres, elle a doublé et même triplé. Qui peut calculer ce que les chemins de fer ont déjà ajouté et ajouteront encore à la valeur des propriétés particulières le long de leur parcours? Que de produits sans valeur, faute de débouchés, en ont acquis par ces communications perfectionnées qui suppriment l'espace et le temps, et qui ne sont encore, on peut le dire, qu'à leur début!

En présence des efforts inouïs que fait tout le reste de l'Europe pour se couvrir de chemins de fer, en présence des résultats admirables obtenus en Angleterre par les lignes en exploitation, il n'est vraiment plus permis de reculer, et nous regrettons vivement, sous ce rapport, la préoccupation d'économie qui a porté la commission du budget, et après elle la chambre, à retrancher une portion considérable de l'allocation demandée pour les travaux publics de 1848. Nous savons que ce retranchement s'atténue par l'effet des sommes non employées sur les exercices précédents, et qui seront reportées sur l'exercice 1848; mais cette considération ne nous paraît pas suffisante pour justifier la mesure provoquée par la commission du budget. Tout ce qui peut gêner ou retarder l'exécution des travaux publics commencés, et particulièrement celle des chemins de fer, est une perte plutôt qu'un gain. Non-seulement on ajourne l'époque où les populations entreront en jouissance des avantages de tout genre que leur promet l'ouverture d'une ligne en exécution, mais encore l'État perd le revenu des capitaux engagés dans cette ligne, tant qu'elle n'est pas terminée. Un chemin de fer qui n'est pas fini est un obstacle à la circulation; c'est un embarras et non un secours. Il faut donc finir, et finir vite ce qui est commencé; tous les intérêts y sont engagés. Un amendement avait été présenté dans ce sens par M. Léon Faucher; il n'a succombé qu'à un petit nombre de voix. On voit que, cette fois encore, les propositions d'augmentation dans les dépenses sont venues de l'opposition, et ce n'est pas nous qui lui en ferons un reproche.

Il serait d'ailleurs chimérique d'espérer que, lorsque les travaux publics ordonnés par la loi du 11 juin 1842 seront finis, il sera possible de s'en tenir là. On ne s'arrête pas dans cette voie, quand une fois on y est entré Il s'en faut bien que, dans la dis-

tribution des lignes de chemins de fer, toutes les parties du territoire aient eu leur contingent naturel. Des portions notables du pays ont été mises à l'écart; on se tait aujourd'hui à cause des difficultés momentanées qu'a fait naître l'exécution de tous ces travaux à la fois; mais, dès que ces difficultés s'atténueront, on verra recommencer les réclamations des localités intéressées. L'ouest et le midi ont notamment beaucoup à se plaindre. L'abandon, inévitable pour le moment, du réseau de l'ouest et de la grande ligne de Bordeaux à Cette ne peut pas se réaliser définitivement sans froisser les justes prétentions d'un bon tiers de la France. D'autres lignes encore seront infailliblement demandées et doivent l'être, pour que tous les points du pays participent également de l'effet utile d'une dépense dont tous les points du pays supportent le poids. Partout on paye pour les chemins de fer, partout on doit en sentir les avantages. Ceci est de la justice distributive la plus vulgaire, et on peut être certain que chaque département, chaque arrondissement, et pour ainsi dire chaque canton, ne manqueront pas de faire valoir leurs droits. On s'est beaucoup récrié contre ce qui s'est passé l'année dernière lors du vote des chemins de fer, des concessions réciproques que se sont faites les diverses parties de la France, des coalitions qui ont eu lieu; c'est là un fait inévitable, et, nous dirons plus, légitime, qui se reproduira en toute occasion, car tous les arrondissements de la France sont égaux devant le budget.

Dans les dernières discussions du parlement anglais, on a pu reconnaître que le moment des élections était proche, au langage belliqueux et hautain tenu par lord Palmerston, notamment au sujet de la motion qu'avait faite lord G. Bentinck dans l'intérêt des créanciers anglais de l'Espagne. Lord Palmerston s'est efforcé de flatter l'orgueil national en exaltant la puissance de l'Angleterre, en la montrant armée des moyens « d'obtenir justice pour ses sujets de tous les pays, sur toute la surface de la terre. » En parlant ainsi, il est clair que lord Palmerston voulait se désigner aux électeurs comme le redresseur à venir de tous les torts, de tous les griefs dont chaque Anglais aurait à se plaindre. Sa harangue était une sorte de proclamation électorale; cependant il y perce un autre sentiment, une irritation amère et profonde contre le gouvernement espagnol. Fidèle à ses habitudes, lord Palmerston a critiqué l'administration de la Péninsule avec la même vivacité qu'il contrôlait, il y a quelques mois, celle de la Grèce. Il s'est plaint des résistances qu'il a constamment rencontrées dans ses efforts pour déterminer le gouvernement espagnol à suivre les directions que voulait lui imprimer l'Angleterre. Il ne saurait être question ici d'agiter des thèses économiques ; ce qu'il faut constater, c'est que l'Angleterre, de l'aveu même de son ministre, a échoué dans sa prétention d'arracher au gouvernement espagnol les mesures qu'elle avait le plus à cœur. C'est peut-être la première fois qu'elle l'avoue avec tant de franchise. Le diplomate qui la représente à Madrid ne néglige rien cependant pour faire croire à l'influence qu'il prétend exercer sur le gouvernement espagnol. La réalité répond-elle aux apparences? Sans remonter à ce fameux traité de commerce qui depuis tant d'années est comme l'idée fixe de la politique anglaise, qu'a obtenu cette politique? Dans l'affaire des mariages, a-t-elle fait adopter ses combinaisons? Dernièrement encore, le ministère Pacheco, à l'avénement duquel M. Bulwer laissait dire autour de lui qu'il avait puissamment concouru, n'a-t-il pas protesté par son attitude contre ce prétendu patronage britannique? Au fond, la juste susceptibilité du caractère espagnol a toujours résisté aux exigences de l'Angleterre, et nous doutons que le dernier discours de lord Palmerston engage le cabinet de Madrid à plus de docilité pour l'avenir. N'est-il pas étrange de trouver aujourd'hui un langage aussi dur dans la bouche de l'un des signataires du traité de la quadruple alliance? N'est-ce pas trop livrer le secret de ses désappointements?

Au moment où les parlements de France et d'Angleterre vont se séparer, la diète

helvétique ouvre sa session ; le moment est décisif pour les destinées de la Suisse. La majorité dans la diète appartient au parti radical ; quelle sera la conduite de ce parti? Dans le discours par lequel le président du nouveau vorort et de la diète a ouvert la session, nous avons remarqué, à travers des généralités pompeuses, la pensée positivement exprimée qu'une réforme du pacte fédéral était indispensable. Évidemment le droit de modifier son pacte fédéral appartient à la Suisse et ne saurait lui être contesté. Sur ce point, il ne saurait s'élever de controverse, surtout de la part d'un pays constitutionnel comme la France, et il faut reconnaître que le langage de notre gouvernement a toujours été le même, soit dans les notes diplomatiques, soit à la tribune. Seulement la Suisse, dans son propre intérêt, ne saurait exercer ce droit d'une manière absolue sans avoir égard aux conditions fondamentales de son existence. La Suisse n'a jamais été un État unitaire, mais une confédération d'États qui, en déléguant à une diète générale certains pouvoirs, se sont réservé, pour leur régime intérieur, les droits de la souveraineté. C'est parce que la Suisse présentait ainsi à l'Europe une sorte d'agrégation d'individualités indépendantes, qu'elle en a obtenu la neutralité, et quelques acquisitions territoriales destinées à fortifier cette neutralité. Enfin il ne faut pas oublier que la situation de la Suisse est telle, qu'elle ne saurait être agitée par des troubles sans que plusieurs États de l'Europe qui lui sont contigus en reçoivent le contre-coup. C'est sur ces points essentiels que tout récemment encore le gouvernement français vient d'appeler l'attention du vorort dans une dépêche de M. Guizot à M. de Bois-le-Comte, en date du 2 juillet 1847. Quelques personnes ont cru voir là une insistance dont pouvait s'effaroucher la susceptibilité nationale de la diète helvétique; mais dans quelles circonstances le gouvernement a-t-il adressé ces nouveaux conseils à la Suisse? Quand il fut bien démontré, par les dernières élections du canton de Saint-Gall, que le parti radical aurait la majorité dans la diète, la cour de Vienne n'hésita pas à considérer comme imminente la guerre civile avec tous ses déchirements. Aussi nous croyons qu'elle eût désiré que les puissances s'entendissent pour déclarer à la Suisse, avant toute résolution de la part de la diète, qu'elles ne souffriraient pas qu'il fût fait violence à la souveraineté cantonale. Il paraît que la cour de Vienne était convaincue qu'une semblable déclaration de la part des puissances était de nature à retenir la diète. Le gouvernement français n'a pas partagé cette conviction ; il a jugé au contraire qu'en adoptant un pareil parti, on pourrait être entraîné à une intervention immédiate, ce qu'il fallait surtout éviter. S'abstenir aujourd'hui non-seulement de toute intervention, mais aussi d'une médiation qui elle-même serait prématurée, adresser à la Suisse des communications amicales, et bien la convaincre qu'il y a entre les puissances un complet accord de vues et de pensées à son égard, telle est la ligne de conduite que paraît avoir adoptée le gouvernement français.

C'est pourquoi il a été tenté de nouveaux efforts pour persuader à la Suisse que maintenir le principe de la souveraineté cantonale, c'est vraiment respecter et défendre son indépendance. M. Guizot a fait encore remarquer, dans sa dépêche du 2 juillet, que, si on abolissait en Suisse les bases constitutives de la confédération malgré les résistances d'un ou plusieurs cantons, une pareille abolition ne serait pas l'acte d'un peuple modifiant librement ses institutions ; ce serait plutôt l'asservissement d'États indépendants contraints de passer sous le joug d'États plus puissants. Cette dépêche du 2 juillet, communiquée par M. de Bois-le-Comte à M. Ochsenbein, a produit sur ce dernier une impression fort vive. M. Ochsenbein la communiqua sur-le-champ aux meneurs radicaux ; ceux-ci décidèrent que M. Ochsenbein garderait la dépêche pour lui, et que, s'il était interpellé sur ce point, la majorité radicale approuverait sa conduite. C'est ainsi que les chefs du parti radical n'ont pas craint de manquer au principe qui veut que toutes les communications que l'État vorort reçoit

des puissances étrangères soient immédiatement portées à la connaissance des États confédérés, surtout quand la diète est réunie. Les radicaux redoutaient l'effet que devait produire la publicité de la dépêche; aussi recommandèrent-ils à leurs journaux de garder sur ce sujet le plus profond silence. On nous mande de Berne que, si la dépêche du 2 juillet a été connue, c'est qu'elle a été communiquée par M. de Bois-le-Comte tant aux membres du corps diplomatique qu'à des députés de la diète. Cependant, à la faveur de cette demi-notoriété, les bruits les plus erronés ont circulé : on a prétendu que la dépêche annonçait l'intervention. Il n'en est rien. Nous désirons vivement que le gouvernement français se maintienne dans cette ligne de modération envers la Suisse; nous voudrions aussi que les chefs du parti radical prissent en considération la situation délicate et difficile de leur pays. Il ne suffit pas de proclamer bien haut l'indépendance de la Suisse; il ne faut pas la compromettre par d'imprudentes exagérations, Qu'ils n'oublient pas combien d'interprétations diverses l'acte du congrès de Vienne peut recevoir, tant en Suisse que de la part des puissances. Est-il de l'intérêt de la Suisse d'aborder témérairement des questions qui sont entendues diversement, et sur lesquelles les puissances signataires de l'acte de Vienne peuvent réclamer un droit d'examen?

L'Italie se préoccupe de plus en plus de l'œuvre réformatrice entreprise par Pie IX, et Rome vient de traverser des jours de crise. Depuis le *motu proprio* du 14 juin, par lequel le pape instituait un conseil des ministres, l'opposition du parti rétrograde s'est montrée plus à découvert et s'est assez enhardie pour contrarier ouvertement les intentions et les projets de Pie IX. C'est cette opposition, on n'en a pas douté à Rome, qui a arraché au cardinal Gizzi sa circulaire ambiguë du 22 juin, dans laquelle non-seulement le gouvernement pontifical désapprouvait les démonstrations tumultueuses de Pise et de Livourne à l'anniversaire de l'exaltation de Pie IX, mais où il semblait laisser percer l'intention de revenir sur ses pas et de retirer certaines concessions. C'est alors que le mécontentement public éclata : on disait tout haut que le pape n'avait rien changé que le chef de l'administration, que, s'il avait remplacé le cardinal Lambruschini par le cardinal Gizzi, *la segretaria di Stato* était restée composée des mêmes personnes, monsign. Santucci, MM. Sabattuci, Alessandroni, et d'autres qui, repoussés par l'opinion, avaient néanmoins gardé leurs places. Au milieu de l'effervescence générale, des rassemblements se formaient et parcouraient les rues en criant : *Viva Pio nono solo!* C'est le mot de ralliement du peuple romain, qui sépare le pape du reste de son gouvernement. Le 29 juin, il y avait fête à Saint-Pierre, et le peuple avait projeté d'arrêter les voitures des cardinaux au moment où, pour s'y rendre, elles passeraient sur le pont Saint-Ange. Le cardinal Corboli, dont le père est un des chefs du parti libéral, fut averti et ne se montra pas; le cardinal Lambruschini jugea à propos d'aller faire une tournée pastorale dans son diocèse de Civita-Vecchia. En présence de ces manifestations, les libéraux modérés de Rome ont rédigé une adresse au pape, dans laquelle ils lui ont dit sans détour qu'il était entouré de conseillers qui paralysaient ses bonnes intentions, que les réformes accordées ne s'exécutaient point, et qu'il était temps de mettre un terme à une pareille situation. En deux jours, ce manifeste a été couvert de cinq mille signatures; il n'a pas encore été présenté à Pie IX; quand même il ne le serait pas, il n'en aura pas moins produit un excellent effet, car il a calmé le peuple, et cette manifestation régulière de l'opinion publique a frappé d'une sorte de stupeur le parti rétrograde, qui ne s'attendait pas à cet accord entre les vœux du peuple et ceux des libéraux modérés. C'est alors que le pape a convoqué un conseil extraordinaire, auquel assistaient les princes Borghèse, Barberini, Rospigliosi et Gabrielli. Le gouvernement s'est décidé à ne pas refuser plus longtemps l'institution de la garde nationale, qui était vivement réclamée par la population. Plusieurs dispositions du décret, qui a dû paraître il y a quelques

jours, ont été empruntées à la loi française. Les grades inférieurs jusqu'à celui de capitaine seront à l'élection des compagnies. Les autres grades seront conférés par le gouvernement. Cette mesure sera très-utile à la ville de Rome. Elle donnera des habitudes d'ordre et de discipline au peuple, qui d'ailleurs, dans ces moments de crise, a montré une louable modération. On l'a vu obéir docilement à l'un des siens qui s'est donné le rôle de tribun. Angelo Brunetti harangue la populace et exerce sur elle une grande influence. C'est un de ces improvisateurs tels qu'on en rencontre souvent parmi les populations méridionales. C'est un autre Masaniello qui jusqu'à présent a sur son devancier le mérite de n'user de son autorité sur le peuple que pour lui prêcher l'ordre et le respect aux lois. Outre son éloquence, Angelo Brunetti a encore un autre genre d'influence; il n'est pas sans argent : marchand de fourrage et de bois, il est assez riche pour changer quelquefois ses auditeurs en autant de convives. Chez un orateur populaire, voilà, pour capter l'auditoire, un moyen qui n'est pas sans puissance. C'est ainsi que Rome a traversé une crise périlleuse dans laquelle, au jugement de bons observateurs, il n'y a pas eu l'épaisseur d'un cheveu entre la contre-révolution et un coup d'État populaire. Les vœux de l'opinion ont été portés au pape par le comte Panciani, qui lui a exposé avec une grande franchise le véritable état des choses, et paraît avoir produit sur l'esprit du vénérable pontife une impression profonde. Pie IX, Rome lui rend cette justice, est plein de bonne volonté et de douceur, il aime le bien; mais il n'a pas toujours assez de fermeté et de décision. Souvent il manque du courage nécessaire pour éloigner des hommes notoirement contraires à ses vues. C'est ainsi qu'il court le risque, en ne voulant mécontenter personne, de mécontenter tout le monde. Pie IX a pu reconnaître cependant, surtout dans la dernière crise, que, s'il avait été plus sévère pour certains agents, il se serait épargné bien des embarras. Un réformateur a besoin d'énergie, et il doit savoir briser des instruments dont il ne peut plus retirer aucun service. Pie IX ne saurait méconnaître ces conseils, ces exigences de la politique; autrement il compromettrait son œuvre et l'honneur d'un règne si heureusement commencé.

L'Espagne offre quelquefois le spectacle de bien des agitations, insurrections violentes, crises ministérielles sans motif, brusques revirements de pouvoir, et cependant, il faut le dire, ces mouvements auxquels on est habitué, quelque affligeants qu'ils soient et funestes pour le pays, ont moins de gravité que l'espèce de calme qui règne aujourd'hui. La Péninsule, en effet, jouit en apparence de la plus grande tranquillité. La faction carliste, qui s'était relevée en Catalogne, a été vaincue; quelques bandes qui ont parcouru la Castille sous ce drapeau sans force ont été dispersées. Le gouvernement n'a aucun embarras extérieur; il n'a point à lutter contre les chambres, il a pris soin de s'en délivrer en les prorogeant, et il ne paraît pas songer à les rappeler. M. Salamanca continue à faire des règlements, à réorganiser l'administration des finances pour placer ses amis de bourse, ses clients; il fait des emprunts, aggrave la situation du pays. Les impôts vont être illégalement perçus, puisque l'autorisation accordée par les pouvoirs législatifs pour les recouvrer expire en ce moment. Comme on voit, l'administration dont M. Pacheco est le chef n'a pas une existence fort brillante. Après avoir porté jusqu'à la rigueur le culte des principes constitutionnels, le président du conseil espagnol paraît les avoir singulièrement oubliés; mais ceci ne serait rien encore, si le repos factice où le cabinet Pacheco maintient pour le moment l'Espagne ne cachait des désordres déplorables, plus tristes que les désordres de la rue. C'est dans les plus hautes régions du pouvoir, au sein du palais même, que s'est glissée l'anarchie. Ce sont des faits malheureusement trop notoires pour qu'il soit permis de les passer sous silence et de ne point examiner la situation étrange qu'ils font à la reine Isabelle elle-même et au ministère qui en accepte la responsabilité.

Nous ne voulons pas ajouter une foi entière à tous les bruits propagés par la presse d'Angleterre, de France et d'Espagne. Il y a cependant une circonstance que nul ne peut nier, c'est que depuis assez longtemps déjà le roi don Francisco vit entièrement séparé de la reine Isabelle; il s'est retiré au Pardo, et n'a plus voulu reparaître au palais de Madrid, malgré les instances faites auprès de lui ; aucune démarche n'a pu vaincre sa résolution à cet égard. Cette mésintelligence s'est assez envenimée pour être aujourd'hui la principale question qui se débatte au delà des Pyrénées, et il n'est pas besoin d'insister sur les résultats qu'elle peut avoir. Le cabinet actuel de Madrid cherche à attribuer cette mésintelligence au roi, aux prétentions qu'il aurait élevées, en un mot à des discussions intérieures d'autorité entre ce prince et la reine; il insinue que les cabinets précédents ont vu naître ces discussions, et qu'ils ont voulu les résoudre contre la reine, contre la loi politique, en s'appuyant sur le parlement, qu'ils auraient saisi de cette affaire, mais qu'ils ont été arrêtés dans cette entreprise. Ces allégations, qui se sont produites dans un journal ministériel, ont reçu la dénégation la plus formelle de tous les hommes qui ont composé les cabinets précédents. La cause unique de la mésintelligence qui a éclaté entre Isabelle et don Francisco, il faut le dire, n'est point là; le seul motif qui les tient encore divisés, c'est qu'il existe malheureusement aujourd'hui une *influence* auprès de la reine qui ne devrait point exister. Cette *influence,* tous les journaux modérés et progressistes s'accordent pour la signaler; le ministère lui-même, dans un moment où il la redoutait, la fit dénoncer par un de ses amis dans des lettres datées d'Aranjuez et adressées au *Tiempo;* l'influence est devenue propice depuis, et on n'a plus rien dit. Est-il nécessaire de démontrer ce qu'il y a d'étrangement méprisant pour le sentiment public et de périlleux dans l'existence de ce pouvoir occulte qui est parvenu à dominer tous les conseils, à se mettre au-dessus des ministres responsables? On a eu souvent l'occasion de remarquer combien la politique en Espagne est mélangée de caprices, de passions vulgaires, d'entraînements personnels; en voilà un frappant exemple qui se manifeste par une scission publique au sein de la famille royale, et en vérité ce n'est point au roi qu'on peut imputer une telle situation, qui, nous le craignons bien, deviendra sans issue. Que cette situation ne soit pas d'une parfaite dignité pour cette triste *influence* dont nous parlions, et qui a un nom fort connu à Madrid, cela importe peu; mais ce qui est véritablement affligeant, c'est de voir cette dissolution du pouvoir sous toutes ses faces. Quinze ans de guerre civile n'ont point altéré le sentiment monarchique, qui est si vivace en Espagne; pense-t-on qu'il résiste longtemps au spectacle décourageant qui est donné en ce moment au pays? Croit-on qu'une royauté qui publie sa faiblesse puisse conserver le respect d'un peuple? La reine Isabelle a été pour la Péninsule le symbole de grandes espérances : elle avait devant elle le plus beau rôle qui puisse échoir à une tête couronnée. C'est à elle encore de voir si elle doit être la souveraine honorée d'un pays constitutionnel, ou si son règne doit rappeler le gouvernement absolu dans ses plus mauvais jours, par ses plus mauvais côtés. La scission qui s'est manifestée entre le roi et la reine n'est au surplus qu'un des épisodes des discordes intérieures de la famille royale. Ces dissensions se sont aggravées récemment par une découverte singulière. Il est devenu public que l'infant don François de Paule, le père du roi, qui vivait dans l'intimité de la reine Isabelle depuis son mariage, faisait partie d'une société secrète dont le but n'est rien moins que l'abolition de la royauté. Imbécillité ou folie, le fait n'en était pas moins étrange, et l'infant a subi un nouvel exil, une nouvelle disgrâce, après toutes celles qu'il a subies pour des motifs à peu près semblables, qui tous prouvaient le peu de portée de son esprit. Ce sont là des symptômes qui certainement ne sont pas fort rassurants, et l'opinion publique commence à se préoccuper des suites que peuvent avoir ces désordres qui éclatent au sein de la famille royale. Il ne faut pas s'en étonner; la ques-

tion qui s'agite au palais de Madrid est une question de dignité, c'est-à-dire d'existence pour le pouvoir royal. Quant au ministère qui assiste à ces divisions, on dirait, en vérité, qu'il les entretient plutôt qu'il ne cherche à en effacer les causes. Cela peut s'expliquer par un mot, c'est qu'il sait que le gouvernement n'est pas véritablement dans ses mains, et qu'il se résigne à user du pouvoir dans les limites qui lui sont tracées. Quelle force propre et efficace aurait d'ailleurs ce cabinet, malgré la valeur de quelques-uns de ses membres? Il n'a trouvé le moyen de vivre jusqu'ici qu'en éloignant les chambres, afin d'éviter ce qui était inévitable, la formation d'une majorité contre lui. Son existence est une existence de hasard. Arrivé au pouvoir on ne sait comment, contre toutes les règles constitutionnelles, il est fatalement contraint à suivre la voie où il s'est laissé pousser.

La Belgique, qui nous donne, depuis deux ans, le spectacle d'un ministère en lutte ouverte, officiellement constatée, avec toutes les forces électorales du pays, est à la veille de sortir de la situation anormale où l'entêtement des ultramontains et la neutralité systématique du roi l'ont placée. Les chambres belges, comme on sait, sont soumises à la réélection avec des combinaisons telles que les modifications qui s'opèrent dans l'esprit des colléges électoraux peuvent tarder deux ans, quatre ans, six ans, selon les circonstances, à se traduire par un déplacement de la majorité parlementaire. Les catholiques avaient espéré que la réaction libérale, déjà manifeste dès 1845, irait se calmant à travers ces délais successifs : après les élections de juin, il ne leur est plus permis de conserver la moindre illusion à cet égard. Leur persistance n'a servi qu'à entretenir, à surexciter le mouvement de l'opinion. Le parti libéral n'a pu, à la vérité, qu'entamer la majorité catholique du sénat, soumise qu'est cette assemblée à des conditions d'éligibilité qui la livrent presque exclusivement à l'aristocratie foncière; mais, en revanche, il a obtenu un succès complet, décisif, dans les élections de représentants. Aujourd'hui l'opposition et le parti ministériel se balancent dans la seconde chambre avec une précision mathématique, et c'en est assez pour condamner le ministère à l'impuissance. On peut donc considérer comme certaine, pour l'époque de la rentrée des chambres, la retraite de M. de Theux; car il n'oserait pas recourir à une dissolution qui, dans l'état actuel de l'opinion électorale, aurait pour unique résultat de précipiter la ruine définitive du parti catholique. La dissolution des chambres sera prononcée peut-être, mais par le futur cabinet libéral, si celui-ci ne pouvait vaincre autrement la résistance du sénat.

Le parti catholique ne cherche plus à dissimuler sa défaite. Ses journaux, naguère si confiants, si dédaigneux, si incrédules devant la possibilité éventuelle de l'avénement des libéraux au pouvoir, en sont aujourd'hui réduits à dépenser leur ironie dans l'énumération des difficultés qui attendent le futur ministère libéral. Leur thèse favorite, c'est que le parti libéral n'est pas assez homogène pour gouverner. Est-ce une véritable cause de faiblesse? Un parti homogène, dans l'acception rigoureuse du mot, c'est un parti exclusif; il ne laisse aucune porte ouverte aux opinions mixtes, aux adhésions douteuses, cet appoint de presque toutes les minorités; il supporte enfin tout entière la solidarité des fautes, des écarts politiques de chacun de ses membres, de chacun de ses chefs. Les catholiques ne sont tombés, en six ans, du faîte de la puissance que pour avoir voulu être un parti trop homogène. Il ne faut pas outrer sans doute ce raisonnement. Certaine homogénéité est indispensable aux partis qui ne veulent pas se résigner indéfiniment au rôle d'opposition; mais cette homogénéité existe à un degré suffisant dans la coalition libérale. Trois éléments, dont les deux premiers sont même bien près de se confondre, composent cette coalition : les *doctrinaires*, renversés en 1841 par le clergé; les *mixtes*, qui, jusqu'à l'avénement de M. de Theux, ont voté avec les catholiques sur presque toutes les questions, sauf toutefois les questions qui intéressaient visiblement la prépondérance

du clergé; les *ultra-libéraux* enfin, qui ne sont, à tout prendre, en désaccord avec les *doctrinaires* et les *mixtes* que sur le mode de résistance à opposer aux envahissements du clergé. Si donc ces trois fractions diffèrent entre elles sur quelques points, elles s'entendent sur un point essentiel, l'abaissement de leurs adversaires. Quelles que soient les divisions intestines du parti libéral, les catholiques n'en profiteront pas.

LA

GUERRE DES ÉTATS-UNIS

ET DU MEXIQUE.

La lutte inégale qui depuis plus d'une année se continue entre le Mexique et les États-Unis peut être envisagée sous deux faces distinctes, selon que l'attention se porte sur les conséquences et l'issue probable de la guerre, ou sur les épisodes, les tableaux étranges qu'elle déroule à nos yeux. Quand on a pu observer de près les deux nations belligérantes, quand on a vécu en quelque sorte dans leur intimité, il est difficile de ne pas tenir compte de ce double aspect des événements : d'un côté, l'impression produite par le simple récit des faits se complète et se fortifie par les souvenirs; de l'autre, le rôle de plus en plus considérable que les États-Unis sont appelés à jouer dans les destinées du nouveau monde ouvre à l'esprit une vaste perspective. On se transporte en idée au milieu des deux armées, on les voit en présence, l'une rachetant par une énergie à toute épreuve le désavantage d'une organisation vicieuse, l'autre décimée par les discordes civiles et livrée au plus affreux dénûment, fléau du pays en temps de paix, appui insuffisant en temps de guerre. Ce contraste même, qui d'avance indique l'issue de la lutte, ramène la pensée sur les intérêts de l'Europe, plus engagés qu'on ne paraît le croire dans les questions débattues entre les deux armées. Déjà l'Angleterre s'en est émue : dans la puissance envahissante et victorieuse qui grandit de l'autre côté de l'Atlantique, elle voit de plus en plus une rivale redoutable qui la presse chaque jour davantage ; elle n'oublie pas qu'au maintien de la république mexicaine est liée une question d'un intérêt plus direct pour les principaux États de l'ancien continent : le maintien de leur propre influence dans cette partie du nouveau monde, la seule capable de rendre à l'Europe en métaux précieux la valeur tout entière des importations qu'elle en reçoit (1). La France jusqu'à ce jour n'a point paru partager ces inquiétudes, elle s'est médiocrement préoccupée des progrès de l'Amérique du Nord. Le récit des événements qui

(1) Si l'on considère que les mines du Mexique ont produit, depuis la mise en exploitation par les Espagnols, *quatorze milliards huit cent treize millions*, on comprend de quelle importance est pour l'Europe ce pays si exceptionnellement riche en matières précieuses.

se sont passés au Mexique depuis un an montrera si nous avons tort ou raison dans notre indifférence.

Les causes de la guerre actuelle entre le Mexique et les États-Unis sont généralement connues. Si nous revenons sur les faits qui ont précédé et préparé la rupture armée des deux pays, ce sera pour bien établir que le différend soulevé à l'occasion des limites du Texas n'autorisait en aucune façon les Américains à envahir, outre le territoire contesté, les plus riches provinces du Mexique. Au point de vue du droit, l'agression, dans la forme qu'elle a prise du moins, n'est donc pas justifiable. Il importe de constater aussi que la diplomatie européenne n'a pas déployé dans cette première période de la crise toute l'activité, toute la perspicacité convenables. Il y a vingt ans déjà, on le sait, que l'Amérique du Nord fomente les dissensions intestines qui ont fait déchoir le Mexique à ce point de faiblesse où nous le voyons aujourd'hui. Il suffit de rappeler la première déclaration d'indépendance du Texas appuyée par quatre-vingt-dix signataires, dont quatre-vingt-huit, selon le témoignage d'un historien américain lui-même, le docteur Channing, étaient citoyens des États-Unis. Les autres phases de l'indépendance texienne ne sont pas moins notoires et n'accusent pas moins l'imprévoyance de l'Europe. En reconnaissant la nouvelle république, l'Europe crut favoriser le noble élan d'un peuple affranchi vers la liberté; elle crut aussi servir les intérêts de la race africaine, car on était persuadé que le Texas allait abolir le commerce des esclaves. En réalité, la diplomatie anglaise et française n'avait fait que prêter les mains à l'agrandissement de l'Amérique du Nord et ouvrir à l'esclavage un État de plus.

Plus tard, lorsque l'annexion du Texas aux États-Unis devint un *casus belli* entre le Mexique et l'Union, on voulut éviter ce conflit : les ministres d'Angleterre et de France négocièrent; mais déjà le moment où la diplomatie européenne pouvait intervenir utilement était passé. Ce fut par les conseils de cette diplomatie que le président du Texas, Anson Jones, s'efforça de donner au différend une conclusion pacifique. Il fit proposer au gouvernement mexicain les préliminaires d'un arrangement à l'amiable, dont la condition principale eût été pour le Mexique la reconnaissance du Texas, pour le Texas la promesse de ne s'annexer dans aucun temps aux États-Unis. Cette proposition, présentée par l'entremise des ministres anglais et français, eut pour résultat le message adressé au congrès mexicain par M. Cuevas, le 21 avril 1845. Autorisé par le congrès à entrer en arrangement avec le Texas, le gouvernement mexicain déclara qu'il acceptait les offres du président Anson Jones, mais que les négociations seraient nulles et non avenues si la convention populaire du nouvel État consentait à l'annexion. C'est précisément ce qui arriva, malgré les efforts du président texien. Le congrès du Texas décida à l'unanimité l'incorporation aux États-Unis, et la convention populaire réunie le 21 juillet de la même année ratifia le décret du congrès. L'Amérique du Nord s'était augmentée d'un nouvel État. Quant au Mexique, son rôle était tracé d'avance : il ne pouvait que protester vainement contre un fait accompli.

Au moment même où l'Union arrivait ainsi à ses fins, une crise salutaire semblait devoir rendre un peu de calme à la société mexicaine. Un homme éclairé, un des héros de l'indépendance, le général Paredes, venait d'être nommé président. Il s'était fait le protecteur avoué d'un parti qui voit dans l'établissement d'une monarchie au Mexique un dernier gage d'ordre et de sécurité pour le pays. Malheureusement tout semblait conjuré contre le gouvernement de Paredes, et les intentions mêmes du général affermirent l'Union américaine, ennemie déclarée du système monarchique, dans ses projets d'agression. Désormais n'avait elle pas un prétexte pour colorer ces projets et leur donner un faux semblant de désintéressement? Le Mexique s'étant résigné à subir ce qu'il ne pouvait empêcher, il ne restait plus, pour vider entière-

ment la question du Texas, qu'à fixer les nouvelles limites territoriales des deux pays. La fixation de ces limites avait laissé un point en litige. C'est sur cette difficulté que les États-Unis se rejetèrent dans leur impatience de provoquer la guerre. Le point contesté était le territoire situé entre le Rio-Nueces et le Rio-Bravo del Norte; le gouvernement de Washington trancha la question : il donna à une petite armée de quatre mille Texiens et Américains l'ordre de se tenir prête à occuper ce territoire dès que l'annexion du Texas serait proclamée. Un corps de troupes mexicaines prit position en même temps dans l'État de Tamaulipas, celui que l'invasion menaçait. La question échappait donc aux négociateurs; elle était transportée dans les camps.

I

Au commencement du mois de mars 1846, l'armée américaine était campée près de la baie de Corpus-Christi, sur la rive gauche du Rio de las Nueces et à deux pas du territoire contesté. On n'attendait que le moment où l'annexion du Texas serait officiellement connue pour envahir l'État de Tamaulipas. Les Mexicains étaient campés à Matamoros, ville qui, par l'importance de sa position géographique, devait être le premier point convoité par les États-Unis. Située sur le bord du Rio-Bravo del Norte, un des seuls fleuves navigables du Mexique, à onze lieues de la mer et à trois cent cinquante de Mexico, Matamoros n'était, avant 1829, qu'une bourgade sans importance, visitée seulement de temps à autre par de petits navires contrebandiers. Ouverte en 1829 au commerce étranger, la ville de Matamoros prit un développement rapide. A l'époque où l'ambition envahissante des Américains ne s'était pas encore révélée, le général Teran avait eu l'idée d'y établir une colonie de Galiciens qui se seraient partagé le territoire compris entre le Rio-Nueces et le Bravo. C'eût été une barrière infranchissable élevée devant les États-Unis, et on commit une faute grave en ne donnant pas suite à ce projet ; des colons venus des États-Unis remplacèrent, sur le territoire voisin de Matamoros, la population galicienne qu'y voulait établir le général Teran.

L'armée d'occupation des Américains était forte de trois mille hommes d'infanterie, d'environ quatre cents cavaliers et artilleurs à cheval desservant dix-huit pièces de canon de 6 ou de 8, et de six cents *settlers* conduisant trois cents chariots. Ces divers corps étaient placés sous les ordres du général Taylor. Commandés par des citoyens de l'Union, ils étaient composés d'un ramassis d'aventuriers français, anglais, allemands et polonais. Au milieu de ces hommes indisciplinés, et les dominant tous, apparaissait la figure étrange du *settler* américain, ce dompteur par excellence de la nature sauvage, la cognée sur l'épaule et la carabine à la main, toujours disposé à abattre un arbre ou un ennemi, et qui semble appelé par une loi providentielle à peupler, à parcourir en tous sens le continent américain. Les roues des chariots des *settlers* ont sillonné tous les déserts qui s'étendent entre les frontières nord du Mexique, des États-Unis, et les bords du Missouri et de l'océan Pacifique. Ce serait une histoire curieuse à faire que celle des migrations périodiques de ces infatigables marcheurs qui semblent regarder le monde comme leur domaine, et qui, à travers des plaines sans fin, au milieu de cent peuplades sauvages, poussent toujours devant eux, tant que le terrain ne leur manque pas, de longues files de chariots, derrière lesquels ils combattent comme les anciens Cimbres. Aux heures de halte, des villes improvisées s'élèvent comme par enchantement du sein des déserts. Le soir surtout, ces cités nomades présentent un singulier spectacle. Derrière les chariots, dont les roues et les timons entrelacés avec des chaînes de fer forment une enceinte impénétrable, règne une activité bruyante qui rappelle le

mouvement de nos grandes villes. Les forges s'allument, les enclumes retentissent; tailleurs, cuisiniers, forgerons, tous sont à l'œuvre, tandis que les chasseurs s'aventurent au loin et reviennent égayer le souper du récit de leur chasse, de leurs aventures, et rarement l'assombrir, même en annonçant l'attaque prochaine d'un parti d'Indiens en campagne.

A ce moment critique où les hostilités allaient s'ouvrir, le camp du général Taylor était loin de présenter une physionomie aussi animée. Les aventuriers réunis sous ses ordres ne faisaient plus leur service qu'avec une visible répugnance. Aux griefs que les soldats croyaient avoir contre leurs chefs vinrent s'ajouter bientôt les maladies causées par les brusques variations de la température. Brûlant le jour et glacial la nuit, le ciel dans cette partie du Mexique exerçait sur des troupes déjà démoralisées une influence de plus en plus meurtrière. Les tentes de toile n'étaient contre les intempéries de la saison qu'un bien faible abri. A peine les soldats trouvaient-ils dans ces plaines stériles assez de bois pour préparer leurs aliments, encore moins en pouvaient-ils ramasser en quantité suffisante pour réchauffer leurs membres engourdis. Le tiers des troupes se trouvait hors des cadres; les officiers même n'échappaient pas à la rigueur du climat, et un fléau plus redoutable encore était venu fondre sur l'armée américaine. Une horde immonde de spéculateurs de bas étage l'avait suivie jusqu'à Corpus-Christi, prête à piller les traînards de l'arrière-garde ou les soldats égarés loin du camp. Un grand nombre de débits de liqueurs fortes s'étaient établis de tous côtés. Tous les proscrits, les voleurs, les assassins des États-Unis paraissaient avoir élu domicile sous les baraques de toile ou de planches élevées comme un second camp près du premier. Chaque nuit était troublée par des orgies sauvages, par des rixes sanglantes, dans lesquelles ces vagabonds montraient leur habileté à manier le poignard et le pistolet. Souvent des soldats américains, invités par ces misérables à partager leurs excès, se laissaient attirer dans leurs repaires; enivrés au moyen de breuvages soporifiques, ils étaient dépouillés, quelquefois même assassinés par leurs hôtes, et on retrouvait leurs cadavres au milieu des champs ou noyés dans les lagunes voisines. Tout semblait conjuré contre l'armée du général Taylor.

On savait au camp mexicain, par les rapports de quelques transfuges, la position difficile de cette armée : était-on mieux préparé à la lutte? Au lieu des robustes et taciturnes enfants du Kentucky, armés du *rifle* à long canon, inséparable compagnon de leur vie aventureuse; au lieu des gigantesques chasseurs virginiens, qui ne manquent jamais au milieu des plus chaudes mêlées l'adversaire qu'ils ont visé, on ne rencontrait dans le camp mexicain que des soldats chétifs, tels que la *presse* avait pu les grouper. La plupart de ces soldats, Indiens, blancs ou métis, étaient petits, maigres, mal vêtus; pourtant ils savaient au besoin, sans souliers et sans nourriture, supporter des marches énormes; ils savaient traîner pendant plusieurs jours leurs membres mutilés sans se plaindre. Vantard et parleur, le soldat mexicain se bat intrépidement à l'arme blanche, mais détourne la tête en déchargeant son fusil, qu'il est toujours prêt à vendre. Entre les deux cavaleries ennemies, même contraste. Mettez à pied le *ranchero*, et d'un cavalier redoutable par les prodigieuses ressources qu'il sait tirer de son cheval, vous ne ferez qu'un inutile fantassin. Que le cavalier américain descende, au contraire, du cheval colossal sur lequel il est péniblement guindé, il devient, en touchant la terre, un excellent soldat. Un trait commun toutefois aux deux armées, c'était le nombre prodigieux des officiers. Il y avait autant de *majors* du côté des Américains qu'il y avait de *colonels* dans le camp mexicain. La plupart étaient dépourvus de l'instruction nécessaire et ne savaient tirer qu'un médiocre parti des éléments de résistance ou de force qu'ils avaient entre les mains.

La ville de Matamoros, la première position que devaient attaquer les Américains, était commandée par le général don Francisco de Mejia. L'attitude de l'ennemi.

encore immobile derrière ses retranchemens de Corpus-Christi, excitait dans la population de Matamoros comme dans l'armée de Mejia une curiosité mêlée d'inquiétude. On avait reçu déjà, nous l'avons dit, quelques renseignements sur la situation précaire des troupes américaines. Un point restait à éclaircir : on voulait connaître le chiffre exact de l'armée ennemie. Homme d'action, d'une capacité reconnue, et tout disposé à ne pas marchander la vie de ses soldats, non plus que la sienne, pour repousser l'invasion, le général Mejia mit ses batteurs d'estrade en campagne. On connaît la sagacité d'exploration particulière à la race américaine. Parmi ces batteurs d'estrade, un lieutenant des auxiliaires de la baie d'Espiritu-Santo acquit bientôt une sorte de célébrité. C'était un de ces hommes dont la bravoure égale l'astuce. Le lieutenant don Ramon Falcon ne tarda pas à se faire craindre dans le camp américain, où on lui attribua une ubiquité merveilleuse et des exploits dignes des héros d'Homère. Il est certain que le lieutenant Falcon faisait de son mieux, et le général Mejia fut bientôt parfaitement éclairé, non-seulement sur les dispositions, mais sur les forces réelles de l'ennemi.

Ce fut sous l'impression favorable des renseignements dus à ses batteurs d'estrade que le général Mejia écrivit au gouvernement de son pays des rapports empreints d'une singulière confiance dans la supériorité militaire des Mexicains. Il ne put s'empêcher de traiter avec un certain dédain des cavaliers qui n'avaient jamais su se former en rang, et qui, pour manier leurs chevaux, se trouvaient dans la nécessité de renoncer à leurs armes. Les journaux de Mexico ne manquèrent pas non plus de s'égayer aux dépens de la cavalerie américaine ; ils flattaient ainsi l'orgueil national, car, pour le Mexicain comme pour l'Arabe, la première qualité d'un homme est d'être bon cavalier. On le voit, les deux armées, au moment d'entrer en lutte, étaient animées de dispositions bien différentes. Le général Mejia croyait n'avoir affaire qu'à des ennemis peu redoutables. Le général Taylor s'était rendu compte de toutes les difficultés de sa position ; il les acceptait, il les subissait sans impatience comme sans faiblesse.

Les derniers jours du mois de mars étaient arrivés au milieu de cette attente si diversement supportée des deux parts. Les Américains commençaient à pousser de nombreuses reconnaissances sur le territoire mexicain. Leur intention de se déplacer et de donner ainsi le signal des hostilités sérieuses était enfin évidente. Bientôt on sut d'une manière plus certaine qu'ils se proposaient de franchir le 22 mars une petite rivière, appelée *Arroyo-Colorado*, pour s'avancer sur la rive gauche du Rio-Bravo, dans l'État de Tamaulipas. Cette nouvelle fut transmise au général Mejia par le lieutenant Falcon, qui, à l'appui d'une si précieuse révélation, remit entre les mains de son chef deux dragons américains tout montés et tout équipés, faits prisonniers dans sa dernière reconnaissance.

La nouvelle apportée par le lieutenant se vérifia avec une parfaite exactitude. L'armée ennemie s'avança d'abord jusque sur la rive gauche du Rio-Bravo del Norte, et par conséquent sur le territoire même de l'État de Tamaulipas. On sait déjà que Matamoros, capitale de l'État, est située à l'embouchure et sur la rive droite du même fleuve, à onze lieues de la mer. L'armée américaine s'était partagée en deux corps. Le 22 mars 1846, la plus petite de ces deux divisions, sous les ordres du général Taylor, alla camper sur le bord de la mer, près d'un promontoire nommé le fronton de Santa-Isabel. Cette nouvelle position lui permettait de communiquer avec une escadre composée de quatre bateaux à vapeur et de sept bâtiments, qui stationnaient à l'embouchure du Rio-Bravo. S'il restait encore au général américain quelque illusion au sujet des sympathies qu'il croyait rencontrer dans la population mexicaine, sympathies que repousse, quoi qu'on puisse dire en Europe, la différence des deux races, cette illusion dut se dissiper complètement, car il ne campa qu'au

milieu des débris encore fumants des maisons et des cabanes abandonnées par les habitants.

Le second corps, sous les ordres du général Worth, alla se poster près de Matamoros, devant un des points guéables du Rio-Bravo nommé le Paso-Real. Cette division se composait de 300 cavaliers et de 2,800 hommes d'infanterie, avec 18 pièces de canon et les chariots des *settlers* chargés de provisions de bouche et de munitions de guerre. L'invasion était flagrante; cependant le général Taylor crut devoir protester encore de ses intentions pacifiques et écrivit au général Mejia une lettre datée, avec une visible affectation, du camp près Matamoros (*Texas*) (1); cette lettre officielle réclamait du général mexicain la remise des deux prisonniers faits par Falcon ainsi que de plusieurs déserteurs qui avaient passé à l'ennemi. Le général Worth chercha, comme le général Taylor, à déguiser l'invasion, à la présenter comme un mouvement pacifique. Peu d'instants après avoir établi son camp sur le territoire mexicain et presque dans les faubourgs de Matamoros, il fit arborer par un de ses officiers un pavillon blanc de parlementaire. Ce pavillon à la main, l'officier galopa longtemps sur le bord du fleuve avec force démonstrations amicales, et appelant affectueusement le général Mejia par son nom. Le général se retira pour ne pas être vu. Cependant, les signaux continuant sans interruption, Mejia crut pouvoir dépêcher un colonel et deux capitaines. Dans cette entrevue, on insista pour que le général lui-même se prêtât à une conférence avec Worth; mais le général Mejia répondit qu'il ne se présenterait qu'à la condition de conférer avec le général en chef Taylor. Ce fut le général don Romulo Diaz de la Vega qu'il dépêcha à la rencontre de Worth. Le choix de cet officier supérieur comme négociateur était excellent. Par un certain fonds d'honneur chevaleresque, don Romulo de la Vega était fait pour s'entendre avec Worth, dont les manières courtoises et l'esprit cultivé contrastaient singulièrement avec la rudesse du général Taylor. L'entrevue cependant n'aboutit qu'à préciser et non à modifier la situation. I fut constaté que le général Taylor avait occupé la rive gauche du Rio-Bravo par ordre du gouvernement des États-Unis. Cette occupation devait se prolonger jusqu'au jour où la question des limites serait résolue; elle était d'ailleurs toute pacifique, et, loin de troubler la paix entre les deux nations, les généraux américains désiraient continuer à cultiver des relations d'amitié qu'ils étaient loin de regarder comme rompues. Le général Vega répondit que l'occupation par l'armée américaine d'une grande partie du territoire mexicain de Tamaulipas devait être et était en effet considérée comme une déclaration de guerre, et qu'on ne pouvait établir aucune espèce de discussion tant que le pavillon étoilé flotterait sur le territoire de la république. Worth insista, il essaya encore de persuader au général Vega que le mouvement des troupes américaines ne devait en aucune façon être réputé comme une démonstration hostile; mais Vega notifia d'une façon péremptoire que si l'armée qui occupait la rive opposée ne laissait pas le territoire libre, on regarderait la guerre comme déclarée, et que le général Taylor demeurerait responsable des conséquences de l'invasion. Là-dessus l'entrevue se termina. La ferme attitude du parlementaire mexicain fut entièrement approuvée par le général Mejia. Le commandant de Matamoros alla même jusqu'à refuser de recevoir la communication écrite qu'un parlementaire apporta pour lui quelques instants après; il était bien convaincu en effet que cette communication ne faisait que reproduire les assurances données de vive voix au général Vega.

Cependant la conférence de Worth et de Vega n'avait pas été tout à fait inutile pour le général Mejia. En dépêchant Vega à la rencontre de Worth, Mejia avait espéré donner à la division d'Ampudia le temps d'arriver; il se promettait alors

(1) Matamoros est en réalité dans l'État de Tamaulipas.

d'écraser Taylor, livré à ses propres ressources, — Taylor, écrivait le général mexicain dans ses lettres officielles, *plus méprisable que le dernier tailleur*(1). — La plupart des renforts attendus par Mejia arrivèrent bientôt en effet. Le corps d'armée de Tampico, la division du général Pedro Ampudia, déjà tristement célèbre par le rôle qu'il avait joué dans les massacres de Tabasco, vinrent se joindre à lui. Toute l'armée mexicaine allait sous peu de jours se trouver réunie en face de l'ennemi. Le commandement en chef des troupes fut donné au général Mariano Arista, ancien compagnon d'armes du général Santa-Anna. Certes, si la valeur personnelle, la bravoure du soldat, devaient tenir lieu, dans un général en chef, de toute autre vertu, le commandement n'eût pu être confié à des mains plus dignes que celles de cet officier, intrépide cavalier, soldat infatigable ; malheureusement quelques soupçons planaient sur le patriotisme d'Arista. Tel est le triste sort de la république mexicaine, qu'elle renferme dans son sein tous les germes de dissolution.

Pendant qu'aux troupes commandées par Arista s'ajoutaient chaque jour de nouveaux renforts, de nombreuses désertions affaiblissaient, au contraire, l'armée américaine. La position de cette armée au campement de Santa-Isabel était plus précaire encore qu'à Corpus-Christi. Une moitié des forces de Taylor se trouvait occupée à maintenir l'autre et à tirer sur les déserteurs qui traversaient le fleuve à la nage pour se joindre à l'armée ennemie. Des deux côtés, il devenait impossible de persister dans un système d'inaction, lorsqu'on apprit dans les derniers jours d'avril que le chargé d'affaires des États-Unis à Mexico, M. Slidell, ayant demandé et reçu ses passeports, la guerre commencée de fait par le mouvement de Worth et de Taylor sur Matamoros était enfin officiellement déclarée.

II

Les premières dispositions prises par Arista indiquaient un habile tacticien. D'après ses ordres, le général Torrejon, traversant le Rio-Bravo à la tête de 1,200 chevaux et de 400 fantassins, s'était jeté entre le quartier général des Américains et la pointe de Santa-Isabel. Le passage du fleuve s'était opéré sans coup férir. Peu de jours après, les hostilités s'ouvrirent par une escarmouche insignifiante, mais où les Mexicains eurent l'avantage. Dans cette escarmouche, le lieutenant Falcon donna une nouvelle preuve de courage et d'adresse. Déguisé en marchand ambulant, il s'introduisit dans le camp américain et apprit là que les dragons de Taylor devaient pousser une reconnaissance du côté des positions de Torrejon. Le hardi batteur d'estrade s'empressa de donner cette nouvelle au général Torrejon, qui lui confia un détachement avec la mission de surprendre et de capturer les éclaireurs ennemis. Les *rancheros* conduits par Falcon eurent aisément raison des Américains. Quoique montés sur d'excellents chevaux, les maladroits cavaliers *yankee* se débandèrent et furent bientôt culbutés. Quarante-cinq hommes et deux officiers restèrent prisonniers des Mexicains. On donna la chasse aux autres dragons, qui périrent tous taillés en pièces ou noyés dans le fleuve. Il n'en fallut pas davantage pour exalter la confiance du soldat mexicain. « Plût à Dieu, écrivait alors le général Canales, que toute cette canaille fût à cheval ! A cheval, ce sont des hommes perdus. A dire vrai, ils ne savent pas se défendre, ils s'accrochent à la crinière des chevaux pour galoper, et nous autres, bien que très-mal montés, nous savons leur couper la retraite et les empoigner. »

(1) *Taylor* veut dire *tailleur*, et le mot de *sastre* est pour le Mexicain une épithète d'un mépris écrasant.

Cette affaire est la dernière où l'on voie figurer le lieutenant Falcon. A partir de ce moment, le souvenir de ce brave officier ne fut plus rappelé que dans une lettre adressée par Taylor à Ampudia, et où le général américain rendait Falcon responsable de la disparition d'un officier supérieur de son armée, le colonel Cross. Cette fois, du moins, on accusait Falcon à tort. Une lettre d'un habitant de Matamoros au général Bustamente, annexée aux bulletins de l'armée, constata qu'un paysan mexicain avait poignardé le colonel Cross dans un accès de jalousie conjugale.

Un résultat plus important que ce fait d'armes, c'était le passage du Rio-Bravo opéré par Torrejon, c'était la position prise par ce général entre le camp américain et la pointe de Santa-Isabel. Les Mexicains avaient, par ce mouvement hardi, coupé la ligne de communication des Américains avec la mer; ils les avaient privés des secours de leur escadre. Si, comme on l'espérait, les généraux Arista et Torrejon eussent attaqué simultanément l'ennemi sur les deux rives du Rio-Bravo, les Américains, isolés comme ils l'étaient et cernés par des troupes supérieures en nombre, se seraient trouvés dans une position critique d'où probablement ils ne seraient pas sortis à leur honneur.

Le plan du général Arista semblait donc tracé d'avance, et l'état déplorable de son pays ne lui permettait pas de reculer devant une opération décisive. Le trésor public était vide, et, pour établir une sorte d'équilibre entre les dépenses et les recettes, le président Paredes venait de rendre un décret en date du 7 mai, portant que toutes soldes, payes journalières, pensions ou gratifications à la charge du trésor public, seraient réduites d'un quart; il n'exceptait de cette mesure que les officiers, soldats ou employés militaires en activité de service. Le décret de Paredes était dicté par une nécessité impérieuse, car le blocus du golfe par l'escadre américaine diminuait ou, pour mieux dire, anéantissait presque les seuls revenus de l'État. Un fléau intérieur était venu d'ailleurs se joindre à l'invasion. L'État de Yucatan se séparait de Mexico; le général Alvarez allumait une guerre sociale, une guerre de castes dans l'État d'Acapulco et en désarmait les ports, dont il vendait les canons aux Américains. Les Indiens *bravos* (sauvages), rompant leur trêve, sortaient en masses de leurs déserts. L'État de Zacatécas avait été envahi par des hordes furieuses qui étaient venues enlever des chevelures jusque sur la grande place de sa capitale. Celui de Sonora était à feu et à sang. Les Apaches avaient envahi le village d'Oputo, où ils avaient massacré cent trente-deux personnes. De là ils s'étaient avancés jusqu'au *préside* le plus voisin de la frontière qu'ils avaient tenu assiégé pendant cinq jours. Il est bon d'ajouter que ces mêmes Apaches, qui jusqu'alors n'avaient fait usage que d'arcs, de flèches et de *macanas* (casse-tête), étaient uniformément vêtus de casaques de drap bleu à parements rouges, avec des coiffures militaires, et pour la première fois armés de carabines. Ce fait rappelait trop clairement les invasions indiennes qui avaient assailli les premiers colons mexicains du Texas; il démontrait que, cette fois comme alors, ces bandes sauvages servaient d'avant-garde formidable aux colons des États-Unis. Enfin, tandis que les tribus indiennes des déserts de l'ouest attaquaient l'État de Sonora sur ses frontières, les nations indiennes de l'intérieur, excitées par le parti des Gandaras, une des deux familles qui s'y disputent la préséance, commettaient au cœur même de cet État mille atrocités. Les Hiaquis tenaient garnison à Guaymas même, les Pimas à Uris, les Opatas à Hermosillo. Les bois étaient remplis de fugitifs qui cherchaient à se soustraire aux poursuites des Indiens et aux proscriptions des Gandaras. Tous les maux semblaient assaillir le Mexique à la fois.

Une telle situation faisait un devoir, nous le répétons, au général Arista de compléter bientôt par un mouvement décisif l'effet de la première manœuvre exécutée si heureusement par Torrejon. L'armée américaine, inférieure en nombre et composée d'éléments hétérogènes, pouvait être facilement écrasée. Cependant, depuis le pas-

sage du Rio-Bravo jusqu'au 1er mai, plusieurs jours s'écoulèrent marqués tantôt par des engagements insignifiants, tantôt par une inaction complète. Un général connu au Mexique par ses prétentions ridicules, don Jose-Maria Tornel, sollicitait et obtenait pour le commandant Quintero, atteint d'un coup de sabre dans l'une de ces escarmouches, l'autorisation de porter à son bras blessé un écu d'azur orné d'une pompeuse inscription. Ces niaiseries fournissaient aux journalistes mexicains des thèmes qu'ils amplifiaient avec leur jactance habituelle. Enfin une fausse ou perfide manœuvre du général Arista vint aggraver le mal produit par le temps perdu.

Le 30 avril, dans la nuit, Arista fit passer le fleuve à la première brigade d'infanterie, commandée par le général Ampudia, et le 1er mai, à midi, il le traversa lui-même à la tête de la seconde brigade. Les deux corps d'armée avaient franchi le Rio-Bravo à Longoreño, à trois lieues à peine en aval de Matamoros. Cette opération entraîna le déplacement des généraux Torrejon et Canales, qui durent (et l'on ne sait comment expliquer cet ordre d'Arista) se porter au gué de San-Rafaël pour protéger le passage d'Arista et d'Ampudia. Ainsi fut perdu tout l'avantage d'une position qui isolait l'ennemi de son quartier général. Les Américains allaient pouvoir de nouveau communiquer librement avec la pointe de Santa-Isabel; ils allaient tirer de leur escadre les vivres dont ils manquaient, rappeler leurs réserves et reprendre possession de leur artillerie.

Après huit jours passés, du côté des Américains en préparatifs facilités par la maladresse de leurs adversaires, du côté des Mexicains en manœuvres insignifiantes (1), la division de Taylor et l'armée mexicaine se mirent en mouvement et se trouvèrent enfin en présence, non loin de la plaine de Palo-Alto, le 7 mai 1846. La division de Taylor était composée de 2,300 soldats environ et de deux cents chariots; Arista avait avec lui 3,461 hommes. Le général américain, installé dans un endroit que les Mexicains avaient abandonné la veille, appuya aussitôt sa droite sur une levée de terrain assez épaisse et sur une *resaca* (étang) ; sa gauche et son arrière-garde étaient protégées par un bois à la lisière duquel les chariots des *settlers*, entrelacés et enchaînés, formaient un retranchement impénétrable. Ayant fait ensuite avancer une colonne au centre et placer son artillerie à l'avant-garde, Taylor se prépara à combattre. L'armée mexicaine était étendue devant lui en une longue ligne sans profondeur, sans réserve, et qui formait comme la corde du segment de cercle tracé par les troupes américaines. Une partie de la journée avait été consacrée à prendre ces dispositions. Déjà il était deux heures. Le moment était venu où, dans les pays du Sud, la nature s'affaisse sous le vent brûlant, dont les rafales traversent l'atmosphère comme des flèches de feu. Un moment de silence solennel succéda à la confusion des premières manœuvres. On pouvait, au milieu de ce calme momentané, entendre le souffle du vent dans les grandes herbes qui couvraient la plaine et le murmure des bois qui abritaient la ligne des chariots américains.

Le général Arista n'attendait plus, pour engager l'action, que l'arrivée d'un régiment d'infanterie qu'on devait lui envoyer de Matamoros. Dès qu'il vit reluire au soleil les baïonnettes de ce régiment, il donna le signal, et un coup de canon, parti du centre de l'armée mexicaine, annonça que le combat commençait. Les Américains dirigèrent aussitôt toutes leurs batteries contre le renfort dont l'arrivée venait

(1) Nous avons dû abréger beaucoup l'historique de ces préliminaires, longuement racontés dans un ouvrage intitulé : *Campaña contra los Americanos del Norte.* — 1a Parte, *Relacion historica de los 40 dias que mandó en gefe el general Arista* (*Campagne contre les Américains du Nord. — Relation historique des quarante jours pendant lesquels commanda en chef le général Arista*). Mexico, juin 1846. — L'officier témoin oculaire et auteur de cet ouvrage n'hésite pas à attribuer à la trahison l'inexplicable manœuvre du gué de San-Rafaël.

de mettre un terme aux hésitations d'Arista, et ce ne fut qu'après avoir semé la plaine de morts que ce malheureux régiment put entrer en ligne à la gauche de l'armée mexicaine. Le feu commencé contre lui se tourna dès lors contre l'aile gauche tout entière. Les soldats mexicains, dont ce feu meurtrier éclaircissait les rangs, restaient à leur poste, immobiles et formés en ligne, sans pouvoir seulement décharger leurs armes sur un ennemi placé hors de leur portée. Tandis que la droite s'agitait vainement pour faire taire les batteries américaines, la gauche ne bougeait pas au milieu des morts qui s'entassaient. Les cris répétés de : *Viva Mexico! viva la independencia!* se mêlaient, pendant les courts silences de l'artillerie, aux roulements des tambours et aux fanfares de plus en plus affaiblies des clairons. Les Américains, voyant qu'il suffisait d'un dernier coup pour avoir raison d'un ennemi déjà vaincu pour ainsi dire par le désavantage de sa position, eurent recours à une ruse de guerre qu'ils ont apprise des Indiens, et qui leur est familière. Vers quatre heures, c'est-à-dire deux heures après le commencement de l'action, une épaisse fumée couvrit toute la gauche de Taylor. Des barils de goudron, à l'aide desquels les Américains avaient mis le feu aux herbes desséchées qui couvraient la plaine, produisaient cette fumée, assez épaisse pour dérober complétement leur manœuvre. On aurait pu croire que les Américains avaient battu en retraite, si le rideau noirâtre n'avait été troué, à intervalles égaux, par le feu des canons. Enfin, la fumée s'affaissa et laissa voir une batterie avancée, dont les boulets vinrent de nouveau décimer les soldats mexicains, qui, toujours paralysés dans leurs mouvements, mouraient sans reculer, comme ils savent parfois mourir. Une autre partie de l'armée américaine avait profité de la fumée pour s'embusquer dans les bois et déborder ainsi la gauche mexicaine. Averti de cet incident, Arista transmit au général Torrejon l'ordre de déloger l'ennemi du bois. C'était une tâche presque impossible. Le général en chef oubliait qu'une vaste lagune, où peu de jours avant la bataille l'armée mexicaine s'était approvisionnée d'eau, protégeait ce bois et le rendait presque imprenable. Le général Torrejon entreprit néanmoins d'obéir; mais les abords noyés de la *resaca*, un second lac de feu formé par le goudron enflammé qui se répandait de tous côtés, opposèrent un obstacle invincible aux soldats, qui, enfoncés jusqu'à la ceinture dans un marais fangeux, se trouvèrent encore arrêtés par un bataillon et deux pièces de campagne postées sur le bord opposé de l'étang. Le général Torrejon renonça à exécuter les ordres d'Arista qui insistait pour qu'on chargeât, nonobstant les difficultés du terrain. L'artillerie transportée dans le bois par les Américains put commencer à battre d'enfilade toute la ligne mexicaine, et mit ainsi le désordre à son comble. Au dire d'un officier témoin de cette sanglante affaire, les boulets américains arrivaient jusqu'aux ambulances, situées à quinze cents vares (1) du champ de bataille, et vinrent emporter le bras droit d'un malheureux blessé dont on amputait le bras gauche.

Il fallait cependant sortir de cette position critique. Le général don Romulo de la Vega, placé à l'aile gauche, fit demander les ordres d'Arista, qui se trouvait à la droite. La réponse du général en chef, mal comprise, entraîna de nouveaux et funestes délais. Ce ne fut que vers cinq heures que les guidons mexicains vinrent marquer une autre ligne de bataille à l'armée, qui s'avança dans un nouvel ordre. Par une étrange fatalité, il arriva en ce moment à la droite ce qui était arrivé à la gauche quelques heures auparavant. Comme la gauche, la droite voyait diminuer ses rangs et demandait le combat à grands cris. Arista la fit avertir de se préparer à l'attaque. Les troupes mexicaines, encore pleines d'enthousiasme, croisèrent la baïonnette, attendant le signal de la charge. On avait cru que ce signal suivrait

(1) La vare équivaut à peu près à un mètre.

l'avertissement du général, et cependant l'ordre ne venait pas. Deux fois la volonté d'Arista, expressément formulée, retint les troupes au moment où elles allaient se mettre en marche. Dès lors la situation devint intolérable; le désordre se mit dans les rangs des soldats mexicains, désespérés de mourir sans utilité, sans gloire, sans vengeance. Les cris de *trahison* volèrent de bouche en bouche, et un mouvement rétrograde s'opéra. Il fallut que le général en chef se mît à la tête de l'aile droite pour exécuter la charge. A ce seul moment, Arista retrouva cette intrépidité qui le faisait compter parmi les plus brillants officiers du Mexique; mais il était trop tard, et l'attaque, mal combinée, fut mal soutenue par des soldats découragés. Les Américains, jugeant inutile de prolonger le combat, se replièrent lentement sur leur enceinte de chariots, derrière lesquels ils dirigèrent quelques décharges qui terminèrent l'action. On sait avec quelle rapidité la nuit tombe sous les tropiques. L'obscurité était devenue complète, et les soldats mexicains, ralliés à la faveur des ténèbres, campèrent cette nuit même sur le champ de bataille qui leur avait été si fatal. Renfermé dans sa tente, Arista, au lieu de prendre les mesures nécessaires pour réparer cet échec, se répandit en invectives contre ses troupes; il alla même jusqu'à provoquer ses officiers; mais, à travers les explosions de cette colère sans dignité, on pouvait deviner que le général était mécontent de lui-même plus encore que de ceux qui l'entouraient.

Bien que l'armée mexicaine eût beaucoup souffert, cependant rien n'était désespéré; mais le malheur voulut que le découragement pénétrât dans ses rangs. Les soldats se plaignaient hautement d'avoir été vendus; la défiance se joignit au découragement, et ce fut avec la certitude d'être de nouveau battus qu'ils engagèrent l'action le lendemain. A dire vrai, cette nouvelle bataille ne fut guère qu'une longue retraite. Les désordres et les fautes de la veille se reproduisirent, et l'armée mexicaine, contrainte de repasser le Rio-Bravo, vint se jeter en désordre dans Matamoros, laissant le drapeau américain, objet naguère de tant de haines, de tant de menaces, flotter librement sur la rive gauche du fleuve.

Jusqu'à ces deux combats, une certaine logique avait encore présidé aux mouvements des troupes mexicaines; il y avait eu de grandes fautes commises, mais on pouvait les attribuer au trouble apporté dans l'esprit des chefs par le sentiment d'une grave responsabilité. On devait croire qu'avertis par ces échecs, les généraux retrouveraient, en présence d'un péril croissant, la vigueur, la fermeté, qui avaient manqué à leurs premiers efforts. Tout au contraire, au lieu de chercher, en combinant mieux leurs opérations, à relever la fortune du pays, ils parurent frappés dès ce moment d'un esprit de démence. Ce n'est plus une guerre sérieuse que nous allons avoir à raconter.

Le 10 mai, la place de Matamoros avait encore 4,000 hommes de garnison (sans compter les blessés, qui au nombre de plus de 500, encombraient les hôpitaux); la cavalerie, aux ordres du général Canales, qui, par suite des dispositions d'Arista, n'avait pris part à aucune des deux actions précédentes, présentait encore un effectif de 1,000 hommes. Au lieu de profiter de ces éléments de force qu'avaient épargnés les dernieres désastres, un conseil de guerre, réuni en apparence pour en régler l'emploi, fit savoir à la division de Matamoros qu'il n'y avait que les rations de vivres nécessaires jusqu'au 14 du mois, que les munitions étaient insuffisantes pour une défense de plus de trois heures, que le temps et l'argent manquaient pour fortifier la place, que, la démoralisation étant générale, on ne pouvait compter sérieusement sur aucun des corps de l'armée, et qu'enfin la division était destinée à mourir de faim ou sous les coups de l'ennemi. Après avoir ainsi sonné l'alarme, on commença à traiter de l'échange des prisonniers. Quant aux blessés, Taylor avait offert de les rendre sans compensation. Ces derniers, au nombre de soixante et dix, devaient

se trouver à Matamoros à six heures du matin. Taylor tint sa promesse, et cependant, le croira-t-on? ces malheureux restèrent sur la rive droite du Rio-Bravo sans secours, sans soins, exposés onze heures de suite aux averses torrentielles des pluies tropicales, avant qu'on pût les installer dans les hôpitaux; encore plusieurs passèrent-ils toute la nuit et la journée du lendemain transportés d'hôpital en hôpital. Cette même journée et la suivante furent consacrées d'un commun accord par les deux parties belligérantes à de paisibles négociations. Les pourparlers se succédaient sur les deux rives du fleuve comme entre de bons voisins réunis pour causer de leurs affaires. En réalité, la retraite des Mexicains était résolue, et il ne restait plus qu'à sauver les apparences.

Le 17, à sept heures du matin, un second conseil de guerre s'assembla. Le général en chef Arista prit la parole, et, après avoir insisté encore sur l'état lamentable de la place, il conclut en disant qu'il désirait connaître le sentiment de ses officiers, bien que les lois militaires le laissassent libre de suivre ou de rejeter les avis des officiers généraux réunis en conseil. Le colonel Uraga, jeune officier plein de courage et que la calomnie n'épargna pas malgré sa brillante conduite, parla le premier comme le plus jeune. Il fut d'avis de tenir bon jusqu'à la fin; les généraux Morlet, Jauregui, Garcia et Torrejon se rangèrent de cette opinion; mais Requena et Ampudia furent d'avis de demander une suspension d'armes à l'ennemi, et terminèrent en disant que la place n'était pas tenable. Le général Ampudia proposa en outre d'envoyer au camp américain le commandant d'artillerie Requena porteur de propositions de trêve comme l'officier le plus capable de remplir une mission si délicate. Le général en chef approuva la motion, et ajourna toute décision jusqu'au retour de l'envoyé. Requena partit donc avec des instructions que sur sa demande on voulut bien lui donner par écrit. On demandait au général Taylor un armistice d'un mois. Requena, parti à onze heures, était de retour à midi avec une réponse négative; le général américain lui avait déclaré en outre qu'il passerait le Rio-Bravo dans l'après-midi même.

Ce refus était prévu; en demandant l'armistice, le général Arista avait voulu seulement faire en apparence un dernier effort avant de se décider à la retraite. A la tombée de la nuit, bien que l'ennemi n'eût pas encore bougé, le mouvement rétrograde commença. A neuf heures, la place était évacuée, et, le 18 au matin, la division en marche comptait déjà mille hommes de moins, les uns morts, les autres en fuite. Quant aux soldats restés fidèles au drapeau, les plus tristes privations les attendaient. Les épaules chargées de sacs et de chaudières, ces malheureux, dévorés par un soleil ardent, sans eau, sans vivres, continuèrent leur marche, poussant devant eux les bœufs et les mules en nombre insuffisant pour le service du train. Il faut renoncer à décrire les particularités de cette désastreuse retraite, déterminée par une panique inqualifiable. C'était un pêle-mêle d'hommes et de chevaux que la fatigue avait brisés, une marche sans ordre, des campements sans règle, un intervertissement général de toutes les lois de la discipline. Les cavaliers qui formaient l'avant-garde troublaient sous les pieds de leurs chevaux le peu d'eau qu'on trouvait sur le chemin, et que le soleil corrompait déjà au moment où l'arrière-garde s'y précipitait. Bientôt les cavaliers furent à pied et les chemins furent semés de cadavres. Un ramassis de femmes, de bas officiers, de domestiques qui marchaient à l'avant-garde, ne se contentaient pas de laisser le soldat sans eau; ils accaparaient tous les vivres qu'on pouvait trouver, pour les revendre ensuite à des prix exorbitants. Chaque jour, chaque heure voyait des soldats tomber frappés d'apoplexie sous l'influence de l'excessive chaleur ou brisés par les fatigues de la route. Enfin, douze jours après l'évacuation, cette division, de plus de 5,000 hommes au départ, arrivait à Linares et à Monterey, réduite à 2,638. C'était le 29 mai, et le 4 juin suivant le général Arista, donnant sa démission, demandait à passer devant un conseil de guerre.

L'occupation de Matamoros fut suivie bientôt de l'entrée des Américains à Reinosa et à Camargo. Trois États déjà se trouvaient envahis : ceux de Tamaulipas, de Cohahuila et de Nuevo-Leon ; ils avaient déjà été désignés par les Yankee sous le nom de république de *Rio-Grande*. Fidèles à leur système de temporisation, les généraux de l'Union essayaient encore de donner le change aux populations conquises ; ils se posaient en libérateurs plutôt qu'en conquérants ; la propagande suivait l'invasion, et un journal, publié dans les deux langues anglaise et espagnole, fut destiné à démontrer que de l'entrée des Américains au Mexique allait dater pour les contrées envahies une ère de merveilleuse prospérité sous le régime auquel les États-Unis devaient leur puissance et leur grandeur. En attendant, les Indiens sauvages poussaient de nouveau du fond des déserts leurs invasions partielles dans l'État même de Cohahuila et dans celui de Chihuahua. La coïncidence de leurs mouvements avec ceux de l'armée américaine ne laissait que trop suspecter la bonne foi des sauveurs du Mexique. Aussi les essais de propagande américaine n'avaient-ils encore que médiocrement réussi, quand une révolution qui éclata à Mexico vint servir plus efficacement les projets de l'Union en donnant l'anarchie pour auxiliaire à ses soldats.

Les tendances monarchiques du président Paredes étaient généralement connues. La partie éclairée de la nation, celle qui voulait réellement le bonheur du pays, appuyait ces tendances, car elle voyait dans une monarchie le seul moyen de fermer les plaies toujours vives que vingt-cinq ans de révolutions avaient ouvertes et entretenues dans le corps social au Mexique. Plus que jamais, d'ailleurs, on sentait le besoin de fortifier le gouvernement, menacé de nouveau par des ambitions subalternes. Inattaquable dans les déserts du sud, le général Alvarez s'était d'abord posé comme le seul champion de la cause démocratique. Des hordes de bandits, dans les environs d'Acapulco, avaient commis au nom des principes proclamés par Alvarez des horreurs sans exemple encore, même au Mexique (1). L'État de Jalisco suivit bientôt le triste exemple que lui donnait celui d'Acapulco. Une poignée de factieux se prononça dans les premiers jours de juillet contre Paredes. Confondant le clergé et les monarchistes dans une égale haine, les prononcés s'emparèrent violemment des églises et des couvents, dans lesquels ils tinrent garnison. Les couvents de femmes même ne furent pas respectés. Dans celui de Santa-Teresa, pris par escalade, on eut le singulier spectacle d'une orgie militaire sur les terrasses et d'une scène de désolation au rez-de-chaussée. Bientôt les prisonniers firent à leur tour retentir les cachots de protestations républicaines et patriotiques. A Guadalajara, capitale de l'État de Jalisco, des officiers complaisants délivrèrent les détenus, on alla même jusqu'à les enrôler ; mais, une fois que ces misérables eurent des armes, ils désertèrent, et ce fut un fléau de plus pour les habitants que ces bandes d'assassins déchaînés sur les grandes routes.

L'armée de réserve prête à marcher de Mexico contre les Américains, sous les ordres de Paredes, se trouvait impuissante à réprimer ces excès scandaleux. D'ailleurs, pour avoir raison de l'anarchie, au dedans, il était nécessaire de repousser d'abord l'ennemi extérieur. Paredes quitta donc Mexico à la tête de sa division, pour aller prendre le commandement des troupes réunies à San-Luis. Linares, Saltillo et

(1) Parmi les crimes commis par les bandes de Faustino Villalva et de Miguel Salgado, les plus atroces sont les affreux supplices infligés à deux malheureux qui, saisis par les brigands, furent d'abord victimes d'une mutilation sans nom, puis pendus par les pieds. Dans cet état, on leur arracha la peau depuis la gorge jusqu'aux mâchoires, puis on leur trancha la tête. On peut consulter à ce sujet le *Diario del gobierno de la republica mexicana*, journal officiel du gouvernement mexicain, 2 août 1846.

Monterey. Sa présence à Mexico avait jusqu'alors contenu les dispositions hostiles du parti démocratique; mais à peine était-il à quelques lieues de Mexico, que les factieux s'empressèrent de mettre à profit son absence. Paredes lui-même, abandonné par ses soldats, dut prendre le chemin de l'exil, au lieu de marcher à l'ennemi. Le 4 août, le général don Mariano Salas, commandant les troupes restées à Mexico, se prononça contre Paredes, et fit officiellement au gouvernement des sommations qui portaient en substance : 1° qu'on élirait un nouveau congrès d'après les règlements électoraux de 1824 (la première constitution mexicaine), et que le régime monarchique si odieux à la nation disparaîtrait à jamais du programme politique; 2° que tous les citoyens fidèles à leur pays, y compris les exilés, seraient appelés de nouveau à venir offrir leurs services dans la crise actuelle, et que le *benemerito* général Santa-Anna serait reconnu comme le chef de l'armée destiné à combattre l'invasion. Ce nouveau plan, présenté en des termes où la courtoisie s'alliait à la menace, n'obtint d'abord que des réponses évasives. Salas, impatienté, fixa à deux heures la solution de la question; la réponse du gouvernement n'ayant pas été rendue à l'heure dite, le général prononcé disposait tout pour une attaque, quand deux parlementaires se présentèrent aux insurgés, demandant qu'une commission fût nommée de part et d'autre pour discuter les points en litige. La discussion fut fixée à cinq heures; la commission des prononcés fut seule exacte au rendez-vous. Après une heure d'attente, elle reçut une nouvelle communication du gouvernement, qui promettait de réunir à sept heures un conseil de guerre chargé de statuer sur les sommations de Salas. Celui-ci était à bout de patience. A la tête de deux colonnes composées d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie, il s'avança sans rencontrer d'obstacle jusqu'au palais qu'il cerna Ce mouvement arracha au gouvernement une nouvelle promesse : la commission qu'il avait nommée devait se rendre à neuf heures du soir dans une maison de la rue des Plateros. Ce délai fut accepté, et cette fois la commission choisie par le vice-président Bravo devança d'une heure le moment fixé. Une longue discussion s'éleva entre les envoyés des deux partis; elle dura jusqu'à une heure et demie du matin. On finit par convenir qu'une garde d'honneur serait accordée au vice-président Bravo, que ni lui ni les siens ne seraient inquiétés, que le gouvernement déposerait ses fonctions, et que les troupes cantonnées dans le palais demeureraient aux ordres du général Salas, chargé de l'autorité suprême jusqu'au retour de Santa-Anna. La révolution était consommée. Dans la nuit du 5 au 6, Salas occupa le palais, et au point du jour, le tocsin sonnant à toute volée, les fanfares et les fusées annoncèrent aux habitants de la capitale mexicaine qu'ils avaient encore une fois changé de maîtres. Le gouvernement de Paredes avait duré sept mois.

III

Le 5 août, une dépêche de Vera-Cruz annonça l'arrivée prochaine du général Santa-Anna, et le jour suivant, à midi, le héros de Tampico mit en effet pied à terre sur la jetée au milieu des cris d'allégresse, des salves d'artillerie et des fanfares. Le Mexique semblait avoir secoué sa torpeur à la vue du général qui avait seul le secret de galvaniser ce corps inerte, et dont cependant l'insatiable ambition avait si lourdement pesé sur la république depuis vingt ans.

Bien qu'il faille tenir compte de la grandeur factice que prête à Santa-Anna l'insignifiance des hommes qui l'entourent, on ne peut méconnaître en lui des qualités qui, même en Europe, se concilient rarement avec un rôle secondaire. A une promptitude de décision admirable, Santa-Anna joint une audace à toute épreuve. De plus, connaissant à fond le caractère de ses compatriotes, il sait les faire en quelque sorte

mouvoir au gré de son ambition, et joue constamment avec eux le jeu le plus téméraire. Véritable Protée politique, il a attaché son nom à toutes les révolutions du Mexique, dont il a été tour à tour l'auteur ou le prétexte. Victorieux après une défaite, vaincu après une victoire, tantôt avide de bruit et de puissance, tantôt rassasié de pouvoir ou de renommée, renversant ceux qu'il a élevés, élevant ceux qu'il a renversés, s'il n'est pas l'homme des grandes résolutions, Santa-Anna est par excellence celui des résolutions subites. Organiser, affermir le pouvoir au Mexique, ce n'est point là sa tâche; fasciner, éblouir ses concitoyens, c'est là ce qu'il sait à merveille, et c'est à quoi il vise peut-être avant tout.

A l'époque où Santa-Anna reparaissait en libérateur dans ce pays qu'il avait quitté comme un banni, les traits principaux de son caractère s'étaient modifiés quelque peu sous l'influence des années. Ce n'était plus le jeune et bouillant officier passant avec une imperturbable audace des chances du jeu à celles des combats; ce n'était plus le *guerrillero* aventureux qui traversait toute la république les armes à la main, accompagné partout du colonel Arista, jeune alors et téméraire comme lui; adoptant toute espèce de déguisement, envahissant même un couvent à la tête de soldats vêtus en dominicains. L'exil avait calmé cette folle ardeur, et aux rêves brillants de la jeunesse avaient succédé pour Santa-Anna les sombres calculs de l'ambition.

Avant de continuer sa route vers Mexico, Santa-Anna passa quelques jours souffrant à sa campagne de Lencero, dans l'État de Vera-Cruz, dont, soit dit en passant, ses propriétés couvrent la plus grande partie. Le 15 septembre seulement, le général fut reçu à Mexico. C'était la veille des fêtes de l'indépendance mexicaine qu'avec son tact habituel il avait choisie pour faire sa rentrée dans la capitale; le retour du libérateur coïncidait avec l'anniversaire d'une révolution glorieuse, où il avait joué un des premiers rôles. Jamais monarque ne fut reçu avec plus de pompe que l'homme qui, par un retour de fortune si commun dans le plus capricieux des gouvernements, rentrait en triomphateur dans une capitale d'où on avait fait, dix-huit mois auparavant, disparaître jusqu'à sa statue.

Depuis le matin, une foule immense encombrait à plus d'une lieue de Mexico le chemin que Santa-Anna devait suivre. Arrivé à une petite distance de la ville, le général monta dans le carrosse qui l'attendait; il s'y assit à côté du docteur Farias, ministre des finances, l'homme populaire du moment. Ce carrosse était précédé de trois chars magnifiquement ornés et montés par un groupe allégorique de jeunes enfants représentant l'union de l'armée et du peuple au sein de la liberté sous le même système fédéral, beau rêve toujours caressé et toujours déçu. Entre ces chars et la voiture triomphale marchait à pied une commission de l'illustrissime *ayuntamiento*, qui représentait sans allégorie le pouvoir municipal toujours écrasé entre le peuple et l'armée; puis venait une foule immense, chamarrée comme toute foule mexicaine, et étincelante de tout l'éclat que peuvent emprunter aux rayons du soleil l'or, la soie et des haillons multicolores. Cet immense cortége de cavaliers et de voitures s'avança lentement vers Mexico, dont les dômes, couronnés de curieux, laissaient échapper de leurs ouvertures le son des cloches ébranlées à toute volée, mêlé aux salves d'artillerie, aux sifflements des fusées, qui faisaient piaffer les chevaux et électrisaient la multitude. Une foule plus compacte encore attendait le libérateur aux portes du palais, et ce fut à peine si, au milieu de cette population enivrée, le général parvint à mettre pied à terre : il fallut tous les efforts de ses amis pour éviter qu'il ne fût littéralement enseveli dans son triomphe. Hommes, femmes, soldats, tous voulaient le toucher, l'étreindre, lui prendre la main, arriver seulement jusqu'à lui. Certes, si l'exilé de la Havane méritait les imputations qu'on ne lui a pas épargnées depuis, cette allégresse de tout un peuple dut éveiller en lui une douloureuse émotion. Santa-Anna tournait vers la foule son front pâli par la maladie, et qui semblait porter en-

core la trace des angoisses de l'exil, et ses regards si expressifs, ses gestes si nobles, parlaient éloquemment pour lui à défaut de cette voix sonore dont les accens avaient tant de fois provoqué l'enthousiasme. Quand il fut arrivé au palais, dans le salon de réception, le général Salas, chargé jusqu'alors de l'autorité suprême, se leva du siége présidentiel, s'avança pour le recevoir et lui offrir le fauteuil qu'il avait quitté; mais Santa-Anna le refusa en disant que d'aucune façon ce siége n'était le sien, et il en prit un autre pour établir la distinction faite entre le général chef suprême de la nation et le général des armées mexicaines. Puis, après avoir répondu, avec cette facilité d'élocution qui le caractérise, aux harangues du général Salas et de tous les pouvoirs religieux et judiciaires, le libérateur se dirigea vers la cathédrale, où de nouveaux honneurs l'attendaient encore, et se retira enfin dans son palais de Tacubaya. La journée se termina par des illuminations et par des réjouissances où se montrèrent une fois de plus cette insouciance, ce goût du plaisir, particuliers au peuple des tropiques. Qu'aurait fait de plus pour un roi cette multitude, qui, sous le régime républicain, garde encore des instincts monarchiques?

Le premier moment d'effervescence passé, le général en chef des armées mexicaines, tout entier aux soins de sa santé et aux plans de son ambition, sembla rentrer dans l'inaction la plus complète. On comprend toutefois que cette inaction ne pouvait durer. Le poids des affaires était un lourd fardeau pour le général Salas, qui n'avait pas la force nécessaire pour le porter dignement. Quoique le gouvernement de Washington eût encore une fois parlé de la paix, le Mexique avait refusé d'ouvrir les négociations avant l'entrée en session du nouveau congrès, fixée au 6 décembre 1846. Pendant ce temps, l'invasion faisait des progrès qui, lents encore, n'en étaient pas moins redoutables. Le général don Pedro Ampudia, qui avait remplacé Arista dans le commandement de l'armée des frontières, écrivait que les Américains, laissant garnison à Camargo, s'avançaient au nombre de 6,000 vers Monterey. Le Nouveau-Mexique avait été envahi par 3,000 hommes, et le gouverneur Armijo s'était vu forcé de se retirer à Paso del Norte; le port de San-Blas était bloqué, la Californie attaquée. Un décret du général Salas appela aux armes tous les Mexicains de seize à cinquante ans, et fixa à 30,000 hommes le contingent des divers États. Une milice nationale, composée du rebut de la population, se forma à Mexico même, en conséquence d'un autre décret, qui introduisait ainsi au cœur de la capitale un ennemi bien plus à craindre que l'ennemi extérieur. Restait à se procurer l'argent nécessaire pour entrer en campagne. Les offres patriotiques faites par les citoyens des divers états étaient plus pompeuses qu'efficaces. Tous les regards commencèrent donc à se tourner de nouveau vers Tacubaya, où Santa-Anna, toujours malade, continuait de rester inactif en apparence, quand on apprit qu'il venait d'emprunter sur ses biens personnels l'argent nécessaire à la mise en campagne de la brigade de réserve retenue à Mexico. Cette brigade se trouva ainsi prête à partir. Dans un élan d'enthousiasme, le journal du gouvernement opposa cette noble conduite du général à la tiédeur des autres citoyens riches, et leur conseilla sous une forme toute bienveillante de s'exécuter comme Santa-Anna, de peur que le peuple souverain, justement irrité de cet égoïsme, n'allât s'emparer de leurs coffres-forts pour les porter aux soldats défenseurs de la patrie. Il n'était pas prudent de dédaigner un pareil avis. Le clergé consentit à donner sur ses biens une hypothèque de 2 millions de piastres, le haut commerce et les riches propriétaires offrirent un prêt de 500,000 piastres, et s'engagèrent à fournir une somme égale dans le délai de quinze jours d'abord, puis de mois en mois.

Enfin, le 28 septembre, Santa-Anna, après être allé entendre une messe solennelle dans l'église de la Vierge de Guadalupe et avoir imploré la protection spéciale de la patronne du Mexique, se dirigea, à la tête de deux corps d'infanterie et de huit pièces

de canon, vers San-Luis Potosi, où il allait enfin jeter le masque de modestie qu'il avait cru devoir garder jusqu'alors.

IV

Huit jours avant le départ de Santa-Anna, l'armée des États-Unis, forte de 6,000 hommes, occupait militairement les abords de Monterey. Capitale de l'État de Nuevo-Leon, cette ville est une des plus pittoresques du Mexique ; l'État même de Nuevo-Leon n'est pour ainsi dire qu'un vaste jardin. Monterey est bâtie dans une vallée assez étroite, au pied des dernières montagnes de la Sierra Madre, à deux cent quarante lieues environ de Mexico, à cent lieues de Matamoros. Deux *cerros* très-élevés dominent la ville : l'un, qui ressemble à une selle, a été nommé la *Silla;* l'autre, qui a la forme d'une mitre, s'appelle la *Mitra.* Les trois endroits qu'on visite de préférence à Monterey sont un petit lac nommé *Ojo de Agua,* que de beaux arbres couvrent d'un dôme impénétrable; le pont de la *Purisima,* jeté au-dessus d'une rivière formée par le trop plein du lac, et qui unit l'ancienne partie de la ville à la partie moderne; enfin le bois de Santo-Domingo, vaste couvert à l'ombre duquel une armée tout entière peut s'abriter. Si Monterey n'était pas exposée aux incursions des Indiens, qui dans l'hiver viennent ravager les environs, nul doute que, grâce à la richesse de son territoire, cette ville n'eût pris un accroissement beaucoup plus rapide.

La garnison de Monterey, au moment où les Américains vinrent assiéger cette place, se composait d'environ 4,000 hommes. On attendait de jour en jour l'arrivée de la 4e brigade, aux ordres du général Ponce de Leon, qui s'avançait à marches forcées. Deux partis de cavalerie auxiliaire battaient la campagne, et ne laissaient pas de causer quelques dommages à l'ennemi. Le soldat mexicain était plein d'ardeur, et son enthousiasme s'était communiqué aux habitants de la ville. On cite même à ce propos un trait singulier. Une jeune femme, appelée doña Jesus Dosomantes, se présenta à cheval au général Ampudia, vêtue d'un uniforme de capitaine; elle demanda à être reçue dans l'armée. En vain le colonel Uraga, à qui Ampudia l'adressa, lui représenta les dangers et les privations qui l'attendaient : la jeune femme fut sourde à toutes les exhortations, et demanda comme une faveur le poste le plus exposé. On la vit, sous son costume de capitaine, parcourir toute la ligne mexicaine, et chacun admira tant de bravoure unie à tant de jeunesse et de beauté. Malheureusement les mêmes bulletins qui constatent l'enrôlement de la jeune héroïne restent muets sur la part qu'elle prit dans la suite aux événements de la guerre. Il ne fut donné qu'un moment au Mexique de croire qu'il avait sa Jeanne d'Arc.

La citadelle de Monterey et le *cerro* la *Mitra,* appelé aussi *cerro del Obispado viejo,* commandent la ville. Des redoutes avaient été établies sur le *cerro del Obispado,* sur l'*hacienda de la Teneria* et sur le *rincon del Diablo* (coin du Diable), qui dominent la plaine. Le 19 septembre, au matin, la vallée de Monterey présentait un aspect pittoresque. L'armée américaine, forte de sept mille hommes, avait pris position dans le bois de Santo-Domingo, à une lieue et demie de la ville ; on pouvait pressentir une attaque prochaine. Trois cents chariots de *settlers* environ formaient à l'avant de la forêt un retranchement redoutable. Le vent agitait à la lisière du bois les toiles blanches dont ces chariots, uniformément peints en bleu, étaient en partie couverts. Ce retranchement et des troupes de mules, au nombre de quatorze ou quinze cents, parquées près des chariots, indiquaient seuls la présence de l'ennemi. Sur quelques drapeaux qui ornaient le front de bandière, on pouvait lire cette fière devise : *Jusqu'au palais de Montezuma!* Des télégraphes, établis sur les hauteurs

de la citadelle et du *cerro del Obispado viejo,* se transmettaient à chaque instant des signaux d'alarmes. Du reste, tout était encore silencieux dans la plaine.

Peu à peu la scène s'anima. Des *guerilleros*, qu'à leur pittoresque costume, à la légèreté de leurs chevaux, aux cris qu'ils poussaient en agitant leurs *laços,* on reconnaissait pour Mexicains, galopèrent jusqu'à la lisière du bois de Santo-Domingo, ou s'éparpillèrent dans la plaine, provoquant un ennemi encore invisible. C'étaient les corps de cavalerie auxiliaire de l'armée d'Ampudia, corps aussi ardents qu'indisciplinés. La cavalerie régulière restait dans ses quartiers à Monterey. L'ennemi aurait paru complétement sourd aux provocations, si de temps à autre une détonation n'eût répondu aux cris de défi. Presque toujours alors des cavaliers mexicains désarçonnés roulaient dans le sable, car le tirailleur américain, avec sa merveilleuse sûreté de coup d'œil, ne choisit jamais en vain ses victimes. Enfin des ingénieurs sortirent du bois, escortés par un détachement de dragons. Pour la première fois, depuis la matinée, le canon gronda : c'était celui de la citadelle. Les boulets commencèrent à labourer la plaine; les *guerilleros* s'élancèrent de nouveau. Un engagement partiel eut lieu entre les cavaliers mexicains et les dragons américains. Au bout de quelque minutes, cinq prisonniers, garrottés sur leurs chevaux à l'aide des *laços,* furent traînés en triomphe dans Monterey.

Cette escarmouche, suivie de quelques autres combats insignifiants, marqua seule la journée du 19. Protégés par l'épaisseur du bois, les Américains n'avaient pas laissé reconnaître aux éclaireurs mexicains quelles pouvaient être leurs forces, et leur artillerie était également restée masquée. Le jour suivant fut encore employé par eux en préparatifs d'attaque. Cependant les diverses reconnaissances qu'ils poussèrent semblaient impliquer l'intention de commencer les opérations par le *cerro del Obispado,* et de couper les communications entre ce *cerro*, la ville et la citadelle. Pour en venir là, il fallait avant tout débusquer les Mexicains du pont de la *Purisima* et des redoutes de l'*hacienda de la Teneria* et du *rincon del Diablo*, défendues par des corps de vétérans. Le 21, en effet, l'attaque commença par ces trois points. Malgré la supériorité du nombre, les Américains furent repoussés avec perte. Cette triple tentative leur coûta, en morts et en blessés, plus de mille hommes. Découragés par une si chaude réception, les soldats de l'Union regagnèrent les bois qui les avaient jusqu'alors protégés. La fortune souriait encore aux Mexicains.

La nuit se passa sans que les Américains cherchassent à prendre une revanche. Le découragement commençait à se glisser dans le camp de Taylor; les volontaires texiens rappelaient que leur engagement était arrivé à son terme, et parlaient de déposer les armes. Une attaque des assiégés eût achevé de porter le trouble dans une armée ainsi déconcertée, et le général en chef Ampudia eut une inspiration heureuse en faisant sortir, cette nuit même, six cents cavaliers chargés de tenir en haleine l'arrière-garde ennemie. Malheureusement le général Romero, qui commandait ce détachement, ne put, ou, pour mieux dire, ne voulut pas accomplir comme il le devait cette mission importante. L'ennemi traversa donc la nuit sans encombre et put se tenir prêt pour l'attaque du lendemain.

Le 22 septembre au matin, Taylor tourna le pont et les redoutes qu'il avait en vain attaqués la veille, et dirigea ses colonnes d'attaque contre le *cerro del Obispado*, dont la possession pouvait le mettre en état de battre la citadelle à armes égales. Accueilli par un feu meurtrier, il fut obligé de se retirer de nouveau; bientôt, se renforçant d'une brigade de troupes régulières, il revint à la charge : cette fois la chance tourna de son côté. Deux pièces de canon et un obus en mauvais état, qui défendaient le *cerro*, vinrent à crever. Cet accident détermina parmi les artilleurs mexicains un mouvement d'indécision dont les assaillants profitèrent, et, au moment

où le général Ampudia envoyait deux autres pièces pour remplacer celles qui avaient éclaté, les Mexicains, culbutés par une charge vigoureuse, venaient d'abandonner la hauteur. A ce moment aussi, le général Romero, parti pendant la nuit pour attaquer les postes américains, parvenait à gagner, avec ses six cents cavaliers, un point élevé appelé le *Topo-Chiquito*. Voyant ses compatriotes lâcher pied, il hésita; puis, d'après ses propres expressions (1), croyant la ville perdue, resta devant l'ennemi en simple spectateur, et *prêt à prendre, au cas où la place serait emportée, le chemin de Saltillo* (2). La journée du 22 se termina par ce premier succès des Américains.

Le 23, une artillerie supérieure à celle de la citadelle garnissait le *cerro del Obispado*. Bientôt battue en brèche, la citadelle cessa ses feux; les redoutes de la Teneria et du *rincon del Diablo* étaient trop éloignées pour être désormais à craindre, et Taylor dirigea l'attaque contre la ville même. Depuis le matin, Monterey n'avait pour ainsi dire plus de chefs. Le général de cavalerie Romero restait, ainsi qu'on l'a vu, spectateur indifférent du combat sur la hauteur du Topo. Ampudia, le général en chef, et le commandant de l'artillerie Requena, saisis d'une incroyable terreur panique, s'étaient retirés dans les caveaux funéraires de la cathédrale de Monterey, laissant les soldats livrés à eux-mêmes. Cependant une résistance vigoureuse accueillit l'armée américaine à son entrée dans la ville. Les rues, les terrasses des maisons et des couvents devinrent autant de places qu'il fallut forcer. Le triomphe des Américains devenait à chaque pas plus difficile, et d'autant plus dangereux qu'ils s'avançaient davantage au cœur de la place, quand un parlementaire, envoyé par Ampudia, se présenta au général Taylor. Il ne pouvait arriver plus à propos; aussi les offres d'Ampudia furent-elles agréées après quelques minutes de discussion. Un armistice de deux mois demandé par Ampudia fut accepté; il fut stipulé de plus que la garnison sortirait avec tous les honneurs de la guerre. Taylor eût accordé peut-être plus encore s'il l'eût fallu. Dans les deux pays, on se méprit également sur la portée de ce dénoûment imprévu. Ampudia proclama, avec une superbe arrogance, que les annales militaires du Mexique comptaient une page glorieuse de plus, et à Mexico on crut Ampudia sur parole. Le général Taylor, de son côté, se garda bien d'avouer que la prudence lui avait interdit de profiter plus largement de sa victoire, en présence du découragement trop visible de son armée. Aussi la fougueuse démocratie américaine, sans tenir compte à Taylor d'avoir transformé en victoire une défaite presque certaine, lui enjoignit-elle bientôt de rompre la trêve convenue.

Maîtres de Monterey, les Américains n'étaient rien moins que tranquilles; cette conquête leur avait coûté environ deux mille hommes, parmi lesquels plusieurs officiers supérieurs, entre autres, le général Butler du Kentucky. La partie éclairée de l'armée réclamait vivement une suspension d'hostilités. Les volontaires texiens, au nombre de mille environ, avaient rendu leurs armes et regagné leur pays, non sans avoir commis de ces attentats au droit de gens ou à la propriété que n'excuse jamais la conquête. A ces attentats, la population vagabonde qui errait dans les solitudes traversées par les volontaires avait répondu par de nombreuses et sanglantes représailles. La nouvelle des actes commis par les Texiens et des vengeances que ces actes avaient provoquées causa dans l'armée américaine une triste impression. Une vague inquiétude pesait, en quelque sorte, sur les vainqueurs, qui n'étaient pas sans s'apercevoir que la sympathie sur laquelle ils avaient compté leur manquait complé-

(1) *Diario del Gobierno de la republica mexicana,* 30 septembre 1846.

(2) Saltillo, ville à vingt-cinq lieues de Monterey, était le point de ralliement indiqué par Ampudia à ses troupes en cas de retraite. De là on devait se diriger sur le quartier général de San-Luis Potosi, où Santa-Anna allait arriver.

tement. Une armée française aurait pu se gagner, jusqu'à un certain point, la population à force de gaieté, d'urbanité et de douceur ; mais les Américains, orgueilleux, insolents et taciturnes, froissaient en toute occasion les habitudes courtoises de l'esprit mexicain. La situation de l'armée du général Taylor, même après son nouveau triomphe, restait, on le voit, périlleuse et difficile. L'échec essuyé par une escadre américaine le 15 octobre 1846 n'était pas fait pour relever le moral des troupes. Le 15 octobre, vers cinq heures du matin, une escadre composée de trois navires de guerre à vapeur, de cinq autres bâtiments à voile, s'approcha de la barre d'Alvarado, petite ville à seize lieues de Vera-Cruz, avec l'intention évidente de forcer la barre et d'opérer un débarquement; mais la manœuvre fut mal conduite, et le feu bien dirigé d'un petit fort qui défend Alvarado ne permit aux bâtiments américains ni de descendre à terre ni même de forcer la barre. Après de vaines tentatives renouvelées pendant plus de douze heures, l'escadre fut forcée de regagner assez précipitamment le mouillage de San-Anton Lizardo. C'était là un échec bien humiliant pour un peuple qui avait affecté de rabaisser, comme un exploit facile, la prise de Saint-Jean-d'Ulloa par une escadre française.

Si l'occupation de Monterey ne valait pas aux Américains tous les avantages qu'ils pouvaient en attendre, il faut avouer cependant que le drapeau de l'Union, depuis l'ouverture des hostilités, avait fait bien du chemin. Immédiatement après la prise de Monterey, les Américains s'étaient emparés sans coup férir de Tampico. Ils avaient en même temps pénétré dans la Californie. Ces deux points étaient comme les deux limites extrêmes de l'invasion, qui s'étend aujourd'hui de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique. Dans les points intermédiaires, à Saltillo, à Chihuahua, à Durango, l'armée d'invasion régnait en maîtresse absolue, et en agissait sans façon avec les vaincus, payant ici le prix de ses déprédations en traites à vue sur Santa-Anna, ailleurs ne payant pas, ce qui était toujours une insulte de moins, là infligeant la peine du fouet à tous les nationaux qui vendraient de l'eau-de-vie aux soldats. Par Tampico, par la Californie, par le Nouveau-Mexique, les Américains, qui utilisaient à leur profit le blocus des côtes, introduisaient sur le territoire envahi un grand nombre de marchandises. Ce qu'on aura plus de peine à croire, c'est que les chefs de la nation mexicaine secondaient les opérations commerciales des négociants de l'Union. Santa-Anna donnait toutes les *passes* nécessaires à l'introduction des marchandises américaines, et le gouverneur du Nouveau-Mexique, le général Armijo, accompagnait lui-même à la célèbre foire de Saint-Jean vingt-sept chariots américains. Ainsi les marchands d'une nation ennemie étaient protégés, escortés par ceux-là même dont ils avaient violé le littoral.

Cependant l'armistice touchait à sa fin. Santa-Anna était arrivé à San-Luis Potosi. Après avoir fait lire à ses troupes, aux sons de la musique militaire et au bruit des cloches, la déclaration de Taylor portant que le 13 novembre il reprendrait les hostilités, le généralissime mexicain était retombé dans l'apathie, qui chez lui succède souvent à une fiévreuse activité. Opposant une sérénité impassible aux accusations de trahison qu'on dirigeait contre lui, il partageait tout son temps entre les fêtes, les réjouissances publiques et les combats de coqs, dont il a toujours été un amateur effréné. Néanmoins ces distractions ne l'absorbaient qu'en apparence. A la suite de quelques troubles qui avaient éclaté à Mexico, Santa-Anna avait fait publier par le gouverneur de San-Luis Potosi un décret portant qu'il était le chef unique de la république, qu'à lui seul appartenait le droit de nommer ou de révoquer le président intérimaire, qui n'obéirait qu'à ses ordres ; que tout autre chef porté au pouvoir par une révolution quelconque ne serait pas reconnu. Ce décret avait été adopté par les États de Zacatécas, de Guanajuato, de Yucatan, de Mexico et de Puebla ; il investissait Santa-Anna d'une véritable dictature. Une fois ce résultat obtenu, Santa-Anna

rentra de nouveau dans l'inaction. Profitant de cette trêve qui leur était tacitement accordée, les Américains avaient partout réparé leurs pertes et fortifié leurs positions. Ce n'est qu'en février 1847 que le général se décida enfin à calmer les inquiétudes du pays en menant son armée au combat.

V

Quittant son quartier général de San-Luis Potosi, Santa-Anna se porta sur Saltillo, alors occupé par le corps d'armée placé sous les ordres du général Taylor, qui de son côté s'avança à sa rencontre. Le vétéran américain avait assis son camp dans un endroit nommé *Agua-Nueva*, à quelques milles de Saltillo. Un mince filet d'eau saumâtre, précieux dans un pays si desséché, quelques habitations éparses, avaient motivé le choix de cet emplacement. Taylor ne comptait pas cependant attendre l'ennemi dans le camp d'Agua-Nueva. L'accès trop facile de cette position, ouverte de toutes parts, eût exposé son armée à soutenir l'attaque de Santa-Anna dans des conditions désavantageuses. Aux premières nouvelles de l'approche des Mexicains, Taylor leva son camp et alla s'établir dans la petite plaine d'Angostura, près d'une *hacienda* appelée *Buena-Vista*. Santa-Anna s'avançait après une longue et pénible marche à travers le désert du Cédral, pendant laquelle il avait eu à souffrir la soif et la faim. Fatalement forcé de marcher à l'ennemi sous peine de voir se débander son armée si laborieusement réunie, si coûteusement équipée, Santa-Anna, comptant du reste sur sa supériorité numérique et sur sa bonne étoile, se résolut à attaquer les Américains.

Taylor avait pris position entre deux montagnes qui dominent la plaine d'Angostura. Une étroite vallée, traversée par une route, sépare ces deux hauteurs. L'armée américaine avait à sa droite un profond ravin, à sa gauche la base d'une montagne. Une forte batterie défendait l'accès de la route qui longeait le ravin. Enfin devant le front américain s'étendait un terrain rocailleux, entrecoupé de ravines. Protégé ainsi de tous côtés, le nouveau campement de Taylor était presque inexpugnable. Un corps de cavalerie d'Arkansas et du Kentucky, une brigade de volontaires de l'Illinois et d'Indiana, les *riflemen* du Mississipi et les rôdeurs texiens composaient l'armée américaine, forte d'à peu près 7,000 hommes.

L'armée mexicaine fut signalée par les sentinelles avancées le 21 février au matin, et bientôt on la vit couvrir les collines qui bordaient la plaine du côté opposé au camp américain. Vues de loin, ces troupes, tourmentées par la faim et la soif, présentaient encore un assez brillant aspect. Les banderoles rouges des lanciers mexicains flottaient au vent, et la tenue presque fastueuse des cavaliers de Santa-Anna contrastait avec les uniformes usés et souillés des volontaires américains. Colonne par colonne, escadron par escadron, les Mexicains ne tardèrent pas à former une masse compacte devant l'ennemi, qui salua leur arrivée par des cris sauvages. La cavalerie et l'infanterie légère des Américains se replièrent d'abord sur le corps d'armée, tandis que les artilleurs mexicains, galopant dans la plaine, cherchaient un endroit convenable pour y établir leurs pièces. Malheureusement les inégalités du terrain ne les favorisaient pas, et ce ne fut que tardivement, dans l'après-midi du 21 février, qu'ils purent ouvrir leur feu. Les Américains dédaignèrent d'y répondre.

Santa-Anna s'était facilement rendu compte des avantages de la position de Taylor. Il ne fallait pas songer à attaquer la droite de l'armée américaine, défendue, comme nous l'avons dit, par un profond ravin; on pouvait gravir la montagne qui servait d'abri à l'aile gauche, et entamer de ce côté la ligne ennemie. Deux mille cavaliers

envoyés par Santa-Anna réussirent, après de longs et pénibles efforts, à tourner la montagne, et à se jeter sur les derrières de l'armée de Taylor ; mais l'artillerie américaine, maîtresse de la route assez unie qui coupait la vallée, put facilement rétrograder et repousser cette attaque. Pendant que la cavalerie mexicaine se trouvait chaudement reçue, un détachement, distrait de la droite de l'armée américaine, vint attaquer les agresseurs eux-mêmes par derrière et leur couper la retraite. Taylor jugea ces deux mille hommes perdus, et soit humanité, soit prudence, il leur envoya un parlementaire pour les sommer de se rendre; mais l'officier mexicain à qui ce parlementaire, le lieutenant Cristendon du Kentucky, s'adressa, prétendit ne pas comprendre l'objet du message, et insista pour mener l'envoyé américain au camp de Santa-Anna. Le lieutenant y consentit, se laissa bander les yeux, et fut conduit au camp mexicain. Quand on fut arrivé sous la tente de Santa-Anna, on leva le bandeau, et l'officier se trouva en face du général entouré d'un brillant état-major. Santa-Anna commença par blâmer l'officier qui avait amené le parlementaire d'avoir pris d'inutiles précautions. Montrant de la main l'armée nombreuse qu'il commandait, il demanda à l'Américain si le général qui se voyait à la tête de semblables troupes avait quelque chose à cacher. L'officier s'inclina avec toute la roideur américaine, et fit part de son message. Santa-Anna joua l'étonnement, fronça le sourcil, leva les yeux au ciel, et s'écria qu'il y avait folie au général Taylor, non-seulement de faire à deux mille Mexicains la proposition de se rendre, mais de prétendre lui-même prolonger une inutile résistance. « Taylor ne se rend jamais, » répondit emphatiquement le Kentuckien, et, saluant le général, il vint rendre compte à Taylor du résultat de sa mission. On devine que les deux mille cavaliers tenus en échec avaient su mettre à profit le temps consacré à ces pourparlers ; ils s'étaient dispersés à la faveur de cette courte trêve, et les Américains furent dispensés de mettre leur courage à l'épreuve. Cet incident termina la journée.

Le lendemain matin, avant que le combat recommençât, un parlementaire, mais un Mexicain cette fois, gagna les lignes américaines, et demanda à être introduit près du général en chef. On le mena devant un homme à cheveux gris, à la figure sillonnée de rides profondes, accroupi plutôt que monté sur un cheval blanc. Cet homme, vêtu d'un frac brun usé, devenu historique dans les campagnes de la Floride et du Texas, était le général Taylor, surnommé *Old rough and ready* (1) par les Américains. Brusquement sommé d'expliquer le motif de sa venue, l'officier mexicain répondit, en termes d'une courtoisie étudiée, que Son Excellence le général Santa-Anna l'envoyait demander au général américain ce qu'il comptait faire. « J'attends qu'il se rende, » répondit rudement Taylor sans changer d'attitude. Les deux généraux étaient quittes en fait de sommations, et tous deux se préparèrent pour le combat. Ce ne fut cependant qu'à trois heures de l'après-midi que les escarmouches recommencèrent, car Santa-Anna hésitait, on le conçoit, à attaquer un ennemi si bien protégé par sa position. Aussi toute la journée se passa-t-elle en manœuvres insignifiantes et en canonnades plus bruyantes que meurtrières.

Le 23, la plaine d'Angostura, cette espèce de désert coupé de ravins et hérissé de nopals épineux, présentait, sous un ciel bas et pluvieux, un aspect plus triste encore que de coutume. D'épais nuages s'amoncelaient au sommet des *mornes*, et ne tardèrent pas à se fondre en pluie. Aussitôt cette brillante armée mexicaine se précipita vers les filets d'eau fangeuse qui serpentaient dans les rides du terrain. On oublia un moment l'ennemi pour ne songer qu'à étancher une soif dévorante. A dix heures du matin, le combat recommença, et ce fut cette fois avec un véritable acharnement.

(1) *Old rough and ready* signifie mot à mot « le vieux brutal et prompt. » Nous ne savons trop par quelle expression soldatesque rendre ce surnom en français.

La pluie tombait toujours à flots pressés, et rendait plus dangereux encore pour les hommes et les chevaux le terrain, déjà si inégal. Une partie de l'armée américaine quitta sa position pour s'avancer au-devant des Mexicains, dont les munitions de mauvaise qualité étaient devenues presque inutiles sous l'eau qui tombait. L'infanterie mexicaine s'ébranla à son tour, et donna, la baïonnette au bout du fusil. Elle réussit à mettre en déroute la brigade d'Indiana, qui avait déjà hésité à marcher. D'un autre côté, la cavalerie de Santa-Anna chargeait les *riflemen* du Mississipi en poussant ces cris d'attaque familiers aux combattants des deux nations. Les Américains répondirent à ces cris par de sauvages hourras. Les *riflemen* mirent un genou en terre au premier rang, une détonation couvrit leurs hourras, et autant de cavaliers mexicains tombèrent qu'il y avait de *riflemen* en ligne. On lutta ensuite corps à corps, et la plaine fut bientôt jonchée de cadavres.

Posté à l'endroit où la veille il avait reçu le parlementaire mexicain, toujours indolemment courbé sur le dos de son cheval blanc qu'on distinguait de si loin, le vétéran américain Taylor suivait, la lunette à la main, les diverses phases de la bataille. Il vit le général Woll, à qui il avait confié le détail des opérations, s'avancer à son tour avec le gros de l'armée contre les Mexicains ; c'était au moment où ses *riflemen* et les cavaliers de Santa-Anna étaient aux prises. Il vit le corps d'armée de Woll hésiter, chanceler, puis se retirer. Comme Taylor donnait à des troupes fraîches l'ordre d'aller soutenir Woll, une balle traversa son habit brun. Par une coïncidence bizarre, Santa-Anna tombait de son côté sur le champ de bataille. Une explosion de mitraille avait tué son cheval sous lui. Ni l'un ni l'autre des deux généraux ne fut blessé. Les troupes fraîches envoyées par Taylor chargèrent impétueusement les troupes de Santa-Anna, harassées de fatigue, exténuées de soif et de faim depuis quarante heures. Ce mouvement acheva la déroute des Mexicains. L'armée de Santa-Anna battit en retraite, laissant sur le champ de bataille un nombre de morts considérable. De tous côtés, les officiers mexicains tombaient frappés par les inévitables balles des tirailleurs américains. La pluie de plus en plus abondante fit descendre bientôt un véritable nuage entre les combattants. Il était à peine trois heures, et la nuit semblait proche. Les Américains renoncèrent à poursuivre l'ennemi, et la plaine abandonnée laissa voir une couche serrée de cadavres baignés par l'eau pluviale, des blessés qui, dans l'angoisse de l'agonie, se traînaient péniblement vers les torrents débordés, et l'armée américaine de nouveau retranchée dans sa position inexpugnable.

La journée avait été meurtrière pour les deux armées. Les Américains avaient perdu plus de 2,000 hommes, parmi lesquels un nombre considérable d'officiers ; les Mexicains en avaient perdu le double. Cependant, si on considère que le corps de réserve aux ordres du général Vasquez n'avait pu rejoindre le gros de l'armée, et que la détresse avait forcé Santa-Anna à livrer le combat dans un endroit défavorable, avec des munitions détériorées par l'humidité, on reconnaîtra que l'issue d'un combat livré à chances si inégales pouvait ne pas être interprétée dans un sens trop décourageant pour la valeur mexicaine. L'une et l'autre armée campèrent aux alentours du champ de bataille. On remarqua, en faisant le dénombrement des morts, que la plupart des Mexicains avaient été tués par des armes à feu, la plupart des Américains par la lance ou la baïonnette. La lance mexicaine, la carabine des *settlers*, avaient toutes deux vaillamment rempli leur office. Il arriva d'ailleurs après cette bataille ce qui était arrivé déjà après les actions pricipales de cette guerre étrange. Aucun des deux pays ne voulut accepter le rôle de battu. A Mexico, on chanta un *Te Deum* d'actions de grâces, tandis qu'à New-York les bulletins de la victoire de Buena-Vista, et surtout la fière réponse du lieutenant kentuckien : *Taylor never surrenders* (Taylor ne se rend jamais), recevaient une publicité éclatante.

« Nous avons combattu quarante heures avec faim et soif, écrivait Santa-Anna dans une dépêche datée du champ de bataille. Ce qu'il nous faut, c'est de l'eau, de l'eau surtout. » Un conseil de guerre tenu le 25 sous la tente de Santa-Anna décida qu'on battrait en retraite sur Agua-Nueva, où cette armée exténuée devait trouver, pour se refaire, un filet d'eau saumâtre. Quant à Santa-Anna, il rentrait à San-Luis Potosi le 8 mars suivant, au bruit des cloches et salué par les acclamations d'une foule enthousiaste.

Pendant que Santa-Anna revenait en triomphateur à San-Luis Potosi, un nouveau soulèvement avait lieu à Mexico. Le gouvernement démocratique, personnifié dans le vice-président Gomez Farias, avait trop longtemps pesé sur la nation. Quelques régiments de la garde nationale, sous les ordres du général Matias Peña y Barragan, résolurent de renverser le vice-président. Ces régiments, composés de propriétaires, commencèrent par s'emparer de toutes les églises où ils purent placer une garnison suffisante. L'autre portion de la milice restée fidèle à Gomez Farias, et celle-là ne se composait que de la classe des *leperos,* ennemis naturels de toute propriété, s'empara à son tour de toutes les églises restées disponibles, du palais et de la citadelle. La guerre civile menaçait de s'éterniser. Pendant vingt-neuf jours, des soldats déchaînés firent une guerre d'extermination aux habitants qui paraissaient à leurs balcons comme aux passants inoffensifs que les besoins de la vie ou la curiosité poussaient dans la rue. Aucun des deux partis ne gagnait cependant un pouce de terrain, car aucun des deux partis n'osait risquer une attaque sérieuse. La présence de Santa-Anna pouvait seule mettre un terme à ces massacres quotidiens : on n'en voulait qu'à Gomez Farias. Santa-Anna revint donc prendre la présidence, et la tranquillité se rétablit à peu près. Malheureusement ces tentatives avortées avaient mis de nouveau en présence les prolétaires et la classe riche. La populace du Mexique se sentait en appétit de meurtres et de pillages. L'ordre public ne fut rétabli qu'en apparence, et des assassinats partiels succédèrent aux massacres organisés.

VI

La défaite de Buena-Vista et le réveil de la guerre civile étaient deux coups terribles pour la république. Un nouvel échec vint bientôt la pousser encore plus près de sa ruine. Les Américains débarquèrent à l'île des Sacrifices, près de Vera-Cruz, au nombre de 12,000 hommes, dans les premiers jours du mois de mars 1847.

Vera-Cruz n'offre aux vaisseaux pour tout abri qu'une rade foraine mal protégée d'un côté par la plage qui s'arrondit en fer à cheval, de l'autre par l'île des Sacrifices, l'île Verte, et plus loin par la pointe de San-Anton Lizardo. A une distance à peu près égale de l'île des Sacrifices, de la baie et de la ville, c'est-à-dire à trois quarts de lieue de ces divers points, s'élève l'imposant château de San-Juan d'Ulùa. En dépit du ciel bleu qui la domine, de la mer azurée qui baigne ses murs, Vera-Cruz, bâtie sur une plage basse et sablonneuse, présente un aspect d'ordinaire assez lugubre. Le regard, attiré par la rade sillonnée de nombreuses *guadañas* (1) aux voiles blanches, se détourne avec tristesse de la ville, sur laquelle plane sans cesse la mortelle influence du *vomito,* représentée par des essaims de vautours noirs, hôtes habituels des rues désertes de Vera-Cruz. Le 9 mars 1847 au matin, un seul bâtiment était à l'ancre dans la rade : c'était un paquebot à vapeur anglais ; dans le lointain, près de l'île des Sacrifices, la mâture et le gréement de quelques navires tranchaient

(1) Petites embarcations à voiles latines en forme de *faux,* d'où leur vient le nom de *guadaña* (faux).

sur le fond bleu du ciel. C'étaient les deux bricks français *le Pylade* et *le Mercure*, les navires espagnols *Luisa Fernanda* et *Nervoin*, et le brick anglais *Daring*, spectateurs de la lutte qui allait s'engager. Plus loin encore, on devinait plutôt qu'on ne voyait les mâts serrés des navires américains mouillés à San-Anton Lizardo, et qui n'attendaient qu'un signal pour entrer en lice.

Vers le milieu du jour, la scène changea : le tambour se fit entendre dans la ville et dans le château, les terrasses et les plates-formes se couvrirent d'une foule agitée; le bateau à vapeur anglais se préparait à lever l'ancre; sur le pont du paquebot, d'élégants touristes, des femmes surtout, l'ombrelle et la lorgnette à la main, attendaient avec impatience le combat, qui leur promettait un de ces spectacles exceptionnels si recherchés par la nation anglaise. Les mâts éloignés des navires américains se couvraient de toile et s'avançaient lentement, sous la brise du matin, dans la direction de l'île des Sacrifices. A deux heures, l'escadre de débarquement jetait l'ancre près de cette île. Sept bâtiments de guerre, frégates, bricks à vapeur et à voiles, sur deux desquels étaient arborés les drapeaux du général Scott et du général Worth, commandant les troupes de débarquement, composaient l'escadre de siége. Le mouillage n'était pas encore terminé, quand un coup de canon, parti du vaisseau amiral *le Massachusets*, donna le signal de l'attaque. Une nombreuse flottille d'embarcations couvrit bientôt la mer. En ce moment, le *steamer* anglais alla rejoindre, près de l'île des Sacrifices, les bâtiments anglais, français et espagnols, condamnés à rester spectateurs de l'action. Une demi-heure s'était à peine passée, et déjà le drapeau américain flottait sur une hauteur voisine du rivage, entouré d'un régiment qui rendait les honneurs militaires au pavillon étoilé. Deux autres collines venaient d'être pavoisées comme la première, quand la nuit vint interrompre le débarquement. Le lendemain, le littoral de Vera-Cruz se couvrit encore de soldats que transportaient incessamment les embarcations des navires à l'ancre. A neuf heures, un parti de cavalerie mexicaine, protégé par les canons de la ville, battait la plaine autour des collines occupées par les Américains, et les équipages des vaisseaux mouillés en rade purent voir bientôt ce parti, coupé dans ses communications, disparaître au loin sans pouvoir rentrer dans la ville.

Le 13, l'investissement de Vera-Cruz était complet. L'aile droite américaine s'était établie sur le côté sud, l'aile gauche sur le côté nord, à environ douze cents mètres des murs de la ville, si on doit appeler mur une simple muraille d'octroi à moitié enterrée, dans beaucoup d'endroits, sous le sable amoncelé par les vents du nord. Le général Scott commandait l'une des ailes, le général Worth commandait l'autre, et le commodore Perry l'escadre d'opérations.

Le 15, tout était préparé pour ouvrir le feu sur la ville et le château, quand un vent du nord s'éleva avec assez d'impétuosité pour retarder le commencement des hostilités. Les troupes américaines eurent, pendant trois jours, beaucoup à souffrir. Le vent du nord soulevait sur la plage des tourbillons d'un sable fin qui aveuglait les soldats. Ce ne fut que le 18, dans l'après-midi, que le vent s'apaisa, et que la tranchée fut ouverte la nuit à la lueur des torches. Le 19 au matin, les batteries de terre commencèrent la canonnade. Presque en même temps, les steamers *Spitfire*, *Vixen*, les schooners *Bonita*, *Petrel*, *Reefer*, *Tampico*, *Falcon*, sous les ordres du capitaine Tatnall, vinrent s'embosser près de la ville, et à un quart de mille du château de San-Juan d'Ulúa. Ainsi postés, ces bâtiments lancèrent toute la journée un feu de bombes assez actif contre Vera-Cruz et San-Juan d'Ulúa; puis, à la nuit tombante, ils reprirent la position qu'ils avaient au matin. Le lendemain, la canonnade fut, comme la veille, nourrie à la fois par les batteries de terre et par l'escadre. Les hostilités continuèrent ainsi jusqu'au 22, sans que les canons du fort, mal servis et mal pointés, pussent endommager beaucoup la flottille américaine. Vera-Cruz, au con-

traire, souffrait beaucoup du bombardement; la ville se trouvait prise, pour ainsi dire, entre deux feux. Le général Morales, gouverneur de la ville et du fort, menaçait les habitants et la garnison de faire tirer sur eux par la forteresse, au cas où ils prêteraient l'oreille aux sommations de l'ennemi. La ville de Vera-Cruz continuait donc à mériter d'assez mauvaise grâce l'épithète d'*héroïque* que la nation lui avait jadis décernée.

Cependant, le 22, à deux heures, un officier américain, le capitaine Johnson, s'avança en parlementaire, un drapeau blanc à la main et suivi d'un trompette. Arrivé près de la muraille d'enceinte, il déploya son drapeau, et des officiers mexicains vinrent à sa rencontre. Le parlementaire américain remit à l'officier de service une lettre pour le gouverneur. En attendant le retour de cet officier, le capitaine Johnson étendit son drapeau sur le sable, il s'assit dessus, et invita les officiers ennemis à en faire autant. Une causerie amicale s'engagea, pendant laquelle le parlementaire essaya de pressentir l'accueil que réservait le général Morales à la lettre dont il était porteur. Un aveu confidentiel fait par un des officiers mexicains lui laissa peu d'espoir; le général Morales n'avait, au dire de l'officier, que le plus vif désir de voir les Américains pendus jusqu'au dernier. Quelques minutes après, le capitaine Johnson recevait la réponse du gouverneur : celui-ci refusait, en effet, toute espèce de proposition d'arrangement, et promettait de tenir bon tant qu'il lui resterait une cartouche et un soldat pour pointer un canon.

Le brave général Morales aurait tenu promesse, mais un mystérieux événement ne lui permit pas de réaliser son projet de résistance héroïque. Pendant quatre longs jours encore, du 22 au 26, le canon américain ouvrit de larges brèches dans la muraille d'enceinte et balaya les rues; les bombes et les obus amoncelèrent les ruines dans Vera-Cruz. Le 26, le bruit de la mort du général Morales se répandit (1); le général Landero le remplaça et fit parvenir des propositions de paix aux commandants américains. Le 27, les bases d'un arrangement furent posées; le 29, Vera-Cruz ouvrit ses portes, le fort se rendit, et quatre mille hommes, qui composaient les deux garnisons, mirent bas les armes en présence de l'armée ennemie. Une immense acclamation partie de la flotte et de l'armée américaine accueillit le pavillon étoilé, qui alla triomphalement remplacer le drapeau tricolore mexicain. Pour les Américains, en effet, la prise de Vera-Cruz était comme l'investiture des États envahis : c'était la consécration du droit de la force. On pouvait dire que dès ce moment de nouvelles étoiles venaient d'être ajoutées au pavillon de l'Union. Ainsi sous les yeux de l'Europe, représentée par ses vaisseaux, commençait à s'accomplir ce toast ambitieux que porte chaque jour le démocrate américain, ivre de grog et d'orgueil national : *May the stars bespangling our flag, so increase, that there may be no room any longer for stripes* (2)!

(1) J'extrais textuellement ce passage d'une lettre datée de Mexico, 31 mars, écrite par un homme assez haut placé pour être initié aux secrets du gouvernement mexicain : « Hier soir il est arrivé un courrier extraordinaire de Vera-Cruz, apportant la nouvelle de la prise de cette ville et de la mort du général Morales, qui la commandait. On parle diversement de cette mort. Les uns l'attribuent à un accès de colère, les autres à une bombe, d'autres disent qu'on l'a empoisonné. La garnison a été livrée aussitôt à une épouvantable démoralisation, et Landero, qui a remplacé Morales, a fait une capitulation honteuse. » Que penser maintenant des rapports contradictoires donnés sur ce fait par les journaux américains? Selon les uns, Morales a été trouvé enchaîné dans le château de Perote; selon les autres, il a été envoyé devant un conseil de guerre réuni à Guanajuato. Ces assertions si opposées s'accordent cependant sur un point : c'est la part que le gouvernement mexicain aurait eue dans la disparition de Morales.

(2) « Puissent les étoiles qui brillent sur notre pavillon devenir si nombreuses, qu'il n'y ait désormais plus de place pour les raies! » On sait que les étoiles indiquent dans le pavillon

VII

La prise de Vera-Cruz marque le commencement d'une nouvelle période dans la guerre étrange dont nous venons de retracer les principaux incidents. Déjà, dans trois actions capitales, à Palo-Alto, à Monterey, à Buena-Vista, les Mexicains avaient éprouvé des échecs trop significatifs pour que l'issue de la guerre restât désormais douteuse. Cependant ce n'était pas assez d'avoir pu occuper militairement les plus riches provinces du Mexique, ce n'était pas assez d'avoir remporté des victoires éclatantes : il fallait diriger les opérations vers un but précis, resserrer le plus possible le cercle formé autour du gouvernement mexicain. Rien, en effet, ne serait fini, tant qu'il resterait à ce gouvernement une voie pour s'échapper, une place pour se débattre. Il fallait donc marcher sur Mexico; il fallait porter la terreur dans la capitale de la république pour arracher aux chefs d'un État placé près de sa ruine les concessions qui devaient terminer la guerre. Tandis que dans les provinces déjà occupées on continuait d'appliquer le système suivi par Taylor, en menant de front les opérations militaires et la colonisation, une nouvelle tactique allait être essayée dans la partie du Mexique comprise entre Vera-Cruz et Mexico. Il y avait là, non point une entreprise de colonisation à préparer, mais une courte et décisive campagne à faire. Il s'agissait d'arriver le plus promptement possible à Mexico. C'était au général Scott qu'appartenait le soin de diriger cette nouvelle série d'opérations. La campagne qu'il a commencée n'est pas terminée encore; déjà cependant il est permis d'en présager l'issue. Le récit du combat où une dernière fois l'armée de Santa-Anna et l'armée américaine se sont trouvées en présence va le prouver.

A peine entrés à Vera-Cruz, les Américains durent se mettre en mesure de continuer la marche périlleuse dont cette ville marquait la première étape. Vera-Cruz est une conquête qu'il est impossible de garder longtemps. Bien qu'habituellement le *romito* ou fièvre jaune ne sévisse qu'au commencement de la saison des pluies, c'est-à-dire en juin, il suffit de la présence d'un grand nombre d'étrangers pour hâter l'apparition du fléau. Or, vingt mille hommes campaient tant dans les églises de Vera-Cruz qu'autour de la ville. Ces soldats avaient passé brusquement des fatigues du siége à une vie presque inactive. Ils mangeaient, buvaient avec excès, et de longues promenades dans les rues de la cité conquise remplissaient les heures qu'ils ne donnaient pas aux plaisirs de la table. On comprend que bientôt les hôpitaux furent encombrés de malades. Les bulletins sanitaires avaient, il est vrai, caché le nom du fléau; mais les ravages qu'il causait le faisaient assez reconnaître. Aussi l'armée américaine reçut-elle avec la plus vive satisfaction l'ordre d'aller chercher sur la route de Mexico un ennemi moins dangereux que la fièvre jaune. C'est le 16 avril dernier que cet ordre lui fut donné; dix-huit jours s'étaient écoulés depuis la prise de Vera-Cruz.

A mesure qu'on s'éloigne de Vera-Cruz, à mesure qu'on s'élève au-dessus du niveau de la mer, on sent peu à peu la fraîche atmosphère des climats tempérés succéder aux ardeurs d'un ciel presque aussi brûlant que celui de l'Afrique. Le voyageur qui gravit de ce côté le versant du plateau mexicain est à chaque pas arrêté par les aspects variés d'une nature imposante et magnifique. Ces paysages si enchanteurs

américain le nombre des États. On sait aussi que ce pavillon porte vingt-cinq étoiles d'argent au coin droit du haut, et treize bandes horizontales rouges et blanches, ou qu'il est, en termes héraldiques, « burelé de gueules et d'argent, au canton dextre du chef d'azur, chargé de vingt-cinq étoiles d'argent posées par cinq. »

pour le touriste cachent aussi, il faut bien le dire, plus d'un défilé menaçant pour une armée en marche. Les Américains savaient qu'un de ces défilés réputé très-dangereux, le *Puente-Nacional*, avait été abandonné par l'ennemi. Les Mexicains avaient concentré tous leurs moyens de défense sur un passage plus périlleux encore, le *Cerro-Gordo* (la grande montagne). Ce passage, plus éloigné de Vera-Cruz que le *Puente-Nacional*, est à douze lieues de cette ville, entre Plan del Rio (1) et la *venta* de Lencero (2). C'est sur ce point qu'allait se jouer une dernière fois la fortune du pays. La route gigantesque qu'ont ouverte les Espagnols de Vera-Cruz à Mexico traverse en cet endroit une gorge profonde. A gauche, elle longe deux montagnes hautes chacune de quatre cents pieds et séparées par un précipice ; à droite, elle est resserrée par trois autres montagnes de hauteur à peu près égale et qui dessinent comme un triangle sur le chemin. Celle des trois qui empiète le plus sur la route et qui est aussi la plus élevée se nomme le *Cerro-Gordo*. Ces hauteurs, tant à gauche qu'à droite, sont presque à pic, et on ne pourrait les gravir, si une végétation luxuriante n'en facilitait les abords. Il est impossible d'éviter ce défilé en tournant l'un ou l'autre groupe de *cerros*. D'un côté coule une rivière encaissée par d'autres montagnes ; de l'autre s'étendent de profonds précipices. L'armée américaine qui se dirigeait vers Mexico était donc forcée de s'engager dans cette gorge formidable, et c'est là que Santa-Anna résolut de l'attendre.

Le général avait de nouveau quitté Mexico, où sa présence autant que l'impression produite par les événements de Vera-Cruz avaient mis fin aux luttes civiles. Il avait réuni sous son commandement toutes les forces militaires de la république, et semblait décidé à vaincre ou à succomber héroïquement sur les hauteurs de Cerro-Gordo. Les dispositions prises pour fortifier ces nouvelles Thermopyles faisaient honneur à son intelligence. Le Cerro-Gordo et les deux montagnes entre lesquelles il s'élève étaient couronnés de redoutes défendues par des canons. Sur les hauteurs qui font face aux trois *cerros*, Santa-Anna avait établi son quartier général. Ce quartier, que l'escarpement des collines rendait presque imprenable, était protégé en outre par une palissade de troncs d'arbres. Derrière cette solide muraille, qui mettait l'infanterie mexicaine à l'abri des *riflemen* américains, on pouvait en toute sécurité nourrir un feu meurtrier contre les assaillants. Enfin, sur la route même, on avait ouvert une large tranchée qui interceptait le passage ; cinq pièces de canon et deux mille hommes, commandés par le général don Romulo Diaz de la Vega, défendaient cette tranchée. En un mot, douze mille hommes, postés tant sur les hauteurs que sur la route, attendaient là un nombre à peu près égal d'Américains. Cette fois les Mexicains ne pourraient plus invoquer le désavantage de la position comme une excuse à leur défaite. Des souvenirs faits pour enflammer leur courage s'attachaient d'ailleurs à ce *cerro*, près duquel Santa-Anna, jeune encore, avait mis en déroute un corps nombreux d'Espagnols et inauguré en quelque sorte sa carrière militaire. Sur les lieux déjà témoins d'une de ses victoires, Santa-Anna retrouvait tout son prestige aux yeux du soldat ; les Mexicains se rappelaient les premiers triomphes de leur général ; ils oubliaient ses défaites récentes, ils oubliaient même que, par un choix de triste augure, Santa-Anna venait d'appeler Ampudia, l'homme qui avait signé la capitulation de Monterey, à remplir près de lui les fonctions de commandant en second.

Le 17 avril, dans l'après-midi, l'avant-garde américaine, sous les ordres du général Twiggs, arriva à l'entrée du redoutable défilé. L'arrière-garde, commandée par le

(1) Plan del Rio est un petit village sur la route de Vera-Cruz à Jalapa, ainsi nommé d'une petite rivière qui, après avoir passé le long des hauteurs, coule en cet endroit sur un plan moins incliné.

(2) Le nom de cette venta est celui d'un soldat de l'armée de Cortez, qui l'établit.

général Scott, et qui n'était séparée de la tête de l'armée que par quelques heures de marche, fit diligence pour la rejoindre. Après avoir fait exécuter quelques reconnaissances, les généraux américains furent convaincus de l'inutilité de toute tentative pour tourner les *cerros*. Il fallait donc à tout prix emporter les positions mexicaines ; mais laquelle prendre d'abord? Attaquer le camp établi sur la gauche de la route, c'était s'exposer à une destruction totale ; se tourner vers la droite, c'était s'offrir au feu du *Cerro-Gordo*. Le général Scott prit un moyen terme ; il ordonna à ses troupes d'appuyer sur la gauche, sans attaquer le camp mexicain, et de façon à échapper au feu du *cerro*. Cette manœuvre fut dénoncée aux Mexicains par un déserteur américain, et le général Vega se mit en mesure de la déjouer. Le général Scott, voyant l'attitude que prenait Vega, comprit qu'il était nécessaire d'occuper un des *cerros* pour faciliter les mouvements de son armée ; il lança la division du général Twiggs contre celle des hauteurs contiguës au *Cerro-Gordo* qui lui parut la moins bien défendue. Le colonel Harney, surnommé par ses compatriotes le *Bayard américain*, fut chargé de cette opération. A la tête d'un corps de *riflemen*, d'un détachement d'infanterie et d'artillerie, Harney ne tarda pas à atteindre le sommet du *cerro ;* mais, une fois là, le plus difficile restait à faire : il fallait emporter cette position sous le feu croisé des deux hauteurs voisines. Cet avantage fut chèrement acheté. Un canon de gros calibre qu'on parvint à hisser sur le *cerro* vers minuit permit enfin aux soldats de Harney de répondre à l'artillerie qui les décimait, et les Mexicains renoncèrent à disputer plus longtemps la position qui venait de leur être arrachée. Bientôt un silence complet succéda au bruit de la canonnade. Les Américains en avaient assez fait pour ce jour-là. Les deux armées passèrent la nuit dans une égale inaction.

Le lendemain 18, le général Twiggs reçut l'ordre d'abandonner la position que Harney avait emportée la veille pour attaquer une colline d'un accès plus difficile encore, celle même qui avait donné son nom au passage, le *Cerro-Gordo*. La tâche d'occuper le dernier des trois *cerros* qui s'élevaient à la droite de la route fut confiée au général Worth. Le général Shields eut pour mission d'emporter la tranchée défendue par don Romulo de la Vega. Enfin le général Pillow, commandant la quatrième brigade américaine, devait chasser l'ennemi des autres collines qu'il occupait. Le plan de la bataille comprenait ainsi quatre opérations qui devaient être exécutées simultanément.

C'était au général Twiggs, un des vétérans de l'armée américaine, qu'avait été dévolue la plus périlleuse de ces quatre opérations, l'attaque du *Cerro-Gordo*. Si la pente du *cerro*, très-rapide et tapissée d'épaisses broussailles, n'avait pas été à l'abri du feu des canons, il eût fallu s'attendre, en la gravissant, à une destruction complète. Cependant, à défaut du canon, la mousqueterie pouvait faire de grands ravages dans les rangs des Américains. La nature du terrain inégal et crevassé secondait merveilleusement les efforts des tirailleurs ennemis. Le colonel Harney fut encore chargé de conduire les Américains au feu, et ce fut à leur tête que, sans blessure aucune, malgré sa taille gigantesque, il arriva sur le plateau. Une résistance vigoureuse accueillit Harney et les soldats qu'il avait entraînés par son exemple. Les canonniers mexicains se firent tuer sur les pièces qu'ils n'avaient pas eu le temps de décharger. On se battit comme à l'abordage, c'est-à-dire le couteau et le sabre en main. Officiers et soldats luttaient pêle-mêle et tombaient confondus. Le général mexicain Vasquez fut tué, un grand nombre de ses soldats moururent comme lui à leur poste ; le reste se lança sur un des talus les moins rapides du *cerro*, et battit en retraite du côté de la route. Les Américains, maîtres des batteries ennemies dont les pièces étaient bourrées jusqu'à la gueule avec cette brutalité de charge particulière aux Mexicains, tournèrent ces canons contre les fuyards, et bientôt le glacis fut jonché de morts.

Les trois autres opérations confiées à Worth, à Shields, à Pillow, ne furent pas toutes conduites avec le même bonheur. Le général Worth, après avoir franchi à la tête de sa brigade les obstacles de terrain qui protégeaient la gauche de l'ennemi, somma de se rendre les défenseurs de la redoute élevée sur la hauteur voisine du Cerro-Gordo. Cette sommation coïncidant avec l'occupation de ce dernier *cerro* par Twiggs, le général Pinzon jugea prudent d'obtempérer à l'injonction de Worth. Le général Shields, chargé d'emporter la batterie de Vega, fut accueilli par un feu meurtrier, et tomba lui-même à la tête de sa division. Sans la prise du Cerro-Gordo, qui décida Vega et les siens à déposer les armes, la perte des Américains eût été beaucoup plus considérable. Enfin la brigade du général Pillow fut plus maltraitée encore que celle de Shields. Une batterie mexicaine, subitement démasquée, emporta presque tout un régiment. Après avoir battu en retraite, Pillow allait tenter une nouvelle attaque, quand le succès des trois autres opérations vint le dispenser de ce périlleux effort. Les Mexicains, vaincus sur tous les autres points, mirent bas les armes devant Pillow, comme devant Shields, Worth et Twiggs. Dès lors la bataille était terminée, une victoire complète ouvrait aux Américains la route de Mexico.

Outre ce résultat capital, la journée du Cerro-Gordo livrait au général Scott six mille prisonniers, parmi lesquels les meilleurs officiers de l'armée mexicaine, une trentaine de pièces de canon de la fonderie royale de Séville, une somme de 22,000 piastres (110,000 francs) trouvée dans les bagages de Santa-Anna. Quant à Santa-Anna lui-même, on s'étonnera que nous n'ayons pas eu à le nommer dans le récit de cette chaude affaire. Il faut bien dire que Santa-Anna avait quitté le champ de bataille dès le commencement de l'action. Quant à Ampudia, son lieutenant, dès que la prise du Cerro-Gordo fut connue, on le vit s'élancer sur un vigoureux coureur dans la direction de Jalapa avec une telle rapidité, qu'il perdit son chapeau emporté par le vent. On se jeta, mais trop tard, à la poursuite de Santa-Anna. Les six mille prisonniers mexicains étaient un embarras plutôt qu'un avantage pour le général Scott. Ils furent relâchés sur parole, à l'exception du général Vega, qui sollicita comme une faveur la permission de rester prisonnier des Américains. Il se rappelait sans doute la disparition mystérieuse du général Morales après la défense de Vera-Cruz, et trouvait sa vie plus en sûreté sous la tente du général Scott que dans les murs de Mexico.

A partir de cette bataille, il faut renoncer à donner un aperçu détaillé d'opérations dont le dénoûment est trop prévu; il faut se borner à préciser la position nouvelle faite par cette victoire au pays envahi comme à l'armée conquérante. Après la journée du Cerro-Gordo, la seule guerre encore possible entre les États-Unis et le Mexique est la guerre de guerillas. Désormais il n'y a plus, pour ainsi dire, deux armées aux prises : il y a, d'une part, des troupes victorieuses qui s'avancent de ville en ville sans rencontrer sur leur route aucun obstacle sérieux (1); il y a, de l'autre, un grand pays

(1) Quelques indications rapides suffiront à préciser l'état actuel des opérations. La bataille du Cerro-Gordo avait eu lieu le 18 avril. Le 20, le drapeau américain flottait sur la ville de Jalapa, qui s'était rendue. Entre Jalapa et Puebla, le château fort de Perote était le seul point qui fit prévoir quelque résistance. A l'approche des Américains, le pont-levis du château s'abaissa, et un seul officier vint rendre la place avec tout le cérémonial usité en pareil cas. Après y avoir laissé garnison, l'armée américaine, réduite à 6,000 hommes par la retraite de 4,000 volontaires dont l'engagement expirait, s'est portée sur Puebla, ville de 60,000 âmes, habitée par une population fanatique et insoumise. Les 6,000 hommes de Scott sont entrés dans Puebla; ils marchent sur Mexico. Taylor, de son côté, parti des provinces occidentales, se dirige vers la capitale pour faire sa jonction avec Scott. Quant à Santa-Anna, après avoir voulu s'enfermer dans la ville d'Orizaba avec 3,000 hommes, il paraît avoir songé un moment à organiser la guerre de guerillas; puis il est revenu se mettre à la tête d'environ 12,000 hommes,

en dissolution, un gouvernement sans stabilité, sans influence, un général dont quelques brillants souvenirs faisaient toute la force, et qui a perdu ce dernier prestige.

Une nationalité qui s'éteint, un peuple qui succombe dans la défense de ses libertés, c'est toujours un douloureux spectacle. Certes, la nation mexicaine n'a pas montré, en présence du danger, les vertus auxquelles on reconnaît les grands peuples; n'a-t-elle pour cela aucun droit à notre sympathie? C'est aux chefs de cette nation surtout qu'il faut demander compte de la triste issue de la guerre. Placés à la tête d'une société qui attendait son salut d'une direction ferme et intelligente, qu'ont-ils fait des éléments de force qui leur étaient confiés? Cinq généraux mexicains ont tenu entre leurs mains le sort de leur pays : Arista, dès le début de la guerre, à Matamoros, à Palo-Alto et à la Resaca; Requena et Ampudia, à Monterey; Santa-Anna, à Angostura et au Cerro-Gordo; Morales, à Vera-Cruz. La disparition mystérieuse de ce dernier, son attitude pendant toute la durée du siége de Vera-Cruz, écartent de lui toute idée de lâcheté ou de trahison. La conduite équivoque d'Ampudia et de Requena à Matamoros, leur pusillanimité à Monterey, ne laissent rien à ajouter sur ces deux officiers. Restent donc Arista et Santa-Anna. Sur l'un et l'autre de ces généraux planent les soupçons les plus graves, qu'il n'est pas permis de passer sous silence, si on doit les accueillir avec réserve. Que penser, en effet, de la courte campagne dirigée par Arista, campagne si tristement signalée par le passage du gué de San-Rafaël, si tristement finie par les journées de Palo-Alto et de la Resaca? Comment expliquer aussi l'inaction prolongée de Santa-Anna, ces échecs successifs qui accusent en lui la plus déplorable ignorance des lois de la stratégie? La trahison aurait-elle eu pour le Mexique des conséquences plus désastreuses que celles-ci : en moins de deux mois (du 23 février au 18 avril 1847), trente mille hommes tués ou dispersés, le chemin de la capitale ouvert et aplani devant les envahisseurs! Qu'il faille s'en prendre de ces immenses revers à l'impéritie ou à d'incroyables machinations, on ne peut méconnaître ici l'intervention d'un mauvais génie qui dissipe en des opérations sans but, en des luttes stériles, toutes les richesses, toutes les forces vives du pays. Comment formuler toutefois un jugement sur un homme dont la vie n'est qu'une suite de contradictions et d'inexplicables caprices? Devant le peuple qui accuse de trahison le vaincu d'Angostura et du Cerro-Gordo, devant le congrès qui s'obstine à voir en lui le sauveur de la république, devant l'armée toujours dispersée sous lui, toujours fascinée par un prestige que rien ne justifie, on comprend que l'opinion hésite; on se refuse également à formuler une accusation accablante et à s'attendrir sur une gloire déchue. Triste alternative pour une nation malheureuse, qui n'a jusqu'ici trouvé parmi ses enfants ni un bras assez fidèle ou assez fort pour l'étayer, ni au dehors une voix pour la plaindre!

Les Américains ne sont plus qu'à quelques lieues de Mexico. Tout sera-t-il fini avec le traité qu'ils dicteront au gouvernement qui siége aujourd'hui dans la capitale de la république? Si même, comme on n'en peut douter, les provinces convoitées par l'Union américaine tombent entre les mains des Yankees, la période d'installation ne sera-t-elle pas pour eux aussi sanglante, aussi désastreuse que la période de conquête? Quoi qu'il en soit, les avantages entrevus par l'Union sont assez grands pour lui faire supporter patiemment de nouveaux sacrifices. Le vaste territoire qu'elle aura payé d'un peu d'or et de sang sera tôt ou tard incorporé à cette puissante république,

débris des armées mexicaines, réunis à San-Martin, petite ville à dix lieues de Puebla et à dix-huit de Mexico. Il s'est décidé enfin à rentrer dans cette capitale au milieu des huées de la même populace qui, quelques mois auparavant, le portait en triomphe. La démission de président et de général en chef qu'il a donnée à deux reprises a été deux fois refusée par le congrès.

qui tient aujourd'hui dans ses mains les destinées d'une partie du nouveau monde. Sans nous égarer dans d'inutiles hypothèses sur les phases nouvelles où peut entrer la lutte engagée entre les États-Unis et le Mexique, nous ne nous attacherons qu'aux faits qui ressortent avec évidence de ce récit. Les projets des Américains, tels qu'ils se révèlent par leur plan de campagne, menacent-ils les intérêts de l'Europe? Y a-t-il encore dans la nation mexicaine des éléments d'ordre et de stabilité dont on puisse profiter pour faire obstacle à ces projets? Telle est la double question à laquelle la marche des faits conduit naturellement.

Il ne faut ni diminuer, ni exagérer les prétentions que les Américains soutiennent en ce moment les armes à la main. Ne voir dans la guerre actuelle que la conséquence du différend sur les limites du Texas, ce serait assigner un horizon bien étroit à l'ambition américaine; supposer aux États-Unis l'intention de conquérir tout le Mexique, ce serait élargir outre mesure, nous le croyons, le cercle où s'agite maintenant cette ambition. A notre avis, il ne s'agit aujourd'hui pour les Américains ni de résoudre une question de droit, ce qui n'eût entraîné à la rigueur que l'occupation du territoire en litige, ni de terminer une conquête qui leur serait présentement plus onéreuse qu'utile. Dans l'immense proie que la fortune de la guerre a déjà pour ainsi dire jetée entre leurs mains, ils ont d'avance marqué et limité leur part. S'ils arborent sur leur drapeau cette devise superbe : *Jusqu'au palais de Montezuma*, ce n'est que pour donner le change sur leurs véritables projets par une audacieuse promenade militaire. La guerre s'est divisée pour l'Union américaine en deux opérations : — occupation d'un immense croissant appuyé à l'est sur Tampico, à l'ouest sur Monterey et le port de San-Francisco de Californie (le plus beau port du monde connu), et embrassant dans son parcours 24 degrés de longitude; — marche sur Mexico destinée à obtenir pour cette occupation accomplie de fait la consécration d'un traité. Si l'on se rappelle l'attitude des généraux américains durant la première période de la guerre, on ne gardera aucun doute sur cette double intention des vainqueurs du Mexique. Le général Taylor se posait en libérateur et en colonisateur plus encore qu'en chef d'armée. On cherchait par les insinuations de la presse à propager dans les populations des sympathies, des principes favorables à la cause de l'Union américaine. On éparpillait les troupes de l'armée d'occupation, on habituait par six mois de temporisation les habitants du pays envahi à la vue d'une armée étrangère, et, si l'on désobéissait ainsi aux préceptes les plus élémentaires de la stratégie, on suivait avec une fidélité rigoureuse les principes de toute bonne colonisation. Cette première partie de la guerre, pendant laquelle l'attitude des armées de l'Union parut une énigme à l'Europe, était plus importante en réalité pour l'ambition américaine que la campagne de Mexico.

Les provinces où les armées des États-Unis ont si prudemment frayé la voie à leurs colons se sont trouvées aussitôt peuplées que conquises. Il faut d'avance accepter comme un fait accompli l'installation des Américains dans l'État de Chihuahua, si riche en mines de cuivre; dans l'État de Sonora, que recommandent ses nombreux *placeres* et ses mines d'or; dans les Californies, et, par suite, dans les districts miniers de Zacatécas, de Durango, de Bolaños, source inépuisable de ces métaux précieux qui donnent à l'Europe le mouvement et la vie. Maîtresse absolue de ces mines, l'Amérique tiendra donc entre ses mains les rênes du crédit européen; l'Amérique en confisquera tous les revenus à son profit, et remplacera par des richesses métalliques le papier-monnaie, auquel l'Europe pourrait bien alors être réduite. L'annexion du Texas n'a été que le prélude de cette gigantesque conquête, sur la portée de laquelle on s'est trop longtemps mépris. L'Angleterre seule s'est alarmée sur l'avenir de son commerce d'exportation au Mexique, sur la destinée de soixante-cinq établissements miniers dans lesquels elle a versé 10,000,000 de livres sterling, enfin sur la

dette mexicaine, dont le capital dépasse ce dernier chiffre. La France est restée spectatrice presque indifférente de cette grande entreprise. En présence de la nouvelle situation qui va se produire, en présence du Mexique démembré, de l'Union américaine démesurément agrandie, il serait oiseux d'insister sur ce qu'on n'a pas fait ; mais ne reste-t-il rien à faire?

Si le Mexique, dépouillé de ses plus riches provinces, devait renoncer à tout espoir de régénération sociale, assurément tout serait dit, et l'asservissement vaudrait encore mieux pour lui que l'anarchie; mais la question ne se pose pas en des termes aussi simples. Au milieu de la désorganisation croissante de la société mexicaine, tous les symptômes de vitalité n'ont pas encore disparu. L'existence d'un parti qui appelle de tous ses vœux l'affermissement du pouvoir, dût-il l'acheter par un changement complet de régime, est un symptôme dont il faut tenir compte. Après la mort d'Iturbide, le parti monarchique avait dû dissimuler ses tendances; il s'était rallié aux centralistes, mais sans perdre l'espoir d'en venir un jour à ses fins. Les épreuves qu'a traversées la république depuis trois ans ont amené ce parti à formuler plus clairement ses espérances. Le temps n'est plus où il suffisait du mot de royauté pour exciter les murmures du peuple et l'indignation du sénat, où une profession de foi monarchique entraînait l'exil pour les meilleurs et les plus dignes citoyens (1). Déjà, en 1844, le *pronunciamiento* de Paredes, qui amena la chute et l'exil de Santa-Anna, donna une attitude plus ferme et ouvrit une voie nouvelle au parti monarchique. Environ un an après, sous la présidence du général Herrera, qui avait succédé au dictateur, ce parti crut le moment arrivé d'agir plus ouvertement. Paredes lui prêta de nouveau son appui et prit la place d'Herrera. Dans le manifeste publié lors de son avénement, le nouveau président exposa ses opinions avec une courageuse franchise : « Nous ne sommes pas venu, disait-il, faire une révolution de personnes; nous aspirons à un résultat plus noble et plus fécond : il ne s'agit pas d'usurper une présidence, de former de nouvelles chambres, il faut que la nation, sans crainte d'une minorité turbulente, se *constitue suivant sa volonté, et oppose une barrière à la dissolution sociale* qui la menace de tous côtés. La nation, fatiguée d'éternelles dissensions, a un besoin impérieux de garanties *d'ordre et de stabilité.* » C'était tout ce qu'un général républicain pouvait dire à une nation républicaine. Une feuille créée pour servir d'organe au parti monarchique, le *Tiempo*, compléta les paroles du président et prêcha ouvertement la nouvelle religion politique. Malheureusement les États-Unis, en envahissant le Mexique, précipitèrent de nouveau ce pays dans une phase d'anarchie qui fut propice à l'ambition de Santa-Anna. Le parti monarchique dut rentrer dans l'ombre, et les éléments qui le composaient furent disséminés.

On a lieu de s'étonner que, depuis l'ouverture des hostilités entre le Mexique et les États-Unis, aucune tentative d'intervention sérieuse dans les affaires du pays n'ait signalé à l'Europe l'existence du parti monarchique. Une invasion protestante, une invasion déterminée en partie par les vues intéressées d'une nation industrielle et commerçante, ne devait pas, ce nous semble, trouver tant d'indifférence dans le clergé, dans les riches propriétaires qui désirent l'établissement d'une monarchie mexicaine. Depuis un an, il faut bien le dire, nous cherchons en vain au Mexique un parti qui ait à la fois l'intelligence des intérêts du pays, et l'énergie, le courage que ces intérêts réclament. En admettant toutefois que le parti monarchique pût prendre quelque jour au Mexique une réelle autorité, conviendrait-il de s'associer à toutes

(1) Un ancien ministre des affaires étrangères du Mexique, un des hommes les plus distingués de ce pays, M. Gutierrez Estrada, ayant exposé les idées du parti monarchique dans un écrit remarquable, fut puni d'un bannissement qui dure encore.

ses espérances? Nous l'avouerons, ce qui nous frappe dans les vœux de ce parti, c'est moins le but que les sympathies pour l'Europe dont ces vœux sont le témoignage. Les maux qu'on voudrait guérir ne doivent pas tous être imputés à un mauvais système de gouvernement. Le plus grand tort du Mexique, ce qui a fait surtout sa faiblesse jusqu'à ce jour, c'est d'avoir trop compté sur lui-même, d'avoir écarté les étrangers avec un aveugle acharnement, au lieu de les accueillir avec reconnaissance. Il est cruellement puni aujourd'hui de cette folle présomption. Saura-t-il profiter d'une si sévère leçon? Vis-à-vis de l'Europe, vis-à-vis de la France surtout, il s'est montré trop souvent animé d'une haine intraitable. On aimerait à croire que l'issue de la guerre actuelle déterminera dans la partie éclairée de la nation mexicaine un retour à de plus nobles, à de plus saines tendances. Selon nous, ce n'est pas du triomphe d'un parti que dépend l'avenir du Mexique; c'est d'une révolution plus profonde qui se ferait non pas dans les principes, mais dans les mœurs. Au lieu d'employer tous ses efforts à repousser l'influence européenne, le Mexique devrait désormais en favoriser avec empressement les progrès. L'étude de nos institutions, de nos idées, voilà ce qui pourrait relever cette nation abattue, en resserrant des liens trop long-temps relâchés entre elle et l'Europe.

Quant à l'Europe, son désir doit être aussi de renouer ces liens. On ne peut aujourd'hui suivre sans inquiétude les progrès incessants de l'Amérique du Nord. Si les nationalités voisines de l'Union devaient disparaître, nos intérêts ne recevraient-ils point, par cela même, une grave et fâcheuse atteinte? Depuis plus d'un an, le chiffre de nos exportations au Mexique est déjà diminué des trois quarts, et ce n'est pas au moment où la ligne des paquebots transatlantiques vient d'être organisée, qu'il sied à la France de se montrer indifférente aux futures destinées du nouveau monde. On connaît l'esprit envahisseur qui distingue la race américaine. L'influence d'un climat énervant a respecté cette race privilégiée, tandis qu'elle frappait autour d'elle jusqu'aux Canadiens et leur enlevait, avec l'énergie et la vivacité de l'esprit normand, toutes les traces de leur origine. En ce moment encore, les péripéties militaires de la campagne des États-Unis au Mexique montrent combien peu la race espagnole, livrée à elle-même, est en mesure d'opposer une résistance sérieuse à la race anglo-saxonne. C'est à corriger ce défaut d'équilibre entre les races du nouveau monde que pourrait être utilement appliquée, nous le croyons, la sollicitude de l'Europe. Encourager les jeunes nationalités de l'Amérique, les aider dans leurs efforts pour s'affermir et s'élever à une existence indépendante, c'est un rôle que les puissances de l'ancien continent ont su déjà remplir avec éclat, et qu'il leur appartient aujourd'hui de reprendre. Plus l'audacieuse activité des États-Unis mérite notre admiration, plus aussi elle nous impose de sollicitude et de prévoyance. Moins que jamais, en présence de la guerre du Mexique, il est permis à l'Europe d'oublier qu'elle a dans le nouveau monde, entre un État qui grandit chaque jour et de malheureuses sociétés livrées à une anarchie sans cesse croissante, des intérêts à protéger, des principes à défendre, une influence précieuse à maintenir.

GABRIEL FERRY.

LA

COMÉDIE MODERNE

EN ESPAGNE.

BRETON DE LOS HERREROS. — VENTURA DE LA VEGA. — RODRIGUEZ RUBI.

L'élément comique, tel qu'il apparaît dans l'ancien théâtre de l'Espagne, cet élément qui intervient même dans les actions les plus tragiques, mêlant aux éclats violents des passions tous les reflets de la gaieté nationale, a un caractère particulier. Si on voulait avoir le dernier mot de l'observation espagnole, ce n'est pas au théâtre qu'on pourrait espérer le trouver; c'est dans Cervantès, dans Quevedo qu'il faudrait aller rechercher et étudier le côté réellement ironique de ce génie, dont le trait dominant est l'héroïsme. Les *Visions* de Quevedo ont une force satirique plus originale et plus vive que les plus bouffonnes inventions de la scène. *Don Quichotte* est la véritable comédie humaine telle qu'a pu la créer l'imagination castillane. Le livre de Cervantès respire cette sincère et vigoureuse raillerie d'un grand esprit qui considère notre nature sans étonnement, sait la reproduire sans effort sous ses divers aspects, la montre ballottée entre tous les excès, poussant tantôt l'exaltation chevaleresque jusqu'à la folie et l'abnégation jusqu'au ridicule, tantôt le bon sens jusqu'à la trivialité et à l'égoïsme. Don Quichotte et Sancho Pança ne sont point des symboles, comme on l'a dit; ce sont bien des types humains marqués du sceau de la nationalité espagnole. L'œuvre dramatique qu'on pourrait avec le plus de raison citer à côté de celle-ci pour sa profondeur morale, pour la sagacité pénétrante avec laquelle le vice est étudié et l'inexorable crudité avec laquelle il est mis à nu, c'est la *Celestina*, fruit de l'inspiration licencieuse du bachelier Rojas. Rien ne peut produire un effet plus saisissant que ce drame audacieux dont les principaux personnages sont une entremetteuse qui farde son infamie pour mieux semer la corruption, et une jeune

fille qui se laisse prendre au piége de son amour. Dans ces vingt actes pleins d'une philosophie brutale, l'auteur a accumulé d'un côté tout ce que l'hypocrisie féminine peut avoir de ressources pour atteindre et flétrir la vertu naïve, de l'autre tout ce qu'il peut y avoir de tendresse, d'émotion, d'inquiétude et d'effroi dans un cœur vierge; il pénètre hardiment dans les lieux de débauche, se fait l'historien des mœurs impures qui y règnent; il épaissit cette fétide atmosphère du vice autour de la figure si chaste et si noblement passionnée de Mélibée, la jeune amante de Calixte. L'insouciant bachelier promène son regard effronté et méprisant sur ce monde qu'il conduit vers une catastrophe tragique à travers les incidents les plus grotesques, semant à chaque pas sa satire plus que libre. Singulier tableau de corruption! peinture équivoque et graveleuse, empreinte d'un sensualisme digne de l'Italie du XVI[e] siècle, et qui contraste étrangement avec les tendances spiritualistes du génie espagnol! Mettez, en effet, cette tragi-comédie, qui a une entremetteuse pour héroïne, à côté des mystiques ardeurs de sainte Thérèse et des pures inspirations lyriques de Luis de Léon. Sans créer d'analogies factices, on peut rapprocher Rojas d'un poëte français fort ami de peintures du même genre et qui est venu peu après. Qu'on change les conditions d'exécution : avec ces éléments qui composent la *Celestina*, on aura la X[e] et la XIII[e] satire de Régnier. Il y a, dans le personnage de Celestina, plus d'un trait qui se retrouvera dans Macette; ce sont deux dignes sœurs en perversité et en hypocrisie. Régnier a peut-être plus d'art, plus de précision de couleur, plus d'éclat pittoresque, plus de verve amusante; dans l'œuvre de Rojas, il y a de plus le mouvement du drame, l'enchaînement de l'action, qui, par une insigne fatalité, fait mourir Celestina aux mains de ses complices. Dans les deux écrivains, il y a une égale supériorité d'instinct, la même liberté de satire, la même facilité insouciante à remuer ces tristes plaies de notre nature, cette lie des voluptés humaines, et une intelligence également vive de la réalité. Malheureusement cette vigueur d'observation et de peinture est rare au théâtre en Espagne; elle ne se produit que dans cette œuvre exceptionnelle : encore la *Celestina* est-elle moins une comédie qu'une nouvelle dialoguée qui se prolonge de scène en scène, d'acte en acte, au gré de l'invention de l'auteur. C'est l'enfance de l'art dramatique au delà des Pyrénées, mais non l'enfance de l'art littéraire.

La comédie espagnole proprement dite, toute brillante de mérites d'un autre genre, n'a point ces fortes qualités d'étude morale; elle approfondit moins qu'elle n'effleure, elle décrit plus qu'elle n'analyse. Ce n'est point à la logique des sentiments et des caractères qu'elle demande ses péripéties, c'est au hasard, à un caprice fortuit du cœur, à un entraînement soudain, à l'imprévu, qui est son dieu. Elle cherche la variété, accumule les incidents, multiplie les complications, et répand sur tout une couleur de chevalerie merveilleuse. Il est peu de spectacles plus séduisants pour l'imagination que ce tourbillon rapide, ce monde gracieux et vivant de jeunes femmes qui se voilent à demi comme pour mieux attirer les cœurs après elles, de cavaliers étourdis et prodigues sans cesse au moment d'être amoureux et toujours prêts à tirer l'épée pour quelque dame inconnue qu'ils vont adorer, de mystérieux aventuriers qui aiment des princesses et finissent par dépouiller leur obscurité première pour monter au rang de ducs ou de princes à leur tour, de duègnes déliées et faciles qui savent compatir aux faiblesses d'amour et s'entendent si bien à conduire une intrigue, de valets bons compagnons, rusés, hardis, un peu fripons, dévoués au demeurant, qui partagent volontiers la fortune de leurs maîtres et se mettent de moitié dans leurs aventures, fidèles à leurs défaites comme à leurs victoires. C'est un tableau romanesque et charmant, plein de vivacité dramatique, de saillies, de gaieté éblouissante, d'ironie heureuse, mais où il n'entre rien d'amer contre l'homme ou la société. Il n'y a ni fiel ni haine; tout au plus si le valet bouffon et observateur,

élevé à l'école de Sancho, jette quelque mot d'un bon sens net et railleur qui rappelle que nous sommes sur cette pauvre terre et non dans une sphère idéale. Cette muse, dont la fécondité s'est jouée en tant de combinaisons diverses, n'a point soumis l'humanité à cette cruelle analyse, qui finit par nous mettre entre le rire et les larmes, et nous fait trouver au fond d'une idée comique la triste et tragique certitude de notre misère.

Lope de Vega est le vrai créateur de cette comédie d'intrigue qu'on a poétiquement appelée la comédie de cape et d'épée. C'est lui qui a porté cet esprit brillant et chevaleresque au théâtre; mais, s'il a donné un nouvel essor à l'art de la comédie, il ne l'a point mené à sa perfection. Les œuvres de Calderon sont les plus merveilleux types d'originalité et de grâce. Peintures enchanteresses, imprévu des situations, délicatesse des sentiments, tout semble marquer la place de ces productions, — *la Dame fantôme* (*la Dama duende*), *les Matinées d'avril et de mai* (*Mañanas de abril y mayo*), *On ne badine pas avec l'amour* (*No hay burlas con el amor*), — à côté des plus divins caprices de Shakspeare. Gabriel Tellez, le plus satirique des poëtes comiques de l'Espagne, qui a illustré le nom d'emprunt de Tirso de Molina et a marqué de traits si incisifs l'inconstance féminine, ne pénètre pas bien avant dans l'étude morale des passions, même lorsqu'il ne lui arrive point de tomber dans la bouffonnerie comme dans *Don Gil aux chausses vertes* (*Don Gil de las calzas verdes*). Ses meilleurs ouvrages sont ceux qui se rapprochent le plus de la véritable comédie d'intrigue; ce sont *les Épreuves de l'amour et de l'amitié, la Jalouse d'elle-même*. Ce n'est pas que quelques hommes n'aient essayé de peindre des caractères, de fonder une action sur le développement d'un ridicule finement étudié. Moreto l'a tenté dans *el Desden con el Desden*, dont *la Princesse d'Élide* n'est qu'une faible imitation, dans *le Beau don Dièque* (*el Lindo don Diego*), qui est la peinture de la fatuité impertinente; mais c'est plutôt une suite de piquantes observations qui fait le mérite de ces œuvres qu'une analyse savante et profonde. Alarcon lui-même, qui a donné *le Menteur* à Corneille, a-t-il véritablement rempli les conditions de la comédie de caractère dans sa *Verdad Sospechosa?* Ce *Menteur* du poëte espagnol est-il la personnification active et forte d'un travers humain? Don Garcia, le héros d'Alarcon, est un gentilhomme éventé, plus vain que faux, plus étourdi que menteur. S'il ne dit point un mot qui ne blesse la vérité, s'il se sert, ainsi que l'affirme son valet, de toutes les langues qu'il a apprises à Salamanque pour répandre plus de mensonges, ce n'est pas dans un but méchant, ce n'est point pour surprendre des secrets qu'il veut trahir, pour spéculer sur ses tromperies, pour frayer une route ténébreuse à ses passions; c'est plutôt par légèreté, par forfanterie de jeunesse. Si quelque sérénade a été donnée sous les balcons, soyez sûr d'avance qu'il vous dira n'y être point étranger; s'il est bruit dans la ville de quelque duel, il y aura joué un rôle; il aura même tué son adversaire pour peu qu'on l'en presse; il vous avouera, si vous voulez, qu'il est marié secrètement; il vous racontera le roman de sa vie, ses innombrables aventures dont pas une n'est réelle, jusqu'à ce qu'enfin, trébuchant dans un de ses mensonges, il se trouve condamné à épouser une femme qu'il a feint d'aimer et qu'il n'aime pas. Il faut le dire, le mensonge a perdu ici sa laideur morale; c'est une folle distraction et non pas un penchant pervers. Il en résulte une intrigue ingénieuse, amusante, pleine de surprises pour le spectateur, mais non une peinture large et fidèle d'une des honteuses faiblesses de notre nature.

Molière, avec cette modestie qu'on ne connaît plus et qui donne un si beau lustre au génie, dit, dans une lettre curieuse, que *le Menteur,* emprunté par Corneille à l'Espagne, avait été pour lui une révélation, un jalon qui l'avait conduit au *Tartufe* et au *Misanthrope,* et sans lequel il se fût arrêté peut-être à son premier genre, au genre de *l'Étourdi* et du *Dépit amoureux*. Sans doute c'est une impression personnelle,

précieuse à recueillir, parce qu'elle éclaire sur les préoccupations de ce grand peintre du cœur humain, parce qu'il y aura toujours un grave intérêt à saisir la mystérieuse origine d'une pensée comique qui va se déployer avec tant de puissance. Mais ne serait-il point puéril de donner trop de poids à cet aveu dans nos appréciations littéraires, de faire dépendre la naissance de nos plus incontestables chefs-d'œuvre du hasard d'une imitation? Il suffit, pour rentrer dans la vérité, de mesurer la distance qu'il y a entre la nature du génie de Molière et l'esprit qui domine dans la comédie espagnole; il suffit de rapprocher un instant quelques ouvrages de l'auteur de *l'Avare* des ouvrages comiques de l'Espagne dont le sujet est le même. Molière, dans *Don Juan*, a-t-il emprunté au *Burlador de Sevilla* de Gabriel Tellez autre chose qu'un canevas et quelques noms? N'est-ce point à lui-même qu'il doit le caractère de don Juan, celui de Sganarelle, et cette scène où il met en présence l'athéisme superbe invoquant *l'humanité* pour railler la Providence et la foi simple du pauvre refusant une aumône qui lui est donnée à condition de renier Dieu? Qu'on mette en parallèle *les Femmes savantes* et cette comédie où Calderon s'est plu à railler le même travers, *On ne badine pas avec l'amour :* chacun des deux poëtes a suivi l'impulsion de son génie; l'un a fait une œuvre profonde de vérité et d'observation, l'autre a esquissé un tableau merveilleux de poésie, de grâce et de délicatesse. Nulle part, dans le théâtre de l'Espagne, Molière n'a pu trouver le secret de cette hauteur philosophique à laquelle il s'est élevé; voilà pourquoi on peut dire qu'il s'abusait lui-même en indiquant *le Menteur* comme le modèle primitif sans lequel *le Misanthrope* et le *Tartufe* n'eussent point peut-être existé. Dans l'histoire de la comédie en France, s'il y a un écrivain qui rappelle à quelques égards les comiques espagnols, ce n'est point Molière; ce n'est pas même Beaumarchais, malgré les apparences : l'ironie hautaine et acérée de Figaro n'a point eu à traverser les Pyrénées pour éclater à la veille de 89; c'est Marivaux, peut-être, qui reproduit le plus fidèlement les procédés de l'art espagnol. *Les Jeux de l'amour et du hasard*, n'est-ce point là un titre tout castillan? Marivaux emploie volontiers les mêmes ressorts dramatiques, ces surprises, ces déguisements à l'aide desquels les personnages s'agitent, se dérobent, se poursuivent dans une intrigue romanesque; c'est parfois la même subtilité de métaphysique amoureuse. Seulement Marivaux a ôté son naturel à cette délicate subtilité de sentiments en lui donnant un tour précieux et maniéré; il a ôté leur grâce à tant de caprices charmants en les dépouillant de leur naïveté; il a mis un raffinement laborieux là où ces vieux poëtes, qu'il imitait sans les connaître, ont mis une vive et franche originalité. Ce n'est donc qu'une bien lointaine ressemblance, et les analogies que la curiosité critique peut découvrir ne sauraient elles-mêmes donner qu'une idée imparfaite de ce théâtre comique, dont la fantaisie est l'âme, pour ainsi parler, la fantaisie, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus insaisissable dans la poésie. C'est la fantaisie, en effet, qui a créé tant de fictions heureuses; elle se joue à l'aise dans ces intrigues que la muse de l'imprévu noue et tranche; elle laisse son brillant reflet au front de tous les héros; c'est elle qui préside à ces amours éclos dans une matinée de printemps. Il y a de la fantaisie dans les plus chaudes passions, dans le courage, le dévouement, dans le vice même mis en scène par les poëtes. Tel est le caractère de la comédie espagnole dans sa période d'éclat, aux plus beaux jours du XVIIe siècle. Gaie, folle, libre et aventureuse, mais non vulgairement frivole, cette comédie n'est-elle pas, au reste, le fruit naturel de la société de ce temps, à laquelle un pouvoir inflexible ne permettait pas de jeter un regard trop scrutateur sur elle-même? N'est-elle pas l'exacte représentation de ces mœurs où était venu se réfugier un esprit chevaleresque qui n'avait plus à poursuivre un but héroïque, comme aux jours des luttes nationales, de ces mœurs où on ne voit fleurir qu'une liberté, celle de la galanterie et du plaisir?

La comédie espagnole, dans ses destinées, ne suit point une autre loi que l'art littéraire tout entier. Elle disparaît dans ce grand naufrage de la fin du XVIIe siècle; elle s'évanouit avec cette société dont elle était l'expression, et, lorsqu'on la voit renaître, c'est sous la livrée française qu'elle se montre. Rien n'est plus étrange que l'oubli profond où tombent tout à coup les modèles de l'ancien théâtre dans ce XVIIIe siècle qui fut pour l'Espagne un temps de lente éducation sous l'influence victorieuse de la France. La Péninsule se fait classique sur la foi de Boileau; elle vise à la philosophie sur la foi de Voltaire. L'esprit littéraire se transforme en même temps que les mœurs. L'école de Luzan et de Montiano traduit, imite, fait passer dans la langue de Calderon les inventions régulières de notre scène. C'est un vertige qui saisit tous les peuples en certains moments et les pousse à se revêtir d'un habit étranger. Il faut voir cependant le côté fécond de ce mouvement, quant à la comédie, et observer quel principe heureux de rajeunissement la pensée française apportait avec elle, en introduisant dans l'art une manière plus philosophique d'envisager les actions des hommes et leur caractère, la moralité humaine en un mot; il faut faire la part de l'originalité qui pouvait se produire sous des faces nouvelles. Dans ce tourbillon d'imitateurs, de traducteurs parasites, on peut, en effet, distinguer des talents réels et élevés. Sur ce fond vulgaire se détachent quelques œuvres saillantes, telles que *l'Honnête criminel* (*el Delincuente honrado*) du grand Jovellanos, déclamation éloquente et peu concluante, si l'on veut, sur le duel, mais supérieure au *Père de Famille* de Diderot, qui a la même couleur philosophique. L'Espagne, à cette époque, a possédé deux hommes d'un esprit rare, qui ont obtenu des effets nouveaux dans la comédie, quoique d'une nature bien différente: l'un, Ramon de la Cruz, peintre amusant du peuple, auteur de saynètes trop peu connues, dont la collection a été récemment publiée à Madrid; l'autre, venu à la fin du siècle, Moratin, qu'on a nommé le Térence espagnol, et qui a par lui-même assez de valeur pour qu'on ne l'expose pas au danger de ces comparaisons trompeuses.

C'est Ramon de la Cruz qui, à proprement parler, a créé la saynète en Espagne, non qu'il ait inventé cette forme littéraire déjà mise en usage par Lope de Rueda et Cervantès, sous le nom de *pasos* et d'*intermeses*, mais il a créé en ce genre tout un théâtre abondant et varié, où il a porté des qualités qui tranchent singulièrement avec le ton général de la littérature contemporaine, beaucoup de finesse d'observation, une réelle habileté à saisir les vices et les ridicules, un dialogue rapide et incisif, un style plus vif que correct et plein de locutions familières auxquelles il sait donner de la grâce, plus de verve que d'urbanité. N'est-ce point un spectacle curieux? L'originalité, qui, certes, ne se montre guère dans tant de comédies empruntées à cette époque à la France, et où le rire est glacé par l'appareil classique, éclate véritablement dans ces petits intermèdes, dans ces comédies de hasard, pour ainsi parler, qu'on jouait par passe-temps, pour se délasser du solennel ennui des chefs-d'œuvre. La vraie force comique, absente des productions plus prétentieuses, se retrouve là, dans ce théâtre méconnu par Signorelli dans son *Histoire critique*. C'est la poésie populaire de l'Espagne au XVIIIe siècle. Ramon de la Cruz n'a qu'un but en effet, celui de peindre fidèlement les mœurs du peuple, et il se rend volontiers cette justice, qu'il est parvenu à tracer des tableaux animés et vrais. « Que ceux qui ont visité la promenade de San-Isidro, dit-il; que ceux qui ont vu le Rastro le matin, la place Mayor le jour de Noël, l'antique Prado le soir, et ont assisté aux veilles de Saint-Jean et de Saint-Pierre; que ceux qui se sont trouvés dans les réunions de toutes les classes disent si je n'ai pas reproduit exactement ce qu'ont vu leurs yeux, ce que leurs oreilles ont entendu, et si ces esquisses ne forment pas une véritable histoire de notre siècle... » Ramon de la Cruz promène ainsi le lecteur dans tous les quartiers de Madrid, dans ceux des Maravillas, de Lavapiès, là où la couleur

nationale n'est point altérée, là où se retrouve si souvent ce mélange de misère et de gaieté qui n'appartient qu'au peuple, là où on peut à l'aise observer les caractères, les coutumes des classes infimes, qui ont leurs vices et leurs ridicules aussi bien que les classes supérieures. Il n'est pas une habitude, pas un travers qui échappe à sa pénétration et à sa verve. Le moindre argument lui suffit pour créer une petite action, qui court, se précipite et se dénoue avant que le sourire ait eu le temps de s'arrêter sur les lèvres. Voyez ces amusantes saynètes : *les Hommes seuls, la Fausse Dévote, le Sombrerito, les Bouteilles de l'oubli, la Comédie bourgeoise.* L'auteur fronde même les ridicules littéraires : quelle plus mordante satire de l'imitation classique que *le Manolo, tragédie pour rire ou comédie pour pleurer,* qui finit, comme le combat du *Cid,* faute de combattants, car tous les personnages meurent consciencieusement, jusqu'au dernier qui meurt de rire! Ramon de la Cruz est, du reste, plus sérieux au fond qu'il ne le semble; lui, le plus léger des hommes en apparence, il se ressent de cette atmosphère philosophique qui envahit tous les esprits au XVIIIe siècle : il n'ignore pas le but de la comédie, son but sérieux et fécond. Aussi, dans une de ses saynètes, *les Comédiens à Alger,* lorsque le bey s'étonne de ce nom de comédien qu'il ne connaissait pas, s'informe si c'est le nom d'une province et demande, avec un tour de langage qu'il est difficile de traduire correctement, quelle est l'origine de cette province : « C'est la folie des hommes, répond le poëte par la bouche d'un de ses héros, et elle est aussi vieille que le monde. » Il y a plus d'un trait jeté en passant qui révèle le satirique philosophe; telle est cette parole d'un homme du peuple qui voit avec envie passer devant ses yeux une multitude de mets choisis : « Ah! vile fortune! tant de choses pour les uns, et pour moi rien! » Voyez aussi, dans *les Bouteilles de l'oubli,* ce noble de fraîche date qui vient acheter un peu d'eau pour oublier ses aïeux, qui furent alguazils, parce que son cocher lui rappelait, la veille encore, que leurs pères furent camarades dans les Asturies : « Buvez de mon eau, lui dit le charlatan, pour oublier que vous êtes marquis, et vous verrez que tout le monde oubliera bientôt l'étrangeté de votre nouvelle noblesse. » Les saynètes, considérées dans l'ensemble, ouvrent un jour profond sur la société espagnole au XVIIIe siècle. La philosophie, à cette époque, était à la mode : beaucoup de grands seigneurs se croyaient philosophes, parce qu'ils dépouillaient un moment et en apparence leur fierté pour descendre jusqu'au peuple; ils se mêlaient surtout à lui par le vice. Un grand d'Espagne s'affublait d'un habit de *manolo* ou de *torero* pour aller courir les folles aventures; il prenait plaisir à se mêler aux distractions populaires les plus dévergondées; il allait chercher pour réveiller ses désirs blasés cette rude et grossière licence. Il se plaisait à devenir le jouet d'une de ces libres et hardies *manolas* de Madrid, qui le tenait esclave par ses passions et le raillait souvent, comme la courtisane Aquilina fait de son sénateur vénitien dans *la Venise sauvée* d'Otway. Le peuple, de son côté, par ce commerce, se trouvait flatté dans ses vices, et les gardait en y ajoutant ceux que lui prêtait une noblesse dégénérée. Qu'on réunisse ces deux points de vue, et on aura cet étrange phénomène : les classes supérieures en pleine décadence morale, se pervertissant par la mollesse, l'oisiveté, abdiquant volontairement leur rôle élevé, et les classes inférieures stationnaires dans leur ignorance, dans leurs traditions grossières et violentes, dans leur fanatisme aveugle! C'est l'antique élément de la grandeur espagnole qui s'efface sans qu'un élément nouveau mûrisse dans l'ombre et se prépare à occuper la scène. Voilà le tableau que le théâtre de Ramon de la Cruz éclaire vivement pour tout esprit attentif qui ne s'arrête point à ce nom léger de *saynètes.* Ces esquisses ont une valeur historique, si on les rapproche de la société qu'elles peignent. « Les documents officiels, dit un des plus sérieux et des plus intelligents critiques de l'Espagne moderne, M. Duran, pourront, en racontant les événements, les constater pour la postérité;

les saynètes de Ramon de la Cruz expliqueront pourquoi il en fut ainsi et comment cela est arrivé. » C'est la plus essentielle condition de la poésie comique.

Le but que se proposait Moratin n'est point différent de celui qu'avait en vue l'auteur des saynètes; il le poursuit seulement dans des conditions littéraires plus sérieuses, avec des moyens plus relevés. Sous ce rapport, il se rattache d'une manière plus directe au mouvement intellectuel de l'époque; ses œuvres dramatiques en sont comme le couronnement heureux et inattendu. Après un siècle d'imitation servile, Moratin est le premier qui ait su donner une couleur originale à la comédie classique; il l'a nationalisée au delà des Pyrénées. Ses comédies ont la régularité, mais elles ont la vie en même temps. La raison domine chez lui, une raison droite, pure et souvent créatrice ; c'est avec elle qu'il pénètre le secret des caractères, qu'il saisit les ridicules, qu'il observe les contradictions humaines, faisant naître l'action du développement moral et animant ses inventions d'un sentiment généreux et équitable. Moratin a beaucoup des qualités de Goldoni, avec plus de talent littéraire. Il a peu écrit, et il a écrit assez cependant pour marquer la renaissance de la comédie en Espagne à la fin du XVIIIe siècle. Un esprit nouveau se révèle dans *le Oui des jeunes Filles, le Baron,* dans *le Vieillard et la jeune Fille,* cette *École des vieillards* espagnole; il y a un mélange d'émotion prête à déborder et d'observation sensée, pénétrante, qui captive sans cesse. Dans *la Femme hypocrite* (*la Mogigata*), l'auteur s'élève plus haut : il marche sur les traces de Molière et crée un Tartufe en mantille. Une femme prudemment fausse, perfide par calcul, n'est-ce point la plus triste difformité morale? C'est cet être monstrueux qu'a peint Moratin avec une vérité et une vigueur de traits remarquables, telles enfin que la censure ombrageuse de Ferdinand VII a vu depuis une ennemie dans cette personnification de l'hypocrisie et l'a chassée de la scène. Moratin a laissé un manifeste de son art nouveau dans une pièce spirituelle et mordante, *le Café,* qui est une satire contre les comédies à la mode ainsi caractérisées par un des interlocuteurs : « ... Ramassis confus d'événements, action informe,... situations invraisemblables, épisodes décousus,... farces de lanterne magique,... style obscur, boursouflé, prétentieux, rocailleux et froid... » Il y a dans *le Café* un personnage digne d'attention, c'est don Eleuterio, l'auteur mis en scène et bafoué par Moratin. Don Eleuterio est le type de ces pourvoyeurs littéraires qui réduisent l'art au métier et se servent de la plume comme d'un outil vulgaire, pauvre diable qui n'aspire au succès que pour gagner quelques réaux. L'auteur a voulu peindre sans doute la médiocrité plate et mendiante qui pullule dans les époques où le génie s'est éclipsé. La question est maintenant de savoir s'il n'y aurait pas une autre comédie plus bouffonne à faire avec les écrivains besoigneux et calculateurs qui se produisent dans des temps plus prospères, où il serait si aisé de concilier la dignité de l'art avec la recherche d'un profit légitime ; mais cette seconde comédie, Moratin ne l'aurait pu faire : il n'avait point sous les yeux ces modèles d'exploitation audacieuse. Il y a quelque chose de triste dans la destinée de l'auteur de *la Mogigata.* Moratin avait une âme douce, calme et peu propre à supporter le choc des luttes publiques ; il avait voué sa fidélité à l'un des plus tristes héros de son temps, qui avait été son bienfaiteur, à don Manuel Godoï, et il fut enveloppé dans ses disgrâces. Quand vint l'invasion de 1808, il s'était rallié au pouvoir créé par la France, et il fut emporté avec cette royauté éphémère. C'est dans le pays de Molière qu'il est venu mourir ; la fortune a donné la fin d'un proscrit à un poëte comique. Après Moratin, c'est le XIXe siècle qui s'ouvre avec son esprit de révolution dans la littérature comme dans la politique.

Que voulons-nous faire en tout ceci, si ce n'est fixer la nature de l'élément comique tel qu'il s'est produit au théâtre en Espagne, le dégager en quelque sorte du sein des faits et des mœurs, le suivre dans ses manifestations diverses, dans ses transforma-

tions, pour le retrouver ensuite au milieu de nous, vivant d'une nouvelle vie, s'alimentant encore de ces vices et de ces ridicules que le temps modifie, mais qu'il ne déracine pas? Moratin est le dernier, l'unique représentant, dans des conditions sérieusement littéraires, de la comédie espagnole à la fin du XVIIIe siècle : à peine est-il mort qu'un mouvement de régénération commence, qu'un champ nouveau s'ouvre à la satire, à la muse de l'ironie. Il suffit de songer un instant au passé dramatique de l'Espagne pour ne point s'étonner que la comédie ait eu une si large part dans les essais de l'école moderne, que des écrivains saisis d'un juste orgueil aient prétendu créer un art comique en rapport avec les mœurs nouvelles qui se formaient et soient entrés résolûment dans la voie que la liberté offrait à leur inspiration. Il y a une remarque à faire qui n'est pas sans intérêt, c'est que la plupart des poëtes de quelque valeur, ceux-là mêmes que la nature de leur talent devait porter de préférence à reproduire les passions tragiques, ont tenté tour à tour, chacun dans la mesure de son esprit, de féconder le domaine comique. Zorrilla, le plus grand lyrique espagnol de ce siècle, et l'auteur de ce drame hardi et vigoureux, *le Savetier et le Roi,* où revit la figure si caractéristique de don Pèdre le Justicier, a essayé de faire des comédies, et renouvelait encore son essai il y a peu de jours, bien qu'il n'ait obtenu dans ce genre que des succès douteux. Le duc de Rivas, le rénovateur du poëme, qui a si énergiquement peint la sombre, l'inexorable fatalité dans *don Alvaro ou la Force du Destin,* en même temps qu'il écrivait *le Bâtard more,* a fait une étude comique, spirituelle et tristement vraie, dans *le Prix de l'Argent, — Tanto vales cuanto tienes.* Gil y Zarate, l'écrivain le plus habile à mettre en jeu les ressorts tragiques, à combiner les effets d'un drame, a écrit une œuvre qui rappelle celles de Moratin, *Un an après la noce.* Il est des noms enfin qui appartiennent exclusivement à la comédie : ce sont ceux de Breton de los Herreros, de Ventura de la Vega, de Rodriguez Rubi. Veut-on connaître les traits principaux qui distinguent ces tentatives et en général le mouvement dramatique moderne de l'Espagne? Une double influence se fait sentir dans cette renaissance contemporaine; on peut apercevoir deux tendances, d'un côté, le désir élevé et généreux de renouer les traditions anciennes, de ressaisir l'originalité nationale si longtemps oubliée et si puissamment mise en lumière par la critique moderne; de l'autre, l'inévitable penchant à subir la prépondérance littéraire de la France, à se laisser diriger par elle dans les routes nouvelles qu'elle s'est ouvertes après l'avoir suivie dans la voie classique et régulière au XVIIIe siècle; double influence qui cache un double écueil pour les esprits! Remonter, en effet, aveuglément vers le passé, chercher à restaurer cette splendeur d'un autre temps, cette originalité poétique née d'un concours de circonstances qui ne reviendront pas, n'est-ce point risquer de tomber dans un archaïsme oiseux et puéril? Zorrilla n'a pas toujours évité ce danger dans ses œuvres comiques. D'un autre côté, avoir l'œil sans cesse fixé sur la France pour vivre de sa pensée, pour lui emprunter ses succès, pour imiter servilement ses productions, n'est-ce point perpétuer pour l'Espagne un régime d'inanition et de faiblesse intellectuelle? C'est à quoi tendent ces arrangeurs vulgaires qui encombrent la scène espagnole de traductions. Il y a cependant un milieu à saisir, qui consisterait à fondre dans une élaboration nouvelle ce qui peut survivre de l'originalité ancienne et ce que le génie espagnol a pu gagner au contact prolongé du génie français. Les œuvres de Breton de los Herreros, de Ventura de la Vega, de Rodriguez Rubi, ont-elles, spécialement dans la comédie, résolu ce problème? Les auteurs l'ont tenté du moins; ils sont les ouvriers intelligents de cette rénovation plutôt préparée qu'accomplie encore du théâtre comique de l'Espagne. On sent comme une force nouvelle qui s'essaye dans le *Muerete y veras* de Breton, l'*Hombre de mundo* de Vega, la *Rueda de la Fortuna* de Rubi.

C'est résumer exactement et montrer dans ses nuances modernes les plus vives la

comédie espagnole que de la personnifier dans ces hommes distingués qu'un caprice du hasard est allé chercher bien loin l'un de l'autre pour les réunir sur la scène. L'un, Breton de los Herreros, est né dans un petit village des frontières de la Navarre; l'autre, Ventura de la Vega, est un Américain de Buenos-Ayres; Rubi est Andalous. Le reste de leur biographie se réduirait à peu de chose, — à quelques incidents obscurs, à quelques emplois gagnés ou perdus au jeu des révolutions, à cette suite de succès et d'échecs qui sont le lot de tout écrivain dramatique, et que Térence appelle dans le prologue de l'*Hécyre* la douteuse fortune de la scène, — *dubiosam fortunam scenicam*. Ce qui est à observer, c'est que leur renommée date des récentes agitations politiques; leur talent a mûri dans cette atmosphère troublée, et il en porte la trace dans ses qualités comme dans ses faiblesses. Il a le goût de la nouveauté, et il fléchit à chaque pas sous sa propre incertitude, sous son inexpérience; il vise à être lui-même, et il s'empreint involontairement de couleurs factices au milieu de l'invasion des influences étrangères. La verve comique, on le voit trop, a peine à se dégager libre et originale de cette multitude de courants contraires qui se partagent l'Espagne. Les œuvres de ces écrivains ne sont point indignes cependant d'être comptées dans l'histoire littéraire contemporaine, et on ne peut que s'affermir dans cette vue intelligente et équitable, si l'on considère combien l'art comique s'est peu relevé dans l'Europe moderne et est peu au niveau des autres branches de la littérature, — la poésie lyrique, le roman, le drame lui-même. — Jetez, en effet, les yeux sur tous les points : la comédie n'a point donné signe de vie en Italie, dans cette Italie où de vigoureuses productions tragiques ont réussi pourtant à se faire jour. En Angleterre, malgré la liberté qui y règne et qui semble une condition plus favorable, à peine peut-on distinguer quelques essais équivoques et ternes. Le travail auquel l'Allemagne est en proie depuis Gœthe est trop compliqué pour laisser place à cette ironie supérieure et féconde qui a besoin de sagacité pour discerner les mobiles humains, de clarté pour les reproduire et les mettre en lutte. Peut-être d'ailleurs ce génie nuageux est-il peu propre, dans son essence, à un tel genre; les étranges méprises de M. de Schlegel sur Molière ne permettraient guère d'en douter. L'Espagne est aujourd'hui, après la France, le pays où le théâtre est le plus florissant, ou, si l'on veut, le moins en décadence. Il y a surtout un progrès à noter, c'est la différence qui existe entre l'école nouvelle et cette école languissante de la fin du XVIIIe siècle, qui, sous l'inspiration de Comella, essayait une naturalisation grossière de la comédie larmoyante, et que Moratin stigmatisait dans *le Café* en l'expulsant de la scène. Les ouvrages plus récents sont le fruit d'une inspiration comique qui est allée en se transformant, et qui retrouve peu à peu, à travers toutes les influences, son naturel, sa liberté et sa force. Nous ne voulons rien grossir : ce sont des germes qui s'ouvrent à peine peut-être, mais ces germes décèlent une certaine séve littéraire qui fermente au sein de l'Espagne.

Breton de los Herreros est un des plus ingénieux promoteurs de cette réforme contemporaine de la comédie. Le premier, après Moratin, il a recherché l'originalité, et il a ramené au théâtre la muse de l'observation. Il faut compter pour peu de chose ses essais dans le drame, ses imitations de nos tragédies en vogue, — tribut inévitable payé à des tendances mauvaises. Ce qui frappe dans son talent, c'est sa nature exclusivement railleuse et son caractère véritablement espagnol; c'est ce double cachet qui est empreint sur les cent pièces de son répertoire. On a prétendu jouer dernièrement à Paris une de ses œuvres, *le Poil de la prairie* (*el Pelo de la dehesa*) : le public, — public rare et à grand' peine amené, — est resté froid devant les tribulations de ce brave campagnard aragonais, don Frutos, si complétement dépaysé à Madrid, qui préfère sa *zamarra* aux habits élégants, trouve médiocrement gai d'aller bâiller à l'Opéra et aime mieux la musique de ses chiens dans la montagne, qui se

heurte à chaque pas contre les exigences de la civilisation et finit par briser ce réseau de séductions perfides dont l'entoure une femme ruinée pour lui faire épouser sa fille. Cet accueil fait en France à la comédie de Breton est naturel et n'a rien qui puisse étonner, bien que cette figure aragonaise soit pleine de vérité et de couleur. C'est que Breton de los Herreros offre de nos jours, en Espagne, le type rajeuni de la comédie spirituelle, vive et mordante, qui néglige l'action pour se jouer dans les détails, qui éblouit par l'inépuisable abondance de la moquerie et par la variété des tons, qui surprend par la promptitude et la justesse du trait, et fait jaillir la gaieté comme une étincelle imprévue, de la comédie, en un mot, qu'il est le moins donné à un étranger de comprendre et qu'il est le plus difficile de traduire. Dans cette opération critique de la traduction, le rayon de vie s'évanouit, la grâce s'efface, le feu de la verve s'éteint; l'idée heureuse se laisse encore apercevoir, il est vrai, mais le charme des combinaisons délicates a disparu, et il ne reste qu'une action décolorée qui permet à peine de deviner ce que fut l'œuvre primitive. Le *Pelo de la dehesa* n'est point d'ailleurs, en ce genre, la meilleure des comédies de Breton. La plus élégante, celle que rien n'égale peut-être dans tout le théâtre de l'auteur, c'est *Marcela, ou A qui des trois?* Les qualités et les défauts de Breton de los Herreros s'y trouvent réunis : la fragilité de l'intrigue, une simplicité d'invention qui déjoue l'analyse, et la grâce originale et brillante des détails. Marcela est la personnification de la coquetterie ; c'est une jeune femme jouissant avec calme du bonheur d'être belle, et qui se plaint cependant des embarras de la beauté, en faisant cette réflexion, que la beauté attire après elle une nuée d'impertinents. Les sots, par malheur, l'emportent en nombre dans ce monde, et il ne se trouve parmi les prétendants à la main de Marcela qu'un dandy efféminé, un officier fanfaron et bavard, et un homme qui ne demanderait pas mieux que d'être poëte mais qui n'y peut réussir. C'est entre ces divers personnages que se noue l'action. Que peut faire l'orgueil de Marcela, si ce n'est de se réfugier dans la liberté, après avoir raillé ses amants, après les avoir provoqués à une sorte de course au clocher pour arriver jusqu'à elle, et les avoir confondus dans un commun ridicule? Cherchez à traduire cette œuvre étincelante de vivacité comique, pleine de remarques ingénieuses et fines : que restera-t-il, ainsi que nous le disions? Une idée dépouillée de l'intérêt que lui donne une élaboration heureuse et féconde en saillies, l'idée de la coquetterie provoquante et méprisante qui joue avec les passions sans se laisser atteindre, et s'enfuit tout à coup, en répondant aux poursuites dont elle est l'objet par un dédaigneux éclat de rire.

Il y a là, au reste, un trait particulier à l'esprit de Breton de los Herreros et qui se reproduit dans plusieurs autres de ses ouvrages, dans *Un Mari pour la jeune fille* (*un Novio para la niña*), *le Tiers dans la dispute* (*el Tercero en la discordia*), comme dans *Marcela,* comme dans *Meurs et tu verras* (*Muerete y veras*) et *Tout est bouffonnerie en ce monde* (*Todo es farsa en este mundo*) : c'est cette peinture qu'il fait du cœur féminin. Breton excelle à saisir ce qu'il y a de capricieux et d'inconstant dans la nature des femmes, et la vérité qu'il y met semble si poétique, qu'elle n'est point une injure; il se plaît à peindre leur légèreté dans ses nuances diverses, dans ces nuances toujours changeantes, selon l'âge, suivant la position sociale; il la poursuit dans la jeune fille dont le cœur s'ouvre au caprice en même temps qu'à l'amour, dans la femme heureuse de rester belle et dont aucun entraînement puissant ne vient précipiter et flétrir la maturité, dans la vieille impertinente et malicieuse qui chasse la tristesse des années déclinantes et tourne toute son expérience en raillerie. Marcela est ainsi le type idéal auquel se rapportent, avec des modifications diverses, les héroïnes de Breton. Au point de vue de sa fantaisie comique, toutes ces femmes qu'il fait vivre dans ses œuvres ont une merveilleuse diplomatie; elles savent se cacher et feindre comme si elles portaient encore ce masque gracieux

qui voilait les sourires et les regards pleins de flammes des héroïnes de Calderon; elles se contiennent ou se livrent tour à tour avec tant de calme et un abandon si habile, qu'elles défient la clairvoyance la plus pénétrante; elles croient aux serments du jour et les oublient si bien le lendemain, que celui-là serait ridicule et cruel qui viendrait les leur rappeler. L'amour chez elles est un goût qui cède à un goût plus vif et plus nouveau. C'est une passion, pour ainsi dire, à fleur de cœur; ne craignez pas qu'elle trouble leur vie, qu'elle s'empare de toutes leurs facultés, qu'elle mette des larmes dans leurs yeux, qu'elle soulève leur poitrine et qu'elle suggère à leur âme la pensée du dévouement et du sacrifice. Troubles, déchirements, larmes, inquiétudes et abnégations, tout cela est chassé d'un coup d'éventail; il ne reste que la sérénité sur leur front, le sourire sur leurs lèvres, et dans leur âme le désir de voler à de nouveaux triomphes. Shakspeare avait résumé ce caractère d'un trait amer : « Perfide comme l'onde! » avait-il dit; ce mot est ici applicable, en un sens moins profond seulement. La légèreté féminine, telle que Breton la peint, peut bien ressembler à l'inconstance de ces vagues dont un souffle du soir ride la surface, mais l'onde ne recèle ni abîmes prêts à s'ouvrir, ni tempêtes toujours prêtes à éclater. Ici la ruse a sa grâce; la coquetterie ne soulève pas autour d'elle l'amertume des déceptions, parce qu'elle n'emprunte pas un accent passionné et trompeur, parce qu'elle ne promet pas l'attrait des suprêmes et durables voluptés de l'âme. Cette perfidie souriante amuse plus qu'elle n'offense. L'originalité de l'auteur, c'est d'analyser et de décrire avec une habileté très-hardie ce côté peu profond de la nature morale de la femme; nul talent n'est plus propre à reproduire ce mélange de vice et de grâce, qui est le fonds de la coquetterie. La souplesse rapide et nerveuse de son style est une convenance de plus dans un tel tableau. Cela dit, il ne faut pas croire cependant que cet élément forme l'unique intérêt des comédies de Breton de los Herreros. A côté de ces héroïnes dont la figure trahit une même pensée sous une expression différente, les portraits abondent au contraire. Voyez, dans *le Poil de la prairie*, ce caractère si nettement tracé de don Frutos, dans *Marcela*, ce type de l'élégance oisive et puérile qui ne s'occupe que de la mode nouvelle importée de France et s'amollit dans la futilité; cet officier andalous vain et bavard qui parle certes plus qu'il n'agit, et qui rappelle cet intermède de Cervantès, *los Dos Habladores*, où Roldan épie chaque mot de son interlocuteur pour y ajuster une histoire, en remontant au principe des choses. Dans le *Tercero en la discordia*, c'est ce bonhomme don Ciriaco, fort occupé d'avoir un avis à lui, et qui finit toujours par accepter et trouver bon le dernier qu'on lui présente. C'est don Saturio, personnification de la fatuité impertinente qui ne se dément jamais et se croit appelée à tous les succès. Don Saturio rêve même la gloire de la comédie : son nom retentira au théâtre, il n'en doute pas, et il déduit les raisons de ce succès infaillible d'une manière qui va frapper ironiquement plus d'un ridicule littéraire : « Comment! dit-il, ne saurais-je pas faire une comédie? J'ai lu Cañizarès, Arellano, Valladarès, Comella; je sais bien qu'une comédie doit finir par un mariage, qu'elle doit durer deux heures; je sais qu'elle se divise en actes, que les actes se divisent en scènes, et qu'à la fin on demande pardon au public... J'ai souscrit cette semaine à la revue et au journal, et j'ai acheté un dictionnaire. Que me manque-t-il donc? D'être poëte, par hasard? Quelle folie! Dites-moi : ceux qui font des pièces sont-ils poëtes? » Don Saturio a raison, et nous ne voyons pas beaucoup d'exemples qui puissent le décourager; il a pris même un soin qui commence à devenir superflu : il a acheté un dictionnaire! Breton de los Herreros atteint ainsi de sa verve satirique les ridicules les plus divers; il a retrouvé la veine de la gaieté nationale, et parfois même son ironie prend un accent plus animé et plus profond qui dénote mieux encore l'homme de ce siècle.

La légèreté comique par laquelle se distingue l'auteur de *Marcela* ne s'efface-t-elle pas en effet devant un sentiment plus vif de l'inconsistance de l'homme dans *Muerete*

y veras (*Meurs et tu verras*)? Entre toutes les perversités qui peuvent gangrener le cœur, l'auteur choisit la plus triste peut-être. *Muerete y veras* est la comédie de l'ingratitude. Mourez, dit le poëte comique avec une vérité dont l'amertume est mal dissimulée par la gaieté facile de l'action ; mourez, et vous verrez ce qui vous attend, ce qui attend du moins votre mémoire lorsqu'on croira n'avoir plus rien à craindre ou à espérer de vous ! C'est la promptitude de l'oubli, c'est l'infidélité des souvenirs chez une femme dont on rêvait la constance, chez un ami qu'on croyait sûr; c'est le deuil intéressé de celui qui s'empresse d'essuyer ses larmes dès qu'il voit que vous n'avez rien à lui léguer ; c'est l'acharnement à vous maudire de quelque usurier hasardeux qui voit la mort lui arracher sa proie. Heureux si quelque cœur isolé et silencieux, auprès duquel vous serez passé peut-être inattentif et sans interroger sa muette tendresse, vous garde un culte fidèle et inespéré ! L'ironie peut, sans aucun doute, trouver de saisissants effets dans la combinaison de ces éléments : imaginez maintenant un homme que tout le monde croit mort et qui ne l'est pas cependant, qui revient pour assister lui-même à cette comédie jouée sur son tombeau ; vous aurez l'œuvre de Breton, œuvre à demi sérieuse, à demi bouffonne, où la gravité philosophique de la pensée est à chaque instant atténuée par la malignité de la forme. Don Pablo est cet homme que l'auteur ramène à la vie ; c'est un jeune milicien de Saragosse abandonné sur le champ de bataille dans un de ces mille combats qui ont signalé la dernière guerre, et, lorsqu'il revient vers le monde qu'il a quitté naguère et qui ne l'attend déjà plus, que voit-il ? Quelques jours se sont à peine écoulés, et sa fiancée Jacintha est prête à se livrer à un nouvel amour ; c'est à peine si le regret a un instant effleuré son cœur. « Il y a, dit Jacintha, des femmes qui aiment deux hommes à la fois ; moi, je ne les aime que l'un après l'autre. Et n'y aurait-il pas de la folie et de la cruauté à tuer le vivant pour ne point offenser le mort ? » Le nouvel amant de Jacintha, c'est don Matias, l'ami de don Pablo, qui s'est hâté de venir annoncer sa mort. Si don Pablo est le type de la générosité fougueuse qui se dévoue dans les guerres civiles, don Froïlan, autre personnage, est le type de l'égoïsme qui se réfugie en lui-même. Froïlan ne voit dans les dissensions qu'un obstacle à son bien-être ; les spectacles tristes troublent sa quiétude ; aussi préfère-t-il aller à l'Opéra qu'à l'église où quelques prières funèbres vont être récitées pour don Pablo. Il ne s'émeut que lorsqu'un testament simulé vient réveiller sa cupidité et lui laisser croire un moment qu'il est l'héritier du peu de bien qui restait au mort. Il ne faut pas oublier une figure grotesque de juif, ce don Élias qui avait prêté à gros intérêts au jeune milicien pour s'équiper, et qui se lamente de sa perte. Ainsi don Pablo, qui croyait avoir des larmes à essuyer, ne trouve que l'oubli et l'égoïsme. Il reparaît indigné à l'heure même où se conclut le mariage de Jacintha et de Matias, et achève d'arracher le masque à tous ces visages, sur lesquels il peut lire la trahison et l'infidélité. Don Pablo ne découvre un sentiment sincère que chez une jeune fille, qui laisse éclater son amour, muet jusque-là, par la violence de sa douleur. Ce désenchantement cruel à côté de la révélation d'un bonheur inattendu, ce mélange d'illusions qui se détruisent et d'illusions nouvelles qui se forment comme pour entretenir l'espérance dans le cœur de l'homme et le préserver d'un mépris complet de sa propre nature, n'est-ce point la vie énergiquement résumée ? Il est bien vrai qu'un génie comique supérieur aurait pu mettre une animation plus sérieuse dans son œuvre, pénétrer davantage dans la profondeur de cette donnée, imprimer aux caractères plus de vigueur et d'accent ; Molière ou Shakspeare l'eussent fait sans doute. L'idée même, cependant, témoigne d'une hardiesse d'invention qui n'est point vulgaire, et, dans l'esquisse qu'a tracée Breton de los Herreros, il y a du moins, à défaut de qualités plus hautes, l'esprit, la facilité et la verve qui caractérisent toujours son talent.

Si une visible incertitude signale d'ailleurs les tentatives comiques des écrivains

nouveaux de l'Espagne, de Breton de los Herreros comme de Ventura de la Vega et de Rubi, il ne faut point s'en étonner. Cette incertitude est commune à tous les esprits qui travaillent au progrès littéraire du pays ; elle tient à la transformation morale qui s'accomplit et à la confusion qui régnera jusqu'à ce que cette transformation soit complétement réalisée dans les idées et dans les mœurs. Or, c'est sur la comédie que doit plus particulièrement peser l'inconsistance qui fait qu'aujourd'hui au delà des Pyrénées rien n'est à sa place, rien n'est stable, rien n'a un lendemain ; cette inconsistance défie et paralyse l'observation qui est la première qualité du génie comique. Un peintre de mœurs, M. Mesonero Romanos, qui s'est distingué sous le nom d'*el curioso parlante* et a fait de spirituelles études, *les Scènes madrilègnes*, où il retrace les coutumes espagnoles, disait avec vérité : « Si la première condition, pour obtenir la ressemblance dans un portrait, est l'immobilité de celui qu'on veut peindre, comment l'obtiendrait-on lorsque le modèle se soulève et s'agite dans toutes les directions, tantôt rit, se moque et se drape dans son arrogance, tantôt se lamente et se cache pour ne point laisser voir son abjection et sa misère ? Comment et à quel instant surprendre un oiseau qui vole, un enfant qui grandit à vue d'œil, une roue qui tourne, un peuple antique enfin qui disparaît pour se confondre dans un nouveau peuple, qui invoque vainement le passé et sacrifie le présent pour se livrer aux illusions et aux espérances de l'avenir ? » Comment, peut-on ajouter, la comédie, qui observe et reproduit les passions de l'homme non-seulement dans ce qu'elles ont d'essentiel et d'invariable, mais encore dans les modifications que leur font subir les circonstances extérieures à chaque époque, ne souffrirait-elle pas de cette situation ? Breton lui-même dit, par la bouche d'un de ses personnages du *Tercero en la discordia :* « Les Madrilègnes se sont créé un tel mélange de mœurs nationales et de mœurs étrangères, qu'on ne peut plus y rien entendre... Madrid sera bientôt une charade, un logogriphe. » Le fait dominant au milieu de cette incertitude, il n'est point difficile de le remarquer, c'est l'analogie avec la France, c'est la tendance évidente à se rapprocher de nos idées, à exprimer les mêmes sentiments, à considérer l'âme humaine du même point de vue. Ce n'est point imiter servilement, ainsi qu'on le dit sans expliquer cette assertion dédaigneuse ; c'est suivre dans la littérature la loi du développement moral de toute l'Espagne moderne. Cette transformation, qui s'opère sous nos yeux et dans laquelle on se plaît à signaler à chaque pas l'influence spéciale de la France, est en réalité quelque chose de plus élevé qu'un plagiat vulgaire ; c'est une initiation laborieuse à la civilisation générale qui envahit le monde de nos jours, et qui n'est le patrimoine exclusif d'aucun peuple. Rattachons-nous à la comédie : l'originalité des essais comiques de l'Espagne contemporaine serait peut-être à nos yeux plus saillante et plus vive, si le théâtre représentait les mœurs étranges du temps de Gabriel Tellez et de Calderon, et ce ne serait là pourtant qu'une originalité artificielle et mensongère. Peut-être, si on s'arrête aux apparences, trouvera-t-on dans quelques peintures de mœurs populaires de Breton, dans quelques tableaux de coutumes andalouses de Rubi, une couleur plus marquée et plus distincte que dans *Marcela* ou dans *la Rueda de la fortuna*, et cependant ce n'est point dans ces esquisses qu'est le germe d'une nouveauté féconde. Le mérite des œuvres qui, au premier abord, semblent aujourd'hui plus effacées et plus ternes, c'est de rechercher une expression particulière et nationale des idées et des sentiments modernes, d'offrir une étude morale ou historique de l'homme en harmonie avec les goûts que notre siècle a fait naître et qui se développent chaque jour.

Tel est le caractère de *l'Homme du monde* de Ventura de la Vega, dont le succès n'a point faibli en Espagne depuis le premier moment. Vega s'était d'abord laissé absorber par les traductions ; nul mieux que lui ne savait adapter un ouvrage français à la scène espagnole. Vraie nature américaine , vive et indolente , qui pousse

l'abandon jusqu'à l'oubli, la paresse jusqu'au système, jusqu'à la poésie, Vega s'est réveillé par une comédie qu'on peut dire originale dans l'état de la Péninsule, et où une pensée morale, vraie, juste et simple comme une donnée de Moratin, est développée avec un talent très-fin et une logique qui ne dévie jamais du but. Quelle est l'idée de l'*Hombre de mundo?* C'est un homme qui a passé sa jeunesse dans la dissipation, qui a épuisé tous les plaisirs, toutes les voluptés, s'est fait une renommée mondaine, une gloire de séducteur, a vu la vertu des femmes plier devant son caprice, et qui, las de ces jouissances éphémères dont plus d'une est un remords pour lui, cherche un bonheur plus calme, plus intime, moins disputé dans le mariage. Ici se présente l'idée morale sous son aspect dramatique : ce bonheur tranquille du foyer est-il possible pour un cœur plein de souvenirs et de déceptions, gâté par les succès faciles, qui a vu si souvent le devoir sacrifié à l'amour en sa faveur, et s'est accoutumé aux ruses, aux habiletés que le monde pardonne en souriant, en raillant même celui qui en est victime? A peine marié, don Luis voit se lever devant lui le fantôme de son passé; il s'effraye de toutes ses actions comme d'une menace incessante qui met en péril sa légitime affection et sa dignité d'homme. Ce passé prend un corps en quelque sorte pour lui, et vient le gourmander sous la figure d'un de ses anciens compagnons de plaisirs, don Juan. La lutte entre ses souvenirs et les conditions de son existence nouvelle éclate brusquement, dès le début, dans une scène où don Juan, qui tombe dans sa maison, ne le sachant pas marié, complimente don Luis sur sa maîtresse du jour comme il ferait sur un beau cheval, et finit par lui proposer effrontément un échange. Don Juan est bientôt éclairé, il est vrai; mais lorsque don Luis lui fait l'histoire de son bonheur conjugal, lui révèle les joies inattendues que la présence d'une femme met dans son intérieur et l'engage à suivre son exemple, que fait don Juan? Il répond à l'époux oublieux et mal assuré encore dans sa constance par ses propres paroles d'autrefois; il lui rappelle leur vie commune et fait briller de nouveau à ses yeux quelque étincelle des passions éteintes. Il reprend une à une, et non sans chatouiller l'amour-propre satisfait de don Luis, ces bonnes fortunes qui firent dans le monde sa renommée brillante, jusqu'à ce qu'enfin, en déroulant cette série d'aventures, il enfonce involontairement un aiguillon dans le cœur de ce mari incertain; car, entre toutes ces ruses dont le souvenir flatte la vanité de don Luis, il en est une que sa femme vient peut-être d'employer avec lui. Don Luis se met à la place de celui qu'il trompa autrefois; cette analogie le poursuit et l'irrite, et de la tendresse confiante il passe soudain au doute injurieux, à l'inquiétude violente et à l'effroi; il se torture de ses propres mains. Une citation fera juger du mouvement de cette scène, où la pensée de la comédie est si vivement indiquée dès le premier moment :

« JUAN. — Ah! Luis! combien avons-nous fait de victimes! Dis-moi, te souviens-tu de cet intendant?...

LUIS (*souriant*). — Don Gabriel, celui qui jouait au *bis-bis?*

JUAN. — Et sa femme, comme elle t'aimait!

LUIS. — C'était un volcan.

JUAN. — Lui, l'homme simple, il répétait toujours : « C'est vraiment extraordinaire que cette Henriette soit si froide! »

LUIS (*riant*). — Pauvre diable!

JUAN. — Et tes amours avec la blonde... Quel est donc son nom?

LUIS. — Maruja!

JUAN. — Et sa camériste...

LUIS. — Oui, la Dolorès; tous les jours, plus ponctuelle que le soleil, elle arrivait à la même heure avec une lettre de sa maîtresse.

JUAN. — As-tu du moins conservé cette bague qu'elle te donna à la barbe de son mari ?

LUIS. — Celui-ci n'était pas commode pourtant.

JUAN. — Mais elle savait si bien l'apprivoiser ! Quelles caresses elle lui faisait !

LUIS. — Comme elle savait avoir des attaques de nerfs !

JUAN. — Et lorsqu'elle allait à la messe tous les matins, sans manquer, il se contentait de dire : « Ma Maruja est bonne chrétienne ! » Mais, de toutes tes aventures, la plus amusante est celle que tu eus avec cette femme...

LUIS. — Oui, Rosa !

JUAN. — La figure la plus angélique et l'âme d'un démon.

LUIS. — Quelle aventure donc ? Lorsqu'elle me donna un rendez-vous par le journal ?

JUAN. — Non, ce n'est point cela.

LUIS. — Lorsqu'elle me cacha dans ce cabinet ?

JUAN. — Non, cela arrive à tout le monde ;... c'est cette ruse habilement ourdie pour te faire présenter à elle par son mari, dans sa maison même.

LUIS (*changeant de couleur*). — Oui, oui, le mari lui-même...

JUAN. — Quoi ! ne te souviens-tu pas ?

LUIS. — Si, je me souviens très-bien.

JUAN. — Et celui-là n'était pas un sot ; non, au contraire, c'était un homme du monde, et habile encore...

LUIS. — C'est vrai, un homme du monde.

JUAN. — Mais, que veux-tu ? Le savoir-vivre ne suffit pas...

LUIS (*inquiet*). — Pourtant, ou je me trompe fort, ou ce mari était un honteux complaisant... Il n'est pas possible de s'y tromper. Je ne sais, mais, vois-tu, à sa place, j'aurais bientôt tout deviné.

JUAN. — Et comment l'aurait-on pu reconnaître ! C'était préparé avec cette dextérité irrésistible dont toute femme a le secret. Elle sut si bien éblouir son mari, que cela lui parut la chose la plus naturelle du monde...

LUIS. — C'est vrai... (*Il se laisse aller sur sa chaise.*)

JUAN. — Qu'as-tu donc ?

LUIS. — Moi, rien.

JUAN. — Ah ! j'y suis ! Ces souvenirs !... Allons, tu as fait la folie, il faut s'y tenir. Adieu, mon cher.

LUIS. — Reviendras-tu bientôt ?

JUAN. — Afin d'arriver à me convertir, n'est-ce pas ?

LUIS (*seul et inquiet*). — Le mari lui-même !... Oui, ce fut le mari ; il me présenta à sa femme de si bonne foi ! et après, quel rôle ridicule il joua ! Tout Madrid le savait, excepté lui... Ah ! cela m'a donné froid. Cet Antoñito qu'elle m'a prié de lui présenter, si je vais l'introduire dans ma maison, qu'arrivera-t-il ? Si je refuse, quel prétexte donner ? Peut-être Clara s'apercevra-t-elle que je la soupçonne. Non, je ne le peux pas, parce que, si mes craintes n'ont aucun fondement, ce sera la mortifier ; si elles sont justes, ce sera la prévenir et la forcer à chercher quelque moyen plus habile. Pourtant, s'il était vrai qu'elle a formé ce damnable plan de me faire amener ici ce galant ! Elle dit bien qu'il ne songe qu'à Émilia, mais Émilia le niait, et Clara hésitait en me parlant. Il y a quelque chose, j'en suis sûr. Qu'il est bon de savoir ce que c'est que la vie ! Mon aventure le prouve ; cette candeur naïve de Rosita lorsqu'elle s'efforçait de convaincre son mari est une leçon précieuse. Quelle ruse pourrait-on inventer que je n'aie vu mettre en usage ? Ah ! l'expérience est une grande chose. Heureusement que Juan est venu me réveiller à propos... Mais, mon Dieu ! il est donc écrit que personne ne pourra y échapper ?... »

Voilà donc cette science équivoque de l'*homme du monde!* voilà cette expérience, fruit d'une vie dissipée! Acquise par l'habitude de la ruse, elle ne croit qu'à la ruse; elle projette son ombre sur le reste de l'existence, flétrit tout ce qu'elle touche, provoque sans cesse le soupçon injuste, envenime les plus simples actions; elle nourrit dans le cœur un stérile scepticisme. Dans une parole qui s'échappe, dans un sourire qui erre sur la lèvre, dans un geste, dans un mouvement de joie ou de crainte, elle cherche un motif secret et pervers, et elle se croit profonde parce qu'elle suppose partout le mal. L'homme qui possède cette triste expérience et qui persiste dans la voie où il l'a acquise n'en souffre pas sans doute; mais celui qui se détourne tout à coup pour chercher le bonheur ailleurs que dans des dissipations où l'âme se corrompt, se débat à chaque pas sous les conseils de cette perfide science, et c'est de cette lutte que naît le drame ou la comédie. Ce qu'il y a de remarquable dans l'*Hombre de mundo*, c'est que chaque personnage, par son caractère, concourt au développement de l'idée principale. Nous indiquions don Juan, cette mauvaise conscience de don Luis, qui est toujours là pour lui rappeler ses folies anciennes, pour lui infliger, comme un châtiment, le souvenir de toutes ses attaques contre l'honneur et le bonheur des autres. Qu'on prenne doña Clara, la jeune femme : elle a épousé don Luis, séduite par l'éclat qu'il fait dans le monde, et maintenant, jalouse du passé, elle se plaît à se montrer coquette avec son mari, comme pour mieux le retenir; elle ne fait au contraire qu'éveiller sa défiance. Clara redouble de soins, d'attentions délicates, d'habileté; don Luis redouble de diplomatie insidieuse, de réserve méfiante et d'efforts pour surprendre quelque intrigue cachée. Un passé vicieux les anime l'un contre l'autre et leur souffle sans cesse de mutuels soupçons. Il n'est pas jusqu'à un Figaro subalterne, le valet Ramon, confident de don Luis dans ses jours de plaisirs et mal résigné à la vie de ménage, qui n'attise le feu des souvenirs dans le cœur de son maître, et ne tente de l'arracher à la paix du foyer comme à une indigne déchéance. Qu'y a-t-il, cependant, en réalité, qui puisse un instant provoquer et entretenir les doutes du méfiant époux? Il y a un amour secret et candide noué entre un jeune homme et la jeune sœur de doña Clara, amour que celle-ci favorise. C'en est assez de ce délicat mystère pour enflammer les soupçons de don Luis. Et notez que le moyen n'est point moralement invraisemblable, car, par un juste retour, la clairvoyance injurieuse d'un cœur corrompu est impuissante à discerner les mobiles qui restent naïfs et purs. Hélas! quelle est donc cette expérience du monde qui vient s'embarrasser ainsi dans cette toile d'araignée de juvéniles amours et s'essouffle risiblement à poursuivre des chimères qu'elle-même elle crée? N'est-il point vrai, ainsi que le dit doña Clara en finissant, qu'il ne suffit pas de *penser mal de toutes choses* pour être un parfait *homme du monde?* C'est cette donnée heureuse que l'auteur a choisie; c'est cette idée morale qui se trouve souvent analysée avec finesse dans l'ouvrage, parfois seulement effleurée. L'*Hombre de mundo* est une des plus charmantes comédies modernes de l'Espagne, une de ces productions qui, sans être absolument neuves, rajeunissent avec grâce un sujet déjà ébauché.

Une circonstance particulière vient prouver ce qu'il y a de réellement sérieux et de vivace dans ce mouvement dramatique qui s'est manifesté en Espagne, quelque force qu'aient pu avoir les influences étrangères qui ont plané sur son origine : c'est la variété des efforts qui ont été faits, la persévérance des esprits à multiplier les essais, à rechercher toutes les formes que peut revêtir la pensée comique. Il n'est pas un genre qui n'ait ses sectateurs, depuis la comédie légère et capricieusement spirituelle, dont Breton de los Herreros est le représentant, jusqu'à la comédie qui s'applique à peindre l'homme dans l'histoire, à décrire une époque avec ses passions, ses mœurs et ses ridicules. C'est dans ce dernier genre qu'a réussi l'auteur de *la Roue de la fortune*, l'un des plus jeunes écrivains dramatiques de la Péninsule, l'un

de ceux qui sont encore aujourd'hui pour l'Espagne une espérance. Rubi a emprunté au XVIIIe siècle un de ses personnages les plus marquants pour le produire sur la scène, pour résumer en lui cette destinée changeante d'un ministre qu'un tour de roue de la fortune élève ou renverse. Les deux parties de *la Rueda de la fortuna* sont consacrées à cette double comédie de l'élévation et de la chute d'un homme. Ce sont deux pièces qui ne forment, à vrai dire, qu'un même ouvrage, qui se continuent l'une l'autre avec les mêmes personnages, une action différente et une pensée unique, l'inconstance de la vie publique. Il y a, à notre avis, un réel avantage dans cette division, qui est celle de beaucoup d'œuvres espagnoles contemporaines; elle favorise plus que toute autre les développements larges et féconds; elle permet d'étendre une idée dramatique et d'en faire jaillir tous les effets sans confusion, de retracer les phases opposées d'une destinée sans précipiter la marche de l'action, des sentiments et des caractères, sans sacrifier une partie à l'autre, en réunissant au contraire dans chacune d'elles tous les éléments d'intérêt qui lui sont propres. Les deux drames s'éclairent mutuellement pour le spectateur intelligent qui les voit se dérouler devant lui, qui suit le même homme dans des actions différentes et peut le retrouver transformé par l'âge, par les épreuves morales et tous les accidents de la vie, si le poëte a su habilement tenir compte de ces variations successives de la nature humaine. Ajoutons que c'est aux esprits supérieurs que peut plaire surtout un tel procédé de création dramatique; c'est celui qu'ont employé des génies bien divers, Schiller et Beaumarchais. La comédie de Rubi traite assez légèrement l'histoire pour une comédie historique; on y pourrait souhaiter une contexture plus ferme et plus nourrie, plus de logique et de vérité parfois dans l'invention; mais n'arrive-t-il pas souvent qu'une œuvre où les invraisemblances abondent, dont les imperfections sautent aux yeux, a cependant une distinction qui attire, qu'elle fait penser, mérite rare? Telle est *la Rueda de la fortuna*, qui est le véritable titre littéraire de Rubi, et que n'égalent, parmi les autres productions de l'auteur, ni ses esquisses pittoresques de mœurs andalouses, comme *la Feria de Mairena*, *l'Auberge de Cardenas*, *Derrière la croix le diable*, ni ses essais de comédie plus sérieuse, tels que *l'Art de faire fortune*, *l'Entrée dans le grand monde*, ou *la Cour de Charles II* qui fut interdite l'an dernier comme une redoutable allusion. Ces œuvres diverses prouvent la souplesse du talent de Rubi; *la Rueda de la fortuna* prouve son élévation.

Le XVIIIe siècle, disions-nous, a fourni à l'auteur le sujet de sa comédie; il sert du moins de cadre à l'invention romanesque. La cour de Ferdinand VI est le théâtre où Rubi a placé ce spectacle de la fortune prenant un homme dans l'obscurité pour le conduire à la richesse, à l'éclat, à la domination, puis laissant retomber sur lui-même son brillant édifice. Qu'on imagine les obstacles renaissant à chaque heure sous les pas de celui qui n'est rien, les dédains dont il se sent l'objet et à côté les protections secrètes qui l'aident à monter, les passions cachées qui lui communiquent leur force et donnent l'impulsion à son génie, les adulations qui l'entourent à mesure que sa faveur grandit ou qui s'éloignent à mesure qu'elle décline, les rancunes qu'il soulève, soit en évinçant des rivaux d'une naissance supérieure, soit en s'émancipant de la tutelle amie de ceux qui ont servi son élévation. N'est-ce point la source la plus abondante où il soit permis à un poëte comique d'aller puiser? Aussi Rubi a-t-il cherché à peindre tout ce monde, le courtisan flexible toujours en quête du soleil levant, le gentilhomme orgueilleux, la *camarera* hautaine et vindicative lorsque tout ne se plie pas à sa volonté capricieuse, le solliciteur délié et infatigable toujours prêt à mendier, l'ambitieux tenace, et enfin celui à qui l'intérêt s'attache entre tous, l'homme qui s'élève par sa propre valeur, et qui, parvenu au faîte, se laisse, lui aussi, quelquefois éblouir. *La Roue de la fortune* s'ouvre par un tableau d'une simplicité originale. C'est dans un village de la Rioja; on se trouve chez un labou-

reur vivant dans l'aisance, estimé de tous, généreux et indépendant, dont la maison hospitalière a reçu un grand seigneur, le comte de San-Tello, exilé de la cour avec sa fille doña Clara. Le laboureur et ses hôtes mènent une vie commune, et ce serait pour lui une injure que de vouloir lui payer son hospitalité. San-Tello et doña Clara sont à ses yeux de nouveaux membres de sa famille. Cette communauté d'une vie simple et franche, bien qu'elle pèse parfois à l'orgueil du courtisan disgracié, ne semble pouvoir engendrer aucun orage; elle couvre cependant un danger qui va éclater. Un amour énergique, alimenté de tout le feu de la jeunesse et accru encore par la familiarité des habitudes, unit déjà secrètement doña Clara et Zenon, le fils du laboureur Mauricio. Quoi de plus naturel pour une jeune fille naïve et pure qui n'a point eu le temps d'être gâtée par les cours et pour un jeune homme en qui une éducation supérieure à son état a développé des instincts élevés, des goûts de distinction qui ne demandent qu'à se faire jour! Mauricio lui-même n'y voit rien d'étrange dans son bon sens, lorsqu'il reçoit la confidence de cette liaison, et il ne trouve d'autre issue qu'un bon mariage; mais, à cette proposition inattendue, l'orgueil de San-Tello se réveille; une lettre de grâce le rappelle d'ailleurs en ce moment même à Madrid, et il repousse presque comme une insulte cette offre qu'on lui fait de déroger à son rang. Il part avec la légèreté de l'ingratitude; doña Clara le suit en soupirant et en emportant dans son cœur son amour fidèle. Mauricio sent l'offense et l'humiliation, et Zenon, avec la fierté de la jeunesse, avec l'ardeur d'une passion qui aspire à se satisfaire et l'entraînement d'un esprit qui se sent appelé à une destinée éclatante, se relève de son premier abattement pour aller chercher une victoire et une vengeance. La peinture de ce monde rustique, sur lequel une perspective nouvelle vient se lever à la fin, a un charme qu'on ne peut définir, car aussitôt se présente à l'esprit un contraste qui n'a rien de chimérique. Ce jeune homme qu'on voit plein de désirs, doué d'instincts sérieux, amoureux d'une jeune fille et qui s'élance si hardiment vers l'avenir, a bien réellement tenu la promesse que lui prête l'auteur de *la Roue de la fortune*. C'est de ce monde humble et obscur qu'est sorti l'un des plus grands ministres de l'Espagne au XVIIIe siècle. Ce Zenon de Somodevilla est devenu le marquis de la Enseñada, l'homme d'État qui a voulu délivrer la Péninsule de ce réseau d'impôts dont elle était surchargée en établissant l'unique contribution, et qui a visé pour son pays à l'application d'une politique nouvelle et singulièrement virile après la déchéance du siècle précédent, la politique de neutralité entre la France et l'Angleterre : gloire brillante et sérieuse dont le poëte vous montre l'origine simple et vraie, plus vraie peut-être que l'histoire. Sans doute, aux yeux de l'historien, l'intelligence suffit pour expliquer une fortune subite. La poésie, cependant, ne pourrait-elle pas avoir plus humainement raison? Parmi tous les hommes qui se sont élevés de rien, par la puissance de leur propre énergie, comme Zenon de Somodevilla, n'en est-il point qui pussent avouer qu'une passion violente, un ressentiment légitime, ont été les premiers principes de leur force et les inspirateurs de leur intelligence?

C'est à ce point de vue que l'idée de Rubi nous semble naturelle et heureuse. L'auteur marque de son meilleur trait ce départ obscur et sans gloire comme pour mieux faire ressortir l'éclat dont son héros va bientôt être environné. On dirait qu'il oppose d'avance et de dessein prémédité ce tableau de paix rustique aux agitations que Zenon va affronter, et où il laissera plus d'une vertu, plus d'une espérance, plus d'un rêve désintéressé et généreux. Nous ne voulons pas soumettre *la Rueda de la fortuna* à une minutieuse analyse, noter pas à pas les incidents qui se succèdent, suivre le mouvement rigoureux des scènes. Il suffit d'observer un instant le développement des caractères pour entrevoir l'action dans les deux parties de l'œuvre de Rubi. L'un des plus saillants personnages est la marquise de Torrecuso, dont la

figure domine l'une et l'autre de ces comédies qu'un même titre réunit. Maîtresse de tous les secrets de palais, portant une dextérité hardie dans les secrètes négociations politiques, sachant cacher ses passions sous des motifs avouables, douée au plus haut point de cette science du monde qui ne consiste souvent qu'à intriguer avec grâce, toujours femme de cour en un mot, la marquise de Torrecuso apparaît cependant sous un jour différent dans chacune des parties de *la Roue de la fortune*. Dans la première, c'est la brillante protectrice qui se laisse charmer par la beauté et l'intelligence de Zenon, qui met son orgueil à ménager l'élévation de ce jeune homme, à lui frayer un chemin à travers les obstacles, à le faire arriver peu à peu au soleil de la faveur pour le mettre à la hauteur de l'amour qu'elle lui porte secrètement; elle est insinuante et facile, tendre et hardie, spirituelle et ardente. Dans la seconde partie, c'est la femme qui se venge, car Somodevilla a méprisé sa tendresse. Aussi active dans sa haine que dans son amour, elle met en jeu toutes les ressources que peut inventer un cœur offensé. Elle est amère et implacable, altière et dédaigneuse, railleuse et perfide, et elle n'est satisfaite que lorsqu'elle est parvenue à miner la puissance de celui qui a fait si cruellement souffrir sa vanité. Rien n'est plus dégagé et plus piquant que la déclaration de guerre entre les deux personnages. La marquise s'y montre tout entière avec son ton provoquant, ses allusions mordantes qui vont frapper au cœur la Enseñada, et il s'établit un dialogue assez vif et assez rapide, tout petillant d'une impertinence de bonne compagnie.

« La Ensenada. — Il y a certainement un venin secret dans chacune de vos paroles, marquise.

La marquise. — Vous croyez?

La Ensenada. — Et cela équivaudrait alors à une rupture...

La marquise. — Vous la désirez donc beaucoup?

La Ensenada. — La désirer! non, madame; à vrai dire, je ne la recherche ni ne la crains.

La marquise. — Soit.

La Ensenada. — Fort bien! et, au fait, pourquoi non? Que la guerre commence donc, puisque vous le voulez! Pourtant il faut bien considérer ce que vous faites, car enfin c'est moi qui suis le plus fort, et je ne voudrais pas, je vous le jure, que, dans une lutte si inégale, vous, la perle de l'Espagne, vous pussiez être contrainte à aller sur une terre étrangère.

La marquise. — C'est-à-dire que vous me menacez déjà...

La Ensenada. — Non, non... Je vous préviens seulement...

La marquise. — Et vous ne craignez pas que celle qui a su vous élever sache aussi vous renverser?

La Ensenada. — Oh! ces jours-là sont passés.

La marquise. — Il en viendra d'autres... Que pouvez-vous savoir?

La Ensenada. — Vous y ferez tous vos efforts, n'est-ce pas?

La marquise. — C'est bien assez d'ironie; tenez, vous avez vu, il n'y a qu'un instant, cette fleur très-belle et très-pure; voyez-la maintenant entre vos mains terne et sans couleur : il pourrait en arriver autant à votre immense pouvoir.

La Ensenada. — Vous oubliez peut-être, marquise, que je ne suis point une fleur; mais la Enseñada pourrait bien se comparer à un arbre vigoureux.

La marquise. — L'orage, s'il est assez fort, peut bien aussi déraciner l'arbre de la montagne.

La Ensenada. — Vous vous promettez donc le succès; seulement je dois vous avertir que j'ai jeté de profondes racines.

La marquise. — Très-bien! il faut laisser le temps...

LA ENSENADA. — Je me fais une loi de vous obéir...

LA MARQUISE. — Et maintenant vous n'entrez pas chez le roi?

LA ENSENADA. — Sa Majesté me pardonnera, je l'espère; je suis attendu en ce moment...

LA MARQUISE. — Vrai chevalier !... Pour vous, votre dame passe avant tout; heureuse doña Inès! Oh! vous avez raison, il ne faut pas se faire attendre; le temps passe, marquis, et elle pourrait s'en fâcher.

LA ENSENADA. J'irai, belle marquise, moins encore pour me trouver auprès d'elle que pour vous complaire.

LA MARQUISE. — Puisse-t-elle récompenser votre empressement!

LA ENSENADA. — Que le ciel vous entende et vous garde, madame!

LA MARQUISE (*se dirigeant vers la chambre du roi, à part*).— Ah! marquis, tu le regretteras, mais trop tard!

LA ENSENADA (*allant d'un autre côté*).— Peu de chose, après tout!... Rien!... Un peu de jalousie! »

On peut voir suffisamment, il nous semble, ce qu'est ce portrait de femme de cour peint par l'auteur de *la Roue de la fortune*. Prenez encore le caractère de Mauricio, qui contraste vivement avec celui de la marquise de Torrecuso et qui est une vraie création. Toujours franc, naïf et rude, Mauricio intervient dans la comédie comme le bon sens vivant; il n'est pas sans cacher un sentiment élevé sous une enveloppe grossière et rustique. Parfois même ce sentiment prend une éloquence naturelle et forte qui captive. Tel on le voit dans sa maison de la Rioja, lorsqu'il laisse éclater son indignation dans ce simple mot : « Fils, je crois qu'on nous méprise! » Tel il est encore, lorsqu'il vient dans le palais même où siége son fils lui porter des conseils, lui rappeler son origine et chercher à le préserver des éblouissements que donne le pouvoir. C'est une scène où le sérieux se mêle au comique, que celle où Mauricio, sans affectation comme sans embarras, usant de l'autorité d'un père, parle à la Enseñada qui l'écoute docilement. La brusque bonhomie du laboureur a une dignité familière qui ne pâlit pas devant celle du ministre. Quant à don Zenon de Somodevilla lui-même, le héros de *la Roue de la fortune*, celui dont le caractère était le plus digne d'étude, c'est, il faut l'avouer, le personnage de la comédie reproduit avec le moins de bonheur. Le poëte a hésité davantage, parce qu'il était ici entouré de tous les souvenirs historiques qui consacrent la figure de la Enseñada. Il était difficile de ne point faire tort à l'homme d'État en réduisant sa vie aux proportions d'une action romanesque. Si l'on parvient cependant à oublier les infidélités historiques qui abondent dans la création de Rubi, il sera impossible de méconnaître ce qu'il y a de vérité humaine et d'intérêt dans la reproduction de ce personnage à des époques si différentes, dans le contraste des situations où le montrent successivement les deux parties de *la Roue de la fortune*. Suivez Somodevilla dans ces deux comédies dont il est le héros et où se reflètent l'aurore et le déclin de sa destinée : dans la première, tout lui sourit; la vie s'ouvre devant sa jeunesse intelligente, et les obstacles ne sont pour lui qu'un stimulant. Il marche la flamme au front, poussé par ses instincts de grandeur, tout brillant de fierté. Le génie et l'amour se confondent, pour ainsi dire, dans son âme, et s'accordent pour désigner un même but à ses efforts. S'il est aimé, c'est vraiment pour lui-même et non pour son rang et sa richesse. Telle est l'affection dévouée et désintéressée de doña Clara, qui vient le chercher lorsqu'il n'est rien encore. S'il s'élève au-dessus du vulgaire, c'est par la séduction qu'exerce son mérite : les inimitiés n'ont pas eu le temps de croître autour de lui, d'entraver son essor, et le succès est le dénoûment naturel de cette première période de sa vie. Il n'en est plus ainsi dans la seconde phase que peint le poëte. Tout change alors; les ressorts géné-

reux de l'âme se détendent ; les sentiments n'ont plus la même signification. Les nobles désirs du bien public se transforment en prudente ambition ; l'amour n'est plus l'enivrant mobile d'autrefois, c'est un calcul ; il n'entraîne plus le cœur à quelque glorieux effort ; il peut être un obstacle au contraire, et il n'est plus considéré que comme une distraction futile. La fumée de l'orgueil monte au cerveau de celui qui naguère encore souffrait de l'orgueil des autres. Il n'a plus d'amis désintéressés, il n'a que des flatteurs qui l'abandonneront à son premier revers. La femme qui l'aimera n'aura d'autre but que de participer à sa gloire sans songer à son bonheur, comme doña Inès de Sandoval dans cette seconde partie de *la Roue de la fortune*. Il répudiera ses qualités premières, et il se trouvera désarmé contre les rancunes qu'il aura soulevées ; il s'abaissera jusqu'à l'intrigue pour être tout à fait homme de cour, et l'intrigue le vaincra. La chute qui est au bout de cette phase nouvelle est aussi logique que le succès qui couronne la première. Étrange spectacle de l'homme plein de force lorsqu'il marche à la conquête de son avenir, plein de faiblesse lorsqu'il est arrivé au faîte où il aspirait et impuissant à soutenir la prospérité durable ! Nous ne disons pas que Rubi ait tracé ce tableau dans toute sa largeur, avec toute la vigueur qu'il exige ; c'est bien assez d'avoir indiqué dans *la Rueda de la fortuna* les éléments heureux qui ne seraient plus à créer pour celui qui le voudrait et le pourrait tracer.

Tels sont les talents les plus estimables qui se sont révélés dans l'art comique de l'Espagne contemporaine, talents plus faciles que profonds, il faut le dire, qui mettent souvent sur la voie d'idées excellentes plutôt qu'ils ne les expriment réellement, et ébauchent un sujet plutôt qu'ils ne l'épuisent. Si l'on veut comparer entre elles les qualités de Ventura de la Vega, de Breton de los Herreros et de Rubi, il est aisé de marquer d'un trait distinct la nature de chacun de ces écrivains. Il y a dans Vega une certaine correction et un tour de pensée qui rappellent Moratin ; il semble particulièrement s'appliquer à étudier un travers humain, à le développer avec logique, à rechercher l'intérêt qui résulte d'une combinaison exacte des passions. Peut-être est-il le poëte espagnol aujourd'hui le plus propre à analyser et à décrire complétement un caractère. Breton de los Herreros met plus de variété dans ses esquisses. La subtile vivacité de son esprit fait qu'il se trouve encore à l'aise au milieu de la confusion d'une époque de transition. Nul, mieux que lui, ne sait surprendre le dernier reflet d'une coutume qui s'efface, ou saisir un ridicule nouveau dès qu'il apparaît. Il peint surtout les mœurs des classes intermédiaires ou inférieures. Le talent de Rubi a une distinction plus sérieuse, une élégance plus relevée. Il a cette libre aisance qui est nécessaire pour reproduire avec vérité la vie et les habitudes des classes supérieures, le monde des cours, où tout prend une couleur de dignité facile, où le vice lui-même a un vernis aimable. La comédie moderne de l'Espagne se montre ainsi sous ses principaux aspects dans les œuvres de ces écrivains. Dans celles de Breton, c'est la fantaisie vive et railleuse qui domine ; l'analyse morale fait l'intérêt de *l'Homme du monde ;* Rubi a tenté la comédie historique dans *la Roue de la fortune* et *la Cour de Charles II*. Il serait juste d'ajouter à ces essais quelques études de mœurs politiques qui se sont produites au théâtre, et entre lesquelles on peut signaler *l'Ambition,* de M. Ramon Navarrete.

La pensée comique ne vient que de renaître au delà des Pyrénées ; elle se dégage à peine de ce berceau brûlant d'une révolution, et on voit déjà quelles issues elle se crée, quelles formes elle tend à revêtir, quels stimulants elle peut rencontrer, quelles influences elle a à combattre. Il n'est pas sans intérêt de noter les signes de vie qu'elle donne, d'observer comment elle essaye peu à peu sa force. Certes, l'Espagne offre aujourd'hui un large champ à l'esprit comique : les ridicules ne sont point épuisés ; les passions perverses ne sont point miraculeusement envolées du cœur des contem-

porains ; le venin du vice n'est pas émoussé ; la civilisation nouvelle ne fait que transformer les travers humains. « L'homme est au fond toujours le même, il change seulement de masque, dit un écrivain satirique que nous citions, M. Mesonero Romanos ; le courtisan du palais, qui autrefois flattait les rois, sert aujourd'hui et flatte le peuple sous le nom de tribun ; le dévot est devenu philanthrope et humanitaire ; l'oisif tapageur s'est fait factieux et patriote ; le fils de famille court les emplois ; l'artisan et la *manola* s'appellent citoyens libres et peuple souverain. » N'y aurait-il pas plus d'un autre trait applicable à l'Espagne? Pourquoi l'auteur a-t-il oublié ces spéculateurs sortis on ne sait d'où, rois de la bourse qui daignent être ministres, ces ambitieux qui savent se tenir en équilibre entre tous les partis, et, à côté du pauvre diable aspirant à être *peuple souverain,* les grands qui abaissent leur race et donnent le spectacle de leur folie ou de leur imbécillité? Ainsi, ce n'est point la matière qui manque à la comédie, ce n'est pas non plus la liberté ; mais l'esprit facile et élégant suffit-il pour donner la vie à ce tableau? Il faudrait l'ironie acérée et inventive d'un Aristophane pour flageller les vices modernes en les personnifiant ; il faudrait une main vigoureuse pour « rebrasser ce sot haillon qui couvre les mœurs, » selon le langage de Montaigne. Tel est le progrès qu'aurait à accomplir l'art comique espagnol pour briller d'un éclat certain. Il y a dans toutes les révolutions littéraires un moment grave et décisif où il faut passer des essais, quelque heureux qu'ils aient pu être, à la réalisation plus nette et plus franche de la pensée d'une époque : les hommes d'esprit ont fait leurs essais dans la comédie en Espagne ; mais l'homme de génie viendra-t-il?

CH. DE MAZADE.

UN PENSEUR ET POËTE AMÉRICAIN.

RALPH WALDO EMERSON.

I. — *Essays, two series.* — *Nature and Lectures on the Times.* — London, 1846.
II. — *Poems.* — London, 1847.

Malgré les relations de plus en plus fréquentes qui s'établissent entre nous et l'Amérique, nous n'avons encore de ce monde lointain qu'une idée assez fausse. Nous le voyons à travers les romans de Cooper, les poëmes de Chateaubriand, quelquefois aussi à travers les récits des économistes. Tantôt l'Amérique s'offre à nous comme le pays des grands fleuves, des cataractes, des forêts impénétrables, des horizons sans bornes; tantôt elle n'est plus à nos yeux que le pays du commerce et des chemins de fer. A côté des immenses savanes, à côté du dédale des voies de fer et des canaux, on pourrait cependant explorer tout un monde trop peu connu, celui où s'agite, où grandit la pensée américaine. Également à l'écart des vastes solitudes et des cités bruyantes, n'y a-t-il pas en Amérique des régions où l'homme échappe à la torpeur de l'isolement comme à la fièvre des intérêts matériels? Oui, sans doute, et là vous ne retrouverez ni l'Amérique des poëtes ni celle des économistes; plus de déserts, mais des terres labourées; plus de vie sauvage, mais la rudesse démocratique; plus de mœurs romanesques, mais le foyer protestant et la famille. Pénétrons, par exemple, dans l'État de Massachusetts : il y a là une de ces retraites favorisées dont nous parlons. Cette retraite est un charmant *cottage*, et celui qui l'habite est un sage, Ralph Waldo Emerson.

C'est un cottage en face d'une colline, lui-même nous l'apprend. Tout autour de cette habitation la nature se montre non pas grandiose, terrible et sauvage, mais gracieuse, souriante et aimable. La nature dit : « L'homme est ma créature, et en

« dépit de tous ses impertinents chagrins il sera joyeux avec moi... » Au fond des bois je ne suis pas seul et inconnu : les plantes inclinent leur tête devant moi, et je leur rends leur salut. » Pour l'hôte du cottage, le paysage s'anime en effet, il respire je ne sais quoi de *social*. « Le charmant paysage que j'ai devant les yeux est indubitablement formé par quelque vingt ou trente fermes, et cependant personne ne peut dire que le paysage lui appartient. » On reconnaît déjà dans ces quelques lignes la manière d'Emerson. Il y a dans toutes ses descriptions de la nature comme un murmure léger, un bruit paisible, pareil au bourdonnement des mouches durant les nuits d'été, dirait le lakiste Wordsworth. La nature entière est pour lui dans le paysage qui entoure sa demeure. Toutes les qualités, tous les traits distinctifs de l'écrivain et du philosophe, la philosophie, la sagesse, l'humanité, la sympathie avec la nature plutôt que l'amour de la nature, se retrouvent dans la description de cette aimable retraite, et, sur le seuil de l'habitation, il semble déjà qu'on connaisse l'habitant.

Ralph Waldo Emerson est né et habite dans le Massachusetts, à Concord. Il a été ministre unitaire, et ce fait mérite considération. Les unitaires sont, de tous les sectaires protestants, les plus hardis et les plus indépendants. Ils sont à coup sûr les plus démocrates comme les quakers sont les plus philanthropes. Leur exégèse fourmille d'hérésies. Hazlitt, voulant désigner d'un seul mot les hérésies dramatiques de Joanna Baillie, dit qu'elle est « un unitaire en poésie. » Emerson, qui s'est séparé de son Église à cause de son interprétation de la Cène, a conservé les tendances hardies de cette secte et son impatience de toute autorité. « Voyez, s'écrie-t-il dans une apostrophe ironique, ces nobles intelligences ! elles n'osent écouter Dieu lui-même à moins qu'il ne parle la phraséologie de je ne sais quel David, Jérémie ou Paul. » A Boston, centre et métropole des unitaires, Emerson a prononcé quelques discours pleins d'éloquence sur les tendances contemporaines. En 1844, il a écrit une brochure sur *l'Émancipation des nègres dans les colonies anglaises de l'Inde occidentale*. Il rédige une publication périodique intitulée *the Dial*. Les écrits d'Emerson peuvent servir à compléter ces indications biographiques. Nous savons qu'il vit dans la solitude, et il laisse entrevoir dans plusieurs de ses essais qu'il est marié ou qu'il l'a été. L'éditeur anglais du philosophe américain, M. Carlyle, nous apprend qu'Emerson est riche ou du moins au-dessus de tout besoin. Cette solitude et cette aisance suffiraient pour montrer en lui une sorte de Montaigne puritain. Quant à son caractère, si nous en croyons quelques passages de ses *Essais,* Emerson aime mieux l'humanité que le commerce des hommes, et, comme tous les penseurs qui vivent trop dans la solitude, il supporte difficilement la contradiction. Si par hasard il a souffert, il a dû souffrir avec calme, mais en concentrant en lui-même sa souffrance plutôt qu'en la laissant se fondre à la douce flamme de la résignation. Sa conversation doit être timide, rare et à courte haleine. Je ne crois pas qu'il ait le souffle de l'improvisation indéfinie. Tel je me figure cet homme remarquable, bien différent (surtout quant à la faculté de l'improvisation) de son éditeur Carlyle, ardent esprit, qui s'épanche avec une éloquence sibylline, et jette en même temps dans ses éruptions humoristiques la lave précieuse et les cendres, les nuages de fumée, les gerbes d'étincelles, les flammes sulfureuses et la plus pure lumière.

Entre ces esprits si différents, il y a cependant de secrètes affinités. L'humoriste anglais et le penseur du Massachusetts se sentent attirés l'un vers l'autre. C'est Carlyle qui a fait connaître Emerson à l'Angleterre, c'est Emerson qui a édité les ouvrages de Carlyle aux États-Unis. Il appartiendrait à Carlyle de nous renseigner plus amplement qu'il ne l'a encore fait sur la vie, les études, le caractère du philosophe américain, principalement sur l'influence qu'il exerce dans son pays. Il y aurait intérêt à savoir quel accueil les citoyens des États-Unis ont fait à cette philo-

sophie, et si dans ce pays de l'industrie et de l'activité matérielle ces rêveries de l'âme ont chance de rencontrer des disciples et des enthousiastes. C'est encore aux écrits d'Emerson qu'il faut recourir pour s'éclairer sur ce point. Emerson nous laisse deviner qu'il a eu à subir bien des critiques. « On a accusé ma philosophie, dit-il dans son *Essai sur l'amour*, de n'être pas sociale, et on a prétendu que dans mes discours publics mon respect pour l'intelligence me donne une injuste froideur pour les relations personnelles. » Ce reproche n'est pas sans quelque fondement, mais devait-il partir des États-Unis? Les relations sociales de l'Amérique du Nord sont encore bien grossières, singulièrement brutales et matérielles, et je ne vois rien d'étonnant à ce qu'une intelligence comme celle d'Emerson ait voulu réagir contre les mœurs de son pays. Toutefois cette critique montre que la philosophie d'Emerson a éveillé la discussion autour d'elle. Être critiqué, c'est déjà avoir de l'influence; reste à savoir si cette influence est considérable. Dans un livre publié en Amérique et intitulé *Papiers sur la littérature et l'art,* par Marguerite Fuller, nous trouvons la réponse à cette question : « L'influence d'Emerson ne s'étend pas encore à travers un grand espace, il est trop au-dessus de son pays et de son temps pour être compris tout de suite et entièrement; mais cette philosophie creuse profondément, et chaque année élargit son cercle. Emerson est le prophète des temps meilleurs. Un jour ou l'autre l'influence ne peut lui manquer. » Le jour où aux États-Unis la supériorité d'Emerson sera reconnue sans opposition, où ses doctrines auront de fervents prosélytes, où la majorité des intelligences se prononcera en sa faveur, il y aura un grand changement dans les mœurs, les habitudes, les tendances de l'Amérique. O vous qui demandez quelle action les écrivains exercent sur leur pays, profitez du spectacle que vous offrent un peuple jeune et une nation qui n'est pas encore formée. Voyez-la faire son éducation, et vous reconnaîtrez quelle trace les penseurs et les poëtes laissent derrière eux, comment ils changent la nature humaine, et combien sans eux elle serait pire encore qu'elle n'est. L'éducation progressive des États-Unis est peut-être le plus grand spectacle de notre temps. Elle placera vivantes sous les yeux des nations européennes les lois du développement de la civilisation, péniblement étudiées jusqu'à ce jour dans les obscures traditions de leur histoire.

Avant Emerson, la philosophie qui comptait les plus nombreux partisans aux États-Unis, était celle de Thomas Brown, successeur de Dugald Stewart dans la chaire d'Édimbourg. Cette philosophie, d'un spiritualisme très-mitigé, est issue de l'aimable et peu féconde école écossaise. Deux volumes de fragments de Benjamin Constant, de Royer-Collard, de Jouffroy et de M. Cousin, traduits en anglais, ont obtenu beaucoup de succès. En admettant que l'école écossaise, école toute de polémique et qui n'existerait pas si Hume n'avait point écrit, pût jeter quelque part les germes d'une philosophie, ces germes prospéreraient en Amérique moins que partout ailleurs. Que peut enseigner aux Américains la philosophie écossaise? Que les hommes croient sans raisonner à l'existence de la matière; ils le savent suffisamment, Dieu merci! D'un autre côté, l'éclectisme n'est pas une doctrine propre aux peuples jeunes. L'éclectisme est le dernier résultat auquel arrive la philosophie chez les peuples qui ont beaucoup pensé. L'éclectisme repose sur une suite de traditions philosophiques, et les Américains n'en ont aucune. Emerson est le premier qui, en Amérique, ait creusé la terre du sol natal pour en faire jaillir de nouvelles sources philosophiques.

Il y a chez Emerson un philosophe et un poëte. Quelle place faut-il lui assigner parmi les philosophes et parmi les poëtes? Quelle doctrine, enfin, peut-on tirer de ses écrits? C'est une double question à résoudre; ce sera le sujet des deux parties de cette étude.

I

Emerson est un sage comme Montaigne, comme Charron, comme Shakspeare. Voilà ses véritables maîtres. Il nous apprend que, pendant un temps, il se prit d'amour pour Montaigne, se persuadant qu'il n'aurait jamais besoin d'un autre livre, et puis que cet enthousiasme se porta sur Shakspeare. Il est, comme eux, un chercheur sans fin plutôt qu'un philosophe dogmatique. Ici, nous devons faire remarquer la différence qui existe entre le sage dans les temps anciens et le sage dans les temps modernes. Le sage, dans les temps anciens, était plus dogmatique. Chez Socrate, Zénon, Sénèque (1), il y a un esprit bien plus systématique, une logique bien plus rigoureuse que chez la plupart des sages modernes. Au milieu de la vie des sens, conduite par tous les caprices, dogmatiser, c'est-à-dire concentrer sa pensée sur un seul point et régler sa vie sur une seule pensée, c'était vraiment être sage alors. Dans les temps modernes, la pensée a eu plus d'horizons, les points de vue se sont multipliés et les sciences agrandies ; mais aussi l'esprit humain et la vie humaine ont vu devant eux plus de précipices, d'embûches, de trappes de toute espèce. Alors le génie du sage est devenu la circonspection et la prudence; le sage a été moins audacieux que dans l'antiquité, mais plus rusé. Marchant avec hésitation, souvent il a été sceptique et a cru faire assez en maintenant l'équilibre de l'homme au milieu de tant de piéges. Tel est le rôle qu'ont joué Montaigne, Charron, et Shakspeare, le grand observateur. Emerson remplit le même rôle d'observateur et de chercheur sans fin, avec une audace et une concentration de pensée qui le rapprochent en même temps des sages de l'antiquité.

Deux choses constituent le sage dans les temps modernes : l'absence de l'esprit dogmatique et la critique des principes. Les penseurs qu'on peut ranger dans cette famille de sages n'ont guère de système précis. Leur génie est bien plutôt de sentir la vérité que de l'expliquer. Chez eux, point de méthode, d'art, si l'on entend par là le talent de la composition et le bel équilibre des parties, peu de raisonnements subtils et métaphysiques. Il y a souvent des contradictions dans leurs écrits ; qui le niera? Leur valeur pour cela n'est pas remise en question. Lorsqu'un philosophe dogmatique arrive à se contredire, tout est perdu pour lui, les travaux de sa vie entière tombent en poussière; mais la seule affaire du sage est de penser sans élaguer aucune des pensées qui pourraient contrarier un système déjà établi ou des opinions antérieurement émises. Aussi il exprime des sentiments, des idées, des opinions même contradictoires, en les donnant pour des doutes qui se sont éveillés dans son esprit. Lorsque le philosophe dogmatique a une fois saisi une idée, il la féconde ; lorsqu'il a trouvé une vérité, il la formule et la pose comme loi. Le sage, au contraire, réunit toutes les pensées comme autant de sujets de réflexion et de travail. Un Descartes et un Leibnitz sont, il faut l'avouer, les législateurs de la vérité, ceux qui trouvent le principe et formulent la loi; mais aussi un Montaigne, un Charron, un Emerson, sont, si je puis le dire, les juristes et les critiques de la vérité : ils appliquent l'inflexible et immuable vérité aux actions des hommes, et souvent ils se sentent embarrassés. De là, interprétations de principes, commentaires moraux, antinomies ; de là scepticisme comme dans Montaigne ou comme dans Emerson, discours et rapports d'opposition, pour qu'on se mette à la recherche de vérités nouvelles, les anciennes ne pouvant suffire. Voilà le rôle utile des sages; ils sont les critiques des principes.

(1) Il est inutile de rappeler, pour prouver cette assertion, des absurdités très-rigoureusement logiques de Pyrrhon et de quelques stoïciens.

La vérité, que le sage ne saurait pas formuler en lois, il sait, nous le répétons, l'appliquer aux actes de la vie de chaque jour. Ainsi il fait l'éducation de l'homme, redressant chaque tort à mesure qu'il se présente. Il donne son opinion sur les cas particuliers et les faits isolés. Cette manière de penser et de juger se reflète dans sa manière d'écrire. Il écrit non pour laisser un édifice, mais pour donner son opinion sur tel ou tel sujet qui s'est présenté à sa pensée. Il abandonne à d'autres la gloire d'élever un monument philosophique, car souvent il considère la gloire humaine comme une vanité; mais ce qu'il ne considère pas comme vaines et frivoles, ce sont les erreurs et les méchancetés humaines : il sait qu'il doit les combattre, et que la première vérité, c'est de détruire l'erreur. Il est content lorsqu'il a exprimé une pensée, découvert un sentiment, jeté un simple aphorisme. Il écrit un peu à bâtons rompus, sans ensemble comme sans système, ne s'inquiétant pas de l'ensemble, mais bien plutôt du détail. On a reproché à Shakspeare de manquer d'unité; il a vraiment bien autre chose à faire : il faut que toutes ses observations prennent place dans son œuvre, et pour cela il créera dans ses tragédies des épisodes sans rapports immédiats avec le sujet, des personnages secondaires, uniquement pour vérifier une ou deux observations, pour mettre en lumière une ou deux maximes. La méthode du sage est simple : elle consiste à se confier à sa pensée et à sa nature. La spontanéité a le pas chez lui sur la méditation. Ce n'est point l'absence d'éducation et de culture qui détermine cette spontanéité de conception. Ce qui l'explique, c'est l'habitude de penser habituellement et continuellement. Alors les idées se présentent en foule et sans efforts : elles s'appuient les unes sur les autres sans logique apparente, mais au fond avec un enchaînement d'autant plus naturel qu'il est le fruit d'une longue série de méditations. La plante donne sans interruption ses feuilles, ses boutons et ses fleurs, car elle a pris sa force et sa séve dans ces soins que lui ont prodigués les travaux latents de l'esprit. Voilà comment je comprends le sage; Emerson appartient à cette classe de philosophes.

Emerson a toutes les qualités du sage : l'originalité, la spontanéité, l'observation sagace, la délicate analyse, la critique, l'absence de dogmatisme. Il rassemble tous les matériaux d'une philosophie sans parvenir à la réduire en système; il pense un peu au hasard et rêve souvent sans trouver de limites bien fixes où s'arrête cette rêverie. La principale qualité du sage, qui est la critique, est éminente dans Emerson. Il dit dans un de ses essais : « L'homœopathie est insignifiante comme art de guérir, mais d'une grande valeur comme critique de l'hygiène et de la pratique médicale de notre temps. Il en est ainsi du magnétisme, du swedenborgisme, du fouriérisme et de l'Église millénienne. Ce sont d'assez pauvres prétentions, mais de bonnes critiques de la science, de la philosophie et du culte du jour. » Les livres d'Emerson sont aussi fort remarquables, non-seulement par la philosophie qu'ils renferment, mais encore par la critique de notre temps. Nos systèmes démocratiques étouffent-ils l'individu au sein des masses, Emerson se lève et proteste hardiment au nom des droits de la personnalité humaine. L'égoïsme nous envahit, la richesse et l'ambition nous sollicitent : Emerson prend l'individu et lui dit : « Crois-en ta pensée. » L'industrie tue l'idéal, elle se promène à travers le monde, le proclamant sa conquête : Emerson, après Jean-Paul qui la flétrit si énergiquement sous le nom d'*artolâtrie*, après Carlyle qui la nomme un *héroïsme sans yeux*, lui reproche de manquer d'amour et lui déclare qu'elle ne sera vivante qu'après avoir banni l'égoïsme de son sein. La manie des voyages nous distrait, les touristes ridicules abondent parmi nous; Emerson baptise les voyages du nom de *paradis des fous*. Nous nous traînons dans l'ornière de l'art; n'osant pas penser d'une manière originale, nous écrivons des biographies et des critiques; Emerson nous invective amèrement : « Pourquoi n'aurions-nous pas un art original, une philosophie d'intuition et non plus de tradi-

tion? Nos pères contemplaient Dieu face à face, et nous à travers leurs yeux. Le soleil brille encore aujourd'hui. » Partout il nous montre nos infirmités, et, comme un apôtre du progrès, se lève et semble répéter les belles paroles de Faust : « Le monde des esprits n'est pas fermé. Debout! baigne, disciple, infatigablement ta poitrine féconde dans la pourpre de l'aurore. » C'est un sage; aussi rien ne l'étonne et ne l'effraye; il se moque seulement de notre prétendu bien-être et pense que notre vie pourrait être plus simple et plus aisée que nous ne la faisons. Des hauteurs sereines où il trouve le calme, il regarde notre monde, juge que nous en faisons un enfer, raille nos désespoirs ridicules et nos malheurs volontaires, et croit qu'il ne serait pas besoin de tant de *grincements de dents et de mains tordues de rage*. Il est d'ailleurs plein d'équité pour les doctrines et la société qu'il critique; il trouve que les conservateurs ont des principes légitimes, il pense que les *transcendantalistes* pourraient bien avoir raison; il ne fait pas fi de nos doctrines socialistes. Il va chercher ses volontés à travers l'histoire entière de la philosophie, comme Montaigne ses exemples dans les coutumes de tous les peuples, et après avoir écouté ainsi toutes les doctrines modernes avec complaisance et patience, comme un philosophe antique ses serviteurs et ses voisins, il rompt le silence pour nous donner des maximes qu'on dirait sorties tantôt de l'école du Portique, comme celle-ci : « Fais toujours ce que tu as peur de faire; » tantôt des jardins de l'Académie, comme celle-là : « Un ami est un homme avec lequel je puis toujours être sincère. » Quant à lui, il connaît ses devoirs de philosophe, et il se répète pour lui-même le mot de Sidney : « Descends dans ton cœur et écris. »

Emerson, nous l'avons dit, appartient aussi à la famille des sages anciens par certains côtés; il leur ressemble par son audace ou plutôt par sa puissance de concentration, par son caractère. Ceci veut être expliqué. La forme de l'essai est singulièrement propre à recevoir toutes les imaginations fortuites, toutes les rêveries, toutes les pensées hasardées qui sont le partage du moraliste et de l'humoriste. Tout le monde sait ce qu'est devenu l'essai entre les mains de Montaigne. Emerson aussi a jeté ses pensées dans cette forme de l'essai si répandue dans la littérature anglaise, où elle a produit des chefs-d'œuvre; mais, tout en l'employant, il l'a singulièrement modifiée. Qui dit l'essai anglais depuis Addison jusqu'à Hazlitt et Lamb dit l'*humour* avec ses mille saillies, ses détours sans fin, ses pensées imprévues, dit enfin le manque d'unité racheté par la richesse et l'infinie variété des détails. Il y a dans Emerson un art de composition qui le distingue des autres moralistes. Chacun de ses essais abonde en détails et en observations; mais, arrivé à la fin du chapitre, on découvre très-bien l'harmonie sous cet apparent désordre. Ce qui leur imprime cette unité, c'est le caractère de l'écrivain. « Ces essais, dit Carlyle, sont les soliloques d'une âme vraie. » Nous ne croyons pas en effet qu'Emerson écrive pour faire parade de sagacité et de science; ce ne sont pas seulement ses imaginations et ses pensées qu'il nous donne, c'est encore son caractère. Il unit la pénétration du critique, la finesse du moraliste à la ténacité de l'apôtre et à l'audace du prédicant puritain. Voilà en quoi il se rattache à la lignée des sages antiques : il a de ceux-ci la force et le caractère; il a des sages modernes la prudence et la rêverie.

En vertu de cette double parenté, Emerson est à la fois un moraliste et le créateur d'une philosophie morale. Par sa ressemblance avec cette famille d'esprit dont Montaigne est le père, il est un moraliste; par sa ressemblance avec les sages de l'antiquité, il tend à ériger ses méditations en doctrines, à en tirer en quelque sorte une philosophie morale. Il convient de définir exactement ces deux termes, afin de distinguer les deux caractères du talent d'Emerson. La philosophie morale cherche à établir l'immuable dans ce qui est instable, l'éternel dans le passager, la règle au milieu de l'anarchie des passions humaines; elle élève la vie humaine à la hauteur

de l'absolu, elle fait de la sagesse la science de la vie. Les moralistes, au contraire, sont ceux qui se plaisent essentiellement au phénomène et au passager, ceux que cette variété infinie de faiblesses et de désirs attire, qui comptent, expliquent et recherchent les plus secrètes corruptions du cœur, les plus subtils tourments de l'esprit, les innombrables défaillances de l'âme : la Rochefoucauld, la Bruyère, Addison. Il y a beaucoup du moraliste dans Emerson, et, si l'on pouvait prophétiser sur des choses aussi pleines de hasards que les transformations du talent, je dirais qu'il viendra un jour où le philosophe s'effacera chez Emerson derrière le moraliste. Déjà, dans ses derniers essais, la transformation est presque accomplie.

Cette philosophie morale nous suggère une réflexion que nous ne pouvons écarter, et qui se rattache en plus d'un point à notre sujet. Une philosophie purement morale est un mauvais augure pour le temps où elle apparaît; elle indique une époque troublée, indécise, pleine d'hésitation. Le penseur détourne les yeux de la société qui l'entoure, parce qu'il ne sait pas bien au juste où elle va ; il se renferme en lui-même, espérant au moins qu'il pourra trouver plus facilement le but où l'homme isolé de la foule, l'individu doit tendre. Dans les sociétés stables et solidement établies au contraire, les doctrines métaphysiques règnent, et les conséquences morales en découlent tout naturellement. Avant de penser à notre terre, on pense à l'univers; avant de penser à l'humanité, on pense à ce qui est en dehors d'elle. Alors les principes métaphysiques précèdent les principes de morale, les engendrent et leur commandent. C'est quand l'homme ne trouve rien à critiquer à sa situation ni à sa vie qu'il cherche à résoudre les éternels problèmes du principe des choses, de la création, de l'infini. Le penseur et la société vivant l'un et l'autre dans la régularité et l'ordre recherchent les questions qui reposent sur l'ordre et la régularité ; la science et l'homme sont en rapport immédiat. La philosophie morale, au contraire, n'est jamais l'œuvre d'une époque satisfaite d'elle-même ; elle est une sorte de reproche de la conscience ; elle ressemble à un remords. Elle est comme une justification ou une condamnation, comme un plaidoyer pour ou contre. Lorsqu'une philosophie purement morale se présente, il faut que l'homme et la société aient quelque chose à se reprocher; il faut que l'homme ait perdu ou du moins oublié le vrai sens de ses devoirs, puisqu'il faut qu'on le lui rappelle ; il faut qu'il ait exagéré quelque principe ou qu'il en ait obscurci quelque autre. Cette pensée est suggérée par la lecture de chaque page d'Emerson.

Quelle place doivent occuper parmi les livres philosophiques les *Essais* d'Emerson? Les *Essais* de Montaigne ont été nommés le bréviaire des honnêtes gens, c'est-à-dire un de ces livres dont l'homme honnête doit lire chaque jour quelques pages. Les *Essais* d'Emerson peuvent être lus moins fréquemment; c'est le soir, lorsque la conversation devient sérieuse et élevée, qu'on peut les apprécier. Hazlitt, le spirituel critique, l'étincelant humoriste, a fait un livre intitulé *Table Talk* (conversations de table). Ce sont des essais brillants et pleins de verve sur les sujets les plus divers, sur des sonnets de Milton, sur un paysage du Poussin, sur la peinture, sur la lecture des vieux livres, etc. Eh bien ! il me semble que les *Essais* d'Emerson pourraient s'appeler le *Table Talk* des philosophes. Nul livre n'est mieux fait pour être lu par une réunion de penseurs, pour leur apporter de nombreux sujets de discussion, pour élever et pour animer leurs entretiens. Emerson a écrit le *Table Talk* des sages ; Hazlitt nous a donné le *Table Talk* des artistes et des poëtes.

Si, comme philosophe, Emerson appartient à la famille des moralistes modernes et des sages anciens, comme écrivain, il est par excellence un de ces *esprits rares* qui apparaissent dans les littératures, quelquefois pour tenir la place des génies créateurs, quelquefois pour les seconder ou pour tenter des voies nouvelles. Les deux noms de Thomas Carlyle et de Henri Heine indiqueront suffisamment de quelle classe d'esprits nous voulons parler. Ces deux hommes s'élèvent certainement bien au-dessus du

niveau intellectuel de leur pays, comme Emerson au-dessus de la littérature américaine. Je ne crois pas qu'on puisse attribuer les dons du génie à ces deux écrivains, et cependant on conviendra que ce sont deux esprits bien difficiles à trouver et à remplacer. Un de leurs mérites est de pouvoir créer et penser d'une manière originale au milieu des hommes de génie et après eux. Généralement, de tels hommes suppléent à la puissance par l'originalité ; ils ne font pas la gloire d'une littérature, mais ils la prolongent ; ils ne font pas faire de grands pas à la société, mais ils continuent à tenir son intelligence en haleine. Ils maintiennent la vie intellectuelle, voilà leur véritable gloire. Dans le même siècle que Voltaire, Jean-Jacques et Montesquieu, Diderot, esprit rare s'il en fut, ajoute encore à la gloire philosophique du XVIIIe siècle. Après la grande génération qui, en Allemagne et en Angleterre, a marqué si glorieusement le commencement de ce siècle, Henri Heine et Thomas Carlyle maintiennent, l'un le mouvement poétique et politique de l'Allemagne, l'autre les traditions de l'*humour* anglaise et de l'esprit protestant.

Ces *esprits rares,* parmi lesquels nous plaçons Emerson, n'ont pas cette éloquence qui naît d'une pensée forte et continue ; mais ils ont l'éloquence de l'instinct, si je puis dire, une éloquence essentiellement capricieuse. Ce ne sont que des éclairs, mais des éclairs continuels qui naissent les uns des autres, engendrés par la chaleur de l'imagination. Si je pouvais me servir de ces expressions scientifiques, je dirais que l'électricité domine chez eux les autres agents de la vie. Le hasard de la pensée les maîtrise ; ils s'abandonnent à ces fortuites combinaisons d'idées et d'images fournies par la mémoire et l'imagination, à cette éloquence imprévue, à cette verve entraînante que seul le génie sait contenir. C'est aussi le hasard de la pensée qui entraîne Emerson ; mais, chez lui, cet abandon n'a rien de dangereux. Le moraliste américain peut se confier au courant de ses rêveries avec la certitude de ne jamais perdre de vue ni le but à atteindre, ni le chemin parcouru. Le flot de sa méditation monte lentement, mais il ne dévie et ne s'abaisse jamais. Lorsque je lis un poëte, un orateur, un philosophe, je distingue ordinairement le moment où il va prendre son essor pour devenir éloquent. Il y a alors un mouvement inattendu, comme une excitation imprimée à l'imagination afin qu'elle puisse s'élancer, un effort souvent factice, un coup d'aile. Chez Emerson, il n'y a rien de pareil. Sa pensée s'élève sans effort et sans bruit, graduellement et sans précipitation ; il arrive à l'éloquence sans qu'on se soit aperçu qu'il allait l'atteindre. Une fois arrivé à une certaine hauteur, il s'arrête et se place dans une sorte de région intermédiaire entre la terre et le ciel ; aussi sa philosophie évite-t-elle les inconvénients du mysticisme et les lieux communs de la morale ordinaire. Un enthousiasme qui n'est pas de l'exaltation, une sorte d'élancement qui n'est pas du désir, une contemplation qui n'est pas de l'extase, une imagination toute de l'âme teinte des reflets les plus purs de la nature, le soutiennent dans cette sphère intermédiaire entre le monde visible et l'infini. D'en haut il voit l'humanité, il entend les derniers bruits de la terre, devenus plus purs à mesure qu'ils montaient, et il contemple sans éblouissement la lumière du ciel. Il y a un mot qui revient souvent dans ses *Essais :* « Je crois à l'éternité. » Et effectivement, ses écrits semblent porter l'empreinte de cette croyance ; une lumière venue d'en haut en éclaire toutes les parties d'une égale lueur. Pas d'éblouissements comme chez les mystiques, pas de teintes d'aurore, de clair-obscur, de crépuscule, et de tous ces effets du style moderne, mais une lumière bienfaisante et salutaire propre à faire germer et mûrir la pensée, car c'est un reflet de la lumière morale. Un passage sur la beauté morale que j'extrais de son opuscule intitulé *Nature* fera mieux apprécier ce qu'il y a d'élévation digne et austère dans cette pensée sans vulgarité comme sans enflure.

« La présence de l'élément spirituel est essentielle pour la perfection de la beauté

de la nature. La haute et divine beauté, qui peut être aimée sans mollesse, est celle que nous trouvons unie à la volonté humaine et qui n'en peut être séparée. La beauté est la marque que Dieu imprime sur la vertu. Chaque action naturelle est gracieuse. Chaque action héroïque est de plus bienséante, et force le lieu où elle s'accomplit et les spectateurs à resplendir autour d'elle. Les grandes actions nous enseignent que l'univers est en cela la propriété de chaque individu. Toute créature rationnelle a la nature entière pour son douaire et son domaine. La nature est à l'homme s'il le veut. Il peut se séparer d'elle; il peut se retirer dans un coin et abdiquer son royaume, comme la plupart des hommes le font; mais par sa constitution il est enchaîné au monde. Il tire le monde à lui en proportion de l'énergie de sa volonté et de sa pensée. « Toutes les choses au moyen desquelles les hommes naviguent, construisent et labourent, obéissent à la vertu, » dit un ancien historien. « Les vents et les vagues sont toujours du côté du plus habile navigateur, » dit Gibbon. Ainsi du soleil, de la lune et de tous les astres du ciel. Lorsqu'une noble action est accomplie par hasard dans une scène d'une grande beauté naturelle; lorsque Léonidas et ses trois cents martyrs mettent tout un jour à mourir, et que le soleil et la lune viennent l'un après l'autre les contempler dans l'étroit défilé des Thermopyles; lorsqu'Arnold de Winkelried recueille dans son flanc une gerbe de lances autrichiennes pour ouvrir la ligne à ses compagnons, au milieu des hautes Alpes, sous l'ombre de l'avalanche : est-ce que ces héros n'ajoutent pas la beauté de la scène à la beauté de l'action? Lorsque la barque de Colomb approche du rivage américain, que le bord de la mer se garnit de sauvages sortant de leurs huttes de roseaux, que la mer s'étend par derrière et les montagnes pourprées de l'archipel Indien tout autour, pouvons-nous séparer l'homme de la peinture vivante? Est-ce que le nouveau monde, avec ses bosquets de palmiers et ses savanes, ne l'enveloppe pas comme d'une belle draperie? Toujours d'une même façon, la beauté naturelle consent à s'effacer et enveloppe les grandes actions. Lorsque sir Harry Vane fut amené à la Tour, assis dans un tombereau, pour souffrir la mort comme champion des lois anglaises, quelqu'un de la multitude s'écria : « Vous n'avez jamais eu un siége aussi glorieux! » Charles II, pour intimider les citoyens de Londres, fit traîner à l'échafaud le patriote lord Russell dans une voiture ouverte parmi les principales rues de la ville. Pour me servir du simple récit de son biographe, « la multitude s'imagina qu'elle voyait la Liberté et la Vertu assises à ses côtés. » Parmi les objets les plus sordides, un acte véridique ou héroïque semble attirer à lui le ciel comme son temple, et le soleil comme son flambeau. La nature étend ses bras pour étreindre l'homme, pourvu que nos pensées soient d'une grandeur égale à la sienne. Volontiers elle sème sous ses pas la rose et la violette, et courbe les lignes de sa grandeur et de sa grâce pour la décoration de son enfant chéri. Un homme vertueux est en unisson avec les mœurs de la nature et se fait la figure centrale du monde visible. Homère, Pindare, Socrate, Phocion, s'associent eux-mêmes dans notre mémoire avec la géographie et le climat de la Grèce. Les cieux visibles et la terre sympathisent avec Jésus. Dans la vie commune, quiconque a vu un homme d'un puissant caractère et d'un heureux génie aura remarqué avec quelle aisance il attire à lui les choses qui l'entourent : les personnes, les opinions, le jour, la nature, deviennent les serviteurs de l'homme. »

Emerson ne s'élève pas moins haut quand il vient à parler de l'histoire :

« L'esprit humain écrit son histoire et doit la lire. Le sphinx doit résoudre sa propre énigme. Si toute l'histoire est dans un homme, elle peut être toute expliquée par l'expérience individuelle. Il y a une relation entre les heures de notre vie et les siècles du temps. Comme l'air que je respire est tiré des grands réservoirs de la nature, comme la lumière qui tombe sur mon livre vient d'une étoile distante de cent millions de milles, comme le poids de mon corps dépend de l'équilibre des forces

centrifuge et centripète, ainsi les heures devraient être instruites par les âges, et les âges expliqués par les heures. Chaque individu est une incarnation de l'esprit universel. Toutes les propriétés de cet esprit s'accordent en lui. Chaque pas dans l'existence privée jette une lumière sur ce qu'ont accompli les grandes masses des hommes, et les crises de la vie se rapportent aux crises nationales. Chaque révolution fut d'abord une pensée privée, et, lorsque la même pensée se présentera à un autre homme, il aura trouvé la clef du siècle. Chaque réforme fut d'abord une opinion particulière, et, lorsque de nouveau elle deviendra une opinion particulière, la solution du problème sera trouvée. Le fait raconté doit correspondre à quelque chose en moi pour être croyable ou seulement intelligible. Lorsque nous lisons, nous devons nous faire Grecs, Romains, Turcs, prêtre, roi, martyr et bourreau; nous devons rattacher ces images à quelque réalité cachée dans notre expérience secrète, sinon nous ne verrons rien, nous n'apprendrons rien, nous ne retiendrons rien. Ce qui est arrivé à Asdrubal et à César Borgia est une *illustration* de la puissance et des dépravations de l'esprit, aussi bien que ce qui nous est arrivé. Chaque nouvelle loi, chaque mouvement politique a son sens en vous. Regardez chacune de ces lois et dites : « Ici est une de mes pensées. Sous ce masque fantastique, odieux ou gracieux, ma nature de Protée se cache. » Ceci remédie au défaut de la trop grande proximité de nos propres actions et les jette dans la perspective. De même que l'écrevisse, le scorpion, la balance, perdent leur bassesse lorsqu'ils sont suspendus au-dessus de ma tête comme signes du zodiaque, ainsi je puis voir sans passion mes propres vices dans les personnes éloignées de Salomon, d'Alcibiade et de Catilina. »

Il y a chez Emerson un sentiment de la nature exquis et pénétrant plutôt que large. Ne cherchez pas dans ses essais les grands sentiments à la Jean-Jacques et les enthousiasmes à la Diderot. Le sentiment qu'il éprouve pour la nature tient de la sympathie plus que de l'amour. Quand il entre sous ses ombrages, c'est pour rafraîchir son front et distraire sa pensée. Ces promenades, ces contemplations, lui apparaissent comme autant de bains salutaires pour l'âme et le corps, qui se retrempent dans l'air extérieur et regagnent, en regardant le ciel, l'énergie perdue dans la lutte de chaque jour. C'est le côté religieux de la nature qui l'attire et lui fait rencontrer, en les adoucissant, les images bibliques : « Si un homme vit avec Dieu, sa voix deviendra aussi douce que le murmure du ruisseau et le frémissement de la moisson. » Tout ce que la nature a d'immatériel, la grâce, la fraîcheur, le parfum, l'harmonie, Emerson le sent vivement et le répand dans ses pages. On croit y surprendre le murmure de la moisson quand elle se courbe sous le vent, l'odeur du pin résineux, le bourdonnement des insectes. Il y a là vraiment un sentiment original; la contemplation est pour le moraliste américain *l'hygiène de l'âme*. On a rappelé, à propos d'Emerson, le nom d'Obermann. Je ne crois pas qu'il y ait entre eux le moindre rapport. Emerson, fort de sa conviction morale, voit tout en bien et dit que la nature *affirme toujours un optimisme, jamais un pessimisme*. Obermann, tournant partout ses regards ennuyés, ne rencontre que lassitude et dégoût, comme un malade qui, voyant tout en jaune, affirmerait que sa perception est la seule vraie. L'un, plein de santé, est solitaire par force de caractère; l'autre languissant, phthisique, est solitaire par faiblesse de cœur et lâcheté morale.

La sympathie religieuse d'Emerson pour la nature se montre surtout dans ses poésies. Il s'en exhale comme un parfum de fleurs sauvages. Tous les bruits légers, toutes les notes confuses que le calme des forêts permet d'entendre, vibrent dans les paroles mélodieuses qu'Emerson adresse au vert silence des solitudes. Quelquefois, mais trop rarement, sa pensée joue avec le vent, erre dans l'espace, et va chercher dans les régions lointaines les pénétrants parfums d'Hafiz et de Saadi, ou les âpres odeurs des bruyères du Nord. Ordinairement ses vers ne traduisent qu'un seul senti-

ment, qu'un seul culte, celui de la solitude. Les personnages et les interlocuteurs du poëte américain sont les arbres, les rochers, les nuages, qui semblent lui raconter les histoires des temps qu'ils ont vus s'envoler. Sous ces ombrages le sage a trouvé son Élysée, le puritain a trouvé son Éden biblique. Il y a de la lumière et de la couleur dans ses vers, mais c'est cette lumière qui n'appartient qu'aux solitudes sombres et aux bois épais, cette lumière que les Anglais expriment parfaitement par ces mots : *Sunny woods, sunny groves* (bois brillants de soleil). Ce mot, qui manque dans notre langue, me semble exprimer admirablement cette lumière qui, pénétrant dans les bois malgré le feuillage et l'ombre, s'y concentre et y séjourne dorée, paraît palpable et saisissable, et n'a rien de la blancheur de la lumière supérieure. *Sunny solitudes,* dit Emerson en s'adressant à ses bois chéris. *Sunny soliloquies,* pourrions-nous dire aussi des inspirations du philosophe et des rêveries du poëte. Lui-même, en une de ses plus jolies pièces, trace le portrait d'un homme qui vit en quelque sorte dans l'intimité de la nature, et nous donne ainsi la personnification de sa muse.

« La science que cet homme regarde comme la meilleure semble fantastique aux autres hommes. Amant de toutes les choses vivantes, il s'étonne de tout ce qu'il rencontre, il s'étonne surtout de lui-même. Qui pourrait lui dire ce qu'il est, et comment, dans ce nain humain, se rencontrent les éternités passées et futures ?

« J'ai connu un tel homme, un voyant des forêts, un ménestrel de l'année naturelle, un devin des idées printanières, un sage prophète des sphères et des marées, un véridique amant qui savait par cœur toutes les joies que donnent les vallées des montagnes. Il semblait que la nature ne pouvait faire naître une plante dans aucun lieu secret, dans la fondrière éboulée, sur la colline neigeuse, sous le gazon qui ombrage le ruisseau, par-dessous la neige, entre les rochers, parmi les champs humides connus du renard et de l'oiseau, sans qu'il arrivât à l'heure même où elle ouvrait son sein virginal. C'était comme si un rayon de soleil lui eût montré cette place et lui eût raconté la longue généalogie de la plante. On eût dit que les brises l'avaient apporté, que les oiseaux l'avaient enseigné, et qu'il connaissait par intuition secrète où dans les champs lointains croissait l'orchis. Il y a dans les campagnes bien des choses que l'œil vulgaire ne découvre pas ; tous ses aspects, la nature les dévoilait pour plaire à ce sage promeneur et pour l'attirer à elle. Il voyait la perdrix faire tapage dans les bois, il écoutait l'hymne du matin de la bécasse, il découvrait les brunes couvées de la grive, le sauvage épervier s'approchait de lui. Ce que les autres hommes n'entendent qu'à distance, ce qu'ils épient dans l'obscurité du hallier se dévoilait devant le philosophe et semblait venir à lui à son commandement... »

Il est impossible de mieux surprendre tous les secrets de la solitude, de mieux exprimer le sentiment de liberté qu'elle fait naître. Faut-il l'avouer cependant? Il semble que ces beautés de la nature manquent de quelque chose d'essentiel; nous sommes comme inquiets d'une absence trop prolongée. Ce qui est absent, c'est la vie humaine et la réalité. Sans doute ce sentiment de la solitude sort d'un cœur pénétré d'humanité, sans doute cette nature est pleine de réalité ; mais ce sentiment sort du cœur pour s'abdiquer, et cette nature elle-même s'idéalise dans un ordre métaphysique, se fond en nuages mystiques, s'épure jusqu'à ce qu'il ne reste plus d'elle que le parfum et l'harmonie. Alors nous découvrons pourquoi la nature attire Emerson : c'est qu'il peut au milieu d'elle penser et rêver à son aise, c'est qu'il aime à pénétrer les lois secrètes, à réfléchir sur les causes qui la soutiennent et l'animent. Le caractère de la poésie d'Emerson est métaphysique ou mieux, symbolique. Tant qu'il est soutenu dans ses promenades par un élan vers la solitude, il est poëte ; mais a-t-il trouvé un lieu assez écarté et une place bien disposée pour son repos, aussitôt le philosophe reparaît, et la méditation prend la place de l'hymne.

Nous avons entendu comparer la poésie symbolique à la poésie allégorique ; la

comparaison est fausse. La poésie allégorique revêt d'un corps une pensée abstraite et ne parvient à produire qu'un automate. Le symbole est au contraire le corps, la forme, l'apparence d'une pensée inconnue. Ces apparences flottent sous nos yeux brillantes et colorées comme des illusions, et l'esprit, flottant avec elles, se perd en conjectures sur cette idée, sur cette réalité mystérieuse et cachée. Aussi la poésie symbolique a-t-elle comme un caractère occulte et cabalistique. Deux charmantes strophes d'Emerson montrent comment il sait symboliser une idée métaphysique. Il veut montrer que chaque objet est inséparablement uni à la nature entière, que chaque individu est lié à toute l'humanité.

« Je la croyais descendue du ciel, la note du moineau chantant à l'aurore sous les rameaux de l'aune ; sur le soir j'emportai l'oiseau dans son nid à ma demeure. Il chante encore sa chanson, mais aujourd'hui elle ne me plaît pas, car je n'ai pas pu apporter avec moi la rivière et le ciel. Il chantait à mon oreille, mais eux chantaient à mon œil. Les délicats coquillages couvraient le rivage, les bulles de la dernière vague jetaient de fraîches perles sur leur émail. et le tintement de la mer sauvage les félicitait de s'être réfugiés vers moi. J'enlevai les herbes marines, j'essuyai l'écume, et j'apportai à ma demeure ces trésors maritimes ; mais ce sont maintenant de pauvres objets infects et tristes à voir. Ils ont laissé leur beauté sur le rivage, avec le soleil, le sable et le sauvage tumulte des vagues.

« L'amant épiait sa gracieuse fiancée lorsqu'elle se dérobait au milieu de ses compagnes virginales ; il ne savait pas que ce qui l'attirait le plus dans sa beauté était uni à ce chœur blanc comme la neige. A la fin, comme l'oiseau des bois vient à la cage, la jeune fille est allée habiter son ermitage, mais le gai enchantement s'est évanoui ; c'est une charmante femme, mais non pas une fée. »

Cette poésie, et nos citations l'auront prouvé, n'est en quelque sorte qu'un prélude à la philosophie d'Emerson. Si gracieux que soit ce prélude, ce n'est point là, il faut bien le dire, la partie vraiment importante de son œuvre. Après avoir contemplé dans ses traits généraux la physionomie du penseur et du poëte, on veut connaître la doctrine qui se traduit tour à tour chez Emerson sous la forme lyrique et dans la libre prose de l'essai.

II

Le lecteur européen qui ouvre les volumes d'Emerson ne peut se défendre d'une première impression de surprise. Tous les noms des philosophes anciens et modernes sont cités pêle-mêle par le moraliste américain, comme s'ils exprimaient la même opinion. Sceptiques et mystiques, rationalistes et panthéistes, sont à côté les uns des autres. Schelling, Oken, Spinoza, Platon, Kant, Swedenborg, Coleridge, se rencontrent dans la même page. Dans ce pays de la démocratie, tous les penseurs paraissent frères. Ce pêle-mêle donne aux doctrines européennes une trompeuse apparence d'unité. Aux yeux d'Emerson, la distance efface les différences et les réunit toutes dans la même lumière. Faut-il s'en étonner? L'antiquité aujourd'hui nous apparaît belle et calme ; croyez-vous qu'il n'y ait pas là-dessous quelque erreur ? Croyez-vous que dans l'antiquité il n'y ait pas eu des âpretés de polémique, du retentissement et du bruit dans les écoles, des controverses pleines de haines (1), de fougeux enthousiasmes, des dissidences ? Mais le temps a passé et a détruit les polémiques, le

(1) Je ne prendrai qu'un exemple. Lisez, dans le premier livre de la *Métaphysique*, le jugement qu'Aristote porte sur Platon.

bruit des contemporains, les enthousiasmes d'un moment, ne laissant subsister que le fond immortel de ces systèmes de l'antiquité, la vérité et la beauté. Faut-il s'étonner que l'éloignement des lieux produise sur le solitaire du Massachusetts le même effet que produit sur nous l'éloignement des temps? Emerson voit les œuvres de nos philosophes marquées simplement du sceau de la vérité et du génie humain, et non pas frappées au coin du *genius loci*.

Il n'y a guère qu'une question qui soit posée dans les livres d'Emerson : Quelle part doit-on faire à la personnalité humaine? Le développement, l'éducation, les droits de l'individu, sa légitime influence sur la société, voilà toute la philosophie d'Emerson. C'est à l'individu qu'Emerson rapporte tout; c'est pour lui que la poésie tresse des guirlandes; c'est pour sa santé et la joie de ses yeux que la nature déploie ses richesses variées; c'est pour sa gloire et son repos que les hommes écrivent, combattent et font des lois. Il a poussé à l'extrême ce principe, si bien que, le livre une fois fermé, on se demande dans quel système il finira par tomber. Deux écueils sont là à ses côtés : le mysticisme et le panthéisme. Les évitera-t-il toujours? Il peut tomber dans le mysticisme par cette extension donnée au développement de l'individu qui, détruisant la nature et l'humanité, laisse l'homme seul avec l'âme suprême (*over soul*) au milieu des illusions du monde. Qu'en faut-il penser? Sera-t-il toujours puritain, ou bien, comme le Faust de Gœthe, évoquera-t-il les siècles passés et pénétrera-t-il les secrets de la nature pour se donner le spectacle de la vie universelle?

Mais enfin le principe est excellent en lui-même, et Emerson devait le choisir pour trois motifs : 1° à cause de ses opinions personnelles; 2° à cause de la situation religieuse des États-Unis; 3° à cause du gouvernement américain. A cause de ses opinions personnelles, avons-nous dit : quelles sont les opinions politiques et religieuses d'Emerson? à quel parti appartient-il?

« Des deux grands partis qui divisent l'Amérique à cette heure (dit-il), je répondrai que l'un a la meilleure cause et que l'autre possède les meilleurs hommes. Le philosophe, le poëte, l'homme religieux, souhaiteront de voter avec le démocrate pour le libre commerce, le suffrage universel, l'abolition des cruautés légales, et pour faciliter de toute manière, aux jeunes et aux pauvres, l'accès aux sources de la richesse et du pouvoir; mais rarement ils peuvent accepter, comme représentants de ces libéralités, les personnes que leur présente le parti populaire. Elles n'ont pas au cœur les fins qui donnent à ce mot de démocratie l'espérance et la vertu qu'il renferme. L'esprit de notre radicalisme américain est destructeur et sans élans, il n'a pas d'amour, il n'a pas de fins divines et ultérieures, il est destructeur simplement, sans haine et égoïsme. D'un autre côté, le parti conservateur, composé des hommes les plus modérés, les plus cultivés, les plus capables de la nation, est timide et se contente simplement d'être le défenseur de la propriété; il ne venge aucun droit, il n'aspire à aucun bien réel, il ne flétrit aucun crime, il ne propose aucune police généreuse, il ne construit pas, n'écrit pas, ne chérit pas les arts, il n'anime pas la religion, n'établit pas d'écoles, n'encourage pas la science, n'émancipe pas l'esclave, ne fraternise pas avec le pauvre, l'Indien ou l'émigrant. D'aucun de ces deux partis, une fois au pouvoir, on ne doit attendre quelque bienfait proportionné aux ressources de la nation, pour la science, l'art ou l'humanité. »

Voilà une explication franche, sans hésitation, et qui sépare Emerson de ces deux partis à la fois. Croit-il davantage à la philanthropie? Il succombe souvent, dit-il, et donne son dollar; « mais ce n'est qu'un méchant dollar. » Croit-il aux sociétés religieuses? Il s'est séparé de son Église. Quant aux *mortes sociétés bibliques*, comme il les appelle, il n'en tient aucun compte. C'est un homme qui n'est d'aucun parti, d'aucune Église, d'aucune opinion accréditée en Amérique. Ses opinions sont donc toutes personnelles et individuelles. A quoi et à qui croit-il? A lui. De la position

d'Emerson au milieu des partis et des systèmes américains découlera tout naturellement sa philosophie. Il n'appartient à aucun parti ; de là résultera, soyez-en sûr, la protestation en faveur de l'individu contre la multitude.

Le second motif qui décide Emerson à élever l'individu au-dessus de la société, c'est la situation religieuse de l'Amérique. Y a-t-il en Amérique une religion qui réunisse les masses? Il n'y en a point. Le protestantisme, en se décomposant en une foule de sectes, tend de plus en plus à faire éclore des religions qui sont celles de quelques individus. Cependant il y a un lien qui rapproche toutes ces sectes, c'est l'esprit puritain. Je m'étonne qu'on n'ait pas déjà fait cette observation. S'il arrivait qu'un jour il y eût (chose fort désirable) un pays où le sentiment religieux dominât sans que la croyance intime, personnelle de chacun fût inquiétée par ce sentiment, ce pays serait les États-Unis. L'esprit religieux qui réunirait ainsi tous les cœurs, en laissant à l'individu ce qu'on peut appeler son opinion dogmatique, serait l'esprit puritain. Un même cœur, un esprit différent, comme un immense sacrifice où, réunis ensemble, brûleraient les encens et les parfums les plus divers, voilà l'idéal d'Emerson ; c'est aussi l'idéal du puritanisme.

En faisant du développement et de l'éducation de l'individu la base de sa philosophie, en disant à l'individu : « Crois en toi, » Emerson revient aussi, qu'il le sache ou non, au principe posé par Descartes, l'autorité du sens individuel. Descartes et Emerson n'ont pas la moindre ressemblance entre eux ; mais ils sont dans une situation identique. Emerson est le premier philosophe américain, comme Descartes le premier philosophe moderne. Lorsque Descartes vint fonder sa philosophie, il écarta tous les livres, rejeta toutes les traditions ; lui aussi crut en lui-même. Il avait affaire à la scolastique ; il ne voulait plus de ses explications de physique et de ses débris de logique. Emerson aussi a affaire à une sorte de scolastique. Il y a dans son pays je ne sais combien de sectes, toutes ayant des explications différentes, des commentaires ridicules, une exégèse risible, des liturgies souvent fort équivoques. Descartes avait affaire à des scolastiques logiciens, aristotéliciens ; il fonda une métaphysique. Emerson a autour de lui des scolastiques religieux : quelle philosophie peut-il créer ? Une philosophie morale.

Le troisième motif qui a pu diriger Emerson dans le choix de sa doctrine, c'est le gouvernement même des États-Unis. Les tendances d'Emerson sont certes très-démocratiques ; il estime même que la démocratie est le gouvernement qui convient le mieux à l'Amérique. On pourrait s'étonner alors de cette philosophie créée au profit de l'individu. Réfléchissons cependant. Au milieu de cette foule d'intérêts, de passions et de contradictions, où reposer nos yeux ? Au milieu de ce tourbillon où trouver un cœur tranquille ? Sur quelle base élèverons-nous une philosophie ? Les masses sont admirables sans doute lorsqu'elles sont unanimes, parce qu'alors elles agissent comme un seul individu ; mais est-ce à la foule qu'on peut s'adresser tout d'abord ? Emerson a eu sous les yeux les agitations, les fluctuations de la multitude, et c'est pour l'individu qu'il a écrit.

Emerson prend l'individu et lui dit : « Crois en toi. » Crois en toi avec la force d'un homme et la confiance d'un enfant. Pas de dédain pour soi-même, pas de timidité, de recherche infructueuse dans les œuvres d'autrui. Évitez de recevoir d'un autre votre conviction. Avez-vous peur de vous isoler des autres hommes ? Mais croire que ce qui est vrai pour soi est vrai pour tous les autres, cela est le génie. N'imitons donc jamais, car *rien n'est plus sacré que l'intégrité de notre propre esprit ; c'est ce qui nous conquiert le suffrage du monde.* Les récompenses de cette confiance en soi sont l'originalité et l'honnêteté, et en effet plus on est original et plus on est sincère, moins on imite et plus on est honnête. En conservant l'intégrité de son esprit, on est l'ennemi du mensonge, et l'humanité vous honore précisément parce que vous

n'avez sacrifié à l'estime d'aucun homme en particulier. Parler pour n'être pas combattu, écrire pour éviter la critique, est une triste chose. C'est un pitoyable contrat passé avec les hommes que de céder une partie de sa conviction pour n'être pas tourmenté sur l'autre moitié. La pensée n'a pas été donnée à l'homme pour plaire aux pensées d'autrui et caresser ses habitudes. *Mais, cependant*, ce sont des mots nés de la politesse et de l'urbanité, inventés pour éviter les contradictions et tourner les difficultés. La volonté n'a dans son vocabulaire que deux mots : *oui* et *non*. Le *oui* ne doit pas hésiter, le *non* ne doit pas reculer.

La confiance en soi est donc le principe de la morale d'Emerson. Pour arriver à cette confiance en soi, deux qualités sont requises, la *non-conformité* et la *non-persistance* : la *non-conformité*, c'est-à-dire qu'il ne faut pas craindre de heurter les préjugés du monde et ses prétentions à mieux connaître votre devoir que vous. Comme l'ami de Jean-Jacques, qui répétait toujours en matière de morale : « Je ne suis chargé que de moi seul, » Emerson répète sans cesse : « Croyez-en votre pensée, sans vous inquiéter de ce que pensent les autres. Ne redoutez pas non plus de passer pour *non persistant* dans votre opinion. Vouloir être toujours conséquent avec soi-même, c'est vouloir rattacher par des sophismes ce qui est et ce qui fut. Si vous ne croyez plus à votre opinion d'hier, rejetez-la ; si une nouvelle pensée s'offre à vous, acceptez-la. « Ah ! s'écrieront les vieilles ladys, vous serez bien sûr alors de n'être pas compris. » N'être pas compris ! c'est le mot d'un fou. Est-il si mauvais déjà de n'être pas compris ? Pythagore ne fut pas compris, et Socrate, et Jésus, et Luther, et Copernic, et Galilée, et Newton, et chaque pur et sage esprit qui jamais prit chair. Être grand, c'est n'être pas compris. » Emerson dirait volontiers avec Pascal que c'est une sotte chose que la coutume, « que cette maîtresse d'erreur que l'on appelle fantaisie et opinion ; » mais il va plus loin que Pascal. La coutume doit être suivie, selon Pascal, tant qu'elle n'attaque pas le droit naturel et divin. Il faut éviter de suivre la coutume, selon Emerson, tant qu'elle contrarie notre opinion individuelle et naturelle. « Quel cas font de la coutume les grands génies, les *âmes vraies ?* s'écrie-t-il ; ils l'anéantissent, et c'est pourquoi l'histoire n'est que la biographie de quelques hommes, grands parce qu'ils ont cru en eux. La postérité suit leurs pas comme une procession. *Une institution n'est que l'ombre allongée d'un homme.* »

Quelle est la faculté qui donne cette confiance en soi ? Est-ce la volonté ? est-ce l'intelligence ? Non. D'après Emerson, c'est l'instinct, la spontanéité. Cette confiance en soi n'est pas une force qui dirige, elle est un flot qui entraîne, car qu'est-ce que l'instinct, la spontanéité ? Ce sont les forces les plus profondes de notre être, celles dont les sources mystérieuses jaillissent au moment le plus inattendu, que l'analyse ne peut atteindre. Ainsi, cette confiance née de la spontanéité nous mène directement à l'intuition. Porté sur les ailes de la pensée spontanée, nous atteignons à l'être, et en plongeant dans la source de toute existence nous devons oublier nécessairement les temps et les lieux, les choses et les hommes. Cette foi dans la puissance de la spontanéité nous donne la clef de toutes les théories d'Emerson. A la mystérieuse lumière de la pensée spontanée, nous verrons apparaître la nature, série indéfinie d'images et de symboles, l'humanité avec son histoire, suite de fables charmantes ou terribles. Chaque homme arrive ainsi à une révélation individuelle. Est-ce là du panthéisme ? est-ce là du mysticisme ? Cette théorie touche à l'un et à l'autre à la fois. Néanmoins nous croyons pouvoir dire que le mysticisme d'Emerson est tout simplement un mysticisme puritain. Dans le mysticisme catholique, cette sorte d'intuition est l'effet d'une grâce divine, non de l'accomplissement d'un devoir moral et humain. Retiré loin de la foule et du bruit, au fond d'une cellule ou d'une solitude, l'esprit s'élève par l'extase et touche à l'infini, aux sources de l'être ; c'est une grâce qui descend d'en haut, opère sur l'esprit et le transporte. Dans Emerson, au contraire, l'individu

marche au milieu de la foule; il a un devoir à accomplir : c'est ce devoir humain qui remplace la grâce divine. L'individu appuyé sur ce devoir touche à l'infini. Voilà, ce me semble, en quoi cette théorie diffère du mysticisme ordinaire et en quoi elle se rattache au puritanisme. Le puritain ne croit qu'à Dieu et à lui-même; en remplissant son devoir, il touche à Dieu. Emerson se place, comme le puritanisme, entre le stoïcisme et le christianisme. « Suis ta loi, dit le stoïcisme, et tu seras égal aux dieux. » — « Suis ta loi, dit le chrétien, un jour tu iras trouver ton Dieu. » Mais le puritain est courbé sous le devoir, et, d'un autre côté, il croit que compter sur une immortalité future, c'est presque se dégrader. Il dit avec Emerson : « En suivant ma loi, dejà je touche à Dieu. »

L'instinct, la spontanéité, sont donc les facultés divines, selon Emerson, les vrais rapports de l'homme à Dieu. Ces singulières et aveugles facultés jouent un trop grand rôle dans la philosophie d'Emerson pour ne pas nous arrêter un instant. Par cette confiance dans la spontanéité, le philosophe américain adoucit, atténue en quelque sorte l'austérité de la doctrine puritaine. La raison du puritain lui montre la loi, et il la suit aveuglément, fatalement. L'instinct aussi est quelque chose de fatal, mais d'une fatalité plus douce. La raison, forcée d'accomplir son devoir, courbée qu'elle est sous une main de fer, crie souvent, blasphème dans le protestantisme, et semble dire à Dieu : Mon devoir accompli, qu'ai-je à redouter de toi? De là dans la littérature anglaise bien des pages sombres. Le Dieu terrible de la Bible est aussi celui du protestantisme de Knox. Mais, si vous mettez l'instinct à la place de la raison, immédiatement vous enveloppez dans la poésie cette rude doctrine ; vous avez une fatalité douce, gracieuse même, à la place d'un joug de fer. La confiance instinctive, l'intuition, ces facultés aveugles qui accomplissent les plus grandes choses à de rares moments de l'existence, qui entraînent à l'inspiration, au dévouement, à l'héroïsme, sont ici la seule règle de la vie. La beauté de cette théorie, c'est de faire de la vie un perpétuel héroïsme, au lieu d'en faire, comme le puritanisme, un sacrifice, une immolation.

Ce que nous ne pouvons approuver toutefois, c'est qu'en vertu de ce système, Emerson arrive à nier l'éducation, celle de la société, du foyer, de l'école. « Notre meilleure éducation, dit-il, est spontanée, et notre nature est souvent viciée par la volonté. » Jaloux des droits de l'individu, Emerson ne veut laisser personne approcher de lui ; il veut le laisser lui-même non-seulement élaborer sa dignité et sa grâce, mais encore développer son intelligence. Pour cela, il lui recommande de se confier à son instinct ; mais l'instinct sera toujours une faculté aussi prompte à suivre le mal que le bien : il sera toujours une faculté qui, lorsqu'elle parle, fait se succéder tous les sentiments dans le cœur de l'homme, les plus doux et les plus féroces. Lorsque l'éducation est venue polir les mœurs et tirer l'intelligence des ténèbres, il est bon de se confier à son instinct, et souvent alors il faut autant de force pour lui obéir au milieu de la société et des hommes que pour le maîtriser dans l'enfance et la jeunesse. On a remarqué que les mystiques tombent souvent dans les déréglements les plus honteux du matérialisme. Il en est de même de l'instinct. Il touche à tous les extrêmes; il est primitivement le fond même de notre nature humaine, un vrai chaos où sont jetés pêle-mêle les passions, les vices, les vertus et les facultés intellectuelles. Plus tard, l'instinct ne sera plus que l'impulsion, l'inspiration particulière du caractère et du génie de l'individu ; c'est alors qu'il deviendra ce guide supérieur si éloquemment recommandé par Emerson. En attendant, il faut débrouiller le chaos de l'instinct primitif, et l'éducation seule peut se charger de ce soin, l'éducation faite par un autre. La figure de l'Apollon ou le corps de l'Hercule existe bien déjà dans le bloc de marbre; mais il faut que l'artiste dépouille ce bloc pour en tirer la statue. Jean-Jacques a bien compris tout cela. Lui aussi veut laisser à l'homme sa

nature et son instinct, et, par toute sorte de ruses et d'habiletés, il amènera l'enfant à se développer dans le droit sens. « Laissons-lui tout deviner, » dit-il ; mais il lui donne les moyens de deviner : il le place dans les circonstances favorables, il lui fait sa route, et l'enfant, averti par son sentiment intérieur, n'a plus qu'à la reconnaître et à marcher seul.

L'instinct et la spontanéité sont donc les facultés qui nous amènent à Dieu. Quel est le Dieu d'Emerson ? Il s'appelle *over soul,* l'âme suprême. Il y a dans cette doctrine de l'alexandrinisme, du mysticisme de Swedenborg et du panthéisme. L'homme sent toujours ses pensées couler en lui, il est comme un spectateur étonné, il ne sait où est la source de ces pensées. Cette source, c'est l'âme. L'âme, le principe pensant, est en dehors de l'homme. Il n'y a qu'une âme, c'est Dieu, qui, selon le proverbe vulgaire, vient nous visiter sans cloches. « C'est cette âme qui, lorsqu'elle souffle à travers notre intelligence, s'appelle génie, à travers notre volonté vertu, à travers nos affections amour. Tout semble nous montrer que l'âme n'est pas un organe, mais la cause qui anime les organes ; qu'elle n'est pas une faculté, mais se sert des facultés comme de mains et de pieds. » C'est donc Dieu qui agit dans l'esprit et en qui l'homme a toute volonté et toute pensée. Et plus loin Emerson ajoute : « Il n'y a pas dans l'âme de muraille où l'homme-effet cesse, et où Dieu-cause commence. » Quand Dieu ou l'âme suprême vient nous visiter, nous voyons tous ses attributs : justice, amour, puissance, liberté. En lui nous connaissons toutes choses. Chaque nouvelle visite de l'âme suprême nous élève plus haut dans l'infini et brise le fini autour de nous. Arrivé à cette adoration de l'âme suprême, la lumière se fait pour l'individu, les temps disparaissent, et au lieu du passé et de l'avenir, on n'a plus que le présent de l'éternité. Qu'est-ce que l'enthousiasme, l'inspiration ? C'est l'adoration, la terreur de l'esprit à l'approche de Dieu. « Les tressaillements de Socrate, l'union de Plotin, la vision de Porphyre, la conversion de Paul, l'aurore de Boehme, les convulsions de George Fox et de ses quakers, l'illuminisme de Swedenborg, sont de ce genre. » Nous allons donc tomber dans le mysticisme ? Emerson s'arrête sur le bord. Ces visites de Dieu ne sont, à l'entendre, que la récompense que Dieu accorde à l'homme sage ; cette révélation individuelle est la grâce qu'il envoie à l'âme simple et véridique qui accomplit son devoir sans s'inquiéter des usages du monde, « qui n'a pas de couleurs de rose, de beaux amis, de chevalerie et d'aventures ; » en d'autres termes, c'est la sanction religieuse de cette philosophie. Sous ce point de vue, la doctrine d'Emerson est belle et vraiment admirable. L'individu transporté dans l'infini par la présence de Dieu n'est pas poëte, ni philosophe, ni homme religieux ; il est plus que tout cela : ses actions, ses pensées, sa vie tout entière, sont marquées d'un caractère d'éternité, *sub specie æterni,* comme dit Spinoza.

Le vrai sens de cette révélation individuelle, c'est d'être la récompense de la vie morale ; mais elle a aussi son origine historique, elle a sa source dans le protestantisme. Quelle est la base du christianisme ? C'est une révélation primitive faite par Dieu aux hommes. Cette révélation a été recueillie et a formé les dogmes et les croyances qui composent la religion ; elle s'est perpétuée par tradition et établie par l'autorité. Le protestantisme, ayant brisé la tradition et rejeté l'autorité, a sapé la base du christianisme, la révélation primitive. A la place de cette révélation, il en a établi une tout individuelle qui parle à l'homme constamment et guide non-seulement sa vie religieuse, mais sa vie sociale. De là une grande différence entre le mysticisme catholique et le mysticisme protestant, puritain surtout. Le mysticisme catholique cherche l'amour ; le mysticisme puritain cherche avant tout la vérité. Il a des tendances non-seulement philosophiques, mais politiques. C'est ce mysticisme puritain qui inspire Emerson, c'est éclairé en effet par la révélation individuelle qu'il aborde les questions les plus diverses de l'art, de la politique et des sciences.

Le panthéisme, on a pu le remarquer, s'introduit à pleins flots dans la doctrine de l'âme suprême telle que l'expose Emerson; c'est peut-être parce que l'écrivain ne formule jamais complétement sa pensée. Il y a dans l'essai d'Emerson sur l'*over soul* beaucoup d'idées qui se rapprochent de celles de Novalis. Lorsque Emerson exprime cette pensée : « L'homme est la façade d'un temple où toute vertu et tout bien habitent; ce n'est pas l'homme que nous honorons, c'est l'âme dont il est l'organe, l'âme qui ferait courber nos genoux, si elle apparaissait à travers les actions de l'homme; » il se rencontre avec Novalis, cet autre esprit hésitant comme lui entre le christianisme et le panthéisme. Le rêveur allemand a dit : « Lorsque je touche une main humaine, je touche au ciel. Il n'y a qu'un temple dans l'univers, c'est le corps de l'homme; s'incliner devant l'homme, c'est rendre hommage à cette révélation de la chair. » Emerson hésite évidemment entre le panthéisme et un puritanisme mystique. Pour tout dire, il nous semble que, s'il y a panthéisme chez Emerson, c'est le panthéisme de Malebranche. Chez l'oratorien comme chez le ministre unitaire, le panthéisme pénètre plutôt par les élans du cœur que par la logique. Emerson voit, comme Malebranche, toutes choses en Dieu; c'est en lui qu'il connaît les idées. « L'âme suprême, dit Emerson, est la terre commune de toutes nos pensées. » — « Dieu, dit Malebranche, est le lieu des esprits comme l'espace est le lieu du corps. » Il n'y a pas jusqu'à ces mystérieux tressaillements par lesquels Dieu, selon Emerson, nous avertit de sa présence, qui ne rappellent le système des causes occasionnelles.

Cependant le panthéisme, non plus celui de Malebranche, mais celui de Spinoza, s'introduit par un endroit dans cette doctrine. Lorsque Emerson dit : « Tout nous montre que l'âme n'est pas une faculté, mais se sert des facultés comme de mains et de pieds; qu'elle n'est pas l'intelligence et la volonté, mais la maîtresse de l'intelligence et de la volonté, » il ne s'aperçoit pas qu'il ne détermine point la faculté qui constitue le *moi*, et que par là il arrive à anéantir l'identité de l'individu auquel il a tant accordé. Lorsqu'on médite sur soi-même, on voit agir les diverses facultés; mais quelle est la faculté maîtresse de celles-là? On ne l'aperçoit pas clairement. Il faut cependant qu'il y ait une faculté maîtresse des autres, une âme, en un mot des facultés intellectuelles. Pour parler la langue philosophique, quelle est la faculté qui constitue le *moi?* Est-ce la volonté? est-ce l'intelligence? Dans Emerson, la faculté causatrice est en dehors de l'homme, nos facultés ne sont que des *mains* et des *pieds*. Ailleurs, dans le chapitre sur l'*intelligence*, il dit : « L'homme est aussi bien dans ses intellections que dans ses volitions. » Spinoza sait bien tout cela, car il remarque qu'il y a des pensées et des actes que l'on peut tantôt rattacher à la volonté, tantôt à l'intelligence, sans pouvoir déterminer précisément la faculté à laquelle ils se rapportent. Dès lors le résultat est très-simple. S'il n'y a pas une faculté qui constitue essentiellement le *moi*, l'homme n'a pas d'identité véritable; si la cause de toutes nos actions, la faculté génératrice de toutes nos pensées est en dehors de nous, notre existence tout entière n'est qu'une série de phénomènes et de faits dont nous avons bien conscience, mais sur lesquels nous n'avons aucun pouvoir. L'homme n'est pas autre chose que le théâtre où parlent ces inspirations, où agissent ces péripéties, où passent ces personnages éphémères. L'auteur est ailleurs, inconnu et mystérieux, l'auteur anonyme qui a inventé la pièce et distribué les rôles. Si l'homme n'a pas une véritable identité, son être va flotter, sa vie sera une continuelle transformation. L'homme qui ne se connaît pas lui-même, qui ne sait d'où lui viennent ses pensées, est alors englouti dans un être universel et aveugle qui ne se connaît pas davantage et renferme en lui toutes les existences particulières.

On peut s'étonner qu'Emerson n'ait pas songé à établir l'identité de l'individu. C'est que l'extension et la négation d'un principe aboutissent quelquefois au même résultat. L'individu, dans Emerson, attire l'univers à lui comme dans d'autres sys-

tèmes il est absorbé par l'univers. Qu'on suive un instant les conséquences toutes naturelles et inévitables de la philosophie d'Emerson, et on verra comment il peut être conduit à un panthéisme très-rigoureux. La morale d'Emerson ne s'appuie pas sur la raison, mais sur un sentiment instinctif. Cette confiance en soi mène à l'oubli de soi. Confiance et oubli sont deux termes qui se rejoignent. Celui qui, sans souci des opinions d'autrui, se confie à lui-même, arrive alors à se considérer comme la seule réalité existante ; il se généralise pour ainsi dire et touche à l'infini. Ce fait de croire en soi et seulement en soi entraîne à regarder comme des mensonges tous les obstacles qui s'élèvent devant nous; tout ce qui nous entoure n'aura donc pas de réalité, car une chose n'est réelle pour nous qu'autant qu'elle nous force à la reconnaître sinon notre supérieure, du moins notre égale. Il arrivera dès lors un moment où l'individu qui fait de son cœur ou de sa pensée son seul univers perdra la conscience de la réalité de la vie dans les choses environnantes. De même que dans la solitude le cœur épanche sa tendresse sur tous les objets en général, que les désirs de l'esprit appellent des êtres lointains et sans physionomie arrêtée, que les méditations de la pensée s'étendent sans bornes précises et sans sujets définis, de même l'individu isolé au milieu de la foule voit les hommes et les choses passer autour de lui comme une légion de fantômes. Se repliant sur lui-même, voyant ses pensées d'autrefois et ses jugements d'aujourd'hui, il ne se reconnaît plus lui-même. Ses opinions passées en faisaient un être particulier que ses opinions d'aujourd'hui ont détruit. Sa vie entière, par la théorie de la non-persistance, est une série de transformations et de métamorphoses. L'instinct, vague mystérieuse, nous entraîne dans son roulis impétueux, incessant, et c'est alors qu'étourdis et fatigués par cette tempête toujours renaissante, nous perdons conscience de nous-mêmes; c'est alors que notre être s'engloutit dans cet immense océan de l'être universel en qui tout dort et rêve, d'où par flots et par moments sortent la vie et la pensée.

Les conséquences métaphysiques et morales de la philosophie d'Emerson sont la suppression de l'espace et du temps. Au temps se rapporte l'histoire, à l'espace se rapporte la nature. L'individu, qui, selon le beau mot de Fichte, tire à lui l'éternité, va concentrer en lui-même l'humanité et la nature. C'est en lui qu'elles vont trouver leur réalité; sans lui, la nature et l'humanité ne seraient qu'une suite d'images et une série de faits successifs. L'histoire et la nature vont devenir *subjectives*.

L'âme suprême est, avons-nous vu, la terre commune des pensées de tous les hommes. Il n'y a donc qu'un même esprit pour tous les individus qui composent l'humanité. Je suis partie intégrante de cet esprit, donc je puis comprendre tout ce qui a été fait dans le monde. L'histoire conserve le souvenir des actes et des œuvres de cet esprit. Je puis trouver les lois de l'histoire, puisque le même esprit qui présida aux scènes du passé préside à mes actes d'aujourd'hui. Tous ces faits répondent à quelque chose qui est en moi. Toute réforme n'a-t-elle pas été d'abord une opinion particulière? « La création de mille forêts est dans un gland, et l'Égypte, la Grèce, Rome, la Gaule, la Grande-Bretagne, l'Amérique, gisent enveloppées dans l'esprit du premier homme. » La conclusion de tout cela, c'est la possibilité d'une philosophie de l'histoire. L'individu est l'abrégé de l'humanité. En s'étudiant lui-même, il peut découvrir les lois morales qui régissent l'humanité. Qu'est-ce que l'histoire? La biographie de quelques individus. Donc le sphinx peut résoudre sa propre énigme.

Dans cette théorie, l'individu est, comme le dit Emerson, l'entière encyclopédie des faits. A mesure qu'il lit les annales des temps passés, il les enferme en lui en se disant : Ceci est ma propriété; c'est ainsi que j'ai agi, que j'ai pensé, que j'ai rêvé, que j'ai senti. En même temps qu'il concentre en son âme tous les faits de l'histoire, il est doué du pouvoir de généraliser ses pensées particulières et ses actes privés. Une

croyance, une vérité, une institution, nées dans son cerveau, deviendront la propriété de l'humanité. Par là Emerson croit établir un courant entre l'individu et l'humanité; il se trompe : sa théorie, poussée à ses dernières conséquences, arrive à détruire l'histoire et avec elle l'expérience qu'elle nous présente, la sagesse qu'elle nous enseigne. Il n'y a plus de réalité, d'expérience et de sagesse que dans l'esprit de l'individu. « La nuit est maintenant là où l'âme était autrefois, » dit-il. Et toute l'histoire tombe ainsi dans le néant.

Nous souscrivons à cette pensée d'Emerson, qu'il peut y avoir une philosophie de l'histoire, parce que tous les faits répondent à une pensée ou à une faculté qui est en nous. Nous croyons qu'en s'interrogeant l'individu peut découvrir la raison des faits; nous croyons encore qu'il peut donner une vie nouvelle à ces faits dont toute l'existence aujourd'hui consiste dans un léger souvenir; mais détruire l'histoire, effacer de nos cœurs le culte du glorieux passé de l'humanité, nous n'y consentirons jamais. Emerson est d'ailleurs inconséquent; il serait facile de lui prouver qu'en annihilant l'histoire, il va contre sa propre théorie, selon laquelle l'histoire doit présider à notre développement intellectuel. On ne saurait refuser néanmoins à ces vues sur l'histoire une remarquable hardiesse, une singulière profondeur. Pour expliquer les rapports qui existent entre les périodes de l'histoire et les périodes de la vie individuelle, Emerson a recours aux développements les plus ingénieux, les plus subtils. Il pose très-nettement le principe d'une philosophie de l'histoire, il ne s'égare que lorsqu'il brise toute tradition, et encore a-t-il une excuse : c'est pour abattre la tyrannie des faits, pour éviter la routine, pour donner à l'homme de son siècle une haute idée de lui-même, pour réduire tous les faits historiques en faits moraux, qu'il anéantit le passé; mais ici l'humanité me semble devoir réclamer ses droits contre l'individu.

Par cette théorie de l'histoire, nous avons supprimé le temps; nous allons voir Emerson supprimer l'espace. Qu'est-ce que la nature? Une multitude d'images et d'apparences. Ces apparences du monde physique répondent aux apparences du monde moral. La nature comme l'histoire existe pour l'éducation de l'homme. Les apparences de la nature sont symboliques, mais ces symboles ont un rapport avec notre être. L'individu doit s'appliquer à rechercher le sens de ces symboles à l'aide de la faculté qu'Emerson appelle prudence. La prudence est la vertu des sens, la science des apparences. « Elle cherche à la fois la santé du corps en se conformant aux conditions physiques, et la santé de l'esprit en se conformant aux lois intellectuelles. » Nommons-la donc par son vrai nom; la prudence telle qu'Emerson la décrit, c'est la science de la vie, celle qui fait le sage.

L'entière possession de soi-même au milieu de cette suite d'images et de symboles qui tourbillonnent autour de nous constitue la prudence. La nature nous entoure d'illusions, mais l'homme prudent sait les éviter. Fort de sa confiance en lui-même, il détermine le caractère de la nature par son caractère. Fichte disait : « Le *moi* crée le monde; » Emerson dit : « Le monde est tel que l'homme veut qu'il soit. » Le vrai sage, l'homme prudent dédaigne l'apparence et va droit au réel. Cette réalité, c'est la loi dont chaque image de la nature est le symbole. Les symboles ont trois degrés : l'utilité, la beauté, la vérité. Il y a également trois degrés dans la prudence : la prudence qui s'attache au symbole pour son utilité, celle qui s'attache à la beauté du symbole, et enfin celle qui s'attache à la beauté de la chose réelle représentée par le symbole. Emerson divise les hommes en trois catégories, selon qu'ils cherchent dans les symboles l'utilité, la beauté et la vérité. La vraie prudence est celle qui demande aux symboles la vérité qu'ils renferment et la loi qui leur est commune.

Ici viennent tout naturellement se placer les idées d'Emerson sur l'art. Ce que le sage fait pour la vérité, l'artiste le fait pour la beauté. Il fixe les apparences de la

nature qui lui semblent les plus belles. Dans un paysage, le peintre doit dédaigner les détails et peindre l'idée que lui suggère le paysage. Dans un portrait, c'est le caractère et non les traits qu'il doit peindre. L'artiste est celui qui sait le mieux généraliser une chose particulière, fixer pour jamais une chose momentanée, découvrir au milieu d'apparences éphémères le trait prédominant, le caractère essentiel, la réalité éternelle.

Il est superflu de s'arrêter longtemps sur ces idées : cherchons à les expliquer. Toutes les choses de ce monde, en effet, celles de la nature et celles de notre esprit, nos pensées, nos sentiments, nos perceptions, ne sont que des apparences; elles passent, repassent et s'évanouissent. Tout dans le monde extérieur et dans notre cœur est sujet à des métamorphoses infinies; mais le sage reconnaît que ces choses sont les spectres des réalités : il arrête sur elles un regard fixe, démêle les apparences trompeuses des symboles véritables, constate le phénomène utile, sourit au fantôme de la beauté et se sert de ces apparences brillantes comme d'autant de degrés pour atteindre la vérité. Lorsqu'il a reconnu dans la nature les apparences divines, il leur donne un corps s'il est artiste, et les fixe pour jamais. S'il est sage, il se sert de ces symboles pour guider sa vie. La vertu et le génie dépendent de cette recherche.

Les idées politiques d'Emerson sont peu nombreuses. Un seul principe les explique toutes. Le philosophe américain ne reconnaît pas de bornes à l'influence personnelle. L'État n'existe que pour l'éducation du citoyen. Les institutions, qui ne sont que des essais, l'État, qui n'est pas stable, mais tout au contraire *fluide* de sa nature, n'ont pas le droit de dominer l'individu. Lois, statuts, institutions, existent simplement pour dire : Voilà ce que vous pensiez hier, que pensez-vous aujourd'hui? L'État doit suivre les progrès du citoyen et non les commander.

Maintenant, quelle est la sanction de la philosophie d'Emerson? Nous connaissons déjà la sanction rémunératrice, qui est la révélation individuelle. La clause pénale s'appelle *compensation*. L'âme de l'individu, qui concentre en lui la nature et l'humanité, doit être l'image de l'ordre parfait, de l'unité. Son devoir principal est donc d'y faire régner l'harmonie des facultés, la symphonie des pensées. Il doit établir dans son esprit un complet équilibre, une symétrie régulière. Si sa vie n'est pas réglée par cet équilibre, s'il la laisse pencher plus d'un côté que d'un autre, il en est puni par la *compensation*. Si nous développons une faculté au détriment d'une autre, nous voyons les choses par fractions et non plus en totalité. Si nous gratifions les sens au détriment du caractère, nous voyons bien la tête de la sirène, mais non pas le corps du dragon. Cette loi de la compensation est visible dans la nature et dans l'esprit. Nous voyons et nous distinguons parfaitement le châtiment au moment où nous commettons la faute, car le châtiment et la faute sortent de la même tige. Les hommes vous puniront, et vous-même vous vous punirez. N'est-ce pas Burke qui dit : « Un homme n'eut jamais une pointe d'orgueil qui ne fût injurieuse pour lui-même. » Ainsi vous souffrirez de vos propres imperfections; mais si vous tendez de plus en plus à l'équilibre de vos facultés, en résistant aux ambitions et aux vices qui voudraient faire pencher la balance, la loi de la compensation vous en récompensera immédiatement. Nous gagnons la force de la tentation à laquelle nous résistons, comme l'habitant des îles Sandwich gagne, selon sa croyance, la force de l'ennemi qu'il tue. Ainsi, la sanction de cette philosophie est tout intérieure. C'est l'âme qui récompense, c'est l'âme qui punit l'individu.

Voilà les traits principaux de la philosophie d'Emerson. Il a fallu, pour en donner une idée, grouper en corps de doctrines des principes qu'Emerson avait laissés épars, systématiser en quelque sorte des pensées errantes. Nous avons dû écarter, parmi ces pensées, celles qui ne s'offraient qu'à l'état de conjectures ou d'aphorismes isolés, la théorie de la perfectibilité par exemple. Cette théorie n'est pas autre chose

que la théorie de Vico telle que l'a modifiée M. Michelet en disant : « Vico vit bien que l'humanité allait par cercles, mais il ne vit pas que les cercles allaient toujours s'élargissant. » Les sujets les plus divers, nous l'avons dit, attirent le capricieux *essayist*. Ainsi, dans le chapitre intitulé *Manners* (Manières), il nous donne tout un code charmant, ingénieux, un mémoire sur les bonnes manières et la politesse. Dans l'essai sur l'amitié, Emerson indique et précise avec une merveilleuse délicatesse et une pénétrante éloquence tous les degrés de ce sentiment, depuis la sympathie que nous éprouvons pour les hommes qui nous sont inconnus jusqu'à la sympathie pour l'humanité. Une veine démocratique y circule cachée, et, sous le sentiment de l'amitié, tressaille sans se montrer le sentiment de la fraternité. Parmi cette série d'essais où le moraliste, l'observateur ingénieux se montre plus que le philosophe, nous citerons surtout l'essai sur l'amour. Il y a dans ces pages charmantes plus de fraîcheur que de passion, plus de tendresse que de flamme. Emerson indique toutes les gradations du sentiment de l'amour comme il a indiqué celles de l'amitié. Il prend l'amoureux à l'école; il observe les progrès d'une intimité enfantine entre Edgard, Jonas et Almira. Bientôt l'enfant devient le jeune homme; Emerson le suit dans toutes ses douces folies d'amour, et, pour les peindre, il trouve les couleurs du *Comme il vous plaira* de Shakspeare. L'amour n'est plus une passion brûlante et terrible; c'est un arc-en-ciel qui se lève sur les orages de la vie. L'objet aimé ne trône pas comme une belle statue, il habite les régions féeriques des nuages éclairés par le soleil couchant; puis peu à peu les rêveries s'effacent, le vague et impersonnel amour s'évanouit, le sentiment s'élève à des hauteurs platoniciennes, et l'amant devenu l'époux compare la femme aimée au type de perfection qu'il a rêvé. Alors cette comparaison d'un type idéal à un être de chair amène la découverte de nouvelles imperfections et de défauts inconnus. L'époux s'attache alors à la femme, et il n'y a plus que deux êtres humains en face l'un de l'autre; c'est la fin de l'amour. La peinture d'Emerson devient triste. Nous entrons avec lui dans la demeure des deux époux, et nous nous asseyons près du triste foyer puritain. Les monotones douceurs de l'habitude ont remplacé l'inspiration et la rêverie; les deux amants s'étaient pris la main en regardant le ciel, et peu à peu leurs regards se sont baissés vers la terre; mais, si l'amour s'est enfui, le devoir reste : la règle sans l'attrait. Quand on a lu cette conclusion sévère, on revient avec plus d'empressement à la première partie de l'essai; on veut relire surtout cette page charmante qu'inspire à Emerson la première période de l'amour.

« Aucun homme n'oubliera jamais les visites de ce pouvoir qui, dans son cœur et son cerveau, créa tant de choses nouvelles, qui fut en lui l'aurore de la musique, de la poésie et de l'art, qui rendait la nature brillante d'une lumière empourprée, et remplissait la nuit et le matin d'enchantements variés; l'époque où l'unique son d'une voix pouvait faire battre le cœur et où la circonstance la plus triviale, associée à une certaine personne, était déposée dans l'ambre de la mémoire; où nous étions tout œil lorsqu'elle était présente et tout souvenir lorsqu'elle était partie; le temps où le jeune homme devient un gardien de fenêtres et le surveillant d'un gant, d'un voile, d'un ruban, des roues d'un équipage, où il n'y a aucun lieu trop solitaire et trop silencieux pour lui qui, dans ses nouvelles pensées, trouve une plus riche compagnie et une plus douce conversation que ne pourraient les lui fournir ses vieux amis, même les meilleurs et les plus purs; car les traits, les mouvements, les paroles de l'objet bien-aimé ne sont pas, comme les autres images, dessinés dans l'eau, mais, comme le dit Plutarque, peints dans le feu, et deviennent l'étude de minuit.

« Au midi et aux heures du soir de la vie, nous palpitons encore au souvenir de

ces jours où le bonheur n'était pas assez le bonheur, et devait être relevé par le goût de la crainte et du chagrin (car il découvrit le secret de l'amour, celui qui a dit : Tous les autres plaisirs ne sont pas dignes de ses peines); où la journée n'était pas assez longue et où les nuits s'écoulaient en pénétrants souvenirs ; où la tête brûlait sur l'oreiller de l'action généreuse qu'elle méditait; où le clair de lune était une fièvre charmante; où les étoiles étaient des lettres, les fleurs des chiffres; où l'air était imprégné de chants, où toutes les affaires humaines paraissaient une impertinence, et les hommes et les femmes errant çà et là, de simples peintures. La passion refait le monde pour le jeune homme; elle donne à toute chose la vie et une signification. La nature devient sensible ; chaque oiseau qui chante dans les rameaux de l'arbre parle à son cœur et à son âme; ses notes sont presque articulées. Les nuages prennent une physionomie quand il les regarde; les arbres de la forêt, le gazon ondoyant, les fleurs qui s'ouvrent, ont pris une intelligence; il redoute presque de leur confier le secret qu'ils semblent lui demander. La nature s'adoucit et devient sympathique. Dans la verte solitude, le jeune homme trouve une demeure plus chérie qu'au milieu des hommes.

« Contemplez le beau fou au milieu des bois! il se dilate, il est deux fois un homme. Il se promène les bras étendus; il fait des soliloques; il accoste le gazon et les arbres; il sent dans ses veines le sang de la violette, du lis et de l'herbe des prairies; il babille avec le ruisseau qui mouille ses pieds. »

Quand on a suivi Emerson à travers ces mille digressions auxquelles une pensée unique sert de lien, on se demande quel rôle pourrait jouer cette philosophie dans le mouvement actuel des idées européennes. Il semble qu'elle offre des arguments précieux contre certains systèmes démocratiques qui se sont produits dans ces dernières années. Ces systèmes tendent singulièrement à nier l'individu ou du moins à l'absorber au sein des masses et à l'y laisser oublié. Ses droits, on les lui arrache; son caractère, on semble le redouter, et son génie, on paraît l'envier. Après la destruction des aristocraties politiques qui s'intitulaient telles par droit divin et origine lointaine, il semble qu'on veuille détruire les aristocraties du caractère et du génie, qui, bien plus que les premières, tiennent leur puissance de Dieu et ont une origine inconnue et mystérieuse. On prend soin, dans ces sortes de théories, de rendre non pas les hommes égaux par l'égalité des droits, mais de rendre l'existence de chacun égale à celle de tous. Toutes ces doctrines font à la question de droit une si large part, que la question de devoir y disparaît presque entièrement. Le devoir est pourtant la seule chose qui distingue l'individu et le sépare des masses; les droits sont communs à tous, mais le devoir varie presque avec chacun selon sa position. Sans le devoir, plus de luttes, d'efforts, plus de tous ces élans qui marquent l'individu d'un signe glorieux ; plus de vertus, on l'en dispense dans la plupart de nos théories. Le devoir une fois effacé, toutes ces choses qui font le caractère et sont l'œuvre de la volonté individuelle disparaissent. A tous on fait la vie égale, c'est-à-dire qu'on organise la société de telle manière que l'individualité de chacun s'efface et qu'il ne reste plus que des groupes de capacité, des associations, et dans des systèmes plus récents des masses qui imposent à l'individu leurs sentiments et l'absorbent violemment au sein d'une fraternité peu tolérante. Veut-il avoir sa liberté et penser à sa manière sur les choses qui intéressent sa conscience; veut-il travailler selon ses inclinations naturelles et sans reconnaître à la société le droit de lui imposer son genre de travail; revendique-t-il lui-même la récompense de son travail, la distinction et surtout la gloire : il est taxé d'*individualisme*. Nous ne voulons pas prendre les choses à un point de vue poétique et dire qu'une société qui arriverait à méconnaître le génie et le caractère, apanages sublimes de l'individu, serait beaucoup plus

plate et plus ennuyeuse qu'une autre ; mais nous dirons qu'au point de vue moral une société qui détruirait le génie et le caractère serait une société intolérante, impie et iconoclaste, car elle détruirait la plus belle œuvre d'art qui existe, le caractère individuel, l'âme humaine, telle que chacun de nous peut la façonner en suivant son devoir. Voilà ce que sait Emerson et pourquoi il réclame en faveur de l'individu. Ce qu'il exige de lui, c'est le caractère et le génie ; ce qu'il exige de la société, c'est qu'elle marche non dans une voie uniforme, mais par des chemins nombreux; qu'elle ne ferme pas toutes les issues afin que chacun soit retenu dans la même voie; qu'elle laisse au contraire chaque individu se frayer lui-même sa route.

Comme protestation en faveur de l'individu, il serait donc à désirer que la philosophie d'Emerson se propageât en Europe; mais, indépendamment de cette valeur d'opportunité, les *Essais* du penseur américain ont une portée plus haute. « Écris pour un public éternel, » dit Emerson au poëte et au philosophe. « Vis dans le présent comme s'il était l'éternité, » dit-il à l'homme sage. Détruire les vicissitudes de la durée et toutes les variétés de l'espace, fermer l'oreille aux opinions de la société, éviter ses louanges et ses reproches, ces voix de sirène et ces railleries de Thersite, c'est passer au milieu des hommes, au milieu de leurs murmures menaçants et flatteurs, comme les premiers chrétiens passaient au milieu de la nature sans s'arrêter à ses concerts et à ses leurres. Ainsi l'existence, — ce composé de faits passagers, d'actes que le souvenir nous montre comme des spectres, à peine se sont-ils éloignés de nous, — ne se laissant distraire ni par les hommes ni par la nature, s'élève à la hauteur de l'absolu; elle ressemble à une vérité qui, née du temps, découverte et fixée dans une minute fugitive, devient désormais éternelle pour tous les hommes. Vivre au milieu de la nature sans se laisser entraîner par elle comme les anciens, vivre au milieu de la société sans se séparer d'elle comme Montaigne, telle doit être aujourd'hui, ce nous semble, l'ambition du sage. Emerson a connu cette ambition, et il l'éveille en nous par ses écrits. Un tel rôle, noblement rempli, suffit à sa gloire. La postérité n'oubliera pas qu'il a donné à notre siècle ce que Montaigne avait donné au sien, un nouvel idéal de la sagesse.

ÉMILE MONTÉGUT.

DE LA

CHEVALERIE EN ESPAGNE

ET

LE ROMANCERO.

I. — *Romancero Castellano, ó coleccion de antiguos romances populares de los Españoles, recopilado por* G.-B. Depping; *nueva edicion con las notas de don Antonio Alcala-Galiano.* Leipsique, 1844; 2 vol. in-8°.

II. — *Romancero general, ou Recueil des chants populaires de l'Espagne,* traduction complète de M. Damas Hinard. Paris, 1844; 2 vol. in-12.

S'il est un pays au monde où l'enthousiasme chevaleresque semble une faculté naturelle et indigène, et où circule, comme l'air et le jour, un souffle incessant de galanterie et d'aventureux héroïsme, c'est assurément la patrie de Chimène et du Cid, de Gonzalve et des Abencerrages, des chansons moresques et du *Romancero.* Les royaumes d'Aragon et de Castille, de Valence et de Grenade, ont été comme un champ clos où l'on a vu, dans un tournoi de huit siècles, l'avant-garde de la chevalerie européenne croiser la lance contre la fleur de la chevalerie orientale. Aussi est-on généralement disposé à regarder l'Espagne comme douée, plus qu'aucune autre nation de l'Europe, de ce tour d'imagination poétique et romanesque qui prévalut au XIII[e] siècle dans toutes les cours de l'Europe, et fit succéder à la rude et valeureuse chevalerie des premières croisades une seconde chevalerie, plus polie et plus brillante, mais trop gravement éprise des joutes galantes et des pas d'armes. Il n'est

même point rare d'entendre imputer au génie espagnol la plus grande partie des travers qu'on reproche habituellement à cette seconde phase de la chevalerie, à savoir la susceptibilité excessive du point d'honneur, la manie du duel, les subtilités de la métaphysique amoureuse, tout ce code enfin de perfection conventionnelle et équivoque, qui tendait à créer, à l'usage d'une caste vaniteuse et raffinée, un nouvel évangile, un nouvel honneur, une nouvelle morale. On incline d'autant plus à considérer toutes les exagérations ultra-chevaleresques comme des maladies endémiques en Espagne, que c'est de Madrid qu'on a vu surgir, dès les premières années du XVII[e] siècle, la première protestation applaudie de l'Europe entière contre l'extravagante postérité des *Esplandians* et des *Amadis*, et qu'il n'a fallu rien moins que la toute-puissante intervention du plus original et du plus charmant écrivain pour redresser les imaginations faussées et les ramener, par le rire et par de meilleurs préceptes, dans le grand chemin du véritable honneur et du sens commun (1).

Eh bien! n'en déplaise à l'opinion générale, ces suppositions si souvent émises et, il faut l'avouer, si vraisemblables ne sont pas, à beaucoup près, confirmées sur tous les points par l'étude attentive des monuments qui nous restent de la chevalerie espagnole. Au contraire, après un sérieux examen, je crois non-seulement pouvoir avancer qu'en aucune contrée de l'Europe la chevalerie active et militante n'a accompli, avec un plus rare et plus judicieux esprit de suite, une tâche plus patriotique et plus sainte, la reprise pied à pied sur les Mores du territoire national; mais je suis encore disposé à soutenir (et ici je m'attends à rencontrer plus d'un contradicteur) que nulle part l'imagination et la poésie chevaleresques, ces deux sirènes si peu scrupuleuses et si peu raisonnables d'ordinaire, n'ont pris moins de libertés qu'en Espagne avec les lois de la morale et de la raison. Je dois, je le sens, et je vais, pour prévenir toute accusation de paradoxe, exposer sur-le-champ et en très-peu de pages les motifs qui ont déterminé ma conviction. J'ai la confiance de pouvoir aisément prouver qu'aussi longtemps que le génie chevaleresque a su se garantir en Espagne de l'imitation étrangère, il est demeuré simple, naturel, plein de grandeur et de gravité. En un mot, si l'on veut se donner le spectacle d'une chevalerie forte, sérieuse et restée, même pendant sa phase la plus exaltée, fidèle aux règles du bon sens et de la sagesse, il faut, chose assurément assez peu prévue, s'adresser à la patrie de Michel Cervantes et de don Quichotte.

I

Les deux monuments où se reflète avec le plus d'éclat et de vérité l'image de la chevalerie espagnole, sont, sans contredit, le *Poëme du Cid* et le *Romancero general*. Ces deux ouvrages sont les archives les plus complètes de l'histoire et de la poésie du moyen âge espagnol, et ils méritent, à ce double titre, d'être étudiés soigneusement et pour eux-mêmes.

Le *Poëme du Cid* (comme on le nomme fort improprement) ouvre la collection des poésies castillanes antérieures au XV[e] siècle, publiée en 1779 par don Thomas Antonio Sanchez (2). C'est un récit acéphale de 3,744 vers, composé de deux et peut-être même de trois parties. La première raconte la disgrâce et l'exil du vieux Cid, ses vic-

(1) On peut voir, dans le XXXII[e] chapitre de la première partie de *Don Quichotte*, avec quelle éloquence Cervantes oppose aux extravagantes histoires des romans de chevalerie les exploits réels du grand capitaine et l'héroïsme véritable du brave Diègue Garcie de Perédès.

(2) *Coleccion de Poesias Castellanas anteriores al siglo* XV, *illustrada con notas*. Madrid, 1779. 4 vol. in-8°.

toires sur les Mores et sur un prince chrétien, Raymond, comte de Barcelone. La seconde, qui semble annoncée par ce vers,

> *Aquis' conpieza la gesta de mio Cid el de Bibar,*
>
> Ici commence la geste de mon Cid, Ruy de Bivar,
> (V. 1093.)

chante la glorieuse conquête de Valence et le mariage des deux filles du Cid avec les comtes de Carrion. Elle finit ainsi :

> *Las coplas deste cantar aquis' van acabando.*
> *El Criador vos valla con todos los sos Sanctos.*
>
> Ici se terminent les couplets de cette chanson.
> Que le Créateur vous soit en aide avec tous ses saints!
> (V. 2286 et 2287.)

Dans la dernière partie se déroulent, avec un intérêt presque tragique, le procès du Cid contre ses gendres et les secondes noces de ses filles avec les infants de Navarre et d'Aragon, suivies de la mort du héros. Le dernier vers nous apprend que le manuscrit, malheureusement unique, qui nous a conservé ces précieuses reliques, a été copié l'an 1345 de l'ère espagnole, c'est-à-dire l'an 1307 de l'ère vulgaire (1) ; mais la rudesse de la langue et la forme indécise et presque arbitraire de la versification (le vers flotte entre l'assonnance et la rime, et le nombre des syllabes varie de dix à vingt) permettent de faire remonter la date de la rédaction à la seconde moitié du XIIe siècle. Ainsi, c'est la peinture des mœurs espagnoles vers l'an 1150 que les chansons du Cid exposent à nos yeux. Don Thomas Antonio Sanchez, qui a publié ces fragments, a pensé que, dans leur état de perfection, ils formaient un poëme en *deux* parties, dont le sujet était borné à la vieillesse du Cid. Il n'a point remarqué, ou il a refusé d'admettre la première coupure, *aquis' conpieza la gesta*... D'autres critiques ont vu dans ces morceaux les deux derniers *chants* d'une grande épopée consacrée non-seulement à la vieillesse, mais à la vie entière du Cid. Il aurait été, je crois, plus exact et plus juste de dire que ces fragments, qui d'ailleurs sont bien de la même époque et probablement de la même main, formaient autant de chansons de geste distinctes (*cantares de gesta,* selon l'expression des *Partidas* (2), signalée aussi par M. Damas Hinard dans la chronique d'Alphonse le Sage), et qu'elles se rattachaient, non pas à un même poëme composé de deux ou de plusieurs *chants,* mais à un seul et même cycle, dont le Cid Campeador était le centre, et qui admettait, comme les cycles d'Artus et de Charlemagne, un nombre de parties ou de branches indéterminé. En effet, il me semble tout à fait contraire à l'esprit du moyen âge de supposer que les *gestes* chantées, aux XIIe et XIIIe siècles, dans les grandes réunions publiques ou dans les manoirs seigneuriaux aient été partagées en *chants,* comme *l'Énéide* ou *la Pharsale*. Ces divisions artificielles, invention des grammairiens d'Alexandrie, ont été aussi étrangères aux anciens chanteurs du moyen âge qu'elles l'avaient été dans l'antiquité aux Phémius, aux Démodocus et à tous les rapsodes de la Grèce et de l'Ionie.

(1) On lit dans le manuscrit : *En era de mill e CC...XL V ;* mais tout indique que la lettre effacée devait être un *C*. Le *fac-simile* du manuscrit publié par MM. Cortina et Hugalde, dans leur traduction espagnole de l'ouvrage de Bouterwek, est loin d'indiquer, comme ils le pensent, une écriture du XIIe siècle.

(2) Voyez *Partida* 2a, tit. XXI, lei 20. On a dû remarquer que le poëte appelle lui-même son œuvre tantôt *gesta* (v. 1093), et tantôt *cantar* (v. 2286).

Les poëmes du Cid étaient jusqu'à ce jour les seuls exemples de chansons de geste que nous eussent fait connaître les recherches de l'érudition espagnole; mais, comme il est certain qu'il a existé dans la Péninsule un plus ou moins grand nombre de monuments analogues, l'Espagne doit conserver l'espérance d'en voir surgir quelques autres du fond de ses bibliothèques. On sait tout ce que nous avons retrouvé chez nous de richesses de ce genre depuis que nous avons poussé nos fouilles avec plus de vigueur et d'intelligence. Pourquoi n'en serait-il pas de même de l'Espagne plus attentive et plus expérimentée? Déjà même un pas considérable vient d'être fait dans cette voie. M. Francisque Michel, qui travaille avec une si infatigable persévérance à débarrasser de ses linceuls la poésie du moyen âge, vient de faire paraître à Vienne, comme appendice d'un récent ouvrage de M. Ferdinand Wolf (1), un fragment épique de onze cent vingt-six vers espagnols, tiré d'un manuscrit de la Bibliothèque royale de France (2), et où les actions du Cid tiennent une place considérable. Ce fragment, d'une rédaction sensiblement moins ancienne que celle des chants publiés par don Thomas Antonio Sanchez, contient sur la jeunesse du Cid et sur les causes jusque-là peu connues de la querelle de don Diègue et du comte de Gormas des détails intéressants et naïfs, empreints de toute la rudesse et de toute la gravité des mœurs féodales (3).

Rudesse et gravité, tels sont, en effet, les caractères de la plus ancienne chevalerie comme de la plus ancienne poésie espagnole. Aussi le *Poëme du Cid* (pour parler comme tout le monde), malgré ce qu'il nous offre d'inculte et de barbare dans le mètre et dans la langue, réunit-il tous les grands et nobles traits de l'épopée primitive, la simplicité dans les récits, la fierté dans la touche, le naturel et la grandeur dans les sentiments, toutes qualités vraiment épiques et, si je l'ose dire, homériques; qualités que nous avons déjà eu l'occasion d'admirer dans une œuvre française de la même date, dans la *Chanson de Roland* (4). La geste espagnole n'offre ni moins de naïveté ni moins de grandeur que sa sœur de France. Nous n'en voulons d'autre preuve que la scène que nous allons mettre sous les yeux de nos lecteurs, en nous aidant de la belle traduction de M. Villemain (5). On verra comment le vieux poëte a su représenter la triste chevauchée du Cid exilé à travers la ville de Burgos. C'est par cette scène austère que s'ouvre le poëme, dans l'état de mutilation où il nous est parvenu :

« Pleurant de ses yeux, malgré sa force d'âme, il tournait la tête et regardait sa demeure. Il vit les portes ouvertes et les huis sans cadenas, les perches de la fauconnerie vides, sans toiles, sans faucons et sans autours apprivoisés. Mon Cid soupira, car il avait de très-grands soucis; mon Cid parla bien, et dit avec calme : « Merci à toi, seigneur père! mes ennemis méchants ont fait tout cela! » Alors il se hâta de partir et lâcha les rênes. A la sortie de Bivar, ils eurent la corneille à droite et, à l'entrée de Burgos, ils l'eurent à gauche (6). Mon Cid remua les épaules et redressa la tête : « Des étrennes! Alvar Fanez! car nous voilà jetés hors de notre pays. » Et mon Cid Ruy Diaz entra dans Burgos. Il avait avec lui soixante pennons. Les hommes et

(1) *Uber die Romanzen-poesie der Spanier*. Vienne, 1847, in-8°

(2) Ce morceau se trouve à la suite du précieux manuscrit intitulé *Cronica del Cid*, n° 9988, in-folio.

(3) Cette querelle eut pour origine des démêlés survenus entre les bergers des deux comtes, à l'occasion du pacage de leurs vastes troupeaux.

(4) Voy. *Revue des Deux Mondes*, t. II, p. 581, de 1846.

(5) *Tableau de la littérature au moyen âge*, t. II, p. 85-87.

(6) Les Espagnols ont longtemps gardé la croyance aux augures. Il existe des traces assez fréquentes de cette superstition païenne dans les romances.

les femmes de Burgos sortirent pour le voir et se mirent à leurs fenêtres, pleurant de leurs yeux, tant ils avaient de douleur, et ils disaient de leur bouche pour toute parole : « Dieu ! quel bon vassal, s'il avait eu un bon seigneur ! » Mais personne n'osait l'inviter, tant le roi Alphonse avait montré de colère, car, avant la nuit, son ordre écrit et scellé était venu à Burgos, avec un grand message, annonçant que personne ne donnât logement à mon Cid, et que tout homme qui le ferait sût, à n'en pas douter, qu'il perdrait ses biens et les yeux de la tête, et de plus le corps et l'âme. Le peuple chrétien avait un grand tourment, et il se cachait de mon Cid, parce qu'il n'osait lui parler. Le Campeador alla droit à son logement ordinaire. Il trouva la porte bien verrouillée par la terreur du roi Alphonse, qui le voulait ainsi, de sorte que, si on ne la brisait par force, nul ne pouvait l'ouvrir. Les gens de mon Cid appelaient à haute voix ; ceux de la maison ne voulaient pas répondre une parole. Mon Cid s'approcha, tira son pied de l'étrier et frappa un coup. La porte ne s'ouvrit pas, car elle était bien fermée. Une petite fille de neuf ans se tenait l'œil au guet : « Campeador, une autre fois vous avez ceint l'épée dans un bon moment. Aujourd'hui, le roi a défendu de vous recevoir. A la nuit, son ordre est venu avec un grand message et fortement scellé. Nous n'oserions vous ouvrir ni vous recueillir pour rien. Sinon, nous perdrions notre avoir et nos maisons, et, de plus, les yeux de la tête (1). Cid, vous ne gagneriez aucune chose à notre mal ; mais que le Créateur vous soit en aide avec toutes ses saintes vertus ! » La petite fille dit cela, et tourna vers la maison. Mon Cid alors vit bien qu'il n'avait pas la bonne grâce du roi. S'étant retiré de la porte, il traversa Burgos (2)... »

Était-il possible de mieux peindre la terreur de cette ville muette et courbée sous la menace royale? Une petite fille de neuf ans, à moitié cachée, ose seule adresser à demi-voix quelques paroles au Campeador. Et quelle fierté vraiment chevaleresque dans cette résignation si dégagée du vieux vassal : « Mon Cid vit bien alors qu'il n'avait pas la faveur du roi ! » Comme on sent bien que mon Cid est parfaitement en mesure de s'en passer ! C'est, en quelques vers, un tableau frappant et presque complet de la société au moyen âge.

Une remarque encore et très-importante. Le *Poëme du Cid* et la *Chanson de Roland*, deux ouvrages d'un même âge poétique, n'ont, quoique remplis de fables populaires, admis ni l'un ni l'autre l'emploi du merveilleux proprement dit. Aucun agent surnaturel, aucun géant, aucun enchanteur, aucune enfin de ces fictions séduisantes et souvent peu morales qui ne tardèrent pas à envahir les romans chevaleresques, surtout ceux de la Table ronde, ne troublent, par leur intervention fantastique, la sérénité de ces deux compositions sévères, qui, comme la statuaire antique, ne reposent que sur l'idéal de la force et de la beauté humaines.

Mais ce naturel exquis, cette gravité, cette simplicité, attributs de la poésie et de la chevalerie espagnoles, comme de la nôtre au XII[e] siècle, les retrouvons-nous au même degré dans les *romances*, miroir fidèle et multiple des mœurs chevaleresques de l'Espagne aux XIII[e], XIV[e] et XV[e] siècles ?

II

Avant d'interroger l'esprit du *Romancero general* et de tirer aucune induction de

(1) N'est-il pas curieux de retrouver dans cette ancienne chanson de geste les répétitions si fréquentes dans les poëmes homériques?

(2) *Coleccion de Poesias Castellanas anteriores al siglo* XV, t. I, p. 231.

cette étude, il convient de nous rendre compte de la nature et de la valeur historique de ce monument. Les romances espagnoles sont-elles contemporaines ou voisines des événements qu'elles retracent, des exploits du Cid, par exemple? D'habiles critiques le soutiennent, et d'assez nombreux archaïsmes de langue et de mœurs, qui tous ne sont pas volontaires et calculés, permettent de le croire, au moins pour quelques-unes; ou bien ne pouvons-nous, en bonne critique, assigner à la plupart de ces pièces une date antérieure au xv[e] ou xvi[e] siècle, dont elles parlent la langue? C'est là un très-délicat problème. Pour le résoudre, voyons d'abord comment les romances nous ont été transmises; puis peut-être nous sera-t-il plus facile de découvrir quand et comment elles ont été composées.

Une première, une profonde différence nous frappe tout d'abord entre la manière dont les romances d'une part, les *poëmes du Cid* et les *cancioneros* d'une autre part, sont arrivés jusqu'à nous.

Les poëmes ou chansons de geste et les *cancioneros* (ceux-ci contiennent, comme on sait, les poésies des chanteurs ou troubadours les plus renommés) ont, les uns à cause de leur mérite et de leur étendue, les autres à cause de leur seul mérite, été écrits avec soin, souvent avec luxe, presque sous les yeux de leurs auteurs. L'imprimerie n'a eu, un peu plus tôt, un peu plus tard, qu'à les tirer des blanches couches de vélin où ils reposent et qui font encore aujourd'hui l'ornement des plus riches bibliothèques de l'Europe. Nous ne connaissons, au contraire, aucun ancien *romancero* manuscrit. La plupart des romances sont arrivées aux éditeurs du xvi[e] siècle par la seule tradition orale.

Il résulte de cette première remarque que les chansons du Cid et les pièces contenues dans les *cancioneros* ont une tout autre origine que les romances, et qu'il faut bien se garder d'appliquer aux unes et aux autres les mêmes règles de critique. Les premières sont des pièces réfléchies, travaillées, produits d'un art plus ou moins imparfait, mais enfin des œuvres d'art; les secondes sont des compositions naïves, improvisées, de forme mobile et flottante, en un mot des chants populaires. Il suit encore de là qu'on ne peut légitimement rien induire contre l'ancienneté des romances de la jeunesse relative de leur langage, car le peuple, dont la faveur a conservé ces petites pièces, et qui veut toujours comprendre, ou à peu près, ce qu'il chante ou ce qu'il entend chanter, n'a pu les perpétuer qu'en les modifiant, tandis que le *Poëme du Cid*, auquel on les compare, fixé dès la fin du xiii[e] siècle par l'écriture, est demeuré immuable dans l'originalité barbare de sa langue et de sa versification.

Il y a donc eu en Espagne, au moyen âge, deux sortes de poëtes et de poésies. A côté des troubadours, chanteurs-artistes, qui composaient pour les occasions solennelles de longues chansons de geste, appelées aussi *romances*, parce qu'elles étaient en langue vulgaire (le mot espagnol *romances* est masculin et répondait à notre mot *roman*, dans le sens où nous disons *le Roman de Roncevaux*), d'autres chanteurs de moins de mémoire et de moins d'haleine composaient, pour de plus modestes réunions, de courts récits épiques, diminutifs des chansons de geste et des romans. Ces petites pièces, aimées des grands et du peuple (car il ne faut pas croire qu'elles ne s'adressassent qu'au peuple) (1), reçurent de la vanité de leurs auteurs ou

(1) Dans plusieurs romances, le poëte suppose les *vilains* capables de se souiller de crimes que les *gentilshommes* ont refusé de commettre. On peut voir, entre autres, la romance où don Pèdre le Cruel ordonne l'assassinat de la reine Blanche. (M. Depping, *Romancero Castellano*, t. I[er], p. 313, et M. Damas Hinard, *Romancero*, t. I[er], p. 195.) — Les romances les plus populaires étaient celles qui racontaient la chute ou les malheurs des personnages les plus élevés. Un écrivain du xvii[e] siècle, peintre ingénieux et fidèle des mœurs espagnoles, Luis Velez de Guevara, a mis en scène dans son *Diable boiteux* un aveugle qui, monté sur une borne, chante

de la courtoisie de leur auditoire l'honorable dénomination de *romances*, qu'elles méritaient d'ailleurs comme poésies en langue vulgaire, et qu'elles ont fini par garder en Espagne à peu près exclusivement.

On a proposé, je ne l'ignore pas, un grand nombre d'autres systèmes moins simples que celui-ci sur l'origine des romances et sur ce qu'on a appelé leur *formation*. Deux opinions me paraissent seules mériter une discussion rapide. Par une singularité piquante, ces deux opinions sont diamétralement opposées, sans que de la fausseté de l'une on puisse inférer la vérité de l'autre.

D'habiles critiques français et étrangers, parmi lesquels je regrette de rencontrer M. Damas Hinard, le fidèle et l'élégant traducteur du *Romancero*, supposent, je ne sais d'après quelle donnée, « que les premiers monuments de la poésie traditionnelle ont été en Espagne des compositions considérables, des poëmes gigantesques, dont les fragments qui nous restent du *Poëme du Cid* donnent assez bien l'idée. Plus tard, quand le fonds des traditions poétiques se fut augmenté et que la mémoire devint insuffisante à retenir ces œuvres immenses (1), on les brisa, on les morcela, on en sépara les divers épisodes qui devinrent autant de petits poëmes complets que l'on chanta isolés, en un mot des romances (2). » M. Villemain lui-même, notre grand critique, a jeté dans une de ses éloquentes et fécondes improvisations cette hardie conjecture, en l'accompagnant toutefois d'une très-judicieuse formule de doute : « Peut-être, a-t-il dit, les romances ne sont-elles en grande partie que des fragments altérés de quelque grand poëme perdu (3). » Pour moi, je l'avoue, je ne pense pas que la poésie épique ait débuté en Espagne, plus qu'en aucune autre contrée du monde (je n'excepte pas même l'Orient), par d'immenses compositions. Je ne puis admettre que l'homme, à l'exemple du Créateur des mondes, ait commencé la série de ses travaux intellectuels par des créations colossales. Je me défie de cette application trop ingénieuse de la géologie transcendante à l'histoire littéraire. Nos plus anciens monuments poétiques, nos premières *gestes* françaises, ne sont-ils pas de proportions médiocres? N'ont-ils pas été en s'agrandissant? La *Chanson de Roland*, immense comme élan national et comme cri de guerre, n'est point d'une étendue gigantesque. Rien, d'ailleurs, ne répugne davantage à la nature de la romance que cette idée de morcellement et de rupture violente. La condition de ces compositions délicates est précisément de former chacune un petit ensemble complet, un tout en quelque sorte organique, ayant son exposition, son action claire et précise, son dénoûment. L'unité, la rapidité, la spontanéité vitale et lyrique, telles sont les lois de la romance. C'est une étincelle de poésie, un éclair indivisible. Citons-en une prise au hasard, ce sera plus court que de disserter. On ne démontre ni la vie, ni la lumière.

COMMENT DON GARCIE DÉFENDIT LE CHATEAU D'URAÑA (4).

« Don Garcie va ainsi marchant sur la plate-forme du château. Il porte d'une

à la foule attentive les romances du vieux connétable don Alvar de Luna, favori de don Juan II, qui mourut décapité sur un échafaud.

(1) Il n'en était pas au moyen âge comme aux temps homériques : l'écriture existait, et l'on écrivait non-seulement les compositions de quelque étendue, mais encore beaucoup de petites pièces de vers qui ont formé, comme on sait, les *cancioneros*.

(2) Voy. M. Damas Hinard, *Romancero*, t. Ier, discours préliminaire, p. v et vi.

(3) *Tableau de la littérature au moyen âge*, t. II, p. 84.

(4) Le fait que raconte cette romance est probablement historique; mais la date en est incertaine.

main des flèches dorées et de l'autre un arc. Maudissant la Fortune, il lui adresse de grandes plaintes :

« — Le roi m'a nourri depuis mon enfance; Dieu m'a donné un corps robuste. Il m'a donné des armes et un cheval, deux choses qui font qu'un homme vaut davantage. Il m'a donné doña Maria pour femme et pour égale; il m'a donné cent damoiselles pour l'accompagner; il m'a donné le château d'Uraña pour y demeurer avec elle; il me l'a pourvu de vin; il me l'a pourvu de pain; il me l'a pourvu d'eau douce, car le château n'en avait pas.

« Les Mores me l'ont assiégé le matin de la Saint-Jean. Sept années se sont écoulées. Ils ne veulent pas lever le siége.

« Je vois les miens mourir sans que j'aie rien à leur donner. Je les ai placés sur les créneaux, armés comme de coutume, afin de faire penser aux Mores qu'ils pourraient combattre.

« Dans le château d'Uraña il n'y a plus rien qu'un pain. Si je le donne à mes fils, que deviendra ma femme? Si je le mange, moi, misérable, les miens se plaindront. »

« Il fit du pain quatre morceaux et les jeta dans le camp. Un de ces morceaux alla tomber aux pieds du roi.

« — Allah écrase mes Mores! Allah les écrase! On nous pourvoit le camp avec les restes du château! »

« Il fit sonner les clairons et lever aussitôt le siége (1). »

N'est-ce point là un petit poëme complet, simple, héroïque, une chose qui vit par soi-même? Pourquoi donc vouloir briser et supprimer un des moules que l'art a créés? Pourquoi d'une forme poétique gracieuse et vivante vouloir faire une chose inerte et sans nom, un accident, un débris?

L'autre hypothèse sur la formation des romances est, comme je l'ai dit, la proposition diamétralement inverse de la précédente. Les critiques qui la soutiennent partent d'un point que je tiens, quant à moi, pour très-vraisemblable, à savoir que, malgré les rajeunissements successifs du langage, plusieurs groupes de romances, l'histoire si barbare des *Infants de Lara* par exemple, et même quelques parties plus douces du *Romancero del Cid,* sont ou peuvent être antérieurs aux fragments publiés par don Thomas Antonio Sanchez; mais ils vont beaucoup plus loin. A les en croire, le *Poëme du Cid* n'est qu'un assemblage d'anciennes romances agglomérées et cousues ensemble. Ainsi, il nous faut passer des hyperboles de la synthèse aux exagérations de l'analyse. Tout à l'heure on prétendait que le génie humain a commencé par élever en se jouant des constructions colossales; à présent on soutient qu'il a pu à peine remuer des grains de sable. On regarde comme improbable qu'il se soit trouvé, au milieu du XIIe siècle, un poëte doué d'assez de force pour composer quelques milliers de vers, sans en ramasser çà et là les matériaux. Cette supposition d'un poëme formé, à la façon des mosaïques, d'une multitude de pièces de rapport, est une des moins heureuses applications du système antihomérique de Wolf, et, au besoin, elle pourrait en être la critique. L'expérience en effet la réfute. N'a-t-on pas rapproché, avec un soin laborieux, plusieurs séries de romances relatives aux mêmes faits? Ne possède-t-on pas plusieurs *romanceros* particuliers, celui du roi don Rodrigue, celui du Cid, d'autres encore? Eh bien! je le demande, ces agrégations, plus ou moins habilement disposées, nous offrent-elles le moins du monde l'unité, les proportions, la belle ordonnance, les perspectives graduées, les puissants contrastes qui nous charment à la lecture d'un vrai poëme? Non, assurément. Dans le *romancero*

(1) M. Depping, *Romancero Castellano,* t. Ier, p. 276; M. Damas Hinard, *Romancero,* t. II, p. 243.

le mieux ordonné tout se suit, rien ne s'appelle. Lope de Vega a ingénieusement défini les romances historiques, dont il s'est si bien et si souvent inspiré, « une Iliade qui n'a pas eu d'Homère (1). » Si un Homère s'était rencontré, il aurait dû refondre tout ce précieux métal dans le souverain creuset de son génie. Au reste, pour être juste envers Wolf et son école, il faut se rappeler que, dans sa pensée, les grandes rapsodies constitutives de l'Iliade et de l'Odyssée (la Dolonie, la Patroclée, la Nécyomanthie, etc.) ont bien plus de ressemblance avec les longues chansons de geste qu'avec de courtes romances. Le *système historique* n'est pas responsable des applications forcées qu'on en a faites. En résumé, les romances espagnoles ne nous paraissent ni les débris d'un poëme brisé ou perdu, ni les matériaux d'une grande épopée née ou à naître. Il nous semble bien plus dans la nature des choses d'admettre, comme nous l'avons exposé plus haut, la coexistence de deux familles de poëtes ou plutôt de deux sortes de poésies qui, bien que destinées toutes deux à être chantées, tendaient, l'une à se perpétuer intacte par l'écriture, l'autre, bourdonnante et ailée, à courir librement de clocher en clocher, de l'Èbre au Guadalquivir, toujours jeune et renouvelée.

III

Après quelques publications partielles essayées à la fin du xve siècle et continuées pendant tout le cours du xvie sous les titres de *Primavera y Flor*, de *Cancionero de romances*, de *Tesoro escondido*, de *Silva*, de *Floresta*, etc., parut en 1602 à Medina del Campo, et deux ans plus tard, à Madrid, le *Romancero general*, qui fut augmenté à Valladolid, en 1609, d'une seconde partie. On n'attend pas que j'entre ici dans les détails que pourraient fournir ces anciens et curieux recueils, parmi lesquels se glissèrent au xvie siècle quelques *romanceros* factices, entre autres celui de Lorenzo de Sepulveda. On trouvera un judicieux travail sur cette matière dans le récent ouvrage du savant viennois M. Ferdinand Wolf. Je dirai seulement que le *Romancero general* étant devenu très-rare, et n'offrant qu'une disposition fort confuse (ce recueil est divisé en treize livres que rien ne distingue l'un de l'autre), une réimpression disposée sur un meilleur plan était vivement désirée. M. Depping, dont on connaît l'érudition patiente et variée, a donné satisfacton à ce vœu dès 1817. Il a le premier introduit un ordre satisfaisant dans ce chaos, en divisant sa *collection des meilleures anciennes romances espagnoles* (2) en quatre parties, à savoir : 1° les romances historiques, qui sont de beaucoup les plus nombreuses et dont notre Corneille, aussi éminent critique que grand poëte, a dit excellemment dans la préface du *Cid* : « Ces sortes de petits poëmes sont comme des originaux décousus de leurs anciennes histoires. » Elles commencent, en effet, au siége de Numance, et continuent ensuite, sans interruption, depuis le roi don Rodrigue et la Cava, jusqu'à la reprise de Grenade sur les Mores par les deux *rois* Ferdinand et Isabelle; 2° les romances chevaleresques, c'est-à-dire tirées des traditions de la chevalerie fabuleuse, principalement de celles du cycle de Charlemagne, qui seules ont été populaires en Espagne; 3° les romances moresques, traduites ou composées à l'imitation des chansons arabes; 4° enfin, les romances sur des sujets divers, la plupart de guerre ou d'amour, mais dont le lieu, la date ou les

(1) Cette expression, attribuée à Lope de Vega par M. Raynouard (*Journal des Savants*, décembre 1822), est réclamée par M. Creusé de Lesser dans la dernière édition de sa traduction en vers des romances du Cid.

(2) *Sammlung der besten spanischen, historischen, ritter und maurischen Romanzen.* Altenburg und Leipzig; 1817, in-12.

acteurs ne nous sont pas bien connus. Récemment M. Depping a fait paraître à Leipzig une réimpression de son excellent travail, fort augmenté et amélioré. Dans l'intervalle, les divisions qu'il avait introduites dans son *romancero* servirent, en grande partie, de modèle aux éditions subséquentes, notamment à celles qui furent publiées à Madrid par don Agustin Duran (1), à Paris par don Eugenio Ochoa (2). M. Damas Hinard a suivi le même plan, tout en conservant une grande liberté dans le choix et le classement des pièces. Il nous promet de publier le texte de son *romancero;* nous souhaitons vivement qu'il accomplisse cette promesse.

Certes, il est impossible d'avoir, pour étudier le génie d'un peuple, un guide plus sûr que ces divers recueils de chants nationaux, aussi anciens que la langue elle-même, continués, augmentés, rajeunis chaque jour; source de poésie constamment jaillissante, écho de toutes les confidences, de tous les préjugés, de toutes les admirations d'un peuple plein d'ouverture de cœur et d'expansion. Le vrai caractère de la nation espagnole, la gravité, la sincérité, la bravoure, le respect de la parole donnée, éclatent dans chacune de ces pièces composées par elle ou pour elle, surtout dans les plus anciennes; mais ces dons naturels n'ont-ils pas été quelque peu faussés et altérés, depuis le XIIIe siècle, par l'affectation que la chevalerie romanesque introduisit alors chez presque toutes les nations de l'Europe? La bravoure castillane a-t-elle dégénéré, comme celle de France et d'Angleterre, en jactance peu sérieuse, en provocations sans motifs, en combats envers et contre tous? L'amour espagnol naturellement vrai, profond, impétueux, qui n'admet ni fiction ni partage, s'est-il changé en rêveries platoniques, en galanterie froide et frivole, ou en sigisbéisme discret? Interrogeons les romances. Nous connaissons assez à présent leur nature et leur origine pour avoir confiance en leur réponse. Rien de ce qui n'est pas entré profondément dans les romances n'a eu de véritables racines dans les mœurs de l'Espagne.

IV

On rencontre sans doute un très-grand nombre d'appels et de combats singuliers dans les romances. Ces sortes de combats étaient, au moyen âge, une conséquence de la manière de faire la guerre et résultaient de la nature des armes. Alors une bataille rangée n'était guère qu'une réunion de combats particuliers. Mais si les défis et les duels sont fréquents dans le *Romancero*, presque tous ont une cause grave, pressante, légitime, que la raison de l'époque avoue et justifie, témoin le fameux duel de Rodrigue :

«..... Vous avez porté la main sur mon père, avec fureur, devant le roi. Songez que vous l'avez outragé et que je suis son fils.

« Vous avez fait une mauvaise action, comte ; je vous défie comme traître et voyez, si, lorsque je vous attends, vous me causez quelque peur. Diègue Laynez m'a bien purifié dans son creuset. Je prouverai sur vous, sur votre cœur lâche et faux, la pureté de ma noblesse. La hardiesse que vous donne votre habileté dans les combats ne vous servira de rien, car j'ai pour me battre mon épée et mon cheval. »

Ajoutons que, dans les duels qui se rapportent aux Xe et XIe siècles, on remarque plus de férocité que de courtoisie chevaleresque. Lisez les détails qui suivent la provocation de Rodrigue :

(1) Cinq volumes in-8o, 1823-1832.

(2) *Tesoro de los romanceros*, etc. 1 vol. in-8o.

« Ainsi parla au comte Loçano le brave Cid Campeador, qui depuis mérita ce titre par ses hauts faits. Il donna la mort au comte et se vengea, puis il lui coupa la tête, et, avec elle, s'agenouilla, content, devant son père (1). »

Cette tête tranchée et déposée sanglante aux pieds de don Diègue est le sujet d'une autre romance assez longue où aucune circonstance n'est oubliée :

« Diègue Laynez pleurant se tenait assis devant sa table, inondé de larmes amères et pensant à son affront. Et le vieillard agité, l'esprit toujours inquiet, faisait déjà lever de ses craintes honorables toutes sortes de chimères, lorsque vint Rodrigue avec la tête du comte coupée, qu'il tenait par la chevelure, ruisselante de sang.

« Il tire son père par le bras, le fait revenir de sa rêverie, et, avec la joie qu'il apporte, lui parle de cette façon : « Vous voyez ici la mauvaise herbe, pour que vous en mangiez de la bonne. Ouvrez les yeux, mon père, et levez le visage, car votre honneur, qui était mort, est revenu à la vie et est désormais assuré : sa tache est lavée, malgré l'orgueil de l'ennemi. A présent, il y a des mains qui ne sont plus des mains, et cette langue à présent n'est plus une langue. Je vous ai vengé, seigneur, car la vengeance est sûre quand le bon droit vient en aide à celui qui s'en fait une arme. »

« Le vieillard s'imagine qu'il rêve ; mais il n'en est pas ainsi : il ne rêve pas. Seulement l'abondance de ses larmes lui fait voir mille images. A la fin pourtant il leva ses yeux, qu'offusquaient de nobles ténèbres, et reconnut son ennemi, quoique sous la livrée de la mort...

« ... — O infâme comte Loçano ! le ciel me venge de toi, et mon bon droit a donné contre toi des forces à Rodrigue... Sieds-toi à table, mon fils, à la place où je suis, au haut bout, car celui qui m'apporte une telle tête doit être le chef de ma maison (2). »

Mais il convient d'examiner des romances de rédaction plus récente et où l'on sente un accent de civilisation plus avancée. Eh bien ! dans celles-là même, les motifs de tous les défis sont graves, plausibles, et ordinairement même inspirés par un intérêt public et national. Tels furent les duels fameux qui eurent lieu sous les murs de Zamora.

Don Sanche, roi de Castille, ayant, malgré les avis du Cid, résolu de reprendre sur sa sœur doña Urraque la forte place de Zamora, qu'elle possédait comme héritage, fut tué en trahison par un transfuge. Cet attentat souleva d'indignation toute la Castille. « Don Rodrigue de Bivar, dit une romance qui ne paraît pas très-ancienne, fut le plus affligé. » Voici comment il parla devant le corps du roi trépassé :

« — Roi don Sanche, mon seigneur ! malheureux fut le jour où, contre ma volonté, tu mis le siége devant Zamora ! Celui qui te le conseilla ne craignit ni Dieu ni les hommes, puisqu'il te fit fausser les lois de la chevalerie. »

« Et, ayant achevé sur ce point, il dit d'une voix plus forte : « Que l'on nomme un chevalier avant la fin du jour pour défier Zamora touchant une si grande trahison !... Vous n'ignorez pas que je ne puis m'armer contre cette ville, car je l'ai ainsi juré ; mais je vous donnerai un chevalier qui combattra pour la Castille... »

(1) M. Damas Hinard, *Romancero*, t. II, p. 13 ; M. Depping, *Romancero Castellano*, t. I, p. 119.

(2) M. Damas Hinard, *Romancero*. t. II, p. 14 et 15 ; M. Depping, *Romancero Castellano*, t. II, p. 121.

Ce chevalier se présenta de lui-même : don Diègue Ordoñez, qui se tenait aux pieds du roi, se lève enflammé de colère; il s'est armé en toute hâte, et, dès qu'il est près des remparts, l'œil étincelant et en feu, il parle de cette manière :

« — Perfides et traîtres, voilà ce que vous êtes tous, habitants de Zamora, pour avoir accueilli dans votre ville le méchant Vellido, ce traître qui a tué le roi don Sanche, mon bon seigneur et mon roi, que je regrette si vivement. Que ceux qui accueillent des traîtres soient appelés traîtres! Je vous défie tous comme tels, ainsi que vos aïeux et vos enfants à naître; je les mets tous sur la même ligne, et le pain et l'eau dont vous vous nourrissez, et ce, je vous le prouverai, comme il est vrai que je suis armé, et je me battrai contre ceux qui ne voudront pas le reconnaître, ou bien contre cinq, l'un après l'autre, selon l'usage d'Espagne. Qu'il vienne combattre, celui qui donna le conseil, cause du défi que je vous porte... »

Cette ancienne formule de défi a été quelque peu raillée par Cervantes : « Aucun individu, fait-il dire à don Quichotte, ne peut offenser une commune entière, à moins de la défier en masse comme coupable de trahison... Nous avons de cela un exemple en don Diègue Ordoñez de Lara, qui défia tout le peuple de Zamora... A la vérité, le seigneur don Diègue s'oublia quelque peu et passa d'assez loin les limites du défi, car à quoi bon défier les morts, les eaux, le pain, les enfants à naître et les autres minuties qu'on rapporte dans cette histoire? Il est vrai que quand la colère déborde la langue n'a plus de rive qui la retienne (1). » Mais continuons.

« Arias Gonzale, le brave vieillard qui commande dans Zamora, ayant entendu ce qu'avait dit Ordoñez, lui parla ainsi : « Je n'aurais point dû naître, s'il en est comme tu prétends; mais j'accepte le défi proposé par toi, et je te ferai connaître que ce que tu avances n'est pas. » Puis il parla de cette manière à ceux de Zamora :

« — Hommes très-estimés, vous tous petits et grands, s'il y a quelqu'un de vous qui se soit trouvé dans cette affaire, qu'il le dise incontinent. J'aime mieux m'en aller de cette terre exilé en Afrique que d'être vaincu dans le champ comme méchant et perfide. »

« Tous disent à la fois sans qu'aucun se taise : « Que le mauvais feu nous consume, comte, si nous avons participé à cette mort! Il n'y a dans Zamora personne qui eût conseillé pareille chose. Le traître Vellido Dolfos a fait ce mal par lui seul. Vous pouvez aller en toute assurance. Allez avec Dieu, Arias Gonzale (2)! »

Ces derniers mots ne font-ils pas bien vivement sentir quelle était en Espagne la grave moralité du duel chevaleresque? Bien rarement un félon s'exposait-il à cette épreuve. Cependant le vieil Arias Gonzale se rend à la porte qui conduit au champ, accompagné de ses quatre fils. Il voudrait être le premier à combattre, car il a été appelé traître; mais l'infante doña Urraque et tous les assistants s'y opposent. Il envoie dans la lice son plus jeune fils, Pèdre Arias, qui, à cette intention, a été armé chevalier la veille (3). En peu d'instants, Diègue Ordoñez lui a fendu le crâne, et, se tournant vers les murs de Zamora : « Où es-tu, Arias Gonzale? Envoie ton second

(1) Voyez *Don Quichotte*, part. II, chap. XXVII, p. 240 et 241 de la récente et fidèle traduction de M. Damas Hinard. — Lope de Vega a parodié agréablement ce même défi dans les vers qu'il composa pour la joute poétique de Saint-Isidore, sous le nom emprunté du licencié Tome de Burguillos.

(2) M. Damas Hinard, *Romancero*, t. II, p. 84-85; M. Depping, *Romancero Castellano*, t. I, p. 169.

(3) Une romance spéciale raconte tous les détails de cette cérémonie touchante. Voyez M. Damas Hinard, *Romancero*, p. 88; M. Depping, *Romancero Castellano*, p. 176.

fils, car c'en est fait du premier. » Le vieillard envoya son second fils nommé Diègue Arias, et don Diègue Ordoñez fit de ce jeune homme comme il avait fait de l'autre. Fernand Arias, le troisième fils du vieillard, se présente et est aussi blessé à la tête; mais il avait d'un premier coup blessé don Diègue, et d'un second coup atteint son cheval, qui l'emporta hors des barrières. En vain Ordoñez voulut-il rentrer en lice, les juges ne le permirent pas, et ainsi finit ce combat, sans qu'il fût vérifié qui étaient les vainqueurs, de ceux de la ville ou de ceux du camp. Cependant une dernière scène, d'une rédaction plus récente, termine ce drame. Le vieil Arias Gonzale, placé, peu de temps après, en présence de celui qui l'a privé de ses deux fils, se laisse emporter à des outrages pleins de bravades et de jactance, que lui-même, de sens plus rassis, condamne comme l'effet d'une passion qu'il aurait été mieux et plus digne de réprimer :

« ... — Lâche que vous êtes, s'écrie le vieillard; brave avec les enfants, mais, en face des hommes qui ont de la barbe au menton, peureux comme un lièvre devant un lévrier!...

« Si j'étais entré dans le champ, vous ne vivriez pas joyeux, et je ne porterais pas pour mes fils ce triste vêtement de deuil. Loin de là; celui de Bivar le porterait pour vous comme je le porte, et ce serait le moindre des exploits dont mon bras dût être fier.

« Car enfin, Ordoñez, je sais que vous êtes plus arrogant que brave, et vous savez bien, vous, que moi toujours je fais plus que je ne dis. Et vous savez aussi que par crainte le roi don Sanche empêcha les trois comtes que j'avais provoqués de venir se mesurer avec moi.

« Vous connaissez mes vaillantises, lorsque moi, Zamoran, je dis : « Enfoncez le « fer et tirez du sang, et donnez de l'éperon à ce cheval! » lorsqu'après en avoir tué deux, je me mis, pour un qui m'échappa, à m'arracher la barbe, comme si j'eusse été vaincu, et aussi comment les comtes qui avaient osé m'attendre furent précipités de cheval à la première rencontre de ma lance. A cause de quoi les dames descendirent des estrades et me pressèrent à l'envi dans leurs bras, ce qui eût engagé mille jeunes garçons à donner leurs tendres et fraîches années, jaloux qu'ils étaient du vieillard à cheveux blancs!... Ces glorieux exploits, je les rappelle pour mon honneur et pour ta honte; car tes beaux faits, à toi, c'est d'avoir tué un jeune homme et un enfant! »

« Le courtois don Diègue Ordoñez, se modérant en homme bien appris, lui répondit à haute voix, mais d'un ton respectueux et soumis. Et d'un air gracieux, le coude appuyé sur son épée, le bras relevé sur sa poitrine et le menton sur la main, il lui dit :

« — Ces prouesses et ces exploits merveilleux, le ciel et ta bonne fortune les ont accordés à ton bras, je le reconnais, et mon témoignage suffit; je possède mon sang-froid, tandis que toi tu ne peux pas être bon témoin de mes actes, emporté que tu es par la passion. Et, quoique je pusse rapporter des traits de vaillance et de courage qui, sans te faire injure, valent presque les tiens, je dirai seulement, pour relever mon honneur rabaissé par toi, que j'ai tué deux fils à celui qui a été assez hardi pour venir au quartier royal de son ennemi. Ainsi, calme-toi, Arias Gonzale! Arias Gonzale, calme-toi! »

« Le veillard, dont le cœur avait exhalé sa colère, reconnut alors qu'il avait fait une action fort téméraire, et, obligé par là et par le mérite d'Ordoñez, il lui parla avec amitié et lui demanda une main amie. Don Diègue Ordoñez de Lara lui donna la main joyeusement, et après tous deux s'embrassèrent. Tous, à commencer par le

Cid castillan, applaudirent à cette réconciliation, et là-dessus Arias Gonzale rentra dans Zamora (1). »

Cette romance ne paraît pas antérieure à la fin du xve siècle. La générosité outrée qu'on y remarque et la réconciliation si prompte du vieil Arias Gonzale avec le meurtrier de ses deux fils sont moins dans la vindicative nature espagnole que dans le goût un peu affecté des romances moresques. Nous l'avons citée cependant, parce qu'elle prouve que la jactance et la forfanterie avaient si peu pénétré, même à cette époque, dans les mœurs populaires de l'Espagne, que ces défauts étaient blâmés et condamnés par ceux mêmes que l'emportement de la passion y avait fait tomber.

V

En ce qui concerne le rôle que la femme est appelée à tenir dans le monde, les idées du *Romancero* sont le contre-pied de celles qu'a fait prévaloir ailleurs la poésie chevaleresque, surtout celle des romans du cycle de la Table ronde. Les belles et infidèles Genièvre, les Iseult, les Sébile, ne sont pas des types espagnols. La jalousie castillane n'a pas permis aux poètes populaires de la Péninsule d'idéaliser l'infidélité conjugale. Dans cette contrée demi-orientale et chrétienne, la femme est un objet de désir, de respect et de sérieuse tendresse; elle n'est pas un objet d'adoration et de culte. Elle est l'égale de l'homme; elle n'est pas reconnue et proclamée supérieure et maîtresse. Nous avons vu, dans la romance de don Garcie, ce gentilhomme remercier Dieu et le roi de lui avoir donné doña Maria *pour femme et pour égale.* Telle est la mesure de la galanterie espagnole. Ce que tout cavalier veut en Espagne de la femme qu'il aime, ce que toute femme veut de son amant, c'est sa possession entière, absolue, légitime. En un mot, l'idéal de l'amour, tel qu'il apparaît dans le *Romancero,* c'est l'amour dans le mariage. Pour toute fille de gentilhomme, il n'y avait pas d'intermédiaire en Espagne entre le mariage et le couvent.

Voici une petite romance qui a dû être, j'imagine, chantée bien souvent, le soir, dans les humbles manoirs de la noblesse castillane, ordinairement si pauvre.

LE BON COMTE ET SA FILLE.

« Le bon comte se promenait tout rempli de chagrin, tenant en ses mains le noir chapelet sur lequel il avait coutume de prier. Il murmurait de tristes paroles, des paroles qui auraient fait pleurer.

« — Vous voilà devenue grande, ma fille, et en âge d'être mariée. Mon plus amer chagrin, c'est de n'avoir rien à vous donner.

« — Ne dites pas cela, mon père, ne dites pas cela! Vous ne devez pas vous affliger, car celui qui a une bonne fille se doit appeler riche, et celui qui en a une mauvaise n'a qu'à l'enterrer vive, puisqu'elle déshonore sa famille au lieu de l'honorer. Quant à moi, si je ne me marie pas, je puis entrer en religion (2). »

On a composé, au commencement du xviie siècle, le *Romancero du Cid* (3); je

(1) M. Damas Hinard, *Romancero,* t. II, p. 93-96; M. Depping, *Romancero Castellano,* t. Ier, p. 172.

(2) M. Damas Hinard, *Romancero,* t. II, p. 270; M. Depping, *Romancero Castellano,* t. II, p. 448.

(3) *Historia del muy valeroso caballero el Cid Ruy Diaz de Vivar en romances en lenguaje antiguo recopilados,* por Juan de Escobar. Alcala, 1612; in-12.

voudrais que l'on composât aujourd'hui le *Romancero de Chimène*. Il ne faudrait qu'extraire des quatre livres qui forment le premier recueil les frais et gracieux passages où Chimène agit et parle, et ceux où Rodrigue exprime la sérieuse tendresse qu'il a gardée pour elle jusqu'à la mort ; car, quoi qu'en ait dit Sandoval (1) et répété M. de Sismondi (2), l'opinion choquante qui veut donner deux femmes du nom de Chimène au Cid ne repose, comme toute sa vie domestique, sur aucune preuve authentique, et les romances, qui en sont les documents les plus certains, ne parlent point de secondes noces. Au reste, la Chimène espagnole, la Chimène du *Romancero*, franche, décidée, enjouée quelquefois, ne ressemble que fort peu à la Chimène créée par le génie de Corneille. Dans les romances, elle ne s'éprend d'amour pour le jeune Rodrigue qu'après le duel où succomba son père (3). On sait de quels injustes reproches notre grand poëte fut assailli pour avoir permis que sa Chimène, après un long combat, finît par donner, ou plutôt par promettre sa main à Rodrigue. Corneille s'abrita derrière cette tradition constatée par Mariana : « Chimène demanda au roi qu'il fît punir le Cid par les lois, ou qu'il le lui donnât pour époux, » et il n'eut pas de peine à prouver qu'il avait fort adouci dans sa tragi-comédie l'âpreté de la tradition espagnole. S'il avait eu sous les yeux un *romancero* plus complet, il n'aurait certes pas manqué d'opposer la pièce que l'on va lire aux délicatesses outrées de Scudéri.

« C'était un jour des Rois, un jour indiqué où les dames et les demoiselles demandent au roi leur étrenne ; si ce n'est Chimène Gomez, fille du comte Loçano, qui, posée devant le roi, lui a parlé de cette manière :

« — O roi, je vis dans le chagrin ; dans le chagrin vit ma mère. Chaque jour qui luit, je vois celui qui tua mon père, à cheval et tenant en main un épervier ou parfois un faucon qu'il emporte pour chasser, et pour me faire plus de peine il le lance dans mon colombier. Avec le sang de mes colombes il a ensanglanté mes jupes... Un roi qui ne fait pas justice ne devrait point régner et chevaucher à cheval, ni chausser des éperons d'or, ni manger pain sur nappe, ni se divertir avec la reine, ni entendre la messe en lieu consacré, parce qu'il ne le mérite pas ! »

« Le roi, quand il eut entendu cela, commença à parler ainsi : « Oh ! que le Dieu du ciel me soit en aide ! Que Dieu me veuille conseiller ! Si j'emprisonne ou tue le Cid, mes cortès se révolteront, et, si je ne fais pas justice, mon âme le payera.

« — Tiens tes cortès en repos, ô roi ! que personne ne les soulève ! Celui qui tua mon père, donne-le moi pour égal ; car celui qui m'a fait tant de mal me fera, je crois, quelque bien. »

« Alors parla le roi. Écoutez bien comme il parla :

« — Je l'ai toujours entendu dire, et je le vois aujourd'hui, que l'esprit féminin est bien extraordinaire. Jusqu'ici elle a demandé justice, et maintenant elle veut se marier avec lui ! Je le ferai de fort bon gré et de très-bonne volonté. Je veux envoyer une lettre à Rodrigue, je veux le mander (4). »

(1) Sandoval, *Historia de los reyes de Castilla y de Leon* ; folio 21, verso.

(2) *Littérature du midi de l'Europe*, t. III, p. 119.

(3) Il existe à peine dans le *Romancero del Cid* quelques traces des amours de Rodrigue et de Chimène avant leur mariage. On lit, il est vrai, dans la célèbre traduction allemande de Herder, une romance qui rappelle un peu la scène du balcon de *Roméo et Juliette* ; mais Herder a composé évidemment son *Romancero* sur la traduction française, ou plutôt sur l'imitation très-libre de la *Bibliothèque des Romans* (juillet 1783, IIe volume), et le dialogue entre Rodrigue et Chimène ne s'est trouvé jusqu'ici dans aucun recueil original.

(4) M. Damas Hinard, *Romancero*, t. II, p. 20 et 21 ; M. Depping, *Romancero Castellano*, t. Ier, p. 123-124. Cette romance est très-ancienne et ne se trouve pas dans le *Romancero del Cid* ; elle nous a été conservée par le *Cancionero de romances*, recueil déjà rare du temps de Corneille.

A présent que nous connaissons l'humeur vive, décidée, pétulante, de la jeune Chimène Gomez, il nous faut voir ce que devint la jeune femme. Il y aurait bien du malheur si la compagnie de Rodrigue lui avait fait perdre quelque chose de son franc parler, de son esprit, de sa vivacité piquante et passionnée. Le Cid Campeador est constamment en guerre ; il ne cesse de batailler contre les Mores au profit du roi don Ferdinand. Les romances vont nous apprendre comment la jeune mariée supportait ces pénibles absences ; c'est au roi, cause de tout le mal, qu'elle adresse surtout ses plaintes.

LETTRE DE CHIMÈNE AU ROI FERDINAND.

« Dans le manoir de Burgos, attendant son Rodrigue, Chimène est si enceinte qu'elle attend son très-prochain accouchement.

« Plus affligée encore, le matin d'un dimanche, baignée de tristes larmes, elle prit la plume en main, et, après avoir écrit à son mari mille plaintes capables d'attendrir des entrailles de marbre, elle prit de nouveau la plume, et de nouveau se remit à pleurer. Elle écrivit de cette manière au roi don Ferdinand :

« A vous, mon seigneur roi, le bon, le fortuné, le grand, le conquérant, le reconnaissant, le sage ; votre servante Chimène, fille du comte Loçano à laquelle vous avez « donné un mari comme pour vous moquer d'elle, vous salue, des murs de Burgos, où « elle vit dans la tristesse. Que Dieu mène à heureuse fin vos bons projets !

« Pardonnez-moi, mon seigneur ; je n'ai point le cœur faux, et, quand ce cœur est « mal disposé pour vous, il ne peut le cacher. Je suis en ce moment peu contente, et je « vous écris forcée par le chagrin. Je ne puis que vous regarder comme mon ennemi, « après tant de griefs que j'ai contre vous.

« Quelle loi de Dieu vous enseigne que vous pouvez, pendant tout le temps si long « que vous faites la guerre, démarier deux époux ?

« Quelle bonne raison approuve que vous montriez à un jeune garçon bien appris, « bien caressant, bien timide, à être un lion féroce, et que, de nuit et de ous le « teniez enchaîné, sans le lâcher pour moi, sinon une fois l'année ?

« Et encore, cette fois-là, il vient tellement souillé de sang jusqu'aux pieds de son « cheval qu'il fait peur à voir, et à peine est-il couché près de moi qu'il s'endort entre « mes bras. Dans ses songes il frémit et s'agite, se croyant toujours au milieu des « combats.

« Et l'aube paraît à peine que les éclaireurs et les guides le pressent de se mettre « en campagne.

« Que si vous faites cela pour l'honorer, Rodrigue a bien assez d'honneur, puisqu'il « n'a pas encore de barbe et qu'il a cinq rois pour vassaux.

« Enfin, seigneur, je suis enceinte et entrée dans mon neuvième mois ; les larmes « que je verse sans cesse peuvent m'être nuisibles, car, comme je n'ai pas d'autre bien « et que vous me l'enlevez, je le pleure vivant comme s'il était mort.

« Ne permettez pas que vienne à mal le gage du meilleur gentilhomme qui suive « l'étendard aux croix rouges et qui ait baisé la main d'un roi.

« Répondez-moi sans délai par une lettre de votre main, encore qu'il faille donner « une bonne étrenne à votre messager. Surtout jetez cet écrit au feu ; qu'il ne coure « pas dans le palais, car les mauvaises langues ne m'en tiendraient pas bon compte. « Cessez de me faire le tort dont j'implore la fin. Songez que c'est offenser le ciel que « d'agir si mal (1). »

(1) M. Damas Hinard, *Romancero*, t. II, p. 41 ; M. Depping, *Romancero Castellano*, t. Ier, p. 141.

Voici comment le roi don Ferdinand répondit à doña Chimène. Soyez sûr qu'il ne demeura pas en reste envers elle d'esprit, de grâce et d'enjouement.

« A la dixième heure du jour, demandant du papier à son secrétaire, le roi répond de sa propre main à la lettre de Chimène. Après avoir fait la croix avec quatre points et un parafe, il écrivit les paroles suivantes en style de courtisan :

« A vous, Chimène la noble, la femme d'un mari envié, la modeste, la spirituelle, « attendant un prochain accouchement, le roi, qui ne trouva jamais en vous mauvais « vouloir, vous envoie ses saluts, en foi de ce qu'il vous aime tendrement.

« Vous me dites que je suis un mauvais roi, que je démarie les mariés, et que, pour « mes intérêts, j'ai peu de souci de vos chagrins. Vous me dites dans vos dépêches que « vous vous plaignez de moi parce que je ne vous lâche point votre mari, sinon une « fois dans l'année, et encore, lorsque je vous l'envoie, qu'au lieu de vous caresser il « s'endort dans vos bras, tant il est fatigué.

« Si vous eussiez appris, madame, que je vous enlevasse votre mari pour mon plai- « sir, vous auriez raison de vous plaindre ; mais, puisque je vous l'enlève seulement « pour qu'il combatte nos voisins les Mores, je ne suis pas envers vous si coupable.

« Que si Rodrigue fût resté pendu à votre trousseau de clefs, mes possessions ne se « seraient pas augmentées d'un si riche patrimoine. Si je l'eusse laissé se promener « avec les autres infançons, votre médaille d'or de saint Michel aurait pu tomber en de « mauvaises mains ; et, si je ne lui avais pas confié le soin de mes armées, vous ne seriez « qu'une simple dame, et lui qu'un simple gentilhomme.

« Si votre mari, madame, ne vous avait pas mise enceinte, je croirais ce que vous « m'avez conté de son dormir ; mais, puisqu'il a rendu votre jupe trop courte, il faut « qu'il n'ait pas dormi autant que vous le dites, car il attend de vous un héritier de son « majorat.

« Et si un mari vous manque à vos premières couches, il n'importe ; vous y aurez « un roi qui vous fera cent mille régals.

« Ne lui écrivez point de venir, parce que, bien qu'il fût à vos côtés, en entendant « le tambour, il serait capable de vous quitter.

« Vous dites que votre Rodrigue a des rois pour vassaux. Plût à Dieu que, comme « il en a cinq, il en eût cinq fois quatre ! car, les tenant en son pouvoir, mes châteaux « et les vôtres n'auraient pas tant d'ennemis.

« Vous me dites de jeter au feu la lettre que vous m'avez écrite. Si elle contenait « des hérésies, elle mériterait une telle récompense ; mais, comme elle ne contient que « des raisons dignes des sept sages, elle vaut mieux pour mes archives que pour le feu « ingrat.

« Et, afin que vous gardiez la mienne et ne la mettiez pas en morceaux, j'assure un « beau présent à l'enfant dont vous accoucherez. Si c'est un fils, je promets de lui don- « ner une épée et un cheval et deux mille maravédis pour l'aider dans ses dépenses ; si « c'est une fille, je promets de placer pour sa dot quarante marcs d'argent à partir « du jour où elle sera née.

« Sur ce, madame, je finis, sans cesser de supplier la sainte Vierge qu'elle vous soit « en aide dans les périls de l'accouchement (1). »

Peut-être ne sera-t-on pas fâché de savoir de quelle façon courtoise et galante don Ferdinand tient sa royale promesse.

« A Saint-Isidore de Léon se rendait pour sa messe de relevailles la noble Chimène

(1) M. Damas Hinard, *Romancero*, t. II, p. 145 ; M. Depping, *Romancero Castellano*, t. I, p. 145.

Gomez, femme du Cid Campeador. Pour sortir, elle habilla ses écuyers de drap de Courtrai, car l'habit du serviteur fait voir quel est le maître.

« La belle dame revêtit un casaquin de fine écarlate avec des franges en velours piquées de deux en deux, et une basquine de même étoffe avec une garniture, présent que lui avait fait le roi le jour de son mariage. Elle mit une belle ceinture à glands d'argent, présent que le comte avait fait à la comtesse sa mère.

« A son cou pendaient deux médailles posées très-élégamment, représentant saint Lazare et saint Pierre, deux saints de sa dévotion.

« Ses cheveux, qui sont plus brillants que l'or, retombent sur ses épaules, ne formant tous qu'une seule tresse. Elle porte une mante de drap de Courtrai, parce que les dames de qualité, à mesure qu'elles couvrent mieux leur visage, découvrent mieux leur renommée.

« Chimène était si belle que le soleil resta suspendu au milieu de sa course pour la mieux considérer.

« Et voilà qu'au milieu de l'église elle rencontra le roi Ferdinand, qui, pour la conduire, la prit par la main.

« — Noble Chimène, dit le roi, puisque le Cid Campeador, votre fortuné mari et mon meilleur vassal, a manqué aujourd'hui l'église pour se trouver dans les combats, à défaut de son bras, je serai votre écuyer, et à la belle infante que le ciel vous a donnée j'envoie mille maravédis et ma plus belle parure de plumes. »

« Chimène ne remercia pas le roi d'une faveur si haute, car la timidité s'empara d'elle et lui ôta la voix. Elle prit les mains du roi pour les baiser. Lui les retira, l'accompagna à l'église et la ramena à sa maison (1). »

Cependant le temps court, les années volent ; Chimène n'est plus la jeune femme amoureuse et folâtre que nous avons vue à sa première couche : elle a deux filles, héritières de sa jeunesse. Dans plusieurs romances, nous la retrouvons grave, pensive et sereine aux côtés du Cid, mais toujours amie de la guitare et du chant. Quand le bon Cid veut donner l'idée la plus complète de sa soumission au roi, il la compare à celle que Chimène a pour lui.

« Je suis le Cid Campeador, qui me tiens près de Consuegra, aussi soumis au roi don Alphonse que doña Chimène m'est soumise à moi-même. »

Et il ajoute un peu après :

« Quand je suis seul, je pleure ma compagne Chimène, qui, comme la colombe, reste abandonnée et triste dans un pays étranger, car, bien que ce soit son pays, elle y est entourée d'ennemis ; et, puisque ce sont ceux de son mari, qui douterait que ce soient les siens (2) ? »

Dans une occasion solennelle, le Cid, recevant des présents du soudan de Perse, montre à l'envoyé du monarque sa maison, ses filles et sa Chimène avec un orgueil qui rappelle celui de la mère des Gracches (3). Dans la pièce que l'on va lire, et où le Campeador, déjà armé en guerre, mêle de sages conseils à ses adieux, il est aisé de voir à travers la gravité des paroles quel trésor inépuisable de tendresse et de respect Rodrigue conserve pour Chimène.

(1) M. Damas Hinard, *Romancero*, t. II, p. 45 ; M. Depping, *Romancero Castellano*, t. I, p. 145.
(2) M. Damas Hinard, *ibid.*, t. II, p. 121 ; M. Depping, *ibid.*, t. I, p. 193-194.
(3) M. Damas Hinard, *ibid.*, t. II, p. 207.

ADIEUX ET CONSEILS DU CID A CHIMÈNE.

« Déjà couvert de son casque, le Cid s'entretenait avec sa Chimène, un peu avant d'aller aux combats de Valence.

« — Vous savez bien, madame, dit-il, combien notre tendresse et l'affection que nous avons l'un pour l'autre admettent peu l'absence; mais le droit disparaît là où l'obligation intervient, car, pour tout homme de sang noble, c'est une obligation de servir le roi.

« Conduisez-vous en mon absence comme une femme prudente que vous êtes, et qu'on ne voie rien de changé en vous, puisque vous sortez de si bon lieu.

« Employez les heures rapides à prendre soin de votre bien, et ne demeurez pas un seul moment oisive, car être oisive ou être morte, c'est même chose.

« Gardez vos plus riches vêtements pour quand je serai de retour, car une femme sans son mari doit aller avec une grande simplicité.

« Veillez bien sur vos filles, et qu'elles soient toujours célées; mais qu'elles ne s'aperçoivent pas que vous ayez aucune crainte, car ce serait faire qu'elles comprendraient le mal. Qu'elles ne s'éloignent pas un instant de dessous vos yeux, car des filles sans leur mère sont fort près de la perdre.

« Soyez grave avec vos serviteurs, affable avec les dames, circonspecte avec les étrangers, sévère avec vos compatriotes.

« Ne montrez point mes lettres, même à votre plus proche parente, et l'homme le plus sage ne saura pas comment j'accueille les vôtres; et si vous ne vous sentez pas assez forte pour dissimuler votre joie, ce qui est le propre des femmes, montrez-les à vos filles...

« ... Je vous laisse pour chaque jour vingt-deux maravédis. Traitez-vous selon ce que vous êtes, et ne regardez pas à la dépense. Si l'argent venait à vous manquer... ne mettez pas en gage vos joyaux. Empruntez sur ma parole; vous trouverez bien là-dessus qui remédie à vos besoins, puisque je travaille sans cesse à remédier à ceux des autres.

« Sur ce, madame, adieu, car j'entends d'ici le bruit des armes. »

« Et après un étroit embrassement, il sauta légèrement sur Babiéca (1). »

Nous nous croyons parfaitement en droit de conclure, de ce qu'on vient de lire, qu'il n'y a rien dans le génie espagnol, rien dans les *poëmes du Cid*, rien dans le *Romancero*, qui rappelle les côtés romanesques, fantastiques et peu moraux de la poésie chevaleresque de France et d'Angleterre aux XIIIe et XIVe siècles.

Mais s'il en est ainsi, dira-t-on, si les ouvrages qui reflètent incontestablement le mieux le vrai caractère national, si les romances et les chansons de geste contiennent en Espagne aussi peu d'éléments romanesques; si, au contraire, les traits distinctifs de la chevalerie espagnole sont le bon sens, la franchise, l'élan sans tergiversation ni équivoque des passions bonnes ou mauvaises, la sincérité des sentiments, toujours logiques et conséquents avec eux-mêmes, allant droit au fait dans les paroles et droit au but dans les actions; si le merveilleux et le surnaturel tiennent si peu de place dans les premières créations de leur esprit, et qu'esclaves de la vérité dans la vie réelle, ils aient gardé constamment le respect de la vraisemblance dans leurs fictions; s'il en est ainsi, dira-t-on, où donc Michel Cervantes a-t-il pris l'idée et le modèle de son chef-d'œuvre? A quel être de raison sa poétique satire s'adresse-t-elle? Dans

(1) Duran. *Romancero de romances*, etc., t. II, p. 119; M. Damas Hinard, *Romancero*, t. II, p. 126.

quelle province inconnue des Espagnes a-t-il entendu pousser des soupirs pour des amours imaginaires? Où a-t-il vu donner dans les grands chemins de grands coups d'épée en l'air et sans motif? Où a-t-il rencontré la rêverie vague et creuse dans ce pays si sain, où il n'existe que si peu de cerveaux fêlés ou vides, dans ce pays des formes et des couleurs précises, où l'on ne connaît guère que la beauté visible et palpable, et où les rêves de l'extase religieuse elle-même ont dû revêtir des formes sensibles? Cervantes s'est-il donc livré à un jeu d'esprit sans but, à une critique sans objet, à une peinture purement d'imagination? Non, non; je suis bien loin de vouloir tirer de ce qui précède une conclusion aussi absolue. L'extravagante bibliothèque de don Quichotte, livrée aux flammes par le curé, la nièce et la gouvernante du bon hidalgo, après sentence dûment prononcée, forme à l'immortelle satire une base très-solide et très-réelle. Je n'essayerai pas de le nier : il existe un corps de délit. Des monceaux de fadaises chevaleresques, imprimées au commencement du XVIe siècle, témoignent d'un singulier désordre dans les esprits; mais il faut distinguer : la chevalerie que Cervantes a si joyeusement bafouée, ce n'est pas la grave chevalerie de son pays, dont il était lui-même un des derniers et des plus honorables représentants; ce qu'il flagelle à outrance, ce n'est pas le génie espagnol; au contraire, c'est au profit de ce dernier qu'il censure l'importation dans sa patrie d'une littérature étrangère, pleine de folie et de licence, qui usurpait l'admiration publique et tendait à altérer les mœurs nationales. En effet, les fictions gracieuses et peu édifiantes du cycle d'Artus et de la Table ronde, *Lancelot du Lac*, *Tristan de Léonois*, toute cette chevalerie romanesque et voluptueuse de notre France au XIIIe siècle, n'avaient eu, à l'origine, que peu ou point d'écho en Espagne. Le fondement de toute cette littérature féerique et licencieuse, la raillerie du mariage, était, comme nous l'avons dit, profondément antipathique à la jalousie castillane. On peut voir, en parcourant la section des romances dites chevaleresques, que le cycle de Charlemagne et des douze pairs, lié par les exploits de Bernard de Carpio, le fabuleux rival de notre Roland, aux traditions espagnoles, a joui seul, de l'autre côté des Pyrénées, d'une popularité véritable. Ce n'est qu'au milieu du XIVe siècle qu'une imitation, ou plutôt une inspiration fort adoucie et très-adroite des romans français, l'*Amadis de Gaule*, obtint un succès de vogue dans toute la Péninsule. « Voilà, dit le curé dans l'inventaire de la bibliothèque de don Quichotte, le premier roman de chevalerie qu'on ait imprimé en Espagne. C'est de celui-là, à ce que j'ai ouï dire, que tous les autres tirent leur origine. En qualité de fondateur d'une secte si dangereuse, il doit être condamné au feu. » — « Mais, reprit maître Nicolas, le barbier, j'ai aussi entendu dire qu'*Amadis de Gaule* est le meilleur de tous les livres composés dans ce genre là (1), et ainsi, à titre de modèle, il mérite qu'on lui pardonne. »

Il faut cependant se garder de croire que ce roman, tout rempli de galanterie et de merveilleux, soit beaucoup plus raisonnable et plus chaste que *Tristan de Léonois* et *Lancelot du Lac*. Toutes les filles et nièces de roi s'y montrent de la complexion la plus amoureuse, et toutes ont auprès d'elles, pour servir et protéger leurs faiblesses, les plus complaisantes et les plus adroites confidentes, entre autres l'aimable Dariolette. La passion des jeunes cavaliers est si soumise, si religieuse en quelque sorte, le plus ordinairement si constante, qu'elle a toute l'apparence d'une vertu, et pourtant ces purs amants ne se refusent aucune satisfaction effective. Seulement (ce qui était le point capital de l'autre côté des Pyrénées) ces intrigues ne portent aucune atteinte au sacrement; s'il y a beaucoup d'Arianes parmi ces jeunes et fragiles princesses, il y a du moins ni crédule Amphitryon, ni triste roi de Cornouailles. La postérité d'*Amadis* a été innombrable : *Esplandian*, *Amadis de Grèce*, *Félix-Marte*

(1) Cet éloge ne peut s'appliquer qu'aux trois premiers livres.

d'Hyrcanie, l'invincible *don Bélianis de Grèce* et une foule d'autres offrirent bientôt tous les abus et toutes les extravagantes exagérations du genre. Les imitateurs espagnols, comme leurs confrères de tous les pays, ont poussé jusqu'au ridicule les défauts de leurs modèles. De cette multitude de méchants livres que protégeait la mode et qui corrompait le bon sens public, Cervantes n'amnistie sans restriction, après l'*Amadis de Gaule*, que le seul *Palmerin d'Angleterre*, œuvre portugaise et royale, digne, suivant le licencié Pero Perez, d'être conservée soigneusement, comme une chose unique, dans une cassette aussi précieuse que celle qu'Alexandre trouva parmi les dépouilles de Darius, et qu'il destina à enfermer les œuvres d'Homère. Le bon curé exempte encore de l'auto-da-fé le fameux *Tiran le Blanc*, qu'il loue en ces termes un peu équivoques : « Trésor d'allégresse et mine d'agréables passe-temps, ce livre, pour le style, est le meilleur du monde. On y voit les chevaliers manger, dormir, mourir dans leurs lits. et, avant de trépasser, faire leur testament, avec une foule d'autres choses qui manquent à tous les livres du même genre. » Cet éloge badin nous fait penser que *Tiran le Blanc* était un premier essai de réaction et de critique indirecte contre les invraisemblances des romans de chevalerie; ce qui n'empêche pas le très-peu conséquent licencié de déclarer que l'auteur de ce livre a mérité les galères à perpétuité, apparemment à cause des amours d'un bel écuyer nommé Hippolyte avec une impératrice de Constantinople fort proche parente de la belle et infidèle reine de Cornouailles.

Au reste, qu'on ne s'étonne pas de voir la réaction contre les écarts de la littérature romanesque venir précisément d'un pays où ce genre d'exagération n'avait aucunes racines profondes et naturelles. L'idée fondamentale de *Don Quichotte* n'est pas, comme on l'a tant répété, le contraste de la générosité héroïque et idéale avec la réalité prosaïque et vulgaire. Non; la lutte n'est pas là. Elle est entre l'enthousiasme faux et chimérique des héros de roman et l'héroïsme sensé et pratique des héros de l'histoire; elle est entre l'amour vaporeux et romanesque et l'amour sincère, naturel et véritable. L'épopée comique de Cervantes était un retour et un rappel à la vérité et au goût national. De là vinrent les applaudissements unanimes qui l'accueillirent. On ne l'a pas assez remarqué : le succès fut universel, surtout parce que cette charmante et satirique production ne blessait aucun des sentiments, aucun même des préjugés de la nation. L'Espagne ne vit et ne dut voir dans *Don Quichotte* que la critique d'un travers étranger, tandis que l'Europe, où cette création originale ne fut pas moins bien accueillie et qu'elle corrigea, put (ce qui est toujours commode) n'y voir qu'une peinture un peu chargée des ridicules d'un peuple voisin. Pour la France, c'était cependant sa propre littérature qui était en cause, mais sa littérature déjà oubliée d'elle-même et rendue méconnaissable par de maladroites imitations. Certes, le digne licencié Pedro Perez, qui a épargné *Amadis de Gaule* et *Palmerin d'Angleterre*, n'aurait consenti à brûler ni *Tristan*, ni *Perceval*, ni *Lancelot*, surtout dans la gracieuse et poétique rédaction de Chrétien de Troyes. Pour moi, je ne souhaite pas à celles de ces productions dont les textes originaux sont encore inédits de reposer éternellement dans la précieuse cassette d'Alexandre. Je forme un vœu tout opposé : en ce temps où l'on imprime tant et tant de choses inutiles ou médiocres, je voudrais voir ces antiques monuments de notre langue et de notre génie national recevoir une vie splendide et nouvelle de la main élégante et soigneuse des Didot et des Crapelet. A ce vœu, j'en suis sûr, Michel Cervantes lui-même, si sensible aux grâces du langage, aurait souscrit de bien grand cœur.

CHARLES MAGNIN.

LA

FAMILLE ALAIN.

PREMIÈRE PARTIE.

I

La Dive est une petite rivière qui serpente à travers la riche vallée d'Auge et qui vient se jeter dans la mer. Quelques cabanes de pêcheurs et d'herbagers ont fini par devenir un village qui s'appelle Dive, du nom de la rivière. Les hommes sont pêcheurs ou marchands de bestiaux. Parmi les femmes, quelques-unes s'occupent de l'industrie de leurs maris; le plus grand nombre fait de la dentelle. Toute la vallée se compose de pâturages limités par des ruisseaux alimentés par la Dive, qui, après avoir passé sous le pont de bois de Cabour, hameau d'une dizaine de maisons, coule entre le village de Dive et un énorme banc de sable qui la sépare de la mer, dans laquelle elle va se jeter au-dessous de Beuzeval.

Beuzeval n'est guère que la réunion, sur les livres du cadastre, de fermes isolées sur un plateau élevé au-dessus de la mer et de moulins à eau mus par une petite rivière qui s'appelle tout simplement la rivière,--fleuve, si l'on en croit la définition des géographes, —fleuve de un à deux pieds de profondeur, d'une eau claire et limpide, et sur lequel on a jeté de place en place un vieux saule qui, posé sur les deux rives, forme un pont suffisant.

Par une matinée d'août, un dimanche, la marée montait et enflait la Dive, qui, à marée basse, n'est guère qu'un ruisseau. Un grand nombre de personnes étaient rassemblées près de l'embouchure de la rivière, sur une partie du rivage où sont situés deux ou trois cabarets sur lesquels on lit : *Cidre à dépoteyer*, ce qui veut dire à vendre par pots.

La messe venait de finir, et les habitants de Cabour, qui n'ont pas d'église, ainsi qu'une grande partie de ceux de Beuzeval, qui se trouvent plus loin de leur église que de celle de Dive, étaient descendus à l'issue de la messe jusqu'au bord de la

rivière et de la mer, pour assister à une cérémonie qui allait avoir lieu. Quelques hommes dépoteyaient du cidre. De jeunes filles en parure se promenaient par trois ou quatre ensemble, caquetant et riant tout haut pour attirer l'attention des garçons, qu'elles semblaient éviter, tandis que ceux-ci, également par groupes, causaient de la mer, de la pêche et du temps, sans perdre les filles de vue. Parmi ceux qui s'étaient assis devant les cabarets, il était impossible de ne pas remarquer deux hommes déjà âgés, mais encore vigoureux, qui, partageant fraternellement un pot de cidre, échangeaient quelques mots qui sortaient de leur bouche entre d'épaisses bouffées de tabac.

L'un des deux était le seul des assistants qui ne fût pas en toilette; il avait sur la tête un bonnet de laine rouge; un gilet de laine rayé de blanc et de rouge ne laissait voir que ses manches, parce qu'un autre gilet de gros drap bleu foncé était boutonné par-dessus ; un pantalon de drap bleu était recouvert du haut par un cotillon,—large pantalon de toile à voile qui retombe à gros plis jusqu'aux genoux, — et d'en bas, par de grandes bottes qui montent jusqu'à moitié de la cuisse. Son visage était à peu près couleur de cuivre, ainsi que son cou, que l'absence de cravate permettait de voir. En réalité, il s'appelait Tranquille Alain; mais quelques actes d'audace à la pêche lui avaient fait donner dans sa jeunesse le surnom de Risque-Tout, qui était devenu tout doucement son nom et le seul sous lequel le connussent les jeunes gens de la commune.

L'autre, auprès de Tranquille Alain, était presque un monsieur; il avait un chapeau et une très-longue redingote d'un bleu pâle, un pantalon de faux nankin d'un jaune plus ardent que le véritable, des souliers à bouts arrondis, et sur le ventre un large cordon de montre vert et rouge, terminé par un gros cachet et une clef en cornaline. Il se nommait Éloi Alain et était cousin de Tranquille. Il était meunier du meilleur moulin de Beuzeval, celui qui est le plus près de la mer. Il était riche et n'était pas fâché qu'on lui parlât de son argent. Comme presque tous les meuniers, il accaparait un peu de blé et faisait une sorte de petite banque quelque peu usuraire; il avait beaucoup spéculé sur la manie des paysans de devenir propriétaires en achetant des carrés de terre qui rapportent deux pour cent, et dont il leur faut payer l'intérêt à cinq pour cent quand le vendeur leur accorde du temps, ou à huit ou neuf quand il faut emprunter pour payer l'acquisition. Il avait fait aussi un peu de contrebande dans sa jeunesse; mais le métier n'en valait plus rien, et il n'y pensait que pour se rappeler une haine violente qu'il conservait dans son cœur, et qui avait pris son origine dans une affaire de cette nature. Il avait prêté de l'argent à son cousin Tranquille pour faire construire un nouveau canot que l'on devait baptiser ce matin même, et ils attendaient en buvant et en fumant que M. le curé, qui était allé dîner après sa messe, descendît sur la plage avec son clergé.

Le canot neuf était sur la plage, mâté et voilé, avec un énorme bouquet au haut du mât. Pélagie Alain, femme de Tranquille, triomphait sans dissimulation. Auprès d'elle étaient le parrain et la marraine, un beau petit garçon et une belle petite fille vêtus de leurs habits de fête, et qu'elle avait bien du mal à empêcher d'aller jouer, ce qui aurait nécessairement détruit bien vite l'effet de ses soins pour les parer. Le garçon, appelé Onésime, était à elle, ainsi qu'une seconde petite fille, la blonde Bérénice, qui n'assistait à la fête qu'en qualité de spectatrice. La marraine était une enfant dont Pélagie avait été la nourrice et qui était sœur de lait de Bérénice. Sa mère était morte depuis longtemps, et son père, soldat, l'avait laissée chez les Alain, avec lesquels il avait été lui-même élevé. Il était mort depuis quatre ans sur le champ de bataille chef de bataillon et décoré, laissant à sa fille deux cent cinquante francs de pension. Tranquille Alain et sa femme ne la distinguaient guère de leurs autres enfants, et tous ensemble se traitaient comme frère et sœurs. La marraine avait été

nommée Pulchérie, nom qui se prononce dans les campagnes normandes comme *Chérie.*

Peut-être serez-vous un peu étonnée, madame, de l'air prétentieux de la plupart de ces noms, mais je puis vous assurer que je n'en suis pas l'inventeur et qu'ils sont très-communs en Normandie. Il n'y a pas un village où l'on ne trouve des Bérénice, des Artémise et des Cléopâtre. Où les habitants ont-ils pris originairement ces noms? Je l'ignore. Quelques dames de châteaux les auront donnés d'abord autrefois d'après quelques romans de mademoiselle de Scudéri, et ils seront restés traditionnellement dans le pays.

Le pot de cidre de Tranquille et d'Éloi était vide. Éloi prit sa canne qu'il avait posée à terre,—cette canne avait une masse à un bout et un cordon de cuir à l'autre,—et il frappa sur la table en criant : « Garçon, un pot! » Le maître du logis, qui était son propre garçon, vint prendre le pot et le rapporta plein, puis attendit, selon l'usage, que les consommateurs le payassent d'avance. Éloi tira d'une poche de son pantalon une poignée de pièces de cinq francs, sembla chercher parmi elles une pièce moins grosse, puis, ne la trouvant pas, remit l'argent dans son gousset, et interrogea l'autre poche de la même manière. — Attends, dit Tranquille, j'ai de la monnaie.

— Tu as déjà payé l'autre pot.

— C'est égal, puisque tu n'as pas de monnaie.

Éloi se laissa vaincre sans plus de résistance, et, comme s'il eût attendu cette offre, il remit dans sa seconde poche l'argent qu'il en avait tiré, et, amenant à lui une blague formée d'une patte d'albatros, dans laquelle Risque-Tout mettait son tabac, il remplit de nouveau sa pipe. Risque-Tout en fit autant avec son propre tabac, tira un peu d'amadou de son gilet, battit le briquet avec son couteau sur un galet cassé qu'il ramassa, et ralluma sa pipe noircie par l'usage, dont le tuyau avait à peine quelques lignes de longueur, et qui se plaçait dans un trou qu'elle avait fait entre deux dents, comme un aviron dans une *dame.*

— Eh! Tranquille, dit le meunier, je ne vois pas ton aîné.

— Césaire? Oh! il est allé se faire brave. Il n'a pas voulu rester comme moi avec ses habits de pêche.

— Tu pêches donc le dimanche?

— Ma famille mange le dimanche comme les autres jours.

— L'Église ne veut pas qu'on travaille le dimanche, et il n'y a que toi qui n'obéisses pas.

— C'est commode pour toi. Le blé pousse le dimanche comme les autres jours, et il pousse aussi la nuit pendant que tu dors. D'ailleurs, qui travaille prie. On permet bien de boire et de se soûler au cabaret le dimanche, et on ne me permettrait pas de gagner le pain de mes enfants! Allons donc! Je suis un simple, je ne sais pas lire, mais j'ai un bon sens qui me dit ce qui est bien et ce qui est mal. Pourquoi est-ce qu'on ne travaillerait pas le dimanche?

— Cela t'empêche d'aller à la messe.

— Pas tout à fait. Nous sommes partis cette nuit pour relever nos lignes et nos cordes, et, quand le jour a commencé à poindre, Césaire et moi nous nous sommes mis à genoux, et nous avons prié un brin le bon Dieu de bénir notre pêche et notre travail, et il nous a entendus : nous avions du poisson à tous ains.

(Je ne crois pas devoir conserver aux personnages l'accent du pays, qui serait peu intelligible. En réalité, Tranquille Alain a dû dire *béni* pour bénir, *pèchon* pour poisson, *mè* pour moi, *commenché* pour commencé; *tous ains* est parfaitement français et est synonyme d'hameçons.)

— Et aussi, ajouta Éloi, M. le curé a encore dit anhui (aujourd'hui) dans sa chaire que Dieu s'était reposé le septième jour.

— M. le curé, je le respecte; mais, dans sa chaire, il parle tout seul et personne ne lui répond. Si le bon Dieu s'est reposé le septième jour, c'est parce qu'il avait fini sa besogne et n'avait plus rien à faire. Il s'est aussi reposé le huitième, c'est-à-dire le lundi, et le neuvième et tous les jours suivants; faut-il donc ne pas travailler demain ni jamais? Écoute, Éloi, tu m'as prêté cent écus pour faire faire ce canot neuf; eh bien! tu es plus sûr d'être payé des cent vingt écus que je dois te rendre après la saison par un homme qui travaille le dimanche... Tiens, voilà Césaire qui arrive.

— Es-tu content de lui?

— Oui, il va bien; c'est doux comme une fille, ça n'a pas une volonté; mais un qui sera un fin pêcheur, c'est le petit Onésime, le parrain de l'embarcation. Il ne vit que sur la mer, cet enfant-là, et ça a onze ans! Si ça avait la force, ça vous manœuvre déjà un bateau comme un homme! Je ne veux pas l'emmener aux marées de nuit, tant qu'il est si jeune; eh bien! il faut se fâcher chaque fois pour le laisser à la maison. L'autre nuit, il y a deux jours, je le croyais endormi; nous partons avec Césaire, il était une heure de la nuit; eh bien! Onésime était allé d'avance se cacher sous le tillac du canot! Quand il tient une ligne ou un libouré, le roi n'est pas son maître! Cet enfant-là sera un jour l'ennemi du poisson... Mais on sonne à l'église, c'est le curé qui sort. Ah! voilà le maître du château et sa femme.

— M. Malais?

— M. Malais de Beuzeval.

— Pas plus de Beuzeval que moi, répliqua le meunier avec impatience; le grand-père était marchand de bœufs comme le mien; le père a été usurier, tandis que le mien était honnête homme. C'est de ce moment-là que leur famille s'est élevée au-dessus de la nôtre; il a acheté ou plutôt volé le château de Beuzeval. Je ne parle pas de l'oncle de celui-ci, qui était douanier, le diable ait son âme! Je n'en parle pas, parce que j'en ai trop à dire, et ces Malais, ça a l'air de mépriser la terre... elle n'est pas digne de les porter... Eh! moi aussi j'en ai de l'argent, ça sera peut-être à mon tour quelque jour de ne pas les reconnaître; j'ai fait un serment sur cette famille-là.

On sonnait toujours à l'église; on commença à entendre les chants du curé, du clerc et des enfants de chœur, dont l'un portait la croix et l'autre du sel, du blé et l'eau bénite. Les pêcheurs qui entouraient le canot, qui en louaient ou en critiquaient le bordage ou la quille, et qui prophétisaient qu'il irait plus ou moins bien à la voile ou à l'aviron, se découvrirent et s'espacèrent pour faire place au curé, au parrain et à la marraine. Pélagie Alain avait placé un christ de buis sur l'arrière du bateau, place d'honneur. Tout le monde se signa, et le curé commença à dire en latin :

— Seigneur, vous domptez l'orgueil de la mer et vous calmez la violence des flots.

Et le clerc répondit : — Je chanterai éternellement les miséricordes du Seigneur.

Le curé lut alors l'Évangile :

« En ce temps-là, Jésus montant dans une barque, ses disciples le suivirent, et voici qu'une grande tempête s'éleva sur la mer, en sorte que la barque était couverte de vagues; Jésus cependant dormait; ses disciples s'approchèrent donc de lui et l'éveillèrent en disant : « Seigneur, sauvez-nous, nous périssons! » Jésus leur dit : « Pourquoi craignez-vous, gens de peu de foi? » Et en même temps, se levant, il commanda aux vents et à la mer, et il se fit un grand calme. Ceux qui étaient présents furent saisis d'étonnement, et ils disaient : « Quel est celui à qui les vents et la mer « obéissent? »

Puis le curé reprit en chantant : « Seigneur, vous domptez l'orgueil de la mer, et vous calmez la violence des flots. »

Et le clerc répondit avec les enfants de chœur : « Je chanterai éternellement les miséricordes du Seigneur. »

Le curé fit alors le tour de la barque en y jetant du sel et du blé, et en disant : — Notre secours est dans le nom du Seigneur.

Le clerc. — Qui a fait le ciel et la terre.

Le curé. — Que le nom du Seigneur soit béni !

Le clerc. — Maintenant et dans toute l'éternité.

Le curé.—Opérez, Seigneur, ce qui est représenté par le sel et par le blé ; donnez-nous la sagesse qui prévient la corruption et l'iniquité, et bénissez les travaux de ceux qui monteront ce frêle esquif.

Il demanda alors quels étaient le parrain et la marraine, et à une seconde question : « Quel nom donnez-vous au canot ? » Onésime s'embarrassa et ne put répondre ; mais Pulchérie, rouge comme une cerise, répondit : « *La Mouette,* monsieur le curé. »

Le curé aspergea le canot d'eau bénite, et se remit en route. Pulchérie lui mit dans la main un sac de bonbons, dans lequel on avait caché un petit écu. Onésime donna des dragées et une petite pièce au clerc et aux enfants de chœur.

Et le clergé de Dive retourna à l'église en chantant : « L'eau s'élevait jusque par-dessus ma tête ; j'ai dit : Je suis perdu ! j'ai invoqué votre nom, Seigneur, et j'ai été sauvé.

« Mon secours vient du Seigneur qui a fait le ciel et la terre. »

Tous les assistants firent encore le signe de la croix. Alors la scène changea. Pélagie avait des dragées dans son tablier ; elle en donna à ses commères, et les deux enfants, Pulchérie et Onésime, jetèrent les dragées par poignées et le plus loin possible sur les galets, sable arrondi de la mer dont chaque grain est gros comme un œuf, de même que les mouettes, qui sont les hirondelles de l'Océan, sont de la taille d'un aigle. Les enfants se ruaient sur les dragées, se précipitaient sur les galets entre lesquels elles tombaient, se poussaient et roulaient pêle-mêle.

Pélagie alors retourna à la maison pour préparer la *caudrée*. La caudrée veut probablement dire la chaudronnée, comme on dit la marmite chez les petits bourgeois, pour signifier le dîner. Pendant la pêche, on fait ordinairement, chez le patron de chaque barque, une caudrée le samedi soir, après qu'on a partagé l'argent de la pêche de la semaine ; mais cette fois,—c'était à propos du baptême du nouveau canot, — Pélagie avait invité quelques amis, et aussi les matelots de Tranquille.

Outre le petit canot qui était à lui, et que le nouveau baptisé était destiné à remplacer, Risque-Tout commandait une grande barque, appartenant à M. Malais de Beuzeval, pour les temps où la mer est plus dangereuse et les pêches plus lointaines, l'hiver pour la pêche du hareng, et l'été pour celle du maquereau. Ce bateau était monté par cinq hommes et un mousse. On divisait la pêche en un certain nombre de parts ; au bateau il revenait deux lots. Pour la première fois, Onésime avait rempli les fonctions de mousse à bord de la barque, au commencement de l'été, pendant la pêche du maquereau. Dans les intervalles de ces deux pêches, le petit canot servait pour pêcher à la ligne, et tendre la nuit de longues cordes armées d'hameçons, et aussi pour porter des sortes de nasses, pour prendre les homards et les crabes, étrilles, etc., dont il n'y a guère sur la côte sablonneuse de Dive.

Pour ces pêches, Onésime, quoique inscrit sur le rôle de son père comme mousse, n'aurait été qu'un embarras dans le petit canot, et on le laissait à terre, à son grand chagrin, avec les deux petites filles. Bérénice commençait à faire de la dentelle ; mais à Pulchérie, nièce de M. Malais, qui ne s'occupait guère d'elle, on n'aurait pas osé faire apprendre un état. Onésime allait à l'école tous les deux jours. Ces intermittences s'expliquent par un usage inventé par beaucoup de paysans en Normandie. L'école se paye de vingt à quarante sous par mois pour un enfant ; beaucoup de parents envoient deux enfants alternativement et ne payent que pour un, puisqu'au

bout du compte il n'y a jamais qu'un seul enfant à l'école. Depuis deux ans que ce manége durait, Bérénice connaissait à peine ses lettres, et Onésime n'avait fait de notables progrès que dans l'art de mettre de petits morceaux de papier à l'abdomen des mouches, qui, volant par la classe avec cette queue postiche, comblaient les enfants de bonheur. Ces études extrêmement primaires d'Onésime étaient presque supprimées depuis un an qu'il allait à la mer. En outre, Pulchérie, qui ne faisait rien et n'avait rien à faire, se trouvait seule quand Bérénice était à l'école un jour et le jour d'après faisait de la dentelle; aussi elle faisait tout pour débaucher Onésime, sans lequel elle n'eût pas osé aller courir dans la campagne, ou faire voguer de petits bateaux au bord de la mer.

Vers cinq heures, on se réunit chez Tranquille pour la caudrée. Les femmes amenèrent leurs enfants, les unes deux, les autres quatre, quelques-unes un plus grand nombre. Le repas se composait de soupe, de viande grillée et de poisson, et de cidre pour boisson. Tous les enfants mangèrent ensemble sur un banc érigé en table; mais leur gazouillement ne tarda pas à gêner les pêcheurs. Les mères les emmenèrent au logis. Bérénice resta avec la sienne pour l'aider; Pulchérie et Onésime disparurent avec les autres enfants, et on ne s'occupa plus d'eux. Les pêcheurs alors se mirent à deviser; les pots de cidre se vidaient et se remplissaient. On parla du nouveau canot, puis de la pêche. « Prendrons-nous du hareng cette année? nous n'en avons guère eu l'année dernière. — Le hareng, dit un marin qui avait servi dans la marine impériale, il a quitté nos côtes depuis le départ de l'empereur. — Je crois, dit un autre, que nous n'étions pas assez au nord. — Je m'en irai par le travers de Dieppe. — J'ai bon espoir pour cette année. » Les têtes s'échauffaient; le cidre répandait la gaieté et la confiance. Les femmes revinrent après avoir couché leurs petits enfants et les avoir laissés à la garde des plus grands. Alors on chanta. Le marin de la garde chanta la fameuse chanson :

Le collecteur des tailles
Dit qu'il vendra mon lit;
Je me moque de lui,
Je couche sur la paille;

et tout le monde chanta en chœur le refrain :

J'aime mieux moins d'argent,
Chanter, danser, rire et boire;
J'aime mieux moins d'argent,
Et vivre plus gaiment.

La soirée fut terminée par un cantique qui se chante à presque toutes les cérémonies qui intéressent les pêcheurs, et qui s'adresse à la Vierge Marie, à laquelle les marins ont une dévotion particulière :

Vierge sainte, exaucez-nous!
Notre espoir est tout en vous;
Chère dame de la Garde,
Très-digne mère de Dieu,
Soyez notre sauvegarde
Pour nous défendre en tout lieu.
Soutenez de votre bras
Et nos vergues et nos mâts,
Fortifiez le cordage,
Les câbles et les haubans.

. . . .

Claire étoile de la mer,
Montrez-vous dans le danger.

. . . .

Conservez-nous la santé,
La vie et la liberté.
Soyez notre ancre maîtresse,
Si l'ancre vient à cherler.

. . . .

Suppliez votre cher fils
Qu'il bénisse nos profits ;
Ajoutez au bon passage
Un heureux et prompt retour.

. . . .

Pendant que la caudrée avait lieu chez Tranquille Alain, on dînait également chez M. Malais de Beuzeval. Éloi Alain avait dit la vérité en disant que le grand-père de M. Malais avait été marchand de bestiaux. Il était mort en tombant de cheval dans un voyage, après un repas prolongé. Il avait laissé passablement d'écus à son fils Aubry Malais. Celui-ci avait renoncé au commerce de son père, et s'était mis à prêter de l'argent. Il avait épousé la fille d'un marchand, qui avait mis la maison sur un pied bourgeois. Un de leurs deux fils s'était fait soldat. Elle avait marié l'autre, à qui, presque malgré son mari, elle avait fait donner une éducation de *monsieur ;* elle lui avait fait épouser la fille d'un marchand comme elle, qui, outre de l'argent comptant, apportait des façons d'être à son gré. Elle avait été en pension à Lisieux, et en était revenue très-demoiselle. L'autre fils, le soldat, quelques années plus tard, s'était marié lui-même ou à peu près. Il apporta un jour une petite fille, pour laquelle il demanda une nourrice. Pélagie Alain venait d'accoucher de Bérénice ; elle éleva les deux enfants en même temps. Auguste Malais repartit au bout de quelques jours en laissant de l'argent, et sans avoir dit autre chose de la mère de la petite Pulchérie, sinon qu'il l'avait perdue. On n'entendit plus guère parler de lui, et, quelques années après, on apprit presque en même temps qu'il avait été nommé chef de bataillon et officier de la Légion d'honneur, et qu'il avait été tué.

Son oncle et sa tante avaient bien autre chose à faire qu'à s'occuper de Pulchérie. Ils avaient eux-mêmes eu trois enfants, dont deux étaient morts presque en naissant. Le premier seul, qui avait trois ans de plus que Pulchérie, avait survécu, et était en pension à Paris, où on avait décidé qu'il deviendrait un prodige. La mère Aubry Malais était morte en disant : « Ce n'est pas commode d'avoir un beau-père marchand de bœufs. » Dorothée, sa fille, voulut effacer cette origine le plus possible pour elle, et tout à fait pour son fils. Le père de son mari avait acheté le château de Beuzeval et ses dépendances. Le propriétaire était gêné dans ses affaires. En répandant des bruits exagérés et inquiétants sur sa situation, Aubry Malais avait fait douter de sa solvabilité, et passa pour un extravagant quand on le vit ramasser partout des créances sur M. de Beuzeval ; mais, quand il en eut suffisamment, il sut s'en servir de façon à avoir le château et les terres pour le quart de leur valeur, en suscitant mille ennuis et mille tracasseries au possesseur.

Dorothée et son mari, déjà plus éloignés du marchand de bœufs, avaient tout doucement ajouté le nom de Beuzeval à leur nom de famille, en préparant les voies à leur fils, qui s'appellerait simplement M. de Beuzeval et renoncerait au nom trop connu de Malais. Donc M. Malais de Beuzeval et sa femme Dorothée étaient des parvenus dans l'acception la plus complète du mot, fiers de leur fortune et ne perdant aucune occasion de l'étaler aux yeux des autres. Quand le jeune Octave Malais de Beuzeval avait eu douze ans, il était venu faire sa première communion *au château*

pendant les vacances. C'était l'époque où communiaient les enfants du pays. M. Malais avait exigé du curé de Beuzeval, qui avait eu la faiblesse d'y consentir, que l'on ne fît pas communier son fils avec les enfants des paysans et des pêcheurs, et il avait communié à part, la veille de la communion générale; puis on l'avait renvoyé à Paris continuer ses études. Madame Malais disait à tout le monde que son fils apprenait le latin et le grec, qu'outre les maîtres du collége, il avait des professeurs particuliers, qu'il travaillait beaucoup, etc. Tout à coup l'objet de toutes leurs espérances tomba malade et mourut. M. et madame Malais furent écrasés du malheur qui les frappait. Leur vanité chercha des consolations dans un grand et coûteux appareil donné à leur douleur. On ramena de Paris le corps d'Octave; on lui fit à Beuzeval des obsèques splendides; on lui éleva dans le cimetière un tombeau ou plutôt un mausolée magnifique. Néanmoins il leur était resté une grande tristesse; leur vie était désormais sans but et sans espoir.

Dorothée un jour s'avisa de songer à Pulchérie. Elle alla la voir chez Pélagie Alain. Elle la trouva jolie, mais horriblement paysanne, et n'y retourna plus pendant quelque temps. Un autre jour qu'elle la rencontra par hasard, elle l'embrassa; puis elle se la fit amener quelquefois. Pélagie, par un bon instinct, pensa que madame Malais reprenait des droits sur l'enfant en reprenant un peu de tendresse, et, quand il fut question de baptiser le canot, elle alla demander à madame Malais la permission que Pulchérie fût marraine. Non-seulement on y avait consenti, mais encore on avait donné une robe pour l'enfant et on avait promis d'assister à la cérémonie. Rentrés chez eux, sans spectateurs pour leur luxe, les deux époux, à la fin d'un dîner somptueusement servi, parlèrent de l'événement de la journée.

— Comment trouvez-vous la petite, Louis?

— Assez bien; elle ressemble beaucoup à feu mon frère.

— Elle n'avait pas le même air que toutes ces petites paysannes, quoiqu'elle ait été élevée avec elles; mais ce bon naturel ne sera pas long à se gâter : elle ne tardera pas longtemps à devenir commune et grossière comme les gens dont elle partage la vie.

— Ce sera dommage.

— Faisons-nous bien à son égard tout ce que nous devons, mon cher Louis?

— Je me le demandais ce matin, Dorothée, et aussi ce qu'on pouvait dire de nous à ce sujet.

— Après tout, c'est notre nièce, Louis.

— La fille de mon frère, Dorothée... Et on doit trouver singulier que nous laissions ainsi la fille de mon frère.

— Tout ce qui reste de notre famille, puisque Dieu m'a repris les trois enfants qu'il m'avait donnés.

— Et surtout notre fils Octave, qui promettait d'être un homme si distingué.

— Notre maison est bien triste depuis que nous avons perdu ce cher enfant.

— Cette petite fille est notre héritière.

— Unique.. et elle porte notre nom. Devons-nous la laisser devenir tout à fait une paysanne?

— Pour qu'elle ne puisse épouser qu'un marchand de bestiaux!... Cela ferait un bel effet.

— Qui nous appellera son oncle et sa tante!

— Pulchérie sera jolie; elle sera riche. Son père était chef d'escadron et officier de la Légion d'honneur. Personne ne pourrait trouver mauvais qu'elle prétendît à tout.

— Oui, avec une éducation convenable et des habitudes plus distinguées.

— Nous ne devons pas oublier que c'est notre sang, presque notre fille... on doit

en jaser... Je voudrais savoir si nous sommes du même avis... sur quelque chose, Dorothée...

— Je crois que oui... Pensez-vous à la prendre avec nous ?

— Je pense que nous le devons à elle et à la mémoire de mon frère, et puis à nous-mêmes. Elle est notre seule héritière; elle n'a pas de parents et nous n'avons plus d'enfants. Cela consolera notre vieillesse ; cela nous donnera quelque belle alliance. Ce nom qui nous fait bien du tort dans l'opinion du monde, ce maudit nom de Malais que nous avons tant de peine à déguiser sans pouvoir le faire oublier, disparaîtra sous un beau nom...

— Pulchérie n'épousera qu'un noble; elle sera comtesse.

— Et vous serez la tante d'un comte et d'une comtesse! Il faut aller la chercher demain matin. Je pense que ce sera généralement approuvé.

— Il faudra lui faire faire tout de suite des habillements convenables. J'ai ici quelques étoffes, et d'ailleurs nous écrirons demain à Caen ou à Lisieux; on lui fera des robes d'après ma belle robe que j'ai fait faire à la mode de Paris quand nous y sommes allés il y a douze ans.

La caudrée chez Risque-Tout dura assez tard. On prit le café. Le café du pêcheur normand consiste en n'importe quoi qui soit noir et liquide; le goût ne fait rien à l'affaire. Voici comment on prend un café : on avale la moitié de la chose appelée café, puis on remplit sa tasse avec du tafia, de l'eau-de-vie ou du genièvre. Le genièvre est quelque chose qui a l'odeur de la térébenthine. Cela a été inventé pour nettoyer les meubles ; on a fini par en boire, et on en boit beaucoup. Ce premier mélange s'appelle *gloria*. On vide derechef la tasse à moitié, et on la remplit encore d'eau-de-vie, de tafia ou de genièvre; c'est ce qui forme le gloria gris. On absorbe le gloria gris presque entièrement, après quoi on remplit la tasse d'eau-de-vie, et on la vide sous le nom de rincette. A la rincette succède la surrincette, qui est suivie du pousse-café; quand le pousse-café est bu, on dit : « Nous allons boire une goutte d'eau-de-vie. » et on en boit plusieurs gouttes. Il est très-rare que les pêcheurs soient ivres pour cela.

Je ne connais pas beaucoup les mœurs des autres marins; mais ce que je puis affirmer, c'est que je n'ai jamais entendu à une caudrée aucun pêcheur chanter une chanson grossière et inconvenante : on chante des cantiques, des refrains guerriers, des chansons sur l'empereur ou sur la mer.

II

La caudrée finie, on se sépara. La marée commandait le départ pour une heure avant le jour. Pélagie commençait à s'inquiéter. Bérénice dormait depuis longtemps; il était plus de dix heures, et les deux autres enfants n'étaient pas dans la maison. Tranquille Alain et Césaire, qui n'avaient que trois heures à dormir, se couchèrent et ne tardèrent pas à céder au sommeil. Pélagie attendit encore un peu. Il faisait un vent assez frais. Elle courut sur la plage appeler les enfants, puis elle alla les demander chez les autres pêcheurs; personne ne les avait vus. Elle retourna au bord de la mer et rentra chez elle. Quand elle vit le jour poindre, elle fit la soupe pour Tranquille et pour son fils aîné, qu'elle réveilla. — Tranquille, dit-elle, les enfants ne sont pas rentrés.

— Comment, pas rentrés! de toute la nuit?

— De toute la nuit. J'ai heurté à toutes les portes, j'ai erré sur la grève; on ne les a vus nulle part.

— Je n'ai pas peur pour la mer; mais la rivière est vaseuse...

Tranquille et Césaire allèrent sur les rives. Pélagie réveilla Bérénice, et toutes deux se mirent en route de leur côté. Le mari et la femme rentrèrent à la maison au bout d'une demi-heure. Pélagie pleurait; Tranquille était ému, mais dissimulait son inquiétude. — Ils sont peut-être allés à Beuzeval, au château ou chez le cousin Éloi; on les aura gardés à coucher; ils vont revenir au jour. Onésime sera au moins huit marées sans aller à la mer... Il faut que nous mettions à la voile; tout le monde est en route... Où est Césaire?... Il m'attend au canot, sans doute... Adieu, Pélagie. Nous reviendrons ce soir quand la marée commencera à dévirer par le sud. Tu me feras signe, sitôt que tu nous verras, s'ils sont revenus... ou plutôt tu les amèneras avec toi sur la plage... Adieu...

A ce moment arriva Césaire tout hors d'haleine. — Voilà bien une autre affaire, le canot n'est pas sur la grève; on ne le voit ni à la mer, ni nulle part.

Tranquille devint pâle. — Onésime aura voulu s'aller promener avec le canot... A quelle heure sont-ils partis hier, Pélagie?

— Je ne sais; ils ont disparu pendant la caudrée.

— La marée descendait. Césaire, va parer le vieux canot et ne perds pas de temps. Nous les rencontrerons à la mer. Onésime n'aura pas eu la force de revenir; nous les rencontrerons, ne te tourmente pas, Pélagie, il n'y a pas de danger; quelqu'un de nos bateaux qui sont déjà en route les aura peut-être rencontrés. Le canot venait d'être béni, il n'y a pas de danger.

Tranquille, contre son habitude, embrassa Pélagie en partant. Pélagie resta immobile et écrasée sur une chaise. Puis, lorsque Tranquille eut poussé à l'eau le vieux canot avec l'aide de Césaire, il dit à son fils : — Onésime et Pulchérie sont perdus; il a venté cette nuit, le canot aura chaviré; sans cela, Onésime aurait bien su revenir au changement de la marée, à moins qu'il ne se soit égaré dans le brouillard; ils sont perdus!

Le canot poussé à l'eau, le père et le fils allèrent prendre le vent à l'aviron, puis hissèrent la voile, et ils ne tardèrent pas à s'enfoncer dans la brume matinale.

Vers dix heures du matin, madame Malais descendit de Beuzeval à Dive, accompagnée d'une servante, pour emmener Pulchérie, dont on avait déjà préparé la chambre. Les deux femmes trouvèrent Pélagie comme son fils et son mari l'avaient laissée, c'est-à-dire semblable à une femme foudroyée; on la secoua. — Qu'avez-vous donc, Pélagie? Êtes-vous malade?

— Oh! la mer, dit-elle, la cruelle mer! elle a englouti mon père et mes trois frères; elle aura mon mari et tous mes enfants.

— Mais qu'avez-vous, Pélagie? Pourquoi êtes-vous ainsi? Il ne fait pas mauvais temps, et votre mari va tous les jours sur une mer plus effrayante.

— Ah! madame, dit Pélagie en pleurant, nous ne reverrons ni Onésime, ni Pulchérie.

— Pulchérie, dites-vous? Où est-elle?

— Dieu seul le sait, madame; elle a disparu hier soir avec Onésime. J'ai passé la nuit à les chercher; ils sont partis avec le canot qu'on a baptisé hier.

— Est-on allé à leur recherche?

— Tranquille et Césaire sont partis; mais il a fait du vent cette nuit, et mes pauvres enfants sont perdus!

— Comment n'avez-vous pas surveillé davantage une enfant qui vous était confiée?

Ici Pélagie retrouva de l'énergie, se leva et dit : — Madame! on ne peut demander à une femme d'avoir plus de soin d'aucun enfant que des siens propres. Cette pauvre petite, il ne m'est pas arrivé souvent de penser qu'elle n'était pas à moi comme les autres; d'ailleurs personne ne m'a disputé le soin à prendre d'elle, et, s'il est arrivé

un malheur, c'est à moi plus qu'à n'importe quelle autre qu'il est arrivé. Tranquille, en partant, me disait que les enfants avaient peut-être été au château un peu tard, et qu'on les avait retenus. Je suis allée cette nuit partout; mais puisque le canot n'y est pas... ils sont partis avec.

— Votre mari reviendra-t-il de bonne heure?

— Avec la marée; il ne peut pas revenir plus tôt, à moins que le vent ne change, et il a l'air de bien tenir de la terre.

— Mais que peut-on faire?

— Rien, madame, pleurer, attendre et prier Dieu et la sainte Vierge; mon espoir est tout dans ce canot tout frais baptisé, qui n'a jamais été monté que par ces deux innocentes créatures. Si la mer ne le respecte pas, que respectera-t-elle? Je vais aller voir M. le curé pour qu'il fasse des prières.

Et Pélagie s'en alla chez le curé. Madame Malais fut obligée de remonter à Beuzeval, où elle raconta ce qui était arrivé à Pulchérie. On envoya plusieurs fois des domestiques demander si les pêcheurs étaient revenus et si on avait des nouvelles des enfants. Les deux époux se firent d'abord des reproches de n'avoir pas pris plus tôt Pulchérie chez eux; puis, grâce aux accommodements qu'on trouve toujours moyen de faire avec sa conscience, ils finirent par tomber d'accord que tous les torts étaient à Tranquille et à Pélagie, et ils déplorèrent alors la perte d'un enfant qu'ils aimaient tant, quoiqu'ils ne s'en fussent jamais occupés jusque-là, l'isolement de leur vieillesse, l'espoir détruit d'une alliance avec quelque grande famille, leur fortune tombant après eux à des parents éloignés, à des Malais marchands de bestiaux, ou pis encore, et M. Malais pensa que l'on ne pourrait rien dire à ce sujet qui leur fût défavorable.

Le domestique envoyé à Dive revint annoncer que l'on voyait de loin les barques, mais qu'elles n'étaient encore visibles que pour les femmes et les enfants des pêcheurs, dont les yeux étaient plus exercés. M. et madame Malais se mirent alors en route, et descendirent à Dive par un chemin assez escarpé, couvert de buissons d'hippophaés, à feuilles étroites et grises, et ressemblant à des oliviers chagrinés. Quand ils arrivèrent sur la grève, on voyait alors plus distinctement les canots. Toutes les femmes et les enfants étaient réunis au bord de la rivière. La mer était à peu près étale; elle ne montait plus, et les assistants tiraient du vent et de l'état de la mer des inductions qui n'étaient très-claires que pour les gens du métier. Pélagie avait les yeux fixés sur l'horizon qu'elle interrogeait avec anxiété.

— Le vent est un peu retombé, disait une femme; ceux qui sont allés par l'est ne pourront pas rentrer avant l'autre *flot*.

— Voit-on les canots à Risque-Tout?

— Non, les deux premiers sont à Samuel Aubry et à Pacôme Glam.

— Et le troisième?

— Le troisième?... N'est-ce pas la barque à Placide?

— Peut-être bien.

M. Malais s'approcha de Pélagie et lui dit :

— Pélagie, ne voyez-vous rien?

— M. Malais, répondit Pélagie, ils ne sont pas en vue; j'ai prié toute la journée, et je ne sens pas d'angoisses dans mon cœur; j'espère.

A ce moment, le bateau de Pacôme Glam entrait en rivière. Pélagie voulut faire une question; mais la force lui manqua. Une autre femme cria : — Ohé, Pacôme, avez-vous rencontré les gens à Pélagie?

— Non, nous ne les avons pas vus; ils doivent être par l'est.

— Avez-vous du poisson?

— Assez bien.

Et la famille de Pacôme Glam remonta le bord de la rivière pour aller aider l'équipage à débarquer son poisson, ses lignes, ses cordes et ses autres *applets*.

— Ohé! Samuel, demanda la femme de Samuel Aubry, as-tu vu les gens de Pélagie?

— Non.

— As-tu du poisson?

— *Piè-che*.

— Encore une mauvaise pêche, dit la famille Aubry.

— Ohé! Placide, as-tu rencontré les gens à Pélagie?

— Je les ai vus de loin; ils couraient des bordées dans l'est; ils ne sont pas venus *cueillir* leurs cordes, qui étaient près des nôtres.

— As-tu du poisson?

— Un peu.

Et huit bateaux entrèrent ainsi en rivière, où ils allèrent s'amarrer au bord, après avoir amené et serré leurs voiles, sans que personne donnât des nouvelles plus positives de Risque-Tout et de Césaire, si ce n'est qu'on les avait vus courir des bordées dans l'est, sans qu'on sût pourquoi. Pacôme, débarrassé de son poisson et de ses cordes, vint auprès de Pélagie, qui restait immobile, perçant l'horizon de ses regards.

— Dis donc, Pélagie, sais-tu pourquoi tes gens ne sont pas venus cueillir leurs cordes?

— Il s'agit bien de cordes, dit Pélagie; Onésime est parti hier soir avec le canot neuf, et il a emmené la petite Pulchérie, et on n'en a plus entendu parler. Mon homme est parti à leur recherche avec Césaire sur le vieux canot... Vous n'avez rien vu à la mer?... et, ajouta-t-elle en hésitant, pas de canot chaviré?

— Non; mais à quelle heure penses-tu qu'ils sont partis?

— Pendant que nous étions à la caudrée.

La marée a dû les porter par l'est, et c'est par là aussi que Risque-Tout est allé les chercher; il sait son affaire.

— Et pourra-t-il revenir de cette marée? Je serai morte d'inquiétude si je dois passer la nuit sans nouvelles.

— Le vent remonte par le nord; il va passer au nord-est. S'il fraîchit un peu, tes gens pourront refouler la marée, qui commence à leur être contraire. Le vent doit être nord-est au large.

— Tiens, tiens, Pacôme! — et Pélagie saisit le bras de Pacôme d'un mouvement convulsif; — tiens, par le nord-est une voile vent arrière!

— Tu as l'œil comme le nez d'un chien de chasse. C'est ma foi vrai, et je ne l'avais pas vue.

Pélagie devint toute tremblante.

— Il n'y en a qu'une?

— Je n'en vois qu'une.

— Alors... ils n'ont pas retrouvé les enfants?

— Peut-être ont-ils l'autre canot à la remorque.

— Oh! non... Césaire serait dans un des deux; ils seraient tous deux à la voile.

Le jour à ce moment commençait à baisser. Tous les assistants, penchés en avant, cherchaient à distinguer le canot, qui évidemment essayait de revenir à Dive, protégé par le vent et repoussé par la marée. Quelques femmes et les marins rentrés dans la rivière, qui étaient venus à l'embouchure au lieu d'aller quitter leurs vêtements mouillés, parlaient bas pour ne pas être entendus de Pélagie.

L'un disait: C'est drôle... à la marche, ça n'a pas l'air d'être le vieux canot.

— Si c'était le neuf, ils y seraient tous les deux.

— C'est vrai.

— Pauvres gens ! pauvres enfants !

M. et madame Malais faisaient quelques questions, mais on leur répondait à peine. On était habitué à considérer Pulchérie aussi bien qu'Onésime comme appartenant à Tranquille et à sa femme, et on ne s'occupait que de leur chagrin. Cependant le jour continuait à diminuer, la marée prenait de la force, et, si le canot gagnait du chemin, il n'en gagnait guère. Il vint un moment où l'on voyait plutôt sa marche et sa situation par l'écume blanche qui se brisait sous sa quille que par ce qu'on découvrait de lui-même, confondu qu'il était dans la brume et la nuit. Les pêcheurs continuaient à se communiquer leurs observations.

— Le voilà qui vire de bord.

— Comment ! dit M. Malais, le canot s'éloigne ?

— Il va revenir. S'il ne retournait pas dans le vent, il passerait devant la rivière sans pouvoir y entrer.

En effet, après avoir couru une bordée vent largue dans la direction d'Honfleur, il revint vent arrière, et cette fois on s'aperçut qu'il gagnait sur la marée. On ne tarda pas à entendre le bruit de l'eau qui se brisait avec force à cause de la résistance qu'opposait la marée. La nuit était venue.

— Décidément il n'y a qu'un canot.

Pélagie tomba à genoux sur le sable, les mains convulsivement serrées, en murmurant : « Oh ! mon Dieu ! oh ! bonne sainte Vierge ! » A ce moment, le canot à pleine voile entrait dans la rivière et passait rapidement devant le groupe rassemblé à l'embouchure. Tranquille Alain, que l'on voyait seul à l'arrière du canot, et qui tenait le gouvernail d'une main, s'écria d'une voix forte en passant : «Sauvés tous les deux!» Alors Pélagie sentit son cœur se fondre, et, avec de grands sanglots, elle dit : « Oh ! mon Dieu, merci ! bonne sainte Vierge, merci ! » Puis elle tomba sans mouvement sur la plage. Un des pêcheurs la porta dans le cabaret devant lequel Éloi et Tranquille avaient bu du cidre le matin. Quelques femmes se joignirent à la petite Bérénice pour lui donner des soins. Le reste du groupe alla en courant aider Risque-Tout à descendre.« Prenez d'abord Pulchérie, dit-il, elle n'a pas d'avaries. » Madame Malais prit Pulchérie dans ses bras.

— Prenez maintenant le matelot, dit-il; il a besoin d'un bon lit et d'un verre de cidre chaud. Il n'en mourra pas, mais il a été secoué. — Et il donna à un pêcheur Onésime enveloppé dans sa grosse veste à lui, et presque sans mouvement.

— Où est Césaire ?

— Césaire est à la mer où je vais le rejoindre ; je l'ai envoyé mouiller sur nos cordes avant la nuit, et je vais aller l'aider à les cueillir, quand j'aurai mangé un morceau, car les pauvres enfants ont mangé une bonne partie de nos provisions, et j'ai laissé le reste à Césaire.

Pélagie était revenue à elle ; elle accourut, arracha Pulchérie des bras de madame Malais, la réunit dans les siens avec Onésime, puis, voyant l'état dans lequel était le pauvre enfant, elle rendit Pulchérie à madame Malais. — Parle-moi donc, mon petit homme ; parle à ta mère, mon cher petit Onésime. Mais qu'a-t-il donc, Tranquille ? est-il blessé ?

— Non, le pauvre petit a eu froid ; quand il s'était vu dériver malgré lui, il avait amené la voile et il avait jeté l'ancre ; il a passé toute la nuit à l'ancre, mais il avait entouré la petite Pulchérie de ses habits et de la voile ; elle était chaudement enveloppée. Quant à lui, lorsque j'ai abordé le canot, je l'ai cru mort ; il était à peu près nu et sans connaissance ; je ne l'ai ranimé qu'en lui faisant avaler un peu de genièvre et en l'en frottant partout ; une heure plus tard, je ne l'aurais pas trouvé vivant. Il avait mis son mouchoir au haut du mât, c'est ce qui m'a fait le découvrir. Ils

avaient voulu essayer le canot neuf. Tout en parlant ainsi, on marchait. Pélagie n'avait voulu laisser à personne le soin de porter Onésime ; arrivée à sa maison, elle le donna à son mari et tomba par terre épuisée de fatigue. On mit Onésime dans un lit, on lui fit avaler un verre de cidre chaud, mais on ne put tirer de lui une seule parole ; il finit par s'endormir, et quelques gouttes de sueur parurent sur son front.

— Le voilà sauvé, dit Risque-Tout ; je vais profiter du reste de la marée pour rejoindre Césaire. Il alluma sa pipe, serra la main de Pélagie et se mit en route. Quelques pêcheurs allèrent l'aider à s'embarquer ; les autres rentrèrent chez eux pour prendre quelques heures de repos, car, avant le départ, il leur fallait amorcer leurs lignes le lendemain matin. Madame Malais embrassa Pulchérie et lui dit : « A demain, chère petite ; je viendrai te voir demain. » Elle donna aussi un baiser sur le front à Onésime, qui dormait, puis elle quitta la maison pour retourner à Beuzeval.

III

Le lendemain, on vint chercher Pulchérie. Pélagie pleura beaucoup en se séparant de l'enfant, qui de son côté versa d'abondantes larmes. Onésime était au lit avec la fièvre et un peu de délire. Madame Malais promit que Pulchérie viendrait voir quelquefois sa nourrice, laquelle serait toujours bien reçue au château, ainsi que ses enfants. On enverrait prendre des nouvelles d'Onésime, qui, par son imprudence, avait failli causer un grand malheur, mais qui l'avait réparé par la générosité d'un dévouement qui aurait pu lui coûter la vie.

— Que dit-on de ce que nous avons repris la petite Pulchérie ? demanda quelques jours après M. Malais à sa femme.

— On pourrait plutôt parler de ce que nous ne l'avons pas prise ici plus tôt, répondit madame Malais.

— J'ai reçu la réponse de M. le grand chancelier de la Légion d'honneur, ajouta M. Malais. Il me dit que l'objet de ma demande est tout simplement un droit, que Pulchérie, fille d'un officier supérieur membre de la Légion d'honneur, entre de plein droit à la maison royale de Saint-Denis pour y faire son éducation ; mais il m'avertit que les règlements prescrivent un âge : c'est de sept à douze ans, et Pulchérie doit avoir quelque chose comme onze ans. De plus, il faut déjà, je pense, savoir quelque petite chose.

— Je suis un peu fâchée de me séparer de cette pauvre enfant.

— On ne peut renoncer à l'honneur de la faire élever à la maison royale de Saint-Denis; cela sera d'un excellent effet quand il sera question de la marier. Je pense qu'il serait bon de lui faire donner des leçons par le clerc de Dive, qui viendrait ici après sa classe. On ne peut qu'approuver que mademoiselle Pulchérie Malais, fille d'un officier supérieur membre de la Légion d'honneur, nièce et unique héritière de M. Malais de Beuzeval, n'aille pas à l'école avec toute la marmaille du village... Et que dit la petite ?

— La petite a d'abord été enchantée de sa belle chambre, et de ses belles robes, et de la table bien servie ; mais maintenant elle veut voir Bérénice et Onésime, et la bonne femme qu'elle s'obstine à appeler maman Alain. Le petit Onésime est encore malade, et j'ai permis à Pulchérie d'aller le voir.

En effet, Pulchérie tomba en entrant dans les bras de Pélagie ; Onésime était levé, mais il était encore faible et pâle; Bérénice faisait de la dentelle auprès de son frère.

—Ah ! voilà Pulchérie ! s'écria-t-elle. Elle mit la dentelle de côté. La couleur revint aux joues d'Onésime.

— Eh bien! vas-tu mieux, Onésime?

— Oui, Pulchérie. Viens-tu pour rester avec nous? La maison est bien triste et bien abandonnée depuis que tu es partie. Est-ce que tu es mieux qu'ici à Beuzeval! On est loin de la mer d'abord, et puis avec qui joues-tu?

— Je ne joue pas du tout. Il y a bien un grand bassin dans le jardin, mais personne ne sait gréer de petits bateaux pour les faire voguer dessus, et... je *m'ennuie* de vous autres...

— Et nous donc! nous parlons de toi toute la journée. Je disais ce matin à Bérénice : « Dis donc, Bérénice, est-ce que Pulchérie ne pense plus à nous? » Bérénice, disait que si.

— Comme tu as une belle robe! dit Bérénice.

— Je viens seulement pour vous voir et savoir comment se porte le pauvre Onésime. Il faut que je m'en retourne bien vite. Maman Dorothée a dit...

— Comment! s'écria Onésime, tu n'as plus la même maman que nous à présent?

— J'en ai deux : maman Pélagie et maman Dorothée.

— Mais madame Malais n'est pas ta mère, elle est ta tante?

— Mais maman Pélagie non plus.

— Ah bien! voilà que maman Pélagie n'est plus sa mère! Je ne suis plus ton frère alors, et Bérénice n'est plus ta sœur?

— Madame Malais veut que je l'appelle maman, et elle est très-bonne pour moi. On ne veut plus que je dise maman Alain, mais je le dis tout de même... Tenez, voilà de bonnes choses que je vous ai apportées.

Et elle leur donna plein un panier de gâteaux et de friandises.

— Dis donc, Onésime, maman Dorothée a dit que, quand tu irais mieux, tu viendrais passer une semaine avec Bérénice au château.

— Je vais bien.

— A-t-elle dit cela en effet? dit Pélagie.

— Oui, maman Alain, elle l'a dit.

La servante qui accompagnait Pulchérie confirma la chose.

— Eh bien! dit Pélagie, j'en suis bien reconnaissante, et cela consolera un peu ces pauvres enfants. Si madame Malais veut bien le permettre, je les conduirai dimanche.

— A présent, je vais m'en aller, dit Pulchérie.

— Attends un peu que je te grée un bateau pour faire voguer sur ton bassin. On doit bien s'ennuyer quand on n'a pas de bateau.

— Ah! oui, va! mais je ne peux pas attendre; on nous a dit de revenir tout de suite.

— Eh bien! je te le porterai dimanche. Je vais te regréer à neuf mon plus beau.

— Le sloop?

— Non; le cutter, celui qui est là-haut sur l'armoire.

— Nous allons bien nous amuser dimanche!

— Et toute la semaine.

— Adieu, Bérénice; adieu, Onésime; adieu, maman Alain... Papa Alain est à la mer avec Césaire?

— Oui, et ils ne reviendront que cette nuit... Adieu, Pulchérie, à dimanche!

— A dimanche!

Le dimanche arriva; Pélagie mena les deux enfants au château de Beuzeval. Elle portait dans un panier un beau turbot que Risque-Tout avait pris pendant la nuit, Onésime portait son cutter, avec le gréement neuf. Césaire et son père les suivirent jusqu'à la grille. Ils n'osaient pas entrer, mais Pélagie devait amener Pulchérie jusqu'à la porte pour qu'ils pussent l'embrasser. M. et madame Malais les reçurent

d'un air de protection, mais avec une suffisante affabilité. On voulut que Pélagie restât à dîner; elle refusa, en disant :

— Il faut que je retourne faire la cuisine à nos gens. Je vous prierai seulement, madame, de permettre que Pulchérie vienne jusqu'à la grille, à cause que Tranquille et Césaire meurent d'envie de la voir.

M. et madame Malais se consultèrent du regard ; après quoi M. Malais dit :

— Allez leur dire, ma bonne femme, allez leur dire que je les invite à dîner avec vous et avec les enfants.

— Ils n'oseront jamais.

— Je vais le leur dire moi-même.

Quand M. Malais arriva à la porte, il trouva Pulchérie dans les bras de Risque-Tout et de Césaire. Aussitôt qu'elle avait appris qu'ils étaient si près d'elle, elle avait couru à eux, sans attendre les réflexions ni la réponse de M. Malais. Un autre personnage se trouvait également à la grille : c'était Éloi Alain le meunier, qui les avait rencontrés en passant par là, et qui les attendait pour redescendre avec eux à son moulin et de là à Dive. M. Malais fit son invitation.

— Ah ! oui, papa Alain, et toi, Césaire, venez, dit Pulchérie en les entraînant.

— Ça ne se peut pas, M. Malais, bien merci de votre honnêteté ; mais voici le cousin Éloi que je viens d'inviter à manger notre soupe à Dive, et qui attend Pélagie pour que nous redescendions tous ensemble.

M. Malais n'aimait pas excessivement le meunier; mais sa faiblesse à l'égard de l'opinion publique, dont il était sans cesse préoccupé, faisait qu'il s'inquiétait assez de la froideur habituelle d'Éloi à son égard. Il profita de l'occasion pour l'engager à dîner avec les autres. Éloi hésita un moment; puis, voyant qu'il ferait perdre un bon dîner à ses cousins, et que lui-même en ferait un bien meilleur au château qu'à Dive, il céda d'assez bonne grâce. Éloi Alain était plus embarrassant que les autres; il était riche, et était considéré dans le pays comme une espèce de monsieur. Ses opinions avaient une grande influence, et M. Malais n'aurait pas été fâché d'être bien avec lui. Malheureusement la vanité obstruait le peu de bon sens que la nature avait accordé au maître et à la maîtresse de Beuzeval. Pour faire plus d'honneur à leurs hôtes, et aussi dans l'espoir de les stupéfier d'admiration, ils couvrirent la table de toute leur argenterie. Madame Malais mit sa belle robe à la mode de la ville qu'elle avait fait faire à Paris douze ans auparavant, et sur laquelle depuis ce temps elle avait fait tailler toutes ses robes, pensant que la mode de la ville en tout était comme la mode de certaines localités. Ainsi un bonnet à la mode du pays de Caux ne change jamais, pas plus qu'un bonnet à la mode de Carentan. Elle avait la conscience d'être vêtue à la mode de la ville avec cette robe qu'elle avait fait faire sous l'empire et qu'elle portait encore sous la restauration, époque à laquelle se passe notre histoire.

Le meunier était envieux et avait d'ailleurs d'anciens griefs contre la famille Malais. Devant ce luxe inusité, il lui semblait à lui-même qu'il n'était peut-être pas aussi riche qu'il se plaisait à le croire, et qu'il n'était pas l'égal des Malais. Aussi, avec la ruse du paysan normand, il ne négligea rien pour froisser ses hôtes, tout en ayant l'air de vouloir leur être agréable. Il ne trouva rien de mieux que de parler beaucoup d'une famille dont les Malais n'étaient pas très-fiers d'être issus.

— Il y avait, dit Éloi, votre grand'père, Malais le marchand de bœufs, qui était de Dive; il avait un fameux bidet, et il faut dire, qu'il était, lui, un fameux cavalier. Il est allé une fois pour acheter des bœufs de Dive en Poitou; il a fait cette fois-là quatre-vingt-quatre lieues sans débrider. C'était un maître homme ! Le bidet était gris pommelé, un modèle de cheval !

Madame Malais prit un air distrait, M. Malais versa à boire; mais Éloi, voyant que le coup avait porté, continua :

— Je ne l'ai pas connu ; mais tout le monde se le rappelle dans le pays. Quand on veut parler d'un bon cavalier, d'un homme qui boit dur et qui ne boude pas à la fatigue, on ne manque jamais de dire : « C'est comme Malais de Dive. » Si l'on veut dire qu'un homme fait bien ses affaires, on dit encore : « Ce gas-là, ce sera comme Malais de Dive ; il laissera à ses enfants de quoi ne rien faire, et ses petits-enfants auront un château. » Tout le monde connaît Malais le marchand de bœufs, jusqu'aux petits enfants.

Madame Malais réussit à détourner la conversation en parlant de pêche à Risque-Tout, qui coupa alors la parole à son cousin ; mais cela ne put durer longtemps, parce que, Risque-Tout en étant venu à parler des douaniers qui lui avaient pris un petit baril de tafia qu'il avait trouvé à la mer, Éloi reprit la parole et dit :

— Écoute-moi, Tranquille. Il ne faut pas parler des douaniers devant M. et madame Malais ; ça peut leur faire de la peine. Ils ont eu un oncle qui était douanier et pas grand'chose avec ; c'était le propre fils de Malais le marchand de bestiaux. On n'est pas responsable des fautes des autres. Malais le douanier était un gredin ; ça n'empêche pas que Malais de Dive, le marchand de bœufs, était un honnête homme et un brave homme qui a laissé de quoi à sa famille ; ça n'empêche pas que le père de M. Malais, ici présent, était un homme qui vendait peut-être son argent un peu cher, mais qui pourtant n'a jamais eu rien avec la justice.

M. Malais se hâta encore de verser à boire et de remplir le verre du meunier ; mais ce verre de vin ne servit qu'à augmenter la loquacité d'Éloi Alain, qui avait déjà beaucoup bu, et lui fournit une transition pour continuer.

— Je veux, dit-il, que ce verre de vin, que je bois à la santé de M. Malais et de madame Malais, me serve de poison si j'ai pu voir un douanier depuis ce temps-là. Faut vous dire qu'étant jeune homme, — vous étiez encore enfant, vous M. Malais, — j'ai fait un peu de contrebande... Honnête homme toujours, n'ayant pas ça à personne ; mais la contrebande, c'est prendre de l'argent au gouvernement, et prendre l'argent du gouvernement, c'est pas voler, tout le monde sait ça... Voilà donc que Malais le douanier, le propre fils de Malais le marchand de bœufs, et le frère de Malais le marchand d'argent, père de M. Malais qui nous régale ; voilà qu'il me dit :

« — Dis donc, Éloi, on dit comme ça que tu fais de bons coups ! »

« Je le connaissais d'enfance ; je ne me défiais pas plus de lui que de Tranquille Alain... Voilà que de paroles en paroles je lui dis un matin, en buvant un coup de cidre :

« — Écoute, veux-tu en être ?

« — Oui, qu'il me dit.

« — C'est bon, je suis ton homme.

« — Je suis le tien. »

« Faut vous dire que c'était du tabac, et qu'un petit cutter anglais devait venir nous l'apporter à une lieue et demie du côté de Caen. La chose s'exécuta on ne peut mieux, sinon que, quand nous en vînmes à débarquer, il se trouva que Malais le douanier, au lieu de nous aider, nous avait dénoncés, qu'on nous tomba dessus, et qu'on saisit toute la pacotille. Moi et deux autres que je n'ai pas besoin de nommer, nous eûmes trois mois de prison chacun, et Malais eut, les uns disent le tiers, les autres disent la moitié de la prise ; j'ai eu, moi, la consolation de lui donner une maîtresse râclée ; mais c'est égal, c'est toujours là : jamais je n'oublierai Malais le douanier... Monsieur et madame, à votre santé et à celle de tous les honnêtes gens ! »

Les maîtres de Beuzeval furent extraordinairement soulagés quand le dîner fut fini ; lorsque les convives partirent, on ne songea pas à les engager à revenir, loin de là. Madame Malais dit à Pélagie :

— Pélagie, vous savez que vos deux enfants passent la semaine avec Pulchérie. Je vous les renverrai dimanche soir.

Quand ils furent seuls, M. et madame Malais se plaignirent de l'ennuyeuse journée qu'ils avaient passée. — Voyez un peu s'ils se sont seulement aperçus de la beauté de notre argenterie. C'est bien fâcheux de n'avoir personne *de comme il faut* à voir : à quoi nous servent notre château, et notre mobilier en acajou, et notre argenterie? Que le ciel nous donne un gendre digne de Pulchérie, et nous pourrons dire que nous commencerons à vivre. Pulchérie va avoir douze ans ; quand elle aura passé quatre ans dans la maison royale de Saint-Denis, elle aura seize ans ; je n'avais guère plus quand nous nous sommes mariés. A propos de Pulchérie, il faudra que je lui parle sérieusement ; elle est accoutumée à tutoyer les enfants de Pélagie, qui la tutoient aussi. Il semblerait vraiment, à les voir jouer ensemble, que ce soient des enfants de la même classe. Il faut que tout cela ait un terme.

— Écoute, Dorothée, encore un peu de patience, ça pourrait paraître drôle ; on dirait que nous faisons de l'embarras... que ne dirait-on pas ! Pulchérie va bientôt partir; quand elle reviendra aux vacances, elle aura passé un an dans la maison royale de Saint-Denis, ce sera une demoiselle ; il sera temps alors de lui apprendre à se conduire, et d'ailleurs les petits Alain n'oseront plus la tutoyer. Il faut prendre garde à ce qu'on dirait.

Les enfants passèrent ces huit jours dans une joie sans mélange, si ce n'est que, le quatrième jour, Onésime finit par dire : — Tiens, Pulchérie, je m'ennuie beaucoup quand je ne te vois pas, mais je m'ennuie aussi quand je ne vois pas la mer. Je voudrais aller à la pêche avec mon père tous les jours et te retrouver à la maison quand je reviendrais manger la soupe ; mais je ne m'habituerais pas à être toujours dans un jardin.

La veille du départ, il dit : « Si nous allions nous promener un peu dehors? » Les trois enfants tombèrent bien vite d'accord, et, comme ils étaient à l'extrémité du jardin, ils pensèrent qu'ils auraient plus tôt fait de franchir une petite haie qui les séparait de la campagne que d'aller chercher la porte. Les deux filles n'eurent besoin que de très-peu d'aide pour imiter Onésime, et ils se trouvèrent dans les prés qui bordent la rivière de Beuzeval. Cette petite rivière, d'une limpidité merveilleuse, gazouille sur le sable entre des rives fleuries, sous les peupliers et les aunes ; on voyait encore en fleur quelques roses sauvages et quelques chèvrefeuilles qui grimpaient après les saules et retombaient sur l'eau en guirlandes parfumées. Les reines des prés n'étaient plus en fleur, non plus que les coquelourdes roses, qui sont très-abondantes sur ces bords ; mais les myosotis, les *ne m'oubliez pas* aux petits épis bleu de ciel, fleurissaient le pied dans l'eau. Les trois enfants s'assirent à l'ombre d'un gros vieux saule creux, et causèrent de leurs petits intérêts.

— Tu vas donc partir, Pulchérie? dit Onésime.

— Oui, je vais aller à l'école dans une maison où sont les filles de tous les officiers décorés... comme mon père.

— Resteras-tu longtemps?

— A peu près quatre ans, à ce qu'on dit.

— Nous serons quatre ans sans nous voir?

— Oh! non... je viendrai tous les ans passer un mois ici.

— Pourquoi est-ce donc qu'on t'envoie si loin, Pulchérie? Est-ce que le clerc ne pourrait pas t'apprendre tout au monde?

— Il paraît que non.

— Est-ce qu'on veut que tu sois maîtresse d'école et que tu remplaces la mère Buchard?

— Je ne sais pas.

— Dans quatre ans, nous serons grands tous les trois, dit Bérénice ; qu'est-ce que nous ferons dans quatre ans?

— Je ne sais pas ce que nous ferons, dit Onésime, mais je sais bien ce que je voudrais faire; je voudrais avoir un grand bateau à commander pour aller aux harengs et aux maquereaux, être bien gréé de lignes et d'appelets de tous genres, et puis demeurer avec vous deux, qui me feriez de bonne soupe.

— Moi, dit Pulchérie, je voudrais être belle, belle, et bien habillée avec des robes de soie, comme maman Dorothée, et avoir une belle voiture avec un beau cheval, comme a M. Malais, et puis épouser un beau prince.

— Comment! épouser un prince! s'écria Onésime, et ma soupe? qui est-ce qui fera ma soupe pour quand je reviendrai de la mer?

— C'est toi qui serais le prince : nous aurions une servante pour faire la soupe, nous mangerions de la soupe à la viande tous les jours; tu n'irais à la mer que quand il ferait beau temps; tu aurais toujours un chapeau et un habit bleu, comme M. Malais... Et toi, Bérénice, qu'est-ce que tu voudrais?

— Moi, je voudrais savoir bien, bien faire la dentelle et gagner quinze sous par jour.

— Et qui est-ce qui sera ton mari, à toi?

— Onésime sera notre mari à toutes deux.

— Tu vas donc tout apprendre là-bas, Pulchérie? dit Onésime.

— Tout au monde, à ce qu'on dit.

— A écrire aussi?

— Il paraît que oui.

— Alors tu nous écriras?

— Bien sûr, sitôt que je saurai; j'apprends avec le clerc, et je sais déjà un peu.

— Eh bien! alors Bérénice va se mettre à apprendre à lire pour pouvoir me lire tes lettres, parce que moi je ne pourrai jamais; il faut que j'aille à la mer et que j'apprenne bien mon état.

— Je vais apprendre à bien lire et aussi à écrire, dit Bérénice, pour te donner de nos nouvelles et te dire ce qui se passera ici, car tu ne nous oublieras pas là-bas?

— Il n'y a pas de danger... Vous ne m'oublierez pas non plus, vous deux?

Les trois enfants s'embrassèrent.

— Écoute, dit Bérénice, il faudra, quand tu viendras tous les ans, que nous venions ici où nous sommes... A quelle époque est-ce que tu reviendras?

— A peu près à cette époque-ci.

— Eh bien! nous ne serons pas fâchés de retrouver l'ombre du vieux saule; nous viendrons nous asseoir ensemble là où nous sommes; nous nous dirons que nous nous aimons toujours bien, et nous nous raconterons tout ce que nous aurons fait. Si je savais écrire, je sais bien ce que je ferais.

— Que ferais-tu, Bérénice?

— J'écrirais nos trois noms sur l'écorce du vieux saule.

— Moi je saurais bien les écrire, si j'avais un couteau. Donne-moi ton couteau, Onésime.

Pulchérie prit le couteau d'Onésime, et, après de grandes dissertations, il fut convenu qu'on ne mettrait que les premières lettres de chaque nom. Pulchérie mit au moins une heure à inscrire sur le tronc du saule — B. — O. — P.

Il était à peu près l'heure du dîner; les trois enfants s'embrassèrent encore, se promirent de s'aimer toujours, de s'écrire souvent, et de revenir ensemble tous les ans sous le saule sur lequel ils avaient inscrit leurs noms; puis ils rentrèrent à la maison. On les avait cherchés, on les gronda; mais ils s'en soucièrent peu. Le lendemain, Pulchérie, accompagnée d'une servante, reconduisit ses amis à Dive. La mère Pélagie avait préparé du lait caillé pour Pulchérie, qui fut surprise de ne pas le trouver aussi bon que d'ordinaire; la cuisine du château avait déjà détruit la saveur de ses régals d'autrefois.

Bérénice et Onésime continuèrent à aller voir Pulchérie le dimanche ; mais l'hiver arriva, et il n'y eut plus de promenades dans la campagne. Bérénice allait quelquefois seule dans la semaine passer une heure avec Pulchérie, par laquelle elle se faisait donner des leçons de lecture et d'écriture pour corroborer celles du clerc qu'elle prenait à peu près tous les jours, attendu qu'Onésime persistait dans l'idée que c'était assez que sa sœur pût lui lire les lettres de Pulchérie, et qu'il n'avait aucun besoin d'être si savant lui-même. Enfin arriva le jour où Pulchérie devait partir pour Paris et Saint-Denis. On pleura en se séparant. M. Malais alla avec sa voiture jusqu'à Honfleur ; de Honfleur on passa au Havre, où l'on prit la diligence de Paris. Bérénice, en embrassant Pulchérie, lui dit : « Pense au vieux saule de Beuzeval. »

Alphonse Karr.

(La seconde partie à une prochaine livraison.)

LES

CHEMINS DE FER ATMOSPHÉRIQUES

EN ANGLETERRE ET EN FRANCE.

Depuis que la vapeur est appliquée à la locomotion sur les chemins de fer, l'attention des savants et des hommes pratiques a dû se porter souvent sur l'énorme consommation de combustible qu'exige l'exploitation d'un *railway*. Trouver un nouveau moteur qui ne nécessitât point ou du moins qui restreignît l'emploi d'une matière coûteuse, indispensable dans beaucoup de circonstances, et dont la rareté ne peut tarder à se faire sentir, tel était, tel est encore le problème à résoudre, et, la question étant ainsi posée, on conçoit sans peine les préoccupations de ceux qui préconisent l'emploi de l'air atmosphérique comme agent de traction. Il est certain qu'au point de vue de l'économie, l'industrie, dans la majorité des cas, aurait l'avantage à se servir de cette force presque gratuite, surtout si elle pouvait arriver à se passer de la houille, dont la consommation, toujours croissante, cessera bientôt d'être en rapport avec le rendement des mines. Comme chacun sait d'ailleurs que l'emploi de la vapeur d'eau est fondé sur la force expansive de ce fluide, chacun comprend aussi qu'il soit possible d'appliquer l'air atmosphérique aux mêmes usages ; la difficulté réside tout entière dans les moyens de mettre en jeu cette puissance dynamique.

Plusieurs tentatives ont été faites depuis quelques années pour mettre à profit l'élasticité du gaz qui entoure notre globe. Parmi les partisans les plus exaltés de l'*aérodynamie*, nous devons mentionner M. Andraud, qui a célébré avec enthousiasme la toute-puissance du nouveau moteur. Selon lui, le transport des lettres, la culture des terres, la navigation, les sondages, la défense des villes de guerre, ne devraient plus s'opérer qu'à l'aide de l'air comprimé. L'acoustique deviendrait de plus en plus tributaire de cet agent, et l'une des plus grandes surprises réservées à nos descendants serait l'audition des concerts monstres dont M. Andraud croit nous donner une idée bien attrayante en les comparant aux *sublimes* roulements du tonnerre. L'honorable inventeur pense aussi à réaliser la navigation aérienne par son moteur universel ; il rêve même quelque peu le mouvement perpétuel, mais cette fois il emploie l'air dilaté par un petit foyer, ou bien, dans ces pays *où le soleil se montre généreux jusqu'à l'insolence,* par un assemblage de miroirs auquel il donne le nom de *fourneau solaire*. Du reste, M. Andraud est logique en ce qu'il propose

de ne se servir que de roues éoliques et hydrauliques pour comprimer l'air, et regarderait comme purement transitoire l'emploi de la vapeur d'eau comme agent de compression. Telle est enfin sa puissante conviction qu'il s'exprime ainsi (1) : « Que si je porte ma pensée vers l'avenir, j'estime qu'il arrivera un temps où les autorités municipales établiront dans les villes de vastes réservoirs d'air comprimé, où chacun viendra, avec son vase vide, puiser de la force, devenue d'utilité première, comme nous voyons dans Paris les porteurs d'eau emplir leurs tonneaux aux fontaines publiques. La force deviendra marchandise, qu'on fabriquera et qu'on vendra. Il faut qu'on arrive à ce point, que chacun puisse avoir des *forces* en magasin, comme on a aujourd'hui des chevaux à l'écurie pour le travail du lendemain. » M. Andraud, on le voit, ne pèche point par défaut d'imagination ; malheureusement de toutes ces belles choses, et de bien d'autres encore dont nous ne croyons pas devoir parler, une seule a été réellement soumise à l'expérience. Il s'agissait d'une locomotive à air comprimé, et, si nous ne nous trompons, tout ce qu'elle pouvait faire était de se traîner elle-même. M. Andraud est évidemment un homme de mérite qui fait fausse route, et qui oublie trop qu'en matière d'invention il y a tout un monde d'illusions entre des hypothèses plus ou moins séduisantes et les applications pratiques.

Cette idée d'une locomotive à air comprimé, qui ne serait qu'une très-minime partie des merveilles que M. Andraud ferait surgir de l'aérodynamie, avait été émise, pour la première fois, en 1815, par un Bavarois, et reproduite depuis, à plusieurs reprises, dans divers pays. Ainsi nous nous rappelons avoir vu, il y a une dizaine d'années, chez un horloger de Versailles, M. Roussel, une petite voiture de son invention, qu'il faisait mouvoir, d'après le même principe, sur une table circulaire, au centre de laquelle elle était fixée. Tout récemment un membre de l'Académie des sciences de Berlin, M. Crelle, est venu étayer de son autorité ce nouveau moyen d'opérer la traction sur les chemins de fer, qui, selon lui, seront seulement alors exécutables *partout* et dans *tous* les cas avec économie. « En ne renonçant pas aux chemins de fer à vapeur, dit formellement M. Crelle, ou en persistant à vouloir se servir des chemins atmosphériques proprement dits, on s'expose à dissiper des millions, qu'on regrettera douloureusement quand peut-être un jour les véritables et justes moyens de perfectionnement viendront revendiquer leurs droits (2). » De telles paroles, prononcées par un homme qui est à la fois un savant mathématicien et un habile ingénieur, méritent certainement qu'on les prenne en considération ; mais, avant de leur accorder une pleine confiance, nous devons attendre que la pratique sanctionne les résultats avantageux qu'annonce la théorie. L'essai du système de M. Crelle serait d'ailleurs peu coûteux, puisque tout chemin de fer pourrait servir aux expériences, et que la suppression de la cheminée et la substitution d'un réservoir d'air comprimé à la chaudière seraient, dans les idées actuelles de l'inventeur, les seuls changements qu'il se proposerait de faire à la locomotive à vapeur pour la transformer en une locomotive aérodynamique.

Trois autres systèmes, pouvant servir à la locomotion par l'air comprimé, mais regardés par M. Crelle comme inférieurs à sa locomotive aérodynamique, sont décrits avec détail dans le mémoire de l'académicien de Berlin. Dans le premier de ces systèmes, la locomotive est conservée; mais, au lieu de porter avec elle la provision d'air nécessaire pour faire le voyage, elle puiserait incessamment, par un mécanisme convenable, dans un tube placé au milieu de la voie, l'air qui y aurait été préalable-

(1) *De l'Air comprimé et dilaté comme force motrice*, par M. Andraud.

(2) *Mémoire sur les différentes manières de se servir de l'élasticité de l'air atmosphérique comme force motrice sur les chemins de fer*, par A.-L. Crelle, membre de l'Académie des sciences de Berlin. 1846.

ment refoulé. Il nous serait moins facile de faire concevoir le moteur bizarre qu'a récemment proposé un ingénieur prussien, et nous devons nous aider d'une comparaison. Qu'on étende sur le sol, en l'attachant par l'une des extrémités, un câble sur lequel une roue peut cheminer verticalement; qu'on vienne à soulever le câble par l'extrémité libre, on comprend que la roue sera poussée en avant. Qu'on imagine maintenant, au lieu du câble, un tuyau d'une matière molle, plat dans l'état normal, couché entre deux rails d'une voie de fer et sur lequel est placée une roue adaptée à un premier waggon, qui sera ici le remorqueur du train : si, à l'aide d'une machine pneumatique, on introduit, derrière la roue motrice, de l'air dans le tuyau, il se gonflera et mettra évidemment la roue en mouvement par un effet analogue à celui que produisait tout à l'heure le câble. Enfin M. Crelle étudie, avec cette conscience méthodique des Allemands, un système en tous points comparable au système atmosphérique proprement dit; seulement ce n'est plus le vide fait devant le piston propulseur qui produirait la locomotion : l'impulsion serait donnée au contraire par l'air comprimé derrière ce piston, et le mouvement de la soupape longitudinale, organe essentiel des chemins atmosphériques, serait modifié.

L'idée primitive de la locomotion atmosphérique paraît être due à Papin, à cet homme de génie qui indiqua aussi le premier le principe des machines à vapeur et à piston, et l'emploi de la vapeur dans la navigation. Le premier, il pensa que, si on venait à raréfier l'air sur l'une des faces d'un piston qui glisse dans un tube, l'excès de la pression qui continuerait à s'exercer intégralement sur l'autre face ferait mouvoir ce piston. Tel est, en effet, le principe bien simple du nouveau mode de locomotion que nous examinons : Medhurst, ingénieur danois, proposa, en 1810, de l'utiliser pour le transport des lettres et des marchandises. Un canal contenait à la fois le chemin de fer et les waggons qui devaient y circuler. Le mieux est l'ennemi du bien : Vallance prétendit, en 1824, appliquer ce système au transport des voyageurs, et fit quelques expériences sur la route de Brighton avec un tuyau, provisoirement en bois, d'un diamètre intérieur de deux mètres. Nous n'avons pas besoin d'insister sur les inconvénients qui firent rejeter cette singulière solution du problème. Medhurst n'accepta pas l'usage de ce tunnel d'un nouveau genre. Le tube, de dimensions désormais raisonnables, fut couché entre les deux rails du chemin; une rainure longitudinale, régnant à la partie supérieure, laissait passer la tige verticale, qui transmettait au premier des véhicules le mouvement imprimé par l'air au piston; un appareil hydraulique fermait, théoriquement parlant, cette rainure, et ne s'ouvrait, pour ainsi dire, qu'à l'endroit même où était la tige. La soupape à eau avait le désavantage évident d'exiger un chemin constamment horizontal, et elle dut être abandonnée. Malgré cette imperfection, c'est à Medhurst que doit revenir tout l'honneur de l'invention du système atmosphérique, c'est lui qui indiqua nettement les conditions indispensables pour qu'il fût possible, et le sens dans lequel devaient être dirigées les recherches.

Dès lors on s'occupa activement des moyens d'obtenir la soupape qui devait seule assurer la réussite du nouveau système. De nombreux essais furent tentés, parmi lesquels nous citerons la soupape à corde que proposa, en 1834, l'ingénieur américain Pinkus; mais tous furent infructueux, et ce fut seulement en 1838 que MM. Clegg et Samuda, constructeurs à Wormwood-Scrubs, près Londres, parvinrent à résoudre les principales difficultés du problème. La soupape Samuda se compose d'une lanière de cuir, renforcée sur les deux faces par des lames de tôle; l'un des longs côtés est maintenu par une pièce en fer fixée au tube et fait charnière; l'autre plonge dans une entaille tracée au bord de la rainure : cette entaille est remplie d'un mastic particulier destiné à rendre la fermeture plus complète. La soupape, au passage de la tige directrice. coudée à dessein, ne se lève pas verticalement, mais seulement sous

un angle d'environ 45 degrés. Comme elle constitue un organe délicat qui doit être manœuvré avec ménagement, l'ouverture en est préparée par des galets d'inégal diamètre attachés à la queue du piston. Le poids même de la soupape la fait retomber; c'est encore grâce à des galets que ce mouvement s'effectue sans brusquerie. Enfin une roue, adaptée à l'arrière du waggon-directeur, comprime fortement la soupape et achève de la remettre dans la position qu'elle occupait avant le passage du convoi. L'usage de ce cylindre compresseur est d'ailleurs d'une utilité incontestable pour introduire le mastic dans les interstices, qui, s'ils n'étaient bouchés, donneraient issue à l'air.

L'appareil ingénieux que nous venons de décrire fut d'abord essayé en petit à Chaillot, puis au Havre, par M. James Bonfil; plus tard les inventeurs l'expérimentèrent sur une grande échelle, en Angleterre, dans leurs ateliers. Les chances de succès que ces diverses expériences semblaient attribuer à la soupape Samuda décidèrent M. Pim, trésorier de la compagnie du railway de Dublin à Kingstown, à proposer l'application du système atmosphérique sur le chemin de Kingstown à Dalkey. Le gouvernement anglais accorda l'autorisation, mais avec des restrictions qui rendirent très-défectueux le tracé de la voie. Ainsi la compagnie, privée du droit d'expropriation, dut emprunter aux entrepreneurs du port de Kingstown la moitié du chemin qui leur sert à amener les beaux granits des carrières de Dalkey. Ces conditions évidemment désavantageuses, jointes à un parcours qui n'atteint pas trois kilomètres, nuisent beaucoup aux appréciations économiques qu'on serait tenté de faire du système atmosphérique en prenant pour exemple le chemin de Kingstown à Dalkey. Ensuite les rampes y sont très-faibles, et, sans la possibilité de gravir des rampes escarpées, il n'y aurait, aux yeux de tous les hommes compétents, aucun avantage à abandonner le système ordinaire de la locomotion à vapeur. Ce que nous venons de dire s'applique également au railway atmosphérique de Londres à Croydon, qui fut établi, deux ans après, en Angleterre. Après maintes vicissitudes de tous genres, et bien qu'on ait prétendu que l'exploitation, dès le début, coûtait 22 pour 100 de moins qu'avec des locomotives (1), ce chemin est, dit-on, sur le point d'être démonté. Il présente du reste une particularité que nous ne devons pas passer sous silence, et qui forme un véritable contraste avec le fameux tunnel de la Tamise : c'est un gigantesque viaduc qui traverse, entre Norwood et Croydon, les deux railways ordinaires de Douvres et de Brighton.

Comme il arrive souvent en pareille circonstance, MM. Clegg et Samuda n'avaient pas commencé par ce qu'il y avait de plus simple. Primitivement le mastic destiné à compléter la fermeture de leur soupape était un mélange de cire et de suif, et, pour en maintenir l'indispensable fluidité, un réchaud d'un mètre de longueur, rempli de charbons incandescents et fixé à la tige directrice, glissait avec le piston le long du tube. Ce moyen incommode était aussi, à beaucoup d'égards, insuffisant. Le mastic se gelait en hiver, se liquéfiait en été, et finalement donnait issue à l'air atmosphérique. Plus tard, à Croydon, le réchaud fut supprimé, et on fit usage d'une graisse,

(1) Les avis étaient fort partagés, car nous lisons à ce sujet dans une enquête anglaise :

« *Demande.* — Si le principe atmosphérique venait à échouer, ou bien si, par le résultat de l'expérience, il n'avait pas plus de succès qu'en ce moment, ce que je croirais pouvoir prendre la liberté de nommer un échec complet, s'il restait dans l'état où il se trouve à l'égard de l'exploitation artistique, continueriez-vous à demander l'application du système atmosphérique sur la ligne d'Exeter?

« *Réponse.* — Très-positivement, oui. »

Un chemin atmosphérique se construit en effet d'Exeter à Devonshire sur une longueur de 35 kilomètres, dont 21 sont déjà exécutés. Nous n'avons pas de données sur les circonstances du tracé de cette nouvelle ligne.

analogue à celle employée aujourd'hui au chemin atmosphérique de Saint-Germain, et composée d'huile de phoque, de cire végétale, de caoutchouc et d'argile. Malgré les perfectionnements successifs dont elle a été l'objet, la soupape Samuda laisse s'opérer des fuites considérables (1). Si donc cette soupape est supérieure à toutes celles qui avaient été proposées d'abord, elle est encore très-peu satisfaisante; aussi de nombreuses tentatives ont-elles été récemment faites pour la remplacer. Un habile constructeur d'Arras, M. Hallette père, avait proposé de fermer la rainure longitudinale des tubes au moyen de ce qu'il appelait des *lèvres pneumatiques*, c'est-à-dire de deux tuyaux contigus flexibles et gonflés avec de l'air comprimé, que la tige du piston aurait écartés sans effort et qui se seraient aussitôt rejoints. Cette idée séduisante a paru avoir contre elle l'impossibilité de fabriquer des tissus assez solides pour opérer la fermeture sans s'user très-rapidement. M. Crelle décrit deux soupapes également sans mastic, dont il est l'inventeur, mais qui n'ont point été expérimentées. Enfin un de nos industriels, M. Hédiard, reprenant un procédé indiqué par l'ingénieur Pinkus, et le modifiant heureusement, emploie deux lames d'acier formant ressort, convenablement maintenues en contact et recouvertes d'un cuir gras qui complète la fermeture. La tige du piston, taillée en coin très-aigu, soulève les ressorts par dessous. Ce dispositif, dont l'essai a été fait sur un rail-way de 1,700 mètres établi près de la gare Saint-Ouen,—première application en France du système atmosphérique, — nous a paru supérieur à la soupape anglaise; nous regrettons qu'une expérience décisive n'en ait pas été faite au chemin de Saint-Germain.

On se rappelle peut-être l'effet que produisit, en 1840, la première nouvelle de l'apparition du système atmosphérique à Wormwood-Scrubs; à peine le système locomotif avait-il été connu en France, qu'il semblait destiné à être remplacé par un autre dont on détaillait avec enthousiasme les divers avantages, particulièrement au point de vue de la sécurité. Il n'était plus permis d'ailleurs de reléguer cette merveilleuse invention parmi les théories; le chemin d'essai n'avait pas moins de 800 mètres, et M. Teisserenc, qui avait assisté aux expériences, en avait fait l'objet d'un mémoire adressé à l'administration. Quatre ans plus tard, on apprenait qu'une application plus sérieuse encore venait d'être faite dans le royaume-uni, et le ministre des travaux publics envoyait en Irlande un inspecteur divisionnaire des ponts et chaussées, M. Mallet, avec mission d'apprécier quelle influence devait avoir le système atmosphérique sur l'avenir des chemins de fer. M. Mallet, dans un rapport fort remarquable, décrivit avec détail le railway de Kingstown à Dalkey, les expériences qu'on y avait faites, et, comparant les dépenses d'établissement et d'exploitation des deux systèmes en présence, indiqua de quelle manière il entendait l'application des chemins atmosphériques. Tout en convenant de la gravité des objections que pouvait soulever le nouveau système, il les détruisait avec un peu d'optimisme. « Présentent-elles, disait l'habile ingénieur, des difficultés insurmontables? Sont-elles de nature à faire abandonner le système atmosphérique? Je ne le pense pas; c'est pourquoi je demande un essai. Si tout était parfait dans ce système, l'essai serait inutile, et on n'aurait plus qu'à en faire des applications, certain que l'on serait du succès; mais, malgré le pas énorme fait en Irlande, de grands perfectionnements restent à trouver. » Le gouvernement, s'associant au vœu qu'exprimait ainsi M. Mallet, présenta aux chambres législatives un projet de loi par lequel il demandait une allocation de 1,800,000 fr. pour faire appliquer le système atmosphérique. La loi fut votée, et une ordonnance royale confia à la compagnie du chemin de fer de Paris à Saint-Germain

(1) A Saint-Germain, si on épuise l'air du tube de propulsion jusqu'à un tiers d'atmosphère, il ne faut pas plus de cinq minutes pour que la totalité de l'air soit rentrée.

l'exécution de cette entreprise. La ligne primitive, que la situation de Saint-Germain au sommet d'une colline élevée avait obligé, par économie, d'arrêter à la commune du Pecq, devait être continuée jusqu'au parterre. La ville, directement intéressée à la réussite de ce projet, se montra généreuse en ajoutant 200,000 fr. à la subvention de l'État; mais ces deux sommes réunies ne devaient pas former le tiers de ce que coûtera l'essai du système atmosphérique.

La différence de niveau considérable qui existe entre le Pecq et le plateau de Saint-Germain eût rendu difficile un prolongement réel de l'ancien railway. Il a paru préférable de quitter cette voie à 1,500 mètres de la gare d'arrivée du Pecq. Le système atmosphérique sera appliqué de Nanterre à Saint-Germain, c'est à-dire sur une longueur de 8,770 mètres. Les retards apportés par les maîtres de forges à la livraison des tubes pneumatiques ont empêché la compagnie, dont tous les travaux sont faits, de livrer à la circulation la totalité du nouveau chemin. La compagnie s'est néanmoins décidée à en ouvrir immédiatement une partie, celle qui s'étend entre Saint-Germain et le pont de Montesson, dans le bois du Vésinet. Cette décision de la compagnie a été parfaitement rationnelle, car ces 2,200 mètres, où la pose du tube a seulement pu être effectuée, permettent d'apprécier le nouveau système sous les points de vue les plus dignes d'intéresser le public scientifique. Depuis Nanterre jusqu'au pont de Montesson, le chemin est presque entièrement horizontal et n'ajouterait aucune indication nouvelle à celles que nous possédons sur les chemins de la Grande-Bretagne, établis dans des conditions à peu près identiques. Il n'en est pas de même de la partie qui s'étend du pont de Montesson à Saint-Germain, où une succession de rampes qui croissent progressivement jusqu'à une limite que ne pourrait atteindre une locomotive ordinaire, et l'emploi d'un tube de grandes dimensions, sont deux faits qui n'avaient jamais été expérimentés. Cette partie du chemin atmosphérique renferme en outre de remarquables travaux d'art dont l'importance ne saurait être contestée : nous voulons parler d'un pont sur la Seine dont chacune des six arches a une portée de 32 mètres, à l'endroit où l'île Corbière divise cette rivière en deux bras; d'un beau viaduc de vingt arches dont les fondations ont présenté des obstacles incalculables, à cause de la nature du terrain qui devait les supporter; enfin du grand souterrain de 305 mètres de longueur, à l'aide duquel on passe sous la terrasse de Saint-Germain, et dont le percement a été aussi long que difficile. Après ces belles constructions viennent une tranchée dans la forêt et un petit souterrain de 95 mètres sous le parterre, qui forment une courbe dont le rayon n'a pas 400 mètres, puis l'embarcadère, auprès duquel est le bâtiment des machines pneumatiques. Quant au profil du chemin, la pente continuellement ascendante commence à une petite distance du pont, atteint au milieu de celui-ci 0,020 par mètre, à la fin du viaduc 0,035, et conserve cette inclinaison sur un parcours de 1,000 mètres, jusqu'à l'entrée de la gare, que quelques marches seulement séparent des salles d'attente, situées de plain-pied avec la place même du château.

Après avoir indiqué le principe et tracé en quelque sorte l'historique de la locomotion par la raréfaction de l'air, il convient, puisque ce système vient d'être soumis en France à un commencement d'exploitation, de donner quelques détails sur la manière dont le nouveau mode de transport s'effectue et sur les appareils qu'il exige. Nous prendrons pour exemple le dispositif usité au railway de Saint-Germain.

La soupape longitudinale étant la même que celle employée en Irlande, nous n'avons rien à ajouter à ce que nous avons dit de l'invention de MM. Clegg et Samuda, et nous passerons à la description du tube de propulsion. Les dimensions en ont été calculées d'après l'inclinaison de la voie, qu'on a supposée en moyenne de 0,025 par mètre sur la rampe de Saint-Germain. Il a fallu tenir compte encore d'une vitesse

de quinze lieues à l'heure imprimée à un convoi ordinaire de 55 tonnes, du degré de raréfaction fixé ici à un tiers d'atmosphère, enfin du frottement que déterminent le piston et les galets dont il est muni, calculé d'après des expériences directes. Le chemin de fer atmosphérique de Nanterre à Saint-Germain, dont une partie seulement est exploitée en ce moment, doit suivre, nous l'avons dit, l'ancienne voie de fer jusqu'à quelque distance du Pecq ; là commence un embranchement qui forme la partie la plus curieuse du chemin. Sur toute la longueur de cet embranchement (3,400 mètres), le tube propulseur aura un diamètre intérieur de 63 centimètres. Sur les 5,200 mètres qui séparent Nanterre de cet embranchement, le tube n'aura que 38 centimètres de diamètre comme à Dalkey. Ce tube se compose de tuyaux partiels convenablement renforcés, au nombre de 850 pour les plus grands pesant 490 kilogrammes le mètre courant, au nombre de 1,800 pour les plus petits pesant seulement 200 kilogrammes, et coûtant tous 29 fr. 50 cent. les 100 kilogrammes. Ces tubes ont la même forme, sauf les deux extrêmes, qui sont évasés en pavillon de cor, pour faciliter l'introduction du piston ; ils peuvent être coulés ouverts, c'est-à-dire qu'on commence par former la rainure destinée à recevoir la soupape et qu'on la régularise ensuite, ou bien ils peuvent être coulés pleins et fendus après coup avec une machine à planer. Ils sont grossièrement lissés et graissés à l'intérieur ; la pose sur la voie en est exécutée avec soin ; chaque tube s'emboîte dans le suivant par l'intermédiaire d'un manchon ; l'espace libre ainsi laissé est rempli avec de la corde et un mastic particulier.

Deux soupapes, dites d'entrée et de sortie, ferment le tube propulseur aux extrémités ; elles s'ouvrent toutes deux dans le sens du vide au moyen d'ingénieux mécanismes et de l'air atmosphérique. Comme à Saint-Germain le tube pneumatique n'est jamais parcouru que dans une direction, — celle de la rampe, — ces soupapes sont suffisantes ; mais, dans le cas le plus général, chaque extrémité devrait être munie d'une soupape d'entrée et d'un soupape de sortie, ou, comme en Angleterre, d'un système unique qui pourrait se mouvoir à volonté dans les deux sens. Le piston populseur, organe tout à fait secondaire, se compose essentiellement de trois parties enfilées sur une même tige : le piston proprement dit, cylindre en bois ou en métal terminé par deux cônes ; derrière celui-ci, la tige qui doit communiquer le mouvement au train, et l'appareil de galets, dont nous avons parlé en décrivant l'invention de MM. Clegg et Samuda ; enfin une masse en bois qui fait contre-poids. Tout cet appareil de traction n'est pas directement lié au waggon conducteur (1) ; il est supporté par un petit chariot, totalement indépendant de ce waggon, auquel il est fixé, pendant la marche, par un système de tenailles, et dont il peut être aisément séparé pour la facilité de quelques manœuvres. Cette disposition servira en outre, à Saint-Germain, à simplifier le passage du petit tube au gros, ou réciproquement. Peut-être aussi adoptera-t-on un piston dit à expansion, susceptible de s'ouvrir en quelque sorte comme un parapluie, et qui prendrait dans chaque tube la dimension convenable. La question est encore indécise.

Il est maintenant aisé de faire comprendre comment s'effectue le trajet du pont de Montesson à Saint-Germain par le système atmosphérique. Le waggon-directeur est engagé dans le tube, attendant le train qu'une locomotive amène de Paris au bois du Vésinet ; la soupape d'entrée a été fermée derrière le piston, qui ne peut prendre aucun mouvement. Arrivé à la station de Montesson, le train s'arrête ; au moyen de

(1) On nomme ainsi le waggon sur lequel se tient le mécanicien. Ce waggon renferme les leviers qui servent à diverses manœuvres, et particulièrement à celle des freins, et un baromètre qui, en communiquant à travers le piston avec l'intérieur du tube, indique à chaque instant le degré de vide.

deux croisements et d'une voie latérale, la locomotive passe à la queue du train et le pousse de manière à ce qu'il puisse être accroché au waggon-directeur. Un signal est donné aussitôt par le télégraphe électrique, et les machines pneumatiques de Saint-Germain commencent à fonctionner. La soupape d'entrée est ouverte, et le convoi, se mettant en marche, arrive, après trois minutes et demie, dans la gare de Saint-Germain. Pour effectuer ce trajet en sens inverse, on se sert uniquement de la pesanteur. A l'aide d'un câble enroulé sur un cabestan, que met en mouvement la raréfaction de l'air produite par l'une des machines pneumatiques, on fait franchir au train le palier horizontal de la gare, on l'amène au bord de la pente, et la descente s'opère alors sans autre manœuvre que de serrer les freins pour empêcher la vitesse de devenir trop considérable. Au moment d'arriver à la station du Vésinet, on sépare par un mouvement de déclanchage le convoi du waggon conducteur, que l'on arrête. Une locomotive, déjà prête à remorquer le train arrivant, y est attachée et l'entraîne à Paris.

Le mode par lequel on descend de Saint-Germain au Vésinet, et qui était également usité à Dalkey, mérite une attention particulière comme indiquant l'un des avantages que comporteraient les railways atmosphériques. Ce mode de descente n'exige, en effet, aucune dépense; il est vrai qu'il présente de grands dangers en cas de rupture des freins. En admettant qu'on invente un moyen de parer à ce grave inconvénient, il est évident qu'avec une succession de paliers et de pentes disposés de telle sorte que l'accélération de vitesse ne puisse jamais devenir trop considérable, il sera toujours possible d'économiser ainsi la force motrice dans un grand nombre de circonstances. Ce qui rend cette disposition particulière au système atmosphérique, c'est qu'il est le seul qui puisse gravir les pentes fortement inclinées devant lesquelles, au delà d'une certaine limite, une locomotive ordinaire s'arrêterait et même reculerait. Dans l'établissement des chemins de fer, on est entraîné à de grands frais de déblais et de remblais, de viaducs et de souterrains, pour atteindre un maximum raisonnable. A ce point de vue, on s'est même longtemps abusé en France, et on a fait preuve d'une réserve tout à fait exagérée dans les conditions imposées pour le tracé des railways. La pente de 8 millimètres par mètre qui existe à Étampes, sur le chemin d'Orléans, avait paru longtemps ne pouvoir être régulièrement dépassée. Plus tard, une inclinaison de 11 millimètres fut adoptée au chemin de Sceaux; récemment enfin on a vu la locomotive *l'Hercule*, prudemment construite pour obvier au chômage du chemin atmosphérique, gravir avec aisance le plateau de Saint-Germain. Ce dernier fait est extrêmement important en raison des applications dont il serait susceptible, pour l'avenir, dans un cas donné. Le système atmosphérique présente lui-même dans la pratique des limites qu'on ne saurait outre-passer, à moins de donner au tube propulseur des proportions colossales. En effet, si un piston ordinaire peut toujours monter dans un tube, même vertical, il n'en est plus ainsi s'il vient à augmenter de poids, ou s'il remorque un convoi. Néanmoins les pentes qu'il serait permis d'adopter avec le système atmosphérique suffiraient à modifier notablement les conditions du tracé des chemins de fer, telles qu'on est obligé de les admettre dans le système actuel.

Les machines pneumatiques, dont nous avons négligé à dessein de parler jusqu'ici pour en bien faire comprendre le rôle, n'ont pas seulement pour but de faire le vide avant le départ des trains; elles sont encore destinées à le maintenir pendant la marche au degré voulu, c'est-à-dire de parer aux rentrées d'air qui s'effectuent par toutes les soupapes diverses que nous avons mentionnées, par les circonférences du piston propulseur et des pistons pneumatiques, et par les joints des tuyaux, enfin d'aspirer l'air que le piston propulseur comprime incessamment devant lui quand il est en marche. Tous ces éléments doivent entrer en ligne de compte pour établir

la puissance des machines pneumatiques d'un railway atmosphérique. Celles du chemin de Nanterre à Saint-Germain sont au nombre de quatre, une à Nanterre, une à Chatou et deux à Saint-Germain. Chacune de ces machines, dont la force est de 200 chevaux, peut extraire 4 mètres cubes d'air par seconde, et à chacune est associée une petite machine auxiliaire de 20 chevaux pour le service de condensation et d'alimentation des chaudières. Ces puissantes machines sont à condenseur, à détente et à haute pression, à cylindres horizontaux et partant sans balanciers; les tiroirs y sont remplacés par des soupapes de Cornouailles. Elles ont coûté 180,000 fr. chacune. Les pistons, marchant avec une vitesse de 2 mètres par seconde, communiquent par une bielle et une manivelle le mouvement à un pignon, puis à une énorme roue dentée dont le diamètre n'a pas moins de 5 mètres. Cette roue le transmet elle-même également par une bielle et une manivelle aux pistons pneumatiques. La double machine de Saint-Germain fonctionne seule en ce moment pour remonter les trains du Vésinet; l'aspect en est vraiment grandiose ; elle est établie dans un beau bâtiment, construit tout entier en pierres de taille, dans lesquelles on a tranché à vif la place des diverses pièces. Une élégante charpente, digne en tous points de celles qu'a déjà établies M. Eugène Flachat, l'habile ingénieur du chemin, supporte la toiture, qui converge, en s'inclinant, vers une colonne creuse placée au centre de l'édifice, et dans l'intérieur de laquelle s'écoulent les eaux pluviales. Le bâtiment des chaudières, au nombre de trois pour chaque machine, mais servant indifféremment à l'une et à l'autre, est distinct du précédent.

Ordinairement les machines fixes sont continues; ici elles sont intermittentes et fonctionnent seulement quatre minutes et demie par heure. Ces conditions, on le conçoit, sont extrêmement désavantageuses et donnent lieu à une grave objection contre le système atmosphérique. Il serait à désirer pour ce système que, suivant l'opinion émise par M. Arago à la chambre des députés, des usines vinssent se grouper autour de ses moteurs pour leur emprunter une force régulièrement disponible. Ces fâcheuses intermittences et les interruptions qui résulteraient d'un accident ont fait penser à un réservoir en maçonnerie ou en briques dans lequel on ferait, pour ainsi parler, une provision de vide à l'aide d'une machine qui pourrait être assez faible, puisqu'elle fonctionnerait toujours. Ce système, dont M. Crelle vante les avantages incontestables, et que M. Andraud voudrait appliquer à l'air comprimé, a été soumis par M. Arnollet à l'Académie des sciences. La commission chargée de l'examiner a déclaré qu'il n'y avait pas lieu de résoudre la question par une expérience. Quoi qu'il en soit, comme il faut à Saint-Germain que la température de la chaudière se conserve, on laisse tomber le feu pendant trois quarts d'heure; puis, avec un ventilateur que fait mouvoir le volant d'une des petites machines, on active le tirage pour le rallumer. Cette manière d'opérer est singulièrement facilitée par la forme particulière des chaudières, dans lesquelles la surface de chauffe est, à l'instar des locomotives, augmentée par des tubes à fumée. Néanmoins la dépense en combustible est énorme; elle atteint quatre tonnes de houille par jour, sur une ligne de 8,770 mètres. Ajoutons, pour faire apprécier ce chiffre, que le service complet des locomotives des deux chemins réunis de Versailles et de Saint-Germain, dont le parcours total est de 59 kilomètres, n'exige par jour que treize tonnes de coke. On voit que le système atmosphérique demande, d'une part, une circulation active, puisque les intermittences des machines fixes seraient plus rares, et, d'autre part, un terrain accidenté, seul cas où il soit préférable au système à vapeur proprement dit. La réunion de ces deux circonstances est presque impossible.

Au nombre des avantages des chemins pneumatiques, on range avec raison l'absence de la locomotive. Au point de vue de la sécurité, cet avantage est d'une grande importance, puisque la locomotive peut déterminer des accidents extrêmement graves.

Hâtons-nous de dire cependant que les chances de ces terribles catastrophes, dont on garde encore le souvenir, diminuent chaque jour, et qu'elles seront presque nulles avec un chemin soigneusement établi, une exploitation bien dirigée et des employés régulièrement disciplinés. La suppression de la locomotive permettrait en outre de réduire la hauteur des voûtes de ponts, de diminuer ce qu'on appelle en langage technique le *poids mort*, puisque cette machine et le tender forment parfois à eux seuls le tiers ou même la moitié du poids du convoi, de diminuer enfin la force des rails qui n'auraient plus à supporter que les voitures à voyageurs et à marchandises : ce dernier avantage n'a point paru assez évident pour qu'on l'utilisât à Saint-Germain, où les rails ont le poids ordinaire de 30 kilogrammes par mètre courant. Sur une ligne atmosphérique, la rencontre de deux trains est impossible, puisqu'ils ne peuvent s'engager à la fois dans le même tube. Une pareille collision pourrait cependant arriver aux croisements de voies; mais cette question doit être réservée, ainsi que celle des passages à niveau, comme ne s'étant pas encore présentée et n'ayant conséquemment pas été étudiée. On a dit que le mode de liaison du tube propulseur au waggon-directeur serait un obstacle au déraillement. Nous doutons fort, ayant vu le piston brisé en mille pièces, dans une expérience, pour avoir buté contre un obstacle, que ce mode de liaison soit toujours d'une réelle efficacité; cependant il est évident qu'il permettrait de diminuer notablement le rayon des courbes actuellement en usage dans les railways ordinaires, surtout si on ajoutait un contre-rail comme au chemin de Kingstown à Dalkey.

Avant de terminer l'énumération des avantages qu'auraient les voies pneumatiques, il est bon de rappeler la singulière opinion que nous trouvons consignée dans un écrit (1) où sont résumés les avis des ingénieurs anglais et français sur ce mode de locomotion : « Si, dans les arts et les lettres, dit M. Louis Millot, cité par M. Dubern, le sublime est la plus simple expression du beau, dans la viabilité, le sublime est la plus simple expression de la célérité et des moyens de circulation... La bulle d'air qui anime et met en équilibre tous les sens par son action et réaction de *puissance de premier ordre* doit assurer et perpétuer avec sécurité toute locomotion sur les artères ferrées ou grands diamètres du monde. » On conviendra avec nous que ce singulier abus d'idées philosophiques méritait d'être signalé; l'industrie ellemême a ses idéologues!

Au moment où l'attention générale est fixée sur les énormes dépenses qui menacent de retarder la construction de nos chemins de fer, il est indispensable de savoir si des considérations d'économie peuvent militer en faveur du système atmosphérique. Des opinions contradictoires ont été émises à cet égard. Ainsi M. Mallet, plaçant dans les mêmes circonstances les railways desservis par des locomotives et ceux où on emploierait la propulsion pneumatique, concluait que, sous le rapport des frais d'établissement, les derniers présenteraient sur les premiers une économie de 70,000 francs par kilomètre, et que, dans le transport des voyageurs, cette économie serait au moins des deux cinquièmes. D'autre part, nous lisons dans le mémoire de M. Crelle : « Si la voie de Berlin à Potsdam (le premier railway exécuté en Prusse et dont M. Crelle a été l'ingénieur), au lieu d'être construite pour l'usage des locomotives, était construite dans le système atmosphérique, les frais de construction différeraient en plus de ceux qui ont été dépensés de 53,000 fr. par kilomètre, et les frais annuels d'exploitation et d'entretien de 20,000 fr. » Nous n'avons pas eu l'intention puérile de mettre en contradiction deux hommes distingués; nous avons voulu montrer seulement combien, en pareille matière, l'analogie est trompeuse, et la part que laissent de tels calculs à l'inconnu et à l'hypothèse. Les deux systèmes exigent des

(1) *De l'Application de l'air atmosphérique aux chemins de fer*, par H.-A. Dubern. 1846.

conditions toutes différentes de tracé, et il n'y aurait aucun avantage à établir le système atmosphérique sur les voies déjà faites ou sur celles en cours d'exécution. Nous avons dit l'élément que venait apporter, dans l'appréciation des frais de traction, le chemin de Saint-Germain; nous ajouterons que la voie y a coûté le double d'un chemin à locomotives sur la partie où le tube a 0,38 de diamètre, et le quadruple sur celle où il a 0,63. Le chemin total est évalué en ce moment à 6,137,633 francs, c'est-à-dire que les frais dépassent de 4,137,633 fr. les sommes allouées par l'État et la ville de Saint-Germain. En résumé, nous croyons exprimer l'opinion de la grande majorité des ingénieurs en disant que, dans l'état actuel des choses, le système atmosphérique n'est pas financièrement applicable.

E. Lamé Fleury.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 juillet 1847.

Les chambres terminent leurs travaux, et la polémique se préoccupe à peu près exclusivement des résultats de la session. Les questions qu'un pareil examen ramène, nous les avons traitées à mesure qu'elles se produisaient, et nous n'y reviendrons pas. Ce n'est pas le moment de se livrer à une énumération rétrospective des circonstances et des fautes qui ont empêché la session d'être heureuse et féconde ; c'est sur le présent, sur les devoirs qu'il impose, c'est aussi sur les éventualités extérieures, qu'il importe de fixer ses regards. Assurément, la situation n'offre pas de très-riantes perspectives, surtout quand on la compare à l'état des choses et des esprits, il y a un an, à pareille époque. Il y a un an, une chambre nouvelle était nommée ; la France électorale usait de ses droits sans passions violentes, mais avec l'intention manifeste d'amener par ses choix des réformes utiles, et, sur plusieurs points, une transformation habile et sage de la politique qui, depuis 1830, avait eu la majorité. Alors le pays montrait sa foi dans l'efficacité de nos institutions, et plaçait dans l'avenir de légitimes espérances. Aujourd'hui, une sorte de découragement semble s'être emparé des intelligences; une inquiétude sourde agite les imaginations. Si nous avons la satisfaction de voir que l'ordre matériel n'a pas reçu d'atteintes, en dépit de quelques sinistres prophéties, sommes-nous dans toutes les conditions de cette sécurité morale qui n'est pas un des moindres besoins d'une société ? C'est là ce que se demandent des esprits de bonne foi; il y a dans ces appréhensions quelque chose d'excessif. Au reste, cette situation, dont il faut se préoccuper sérieusement, sans tomber dans les sombres hyperboles des partis extrêmes, le ministère l'accepte et paraît disposé à en porter le poids avec résolution. Si l'espèce d'anarchie parlementaire qui s'est déclarée au sein de la majorité l'a affaibli un moment, il n'a pas cependant succombé devant elle, et il veut aujourd'hui faire face à des difficultés qu'il ne croit pas insurmontables. Cette pensée l'honore : il faut toujours louer les hommes et les pouvoirs publics de ne pas reculer devant la lutte : seulement, pour réussir dans cette tâche laborieuse, le pouvoir a besoin d'une grande fermeté dans ses vues et dans ses actes. En toutes choses, pour les réformes intérieures comme pour les questions de politique étrangère, il doit trouver et maintenir un véritable juste milieu entre les manies d'innovation et les préjugés de la routine, entre la témérité et la faiblesse. Nous voudrions voir le cabinet résister de tous côtés, en haut comme en bas, ici à des

exigences déraisonnables, là à des suggestions pusillanimes. C'est avec cette modération énergique qu'il triomphera des embarras extérieurs qui peuvent surgir d'un jour à l'autre.

En effet, sur plusieurs points et dans des pays qui nous sont limitrophes, il se passe des événements considérables qui peuvent mettre en demeure notre politique de prendre un parti décisif. Assurément l'Italie n'est pas aujourd'hui moins agitée qu'elle ne l'était il y a vingt-sept ans, en 1820. Elle l'est même d'une manière plus profonde et avec d'heureuses différences. Aujourd'hui, dans plusieurs parties de l'Italie, dans le Piémont, dans la Toscane, à Rome, il n'y a plus de schisme entre les gouvernements et les populations. Les idées libérales ne sont plus seulement représentées et servies par une minorité ardente, elles ont pénétré dans les conseils des gouvernants et dans les masses. Voilà qui change les données du problème dont l'Italie poursuit la solution depuis cinquante ans. En veut-on la preuve? Il y a vingt-sept ans, c'étaient les représentants de la cause libérale qui conspiraient; aujourd'hui c'est le parti rétrograde qui ourdit des complots pendant que les partisans d'une liberté sage marchent d'accord avec le pouvoir. Tel est le spectacle que Rome nous a présenté dans ces derniers jours. Après les démonstrations publiques amenées par la promulgation de la loi sur la garde nationale, on avait préparé à Rome une fête solennelle pour le 17, lorsque des rumeurs inquiétantes commencèrent à circuler. On parlait d'un conciliabule de *sanfédistes*, tenu pendant la nuit dans un quartier désert, aux abords du Capitole, et où s'élaborait un guet-apens dans le genre de celui de Parme. On signalait la présence dans la ville d'un grand nombre de *centurioni* (volontaires), espèce de corps franc organisé en Romagne par le cardinal Bernetti après la révolution de 1831. Ces sicaires, nommés Faentini et Borghetini, parce qu'ils avaient été surtout recrutés dans le *borgo* de Faenza, arrivaient, disait-on, à Rome par petites bandes et par des routes différentes; ils devaient se mêler à la foule assemblée dans la soirée du 17 pour l'inauguration d'un monument sur la place del Popolo, et, à un signal donné, se ruer sur le peuple aux cris de : Vive Pie IX ! pour donner le change sur la cause du tumulte. Dans la journée du 15, on placarda sur les murs de la ville les noms d'une douzaine de personnes dont les antécédents bien connus pouvaient donner créance à l'accusation portée contre elles. Un des affiliés, arrêté par le tribun Ciciruacchio, fit des aveux, et, l'effervescence étant devenue générale, le gouvernement crut devoir contremander la fête. Bien qu'elle ne soit pas encore constituée, les princes romains demandèrent que la garde nationale fût appelée à veiller sur la tranquillité publique. Les quatorze *rioni* (quartiers) fournirent chacun cent hommes; c'est tout ce qu'on pouvait armer pour le moment. Des postes furent improvisés; des patrouilles formées à la hâte parcoururent les rues pendant toute la nuit. L'éveil donné et ces précautions prises, toute tentative de désordre devenait impossible. Le calme commença donc à se rétablir. Les jours suivants, la garde nationale continua son service. Plusieurs de ceux qu'on soupçonnait avaient pris la fuite, d'autres furent arrêtés, et, s'il fallait en croire les bruits semés, les noms de quelques *porporati* se trouveraient compromis dans l'instruction commencée sur toute cette affaire.

En de semblables circonstances, le peuple met promptement en avant des noms propres et n'hésite pas à porter les accusations les plus graves. Nous nous garderons d'affirmer que telle ou telle Éminence ait de sa propre bourse soudoyé les émeutiers. Nous nous contenterons de mentionner deux faits d'une signification assez précise : monsignor Grassellini, gouverneur de Rome, a été destitué le 17 au soir et a reçu l'ordre de quitter la ville dans les vingt-quatre heures. Il est parti pour Naples. C'est un séculier, le juge fiscal Morandi, qui a été choisi pour lui succéder. Le cardinal Lambruschini, qui depuis quinze jours, retiré à Civita-Vecchia, occupait ses loisirs à doter et à marier les jeunes filles de son diocèse, a subitement interrompu ces

occupations patriarcales et s'est embarqué pour Gênes. On ne dit pas si c'est de son propre mouvement.

La destitution de monsignor Grassellini a été le premier acte politique du cardinal Ferreti, qui remplace le cardinal Gizzi dans les fonctions de secrétaire d'État. Le nouveau ministre aurait mis pour condition à son entrée au pouvoir la faculté de faire dans le personnel de l'administration tous les changements que réclament les circonstances, et dont nous signalions dernièrement la nécessité. Il apporte aux affaires un caractère résolu et énergique, une réputation bien établie de vertu et d'honnêteté. D'abord évêque de Rieti, il fut nommé nonce à Naples, et donna pendant les ravages du choléra l'exemple de la plus noble et la plus intrépide conduite, servant les malades de ses propres mains, prodiguant de tous côtés les secours, parcourant les rues la bourse à la main, si bien qu'à la fin de l'épidémie le cardinal se trouvait aussi pauvre qu'un lazzarone. Le caractère doux et élevé de Pie IX trouvera un utile auxiliaire dans la fermeté du cardinal Ferreti, en même temps qu'il lui servira de modérateur. C'est au milieu des agitations de la journée du 15 que le nouveau ministre a fait son entrée dans Rome, vers onze heures du soir, à la lueur des torches et au milieu d'une foule immense, qui, apprenant son arrivée inopinée, s'est portée sur son passage et l'a accompagné de ses acclamations depuis la porte del Popolo jusqu'à la place du Quirinal. C'est le cardinal Fieschi, de la plus haute noblesse de Gênes, et dont on loue la capacité et les bonnes intentions, qui est nommé, à la place du cardinal Ferreti, délégat de Pesaro.

Ainsi a pris fin l'intérim qui durait depuis la démission du cardinal Gizzi. On doit s'en féliciter. L'entrée en fonctions du secrétaire d'État amènera celle du conseil des ministres; la garde nationale achèvera promptement de s'organiser, et les affaires reprendront leur cours ordinaire. Ces situations violentes ne peuvent se prolonger sans péril. Cependant, nous tenons à le constater, pendant quinze jours que le gouvernement s'est trouvé suspendu et que l'initiative ne partait plus des corps légalement constitués, aucun désordre ne s'est produit, aucun attentat contre les personnes ou contre les propriétés n'a été commis. Le peuple a déployé un bon sens remarquable, et l'attitude de ses chefs a témoigné de la droiture de leurs intentions; ils ont prouvé qu'ils ne désiraient et ne demandaient que l'exécution des promesses du gouvernement. Assurément, tous ceux qui s'intéressent à leurs efforts et au triomphe de leur cause, et ils savent que nous faisons profession d'être de ce nombre, ne cesseront d'engager les représentants du parti modéré à se rapprocher de plus en plus des formes légales dans lesquelles s'exerce l'action des peuples constitutionnels, et à sortir des voies arbitraires dans lesquelles ils ont été malheureusement forcés jusqu'ici de se mouvoir. Ils ont aujourd'hui dans la garde nationale une garantie importante; qu'ils l'emploient à maintenir la tranquillité publique et à substituer aux réunions tumultueuses des manifestations plus régulières. Le régime de la presse est assez libéral pour qu'ils puissent se passer de publications clandestines, dernier reste du régime des conspirations et des sociétés secrètes. Qu'ils n'oublient pas que c'est par les voies légales et pacifiques, les discussions sérieuses, le droit de pétition et de remontrance exercé avec mesure, qu'ils triompheront de leurs adversaires. Ces derniers le savent bien; aussi ont-ils voulu transporter la question sur un autre terrain. Heureusement leur tactique, une fois mise au jour, peut être déjouée.

Cependant beaucoup d'esprits, en Italie, se préoccupent et s'effrayent de la possibilité d'une intervention étrangère. Pour cette intervention, il faut sinon un motif, du moins un prétexte. Il est possible qu'on cherche à en faire naître, mais les Italiens sont avertis, et il nous semble qu'il dépend d'eux, jusqu'à un certain point, de ne pas le fournir à leurs ennemis. Ceux-ci croyaient-ils l'heure venue, espéraient-ils donc provoquer, par une sédition à Rome, le *casus fœderis* qu'on prétend secrète-

ment stipulé entre les cours de Vienne et de Naples pour le maintien du *statu quo* en Italie? Il ne faut pas oublier que, le 16, un bataillon de Croates parti de Vérone, un escadron de cavalerie hongroise et trois pièces d'artillerie légère, sont arrivés à marches forcées à Lago Scuro, sur les rives du Pô; ces troupes ont passé le fleuve et ont fait leur entrée le lendemain matin à Ferrare, bannières déployées, mèche allumée et la baïonnette croisée. Dans cet appareil de guerre, elles ont affecté de faire le tour de la ville en traversant les rues principales et la place publique, et se sont ensuite retirées dans la forteresse et dans les deux casernes que l'Autriche s'est réservé d'occuper à Ferrare par le traité de Vienne. Cette démonstration a été accueillie par la population avec étonnement et dédain. Quelques cris de : *Vive Pie IX!* se sont fait entendre, et le cardinal-légat a expédié un courrier chargé de porter cette nouvelle à Rome. Personne ne conteste au gouvernement autrichien le droit de renforcer sa garnison de Ferrare, s'il le juge à propos; il est seulement permis de se demander quel pouvait être le but de cet appareil insolite : pour quelle raison l'Autriche opère-t-elle des mouvements de troupes dans le Mantouan? pourquoi s'est-elle fait céder, en vertu d'on ne sait plus quel vieux traité tombé dans l'oubli, deux petites îles qui commandent à Brescello le passage du fleuve? pourquoi enfin cette entrée à Ferrare se rapporte-t-elle ainsi, jour pour jour, à l'époque des troubles qu'on présumait devoir éclater à Rome le 17? Est-ce de l'intimidation qu'on a voulu faire et contre qui? Contre les princes ou contre les populations?

Dans tous les cas, la conduite de la France ne saurait être douteuse. Si l'Autriche mettait le pied et prenait des positions militaires dans des parties de l'Italie reconnues indépendantes par les traités, si elle entendait établir garnison dans Rome, notre gouvernement devrait répondre à de semblables desseins par les plus énergiques démonstrations. L'amour de la paix, la crainte d'amener des collisions, ne sauraient aller jusqu'à une immobilité qui, dans les circonstances que nous venons de dire, serait un véritable suicide. A coup sûr, en 1831, Casimir Périer ne cherchait pas la guerre; cependant il n'a pas souffert que l'Autriche intervînt dans les affaires et dans les États du saint-siége sans montrer en Italie le drapeau français. Il ne serait pas possible aujourd'hui de rester en deçà de cette politique; ce serait s'exposer aux plus graves dangers tant au dehors qu'au dedans. Telle est, nous en sommes convaincus, la pensée même du cabinet.

C'est pour le gouvernement de la France un devoir dont l'accomplissement lui donnera de la force, que de porter dans sa politique extérieure l'esprit libéral et modéré de la révolution de 1830. Les conseils que le cabinet adresse à la Suisse nous ont paru sages et dictés par une sympathie sincère pour l'indépendance helvétique. Quoi qu'en aient pu dire des hommes prévenus et exaltés, ces conseils, loin d'annoncer le désir d'intervenir dans les affaires de la Suisse, ont été donnés au contraire dans le dessein d'écarter les éventualités qui pourraient amener une intervention. Déjà, nous avons lieu de le croire, si le cabinet français avait voulu prêter l'oreille aux propositions de l'Autriche, il y aurait eu, à l'égard de la Suisse, une manifestation diplomatique faite en commun par les puissances. Rien de pareil n'a eu lieu. Sans doute, les notes de M. Guizot à M. de Bois-le-Comte n'ont pas laissé que de produire en Suisse une impression assez vive, mais elles ont aussi provoqué dans beaucoup d'esprits des réflexions salutaires sur les véritables intérêts de la confédération. Ainsi, les deux cantons des Grisons et de Saint-Gall, qui se sont prononcés pour la dissolution du *Sonderbund*, ont fait connaître qu'ils ne voteraient pas les moyens d'exécution. Ce retour inattendu à des idées plus modérées paraît avoir vivement ému les radicaux, et les plus déterminés songent à provoquer une diète extraordinaire pour résoudre cette dernière question, qui est le nœud de toutes les difficultés. Tant qu'une diète n'aura pas voté des moyens d'exécution pour briser le *Sonderbund*,

il n'y aura pas violation positive de la souveraineté cantonale, ni imminence de guerre civile. Il faut espérer qu'on n'en viendra pas à cette fâcheuse extrémité. La France ne peut, comme l'Angleterre, se désintéresser de tout ce qui peut arriver dans un pays qui touche à sa frontière, et qui en plus d'une occasion a servi d'asile à des ennemis de son repos. D'un autre côté, ses propres principes ne lui permettent pas de confondre, à l'égard de la Suisse, sa politique avec celle du cabinet de Vienne. Il ne faut pas, le ministère ne saurait trop y songer, que l'opposition puisse lui reprocher, avec quelque apparence de raison, de se faire en Suisse l'interprète et le porte-voix de l'Autriche. Il y a à pratiquer envers la confédération une politique dont la bienveillance et le libéralisme ne soient équivoques pour personne.

Se montrer partout favorable à la liberté modérée, aux institutions constitutionnelles, aux gouvernements éclairés qui ne repoussent pas les sages réformes, voilà le rôle de la France. C'est en y restant fidèle qu'elle pourra lutter avec avantage, avec honneur, contre la rivalité de l'influence anglaise. Presque partout l'Angleterre se déclare pour les partis extrêmes; en Grèce, elle est avec les brouillons qui ne trouvent pas le ministère de M. Coletti assez libéral; en Espagne, elle favorise les espérances et les entreprises carlistes. Si à Athènes le fâcheux incident relatif à M. Mussurus n'est pas encore terminé, si le divan n'a plus trouvé suffisante la lettre que M. Coletti avait écrite sous l'inspiration, presque sous la dictée du prince de Metternich, sir Edmond Lyons n'est-il pas pour quelque chose dans ces nouvelles difficultés? En affectant de dire, en faisant répéter et écrire dans certaines feuilles que la conclusion de cette affaire serait un triomphe pour la France, en prêtant à ce sujet à M. Piscatory des propos qu'il n'a pas tenus, et qui devaient inquiéter l'amour-propre du gouvernement turc, le représentant de l'Angleterre prolonge entre la Grèce et les États du sultan une situation funeste à tous les intérêts des deux pays; mais qu'importe? Sir Edmond Lyons veut au moins tenir en échec, par des embarras extérieurs, le ministère de M. Coletti, qui vient d'obtenir la majorité dans les élections et de réprimer avec énergie quelques tentatives anarchiques, quelques coupables essais de guerre civile.

En Espagne, l'anarchie est aussi l'auxiliaire de la politique anglaise. La situation de la Péninsule, nous le disions récemment, se résume tout entière dans les débats personnels et affligeants qui se sont élevés au sein même de la famille royale. Toutes les autres questions qui s'agitent dans ce malheureux pays pâlissent devant celle-là, et un triste intérêt continue à s'attacher à toutes les phases nouvelles de cette déplorable affaire. Il était difficile d'imaginer des complications plus graves que celles dont le palais de Madrid a été jusqu'ici le théâtre : aujourd'hui on peut voir que cette lutte ne peut désormais que s'envenimer chaque jour, et qu'elle sera bientôt sans issue. Une circonstance toute récente le démontre assez. La reine Isabelle s'est décidée, il y a quelques jours, à quitter Madrid pour aller habiter la Granja, résidence royale d'été. A peine son départ était-il connu, que le roi don Francisco a informé les ministres qu'il allait revenir du Pardo, où il habite, au palais de Madrid; mais, soit que la reine ait formellement manifesté sa volonté à cet égard, soit qu'on lui ait inspiré une pareille résolution, il a été signifié au prince, la veille de son retour, qu'en l'absence d'Isabelle, le palais n'était point ouvert pour lui. Pour tout dire, le ministre de la guerre lui a fait savoir en termes non équivoques que, s'il se présentait, la porte lui serait fermée, « avec tous les égards dus à sa personne. » C'est là ce qui est public, et on peut penser que les commentaires ne manquent pas à Madrid, que la malignité n'a point laissé échapper cette nouvelle circonstance, et que l'irritation, nourrie de mille détails futiles, s'en est accrue de part et d'autre. Nous ne dissimulons pas tout ce que cette petite et indigne guerre a de parfaitement puéril, de parfaitement ridicule, et, il faut l'ajouter, de profondément dégradant.

Par malheur il y a plus que cela : à côté de la dignité des personnes compromise, il y a la dignité du trône qui est en péril. La question a pris aujourd'hui des proportions assez grandes pour qu'on soit forcé de s'avouer que c'est là une épreuve décisive pour la monarchie constitutionnelle. La royauté nouvelle, si cette situation se prolonge encore quelque temps, n'en pourra sortir que fort amoindrie ; elle aura du moins perdu son prestige et tous ses droits au respect public. Ce qui restera, on peut le craindre, ne sera plus qu'une vaine comédie, qui disparaîtra de la scène à la première lutte sérieuse qui ne peut manquer de s'engager.

Si quelque chose doit surprendre au milieu de ces graves difficultés, c'est la placidité du ministère espagnol. Il semble ne s'émouvoir que pour faire rejeter, par ses journaux, la faute de la situation actuelle sur ceux qui ont gouverné avant lui. Tout le reste n'est rien ; il accepte l'inconséquence de sa position, la responsabilité la plus grave qui puisse échoir à un gouvernement ; il vit grâce à l'incertitude qui règne dans tous les esprits ; il se contente d'une existence hasardeuse qui se traîne à travers des épisodes d'antichambre et se poursuit d'équivoque en équivoque. La presse s'est emparée de cette question brûlante ; le pays tout entier commence à s'inquiéter, à s'agiter, et cette émotion légitime, naturelle, favorise toutes les entreprises du parti carliste. Le cabinet, lui, se borne à attendre sans rien faire. Il ne fait rien, disons-nous avec raison, car la première, l'indispensable mesure qu'il aurait à prendre, ce serait de convoquer les chambres et de confier à la représentation nationale le soin de prendre quelque résolution mûrie, vigoureuse et salutaire, sur une question qui est arrivée à un tel degré de publicité, que la retirer du domaine de la discussion légale, c'est la livrer aux chances de l'insurrection, qui peut éclater d'un jour à l'autre. Triste situation sur laquelle nous ne pourrons nous empêcher de revenir ! Triste pays où la royauté se manque à elle-même, et où les conseillers sévères et dignes manquent à la royauté !

Cette crise intérieure de l'Espagne deviendra plus grave encore, si le ministère anglais a, comme il l'espère, avec le nouveau parlement, une plus grande liberté d'allure dans sa politique étrangère. Les élections auxquelles l'Angleterre procède en ce moment ne semblent que trop assurer à lord Palmerston une majorité et une force qui lui permettront de donner l'essor à son humeur entreprenante. Du reste, les observateurs les plus clairvoyants sont déroutés dans leur attente ; cette année, les élections générales se font en Angleterre sans une idée, sans un cri de ralliement qui agite tout le pays, sans ces grandes luttes entre les deux partis qui s'étaient partagé le pouvoir. C'est que, depuis nombre d'années, des changements profonds se sont opérés dans la vie politique de l'Angleterre. Aux traditions aristocratiques a succédé la prépondérance des classes moyennes : l'industrie et les intérêts commerciaux voient augmenter tous les jours le nombre de leurs représentants dans la chambre des communes ; les hommes obscurs y abondent ; ils y arrivent avec un nom tout à fait inconnu, dont les membres de l'aristocratie sont obligés de s'informer. Pour nos voisins, c'est nouveau. Si l'on excepte la nomination de M. Lionel de Rothschild, qui est un hommage au principe de la liberté de conscience, et l'allocution de sir Robert Peel à ses électeurs, dans laquelle il a professé plus hautement que jamais une économie politique vraiment radicale, tout jusqu'ici s'est passé sans beaucoup d'éclat. Lord John Russell a été très-sobre de développements devant ses électeurs, et nous n'avons pas encore appris que lord Palmerston ait harangué les siens. Pour ce dernier, pour ses amis le moment est décisif. Nous saurons dans quelques jours si le cabinet a devant lui un long avenir, sauf à le partager avec un ancien et illustre adversaire. L'acceptation du gouvernement général de l'Inde par lord Dalhousie, un des membres du cabinet que dirigeait sir Robert Peel, a fait croire à un rapprochement entre ce dernier et lord John Russell. Il ne faut pas se dissimuler que si, par

les élections générales et par quelques combinaisons ministérielles qui en seraient la conséquence, le cabinet whig se fortifiait, il y aurait là pour le ministère du 29 octobre de nouvelles raisons de redoubler de vigilance. Ainsi de tous côtés le gouvernement peut sentir la nécessité d'imprimer à sa marche plus d'ensemble et plus d'énergie. C'est ce que doivent vivement comprendre les hommes expérimentés que l'administration compte dans son sein. Ils ont pu sonder tous les écueils, reconnaître les fautes commises : pour éviter les uns, pour réparer les autres, qu'ils n'oublient pas que l'esprit politique ne se compose pas moins de la fermeté du caractère que de l'étendue de l'intelligence. C'est en prenant à propos une sage initiative que les dépositaires du pouvoir exerceront sur les destinées du pays une heureuse et utile influence.

Parmi ceux qui pourraient exercer une telle influence, nous voudrions compter un homme d'une splendide et inépuisable verve. Qui ne désirerait trouver dans le talent de M. de Lamartine autant d'utilité pour la chose publique que d'éclat? Dans la harangue qu'il a débitée au banquet de Mâcon, M. de Lamartine parle de ses ennemis politiques : M. de Lamartine se trompe, il n'a pas d'ennemis. Ni la nature de son esprit, ni la trempe de son caractère, ne sont faites pour inspirer ces haines de parti que ne peuvent éviter de soulever autour d'eux les hommes politiques qui s'affirment avec énergie. Au lieu d'adversaires passionnés, M. de Lamartine n'a en face de lui que des admirateurs de sa magnifique imagination, qui en suivent les écarts avec plus ou moins d'inquiétude et de chagrin. On juge ses exagérations, on reconnaît ses inconséquences, mais on se sent toujours pour celui qui se les permet un inépuisable fonds d'indulgence. Faut-il le dire? Il y a dans les plus grandes effervescences de M. de Lamartine quelque chose de léger, d'inoffensif; la flamme brille, puis elle meurt sans avoir rien embrasé. M. de Lamartine s'est donné le plaisir de convoquer deux mille Mâconnais pour leur parler de la révolution française, et leur apprendre qu'il préfère aujourd'hui la république à la monarchie. C'est une fantaisie que tout le monde ne pourrait se passer; mais la France la permet à son poëte qui s'évertue pour la réveiller, pour la distraire, car la France s'ennuie, c'est M. de Lamartine qui nous l'a dit il y a quelque temps, et ce mot, s'il faut l'en croire, a fait le tour du monde. Il n'y a évidemment qu'un poëte qui puisse avoir le privilége de délivrer de pareils certificats à ses paroles; il n'y a aussi qu'un grand artiste qui ait pu porter le poids de ce long monologue où il a été question tour à tour d'Hérodote, de la Grèce, des anciens Gaulois, de l'empereur, de la restauration et du ministère; n'oublions pas non plus que l'orateur s'adressait à un auditoire que venait d'assaillir un orage furieux. Ç'a été une lutte de l'éloquence contre la nature. L'art n'a pas été vaincu; il semblait même que la tempête avec ses foudres et ses éclairs servait comme d'encadrement pittoresque à toute cette scène, à la figure de celui qui en était le héros, et qui a pu se croire un instant sur le mont Sinaï.

Si, avec de pareilles conditions, nous n'étions pas plutôt dans le domaine de la fantaisie que dans celui de la réalité et de la politique, nous aurions à discuter plusieurs des assertions de l'harmonieux et élégant tribun. Il est remarquable que plus M. de Lamartine avance dans la vie, plus son talent a les allures de la jeunesse, sans gagner, chemin faisant, les avantages de la maturité. Ce ne sont plus que déclamations véhémentes, couleurs chargées, lieux communs pompeux et sonores; on cherche en vain les résultats d'une observation profonde et équitable, un jugement impartial sur les choses et sur les hommes, sur les mérites de notre époque aussi bien que sur ses travers. Maintenant, pour tout apprécier, M. de Lamartine a un criterium simple et commode : il élève jusqu'aux cieux tout ce qui est marqué du cachet révolutionnaire et démocratique, et il condamne tout le reste. Dans la peinture de notre époque, tout est beau du côté des masses populaires, tandis que le monde politique

et légal de 1830 n'est que corruption et bassesse. Des faits déjà graves se trouvent élevés à une exagération monstrueuse. Ainsi, à propos du triste procès que, dans ces derniers jours, vient de vider la chambre des pairs, M. de Lamartine prétend que la France est humiliée « par l'improbité des pouvoirs publics. » Entraîné par la phrase, l'orateur a dit le contraire du vrai. Si des individus ont été improbes, les pouvoirs publics ont été trouvés purs. Loin de l'oublier, c'était le moment de mettre ce point en lumière. En effet, que dit-on aujourd'hui aux masses? On leur répète incessamment que tout ce qui est au-dessus d'elles est miné par une corruption incurable ; on cherche à persuader au peuple que, pendant qu'il travaille, tous ceux qui prennent part à l'administration, au gouvernement, à des degrés divers, s'enrichissent aux dépens de la chose publique. Puisque M. de Lamartine s'est donné la mission de haranguer les masses, il avait une belle occasion de remplir un devoir social, en proclamant que la France, malgré des scandales partiels, pouvait s'honorer de l'intégrité incontestable des pouvoirs administratifs et judiciaires. Dans quel pays de l'Europe trouvera-t-on, par exemple, une magistrature d'une plus haute probité? Ne sont-ce pas là des traits de nos mœurs que l'on doit plus que jamais opposer à des déclamations où tout est confondu, tantôt par l'ignorance, tantôt par la mauvaise foi? Par quelles préoccupations M. de Lamartine est-il arrivé à faire si bon marché de ces classes auxquelles il appartient lui-même? Nul cependant n'est mieux placé que lui, par son talent, pour faire comprendre aux masses que, dans toutes les conditions sociales, la nature humaine se retrouve avec les mêmes qualités et les mêmes faiblesses, pour dire au peuple que, s'il a le droit de demander son émancipation au travail, au développement de son intelligence, la calomnie et l'envie contre ce qui est au-dessus de soi sont pour s'élever de mauvais échelons.

Ce procès même si souvent invoqué pour la condamnation de notre époque n'eût-il pas mis en saillie les différences nouvelles qui nous distinguent des mauvais temps de l'ancienne monarchie? Dans ces époques où le mal se faisait si ouvertement, y avait-il pour de semblables fautes une justice sévère et inflexible? On n'accusera pas sans doute la pairie d'avoir faibli dans l'exécution des devoirs qui lui étaient imposés. Peut-être un autre tribunal eût été moins rigoureux. Il n'y a eu qu'un cri de commisération pour les deux hommes qui, après avoir siégé dans les conseils de la couronne et sur les bancs de la chambre des pairs, se sont trouvés frappés de mort politique et civile. Si leurs fautes ont été grandes, l'expiation a été terrible. Assurément le châtiment a été moins rude pour celui qui est venu s'offrir le dernier à une condamnation prévue d'avance ; il tombait de moins haut, et il avait d'ailleurs la consolation de n'être que très-légèrement atteint dans ce qui avait toujours été le principal objet de ses soins et de ses prédilections. Toutefois c'est avec une émotion allant jusqu'aux larmes que ce vieillard, ce contemporain du Directoire, a comparu devant la pairie. Il ne s'est un peu remis que lorsqu'il a dû expliquer la façon dont s'était passée la négociation pécuniaire. L'homme d'affaires s'est retrouvé.

Maintenant, quand on envisage l'ensemble de cette douloureuse affaire, on fait des réflexions de plus d'un genre sur la condition des hommes publics en France. La probité ne se commande pas, et il n'existe point de recette pour ne porter aux affaires que des hommes incorruptibles. Il serait sans doute très-désirable qu'on pût décréter la vertu ; mais comment faire? A nos yeux, le moyen le plus sûr, c'est de rendre la condition des hommes publics meilleure, c'est d'assurer leur avenir, et de ne pas les livrer, avec une fortune médiocre, aux tentations qui les entourent. Depuis longtemps, l'Angleterre a pris ce parti, et elle s'en trouve bien. Ce n'est peut-être pas héroïque, mais c'est prudent, et, quand il s'agit de la faible humanité, la prudence est plus sûre que l'héroïsme. Aujourd'hui la vie publique est la seule profession qui ne donne point à ceux qui la suivent une rémunération suffisante : l'industrie, le

commerce, le barreau, toutes les carrières ouvrent à ceux qui les exercent la voie d'une honorable fortune; la vie publique ne conduit pas toujours à ce résultat. C'est là, disons-le franchement, un vice radical de nos institutions. Si l'État veut être bien servi, il faut qu'il récompense bien ceux qui le servent. Il n'y a pas de fonctions qui exigent un plus rare concours de facultés que les fonctions publiques; il n'y en a pas qui donnent plus d'amertumes et d'inquiétudes, qui dévorent plus vite la force et la vie. On ne peut espérer de les voir longtemps recherchées par des hommes de véritable valeur, si elles ne sont accompagnées de justes avantages. « Ne vous occupez pas de vos affaires personnelles, disait Napoléon à ses lieutenants, je m'en occupe pour vous. » Et en effet le général heureux, à son retour d'une campagne, trouvait une magnifique dotation, un riche mariage. Aujourd'hui l'État dit bien à ses serviteurs : « Ne vous occupez pas de vos affaires; » mais il ne s'en occupe pas lui-même. Est-il bien étonnant qu'ils y songent un peu de leur côté?

Dans ces derniers temps, nous avons vu une crise ministérielle. Quel spectacle nous a-t-elle présenté? Lorsqu'il a fallu remplacer les ministres sortants, on n'a trouvé à peu près personne. Tous ceux qui occupent des fonctions lucratives et honorables ont peu d'envie de les quitter pour les fonctions plus brillantes, mais infiniment plus chanceuses, du ministère. On a été conduit à choisir trois absents, et voyez quelle serait la condition de ces trois nouveaux venus, si le cabinet venait à quitter demain les affaires! M. le duc de Montebello a dû résigner, pour devenir ministre, une grande ambassade; M. le général Trézel, le commandement d'une division militaire; M. Jayr, la seconde préfecture de France. Que, par un de ces revirements de la politique toujours possibles et imminents, le ministère soit forcé de se retirer, il est plus que probable qu'ils ne retrouveront aucune de ces trois positions. Ceux d'entre les ministres qui ont une fortune personnelle peuvent en prendre aisément leur parti; mais que feront en pareil cas ceux qui n'ont d'autres revenus que la place qu'ils ont gagnée par toute une vie de travaux? On peut dire que ces considérations sont vulgaires, qu'elles portent bien ce qu'on appelle l'empreinte du temps, qu'elles dénotent une grande préoccupation des intérêts matériels. Soit; mais nous voudrions bien savoir dans quel temps et dans quel pays ces intérêts n'ont pas joué un grand rôle. L'honneur de servir sa patrie est bien précieux sans doute, même quand il est payé par une vie de luttes fiévreuses et d'émotions pénibles; mais est-il donc absolument nécessaire de le payer par le sacrifice de sa famille? Ne venons-nous pas de voir le gouvernement forcé de proposer aux chambres une pension de 12.000 fr. pour donner de quoi vivre à la veuve et aux enfants d'un ancien ministre de la marine?

Ne laissons pas s'accréditer la pensée que la démocratie est à la fois le plus exigeant et le plus ingrat des maîtres; sinon, nous ne verrions plus les fonctions publiques recherchées que par ceux qui ne pourraient pas faire autre chose, qui n'auraient aucun moyen de trouver ailleurs l'indépendance. La déconsidération des charges publiques est le plus grand danger des démocraties : c'est par là qu'elles ont toutes péri. En refusant aux hommes investis du pouvoir une rémunération légitime, on les pousse à des expédients déplorables, quelquefois à des crimes, et le pouvoir tout entier souffre dans sa dignité de l'effet produit par ces scandales. C'est ainsi que, d'échelle en échelle, on descend jusqu'à n'avoir plus pour candidats aux fonctions publiques que des intrigants qui déshonorent et perdent l'État. Nous croyons qu'il est temps d'y songer sérieusement. Dans les monarchies, les hommes publics sont récompensés souvent fort au delà de leur mérite. Les démocraties se doivent à elles-mêmes d'être justes au moins envers les services rendus, si elles ne veulent pas trop souffrir de la comparaison.

Les fortunes sont en général beaucoup plus grandes en Angleterre qu'en France :

la société y est constituée plus aristocratiquement, la plupart de ceux qui parviennent au pouvoir sont riches par eux-mêmes ; mais, s'il arrive qu'il se trouve dans le nombre un cadet de famille, un homme qui offre au pays un grand espoir par ses talents, mais qui manque en même temps d'indépendance privée, on voit l'État venir à son secours avec une profusion vraiment digne d'un grand peuple. Il y a en Angleterre des charges spéciales uniquement destinées à faire en peu d'années la fortune de celui qui les occupe. Ces charges sont données à des jeunes gens de mérite sans fortune, que leur parti destine à la vie publique, afin qu'ils n'aient plus ensuite qu'à s'occuper des intérêts généraux. L'une d'elles était occupée dernièrement par M. Macaulay, un des plus brillants écrivains et maintenant un des ministres les plus influents de la Grande-Bretagne. Dans l'édifice de la constitution anglaise, une place est réservée à celui qui s'est le plus distingué comme avocat et jurisconsulte; cette place est l'une des plus éminentes du ministère, c'est celle de lord chancelier : on ne peut y arriver que par le barreau, et le titre de lord chancelier est l'objet suprême de l'ambition de tout avocat anglais ; mais, comme on suppose qu'un avocat n'a pas en général une grande fortune personnelle, comme celui qui occupe au barreau une place éminente en retire un grand revenu dont il doit faire l'abandon, on a attaché à ce titre de lord chancelier une récompense particulière. Quiconque a eu l'honneur de s'asseoir un jour sur le sac de laine conserve toute sa vie une pension de 3,000 livres sterling ou 75,000 francs. Mais c'est surtout pour les services militaires que l'Angleterre se montre généreuse et même prodigue. Le plus grand exemple qu'on puisse citer est celui de Wellington. Quand le jeune Wellesley est entré dans la carrière des armes, il était sans titres et sans patrimoine. A chaque succès qu'il a obtenu, son pays lui a donné un titre et une dotation, soit en argent, soit en terres. Aujourd'hui il n'est pas seulement duc, pair d'Angleterre, commandant général de l'armée, comblé d'honneurs et de dignités; il a encore une fortune immense et presque royale. Chacune de ses terres se rattache à une de ses victoires; il n'a eu qu'à vaincre pour s'enrichir. C'est ainsi qu'agissent les gouvernements habiles.

Nous ne demandons pas que la France fasse pour ses hommes d'État ce que l'Angleterre fait pour les siens. Nous savons trop quelle profonde différence sépare l'instinct jaloux des démocraties de la largesse intéressée des pays aristocratiques. Nous voudrions seulement que la France se montrât juste et reconnaissante envers ceux qui la servent. L'année dernière, une ordonnance du roi a créé en France un conseil privé dont devaient faire partie tous les hommes éminents par leurs services. Cette institution existe de droit, mais elle n'a point encore été réalisée en fait. La dernière chambre des députés s'est montrée peu disposée à voter les sommes nécessaires pour le traitement des ministres d'État. Le gouvernement a craint un échec, et il n'a pas porté la dépense au budget. Aujourd'hui que la chambre présente une majorité conservatrice si considérable, il nous semble que le gouvernement aurait tort d'attendre plus longtemps. Le moment est venu, s'il doit venir jamais, de tenter l'entreprise. De récents et tristes exemples en montrent l'utilité, et tout permet d'espérer que les sentiments d'envie ne prévaudront pas cette fois contre le bon sens et la justice. La dépense en elle-même est bien peu de chose : avec 2 ou 300,000 francs par an, la France donnerait une retraite honorable et sûre à ceux qui auraient bravé, pour la servir, les fatigues et les déceptions du pouvoir. Elle n'aurait plus le pénible spectacle de ces arrangements personnels que tous les ministres sortants sont plus ou moins obligés de faire pour se réserver une position. Elle pourrait légitimement exiger des hommes publics un désintéressement absolu, car elle aurait pourvu d'avance à leurs besoins.

En jetant un dernier regard sur les affaires intérieures telles que les laisse la fin de la session, on peut reconnaître que la situation financière s'est améliorée. La

chambre des députés a fait ce qu'elle a pu pour rétablir l'équilibre entre les dépenses et les recettes ; elle a voté l'emprunt, elle a réduit les dépenses des travaux publics, et, sous ce dernier rapport, elle a montré, à notre avis, une prudence exagérée; elle a cherché à rétablir le crédit menacé des principales entreprises de chemins de fer. Grâce à la récolte, qui est décidément bonne partout, la crise alimentaire finit; il est permis d'espérer que la crise financière va finir aussi, grâce aux mesures prises d'un commun accord par le gouvernement et par la chambre. On a pourvu aux nécessités du présent, c'est maintenant au gouvernement de préparer l'avenir. On assure que M. le ministre des finances se montre très-préoccupé de sa tâche, très-inquiet de sa responsabilité ; c'est là une bonne disposition pour un ministre. L'intervalle des sessions sera pour lui d'autant plus laborieux, qu'il a à s'occuper à la fois des dépenses et des recettes de l'État ; il ne peut échapper à la nécessité d'augmenter les unes, car tous les jours de nouveaux besoins se font sentir, et il faut, en même temps, qu'il remanie les autres, car les votes de la chambre lui en font une loi. Le problème est difficile, comme on voit ; nous ne croyons pas qu'il soit insoluble.

Parmi ces dépenses, il n'y a pas, quoi qu'on en dise, le moindre danger à accroître celles qui sont productives; au contraire, l'État se doit à lui-même de faire tous ses efforts pour finir au plus vite les chemins de fer et les canaux commencés de toutes parts. Outre les chemins de fer et les canaux, d'autres travaux encore sont indispensables. Il est, par exemple, tout un ordre de communications dont les résultats sont au moins comparables à ceux des chemins de fer, proportionnellement à la dépense qu'ils occasionnent, et qui n'ont eu jusqu'ici que des allocations insuffisantes : nous voulons parler des chemins vicinaux de grande et de petite communication. On a beaucoup dit cette année, et avec juste raison, que la France ne produisait pas assez de subsistances pour sa population, qu'il fallait encourager par tous les moyens les progrès de l'agriculture, la mise en culture des terres en friche, la production du bétail et celle du blé. Pour en venir là, le plus sûr moyen est de faire des chemins. Les cantons pauvres de la France, ceux où l'agriculture est le plus arriérée faute de capitaux et de débouchés, manquent presque complétement de voies de communication. Les chemins de petite vicinalité sont surtout dans un état déplorable; ces chemins sont pourtant ceux qui servent directement à la culture. Il y a évidemment une mesure à prendre pour en presser l'exécution. Cette année, M. le ministre de l'intérieur a demandé, en considération de la disette, un fonds extraordinaire de secours pour les travaux des communes. Puisque ce fonds a paru au budget, il est à croire qu'il n'en disparaîtra plus.

En général, l'attention de la chambre et du gouvernement paraît se porter sur les populations rurales, dont la condition est particulièrement digne d'intérêt. On a beaucoup fait pour la population des villes, très-peu pour celle des campagnes. C'est cependant la population des campagnes qui est la force de la France : elle forme les deux tiers de la population totale, elle en est en même temps la partie la plus virile, la plus morale, la plus laborieuse. On ne saurait trop s'appliquer à lui fournir des instruments de travail, à lui faciliter l'accès des capitaux et les moyens d'améliorer sa condition. Nous avons parlé des chemins vicinaux, c'est là sans doute le plus grand des progrès à atteindre ; mais il y en a d'autres dont la chambre s'est occupée cette année, et qui n'ont été ajournés que par esprit d'économie. Dans ce nombre se trouve l'augmentation du traitement des desservants et de celui des instituteurs communaux. Non-seulement l'augmentation de ces modestes traitements aura pour résultat de rendre meilleur le sort des pauvres prêtres de campagne et des pauvres maîtres d'école, mais elle répandra dans les plus humbles communes un peu plus d'argent, elle contribuera à reporter dans les campagnes une portion du numéraire qui dans l'état actuel des choses tend toujours à en sortir; elle fera pénétrer un bien-être

relatif dans deux habitations par commune, et elle donnera ainsi des exemples et des objets d'émulation qui ne seront pas perdus.

La commission du budget et avec elle la chambre ont donné aussi de grands encouragements à un projet mis en avant par le congrès d'agriculture, et qui consiste à établir dans chaque département une ferme-école pour la formation de maîtres-valets exercés. Cent mille francs ont été votés, dès cette année, pour commencer la fondation de ces fermes-écoles. Cent mille francs, c'est bien peu, si le principe est bon. On évalue à 10,000 francs par an la dépense de chacune de ces fermes; on ne pourra donc en établir que dix avec le crédit voté. Ce n'est pas assez pour produire un effet sérieux. A notre avis, il devrait y avoir le plus tôt possible une ferme-école par arrondissement. Un crédit de 3 millions porté au budget de 1849 suffirait pour cette création féconde. Sept ou huit mille élèves pour toute la France, ce n'est pas trop, car il ne s'agit de rien moins que de former des travailleurs. Tout le monde sait que ce qui manque le plus en France, c'est une bonne pépinière d'ouvriers agricoles qui combattent, par leur exemple et par leurs bras, les anciennes routines, et qui sachent tirer un meilleur parti de la fertilité de notre sol.

Même au point de vue du trésor, ce qu'il y a de mieux à faire, encore un coup, c'est de ne point reculer devant de pareilles dépenses. Nous voulons consacrer tous les ans de fortes sommes à l'entretien de notre armée, de notre marine, à notre goût pour le luxe et les beaux-arts : raison de plus pour consacrer aussi beaucoup d'argent à ce qui active l'agriculture et l'industrie, car l'agriculture et l'industrie, c'est, en définitive, ce qui donne les moyens de payer le reste. Pour donner une idée de la puissance des ressources que renferme notre pays, si l'on veut les mettre en valeur, nous citerons une seule question, celle des biens communaux. On a appelé, dans la discussion du budget du ministère de l'intérieur, l'attention du ministre sur cette question, qui se débat depuis plusieurs années sans résultat. Sait-on quelle énorme valeur représentent en France les biens communaux? Ils n'occupent pas moins du septième du territoire. Dans certains départements, ils forment le tiers de la surface totale. Le département de la Creuse, par exemple, compte à lui seul cent mille hectares de biens communaux. Or, ces biens, tout le monde le sait, sont dans un état d'abandon complet. Entre les mains de la propriété privée, ou tout au moins entre les mains de fermiers, ils produiraient bien vite cinq ou six fois plus qu'ils ne produisent aujourd'hui. Nous savons que cette exploitation présente des difficultés, mais nous ne croyons pas ces difficultés insurmontables; nous savons surtout ce que ces biens communaux, mis en valeur, ajouteraient à la richesse de la France et à la masse de ses subsistances. Après une année comme celle-ci, tout le monde comprendra que le gouvernement s'occupe spécialement de cette matière. En Angleterre, cette ressource est très-connue : dans les grands besoins publics, on rend ce qu'on nomme des bills d'*inclosure* pour appeler sur des terres vagues la propriété et le travail. Aussi bien, le trésor n'est pas moins intéressé que l'agriculture à la mise en valeur de ces biens, car ils sont aujourd'hui frappés de mainmorte, et, s'ils entraient en tout ou en partie dans la circulation, ils fourniraient à l'impôt, sous toutes les formes, une source immense de revenus.

LES DRUSES.

SCÈNES DE LA VIE ORIENTALE.

A TIMOTHÉE O'NEIL.

I. — LE MATIN ET LE SOIR.

Que dirons-nous de la jeunesse, ô mon ami! Nous en avons passé les plus vives ardeurs, il ne nous convient plus d'en parler qu'avec modestie, et cependant à peine l'avons-nous connue, à peine avons-nous compris qu'il fallait en arriver bientôt à chanter pour nous-mêmes l'ode d'Horace : *Eheu fugaces, Posthume...* si peu de temps après l'avoir expliquée. Ah! l'étude nous a pris nos plus beaux instants! Le grand résultat de tant d'efforts perdus, que de pouvoir, par exemple, comme je l'ai fait ce matin, comprendre le sens d'un chant grec qui résonnait à mes oreilles sortant de la bouche avinée d'un matelot levantin : *Nè kalimèra! nè orà kali!* Tel était le refrain que cet homme jetait avec insouciance au vent des mers, aux flots retentissants qui battaient la grève : « Ce n'est pas bonjour, ce n'est pas bonsoir! » Voilà le sens que je trouvais à ces paroles, et, dans ce que je pus saisir des autres vers de ce chant populaire, il y avait, je crois, cette pensée :

> Le matin n'est plus, le soir pas encore!
> Pourtant de nos yeux l'éclair a pâli;

et le refrain revenait toujours :

> *Nè kalimèra, nè orà kali!*

mais, ajoutait la chanson :

> Mais le soir vermeil ressemble à l'aurore,
> Et la nuit, plus tard, amène l'oubli!

Triste consolation, que de songer à ces soirs vermeils de la vie et à la nuit qui les

suivra ! Nous arriverons bientôt à cette heure solennelle qui n'est plus le matin, qui n'est pas le soir, et rien au monde ne peut faire qu'il en soit autrement. Quel remède y trouveras-tu ?

J'en vois un pour moi : c'est de continuer à vivre sur ce rivage d'Asie où le sort m'a jeté ; il me semble, depuis peu de mois, que j'ai remonté le cercle de mes jours ; je me sens plus jeune en effet, je le suis, je n'ai que vingt ans !

J'ignore pourquoi en Europe on vieillit si vite ; nos plus belles années se passent au collége, loin de la vie réelle, loin du monde agissant, loin des femmes, et à peine avons nous eu le temps d'endosser la robe virile, que déjà nous ne sommes plus des jeunes gens. « La vierge des premières amours » nous accueille d'un ris moqueur ; les belles dames plus usagées rêvent auprès de nous peut-être les vagues soupirs de Chérubin !

C'est un préjugé, n'en doutons pas, et surtout en Europe, où les Chérubins sont si rares. Je ne connais rien de plus gauche, de plus mal fait, de moins gracieux en un mot qu'un Européen de seize ans. Nous reprochons aux très-jeunes filles leurs mains rouges, leurs épaules maigres, leurs gestes anguleux, leur voix criarde ; mais que dira-t-on de l'éphèbe aux contours chétifs qui fait chez nous le désespoir des conseils de révision ? Plus tard seulement les membres se modèlent, le galbe se prononce, les muscles et les chairs se jouent avec puissance sur l'appareil osseux de la jeunesse : l'homme est formé.

En Orient, les enfants sont moins jolis peut-être que chez nous ; ceux des riches sont bouffis, ceux des pauvres sont maigres avec un ventre énorme, en Égypte surtout ; mais généralement le second âge est beau dans les deux sexes. Les jeunes hommes ont l'air de femmes, et ceux qu'on voit vêtus de longs habits se distinguent à peine de leurs mères et de leurs sœurs ; mais par cela même l'homme n'est séduisant en réalité que quand les années lui ont donné une apparence plus mâle, un caractère de physionomie plus marqué. Un amoureux imberbe n'est point le fait des belles dames de l'Orient, de sorte qu'il y a une foule de chances, pour celui à qui les ans font une barbe majestueuse et bien fournie, d'être le point de mire de tous les yeux ardents qui luisent à travers les trous du *yamack*, ou dont le voile de gaze blanche estompe à peine la noirceur.

Et, songes-y bien, après cette époque où les joues se revêtent d'une épaisse toison, il en arrive une autre où l'embonpoint, faisant le corps plus beau sans doute, le rend souverainement inélégant sous les vêtements étriqués de l'Europe, avec lesquels l'Antinoüs lui-même aurait l'air d'un épais campagnard. C'est le moment où les robes flottantes, les vestes brodées, les caleçons à vastes plis et les larges ceintures hérissées d'armes des Levantins leur donnent justement l'aspect le plus majestueux. Avançons d'un lustre encore : voici des fils d'argent qui se mêlent à la barbe et qui envahissent la chevelure; cette dernière même s'éclaircit, et dès lors l'homme le plus actif, le plus fort, le plus capable encore d'émotion et de tendresse, doit renoncer chez nous à tout espoir de devenir jamais un héros de roman. En Orient, c'est le bel instant de la vie : sous le tarbouch ou le turban, peu importe que la chevelure devienne rare ou grisonnante, le jeune homme lui-même n'a jamais pu prendre avantage de cette parure naturelle, elle est rasée ; il ignore dès le berceau si la nature lui a fait les cheveux plats ou bouclés. Avec la barbe teinte au moyen d'une mixture persane, l'œil animé d'une légère teinte de bitume, un homme est, jusqu'à soixante ans, sûr de plaire, pour peu qu'il se sente capable d'aimer.

Oui, soyons jeunes en Europe tant que nous le pouvons, mais allons vieillir en Orient, le pays des hommes dignes de ce nom, la terre des patriarches ! En Europe, où les institutions ont supprimé la force matérielle, la femme est devenue trop forte. Avec toute la puissance de séduction, de ruse, de persévérance et de persuasion que

le ciel lui a départie, la femme de nos pays est socialement l'égale de l'homme; c'est plus qu'il n'en faut pour que ce dernier soit toujours à coup sûr vaincu. J'espère que tu ne m'opposeras pas le tableau du bonheur des ménages parisiens pour me détourner d'un dessein où je fonde mon avenir; j'ai eu trop de regret déjà d'avoir laissé échapper une occasion pareille au Caire. Il faut que je m'unisse à quelque fille ingénue de ce sol sacré qui est notre première patrie à tous, que je me retrempe à ces sources vivifiantes de l'humanité, d'où ont découlé la poésie et les croyances de nos pères.

Tu ris de cet enthousiasme, qui, je l'avoue, depuis le commencement de mon voyage, a déjà eu plusieurs objets; mais songe bien aussi qu'il s'agit d'une résolution grave et que jamais hésitation ne fut plus naturelle. Tu le sais, et c'est ce qui a peut-être donné quelque intérêt jusqu'ici à mes confidences, j'aime à conduire ma vie comme un roman, et je me place volontiers dans la situation d'un de ces héros actifs et résolus qui veulent à tout prix créer autour d'eux le drame, le nœud, l'intérêt, l'action en un mot. Le hasard, si puissant qu'il soit, n'a jamais réuni les éléments d'un sujet passable, et tout au plus en a-t-il disposé la mise en scène; aussi, laissons-le faire, et tout avorte malgré les plus belles dispositions. Puisqu'il est convenu qu'il n'y a que deux sortes de dénoûments, le mariage ou la mort, visons du moins à l'un des deux, car jusqu'ici mes aventures se sont presque toujours arrêtées à l'exposition : à peine ai-je pu accomplir une pauvre péripétie dans mon existence, en accolant à ma fortune l'aimable esclave que m'a vendue Abd-el-Kerim. Cela n'était pas bien malaisé sans doute; mais encore fallait-il en avoir l'idée et surtout en avoir l'argent. J'y ai sacrifié tout l'espoir d'une tournée dans la Palestine qui était marquée sur mon itinéraire, et à laquelle il faut renoncer. Pour les cinq bourses que m'a coûté cette fille dorée de la Malaisie, j'aurais pu visiter Jérusalem, Bethléem, Nazareth, et la mer Morte et le Jourdain! Comme le prophète puni de Dieu, je m'arrête aux confins de la terre promise, et à peine puis-je, du haut de la montagne, y jeter un regard désolé. Les gens graves diraient ici qu'on a toujours tort d'agir autrement que tout le monde, et de vouloir faire le Turc quand on n'est qu'un simple Nazaréen d'Europe. Auraient-ils raison? Qui le sait?

Sans doute je suis imprudent, sans doute je me suis attaché une grosse pierre au cou, sans doute encore j'ai encouru une grave responsabilité morale; mais ne faut-il pas aussi croire à la fatalité qui règle tout dans cette partie du monde? C'est elle qui a voulu que l'étoile de la pauvre Zeynèby se rencontrât avec la mienne, que je changeasse, peut-être favorablement, les conditions de sa destinée! Une imprudence! vous voilà bien avec vos préjugés d'Europe! Et qui sait si, prenant la route du désert, seul et plus riche de cinq bourses, je n'aurais pas été attaqué, pillé, massacré par une horde de Bédouins flairant de loin ma richesse? Va, toute chose est bien qui pourrait être pire, ainsi que l'a reconnu depuis longtemps la sagesse des nations.

Peut-être penses-tu, d'après ces préparations, que j'ai pris la résolution d'épouser l'esclave indienne et de me débarrasser, par un moyen si vulgaire, de mes scrupules de conscience. Tu me sais assez délicat pour ne pas avoir songé un seul instant à la revendre; je lui ai offert la liberté, elle n'en a pas voulu, et cela par une raison assez simple, c'est qu'elle ne saurait qu'en faire; de plus, je n'y joignais pas l'assaisonnement obligé d'un si beau sacrifice, à savoir une dotation propre à placer pour toujours la personne affranchie au-dessus du besoin, car on m'a expliqué que c'était l'usage en pareil cas. Pour te mettre au courant des autres difficultés de ma position, il faut que je te dise d'abord ce qui m'est arrivé depuis mon retour d'une expédition dans la montagne, dont je t'ai envoyé dernièrement le récit.

Je suis revenu pour quelques jours m'établir à l'hôtel de Baptiste en attendant une

occasion pour passer par mer à Saïda, l'ancienne Sidon. Le temps était devenu si mauvais, qu'aucune barque n'osait sortir. Pourtant à terre le soleil brille, l'azur implacable du ciel n'est pas terni d'un seul nuage : on ne se plaint guère que du vent qui soulève çà et là des colonnes de poussière ; mais, sur la mer, tout remue et se balance, les navires ivres entre-croisent leurs mâts et leurs cheminées. Rien n'est plus étonnant à voir que ce désordre au milieu du calme, cette tempête à sec, cette mer perfide qui ouvre ses noirs abîmes sous de gais rayons de soleil. Il doit être doublement triste de se voir noyé par un si beau temps.

J'ai retrouvé à la table d'hôte le missionnaire anglais dont j'avais fait la connaissance quelque temps auparavant ; la tempête ne le contrariait pas moins que moi et l'arrêtait dans le projet du même voyage. La prévision d'être bientôt compagnons de route vint donner à nos relations quelque chose de plus intime, et nous sortîmes ensemble après le déjeuner pour aller voir le beau spectacle de la mer agitée.

En descendant au port, nous rencontrâmes le père Planchet, qui s'arrêta et voulut bien causer quelque temps avec nous. Ce n'est pas un des moindres sujets d'étonnement dans ce pays de contrastes que de voir un jésuite et un missionnaire évangélique s'entretenir avec affabilité. En effet, quelles que soient leurs luttes intimes et détournées, ces pieux adversaires se rencontrent continuellement à la table des consuls et se font bon visage à défaut de mieux. Du reste, à part l'influence occulte qu'ils peuvent conquérir dans les luttes des montagnards, ils ne risquent plus guère en fait de conversion de se rencontrer sur le même terrain. Les agents catholiques ont renoncé depuis longtemps à convertir les Druses, et ne s'attaquent guère qu'aux Grecs schismatiques, dont les idées ont plus de rapport avec les leurs. Les missionnaires anglais ont, au contraire, à leur service toutes les nuances variées des diverses sectes protestantes, et finissent par trouver des points de rapport extraordinaires entre leur foi et celle des Druses. La question en fin de compte étant d'inscrire le plus de noms possible au livre qui contient l'état de leurs travaux, ils parviennent à prouver aux néophytes qu'au fond les Anglais sont un peu Druses. Cela explique le proverbe de ces derniers : *Ingliz*, *Durzi sara-sara ;* « les Anglais, les Druses, c'est la même chose. » Et peut-être de cette façon sont-ce les missionnaires eux-mêmes qui ont l'air de se convertir ?

II. — UNE VISITE A L'ÉCOLE FRANÇAISE.

Je m'étais empressé, à mon retour de la province de Kesrouan, d'aller à la pension de madame Carlès, où j'avais placé la pauvre Zeynèby, ne voulant pas l'emmener dans mes excursions. C'était dans une de ces hautes maisons d'architecture italienne, dont les bâtiments à galerie intérieure encadrent un vaste espace moitié terrasse, moitié cour, sur lequel flotte l'ombre d'un *tendido* rayé. La maison avait servi autrefois de consulat français, et l'on voyait encore sur les frontons des écussons à fleur de lis, anciennement dorés. Des orangers et des grenadiers, plantés dans des trous ronds pratiqués entre les dalles de la cour, égayaient un peu ce lieu fermé de toutes parts à la nature extérieure. Un pan de ciel bleu dentelé par les frises, que traversaient de temps à autre les colombes de la mosquée voisine, tel était le seul horizon des pauvres écolières. J'entendis dès l'entrée le bourdonnement des leçons récitées, et, montant l'escalier du premier étage, je me trouvai dans l'une des galeries qui précédaient les appartements. Là, sur une natte des Indes, les petites filles formaient cercle, accroupies à la manière turque autour d'un divan où siégeait madame Carlès.

Les deux plus grandes étaient auprès d'elle, et dans l'une des deux je reconnus l'esclave, qui vint à moi avec de grands éclats de joie.

Madame Carlès se hâta de nous faire passer dans sa chambre, laissant sa place à l'autre *grande,* qui, par un premier mouvement naturel aux femmes du pays, s'était hâtée à ma vue de cacher sa figure avec son livre. Ce n'est donc pas, me disais-je, une chrétienne, car ces dernières se laissent voir sans difficulté dans l'intérieur des maisons. De longues tresses de cheveux blonds entremêlés de cordonnets de soie, des mains blanches aux doigts effilés, avec ces ongles longs qui indiquent la race, étaient tout ce que je pouvais saisir de cette gracieuse apparition. J'y pris à peine garde, au reste; il me tardait d'apprendre comment l'esclave s'était trouvée de sa position nouvelle. Pauvre fille! elle pleurait à chaudes larmes en me serrant la main contre son front. J'étais très-ému, sans savoir encore si elle avait quelque plainte à me faire, ou si ma longue absence était cause de cette effusion.

Je lui demandai si elle se trouvait bien dans cette maison. Elle se jeta au cou de sa maîtresse en disant que c'était sa mère.

— Elle est bien bonne, me dit madame Carlès avec son accent provençal, mais elle ne veut rien faire; elle apprend bien quelques mots avec les petites, c'est tout. Si l'on veut la faire écrire ou lui apprendre à coudre, elle ne veut pas. Moi je lui ai dit: Je ne peux pas te punir; quand ton maître reviendra, il verra ce qu'il voudra faire.

Ce que m'apprenait là madame Carlès me contrariait vivement; j'avais cru résoudre la question de l'avenir de cette fille en lui faisant apprendre ce qu'il fallait pour qu'elle trouvât plus tard à se placer et à vivre par elle-même; j'étais dans la position d'un père de famille qui voit ses projets renversés par le mauvais vouloir ou la paresse de son enfant. D'un autre côté, peut-être mes droits n'étaient-ils pas aussi bien fondés que ceux d'un père. Je pris l'air le plus sévère que je pus, et j'eus avec l'esclave l'entretien suivant, favorisé par l'intermédiaire de la maîtresse :

— Et pourquoi ne veux-tu pas apprendre à coudre?

— Parce que, dès qu'on me verrait travailler comme une servante, on ferait de moi une servante.

— Les femmes des chrétiens, qui sont libres, travaillent sans être des servantes.

— Eh bien! je n'épouserai pas un chrétien, dit l'esclave; chez nous, le mari doit donner une servante à sa femme.

J'allais lui répondre qu'étant esclave elle était moins qu'une servante; mais je me rappelai la distinction qu'elle avait établie déjà entre sa position de *cadine* (dame) et celle des *odaleuk,* destinées aux travaux.

— Pourquoi, repris-je, ne veux-tu pas non plus apprendre à écrire? On te montrerait ensuite à chanter et à danser : ce n'est plus là le travail d'une servante.

— Non; mais c'est toute la science d'une *almée,* d'une baladine, et j'aime mieux rester ce que je suis.

On sait quelle est la force des préjugés sur l'esprit des femmes de l'Europe; mais il faut dire que l'ignorance et l'habitude de mœurs appuyées sur une antique tradition les rendent indestructibles chez les femmes de l'Orient. Elles consentent encore plus facilement à quitter leurs croyances qu'à abandonner des idées où leur amour-propre est intéressé. Aussi madame Carlès me dit-elle : — Soyez tranquille, une fois qu'elle sera devenue chrétienne, elle verra bien que les femmes de notre religion peuvent travailler sans manquer à leur dignité, et alors elle apprendra ce que nous voudrons. Elle est venue plusieurs fois à la messe au couvent des capucins, et le supérieur a été très-édifié de sa dévotion.

— Mais cela ne prouve rien, dis-je; j'ai vu au Caire des santons et des derviches entrer dans les églises, soit par curiosité, soit pour entendre la musique, et marquer beaucoup de respect et de recueillement.

Il y avait sur la table, auprès de nous, un Nouveau Testament en français; j'ouvris machinalement ce livre, et je trouvai en tête un portrait de Jésus-Christ et plus loin un portrait de Marie. Pendant que j'examinais ces gravures, l'esclave vint près de moi et me dit en mettant le doigt sur la première : *Aïssé!* (Jésus), et sur la seconde : *Myriam !* (Marie). Je rapprochai en souriant le livre ouvert de ses lèvres; mais elle recula avec effroi, en s'écriant : *Mafisch !* (Non pas!)

— Pourquoi recules-tu ? lui dis-je ; n'honorez-vous pas, dans votre religion, *Aïssé* comme un prophète et *Myriam* comme l'une des trois femmes saintes ?

— Oui, dit-elle ; mais il a été écrit : « Tu n'adoreras pas les images. »

— Vous voyez, dis-je à madame Carlès, que la conversion n'est pas bien avancée.

— Attendez, attendez encore, me dit madame Carlès.

III. — L'AKKALÉ.

Je me levai en proie à une grande irrésolution. Je me comparais tout à l'heure à un père, et il est vrai que j'éprouvais un sentiment d'une nature pour ainsi dire *familiale* à l'égard de cette pauvre fille qui n'avait que moi pour appui. Voilà certainement le seul beau côté de l'esclavage tel qu'il est compris en Orient. L'idée de la possession, qui attache si fort aux objets matériels et aussi aux animaux, aurait-elle sur l'esprit une influence moins noble et moins vive en se portant sur des créatures pareilles à nous? Je ne voudrais pas appliquer cette idée aux malheureux noirs des colonies, et je parle ici seulement des esclaves que possèdent les musulmans, et de qui la position est réglée par la religion et par les mœurs. Je pris la main de la pauvre Zeynèby, et je la regardai avec tant d'attendrissement, que madame Carlès se trompa sans doute à ce témoignage.

— Voilà, dit-elle, ce que je lui fais comprendre : vois-tu bien, ma fille, si tu veux devenir chrétienne, ton maître t'épousera peut-être et il t'emmènera dans son pays.

— Oh ! madame Carlès! m'écriai-je, n'allez pas si vite dans votre système de conversion. Quelle diable d'idée vous avez là !

Je n'avais pas encore songé à cette solution... Oui, sans doute, il est triste, au moment de quitter l'Orient pour l'Europe, de ne savoir trop que faire d'une esclave qu'on a achetée; mais l'épouser ! ce serait beaucoup trop chrétien. Madame Carlès, vous n'y songez pas! Cette femme a dix-huit ans déjà, ce qui, pour l'Orient, est assez avancé; elle n'a plus que dix ans à être belle, après quoi je serai, moi jeune encore, l'époux d'une femme jaune qui a des soleils tatoués sur le front et sur la poitrine, et dans la narine gauche la boutonnière d'un anneau qu'elle y a porté. Songez un peu qu'elle est fort bien en costume levantin, mais qu'elle est affreuse avec les modes de l'Europe. Me voyez-vous entrer dans un salon avec une beauté qu'on pourrait suspecter de goûts anthropophages ! Cela serait fort ridicule et pour elle et pour moi. Non, la conscience n'exige pas cela de moi, et l'affection ne m'en donne pas non plus le conseil. Cette esclave m'est chère sans doute, mais enfin elle a appartenu à d'autres maîtres. L'éducation lui manque, et elle n'a pas la volonté d'apprendre. Comment faire son égale d'une femme, non pas grossière ou sotte, mais certainement illettrée? Comprendra-t-elle plus tard la nécessité de l'étude et du travail ? De plus, le dirai-je? j'ai peur qu'il soit impossible qu'une sympathie très-grande s'établisse jamais entre deux êtres de races si différentes que les nôtres. Et pourtant je quitterai cette femme avec peine...

Explique qui pourra ces sentiments irrésolus, ces idées contraires, qui se mêlaient en ce moment-là dans mon cerveau. Je m'étais levé, comme pressé par l'heure,

pour éviter de donner une réponse précise à madame Carlès, et nous passions de sa chambre dans la galerie, où les jeunes filles continuaient à étudier sous la surveillance de la plus grande. L'esclave alla se jeter au cou de cette dernière, et l'empêcha ainsi de se cacher la figure, comme elle l'avait fait à mon arrivée. « *Ya makbouba !* c'est mon amie ! » s'écria-t-elle. Et la jeune fille, se laissant voir enfin d'assez bonne grâce, me permit d'admirer des traits où la blancheur européenne s'alliait au dessin pur de ce type aquilin qui, en Asie comme chez nous, a quelque chose de royal. Un air de fierté, tempéré par la grâce, répandait sur son visage quelque chose d'intelligent, et son sérieux habituel donnait du prix au sourire qu'elle m'adressa après que je l'eus saluée. Madame Carlès me dit :

— C'est une pauvre fille bien intéressante et dont le père est l'un des cheiks de la montagne. Malheureusement il s'est laissé prendre dernièrement par les Turcs. Il a été assez imprudent pour se hasarder dans Beyrouth à l'époque des troubles, et on l'a mis en prison parce qu'il n'avait pas payé l'impôt depuis 1840. Il ne voulait pas reconnaître les pouvoirs actuels ; c'est pourquoi le séquestre a été mis sur ses biens. Se voyant ainsi captif et abandonné de tous, il a fait venir sa fille qui ne peut l'aller voir qu'une fois par jour ; le reste du temps elle demeure ici. Je lui apprends l'italien, et elle enseigne aux petites filles l'arabe littéral,... car c'est une savante. Dans sa nation, les femmes d'une certaine naissance peuvent s'instruire et même s'occuper des arts, ce qui chez les musulmanes est regardé comme la marque d'une condition inférieure.

— Mais quelle est donc sa nation ? dis-je.

— Elle appartient à la race des Druses, répondit madame Carlès.

Je la regardai dès lors avec plus d'attention. Elle vit bien que nous parlions d'elle, et cela parut l'embarrasser un peu. L'esclave s'était à demi couchée à ses côtés sur le divan et jouait avec les longues tresses de sa chevelure. Madame Carlès me dit :

— Elles sont bien ensemble; c'est comme le jour et la nuit. Cela les amuse de causer toutes deux, parce que les autres sont trop petites. Je dis quelquefois à la vôtre : « Si au moins tu prenais modèle sur ton amie, tu apprendrais quelque chose... » Mais elle n'est bonne que pour jouer et pour chanter des chansons toute la journée. Que voulez-vous? quand on les prend si tard, on ne peut plus rien en faire.

Je donnais peu d'attention à ces plaintes de la bonne madame Carlès, accentuées toujours par sa prononciation provençale. Toute au soin de me montrer qu'elle ne devait pas être accusée du peu de progrès de l'esclave, elle ne voyait pas que j'eusse tenu surtout dans ce moment-là à être informé de ce qui concernait son autre pensionnaire. Toutefois je n'osais marquer trop clairement ma curiosité ; je sentais qu'il ne fallait pas abuser de la simplicité d'une bonne femme habituée à recevoir des pères de famille, des ecclésiastiques et autres personnes graves, et qui ne voyait en moi qu'un client également sérieux.

Appuyé sur la rampe de la galerie, l'air pensif et le front baissé, je profitais du temps que me donnait la faconde méridionale de l'excellente institutrice pour admirer le tableau charmant qui était devant mes yeux. L'esclave avait pris la main de l'autre jeune fille et en faisait la comparaison avec la sienne; avec une gaieté imprévoyante, elle continuait cette pantomime en rapprochant ses tresses noires des cheveux blonds de sa voisine, qui souriait d'un tel enfantillage. Il est clair qu'elle ne croyait pas se nuire par ce parallèle, et ne cherchait qu'une occasion de jouer et de rire avec l'entraînement naïf des Orientaux; pourtant ce spectacle avait un charme dangereux pour moi : je ne tardai pas à l'éprouver.

— Mais, dis-je à madame Carlès avec l'air d'une simple curiosité, comment se fait-il que cette pauvre fille druse se trouve dans une école chrétienne?

— Il n'y a pas à Beyrouth d'institutions selon son culte; les musulmans n'ont

jamais eu d'asiles publics pour les femmes : elle ne pouvait donc séjourner honorablement que dans une maison comme la mienne. Vous savez, du reste, que les Druses ont beaucoup de croyances semblables aux nôtres : ils admettent la Bible et les Évangiles, et prient sur les tombeaux de nos saints.

Je ne voulus pas, pour cette fois, questionner plus longuement madame Carlès. Je sentais que les leçons étaient suspendues par ma visite, et les petites filles paraissaient causer entre elles avec surprise. Il fallait rendre cet asile à sa tranquillité habituelle; il fallait aussi prendre le temps de réfléchir sur tout un monde d'idées nouvelles qui venait de surgir en moi. Je pris congé de madame Carlès, et lui promis de revenir la voir le lendemain.

En lisant les pages de ce journal, tu souris, n'est-ce pas, de mon enthousiasme pour une petite fille arabe rencontrée par hasard sur les bancs d'une classe? Tu ne crois pas aux passions subites, tu me sais même assez éprouvé sur ce point pour n'en concevoir pas si légèrement de nouvelles; tu fais la part sans doute de l'entraînement, du climat, de la poésie des lieux, du costume, de toute cette mise en scène des montagnes et de la mer, de ces grandes impressions de souvenir et de localité qui échauffent d'avance l'esprit pour une illusion passagère. Il te semble, non pas que je suis épris, mais que je crois l'être, comme si ce n'était pas la même chose en résultat! J'ai entendu des gens graves plaisanter sur l'amour que l'on conçoit pour des actrices, pour des reines, pour des femmes poëtes, pour tout ce qui, selon eux, agite l'imagination plus que le cœur, et pourtant, avec de si folles amours, on aboutit au délire, à la mort, ou à des sacrifices inouïs de temps, de fortune et d'intelligence. Ah! je crois être amoureux, ah! je crois être malade, n'est-ce pas? Mais, si je crois l'être, je le suis!

Je te fais grâce de mes émotions; lis toutes les histoires d'amoureux possibles, depuis le recueil qu'en a fait Plutarque jusqu'à *Werther*, et si, dans notre siècle, il se rencontre encore de ceux-là, songe bien qu'ils n'en ont que plus de mérite pour avoir triomphé de tous les moyens d'analyse que nous présentent l'expérience et l'observation. Et maintenant échappons aux généralités.

En quittant la maison de madame Carlès, j'ai emporté mon amour comme une proie dans la solitude. Oh! que j'étais heureux de me voir une idée, un but, une volonté, quelque chose à rêver, à tâcher d'atteindre! Ce pays qui a ranimé toutes les forces et les inspirations de ma jeunesse ne me devait pas moins sans doute; j'avais bien senti déjà qu'en mettant le pied sur cette terre maternelle, en me replongeant aux sources vénérées de notre histoire et de nos croyances, j'allais arrêter le cours de mes ans, que je me refaisais enfant à ce berceau du monde, jeune encore au sein de cette jeunesse éternelle.

Préoccupé de ces pensées, j'ai traversé la ville sans prendre garde au mouvement habituel de la foule. Je cherchais la montagne et l'ombrage, je sentais que l'aiguille de ma destinée avait changé de place tout à coup; il fallait longuement réfléchir et chercher des moyens de la fixer. Au sortir des portes fortifiées, par le côté opposé à la mer, on trouve des chemins profonds, ombragés de halliers et bordés par les jardins touffus des maisons de campagne; plus haut, c'est le bois de pins parasols plantés, il y a deux siècles, pour empêcher l'invasion des sables qui menacent le promontoire de Beyrouth. Les troncs rougeâtres de cette plantation régulière, qui s'étend en quinconce sur un espace de plusieurs lieues, semblent les colonnes d'un temple élevé à l'universelle nature, et qui domine d'un côté la mer et de l'autre le désert, ces deux faces mornes du monde. J'étais déjà venu rêver dans ce lieu sans but défini, sans autre pensée que ces vagues problèmes philosophiques qui s'agitent toujours dans les cerveaux inoccupés en présence de tels spectacles. Désormais j'y apportais une idée féconde; je n'étais plus seul, mon avenir se dessinait sur le fond lumineux de

ce tableau : la femme idéale que chacun poursuit dans ses songes s'était réalisée pour moi ; tout le reste était oublié.

Je n'ose te dire quel vulgaire incident vint me tirer de ces hautes réflexions pendant que je foulais d'un pied superbe le sable rouge du sentier. Un énorme insecte le traversait, en poussant devant lui une boule plus grosse que lui-même : c'était une sorte d'escargot qui me rappela les scarabées égyptiens, qui portent le monde au-dessus de leur tête. Tu me connais pour superstitieux, et tu penses bien que je tirai un augure quelconque de cette intervention symbolique tracée à travers mon chemin. Je revins sur mes pas avec la pensée d'un obstacle contre lequel il me faudrait lutter.

Je me suis hâté, dès le lendemain, de retourner chez madame Carlès. Pour donner un prétexte à cette visite rapprochée, j'étais allé acheter au bazar des ajustements de femme, une *mandille* de Brousse, quelques pics de soie ouvragée en torsades et en festons pour garnir une robe, et des guirlandes de petites fleurs artificielles que les Levantines mêlent à leur coiffure. Lorsque j'apportai tout cela à l'esclave, que madame Carlès, en me voyant arriver, avait fait entrer chez elle, celle-ci se leva en poussant des cris de joie et s'en alla dans la galerie faire voir ces richesses à son amie. Je l'avais suivie pour la ramener, en m'excusant près de madame Carlès d'être cause de cette folie; mais toute la classe s'unissait déjà dans le même sentiment d'admiration, et la jeune fille druse avait jeté sur moi un regard attentif et souriant qui m'allait jusqu'à l'âme. Que pense-t-elle ? me disais-je; elle croira sans doute que je suis épris de mon esclave, et que ces ajustements sont des marques d'affection. Peut-être aussi tout cela est-il un peu brillant pour être porté dans une école; j'aurais dû choisir des choses plus utiles, par exemple des babouches; celles de la pauvre Zeynèby ne sont plus d'une entière fraicheur. Je remarquais même qu'il eût mieux valu lui acheter une robe neuve que des broderies à coudre aux siennes. Ce fut aussi l'observation que fit madame Carlès, qui s'était unie avec bonhomie au mouvement que cet épisode avait produit dans sa classe :

— Il faudrait une bien belle robe pour des garnitures si brillantes!... Vois-tu, dit-elle à l'esclave, si tu voulais apprendre à coudre, le *sidi* (seigneur) irait acheter au bazar sept à huit pics de taffetas, et tu pourrais te faire une robe de grande dame.

Mais certainement l'esclave eût préféré la robe toute faite.

Il me sembla que la jeune fille druse jetait un regard assez triste sur ces ornements, qui n'étaient plus faits pour sa fortune, et qui ne l'étaient guère davantage pour celle que l'esclave pouvait tenir de moi; je les avais achetés au hasard, sans trop m'inquiéter des convenances et des possibilités. Il est clair qu'une garniture de dentelle appelle une robe de velours ou de satin; tel était à peu près l'embarras où je m'étais jeté imprudemment. De plus, je semblais jouer le rôle difficile d'un riche particulier, tout prêt à déployer ce que nous appelons un luxe asiatique, et qui, en Asie, donne l'idée plutôt d'un luxe européen.

Je crus m'apercevoir que cette supposition ne m'était pas en général défavorable. Les femmes sont, hélas! un peu les mêmes dans tous les pays. Madame Carlès eut peut-être aussi plus de considération pour moi dès lors, et voulut bien ne voir qu'une simple curiosité de voyageur dans les questions que je lui fis sur la jeune fille druse. Je n'eus pas de peine non plus à lui faire comprendre que le peu qu'elle m'en avait dit le premier jour avait excité mon intérêt pour l'infortune du père.

— Il ne serait pas impossible, dis-je à l'institutrice, que je fusse de quelque utilité à ces personnes; je connais un des employés du pacha; de plus vous savez qu'un Européen un peu connu a de l'influence sur les consuls.

— Oh! oui, faites cela si vous pouvez, me dit madame Carlès avec sa vivacité pro-

vençale ; elle le mérite bien, et son père aussi sans doute. C'est ce qu'ils appellent un *akkal*, un homme saint, un savant, et sa fille, qu'il a instruite, a déjà le même titre parmi les siens, *akkalé-siti* (dame spirituelle).

— Mais ce n'est que son surnom, dis-je ; elle en a un autre encore?

— Elle s'appelle Salèma ; l'autre nom lui est commun avec toutes les autres femmes qui appartiennent à l'ordre religieux... La pauvre enfant, ajouta madame Carlès, j'ai fait ce que j'ai pu pour l'amener à devenir chrétienne, mais elle dit que sa religion c'est la même chose ; elle croit tout ce que nous croyons, et elle vient à l'église comme les autres... Eh bien ! que voulez-vous que je vous dise? ces gens-là sont de même avec les Turcs ; votre esclave, qui est musulmane, me dit qu'elle respecte aussi leurs croyances, de sorte que je finis par ne plus lui en parler. Et pourtant, quand on croit à tout, on ne croit à rien ! Voilà ce que je dis.

IV. — LE CHEIK DRUSE.

Je me hâtai, en quittant la maison, d'aller au palais du pacha, pressé que j'étais de me rendre utile à la jeune akkalé-siti. Je trouvai mon ami l'Arménien à sa place ordinaire, dans le *serdar* ou salle d'attente, et je lui demandai ce qu'il savait sur la détention d'un chef druse emprisonné pour n'avoir pas payé l'impôt. — Oh ! s'il n'y avait que cela, me dit-il, je doute que l'affaire fût grave, car aucun des cheiks druses n'a payé le miri depuis trois ans. Il faut qu'il s'y joigne quelque méfait particulier.

Il alla prendre quelques informations près des autres employés, et revint bientôt m'apprendre qu'on accusait le cheik Seïd-Eschrazy d'avoir fait parmi les siens des prédications séditieuses. — C'est un homme dangereux dans les temps de troubles, ajouta l'Arménien. Du reste, le pacha de Beyrouth ne peut pas le mettre en liberté ; cela dépend du pacha d'Acre.

— Du pacha d'Acre ! m'écriai-je ; mais c'est le même pour lequel j'ai une lettre, et que j'ai connu personnellement à Paris !

Et je montrai une telle joie de cette circonstance, que l'Arménien me crut fou. Il était loin certes d'en soupçonner le motif.

Rien n'ajoute de force à un amour commençant comme ces circonstances inattendues qui, si peu importantes qu'elles soient, semblent indiquer l'action de la destinée. Fatalité ou providence, il semble que l'on voie paraître sous la trame uniforme de la vie certaine ligne tracée sur un patron invisible, et qui indique une route à suivre sous peine de s'égarer. Aussitôt je m'imagine qu'il était écrit de tout temps que je devais me marier en Syrie ; que le sort avait tellement prévu ce fait immense, qu'il n'avait fallu rien moins pour l'accomplir que mille circonstances enchaînées bizarrement dans mon existence, et dont sans doute je m'exagérais les rapports.

Par les soins de l'Arménien, j'obtins facilement une permission pour aller visiter la prison d'État située dans un groupe de tours qui fait partie de l'enceinte orientale de la ville. Je m'y rendis avec lui, et, moyennant le *bakchis* donné aux gens de la maison, je pus faire demander au cheik druse s'il lui convenait de me recevoir. La curiosité des Européens est tellement connue et acceptée des gens de ce pays, que cela ne fit aucune difficulté. Je m'attendais à trouver un réduit lugubre, des murailles suintantes, des cachots ; mais il n'y avait rien de semblable dans la partie des prisons qu'il me fit voir. Cette demeure ressemblait parfaitement aux autres maisons de Beyrouth, ce qui n'est pas faire absolument leur éloge ; il n'y avait de plus que des surveillants et des soldats. Le cheik, maître d'un appartement complet, avait la faculté de se promener sur les terrasses. Il nous reçut dans une salle servant de parloir, et fit apporter du café et des pipes par un esclave qui lui appartenait. Quant à

lui-même, il s'abstenait de fumer, selon l'usage des *akkals*. Lorsque nous eûmes pris place et que je pus le considérer avec attention, je m'étonnai de le trouver si jeune; il me paraissait à peine plus âgé que moi. Des traits nobles et mâles traduisaient dans un autre sexe la physionomie de sa fille; le timbre pénétrant de sa voix me frappa fortement par la même raison. J'avais, sans trop de réflexion, désiré cette entrevue, et déjà je me sentais ému et embarrassé plus qu'il ne convenait à un visiteur simplement curieux; l'accueil simple et confiant du cheik me rassura. J'étais au moment de lui dire à fond ma pensée; mais les expressions que je cherchais pour cela ne faisaient que m'avertir de la singularité de ma démarche. Je me bornai donc pour cette fois à une conversation de touriste. Il avait vu déjà dans sa prison plusieurs Anglais, et était fait aux interrogations sur sa race et sur lui-même.

Sa position, du reste, le rendait fort patient et assez désireux de conversation et de compagnie. La connaissance que j'avais déjà de l'histoire de son pays me servait surtout à lui prouver que je n'étais guidé que par un motif de science. Sachant combien on avait de peine à faire donner aux Druses des détails sur leur religion, j'employais simplement la formule semi-interrogative : « Est-il vrai que?... » et je développais toutes les assertions de Niebuhr, de Volney et de Sacy. Le Druse secouait la tête avec la réserve prudente des Orientaux, et me disait simplement : « Comment? Cela est-il ainsi?... Les chrétiens sont-ils aussi savants?... De quelle manière a-t-on pu savoir cela? » et autres phrases évasives.

Je vis bien qu'il n'y avait pas grand'chose de plus à en tirer pour cette fois. Notre conversation s'était faite en italien, qu'il parlait assez purement. Je lui demandai la permission de le revenir voir pour lui soumettre quelques fragments d'une histoire du grand émir Fakardin dont je lui dis que je m'occupais. Je supposais que l'amour-propre national le conduirait du moins à rectifier les faits peu favorables à son peuple. Je ne me trompais pas. Il comprit peut-être que, dans une époque où l'Europe a tant d'influence sur la situation des peuples orientaux, il convenait d'abandonner un peu cette prétention à une doctrine secrète qui n'a pu résister à la pénétration de nos savants.

— Songez donc, lui dis-je, que nous possédons dans nos bibliothèques une centaine de vos manuscrits religieux qui tous ont été lus, traduits, commentés.

— Notre Seigneur est grand! dit-il en soupirant.

Je crois bien qu'il me prit cette fois pour un missionnaire, mais il n'en marqua rien extérieurement, et m'engagea vivement à le revenir voir, puisque j'y trouvais quelque plaisir.

Je ne puis te donner qu'un résumé des entretiens que j'eus avec le cheik druse, et dans lesquels il voulut bien rectifier les idées que je m'étais formées de sa religion d'après des fragments de livres arabes traduits au hasard et commentés par les savants de l'Europe. Autrefois ces choses étaient secrètes pour les étrangers, et les Druses cachaient leurs livres avec soin dans les lieux les plus retirés de leurs maisons et de leurs temples. C'est pendant les guerres qu'ils eurent à soutenir, soit contre les Turcs, soit contre les Maronites, qu'on parvint à réunir un grand nombre de ces manuscrits et à se faire une idée de l'ensemble du dogme; mais il était impossible qu'une religion établie depuis huit siècles n'eût pas produit un fatras de dissertations contradictoires, œuvres des sectes diverses et des phases successives amenées par le temps. Certains écrivains y ont donc vu un monument des plus compliqués de l'extravagance humaine; d'autres ont exalté le rapport qui existe entre la religion druse et la doctrine des initiations antiques. On a comparé les Druses successivement aux pythagoriciens, aux esséniens, aux gnostiques, et il semble aussi que les templiers, les rose-croix et les francs-maçons modernes leur aient emprunté beaucoup d'idées. On ne peut douter que les écrivains des croisades ne les aient confondus souvent avec

les Ismaéliens, dont une secte a été cette fameuse association des assassins qui fut un instant la terreur de tous les souverains du monde; mais ces derniers occupaient le Curdistan, et leur *cheik-el-djebel*, ou Vieux de la montagne, n'a aucun rapport avec le *prince de la montagne* du Liban. La religion des Druses a cela de particulier, qu'elle prétend être la dernière révélée au monde. En effet, son messie apparut vers l'an 1000, près de quatre cents ans après Mahomet. Comme le nôtre, il s'incarna dans le corps d'un homme; mais il ne choisit pas mal son enveloppe et pouvait bien mener l'existence d'un dieu, même sur la terre, puisqu'il n'était rien moins que le commandeur des croyants, le calife d'Égypte et de Syrie, près duquel tous les autres princes de la terre faisaient une bien pauvre figure en ce glorieux an 1000. A l'époque de sa naissance, toutes les planètes se trouvaient réunies dans le signe du Cancer, et l'étincelant *Pharouïs* (Saturne) présidait à l'heure où il entra dans le monde. En outre, la nature lui avait tout donné pour soutenir un tel rôle : il avait la face d'un lion, la voix vibrante et pareille au tonnerre, et l'on ne pouvait supporter l'éclat de son œil d'un bleu sombre. Il semblerait difficile qu'un souverain doué de tous ces avantages ne pût se faire croire sur parole en annonçant qu'il est Dieu. Cependant Hakem ne put trouver dans son propre peuple qu'un petit nombre de sectateurs. En vain fit-il fermer les mosquées, les églises et les synagogues, en vain établit-il des maisons de conférences où des docteurs à ses gages démontraient sa divinité : la conscience populaire repoussait le dieu, tout en respectant le prince. L'héritier puissant des Fatimites obtint moins de pouvoir sur les âmes que n'en eut à Jérusalem le fils du charpentier, et à Médine le chamelier Mahomet. L'avenir seulement lui gardait un peuple de croyants fidèles, qui, si peu nombreux qu'il soit, se regarde, ainsi qu'autrefois le peuple hébreu, comme dépositaire de la vraie loi, de la règle éternelle, des arcanes de l'avenir. Dans un temps rapproché, Hakem doit reparaître sous une forme nouvelle et établir partout la supériorité de son peuple, qui succédera en gloire et en puissance aux musulmans et aux chrétiens. L'époque fixée par les livres druses est celle où les chrétiens auront triomphé des musulmans dans tout l'Orient. On voit déjà qu'elle ne peut être éloignée.

Lady Stanhope, qui vivait dans le pays des Druses et qui peu à peu s'était infatuée de leurs idées, avait, comme l'on sait, dans sa cour un cheval tout préparé pour le *Mahdi*, qui est ce même personnage apocalyptique, et qu'elle espérait accompagner dans son triomphe. On sait que ce vœu a été déçu. Cependant le cheval futur du Mahdi, qui porte sur le dos une selle naturelle formée par des replis de la peau, existe encore et a été racheté par un des cheiks druses.

Avons-nous le droit de voir dans tout cela des folies? Au fond, il n'y a pas une religion moderne qui ne présente des conceptions semblables. Disons plus, la croyance des Druses n'est qu'un syncrétisme de toutes les religions et de toutes les philosophies antérieures.

Les Druses ne reconnaissent qu'un seul dieu, qui est Hakem; seulement ce dieu, comme le Boudda des Indous, s'est manifesté au monde sous plusieurs formes différentes. Il s'est incarné dix fois en différents lieux de la terre : dans l'Inde d'abord, en Perse plus tard, dans l'Iémen, à Tunis et ailleurs encore. C'est ce qu'on appelle les *stations*. Hakem se nomme au ciel *Albar*.

Après lui viennent cinq ministres, émanations directes de la Divinité, dont les noms d'anges sont Gabriel, Michel, Israfil, Azariel et Métatron; on les appelle symboliquement l'Intelligence, l'Ame, la Parole, le Précédant et le Suivant. Trois autres ministres d'un degré inférieur s'appellent, au figuré, l'Application, l'Ouverture et le Fantôme; ils ont, en outre, des noms d'hommes qui s'appliquent à leurs incarnations diverses, car eux aussi interviennent de temps en temps dans le grand drame de la vie humaine.

Ainsi, dans le catéchisme druse, le principal ministre, nommé Hamza, qui est le même que Gabriel, est regardé comme ayant paru sept fois ; il se nommait Schatnil à l'époque d'Adam, plus tard Pythagore, David, Schouaïb ; du temps de Jésus, il était le vrai messie et se nommait Éléazar; du temps de Mahomet, on l'appelait Salman-el-Farési, et enfin, sous le nom d'Hamza, il fut le prophète de Hakem, calife et dieu, et fondateur réel de la religion druse.

Voilà, certes, une croyance où le ciel se préoccupe constamment de l'humanité. Les époques où ces puissances interviennent s'appellent *révolutions*. Chaque fois que la race humaine se fourvoie et tombe trop profondément dans l'oubli de ses devoirs, l'Être suprême et ses anges se font hommes, et, par les seuls moyens humains, rétablissent l'ordre dans les choses. C'est toujours au fond l'idée chrétienne avec une intervention plus fréquente de la Divinité, mais l'idée chrétienne sans Jésus, car les Druses supposent que les apôtres ont livré aux Juifs un faux messie, qui s'est dévoué pour cacher l'autre ; le véritable (Hamza) se trouvait au nombre des disciples, sous le nom d'Éléazar, et ne faisait que souffler sa pensée à Jésus, fils de Joseph. Quant aux évangélistes, ils les appellent *les pieds de la sagesse*, et ne font à leurs récits que cette seule variante. Il est vrai qu'elle supprime l'adoration de la croix et la pensée d'un Dieu immolé par les hommes.

Maintenant, par ce système de révélations religieuses qui se succèdent d'époque en époque, les Druses admettent aussi l'idée musulmane, mais sans Mahomet. C'est encore Hamza qui, sous le nom de Salman-el-Farési, a semé cette parole nouvelle. Plus tard, la dernière incarnation de Hakem et d'Hamza est venue coordonner les dogmes divers révélés au monde sept fois depuis Adam, et qui se rapportent aux époques d'Hénoch, de Noé, d'Abraham, de Moïse, de Pythagore, du Christ et de Mahomet.

On voit que toute cette doctrine repose au fond sur une interprétation particulière de la Bible, car il n'est question dans cette chronologie d'aucune divinité des idolâtres, et Pythagore en est le seul personnage qui s'éloigne de la tradition mosaïque. On peut s'expliquer aussi comment cette série de croyances a pu faire passer les Druses tantôt pour Turcs, tantôt pour chrétiens.

Nous avons compté huit personnages célestes qui interviennent dans la foule des hommes, les uns luttant comme le Christ par la parole, les autres par l'épée comme les dieux d'Homère. Il existe nécessairement aussi des anges de ténèbres qui remplissent un rôle tout opposé. Aussi, dans l'histoire du monde qu'écrivent les Druses, voit-on chacune des sept périodes offrir l'intérêt d'une action grandiose où ces éternels ennemis se cherchent sous ce masque humain, et se reconnaissent à leur supériorité ou à leur haine. Ainsi l'esprit du mal sera tour à tour Éblis ou le serpent, Méthouzaël, le roi de la ville des géants, à l'époque du déluge ; Nemrod, du temps d'Abraham ; Pharaon, du temps de Moïse ; plus tard, Antiochus, Hérode et autres monstrueux tyrans, secondés d'acolytes sinistres, qui renaissent aux mêmes époques pour contrarier le règne du Seigneur. Selon quelques sectes, ce retour est soumis à un cycle millénaire que ramène l'influence de certains astres ; dans ce cas, on ne compte pas l'époque de Mahomet comme grande révolution périodique; le drame mystique qui renouvelle à chaque fois la face du monde est tantôt le paradis perdu, tantôt le déluge, tantôt la fuite d'Égypte, tantôt le règne de Salomon ; la mission du Christ et le règne de Hakem en forment les deux derniers tableaux. A ce point de vue, le Mahdi ne pourrait maintenant reparaître qu'en l'an 2000.

Dans toute cette doctrine, on ne trouve point trace du péché originel ; il n'y a aussi ni paradis pour les justes, ni enfer pour les méchants. La récompense et l'expiation ont lieu sur la terre par le retour des âmes dans d'autres corps. La beauté, la richesse, la puissance, sont données aux élus ; les infidèles sont les esclaves, les

malades, les souffrants. Une vie pure peut cependant les replacer encore au rang dont ils sont déchus, et faire tomber à leur place l'élu trop fier de sa prospérité. Quant à la transmigration, elle s'opère d'une manière fort simple. Le nombre des hommes est constamment le même sur la terre. A chaque seconde, il en meurt un et il en naît un autre; l'âme qui fuit est appelée magnétiquement dans le rayon du corps qui se forme, et l'influence des astres règle providentiellement cet échange de destinées; mais les hommes n'ont pas, comme les esprits célestes, la conscience de leurs migrations. Les fidèles peuvent cependant, en s'élevant par les neuf degrés de l'initiation, arriver peu à peu à la connaissance de toutes choses et d'eux-mêmes. C'est là le bonheur réservé aux *akkals* (spirituels), et tous les Druses peuvent s'élever à ce rang par l'étude et par la vertu. Ceux au contraire qui ne font que suivre la loi sans prétendre à la sagesse s'appellent *djahels*, c'est-à-dire ignorants. Ils conservent toujours la chance de s'élever dans une autre vie et d'épurer leurs âmes trop attachées à la matière.

Quant aux chrétiens, juifs, mahométans et idolâtres, on comprend bien que leur position est fort inférieure. Cependant il faut dire, à la louange de la religion druse, que c'est la seule peut-être qui ne dévoue pas ses ennemis aux peines éternelles. Lorsque le messie aura reparu, les Druses seront établis dans toutes les royautés, gouvernements et propriétés de la terre en raison de leurs mérites, et les autres peuples passeront à l'état de valets, d'esclaves et d'ouvriers; enfin ce sera la plèbe vulgaire. Le cheik m'assurait à ce propos que les chrétiens ne seraient pas les plus maltraités. Espérons donc que les Druses seront bons maîtres.

Ces détails m'intéressaient tellement, que je voulus connaître enfin la vie de cet illustre Hakem, que les historiens ont peint comme un fou furieux mi-partie de Néron et d'Héliogabale. Je comprenais bien qu'au point de vue des Druses sa conduite devait s'expliquer d'une tout autre manière.

Le bon cheik ne se plaignait pas trop de mes visites fréquentes; de plus il savait que je pouvais lui être utile auprès du pacha d'Acre. Il a donc bien voulu me raconter, avec toute la pompe romanesque du génie arabe, cette histoire d'Hakem que je transcris telle à peu près qu'il me l'a dite. En Orient tout devient conte. Il ne faut pas croire cependant que ceci fasse suite aux *Mille et une Nuits*. Les faits sont fondés sur les traditions les plus authentiques.

HISTOIRE DU CALIFE HAKEM.

I

Sur la rive droite du Nil, à quelque distance du port de Fostat, où se trouvent les ruines du vieux Caire, non loin de la montagne du Mokattam, qui domine la ville nouvelle, il y avait, quelque temps après l'an 1000 des chrétiens, qui se rapporte au IVe siècle de l'hégire musulmane, un petit village habité en grande partie par des gens de la secte des sabéens.

Des dernières maisons qui bordent le fleuve, on jouit d'une vue charmante; le Nil enveloppe de ses flots caressants l'île de Rodda, qu'il a l'air de soutenir comme une corbeille de fleurs qu'un esclave porterait dans ses bras. Sur l'autre rive, on aperçoit Gizeh, et le soir, lorsque le soleil vient de disparaître, les pyramides déchirent de leurs triangles gigantesques la bande de brume violette du couchant. Les têtes des palmiers-doums, des sycomores et des figuiers de Pharaon se détachent en noir de ce fond clair. Des troupeaux de buffles que semble garder de loin le sphinx, allongé

dans la plaine comme un chien en arrêt, descendent par longues files à l'abreuvoir, et les lumières des pêcheurs piquent d'étoiles d'or l'ombre opaque des berges.

Au village des sabéens, l'endroit où l'on jouissait le mieux de cette perspective était un *okel* aux blanches murailles, ombragé d'un immense caroubier, dont la terrasse avait le pied dans l'eau, et dont toutes les nuits les bateliers qui descendaient ou remontaient le Nil pouvaient voir trembloter les veilleuses.

A travers les baies des arcades, un curieux placé dans une cange au milieu du fleuve aurait aisément discerné dans l'intérieur de l'okel les voyageurs et les habitués assis devant de petites tables sur des cages de bois de palmier ou des divans recouverts de nattes, et se fût assurément étonné de leur aspect étrange. Leurs gestes extravagants suivis d'une immobilité stupide, les rires insensés, les cris inarticulés qui s'échappaient par instants de leur poitrine, lui eussent fait deviner une de ces maisons où, bravant les défenses, les infidèles vont s'enivrer de vin, de *bouza* (bière) ou de hachich.

Un soir, une barque dirigée avec la certitude que donne la connaissance des lieux vint aborder dans l'ombre de la terrasse, au pied d'un escalier dont l'eau baisait les premières marches, et il s'en élança un jeune homme de bonne mine, qui semblait un pêcheur, et qui, montant les degrés d'un pas ferme et rapide, s'assit dans l'angle de la salle à une place qui paraissait la sienne. Personne ne fit attention à sa venue ; c'était évidemment un habitué.

Au même moment, par la porte opposée, c'est-à-dire du côté de terre, entrait un homme vêtu d'une tunique de laine noire, portant, contre la coutume, de longs cheveux sous un *takieh* (bonnet blanc).

Son apparition inopinée causa quelque surprise. Il s'assit dans un coin à l'ombre, et, l'ivresse générale reprenant le dessus, personne bientôt ne fit attention à lui. Quoique ses vêtements fussent misérables, le nouveau venu ne portait pas sur sa figure l'humilité inquiète de la misère. Ses traits, fermement dessinés, rappelaient les lignes sévères du masque léonin. Ses yeux, d'un bleu sombre comme celui du saphir, avaient une puissance indéfinissable ; ils effrayaient et charmaient à la fois.

Yousouf, c'était le nom du jeune homme amené par la cange, se sentit tout de suite au cœur une sympathie secrète pour l'inconnu dont il avait remarqué la présence inaccoutumée. N'ayant pas encore pris part à l'orgie, il se rapprocha du divan sur lequel s'était accroupi l'étranger.

— Frère, dit Yousouf, tu parais fatigué ; sans doute tu viens de loin ? Veux-tu prendre quelque rafraîchissement?

— En effet, ma route a été longue, répondit l'étranger. Je suis entré dans cet okel pour me reposer; mais que pourrais-je boire ici, où l'on ne sert que des breuvages défendus?

— Vous autres musulmans, vous n'osez mouiller vos lèvres que d'eau pure; mais nous, qui sommes de la secte des sabéens, nous pouvons, sans offenser notre loi, nous désaltérer du généreux sang de la vigne ou de la blonde liqueur de l'orge.

— Je ne vois pourtant devant toi aucune boisson fermentée ?

— Oh! il y a longtemps que j'ai dédaigné leur ivresse grossière, dit Yousouf en faisant signe à un noir qui posa sur la table deux petites tasses de verre entourées de filigrane d'argent et une boîte remplie d'une pâte verdâtre où trempait une spatule d'ivoire. Cette boîte contient le paradis promis par le prophète à ses croyants, et, si tu n'étais pas si scrupuleux, je te mettrais dans une heure aux bras des houris sans te faire passer sur le pont d'Alsirat, continua en riant Yousouf.

— Mais cette pâte est du hachich, si je ne me trompe, répondit l'étranger en repoussant la tasse dans laquelle Yousouf avait déjà déposé une portion de la fantastique mixture, et le hachich est prohibé.

— Tout ce qui est agréable est défendu, dit Yousouf en avalant une première cuillerée.

L'étranger fixa sur lui ses prunelles d'un azur sombre, la peau de son front se contracta avec des plis si violens, que sa chevelure en suivait les ondulations; un moment on eût dit qu'il voulait s'élancer sur l'insouciant jeune homme et le mettre en pièces; mais il se contint, ses traits se détendirent, et, changeant subitement d'avis, il allongea la main, prit la tasse, et se mit à déguster lentement la pâte verte.

Au bout de quelques minutes, les effets du hachich commençaient à se faire sentir sur Yousouf et sur l'étranger; une douce langueur se répandait dans tous leurs membres, un vague sourire voltigeait sur leurs lèvres. Quoiqu'ils eussent à peine passé une demi-heure l'un près de l'autre, il leur semblait se connaître depuis mille ans. La drogue agissant avec plus de force sur eux, ils commencèrent à rire, à s'agiter et à parler avec une volubilité extrême, l'étranger surtout, qui, strict observateur des défenses, n'avait jamais goûté de cette préparation et en ressentait vivement les effets. Il paraissait en proie à une exaltation extraordinaire; des essaims de pensées nouvelles, inouïes, inconcevables, traversaient son âme en tourbillons de feu; ses yeux étincelaient comme éclairés intérieurement par le reflet d'un monde inconnu, une dignité surhumaine relevait son maintien; puis la vision s'éteignait, et il se laissait aller mollement sur les carreaux à toutes les béatitudes du *kief*.

— Eh bien! compagnon, dit Yousouf, saisissant cette intermittence dans l'ivresse de l'inconnu, que te semble de cette honnête confiture aux pistaches? Anathématiseras-tu toujours les braves gens qui se réunissent tranquillement dans une salle basse pour être heureux à leur manière?

— Le hachich rend pareil à Dieu, répondit l'étranger d'une voix lente et profonde.

— Oui, répliqua Yousouf avec enthousiasme; les buveurs d'eau ne connaissent que l'apparence grossière et matérielle des choses. L'ivresse, en troublant les yeux du corps, éclaircit ceux de l'âme; l'esprit, dégagé du corps, son pesant geôlier, s'enfuit comme un prisonnier dont le gardien s'est endormi, laissant la clef à la porte du cachot. Il erre joyeux et libre dans l'espace et la lumière, causant familièrement avec les génies qu'il rencontre et qui l'éblouissent de révélations soudaines et charmantes. Il traverse d'un coup d'aile facile des atmosphères de bonheur indicible et dans l'espace d'une minute qui semble éternelle, tant ces sensations s'y succèdent avec rapidité. Moi, j'ai un rêve qui reparaît sans cesse toujours le même et toujours varié : lorsque je me retire dans ma cange, chancelant sous la splendeur de mes visions, fermant la paupière à ce ruissellement perpétuel d'hyacinthes, d'escarboucles, d'émeraudes, de rubis, qui forment le fond sur lequel le hachich dessine des fantaisies merveilleuses, comme au sein de l'infini j'aperçois une figure céleste plus belle que toutes les créations des poètes, qui me sourit avec une pénétrante douceur, et qui descend des cieux pour venir jusqu'à moi. Est-ce un ange, une péri? Je ne sais. Elle s'assied à mes côtés dans la barque, dont le bois grossier se change aussitôt en nacre de perle et flotte sur une rivière d'argent, poussée par une brise chargée de parfums.

— Heureuse et singulière vision! murmura l'étranger en balançant la tête.

— Ce n'est pas là tout, continua Yousouf. Une nuit, j'avais pris une dose moins forte; je me réveillai de mon ivresse, lorsque ma cange passait à la pointe de l'île de Rodda. Une femme semblable à celle de mon rêve penchait sur moi des yeux qui, pour être humains, n'en avaient pas moins un éclat céleste; son voile entr'ouvert laissait flamboyer aux rayons de la lune une veste roide de pierreries. Ma main rencontra la sienne; sa peau douce, onctueuse et fraîche comme un pétale de

fleur, ses bagues, dont les ciselures m'effleurèrent, me convainquirent de la réalité.

— Près de l'île de Rodda, se dit l'étranger d'un air méditatif.

— Je n'avais pas rêvé, poursuivit Yousouf sans prendre garde à la remarque de son confident improvisé; le hachich n'avait fait que développer un souvenir enfoui au plus profond de mon âme, car ce visage divin m'était connu. Par exemple, où l'avais-je vu déjà? dans quel monde nous étions-nous rencontrés? quelle existence antérieure nous avait mis en rapport? C'est ce que je ne saurais dire; mais ce rapprochement si étrange, cette aventure si bizarre ne me causait aucune surprise : il me paraissait tout naturel que cette femme, qui réalisait si complétement mon idéal, se trouvât là dans ma cange, au milieu du Nil, comme si elle se fût élancée du calice d'une de ces larges fleurs qui montent à la surface des eaux. Sans lui demander aucune explication, je me jetai à ses pieds, et, comme à la péri de mon rêve, je lui adressai tout ce que l'amour dans son exaltation peut imaginer de plus brûlant et de plus sublime; il me venait des paroles d'une signification immense, des expressions qui renfermaient des univers de pensées, des phrases mystérieuses où vibrait l'écho des mondes disparus. Mon âme se grandissait dans le passé et dans l'avenir; l'amour que j'exprimais, j'avais la conviction de l'avoir ressenti de toute éternité.

A mesure que je parlais, je voyais ses grands yeux s'allumer et lancer des effluves; ses mains transparentes s'étendaient vers moi s'effilant en rayons de lumière. Je me sentais enveloppé d'un réseau de flamme et je retombais malgré moi de la veille dans le rêve. Quand je pus secouer l'invincible et délicieuse torpeur qui liait mes membres, j'étais sur la rive opposée à Gizeh, adossé à un palmier, et mon noir dormait tranquillement à côté de la cange qu'il avait tirée sur le sable. Une lueur rose frangeait l'horizon; le jour allait paraître.

— Voilà un amour qui ne ressemble guère aux amours terrestres, dit l'étranger, sans faire la moindre objection aux impossibilités du récit d'Yousouf, car le hachich rend facilement crédule aux prodiges.

— Cette histoire incroyable, je ne l'ai jamais dite à personne; pourquoi te l'ai-je confiée à toi que je n'ai jamais vu? Il me paraît difficile de l'expliquer. Un attrait mystérieux m'entraîne vers toi. Quand tu as pénétré dans cette salle, une voix a crié au fond de mon âme : « Le voilà donc enfin. » Ta venue a calmé une inquiétude secrète qui ne me laissait aucun repos. Tu es celui que j'attendais sans le savoir. Mes pensées s'élancent au-devant de toi, et j'ai dû te raconter tous les mystères de mon cœur.

— Ce que tu éprouves, répondit l'étranger, je le sens aussi, et je vais te dire ce que je n'ai pas même osé m'avouer jusqu'ici. Tu as une passion impossible, moi j'ai une passion monstrueuse; tu aimes une péri, moi j'aime... ma sœur! et cependant, chose étrange, je ne puis éprouver aucun remords de ce penchant illégitime; j'ai beau me condamner, je suis absous par un pouvoir mystérieux que je sens en moi. Mon amour n'a rien des impuretés terrestres. Ce n'est pas la volupté qui me pousse vers ma sœur, bien qu'elle égale en beauté le fantôme de mes visions; c'est un attrait indéfinissable, une affection profonde comme la mer, vaste comme le ciel, et telle que pourrait l'éprouver un dieu. L'idée que ma sœur pourrait s'unir à un homme m'inspire le dégoût et l'horreur comme un sacrilége; il y a chez elle quelque chose de céleste que je devine à travers les voiles de la chair. Malgré le nom dont la terre la nomme, c'est l'épouse de mon âme divine, la vierge qui me fut destinée dès les premiers jours de la création; par instants je crois ressaisir à travers les âges et les ténèbres des apparences de notre filiation secrète. Des scènes qui se passaient avant l'apparition des hommes sur la terre me reviennent en mémoire, et je me vois

sous les rameaux d'or de l'Éden assis auprès d'elle et servi par les esprits obéissants. En m'unissant à une autre femme, je craindrais de prostituer et de dissiper l'âme du monde qui palpite en moi. Par la concentration de nos sangs divins, je voudrais obtenir une race immortelle, un dieu définitif, plus puissant que tous ceux qui se sont manifestés jusqu'à présent sous divers noms et diverses apparences!

Pendant qu'Yousouf et l'étranger échangeaient ces confidences bizarres, les habitués de l'okel, agités par l'ivresse, se livraient à des contorsions extravagantes, à des rires insensés, à des pâmoisons extatiques, à des danses convulsives; mais peu à peu, la force du chanvre s'étant dissipée, le calme leur était revenu, et ils gisaient le long des divans dans l'état de prostration qui suit ordinairement ces excès.

Un homme à mine patriarcale, dont la barbe inondait la robe traînante, entra dans l'okel et s'avança jusqu'au milieu de la salle.

— Mes frères, levez-vous, dit-il d'une voix sonore; je viens d'observer le ciel; l'heure est favorable pour sacrifier devant le sphinx le coq blanc en l'honneur d'Hermès et d'Agathodæmon.

Les sabéens se dressèrent sur leurs pieds et parurent se disposer à suivre leur prêtre; mais l'étranger, en entendant cette proposition, changea deux ou trois fois de couleur : le bleu de ses yeux devint noir, des plis terribles sillonnèrent sa face, et il s'échappa de sa poitrine un rugissement sourd qui fit retourner l'assemblée d'effroi, comme si un lion véritable fût tombé au milieu de l'okel.

— Impies! blasphémateurs! brutes immondes! adorateurs d'idoles! s'écria-t-il d'une voix retentissante comme un tonnerre.

A cette explosion de colère succéda dans l'assemblée un mouvement de stupeur. L'inconnu avait un tel air d'autorité et soulevait les plis de son sayon par des gestes si fiers, que nul n'osa répondre à ses injures.

Le vieillard s'approcha et lui dit : — Quel mal trouves-tu, frère, à sacrifier un coq suivant les rites aux bons génies Hermès et Agathodæmon?

L'étranger grinça des dents d'une manière formidable.

— Si tu ne partages pas la croyance des sabéens, qu'es-tu venu faire ici? Es-tu sectateur de Jésus ou de Mahomet?

— Mahomet et Jésus sont des imposteurs! s'écria l'inconnu avec une puissance de blasphème incroyable.

— Sans doute tu suis la religion des Parsis, tu vénères le feu...

— Fantômes, dérisions, mensonges que tout cela! interrompit l'homme au sayon noir avec un redoublement d'indignation.

— Alors qui adores-tu?

— Il me demande qui j'adore!... Je n'adore personne, puisque je suis dieu moi-même! le seul, le vrai, l'unique Dieu, dont les autres ne sont que les ombres.

A cette assertion inconcevable, inouïe, folle, les sabéens se jetèrent sur le blasphémateur, à qui ils eussent fait un mauvais parti, si Yousouf, le couvrant de son corps, ne l'eût entraîné à reculons jusqu'à la terrasse que baignait le Nil, quoiqu'il se débattît et criât comme un forcené. Ensuite, d'un coup de pied vigoureux donné au rivage, Yousouf lança la barque au milieu du fleuve. Quand ils eurent pris le courant :

— Où faudra-t-il que je te conduise? dit Yousouf à son ami.

— Là-bas dans l'île de Rodda, où tu vois briller ces lumières, répondit l'étranger, dont l'air de la nuit avait calmé l'exaltation.

En quelques coups de rames, il atteignit la rive, et l'homme au sayon noir, avant de sauter à terre, dit à son sauveur en lui offrant un anneau d'un travail ancien qu'il tira de son doigt : « En quelque lieu que tu me rencontres, tu n'as qu'à me présenter cette bague, et je ferai ce que tu voudras. » Puis il s'éloigna et disparut sous les

arbres qui bordent le fleuve. Pour rattraper le temps perdu, Yousouf, qui voulait assister au sacrifice du coq, se mit à couper l'eau du Nil avec un redoublement d'énergie.

II

Quelques jours après, le calife sortit comme à l'ordinaire de son palais pour se rendre à l'observatoire du Mokattam. Tout le monde était accoutumé à le voir sortir ainsi, de temps en temps, monté sur un âne et accompagné d'un seul esclave qui était muet. On supposait qu'il passait la nuit à contempler les astres, car on le voyait revenir au point du jour dans le même équipage, et cela étonnait d'autant moins ses serviteurs, que son père, Aziz-Billah, et son grand-père, Moëzzeldin, le fondateur du Caire, avaient fait ainsi, étant fort versés tous deux dans les sciences cabalistiques; mais le calife Hakem, après avoir observé la disposition des astres et compris qu'aucun danger ne le menaçait immédiatement, quittait ses habits ordinaires, prenait ceux de l'esclave, qui restait à l'attendre dans la tour, et, s'étant un peu noirci la figure de manière à déguiser ses traits, il descendait dans la ville pour se mêler au peuple et apprendre des secrets dont plus tard il faisait son profit comme souverain. C'est sous un pareil déguisement qu'il s'était introduit naguère dans l'okel des sabéens.

Cette fois-là, Hakem descendit vers la place de Roumelieh, le lieu du Caire où la population forme les groupes les plus animés : on se rassemblait dans des boutiques et sous des arbres pour écouter ou réciter des contes et des poëmes, en consommant des boissons sucrées, des limonades et des fruits confits. Des jongleurs, des almées et des montreurs d'animaux attiraient ordinairement autour d'eux une foule empressée de se distraire après les travaux de la journée; mais, ce soir-là, tout était changé : le peuple présentait l'aspect d'une mer orageuse avec ses houles et ses brisants. Des voix sinistres couvraient çà et là le tumulte, et des discours pleins d'amertume retentissaient de toutes parts. Le calife écouta, et entendit partout cette exclamation : « Les greniers publics sont vides! »

En effet, depuis quelque temps, une disette très-forte inquiétait la population; l'espérance de voir arriver bientôt les blés de la haute Égypte avait calmé momentanément les craintes : chacun ménageait ses ressources de son mieux; pourtant, ce jour-là, la caravane de Syrie étant arrivée très-nombreuse, il était devenu presque impossible de trouver à se nourrir, et une grande foule excitée par les étrangers s'était portée aux greniers publics du vieux Caire, ressource suprême des plus grandes famines. Le dixième de chaque récolte est entassé là, dans d'immenses enclos formés de hauts murs et construits jadis par Amrou. Sur l'ordre du conquérant de l'Égypte, ces greniers furent laissés sans toiture, afin que les oiseaux du ciel pussent y prélever leur part. On avait respecté depuis cette disposition pieuse, qui ne laissait perdre d'ordinaire qu'une faible partie de la réserve, et semblait porter bonheur à la ville; mais, ce jour-là, quand le peuple en fureur demanda qu'il lui fût livré des grains, les employés répondirent qu'il était venu des bandes d'oiseaux qui avaient tout dévoré. A cette réponse, le peuple s'était cru menacé des plus grands maux, et depuis ce moment la consternation régnait partout.

— Comment, se disait Hakem, n'ai-je rien su de ces choses? Est-il possible qu'un prodige pareil se soit accompli? J'en aurais vu l'annonce dans les astres; rien n'est dérangé non plus dans le *pentacle* que j'ai tracé.

Il se livrait à cette méditation, quand un veillard, qui portait le costume des Syriens, s'approcha de lui et dit :

— Pourquoi ne leur donnes-tu pas du pain, seigneur?

Hakem leva la tête avec étonnement, fixa son œil de lion sur l'étranger et crut que cet homme l'avait reconnu sous son déguisement.

Cet homme était aveugle.

— Es-tu fou, dit Hakem, de t'adresser avec ces paroles à quelqu'un que tu ne vois pas et dont tu n'as entendu que les pas dans la poussière!

— Tous les hommes, dit le vieillard, sont aveugles vis-à-vis de Dieu.

— C'est donc à Dieu que tu t'adresses?

— C'est à toi, seigneur.

Hakem réfléchit un instant, et sa pensée tourbillonna de nouveau comme dans l'ivresse du hachich.

— Sauve-les, dit le vieillard, car toi seul es la puissance, toi seul es la vie, toi seul es la volonté.

— Crois-tu donc que je puisse créer du blé ici, sur l'heure? répondit Hakem en proie à une pensée indéfinie.

— Le soleil ne peut luire à travers le nuage, il le dissipe lentement. Le nuage qui te voile en ce moment, c'est le corps où tu as daigné descendre, et qui ne peut agir qu'avec les forces de l'homme. Chaque être subit la loi des choses ordonnées par Dieu. Dieu seul n'obéit qu'à la loi qu'il s'est faite lui-même. Le monde, qu'il a formé par un art cabalistique, se dissoudrait à l'instant, s'il manquait à sa propre volonté.

— Je vois bien, dit le calife avec un effort de raison, que tu n'es qu'un mendiant; tu as reconnu qui je suis sous ce déguisement, mais ta flatterie est grossière. Voici une bourse de sequins; laisse-moi.

— J'ignore quelle est ta condition, seigneur, car je ne vois qu'avec les yeux de l'âme. Quant à de l'or, je suis versé dans l'alchimie et je sais en faire quand j'en ai besoin; je donne cette bourse à ton peuple. Le pain est cher, mais, dans cette bonne ville du Caire, avec de l'or on a de tout.

— C'est quelque nécromant, se dit Hakem.

Cependant la foule ramassait les pièces semées à terre par le vieillard syrien et se précipitait au four du boulanger le plus voisin. On ne donnait ce jour-là qu'une ocque (trois livres) de pain pour chaque sequin d'or.

— Ah! c'est comme cela, dit Hakem; je comprends! Ce vieillard, qui vient du pays de la sagesse, m'a reconnu et m'a parlé par allégories. Le calife est l'image de Dieu; ainsi que Dieu je dois punir.

Il se dirigea vers la citadelle, où il trouva le chef du guet, Abou-Arous, qui était dans la confidence de ses déguisemens. Il se fit suivre de cet officier et de son bourreau, comme il avait déjà fait en plusieurs circonstances, aimant assez, comme la plupart des princes orientaux, cette sorte de justice expéditive, puis il les ramena vers la maison du boulanger qui avait vendu le pain au poids de l'or. — Voici un voleur, dit-il au chef du guet.

— Il faut donc, dit celui-ci, lui clouer l'oreille au volet de sa boutique?

— Oui, dit le calife, après avoir coupé la tête toutefois.

Le peuple, qui ne s'attendait pas à pareille fête, fit cercle avec joie dans la rue, tandis que le boulanger protestait en vain de son innocence. Le calife, enveloppé dans un *machlah* noir qu'il avait pris à la citadelle, semblait exercer les fonctions d'un simple cadi.

Le boulanger était à genoux et tendait le cou en recommandant son âme aux anges Monkir et Nekir. A cet instant, un jeune homme fendit la foule et s'élança vers Hakem en lui montrant un anneau d'argent constellé. C'était Yousouf le sabéen.

— Accordez-moi, s'écria-t-il, la grâce de cet homme.

Hakem se rappela sa promesse et reconnut son ami des bords du Nil. Il fit un

signe; le bourreau s'éloigna du boulanger, qui se releva joyeusement. Hakem, entendant les murmures du peuple désappointé, dit quelques mots à l'oreille du chef du guet, qui s'écria à haute voix :

— Le glaive est suspendu jusqu'à demain à pareille heure. Alors il faudra que chaque boulanger fournisse le pain à raison de dix ocques pour un sequin.

— Je comprenais bien l'autre jour, dit le sabéen à Hakem, que vous étiez un homme de justice, en voyant votre colère contre les boissons défendues ; aussi cette bague me donne un droit dont j'userai de temps en temps.

— Mon frère, vous avez dit vrai, répondit le calife en l'embrassant. Maintenant ma soirée est finie; allons faire une petite débauche de hachich à l'okel des sabéens.

III

A son entrée dans la maison, Yousouf prit à part le chef de l'okel et le pria d'excuser son ami de la conduite qu'il avait tenue quelques jours auparavant. Chacun, dit-il, a son idée fixe dans l'ivresse; la sienne alors est d'être Dieu! Cette explication fut transmise aux habitués, qui s'en montrèrent satisfaits.

Les deux amis s'assirent au même endroit que la veille; le négrillon leur apporta la boîte qui contenait la pâte enivrante, et ils en prirent chacun une dose, qui ne tarda pas à produire son effet; mais le calife, au lieu de s'abandonner aux fantaisies de l'hallucination et de se répandre en conversations extravagantes, se leva, comme poussé par le bras de fer d'une idée fixe : une résolution immuable était écrite sur ses grands traits fermement sculptés, et, d'un ton de voix d'une autorité irrésistible, il dit à Yousouf :

— Frère, il faut prendre ta cange et me conduire à l'endroit où tu m'as déposé hier à l'île de Rodda, près des terrasses du jardin.

A cet ordre inopiné, Yousouf sentit errer sur ses lèvres quelques représentations qu'il lui fut impossible de formuler, bien qu'il lui parût bizarre de quitter l'okel précisément lorsque les béatitudes du hachich réclamaient le repos et les divans pour se développer à leur aise; mais une telle puissance de volonté éclatait dans les yeux du calife, que le jeune homme descendit silencieusement à sa cange. Hakem s'assit à l'extrémité, près de la proue, et Yousouf se courba sur les rames. Le calife, qui, pendant ce court trajet, avait donné les signes de la plus violente exaltation, sauta à terre sans attendre que la barque se fût rangée au bord, et congédia son ami d'un geste royal et majestueux. Yousouf retourna à l'okel, et le prince prit le chemin du palais.

Il rentra par une poterne dont il toucha le ressort secret, et se trouva bientôt, après avoir franchi quelques corridors obscurs, au milieu de ses appartements, où son apparition surprit ses gens, habitués à ne le voir revenir qu'aux premières lueurs du jour. Sa physionomie illuminée de rayons, sa démarche à la fois incertaine et roide, ses gestes étranges, inspirèrent une vague terreur aux eunuques; ils imaginaient qu'il allait se passer au palais quelque chose d'extraordinaire, et, se tenant debout contre les murailles, la tête basse et les bras croisés, ils attendirent l'événement dans une respectueuse anxiété. On savait les justices d'Hakem promptes, terribles et sans motif apparent. Chacun tremblait, car nul ne se sentait pur.

Hakem cependant ne fit tomber aucune tête. Une pensée plus grave l'occupait tout entier; négligeant ces petits détails de police, il se dirigea vers l'appartement de sa sœur, la princesse Sétalmulc, action contraire à toutes les idées musulmanes, et, soulevant la portière, il pénétra dans la première salle, au grand effroi des eunuques et des femmes de la princesse, qui se voilèrent précipitamment le visage.

Sétalmulc (ce nom veut dire la dame du royaume) était assise au fond d'une pièce retirée, sur une pile de carreaux qui garnissaient une alcôve pratiquée dans l'épaisseur de la muraille; l'intérieur de cette salle éblouissait par sa magnificence. La voûte, travaillée en petits dômes, offrait l'apparence d'un gâteau de miel ou d'une grotte à stalactites par la complication ingénieuse et savante de ses ornements, où le rouge, le vert, l'azur et l'or mêlaient leurs teintes éclatantes. Des mosaïques de verre revêtaient les murs à hauteur d'homme de leurs plaques splendides; des arcades évidées en cœur retombaient avec grâce sur les chapiteaux évasés en forme de turban que supportaient des colonnettes de marbre. Le long des corniches, sur les jambages des portes, sur les cadres des fenêtres couraient des inscriptions en écriture karmatique dont les caractères élégants se mêlaient à des fleurs, à des feuillages et à des enroulements d'arabesques. Au milieu de la salle, une fontaine d'albâtre recevait dans sa vasque sculptée un jet d'eau dont la fusée de cristal montait jusqu'à la voûte et retombait en pluie fine avec un grésillement argentin.

A la rumeur causée par l'entrée de Hakem, Sétalmulc, inquiète, se leva et fit quelques pas vers la porte. Sa taille majestueuse parut ainsi avec tous ses avantages, car la sœur du calife était la plus belle princesse du monde : des sourcils d'un noir velouté surmontaient, de leurs arcs d'une régularité parfaite, des yeux qui faisaient baisser le regard comme si l'on eût contemplé le soleil; son nez fin et d'une courbe légèrement aquiline indiquait la royauté de sa race, et dans sa pâleur dorée, relevée aux joues de deux petits nuages de fard, sa bouche d'une pourpre éblouissante éclatait comme une grenade pleine de perles.

Le costume de Sétalmulc était d'une richesse inouïe : une corne de métal, recouverte de diamants, soutenait son voile de gaze mouchetée de paillons; sa robe, mi-partie de velours vert et de velours incarnadin, disparaissait presque sous les inextricables ramages des broderies. Il se formait aux manches, aux coudes, à la poitrine, des foyers de lumière d'un éclat prodigieux, où l'or et l'argent croisaient leurs étincelles; la ceinture, formée de plaques d'or travaillé à jour et constellées d'énormes boutons de rubis, glissait par son poids autour d'une taille souple et majestueuse, et s'arrêtait retenue par l'opulent contour des hanches. Ainsi vêtue, Sétamulc faisait l'effet d'une de ces reines des empires disparus qui avaient des dieux pour ancêtres.

La portière s'ouvrit violemment, et Hakem parut sur le seuil. A la vue de son frère, Sétalmulc ne put retenir un cri de surprise qui ne s'adressait pas tant à l'action insolite qu'à l'aspect étrange du calife. En effet, Hakem semblait n'être pas animé par la vie terrestre. Son teint pâle reflétait la lumière d'un autre monde; c'était bien la forme du calife, mais éclairée d'un autre esprit et d'une autre âme. Ses gestes étaient des gestes de fantôme, et il avait l'air de son propre spectre. Il s'avança vers Sétalmulc plutôt porté par la volonté que par des mouvements humains, et, quand il fut près d'elle, il l'enveloppa d'un regard si profond, si pénétrant, si intense, si chargé de pensées, que la princesse frissonna et croisa ses bras sur son sein, comme si une main invisible eût déchiré ses vêtements.

— Sétalmulc, dit Hakem, j'ai pensé longtemps à te donner un mari; mais aucun homme n'est digne de toi. Ton sang divin ne doit pas souffrir de mélange. Il faut transmettre intact à l'avenir le trésor que nous avons reçu du passé. C'est moi, Hakem, le calife, le seigneur du ciel et de la terre, qui serai ton époux : les noces se feront dans trois jours. Telle est ma volonté sacrée.

La princesse éprouva à cette déclaration imprévue un tel saisissement, que sa réponse s'arrêta à ses lèvres; Hakem avait parlé avec une telle autorité, une domination si fascinatrice, que Sétalmulc sentit que toute objection était impossible. Sans attendre la réponse de sa sœur, Hakem rétrograda jusqu'à la porte. Puis il regagna

sa chambre, et, vaincu par le hachich, dont l'effet était arrivé à son plus haut degré, il se laissa tomber sur les coussins comme une masse et s'endormit.

Aussitôt après le départ de son frère, Sétalmulc manda près d'elle le grand vizir Argévan, et lui raconta tout ce qui venait de se passer. Argévan avait été le régent de l'empire pendant la première jeunesse de Hakem, proclamé calife à onze ans; un pouvoir sans contrôle était resté dans ses mains, et la puissance de l'habitude le maintenait dans les attributions du véritable souverain, dont Hakem avait seulement les honneurs.

Ce qui se passa dans l'esprit d'Argévan après le récit que lui fit Sétalmulc de la visite nocturne du calife ne peut humainement se décrire; mais qui aurait pu sonder les secrets de cette âme profonde? Est-ce l'étude et la méditation qui avaient amaigri ses joues et assombri son regard austère? Est-ce la résolution et la volonté qui avaient tracé sur les lignes de son front la forme sinistre du *tau*, signe des destinées fatales? La pâleur d'un masque immobile, qui ne se plissait par moments qu'entre les deux sourcils, annonçait-elle seulement qu'il était issu des plaines brûlées du Mahgreb? Le respect qu'il inspirait à la population du Caire, l'influence qu'il avait prise sur les riches et les puissants, étaient-ils la reconnaissance de la sagesse et de la justice apportées à l'administration de l'État?

Toujours est-il que Sétalmulc, élevée par lui, le respectait à l'égal de son père, le précédent calife. Argévan partagea l'indignation de la sultane et dit seulement :

— Hélas! quel malheur pour l'empire! Le prince des croyants a vu sa raison obscurcie. Après la famine, c'est un autre fléau dont le ciel nous frappe. Il faut ordonner des prières publiques; notre seigneur est devenu fou (*medjnoun*).

— Dieu nous en préserve! s'écria Sétalmulc.

— Au réveil du prince des croyants, ajouta le vizir, j'espère que cet égarement se sera dissipé, et qu'il pourra, comme à l'ordinaire, présider le grand conseil.

Argévan attendait au point du jour le réveil du calife. Celui-ci n'appela ses esclaves que très-tard, et on lui annonça que déjà la salle du divan était remplie de docteurs, de gens de loi et de cadis. Lorsque Hakem entra dans la salle, tout le monde se prosterna selon la coutume, et le vizir, en se relevant, interrogea d'un regard curieux le visage pensif du maître.

Ce mouvement n'échappa point au calife. Une sorte d'ironie glaciale lui sembla empreinte dans les traits de son ministre. Depuis quelque temps déjà, le prince regrettait l'autorité trop grande qu'il avait laissé prendre à des inférieurs, et, en voulant agir par lui-même, il s'étonnait de rencontrer toujours des résistances parmi les ulémas, cachefs et moudhirs, tous dévoués à Argévan. C'est pour échapper à cette tutelle, et afin de juger les choses par lui-même, qu'il s'était précédemment résolu à des déguisements et à des promenades nocturnes.

Le calife, voyant qu'on ne s'occupait que des affaires courantes, arrêta la discussion, et dit d'une voix éclatante : « Parlons un peu de la famine; je me suis promis aujourd'hui de faire trancher la tête à tous les boulangers. » Un vieillard se leva du banc des ulémas, et dit : « Prince des croyants, n'as-tu pas fait grâce à l'un d'eux, hier dans la nuit? » Le son de cette voix n'était pas inconnu au calife, qui répondit : « Cela est vrai, mais j'ai fait grâce à condition que le pain serait vendu à raison de dix ocques pour un sequin.

— Songe, dit le vieillard, que ces malheureux payent la farine dix sequins l'ardeb. Punis plutôt ceux qui la leur vendent à ce prix.

— Quels sont ceux-là?

— Les moultezims, les cachefs, les moudhirs et les ulémas eux-mêmes, qui en possèdent des amas dans leurs maisons.

Un frémissement courut parmi les membres du conseil et les assistants, qui étaient les principaux habitants du Caire.

Le calife pencha la tête dans ses mains et réfléchit quelques instants. Argévan irrité voulut répondre à ce que venait de dire le vieil uléma, mais la voix tonnante de Hakem retentit dans l'assemblée :

— Ce soir, dit-il, au moment de la prière, je sortirai de mon palais de Rodda, je traverserai le bras du Nil dans ma cange, et, sur le rivage, le chef du guet m'attendra avec son bourreau; je suivrai la rive gauche du *calisch* (canal), j'entrerai au Caire par la porte Bab-el-Tahla, pour me rendre à la mosquée de Raschida. A chaque maison de moultezim, de cachef ou d'uléma que je rencontrerai, je demanderai s'il y a du blé, et, dans toute maison où il n'y en aura pas, je ferai pendre ou décapiter le propriétaire.

Le vizir Argévan n'osa pas élever la voix dans le conseil après ces paroles du calife, mais, le voyant rentrer dans ses appartements, il se précipita sur ses pas, et lui dit :

— Vous ne ferez pas cela, seigneur!

— Retire-toi ! lui dit Hakem avec colère. Te souviens-tu que, lorsque j'étais enfant, tu m'appelais par plaisanterie *le Lézard*... Eh bien! maintenant le lézard est devenu le dragon.

IV

Le soir même de ce jour, quand vint l'heure de la prière, Hakem entra dans la ville par le quartier des soldats, suivi seulement du chef du guet et de son exécuteur : il s'aperçut que toutes les rues étaient illuminées sur son passage. Les gens du peuple tenaient des bougies à la main pour éclairer la marche du prince, et s'étaient groupés principalement devant chaque maison de docteur, de cachef, de notaire ou autres personnages éminents qu'indiquait l'ordonnance. Partout le calife entrait et trouvait un grand amas de blé; aussitôt il ordonnait qu'il fût distribué à la foule et prenait le nom du propriétaire.

— Par ma promesse, leur disait-il, votre tête est sauve; mais apprenez désormais à ne pas faire chez vous d'amas de blé soit pour vivre dans l'abondance au milieu de la misère générale, soit pour le revendre au poids de l'or et tirer à vous en peu de jours toute la fortune publique.

Après avoir visité ainsi quelques maisons, il envoya des officiers dans les autres et se rendit à la mosquée de Raschida pour faire lui-même la prière, car c'était un vendredi ; mais, en entrant, son étonnement fut grand de trouver la tribune occupée et d'être salué de ces paroles : Que le nom de Hakem soit glorifié sur la terre comme dans les cieux ! Louange éternelle au Dieu vivant !

Si enthousiasmé que fût le peuple de ce que venait de faire le calife, cette prière inattendue devait indigner les fidèles croyants : aussi plusieurs montèrent-ils à la chaire pour jeter en bas le blasphémateur; mais ce dernier se leva et descendit avec majesté, faisant reculer à chaque pas les assaillants et traversant la foule étonnée, qui s'écriait en le voyant de plus près : « C'est un aveugle ! la main de Dieu est sur lui. » Hakem avait reconnu le vieillard de la place Roumelieh, et, comme dans l'état de veille un rapport inattendu unit parfois quelque fait matériel aux circonstances d'un rêve oublié jusque-là, il vit, comme par un coup de foudre, se mêler la double existence de sa vie et de ses extases. Cependant son esprit luttait encore contre cette impression nouvelle, de sorte que, sans s'arrêter plus longtemps dans la mosquée, il remonta à cheval et prit le chemin de son palais.

Il fit mander le vizir Argévan, mais ce dernier ne put être trouvé. Comme l'heure

était venue d'aller au Mokattam consulter les astres, le calife se dirigea vers la tour de l'observatoire et monta à l'étage supérieur, dont la coupole, percée à jour, indiquait les douze maisons des astres. Saturne, la planète de Hakem, était pâle et plombée, et Mars, qui a donné son nom à la ville du Caire, flamboyait de cet éclat sanglant qui annonce guerre et danger. Hakem descendit au premier étage de la tour où se trouvait une table cabalistique établie par son grand'père Moëzzeldin. Au milieu d'un cercle autour duquel étaient écrits en chaldéen les noms de tous les pays de la terre, se trouvait la statue de bronze d'un cavalier armé d'une lance qu'il tenait droite ordinairement; mais, quand un peuple ennemi marchait contre l'Égypte, le cavalier baissait sa lance en arrêt et se tournait vers le pays d'où venait l'attaque. Hakem vit le cavalier tourné vers l'Arabie : « Encore cette race des Abbassides! s'écria-t-il, ces fils dégénérés d'Omar, que nous avions écrasés dans leur capitale de Bagdad! Mais que m'importent ces infidèles maintenant? J'ai en main la foudre! »

En y songeant davantage, pourtant, il sentait bien qu'il était homme comme par le passé; l'hallucination n'ajoutait plus à sa certitude d'être un dieu la confiance d'une force surhumaine.

— Allons, se dit-il, prendre les conseils de l'extase. Et il alla s'enivrer de nouveau de cette pâte merveilleuse qui peut-être est la même que l'ambroisie, nourriture des immortels.

Le fidèle Yousouf était arrivé déjà, regardant d'un œil rêveur l'eau du Nil, morne et plate, diminuée à un point qui annonçait toujours la sécheresse et la famine.

— Frère, lui dit Hakem, est-ce à tes amours que tu rêves? Dis-moi alors quelle est ta maîtresse, et, sur mon serment, tu l'auras.

— Le sais-je, hélas! dit Yousouf. Depuis que le souffle du Khamsin rend les nuits étouffantes, je ne rencontre plus sa cange dorée sur le Nil. Lui demander ce qu'elle est, l'oserais-je, même si je la revoyais? J'arrive à croire parfois que tout cela n'était qu'une illusion de cette herbe perfide, qui attaque ma raison peut-être... si bien que je ne sais plus déjà même distinguer ce qui est rêve de ce qui est réalité.

— Le crois-tu? dit Hakem avec inquiétude. Puis, après un instant d'hésitation, il dit à son compagnon : Qu'importe? Oublions la vie encore aujourd'hui.

Une fois plongé dans l'ivresse du hachich, il arrivait, chose étrange! que les deux amis entraient dans une certaine communauté d'idées et d'impressions. Yousouf s'imaginait souvent que son compagnon, s'élançant vers les cieux et frappant du pied le sol indigne de sa gloire, lui tendait la main et l'entraînait dans les espaces à travers les astres tourbillonnants et les atmosphères blanchies d'une semence d'étoiles; bientôt Saturne, pâle, mais couronné d'un anneau lumineux, grandissait et se rapprochait, entouré des sept lunes qu'emporte son mouvement rapide, et dès lors qui pourrait dire ce qui se passait à leur arrivée dans cette divine patrie de leurs songes? La langue humaine ne peut exprimer que des sensations conformes à notre nature; seulement, quand les deux amis conversaient dans ce rêve divin, les noms qu'ils se donnaient n'étaient plus des noms de la terre.

Au milieu de cette extase, arrivée au point de donner à leur corps l'apparence de masses inertes, Hakem se tordit tout à coup en s'écriant : « Eblis! Eblis! » Au même instant, des *zebecks* enfonçaient la porte de l'okel, et à leur tête, Argévan, le vizir, faisait cerner la salle et ordonnait qu'on s'emparât de tous ces infidèles, violateurs de l'ordonnance du calife, qui défendait l'usage du hachich et des boissons fermentées.

— Démon! s'écria le calife reprenant ses sens et rendu à lui-même, je te faisais chercher pour avoir ta tête! Je sais que c'est toi qui as organisé la famine et distribué à tes créatures la réserve des greniers de l'État! A genoux devant le prince des croyants! commence par répondre, et tu finiras par mourir!

Argévan fronça le sourcil, et son œil sombre s'éclaira d'un froid sourire.

— Au Moristan, ce fou qui se croit le calife ! dit-il dédaigneusement aux gardes.

Quant à Yousouf, il avait déjà sauté dans sa cange, prévoyant bien qu'il ne pourrait défendre son ami.

Le Moristan, qui aujourd'hui est attenant à la mosquée de Kalaoum, était alors une vaste prison dont une petite partie seulement était consacrée aux fous furieux. Le respect des Orientaux pour les fous ne va pas jusqu'à laisser en liberté ceux qui pourraient être nuisibles. Hakem, en s'éveillant le lendemain dans une obscure cellule, comprit bien vite qu'il n'avait rien à gagner à se mettre en fureur ni à se dire le calife sous des vêtements de fellah. D'ailleurs, il y avait déjà cinq califes dans l'établissement et un certain nombre de dieux. Ce dernier titre n'était donc pas plus avantageux que l'autre. Hakem était trop convaincu du reste, par mille efforts faits dans la nuit pour briser sa chaîne, que sa divinité, emprisonnée dans un faible corps, le laissait, comme la plupart des bouddas de l'Inde et autres incarnations de l'Être suprême, abandonné à toute la malice humaine et aux lois matérielles de la force. Il se souvint même que la situation où il s'était mis ne lui était pas nouvelle. « Tâchons surtout, dit-il, d'éviter la flagellation. » Cela n'était pas facile, car c'était le moyen employé généralement alors contre l'incontinence de l'imagination. Quand arriva la visite du *hekim* (médecin), celui-ci était accompagné d'un autre docteur qui paraissait étranger. La prudence de Hakem était telle, qu'il ne marqua aucune surprise de cette visite, et se borna à répondre qu'une débauche de hachich avait été chez lui la cause d'un égarement passager, que maintenant il se sentait comme à l'ordinaire. Le médecin consultait son compagnon et lui parlait avec une grande déférence. Ce dernier secoua la tête et dit que souvent les insensés avaient des moments lucides et se faisaient mettre en liberté avec d'adroites suppositions. Cependant il ne voyait pas de difficulté à ce qu'on donnât à celui-ci la liberté de se promener dans les cours.

— Est-ce que vous êtes aussi médecin ? dit le calife au docteur étranger.

— C'est le prince de la science, s'écria le médecin des fous, c'est le grand Ebn-Sina (Avicenne), qui, arrivé nouvellement de Syrie, daigne visiter le Moristan.

Cet illustre nom d'Avicenne, le savant docteur, le maître vénéré de la santé et de la vie des hommes, et qui passait aussi près du vulgaire pour un magicien capable des plus grands prodiges, fit un vive impression sur l'esprit du calife. Sa prudence l'abandonna ; il s'écria : « O toi qui me vois ici, tel qu'autrefois Aïssé (Jésus), abandonné sous cette forme et dans mon impuissance humaine aux entreprises de l'enfer, doublement méconnu comme calife et comme dieu, songe qu'il convient que je sorte au plus tôt de cette indigne situation. Si tu es pour moi, fais-le connaître ; si tu ne crois pas à mes paroles, sois maudit ! »

Avicenne ne répondit pas, mais il se tourna vers le médecin en secouant la tête et lui dit : « Vous voyez !... déjà sa raison l'abandonne. » Et il ajouta : « Heureusement ce sont là des visions qui ne font de mal à qui que ce soit. J'ai toujours dit que le chanvre, avec lequel on fait la pâte du hachich, était cette herbe même qui, au dire d'Hippocrate, communiquait aux animaux une sorte de rage et les portait à se précipiter dans la mer. Le hachich était connu déjà du temps de Salomon : vous pouvez lire le mot *hachichot* dans *le Cantique des Cantiques*, où les qualités enivrantes de cette préparation... » La suite de ces paroles se perdit pour Hakem en raison de l'éloignement des deux médecins, qui passaient dans une autre cour. Il resta seul abandonné aux impressions les plus contraires, doutant qu'il fût dieu, doutant même parfois qu'il fût calife, ayant peine à réunir les fragments épars de ses pensées. Profitant de la liberté relative qui lui était laissée, il s'approcha des malheureux répandus çà et là dans de bizarres attitudes, et, prêtant l'oreille à leurs

chants et à leurs discours, il y surprit quelques idées qui attirèrent son attention.

Un de ces insensés était parvenu, en ramassant divers débris, à se composer une sorte de tiare étoilée de morceaux de verre, et drapait sur ses épaules des haillons couverts de broderies éclatantes qu'il avait figurées avec des bribes de clinquant :

— Je suis, disait-il, le *Kaïmalzeman* (le chef du siècle), et je vous dis que les temps sont arrivés.

— Tu mens! lui disait un autre. Ce n'est pas toi qui est le véritable; mais tu appartiens à la race des *dives*, et tu cherches à nous tromper.

— Qui suis-je donc, à ton avis? disait le premier.

— Tu n'es autre que Thamurath, le dernier roi des génies rebelles! Ne te souviens-tu pas de celui qui te vainquit dans l'île de Sérendib et qui n'était autre qu'Adam, c'est-à-dire moi-même? Ta lance et ton bouclier sont encore suspendus comme trophées sur mon tombeau (1).

— Son tombeau! dit l'autre en éclatant de rire, jamais on n'a pu en trouver la place. Je lui conseille d'en parler!

— J'ai le droit de parler de tombeau, ayant vécu déjà six fois parmi les hommes et étant mort six fois aussi comme je le devais; on m'en a construit de magnifiques; mais c'est le tien qu'il serait difficile de découvrir, attendu que, vous autres dives, vous ne vivez que dans des corps morts!

La huée générale qui succéda à ces paroles s'adressait au malheureux empereur des dives, qui se leva furieux, et dont le prétendu Adam fit tomber la couronne d'un revers de main. L'autre fou s'élança sur lui, et la lutte des deux ennemis allait se renouveler après cinq milliers d'années (d'après leur compte), si l'un des surveillants ne les eût séparés à coups de nerf de bœuf, distribués d'ailleurs avec impartialité.

On se demandera quel était l'intérêt que prenait Hakem à ces conversations d'insensés qu'il écoutait avec une attention marquée ou qu'il provoquait même par quelques mots. Seul maître de sa raison au milieu de ces intelligences égarées, il se replongeait silencieusement dans tout un monde de souvenirs. Par un effet singulier qui résultait peut-être de son attitude austère, les fous semblaient le respecter, et nul d'entre eux n'osait lever les yeux sur sa figure; cependant quelque chose les portait à se grouper autour de lui, comme ces plantes qui, dans les dernières heures de la nuit, se tournent déjà vers la lumière encore absente.

Si les mortels ne peuvent concevoir par eux-mêmes ce qui se passe dans l'âme d'un homme qui tout à coup se sent prophète, ou d'un mortel qui se sent dieu, la fable et l'histoire du moins leur ont permis de supposer quels doutes, quelles angoisses doivent se produire dans ces divines natures à l'époque indécise où leur intelligence se dégage des liens passagers de l'incarnation. Hakem arrivait par instants à douter de lui-même, comme le fils de l'homme au mont des Oliviers, et ce qui surtout frappait sa pensée d'étourdissement, c'est l'idée que sa divinité lui avait été d'abord révélée dans les extases du hachich. — Il existe donc, se disait-il, quelque chose de plus fort que celui qui est tout, et ce serait une herbe des champs qui pourrait créer de tels prestiges! Il est vrai qu'un simple ver prouva qu'il était plus fort que Salomon, lorsqu'il perça et fit se rompre par le milieu le bâton sur lequel s'était appuyé ce prince des génies; mais qu'était-ce que Salomon près de moi, si je suis véritablement Albar (l'Éternel)?

(1) Les traditions des Arabes et des Persans supposent que pendant de longues séries d'années la terre fut peuplée par des races dites *préadamites*, dont le dernier empereur fut vaincu par Adam.

V

Par une étrange raillerie dont l'esprit du mal pouvait seul concevoir l'idée, il arriva qu'un jour le Moristan reçut la visite de la sultane Sétalmulc, qui venait, selon l'usage des personnes royales, apporter des secours et des consolations aux prisonniers. Après avoir visité la partie de la maison consacrée aux criminels, elle voulut aussi voir l'asile de la démence. La sultane était voilée; mais Hakem la reconnut à sa voix, et ne put retenir sa fureur en voyant près d'elle le ministre Argévan, qui, souriant et calme, lui faisait les honneurs du lieu.

— Voici, disait-il, des malheureux abandonnés à mille idées extravagantes. L'un se dit prince des génies, un autre prétend qu'il est le même qu'Adam; mais le plus ambitieux, c'est celui que vous voyez là, dont la ressemblance avec le calife notre frère est frappante.

— Cela est extraordinaire en effet! dit Sétalmulc.

— Eh bien! reprit Argévan, cette ressemblance seule a été cause de son malheur. A force de s'entendre dire qu'il était l'image même du calife, il s'est figuré être le calife, et, non content de cette idée, il a prétendu qu'il était dieu. C'est simplement un misérable fellah qui s'est gâté l'esprit comme tant d'autres par l'abus des substances enivrantes... Mais il serait curieux de voir ce qu'il dirait en présence du calife lui-même...

— Misérable! s'écria Hakem. tu as donc créé un fantôme qui me ressemble et qui tient ma place?

Il s'arrêta, songeant tout à coup que sa prudence l'abandonnait et que peut-être il allait livrer sa vie à de nouveaux dangers; heureusement le bruit que faisaient les fous empêcha que l'on entendît ses paroles. Tous ces malheureux accablaient Argévan d'imprécations, et le roi des djinns surtout lui portait des défis terribles.

— Sois tranquille! lui criait-il. Attends que je sois mort seulement; nous nous retrouverons ailleurs.

Argévan haussa les épaules et sortit avec la sultane.

Hakem n'avait pas même essayé d'invoquer les souvenirs de cette dernière. En y réfléchissant, il voyait la trame trop bien tissée pour espérer de la rompre d'un seul effort. Ou il était réellement méconnu au profit de quelque imposteur, ou sa sœur et son ministre s'étaient entendus pour lui donner une leçon de sagesse en lui faisant passer quelques jours au Moristan. Peut-être voulaient-ils profiter plus tard de la notoriété qui résulterait de cette situation pour s'emparer du pouvoir et le maintenir lui-même en tutelle. Il y avait bien sans doute quelque chose de cela; ce qui pouvait encore le donner à penser, c'est que la sultane, en quittant le Moristan, promit à l'iman de la mosquée de consacrer une somme considérable à faire agrandir et magnifiquement réédifier le local destiné aux fous. — au point, disait-elle, que leur habitation paraîtra digne d'un calife (1).

Hakem, après le départ de sa sœur et de son ministre, dit seulement : « Il fallait que cela fût ainsi! » Et il reprit sa manière de vivre, ne démentant pas la douceur et la patience dont il avait fait preuve jusque-là. Seulement il s'entretenait longuement avec ceux de ses compagnons d'infortune qui avaient des instants lucides, et aussi avec des habitants de l'autre partie du Moristan qui venaient souvent aux grilles formant la séparation des cours pour s'amuser des extravagances de leurs

(1) C'est depuis, en effet, qu'a été construit le bâtiment actuel, l'un des plus magnifiques du Caire.

voisins. Hakem les accueillait alors avec des paroles telles, que ces malheureux se pressaient là des heures entières, le regardant comme un inspiré (*melbous*). N'est-ce pas une chose étrange que la parole divine trouve toujours ses premiers fidèles parmi les misérables? Ainsi mille ans auparavant le Messie voyait son auditoire composé surtout de gens de mauvaise vie, de péagers et de publicains.

Le calife, une fois établi dans leur confiance, les appelait l'un après l'autre, leur faisait raconter leur vie, les circonstances de leurs fautes ou de leurs crimes, et recherchait profondément les premiers motifs de ces désordres : ignorance et misère, voilà ce qu'il trouvait au fond de tout. Ces hommes lui racontaient aussi les mystères de la vie sociale, les manœuvres des usuriers, des monopoleurs, des gens de loi, des chefs de corporation, des collecteurs et des plus hauts négociants du Caire, se soutenant tous, se tolérant les uns les autres, multipliant leur pouvoir et leur influence par des alliances de famille, corrupteurs, corrompus, augmentant ou baissant à volonté les tarifs du commerce, maîtres de la famine ou de l'abondance, de l'émeute ou de la guerre, opprimant sans contrôle un peuple en proie aux premières nécessités de la vie. Tel avait été le résultat de l'administration d'Argévan le vizir pendant la longue minorité de Hakem.

De plus, des bruits sinistres couraient dans la prison; les gardiens eux-mêmes ne craignaient pas de les répandre : on disait qu'une armée étrangère s'approchait de la ville et campait déjà dans la plaine de Gizeh, que la trahison lui soumettrait le Caire sans résistance, et que les seigneurs, les ulémas et les marchands, craignant pour leurs richesses le résultat d'un siége, se préparaient à livrer les portes et avaient séduit les chefs militaires de la citadelle. On s'attendait à voir le lendemain même le général ennemi faire son entrée dans la ville par la porte de Bab-el-Hadyd. De ce moment, la race des Fatimites était dépossédée du trône; les califes abbassides régnaient désormais au Caire comme à Bagdad, et les prières publiques allaient se faire en leur nom. « Voilà ce qu'Argévan m'avait préparé! se dit le calife; voilà ce que m'annonçait le talisman disposé par mon père, et ce qui faisait pâlir dans le ciel l'étincelant Pharouis (Saturne)! Mais le moment est venu de voir ce que peut ma parole, et si je me laisserai vaincre comme autrefois le Nazaréen. »

Le soir approchait; les prisonniers étaient réunis dans les cours pour la prière accoutumée. Hakem prit la parole, s'adressant à la fois à cette double population d'insensés et de malfaiteurs que séparait une porte grillée; il leur dit ce qu'il était et ce qu'il voulait d'eux avec une telle autorité et de telles preuves, que personne n'osa douter. En un instant, l'effort de cent bras avait rompu les barrières intérieures, et les gardiens, frappés de crainte, livraient les portes donnant sur la mosquée. Le calife y entra bientôt, porté dans les bras de ce peuple de malheureux que sa voix enivrait d'enthousiasme et de confiance. « C'est le calife! le véritable prince des croyants! » s'écriaient les condamnés judiciaires. « C'est Allah qui vient juger le monde! » hurlait la troupe des insensés. Deux d'entre ces derniers avaient pris place à la droite et à la gauche de Hakem, criant : « Venez tous aux assises que tient notre seigneur Hakem. »

Les croyants réunis dans la mosquée ne pouvaient comprendre que la prière fût ainsi troublée; mais l'inquiétude répandue par l'approche des ennemis disposait tout le monde aux événements extraordinaires. Quelques-uns fuyaient, semant l'alarme dans les rues; d'autres criaient : « C'est aujourd'hui le jour du dernier jugement! » Et cette pensée réjouissait les plus pauvres et les plus souffrants qui disaient : « Enfin, Seigneur! enfin voici ton jour! »

Quand Hakem se montra sur les marches de la mosquée, un éclat surhumain environnait sa face, et sa chevelure, qu'il portait toujours longue et flottante contre l'usage des musulmans, répandait ses longs anneaux sur un manteau de pourpre

dont ses compagnons lui avaient couvert les épaules. Les juifs et les chrétiens, toujours nombreux dans cette rue Soukarieh qui traverse les bazars, se prosternaient eux-mêmes, disant : « C'est le véritable Messie, ou bien c'est l'antechrist annoncé par les Écritures pour paraître mille ans après Jésus! » Quelques personnes aussi avaient reconnu le souverain; mais on ne pouvait s'expliquer comment il se trouvait au milieu de la ville, tandis que le bruit général était qu'à cette heure-là même il marchait à la tête des troupes contre les ennemis campés dans la plaine qui entoure les pyramides.

— O vous, mon peuple! dit Hakem aux malheureux qui l'entouraient, vous mes fils véritables, ce n'est pas mon jour, c'est le vôtre qui est venu. Nous sommes arrivés à cette époque qui se renouvelle chaque fois que la parole du ciel perd de son pouvoir sur les âmes, moment où la vertu devient crime, où la sagesse devient folie, où la gloire devient honte, tout ainsi marchant au rebours de la justice et de la vérité. Jamais alors la voix d'en haut n'a manqué d'illuminer les esprits, ainsi que l'éclair avant la foudre; c'est pourquoi il a été dit tour à tour : Malheur à toi, Énochia, ville des enfants de Caïn, ville d'impuretés et de tyrannie! malheur à toi, Gomorrhe! malheur à vous, Ninive et Babylone! et malheur à toi, Jérusalem! Cette voix qui ne se lasse pas retentit ainsi d'âge en âge, et toujours entre la menace et la peine il y a eu du temps pour le repentir. Cependant le délai se raccourcit de jour en jour; quand l'orage se rapproche, le feu suit de plus près l'éclair! Montrons que désormais la parole est armée, et que sur la terre va s'établir enfin le règne annoncé par les prophètes! A vous, enfants, cette ville enrichie par la fraude, par l'usure, par les injustices et la rapine; à vous ces trésors pillés, ces richesses volées. Faites justice de ce luxe qui trompe, de ces vertus fausses, de ces mérites acquis à prix d'or, de ces trahisons parées qui, sous prétexte de paix, vous ont vendus à l'ennemi. Le feu, le feu partout à cette ville que mon aïeul Moëzzeldin avait fondée sous les auspices de la victoire (*kahira*), et qui deviendrait le monument de votre lâcheté!

Était-ce comme souverain, était-ce comme dieu que le calife s'adressait ainsi à la foule? Certainement il avait en lui cette raison suprême qui est au-dessus de la justice ordinaire; autrement sa colère eût frappé au hasard comme celle des bandits qu'il avait déchaînés. En peu d'instants, la flamme avait dévoré les bazars au toit de cèdre et les palais aux terrasses sculptées, aux colonnettes frêles; les plus riches habitations du Caire livraient au peuple leurs intérieurs dévastés. Nuit terrible, où la puissance souveraine prenait les allures de la révolte, où la vengeance du ciel usait des armes de l'enfer!

L'incendie et le sac de la ville durèrent trois jours; les habitants des plus riches quartiers avaient pris les armes pour se défendre, et une partie des soldats grecs et des *kétamis*, troupes barbaresques dirigées par Argévan, luttaient contre les prisonniers et la populace qui exécutaient les ordres de Hakem. Argévan répandait le bruit que Hakem était un imposteur, que le véritable calife était avec l'armée dans les plaines de Gizeh, de sorte qu'un combat terrible aux lueurs des incendies avait lieu sur les grandes places et dans les jardins. Hakem s'était retiré sur les hauteurs de Karafah, et tenait en plein air ce tribunal sanglant où, selon les traditions, il apparut comme assisté des anges, ayant près de lui Adam et Salomon, l'un témoin pour les hommes, l'autre pour les génies. On amenait là tous les gens signalés par la haine publique, et leur jugement avait lieu en peu de mots; les têtes tombaient aux acclamations de la foule; il en périt plusieurs milliers dans ces trois jours. La mêlée au centre de la ville n'était pas moins meurtrière; Argévan fut enfin frappé d'un coup de lance entre les épaules par un nommé Reïdan, qui apporta sa tête aux pieds du calife; de ce moment la résistance cessa. On dit qu'à l'instant même où ce vizir tomba en poussant un cri épouvantable, les hôtes du Moristan, doués de cette seconde vue

particulière aux insensés, s'écrièrent qu'ils voyaient dans l'air Éblis (Satan), qui, sorti de la dépouille mortelle d'Argévan, appelait à lui et ralliait dans l'air les démons incarnés jusque-là dans les corps de ses partisans. Le combat commencé sur terre se continuait dans l'espace; les phalanges de ces éternels ennemis se reformaient et luttaient encore avec les forces des éléments. C'est à ce propos qu'un poète arabe a dit :

« Égypte ! Égypte ! tu les connais, ces luttes sombres des bons et des mauvais génies, quand Typhon, à l'haleine étouffante, absorbe l'air et la lumière, quand la peste décime les populations laborieuses, quand le Nil diminue ses inondations annuelles, quand les sauterelles en épais nuages dévorent dans un jour toute la verdure des champs.

« Ce n'est donc pas assez que l'enfer agisse par ces redoutables fléaux, il peut ainsi peupler la terre d'âmes cruelles et cupides, qui, sous la forme humaine, cachent la nature perverse des chacals et des serpents ! »

Cependant, quand arriva le quatrième jour, la ville étant à moitié brûlée, les chériffs se rassemblèrent dans les mosquées levant en l'air les Alcorans en s'écriant : « O Hakem ! ô Allah ! » Mais leur cœur ne s'unissait pas à leur prière. Le vieillard qui avait déjà salué dans Hakem la divinité se présenta devant ce prince et lui dit : « Seigneur, c'est assez ; arrête la destruction au nom de ton aïeul Moëzzeldin. » Hakem voulut questionner cet étrange personnage qui n'apparaissait qu'à des heures sinistres; mais le vieillard avait disparu déjà dans la mêlée des assistants.

Hakem prit sa monture ordinaire, un âne gris, et se mit à parcourir la ville, semant des paroles de réconciliation et de clémence. C'est à dater de ce moment qu'il réforma les édits sévères prononcés contre les chrétiens et les juifs, et dispensa les premiers de porter sur les épaules une lourde croix de bois, les autres de porter au cou un billot. Par une tolérance égale envers tous les cultes, il voulait amener les esprits à accepter peu à peu une doctrine nouvelle. Des lieux de conférence furent établis, notamment dans un édifice qu'on appela *maison de la sagesse*, et plusieurs docteurs commencèrent à soutenir publiquement la divinité de Hakem. Toutefois l'esprit humain est tellement rebelle aux croyances que le temps n'a pas consacrées, qu'on ne put inscrire au nombre des fidèles qu'environ trente mille habitants du Caire. Il y eut un nommé Almoschadjar qui dit aux sectateurs de Hakem : « Celui que vous invoquez à la place de Dieu ne pourrait créer une mouche, ni empêcher une mouche de l'inquiéter. » Le calife, instruit de ces paroles, lui fit donner cent pièces d'or, pour preuve qu'il ne voulait pas forcer les consciences. D'autres disaient : « Ils ont été plusieurs dans la famille des Fatimites atteints de cette illusion. C'est ainsi que le grand-père de Hakem, Moëzzeldin, se cachait pendant plusieurs jours et disait avoir été enlevé au ciel; plus tard, il s'est retiré dans un souterrain, et on a dit qu'il avait disparu de la terre sans mourir comme les autres hommes. » Hakem recueillait ces paroles qui le jetaient dans de longues méditations.

VI

Le calife était rentré dans son palais des bords du Nil et avait repris sa vie habituelle, reconnu désormais de tous et débarrassé d'ennemis. Depuis quelque temps déjà les choses avaient repris leur cours accoutumé. Un jour il entra chez sa sœur Sétalmulc et lui dit de préparer tout pour leur mariage, qu'il désirait faire secrètement, de peur de soulever l'indignation publique, le peuple n'étant pas encore assez convaincu de la divinité de Hakem pour ne pas se choquer d'une telle violation des lois établies. Les cérémonies devaient avoir pour témoins seulement les eunuques et

les esclaves, et s'accomplir dans la mosquée du palais; quant aux fêtes, suite obligatoire de cette union, les habitants du Caire, accoutumés à voir les ombrages du sérail s'étoiler de lanternes et à entendre des bruits de musique emportés par la brise nocturne de l'autre côté du fleuve, ne les remarqueraient pas ou ne s'en étonneraient en aucune façon. Plus tard Hakem, lorsque les temps seraient venus et les esprits favorablement disposés, se réservait de proclamer hautement ce mariage mystique et religieux.

Quand le soir vint, le calife, s'étant déguisé suivant sa coutume, sortit et se dirigea vers son observatoire du Mokattam, afin de consulter les astres. Le ciel n'avait rien de rassurant pour Hakem : des conjonctions sinistres de planètes, des nœuds d'étoiles embrouillés lui présageaient un péril de mort prochaine. Ayant comme dieu la conscience de son éternité, il s'alarmait peu de ces menaces célestes, qui ne regardaient que son enveloppe périssable. Cependant il se sentit le cœur serré par une tristesse poignante, et, renonçant à sa tournée habituelle, il revint au palais dans les premières heures de la nuit.

En traversant le fleuve dans sa cange, il vit avec surprise les jardins du palais illuminés comme pour une fête : il entra. Des lanternes pendaient à tous les arbres comme des fruits de rubis, de saphir et d'émeraude; des jets d'eau de senteur lançaient sous les feuillages leur fusée d'argent; l'eau courait dans les rigoles de marbre, et du pavé d'albâtre découpé à jour des kiosques s'exhalait, en légères spirales, la fumée bleuâtre des parfums les plus précieux, qui mêlaient leurs aromes à celui des fleurs. Des murmures harmonieux de musiques cachées alternaient avec les chants des oiseaux, qui, trompés par ces lueurs, croyaient saluer l'aube nouvelle, et dans le fond flamboyait, au milieu d'un embrasement de lumière, la façade du palais, dont les lignes architecturales se dessinaient en cordons de feu.

L'étonnement de Hakem était extrême; il se demandait : « Qui donc ose donner une fête chez moi lorsque je suis absent? De quel hôte inconnu célèbre-t-on l'arrivée à cette heure? Ces jardins devraient être déserts et silencieux. Je n'ai point pris de hachich cette fois, et je ne suis pas le jouet d'une hallucination. » Il pénétra plus loin. Des danseuses, revêtues de costumes éblouissants, ondulaient comme des serpents, au milieu de tapis de Perse entourés de lampes, pour qu'on ne perdît rien de leurs mouvements et de leurs poses. Elles ne parurent pas apercevoir le calife. Sous la porte du palais, il rencontra tout un monde d'esclaves et de pages portant des fruits glacés et des confitures dans des bassins d'or, des aiguières d'argent pleines de sorbets. Quoiqu'il marchât à côté d'eux, les coudoyât et en fût coudoyé, personne ne fit à lui la moindre attention. Cette singularité commença à le pénétrer d'une inquiétude secrète. Il se sentait passer à l'état d'ombre, d'esprit invisible, et il continua d'avancer de chambre en chambre, traversant les groupes comme s'il eût eu au doigt l'anneau magique possédé par Gygès.

Lorsqu'il fut arrivé au seuil de la dernière salle, il fut ébloui par un torrent de lumières; des milliers de cierges, posés sur des candélabres d'argent, scintillaient comme des bouquets de feu, croisant leurs auréoles ardentes. Les instruments des musiciens cachés dans les tribunes tonnaient avec une énergie triomphale. Le calife s'approcha chancelant et s'abrita derrière les plis étoffés d'une énorme portière de brocart. Il vit alors au fond de la salle, assis sur le divan à côté de Sétalmulc, un homme ruisselant de pierreries, constellé de diamants qui étincelaient au milieu d'un fourmillement de bluettes et de rayons prismatiques. On eût dit que, pour revêtir ce nouveau calife, les trésors d'Haroun-al-Raschild avaient été épuisés.

On conçoit la stupeur de Hakem à ce spectacle inouï; il chercha son poignard à sa ceinture pour s'élancer sur cet usurpateur; mais une force invincible le paralysait. Cette vision lui semblait un avertissement céleste, et son trouble augmenta encore

lorsqu'il reconnut ou crut reconnaître ses propres traits dans ceux de l'homme assis près de sa sœur. Il crut que c'était son *ferouer* ou son double, et, pour les Orientaux, voir son propre spectre est un signe du plus mauvais augure. L'ombre force le corps à la suivre dans le délai d'un jour.

Ici l'apparition était d'autant plus menaçante, que le *ferouer* accomplissait d'avance un dessein conçu par Hakem. L'action de ce calife fantastique, épousant Sétalmulc, que le vrai calife devait épouser dans trois jours, ne cachait-elle pas un sens énigmatique, un symbole mystérieux et terrible? N'était-ce pas quelque divinité jalouse, cherchant à usurper le ciel en enlevant Sétalmulc à son frère, en séparant le couple cosmogonique et providentiel? La race des dives tâchait-elle, par ce moyen, d'interrompre la filiation des esprits supérieurs et d'y substituer son engeance impie? Ces pensées traversèrent à la fois la tête de Hakem : dans son courroux, il eût voulu produire un tremblement de terre, un déluge, une pluie de feu ou un cataclysme quelconque; mais il se ressouvint que, lié à une statue d'argile terrestre, il ne pouvait employer que des mesures humaines.

Ne pouvant se manifester d'une manière si victorieuse, Hakem se retira lentement et regagna la porte qui donnait sur le Nil; un banc de pierre se trouvait là, il s'y assit et resta quelque temps abîmé dans ses réflexions à chercher un sens aux scènes bizarres qui venaient de se passer devant lui. Au bout de quelques minutes, la poterne se rouvrit, et à travers l'obscurité Hakem vit sortir vaguement deux ombres dont l'une faisait sur la nuit une tache plus sombre que l'autre. A l'aide de ces vagues reflets de la terre, du ciel et des eaux qui, en Orient, ne permettent jamais aux ténèbres d'être complétement opaques, il discerna que le premier était un jeune homme de race arabe, et le second un Éthiopien gigantesque.

Arrivé sur un point de la berge qui s'avançait dans le fleuve, le jeune homme se mit à genoux, le noir se plaça près de lui, et l'éclair d'un damas étincela dans l'ombre comme un filon de foudre. Cependant, à la grande surprise du calife, la tête ne tomba pas, et le noir, s'étant incliné vers l'oreille du patient, parut murmurer quelques mots après lesquels celui-ci se releva, calme, tranquille, sans empressement joyeux, comme s'il se fût agi de tout autre que de lui-même. L'Éthiopien remit son damas dans le fourreau, et le jeune homme se dirigea vers le bord du fleuve, précisément du côté de Hakem, sans doute pour aller reprendre la barque qui l'avait amené. Là il se trouva face à face avec le calife, qui fit mine de se réveiller, et lui dit :

— La paix soit avec toi, Yousouf; que fais-tu par ici?

— A toi aussi la paix, répondit Yousouf, qui ne voyait toujours dans son ami qu'un compagnon d'aventures et ne s'étonnait pas de l'avoir rencontré endormi sur la berge, comme font les enfants du Nil dans les nuits brûlantes de l'été.

Yousouf le fit monter dans la cange, et ils se laissèrent aller au courant du fleuve, le long du bord oriental. L'aube teignait déjà d'une bande rougeâtre la plaine voisine, et dessinait le profil des ruines encore existantes d'Héliopolis, au bord du désert. Hakem paraissait rêveur, et, examinant avec attention les traits de son compagnon que le jour accusait davantage, il lui trouvait avec lui-même une certaine ressemblance qu'il n'avait jamais remarquée jusque-là, car il l'avait toujours rencontré dans la nuit ou vu à travers les enivrements de l'orgie. Il ne pouvait plus douter que ce ne fût là le *ferouer*, le double, l'apparition de la veille, celui peut-être à qui l'on avait fait jouer le rôle de calife pendant son séjour au Moristan. Cette explication naturelle lui laissait encore un sujet d'étonnement.

— Nous nous ressemblons comme des frères, dit-il à Yousouf; quelquefois il suffit, pour justifier un semblable hasard, d'être issu des mêmes contrées. Quel est le lieu de ta naissance, ami?

— Je suis né au pied de l'Atlas, à Kétama, dans le Mahgreb, parmi les Berbères et

les Kabyles. Je n'ai pas connu mon père, qui s'appelait Dawas, et qui fut tué dans un combat peu de temps après ma naissance ; mon aïeul, très-avancé en âge, était l'un des cheiks de ce pays perdu dans les sables.

— Mes aïeux sont aussi de ce pays, dit Hakem ; peut-être sommes-nous issus de la même tribu... mais qu'importe? notre amitié n'a pas besoin des liens du sang pour être durable et sincère. Raconte-moi pourquoi je ne t'ai pas vu depuis plusieurs jours.

— Que me demandes-tu? dit Yousouf; ces jours, ou plutôt ces nuits, car les jours je les consacrais au sommeil, ont passé comme des rêves délicieux et pleins de merveilles. Depuis que la justice nous a surpris dans l'okel et séparés, j'ai de nouveau rencontré sur le Nil la vision charmante dont je ne puis plus révoquer en doute la réalité. Souvent me mettant la main sur les yeux, pour m'empêcher de reconnaître la porte, elle m'a fait pénétrer dans des jardins magnifiques, dans des salles d'une splendeur éblouissante, où le génie de l'architecte avait dépassé les constructions fantastiques qu'élève dans les nuages la fantaisie du hachich. Étrange destinée que la mienne ! ma veille est encore plus remplie de rêves que mon sommeil. Dans ce palais, personne ne semblait s'étonner de ma présence, et, quand je passais, tous les fronts s'inclinaient respectueusement devant moi. Puis cette femme étrange, me faisant asseoir à ses pieds, m'enivrait de sa parole et de son regard. Chaque fois qu'elle soulevait sa paupière frangée de longs cils, il me semblait voir s'ouvrir un nouveau paradis. Les inflexions de sa voix harmonieuse me plongeaient dans d'ineffables extases. Mon âme, caressée par cette mélodie enchanteresse, se fondait en délices. Des esclaves apportaient des collations exquises, des conserves de roses, des sorbets à la neige qu'elle touchait à peine du bout des lèvres, car une créature si céleste et si parfaite ne doit vivre que de parfums, de rosée, de rayons. Une fois, déplaçant par des paroles magiques une dalle du pavé couverte de sceaux mystérieux, elle m'a fait descendre dans les caveaux où sont renfermés ses trésors et m'en a détaillé les richesses en me disant qu'ils seraient à moi si j'avais de l'amour et du courage. J'ai vu là plus de merveilles que n'en renferme la montagne de Kaf où sont cachés les trésors des génies, des éléphants de cristal de roche, des arbres d'or sur lesquels chantaient en battant des ailes des oiseaux de pierreries, des paons ouvrant en forme de roue leur queue étoilée de soleils en diamants, des masses de camphre taillées en melon et entourées d'une résille de filigrane, des tentes de velours et de brocart avec leurs mâts d'argent massif; puis dans des citernes, jetés comme du grain dans un silo, des monceaux de pièces d'or et d'argent, des tas de perles et d'escarboucles.

Hakem, qui avait écouté attentivement cette description, dit à son ami Yousouf :

— Sais-tu, frère, ce que tu as vu là? Ce sont les trésors d'Haaroun-al-Raschild enlevés par les Fatimites, et qui ne peuvent se trouver que dans le palais du calife.

— Je l'ignorais; mais déjà, à la beauté et à la richesse de mon inconnue, j'avais deviné qu'elle devait être du plus haut rang : que sais-je? peut-être une parente du grand vizir, la femme ou la fille d'un puissant seigneur ! Mais qu'avais-je besoin d'apprendre son nom? Elle m'aimait, n'était-ce pas assez? Hier, lorsque j'arrivai au lieu ordinaire du rendez-vous, je trouvai des esclaves qui me baignèrent, me parfumèrent et me revêtirent d'habits magnifiques et tels que le calife Hakem lui-même ne pourrait en porter de plus splendides. Le jardin était illuminé, et tout avait un air de fête comme si une noce s'apprêtait. Celle que j'aime me permit de prendre place à ses côtés sur le divan, et laissa tomber sa main dans la mienne en me lançant un regard chargé de langueur et de volupté. Tout à coup elle pâlit comme si une apparition funeste, une vision sombre, perceptible pour elle seule, fût venue faire tache dans la fête. Elle congédia les esclaves d'un geste, et me dit d'une voix haletante : « Je suis perdue! Derrière le rideau de la porte, j'ai vu briller les prunelles

d'azur qui ne pardonnent pas. M'aimes-tu assez pour mourir? » Je l'assurai de mon dévouement sans bornes. « Il faut, continua-t-elle, que tu n'aies jamais existé, que ton passage sur la terre ne laisse aucune trace, que tu sois anéanti, que ton corps soit divisé en parcelles impalpables et qu'on ne puisse retrouver un atome de toi; autrement, celui dont je dépends saurait inventer pour moi des supplices à épouvanter la méchanceté des dives, à faire frissonner d'épouvante les damnés au fond de l'enfer. Suis ce nègre, il disposera de ta vie comme il convient. »

En dehors de la poterne, le nègre me fit mettre à genoux comme pour me trancher la tête; il balança deux ou trois fois sa lame; puis, voyant ma fermeté, il me dit que tout cela n'était qu'un jeu, une épreuve, et que la princesse avait voulu savoir si j'étais réellement aussi brave et aussi dévoué que je le prétendais. « Aie soin de te trouver demain au Caire vers le soir, à la fontaine des Amants, et un nouveau rendez-vous te sera assigné, » ajouta-t-il avant de rentrer dans le jardin.

Après tous ces éclaircissements, Hakem ne pouvait plus douter des circonstances qui avaient renversé ses projets. Il s'étonnait seulement de n'éprouver aucune colère soit de la trahison de sa sœur, soit de l'amour inspiré par un jeune homme de basse extraction à la sœur du calife. Était-ce qu'après tant d'exécutions sanglantes il se trouvait las de punir, ou bien la conscience de sa divinité lui inspirait-elle cette immense affection paternelle qu'un dieu doit ressentir à l'égard des créatures? Impitoyable pour le mal, il se sentait vaincu par les grâces toutes-puissantes de la jeunesse et de l'amour. Sétalmulc était-elle coupable d'avoir repoussé une alliance où ses préjugés voyaient un crime? Yousouf l'était-il davantage d'avoir aimé une femme dont il ignorait la condition? Ainsi le calife se promettait d'apparaître le soir même au nouveau rendez-vous qui était donné à Yousouf, mais pour pardonner et pour bénir ce mariage. Il ne provoquait plus que dans cette pensée les confidences de Yousouf. Quelque chose de sombre traversait encore son esprit, mais c'était sa propre destinée qui l'inquiétait désormais. Les événements tournent contre moi, se dit-il, et ma volonté elle-même ne me défend plus. Il dit à Yousouf en le quittant: « Je regrette nos bonnes soirées à l'okel. Nous y retournerons, car le calife vient de retirer les ordonnances contre le hachich et les liqueurs fermentées. Nous nous reverrons bientôt, ami. »

Hakem, rentré dans son palais, fit venir le chef de sa garde, Abou-Arous, qui faisait le service de nuit avec un corps de mille hommes, et rétablit la consigne interrompue pendant les jours de trouble, voulant que toutes les portes du Caire fussent fermées à l'heure où il se rendait à son observatoire, et qu'une seule se rouvrît à un signal convenu quand il lui plairait de rentrer lui-même. Il se fit accompagner ce soir-là jusqu'au bout de la rue nommée Derb-al-Siba, monta sur l'âne que ses gens tenaient prêt chez l'eunuque Nésim, huissier de la porte, et sortit dans la campagne suivi seulement d'un valet de pied et du jeune esclave qui l'accompagnait d'ordinaire. Quand il eut gravi la montagne, sans même être encore monté dans la tour de l'observatoire, il regarda les astres, frappa ses mains l'une contre l'autre et s'écria: « Tu as donc paru, funeste signe! » Ensuite il rencontra des cavaliers arabes qui le reconnurent et lui demandèrent quelques secours; il envoya son valet avec eux chez l'eunuque Nésim pour qu'on leur donnât une gratification; puis, au lieu de se rendre à la tour, il prit le chemin de la nécropole située à gauche du Mokattam, et s'avança jusqu'au tombeau de Fokkaï, près de l'endroit nommé *Maksaba* à cause des joncs qui y croissaient. Là trois hommes tombèrent sur lui à coups de poignard; mais à peine était-il frappé que l'un d'eux, reconnaissant ses traits à la clarté de la lune, se retourna contre les deux autres et les combattit jusqu'à ce qu'il fût tombé lui-même auprès du calife en s'écriant: « O mon frère! » Tel fut du moins le récit de l'esclave échappé à cette boucherie, qui s'enfuit vers le Caire et alla avertir Abou-Arous; mais,

quand les gardes arrivèrent au lieu du meurtre, ils ne trouvèrent plus que des vêtements ensanglantés et l'âne gris du calife, nommé *Kamar*, qui avait les jarrets coupés.

V. — LE DÉPART.

L'histoire du calife Hakem était terminée.

Le cheik s'arrêta et se mit à réfléchir profondément. J'étais ému moi-même au récit de cette *passion*, moins douloureuse sans doute que celle du Golgotha, mais dont j'avais vu récemment le théâtre, ayant gravi souvent, pendant mon séjour au Caire, ce Mokattam, qui a conservé les ruines de l'observatoire de Hakem. Je me disais que, dieu ou homme, ce calife Hakem, si calomnié par les historiens cophtes et musulmans, avait voulu sans doute amener le règne de la raison et de la justice; je voyais sous un nouveau jour tous les événements rapportés par El-Macin, par Makrisi, par Novaïri et autres auteurs que j'avais lus au Caire, et je déplorais ce destin qui condamne les prophètes, les réformateurs, les messies, quels qu'ils soient, à la mort violente, et plus tard à l'ingratitude humaine.

— Mais vous ne m'avez pas dit, fis-je observer au cheik, par quels ennemis le meurtre de Hakem avait été ordonné ?

— Vous avez lu les historiens, me dit-il; ne savez-vous pas que Yousouf, fils de Dawas, se trouvant au rendez-vous fixé à la fontaine des Amants, y rencontra des esclaves qui le conduisirent dans une maison où l'attendait la sultane Sétalmulc, qui s'y était rendue déguisée; qu'elle le fit consentir à tuer Hakem, lui disant que ce dernier voulait la faire mourir, et lui promit de l'épouser ensuite? Elle prononça en finissant ces paroles conservées par l'histoire : « Rendez-vous sur la montagne, il y viendra sans faute et y restera seul, ne gardant avec lui que l'homme qui lui sert de valet. Il entrera dans la vallée, courez alors sur lui et tuez-le; tuez aussi le valet et le jeune esclave, s'il est avec lui. » Elle lui donna un de ces poignards dont la pointe a forme de lance, et que l'on nomme *yafours*, et arma aussi les deux esclaves, qui avaient ordre de le seconder et de le tuer, s'il manquait à son serment. Ce fut seulement après avoir porté le premier coup au calife, que Yousouf le reconnut pour le compagnon de ses courses nocturnes, et se tourna contre les deux esclaves, ayant dès lors horreur de son action; mais il tomba à son tour, frappé par eux.

— Et que devinrent les deux cadavres, qui, selon l'histoire, ont disparu, puisqu'on ne trouva que l'âne et les sept tuniques de Hakem, dont les boutons n'avaient point été défaits?

— Vous ai-je dit qu'il y eût des cadavres? Telle n'est pas notre tradition. Les astres promettaient au calife quatre-vingts ans de vie, s'il échappait au danger de cette nuit du 27 schawal 411 de l'hégire. Ne savez-vous pas que, pendant seize ans après sa disparition, le peuple du Caire ne cessa de dire qu'il était vivant?

— On m'a raconté, en effet, bien des choses semblables, dis-je; mais on attribuait les fréquentes apparitions de Hakem à des imposteurs, tels que Schérout, Sikkin et d'autres, qui avaient avec lui quelque ressemblance et jouaient ce rôle. C'est ce qui arrive pour tous ces souverains merveilleux dont la vie devient le sujet des légendes populaires. Les cophtes prétendent que Jésus-Christ apparut à Hakem, qui demanda pardon de ses impiétés et fit pénitence pendant de longues années dans le désert.

— Selon nos livres, dit le cheik, Hakem n'était pas mort des coups qui lui avaient été portés. Recueilli par un vieillard inconnu, il survécut à la nuit fatale où sa sœur l'avait fait assassiner; mais, fatigué du trône, il se retira dans le désert d'Ammon, et formula sa doctrine, qui fut publiée depuis par son disciple Hamza. Ses sectateurs,

chassés du Caire après sa mort, se retirèrent sur le Liban, où ils ont formé la nation des Druses.

Toute cette légende me tourbillonnait dans la tête, et je me promettais bien de venir demander au chef druse de nouveaux détails sur la religion de Hakem ; mais la tempête qui me retenait à Beyrouth s'était apaisée, et je dus partir pour Saint-Jean-d'Acre, où j'espérais intéresser le pacha en faveur du prisonnier. Je ne revis donc le cheik que pour lui faire mes adieux sans oser lui parler de sa fille, et sans lui apprendre que je l'avais connue chez madame Carlès.

Gérard de Nerval.

POËTES

ET ROMANCIERS MODERNES

DE LA GRANDE-BRETAGNE.

ROBERT BROWNING.

Paracelsus, 1835; — *Sordello*, 1840; — *Bells and Pomegranates*, 1841-1846.

La critique anglaise applique parfois à la poésie des formules et des raisonnements tout à fait propres à effaroucher les muses : elle s'est, par exemple, demandé compte, un beau matin, du discrédit où les poëtes étaient tombés après avoir, durant les vingt-cinq premières années de ce siècle, joui d'une vogue et d'une popularité sans exemple. Cette révolution imprévue a été discutée tout aussi sérieusement et à peu de chose près de même qu'aurait pu l'être une crise tout à coup survenue dans le trafic des cotons ou des fers. « De 1800 à 1825, lisions-nous, il y a douze ans déjà, dans la *Revue d'Édimbourg*, il y avait pour la poésie des consommateurs en grand nombre et pleins d'ardeur. La demande excédait l'offre : la production était stimulée par un placement presque certain; car, bonne ou médiocre, toute poésie s'écoulait. Depuis la mort de Byron, cette branche du commerce national n'a fait que décroître : elle est frappée maintenant d'une déplorable stérilité. Vainement le marché s'encombre, et les vers sont au rabais. Les transactions sont de plus en plus rares, les acheteurs de plus en plus froids. A qui la faute? »

La faute n'en est probablement à personne. Il y a dans la vie des peuples, comme dans celle des individus, un concours de circonstances qui les rendent plus ou moins sensibles à telle ou telle excitation de l'intelligence. La France, par exemple, tant que les événements politiques ont eu quelque grandeur, n'a pas quitté du regard, d'abord les clubs tumultueux, puis les frontières toujours plus lointaines; l'élo-

quence révolutionnaire, les fanfares impériales, fermaient nos oreilles à toute pacifique harmonie. C'est à grand'peine que M. de Chateaubriand ou madame de Staël triomphaient parfois de cette indifférence profonde que l'on témoignait pour les enseignements ou les plaisirs littéraires. A la même époque, la Grande-Bretagne, bien que profondément et sérieusement engagée dans les conflits européens, devait à sa tranquillité intérieure un progrès très-marqué, un élan très-vif vers les nobles délassements de l'esprit. C'est une chose merveilleuse à lire que les grandes *revues* anglaises pendant les premières années du XIXe siècle. En 1803, tandis que l'invasion menaçante semble devoir ne laisser place à d'autres soucis que ceux de la prise d'armes nationale, les Aristarques d'Édimbourg débattent à loisir le mérite des poëmes de Delille, comparent l'*Amadis de Gaule* de Southey à l'*Amadis de Gaule* de Stewart Rose, étudient la prose capricieuse de Lichtenberg et discutent la biographie de Chaucer par William Godwin. De l'Europe en feu, de la France triomphante et de son altier capitaine, à peine en est-il question, çà et là, incidemment, lorsqu'il faut contredire quelques-uns des plus grossiers mensonges inventés contre nous par la presse tory. Plus tard, et en présence d'événements qui bouleversent le monde, vous retrouvez la même indifférence pour les agitations extérieures. En 1814, s'ils daignent jeter les yeux de l'autre côté du détroit, ces fiers insulaires n'y voient d'intéressant que la correspondance littéraire et philosophique de Grimm et de Diderot. Qui donc alors, si ce n'est un *reviewer* anglais, pouvait s'occuper de Diderot et de Grimm? En Angleterre même, leurs grandes affaires étaient *le Corsaire* et *la Fiancée d'Abydos*, ou bien encore *le Clair de lune, la Fille du Doge, Ariadne*, chefs-d'œuvre oubliés de lord Thurlow. Cette apathie politique du peuple anglais, ce calme des esprits, cette attention profonde accordée aux poëtes dans ce coin du monde, à l'heure même où Wellington et Castlereagh faisaient prévaloir l'intérêt britannique dans les grandes assemblées de la diplomatie européenne, forment, à notre avis, un contraste imposant et curieux.

C'en est un encore, en sens inverse, que le déclin de l'influence poétique dix ans plus tard, alors que la paix règne partout, que les événements s'apaisent, que la vie politique est nulle et se révèle à peine, de temps à autre, par quelques commérages parlementaires. Ne semble-t-il pas que l'heure est alors favorable pour scander les strophes harmonieuses, et se livrer à tous les rêves de l'imagination? Platon lui-même ne s'humaniserait-il pas en ce moment pour cette « chose légère, volage, sacrée, » qu'on appelle un poëte? N'est-il pas permis, lorsque l'État est prospère, les lois obéies, l'armée au repos, de se laisser entraîner par cet aimant victorieux et divin, derrière lequel se forme la chaîne oblique « des danseurs, des chanteurs, des choristes, qui secondent les séductions de la Muse? » Mais, que voulez-vous? depuis vingt-cinq ans, on se tait, on écoute, on admire, et peut-on admirer, écouter, se taire éternellement? Après l'enthousiasme, la satiété, la satiété même injuste. Puis, l'admiration est-elle encore possible, lorsque, Walter Scott détrôné, Byron mort, les lakistes devenus vieux, il ne reste plus dans le ciel poétique que les astres secondaires, *stellæ minores*, beaux-esprits brillants et bien doués sans doute, mais sans excellence, sans originalité, sans génie : Rogers, Campbell, Barry Cornwall, Milman et tant d'autres?

Cependant, si la poésie moderne avait eu un caractère plus précis, et si ses progrès avaient été du même ordre que ceux de la science, elle n'eût pas été sujette à ce triste retour. Par malheur, elle suivait une tendance directement opposée à la marche des esprits. Plus ceux-ci devenaient positifs et sérieux, plus ils se montraient épris de la vérité sous toutes ses formes, et plus il semblait que les poëtes eussent à cœur de méconnaître cette vérité, de la remplacer par leurs caprices arbitraires, de substituer la violence, l'exagération, l'enivrement individuel et capricieux, aux lumineuses

et sereines inspirations de la raison universelle. Tandis que les mœurs se calmaient, s'épuraient, les poëtes faisaient appel aux emportements furieux de la passion, aux excitations des sens. Le niveau des intelligences s'élevait rapidement : ils semblaient prendre à tâche de méconnaître ce glorieux phénomène et de s'abaisser par l'abus des images matérielles, par l'énergie triviale du langage, par le mépris de toute grâce et de tout raffinement, au niveau de leurs plus incultes et de leurs plus grossiers lecteurs. Leur incontestable talent ne servait qu'à évoquer des fantômes auxquels, pour quelques instants, ils savaient prêter l'éclat, le mouvement, la vie, mais dont l'illusoire splendeur s'éteignait, comme celle d'un rêve, aux premiers rayons du jour, au premier éveil de la réflexion. La nouveauté paradoxale de ces créations fantastiques excitait un facile enthousiasme, mais ne supportait pas l'examen. Ainsi s'explique leur vogue immense et le prompt soubresaut de l'opinion, lorsqu'elle s'est rendu compte des prestiges qui l'avaient égarée.

Dans la préface d'un drame remarquable, écrit en vue d'une réaction décisive, et par un poëte qui s'est conquis un rang distingué dans le mouvement actuel de la poésie anglaise (1), nous trouvons un jugement sur ces monarques littéraires si brusquement découronnés.

« Ce qui les caractérise, c'est une fervente sensibilité, une grande prodigalité d'images, la vigueur et la beauté du style, la facilité, l'adresse de la versification, le talent de lui communiquer, par un rhythme accentué fortement, cette espèce de mélodie qui caresse le mieux l'oreille inexpérimentée. On trouve chez eux ce que la poésie a de plus attrayant : chaleur intérieure, ornementation brillante; et si l'admiration qu'ils excitaient n'avait pas eu pour résultat de rendre le public indifférent à des qualités plus hautes, plus sérieuses et plus variées, on n'aurait pu, sans injustice, la juger excessive; mais en s'abandonnant ainsi, sans aucun frein, à une poésie exclusivement voluptueuse, n'en était-on pas venu à méconnaître ce qu'il y a d'intellectuel et d'immortel dans cet art sublime? J'avoue que telle est ma pensée, et j'aurais peine à croire que le goût public n'ait dû subir une fâcheuse altération, lorsque les chefs-d'œuvre du passé se sont trouvés tout à coup sans lecteurs. Nous y revenons aujourd'hui; mais il a fallu vingt-cinq ans pour nous rendre ce culte proscrit... »

M. Taylor poursuit en signalant les plus essentiels défauts des poëtes modernes. Il leur reproche l'abus des images, l'absence d'observation et de sagesse expérimentale. Au lieu d'étudier la vie, ils planent dans des régions inhabitées qu'ils peuplent de leur orgueil insatiable, de leur personnalité ambitieuse. Tout ce qui est simple, vrai, raisonnable, leur demeure étranger. Entre leurs mains, la poésie n'agit plus guère que sur l'imagination et sur les sens. « Le langage même qu'ils parlent est en désaccord absolu avec les conditions morales où l'homme doit être placé pour faire usage de son libre entendement. Les réalités de la nature et ce qu'elles suggèrent d'idées justes, mêlées à cet impétueux courant de sentiments exaltés et de tableaux surchargés de couleurs, choqueraient par leur froideur inopportune... Ces fantaisies ailées ne peuvent prendre pied sur la terre où nous marchons, ni respirer l'air qui fait vivre le commun des hommes. »

Il est naturel que toute émotion factice se dissipe promptement, que tout prestige dure peu. Lord Byron, avant d'avoir parcouru sa courte et orageuse carrière, était en quelque sorte las de lui-même, et ses succès, pour lesquels il n'est pas certain qu'il ne méprisât point ses lecteurs, lui avaient laissé une sorte de remords. Lord

(1) Voyez la préface de *Philip van Artevelde*, drame de M. Henri Taylor.

Byron cependant, s'il n'était pas un philosophe accompli, possédait à plus forte dose que beaucoup de ses successeurs les plus précieuses et les plus solides qualités de l'intelligence. Jamais sa logique ne lui fait absolument défaut; jamais il ne se laisse aller à ces aberrations fantastiques, qui trahissent à la fois l'ignorance profonde et la vanité sans remède de ses imitateurs les plus heureux. Sa misanthropie était plutôt une affectation qu'une faiblesse, une infirmité réelle; elle lui laissait une vive sympathie pour les hommes en général, et pour les idées qui font la force et la gloire des sociétés modernes. Ce talent, auquel, pour être complet, manquaient seulement des bases solides et une critique moins indulgente, aurait pu mûrir avec les années, et se transformer en s'élevant à des hauteurs qu'il n'a point touchées; tel qu'une mort prématurée l'a laissé, il a exercé une fatale influence sur la poésie contemporaine. Byron seul, il est vrai, n'avait pas fait tout le mal, et M. Taylor signale un autre brillant corrupteur du goût public :

« Imagination plus puissante et plus expansive, Shelley était inférieur à Byron par l'absence de ces qualités pratiques, de cette habileté littéraire, sans lesquelles, — n'en déplaise aux partisans de l'inspiration pure, — il ne peut guère exister, surtout à notre époque, de poésie achevée... Trahi par le désir de perfectionner les moindres détails, de donner à chaque vers isolé une valeur indépendante, à chaque mot une puissance, une splendeur particulières, Shelley s'efforçait d'ailleurs d'ôter toute réalité aux phénomènes naturels dont il se constituait le peintre, et de nous les montrer tels que jamais nos organes visuels ne les ont embrassés. Il écrivait ou semblait écrire d'après ce principe, que nul sujet ne saurait se prêter à la poésie, si, décomposé au préalable, déclassé, isolé de ses rapports ordinaires, enlevé à son ordre naturel, il n'arrivait devant le lecteur à l'état de vision et de chimère. Tout poëte, à son gré, devrait être un voyant extatique, un fascinateur éblouissant... De là ces vers qui produisent sur l'imagination l'effet d'une liqueur enivrante, mais ne laissent après eux ni un souvenir distinct, ni une impression profonde. Contemplez dans tout son éclat, sur la fin d'un jour d'été, l'horizon embrasé par les derniers feux du soleil, ou lisez une de ces vagues et rayonnantes conceptions, l'enseignement et le profit seront les mêmes. Dès que vous fermez le livre, dès que l'astre a disparu, le prestige cesse, les fantômes s'effacent : l'impression produite sur la mémoire survit à peine à l'impression produite sur les sens. »

En somme, les principaux griefs de la critique et de l'opinion contre une école poétique dont le succès fut immense, et dont on commence à scruter les productions avec une sévérité inattendue, ces griefs, vivement formulés par M. Taylor, peuvent se résumer ainsi : peu de philosophie, peu de vérité; une exaltation factice; une grande richesse de formes servant à déguiser la pauvreté, la puérilité des sujets; nulle observation, nulle connaissance des hommes. Le talent employé à éblouir, à séduire, et non à faire prévaloir des idées justes, à communiquer la lumière d'une haute expérience, c'est là ce que reprochent à Byron, à Shelley, des successeurs moins illustres. N'y aurait-il pas dans ces jugemens sévères quelques leçons dont, chez nous, on peut déjà comprendre la portée? N'est-il pas curieux de voir se produire, chez nos voisins comme chez nous, la réaction du bon sens outragé, de la raison méconnue, contre les triomphes passagers de l'imagination déréglée, du faux goût érigé en système?

En essayant d'apprécier Alfred Tennyson, nous avons indiqué pour ainsi dire le premier symptôme de cette rébellion, le début de la nouvelle génération poétique (1).

(1) Voyez au t. II de 1847, p. 519, l'étude sur Alfred Tennyson.

Cette génération cherche l'originalité dans le simple, elle n'admet que les idées les plus naturelles, et ne les veut relever que par les délicatesses du style. Par malheur, nous l'avons fait pressentir, Tennyson, à peu près nul comme inventeur, n'est artiste remarquable que par l'exquise élégance de son style. Il communique bien ainsi, par le choix, l'harmonie et la couleur des mots, une sorte de nouveauté aux idées les plus triviales, mais cette originalité spéciale ne lui appartient même pas tout entière. Il n'a pas découvert dans les entrailles du globe un métal inconnu. Fondeur habile, de plusieurs alliages anciens il a formé une composition nouvelle qui charme les connaisseurs par ses reflets et sa sonorité particulière. Quelquefois son style rappelle Wordsworth, quelquefois Leigh Hunt ou Charles Lamb, plus souvent Keats, et non-seulement Keats, mais les anciens rimeurs dont celui-ci avait été l'écho, Ben-Jonson et Spenser par exemple, ou bien encore Herrick et l'école métaphysique, et même, en quelques endroits, comme un involontaire hommage, lord Byron, tout détrôné qu'il est. Tel est ce talent, nous n'oserions dire ce génie.

En 1835, c'est-à-dire cinq ans après que le succès de Tennyson eut attesté, chez le public anglais, la renaissance du goût poétique, deux nouveaux candidats firent appel à ce sentiment régénéré. L'un était Henri Taylor, dont nous venons d'indiquer les opinions et les doctrines; l'autre, Robert Browning, que nous voudrions aujourd'hui faire connaître.

Tous deux débutèrent par un drame, et tous deux par un drame conçu avec des idées et des proportions qui lui fermaient la scène. On a élevé, nous le savons, contre cet ordre de productions, des objections fort spécieuses. On l'a considéré comme un monstre hybride qui, créé pour ainsi dire à deux fins, ne saurait suffire ni à l'une ni à l'autre. Si vous voulez écrire un drame, pourquoi vous priver de la concision, de l'enchaînement logique, de l'intérêt puissant que cette forme possède lorsqu'elle se produit avec toutes ses conditions d'existence, la vitalité scénique, le prestige de la déclamation, des costumes et du décor? Si c'est un poëme, pourquoi vous charger d'entraves inutiles, pourquoi vous assujettir à ces divisions appropriées aux besoins du théâtre, à l'attention distraite du spectateur? Pourquoi renoncer à l'intervention directe du poëte, qui, parlant en son nom, a toute liberté de conter et de décrire, tandis que les personnages fictifs n'ont, à cet égard, que des droits fort limités par la vraisemblance? « La poésie dramatique, a dit Bacon, est comme l'histoire réduite en tableaux, — *veluti historia spectabilis.* » Qu'est-ce qu'un drame composé pour des lecteurs? — A ces vigoureux arguments ne répondrait-on pas, au besoin, par des raisons équivalentes, et aussi par des précédents incontestables? Ne peut-on alléguer, par exemple, que des conceptions scéniques se refusent obstinément à montrer dans toute leur pompe, dans toute leur énergie, dans toute leur originalité, certains spectacles, certains faits essentiellement dramatiques? Ne peut-on supposer telle ou telle passion dont tout l'art du monde ne déguiserait pas l'horreur à mille auditeurs réunis dans un théâtre, et qui, sans doute, y soulèverait une tempête de réprobation, tandis que chacun de ces méticuleux spectateurs, rentré chez lui, seul à seul avec un drame écrit, en subira sans révolte la terrible influence? Serait-il trop hardi d'affirmer que, dans l'état actuel de notre civilisation, il existe deux publics très-distincts : l'un, celui des théâtres, en garde contre toute innovation essentielle et dérouté par les moindres témérités; l'autre, en revanche, celui des salons et des bibliothèques, auquel le vaudeville, le drame de tous les jours, ne procurent aucune émotion? S'il en est ainsi, trouvez bon que, pour ce dernier public, le poëte invente des plaisirs plus raffinés, plus composites, exigeant un autre degré d'instruction, un jugement plus libre, une attention plus intense. On a plus d'une fois tenté cette épreuve; on a réussi. Que répondre à ce simple fait?

Le *Paracelsus* de Browning est évidemment destiné à ces lecteurs d'élite; encore

exige-t-il d'eux une abnégation particulière et un plus complet abandon de tout ce qui constitue la curiosité dramatique. Ce drame, en effet, qui remplit un volume, n'a guère qu'un acteur, en ce sens du moins que le très-petit nombre de personnages inventés pour donner la réplique à ce héros solitaire n'ont aucune importance et ne détournent en rien l'attention qu'il commande. Cette attention n'a guère qu'un mobile, toujours le même. Nous assistons aux angoisses d'un homme, ou plutôt d'un être abstrait, qui aspire d'abord après la science, puis, désabusé d'elle, après l'amour, et, faute d'avoir à temps combiné ces deux grands principes de la force humaine, meurt sans avoir réalisé le vaste dessein d'éclairer et d'affranchir ses semblables.

Cette donnée admise, pourquoi le poëte a-t-il choisi Paracelse? Pourquoi exalter aux proportions d'un philosophe régénérateur du monde ce médecin vagabond, ce chimiste aventureux dont l'*archœum magnum*, union symbolique de trois principes, est relégué depuis longtemps parmi les inventions les plus contestables de la philosophie mystique? Un poëte moins décidé à faire abstraction complète de la réalité eût reculé devant les vulgarités de cette vie, qui fut celle d'un charlatan plutôt que celle d'un penseur et d'un philanthrope sublime. Paracelse, avec sa tunique rouge, son épée Azoth dans le pommeau de laquelle il cachait un démon familier, son ivrognerie bien constatée, ses fanfaronnades, ses déréglements, résiste, ce semble, à l'idéalisation. Tout autre philosophe de la même époque, Giordano Bruno, par exemple, Campanella, Jean Reuchlin ou Agrippa de Nettesheim, se prêtait mieux à la singulière combinaison de Browning. Leur préférer un homme que le martyre a épargné, qui, après avoir capté l'admiration de la foule par de véritables tours de passe-passe, a mérité qu'elle désertât la chaire où il montait la tête alourdie par le vin, c'est affecter tout d'abord, ce nous semble, un trop complet dédain pour l'histoire; c'est tenir trop peu de compte de ce que chacun sait, de ce que l'on sait soi-même, et se priver ainsi de la confiance qu'inspirent au lecteur un choix bien fait, une conception saine, une vue nette et claire du sujet que l'on veut traiter.

A part ce défaut capital, et en ne tenant compte du récit que comme d'un mythe à plaisir inventé, le personnage de Paracelse, moins sympathique, moins vrai que celui de Faust, est une création assez imposante. L'enthousiasme, le dédain, les anxiétés du doute, les joies de la certitude, le sentiment de la puissance intellectuelle, le désespoir qu'un grand esprit doit ressentir quand il se reconnaît au-dessous de la haute mission qu'il s'était donnée, voilà les péripéties de ce *monodrame* singulier, ses éléments de variété, ses moyens de soutenir l'intérêt. Or il n'appartient qu'à un vrai talent de dissimuler le défaut complet d'action, l'uniformité du thème, l'inévitable langueur de ces divagations égoïstes. Paracelse, traitant avec toute la rigueur didactique du professorat les sujets les plus ardus de la métaphysique, ne se fait pardonner l'aridité de ses définitions que par une extrême vigueur de style, et en multipliant les plus riches nuances sur la trame de ses interminables raisonnements. Souvent même cette verve d'argumentation s'élève à une véritable éloquence, comme dans le discours que tient Paracelse à son confident Festus et à Michal, la fiancée de cet ami dévoué, lorsqu'ils veulent le dissuader de quitter Wurtzbourg. Tous deux l'ont accusé de mépriser le passé, de trop compter sur lui-même et sur sa force isolée de tout enseignement :

« Je comprends vos tendres craintes; mais ce n'est point à la légère que j'ai cessé de croire à ces trésors si haut prisés par vous, aux travaux, aux préceptes de l'antique sagesse. La vérité est en nous. Quoi que vous en puissiez croire, elle ne nous vient pas du dehors; il est un centre dans chacun de nous où elle séjourne splendide et complète. Notre chair grossière enserre de murailles massives et redoublées cette perception sincère et parfaite qui est le vrai. L'erreur est le résultat de

ces liens de la matière qui la surchargent et l'aveuglent ; savoir consiste plutôt à dégager, en lui ménageant une issue, cette lumière emprisonnée qu'à donner accès aux prétendues clartés du dehors. Guettez de près la démonstration, la naissance d'une vérité : vous remonterez aisément à cette source intime où se cache la lumière amoncelée, que le hasard en extrait rayon par rayon. Le hasard, dis-je, car si nous ignorons encore d'où ces rayons viennent, de même nous méconnaissons ce qui leur ouvre les portes du cachot obscur. Bien des hommes ont vieilli parmi les livres, et sont morts endurcis dans leur ignorance aveugle, dont l'insouciante jeunesse avait promis ce que n'ont pas tenu leurs labeurs presque séculaires. Et tout au contraire, il est arrivé souvent à tel promeneur d'automne, aussi libre d'esprit que les insectes bourdonnant au soleil, d'émettre une sublime vérité, produit mystérieux, spontané, tel que le promontoire de nuages sorti tout à coup des vapeurs invisibles (1). »

Ce passage est doublement remarquable en ce qu'il n'indique pas seulement l'ordre de pensées où nous transporte *Paracelsus*, mais semble faire partie du programme poétique de Browning. Lui aussi, contempteur hardi du passé, chercheur de formes nouvelles, lui aussi se fiera surtout à l'inspiration intérieure et dédaignera de la soumettre aux préceptes d'une rhétorique surannée. Bien décidé à se passer de lecteurs s'il n'en trouve pas dont la croyance en lui soit complète, il ne court pas au-devant de l'admiration, il ne brigue pas les suffrages, et, plutôt que de courtiser les vivants, il évoquera autour de lui un auditoire de spectres. C'est en effet par une évocation de fantôme qu'il débute, lorsque, mécontent peut-être de l'accueil fait à *Paracelsus*, il écrit son second poëme intitulé *Sordello :*

« Quiconque le voudra bien peut entendre raconter l'histoire de Sordello. Histoire ou conte, qu'importe ? Qui me croit sur parole verra cet homme suivre sa fortune, tout comme moi, jusqu'au bout. Vous n'avez pour cela qu'à me croire. Me croirez-vous ?

« Voici Vérone. Mais, avant tout, laissez-moi vous avertir que, libre dans mon choix, je n'aurais pas pris un rôle dans cette histoire qui pouvait être si bien contée par le héros lui-même, l'auteur s'effaçant de bonne grâce et laissant à chaque auditeur le soin de compléter l'œuvre à son gré. En effet, si fier que je puisse être en voyant, au fond de ses vastes abîmes, le passé diviser ses flots écumeux pour laisser surnager, de tant de mémoires englouties, celle-ci, que ma prédilection aura sauvée, cependant, après ce premier triomphe, je prendrai grand plaisir à suivre, comme le plus inaverti des spectateurs, et sans savoir un mot de plus que vous, les phases de ce récit merveilleux. Il sied pourtant à quiconque risque un sujet nouveau, et crée de toutes pièces des hommes d'une race inconnue, de les produire lui-même, après avoir pris soin de crayonner le nom de chaque personnage à la bordure du costume qu'il porte, et de se tenir à côté d'eux, l'habit bariolé sur le dos, la longue baguette à la main, en bon et fidèle exhibiteur.

« Donc, cette fois, me voici vous faisant face, amis appelés des quatre coins du monde, braves gens tombés du ciel ou vomis par l'enfer pour écouter l'histoire que je me propose de dire. Et convenez-en, les poëtes ont beau jeu à manier habilement la drague qui leur fournit, faute d'auditeurs vivants, les morts retirés du fin fond des ondes. On nargue ainsi le Destin, qui prétendrait vous imposer silence parce qu'il peut refuser de vrais yeux à faire briller, de vrais cœurs à torturer, de vrais fronts à dérider autour de vous. Je sais, pour ma part, quelque chose de ses rigueurs ; mais il perd ses droits, où beaucoup de sympathies me sont acquises. — Beaucoup ? me

(1) I understand these fond fears just express'd, etc. (*Paracelsus*, p. 36 et 37.)

demande maint railleur. — Les voici, mécréant! Admirez la foule que je rassemble; sur ces visages ranimés vous ne trouverez guère l'empreinte funeste du trépas. Il n'a rien moins fallu, toutefois, pour les décider à goûter l'air des vivants, que le désir bien naturel de voir leurs successeurs à l'œuvre. Salut à mon auditoire défunt! — Ils s'assoient les uns près des autres, chaque spectre tâchant de paraître aussi peu mort que possible, frères et frères mêlant leur froide haleine. Critique à l'esprit subtil, je te vois d'ici près de... Mais n'allons pas troubler un seul de ces miraculeux spectateurs, ni fâcher la Mort, qui me les prête à grand'-peine.

« Amis! — je parle aux vivants pour tout de bon, — n'allez pas, sur cette évocation funèbre, croire qu'un éloge judicieux me fâche, moi qui guetterai au contraire toute occasion d'exciter vos caressantes approbations, et cela, crainte de vous voir endormis. — Maintenant, Vérone, il est temps de te montrer, etc. (1). »

Rien ne donne, mieux que cette entrée en matière, l'idée d'un parti pris audacieux, d'une indépendance hautaine, d'une fantaisie qui se proclame reine et maîtresse, dût-elle manquer de sujets et trôner dans la solitude. Faudrait-il néanmoins la prendre au mot? Un poëte quelconque peut-il de bonne foi se montrer insensible à l'approbation contemporaine, se résigner à n'être applaudi que par des fantômes? Que d'autres l'admettent. Pour nous, après les mille sorties de nos poëtes cavaliers, nous savons ce que valent ces apostrophes, ces airs dégagés, ces désintéressements d'emprunt, étalés à grand bruit pour faire effet.

C'est encore une ressource de mise en scène que l'obscurité calculée. Browning en abuse quelquefois. Il l'a outrée dans *Sordello*. Nous ne saurions dire comment se passent exactement les choses chez nos voisins; mais, dans ce bon pays de France, nous n'oserions garantir qu'il se trouvât six personnes, des plus curieuses et des plus alléchées par la difficulté, capables de s'appliquer à démêler, derrière les nuages dont il a pris plaisir à l'entourer, le roman décousu de Browning. A quoi vont, cependant, ces ténèbres volontaires? Et pour qui ces ombres multipliées à dessein? Le vulgaire, auquel le poëte le plus sublime n'est pas dispensé de songer, s'arrête épouvanté devant une si longue énigme. Les connaisseurs, depuis longtemps au fait des artifices littéraires, savent bien que la force et la clarté, la pleine lumière et la sincère beauté, vont ordinairement de compagnie, que les natures incomplètes, les idées fausses, les drames invraisemblables, comme tout ce qui est suspect, douteux, de mauvais aloi, recherchent le demi-jour et ses illusions. Ceux-ci ne tomberont pas dans le piége. Restent, il est vrai, quelques *dilettanti* prétentieux qui, s'attachant volontiers aux choses bizarres, aux génies incompris, et tout fiers d'avoir un goût à eux, feignent de se passionner pour ce qui a rebuté le plus grand nombre des juges. Nous ne savons quel prix leurs suffrages peuvent avoir aux yeux de certains écrivains épris d'une gloire exceptionnelle, mais il nous paraîtrait sage de ne les briguer jamais. Tel applaudissement équivaut pour nous à une attestation de mauvais goût, et un homme bien avisé ne se consolera jamais de ces approbations à contre-sens.

L'époque choisie par Browning pour y placer son second récit semblerait présager un tableau violent des mœurs italiennes au moyen âge. C'est le moment où l'empire allemand est aux prises avec les communes confédérées de l'Italie, combattant au nom du pape et de l'indépendance nationale. Chacun a pu se faire une idée de ces luttes acharnées entre guelfes et gibelins, où la bourgeoisie des villes, excitée par

(1) Who will, may hear Sordello's story teld, etc.
(Sordello, *Book the first.*)

les évêques, guerroyait contre les nobles, tour à tour soutenus ou réprimés par leur impérial suzerain. On a lu, dans l'érudit ouvrage de Sismondi, sinon dans les vers de Gunther ou dans la chronique d'Otton de Frisingue, les horribles détails de ces révoltes populaires, de ces tyranniques vengeances, qui peu à peu avaient effacé partout l'idée du droit et donné toute licence au crime fier de sa force. En déplorant ces épouvantables vicissitudes, on ne peut en méconnaître le caractère vivant, animé, pittoresque. Ces cités qui marchent au combat, emmenant avec elles, en guise de palladium, leur *carroccio* surmonté de l'image du Christ en croix, et l'étendard de la ville entre deux voiles blanches; ces empereurs qui reviennent de la croisade, suivis de bandes sarrasines, et lancent les soldats de Mahomet contre les troupes du pape; Rome, s'efforçant de renaître à la vie républicaine, et plaçant un patrice à la tête du sénat; les noms même de tous ces prétendants qui se heurtent et se mêlent dans l'arène sanglante : Barberousse, Henri le Lion, Ezzelin le Féroce, donnent un cachet singulier à ces guerres acharnées. Ajoutez que tout alors est symbole, image, et amuse l'œil. Va-t-on réclamer justice, on se présente portant la croix. L'empereur, entrant en Italie, devait faire halte dans la plaine de Roncaglia : tous les chevaliers tenant fief de l'empereur, convoqués par le héraut de la cour, devaient se trouver dans la plaine autour d'un bouclier attaché à un poteau de bois; tous, ainsi que leurs feudataires nobles, devaient garder le prince pendant la première nuit. Le lendemain on faisait un appel, et quiconque avait manqué à ce devoir d'honneur était dépouillé de son fief. On n'en finirait pas à énumérer toutes les curiosités de ce temps ; toutefois nous ne conseillerons jamais de les aller chercher dans Browning. Ce n'est pas qu'il les ignore : son érudition est, au contraire, surabondante ; mais elle porte sur des minuties, et, — ce qui est un grave défaut, — elle néglige toute sorte d'éclaircissements, supposant à chaque lecteur une science spéciale qu'il est bien rare de rencontrer, même chez les plus instruits. C'est ainsi que dès le début, et en quelques vers seulement, Browning met en jeu une multitude de personnages, sans prendre garde que, faute de quelques explications nécessaires, ils n'auront aucun caractère ni aucun sens. Le comte de Saint-Boniface, seigneur de Vérone, Azzo d'Este, Taurello Salinguerra de Ferrare, Ezzelin Romano, l'empereur, le pape, la ligue lombarde, font irruption sur la scène, et c'est seulement avec le plus grand effort d'attention que l'on parvient à discerner leurs rapports d'alliance ou de guerre, leur rôle dans les discussions politiques de l'Italie. Avec cette méthode de donner tête baissée *in medias res*, on déroute la pénétration et la bonne volonté les plus dévouées. Ce cliquetis de noms inconnus, de faits oubliés ou nouveaux, emportés dans le courant d'un vers rapide, concis, sautillant, obscur, est vraiment effrayant. Si vous persistez, nonobstant ces premières difficultés, à chaque pas vous rencontrerez de nouveaux personnages, de nouvelles allusions, de nouvelles énigmes, et pas une halte, pas un résumé, rien qui vous permette de reprendre haleine, de récapituler, de classer les éléments confus de cette épopée inextricable. Le style est à l'avenant du récit. Chaque phrase, prise à part, est comme un petit chaos où les nuages se pressent, passent les uns devant les autres, s'enchevêtrent, se brisent, s'effacent. L'architecture a eu jadis des caprices analogues : elle aimait à compliquer la distribution intérieure des maisons féodales, à cacher de sombres cabinets dans les détours de tortueux corridors, à creuser dans l'épaisseur obscure du granit des labyrinthes sans issue. Alors, du moins, ces fantaisies étaient en rapport avec les mœurs. La tyrannie avait besoin d'impénétrables recès, d'oubliettes aveugles; menacée et soupçonneuse, il lui fallait de secrètes issues pour se dérober aux assassins, de sonores réduits où les complots à voix basse avaient des échos imprévus. De nos jours cependant, à quoi serviraient tant de précautions? Aussi ne songe-t-on guère qu'à se ménager l'air le plus pur, la plus abondante lumière, et l'art, selon nous, trouve

encore assez de ressources dans la recherche savante du bien-être inconnu à nos devanciers. Pourquoi n'appliquerait-on pas à la poésie cette règle salutaire du progrès ? Et ne lui doit-on pas de l'avertir quand on la voit se méprendre à ce point, qu'elle croit grandir dans les ténèbres, gagner en force ce qu'elle perd en simplicité, dominer parce qu'elle rebute ?

Du reste, à propos de *Sordello*, Browning a reçu du public une leçon sévère. Ceux-là même qui avaient salué le plus volontiers les promesses de *Paracelsus* se refusèrent à en voir l'accomplissement dans un mélodrame prétentieusement rimé, qui avait pour mérite supérieur l'attrait d'un logogriphe en six chants. On avait lu vingt fois, plus clairement et plus agréablement écrite, l'histoire de cet enfant royal que l'on élève sous un faux nom pour le dérober aux dangers de sa naissance ; heureux tant qu'il végète dans une favorable obscurité, misérable et frappé de mort quand les événements l'arrachent à son humble fortune, à ses rêves de poëte, pour le mêler aux terribles conflits de l'ambition politique. Il n'y avait ni dans ce sujet trivial, ni dans la bizarrerie des moyens employés pour le rajeunir, de quoi balancer les fatigues d'une lecture pénible. Ce poëme n'obtint d'autre succès que de rallier autour de Browning une petite église de novateurs à tout prix, lesquels s'obstinèrent à voir en lui un descendant direct de Shakspeare, méconnu pour un temps, mais qu'il faudrait bien un jour, bon gré, malgré, accepter pour tel.

Leurs conseils sans doute agirent puissamment sur l'imagination du poëte et lui donnèrent le change sur sa véritable vocation. L'auteur de *Sordello* tenta presque immédiatement le théâtre, où, plus que partout ailleurs, il devait échouer. Le théâtre, en effet, veut avant tout des conceptions claires, une imagination maîtresse d'elle-même, un esprit symétrique et méthodique. Autant le lecteur est patient, autant il met de zèle et d'humilité à suivre le poëte partout où celui-ci le veut conduire, — dût-il en fin de compte juger qu'on lui a imposé des efforts inutiles et mal payés, — autant le spectateur va droit au fait et veut être immédiatement au courant de ce qui se passe. Avec lui, point de longues ambages, point de vaines et capricieuses excursions. Armé d'une logique bornée, mais rigoureuse, il n'admet de mystère que la dose voulue pour entretenir jusqu'au bout la curiosité nécessaire. Toute autre incertitude le décourage, l'impatiente et l'irrite. Les recherches du style lui doivent être cachées, et il est un art tout particulier de rendre supportables les plus belles effusions lyriques, dangereuses pour peu qu'on les prodigue. Or, Browning, on peut bien s'en douter déjà, n'était pas l'homme prudent et réfléchi que la scène demande. Confiant, osé, persuadé, à tort ou à raison, que son génie et son obstination prévaudraient sur toutes les résistances, il se crut probablement appelé à régénérer l'art dramatique, et ce ne fut pas trop d'une double épreuve pour lui ôter cette illusion.

Des deux pièces qu'il a fait représenter, — *Strafford*, tragédie historique, jouée à Covent-Garden, et *A Blot in the Scutcheon* (*une Tache sur l'Écusson*), drame romanesque joué à Drury-Lane, — la dernière surtout mérite de nous arrêter. C'est l'histoire d'une jeune fille noble, Mildred Tresham, restée après la mort de ses parents sous la tutelle de son frère Thorold. Un instant de faiblesse a fait d'elle la maîtresse du comte Mertoun ; mais cette faute est secrète, et le déshonneur auquel les Tresham sont exposés si elle éclate, la *tache* qui souillerait alors leur noble *écusson*, peuvent être évités. Mertoun vient en grande pompe solliciter la main de Mildred ; son rang, sa beauté, sa jeunesse, ses immenses domaines justifient cette demande, bien accueillie par Thorold. Il semble donc que l'hymen va tout réparer et couvrir de ses voiles sacrés la faute de la jeune fille ; toutefois ce n'est là qu'un trompeur sourire de la destinée. Le vieux Gérard, serviteur de Tresham, garde un visage triste au milieu des fêtes qui se préparent. Il sait qu'il n'a qu'un mot à dire

pour que le mariage projeté devienne impossible, et sa fidélité lui prescrit impérieusement de ne rien cacher à son maître. Lord Tresham, l'orgueilleux frère de Mildred, apprend donc que sa sœur, cet ange de pureté, cette hermine gardée de toute souillure, reçoit les visites nocturnes d'un jeune homme inconnu. Vainement il voudrait douter de cette vérité cruelle : Gérard est un irrécusable témoin, et d'ailleurs il offre la preuve de ce qu'il avance. Avant de sévir, lord Tresham veut avoir une entrevue avec sa sœur, l'amener à un aveu, sonder ce cœur perverti. A peine en peut-il croire ses oreilles lorsque Mildred, avertie par lui qu'il la sait coupable, se déclare prête à épouser le jeune comte. Il y a ici une absurdité tellement palpable et en même temps si peu facile à supposer, qu'une citation textuelle devient nécessaire.

Tresham. — Dois-je me taire ou parler?

Mildred. — Parlez!

Tresham. — Soit. Est-il une accusation que les hommes,... un homme du moins pût porter contre vous,... et que vous ayez voulu me cacher?... Je ne croirai jamais que le mensonge puisse avilir vos lèvres. Dites-moi seulement : Pareille accusation n'existe pas... et je vous croirai, fallût-il pour cela refuser de croire le monde entier,... un monde d'hommes meilleurs que je ne suis, de femmes telles que je vous suppose. Parlez! (*Mildred se tait.*) Rien? Expliquez-vous donc! que tout s'éclaircisse; ôtez quelque chose à ce poids sous lequel je descends plus bas que la tombe... Rien encore? Allégez, Mildred, allégez ce poids mortel. Ah! si je pouvais prendre sur moi de répéter ce qu'ils disent contre vous! Le dois-je, Mildred?... Toujours ce silence!... (*Après une pause.*) Est-il vrai que vous recevez un amant, chaque nuit, chez vous? (*Après une nouvelle pause, et d'un ton plus bref.*) Alors, son nom?... Jusqu'à présent, vous seule occupiez ma pensée. Maintenant, son nom!

Mildred. — Cherchez, Thorold, une expiation à mon crime, si tant est qu'il puisse être expié. Faut-il vous dire que j'endurerai tout et vous bénirai, que mon âme appelle le feu purificateur où ses souillures seront dévorées? Mais ne me rendez pas plus coupable encore. Assez d'infamie comme cela. Je ne puis révéler ce nom.

Tresham. — Jugez donc vous-même! Que dois-je faire? Prononcez... Cette journée, de manière ou d'autre, s'achèvera pour nous deux; mais, demain, le comte se hâtera de venir... Hier, d'après votre désir, une lettre de moi lui a prescrit de se rendre ici. Cela dit tout; le reste se devine : « Sa demande a trouvé grâce devant vous... » Maintenant dictez-moi la lettre qui doit démentir la promesse ainsi faite; trouvez les mots dont je dois me servir.

Mildred. — Mais Thorold, si je le recevais comme il s'attend à être reçu?

Tresham. — Le comte!

Mildred. — Je suis prête à l'accueillir.

Tresham (*se levant, indigné*). — Holà! Guendolen!

(entrent Guendolen et Austin) (1).

Tresham. — Guendolen, et vous aussi, Austin, soyez les bienvenus. Regardez de ce côté. Vous voyez bien cette femme...

Austin et Guendolen (*stupéfaits*). — Quoi! Mildred...

Tresham. — Celle qu'on appelait Mildred autrefois, et maintenant une fille perverse qui chaque nuit, lorsque les habitants de la maison paternelle sont livrés au

(1) Austin est le frère cadet de lord Tresham ; lady Guendolen est leur cousine et l'amie de Mildred.

sommeil, reçoit, la perfide et l'infâme, le complice de ses plaisirs criminels... oui, sous ce toit qui vous abrite, Guendolen, et vous, Austin, sous ce toit que tour à tour ont habité mille Tresham, dont aucun, Dieu merci, ne ressemblait à cette misérable.

Dans une situation pareille, en face d'une si violente accusation, victime d'un malentendu si évident et si facile à éclaircir, comprend-on que Mildred se taise? Il le faut cependant, car toute la pièce repose sur l'erreur où demeure Tresham. Du reste, ce n'est qu'une des mille invraisemblances à relever dans cette fable singulière. Ainsi Mildred, après l'étrange scène que nous venons de lire, ne juge pas à propos de contremander Mertoun, qui, le soir même, doit se rendre secrètement chez elle. Expliquez-vous, si vous le pouvez, l'imprudence aveugle de ces deux amants, et le peu de souci que témoigne le comte pour l'honneur de celle qui, le lendemain même, va devenir sa femme; expliquez-vous encore que la rage de Tresham contre l'audacieux inconnu surpris par lui sous le balcon de Mildred ne s'apaise pas quelque peu lorsque, ce naïf séducteur venant à jeter son masque, il reconnaît le fiancé de sa sœur. Mais non : bien que la réparation de l'outrage fait au nom des Tresham soit assurée s'il laisse la vie à Mertoun, Thorold se croit tenu de provoquer et d'immoler ce pauvre jeune homme qui ne fait pas mine de vouloir sérieusement se défendre; après quoi le drame finit par le trépas du frère vengeur et de la sœur coupable, Austin et Guendolen restant seuls au monde pour que l'écusson si bien lavé dans ces flots de sang n'aille pas s'écarteler avec quelque autre blason moins illustre.

Browning n'a pas écrit moins de six autres pièces, tantôt pour la scène, tantôt pour la lecture, et qui ont été réunies par lui dans un recueil intitulé : *Cloches et Grenades* (*Bells and Pomegranates*) (1). A part l'une de ces pièces, *the King Victor and the King Charles*, qui roule sur l'abdication de Victor-Amédée de Savoie et sa malheureuse tentative pour reprendre ensuite la couronne (1730-31), toutes sont du ressort de la fantaisie, comme la plupart de celles qui composent *le Spectacle dans un fauteuil* de M. Alfred de Musset. Cependant, à l'exception de deux petits proverbes rimés, *Pippa Passes* et *A Soul's Tragedy*, nous ne croyons pas nous tromper en affirmant qu'elles ont toutes été composées avec l'espoir et l'arrière-pensée de les produire sur le théâtre. L'une de ces comédies, *Colombe's Birthday*, pouvait s'y présenter au même titre que le *Hunchback*, la *Love-Chase* ou le *Woman's wit* de Sheridan Knowles. C'est, comme ces dernières, ce que nos ancêtres littéraires appelaient une comédie historique, c'est-à-dire une intrigue romanesque, mêlée de quelques scènes destinées à faire sourire les spectateurs, et généralement dénouée à l'amiable, sans poison, ni blasphème, ni poignard. *Le Prince jaloux*, de notre Molière, et même ses *Amants magnifiques* (si vous en retranchez les dryades dansantes et les voltigeurs sautant sur des chevaux de bois), donneraient une assez juste idée du ton général de ces compositions, que certains écrivains de nos jours ont vainement essayé de réhabiliter.

(1) Un mot sur ce titre bizarre. Browning prétend qu'il a voulu indiquer par là son désir « d'alterner ou de confondre la musique et l'éloquence, la mélodie et la pensée, le sens et le rhythme. — Ceci, ajoute-t-il, eût paru prétentieux à exprimer autrement; c'est pourquoi j'ai choisi la forme symbolique. Or, dans la langue des rabbins et des pères, les deux mots ci-dessus ont souvent le sens que je leur donne. Une autre acception est celle-ci : *la foi et les bonnes œuvres*. Laquelle des deux avait en vue Giotto quand il plaçait une grenade dans la main de Dante? et Raphaël, quand il couronnait des fleurs du grenadier (dans la *Camera della Segnatura*) le front de sa Théologie? »

Colombe de Ravestein est duchesse de Juliers et Clèves (arrangez ceci avec les annales du XVIIe siècle). Une année à peine s'est écoulée depuis qu'on est allé la chercher dans son couvent pour lui poser sur le front la couronne ducale, et déjà il lui est donné de connaître l'inconstance de la fortune. Le prince Berthold, appuyé par le pape, l'Empereur, le roi d'Espagne et le roi de France, vient, en vertu de droits plus ou moins équivoques, revendiquer le duché, qu'il déclare usurpé par sa cousine Colombe. A peine ce formidable prétendant approche-t-il des frontières, que tous les courtisans de la jeune princesse, au lieu de prendre les armes, en champions galants, pour Dieu et leur dame, s'éclipsent prudemment l'un après l'autre. Elle resterait absolument seule et sans protection, si le hasard, et l'amour, volontiers de concert avec le hasard, ne lui suscitaient un généreux défenseur dans la personne de maître Valence, simple avocat de Clèves, chargé par ses concitoyens de porter leurs doléances à la princesse. Ébloui de sa beauté, touché de ses malheurs, indigné des trahisons qui l'entourent, Valence se dévoue, corps et âme, à la duchesse abandonnée. Il l'éclaire sur ses droits, il dirige ses démarches, il plaide sa cause, il soulèverait au besoin, pour elle, les bourgeois de Clèves, qui entreraient en campagne commandés par ce jeune et valeureux avocat. Son dévouement inattendu lui vaut la confiance entière, puis la reconnaissance attendrie de sa noble protégée. Ces deux sentiments font en elle de si rapides progrès, que, lorsque Berthold, ébranlé par les raisonnements de Valence et séduit par la beauté de Colombe, se montre disposé à transiger, à l'aide d'un bon mariage, sur les droits respectifs que sa cousine et lui pourraient faire valoir, cet expédient si naturel révolte la princesse, comme un acte de monstrueuse ingratitude. Elle hésite cependant entre les deux rivaux, l'un qui semble lui faire grâce en l'épousant, l'autre qui brûle silencieusement pour elle d'une flamme pure et discrète ; mais tous les cœurs sensibles ont déjà pressenti son choix. L'amour désintéressé l'emporte sur les calculs ambitieux. Colombe, qui, pour son anniversaire, doit un présent à chacun de ses amis, fait à Valence le plus beau de tous : elle se donne elle-même à lui, laissant à Berthold la tranquille possession de son beau duché.

C'est presque au hasard, et de souvenir, que nous comparions les drames de fantaisie aux comédies héroïques d'autrefois. En y songeant mieux, il nous revient à la mémoire une scène des *Amants magnifiques* tout à fait semblable à celle où Valence porte à la princesse les propositions conjugales du duc Berthold. C'est la scène où le général Sostrate, chargé par le prince Iphicrate et le prince Démoclès d'expliquer leurs vœux à la princesse Ériphile, dont il est lui-même épris, remplit, à son grand ennui, cette délicate mission. Les curieux peuvent la relire et comparer (1).

Ni le *Return of the Druses* ni *Luria* ne sauraient être pour nous l'objet d'une étude approfondie. Dans la première de ces tragédies, Browning a mis en scène un imposteur qui se fait passer pour prophète, afin de soulever une colonie druse, établie dans une des îles Sporades, contre les chevaliers hospitaliers de Saint-Jean. L'héroïne de la pièce est une jeune vierge du Liban, partagée entre le retour affectueux qu'elle accorde à l'amour d'un des chevaliers chrétiens et l'éblouissante perspective d'épouser un homme investi par le ciel même d'un caractère sacré. Ce conflit de passions donne lieu à une scène dont l'idée est assez belle. Anael, la jeune enthousiaste fanatisée par les exhortations de Djabal, le faux prophète, a pénétré dans l'appartement du préfet des hospitaliers, et, croyant obéir à Dieu, elle l'a poignardé. Djabal, à qui ce meurtre était dévolu, arrive après qu'il est commis, et trouve sa com-

(1) *Colombe's Birthday*, act. IV, sc. IV. — *Les Amants magnifiques*, act. II, sc. IV, et act. IV, sc. VII.

plice encore couverte du sang qu'elle vient de répandre. Dans le trouble des premières explications, il lui laisse entrevoir qu'il n'est pas, comme elle le croit, un envoyé céleste, et l'innocente jeune fille se trouve alors en face d'un crime horrible, sans excuse, dont le poids l'écrase.

Djabal. — Non, je ne suis pas Hakem... Djabal est mon véritable nom. J'ai menti, et cet affreux malheur est venu de mes mensonges. Non... Écoute-moi, tu m'accableras ensuite de tes mépris... Aujourd'hui et pour toujours, ton crime est à moi... Pense un instant au passé.

Anael (*se parlant à elle-même*). — Ai-je frappé un seul coup?... ou deux coups? ou un plus grand nombre?

Djabal — ... J'étais venu pour ramener ma tribu vers ces lieux où dort, parmi les ténèbres, Bahumie le rénovateur. Anael,... quand je vis mes frères, je me dis : Il faudrait un miracle... Et quand je t'eus vue : Le miracle se fera!

Anael (*à elle-même*). — La tête a frappé le seuil de la porte méridionale.

Djabal. — ... Une âme pure ne suffisait pas à cette vaste entreprise. Peu à peu je m'engageai... Je croyais que le ciel serait avec moi... J'affirmai qu'il s'était déclaré.

Anael.—Est-ce le sang versé qui fait germer tous ces rêves?... Voyons, quelqu'un ne disait-il pas là, tout à l'heure, que tu n'étais pas Hakem? Mais tes miracles? mais ce feu qui se jouait, sans te blesser, autour de ton corps?... (*Changeant tout à coup d'accent.*) Ah! vous voulez m'éprouver... Vous êtes encore notre saint prophète!...

Après un moment de douloureuse attente, elle se jette dans les bras de Djabal, convaincue qu'il a voulu l'éprouver et honteuse des soupçons qu'il semble avoir conçus; mais il s'éloigne silencieusement d'elle, honteux lui-même de cette confiance si aveugle, si persistante. Le voile tombe alors des yeux d'Anael, qui maudit d'abord l'indigne artisan de tant de fraudes. Après ce premier élan de fureur, le dévouement reprend tout à coup son empire sur cette âme généreuse.

Anael. — Suis-moi, Djabal!

Djabal. — Où faut-il te suivre?

Anael. — A la honte. Je la partagerai avec toi. Ne vaut-il pas mieux en finir d'un seul coup avec ces tortures? Qu'ils te raillent, ces frères si crédules! Que Loys lui-même t'insulte et te raille! Viens à eux, ta main dans ma main... Marchons.

Djabal. — Où veux-tu m'entraîner?

Anael. — Où? Devant ces Druses que tu as trompés. Maintenant que tu touches à ton but, avoue, je t'aime encore, avoue l'imposture dont tu t'es servi. Peut-être ne t'ai-je jamais autant aimé. Viens affronter l'infamie. Oui, je t'aime, et te préfère à tous... J'accepte le déshonneur au lieu du triomphe; l'homme à la place du dieu. Viens donc (1)!...

Djabal se sent incapable d'un si noble sacrifice. Anael s'éloigne, et, dénonçant ses projets, elle est sur le point de les faire avorter. Toutefois, au moment suprême, lorsqu'un mot de sa bouche peut détruire l'enthousiasme des Druses pour leur faux prophète, lorsqu'elle voit Djabal à sa merci, la pitié, l'amour l'emportent. Elle s'est empoisonnée et tombe morte à ses pieds, après l'avoir proclamé Hakem. Les Druses voient dans le trépas d'Anael le châtiment de ses blasphèmes et la preuve manifeste de l'intervention divine en faveur de leur chef. L'occasion serait belle pour briser

(1) *The Return of the Druses*, act. IV, sc. I.

leur joug et les ramener au Liban; mais Djabal, renonçant à ses ambitieux projets, se poignarde sur le corps de la jeune fille morte pour lui.

Luria, comme Othello, est un capitaine more au service d'une république italienne. Florence, ingrate envers lui, n'en est pas moins l'objet de son entier dévouement. Tandis que cette démocratie soupçonneuse l'entoure d'espions, tandis qu'elle cherche à glisser la trahison jusque dans les baisers de sa maîtresse, tandis qu'elle lui prépare, au lieu du triomphe, un jugement et un trépas ignominieux, Luria, qui n'ignore aucune de ses perfidies, lui reste fidèle envers et contre tous, quitte à mourir, le cœur brisé, quand il aura fait triompher ses armes et vaincu les troupes de Lucques. C'est là son unique vengeance, c'est là aussi le dénoûment du drame, qui rappelle à certains égards les principales situations du *Carmagnola* de Manzoni.

A côté de ses tragédies et de ses comédies fantastiques, Browning a placé, dans son dernier recueil, ce qu'il appelle *Dramatic Lyrics*, c'est-à-dire de petites poésies, la plupart, en effet, reposant sur une action qui, développée, deviendrait un drame. La *Dolorida* de M. de Vigny, *Jeanne la Rousse* de Béranger, mais surtout certaines ballades allemandes, comme *le Chasseur sauvage* de Burger, *l'Infanticide* de Schiller, la *Lorelei* de Clément Brentano, *Dame Siègelinde* de Louis Uhland, *le Prince le plus riche* de Justin Kerner, donnent, avec des nuances bien différentes, une idée de ce genre mixte. C'est là qu'on peut le mieux, et aussi le plus favorablement, apprécier les qualités du jeune poëte anglais. L'énergie soutenue de son style, pénible dans un drame de longue haleine, éclate dans un cadre plus resserré. L'effort laborieux, le manque de naïveté, s'aperçoivent moins; et, si Browning n'avait point fait de drames, on le jugerait, sur ces courtes ballades, doué de toutes les qualités qui font réussir au théâtre. *Le Laboratoire, le Confessionnal,* par exemple, sont des tragédies résumées, où la passion la plus délirante s'exprime avec une formidable violence. L'une nous transporte dans un cabinet d'alchimiste, où, masquée de verre et penchée sur le creuset fumant, une grande dame, que torture la jalousie, attend le poison destiné à sa rivale.

LE LABORATOIRE.

« Il est avec elle; ils savent que je les sais ensemble. Ils s'imaginent que je verse des larmes, et ils rient; ils rient de moi, qu'ils croient priant pour eux dans les désertes profondeurs de l'église... Mais je suis ici.

« Broie, humecte, pétris tes pâtes! Bats, pile à loisir tes poudres! Est-ce que je suis pressée, moi? Assise à contempler ton étrange entourage, je m'y plais mieux qu'au milieu des hommes qui m'attendent pour danser au bal du roi.

« Ce qui est dans ce mortier, tu l'appelles une gomme?... Ah! le bon arbre, d'où tombent ces larmes d'or! Et dans cette buire de cristal, cette liqueur d'un bleu si doux, qui promet une saveur exquise, est-ce du poison?

. . . .

« Hâtons-nous! As-tu fini?... Cette liqueur est trop sombre. Pourquoi n'a-t-elle pas l'aspect flatteur, attrayant, de l'autre breuvage? Il faut que le venin vengeur devienne plus brillant à l'œil, il faut qu'*elle* le contemple et l'admire, qu'*elle* l'essaye et s'y délecte, qu'*elle* le préfère et s'y arrête longtemps.

« Rien qu'une goutte?... Songes-y, elle n'est pas frêle et petite comme moi.. C'est par là qu'elle l'a séduit... Ceci ne suffira jamais pour ôter leur âme à ces grands yeux pleins d'une mâle ardeur,... pour arrêter le sang magnifique qui va et vient dans ces puissantes veines.

« Car la nuit dernière encore, tandis qu'ils se parlaient tout bas, j'ai tenu mes yeux sur elle, pensant que ce regard, si je pouvais le tenir sur elle durant la moitié

d'une minute, la renverserait, flétrie à mes pieds. Elle n'est pas tombée... Et ceci suffirait?

« Non que je veuille lui épargner la souffrance. La mort doit être lente et sa trace profonde. Mords, noircis, calcine ce corps si charmant. Certes *il* n'oubliera pas le visage de la mourante.

« Est-ce fait?... Prends ce masque. Oh! va, ne crains rien; il doit la tuer; je ne m'exposerai pas à le perdre, ce précieux poison acheté au prix d'une fortune... D'ailleurs, s'il la tue, elle, peut-il me nuire?

« Et maintenant, à toi tous mes joyaux, gorge-toi d'or à ton gré. Tu peux aussi, vieillard, tu peux, si cela te tente, baiser mon front, même baiser mes lèvres;... mais secoue de mes vêtements ces cendres dont l'horreur trahirait ma vengeance... Je serai bientôt au bal du roi (1). »

Ou nous nous trompons fort, ou *le Confessionnal* est emprunté à l'une de ces vives saynètes dans lesquelles l'auteur du *Théâtre de Clara Gazul* s'est plu à démonétiser l'inquisition. Seulement Browning a placé le récit de la trahison monacale dans la bouche de la femme même qui en est l'instrument et la victime (2); cette femme raconte par quels artifices on lui a persuadé de dénoncer elle-même son amant, et comment elle l'a vu, sur l'échafaud, subir l'ignoble supplice de la *garote*. Puis, se livrant à sa fureur :

« Mensonge, tout est mensonge! s'écrie-t-elle; leurs prêtres, leur pape, leurs saints, leur..., tout ce qu'ils redoutent, tout ce qu'ils espèrent, mensonges, infâmes mensonges!... Point de ciel avec eux; avec eux point d'enfer. Et sur terre, avec eux, pas un recoin, fût-ce l'horrible cachot où mon corps est prisonnier, si je n'y puis crier vers Dieu et les hommes : Ils mentent, ils mentent! Encore une fois ils mentent (3)! »

Les plus longs de ces petits poëmes sont presque toujours des narrations, des légendes, et presque toujours aussi le poëte s'y efface pour laisser parler un des personnages fictifs qu'il évoque. Par exemple, s'il veut raconter l'histoire de ce chevalier qui, sur l'ordre de sa dame, alla chercher le gant qu'elle avait jeté dans une fosse habitée par des lions, Browning n'hésitera pas à faire intervenir notre poëte Ronsard, comme truchement, entre lui et ses lecteurs. Ces fictions multiplient pour le poëte les chances de manquer aux convenances du sujet. Nous savons bien que peu d'Anglais ont lu le poëte vendômois, encore qu'il ait passé deux ans de sa vie au service de Jac-

(1) *Dramatic Romances and Lyrics*, p. 11.

(2) On peut comparer avec le poëme de Browning la saynète du *Théâtre de Clara Gazu* intitulée *le Ciel et l'Enfer*.

(3) It is a lie — their Priests, Their Pope,
Their saints, their... All they fear or hope
Are lies, and lies . . . .
. . . .
No part in aught they hope or fear
No Heaven with them, no Hell, — and here
No Earth, not so much space as pens
My body in their worst of dens
But shall bear God and Man, my cry, —
Lies, — lies, again, — and still, they lie!
(*Dramatic Romances and Lyrics. — Spain, the Confessional*, p. 11.)

ques Stuart, et que l'infortunée reine Marie, qui se rappelait l'avoir eu à sa cour, envoyât des rosiers d'argent à celui qu'elle nommait « l'Apollon de la source des Muses; » mais enfin, la légende de Browning venant à passer sous les yeux de gens à qui l'ancienne poésie française n'est pas étrangère, on pourrait rapprocher avec quelque surprise cette muse

. . . . gâtant par son français
Des Grecs et des Latins les grâces infinies

des vers que lui prête le poëte anglais. Lisez l'ode *à la Rose*, ou *l'Institution pour l'adolescence de Charles IX*; puis, sans ménager la transition, passez à l'histoire du *Gant*, telle que Browning l'a rimée. Le contraste est vraiment gai.

« Hélas! disait un jour en bâillant le roi François, l'éloignement donne du prix à tout. Qu'un homme ait mille affaires sur les bras, la paresse lui semble avoir de merveilleuses douceurs. Oui, mais une fois qu'il a tout loisir, il ne demande plus que de nouveaux soucis. A peine avons-nous la paix depuis quelques jours, et je me prends à songer que la guerre est le seul vrai passe-temps. Les vers m'expliqueront-ils ceci, maître Pierre? Voyons ce que vous aurez à nous dire. — Moi qui sans vanité ne suis guère en peine de citer mon Ovide : — Sire, répliquai-je, toute joie n'est que nuées, et les hommes sont autant d'Ixions abusés... — Ici le roi m'interrompt, et sifflant : — Laissons cela..., et allons voir nos lions. — Telle est la chance de quiconque se livre à son éloquence devant notre gracieux souverain (1). »

Jamais violon faux écorcha-t-il mieux vos oreilles que cette poésie familière, bavarde, légèrement ironique, se plaisant aux détails, et si peu grecque, si franchement anglaise? Browning peut, après tout, invoquer à sa décharge plus d'un illustre exemple. Le Beaumarchais de Gœthe et la Jeanne d'Arc de Schiller sont tout aussi bizarrement accoutrés que le Pierre Ronsard du poëte anglais.

La fuite d'une jeune duchesse allemande, qui, lasse de sa solitude orgueilleuse, se laisse enlever par une tribu de bohèmes errants (2), et l'histoire bien connue du *Preneur de rats de Hameln*, — encore que nous préférions de beaucoup la ballade originale, si simple et si rapide, — prêtent moins à la critique, et cela par une raison très-évidente : c'est que la fantaisie du poëte, prenant ici ses coudées franches, se jouait dans cette région vague où tout est vraisemblable et facilement accepté. En revanche, le *David chez Saül* jure étrangement avec les traditions et le sentiment de la poésie biblique. C'est un air de cithare exécuté sur le cor anglais.

Certaines affectations nous gâtent le talent de Browning, en le montrant préoccupé de recherches puériles, toujours dédaignées de l'artiste qui voit en grand. Entre autres, nous citerons le mauvais goût qui lui fait si souvent placer deux tableaux dans le même cadre, comme si de cette juxtaposition il attendait les plus merveilleux effets, ou comme s'il voulait forcer le lecteur à trouver entre les deux poëmes ainsi rapprochés quelque lien mystérieux, quelque parenté philosophique. L'empoisonneuse et la blasphématrice, dont nous parlions tout à l'heure, sont ainsi reliées, on ne sait vraiment pourquoi, sous ce titre commun : *la France et l'Espagne* (*ancien régime*). Ailleurs nous avons *l'Italie en Angleterre et l'Angleterre en Italie*, c'est-à-dire les souvenirs d'un proscrit italien et ceux d'un voyageur anglais, tous deux racontant les impressions qu'ils ont reçues sous le ciel natal; ailleurs encore *le Camp*

(1) *Bells and Pomegranates. — The Glove.*
(2) *Ibid. — The Flight of the Duchess.*

et le Cloître, brusque opposition entre le dévouement enthousiaste du soldat et les haines engendrées à l'ombre des retraites où croupit l'oisiveté monacale. Ici le jeune conscrit impérial vient en souriant mourir aux pieds de son général victorieux; là, parmi les fleurs et les parfums d'un riche jardin, un moine poursuit *in petto* d'imprécations venimeuses l'homme que la règle lui commande d'appeler « son frère. » Certes, il n'y a point là matière à graves reproches, et ces combinaisons arbitraires n'ont rien au fond que de très-innocent; mais l'innocence même de ces moyens, et l'espèce de manie qu'ils indiquent, a quelque chose de mesquin, d'apprêté, d'artificiel, qui nous rappelle malheureusement nos futilités romantiques d'il y a vingt ans.

Quelquefois une originalité de meilleur aloi, celle de la pensée, distingue ces monologues lyriques. Dans la pièce intitulée *Madhouse Cells*, le poëte nuance bien la folie religieuse et la monomanie jalouse. On lit aussi avec intérêt, nonobstant sa prolixité, le discours d'un prélat italien sur son lit de mort, où le tourmente la singulière ambition d'une magnifique sépulture. Il explique à ses héritiers pourquoi il tient tant à ces splendeurs posthumes. De tout temps, une rivalité d'orgueil exista, dit-il, entre lui et un de ses compatriotes. Ils aimèrent la même femme, ils poursuivirent la même carrière, ils reposeront dans le même temple. Or, l'évêque a toujours eu le dessus. Jeune homme, il épousa celle qu'ils aimaient; devenu veuf, il a devancé son émule dans les honneurs ecclésiastiques, et maintenant, maintenant encore, il le veut éclipser par les décorations de son mausolée (1). Cette donnée, véritablement, n'est pas commune, et dérive d'une observation assez profonde, d'un coup d'œil assez juste jeté sur les étranges passions qui dominent l'homme. Voici une pièce, dans le même genre, dont nous essayerons de rendre l'aisance familière et l'horreur secrète. Un grand seigneur italien promène dans la galerie de son palais un officieux négociateur, venu pour conclure certaine affaire importante :

« Vous voyez, peinte sur ce mur, ma défunte duchesse. C'est une image vivante, un ouvrage vraiment merveilleux. Fra Pandolfo y consacra toute une journée ses mains actives, et voilà une figure immortelle. Asseyez-vous donc, et regardez tout à votre aise. J'ai voulu, sur-le-champ, vous nommer Fra Pandolfo, car les étrangers comme vous ne contemplent jamais cette physionomie frappante, ce regard plein d'ardeur et de passion, sans se tourner aussitôt vers moi (moi seul écarte le rideau qui cache cette peinture), et tous me demanderaient, s'ils l'osaient, comment ce regard singulier se trouve là... Vous ne serez donc pas le premier à m'interroger ainsi, et je veux vous répondre sans attendre vos questions.

« Ce n'était point la présence seule de son époux qui animait ainsi d'une lueur joyeuse le pâle visage de la duchesse. Que Fra Pandolfo vînt à dire : « Le manteau « de madame cache un peu trop ses belles mains, » ou bien encore : « Le pinceau ne « saurait rendre ces roses, reflets du sang, qui viennent mourir sur sa poitrine; » certes, elle ne prenait point ces paroles pour autre chose qu'un éloge courtois, mais elle n'en rougissait pas moins de plaisir. Elle avait un cœur... comment exprimer ceci?... trop facilement ému de joie, et qu'un rien faisait trop tôt palpiter. Elle aimait tout ce que rencontraient ses yeux, et ses yeux erraient volontiers de toutes parts. Tout la frappait au même degré. Le présent dont j'ornais son sein, les lueurs décroissantes du couchant, le rameau chargé de fruits que lui portait au jardin quelque niais empressé, la mule blanche sur laquelle, autour des terrasses, elle galopait, tout lui était sujet de douces paroles, ou au moins de rougissante émotion. Elle rendait grâce aux hommes... certes, rien de mieux... mais elle les remerciait avec des façons... je ne saurais trop les définir... comme si elle eût mis au même

(1) *Bells and Pomegranates, — The tomb at St. Praxed's.*

rang le don que je lui avais fait d'un nom honoré depuis neuf siècles, et l'offrande insignifiante du premier venu.

« Qui s'abaisserait à blâmer sérieusement de pareils enfantillages? Eût-on toutes les délicatesses du langage, et vraiment c'est de quoi je me pique le moins, comment se faire comprendre à demi-mot d'une personne ainsi douée? Comment lui dire : « C'est ceci ou cela qui me choque en vous. Ici vous n'arrivez pas au but, ici « vous le dépassez? » Alors même qu'elle accepterait humblement ces leçons et n'engagerait pas une lutte d'esprit, alors même qu'elle se bornerait à s'excuser... ce serait encore un abaissement, et je n'ai jamais voulu m'abaisser. Oh! certes, elle souriait si je venais à passer près d'elle; mais qui passait, après moi, sans obtenir le même sourire? Les choses allaient s'aggravant. Je dus parler en maître. De ce moment, tous sourires disparurent à la fois... La voilà, ma duchesse, à croire qu'elle est vivante...

« Si vous voulez maintenant vous lever, nous irons rejoindre en bas la compagnie. Je vous le répète, la munificence bien connue du comte votre maître me garantit amplement que toute prétention, raisonnable de ma part, quant à la dot, sera noblement accueillie. D'ailleurs, je vous l'ai déjà dit, c'est sa charmante fille que j'ambitionne avant tout. Nous descendrons ensemble, mon cher monsieur... Remarquez aussi ce Neptune apprivoisant un cheval marin. On l'estime un morceau rare, et Claus d'Inspruck l'a fondu en bronze pour moi seul (1). »

On ne niera pas, nous l'espérons, qu'il n'y ait dans ce drame domestique, si froidement raconté, devant le portrait de la victime, par l'involontaire meurtrier, quelque chose qui glace et fait mal. Tant de jeunesse, de gaieté, de sympathies, d'émotions, de vie surabondante et heureuse, étouffées par un imperturbable et dédaigneux égoïsme; cet éclat joyeux s'éteignant au sein d'une lourde atmosphère; cette bienveillance universelle refoulée par un orgueil implacable; le contraste est bien choisi, nettement exprimé; il prépare l'effet des derniers vers, où l'on entrevoit qu'une autre destinée, jeune et brillante, va venir se perdre à son tour dans l'abîme où fut engloutie la première.

Browning, qui se fait tour à tour Italien, Espagnol, Hébreu, Français même, autant qu'il le peut, du moins, a quelquefois aussi abusé de la fantaisie allemande. La tendance du génie germanique à traduire en personnifications bizarres les forces secrètes de la nature a-t-elle jamais inspiré de plus folles visions que celles-ci, par exemple?

LE CLARET ET LE TOKAY.

I

« Mon cœur descendait tout à l'heure, avec notre flacon de claret (2), sous les massifs glaïeuls qui servent de masque à la face noire de cet étang. Encore à présent, aux bords çà et là rompus de l'humide cavité, contemplant les bulles brillantes et l'onde émue, de l'oreille et des yeux je suis mon cœur.

« A voir notre riant petit flacon lancé dans ces profondeurs de plus en plus noires et froides, ne dirait-on pas quelque aimable et coquette Française, les bras collés au flanc, les jambes roides et tendues, alors qu'enlevée au tourbillon léger de la vie elle tombe dans le silencieux océan de la mort? »

(1) *Dramatic Lyrics. — Italy.*

(2) On sait que le mot *claret* désigne en Angleterre le vin de Bordeaux.

II

« Le tokay grimpa lestement sur notre table, gardien-pygmée de quelque château fort, robuste et bien pris dans ses grêles proportions, son arroi et ses armes en bel ordre. Il regardait fièrement au nord, lorsque, tournant sur lui-même, il souffla dans son petit cor un défi hautain à la soif, d'un plumet d'ivrogne orna son chapeau rabattu, tourna son pouce dans sa moustache rouge, choqua et fit sonner ses grands éperons de fer, serra sa ceinture de Bude autour de sa taille, et avec une imperturbable impudence, secouant ses épaules de bossu, il semblait dire à tous venants que de vingt coquins pareils il se rirait, plus hardi que jamais. Puis, ramenant en avant la poignée de son sabre, et la main droite posée sur sa hanche, le petit homme d'Ausbruck s'en alla se pavanant (1). »

Vous avez reconnu le *Trinklied* fantastique. Vous vous rappelez ces inspirations du panthéisme d'outre-Rhin qui donnent à la vigne, au vin, les instincts et le langage de l'homme, comme la mythologie grecque leur donnait une existence divine. Vous vous rappelez l'hymne de Kerner sur les souffrances du vin captif quand la vigne fleurit au dehors, quand la séve bout dans les rameaux.

Maintenant, quelle place assigner à ce talent que nous venons d'étudier dans ses manifestations diverses? De tous les poëtes contemporains, Robert Browning est celui qui s'est le moins isolé de la tradition byronienne. Lui aussi on peut l'accuser de matérialiser la poésie, et d'en subordonner l'élément idéal au sensualisme des sons et des images. Lui aussi se préoccupe de communiquer des impressions plutôt que de propager des idées. Il est artiste avant d'être croyant, artiste avant d'être patriote, artiste avant d'être philosophe ou moraliste. Ses convictions politiques, d'ailleurs, sont saines et libérales. Nous en attesterions, au besoin, la belle imprécation intitulée *le Meneur perdu* (*the Lost Leader*), où il flétrit en termes énergiques l'apostasie d'un poëte qu'il ne daigne pas nommer (2). Browning se fait honneur d'être du peuple et pour le peuple, comme Milton, Shakspeare, Burns et Shelley,

Shakspeare was of us, Milton was for us,
Burns, Shelley, were with us.

Si l'auteur de *Paracelsus* a pour religion suprême ce panthéisme volage qui s'éprend de tout spectacle, de toute musique, et la divinise pour l'heure même où il en subit l'influence, il ne faudrait pas néanmoins s'imaginer qu'il soit d'un naturalisme outré, comme Wordsworth, ou mystique à la façon de Coleridge et de Shelley; il est, avant tout, préoccupé de l'homme, de ses passions, du langage et des actes qu'elles produisent. Chez lui, la recherche métaphysique, l'étude des traditions, l'effort littéraire, convergent au même but, qui est le drame, le drame en récit, le drame en action, le drame en monologue, peu importe. Si, avec une prédisposition si marquée, il n'atteint pas à l'excellence dramatique, c'est que l'énergie d'un style nerveux et pittoresque, la connaissance des faits historiques, une certaine aptitude à innover dans l'observation et la peinture des caractères, ne suffisent point à l'homme qui écrit pour la scène. Il a besoin, surtout à notre époque, d'une science spéciale qui lui permette de faire valoir toutes ses autres facultés, et cette science spéciale, qui

(1) *Dramatic Romances and Lyrics*, p. 20.

(2) Just for a handful of silver he left us,
Just for a ribband to stick in his coat, — etc.
(*Dramatic Romances and Lyrics*, p. 8.)

règle la distribution d'un ouvrage, ménage habilement l'action, taille les scènes à la mesure qu'elles doivent avoir, équilibre les rôles, prévient ou détruit toute objection, Browning ne l'a pas. Il ne l'a pas même autant que l'avait Shakspeare, à qui la pratique de la scène révéla, du moins en partie, les ressources de cette poétique à part. Il n'a pas non plus cette fougue de génie, cet essor lyrique, cette puissance de souffle, qui, vertus suprêmes du poëte, lui tiendront toujours lieu des aptitudes et des connaissances secondaires. Tout imparfait qu'est son talent, nous pouvons cependant, sans attendre les progrès qu'il devra peut-être à une plus complète maturité, reconnaître à Browning parmi les poëtes actuels de l'Angleterre une physionomie à part, un rôle distingué. Sa hardiesse nous plaît; son originalité, qui souvent lui coûte cher et ne vaut pas toujours ce qu'elle lui coûte, n'en est pas moins une qualité dont il faut savoir lui tenir compte. Enfin il a, ce qui suffirait à nous le recommander, le goût et la connaissance des littératures européennes. Dans ce temps où les écrivains anglais semblent mettre leur orgueil à s'isoler, à se rendre inaccessibles, et, chose étrange, à ignorer ce qui se passe hors de leur île, à s'abstraire du grand mouvement extérieur, on ne refusera point quelques éloges à celui qui cherche des ressources dans la communion la plus large des intelligences, n'excluant aucun modèle, ne dédaignant aucune inspiration, et modifiant par d'heureuses combinaisons ce que le génie national peut avoir de trop rigoureux, de trop entier, de trop asservi aux préjugés de lieux et de race.

L'écrivain chez Browning ne doit pas nous faire oublier l'homme. Aujourd'hui la critique se plaît à interroger la vie privée des poëtes. On aime à soulever le demi-voile qui cache ces idoles inconnues; on aime à se rendre compte de tout ce qui peut expliquer le travail singulier de ces intelligences à part. On nous suivra donc volontiers sous les ombrages d'un de ces *cottages* fleuris qui se multiplient aux abords de Londres, retraites paisibles où se réfugient, par goût autant que par nécessité, les écrivains épris de la solitude et de ses féconds loisirs. C'est là que nous pourrions, admis chez Browning, le surprendre en tête-à-tête avec son crapaud favori dont l'éducation fait partie de ses travaux. Ces goûts fantasques sont fréquents chez les littérateurs anglais. Tout le monde connaît l'ours et le chien de Byron; le singe brésilien de Thomas Hood et le corbeau de Charles Dickens ont aussi leur renommée. Par un beau soir d'été, lorsque le dôme majestueux de Saint-Paul, perçant le brouillard qui enveloppe Londres, découpe sa silhouette sur la blancheur argentine du crépuscule, nous aimerions à errer avec l'auteur de *Paracelsus* sur les coteaux boisés qui entourent sa demeure, causant de cette Italie où il allait naguère, consciencieux artiste, étudier sa tragédie de *Luria,* ses petits drames de *Pippa Passes* et de *A Soul's Tragedy*. Nous aimerions à le suivre encore dans son ermitage, maintenant embelli par la présence d'une femme d'élite associée aux travaux et à la destinée du poëte (1); mais ici doit s'arrêter, nous le sentons, notre curiosité. Quel droit aurions-nous d'insister sur ces innocentes indiscrétions lorsqu'elles n'auraient plus la valeur de renseignements littéraires? Contentons-nous donc d'ajouter que Browning, estimé comme poëte par un petit nombre d'esprits choisis, est, au demeurant, un des hommes les plus honorables de la littérature contemporaine. Sa vie est simple et sévère. Son art l'occupe à l'exclusion de tout autre intérêt, et il ne profite du droit qu'il aurait aux relations les plus distinguées que pour choisir dans le monde aristocratique des amitiés dignes de la sienne.

E.-D. Forgues.

(1) Browning a récemment épousé une digne émule de mistress Norton, de lady Stuart Wortley, de mistress Brookes et de tant d'autres muses qui foulent à cette heure les frais gazons de la poétique Angleterre. Miss Eliza Barrett, — aujourd'hui mistress Browning, — a publié en 1833 une traduction d'Eschyle, et en 1841 une légende poétique intitulée *le Roman du page*.

LA

FAMILLE ALAIN.

SECONDE PARTIE (1).

IV

Pendant assez longtemps, Dive fut désert pour les deux enfants. Ils n'étaient contents que lorsqu'ils étaient seuls ensemble, parce qu'alors ils parlaient de Pulchérie et des espérances prochaines, et de leurs projets pour quand ils seraient grands. Cependant Onésime devenait marin à mesure que ses forces augmentaient; il avait une audace à toute épreuve, et on disait qu'il était *chanceux* à la pêche. Bérénice, tout en faisant dans l'art de la dentelle des progrès qui annonçaient que ses vœux de gagner quinze sous par jour seraient sans doute les premiers accomplis de ceux qui s'étaient faits sous le saule, commençait aussi à lire et à écrire passablement.

Quinze jours après le départ de Pulchérie, M. Malais, qui l'avait conduite à Saint-Denis, rencontra par hasard Bérénice, et lui dit : Nous sommes arrivés à bon port. Pulchérie est installée à la maison *royale* de Saint-Denis; elle m'avait bien recommandé d'aller vous le dire, mais je n'ai pas eu le temps.

Pulchérie Malais à Bérénice Alain.

« Saint-Denis.

« Ma chère Berenice,

« Tout est tellement changé autour de moi, que je me demande si je rêve, ou si je suis moi-même. Figure-toi d'abord que je ne m'appelle plus Pulchérie, mais Pulkérie, qu'il n'y a pas de mer ici, et que je ne sors jamais d'une grande maison dans laquelle

(1) Voir plus haut, p. 402.

il y a trois ou quatre cents jeunes filles. J'ai été deux mois sans t'écrire, parce que j'étais tellement étourdie de tout ce qui m'entourait, que je n'aurais pu trouver de mots pour te dire des choses toutes différentes de ce que nous connaissons. Nous sommes toutes habillées de même : des robes noires, des chapeaux de paille noire, des bas de coton bleu l'été, dit-on, et l'hiver des bas de laine grise; on tient tant à ce que nous soyons absolument la même chose, que j'ai été grondée l'autre jour parce que j'avais une fleur à ma ceinture; une élève, à laquelle on en avait apporté en cachette, me l'avait donnée, et je n'avais pas remarqué qu'elle cachait les siennes. Nous sommes toutes coiffées de même : les cheveux séparés sur le front et en bandeaux; on serait sévèrement punie si on bouclait ses cheveux. On est divisé par classes comme chez M. Épiphane Garandin, le clerc de Dive. Les élèves des différentes classes sont distinguées par la couleur de leur ceinture; ainsi j'ai, moi, une ceinture bleue avec un liséré blanc. Tous les six mois, celles qui ont bien travaillé changent de ceinture pour passer dans une classe plus élevée. Voici dans quel ordre sont placées les ceintures : tu verras que j'ai été jugée assez savante pour ne pas commencer au commencement.

« Verte avec un liséré blanc, verte unie, violette lisérée de blanc, violette unie, aurore lisérée, aurore unie, bleue lisérée, bleue unie, nacarate lisérée, nacarate unie, blanche lisérée de nacarat, blanche unie. Et puis il y a les blanches nouvelles et les blanches anciennes; mais ce sont de grandes demoiselles. La classe de perfectionnement a une ceinture rayée de toutes les couleurs des autres classes. Nous avons deux dames pour chaque classe, une dame surveillante et une dame institutrice. Elles portent la croix d'honneur sur la poitrine.

. . . .

« Figure-toi que j'ai déjà été punie et que j'ai fait connaissance avec mademoiselle Sophie. Mademoiselle Sophie est une dame noire, c'est-à-dire une dame d'un ordre inférieur, qui ne porte pas la croix d'honneur; elle préside à la salle de correction. A cette salle, on ne suit plus le cours des études; on ourle des torchons ou on fait quelques gros ouvrages. Mademoiselle Sophie, sans être méchante, est un peu bourrue; cependant elle aime les élèves qu'elle voit le plus souvent, ce qui fait que ce sont les plus méchantes qui obtiennent son affection.

« Nous nous levons à six heures, à la lumière, et nous entendons la messe tous les jours dans une chapelle qui appartient à la maison. L'été, nous nous lèverons à cinq heures et demie, à ce que m'a dit une nacarate unie, qui cause quelquefois avec moi sous les tilleuls de la promenade où nous avons notre récréation.

« J'ai été punie et mise chez mademoiselle Sophie pour un bien petit crime. Figure-toi que je voulais parler à *ma réciproque,* la nacarate unie, c'est ainsi qu'on appelle l'élève qu'on aime le mieux, quand elle vous aime aussi, parce que quelquefois on en aime qui ne vous aiment pas, ou qui ont une autre *réciproque.* Alors on tâche de s'en faire aimer par toute sorte de petits soins et de prévenances. On dit alors qu'on court après telle ou telle, c'est-à-dire qu'on tâche de la rencontrer et de lui parler. C'est surtout quand il s'agit d'une plus âgée et d'une plus savante, qui méprise souvent les petites. Je voulais donc parler à *ma réciproque,* et nous nous étions donné rendez-vous dans un couloir. Pour ne pas être reconnue et arrêtée, j'avais dérobé le manteau et le chapeau d'une dame surveillante qui est très-petite. Je marchais assez bien comme elle, et je me tenais droite pour me hausser un peu, car elle est encore plus grande que moi. A peine étais-je sortie de la classe que je rencontre... qui?... la terrible madame Charton. Madame Charton est l'inspectrice de la maison, et personne n'est aussi redouté qu'elle. Je devins toute tremblante. Cependant j'eus la force de lui faire une révérence qu'elle me rendit; mais, tout en continuant mon chemin sans me retourner, je sentais que ses yeux me suivaient et qu'elle ne croyait qu'à moitié

avoir rencontré madame C***. Je rencontrai pourtant la nacarate unie, mais je lui dis : « — Rentre dans ta classe; j'ai rencontré madame Charton, je suis perdue.

« — Est-ce qu'elle t'a reconnue? me demanda Marie.

« — Pas tout à fait; mais c'est égal, j'ai bien peur.

« — Alors, adieu.

« — Adieu.

« Je ne m'étais pas trompée; madame Charton m'attendait au passage. Après quelques compliments ironiques, elle me condamna à passer trois jours chez mademoiselle Sophie.

« Je pense bien souvent à mes amis de Dive; il est très-heureux pour moi d'avoir rencontré Marie, qui m'aime beaucoup et que j'aime presque autant que toi. Tu la connaîtras un jour. Quand elle sera grande, elle viendra à Dive. C'est elle qui m'a sauvé l'ennui du premier temps. Elle dit que je lui ai plu tout de suite, et elle m'a montré sur un mur des mots qu'elle avait écrits dès le lendemain de mon arrivée. Nous sommes souvent désignées par nos numéros, et, au milieu de plusieurs inscriptions du même genre, elle m'a montré : 153, je t'aime; signé 264. J'ai écrit au-dessous : 153 partage l'amitié de 264.

« Il y a une chose assez triste pour moi. Le jeudi et le dimanche, vers deux heures, de petites bonnes viennent apporter aux dames la liste des élèves demandées au parloir par leurs parents ou certains amis de leur famille. Jamais personne ne me demande, jamais je ne vois personne du dehors. Marie, que l'on vient voir tous les jeudis, partage avec moi tout ce qu'on lui apporte, mais néanmoins c'est fort triste. J'envoie cette lettre à maman Dorothée, qui te la fera remettre; donne-lui ta réponse.

« Adieu, je t'embrasse, ainsi qu'Onésime, Césaire et papa et maman Alain. J'espère que vous vous portez tous bien.

« PULCHÉRIE MALAIS. »

Bérénice Alain à Pulchérie Malais.

« MA CHÈRE PULCHÉRIE,

« Ne va pas aimer Marie plus que moi, ni même autant, surtout ne lui montre pas ma lettre, qui va être mal écrite et pleine de fautes. J'apprends de mon mieux, et maître Épiphane est content de moi. J'ai lu ta lettre à la maison. Tout le monde a été bien content de ton souvenir, et tout le monde t'embrasse de bien bon cœur. Onésime dit qu'il n'aime pas *ta réciproqũe*, et que tu es bien pressée de faire de nouvelles amitiés. Moi, au contraire, je suis très-satisfaite que tu aies trouvé une amie tout de suite, sans cela nous t'aurions manqué comme tu nous manques. Nous ne sommes pas heureux cet hiver, la mer est presque toujours en colère. Voilà quinze jours que papa, Césaire et Onésime n'y ont mis le pied. Onésime maintenant est tout à fait marin; il va à la mer tous les jours, quand on y va. La pêche du hareng avait été assez bonne, mais les petits canots ne font rien; aussi Césaire parle-t-il d'aller à la pêche de la baleine ou de la morue. Ce sont des pêches bien longues et bien dangereuses, surtout celle de la baleine, et maman pleure chaque fois qu'il en parle. Cependant il a l'air bien décidé, et je crois qu'il finira par là. Tout le monde se plaint; cependant jusqu'ici Dieu nous a fait la grâce de ne pas manquer de pain. En travaillant bien, je gagne huit sous par jour à la dentelle; ce n'est pas grand' chose, mais cela aide toujours un peu, et je suis bien heureuse d'apporter quelque chose à la maison. Si la mer continue à être aussi dure, papa dit qu'il ira travailler à la terre dans la campagne; mais on voit que cela l'attriste fort : les marins n'aiment

pas quitter la mer; nous prions Dieu, et nous attendons. Le cousin Éloi, qui avait prêté de l'argent pour le canot, ton filleul, n'a pu être payé; il s'est fâché, et j'ai entendu dire à papa qu'il en coûtait très-cher pour le faire attendre. Il va revenir demain, et on ne pourra pas encore le payer; mais Dieu ne nous abandonnera pas, nos gens ne sont pas paresseux et sont grands pêcheurs. La mer a, à ce que dit papa, des poissons à eux qu'il faudra bien qu'elle leur donne.

« Je te dis tout cela, parce que, quoique tu ne t'appelles pas comme nous, tu es de la famille. Cependant ne te tourmente pas à cause de nous; le vent, qui se tenait au *surouê* depuis quinze jours au moins, semble en ce moment même remonter tout doucement au *suê* (1); peut-être nous serons riches quand tu recevras cette lettre.

« Nous parlons beaucoup de toi. L'autre dimanche, comme il pleuvait, nous avons pris l'almanach, nous deux Onésime, et nous avons compté combien de jours il y avait encore à attendre ce que tu appelles les vacances, pour te revoir ici; il y en avait encore deux cent quatre-vingt-dix-huit! Tous les soirs, avec Onésime, nous effaçons le jour qui vient de se passer; ainsi, quand nous aurons effacé celui-ci, cela ne fera plus que deux cent quatre-vingt-quatorze. C'est bien long, mais enfin cela arrivera. Surtout ne montre pas, je t'en prie encore, ma lettre à Marie. Je la regarde, et je suis effrayée de la voir si mal écrite. Tu écris, toi, déjà bien mieux que quand tu es partie. Je ne serai jamais aussi savante que toi, mais je veux ne pas te faire honte quand je t'écrirai. Adieu, ma chère Pulchérie. Qu'est-ce que c'est donc que *nacarat?* Personne dans la maison ne peut me dire ce que c'est. Nous t'embrassons tous de bon cœur. Maman dit qu'elle espère que tu es toujours sa fille, mais qu'en tout cas elle sera toujours ta mère.

« BÉRÉNICE. »

V

OÙ ÉLOI ALAIN SE MANIFESTE.

Comme Bérénice l'annonçait à Pulchérie, le vent remonta doucement au sud-est, et la mer se calma, mais en conservant encore un lent balancement tout d'une pièce, suite de l'agitation qu'elle avait éprouvée. Risque-Tout et ses enfants n'attendirent pas que le beau temps fût tout à fait décidé pour pousser le canot à la mer. Deux ou trois autres pêcheurs suivirent leur exemple. Comme à la fin du jour les bateaux paraissaient à l'horizon, Éloi Alain descendit de Beuzeval, et vint attendre les bateaux sur la plage. On avait pris un peu de merlans. Onésime était fier, parce que c'était sur sa ligne que presque tout le poisson s'était jeté.

Risque-Tout, qui était parti le matin un peu prématurément, sans attendre que l'accalmie fût tout à fait assurée, eut un sentiment de crainte et d'embarras quand il aperçut le meunier. — Avez-vous quelque chose? demanda celui-ci.

— Un peu de merlans. Viens-tu en manger avec nous?

Éloi ne répondit pas; mais quand on eut tiré du canot les lignes et le poisson, et qu'on l'eut lavé, quand on eut halé le bateau sur la grève, il suivit les trois pêcheurs chez eux. Pélagie fut également inquiète en voyant Éloi; elle lui demanda, comme avait fait Tranquille, s'il voulait manger un merlan, à quoi il répondit : « Pour ne pas vous refuser. » Puis, comme on changeait les poissons de manne, il en garda longtemps deux dans les mains en disant : « Voilà de beaux merlans, deux merlans tout à fait beaux, » jusqu'à ce que Pélagie lui eût dit : « Vous les emporterez avec vous, cousin. » Éloi ne répondit rien; on se mit à table; il trouva le cidre pas

(1) Sud-ouest, sud-est.

trop bon, ce qui ne l'empêcha pas d'en boire beaucoup. — Ah çà ! Tranquille, finit-il par dire, c'est aujourd'hui que tu dois me payer les cent vingt écus que je t'ai prêtés.

Ni l'intrépide Risque-Tout, ni personne de la famille n'osa faire remarquer qu'il n'avait pas été prêté cent vingt écus, mais seulement cent écus, pour lesquels on devait en rendre cent vingt.

— C'est vrai, dit Tranquille Alain, c'est vrai; mais la raison qui fait que je ne pouvais pas te payer l'autre jour fait qu'il ne peut pas encore en être question aujourd'hui; il n'y a que d'aujourd'hui qu'on a pu retourner à la mer.

— Ça me gêne bien, ces cent vingt écus que je t'ai prêtés, cousin. J'avais compté dessus pour une affaire... Je les avais ôtés d'une somme que j'avais en réserve... et aujourd'hui me voilà dans l'embarras...

— J'en suis plus fâché que toi, cousin; mais un peu de patience, et tout ira bien.

Tranquille n'osa pas dire non plus qu'Éloi ne pouvait pas être embarrassé pour les cent vingt écus, parce qu'il n'avait jamais dû lui en rembourser qu'une partie au commencement de la saison et le reste à la fin.

— Et quand me payeras-tu ?

— Mais, cousin, à la fin de la saison.

— On payera les deux moitiés ensemble, ajouta la femme plus hardie.

— C'est aujourd'hui qu'il m'aurait fallu de l'argent; je manque une affaire sur laquelle j'aurais gagné cinquante écus ! C'est bien fâcheux d'obliger le monde, et puis ensuite de se trouver soi-même dans l'embarras. Vois-tu, Risque-Tout, j'ai si besoin d'argent, que, si tu veux me donner deux cents francs, je te rends tes deux billets de soixante écus chaque que voilà.

— Tu sais bien que je n'ai pas d'argent, Éloi.

— C'est égal, c'est toujours l'histoire de te dire combien je ferais de sacrifices pour avoir de l'argent aujourd'hui.

On n'osa pas encore dire au meunier qu'il n'était pas de très-bonne foi quand il offrait de perdre cent soixante francs pour toucher une somme qui devait, disait-il, lui en rapporter cent cinquante.

— Comment faire? ajouta-t-il.

— Je voudrais avoir de l'argent, Éloi.

— Tu dis donc que tu ne me payeras qu'à la Saint-Michel les cent vingt écus que tu devais me payer aujourd'hui ?

— C'est-à-dire, cousin, dit Pélagie, toujours plus hardie ou moins patiente que son mari, que nous ne devions vous en donner que la moitié.

— Oui, mais c'était il y a quinze jours, et d'ailleurs cette moitié me gêne tant que... tiens, vois-tu, je t'offrais tout à l'heure tes billets pour deux cents francs; eh bien ! paye-m'en un, et je te les rends tous les deux. Ça n'est pas être chien ni tenir à l'argent; je t'ai prêté cent vingt écus, et je t'en fais quitte pour soixante.

— Cousin, je te répète que je n'ai pas d'argent, et d'ailleurs, si j'avais soixante écus, je te les donnerais, ce qui ne m'empêcherait pas de te donner les soixante autres plus tard.

— C'est soixante écus que je perds sur l'affaire que je manque faute d'argent.

Pélagie avait bien envie de dire qu'il n'était tout à l'heure question que de cinquante, mais elle se contint.

— Je ne suis pas un Turc, continua le meunier, je vais te renouveler tes effets. Fais-m'en un de cent cinquante écus à la Saint-Michel.

Les deux époux se regardèrent. Pélagie prit la parole : — Comment, cousin, cent cinquante écus ! c'est donc trente écus d'intérêt pour d'ici à la Saint-Michel, et pour

soixante écus encore, et même pour cinquante, puisque nous n'avons que la moitié d'échue, et que sur les soixante écus il y en a dix déjà pour les intérêts.

— Je ne te dis pas le contraire; tu trouves que c'est trop de me donner trente écus d'intérêt; eh bien! moi, je t'en offre bien soixante. Donne-moi soixante écus, et je te rends les deux billets, et je te dirai encore merci, et tu m'auras rendu un fameux service.

— Ah! cousin, je voudrais bien ne pas vous avoir emprunté cet argent!

— Et moi donc, je ne serais pas dans l'embarras aujourd'hui. Et pourquoi est-ce que j'y suis? Pour ne pas vous y mettre, car, si je voulais donner tes deux billets en payement pour l'affaire en question, on te ferait bien payer, on te ferait vendre tes deux bateaux; mais j'aime mieux que l'embarras soit pour moi, parce qu'après tout nous sommes fils des deux frères, cousin, et qu'il faut bien s'entr'aider un peu dans la vie.

— C'est égal, cousin, c'est bien cher trente écus!

— Oui, et moi je serais bien content si tu voulais me donner soixante écus pour cent vingt que je t'ai prêtés; mais, mon Dieu! n'ajoute rien au billet, si tu veux, voilà tout, c'est moi qui perdrai tout.

— Il est juste d'ajouter quelque chose, Éloi.

— Dame! puisque vous trouvez que c'est trop de me donner trente écus, lorsque moi je ne demande qu'à vous en donner soixante, ne mets rien ou mets trente écus.

Tranquille et sa femme se regardèrent. — Allons, dit Risque-Tout, je vais faire comme tu veux.

— Remarque bien, dit le meunier, que ce n'est pas moi qui veux. Ce que je voudrais, au contraire, ce serait de toucher mes cent vingt écus qui sont sortis de ma poche, et de les recevoir tout secs; ce que je voudrais encore bien, ce serait d'en recevoir soixante en te faisant grâce du reste.

— Écris le billet, je ferai ma croix.

Éloi écrivit; puis, au moment d'inscrire la somme sur un papier timbré qu'il avait apporté avec lui, il s'arrêta : — Tranquille, dit-il, le papier marqué me coûte cinq sous; il n'est pas juste que ce soit moi qui le paye. Donne-moi cinq sous.

— Il n'y a pas un sou chez nous, dit Pélagie.

— Alors nous allons le mettre sur le billet avec la somme... Donc : « Je payerai à la Saint-Michel prochain, à mon cousin Éloi Alain, la somme de quatre cent cinquante et un francs (on ne peut pas mettre cent cinquante francs et cinq sous, on aurait l'air de malheureux), de quatre cent cinquante et un francs qu'il a eu l'obligeance de me prêter en espèces ayant cours... Approuvé l'écriture. » Là, mets ta croix, et toi, Pélagie, mets aussi la tienne.

Quand les signatures furent données, Éloi leur rendit les anciens billets avec un air de bienfaiteur d'une grande magnificence. — Cette fois, cousin, dit-il, sois exact. Je vais porter ton billet en place d'argent à un meunier de Cherbourg, et, si tu ne payais pas à l'échéance, il ne serait pas si arrangeant que moi, car enfin voilà quatre cent cinquante et un francs qui me seraient bien utiles si je les avais dans ma poche au lieu de te les avoir prêtés. On ne trouve pas quatre cent cinquante et un francs dans le pas d'un cheval; on ne trouve pas tous les jours un cousin qui vous prête quatre cent cinquante et un francs.

On ne se permit aucune observation sur le prétendu prêt de quatre cent cinquante et un francs.

Allons, je vais m'en aller. Je me suis peut-être un peu fâché, cousin, parce que vraiment ça me fait faute. Tu comprends bien qu'avoir compté sur quatre cent cinquante et un francs que l'on a prêtés, et puis recevoir... quoi?... pas un rouge liard,

c'est un peu ébouriffant; mais enfin je ferai comme je pourrai. Je suis vif, je me suis mis en colère, mais je ne vous en veux plus. C'est fini.

Il prit alors ses deux merlans qu'on avait mis de côté. Il en prit un troisième dans la manne, le considérant à côté d'un des siens. « Je crois que celui-ci est plus beau. » Il les pesa, un dans chaque main. « Il n'y a pas grande différence, » dit-il. Il les changea de main, les repesa encore, et parut très-embarrassé, jusqu'au moment où on lui dit : « Ne soyez pas si embarrassé, cousin, prenez les trois.

— Tiens, Onésime, dit-il, attache-moi-les après un bout de ligne par les ouïes.

Onésime les enfila par le bout d'une forte ficelle, et, comme il allait la couper, Éloi l'arrêta en disant : « Mon Dieu ! que les enfants sont donc prodigues ! Il couperait une corde toute neuve. » Et il emporta la corde entière avec ses trois merlans, après avoir encore bien des fois recommandé l'exactitude à Risque-Tout et avoir embrassé Bérénice en disant : — Adieu, mes chers enfants, enchanté de vous avoir rendu service.

— C'est un homme bien dur et bien avare que le cousin, dit Pélagie.

— Dieu ne paye pas ses ouvriers tous les soirs, répondit Tranquille en soulevant son bonnet de laine, mais il finit toujours par payer. Chacun aura le prix de ses œuvres.

VI

Pulchérie Malais à Bérénice Alain.

« J'ai bien du chagrin, ma chère Bérénice; tu es ma seule amie. Marie m'a trahie. Je t'écris en cachette, et, quoique j'aie à me plaindre de Marie, c'est elle qui fera partir cette lettre, sans savoir, bien entendu, ce qu'il y aura dedans. Nous étions déjà convenues que je n'enverrais plus les lettres pour toi à maman Dorothée. On vient voir Marie tous les jeudis, mais quelquefois, et même assez souvent, c'est une vieille servante qui l'a élevée qui fait le voyage. Elle prendra mes lettres et tu lui adresseras les tiennes. Mes lettres te parviendront port payé, ne t'occupe pas du port des tiennes... Voici l'histoire qui me cause tant de chagrin... Je t'écris à la salle d'étude de piano, car j'apprends le piano; mais tu n'as jamais vu de piano. Le piano, c'est une musique bien plus belle que le flageolet du clerc, c'est-à-dire que le flageolet de maître Épiphane que l'on trouve si agréable pour danser; tu ne voudrais plus l'entendre si tu avais entendu une fois un piano.

« Madame Médard est une dame noire comme mademoiselle Sophie; elle a pour fonctions de garder la salle consacrée à l'étude du piano; elle s'occupe beaucoup de prendre du tabac, et n'est pas très-fine. On peut lire ou écrire sur son piano; pourvu qu'elle entende taper de temps en temps sur le piano et faire du bruit, elle est satisfaite. J'interromps quelquefois ma lettre pour faire une gamme.

« Où en étais-je?... Madame Médard a regardé très-longtemps de mon côté, et il m'a fallu faire semblant de travailler... Ah! j'avais à te raconter mon chagrin à cause de Marie.

« C'était avant-hier, précisément dans la salle où je t'écris, c'était le concours, c'est-à-dire qu'on sait alors celles qui sont assez savantes pour changer de classe. Il y a un concours tous les six mois. On y expose les dessins et les peintures des élèves. C'était superbe ! Il y avait le maréchal chancelier de la Légion d'honneur au milieu de toutes nos dames. Les plus grandes élèves sont examinées par le maréchal, qui leur fait des questions. Ensuite les élèves de M. Massimino ont chanté, on a joué du piano, etc. Puis chaque classe vient à son tour devant le maréchal, qui distribue les

prix et donne les ceintures à celles qui ont mérité de passer dans la classe dont elles vont porter la couleur.

« Il y a eu une chose fort triste. Une grande élève, une nacarate lisérée, a été condamnée à la ceinture grise pour son indocilité. Le maréchal lui a donné la ceinture grise, qu'elle a reçue en pleurant et en sanglotant. Il faut qu'elle la porte pendant un temps qui sera assez long, et pendant lequel elle marchera à la suite des autres et sera chargée du ménage de sa classe. Quelques-unes gardent la même ceinture et restent dans la même classe encore pendant six mois, jusqu'au concours suivant. Marie, qui était nacarate unie, a passé blanche lisérée et a reçu sa ceinture des mains du maréchal.

« Figure-toi, Bérénice, que c'est une grande preuve d'affection de se faire attacher sa nouvelle ceinture par une personne qu'on aime, dame ou élève, et que c'est si important, qu'on attend quelquefois jusqu'au lendemain pour rencontrer celle à qui on destine cette marque d'amitié. Voilà donc que Marie reçoit sa ceinture blanche lisérée de nacarat des mains du maréchal; j'étais aussi heureuse et aussi rouge qu'elle, tant j'étais sûre qu'elle allait venir à moi me dire de lui attacher sa ceinture. Eh bien! croirais-tu qu'elle a été la porter à madame Félicie d'Aïzac, la dame de la classe qu'elle quitte? Madame d'Aizac est une femme qui fait des vers... Ah! mais sais-tu ce qu'on appelle des vers?... Ce sont des espèces de chansons. Madame d'Aizac l'a baisée au front et lui a attaché sa ceinture; moi je suffoquais. Quand est venu mon tour, quand le maréchal m'a donné une ceinture bleue unie, j'ai eu envie de faire comme Marie pour la punir, et de me la faire attacher aussi par la dame de ma classe, madame A***, qui est un peu bossue, mais ça m'était bien égal; cependant, au moment, je n'en ai pas eu le cœur, je suis allée à Marie, qui était déjà au milieu des blanches lisérées et qui faisait un peu sa grande demoiselle. « Mademoiselle, lui ai-je dit, voulez-vous me faire l'amitié de me mettre ma ceinture? — Très-volontiers, *ma petite,* » m'a-t-elle répondu. Elle m'a attaché ma ceinture avec négligence et s'est remise à causer avec ses nouvelles amies. Je me suis sauvée et je suis allée me cacher dans un coin, où je me suis bien régalée de pleurer. Je n'ai presque pas dormi de la nuit, et, le lendemain matin, hier, j'ai écrit sur le mur, au-dessous de l'endroit où Marie et moi nous avions écrit nos noms ensemble : 264 *est une perfide et une pimbêche.*

« Je finirai cette lettre une autre fois : on sonne la cloche pour le second déjeuner, qui est composé de pain sec. »

. . . .

« Ma chère Bérénice, je suis raccommodée avec Marie, elle m'a tout expliqué : elle avait promis à madame d'Aizac de faire attacher sa ceinture par elle avant mon arrivée dans la maison; je suis allée effacer, avant qu'elle ne l'ait vue, l'inscription que j'avais mise sur le mur. Tu me demandes ce que veut dire nacarat : nacarat est une couleur rouge, non pas comme les bonnets de nos pêcheurs, mais plutôt comme ces grandes giroflées dont la graine vient de Bolbec et qui fleurissent tous les ans derrière votre ou plutôt derrière notre maison.

« Adieu, je vous embrasse tous.

« Pulchérie Malais. »

. . . .

Bérénice Alain à Pulchérie Malais.

« Nous avons eu aussi et nous avons bien du chagrin : Césaire vient d'être pris par le service, et il est parti hier pour se rendre à Cherbourg à bord d'un navire de l'État. Mon père n'a plus avec lui qu'Onésime; il est vrai qu'Onésime, à ce que disent

tous les pêcheurs, est un enfant sur terre et un homme à la mer. Ma mère surtout ne s'accoutume pas à voir la place de Césaire vide à notre table; c'est son aîné, et elle a pour lui un peu de respect, à part l'amitié qu'elle lui donne comme aux autres. Je commence à faire pas mal la dentelle et à aller assez vite, aussi j'ai pu m'acheter une ceinture bleue unie pour être pareille à toi; je me coiffe aussi les cheveux séparés en bandeaux avec une raie au milieu du front; hier dimanche, à la messe, j'étais une bleue unie comme toi; je n'ai pas de robe noire, mais j'en ai une d'un brun foncé qui fait à peu près le même effet.

« Nous avons effacé trente-trois jours sur l'almanach depuis que je t'ai écrit. Onésime a un nouvel ami, c'est un chien que lui a donné le berger de Beuzeval; ce chien ne le quitte pas et le suit même à la mer. L'autre jour, comme le chien aboyait contre quelqu'un qui ne vient pas d'ordinaire chez nous, Onésime, lui parlant comme si ce pauvre animal avait pu le comprendre, s'est mis à lui parler de toi, et le chien regardait son maître, cherchant à entendre ce qu'on lui disait. « J'espère, Mopse, lui dit-il, que tu n'aboieras pas après Pulchérie quand elle va revenir; Pulchérie est de la maison... Il faudra, ajouta-t-il en s'adressant à moi, qu'il connaisse Pulchérie; je suis sûr que quand elle l'aura caressé deux ou trois fois, il s'attachera à elle. »

« Quand nous avons lu ta dernière lettre, Onésime, qui n'aime pas Marie, disait qu'il voudrait bien savoir écrire. « Et pourquoi? lui demandai-je. — Écoute, me dit-il, tu peux faire cela pour moi, je voudrais écrire sur deux ou trois murs : 264 *est une perfide et une pimbêche.* »

« Nous avons été forcés de demander à maître Épiphane ce que c'est qu'une pimbêche. Onésime était aussi fâché de te voir raccommodée avec Marie que moi j'en étais contente. « Est-ce qu'elle avait besoin d'autres amis que nous? répète-t-il souvent. — Mais toi, lui dis-je, est-ce que tu n'aimes qu'elle? est-ce que tu n'aimes pas papa et maman, et aussi Césaire, et aussi un peu ta petite sœur Bérénice? — Je ne l'empêche pas de vous aimer aussi. » Là-dessus il n'y pas moyen de lui faire entendre raison. Quand nous allons nous promener, nous remontons à la rivière de Beuzeval, et nous allons voir l'arbre sur lequel nous avons écrit nos trois noms.

« — Si Pulchérie veut y mettre un M, dit-il, j'abattrai l'arbre. » Je t'envoie dans cette lettre une petite rose d'un rosier sauvage que nous avons cueillie pour toi tout auprès du vieux saule. Embrasse Marie pour moi.

« BÉRÉNICE ALAIN. »

Quelques lettres furent encore échangées, puis arriva le moment des vacances. M. Malais fut appelé à Paris par des affaires importantes. « Ce sera, dit Dorothée, une bonne occasion d'aller chercher Pulchérie. » Malheureusement les affaires traînèrent en longueur. Les parents de Marie offrirent à M. Malais de prendre Pulchérie chez eux jusqu'à son départ; ils demeuraient à la campagne, à la porte de Paris. M. Malais fut un peu indisposé, puis reprit ses affaires; tout cela dévora le temps. Il ne restait plus que quinze jours de vacances lorsqu'il fut question de partir. On lui fit remarquer que les quinze jours seraient absorbés par le voyage pour aller et revenir. Pulchérie était un peu étourdie par la vie nouvelle qu'elle menait. Les de Fondois recevaient du monde; on dansait au piano presque tous les soirs, on allait de temps en temps au spectacle. Elle oublia ces deux pauvres enfants dont tout le bonheur était de l'attendre; elle oublia Pélagie, qui avait été sa vraie mère; elle fut enchantée quand elle entendit décider qu'elle n'irait pas à Beuzeval cette année, qu'elle resterait avec Marie jusqu'à la fin des vacances. Elle pria seulement M. Malais de dire à Bérénice, à Onésime et à Pélagie qu'elle regrettait bien de ne pas les voir cette année, mais que ce serait pour l'année suivante.

Ce fut un grand chagrin et une grande stupeur à Dive quand on apprit la nouvelle. Les deux enfants furent pendant quelque temps tout découragés; ils allèrent auprès de leur vieux saule, ils s'embrassèrent. Leurs pauvres petits cœurs semblèrent crever, et ils fondirent en larmes.—C'est mal, disait Onésime, M. Malais l'a bien dit devant nous, qu'il n'a pas insisté parce qu'il voyait bien que Pulchérie *mourait* d'envie de rester avec sa Marie. C'est mal! elle ne nous aime plus. Comment peut-on changer si vite?

Ils se rappelèrent avec amertume tous les détails de leur promenade au pied du vieux saule. « Eh bien! dit Bérénice, aimons-nous seulement nous deux. Nous deux, nous ne nous oublierons pas, et nous ne nous trahirons jamais. » Ils s'embrassèrent en pleurant encore, mais plus doucement : ils se promirent d'oublier Pulchérie, puisqu'elle les avait si vite oubliés; mais un mois après Pulchérie leur écrivit une lettre très-amicale, en leur parlant des vacances prochaines. Ils sautèrent de joie, lurent dix fois la lettre, et Bérénice y répondit avec la plus tendre amitié. La correspondance se renoua, et Bérénice et Onésime recommencèrent à attendre les prochaines vacances. Onésime se prétendait *radoubé*. Quelques lettres furent échangées. Nous ne possédons que les deux qui précédèrent d'assez près le moment attendu avec tant d'impatience. Les précédentes avaient fait savoir que Pulchérie avait reçu la ceinture nacarate liserée, et que Marie était blanche unie. Cette fois elles s'étaient mutuellement attaché leur ceinture. Un ou deux orages avaient assombri cette amitié pendant le cours de l'année; mais les nuages n'avaient pas tardé à se dissiper.

Chez les pêcheurs, il y avait, comme toujours, des alternatives de bonne et de mauvaise fortune. On n'avait pu donner à Alain qu'une partie de ce qu'on lui devait; il avait fallu renouveler encore le billet dans des conditions de plus en plus onéreuses. Le meunier qui n'avait en réalité prêté que cent écus, avait déjà reçu quatre cent vingt francs, sans compter le poisson dont il ne se faisait pas faute, et cependant il lui était encore dû deux cents et quelques francs. Il se plaignait amèrement, et se disait fort malheureux et fort mal récompensé d'avoir voulu obliger un parent; du reste, il s'était toujours, disait-il, ruiné pour sa famille. On avait reçu une fois des nouvelles de Césaire, dont le navire était dans les mers du Levant. Mopse, le chien d'Onésime, devenait fort savant; il rapportait et obéissait à tout ce qu'on lui ordonnait.

Pulchérie Malais à Bérénice Alain.

« Il faisait beau hier, ma chère Bérénice, et jamais le beau temps n'avait été demandé à Dieu avec plus de ferveur; jamais les pêcheurs n'ont, sur un pareil sujet, adressé au ciel de plus ardentes prières. Nous pensons deux mois d'avance à la Fête-Dieu, et, un mois avant qu'elle arrive, nous ne pensons plus à autre chose. Elle se célèbre à Saint-Denis avec grande pompe; je doute fort que mon récit puisse t'en donner une idée. Quand il fait beau temps, on dresse au bout de la belle promenade un magnifique reposoir auquel nous allons en procession, tandis que, si le temps est incertain, la procession ne peut sortir, et nous faisons seulement le tour des cloîtres. Le reposoir, en ce cas, est dressé à un des angles où est une statue de la sainte Vierge. Mais enfin, il faisait beau hier, et rien n'a manqué à la solennité de la fête. Tout était rempli de fleurs; tous les balcons de la cathédrale à laquelle aboutit notre promenade étaient chargés de monde. Voici dans quel ordre s'avançait la procession : madame Coindet, maîtresse de danse de la maison, surveille la cérémonie, sous le rapport de l'ordre et de la grâce; il nous semble toujours qu'elle va tirer son petit violon de sa poche. Toutes les élèves qui n'ont aucun rôle dans la représentation sont sur deux lignes, ainsi que toutes les *dames*, qui ont d'énormes bouquets. En

tête et au milieu s'avance la bannière de la Vierge, portée par une élève de la classe blanche lisérée. D'autres élèves de la même classe tiennent les cordons de la bannière; un grand voile de mousseline blanche les recouvre entièrement. Derrière elles, le sacristain porte la croix; deux élèves de la classe nacarat uni sont sur la même ligne que lui et portent des flambeaux. Elles sont également couvertes d'un grand voile blanc posé sur la tête nue, et par-dessus le voile elles portent une couronne de chèvrefeuille. Ensuite s'avance une troupe de quarante petites filles; ce sont les plus petites de la maison. Elles sont rangées quatre par quatre; elles ont chacune un voile sur lequel est posée une couronne de bluets; elles portent chacune une corbeille remplie de feuilles de roses qu'elles jettent devant les pas du prêtre qui porte le saint sacrement. J'étais une des quatre élèves nacarat liséré couronnées de fleurs des champs qui, derrière les petites, portent les encensoirs. Viennent ensuite quatre jeunes filles prises dans la classe bleue unie, et j'étais une de ces quatre l'année dernière. Ce sont les vierges; c'est le beau rôle de la procession. Le choix en est fort discuté à l'avance; je n'ose guère dire que ce choix s'arrête en général sur les plus jolies. Lis ceci toute seule, et passe cette ligne si tu lis ma lettre à la famille. Elles sont couronnées de roses blanches et de jasmin. Enfin vient le dais, porté par huit élèves de la classe blanche unie; d'autres tiennent un des huit cordons. Quatre élèves blanches lisérées portent des cierges. De chaque côté sont rangées les chanteuses; elles ont également de grands voiles, mais pas de couronnes. Arrivées au reposoir, elles se cachent derrière et chantent sans être vues : *O salutaris hostia*. Marie, qui a une très-belle voix et est élève de madame d'Auby et de M. Massimino, fait partie des chanteuses. La procession aura encore lieu dimanche prochain. Je t'envoie une marguerite de ma couronne en échange de ta petite rose sauvage de la rivière de Beuzeval, que tu m'as envoyée l'année dernière. Nous n'avons de fleurs à notre disposition qu'à la Fête-Dieu; je ne sais pourquoi on ne nous permet pas d'avoir le moindre bouquet pendant le reste de l'année. L'infraction à cette défense est, du reste, un crime assez fréquemment commis par quelques-unes, malgré la difficulté qu'on trouve à s'en procurer.

« Adieu. Marie te rend tes amitiés.

« PULCHÉRIE MALAIS. »

Bérénice Alain à Pulchérie Malais.

« Jeudi.

« MA CHÈRE PULCHÉRIE,

« Nous avons eu aussi une belle procession pour la Fête-Dieu. Tous nos pêcheurs, dont la plupart ont souvent échappé à de grands dangers en mer par l'intercession de la sainte Vierge, suivaient la tête nue. Le curé a ensuite béni la mer et les barques.

« Deux familles étrangères sont venues s'installer à Dive; l'une s'est logée à l'auberge de Marais, l'autre à la pointe, à cette auberge qui est au bas de Beuzeval. Les deux familles qui ne se connaissaient pas d'abord, mais qui maintenant parlent ensemble et se visitent le soir, sont venues pour prendre des bains de mer. On dit que ce sont des gens très-riches.

« Espérons que nous n'éprouverons pas aux vacances prochaines le désappointement qui nous a fait tant de peine l'année dernière, et que tu viendras passer quelque temps avec nous. Espérons... On m'appelle en grande hâte... que se passe-t-il? . .

. . . .

« J'ai quitté cette lettre il y a trois jours; au moment où l'on m'appelait, il nous arrivait un grand malheur, et je n'ose penser à celui qui aurait pu nous arriver. Mon

père et Onésime revenaient de la pêche; il faisait grand vent et la mer était grosse; une lame a chaviré et retourné le canot; tous deux ont disparu dans l'écume. Onésime a bientôt reparu, il a cherché autour de lui; mais, ne voyant pas notre père, il l'a cherché sous l'eau, et a eu le bonheur de le ramener. Il fallait que ce pauvre père fût blessé pour être ainsi resté, lui qui nage si bien, et d'ailleurs il n'y avait presque pas d'eau où ils ont chaviré. En effet, le canot l'avait frappé à la tête, il était sans connaissance et couvert de sang. C'est alors qu'on nous a appelées, tandis que d'autres pêcheurs aidaient Onésime à apporter notre pauvre cher père à la maison. Sa blessure n'est pas dangereuse, il ne s'en ressent plus aujourd'hui; mais, en même temps que le coup à la tête, il en a reçu un au bras, et il ne pourra d'ici à quelque temps se servir de ce bras. Qu'allons-nous faire? qu'allons-nous devenir? Depuis quelque temps, tout va mal chez nous; Onésime disait ce matin : « Nous avons bien du malheur depuis que Pulchérie a quitté la maison; elle a emporté toute notre chance avec elle. » Mon père est désolé de se voir ainsi hors d'état de travailler au plus beau moment de la pêche. Onésime a du courage et dit qu'il saura bien gagner ce qu'il faut. Je pense comme Onésime que, si tu as emporté notre bonheur, tu nous le rapporteras cette année.

« Adieu, aime nous et pense à nous.

« BÉRENICE ALAIN. »

VII

La maison des pêcheurs était fort triste. Risque-Tout allait à l'arrivée des bateaux et rentrait tout affligé de la bonne pêche que rapportaient les autres, non pas qu'il fût envieux, l'excellent homme! Bérénice et Onésime étaient fiers et presque heureux d'être la ressource de la maison. Bérénice travaillait si assidûment à sa dentelle, qu'elle gagnait dix ou douze sous par jour. Onésime pêchait de la crevette et de l'équille, seules pêches qu'il pût faire seul. Cela ne rapportait pas grand' chose, mais on pouvait vivre; d'ailleurs chaque pêcheur à son tour donnait à la famille un ou deux poissons, selon la pêche qu'il avait faite. Onésime, de retour, était toujours prêt à les aider, à pousser les bateaux à la mer ou à les haler sur la plage. Il fut chargé d'apprendre à nager à deux jeunes enfants des familles étrangères arrivées à Dive; mais après un coup de vent le temps se refroidit, les bains furent suspendus; la mer resta grosse et inabordable pendant plus de quinze jours, la crevette gagna les fonds, et l'équille cessa de s'ensabler. La famille se trouva réduite à la dentelle de Bérénice. Cette ressource ne tarda pas à manquer en grande partie; Pélagie tomba malade, il fallut que Bérénice la soignât et s'occupât de tous les détails du ménage. Elle ne gagna bientôt plus que trois ou quatre sous par jour; il lui fallait laver, repasser le linge, et préparer la nourriture.

Un vieux pêcheur dit un jour à Onésime :

— C'est dommage que tu n'aies pas la force, car tu aiderais bien la famille; ce n'est pas le courage, ce n'est pas le bon cœur qui te manque, c'est la force. Cependant tu pourrais, si tu voulais bien, gagner assez d'argent pour soutenir tes gens jusqu'à ce que ton père soit guéri.

— Je ne demande pas mieux, répondit Onésime; mais que peut faire un pauvre enfant comme moi, Pacôme Glam?

— Tu n'as qu'à t'en aller à Honfleur, tu trouveras là des bateaux de chalut qui te prendront volontiers pour mousse; tu es grand et fort pour ton âge; tu connais la mer, tu es pêcheur, tu peux gagner trente-cinq francs par mois; tu te nourriras avec quinze et tu enverras vingt francs à tes gens. Ces vingt francs-là, on te les donnera

d'avance et tu pourras les envoyer ici tout de suite. Je vais te donner un mot d'écrit pour un homme avec qui j'ai navigué autrefois; il trouvera à te placer pour la saison. La saison passée, ton père sera guéri, et tu reviendras pêcher les harengs et les merlans avec lui.

Pacôme Glam ne savait pas écrire; il alla avec Onésime chez maître Épiphane, qui, en échange de quelque poisson qu'on lui donnait de temps à autre, écrivait volontiers des lettres pour les pêcheurs. Le clerc se chargea donc avec plaisir de la missive pour l'ami de Pacôme Glam. En possession de la lettre, Onésime rentra à la maison, et fit signe à Bérénice de le suivre au jardin. Là il lui dit : — Je crois que je ne reverrai jamais Pulchérie; elle arrive dans trois semaines, et je pars demain aussitôt qu'il fera jour.

— Et où vas-tu? demanda Bérénice.

— Je ne puis supporter plus longtemps de voir notre père et notre mère malades et manquant de tout, toi t'exténuant pour gagner trois sous par jour, et moi, à cause de l'inclémence de la mer, restant là les bras croisés. Pacôme Glam m'a donné une lettre pour un ami qu'il a à Honfleur. Il est sûr que je pourrai vous envoyer vingt francs par mois pendant la saison. Je reviendrai ensuite aider mon père, quand il pourra retourner à la mer. Pulchérie sera repartie depuis longtemps. Tu lui diras pourquoi je suis parti, et, si c'est toujours une bonne fille comme toi, elle m'en aimera davantage. Vous irez ensemble au vieux saule de la rivière de Beuzeval, et là tu l'embrasseras pour moi. M. Malais disait l'autre jour qu'après les vacances elle ne devait plus rester qu'un an là-bas; elle reviendra alors pour tout à fait. Si je ne suis pas noyé, je la verrai dans un an. Tu lui diras de caresser Mopse, que je suis forcé de te laisser. Tu en auras bien soin, n'est-ce pas? Maintenant rentrons et ayons l'air joyeux d'un départ qui nous chagrine tous les deux; mais il faut penser à nos parents.

Tous deux s'essuyèrent les yeux, s'embrassèrent et rentrèrent à la maison.

— Bonne nouvelle! dit Onésime en entrant, nous n'allons plus être à la côte. Pacôme Glam m'a donné une lettre pour un de ses amis à Honfleur avec qui je vais m'embarquer pour trois mois, et je vous enverrai vingt francs par mois. Je reviendrai pour le merlan. Vous, mon père, vous serez radoubé, et nous reporterons la voile au haut du mât.

— Mes deux fils seront donc hors de la maison ? dit Pélagie.

— Oh ! maman, ne m'empêche pas, j'ai bien envie de voir du pays, et puis ça me rend tout joyeux de gagner de l'argent moi-même.

— Et quand pars-tu?

— Un peu avant le jour. Je n'aurai pas trop de ma journée pour arriver à Honfleur.

— Bérénice, dit Pélagie, il faut lui faire sa pouche à ce cher enfant. Quel malheur que je ne puisse pas me lever! Je suis sûre qu'il lui manquera quelque chose. On passe presque toutes les nuits à bord des grands bateaux; n'oublie rien, Bérénice.

Bérénice ne répondit pas, car elle aurait sangloté ; mais elle se mit à enfermer dans un sac les hardes nécessaires à Onésime. Pacôme entra. — A la bonne heure, dit-il, le matelot ne fait pas attendre la marée. Comment vas-tu, Risque-Tout?

— Un peu mieux, merci... Voilà donc que tu envoies notre Onésime à Honfleur?

— Il sera bien ; il sera avec un ami, entends-tu ça, Pélagie? il sera comme chez toi, et mieux que chez toi. Il est juste que les enfants travaillent pour nous quand nous sommes en dérive. D'ailleurs, qu'est-ce que c'est qu'un marin qui n'a jamais perdu de vue le clocher de son village? Vous verrez Césaire; quand il va revenir *d'à bord* de l'État, ça ne sera plus le même homme. Ah çà! vous n'avez pas de quoi, et il

en faut au gars pour faire sa route. Voilà un vieux petit écu que je vas lui donner, vous me rendrez ça quand il vous en enverra.

Il est quelque chose qui est toujours si présent à l'esprit des pauvres, qu'ils ne le nomment pas le plus souvent, et qu'ils remplacent le nom par un pronom, comme s'ils en avaient déjà parlé, et comme s'ils étaient sûrs que leurs interlocuteurs y pensent. Je veux parler de l'argent, cet irréconciliable ennemi, ce dieu irrité et inexorable. J'entends souvent les pauvres gens dire : « Je n'en ai pas; il faut que j'en gagne, » sans prononcer préalablement le mot argent, qui est toujours sous-entendu : de même une femme adultère, parlant à son amant de l'ennemi commun, du mari outragé, dit : « On vient, est-ce *lui?* » ou : « *Il* trouve que vous venez souvent ici, » sans que le mot de mari soit exprimé. Peut-être faut-il attribuer dans les deux cas cette réserve aux causes qui faisaient que les anciens évitaient de prononcer le nom des Furies.

Le lendemain matin, le jour venait de paraître. La mer, unie comme un miroir, était d'un bleu pâle, calme et serein. Le soleil, qui ne paraissait pas encore, montrait ses rayons entre le Havre et Honfleur. De petits nuages, mobiles vapeurs grises, se coloraient de rose et de lilas. Un glacis rose se montra aussi sur le bleu de la mer; puis, quand le soleil parut monter, ce glacis devint jaune et dora légèrement le bleu. A ce moment, Onésime sortit de la maison, accompagné de Bérénice. Tranquille et Pélagie n'étaient pas encore levés. Il les avait embrassés, et s'était chargé de sa pouche, dont sa mère avait fait soigneusement l'inventaire pièce par pièce. A peine le frère et la sœur étaient-ils à quelques pas de la maison, que Mopse, qu'ils croyaient avoir enfermé, sauta par une fenêtre et rejoignit son maître, qu'il accabla de caresses. Il fallut retourner et le ramener; il fallut encore embrasser les parents. Pélagie pleurait. Quand on fut à l'extrémité du village, au haut du mauvais chemin qui commence la route de Trouville, Onésime dit à sa sœur : — Ne va pas plus loin; n'oublie pas tout ce que je t'ai dit pour Pulchérie. Vous ne tarderez pas à avoir de mes nouvelles. Adieu.

Ils s'embrassèrent tendrement. Onésime se retourna deux ou trois fois; ils échangèrent à chaque fois des signes d'amitié. Comme le chemin faisait un coude, Onésime se retourna; mais il vit Bérénice qui avait fait quelques pas de plus pour le voir plus longtemps. Alors il courut à elle, l'embrassa encore, et lui dit : « Maintenant allons-nous-en, et courons tous les deux sans nous retourner. » Cependant, quand il fut à un point où il croyait qu'il ne la verrait plus, il regarda derrière lui, et, comme elle regardait aussi, ils se dirent de loin : « Adieu! adieu! »

VIII

Pulchérie avait écrit pour demander la permission de promettre à Marie et à ses parents qu'elle reviendrait quinze jours avant la fin des vacances et qu'elle passerait ces quinze jours à leur campagne comme l'année précédente. M. Malais, en accordant cette permission, avait mis pour condition qu'aux vacances suivantes Marie viendrait pendant un mois au moins *au château*. C'était la dernière année que les deux jeunes filles devaient passer à Saint-Denis. On répondit que l'on acceptait avec reconnaissance l'invitation toute gracieuse de M. et de madame de Beuzeval. De ce jour, cette visite attendue l'année prochaine préoccupa exclusivement les deux époux. Ils ne songèrent qu'à embellir le château et à le rendre digne des hôtes de Paris qui devaient leur arriver. On attendit cependant l'arrivée de Pulchérie pour commencer les changements. Pulchérie venait de passer deux ans à Paris, ou du moins fort près de la *capitale*. Elle avait vu chez les de Fondois ce qui était beau, ce qui était à la mode.

Pulchérie accueillit bien Bérénice; elles allèrent ensemble se promener en remontant la petite rivière de Beuzeval, et quand elles furent assises sous le vieux saule, Bérénice s'acquitta de la commission d'Onésime. Pulchérie fut touchée du dévouement et du départ du jeune pêcheur. — Il doit être changé, dit-elle; voilà deux ans que je ne l'ai vu.

— Tu le recconnaîtrais à peine, tant il est grand et fort; son visage respire la résolution et la franchise, sa voix est devenue grave sans être rauque comme celle de nos autres pêcheurs, son regard est assuré et pénétrant; mais toi, Pulchérie, comme tu es grandie, comme tu es changée, et cependant embellie!

— Tu es bien plus jolie aussi, dit Pulchérie.

— Oh! tu n'es plus du tout une de nous, Pulchérie, tu es une demoiselle; aucune fille d'ici ne sait marcher ni parler comme toi, tu as des manières pour dire les choses... Tu as l'air d'une princesse; eh bien! cela me fait presque de la peine. Je suis sûre que mon pauvre Onésime, s'il était ici, n'oserait pas te parler. Tu n'as plus l'air d'être de la même espèce que nous.

— Tu es folle, Bérénice.

— Oh! non, ta voix est plus douce; on dirait une musique. C'est à peine la même langue que tu parles.

— Que fait Onésime?

— Hélas! il va à la mer et il pêche. J'aurais voulu qu'il apprît à lire et à écrire; mais, depuis qu'il va à la mer, il n'a pas encore remis les pieds chez maître Épiphane.

— Il faut pourtant qu'il apprenne.

— Je lui dirai que c'est toi qui l'as dit. Tu dois trouver que je parle un peu mieux que lorsque tu es partie. Maintenant je lis le dimanche des livres qui étaient à la maison, je ne sais pourquoi ni comment, car, excepté moi, personne n'y sait lire. Mon père dit qu'il les a connus de tout temps chez le sien, à qui était notre maison, et qu'il ne s'est jamais aperçu que quelqu'un lût dedans. Les hommes de Paris sont-ils aussi différents des hommes d'ici que tu es différente des jeunes filles de Dive? Est-ce qu'ils sont encore plus *monsieur* que M. Malais ton oncle? Qu'est-ce qu'on leur apprend?

— Comme aux filles, et même un peu plus: le latin d'abord, puis l'histoire, la géographie; ensuite ils apprennent à tirer des armes et à danser et à monter à cheval.

— C'est pour Onésime que je te demande tout cela.

— Et qu'en fera Onésime?

— Tu verras, tu verras!

Bérénice n'avait pas beaucoup à raconter, mais Pulchérie avait mille choses à lui dire; le monde qu'elle avait vu était aussi inconnu pour Bérénice que l'auraient été les sauvages du premier pays qu'on découvrira. Pulchérie fit un peu semblant d'avoir peur de Mopse; elle avait pris certaines affectations de timidité, parce qu'une audace apparente contre toute sorte de petits dangers, qu'elle avait apportée à Saint-Denis, avait été déclarée par les autres élèves ne pas être *comme il faut*.

— Dirais-je donc à Onésime que tu n'as pas voulu caresser son chien? Il m'avait tant recommandé de t'en prier!

Pulchérie consentit à lui passer la main sur le dos et à lui donner quelques petites tapes sur la tête tout en retirant sa main avec terreur au moindre mouvement de l'animal. Elle donna à son oncle toute sorte de conseils relativement aux dispositions et à l'ameublement du château. « Telle chose est ainsi chez les de Fondois et telle autre ainsi; » et l'oncle enregistrait les observations de Pulchérie.

Onésime avait envoyé les vingt francs de son mois deux jours après son départ;

on n'avait pu le placer sur un bateau de chalut, mais l'ami de Pacôme l'avait fait mettre à bord d'un bateau à vapeur qui allait et va encore du Havre à Cherbourg. Le second mois arriva comme le premier. Pélagie avait repris la direction de son ménage, et Tranquille commençait à se servir de son bras.

Pulchérie ne tarda pas à repartir. M. Malais la conduisit à Paris en se proposant de profiter de ce voyage pour faire de nombreux achats et commander des meubles, ceux du salon du château ayant été condamnés définitivement par Pulchérie. C'étaient de magnifiques meubles en bois sculpté, recouverts de vieilles tapisseries. Les artistes de ce temps-ci ne les avaient pas encore mis à la mode, de telle façon qu'ils coûtent aujourd'hui si cher, qu'ils n'en peuvent plus acheter. Il faut cacher tous ses bonheurs comme le voyageur cache son or quand il doit traverser une forêt périlleuse. La vie est fort boisée.

La fin des vacances fut remplie de séductions pour Pulchérie; elle avait à peu près quatorze ans. A sa première enfance au bord de la mer, chez les pêcheurs, elle devait une santé robuste. Elle était grande et formée plus que les filles ne le sont d'ordinaire à son âge. Marie avait un an de plus qu'elle, et on commençait à les compter pour quelque chose dans un salon. Elles se donnaient le plaisir de faire tout ce qui était défendu à Saint-Denis. Toutes deux se firent donner des boucles d'oreilles et se firent percer les oreilles, seul moyen de manifester les riches pendeloques dans la maison de Saint-Denis, où tout bijou est interdit. Elles se firent coiffer en boucles tout le temps que durèrent encore les vacances. Cette coiffure, qui surtout pour de jeunes filles est loin d'être aussi belle que les bandeaux, était une coiffure défendue à Saint-Denis. Elles portèrent d'énormes bouquets. Une seule chose est tolérée contre l'égalité : on permet aux élèves de porter des gants apportés du dehors. Cet oubli du législateur a créé la suprême élégance à Saint-Denis. Dans les grandes cérémonies, on exige que l'on porte des gants de coton blanc fournis par la maison, et c'est aux élèves à imaginer des ruses pour leur substituer des petits gants de peau ; mais les jours ordinaires on n'y fait pas beaucoup d'attention, et *les bien gantées* forment l'aristocratie. Les deux *réciproques* rentrèrent donc avec les oreilles percées et une provision de gants. Ce fut un grand sujet d'envie. Les gants étaient visibles, et les oreilles percées parlaient bien éloquemment de boucles d'oreilles. Toutes deux s'étaient fait faire une très-fine ganse de leurs cheveux, qu'elles avaient échangés. C'est un cadeau qu'on se fait assez communément entre réciproques et qu'on tolère au cou des élèves. Cela s'appelle *un sentiment*. L'amitié des jeunes filles n'est que l'apprentissage de l'amour.

Pulchérie avait la ceinture blanche liserée, et avait pour institutrice la sèche et froide madame S***, et pour dame surveillante la grande, belle et médiocrement intelligente J*** de S*** C***. Marie était blanche unie *ancienne ;* c'était en partie pour rester avec Pulchérie, et aussi parce que sa famille la trouvait trop jeune pour la mettre tout à fait dans le monde, qu'elle suivait la classe de madame B***, jeune dame assez jolie, quoique maigre, mais très-sévère, et si redoutée, que la plupart des élèves quittaient la maison sans passer sous sa férule. Marie devait sortir après le prochain concours, car, ne se destinant pas à rester dans la maison comme institutrice, elle ne devait pas suivre la classe de perfectionnement.

Onésime revint à Dive avant l'hiver. Tranquille Alain était tout à fait guéri. Le merlan d'abord et le hareng ensuite vinrent sur la côte assez abondamment. On paya Éloi Alain le meunier, qui se trouva avoir reçu un peu plus de six cents francs pour trois cents qu'il avait prêtés à son cousin, et néanmoins resta toujours son bienfaiteur, tirant de son bienfait productif un intérêt perpétuel; tantôt il attendait le retour des barques, et prenait un ou deux poissons; tantôt il faisait faire à Tranquille une petite corvée sous un prétexte ou sous un autre, ayant soin de rappeler

de temps à autre les services qu'il lui avait rendus, et appelant *la Mouette* « notre bateau. » Pélagie était également revenue à la santé, et le bonheur était rentré dans la maison, où il ne manquait que Pulchérie; mais elle y manquait beaucoup. Pour Césaire, dont on avait de temps en temps des nouvelles, son absence se faisait beaucoup moins sentir, parce qu'il n'avait jamais participé à la vie de famille, et allait s'amuser avec des camarades de son âge dans les moments qui n'étaient pas consacrés au travail.

Onésime, qui avait un an et demi de plus que Pulchérie, allait avoir quinze ans; il était aussi fort que son père, et il avait réalisé ce que Risque-Tout avait prédit de lui; tout le monde disait : « Onésime est *l'ennemi du poisson.* » Onésime et Bérénice parlaient souvent de Pulchérie. Bérénice répétait à son frère ce qu'elle avait dit à leur amie. — Vois-tu, Onésime, Pulchérie a l'air de ne plus être de la même espèce que nous : d'abord elle est blanche comme le ventre d'un guillemot, et puis elle marche autrement que nous, elle ne dit rien de ce que nous disons et avec une voix toute différente ; il semble qu'elle n'est pas de ce pays. Tu te rappelles cette mouette que tu avais ramassée à la mer, pauvre petit oiseau tombé de son nid du haut de quelque falaise ; nous l'avons élevée avec nos poules, et un jour, quand elle a eu des ailes, elle s'est élevée et a pris son vol sur la mer ; c'est l'histoire de Pulchérie.

— Mais, dit Onésime, si Pulchérie est devenue plus belle et plus savante et plus aimable, c'est une raison de l'aimer davantage ; voilà tout.

— Oui... mais ce n'en est pas une pour qu'*elle* nous aime davantage, ni même autant.

— T'a-t-elle paru changée à notre égard ?

— Non; elle nous aime toujours, elle est toujours bonne, et elle a embrassé maman Pélagie et moi avec un bien bon cœur; mais, enfin, comme elle voit toute sorte de belles choses que nous ne connaissons pas, comme elle devient très-savante, tout en nous aimant bien, elle ne s'intéressera plus à ce qui nous intéresse, et elle aimera mieux se trouver avec des gens avec qui elle pourra causer de ce qu'elle sait et de ce qu'elle a vu, des gens enfin capables de lui répondre : ainsi, par exemple, nous ici, nous dansions en rond ; eh bien ! elle, elle sait toutes sortes de danses qu'on danse à la ville, là-bas ; cela ne l'amusera plus de danser en rond avec nous ; elle sait tout, et nous ne savons rien. A ce propos, elle m'a chargé de te dire qu'il faut que tu apprennes au moins à lire et à écrire, et, si j'ai un conseil à te donner, c'est de ne pas t'en tenir là. Elle m'a parlé des jeunes gens qu'elle voit, et j'ai bien retenu comment elle fait l'éloge de ceux qu'elle trouve le plus de son goût. Ainsi elle m'a dit, une fois que nous jasions à la maison, en me parlant de je ne sais qui : « C'est *un cavalier accompli.* » Je croyais d'abord que c'était quelqu'un qui montait bien à cheval ; mais elle m'a expliqué. Eh bien ! ça n'est pas cela ; un cavalier accompli, c'est un homme... elle ne m'a pas dit s'il savait lire et écrire, mais je crois bien que oui ; c'est un homme qui est très-bien habillé, qui sait bien danser, bien se battre à toute sorte d'armes, bien monter à cheval, qui dit toute sorte de jolies choses aux jeunes filles; je me suis bien rappelé tout cela pour te le redire : tu ne sais rien de tout cela. Moi je puis encore causer un peu avec Pulchérie, parce que je sais à présent lire et écrire et un peu compter; mais toi, tu ne sais rien.

— Comment, je ne sais rien ! mais il n'y a personne ici pour louvoyer en canot au plus près du vent à côté de moi. Est-ce que je ne connais pas bien les marées ? Est-ce que tu connais quelqu'un capable d'*acquer* (amorcer) une manne de cordes aussi *souplement* que moi ? et faire une épissure donc?...

— Oui, mais je te l'ai dit : Pulchérie n'est pas de la même espèce que nous ; notre coq n'était pas le mâle de la mouette, et elle est partie ; il faut que tu te rendes plus semblable aux jeunes hommes de l'espèce de Pulchérie, si tu veux que Pulchérie soit

un jour ta femme, comme nous le disions quand nous étions petits ; il faut que tu ne lui fasses pas honte, il faut que tu deviennes savant comme elle... Mais peut-être que tu ne penses plus à cela, et que tu te contenteras d'aimer Pulchérie comme je l'aime?

— Si je n'ai pas Pulchérie pour femme, je n'en aurai pas d'autre.

— Tant pis! c'est peut-être bien du chagrin que nous aurons, car, je te le redis encore, Pulchérie et nous, nous ne sommes pas de la même espèce.

— Pourquoi cela? Son grand-père était marchand de bœufs et travaillait avec le nôtre, et notre cousin Éloi le meunier le tutoyait.

— Tout cela est vrai, mais je ne puis pas bien t'exprimer les choses. Quand tu auras vu Pulchérie une fois, tu comprendras ce que je veux dire, tu n'oseras peut-être pas la tutoyer. En tout cas, si Pulchérie doit être ta femme, tu ne dois pas être au-dessous d'elle, et il faut que tu apprennes.

— Mais le pourrai-je?

— Elle a bien appris, elle; et moi-même, qui ne suis qu'une petite fille, n'ai-je pas appris à lire et à écrire? Il y a maître Épiphane Garandin le clerc qui sait tout, à ce qu'il dit, et qui a fait tous les métiers. Nous gagnons assez d'argent pour le payer un peu, et d'ailleurs, pour du poisson, il sera bien content de t'instruire; dis-lui que tu veux devenir « un cavalier accompli; » les gens savants doivent savoir ce que cela veut dire. S'il ne sait pas, tu lui diras qu'il faut que tu saches danser, bien te battre à tout, monter à cheval, faire de la musique, un peu aussi lire et écrire. Mets-lui de côté deux beaux gros merlans demain, et va lui narrer ton affaire. Pulchérie ne revient que dans huit mois, il faut qu'elle te trouve changé comme tu la trouveras changée toi-même.

IX

CHEZ MAITRE ÉPIPHANE GARANDIN.

Le lendemain, au retour de la pêche, Onésime passa un bout de ligne dans les ouïes de deux énormes merlans, et il s'en alla chez maître Épiphane.

L'école était une seule chambre, on descendait trois marches pour y entrer; un homme de taille ordinaire était obligé de baisser la tête pour ne pas se frapper contre la poutre. La pièce était pavée; au fond était le lit de maître Épiphane, enveloppé de rideaux en serge verte; trois bancs et deux tables composaient le mobilier de la classe avec un vieux petit poêle en fonte, dont le tuyau montait dans la cheminée; sur le poêle, dont le couvercle était enlevé, cuisait, dans une chaudière de fonte, le dîner de maître Épiphane. Il y avait aussi un fauteuil de bois à fond de paille, devant lequel était une petite table carrée avec un vieux pupitre; c'était la place du maître, auprès de la seule fenêtre qui éclairât l'école, fenêtre dite à guillotine, formée de deux panneaux dont l'un monte en glissant sur l'autre lorsqu'on veut avoir de l'air. Cette fenêtre, de trois pieds carrés, était vitrée de trente-six petits carreaux, sur plusieurs desquels ressortaient des espèces de loupes d'un vert foncé assez semblables au fond d'une bouteille; un seul de ces carreaux était de papier. Les enfants étaient assis sur les bancs; les plus grands avaient devant eux, sur les tables, des livres ou des cahiers; les plus petits étaient pressés sur le banc devant lequel il n'y avait pas de table, les jambes pendantes, bavardant, se poussant, aussitôt que le maître détournait les yeux, prenant un air contrit et hypocrite quand il regardait de leur côté. La classe, qui avait été autrefois blanchie à la chaux, avait à trois pieds et demi de haut une ligne crasseuse produite par le frottement de la tête des enfants. Lorsque Onésime entra, il effaroucha une poule qui becquetait sous les bancs les

miettes que les enfants laissaient tomber à l'heure de leurs repas ; la poule s'enfuit en voletant, mais ne tarda pas beaucoup à revenir.

Le local n'était pas seulement l'école, c'était aussi l'hôtel de ville, où à certains jours se rassemblaient M. le maire et MM. les conseillers municipaux. Quand quelqu'un de ces jours ne *tombait pas* un dimanche, les écoliers avaient congé de droit, d'autant que maître Épiphane, qui était secrétaire de la mairie, n'aurait pu leur donner ses soins éclairés. Il faisait chaud dans l'école ; le poêle, sur lequel cuisait le dîner, était fort animé; la fenêtre et la porte étaient fermées ; maître Épiphane, soit par ennui, soit par la privation d'air, s'était endormi au milieu d'une dictée, les écoliers s'étaient fait signe de ne pas le réveiller. Parmi les plus petits, un avait quitté tout doucement sa place et était allé voler une tartine de beurre salé dans le panier où était le goûter d'un de ses camarades; celui-ci s'en était aperçu et avait cru reconnaître son beurre lorsque le voleur avait déjà mordu deux bouchées dedans; il s'efforçait de le lui arracher, et tous deux déchiraient la tartine beurrée qu'ils tenaient à pleines mains; un autre s'était mis à cheval sur le banc, auquel il avait fait des rênes avec une corde ; les plus grands jouaient aux billes. Le bruit que fit Onésime en entrant effaroucha la poule et réveilla maître Épiphane ; il ne savait pas combien de temps il avait dormi, il avisa ceux qui jouaient. « Hé ! là-bas! dit-il d'une voix terrible, faut-il que j'aille vous trouver avec Jacqueline? » Jacqueline était le nom qu'il lui avait plu de donner à une règle large et plate avec laquelle il leur appliquait des coups dans la main ou sur les ongles réunis, d'après la gravité du crime à expier. Le plus grand silence régna à l'instant même dans la classe, sous le regard formidable que le maître promena circulairement sur ses élèves.

— Maître Épiphane, dit Onésime, voici deux merlans que j'ai mis de côté pour vous, ce sont les plus beaux que j'aie jamais vus.

— Merci, Onésime, merci, j'ai mon dîner d'aujourd'hui, ce sera pour demain ; mets-les sur la cheminée.

— Maître Épiphane, je voudrais bien vous parler.

— Parle.

— Mais c'est que ce que j'ai à vous dire sera un peu long.

— Eh bien! nous allons nous mettre dans la cour. Il se leva, et prenant sa règle : Vous voyez, vous autres, dit-il, que je prends Jacqueline avec moi; je ne vous dis que cela, et, s'il arrivait que vous bavardassiez ou que vous fissiez le moindre bruit, j'ai un œil et une oreille sur vous.

Maître Épiphane était un grand homme sec avec la figure jaune et le nez rouge, de grands yeux d'un bleu pâle, hébétés; il paraissait avoir quarante ans; ses cheveux, châtain clair, étaient prétentieusement frisés sur les faces. Il était vêtu d'une redingote verte râpée à collet crasseux ; il avait sur le côté de la tête un chapeau devenu gris et luisant qu'il ne quittait jamais. Il avait fait toute sorte de métiers, comme le disait Bérénice, mais il était maître d'école depuis une dizaine d'années; son langage était à la fois pédant et incorrect; ses saluts comme ses gestes étaient prétentieux, il se croyait positivement un homme *comme il faut*, et attribuait à un sort ennemi les hasards par lesquels il ne vivait pas dans le *grand monde*. Il croyait, du reste, avoir été dans le monde à une époque où, demeurant dans une grande ville, il avait beaucoup hanté les cafés. Depuis qu'il était maître d'école, il s'était abandonné à la boisson; personne pourtant ne le voyait jamais ivre; il ne buvait immodérément que la nuit, enfermé chez lui ; son ivresse se passait à peu près dans le sommeil, il ne lui en restait le lendemain matin qu'une somnolence et un hébétement qui avait fini par rester sur son visage et dans son regard. Outre ses fonctions d'instituteur et de secrétaire de la mairie, il était chantre à l'église, sonnait les cloches et jouait du violon ou du flageolet pour faire danser à certains dimanches.

Il s'appuya sur un arbre voisin de la porte de la classe qu'il laissa ouverte.

— A présent, parle, Onésime, dit-il, tu es maintenant un homme, et on peut causer avec toi. Onésime lui dit : — Savez-vous, maître Épiphane, ce que c'est qu'un cavalier accompli ?

— Oui, certes, répondit le maître d'école, et il y a quelque vingt ans j'étais alors militaire et en garnison à Metz, et j'ai entendu dire quelquefois de moi : « Voilà un cavalier accompli. »

— Est-il vrai, maître Épiphane, que pour être un cavalier accompli il faille savoir tant de choses ?

— Mais à quoi bon toutes ces questions, Onésime ?

Le bruit s'était graduellement élevé dans la classe jusqu'à un affreux tintamarre. Maître Épiphane ôta ses sabots et s'avança sans bruit jusqu'à la porte ; mais les écoliers avaient placé une sentinelle, et, quand il fut à portée de voir dans la classe, tout était parfaitement en ordre, et on aurait entendu une mouche voler. Il les enveloppa de son plus terrible regard, et en avisant un qui paraissait étudier avec la plus profonde attention, la tête dans les deux mains et les deux coudes sur la table :—Tu es bien rouge, petit Pierre, dit-il, tu n'as pas toujours si bien étudié !... Je te rattraperai.

Il revint alors à son arbre. Au bout de quelques instants, on commença à causer tout bas, puis un sourd murmure de voix confuses alla toujours en croissant, jusqu'au moment où le tumulte arriva encore une fois à son comble. La poule se mit à jeter des cris de détresse. Un des écoliers avait réussi à la saisir, et un autre la lui disputait. L'un la tenait par la tête et l'autre par une aile. Quand maître Épiphane accourut, on lâcha promptement la poule, qui se sauva dehors, hérissée, un peu plumée et haletante, puis le silence se fit derechef. Le maître changea de place pour mieux voir dans la classe et pouvoir entremêler sa conversation avec Onésime d'avertissements adressés à ses écoliers.

— Où en étions-nous? dit-il au jeune pêcheur.

— Je vous demandais, maître Épiphane, s'il était vrai qu'il *faille* savoir tant de choses pour être un cavalier accompli ?

— Je vais te dire ce que je savais. J'étais de première force au billard ; à une époque où j'étais à Paris, j'étais alors fabricant de colle-forte, je jouais avec Eugène, un garçon de café le plus fort de Paris. Eh bien ! il ne me rendait qu'un point et il ne me gagnait pas toujours. J'étais toujours très-bien mis : un col en baleine, une chaîne sur mon gilet, des bagues aux mains, des bottes à talon ; en un mot, tout ce qui constitue l'élégance. (Hé ! là-bas, Léon, Jacqueline va aller te caresser les côtes !) Je faisais des armes, la canne, le bâton, le chausson, tout. Après que j'ai eu quitté Paris, j'étais, à Châlons-sur-Saône, sous-directeur d'assurances contre l'incendie. Je me rappelle ; j'ai désarmé, avec un simple manche à balai, trois soldats avec lesquels je m'étais pris de querelle dans un cabaret. Je suis sûr qu'on en parle encore dans la ville. Je jouais du violon et du flageolet. (Hé ! là-bas, petit Pierre, je te vais allonger les cheveux !) J'ai une fois fait danser les dames de la ville, un dimanche, à Pithiviers, où j'étais élève en pharmacie. J'étais ensuite invité partout; c'était à qui m'aurait. Après ça, il faut dire que je n'avais pas mon pareil pour dire des choses flatteuses aux dames. J'étais le bienvenu dans les meilleures maisons. (Ah ! tu montes sur la table, Jean-Louis ; ah bien ! nous allons rire un moment. Viens ici... Vous ne voulez pas venir, Jean-Louis? Je voudrais bien voir que vous ne vinssiez pas !)

Jean-Louis arriva en rechignant, et il reçut trois coups de règle dans la main, après quoi il s'en retourna en pleurant à sa place.—Écoute ici, Claude. Allons, n'aie pas peur, ce n'est pas Jacqueline qui te demande. Apporte-moi la boîte au sel qui est accrochée dans la cheminée. Là, prends-en une petite poignée. Là, pas tant... Bien...

Tu vas raccrocher la boîte à sa place et tu mettras le sel dans la marmite qui est sur le poêle... Mais enfin, Onésime, est-ce que tu veux devenir un cavalier accompli? Qui est-ce qui t'a parlé de cavalier accompli? C'est un mot qui ne se prononce pas souvent à Dive, du moins je ne l'ai jamais entendu.

— Et faut-il aussi savoir lire et écrire ? demanda Onésime.

— Certainement.

— Eh bien! maître Épiphane, je payerai ce qu'il faudra. Le merlan va bien et on a vu déjà des harengs par le nord; mais il faut que dans un an je sois un cavalier accompli.

— Hé! là-bas, je vais vous faire rire. Jacqueline va achever de vous égayer.

Ce qui faisait rire les enfants, c'est que Claude, en mettant le sel dans la marmite, y avait mis également une poignée de poudre à faire sécher l'écriture. Le silence eut cette fois peine à se rétablir. Les enfants riaient malgré eux. Un petit blond, appelé Émile, reçut quatre coups de règle sur le bout des doigts, poussa des cris affreux et retourna à sa place en tirant la langue à maître Épiphane, qui s'était détourné.

— Un an! mon pauvre Onésime, quand il y a tant de gens qui n'y réussissent pas dans toute leur vie; mais quelle fantaisie te prend donc?

— J'ai des amis d'enfance qui sont en pension à Paris, et je ne veux pas leur faire honte quand ils reviendront.

— C'est bien. Les maîtres de Paris font payer plus cher; mais il n'y en a pas un que je craigne en rien. (Hé! petit Pierre et Maurice, je vais aller vous aider à vous battre. Jacqueline va se mettre seule contre vous deux.) C'est égal, je vas t'apprendre ce que je sais. Tu viendras dans tous les moments que tu ne passeras pas à la mer, et les jours de mauvais temps nous piocherons. Je ne te dis pas que tu deviendras en un an ce qu'on appelle un cavalier accompli; mais le plus fort des élèves de Paris aura encore à te demander des leçons.

La poule, qui s'était rassurée et était rentrée dans la classe, fut, cette fois encore, prise par petit Pierre. Petit Pierre, voyant le maître se retourner, s'assit sur la poule pour l'empêcher de crier. Maître Épiphane convint avec Onésime qu'il viendrait dès le lendemain et qu'on commencerait à la fois les armes, la musique, la lecture et l'écriture. Puis, comme c'était l'heure d'aller sonner à l'église, il déclara la classe finie. Petit Pierre alors voulut délivrer et chasser la poule; mais la pauvre bête était morte. Il la poussa avec le pied sous la table du maître, et toute l'école joyeuse s'enfuit en courant par les chemins.

X

Chez les Malais tout était bouleversé. Tout en s'y prenant un peu plus tard qu'Onésime, ils se trouvaient dans une situation analogue. Ils n'avaient songé jusque-là qu'à être riches, il s'agissait d'être maintenant des gens *comme il faut*. La vieillesse avait donné un assez bel aspect au château de Beuzeval. Ce n'était, à proprement parler, qu'une grande maison normande dans toute l'acception du mot. Sous un toit aigu, elle était rayée de gris et de noir. Le parc était entouré de vieux murs couverts de lierre, qui les avait d'abord fatigués et écrasés, et maintenant les soutenait. Dans les fentes et sur la crête du mur fleurissaient des giroflées et s'étalaient des pariétaires et des espèces de fougères. On blanchit le plâtre de la maison, on arracha les beaux vieux lierres, on reconstruisit certaines parties des murs et on reblanchit le reste, ce qui fut unanimement jugé *plus propre*. On enleva quelques tapisseries un peu vieilles, il est vrai, mais d'un beau caractère, qui couvraient de temps immémorial les murs du salon; on remplaça les tapisseries par un papier rouge *imitant* la moire; on mit au grenier les vieux meubles en bois sculpté, pour faire place à ceux qui

avaient été commandés à Paris et qui arrivaient successivement. On mit les escaliers en couleur rouge de sang, on les cira et les frotta de la manière la plus dangereuse. Il fallait descendre et monter très-lentement en tenant la rampe, si l'on ne voulait pas se rompre le cou. Il y avait devant la maison un groupe de vieux châtaigniers, ils furent jetés bas et remplacés par douze caisses d'orangers bien taillés en boule, une feuille ne dépassant pas l'autre.

M. Malais s'était fait faire des habits à Paris et il avait rapporté de magnifiques étoffes pour Dorothée, qui avait fait couper et coudre six robes neuves par la meilleure couturière de Trouville, qu'elle avait fait venir à Beuzeval. Les six robes, malgré quelques observations de la couturière, furent taillées sur la fameuse robe rapportée de Paris une quinzaine d'années auparavant.

— Mademoiselle, dit avec un air superbe Dorothée Malais, c'est la mode de Paris. Je l'y ai fait faire moi-même et je l'en ai rapportée moi-même.

C'était, du reste, une robe à taille courte, descendant un peu au-dessous de la cheville, étroite comme un fourreau, comme on les faisait à cette époque, où il ne fallait pour une robe que cinq aunes de l'étoffe dont il faut aujourd'hui dix ou douze aunes, je crois, de telle sorte que, les étoffes ayant été achetées à Paris par M. Malais, à son dernier voyage, il se trouva que la moitié de chaque robe suffit pour en faire une semblable au modèle. Madame Malais pensa alors qu'elle donnerait l'autre moitié à Pulchérie, qui recevait ainsi un cadeau de six belles robes.

On fit faire une livrée pour les domestiques, ce que Pulchérie avait fort recommandé. Puis on s'occupa des chambres d'amis. Je crois que, si l'on avait eu le temps, on aurait fait abattre et reconstruire la maison. Faute de goût, M. et madame Malais se décidèrent dans leurs choix pour ce qu'il y avait de plus cher. La vieille voiture fut vendue, ainsi que le vieux cheval gris, devenu blanc par l'âge. Éloi Alain, le meunier, qui passait pour connaisseur en chevaux, fut chargé d'en trouver deux bien pareils pour une calèche que l'on faisait venir de Caen. Le meunier gagna cinq cents francs sur les deux chevaux, plus cent francs que M. Malais lui donna pour la peine qu'il avait prise.

A la cabane de Risque-Tout, on faisait aussi des préparatifs. Bérénice et Pélagie tenaient la maison dans une minutieuse propreté. Onésime avait bouleversé le jardin de trente pas de long qui était derrière la maison. Il avait arraché les jacinthes, les anémones et toutes les fleurs printanières, et n'y avait admis que celles qui fleurissent naturellement à l'époque où Pulchérie devait arriver à Dive. Il était fort assidu à prendre ses leçons avec le clerc. Il apprenait sur le flageolet un quadrille qui composait toute la science de maître Épiphane. En fait d'armes, il faisait de notables progrès dans l'art du bâton et du chausson. Pour les personnes qui ne connaissent pas ces escrimes, il est facile de les faire assister à une leçon. Le maître et l'élève tiennent chacun un bâton de quatre pieds et demi.

Épiphane. — Attention, la douzième division de bâton est une des plus salutaires, elle s'exécute en trente temps. Mets-toi à la première position, *développe* en marchant deux coups de figure à droite; tourne sur les talons en trois temps par trois coups de bâton à gauche, deux autres coups de figure à droite, un coup de tête, coup de flanc à droite et à gauche, une enlevée de poignet, un coup de bout, coup de figure double à droite et à gauche, enlevée; finis par un coup de trousse-menton, et coup de figure à droite et à gauche. Cette division, comme je te l'ai dit, est des plus salutaires; tous les maîtres ne la font pas faire; je l'ai apprise à Rouen, où j'étais filateur d'indiennes. Passons maintenant à la leçon de chausson... Coup de pied droit doublé pour l'attaque; je riposte par un coup de poing à la figure, parade du coup de poing, coups de pied voltés en dedans et en dehors, passement et contre-passement de jambes, feinte de coup de poing de poitrine, coup de poing sur l'oreille,

ramassement de jambes en dedans et en dehors, coup de pied au flanc, parade croisée du coup de pied de flanc, coup de pied de gencives, ramassement de jambes. Bien! pas de roideur. Si tu donnes le coup de pied de gencives en baissant à plat le pied qui reste à terre, tu tombes sur le dos à la moindre parade. Sur la pointe du pied, plus haut, aux gencives! c'est mieux.

Onésime, souple et vigoureux, réussissait parfaitement dans ce qu'il croyait être *les armes;* mais, dans la lecture et dans l'écriture, il était loin de faire d'aussi rapides progrès.

Cependant Marie avait quitté la maison de Saint-Denis après le concours auquel Pulchérie avait passé dans la classe des blanches unies, sous la férule d'une dame distinguée, madame de Ciony. Une correspondance s'engagea entre elle et Marie, correspondance aussi active que le permettait la difficulté d'écrire pour Pulchérie. Tous les dimanches, une domestique de confiance venait de la part de Marie demander Pulchérie au parloir, où on échangeait bien vite les lettres.

Pulchérie Malais à Marie de Fondois.

« Tu vas maintenant rire de nos bals, toi qui es dans le monde; cependant celui d'avant-hier a été on ne peut plus brillant; il a eu lieu dans les ateliers de dessin; on avait mis à contribution pour l'éclairage tous les quinquets de la maison et tous les lustres de la chapelle. Le bal a commencé à six heures! Madame la surintendante y assistait avec le grand cordon de la Légion d'honneur; nous avons défilé devant elle, classe par classe; toutes les dames étaient en toilette. Pour nous, on nous avait distribué les affreux gants de coton blanc d'ordonnance; je les ai jetés sous une banquette aussitôt que madame Charton a eu passé son inspection, et j'ai mis en évidence de beaux petits gants couleur paille qui me gantaient on ne peut mieux. Je te dirai qu'il y a une petite de la classe nacarat liséré qui *court après moi;* elle s'est déjà fait punir pour errer dans les couloirs auprès de la classe blanche; elle m'offre des fleurs; elle est venue m'inviter à danser dans le quadrille de sa classe, où elle a été mon cavalier. Je l'ai ensuite amenée dans le quadrille de la classe blanche, où j'ai été cavalier à mon tour; mais, ces deux contredanses finies, je n'ai plus dansé avec elle; je n'ai guère dansé qu'avec des dames et des novices pour lesquelles j'ai été un cavalier très-galant.

« On a, comme de coutume, jusqu'à neuf heures, offert de *l'abondance* entre les contredanses; à neuf heures, on a servi la collation : gâteaux, glaces, punch; puis on a encore dansé jusqu'à deux heures.

. . . .

« Je viens de jouer avec un bruit affreux sur le piano l'air des chasseurs de *Robin des Bois,* parce que madame Médard m'avait déjà demandé deux fois ce que j'écrivais; à quoi j'ai répondu que je copiais un air de Weber, et je suis allée lui demander une prise de tabac qu'elle m'a donnée avec sa grâce ordinaire. Après avoir ainsi remis le calme dans l'esprit de la vénérable dame noire, j'ai pu reprendre ma lettre. Combien il me semble que les jours s'écoulent lentement! ce ne sont plus les vacances que nous attendons cette fois, c'est la liberté! et quel charmant été nous allons passer à Beuzeval! Adieu! je t'embrasse.

« PULCHÉRIE MALAIS. »

« Quel est donc ce jeune homme qui accompagnait ta mère quand vous êtes venues me voir? J'ai à peine osé lever les yeux sur lui; il m'a paru très-bien mis. »

Marie de Fondois à Pulchérie Malais.

« Ce jeune homme est notre cousin, mais de plus il est un de mes attentifs. C'est mon esclave, mon serf, et je te défends bien de jamais lever les yeux sur lui. S'il est bien mis! Personne au monde ne s'habille comme lui. Sa cravate ne fait pas un seul pli, ses gants sont toujours d'une fraîcheur irréprochable, et il n'a étonné personne l'autre soir en avouant qu'il lui fallait trois paires de gants par jour. Il danse et valse à ravir. Il a une canne dont la pomme est un charmant bijou; elle est en or, toute semée de petites turquoises; il est toujours en bottes vernies. On se l'arrache dans toutes les maisons: c'est un homme charmant. J'ai dansé à propos d'une fête, car il n'y a plus de soirées en cette saison, justement le jour de votre fameux bal. Nous étions au bal toutes deux. J'ai dansé quatre fois avec lui. Je ne veux pas trop te parler de ce bal, à toi, pauvre petite, qui viens de t'amuser si bien au bal de l'atelier de dessin. Dis-moi seulement quelle différence il y a entre l'abondance qu'on vous prodigue et le punch qu'on vous distribue? L'un n'est-il pas de l'eau froide légèrement colorée en rouge, et l'autre de l'eau chaude plus légèrement colorée en jaune? Rien n'est donc changé dans ces solennités! Les grandes coquettes, celles dont le luxe écrase leurs rivales, sont toujours celles qui ont une paire de gants nettoyée pendant huit jours avec de la gomme élastique, ou qui mettent leur ceinture un peu plus sur le bord des épaules, au risque de se faire gourmander par la dame inspectrice, si son œil inévitable découvre une si grande infraction aux lois, un si condamnable excès de coquetterie.

« Et moi aussi j'avais des gants, des gants blancs demi-longs, car j'avais les bras nus. J'avais deux bracelets : l'un était un gros serpent avec une belle émeraude sur la tête, l'autre une tresse de corail fermée par une tête de corail sculptée. J'avais une robe de tulle blanc; j'étais, que dirait-on là-bas! j'étais décolletée. Je t'avoue que moi-même j'étais un peu embarrassée et un peu honteuse quand je me suis vue ainsi; mais quand j'ai examiné toutes les femmes, il y en avait plus de soixante, quand j'ai vu que j'étais beaucoup moins décolletée que celle qui l'était le moins, j'ai repris un peu courage. Je n'ai pas besoin de te dire avec quel empressement j'ai renoncé aux bandeaux d'ordonnance de la maison de Saint-Denis. J'avais les cheveux frisés, avec une couronne de roses pâles ravissante, et puis nous avions pour danser de vrais cavaliers. Je ne doute pas que tu n'aies été le plus charmant cavalier de votre bal; mais, vois-tu, pour danser, le moindre mauvais petit homme vaut mieux que la plus ravissante fille du monde. J'aurais bien voulu que tu me visses ainsi habillée, et je voudrais bien te voir aussi en costume humain. On m'a fait les plus jolis compliments et les mieux tournés, du moins à ce qu'il m'a paru. Prends patience; encore trois mois, et tu quitteras pour n'y jamais rentrer les vieux murs de Saint-Denis. Je serai très-contente de passer avec toi l'été dans le château de ton père; mais si tu veux que je te parle franchement, ce n'est pas l'été qui me promet le plus de plaisirs. Nous avons eu assez, il me semble, de plaisirs champêtres à Saint-Denis; c'est l'hiver que j'attends avec impatience, c'est l'hiver que j'espère bien passer avec toi à Paris, c'est cet hiver que nous allons commencer à vivre.

« Marie de Fondois. »

« Nous irons te voir, maman et moi, dimanche prochain. Si le cousin nous accompagne, tu voudras bien avoir toujours la même réserve et respecter mes conquêtes. Ceci est une alliance qu'il faudra nous jurer. Adieu. »

(*La troisième partie à une prochaine livraison.*)

Alphonse Karr.

DES

AFFAIRES DE LA SUISSE.

LE SONDERBUND ET LE RADICALISME SUISSE. — LES HOMMES ET LES PARTIS.

Les troubles, les dissensions intérieures qui, depuis plusieurs années, agitent la confédération des républiques suisses, attirent en ce moment tous les regards. Il ne se peut pas, en effet, que les puissances circonvoisines restent indifférentes à un état de choses si inquiétant. L'Europe y pense et s'en préoccupe, et c'est déjà un symptôme grave que plusieurs des représentants des grands cabinets ne se soient pas rendus à Berne, près de la diète. Si le mal est irrécusable et patent, le remède n'est pas aussi facile à trouver et à appliquer qu'on pourrait le croire au premier abord. En Suisse, les questions ne se posent pas avec ce caractère simple, frappant, qu'on voit ailleurs. Tout y est complexe et formé d'éléments disparates. L'anarchie y répond à mille tendances confuses, l'esprit religieux s'y mêle à tout, avec ses rancunes, ses exaltations, ses nuances opposées de rationalisme provocateur et de foi ardente. Les antiques traditions luttent contre l'effort des théories modernes; l'autorité locale, l'indépendance cantonale, s'y redressent avec fierté contre l'impulsion unitaire. L'ordre cherche laborieusement ses conditions, et personne peut-être n'oserait dire qu'il est appelé par la force de sa situation à la vraie défense des vrais intérêts de ce pays. A mesure qu'on descend dans la question et qu'on essaye d'en ouvrir les replis intimes, on se convainc de plus en plus que s'il est facile de constater les déchirements que la Suisse subit depuis plusieurs années, et dont les symptômes sont évidents, comme les crises en ont été déplorables, il est plus malaisé d'assigner les moyens d'obvier au mal ou même d'en déterminer les causes, sans confondre, dans cette appréciation, ce qui doit demeurer distinct.

Deux faits principaux dominent tout cependant : il y a en Suisse, aujourd'hui, un parti nombreux, violent, qui veut changer la constitution politique de la confédération, et, par suite, la nature des rapports qu'elle a avec l'Europe, avec les puissances garantes du traité de Vienne. Il y a un autre parti, moins nombreux peut-être, non

moins résolu, essentiellement conservateur, représenté par le *Sonderbund,* et qui, concentré dans les petits cantons, appuyé sur la vieille foi catholique, a pris en main la défense de l'indépendance cantonale et fait appel à la parole jurée. Tout cela, je le répète, n'est ni si net, ni si distinct qu'on pourrait se le figurer en voyant les choses de loin : ainsi tel canton se trouve entraîné vers le radicalisme sans en avoir le désir, ainsi tel autre, soumis momentanément aux mêmes influences, garde l'attachement le plus vrai à ses croyances religieuses ; mais les deux masses d'opinion n'en sont pas moins en face l'une de l'autre, s'observant, s'épiant, impatientes de s'entre-choquer et d'agir. Le premier mouvement, révolutionnaire, rationaliste, tendrait à faire de la Suisse un État en quelque sorte nouveau, et à conférer à la diète des attributions, des pouvoirs qui lui furent toujours refusés. Sous prétexte de fortifier l'unité nationale en réformant le pacte fédéral, l'opinion que ce mouvement entraîne ne travaille qu'à assurer la domination d'une majorité absorbante sur des États jusqu'ici souverains et indépendants. L'autre mouvement, appuyé par l'Autriche, et dont la France paraît étudier le caractère et l'attitude, soutient l'ancien droit et en réclame la conservation, au nom de principes, selon nous, évidents et incontestables.

La question des jésuites complique cette situation. Lucerne est certainement dans son droit en disant que cette question lui est propre, et qu'il n'appartient pas à d'autres cantons de vouloir s'immiscer dans une affaire intérieure ; quoi qu'il en soit, beaucoup d'hommes modérés hésitent sur cet incident. Les jésuites de Lucerne, de Fribourg et de quelques autres cantons, malgré l'extrême régularité de leur conduite et leur prudence habituelle, fournissent, par leur seule présence, un prétexte aux emportements du radicalisme et à ses mauvais desseins. De là, tant d'agitations; de là, tant de tentatives anarchiques ; de là, enfin, cette popularité vulgaire qui s'attache, pour le moment, dans une grande partie de la Suisse, à des noms qui méritaient de rester obscurs et à des hommes dont les passions sont peu d'accord avec leur mérite personnel.

Je n'ai pas la prétention d'entrer ici bien avant dans l'examen des difficultés politiques. L'expérience, la sagacité des hommes d'État, ne sont pas de trop pour étudier et résoudre un problème si compliqué, si obscur ; mais peut-être quelques impressions personnelles, simples et rapides, ne paraîtront-elles dépourvues, en ce moment, ni d'intérêt, ni même d'une utilité relative. J'ai parcouru en voyageur, en désœuvré, les sept cantons dont le *Sonderbund* se compose. Ces cantons sont, comme on sait, *Lucerne, Zug, Unterwald, Schwitz, Uri, le Valais,* et *Fribourg.* Je dirai quelques mots de chacun d'entre eux.

Le canton de Lucerne, qui soulève actuellement contre lui les attaques radicales, n'a pas toujours soutenu la cause conservatrice ; il n'y a guère que cinq à six ans qu'il s'y est rattaché. Après les événements de 1830 jusqu'en 1841, Lucerne appuyait et défendait des opinions bien différentes et dont le changement doit être attribué surtout à l'influence religieuse. C'est cette influence qui a agi sur MM. Siegwart-Muller et Bernard Meyer, aujourd'hui placés au premier rang parmi les hommes de la résistance, mais dont la position ne fut pas toujours la même. M. Siegwart-Muller est le fondateur et l'homme de pensée de l'alliance des sept cantons. Violemment attaqué par les gazettes radicales de Berne, de Soleure, d'Argovie, calomnié, insulté tous les jours dans les déclamations dont les habitués du *club de l'Ours,* à Berne, font leurs délices, M. Siegwart-Muller supporte ces agressions avec une grande fermeté d'esprit et une inaltérable modération. Il se passe peu de jours, m'a-t-on dit, sans qu'il reçoive des lettres anonymes pleines de menaces et d'injures; c'est, en tout pays, l'arme des lâches contre les forts. On agissait ainsi envers M. Leu avant l'assassinat qui vint mettre fin à sa noble vie ; mais M. Siegwart-Muller et ses amis se tiennent mieux sur leurs gardes que M. Leu ne voulait l'être. Ce dernier avait fait le sacrifice

de son existence; il avait cessé, vers les derniers temps surtout, de prendre et même de souffrir qu'on prît aucune précaution pour sa sûreté personnelle. Son unique soin était de se tenir toujours prêt à paraître devant Dieu; c'est ce qu'il disait assez publiquement avec une merveilleuse simplicité. La mort de M. Leu a rendu plus passionnée et plus forte l'opinion conservatrice dans le canton de Lucerne. Il y aura toujours une grande puissance dans l'immolation d'un homme de bien. Le sang d'une victime parle haut dans tous les cœurs.

Quand on objecte, aujourd'hui, aux habitants de ce canton que leur persévérance à garder les jésuites au milieu d'eux peut devenir une cause, un prétexte de troubles graves pour la confédération, ils répondent en rappelant l'expédition des corps francs contre leur ville et l'assassinat de M. Leu. Ils ne manquent pas aussi d'ajouter que, s'ils ont appelé les jésuites à Lucerne, c'est là une affaire intérieure et dont les autres cantons n'ont aucun droit de se mêler. Il est certain, en effet, que ceux, par exemple, qui ont provoqué les enseignements scandaleux de MM. Strauss et Zeller ont mauvaise grâce à prétendre aujourd'hui que l'expulsion des jésuites peut être exigée par le motif de l'intérêt général. Après tout, des doctrines religieuses, même un peu exclusives, sont de beaucoup préférables à un rationalisme dont l'audace blessait toutes les croyances et s'attaquait à toute tradition. L'homme ne se passe point si aisément des lumières d'en haut, et ce désolant scepticisme, que de prétendus sages sèment orgueilleusement au sein d'une nation, n'a jamais fait que précipiter les progrès de l'ombre fatale qui doit la couvrir comme un linceul.

Aujourd'hui la défense de Lucerne a été assurée avec le plus grand soin sur tous les points accessibles; les approches du lac sont fortifiées contre Zurich, le Sonnenberg semble défier les bruyants orateurs de Berne, et le pont de l'Emme fait une merveilleuse contenance devant les menaces d'Argovie.

Zug n'est ni si résolu, ni si fier : ce canton, autant du moins que j'ai pu en juger, m'a paru la partie faible du *Sonderbund*. J'y ai entendu nommer peu d'hommes véritablement influents. La campagne y est très-prononcée pour la cause conservatrice et catholique; mais la ville ne partage guère cette ferveur. Au reste, cette séparation de sentiments et de principes se laisse voir dans d'autres cantons. Les radicaux, sachant ce qu'il y a de vulnérable du côté de Zug, y envoient quelquefois des affidés et des émissaires; mais Lucerne est en garde contre ces mouvements. En avril dernier, une manifestation radicale avait été annoncée : tout se borna à l'arrivée de quelques radicaux d'Argovie et de Zurich. On chanta les refrains que les cabarets de Berne et de Lausanne ont mis à la mode, on fit étalage de brassards, on s'appliqua, pendant tout un jour, à consommer une notable quantité de bière et de liqueurs fortes; après quoi Zug rentra dans son calme habituel, sans que le général du *Sonderbund* eût été mis dans l'obligation d'agir contre ces turbulents convives et de les rappeler à plus de modération et de sobriété.

Dans Unterwald, au contraire, tout est unanime, ferme, résolu. Rien qu'à voir ces populations robustes, dont le type a gardé sa pureté primitive et dont les traits respirent je ne sais quelle sérénité imposante, on reconnaît tout de suite ceux que la Suisse entière appelle les *pieux Unterwaliens*. C'est à peine si ces braves gens ont daigné s'apercevoir que quelque chose changeait autour d'eux et qu'un esprit nouveau se remuait; le peu qu'ils en ont vu leur a suffi pour les déterminer à la plus énergique résistance. Ce qu'ils firent, il y cinq cents ans, contre les Autrichiens, ce qu'ils ont fait contre la France en 1798, ils sont tout prêts à le recommencer contre les radicaux. Un respectable vieillard, M. Ackermann, que j'ai eu l'occasion de voir plusieurs fois, s'est acquis, par ses vertus, par ses mœurs patriarcales, par la dignité de sa vie, une immense autorité sur ce canton. A un geste de M. Ackermann, à la moindre parole de cet homme vénéré, Unterwald tout entier marcherait en armes.

Ce nom est grand dans tout le pays, grand comme la sagesse et la bonté qui s'ignorent elles-mêmes. M. Turrer est l'homme politique et l'homme d'affaires de ce canton, dont les forces militaires sont commandées par M. le colonel Zellger.

Si l'on cherche sur terre une retraite fermée à tous les bruits du monde, comme on dit que les poëtes en désiraient autrefois et comme ils n'en veulent plus guère aujourd'hui, c'est dans Unterwald qu'il faut choisir cette bienheureuse solitude. Unterwald est la Thébaïde de la Suisse. Rien n'y arrive du dehors que par le lac et le Runig, qui n'a pas de route accessible aux voitures. On écrirait volontiers sur ces montagnes : *Laissez vos désespoirs, vous qui entrez !* Ces populations, cloîtrées par la Providence au milieu des sauvages magnificences de la création, ne sont en contact avec le monde extérieur que par un très-petit nombre de relations obligées. Il n'y a ni presse, ni journal, pas plus à Stanz qu'à Sarnen. Lorsque les gouvernements de ces villes ont besoin d'une publication administrative, ils envoient tout simplement la chose à Lucerne, où les lettrés et l'attirail des imprimeries ne manquent pas, et les affiches en reviennent tant bien que mal pour les *pieux Unterwaliens,* qui, du reste, savent tous lire, grâce à leurs curés, aucun enfant n'étant admis, s'il ne sait lire, à faire sa première communion.

On ne rencontre, dans ce bon pays, ni ces étrangers qui s'en vont partout colporter les sophismes d'un esprit blasé et le vide d'un cœur corrompu, ni ces journaux dont la parole errante est si prompte à soulever les mauvaises passions et si impuissante à les contenir. Vivre sans journaux et sans bruit de presse me paraît un grand confort de la vie, et, en cherchant bien, je trouve que c'est un de mes puissants motifs de prédilection pour les compatriotes de M. Ackermann. Ne croyez pas cependant que les esprits aient là moins de valeur que dans d'autres pays, ni qu'ils soient fermés à toute instruction, parce qu'ils ne s'éveillent pas tous les matins sur un journal et ne s'endorment pas tous les soirs sur un opéra. Je l'ai déjà dit, tout le monde sait lire; les études classiques, dirigées par des moines augustins et bénédictins, sont suffisamment fortes; enfin, pour que rien ne manquât à Unterwald, Dieu lui a donné des artistes, nobles intelligences et cœurs naïfs. Allez voir à Stanz, qui n'est qu'un bourg de deux mille habitants, les tableaux d'histoire de M. Dischwanden, les paysages de M. Joseph Zellger et les statues que crée en se jouant le ciseau hardi et gracieux de M. Franz Kayser, et vous aurez admiré des chefs-d'œuvre tels que peuvent seules en inspirer la nature, la rêverie et la méditation.

Je n'ai guère besoin de dire que le clergé est tout-puissant dans ce pays. Si quelqu'un se hasardait à mettre la main sur mon cher Unterwald, le clergé y deviendrait l'âme de la résistance. Nos intrépides vétérans de 1798 se rappellent encore jusqu'où alla, dans l'insurrection de cette époque, l'influence irrésistible du capucin Steiger.

J'avais vu à Milan, il y a cinq ans déjà, les pâtres de Schwitz, qui mènent chaque année leurs grands troupeaux au marché de la ville lombarde; c'est avec un vrai bonheur que je les ai retrouvés en allant faire mon pèlerinage à Einsiedeln. Les religieux, qui sont des bénédictins de Sainte-Marie, étaient assemblés pour élire un supérieur à la place de celui qu'ils venaient de perdre. C'est M. l'abbé Schmidt, jeune encore, qui fut élu. Ce respectable ecclésiastique, d'un esprit vif et ferme, ne sera pas au-dessous de la tâche, peut-être pénible, que la Providence lui a préparée. Les bienfaits du couvent et le produit des pèlerinages sont à peu près les seules ressources de la population, qui vit au milieu des rochers et des sapins. L'hiver dernier, pendant la crise des subsistances, plus dure dans le canton de Schwitz que partout ailleurs, l'abbé Schmidt a consacré toute sa fortune à faire acheter du blé pour les pauvres. Autrefois, tous les religieux du couvent d'Einsiedeln avaient le titre de baron; le temps a fait disparaître ces dénominations féodales, qui peut-être s'accordaient mal

avec les règles de l'Évangile et l'humilité du prêtre chrétien ; aujourd'hui, les bénédictins de Sainte-Marie n'ont plus d'autre distinction que leur mérite personnel et leurs douces vertus. Si vous ne retrouvez pas au milieu d'eux l'agreste simplicité d'Unterwald, vous y voyez du moins la science unie à la religion. Des bénédictins ne peuvent se passer ni de presse, ni de livres, ni même de journaux; il y a donc un journal à Einsiedeln : c'est une gazette publiée sous la direction du couvent. Il y a aussi, dans cette petite ville, sept presses mécaniques, une presse à la main et plusieurs presses lithographiques. Le couvent tient un collége où quatre-vingts élèves reçoivent une solide et bonne instruction.

On m'a montré, dans une salle décorée des portraits de M. Leu, de Schlenninger et d'O'Connell, une gravure représentant toute la famille impériale d'Autriche. En général, les influences autrichiennes se font sentir plus que toutes autres dans ce canton. Le cabinet de Vienne met ses soins à les y entretenir par la protection qu'il a toujours accordée aux religieux bénédictins. N'est-il pas important, pour le gouvernement d'un grand État, de savoir ménager, par toutes les voies, ses moyens d'action sur les autres pays? N'est-il pas déplorable de voir souvent sacrifier à des préjugés, à des préventions sans motif, ce qui pourrait servir à étendre les influences et à fortifier un ascendant politique? On me montra aussi au couvent d'Einsiedeln, et l'on ne manque jamais de montrer aux voyageurs et aux pèlerins capables de l'apprécier, le bel exemplaire de l'*Iconographie grecque* donné par M. le duc d'Orléans. Ce souvenir du prince me fit éprouver une profonde émotion dans un lieu où les émotions sont si facilement vives et austères. Le couvent reçoit chaque année cent cinquante mille pèlerins.

L'industrie n'a que peu pénétré dans le canton de Schwitz. Les populations y sont occupées aux travaux des champs et au soin des troupeaux. Les habitants de Schwitz sont fiers, guerriers, facilement irritables. Un de leurs plus distingués compatriotes, M. le colonel Abyberg, peut être cité comme un modèle remarquable du caractère national. M. Abyberg ne passe pas pour l'adversaire timide des radicaux. Il a servi en France sous la restauration, et a épousé une Espagnole dans notre expédition de 1823. Lui et l'abbé Schmidt sont au nombre des hommes les plus influents de la Suisse et de ce canton.

Il n'y a pas bien longtemps encore que les vingt-deux cantons confédérés s'accordaient à nommer l'opinion d'Uri *la conscience de la Suisse.* Un si flatteur hommage était dû à la haute moralité, à la droiture d'esprit et de cœur des habitants de ce pays. On peut donc dire aujourd'hui que la conscience de la Suisse proteste énergiquement contre les perturbations que le radicalisme prétend introduire dans la constitution fédérale après avoir déjà altéré et changé tant de constitutions particulières. Uri ne se départira jamais de son attachement aux traditions historiques, à la vieille foi religieuse et à cette indépendance cantonale dont les petits cantons ont dû, à toute sorte de titres, croire qu'ils auraient la pleine jouissance, lorsqu'ils consentirent, en 1815, à renouer les liens de l'ancienne confédération.

Depuis 1832, M. le landamman Schmidt est nommé chaque année député du canton d'Uri. Il apporte dans les délibérations de la diète, où il est autant aimé qu'estimé, une juste mesure de parole et de conduite qui ne l'a jamais empêché de déployer, quand les circonstances l'ont voulu, la fermeté la plus honorable. La majorité l'a fréquemment admis dans les commissions toutes les fois qu'il était nécessaire ou convenable que la minorité y fût représentée. M. le landamman Schmidt a plus d'une fois, avec son calme imperturbable et sa douceur un peu ironique, rappelé le fougueux M. Neuhauss au souvenir de sa propre dignité. On m'en a rapporté plusieurs exemples; voici un seul trait que je citerai d'après un témoin oculaire. M. Neuhauss, qui était alors dans tout l'éclat de sa popularité, venait de prononcer un discours

long et violent. Comme il avait l'habitude de ne jamais écouter les réponses de ses adversaires et de se promener dans la salle d'un air dédaigneux sans paraître se soucier d'aucune contradiction, le député d'Uri, qui prétendait à plus d'égards, se leva et dit : « J'aurais un certain nombre d'arguments et de faits à opposer au discours du député de Berne; mais, comme je sais bien qu'il ne m'écouterait pas, je m'abstiendrai de parler. » M. Neuhauss, déconcerté par cette franchise un peu rude, se rassit, et, bon gré mal gré, il écouta, ou du moins en eut-il l'air : les convenances étaient sauvées.

Le clergé n'exerce dans le canton d'Uri aucune influence politique; il n'a que son ascendant religieux. Les formes toutes démocratiques du gouvernement, très-chères à la population et avec lesquelles elle s'est complétement identifiée, ont même réagi sur les habitudes du catholicisme. Les curés de cette partie de la Suisse, comme ceux de Schwitz et d'Unterwald, sont nommés par le suffrage des paroisses. Le chef du clergé est un commissaire épiscopal que l'évêque de Coire choisit entre dix candidats présentés par l'autorité civile. Il y a dans ce canton un couvent de capucins et deux de religieuses. Les jésuites n'y sont pas établis; mais on en appelle de Schwitz ou du Valais pour faire des prédications.

Quiconque connaît cette partie de la Suisse comprend que toute entreprise contre elle est bien difficile, puisque la nature elle-même en a fait une forteresse redoutable. Ce canton n'est que la haute vallée de la Reuss, bornée à droite et à gauche par des montagnes de deux à trois mille mètres d'élévation. Si jamais les radicaux poussent leurs troupes sur ces hauteurs, parmi ces précipices menaçants, il est assez facile de prévoir quels désastres les attendent. Les Bernois, les Zurichois, les Argoviens, sont d'habiles tireurs et des chasseurs hardis; mais quand un corps d'armée est contraint de traverser, par de telles routes, un pays que défend une population irritée et guerrière, il court tous les risques à la fois, les surprises et les défaites; il a toutes les souffrances à subir, la fatigue, l'épuisement et la faim. Ce canton n'est abordable que par le lac et le Saint-Gothard, deux barrières difficiles à franchir. Si Lucerne était attaquée, Uri pourrait envoyer à sa défense deux bataillons, et rien n'est plus facile que de faire le trajet en trois heures par le bateau à vapeur.

La *jeune Suisse*, société radicale, formée par la société centrale de la *jeune Europe*, a pendant dix ans travaillé avec persévérance à s'assurer la domination du Valais. Ce fut en 1833 que les premiers groupes de cette société s'introduisirent à Sion et à Martigny. Ils végétèrent longtemps dans de mystérieuses intrigues; enfin la prise d'armes de 1839 vint les aider. Les hommes de la *jeune Suisse*, ardents et intrépides, offrirent leur concours au bas Valais et contribuèrent à lui assurer l'avantage. La *jeune Suisse* déploya alors avec violence ses passions sur le pays. Organisée, armée, munie de six canons dans ses chefs-lieux de Martigny et de Monthey, soutenue sur Berne et sur Vaud, elle froissa chaque jour les sentiments intimes des Valaisans. Résistance aux tribunaux, violations de domicile, insultes brutales appuyées et protégées par tout le parti, publications dérisoires contre les magistrats et les prêtres, bris de presses et spoliation des écrivains catholiques, tels furent, pendant trois ans, les excès que la *jeune Suisse* ne rougit pas et ne craignit pas de commettre. Le désordre était parvenu à son comble, il irritait toutes les consciences, il menaçait toutes les situations. Tant d'emportement fit oublier les événements de 1839 et de 1840. Le clergé se mit à la tête de la résistance, et les abbayes du Grand-Saint-Bernard et de Saint-Maurice, qui avaient dirigé le mouvement du bas Valais, prirent alors l'initiative de la réaction contre le radicalisme. Le clergé du haut Valais suivit cet exemple. On opposa à la société de la *jeune Suisse* une société de la *vieille Suisse*, dont l'organisation soudaine, vaste, fortement liée sur tous les points, fut comme un élan universel du pays. M. de Kalbermatten, un des chefs de la levée du

bas Valais en 1840, prit le commandement militaire de cette association, et il en reçut l'investiture de l'évêque même et dans le palais épiscopal. La diète intervint et ordonna la marche d'un corps fédéral pour arrêter l'effusion du sang. Berne et Vaud, qui croyaient au triomphe de la *jeune Suisse* dans cette lutte, et qui par conséquent la désiraient, refusèrent de faire marcher leurs contingents et de laisser passer ceux des autres cantons. Au milieu de ces incertitudes, M. de Kalbermatten était descendu vers Sion avec huit mille hauts Valaisans; les *jeunes Suisses* y montèrent, mais à peine avaient-ils quitté le bas Valais, que la population se leva derrière eux, et trois cents paysans armés vinrent occuper le pont du Trient pour empêcher leur retour. Ce fut sur ce point que la petite armée de la *jeune Suisse*, qui, attaquée à Arden par M. de Kalbermatten, se retirait devant lui, fut détruite par les bas Valaisans. Quelque temps retardés par la rupture du pont de Ridder, les haut Valaisans n'arrivèrent qu'après le combat pour féliciter les vainqueurs. Il y eut réconciliation complète entre les deux parties du canton, et la constitution fut modifiée sur de meilleures bases le 16 septembre 1844. Les débris de la *jeune Suisse* se réfugièrent sur le territoire de Vaud.

Je préfère de beaucoup, pour mon compte, l'état moral des Valaisans à celui des Vaudois. Si ceux-ci paraissent plus avancés dans la civilisation, s'ils savent mieux s'en procurer les avantages matériels, s'ils sont mieux logés, mieux vêtus, les Valaisans trouvent une large compensation à ce qui leur manque de ce côté dans la paix intérieure et la félicité plus réelle que procurent les croyances religieuses, des mœurs pures et le culte des traditions. L'agriculture a fait chez eux, depuis quelque temps, de très-notables progrès; le fléau du crétinisme aura bientôt disparu, grâce à ces améliorations qui, en même temps qu'elles rendent les campagnes plus productives, épurent et assainissent l'air. Le gouvernement favorise l'industrie autant qu'il le peut. Dans ce moment même, il prête son concours à deux compagnies françaises, l'une qui reconquiert sur le Rhône des terres submergées, l'autre ayant l'exploitation des mines de fer d'Ardon.

En parlant de Fribourg, j'entre dans le vrai domaine des jésuites : le clergé y est tout-puissant. Le patriciat et l'ancienne noblesse de ce canton, renversés en 1830, eurent le bon sens d'entrer dans le mouvement nouveau. Le peuple, accoutumé au pouvoir des anciennes familles, les accepta volontiers. Les aristocraties s'annulent lorsqu'elles se retirent devant les changements politiques. A quoi sert de bouder? Ce n'est pas en se tenant à l'écart qu'on fait revivre ses principes et prévaloir ses convictions. Il y a des vérités politiques qui sont tellement dans l'essence des choses, qu'il suffit de ne pas s'abandonner soi-même pour remonter avec elles le cours du torrent. C'est ce que le patriciat de Fribourg, appuyé par le concours du clergé, a très-bien compris, et c'est aussi ce que les aristocraties vaincues comprennent très-rarement. Aujourd'hui, dans ce canton, sur quatre-vingt-dix mille habitants, on peut en compter quatre-vingt mille dévoués au gouvernement et prêts à tout entreprendre comme à tout souffrir pour sa défense. Il n'y a guère de dissentiment que dans les petites villes secondaires, à Morat, par exemple, à Bulle et à Estavayer.

La population fribourgeoise a montré, dans la tentative du 6 janvier dernier, combien énergique serait sa résistance aux agressions du radicalisme. Ce fut au milieu de la nuit que le tocsin commença; aussitôt on vit descendre vers la ville des masses de paysans armés. Ils s'avançaient sur de longues files, leurs curés en tête et chantant des cantiques. Quelques-uns portaient la croix sur leur poitrine, comme les pèlerins guerriers du moyen âge; d'autres priaient en silence; d'autres demandaient avec impatience le combat. Arrivés dans les rues et sur les places publiques, ils s'y rangèrent autour de grands feux. La plupart n'eurent quelque aliment que vers le soir, et cependant on n'entendit pas la plus légère plainte. Après l'affaire finie, un

grand nombre de ces hommes, qui avaient laissé leurs femmes, leurs enfants sans protection et leurs troupeaux sans gardiens, consentirent encore à occuper les villes compromises. L'évêque de Lausanne et de Genève, résidant à Fribourg, monseigneur de Marilley, vint sur la grande place de la cathédrale leur dire une messe en plein air. Jamais tableau ne fut plus touchant. Ces prêtres vénérables invoquant, après le danger passé, le Dieu de justice et de pardon, ces rustiques soldats agenouillés sur le pavé de la rue, cette population agitée encore d'un élan unanime, ces montagnes vers le sommet desquelles s'élevait l'encens dans les airs, ces larmes, ces chants, ces prières, tout portait dans les cœurs une émotion dont des hommes légers peuvent rire, si bon leur semble, mais que je ne leur conseillerais pas de braver.

En regrettant qu'un plus long séjour en Suisse ne m'ait pas permis de voir davantage et de connaître mieux, je me plais, à propos de chaque canton, à citer un ou deux noms honorables entre tous et qui en sont comme la personnification vivante. J'ai eu l'honneur de voir et d'entretenir une fois monseigneur de Marilley. Ce prélat, jeune encore, d'une haute piété, d'un esprit vif, d'un caractère ferme, est adoré de la population. Toute sa personne respire une candeur attirante, son regard se baisse volontiers vers la terre, son geste est timide; mais on reconnaît son énergie intérieure à un éclair qui sort tout à coup de ses yeux et à l'émotion contenue de sa voix. Si monseigneur de Marilley était à Soleure au lieu d'être à Fribourg, l'influence de M. Munzinger n'aurait jamais pu devenir bien inquiétante. Je dois citer aussi, parmi les hommes influents de ce canton et de la Suisse, M. l'avoyer Fournier.

En approchant de Fribourg, on voit aujourd'hui des palissades fraîchement élevées. Des forts détachés sont prêts à ouvrir et à croiser leurs feux du côté que la rivière ne couvre pas. Le commandant militaire est M. le colonel de Maillardoz, loyal soldat, d'un esprit cultivé et d'un cœur antique.

C'est ainsi que les sept cantons me sont apparus dans mes fugitives impressions de voyageur; telle est la ligue de ces petits États, si respectables par leurs mœurs, leurs libertés populaires, leurs souvenirs traditionnels, et qui ne demandent aux autres cantons que de les laisser vivre selon leur foi et leurs usages, conformément aux droits que le pacte fédéral a garantis et aux promesses qui ont été faites en 1815, dans le renouvellement de l'alliance. Les feuilles radicales ont violemment attaqué cette union, et la diète vient d'en prononcer la dissolution immédiate; mais ceux qui se plaignent le plus n'ont-ils pas eux-mêmes formé une ligue de leur côté? Celle-ci ne repose pas, il est vrai, sur un traité formel comme celle des catholiques; mais elle éclate dans les faits, dans un ensemble d'actes non équivoques. On la trouve, cette ligue d'une autre nature, dans les votes de la diète, dans les articles de la conférence de Baden, dans l'abolition des couvents d'Argovie, dans les expéditions des corps francs. Enfin ce sont les radicaux eux-mêmes qui ont les premiers donné l'exemple de ligues séparées; qu'ils veuillent bien se rappeler ce qu'ils ont fait en 1832. Quant à la question de droit, l'ancienne alliance permettait, dans le corps général de la confédération, des unions distinctes. C'est ce que Berne et Soleure représentèrent en 1814, lors de la discussion du pacte, et c'est sur la base de l'ancienne alliance qu'on traita. L'article 18, qui interdit aux cantons de se lier entre eux, dans des vues contraires au bien général, ne va pas plus loin, et toujours ces alliances séparées ont été permises lorsqu'elles n'ont eu pour but que d'assurer à un certain nombre d'États une assistance mutuelle dont l'intérêt général ne peut pas souffrir. Or, peut-on dire que l'alliance du *Sonderbund* est dans le cas de l'interdiction? Cette alliance est-elle offensive? En aucune manière. Les sept cantons du *Sonderbund* ne songent qu'à maintenir leurs droits propres et à régler librement leurs affaires intérieures, sans que les autres cantons puissent s'y vouloir immiscer, sous prétexte de révision du

pacte, ou par le motif que les jésuites de Lucerne et de Fribourg ne plaisent pas aux radicaux de Berne et de Vaud. Les douze États qui ont voté la dissolution me paraissent donc avoir outre-passé leurs pouvoirs; ils ont, je ne crains pas de le dire, manqué d'égards envers la vieille origine suisse, et ils se sont mal souvenus du sang de leurs pères. L'ingérence que la diète s'attribue n'est pas un moment soutenable en droit; on verra ce que les faits en décideront. Au surplus, il ne faut pas croire que l'action du principe catholique soit enfermée dans ce cercle; elle s'est fortifiée en ces derniers temps dans la Suisse entière. A Argovie même et à Soleure, la direction seule manque; c'est ce dont M. Munzinger ne doute pas, j'en suis sûr, et c'est pour cela même qu'il ménage avec tant de soin monseigneur Salzman, si bon, si évangélique, mais si inquiet aux moindres luttes et d'un cœur si simple.

En face du parti catholique et cantonal s'agite tumultueusement le parti radical et révolutionnaire qui a emporté les dernières décisions de la diète. La pensée fondamentale de ce parti est la création d'une Suisse unitaire; c'est pour atteindre ce but qu'il demande la dissolution du *Sonderbund*, l'expulsion des jésuites et la révision du pacte fédéral. Je ne comprends pas, je l'avoue, comment des États très-attachés à l'indépendance cantonale, comme le Tessin et les Grisons, ont pu prêter les mains à ce qui s'est fait dans ce sens.

Les actes du radicalisme en Suisse sont trop connus et trop récents pour qu'il soit nécessaire de les rappeler. Qui ne sait ce qui a eu lieu à Berne, à Genève et dans le canton de Vaud? Les magistrats, les prêtres, les ministres protestants, les professeurs des écoles, chassés par les perturbateurs et poursuivis de coups et de pierres; les propriétés dévastées, incendiées, au milieu de chants impies et de cris obscènes et furieux; toute une multitude soutenant son emportement grossier par une ivresse physique que rien ne pouvait plus ni éteindre ni assouvir; puis, après le triomphe, ces constitutions démagogiques, ces lois insensées qui, en religion, tyrannisent les consciences, et qui, en politique, admettent les hommes de domesticité et jusqu'aux repris de justice à la dignité du droit électoral : voilà ce que la Suisse a vu dans plusieurs cantons. Voilà les scènes odieuses qu'ont déplorées amèrement tous les hommes de bien. Demandez à M. Neuhauss, à M. Druey, ce qu'ils en pensent eux-mêmes au fond du cœur. Mais comment s'étonner de ces actes et de ces lois? Fallait-il attendre autre chose des principes désastreux qu'on avait invoqués et des changements qu'on avait voulus? *Vous connaîtrez l'arbre par ses fruits*, a dit la sagesse suprême. Lorsque Dieu se retire du milieu des hommes et veut les punir, il pousse leur inquiétude à s'enquérir trop curieusement des conditions de l'ordre social et leurs passions à les changer. On ne saura jamais tout ce qu'il y a de vertige dans la raison humaine et de perversité dans l'orgueil!

Les corps francs ont été quelque temps et à diverses reprises un des moyens de coercition employés par les radicaux pour arriver plus promptement à leurs fins. Tout homme de sens, ne fût-il qu'un médiocre politique, sait ce qu'il doit penser de ces troupes sans chefs, sans règle, sans discipline, se levant et se recrutant d'elles-mêmes sans l'ordre du gouvernement, et même malgré lui. Que deviendrait l'indépendance cantonale, s'il était admis que des bandes organisées et armées hors du territoire d'un canton par des réfugiés et des agitateurs de toute espèce peuvent venir y prêter aide à une minorité contre la majorité, et y contribuer, par ce concours étranger, fortuit et brutal, au renversement de la constitution et des lois? Battus à Lucerne par les milices et le landsturm, les corps francs ont fait peu d'honneur à la vieille et juste réputation de valeur des populations helvétiques. Leur expédition donna lieu de la part de l'Angleterre, de la France et de l'Autriche, à des notes qui avertirent vivement l'opinion publique en Suisse, et dont la diète parut comprendre alors la gravité. Depuis, la majorité diétale ayant changé par diverses

causes, et surtout par les fluctuations de Saint-Gall, les corps francs sont devenus moins nécessaires aux radicaux. L'association patriotique de Lausanne a bien travaillé, dans ces derniers temps, à recommencer ces glorieuses prises d'armes; mais les habiles préfèrent marcher au but par des voies plus sûres. MM. Ochsenbein, Schneider et Staempli n'ont-ils pas fait partie des corps francs, et n'est-ce pas la pensée politique à laquelle ces bandes prêtaient leur concours que M. Ochsenbein fait prévaloir dans la diète? A quoi bon des corps francs quand on croit pouvoir compter sur les troupes fédérales?

Les radicaux ne reculeront pas devant une guerre civile, si ce moyen leur paraît indispensable pour constituer comme ils l'entendent la Suisse unitaire. Ils se résigneront à ce malheur, à ce sacrifice par une pensée plus haute qu'elle ne semble au premier abord et qui menace, non pas seulement la confédération dans son existence actuelle, mais une partie de l'Europe. C'est en Allemagne que cette pensée de ruine a germé; c'est de là qu'elle est venue. Regardez attentivement le travail du radicalisme en Suisse, vous y trouverez le souffle d'une impulsion qui agit du dehors, de l'Allemagne surtout. Il n'est personne un peu au courant de l'agitation morale de l'Europe qui puisse ignorer ce qu'ont fait à cet égard les chefs et les principaux affiliés de la *jeune Allemagne :* les Marr, les Weitling, les Docleke et les Standau. Les professeurs allemands, les réfugiés allemands ont enveloppé peu à peu la Suisse dans quelques mailles du vaste réseau que le parti radical étend et renoue incessamment sur l'Europe entière. Aujourd'hui même l'agitation de Berne se rattache ouvertement à l'influence de M. le professeur Ludwig Snell et de son frère Guillaume, que soutiennent leurs parents MM. Staempli, ministre des finances, et Niggeler, président tout à la fois du grand conseil de Berne et de l'association populaire helvétique. M. Ludwig Snell, malgré son laisser-aller excessif et ses habitudes quelque peu rabelaisiennes, est certainement un savant du premier ordre et un esprit élevé; mais quand on l'a entendu causer avec les meneurs du *club de l'Ours,* quand on a été admis à la confidence de tout ce qui se dit dans les salons des frères Ciani et chez d'autres réfugiés italiens, il est impossible de se faire illusion sur le caractère anarchique des passions dont ce petit monde est animé. Il y a autour de MM. Ludwig et Guillaume Snell, si puissants déjà par leur clientèle dans le gouvernement de Berne, une réunion très-active d'Allemands, d'Italiens, de Polonais et même de Français, qui rêvent pour l'Europe une destinée nouvelle. La tribune du *club de l'Ours* est le trépied d'où partent les oracles que les journaux se chargent de commenter et de répandre dans toute la Suisse.

J'ai rencontré çà et là, à Lausanne et à Genève surtout, des hommes de sens, d'un esprit fin et dont j'honore les lumières et l'expérience, qui inclinaient à croire que cette effervescence des radicaux tenait aux plus misérables motifs. Ils l'expliquaient par le désir qu'auraient les principaux meneurs de se grandir personnellement et de s'assurer dans leur Suisse unitaire, des existences plus hautes, plus luxueuses, des fonctions plus richement rétribuées et plus influentes que celles qu'ils peuvent attendre du modeste régime cantonal. Je n'aime pas qu'on prête ainsi à ses adversaires des mobiles honteux, dont on rougirait pour soi-même; je ne prétends pas nier cependant d'une manière absolue ce qu'il peut y avoir de fondé dans cette observation. L'infirmité du cœur humain est la même partout. Je crois néanmoins, après avoir étudié le mélange étranger qui s'est infiltré dans la démocratie suisse, je crois, de la part des radicaux, d'un très-grand nombre d'entre eux, à des convictions réelles que le temps et l'expérience pourront seuls modifier; je crois à des passions sérieuses et surtout à un but bien plus haut et plus menaçant que celui d'un dédain trop ironique voudrait supposer. Les radicaux ne voient pas seulement, dans la création d'une Suisse unitaire, quelques avantages personnels à acquérir; ils y cherchent,

avant tout, les moyens puissants d'une action à exercer au dehors. De la Suisse s'échappent trois courants qui s'étendent en Allemagne par les petites principautés, en Italie par le Piémont et le royaume lombard, et en France par Grenoble et Lyon. La Suisse aspire à répandre du haut de ses montagnes ses doctrines radicales, son agitation, comme ses fleuves, sur les trois grands pays voisins. Le parti radical en Europe a choisi en ce moment la Suisse comme le foyer de perturbation le mieux situé et le plus facile à allumer avec de faibles moyens. C'est surtout dans les classes laborieuses que l'œuvre a été entreprise et suivie avec persévérance. Le *Sonderbund*, les jésuites, le pacte fédéral, ne sont que des prétextes pour frapper un coup en Europe et amener peut-être le triomphe de cet ensemble de doctrines monstrueuses que des insensés ont rêvées, et pour la réalisation desquelles ils n'épargneront rien, dans aucun pays, ni le sacrifice de leur fortune et de leur vie, ni les luttes de la pensée, ni le danger des conjurations, ni la fuite, ni l'exil, ni le dévouement du crime même. Pour mieux indiquer la pensée dans laquelle se fait partout, sous des couleurs différentes, avec des attitudes diverses, cette propagande radicale dont les sociétés modernes sont si fatalement travaillées, je citerai un seul passage d'un écrit récent que le hasard a placé sous ma main, et où se trouvent hardiment résumées les doctrines du parti.

« Lorsque la Suisse, dit l'auteur de cet écrit, sera constituée sur les bases de l'unité, la propagande européenne l'opposera comme une force imposante aux tyrans. Les républicains de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, s'uniront aux confédérés, et qui pourra résister à trente millions d'hommes libres, tous exercés dans le maniement des armes et prêts à mourir pour briser les fers de leurs frères? Alors plus d'unité possible dans les efforts du despotisme; l'alliance des grandes puissances sera brisée, la conspiration des rois contre la liberté des peuples réduite à l'impuissance, la monarchie paralysée dans son action, et la tyrannie percée au cœur. Alors on arrêtera, on chassera, on tuera même les rois, les empereurs, qui se repaissent de chair et s'abreuvent de sang humain, tous ces maîtres qui mènent à coups de fouet les troupeaux de bêtes à deux pattes qu'on appelle peuples.

« Alors on améliorera les choses de ce monde en sacrifiant Dieu à l'homme, la théologie à l'humanité. Ce sera le règne de l'homme qu'on établira sur la terre et non plus le royaume de Dieu, qui pèse comme un cauchemar sur notre conscience. »

Tels sont les désirs, les espérances, les prédictions, les enseignements, le but du parti radical en Europe. Ceux qui en doutent, endormis dans des prospérités fugitives, *ont des yeux pour ne point voir et des oreilles pour ne pas entendre;* mais tout homme de sens qui a vu les faits et qui a étudié de près les esprits sait bien ce qu'il faudrait attendre du mouvement qui ébranle aujourd'hui la confédération helvétique, si ce mouvement finissait par triompher. Les mêmes doctrines, les mêmes vœux que ces citations expriment sont tous les jours reproduits, avec plus ou moins de dissimulation, avec plus ou moins d'audace, dans toutes les feuilles radicales de la Suisse, et en particulier dans les gazettes de Berne, de Soleure et d'Argovie. Le radicalisme suisse est en relations intimes avec les journaux républicains et libéraux de l'opposition française. C'est surtout par la voix retentissante de Paris qu'il s'efforce d'agir sur l'Europe, d'intimider, d'irriter, de tromper les cabinets, tantôt en représentant le gouvernement français comme privé de toute initiative par ses propres embarras, tantôt en lui prêtant je ne sais quelle sympathie pour tout mouvement révolutionnaire. M. James Fazy pense plus à Paris qu'à Genève; il a conservé avec *le National*, m'a-t-on dit, des rapports qui lui sont précieux. *Le Constitutionnel* reçoit directement de Berne ses principaux articles sur la Suisse. Ces articles, rédigés avec assez de talent, sont attribués à un réfugié neuchâtelois, M. Petit-Pierre, l'un des fidèles de M. Neuhauss, et très-compromis dans les événements

de 1831. La presse française est un des leviers du mouvement radical en Suisse, et cela seul suffirait, à mon avis, pour prouver qu'on a aujourd'hui devant soi un des plus sérieux, des plus dangereux efforts que la propagande européenne ait jamais faits.

Un séjour de quelques mois dans un pays ne peut pas fournir les éléments d'une opinion suffisamment réfléchie et complète; je crois pouvoir dire cependant, sans crainte de m'abuser trop, que ce qui manque surtout à la Suisse, c'est un grand parti conservateur, moins restreint que le parti catholique du *Sonderbund*, et qui, absorbant à la fois dans ses rangs le patriciat, l'ancienne noblesse, la seconde bourgeoisie, et les ecclésiastiques des deux communions chrétiennes, pourrait seul opposer une barrière assez intelligente et forte à la décomposition dont ce pays est menacé. Il en est ainsi en général dans toute l'Europe, la Russie exceptée. En France, nous avons à peu près résolu le problème. A travers des oscillations souvent mal expliquées et mal comprises, les classes moyennes se sont lentement élevées chez nous à la hauteur d'un parti gouvernemental. La bourgeoisie est maîtresse en France. Rien n'est au-dessus d'elle, parce qu'elle a su toujours grandir et se montrer propre à tout et égale à tous par ses lumières, ses richesses, sa modération, ses dévouements, son courage, son esprit de suite. Nos chambres législatives, nos conseils généraux, nos corps municipaux, nos jurys, notre garde nationale, notre administration, notre armée, notre magistrature, notre université et notre clergé lui-même, plus qu'on ne le croit généralement, sont animés d'un même esprit et obéissent aux mêmes volontés, aux mêmes instincts. Notre antique royauté, se transformant, s'est faite, elle aussi, à notre image. Je laisse à de plus habiles à trancher les questions d'avenir; mais toujours est-il que, pour le présent, nous avons accompli ce qu'il y avait de mieux à faire, et que nous avons ainsi, après une première révolution dont les images ensanglantent encore toutes les mémoires, conjuré les périls qui grondaient de nouveau.

Cet état social est moins imposant, moins poétique, moins chevaleresque que ceux dont d'autres époques ont pu s'enorgueillir; il parle moins au cœur et à l'imagination, mais il a son utilité, sa dignité sérieuse, et, je ne crains pas de le dire, sa grandeur. Rien de cela n'existe au même degré dans d'autres pays où le passé croule cependant aussi de toutes parts. Rien de cela, ou bien peu, en Espagne, en Allemagne, en Italie, en Suisse. Si elle veut se sauver et retrouver la sécurité, le repos qu'elle a perdus, la Suisse ne doit jamais oublier cette nécessité urgente de fonder au centre de ses classes moyennes, à une juste distance du radicalisme et des anciennes aristocraties, un grand et sage parti conservateur. Elle en possède les éléments confus, incultes, inertes; il lui faut vouloir avec force pour accomplir cette création. Défendre les intérêts nouveaux, satisfaire les nouveaux besoins, en identifiant les gouvernements avec les pays, en assurant toutes les garanties nécessaires aux sentiments et aux principes de conservation, telle est aujourd'hui la question partout. Dans un pays aussi naturellement, aussi anciennement démocratique que la Suisse, on ne peut songer à opposer au radicalisme une résistance efficace et durable qu'en lui enlevant, en lui empruntant une partie de ses forces, en armant contre lui, par d'habiles transactions, les intérêts avec lesquels il est en contact aussi bien que ceux qu'il alarme, les sentiments qui vont à lui aussi bien que ceux qu'il irrite. Cela est praticable jusqu'à un certain point, si l'on sait vouloir. Un pays dans lequel se trouvent des hommes aussi distingués que MM. Siegwart-Muller, Calame, Fournier, de Kalbermatten, Ruttimann, Schmidt, de Chambrier, Mousson, de Courten, Ackermann, Burkardt, Baumgartner, Bernard Meyer, et tant d'autres dont le nom m'échappe en ce moment, un tel pays doit trouver un nombre considérable d'autres personnes également prêtes à défendre les principes de conservation et d'ordre; mais le dévoue-

ment doit se manifester par les actes. La vie civile a ses dangers comme la vie militaire, la politique a ses martyrs comme la religion. Malheur à ceux dont le cœur s'affaiblit après quelques épreuves et qui demandent le salaire avant la dernière heure du jour! Le soleil ne se lève-t-il pas tous les matins sur le monde? Pourquoi des hommes de foi ne travailleraient-ils pas sans relâche à faire luire aussi sur les intelligences les rayons non moins vivifiants de la vérité? La tâche de ce siècle est rude : il franchit un orageux détroit qui conduit des vieilles mers vers un océan nouveau. Ces rivages inconnus d'où se lèvent des souffles mystérieux, il faut les aborder, qu'on le veuille ou non; il faut s'y établir par la force, par la patience, par la ténacité opiniâtre, surtout par la justice et la raison, ou périr lâchement sur quelque écueil!

Le parti catholique en Suisse a une puissance toute constituée, qui s'opposera résolûment à l'invasion radicale; il a l'autorité des anciennes mœurs et l'ardeur qu'une foi vive donne toujours, il défend de plus les vrais principes et la vraie constitution du pays; mais ce parti ne doit pas oublier combien flottantes, attiédies, stériles, sont aujourd'hui çà et là les volontés et les convictions. Ce parti ne doit pas oublier que, si ses principes ont pris une force et une extension nouvelles dans ces derniers temps, il est cependant toujours en minorité. Ce n'est donc pas sur un principe purement religieux que la résistance conservatrice de la Suisse doit être fondée. On sait ce qui a lieu à Soleure et dans le Tessin, et ce qui s'est passé à Genève, où les catholiques, traités avec trop peu de bienveillance par l'ancien gouvernement, viennent de s'attacher si subitement aux radicaux. D'ailleurs ne faut-il pas tenir très-grand compte du nombre considérable de protestants qui professent, tout autant que les catholiques, un éloignement décidé pour les doctrines radicales et le respect des principes religieux et conservateurs? Les petits cantons, je n'ai garde d'en douter, sauront bien se défendre chez eux et maintenir leurs droits : Uri, Schwitz et Unterwald n'ont jamais appris à courber la tête ; les campagnes de Zug ne seraient guère sûres pour les corps francs ou pour tous autres ennemis de l'indépendance cantonale; Lucerne et Fribourg ont dans leur foi le gage de la victoire; le Valais a montré sur les bords du Trient ses sentiments et son énergique bravoure; tout cela cependant ne constitue qu'une résistance passagère et restreinte, tout cela ne suffira pas, ne peut pas suffire à rendre à la Suisse sa sécurité et sa véritable grandeur. Lorsque les décisions de la diète ne devraient jamais s'accomplir, le remède au mal ne serait pas encore trouvé.

L'ordre politique et la liberté religieuse, l'ordre politique par la liberté religieuse, tels sont les vrais besoins de la Suisse : tous ses enfants sont également intéressés, chacun dans ses principes et dans sa foi, à ce que ce double besoin ne soit pas plus longtemps méconnu. La conciliation peut seule asseoir sur une base solide cet ordre et cette liberté. Que tous les hommes de bien y songent dans les deux communions chrétiennes, que tous les hommes de sens et de cœur, que les hommes politiques et pratiques y songent aussi, quels que soient leurs antécédents et leurs préférences. La Suisse a aujourd'hui précisément le contraire de ce qu'il lui faut : elle a trop de prétendue liberté politique et pas assez de liberté religieuse. Il faut resserrer l'une et étendre l'autre. Cela ne peut se faire que par l'effort unanime d'un grand parti conservateur, formé de toutes les opinions sages, patriotiques, sincères et modérées.

Les Suisses ne doivent pas oublier que l'Europe a droit de se préoccuper de leur situation, et qu'un jour pourrait venir où la pensée d'une intervention ne serait pas repoussée par toutes les puissances. L'acte du congrès de Vienne reconnaît l'existence des vingt-deux cantons, et il est facile d'appliquer cette clause soit à l'étendue territoriale de chacun d'eux, soit à leur indépendance politique. Les puissances qui ont garanti l'existence des vingt-deux cantons et reconnu la neutralité de la Suisse dans

un intérêt de paix générale et d'équilibre européen ont droit de surveiller la crise actuelle. L'interprétation du pacte fédéral dans la diète peut devenir une interprétation des traités et porter une grave atteinte aux garanties nécessaires à la paix de l'Europe, et que les puissances, en 1815, avaient eu soin d'établir.

Le principe de non-intervention est limité comme toutes les choses de ce monde : il y a en politique des nécessités qui dominent tout. Malgré le principe proclamé, la France et l'Angleterre ne sont-elles pas intervenues dans les affaires d'Espagne? L'Angleterre, en 1840, n'est-elle pas intervenue, en son nom et au nom de trois autres puissances, dans les affaires d'Orient? Précédemment, la France n'était-elle pas invervenue en Belgique? Enfin, les troupes autrichiennes n'étaient-elles pas entrées en Italie, et les Français ne s'étaient-ils pas emparés d'Ancône? Ces faits de guerre ont été basés sur le droit que les plus prochainement intéressés auront toujours de se mêler d'une question extérieure. On ne peut pas regarder la perturbation, l'anarchie, le sang versé sur les frontières, sans chercher à les comprimer s'ils se prolongent. L'homme le plus paisible, et qui aime le moins à prendre part aux affaires de ses voisins, empêchera cependant qu'un d'entre eux ne mette le feu, volontairement ou par imprudence, à la maison qu'il habite. Les affaires, la situation politique de l'Espagne, de la Belgique, ne pourront jamais être indifférentes à la France. L'Italie intéressera toujours directement l'Autriche. De même les troubles de la Suisse peuvent devenir des motifs de déterminations graves de la part des puissances qui l'entourent. Encore ne parlé-je pas de Neuchâtel, dont la position exceptionnelle semble pourtant donner à la Prusse, en cas de collision, un droit direct et incontesté.

J'indique ces considérations parce que je crois malheureusement à la prochaine explosion de la guerre civile en Suisse. Cette chance me paraît la plus probable, car les meneurs radicaux ne peuvent guère s'en passer pour soutenir leur crédit. Ils ont besoin d'entretenir et d'exciter le feu des passions au milieu du désordre qui s'est partout introduit dans les finances publiques et des scandales que leur domination a fait naître. Il leur faut jeter à l'esprit public les sombres préoccupations de la guerre. Cette pensée éclatait sur le front de M. Ochsenbein, lorsque l'ouverture de la diète se fit, le 5 juillet, dans l'église du Saint-Esprit. M. Ochsenbein caressait avec coquetterie son énorme moustache blonde, plutôt en officier des corps francs qu'en premier magistrat d'une confédération dont la constitution politique a été garantie par les puissances et dont la neutralité est le privilége. Je quittai Berne et la Suisse trois heures après avoir entendu l'étrange discours qui ouvrit la session de la diète, et la significative attitude de M. Ochsenbein ne m'est pas, depuis, sortie de l'esprit. Notre ambassadeur près la confédération, M. de Bois-le-Comte, MM. les ministres de Sardaigne et d'Espagne, M. le chargé d'affaires de Belgique, M. Peel, chargé d'affaires d'Angleterre et fils du célèbre ministre, assistaient à cette cérémonie. J'ignore ce qu'ils ont pensé du *factum* de M. Ochsenbein; tout ce que je sais, c'est que les autres membres du corps diplomatique étaient restés à Zurich.

Dans le plan militaire des radicaux, Berne, comme État vorort, et ayant d'ailleurs une suprématie morale sur tout le parti révolutionnaire, serait chargé de l'opération principale contre Lucerne; Zurich contiendrait Schwitz et Zug; Genève et Vaud agiraient contre Fribourg. On reste en méfiance vis-à-vis des cantons mixtes; on doute encore de Saint-Gall et de Soleure, quoique le prudent M. Munzinger ait imprimé dans son journal que la guerre était la seule solution possible.

Les cantons menacés ne sont, au surplus, nullement inquiets de l'avenir, et on les trouvera bien décidés à repousser la force par la force, si l'on ose procéder à l'exécution des décisions de la diète. M. de Salis-Soglio a parfaitement étudié les hommes et le terrain. Lucerne est tout prêt à se défendre, avec le concours des six autres

cantons ligués. Un plan uniforme de défense a été adopté. Le conseil de guerre du *Sonderbund* s'est réuni dernièrement, pour cet effet, à Brunnen, dans le lieu où a été jurée l'alliance du 19 décembre 1315, au milieu des nobles souvenirs qui font la force et la gloire de ces petits cantons, à qui la confédération helvétique doit son origine, et dont l'indépendance est si injustement menacée.

Je ne crois pas cependant que la guerre, si elle doit malheureusement éclater, aît lieu avant les premiers jours d'automne. Les radicaux craindraient en ce moment de déranger les hommes occupés aux travaux de la terre. Ils ne veulent pas non plus effrayer les voyageurs, dont le départ précipité mettrait les aubergistes contre le mouvement. Les voyageurs procurent chaque année à la Suisse une grande partie de ses revenus : aussi leur montre-t-on partout beaucoup d'égards. Quant aux aubergistes, ils ont une puissance considérable, que tout le monde ménage et que les journalistes seuls, dans quelques villes, pourraient peut-être balancer.

*****

DE

L'HISTOIRE DU JANSÉNISME.

La Vérité sur les Arnauld, complétée à l'aide de leur correspondance inédite,
par M. Pierre Varin, 2 volumes in-8o.

En 1638, un théologien, dont la vie entière s'était absorbée dans la méditation des mystères de la foi, mourut en Hollande en léguant à ses héritiers un volumineux manuscrit qu'il avait, à différentes reprises, refait, corrigé, recopié de sa main. Le théologien recommandait à ses exécuteurs testamentaires de soumettre son œuvre à l'examen du saint-siége, et de la faire disparaître, si la sagesse des prélats romains y trouvait quelque doctrine contraire aux enseignements de l'Église. Malgré cette volonté suprême, qui témoignait d'un respect profond pour la tradition catholique, le livre fut donné au public tel qu'il avait été écrit. Le théologien, c'était Corneille Janssen ou Jansenius, évêque d'Ypres. Le livre, c'était l'*Augustinus,* commentaire obscur et diffus des opinions de saint Augustin sur la grâce ; ouvrage aride et d'autant plus inextricable que saint Augustin n'avait point toujours été d'accord avec lui-même. Peu de gens devaient lire l'énorme in-folio de Jansenius ; personne n'en avait saisi dès l'abord le véritable sens, personne n'avait pénétré avec assurance au fond des subtilités qu'y avait entassées l'auteur, et, cependant, ce volume allait occasionner en France une agitation qui devait se prolonger pendant tout un siècle. Il allait tout à la fois diviser le clergé, provoquer d'odieuses persécutions, ébranler la royauté, soulever contre elle des haines violentes, révéler de nobles caractères et donner le triste spectacle d'un grand peuple tombé au niveau des ergoteurs de Sorbonne.

Que renfermait donc l'*Augustinus* pour produire cet ébranlement ? Quel principe nouveau, quelle révélation inattendue apportait-il à la société ? Tout se bornait à un problème théologique ; mais ce problème, qui touchait au plus profond mystère de la destinée humaine, avait déjà plusieurs fois troublé la chrétienté : au v[e] siècle

par l'hérésie de Pélage, dans le siècle même qui venait de finir par l'hérésie de Calvin. L'évêque d'Ypres, comme Calvin, agrandissait pour ainsi dire le domaine de notre néant en développant dans l'*Augustinus* cette opinion : « que, depuis la chute d'Adam, l'homme a perdu son libre arbitre; que les bonnes œuvres sont un don purement gratuit de Dieu, et que la prédestination des élus est un effet, non de la prescience qu'il a des œuvres, mais de sa pure volonté. » Par cette doctrine, le dogme de la liberté était anéanti; l'homme n'avait plus qu'à vivre, en laissant à la fatalité providentielle le soin de le diriger à son gré, en marchant avec docilité vers l'abîme, s'il plaisait à Dieu de l'y pousser. Tout en cherchant à faire prévaloir dans la tradition dogmatique cette croyance décourageante, Jansenius voulait introduire dans la pratique de la vie une austérité tellement inflexible, qu'on pouvait craindre qu'il ne plaçât le bien au-dessus de la portée de l'homme et ne fermât le paradis aux âmes défaillantes.

Les théories de l'évêque d'Ypres, importées en France par Duvergier de Hauranne, abbé de Saint-Cyran, n'éveillèrent d'abord que faiblement l'attention publique. Urbain VIII les condamna une première fois en 1642, et l'on peut croire que cette condamnation même, comme il arrive toujours en pareille matière, contribua puissamment à les propager. Bientôt elles furent adoptées par ces hommes savants et pieux, ecclésiastiques ou laïques, qui, sous le nom de *solitaires,* s'étaient retirés au monastère de Port-Royal, pour s'y livrer, loin du monde, à l'étude, à la prière, au travail des mains et à l'éducation des enfants. Le jansénisme se trouva de la sorte placé sous le patronage des Arnauld, des Nicole, des Lancelot, des Pascal, et dès ce moment il fit ombrage, comme toutes les opinions nouvelles auxquelles se rallient de grands talents. Il eut à lutter tout à la fois contre les jésuites et contre le pouvoir : contre les jésuites, parce qu'après avoir obstinément combattu dans le siècle précédent les doctrines calvinistes, ces religieux retrouvaient dans les doctrines nouvelles un vieil ennemi, une sorte de calvinisme mitigé. Jansenius, d'ailleurs, avait encouru la haine de la compagnie, en faisant révoquer l'autorisation, que lui avait accordée la cour d'Espagne, d'enseigner les humanités et la philosophie à l'université de Louvain; de plus, on n'avait point oublié le plaidoyer victorieux du père des Arnauld dans l'affaire de l'université de Paris contre l'institut de Loyola. Persécuter Port-Royal, c'était donc se venger de Jansenius sur ses disciples, et d'Antoine Arnauld sur ses enfants. Il y avait d'ailleurs la question des écoles, du monopole de l'instruction; et, après avoir accusé les jansénistes d'entretenir des relations avec Genève, on les accusa, près de l'Académie, de vouloir corrompre la langue française et la langue latine. Port-Royal eut à lutter aussi contre le pouvoir temporel, parce que Richelieu, comme les jésuites, nourrissait de vieilles rancunes contre Jansenius, qui, dans un livre intitulé *Mars Gallicus,* avait, en 1636, fort vivement censuré l'alliance conclue avec les puissances protestantes; en voyant la secte nouvelle recruter quelques-uns de ses ennemis politiques, le cardinal la persécuta comme un parti qu'il fallait étouffer. Rome elle-même, à part la question d'orthodoxie, s'inquiéta et prit ombrage, car, tout en cherchant à resserrer les liens de la discipline et de la hiérarchie, les jansénistes défendaient les vieilles maximes de l'église gallicane, et protestaient contre les usurpations du saint-siége sur les droits des rois de France.

Tel est le point de départ, telles sont les origines de cette querelle qui constitue, avec la déclaration de 1682 et la révocation de l'édit de Nantes, un des trois grands faits théologiques du XVIIe siècle : querelle singulière où personne ne fut vaincu, où chacun fut dupé par des subtilités, où ceux mêmes sur qui l'Église lançait l'anathème restaient obstinément dans son sein; querelle ardente de monitoires et de pamphlets dans laquelle il se dépensa autant de dialectique, de finesse, d'activité que dans les

luttes politiques les plus sérieuses ; querelle d'autant plus bizarre, en un mot, que les jésuites, ces prétoriens du saint-siége, en s'alliant d'une part à l'absolutisme ultramontain, de l'autre à l'absolutisme de Louis XIV, se déclaraient dans l'ordre théologique les défenseurs du dogme de la liberté, tandis que les jansénistes, qui, dans l'ordre politique, représentaient le parti de la liberté, proclamaient, en matière de foi, la tyrannie d'une sorte d'absolutisme providentiel.

Port-Royal, on le sait, fut le perpétuel foyer et, qu'on nous pardonne ce mot tout profane, le véritable quartier général du jansénisme ; aussi les écrivains qui nous ont transmis l'histoire de la secte se sont-ils bornés généralement à l'histoire même de l'abbaye. A partir de Racine jusqu'à la seconde moitié du XVIIe siècle, les annalistes de cette abbaye fameuse sont fort nombreux, et, sans parler des *mémoires* ou des *histoires* de Fontaine, de Dufossé, de Lancelot, de Besoigne, de Clément, de Guilbert, il est peu d'écrivains, même parmi les plus mondains, qui n'aient dit quelques mots des jansénistes, qui ne les aient loués ou critiqués. Madame de Montpensier en parle avec respect, madame de Sévigné avec une affection vive ; Bossuet et Fénélon, aux prises sur la question du quiétisme, se rencontrent, pour les condamner, sur un terrain neutre, et Voltaire, tout en rendant justice au talent, au caractère de quelques-uns d'entre eux, se montre pour la secte en général plein d'amertume et de raillerie. Dans les jugements les plus contradictoires, dans le blâme comme dans l'éloge, la passion éclate avec une violence qui ne sait jamais se contenir. Quand les jésuites parlent d'un livre janséniste, ils ajoutent que l'enfer a frémi de voir ce livre paraître. Voltaire dit à ce propos qu'il est fort difficile de savoir l'opinion de l'enfer sur un volume publié à Paris, et, pour mettre les deux partis d'accord, il émet le vœu peu philosophique qu'on envoie chaque jésuite au fond de la mer avec un janséniste au cou, sans se douter que lui-même, si ce vœu était rempli, courrait grand risque d'être noyé, attendu que dans la *Bibliothèque janséniste* on prouve, aussi clairement que les choses peuvent se prouver en pareille matière, que l'auteur de *la Henriade* est, dans ce poëme, infecté des hérésies de Port-Royal, témoin ces vers du premier chant :

Hélas ! ce Dieu si bon, qui de l'homme est le maître,
En eût été servi, s'il avait voulu l'être...

N'est-ce pas là la réprobation positive telle que la comprend Calvin ? N'est-ce pas là le dieu-tyran de Jansenius ? Témoin encore ces vers où le poëte rejette sur le souverain auteur des choses la cause de l'endurcissement de Duplessis-Mornay :

Mornay parut surpris et ne fut point touché.
Dieu, maître de ses dons, à lui s'était caché.

« Dieu ne se cache à personne, » disaient les jésuites, car on lit dans saint Jean : *Illuminat omnem hominem venientem in hunc mundum.*

Ce fut sur des subtilités de ce genre que roula en grande partie la querelle, et si de pareilles questions ont à bon droit perdu le privilége de nous émouvoir, l'histoire du jansénisme n'en a pas moins gardé sous plus d'un rapport un intérêt véritable et même une certaine *actualité*. Le faubourg Saint-Antoine et la paroisse Saint-Severin comptent encore près de trois cents familles jansénistes qui ne le cèdent en rien, pour l'austérité, l'obstination et l'indépendance, à leurs aînées des deux derniers siècles. La maison du diacre Pâris reçoit aujourd'hui plus d'une visite, comme la *boîte à Perrette* (1) reçoit aussi plus d'une offrande ; l'ombre de l'évêque d'Ypres se

(1) On sait que ce mot désigne les *fonds secrets* du jansénisme, dont le budget annuel s'élève, dit-on, encore aujourd'hui à Paris à 96,000 francs.

dresse encore toute menaçante devant les professeurs de théologie de certains séminaires, et l'Université, héritière constitutionnelle de l'antipathie des jésuites contre Port-Royal, est toujours en querelle avec leur compagnie pour la question des écoles. Sous le rapport des simples souvenirs, Port-Royal méritait aussi l'attention d'une époque érudite et inquisitive comme celle où nous vivons, car cette abbaye célèbre ne se présente pas seulement avec des problèmes théologiques, mais avec des chefs-d'œuvre littéraires. La langue, on peut le dire, s'est formée à l'ombre de ses cloîtres; ses pieux habitants, après la grande affaire du salut, n'avaient point de plus grande affaire que celle du beau style, et n'étaient pas moins intraitables sur la grammaire que sur la grâce efficace. Il y a de plus la liberté de conscience, le droit de penser et de prier, aux prises avec l'autorité de Louis XIV, et la politique, comme la littérature, comme la philosophie, a attaché au nom de Port-Royal des souvenirs importants, mais confus, qu'il est tout à la fois aride et attrayant d'évoquer.

M. Sainte-Beuve a le premier fouillé ces ruines, et, en touchant avec un respect mêlé d'attendrissement et de pitié les morts ensevelis sous leurs décombres, il a replacé sous nos yeux, comme sur une scène animée et vivante, les solitaires qui peuplaient, il y a cent cinquante ans, le vallon silencieux qu'avait occupé, dans le moyen âge, l'ermitage de saint Thibault. Questions religieuses, politiques, littéraires, philosophiques, M. Sainte-Beuve a tout approfondi, et en combinant, avec une sagacité qui est pour lui un secret tout personnel, l'érudition, la critique et la psychologie, il a fait un de ces livres d'une originalité saisissante, où chaque page est une révélation, et qui font comprendre et juger comme une affaire contemporaine des faits qui, durant de longues années, étaient restés en quelque sorte à l'état d'énigme. Le beau travail de M. Sainte-Beuve entraîna M. Cousin vers les mêmes études. L'un avait fait défiler devant nous toute l'armée janséniste, l'autre évoqua dans cette armée le souvenir de quelques soldats d'élite. Par M. Sainte-Beuve nous avons connu toute la secte, par M. Cousin nous avons connu la famille Pascal. Aujourd'hui M. Varin nous apporte de nouveaux documents sur un autre groupe janséniste, sur le groupe des Arnauld, famille étonnante, ainsi que l'a dit avec raison M. Villemain, par la variété des talents et l'uniforme élévation des caractères, véritable tribu antique dont tous les membres, comme les Appius de Rome, étaient également ardents, habiles, opiniâtres. Hommes ou femmes, les Arnauld sont tout à la fois les apôtres, les martyrs, les grands tacticiens du jansénisme. Compléter, élucider l'histoire de cette famille, c'est compléter l'histoire de la secte elle-même. Tel est le but que s'est proposé M. Varin.

Parmi les riches collections de documents réunis dans le XVIIIe siècle par le marquis de Paulmy, collections acquises plus tard par le comte d'Artois, et conservées aujourd'hui à la bibliothèque de l'Arsenal, il en est une qui se compose des papiers de la famille Arnauld, et qui était restée jusqu'à ce jour à peu près inconnue du public. A côté d'un grand nombre de pièces relatives à l'histoire générale du royaume, on y trouve en plus grand nombre encore des lettres, des mémoires, en un mot des papiers intimes de la famille Arnauld. Attiré par l'attrait des découvertes, l'encre pâlie et ce parfum de poussière qui enivre les vrais érudits, M. Varin mit en ordre, en les analysant, ces reliques jansénistes. Vérification faite, il se trouva que la collection formée par Robert Arnauld d'Andilly, conseiller d'État, puis solitaire à Port-Royal, et son fils, Simon Arnauld de Pomponne, ambassadeur et secrétaire d'État des affaires étrangères, embrassait, par les souvenirs de ceux qui l'avaient créée, le XVIIe siècle tout entier, car Arnauld d'Andilly, né en 1587, était mort en 1674, tandis que son fils, né en 1618, avait vécu jusqu'en 1699. M. Varin a eu la patience de confronter avec les pièces inédites qu'il avait découvertes tous les livres où il est question des personnages qui font le sujet de sa publication, de contrôler les affir-

mations officielles par les indiscrétions intimes, de rectifier l'histoire générale par les biographies particulières, enfin de rechercher la vérité sur les individus comme sur la secte, et l'influence des doctrines religieuses sur la vie publique et privée de ceux qui avaient embrassé ces doctrines.

Robert Arnauld d'Andilly, ses deux frères, dont l'un est le docteur Antoine, surnommé le grand Arnauld, ses quatre fils, ses deux petits-fils, la mère Angélique, la mère Agnès, Angélique de Saint-Jean et Charlotte de Pomponne : tels sont les personnages qui passent sous nos yeux dans cette correspondance inédite. Nous ne suivrons point M. Varin dans les détails multiples et parfois surabondants de son livre, attendu qu'il faudrait en quelque sorte refaire une histoire du jansénisme pour encadrer et lier entre eux les mille faits qui se trouvent dispersés soit dans les documents, soit dans le commentaire explicatif qui les accompagne. Nous nous arrêterons seulement à quelques épisodes, en commençant par celui qui se rattache aux relations d'Arnauld d'Andilly et du maréchal de Fabert. Il est curieux de voir ainsi en présence un soldat et un théologien, c'est-à-dire un homme d'action et un rêveur; aucun autre fragment du livre de M. Varin ne montre plus clairement la supériorité du simple bon sens sur cette indiscrète vanité qui affirme sans comprendre, qui prouve sans jamais démontrer, vanité qui semble l'essence de l'esprit théologique, et trop souvent aussi de la philosophie, laquelle eut le tort grave de remplacer quelquefois l'amour de la sagesse par l'amour du syllogisme.

Après avoir étudié Arnauld d'Andilly dans sa vie mondaine et sa vie de courtisan, M. Varin l'étudie dans sa vie de solitaire et nous le montre à Port-Royal continuant jusque dans ses dernières années, avec une ardeur toute juvénile, cette propagande janséniste qu'il avait faite avec tant d'habileté à la cour de la reine mère, lorsqu'il sollicitait l'honneur d'élever Louis XIV. Pour d'Andilly, avoir la grâce efficace, c'était partager les doctrines de Port-Royal, c'était se retirer *au désert*. Aussi presse-t-il le maréchal, par des lettres nombreuses, des envois de livres, des allusions détournées, d'accomplir ce pieux dessein; mais Fabert, qui était alors gouverneur de la principauté de Sedan, paraît peu disposé à quitter la vie militaire pour la vie méditative. Il veut suivre jusqu'au bout, sans s'effrayer de ce qui l'attend au delà du terme, cette voie périlleuse des combats dans laquelle il a marché avec gloire, et il avoue franchement, et même en ayant l'air de s'en féliciter, sa profonde ignorance en matière de théologie. « Dieu, dit-il à d'Andilly qui le presse et le fatigue sans doute, Dieu n'a pas mis en moy les grâces qu'il a versées si abondamment en vous... Ma vie a estez tempestueuze et agitée par les choses du monde ausquelles j'ay de jeunesse estez abandonnez. L'armée, où j'ay passé mon aage jusques à mon exil en ce lieu, n'en est pas un à former un homme au devoir d'un chrestien... Le monde néantmoins n'est pas ce qui m'empesche; je le cognois à fond, et en ay un extrême mespris. Mais la vie dans laquelle j'ay estez engagé de jeunesse m'emporte à la mort, sans que mon esprit puisse en changer le chemin. »

D'Andilly ne se décourage point : il tient fort exactement le maréchal au courant des nouvelles du parti janséniste; il lui envoie tout ce qui paraît contre les jésuites, y compris *les Provinciales*. Fabert se maintient toujours dans un équilibre parfait, et, tout en déclarant qu'il ne comprend rien aux affaires religieuses, il émet sur ces affaires de fort sages avis. « C'est, monsieur, dit-il à d'Andilly, une chose si ordinaire en France, qu'on néglige celles du devoir de sa profession pour discourir et se mesler mal à propos du faict d'autruy, que vous ne devez pas vous estonner que je me sois laissez aller à vous tesmoigner quelque desplaisir du peu de soing que je veois aux prélatz de faire ce qu'ils doivent. Je n'ai par respect pour vous ozé passer jusques à leur chef (Alexandre VII), qui nous avoit d'abord promis des choses que j'avois peine à me promettre d'une ame que je voyois si fort esmeüe de son esléva-

tion. Je suis mary extrêmement de ne m'être pas trompé, et de veoir l'églize pour long-temps sans les remèdes dont elle auroit besoing. » La corruption des uns, l'indifférence des autres, l'égoïsme du plus grand nombre, le besoin de disputer sur des subtilités lorsqu'il faudrait agir : telle est, suivant Fabert, la véritable cause des maux de la chrétienté. « Chascun, dit-il, cherche à profiter des biens dont regorge l'églize, et, en imitant Rome, l'on veut eslever ses nepveux. Dieu lui-mesme le souffre, ce qui est plus estrange, et qui souvent me mest dans un estonnement duquel j'ai peine à revenir. » L'indigne exploitation des fonctions publiques dans l'unique pensée de satisfaire des ambitions et des intérêts privés préoccupe vivement le maréchal; il en parle à diverses reprises, et à ce propos il laisse tomber ces belles paroles : « Quant à ce qui est des charges et dignités, je les crois establies pour servir le publicque, et que ceux qui les ont doivent se considérer comme valetz de ceux qu'ils croyent devoir leur obéir en tout. Cette pensée est toujours dedans ma teste, et je ne puis comprendre pourquoi elle n'est pas toujours aussy dans celle des autres. Sy Dieu l'y avoit mise, les nepveux des papes y perdroyent, mais tout le monde s'en trouveroyt bien mieux. » D'Andilly ne voit pas de si haut. Il en revient sans cesse au *Formulaire*, aux intrigues des jésuites, aux affaires de Port-Royal, et, selon toute apparence, il avait fini par ennuyer Fabert, car celui-ci lui écrivit un beau jour : « Je sçay bien que de tous les hommes les théologiens sont les plus violens dans leurs passions, soit qu'ils croyent que, prétextant leurs emportements d'un saint zelle, ils puissent en tirer autant d'honneur que les autres craignent de honte ne se modérant pas; ou que des gens qui penssent continuellement et travaillent à prescher pour persuader ce qu'ils se sont persuadez, ne soyent pas capables de suporter qu'ils ne soyent pas suivis avec aplaudissement; ou soit qu'avec la science, l'orgueil se glisse dans l'esprit de beaucoup de gens; tant y a que j'ay remarqué aux gens d'églize savans et aux ministres parmi les huguenotz beaucoup plus de penchant au sang et à la cruauté que parmy les gens de guerre qui sont nourris dans le carnage, et dans l'opinion que non-seulement ils sont obligés par debvoir à tuer, qu'il y a de l'honneur pour eux à le faire, et souvent nécessité pour conserver leur vie. Je vous advoue que concidérant cella j'ai estez estonné... Mais il y a encore tant d'autres choses à s'estonner dans la religion, qu'à mon advis il faut plustost admirer que Dieu les soufre que d'en parler. Lorsque la charité qui en est bannie y sera revenue, tout ira bien; car avec elle reviendra l'humilité qui en a estez chassée par ceux qui devoyent l'y retenir. Un soldat a tord de parler de cette sorte; mais la profession des hommes ne leur oste pas les sentimens que la nature leur donne pour la gloire de Dieu. »

Les passages du genre de ceux que nous venons de citer sont nombreux dans les lettres de Fabert recueillies par M. Varin. C'est partout le même bon sens, le même calme, la même sérénité de jugement; de tous les personnages que l'auteur met en scène, le maréchal, qui ne se piquait point cependant d'être savant, est, sans aucun doute, celui qui montre le plus de cœur et de raison, celui qui voit le mieux les choses, qui entend le plus sagement les vrais intérêts de la religion. Nous citerons encore, à l'appui de l'opinion que nous venons d'émettre, le fragment suivant relatif à un projet de guerre contre les Turcs, projet auquel Fabert s'attachait avec une sorte d'enthousiasme : « Il faut laisser, dit-il, toutes ces querelles qui ne font que mettre la foi en péril, et si l'on est en ardeur de combattre, au moins faut-il combattre les vrais ennemis, et ces vrais ennemis, ce sont les Turcs. Ils nous ont ostez tout l'Orient et le Mydy. Ils nous viennent chercher dans l'Occident. Leur laisser faire progrez en Dalmatie est les appeler dans l'Italie par l'estat de Venize. Ils sont forts. Le hazard leur peut donner pour chef un homme de vertu, qui, tournant ses armes contre nous, ne trouvera de résistance aucune sy nous sommes en guerre comme nous estions l'année passée. Ceux qui sont esloignez d'eux ne font aucun effort pour

soutenir ceux qui leur sont voysins. Ils sont venus de loing. *Ils nous ont ostez tous les saints lieux,* la coste d'Afrique, la Grèce et la Hongrie, qui sont à présent leurs limites contre nous. S'ils les passent, jugez où ils seront, et ce qui restera de chrétiens pour leur faire barrière. » C'était là parler en chrétien et en profond politique, car c'était prévoir cette insolente invasion des Turcs, dont le flot devait se briser, au pied du Saint-Gothard, devant le courage de ces gentilshommes français, que le prince Eugène, comme le maréchal de Fabert, avait convoqués à la croisade.

D'Andilly, toujours malheureux dans sa propagande janséniste, devait voir, après mille efforts, le valeureux soldat résister obstinément à la grâce, comme il avait vu à une autre époque le célèbre réformateur de la Trappe, l'abbé de Rancé, lui glisser entre les mains. Fort heureusement le janséniste avait pour panser ses blessures théologiques deux baumes tout-puissants : l'amitié de madame de Sablé et l'amour du jardinage. Dévote au déclin de la vie, sans doute parce qu'elle avait été galante au début, la marquise de Sablé, qui se délectait aux intrigues, comme dit Tallemant des Réaux, était janséniste ardente, et plus friande encore que janséniste, le diable s'étant chez elle retranché dans la cuisine. Quand les affaires du parti périclitaient, d'Andilly allait porter à son amie quelqu'une de ces trois cents variétés de poires qui faisaient l'orgueil de ses jardins. On oubliait alors le *Formulaire* pour les beaux fruits auxquels les jésuites eux-mêmes rendaient justice, et, grâce à ces plaisirs innocents, d'Andilly, en rentrant dans la vie simple et commune, retrouvait çà et là ce calme et cette tranquillité qu'il avait si imprudemment immolés aux cinq propositions.

La seconde figure qui s'offre à nous dans la famille des Arnauld est cet ardent polémiste qui excita et dirigea pendant cinquante ans la guerre du jansénisme, avec des qualités qui lui ont mérité de la part du grand siècle le surnom de grand, et aussi avec plus d'un défaut que fait oublier ce glorieux surnom. Le fait principal que met en lumière le livre de M. Varin, relativement au grand Arnauld, est l'acquisition de Nordstrand, île située près du Holstein, sur les côtes de la Baltique, et dans laquelle Port-Royal eut un instant le projet d'émigrer tout entier. Cette île, qui, dans le XIII[e] siècle, comptait trente-trois paroisses, avait été une première fois envahie par les flots en l'an 1300; elle avait depuis subi de fréquentes inondations ; les habitants avaient fini par l'abandonner entièrement, et, pour la repeupler, le duc Frédéric octroya, le 18 juillet 1652, une charte remplie de priviléges à quiconque, en s'emparant des terres de Nordstrand, voudrait les garantir, par des endiguements, des invasions de la mer. Une des clauses de cette charte assurait aux catholiques une entière liberté de conscience. Cette clause tenta les jansénistes et les engagea, pour l'acquisition de l'île, dans une suite de spéculations où ils eurent tour à tour pour associés ou pour concurrents des banqueroutiers belges, des jésuites renégats, tels que Labadie, et la célèbre illuminée Antoinette Bourignon. Toute cette affaire, ténébreusement conduite, embrouillée d'intrigues et compliquée de questions d'argent, n'a rien d'honorable pour ceux qui s'y trouvent mêlés, et l'on y voit, en 1684, les jansénistes entrer en pourparlers avec les ennemis de la France. Pendant longtemps Port-Royal était parvenu à soustraire ou à dissimuler ses vues ; mais les confidentiels papiers d'Arnauld les révélèrent plus tard dans tout leur jour. « Ce double projet d'un établissement territorial et politique avait fait, dit M. Varin, sinon la terreur, du moins l'indignation des dix dernières années de Louis XIV, et durant ces dix années madame de Maintenon, c'est elle-même qui l'atteste, prolongea les soirées solitaires et moroses du monarque, alors au déclin de sa fortune, par la lecture des papiers saisis chez Quesnel. Ainsi, après les humiliations de chaque jour, le grand roi se retrouvait chaque soir en face de ces deux humiliations sans égales : la veuve Scarron devenue reine, le jansénisme devenu potentat! »

Quant aux fils et aux deux petits-fils d'Arnauld d'Andilly, leur histoire prouve trop

clairement que le zèle théologique et les vertus des sectaires ne s'accordent pas toujours avec les vertus de la famille, et que rien n'est plus dur que cet égoïsme extra-terrestre qui, sous le nom de mysticisme, flétrit toutes les affections humaines et nous fait anticiper sur la mort pour oublier le monde et les vivants. Le beau rôle, dans la descendance de d'Andilly, n'appartient ni aux théologiens ni aux courtisans, mais aux soldats, qui gardent mieux que les autres le sentiment de l'honneur. Les théologiens sont, pour la plupart, en querelle avec leurs proches, soit pour une phrase de Jansenius mal comprise et mal commentée, soit pour une dette de quelques écus. Les courtisans, à leur tour, tels que le second marquis de Pomponne, renient, pour plaire au maître, toutes les traditions de leur famille et même les plus simples prescriptions du devoir. En effet, lorsqu'après avoir une première fois, en 1709, dispersé les habitants et confisqué les biens de Port-Royal, Louis XIV conçut la pensée impie d'exiler les morts qui reposaient dans le cimetière de l'abbaye, le marquis de Pomponne présenta au cardinal de Noailles un placet dans lequel il demandait au roi « de transporter, soit à Saint-Méry de Paris, où était la sépulture de ses ancêtres, soit à Pomponne, les corps de ses parents qui avaient été ensevelis à Port-Royal, afin que *sa postérité perdît la mémoire* qu'ils avaient été enterrés dans un lieu qui avait eu le malheur de déplaire à Sa Majesté. » Louis XIV autorisa l'inhumation; mais, comme il n'y avait point de caveau pour recevoir les cadavres, on les déposa provisoirement sur des tréteaux au fond des cryptes de Palaiseau. Ces cadavres y restèrent dix ans, et, pour qu'on les rendît à la terre, il fallut qu'un visiteur étranger, Leblanc, secrétaire d'État et ministre de la guerre sous Louis XV, fît observer au marquis de Pomponne que les restes de ses ancêtres couraient risque d'être de nouveau dispersés, si l'église de Palaiseau avait, plus tard, pour curé quelque partisan du molinisme. Le marquis alors les fit inhumer, et on écrivit au bas de l'épitaphe, scellée sur la tombe, ces mots pleins d'amertume : *Tandem requiescant!* qu'ils reposent enfin. En voyant plus tard les cendres du grand roi arrachées, par un peuple en délire, aux caveaux de Saint-Denis, les modernes jansénistes ont pu se demander si ce n'était pas Dieu lui-même qui avait appliqué au cadavre royal la peine du talion.

En parlant des Arnauld, comment oublier les femmes de cette famille? Attachées obstinément à Jansenius sans trop savoir pourquoi, ces nobles pénitentes ne s'interrompent dans la prière que pour pratiquer les devoirs de la plus tendre charité et pour soutenir autour d'elles le courage de ceux dont elles partagent les doctrines et les persécutions. Nous admirons sincèrement ces grandes et austères vertus dont elles donnèrent tant de preuves; mais nous avouons pour notre part, en ce qui touche leur intervention dans les querelles dogmatiques, que cette intervention nous paraît une véritable anomalie. Elles ont été, il est vrai, entraînées sur ce terrain par l'amour même qu'elles portaient à leur famille, comme Héloïse avait été entraînée par Abailard vers la scolastique; mais la femme théologienne, comme la femme philosophe, nous semble violemment arrachée à sa vocation véritable, et quand on assiste à distance aux luttes et, pour ainsi dire, aux crises nerveuses des saintes femmes de Port-Royal, on s'afflige de voir que la raison n'est pas là. Deux pages de madame de Sévigné parlant de sa fille nous paraissent infiniment supérieures à toute la correspondance de la mère Angélique. La femme janséniste touche parfois de trop près à la femme savante, pour que les tirades de Molière ne reviennent point à l'esprit.

Jugé dans ses détails et au point de vue de l'érudition, le livre de M. Varin sur les Arnauld est une œuvre recommandable. Dans ce temps où l'improvisation a envahi les études historiques elles-mêmes, on y trouve deux qualités qui deviennent de plus en plus rares, cette patience pour les recherches, cette attention pour l'exactitude des faits, qui donnent seules aux travaux d'érudition une valeur réelle. Tous les

documents recueillis par M. Varin sont habilement mis en œuvre, le plan est régulier, la forme sévère et châtiée; mais, en ce qui touche la conclusion générale et ce qu'on pourrait appeler la partie dogmatique du livre, nous nous séparons, en bien des points, des opinions de l'auteur, en leur rendant cette justice, qu'elles sont aussi modérées que sincères, et que, par la manière même dont elles sont présentées, elles restent toujours sur ce terrain de la discussion scientifique où l'on aime à trouver des amis pour adversaires.

Bien qu'il soit fort difficile de savoir précisément quelle est la véritable doctrine de saint Augustin et même la véritable doctrine de l'Église sur la grâce, bien que les cinq propositions ressemblent plutôt à une énigme qu'à une définition, nous admettons volontiers que le jansénisme est hérétique, et, sur ce point, nous ne discutons pas; car, lorsqu'il s'agit de certaines nuances dans les opinions religieuses, on cherche en vain à savoir au juste où commencent et où finissent les mystiques domaines de l'orthodoxie, et ce n'est pas à nous qu'il appartient de poser les bornes qui séparent le royaume des élus du royaume des réprouvés. Toutefois on peut être hérétique et très-vertueux; on peut scandaliser le curé de sa paroisse par des opinions hasardées et édifier ses voisins par sa charité et sa moralité; enfin, comme il n'y a, selon nous, entre l'Évangile et la théologie aucune espèce de rapport, on peut être à la fois un homme évangélique et un fort mauvais théologien. C'est là, nous le croyons, l'histoire des jansénistes, et il nous semble que, pour les juger, M. Varin s'est placé trop exclusivement au point de vue catholique, au point de vue de l'orthodoxie. Sans doute il rend justice au caractère, au courage politique du grand Arnauld, à la charité, à l'énergie des femmes de cette famille; mais il se montre sévère à l'excès en ce qui touche leur participation aux affaires de leur secte et leurs efforts bien légitimes pour s'assurer quelques appuis au milieu des adversaires implacables dont ils étaient entourés. Il les voit, ce nous semble, beaucoup trop habiles, et ne rend pas non plus suffisante justice au zèle qu'ils ont toujours déployé pour la réforme des mœurs, zèle qui, sans aucun doute, a contribué à les mettre en état d'hostilité avec la cour égoïste et licencieuse de Louis XIV, avec la politique toute mondaine de la cour de Rome, des prélats et des dignitaires de l'Église. Nous ajouterons, pour notre part, qu'il faut aussi savoir quelque gré aux jansénistes d'avoir été franchement gallicans bien avant la déclaration de 1682 : on nous répondra peut-être que le gallicanisme n'est encore qu'une hérésie mitigée, ce qu'on appelle aujourd'hui, dans certains séminaires, un schisme constitutionnel; mais, à ce compte, comment trouver un juste dans Israël? comment trouver dans le siècle de Louis XIV un seul docteur éminent sur lequel n'ait point soufflé l'esprit de révolte? Et, si nous damnons les Arnauld parce qu'ils ont refusé de signer le *Formulaire,* nous damnerons Fénélon parce qu'il a défendu l'*oraison de quiétude,* et Bossuet parce qu'il a rédigé et signé les quatre articles. N'est-ce pas vraiment en semblable matière que le doute et l'indulgence sont le commencement de la sagesse?

M. Varin, en montrant les Arnauld dans l'intimité de leurs relations, en découvrant certaines intrigues, certaines pratiques égoïstes ou ambitieuses du jansénisme, s'attache à prouver que les solitaires de Port-Royal n'étaient point à l'abri des reproches qu'eux-mêmes adressaient à leurs adversaires les jésuites. « On a dit tant de mal des jésuites, écrit-il dans son introduction, et le roman en a tant inventé, que sur leur compte il ne doit plus guère rester d'inconnu que du bien; » et, quelques lignes plus loin, il ajoute : « La cause principale du discrédit des jésuites, le fait est notoire, c'est la persévérance qu'a mise le jansénisme à leur attribuer en masse les opinions et les actes de quelques-uns d'entre eux, actes et opinions la plupart du temps condamnables, mais condamnés avant tout par la société dont faisaient partie leurs auteurs. » Que les Arnauld et leurs frères en Jansenius n'aient point toujours

pratiqué comme ils l'auraient dû la charité, l'humilité chrétiennes ; qu'ils aient souvent apporté dans la discussion la haine et la mauvaise foi ; qu'ils aient calomnié leurs adversaires, qui, du reste, ne restaient point en arrière avec eux, c'est ce qu'on ne peut contester. Ils étaient hommes, et de plus hommes de lettres et théologiens. Que la compagnie de Jésus, à son tour, ne soit point responsable des opinions de quelques-uns de ses membres, c'est aussi l'avis d'un homme dont le témoignage en cette matière ne sera point suspect ; c'est l'avis de Voltaire, qui s'exprime ainsi à ce sujet dans le *Siècle de Louis XIV :* « On attribuait adroitement à la société les opinions extravagantes de plusieurs jésuites espagnols et flamands; on les aurait déterrées aussi bien dans les casuistes dominicains ou franciscains, mais c'était aux seuls jésuites qu'on en voulait. On tâchait de prouver qu'ils avaient un dessein formé de corrompre les mœurs des hommes, dessein qu'aucune secte, aucune société n'a jamais eu et ne peut avoir. » Rien n'est plus juste; mais il ne s'ensuit pas que, dans l'affaire du jansénisme, le beau rôle appartienne aux jésuites, et il nous semble que, lorsqu'on veut les défendre, ce n'est ni dans la France du XVIIe siècle ni dans celle du XVIIIe qu'il faut chercher des éléments pour leur justification. Les jésuites ont été grands lorsqu'au milieu des agitations du XVIe siècle, ils disputaient à Luther et à Calvin l'Europe catholique, rangés comme des soldats autour de l'un des plus héroïques aventuriers de la foi. Disons plus encore, ils ont rendu à la France un service signalé en contribuant à la sauver de l'hérésie, dont le triomphe eût détruit cette œuvre de notre unité nationale, si péniblement élaborée dans le cours du moyen âge, unité que le calvinisme eût inévitablement anéantie pour y substituer une organisation princière semblable à celle de l'Allemagne. Ils ont été grands lorsqu'ils ont porté aux limites du monde les lumières de l'Évangile et de la civilisation ; mais, à côté des martyrs, il y eut bientôt les intrigants : l'ambition du pouvoir et de la richesse remplaça l'ardeur du prosélytisme, et c'est moins pour avoir prêché une morale relâchée que pour s'être faits les auxiliaires du pouvoir absolu, que les jésuites ont soulevé contre eux tant de haines. En s'alliant avec la politique, ils ont donné prise à toutes les récriminations des partis, et c'est comme corps politique et non pas comme ordre religieux qu'ils ont encouru l'animadversion des peuples. A la cour de Louis XIV, le rôle de ceux qui ont approché le monarque a été véritablement indigne ; ils ont avili, égaré la vieillesse du grand roi, et l'histoire n'a que trop bien confirmé ce jugement sévère, mais juste, porté par la duchesse d'Orléans, princesse palatine et mère du régent, sur les confesseurs jésuites du monarque : « Avant que la vieille, dit la duchesse en parlant de madame de Maintenon, eût de la puissance, l'Église de France était très-raisonnable. C'est elle qui a tout gâté en favorisant les sottises et les superstitions, telles que le rosaire et autres choses. Quand il se présentait des hommes raisonnables, la vieille et le confesseur les faisaient emprisonner ou exiler. Ces deux personnages sont la cause de toutes les persécutions qu'on a fait subir en France aux réformés et aux luthériens. Le père la Chaise aux longues oreilles a commencé cette belle œuvre, et le père Letellier l'a achevée. C'est ce qui a ruiné la France de toutes manières. »

Cette dernière remarque est rigoureusement vraie. Les jésuites n'ont pris aucune part au bien qui s'est fait dans l'ordre religieux pendant le règne de Louis XIV. Ils n'ont fait que réveiller l'esprit de persécution pour aboutir à la révocation de l'édit de Nantes, comme les jansénistes réveillaient l'esprit de controverse pour aboutir au diacre Pâris et aux folies du cimetière Saint-Médard; mais, fort heureusement, chez nous le sentiment religieux, comme la pensée philosophique, va droit aux applications, et le mouvement imprimé par saint François de Sales et saint Vincent de Paul se continua au milieu des disputes et des persécutions. Il y a, de ce côté, à partir de la fin du XVIe siècle, comme une sorte de renaissance de la charité, renaissance qui

se manifeste surtout par l'établissement de nouveaux ordres, basés presque tous sur le travail, l'instruction des enfants, le soin des pauvres et des malades. Enfin, c'est d'une part dans les rangs inférieurs du clergé séculier, de l'autre dans les ordres charitables, tels que les carmélites de sainte Thérèse et les sœurs de saint Vincent de Paul, qu'il faut chercher, au XVIIe siècle, la véritable tradition chrétienne.

Il est encore un point sur lequel nous ne partageons pas l'opinion de l'auteur de *la Vérité sur les Arnauld*. Selon M. Varin, les esprits amis du progrès intellectuel, tel qu'il s'accomplit aujourd'hui, peuvent réclamer la part du jansénisme dans la révolution de 1789. « Le jansénisme, dit-il, partisan du libre examen au XVIIe siècle comme la réforme l'avait été au XVIe, comme la philosophie le fut au XVIIIe, est l'une des trois grandes phases de l'émancipation intellectuelle durant les trois derniers siècles, et l'acheminement transitoire d'une négation restreinte à une négation absolue de l'autorité dans les temps modernes. » Cette manière de voir, qui est en général celle de l'école historique contemporaine, nous paraît, en ce qui touche le jansénisme et la réforme, très-contestable. De quelle autorité veut-on parler d'abord ? Est-ce de l'autorité divine, de l'autorité des papes, de celle de l'Église ou de celle des rois ? Il faut commencer par faire nettement la distinction comme le moyen âge lui-même l'avait faite. Or, s'il s'agit de l'autorité des papes, il faut remonter beaucoup plus haut que Luther et Calvin ; il en est de même de l'autorité temporelle de l'Église ; enfin, s'il s'agit de l'autorité politique, de l'ordre social renversé par la révolution de 89, je cherche en vain comment Luther, Calvin et le jansénisme peuvent avoir quelque chose à réclamer dans la déclaration des droits de l'homme. Étrangers, quoi qu'on en ait dit, à toute idée d'émancipation politique, les réformateurs auraient eu grande peine à faire sortir d'une négation théologique la notion d'un droit. Cette autorité souveraine, cette infaillibilité dont ils dépouillaient Rome, ils la réclamaient impérieusement pour eux-mêmes. Cette raison, dont ils proclamaient l'indépendance vis-à-vis du pape, ils la plaçaient sous la tyrannie de la Bible, et certes, ce n'est point dans la Bible qu'ils auraient trouvé la liberté politique. Ne faisons donc point aux théologiens des derniers siècles, qui ne sont après tout que les rhéteurs du christianisme et qui n'ont fait le plus souvent qu'altérer le sublime esprit de l'Évangile, plus d'honneur qu'ils n'en méritent. Si nous voulons trouver les véritables précurseurs de la liberté moderne, remontons aux premiers âges de l'Église ; cherchons-les parmi ces évêques des Gaules qui déclaraient que les hommes ne sont serfs que de Dieu, et qui affranchissaient leurs esclaves en les bénissant ; cherchons-les dans les actes de ce concile de Paris qui, déjà en 829, posait les limites de l'autorité de l'Église et de l'autorité des rois ; cherchons-les dans ces bourgeois du XIIe siècle qui faisaient de leur ville et de leur banlieue une sorte de champ d'asile inviolable ; dans les parlements, toujours prompts à défendre l'ordre contre toutes les violences, celles des rois, de l'Église ou du peuple ; dans les états généraux, qui parlèrent souvent au XVe siècle comme on parlait en 89 ; cherchons-les surtout dans ces sentiments inépuisables de la justice et du droit qui éclatent à toutes les époques de notre histoire, sentiments qui se manifestaient dans la nation comme une révélation instinctive de la dignité humaine, et qui furent compris et respectés par les rois comme la meilleure garantie de leur sécurité et de leur puissance.

CH. LOUANDRE.

DE LA

COLONISATION MILITAIRE

EN AUTRICHE ET EN RUSSIE.

Einige Worte über die Russischen militär-Kolonien im vergleiche mit der K.-K. osterreichischen militär-Grenze und mit allgemeinen Betrachtungen darüber,
von Carl Freiherrn V. Pidoll zu Quintenbach (1).

Les colonies militaires de l'Autriche et de la Russie ont, depuis quelque temps, attiré l'attention de la France. On a pensé que l'histoire et la situation actuelle de ces établissements pouvaient nous offrir des documents précieux dans l'étude des question que soulève notre colonisation de l'Algérie. Cependant, si les colonies militaires de l'Autriche et de la Russie méritent de nous occuper à ce point de vue, c'est moins pour l'ensemble de l'organisation que pour quelques dispositions administratives. Si nous voulons coloniser militairement sur la frontière méridionale de la France africaine, ces deux pays ont peu d'enseignements à nous donner; c'est à nous de tirer de notre propre fonds ce qui convient et à l'esprit de notre pays et aux circonstances sociales particulières à notre nouvelle conquête. Il importe donc de bien préciser le rôle des institutions militaires créées par la politique autrichienne et par le despo-

(1) *Quelques mots sur les colonies militaires de la Russie, comparées aux colonies militaires de la frontière autrichienne, suivis de considérations générales.* Vienne, 1847. — Outre les renseignements puisés dans cette curieuse publication et complétés par des recherches faites sur les lieux, nous avons emprunté à la *Statistique de la Hongrie* de M. Fényes quelques notions intéressantes sur la situation des différentes races qui sont soumises au régime de la colonisation militaire en Autriche. Cette *Statistique*, écrite en magyar, a été récemment traduite en allemand sous le titre de *Statistik des Kœnigreichs Ungarn.*

tisme des tsars, afin de prévenir les erreurs où nous pourrions être entraînés par quelques similitudes plus apparentes que réelles.

Si nous avions à toute force besoin d'exemples, peut-être en trouverions-nous de plus directs et de plus profitables dans les essais de colonisation civile tentés sur quelques points de la Russie méridionale, du Pruth à la mer d'Asof, et plus anciennement en Hongrie. La Hongrie n'a jamais possédé toute la population qu'elle pourrait nourrir, et, dans de certaines régions, elle présente encore de vastes steppes presque sans villages et sans culture. Les Allemands ont cherché de bonne heure à s'y établir, et y ont fondé, particulièrement sous le nom de *Saxons* et de *Zipses,* des colonies florissantes; ils ont aussi poussé plus loin vers l'est, dans la Russie méridionale, où un sol fécond et des concessions importantes les appelaient en grand nombre. Quelques tribus illyriennes de la Bulgarie ou du Montenegro, fuyant l'oppression turque, se sont jointes à ces émigrations de familles allemandes, et ont été accueillies avec une grande bienveillance par les gouvernements russe et autrichien.

Les villes saxonnes de la Transylvanie, principauté détachée de la Hongrie, sont arrivées, après plusieurs siècles, à un assez haut degré de prospérité agricole et commerciale. Toutefois elles doivent cette prospérité autant peut-être aux priviléges féodaux qu'elles ont obtenus qu'à leurs libertés municipales. Les Allemands qui ont été admis dans les villages hongrois à titre de simples paysans, aux conditions de la législation du pays, n'ont d'autre avantage aujourd'hui, sur les populations primitives, que celui d'une aisance un peu plus grande, acquise par une activité plus soutenue et de meilleures traditions de travail.

En Russie, où la colonisation civile est plus récente, puisqu'elle date du siècle dernier, les concessions de terrain ont été faites avec plus de régularité. L'exploitation agricole et l'accroissement de la population, tel était le but spécial que l'on se proposait. Ces colonies ont réussi, grâce aux grandes facilités que la nature et le gouvernement ont offertes à la fois aux propriétaires libres ou nobles. Intéressés par des dons énormes, dont plusieurs ne s'élevaient pas à moins de quarante mille *décétines* (1), aidés par des prêts considérables faits sur la garantie morale d'une application directe de ces avances au bien concédé, les colons privilégiés de la Russie méridionale ont su exploiter avec intelligence les avantages d'une telle situation. Une seule circonstance entrave leurs efforts : c'est la constitution de la propriété corvéable, qui, restreinte à cinquante ou soixante *décétines,* est en outre communale, suivant les anciens principes de la législation slave. Cette communauté et cette immobilité de la terre paralysent nécessairement l'activité individuelle des paysans et réagissent fatalement sur la prospérité naissante de la contrée tout entière. Ce vice à part, la colonisation civile de la Russie méridionale fait honneur à la munificence intelligente des tsars. Si le succès n'est point complet, du moins les résultats obtenus sont-ils satisfaisants (2).

(1) La *décétine* vaut un peu plus d'un hectare.

(2) Nous avons sous les yeux un document inédit sur cette colonisation civile, beaucoup moins connue en Europe que la colonisation militaire. Voici, d'après cet écrit, dû à un agent diplomatique étranger qui a résidé plusieurs années dans la Russie méridionale, les obligations qui ont été imposées par le gouvernement aux grands concessionnaires, et les avantages qu'il leur a faits : « Ils devaient élever dans un temps donné un nombre d'animaux domestiques déterminé d'après l'étendue de leur propriété. Ainsi, à l'expiration d'un terme de dix ans, ils devaient présenter un cheval ou une pièce de bétail adulte pour chaque portion de terrain de dix *décétines,* ou une brebis de race fine par chaque *décétine.* Si cette condition était remplie, le concessionnaire recevait un acte de propriété valable pour quatre-vingt-dix ans; si la même industrie était continuée cinq ans de plus, l'acte de propriété devenait définitif, et le concessionnaire pouvait disposer de son bien à sa guise; mais si au bout de dix ans les conditions res-

Bien que les colonies militaires des deux empires, plus connues que leurs colonies civiles, offrent un plus grand intérêt pour notre curiosité politique, elles n'ont point pour nous la même importance économique. Dans ces vastes fondations qui ont rendu naguère d'éminents services à l'Autriche, et dont la Russie est fort éprise, on s'est proposé de part et d'autre un but distinct. L'Autriche a colonisé sur ses frontières, pour les mettre en état de se défendre elles-mêmes contre les agressions incessantes des Turcs; la Russie a colonisé pour fortifier son système militaire, sans faire peser de nouvelles charges sur ses revenus.

Pierre le Grand, à qui remontent toutes les traditions de la Russie moderne, avait, il est vrai, conçu la pensée d'institutions militaires destinées à protéger son empire, au midi et à l'est, contre les Tartares et les Turcs : il avait même organisé les Cosaques du Kouban pour le service armé de la frontière. Son continuateur le plus heureux et le plus fidèle, Catherine II, en fit de même avec les Cosaques Zaporogues; mais ce n'est point de ces premiers essais que sont nées les colonies proprement dites, établies depuis trente années seulement dans le nord et dans l'ouest. Celles-ci furent créées par l'empereur Alexandre. Il avait songé dès 1810 à doter son empire de véritables colonies militaires ; mais il ne comprit toute l'importance de semblables établissements qu'en 1814, lorsqu'il eut apprécié par ses yeux et reconnu sur de glorieux témoignages les mérites des colonies militaires de l'Autriche. La création de l'empereur Alexandre n'a encore pu, on le comprend, porter que ses premiers fruits.

Quant aux colonies de l'Autriche, elles ont une histoire, et on a pu les juger sur leurs actes dans toutes les guerres de ce pays contre la France. La constitution qui les régit actuellement date de 1807. Cependant elles avaient, dès le commencement du XVIIIe siècle, une existence régulière, et avant même cette dernière époque, avant de recevoir une consécration officielle, une législation à peu près uniforme, elles existaient par la force des choses d'où elles tirent principalement leur origine.

Dans le moyen âge, les populations fixées à l'extrémité orientale de la Transylvanie, les Sicules ou *Szeklers,* tribu de race magyare, remplissaient la fonction spéciale

taient sans exécution, la terre devait faire retour à la couronne, et le concessionnaire était tenu à une indemnité pour le bénéfice de ses dix ans d'occupation. » L'auteur ajoute qu'il n'a connaissance d'aucun exemple de terres revenues ainsi à la couronne. « Cette obligation de l'élève des bestiaux est, continue-t-il, une des principales causes de la prospérité des grands concessionnaires. Un capitaine, qui avait reçu en 1796, par la faveur de son général, une propriété de douze mille *décétines,* et qui l'eût volontiers cédée alors pour 10,000 francs, possédait en 1826 4,000 moutons, 800 chevaux, 1,000 pièces de bétail, 150 familles de paysans, et une vingtaine de mille francs en argent... Quant aux concessionnaires non nobles, et qui sont en très-grande majorité des étrangers allemands ou bulgares, ils ont reçu du gouvernement d'abord une légère somme pour leurs frais de voyage, des maisons, du bétail et des instruments de culture. La valeur de ces dédommagements et de ces avances pouvait s'élever à 1,200 francs par maison. Le gouvernement accorda quinze ans pour le remboursement sans intérêt, lequel dut se faire à partir de ce terme par sommes annuelles de 28 francs 55 centimes. »

Les établissements coloniaux de la Russie méridionale ont une administration spéciale qui porte le nom de *Comptoir des colonies.* Les affaires se traitent dans la langue des colons, et les actes sont ensuite traduits en russe pour l'usage du gouvernement. Une société d'agriculture, fondée depuis vingt ans à Odessa, publie un bulletin en langue russe et un journal en allemand pour les colons, sous la protection et avec le concours de l'administration des domaines. Cette société a pour but de rechercher le système de culture le mieux approprié à un sol vierge et à un climat capricieux. « Et la méthode pratiquée partout avec succès, est-il dit dans le mémoire que nous avons cité, se réduit à trois grands principes : labourer à toute la profondeur possible, semer tôt et semer clair. » L'auteur de cet écrit pense que les procédés d'exploitation et de culture employés dans les steppes de la Russie méridionale pourraient l'être avec le même avantage en Algérie.

de gardes des frontières. Les incursions armées auxquelles la Hongrie se vit de plus en plus exposée à mesure que les Turcs s'approchèrent davantage de l'Europe, obligèrent d'autres tribus à s'organiser de la même façon et pour le même objet. D'ordinaire elles obtenaient de la royauté des priviléges, des chartes, en récompense des services continuels qu'elles rendaient au pays. Lors donc que l'Autriche, devenue maîtresse de la Hongrie, entreprit de coloniser dans de grandes proportions, elle avait sous la main tous les matériaux et elle n'eut besoin que de les coordonner. Ainsi, à les envisager dans leurs développements historiques, les colonies de l'Autriche semblent plutôt l'œuvre de la nécessité que de la délibération. Il est à remarquer aussi que la destination primitive de cette institution a changé, par suite des événements mêmes qui ont déplacé la puissance et le danger des agressions en Europe. Les Turcs, contre qui la colonisation était dirigée, ont cessé d'être redoutables; le brigandage même est devenu un fait exceptionnel, et, dans l'état nouveau des choses, les colonies militaires ne peuvent plus être considérées par l'Autriche que comme un moyen économique de recrutement pour l'armée. Elles finissent justement par où les établissements coloniaux de la Russie ont commencé, et c'est pourquoi elles ont pu leur servir de modèle.

Cependant si la Russie, en fondant ses colonies militaires, a pu s'éclairer par l'étude des établissements autrichiens, elle n'a point songé à se renfermer dans une imitation pure et simple; elle ne l'aurait pas pu, car elle ne disposait point d'une population militaire toute prête, et elle ne l'aurait pas voulu, car elle eût été forcée d'accorder aux colons des libertés très-peu étendues sans doute, mais néanmoins incompatibles avec les principes sur lesquels repose la société russe. Cela constitue entre les deux institutions une différence très-considérable qui en a engendré naturellement beaucoup d'autres dans les détails de la législation et de l'administration. Et vraisemblablement la différence encore plus considérable qui existe dans la condition politique des deux pays assure aussi à leurs colonies un esprit, un rôle bien distincts et des destinées très-diverses.

II

Les confins militaires de l'Autriche, qui s'étendent de l'Adriatique jusqu'aux principautés moldo-valaques, se divisent en six colonies : celle de Carlstadt, celle du ban de Croatie, celle de Warasdin, celle de la Sirmie, celle du banat de Temesvar, enfin celle de la Transylvanie. Ces colonies ne sont point disposées régulièrement sur la frontière austro-turque : celle de Warasdin, par exemple, en est à plus d'une journée de marche, et celle de la Transylvanie est éparpillée sur le territoire à des distances plus grandes encore du cordon militaire. Les colonies se sont établies primitivement sur les points les plus menacés et les plus favorables à la défense, et, comme elles tiennent au sol par des intérêts profonds, elles n'ont point avancé au sud avec les frontières de l'empire. Par leur position géographique, elles sont toutes comprises dans la circonscription territoriale des royaumes annexés de Hongrie et de Croatie et de la principauté de Transylvanie. Placées sous l'administration directe du pouvoir central, elles ne participent point au régime constitutionnel de ces trois pays; mais elles sont formées comme eux de populations très-distinctes : il y a des régiments illyriens (croates), — allemands, — roumains (valaques), — szeklers. La race illyrienne et la race roumaine y dominent.

L'esprit qui a présidé à l'organisation législative de ces colonies est féodal; mais il prend son point de départ dans le système de la sujétion (*Unterthanigkeit*), non dans celui du servage. C'est la législation hongroise d'à présent accommodée aux convenances d'une institution avant tout militaire. L'État est le seigneur terrien;

c'est de l'État que le colon tient sa terre, c'est envers l'État qu'il s'oblige; le service militaire est la principale de ses prestations. Les marques de la féodalité sont restées très-visibles dans la colonie transylvaine, dont les divers régiments sont szeklers ou roumains. C'est ainsi que, chez les Roumains, les colons se trouvent partagés en nobles et non nobles : les uns possèdent au même titre que les nobles de la Hongrie; les autres sont simplement usufruitiers de l'État. Quant aux Szeklers, ils ne possèdent point comme tenanciers, mais comme conquérants; seulement leurs terres forment des majorats inaliénables.

Dans les autres colonies, les lois sont moins confuses; les terres y sont de deux espèces, et se distinguent en fiefs et en acquêts. L'acquet n'a point d'étendue fixée; mais le fief a ses limites qui varient de vingt-quatre à trente arpents (1), les prairies non comprises. Une ferme complète se divise régulièrement par quart, moitié ou trois quarts.

La population est partagée par familles; toute famille se compose nécessairement de plusieurs membres aidés de manœuvres, de telle sorte que les uns puissent cultiver pendant que les autres remplissent leurs obligations militaires. Lorsque plusieurs familles possèdent moins qu'une ferme complète, elles se réunissent en une association dont tous les membres, les manœuvres exceptés, ont les mêmes droits sur la propriété commune. En s'associant, ils choisissent un *père :* c'est le plus âgé d'entre eux, à moins qu'il ne soit désigné pour le service militaire. Si le père est marié, sa femme est de droit la *mère,* sinon ce droit revient à la plus âgée des femmes de la communauté. Le père est chargé de veiller au maintien du bon ordre, des bonnes mœurs et de l'économie; il distribue aussi le travail entre les membres de la famille; il prend soin de la récolte et de la vente des produits. S'il s'agit d'intérêts graves, de questions de propriété, de mutations, de contrats, de prêts, il rassemble et consulte ses associés; la majorité décide. La mère surveille les travaux des femmes et les affaires d'économie domestique. Dans le partage des bénéfices, le père et la mère prennent une double part; les autres associés ont une seule part égale pour tous. Celui qui est sous les armes, présent ou absent, a aussi la sienne.

Une ferme possédée par une seule ou par plusieurs familles prend le nom de *Grenzhaus* (maison-frontière). En temps ordinaire, chaque maison entretient un homme tout équipé pour le service actif, qui consiste principalement dans la garde du cordon-frontière. Le gouvernement fait les frais des armes, des munitions, des buffleteries, à quoi il joint une paire de souliers par an. Si le colon en activité campe hors de la colonie, il a droit à la solde et à la nourriture des troupes de ligne. En temps de guerre, il reçoit de plus un équipement. La maison obtient sur l'impôt de l'année une déduction de douze florins durant le service de son soldat dans l'intérieur de la colonie, de six florins durant le service de campagne, et, dans ce dernier cas, elle est gratifiée par surcroît d'une nouvelle déduction de douze florins pour celui qui fait le service à l'intérieur pendant que l'autre combat sous les drapeaux.

Les corvées que toute maison doit à l'État sont réglées sur l'étendue de la propriété. Chaque arpent de terre labourable ou de prairie oblige annuellement le propriétaire à une journée de travail manuel ou à une demi-journée d'un homme avec un attelage. L'impôt se règle aussi d'après cette base. Cependant il n'est point absolument le même dans toutes les colonies ni dans tous les régiments de chaque colonie; il varie suivant la qualité du sol. La moyenne est d'environ vingt creutzers par arpent, à l'exception des vignobles, qui payent davantage pour un revenu aussi plus considérable. Le produit de l'impôt est affecté, comme les corvées, à l'entretien du service public dans les colonies. Les propriétés de toute nature sont héréditaires

(1) L'arpent est de 1,600 toises carrées.

avec les obligations qui y sont attachées. Les filles sont aptes à succéder, à la condition qu'elles épousent dans les deux ans un colon capable de remplir ses charges militaires; sinon elles sont forcées de vendre. A défaut d'héritiers, les terres font retour à l'État, qui en dispose à son gré.

En Transylvanie, chez les Szeklers, dotés d'un droit de possession beaucoup plus étendu en principe, bien qu'ils ne puissent ni tester ni vendre, ce sont les voisins qui héritent; la terre ne retourne jamais à l'État. Dans les régiments roumains de la principauté (1), les terres qui n'appartiennent point à des colons nobles sont en ce point gouvernées par la loi des colonies hongroises et croates. Toutefois les fermes se divisent et se subdivisent sans règle fixe; il n'existe point là d'associations constituées, du moins en vue de la possession en commun. Enfin, pour les questions de propriété, les populations relèvent des juridictions ordinaires du pays, tandis que les frontières croates et hongroises sont placées, même pour leurs intérêts sociaux les plus minimes, sous la juridiction de l'autorité militaire. C'est ainsi que la colonie transylvaine conserve encore l'empreinte des origines confuses d'où elle est sortie. A part ces différences de détail, toutes les colonies se ressemblent par le principe et par le but de l'institution même.

Les effets de cette législation sont généralement salutaires et progressifs. Le bien-être est plus grand dans les colonies militaires que tout à côté, en Hongrie. Là, point de mendicité ni de vagabondage. Les maisons sont bâties proprement, bien éclairées, quelquefois meublées avec recherche. Les vergers, les vignobles, toute la campagne annonce une culture avancée. Les routes sont en beaucoup d'endroits aussi bien tenues que les plus belles routes de l'archiduché de la Styrie et du Tyrol, et l'on sait que celles-ci peuvent être comparées sans désavantage aux meilleures et aux plus hardies en Europe. On remarque à chaque pas cette condition satisfaisante des colonies militaires, lorsque, venant du cœur de la Hongrie, on traverse Peterwardein pour arriver par Carlowitz et Semlin à Belgrade. A la vue de ces villages disposés avec plus de régularité, de ces campagnes peuplées de paysans mieux vêtus et plus heureux, de ces routes savamment construites, on se croirait revenu en pleine civilisation. Si, pourtant, au lieu de franchir le Danube à Semlin, on suit la rive gauche du fleuve le long du banat et de la Transylvanie méridionale jusqu'aux limites de la Moldo-Valachie, on verra que tous les régiments ne sont point dans une situation aussi prospère que ceux de la Sirmie. La grande servitude et l'effroyable misère qui pèsent sur la race roumaine de la Transylvanie étendent leur influence sur les régiments roumains et même sur les régiments szeklers, placés moins bas que ceux-ci parmi les classes agricoles de la principauté.

La révolution sociale qui s'accomplit en ce moment en Autriche donnera une nouvelle impulsion à la richesse des colonies. Quant à la condition morale de ces établissements, elle entre aujourd'hui dans une phase imprévue et digne de la plus sérieuse attention. Le lien des races, de la langue et de la religion unit étroitement la population des colonies militaires aux populations de la Croatie, de la Hongrie et de la Transylvanie. Le voisinage ou même le contact de tous les jours, fort souvent la parenté, entretiennent ces précieux rapports. La diversité des législations n'y peut nuire en rien. Or les idées de nationalité qui agitent aujourd'hui les trois grandes races illyrienne, magyare, roumaine, sont venues imprimer à ces sentiments une direction systématique. Le mouvement politique a pénétré jusqu'au sein des colonies militaires. Les chefs des partis et tous ceux qui ont souci de la chose publique ont

(1) Il ne faut pas oublier qu'il y a aussi des Roumains en Hongrie et dans les colonies hongroises. Par exemple, dans la colonie du banat de Temesvar, il y a un régiment roumain ; il est sur le même pied que les autres régiments de la Hongrie.

promptement compris quel fort appui ils pourraient trouver là; écrivains ou hommes d'action, ils n'ont point épargné les caresses à ces mâles populations qui ont fait dans les dernières guerres de l'Europe l'honneur des Illyriens, des Roumains et des Magyars. Les Illyriens comptent pour 800,000 âmes environ sur les 1,200,000 qui forment toutes les colonies. Les Roumains y figurent pour plus de 200,000. Les Magyars sont moins nombreux; le chiffre de leurs colons ne dépasse guère 100.000. Les trois races, qui constituent aussi trois partis très-distincts, ont rivalisé d'ardeur, dans le débat des questions politiques, pour attacher respectivement à leur cause les régiments qui les représentent, et le succès a répondu à leurs efforts. Elles s'adressaient d'ailleurs à des populations qui, soumises à un régime exceptionnel assez rigoureux, ont néanmoins conservé ou acquis toutes les habitudes de liberté par lesquelles les paysans de la Hongrie se distinguent eux-mêmes des paysans des provinces non constitutionnelles de l'Autriche. Si restreints que puissent être les droits dont jouissent ces colons, si peu qu'ils les aiment, ils les connaissent et ils se plaisent à en parler. Deux nobles hongrois n'entrent point en conversation sans qu'il s'y mêle promptement quelque question de politique ou de procès plaidé, en litige ou prévu. Les classes agricoles ont pris leur part de cette humeur processive, et, toute proportion gardée, le même goût du droit. Ainsi en est-il également dans les colonies militaires : leur législation a été traduite dans leurs idiomes nationaux, et tout chef de maison sait au plus juste ses devoirs, ses obligations, ses priviléges. Si l'arbitraire pouvait s'introduire dans l'administration, chacun serait en mesure de protester le code en main.

Les agitateurs politiques étaient donc sûrs de se faire écouter des colonies quand ils viendraient les entretenir de questions de races et de droit municipal. Nationalité, légalité, tout cela les intéresse fort. Les officiers, qui sont en très-grand nombre de la race des colons, ne manquent point à cet égard de complaisance; ils sont eux-mêmes associés à toutes les espérances d'avenir qui germent sur chaque point du sol hongrois. Ils reçoivent et lisent les journaux illyriens ou magyars d'Agram ou de Pesth, la *Gazette transylvaine* de Cronstadt, organe de l'intérêt roumain, et la même liberté de parole qui étonne partout le voyageur en Hongrie règne aussi parmi eux. Qu'est-ce à dire, et que doit-il sortir de là? Les événements seuls pourront nous l'apprendre; mais il est certain, dès ce moment, que les colonies militaires de l'Autriche tendent à se poser comme les *gardes nationales* de l'illyrisme, du magyarisme et du roumanisme. Il s'entend de soi que dans cette marche elles ne font point corps toutes ensembles et qu'elles ne sont pas plus unies entre elles que les trois peuples du sein desquels elles sont issues. Les régiments illyriens ou roumains, loin d'avoir aucun penchant pour les régiments magyars, nourrissent contre eux les passions de leur race qu'ils ont épousées par instinct et par situation. La communauté très-évidente des intérêts conduira sans doute les Illyriens à s'entendre avec les Roumains pour paralyser les prétentions du magyarisme; mais l'inexpérience de ceux-ci, leur timidité, leurs incertitudes, ne permettent point encore de compter sur une pareille alliance. Peut-être aussi, les Magyars revenant un jour à des pratiques plus conciliantes, les haines disparaîtront-elles avec les causes qui les ont provoquées; mais ce jour n'est point venu, et il y a ainsi pour quelque temps encore, dans les régiments de la frontière, trois races, trois pensées, trois tendances très-divergentes, nous allions dire trois drapeaux (1).

(1) Nous ne parlons que pour mémoire des Allemands, qui comptent à peine trente mille âmes dans la population des colonies.

III

Les établissements coloniaux de la Russie sont situés, du nord au sud, sous le méridien de Saint-Pétersbourg, dans les gouvernements de Novogorod, de Witebsk, de Mohilew, de Karkow, de Kiew, de Podolie et de Kerson. Ils se trouvent ainsi à proximité de la Pologne, de l'Autriche et de la Turquie. Il est notoire que la question de lieu a été l'objet des réflexions les plus sérieuses, et que le choix auquel on s'est arrêté a été dicté par la considération des craintes ou des espérances de la Russie de ce côté de l'Europe. L'empire est immense ; les recrues levées dans l'est n'arrivent que lentement, difficilement, sur la frontière de l'ouest et du sud, où doit être concentrée toute l'action du pouvoir. Qu'une grande occasion d'attaquer ou de se défendre se fût présentée, on risquait d'être pris au dépourvu sur ce point. En plaçant là ces colonies, le gouvernement voulait prévenir ce danger ; il voulait de longue main s'assurer une grande force dont il pût disposer rapidement pour toutes les éventualités.

Dans cette fondation nouvelle, on a laissé aux anciennes colonies du Caucase leur première destination, qui est la garde de la frontière ; on leur a aussi conservé leur administration spéciale. Elles se composent de tribus belliqueuses qui ont été soumises purement et simplement au service militaire et qui s'en accommodent, ne pouvant rien de mieux. On a dû suivre une méthode différente pour les colonies proprement dites. Voici comment on a procédé : l'on a eu recours à la combinaison de deux éléments parfaitement distincts ; une population a été superposée à une autre ; des soldats tirés de l'armée régulière ont été introduits dans des familles agricoles ; les paysans de la couronne, qui étaient assurément les moins misérables de l'empire, ont été exemptés de l'impôt qu'ils devaient à l'État, et, en revanche, ils ont reçu dans leurs foyers à perpétuité un certain nombre de régiments.

Les principes de la propriété féodale, en ce qu'ils ont par exception de bienfaisant, ont été respectés. Tout colon possède, et cela héréditairement. La terre est divisée par portions égales, qui pourtant se subdivisent, et la capacité d'exploiter est pour chacun la mesure de son droit. Si un paysan n'a point le bétail ni les instruments nécessaires aux travaux d'une ferme complète, il s'unit avec un ou plusieurs autres, et individuellement ces hommes rassemblés pour l'exploitation d'une ferme entière forment une moitié ou un quart de paysan. Ils supportent en commun les charges publiques. Si, au contraire, un paysan dispose de plus de moyens de culture que n'en exige une ferme complète, il en peut obtenir une seconde, sans que ses obligations soient augmentées. La ferme comprend d'ordinaire soixante *décétines* dans les régiments d'infanterie et quatre-vingt-dix dans ceux de cavalerie. Il faut y joindre la jouissance des prairies et des pâturages qui appartiennent à la communauté.

Le colon et le soldat sont ici deux personnages que l'on ne doit point confondre : le soldat sert en service actif et donne le surplus de son temps à la ferme où il est établi ; le colon entretient le soldat, moins l'équipement et la solde, qui restent à la charge du trésor. Il n'existe point d'impôt, mais les redevances sont considérables : il y a d'abord la réparation et la construction des routes, des ponts, des églises, des écoles, de tous les édifices publics ; il y a aussi la main-d'œuvre pour les terres que la couronne s'est réservées dans chaque colonie, et qui égalent en étendue tout le territoire colonisé. Cette dernière obligation à elle seule représente deux jours de travail par semaine.

En fondant les colonies militaires, le gouvernement russe, on doit le reconnaître, a fait en grande partie les frais de premier établissement ; il est venu en aide à ses

paysans pour assurer aux plus pauvres les objets de nécessité urgente, les moyens de suffire à l'entretien de leur ferme et à celui de leur soldat ; il a pris soin que les villages fussent bâtis régulièrement et pourvus de toutes les constructions d'utilité publique. Par malheur, quant à présent, l'institution pèche par la base. N'est-ce pas, en effet, une position très-fausse et assez difficile que celle du colon et de sa famille en face du soldat, de cet hôte militaire qui leur est tout d'un coup imposé d'autorité? Et le soldat est-il toujours très-satisfait de se voir ainsi séparé entièrement des siens et condamné à vivre en communauté parfaite dans une famille inconnue? La prestation de la main-d'œuvre qu'il doit les jours où il n'est point de service ne devient-elle pas aussi une source de querelles? Si parfois le soldat s'attache au foyer par des liens plus étroits, s'il cesse d'être étranger, s'il épouse la fille du colon, quelquefois aussi il cherche femme ailleurs : c'est pour le colon un nouvel hôte à nourrir et non point, dit-on, le plus commode. Une famille se forme ainsi dans la famille ; l'une écrase l'autre, jusqu'à ce que, par le laps du temps, le mélange se soit fait entre les deux populations superposées, et que toute distinction se soit effacée entre les soldats et les colons, comme en Autriche ; mais plusieurs générations doivent se succéder avant que les choses en viennent là.

Et même si l'on raisonne dans l'hypothèse de cette fusion, tous les vices de l'institution ne disparaissent pas pour cela. Les contraintes morales imposées par la législation restent toujours excessives et la liberté nulle. Soumis à la juridiction militaire la plus dure et à une surveillance minutieuse, le colon vit dans une gêne permanente. La loi le dépouille presque entièrement de sa volonté ou ne lui en laisse l'usage que dans les démarches les plus insignifiantes de la vie privée ; il ne peut pas même faire choix d'un état selon son goût. Ceux qui sont destinés à des professions manuelles sont envoyés en apprentissage dans les villes voisines par l'administration du régiment et d'après les besoins de la colonie. Aucun ne peut se déplacer, aucun ne peut vendre, même son superflu, sans une autorisation spéciale.

Cette immobilité des terres et des personnes n'est pas le seul obstacle qui contrarie le développement de la richesse coloniale. Tous les régiments n'ont point obtenu en partage un sol également fécond ; quelques-uns ont été établis dans des contrées marécageuses qui ont d'abord réclamé des travaux de desséchement et qui sont encore très-rebelles à la culture. Chez tous, les moyens de production sont des plus restreints, et les échanges fort empêchés par le manque de voies de communication.

L'autorité centrale n'eût pas demandé mieux que d'améliorer une situation si fâcheuse, et les deux empereurs qui ont régné depuis 1816 ont fait dans cette vue tous les sacrifices compatibles avec les ressources du trésor. Peut-être les fonds destinés aux colonies ont-ils beaucoup souffert des habitudes de concussion qui règnent traditionnellement dans l'administration militaire. Pourtant quelques colonies, traitées avec une sollicitude plus scrupuleuse, ont devancé les autres dans la voie du progrès matériel. Telles sont celles du gouvernement de Novogorod, peu éloignées de Saint-Pétersbourg et exposées aux visites fréquentes et au contrôle presque incessant du maître. On a voulu, par un peu de bien-être créé ici à grands frais, faire illusion au tsar et séduire son imagination, et, à vrai dire, il s'y est prêté lui-même dans l'espoir d'éblouir à son tour les populations de la capitale et les voyageurs privilégiés qui désirent prendre connaissance des établissements coloniaux de l'empire. Que si l'on remontait au sud jusqu'au gouvernement de Kerson, on rencontrerait à chaque pas un spectacle bien différent.

En 1824, l'empereur Alexandre voulut en juger par ses yeux ; on s'attendait à sa visite ; toute l'administration des colonies fut en émoi. Que pouvait-on faire pour dissimuler au souverain le véritable état des choses? Les villages voisins s'entendirent pour l'amélioration des chemins et s'arrangèrent entre eux pour se prêter

réciproquement des hommes, des enfants, des bestiaux. Cela se pratique régulièrement ainsi à chaque inspection. Alors tous les bras sont occupés à réparer les routes, les ponts, les édifices publics, ou même à arracher des arbres dans les forêts pour les planter le long des chemins.

Ainsi, à les prendre dans leur ensemble, les colonies militaires de la Russie sont loin du degré d'aisance où l'on voudrait les élever. Rien n'est plus naturel, elles sont d'hier. C'est une institution qui commence ; mais l'Europe orientale doit y prendre garde, c'est aussi une institution qui se développe. Dans l'état misérable où elle est encore en beaucoup d'endroits, on assure qu'elle peut, dès à présent, fournir, avec une population d'environ deux millions d'âmes, une masse de 200,000 hommes armés faciles à concentrer en peu de jours sur les frontières de la Pologne, de l'Autriche et de la Turquie. Or la Russie ne prétend point s'en tenir aux colonies existantes. On lui attribue du moins une pensée beaucoup plus hardie. Elle voudrait ériger la colonisation en système, et elle aurait conçu le projet de coloniser toute l'armée avec tous les paysans de la couronne dans une zone compacte qui s'étendrait de la Baltique au Caucase. Posée ainsi, la question prend un aspect effrayant, car l'armée russe ne laisse pas d'être nombreuse et la population des domaines de la couronne est d'environ vingt millions d'âmes. Cela multiplierait les forces mobilisables de l'empire par centaines de mille. Bien qu'elle ait été mise sérieusement en avant, cette pensée peut paraître impraticable, surtout dans ces proportions colossales, mais il est vraisemblable pourtant que la colonisation ne s'arrêtera pas au point où elle en est aujourd'hui, et qu'elle s'étendra jusqu'aux dernières limites du possible. L'autorité impériale y emploiera toute sa puissance et toute l'énergie du pays. Comment une si belle entreprise ne sourirait-elle pas à son imagination toute pleine des souvenirs d'une grandeur éclose et développée si largement en un siècle, et à ses ambitions nouvelles encore plus vastes que ses succès d'hier?

Il est vrai que la noblesse russe n'a point vu sans crainte l'établissement des colonies et qu'elle n'en verrait pas plus favorablement le progrès. Plus d'une fois déjà elle a essayé de les représenter à l'empereur comme dangereuses pour le pouvoir lui-même. Celles du gouvernement de Novogorod, voisines de Saint-Pétersbourg, ne pouvaient-elles pas, à un jour donné, se laisser corrompre par l'esprit politique ou égarer par les conseils d'un général populaire et ambitieux? Dans un cas semblable, ne pouvaient-elles pas menacer l'ordre d'un grand péril? Et qui répondait que la fantaisie ne leur viendrait point de jouer dans les grandes affaires un rôle de prétoriens? Assurément ce langage de la noblesse n'était point dicté par une frayeur sincère et désintéressée. En effet, ne perd-elle pas une part très-grande de son influence à ce mode nouveau de recrutement? L'État ne dépend-il pas beaucoup moins d'elle, du moment que l'armée se recrute par les paysans de la couronne? et ne se crée-t-il pas aussi un instrument de lutte contre l'aristocratie elle-même, en donnant à une portion considérable de la classe des paysans une sorte de constitution qui leur fait une condition exceptionnelle et une position des plus importantes dans l'empire? Il serait étrange que la noblesse ne s'en fût point alarmée; mais sa volonté et son pouvoir ne vont point au delà de ces plaintes sans effet. Depuis Pierre le Grand, elle n'hérite de ses aïeux que l'obéissance et l'oubli des vieilles libertés; voulût-elle aujourd'hui revenir aux anciennes traditions féodales, ses efforts échoueraient, car l'autorité, pour la contenir, trouverait dans les paysans de l'empire entier un appui sûr et terrible.

Il est difficile néanmoins que les avantages offerts au gouvernement par les colonies militaires n'aient pas pour compensation quelques inconvénients. Les principes qui leur servent de base sont fort arbitraires et souverainement injustes. Lors même que la fusion des soldats avec les colons serait parfaite et que l'aisance régnerait

universellement, le régime légal ne cesserait pas d'être oppressif et vexatoire, à moins d'une réforme fondamentale. Cela est grave, car ce n'est pas à une époque où les rigueurs du servage commencent à être senties vivement et sont devenues odieuses aux paysans des particuliers, ce n'est pas dans un tel moment que les paysans colonisés de l'État peuvent comprimer leurs griefs et se tenir enfermés dans une résignation absolue. Une vie plus active, plus féconde, les effets de l'association, la conscience d'une force très-grande, ne sont-ce pas là des raisons et des garanties d'un progrès moral dans l'esprit des colonies? Et ce progrès, ne serait-ce pas un danger? Les priviléges de la noblesse sont battus en brèche par l'absolutisme, ils sont menacés par les questions sociales; mais alors ceux du pouvoir absolu sont exposés aussi à quelques vicissitudes par les idées et les moyens d'action qui se développeront naturellement dans le sein des colonies militaires.

Il faut dire toute la vérité, les mécontentements ont déjà osé s'exprimer plus d'une fois. Même on les a vus dégénérer en actes turbulents, en refus d'obéissance, dans les colonies du nord, qui sont les plus heureuses. Tout justement en 1831, durant les affaires de Pologne, il y eut sur un point des démonstrations significatives, une menace d'agitation, et il fallut que le czar lui-même parût au milieu des mutins, accompagné d'un seul adjudant, pour mieux frapper les imaginations par la témérité de sa démarche. C'est à ce prix seulement que l'ordre fut rétabli. Ces manifestations n'avaient point un caractère véritablement politique; elles résultaient sans doute de souffrances causées par quelques mesures arbitraires de l'administration; mais il s'y révélait une tendance hardie, et c'était déjà un événement digne de remarque qu'elle pût se trahir ainsi. Viennent des idées nouvelles avec des mœurs plus polies et une plus grande cohésion entre les intérêts, alors aussi des besoins nouveaux se feront jour; ils parleront clairement, parce qu'ils se sentiront protégés par des milliers de baïonnettes : voilà le véritable péril. Toutefois, si on l'envisage de loin, rien n'assure qu'il doive être insurmontable, et, dans tous les cas, il ne le sera point avant bien des années. Il se peut que la Russie soit troublée prochainement par des querelles sociales, par quelque affreuse guerre de paysans dont le pouvoir ne s'effrayera point; mais beaucoup de temps se passera probablement encore avant que le pays soit mûr pour les questions de liberté politique; d'ici là, l'autocratie ne se sera-t-elle pas relâchée un peu de son excessive rigueur? N'aura-t-elle pas compris la nécessité de faire quelques concessions aux paysans des colonies? Et qui peut affirmer que, par ces concessions habilement ménagées, elle ne saura pas détourner le péril, au moment même où on le croira prochain?

IV

Quel que soit le cours des choses, il est certain que les colonies militaires de l'Autriche et de la Russie ont un rôle à jouer dans la politique de ces deux États. Elles sont numériquement le tiers environ de leur force militaire, et elles se trouvent dans les conditions les plus favorables pour acquérir une grande force morale dont elles ne manqueront pas d'user. Cependant l'un et l'autre empire n'ont point à en attendre les mêmes avantages ni les mêmes inconvénients, car leurs situations politiques ne se ressemblent point et ils ne courent pas la même fortune. L'avenir sourit à celui-ci, tandis qu'il devient sombre pour celui-là. Que la Russie soit contenue dans ses frontières actuelles, qu'elle recule en perdant la Pologne : elle conserve encore l'espoir d'être dans un temps donné la puissance non-seulement la plus vaste, mais aussi la plus riche de l'Europe; et si, au lieu de perdre ce qu'elle possède injustement, elle parvenait à s'affermir sur la Vistule, qui sait si elle ne tiendrait pas en ses mains le sort de tout l'Orient?

L'Autriche, loin d'avoir de pareilles chances en perspective, menacée au dedans par la décentralisation croissante des nationalités, est menacée au dehors et du même coup par la Russie elle-même, qui affecte de se poser, en Gallicie, en Bohême, en Illyrie, comme la protectrice naturelle de toute la grande famille des Slaves. Conserver, ce serait le plus beau succès de la politique de l'Autriche, ce serait l'œuvre du génie; pour conquérir, il lui est interdit d'y songer, à moins d'une dissolution subite de l'empire ottoman. Dans un pareil événement, la Bosnie lui reviendrait sans doute, du consentement de la Russie; mais, entre les Habsbourg et les Romanoff, la partie ne serait que remise, car la question des nationalités slaves ne serait pas vidée, et rien n'assure que la Russie serait d'humeur à la laisser dormir. Qui l'arrêterait dans cette voie après l'exemple saisissant de la Pologne épuisée? Et qui pourrait dire si, désespérant d'échapper au germanisme par elles-mêmes et pour leur propre compte, les jeunes nationalités de la Bohême ou de l'Illyrie n'en viendraient pas à accepter l'appui de la Russie, pourtant fratricide? C'est l'effroi qu'elles nous causent par instants dans l'amour que nous leur portons. Si jamais, malgré la prudence et l'activité que l'Autriche déploie en ce moment, les conjonctures politiques prenaient ce caractère, quelle conduite tiendraient les colonies militaires et quels sentiments montreraient-elles? Attirées par l'appât de la conquête, qui leur rendrait l'esprit d'obéissance, si elles l'avaient perdu, celles de la Russie marcheraient sans scrupule vers le but désigné; mais celles de l'Autriche le feraient-elles, pour peu que leurs espérances nationales fussent en question? Les régiments de la frontière illyrienne, qui sont les plus nombreux et les plus braves, offriraient-ils les mêmes garanties d'un aveugle dévouement? Les régiments roumains, qui, avec moins de penchant pour le slavisme, n'en ont pas davantage pour le germanisme, seraient-ils des amis beaucoup plus sûrs? Certes, les Magyars et les Szeklers, qui confondent tous les Slaves, moins les Polonais, dans un même mépris, combattraient à outrance à côté des Allemands, dans une lutte avec la Russie; mais ils sont peu nombreux, et ils ne gagneraient à cela que de périr avant d'avoir vu ou la régénération de l'Illyrie et de la Bohême ou le triomphe effrayant et à jamais déplorable du panslavisme russe.

Les colonies russes, qui, avec le temps, pourront devenir un danger politique pour l'autocratie, seront donc en attendant un instrument docile et puissant dans toute guerre extérieure. Quant aux colonies autrichiennes, plus riches aujourd'hui, plus éclairées, ouvertes déjà aux agitations nationales, entraînées par l'instinct rajeuni des races vers les nouveautés politiques, elles seront prochainement pour l'Autriche une source de difficultés et d'embarras. Là aussi la politique du gouvernement impérial pourra être poussée par la force des choses hors de ses voies traditionnelles. Quoi qu'il arrive, il est impossible, dès à présent, de ne voir dans les colonies de la Russie et de l'Autriche que de simples établissements de défense et de culture. D'un côté comme de l'autre, c'est une ère politique qui va succéder pour ces institutions à une ère agricole et militaire.

Et maintenant est-il besoin de dire combien la situation de la France, en Algérie, est différente de celle dans laquelle la Russie et l'Autriche ont colonisé? Un seul rapport existe, c'est l'intérêt de la défense des frontières, auquel l'Autriche a obéi en face des Turcs, et la Russie également pour la ligne du Caucase; mais cette ressemblance, qui porte seulement sur un point de notre colonisation, disparaît elle-même sitôt que l'on songe aux moyens et aux conditions d'une institution analogue pour notre conquête d'Afrique. Avons-nous sous la main, comme l'Autriche, des tribus belliqueuses, armées de toute antiquité pour la sûreté de leurs champs, et habituées à manier l'épée en même temps que la charrue? Avons-nous, comme la Russie, vingt millions de serfs de l'État et une armée composée aussi de serfs dont nous puissions disposer

suivant notre bon plaisir? Non, nous ne possédons ni populations que nous puissions contraindre, ni tribus qui s'offrent spontanément, et en cela la matière première nous manque au point que nous n'avons pas même encore les bras nécessaires à la colonisation civile. Que l'Algérie soit peuplée, qu'elle ait reçu sa constitution administrative et sociale : alors, l'armée ayant accompli sa tâche, les circonstances imposant aux colons de la frontière la nécessité de veiller en partie par eux-mêmes sur leurs propres foyers, il y aura lieu peut-être à l'organisation d'une milice qui, en compensation de ses charges spéciales, aurait droit à quelques avantages fiscaux ; mais cette milice ne sera plus, à proprement parler, une institution militaire, et elle différera autant des colonies de la Russie et de l'Autriche que la législation de la France peut différer de celle de ces deux pays.

H. Desprez.

REVUE LITTÉRAIRE.

LES POÉSIES NOUVELLES.

On a beaucoup parlé dans ces derniers temps d'une école du bon sens, d'un parti de pacificateurs et de sages jaloux de clore la révolution littéraire par une restauration plus ou moins libérale. Sans prétendre ici le juger, sans se demander même si deux ou trois noms distingués donnent bien l'idée d'une école, il est un point sur lequel on ne saurait lui refuser approbation et estime, c'est de n'avoir pas rougi du mot dont on prétendait lui faire une injure. Cette école n'a pas caché son drapeau. Estimant le bon sens avant toute autre qualité littéraire, elle a osé le dire, et, si la pratique a sur plus d'un point manqué de vigueur, le programme a été sans réticence; c'est là du moins une position qui, avec bien des difficultés et bien des périls, conserve tous les avantages de la franchise avec soi-même et devant le public, toute la puissance des idées arrêtées, des efforts clairement définis, en un mot des situations nettes. Malheureusement, si le juste milieu en littérature a ses défenseurs avoués, fiers de leur cause, combien plus ne compte-t-il pas dans ses rangs d'adeptes timides qui le renient, qui souvent même combattent comme critiques dans les rangs opposés, ennemis systématiques des tempéraments et de la conciliation littéraires, que l'on voit s'y épuiser dès qu'ils échangent la plume du juge contre celle du poëte! C'est une triste vérité que de nos jours, et de plus en plus, à mesure que les esprits se calment, la littérature a ses modérés honteux, honnêtes membres du centre qui votent avec les jacobins par imitation, par peur ou par esprit fort, gens orgueilleux et faibles, qui en fait de qualités ont la prétention de celles-là mêmes dont ils sont le plus éloignés, la hardiesse et l'indépendance, et qui font les dédaigneux à l'endroit de celles dont ils pourraient approcher le plus, la correction et le bon sens. Erreur préjudiciable, faux calcul de la vanité! En arborant franchement la bannière de l'étude consciencieuse, en donnant à leurs pensées une direction saine et forte, où la raison, le travail et le savoir revendiqueraient la meilleure part, ils auraient quelque chance de se distinguer et de rendre aux lettres d'utiles et honorables services, ce qui serait plus digne et plus original, quoi qu'ils pensent, que de se traîner, arrière-garde fatiguée et près de battre en retraite, à la suite de la vieille armée romantique; mais ces sages esprits se piquent particulièrement d'imagination et même

d'excentricité, ce qu'ils poursuivent, en général, c'est la fantaisie. Faut-il s'étonner si cette fée capricieuse, qui fuit du moment qu'on la cherche, les laisse se consumer et se débattre contre le bon sens, leur seul *diable au corps ?*

Énumérer les causes de la faiblesse inhérente à la génération poétique éclose depuis 1830 serait une longue entreprise : une pareille tâche ne demanderait pas moins qu'une analyse profonde et détaillée des diverses influences sociales et littéraires qui se sont unies pour arrêter le développement des facultés poétiques. Je ne prétends ici en signaler qu'une seule, c'est une sorte de manie critique qui a gagné peu à peu la jeunesse. La discussion est plus à l'ordre du jour que l'admiration, et les jeunes gens dès le collége prennent feu sur les poétiques presque avant d'avoir lu les poëtes. C'est un des traits de notre temps que les opinions y sont de beaucoup en avance sur les sentiments. On comprend que cette disposition soit plus propre à former des disputeurs que des poëtes, et que, maintenant que les querelles littéraires ont épuisé leur premier feu et les écoles leurs plus grands excès, la critique mène vite à une certaine opinion ou, si l'on veut, à une certaine impression sur les choses de l'art, moyenne, équilibrée, où il entre plus de tempéraments, de mélange, d'impartialité, que d'unité et de passion. C'est cet esprit que reproduiront plus tard les écrits originaux ou qui prétendront à l'être. Dans l'absence d'impressions personnelles, n'ayant pour muse que la jeunesse ou la vanité, les critiques adolescents, devenus poëtes, chercheront à combiner ou combineront tant bien que mal, sans s'en rendre compte, les différents systèmes, les influences les plus diverses; ils ne seront plus, comme leurs prédécesseurs immédiats, lesquels se créaient une sorte d'originalité dans l'exagération des défauts, les disciples exclusifs de telle ou telle école, ou même de tel ou tel poëte; ils chercheront l'originalité dans le mélange; ils voudront tout associer et réconcilier; soit effort de travail, soit reflet naïf d'une mémoire vivement frappée qui reproduit toutes les couleurs avec une fidélité indifférente, ils se composeront une forme de toutes les formes, une manière de toutes les manières, semblables à ces écoliers qui mêlent dans un latin d'emprunt Cicéron et Sénèque, Virgile et Lucain, et inclinent à croire que ce style est le plus beau de tous les styles, puisqu'il en est en quelque sorte la quintessence. En un mot, ils seront, avec plus ou moins d'ingénuité ou d'habileté, plagiaires, compilateurs ; ils le seront le plus souvent avec peu de franchise, parce que leurs habitudes d'esprit comme critiques, et d'autre part la prétention naïve ou calculée à paraître originaux, les prémunissent contre cette imitation imprudente qui est, ils le savent, une marque d'infériorité. C'est de ce mélange d'une sagesse impuissante et de vaniteuses prétentions que naît cette foule de recueils qui sont médiocrement ce qu'ils ont résolu d'être, passionnés ou spirituels, en étant ce dont ils se défendent avec le plus d'ardeur, c'est-à-dire classiques par l'absence d'invention et de spontanéité : compromis énervés, où une imitation timorée, cauteleuse, sournoise, pour ainsi dire, qui fuit l'excès et met autant de soin à atténuer les couleurs qu'elle en mettait naguère à les charger, cherche à jouer et joue mal l'originalité absente, où le bon sens semble rougir de lui-même et se cache sous les dehors de la fantaisie, où enfin l'imagination, toute folle du logis qu'elle passe pour être, se comporte trop sagement pour saisir vivement dans son désordre volontaire. C'est au fond sans doute bien moins à la critique qu'à la médiocrité, toujours la même sous les changements de formes qu'elle affecte, qu'il convient de faire le procès ; mais c'est bien la critique qui, à force de s'élever contre l'exagération et le bizarre, a contribué à mettre cette médiocrité en toute sa lumière. Le ballon ne cessait de se gonfler sous le souffle des imitateurs, elle l'a aplati à force de coups d'épingle. L'exagération s'est évanouie, le bizarre a disparu, et il est resté bien souvent des lieux communs dont plusieurs rappellent les vers d'almanach et les devises des boîtes de bonbons. Sommes-nous plus avancés ?

C'est ainsi que la poésie, après avoir gravi tous les degrés du gigantesque, semble menacée (sauf de rares exceptions qui elles-mêmes se sont formées pour la plupart, comme M. Brizeux et M. de Laprade, loin des influences de la capitale et dans un milieu tout à fait à part) de tomber dans l'abîme du *genre ennuyeux*. Sa plaie est beaucoup moins le désordonné, comme naguère, que le régulier insignifiant et prétentieux, adversaire difficile à vaincre et surtout à convaincre, parce qu'avec beaucoup d'orgueil il a peu d'âme et que ses défauts tiennent plus de la faiblesse que de l'excès. C'est sur cet ennemi que la critique doit faire porter ses principaux coups; et puisque le ridicule lui-même, ce sot voisin du sublime, a fait place, si l'on met de côté quelques exceptions trop solidement établies pour laisser de sitôt périmer leurs droits, à je ne sais quoi d'attiédi et d'énervant qui a perdu jusqu'à l'attrait de la singularité, c'est à elle de revendiquer les droits de l'inspiration et de l'audace, après avoir soutenu ceux de l'ordre et du sens commun. Elle aura moins aussi, en général, à attaquer l'immoralité que la fadeur. A cet affaiblissement graduel correspond en effet, chez plusieurs, comme un retour vers les sages réflexions, vers les bonnes maximes de vivre, ainsi qu'il arrive à ceux qui meurent. C'est la Fontaine qui brûle ses contes et qui n'écrit plus rien qui vaille. Florian peut sourire aux essais de plus d'un jeune poëte. Il est vrai qu'en se jetant, à l'instar de ce patriarche de la littérature innocente, dans une sentimentalité non moins insipide qu'honnête, ils n'en rient pas moins de ce pauvre Florian, comme dès longtemps ils font des descriptions à la façon de Delille en se moquant de Delille, de l'imitation comme Campistron et Luce de Lancival en se moquant de Luce de Lancival et de Campistron, et du bon sens assez déguisé, il est vrai, en criant haro à M. Ponsard.

Nous savons qu'à parler ainsi on risque d'encourir, aux yeux de bien des esprits bienveillants, le reproche d'un pessimisme littéraire trop ouvert aux défauts et trop indifférent aux mérites des œuvres contemporaines. Un tel reproche pourtant serait peu fondé. Nous le proclamons volontiers : s'il s'agissait non plus d'embrasser d'ensemble, mais de juger en détail l'état de la poésie, et de savoir, par exemple, si le niveau moyen n'est pas comparativement plus élevé qu'il ne l'était au dernier siècle; s'il ne s'est pas produit de nos jours plus de vers lisibles, agréables, revêtus d'une expression élégante, suffisante du moins, notre langage pourrait bien changer, et cette foule de poëtes, emportés chaque année par le flot de l'oubli, opposerait, je le crois, une couronne et plus épaisse et de meilleur choix à celle des poëtes secondaires du XVIIIe siècle. On n'a nulle peine à admettre que la postérité de Lamartine et de Victor Hugo ait peu à faire pour être supérieure à celle de Dorat et de Saint-Lambert. Mais ce qu'on ne saurait nier, c'est que ces vers agréables composent, en fin de compte, des pièces généralement assez faibles, ces pièces faibles de médiocres recueils, et ces recueils une assez pauvre poésie. C'est dans le même sens et dans cette mesure seulement qu'on a dit, ou du moins qu'on a pu dire, que le talent n'a jamais été si commun que de nos jours. Un certain ensemble de mérites moyens, la combinaison plus ou moins ingénieuse d'éléments d'emprunt, un progrès véritable dans les qualités de procédé et pour ainsi dire de cabinet, enfin l'expression élégamment incertaine d'idées insuffisantes et de sentiments sans profondeur, voilà le talent que montre un assez grand nombre de nos jeunes poëtes. Chacun, pris à part, peut quelquefois paraître valoir mieux que la masse et ne pas mériter tout le mal qu'on a raison de dire de l'école. Des traits même réguliers peuvent former un visage sans caractère. Quoi qu'il en soit, insignifiance chez la plupart, insuffisance chez les mieux doués, presque toujours attribuable aux causes que nous avons essayé d'indiquer, voilà, en résumé, le principal reproche que nous paraît mériter la jeune école. Sans nous occuper des nombreuses productions marquées du cachet de l'insignifiance, nous prendrons, parmi les derniers volumes de poésies, ceux qui donnent des

nouvelles tendances poétiques l'idée la plus précise et aussi la plus complète. Plus notre conclusion doit être sévère, plus nous devons apporter de soin dans le choix des pièces destinées à la motiver.

Bien que composé de quatre recueils publiés à des époques bien différentes, le volume de M. N. Martin porte dans toutes ses parties l'empreinte de la situation que nous venons de caractériser. M. N. Martin se recommande par un sentiment vrai, par une forme d'une élégance simple et naturelle. L'inspiration des *Harmonies de la Famille*, d'*Ariel*, de *Louise* et des *Cordes graves*, n'est pas une feinte, et l'analogie qu'elle présente à quelques égards avec les poëtes allemands paraît chez l'auteur plutôt conformité d'imagination que parti pris systématique, engouement ou calcul. En dépit des préventions que serait bien faite pour inspirer aux lecteurs délicats la préface des éditeurs, manière de pétition adressée à l'opinion publique et revêtue de l'apostille des personnages les plus en crédit auprès d'elle, l'auteur peut être considéré comme un des représentants les moins infatués des défauts de la jeune poésie. Si le cercle de ses inspirations est assez restreint, du moins y reconnaît-on presque toujours l'accent naïf d'une âme douce et recueillie. M. Martin donne quelque part, pour symbole à sa poésie, une fleur de mai, et ce symbole est exact. C'est au mois de mai qu'elle semble emprunter sa couronne de tendre verdure et ses doux rayons; c'est le mois de mai qui sert de thème à ses motifs les plus aimables, à ses caprices les plus heureux. L'hirondelle, la brise, un coin du ciel entrevu seulement, parfois l'ombre d'une femme elle-même entrevue à peine et gardant toujours tous ses voiles, ces images familières à l'auteur achèvent l'idée de cette aimable et discrète inspiration qui remplit les quatre recueils dont se compose l'œuvre de M. Martin. Que manque-t-il donc à l'auteur de ces recueils pour marquer sa place parmi les poëtes, pour justifier les éloges de la préface? Une pensée nette, un sentiment fort. Quand vous aurez souri à la fraîcheur des *Harmonies de la Famille*, ce bouton d'avril qui annonce la fleur de mai, ce prélude d'une muse de vingt ans à laquelle on n'en donnerait guère plus de seize pour la candeur, l'ingénuité adolescente et la grâce un peu maladroite, n'allez pas demander à l'auteur de *Louise* et d'*Ariel* une de ces vives peintures prises dans la nature ou dans la vie morale, quelque inspiration qui jaillisse du cœur, un de ces mots du moins qui interrompent la rêverie pour élever ou attendrir l'âme. Un trait juste, heureux, mais peu pénétrant, une rêverie qui ne réussit que rarement à atteindre jusqu'à la pensée, le même horizon constamment uni, un sentiment du monde physique riant, calme, peu varié et sans grand élan, voilà ce que ne cesse de montrer M. N. Martin. Ses épanchements contenus à l'excès se contentent d'ordinaire de quatre ou cinq petites strophes; ses élégies sont bien souvent courtes comme des épigrammes. M. Martin partage avec la jeune école le défaut général, l'absence d'une séve vigoureuse, d'une originalité forte; il a, de plus que la plupart de ses rivaux, la candeur et le charme.

Que dirai-je des *Impressions et Souvenirs* de madame Damaris-Laurent? Ici encore, quoique avec une infériorité marquée, la fraîcheur, la délicatesse, ne manquent pas; mais je cherche l'originalité, l'accent, la passion, la pensée, la vie : je ne trouve qu'un certain sentiment superficiel de la nature, et des rêveries au lieu d'émotions. Pourtant,—qu'il nous soit permis d'exprimer cette idée, quelque défaveur qui s'attache aux femmes poëtes, défaveur dont le public ne doit pas seul porter la responsabilité, — ne serait-ce pas une chose belle, touchante et j'allais dire presque naturelle, que ce rôle de trancher par l'émotion sur la situation effacée où nous voyons languir la poésie échût à une femme, loin de l'influence des écoles, par la seule impulsion d'un instinct supérieur et surtout d'une âme éprouvée? Ce que nous demandons vainement à la jeune poésie, c'est bien moins encore l'imagination que le cœur; or le cœur n'est pas seulement pour les femmes une des manières d'être

poëte ; à vrai dire, c'est la seule. Le lyrisme, la grande description, la méditation philosophique et morale, ne sont que rarement de leur ressort : je n'en sais pas une à laquelle cette métaphysique ait réussi. C'est donc une grande duperie à elles d'aller chercher la poésie ici et là, au ciel et dans les abîmes, parmi les merveilles des mondes ou dans les secrets de la nature; elles n'ont pas pour la rencontrer à faire un si long voyage, elles l'ont pour ainsi dire sous la main. Elles ne devraient pas s'obstiner à l'oublier : leur génie ne ressemble en rien à ce mystérieux étranger, comme on représente le génie du poëte, hôte capricieux qui vient le visiter à certaines heures privilégiées, et qui, après l'avoir charmé ou exalté par d'aimables ou d'héroïques discours, le quitte ensuite, l'abandonnant à sa médiocrité et à ses misères. Moins surnaturel, mais plus fidèle, il vit avec elles, il meurt avec elles, ou plutôt il ne peut mourir, car ce génie n'est que leur âme.

On ne peut reprocher à madame Damaris-Laurent d'avoir oublié qu'elle est femme, et l'on souscrit à cet engagement qu'elle prend d'avance avec son lecteur :

La muse que je prends pour guide
N'a rien de viril en ses traits;
Son doux sentier n'est pas aride,
Mais le laurier n'y croît jamais.

Cependant, si elle n'a point oublié qu'elle est femme, on peut lui reprocher de ne pas s'en être assez complétement souvenue. Il y a deux mots que le genre humain commente depuis six mille ans, et qui jadis faisaient le fond de toute poésie digne de ce nom : l'un dit amour, l'autre souffrance. On rencontre souvent ces mots, le premier surtout, dans la jeune école poétique; quant aux sentiments qu'ils représentent, il en est à peine trace. Il était digne de madame Damaris-Laurent, que le bel esprit ne glace pas, que la préoccupation systématique trouble fort peu, de les exprimer dans leur réalité vivante, comme il est donné aux femmes de les ressentir et de les rendre. On regrette de la voir si rarement et si timidement poser le pied dans cette poésie un peu plus riche pourtant que le langage des fleurs. Elle se contente trop facilement de la superficie du sujet : poésie douce, du bout des lèvres, du bout de la plume, témoignage gracieux d'une âme délicate plutôt que vive, d'un esprit qui paraît plus propre à sentir le beau qu'à l'exprimer, une de ces plantes élégantes et frêles que le soleil tue, une de ces fleurs dont le parfum suffit à embaumer une chambre close, mais se dissipe dès qu'on laisse pénétrer le grand air.

Bien que plus vive d'allure, la poésie de M. Alfred Asseline ne brille guère que de la douteuse clarté des lucioles. Si l'on se décide à suivre cette lueur errante et capricieuse, on entrevoit en courant des arbres où se jouent les étoiles, des fleuves qui reflètent ces étoiles et ces arbres, des salons dorés, des ombres qui dansent, des cavaliers à la mine fière, et surtout force grandes dames. Malheureusement, dans cette course au clocher, les objets ne laissent pas plus de trace sur l'esprit que n'en laisse sur les flots l'aile de l'oiseau dans son vol. L'auteur de *Pâques fleuries* échappe à l'analyse. Ce n'est pas que je prétende appliquer à la poésie, essence légère, la méthode quelque peu compassée à laquelle Voltaire soumet les vers, et la réduire à la pure raison aussi arbitrairement qu'il met ceux-ci en prose. Bien loin de là, la fantaisie, connue même chez les anciens, quoiqu'elle soit loin d'être chez eux ce qu'elle est devenue chez les modernes, n'a pas attendu la permission de la critique pour prendre dans l'art sa légitime place; mais la fantaisie a ses conditions propres et rigoureuses. Et d'abord de toutes les facultés poétiques elle est celle qui souffre le moins la médiocrité : rareté du plus haut prix qui unit ce qu'un naturel d'élite a de plus charmant à ce que l'art a de plus fin, ou pur jeu d'esprit qui, eût-il assez de

ressources pour amuser un moment, tombe vite par le faible ou le faux qui s'y mêlent. Le poëte n'a pas à craindre de se livrer à la passion, car la passion n'est pas tenue d'être neuve, il suffit qu'elle soit vraie, et sa nouveauté même n'est guère qu'un degré de vérité plus profond ; il n'en est pas de même de la fantaisie : à prodigieusement d'esprit et de goût, il faut encore qu'elle unisse des ressources infinies et une nouveauté pour ainsi dire toujours rajeunie. Joignez à ces conditions déjà si difficiles une précision suprême dans l'expression en raison même de ce qu'il y a de singulier et d'insaisissable dans la pensée. Est-il besoin d'ajouter que la fantaisie doit se tenir éloignée de toute ombre d'imitation? Il en est, peut-on dire, de la fantaisie imitée comme d'un bon mot traduit. M. Asseline, versificateur souvent ingénieux, se flatte-t-il de réunir ces qualités? Ne pourrait-on noter maint endroit où son cerveau paraît plus excité par la lecture que par cette inquiétude poétique impossible à méconnaître toutes les fois qu'elle anime le poëte à écrire? Ses visions, indécises, flottantes, vivent-elles d'une vie réelle, ont-elles tout le degré de clarté désirable? Je suis loin de le penser. Au milieu de ces silhouettes esquissées d'un crayon léger, il n'en est pas une qui se détache, il n'est pas un type tant soit peu marqué, accusé, pas un trait significatif et profond. Les femmes y jouent un grand rôle, mais on dirait que l'auteur ne les a vues qu'au bal : elles sont pour lui plutôt une occasion de fatuité que d'inspiration : la nature y est à peine effleurée. M. Asseline, poëte par la grâce de la jeunesse et des vives impressions qu'ont faites sur lui les influences littéraires autant que les sentiments personnels, semble avoir épuisé cette ivresse juvénile où les sens et l'imagination à leur suite ont plus de part que l'âme. S'il ne veut pas qu'on appelle sa poésie du nom de cette beauté qui ne survit pas à ses vingt ans, et qu'on nomme beauté *du diable,* il lui reste à tremper dans la vie, dans la réflexion, son vers facile et souple, armure légère d'une pensée jusqu'ici sans force et sans profondeur.

Si je voulais caractériser d'un mot le genre de nos jeunes poëtes, je dirais qu'ils font des arabesques, mot qui s'applique à merveille à des œuvres de caprice et de hasard, qui se proposent tout au plus un certain idéal d'élégance et de grâce dans l'exécution. Ce mot, M. Eugène Bercioux l'a donné pour titre à son recueil. L'auteur des *Arabesques* est bien un de ces esprits tempérés et accommodants, où le plaisant et le sévère, la sentimentalité morale et l'air libertin, le bon sens et la fantaisie, le classique et le romantique vivent côte à côte, produit des influences les plus diverses, les plus contradictoires, miroir complaisant qui reflète tous les objets, imagination à la fois vive et indifférente, esprit facile et sans vigueur, qui se joue alentour de la réalité et cherche la poésie dans les poëtes, au lieu de la puiser dans son âme. Que chante au fond M. Eugène Bercioux? Demandez plutôt ce qu'il ne chante pas. Il chante les vengeances de Dieu au jour du jugement dernier et les Willis, la nature agreste et les femmes de Paris, la vertu et le bal masqué. Il trouve sur tous ces sujets des choses assez pieuses, assez galantes, assez morales et assez gaies. Il prouve en vers, tour à tour sonores, ou pittoresques, ou dégagés, qu'il a été vivement frappé des *Harmonies,* des *Orientales* et des *Contes d'Espagne et d'Italie.* M. Eugène Bercioux est un jeune homme d'esprit qui n'a pas d'idées, et qui ne répugne absolument par là même à aucune idée. Sa valeur et sa faiblesse sont dans l'équilibre de plusieurs qualités dont pas une n'est assez supérieure pour dominer les autres et les entraîner à sa suite. On trouve dans *les Arabesques* une certaine dose d'imagination, d'esprit, parfois même de sentiment, des détails qui plaisent, des vers agréables; mais où est l'âme? où est la pensée? où est la verve originale? Il manque à M. Bercioux de n'avoir qu'une inspiration au lieu de vingt, et de s'y tenir.

Chantre rétrospectif de la mélancolie, M. Jules Gauthier, dans ses *Fugitives,* affirme qu'il doute, qu'il rêve, qu'il aime, qu'il souffre; il peut être de bonne foi, mais il faut l'en croire sur parole. J'en demande humblement pardon à tant de syllabes caden-

cées, à tant de rimes qui remplissent l'oreille : l'imitation règne seule ici. Où marche cette armée de vers si régulière et si bien disciplinée, qui semble défiler au pas, musique en tête? C'est le souvenir qui obsède l'esprit de M. Gauthier, et non sa pensée qui invente ou son cœur qui se répand. S'il est saisi d'un amer dégoût de l'existence, c'est presque toujours à des centons empruntés à M. de Lamartine qu'il confie le soin d'exprimer ses douleurs. S'il regrette les heures d'amour tombées dans les sombres abîmes de l'éternité, voici *le Lac* dont l'écho commence à murmurer dans ses vers. M. Jules Gauthier n'est guère que l'ombre d'un poëte. Sa langue poétique est en général pure, vibrante, mais monotone ; ses idées nobles, bien déduites, mais sans variété. On craindrait, en le jugeant, de condamner M. de Lamartine sur une édition défectueuse.

Voici deux poëtes qui ont du moins le mérite de trancher sur le fond monotone de ces inspirations équivoques qui prennent le plus souvent une mémoire échauffée pour l'imagination inventive, deux poëtes que distinguent, sinon la force et l'éclat du talent, du moins la sincérité de l'idée première, l'unité de direction et la vérité de l'accent. Tous deux répondent avec plus ou moins de mérite, mais enfin répondent à quelque chose de réel dans notre siècle, avantage assez rare pour qu'on leur en tienne grand compte, même si l'exécution faiblit ou s'égare. L'un est le poëte des mœurs faciles, désœuvrées, telles que les ont rendues communes trente années de paix et de progrès industriel, le chantre du plaisir, non grossier, mais matériel, et, dans ses caprices élégants, au fond point trop exigeant, pourvu qu'il se satisfasse ; l'autre représente un côté tout opposé de la jeunesse, le côté sombre, irrité, misanthropique, l'utopie inquiète, ici versant le dénigrement à pleines mains, là exagérant l'espérance. Le premier est M. Coran, l'auteur des *Rimes galantes ;* le second, M. Laurent-Pichat, l'auteur des *Libres paroles.*

Comme tout sentiment qui exprime la vie a un degré élevé, le plaisir peut avoir sa poésie : la poésie, au fond, est-elle elle-même autre chose, sous le double point de vue de la matière et de l'esprit, que la vie à son degré le plus haut? C'est de cette manière que la fougue des sens, les emportements de la nature sensuelle, peuvent tenir dans l'art une place aussi inférieure sans doute à l'art spiritualiste que le corps l'est à l'âme, mais pourtant légitime, puisqu'elle répond à quelque chose en chacun, puisqu'elle réunit ces deux conditions essentielles de l'art, réalité et universalité. J'avoue toutefois que la galanterie, soit qu'on la prenne pour ce semblant composé d'agréments et de manières, lequel est à l'amour ce qu'est au dévouement la politesse, ou tout simplement pour l'amour facile, me paraît de tous les mensonges ou de tous les sentiments le moins poétique. Or, ce que célèbre, fidèle à son titre, l'auteur des *Rimes galantes,* c'est bien la galanterie, au double sens que nous signalons. Dans les limites de ce genre, M. Coran déploie une certaine verve malicieuse de bon aloi, assez originale et divertissante. On entrevoit derrière ses vers tantôt un rire en dessous, et, comme on dit, sous cape, tantôt plus franc et à cœur ouvert, qui amène le sourire sur les lèvres. S'il était permis, suivant la mode du jour à propos de toutes les œuvres, de chercher des ancêtres à ce léger volume, nous dirions que les Marot, les Régnier, les Désaugiers, ces rieurs, ces Gaulois, se retrouvent là, bien affaiblis sans doute, et mêlés au Dorat, mais s'y retrouvent sans imitation. Il y a dans les meilleures pièces des *Rimes galantes* une bonne dose de cet esprit narquois allié au goût des jouissances positives, tel qu'il se conserve et se perpétue dans certaines provinces, de cet esprit picard et champenois qui s'unit ici sans trop de disparate à l'esprit précieux et aux grâces un peu maniérées. Le trouvé dans le détail rachète plutôt qu'il ne couvre ce qu'il y a de hasardé et, on ne peut le dissimuler, de vulgaire dans le fond. Ce fond semble surtout être l'ingénieux commentaire d'une chanson dont, à l'occasion des *Rimes galantes,* il nous sera bien permis de citer du moins les

premiers mots d'*Allons, Babet*, de Béranger. J'aime mieux pour ma part, au point de vue de la réalité et comme tableaux de genre, ces petites pièces d'un goût un peu vieillot, marquées au coin de cette facilité de mœurs qui semble devenir innocente à force d'être naïve, et de cette philosophique insouciance, double trait qui, dit-on, caractérisait nos aïeux, que ces autres pièces plus pimpantes où l'auteur prend le ton petit-maître. J'aime mieux sa muse habillée en suivante qu'en princesse d'opéra. Quant au rhythme, il ne ressemble à rien de connu : les grands, les moyens et les petits vers s'y entrelacent de la plus singulière façon, de manière à produire une espèce de balancement imitant assez bien les poses légèrement chancelantes et les discours, qui tantôt se précipitent et tantôt se ralentissent, d'une demi-ivresse doucement égayée. La muse de M. Coran ne délire pas, mais elle cause, elle cause longuement autour de la table, elle coupe ses récits par des réflexions et elle les reprend, elle est vantarde, expansive à l'excès, portée au détail, se laissant volontiers soutirer tous ses secrets après quelques façons qui sont des avances, et avec quelques réticences qui ont soin d'être des indiscrétions. Le grand écueil d'un tel genre, on le sent, c'est la monotonie. M. Coran est loin d'y échapper. On n'est pas aimable un volume de suite impunément, et une galanterie sans intermède et sans relâche, une galanterie in-octavo, est une entreprise qui vaut les travaux d'Hercule. Ce souffle un peu sec, qui, dans les *Rimes galantes*, ne cesse de nous apporter je ne sais quelle odeur de musc et de patchouly, arrive à impatienter notre odorat, à fatiguer nos poitrines. Nous avons besoin d'un peu d'air pur qui nous rafraîchisse, d'un peu de tristesse qui nous console. M. Coran nous montre tant de contentement, qu'à la fin, vraiment, on n'en peut plus. Il nous semble pourtant que la poésie du plaisir n'exclut nullement, çà et là, une mélancolie voilée, passagère, une larme même, une larme furtive qui naît et s'efface entre un sourire et un baiser ; l'éclair de l'idéal ne peut-il briller une seconde à travers l'enivrement du festin ? Il y a quelque chose qui ne rend pas seulement la volupté plus douce, mais qui la rend plus poétique : c'est le nuage léger qui passe sur son front, c'est l'avertissement qui ajoute à son piquant et à sa grâce, c'est surtout l'idée qu'elle n'a qu'un jour : *moriture Lolli. Heu! breves rosæ.* L'œil toujours sec, l'âme éternellement satisfaite de ses joies uniformes, en ce sens plus naïvement païenne que celle d'Horace, la muse de M. Coran a souvent une certaine originalité d'allure, un certain imprévu spirituel ; elle n'a jamais la passion, même par intervalle.

Formant un frappant contraste avec la plupart de ces poëtes, bardes souriants de la tristesse ou amants trop sages ou trop peu sincères de la fantaisie, aussi bien qu'avec ce mélange de grivois vieilli et de raffinement contemporain qui distingue les *Rimes galantes*, M. Laurent-Pichat est socialiste, humanitaire, républicain, encyclopédiste, rêveur, sceptique, et, par-dessus tout, romantique sans réserve et sans scrupule. Voilà du moins qui est franc. M. Laurent-Pichat participe à la double nature du poëte satirique et du prophète. Il crie malheur sur Jérusalem, mais il annonce la Jérusalem nouvelle qui sort des nuages de l'avenir, brillante de clarté. Institutions, philosophie, état passé et présent de la société et des lettres, il n'est rien que M. Laurent-Pichat ne passe en revue. Assurément, si les grandes prétentions faisaient les grands penseurs, et si les convictions honnêtes suffisaient à faire le bon style, nous n'aurions qu'à saluer dans l'auteur des *Libres Paroles* le messie attendu du socialisme et l'un des maîtres de la poésie. Malheureusement il n'en est point ainsi. Une ode politique vigoureuse, çà et là quelques fragments d'une chaude couleur, sont la compensation rare d'une multitude de pensées dont le fond n'est pas moins contestable que la forme. Lors même que la lumière traverse ces phrases compactes comme un rayon pâle et amorti perçant le sombre, l'épais feuillage d'une forêt vierge, la vraie lumière, celle de l'ordre, fait absolument défaut. Et pourtant qui en aurait plus besoin que M. Lau-

rent-Pichat? Le plus souvent il ne chante pas, il prêche et il enseigne. C'est à la lettre le cours de M. Quinet mis en vers dans un style à part avec l'exagération de ses défauts poussée jusqu'au paroxysme. La papauté et Luther, la découverte de l'Amérique et l'ultramontanisme, Voltaire et le XVIIIe siècle, voilà les sujets non pas effleurés en passant, mais traités *ex professo* dans les *Libres Paroles*. Joignez-y la thèse du poëte philosophe, prophète, homme d'État, tête et cœur, pensée et action, image et guide de son siècle, développée à grand renfort de preuves en plusieurs chapitres, et enfin une longue appréciation des principaux auteurs du moyen âge et des temps modernes, marqués de traits plus remarquables par la crudité des couleurs que par la justesse du sens. Veut-on par exemple avoir, comme on dit, la formule de l'auteur sur Shakspeare, la voici :

Où *personne* n'avait encore pénétré,
Le *premier*, dans le cœur humain il est entré.
Comme un passant hardi met le pied dans un bouge,
Il se hasarda, lui, dans la taverne rouge,
Où, *du matin au soir, buvant, cassant les pots,*
Hurlant, les passions se battent sans repos.

Il dit au poëte :

Notre esprit, contenu dans ses transports ardents,
A *mâchonner* son frein use et brise *ses dents.*
Délivre-le. L'esprit va loin, quand un poëte
Chevauche sur ses reins, l'excite et le fouette.
Tu dois, comme un centaure, à son *dos* te lier ;
En route ! la monture aime le cavalier !
Dans les cieux, sur les monts, ton coursier a des ailes,
Et ses *quatre sabots* éclatent d'étincelles ;
Ses jarrets sont d'acier . . . .
Monte à poil, sans harnais, et sans selle et sans mors.

C'est avec ces images plus que bibliques et sur ce ton perpétuellement tendu, c'est dans un style où ce que l'abstraction du langage a de plus sec se mêle à des métaphores prolongées sans mesure, que l'auteur juge le passé, flétrit le présent et préjuge l'avenir. On en éprouve une peine d'autant plus vive, que M. Laurent-Pichat tend naturellement aux pensées grandes, et que la direction de ses idées, trop souvent fausse, est du moins sérieuse et à quelques égards élevée. Les traits énergiques, fièrement sentis, fièrement exprimés, qui se dessinent sur le fond de cette généralisation, attestent la présence de l'âme. C'est par là qu'en méritant d'être jugé très-sévèrement sous le rapport littéraire, M. Laurent-Pichat se détache heureusement de la jeune école; mais, même dans la sphère d'idées où sa pensée habite, l'auteur des *Libres Paroles* aurait pu à la fois montrer plus d'art et trouver plus d'inspirations neuves et éloquentes. Le socialisme n'a servi qu'à l'égarer ; pourtant, disons-le en passant, bien que l'épreuve n'ait pas été jusqu'ici favorable, bien que le roman se soit mal trouvé des emprunts qu'il est venu leur faire, l'incompatibilité entre les idées socialistes, — non certes à titre de système, mais comme sentiment, — et la poésie nous paraît beaucoup moins radicale qu'il ne plaît de le dire à certains esprits; il y a là, ce nous semble, tout un ordre de plaintes et d'espérances qui pourrait fournir à la poésie une féconde matière, sous la réserve expresse et difficile de la mesure, du goût et surtout de la vie. Faites des tableaux et non des déclamations. Les misères populaires crient mille fois plus haut dans *le Vieux Vagabond* que dans toutes vos dissertations rimées.

Maintenant qu'avons-nous rencontré dans ces volumes qu'une certaine communauté de prétentions et de défauts nous a permis de rapprocher? L'absence de foi. Au fond de ces œuvres qui ont moins de valeur en elles-mêmes que comme symptôme, se cache une grande, une profonde et universelle indifférence pour tout ce qui est sentiment, pour tout ce qui est idée. On sent comme une grande fatigue dans tous ces écrits, œuvres de jeunes gens qui semblent porter le poids des travaux de leurs pères, et dont les bras tombent de lassitude avant d'avoir rien fait. On dirait que l'esprit a cessé de penser, l'âme de jouir et de souffrir, le cœur de battre. Ni les éternelles questions sur la destinée, ni ces sentiments de patrie, de liberté, de nationalité, qui intéressent la vie de l'espèce et qui en ce moment même remuent avec éclat ou agitent sourdement le monde, ni même ces impressions individuelles qui attestent encore la puissance de la vie, amours emportées ou tendres, haines vigoureuses, luttes du cœur en proie aux passions, ne semblent trouver et réveiller d'écho. *Nil admirari,* ne s'étonner de rien, n'admirer rien, n'aimer rien, voilà la devise en honneur. Ce ne sont au lieu de cela que jeux de bel esprit, fureur byzantine de combiner des formes, hardiesse à la suite et fantaisie d'après modèle. Sans dégager les individus de leur part de responsabilité, je mets en cause moins les individus que le temps. Chaque époque a son mal, que le devoir de la critique, qui forme l'opinion encore plus qu'elle ne l'exprime, est de signaler et de combattre : un des maux les plus caractéristiques de la nôtre, on l'a remarqué bien souvent, c'est la faiblesse de l'exécution faisant suite à l'emphase des préfaces, c'est l'ostentation de l'indépendance au sein de l'imitation, c'est l'ambition dans l'impuissance. La jeune poésie participe pour sa part à ces défauts. Très-audacieuse de théorie et très-timide de pratique, révolutionnaire en parole et en réalité fort conciliante, sa faiblesse n'est pas seulement dans ce qui lui manque au cœur, mais dans ce qu'elle croit avoir et qu'elle n'a pas. Se croire indépendant quand on est esclave est un gage infaillible de l'éternité de la servitude; se croire original quand on imite est le plus sûr moyen de perpétuer l'imitation. Il faut donc que son orgueil souffre qu'on le lui dise : elle qui montrait naguère tant de colère, tant de dédaigneuse hauteur contre les tentatives d'éclectisme littéraire, son état est absolument le même que celui qu'elle prétendait stigmatiser de ses mépris. Il n'y a pas deux générations de poëtes, il n'y en a qu'une. Toute la différence est en ceci que les uns cherchent à enhardir le classique, tandis que les autres émoussent le romantisme; voilà tout. Y a-t-il donc de quoi tant faire les fiers et de quoi soi-même tant s'applaudir? Ce qui manque de ce côté encore plus peut-être que de l'autre, ce n'est pas le savoir-faire, la mise en œuvre, l'habileté de la main, c'est cette force interne qui pousse à créer, à oser. Que faut-il pour que la vie revienne animer l'œuvre d'où elle est absente? Ce que la critique ne donne pas, ce qu'on n'a pas le droit de lui demander, ce que l'homme ne peut trouver qu'au fond de ses entrailles, ce qui n'accuse que lui quand il ne sait pas l'en faire jaillir, un sentiment énergique, une pensée noble, un cri du cœur, rien qu'un peu de cet esprit héroïque qui fait les grands peuples et les grands poëtes. Il serait, en vérité, trop triste que la poésie inscrivît sur son drapeau pour unique signe de ralliement l'ordre et la paix; il serait trop affligeant que toute l'audace de l'esprit humain eût passé du côté de la spéculation industrielle et financière, et que, pour faire pendant aux témérités aventureuses de l'argent, on eût une poésie timide, amassant denier à denier son petit pécule et réduite pour toute vertu à celle d'une bonne ménagère. L'avenir ne trouvera-t-il à louer en nous que des qualités négatives, et, dans la stérilité commune des œuvres, n'aura-t-il à dire de cette génération rien autre chose, sinon que son humeur fut tranquille, ses idées conciliantes, ses goûts rangés et sa poésie circonspecte? C'est aux jeunes hommes, dans quelque rang qu'ils combattent, à y aviser.

Henri Baudrillart.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 août 1847.

Le gouvernement s'est beaucoup occupé, dans ces derniers temps, de la question d'Afrique. La nomination de M. le duc d'Aumale comme gouverneur général est décidée, et paraîtra sous peu de jours. Le prince n'aura pas, comme on l'avait dit, le titre de vice-roi ; le gouvernement a pensé avec raison que ce titre aurait des inconvénients pour le principe constitutionnel de la responsabilité ministérielle. M. le duc d'Aumale sera un simple gouverneur général, placé comme tout autre fonctionnaire sous les ordres d'un ministre responsable, et responsable lui-même de ses actes. C'est là un hommage rendu aux règles salutaires de notre constitution, et l'opinion en saura gré sans doute au gouvernement, qui a exigé cette condition, et au prince, qui l'a acceptée. La nomination de M. le duc d'Aumale sera accueillie avec joie à Alger ; la colonie y verra la plus grande preuve qui ait jamais été donnée de l'union définitive de la France et de l'Afrique. En France, elle deviendra probablement un thème d'opposition ; mais la discussion fera bientôt justice des défiances qui pourront être soulevées. N'est-ce pas une bien légitime ambition, pour un fils du roi, que d'attacher son nom et sa vie à l'œuvre la plus difficile que le pays ait entreprise, et la France ne doit-elle pas applaudir à ce jeune homme, qui préfère la peine et le danger d'une pareille chance à une brillante oisiveté ?

Nous sommes moins sûrs de l'approbation de l'Europe. L'Europe, et en particulier l'Angleterre, voit avec jalousie notre établissement en Afrique. La nomination de M. le duc d'Aumale paraîtra extrêmement significative à ceux qui pouvaient encore nourrir quelque espoir de voir la France se lasser de sa conquête. Après le mariage de M. le duc de Montpensier, cette nomination est l'acte le plus hardi que notre politique aura accompli depuis longtemps. Il ne faut pas oublier que la conquête d'Alger n'a pas encore été reconnue par la Porte, qui se prétend toujours souveraine des régences barbaresques, et que la reconnaissance des autres puissances de l'Europe a eu plutôt lieu en fait qu'en droit. Avec le mauvais vouloir qui anime lord Palmerston et dont il ne nous épargne pas les preuves, il peut y avoir là une occasion de sérieux embarras. Nous ne doutons pas que le gouvernement n'y ait songé et qu'il ne soit en mesure d'y faire face. L'avénement de M. le duc d'Aumale au gouvernement général nous impose plus que jamais l'obligation de fortifier les côtes d'Afrique contre les agressions maritimes, et d'y développer par tous les moyens une population de marins. Quand on prend de pareilles résolutions, il faut être bien décidé d'avance à les soutenir. M. le duc d'Aumale a lui-même prouvé dans plusieurs occasions,

notamment à la prise de la Smala, qu'il n'était pas homme à reculer, et puisqu'il a recherché le gouvernement de l'Afrique, c'est qu'il en accepte d'avance toutes les conséquences.

L'ordonnance qui réorganise l'administration de l'Afrique paraîtra en même temps que la nomination du nouveau gouverneur général. Cette ordonnance a pour but de satisfaire aux vœux exprimés par les deux chambres, et notamment par les deux rapporteurs des commissions, MM. de Tocqueville et Charles Dupin. Les trois directions centrales dont l'expérience avait démontré les inconvénients sont supprimées. Tous les services civils aboutiront au directeur général des affaires civiles, qui sera le premier personnage de la colonie après le gouverneur général. Le conseil du contentieux est supprimé, le conseil supérieur d'administration refondu. Dans chaque province, on établit de véritables préfets sous le nom de directeurs des affaires civiles, ayant auprès d'eux des conseils de préfecture. En même temps, une ordonnance spéciale dont M. Vivien a été le rapporteur, et qui a été examinée par deux comités du conseil d'État, règle tout ce qui tient à l'administration communale. L'Algérie va enfin avoir ses municipalités. L'ordonnance est, dit-on, conçue sur des bases très-libérales. Cependant les conseils municipaux ne seront pas électifs, la composition actuelle de la population civile en Afrique ne le permet pas; mais ils auront une existence réelle, et n'auront rien de commun avec les municipalités dérisoires qui existent aujourd'hui. Enfin une troisième ordonnance impose des formes nouvelles aux concessions de terres et de mines, et a pour but d'écarter, en multipliant les garanties, jusqu'à la possibilité du soupçon.

On ne dit pas qu'il ait été rien changé à l'organisation de l'administration supérieure de l'Afrique à Paris. Cette organisation suffira-t-elle désormais? C'est là une question qui paraît n'avoir pas été abordée. On dit seulement que le principe d'une large décentralisation a été posé, et que la plupart des affaires qui aboutissaient aux bureaux de la guerre seront décidées désormais soit à Alger par le gouverneur général, soit dans les provinces par les autorités locales. Cette réforme était l'une des plus urgentes; on se plaignait surtout en Afrique des lenteurs interminables des moindres affaires, et on comprendra qu'en effet ces lenteurs devaient n'avoir point de fin, quand on songera que, pour obtenir une décision, il fallait que le plus mince dossier, formé à Guelma par exemple, allât d'abord à Constantine, puis à Philippeville, puis à Alger, puis à Paris, et revînt ensuite par le même chemin, après avoir parcouru près de mille lieues et passé par plus de cinquante mains. On ne peut malheureusement pas épargner ce trajet à toutes les affaires, car il en est d'une importance telle qu'elles ne peuvent être décidées qu'après avoir été examinées successivement à Alger et à Paris; mais, pour le plus grand nombre des détails d'administration, ils peuvent sans inconvénient être expédiés sur les lieux. Dans un pays où tout va si vite, il faut que l'administration marche vite aussi, sinon elle s'expose à voir peu à peu les faits s'établir en dehors d'elle et les intérêts chercher à lui échapper : situation anormale et dangereuse, qui ne peut produire que désordre et confusion.

Maintenant peut-on espérer que cet ensemble de mesures mettra fin à toutes les difficultés de cette grande et redoutable question d'Afrique? Assurément non. De pareils problèmes ne sont pas de ceux qui se tranchent d'un seul coup. La nouvelle organisation n'est qu'un essai de plus tenté dans de meilleures conditions que les précédents, parce que l'expérience s'accroît tous les jours, mais qui a besoin de passer lui-même par l'épreuve difficile de la pratique. On fait ce qu'on peut pour parer aux inconvénients connus; quand d'autres inconvénients se produiront, on essayera d'y remédier encore. Ceux qui ont des recettes toutes prêtes et d'un succès infaillible sont bien heureux. Nous croyons, nous, que les affaires humaines sont

plus difficiles, et nous sommes loin de nous étonner que le gouvernement marche pas à pas dans cette œuvre immense. Nous verrons probablement se produire encore une fois à cette occasion tous les systèmes qui ont été déjà présentés ; on les discutera, on les comparera de nouveau, et de cet examen naîtront, il faut l'espérer, quelques idées pratiques dont l'Afrique pourra faire son profit. En attendant, il faut féliciter le gouvernement d'avoir donné si vite une preuve de sa bonne volonté. C'est le ministère du 29 octobre, il faut le reconnaître, qui a achevé, par les mains de M. le maréchal Bugeaud, la conquête de l'Algérie ; il commence maintenant, par les mains de M. le duc d'Aumale, une autre entreprise : il va travailler à la fondation et à l'organisation du nouvel empire. Rendons justice aux premiers efforts qu'il tente dans cette voie, ayons bon espoir dans l'avenir par l'exemple du passé, et surtout ne perdons pas de vue que tout ne peut pas se faire à la fois.

Cette perspective nouvelle dans la question d'Afrique fera, il faut l'espérer, une diversion bien désirable à toutes les accusations dont on voudrait flétrir l'administration française. On l'oublie trop, notre époque échappe aux jugements passionnés qui prétendent la caractériser d'un seul trait, d'un seul mot ; c'est montrer qu'on ne la connaît pas, ou que de dessein prémédité on veut la méconnaître, que de la comparer aux plus mauvais temps dont l'histoire ait gardé le souvenir. Il y a en effet dans la nature de nos institutions, dans la susceptibilité de nos mœurs, des garanties et des freins contre les déportements, contre les élévations et les fortunes scandaleuses dont le passé nous offre le spectacle. C'est ce qu'a eu la bonne foi d'avouer, dans les dernières discussions de la chambre des pairs, un orateur dont la parole ne manque à coup sûr ni de décision ni de vivacité. M. de Montalembert a eu le bon goût de ne pas s'enrôler parmi ces déclamateurs violents et vulgaires qui ne peuvent plus parler ou écrire sans excommunier notre siècle : il n'a pas fait un réquisitoire contre la société, mais un discours sérieux d'opposition ; il a critiqué les résultats de la session et la politique du cabinet, qu'a défendus contre ses attaques M. le ministre des affaires étrangères. M. Guizot a profité habilement des avantages que lui faisaient dans ce débat les éternelles préoccupations de M. de Montalembert sur la liberté religieuse, et il n'a pas moins tiré parti de ses concessions au sujet de la corruption sociale. Sur ce dernier point, il s'est attaché, dans de sérieuses considérations, à faire la part équitable du mal et du bien. Pourquoi faut-il que de cette hauteur le débat soit bientôt descendu à des incidents indignes de la tribune ? Il était permis de penser que, surtout à la chambre des pairs, il y avait des convenances qui ne devaient jamais être violées ; mais il y a des tempéraments excentriques, qui déjouent toutes les prévisions et se dérobent à l'observation de toutes les règles. Nous avons vu une discussion qui s'était annoncée avec gravité se rapetisser dans les plus tristes détails et dans de misérables dénonciations. C'est encore une plaie de notre temps. Depuis qu'un procès à jamais déplorable a été provoqué par des révélations imprévues, une manie fâcheuse d'enquête et de délation s'est emparée de quelques esprits. On cherche, on va furetant, on croit avoir sauvé la patrie, quand on a mis la main sur des papiers, sur des actes qui peuvent plus ou moins compromettre les personnes qu'on y voit figurer. Est-ce là vraiment le rôle que doit ambitionner la presse politique ? Il est encore plus triste de voir la tribune prêter sa publicité retentissante à de pareilles accusations. Il y avait eu jusqu'à présent une limite que l'opposition la plus vive n'avait jamais osé franchir. Tout le monde semblait d'accord, dans les chambres, pour ne pas laisser la dignité parlementaire s'amoindrir et se perdre au milieu d'agressions et de personnalités qu'osaient à peine accueillir les organes les plus ardents de la presse. Aujourd'hui de pareils scrupules ne sont plus de saison, et la tribune souffre tout comme le papier. Autrefois les orateurs étaient contenus par l'unique crainte de dire quelque chose qui ne fût pas par-

lementaire ; maintenant une pareille appréhension serait puérile, et l'on ne s'arrête plus à distinguer ce qui est parlementaire de ce qui ne l'est pas. Aussi, par ces déviations vraiment affligeantes, l'enceinte législative se trouve souvent changée en un prétoire de police correctionnelle. Quand des dénonciations sont lues à la tribune, comme dans une des dernières séances de la chambre des pairs, il faut bien, par des témoignages authentiques, montrer quelle estime est due à la personne du délateur. M. le garde des sceaux a rempli ce devoir avec mesure et fermeté. Qui pourrait l'en blâmer? Mais qui ne déplorera la nécessité où l'on se trouve de repousser de pareilles attaques?

On a beaucoup parlé du caractère et des résultats de la session dont la clôture définitive a été prononcée il y a peu de jours. On n'a pas assez remarqué cet esprit de licence et de dénigrement qui a imprimé aux débats parlementaires une allure inconnue jusqu'ici. Jamais les attaques personnelles n'ont été aussi persévérantes, aussi acharnées. Plus les questions étaient mesquines, plus les passions étaient violentes. Le pouvoir a été battu en brèche de tous côtés : on a attaqué ses représentants, non plus dans leur politique, dans leurs actes, mais dans leur considération. Quand les haines en viennent à de pareils excès, il y a péril non pas pour tel ou tel ministère, mais pour la société elle-même, et il y a un grand devoir à remplir : c'est de défendre l'ordre et la stabilité sociale. Qui court des dangers aujourd'hui? Est-ce la liberté? Il serait difficile de le prétendre en présence des débats de la tribune et de la presse. Ce qui importe vraiment au pays, c'est de mettre ses mœurs et ses idées politiques au niveau de ses institutions et de ses droits. On n'atteindra pas ce but en livrant au pouvoir des assauts furieux, mais en l'éclairant par des conseils, par des excitations utiles, en le soutenant dans le bien qu'il accomplit, en lui signalant les fautes qu'il peut commettre. En suivant cette ligne, on est sûr de se rencontrer avec tous les esprits modérés, avec tous les hommes de bonne foi. Qu'importent les jugements passionnés ou qui veulent être perfides de ceux qui ne comptent plus dans ces rangs? Il est certains suffrages dont il faut savoir se passer.

A ces débats dont nous signalions tout à l'heure le caractère fâcheux, il y a eu pour la chambre des pairs une compensation heureuse. M. Molé a prononcé à la tribune l'éloge du maréchal Valée. Il appartenait à l'homme d'État qui avait su discerner et utiliser le mérite supérieur de ce général d'artillerie de caractériser et de louer les services que ce dernier a rendus au pays. Consulté par le ministère du 15 avril sur les préparatifs qui avaient été faits pour le second siége de Constantine, le général Valée signala ce qu'ils laissaient encore à désirer, et l'événement démontra la sagesse de ses conseils. Outre ses avis, on réclamait sa présence en Afrique. A soixante-quatre ans, le comte Valée consentit à servir, en qualité de volontaire, à côté du général Damrémont dont il était l'ancien de grade; seulement il était chargé d'organiser et de diriger le service de l'artillerie : abnégation noble et rare, qu'on ne saurait trop louer à une époque où dominent surtout les préoccupations personnelles et les prétentions égoïstes, et qu'au surplus la fortune ne tarda pas à récompenser d'une manière éclatante. Le dévouement du général Valée, son énergie, son triomphe ont été racontés par M. Molé avec une simplicité éloquente. Le vainqueur de Constantine, devenu gouverneur général de l'Algérie, après le premier moment d'une hésitation modeste, embrassa avec ardeur la tâche nouvelle qui lui était imposée. Les fragments de dépêches cités par M. le comte Molé le montrent préoccupé de pensées non moins sages que grandes. « Je veux, écrivait-il, que la France refasse l'Afrique romaine... Sous mes ordres, l'armée ne parcourra pas à l'aventure les provinces africaines sans laisser plus de traces après elle que n'en laissent les bateaux à vapeur sur la Méditerranée. J'irai lentement, mais je ne reculerai jamais. Partout où je poserai le pied de la France, je formerai des établissements durables. » Les pages que M. Molé

a consacrées aux plans du maréchal serviront de documents aux historiens militaires de notre colonie, et ne contribueront pas médiocrement à honorer la mémoire de ce vieux soldat de l'armée du Rhin et de l'empire.

Malgré l'absence des chambres, nous ne manquerons pas de discours, s'il est vrai que sur plusieurs points il s'organise des banquets en l'honneur de la réforme électorale et parlementaire. Ces sortes de démonstrations sont dans le droit de tous les partis; il ne nous paraît ni équitable, ni habile de les condamner en masse, et d'y voir partout les symptômes des mêmes passions. Ce serait prêter au parti radical des forces sur lesquelles il sait mieux que personne ne pouvoir compter. Nous ne serions pas surpris que des hommes que la modération de leurs opinions sépare du radicalisme ne fissent pas difficulté d'avouer publiquement leurs sympathies pour certaines idées de réforme parlementaire, et l'on n'est pas nécessairement l'ennemi de la monarchie de 1830, pour penser qu'il faut modifier sur quelques points la loi des élections de 1831. Au lieu de tout confondre et de tout exagérer, il sera plus utile d'étudier l'esprit des manifestations qu'on nous annonce. Rappelons-nous les exemples de l'Angleterre, où tout ce qui se passe au grand jour de la publicité et dans les limites constitutionnelles n'inspire d'alarmes à personne. Combien de temps la réforme n'y a-t-elle pas été demandée par la voie des pétitions, dans des banquets, dans des *meetings*, avant d'arriver à un triomphe officiel! Parmi nous, la question vient de naître. Elle est si nouvelle, que les divers partis qui la prennent pour drapeau ne peuvent s'entendre encore sur les changements à introduire. Que de débats dans l'avenir avant d'arriver à une solution acceptée par la grande majorité du pays! Dans l'opposition, les hommes les plus sincères en conviennent, surtout quand ils songent à leurs colléges électoraux.

D'ailleurs, ces manifestations publiques, ces réunions constitutionnelles, où les partis et les hommes politiques proclament leurs vues et leurs principes, qui empêche le parti conservateur d'y avoir recours? La majorité s'est sentie ébranlée, les chambres se sont séparées avec la conviction intime que la session n'avait pas donné tous les résultats qu'elle devait produire. Sur cette situation, sur les causes qui l'ont amenée, sur les efforts nouveaux qu'elle rend nécessaires pour l'avenir, les représentants de l'opinion conservatrice n'ont-ils rien à dire au corps électoral? Il nous semble que les hommes qui ont donné les meilleurs gages à la cause de l'ordre ont vraiment qualité pour adresser à leurs électeurs, à leurs concitoyens, de sages paroles qui seront utiles à tous. Cette franchise de langage et d'allure fortifierait le pouvoir dans sa louable résolution de ressaisir avec plus d'énergie le gouvernail, de préparer pour la session prochaine, les projets et les mesures qui doivent la distinguer heureusement de celle qui vient de finir.

En Angleterre, les élections sont terminées. D'ici peut-être à longtemps encore l'opinion ne pourra guère formuler que des commentaires et des conjectures sur le rôle possible, sur le caractère réel de la législature qui commence. Jamais de l'autre côté du détroit, il ne fut si difficile de représenter par des chiffres la consistance et la force des partis, parce que les chiffres eux-mêmes n'ont point, pour ainsi dire, d'unité commune à laquelle ils se rapportent, et qui leur donne une valeur connue.

Le vieux temps n'est plus où il s'agissait seulement, pour organiser le plan de campagne d'une session parlementaire, de compter sur les doigts combien l'on avait de whigs et combien de torys : deux camps et deux drapeaux; point d'auxiliaires indisciplinés, point d'aventuriers compromettants, point de neutres. C'était alors l'époque des grandes luttes politiques; on pensait plus à la réforme de l'État qu'à celle de la société, et les intérêts aux prises se rencontraient plus directement sur un champ mieux circonscrit. Une fois au contraire les questions sociales introduites dans l'arène avec toute la complexité qu'elles doivent au mouvement si multiple de

la vie moderne, une fois l'antique constitution du pays ébranlée non plus à propos du système électoral, mais à l'occasion de tous les problèmes administratifs et commerciaux, de toutes les difficultés morales et religieuses, qu'est-il arrivé? Les désignations primitives des partis ont d'abord disparu, parce qu'elles n'en représentaient plus les fonctions nouvelles. Les torys ont fini par s'appeler conservateurs, à mesure qu'ils cédaient davantage au progrès et conservaient moins du passé ; puis ces conservateurs sont devenus bon gré mal gré les instruments de révolutions immédiates et radicales entre les mains d'un chef absolu. Celui-ci les a tellement absorbés en lui-même, avec son intelligence flexible et son inflexible volonté, qu'il les a dépouillés de toute signification propre, et ne leur a plus laissé d'autre nom que le sien. Ce sont les *peelites*, qualification bien plus étrange en Angleterre que nous ne pouvons le penser, habitués comme nous le sommes chez nous à distinguer les catégories politiques en les groupant derrière des individus. Chatham était un grand ministre, et il n'y eut point de *chathamites*.

Évanouissement encore plus singulier ! ceux qui ont répugné, par sentiment ou par principe, à s'oublier ainsi, dans leur fidélité pour un homme, jusqu'à perdre tout souvenir d'un parti, ceux qui n'ont voulu se faire ni *conservateurs* ni *peelites*, ceux-là n'ont pas même défendu le vieux mot de *torysme*. On s'en décore çà et là par affectation ou par ignorance; mais le plus souvent on l'explique ou on le restreint. Le *torysme* s'efface pour la plus grande gloire du *protectionisme*, qui s'inscrit en son lieu et place dans le vocabulaire politique. Combien durera l'inscription? Des mots comme ceux-là tombent vite. Le *torysme* était un instinct et un principe; le *protectionisme*, qui l'abrite aujourd'hui, ne couvre plus qu'un recoin de l'ancien édifice ; c'est une opinion.

Enfin, à l'autre bord, du côté des whigs, si le corps originaire ne s'est pas ainsi dissous en se morcelant, il s'est en quelque sorte abîmé au milieu d'une invasion. Les whigs ont tendu la main à des alliés si divers ; pour obéir à leurs nécessités et à leur philosophie, ils ont été chercher des secours si loin et en tant de lieux, qu'ils ont peine maintenant à prendre le pas sur leurs recrues. Il n'y a qu'un nom possible pour cette foule qui se presse autour d'eux, et dans laquelle on distingue à peine cette petite association si intime et si exclusive, ce gouvernement vénitien que l'aristocratie whig formait autrefois à elle seule. Ce nom, dans lequel se perd le nom pourtant si beau de *whigs*, n'est plus même un nom de souche anglaise, c'est l'honneur commun de tous ceux qui, des quatre vents, poursuivent aujourd'hui le plus complet développement des facultés humaines, des devoirs et des droits publics. En face des conservateurs, *peelites* ou *protectionistes*, il y a les *libéraux*.

Voilà bien encore sans doute de grandes divisions, de grands fronts de bataille, mais n'entrez pas dans les rangs si vous ne voulez tout de suite apercevoir que rien ne tient ensemble : tout est juxtaposé, rien n'est relié. Que de fractions hostiles entre elles, depuis le chartiste, qui veut tout balayer en courant, jusqu'au vrai *whig*, son confédéré, qui parle toujours de réformes et les ajourne toujours, depuis le conservateur qui procède plus radicalement que les whigs jusqu'au vieux tory qui crie encore avec la populace le brutal *no-popery*, jusqu'au *néotory* qui prêche aux fils corrompus du XIXe siècle les beautés de la civilisation saxonne! D'où vient donc tant de confusion, d'où sort cette Babel parlementaire? Comment les opinions et les doctrines se sont-elles broyées en tant de parcelles, qu'on dirait la poussière sur un grand chemin? Comment n'y a-t-il plus de partis constitués dans ce pays où le monde moderne avait appris ce qu'on n'avait jamais su faire ailleurs, à gouverner en usant des partis eux-mêmes comme d'un ressort de gouvernement? Il y a là, dit-on, un malheur et une faute, et l'un et l'autre retombent sur la législature qui expire, sur l'homme qui l'a conduite ou dominée. Le parlement de 1841 avait été envoyé à

Westminster pour fortifier les lois protectrices de la richesse aristocratique ; il les a lui-même abrogées en proclamant le principe contraire, en poussant presque à ses dernières conséquences la doctrine du *free trade*. Le mandat des électeurs a été violé! s'écrient les ardents protectionistes, sans penser que l'esprit des électeurs a changé dans le même temps que celui des députés. Il y a eu le *parlement enragé*, le *parlement pensionné ;* celui de 1841 sera le *parlement apostat*. Sir Robert Peel n'a point encore été assez puni en succombant au milieu même de son déplorable triomphe; l'histoire réserve ses plus sévères jugements au *traître de Tamworth*, qui a tué l'esprit public de son pays en le traînant après lui de contradictions en contradictions !

Est-ce bien là réellement le fond des choses? Est-il sûr que la machine constitutionnelle soit en souffrance parce qu'elle ne roule plus dans les mêmes ornières, et ceux-là sont-ils si coupables, qui, forcés par les idées et les événements, lui ont retiré ses vieux étais, en aidant à la démolition des vieux partis? L'esprit des électeurs, déconcerté peut-être au milieu du tourbillon de ces partis nouveaux, de ces fragments de partis, s'est-il vraiment laissé gagner par l'indifférence, et les élections ne sont-elles plus un combat? Il ne faudrait pas l'imaginer. On a vu sans doute, dans ces derniers jours, des choix regrettables, des échecs plus regrettables encore. Des candidats tout à fait politiques ont été évincés par d'autres qui n'avaient guère que l'avantage de ne pas l'être ; c'est ainsi qu'on a supplanté, à Édimbourg, à Bath, à Lambeth, à Tower-Hamlets, des hommes tels que M. Macaulay, M. Roebuck, M. Hawes et M. Fox. Ce triste revirement s'explique cependant par des motifs trop spéciaux pour être très-décourageants. Sans parler encore ici du débat religieux qui est venu compromettre des élections si essentielles, il y a d'autres causes encore à leur insuccès. Le meilleur système électoral a ses inconvénients, le pire a ses mérites. Quels justes reproches n'ont pas encourus les bourgs-pourris, lorsque Gatton et Old-Sarum étaient représentés au parlement, tandis que Manchester et Birmingham ne l'étaient pas! C'était cependant grâce au patronage qui disposait de ces colléges qu'il entrait tout d'un coup dans les communes de véritables aspirants politiques, des hommes d'étude et de cabinet qui devenaient les Burke, les Canning, les Mackintosh. Les grands colléges créés par le *reform bill* ne s'ouvrent pas si facilement à qui ne vit pas dans leur milieu, ils ne restent pas si sûrement inféodés à leur mandataire, et lui font naturellement sentir plus d'exigences, de plus diverses et de plus directes; ils ont tous les bons et aussi tous les mauvais côtés de leur indépendance. On disait, lors de la discussion du *reform bill* et contre le projet de la réforme, qu'il serait impossible d'être à la fois membre du gouvernement et député d'un bourg considérable, parce que la fermeté des électeurs ne serait point suffisante pour garantir auprès d'eux le député ministre de ces alternatives d'impopularité qui accompagnent toujours plus ou moins l'exercice du pouvoir exécutif. Il semble que la prophétie se soit aujourd'hui réalisée aux dépens des collègues de lord John Russell, mais ce n'est point là l'engourdissement de la vie publique ; ce serait plutôt l'exagération de ses fantaisies ou peut-être même de ses susceptibilités, s'il fallait croire, comme l'ont affirmé M. Hawes et M. Macaulay, que beaucoup d'électeurs ont rejeté des membres si distingués du cabinet, pour ne point subir de trop près l'influence du gouvernement.

Quel mouvement d'ailleurs, quelle vie puissante dans ce grand corps politique ! Quel vif échange de sentiments et de décisions entre les électeurs et les élus! De part et d'autre, on se prend au sérieux, et l'on se le prouve. Il ne faut pas prêter plus d'attention qu'on ne doit aux puérilités grotesques, aux intermèdes bouffons qui traversent la pièce et scandalisent si fort notre délicatesse. Ces grossièretés se rencontrent justement dans le drame électoral comme dans le drame de Shakspeare. L'œuvre n'en est que plus vivante : ce sont les scories du métal en fusion. N'est-ce

pas ainsi un cruel usage, une rude moquerie de la multitude, que de rappeler sur les *hustings*, après la bataille finie, tous les candidats qui l'ont livrée, les vaincus comme les victorieux, et de ne pas même laisser à la défaite la consolation du silence? Voyez cependant avec quelle fierté M. Macaulay, M. Hawes, M. Roebuck, relèvent ce gant qu'on leur jette; ils recommencent le débat comme s'il n'avait pas tourné contre eux, et soutiennent leur drapeau d'une mine d'autant plus haute que l'effort est plus désintéressé. Qu'on lise ces vertes paroles de M. Roebuck au moment où il écrase ses anciens commettants de ses adieux et de son mépris. « Je vous dis adieu, je ne reparaîtrai plus ici; mais vous n'aurez plus de représentants libéraux, car mon honorable et noble ami lord Duncan est trop honnête pour vous représenter pendant longtemps. D'autres colléges demanderont, chercheront un représentant tel que je l'ai été, et quant à ceux qui, après quinze ans de services, m'ont rejeté de leurs cœurs, que la honte et le scandale en retombent sur eux! » Le peuple à qui l'on adresse une si ferme leçon est certainement capable de la recevoir. Enfin ce sont toujours de grandes mœurs politiques que celles d'un pays où les chefs de l'État font aux plus simples de leurs concitoyens ces allocutions à la fois si familières et si sensées de sir Robert Peel à Tamworth et de lord Palmerston à Tiverton. Il faudrait traduire d'un bout à l'autre ces curieuses harangues pour bien comprendre comment on réussit en Angleterre à faire pénétrer dans la masse du corps électoral une si vive notion des choses publiques.

Il y a donc au fond de tout cela, d'après l'impression même que nous donne cette vaste scène ouverte, il y a contradiction singulière. D'une part, voici de l'animation, du mouvement, un intérêt général et réel qui s'attache à l'acte décisif d'où sortiront les prochaines destinées du pays. Qu'on se rappelle seulement la réprobation virulente lancée contre M. Harvey par les électeurs libéraux de Marylebone pour avoir trahi leur zèle! Et d'un autre côté néanmoins nous n'avons plus aperçu de partis organisés qui pussent servir de foyers à toute cette passion. Où donc se prend-elle et de quoi vit-elle? Nous ne craignons pas de le dire, c'est là qu'est le nœud de la situation présente du gouvernement et du peuple anglais. S'il n'y a plus les partis d'autrefois, qui ralliaient autour d'eux des masses si compactes, avec des couleurs si tranchées et des *cris* si clairs, il y a comme un grand courant d'opinion qui emporte les individus un à un, sans distinction de rang, d'origine et de *credo*, qui les enveloppe et les pousse pêle-mêle, les plus éminents comme les plus obscurs, vers une fin nouvelle, vers une immense transformation. Ceux-ci se roidissent pour ne point être précipités, ceux-là précipiteraient tout, d'autres essayent de se rejeter au dehors pour faire face au torrent; mais ce ne sont pas là des partis, ce sont les accidents qui traversent l'histoire d'une force en progrès, car le courant dont nous parlons, c'est la force vivante et croissante des principes modernes qui président maintenant au travail intérieur des sociétés. Nous l'oublions toujours trop en France : la révolution de 1688 n'a pas été celle de 1789; celle-là commence à peine d'hier. Hier encore l'Angleterre était une aristocratie majestueuse assise sur un privilége intact, un État purement chrétien fondé sur un culte exclusif. Toutes ses lois avaient été conçues au profit d'une Église ou d'une oligarchie. L'oligarchie reçut son premier coup du bill de réforme, l'Église du bill d'émancipation. Ce ne furent là dans le temps que des actes politiques; ils portent aujourd'hui leurs conséquences sociales. Le *free trade*, qui diminue la valeur de la propriété aristocratique, découle du bill de réforme; la dotation du clergé romain, qui ruine le principe même de l'établissement anglican, découle du bill d'émancipation. La démocratie, dans la plus large et la meilleure acception du mot, c'est-à-dire l'égale proportion des droits et des devoirs, pénètre ainsi sur le sol le plus rebelle qu'elle dût jamais rencontrer. Elle se présente avec toutes les conséquences qu'elle entraîne, le caractère laïque de l'État, le

pouvoir public centralisé, l'éducation publique dirigée, et tel est l'ascendant de son approche, qu'elle fond pour ainsi dire devant elle les anciennes factions qui deviennent de pures apparences. Sous des noms, sous des prétextes différents, elle attire à elle des camps les plus opposés tous les grands esprits de l'Angleterre, et les réconcilie presque malgré eux pour les employer uniformément à son service.

Le parlement de 1841 était venu tout exprès pour combattre cette ascension merveilleuse des idées, pour sauver les *corn-laws*, pour défendre l'*établissement*. Le premier choc l'a brisé, et il en a fait cette poussière par-dessus laquelle lord John et sir Robert, rivaux de toute leur vie, se tendent la main comme sans le vouloir. Le *Chronicle* a bien compris ce profond événement : « La leçon des six années qui viennent de s'écouler, dit-il, doit servir au moins pour toute une génération. Elle a prouvé que de toutes les forces politiques la plus désespérée, la plus imbécile, c'est un grand parti parlementaire qui a le malheur de s'attaquer aux faits et aux lois de la science sociale, à cet esprit indomptable, à cette indomptable puissance de progrès qui vit et qui travaille dans le cœur des Anglais, qui, tôt ou tard, aura construit toute l'histoire anglaise. » Aussi quel a été le vrai terrain dans la lutte électorale de 1847? « La phraséologie des partis est tombée en désuétude, » disait M. Cardwell à Liverpool. On était ou l'on n'était pas *libéral*, tout revenait là; il n'y avait plus de distinctions qui tinssent, et les mêmes professions de foi sur les mêmes chapitres sortaient des rangs les plus contraires. Lord George Bentinck veut doter l'Église catholique tout comme lord John Russell, et sir Robert Peel semble vouloir le faire plus vite que lord John Russell, qui l'annonce depuis plus longtemps. La bigoterie anglaise, la bigoterie écossaise, plus roide et plus dure encore, l'entêtement des débris du torysme primitif, se sont révoltés avec la vivacité saccadée d'un feu qui s'éteint. Les siéges de Bath et d'Édimbourg ont été repris dans ce suprême assaut, mais ce n'est plus le temps, en Angleterre du moins, où les *saints* étaient aussi des politiques; les politiques sont tous de l'autre côté avec la raison et la piété de leur siècle, et, ce qu'il y a de plus caractéristique, ils ne peuvent éviter d'y être ensemble. Dans cette vaste carrière où tous marchent en commun vers un avenir tout neuf, la place se fait chaque jour plus petite pour les divisions qui ne procéderaient que des personnes.

C'est un curieux spectacle, c'est presque le dénoûment et la moralité du drame que ce rapprochement de plus en plus étroit des deux hommes qui ont conduit jusqu'ici, chacun à son tour et séparément, la fortune britannique. Sir Robert Peel complimente lord John Russell du milieu de ses commettants de Tamworth; lord John Russell parle à Guildhall sur le même texte et au nom des mêmes idées que sir Robert. L'un des membres de l'ancien cabinet, lord Dalhousie, entre au service de lord John du gré de tout le monde, et M. Masterman, le banquier tory de la Cité, s'assoit aussi volontiers que ses collègues whigs à côté du député juif dont le premier ministre de l'Angleterre, le descendant des Bedford, a soutenu la candidature aussi vivement que si elle eût été la sienne. L'avenir est fermé, les questions de personnes sont toujours des barrières irritantes entre les hommes d'État qui pourraient s'allier; mais il importe peu que lord John et sir Robert gouvernent eux-mêmes à l'aide des principes qui leur sont communs, si ces principes, servis plus ou moins directement tantôt par l'un, tantôt par l'autre, arrivent enfin à prendre tout à fait pied sur le sol anglais. Cela, nous le croyons. Aux élections du comté de Buckingham, un fermier se présente pour disputer la place à M. Disraeli; excité sans doute par la concurrence d'un rival si lettré, l'honnête campagnard termine un discours assez peu poétique par ces vers de Shakspeare :

The people like a headlong torrent go
And every dam they break and overflow.

On ne pouvait ni mieux dire, ni dire plus ; le bonhomme se sentait aussi dans le torrent. Ajoutons que M. Disraeli déclara sur ces mêmes *hustings* qu'il voulait infuser dans les institutions « encore plus d'esprit démocratique, » et n'oublions pas que le grand shérif du comté s'appelle Mayer de Rothschild. Le comté de Buckingham n'offrait-il pas ce jour-là comme un abrégé de cette lente révolution qui change de fond en comble toute la société britannique ?

En Italie, l'attitude de la population romaine et la confiance entière qu'elle a dans le gouvernement de Pie IX continuent de servir de la manière la plus heureuse la cause du parti modéré. N'oublions pas que tout dépend à Rome des sentiments que porte le peuple au pontife qui le gouverne. L'attachement à la papauté n'a pas cessé d'y être grand, et la foi religieuse est restée intacte. On a vu sous Grégoire XVI le peuple, dans la crainte de troubler les derniers jours d'un vieillard qu'il vénérait, s'abstenir d'exprimer publiquement aucun vœu d'amélioration et de réforme. Au moindre trouble, à la plus faible apparence de danger, les Transtévérins se précipitaient sur les pas du pape lorsqu'il sortait, pour lui servir d'escorte. Malgré les tentatives faites dans les légations, malgré les excitations des *carbonari*, de la *jeune Italie* et de toutes les sociétés secrètes, Rome resta tranquille. Cependant elle souffrait, l'administration était mauvaise, l'état des finances était déplorable; mais le peuple comprenait qu'un vieillard de quatre-vingts ans ne pouvait entreprendre des réformes longues et difficiles. On ne voulait pas non plus lui demander de congédier sa *famiglia*, c'est-à-dire tout ce qui l'entourait, sa maison, sa cour, où les partisans du *statu quo* étaient en grande majorité. Rome ajourna donc toutes ses espérances à un nouveau règne. Cette résignation, cette longue attente, expliquent l'enthousiasme avec lequel fut salué l'avénement de Pie IX, qui devint sur-le-champ populaire, quand on sut qu'il avait été nommé par le concours des cardinaux Micara et Gizzi, qui étaient les libéraux du sacré collége. Pie IX a eu le mérite de comprendre qu'il fallait répondre à tant de confiance par un complet dévouement, et c'est à l'ardente sincérité avec laquelle il s'est montré réformiste qu'il doit la sympathie dont il a reçu encore de si vifs témoignages après les graves événements qui ont éclaté il y a un mois et après la création de la garde nationale. Nous avons fait connaître les premiers et heureux résultats dus à cette institution, qui vient d'être l'objet d'un règlement que l'opinion publique, après quelques moments d'hésitation, a généralement approuvé. On a compris que toutes les garanties accordées à l'ordre et à l'autorité étaient autant de gages de la durée de l'institution. Cette garde nationale, si nouvellement organisée, manifeste non-seulement beaucoup d'ardeur, mais un grand esprit de discipline. La police romaine est dirigée avec une habile modération par monseigneur Morandi, qui réussit à effacer les fâcheux souvenirs de son prédécesseur. L'administration s'épure ; MM. Santucci et Sabattucci ont été destitués. S'il était vrai aussi que le duc Massimi Rignano et le prince Rospigliosi dussent être placés, le premier à la tête du département des finances, le second au ministère de la guerre, ce serait un grand pas vers la sécularisation. Enfin la convocation des députés des provinces est fixée au 5 novembre. On reconnaît que le choix du gouvernement est tombé, pour les deux tiers au moins des députés, sur les hommes les plus distingués des États du saint-siége. Seulement un bruit que nous croyons sans fondement a causé quelque inquiétude : on a prétendu que les députés convoqués pour le mois de novembre se réuniraient non pas dans une assemblée générale, mais par sections, ce qui fausserait entièrement l'institution nouvelle et produirait sur les esprits la plus mauvaise impression. On ne saurait donner de pire conseil au pape, qui, nous l'espérons, sera trop bien inspiré pour le suivre.

L'exemple de Rome n'est pas perdu pour le reste de l'Italie. Les provinces pontificales et la Romagne en particulier semblent vouloir rivaliser avec la métropole. A

Bologne, les rôles de la garde nationale ont été complétés plus vite encore qu'à Rome. La milice se compose de six mille hommes. On s'occupe activement de l'organisation municipale. Les conseils provinciaux de la légation ont rédigé sur cette matière un projet qui a été présenté à Pie IX. Si Bologne est de toutes les villes des États romains celle qui sait le mieux conduire ses affaires, on se rappellera qu'elle a payé assez cher cette éducation politique. En Toscane, les populations appellent de leurs vœux les réformes qui s'accomplissent à Rome. On demande de tous côtés l'institution d'une garde nationale. Des pétitions se signent à Florence, à Pise, à Livourne, à Pistoja. La Toscane met son espoir dans la prudence et la modération du grand-duc, et, il y a peu de temps, elle trouvait la preuve de ses dispositions bienveillantes dans un *motu proprio* qui, par une singulière coïncidence, a été affiché à Florence le jour même où paraissait une notification du duc de Lucques, empreinte d'un esprit peu libéral. Dans cette pièce, le duc de Lucques invoquait la plénitude des droits que lui avaient légués ses aïeux, et se déclarait l'adversaire de toute tentative de réforme, jetant ainsi un défi maladroit à l'opinion publique. Le bon sens des Lucquois n'a répondu que par le silence à cette malencontreuse manifestation.

Le souvenir de l'Italie et du pontife qui travaille à sa liberté a été évoqué, ces derniers jours, aux applaudissements de la jeunesse française, par M. le ministre de l'instruction publique, dans une solennité qui tous les ans ramène la pensée sur les plus graves intérêts, car il s'agit de l'éducation nationale et des progrès tant intellectuels que moraux des générations qui doivent nous succéder. La distribution des prix du concours général est non-seulement une fête qui a passé dans nos mœurs, elle est une sorte d'institution qui est un des utiles résultats de notre centralisation puissante. Là, l'élite de la jeunesse s'initie pour ainsi dire à la vie publique par la notoriété qui entoure ses premiers travaux. M. le ministre de l'instruction publique a surtout insisté, dans son discours, sur les innovations et les réformes qu'il a introduites dans le programme des études. Le but que doit se proposer l'Université a été défini par M. de Salvandy avec une justesse que personne ne contestera. L'Université doit à la fois conserver le culte et la pratique des lettres, et seconder tous les progrès de la science et de l'industrie. Maintenant comment accomplir cette double tâche? Ici les difficultés et les controverses commencent. Nous sommes convaincus, avec un professeur éminent, que dans l'état actuel de la société le collége doit offrir aux familles divers genres d'instruction pour répondre à la diversité des professions, que cette diversité d'études ne rompt pas dans le collége l'unité de la discipline et la communauté de l'éducation. Seulement, comme l'a fort bien dit encore M. Saint-Marc-Girardin, s'il faut que les colléges enseignent tout, il ne faut pas qu'ils enseignent tout à tout le monde, car on tombe dans cette manie encyclopédique qui énerve toute instruction sous prétexte de l'étendre. En 1840, M. Cousin avait promulgué un règlement qui était fondé sur le principe de la liberté et de la division des études. Ce règlement, en vigueur pendant sept ans, vient d'être modifié par un nouveau programme où M. de Salvandy cherche à combiner l'étude des lettres et celle des sciences, et qui est obligatoire pour tout le monde. Voilà la différence fondamentale qui sépare les deux systèmes. L'expérience seule peut prononcer en dernier ressort. Toutefois, dès aujourd'hui, des considérations assez graves, car elles sont de tous les temps, nous paraissent militer en faveur du principe de la liberté et de la division des études. Il ne peut plus être permis, à quiconque aspire à une éducation libérale, d'ignorer les éléments des sciences; mais n'est-il pas vrai que, pour s'élever au-dessus de ces éléments, il faut une aptitude particulière, une vocation spéciale? Ne regrettera-t-on pas un jour d'avoir déclaré obligatoire pour tous les élèves un programme scientifique dont une partie n'est déjà plus élémentaire? On se plaint que l'Université modifie tous les cinq à six ans ses programmes d'études. Voilà un nouveau remaniement.

Sera-t-il définitif? C'est d'ailleurs pour les jeunes générations le moment où les hommes les plus graves leur prodiguent d'affectueux et utiles conseils. A côté des discours qu'elles entendent, on peut mettre les paroles d'un de nos hommes politiques qui ont le mieux apprécié les services rendus par l'Université. « Vous voyez par moi, a dit M. Thiers aux élèves du collége de Marseille, qu'*un enfant pauvre* peut arriver aux premiers rangs de notre société. » C'était signaler en deux mots la puissance du travail et du talent; c'était faire comprendre à cette jeunesse qui se pressait autour de l'illustre historien que la légitime ambition consiste à conquérir une place dans l'ordre social suivant la mesure de ses forces; c'était distinguer sagement le principe salutaire de l'émulation des mauvaises passions suggérées par l'envie et l'esprit de révolte. Nous préférons ces sobres et sages paroles à ces harangues pompeuses et ardentes, où l'orateur, s'adressant aux masses, travaille à les aigrir, à les enflammer, à ces entraînements de poésie et de rhétorique qui peuvent produire de désastreux effets sur les imaginations populaires.

C'est une des manies de notre temps, sous prétexte qu'on écrit pour les masses, que d'imprimer à tout un caractère déclamatoire et passionné. Cette emphase est ce qu'il y a de plus contraire à la saine et sérieuse littérature. Heureusement de temps à autre ces mauvaises tendances sont combattues par des productions d'un ordre élevé et sévère, parmi lesquelles il faut mettre au premier rang le septième volume de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*. M. Thiers soutient avec éclat et courage la difficile et rude épreuve d'une publicité intermittente. Il est vrai qu'à chaque volume il a de si grandes choses à nous dérouler, que bientôt il a reconquis et de nouveau subjugué son lecteur. Iéna, la bataille d'Eylau, la victoire décisive de Friedland, le traité de Tilsit, nous conduisent à travers de prodigieux efforts d'héroïsme militaire à la cime de l'époque impériale. Désormais il nous faudra descendre du faîte de tant de puissance, d'abord avec une lenteur insensible, puis avec une rapidité douloureuse. Cette période si brillante nous montre dans Napoléon non-seulement un tacticien supérieur et le premier homme de guerre de son siècle qui n'eût pas encore essuyé le moindre revers, mais le plus vigilant et le plus ingénieux des administrateurs. « Napoléon, dit M. Thiers, à son expérience profonde de l'organisation des troupes joignait une connaissance personnelle de son armée vraiment extraordinaire. Il savait la résidence, l'état, la force de tous les régiments. Il savait ce qui manquait à chacun d'eux, en hommes ou en matériel; et s'ils avaient laissé quelque part un détachement qui les affaiblît, il savait où le retrouver. » C'est cette grande armée, si bien connue dans tous ses détails, si forte, si aguerrie au lendemain d'Austerlitz, que Napoléon met en mouvement contre la Prusse, et avec laquelle il prend en Pologne ses quartiers d'hiver, après avoir frappé le grand coup d'Iéna. De ces quartiers d'hiver il écrivait au ministre Fouché qu'il avait de quoi nourrir l'armée pendant plus d'un an. Après la bataille d'Eylau, en attendant que le retour de la belle saison lui permît le triomphe de Friedland, Napoléon, à Finkenstein, s'occupait de tous les détails du gouvernement de l'empire. Les séances de l'Académie, l'Opéra, la maison d'Écouen, attiraient son attention. Il ne voulait d'exagération dans aucun genre; il réprimandait les journalistes qui, au lieu d'attaquer les excès du système exclusif de quelques philosophes, attaquaient la philosophie et les connaissances humaines. On sait avec quel art M. Thiers intercale dans son récit les fragments de la correspondance inédite de l'empereur. Ces documents précieux et d'autres communications curieuses ont procuré à l'historien l'avantage de donner aux négociations de Tilsit, aux entrevues d'Alexandre et de Napoléon, leur véritable physionomie. Le simple et large récit de M. Thiers place le lecteur au milieu des faits, et lui donne le sentiment complet et profond de la réalité. Il n'y a rien là d'arbitraire et de factice : on n'est pas dans le royaume de la fantaisie, mais dans les ré-

gions élevées de l'histoire, qui donne à l'esprit des leçons utiles et de graves plaisirs.

En ce moment, la même période historique, envisagée à un autre point de vue, vient d'être racontée par un écrivain dont nous avons déjà loué la sagacité consciencieuse. Le troisième volume de l'*Histoire des cabinets de l'Europe pendant le consulat et l'empire* embrasse les deux années qui se sont écoulées depuis la fin de la campagne de Prusse jusqu'aux événements de Bayonne. Par la clarté, par la fermeté de son récit, M. Armand Lefebvre triomphe des difficultés que lui présentait l'étendue de son sujet, car il doit mener de front l'histoire de tous les États européens dans leurs relations internationales. Nos lecteurs connaissent déjà le piquant récit des tribulations des Bourbons d'Espagne et de leur déchéance. Il n'y a pas moins d'intérêt dans le tableau des affaires italiennes et de la lutte qu'a soutenue Pie VII contre l'inexorable volonté de Napoléon. En maintes circonstances, M. Armand Lefebvre montre sous un jour nouveau l'histoire diplomatique de l'époque impériale. Le succès qu'il obtient doit l'exciter à continuer son important ouvrage avec persévérance et étendue.

Napoléon, c'est encore un détail que nous devons au septième volume de M. Thiers, se plaignait, en 1807, des journalistes, qui, au lieu de contenir par une saine critique les productions du siècle, les décourageaient, les dépréciaient et les avilissaient. A quarante ans de distance, les choses sont bien changées. Si, en 1807, les critiques immolaient les auteurs, aujourd'hui ils les adulent; autrefois ils étaient leurs bourreaux, maintenant ils sont leurs complices. Cette connivence de la critique n'est-elle pas une des principales causes de la décadence du théâtre? Si le drame moderne, qui s'était signalé d'abord non par d'incontestables chefs-d'œuvre, mais au moins par de brillantes tentatives, ne nous offre plus aujourd'hui que des produits inférieurs fabriqués par des sociétés en nom collectif, ce triomphe de l'exploitation littéraire n'est-il pas dû en partie au désarmement de la critique? La dégradation du talent est cependant un spectacle digne d'émouvoir la bile de ceux qui auraient encore quelque culte pour l'art et les lettres sérieuses. Il y avait un dramaturge que la nature avait heureusement doué, auquel elle avait donné la justesse du coup d'œil, l'invention, la verve, sans lesquelles il n'y a pas de succès au théâtre. Tous ces dons, mûris par l'étude, pouvaient produire les plus heureux fruits. Dans ses mains, qu'est devenu le drame? Un roman monstrueux, une œuvre incohérente, informe, qui, après s'être étendue démesurément dans d'interminables feuilletons, est découpée en fragments, mise en lambeaux pour qu'on puisse la produire sur la scène, et, à travers ce discordant assemblage, il y a çà et là des témoignages de force, de talent; il y a surtout une sorte d'animation grossière, d'industrie mécanique. Que trouvez-vous dans *le Chevalier de Maison-Rouge?* Un succès presque exclusivement conquis par des moyens matériels, par toutes les ressources que peut offrir une mise en scène pour laquelle on n'a rien épargné. Il y a des gens que scandalisent les prétentions de M. Alexandre Dumas; nous le trouvons au contraire devenu beaucoup trop modeste

---

DES ÉTUDES ARCHÉOLOGIQUES EN FRANCE.

On sait quelle importance ont prise depuis quelques années dans nos provinces les études archéologiques, grâce aux efforts intelligents de quelques sociétés établies à la fois pour diriger, pour encourager ces études, et pour veiller à la conservation de nos vieux monuments. Parmi ces associations utiles, où l'art et l'érudition comptent

plus d'un représentant distingué, la plus ancienne est la *Société des antiquaires de Normandie*, fondée en 1825. C'est en présence de cette société, et dans sa dernière séance annuelle, qu'a été prononcé le discours qu'on va lire. Un écrivain dont le goût et les lumières font autorité depuis longtemps en matière d'art et d'antiquités nationales, M. L. Vitet, a saisi l'occasion qui lui était offerte d'exprimer, comme directeur de la *Société des antiquaires de Normandie*, son opinion sur les progrès et les écarts de l'archéologie française. On reconnaîtra, dans les conseils donnés par l'éminent critique aux artistes et aux antiquaires, un sentiment vrai des devoirs imposés aux uns et aux autres dans cette difficile étude du moyen âge, qui, longtemps compromise par notre indifférenee, rencontre aujourd'hui un nouvel écueil dans notre engouement. Le jugement porté par M. Vitet, sur les tendances de l'archéologie française, méritait d'être recueilli et doit survivre à la solennité qui l'a inspiré.

Si nos monuments historiques commencent à être entourés de quelque vénération, s'ils sont dotés avec moins de parcimonie, si nous pouvons sans témérité concevoir l'espérance de transmettre à nos neveux ces nobles créations du génie de nos pères, c'est à vous, messieurs, je n'hésite pas à le dire, que le premier honneur en appartient. Lorsqu'il y a vingt-cinq ans vous jetiez les bases de votre société naissante, qui songeait à arrêter le marteau des démolisseurs? Quelques plaintes éloquentes, quelques poétiques imprécations avaient bien essayé de se faire entendre, mais ces voix isolées s'étaient évanouies sans rencontrer d'échos. L'œuvre de destruction se continuait avec persévérance; le public assistait sans émotion, sans regret, quelquefois même avec un secret plaisir, à la chute de ces vieux édifices qu'on lui avait appris à dédaigner au nom des règles de l'art et à railler au nom de la philosophie. Rien ne semblait pouvoir mettre un terme à cette barbare indifférence. Cependant, lorsqu'on apprit que dans une de nos provinces, dans ce pays justement nommé la terre classique du bon sens et de la raison, quelques hommes sérieux et cultivés s'étaient associés pour protéger, pour maintenir debout ce que partout on renversait; lorsqu'on sut qu'ils ne se bornaient pas à signaler dans ces monuments des beautés jusque-là méconnues, mais qu'ils leur demandaient comme à des témoins sûrs et fidèles de nouveaux renseignements sur notre histoire, qu'ils découvraient dans les différents modes de leur construction le secret de leurs origines et préparaient ainsi les éléments d'une science nouvelle, ce fut un trait de lumière qui aussitôt frappa les esprits attentifs, et de ce jour, dans le public lui-même, commença sourdement un mouvement de réaction. L'effet ne s'en fit pas immédiatement sentir : les idées neuves et fécondes ont-elles jamais triomphé sans combats? Vous eûtes à soutenir des luttes laborieuses, et pendant longtemps il vous fallut souffrir que votre zèle conservateur passât aux yeux du plus grand nombre pour une sorte de monomanie; mais le germe que vous aviez déposé allait se développant; les esprits les plus rebelles s'ouvraient à la lumière. Bientôt, dans la plupart de nos provinces, des sociétés semblables à la vôtre se formèrent spontanément et vinrent en aide aux efforts de vos adeptes isolés. Enfin le gouvernement, auxiliaire plus puissant encore, en épousant votre cause, acheva de décider la victoire. Aujourd'hui cette victoire est complète; à quelques exceptions près, de jour en jour plus rares, personne, à l'heure qu'il est, ne se fait gloire d'être Vandale ni même indifférent, et tout semblerait vous inviter à jouir en paisibles spectateurs d'un succès si bien établi.

Mais vous ne l'ignorez pas, messieurs, rien de si périlleux que le succès. Ce n'est pas le moment, croyez-moi, d'abandonner votre œuvre et de rentrer dans le repos. Une tâche nouvelle et non moins difficile vous est encore réservée. Après avoir si puissamment contribué à réhabiliter les chefs-d'œuvre du moyen âge, vous n'avez pas tout fait pour eux : il vous reste à les défendre contre l'enthousiasme exclusif de quelques-uns de leurs admirateurs. Après avoir planté les premiers jalons d'une nou-

velle archéologie, il vous faut prendre soin qu'elle ne s'égare pas hors de ses vraies limites, et surtout ne pas permettre que, par une usurpation profane, elle envahisse un domaine qui n'est pas le sien, le domaine de l'art. Personne avec autant d'autorité que vous ne saurait faire entendre certaines vérités, certains avertissements. Vous avez un droit incontestable à ne pas laisser altérer les idées que vous avez mises au jour et à séparer ce que vous croyez essentiellement vrai de ce qui n'est que mode, caprice ou rêverie. Donnez-vous donc cette mission nouvelle; soyez les modérateurs d'un mouvement que vous avez si heureusement provoqué. C'est par là que vous affermirez votre ouvrage et que vous ajouterez de nouveaux services à tous ceux que vous nous avez rendus.

Jusqu'à présent, je dois me hâter de le dire, le danger que je vous signale n'est pas encore bien grand ; mais, vous le savez, tout parti qui triomphe a dans ses rangs certains esprits pour qui c'est un résultat misérable et vulgaire que d'avoir atteint le but : ils ne sont vraiment contents que lorsqu'ils le dépassent. Tâchez que leur exemple ne soit pas contagieux. Les meilleures causes sont si vite perdues par ceux qui les servent sans mesure et sans discernement !

Voulons-nous affermir dans l'estime et dans l'admiration de tous cette architecture du moyen âge que nous aimons, et dont les sublimes beautés nous ont si souvent causé de si vives et si sincères jouissances, gardons-nous de pousser jusqu'à l'hyperbole les sentiments qu'elle nous inspire. Si nous allions tout exalter en elle, tout jusqu'à d'incontestables imperfections, si nous voulions attacher un sens précis à tout ce qu'elle a pu faire, trouver une intention, un mystérieux langage dans chaque pierre, dans la moindre moulure, dans chaque coup de ciseau, nous ne tarderions pas, croyez-moi, à perdre la meilleure partie du terrain que nous avons conquis; et si, comme souvent il arrive, notre enthousiasme tournait à l'intolérance, si, par prédilection pour l'ogive, nous allions déclarer la guerre à l'architrave, user de représailles, et, en souvenir d'une longue proscription, essayer de proscrire à notre tour tous les styles hors notre style favori, soyez certains que nous aurions bientôt provoqué une de ces justes et redoutables réactions auxquelles on ne résiste pas. Nous ne sommes pas encore, Dieu merci, témoins de pareilles imprudences; mais il faut tout prévoir, et les sages conseils que nous vous prions de donner ne seront certainement pas superflus.

Ce que nous disons des monuments du moyen âge et de l'architecture qui les a produits, il faut le dire également de cette science qui les décrit et les commente, de cette science à peine adulte, mais pleine d'avenir, dont, les premiers parmi nous, vous avez constaté l'existence et à laquelle vous nous avez initiés. Permettez que pour elle aussi nous réclamions votre sollicitude ; elle a grand besoin, pour se maintenir dans la bonne voie, de rester quelque temps encore soumise à vos paternelles leçons. Deux sortes d'adversaires bien différents peuvent la mettre en péril : ceux qui ne croient pas en elle et ceux qui y croient trop. Jusqu'ici vous n'avez eu à la défendre que contre le scepticisme, et vous l'avez défendue avec de bonnes armes, c'est-à-dire avec vos exemples, avec vos solides travaux, avec vos excellents essais de classification ; vous avez, en un mot, prouvé le mouvement en marchant. Aussi les sceptiques ne font-ils plus qu'une ombre de résistance; peut-être ne reconnaissent-ils pas encore à l'archéologie du moyen âge la même importance, les mêmes droits qu'à ces archéologies romaine, grecque, égyptienne, asiatique, dont la légitimité est depuis si longtemps établie; ils la croient de moins noble maison et ne lui pardonnent pas complétement son origine, mais ils n'osent plus lui contester son caractère scientifique ; ils avouent que les observations qu'elle recueille reposent sur une base expérimentale et qu'il peut en résulter d'utiles et sérieuses conclusions. Nous aurions donc cause gagnée si nous n'avions affaire qu'aux incrédules ; mais les

croyants sont là qui, par excès de zèle et avec les meilleures intentions, menacent de tout compromettre. A les entendre, c'est un déni de justice envers l'archéologie du moyen âge que de la confondre sur le pied d'égalité avec les autres archéologies. Il faudrait lui rendre hommage comme à l'archéologie par excellence, comme à une science supérieure et pour ainsi dire révélée, qui n'a besoin ni de justifier ce qu'elle explique, ni de prouver ce qu'elle affirme.

Avec de telles prétentions on ne tarderait guère à révolter contre l'archéologie du moyen âge tous les gens de bon sens et ceux-là même qui sont le mieux disposés à reconnaître son autorité. Vous voyez donc combien il importe que vous ne gardiez pas le silence et que vous fassiez justice de ces chimères en établissant clairement quel est le rôle à la fois modeste et sérieux de la science que vous avez voulu fonder.

Son but est tout simplement l'étude des monuments du moyen âge. A la vérité, c'est chose entièrement neuve et originale que de décrire, d'expliquer, de classer par ordre chronologique, non-seulement ceux de ces monuments qui tiennent au sol et les sculptures qui les décorent, mais toutes les créations, même les plus légères et les plus fragiles, de l'art et de l'industrie de nos pères. Jamais, jusqu'à nos jours, semblable travail n'avait été tenté. Ce qui ne veut pas dire pourtant que ce soit de nos jours, que ce soit depuis quinze ou vingt ans que le moyen âge ait été découvert. Les générations qui nous ont précédés nous avaient épargné ce soin. Non-seulement elles avaient aperçu cette grande époque, mais elles l'avaient étudiée siècle par siècle, province par province, avec cette infatigable patience et ce labeur persévérant dont le secret est presque perdu pour nous. Sans les admirables érudits de l'ordre de Saint-Benoît, peut-être aurions-nous grand'peine à pénétrer aujourd'hui dans les profondeurs de ces temps obscurs; leurs travaux sont nos meilleurs guides; nous ne voyons pour ainsi dire que par leurs yeux; mais, il faut le reconnaître, sur un point ils étaient en défaut. Ils avaient fouillé dans les entrailles du moyen âge, ils avaient déchiffré ses chartes, expliqué ses usages, interprété ses lois; ils n'avaient pas regardé ses monuments. Comment l'étude de la paléographie, du blason, des monnaies, ne les avait-elle pas conduits à l'étude des monuments? Comment ne s'étaient-ils pas aperçus que les monuments sont aux siècles passés ce que l'écriture est aux idées, qu'eux seuls nous en transmettent une vivante image? C'est chose étrange en vérité. N'oublions pas cependant que ces hommes de savoir vivaient presque tous cloîtrés; eussent-ils été libres, les voyages étaient à cette époque d'une difficulté extrême. Or, sans voyages, il n'y a ni comparaison, ni critique, et par conséquent point d'archéologie monumentale. La gravure, seul moyen de suppléer quelque peu aux voyages, n'était alors qu'un interprète infidèle et grossier. L'exactitude dans les copies des œuvres d'art est, comme vous le savez, quelque chose d'aussi neuf en son genre que l'emploi de la vapeur et que les autres merveilles de notre temps. Il ne faut donc pas s'étonner si dans les deux derniers siècles les monuments du moyen âge ne furent pour personne un sérieux sujet d'étude. Malgré quelques observations ingénieuses et clairvoyantes de l'abbé Lebœuf, j'oserais même dire, malgré les savants travaux de Montfaucon, la lacune fut complète, lacune à jamais regrettable, car il est bien tard pour la combler aujourd'hui.

Nous la comblerons pourtant si nous suivons sans nous détourner la voie prudente et sûre que vous nous avez ouverte. Continuons à observer patiemment les faits, sans esprit de système, avec cette bonne foi qui distingue franchement ce qui est certitude de ce qui n'est que conjecture; gardons-nous de substituer l'hypothèse à l'observation, et les formes vagues et mystérieuses du sentiment aux lois sévères de l'analyse. Sans doute, en parlant des choses chrétiennes, on s'élève involontairement à un autre langage que s'il était question du monde païen et de son étroit horizon; mais il ne faut pas que la poésie des mots masque le vide des idées. C'est une science que nous

voulons fonder; quel que soit son objet, il faut, pour qu'elle acquière confiance et crédit, qu'elle repose sur la même base que toutes les sciences, c'est-à-dire sur la méthode scientifique.

Quand nous aurons ainsi accompli notre tâche, ne croyons pas que nous n'ayons obtenu qu'une vaine satisfaction d'esprit; il en résultera, j'en ai la conviction, de notables profits pour nos études historiques. Il est telle page de nos annales, aujourd'hui presque entièrement effacée, que nous verrons revivre et que nous lirons couramment lorsque notre archéologie aura scientifiquement établi certains faits et les aura rendu incontestables. Connaissons-nous bien, par exemple, quels furent, depuis le VIe siècle jusqu'aux croisades, les rapports de l'Occident avec l'Orient? A ne consulter que les documents écrits, qui s'aviserait de supposer qu'entre les bazars de Byzance et les comptoirs de Cologne, entre les couvents de la Thessalie et les cloîtres de l'Auvergne ou du Poitou, il existât des relations, sinon toujours fréquentes, du moins jamais complétement interrompues? Les érudits n'en veulent rien croire, mais les monuments l'affirment, et ce sont eux qui auront raison. Il est bien d'autres problèmes historiques qui s'éclairciront à cette lumière nouvelle; mais, j'en conviens, ce ne sera pas l'œuvre d'un jour, et le but sera d'autant mieux atteint qu'on aura mis plus de temps et de patience à le poursuivre.

En attendant, nous sommes dès aujourd'hui en possession d'un autre résultat qui a bien aussi son importance, quoiqu'il soit purement pratique : je veux parler des enseignements et des secours que notre archéologie nous procure pour la restauration des monuments du moyen âge. Il ne suffit pas, en effet, d'avoir de l'argent et de la bonne volonté pour prévenir la ruine de certains édifices, il faut encore savoir comment s'y prendre. Si l'artiste ne connaît ni la règle ni l'esprit qui ont présidé à leur construction, il risque en les restaurant de les déshonorer, trop souvent même de les détruire. Grâce à vos leçons, grâce à ces premiers éléments de la science archéologique que vous avez rendus populaires, nous n'aurons plus de telles chances à courir. Un certain nombre de jeunes artistes se sont approprié, sous vos auspices, les secrets du passé; ils ont exercé non-seulement leurs yeux à bien copier ce qui subsiste, mais leur intelligence à deviner ce qui est détruit, et désormais nous pouvons leur confier sans crainte, ils peuvent entreprendre sans témérité, une tâche naguère impossible.

A côté de cet avantage laissez-moi vous signaler un danger. L'étude approfondie de notre architecture du moyen âge, la connaissance de plus en plus intime de ses beautés, semblent nous exposer à une triste tentation. Ne nous parle-t-on pas de ressusciter cette architecture, c'est-à-dire de la prendre servilement pour modèle, non-seulement quand il s'agit d'effacer les ravages du temps dans les œuvres qu'elle a créées, mais quand il faut construire à neuf pour nos propres besoins, pour nos propres usages? Je sais que de brillants esprits, loin de s'alarmer à cette idée, l'encouragent et la favorisent. Ils font, selon moi, bien bon marché du temps où nous vivons, et lui refusent bien durement cette faculté d'invention, cet esprit créateur dont aucun siècle ne fut complétement déshérité. Sans doute, à l'âge où sont parvenues nos sociétés modernes, avec nos habitudes d'analyse et de réflexion, au milieu de cette atmosphère de doute et d'égoïsme qui nous enveloppe, nous pourrions difficilement prétendre à créer un de ces types entièrement nouveaux qui n'apparaissent qu'aux époques où la foi est vive, ardente, généreuse; mais faut-il pour cela nous résigner dès l'abord à copier platement ce que d'autres ont inventé? L'imitation dans les œuvres de l'art sera toujours, quelque intelligente qu'on la suppose, un des plus pauvres emplois de la pensée humaine. Jamais, dans ce monde, l'art ne s'est produit deux fois sous la même forme, ou bien la seconde fois ce n'était que du métier. Pourquoi, je vous le demande, cette architecture qui régnait encore il y a vingt ans, et

qui nous fatiguait de ses banales colonnes, de ses frontons inanimés, de ses monotones rosaces, pourquoi nous inspirait-elle un si grand éloignement? Était-ce parce qu'elle avait mal choisi ses modèles? Mais les monuments qu'elle s'imaginait reproduire sont la gloire de l'esprit humain; ce sont des types d'éternelle beauté; on se prosterne à leur aspect. Qu'est-ce donc qui nous révoltait? C'était l'imitation. Il en sera de même, quel que soit l'objet imité. Copiez le Parthénon, copiez la cathédrale de Reims, vous subirez la même influence : les modèles resteront sublimes, les contrefaçons feront pitié.

Honneur donc à ceux qui, même aujourd'hui, ne désespéreront pas d'inventer une architecture nouvelle, c'est-à-dire une combinaison de lignes et un système d'ornementation qui n'appartiennent qu'à notre époque et qui en perpétuent le souvenir! Qu'ils ne s'inspirent ni des formes antiques ni des formes du moyen âge; qu'ils se pénètrent seulement de la pensée mère qui les engendra, pensée d'artiste et non d'archéologue. Surtout qu'ils se préparent à tenir grand compte de toutes les exigences de notre civilisation, de nos idées, de nos habitudes. C'est en leur obéissant, c'est en cherchant à les comprendre et à les satisfaire, qu'ils auront chance de découvrir quelque chose d'original. Une architecture qui sait s'accommoder aux besoins de son temps n'est jamais ni banale ni insignifiante. Elle exprime quelque chose, elle a une physionomie, ce qui est déjà un certain genre de beauté.

Si nous plaidons ainsi la cause de l'art, si nous voulons qu'il n'obéisse qu'à ses inspirations, qu'il jouisse de la plus entière liberté, ne croyez pas que ce soit au détriment de notre science favorite. Non, messieurs, l'archéologie du moyen âge sera d'autant plus prospère, elle obtiendra d'autant plus de respect et de crédit, qu'elle ne se mêlera que de ce qui la regarde. Le plus sage conseil que vous puissiez lui donner, c'est de se renfermer dans son domaine, c'est-à-dire dans le champ du passé. Autorisez-la tout au plus à nous prêter son assistance pour la restauration des anciens monuments, et ne la laissez jamais en construire de nouveaux. Que par exception, dans de rares circonstances, elle se fasse comme un jeu d'esprit de présider à la construction de quelque oratoire, de quelque chapelle, et, par exemple, qu'elle exhume de la poudre du XIIIe siècle un plan pour cette église de pèlerinage, cette Notre-Dame de Bon-Secours, dont le curé, quêteur intrépide, s'acquitte de son apostolat comme s'il était lui-même du siècle de saint Louis, c'est là une sorte de miracle qui ne saurait tirer à conséquence; mais que ces exceptions ne fassent pas coutume : qu'elle reste archéologie, c'est-à-dire étrangère au monde d'aujourd'hui. Et si dans quelques-unes de nos villes nous devons voir s'édifier à grands frais de soi-disant copies de chefs-d'œuvre inimitables, qu'il soit bien constaté que l'archéologie du moyen âge, telle que vous l'avez conçue, telle que vous la maintenez, n'a pris aucune part à cette profanation, et qu'elle n'en est pas plus responsable que des vieux meubles de moderne fabrique et des armures de carton qu'on passe au compte du moyen âge dans les boutiques de nos brocanteurs.

Je m'arrête, messieurs; si je me laissais aller à ces idées et à tous les développements qu'elles comportent, j'abuserais trop longtemps de votre indulgente attention. Laissez-moi seulement vous remercier encore, non plus au nom de nos confrères en archéologie pour les services que nous avons reçus de vous, mais en mon propre nom pour l'insigne honneur que vous m'avez fait. En m'appelant cette année à diriger vos travaux, vous m'avez accordé un droit dont je viens d'user avec toute franchise. J'ai cru ne pouvoir mieux vous exprimer ma reconnaissance qu'en pensant tout haut avec vous. Puissent les idées que je vous ai soumises avoir obtenu votre sympathie! puissent-elles éveiller votre sollicitude! Je n'aurai pleine confiance au succès de notre cause que lorsqu'il me sera garanti par la sanction de votre exemple et par l'autorité de vos paroles.

ESSAIS

D'HISTOIRE PARLEMENTAIRE.

LORD SIDMOUTH

ET LE TORYSME ANGLAIS DEPUIS LE COMMENCEMENT DU SIÈCLE.

The Life and Correspondence of the right honorable Henry Addington first viscount Sidmouth, by the honorable George Pellew, dean of Norwich. — London, 1847.

L'histoire intérieure de l'Angleterre au commencement de ce siècle était encore, il y a peu d'années, enveloppée d'une sorte de mystère. La dissolution du grand ministère de Pitt, la formation du cabinet présidé par Addington, les querelles de ces deux hommes d'État, d'abord si étroitement unis, les revirements divers qui en furent la conséquence, tous ces faits se présentaient comme autant de problèmes sur lesquels s'exerçait, sans parvenir à les résoudre avec quelque certitude, la sagacité des esprits curieux. Deux publications importantes, les Mémoires de lord Malmesbury et ceux de lord Eldon, avaient commencé, en dernier lieu, à soulever le voile. Les Mémoires de lord Sidmouth, mis au jour il y a peu de mois, nous paraissent avoir achevé d'éclaircir les mobiles de ces événements et d'en expliquer le véritable caractère. Comme il arrive presque toujours, on reconnaît, après les avoir lus, qu'il y avait, dans tout ce qui s'est passé à cette époque, beaucoup moins de combinaisons profondes, d'arrière-pensées, de machiavélisme, qu'on ne l'a généralement supposé. Il est certain qu'en admettant purement et simplement les versions officielles, on eût été bien plus près de la vérité qu'en se jetant, comme on l'a fait, dans le champ illimité des suppositions et des conjectures. Les révélations tardives des personnages politiques ajoutent généralement bien peu de chose à ce qu'ont pu savoir et comprendre, dès le premier moment, les hommes passablement informés et doués d'un

bon jugement. Lorsqu'elles sont parfaitement sincères, l'utilité qu'on peut en retirer est moins d'apprendre des vérités inconnues d'une importance réelle que de se détromper des hypothèses mensongères et subtiles qui, en l'absence de documents positifs, séduisent trop souvent les imaginations trop confiantes. C'est ainsi que, dans un autre ordre d'idées, la vraie et saine philosophie a moins pour résultat d'élargir au delà de certaines limites le cercle de nos connaissances, invinciblement circonscrites par la nature des choses, que de les épurer du fâcheux alliage des rêveries inventées par les sophistes.

En parlant des *Mémoires* de lord Sidmouth récemment publiés, je ne me suis pas exprimé avec une complète exactitude. Nous n'avons pas les Mémoires de lord Sidmouth, mais une Vie de cet homme d'État écrite par son gendre, le révérend George Pellew, dans laquelle de nombreux extraits de sa correspondance se trouvent intercalés au milieu d'une narration composée, en partie, à l'aide de récits recueillis de sa bouche; d'autres documents plus ou moins précieux y sont également encadrés, entre autres des fragments considérables d'un journal manuscrit de lord Colchester, qui, sous le nom de M. Abbott, présida la chambre des communes après lord Sidmouth. Au point de vue littéraire, cette composition n'a rien de remarquable. L'auteur, uniquement occupé du soin de disposer avec ordre les matériaux qu'il avait sous la main, n'a apporté dans son travail aucune habileté de mise en œuvre : l'art des transitions, l'enchaînement du récit, lui sont absolument étrangers ; dans la masse des correspondances qu'il avait à sa disposition, il n'a pas su restreindre son choix à celles qui présentaient un véritable intérêt, et la crainte exagérée d'omettre la moindre particularité qui pût tourner à la gloire de son héros lui a fait très-inutilement grossir son recueil d'une multitude de lettres dans lesquelles il est impossible de voir autre chose que des compliments insignifiants de personnages obscurs ou subalternes. Il en résulte que la lecture de cet ouvrage est peu attrayante, non-seulement pour les esprits superficiels, mais même pour les esprits plus sérieux qui, aimant véritablement l'histoire, veulent cependant qu'on la leur offre toute faite, toute dégagée de l'échafaudage compliqué sur lequel il faut se placer pour en construire le difficile édifice. Ceux-là seulement que le goût, le besoin de la vérité, possèdent assez fortement pour qu'ils ne craignent pas d'en aller chercher quelques parcelles au milieu de beaucoup d'inutilités et de lieux communs, ceux-là peuvent ne pas se laisser rebuter par une semblable lecture; en y persévérant, ils seront récompensés de leurs laborieux efforts par plus d'une révélation intéressante, et ils reconnaîtront que des qualités très-réelles, très-estimables, très-rares même et faites pour concilier à l'auteur toute leur confiance, compensent les défauts que je viens de signaler.

Comme lord Sidmouth, M. Pellew appartient à la nuance la plus prononcée du parti tory, mais il porte dans cette opinion extrême un esprit de bienveillance, de tolérance, d'équité, dont je ne me souviens guère d'avoir trouvé ailleurs l'équivalent. Jamais, en racontant les luttes diverses dans lesquelles lord Sidmouth s'est trouvé engagé pendant sa longue carrière, il ne lui arrive d'accueillir sans le plus scrupuleux contrôle les versions défavorables aux adversaires de l'ancien ministre; jamais il ne lui échappe contre eux une parole de haine, de mépris ou même de dédain. Il n'a que des témoignages d'admiration, d'amour, de respect pour Pitt, qui, après avoir été l'ami intime de lord Sidmouth, le fit deux fois sortir du ministère avec des circonstances si propres à le blesser. Quant à Canning, qui pendant plusieurs années employa toutes les ressources de son esprit, non-seulement à le combattre, mais à le discréditer et à le tourner en ridicule, le biographe évite, autant que possible, de prononcer son nom, sauf les rares occasions où il peut le montrer dans une attitude un peu moins hostile. De la part d'un tory, ces ménagements

excessifs envers deux hommes qui furent dans leur temps la force et l'honneur du torysme pourraient, jusqu'à un certain point, s'expliquer par des calculs de parti; mais le chef des whigs, Fox, n'obtient pas une justice moins complète que son grand rival, et nulle part les puissantes facultés, les dons aimables qui le rendaient l'objet de tant d'enthousiasme et d'affection n'ont reçu un plus éclatant hommage. Il me serait facile de multiplier les exemples de cette remarquable impartialité.

On pourrait penser que M. Pellew, si indulgent, si bienveillant même pour les antagonistes de lord Sidmouth, se dédommage des éloges qu'il leur accorde en prodiguant à celui dont il écrit l'histoire les louanges les plus exagérées. On se tromperait. Sans doute, le jugement qu'il porte de son héros n'est pas celui du public désintéressé : cela n'est pas possible, et, s'il avait pu entrer dans la famille, vivre dans l'intimité d'un homme digne, à tous égards, d'estime et de respect, sans s'exagérer son importance et son mérite, sans se faire quelque illusion sur ses faiblesses, on lui en saurait presque mauvais gré. Toutefois ses préventions favorables ne l'aveuglent pas au point de lui faire perdre absolument de vue les vraies proportions de la physionomie historique de lord Sidmouth. Jamais il ne pense à le présenter comme un des membres de cette pléiade immortelle qui, à la fin du dernier siècle et au commencement de celui-ci, jeta un si grand éclat sur le parlement britannique. Il ne voit en lui ni un grand orateur ni un de ces génies appelés à maîtriser le cours des événements. Il le déclare même avec une franchise dont on doit lui savoir d'autant plus de gré que rien ne l'obligeait à cet aveu, puisque, après tout, en s'abstenant de prêter à son beau-père, à son ami, des perfections imaginaires, il eût satisfait aux exigences les plus scrupuleuses. Ce bon sens, cette loyauté d'appréciation, ne suffisent certainement pas pour faire un complet historien; mais ce n'est pas de l'histoire proprement dite que s'est proposé d'écrire M. Pellew. Il n'a voulu évidemment que préparer des matériaux pour ceux qui raconteraient un jour une époque mémorable, et ses dispositions personnelles le rendaient incontestablement propre à l'accomplissement d'une pareille tâche.

Ce que j'ai dit du livre de M. Pellew doit suffire pour en indiquer la valeur véritable et même pour donner jusqu'à un certain point la mesure du personnage dont il a retracé la vie. Si rien dans la personne de lord Sidmouth n'était assez éminent pour arrêter les regards de la postérité, un concours de circonstances l'a mis par moments en position d'influer sur les destinées de son pays, sur celles même de l'Europe et du monde. Je voudrais essayer de dégager, des prolixes récits de son biographe, ce qui peut jeter quelque jour sur ces grands intérêts.

I

Lord Sidmouth, connu pendant la première moitié de sa vie sous le nom de Henri Addington, était né le 30 mai 1757, dans le comté d'Oxford, où sa famille possédait, depuis un grand nombre de générations, un domaine d'une étendue moyenne. Son père, médecin célèbre, avait dû à l'exercice de sa profession d'être introduit dans l'intimité de lord Chatham, dont il était devenu l'ami et le confident, quelquefois même l'agent dans ces négociations souterraines auxquelles ce grand homme abaissait sa fierté, pendant les dernières années de sa vie, pour essayer de reconquérir son ancienne puissance. Le jeune Addington, après avoir fait d'assez bonnes études, se destina d'abord au barreau; mais un mariage qu'il contracta à l'âge de vingt-quatre ans, et qui lui donna le bonheur domestique, premier besoin d'une âme douce et calme comme la sienne, interrompit bientôt sa carrière. Les préoccupations de la famille et de la propriété eussent peut-être absorbé l'existence de celui qui devait

être le premier ministre de son pays, si une impulsion étrangère n'était venue stimuler en lui une ambition qui s'ignorait encore.

Par suite des rapports qui avaient uni son père à lord Chatham, il avait connu dès son enfance William Pitt, moins âgé que lui de deux ans. Plus tard, cette liaison était devenue une amitié véritable. Pitt, déjà parvenu, malgré sa grande jeunesse, au gouvernement de l'Angleterre, désirait naturellement s'entourer d'auxiliaires en qui il pût placer une entière confiance. Les élections de 1784, qui brisèrent la majorité organisée contre lui par la fameuse coalition, ouvrirent les portes de la chambre des communes à une génération nouvelle d'hommes politiques dévoués, pour la plupart, au vainqueur de Fox et de lord North. Addington, élu par le bourg de Devizes à la place de son beau-frère, qui s'était volontairement retiré, entra au parlement au moment même où il accomplissait sa vingt-septième année. Il avait mis peu d'ardeur à s'en préparer l'accès, il mit peu d'empressement à y prendre la parole. Il suivait attentivement toutes les délibérations, mais près de deux années s'écoulèrent avant qu'il pût se décider à entrer en lice avec les brillants et puissants orateurs qui figuraient alors sur les bancs de l'opposition comme sur ceux de la trésorerie. Une timidité qu'il ne surmonta jamais complétement ne lui permettait pas de se dissimuler combien il leur était inférieur. Pitt essayait vainement de lui inspirer plus de confiance; pour le décider enfin à parler, il fallut qu'il lui en imposât, pour ainsi dire, l'obligation. A l'ouverture de la session de 1786, il le pria, suivant un usage particulier au parlement britannique, de *seconder* le député ministériel chargé de présenter le projet d'adresse. Addington, ainsi provoqué, ne recula pas devant cette épreuve: il réfuta les attaques dirigées contre le projet, et son discours obtint quelque succès. L'année suivante, il se hasarda encore à appuyer la proposition d'établir une taxe sur les chevaux, et cette fois aussi il fut écouté avec assez de faveur. Il ne semble pas, cependant, que ces marques d'approbation, qu'on exagérait à dessein pour l'encourager, aient pu vaincre sa répugnance à se produire en public, et, pendant les deux sessions qui suivirent, il garda un silence complet. Son nom ne figure pas dans les grands débats auxquels donna lieu la question de la régence, lorsque George III éprouva la première atteinte de sa terrible maladie.

Addington ne restait pourtant pas inactif. Il participait constamment aux travaux des comités, s'instruisant ainsi dans les détails des affaires proprement dites, et acquérant l'expérience des formes, des traditions, des procédés parlementaires, si compliqués et si multipliés chez nos voisins. Son aptitude remarquable à ce genre de travaux qui exigent, non pas sans doute une portée d'esprit très-élevée, mais beaucoup d'application, de sens et de sagacité, lui procura peu à peu une grande considération, et, la présidence de la chambre des communes étant venue à vaquer dans l'été de 1789, Pitt n'eut pas de peine à diriger sur lui le choix de l'assemblée. L'opposition combattit faiblement une candidature dont personne ne contestait la parfaite convenance. Addington réunissait, en effet, à un degré éminent, tout ce qui pouvait le rendre propre à ces hautes fonctions. Une santé forte, une voix claire et sonore, une belle figure que relevait encore alors l'éclat de la jeunesse, une physionomie pleine de douceur et de gravité, des manières bienveillantes, une égalité d'humeur vraiment imperturbable, telles étaient les qualités diverses qui le prédestinaient, pour ainsi dire, à devenir un des meilleurs *orateurs* qui aient jamais dirigé les délibérations de la chambre des communes.

A peine âgé de trente-deux ans, la fortune venait de le mettre à sa véritable place, à celle où il pouvait valoir tout ce qu'il valait en effet. Il lui fallut peu de temps pour y justifier, pour y surpasser l'attente de ses amis et pour se concilier les suffrages de ceux même que l'esprit de parti eût pu entraîner à le juger moins favorablement.

Aussi, dans le cours de la session suivante, la chambre s'étant déterminée à établir sur des bases nouvelles le traitement qu'elle allouait à son président, une immense majorité en éleva le chiffre à 6,000 livres sterling au lieu de 5,000 qu'on avait d'abord proposées. Les amis particuliers d'Addington votèrent seuls, à sa demande, contre cette augmentation. Cette faveur universelle ne fut pas, comme il arrive quelquefois, un engouement passager dû à quelque heureux hasard. On sait qu'en Angleterre l'orateur de la chambre est réélu, non pas à chaque session, mais seulement au commencement de chaque législature. Quatre fois, en douze ans, Addington eut à subir cette épreuve, et quatre fois il obtint l'unanimité des votes. L'opposition, en joignant ses suffrages à ceux du parti ministériel pour le porter au fauteuil, se complaisait même à exprimer avec effusion la satisfaction complète qu'elle éprouvait de l'habileté avec laquelle il conduisait les délibérations, de sa haute impartialité et de sa parfaite courtoisie.

La répugnance qu'il avait jusqu'alors témoignée à prendre une part active aux discussions s'accordait trop bien avec les convenances, avec les devoirs même de sa position actuelle pour qu'il essayât de nouveau d'en triompher. Pendant la longue durée de sa présidence, qui comprend la période si agitée de la guerre contre la révolution française, on ne le vit que bien rarement se mêler aux débats dans ces comités généraux où, les fonctions de l'orateur passant en d'autres mains, il recouvre, s'il le veut, l'usage de la parole. Lorsque Pitt, en 1797, pour subvenir aux énormes dépenses de la guerre, que l'emprunt et l'accroissement des impôts indirects ne suffisaient plus à alimenter, proposa le triplement des taxes directes, Addington fit ajouter au projet ministériel une clause portant que le trésor recevrait toutes les contributions volontaires offertes pour concourir à la défense de l'État. Le produit de ces souscriptions, qui s'éleva à 1,500,000 livres sterling, prouva qu'il n'avait pas trop compté sur la puissance du sentiment patriotique. Deux ans après, la question de l'union législative de l'Irlande à la Grande-Bretagne ayant été pour la première fois soumise au parlement, Addington prononça en faveur de cette mesure un discours très-développé et assez bien raisonné.

Ce qui agrandissait beaucoup la situation d'Addington, c'était son intimité avec le premier ministre, qui le consultait sur tous les actes importants du gouvernement, ou du moins ne lui laissait rien ignorer de ce qui se faisait et se préparait. Leurs opinions et leurs sentiments s'accordaient alors d'une manière presque absolue. Rien dans leur position respective ne provoquait ces susceptibilités, ces jalousies qui, à la longue, détruisent la plupart des amitiés politiques, et il eût fallu, d'ailleurs, de la part d'Addington, une étrange présomption pour qu'il pût penser, à cette époque, à se séparer du grand homme qui lui avait ouvert la carrière, et que tous les adversaires de la révolution française, tous les amis des institutions britanniques, sauf un petit nombre de whigs fourvoyés à la suite de Fox, considéraient alors comme le plus puissant champion de la cause monarchique.

Il eût été à désirer pour l'un et pour l'autre, pour le parti qu'ils représentaient, pour l'Angleterre elle-même, que cette position ne se modifiât pas. Addington en comprenait tous les avantages. En 1793, il refusa l'offre d'une secrétairerie d'État. Il paraîtrait cependant que Pitt prédit d'assez bonne heure l'événement qui devait les placer un jour dans des rapports si différents, et s'il faut s'en rapporter à une assertion, d'ailleurs assez vague, de M. Pellew, il aurait dit à Addington, dès l'année 1797, qu'il devait se préparer à l'idée de se trouver un jour chargé de tout le poids du gouvernement. Ce mot, s'il a été prononcé en effet, et si ce n'était pas un de ces compliments sans conséquence qui échappent souvent dans une conversation familière, se rapporte sans doute au moment où les étonnants succès de la république française, la suspension des payements de la banque de Londres et la révolte de

la flotte, en portant au plus haut point les dangers de l'Angleterre, firent croire à beaucoup de personnes, jusqu'alors dévouées à Pitt, qu'un changement d'administration pouvait être devenu indispensable; peut-être aussi Pitt voulait-il parler seulement de ce qui arriverait dans le cas où il viendrait à mourir.

La crise où l'on était alors engagé n'eut pas les résultats qu'elle semblait annoncer. Non-seulement le gouvernement britannique surmonta ses difficultés intérieures, mais il parvint à renouer contre la France les liens brisés de la coalition ; la fortune des armes devint pour un moment favorable à la ligue européenne, et, tandis que naguère le cabinet de Londres demandait la paix au Directoire français sans pouvoir l'obtenir, on le vit, lorsque le 18 brumaire eut porté Napoléon Bonaparte au pouvoir, repousser les avances pacifiques du premier consul avec une roideur injurieuse que peut à peine expliquer le caractère hautain de lord Grenville, secrétaire d'État des affaires étrangères. Bien qu'Addington fût alors d'avis qu'il convenait de continuer la guerre, il n'approuva pas le ton des dépêches écrites par lord Grenville à M. de Talleyrand : il pensait avec raison qu'un pareil langage manquait de dignité autant que de modération, et qu'il devait faire tort dans l'opinion au gouvernement qui le tenait. Il ne serait pas impossible que ce fût aussi le sentiment de Pitt, et qu'en cette occasion, comme en plusieurs autres, l'humeur impérieuse de son collègue eût fait quelque violence à sa modération naturelle.

On sait quel fut le triste résultat de ces bravades. Au bout de quelques mois, les batailles de Marengo et de Hohenlinden avaient abattu l'Autriche au pied de la France, et la Russie, réconciliée avec le premier consul, se mettait à la tête d'une confédération maritime contre l'Angleterre, complétement isolée. Ce qui aggravait les périls d'une telle situation, c'est que l'état intérieur du pays était aussi fort alarmant. Une disette prolongée, en augmentant la misère produite par une guerre de dix années, avait excité au sein des classes pauvres, dans toutes les parties du royaume-uni, une extrême irritation, et l'Irlande particulièrement semblait sur le point de se révolter encore une fois. On a cru dans le temps, on a souvent répété depuis, qu'en présence de ces complications, Pitt, reconnaissant l'impossibilité de continuer la guerre, et ne voulant ni s'humilier personnellement en se chargeant de négocier avec l'ennemi qu'il avait tant insulté, ni mettre obstacle, en restant au pouvoir, à une pacification devenue nécessaire, s'était décidé à quitter temporairement la scène politique. Pour dissimuler le motif de sa retraite, Pitt aurait fait naître à plaisir ou du moins singulièrement exagéré un dissentiment entre le roi et lui sur la question de l'émancipation catholique; mais, afin de se ménager la possibilité de revenir au pouvoir le jour où les circonstances réclameraient de nouveau le concours de son énergie et d'empêcher qu'en son absence des mains étrangères ne dérangeassent les ressorts du gouvernement, il aurait désigné au roi, pour occuper provisoirement sa place, l'orateur de la chambre des communes, son ami, son confident. Cette supposition était sans doute très ingénieuse; elle séduira quiconque n'a pas appris par l'expérience que les affaires ne se conduisent guère avec cette régularité symétrique, et que les passions, les amours-propres des hommes publics se prêtent difficilement à d'aussi subtiles combinaisons. Aujourd'hui, après les révélations que le temps a successivement amenées, après celles surtout que contient la *Vie de lord Sidmouth,* il n'est plus possible de méconnaître que la version longtemps accréditée n'était pas conforme à la réalité des faits. Cela ne veut pas dire qu'il ne s'y mêle aucune portion de vérité. Incontestablement, la position fausse et pénible où Pitt se trouvait placé par suite des victoires de la France et de la défection des alliés de l'Angleterre dut le porter à abandonner plus facilement le pouvoir; peut-être même s'applaudit-il en secret d'un concours de circonstances qui l'autorisait à se retirer sans paraître céder à la mauvaise fortune, à laisser à d'autres la tâche des négocia-

tions à entamer avec l'ennemi vainqueur, et à se réserver pour de meilleurs temps. Toutefois il est certain que sa démission ne fut pas une mesure concertée soit avec le roi, soit avec Addington, qu'elle résulta d'un désaccord sérieux avec le vieux monarque, que Pitt, s'il approuva le choix de son successeur, ne le conseilla pas, et qu'Addington ne reçut pas le pouvoir de ses mains pour l'exercer en quelque sorte à titre de délégué temporaire. Voici comment les choses se passèrent en effet.

Pitt croyait sincèrement que, pour consolider l'union récemment décrétée entre l'Angleterre et l'Irlande, il fallait effacer les derniers restes de la législation barbare qui avait si longtemps pesé sur les catholiques, c'est-à-dire sur l'immense majorité de la population irlandaise. Par suite d'adoucissements successifs, cette oppression, naguère si cruelle, se trouvait à peu près réduite à l'incapacité de siéger dans le parlement et à l'exclusion de toutes les fonctions publiques de quelque importance. Pitt voulait abaisser cette barrière ; il projetait même d'allouer une dotation au culte catholique, moyennant certaines garanties, destinées à rassurer l'Église protestante sur le maintien de sa suprématie. Ses agents, allant peut-être au delà de ses instructions, avaient, à ce qu'il paraît, fait luire cette perspective aux yeux du peuple et du clergé irlandais pour vaincre la résistance qu'ils avaient d'abord opposée à l'union, et ce n'avait pas été, dit-on, un des moyens les moins efficaces auxquels ils avaient eu recours. Pitt n'a jamais reconnu qu'il se fût ainsi engagé. Il pensa néanmoins que, l'Irlande ayant cessé de former un État séparé dans lequel les catholiques, à raison de leur nombre, n'auraient pu, sans danger pour la religion établie, être admis à une entière égalité de droits avec les protestants, le moment était venu de les délivrer, tant dans cette partie de l'empire britannique que dans toutes les autres, d'une servitude qui n'était plus justifiée par la raison d'État. L'entreprise, cependant, n'était rien moins que facile. La haine et la terreur de la religion romaine, de ce qu'on appelait le papisme, avaient encore des racines bien profondes, non-seulement dans la masse ignorante du peuple protestant, mais dans les classes plus éclairées et même parmi les hommes d'État voués, par caractère ou par système, à la défense des vieilles institutions. Méconnaissant la différence des temps, on les entendait répéter sans cesse que l'édifice de la constitution était fondé sur la domination du protestantisme et sur l'exclusion absolue du papisme, qu'il fallait bien se garder d'ébranler ces bases, que l'Église romaine, toujours immuable, comme elle s'en glorifie, n'avait pas cessé d'être l'opiniâtre ennemie de toute liberté, qu'en accordant à ses sectateurs l'entière liberté de leur culte et même l'exercice de certains droits politiques, on avait plus que satisfait à ce que pouvait légitimement réclamer la tolérance la plus étendue. Tels étaient les sophismes par lesquels des hommes dont un grand nombre ne manquait ni de lumières, ni d'équité, ni de bienveillance, ni, à d'autres égards, d'un véritable libéralisme, s'encourageaient, en toute sureté de conscience, à maintenir leurs compatriotes dans une sorte d'ilotisme. Plus que personne, George III était dominé par des préjugés si conformes à ses instincts despotiques, à sa piété peu éclairée et à son aversion pour toute innovation. Ce n'était pas sans répugnance qu'il s'était prêté aux derniers adoucissements apportés à la condition des catholiques, et il était résolu à ne pas se laisser entraîner plus loin. Le progrès de l'âge, l'affaiblissement même dont les premières atteintes d'une maladie terrible avaient frappé quelques années auparavant ses facultés mentales, loin de le disposer à écouter plus docilement des conseils de tolérance, l'avaient rendu plus opiniâtre et plus intraitable. Il s'était d'ailleurs interdit toute concession en se persuadant que le serment prêté par les rois d'Angleterre à leur avénement, et qui les engage à maintenir l'Église protestante, leur défend, par voie de conséquence, tout ce qui pourrait tendre à favoriser le catholicisme. Le paralogisme était grossier, mais, de tout temps, on a vu des hommes bien autrement intelligents que George III et non moins honnêtes

accepter avec une singulière facilité les arguments qui leur permettent de placer leurs passions et leurs préjugés sous la sauvegarde d'un prétendu devoir de conscience, et se figurer qu'ils obéissent à une loi morale alors qu'ils satisfont leurs mauvais penchants.

Pitt, qui connaissait ces dispositions de George III, ne se dissimulait en aucune façon la gravité des obstacles qu'elles opposaient à son projet ; aussi ne mit-il pas, dans les démarches qu'il fit pour en préparer l'accomplissement, la hardiesse et la résolution qui caractérisaient d'ordinaire ses entreprises. Il y avait déjà plusieurs mois qu'il s'en occupait, de concert avec la plupart de ses collègues, et il n'avait pas encore osé en parler au roi. George III avait pourtant reçu, de ceux des membres du conseil qui désapprouvaient le plan du premier ministre, quelques informations incomplètes sur ce qui se préparait, et il s'en était singulièrement alarmé. Il n'était pas possible de retarder davantage une explication. On allait ouvrir la première session du parlement uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, et le discours du trône devait, conformément au plan adopté par Pitt et par ses amis, annoncer une mesure qu'ils considéraient comme le complément de l'union. Il était plus que temps de s'entendre avec le roi sur les paroles qu'on se proposait de placer dans sa bouche. Pitt n'ayant pas voulu entamer lui-même une négociation aussi délicate, Dundas et lord Grenville acceptèrent cette difficile commission. Ils se gardèrent bien de dire au vieux monarque qu'il s'agissait d'une détermination déjà tout à fait arrêtée; ils ne lui en parlèrent guère que comme d'une idée qui leur était personnelle. Malgré tous ces ménagements, George III, décidé d'avance à repousser la proposition qu'on lui faisait entrevoir, se mit aussitôt en défense.

Des circonstances accidentelles lui avaient fait rencontrer plusieurs fois Addington. Il avait reconnu, en causant avec lui, que les vues politiques de l'orateur des communes étaient à peu près conformes aux siennes, particulièrement au sujet de la question catholique. Sans doute aussi les manières douces et respectueuses d'Addington avaient plu à un prince accoutumé à la roideur un peu sèche de Pitt et de lord Grenville. Dans l'embarras où venaient de le jeter les ouvertures de ses ministres, c'est à lui qu'il s'adressa pour demander du secours. Il lui écrivit, le 29 janvier 1801, une lettre que je crois devoir insérer ici tout entière, parce qu'elle peint à la fois l'homme et la situation :

« L'orateur de la chambre des communes connaît assez, je l'espère, la haute estime que je fais de la droiture de son caractère privé aussi bien que de son habileté et de sa sagesse dans l'accomplissement de ses devoirs officiels pour ne pas être surpris de mon désir de lui communiquer les appréhensions très-graves que je conçois de l'existence d'un projet de proposer à la première session du parlement du royaume-uni une mesure de la nature la plus funeste, projet formé par un homme qui se qualifie lui-même ami de l'administration, je veux dire lord Castlereagh : il ne s'agit de rien moins que d'admettre les catholiques romains du royaume-uni à une complète égalité de droits avec ceux de l'Église établie pour siéger dans les deux chambres du parlement et pour occuper des emplois de confiance ou des places lucratives. Les personnes les mieux informées font entendre que M. Pitt favorise cette opinion. Que ce soit celle de lord Grenville et de M. Dundas, j'en ai la preuve la plus positive, puisqu'ils me l'ont déclaré. Je ne leur ai certainement pas dissimulé l'aversion que m'inspire une pareille idée, que, si on venait à y donner suite, je considérerais comme un devoir d'en exprimer publiquement une désapprobation, et qu'aucune considération ne me ferait jamais consentir à ce que je regarde comme la destruction de l'Église établie, de cette Église que, par la sagesse du parlement, moi et mes prédécesseurs nous avons été obligés, à notre couronnement, de prêter serment de soutenir.

« Cette idée de donner des droits égaux à toutes les Églises chrétiennes est contraire à la législation de toute espèce de gouvernement en Europe, car il est bien connu que la tranquillité ne peut subsister dans un pays où il n'y a pas d'Église établie.

« J'abuserais bien inutilement du temps de l'orateur si j'en disais davantage, sachant que nous pensons de même sur cet important objet. Je désire qu'il veuille bien, de lui-même, ouvrir les yeux de M. Pitt sur le danger qu'il y aurait à soulever cette question fâcheuse, en sorte qu'il le détourne de me parler jamais d'une matière sur laquelle j'ai peine à converser de sang-froid, et qu'il lui fasse comprendre qu'elle inquiète grandement tous les membres fidèles de notre Église, tous ceux, j'en suis convaincu, qui, la considérant avec calme, reconnaissent qu'un tel changement renverserait inévitablement les bases de notre excellente et heureuse constitution, et nous ferait marcher exactement sur les traces de la révolution française.

« J'ai adopté ce moyen de faire connaître mes sentiments à l'orateur, parce que j'ai cru qu'il ne lui conviendrait pas que je l'appelasse auprès de moi, alors qu'il ne pourrait en faire connaître le motif; mais, si cette déplorable mesure devait être en effet proposée, je me croirais autorisé, par la notoriété de l'événement, à mettre de côté toute étiquette et à demander à l'orateur de venir me voir. »

Cette lettre est caractéristique. Une traduction peut difficilement reproduire l'incorrection, le vague, le tour pénible des expressions qui y correspondent si bien à la confusion des idées. On sent, en la lisant, qu'elle est l'œuvre d'une intelligence affaiblie, incapable de gouverner, de coordonner ses propres impressions; on sent que le malheureux roi, d'autant plus entier dans ses préjugés qu'il n'est plus en état de les raisonner, redoute par-dessus tout la fatigue et l'irritation d'une lutte dans laquelle il comprend que sa raison pourrait succomber.

Addington accepta la commission dont il se trouvait si singulièrement chargé. Il alla trouver Pitt et essaya de l'engager à renoncer à son projet. On ignore ce qui se passa dans cet entretien : il paraît qu'Addington crut avoir ébranlé la détermination de son ami, et que le roi partagea cette espérance; mais ils ne tardèrent pas à apprendre que Pitt était résolu à se retirer, si son plan n'était pas adopté. Dès le 31 janvier, le roi annonça à Addington qu'il se proposait de le mettre à la tête d'un nouveau ministère. Le premier mouvement de l'orateur des communes fut de refuser. « Mettez la main sur votre cœur, lui dit le roi, et demandez-vous de quel côté je devrai me tourner pour trouver un appui, si vous ne voulez pas me donner le vôtre. » Quelque pressantes que fussent ces instances, Addington crut, avant d'y céder, devoir consulter Pitt lui-même, qui lui répondit : « Mon cher Addington, je n'entrevois que des désastres si vous hésitez. »

Le 1er février, le roi reçut enfin de Pitt la communication écrite qui établissait officiellement la position prise par cet homme d'État. Un billet de la main royale fut aussitôt envoyé à Addington pour l'inviter à se rendre au palais dès le lendemain. « Le roi, y était-il dit, le roi veut répondre sur-le-champ, ne pouvant supporter la pensée de laisser un homme qu'il aime et qu'il respecte dans un état de suspension aussi désagréable, alors que, sur le fond de la communication, l'opinion de Sa Majesté est formée de la manière la plus complète et la plus inaltérable. Le roi veut donc avoir l'avis de M. Addington sur la manière d'exprimer des sentiments qui sont certainement affectueux, bien que la détermination puisse être pénible; ces sentiments doivent être rendus de manière à écarter toute mauvaise impression, mais sans encourager le moins du monde à penser qu'on puisse jamais céder dans une question telle que le roi manquerait à sa conscience et à toutes ses obligations envers le pays, s'il se départait de ce qu'il regarde comme un devoir civil et religieux. »

La réponse fut, en effet, rédigée dans un sens très-positivement contraire à toute idée de concession en faveur des catholiques, mais en termes calculés pour laisser à Pitt la possibilité de garder le pouvoir en renonçant honorablement à ses exigences. Pitt n'y pensait nullement, et, la réplique qu'il fit à la lettre du roi ayant prouvé qu'une conciliation était impossible, George III lui écrivit, le 5 février, qu'il allait pourvoir, sans plus de retard, à un nouvel arrangement ministériel. Addington, qui, jusqu'à ce moment, avait sincèrement travaillé à écarter la nécessité d'un pareil changement, s'occupa dès lors de réunir les éléments du cabinet qu'il était appelé à présider, et Pitt, loin de lui susciter aucun oblacle, l'assista activement dans cette difficile tâche, engageant ses amis à entrer dans une combinaison qu'il promettait d'appuyer de toute son influence. Addington, de son côté, pour recruter plus facilement des auxiliaires, n'hésitait pas à dire qu'il se considérait comme le lieutenant de Pitt, comme le représentant de sa politique. Ces propos, qui étaient alors, sans aucun doute, l'expression sincère de leur pensée, devaient plus tard leur être souvent et amèrement rappelés, comme s'ils eussent constitué de leur part l'engagement formel de ne jamais se séparer.

Déjà la recomposition du cabinet était presque terminée, il ne restait plus qu'à remplir quelques formalités. Les anciens ministres, bien qu'ils expédiassent encore les affaires, ne se considéraient plus comme les organes sérieux du gouvernement, et, Addington ayant annoncé officiellement à la chambre des communes qu'elle avait à se pourvoir d'un autre orateur, elle lui avait voté des remercîments unanimes pour la manière dont il l'avait présidée pendant douze années. Tout à coup on apprit que le roi était gravement malade. L'anxiété à laquelle il avait été livré pendant quelques semaines avait suffi pour jeter une complète perturbation dans son esprit affaibli; il avait, pour la seconde fois, perdu la raison. On allait donc se trouver réduit à la nécessité d'organiser une régence dans un moment où il n'y avait pas même de ministres et où la situation extérieure du pays avait une si menaçante gravité. La fortune de l'Angleterre la préserva de cette terrible épreuve : la santé du roi se rétablit plus promptement qu'on n'aurait osé l'espérer. Cependant quelques semaines s'écoulèrent avant qu'on pût se hasarder à l'entretenir de matières politiques, et, pendant ce temps, les arrangements ministériels restèrent inachevés. Dans cet intervalle, l'idée de rappeler Pitt au pouvoir en considérant comme non avenu tout ce qui s'était passé depuis quelques mois se présenta à certains esprits. Les Mémoires de lord Malmesbury nous avaient déjà révélé cette circonstance; ils avaient même donné lieu de croire qu'Addington était entré sérieusement dans cette pensée, qu'il avait offert à Pitt de lui rendre le ministère, et que c'était Pitt qui, après avoir paru un moment disposé à accueillir ces ouvertures, les avait définitivement rejetées. Le rôle que cette version prêtait aux deux personnages avait bonne grâce de part et d'autre. Il paraît malheureusement que les choses ne se passèrent pas ainsi, et le journal manuscrit de lord Colchester, cité par le biographe de lord Sidmouth, contient un récit moins héroïque, mais bien plus conforme à la nature du cœur humain. Suivant ce journal, Dundas et d'autres amis particuliers de Pitt, croyant en effet que, dans les conjonctures si périlleuses où le pays se trouvait placé par la maladie du roi, l'intérêt public commandait de rendre à ce puissant homme d'État la direction des affaires en ménageant à Addington une grande position officielle, s'efforcèrent d'amener les esprits à cette opinion. Pitt, entraîné par leurs conseils, se persuada que c'était aussi l'avis d'Addington. Il lui fit savoir par un intermédiaire que, s'il désirait réellement une pareille combinaison, et si elle avait l'approbation du roi, pour son compte il était prêt à discuter les offres qu'on lui ferait à cet effet. Addington ne fut pas médiocrement surpris d'une communication à laquelle rien ne l'avait préparé. Sa réponse exprima d'une façon peu équivoque l'étonnement et la susceptibilité

blessée. Il n'avait certes pas, dit-il, désiré quitter le poste qu'il occupait naguère; c'étaient les anciens ministres eux-mêmes qui l'y avaient déterminé, en lui déclarant qu'ils étaient irrévocablement décidés à se retirer, et que son acceptation du ministère était le seul moyen de salut qui restât à la couronne; en ce moment encore, son vœu le plus ardent serait de rentrer dans la vie privée et de leur remettre le pouvoir, si cela pouvait se faire d'une manière honorable pour tout le monde et conforme à la volonté royale. Il ne s'opposait nullement à ce qu'ils en parlassent au roi; mais, quant à lui, il n'en prendrait pas l'initiative, et il supposait qu'avant de soumettre ce nouveau plan à un prince dont la santé venait d'être si cruellement éprouvée, on croirait devoir consulter les médecins pour s'assurer qu'elle ne recevrait pas un dangereux ébranlement d'une communication si inattendue. Cette réponse dut faire comprendre à Pitt qu'on l'avait poussé à une fausse démarche. Dissimulant son mécontentement, il déclara que, tout bien considéré, le plan de Dundas ne convenait pas à l'état des choses, et il affecta de dire hautement que, le nouveau ministère étant en ce moment le seul possible, il ne reconnaîtrait pas pour ses amis ceux qui lui feraient opposition. Ainsi se termina ce regrettable incident. Les traces d'un malentendu qui d'ailleurs n'avait pas éclaté dans le public parurent effacées, mais il en resta certainement dans l'esprit des deux principaux intéressés une impression pénible, un sentiment de défiance et de malaise.

Addington prit enfin possession du ministère. Le cabinet dont il devenait le chef comprenait, avec quelques anciens collègues de Pitt qui n'avaient pas partagé son opinion sur la nécessité d'émanciper les catholiques, plusieurs hommes jusqu'alors étrangers à la direction suprême des affaires. Aucun d'eux n'était connu soit pour une haute éloquence, soit pour un caractère ou des talents supérieurs; presque aucun ne compensait par une grande position de naissance ou de fortune ce qui leur manquait à tous en distinction personnelle. Une telle combinaison semblait bien peu proportionnée à l'étendue des difficultés et des périls. Néanmoins, grâce à un heureux concours de circonstances, le nouveau ministère obtint d'abord d'éclatants succès. L'Égypte fut enlevée aux Français. La victoire de Copenhague brisa la ligue maritime du Nord, qui menaçait dans son principe la force de l'Angleterre. La mort de l'empereur Paul rompit les rapports intimes qui commençaient à s'établir entre la Russie et la France, et qui allaient les réunir dans une alliance contre le cabinet de Londres. L'Angleterre se trouva en mesure de traiter avec plus d'avantage d'une paix que l'opinion publique réclamait impérieusement, et, comme le dominateur de la France croyait aussi en avoir besoin pour affermir son autorité, les négociations ne tardèrent pas à s'ouvrir. Dirigées par Addington et par lord Hawkesbury, secrétaire d'État des affaires étrangères, avec une modération ferme et habile, elles aboutirent promptement au traité d'Amiens, dont les clauses, parfaitement honorables pour l'Angleterre, à qui elles laissaient une partie de ses conquêtes, furent d'abord l'objet d'un assentiment presque universel.

Le peuple anglais, soulagé tout à la fois du fardeau des taxes énormes que lui imposait la guerre et du surcroît de privations qu'y ajoutait une disette dont on avait enfin atteint le terme, commençait à respirer. L'allégement des souffrances publiques calmait naturellement la violence des partis; l'ordre public, un moment troublé par des conspirations et des émeutes auxquelles on avait opposé des lois d'exception temporaires et l'action rigoureuse de la justice, était complétement rétabli. Dans le parlement même, le cabinet sembla pendant quelque temps ne plus compter d'adversaires. Pitt et ses amis, sauf un très-petit nombre de dissidents, lui prêtaient un appui franc et soutenu. Le parti de Fox, considérant comme une victoire la retraite de l'ancien ministère, ménageait les successeurs de Pitt et affectait de voir dans leur avénement, sinon l'inauguration de sa propre politique, au moins l'abandon, le

désaveu de celle qu'il avait si longtemps combattue. Déjà même quelques-uns des membres de ce parti, à qui une opposition de vingt années commençait à peser, saisissaient, pour se rapprocher du pouvoir, l'occasion ou le prétexte d'un changement de personnes. Quant à cette classe qu'on désigne en Angleterre sous le nom de *country gentlemen*, et qui répond à notre noblesse de province, classe très-influente dans la chambre des communes, où elle a presque toujours représenté l'esprit de conservation un peu exagéré, elle était animée d'une bienveillance particulière pour les nouveaux conseillers de la couronne. Les hommes de cette classe, pour la plupart honnêtes, médiocres, indépendants par position, dépourvus d'ambition personnelle, sont toujours portés à voir avec répugnance tout ce qui fait du bruit, tout ce qui trouble le repos routinier, qui est, à leurs yeux, le plus grand des biens. Ralliés autour de Pitt par le sentiment intime de la supériorité qui le rendait plus propre qu'aucun autre à gouverner l'Angleterre au milieu des orages soulevés par la révolution française, ils n'eussent certainement rien fait pour lui ôter le pouvoir, ils continuaient à l'estimer et à l'admirer; mais ils n'étaient pas éloignés de penser que, les circonstances ayant changé et les dangers extérieurs s'étant éloignés, le pays devait trouver quelque avantage à n'être plus gouverné par des hommes engagés trop longtemps dans les combats parlementaires pour être suffisamment aptes à opérer la réconciliation des partis, cette chimère favorite de la bienveillance inexpérimentée. Sous beaucoup de rapports d'ailleurs, Addington et plusieurs de ces collègues leur inspiraient une singulière sympathie. Longtemps dominés et éblouis par le génie de Pitt et de Fox, ce n'était pas sans une secrète complaisance qu'ils voyaient la direction du gouvernement passer enfin à des esprits d'une portée plus modeste, dont les conceptions moins hardies, moins élevées, ne dépassaient pas d'aussi loin le niveau de leur intelligence.

Des motifs analogues appelaient sur les nouveaux ministres la faveur particulière du roi. George III, qui, dans les commencements de son règne, avait mis tant d'opiniâtreté à exclure de son conseil quiconque prétendait y faire prévaloir des idées tant soit peu contraires à son étroite politique, s'était résigné depuis, sous l'empire de la nécessité et pour conjurer de grands périls, à subir la supériorité hautaine de Pitt et de lord Grenville. Un revirement inattendu le mettait tout à coup en présence d'hommes portés par sentiments, par principes, par préjugés, à un respect excessif, à une sorte d'adoration pour l'autorité royale, et qui, au surplus, pour lui complaire, n'avaient pas à faire de sacrifices d'opinions, puisque les leurs comme les siennes étaient celles du vieux torysme. Il était impossible qu'il n'éprouvât pas d'un tel changement un grand bien-être moral et qu'il ne prît pas en affection ceux qui en étaient pour lui l'instrument. Addington et le nouveau chancelier, lord Eldon, ne tardèrent pas à recevoir les témoignages les moins équivoques de sa confiance et de son amitié. Ces témoignages avaient même souvent un caractère excessif qu'explique l'affaiblissement de la raison de ce malheureux prince. Certains propos qu'il tint à ses ministres favoris, certains billets qu'il leur écrivit dans des circonstances qui ne semblaient pas de nature à lui causer une vive émotion, sont empreints de cette tendresse exaltée et bizarre dont l'âme se trouve quelquefois pénétrée, lorsqu'un commencement d'ivresse ou l'imminence de la folie vient déranger l'équilibre de ses facultés.

Tout souriait donc au ministère, rien ne lui faisait obstacle, et on eût pu croire qu'un charme magique avait fait disparaître devant lui les difficultés sans nombre qui naguère entravaient de toute part l'action du pouvoir; mais ce triomphe factice, dû presque uniquement à la fatigue momentanée du pays, ne pouvait être de longue durée. La paix générale, rétablie par le traité d'Amiens, était tout à la fois la raison d'existence et le titre d'honneur de l'administration d'Addington. Elle lui avait donné

une grande popularité; elle expliquait aux yeux de tous sa présence au poste que Pitt avait occupé tant que la guerre avait duré, tant que ses talents et son énergie avaient été nécessaires pour tenir tête à un formidable ennemi. Cette paix cependant ne tarda pas à être compromise. Quelques mois s'étaient à peine écoulés que déjà les empiétements et les prétentions du premier consul français avaient réveillé la jalousie inquiète de la nation britannique. Vainement Addington, qui désirait le maintien de son œuvre, s'efforça-t-il, d'abord par des ménagements que beaucoup de personnes trouvèrent exagérés, puis par de vives remontrances et par des exigences peut-être excessives, de prévenir le renouvellement des hostilités. Bientôt l'optimisme le plus extrême put à peine se dissimuler l'imminence d'une rupture. Dès ce moment, on peut le dire, l'arrêt de mort du cabinet fut prononcé. L'Angleterre, replacée en présence des plus grands dangers qui l'eussent jamais menacée, devait se hâter de rappeler au pouvoir l'homme que l'opinion désignait comme le plus capable de soutenir une aussi terrible lutte. Addington, dans l'intérêt du pays, dans son propre intérêt même, eût dû comprendre que l'heure de la retraite avait sonné pour lui. Il ne le comprit pas, et, pour s'en étonner, il faudrait ignorer absolument la puissance de l'amour-propre.

J'ai dit qu'un petit nombre d'amis de Pitt, malgré les exhortations de leur chef, s'étaient constamment refusés à appuyer son successeur. Canning particulièrement s'était efforcé, avec une singulière vivacité, de discréditer Addington, de le présenter comme un ministre incapable, de le tourner même en ridicule. Faisant allusion à la profession de son père et aussi à certaines habitudes de pompe magistrale que l'ancien orateur des communes avait peut-être contractées dans l'exercice de ses fonctions présidentielles, il affectait de ne plus le désigner que par le titre de *docteur,* qui, pendant bien des années, resta attaché à son nom en guise de sobriquet, et qui devint le texte d'une multitude de chansons, de récits épigrammatiques conservés par les mémoires du temps. Quelque frivole que puisse paraître une semblable polémique, on ne peut nier qu'elle n'ait exercé une influence très-réelle et qu'elle n'ait contribué, autant que des attaques plus sérieuses, à affaiblir le ministre qu'elle livrait ainsi aux sarcasmes de tous les esprits superficiels.

Peu à peu, à mesure que s'accroissaient les probabilités d'une rupture avec la France, cette opposition, qui avait toujours blâmé les clauses de la paix d'Amiens, prenait plus de force. L'idée de ramener Pitt au pouvoir faisait des progrès. Pitt lui-même s'y laissa entraîner. J'ai déjà eu l'occasion de montrer ici même (1) comment l'union intime qui avait d'abord existé entre l'ancien et le nouveau ministre se transforma insensiblement en un état d'hostilité déclarée. La *Vie de lord Sidmouth* contient, à ce sujet, de curieux détails, et l'impression qu'on en garde après les avoir lus, c'est que, dans la position fausse où ces deux hommes se trouvaient placés, il était impossible que ce qui finit par arriver n'arrivât pas en effet. On y voit avec quelle susceptibilité inquiète Pitt, sans cesse excité par des amis passionnés, surveillait les actes et le langage du cabinet, tantôt s'offensant de ce qu'Addington n'avait pas repoussé avec assez de force les attaques dirigées par l'ancienne opposition contre l'administration précédente, tantôt même croyant voir, dans les arguments par lesquels il défendait ses propres actes, un blâme indirect jeté sur la politique de ceux qu'il avait remplacés. Pitt, qui pensait déjà sérieusement à rentrer au ministère, mais qui se sentait gêné et embarrassé dans ce qu'il pourrait tenter à cet effet par la confiance affectueuse qu'Addington continuait à lui témoigner, cherchait, pour rompre ce lien incommode, à s'exagérer des griefs, sinon tout à fait imaginaires, au moins bien légers en eux-mêmes, et à les transformer en des torts réels

(1) Voyez, dans le tome II de 1845, page 5, l'étude sur le second Pitt.

qui pussent justifier une séparation ; mais Addington ne faisait rien pour lui faciliter la rupture : soit calcul, soit naïveté bienveillante, il semblait ne pas s'apercevoir de ce refroidissement, et il persistait à accabler son ancien ami de confidences, de demandes de conseils, de protestations de dévouement et de tendresse.

Ce jeu ou ce malentendu ne pouvait se prolonger indéfiniment. Addington comprit enfin que, pour conserver l'alliance de Pitt, il fallait le rattacher au gouvernement par un lien positif. Croyant s'être assuré de ses dispositions favorables au moyen de quelques paroles assez vagues échangées directement avec lui, il confia à Dundas, récemment élevé à la pairie sous le titre de lord Melville, le soin d'entamer formellement la négociation. Pitt, qui, dans l'état des choses, ne voulait pas prendre part aux discussions parlementaires, s'était retiré à la campagne pendant la durée même de la session. Lord Melville alla l'y trouver et lui proposa, de la part d'Addington, un arrangement dont les bases étranges attestaient, dans celui qui l'avait conçu, d'incroyables illusions. Le ministère alors existant eût été maintenu ; Pitt y serait entré en qualité de secrétaire d'État et y aurait introduit avec lui un de ses amis ; Addington consentait à devenir aussi simple secrétaire d'État, laissant au frère aîné de Pitt, à lord Chatham, avec le titre de premier lord de la trésorerie, les honneurs du rang de premier ministre, mais conservant en effet l'influence dominante dans un cabinet composé, en grande majorité, de ses adhérents.

Pitt, qui pensait avec raison qu'après ce qu'il avait été et ce qu'il avait fait, la première place lui était nécessairement acquise dans toute combinaison ministérielle dont il ferait partie, fut vivement blessé d'une pareille offre. Il se refusa absolument à la discuter. Pour toute réponse, il dicta à lord Melville les termes de la lettre qui annonça à Addington le rejet de sa proposition. Il ne souhaitait nullement rentrer aux affaires, était-il dit dans cette lettre ; son désir était, tout en restant en dehors de l'administration, de l'appuyer tant qu'elle serait en mesure de gouverner avec quelque apparence de succès et qu'elle demeurerait fidèle aux principes essentiels de politique intérieure et extérieure qu'il n'abandonnerait jamais ; mais plusieurs circonstances relatives à la politique étrangère et aux opérations de finances lui inspiraient de graves inquiétudes, et, dans des conjonctures moins critiques, il eût pu se croire obligé de relever publiquement de dangereuses erreurs consignées dans un exposé financier qui venait d'être présenté au parlement. Il s'en abstiendrait cependant, il resterait à la campagne pour ne pas se trouver forcé de se mêler à des discussions qui l'obligeraient à dire toute sa pensée. Après avoir caractérisé comme on vient de le voir les dispositions de Pitt, lord Melville racontait ainsi à Addington les détails de leur entretien :

« Je ne lui ai pas caché l'idée dont vous m'aviez parlé, qu'il pourrait reprendre une part au pouvoir, et que, dans cette supposition, on placerait à la tête du gouvernement un homme de rang, d'une grande considération, qui lui serait parfaitement agréable. J'ai même spécifié la personne que vous m'aviez nommée ; mais il n'y a pas eu lieu de discuter ce côté de la question, car, de prime abord, sans réserve, sans affectation aucune, il m'a fait connaître ses sentiments à l'égard de toute proposition fondée sur une semblable base. Dans l'état incertain de sa santé, il doute qu'en aucun cas il pût raisonnablement consentir à se charger de la conduite des affaires publiques au milieu des difficultés qui nous entourent ou qui nous menacent. Le moment d'une négociation encore en suspens avec la France ne lui paraît, sous aucun point de vue, celui où il pourrait avec opportunité reprendre le pouvoir; mais, dans aucune hypothèse, rien ne le déciderait à se mettre en avant, excepté le sentiment profond d'un devoir public et la certitude positive que ses services, quels qu'ils puissent être, sont désirés et jugés essentiels dans le plus haut lieu

et par tous ceux avec qui, en conséquence des arrangements qu'on formerait sur cette base, il pourrait avoir à agir confidentiellement. Son opinion bien arrêtée est que, dans cette supposition, il ne pourrait avoir aucune chance d'appliquer ses propres idées sur la manière d'être utile au pays, par rapport à un des grands objets auxquels il attache une importance capitale, qu'en reprenant la direction de ses finances. Outre cette considération, il a établi en termes tout aussi décidés et tout aussi positifs, sa conviction de la nécessité absolue que, pour conduire les affaires, il y ait un ministre réel, avoué, possédant le poids principal dans le conseil et la première place dans la confiance du roi, en sorte qu'il ne puisse y avoir ni rivalité ni division dans le pouvoir. Ce pouvoir doit résider dans la personne généralement appelée premier ministre, et ce ministre doit, à ce qu'il pense, être celui qui dirige les finances. »

Le sens de cette lettre était clair : elle disait assez expressément, dans sa phraséologie pénible et embarrassée, que Pitt, loin de se contenter de l'égalité apparente et de l'infériorité réelle de position que lui offrait Addington, ne voulait rentrer au ministère qu'en maître absolu, tel qu'il l'avait été jadis. Addington espéra le satisfaire par quelques concessions. Ils eurent chez un ami commun une conférence qui, comme il était facile de le prévoir, ne produisit aucun résultat. Pitt voulait ramener avec lui dans le conseil tous ses adhérents principaux ; Addington prétendait naturellement exclure ceux qui, depuis deux ans, n'avaient cessé de lui faire une guerre acharnée. L'aigreur s'en mêla. Une correspondance s'engagea entre eux à l'effet de constater par écrit les circonstances de cette entrevue sur lesquelles il commençait à courir des bruits contradictoires, et Pitt y porta une amertume hautaine qui changea ce dissentiment en une véritable rupture. Des pamphlets écrits par les partisans de ces deux hommes d'État, et dont les amis de Pitt eurent le tort de prendre l'initiative, aggravèrent la querelle en la rendant publique. La querelle éclata dans le parlement même. Sur ces entrefaites, la guerre avait recommencé contre la France. Napoléon, qui n'avait pas alors d'autres ennemis que l'Angleterre, faisait des préparatifs formidables pour envahir le territoire britannique. L'Angleterre, ainsi menacée sur son propre sol, rassemblait toutes ses forces pour lui opposer une résistance désespérée. Le parlement n'avait presque plus d'autres préoccupations. L'appréciation des mesures prises ou proposées par le cabinet pour organiser cette résistance, pour y faire concourir utilement les populations qui s'empressaient d'offrir le secours de leurs bras, était le fond de toutes les discussions. Dans ces débats, en quelque sorte techniques, le cabinet semblait souvent avoir l'avantage ; tenant entre ses mains tous les ressorts de l'administration, il pouvait combattre par des calculs précis, par des faits positifs, les hypothèses de ses adversaires ; mais on sentait que ce n'était pas là la véritable, la grande question. La pensée qui planait sur ces débats et qu'exprimaient distinctement les discours d'un certain nombre d'orateurs, c'est qu'au moment d'engager une lutte dont devait dépendre l'existence même du pays, le peuple anglais ne pouvait laisser ses destinées entre les mains de ministres relativement faibles et médiocres, alors que chacun des grands partis qui divisaient la nation et le parlement avait à sa tête des chefs en qui la vigueur du caractère égalait la puissance du génie. Comme le disait Canning avec une verve dont la hardiesse en apparence paradoxale couvrait une vérité profonde, le choix des mesures importait peu en comparaison de celui des hommes qui auraient à les appliquer.

Cependant Addington et ses collègues ne se montraient nullement disposés à céder la place. L'ancienne opposition, celle qui suivait la bannière de Fox, leur avait déjà retiré l'espèce d'appui ou plutôt la tolérance qu'elle leur accordait naguère, lorsqu'elle

voyait en eux les représentants d'un système de paix extérieure conforme à sa politique. Pitt leur était devenu hostile, et cependant il restait debout. Deux causes leur donnaient momentanément la force. L'une, c'était la faveur du roi, dont on avait excité contre Pitt les jalouses défiances, en lui présentant comme une tentative d'empiétement sur son autorité les conditions que cet homme d'État avait voulu mettre à sa rentrée au ministère. L'autre cause tenait à cette médiocrité même des ministres, qui, comme je l'ai expliqué, leur assurait dans la chambre des communes de nombreuses sympathies. Ces propriétaires campagnards (*country gentlemen*), qui y forment habituellement la masse du parti conservateur, et que Pitt avait si bien disciplinés, se tournaient maintenant contre lui, étonnés, indignés de ce qu'il faisait à son tour de l'opposition ; ce n'était pas sans un complaisant retour d'amour-propre qu'ils voyaient des hommes placés à peu près à leur niveau tenir tête à ceux qu'ils s'étaient habitués à considérer comme des géants ; un instinct personnel les portait à se ranger, dans cette lutte, du côté des talents les moins éminents. Il est curieux de voir, dans les lettres de félicitation et d'encouragement qu'Addington reçut à cette époque, et dont plusieurs nous ont été soigneusement conservées par son biographe, l'expression naïve des sentiments qui lui ralliaient ainsi les vœux et les suffrages d'une partie considérable de la nation et du parlement. Un de ses correspondants lui dit que le peuple ne croit plus à la nécessité d'une éloquence éclatante pour soutenir le gouvernement. Un autre l'assure que, s'il vient malheureusement à succomber sous les attaques de ses ennemis, la nation est perdue sans ressource. Un troisième (c'est le fameux Warren Hastings) lui déclare que, s'il rencontre dans la chambre des communes de nombreux adversaires, le peuple est pour lui ; que ce peuple *exècre la coalition des partis réunis pour combattre le cabinet, cette combinaison effrontée et contre nature d'intérêts, de liaisons, d'opinions opposées, cette attaque sauvage contre les sentiments, la paix, la santé, la vie même du roi; qu'on rend justice au zèle, à l'intégrité, à l'équité, à la parfaite harmonie qui distinguent le ministère, à son esprit d'économie, à l'habileté avec laquelle il a su trouver les ressources exigées par les circonstances.* « Tels sont, lui dit-il enfin, les traits caractéristiques de votre administration. Et en quoi donc est-elle défectueuse? Pour parler comme d'autres, je dirai : En puissance oratoire, elle n'a pas ce don de perdre du temps et des paroles qui se trouve invariablement là où manquent le fond solide et la faculté de marcher en avant... Vous avez été appelé au poste que vous occupez par le choix du roi lui-même ; vous êtes le ministre de son choix et de sa confiance particulière. » C'est ainsi que s'exprimait Warren Hastings, c'est ainsi qu'il comprenait le gouvernement parlementaire. Sa haute intelligence, obscurcie par les habitudes despotiques qu'il avait contractées dans l'Inde et par le ressentiment bien naturel que son procès lui avait laissé contre tous les hommes éminents de la chambre des communes, méconnaissait la constitution et les mœurs de l'Angleterre au point de faire un mérite à Addington d'être arrivé au pouvoir par le seul fait de la volonté royale; dans sa haine pour la liberté et pour ses plus brillantes manifestations, il allait jusqu'à confondre la haute et grande éloquence avec la vaine déclamation, jusqu'à n'y voir, comme le vulgaire, qu'un frivole talent d'agrément, plus nuisible qu'utile à la chose publique, jusqu'à oublier qu'elle tient par des liens intimes aux plus grandes facultés de l'âme et de l'esprit, et que, sous une forme quelconque, elle a toujours été un des éléments essentiels de ces organisations puissantes appelées à dominer ou à transformer les nations.

Tôt ou tard Addington devait succomber, parce que les forces qui le soutenaient n'étaient pas de nature à prévaloir bien longtemps sous un régime constitutionnel et dans les conjonctures où l'on se trouvait alors. Ce qui retarda sa chute, c'est que les partis si divers qui le combattaient hésitaient à s'unir franchement contre lui.

Les tristes souvenirs de la grande coalition qui, vingt ans auparavant, avait si mal réussi à Fox, se dressaient devant eux comme un épouvantail. Longtemps ils n'eurent entre eux aucune communication. Repoussant avec une sorte de terreur ce mot de *coalition* dont les partisans du gouvernement s'efforçaient de stigmatiser leur alliance tacite, ils prétendaient un peu puérilement que ce n'était qu'une *coopération*. Lors même que lord Grenville et ses amis se furent enfin décidés à se concerter directement avec Fox, Pitt, tout en s'efforçant de pallier ou d'excuser cette démarche, tout en parlant avec une aigreur extrême des torts du ministère, dont elle était, suivant lui, le résultat presque nécessaire, continua à se tenir à l'écart. Il répugnait à se jeter ouvertement, complétement dans l'opposition, parce qu'il sentait qu'en faisant un pas de plus dans cette voie, il se créait des difficultés pour l'avenir. Des critiques de détail, auxquelles il évitait soigneusement de donner un caractère systématique, étaient les seules attaques qu'il dirigeât contre le cabinet. Il espérait qu'Addington tomberait sans qu'il eût trop directement contribué à sa chute. Ce manége, où l'on cherche vainement la franchise et la dignité du grand homme d'État, ne devait pas lui réussir. Il fallut enfin qu'il se décidât à entrer ouvertement en lice, à combattre au grand jour à côté de Fox, que, cependant, il ne voulut pas voir en particulier. Cet effort fut décisif. Addington, qui conservait encore dans la chambre des communes une faible majorité numérique, mais qui voyait tous les chefs de parti, tous les grands talents réunis contre son administration, se détermina enfin à céder la place. S'il faut en croire les explications qu'il donna alors à un de ses amis, il se sentait encore en état de prolonger le combat, mais il craignait que les émotions d'une crise aussi violente ne compromissent la santé du roi, qui venait d'éprouver une nouvelle rechute; il craignait aussi que Pitt, en s'engageant de plus en plus dans l'opposition, ne devînt moins apte à servir utilement le pays. Si ce furent là les vrais motifs de la retraite d'Addington (et l'honnêteté bien connue de son caractère permet de le penser), ils lui font, certes, beaucoup d'honneur; on peut seulement regretter qu'il ait autant tardé à prendre sa résolution; plus prompte, cette détermination eût été plus évidemment volontaire, et elle aurait plus complétement atteint le double but qu'il disait avoir en vue.

Il n'entre pas dans mon sujet de raconter le pénible enfantement du ministère dont Pitt, sur l'invitation du roi, entreprit la formation, de dire comment, le roi ayant absolument refusé d'y laisser entrer Fox, et lord Grenville n'ayant pas voulu y entrer sans lui, Pitt n'eut d'autre ressource, pour composer son cabinet, que de réunir à quelques-uns de ses anciens amis la majeure partie des collègues d'Addington, qui les engagea généreusement à accepter les offres de son rival. Ainsi se rompit la coalition à peine formée, et, en se rompant, elle brisa les partis mêmes qui s'étaient un moment réunis sous son drapeau. La puissante majorité qui avait soutenu jadis la politique de Pitt avait, en réalité, cessé d'exister.

Addington, en se retirant après avoir rempli pendant trois ans les fonctions de premier ministre, refusa la pairie que le roi lui offrit de la manière la plus pressante. Il ne voulut pas accepter de pension. Ce n'est pas la seule preuve de désintéressement qu'il ait donnée dans le cours de sa carrière. Il faut pourtant remarquer que trois ans auparavant il avait fait conférer à son fils, à peine sorti de l'enfance, une sinécure d'un revenu de 3,000 livres sterling. A cette époque, une pareille faveur semblait une rémunération toute naturelle et même très-modeste du temps et des soins qu'un ministre, possesseur le plus souvent d'un riche patrimoine, consacrait au gouvernement. Les censeurs les plus sévères des mœurs publiques de notre temps seront forcés de reconnaître qu'aujourd'hui, en France surtout, les dépositaires du pouvoir n'acquièrent pas aussi facilement la gloire de l'abnégation, bien que la pauvreté de la plupart d'entre eux pût leur mériter quelque indulgence. Cela ne veut

pas dire qu'Addington et ses contemporains n'eussent pas droit aux éloges qu'on leur prodiguait; ils agissaient conformément aux idées de leur époque. Dans des temps plus éloignés de nous, Sully, le grand Sully a bien pu conquérir la réputation d'une austère probité en amassant d'immenses richesses pendant qu'il ruinait les créanciers de l'État pour rétablir les finances. Ce qu'il est permis, ce qu'il est juste de conclure de semblables contrastes, c'est que le niveau de la morale publique s'est élevé depuis lors, et qu'il faut ignorer étrangement le passé pour ajouter foi aux déclamations si souvent répétées sur les prétendus progrès de la corruption. Tel acte qui jadis semblait parfaitement naturel et légitime suffirait aujourd'hui pour déshonorer un homme public. Nous pouvons, individuellement, ne pas valoir mieux que nos ancêtres; mais, sous l'influence d'une civilisation plus perfectionnée, l'opinion plus délicate, plus éclairée, nous impose des devoirs bien autrement rigoureux.

A défaut de récompenses plus substantielles, Addington emporta dans sa retraite les témoignages les moins équivoques des regrets et de l'affection de George III. Dans le billet par lequel ce prince termina, le 14 mai 1804, leur correspondance officielle, on lit cette phrase expressive : « L'honneur, la sincérité, l'attachement personnel de M. Addington seront toujours pour le roi la source des satisfactions et des consolations les plus réelles que Sa Majesté puisse éprouver, car le roi ne fait cas que de ceux qui voient en lui un homme, et non pas de ceux qui, ne pensant qu'au monarque, sont nécessairement conduits par l'intérêt, non par l'amitié. » Peu de jours après, George III, sans s'inquiéter du déplaisir que de pareilles démonstrations pouvaient causer aux nouveaux ministres, alla, suivi de la reine et de quelques-uns de ses enfants, visiter Addington et sa famille dans une maison de campagne dépendant du domaine royal où il lui avait permis de s'établir pendant son ministère pour l'avoir toujours à sa portée, et dont il exigea qu'il conservât la jouissance même après avoir quitté les affaires.

Pitt avait repris, de sa main vigoureuse, la direction du gouvernement. Le trait essentiel qui distinguait sa politique de celle d'Addington, c'est que ce dernier voulait que l'Angleterre, au lieu d'exciter les puissances européennes à reprendre immédiatement les armes contre la France, leur laissât le temps de réparer leurs forces et se tînt elle-même sur une imposante défensive. Pitt, au contraire, plus hardi, plus énergique, pensait que le seul moyen de résister à Napoléon, c'était de lui susciter des ennemis sur le continent. Il s'empressa donc d'ouvrir des négociations à cet effet; mais, tandis qu'il préparait secrètement au dehors une nouvelle coalition européenne, il avait à lutter, en Angleterre même, contre des difficultés bien nouvelles pour lui. Le charme par lequel il avait si longtemps dominé la chambre des communes semblait s'être évanoui; ses plans, ses projets n'y étaient plus reçus avec la même déférence que pendant son premier ministère; la majorité qui le soutenait était faible et incertaine, et les collègues dont il lui avait été possible de s'entourer ne lui prêtaient pas un appui suffisant. Évidemment, le cabinet avait été fondé sur une combinaison trop étroite, et il fallait l'élargir pour acquérir la force et la liberté d'action dont on avait un si impérieux besoin. Pitt le comprit. Après d'inutiles tentatives pour se réconcilier avec lord Grenville, il se résigna à une démarche qui dut coûter beaucoup à son orgueil : il sollicita le concours d'Addington, à qui il avait si récemment refusé le sien; il lui fit offrir une position importante dans l'administration.

Pour concevoir le prix qu'il pouvait attacher à cette alliance, il ne faut pas seulement tenir compte de la valeur personnelle d'Addington. Ce qui faisait de ce dernier un personnage considérable, c'étaient la faveur et la confiance que le roi continuait à lui témoigner; c'était aussi l'existence d'un parti, ou, pour mieux dire, d'une coterie de parents et d'amis qui s'était formée autour de lui pendant son ministère, et

qui continuait à suivre sa direction. Cette coterie était peu nombreuse, les hommes dont elle se composait n'avaient ni des facultés bien remarquables, ni, à l'exception du marquis de Buckingham, une bien grande existence ; ils ne représentaient dans le pays ni une opinion, ni une doctrine distincte des opinions et des doctrines générales du torysme. Leur seul lien de cohésion résidait dans le sentiment qui les portait à se soutenir les uns les autres, et qui leur faisait considérer, de la meilleure foi du monde, la présence de leur chef dans les conseils de la couronne et leur propre participation aux fonctions publiques comme un principe de gouvernement. En des temps ordinaires, au milieu de grands partis organisés, ils eussent eu peu de moyens d'acquérir de l'influence ou même de se faire remarquer; mais les partis étaient alors, par l'effet de la coalition et des derniers revirements ministériels, dans un tel état de dissolution et d'éparpillement, qu'à vrai dire la majorité n'existait nulle part, qu'on la voyait se modifier suivant les questions et que souvent les forces de l'opposition balançaient celles du ministère. Cette situation anormale et presque anarchique devait se prolonger pendant plusieurs années. On comprend quelle importance elle donnait à un petit nombre d'hommes bien décidés à ne pas se séparer et qui souvent pouvaient, en se portant de l'un ou de l'autre côté, donner ou retirer la victoire.

Ce fut lord Hawkesbury, alors secrétaire d'État dans le ministère de Pitt, après l'avoir été dans celui d'Addington, qui se chargea, par ordre du roi, de négocier entre eux un rapprochement. Leur réconciliation se fit promptement et facilement. Comme leur présence simultanée dans la même chambre paraissait, après les combats qu'ils s'y étaient livrés, rendre plus difficile leur coopération, Addington consentit, non sans regret, à passer à la chambre haute sous le titre de vicomte Sidmouth ; il accepta aussi, pour que sa position privée fût au niveau de sa dignité nouvelle, la pension qu'il était d'usage d'accorder aux anciens orateurs des communes, et qu'il avait refusée dans d'autres circonstances ; enfin, il entra dans le cabinet en qualité de président du conseil. On sait que ce titre, en donnant à celui qui en est revêtu le premier rang honorifique, le laisse réellement en dehors des fonctions actives du gouvernement. Le plus marquant des adhérents d'Addington, lord Buckingham, fut nommé chancelier du duché de Lancastre. D'autres obtinrent des emplois inférieurs, et on promit de donner plus tard à leur ambition une satisfaction plus complète. Ces arrangements furent terminés au mois de janvier 1805, sept mois seulement après la formation du ministère qu'on était sitôt obligé de modifier.

L'alliance de Pitt et de lord Sidmouth ne devait pas avoir une longue durée. Il n'existait pourtant entre eux aucune dissidence fondamentale sur les grandes questions de gouvernement, mais leurs rapports réciproques avaient été trop complétement faussés pour qu'il fût possible de les rétablir. Pitt, dans le sentiment hautain de sa force, voulait être le maître et se prêtait difficilement, au milieu des préoccupations que faisaient peser sur lui les grandes affaires de l'Angleterre et de l'Europe, aux ménagements qu'eût exigés la susceptibilité de son collègue. Lord Sidmouth, si récemment encore chef du gouvernement, ne se résignait pas sans regret à une position secondaire. La conscience même de son infériorité personnelle lui rendait cette position plus pénible, parce qu'elle en était aux yeux de tous l'explication naturelle. Il eût voulu que sa rentrée dans le cabinet eût le caractère d'un événement politique, que son influence, son action, se montrassent au public, sinon comme égales à celles de Pitt, au moins comme distinctes. C'était la plus irréconciliable de toutes les rivalités, celle de la vanité contre l'orgueil. Soigneusement fomentée de part et d'autre par ces dangereux amis qu'on voit toujours empressés, dans les complications semblables, à aigrir les soupçons et les ressentiments de leurs patrons, il était presque impossible qu'elle n'aboutît pas bientôt à une rupture ouverte. En vain

quelques hommes sages et bienveillants s'efforçaient de la prévenir : on peut concilier des opinions et des intérêts différents, on ne concilie pas des amours-propres tellement engagés qu'un rapprochement serait pour eux une humiliation, et c'était précisément la situation de lord Sidmouth, qui tenait, avant tout, à ne pas paraître dominé et absorbé par Pitt, et qui, sans bien s'en rendre compte, à défaut d'un dissentiment réel, eût volontiers cherché l'occasion de prendre dans le cabinet une autre attitude que son illustre rival.

Cette occasion ne se présenta que trop tôt. Un des principaux membres du ministère, celui peut être dont le concours était le plus utile à Pitt, lord Melville, fut dénoncé à la chambre des communes comme ayant prévariqué, bien des années auparavant, dans le maniement des fonds affectés à un emploi dont il était alors chargé. Pour des motifs qu'il est inutile d'expliquer ici, les amis de lord Sidmouth crurent devoir appuyer cette dénonciation, et lord Sidmouth exigea que toute liberté leur fût laissée à cet égard, en sorte que le vote qu'ils porteraient contre l'honneur et l'existence politique d'un des ministres ne les constituerait pas en état d'opposition contre le ministère. Pitt, dont les embarras étaient toujours très-grands et qui craignait de provoquer la dissolution du conseil, fut contraint de subir cette condition étrange. Par suite d'une aussi inconcevable transaction, la chambre des communes, à la majorité d'une seule voix, prit une résolution qui eut pour conséquence la mise en accusation de lord Melville. Jamais Pitt n'avait essuyé un échec aussi complet et aussi douloureux. On comprend ce qu'il dut éprouver lorsque lord Sidmouth vint réclamer pour ses protégés les places que rendait disponibles, dans la haute administration, la chute de lord Melville. Il se contint cependant; sans rétracter ses promesses, il demanda du temps pour les accomplir; il représenta que la dignité même du gouvernement était intéressée à ce qu'il ne parût pas récompenser immédiatement ceux qui venaient de lui porter un coup si cruel. Lord Sidmouth ne voulut rien entendre, craignant que sa considération ne fût compromise, si on différait davantage de lui donner la satisfaction à laquelle il croyait avoir droit, et, après plusieurs semaines d'explications, de tiraillements, de malentendus, il donna sa démission de la présidence du conseil, qu'il avait occupée six mois seulement. Ses amis le suivirent naturellement dans sa retraite, dont leurs exigences étaient la cause première ou du moins la plus apparente.

Ce qui est singulier, ce qui fait également honneur à Pitt et à lord Sidmouth, c'est qu'une rupture précédée de semblables incidents ne prit pas entre eux, comme leur première séparation, le caractère d'une brouillerie personnelle, c'est qu'ils restèrent l'un à l'égard de l'autre dans des dispositions bienveillantes. Quelque temps après, lord Sidmouth ayant éprouvé un grand malheur de famille, Pitt alla le visiter à la campagne. Leur entrevue fut franchement amicale; ils causèrent librement de toute chose, même de l'état du pays. Ils comptaient se revoir, mais bientôt Pitt, dont la santé était depuis longtemps fort altérée par l'excès du travail et des inquiétudes morales, tomba gravement malade. La bataille d'Austerlitz lui porta le dernier coup, et le 23 janvier 1806 il mourut d'épuisement avant d'avoir atteint sa quarante-septième année. Lord Sidmouth fut profondément affecté de cette mort. Il était loin de croire que l'événement dût être aussi prochain. Dans une lettre qu'il écrivit à cette époque, et qui est la touchante expression d'une douleur sincère, il se félicita de l'heureuse inspiration qui, peu de jours auparavant, l'avait porté à détourner par ses conseils une attaque qu'on voulait diriger, dans la chambre des lords, contre la politique extérieure du grand homme expirant, et qui eût rendu ses derniers moments plus amers.

II

On sait quelles furent les suites immédiates de la mort de Pitt. Le cabinet qu'il dirigeait et dont il était l'unique force, saisi d'une espèce de terreur panique, s'empressa, malgré les instantes prières du roi, de donner sa démission. George III, ainsi abandonné, fut contraint de recourir à ce parti whig qu'il tenait si soigneusement éloigné du pouvoir depuis plus de vingt ans, et l'on vit se former, sous Fox et lord Grenville, le ministère auquel l'histoire a conservé le nom de *ministère de tous les talents,* que les torys, par une affectation ironique, lui avaient donné à titre de sobriquet. La pensée qui présida à sa formation, ce fut d'y réunir toutes les forces, toutes les influences du pays pour en faire comme un faisceau qu'on pût opposer aux dangers dont l'Angleterre était menacée par les étonnants progrès de la puissance française. Lord Sidmouth fut invité à prendre part à cette combinaison avec la petite fraction du parti tory qui le reconnaissait pour son chef : il ne se refusa pas à cet appel. Admis dans le nouveau cabinet en qualité de lord gardien du sceau privé, il échangea bientôt ce titre à peu près honorifique contre celui de président du conseil. Un autre tory, le grand juge lord Ellenborough, devint aussi membre du cabinet pour que lord Sidmouth ne s'y trouvât pas complétement isolé, et des emplois secondaires, bien qu'importants encore, furent distribués à ses protégés.

On disait alors que dans cette administration, formée presque en totalité d'hommes qui étaient pour le roi un objet d'aversion et de défiance, lord Sidmouth jouait le rôle d'un vieil et fidèle intendant chargé de veiller aux intérêts de son maître au milieu d'une foule de serviteurs nouveaux d'une fidélité douteuse. Il est probable, en effet, que les whigs, en s'associant lord Sidmouth, avaient surtout voulu donner au roi un témoignage de condescendance et calmer l'inquiétude qu'il aurait éprouvée, s'il s'était vu exclusivement entouré d'hommes dont il détestait les principes. On ne savait pas alors que lord Sidmouth n'occupait plus, à beaucoup près, dans la faveur de George III, la place qu'il y avait eue naguère. Ce prince, qui n'aimait pas l'indépendance des hommes publics, et qui, surtout depuis l'affaiblissement de ses facultés intellectuelles, ressentait une extrême impatience de tout ce qui pouvait lui susciter des difficultés ou seulement des embarras, n'avait pas plus pardonné à lord Sidmouth de s'être séparé de Pitt l'année précédente qu'il n'avait auparavant pardonné à Pitt d'avoir adhéré à la coalition de Fox et de lord Grenville. Suivant toute apparence, il lui sut peu de gré de son alliance avec les whigs, et il ne paraît pas que, pendant toute la durée du cabinet fondé sur cette alliance, il ait eu avec lui des relations plus intimes et plus confidentielles qu'avec les autres ministres.

Lord Sidmouth, en devenant le collègue de Fox et de lord Grenville, leur avait déclaré que, si la question de l'émancipation des catholiques qu'on était convenu de laisser dormir était jamais reproduite, il se réservait de repousser cette grande innovation. Cette réserve avait rencontré d'autant moins d'objections, qu'avec les dispositions bien connues du roi aucun ministère ne pouvait penser alors à proposer une réforme entourée d'ailleurs de tant de difficultés. Bien que ce point de dissentiment se trouvât ainsi écarté, bien que lord Sidmouth n'eût qu'à se louer des procédés personnels des autres membres du conseil, qu'il rendît justice à leur caractère et à leurs talents, et que Fox exerçât même sur lui la séduction à laquelle échappaient rarement ceux qui se trouvaient en rapport avec cet homme extraordinaire, sa situation était délicate et pénible dans un cabinet où dominaient des opinions et des sentiments si différents des siens. Il n'approuvait pas l'ensemble des mesures prises

pour la défense du pays et qui lui semblaient peu proportionnées, soit à la grandeur des périls, soit à l'étendue des ressources; pour la première fois, écrivait-il à l'un de ses plus intimes confidents, la sûreté de l'Angleterre lui paraissait véritablement compromise, et il craignait de se trouver réduit à la nécessité de dénoncer à la chambre des lords l'insuffisance des préparatifs militaires. Sur une autre question qui, il est vrai, comportait davantage une divergence d'avis entre les conseillers de la couronne, il se trouva en désaccord public avec les chefs du ministère : il combattit avec beaucoup de force, quoique sans succès, le bill proposé pour l'abolition immédiate de la traite des noirs; il voulait y substituer, comme plus efficaces, une abolition graduelle et des dispositions combinées pour améliorer le sort des esclaves. Il se montra également contraire à une proposition ministérielle qui, sous prétexte de régulariser la condition des Irlandais catholiques appelés à faire en Angleterre un service militaire, tendait, en effet, à diminuer un peu les incapacités encore inhérentes à ceux des sujets britanniques qui professaient la religion romaine. En cette occasion, lord Sidmouth se trouva naturellement d'accord avec le roi. George III, qui avait d'abord consenti à la proposition de ses ministres, parce qu'il n'en avait pas compris la portée, ou, comme il le prétendit, parce qu'on ne lui en avait pas fait connaître les termes exacts, rétracta son consentement dès que les avertissements officieux des adversaires de l'administration eurent éveillé ses défiances. Les ministres, qui peut-être s'étaient avancés un peu légèrement dans cette affaire, comprirent la nécessité de renoncer à leur projet : ils retirèrent le bill déjà soumis aux délibérations parlementaires; mais le roi ne se contenta pas de ce désistement. Soit qu'il voulût se mettre définitivement à l'abri des secousses nerveuses que toute discussion relative aux catholiques imprimait à son organisation épuisée, soit qu'il cherchât une occasion de se délivrer d'un cabinet qui lui était antipathique, il exigea de ses conseillers officiels l'engagement de ne jamais l'entretenir de rien de semblable. Ils répondirent avec raison que leur qualité même de ministres d'un roi constitutionnel, à qui ils étaient obligés de dire sur toute chose ce qu'ils considéraient comme la vérité, ne leur permettait pas de prendre un pareil engagement, et le ministère fut dissous. Lord Sidmouth, bien qu'il eût été sur le point de donner sa démission plutôt que de prendre part à la malencontreuse tentative de ses collègues, sentit qu'il devait se retirer avec eux. On ne fit rien, d'ailleurs, pour le retenir. Seulement, le roi lui donna une audience de congé, faveur que n'obtinrent pas les autres ministres, et lui exprima par écrit en termes très-flatteurs le regret qu'il éprouvait à se séparer de lui.

Ainsi tomba, au mois de mars 1807, après une année d'existence, ce brillant ministère que la mort de Fox avait déjà fort affaibli. Le principal résultat de la courte apparition des whigs au pouvoir avait été de mettre hors de doute, par l'inutilité de leurs efforts pour arriver à une réconciliation avec la France, la nécessité absolue de la guerre, et, par conséquent, d'imposer silence à ceux qui, si longtemps, avaient reproché aux torys de ne pas vouloir la terminer. Les amis de Pitt, qui naguère, après l'avoir perdu, s'étaient jugés eux-mêmes hors d'état de conserver entre leurs mains la direction du gouvernement, furent rappelés au pouvoir et ne craignirent pas, malgré leur infériorité personnelle, malgré l'extrême gravité de la situation, d'accepter la succession des hommes éminents que la volonté royale venait d'éloigner. Leur courage fut taxé de témérité. Personne ne supposait qu'ils pussent suffire à porter un fardeau sous lequel Pitt et Fox venaient de succomber en peu de mois, et on s'attendait généralement à les voir bientôt contraints de céder la place. Ils devaient pourtant la garder pendant vingt années. La durée et les prodigieux succès d'un ministère inauguré sous des auspices si peu rassurants constituent un problème historique qui mérite de nous arrrêter quelques instants.

Le torysme, dont ce cabinet était la plus pure expression, ne se rattachait d'une manière immédiate ni à celui qui avait soutenu, au temps des Stuarts, les doctrines du pouvoir absolu et du droit divin, ni même à celui qui, dans les premières années du règne de George III, sous la direction de lord Bute et de lord North, s'était efforcé de détruire le pouvoir parlementaire au profit de l'autorité royale. Après la défaite définitive de ce vieux parti, les whigs victorieux s'étaient divisés. Tandis que Fox, à la tête du plus grand nombre, continuait à porter le drapeau des libertés populaires, Pitt formait avec les autres, unis aux débris de l'ancien torysme, un nouveau parti de gouvernement qui devait prendre non-seulement le nom, mais jusqu'à un certain point la position et les opinions de l'ennemi vaincu. Cette métamorphose singulière ne fut pas l'œuvre d'un moment. Les nouveaux torys, en devenant les défenseurs du principe d'autorité monarchique, n'en adoptèrent pas immédiatement les exagérations antilibérales. Pendant quelque temps, on les vit, à l'exemple de Pitt, leur habile chef, se maintenir avec une réserve prudente dans la voie des réformes et des innovations utiles; mais les excès de la révolution française ne tardèrent pas à les jeter dans une autre direction. Effrayés des tentatives violentes faites par des fanatiques pour étendre à l'Angleterre les conséquences de ce grand événement, ils se persuadèrent que le seul moyen d'y opposer une résistance efficace, c'était de s'attacher avec une inébranlable fermeté au vieil édifice de la constitution britannique, de ne pas permettre qu'il y fût porté la plus légère atteinte, même pour le perfectionner, de repousser systématiquement tout ce qui tendrait à affaiblir le gouvernement, et même de lui accorder sans scrupule tous les pouvoirs extraordinaires dont il croirait avoir besoin soit pour mieux combattre la France, soit pour réprimer les anarchistes. Dans la pensée de Pitt, ce n'était évidemment qu'une politique de circonstance; il suffit d'étudier attentivement ses actes et ses discours pour reconnaître qu'il n'avait pas renoncé aux convictions de sa jeunesse, que plusieurs des grands projets d'amélioration politique et sociale dont il s'était jadis préoccupé vivaient encore au fond de sa pensée, et que, dans des temps plus favorables, il y serait revenu; mais cette puissance de rester fidèle aux doctrines mêmes dont on est contraint de modifier ou de suspendre l'application est une des qualités les plus rares qui distinguent les âmes fortes et les esprits élevés : elle est également inconciliable avec un caractère passionné et avec une intelligence médiocre. C'est assez dire qu'elle ne saurait appartenir ni à un parti tout entier, ni même à la plupart de ses chefs. Les nouveaux torys ne firent pas exception à la règle commune. Emportés par une réaction dont les circonstances expliquent et excusent la vivacité, ils se montrèrent bientôt animés d'un fanatisme qui semblait les reporter à deux siècles en arrière. Quelques années avaient suffi pour ressusciter en eux cette superstition royaliste, ce culte religieux du passé, cette horreur des agitations populaires qui, après la première révolution, avaient rendu possible la tyrannie des fils de Charles Ier. La prudence de Pitt, la force de son caractère et de son génie continrent tant qu'il vécut ces tendances étranges dans les limites où elles pouvaient lui être utiles sans devenir pour lui un embarras; après sa mort seulement, le torysme apparut sous ses véritables couleurs. A l'exception de Canning, que les torys même ne voyaient pas sans défiance, les chefs influents, les véritables représentants du parti, presque tous jeunes encore ou récemment arrivés aux grandes positions politiques, ne réunissaient à un haut degré ni les qualités de l'orateur, ni celles de l'homme d'État. Lord Eldon, lord Castlereagh, Perceval, lord Hawkesbury (devenu lord Liverpool), n'avaient rien qui les élevât de beaucoup au-dessus des passions aveugles et des préjugés étroits de leurs amis.

Tel était le parti tory lorsque la chute des whigs lui rendit le ministère; tels étaient les hommes qui allaient avoir à défendre l'Angleterre et l'Europe contre

Napoléon, qu'en ce moment même la bataille de Friedland et le traité de Tilsit portaient à l'apogée de sa puissance. Évidemment, ils eussent été insuffisants à une époque moins avancée de la guerre, lorsque les moyens de la soutenir n'étaient pas encore organisés, lorsqu'il y avait encore dans une partie de la nation de grands doutes sur la nécessité de la continuer; mais, au point où on en était arrivé, toute incertitude avait depuis longtemps disparu ; la lutte terrible engagée entre les deux plus puissantes nations du globe avait pris un caractère de violence et d'acharnement qui devait la faire aboutir à la ruine de l'une des deux. On n'en était plus à mesurer les coups, à calculer les moyens ; c'était un combat à mort dans lequel chacun prodiguait ses dernières ressources, saisissant presque au hasard les armes qui lui tombaient sous la main. Le gouvernement britannique avait cet avantage que, pour finir par triompher, il lui suffisait de prolonger ce combat gigantesque jusqu'au jour où Napoléon succomberait dans la tâche impossible qu'il avait entreprise de mettre sous le joug tout le continent. Les sacrifices qu'un tel état de choses imposait à l'Angleterre étaient énormes. Il n'avait fallu rien moins que le génie et le courage de Pitt pour créer le système qui mettait le pays en mesure de les supporter. A défaut d'un pareil génie, et alors qu'il ne s'agissait plus que de marcher dans la voie qu'il avait ouverte, peut-être la persévérance passionnée des torys, stimulée par la haine aveugle qu'ils portaient à la France et à la révolution, était-elle plus appropriée aux besoins du moment que le libéralisme éclairé de leurs adversaires. Pour ces derniers, en effet, la guerre n'était qu'une nécessité douloureuse, et, aspirant de tous leurs vœux à la terminer avec honneur, ils n'y eussent pas porté ces illusions, cet entraînement plus puissant parfois dans les conjonctures extrêmes que les lumières et les talents.

Quoi qu'il en soit, plusieurs années devaient s'écouler avant que l'opinion s'habituât à considérer le nouveau ministère comme définitivement établi dans le gouvernement du pays. Des expéditions mal conçues, de graves échecs militaires, des dissentiments intérieurs tels que la mauvaise fortune en suscite toujours, le déplorable effet produit sur l'opinion par la révélation d'un grand nombre de faits de corruption parlementaire et de prévarication administrative, placèrent le cabinet tory à plusieurs reprises dans une situation fausse et chancelante. Plus d'une fois il essaya de se fortifier en modifiant sa composition. Canning s'étant démis de ses fonctions par suite d'une querelle personnelle avec lord Castlereagh, on lui donna pour successeur le marquis de Wellesley, qui lui-même ne tarda pas à se retirer. Des offres d'alliance furent faites aux principaux whigs, à lord Grey et à lord Grenville, qui les repoussèrent formellement. Plus tard, le prince de Galles, investi, sous le titre de régent, de la plénitude du pouvoir royal que George III n'était plus en état d'exercer, se crut obligé d'inviter ces mêmes chefs de l'opposition, dont il avait longtemps été l'ami, à se charger du pouvoir; mais, comme il ne voulut pas accepter leurs conditions, la négociation échoua, et les ministres torys reprirent leurs portefeuilles, qu'ils avaient déjà déposés. Ils étaient en réalité les hommes de la situation ; leur homogénéité faisait leur force, et cette homogénéité était complète depuis que la retraite successive de Canning et de lord Wellesley avait fait disparaître de leurs rangs les seuls hommes qui s'y distinguassent par des facultés supérieures et des idées élevées.

On n'avait pas les mêmes motifs d'exclusion à alléguer contre lord Sidmouth. Sa présence n'eût certes pas rompu ce concert de médiocrités. Sur tous les points essentiels, il partageait les principes et les préventions des torys les plus invétérés. On peut donc s'étonner que les ministres, qui cherchaient partout des auxiliaires, ne se soient pas de préférence tournés de son côté, d'autant plus qu'on était accoutumé à le voir se rallier successivement, avec sa petite phalange, aux combinaisons minis-

térielles les plus diverses. Suivant la plaisante expression de Canning, il était comme la petite vérole : tout cabinet devait l'avoir une fois. Ce qui, à cette époque, le tint longtemps en dehors des affaires, c'est que les amis particuliers de Pitt, qui dominaient dans le conseil, avaient peine à lui pardonner les embarras et l'amertume dont il avait rempli ses derniers jours. Ils auraient cru outrager la mémoire du grand homme, objet de leur culte et de leurs regrets, en s'unissant à celui qu'ils considéraient bien injustement comme son ennemi personnel et à qui ils reprochaient d'avoir abrégé sa vie.

Lord Sidmouth, ainsi écarté, en conçut un vif dépit. Il se rapprocha de ces mêmes whigs avec qui il s'était si peu accordé lorsqu'ils siégeaient ensemble dans le cabinet. Pendant plusieurs années, on le vit s'unir à eux, par ses discours comme par ses votes, dans la plupart des attaques qu'ils dirigèrent contre le ministère tory. Le bombardement de Copenhague en pleine paix, les fameux ordres du conseil qui, en représailles des décrets impériaux de Berlin et de Milan, supprimaient, au préjudice des neutres, jusqu'aux derniers restes de la liberté des mers, trouvèrent en lui un censeur rigoureux qui les dénonça à l'indignation publique comme également contraires à l'honneur et aux intérêts de la Grande-Bretagne. Il parla aussi en termes très-sévères des fausses combinaisons qui avaient préparé le désastre de Walcheren et les premiers revers de la guerre de la Péninsule. Il blâma comme mal conçus, comme insuffisants, les plans militaires et financiers adoptés pour la défense du pays. Il ne craignit même pas, lui qu'on avait vu jadis condamner comme un sacrilége tout ce qui pouvait affliger ou troubler l'esprit affaibli du roi, il ne craignit pas d'appuyer de son influence le vote de censure proposé contre son fils chéri, le duc d'York, à l'occasion du système de corruption qui s'était introduit dans l'administration supérieure de l'armée, dont ce prince était le commandant en chef.

Bien que, sur presque tous ces points, l'opposition eût raison contre le ministère, il est probable que lord Sidmouth, avec les habitudes de son esprit et la direction générale de ses idées, en eût jugé tout autrement sans les motifs de mécontentement personnel que lui avaient donnés les dépositaires du pouvoir. Il ne faut pas croire pourtant qu'il se rendît compte à lui-même de son inconséquence. Sa correspondance prouve qu'à l'époque dont nous parlons, les discours qu'il prononçait à la chambre des lords exprimaient bien réellement sa pensée. L'affaire de Copenhague paraît surtout lui avoir inspiré la plus véhémente indignation. Il y revenait sans cesse en écrivant à ses amis, et il semblait ne pouvoir trouver de termes assez emphatiques pour flétrir la conduite du ministère.

« On a (dit-il dans une de ces lettres), on a conseillé au roi de la Grande-Bretagne de déclarer à ses propres sujets et à tous les peuples civilisés que l'état actuel du monde a annulé toutes les obligations de la bonne foi et effacé la loi des nations, et qu'à l'avenir il considère comme son devoir d'imiter la perfidie, l'iniquité, la rapacité de notre adversaire. Lorsque ce système aura été sanctionné par le parlement, l'Angleterre ne sera plus que le cadavre pourri d'un corps animé jadis par une âme grande et vertueuse. Quand je mourrai, on trouvera le nom de Copenhague gravé au fond de mon cœur. Nous avons accompli un acte qui fera désormais citer notre nom parmi les plus pervers. »

Dans une autre lettre, il s'exprime ainsi sur le même sujet :

« Nous avons tenu une conduite qui, loin de servir nos vrais intérêts, nous rendra

pour l'univers un objet d'exécration et nous couvrira de honte à nos propres yeux. Nous serons bientôt comme les Israélites, la main levée contre tout homme et celle de tout homme levée contre nous. Au lieu d'imiter la vigueur et la persévérance de notre adversaire, nous risquons de devenir les faibles et misérables copistes de sa rapacité et de son injustice. Je n'ai jamais jusqu'à présent désespéré de mon pays, je n'en désespérerai pas encore jusqu'à ce que la détestable doctrine qui nous enseigne à combattre Bonaparte par ses propres armes, je veux dire celles de la force dépourvues du droit, celles de la convenance momentanée sans égard à la justice, ait été sanctionnée par le parlement... Maintenant la puissance constitue le droit : nous avons porté le coup mortel à tout ce qui restait de la loi des nations. Notre magnanimité et notre honneur ont été sacrifiés à nos convenances et à nos craintes, et Bonaparte a ajouté à tous ses trophées celui d'une victoire remportée sur la bonne foi et le caractère moral de la Grande-Bretagne. »

C'était là un singulier langage pour un tory; à l'éloquence près, Fox, s'il eût encore vécu, n'aurait pas mieux dit. A cette époque, lord Sidmouth n'était plus séparé des whigs que par son opposition absolue à l'émancipation catholique. La pensée de cette grande réforme avait fait depuis peu des progrès qui semblaient en annoncer la prochaine victoire. Elle partageait presque également la chambre des communes, et dans le cabinet même elle comptait plus d'un partisan avoué. Lord Sidmouth, inébranlable dans ses vieux préjugés, luttait de toutes ses forces contre le torrent, et essayait, non pas de convertir les whigs à ses idées, — il en comprenait l'impossibilité, — mais de leur persuader de ne pas ressusciter une question qui faisait obstacle à son union avec eux et à leur succès commun. N'ayant pu les en détourner, il combattit fortement dans la chambre haute une motion que lord Grenville avait faite dans le sens de l'émancipation, et que le ministère avait, à son gré, trop mollement repoussée. Son discours est le résumé de tous les sophismes auxquels l'intolérance avait recours pour se déguiser depuis qu'il ne lui était plus permis de s'avouer hautement et de marcher tête levée. Suivant lui, l'émancipation, utile seulement à un petit nombre de personnes, ne devait pas remédier en Irlande aux maux produits par l'état arriéré de la civilisation, la misère, l'ignorance et le fanatisme; la religion réformée faisait partie intégrante de la constitution britannique, et la cause de l'une avait toujours été étroitement unie à celle de l'autre; jamais, disait-il, on n'avait vu les protestants et les papistes s'accorder, dans un même État, pour l'exercice du pouvoir; en Irlande, le nombre étant d'un côté, la propriété de l'autre, la concession de droits égaux serait un principe de lutte perpétuelle; il y avait un grand danger à appeler au pouvoir politique des hommes soumis à une autorité étrangère; les doctrines de l'Église romaine n'avaient pas cessé d'être hostiles à toute espèce de liberté et de progrès; on ne refusait d'ailleurs aux catholiques ni la tolérance la plus complète, ni même, en réalité, cette égalité de droits si vivement réclamée pour eux, puisque, pour en jouir, ils n'avaient qu'à prêter un serment imposé à tous les sujets anglais sans distinction de croyances. Ce qu'exigeait la situation de l'Irlande, c'étaient des améliorations positives, c'était la multiplication des moyens d'instruction populaire qui auraient pour effet de la rendre peu à peu protestante en éclairant les populations; il pouvait être bon aussi d'assurer au clergé catholique un salaire modéré qui le placerait jusqu'à un certain point sous l'influence du gouvernement.

Cependant la position que lord Sidmouth avait prise, ou plutôt que les circonstances lui avaient faite à l'égard du ministère tory, était trop contraire à ses sentiments naturels pour qu'il pût s'y maintenir longtemps. Ce ministère, jusqu'alors si faible et si chancelant, avait d'ailleurs besoin, sinon de son appui personnel, au

moins de celui de ses adhérents. Le chef du cabinet, Perceval, essaya de lui persuader d'engager ses amis à prendre des emplois dans l'administration, tout en lui avouant les obstacles qui s'opposaient à ce qu'il y entrât lui-même. Cette proposition un peu naïve ne fut pas acceptée, mais peut-être eut-elle pour effet de rendre lord Sidmouth moins hostile au ministère en lui faisant entrevoir que, lorsque le temps aurait aplani ces obstacles, fondés uniquement sur des préventions individuelles, les conseillers de la couronne s'estimeraient heureux d'obtenir son concours. A partir de ce moment, on le vit saisir toutes les occasions d'établir une nuance entre sa politique et la politique des whigs, ses alliés temporaires. Sans se rallier encore formellement à celle des ministres, il affectait de dire qu'elle avait pris un caractère plus satisfaisant, mieux fait pour inspirer confiance à la nation. Il trouvait encore que leurs actes prêtaient à de nombreuses objections, mais presque toujours il en admettait le principe, et il les défendait contre les motions de censure présentées par les whigs. La persévérance avec laquelle le gouvernement soutenait les efforts des Espagnols et des Portugais insurgés contre Napoléon, malgré les malheureux commencements et l'inégalité apparente de cette lutte, fut surtout l'objet de sa constante approbation. Les whigs, qui blâmaient cette persévérance, eurent, en cette circonstance, le malheur de ne pas compter assez sur la fortune et la puissance de l'Angleterre. Ce sont là de ces erreurs où les oppositions se laissent trop souvent entraîner et qu'elles expient d'ordinaire par un long exil du pouvoir.

Lord Sidmouth, devenu ainsi l'auxiliaire du cabinet, ne pouvait manquer de s'en voir bientôt ouvrir les portes. Au commencement de l'année 1812, cinq ans après la dissolution du dernier ministère dont il avait fait partie, il fut appelé pour la troisième fois aux fonctions de président du conseil, et, peu de mois après, il remplaça comme secrétaire d'État de l'intérieur lord Liverpool, qui succédait, en qualité de premier lord de la trésorerie, à Perceval, assassiné par un fou. Des emplois plus ou moins importants furent aussi conférés à ses amis; l'un d'eux, Vansittard, aujourd'hui lord Bexley, devint chancelier de l'échiquier.

Ce moment est important dans l'histoire de l'Angleterre. La dernière tentative faite avec plus ou moins de sincérité par le prince régent pour former un ministère whig venait d'échouer. Les incompatibilités qu'elle avait révélées en rendaient le renouvellement très-peu vraisemblable, et, par une conséquence naturelle, les torys se trouvaient fortifiés de toutes les chances que perdaient leurs adversaires. Peu à peu, d'ailleurs, les grands partis, désorganisés dix ans auparavant par la coalition, s'étaient reformés et régularisés. A mesure que les ressentiments personnels avaient perdu de leur vivacité, chacun s'était replacé sous son drapeau, les coteries avaient disparu, et avec elles cette oscillation perpétuelle qui avait rendu si longtemps la majorité précaire et mobile. Deux opinions bien distinctes, bien tranchées, se trouvaient désormais seules en présence, l'une appliquant ses principes au gouvernement, l'autre s'efforçant de faire triompher les siens par la discussion. L'Angleterre, en un mot, était rentrée dans les vraies conditions du gouvernement représentatif, et ce changement, salutaire pour le pays, utile en réalité à tous les partis, à qui il rendait de la franchise et de la dignité, avait pour premier résultat de donner une base plus solide à un ministère jusqu'alors chancelant. Lord Sidmouth devait, plus que personne, s'applaudir d'un revirement qui, après tant de vicissitudes et de variations, le replaçait au milieu de ses anciens amis et en face de ses anciens adversaires. La plupart des membres du cabinet avaient autrefois servi sous ses ordres, et le premier ministre lui-même, lord Liverpool, avait été jadis un de ses lieutenants. On pouvait donc s'attendre à le voir exercer une haute influence dans une administration où personne ne se distinguait par une position personnelle très-élevée ni par des talents du premier ordre. Il n'en fut rien cependant, et, soit que son caractère

ne fût pas assez fort pour l'appeler à ce rôle dominant que ne lui attribuait pas son titre officiel, soit que toutes ses facultés fussent absorbées par les devoirs, alors très-laborieux, de son département ministériel, il semble avoir pris peu de part au règlement des grandes questions de guerre et de diplomatie devant lesquelles s'effaçaient alors toutes les questions de politique intérieure. L'Angleterre recueillait enfin le fruit de sa longue persévérance. Napoléon, dont les désastres de la campagne de Russie avaient ébranlé la fortune, voyait l'Europe entière se soulever contre lui et succombait après une lutte désespérée. L'Europe se réorganisait sur des bases conformes à l'intérêt des vainqueurs et particulièrement du cabinet britannique. Rien n'indique que lord Sidmouth soit intervenu avec autorité dans la direction imprimée à ces grandes négociations. On trouve cependant dans sa correspondance quelques détails assez curieux sur la dernière phase de ces négociations, celle qui précéda le second traité de Paris; mais le langage qu'il y tient n'est pas, à beaucoup près, celui d'un ministre expliquant la pensée et le but des mesures qu'il vient de faire adopter; on croirait plutôt entendre un homme curieux et bien informé dissertant avec une pleine liberté d'esprit sur des actes dont il approuve le caractère général, bien qu'il y trouve à redire en plusieurs points. Lord Sidmouth eût voulu, par exemple, que les conditions de la paix de Paris fussent plus rigoureuses encore pour la France. Les sentiments conciliants dont il s'était montré animé à l'époque de la paix d'Amiens avaient fait place à des dispositions bien différentes. Les prodigieux succès obtenus par l'Angleterre et par ses alliés dans une guerre si longtemps malheureuse lui avaient tourné la tête, parce qu'il n'avait ni dans l'âme ni dans l'esprit cette grandeur également nécessaire pour supporter convenablement la bonne et la mauvaise fortune. On ne peut lire sans un sentiment pénible la lettre par laquelle, annonçant à son frère la résolution prise de transporter à Sainte-Hélène l'empereur Napoléon, qui venait de se rendre aux Anglais, il qualifie de *dégoûtante extravagance* les ménagements dont on avait usé pendant les premiers moments envers l'illustre captif. D'autres lettres nous apprennent qu'avec plusieurs de ses collègues il se préoccupait des prétendus dangers de ce qu'il appelait une politique trop clémente (*lenient*) à l'égard de la France. Lord Sidmouth et ses amis insistèrent surtout assez longtemps pour qu'on imposât au gouvernement de Louis XVIII le démantèlement des places de Lille et de Strasbourg, et ce n'est pas sans peine que lord Castlereagh et le duc de Wellington obtinrent le renoncement du cabinet à cette exigence. Lord Sidmouth faisait à ces deux hommes d'État un reproche qui, de sa part et s'appliquant à eux, a quelque chose de bien étrange : il les accusait de n'avoir pas pris dès l'abord un ton assez haut dans la négociation qu'ils suivaient à Paris. Il fallait, disait-il, réduire à tel point la puissance de la France, qu'elle ne fût plus en état de troubler l'Europe : comme si la perte de quelques forteresses ou même de quelques départements eût pu avoir ce résultat ! comme si, en exaspérant à force d'humiliations et de rigueurs le sentiment national d'un grand peuple vaincu, on ne risquait pas précisément de faire naître le danger contre lequel lord Sidmouth cherchait des garanties!

Lord Liverpool était, sinon plus généreux, au moins plus sensé dans le jugement qu'il portait de la politique à suivre à l'égard de la France. Voici ce qu'il écrivait à lord Sidmouth, qui se trouvait en ce moment à la campagne, en l'informant du résultat définitif de la négociation : « Je ne doute pas que le traité avec la France ne soit généralement approuvé, et que les conditions qui en forment la base ne soient considérées comme aussi rigoureuses envers ce pays qu'elles pouvaient l'être sans compromettre le maintien sur le trône de Louis XVIII et de sa famille... La vérité est qu'une réduction réelle de la puissance de la vieille France est une chimère, à moins qu'elle ne résulte d'une scission morale et intérieure, telle qu'elle aurait lieu si le Midi restait attaché à la dynastie légitime, tandis que le reste se donnerait un autre

gouvernement. Un pareil événement peut n'être pas impossible, mais il doit commencer de lui-même, et, à tout prendre, c'est un problème de savoir s'il serait avantageux au genre humain. » Ces derniers mots sont remarquables. Il y avait quelque mérite, au milieu des haines aveugles qui se déchaînaient alors contre la France, à insinuer, même en forme de doute, que son existence comme État du premier ordre pouvait bien être un des éléments essentiels du système européen.

Un trait frappant de cette correspondance, c'est la conviction qu'elle exprime du peu de solidité du gouvernement de la restauration. « Il me paraît hors de doute, dit lord Liverpool, que la présence d'une force alliée à Paris pendant l'hiver est absolument nécessaire. Le gouvernement du roi n'existerait pas une semaine, si cette force était retirée avant qu'on en eût constitué une nouvelle à la place, ce qui exige inévitablement du temps. Le seul point sur lequel tous les partis en France me paraissent d'accord, c'est l'absolue nécessité d'une occupation étrangère et plus particulièrement d'une force britannique restant quelque temps dans le pays. Il est bizarre que les choses en soient venues là. » Lord Sidmouth se montrait aussi très-inquiet des dangers que pouvait susciter à la restauration, non plus Napoléon, prisonnier à Sainte-Hélène, mais son fils devenu l'hôte de la cour de Vienne.

Quoi qu'il eût pensé d'abord de la direction qu'il eût fallu donner aux négociations, il finit par reconnaître que les conditions du traité étaient satisfaisantes, et qu'en Angleterre elles obtenaient l'assentiment général. Son attention principale et l'activité de son esprit se portaient d'ailleurs sur d'autres questions qui rentraient plus spécialement dans ses attributions officielles, et qui devaient bientôt prendre, dans les préoccupations de l'Angleterre, la place qu'y avaient tenue jusqu'alors les faits de la politique extérieure. Déjà, avant la fin de la guerre, des troubles sérieux avaient commencé à agiter le royaume. Ces troubles n'eurent d'abord rien de politique. Ils provenaient de la misère profonde de la classe ouvrière, suite inévitable de la prolongation extraordinaire des hostilités, de l'énormité des impôts, du peu de débouchés que laissait à l'industrie l'interruption presque absolue des communications avec le continent, et aussi du développement excessif qu'avait pris l'emploi des machines aux dépens d'une foule de bras désormais privés de travail. Les ouvriers s'étaient organisés en associations secrètes, dont le but était la destruction de ces machines, coupables, à leurs yeux, de toutes leurs souffrances. Les *luddistes* (c'est ainsi qu'on appelait les associés) s'étaient livrés sur beaucoup de points aux plus déplorables excès ; le sang même avait coulé. Pour mettre fin à ces désordres, le ministère avait dû présenter au parlement plusieurs bills conçus dans la pensée d'aggraver certaines pénalités et d'attribuer temporairement aux juges de paix des pouvoirs extraordinaires. Ces bills avaient été adoptés ; dix-sept malheureux, convaincus, les uns de meurtre, les autres de pillage, avaient été envoyés à l'échafaud par le jury d'York, et les ouvriers, épouvantés, étaient à peu près rentrés dans l'ordre.

Le calme ne fut que momentané. Le rétablissement de la paix générale, salué par l'opinion comme le terme des souffrances publiques, ne justifia pas immédiatement cette espérance. On avait à traverser une de ces époques de transition qui compliquent au plus haut point la situation des gouvernements en ajoutant des difficultés nouvelles à celles qu'ils n'ont pas encore eu le temps de faire disparaître. Les communications avec le continent se trouvant rétablies, on craignit qu'une trop grande importation de grains étrangers ne ruinât la propriété territoriale en avilissant tout à coup le prix que les produits agricoles avaient atteint pendant la guerre, et qui avait mis les propriétaires en état de supporter l'énorme accroissement des impôts. Un bill fut proposé pour obvier à ce danger en élevant les droits d'importation. Il passa dans les deux chambres, malgré l'opposition qui le repoussait comme con-

traire aux intérêts de la classe pauvre, dont il devait rendre la nourriture plus dispendieuse; mais les discussions très-vives auxquelles il donna lieu jetèrent une fâcheuse irritation dans les esprits, et la populace de Londres, à qui les agitateurs avaient persuadé qu'on voulait l'affamer, se porta à d'extrêmes violences. Le domicile de quelques-uns des défenseurs du bill fut assailli par des furieux, et lord Sidmouth dut recourir, pour réprimer ces excès, aux mesures les plus énergiques. Cela se passait au commencement de l'année 1815.

Bientôt les désordres prirent ouvertement un caractère qu'ils n'avaient pas eu d'abord, ou qui, du moins, s'était jusqu'alors dissimulé sous l'apparence de griefs et de vœux purement matériels. La destruction du gouvernement existant, l'établissement d'un régime nouveau fondé sur les bases les plus démocratiques, tel était le but auquel des conspirateurs répandus sur toute la surface de l'Angleterre s'efforçaient d'arriver au moyen d'une grande insurrection. Cette entreprise était insensée. Par sa nature même, elle répugnait trop à l'esprit, aux habitudes, aux traditions britanniques, pour qu'elle pût trouver faveur dans d'autres rangs que ceux de la plus basse populace guidée par quelques rêveurs obscurs ou par de misérables aventuriers; il était impossible qu'une portion quelconque de l'opposition légale et parlementaire consentît à s'y associer, et que les classes élevées ou éclairées ne s'en détournassent pas avec horreur. Elle devait donc échouer, puisqu'il est certain, quoi qu'en disent les flatteurs de la démagogie, que jamais, dans un grand pays, les classes ignorantes et grossières n'ont accompli de révolutions sans le concours plus ou moins complet des représentants du savoir et de la richesse, pas plus que les soldats ne gagneraient de batailles s'ils cessaient d'être conduits par leurs généraux et leurs officiers. Néanmoins, si ces agressions aveugles étaient peu redoutables pour la constitution britannique, elles pouvaient causer de grands malheurs particuliers; elles pouvaient même, en se prolongeant, jeter sur le pouvoir une déconsidération qui aurait frayé la voie à des adversaires moins méprisables. C'étaient là les vrais dangers que le gouvernement, que le secrétaire d'État de l'intérieur en particulier avaient à conjurer. Lord Sidmouth ne manqua pas, au moins sous ce rapport, aux devoirs de sa situation.

Je ne rappellerai pas ici tous les incidents de cette lutte de six années. On sait qu'en Angleterre la presse et les réunions populaires jouissent d'une liberté dont l'étendue semblerait partout ailleurs inconciliable avec le maintien de l'ordre. La police y dispose et surtout y disposait alors de bien faibles moyens d'action. Pour alléger autant que possible l'énorme fardeau des impôts qui pesait depuis si longtemps sur le peuple, on s'était empressé, aussitôt après la fin de la guerre, de réduire la force armée sur le pied strictement nécessaire à l'occupation des colonies et des postes militaires, en sorte qu'il n'en restait presque plus pour tenir tête aux perturbateurs dans l'intérieur du royaume. Lord Sidmouth suppléa, à force d'activité et de zèle, à l'insuffisance de ces moyens de répression. La distribution judicieuse d'un petit nombre de régiments de ligne, la formation de corps nombreux de *yeomanry*, espèce de garde nationale d'élite, l'embrigadement des vétérans retraités encore capables de quelque service, le mirent en état, sinon de prévenir tout mouvement séditieux, au moins d'arrêter à temps les tentatives de révolte. Le parlement lui prêtait d'ailleurs un énergique appui. On suspendit la liberté individuelle. Des bills furent passés pour interdire les exercices militaires auxquels se livraient audacieusement les conspirateurs, pour autoriser les juges de paix à saisir les dépôts d'armes établis par les malveillants, pour punir de peines rigoureuses la publication de libelles séditieux et blasphématoires, pour soumettre au droit du timbre des imprimés qui jusqu'alors en avaient été exempts, et pour restreindre la liberté indéfinie des réunions populaires. Le gouvernement ainsi soutenu ne craignit pas d'engager sa responsabilité en sévis-

sant contre les agitateurs. A Sheffield, à Manchester surtout, d'immenses rassemblements furent dispersés par la force armée. L'action des tribunaux ne resta pas en arrière de celle des chambres et du gouvernement. Dans plusieurs parties du royaume, des exécutions capitales eurent lieu pour crime de haute trahison et de révolte; un grand nombre d'individus furent déportés, et on condamna à plusieurs années de prison le célèbre démagogue Hunt, qui enflammait la populace par ses écrits et par ses harangues. Après le supplice de Thistlewood et de ses complices qui avaient conspiré l'assassinat de tous les membres du cabinet; après les troubles que suscita, en 1821, à l'avénement de George IV, le déplorable procès de la reine, l'esprit révolutionnaire, constamment déjoué dans ses tentatives, parut enfin avoir épuisé ses forces et sa fureur; lord Sidmouth l'avait vaincu par sa persévérance : suivant l'expression de George IV, il s'était montré le Wellington de l'intérieur. On doit comprendre qu'il n'avait pu obtenir un pareil succès sans s'exposer aux récriminations violentes des partis. Les whigs, quelque étrangers qu'ils voulussent paraître et qu'ils fussent en effet aux projets des niveleurs, n'avaient pas, à beaucoup près, donné leur approbation aux moyens adoptés pour les combattre : ils avaient énergiquement repoussé, comme autant d'atteintes portées aux vieilles libertés anglaises, les lois exceptionnelles et répressives votées pour assurer le maintien de la liberté publique, ils n'avaient cessé de dénoncer à titre d'agents provocateurs les espions employés à découvrir les complots; ils avaient surtout poursuivi des plus vifs anathèmes la dispersion violente et sanglante du grand rassemblement de Manchester, accusant les autorités locales d'avoir mis les troupes en mouvement sans avoir accompli les prescriptions rigoureuses exigées par la loi anglaise pour légitimer cette mesure extrême. Toutes ces attaques n'étaient sans doute pas dénuées de fondement : dans la guerre acharnée que le pouvoir avait à soutenir, il était moralement impossible que ses agents secondaires ne se laissassent pas emporter à quelques excès de zèle, et que le gouvernement lui-même, sans cesse assailli et outragé, ne manquât jamais aux lois de la modération. Si, malgré tant de provocations, le triomphe de l'ordre ne dégénéra pas en un système d'arbitraire et de terreur, il faut en faire honneur à l'excellence et à la force des institutions anglaises bien plus qu'à l'honnêteté personnelle et aux scrupules des dépositaires de l'autorité, garanties trop souvent insuffisantes, l'expérience l'a démontré, contre le double entraînement de l'esprit de parti et de la victoire.

Ce ministère tory si médiocre, et qui, en naissant, paraissait destiné à si peu de durée et de succès, comptait cependant quinze années d'existence; il avait mis fin par une paix glorieuse à la guerre européenne; il avait réprimé toutes les tentatives des anarchistes. Quelque grands que fussent ces résultats, il avait suffi, pour y arriver, d'un certain degré de volonté et de courage, parce que le cours naturel des choses y poussait presque fatalement. Le gouvernement anglais avait maintenant à accomplir une tâche plus difficile et plus délicate : il s'agissait, après avoir rétabli l'ordre et la paix, de ramener le pays dans ces voies nouvelles d'où la nécessité des circonstances l'avait forcé à s'écarter, de revenir à ces principes d'un gouvernement à la fois libre et libéral que son heureuse constitution ne lui permet jamais d'abandonner pour bien longtemps. Il n'était pas réservé à lord Sidmouth et à ses collègues de présider à cette espèce de restauration. Ils s'étaient trop profondément pénétrés des habitudes et des idées auxquelles désormais on devait renoncer. Les doctrines du vieux torysme, du droit divin, du pouvoir absolu, étaient à peu de chose près devenues les leurs, et ils portaient dans leur dévouement à la maison de Hanovre des sentiments presque complétement semblables à ceux qui jadis avaient animé les partisans des Stuarts. Lorsque leur pensée se reportait sur le passé, c'était avec une sympathie avouée pour les adversaires de la révolution de 1688. Lord Sidmouth, parlant des

Écossais condamnés pour avoir suivi, en 1745, les drapeaux de Charles-Édouard, se plaisait à vanter ce qu'il appelait, par une allusion ironique aux termes de l'arrêt judiciaire, leur *noble trahison*. Un de ses amis, lui écrivant d'Édimbourg sur l'état de l'Écosse et déplorant les dispositions révolutionnaires qui régnaient dans plusieurs parties de ce royaume, ajoutait que sur d'autres points on retrouvait heureusement *le bon et véritable esprit cavalier de la race des Montrose et des Dundee*. Une telle remarque exprimée par forme de consolation indique assez nettement ce que pensaient des opinions de lord Sidmouth ceux qu'il admettait dans son intimité. Lors d'un voyage qu'il fit sur le continent, il visita avec un intérêt religieux les campagnes de la Vendée, ce théâtre immortel d'une autre lutte en faveur d'une autre dynastie déchue. Et ce n'étaient pas là de pures fantaisies d'imagination : ce retour aux croyances, à la religion politique d'un autre temps, se manifestait en pratique par les actes les plus significatifs. Tandis que, dans la politique intérieure, il inspirait cette résistance absolue que lord Sidmouth, lord Eldon et la majorité du ministère opposaient à toute innovation et à toute réforme, il éclatait plus visiblement encore par les tendances et les procédés de la diplomatie britannique. Il semblait que le cabinet de Londres, par suite des rapports multipliés qu'il avait eus avec les gouvernements du continent pendant les longues guerres contre la France, eût fini par contracter jusqu'à un certain point l'aversion naturelle des monarchies despotiques pour la cause de la liberté des peuples. Étroitement uni au cabinet de Vienne, il lui prêtait, pour l'aider à étouffer les tentatives d'émancipation faites par plusieurs nations du midi de l'Europe, un appui que l'Autriche ne recevait au même degré ni de l'empereur de Russie, non encore revenu à cette époque de son libéralisme mystique, ni de la France de la restauration, gouvernée alors par des ministres modérés et constitutionnels.

Un tel régime commençait à peser à l'Angleterre, sortie enfin victorieuse des épreuves et des dangers divers qui l'avaient contrainte à le subir comme l'unique moyen de salut. La réaction n'était pas encore assez complète pour qu'elle voulût rendre le pouvoir aux whigs; ceux-ci n'avaient pas encore refait leur position, compromise par tant de fautes, mais ils la rétablissaient peu à peu. Depuis la paix générale, on ne pouvait plus leur faire un crime de cette politique pacifique, qui quelquefois avait paru prendre le caractère d'une sorte de connivence avec l'ennemi, ou tout au moins d'une défiance malheureuse des ressources de la patrie. La défense des libertés publiques et des droits généraux de l'humanité, devenue plus que jamais et exclusivement le signe distinctif de ce parti, lui rendait de jour en jour en popularité ce que perdaient les torys, de plus en plus égarés dans des voies absolument opposées. Des questions qui sommeillaient depuis longtemps s'emparaient de nouveau des esprits. La réforme électorale reparaissait à l'horizon : ses partisans ne formaient encore dans le parlement qu'une assez faible minorité; mais il n'en était pas de même de l'émancipation catholique, que la chambre des communes vota, en 1821, à dix-neuf voix de majorité. Il était dès lors facile d'en prévoir la prochaine adoption, malgré l'opposition qu'elle continuait à rencontrer dans la chambre haute, où, cette fois encore, elle fut combattue par lord Sidmouth. Le discours qu'il fit à cette occasion est certainement un des plus déplorables plaidoyers qu'on ait jamais débités à l'appui de l'intolérance religieuse; à peine y trouve-t-on quelques sophismes politiques tant soit peu spécieux, mêlés aux absurdes lieux communs du vieux fanatisme protestant. Plus l'opinion publique s'affranchissait de ces préjugés d'un autre siècle, plus il semble que lord Sidmouth s'en pénétrait profondément. On reconnaît à de tels signes les hommes et les partis auxquels le pouvoir va échapper.

C'est le dernier discours de quelque importance que lord Sidmouth ait prononcé

comme ministre. Peut-être un secret instinct de bon sens l'avertissait-il que son temps et celui des idées qu'il défendait allaient passer; peut-être aussi, bien que jouissant encore d'une santé vigoureuse et touchant à peine au seuil de la vieillesse, éprouvait-il déjà cette fatigue morale à laquelle succombent tôt ou tard ceux en qui l'ambition n'est pas unie à une énergique ténacité. Quoi qu'il en soit, il y avait plusieurs années qu'il pensait à quitter les affaires. Ses amis s'étaient efforcés de l'en détourner ou du moins de l'engager, s'il avait besoin de repos, à échanger seulement son laborieux ministère contre un poste moins fatigant. C'était aussi le désir de ses collègues et du roi lui-même. Rien ne put ébranler sa détermination. Aussitôt que la cessation absolue des conspirations et des émeutes qu'il combattait depuis si longtemps lui permit de penser qu'il avait accompli sa tâche, il s'empressa de résigner ses fonctions de secrétaire d'État de l'intérieur. Il fut remplacé, le 17 janvier 1822, par le jeune Robert Peel, que l'on considérait, dès cette époque, comme l'un des membres les plus éminents de la chambre des communes, et sur qui il fondait les plus grandes espérances pour l'avenir du parti tory. Ces espérances se fussent certainement changées en un sentiment de terreur et de désespoir, s'il eût prévu la moindre partie des réformes dont son successeur devait prendre l'initiative ou poursuivre le développement.

Sur les instantes prières du roi et de ses ministres, lord Sidmouth, en déposant ses fonctions actives, consentit à rester dans le cabinet sans département et sans emploi spécial. Il refusa le titre de comte que le roi voulait lui conférer, mais il accepta une pension de 3,000 livres sterling, à laquelle il renonça quelques années après, lorsqu'un héritage considérable lui fit penser qu'il n'avait plus besoin des secours du trésor public pour soutenir convenablement son rang. Cette résolution, entièrement spontanée, lui fit un grand honneur.

Veuf depuis longtemps, il épousa, à soixante-six ans, quelques mois après sa démission du ministère de l'intérieur, la fille d'un ancien ami, bien plus jeune que lui, quoique également veuve. Il trouva dans cette seconde union le bonheur que la première lui avait déjà donné, et, depuis cette époque, il passa à la campagne la plus grande partie de son temps, tout entier aux douceurs de l'existence de famille, qu'il animait par des œuvres de bienfaisance et par les plaisirs de l'étude. Loin de regretter les affaires, comme tant d'autres hommes d'État, qui, les ayant volontairement quittées sous l'influence d'un dégoût passager, ont bientôt senti amèrement le vide et l'insupportable fatigue de l'oisiveté, il ne tarda pas à rompre le dernier lien par lequel il tenait encore à la vie officielle; il cessa de faire partie du cabinet, où on s'efforça vainement de le retenir. Ses nouvelles habitudes ne lui permettant pas d'assister régulièrement aux séances du conseil, sa conscience, disait-il, lui interdisait de continuer à y figurer nominalement.

Suivant toute vraisemblance, ce scrupule apparent cachait la désapprobation ou tout au moins l'inquiétude défiante que lui inspiraient les errements nouveaux dans lesquels le gouvernement commençait à marcher. Lord Sidmouth avait à peine cessé de diriger le département de l'intérieur, que celui des affaires étrangères avait aussi passé en d'autres mains. Lord Londonderry (lord Castlereagh) ayant mis fin à ses jours dans un accès d'aliénation mentale, on lui avait donné pour successeur ce même Canning qui, trois fois déjà, soit comme ministre, soit comme ambassadeur, s'était associé à l'administration des torys, mais qu'une sorte d'incompatibilité réciproque, provenant de l'indépendance de son caractère et de ses opinions, avait toujours empêché d'y prendre solidement racine. Soutenu cette fois par le mouvement de l'esprit public et par la difficulté des circonstances, il se trouvait enfin en mesure d'imposer sa politique à un cabinet dont il était, sans contredit, la force principale par ses talents et par son éloquence. Le congrès de Vérone allait se réunir. La ques-

tion qu'il avait à résoudre était celle d'une intervention française contre les libéraux espagnols qui avaient contraint Ferdinand VII à accepter la constitution démocratique de 1812. L'Angleterre, après avoir encouragé l'intervention autrichienne contre les libéraux de Naples et du Piémont, était placée dans une position peu favorable pour contester à la France le droit qu'elle venait de reconnaître à l'Autriche. Les principes, les intérêts généraux, étaient les mêmes dans les deux cas; il n'y avait de différence que dans les convenances particulières du cabinet de Londres, naturellement hostile à tout ce qui peut augmenter l'ascendant du gouvernement français dans la Péninsule. Canning, sans se laisser arrêter par cette difficulté, entreprit de s'opposer au projet du cabinet des Tuileries, et il ne craignit pas, pour l'intimider, pour entraver son action, de faire appel à ces doctrines libérales qu'on n'était plus accoutumé à entendre invoquer par les ministres anglais. Ses efforts échouèrent, parce que la France avait pour elle l'appui plus ou moins sincère de toutes les autres grandes cours, parce que d'ailleurs les constitutionnels espagnols opposèrent à peine à l'armée française une ombre de résistance. Ce fut un échec notable pour l'Angleterre ; mais Canning, loin de s'en laisser décourager, sembla y trouver un motif de plus d'abandonner complétement le système qui avait préparé à son pays cette humiliation. L'alliance qui, depuis la fin de la guerre, unissait étroitement les grandes puissances pour la défense du principe monarchique contre l'usurpation et la révolution, et dont les congrès étaient l'expression officielle, fut définitivement rompue. Canning, comme pour se séparer hautement des cours continentales et punir l'Espagne absolutiste d'avoir accepté la protection de la France, s'empressa de reconnaître l'indépendance des colonies américaines insurgées contre l'autorité de Ferdinand VII. Aux yeux des hommes de parti, ce n'était rien moins qu'arborer l'étendard de la souveraineté du peuple contre le droit divin des rois ; même aux yeux des hommes d'affaires, une telle démarche pouvait paraître précipitée. Lord Sidmouth, qui alors siégeait encore dans le cabinet, la désapprouva. Cependant l'Angleterre ne devait pas s'arrêter sur la pente où Canning venait de la placer. On la vit bientôt en Grèce, en Portugal, soutenir, soit par ses négociations, soit par ses armes, la cause de l'indépendance des nations et des institutions constitutionnelles. Au dehors, elle marchait à la tête du libéralisme, et si sa politique intérieure n'était pas encore entrée complétement dans cette voie, déjà du moins elle s'en approchait. La question de l'émancipation catholique, annuellement reproduite et vivement soutenue par Canning, gagnait sans cesse du terrain. Huskisson, président du bureau de commerce et appartenant, comme Canning, à cette fraction du torysme qui devait frayer la voie au retour des whigs, opérait ses grandes réformes commerciales. Peel, enfin, faisait voter l'abrogation ou l'adoucissement des lois barbares qui souillaient encore le code pénal de l'Angleterre.

Un esprit nouveau pénétrait ainsi de toutes parts dans les conseils britanniques. Il s'en fallait de beaucoup, pourtant, que tous les ministres s'y laissassent entraîner. Lord Eldon, qui, déjà octogénaire et pliant sous le fardeau des immenses attributions de la chancellerie, exprimait sans cesse depuis dix ans des projets de retraite dont il différait toujours l'accomplissement, lord Eldon, et avec lui plusieurs de ses collègues, se roidissaient de toutes leurs forces contre l'invasion des idées nouvelles. La modération conciliante de lord Liverpool maintenait une sorte d'accord dans le cabinet, mais une attaque d'apoplexie l'ayant forcé, au commencement de 1827, à quitter la direction des affaires, la rupture éclata aussitôt. Canning, appelé, moins par la préférence du roi que par la force des choses, aux fonctions de premier ministre, dut chercher dans une alliance avec une partie des whigs l'appui que lui refusaient les vieux torys. Quelques mois s'étaient à peine écoulés, que la mort presque soudaine de ce brillant homme d'État vint détruire une combinaison à peine

essayée. Il n'est pas certain qu'il eût lui-même la force de la faire réussir, tant elle présentait de difficultés. Son successeur, lord Goderich, y échoua complétement, et bientôt les torys revinrent au pouvoir. Le duc de Wellington comme premier lord de la trésorerie, Robert Peel comme secrétaire d'État de l'intérieur, étaient à la tête du cabinet. Lord Eldon n'y fut point admis, et, malgré son grand âge, il en éprouva autant de chagrin que de surprise. Lord Sidmouth vit avec peine l'exclusion du vieux chancelier. Suivant lui, l'absence de lord Eldon dans le nouveau cabinet devait inquiéter le parti qui accordait une confiance particulière à ce vétéran éprouvé du torysme. Ce n'était pas sa seule objection contre la composition du ministère : comme la plupart de ses amis, il trouvait qu'on ne l'avait pas organisé assez fortement, ce qui voulait dire sans doute que les adversaires systématiques de toute réforme n'y étaient pas assez représentés. Il pensait pourtant que tout le parti tory devait, sans distinction de nuances, l'appuyer contre l'ennemi commun.

Ces inquiétudes des vieux torys n'étaient pas dépourvues de fondement. Ils pressentaient, sans pouvoir s'y résigner, que leur parti allait subir une de ces transformations périodiques qui expliquent seules sa longue existence à travers tant de vicissitudes, qui lui permettent de garder presque constamment le pouvoir ; transformations qu'il ne peut accomplir qu'en se séparant de ceux de ses membres dont l'esprit étroit ou passionné se refuse à reconnaître l'empire de la nécessité. Le ministère du duc de Wellington et de Robert Peel, à peine saisi du gouvernement, se vit forcé, par la toute-puissance de l'opinion, à entrer dans la voie des réformes les plus hardies. Dès la première année de son existence, il fit abolir l'acte du *test*, qui fermait aux protestants étrangers à l'Église anglicane l'entrée des corporations municipales. On espérait, en désintéressant ainsi les dissidents, se donner plus de force pour repousser les prétentions des catholiques, et, à cette époque, les ministres protestaient encore, dans les termes les moins équivoques, contre la pensée de l'émancipation ; mais peu de mois après, en présence de l'Irlande soulevée tout entière à la voix d'O'Connell, en présence de l'opposition formidable qui, en Angleterre même, secondait les réclamations des Irlandais, ils comprirent l'impossibilité d'une plus longue résistance. Une fois convaincus de cette impossibilité, ils l'acceptèrent hautement, sans hésitation, sans restriction, et un bill fut proposé, en 1829, pour rendre aux catholiques le droit de siéger dans les deux chambres, comme aussi de remplir, sauf deux ou trois exceptions, tous les emplois publics auxquels ils pourraient être appelés.

On vit alors un singulier spectacle. Le ministère, appuyé par les whigs, ses adversaires naturels, eut à triompher de l'opposition d'une fraction considérable de ses amis les torys, dont la conscience mal éclairée ou les passions opiniâtres se refusaient à toute transaction. Lord Sidmouth s'associa à cette opposition. Rompant le silence qu'il gardait depuis longtemps dans la chambre des lords, il parla avec force contre la seconde lecture. « Je ne puis, écrivait-il à lord Exmouth, je ne puis sacrifier un principe à une convenance ni entrer dans une combinaison qui consiste à essayer d'écarter des difficultés du moment en portant à la constitution protestante du pays un coup dont les effets seraient permanents, et, je le crains, mortels. » Le bill n'en fut pas moins adopté. Lord Sidmouth en éprouva une vive et profonde affliction. « Pour la première fois, disait-il dans une autre lettre que nous a aussi conservée son biographe, je me sens découragé. Il me semble que nous naviguons à bord d'un vaisseau à demi brisé, sur une mer agitée et inconnue, sans pilote, sans carte et sans compas. »

Ce n'était que le commencement des épreuves que lord Sidmouth était destiné à subir. Le cabinet, abandonné par la portion du torysme qui ne lui pardonnait pas d'avoir fait prévaloir la cause de l'émancipation, ne résistait plus qu'avec peine aux

attaques des whigs, enhardis par la concession même qui venait de leur être faite. La mort de George IV, l'avénement d'un nouveau roi moins contraire aux innovations, l'ébranlement donné à tous les esprits par le contre-coup de la révolution qui, en ce moment même, renversait le trône de Charles X, précipitèrent la chute du ministère présidé par le duc de Wellington. Il tomba sous le premier vote d'une nouvelle chambre des communes, et les whigs rentrèrent au pouvoir, non plus, comme trois ans auparavant, en seconde ligne, en fournissant quelques auxiliaires à une administration tory, mais triomphalement, exclusivement, sans aucun contre-poids, comme cela n'avait pas eu lieu depuis vingt-trois ans. Leur chef, lord Grey, l'ancien ami de Fox, s'était fait connaître dès sa jeunesse comme le champion le plus persévérant et le plus ardent de la réforme électorale. Arrivé au pouvoir, son premier soin fut d'assurer la victoire du grand principe dont il était le représentant, et le parlement fut immédiatement saisi d'une proposition conçue avec tant de franchise, fondée sur des bases tellement larges, que tous ceux des réformistes qui ne voulaient pas précisément un nivellement radical en parurent satisfaits et presque surpris.

On sait combien fut laborieux l'enfantement de la nouvelle loi électorale. On sait que le ministère, pour en obtenir le vote, se vit forcé de dissoudre la chambre des communes, à peine réunie depuis quelques mois, qu'appuyé, dans celle qui la remplaça, par une immense majorité, deux fois il échoua devant la chambre des lords, et que le roi lui-même, d'abord favorable, se refusa ensuite aux mesures extraordinaires demandées par le cabinet pour vaincre cette opiniâtre résistance. Les ministres ayant alors donné leur démission, il se décida à l'accepter et à rappeler le duc de Wellington; mais ce dernier ne put parvenir à former une nouvelle administration, en sorte que le monarque dut se résigner à subir les conditions des whigs. La chambre haute, qui ne s'était laissé effrayer ni par les démonstrations énergiques de l'opinion, ni même par la violence des émeutes, céda enfin à la crainte de compromettre son existence politique en réduisant le roi à la nécessité de consentir à une nombreuse création de pairs choisis parmi les whigs.

Lord Sidmouth prit une part active à cette grande lutte. Il avait préparé un discours, il n'eut pas l'occasion de le prononcer, mais il assista à tous les débats et vota constamment contre le bill. Lorsque le duc de Wellington, appelé par le roi, entreprit de former un ministère tory, il lui prêta son concours dans cette malheureuse tentative. Il croyait fermement que la législation électorale n'était entachée d'aucun vice assez sérieux pour rendre une réforme nécessaire : il aurait pourtant consenti à quelques modifications plus apparentes que réelles pour apaiser l'agitation des esprits; mais, voyant dans le bill proposé la ruine de la constitution, il le repoussa jusqu'à la fin avec une sorte d'horreur. Plus opiniâtre que le duc de Wellington lui-même, qui, pour échapper à l'alternative de donner son vote à la réforme ou de provoquer l'avilissement de la pairie, prit au dernier moment le parti de s'abstenir, il se refusa à entrer dans cette espèce de transaction. Les motifs de sa conduite sont expliqués avec une rare énergie dans une lettre qu'il écrivit à lord Exmouth, son correspondant le plus habituel à cette époque : « J'aime mieux, y disait-il, voir ce bill destructeur passer à l'aide d'un abus inconstitutionnel et flagrant de la prérogative royale qu'aux dépens de l'honneur, de la considération et de la réputation de consistance de la chambre des lords. Je ne contribuerai donc pas à dispenser lord Grey de faire une mauvaise action en en faisant une moi-même. »

Ce fut le dernier acte de la vie politique de lord Sidmouth. Il avait alors soixante et quinze ans. Pendant les douze années qui s'écoulèrent encore jusqu'à sa mort, survenue le 15 février 1844, il ne sortit presque plus de sa paisible retraite, et à peine le vit-on siéger quelquefois au parlement. Ses amis, les hommes qui avaient si

longtemps conduit avec lui les affaires du pays, disparaissaient l'un après l'autre. Lui et le petit nombre des survivants, ils étaient devenus presque étrangers à la génération actuelle. La cause dont ils avaient cru, trente ans auparavant, assurer à jamais le triomphe était définitivement vaincue. L'émancipation catholique, la réforme parlementaire, d'autres réformes encore d'une importance plus grande peut-être en réalité, quoique moins éclatante, attestaient la puissance irrésistible des idées qu'ils avaient espéré faire reculer pour toujours. Et ce n'était pas seulement en Angleterre que s'écroulait l'édifice jadis restauré ou affermi par leurs mains. La révolution de France, celle de Belgique, celle d'Espagne, les mouvements auxquels était livrée une grande partie du continent, leur montraient partout l'esprit nouveau renversant ou altérant profondément l'ancienne organisation de l'Europe. Par une illusion bien naturelle, ces vieillards, se reportant aux souvenirs de leur jeunesse et de leur âge mûr, croyaient voir dans ce qui surgissait ainsi autour d'eux l'ancien ennemi auquel ils avaient jadis livré tant de combats. Les réformistes leur apparaissaient comme les descendants directs de ces démagogues forcenés dont Pitt et plus tard lord Sidmouth avaient eu tant de peine à contenir les fureurs. Le spectre de la France républicaine et impériale, évoqué par leur imagination épouvantée, leur cachait la physionomie tout à la fois pacifique et légale de la révolution de juillet. Ils ne savaient pas que tout était changé, que l'expérience et la lassitude avaient transformé peu à peu les opinions et les partis, ou plutôt avaient créé, sous des noms et des formes semblables, des combinaisons absolument différentes de celles du passé, que, le cercle des théories et des prétentions extrêmes ayant été, de part et d'autre, parcouru, le temps des transactions était enfin arrivé pour tout le monde, et qu'il n'y avait plus de chances de succès que pour les termes moyens, de quelque apparence qu'on se crût obligé de les décorer.

Lord Sidmouth vécut assez pour voir rentrer dans son lit le torrent dont les débordements lui avaient inspiré de si vives frayeurs. Lorsqu'il mourut, l'Europe jouissait d'une paix profonde, les whigs étaient redevenus impopulaires, et les torys, usant habilement de cette loi électorale qui paraissait naguère devoir les exclure à jamais du pouvoir, avaient reconquis, avec la majorité dans la chambre des communes, le gouvernement de l'Angleterre. Il est vrai que ces torys, déguisés sous le nom de conservateurs, ne ressemblaient plus guère à ceux de la génération précédente, et lord Sidmouth devait éprouver peu de sympathie pour l'ardeur réformiste de ce Robert Peel qu'il s'était félicité, vingt ans auparavant, d'avoir pour successeur. Si son existence s'était prolongée de quelques mois seulement, s'il eût été témoin de l'abolition des lois relatives aux céréales, de cette législation essentiellement aristocratique qu'il avait contribué à fonder, sans aucun doute il eût partagé l'indignation que ressentirent contre l'auteur de cette espèce de révolution ceux mêmes qui l'avaient jusqu'alors reconnu pour leur chef, et, encore une fois, il aurait cru à la ruine de l'Angleterre.

Telle fut la carrière de lord Sidmouth, moins remarquable par ses qualités personnelles que par la grandeur des événements auxquels il s'est constamment trouvé mêlé. L'histoire de sa vie est, en quelque sorte, celle du torysme dans une de ses phases les plus importantes et les plus caractéristiques; c'est l'histoire de l'Angleterre elle-même pendant un demi-siècle signalé par des changements et des péripéties qui auraient suffi à remplir des siècles entiers. Un des nombreux enseignements qu'elle nous donne, c'est que, sous un régime de liberté et de publicité, des hommes d'une capacité médiocre, doués d'une volonté opiniâtre et de convictions énergiques, peuvent, dans certaines circonstances, non-seulement arriver au pouvoir, mais s'y maintenir longtemps et même y marquer leur passage par d'éclatants triomphes. Cela ne veut pas dire qu'ils arrivent à la gloire; l'opinion publique ne confond pas, comme

on l'en accuse si souvent, le succès immédiat avec le talent. Pitt, mourant de douleur sur les ruines de la troisième coalition qu'il avait organisée contre la France, est compté parmi les plus grands hommes de son pays, et ses successeurs, malgré l'étonnante fortune qui les a rendus les vainqueurs de Napoléon, qui, sous leur règne, a élevé si haut la puissance de la Grande-Bretagne, se distinguent à peine dans la foule des ministres vulgaires.

L. de Viel-Castel.

SCÈNES DE LA VIE MEXICAINE.

FRAY SERAPIO.

I. — LE COUVENT DE SAINT-FRANÇOIS.

Dans notre société actuelle, qui a si complétement rompu avec les principes et les traditions du moyen âge, on peut difficilement se faire une idée de l'influence qu'exerce le moine au Mexique et du lien étroit qui unit encore dans ce pays le cloître au monde. Si ce lien n'existait, à vrai dire, le tableau bigarré qu'offre la population mexicaine perdrait un de ses plus grands charmes, qui est d'opposer sans cesse aux types, aux usages du XIXe siècle, les types et les usages du temps de Philippe II. A côté de ces hommes qui portent l'épée, de ces femmes vêtues comme les contemporaines de Pizarre et de Cortez, de ces Indiens aux jambes nues chaussées de sandales antiques, le froc du religieux apparaît, non pas comme une anomalie, mais comme un poétique souvenir de plus. Cette figure austère ne trouble pas l'ensemble, elle le complète. Solennelle ou familière, l'intervention du moine dans les actes de la vie mexicaine est de tous les jours, presque de tous les instants. Sans parler des cérémonies religieuses multipliées qui font serpenter dans les rues de longues processions monastiques, des règles claustrales généralement indulgentes permettent aux habitants des cloîtres de sortir presque à toute heure, et de prendre, avec une aisance parfaite, leur part des jouissances mondaines. On comprend quel élément pittoresque s'introduit dans la société avec cette foule immense que laissent échapper chaque jour d'innombrables couvents, et où tous les ordres sont représentés, depuis le froc noir du dominicain jusqu'au froc blanc du *mercedario*.

Si les classes élevées de la société mexicaine ont échappé en partie à l'influence des moines, la classe moyenne les écoute encore avec la même vénération superstitieuse qu'il y a un siècle. La bizarre éloquence des sermonnaires du moyen âge a gardé là un fidèle auditoire. Le prédicateur mexicain ne recule dans sa fougue devant aucune métaphore ; il marie l'emphase au cynisme avec une témérité sans égale : tantôt c'est Dieu qu'il représente *se faisant du soleil une monture et de la lune un*

étrier (1); tantôt c'est un récit graveleux auquel il soude avec un imperturbable aplomb une moralité religieuse. Descendu de la chaire ou du confessionnal, ce même homme qui vient de prêcher l'ascétisme va égayer par ses bons mots ou par ses chansons quelque *tertulia* de bas étage. Il pousse la sollicitude pour ses pénitentes jusqu'à diriger leur toilette, il donne des conseils très-goûtés sur l'achat d'une parure nouvelle; il fait plus, il se charge lui-même de l'emplette, et on le voit fréquenter assidûment les boutiques de modes, où son approbation est sans appel comme ses critiques. Le plus souvent, ce qui l'amène en pareil lieu, ce n'est pas une complaisance désintéressée, et plus d'un de ces frivoles achats n'est qu'un tribut payé à la vie de famille dont le révérend père supporte volontiers les charges, à condition d'en goûter clandestinement les joies. Excepté peut-être à son couvent, le moine est partout. Courses de taureaux, combats de coqs, jeux, spectacles, tout l'attire, tout lui est une occasion de faire admirer sa verve et son entrain. Et qu'on ne croie pas que ces mœurs faciles portent la moindre atteinte à l'autorité du prêtre et du directeur spirituel; les Mexicains comprennent à merveille l'alliance de la dévotion et des plaisirs mondains. Quand le moine regagne le soir son couvent après une journée gaiement employée, il voit les passants attardés s'agenouiller devant lui avec le même respect que si le plus étrange contraste n'existait pas entre sa conduite et ses pieux discours.

Le caractère et les habitudes du moine mexicain étant connus, on ne s'étonnera pas trop de l'incident qui me mit en relations avec un des plus joyeux membres de cette grande famille monastique, le révérend Fray Serapio. La curiosité m'avait conduit à une fête populaire des environs de Mexico, la fête de San-Agustin de las Cuevas, petite ville à seize kilomètres de la capitale. Cette fête, pour laquelle Mexico est déserté pendant trois jours, réunit l'élite des joueurs mexicains, et quiconque n'y joue pas y est mal vu. J'avais donc suivi l'exemple que me donnaient les nombreux promeneurs attirés à San-Agustin, et je m'étais assis à une table de jeu. J'avais pour vis-à-vis un franciscain d'une taille athlétique, et je n'oublierai jamais sa figure basanée, son regard perçant, son front rasé couronné de cheveux crépus comme la crinière d'un bison. C'était un vrai soudard sous la robe d'un moine. Victime d'une veine obstinément contraire, je ne pus m'arrêter longtemps parmi les joueurs, et je me levai après avoir vu mon dernier enjeu disparaître dans la poche du moine. J'errai quelques instants dans les rues du village, poursuivi de tous côtés par le tintement des quadruples et des piastres, puis je remontai à cheval et je repris fort mélancoliquement le chemin de Mexico; mais à peine étais-je à moitié de la route, que je m'arrêtai fort embarrassé. Une barrière de péage s'élève à mi-chemin entre Mexico et San-Agustin. Or, près d'arriver à cette barrière, je venais de m'apercevoir que je n'avais plus en poche le réal nécessaire pour acquitter les droits. Voulant me donner le temps de réfléchir, je mis mon cheval au pas; mais la fatale barrière se rapprochait de plus en plus. Au moment où je m'apprêtais à rebrousser chemin, le hasard fit paraître derrière moi le franciscain qui venait de vider ma bourse. L'heureux joueur m'adressa quelques paroles de politesse auxquelles je répondis de la façon la plus courtoise. Il m'offrit de m'accompagner à Mexico, et le secret espoir de passer la barrière aux dépens du franciscain fut pour quelque chose, je dois l'avouer, dans l'empressement avec lequel j'acceptai cette offre. Je crus en même temps devoir féliciter mon compagnon sur son heureuse veine. Quelle ne fut pas ma surprise de l'entendre aussitôt s'écrier en soupirant :

— Hélas! j'ai tout laissé là-bas, je n'ai rien, plus rien que des dettes. Et même,

(1) *Cabalgando el sol, y estribando la luna.* Je n'ai pu traduire qu'en l'affaiblissant ce passage d'un sermon que j'ai entendu prononcer à Mexico.

s'il faut tout vous dire, je compte sur vous pour payer mon passage à la barrière !

Le moine me donnait l'exemple de la franchise, je lui avouai donc sans hésiter que j'allais lui demander précisément le même service. Le franciscain partit alors d'un éclat de rire de si bon aloi, que, malgré ma déconvenue, je me laissai gagner un moment par cette folle gaieté, et ne repris qu'assez péniblement mon sérieux. Enfin, nous pûmes tenir conseil. Les expédients les plus bouffons furent tour à tour proposés et rejetés. Après une assez longue délibération, il fut décidé qu'on franchirait la barrière au galop sans payer. « La première fois que nous repasserons, nous payerons double, » dit le moine. Ce cas de conscience ainsi réglé, il piqua des deux ; je le suivis, et bientôt nous eûmes laissé derrière nous les gardiens du passage, auxquels un épais nuage de poussière dérobait nos chevaux lancés à fond de train. On comprend qu'une fois à Mexico, nous ne nous séparâmes pas sans être convenus de nous revoir. Une partie de cartes, un tour de force d'équitation, c'étaient d'assez bizarres débuts, on l'avouera, pour une liaison formée avec un moine.

Des relations ainsi commencées promettaient d'être piquantes, et peu de jours après cette rencontre je me dirigeai vers le couvent de San-Francisco, qu'habitait mon compagnon d'aventures. Après cette première visite, je revins souvent, d'abord pour le franciscain, puis pour le couvent même, un des plus beaux du Mexique. Fray Serapio, il faut le dire, était rarement dans sa cellule; mais son amitié m'assurait toujours un bon accueil dans le monastère, dont la bibliothèque offrait à mes recherches d'inépuisables trésors. La vie claustrale se montra ainsi à moi tour à tour facile et riante sous les traits joyeux du franciscain, ou sévère et morne dans les poudreuses archives du couvent. Il y avait là une double étude à faire, et le cloître de San-Francisco ne devait pas lasser promptement ma curiosité.

Aucune des communautés religieuses disséminées sur le sol du Mexique n'est aussi riche, aussi puissante que celle de Saint-François. Le vaste emplacement qu'occupent les couvents de franciscains, les murailles épaisses qui les entourent, les dômes nombreux qui les couronnent, indiquent assez l'ordre souverain, celui dont, pour ainsi dire, relèvent tous les autres. Le monastère où le hasard m'avait introduit est à la fois digne de la communauté qui l'a fondé et de la capitale qui le compte parmi ses plus remarquables monuments. La rue de San-Francisco, qui mène au cloître de ce nom, est la continuation de la rue commerçante et fréquentée des *Plateros*. Le cloître, heureusement situé dans une des parties les plus animées de la ville, s'élève à l'extrémité de la rue San-Francisco et s'étend jusqu'à l'entrée de l'Alameda. Des murs épais, flanqués de contre-forts massifs, donnent au couvent l'aspect d'une forteresse. Toutefois des clochers élancés et cinq coupoles de faïence émaillée, qui couronnent autant de chapelles, indiquent la pieuse destination de l'édifice. On arrive à la principale des cinq chapelles par une vaste cour dallée, toujours encombrée de curieux, de visiteurs, de fidèles ou de pauvres. Au delà de cette première cour s'étend l'enceinte réservée aux moines. Des cloîtres gigantesques ornés de bassins à vasques de jaspe blanc, des jardins, des cours, la riche bibliothèque, neuf dortoirs, trois cents cellules, un réfectoire où trois cents convives peuvent trouver place, composent un ensemble à la fois imposant et magnifique, qui remplit et dépasse même l'attente excitée par l'aspect extérieur du couvent (1).

A mes heures de loisir, les dimanches surtout, j'aimais à me retirer dans la vaste

(1) Le révérend père Fray Agustin de Vetancurt, qui a fait pour Mexico ce qu'a fait Sauval pour le vieux Paris, décrit au long toutes les richesses du couvent de Saint-François de Mexico, et raconte les légendes qui se rattachent à la fondation de cet édifice. On peut consulter à ce sujet le rare et curieux ouvrage qu'il a publié à Mexico en 1698 sous ce titre : *Teatro Mexicano.*

et poudreuse bibliothèque du cloître, et à fouiller des archives ignorées des moines eux-mêmes. Deux livres, entre autres, auxquels le milieu dans lequel je les lisais prêtait un charme étrange, m'avaient captivé complétement : l'un était un recueil de légendes merveilleuses, l'autre la collection des *autos de fè* ordonnés par l'inquisition mexicaine. Je m'oubliais souvent à les compulser. Ces atroces récits, que l'impassible chroniqueur terminait toujours par la formule sacramentelle : *Laus Deo*, finissaient, lorsque le jour baissait, par exercer sur moi une singulière fascination. Les sons lointains de l'orgue, les chants lugubres des moines, venaient parfois ajouter au prestige, et, dans l'ombre mystérieuse qui déjà envahissait la salle, je voyais apparaître les héros des légendes ou les victimes de l'inquisition. Quand je sortais de la bibliothèque pour me promener sous les cloîtres, les moines que je rencontrais dans les corridors assombris ne ressemblaient nullement à ceux que je voyais compromettre si gaiement la dignité du froc dans les rues de Mexico. La population des couvents est double : il y a des religieux encore assez jeunes pour tenir gaiement leur place à une table de *monte* ou dans une *tertulia :* ceux-ci ne sont presque jamais dans leurs cellules ; il y en a d'autres auxquels l'âge et les infirmités interdisent les distractions mondaines : ces derniers forment la population sédentaire, toujours peu nombreuse. Parmi les moines que je rencontrais dans les corridors de San-Francisco, il en était un surtout qui me semblait personnifier la vie claustrale avec tout son cortége de pratiques austères et de secrètes douleurs. C'était un vieillard au crâne luisant et jaune, aux yeux brillants d'un feu sombre sous le capuchon bleu; une sorte de terreur se mêlait à la curiosité qu'il m'inspirait : on eût dit qu'une des mornes figures multipliées sur les murs du couvent par le pinceau des Rodriguez, des Cabrera et des Villalpando, était descendue de son cadre, animée d'une vie passagère.

Parfois aussi j'aimais à méditer dans le jardin, car la disposition d'esprit où je me trouvais durant mon séjour à Mexico était de celles qui font rechercher la solitude. Depuis mon arrivée au Mexique, les années s'étaient ajoutées aux années, et je commençais à ressentir de sourdes atteintes de nostalgie. La constante sérénité d'un ciel qui n'était pas celui de la France ne faisait que redoubler ma tristesse. J'en étais venu à regretter, au milieu de la riche végétation du nouveau monde, les violettes et les lilas, ces deux odorants symboles de la jeunesse qui s'épanouit et qui espère ; je me demandais tristement pourquoi Dieu avait refusé à ce climat où règne un printemps éternel les brumes mélancoliques de l'automne, cet autre symbole de la maturité grave et recueillie. Je soupirais même après les frimas de nos hivers. L'aspect du jardin était en harmonie parfaite avec les idées sombres que je ne pouvais éloigner. Les hautes murailles du couvent l'entouraient de tous côtés. Le soleil avait calciné les parois de briques sur lesquelles s'ouvraient les lucarnes des cellules désertes. L'herbe sauvage poussait partout au hasard sur le terrain ombragé de sycomores, de palma-christi et de manguiers. Une tonnelle ornée de plantes grimpantes était le but ordinaire de mes promenades. Là, sous un dôme fleuri où la passiflore, cette plante favorite des cloîtres, les jasmins et les clématites entrelaçaient leurs jets touffus, je passais de longues heures, rêvant à mon pays, à mes amis absents. Un charme mystérieux s'attachait pour moi à cette fraiche et rustique retraite. Une devise gravée sur le tronc d'un sycomore qui ombrageait la tonnelle avait souvent attiré mes yeux : *In silentio et in spe erit fortitudo tua*. Cette devise était-elle la dernière pensée du religieux qui avait élevé cette tonnelle et qui l'avait parée avec tant de soin, peut-être en souvenir de beaux jours trop tôt écoulés ? L'homme dont cette brève formule résumait peut-être la vie avait-il trouvé la force dans le silence et dans l'espoir? L'âme se sentait en effet fortifiée, calmée surtout, dans cette solitude. Il y avait quelque charme à oublier le monde dans ce jardin

inculte et sauvage, où les seuls bruits qui rappelassent la vie étaient le bruissement des colibris sur les rosiers, le tintement des cloches et les murmures affaiblis de l'orgue.

Le jardin était presque toujours désert. Un seul moine semblait partager ma prédilection pour ce paisible enclos et surtout pour la tonnelle, d'où je le voyais presque toujours s'échapper furtivement à mon approche : ce moine était le même que j'avais souvent observé sous les cloîtres avec une curiosité presque craintive. Quelquefois je le surprenais arrosant les plates-bandes, donnant ses soins aux fleurs qui bordaient les allées envahies par les hautes herbes. Mon imagination chercha bientôt à établir quelque lien romanesque entre le triste vieillard et la tonnelle abandonnée. Je résolus de lier conversation avec le religieux, cette conscience si tourmentée ne pouvait manquer d'avoir quelques curieuses révélations à faire ; mais des tentatives inutiles, bien que réitérées, pour arracher le sombre promeneur à sa taciturnité habituelle me détournèrent de donner suite à ce projet. Les mains croisées sous ses larges manches, la tête baissée, le moine pressait le pas, chaque fois qu'il me rencontrait, pour se soustraire plus vite à ma vue. Chaque fois aussi je suivais longtemps du regard cet homme, dont la figure intelligente et sévère contrastait vivement avec la physionomie hébétée des autres moines. Cette figure, qui trahissait tantôt un douloureux abattement, tantôt une exaltation fanatique, me rappelait tout ensemble les légendes merveilleuses et les récits lugubres que je lisais dans la bibliothèque du couvent. Devais-je m'en tenir à des conjectures sur ce singulier personnage? Désespérant de l'amener jamais à rompre le silence avec moi, je résolus de questionner à son sujet Fray Serapio, et c'est avec l'espoir de rencontrer le joyeux franciscain que je me dirigeai, un jour de la semaine sainte, vers une des plus riantes promenades des environs de Mexico, le canal de la Viga. Le désir d'apprendre l'histoire du moine inconnu était le principal motif de cette excursion, mais, chemin faisant, je devais recueillir sur les superstitions religieuses du Mexique plus d'une révélation que je ne cherchais pas.

II. — LE CANAL DE LA VIGA.

De tous les points de la campagne de Mexico, nul n'offre un aspect plus différent, selon les saisons de l'année, que le canal de la Viga ; nul n'est tour à tour plus solitaire ou plus peuplé, plus bruyant ou plus silencieux. Ce canal, qu'alimentent les eaux de la lagune de Chalco, a environ huit lieues de long, il sert de voie de transport et de communication entre la ville qui a donné son nom à la lagune et Mexico. Une large et spacieuse chaussée, plantée de trembles et de peupliers, longe ces eaux dormantes, qui ne mêlent aucun murmure au bruit du feuillage. Si le promeneur qui suit cette chaussée n'apercevait à quelque distance les bâtiments du cirque des taureaux, et plus loin les tours de la cathédrale qui bordent l'horizon au pied des deux volcans, il pourrait se croire à cent lieues de Mexico. Quelques maisons de campagne dont les habitants sont presque toujours invisibles, les allées désertes de la *Candelaria*, chaussée rivale de celle de la Viga, des lagunes jetées çà et là au milieu d'une verdure humide, sur ces lagunes des *chinampas* (1) flottant comme de vastes corbeilles, quelques cabanes disséminées de *vaqueros*, puis une enceinte de collines dominée par la sierra, tels sont les principaux détails du paysage. Quant aux scènes qui l'animent, elles sont toutes d'accord avec la placidité de ce tableau : tantôt c'est

(1) Les *chinampas* sont des jardins flottants formés par l'agrégation successive de molécules terrestres sur les couches d'herbes aquatiques. La couche végétale de ces ilots atteint parfois l'épaisseur d'un demi-mètre.

une pirogue qui glisse sans bruit sur les eaux du canal, tantôt ce sont les Indiens agenouillés sous quelque arceau de feuillage, devant un christ qu'ils ornent de fleurs, et aux pieds duquel ils déposent leur offrande, à moitié païenne, d'oranges et de grenadilles. Les battements d'ailes d'une aigrette qui plane au-dessus des eaux ou se perd dans l'azur du ciel comme un flocon d'écume, les abois de quelques chiens errants, troublent seuls le silence qui règne sous les frais ombrages de la chaussée.

A l'approche des fêtes de Pâques, l'aspect de cette promenade change complétement. Pendant les dimanches du carême, une foule bruyante l'envahit. La population de Mexico s'y donne rendez-vous. Le jour où je m'étais dirigé vers le canal était précisément le dernier dimanche du carême. Au moment où j'arrivais sur la chaussée, les promeneurs habituels du *Paseo* et de l'*Alameda* se pressaient dans les allées de la Viga ; mais ce ne fut pas cette cohue brillante qui attira surtout mon attention, ce fut le canal même. Ce jour-là, les roseaux si tranquilles de la rive ondulaient et s'entre-choquaient sous le remou continuel des eaux, agitées et fendues par une flottille d'embarcations. Des *lanches*, des canots, des pirogues, s'entre-croisaient partout, les unes portant à Mexico, pour la semaine sainte, des montagnes de fleurs qui laissaient en passant des traînées odorantes, les autres suivant ces cargaisons embaumées. Sur ces dernières, de joyeux navigateurs, couronnés de coquelicots et de pois de senteur, exécutaient en voguant les danses nationales au son des harpes, des flûtes et des mandolines. Des femmes à peine vêtues jetaient au vent, avec des gestes ardents, les œillets pourpres de leur coiffure et les refrains de leurs lascives chansons. Rien ne manquait à ces théories modernes pour rappeler les théories antiques, ni la limpidité du ciel, ni l'éclat des costumes, ni l'harmonie du langage. Tandis que les eaux du canal, transformées en un tapis de fleurs, n'offraient de tous côtés qu'un va-et-vient perpétuel de canots incessamment croisés, des groupes nonchalamment couchés sur la berge saluaient de la voix ou du geste chaque embarcation qui passait ; de bruyants défis s'échangeaient mêlés à de joyeuses clameurs. Plus loin, sous les vertes arcades des trembles, sur la chaussée ébranlée par le fracas des voitures et le galop des chevaux, le monde élégant de Mexico avait transporté le décorum des salons. Cependant des groupes d'ardents et sauvages cavaliers, vêtus du costume national, traversaient quelquefois cette foule parée, comme pour protester par leurs fougueuses allures contre le maintien roide des dandys habillés à la française. En un mot, sur le canal, c'était l'Amérique du XVIe siècle enivrée de son beau soleil ; sur la chaussée, c'était l'Amérique du XIXe siècle cherchant à modeler sa physionomie native sur le type effacé de l'Europe. Les Européens rendent d'ailleurs à l'Amérique politesse pour politesse, et ils affectent parfois de venir à la Viga sous le costume mexicain ; mais sous leurs habits d'emprunt on a bientôt reconnu l'Anglais, l'Allemand ou le Français. Je dois ajouter cependant que nos compatriotes du Midi se distinguent entre tous les étrangers par l'aisance avec laquelle ils portent ce travestissement et réussissent à faire prendre le change sur leur nationalité.

Le crépuscule commençait à jeter des teintes plus sombres sur le ravissant tableau que je ne me lassais pas d'admirer, lorsqu'un groupe de quatre cavaliers, en se rapprochant de moi, vint m'arracher à ma contemplation. Je ne pus d'abord distinguer les traits de ces cavaliers, dont la figure était à demi cachée sous de grands chapeaux et des mouchoirs flottants ; mais leur attitude me parut suspecte. Ces hommes, drapés de *mangas* et de *sarapes*, semblaient m'épier avec l'intention de me couper le passage. Je poussai mon cheval dans une contre-allée. Aussitôt les cavaliers piquèrent des deux et s'élancèrent vers moi. « Halte-là ! » s'écria une voix menaçante, et au même instant les quatre cavaliers m'entourèrent. Ce n'étaient ni des voleurs ni des alguazils ; c'étaient tous des hommes dont j'avais pu apprécier sou-

vent le caractère aimable et la joyeuse humeur. Dans l'un d'eux, je reconnus don Diego Mercado, étudiant en théologie du collége de Saint-Jean-de-Latran; le deuxième était l'officier don Blas ***, le troisième le seigneur don Romulo R. F***, brouillon politique qui ne pouvait voir en face de lui un gouvernement établi sans chercher aussitôt à le renverser, et qui, nonobstant cette faiblesse, se trouvait répandu dans la plus élégante société de Mexico; le quatrième enfin était celui que j'aurais dû certes le moins m'attendre à rencontrer en pareille compagnie et sous un pareil déguisement : c'était le digne Fray Serapio.

— Est-ce bien le révérend Fray Serapio ? m'écriai-je aussitôt ; est-ce bien lui que j'aperçois sous ce costume de bandit ?

— Chut ! reprit le franciscain ; je voyage incognito, plus tard je vous dirai pourquoi.

— Bien, dis-je au moine; j'ai à vous faire d'autres questions qui m'intéressent également.

— Vous êtes des nôtres, s'écria l'officier, et nous vous emmenons en caravane pour achever la semaine sainte ailleurs qu'à Mexico.

— Et où me menez-vous ainsi? demandai-je.

— Vous le saurez quand vous y serez, répondit le seigneur Romulo. Je vous connais pour un chercheur d'aventures : eh bien ! je vous en promets, et des plus étranges.

C'était m'attaquer par mon côté faible, et j'acceptai sans plus m'inquiéter du but d'une semblable équipée. J'étais d'ailleurs en costume de voyage, et une excursion nocturne me séduisit tout d'abord. Nous fîmes encore un tour, puis, abandonnant la foule des promeneurs qui commençait à s'éclaircir, nous prîmes les allées de la Candelaria en remontant vers le nord. Resté en arrière avec Fray Serapio, je renouvelai ma question au sujet de son déguisement. Dans les premiers temps de notre liaison, le franciscain se montrait avec moi plus défiant, plus mystérieux que je ne l'aurais voulu ; mais j'avais découvert un moyen sûr de mettre cet excès de circonspection en défaut. J'exaltais avec une feinte bonhomie les vertus chrétiennes de mon vénérable ami, et tout aussitôt Fray Serapio, qui avait une prétention singulière chez un moine, la prétention du vice, répondait à mes éloges par des révélations fort peu édifiantes. Cette fois l'expédient me réussit comme d'ordinaire. Le franciscain m'avait assuré d'un air contrit qu'il ne s'était déguisé que par la volonté de Dieu.

— Comme toujours, vous avez obéi à cette volonté en respectueux serviteur, dis-je gravement.

Le moine s'inclina en mettant son cheval au pas.

— Il a plu à Dieu, reprit-il, que son serviteur se dépouillât de son habit pour sauver un chrétien près de quitter ce monde.

— Saint Martin ne donnait aux pauvres que la moitié de son manteau ; qu'était sa charité près de la vôtre?

Le franciscain haussa les épaules.

— Hélas ! murmura-t-il, c'est un riche qui a mon froc, et je ne mérite pas d'être comparé à saint Martin.

— Je vous reconnais bien, c'est ainsi que les vertus les plus éminentes cherchent toujours à se rabaisser elles-mêmes.

Accablé de mes éloges, le moine renonça à dissimuler plus longtemps.

— Parbleu ! répondit-il d'un ton tout à fait cavalier, les gens dévots ont l'habitude de se faire enterrer dans des habits de moine; plus ces habits sont usés et plus ils ont de prix à leurs yeux. Mon froc était, à ce compte, d'une valeur inestimable; je l'ai donc vendu le double de ce que m'avait coûté un neuf, et, par-dessus le marché,

j'ai pris dans la garde-robe du moribond l'équipement que vous me voyez aujourd'hui.

Le soleil s'était couché, et la lune, qui se levait, éclairait devant nous la campagne déserte. Nous rejoignîmes d'un bond nos compagnons, qui nous précédaient. Arrivé au sommet d'une petite éminence, je jetai un dernier coup d'œil sur le canal et les plaines de la Viga, qui se montraient à mes yeux sous un aspect encore nouveau pour moi, l'aspect solennel d'une nuit tropicale. La lune éclairait les lagunes, le canal et la chaussée, devenus silencieux. Le calme le plus profond avait remplacé le mouvement et le bruit; le silence n'était troublé que par les mugissements éloignés des taureaux, redevenus possesseurs de leurs savanes. Les mouches à feu étincelaient dans les hautes herbes, et les feux des bergers brillaient seuls au milieu des pâturages.

III. — UN VILLAGE INDIEN.

Il était nuit close. La lune, qui jusqu'alors avait éclairé la route, s'était entourée d'un cercle de sinistre augure, puis elle avait fini par disparaître sous les nuages noirs amoncelés à l'horizon. De temps à autre, un éclair jaunâtre sillonnait cette masse sombre et faisait ressortir, en s'éteignant, l'épaisse obscurité qui enveloppait la campagne. L'instinct de nos chevaux nous dirigeait seul au milieu des ténèbres. Les aboiements des chiens errants signalaient et accompagnaient notre passage auprès des habitations isolées que nous rencontrions; quelquefois notre cavalcade faisait lever des troupeaux de porcs qui se vautraient dans les anfractuosités du terrain, et ne se retiraient devant nous qu'avec de sourds grognements. Au milieu de cette nature sauvage et à la lueur des éclairs de plus en plus fréquents, nous ressemblions plutôt à des routiers en campagne qu'à des promeneurs réunis pour une excursion joyeuse.

Nous avions déjà dépassé le village de Tacubaya, déjà nous étions engagés sur le chemin montueux qui mène à Toluca, et je ne savais pas encore où l'on me conduisait; peu m'importait d'ailleurs, pourvu que nous pussions atteindre le but de ce voyage nocturne avant l'explosion de l'orage, qui s'annonçait par de lointains roulements de tonnerre. Bientôt nous atteignîmes une éminence, qui s'élevait à la lisière d'une forêt de sapins. Là nous dûmes faire halte pour laisser un instant souffler nos chevaux. Les tourbillons de poussière que nous venions d'avaler nous faisaient sentir d'ailleurs le besoin de nous rafraîchir. Une outre remplie d'un vin épais de Valdepeñas, que l'officier don Blas portait à l'arçon de sa selle et qui passa successivement de main en main, servit pour le moment à étancher la soif ardente qui tourmentait chacun de nous. Je profitai de ce moment de répit pour interroger de nouveau mes compagnons de route sur le but de notre excursion. L'étudiant en théologie se chargea de satisfaire ma juste curiosité.

— Je suis invité, me dit-il, à passer mes vacances de Pâques dans la hacienda d'un de mes amis, à une douzaine de lieues d'ici; j'ai pensé qu'il ne lui serait pas désagréable de recevoir quelques hôtes de plus, et je ne doute pas que vous ne soyez les bienvenus à la hacienda.

De son côté, le seigneur don Romulo n'était pas fâché de laisser se calmer, pendant son absence, l'agitation causée par un pamphlet assez violent qu'il venait de lancer contre le gouvernement de la république; puis, sachant que les ruines d'un couvent célèbre, le Desierto, se trouvaient sur notre route, il avait été bien aise de les visiter en passant. L'officier espérait ne rencontrer dans le Desierto ou à la hacienda aucun de ses créanciers, et devait se plaire partout où ils ne seraient pas. Quant à Fray Serapio, il me confia que, hors d'état pour le moment d'acheter un

nouveau costume monastique, il avait accepté avec empressement l'invitation de son ami don Diego Mercado.

— J'avais cependant retiré cent piastres de mon vieux froc, ajouta mélancoliquement le franciscain qui venait de porter une seconde fois à ses lèvres l'outre de valdepeñas.

— Voilà où vous mène votre charité! dis-je à Fray Serapio; vous les aurez distribuées en aumônes.

— *Mon cher!* (c'étaient les seuls mots français que Fray Serapio sût prononcer, et il les plaçait par conséquent à tort et à travers) sachez donc, une fois pour toutes, que je ne mérite pas vos éloges. J'étais né pour être soldat, et c'est contre ma volonté qu'on m'a fait moine.

Puis ne tardant pas, selon son habitude, à compléter sa confession, le franciscain m'avoua qu'au moment d'acheter un froc neuf, une distraction inconcevable lui avait fait convertir son argent en une foule d'objets inutiles à la toilette d'un homme, et surtout à celle d'un religieux, objets dont il n'eût su que faire si... Fray Serapio acheva ses aveux à mon oreille. L'outre de valdepeñas se trouvant à moitié vide, nous nous remîmes en route. De larges gouttes de pluie commençaient à tomber, et l'orage, on n'en pouvait plus douter, allait éclater dans toute sa fureur. Il ne nous restait qu'une seule ressource, c'était de pousser en avant. Stimulés par un secret instinct, nos chevaux avaient repris leur allure rapide. Parfois seulement ils s'écartaient ou s'arrêtaient brusquement, effrayés par les formes fantastiques de quelque racine saillante, ou par le retentissement soudain du tonnerre; mais ce n'étaient que de courtes haltes, après lesquelles notre course effrénée recommençait de plus belle. Nous aperçûmes enfin, au milieu d'une plaine, la lumière d'un petit village indien, dont une lieue nous séparait encore. Cette lieue fut franchie en quelques minutes, et nous entrâmes dans le village, bruyamment salués par une centaine de chiens affamés qui se suspendaient en hurlant à la queue de nos chevaux. Notre arrivée mit tout en émoi. Des figures cuivrées paraissaient et disparaissaient sur le seuil des cabanes. Nous nous demandions, assez inquiets, s'il ne fallait pas renoncer à trouver un gîte au milieu d'une population qui cherchait à se barricader contre nous, lorsque Fray Serapio, ayant saisi un Indien par sa chevelure flottante, parvint à se faire indiquer une espèce d'auberge vers laquelle nous nous dirigeâmes.

A peine nous étions-nous arrêtés devant l'hôtellerie, qu'un grand drôle, très-reconnaissable à son teint pour un de ces métis si nombreux au Mexique, entr'ouvrit un des vantaux de la porte, retenu par une chaîne de fer suivant l'usage : c'était le maître de l'auberge qui venait parlementer avec nous.

— Je n'ai ni écuries, ni maïs, ni paille à offrir à vos seigneuries, dit le métis d'un air rébarbatif; ainsi vous ferez bien de passer votre chemin.

— Va-t'en au diable, dit l'officier, avec ta paille, ton maïs et tes écuries! nous n'avons besoin que d'une chambre telle qu'il la faut à des chrétiens et à des officiers. Ouvre, ou j'enfonce ta porte.

Et à l'appui de cette injonction, le capitaine don Blas donna contre la porte un coup de sabre si furieux, que le *huesped* intimidé laissa tomber la chaîne; puis, s'excusant sur la dureté des temps, qui mettait tant de malfaiteurs en campagne, il nous conduisit dans une chambre qui ressemblait fort à une écurie.

— J'espère, s'écria don Romulo en portant son mouchoir à son nez, que nous ne passerons pas la nuit dans ce bouge infect!

— Vous êtes difficile, *mon cher,* répondit Fray Serapio; cette chambre me semble fort convenable.

En dépit de cette assertion, il fut décidé qu'aussitôt l'orage passé nous remonterions à cheval. Nous restâmes sur pied, prêts à continuer notre route dès que la

tempête serait calmée, afin d'arriver le plus tôt possible à la hacienda, où une réception plus hospitalière nous était promise. Il s'agissait d'une heure ou deux d'attente, et je pensai que l'occasion était bonne pour demander à Fray Serapio quelques détails sur le moine mystérieux que j'avais rencontré dans le jardin de San-Francisco. A ma première question :

— Je devine de qui vous voulez parler, répondit Fray Serapio en secouant la tête ; c'est Fray Epigmenio que vous avez vu sous la tonnelle, dans le jardin du couvent, dont il est avec vous le seul visiteur. Un procès avec l'inquisition a tourné la tête de ce malheureux, et depuis cinquante ans sa vie n'est qu'une longue pénitence.

— Eh bien ! je vous l'avouerai franchement, repris-je, j'avais presque senti qu'il y a dans la vie de cet homme quelque douloureux mystère. C'est sur vous que je comptais pour le pénétrer ; c'est vous que je cherchais quand le hasard nous a réunis dans les allées de la Viga.

Le moine allait répliquer, quand un bruit extraordinaire se fit dans la cour de la *posada*, que des torches éclairèrent d'une lueur rougeâtre. Presque en même temps un homme reconnaissable à sa figure cuivrée et à son costume pour un Indien entra, suivi de plusieurs habitants du village, brandissant les uns des torches, les autres des bâtons noueux. Quelques-uns portaient même des arcs et des flèches dans des carquois de jonc tressé. L'Indien qui paraissait le chef de la troupe s'avança vers nous et nous prévint, en assez mauvais espagnol, que, notre entrée bruyante ayant jeté le trouble dans le village, l'alcade désirait nous voir un instant.

— Et si nous ne voulons pas voir l'alcade? répondit l'officier.

— Vous viendrez chez lui de force, dit l'Indien en nous montrant du doigt son escorte armée. Ce geste en disait assez, et il ne fallait pas songer à la résistance, car les ministres de la justice indienne s'étaient d'avance emparés prudemment de nos chevaux et de nos armes. Nous nous regardâmes d'un air mélancolique. Les Indiens *mansos*, qui se gouvernent dans leurs villages d'après les lois de la république, et peuvent même élire parmi leurs frères de race leurs magistrats municipaux, sont impitoyables pour les délits commis par des Mexicains sur le territoire confié à leur juridiction. Ils ont, en pareil cas, la pire de toutes les cruautés, la cruauté du faible. Nous n'essayâmes point de lutter contre ces alguazils aux jambes nues et aux longs cheveux. Nous les suivîmes docilement vers la maison de l'alcade.

— Prenez patience, me dit à voix basse Fray Serapio pendant le trajet. A défaut de l'histoire de Fray Epigmenio, que je vous conterai tôt ou tard, vous allez avoir un spectacle que peu d'étrangers ont l'occasion de se procurer au Mexique. Si je ne me trompe, nous sommes tombés dans ce maudit village à l'heure où les Indiens célèbrent à leur façon les fêtes de la semaine sainte. La maison de l'alcade est un des buts ordinaires de leurs processions nocturnes.

J'avais souvent entendu parler de ces singulières cérémonies, où des restes de l'idolâtrie indienne se mêlent aux pratiques du catholicisme. Au moment même où j'allais répondre à Fray Serapio, des sons mélancoliques et monotones vinrent frapper nos oreilles. Les accents plaintifs de la flûte en roseau nommée par les Indiens *chirimia* se mêlaient tristement au bruit de plusieurs tambours frappés d'un seul coup à intervalles égaux.

— Il y a trois cents ans, me dit à l'oreille don Diego Mercado, c'était au son de ces mêmes *chirimias* que les ancêtres de ces Indiens égorgeaient des victimes humaines aux pieds de leurs idoles.

Au détour d'une ruelle qui coupait à angle droit la route que nous suivions, nous vîmes déboucher la procession annoncée par cette funèbre harmonie. Occupés pendant le jour aux travaux des champs, les Indiens consacrent la nuit à certaines solennités religieuses. Le choix de l'heure vient ainsi ajouter encore à l'effet lugubre

des cérémonies de la semaine sainte. En tête du cortége, et portée par quatre hommes, se balançait l'image du Christ, gigantesque, hideuse, et barbouillée de sang. Aux bras de la croix étaient suspendus deux autres christs de moindre taille; derrière se pressait en désordre presque toute la population indienne du village et des environs, portant des crucifix de toute forme et de toute grandeur. Je remarquai que les dimensions de plusieurs de ces crucifix n'étaient nullement en rapport avec la taille des individus qui les portaient; ces dimensions, en effet, se mesurent uniquement sur le droit plus ou moins élevé que payent à l'église les Indiens qui veulent figurer dans ces processions. Avec l'élite de la population, qui ouvrait la marche, s'avançait aussi l'aristocratie des images; ensuite venaient les pauvres, et on ne saurait rien imaginer de plus grotesque, de plus tristement bouffon que cette cohue d'hommes déguenillés, les uns portant, à défaut de christs, de petites images de saints ou de saintes, d'autres, moins heureux encore, obligés d'arborer, faute de mieux, des drapeaux fanés, des oripeaux ternis et jusqu'à des cages à poules. Nous nous agenouillâmes dévotement devant ces affreuses effigies, tandis que la procession traversait lentement la rue, et ce chaos d'images sanglantes, de corps nus, éclairés d'une lumière rougeâtre et entrevus à travers l'épaisse fumée des torches de sapin, nous laissa, en s'éloignant, l'idée de quelque vision infernale plutôt que celle d'une fête religieuse.

Nous arrivâmes à la maison de l'alcade. La physionomie sinistre de ce magistrat de race indienne n'était pas faite pour ramener le calme dans nos esprits troublés. De longs cheveux grisonnants encadraient sa figure, sillonnée de rides profondes, et tombaient jusqu'au milieu de son dos; des bras musculeux sortaient des manches de son *sayal* (tunique à manches courtes); ses jambes sèches et nerveuses n'étaient couvertes qu'à demi par les canons flottants de ses *calzoneras* de peau. Pour toute chaussure, il portait des sandales de cuir. Ainsi vêtu, ce singulier personnage trônait avec une fierté comique sous une espèce de dais formé par des branchages de *xocopan* (laurier odorant). Les alguazils à peau rouge se rangèrent derrière lui comme de silencieux comparses. L'interrogatoire commença.

— Qui êtes-vous et que faites-vous?

Cette question, articulée péniblement en mauvais espagnol, s'adressait à Fray Serapio, que sa longue barbe, son costume et ses manières de soudard avaient sans doute désigné à l'alcade comme le plus suspect d'entre nous. Le moine hésitant à répondre, l'alcade continua :

— Quand on envahit un village à main armée, on a sans doute la permission de porter des armes. Où est la vôtre?

C'était donc pour nous demander notre port d'armes qu'on nous avait arrêtés. L'alcade pensait bien nous trouver en défaut et nous faire ainsi subir, sans sortir de la légalité, quelques-unes de ces avanies qui satisfont la haine traditionnelle des Indiens contre les individus de race blanche. Nous comprîmes cette tactique, mais nous n'avions aucun moyen de la déjouer. Nous en fûmes réduits à faire tous la même réponse : nous voyagions incognito, et nous n'avions pas de port d'armes. Puis, à l'exception du moine, qui semblait très-mal à l'aise sous son déguisement, nous nous empressâmes de faire connaître nos noms et nos qualités. Comme il était important aussi d'intimider les Indiens en énumérant les protections qui nous étaient assurées à Mexico, l'étudiant crut agir prudemment en déclarant qu'il était neveu du plus célèbre apothicaire de la ville. Le greffier sténographiait ces réponses en cassant de petites branches de xocopan, et en alignant comme des hiéroglyphes des grains de maïs sur le sol. Pour l'alcade, il semblait triompher de tenir en sa puissance cinq hommes de race ennemie. Quand l'étudiant eut déclaré sa parenté avec l'apothicaire de Mexico, le rusé Indien ne se tint pas pour battu. Il parut

réfléchir; puis une expression de joie maligne se trahit sur sa physionomie, quand il lança à don Diego Mercado cette question perfide :

— Puisque vous êtes le neveu d'un apothicaire, vous devez savoir un peu de botanique ?

Don Diego répondit affirmativement avec un air de parfaite assurance.

— Vous connaissez par conséquent les vertus du *matlalquahuitl ?*

L'alcade avait choisi avec intention parmi les dénominations indiennes des plantes mexicaines une des plus bizarres et des moins connues. En voyant la stupeur qui se peignit sur le front de l'étudiant, il devina que son expédient avait réussi, et il se frotta les mains d'un air de cruelle satisfaction. « Vous ne savez pas la botanique, donc vous m'avez trompé, vous n'êtes pas le neveu d'un apothicaire; vous êtes tous des voyageurs suspects, j'ai le droit de vous arrêter et je vous arrête. » Tel était le raisonnement que nous lisions dans les regards de l'alcade, qui se fixaient dédaigneux et moqueurs tantôt sur don Diego Mercado, tantôt sur nous. En ce moment, la fête religieuse, dans laquelle l'alcade avait un rôle important à jouer, vint heureusement faire diversion à notre interrogatoire. Un groupe d'Indiens entra précipitamment dans la salle d'audience. Ils traînaient ou plutôt poussaient devant eux un homme couronné d'un diadème en roseaux et drapé d'un manteau rouge en lambeaux qui devait avoir servi de *muleta* (1) dans quelque course de taureaux. Sa figure et tout son corps étaient souillés de boue. Ses mains étaient liées derrière le dos par des attaches en jonc. Je contemplais cet homme avec étonnement comme une énigme vivante, quand l'étudiant, qui connaissait mieux les mœurs indiennes que les vertus du *matlalquahuitl*, me dit à voix basse :

— N'allez pas prendre au sérieux cette facétie religieuse; il s'agit ici d'une représentation dramatique de la Passion. Nous ne sommes plus dans un village indien, mais à Jérusalem. Ce drôle à mine effrontée, c'est le Christ, et cet alcade, que Dieu confonde, c'est Pilate.

En effet, nous vîmes bientôt se dérouler toutes les scènes d'un vrai mystère du moyen âge. L'alcade, après avoir gravement écouté sous son dais de feuillage les accusations calomnieuses des Juifs, se leva et prononça en indien l'historique sentence de condamnation. Des cris si tumultueux l'accueillirent, que le malheureux *lepero* (car c'en était un qui, pour quelques réaux, s'était chargé du rôle du Christ) sembla craindre que le drame ne prît une fâcheuse tournure et s'écria en espagnol :

— Je crois, *caramba !* que j'aurais mieux fait de m'en tenir au rôle du bon larron. Seigneur alcade, n'oubliez pas que c'est trois réaux de plus pour le divin Rédempteur.

— Bon! dit l'alcade en repoussant le lepero, qui s'était, au mépris de la vérité historique, réfugié sur le tribunal même. En ce moment, un des soldats qui entouraient le Christ, plus fidèle à son rôle que l'effronté lepero, appliqua un soufflet sur la joue de ce dernier. Dès lors le lepero ne se contint plus ; il éclata en jurons et infligea la peine du talion à ses persécuteurs ébahis. Ce fut une mêlée générale, une lutte entre l'acteur, qui oubliait complétement l'esprit de son rôle, et les Indiens, qui le gourmaient avec une ardeur vraiment digne des suppôts d'Hérode. La lutte se termina par un sacrifice héroïque de l'alcade, qui, pour vaincre l'obstination du lepero, dut lui promettre six réaux au delà du prix convenu. A cette condition, le drôle consentit à marcher vers le Calvaire au milieu des Indiens, qui entraînèrent, en l'injuriant et en le frappant de plus belle, le captif subitement radouci.

Revenu de son émotion, l'alcade se retourna vers nous : il avait hâte de prononcer

(1) On appelle *muleta* le drapeau rouge que le *toreador* agite pour exciter le taureau.

une sentence que nous attendions, pour notre part, avec une anxiété mal dissimulée. En le voyant se concerter avec le greffier et se préparer à lire notre condamnation, je lançai un triste regard au moine. Celui-ci me répondit, au contraire, par un sourire qui respirait une pleine confiance. J'eus bientôt l'explication de ce changement subit dans l'attitude de Fray Serapio. Le moine avait pris son parti, et, pour échapper à l'incarcération qui nous menaçait tous, il avait résolu de faire appel aux sentiments religieux dont l'alcade et son escorte venaient de donner des preuves éclatantes. Fort heureusement Fray Serapio avait raisonné juste. Au moment où l'alcade se levait pour prononcer la sentence, le moine s'approcha gravement du tribunal, arracha le mouchoir qui lui servait de résille et présenta au magistrat sa tête tonsurée. Ce fut un coup de théâtre. Le même homme qui, il y avait un instant à peine, affectait vis-à-vis de nous un orgueil intraitable, se précipita confus et tremblant aux pieds du franciscain.

— Ah ! saint père! s'écria l'Indien, que ne le disiez-vous plus tôt! A tout prendre, on peut être honnête homme sans connaître les vertus du *matlalquahuitl*.

Fray Serapio aurait pu se dispenser de répondre à l'Indien prosterné. Il daigna bien avouer qu'il voyageait sous ce déguisement et avec cette escorte pour remplir une mission d'intérêt religieux, et l'alcade, qui se signait dévotement à chaque parole du moine, se garda bien de le presser de questions indiscrètes. Quelques instants après, nous sortions majestueusement de cette cabane, où notre entrée avait été si triste. Les Indiens nous rendirent nos armes et nos chevaux. Ce fut en vain toutefois qu'ils nous pressèrent de retourner à l'hôtellerie où on nous avait fait si mauvais accueil. Nous gardions rancune à ce village inhospitalier, et, malgré l'orage qui recommençait à gronder, nous piquâmes des deux sans prêter l'oreille à ces supplications intéressées.

IV. — FRAY EPIGMENIO.

Déjà le village indien était à une lieue derrière nous. La route que nous suivions était plutôt un ravin qu'un chemin tracé par les hommes. Nous ne tardâmes pas à entrer dans une forêt de sapins qui s'étendait sur une chaîne de collines escarpées. L'obscurité, épaissie autour de nous par les cimes entrelacées des arbres, était si profonde, que nos chevaux ne pouvaient avancer littéralement qu'à la lueur des éclairs. Dans les intervalles qui séparaient les explosions de la foudre, ils s'arrêtaient immobiles et frémissants. Bientôt l'orage redoubla ; les troncs des sapins craquèrent sous l'effort du vent ; les cavités de la montagne se renvoyaient les éclats du tonnerre en effrayants échos. Puis les éclairs devinrent plus rares, et enfin ces clartés intermittentes qui jusqu'alors nous avaient permis d'avancer insensiblement nous furent tout à fait refusées. Un dernier coup de tonnerre assourdissant fut suivi d'une pluie torrentielle. Il nous était devenu impossible à la fois de marcher en avant et de rebrousser chemin. Convertis par les ténèbres en autant de statues équestres, nous dûmes nous héler pour connaître nos positions respectives. Je m'aperçus alors que j'étais fort près de Fray Serapio. Quant à nos trois compagnons, leurs voix nous arrivèrent à peine comme un écho lointain au milieu des sifflements de la rafale. Nous nous trouvions dispersés sans espoir de nous rejoindre peut-être de toute la nuit, et forcés d'accepter, chacun à l'endroit où les ténèbres le clouaient, la menaçante hospitalité de la forêt.

— Puisque nous voilà condamnés à rester immobiles comme la statue de Charles IV à Mexico, dis-je au franciscain, ne serait-ce pas le moment de me raconter l'histoire de votre ami Fray Epigmenio ?

— De Fray Epigmenio! s'écria le moine. Ce n'est pas une histoire à conter par un

temps et dans un lieu semblables. Quand j'entends les arbres pleurer comme des âmes en peine, quand j'entends les torrents rugir comme des bêtes fauves, alors, je rougis de l'avouer, j'ai peur.

Un long silence suivit ce court échange de mots.

— Où sommes-nous ? demandai-jeenfin à Fray Serapio.

— Nous devons être à une demi-lieue du *Desierto,* si toutefois nous avons su rester dans le bon chemin. Je crains malheureusement que nous ne soyons engagés dans un ravin d'où il serait presque impossible de sortir au milieu de ces ténèbres. Or, dans quelques heures, si la pluie continue, ce ravin ne sera plus un chemin ; ce sera un torrent qui nous emportera comme des feuilles mortes, et alors Dieu veuille avoir nos âmes !

J'avais vu trop souvent dans les campagnes américaines des torrents grossis par les pluies d'orage déraciner des arbres séculaires et entraîner des rochers, pour douter un moment de l'imminence du danger signalé par Fray Serapio. A ses sinistres paroles, je ne trouvai qu'une seule réponse à faire : « Il faut allumer du feu à tout prix. » Malheureusement le moine avait laissé son briquet à l'étudiant. Je ne me découragеai point encore, et, ne voulant négliger aucun moyen de sortir de ce mauvais pas, je descendis de cheval, je pris dans une de mes mains la *reata* attachée au cou de l'animal ; de l'autre, j'essayai de me guider en me tenant aux rochers. Je ne tardai pas à me trouver arrêté par un talus escarpé. J'avançai d'un autre côté; toujours un mur à pic. Forcé enfin de m'arrêter après avoir déroulé la *reata* dans toute sa longueur, je revins pas à pas près de mon cheval en rassemblant de nouveau la longe dans ma main, et, au risque d'enfourcher ma monture à rebours, je me remis en selle.

— Ce ravin est une vraie prison, dis-je à Fray Serapio.

— Ce n'est pas le torrent seul que je redoute, reprit le moine. Si même nous échappons à l'eau, nous pouvons encore périr par le feu sous ces grands arbres qui attirent la foudre.

— Ne pourrions-nous pas laisser là nos chevaux, et tâcher de gagner à pied un endroit moins périlleux ?

— Nous courrions risque de rouler dans quelque fondrière. A la manière dont le vent frappe mon visage, je reconnais que le ravin doit s'étendre encore bien loin d'ici. Restons donc à notre place, et confions-nous à la divine providence.

J'étais à bout d'expédients, et je ne trouvai aucun argument à opposer à ces derniers mots, que le moine prononça d'un ton fort lamentable. Quelques instants se passèrent. L'ouragan avait son harmonie, et je m'oubliais à l'écouter. Dans les profondeurs du bois gémissaient mille voix éplorées ; les torrents hurlaient en bondissant de roche en roche ; les sapins craquaient comme les mâts d'un vaisseau battu par la tourmente, et sur nos têtes le vent modulait d'étranges notes en sifflant dans les feuillages. L'eau qui coulait sous les pieds de nos chevaux murmurait avec une force croissante. Dans les rares moments où le bruit de la tempête s'apaisait un peu, nous entendions les voix de nos compagnons, qui, soit par ignorance du danger, soit pour s'étourdir, avaient pris le parti de chanter à tue-tête.

— Ne trouvez-vous pas, dis-je au moine, que cette gaieté a quelque chose d'irritant ? J'ai bien envie de changer, en les avertissant du péril que nous courons tous, leur chanson à boire en un *De profundis.*

— A quoi bon ? dit mélancoliquement le franciscain. Ne vaut-il pas mieux qu'ils ignorent le danger, et que la mort les surprenne dans leur joyeuse insouciance ? En ce moment où les esprits des ténèbres semblent planer au-dessus de nous, la voix humaine a je ne sais quelle harmonie consolante. Tenez, j'avais refusé tantôt de vous raconter l'histoire de Fray Epigmenio. Réflexion faite, j'aime mieux encore

entendre le son de ma propre voix que le sifflement du vent dans les sapins. Et puis j'y songe : c'est dans le couvent du *Desierto*, voisin de cette forêt, que s'est passée, précisément à l'époque de l'année où nous sommes, la partie la plus intéressante de la vie du révérend.

— Il est certain, dis-je, que cette circonstance devrait ajouter un intérêt particulier à votre récit; mais en ce moment je me soucie fort peu de l'entendre. Cependant, s'il peut vous être agréable de le conter...

—Fray Epigmenio, reprit le franciscain en m'interrompant, n'a jamais été, même dans sa jeunesse, qu'un assez triste compagnon. C'est vous dire qu'il ne me ressemblait en rien. Loin d'avoir voulu, comme moi, se faire soldat avant d'endosser le froc, il était entré bien jeune encore en qualité de novice au couvent des frères carmélites surnommé *el Desierto*. Au temps dont je parle, c'est-à-dire il y a cinquante ans, le Desierto n'était pas abandonné comme aujourd'hui. C'était une retraite habitée par plusieurs religieux qui voulaient, en s'éloignant des villes, apporter dans la pratique de la règle un raffinement d'austérité. Vous devinez quelle influence cette solitude sauvage pouvait exercer sur un cerveau malade. Moi-même je ne répondrais pas de ma raison si je devais passer ma vie en pareil lieu. Les supérieurs du jeune novice s'alarmèrent bientôt de l'exaltation farouche qui avait pris chez lui la place d'une solide piété. Ils représentèrent à Epigmenio que le démon, jaloux de ses mérites, lui tendrait quelque piége où il succomberait. L'avertissement était sage; Epigmenio n'écouta rien. Bien plus, il s'isola presque entièrement de ses frères, et s'enferma plus obstinément que jamais dans sa cellule, espèce de sombre cachot dont les fenêtres s'ouvraient sur le bois qui entoure le couvent. C'était la plus triste cellule de ce triste cloître, et Fray Epigmenio l'avait choisie de préférence à celle dont les croisées donnaient sur le jardin. La vue des fleurs semblait à ce rigide cénobite une distraction trop mondaine. Des flots de verdure noire constamment agités par le vent et encadrés dans un amphithéâtre de rochers aux formes fantastiques, voilà le paysage sur lequel Epigmenio avait presque sans cesse les yeux fixés. Je vous l'ai dit, la tête la plus saine n'aurait pu résister longtemps à ces influences combinées de la solitude et de la prière. Le moine avoua plus tard que des visions étranges passaient devant ses yeux pendant ces longues journées de contemplation et de silence. Des voix mystérieuses frappaient ses oreilles, et ce n'étaient pas toujours les concerts des anges qu'il entendait; les murmures de la forêt se transformaient en soupirs voluptueux, en voix féminines, qui montaient jusqu'à lui avec l'âcre senteur des sapins; souvent même des figures tentatrices lui apparaissaient sous les feuillages éclairés par la lune...

A ce moment, le franciscain s'interrompit brusquement, et, se tournant vers moi :

— M'écoutez-vous? me dit-il.

— J'avoue, répondis-je, que j'écoute plus attentivement encore l'eau dont le bruit augmente singulièrement sous nos pieds, et je trouve que nous sommes fort à plaindre de n'avoir pas ici un de ces beaux clairs de lune dont vous parlez.

—Fray Epigmenio, reprit Serapio sans faire attention à ma remarque, se crut un saint, puisque des tentations pareilles venaient l'assaillir; il crut pouvoir lutter contre le démon, comme les ermites des légendes. Un jour, à l'heure où le soleil allait se coucher, il ne se contenta pas d'attendre le tentateur dans sa cellule, il voulut le braver dans cette forêt même, peuplée de si étranges fantômes. A peine était-il entré sous la voûte épaisse des sapins, que des sanglots étouffés retentirent non loin de lui. Il s'arrêta pour prêter l'oreille, puis s'avança du côté d'où ces gémissements semblaient venir. Pendant longtemps ses recherches furent inutiles; enfin il arriva, de détour en détour, à un carrefour du bois au milieu duquel gisait, sur le gazon, un homme qui invita de la main le moine à s'approcher de lui. Fray Epigmenio hésita un moment.

L'inconnu était un homme de haute taille, vêtu d'un riche costume de velours noir ; une pâleur mortelle était répandue sur sa physionomie, et il serrait avec angoisse contre sa poitrine un mouchoir ensanglanté. Enfin, après s'être signé dévotement, Fray Epigmenio se décida à marcher vers le blessé. « Au nom de Dieu, lui demanda-t-il, de quelle mauvaise rencontre êtes-vous victime ? » Le saint nom de Dieu parut causer à l'étranger une émotion pénible ; ce fut d'une voix éteinte qu'il apprit à Epigmenio qu'il voyageait avec sa fille, et que des voleurs venaient de le dévaliser après l'avoir frappé d'un coup de poignard. Il ajouta que ce n'était pas pour lui qu'il invoquait des secours, mais pour la faible créature qui était à ses côtés, et en même temps, écartant les branches d'un buisson près duquel il était couché, il montra à Fray Epigmenio une jeune fille étendue sans connaissance sur l'herbe, à quelques pas de lui. Les rayons de la lune tombaient en plein sur son beau visage et sur sa robe blanche. Vous comprenez quel dut être le trouble d'Epigmenio à la vue de cette jeune fille, qui lui rappelait les plus adorables visions de ses nuits. Il se remit pourtant après un court silence, et représenta à l'étranger que le couvent du Desierto était encore éloigné ; que, fût-il même plus près, une femme ne saurait y recevoir l'hospitalité. L'inconnu se plaignit alors de ne pouvoir même continuer sa route, car il n'avait plus son cheval, qui s'était échappé au moment de l'attaque des voleurs. Rassemblant toutes ses forces, il déclara que sa blessure le faisait moins souffrir et qu'il allait profiter de ce soulagement passager pour se mettre à la recherche de l'animal. Le moine s'éloigna de son côté, en promettant, s'il trouvait le cheval échappé, de le ramener au lieu où ils laissaient tous deux la jeune fille évanouie. Que vous dirai-je? Fray Epigmenio chercha longtemps et inutilement. Dans tous les endroits que la lune éclairait, une bizarre hallucination lui montrait la robe blanche de la jeune fille qu'il venait de quitter. Bientôt, soit qu'il eût perdu sa route, soit qu'une puissance irrésistible l'entraînât, le moine se retrouva près de l'endroit où reposait la compagne toujours évanouie de l'étranger. Seulement, celui-ci n'était plus là. Une tentation terrible menaçait la vertu du révérend. Il y avait là, devant lui, une femme jeune et belle, dont la chevelure noire flottait déroulée sur de blanches épaules. Jamais la lune n'avait eu de plus magiques reflets, jamais les bois n'avaient exhalé une senteur plus enivrante. Fray Epigmenio, épouvanté, appela l'étranger de toutes ses forces ; mais l'écho seul lui répondit...

Un éclair éblouissant vint interrompre à cet endroit le récit du moine, et nous annoncer que l'orage redoublait. Cette nouvelle interruption devait se prolonger bien au delà de nos prévisions. Une eau fangeuse gagnait déjà nos étriers. Nos chevaux, immobiles depuis plus de deux heures, venaient enfin de se retourner pour présenter leur poitrail au fil de l'eau, dont l'impétuosité croissait de minute en minute avec de sourds grondements. Autour de nous, dans l'épaisseur du bois, le fracas des torrents se mêlait de plus en plus terrible à la sauvage harmonie des vents qui soufflaient de tous les points de l'horizon.

— L'eau monte ! s'écria Fray Serapio, et nos chevaux seront bientôt sans force contre elle.

Presque au même instant, une eau glacée vint mouiller nos pieds et nous arracher un cri de saisissement. Nos chevaux firent une brusque conversion, et, soit guidés par leur instinct, soit emportés par la force du courant, ils commencèrent à descendre la pente du ravin. Un autre cri de détresse, que le vent nous apporta, nous apprit que le torrent entraînait aussi nos compagnons d'infortune. Un second éclair vint illuminer la forêt et fut suivi d'un éclat de tonnerre qui vibra longtemps dans l'espace. Une odeur sulfureuse se répandit autour de nous ; et presque aussitôt, à notre inexprimable satisfaction, un sapin frappé à quelques pas de nous par la foudre s'enflamma rapidement et ne tarda pas à jeter autour de lui une large zone de lumière.

— Nous sommes sauvés! cria Fray Serapio ; j'aperçois près d'ici un talus moins escarpé que nos chevaux pourront gravir.

Déjà nos compagnons avaient en effet franchi les bords du torrent; ils nous invitaient, du geste et de la voix, à les imiter. Mon cheval, roidissant alors ses jarrets par un effort désespéré, atteignit à son tour le sommet du talus. Je fus suivi de près par Fray Serapio, qui, deux fois repoussé par cette berge glissante, était revenu à l'assaut une troisième fois et s'était comporté, dans cette occasion difficile, en véritable cavalier mexicain. Nous n'étions pas cependant à l'abri de nouveaux dangers. Un moment avait suffi pour nous tirer d'une situation désespérée. Il fallait se hâter de chercher un abri; il ne pouvait plus être question de pousser jusqu'à la hacienda. Le ciel, qui s'était éclairci, nous montra une route battue qui longeait le ravin. Cette route devait nous mener aux ruines du Desierto, du couvent même où Fray Epigmenio avait prononcé ses vœux. Nous nous élançâmes dans le sentier battu, certains, cette fois, de ne plus nous égarer, et, quelques minutes après avoir échappé au danger d'une submersion imminente, notre petite troupe s'arrêta, avec une satisfaction profonde, devant les murs ruinés de l'antique monastère.

V. — LE DESIERTO.

Après avoir attaché nos chevaux dans la cour extérieure du couvent, nous choisîmes, à l'entrée du bâtiment, la cellule qui nous offrait l'abri le plus commode. Les premiers moments de halte furent consacrés à un échange de réflexions moitié bouffonnes et moitié sérieuses sur le danger auquel nous venions d'échapper. Don Romulo avoua qu'il avait pris part à dix-sept conspirations, qu'il avait été banni, avec circonstances aggravantes, de trois républiques, le Pérou, l'Équateur et la Colombie, mais que les moments qu'il venait de passer devaient être comptés parmi les plus pénibles de sa vie, si pleine d'émotions. Quant au moine, à l'étudiant et à l'officier, ils confessèrent de bonne grâce que si, à l'approche du danger, l'insouciance s'était montrée dans leurs discours, elle était loin de régner dans leur âme. Ces premières confidences échangées, nos yeux se portèrent plus tranquillement sur l'édifice en ruine où le hasard nous avait forcés de chercher un asile.

Situé au milieu d'un paysage qui rappelle celui de la Grande-Chartreuse de Grenoble, le couvent du Desierto est encore, à l'extérieur, assez bien conservé. Ses coupoles et ses clochers dominent comme autrefois les massifs de sapins qui l'entourent; quoique près d'un demi-siècle se soit écoulé depuis que les moines l'ont abandonné, le lierre n'a pas encore voilé entièrement les baies des cellules désertes. La teinte verdâtre qui règne sur les murs atteste seule le défaut d'entretien et les ravages du temps. Il faut franchir cette première enceinte encore debout et pénétrer dans l'intérieur du couvent, pour avoir le spectacle de la destruction dans toute sa solennelle tristesse. Les coupoles découvertes laissent pénétrer le jour sans obstacle, les pilastres des cloîtres s'écroulent, les degrés de pierre sont descellés, les ruines sont amoncelées dans le chœur et dans la nef de l'église, un manteau de pariétaires recouvre ces débris. Les vapeurs qui s'amassent sur le sommet de la montagne où s'élève le couvent suintent en pluie fine et s'écoulent partout le long des murs. Presque en toute saison, de minces et nombreux filets d'eau se croisent sur les pierres revêtues de mousse avec un léger murmure qui trouble seul le profond silence de cette solitude, ou tombent goutte à goutte du faîte des vieux piliers avec la régularité d'une clepsydre, comme pour marquer la fuite des heures. Tel est le couvent du Desierto vu à la clarté du jour et par un temps serein. Qu'on imagine maintenant l'aspect de cette retraite à l'heure où nous y avions cherché un refuge, lorsque l'orage, qui durait depuis le commencement de la nuit, se calmait à peine.

Qu'on fasse pénétrer les pâles clartés de la lune sous ces arceaux déserts, qu'on fasse siffler dans la nef abandonnée, dans la cage vide de l'orgue, dans les cellules dépeuplées, les derniers rugissements de la tourmente : on aura une idée du gîte qui nous était offert pour achever la nuit.

Nous grelottions tous sous nos habits trempés, et une de nos premières opérations fut de chercher les matériaux nécessaires pour allumer du feu. Nous nous partageâmes l'exploration du couvent. Je m'engageai seul dans une des parties les plus ruinées de l'édifice. Le souvenir du vieux moine de Saint-François m'était revenu à l'esprit, et je me plaisais à évoquer cette bizarre image en parcourant les galeries abandonnées. Autour de moi, les piliers du cloître allongeaient de grandes ombres sur le terrain blanchi par la lune. Tout était silencieux comme dans une nécropole. Les courtines de lierre frémissaient seules sous le vent. Du cloître, j'entrai dans un vaste corridor ; à travers les crevasses de la voûte, quelques rayons de la lune pénétraient furtivement. Dans le lointain, je crus remarquer sur les dalles quelques lueurs plus rougeâtres à côté de ces blanches clartés ; j'entendis aussi un hennissement qui ne semblait pas venir de la cour où nous avions attaché nos chevaux. Au même instant, mes compagnons me rappelèrent et je m'empressai de les rejoindre. Ils avaient réuni quelques fagots de menu bois : ce n'était pas néanmoins le résultat le plus intéressant de leurs recherches. L'officier don Blas affirmait qu'il avait aperçu au clair de lune un cheval qui n'était pas l'un des nôtres. L'étudiant prétendait avoir rencontré le spectre de l'un des moines enterrés dans le couvent. Un court silence accueillit ces bizarres révélations. Don Romulo le rompit le premier.

— Voilà décidément une société bien mêlée, le cheval de quelque bandit et le fantôme d'un moine, des spectres et des malfaiteurs !

Nous engageâmes Fray Serapio à prononcer dans son formidable latin la classique formule d'exorcisme ; mais le moine nous répondit brusquement :

— Mon latin n'éloignerait pas le spectre dont il est question, il l'attirerait au contraire. Et Dieu veuille qu'il ne paraisse pas ! Sachez-le bien, il n'y a pas ici de revenant. Le fantôme qu'a vu le seigneur don Blas est une réalité. C'est mon supérieur, le révérend père Epigmenio, qu'un vœu de pénitence prononcé à la suite d'une peccadille de jeunesse ramène ici chaque année au retour de la semaine sainte. S'il m'aperçoit, comment justifier mon déguisement et ma folle excursion ?

La réponse du franciscain nous rassurait complétement, et son inquiétude n'excita en nous qu'une très-médiocre compassion. Voulant néanmoins éviter entre les deux moines une rencontre et peut-être un conflit désagréable, nous choisîmes pour y faire du feu une des cellules les plus retirées du couvent, et nous nous étendîmes autour du foyer sur nos manteaux humides. Bientôt l'étudiant, l'officier et le gentilhomme dormirent profondément ; le moine et moi, nous restions seuls éveillés. Fray Serapio, attentif au moindre bruit, tremblait sans cesse d'être surpris par son inflexible supérieur ; pour moi, j'étais sous l'impression de l'histoire, si malencontreusement interrompue, de Fray Epigmenio. Voyant que le franciscain ne dormait pas, je le pressai d'achever son récit. Mon compagnon, qui ne pouvait fermer l'œil, fut heureux de trouver ce moyen d'occuper son insomnie, et il s'exécuta d'assez bonne grâce, après s'être mis sur son séant et s'être rapproché du feu.

—J'ai laissé, reprit-il, Fray Epigmenio au moment où le hasard livrait à sa générosité une femme évanouie. Sa première pensée fut de prendre la fuite ; la seconde fut de rester, et il resta. Il cessa même d'appeler le cavalier blessé, dont il ne souhaitait plus le retour, et lorsque la jeune fille, sortant de sa léthargie, eut ouvert sur lui des yeux chargés de langueur, le révérend perdit complétement la tête. Si à ce moment-là l'étranger se fût montré, le moine l'eût étranglé ; mais vous avez sans doute deviné que l'homme aux vêtements noirs n'était autre que le diable lui-même?

Pour toute réponse à cette question fort inattendue, je me contentai de secouer la tête. Fray Serapio, qui cachait sous ses prétentions de séducteur un grand fonds de crédulité superstitieuse, crut sans doute que j'adhérais à sa pensée sur le caractère du mystérieux inconnu. Il continua :

—La tentation avait été trop bien conduite pour que Fray Epigmenio ne sortît pas vaincu de sa lutte avec le mauvais esprit. Non-seulement le malheureux succomba, mais il fut même si complétement ensorcelé, qu'il trouva moyen de cacher pendant un mois entier, dans le couvent du Desierto, celle qui avait été l'instrument de sa chute. Pendant tout ce mois, sa conduite extérieurement n'avait pas changé; il affectait même plus de sévérité dans son maintien, et les remords qui le tourmentaient secrètement donnaient à ses traits une expression plus sombre. Le ciel et l'enfer se partageaient son âme. Écouta-t-il enfin la voix de l'orgueil plus que celle du repentir? Le fait est que ses hésitations cessèrent un jour, et ce jour-là il avait pris une résolution inébranlable, terrible. Que voulez-vous? Fray Epigmenio ne devait rien faire comme les autres. Il avoua publiquement sa faute, et livra au saint office (1) la femme dont le démon s'était, disait-il, servi contre lui. Il l'accusait de sortilége, de magie : il avait peut-être raison. Dès ce moment, on admira plus que jamais une vertu qui se relevait avec tant d'éclat. L'inquisition instruisit néanmoins le procès du moine comme celui de la séductrice, car le saint tribunal, dans son impartialité, voyait deux coupables où le public n'en voyait qu'un. Le moine attendit le jugement dans son cloître, la femme au fond d'un cachot. Quelques semaines d'une pénible attente se passèrent. Un soir, la cellule de Fray Epigmenio fut le théâtre d'une scène où l'intervention du diable ne se révèle pas moins clairement que dans la rencontre de la forêt. Courbé sur son crucifix, le moine redemandait à Dieu le calme que son âme avait perdu. Tout à coup un bruit de pas le fait tressaillir. Un homme était devant lui, le contemplait avec des yeux ardents, et cet homme n'était autre que l'étranger qui s'était montré au reclus une première fois dans la forêt, un mois auparavant. Il était vêtu de même, et plus pâle encore que la nuit où le moine l'avait trouvé baigné dans son sang. Fray Epigmenio fit un pas en arrière, mais l'étranger ne bougea pas. La formule d'exorcisme, péniblement balbutiée, ne le fit pas reculer davantage. Alors le moine appela au secours; mais il était trop tard. Quand on entra dans la cellule, l'étranger avait disparu; Epigmenio, frappé d'un coup de poignard, était évanoui au pied de son prie-Dieu, et, sur le mur, on pouvait voir l'empreinte des doigts du meurtrier, qui s'était sans doute échappé en appuyant aux lambris sa main sanglante. Cette empreinte, le temps ne l'a pas effacée; vous pourrez la voir encore.

— Je devine la fin de l'histoire, dis-je à Fray Serapio : la femme fut condamnée comme sorcière, et le moine fut absous.

—La femme, reprit Fray Serapio, avoua dans les tourments sa connivence avec le diable, connivence qu'elle fut condamnée à expier *en acte public ;* mais elle n'attendit pas le châtiment : les gardiens la trouvèrent un matin étranglée dans son cachot avec les tresses de ces beaux cheveux noirs qui avaient fait perdre la tête à Fray Epigmenio. Quant à ce dernier, sa blessure était légère; il se rétablit promptement. Condamné à cinq ans de travaux subalternes dans le couvent de Saint-François de Mexico, il s'y chargea du soin des jardins. Presque à la même époque, l'inquisition cessa

(1) L'inquisition fondée au Mexique en 1571 eut pour premier inquisiteur don Pedro Moya de Contreras. Elle fut supprimée après la conquête de l'indépendance mexicaine, de 1809 à 1810, et l'ancien édifice, situé dans la rue de Santo-Domingo, sert aujourd'hui de douane. Sur l'un des panneaux de la porte, des hérétiques enveloppés jusqu'à mi-corps dans les flammes sont le seul emblème qui rappelle la destination première du monument.

d'exister, et le couvent du Desierto fut abandonné comme trop insalubre. Depuis longtemps, un pèlerinage que Fray Epigmenio fait chaque année à la même époque dans ce couvent ruiné perpétue seul le souvenir de cet événement.

Fray Serapio se tut. J'étais accablé de sommeil ; il me sembla que lui aussi tombait de fatigue, et je crus devoir lui épargner mes réflexions sur le récit que je venais d'entendre. Déjà je me couchais à côté de mes compagnons profondément endormis, quand le franciscain me secoua par le bras et m'invita précipitamment à le suivre. Je me levai et me plaçai à côté de lui à une fenêtre d'où la vue plongeait sur les cours intérieures du couvent que blanchissaient les premières clartés du jour. Le moine dont la figure triste et sévère m'avait si souvent frappé dans mes promenades au jardin de Saint-François traversait en ce moment une de ces enceintes. Nous remarquâmes que ses pas étaient plus chancelants, sa taille plus courbée que de coutume. Quand il se fut éloigné :

— Suivez-moi, me dit Fray Serapio, dans la cellule qui fut la sienne et qu'il vient de quitter.

Cette cellule, où nous arrivâmes bientôt, ne se distinguait en rien des autres. Les murs étaient complétement nus ; le vent sifflait à travers les plantes parasites qui croissaient entre les pierres disjointes. Une torche de sapin plantée dans un des interstices de la muraille achevait de se consumer ; Fray Serapio raviva la flamme près de s'éteindre, et, avec toute l'obstination d'un cicerone consciencieux, il prétendit me faire reconnaître sur la muraille la trace des cinq doigts de l'inconnu qui avait poignardé le moine dans sa prison. Je voulus bien, par condescendance, renoncer à voir l'effet de l'humidité dans les taches noirâtres qui semblaient à mon compagnon l'empreinte exacte de la main de Satan. Je saisis cependant cette occasion pour faire remarquer à l'excellent Fray Serapio que l'histoire de son malheureux confrère s'expliquait parfaitement sans l'intervention du diable. Probablement les supérieurs de Fray Epigmenio, jaloux de sa vertu rigide, lui avaient tendu le piége assez grossier où il était tombé. On avait trouvé un compère adroit et une fille complaisante ; malheureusement le fanatisme brutal du moine avait tout gâté. L'inquisition, qu'on ne voulait pas mêler dans tout ceci, avait eu vent de l'affaire. La comédie avait alors tourné au drame. La vengeance du père qui s'était repenti d'avoir vendu sa fille, la fin malheureuse de cette dernière, la vie de Fray Epigmenio désormais flétrie et désolée, telles avaient été les suites de cette honteuse intrigue tramée à l'ombre du cloître même où nous nous trouvions. Tel fut le commentaire que je soumis à Fray Serapio ; mais celui-ci, par entêtement aussi bien que par crédulité, se garda bien d'admettre mon interprétation.

Le lendemain, nous arrivâmes à la hacienda de l'ami de don Diego Mercado, où une cordiale réception nous fit oublier les fatigues de cette nuit si agitée. De retour à Mexico, je continuai mes visites au couvent de Saint-François, et, je l'avoue, je lus avec plus d'intérêt les récits conservés dans ses précieuses archives, car j'avais pu me convaincre que l'antique fanatisme espagnol, dont ces récits énuméraient les actes, vit encore profondément dans une partie de la population du Mexique. Entre le passé et le présent des cloîtres de cet étrange pays il y a un lien étroit, que les mœurs légères de quelques moines rencontrés en passant dans les rues de Mexico ne m'avaient pas fait soupçonner. L'inquisition a disparu, mais en laissant dans le clergé une trace profonde, une tradition singulièrement vivace de démoralisation, d'ignorance superstitieuse et de fanatisme.

Chaque fois que je me rendais au couvent de Saint-François, je rencontrais Fray Epigmenio, tantôt errant dans le cloître, tantôt rêvant sous la tonnelle du jardin. Un jour, cependant, je parcourus tout le couvent sans que le vieux moine se présentât sur mon passage. Au moment où je me retirais, Fray Serapio vint au-devant de

moi. La présence du franciscain dans son couvent était un cas trop insolite pour que je ne l'interrogeasse pas sur le motif de cette pieuse dérogation à ses habitudes.

—Hélas! s'écria Serapio d'une voix dolente, ne m'en parlez pas... Fray Epigmenio n'en fait jamais d'autres. Il vient de mourir. Une fièvre lente le minait depuis longtemps; ce matin elle l'a achevé, et c'est moi qui dois veiller le corps du révérend père. Pouvait-on me jouer un tour plus affreux?

— Je ne vous comprends pas, lui dis-je. Serait-ce par hasard au pauvre Fray Epigmenio que vous en voudriez?

— Et à qui donc, si ce n'est à lui? Savez-vous ce que la veillée de cette nuit me fait perdre? Un rendez-vous charmant, *mon cher*.

Et pour commentaire à ces derniers mots, Fray Serapio me lança un regard expressif qui complétait sa demi-confidence. Je ne me sentis pas la force de plaisanter le moine sur la déconvenue qu'il avouait d'un ton si cavalier. En ce moment même, les premiers tintements du glas interrompirent notre entretien. — Adieu, me dit Fray Serapio, cette cloche m'appelle à mon poste, et je vous quitte.

Je lui serrai la main, et je ne pus m'empêcher, en m'éloignant, de songer au bizarre contraste que présentaient ces deux hommes, habitants du même couvent, esclaves de la même règle, tous deux méconnaissant la sainteté de leur mission, l'un pour marier la piété au libertinage, l'autre pour l'ériger en un fanatisme brutal. « Ce contraste, me disais-je tristement, résumerait il toute la vie du moine mexicain? Qui me dira combien de malheureux dans les innombrables cloîtres du Mexique ont commencé comme le premier pour finir comme le second ? »

Parmi les personnages qui ont figuré dans ce récit, un seul devait voir une vie paisible succéder à une jeunesse aventureuse : c'était l'étudiant don Diego Mercado, qui, appartenant à une riche famille de Mexico, avait toujours regardé l'avenir sans inquiétude. Quant à l'officier don Blas, il devait mourir ignoré dans une obscure rencontre avec des voleurs de grand chemin. La destinée de don Romulo a été à la fois plus brillante et plus agitée. Après avoir pris part à dix-sept conspirations et s'être vu banni de trois républiques, don Romulo, compromis dans une nouvelle intrigue politique, a quitté le Mexique comme il avait quitté le Pérou, la Colombie et l'Équateur. Rentré enfin dans ce dernier État, sa patrie, il y a été élevé à la présidence, et cette fois, en présence de son propre gouvernement, il a dû renoncer à ses principes subversifs. Nous ne savons cependant si sa conversion a été bien complète. Il est des agitateurs politiques que l'exercice même du pouvoir ne corrige pas, et qui préfèrent encore aux profits de l'intrigue les joies qu'elle leur procure, les ruines qu'elle amasse autour d'eux.

G. Ferry.

LA

FAMILLE ALAIN.

TROISIÈME PARTIE (1).

XI

Il faisait nuit. Tranquille Alain et Onésime, favorisés par le vent et la marée, revenaient à Dive après une pêche assez heureuse. Une brise légère tenait la voile gonflée. Risque-Tout nettoyait le poisson en fumant sa petite pipe, tandis qu'Onésime, à demi couché sur le banc du canot, tenait la barre du gouvernail d'une main, et de l'autre l'écoute de la voile.

— Quelle heure peut-il être, mon père? demanda-t-il tout à coup à Tranquille Alain. Ce ne peut pas être le jour qui commencerait à poindre; d'ailleurs, c'est trop sur Beuzeval.

Tranquille leva la tête et vit ce qui excitait l'étonnement de son fils. Une grande lueur se montrait au-dessus de Beuzeval.

— C'est le feu! dit-il. Et en même temps, soit qu'ils approchassent davantage, soit que le feu prît plus d'intensité, tous deux distinguèrent une épaisse fumée et des pointes de flammes qui dardaient au ciel. — C'est le feu! répéta Tranquille Alain. Fais servir la voile. La brise prend de la force, et si elle active le feu, elle nous fait aussi marcher plus vite. Est-ce au château? Il y a tant de fumée, que je suis tout désorienté.

Ils gardèrent un moment le silence; Onésime mettait toute son application à faire avancer le canot.

— Écoute, dit Alain, écoute, on sonne le tocsin à l'église de Beuzeval. Est-ce qu'ils ne font que de s'apercevoir du feu? Serre un peu l'écoute de misaine. Voici venir là-bas une petite rafale qui nous fera faire de la route.

(1) Voyez plus haut, pages 402 et 503.

Dix minutes plus tard, ils entraient dans la Dive et tiraient leur canot sur la grève. Quelques personnes, réveillées par le tocsin, étaient sorties de leurs maisons.

— Il y a le feu ! dit Onésime aux premiers qu'il rencontra ; il y a le feu à Beuzeval !

— Est-ce au château ?

— Non, dit un pêcheur, c'est au moulin de ton cousin Éloi.

Le père et le fils, à ces mots, prirent leur course, gravirent la côte, et ne tardèrent pas à arriver auprès du moulin. Trente personnes s'y étaient déjà rendues ; mais, quoique l'eau ne manquât pas, la confusion des travailleurs et la violence du feu rendaient jusque-là les secours peu efficaces.

— Où est donc le cousin ? demanda Tranquille.

— Il est... il est perdu, répondit un des assistants.

— Est-il dans le moulin ?

— Oui. L'entendez-vous crier et appeler à l'aide ?

Et en effet, à ce moment, on entendit une voix horriblement déchirante crier du haut du moulin : « Au secours ! à l'aide ! au secours ! »

— Mais comment ne se sauve-t-il pas ? Le feu est encore dans le bas ; il n'y en a pas où il est.

— L'escalier est embrasé.

— Il pourrait se jeter par la fenêtre, ou au moins pourquoi n'y paraît-il pas ?

— On l'y a vu un moment, puis il a disparu tout à coup, et depuis on ne l'entend plus que crier. Il faut qu'il se soit blessé, ou peut-être le feu est-il plus avancé au dedans qu'au dehors.

Onésime, pendant ce temps, s'était à plusieurs reprises précipité sur l'escalier embrasé ; chaque fois il avait été repoussé par la fumée. Puis l'escalier craqua et tomba. La voix du meunier appela au secours avec une expression de désespoir encore plus effrayante. « Des échelles ! des échelles ! » demanda Onésime. On en réunit deux qu'on attacha promptement ensemble avec ces nœuds que savent faire les marins. Elles n'arrivaient pas tout à fait jusqu'à la fenêtre. Néanmoins Onésime s'amarra une longue corde autour du corps, et, arrivé au haut de l'échelle, se cramponnant des pieds et des mains, il finit par atteindre la fenêtre, se hissa avec une force surhumaine et disparut dans la chambre. Le meunier cessa de crier. Il y eut quelques instants d'une effroyable anxiété. Avait-il cessé ses cris en voyant du secours, ou était-il tombé dans la flamme ? Et, dans ce cas, quel était le sort d'Onésime ? Quelques minutes se passèrent ainsi. Un grand craquement se fit entendre ; il sembla que tout s'abîmait. Onésime parut à la fenêtre pâle, mais les yeux étincelants ; il tenait dans ses bras le meunier, qu'il venait d'attacher à la corde qu'il avait emportée, et dont il avait fait une sorte de fauteuil. « Un homme à l'échelle ! » cria-t-il. Tranquille ne voulut permettre à aucun autre d'aller au secours de son fils. Pour Onésime, il fit avec sa corde un *tour mort* après une pièce de bois au dedans du moulin, de façon qu'elle ne pouvait lui échapper ; puis il descendit tout doucement Éloi Alain jusqu'à l'échelle où son père le reçut. « Prenez garde ! » cria-t-il, « il a une jambe cassée. » On se passa de main en main le meunier ; mais au moment où Risque-Tout venait de le livrer à son plus proche voisin, et où celui-ci, également monté sur l'échelle, le passait à un troisième, l'échelle fit entendre un craquement et se brisa en plusieurs morceaux. Les deux hommes qui se trouvaient dessus roulèrent par terre, sans se blesser grièvement. « Mais Onésime, que va-t-il faire ? » s'écria Tranquille. Onésime, aussitôt qu'il avait vu ce dernier accident, avait amarré solidement la corde, et, s'y suspendant des mains et des pieds, il arriva à terre sans encombre ; seulement ses cheveux étaient roussis ainsi que ses vêtements. L'émotion qu'avaient ressentie les spectateurs pen-

dant le sauvetage du meunier avait suspendu les travaux; le feu avait fait de nouveaux progrès pendant qu'on transportait le meunier dans une de ses écuries, bâtiment non attenant au moulin. On se remit à l'ouvrage, et au bout de quelques heures on se rendit maître du feu, qui avait détruit la plus grande partie du moulin. Éloi Alain ne s'était aperçu du feu que lorsqu'il s'était senti étouffé par la fumée; il s'était alors réveillé en sursaut, et, dans son trouble, était tombé dans un escalier où il s'était cassé une jambe. Depuis ce moment, il était resté dans d'horribles angoisses; il n'avait pu que se traîner en rampant pour s'éloigner le plus possible du centre de l'incendie. Pendant près d'une heure, malgré ses cris, personne n'avait pu venir à son secours. Tout porte à croire que le feu n'avait pas été mis par hasard au moulin d'Éloi. L'habitation dans laquelle on faisait du feu pour la cuisine et les autres usages domestiques ne tenait pas au moulin. Un débiteur du meunier était venu le voir dans la matinée et lui avait demandé un peu de temps pour le payement d'une dette; c'était un père de famille. Il avait imploré la compassion d'Éloi, sans pouvoir en tirer la moindre concession. On devait quelques jours après vendre ses bestiaux et ses outils; sa femme et ses enfants allaient être réduits à la plus horrible misère, tandis que si maître Éloi voulait, avec un intérêt raisonnable bien entendu, lui accorder pour payer jusqu'à la récolte, tout irait bien, il serait payé, et il n'aurait pas jeté toute une famille dans la misère et le désespoir. Le meunier avait été inflexible; le débiteur l'avait quitté en le menaçant de la vengeance du ciel, et c'est dans la nuit qui suivit immédiatement cette journée que le feu s'était déclaré avec une si effroyable violence dans un bâtiment où on n'en faisait jamais. On prétendit avoir vu à la tombée de la nuit un homme rôder autour du petit étang qui sert de réservoir et de retenue d'eau pour le moulin. Éloi ne tarda pas à être guéri; il témoigna avec effusion sa reconnaissance pour Onésime. « Certes, ce sont des gens à qui j'ai rendu de grands services, » disait-il ; « mais je ne puis nier qu'ils ne se soient montrés reconnaissants, et je ne comptais plus guère que sur l'indulgence de Dieu, lorsque j'ai vu Onésime entrer par la fenêtre; il m'a semblé vraiment qu'il descendait du ciel. Déjà je ne pouvais plus, tant ma jambe me faisait souffrir, m'éloigner du feu dont la chaleur faisait petiller mes cheveux. C'est à lui que je dois la vie. Je perds beaucoup, le moulin est entièrement à reconstruire; mais enfin le pauvre garçon ne pouvait sauver le moulin, quoiqu'il y ait bien travaillé. Je ne suis pas marié, je n'ai pas d'enfants; je n'en dis pas davantage. D'ailleurs, personne ne pourra trouver à redire à rien; Onésime est mon petit-cousin. »

Comme le cousin Éloi était riche, on eut bientôt reconstruit le moulin; mais de ce moment, grâce à la pensée qu'il avait de nommer Onésime son héritier, il se croyait d'autant mieux fondé à se faire donner des poissons et à se servir de lui à tout propos, de sorte qu'il faisait porter intérêt à sa reconnaissance et que ses dons même lui étaient d'un bon rapport. Onésime, qui, dans cette occasion, avait trouvé une force surhumaine, avait reçu un coup à la tête et une brûlure à la jambe. Un mois après l'événement, comme à l'issue de la messe, le dimanche, tout le monde était rassemblé dans l'église, le curé monta dans la chaire, et dit : « Mes chers paroissiens, entre autres biens dont nous avons à remercier Dieu, nous lui devons des actions de grâces pour la façon presque miraculeuse dont il a sauvé le meunier de Beuzeval dans l'incendie qui a dévoré son moulin. Dieu, dans les plus grands effets de sa volonté, aime à employer les plus faibles de ses créatures, pour montrer aux hommes que toute force vient de lui. C'est un jeune homme, que nous n'osons plus appeler un enfant depuis qu'il a donné aux hommes un tel exemple de courage et de sang-froid, à qui Dieu a inspiré sa force et son dévouement. Le roi vient d'envoyer à M. le maire de Dive une récompense pour Onésime Alain; cette récompense est une médaille en argent sur laquelle est gravé le fait qui a donné lieu à la

récompense. La voici. » Et en même temps le curé fit voir une médaille attachée à un ruban tricolore. « M. le maire, par un sentiment de piété éclairée, a pensé que c'était dans l'église que cette récompense devait être décernée à celui qui l'a si bien méritée. Nous devons tous honorer cette décoration que portera le généreux jeune homme. Entre les signes de distinction qu'il a plu aux hommes d'imaginer, Dieu, qui ne les distingue que par leurs vertus, doit voir avec plus de faveur celui qui témoigne qu'on a sauvé la vie d'un de ses semblables, tandis que presque toutes les autres décorations sont données en récompense du plus grand nombre d'hommes qu'ont tués ceux qui les obtiennent. Si nous honorons donc la décoration qui va être placée sur la poitrine de l'instrument que Dieu a choisi pour accomplir une œuvre de miséricorde, lui-même saura qu'il doit se montrer digne de la mission que Dieu a daigné lui confier; il saura que cette marque, à ses yeux à lui, ne doit pas tant rappeler ce qu'il a fait que ce qu'il doit faire. Sa vie doit être consacrée aux bonnes œuvres et aux actes de dévouement. »

Le curé descendit de la chaire, vint se placer à l'entrée du chœur, et là : « Onésime Alain, reprit-il à haute voix, venez vous agenouiller ici pour recevoir avec humilité une honorable et glorieuse récompense. » Onésime se leva le visage en feu et les yeux baissés, la démarche incertaine; il vint se mettre à genoux devant le curé, qui lui dit :

— La récompense vous intimide plus que le danger.

Puis il lui attacha la médaille sur la poitrine et l'embrassa.

A la sortie de l'église, tout le monde entourait Onésime et le félicitait; tous les hommes lui donnaient la main comme à un homme. Les filles étaient fières de lui dire bonjour familièrement. Bérénice, qui lui donnait le bras pour s'en retourner à la maison, lui disait :

— Comme je suis fière! tu es mon frère à moi. Et toi, Onésime, tu dois être bien heureux!

— Oui, dit-il; mais pourquoi Pulchérie n'est-elle pas là ?

Le lendemain, Onésime reprit ses travaux comme de coutume. Il mettait sa médaille le dimanche pour aller à la messe, comme le curé le lui avait recommandé, en lui disant : « Pas de fausse modestie, mon enfant; ce n'est que la vanité, avec l'hypocrisie de plus. Tu as le droit d'être fier de cette distinction. Tu la porteras le dimanche. »

Un jour une femme se présenta à Dive, demanda où demeurait maître Épiphane Garandin. Arrivée à la classe, elle eut avec lui une conversation de quelques minutes; puis elle s'installa dans la maison, dont elle prit l'administration et la direction. Au besoin même, elle tenait la classe pendant que maître Épiphane était obligé de s'absenter, et elle la tenait de façon à se faire redouter des plus mutins. On apprit que cette femme n'était autre que madame Garandin, la propre et légitime femme de maître Épiphane Garandin, qu'il avait laissée et oubliée par mégarde, il y avait nombre d'années, dans la ville de Reims, où il avait formé un établissement. Madame Garandin, dans l'origine, paraissait fort aise de l'abandon de son ingrat époux, car leur ménage avait toujours été rempli d'agitations; mais après quelques années, le commerce tourna mal, et madame Garandin se rappela qu'elle avait des devoirs à remplir et des droits à exercer auprès de celui que l'Église et la loi avaient uni à son sort. Comme les deux époux n'avaient pas eu une correspondance bien suivie, elle eut quelque peine d'abord à savoir où elle devait aller se livrer à la pratique de toutes les vertus conjugales. Enfin elle avait fini par découvrir celui dont elle avait à faire le bonheur. Maître Épiphane, de même qu'il n'avait pas été fâché de quitter sa femme dans le temps, ne parut pas non plus très-désolé de la retrouver. Le maître d'école était un esprit inconstant, tout changement était auprès de lui le bienvenu. Il y

avait longtemps qu'il était maître d'école, et il n'aurait peut-être pas tardé à consacrer ses talens à quelque autre industrie, si ce nouvel élément n'était venu mettre dans sa vie un peu de variété.

Les deux familles qui avaient passé l'été précédent à Dive et à Beuzeval étaient revenues cette année. Elles en avaient fait venir deux autres; le hasard en amena une cinquième. Jamais pareille affluence n'avait envahi la plage de Dive. Dive, de ce moment, était constituée en ville de bains. Le meunier, qui ne laissait pas volontiers échapper une occasion de gagner de l'argent, s'en était fait une sorte de devoir depuis l'incendie de son moulin. Il loua à une de ces familles étrangères les deux chambres qui composaient son logis, et s'arrangea pour coucher dans l'écurie. Il fit de plus construire deux cabanes à l'usage des baigneurs, et il fit placer un poteau auprès de ces cabanes. Sur ce poteau était un écriteau, et sur l'écriteau cette inscription : *Bains de mer à la lame.* Si quelques habitants de Dive et de Beuzeval *possédaient,* comme ils le disaient eux-mêmes, le bienfait de l'écriture, il n'y avait que le maître d'école qui eût une belle écriture et qui sût à peu près l'orthographe. C'était le seul qui possédât en réalité le talent de l'écriture au point où elle atteint son but, qui est de pouvoir être lue. On avait donc dû s'adresser à lui pour l'écriteau qui annonçait l'établissement d'Éloi Alain. Éloi, pour ne pas avoir à le payer, avait essayé de lui faire croire que ce serait pour lui un très-grand avantage que d'avoir ainsi en bon lieu un spécimen de sa plus belle écriture, ce qui donnerait incontestablement aux riches étrangers qui fréquenteraient le nouvel établissement l'idée de se perfectionner dans l'art de l'écriture sous la direction de maître Épiphane Garandin. Le maître d'école ne répondit pas; mais il résolut de ne pas s'en tenir à cet avantage, qui ne lui apparaissait pas aussi brillant que le meunier voulait le lui faire voir. Il s'occupa à l'instant même de créer un établissement rival. Il fit installer également deux cabanes avec une inscription à peu près semblable : *Bains à la lame.* Il n'avait pas cru devoir mentionner, comme son concurrent, qu'il s'agissait de bains de mer. La chose lui paraissait suffisamment éclaircie par la situation des établissements. Le meunier, qui n'était pas accoutumé qu'on lui résistât ou qu'on s'opposât à lui en quelque chose, fut fort irrité de cette lutte qui s'engageait. Maître Épiphane, auquel il n'avait jamais voulu prêter d'argent, ne se trouvait pas dans sa dépendance. Le meunier fit faire une troisième cabane, exemple qui fut suivi immédiatement par le maître d'école; mais, quand Éloi Alain fit paraître une quatrième cabane, maître Épiphane reconnut que la chose dépassait ses ressources financières. Il n'était pas probable qu'Éloi lui ouvrît un crédit qui aurait été une aide bien puissante aux destinées du nouvel établissement. Il pensa que ce n'était plus sur le terrain des dépenses qu'il fallait porter un combat dans lequel il se sentait vaincu dès les premiers coups. A Éloi Alain l'influence des capitaux, à Épiphane Garandin les succès dus à l'intelligence et à la supériorité de l'éducation. Il y avait parmi les étrangers installés à Dive un certain nombre d'Anglais. On ne tarda pas à voir un second écriteau, formidable par ses dimensions, s'élever au-dessus des cabanes du maître d'école, et cet écriteau portait l'inscription suivante : *Garandin's Bath.* C'était un coup habile. Les Anglais furent singulièrement flattés de cet hommage rendu à leur langue et à eux-mêmes. Ils se réunirent de préférence aux bains tenus par madame Garandin. Le meunier déclara maître Épiphane un intrigant; mais celui-ci parut s'en soucier fort médiocrement.

Bientôt survint un grand événement très-attendu. Les de Fondois arrivèrent au château de Beuzeval avec Pulchérie et Marie. Le château s'était mis en quatre pour les recevoir. Ce pauvre vieux château, recrépi, rebadigeonné maladroitement, était changé à ne plus le reconnaître. Il avait, de bonne vieille, simple et pittoresque maison qu'il était, reçu de ses maîtres un cachet de prétention ridicule. Il avait tout

l'air du parvenu endimanché. Dès le lendemain de son arrivée, Pulchérie se leva de bon matin pour voir si ses parents n'avaient pas fait quelque faute capitale. Elle fit réformer certaines choses, en fit ajouter certaines autres; mais au total elle se montra satisfaite. Elle se sentait assez embarrassée à cause de ses amis de Dive. Ils ne pouvaient pas ignorer son arrivée, et elle ne pouvait se dispenser d'aller les voir aussitôt : d'ailleurs elle avait gardé une réelle affection pour eux; mais elle ne savait pas si Marie et les de Fondois se verraient avec plaisir compromis dans une intimité avec des paysans comme la famille Alain. Elle prit le parti de se mettre en route clandestinement un matin pour aller seule faire la visite qu'elle devait et qu'elle voulait faire. Elle avait bien un peu préparé la chose dans ses conversations avec Marie, mais elle n'avait pas pris sur elle de dire qu'elle avait été jusqu'à onze ans un des enfants de Pélagie et de Tranquille, et que c'était par un coup du hasard qu'elle n'était pas *dentellière* comme Bérénice. Elle s'était contentée de dire que Pélagie Alain avait été sa nourrice, et Bérénice sa sœur de lait. Malgré ces préparations, elle pensait que la familiarité des enfants et l'affection mélangée d'un peu d'autorité des parents pourraient sembler bizarres à son amie de Saint-Denis; aussi le matin de très-bonne heure elle entr'ouvrit sa porte sans faire de bruit, et descendit au jardin. Comme elle allait franchir la grille, elle ne fut pas médiocrement désappointée d'y rencontrer Marie, qui, réveillée depuis longtemps, grâce aux habitudes de Saint-Denis qu'elle n'avait pas encore eu le temps de perdre tout à fait, se promenait dans les allées. Pulchérie, préoccupée de son entreprise clandestine, ne vit pas Marie d'abord, et fut assez effrayée quand celle-ci, la saisissant par le bras, lui dit :

— Eh! où allez-vous si matin, belle châtelaine? Quelque chevalier vous attend-il avec un palefroi tout sellé pour vous dérober à la tyrannie d'un tuteur barbare qui vous refuse à ses feux? Pourquoi quittez-vous aussi sournoisement le manoir?

Pulchérie, d'abord un peu interdite, se décida à avouer qu'elle allait voir sa nourrice; que c'étaient des gens excellents, des *cœurs d'or,* mais de vrais paysans, des pêcheurs sans aucune éducation, sauf la petite Bérénice, qui, arrivée à lire à peu près couramment et à écrire sans orthographe, passait dans la famille pour une sorte de phénomène et en était l'oracle. Elle pensait que les tendresses un peu familières et la joie bruyante de ces braves gens n'auraient aucun charme pour mademoiselle de Fondois, et elle se proposait de ne pas lui en faire prendre sa part. Marie prétendit au contraire qu'elle voyageait pour observer et pour s'instruire, qu'elle voulait étudier les mœurs des naturels du pays, que plus elles seraient différentes de ce qu'elle voyait d'ordinaire, plus cette étude aurait pour elle d'intérêt et d'agrément; que si elle désirait quelque chose au monde, c'était que la famille Alain fût exclusivement composée de sauvages, et qu'elle exigeait que Pulchérie l'emmenât dans la visite qu'elle voulait leur faire.

Pulchérie fut à la fois embarrassée et fâchée d'avoir parlé de ses amis sur un ton à moitié léger qui autorisait le ton tout à fait léger de Marie. Elle pensait bien que les Alain ne s'attendaient pas à des airs de protection de sa part ni de celle d'une personne qu'elle présentait comme son amie; qu'Onésime et Bérénice croiraient devoir vivre avec elle dans la même familiarité qu'autrefois, et elle était à peu près sûre que d'abord Marie accueillerait très-mal cette familiarité, si elle s'adressait à elle, et qu'elle-même perdrait dans son esprit, si elle ne savait pas se conduire d'une certaine façon. Elle parla de remettre sa visite à un autre moment. Cependant Marie insista, et elle-même comprenait qu'elle avait déjà beaucoup trop tardé, et que le cœur de ses amis en avait dû souffrir. Les deux jeunes filles prirent leurs chapeaux de paille, sortirent du château et descendirent la côte de Beuzeval. On parlait d'elles dans la maison de Tranquille Alain lorsqu'elles frappèrent à la porte. Risque-Tout et son fils revenaient de la pêche et s'étaient attablés devant une bonne gamelle de

soupe. Ils n'avaient pris le temps d'ôter ni leur cotillon, ni leurs bottes, ni leurs paletots de pêche. La matinée du reste était bonne, et, disait Alain quelques instants auparavant, Pulchérie n'est pas encore venue nous voir.

— Il faut qu'elle soit malade, dit Pélagie. Je vais y envoyer Bérénice.

— Il faut prendre garde, la femme, dit Tranquille; il ne faut pas se rendre importuns. Pulchérie est devenue une demoiselle, et nous devons l'attendre. C'est nous qui sommes pauvres, c'est nous qui devons être fiers.

— Oh ! répondit Pélagie avec une grande douceur, Pulchérie ne peut s'empêcher d'être notre fille.

Onésime ne disait rien, mais son cœur était très-froissé. Il s'était attendu à ce que Pulchérie, lors de son arrivée, prendrait à peine le temps d'embrasser les Malais, et descendrait en courant comme une jeune biche jusqu'à la cabane de Dive; car, disait-il, « les Malais ne sont que ses parents d'argent, et nous, nous sommes ses parents de cœur. » Bérénice disait : « Pulchérie va venir, et elle nous expliquera cela. »

A ce moment, Pulchérie et Marie entrèrent dans la cabane. Ce fut un cri de joie qui remplit toute la pauvre maison et la fit tressaillir d'aise. Pulchérie oublia Marie et tomba dans les bras de Pélagie et de Bérénice; elle alla ensuite à Tranquille, qui l'embrassa sur les deux joues. Onésime allait en faire autant; mais il aperçut Marie, et d'ailleurs Pulchérie, qu'il n'avait pas revue depuis qu'elle avait quitté Dive, était tellement changée, qu'il s'intimida et fit gauchement une révérence maladroite qu'il devait aux leçons de maître Épiphane, son professeur de belles manières.

— Eh bien ! dit Risque-Tout, voilà que tu n'oses pas embrasser Pulchérie. Embrasse-le alors, toi, Pulchérie; embrasse ton frère.

Pulchérie n'osa pas désobéir à l'ordre de Tranquille, et elle vint tendre ses joues à Onésime, qui, du pauvre baiser honteux qu'il y posa, ne dut pas seulement en froisser le rose duvet.

Pulchérie pensa alors à Marie et dit à Pélagie : « Mademoiselle est mon amie, mademoiselle de Fondois. — Est-ce Marie ? demanda Bérénice; alors nous sommes amies aussi, et je puis bien t'embrasser. » Marie fut un peu suffoquée du tutoiement et de l'embrassade; elle se tint roide et laissa voir un air étonné.

— Eh bien ! vous ne vous asseyez pas? dit Tranquille. Peut-être que Pulchérie se gêne ici ?

Cette question souleva un bon franc rire dans la famille, qui fut encore augmenté lorsque Tranquille, voyant le succès de sa plaisanterie, ajouta : « Dame ! quand on est chez des étrangers, quand on n'est pas chez soi et qu'on ne connaît pas les êtres d'une maison... »

Marie se remit un peu et s'habitua aux gens de la cabane, qui s'extasièrent sur son joli visage et la blancheur de ses mains.

— Et Pulchérie aussi a maintenant les mains bien blanches. Comme elles sont belles toutes les deux ! disait Pélagie.

Pour Bérénice, elle se rapprocha de Pulchérie et ne se permit plus aucune familiarité avec Marie. Les deux jeunes filles dirent qu'elles s'étaient échappées sans rien dire, Pulchérie ne voulant pas attendre plus longtemps pour voir ses amis. Elles devaient rentrer tout de suite pour ne pas donner d'inquiétude; elles reviendraient; d'ailleurs elles devaient prendre des bains de mer, et elles prieraient bien Onésime de les promener quelquefois dans le canot.

— C'est ton filleul, le canot, dit Pélagie, et tout ce qui est ici est à toi comme aux autres.

Pulchérie embrassa encore Pélagie et Bérénice. Tranquille la prit par la tête et lui donna un gros baiser sur le front. Onésime n'osait plus; il allait essayer encore ses fameuses révérences, lorsqu'il vit que son père le regardait. Alors il s'avança vers

Pulchérie; mais celle-ci lui donna la main à la façon des Anglaises. Il resta un peu interdit. Bérénice dit à Marie : « Adieu ! mademoiselle, au plaisir de vous revoir. » On leur demanda si elles ne voulaient pas boire un coup de cidre. Elles refusèrent et se mirent en route. Les habitants de la cabane évitèrent de se communiquer leurs impressions. Tranquille fut un peu brusque et bourru. Bérénice prit sa dentelle. Pélagie vaqua aux soins du ménage. Onésime prit le nettoyage du canot pour prétexte de rester seul.

XII

Nous allons quitter un peu le bord de la mer, pour faire connaissance avec des acteurs de cette histoire qui n'ont pas encore paru dans notre récit. Cependant il est nécessaire que je donne ici une sorte de portrait des jeunes filles que nous connaissons déjà. Marie était petite, frêle, blonde; sa beauté consistait surtout en jeunesse et en fraîcheur; ses yeux bien fendus, en amandes, comme on dit, n'avaient pas une expression bien marquée. Pulchérie avait les cheveux châtain foncé; elle était grande et admirablement bien faite; sa taille était souple et riche, ses membres forts et fins. Sa voix, un peu basse, avait un charme sympathique indéfinissable, tandis que celle de Marie, qui avait laissé à Saint-Denis une réputation de chanteuse, était une voix de soprano un peu aiguë.

M. Ernest de Fondois à M. le comte Urbain de Morville.

« Vous êtes mon débiteur, mon cher Urbain ; vous vous rappelez notre gageure à propos de madame ***; eh bien! il avait été convenu que celui qui perdrait serait à la discrétion complète de l'autre pendant huit jours, et serait obligé de se charger à ses frais du bonheur tout entier de son heureux vainqueur pendant toute une semaine, sans pouvoir faire la moindre objection à quoi que ce soit. Voici le moment arrivé de vous acquitter envers moi. Il me plaît de dépenser en ce moment mes huit jours de bonheur. Venez donc me les dispenser. Je veux partir demain en chaise de poste. Je vous dirai, au moment de partir, où je veux aller. Il me faut un ami gai, spirituel; arrangez-vous pour l'être. Prenez beaucoup d'argent, parce que je compte me ne priver de rien. J'aurai un courrier pour faire préparer les relais. Je donne trois francs de guides aux postillons; j'aime à aller fort vite. Je pars à midi, demain. Vous commanderez un déjeuner, pour six personnes, au Café de Paris. La chaise de poste viendra nous y chercher; elle aura été prendre mes bagages chez moi. Je veux du vin de Chypre frappé. Je n'emmène pas de domestique. Adieu.

« Ernest de Fondois. »

Ernest de Fondois n'était autre que le cousin de Marie. Il ne reçut aucune réponse de M. de Morville. Il ordonna à son domestique de préparer sa malle, qu'une chaise de poste viendrait prendre. Pour lui, il se rendit au Café de Paris, en costume de voyage. Il y avait donné rendez-vous à quatre amis témoins de son pari avec Morville. Quand il arriva, à onze heures, on l'attendait pour se mettre à table. M. de Morville, également en costume de voyage, était avec les quatre autres convives. Les petites bouteilles de vin de Chypre étaient dans la glace. On servit les huîtres. Morville ne fit aucune allusion au pari. Il se contentait d'une ponctualité entière.

A midi moins un quart, la chaise de poste était devant le café; à midi et demi Morville et Ernest prirent congé de leurs amis. Alors seulement, et quand le postillon fut à cheval, Ernest dit : « Route de Normandie. » Le postillon fit claquer son fouet, et les chevaux partirent au galop.

— Je voudrais des cigares, dit Ernest. Urbain, sans répondre, tira d'une poche de la voiture une boîte entière de panatellas, il battit le briquet, et présenta du feu à Ernest. Tous deux sortirent de Paris sans avoir échangé une parole. En allumant un second cigare, Ernest daigna parler à son esclave. — Nous allons dans un endroit où je ne suis jamais allé, et que je ne connais pas; nous allons à Beuzeval; ce doit être quelque chose sur la route de Caen; c'est positivement au bord de la mer, puisque j'y vais prendre des bains... Ah çà! Urbain, combien donnez-vous donc de guides à ce drôle, qu'il nous mène si mal?

— Vous m'avez dit de donner trois francs.

— Donnez-en quatre alors, je veux aller vite.

— Postillon, vous aurez quatre francs de guides, et marchez!

— C'est mieux... Je vous disais donc que nous allions prendre des bains de mer; j'ai dans cet endroit une respectable fraction de ma famille, y compris une adorable petite cousine de seize ans dont je suis très-épris; il s'agit de passer deux mois auprès d'elle. Les parents, je crois, n'ont rien contre les résultats probables de la passion que leur fille m'a inspirée, et ne seront pas fâchés de me voir. Seulement, comme ils sont là dans je ne sais quel château, chez des quasi-amis à eux que je connais peu ou point, il faut que je fasse connaissance avec leurs hôtes, et j'ai besoin de votre société pendant les premiers jours de mon installation.

— Pensez-vous donc à vous marier, Ernest?

— Je ne pense à rien du tout; je suis amoureux de ma petite cousine.

— Mais songez donc raisonnablement...

— Je vous défends bien de troubler par de pareils adverbes les huit jours de bonheur que vous me devez. Jusqu'ici je vous ai trouvé fidèle à vos devoirs, j'espère à votre retour à Paris avoir à rendre de votre conduite un compte honorable pour vous.

A ce moment, il était trois heures. Ernest regarda sur la route; elle était complétement déserte; on n'apercevait aucune maison jusqu'à la distance où le regard pouvait s'étendre. Il sourit légèrement et dit : « J'ai faim. » Urbain ordonna au postillon d'arrêter; il chercha dans un coffre de la voiture, et en tira un perdreau et une bouteille de vin de Madère, plus, d'un très-beau nécessaire de voyage, tout ce qui était utile pour manger.

— Mangerai-je avec vous?

— Oui, certes; je suis content de vous, je croyais vous embarrasser.

— Pas pour si peu de chose.

Quand on eut suffisamment bu et mangé, on se remit en route. Le soir, on dîna. Urbain avait emporté de quoi suppléer à l'insuffisance de l'auberge. Les deux amis passèrent leur temps entre le dîner et l'heure du sommeil à boire du punch et à fumer. . . . .

. . . .

La lutte était acharnée entre les bains de Dive et ceux de Beuzeval. Si le meunier avait plus d'argent, le clerc avait plus d'imagination et plus d'audace. Les deux femmes qui tenaient les bains rivaux, madame Épiphane et la servante du meunier, devinrent en peu de temps ennemies mortelles. Les Malais se baignaient chez madame Épiphane. M. Malais redoutait le meunier et ses sarcasmes haineux. Le petit nombre de personnages étrangers à notre histoire qui s'étaient rendus au bord de la mer s'étaient partagés au hasard entre les deux établissements. Un piquet séparait le domaine du clerc de celui du meunier. Cependant chacune des deux femmes prétendait que ses bains étaient infiniment supérieurs à ceux de sa concurrente.

— Il y a de la place au soleil pour tout le monde, disait Désirée, la servante du meunier, en rajustant son bonnet de coton, affreuse coiffure des femmes normandes les jours de travail. Les bains de *mame* Épiphane, c'est rien du tout; d'abord c'est

pas la mer, c'est dans la Dive. Le monde vient pour prendre des bains de mer, on le fait baigner dans l'eau douce.

— Je ne veux dire de mal de personne, disait madame Épiphane; mais la plage de cette pauvre Désirée, c'est tout cailloux, galets et coquilles, qui coupent les pieds du monde; puis, une fois que le beau monde va quelque part, il ne va pas ailleurs; ici, c'est tout Anglais, tout monde comme il faut.

— Par la grâce de Dieu, disait Désirée, il n'y a pas d'Anglais qui viennent chez nous; on n'entend pas le baragouin qu'ils parlent devant le monde et qu'ils font semblant de comprendre entre eux, quoique je sache bien que quand il n'y a personne et qu'ils ne sont qu'eux, quand ils veulent se comprendre, ils se remettent à parler français comme tout le monde... Des gens qu'on dirait qu'ils sont d'une autre espèce que les autres hommes, tant ils sont fiers et peu affables...

Il est vrai de dire que l'enthousiasme que madame Épiphane professait pour les Anglais avait été rapporté par elle de ses pérégrinations, car, en Normandie, s'ils excitent encore l'avidité, et conséquemment les respects extérieurs de l'habitant des villes et des paysans, à cause de leur ancienne réputation de richesse et de libéralité, fort diminuée aujourd'hui, le pêcheur, le marin les considère tout autrement.

Le pêcheur est bien plus pauvre que le cultivateur, mais il est courageux, désintéressé, fier de son pays, serviable et en même temps indépendant; pour rien au monde il ne détournerait les yeux de la mer, lorsqu'il n'est pas dessus, tant qu'il a à manger pour vingt-quatre heures. Le cultivateur devient tout doucement propriétaire; il est conseiller municipal, il est maire, il est marguillier, il est surtout riche; il mange bien, il boit mieux. Le pêcheur n'a jamais rien et n'est jamais rien; mais, s'il sait moins lire que le paysan, il a cependant l'esprit plus élevé, plus vif, plus pittoresque. C'est une éducation tout entière que de contempler l'Océan. Il ne voudrait pas changer de vie et de condition avec le paysan. Ce sont les pêcheurs qui font et imposent la langue. A vingt lieues dans les terres, on dit *amarrer* pour attacher, avoir *vent debout* pour avoir mauvaise chance, *mettre tout dehors* pour mettre toute sa puissance à quelque chose, *aller en dérive* pour ne pas réussir, *étaler* pour lutter sans désavantage, etc. Si un pêcheur veut humilier un autre pêcheur, il l'appelle *berquer* (berger, paysan). Il se raconte une fois par semaine au moins une histoire qui fait toujours également rire; si celui qui vient de la raconter l'entend redire par un autre une demi-heure après, il rira comme s'il l'entendait pour la première fois. C'est l'histoire d'un paysan, d'un *berquer* qui va à la mer, qui se fait pêcheur. Il *met hors* ses *appelets* (filets); pour les retrouver, il prend des *amers*. Par exemple, on voit les arbres de la ferme *à* Paul Frémoni par-dessus la maison des signaux; eh bien! pour revoir le lendemain les arbres à Paul Frémoni par-dessus les signaux, il faut que vous soyez précisément à la mer à la place où vous étiez hier. Mais le *berquer,* il voit une *vaque* (vache) paissant sur la falaise; il ne connaît que ça, c'est bien son affaire. Il prend la *vaque* pour *amer, il met hors* et s'en va; mais le lendemain la *vaque* a changé de place, et il ne retrouve plus ses appelets. Quand un pêcheur est triste, il n'a qu'à se raconter à lui-même cette histoire, il rira. Il n'y a dans un petit bourg que trois ou quatre plaisanteries que l'on refait tous les jours, et qui suffisent pour faire rire de génération en génération.

Donc le marin, le pêcheur n'aime pas *l'Anglais*. Quand un navire anglais est en danger, il en est singulièrement heureux, surtout si c'est par une maladresse ou une mauvaise manœuvre.

— Oh! les *feignants,* oh! les *berquers;* ils vont *masquer.*

— Dis donc rien.

— Il va manquer à virer.

— C'est vrai, il a manqué à virer. *Espère* un peu qu'il reprenne de *l'erre*. (*Espère* veut dire *attends*.)

— Ah bien! ouiche, de *l'erre!* le v'là sur les roches, sur la pierre à Jean Beaufils.

— C'est pas là qu'il va se crever le ventre; la pierre à Jean Beaufils lui a pardonné, mais la *moulière* ne lui pardonnera pas.

Puis, quand leurs vœux sont exaucés, quand l'Anglais échoue, quand le navire fait eau de toutes parts, quand la mer balaye le pont et le démolit planche à planche, ces mêmes hommes qui ne désiraient au monde que sa destruction vont se précipiter à l'envi dans de frêles embarcations pour aller se jeter dans le danger qu'ils ont souhaité à leurs ennemis, s'exposent aux périls les plus effroyables pour les sauver, et très-souvent périssent avec eux.

Revenons à Désirée et à madame Épiphane.

Elles ne se bornaient pas à mal parler de leurs établissements respectifs, elles ne se ménageaient pas davantage elles-mêmes. Puis elles attaquaient et accablaient de leur mépris les pratiques l'une de l'autre. — Le soleil luit pour tout le monde, disait Désirée, mais on ne sait pas trop d'où vient *mame* Épiphane.

— Je ne veux dire de mal de personne, disait madame Épiphane, mais on sait ce que c'est que Désirée, la servante pour tout faire du meunier.

— *Mame* Épiphane, la femme pour ne rien faire du clerc.

Le hasard fit que nos deux voyageurs se logèrent chez le meunier; naturellement ils se baignèrent à son établissement. Aussi madame Épiphane déclara que ce n'était pas grand'chose, que c'était du petit monde, des commis voyageurs tout au plus. De leur côté, les deux amis firent des questions à Désirée. Ernest demanda quelques renseignements sur les Malais. — C'est des marchands de bœufs, répondit Désirée.

— Il y en a donc plusieurs? demanda Ernest; ceux dont je vous parle sont des gens comme il faut, qui ont un château; ils s'appellent Malais de Beuzeval.

— Les Malais sont marchands de bœufs de père en fils depuis deux cents ans, dit Désirée. Le soleil luit pour tout le monde, mais quant à ceux d'aujourd'hui, il luit beaucoup pour eux. Ça a de l'argent, ça a un château, ça fait les seigneurs, ça se fait appeler de Beuzeval! Et moi aussi, quand je vais à Dive, on m'appelle Désirée de Beuzeval, parce qu'il y a une Désirée à Dive, que son amant s'est perdu (noyé) à la baleine il y a quatre ans; mais ça n'empêche pas que c'est des marchands de bœufs. Ça se baigne chez madame Épiphane.

Les deux amis sourirent. Ce dernier mot leur expliquait à un certain point les renseignements défavorables qu'ils recevaient sur les Malais.

— Ils doivent avoir des amis chez eux? continua Ernest.

— Oui, dit Désirée, un vieil homme et sa femme, si toutefois ils sont mariés, car, après tout, je n'ai pas vu leur contrat et je n'étais pas à leur noce. Ça doit être des marchands de bœufs aussi.

— N'y a-t-il pas une jeune personne?

— Oui, une jeunesse pas bien jolie; c'est hardi comme un page. Après ça, il n'y a que du monde drôle chez madame Épiphane. C'est comme la nièce aux Malais. Ça a d'abord couru ici sur la plage avec les enfants à Risque-Tout; c'était nu-pieds, c'était hâlé, et puis ça a été à Paris et ça en est revenu demoiselle, et ça fait sa duchesse. C'est tout de même une nièce de marchands de bœufs.

Le même jour, M. de Fondois dit à sa femme et à sa fille : — Je vous assure que j'ai vu Ernest. Il est ici.

— Vraiment? dit Marie de son air le plus étonné.

— Il est avec un ami, le comte Urbain de Morville.

— Et tu es bien sûr, demanda madame de Fondois, que ce soit Ernest?

On fit quelques questions à madame Épiphane : — Était-il arrivé de nouveaux voyageurs, des étrangers?

— Oui, dit madame Épiphane. Il y a deux jeunes gens chez le meunier. Je ne veux dire de mal de personne, mais c'est tout de même un drôle de monde. Ils ont des casquettes comme on n'en voit pas; ça m'a l'air d'être des intrigants.

Quelques jours après, on se rencontra sur la limite des deux établissements. Les Fondois ne voulaient pas paraître faire trop d'avances à leur neveu, qui ne s'était pas encore déclaré. Cependant Ernest dit en souriant que, les bains de mer lui ayant été ordonnés, il n'avait pas hésité à choisir un endroit où il savait devoir les rencontrer. Il présenta son ami. M. de Beuzeval se montra fort gracieux; c'étaient deux personnes de plus pour admirer les récentes magnificences du château. Il invita Ernest et son ami à dîner pour le lendemain, qui était un dimanche, en disant avec une politesse de bon cœur : — Je vous invite pour le premier dîner; pour les autres, vous viendrez quand cela vous fera plaisir. On mettra votre couvert. Monsieur votre ami reste-t-il longtemps?

— Il reste encore trois jours, parce que je le veux; ensuite il rentre dans ses droits d'homme libre.

On demanda quelques explications. Ernest raconta la gageure qu'il avait gagnée, et que payait si magnifiquement le jeune comte. Comme le soleil gênait un peu les dames, Ernest dit à son ami : — Il faut qu'il y ait demain une tente ici. — On convint qu'on se réunirait le lendemain, et qu'après le bain on rentrerait ensemble au château pour le dîner.

Cependant Bérénice se sentait mal à l'aise entre Pulchérie et mademoiselle de Fondois. Toutes deux parlaient devant la pauvre fille de choses et de gens qui lui étaient inconnus. On s'efforçait bien de temps en temps de paraître s'intéresser à la mer, à la pêche ou à la dentelle; mais Bérénice sentait la complaisance et prenait un prétexte pour s'en aller. Ce fut bien pis encore lorsqu'on se réunit pour prendre les bains; elle évita d'aller sur la plage à ces heures-là. Pélagie lui dit : — Est-ce que Pulchérie n'est pas bien pour toi, que tu ne vas pas la rejoindre? — Au contraire, reprit Bérénice; mais ma dentelle n'avance pas quand je suis avec ces demoiselles.

XIII

Onésime attendait le dimanche avec impatience, parce que, selon les conseils de Bérénice et de maître Épiphane, il s'était fait faire des habits bourgeois. Rien n'y manquait : il avait une longue redingote bleue touchant presque à terre, des bottes huilées à bout arrondi, un chapeau rond à très-longs poils qu'il n'ôtait jamais et des gants verts. A sa boutonnière était sa médaille attachée avec le ruban tricolore; il portait un parapluie à la main. Le parapluie est, chez les marins, le signe du plus grand luxe. Il alla à la messe avec Pélagie, Tranquille et Bérénice. La famille Malais y était dans son banc avec madame et mademoiselle de Fondois. A la sortie de l'église, Onésime, malgré Bérénice qui le tiraillait, attendit à la porte la sortie de la famille. Il exécuta alors ponctuellement sa révérence d'après les leçons de maître Épiphane; puis il salua tout le monde, chacun par son nom. — Je vous salue, monsieur Malais, dit-il. Bonjour, madame Malais. Bonjour, Pulchérie. Bonjour, madame... Comment s'appelle cette dame? demanda-t-il à Bérénice. Et, sur sa réponse : Bonjour, madame Fondois et mademoiselle Fondois. Voilà un bien beau temps aujourd'hui.

— Un très-beau temps, Onésime. Nous allons en profiter pour aller déjeuner, nous déshabiller et descendre au bord de la mer attendre l'heure du bain.

— Voulez-vous vous promener en canot tantôt, mesdemoiselles?

— Ah ! certainement, ce sera bien aimable à vous.

— Le canot est tout *paré* (prêt).

— A tantôt.

— A tantôt.

Comme, en s'en retournant, Bérénice et Onésime étaient près l'un de l'autre, Bérénice dit à son frère :

— Tiens, vois-tu, Onésime, si tu étais raisonnable, tu ne penserais plus à Pulchérie.

— Et pourquoi cela ?

— Tu vois bien qu'elle est très-changée.

— Est-ce que tu la trouves moins jolie ?

— Non, certainement.

— Eh bien ! puisqu'elle est changée en mieux, ça n'est pas une raison de ne plus penser à elle ; au contraire.

— Ce n'est pas ça que je veux dire... Par exemple, saurais-tu jaser avec elle ?

— Certainement que je saurais. J'ai été un peu *empêché* l'autre fois quand elle est venue, parce que je ne l'attendais pas, que ça m'a fait un effet, et puis que j'avais mes hardes de pêche ; mais il me semble que je ne suis pas plus mal vêtu qu'un autre, et que je peux parler à tout le monde.

Bérénice n'ajouta rien ; elle croyait trouver son frère plus préparé à entendre la vérité. Pour Onésime, il alla se promener sur la plage. On commençait à se baigner ; mais ni les Fondois, ni les Malais, n'étaient encore arrivés. Selon les ordres d'Ernest, la tente avait été dressée dès le matin. Elle était fort belle ; le dedans était meublé avec une élégance suffisamment simple. Ernest et le comte fumaient en devisant. Onésime alla d'abord causer avec madame Épiphane, qui lui fit des remarques désobligeantes sur les personnes qui se baignaient chez Désirée. Cette femme était trop maigre et celle-ci trop grasse, cette autre causait trop librement avec les hommes. Elle était bien heureuse de n'avoir pas affaire à du monde comme ça.

— Et qu'est-ce que c'est que cette tente, *mame* Épiphane ?

— C'est des baigneurs de chez la Désirée qui l'ont fait dresser ce matin. C'est des acteurs, à ce qu'on dit ; c'est pour y faire leurs tours.

Onésime alla regarder la tente. Son bizarre accoutrement excita l'attention des deux Parisiens.

— Monsieur est-il du pays ? demanda Ernest.

— Oui, monsieur, répondit Onésime.

— Je demande pardon à monsieur. C'est que, le voyant mis à la mode de Paris, je le prenais pour un étranger.

— Monsieur, il faut bien être un peu propre le dimanche ; les autres jours, on a ses habits de travail.

— C'est trop juste. Monsieur fume-t-il ?

— Oui, monsieur.

— Voulez-vous me permettre de vous offrir un cigare ?

— Vous êtes bien honnête, monsieur ; ça n'est pas de refus.

Onésime accepta le cigare qui lui était offert, l'alluma par le bout qu'il faut mettre dans la bouche, et le fuma à grands efforts de poumons.

— Comment trouvez-vous cela, monsieur ?

— C'est *une assez bonne cigare ;* mais j'aime mieux ma *bouffarde.*

— Qu'est-ce que monsieur appelle sa bouffarde ? demanda le comte.

— C'est ma pipe que voilà.

Et Onésime tira de sa poche une petite pipe courte et noire, qu'il débourra en causant.

— Voici une jolie pipe !

— Jolie n'est pas le mot, mais elle fait son usage.

— Monsieur est-il le maire ou le garde champêtre? demanda le comte.

— Non, monsieur, je n'ai pas cet honneur ; je suis pêcheur.

— Très-bien. Monsieur voudrait-il me donner l'adresse de son chapelier?

— Pourquoi faire?

— Parce que monsieur a un chapeau ravissant et que je suis décidé à en avoir un pareil. Je ne regarderai pas au prix, mais j'en veux un.

— Ma foi, monsieur, je ne pourrai pas vous dire son nom. Tout ce que je sais, c'est que je l'ai acheté à *Hennequeville*, derrière *Trouville*, et je ne crois pas qu'il y ait deux chapeliers dans Hennequeville.

— Monsieur, je vous remercie infiniment.

— Il n'y a pas de quoi.

Onésime jeta le bout de son cigare, tira de sa poche une patte d'albatros pleine de tabac, bourra sa pipe et demanda du feu au comte. A ce moment parurent les deux familles du château.

— Comte, voici notre monde, dit Ernest.

— Ah! voilà Pulchérie, dit Onésime en donnant, comme toujours, à ce nom la prononciation de *chéri*.

— Vous dites... monsieur?

— Je dis Pulchérie.

Après l'échange des civilités ordinaires, les Malais reçurent le beau salut d'Onésime avec une indulgence protectrice.

— Laquelle de vous, mesdemoiselles, dit le comte, appelle-t-on Pul*ch*érie?

Et il prononçait comme Onésime.

— C'est moi que l'on appelle ainsi dans le pays, où j'ai été élevée, monsieur.

On entra dans la tente, où l'on causa quelques instants. Onésime y entra comme les autres, sans attendre qu'on l'y invitât. L'on se sépara pour se baigner. Onésime demanda à Pulchérie si elle voudrait se promener après le bain, et, sur sa réponse, il alla préparer le bateau, en l'avertissant qu'elle eût à venir avec *sa société* auprès de leur maison. M. Malais seul accompagna les deux couples de jeunes gens. Pulchérie entra dans la maison pour embrasser Pélagie, et elle demanda à Bérénice si elle ne viendrait pas avec eux. Bérénice hésita et cependant y consentit.

— Nous voilà sept, dit Onésime, *arrimons*-nous bien, et ensuite que chacun reste tranquille à sa place.

Ernest se trouva à côté de sa cousine, Pulchérie entre Bérénice et M. Malais. Le comte s'assit sur la pointe de la proue du canot, derrière Onésime qui ramait, et on descendit la Dive, le comte fixant sur Pulchérie des regards qui l'embarrassaient, sans lui être précisément désagréables. Quand on fut sorti de la rivière, Onésime hissa la voile, et il fallut alors qu'il changeât de place, pour tenir l'écoute de la voile et gouverner le canot. Il pria M. Malais d'aller prendre sa place à l'avant. Il soufflait une petite brise de sud-est qui faisait glisser le canot sans secousses. Ernest demanda plusieurs fois à Marie si elle n'était pas malade. Le comte fit la même question à Pulchérie. Onésime répondit pour elle :

— Pulchérie, malade à la mer! ça serait drôle. Est-ce que les poissons et les mouettes ont le mal de mer? Dites donc, monsieur, là-bas à l'avant, comment vous appelle-t-on, vous qui avez un petit ruban blanc et bleu à votre habit? Il vous faut déranger un brin, parce que nous allons *hisser le foc* pour pouvoir serrer un peu plus le vent; sans cela, nous irions souper à Caen. Serrez la drisse de foc.

— Mon cher monsieur, dit le comte, je ne sais pas, je dois l'avouer, ce que c'est qu'un foc ni ce que c'est qu'une drisse. Je ne pourrai exécuter que la première partie de votre commandement, qui est de me déranger autant de *brins* qu'il vous plaira.

— Pulchérie, montre donc à monsieur ce que c'est que le foc et la drisse. Vous ne saviez pas, quand vous *crochiez* Pulchérie en venant au bateau, qu'elle était capable de le conduire aussi bien que moi.

Pulchérie devint très-rouge, et néanmoins fit la petite manœuvre commandée par Onésime.

— Bravo! dit le comte; mais, monsieur, demanda-t-il à Onésime, qu'appelez-vous *crocher?*

— J'appelle crocher quand on se croche pour se promener ensemble; quand une femme fait une manière de demi-clef au bras d'un homme pour deviser avec lui en marchant... Dis donc, Pulchérie, te rappelles-tu la nuit que nous avons passée sur la mer, nous deux, le jour du baptême de notre filleul?

— Vous êtes parrain avec mademoiselle? dit le comte, qui s'expliquait difficilement la familiarité d'Onésime.

— Oui, et à preuve que c'est notre filleul qui a l'honneur de nous porter en ce moment.

Bérénice, qui s'apercevait du langage ironique du comte envers Onésime, surmonta sa timidité pour dire :

— Le parrain et la marraine avaient douze ans. Mademoiselle Pulchérie voulut essayer le canot auquel ils venaient de donner un nom. Onésime ne demandait pas mieux. Ils partirent, et firent si bien qu'on ne les retrouva que le lendemain assez tard, à moitié morts de faim et de froid, surtout Onésime, qui avait ôté ses hardes pour en couvrir Pulchérie.

M. Malais sentit qu'il fallait expliquer cette vie commune avec les pêcheurs qu'avait menée Pulchérie. Il conta que son frère, veuf, l'avait mise en nourrice chez Pélagie Alain, et que, la petite fille ayant une santé délicate et à cause de la sollicitude qu'inspirait pour elle la mort si prématurée de sa mère, on l'avait laissée vivre chez son père nourricier jusqu'au moment où, toute sécurité étant acquise, on avait pensé pouvoir lui faire commencer son éducation. Pulchérie fut enchantée de cette explication; le tutoiement obstiné d'Onésime l'embarrassait, et elle craignait que le comte n'y donnât quelque interprétation défavorable à son origine. Celui-ci, de son côté, sentait contre Onésime une sorte d'impatience, et d'ailleurs il n'était pas fâché de montrer l'esprit qu'il pensait avoir de la façon la plus facile, en mystifiant le pauvre pêcheur.

— M. Onésime n'a plus son beau chapeau de tantôt? dit-il.

— Non, monsieur, pas plus que ma redingote et mon pantalon des dimanches; les hardes ne dureraient guère à la mer.

— Vous avez donc remis votre argent dans votre poche?

— Quel argent, monsieur?

— Mais cette pièce de cent sous que vous aviez à la boutonnière.

— Ce n'est pas une pièce de cent sous, répondit Onésime, toujours trompé par l'air sérieux du comte.

Mais Bérénice, avec son tact féminin, prit encore la parole et raconta la belle action de son frère et la cérémonie qui avait eu lieu pour lui donner la médaille de sauvetage; puis elle dit bas à Pulchérie :

— Vous voyez bien, mademoiselle Pulchérie, qu'on se moque d'Onésime, et ce n'est pas bien à vous de le souffrir.

Comme Pulchérie allait répondre, Onésime, sans la moindre intention épigrammatique, dit au comte :

— Et vous, qu'est-ce que ce ruban que vous avez?

— C'est une croix d'Espagne, dit-il en rougissant un peu.

— Est-ce que vous avez servi dans ce pays-là?

— Non.

— Ah !... Et pourquoi est-ce qu'on vous a donné ça?

— Parce qu'il est cousin d'un *attaché* à l'ambassade d'Espagne, dit Ernest.

Le comte répondit par un sourire contraint, et se hâta de changer cette conversation, qui devenait embarrassante. Marie était un peu pâle. Pulchérie lui demanda si elle était souffrante, elle répondit qu'elle avait des vertiges; alors on vira de bord, et on ne tarda pas à rentrer dans la Dive et à mettre pied à terre. Ernest voulut donner de l'argent à Onésime, qui lui dit :

— Merci, monsieur. Le canot est à Pulchérie comme à moi. Si vous étiez seul avec votre ami, je ne dis pas; mais la société de Pulchérie ne me doit rien.

— Maintenant, dit M. Malais, remontons au château. Vous devez avoir bon appétit, et cette promenade aidera bien notre cuisinière à vous faire un bon dîner.

— Merci, Onésime, dit Puchérie en lui donnant la main. Adieu, Bérénice, tu embrasseras Pélagie pour moi.

Le comte offrit son bras à Pulchérie. Ernest n'avait presque pas quitté celui de Marie, même dans le canot. Chemin faisant, le comte dit à Pulchérie :

— Vous avez beaucoup de douceur et de patience, mademoiselle, de permettre à ce garçon une pareille familiarité avec vous.

— J'aimerais mieux qu'il ne me tutoyât pas, certainement, dit Pulchérie; mais c'est un cœur si noble et si excellent, que je ne puis me décider à le chagriner.

— Ne pensez-vous pas, mademoiselle, qu'il y aura un jour quelqu'un qui aura le bonheur d'avoir le droit de trouver ces familiarités peu convenables?

Pulchérie rougit et ne répondit pas. Le lendemain, elle alla voir Pélagie avec Marie, et, prenant Bérénice à part, elle lui dit :

— J'aime bien Onésime, je n'oublie pas notre enfance passée ensemble ni la tendresse que vous m'avez montrée toute ma vie; mais il y a des convenances qu'il faut respecter. Nous ne sommes plus des enfants... et puis... tu devrais bien dire à Onésime de ne plus me tutoyer; toi, c'est différent, tu es une fille... Mais je voudrais que cela vînt de toi.

Bérénice promit à Pulchérie de faire sa commission. Pulchérie avait cru devoir établir une nuance en permettant à Bérénice de la tutoyer; mais elle ne fut pas fâchée qu'elle n'en usât pas. Elle et Marie remontèrent par le moulin de Beuzeval, et suivirent la petite rivière. Marie sentit pour le petit étang du moulin une admiration inusitée; elle s'arrêtait à admirer les petites anémones blanches épanouies sur l'eau, sur lesquelles venaient se poser des libellules aux ailes de gaze et au long corps d'émeraude. La même cause produisait sur les deux jeunes filles un effet contraire. Pulchérie hâtait le pas, parce qu'elles se trouvaient auprès du logement de *ces deux messieurs,* tandis que cette proximité entrait pour beaucoup dans l'attention que Marie accordait ce matin-là aux magnificences de la nature jusque dans leurs plus petits détails ; elles continuèrent leur route, et, passant sur un aune abattu qui servait de pont, elles s'assirent au pied d'un saule sur une petite pelouse émaillée de myosotis aux fleurs bleues dont Pulchérie cueillit nonchalamment un bouquet pour avoir l'air de ne pas s'occuper exclusivement de la conversation.

— Le comte est amoureux de toi, dit Marie, voulant s'y prendre de loin pour amener la confidence qu'elle avait à faire, et n'étant pas fâchée de s'en faire faire d'abord une, façon de prendre des otages.

— Folle ! répondit Pulchérie, qui se sentit le cœur serré.

— C'est aussi l'opinion d'Ernest, dit Marie.

Pulchérie cueillit avec plus d'attention les myosotis.

— Te plairait-il ? demanda Marie.

— C'est un homme très-distingué, reprit Pulchérie; mais parle-moi de tes affaires, ajouta-t-elle pour reporter la guerre sur le territoire de l'ennemi.

— Eh bien! Ernest m'a dit qu'il *m'adorait*, et toute sorte d'autres choses ravissantes, et, à l'heure qu'il est, il n'est pas impossible qu'il demande à mon père *la main* de sa fille, lequel père va la lui accorder avec empressement.

— Tu es heureuse, n'est-ce pas? dit Pulchérie à Marie en l'embrassant.

— Oui, j'aime Ernest; mais nos amours n'ont pas été comme j'aurais voulu. Mes parents s'attendaient à ce mariage et le désiraient; ils nous donnaient avec soin des occasions d'être ensemble, et ils nous aidaient de leur mieux à tromper leur vigilance; nous n'avons pas eu le plus petit obstacle à vaincre. Enfin je vais, à notre retour à Paris, épouser Ernest, et je n'aurai pas reçu une seule lettre d'amour, je ne saurai pas ce que c'est qu'une de ces lettres dont nous avons si souvent parlé... Mais est-ce que le comte ne t'a rien dit?

— Des galanteries banales qu'on adresse à toutes les femmes.

— Ton roman sera plus intéressant que le mien. Tiens! il paraît que nous ne sommes pas les premiers qui aient parlé d'amour sous cet arbre; voici des chiffres tracés sur son écorce.

— Ce ne sont pas des chiffres d'amour, dit Pulchérie en riant et reconnaissant l'arbre.

— Quel est le nom qui peut commencer ainsi? dit Marie, car ce ne peut être un nom entier que P. O. B.

— Ce sont les premières lettres de trois noms : *Pulchérie, Onésime, Bérénice;* c'est Bérénice qui les a inscrites la veille de mon départ pour Saint-Denis. As-tu un canif, quelque chose qui coupe?

— J'ai des ciseaux.

— Donne-moi-les.

Et Pulchérie enleva avec peine les trois lettres tracées sur l'arbre, et avec tant de peine, qu'elle se fit une coupure à un doigt qui saigna assez pour qu'elle dût l'envelopper de son mouchoir. La pauvre enfant sentait avec plaisir la petite douleur de la blessure. C'était pour l'homme qu'elle commençait à aimer qu'elle souffrait, car les paroles qu'il lui avait dites et la désapprobation de la familiarité d'Onésime résonnaient toujours dans son cœur. Elles entendirent du bruit en bas, et, quoique toutes deux désirassent rencontrer ceux qui les préoccupaient, elles voulaient, Pulchérie surtout, être rencontrées malgré elles. Elles se levèrent et reprirent en pressant le pas le sentier qui longe la petite rivière. Les pas qu'elles avaient entendus étaient en effet ceux du comte, qui les avait vues de chez le meunier quand elles s'étaient arrêtées auprès du moulin, et qui, après quelques moments donnés à sa toilette, s'était mis en route pour les rencontrer *par hasard*. Ernest était, comme le pensait Marie, allé faire une visite à M. de Fondois au château de Beuzeval. Le matin, avant de partir, il avait dit à M. de Morville : Aujourd'hui est le dernier jour de ma puissance et de votre esclavage. Vous êtes libre à minuit; vous pouvez partir, si vous voulez, à minuit, après avoir payé toutes mes dépenses jusqu'à ce moment. Je veux qu'elles soient soldées avec une grande libéralité.

— Je me suis occupé de votre bonheur, dont j'avais l'entreprise pendant une semaine, dit Morville; mais je vais maintenant m'occuper du mien, et pour cela je ne m'en vais pas.

— Je m'en doutais, sans cela je ne vous aurais pas fait penser à votre départ. Vous êtes amoureux de mademoiselle Malais.

— Oui, elle est ravissante. Les parents sont bien un peu ridicules, mais ce ne sont qu'un oncle et une tante. Le père était officier. Pour l'oncle et la tante, nous ne les verrons pas, si ce n'est un peu l'été et chez eux.

— Leur nièce est leur héritière.

— C'est bien ainsi que je l'entends.

— Eh quoi ! serait-ce de la dot que vous seriez amoureux ?

— Non pas seulement de la dot, mais elle a ses charmes aussi. Ma fortune est fort hypothéquée, et je n'aurais pu épouser Vénus elle-même sans dot. Il faut seulement que j'aie le consentement de mon père, auquel il est inutile de dire que le grand-père était marchand de bœufs.

Ce même matin, Onésime était allé trouver maître Épiphane pour prendre ses leçons, et lui avait dit :

— Comment ça va-t-il finir avec Pulchérie ? Elle est belle, belle, que j'en perds la tête. Elle a l'air de bien m'aimer tout de même ; mais enfin ce n'est pas une amitié comme en ont les filles avec les garçons quand ils doivent s'épouser. Ils vont se promener, en se tenant par la main, le dimanche soir, et puis les parents conviennent de la chose. Je ne vois jamais Pulchérie seule. Il y a au château tout plein de monde qui ne la quitte pas.

— Il faut lui écrire ; tu trouveras bien moyen de lui donner ta lettre.

— Ah ! ça, c'est pas difficile ; mais je ne saurai jamais faire une lettre d'amour dans le bon style.

— Je te la ferai, et tu la recopieras.

— Ça me va.

Le clerc fit alors une lettre où Pulchérie était comparée *à Vénus,* où l'amour était appelé *le petit dieu malin*. Onésime s'expliquait en langage *précieux : il aimait le mal dont il mourait ; il ne voulait pas être guéri de sa blessure.* Pulchérie était *sa belle ennemie ; il était destiné à mourir, car il mourrait nécessairement de douleur de ne pas la posséder ou de joie de la voir répondre à ses vœux,* etc. Onésime ne reconnut là dedans aucun symptôme de ce que lui faisait éprouver son amour très-réel et très-violent, mais il pensa que c'était mieux ainsi que de dire des choses naturelles, et il recopia la lettre sur du papier réglé avec la confiance qu'il avait mise à apprendre sa belle révérence. Comme il finissait de la copier, madame Épiphane rentra, qui dit, sans autre intention que de parler, qu'elle venait de rencontrer les deux demoiselles du château, qui y remontaient en suivant la rivière. Onésime cacheta la lettre avec de la mie de pain, et s'élança du côté de la rivière de Beuzeval à la poursuite de Marie et de Pulchérie. Il déboucha d'un fourré d'arbres en franchissant une haie et se trouva sur l'autre bord de la rivière, précisément en face du jeune comte, et en même temps que lui. « Elles sont parties ! » pensa en voyant le gazon encore froissé Onésime, qui avait entendu leur voix. Tous deux aperçurent au même instant le bouquet de myosotis que Pulchérie avait oublié sur le gazon ; tous deux en même temps devinèrent, par un instinct mystérieux, que ce bouquet appartenait à Pulchérie.

— Hé ! l'ami, dit à Onésime Morville en lui désignant le bouquet, jetez-moi ce bouquet, qui est dans l'herbe.

Et en même temps, par-dessus la rivière, il jetait à Onésime une pièce de cinq francs. Onésime se précipita sur le bouquet, et, renvoyant la pièce de cinq francs par le même chemin :

— Merci, monsieur, le bouquet vaut mieux que cela.

— Mieux que cinq francs ?... Qu'à cela ne tienne, l'ami, je vous en donnerai bien dix.

— Oh ! vous n'avez pas assez d'argent pour ce bouquet-là : il ira en retrouver un autre plus ancien, bien fané, mais qui vaut encore mieux.

— Je n'ai pas le temps de plaisanter avec vous, dit Morville d'un air dédaigneux ; jetez-moi ce bouquet, et ne m'obligez pas à aller le chercher.

— Il y a un pont à dix pas d'ici, dit Onésime.

Le comte hésita un moment, puis se mit à la poursuite des deux jeunes filles.

Onésime allait en faire autant de son côté, lorsque ses yeux tombèrent sur l'arbre et sur la blessure récente qu'il avait reçue.

— Je ne me trompe pas, dit-il, c'est bien l'aune sur lequel Bérénice avait écrit nos trois noms. Est-ce que ce serait ce godelureau qui les aurait effacés? Si je le croyais, c'est moi qui l'aurais bientôt rejoint; mais c'est impossible; il arrivait en même temps que moi. Serait-ce donc Pulchérie? Elle était là il n'y a qu'un instant... Mais pourquoi?... Ce serait de la haine... Pulchérie ne peut pas me haïr.—Il tomba assis sur le gazon. Certes, s'il avait pu écrire ce qui passa pendant une heure dans son cœur et dans sa tête, il aurait fait une lettre bien plus touchante que la rapsodie que lui avait faite le clerc. Il aurait dit que Pulchérie était pour lui le monde entier, qu'il n'aimait plus qu'elle, et que personne ne l'aimait plus guère; que tout semblait comprendre autour de lui qu'il était tout entier à Pulchérie; son chien lui-même s'était tout doucement donné à Pacôme; il n'aimait même plus la mer. Il était heureux quand il faisait mauvais temps, parce qu'il restait à terre, où était Pulchérie, quoiqu'il ne la vît pas. Quelques jours se passèrent; le pauvre Onésime ne faisait qu'entrevoir Pulchérie, et elle était toujours entourée. Marie était revenue de la promenade sur la mer un peu indisposée, on ne parla pas d'en faire d'autres; d'ailleurs Onésime était presque toujours à la mer, et l'on sait que le père Risque-Tout n'observait pas bien régulièrement le dimanche. Pulchérie venait quelquefois à la maison voir Pélagie et Bérénice, mais le dédain qu'exprimait la physionomie de Morville, quand Onésime lui parlait un peu familièrement, faisait qu'elle choisissait pour ses visites les heures où Onésime était à la pêche. Un jour, Bérénice parla de son frère. Ernest avait accompagné Marie et Pulchérie à Dive.

— Onésime, dit-elle, n'est plus ignorant comme à votre départ. Quand il a vu que vous alliez devenir savante, il a voulu devenir savant aussi, pour pouvoir deviser avec vous comme par le passé.

— Et qu'a donc appris M. Onésime, qu'il est devenu si savant? demanda Ernest.

— Mais, monsieur, il sait lire, écrire et compter; il connaît la musique et les armes... Pour ce qui est des armes, je ne m'y connais pas, et je ne puis vous en rien dire; mais, pour ce qui est du flageolet, les filles de Dive disent toutes qu'elles ont moitié plus de plaisir quand c'est lui qui fait danser.

— Ah! dit Marie, il devrait bien venir nous faire danser quelquefois à Beuzeval. Il faut toujours qu'une de nous deux joue du piano, et comme nous ne sommes que quatre couples, encore quand les parents veulent bien figurer pour nous compléter, il n'y a pas moyen, nous sommes obligés de faire une figure en double. Puis, on ne peut pas transporter toujours le piano dans le parc. Ma petite Bérénice, venez avec lui dimanche.

Bérénice regarda Pulchérie, qui semblait indécise, mais qui finit par lui dire :

— Oui, venez tous les deux, vous goûterez avec nous.

XIV

Bérénice ne voyait pas avec grand plaisir cette partie projetée, et elle n'en avait encore rien dit à Onésime le surlendemain. Lorsque les deux jeunes filles revinrent pour savoir la réponse du pêcheur, Onésime accepta avec empressement, et le dimanche, vêtu comme nous l'avons déjà vu, il conduisit Bérénice au château. Les deux jeunes gens continuaient à se moquer de lui, quoique avec plus de modération; leur savoir-vivre leur apprenait qu'Onésime était comme eux, en ce moment, l'hôte de M. Malais, et qu'ils devaient à M. Malais de traiter son hôte avec quelques égards. On se rendit sous un dôme de hauts marronniers qui entrelaçaient leurs branches et

formaient une tente verte. M. et madame de Fondois n'étaient pas très-fâchés de voir simplifier un peu les rôles de comparses et d'utilités qu'on leur faisait jouer dans les contredanses ; quant à madame Dorothée Malais, vêtue successivement de toutes les belles robes à la mode de Paris, comme on sait, elle était enchantée de danser. On se mit en place pour la contredanse; le comte prit la main de madame Dorothée Malais, Ernest s'empara de sa cousine, M. Malais fit danser Pulchérie, et M. de Fondois prit Bérénice, qui, sans lui, aurait couru grand risque d'être oubliée, quoiqu'en réalité ce fût une jeune fille jolie et bien faite, et habillée avec tout le goût que pouvait comporter la simplicité de ses vêtements. Onésime joua la seule contredanse que maître Épiphane lui eût apprise, après quoi il demanda qu'on lui mît un pot de cidre à côté de lui, ce qui fut exécuté. On ne tarda pas à se mettre en place pour une autre contredanse. Le comte, qui croyait en avoir acheté le droit en dansant avec madame Dorothée Malais, prit cette fois Pulchérie. Onésime joua encore les mêmes airs, puis les mêmes à une troisième et à une quatrième contredanse.

— Vous n'en savez donc pas d'autres? demanda Marie.

— Non, mademoiselle; il n'y a pas longtemps que j'apprends, et puis on aime beaucoup ces airs-là à Dive, et, quand on joue des airs *à qui* on n'est pas accoutumé, on ne danse pas si bien.

Ernest, qui avait eu avec M. de Fondois la conversation dont le résultat avait été prévu par Marie, et qui avait été la veille même déclaré son fiancé, alla parler bas à madame de Fondois, qui eut l'air de refuser ; mais M. Fondois appuya la demande d'Ernest, et il fut décidé que Marie pouvait faire un tour de valse avec son fiancé. La chose convenue, on pria Onésime de jouer une valse, et grand fut le désappointement quand il dit qu'il n'en savait pas; on essaya de valser sur les airs de contredanse; mais il fallut y renoncer. Marie dit à Pulchérie :

—Il faudra que nous lui apprenions au moins une valse... M. Onésime, ajouta-t-elle, Pulchérie et moi, nous vous apprendrons une valse ; vous viendrez aux heures où vous n'êtes pas à la mer, et, à force de vous jouer une valse au piano, nous vous la mettrons dans la tête, et vous pourrez nous faire valser avec votre flageolet ; maman valse très-bien.

— Je te remercie bien de ta sollicitude, petite sournoise, dit madame de Fondois, mais je ne valse plus.

— Il y a toujours Pulchérie qui valse à ravir.

— C'est déjà beaucoup, dit à demi-voix madame de Fondois à sa fille, que nous te laissions valser avec ton futur mari ; mais avec qui et à quel titre valserait mademoiselle Malais ?

— Ah ! maman, c'est bien arriéré ces idées-là ; on laisse faire à Pulchérie ce qu'elle veut ; on a confiance dans sa modestie et sa retenue, et on ne croit pas qu'elle sera perdue pour danser en tournant, au lieu de danser en allant à droite et à gauche.

On dansa encore deux ou trois fois la contredanse d'Onésime, puis on fit une collation et on se disposa à se séparer. Il fut convenu que, dès le surlendemain, Onésime viendrait prendre sa leçon avec les deux jeunes filles. Ernest proposa de reconduire Bérénice et son frère ; la lune se levait, on verrait la mer argentée par la lune. Madame Malais et madame de Fondois dirent qu'elles étaient fatiguées. M. de Fondois et M. Malais se mirent de la partie, sans quoi on n'aurait pu la faire convenablement. M. de Fondois, en homme bien élevé, pensa que Bérénice, ayant été admise dans leur société, devait être traitée comme les autres femmes, et lui offrit son bras. Onésime *prit* celui de Pulchérie au moment où le comte s'avançait ; mais il ne put lui parler que de choses indifférentes, parce que le comte marcha obstinément à côté de Pulchérie. Marie et Ernest étaient toujours en avant ou en arrière. M. Malais fit route à côté de M. de Fondois. Quand on fut au bord de la mer, Bérénice rappela

à son frère qu'il devait se mettre en route pendant la nuit, et qu'il fallait qu'il dormît au moins quelques heures. Les deux jeunes gens s'amusèrent à presser Onésime de s'aller coucher. Pulchérie elle-même lui dit :

— Il faut vous reposer, Onésime; vous n'oublierez pas que nous vous attendons après-demain pour votre leçon.

Dans le peu de chemin que le frère et la sœur firent après avoir quitté les habitants du château, Onésime se montra si heureux de se voir admis au château, de ne plus être étranger aux habitudes et aux plaisirs de Pulchérie, que Bérénice n'eut pas le courage de le désabuser et de lui dire ce qu'elle pensait de leurs nouvelles relations avec elle. Pendant ce temps, Pulchérie avait accepté le bras du comte de Morville ; elle n'était pas sans inquiétude de ce qu'il allait sans doute lui dire sur les familiarités d'Onésime, mais il eut le bon goût de n'en pas parler, et elle lui en sut gré.

La lune éclairait doucement le calme immense de la mer. Ils restèrent quelque temps à la contempler, puis les grands parents donnèrent le signal du retour. On se mit en devoir de gravir la côte qui va de Dive à Beuzeval. On se retourna plusieurs fois pour revoir la mer, puis on marcha dans des *cavées,* chemins creux de six à huit pieds entre des haies et des arbres, au pied desquels fleurissent tant de fleurs sauvages et bourdonnent tant d'insectes éclatants. Ernest et Marie marchaient fort en avant, Pulchérie et Morville fort en arrière. M. de Fondois et M. Malais causaient de choses et d'autres. Morville fit à Pulchérie une déclaration d'amour qui n'était pas moins ampoulée et ne valait pas beaucoup mieux que celle que le clerc avait rédigée pour Onésime ; mais le langage de l'amour a une si douce musique, que l'on se préoccupe peu des paroles. Pulchérie voulut d'abord presser le pas et rejoindre M. Malais ; Morville pria et pressa tant, qu'on consentit à rester à la distance où on était, à la condition qu'on causerait d'autre chose. La convention faite, celle qui l'avait imposée ne fit rien pour empêcher d'y manquer. Elle permit que Morville lui parlât encore de son amour.

Le lendemain, il se fit au clair de la lune une nouvelle promenade, dans laquelle Morville fit de nouvelles variations sur le même thème. Pulchérie se rejeta sur l'obéissance qu'elle devait à ses parents, et refusa la moindre réponse, si elle ne lui était dictée par eux.

— Je ne puis encore parler à vos parents, répondit Morville, d'abord parce que ce n'est pas de leur volonté, mais de la vôtre, que je veux tenir mon bonheur. Ensuite il faut que j'aille, pour la forme, demander une sorte de consentement à mon père. Je ne pourrais me permettre une démarche officielle sans l'en avoir prévenu. Au nom du ciel, mademoiselle, laissez-moi lire dans votre cœur que ce n'est pas mon bonheur seul que je cherche dans l'union que je brûle de contracter, etc., et autres phrases creuses, et ainsi de suite pendant le temps nécessaire pour que Pulchérie crût, à ses propres yeux, avoir opposé une résistance suffisante. Ils se rapprochèrent du reste de la société, et la jeune fille, qui tremblait fort et pouvait à peine parler quand elle était seule avec lui, fut plus hardie devant du monde, et prenant le moment où elle pouvait encore n'être entendue que de lui, mais où la réponse qu'il lui ferait serait faite pour tout le monde, elle dit :

— Partez et revenez vite.

Le lendemain matin, Morville annonça qu'il était obligé de s'absenter pour une douzaine de jours. Le soir, Pulchérie, retirée de bonne heure dans sa chambre, eut avec Morville, qui s'était glissé au bas de sa fenêtre, une conversation qui ne parut longue ni à l'un ni à l'autre.

Onésime, quand il arriva avec son flageolet pour apprendre la valse convenue, fut, sans trop bien savoir pourquoi, enchanté d'apprendre le départ du comte,

d'autant qu'il trouva Pulchérie sereine et gaie. Marie et Ernest étaient d'une médiocre société pour les autres. Pulchérie fit prier Bérénice de venir un peu la voir; elle n'était plus gênée par la crainte de ce que penserait Morville de sa façon d'être avec ses anciens amis, et d'ailleurs elle était si heureuse! elle trouvait tout bien et tout le monde charmant, ce qui était aux yeux d'Onésime une preuve qu'elle ne pensait pas au comte. Pauvre Onésime! Bérénice elle-même était ravie de voir Pulchérie redevenue pour eux à peu près ce qu'elle était dans leur enfance. Elle se moquait bien d'Onésime et de ses maladresses pendant les leçons, mais c'était avec tant de gaieté et de bonté! elle s'était si bien chargée toute seule de lui apprendre une certaine valse allemande, elle y mettait tant de patience! Onésime avait son costume de pêcheur, avec lequel il était un fort beau jeune homme, et ne portait ses ridicules habits que le dimanche. Bérénice, en voyant Pulchérie si bienveillante, en faisant le compte des bonnes qualités d'Onésime, en le voyant jeune, robuste et beau, en songeant à leur enfance, cessa de considérer les espérances d'Onésime comme un rêve absurde.

Quand Onésime sut la valse allemande, Ernest demanda à valser avec Marie; mais Pulchérie prétendit qu'Onésime ne la savait pas assez bien encore, et elle lui en apprit une autre, sur laquelle seulement valsèrent Marie et son cousin, Pulchérie répondant toujours qu'il fallait encore étudier l'autre, même à Onésime, qui prétendait la savoir. Souvent elle s'enfermait des heures entières dans sa chambre, ou bien elle chantait avec une expression nouvelle toutes ces romances qu'elle comprenait maintenant et qu'elle chantait si mal autrefois. Son jour de naissance approchait. M. Malais se proposait de faire une petite fête. « Que penserait-on, si nous ne faisions pas une fête pour la naissance de Pulchérie? » On disait parfois : « Pourvu que le comte de Morville soit revenu pour ce jour-là! » Pulchérie seule ne disait rien.

Onésime avait communiqué à Bérénice la lettre que le clerc lui avait faite pour *l'objet de sa flamme*. Bérénice l'avait trouvée très-mauvaise. Elle avait conseillé à son frère d'en faire une lui-même sans toutes ces grandes phrases. Onésime avait hésité longtemps, puis s'était décidé. Depuis quelques jours, il portait la nouvelle lettre dans sa poche. L'eau de mer la rendit illisible; il en refit une autre.

Le jour de la fête était arrivé. Onésime apporta dès le matin un beau bouquet à Pulchérie et s'en retourna. Il devait y avoir le soir danse sous les marronniers, souper et feu d'artifice. Bérénice et son frère arrivèrent au château de bonne heure; on n'avait pas encore fini de dîner; ils se promenèrent dans le jardin. Pulchérie ne tarda pas à appeler Bérénice pour l'aider dans quelques préparatifs. Onésime, resté seul et se trouvant sous la fenêtre de Pulchérie, songea à sa lettre. Jusque-là, ou il n'osait pas la lui remettre, ou il se trouvait quelqu'un avec eux. Il pensa le moment favorable. Il grimpa après un treillage et sauta dans la chambre. Là il plaça sa lettre dans un livre, sur une table près du lit. Quelle douce et religieuse émotion il sentit quand il se trouva seul dans cette petite chambre! Il vit un foulard qui avait la nuit enveloppé la tête de Pulchérie; il le couvrit de baisers et s'enivra de l'odeur qu'y avaient laissée ses cheveux, puis il se jeta à genoux et adressa à Dieu une fervente prière. Il allait sortir par où il était entré; il était déjà sur la fenêtre lorsqu'il entendit du bruit. Il se rejeta précipitamment en dedans de la chambre; ce mouvement brusque fit tomber une tête de Socrate en plâtre qui *décorait* la cheminée. La tête creuse se brisa, et au milieu des morceaux de plâtre roulèrent cinq ou six lettres avec des bouquets flétris qui y avaient été cachés. Onésime voulut ramasser le tout, mais le nom de *Pulchérie* plusieurs fois écrit sur une des lettres le frappa tellement que, sans se demander s'il avait le droit de lire des lettres adressées à Pulchérie, il n'écouta que la passion, mit les lettres dans sa poche, sauta lestement

par la fenêtre, et s'enfuit dans le parc. Comme il venait de déplier une des lettres et d'y voir encore les mots de *chère Pulchérie*, qui mettaient un nuage sur ses yeux, il s'entendit appeler par Bérénice et par Pulchérie. Il alla fort ému du côté d'où partaient les voix. On était rassemblé sous les marronniers. Pulchérie avait une toilette qui lui seyait à ravir, une couronne de reines-marguerites sur le front, et à la main un très-beau bouquet. Onésime regarda si c'était le sien qu'elle avait reçu le matin avec tant de bienveillance; mais ce bouquet était composé de fleurs étrangères au pays, et que, pour la plupart, il ne connaissait pas. Il ne tarda pas à deviner de qui venait le bouquet lorsqu'il aperçut le comte de Morville, qui était arrivé pour le dîner, prévenu de ce qui se passait, dit-il, par un mot d'Ernest, et apportant un bouquet de Paris.

Pulchérie était rayonnante de beauté et de bonheur. On pria Onésime de jouer une contredanse; la contredanse était à peine finie, que Pulchérie, s'approchant du pêcheur, lui dit :

— A présent, Onésime, une valse, la petite valse allemande que vous jouez si bien.

Puis, avec un doux sourire, elle dit quelques mots à Urbain, qui sembla la remercier avec ravissement. Deux couples seulement valsaient, Marie et Ernest, Pulchérie et Urbain. Le comte pressait de son bras la taille souple de la jeune fille, qui s'appuyait sur lui avec abandon. Les regards de Morville la contemplaient avec ivresse. Elle relevait parfois les yeux sur ceux du comte, et les deux regards se confondaient. Onésime était pâle et tremblant. Tout à coup il s'arrêta.

— Eh bien! dit Morville, continuez donc.

— Non, dit-il, c'est fini,... je suis fatigué.

— Ah! quel ennui! dit Marie, cela allait si bien!

— M. Onésime va reprendre, dit le comte.

— Non, je suis fatigué.... je ne jouerai plus.

— Vous êtes fatigué, dit le comte, c'est facile à dire; mais on vous paye, et...

— Je voudrais qu'on me payât pour vous jeter l'argent au visage.

— Comment, drôle!

— Les drôles... Il y a un drôle ici, et sa tête sort de votre cravate, entendez-vous?

Bérénice vint prendre son frère par le bras et l'entraîna à quelques pas. M. Malais s'écria :

— Quel scandale! De quoi cela a-t-il l'air? Que dira-t-on de nous?

Madame de Fondois dit qu'il faisait un peu froid et qu'on ferait bien de rentrer dans le salon. Elle prit le bras du comte, et tout le monde suivit son exemple. Le frère et la sœur restèrent seuls au jardin. Bérénice essayait d'entraîner doucement son frère. Ils sortirent du parc. Onésime était frappé de stupeur; mais bientôt ce fut lui qui, à son tour, entraîna Bérénice. Il venait de se rappeler les lettres qu'il avait trouvées. Il s'enferma dans sa chambre et les dévora. Tantôt il restait la tête dans les deux mains, puis il se levait en sursaut, comme s'il sortait d'un sommeil fatigant et d'un songe pénible. — Mais non, disait-il, c'est bien vrai, c'est bien à elle que s'adressent ces lettres si tendres et qui paraissent répondre à des lettres d'une tendresse pareille. « Que je vous remercie, chère Pulchérie, de votre exactitude à me répondre! Oui, vous avez raison, vous pouvez me laisser lire dans votre cœur ces sentiments qui me rendent si fier et si heureux; vous le pouvez sans manquer à votre précieuse innocence. Nos serments ne nous ont-ils pas déjà liés devant Dieu? » Et cette autre : « Mille grâces encore, mon ange adoré, de n'avoir pas voulu valser même avec Ernest. Mille grâces de ne pas vouloir qu'on valse sur ce petit air allemand que nous aimons tous les deux, et de le conserver pour nous deux. Combien je suis reconnaissant de toutes les peines que vous prenez pour enseigner *notre* air favori à ce butor

que vous prétendez n'être qu'un sauvage! Vous avez beau faire, il nous le gâtera toujours. » Onésime froissa les lettres avec fureur, puis il sortit sans bruit par la fenêtre de sa chambre.

On ne le revit ni le lendemain ni les jours suivants. Ce fut un grand chagrin dans la maison des pêcheurs. Quelquefois on pensait qu'il s'était donné la mort, mais on se disait qu'il avait des sentiments trop religieux pour cela. Celui qui parlait ainsi espérait rassurer les autres, mais n'était guère rassuré lui-même. Éloi Alain le meunier, qui l'avait pris en grande affection depuis l'incendie de son moulin, ne le regrettait pas moins que les autres, et disait : « Si c'est faute d'argent qu'il s'est désespéré, je lui en aurais donné; » ce qu'on n'avait jamais entendu dire, ni rien d'équivalent, à Éloi Alain.

Cependant, deux mois après, on reçut à Dive une petite somme d'argent de la part d'Onésime, puis on n'entendit plus parler de lui. On pensa qn'il s'était embarqué pour la grande pêche, et qu'en partant il envoyait une partie de ses *avances* à sa famille. Les *avances* sont une somme d'argent que l'on donne au marin qui va s'embarquer pour la pêche de la baleine. Cette somme, spécialement destinée à l'équiper de vêtements et d'effets indispensables pour des voyages longs et pénibles, est presque toujours mangée et bue avant le départ, et le pêcheur arrive à bord la *pouche* vide. Il s'est en réalité acheté d'abord des vêtements avec une partie de son argent, mais, après avoir dépensé le reste, il a revendu les vêtements à peu près la sixième partie de leur valeur. On part. Au bout de quelques jours de houle, il est mouillé, il a froid. Il s'adresse au capitaine, qui, le cas étant prévu, a toujours à bord des hardes qu'il lui vend ce qu'il lui plaît de les lui vendre. Comme on ne peut s'en passer, et comme le prix ne sera payé que sur le résultat de la pêche au retour, le marin ne s'en préoccupe pas autrement et prend à peine le soin de s'informer de ce prix. Ainsi il a acheté d'abord une chemise de laine rouge : il l'a payée douze francs, il l'a revendue une quarantaine de sous à un cabaretier; à bord, on lui revend une chemise pareille seize francs; de sorte que cette chemise de douze francs a été payée vingt-six francs. Il n'y a que les pauvres qui payent tout si cher. Il n'y a pas beaucoup de riches qui auraient le moyen d'être pauvres.

Quoique Bérénice, par moments, comprît bien qu'Onésime n'aurait pu épouser Pulchérie, non pas seulement parce que Pulchérie était riche, mais à cause surtout de leur différence d'éducation et d'habitudes, et qu'elle n'eût pas de ressentiment contre mademoiselle Malais de la disparition de son frère, elle évitait de la rencontrer et ne retournait plus au château. C'était néanmoins pour l'amour d'elle qu'Onésime s'était désespéré et avait emporté toute la vie et toute la joie de la maison, et elle ne la voyait qu'avec peine. On ne tarda pas à apprendre dans le pays que le mariage de Pulchérie avec le comte était décidé, et qu'il se ferait au printemps prochain. M. et madame de Fondois partirent avec leur fille, dont le mariage devait se faire l'hiver. Les Malais résolurent de passer une partie de l'hiver à Paris, et ils quittèrent Beuzeval au mois de novembre.

XV

Au mois de mai, les Malais revinrent avec les de Fondois. Marie n'avait pas changé de nom, mais elle s'appelait madame. Madame Dorothée Malais était triste et changée. Le comte de Morville avait confié le soin des arrangements du mariage à son frère aîné, qui avait été d'une exigence révoltante, et qui avait fait valoir sans ménagements le prix d'une alliance comme la leur avec une famille de marchands de bœufs. Le contrat dépouillait entièrement les Malais; on ne leur laissait que le châ-

teau et une pension sur le reste : c'était à peine 8,000 livres de revenu. Madame Malais, irritée à la fois de ces exigences et de la hauteur du père, pressa à plusieurs reprises son mari de tout rompre; mais M. Malais était si fier de cette alliance, qui ne servait qu'à l'abreuver d'humiliations, qu'il tint bon jusqu'au bout. D'ailleurs, un mariage si avancé ne pouvait se rompre sans faire beaucoup de tort à Pulchérie, et elle paraissait si heureuse, elle les câlinait si bien, elle les remerciait par tant de caresses, que le contrat fut signé avant de quitter Paris. Le retour à Beuzeval acheva de désoler Dorothée ; elle revoyait tout ce qui n'était plus à eux. « Nous ne sommes plus chez nous, » dit-elle en rentrant au château de Beuzeval. Elle refusait de donner des ordres aux domestiques. Quand son mari disait« ma ferme, ou« ma« maison,»ou « mon jardin, » elle le reprenait en lui disant : « Rien de cela n'est plus à toi. »

M. Ernest de Fondois et sa femme demeurèrent naturellement au château ; mais, quand le comte arriva, il retourna chez le meunier, son ancien hôte. Il avait appris dans le pays qu'Éloi *faisait la banque*, et il avait besoin de lui. En effet, la famille du comte, qui n'était pas fort riche, avait plusieurs fois déjà payé d'énormes dettes de jeu, et ne pouvait ni ne voulait plus lui ouvrir sa bourse. Cependant elle lui avait prêté la somme nécessaire à l'achat de la corbeille et aux autres dépenses indispensables. Malheureusement, dans un dîner de garçons qui avait duré toute la nuit, la veille du départ du comte pour Beuzeval, il avait joué et perdu toute la somme et au delà. Il avait payé, et se trouvait sans un sou. Emprunter à Paris n'était pas chose facile. Il avisa que le meunier, qui connaissait la fortune des Malais, et qui ne le connaissait lui-même que par son titre et l'opulence qui l'entourait, lui prêterait volontiers de l'argent sur la dot. Il lui montra une copie du contrat. Éloi fut si heureux de voir les Malais dépouillés, qu'il prêta volontiers la somme nécessaire pour terminer la chose, non sans avoir parfaitement pris ses mesures et un intérêt exorbitant. On a quelquefois parlé de l'usurier des villes ; il aurait peur de l'usurier de la campagne. L'usurier des villes prend toujours tant pour cent; il compte, on compte avec lui ; il faut qu'il adopte une espèce de règle. L'usurier des pauvres et des paysans ne prête pas à tant pour cent, il n'entre pas dans ces mesquins détails.

— Tu veux cent francs, tu m'en donneras deux cents; si ça ne te va pas, va-t'en, et n'en parlons plus.

Le comte fit si magnifiquement les choses, que Marie de Fondois en fut un peu humiliée. Ses châles, ses dentelles et ses diamants étaient bien inférieurs à ceux que recevait Pulchérie. Elle fut de mauvaise humeur pendant quelques jours, et s'efforça de trouver quelques ridicules au comte. Madame Dorothée ayant laissé devant elle échapper quelques plaintes sur les exigences de la famille, elle trouva que c'était une folie de les avoir subies, parla du désintéressement de son cousin, et affirma que, s'il s'était ainsi conduit envers ses parents, elle ne l'aurait pas accepté.

— Il faut donc bien de l'argent à ce monsieur, dit-elle, pour qu'il consente à posséder une fille aussi ravissante de tous points que Pulchérie? Certes, Pulchérie n'avait guère d'orgueil et ne s'estimait pas à sa valeur. Je ne suis ni aussi jolie ni aussi charmante qu'elle, mais je me serais cependant mise à plus haut prix.

Madame Malais fit encore quelques tentatives auprès de son mari; mais tout fut inutile, et la pauvre femme voyait tout le monde heureux de ce qui la mettait au désespoir. Il y eut de grandes difficultés, quand il fut question des invitations. Pulchérie alla inviter elle-même Pélagie, Tranquille et Bérénice. Elle craignait que cela ne déplût à Urbain ; au contraire, il l'en loua, parce qu'il avait promis au meunier de l'engager à sa noce, et il passerait facilement dans le nombre. Cependant M. Malais fut contrarié de voir son nom sur la liste et dit :

— Je n'aime pas cet homme-là ; il est envieux et insolent. D'ailleurs, il a une mauvaise réputation dans le pays; il prête à usure, et que dirait-on...

— A usure! lui dit le comte; mais c'est une extravagance. Le pauvre diable aurait plus besoin d'emprunter que de prêter. Il faut voir avec quelle impatience il attend les quelques louis que j'ai à lui donner toutes les semaines.

— Ce n'est pas ce qu'on dit, reprit M. Malais.

— Je regrette bien, mon cher Malais, que vous ne m'ayez pas prévenu de votre répulsion pour ce pauvre diable. Je suis si heureux, ajouta-t-il en baisant la main de Pulchérie, que je voudrais faire partager ma joie à tout le monde, et voir tout le monde heureux autour de moi. J'ai invité le meunier, et vous êtes bien heureux, dit-il en riant, que je n'aie pas invité pis. J'aurais invité tous mes ennnemis et tous les vôtres, si vous en avez toutefois, sans y faire attention. J'aime tout le monde maintenant, et je trouve qu'il n'y a pas assez de gens à aimer.

Le meunier fut maintenu sur la liste. Le soir, M. Malais dit à sa femme :

— Enfin, voilà le grand jour qui approche. Je suis seulement fâché de l'invitation du meunier. Je n'aime pas à voir cet homme-là chez moi.

— Il faut se soumettre à son sort, dit ironiquement Dorothée, et d'ailleurs si c'est de voir Éloi Alain chez toi qui te chagrine, tu peux te consoler tout de suite, car il lui serait bien difficile de venir chez toi. Il faudrait pour cela que tu eusses un *chez-toi*, et tu sais bien que tu n'en as plus. On nous permet de vivre ici, mais nous n'y sommes plus rien. Tu n'as pas demandé à *ton gendre* s'il faudra que je donne la place d'honneur au meunier, à ma droite; il faudra le lui demander demain.

— Allons, tais-toi, Dorothée; tu veux absolument troubler mon bonheur.

— Il est joli, ton bonheur! J'aimerais mieux pour Pulchérie un mari qui serait très-honoré de la prendre et d'entrer dans notre famille, au lieu d'un beau monsieur qui croit nous faire bien de l'honneur et nous fait payer cet honneur de toute notre fortune. Je t'assure qu'il n'épouserait pas Pulchérie, s'il nous avait trouvés dans la situation où il nous met.

— Tâche donc de ne pas tout exagérer. Est-ce que nous dépensions jamais ce que nous allons avoir à dépenser? Maintenant, au contraire, Pulchérie mariée, nous dépenserons tranquillement notre argent, et nous ne nous refuserons plus rien. Qu'est-ce que nous aurons de moins? Ce que nous ne dépensions pas. Efforce-toi de ne pas prendre des airs tristes et lamentables. Qu'est-ce qu'on penserait de toi?

— On ne pensera rien de pire que ce qui est, et surtout rien qui nous fasse autant de tort dans l'estime des gens.

— Notre nièce s'appellera demain madame la comtesse de Morville. Est-ce si déshonorant?

—Oui, mais le prix que nous y mettons montre assez combien cette alliance est au-dessus de nous. Cela ne sert qu'à nous humilier, et puis ce qui nous fera mépriser de tout le monde, c'est de ne plus être riches. Ta nièce sera comtesse!... Tu pourras bien appeler le comte ton neveu tant que tu voudras, il t'appellera M. Malais ou Malais tout court, comme il fait déjà, tandis que tu l'appelles *M. le comte* gros comme le bras.

— Ça n'empêche pas que le frère aîné arrive demain, et que ça fera un fameux effet de voir un pair de France à la noce de Pulchérie.

— On va encore mettre la maison sens dessus dessous pour celui-là, et je suis sûr qu'il haussera les épaules.

— Il faudra lui donner notre chambre, Dorothée.

— Comment! notre chambre?

— Il ne reste que deux jours et ne couche que deux fois ici; nous nous gênerons un peu pour deux jours. Pense à ce qu'on dirait, si un pareil personnage n'était pas logé convenablement chez nous.

— Après ça... je n'ai rien à dire... Quand on est chez les autres... Nous devons nous trouver encore bien heureux qu'ils veuillent nous garder ici.

Quand Pulchérie était allée *prier* Bérénice, celle-ci avait accepté, mais après un moment de silence, comme si elle eût cherché un prétexte pour refuser et n'acceptât que faute de le trouver :

— Qu'as-tu, Bérénice? dit-elle; tu reçois bien froidement la nouvelle d'un mariage qui me rend heureuse.

— Ah! dit Bérénice, c'est que je pense en même temps au malheur de mon pauvre Onésime. Je sais bien que vous n'étiez pas pour lui; mais enfin il s'était trop rappelé nos projets d'enfants.

— Eh quoi! Bérénice, Onésime songeait-il réellement...?

— Je vous dis encore que vous n'étiez pas pour Onésime; je le lui disais souvent, parce que je voyais bien que ça finirait mal. Vous êtes riche, élevée dans le monde : c'était une folie d'y penser; mais Onésime ne voyait que la petite Pulchérie, pauvre à peu près comme nous, Pulchérie courant avec nous nu-pieds sur la plage, Pulchérie mangeant avec nous notre pain noir et le trouvant bien bon. Certes, si les choses étaient restées comme cela, c'est-à-dire si le fils Malais n'était pas mort, il n'y aurait rien eu d'étonnant à ce que Pulchérie devînt un jour madame Alain. Eh bien! Onésime vous voyait toujours comme cela. Aussi, quand il a été sûr que vous alliez en épouser un autre, le désespoir l'a pris, et il s'en est allé. Il nous faut encore bien remercier Dieu de ce qu'il ne s'est pas tué; au commencement je le croyais.

— Je ne voulais pas le croire, malgré cette lettre trouvée dans ma chambre, cette tête de Socrate brisée, et ces autres lettres enlevées...

— Je n'en sais rien; mais, le jour qu'il avait si bien envie d'étrangler le comte, il était comme un fou, et c'est cette nuit-là qu'il est parti.

— Ce pauvre Onésime! Je suis bien fâchée d'avoir été pour lui une cause de chagrin... Cependant je l'ai toujours bien accueilli, avec l'amitié que je n'ai pas cessé et que je ne cesserai jamais d'avoir pour vous deux et pour le père Alain et la mère Pélagie.

— C'est justement cet air d'amitié qui a achevé de le tromper. Cependant, Pulchérie, je ne peux pas vous en vouloir; ça n'est pas votre faute; vous ne pouviez pas plus aimer Onésime que vous ne pourriez aujourd'hui manger notre pain noir et courir pieds nus sur les galets. Ça n'est pas votre faute; j'irai à votre noce, je prierai Dieu pour votre bonheur : Onésime en ferait autant, s'il était ici. Si vous ne me voyez pas bien gaie par moments, vous ne m'en voudrez pas. Ayez soin seulement que vos beaux messieurs soient plus polis pour moi qu'ils ne l'étaient avec Onésime.

— Oh! il n'y a pas de danger... Cet amour que je ne devinais pas, je pense que le comte de Morville s'en était aperçu, et qu'il y avait un peu de jalousie dans sa manière d'être avec Onésime. Je te promets, pendant la messe de mon mariage, de prier pour lui dans la vie de dangers qu'il court sur la mer.

Les deux jeunes filles tombèrent dans les bras l'une de l'autre et s'embrassèrent tendrement.

— Je veux, Bérénice, que tu sois ma demoiselle d'honneur.

— Ne me le demandez pas, Pulchérie; ne me demandez pas d'être pour autre chose dans ce mariage que par mes vœux pour votre bonheur.

Le jour du mariage arriva; il était quelque peu embarrassant de réunir à la même table le meunier et le pair de France. Bérénice était jeune, jolie, et d'ailleurs avait un tact délicat et une timidité qui la sauvait facilement; le meunier, au contraire, était un paysan envieux et haineux, rusé et adroit, qui, avec un faux air de naïveté, savait dire tout ce qu'il pensait devoir être désagréable aux gens.

A la messe de mariage, le frère du comte fit la petite et imperceptible impertinence d'offrir la main à Bérénice, voulant montrer, par cette excessive politesse

envers une fille de campagne, que, du point où il était placé, tous ces gens-là, Malais et Alain, seigneurs et meuniers, riches et pauvres, pouvaient bien avoir entre eux et pour eux-mêmes quelque différence, mais que, pour lui, ils étaient confondus dans une commune et profonde obscurité, ainsi que du haut d'une montagne le chêne altier et l'aubépine fleurie paraissent avoir la même hauteur. Il faisait grand vent ce jour-là, la mer était grosse, les pêcheurs n'avaient pu sortir; de temps à autre, de violentes rafales faisaient trembler les vitraux de l'église. Il vint un coup de vent si furieux, que l'église elle-même en oscilla. Le célébrant s'arrêta. Bérénice, dont les yeux se rencontrèrent avec ceux de la mariée, lui montra d'un regard le côté de la mer, pour lui rappeler qu'elle avait promis de prier pour celui qui, en ce moment sans doute, était au milieu du danger, et peut-être périssait en prononçant le nom de Pulchérie. La jeune mariée fit signe qu'elle avait compris, et toutes les deux prièrent en même temps. Un des anges qui cueillent sur les lèvres des mortels les bonnes prières, et qui les portent au pied du trône de Dieu comme un bouquet éclos des cœurs, n'eut garde d'oublier celle-ci.

A ce moment même, dans une autre partie du monde, les vagues furieuses assiégeaient le navire que montait Onésime. Une lame balayait le pont et emportait trois hommes sur l'arrière du bâtiment. Deux étaient engloutis et ne reparurent jamais; Onésime, qui était le troisième, était arrêté par des cordages et restait sur le navire.

Au dîner, on commença par parler du temps.

— Voilà un vent à décorner un bœuf, sauf votre respect, M. Malais, dit le meunier, et vous savez s'ils ont les cornes solidement amarrées sur la tête. Vous rappelez-vous qu'étant enfant, dans un des pâturages de Malais de Dive, votre père, vous avez été envoyé par-dessus une barrière par un grand bœuf blanc qui fut choisi à Paris pour le bœuf gras de cette année? C'est un honneur que votre père eut quatre années de suite, M. Malais, et il en était fier; aussi eut-il un grand chagrin quand, la cinquième année, il fut *dégotté* par un gros bœuf roux élevé par Cornet de Caen, et qui était une bête monstrueuse. La sixième année, il prit sa revanche, mais ce fut son dernier triomphe. Il ne tarda pas à mourir, pour avoir voulu recommencer à cinquante-huit ans son fameux voyage du Poitou, qu'il avait fait étant plus jeune, quatre-vingt-quatre lieues sans débrider; mais il n'était plus jeune, et son bidet non plus, le plus fameux bidet de toute la Normandie. Le bidet creva en route, et Malais ne lui survécut que de quelques mois. C'était tout de même un fameux homme, et le bidet était un fameux bidet!

On voulut en vain couper la parole au meunier; il alla jusqu'au bout sans se soucier des interruptions. Puis il attendit une autre occasion pour recommencer les attaques, comme un chasseur à l'affût. On parla du château; le frère aîné du marié fit remarquer qu'avec un étage de plus on aurait une magnifique vue de la mer. Dorothée répondit, avec un peu d'aigreur, que les maîtres du château pouvaient bien faire ce qu'ils voulaient, que cela ne la regardait plus.

— La mariée est tout de même bien belle, dit le meunier quand il crut le moment favorable; qui est-ce qui aurait dit que nous l'appellerions un jour madame la comtesse, quand nous la voyions mêlée avec les enfants de ma cousine Pélagie, Bérénice qui est là au bout de la table et qui est aussi un assez beau brin de fille, et Onésime, un beau et brave jeune homme qui m'a sauvé la vie là où bien des braves me laissaient tranquillement rôtir, et qui est parti par chagrin, à ce qu'on dit, de ce qu'une fille d'ici qui lui avait promis le mariage en allait épouser un autre? S'il ne lui avait manqué que de l'argent, il y a un cousin, que je n'ai pas besoin de nommer, mais qui n'est pas loin d'ici, qui passe pour avoir quelques vieux écus, et qui ne l'aurait pas laissé partir; mais il a disparu sans rien dire. Où est-il allé? Dieu le sait. Toujours est-il qu'il a encore envoyé un peu d'argent à sa famille. Eh bien! quand je voyais

cette petite Pulchérie courir nu-pieds sur le galet avec les autres enfants de Pélagie, qu'elle m'appelait son cousin et Onésime et Bérénice son frère et sa sœur, je ne pensais pas qu'il me faudrait lui dire un jour : Madame la comtesse !

Après le dîner, on dansa dans le parc; on avait invité tout le voisinage et fait venir des musiciens de Caen. Pendant le bal, on entendit rouler une chaise de poste : c'était le comte de Morville qui enlevait sa femme et partait avec elle pour Paris.

(*La quatrième partie à une prochaine livraison.*)

ALPHONSE KARR.

DU

BEAU DANS L'ART.

RÉFLEXIONS ET MENUS PROPOS D'UN PEINTRE GENEVOIS,
ouvrage posthume de M. Töpffer.

On connaît les *Nouvelles Genevoises* de M. Töpffer; elles ont été ici même appréciées par une plume trop habile, trop ingénieuse, pour qu'il soit nécessaire d'y revenir. *Le Presbytère, l'Héritage, la Bibliothèque de mon oncle* et surtout *la Peur* sont de petits chefs-d'œuvre où Sterne, Xavier de Maistre et Bernardin de Saint-Pierre se fondent heureusement dans une originalité d'une saveur toute locale; aujourd'hui, c'est sous un autre point de vue que nous allons envisager M. Töpffer.

L'auteur des *Nouvelles Genevoises*, de *Rosa et Gertrude*, des *Voyages en Zigzag*, était, comme chacun sait, maître de pension, quoiqu'il ait d'abord tenté la carrière des arts. Entraîné vers la peinture par une vocation sincère, il y renonça bien à regret, à cause de la faiblesse de ses yeux, sinon totalement, du moins comme profession formelle. Nous n'avons vu de M. Töpffer ni tableau ni « lavis à l'encre de Chine, » ce que nous regrettons beaucoup; mais, si nous ignorons sa peinture sérieuse, nos doigts ont feuilleté et refeuilleté les albums comiques où, dans une suite de dessins au trait, il nous a déroulé les aventures de MM. Crépin, Jabot, Vieux-Bois, Cryptogame et autres personnages grotesques de son invention. Le grand Gœthe daigna sourire aux fantaisies drôlatiques du caricaturiste genevois, et ses petits cahiers lithographiés obtinrent un succès européen.

Il serait difficile de trouver en France des équivalents pour faire comprendre le talent de M. Töpffer comme dessinateur humoristique : ce n'est ni la finesse élégante de Gavarni, ni la puissance brutale de Daumier, ni l'exagération bouffonne de Cham, ni la charge triste de Traviès. Sa manière ressemblerait plutôt à celle de l'Anglais Cruikshanck; mais il y a chez le Genevois moins d'esprit et plus de naïveté : on voit qu'il a étudié avec beaucoup d'attention les petits bons-hommes dont les gamins charbonnent les murailles avec des lignes dignes de l'art étrusque pour la

grandeur et la simplicité; c'est même le sujet de l'un des plus charmants chapitres de son livre. Il a dû également s'inspirer des byzantins d'Épinal. Les belles images d'Henriette et Damon, du Juif errant Isaac Laquedem, de Geneviève de Brabant, de Pyrame et Thisbé, devaient, à coup sûr, orner son musée ou son cabinet de travail. Il en a appris l'art de rendre sa pensée, sans lui rien faire perdre de sa force, en quelques traits décisifs, dont la préoccupation des détails anatomiques et de la vérité bourgeoise ne vient pas troubler une seule minute la hardiesse sereine. Aussi quelques-unes de ses planches peuvent-elles être mises à côté des vignettes qui ornaient l'ancienne édition du *Diable amoureux* de Cazotte, et dont les illustrations les plus soignées et les mieux finies n'ont pu faire oublier le gribouillage prime-sautier et profondément significatif.

Nous avons un peu insisté, avant d'arriver aux *Réflexions et menus Propos,* sur le caractère du dessin de M. Töpffer, du moins tel qu'on peut le deviner d'après des cahiers de charges croquées à la plume, pour charmer les loisirs des soirs d'hiver et réveiller la gaieté du cercle intime. Il voudrait, autant que possible, entre la pensée et la réalisation de cette pensée, atténuer ou supprimer le moyen; il trouve avec raison cette figure de soldat griffonnée par un écolier, où les buffleteries, les épaulettes, les boutons de l'uniforme, sont indiqués d'une manière presque hiéroglyphique, supérieure à ce guerrier romain ombré soigneusement par un rapin au bout de deux ans d'atelier. Dans le charbonnage informe, l'idée de soldat éclate avec bien plus de force que l'idée de guerrier dans le dessin savamment fini. S'il eût continué ses études pittoresques, M. Töpffer eût assurément cherché le naïf, car, bien que la naïveté soit ou paraisse être plus que toute autre chose un don inné, on peut néanmoins la cultiver et la préserver d'altération comme une plante précieuse, quoique semée d'elle-même, et qu'on entoure de soins délicats.

Les *Réflexions et menus Propos d'un peintre genevois* devaient être primitivement un traité sur le lavis à l'encre de Chine; mais l'auteur, après avoir achevé le premier livre, s'aperçut qu'il n'y était question ni de lavis ni d'encre de Chine, ce qui est un bien petit malheur. En effet, quelle raison aurait un écrivain de caprice de gêner sa fantaisie pour le mince avantage de faire cadrer son œuvre avec le titre?

M. Töpffer débute par un chapitre sur le sixième sens, car, au delà du tact, de l'ouïe, de la vue, de l'odorat, il existe une perception des choses naturelles qui ne se rapporte à aucun de ces sens. Ce sixième sens se sert des autres comme d'humbles esclaves : lui assigner une place certaine est difficile; il réside peut-être dans le cerveau, mais qui pourrait l'affirmer? Les animaux en sont privés et beaucoup d'hommes aussi, car l'homme se divise en trois classes : l'homme végétatif, l'homme animal, l'homme intellectuel. Plusieurs, très-braves gens du reste, voient la nature comme l'arbre voit le ciel ou comme le mouton voit le pré; d'autres, plus forts, ont la perception du bleu et du vert, mais sans en déduire aucune conséquence; quelques-uns remarquent les différences et les rapports de ces tons, et il en résulte pour eux une sensation de beauté, une idée qui n'est ni dans le ciel ni dans la prairie. Ceux-là jouissent du sixième sens : ils ont la bosse, quoique non bossus, ils possèdent ce que Boileau appelait l'influence secrète.

Si vous n'avez pas la bosse, cherchez quelque honnête métier, quelque emploi lucratif; mais, croyez-m'en, ne passez jamais votre pouce dans le trou d'une palette, ne vous servez du papier que pour faire des factures ou des quittances, et gardez-vous de laisser tomber vos doigts sur l'ivoire d'un clavier, car vous n'êtes, ne fûtes et ne serez jamais que ce que les étudiants allemands appellent un *philistin,* et les artistes français un *bourgeois.* Les arts ont cela d'admirable et de particulier, que l'esprit le plus lucide, le raisonnement le plus juste, joints à l'érudition la plus vaste et au travail le

plus opiniâtre, ne servent à rien quand on n'a pas le sixième sens. Ceci ne veut pas dire que les gens doués ne doivent pas étudier, mais que l'étude est parfaitement inutile à ceux qui ne le sont pas. L'art, différent en cela de la science, recommence à chaque artiste. Hors quelques procédés matériels de peu d'importance, tout est toujours à apprendre, et il faut que l'artiste se fasse son microcosme de toutes pièces. En art, il n'y a pas de progrès : si le bateau à vapeur est supérieur à la trirème grecque, Homère n'a pas été dépassé, Phidias vaut Michel-Ange, auquel notre âge n'a rien à opposer. Chaque poëte, chaque peintre, chaque sculpteur emporte son secret avec lui ; il ne laisse pas de recettes. Le grain des toiles, la manutention des couleurs, le choix des pinceaux dont il se servait, voilà tout ce que l'on peut s'approprier de son expérience. Un chimiste, un mathématicien, un astronome, prennent la science juste au point où leurs illustres prédécesseurs l'ont laissée, et la conduisent, autant que leur génie le permet, à un point où d'autres la reprendront; mais cette conception du beau, qui emploie pour se produire les formes et les symboles extérieurs qui l'ont excitée, n'est pas additionnellement perfectible. Tout homme qui n'a pas son monde intérieur à traduire n'est pas un artiste. L'imitation est le moyen et non le but; par exemple, Raphaël est virginal, Rubens sensuel, Rembrandt mystérieux, Ostade rustique. Le premier cherche dans la nature les formes qui se rapprochent le plus de son type préconçu; il choisit les plus belles têtes de femmes et de jeunes filles, il épure leurs traits, allonge les ovales de leurs figures, amincit leurs sourcils vers les tempes, arque leurs paupières et leurs lèvres pour les faire coïncider avec le sublime modèle qu'il porte au dedans de lui-même. Rubens a besoin de chairs satinées, de chevelures blondes, de bouches et de joues vermillonnées, de velours miroitants, de soies chiffonnées, de métaux lançant des paillettes de feu. Pour traduire la fête éternelle, la kermesse royale qui se donne dans son âme, il emprunte la pourpre, l'or, le marbre et l'azur partout où ils se rencontrent. Rembrandt, âme de songeur, d'avare, d'antiquaire et d'alchimiste, prend aux vieux édifices leurs arcades noires, leurs vitraux jaunes, leurs escaliers en colimaçon qui grimpent jusqu'aux voûtes et se perdent dans les caves, aux marchands de bric-à-brac leurs anciennes armures, leurs vieux coffres, leurs vases bossués, leurs ajustements étranges ou tombés en désuétude, aux synagogues leurs rabbins les plus chauves, les plus chassieux, les plus ridés, les plus sordides et les plus rances, et, de toutes ces formes douteuses, bizarres, effrayantes, qu'il plonge dans l'ombre fauve de son atmosphère, il fait son œuvre lumineuse et sombre, il réalise ses rêves ou plutôt ses cauchemars. Ostade, quand il assoit un Flamand près d'un tonneau, à cheval sur un banc de bois, dans un de ces intérieurs où le sentiment du foyer rustique se traduit d'une façon si pénétrante, ne copie pas le manant qu'il a devant lui, bien qu'il paraisse quelquefois en faire le portrait; il le fait servir à la reproduction de l'idéal rustique qu'il porte en lui-même. Aussi, on peut dire que nulle vierge ne l'est autant qu'une madone de Raphaël, que nulle santé ne s'épanouit aussi vivace que celle des femmes de Rubens; que jamais alchimiste n'a regardé d'un œil plus inquiet, plus scrutateur, plus profond, le macrocosme rayonner aux murs de sa cellule, que cet homme esquissé en deux coups de pointe, qui se lève à demi de son fauteuil, dans une des formidables eaux-fortes de Rembrandt; et que le rustre le plus lourd, le plus pataud, le plus bizarrement taillé à coups de serpe, le plus vêtu de haillons bruns, le plus terreux et le plus enfumé, est presque un citadin à côté d'un paysan d'Ostade. Où ces peintres ont-ils vu une semblable vierge, une telle courtisane, un pareil alchimiste et un paysan de cette tournure?

De tout ceci, il ne faut pas conclure que l'artiste soit purement subjectif; il est aussi objectif : il donne et reçoit. Si le type de la beauté existe dans son esprit à l'état d'idéal, il prend à la nature les signes dont il a besoin pour les exprimer. Ces signes,

il les transforme : il y ajoute et il en ôte, selon le genre de sa pensée, de telle sorte qu'un objet qui, dans la réalité, n'exciterait aucune attention, prend de l'importance et du charme étant représenté; car les sacrifices et les mensonges du peintre lui ont donné du sentiment, de la passion, du style et de la beauté. Tous les jours, on voit des vaches dans des prairies, des ponts ruinés, des animaux qui passent des ruisseaux à gué, et l'on n'y prend pas garde : d'où vient que ces mêmes choses, sous le pinceau de Paul Potter, de Karle Dujardin, de Berghem, vous arrêtent et vous séduisent? Est-ce la vérité de l'imitation qu'on admire? Nullement; les tableaux les plus *vrais* n'ont jamais fait illusion à personne, et l'illusion n'est pas le but de l'art. Sans cela, le chef-d'œuvre suprême serait le trompe-l'œil, et le trompe-l'œil est exécuté par les peintres les plus médiocres avec une certitude mathématique. Les dioramas, les panoramas, les navaloramas, ont produit en ce genre des effets merveilleux, et cependant Peter Neefs, Van de Velde et Backuysen, dont les toiles ne trompent qui que ce soit une minute, sont restés les rois de l'intérieur, de la vue architecturale et de la marine.

La peinture n'est donc pas, comme on pourrait le croire d'abord, un art d'imitation, bien que son domaine semble circonscrit à la représentation des choses extérieures : le peintre porte son tableau en lui-même, et, entre la nature et lui, la toile sert d'intermédiaire. Quand il veut faire un paysage, ce n'est pas l'envie de copier tel arbre, tel rocher ou tel horizon qui le pousse, mais bien un certain rêve de fraîcheur agreste, de repos champêtre, de mélancolie amoureuse, d'harmonie sereine, de beauté idéale, qu'il cherche à traduire dans la langue qui lui est propre. Même, s'il s'astreint à représenter une vue exacte, sa pensée personnelle ne cessera pas d'être sensible pour cela : si elle est triste, il assombrira la nature la plus riante; si elle est gaie, il saura trouver des fleurs dans l'aridité la plus sablonneuse; c'est son âme qu'il peindra à travers une vue de forêt, de lac ou de montagne. C'est ce sentiment de beau préconçu qui inspire au sculpteur une statue, au poëte une églogue, au musicien une symphonie; chacun tente de manifester avec son moyen cette rêverie, cette aspiration, ce trouble et cette inquiétude sublimes que causent au véritable artiste la prescience et le désir du beau.

Mais nous voici bien loin du lavis à l'encre de Chine; il faudrait cependant en parler un peu. L'encre de Chine authentique se distingue à sa cassure, qui est nette et brillante, à la finesse de son grain, à sa dureté extrême et à son inconcevable divisibilité; nul *atrament* ne peut offrir une gamme de nuances plus étendues. La sépia, le bistre, qui séduisent d'abord par leurs teintes chaudes et rousses, sont grossiers à côté des gris fins et des noirs intenses de l'encre chinoise; résistez à l'attrait vulgaire de la sépia et du bistre, et vous en serez récompensé. Vos lavis, plus froids de ton, auront plus de délicatesse et de légèreté; surtout évitez le maigre, le léché, la minutie patiente, les petits pinceaux à poils ténus, ou vous ferez des dessins de demoiselle, sans largeur et sans force; prenez-moi un pinceau dont la pointe soit fine, mais dont le corps fasse un peu ventre, qui puisse retenir dans ses flancs la goutte d'eau chargée de matière colorante et fournir une teinte franche et sans reprise; quant au papier, la question est grave : il faut mettre de côté tout esprit de nationalité, et acheter du papier anglais, qu'on soit Suisse, Allemand, Espagnol ou Français. Que ce papier soit du Wattman! Laissez le papier torchon aux escamoteurs qui cherchent leurs effets dans des pâtés de noir, des blancs égratignés, des touches traînées et grenues.

Ici M. Töpffer fait une jolie digression sentimentale sur les degrés d'attachement que peuvent inspirer à l'homme qui s'en sert les objets animés. Le bâton d'encre de Chine, tout couvert de dorures, de dragons bleus et de caractères énigmatiques pour nous, par sa durée, par l'égalité de son service, par sa complaisance à se laisser

tourner dans le godet, par la faible odeur ambrée qu'il répand lorsqu'il est échauffé sous les doigts, par mille qualités secrètes et sûres, inspire une amitié mêlée d'estime; c'est un compagnon fidèle que l'on retrouve toujours tel qu'on l'a laissé : sérieux, tranquille, sans rancune, tenant à votre disposition, comme si vous l'aviez quitté de la veille, toutes ses nuances, depuis le gris de perle le plus imperceptible jusqu'au noir le plus vigoureux. Ce bâton d'encre de Chine sera d'ailleurs votre bâton de vieillesse; à peine si tous vos essais, tous vos barbouillages, toutes vos cavernes de Fingal et tous vos clairs de lune l'ont diminué d'une ou deux lignes; il durera autant et plus que vous.

Le pinceau n'est pas d'un commerce aussi sûr : il est plein de hasards et de caprices; aujourd'hui bon, demain mauvais, il laisse tomber la goutte d'eau qu'on lui confie au plus bel endroit du dessin; il crache, il éclate, il bavoche, il perd un de ses poils au milieu d'une touche de sentiment, d'autres fois il écarte traîtreusement ses pointes, comme les pivots d'une dent arrachée, sans qu'on puisse les rejoindre en les pressant des lèvres ou en l'appuyant sur le bord du verre, et puis l'on a plusieurs pinceaux; le pinceau est un favori, et non un ami; on le prend et on le rejette.

Quant au papier, il ne sert qu'une fois, c'est tout dire : avec lui point d'intimité, point d'habitude, il est passif et ne s'associe en rien à votre travail; il ne palpite pas sous une main habile, il ne se révolte pas sous une main ignorante, il souffre tout, suivant une expression vulgaire. Cette lâche complaisance le caractérise suffisamment. Le papier ne parle donc en rien au cœur. On ne peut l'aimer. Pour notre compte, nous allons plus loin que M. Töpffer, nous sentons pour lui l'aversion la plus prononcée. Quoi de plus funèbre qu'une grande page blanche, morne, glacée, posée sinistrement sur un pupitre, et qu'il faut remplir d'un bout à l'autre de caractères menus! A cet aspect, le frisson saisit les plus intrépides, et l'on se sent triste jusqu'à la mort. Le papier à dessin ne renferme pas, il est vrai, dans ses steppes neigeuses autant de mélancolie que le papier à écrire.

Arrivé là, M. Töpffer prend pour thème de ses démonstrations un âne dans un pré; nous partageons le goût du peintre genevois pour l'âne. Le sien est un âne suisse aimablement rustique, « rousset » de pelage, stoïcien de caractère, quoique épicurien dans la pratique, lorsque l'occasion d'une feuille de chou ou d'un chardon se présente; serviable, mais non servile, et prouvant au besoin son indépendance dans le passage des ruisseaux. Nous qui avons vécu familièrement avec l'âne espagnol, tout fier d'avoir porté Sancho Panza, tout historié de pompons, de plumets et de grelots, honoré presque autant que le cheval, admis à la même mangeoire, ami de la famille, et recevant sur son poil brillant et soyeux les tapes amicales des jolies señoras, nous qui l'avons vu cheminer triomphant et superbe sur les étroites corniches des sierras, parmi les mules aux couvertures bigarrées et les chevaux andalous, ses pairs et compagnons, nous trouverons peut-être l'âne de M. Töpffer un peu pelé, un peu pauvre, un peu mesquin; mais, tel qu'il est, il a encore son charme. Ses oreilles énervées penchent avec une certaine mélancolie, son œil est rêveur, et ce poil blanc sous le ventre produit un excellent effet.

M. Töpffer se place devant cet honnête quadrupède, et il en obtient une première image à l'aide d'un simple linéament. A peine avons-nous commencé, que nous voilà en pleine fausseté. Le début de l'art est un mensonge, car dans la nature il n'y a pas de lignes. Les contours s'enveloppent les uns dans les autres, le trait n'existe pas, et cependant comment limiter la place qu'un objet occupe, au milieu de l'espace, sans cet utile auxiliaire? Avec une simple ligne tirée de l'échine à la tête, nous découpons la silhouette de notre âne dans tous ses détails : voilà les oreilles et la queue; bien que les yeux et les naseaux ne soient pas désignés, personne, pas même

un enfant de trois ans, ne méconnaîtra un baudet dans ce tracé élémentaire; quelques traits intérieurs indiqueront ces détails ainsi que les saillies des côtes et des muscles donnant un profil quelconque. Ceci est le premier pas de l'art; ensuite, en teintant d'encre plus ou moins chargée les portions que n'éclaire pas le soleil, on obtient le modelé, le relief, la forme, il ne reste plus que la couleur à mettre, et la ressemblance sera complète : vous aurez un âne qui, outre les caractères généraux de sa race, présentera des signes de son individualité propre et même de son individualité du jour et du moment; il sera songeur, joyeux ou renfrogné. Maintenant prenez vingt-cinq peintres habiles et donnez-leur ce baudet pour modèle, vous obtiendrez vingt-cinq baudets complétement différents les uns des autres. Ceux-ci l'auront fait gris, ceux-là roussâtre; le premier lui aura donné un air austère, le second une physionomie ingénue. Chacun aura fait ressortir le caractère le plus en harmonie avec son talent. Mais faites copier vingt-cinq ânes par un seul peintre, et tous ces ânes se ressembleront, ce qui prouve que les peintres dessinent d'après un modèle intérieur auquel ils plient les formes du modèle extérieur.

Les animaux sont-ils capables de comprendre la peinture? Un chat qui se voit dans un miroir joue avec son reflet, qu'il prend pour un autre chat; mais le mouvement complète l'illusion. Se reconnaîtrait-il dans une peinture très-bien faite, convenablement exposée et éclairée? Cela est plus douteux, en dépit des rares exemples qu'on pourrait alléguer; à coup sûr il ne se reconnaîtra pas dans un simple trait, et l'on aura beau présenter au plus intelligent des chats, même au chat Murr, une feuille de papier où son image sera tracée : il affectera de la méconnaître, tandis que le paysan le plus obtus, l'enfant le moins attentif, le sauvage le plus abruti n'hésitera pas une minute. Milord, le célèbre bouledogue de Godefroy Jadin, aboyait il est vrai avec fureur devant son image peinte par son maître, et tâchait de mordre la toile; mais Milord était un chien de lettres élevé parmi des artistes et des poëtes, et devenu par cette fréquentation un être presque humain.

Et cependant le trait, quoique ce soit une chose abstraite et de pure convention, ou peut-être à cause de cela, suffit aux conceptions les plus élevées, aux plus nobles besoins de l'art. Donnez à Michel-Ange un bout de fusain et un coin de muraille, et en quelques traits il va faire naître en vous l'idée du beau, du grandiose, du sublime, d'une façon si vive, que rien ne pourra dépasser l'impression de ce charbonnage. Ce grand artiste lui-même n'obtiendra pas de plus grands effets dans un tableau achevé. Entre sa pensée et le public, il n'y a eu que le signe graphique le plus indispensable, et cette simple ligne vous a introduit dans le monde gigantesque, au milieu des créations surhumaines qui peuplent l'âme du peintre.

De ces observations, M. Töpffer tire une conclusion qui nous semble manquer de justesse, savoir : que la ligne est au-dessus de tout, que plus l'art s'élève, moins il a besoin de l'effet et de la couleur. Sans doute on peut, par le dessin seul, réaliser les conceptions les plus nobles et les plus poétiques, et, avec les simples ressources de la grisaille et de la gravure, produire l'impression du beau. Suivant M. Töpffer, à mesure que l'art s'éloigne de son but sévère, il est forcé d'employer des procédés plus matériels et plus complexes. Si une vierge de Raphaël, une sibylle de Michel-Ange, peuvent par la noblesse de leurs lignes, se passer du prestige de la couleur, des scènes familières, des personnages d'une moins haute nature ont besoin d'y recourir. Le paysage ne saurait s'en passer, car il n'existe que par les variétés de nuances, les oppositions de lumière et d'ombre, toutes choses qui nécessitent l'intervention de la palette. Le dessin d'un paysage n'a pas la même rigueur que celui d'une figure : un tronc peut pencher à droite ou à gauche, un rocher avoir telle ou telle cassure, un bouquet de feuilles s'insérer plus haut ou plus bas; la ligne est donc ici moins importante. Nous ne partageons pas tout à fait la doctrine de

M. Töpffer, à laquelle lui-même met çà et là de judicieuses restrictions; l'anatomie du paysage a des lois moins visibles que l'anatomie du corps humain, mais tout aussi rigoureuses. Ce n'est pas le hasard qui incline ou redresse le tronc des arbres, et il n'est pas indifférent de diriger une branche d'un côté ou d'un autre; chaque plante a ses attitudes particulières dont il faut saisir le secret, et, pour ce qui est de croire que la beauté d'un paysage ne puisse être exprimée par un simple linéament, tout comme celle d'une déesse ou d'une madone, si M. Töpffer avait pu voir les dessins à la plume ou au crayon de MM. Aligny, Berlin, Corot, Bellel, il aurait compris que l'idéal d'un arbre pouvait être rendu par les moyens les plus sobres et les plus élémentaires.

Assurément la couleur a besoin du dessin, et l'on ne conçoit pas qu'elle existe sans lui. Les nuances pour s'étaler nécessitent une délimitation quelconque; même en atteignant les corps par les *milieux* et en évitant tout espèce de trait, on arrive malgré tout à un dessin caché qui n'est pas moins réel; mais de cette conséquence il ne résulte à nos yeux aucune infériorité pour la couleur. Le dessin, c'est la mélodie; la couleur, c'est l'harmonie : qu'on nous permette cette comparaison empruntée à un autre art. La mélodie peut bien subsister indépendamment de l'harmonie, cela est vrai, mais de quelles prodigieuses richesses de nuances, de quelle puissance d'effet ne serait-on pas privé en supprimant cette dernière! L'idée du beau se rend aussi bien par un choix de teintes que par un choix de lignes. Quand Paul Véronèse fait monter dans un ciel bleu de turquoises la blanche colonnade d'un portique, quand Rubens frappe d'une plaque rose une joue d'un gris argenté, le Vénitien et le Flamand ont exprimé tout aussi nettement leur idée d'élégance, de beauté et de splendeur, que Raphaël en caressant le contour de la Fornarina.

Pour appuyer son opinion, M. Töpffer, remontant à la peinture antique, prétend qu'elle devait briller plutôt par la perfection du dessin que par la science du coloris. Il ne nous reste rien d'Apelles, de Parrhasius, de Timante, de Polygnote, de Zeuxis. Le temps impitoyable a fait tomber, comme la poussière de l'aile d'un papillon, ces œuvres sublimes dont la renommée seule est arrivée jusqu'à nous; les tablettes de bois de larix, les parois de marbre qu'elles recouvraient ont disparu. A peine trouve-t-on dans Pline et les auteurs anciens quelques indications sur les procédés dont se servaient ces artistes célèbres. Sans les découvertes d'Herculanum et de Pompéia, l'on en serait réduit à de simples conjectures; malheureusement les fresques déblayées dans ces deux cités momies sont des œuvres de pure décoration exécutées par des artistes inférieurs : cependant l'on peut, d'après elles, se faire une idée assez juste de ce qu'était la peinture des Grecs et des Romains. Les statues que nous a laissées l'antiquité ne permettent pas de douter un instant de la hauteur où l'art s'était élevé sous le règne du polythéisme et d'une religion anthropomorphique; la peinture est trop intimement unie à sa blanche sœur la statuaire, pour ne pas marcher à côté d'elle d'un pas égal : une époque qui produit de grands sculpteurs fournit aussi de bons peintres. Les anciens ne connaissaient pas la peinture à l'huile, ils peignaient à fresque, en détrempe, à l'encaustique; à l'aide de ces moyens, l'on arrive à des résultats satisfaisants. Nous ne pensons pas, comme M. Töpffer, que les tableaux d'Apelles brillassent uniquement par la composition, le style et la pureté du dessin : ils devaient avoir une couleur blonde, lumineuse, tranquille, d'une localité simple et forte, d'une harmonie solide et mate comme les toiles claires de Titien. La Campaspe d'Apelles ressemblait sans doute à la maîtresse du Vecelli pour le ton et l'effet. Le coloris ne consiste pas, comme on le croit trop souvent, dans l'emploi du vert, du bleu, du rouge, en nuances vives, mais bien dans la gamme suivie d'un bout à l'autre, dans l'harmonie de l'ensemble. Les Grecs étaient coloristes en ce sens, et l'on voit, par le vernis qu'Apelles appliquait à ses peintures

pour donner de la transparence aux parties embues et de l'austérité aux nuances trop fleuries, l'importance qu'ils attachaient à cette partie de l'art. Comment croire d'ailleurs que les Grecs n'avaient pas le sentiment de la couleur, eux dont l'architecture était polychrome, eux qui peignaient et doraient leurs statues?

Rendons au coloris la place qui lui est due. Le dessin, le relief, la couleur, forment la trinité pittoresque. La couleur a une telle importance et se lie si fortement aux autres parties de l'art, qu'elle se fait sentir jusque dans les gravures, jusque dans les lavis. N'entendez-vous pas tous les jours un sculpteur dire devant une statue blanche partout : « Comme les cheveux sont colorés! » ou d'autres expressions équivalentes?

Que ce mot de statue nous serve de transition pour débattre avec M. Töpffer la question de la statuaire. Le sculpteur emprunte au monde réel une masse d'argile et un bloc de marbre pour manifester sa manière de comprendre le beau. Praxitèle a un rêve de beauté, d'amour et d'harmonie, et il fait sa Vénus. Avec le marbre, cette matière froide, noble et neigeuse, il faudra qu'il rende la souplesse et la tiédeur de la vie, il faudra qu'il force la pierre rebelle à céder aux caprices de sa pensée. La femme, la déesse se dégage lentement du bloc. Tout le monde l'admire, bien qu'elle ait des yeux blancs, des cheveux incolores et s'éloigne de la réalité de toute la distance de l'idéal au vrai. Qui trouve invraisemblable sa pâleur étincelante et pure? Qui pense à lui demander, du moins maintenant, car les anciens teignaient leurs statues, le fard des joues et des lèvres, les prunelles marquées, les cheveux et les sourcils noirs, qui rendent les figures de cire pareilles à des fantômes dérisoires? L'art n'a donc pas besoin de vérité absolue, mais seulement de vérité relative, puisqu'un morceau de marbre taillé qui ne reproduit pas l'aspect complet du modèle excite, quand l'âme d'un grand artiste l'a réchauffé de sa flamme, l'amour, l'enthousiasme et l'admiration. Cette Vénus, polie par les baisers des siècles et qui nous paraît d'une beauté si parfaite, sans doute Praxitèle en était mécontent; plus d'une fois, quand il y travaillait, le ciseau a dû tomber de ses mains découragées. A quel type préconçu comparait-il cette forme exquise et supérieure en perfection aux plus belles femmes, pour ne pas en être entièrement satisfait? Quels bras, quelle poitrine, quelles épaules avait-il vus dans les réalités de la chair qui pussent lutter contre les sublimes mensonges de son marbre? Raphaël aussi, peignant la Galatée, se plaignait de ne pas rencontrer de modèles qui le satisfissent; il se servait d'une *certaine idée* qu'il avait en lui. « Je manque de belles femmes et de bons juges! » écrivait-il au comte Castiglioni.

Tout au rebours de ces grands hommes, les artistes médiocres sont toujours heureux de leurs œuvres. Si mince que soit le résultat, il est à la hauteur de la conception. L'habileté de main, les hasards du travail, produisent même quelquefois des effets inattendus dont ils sont joyeux et surpris; l'exécution dépasse la pensée.

Ainsi donc, il demeure prouvé que la peinture, que l'on considère comme un art d'imitation et qui est plutôt un art de transformation, agit souvent avec d'autant plus de force qu'elle s'éloigne de la nature. Ce que le peintre doit chercher avant tout, c'est l'interprétation et non le calque des objets; qu'il rende l'apparence et non la réalité.

Un artiste d'un immense talent, de Laberge, mort il y a quelques années, a consumé ses forces dans une lutte folle contre la nature. Il ne voulait rien peindre de convention. S'il faisait un arbre, il le copiait avec une exactitude désespérante; chaque feuille était un portrait; les cassures des petites branches, les rugosités, les nœuds et les mousses du tronc, il reproduisait tout plus fidèlement que le daguerréotype, car il y joignait la couleur. Souvent l'automne venait effeuiller le modèle avant que de Laberge eût fini l'étude commencée au printemps. Pour un chardon ou une bardane,

il faisait quelquefois trente ou quarante cartons. Dans les derniers temps de sa vie, il travaillait à un tableau représentant dans un fond de paysage, d'après la fable de la Fontaine, Perrette et le pot au lait. Pour arriver à rendre le lait répandu aux pieds de la fillette éplorée, que de cruches il versa sur la terre dans la cour de sa petite maison de l'avenue Sainte-Marie! Quand il se portait encore bien, il faisait bâtir devant le pommier, le pan de mur ou la plante qu'il voulait rendre, une hutte de feuillage ou de paille où il travaillait des mois entiers, usant à ce minutieux labeur de pygmée l'audace et le génie d'un Titan, car l'idée de de Laberge était tout bonnement de se substituer à la nature; il voulait, avec la largeur d'aspect, avoir l'infini des détails, produire l'effet de loin et de près, réaliser la vérité absolue. La perspective devait se produire par le recul du spectateur et non par des sacrifices de la part de l'artiste. S'il peignait un toit de masure, à six pas le toit seul était perceptible, à un pied chaque tuile avait sa physionomie particulière, sa nuance spéciale, sa félure, son angle écorné, sa lèpre de mousse. Sa vue prodigieuse le servait dans ce travail d'horloger suisse et de Prométhée dérobant le feu du ciel. Lorsque les progrès de la maladie l'empêchèrent de sortir, il fit scier dans les forêts des arbres qu'on apportait à son atelier. Son dernier effort fut une toile grande comme les deux mains et représentant sur le revers d'un fossé un mouton gardé par une vieille femme accroupie. Les plus précieux hollandais sont des Vanloo à côté de cela. Certes, si jamais homme a été bien doué pour la peinture, ce fut de Laberge. Nous avons vu de lui un ou deux portraits qui ne le cèdent en rien à ceux d'Holbein. Mais, égaré par un système faux, quoique ayant toutes les apparences de la vérité, il ferma son microcosme et peignit d'après le modèle extérieur et non d'après le modèle intérieur; il repoussa l'intuition, la déduction, le souvenir, et n'admit que l'imitation immédiate. D'artiste il se fit miroir. Chose étrange! malgré ce scrupule inouï, cette fidélité prodigieuse, ses paysages absolument vrais ne le paraissaient pas plus que ceux de Jules Dupré, de Cabat, de Flers, où l'effet remplace la réalité, car ces artistes à la vérité relative joignent leur intelligence et leur sentiment, et ce qui manque dans l'exactitude du détail est largement compensé par la sincérité de l'ensemble.

L'imitation seule de la nature, comme l'a prouvé l'exemple de ce pauvre de Laberge, perdu dans cette voie qui pourtant semble ne pas offrir de péril, ne doit donc pas être le but de l'artiste. Alors quel sera ce but? Le beau? Mais qu'est-ce que le beau? C'est là une question très-complexe, très-abstruse, très-difficile, et sur laquelle on écrirait des volumes sans en être beaucoup plus avancé. Si cette question n'est pas déjà fort claire lorsqu'il s'agit du beau littéraire, elle l'est encore moins lorsqu'il s'agit du beau plastique. Pourtant ce ne sont pas les définitions qui manquent.

Le beau existe-t-il en lui-même ou relativement? Une fleur est-elle belle par sa virtualité propre ou seulement parce qu'elle nous paraît ainsi? La qualité esthétique des choses, au point de vue du beau, est, selon Kant, toute subjective, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas réellement belles, mais qu'elles nous apparaissent belles en vertu des lois de notre esprit. Certes, c'est une noble et grande idée que celle qui fait résulter le beau de la conformité des intelligences humaines et lui assure un caractère universel, immuable; mais un principe ainsi posé ne conduit-il pas à nier la réalité, quand on la voit réduite à de simples apparences? Cet idéalisme effréné ne supprime-t-il pas trop décidément le monde matériel? Autre question : Le beau de l'art est-il le beau de la nature? Ce chêne fait-il aussi bien dans la forêt que dans le tableau? Souvent il fait mieux dans le tableau, car dans la forêt on ne le remarque guère; ce n'est pas tout pourtant : voici un chêne superbe, vigoureux, puissamment feuillu, digne de Dodone et des bois druidiques; en voilà un autre au tronc contrefait et crevassé, à la tête découronnée par la foudre, aux branches rompues et semblables à des

moignons, un chêne ragot, comme dit M. Töpffer; eh bien! s'il est reproduit par un pinceau habile, il sera préféré au premier par plus d'un amateur. Cependant la beauté d'un chêne est-elle d'être déjeté, fendu, plein de coudes et de rugosités difformes, à moitié chauve ou coiffé d'un feuillage lacéré et roussi? Certes, rien n'est plus éloigné de l'idée d'un bel arbre que de semblables traits : le peintre, par un dessin énergique, un style farouche, une touche âpre, fera exprimer à cette bûche contournée des pensées de vieillesse, de majesté, de solitude et de mélancolie. S'il veut effrayer, il saura donner au tronc un vague profil humain, une attitude de fantôme; avec tous les éléments de la difformité, il arrivera au beau par le pittoresque et le caractère. C'est ainsi que d'affreuses peintures de l'Espagnolet, représentant des martyrs éventrés ou des gueux en haillons, sont aussi belles et plus belles que des toiles du Guide ou de l'Albane, où la mythologie rit en sujets gracieux, et où l'on ne voit que femmes de neige dans des prés d'émeraude, qu'Amours roses dans des ciels d'outremer; c'est ainsi que des vers de Virgile, décrivant une épizootie et la mort d'un taureau qui vomit des flots de sang noir mêlés de sanie et d'écume, ont toute la beauté que l'art réclame, et valent la fraîche et verdoyante poésie de Tempé ou de Galatée s'enfuyant vers les saules.

Ceci nous conduit tout droit à la fameuse formule de l'art pour l'art que M. Töpffer n'a nullement entendue et qu'il déclare absurde. « L'art pour l'art, s'écrie-t-il tout à fait indigné, c'est comme si l'on disait : La forme pour la forme, le moyen pour le moyen. » Dans cette doctrine bien comprise, tous sujets sont indifférents et ne valent que par l'idéal, le sentiment et le style que chaque artiste y apporte. Lorsque plus loin M. Töpffer loue Shakspeare et Molière d'être à la fois objectifs et subjectifs et de marcher librement à la recherche esthétique du beau, tout en blâmant Voltaire de faire servir sa poésie à ses projets et à ses plans particuliers, il ne s'aperçoit pas qu'il fait l'éloge de la doctrine qu'il déclare insensée. L'art pour l'art signifie, pour les adeptes, un travail dégagé de toute préoccupation autre que celle du beau en lui-même. Quand Shakspeare écrit *Othello,* il n'a d'autre but que de montrer l'homme en proie à la jalousie; quand Voltaire fait *Mahomet,* outre l'intention de dessiner la figure du prophète, il a celle de démontrer en général les inconvénients du fanatisme et en particulier les vices des prêtres catholiques ou chrétiens de son temps : sa tragédie souffre de l'introduction de cet élément hétérogène, et, pour atteindre l'effet philosophique, il manque l'effet esthétique du beau absolu. Quoique *Othello* ne sape pas le moindre petit préjugé, il s'élève de cent coudées au-dessus du *Mahomet,* malgré les tirades encyclopédiques de celui-ci.

Le programme de l'école moderne, que M. Töpffer attaque en plusieurs rencontres au point de vue étroit de Genève, est de rechercher la beauté pour elle-même avec une impartialité complète, un désintéressement parfait, sans demander le succès à des allusions ou à des tendances étrangères au sujet traité, et nous croyons que c'est là assurément la manière la plus élevée et la plus philosophique d'envisager l'art.

La grande erreur des adversaires de la doctrine de l'art pour l'art et de M. Töpffer en particulier, c'est de croire que la forme peut être indépendante de l'idée ; la forme ne peut se produire sans idée, et l'idée sans forme. L'âme a besoin du corps, le corps a besoin de l'âme; un squelette est aussi laid qu'un monceau de chair qu'une armature ne soutient pas. La comparaison de M. Töpffer d'un beau vase bien ciselé, qui ne contient qu'une liqueur médiocre, n'est pas heureuse. Une buire d'argent de Benvenuto Cellini, où des anges sortent du calice des lotus et s'embrassent à l'ombre de leurs ailes dans les enroulements des anses, ne contînt-elle que du vin de Surêne ou d'Argenteuil, vaut mieux qu'une bouteille de verre à long goulot et à long bouchon remplie de vin de Bordeaux grand-latffite et retour de l'Inde. L'on sera de cet avis, à moins d'être un sommelier ou un gourmet dégustateur. Les formes de l'art ne sont

pas des papillotes destinées à envelopper des dragées plus ou moins amères de morale et de philosophie, et leur chercher une utilité autre que la beauté, c'est montrer un esprit fermé à tous les souffles supérieurs et incapable de vues générales. M. Töpffer lui-même désavoue de semblables tendances, qui amèneraient à mettre au-dessus de tout les quatrains de Pibrac et les sentences du conseiller Matthieu.

Est-ce à dire pour cela que l'art doive se renfermer dans un indifférentisme de parti pris, dans un détachement glacial de toute chose vivace et contemporaine pour n'admirer, Narcisse idéal, que sa propre réflexion dans l'eau et devenir amoureux de lui-même? Non, un artiste avant tout est un homme; il peut refléter dans son œuvre, soit qu'il les partage, soit qu'il les repousse, les amours, les haines, les passions, les croyances et les préjugés de son temps, à la condition que l'art sacré sera toujours pour lui le but et non le moyen. Ce qui a été exécuté dans une autre intention que de satisfaire aux éternelles lois du beau ne saurait avoir de valeur dans l'avenir. La besogne faite, l'on jette l'outil de côté. Piocher n'est pas sculpter, et s'il peut être utile à un certain moment de renverser un mur, de creuser une mine, le mur tombé, la mine ayant fait explosion, l'habileté et le courage de l'ouvrier loués comme il convient, il ne reste rien de tout ce labeur. Que les artistes se gardent donc bien de s'atteler au service d'une école de philosophie ou d'une coterie politique, qu'ils laissent les fourgons chargés de théories embourbés dans leurs profondes ornières, et croient avoir fait autant pour le perfectionnement de l'humanité que tous les utilitaires par une strophe harmonieuse, un noble type de tête, un torse aux lignes pures où se révèlent la recherche et le désir du beau éternel et général. Les vers d'Homère, les statues de Phidias, les peintures de Raphaël, ont plus élevé l'âme que tous les traités des moralistes. Ils ont fait concevoir l'idéal à des gens qui d'eux-mêmes ne l'auraient jamais soupçonné et introduit cet élément divin dans des esprits jusque-là matériels.

L'art pour l'art veut dire non pas la forme pour la forme, mais bien la forme pour le beau, abstraction faite de toute idée étrangère, de tout détournement au profit d'une doctrine quelconque, de toute utilité directe. Aucun maître ou disciple de l'école moderne n'a entendu autrement cette formule devenue célèbre par des polémiques sans intelligence et sans bonne foi. Puisque nous en sommes à chercher chicane à M. Töpffer, reprochons-lui des attaques de mauvais goût contre un des plus grands poëtes de notre temps, dont les vers sont dans toutes les mémoires et sur toutes les lèvres. Ces tons de pédagogue vont fort mal à l'esprit fin et délicat capable d'écrire les *Nouvelles Genevoises;* ces critiques arriérées ont quelque chose de provincial et de suranné qui fait tache dans un livre aussi remarquable.

Revenons maintenant aux définitions du beau. Voici celle que donne M. Töpffer : « Le beau de l'art procède absolument et uniquement de la pensée humaine affranchie de toute autre servitude que celle de se manifester par la représentation des objets naturels. » Cette proposition est suivie d'une autre ainsi conçue : « Dans l'art en général et dans la peinture en particulier, les signes de représentation qu'on emploie sont conventionnels à un haut degré, puisque, quand ils ne devraient varier qu'avec les objets naturels dont ils sont la représentation, ils varient au contraire perpétuellement avec les époques, avec les nations, avec les écoles, avec les individus. »

Nous ne sommes pas tout à fait de l'avis de M. Töpffer relativement aux variations et aux changements de ce qu'il nomme les signes conventionnels de la peinture, et qui dès lors cesseraient d'être représentatifs des objets naturels, qui sont toujours les mêmes : ces différences d'époque, de nation, d'école, d'individu, ont leur raison d'être dans la nature. Le peu de rapports qui existent entre un Teniers et un Léonard de Vinci, entre un Phidias et un Puget, entre un Boucher et un Géricault, ne vient pas

de la variation capricieuse du signe conventionnel, mais de la dissemblance des types modifiés par le climat, le temps, le costume, les mœurs, et surtout par la manière de voir et le style de l'artiste : plus l'imitation même interprétée sera fidèle, plus la diversité sera grande. La Grecque du temps de Phidias dans sa tunique de marbre aux petits plis froissés, la Joconde, ce mystérieux sourire épanoui dans un nuage de demi-teintes, le paysan à forme de magot qui lutine la servante d'un cabaret, la bergère fardée et mouchetée de la régence qui conduit son agneau poudré à blanc, ne sont nullement des caprices, mais bien des représentations exactes de types contemporains. Nous ne saurions admettre non plus que le beau vienne uniquement de la pensée de l'artiste; l'idéal n'est pas toujours préconçu. Souvent la rencontre d'un type noble, gracieux ou rare, éveille son imagination et suscite des œuvres qui, sans cet événement fortuit, ne seraient pas nées. Un grand nombre de peintres et de sculpteurs reçoivent de l'extérieur l'impression du beau, et procèdent du matériel à l'idéal : ce ne sont donc pas des formes qu'ils empruntent à la nature pour en revêtir la conception *à priori* qu'ils ont eue du beau ; l'opération, avec eux, est toute contraire : ils prennent *à posteriori* dans leur esprit un souffle pour faire vivre les types observés et choisis. Au lieu de donner une forme à l'idéal, ils donnent l'idéal à la forme; ce n'est plus l'âme qui prend un corps, c'est le corps qui prend une âme : ce dernier procédé paraît même le plus simple. Le Titan qui souffrit sur les croix du Caucase les douleurs du Calvaire, quand il eut modelé sa statue d'argile ravit la flamme du ciel, et appliqua une torche au flanc muet du fantôme pétri pa ses mains.

La fantaisie du cerveau humain, que l'on croirait immense, est cependant très-bornée, car il est impossible d'imaginer une forme en dehors des choses créées. Les chimères les plus monstrueuses sont réelles, leur étrangeté apparente ne provient que de la réunion de parties vraies séparément. Le lion, la chèvre et le serpent ont chacun un membre à réclamer dans la bête hideuse tuée par Bellérophon. Les mégalonyx, les ichthyosaures, les ptérodactyles, les mammouths, les paléothériums, dans la création antédiluvienne, et, dans une époque plus récente, la zoologie bizarre de la Nouvelle-Hollande, sans compter le monde fourmillant révélé par le microscope à gaz, ont justifié d'avance tous les caprices du crayon et du ciseau. Les griffons, les hydres, les dragons, les harpies, les méduses, les sirènes, les tritons, sont revendiqués par l'histoire naturelle. Dans le champ de l'ornementation, qui semble sans limites, la végétation, avec ses feuillages, ses calices, ses branches, ses brindilles, fournit les motifs de tous les rinceaux, de tous les enroulements, de tous les ramages. Une fleur de l'Amérique ou de l'Inde se charge bientôt de démontrer au dessinateur, qui croyait avoir inventé une fleur fabuleuse, qu'il n'est qu'un plagiaire ou qu'un copiste. Les Sarrasins eux-mêmes, qui ont cherché le principe de leurs arabesques dans l'enlacement et la complication des lignes, ne sont pas sortis des décompositions du cercle, du triangle, du carré, et des autres figures mathématiques. Ces lacs prodigieux qui serpentent sur les murs de l'Alhambra, ces stalactites qui pendent des voûtes de la salle des Abencerrages et des Deux-Sœurs, n'ont pas une forme dont ne puisse rendre compte la trigonométrie ou la cristallographie. Dans la fabrique des vases, dont les lignes sembleraient toutes d'invention, les types sont fournis par la courge, l'œuf vidé, le calice des fleurs, et aussi par les nécessités du contenu. Jamais artiste, si grand qu'il fût, n'a imaginé une forme, et, quand on veut rendre des sujets abstraits comme Dieu, les esprits célestes, on est obligé d'en revenir aux types humains, l'invention d'une figure autre que celle-là étant impossible.

Cette impuissance de rien créer en dehors de ce qui est nécessite, pour la manifestation du beau, l'emploi des formes naturelles. Bien que l'idéal ou le sentiment de la perfection soit inné chez lui, il faut que l'artiste cherche son alphabet dans le monde

visible, qui lui fournit ses signes conventionnels, suivant l'expression de M. Töpffer; mais, si l'idée du beau préexiste en nous, préexiste-t-elle chez un aveugle-né, par exemple? Quelle image peut se faire du beau de l'art un pensionnaire des Quinze-Vingts? Par le tact, il peut arriver à une certaine conscience des contours et des saillies; mais cette notion confuse et partielle est insuffisante pour apprécier même la sculpture, le plus matériel des arts dans son expression. Juger le mérite et la beauté d'une statue à l'aide d'un toucher nécessairement successif serait peut-être possible à un artiste qui aurait perdu les yeux, son éducation faite; un aveugle de naissance n'y parviendra jamais. Il faut donc admettre que l'idée du beau n'est pas aussi absolument subjective que l'affirme Kant, et qu'elle n'est pas toujours une opinion, mais très-souvent une impression. En fermant une des fenêtres qui mettent l'âme en communication avec le monde extérieur, vous rendez obscures celles de ses facultés qui y répondent, et vous annihilez les notions qu'on aurait pu croire innées. Sans doute, on objectera qu'elles subsistent à l'état latent et qu'elles ne semblent anéanties que faute de moyens de se formuler; mais ceci touche à des questions d'une telle difficulté, à savoir la mutilation qu'opère sur l'âme l'absence d'un sens, que ce n'est pas le lieu de les discuter ici. Revenons à nos définitions du beau.

Suivant Mendelsohn, « son essence est l'unité dans la variété. » Cette formule est incomplète; le beau existe au-dessus et en dehors des conditions d'unité et de variété. Un œuvre réunit souvent ces deux qualités sans être belle; l'*Apollon du Belvédère* n'est pas varié, *la Transfiguration* de Raphaël n'est pas une, et ce sont deux morceaux admirables. Des poëmes et des tableaux très-médiocres satisfont quelquefois aux conditions exigées par Mendelsohn sans en valoir mieux pour cela.

Winkelmann prétend que « le beau est une chose dont il est plus facile de dire ce qu'elle n'est pas que de dire ce qu'elle est. » C'est là un aphorisme prudent et d'une vérité incontestable, trop incontestable peut-être, et qui n'avance guère la question. Il en donne ailleurs une autre définition, qui ne nous paraît pas plus satisfaisante : « L'unité et la simplicité, dit-il, sont les véritables sources de la beauté. » Nous accordons que l'unité est, en effet, une des qualités essentielles du beau; mais que faut-il entendre par simplicité? Le contraire du riche, du varié, de l'orné, du complexe, et, par extension, du recherché, de l'affecté? Cependant le riche, l'orné, le complexe, sont des éléments du beau, et, si la formule s'applique assez exactement à l'art antique, dont Winkelmann se préoccupait trop, elle est fautive relativement à la peinture, à la poésie et surtout à la musique modernes, dont beaucoup de chefs-d'œuvre sont compliqués et splendides. A ce point de vue, que deviendraient Rubens, Michel-Ange, Shakspeare et Beethoven, qui assurément ne sont pas simples? Si, par la simplicité, il faut entendre le don d'être naturel, beaucoup de gens ont cette qualité dans une organisation médiocre, et alors ils sont naturellement plats, voilà tout.

Mengs, l'ami de Winkelmann, définit le beau « une perfection visible, image imparfaite de la perfection suprême. » Tieck et Wackenroeder énoncent cette idée-ci, que « le beau est un seul et unique rayon de la clarté céleste, mais qu'en passant à travers le prisme de l'imagination chez les peuples des différentes zones, il se décompose en mille couleurs, en mille nuances. » Tout cela veut dire, en termes plus ou moins clairs, d'après la formule émise par Winkelmann et bien d'autres avant lui, que la beauté suprême réside en Dieu, ou, pour nous exprimer avec plus de rigueur philosophique, que le beau, dans son essence absolue, c'est Dieu.

D'après Burke, le beau serait la qualité ou les qualités des corps par lesquelles ils produisent l'amour ou une passion semblable. Selon le Hollandais Hemsterhuis, l'âme juge le beau ce dont elle peut se faire une idée dans le plus court espace de temps. La première de ces définitions rétrécit l'idée du beau à celle des corps et

même uniquement aux corps qui inspirent de l'amour; malgré tout le mérite de Burke, elle n'est réellement pas discutable. Quant à celle d'Hemsterhuis, elle est du grotesque le plus réjouissant. A ce compte, un pavé ou une ligne de gazette vaudraient mieux que le Parthénon ou l'Iliade, car l'âme doit s'en faire une idée dans un espace de temps beaucoup plus court.

Dans son essai, le P. André dit : « Le beau, quel qu'il soit, a toujours pour fondement l'ordre et pour essence l'unité. » Cette définition est incomplète, quoique judicieuse et plausible en apparence, car le beau éclate souvent où l'ordre est violé et manque dans des œuvres parfaitement régulières. S'il faut en croire Diderot, la notion du rapport constitue la beauté. Nous n'en croirons pas Diderot, car la notion du rapport existe entre une foule de choses indifférentes, désagréables ou même décidément affreuses. Marmontel proclame que les trois qualités distinctives du beau sont la force, la richesse et l'intelligence. A quoi M. Töpffer répond, avec beaucoup de raison, que, dans la nature comme dans l'art, le beau se rencontre fréquemment sans la force, et la richesse sans le beau, tandis que l'intelligence a tout autant son rôle dans l'utile, dans le juste, dans le bon, dans le mauvais même, que dans le beau.

Platon, dans son dialogue du *grand Hippias*, établit « que le beau ne doit être cherché dans rien de particulier, dans rien de relatif; que tel ou tel objet peut être beau, mais qu'il ne l'est pas par lui-même, et qu'il existe au delà des choses individuelles un beau absolu qui fait leur beauté. » « Qu'on y pense, dit M. Cousin en commentant ce dialogue, c'est l'idée seule du beau qui fait que toute chose est belle. Ce n'est pas tel ou tel arrangement des parties, tel ou tel accord de formes, qui rend beau ce qui l'est; car, indépendamment de tout arrangement, de toute composition, chaque partie, chaque forme pouvait déjà être belle encore, la disposition générale étant changée. La beauté se déclare par l'impossibilité immédiate où nous sommes de ne pas la trouver telle, c'est-à-dire de ne pas être frappés de l'idée du beau qui s'y rencontre. On ne peut donner une autre explication de l'idée du beau. »

Arrêtons là cette liste de définitions déjà trop longue, et résumons-nous. Le beau dans son essence absolue, c'est Dieu. Il est aussi impossible de le chercher hors de la sphère divine, qu'il est impossible de trouver hors de cette sphère le vrai et le bon absolus. Le beau n'appartient donc pas à l'ordre sensible, mais à l'ordre spirituel. Il est invariable, car il est absolu, et cela seul peut varier qui est relatif. Descendu de ces hautes régions dans le monde sensible, le beau, non pas en lui-même, mais dans ses manifestations, est soumis aux influences extérieures. Les mœurs, les habitudes, les modes, la corruption, la barbarie, peuvent en troubler la notion. Le temple croule quelquefois; mais, en déblayant les ruines, on trouvera toujours sous les décombres le dieu de marbre immobile et serein.

Tout cela ne veut pas dire qu'il faille négliger les moyens, les procédés, l'habileté matérielle, l'exactitude physique; les manifestations du beau caché doivent se soumettre à la règle des formes sensibles : seulement que l'artiste à travers les peintures de la vie ou du monde matériel poursuive son rêve idéal, pense au ciel en peignant la terre, et à Dieu en peignant l'homme; sans quoi ses ouvrages, quelque curieuse qu'en soit l'exécution, n'auront pas ce caractère général, éternel, immuable, qui donne la consécration aux chefs-d'œuvre : il leur manquera la vie.

Le défaut du livre de M. Töpffer, c'est d'être à la fois trop grave et trop frivole : trop grave, si c'est une fantaisie à la manière du *Voyage sentimental* ou du *Voyage autour de ma chambre;* trop frivole, si c'est un traité sérieux où la question du beau soit considérée d'une façon purement esthétique. Dans le premier volume, la part du caprice, de l'humour et des digressions à la manière de Sterne, est beaucoup plus large que dans le second volume, où la philosophie domine presque exclusivement. De l'encre de Chine, il n'en est plus fait mention. On renvoie le baudet à

l'écurie après les utiles services qu'il a rendus. Nous avouons que son absence se fait désagréablement sentir. Cet âne, avec sa mine honnête et pacifique, son œil rêveur, ses oreilles inquiètes et son pelage « rousset, » intervenait à propos entre deux chapitres par trop ardus. L'auteur sent lui-même ce vide, et, pour le remplir, il va, dans un des plus jolis paragraphes de son livre, causer sur le haut d'une colline avec deux hommes qui équarrissent une poutre et dont on voit du pied du coteau se dessiner la silhouette sur le ciel. Leurs coups frappés en cadence font tomber les copeaux sur un rhythme que l'oreille écoute non sans charme. Une femme leur apporte leur modeste repas, et l'auteur, assis sur une des poutres, tout en devisant avec eux, regarde les bruines que le vent fait courir sur les bois, le pâle rayon qui éclaire les cimes dorées, et au fond, dans la plaine sombre, les roseaux jaunissants et les flaques d'eau miroitantes du marécage. Ce petit tableau est tracé de main de maître, et, pour notre part, nous le préférons à bien des chapitres d'esthétique. En quelques touches, le peintre fait deviner les lointains, indique les espaces intermédiaires, et accuse les premiers plans avec force et relief. Un rayon de soleil glisse à travers les nuages, dont les flancs déchirés laissent tomber des hachures de pluie, comme les flèches d'un carquois qui se renverse sur les bois qui moutonnent à l'horizon. Quels jolis tons saumon-clair ont les poutres travaillées fraîchement, et comme cette nuance chaude et vivace, qui ressemble à de la chair, fait valoir les gris de perle du ciel et les vapeurs bleutées des fonds! Enfin le soir vient, le brouillard développe ses ouates, et l'on entend sur l'âpre chemin de la colline grincer l'essieu du chariot estompé par la brume.

Ce n'est rien, et c'est charmant. La lumière glisse, le vent soupire, la forêt palpite; l'activité humaine, symbolisée par les bûcherons et le charretier, anime le paysage, qui prend, d'un premier frisson d'automne, une mélancolie émouvante. Nous aimons aussi beaucoup les pages où l'auteur, se surprenant à vieillir, tourne au triste d'abord et ensuite à l'amer. Né avec ce siècle, l'auteur en a la date pour âge, et ce chiffre qui grossit lui rappelle plus cruellement qu'à un autre le déclin de son existence. Il marche avec un compagnon qui lui survivra, et qui sera jeune encore lorsque lui, son jumeau, s'abritera, vieillard frileux, le long de quelque muraille exposée au soleil, ou s'affaissera, dépouille oubliée, sous d'épais draps de terre brune, au milieu des grandes herbes et des orties de l'abandon. Il commence à s'occuper des cyprès qui dépassent le mur d'enceinte du cimetière; toujours il les retrouve au bout de sa promenade, ces arbres funèbres qui n'attiraient pas son attention autrefois, et que ne remarque pas la jeunesse qu'enivre la fête de la vie et de l'amour.

Nous avons éprouvé, il y a sept ans, un sentiment semblable à Grenade, la ville des califes, la perle des Espagnes, sous l'enchantement du ciel d'Andalousie. Au-dessus de l'Alhambra, la forteresse rouge, s'élèvent dans l'azur implacable deux cyprès dont la vue vous poursuit sans relâche. On les aperçoit du Généralife, de la Silla del Moro, de l'Albaycin, du monte Sagrado, de la sierra d'Elvire, du Soupir du More, de la sierra Nevada. Lorsqu'on redescend du Mulhacen, la première chose qui accroche l'œil, dans la dentelure de la ville couchée sur les croupes de l'Antequerula, ce sont ces deux noirs soupirs de feuillage tristes comme une pensée de mort au milieu de l'allégresse générale, seule teinte sombre dans cet éblouissement d'or, d'argent, d'azur et de rose. Je les voyais, de la terrasse de la maison que j'habitais, si crûment dessinés sur un fond de lumière aveuglante, qu'il me semblait les toucher de la main; ces *memento mori*, ces avertisseurs sépulcraux, étaient devenus mon cauchemar, et cependant quelle terre plus douce et plus parfumée eût-on trouvée pour dormir le grand sommeil à l'ombre des myrtes et des lauriers-roses! Il est vrai qu'en Espagne on met les morts dans des niches percées au flanc d'une muraille, comme les trous d'un colombier, et que, si j'étais mort là-bas, on m'eût enfourné

comme les autres au lieu de confier mes restes à ce sol d'aromates et de poudre d'or. Mais je fais comme M. Töpffer, je tourne au triste; prenons garde à l'amer, et reposons-nous plutôt dans cette jolie description qu'il trace de la maison paternelle, rustique habitation de paysan, agrandie successivement et embellie d'un peu d'art et de confort. L'hiver est venu, les flocons de neige tombent assez pressés pour dérober à demi sous leur réseau blanc les grands arbres voisins, les petits oiseaux affamés et transis voltigent en piaillant autour de la haie, un passant paraît au coin du chemin, un chariot rampe le long de la côte. Le vent souffle dans les corridors comme dans des tuyaux d'orgue. Quel plaisir d'être là dans une chambrette bien close, sur un bon fauteuil, près d'un feu bien flambant, laissant errer un regard distrait sur ces correctes gravures de Woolet et ces capricieuses eaux-fortes d'Hermann Van Veld, feuilletant quelques pages d'un livre choisi, écrivant quelques lignes interrompues souvent par la pensée ou le rêve, et puis, quand les reflets rougissants de l'âtre indiquent l'arrivée du soir, de se lever et d'aller prendre place à sa table où fume le patriarcal potage au milieu du cercle joyeux de la famille ! Cependant l'hiver est passé, allons faire un tour dans ce verger, un peu âpre, un peu sauvage, attenant à la maison; à cause de l'élévation de la zone, il n'y pousse que des pommiers, des cerisiers; la rose n'y vient qu'à l'état d'églantier; mais, à deux pas, le sapin se groupe en forêts majestueuses, et là-bas, où les prairies s'abaissent, la Mantua roule ses eaux rapides et glacées. Les cimes des Alpes ferment l'horizon de leur couronne d'argent, et scintillent encore longtemps après que l'ombre baigne les lieux inférieurs.

Ces simples esquisses réveillent l'idée du beau mieux que de froids raisonnements : combien de dissertations esthétiques n'ont servi qu'à ennuyer les gens du monde, ou à faire briller la souplesse de quelques rhéteurs ! Dans le rapport didactique, de pareilles subtilités n'ont trop souvent aucune importance. Les grands artistes s'en sont médiocrement occupés, et l'on peut dire qu'ils y étaient tout à fait étrangers aux plus glorieuses époques de l'art. Nous croyons même l'étude de ces mystérieuses genèses de la pensée plus nuisible encore qu'utile aux poëtes, aux peintres, aux sculpteurs et aux musiciens. L'inspiration a sa pudeur, elle ne descend pas si un œil trop curieux l'épie; abandonnons l'embryologie psychique aux philosophes, ces anatomistes de l'âme; livrons-nous à l'amour, à l'admiration, à l'enthousiasme, au travail et au loisir, à la pensée et au rêve, à toutes les ivresses de l'intelligence, à tous les épanouissements de la vie; étincelons comme des flots, vibrons comme des lyres; soyons traversés, comme des prismes, par les rayons des soleils et les effluves des univers ! Laissons les verbes parler avec nos lèvres; confions-nous à l'inconnu qui tenait le *plectrum* d'Homère, le ciseau de Phidias et le pinceau d'Apelles, au visiteur qui vient à l'heure propice et fait soudain resplendir le poëme, la statue, le tableau, par un mot, une ligne, une teinte dont nous défions bien les plus subtils analyseurs de se rendre compte, et, s'il nous faut à toute force une définition du beau, acceptons celle de Platon : « Le beau est la splendeur du vrai ! »

THÉOPHILE GAUTIER.

SIMPLES ESSAIS

D'HISTOIRE LITTÉRAIRE.

DE L'ESPRIT CRITIQUE EN FRANCE.

L'esprit critique est, à proprement parler, l'esprit français; mais cela ne veut pas dire, comme on l'a plus d'une fois prétendu, que nous ayons l'intelligence trop positive pour l'avoir poétique. Il est vrai que nous sommes, en général, plus capables d'observation que d'enthousiasme, que nous avons plus d'aptitude à juger qu'à inventer, à apprécier les contours du marbre qu'à le pétrir. Tout le monde en tombe d'accord; cependant ce n'est pas une raison pour en conclure que l'imagination n'a pas chez nous ses grandes lettres de naturalisation; qu'aimant les brumes du Nord, s'épanouissant au soleil de l'Espagne et de l'Italie, elle languit et s'éteint dans notre climat tempéré. Bien que l'esprit critique soit le fonds particulier de notre génie, l'imagination n'en a pas moins toujours eu en France son droit de cité, et souvent ses prospérités et ses triomphes. Eh! de quel droit, après tout, ose-t-on dire que l'imagination et l'observation s'excluent, et qu'elles ne peuvent vivre côte à côte? Ces deux facultés s'excluent si peu, qu'elles se complètent l'une par l'autre. La poésie et la critique sont les expressions différentes, non contradictoires, des choses de l'intelligence et de l'âme. Si l'une voit de plus haut, rien ne doit échapper à l'autre, et ce n'est qu'en les associant qu'on obtient la vérité tout entière. L'aigle voit à sa façon, le lynx à la sienne, mais tenons pour certain que l'œil de l'aigle et celui du lynx réunis formeraient cet οφθαλμος des Grecs, qui est le symbole de la perfection idéale dans l'art.

En vivant toujours d'accord, la poésie et la critique feraient donc merveille : ce serait un âge d'or. Malheureusement les mésintelligences surviennent souvent entre ces deux puissances. Obligées à la vie commune, elles ne comprennent pas tout le charme qu'elles trouveraient à faire bon ménage; elles se querellent, se déchirent, se calomnient, et la poésie pousse quelquefois les choses si loin, qu'elle ne veut reconnaitre aucune utilité à la critique, et qu'elle la chasserait sans façon de la république,

si elle avait le pouvoir en main. Cependant la justice n'est pas plus indispensable dans un gouvernement que la critique dans une littérature. N'est-ce pas, en effet, la critique qui est appelée à maintenir l'ordre dans ce pays de l'imagination où les troubles pénètrent si facilement, et où, pour un grand et véritable révolutionnaire qui apparaît de loin en loin, on rencontre à chaque coin de rue des centaines d'émeutiers? N'est-ce pas la critique qui se charge de faire respecter la propriété d'autrui et de restituer à chacun ce qui lui appartient, au milieu des fraudes continuelles et des larcins qui se commettent dans ce pays, soit dans l'ombre, soit en plein jour, car, s'il y a des voleurs honteux, il y a aussi des voleurs impudents? Quand les vastes domaines de l'art, avec leurs forêts touffues et profondes, leurs blondes et abondantes moissons, sont la proie de quelque pillage,—et il y a toujours à craindre quelque jaquerie de ce côté,—n'est-ce pas la critique qui s'oppose à la fureur des pillards, qui les combat pendant l'action et qui les juge après coup? De même, quand ce n'est plus la destruction et l'incendie qui menacent ces beaux domaines, mais la pauvreté et la disette; quand les vieux sillons sont en friche et qu'on ne cherche pas à en creuser de nouveaux, n'est-ce pas encore la critique qui demande une levée de bras, indique les terrains féconds et donne du cœur aux travailleurs? Elle n'est donc pas si inutile, et la poésie a tort, au moins dans ce reproche. A-t-elle raison lorsque, transportant ailleurs la querelle, elle condamne la critique à un labeur secondaire et l'accuse de médiocrité d'esprit?

Sans doute l'éclat *reluysant*, pour parler comme Amyot, appartient au poëte. Le critique n'a pas une auréole aussi rayonnante et ne parle pas au milieu de tant d'éclairs. Doit-on en induire que la médiocrité d'esprit est irrévocablement son partage? Ce serait ne pas se rendre compte des qualités nécessaires pour constituer un grand critique, et, au lieu de songer à Aristote, ce serait songer à l'abbé le Batteux. Pour comprendre les lois de l'art, les restreindre et les agrandir à propos, ne faut-il pas être doué d'une intelligence passablement philosophique? Pour apprécier à leur valeur les créations des poëtes, pour savoir jusqu'à quel point elles sont vraisemblables et réelles, ne faut-il pas être un assez profond moraliste et voir assez clair dans le cœur humain? Pour comparer les littératures entre elles, pour saisir les points de contact et les différences, ne faut-il pas posséder une sagacité peu commune et une érudition assez vaste? N'est-ce rien que tout cela? Et, si l'on ajoute que le critique, avant tout, doit être armé d'un goût sûr et d'une plume excellente, on conviendra que ce n'est pas faire preuve de trop grande médiocrité d'esprit que de réussir dans cette carrière et d'y tenir la campagne avec honneur. Je dis plus, je dis que, pour occuper seulement le second rang en critique, ce n'est pas trop de beaucoup de talent. Quant à être un critique complet, le critique idéal, c'est-à-dire un écrivain qui à la profusion lumineuse de Bayle joindrait le trait ineffaçable de Pascal, c'est plus que du talent, c'est du génie qu'il faudrait, et le génie a toujours été rare; il l'est même aujourd'hui, quoi qu'on en dise. Peut-être même est-il rare des deux côtés.

L'esprit critique, pris dans l'acception générale, s'applique à tout, et, à côté du domaine de la poésie, son domaine est immense : l'art, l'histoire, la philosophie, la politique, sont des provinces qui relèvent de lui, car, en somme, il n'y a que deux familles d'esprits dans le royaume de la pensée, les observateurs et les inspirés, ceux qui étudient et ceux qui chantent; mais je ne parle ici que de l'esprit critique appliqué purement aux lettres, et je crois que c'est de celui-là surtout qu'on peut dire qu'il est le produit le plus naturel et le plus franc de notre terroir. Il est toujours alerte, vigoureux, résolu, s'engageant dans les défilés sans s'y égarer, fouillant sous les décombres sans s'y engloutir, et ne se perdant jamais dans les nuages comme son cousin d'Allemagne. Il sait ce qu'il veut et où il va; en un mot, il est, avant tout,

raisonnable. C'est là sa gloire, et elle en vaut bien une autre, car la raison, à part ses qualités solides, ne manque pas de piquant ; le bon sens a des flèches acérées quand il veut, et en France son carquois a toujours été inépuisable. Qu'on ne se méprenne pas, quand je parle du bon sens, qui est notre originalité et notre gloire, je ne fais pas allusion à ces évocations récentes du passé, à ces théories qui, sous prétexte de bon sens, poussent à l'apothéose du lieu commun. Entendons-nous, il y a le grand et le petit bon sens, ce qui est plus vrai que la grande et la petite morale. Or, si le petit bon sens peut souvent être rétrograde, le grand appartient toujours à son époque, quand il ne la devance pas.

Dans toute littérature, la critique n'apparaît qu'après la poésie, elle ne l'annonce pas, elle la suit; la poésie n'a pas de précurseur, elle naît d'elle-même. Comment les critiques pourraient-ils venir avant les poëtes? On ne peut songer à donner des règles à un art que lorsqu'il existe déjà. Ainsi, en France, la critique ne se montre qu'au XVIe siècle. A la vérité, elle sort alors de partout ; elle est confuse, obscure, mais pleine d'éclairs ; c'est un chaos d'où s'échappent des jets abondants de lumière. Elle envahit jusqu'à la poésie. La pléiade n'accomplit-elle pas une œuvre critique autant que poétique? C'est que la muse française avait besoin désormais d'une charte pour vivre, et l'on sait comment se font les chartes. Quand on ne les reçoit pas toutes faites et comme un don gracieux, ou on les arrache par lambeaux, ou on les improvise d'un coup, ou on les emprunte. Ici on improvisait et on empruntait à la fois, deux procédés périlleux. La prose également cherchait ses lois, et Montaigne, sans les lui donner, la mettait à même de les recevoir. Malgré les incorrections qui foisonnent dans son immortel fouillis, l'admirable discoureur des *Essais* a contribué puissamment, à force de grâce, de tours imprévus, de familiarité éloquente, à la formation de cette langue qui ne devait être définitivement fixée qu'au siècle suivant, non pas au début encore et d'emblée : il fallut traverser l'hôtel de Rambouillet pour arriver à Port-Royal. Et qu'on n'aille pas croire que je partage le préjugé vulgaire touchant l'hôtel de Rambouillet. Je sais que madame la marquise de Rambouillet et madame la duchesse de Montausier assistèrent à la première représentation des *Précieuses ridicules*, et applaudirent de tout cœur, ce qui prouve suffisamment qu'elles étaient de l'avis de Molière sur le compte de Cathos et de Madelon. Mais enfin, *quoi qu'on die*, l'hôtel de Rambouillet n'était pas l'asile du goût sévère, et il y avait loin du *salon bleu* à Port-Royal, cette école souveraine de critique, d'où sortirent la prose la plus forte et la poésie la plus parfaite, c'est-à-dire la prose de Pascal et la poésie de Racine.

C'est dans la vallée de Chevreuse qu'est la source profonde où le XVIIe siècle puisa sa principale grandeur. C'est à la haute école des *solitaires* que ce siècle doit en partie d'avoir été l'intime et magnifique alliance de l'esprit critique et de l'esprit créateur, car il a été cela ; les paradoxes modernes n'ont pas diminué sa gloire, et ils ne prouvent rien contre lui, s'ils prouvent beaucoup contre nous. Du reste, ces paradoxes sont aujourd'hui tombés à plat, et si le XVIIe siècle reçoit encore quelquefois des éclaboussures, c'est de la part de quelque insulteur attardé. Il est, pour tout le monde, la raison à sa plus haute puissance, et l'on est revenu à l'admiration pure et simple pour une époque littéraire où les plus grands poëtes ne rompent jamais avec le bon sens, et sont eux-mêmes, quand ils veulent s'en donner la peine, de parfaits critiques, ce qui les distingue un peu des nôtres. Sans parler de ce pauvre et grand Boileau, qui, lui, fait profession de maître en matière de goût, prenez les courtes préfaces de Corneille et de Racine; ne sont-elles pas d'excellents traités de critique en quelques lignes? Nos illustres contemporains sont plus longs. Voulez-vous une page de la critique la plus mordante, la plus vive et en même temps la plus sensée? Lisez la *Critique de l'École des Femmes*. Et la lettre de Fénélon à l'Académie (je crois avoir le droit de placer

l'auteur de *Télémaque* parmi les inventeurs), y a-t-il dans Quintilien un plus admirable chapitre que celui-là? Heureux temps où l'imagination signe d'aussi belles pages sur les règles de l'art, et où, parmi les écrivains qui ont pris le brevet et mis l'enseigne d'expert en littérature et en érudition, on rencontre le plus pénétrant, le plus compréhensif, le plus infatigable des critiques, je veux dire Bayle! Heureux temps! mais il eut aussi ses scories. Un siècle, si grand qu'il soit, n'est beau d'une beauté irréprochable qu'à distance, et lorsque le crible de la postérité a dégagé le bon et rejeté le mauvais. Le XVIIe siècle eut sa part de mauvais critique, sans compter les injustices faites au *Cid*, qui étaient antérieures au triomphe définitif de la raison et du goût. Qu'on ne l'oublie pas, c'est au milieu de l'épanouissement le plus complet du génie de nos grands hommes qu'eut lieu un débordement de sentiments et d'idées absurdes et rétrogrades; il n'y eut pas de chef-d'œuvre qui ne fît naître des centaines d'injurieux libelles, à peu près comme un rayon de soleil fait pousser des milliers d'insectes. Oui, en plein Louis XIV, il y eut une critique inintelligente, sans goût, criarde, éhontée; nous avons alors un peu moins le droit de nous plaindre aujourd'hui, et cela doit nous consoler un peu.

Comme le XVIIIe siècle avait une autre mission que le siècle précédent, et qu'à une époque heureuse et réglée succédait une époque inquiète et turbulente, l'esprit critique dut changer de caractère et prendre d'autres développements. Ses développements furent tels, qu'il devint la littérature tout entière, une littérature sociale. Les gens de lettres passèrent tous à l'état de *philosophes*, et, si la poésie perdit beaucoup à cette transformation, il faut se consoler de ce malheur en songeant qu'il sortit de là la révolution française. Ce que nous perdîmes en poésie, nous le gagnâmes en liberté; il y eut compensation. Ce siècle est donc le siècle critique par excellence : il veut tout démolir du passé vermoulu, et, non content de placer la mine sous l'édifice, il lance un bélier contre chaque pierre; mais, contradiction remarquable! le roi de ce temps-là, Voltaire, voulut tout renouveler, excepté l'art, qu'il faut renouveler toujours. En changeant le monde, il ne demandait pas mieux que d'immobiliser la poésie, dont le principal caractère est de changer à mesure que le monde change. Personne n'eut plus de goût que Voltaire, et personne n'eut autant d'esprit, mais il manqua d'étendue et de grandeur; il méprisa Shakspeare, et ne comprit pas tout Corneille. Diderot, lui, était plus conséquent : il fut révolutionnaire sous toutes ses faces. En travaillant avec sa verve d'hiérophante à la démolition de l'ancienne société, il rêvait un art moderne pour la nouvelle, il inventa le drame, et sema d'aperçus nouveaux, mêlés de faux et de vrai, ses livres et l'*Encyclopédie*. Or, si l'*Encyclopédie* est maintenant un tombeau, c'est du moins un tombeau à la façon des pyramides, qui atteste la puissance de ceux qui sont couchés dessous.

Lorsqu'une littérature est politique et sociale, il est bien difficile que la critique ne soit pas une critique de parti. Tout écrivain est forcé de prendre cocarde, s'il veut être compté pour quelque chose; et, dès qu'on est enrôlé sous un drapeau, ne faut-il pas faire feu sur tous ceux qui sont dans le camp opposé? Dès lors l'impartialité et le goût n'ont plus voix au conseil, et la passion seule dirige le coup. C'est ainsi que Desfontaines et Fréron livrèrent à Voltaire ce combat acharné qui le mettait hors de lui. En cela, Voltaire ne fut pas habile : au lieu de désarmer ses détracteurs par le dédain, il leur fit beau jeu par ses colères, et il fut aussi mal inspiré, convenons-en, en faisant un procès à Desfontaines qu'en faisant *l'Écossaise* contre Fréron. Il éveilla la curiosité autour d'eux, et l'auteur de *Candide* (que cela doit donner à réfléchir aux poëtes!) fit plus d'une fois passer les rieurs du côté de ses critiques. Aujourd'hui Desfontaines est oublié, ou à peu près; Fréron ne l'est pas, et même, en ces derniers temps, on a essayé de le dresser sur un piédestal; mais le piédestal n'avait pas de fondements assez solide, et il s'est vite écroulé. Fréron, qu'on

a voulu d'autres fois traîner aux gémonies, ne mérite pas plus d'ailleurs les gémonies que le Panthéon : c'était un bon esprit qui s'entêta dans une injustice, et c'est à cette longue perpétration d'une injustice qu'il doit presque toute sa renommée. Je ne conseille pas cependant de suivre cet exemple : se créer une célébrité de critique en niant de parti pris un grand écrivain, et en le visant toujours à la tête et au cœur, me paraît un procédé d'une moralité plus que suspecte. Je ne conseille pas davantage le procédé de l'abbé Prévost, qui écrivit vingt volumes de critique avec l'intention de ne déplaire à personne et de ne blesser aucune vanité. S'il y réussit, ce dont je doute, il put se vanter d'avoir accompli la tâche la plus difficile que puisse entreprendre un écrivain. En tout cas, à ce procédé qui contraignait l'abbé Prévost à de sèches analyses, le lecteur devait perdre beaucoup, et il se serait sans doute fort ennuyé aux vingt volumes du *Pour et le Contre,* si l'abbé Prévost n'eût imaginé d'entremêler son journal critique de quelques histoires comme il savait en faire. Remarquons, en passant, que ce sont là les véritables premiers romans-feuilletons. O bon Prévost d'Exiles, vous ne saviez pas très-certainement quel fléau vous mettiez au monde ! Mais vous avez créé *Manon,* et il faut beaucoup vous pardonner.

Il y eut, au XVIIIe siècle, un homme qui eût été un excellent critique s'il l'eût voulu. Ce n'est certes pas le pauvre abbé Trublet, ni l'abbé le Batteux, ni Marmontel; c'est Rivarol. Et ce n'est pas que j'aime son *Petit Almanach des grands hommes,* ce livre dont l'ironie continuelle est si fatigante, et qui est comme une pirouette éternelle sur la même planche et sur le même pied. Mais que d'éclat et de pénétration dans tout ce qu'il a écrit d'un genre un peu élevé ! Malheureusement ce brillant esprit manqua de volonté et de conduite ; il se dissipa, il se gaspilla, et l'on dirait un écrivain de notre temps. La Harpe, au contraire, sut toujours ramasser ses forces, et son *Cours de littérature* a été trop diminué, comme le disait dernièrement un maître, M. de Rémusat. Sans doute la Harpe est léger d'érudition; il parle des hautes sources sur la foi d'autrui, et on ne l'eût pas embrassé pour l'amour du grec. Il ignore le moyen âge, et ne sait que médiocrement le XVIe siècle. Il a de la morgue, il est tranchant, il est souvent très-injuste ; il a des admirations et des haines de parti pris; ainsi il trouve admirable ce vers prétentieux :

On para mes chagrins de l'éclat des grandeurs,

parce qu'il est de Voltaire, et il trouve ridicule ce beau vers :

Fouetter d'un vers sanglant ces grands hommes d'un jour,

parce qu'il est de Gilbert. Eh bien ! malgré tout cela, la Harpe est un juge littéraire d'une haute compétence, un *arbiter elegantiarum* comme il y en a peu. Il a rendu au goût des services signalés, il a mis beaucoup de vanités à leur place, car il avait le courage de son opinion, et, si tous les mauvais écrivains qu'il a frappés en plein cœur étaient venus à sa porte en découvrant leurs blessures, cela eût ressemblé à une ambulance.

Avec la Harpe aurait dû finir la critique du XVIIIe siècle. Le temps avait marché, et l'on se trouvait en présence d'une société nouvelle. La critique devait donc se rajeunir, et elle ne le fit pas. Elle eut grand tort, car elle devint étroite, mesquine, sans points de vue. Elle contracta les défauts ordinaires de la vieillesse, idolâtre du passé, et presque toujours, malgré qu'elle en ait, ennemie de l'avenir, qu'elle ne doit point voir. Elle s'enferma dans la tradition comme dans une forteresse, et, ne voulant pas faire un pas au dehors, elle se contentait de regarder par les meurtrières.

Au lieu d'être en éveil, de prêter l'oreille à tous les bruits précurseurs de l'avenir, et d'encourager toutes les tentatives d'une audace heureuse, elle s'obstina à combattre tout ce qui lui paraissait nouveau, elle eut horreur de l'originalité, et se livra, avec une passion digne d'une meilleure cause, à la chasse minutieuse et ridicule des mots. Pour tout dire, la critique descendit alors au rang d'une critique de collége, et les abbés au petit collet affluèrent sur la place. Lorsque parut *Atala*, n'eut-elle pas, la poétique fille des savanes, à essuyer la colère de cent pédants conjurés? Comment fit-elle pour échapper aux fureurs sans cesse renaissantes de M. l'abbé Morellet? Au reste, parmi les critiques de cette époque, Morellet n'est qu'en seconde ligne, c'est Geoffroy qui occupe la première place; mais Geoffroy n'eut-il pas, en réalité, plus de bonheur que de talent? Si ses feuilletons, qui seraient peu lus aujourd'hui et qui étaient dévorés entre deux victoires, eurent tant de célébrité, n'est-ce pas parce qu'ils étaient le seul aliment que le despotisme impérial permettait aux lecteurs de journaux? Je le crains pour la gloire de Geoffroy, qui, après tout, ne fut que l'ombre de Fréron colletant l'ombre de Voltaire.

Malgré tous les critiques en rabat, l'avénement de M. de Chateaubriand fut une date et le commencement d'une ère nouvelle. De son côté, dans le même moment, madame de Staël remuait les idées avec l'enthousiasme d'une femme et une puissance toute virile. L'imagination reprenait ses droits (hélas! elle en a singulièrement abusé depuis), de larges horizons s'ouvraient sur la littérature française. C'était comme une renaissance dans la poésie et dans la critique. Alors commença ce mouvement qui aurait pu être si fécond, et qui poussa tant de bons et brillants esprits à remonter aux sources véritables de l'antiquité, à étudier nos propres origines, si longtemps négligées, et les littératures étrangères, si longtemps méconnues. M. Villemain sortit tout armé de ce mouvement. On sait comment il parla et comment il fut écouté. L'on sait aussi que ses leçons, qui eurent tant d'éclat, sont devenues de beaux livres. Comme madame de Staël avait passé le Rhin, M. Villemain passa le détroit, et il prouva par son exemple qu'on peut s'emparer des richesses d'une littérature étrangère en restant soi-même, en gardant son cachet. Sur ce point, tous les disciples n'ont pas imité le maître, et il en est qui ont oublié plus tard que les littératures ont aussi leur patriotisme.

L'école qui se forma autour de M. Villemain, et qui entra en lice d'une façon éclatante dans les dernières années de la restauration, se distingua d'abord par son érudition saine et originale. Elle avait étudié et réfléchi, deux conditions dont on veut se passer maintenant et sans lesquelles il n'y a pas de critique possible : la réflexion et l'étude sont l'âme et le cœur de la critique. Cette école se distingua en outre par sa sympathie ardente pour la poésie, et la poésie le lui rendit bien. Poëtes et critiques travaillèrent alors à l'œuvre d'un commun accord : on chercha ensemble, on s'encouragea mutuellement, en un mot on partit sur le même navire pour la conquête de la même toison d'or. Malheureusement on se sépara dans la traversée, et je n'ai pas besoin de nommer les poëtes qui renoncèrent à la grande expédition presque à la sortie du port, et sautèrent à bas du navire pour se jeter chacun sur son radeau et exploiter la côte prochaine. On ne connaît que trop, en effet, nos brillants écrivains d'imagination qui ont préféré à la gloire sérieuse la popularité facile, et qui ont fait du vulgaire, cette terreur d'Horace, une idole à laquelle ils sacrifient chaque jour de plus en plus.

Les conséquences du divorce entre la poésie et la haute critique ne se firent pas attendre, et elles furent désastreuses. Pouvait-il en être autrement? Le caractère principal de la poésie de notre époque, n'est-ce pas le lyrisme? Or, ne sait-on pas que les poëtes doués de lyrisme peuvent être de véritables et puissants poëtes, sans avoir pour cela l'esprit critique, tandis que d'autres poëtes, les poëtes dramatiques par

exemple, n'auraient jamais ni force ni grandeur, s'ils ne portaient l'esprit critique avec eux? Sans doute rien n'est plus beau que la poésie lyrique : son inspiration a quelque chose de divin ; mais on conviendra que cette inspiration sublime, au souffle en quelque sorte sacré, offre de grands périls, car elle trouble et éblouit souvent le poëte, au point qu'il peut se faire complétement illusion sur les autres et sur lui-même, et qu'il s'égare on ne peut mieux, s'il ne consent à écouter l'humble mortel qui, tout en l'admirant, lui crie : Holà! D'où il faut conclure qu'à une époque de poésie lyrique, la critique n'est pas seulement utile, elle est indispensable : c'est une moitié de l'art. Si l'on me permettait l'image, je dirais que, pour le ballon du poëte lyrique, la critique est la soupape de sûreté; sans cette soupape, le ballon peut s'élever très-haut, mais il ne sait ni s'arrêter ni descendre, et il se brise dans sa chute.

Voilà pourquoi il est à jamais regrettable que la poésie moderne n'ait plus voulu écouter de conseils, et qu'elle se soit enivrée des éternelles louanges qu'elle faisait chanter en son honneur par les faux prêtres de la critique dans un olympe construit de ses mains. Les voix désintéressées n'ont pas fait défaut pourtant; la haute et sévère critique, quoique dépassée et débordée à chaque instant, n'en a pas moins rempli sa tâche, qui sera assez glorieuse dans l'avenir. Réunissez tous les sérieux travaux de critique de ces quinze dernières années, et vous formerez un ensemble qui fera quelque honneur aux lettres françaises et qui ressortira surtout par le contraste avec le milieu où ces travaux se sont élevés.

Il n'est pas une branche de l'imagination qui n'ait rencontré de bons juges, à la fois hardis et modérés, ayant des idées et du style, et dignes en tout point d'être écoutés, car, on l'a dit, jugés par eux, les poëtes étaient jugés par des pairs en intelligence. L'un a offert un parfait mélange d'esprit fin et d'imagination délicate, il a fait le tour des systèmes et des hommes avec autant de curiosité que de pénétration et de sympathie; il a eu du Bayle et du Vauvenargues, et il a donné à sa critique l'attrait d'une création. L'autre a été sévère, inflexible : logicien intraitable, il s'est plu à surprendre l'imagination dans tous ses écarts et à la ramener d'une main vigoureuse; il s'est plu à démontrer aux poëtes, quand ils se sentaient devenir dieux, qu'ils étaient des hommes. S'il a rendu justice au talent, il n'a jamais fait grâce à la vanité, et il n'a été le courtisan d'aucune faiblesse. Peut-être le premier, dans son poétique désir de tout comprendre et expliquer, a-t-il eu quelquefois trop d'indulgence et a-t-il introduit dans sa galerie d'élite des visiteurs qui n'auraient pas dû dépasser le vestibule; peut être le second a-t-il souvent poussé la sévérité jusqu'à la rudesse; mais il n'est pas moins vrai que l'un et l'autre ont dignement porté le poids de la critique, et ont puissamment travaillé à contenir et à éclairer cette école moderne à laquelle ils appartiennent tous les deux.

En dehors de cette école, et dans une autre tradition, la critique honnête et élevée n'a pas manqué non plus. Veut-on une intelligence prompte, une plume alerte, un style piquant? On trouvera tout cela chez un maître ingénieux qui, du haut de sa chaire et du haut de son livre, a fait à l'art nouveau une si redoutable guerre. Je crois, pour mon compte, qu'il ne donne pas assez de liberté à la poésie et qu'il s'attache trop aux anciennes frontières; mais que d'agrément et de raison il apporte dans toute cette lutte! Son profond bon sens a l'allure si vive, qu'il en prend quelquefois des airs de paradoxe. A côté de ce spirituel écrivain, d'autres ont laissé des traces durables de leur passage, et j'en vois un qui, après avoir marqué au front d'un mot qui fit grand bruit la mauvaise littérature, élève patiemment à notre histoire littéraire un édifice dont les avenues ne sont peut-être pas assez larges, mais qui ne manque à coup sûr ni d'élégance, ni de solidité.

Ainsi le véritable esprit critique a eu, de nos jours, des représentants qu'on peut citer avec honneur et qu'il faut respecter même quand ils se trompent, parce qu'ils se

trompent toujours consciencieusement. L'histoire, la poésie, le roman et le théâtre, à chacune de leurs tentatives, ont trouvé des juges impartiaux et éclairés; mais ce ne sont pas ceux-là qui ont été le plus souvent écoutés, au contraire : on les a traités comme des gens inutiles et importuns. C'étaient les auxiliaires naturels de l'imagination, et elle ne voulut voir en eux que des ennemis. En revanche, elle fraternisait avec cette critique sans études, sans inspiration et sans conscience, qui consentait à devenir un instrument entre ses mains, et qui a laissé faire, en l'approuvant même, tout le mal que nous avons sous les yeux.

Certes, personne ne se fait illusion au point de croire que la critique puisse jamais être un champ réservé où l'on n'entre qu'avec de l'honneur, de l'esprit et du goût. Les faux érudits, les pédants, les envieux, les coquins et les sots sont de tous les temps. Il y aura toujours des gens qui aimeront à se prélasser dans leur érudition toute fraîche, et qui, allant faire chaque jour leurs provisions pour le lendemain comme la servante va au marché, voudront faire croire à des trésors amassés dès longtemps par eux et mis en réserve. Il y aura toujours des gens qui marcheront d'un pas lourd, l'air gourmé, la voix doctorale, entourés de citations, hérissés de textes, exhalant une forte odeur de bibliothèque, et croyant manquer à la dignité de la science, s'ils ne la rendaient parfaitement ennuyeuse; il y aura toujours des cœurs misérables que les succès d'autrui irriteront, et qui se vengeront du génie en le dénigrant. Le charlatanisme de la fausse érudition, le pédantisme de la véritable, les basses colères de l'envie, ne disparaîtront jamais du monde littéraire, de même qu'il y aura toujours un coin où prospéreront les sots, et des bas-fonds où fleuriront ces *bravi* qui mendient la plume au poing.

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'elle a pris pied en France, cette famille des Figaros littéraires tenant boutique d'éloges et d'injures, et qui sont à celui qui les paye, *consilio manuque*. Les faiseurs de libelles du règne de Louis XIV, dont je parlais tout à l'heure, sont les nobles aïeux de cette famille, je dis nobles, très-nobles, relativement à leurs descendants, car l'argent ne jouait pas encore le rôle qu'il a joué plus tard en littérature, et ils n'étaient que pleins de mauvais goût et d'envie. Mais où le libelliste est devenu véritablement le chevalier d'industrie littéraire, c'est au XVIIIe siècle, témoin *le Pauvre Diable* de Voltaire. A la vérité, est-on bien venu, dans cette occasion, à citer Voltaire en témoignage? Le plus irritable des poëtes doit-il être cru sur parole quand il dépose contre ses critiques? et n'est-ce pas Voltaire qui a inauguré ce sybaritisme de la muse, qui veut toujours être couchée par la critique sur un lit de fleurs, et qui s'irrite du pli d'une rose? S'il n'y avait point d'autres preuves contre les critiques affamés et à escopette du XVIIIe siècle que le conte du *Pauvre Diable* et les comiques fureurs du vieil Arouet, je serais tenté de les absoudre; hélas! il y a beaucoup d'autres preuves, et il n'est que trop certain qu'il y avait alors dans beaucoup de recoins des critiques à gages vous calomniant à dire d'expert ou vous élevant au troisième ciel, le tout pour un petit écu. Or, la seule différence qui existe entre ces chevaliers d'industrie littéraire d'autrefois et ceux d'aujourd'hui, c'est que les nôtres sont plus raffinés et se font payer plus cher : il est vrai que tout a renchéri.

Personne donc, je le répète, à moins de croire à l'Eldorado, ne s'imagine que la mauvaise critique, sous ses diverses formes, pût disparaître entièrement. Aussi ce n'est pas la présence seule de la mauvaise critique au milieu de la littérature contemporaine qui doit alarmer, mais c'est le développement qu'elle a pris, c'est l'empire qu'elle exerce. Et en quel moment, grand Dieu! à l'heure précisément où le rôle et le devoir de la critique s'agrandissaient; car il ne s'agissait plus seulement pour elle de questions d'art, il s'agissait aussi de morale.

Quand une société est dans un état régulier et définitif, qu'elle a trouvé son assiette

parfaite, et que les principes dominants, au lieu d'être battus en brèche chaque matin, sont entourés d'un respect universel, les lettres peuvent n'être qu'un noble jeu de l'esprit, le plus sérieux des délassements, si on aime mieux. Au contraire, quand une société se trouve dans un état révolutionnaire, et que rien de ce qui existe n'est à l'abri des attaques violentes, quand un royaume ressemble à la cité voisine d'un volcan entre deux éruptions, et que chaque maison est construite avec de la lave à peine refroidie, la littérature n'est plus un passe-temps, et elle a charge d'intelligences. Dans de pareils moments, on le conçoit, la critique doit s'élever et grandir; elle doit cesser d'être une critique purement littéraire, et ne doit pas moins s'appliquer à relever les erreurs de principes que les erreurs de goût; mais si elle ne combat ni les unes, ni les autres, et si, au lieu de les combattre, elle les encourage, n'encourt-elle pas une grave responsabilité, et, en supposant qu'elle comparût devant un juge, n'aurait-elle pas de terribles comptes à rendre? C'est pourtant ce qu'on a fait sous nos yeux avec un laisser aller charmant et un parfait sang-froid. Vraiment la liste serait longue de tous les dangereux ouvrages de l'imagination contemporaine qu'une critique complaisante ou passionnée a poussés à la vogue! Quelle mauvaise tendance, soit dans la poésie, soit dans le roman, soit dans l'histoire, cette perfide conseillère n'a-t-elle pas soutenue et caressée? Quand les poëtes, ne sachant pas se borner, délayent leur pensée à l'infini, ne leur dit-elle pas que c'est une preuve de fécondité et de puissance? Quand les romanciers, s'inquiétant peu de corrompre le cœur, pourvu qu'ils piquent la curiosité, entraînent le lecteur dans les lieux suspects, ne s'enroue-t-elle pas à crier bravo? Quand un historien de profession, un homme sérieux jusque-là, emporté par d'ardentes lubies, transforme l'histoire en un pamphlet fiévreux et puéril, essaye-t-elle de le ramener à la dignité et à la logique? Elle l'applaudit de toutes mains. Et lorsqu'un écrivain d'un grand talent, transportant l'imagination dans l'histoire, compose un de ces ouvrages remplis de tant de beautés et de tant de défauts, qu'on peut appeler l'auteur, selon une expression qui est dans le livre même, un héros de la décadence, se contente-t-on de vanter cette œuvre avec quelques restrictions? C'eût été bon autrefois. On met le livre au pinacle, on ceint le front de l'auteur du laurier vert.

Voilà de beaux états de service! Ce qu'il y a de pire, c'est que peut-être tout cet enthousiasme n'est pas sincère. Quand on connaît l'esprit et l'ironie de quelques-uns de ces écrivains qui prodiguent ainsi l'enthousiasme, on sait à quoi s'en tenir; mais la question est délicate, et il ne faut pas appuyer. On ne discute pas avec la critique qui n'est pas sincère, on la démasque. J'aime mieux passer à une autre espèce d'écrivains, espèce très-répandue et assez à la mode, je veux dire les critiques légers. Ceux-là sont dangereux et font beaucoup de mal, sans être odieux au moins. Ils écrivent pour écrire; ils disent le pour et le contre avec une facilité merveilleuse, et, quand ils attendent huit jours pour se contredire, ils méritent d'être loués pour la solidité de leurs convictions. Il n'est pas d'écrivain qu'ils n'élèvent et ne rabaissent à tour de rôle, pas d'opinion qu'ils ne soutiennent et ne combattent, et cela le plus souvent parce que, n'ayant aucune opinion, ils les ont toutes, et qu'ils manquent tout simplement de mémoire. Ils ne se souviennent pas de ce qu'ils adoraient hier, et ils le brûlent aujourd'hui; ce n'est que défaut d'attention et étourderie. Mais quelle muse que l'étourderie pour un critique! Que voulez-vous qu'on devienne avec une pareille inspiratrice, et quand on prend pour gaie devise ce qu'Hamlet murmurait d'une voix si triste : *Des mots, des mots, des mots!* que voulez-vous qu'on devienne, sinon un critique brouillant tout, confondant tout, et imitant ce juge de Rabelais qui *sentenciait les procès au sort des dés?* Et n'oublions pas, pour dernier trait, que parmi ces critiques légers il y en a qui cachent de très-vilains calculs sous l'apparence de l'étourderie, et dont les revirements et les volte-face ne sont pas des fautes

de mémoire, au contraire. Ces derniers sont les plus coupables de l'espèce, car ils ont le défaut et pas l'excuse.

Comme de notre temps la fantaisie s'est mêlée à tout, elle ne pouvait pas manquer de se mêler à la critique, et il ne faut pas confondre l'école de la fantaisie avec celle de l'étourderie et de l'ignorance. Si la seconde va toujours au hasard, à droite ou à gauche, n'importe, la première sait très-bien ce qu'elle veut et où elle va. Son invariable habitude est de prendre le contre-pied de l'idée reçue. On devine à quelles extrémités doit pousser un pareil système, et que d'esprit il faudrait pour soutenir cette éternelle gageure contre le bon sens. Eh quoi! toujours le paradoxe, et le paradoxe de sang-froid! Quel régime! Et comment la fantaisie, ne fût-ce que pour mériter son nom, ne fait-elle pas quelques infidélités au paradoxe pour revenir au sens commun? Le paradoxe, d'ailleurs, vieillit si vite : à sa première ride il a cent ans. Pour amusante, la critique fantasque l'est sans doute quelquefois, et son éclat de rire ne manque pas d'originalité; mais n'est-ce pas la plus étrange et la plus fausse des critiques, et ne faudrait-il pas plaindre sincèrement les bonnes gens qui prendraient pour de véritables règles du goût ces spirituelles extravagances? Qu'on l'explique comme on voudra, la fantaisie n'avait pas le droit de s'établir au cœur de la critique; elle pouvait tout au plus paraître sur ce terrain pour tenter un coup de main, faire quelque action d'éclat et se retirer aussitôt. En fait de folles équipées, les plus courtes sont les meilleures; il n'y a même que celles-là qui soient bonnes.

Si, après la critique étourdie et la critique fantasque, j'abordais la critique ignorante proprement dite, que de remarques j'aurais à faire! que de matériaux j'aurais sous la main! car, il faut bien l'avouer, l'ignorance mêlée de fatuité a rarement été plus commune que de nos jours. Dès qu'on sait moins les choses, on le prend sur un ton d'autant plus haut. Et non-seulement on ne se donne pas la peine d'aller puiser à la source éloignée, on ne puise même pas à la source la plus prochaine, c'est-à-dire au livre dont on parle et dont on se contente de lire l'étiquette. Aussi les jolis contre-sens, les charmantes bévues qui se débitent! Combien de fois le Pirée a-t-il été pris pour un homme! Très-sérieusement, dans la bouche d'un écrivain qui se donne pour érudit, le *Périple* d'Hannon n'est-il pas devenu tout un nom d'auteur? Les choses ont été si loin en ce genre, que le monde, qui, pourtant, ne se pique pas d'érudition, a pris souvent cette ignorance arrogante sur le fait et en a ri. C'est là une des causes qui ont le plus contribué à discréditer la critique auprès des lecteurs, l'ignorance et aussi le charlatanisme; car il est bon de reconnaître que le charlatanisme n'y a pas mis de ménagements, et que le monde, malgré son peu d'attention, a été forcé de voir que la critique se moquait de lui en cherchant à lui imposer des admirations qu'elle n'avait pas elle-même. Qu'on se rappelle à ce propos tous les brevets d'esprit et de talent qui se distribuent si facilement en certains endroits. *Ah! le bon billet qu'a la Châtre!* C'est bien de ces réputations qu'on peut dire : Vérité dans le feuilleton, erreur au delà!

Le tableau est-il exagéré? Il est plutôt adouci, et ceux qui savent le fond des choses avoueront que j'aurais pu appuyer davantage. Je ne veux insister que sur un point, c'est que la critique d'aujourd'hui se perd par l'excès et l'hypocrisie de l'éloge, comme celle d'autrefois se compromettait par le dénigrement et l'injure. C'est là sa maladie particulière. Jadis on poursuivait d'injures un chef-d'œuvre; maintenant on s'emploie surtout à vanter à outrance des monstruosités. La critique est comme une conspiration organisée de l'éloge. Or, si le mal que produit le système du dénigrement et de l'invective est borné, celui que peut produire le système de la fausse louange est sans limites, surtout avec l'espace qu'il occupe et la place qu'on lui a faite.

Après toutes ces faiblesses de la critique, faut-il s'étonner du trouble profond qui règne dans la littérature actuelle, et qui, de la littérature, est passé dans le monde moral? Faut-il s'étonner que nous soyons sur la mauvaise pente et que nous la descendions rapidement? Le siècle avait pourtant bien commencé. Or nous sommes au milieu, et, à ce sujet, je me rappelle un mot du cardinal de Bernis. « Il est plaisant, écrivait-il vers le milieu du siècle dernier, que la vanité s'élève à mesure que le siècle baisse. » N'en déplaise à M. le cardinal, cela était plus triste que plaisant; mais enfin il constatait un fait, et je demande si ce qu'il disait de son temps n'est pas parfaitement applicable au nôtre? Jamais la vanité fut-elle plus à la hausse? Et quel est l'optimiste qui oserait prétendre que les grandes qualités ne sont pas en baisse? On ne voit de tous côtés que défaillances dans les caractères, et, par une contradiction qui fait sourire le moraliste, la vanité exorbitante s'allie on ne peut mieux avec le manque continuel de respect envers soi-même. Cela ne se comprend guère, qu'on se prise si fort et qu'on se respecte si peu; cela se voit pourtant. Tous les principes vacillent, les consciences s'élargissent, les âmes perdent de plus en plus de leur virilité. De qui donc aujourd'hui l'historien de Duguesclin, Claude Mesnard, pourrait-il dire : « C'est une âme forte, nourrie dans le fer? » S'il demandait des âmes faibles, nourries dans l'or, à la bonne heure!

Comment en sommes-nous venus là? Plusieurs causes nous y ont poussés sans doute, mais la littérature contemporaine y est pour sa bonne part. Qu'elle ne cherche pas à le nier, sa complicité est trop bien établie; qu'elle cherche plutôt à réparer le mal qu'elle a fait à la société et à elle-même. Trouverait-elle par hasard que ce mal n'est pas assez grand encore? Qui oserait le soutenir? Le goût de l'horrible a été poussé si loin, que lorsqu'un crime effroyable vient nous épouvanter, il semble que c'est la réalité qui répond à l'imagination : n'est-ce pas tout dire? Tout le monde sent que nous touchons aux limites extrêmes : il n'y a, dès aujourd'hui, qu'une réaction qui puisse nous sauver d'une décadence, et cette réaction ne peut s'opérer que par un grand mouvement critique, analogue à l'éloquente levée de principes qui eut lieu, au commencement du siècle, sous l'inspiration de M. de Chateaubriand, *Teucro duce,* et à la renaissance qui eut lieu dans les dernières années de la restauration : ce sont là les deux dates glorieuses de notre émancipation littéraire.

Quand le siècle s'ouvrit et que M. de Chateaubriand inaugura une poésie nouvelle, il indiqua dès le premier jour, et comme du seuil, la mission littéraire de la France moderne. Cette mission, reconnaissons-le avec bonheur, s'est accomplie à travers beaucoup de vicissitudes et d'obstacles, et des œuvres originales, dans toutes les branches de la pensée, ont été produites en assez grand nombre pour que le XIXe siècle ait une belle place dans l'avenir. Le grand principe de la liberté dans l'art ne trompa point notre attente, et il porta d'abord de beaux fruits; mais ce ne fut que sous la restauration qu'il apparut avec toute sa puissance, lorsque toute une génération ardente et studieuse l'inscrivit fièrement sur son drapeau. On comprit alors ce que, sous cette influence, pouvaient devenir la poésie, le théâtre et le roman. Tout s'éleva et s'agrandit, et l'on donna pour perspective à notre littérature tous les horizons des littératures de l'Europe. Il y a vingt ans de cela, et vingt ans sont une grande période dans l'histoire littéraire. Au bout de vingt ans, tout ce qui n'était empreint que d'un faux éclat a déteint, tout ce qui ne rayonnait que d'une fausse jeunesse a vieilli. Les engouements et les antipathies ont disparu, on juge de sang-froid : c'est comme une première postérité. Eh bien! cette postérité commençante est venue pour l'école moderne, et l'on peut affirmer que son jugement est favorable aux nombreuses tentatives brillantes et poétiques qui ont précédé le moment où les imaginations se sont affranchies de tout frein. Ce passé d'hier est donc sauvé, et il n'est pas sans gloire; mais le présent! le présent! Il est en proie à tant de maux que

la critique, si elle ne songeait pas à demain, pourrait presque dire, comme le médecin dans *Macbeth :* « Ce mal est au-dessus de mon art. » Mais non ; le mal, quel qu'il soit, n'est pas au-dessus de la puissance de la critique et cédera à une réaction, car il n'y a eu qu'abus et gaspillage de forces. Il est vrai que cette réaction, si elle ne veut pas arriver trop tard, ne doit pas se faire attendre : l'heure a déjà sonné. Elle avait depuis longtemps sonné pour le public, maintenant elle a sonné pour les poëtes eux-mêmes, qu'il faudra déclarer incurables, s'ils s'obstinent à ne pas l'entendre.

En effet, tant que les écrivains d'imagination, en s'appuyant sur les critiques complaisants qui s'étaient faits leurs hérauts d'armes, avaient su conquérir et garder la popularité, on pouvait comprendre leur dédain pour la critique sérieuse. Ils préféraient la quantité à la qualité des suffrages : chacun son goût. Qu'est-il arrivé cependant? Les défauts de ces écrivains, ne trouvant aucun contrôle, n'ont fait que croître et embellir. Ils ont grossi, Dieu sait! Les flatteurs n'ont pas pour cela changé de ton, ils ont continué les mêmes louanges sur toute la ligne; ils ont épuisé toutes les formules de l'éloge, et même ils redoublaient de coups d'encensoir à mesure que les défauts se développaient majestueusement, tant et si bien que le public a fini par ouvrir les yeux et par surprendre le secret de cette comédie où il était pris effrontément pour dupe. Géronte a mis la tête hors du sac, et il a vu manœuvrer Scapin! Qu'on l'y reprenne maintenant; il est édifié, il ne croit plus à cette critique de compères. On peut donc espérer que ce n'est plus désormais la fausse critique qui distribuera la popularité, ce sera la vraie critique. Pensez-vous que les poëtes viendront la demander à celle-là ? Sans doute, puisqu'ils ne peuvent pas s'en passer. Ce jour-là, s'il vient, sera le commencement d'une ère nouvelle pour l'école moderne, et personne ne saurait dire combien pourrait être féconde cette nouvelle alliance entre la critique sérieuse et la poésie. Ce serait, en tout cas, magnifiquement inaugurer la seconde moitié du XIXe siècle.

PAULIN LIMAYRAC.

AFFAIRES D'ESPAGNE.

LA QUESTION DU PALAIS.—LES PARTIS ET LE MINISTÈRE.

L'Espagne a le triste privilége de frapper l'attention par l'exemple de toutes les vicissitudes publiques, de subir même des épreuves inconnues des pays qui l'ont devancée dans la voie des révolutions, et telles qu'il était raisonnablement permis peut-être de ne plus les prévoir ou les craindre avec le nouveau cours d'idées qui tend à se former. Il est dans son destin de tromper les vœux de ses plus confiants amis, et de justifier plus d'une fois encore les défiances arrogantes de ses ennemis, qui continuent de refuser à ses institutions constitutionnelles la sanction d'une reconnaissance officielle. L'instabilité dans le pouvoir, la fragilité de la politique, une licence effrénée des passions, une brusque succession d'événements sanglants ou futiles, c'est là ce qu'on a pu trop souvent remarquer au delà des Pyrénées depuis quinze ans; voilà les traits principaux et peu rassurants, on doit l'avouer, de la révolution espagnole. Cette situation, qu'on pouvait d'abord juger transitoire, bien loin de s'améliorer cependant, a pris dans ces derniers mois un caractère nouveau de gravité, et elle s'est compliquée de circonstances tellement confuses, d'un tel mélange de contradictions, d'intrigues obscures, de passions équivoques, que la presse européenne s'est arrêtée comme devant une énigme inexplicable, bornant sa tâche à reproduire les récits inventés souvent par la curiosité pour se nourrir elle-même.

Certes, en ce moment, il ne manque point de pays qui offrent un saisissant spectacle et peuvent diversement influer sur l'avenir de l'Europe. L'Italie se reprend à la vie sous la main d'un pontife qui a le génie du bien et réveille dans les âmes les deux sentiments les plus généreux, celui de l'indépendance et celui d'un sage progrès. La première expérience d'un régime de libre discussion vient à peine de se clore en Prusse, laissant l'Allemagne dans une sorte d'attente. Demain peut-être la Suisse sera livrée à la guerre civile, et l'anarchie viendra poser pour les puissances circonvoisines le redoutable problème de l'intervention. Dans ce singulier concours d'événements, s'il convient de porter une attention particulière sur la Péninsule, si la question espagnole, qui est toujours, à vrai dire, cette ancienne question des mariages

sous une autre face, mérite la plus vive sollicitude des cabinets, de l'opinion, c'est que, plus que toute autre, elle peut, dans un jour prochain, se transformer en une question européenne et pousser notamment à leur dernière limite les dissentiments qui ont éclaté à cette occasion entre la France et l'Angleterre, si chacun des gouvernements reste fidèle à son rôle. L'imminence de cette crise qui pèse sur l'Europe, la situation périlleuse de la Péninsule l'a rendue pour ainsi dire plus visible et plus présente à tous les yeux. La nature délicate des difficultés qu'on a vues se dérouler d'une manière si inattendue au delà des Pyrénées est là encore comme une menace incessante pour la paix générale et pour l'avenir même de l'Espagne.

Jusqu'ici, les collisions violentes dont ce pays était le théâtre se passaient entre les partis, n'atteignaient que les progressistes et les modérés, mais elles ne touchaient pas à la royauté; elles la laissaient au contraire chaque fois plus intacte et plus respectée, comme une dernière chance contre le désordre, comme une suprême sauvegarde et aussi comme une garantie pour l'Europe; elles ne faisaient que démontrer la vitalité de l'institution monarchique. Qu'on se souvienne de l'effet produit par les saturnales de la Granja en 1836, et par la régence d'Espartero de 1840 à 1843. Aujourd'hui c'est la royauté qui est venue se mettre elle-même en cause, afficher ses caprices, ses folies, ses faiblesses, et se livrer à un discrédit qu'il sera difficile de faire oublier. L'anarchie, qui pourtant avait fait un assez beau chemin en Espagne, a semblé faire un pas de plus en gagnant le pouvoir le plus élevé, celui qui était resté jusqu'à ce moment hors de toute atteinte. Pour parler plus clairement, il y avait quelques mois à peine que la reine Isabelle était mariée avec l'infant don Francisco de Asis, et déjà les plus sérieux et les plus vifs dissentiments séparaient publiquement les époux royaux. On est même allé jusqu'à prononcer un instant le mot de divorce dans le pays le plus catholique du monde; quelques organes de la presse française se sont plu à mettre Isabelle sur la route de Paris, abandonnant sa couronne. Sans admettre ces extrémités, nous l'avouerons, quant à nous, c'est bien assez d'avoir mis l'Espagne entière dans la confidence de ces tristes divisions et des causes plus tristes encore qui les ont provoquées. A côté d'une jeune reine tout occupée de ses plaisirs, très-peu soucieuse de son royaume, à ce qu'il semble, y avait-il, du moins durant cette crise, un gouvernement résolu et vigoureux capable de dédommager et de rassurer jusqu'à un certain point la nation par une forte impulsion donnée à l'activité publique, par une intelligence élevée des intérêts d'un autre ordre? Le cabinet Pacheco-Salamanca n'a montré aucune des qualités nécessaires pour dénouer ou pallier une situation si critique. Né d'un hasard, il a prolongé son existence dans une atmosphère d'intrigues; il s'est rejeté du parlement, où il ne trouvait qu'un appui douteux, dans les antichambres du palais, où on le voit aujourd'hui mourir comme un muet. Le départ récent et prévu du général Narvaez pour Madrid, sur l'appel qui lui a été fait par la reine Isabelle, indique assez un changement prochain, exigé d'ailleurs par la gravité de la situation.

Le dernier cabinet a assez vécu cependant pour que les finances aient pu s'épuiser, grâce aux mesures de M. Salamanca, pour que le désordre se soit propagé dans les provinces. La faction carliste, peu nombreuse encore, mais active, s'est étendue en Catalogne, en Castille. En même temps, la désaffection s'est éveillée; un réel et profond malaise a gagné le pays. Madrid même s'est lassé du spectacle des discordes intestines du palais. Le ministère Pacheco n'a pu donner à l'Espagne, pour faire diversion momentanément, que l'expédition assez insignifiante du Portugal, qui a, dit-on, fourni au général Concha l'occasion de faire une petite propagande *unioniste* pendant son court séjour à Oporto. De ce rêve tardif ou prématuré d'union entre les deux royaumes, l'Espagne est bientôt revenue au sentiment exact de l'incertitude qui la travaillait; il n'en fallait pas plus pour que cette combinaison bâtarde, qui a

fait d'un spéculateur de bourse le Colbert de la Péninsule, succombât sous sa propre impuissance.

Nous ne voulons point hasarder de conjectures, préciser ce qui pourra sortir de ces complications. Conjecturer, lancer des prévisions lorsqu'il s'agit de l'Espagne, c'est se préparer des démentis certains. Il suffit, à notre avis, de regarder un instant cette situation en face comme le point de départ possible d'événements graves, d'observer l'attitude des partis, de pénétrer le sens des modifications que subit le gouvernement à cette heure même, et de démêler au milieu de cette confusion l'intérêt réel et permanent de l'Espagne. Chercher à se reconnaître dans ce tourbillon, cela n'est point facile, et, si l'on parvenait à obtenir un peu de lumière par une observation attentive, il faudrait s'y tenir comme au seul résultat utile et désirable pour le moment. Une circonstance qu'il ne faut jamais perdre de vue domine toutes les phases de la révolution espagnole, c'est cette triste fatalité qui met constamment les passions des hommes, les entraînements personnels, à la place de la réalité des choses, qui paralyse les tendances les plus heureuses lorsqu'elles viennent à se manifester, et rend stériles les situations en apparence les plus nettes et les plus décisives. Il y a, au delà des Pyrénées, nous ne savons quel vieux levain d'anarchie qui fermente sans cesse et se révolte contre tout ce qui aurait pour but de créer un état régulier et normal. Ne sortons pas même de l'ordre d'idées où nous placent les difficultés récentes qui intéressent le pouvoir royal en première ligne. On peut se reporter à la déclaration anticipée de la majorité de la reine, en 1843 : accompli avec une généreuse hardiesse par toutes les fractions du parti constitutionnel coalisées, accueilli par l'assentiment public, cet acte solennel était une sanction de plus pour la royauté nouvelle ; il frappait dans leur germe les rêves d'une dictature militaire qui avaient pu être formés, préservait la monarchie des parodies du 18 brumaire, de quelque comédie du consulat qui se préparait contre elle. C'était une situation neuve et féconde, sans aucun doute. On se souvient cependant comment une intrigue, dont l'unique source était dans les rivalités personnelles, vint briser l'accord des partis, et rejeter l'un d'eux, le parti progressiste, dans les tentatives violentes, tandis que l'autre, le parti modéré, arrivant au pouvoir, a fini lui-même, après avoir commencé une œuvre laborieuse et salutaire, par se livrer à l'ardeur des querelles privées, et par s'amoindrir dans des divisions funestes qui ont une part principale dans la crise présente. Aussi peut-on dire que l'Espagne n'est pas gouvernée depuis dix-huit mois ; il n'y a que des gouvernements de nom. Le mariage de la reine est venu : c'était un événement fait pour imprimer un nouveau caractère de stabilité à la royauté constitutionnelle ; il avait eu lieu dans des conditions nationales, à tel point que le parti progressiste lui-même avait plus d'une fois appuyé la candidature de l'infant don Francisco dans un autre temps, lorsqu'il supposait, il est vrai, que ses adversaires repoussaient le jeune prince. Cette dernière question enlevée à l'esprit de désordre, il semblait que le cercle des dangers réservés à la monarchie était parcouru, et qu'il devenait plus facile d'achever l'organisation administrative et financière du pays à l'abri de cette immuable garantie d'ordre. Il n'en est rien pourtant. Cette question vidée reparaît plus incertaine que jamais, car aujourd'hui il n'est pas de solution possible qui ne soit périlleuse et provisoire. A chaque pas, on voit ainsi tout remis en doute au delà des Pyrénées. La révolution espagnole continue à être ce qu'elle était, le règne du provisoire. — Le provisoire revêt toutes les formes, il se glisse partout, par cette issue commode des passions personnelles. Le provisoire est dans les choses, il est dans les hommes. Soyez sûr qu'on rêve déjà en Espagne, non-seulement des modifications ministérielles, mais encore des changements de constitution, qu'à la première secousse, des lois à peine appliquées, à peine promulguées, seront suspendues ou détruites, si bien que de changements en changements l'Es-

pagne pourra bien arriver à n'avoir ni lois publiques, ni lois administratives, ni lois financières. Ce sera l'absolutisme de tout le monde et de chacun en particulier, c'est-à-dire le beau idéal de l'anarchie. On peut maintenant comprendre ce qu'il y a de grave à voir la royauté, de son propre mouvement, faire revivre ce régime du provisoire, s'y assujettir elle-même et compromettre légèrement, par des fantaisies trop publiquement proclamées, une situation politique régulière et forte à laquelle était attaché l'avenir de l'Espagne.

C'est formuler aujourd'hui l'opinion de l'Europe, que de déplorer comme un scandale les scènes dont le palais de Madrid a été le théâtre. Qu'a-t-on vu, en effet, pendant quelques mois? Une séparation avouée, publique, chaque jour envenimée, entre la reine Isabelle et l'infant don Francisco, son époux. Tandis que la reine errait de Madrid à Aranjuez, d'Aranjuez à la Granja, qu'elle vient de quitter de nouveau pour la capitale, le roi se retirait au Pardo, où il est resté obstinément, et non sans quelque dignité, il faut le dire; il refusait de se mêler à cette cour équivoque qui entourait Isabelle dans les jardins d'Aranjuez et nouait autour d'elle les intrigues surannées du temps de Charles IV. Lorsqu'en l'absence de la reine il a voulu venir habiter le palais de Madrid, on peut se souvenir que l'ordre lui fut respectueusement intimé de n'y point mettre les pieds. Avec des sentiments aussi nettement manifestés de part et d'autre, il est aisé d'imaginer combien devaient être efficaces les négociations suivies par le ministère pour la réconciliation des deux époux! Ce sont là les faits publics, hors de toute contestation, et qui sont consignés même dans la gazette officielle. Le secret d'une situation si étrange n'a pas tardé à se divulguer. On a cherché, nous le savons bien, à détourner l'attention des vraies causes de la séparation de fait qui existe entre la reine et le roi. Le ministère espagnol a fait écrire dans un journal qu'il inspire, dans le *Correo*, que ces dissentiments étaient anciens, qu'ils remontaient aux cabinets antérieurs, et qu'ils devaient être attribués aux prétentions inattendues élevées par le prince sur le degré de son autorité; mais ces assertions ont été aussitôt démenties par les membres des deux cabinets précédents, l'un qui avait pour chef M. Isturitz, l'autre M. le duc de Sotomayor, et d'ailleurs il est assez notoire à Madrid que la plus parfaite intelligence régnait entre Isabelle et son époux dans les premiers mois de leur mariage. Ce qui est vrai, c'est que cette intelligence a commencé de s'altérer dès qu'il s'est produit au palais une *influence* irrégulière, à laquelle l'esprit de la reine s'est entièrement abandonné. Vue ainsi, la question actuelle ne serait plus une question de pouvoir, ce serait une question de dignité. Comment cette *influence* a-t-elle pu prévaloir et acquérir tout son développement sans trouver une résistance nette et péremptoire dans les conseils de la couronne? C'est un point que nous examinerons dans un instant, et où se trouve engagée la responsabilité morale du cabinet Pacheco-Salamanca. Toujours est-il que cette *influence* est devenue l'arbitre de l'État; il a suffi de sa volonté pour fermer les chambres, annuler même l'action ministérielle, et rouvrir une ère d'aventures. Il n'est resté qu'un maître en Espagne, c'est cette *influence* dont le nom court aujourd'hui Madrid et l'Europe, et qui s'appelle le général Serrano. Si quelque chose peut affliger encore plus que le fait lui-même, c'est l'éclat singulier avec lequel il s'est produit. M. Serrano n'était-il pas, en effet, partout où se trouvait la reine Isabelle, à Aranjuez, à la Granja? Le public n'a-t-il pas pu suivre chaque mouvement de ce général érigé en personnage exceptionnel, homme de nulle valeur politique, flottant entre tous les partis, dont la fortune a fait un favori, ne pouvant en faire un ministre de quelque poids, de quelque gravité? L'opinion s'est occupée de lui comme du dispensateur du pouvoir; on a fait ironiquement sa physiologie sous le nom de l'*influence;* de longues et ardentes polémiques ont jeté au monde cette gloire d'un nouveau genre. Se peut-on bien étonner, après cela,

de la résolution que le roi don Francisco a puisée dans un sentiment honorable, lorsqu'il a vu grandir cette *influence* entre lui et la reine? Sa conduite était nettement tracée au contraire, et, en suivant le conseil de sa dignité blessée, il avait pour lui le pays, qui appelait et appelle encore d'une voix unanime un rapprochement entre les époux royaux, c'est-à-dire la disparition des causes qui les ont momentanément séparés. Ses griefs étaient ceux de la nation étonnée elle-même. Il faut l'avouer hautement, pendant cette crise, la modération, le sentiment de la dignité morale, l'intelligence politique, ont été entièrement du côté du roi d'Espagne. S'il y a eu indignité, il faut la chercher ailleurs. Ce n'est point, du reste, à la reine que nous l'imputerons; c'est à ceux qui ont surpris sa jeunesse, qui ont égaré son esprit et risqué sa couronne pour satisfaire quelques passions mesquines, quelque honteux mouvement d'une ambition personnelle sans scrupules. La reine Isabelle, à vrai dire, n'a été qu'une victime en tout ceci, puisqu'elle y a compromis le prestige de son honneur comme femme, le prestige de sa couronne comme reine. Les vrais auteurs de la crise terrible qui pèse sur l'Espagne sont cette tourbe d'intrigants qui ont spéculé sur l'inexpérience d'une jeune femme en l'abaissant jusqu'à eux; les vrais coupables, aux yeux du pays, sont autour d'Isabelle, et on peut ajouter qu'ils sont de plus d'un genre.

La situation de la Péninsule s'est envenimée, en effet, par un concours de circonstances très-diverses, d'influences obscures qu'il n'est pas inutile de préciser dans l'intérêt même de l'avenir; il faut faire la part de chacun dans cette grande machination dont l'Europe a le droit de connaître le nœud. Nous tenons, quant à nous, à constater que la France y est restée complétement étrangère. On a souvent accusé le gouvernement français d'avoir déserté la question espagnole après la conclusion des mariages de la reine et de l'infante Luisa-Fernanda. A notre avis, les événements, des événements que nul ne pouvait prévoir, ont donné amplement raison à M. le ministre des affaires étrangères, lorsqu'il disait, avec une connaissance des faits que seul il pouvait avoir alors, qu'il était bon parfois de s'effacer, de laisser le champ libre, d'abandonner à d'autres la responsabilité de ce qu'il nommait la *prépotence*, charge assez lourde en Espagne! Seulement il ne convenait pas à sa position de qualifier cette prépotence et d'ajouter que, si l'influence de la France s'était exercée honnêtement, loyalement et légitimement dans la question des mariages, l'Angleterre cherchait à annuler l'effet de cette grande transaction en favorisant une intrigue monstrueuse. Nous continuons à penser que la France n'avait point à envier une telle politique à l'Angleterre, qu'il ne lui convenait pas, dans l'intérêt même de ses relations avec l'Espagne, des éventualités qui pourraient survenir, de lutter par de pareils moyens. L'Angleterre a été fort influente à Madrid pendant la crise qui s'est si subitement déclarée et qu'il sera si difficile d'apaiser; cela est vrai, nous ne le nierons pas. Il fallait à toute force que la question espagnole réglée par les mariages se ranimât avec éclat; cela importait non-seulement à la politique anglaise, mais encore, il faut le dire, à l'amour-propre cruellement éprouvé de M. Bulwer. N'est-ce pas le moins qu'on puisse faire que de mettre en péril une nation pour venger un échec diplomatique? Malheureusement, dans un pays comme l'Espagne, les occasions ne manquent pas, et M. Bulwer n'a pas eu longtemps à attendre pour satisfaire son dépit. Les menaces contenues dans ses notes officielles avaient échoué, il y a un an, devant la ferme attitude de la France et le bon sens du peuple espagnol; il s'est remis à l'œuvre aussitôt et s'est rejeté dans l'action souterraine. Tout le monde connait ses relations avec le général Serrano, et il ne manque pas de gens à Madrid convaincus que son hôtel avait servi d'asile, il y a quelques mois, au nouveau favori, lorsque sa fortune faillit chanceler en naissant sous une accusation portée contre lui par le cabinet Sotomayor. M. Serrano s'était fait au sénat l'organe des

griefs de l'ambassadeur d'Angleterre contre les mariages; M. Bulwer a payé sa dette en lui frayant le chemin du palais, en l'appuyant de son influence, en écartant tous les obstacles qui ont entouré la naissance de sa scandaleuse faveur. M. Bulwer a fait plus même, il a contribué à la formation d'un ministère qui ne devait point avoir les mêmes scrupules que le cabinet Sotomayor au sujet de la présence de M. Serrano dans le palais; c'est le ministère qui existait il y a quelques jours et dont M. Salamanca était l'âme, encore plus que M. Pacheco peut-être.

L'influence de M. Bulwer n'était pas, du reste, inactive dans un sens plus directement afférent à la politique anglaise, et déjà, nous dit-on, ce fameux traité de commerce qui causa en partie la chute d'Espartero avait reparu dans des négociations particulières entamées avec M. Salamanca à Madrid, et qui se liaient avec la négociation d'un emprunt à Londres. Seulement l'Angleterre est clairvoyante et habile; elle n'a pas oublié l'émotion unanime et ardente que causa, il y a quelques années, en Espagne, la menace d'un traité de cette espèce, et elle consentait aujourd'hui, afin de désarmer les colères, à n'entrer que progressivement en possession des marchés de la Catalogne. Les tarifs étaient abaissés, et les cotons inférieurs devaient seuls encore être soumis à quelques droits. C'est sur ces bases, si nous sommes bien informés, qu'étaient placées les négociations. Un régime de transition devait préparer la pleine liberté. On pense bien que M. Salamanca eût alors trouvé à Londres l'argent qui lui manquait. Qu'a-t-il fallu pour arrêter le ministre espagnol dans ses projets? Il a fallu jeter un simple coup d'œil sur la Catalogne, sillonnée en ce moment par les bandes carlistes, sur la Catalogne qui peut d'un jour à l'autre se transformer en un vaste champ de bataille, et qui eût, sans aucun doute, pris feu immédiatement, si ce coup fût venu frapper son industrie. On a trouvé que c'était assez de la question épineuse du palais sans aller y joindre une guerre civile pour un intérêt commercial.

Cette persévérance de la politique anglaise, cette ténacité imperturbable, nous ne la blâmons pas en elle-même : elle a fait la force de la Grande-Bretagne, et nous serions tentés plutôt de l'envier pour notre pays; mais ce qui est moins légitime, c'est qu'un gouvernement étranger, pour faire prévaloir ses intérêts ou venger les blessures de son amour-propre, suscite ou favorise de honteux scandales dans un État dont il se dit l'allié, se fasse l'auxiliaire de toutes les passions perverses, travaille à la chute morale d'une jeune reine, tout en se ménageant d'ailleurs d'autres chances pour l'avenir, si quelque catastrophe venait à éclater, et en caressant les prétendants que de malheureux hasards pourraient ramener sur la scène. C'est là un genre d'influence et d'action dont la France a eu raison de laisser à d'autres la responsabilité, et cette responsabilité, qu'on n'en doute pas, sera sérieuse devant l'Espagne et devant l'Europe. Nous savons bien que la presse anglaise dit le contraire de tout ceci, qu'elle cherche à accréditer que la France a tout fait. Mon Dieu! peu s'en faut que le gouvernement français, si on l'en croit, n'ait lui-même fomenté les désordres du palais de Madrid, puisqu'il a pris quelque part au mariage de la reine : la raison n'est-elle pas plausible? Qu'on réfléchisse un peu sérieusement toutefois. Qui avait une défaite à venger? Qui avait intérêt à employer tous les moyens pour que l'union de la reine portât de mauvais fruits? Qui a commencé de flétrir la jeune Isabelle par d'ignobles récits, d'autant plus odieux qu'ils ne reposaient alors sur aucun fondement? De qui le général Serrano est-il notoirement le protégé? Qui vient proposer encore aujourd'hui d'ajouter aux scandales qui préoccupent si cruellement l'Espagne le nouveau scandale d'un divorce? Et qui, en définitive, s'applaudit au fond du cœur de tout ce qui arrive? Il suffit de poser ces questions; on verra qu'il y avait deux intérêts en présence : l'un, commun à l'Espagne et à la France, et qui consistait dans la bonne harmonie entre Isabelle et don Francisco; l'autre, qui est celui de l'Angleterre, et qui

devait profiter de leur désunion. C'est ce dernier intérêt qui semble triompher aujourd'hui au milieu des ruines des espérances de l'Espagne. Et croyez bien qu'il ne se laissera pas détourner de son but : lorsque tout le monde désire une convenable réconciliation des époux royaux, le *Times* ne poursuivait-il pas encore récemment leur divorce ?

Nous croyons donc fermement à l'intervention constante, active, de l'ambassadeur anglais dans la crise qui travaille actuellement l'Espagne; nous la tenons pour certaine. Malheureusement M. Bulwer a été bien servi par les circonstances, par l'antagonisme des partis, qui, en se neutralisant, ont empêché la force des institutions de triompher d'une intrigue; par la faiblesse d'un ministère sans caractère politique, sans racine dans le pays, qui, après s'être glissé subrepticement au pouvoir, n'a trouvé d'autre moyen d'y rester que de chercher un appui dans les influences désastreuses qui entourent la reine Isabelle. Le cabinet Pacheco-Salamanca n'a point réussi à accomplir ce rapprochement entre les époux royaux qui est aujourd'hui l'unique question en Espagne, et nous ajouterons qu'il ne pouvait point réussir. Des difficultés immenses pèsent sans doute sur ceux qui lui succéderont et qui auront pour premier devoir de résoudre ce périlleux problème; mais il reste du moins quelques chances : entre leurs mains, les négociations peuvent reprendre leur dignité; elles ne sont point une dérision ou une injure pour les princes si fatalement divisés. Il n'en était pas de même, à notre avis, de celles que conduisait le ministère Pacheco; la nature de ses précédents rendait pour lui et pour l'Espagne même la situation sans issue. Il serait hors de propos maintenant de discuter le système politique que M. Pacheco prétendait appliquer à la Péninsule en le substituant aux doctrines du parti modéré pur, qui descendait du pouvoir, et à celles du parti progressiste, qui n'y pouvait aspirer; cela serait d'autant plus inutile que la formation de son ministère n'a eu, selon nous, rien de politique, et qu'elle se rattache au contraire aux plus misérables détails de cette triste affaire du palais. L'origine du cabinet Pacheco-Salamanca, d'ailleurs, est plus soupçonnée que véritablement connue peut-être. On a fait bien des versions; nous essayerons aussi la nôtre, parce qu'elle sert à expliquer comment la question actuelle a pu entrer dans cette phase honteuse où on la voit aujourd'hui.

Le cabinet de M. le duc de Sotomayor, on peut s'en souvenir, peu après son arrivée au pouvoir, avait très-nettement jugé la situation, et, dans une pensée qu'on ne saurait trop louer, dans une pensée vraiment politique, par un mouvement spontané d'honnêteté et de prudence, il avait enjoint au général Serrano de quitter Madrid et d'aller prendre un commandement en Navarre. Cette mesure coïncidait, du reste, avec d'autres précautions très-explicables, prises au sein du palais même pour laisser la reine Isabelle à sa propre direction, pour éloigner d'elle les influences indignes qui commençaient à se manifester, et auxquelles, par malheur, elle ne paraissait pas résister beaucoup; pour couper court, en un mot, à toute communication, de quelque genre qu'elle fût. C'était arrêter avec une sage hardiesse les complications au début, et peu s'en fallut que le général Serrano, réduit à donner l'explication publique de sa conduite devant le sénat, ne vînt échouer devant la droiture et la sagesse du gouvernement. Mais il est bien vrai qu'on n'avait pas pu tout prévoir, et, pendant que le sénat instruisait sur le refus que M. Serrano avait fait de partir, comme il en avait reçu l'ordre, il se trouva qu'une personne, jusque-là fort étrangère à la politique, qu'on ne pouvait soupçonner d'un pareil rôle, dut être admise auprès de la reine; si l'on veut des détails plus précis, c'était pour obtenir d'Isabelle qu'elle assistât à une fête du *Lycée*. Il se trouva aussi que cette personne, après avoir remis son invitation, glissa discrètement un papier que la reine ne refusa point. Ce papier, quel était-il ? C'était ni plus ni moins qu'une lettre du général Serrano, qui avait eu le temps de se

reconnaître et de voir M. Bulwer, lequel l'avait aidé à s'entendre avec M. Salamanca et M. Pacheco. Cette lettre, dit-on, était pleine de dévouement pour la reine, et lui démontrait, dans l'intérêt bien visible de la monarchie, la nécessité de changer de ministres; elle indiquait les personnages que nous citions comme devant être appelés au pouvoir; on ajoute même que M. Serrano parlait de quelque acte de désespoir, d'un suicide peut-être, s'il était abandonné, si bien que le lendemain M. le duc de Sotomayor et ses collègues étaient destitués après avoir refusé de donner une démission qui eût été une insulte à la confiance du parlement, et que le nouveau ministère était formé. Le cabinet Pacheco-Salamanca était ainsi, on peut le dire, le résultat d'un concert entre le général Serrano, M. Bulwer et M. Salamanca, principalement empressé d'arriver au pouvoir, où il portait une fortune ébranlée. Il est inutile d'ajouter que, dès ce moment, le général Serrano avait atteint son but, qu'il entrait en maître au palais, tandis que le roi en sortait d'un autre côté, et qu'il devenait une puissance flattée, courtisée et méprisée. Maintenant, nous le demanderons, quelle autorité morale aurait pu avoir un cabinet né sous de tels auspices, pour travailler efficacement à la réconciliation de la reine Isabelle et du roi, après avoir lui-même laissé s'aggraver les causes de leur séparation? A quoi se sont passés, en effet, les cinq mois de la durée du ministère Pacheco? On ne peut guère imaginer emploi plus misérable d'un temps précieux : les chambres sont fermées d'abord, pour que la voix du pays ne vienne pas se faire entendre et déranger les calculs d'une coterie vicieuse, corrompue. Bien loin de demander au général Serrano en quel nom il est au palais et le remplit de ses créatures, c'est lui qu'il flatte au contraire; c'est devant lui qu'il se prosterne sans oser même éclairer la reine sur les dangers qu'on lui fait, et, en même temps, par une polémique imprudente qui a autorisé une discussion publique souvent sans retenue, il cherche à inculper le roi, à lui attribuer des prétentions exorbitantes : prétention bien monstrueuse que celle de ne point vouloir que la monarchie de Charles-Quint et de Charles III soit livrée à un héritier de Godoï sous un régime constitutionnel! La situation devient telle cependant qu'elle demande impérieusement une solution, un rapprochement trop retardé entre Isabelle et son époux; le cabinet, à qui on permet enfin d'agir, se réveille, se remue, se partage entre la Granja, Madrid et le Pardo; il provoque alors du roi cette réponse qu'il rentrera au palais dans quatre mois, et, par un dernier abus du secret d'un entretien privé, il livre aux commentaires injurieux du pays et de l'Europe cette parole trop claire et trop significative. Peut-on bien s'étonner du résultat de cette tentative? Le cabinet Pacheco-Salamanca n'a fait que porter le poids de son origine. N'était-il pas évident, après qu'il s'était fait le serviteur d'une intrigue déshonorante, qu'entre ses mains les négociations devaient avoir un caractère particulier d'humiliation pour la reine, de dérision pour le roi, qu'il avait perdu tout droit de faire parler l'intérêt public et qu'il fallait d'autres hommes pour tâcher de relever cette situation? C'est dans ces conditions que le général Narvaez a été appelé à Madrid comme le seul homme aujourd'hui capable, par l'énergie de son caractère, par son influence personnelle et par les doctrines politiques qu'il représente, de se mesurer avec les difficultés intérieures et de donner un gouvernement à la Péninsule.

Le sens de ce changement rendu indispensable par l'étrange faiblesse du cabinet Pacheco, ce qu'il y a de logique dans l'avénement au pouvoir du général Narvaez s'éclairera mieux encore peut-être, si nous cherchons à indiquer la marche des opinions au milieu de la crise où se trouve l'Espagne. Quelle a été l'attitude des partis depuis que la question du palais est devenue la première de toutes les questions politiques? La conduite du parti modéré n'a rien que de clair et de simple. Dès le premier moment, il a voulu empêcher la question du palais de naître, en éloignant le général Serrano; il a cherché à faire respecter en lui la dignité du pouvoir et la

pureté du principe constitutionnel, il s'est retiré plutôt que de se soumettre à une influence malfaisante. Qu'a-t-il fait lorsque cette influence eut amené une séparation éclatante entre la reine Isabelle et le roi don Francisco? Il n'a cessé de demander au nom du pays froissé et indigné, au nom de l'intérêt et de la dignité du trône comme de tous les partis, un prompt rapprochement entre les deux époux. Il a défendu de son mieux la royauté contre ses corrupteurs perfides et ses complaisants conseillers. Il a nettement déclaré la guerre à cette influence occulte d'abord, qui est venue ensuite remplir le palais de son insolence. Le parti modéré a été fidèle à lui-même en se rattachant aux institutions, et en défendant l'intégrité du principe constitutionnel. En a-t-il été de même des autres opinions? Nous ne parlons pas du parti carliste, qui devait bien évidemment se réjouir de tout ce qui pouvait altérer l'honneur de la reine Isabelle et discréditer la monarchie constitutionnelle; mais ce serait un curieux et édifiant chapitre sur la moralité des partis que l'exposé de la conduite des progressistes espagnols en présence de la soudaine fortune du général Serrano. Vous croyez peut-être qu'au premier bruit d'un événement de ce genre, le parti progressiste s'est nettement prononcé en faveur des principes constitutionnels mis sous les pieds par quelques fous, qu'il s'est soulevé contre une influence si singulière? Ce serait tomber dans une grande erreur. Le parti progressiste a agi très-politiquement, il a attendu, il a tergiversé, lorsqu'on l'interrogeait trop vivement. C'est que, n'ayant aucun espoir d'arriver par une victoire dans le parlement et dans le pays, il avait vu là un moyen de remonter au pouvoir. Le général Serrano n'était-il pas, en effet, un ancien progressiste? Il s'est alors établi entre l'homme et le parti un échange de propositions, d'avances, de flatteries; des négociations ont été suivies dans l'ombre; le parti progressiste avait récemment encore des plénipotentiaires à la Granja pour attendre l'effet de la protection de M. Serrano. De là bien des variations curieuses dans l'attitude et dans les paroles du parti progressiste, suivant qu'il croyait atteindre le but ou qu'il s'en voyait éloigné. Tantôt il menaçait et mettait à nu la situation du général Serrano, tantôt il exprimait des doutes, il défendait même la reine contre de trop hardis soupçons; il soutenait le droit qu'avait Isabelle de donner sa confiance à M. Serrano, d'accepter ses conseils. Seulement il fallait, en quelque sorte, légitimer cette *influence* en lui livrant le pouvoir, couvrir l'irrégularité de cette position privée en lui donnant une couleur constitutionnelle et en formant un ministère où seraient entrées, bien entendu, les notabilités progressistes. Puis, quand la crise s'est précipitée tout à coup, lorsque la reine Isabelle a été suffisamment avancée dans cette carrière d'intrigues, le parti révolutionnaire est venu, lui aussi, réclamer la réconciliation des deux époux, s'indignant presque que le roi ne cédât pas à la première parole de ceux qui avaient porté le désordre dans le palais.

Qu'on juge maintenant, d'après la différence d'attitude des principaux partis politiques de l'Espagne, lequel est le mieux placé moralement pour tenter de dénouer la crise actuelle. L'appel qui a été fait au général Narvaez ne devait avoir rien d'imprévu dans ces circonstances. C'était une nécessité; tout concourait à faire de nouveau dériver le pouvoir vers les opinions qu'il représente. Si l'intervention du général Narvaez peut être décisive, en effet, ce n'est pas seulement en raison de son énergie personnelle, c'est par son caractère politique, par sa position élevée dans le parti conservateur espagnol, et par une intime union avec les principaux membres de ce parti. Qu'arriverait-il si, comme on semble le craindre, le général Narvaez se laissait circonvenir et s'alliait, soit avec M. Salamanca, soit avec le général Serrano, soit avec quelques autres progressistes? Il se livrerait lui-même, perdrait son crédit, ne résoudrait rien, laisserait subsister la question dans toute sa gravité, et provoquerait dans les provinces une révolution terrible, une révolution de la honte et du mépris. La dernière issue pacifique serait fermée devant l'Espagne. Si le général Nar-

vaez reste uni avec le parti modéré, nous ne disons pas qu'il aura par cela même levé tous les obstacles : la plus grave des difficultés ne serait pas même peut-être écartée par l'éloignement forcé du général Serrano. Mais n'est-il pas vrai de dire que par ses antécédents, par ses habitudes de respect pour la royauté, par la force de ses convictions monarchiques, le parti modéré est, plus que tout autre, en position d'atténuer l'effet des dissentiments publics des deux princes, d'obtenir des concessions, de faire prévaloir l'intérêt du pays sur les griefs personnels, de ramener, il faut le dire, la raison et la convenance au palais de Madrid?

Le parti modéré puise ses titres au pouvoir, nous ne dirons pas dans la confiance des chambres, ce serait pour le moment fort illusoire, mais dans les services qu'il a rendus à la monarchie constitutionnelle, dans les garanties d'ordre et de liberté qu'il offre à la Péninsule. Un des grands malheurs de l'Espagne, c'est que sur ce sol dévasté il n'y a qu'une institution vivante, celle qui lui a été léguée par le temps, la royauté; lorsque la royauté elle-même est mise en cause, toutes les chances sont pour l'anarchie. Les lois nouvelles n'ont pas pris racine; l'organisation politique, administrative, du pays est à peine ébauchée et toujours contestée; les intérêts ne sont point développés et classés encore. Il n'y a pas au delà des Pyrénées cet ensemble d'institutions secondaires qui peuvent, en certains moments, être un frein et réagir pacifiquement sur le pouvoir qui dévie. La moindre oscillation dans l'autorité suprême réveille tous les instincts anarchiques, rappelle aux armes toutes les passions sans que rien les contienne, ni l'action des lois qui ne sont plus reconnues, ni l'exigence des intérêts matériels qui n'ont pas eu le temps de se former et de sentir le prix de l'ordre et de la paix. Le plus petit changement devient bientôt une occasion de troubles. C'est l'honneur du parti modéré de s'être fortement pénétré de cette situation après 1843, et d'avoir cherché à organiser l'Espagne sur des bases régulières et solides.

Entre 1844 et 1846, le parti modéré, représenté par le ministère de MM. Narvaez, Mon, Pidal, Martinez de la Rosa, a tenté cette œuvre, qui a donné deux années de paix à la Péninsule. Pendant ces deux années, M. Mon a plus fait pour les finances de l'Espagne que tous les ministres qui l'avaient précédé. Il avait déconcerté l'agiotage, qui s'est relevé dans la personne de M. Salamanca. La seule mesure utile accomplie par ce dernier, la suppression des douanes intérieures, c'est sur les plans laissés par M. Mon qu'elle a été réglée. M Pidal avait donné quelque vie, quelque force aux institutions civiles par un ensemble de décrets sur le conseil d'État, sur les municipalités, sur les députations provinciales. Pour juger, sous un autre rapport, de l'influence heureuse qu'a exercée le général Narvaez, qu'on examine l'armée depuis son ministère : jusque-là, elle était travaillée par l'indiscipline, se mêlait à tous les débats politiques, prenait part à tous les soulèvements. On se souvient des révolutions accomplies par des sergents ivres; Espartero lui-même n'a-t-il pas donné l'exemple de la révolte contre le gouvernement? Pendant la crise actuelle, elle reste calme, neutre, non pas indifférente, mais disciplinée. Le résultat des efforts du parti modéré eût été de procurer ainsi à l'Espagne, par des voies diverses, la vérité, la pratique des institutions libres, de lui donner la stabilité, qui est son premier besoin. C'est là véritablement le progrès éclairé et digne, et c'est celui que repousse le parti progressiste espagnol. S'il fût arrivé au pouvoir, s'il y arrivait encore, la Péninsule serait bientôt en révolution. Un de ses organes, l'*Espectador*, a un peu trop naïvement laissé échapper son secret, il y a quelques jours, dans un moment où l'espoir enflait son orgueil. Il ne s'agissait de rien moins, dans son programme, que de bouleverser les municipalités, de rétablir la constitution de 1837 ou d'en voter une nouvelle, de changer toutes les lois administratives, de renouveler le personnel des officiers de l'armée, de destituer toutes les autorités qui sont à la tête des provinces;

la dernière clause de ce prospectus révolutionnaire, c'était le réarmement des milices nationales, afin, disait-on, de ne point laisser les institutions sans bouclier contre les révoltes militaires. N'est-il pas vrai cependant que les milices nationales, bien plus que l'armée, ont été les auxiliaires de toutes les séditions, sans distinction de couleur politique du reste, qu'il s'agît d'élever Espartero ou de le renverser ? Ce programme n'a été heureusement qu'une promesse ; le général Serrano, qui a conservé un fâcheux souvenir de l'ancien régent, contre lequel il s'était le premier soulevé en 1843, a tout simplement craint de préparer son retour, et le parti progressiste déçu, se rejetant dans une alliance avec la faction carliste, a tourné ses efforts vers une conspiration centraliste qui s'ourdit en ce moment. Les tentatives du parti révolutionnaire échoueront sans aucun doute, de même que les bandes montemolinistes qui désolent la Catalogne, pillent les trésors des villes, saccagent les villages, fusillent de malheureux prisonniers sans défense et renouvellent les horreurs dont Cabrera épouvanta le pays de Valence, seront vaincues dès que le pouvoir sera dans une main ferme et résolue. Cependant il est impossible de ne pas faire une réflexion : c'est combien tous les instincts de désordre et d'anarchie sont prompts à se réveiller en Espagne, combien l'incertitude est encore une condition normale pour ce pays, combien l'avenir de la monarchie constitutionnelle est chose douteuse, puisque les princes et les partis sont chaque jour à lutter d'inconséquence, d'égarements et de folies extrêmes!

On le voit aisément, cette triste question du palais touche à toutes les questions en Espagne ou plutôt elle les domine. Caprice ou folie légère au début, elle en est venue, par le caractère qu'on lui a laissé prendre, à ébranler tous les ressorts sociaux et politiques, à compromettre l'œuvre de la régénération de la Péninsule, à faire vibrer toutes les passions, à décourager tous les sentiments honnêtes, et elle est posée de telle sorte aujourd'hui, que ceux-là mêmes qui se trouvent dans les meilleures conditions pour la résoudre sont par la force des choses mis en présence de difficultés de l'ordre le plus grave. La première de toutes, sans contredit, consisterait en ce que le roi refusât de rentrer au palais, même lorsque le général Serrano serait éloigné de l'Espagne, et maintînt le délai qu'il a fixé avant tout rapprochement. Le général Narvaez arrive à Madrid maître de la situation. Son influence est assez grande pour qu'il puisse renouer avec succès des négociations étourdiment conduites jusqu'ici, et obtenir du roi don Francisco un retour qui serait aujourd'hui moins un acte de faiblesse qu'une satisfaction donnée à l'intérêt public. Il se formerait sans doute, dans ce cas, sous la présidence du général Narvaez, un ministère modéré, énergique et puissant, capable de réprimer toutes les tentatives de révolte et de reprendre l'œuvre d'organisation qui avait été commencée par MM. Mon et Pidal. La force de ce cabinet serait à peu près irrésistible dans l'état actuel de l'Espagne. Si les obstacles qui séparent la reine et le roi ne pouvaient être aplanis, si un rapprochement ne pouvait s'effectuer, nous tendons à croire que le général Narvaez refusera le pouvoir, et alors le pays serait précipité dans une série d'agitations et d'intrigues vulgaires dont l'infaillible dénoûment serait la perte de la couronne de la reine Isabelle. C'est là l'alternative placée en ce moment devant la Péninsule ; c'est entre ces deux voies qu'on doit choisir. Demain peut-être nous saurons ce qu'il faut penser de l'avenir de l'Espagne.

Que le général Narvaez parvienne à opérer une réconciliation entre la reine Isabelle et le roi don Francisco, ce serait, certes, un résultat fort désirable ; car, qu'on y songe bien, plus qu'en tout autre pays encore, la royauté en Espagne est non-seulement une garantie d'ordre, mais aussi un élément de progrès. L'Espagne est travaillée par mille déchirements, par les rivalités provinciales, par des tendances fédéralistes qui ne sont, de nos jours, qu'un des déguisements de l'anarchie, et ne seraient, si elles prévalaient, qu'un acheminement vers la décomposition sociale la plus com-

plète. La royauté est seule encore la garantie de l'unité espagnole ; seule, la royauté, sagement conseillée, animée d'un esprit politique élevé, peut éteindre, avec le temps, ces foyers d'indépendance locale exagérée qui menacent souvent l'intégrité du pays. Tout ce qui tend donc à affaiblir le sentiment monarchique si profondément enraciné dans les cœurs au delà des Pyrénées remet en doute le progrès général de la Péninsule. Quelles que soient les difficultés qu'il peut y avoir à effacer toute trace de la crise actuelle, peut-être n'en faut-il pas désespérer cependant. On sait le rôle que l'imprévu joue souvent en Espagne; il pourrait encore aujourd'hui venir en aide à un intérêt pressant. La question espagnole ne perdrait pas pour le moment son caractère en quelque sorte intérieur. Mais si, par une circonstance quelconque, par un événement qui ne pourrait être conjuré par les efforts d'une politique conciliante et forte, le trône d'Isabelle II devait succomber en Espagne, s'il devait y avoir une succession royale ouverte au delà des Pyrénées, ici la question se révélerait sous son aspect extérieur, et la France, il nous semble, n'aurait point à choisir son rôle ; il serait tout tracé. Il n'y aurait évidemment pour la politique française qu'un point de départ possible, ce serait le droit, aujourd'hui éventuel encore, de l'infante, duchesse de Montpensier.

La France, lorsqu'elle a accompli, de concert avec l'Espagne, le mariage de l'infante Luisa-Fernanda avec le duc de Montpensier, n'ignorait pas qu'elle faisait un acte sérieux qui pouvait être le germe d'une politique tout entière ; elle savait que cette union était la consécration d'une alliance nécessaire entre les deux pays, et que pouvaient confirmer les éventualités contenues dans un tel acte. Ces complications qu'on lui promet maintenant, le gouvernement français avait dû les prévoir. N'a-t-on pas pris soin de feuilleter tous les traités, de les expliquer, de les commenter, d'en torturer le texte? A la lumière de la discussion publique, qu'est-il resté cependant ? Le droit, le droit incontestable de la France et de l'Espagne à faire ce qu'elles avaient fait, et une protestation inutile à laquelle l'Angleterre, malgré ses efforts, n'a pu associer l'Europe. C'est qu'en réalité les autres puissances n'ont point vu une menace pour la paix générale, une altération de l'équilibre européen dans un fait qui, tout en étant heureux pour la France, maintenait intacte l'indépendance de l'Espagne. Quelque complication que suscite le gouvernement anglais, la France n'en a pas moins à défendre un droit, droit librement débattu, discuté et reconnu par les cortès espagnoles. Il faut bien considérer, du reste, que l'Angleterre n'a point changé encore le sentiment de l'Espagne à ce sujet, comme elle le désirerait. Le cabinet de Madrid en fournissait la preuve récemment; il ne faisait que céder à l'opinion publique en ordonnant des poursuites contre les publications que M. Bulwer peut connaître et qui tendaient à mettre en doute les droits éventuels à la couronne de l'infante Luisa-Fernanda.

Au fond, l'Espagne restant parfaitement indépendante et étant en mesure de défendre son indépendance, le droit de l'infante n'étant point douteux aux yeux de l'Europe, il reste une question d'influence entre la France et l'Angleterre; pour la résoudre, c'est l'intérêt de la Péninsule qu'il faut évidemment consulter. Par une admirable loi de la Providence, la France et l'Espagne sont dans une telle situation l'une à l'égard de l'autre, que leurs intérêts se confondent. Bien loin de nous porter ombrage, l'indépendance et la prospérité de la Péninsule sont pour nous une nécessité et une garantie. La France n'a point de traité de commerce à demander à l'Espagne; si elle pouvait voir d'un œil hostile une telle mesure, ce n'est point que son commerce dût en souffrir, c'est parce que son intérêt principal et dominant est dans le développement des ressources espagnoles, dans la pacification du pays qui serait incontestablement retardée par ce défi porté à la Catalogne. Est-ce dans une chambre française qu'on a parlé, sans exciter de réprobation, de mettre la main sur

l'île de Cuba ? Avons-nous un Gibraltar, arsenal de contrebande, en attendant qu'il soit un arsenal de guerre? Si l'Espagne, autrefois puissance navale de premier ordre, renouvelle ses efforts pour créer une marine nationale, ce n'est pas la France, sans doute, qui contrariera cette légitime tendance; elle ne peut que la seconder de ses vœux et de son appui. Aujourd'hui même, dans les questions si délicates qui s'agitent, la France n'est-elle pas d'accord avec l'Espagne pour souhaiter la prompte solution des difficultés intérieures du palais, que d'autres ne seraient pas fâchés de voir s'aggraver encore? Nous irons plus loin : qu'on admette un instant une catastrophe ou un événement naturel qui rendrait le trône vacant à Madrid et donnerait toute sa force au droit de l'infante Luisa-Fernanda ; n'est-il pas évident, aux yeux de tous les hommes sensés et clairvoyants, que l'infante ne pourrait apporter à l'Espagne que la continuation de la monarchie constitutionnelle, tandis que, d'un autre côté, ce serait ou un abîme de révolutions dont nul ne saurait entrevoir le fond, ou l'avénement au trône du comte de Montemolin, caressé, protégé par l'Angleterre ? Et quel caractère aurait forcément alors pour l'Espagne le retour du fils de don Carlos? Ce serait une restauration nette et pure, quelque chose comme un 1815, sans la grandeur et l'éclat glorieux qui ont précédé en France ce triste temps. On peut voir par là la justice de ces déclamations qui reprochent en ce moment même, avec une recrudescence violente, au parti modéré ses sympathies pour la France. Oui, sans doute, l'Espagne éclairée, véritablement libérale, conservatrice, l'Espagne qui ne veut ni de l'anarchie ni du rétablissement de l'absolutisme, doit attacher quelque prix à notre alliance; il n'y a rien là qui puisse embarrasser ni la France ni le parti conservateur espagnol. Leur conviction commune résulte du sentiment de cette intime connexité des intérêts des deux pays que nous signalions; et, s'il fallait ajouter quelque chose encore, nous rappellerions cette belle parole d'un orateur du congrès de Madrid, qui révèle le secret de notre influence au delà des Pyrénées : « C'est que la France est la plus vivante et la plus glorieuse expression de la civilisation nouvelle que l'Espagne travaille péniblement à s'assimiler. »

Ainsi la crise actuelle, qu'on s'est efforcé de rendre périlleuse, ne sert qu'à faire éclater plus solennellement les vrais besoins, les vraies tendances de l'Espagne. C'est dans les doctrines politiques du parti modéré que la Péninsule peut trouver la sûreté intérieure, comme elle trouverait, s'il en était besoin, la sûreté extérieure dans son alliance avec la France. Là réside l'intérêt réel, sérieux, permanent de ce généreux pays. Quoi qu'il arrive, nous avons la confiance qu'aucune intrigue, qu'aucun caprice, qu'aucune folie n'obscurcira cet intérêt et ne l'empêchera de prévaloir. C'est là le point supérieur et dominant dans la question espagnole ; tout le reste est livré au hasard des passions et des incidents secondaires.

***.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 août 1847.

Les traités de Vienne reparaissent de nouveau dans les discussions de la diplomatie européenne; il s'agit encore de les interpréter soit au profit du plus fort, soit dans l'intérêt du droit et de la liberté. Il y a bientôt un an, l'Autriche absorbait la petite république de Cracovie; aujourd'hui elle envahit une des villes des États romains. L'article 103 de l'acte du congrès de Vienne du 9 juin 1815, en rendant au pape les légations de Ravenne, de Bologne et de Ferrare, a stipulé que l'Autriche aurait droit de garnison dans les places de Ferrare et de Comachio. C'était une grave dérogation aux prérogatives de la souveraineté pontificale : aussi, dès le 12 juin 1815, la cour de Rome protesta contre une pareille clause; pourtant elle dut la subir. Le gouvernement autrichien, non content de tenir garnison dans les deux places, c'est-à-dire dans les deux forteresses, voulut souvent étendre son occupation à des postes en dehors des citadelles. A ces empiétements, la cour de Rome a toujours opposé les réclamations les plus vives. Cependant, depuis plusieurs années, il ne s'était plus élevé sur ce point de difficultés nouvelles entre le cabinet de Vienne et le saint-siége, lorsque, dans ces derniers temps, Pie IX reçut la nouvelle que l'Autriche avait pris véritablement possession de Ferrare, car elle avait fait occuper, le 13 août, par ses troupes tous les postes de la ville. Le même jour, une protestation solennelle du cardinal Ciacchi, légat de Ferrare, a déclaré illégale et arbitraire une pareille occupation. Le cabinet autrichien a répondu, par son organe officiel, qu'il avait toujours exercé son droit de garnison d'une manière plus ou moins étendue, suivant les circonstances. Si aujourd'hui il a réparti des troupes dans les différents postes et dans les casernes de la ville de Ferrare, c'est que l'agitation excitée par la presse et les clubs lui a paru menacer la tranquillité publique. Ce langage n'indique que trop que l'Autriche n'a jamais eu la pensée, comme le bruit en avait couru, de revenir sur les mesures qu'elle avait prises, et de retirer de Ferrare les renforts qu'elle y avait envoyés.

Telle est la situation. Par l'occupation de la ville de Ferrare, l'Autriche blesse vivement les droits de la souveraineté pontificale, et néanmoins elle prétend qu'elle n'a pas outre-passé les termes des traités. Quant à une intervention, le cabinet de Vienne en désavoue la pensée. Pourquoi ? Quand même la cour de Rome n'aurait pas déclaré d'une manière absolue qu'en aucun cas elle ne solliciterait une intervention étrangère, il est certain qu'en ce moment, loin de réclamer auprès d'aucun cabinet un pareil secours, elle manifeste l'intention de faire elle-même ses affaires en s'ap-

puyant sur les libéraux modérés. Or, comment l'Autriche, sans violer tous les principes et tous les droits, sans montrer qu'elle entend traiter l'Italie en pays conquis, pourrait-elle intervenir dans les États du pape contre la volonté bien connue de Pie IX? En 1831, quand l'effervescence qui régnait dans la péninsule éclata par une triple insurrection à Modène, à Parme, à Bologne, les trois gouvernements qui se trouvaient ainsi assaillis invoquèrent sur-le-champ l'intervention de l'Autriche. Pour ne parler que des États pontificaux, les troupes autrichiennes les occupèrent plusieurs mois, sur l'invitation et du consentement du pape, dont elles n'évacuèrent le territoire qu'à la fin de juillet. L'année suivante, d'autres troubles amenèrent une nouvelle intervention de l'Autriche, encore sur la demande du pape. Il faut même remarquer qu'à cette époque les soldats pontificaux inspiraient une telle aversion aux Romagnols, que plusieurs villes se félicitèrent de recevoir dans leurs murs les Autrichiens, qui, par une discipline sévère, protégeaient au moins la tranquillité publique. Au surplus, cette popularité passagère des Autrichiens s'évanouit bientôt à la nouvelle que le drapeau français allait paraître en Italie. En effet, cette seconde invasion de l'Autriche dans les États romains mécontenta assez vivement M. Casimir Périer pour le déterminer à l'expédition d'Ancône, conduite avec tant d'audace et de bonheur. On voit que si l'Autriche, depuis 1830, est entrée deux fois sur le territoire pontifical, c'est qu'elle y fut appelée par Grégoire XVI. Aujourd'hui Pie IX lui déclare au contraire qu'il entend faire face aux nécessités de la situation sans le secours de l'étranger ; il a un langage tout à fait national, il a le cœur d'un véritable Italien, et il croit qu'il aura plus de puissance par sa popularité qu'il n'en pourrait trouver dans l'intervention autrichienne.

C'est ainsi que seize années d'ordre et de paix ont apporté dans la péninsule des modifications politiques et morales qui doivent inspirer au gouvernement autrichien des réflexions sérieuses. Il y a là des sentiments, des tendances, des progrès, dont on ne triomphe pas avec des baïonnettes. De quelque côté qu'elle tourne ses regards, en Toscane, en Piémont, l'Autriche est entourée de populations intelligentes travaillant à conquérir le bien-être matériel et la liberté civile. A coup sûr, un pareil esprit n'a rien qui puisse alarmer les gouvernements ; aussi ces derniers, loin d'invoquer la protection étrangère, ont-ils vu, avec un chagrin qu'ils ont plus ou moins manifesté, l'occupation de la ville de Ferrare ; par ce nouvel empiétement, ils se sont sentis atteints dans leur souveraineté et dans leur indépendance. L'Autriche ne doit pas non plus oublier que, si Pie IX est faible comme prince temporel, il dispose d'une autorité morale contre laquelle il ne serait pas d'une habile politique d'entrer en lutte ouverte. Quelque opinion que le gouvernement autrichien puisse avoir de sa force, il ne se croit pas sans doute plus maître en Italie que ne l'était Napoléon il y a quarante ans. Cependant Napoléon, au milieu de ses triomphes, après Austerlitz et Iéna, s'irritait des obstacles que lui opposait la fermeté de Pie VII. « Je trouve dans mon siècle, s'écriait-il, un prêtre plus puissant que moi, car il règne sur les esprits, et moi je ne règne que sur la matière. » Dans des circonstances analogues, la puissance de Pie IX serait plus grande encore que celle de Pie VII, car à l'autorité de la religion se joindrait le prestige des idées de liberté. L'Autriche a-t-elle intérêt à provoquer un pape à reprendre l'antique et glorieux rôle de représentant de l'indépendance italienne? D'un autre côté, ne serait-il pas étrange qu'un cabinet qui professe si hautement les principes conservateurs se constituât l'adversaire de la papauté? Aujourd'hui donc, tout conseille à la cour de Vienne d'apporter dans les affaires de l'Italie la plus grande réserve ; elle y est invitée par son intérêt, par la politique d'ordre et de stabilité qu'elle prétend exprimer et servir plus que personne, par les changements moraux qui se sont opérés autour d'elle.

Il y a, pour ce qui concerne l'Italie, un complet contraste entre l'Autriche et la

France. A l'Autriche la prépondérance matérielle, à la France l'influence morale. Notre rôle dans la péninsule est d'autant plus facile et peut-être d'autant plus considérable, qu'il est plus désintéressé. L'Italie est bien convaincue que la France fait les vœux les plus sincères pour son indépendance, et qu'elle a abdiqué à son égard tout projet de conquête et de domination. Cette persuasion, jointe au souvenir de la régénération morale que lui apportèrent, à la fin du dernier siècle, les armées victorieuses de la révolution française, lui inspire pour nous une confiance, une sympathie qu'il serait bien peu politique de tromper. D'ailleurs, les traités de Vienne ont créé à l'Autriche en Italie une situation si formidable, qu'il faut au moins veiller à ce qu'elle ne s'agrandisse pas encore. En 1831, en 1832, la France posait avec fermeté le principe de l'indépendance et de l'intégrité des États du saint-siége. Ce principe domine tout, et nous sommes convaincus que le gouvernement français n'a rien fait, n'a rien dit qui puisse l'affaiblir et en entraver l'application. Pourquoi se désarmer de gaieté de cœur? La cour de Rome a fait connaître qu'elle ne réclamerait pas d'intervention étrangère : c'est bien; mais, sur cette assurance, notre diplomatie n'a pas dû se hâter de déclarer qu'elle ne se mêlerait des affaires des États romains que dans le cas où une puissance se permettrait d'intervenir sans la demande préalable du pape. A quoi bon limiter ainsi sa propre action dans l'avenir? Pourquoi prévoir le cas où une intervention étrangère ne provoquerait de notre part aucune réclamation, aucune résistance? La France doit garder toute la liberté de ses mouvements pour les éventualités qui peuvent se produire d'un instant à l'autre.

Il lui importe d'autant plus d'avoir une contenance ferme et décidée, qu'elle ne laisse pas que d'être observée avec une curiosité malveillante par des adversaires et des rivaux. La presse anglaise ne nous épargne pas ses critiques et l'expression d'une joie injurieuse, à l'idée que notre politique abandonne les principes que jusqu'ici elle avait toujours défendus. Elle nous représente comme désertant des traditions séculaires, comme abdiquant des prétentions pour le triomphe desquelles nous avons autrefois si souvent combattu. Nous savons tout ce qu'il faut rabattre de ces déclamations; toutefois ce langage doit nous tenir en éveil. Les organes de lord Palmerston dénoncent à l'Europe le gouvernement français comme coupable de complicité avec l'absolutisme de l'Autriche. La meilleure réponse à cette accusation sera dans l'habile fermeté de notre diplomatie, qui doit montrer que nous n'abandonnerons pas à l'Angleterre l'honneur de défendre en Europe les saines idées libérales. Que lord Palmerston prenne partout fait et cause pour les partis extrêmes, quel que soit leur drapeau, le carlisme ou la démagogie, nous ne lui envions pas ce rôle d'agitateur, qui demande à l'anarchie d'ouvrir des chances heureuses aux intérêts, à l'influence, au commerce de l'Angleterre. La mission de la France est autre : prêtant partout son appui moral à la liberté modérée, aux idées de sages réformes, la France inspirera plus de confiance et d'estime que si elle se montrait ici absolutiste, là radicale, au gré de ses caprices ou de ses spéculations. Du reste, il ne serait pas impossible que les vivacités de lord Palmerston eussent un résultat qu'à coup sûr il n'a ni désiré, ni prévu : c'est d'inspirer à l'Autriche une plus grande circonspection. Le ministre whig ne doit rien souhaiter avec plus d'ardeur que des événements, des circonstances, qui amènent sur quelque point de l'Italie une intervention d'une puissance étrangère. Lui aussi pourrait alors se mêler des affaires de la péninsule, et montrer le pavillon anglais devant Naples, devant Civita-Vecchia, et dans le golfe de Palerme. D'ailleurs, ne pourrait-on trouver dans les conditions actuelles de la politique anglaise plus d'un motif de se prononcer en faveur du saint-siége? Déjà les difficultés de l'Irlande avaient fait comprendre à l'Angleterre la nécessité d'un rapprochement avec Rome; la question du rétablissement des relations diplomatiques par l'envoi d'un ambassadeur auprès du Vatican a été plus d'une fois

agitée, et elle se reproduira lorsque le parlement devra plus tard discuter la dotation du clergé catholique. Enfin il est certain que le gouvernement anglais cherche à établir le transit de la malle de l'Inde à travers les États pontificaux. Voilà bien des raisons pour que l'Italie ne croie pas au désintéressement de l'Angleterre, comme elle croit aujourd'hui à celui de la France. S'il y a de la prévoyance dans les gouvernements, un sage instinct dans les populations, on évitera, de part et d'autre, tout ce qui pourrait amener dans les États indépendants de l'Italie des drapeaux étrangers.

En effet, c'est surtout d'elle-même que l'Italie peut attendre son salut et sa force, et dès à présent d'heureux symptômes se manifestent au delà des Alpes. Dans une lettre adressée à un personnage aussi connu par ses principes libéraux que par son dévouement à la personne du roi Charles-Albert, ce prince s'est prononcé d'une manière formelle contre l'occupation de Ferrare. Le roi aurait renouvelé l'expression de son mécontentement en présence de plusieurs membres du corps diplomatique, et notamment du nonce du saint-siége, monsignor Antonucci, à qui il aurait offert l'appui du Piémont contre les exigences de l'Autriche. Cette détermination serait due aux conseils de M. de la Villamarina, ministre de la guerre, et du duc de Savoie, qui, bien que marié à une princesse autrichienne, se fait, en cette circonstance, l'organe des vœux de la nation. Cependant il ne paraît pas qu'aucune démarche officielle ait encore eu lieu, et il n'est pas certain, comme on l'a dit, qu'une note dans ce sens ait été adressée au cabinet de Vienne, bien qu'une polémique assez aigre entre la *Gazette Piémontaise* et le journal officiel de Milan en ait donné l'espérance à Turin. L'agitation est grande en Piémont, surtout dans l'armée, ce qui est un symptôme considérable pour qui connaît le caractère méthodique et froid des Piémontais. Cette attitude du Piémont ne sera pas sans influence dans la question actuelle ; il faut la constater comme l'indice d'une tendance vers la seule politique qui convienne à l'Italie : nous voulons parler d'une alliance défensive qui, en mettant les souverains de la péninsule à couvert de l'influence étrangère, établirait entre eux une certaine solidarité dans l'accomplissement des réformes pacifiques et progressives. En unissant sa cause à celle du reste de l'Italie, le roi Charles-Albert servirait tout ensemble les intérêts de son pays et se montrerait fidèle aux traditions de la maison de Savoie. Le Piémont a une armée de 52,000 hommes en temps de paix, qui, sur le pied de guerre et en appelant sous les drapeaux les bataillons provinciaux, peut être promptement portée au double ; qu'on ajoute à cela une marine déjà respectable, des finances en excellent état et une administration qui compte dans son sein des hommes véritablement distingués : que manque-t-il donc au Piémont pour prendre une plus grande part d'influence dans les affaires italiennes ? Un peu plus de décision et une contenance assez ferme pour inspirer désormais plus de confiance à la péninsule.

A côté du Piémont, les États de Parme, de Modène et de Lucques sont complétement soumis à l'influence du cabinet de Vienne ; l'archiduchesse Marie-Louise administre pour l'empereur Ferdinand ; Modène est la citadelle et le chef-lieu du parti rétrograde, et l'imprudent souverain de Lucques semble s'appliquer à soulever ses sujets par ses caprices tyranniques et à ouvrir de ce côté une porte à l'intervention autrichienne. L'importance de ces petits États est peu considérable, et leur opposition ne serait pas très-dangereuse, s'ils ne constituaient pour leurs voisins une cause permanente de troubles, ainsi qu'il est arrivé récemment encore à l'occasion des massacres de Parme. En Toscane, l'opinion libérale trouve un plus sûr appui. Le grand-duc a donné des gages de ses bonnes dispositions, et la droiture de son caractère ne peut être révoquée en doute. Les concessions qu'il a faites à l'opinion ont été spontanées, et il a su s'identifier franchement avec les intérêts de son peuple.

Quant au roi de Naples, il serait injuste de ne pas reconnaître l'importance des réformes économiques qu'il vient d'introduire dans ses États, surtout si on tient compte des difficultés de sa position vis-à-vis de l'Autriche, et rien ne peut faire douter un jour ou l'autre de son adhésion à l'alliance italienne. Jamais les circonstances ne furent donc plus favorables pour cette union, garantie essentielle de l'indépendance nationale, comme l'union des populations avec les gouvernements est la seule garantie de la liberté.

C'est en posant ce principe que le parti modéré a rendu moins épineuse la tâche des gouvernements italiens, en même temps qu'il a mis ceux du dehors en demeure de se prononcer en sa faveur, s'ils veulent sauver la cause de l'ordre et du progrès, et, à ce point de vue, on n'a peut-être point assez apprécié les services rendus par ce parti dans les derniers événements. Grâce à ses efforts et à son influence, le gouvernement du pape a pu conserver jusqu'à présent, dans le différend survenu avec l'Autriche, les avantages que lui donne sa position. A la voix de ses chefs, l'attitude du peuple de Rome et des légations est restée calme. Sauf l'émotion inévitable causée à Rome le jour où y parvint la nouvelle de la première entrée des Autrichiens à Ferrare, aucune manifestation intempestive n'est venue entraver l'action du gouvernement. Le pape ayant exprimé le désir de voir le peuple s'abstenir de toute démonstration, le mot d'ordre a été donné aux clubs, à la garde nationale, aux journaux; Ciceronacchio l'a transmis à la foule, et tout s'est passé dans un ordre parfait. Le gouvernement pontifical, assuré de la tranquillité publique, a pu en toute sécurité organiser les gardes nationales, et, confiant dans son bon droit, opposer une réponse énergique aux prétentions de l'Autriche. On sait en quels termes il l'a fait. Le cardinal secrétaire d'État n'a point oublié l'ancien évêque de Rieti, courant, en 1831, sur les remparts et distribuant des armes à la population. Sa franchise un peu rude ne s'accommode guère des formes diplomatiques, et déroute parfois les habitudes et les traditions. Son allure loyale et résolue gêne beaucoup le parti rétrograde. Aussi la cabale tout entière est-elle conjurée contre lui, et sa ruine est le but de tous ses efforts. Elle a malheureusement encore plus d'une voie détournée pour faire arriver ses insinuations à l'oreille du pape, mais nous avons trop de confiance dans la sagesse de Pie IX pour croire qu'il puisse se laisser surprendre et donner sur ce point la moindre satisfaction à ses ennemis, qui ne manqueraient pas de l'interpréter comme un triomphe complet et décisif.

Les peuples qui traversent de laborieuses épreuves pour conquérir une liberté régulière peuvent prendre exemple sur une nation qui, depuis vingt ans, a été aux prises avec des difficultés de tout genre, sans y succomber : nous voulons parler de la Grèce. Les chambres viennent de s'ouvrir à Athènes, et le gouvernement a pu leur apprendre qu'il se croyait en mesure d'effectuer progressivement le payement de la dette nationale, sans compromettre d'une manière fâcheuse les intérêts du trésor, de l'agriculture et de la navigation. Nous serions presque tentés de faire honneur de ce résultat aux exigences *persévérantes* de lord Palmerston, pour employer les expressions du discours de la couronne. En effet, c'est pour ainsi dire sous le feu des attaques du ministre anglais que M. Coletti a trouvé l'énergie nécessaire pour dissoudre la dernière chambre des députés, dans laquelle une opposition violente entravait la marche du gouvernement, pour en appeler à des élections nouvelles, y conquérir une majorité incontestable, et préparer les mesures importantes qui doivent fonder le crédit national. Cette fois encore, le gouvernement grec a trouvé l'assistance d'un généreux étranger, M. Eynard de Genève, qui continue de servir la cause de l'indépendance hellénique avec un dévouement que le temps n'a pu refroidir. Si M. Coletti n'a pas annoncé dans le discours de la couronne un heureux dénoûment des difficultés qui se sont élevées entre la Porte et la Grèce à l'occasion de M Mus-

surus, c'est qu'il résiste encore à de nouvelles exigences du divan, qui paraît avoir été trop accessible aux suggestions de la diplomatie britannique. Toutefois le roi Othon a exprimé l'espoir que ce différend ne tarderait pas à se terminer d'une manière conforme à la dignité des deux États. Quand l'incident relatif à M. Mussurus éclata, il semblait, à voir l'effroi de bien des gens, que la guerre allait en sortir; aujourd'hui l'affaire se trouve réduite à de plus modestes proportions : ce n'est plus guère qu'une pointillerie d'étiquette. Il est plus que temps d'en finir.

C'est à tort qu'on avait voulu faire un événement diplomatique de la note remise en Suisse à M. Ochsenbein par le représentant de l'Angleterre, M. Peel. Dans cette note, il n'y a pas autre chose que des politesses pour M. Ochsenbein et des vœux pour le bonheur et la liberté de la Suisse, qui doit, par le maintien de l'ordre, ôter tout prétexte à une intervention étrangère. Si la diplomatie de lord Palmerston tenait toujours le même langage, nous n'aurions jamais pour elle que des éloges. Plus encore que le gouvernement anglais, la France, en sa qualité de puissance limitrophe, considérerait comme chose très-fâcheuse la nécessité d'une intervention en Suisse; aussi n'a-t-elle épargné ni avertissements ni conseils pour engager la confédération à se préserver des excès qui seuls pourraient amener un semblable résultat : elle a reconnu le droit qu'avait la nation helvétique de reviser son pacte fédéral, mais elle lui a signalé les écueils où elle pouvait tomber en remaniant sa constitution, et les dangers où la précipiteraient les exagérations des partis qui la divisent. Ce langage est-il suspect? Ces sentiments sont-ils hostiles? En parlant ainsi, la France n'a pas laissé que de produire une impression assez profonde non-seulement sur les hommes modérés, mais même sur ceux des radicaux qui sont au gouvernement, et qui, en dépit de leurs préjugés et de leurs passions, ne peuvent fermer les yeux à l'évidence. Depuis quelque temps, le radicalisme se divise, se fractionne : il y a les radicaux gouvernants et les radicaux clubistes. Les premiers, malgré toute leur bonne volonté, ne peuvent pas toujours contenter les seconds, qui ne leur ménagent pas les accusations. De là des luttes au sein du parti extrême qui domine aujourd'hui en Suisse. Ce parti est, on le voit, livré à la guerre civile, qui, aux yeux des radicaux, semble être un instrument légitime de réformes et de progrès. Un prédicateur qui s'était avisé dernièrement de déplorer l'état d'anarchie où est aujourd'hui plongée la Suisse, n'a-t-il pas été menacé d'être mis en jugement? Il était, en effet, bien coupable; il avait demandé, à la fin de son sermon, que la guerre civile fût détournée de la Suisse, ou que du moins, si elle éclatait, elle retombât sur la tête de ceux qui l'auraient provoquée. La propagande organisée à l'étranger, des comités directeurs qui, de Paris et de Londres, travailleront à imprimer en Suisse plus d'unité à la marche de la démocratie, tels sont encore les moyens auxquels le radicalisme demande son triomphe. Faut-il s'étonner que de pareilles démonstrations en provoquent d'autres? Des évêques de France se prononcent de leur côté en faveur des catholiques suisses. Cette sorte d'intervention est fâcheuse : tout ce qui donne aux cantons conservateurs une couleur trop exclusivement catholique peut leur faire perdre de puissants appuis et mettre des obstacles à une fusion nécessaire. C'est, en effet, plus que jamais le moment pour l'opinion modérée de rassembler ses forces et ses éléments. Il importe à la Suisse de voir s'élever un parti intermédiaire qui sache faire de précieuses recrues tant parmi les protestants que parmi les catholiques. Ce parti ne peut obtenir la prépondérance qui lui permettra de rendre de véritables services à son pays qu'en subordonnant aux grands intérêts nationaux les passions religieuses. Les conservateurs suisses doivent agir non pas en sectaires, mais en hommes politiques; ils doivent de plus en plus dégager leur cause de tout ce qui peut la compromettre et la dénaturer. Quelle est l'accusation sans cesse renouvelée par le radicalisme? C'est que l'opinion conservatrice en Suisse s'identifie avec la cause des

jésuites. N'y a-t-il donc aucun moyen de faire tomber une accusation semblable? N'y a-t-il pas, au sein de la religion catholique, une autorité compétente pour trancher l'épineuse question du séjour des jésuites à Lucerne? Le pontife qui, dans la chaire de saint Pierre, montre un zèle si ardent pour le bonheur et la liberté des peuples, ne pourrait-il, par une intervention souveraine, contre laquelle à coup sûr personne ne s'élèverait, inviter les jésuites à quitter un pays où leur présence sème l'agitation et sert de prétexte à la guerre civile? A Genève déjà, les catholiques ont fait connaître qu'ils ne marcheraient pas contre les sept cantons, et les conservateurs protestants de la ville de Calvin ont manifesté les mêmes intentions. Il n'y aurait ainsi à Genève, pour attaquer le *Sonderbund,* que les radicaux; mais ces derniers formeraient une trop petite armée pour hasarder l'expédition. On s'abstiendra donc selon toute apparence, et on donne pour raison qu'il ne serait pas prudent de dégarnir la frontière du côté de la France, qui, sans doute, pourrait profiter de l'occasion pour conquérir la république de Genève. C'est par cette plaisante explication qu'on cherche à sauver l'amour-propre du radicalisme; mais nous venons de donner les véritables motifs de sa modération momentanée. Au surplus, entre les résolutions prises par la diète et le commencement des hostilités, il y a heureusement bien des degrés à franchir, et nous espérons encore que des Suisses ne feront pas la faute d'aller porter la guerre dans ces petits cantons qui fondèrent l'indépendance helvétique en triomphant des Autrichiens.

Nous n'avons pas encore parlé du recez adressé par le roi de Prusse à ses fidèles états; nous avons toujours peur de nous trop hâter dans nos opinions quand il s'agit de l'Allemagne, et les esprits vont, au delà du Rhin, d'une allure qui leur est si particulière, que nous avons beaucoup à faire en France pour y accommoder la nôtre. Nous voulons aujourd'hui non pas expliquer ou commenter le recez royal (tout le monde sait à quoi il se réduit), mais le juger pour ainsi dire et juger des dispositions du pays par l'effet que ce nouvel acte semble y produire.

Le recez (*Abschied*), dans la langue politique de l'Allemagne, équivaut justement à cette série de réponses avec lesquelles le roi, du temps de notre ancienne monarchie, faisait annoter les cahiers de doléances des états généraux ou provinciaux. C'est la voie la plus naturelle que puisse suivre un gouvernement en face d'une assemblée délibérante dont la compétence se borne au droit d'avis. Jusqu'ici donc, chacune des huit diètes provinciales avait eu son recez après la session finie. On a traité la grande diète comme on traitait les petites, on a gardé rigoureusement les mêmes formules, et l'on a obstinément nié de la sorte qu'il y eût la moindre différence de caractère et d'autorité entre les petites et la grande. On a passé tout à fait sous silence les prétentions politiques qui s'étaient frayé une route si légitime, et l'on n'a rien voulu voir d'autre dans cette assemblée toute nouvelle que la réunion pure et simple des vieilles assemblées provinciales, renfermées comme auparavant dans l'humble rôle d'une conférence administrative. Était-ce le vrai de la situation? Nous ne le croyons pas.

Il courait à Berlin, au commencement de la session, un mot qui rendait bien l'aspect de la diète à son début. On avait cru en haut lieu, disait-on, que l'on n'aurait devant soi que les représentants de huit provinces et de quatre ordres; mais, quand une fois on a vu ces six cents personnes : « Tonnerre! éclairs! a-t-on crié tout d'un coup, c'est la nation! » Il sera donc très-difficile de rapetisser les états généraux à la taille des états provinciaux, et l'on peut tenir, au contraire, pour certain que les prochaines diètes provinciales, au lieu de rester isolées comme elles l'étaient les unes des autres, ne seront plus que des tronçons de la diète générale qui aspireront toujours à se rejoindre.

Telle étant d'une part la réalité, de l'autre l'attitude prise par le gouvernement

dans son recez, quelle a été l'impression du public? Nous sommes en mesure d'affirmer que cette conduite, d'ailleurs assez prévue, a blessé tous les cœurs sans les décourager. La presse censurée ne peut assurément donner une idée très-exacte de l'état moral des pays allemands, mais elle traduit toujours avec plus ou moins d'habileté les tendances de l'opinion, et la censure ne pèse point partout du même poids. On laisse aux feuilles du Rhin plus de liberté qu'à celles de la Saxe ou du Brandebourg. La *Gazette de Cologne* sait très-heureusement profiter de cette tolérance pour défendre les principes constitutionnels, et la mesure, le tact qu'elle apporte au service d'une cause à la fois si compromettante et si chère, doivent lui mériter tous les éloges. La manière dont elle a parlé du recez est un exemple curieux de cette adroite polémique : n'en pouvant dire beaucoup de bien, la *Gazette de Cologne* s'est beaucoup félicitée de n'en avoir pas à penser plus de mal. Il existe, à l'en croire, dans les hautes régions du pouvoir et de la cour, un parti rétrograde qui voulait tout pousser à l'excès, tout rompre; la couronne a résisté, elle a laissé tout en suspens : il faut encore l'en remercier. Le roi ne répond pas aux vœux des états, mais il ne leur reproche pas de les avoir exprimés, il ne recommence pas ce terrible discours du 11 avril, comme on l'avait conseillé, comme on l'avait craint. Le roi ne tient pas compte, n'entend même rien reconnaître des réserves formelles sous lesquelles un grand nombre des députés nommés aux *Ausschüsse* (comités) avaient accepté leur mandat; mais il ne les punit pas pour cette demi-obéissance, il ne poursuit pas même devant la justice, comme on l'avait annoncé, les sujets rebelles qui avaient refusé de choisir les *Ausschüsse* et contrecarré directement ses ordres (*Befehl*). Nouvelle victoire du parti libéral sur le parti absolutiste!

On ne saurait se dissimuler qu'on sent bien quelque chose d'arbitraire et de fictif dans cette place improvisée que l'on fait ainsi à la royauté prussienne au juste milieu des partis, et cette royauté si personnelle, si vivante par elle-même et pour elle-même, se prête assez médiocrement à la froide et majestueuse neutralité qu'on lui suppose. Ce n'est pas là cependant une pure invention de polémiste. La *Gazette de Cologne* a devant elle un adversaire quotidien qui représente, avec toute l'étroitesse et toute l'âcreté possible, les préjugés les plus hostiles à ses idées : nous voulons parler de *l'Observateur Rhénan*, l'organe semi-officiel d'une portion du cabinet de Berlin ; mais ce qui se trahit surtout dans cette manière de se consoler d'un mal par la joie de n'en pas éprouver un pire, c'est une sorte d'accommodement qui flatte ce besoin de temporiser dont l'Allemagne est toujours possédée même au milieu de ses plus vifs accès d'indignation, et, sous ce rapport, la tactique du journaliste se rencontre certainement avec le fond de bien des esprits.

Il ne faudrait pas croire cependant que cette inclination peut-être un peu forte pour les atermoiements exclût une certaine décision de caractère propre à la nature allemande, cet entêtement germanique qui peut avoir l'air de lâcher tout sans démordre de rien. La *Gazette de Cologne* termine les articles d'intention si conciliante qu'elle a publiés sur le recez du 24 juillet par quelques mots beaucoup plus expressifs : « En somme, si nous marchons lentement, nous marchons d'un pas sûr et qu'on n'arrêtera point. Il n'y a rien encore qui doive nous décourager ; c'est notre affaire à nous, aux électeurs, aux élus, au peuple entier, de nous montrer fermes et opiniâtres. » M. Hanssmann s'exprimait avec la même constance en revenant, pour la première fois depuis la diète, siéger à sa place ordinaire dans le conseil municipal d'Aix-la-Chapelle. M. Hanssmann, on le sait, est un des cinquante-huit qui, malgré le commandement du roi, n'ont pas voulu nommer les *Ausschüsse;* il se fait moins d'illusions que personne sur la portée immédiate des institutions actuelles, sur la valeur d'initiative de l'esprit allemand. Il ne se cache point pour dire en pleine assemblée que les résultats de la diète, à plus d'un égard, ont été fort petits; que le

plus clair des désirs des ministres, ce serait de les diminuer encore et surtout d'ajourner le plus possible une nouvelle convocation ; et néanmoins, au milieu de tous ces déboires, M. Hanssmann maintient et affirme publiquement que le pays ne peut plus vivre sans états généraux, qu'il ne peut se passer quatre ans avant qu'on les rassemble, et que la sagesse du roi aussi bien que sa magnanimité lui garantit cette inébranlable espérance.

Du reste, la déclaration signifiée par le gouvernement au sujet des futurs *Ausschüsse* a déjà porté quelques-uns des fruits qu'on en pouvait attendre. Le roi fait connaître qu'il confirme la nomination des membres choisis par la diète pour entrer dans ces comités, mais qu'il n'accepte point les conditions auxquelles le plus grand nombre d'entre eux a été nommé : aussitôt un député d'Elbing, M. de Bardeleben, dépose son mandat. Tous les représentants de la province de Prusse ayant pris le leur sous les mêmes réserves, on doit croire qu'ils se sentiront placés sous la même obligation, et il est probable que cette démonstration collective aura plus d'effet politique que la démarche isolée de M. de Bardeleben. Celui-ci est un de ces combattants d'avant-garde qui n'attendent jamais leur tour; l'armée parlementaire de la Prusse a déjà montré toutes ces variétés de personnages. C'est M. de Bardeleben qui, un jour qu'un orateur ministériel disait à la tribune que la diète représentait les ordres, se leva brusquement et s'écria : « Nous représentons la nation ! »

Un homme d'une autorité bien autrement grave, M. de Schwerin, qui, sur la fin de la session, avait sacrifié la rigueur de ses principes constitutionnels aux exigences de la royauté, M. de Schwerin doit, assure-t-on, se décharger de ses fonctions administratives pour appartenir tout entier à la vie publique. Il remplissait la charge de *Landrath*, charge analogue à ce que serait chez nous celle d'un sous-préfet nommé par les propriétaires de l'arrondissement. Le gouvernement se proposant, à ce qu'il paraît, de soumettre à son autorisation l'entrée des employés dans la diète, M. de Schwerin, malgré tout son zèle monarchique, n'a pas voulu subir cette gêne. Il semble donc que les gens les plus modérés s'attendent encore à de grandes épreuves politiques. M. de Vincke, également revêtu du caractère de *Landrath*, s'en démettra de même, s'il ne l'a déjà fait. La vivacité de son opposition ne s'arrangeait guère de la subordination où sa place le retenait vis-à-vis du ministre de l'intérieur, M. de Bodelschwing, son parent et son adversaire de préférence. M. de Vincke, entouré maintenant d'une popularité singulière, se prépare sans doute à de plus hautes destinées; le mot reçu à propos de cette physionomie trop originale pour qu'il faille lui chercher des ressemblances, c'est que M. de Vincke doit être le Mirabeau de la nouvelle monarchie.

Vienne donc cette nouvelle monarchie prussienne, et à la façon dont on en discute maintenant la possibilité, même dans les régions officielles, on s'aperçoit bien en effet que, si son temps n'est peut-être pas très-proche, il est du moins inévitable. La *Gazette d'État* de Berlin engageait dernièrement sur ces délicats problèmes une polémique très-curieuse avec la *Gazette allemande*. Publiée à Heidelberg par M. Gervinus, aidé de quelques jeunes et brillants collègues qu'il a dans l'université, la *Gazette allemande* prêche le constitutionnalisme avec des formes un peu doctrinales, mais avec une grande autorité. Tout en critiquant les tendances trop françaises du journal badois, son penchant pour le dogme du gouvernement des majorités, pour celui de la responsabilité ministérielle, la *Gazette prussienne* se plaçait cependant sur un terrain bien autrement libéral que celui où se maintiennent les vrais absolutistes; elle repoussait l'absolutisme en lui-même, les vieux droits, le vieux régime; elle demandait seulement qu'on en gardât la sève nationale, le fond allemand et primitif. S'il y a quelque sentiment sérieux derrière ce suprême retranchement, c'est un sentiment injuste contre lequel nous sommes bien aises de nous élever.

Jadis, en effet, les puissances allemandes, confondant exprès la révolution et le progrès, le mouvement et l'anarchie, s'attachaient à dégoûter leurs peuples des biens de la liberté en les effrayant des horreurs du désordre; c'était ainsi qu'on formait, qu'on nourrissait les préjugés de l'Allemagne contre la France, et l'on avait par là un moyen de plus pour raviver toujours les rancunes de 1807, dont on tirait si bon parti. Aujourd'hui que l'Allemagne commence à découvrir par sa propre expérience que l'ordre et la liberté ne sont point inconciliables, on voudrait encore l'armer contre nous, non plus en lui faisant peur d'institutions qu'elle va bientôt partager, mais en éveillant à leur sujet cet amour-propre d'auteur que tout Allemand porte en soi, en insinuant à plaisir aux vanités nationales la prétention puérile de tout créer sans l'aide de personne et surtout sans l'aide de la France. Le premier progrès qui prouvera l'avancement de l'Allemagne dans sa nouvelle carrière, ce sera quand on la verra débarrassée de cette envie secrète qui la tourmente à notre endroit. Elle s'en défend pourtant avec amertume et nous demande d'un air triomphant ce qu'elle pourrait à présent nous envier. A quoi nous répondrons qu'elle se réjouit trop malignement de nos torts ou de nos fautes pour n'avoir pas l'air d'appréhender nos succès. Il y a moins de fiel dans toutes les injures de John Bull que dans ce dénigrement acharné avec lequel certaines feuilles allemandes exploitent les misères de notre temps et de notre pays pour la plus grande joie des philistins vertueux. Que les hommes de bon sens s'efforcent seulement de persuader à l'honnête *Michel* qu'il n'est pas absolument nécessaire de refaire le monde *ab ovo* pour son propre usage, et qu'il peut bien marcher comme a marché la France sans nuire à l'opinion qu'il veut donner de son mérite; que les patriotes d'outre-Rhin soutiennent hardiment que tout n'est pas mal en France, que tous les employés n'y sont pas corrompus, que tous les hymens n'y sont pas adultères (il n'est point de sage ménagère allemande qui doute de cette abomination), et alors, nous le disons sans paradoxe, l'Allemagne aura fait un grand pas sur le chemin de la vie politique.

Nous ne voulons point quitter les affaires allemandes sans parler du procès des Polonais qui se vide maintenant à Berlin. Nous trouvons dans la *Gazette d'Augsbourg* une correspondance intéressante qui rend bien la physionomie particulière de cet incident si considérable dans l'histoire du moment. L'impression produite par la première séance a surtout été très-frappante. La cour de justice, construite pour la circonstance, est spacieuse et aérée. Les accusés arrivent en masse, se divisent par groupes, se serrent la main ou s'embrassent à la mode de leur pays et causent vivement entre eux; ils ont la plus complète liberté d'aller et de venir, on ne voit pas la moindre apparence de contrainte, et il n'y a que quatre gendarmes dans cette grande salle; encore sont-ils postés au milieu de l'auditoire. Le correspondant de la *Gazette d'Augsbourg* se rappelle, devant ce tableau pacifique, les formes rigoureuses avec lesquelles ce même tribunal instrumentait, il y a quinze ans, contre la *Burschenschaft*, et nous nous joignons à lui pour reconnaître cette belle amélioration introduite enfin dans les mœurs politiques de la Prusse. On ne pouvait d'ailleurs choisir d'occasion plus éclatante et mieux appropriée pour inaugurer la liberté, la publicité des institutions judiciaires. Le gouvernement prussien ne saurait voir que des coupables dans les infortunés conspirateurs de Bromberg, mais il sent bien le juste prestige qui les couvre, et il ne prétend point subordonner l'opinion à la sévérité de son point de vue officiel. L'opinion se prononce à Berlin avec un intérêt touchant en faveur des accusés. La mâle figure de Dombrowski, « la beauté plus douce mais plus idéale » de Mieroslawski, saisissent l'imagination populaire, et la *Gazette de Voss* enchante par ces images séduisantes les caustiques bourgeois de la capitale. Enfin les dames elles-mêmes professent un naïf enthousiasme et se disputent le portrait lithographié de Mieroslawski, que la censure vient de confisquer. On peut croire que les

séances de la haute cour criminelle sont assidûment suivies, et elles ont offert plus d'un contraste dramatique. Le langage clair, froid et grave, tenu par le ministère public au nom de la stricte légalité; la vigueur de Dombrowski, dénonçant en allemand les éternelles rancunes de la Pologne contre la Russie, et conviant la Prusse à les seconder; l'emphase poétique de Mieroslawski, racontant en français les merveilles de la révolution polonaise, au lieu de songer à sa propre défense; l'émotion de l'auditoire et des coaccusés, la propagande politique improvisée par les chefs du complot à la face même de leurs juges, tous les traits inattendus de ce grand événement judiciaire se gravent dans les mémoires. Nous ne pouvons supposer qu'un procès ainsi entamé devant l'opinion en même temps que devant la justice ait maintenant des suites sanglantes. Nous sommes sûrs que la cause sacrée de la nationalité polonaise, loin de perdre à cette nouvelle épreuve, où l'on doit dire que le gouvernement prussien a mis toute loyauté, y gagnera bien au contraire ce sérieux avantage de s'être concilié les sympathies allemandes, jusque-là si rebelles.

Il est une autre nationalité pour laquelle nous voudrions ressentir le même penchant sans pouvoir jamais y réussir assez, c'est la nationalité irlandaise. Nous l'avouons, tout en étant sincèrement touchés des misères de l'Irlande, nous ne pouvons nous en émouvoir d'une façon plus profonde que ceux même qui les souffrent. Ce peuple enfant tromperait jusqu'à la pitié. Le voilà maintenant qui se reprend plus que jamais à la folle adoration de cette fausse idole du *rappel,* et qui escorte en aveugle les chefs les moins dignes. Nous avons dernièrement expliqué l'ensemble des élections anglaises; les élections irlandaises, tout récemment terminées, méritent une mention spéciale, tant elles sont caractéristiques. Ce qu'il y a d'effervescence puérile dans les masses, d'absurde brutalité dans les *leaders* populaires, on ne l'imagine point, si l'on n'écoute jour par jour les échos bizarres des *hustings* irlandais. La grossièreté de la populace anglaise ne manque jamais d'un certain sens, elle a même en ses excès quelque chose de plus rassis que ce délire furieux des *bons gars* du Tipperary, et il n'est pas de candidat anglais qui consentît à être appuyé avec les colères excentriques qui sont presque la règle des luttes électorales de l'Irlande. Essayons seulement d'en donner une idée.

Il s'agit d'une élection de comté dans le Tipperary. Un prêtre de l'Église catholique, l'archidiacre Laffan, se lève au milieu d'une explosion de bravos. Il tire de sa poche un numéro du *Times,* et le jetant avec violence sur la table : « Voilà votre discours de Lincoln, » dit-il à M. Collett, assis à côté de lui. (M. Collett est le candidat ennemi, qui, déjà malheureux en Angleterre, vient chercher un plus rude désappointement en Irlande.) « Qui donc allez-vous aujourd'hui porter, *gentlemen tories* du Tipperary? Vous me faites honte. Qui allez-vous porter, je le répète, respectables propriétaires indépendants du Tipperary? L'homme qui siégeait aux communes le jour où Roebuck vous a appelés des meurtriers et qui ne s'est point levé pour vous défendre. O respectables descendants de l'aristocratie du Tipperary, vous êtes torys, c'est vrai, mais je vous aime encore mieux que je n'aime John Bull, et c'est John Bull qui rira de vous quand il verra vos domaines confisqués et vos enfants mendier. Ces gueux d'Anglais n'ont pas dans le cœur une goutte du lait de la tendresse humaine. Qu'est-ce que veut ce vilain monsieur? (Montrant M. Collett du doigt.) N'est-ce pas que c'est un laid personnage? (M. Collett commence à écrire sur son portefeuille.) Mettez cela dans vos papiers; mettez cela dans votre tabatière, comme nous disons en Tipperary, et ne me regardez pas si fort de travers, monsieur! Ne croyez pas que vous allez m'intimider, M. John Bull! » Ici le *reporter* remarque que c'était réellement risible de voir la mine confuse et colère du pauvre M. Collett, qui ne s'attendait pas à cette chaude attaque de la part du très-révérend *gentleman.* Celui-ci continue : « Collett, on ne vous a pas trouvé assez bon pour Lincoln, et vous

vous croyez bon pour Tipperary. L'Angleterre se fait beaucoup d'argent en revendant les vieux habits, c'est son métier d'être revendeuse; aussi voilà qu'elle nous dépêche un député d'occasion : cela suffit bien pour Paddy, a-t-on sans doute pensé. Ah! vous avez eu deux cents suffrages à Lincoln, et vous venez essayer les gars du Tipperary! (Quelle chance! crie une voix.) Oui, il a de la chance, reprend le vénérable archidiacre; il y a déjà plus de votants contre lui dans mes deux paroisses qu'il n'y en a pour lui dans toute la baronnie. Mettez cela dans votre pipe, M. Collett, et fumez-le. Ah! n'avez-vous pas entendu conter que le *Times*, ce brutal journal, nous appelait des prêtres sanguinaires? — Dites-vous toujours vos prières? » interrompt M. Collett d'un air de bonne humeur et tout au moins avec un merveilleux sang-froid. « — Je vous ferai dire les vôtres avant d'en avoir fini avec vous, » reprend de plus belle l'archidiacre Laffan.

Pour rendre l'effet de cette éloquence, il faudrait à chaque mot intercaler entre ces phrases décousues, entre ces lambeaux d'injures, les rires, les grognements, les applaudissements de la multitude. A Limerick, en Kilkenny, ce sont les mêmes fureurs, et tout cela sans passions énergiques, sans volonté ferme et constante, avec la mobilité fiévreuse d'imaginations désordonnées. Plus en vérité nous considérons la situation morale de l'Irlande, plus nous désirons ardemment que les principes libéraux remportent une victoire définitive dans le parlement anglais. Ce n'est pas seulement le pain de l'aumône qu'il faut à cette population sans ressource, il faut avant tout lui donner cette éducation morale avec laquelle on gagne le pain du travailleur. Il faut la soustraire à cette influence d'un clergé qui use du patriotisme comme d'un instrument de domination. Or la seule manière dont l'Angleterre puisse aujourd'hui combattre l'antagonisme du clergé catholique d'Irlande, c'est de mettre le catholicisme sur le même pied que la religion anglicane, c'est de donner les mêmes droits aux deux cultes pour leur imposer les mêmes devoirs. Avant d'accomplir cette tâche, le gouvernement britannique aura sans doute beaucoup à lutter contre d'autres obstacles, contre d'autres préjugés plus nationaux et peut-être plus étroits. Il ne peut dompter le fanatisme catholique qu'à la condition d'irriter le fanatisme protestant. A quoi cependant l'Angleterre pourrait-elle mieux employer l'autorité de cette merveilleuse position qu'elle a maintenant acquise au dehors, si ce n'est à reconstituer solidement, à rajeunir les vieilles bases de son existence intérieure?

La guerre entre les États-Unis et le Mexique semble toucher à sa fin; des ouvertures pacifiques sont dernièrement encore parties de Washington, et l'état d'anarchie où se trouve la république envahie ne permet guère de croire à la prolongation des hostilités. Depuis l'occupation de Puebla par les Américains, Santa-Anna, après avoir repris la démission qu'il avait donnée deux fois au congrès, a pu réunir à peu près 20,000 hommes et a fortifié quelques points des environs de Mexico. Ces moyens de défense, en admettant même comme exact le chiffre des troupes de Santa-Anna, sont loin de répondre à la gravité de la situation. Non-seulement tout accord est rompu entre le gouvernement mexicain et les États fédéraux, mais la discorde a pénétré au sein même de chaque État. Ainsi, le gouverneur de l'État de Mexico est en révolte contre le congrès; l'État de Oajaca a deux gouverneurs et deux congrès, dont l'un est uniquement occupé à annuler les décrets de l'autre; l'État de Zacatecas a fait scission à son tour, et il oppose au congrès souverain un simulacre d'assemblée nationale réunie à Lagos. Tandis qu'une inquiétude fébrile règne ainsi à la surface de la société mexicaine, un découragement absolu a gagné la masse de la population. En présence d'une désorganisation si complète, on a pu s'étonner de l'inaction des Américains, dont le moindre mouvement semblerait devoir terminer la guerre. Le fait est que l'armée américaine, commandée par le général Scott, est aux prises, de son côté, avec des difficultés très-graves. Ne recevant pas les renforts qu'on lui avait

promis et qui devaient lui permettre de marcher sur Mexico, le général Scott a dû donner ordre aux garnisons précédemment laissées à Perote, à Jalapa, et même à Vera-Cruz, de venir le rejoindre à Puebla. L'exécution de cet ordre a présenté de sérieux obstacles : sur toute la route de Vera-Cruz à Puebla, de nombreuses guérillas se sont organisées, et le général Pearce, qui conduisait au général Scott 2,500 hommes de la garnison de Vera-Cruz, ayant rencontré près du Pont-National un corps de 1,400 Mexicains, a dû rétrograder après un engagement assez vif. D'autres rencontres partielles et moins importantes ont eu lieu entre les soldats des deux nations près de Tampico. En ordonnant l'évacuation de Jalapa et de Perote, le genéral Scott a sacrifié au besoin de fortifier son armée, portée présentement à 12,000 hommes, l'intérêt qu'il avait à maintenir ses communications avec la mer. Il s'est placé dans une situation difficile, qui lui ferait un devoir d'en finir promptement, si les propositions pacifiques du gouvernement de Washington n'étaient pas favorablement accueillies. Ces propositions, que le secrétaire de la légation anglaise à Mexico a eu la mission d'aller examiner à Puebla, consisteraient dans la demande de cession du territoire placé sous le 36° de latitude nord, y compris la haute Californie. Une somme destinée à représenter la valeur des terres concédées, et débattue en conséquence, indemniserait le Mexique, mais jusqu'à un certain point toutefois, en ce sens que le produit de cette indemnité serait appliqué à l'amortissement de la dette mexicaine en Angleterre. L'intervention de l'Angleterre dans cette tentative de négociation aurait eu pour but, comme on le voit, de lui assurer un profit immédiat dans les conquêtes américaines et plus tard une situation avantageuse au Mexique, dans l'hypothèse de nouveaux démembrements de ce pays. Santa-Anna (et ceci accréditerait les soupçons qui ont plané sur lui depuis son retour de la Havane) garderait le pouvoir encore quelques années, sous le protectorat immédiat des États-Unis. Telles seraient les propositions sur lesquelles le congrès mexicain aurait eu à délibérer, si cette assemblée suprême avait été encore en nombre. Malheureusement la plupart des membres du congrès ont quitté Mexico, et ceux qui y sont restés, tout entiers au soin de se faire payer leurs *dietes* (émoluments), n'ont ni pu ni voulu trouver le temps de se rassembler pour discuter les offres de l'Union. C'est donc au pouvoir exécutif qu'a été communiquée la lettre de M. Buchanan, relative aux conditions de la paix; c'est entre les mains de Santa-Anna qu'est remise encore une fois la fortune du pays. Les bruits qui se sont répandus récemment, au sujet de la rupture des négociations et de l'entrée du général Scott à Mexico, ne sauraient mériter, dès à présent, une entière confiance, mais ils sont un indice sûr de l'état des esprits, convaincus désormais qu'une solution décisive ne peut longtemps se faire attendre.

La politique a de plus en plus, en Espagne, la physionomie d'un *imbroglio*. Tantôt on apprend que la reine a eu tel caprice, tantôt on annonce que le roi a repoussé les offres de réconciliation qui lui ont été faites. Pousserait-il le dépit jusqu'à refuser à la reine, dans une situation compromettante, la protection de sa présence? Il est certain que le ministère Pacheco s'est trouvé incapable de dénouer les difficultés de la situation. Il a reconnu son impuissance, et il a appelé en toute hâte à Madrid, comme son héritier, le général Narvaez. C'est au nom de la reine d'Espagne que le duc de Valence a été mandé. Tout le monde s'est tourné vers lui, comme vers le seul homme qui pouvait encore raffermir le trône et le gouvernement de la reine Isabelle, en obtenant de chacun les concessions qu'exige l'intérêt général. Il y a des conseils et des vérités que le général Narvaez est seul en position de faire entendre à la couronne. Si l'époux de la reine Isabelle finit par se prêter au rapprochement qui lui est demandé, ce sera sous l'influence du général Narvaez. Enfin le personnage qui joue en ce moment le rôle de favori n'a pas attendu la présence du duc de Valence à

Madrid pour rechercher sa bienveillance. Le général Narvaez est donc arrivé en Espagne, comme un arbitre attendu, comme un médiateur nécessaire. Que sortira-t-il d'une pareille situation? C'est ce qu'il est impossible de prévoir. Nous dirons seulement que si les progrès de la guerre civile en Catalogne, où les carlistes et les progressistes exaltés paraissent déterminés à faire cause commune, rendent nécessaire de la part du gouvernement espagnol une répression énergique, si l'anarchie intérieure appelle sur tous les points une direction vigoureuse, l'avénement du général Narvaez à la présidence du conseil aura le caractère d'une nécessité politique. Il aura été ramené au pouvoir par la force des événements.

Dans cette dernière quinzaine, la politique intérieure a manqué d'aliments. C'est ce qui arrive d'ordinaire dans l'intervalle des sessions, pendant le silence de la tribune. Les préoccupations politiques se sont surtout concentrées sur les questions extérieures, dont la gravité n'échappe à personne. L'agitation qui règne en Italie, la situation si précaire de l'Espagne, les résolutions soudaines, les coups de tête qui sont à craindre du côté de lord Palmerston, depuis que le ministre whig peut compter sur un avenir parlementaire de quelque durée, voilà de notables sujets de sollicitude. Aussi ne sommes-nous pas étonnés que les membres du cabinet aient senti le besoin de se réunir pour aviser aux complications du dehors. M. Guizot avait quitté le Val-Richer pour assister au conseil qui s'est tenu dimanche à Saint-Cloud sous la présidence du roi, de retour du château d'Eu. Nous ne croyons pas, comme on l'a dit, que le gouvernement ait proposé à lord Palmerston, par l'organe de M. le duc de Broglie, au pape, par l'entremise de M. Rossi, une conférence pour traiter des affaires d'Italie et de Suisse. Si le gouvernement se préoccupe avec raison de ce qui se passe à Rome et à Berne, son attention doit se diriger plus vivement encore du côté de Madrid; le moment serait d'ailleurs mal choisi pour proposer à lord Palmerston une action commune.

Quant à l'intérieur, si quelque question eût surgi, nous doutons qu'elle eût attiré l'attention, tristement absorbée par une épouvantable catastrophe. Faut-il donc enregistrer parmi les événements qui appartiennent à la physionomie générale de notre époque le hideux assassinat de madame la duchesse de Praslin? Si jamais crime fut exceptionnel, c'est l'inexplicable attentat qui a consterné Paris. En vérité, il n'est pas possible de le mettre à la charge des classes élevées et de ce qu'on appelle la corruption sociale. Il y a eu dans tous les temps, dans toutes les civilisations, les plus raffinées comme les plus simples, des organisations anormales, monstrueuses, dans lesquelles la pensée du mal peut s'élever jusqu'au délire le plus féroce et le plus stupide. Ce sont là de ces horribles énigmes de la nature dont aucune société ne saurait être déclarée responsable, et qu'en même temps elle ne saurait signaler à la réprobation publique avec trop d'éclat. C'est ce qu'a paru penser la chambre des pairs, quand elle a fait précéder l'arrêt par lequel elle s'est dessaisie, d'un rapport remarquable en tous points. Ce rapport est une nouveauté dans les fastes judiciaires. Il y a très-peu d'exemples d'arrêts précédés d'une sorte de compte rendu émané, non pas du ministère public, mais de la cour elle-même dans la personne de son chef. La pairie a voulu, par l'organe de M. le chancelier, frapper moralement, autant qu'il était en elle, l'homme qui par le suicide s'était soustrait à sa justice; elle l'a cherché dans la tombe pour le condamner, pour le flétrir; elle a fait ce qu'aucune autre juridiction n'eût osé faire, tant elle avait à cœur de prouver que, dans une pareille circonstance, le privilége d'être jugé par les pairs ne pouvait aboutir qu'à un châtiment exceptionnel comme le crime.

La publicité, une publicité sans limites, est devenue de nos jours la loi commune, l'inflexible niveau sous lequel toutes les têtes doivent se courber. La cour des pairs a considéré comme un devoir de porter à la connaissance du pays les documents qu'un

commencement d'instruction avait mis entre ses mains. Ces documents ne pouvaient rien apprendre sur le crime même, mais ils jettent sur la noble victime un intérêt indéfinissable. Si dans un aussi déplorable sujet il était permis de songer à tout ce qui tient aux grâces de l'esprit et de se laisser ressaisir par des pensées littéraires, nous dirions que les lettres de madame la duchesse de Praslin, les fragments tracés par elle, prendront place parmi les pages remarquables que nous devons au talent épistolaire des femmes. Quelle inépuisable abondance dans l'expansion de ses sentiments ! Comme elle aime cet indigne mari ! Que de fois, après lui avoir dit qu'elle renonce à son amour, elle travaille à reconquérir l'affection qu'elle a perdue, à reprendre quelques droits sur un cœur qui ne bat plus pour elle! Cependant elle arrive à comprendre l'inutilité de ses efforts. « Je sens avec amertume, écrit-elle, que je perds tous les avantages qu'il serait indispensable, pour te ramener, de mettre en jeu. Mes traits s'altèrent, mes forces diminuent, mon caractère s'aigrit, mon humeur s'assombrit, mon esprit s'éteint, mon énergie s'affaisse. Songe à la douleur, au découragement où t'a jeté la perte de ton père; moi, j'ai perdu mon mari, mes enfants ; je suis près d'eux, et il ne m'est pas permis d'en jouir; je sais que je suis un fardeau méprisé. Il faudrait que je fusse bien comédienne pour être aimable et gaie avec des douleurs si amères ! » Cinq ans après, car c'était en 1842 que furent tracées les lignes que nous venons de citer, cinq ans après, un mois avant sa fin tragique, le 13 juillet 1847, madame la duchesse de Praslin s'étonnait d'avoir tant aimé celui qui continuait de répondre si mal à sa tendresse ; plus d'illusions, ses yeux s'étaient ouverts, et elle jugeait cet homme avec une accablante pénétration : « Ce pauvre homme ! je le plains réellement; quelle vie il mène ! quel avenir il se prépare ! S'il se laisse ainsi dominer et tirailler par des intrigantes à quarante-deux ans, que sera-ce en vieillissant ?... Rien ne l'anime, rien ne l'intéresse, rien ne l'exalte; tous les sentiments généreux, passionnés, enthousiastes, n'ont pas l'air de vibrer dans son cœur, dans son esprit... Il ne s'intéresse à rien, ni pour son pays, ni pour ses enfants ; il tient compagnie à des gouvernantes ! » Devant quel tribunal redoutable ce malheureux duc de Praslin comparaissait sans le savoir ! Peut-être s'était-il aperçu du mépris qu'il avait fini par inspirer à sa femme; peut-être ce sentiment avait-il excité chez lui une implacable irritation. A la fin du même écrit de la duchesse, qu'elle a intitulé *mes impressions,* nous trouvons ces mots : « Mon Dieu! mon Dieu! soutenez-moi, dirigez-moi ; j'ai peur de l'avenir, *des menaces qu'il m'a faites,* des difficultés qui s'élèveront tous les jours... » On ne peut lire ces papiers, ces confidences, que la plus effroyable fatalité a pu seule amener à la lumière, sans une déchirante émotion. C'est la réalité avec son éloquence poignante, inimitable; il y a là un accent de vérité que ne saurait atteindre la fantaisie la plus industrieuse. En parlant de cet homme que rien de généreux et d'enthousiaste ne pouvait émouvoir, et qui n'avait pas une pensée soit pour son pays, soit pour sa famille, madame la duchesse de Praslin, sans y songer, caractérisait d'une manière piquante et sévère cet égoïsme apathique qu'on ne remarque que trop souvent dans les classes les plus opulentes de la société. Jamais cependant les hommes que distingue une haute naissance ou une grande fortune n'ont été plus mis en demeure par l'opinion de se montrer dignes de ces faveurs du sort. Il ne faut pas confondre cette exigence sévère de la société avec le sentiment vil et condamnable de l'envie. Autrefois l'aristocratie brillait sur les champs de bataille et à la cour ; elle avait deux grandes occupations : la galanterie et la guerre. Parce qu'elle ne peut plus mener le même genre de vie, doit-elle languir dans une oisiveté obscure et souvent funeste? La politique, l'industrie, le culte et la protection des arts et des lettres, n'offrent-ils pas aux ambitions les plus difficiles un noble et solide aliment? Que personne ne l'oublie, ce qui se pardonne le moins dans ce siècle affairé et positif, c'est d'être inutile.

LA

CHOUANNERIE DANS LE MAINE.

LES FAUX SAUNIERS.

I

Placé aux marches de la haute Bretagne, le Maine semble la continuer par sa culture et l'aspect de son paysage. Ce sont toujours les mêmes friches où paissent nuit et jour les chevaux du métayer entravés aux pieds droits par une hart de chêne, les mêmes champs de blé parsemés de pommiers en parasol, les mêmes linières faisant onduler leur verdure bleuâtre comme les eaux d'un étang, les mêmes chemins creux s'enfonçant, dans toutes les directions, sous une voûte de feuillée. Les Manceaux eux-mêmes diffèrent peu des Haut-Bretons. Leurs costumes, leurs habitudes, leurs croyances, sont presque semblables, et c'est seulement en étudiant les caractères que vous pouvez saisir des nuances distinctives.

Pressés en sens inverse par la Bretagne et la Normandie, les Manceaux durent contracter de bonne heure, dans cette double lutte, l'esprit soupçonneux et l'humeur batailleuse. Toujours menacés, ils se tinrent toujours en défense. Si leur seigneur était parfois obligé de céder quelque chose à ses puissants voisins, ils s'en dédommageaient par le maraudage sur les marches des deux duchés; ce qu'on avait enlevé en grand au comte était reconquis en détail par les vassaux. De là des épreuves continuelles pour leur patience et leur courage. Bientôt dégoûtés de faire la course sur le territoire des Bretons, que leur indigence rendait plus dangereux que profitables à dépouiller, ils se retournèrent contre l'opulente population de la Normandie; et comme dans ces luttes individuelles le pauvre, plus audacieux et plus endurci, l'emporte habituellement sur le riche, on vit s'établir peu à peu le proverbe qu'un *Manceau valait un Normand et demi.*

Plus tard, lorsque l'unité de la monarchie française eut mis fin à ces querelles de voisinage, l'établissement des gabelles entretint les habitudes guerroyantes. Le sel,

ce sucre du pauvre, comme l'a appelé un grand poëte, ne coûtait qu'un sou la livre en Bretagne, grâce aux franchises de la province; dans le Maine, la ferme le faisait payer *treize sous!* Les gentilshommes obtenaient, à la vérité, chaque année, une distribution de *sel royal* qui leur était livré exempt d'impôt; mais les paysans devaient se fournir aux greniers de la gabelle, où les commis trompaient sur le prix, sur la qualité, sur la mesure. Bien plus, le droit d'économiser en se privant leur était interdit. Chaque imposable avait un *minimum* de consommation fixé par les règlements. La ferme vendait son sel, comme nous avons vu de nos jours les Anglais vendre leur opium, sous peine d'amendes et à coups de fusil. Les amendes étaient pour les consommateurs récalcitrants, les coups de fusil pour les *faux sauniers.* On donnait ce nom aux contrebandiers qui allaient chercher en Bretagne le *faux sel,* c'est-à-dire le sel dont la gabelle n'avait point légitimé l'introduction. Presque tous les paysans voisins de la frontière bretonne s'adonnaient à ce dangereux commerce. Munis d'un double sac qu'ils chargeaient sur leurs épaules, armés de ce long bâton, nommé *ferte,* avec lequel ils franchissent les douves et les haies, les Manceaux déroutaient les recherches des gabeleurs, les combattaient au besoin, et affrontaient la ruine, les galères ou la mort avec une audace invincible, mais calculée; car, si le courage est une vertu commune à toutes les populations qui soutinrent la guerre civile contre la république, il faut reconnaître qu'il s'y montre sous des formes singulièrement différentes. Brillant chez le Vendéen et le Normand, silencieux chez le Breton, il prend chez le paysan du Maine quelque chose de *raisonnable* qui peut nuire à sa grâce, mais lui ôte en même temps une partie de son péril. Les premiers sont téméraires par goût, le Manceau ne l'est jamais que par réflexion. Il ne connaît point les fantaisies vaillantes, et laisse aux autres le luxe du courage pour n'en retirer que le profit. Véritable Hollandais de France, il regarde l'audace comme un capital qu'il faut avant tout bien placer.

Une anecdote justifiera notre observation.

Nous visitions un des moulins placés sur les affluents de la Mayenne, en compagnie du propriétaire, demi-bourgeois, demi-paysan, qui passait dans le pays pour un grand industriel, parce qu'il avait fait fortune à la même place où son prédécesseur s'était ruiné. Ce n'était pourtant qu'une de ces médiocrités tout juste assez intelligentes pour profiter de la science des autres et trop ignorantes pour en abuser, un de ces braconniers du progrès qui laissent aux grands chasseurs le soin d'élever les idées et se contentent de les prendre au passage quand elles sont devenues gibier. Notre maître meunier avait introduit dans son usine la plupart des nouveaux perfectionnements, et était plus fier d'en profiter à peu de frais qu'il ne l'eût été de les avoir découverts. Du reste, âpre au travail comme tous les paysans enrichis, il remplaçait par l'activité ce qui manquait à ses lumières. On le disait dur aux étrangers, mais tendre aux siens et brave homme au total. Quant à moi, je le savais fort au fait des usages et des histoires du pays, ce qui me le rendait, pour le moment, le plus précieux des hôtes.

Il nous avait montré tous les détails du moulin en appuyant principalement sur le prix des machines, dans la conviction évidente que notre admiration devait croître avec le total; nous arrivâmes enfin à la chute d'eau, où un jeune homme d'environ dix-huit ans était occupé à manœuvrer les vannes. Le meunier nous le fit remarquer.

— C'est mon fils Pierre, dit-il, mon unique héritier. Le voilà qui soigne sa *grand'mère.*

Et comme je le regardais sans comprendre :

— Oui, oui, continua-t-il en riant, c'est un nom que j'ai donné à la grande vanne par manière de farce, et aussi parce que sans elle le garçon aurait depuis longtemps mangé sa dernière miche.

— A-t-il donc failli tomber dans le canal? demandai-je.

— Mieux que ça, répliqua le meunier; il y est tombé d'aplomb, et la tête en avant. Il y a dix ans de ça; mais je m'en souviens comme si c'était d'hier. Je me trouvais sur le petit pont et lui sur la berge; il arrachait des roseaux pour faire des sifflets : tout d'un coup j'entends un clapotis, je me retourne, et j'aperçois les jambes de Pierre qui gigottaient sur l'eau, puis rien! Il avait coulé comme un plomb!

— Et vous vous êtes jeté dans le canal?

— Non pas; je nage à la manière des cailloux; je serais allé rejoindre le petit, et il y aurait eu deux bières à acheter au lieu d'une : je n'ai jamais aimé les dépenses inutiles.

— Alors vous avez appelé les garçons meuniers?

— Ah bien oui! La mort serait arrivée à l'enfant plus vite qu'eux.

— Mais qu'avez-vous donc fait?

— J'ai fait un raisonnement. Je me suis dit : Le petit est au fond; s'il faut le temps de le chercher, on le retirera roide; mieux vaut ouvrir la vanne pour que le courant l'amène, et je le saisirai au passage, à moins que nous ne soyons emportés tous deux sous la roue, et alors, bonsoir! Tout en pensant, je faisais ce que je pensais. Accroché d'une main à la planche, je regardais l'eau qui passait sous la vanne ouverte, et j'attendais Pierre sans rien voir, quand tout à coup je ne sais quoi de noir arrive! Je plonge la main dans le bouillon d'eau, j'attrape quelque chose que je retire! C'était mon Pierre! aussi vivant que vous et moi. Le gueux avait l'haleine d'un poisson; il ne s'était même pas donné le genre de s'évanouir. Tout se réduisait pour lui à un bain d'agrément.

La narration du meunier, faite sur le théâtre de l'événement, n'avait pas besoin de commentaire. De tous les moyens de sauvetage offerts par les lieux et les circonstances, il avait évidemment choisi le plus sûr pour l'enfant et pour lui-même. En pareil cas, le Vendéen et le Normand eussent appelé au secours ou se fussent jetés dans le canal, au risque de ne pouvoir s'en retirer; le Breton eût économisé les cris pour courir à l'enfant, avec lequel il se fût noyé silencieusement; seul, le Manceau, avant de rien essayer, *avait fait un raisonnement* auquel l'enfant devait son salut.

Ce n'était point, du reste, une curiosité industrielle qui m'avait conduit au *Moulin-Neuf*, mais bien l'espoir que son propriétaire pourrait me faire connaître un des anciens compagnons de ce Jean Cottereau devenu célèbre dans les guerres civiles de l'ouest sous le nom de Jean Chouan. Dès les premières ouvertures faites à ce sujet, le meunier proposa de me mener chez le vieux *Va de bon Cœur*, dernier représentant de ces guérillas aventureuses qui, à trois reprises différentes, avaient, selon l'expression d'un contemporain, *donné la fièvre à la république*.

— Le difficile sera de le faire parler, ajouta-t-il, vu qu'il craint toujours un rappel de compte. Aujourd'hui ce n'est plus qu'un vieil innocent qui passe les journées à tresser des jarretières et à apprendre le catéchisme aux petits; mais, dans son temps, il a aussi arrêté les diligences, fusillé les *patauds* (1) et orné la queue des chiens de cocardes tricolores. Si vous voulez qu'il vous raconte sa vie de brigand, munissez-vous d'une bouteille de cognac. Vous savez qu'il faut apporter du lait quand on désire faire sortir les couleuvres de leurs trous.

Le propriétaire du *Moulin-Neuf* avait fait atteler son char à bancs, dans lequel nous montâmes, et qui se dirigea vers la métairie des *Boutières*, où habitait le vieux *Va de bon Cœur*. Nous suivions une route peu fréquentée que tapissait une herbe

(1) Le nom de *pataud*, donné par les chouans aux républicains, fut une altération du mot *patriote*, d'abord mal prononcé par les paysans, pour qui il était tout nouveau, et qui n'en connaissaient pas la signification.

courte, sur laquelle les charrettes des métairies n'avaient tracé que de rares sillons. De loin en loin se montrait, au revers du fossé, une petite fille tenant la corde d'une vache qui broutait au fond de la douve. Les épis suspendus aux buissons partout où la route devenait plus étroite attestaient le passage récent des moissons, et l'on entendait retentir de toutes parts les bruits cadencés des *batteries*. Nous roulions depuis près d'une heure, lorsque le char à bancs arriva à un carrefour formé par la rencontre de deux chemins. A l'angle le plus apparent s'élevait un de ces arbres garnis, depuis la base jusqu'au sommet, de branches que l'on émonde tous les trois ans, et qui bordent les routes du Maine d'une double colonnade de verdure. Je fus frappé de la présence d'une croix clouée à son écorce, et au-dessous de laquelle une jeune paysanne était agenouillée. Mon compagnon s'en aperçut.

— Ah ! vous regardez la grande *émousse*, dit-il en retirant à lui les guides afin de ralentir le pas du cheval ; avancez la tête de ce côté , et vous verrez que le tronc est creux, comme il arrive le plus souvent quand l'arbre vieillit. Pendant la guerre, c'était la meilleure cachette pour les chouans, et il y a quelques années qu'on a trouvé dans l'*émousse* que vous voyez le squelette de l'un d'eux avec son fusil et son chapelet. Les curés sont venus le retirer de son étui pour le porter en terre sainte ; on a cloué à l'*émousse* une croix de quatre sous, et, depuis, tous les gens du pays lui tirent leurs chapeaux, quand ils ne font pas mieux, comme cette *tête blanche* (1) qui est là en prière. Mais, Dieu me pardonne ! c'est Jeannette, une descendante des frères Chouan !

— Une Cottereau ! m'écriai-je.

— Juste ! Vous auriez envie de la voir, pas vrai ? Hé ! Jeannette ! voilà assez de *Pater noster*, ma vieille ; ça n'est pas poli de ne montrer aux passants que tes talons.

La jeune fille continua à prier. Je crus qu'elle n'avait pas entendu.

— Laissez donc, dit le meunier, elle a l'oreille plus fine que la taupe de jardin ; mais il faut qu'elle ait une raison pour se déranger. Allons ! Jeannette, j'ai assuré au bourgeois que tu étais la plus jolie paroissienne de ton curé, prouve-lui que je n'ai pas menti.

Elle resta immobile.

— Ne me fais pas attendre, reprit mon compagnon ; j'ai dix écus à te remettre pour un reste de compte.

La coiffe blanche fut agitée d'un mouvement imperceptible, mais ne se retourna pas. Le meunier éclata de rire.

— Puisqu'elle a résisté aux dix écus, il faut y renoncer, dit-il en faisant repartir le cheval. Vous voyez que la brigande est sourde et muette à volonté ! C'est la vraie petite-fille de la veuve des *Poiriers*.

Je demandai ce que c'était que la veuve des *Poiriers*.

— Eh bien ! mais la mère des frères Chouan, reprit le meunier ; sa closerie s'appelle *les Poiriers*, et, chez nous, chacun prend le nom du bien qu'il cultive ; est-ce qu'on ne vous a pas raconté l'histoire de la mère Cottereau?

Je répondis négativement, en ajoutant que j'étais prêt à l'entendre, si mon conducteur la savait.

— Si je la sais ! répliqua-t-il ; pardieu ! mon oncle, qui avait été dans le temps notaire à Port-Brillet, ne parlait point d'autre chose. Il disait toujours que la veuve des *Poiriers* était une Romaine, et il répétait si souvent son histoire, avec toutes les circonstances, que je l'ai apprise pour ainsi dire par cœur.

Je pris l'attitude de quelqu'un qui se prépare à écouter.

(1) Nom que les Manceaux donnent aux femmes, à cause de leurs coiffes.

— Il faut vous dire d'abord, continua mon compagnon, que les Cottereau étaient sabotiers de père en fils et vivaient au milieu des bois dans des cabanes de feuilles et de copeaux. Leurs femmes accouchaient là sans autre matrone que leur bonne volonté, et les enfants grandissaient, comme les loups, à la garde du diable. L'âge venu, ils prenaient la *ferte* et se faisaient faux sauniers à l'exemple de leurs pères. Il paraîtrait que cette vie avait fini par les rendre si tristes et si sauvages, que les gens du pays leur avaient donné le nom de *Chouins* (1), qui était resté depuis à la famille. Cependant le père des trois Cottereau était plus sociable. Il s'était instruit tout seul et il venait tous les dimanches dans la métairie pour lire la vie des saints aux hommes et apprendre les nouveaux noëls aux jeunes filles. Ce fut de cette manière qu'il fit la connaissance de Jeanne Moyné, et que tous deux tombèrent amoureux l'un de l'autre; mais le métayer ne pouvait donner sa fille sans déshonneur à un homme qui n'avait jamais labouré la terre : aussi l'amoureux fut congédié, et on ordonna à Jeanne de tourner son cœur d'un autre côté. Elle reçut l'ordre sans rien dire; elle ne pria ni ne pleura; seulement, quelques jours après, elle s'enfuit de la métairie, et, pour bien faire comprendre qu'elle ne reviendrait plus, elle laissa sa *quenouille et son écuelle brisées à la porte de l'étable!* Cottereau, qui l'attendait sur la route de Laval, l'emmena dans la forêt de Coucise, où était sa cabane. Arrivée là, Jeanne avertit le sabotier qu'elle nedemeurerait avec lui qu'après avoir été mariée par un prêtre. Ils partirent donc un dimanche pour Saint-Ouën-des-Toits. La jeune fille entra seule dans l'église afin de parler au recteur; mais il se trouva qu'il venait de monter en chaire pour le *monitoire* (2). Après avoir réprimandé par leurs noms ceux de sa paroisse qui avaient négligé les offices ou qui avaient travaillé sans dispense les jours *gardés*, il annonça qu'une fille du voisinage venait de donner un grand scandale en quittant sa maison pour suivre un homme, et il l'appela, selon l'habitude, à confesser sa faute devant les paroisses sous peine d'excommunication. Alors Jeanne, qui était à genoux devant la chaire parmi les autres *têtes blanches,* et qui, jusqu'à ce moment, avait tenu le front baissé pour qu'on ne pût la reconnaître, se leva tout à coup avec un visage tranquille et se mit à réciter à haute voix son *Confiteor*. Vous comprenez si ce fut un grand saisissement pour ceux qui se trouvaient là. Le recteur lui-même ne savait s'il devait approuver ou se plaindre. Il interpella la jeune fille sur son action; mais elle donna si bien ses raisons, qu'au dire de mon oncle, qui y était, toutes les femmes se prirent à pleurer, et que les pères de famille eux-mêmes ne trouvèrent rien à reprendre. Quant au prêtre, il finit par la recommander aux prières des assistants, et le soir suivant il la fit revenir avec Cottereau pour les marier en cachette. Il leur donna ensuite un certificat afin qu'ils ne fussent point inquiétés dans les paroisses (3).

Je demandai au meunier si Jeanne n'avait pas eu à se repentir de son mariage avec Cottereau.

(1) Chats-huants en patois du Maine; de *chouin* on fit, par corruption, *chouan*.

(2) L'usage de ces admonitions publiques et de ces sommations adressées au coupable, sous peine d'excommunication après trois avertissements, existait, avant la révolution, dans toutes les paroisses de l'Ouest. Les prêtres abusaient rarement de ce singulier pouvoir de censure que la ferveur de la foi avait établi, et que l'habitude maintenait sous le nom significatif de *monitoire*.

(3) Ces mariages, célébrés secrètement par les prêtres, qui, comme on le sait, tenaient les registres de l'état civil avant la révolution, étaient fort rares, mais non sans exemples : c'étaient des cas exceptionnels dans lesquels le curé violait la loi civile dans l'intérêt de la loi religieuse et en obéissant à une inspiration de conscience dont il n'était responsable que devant son évêque; il remettait alors aux époux unis secrètement un certificat latin constatant la légitimité religieuse de leur mariage, afin qu'ils ne fussent point inquiétés dans leur paroisse comme concubinaires.

— Non pas que je sache, répondit-il. Le sabotier était un homme sévère, mais sans *mauvaiseté,* comme ils disent ici. Seulement la mort le prit de bonne heure, et la veuve vint alors habiter la closerie des *Poiriers*, qu'elle avait reçue d'héritage, avec ses deux filles et ses quatre garçons, parmi lesquels était le fameux Jean Chouan.

« Avant d'avoir déclaré la guerre aux bleus, Jean était déjà le plus célèbre faux saunier du Maine, et la preuve, c'est qu'on chante encore aujourd'hui la complainte du *gas mentoux*. On lui avait donné ce nom à cause de ses ruses pour tromper les gabeleurs et de ses hâbleries avec les contrebandiers qu'il entraînait toujours dans quelque casse-cou en répétant qu'*il n'y avait pas de danger*. C'était sa phrase ordinaire. Lui-même pourtant, malgré son adresse, ne se tirait pas toujours d'affaire sans coups, sans perte ou sans prison; seulement il se vengeait par de bons tours. Un jour les commis de Laval, qui l'avaient fait condamner à plusieurs amendes et n'avaient pu se faire payer, arrivèrent pour saisir les meubles de la closerie; mais les Cottereau, avertis à temps, avaient tout transporté chez les voisins, et les commis ne trouvèrent que les quatre murs. Cependant ils ne se déconcertèrent point. La maison venait d'être couverte à neuf; ils appelèrent des ouvriers pour enlever les ardoises et la charpente afin de tout vendre au plus offrant. Jean ne se fâchait jamais contre ceux qui étaient dans leur droit. Au lieu de se plaindre, il aida lui-même comme couvreur à tout démolir, et, le soir arrivé, il alla inviter les commis à examiner si les choses avaient été faites à leur fantaisie. Les commis, qui triomphaient, vinrent sans défiance; mais à peine furent-ils entrés, que Jean referma la porte à double tour en leur criant que, puisqu'ils préparaient aux autres des maisons sans toit, il était juste qu'ils en fissent l'expérience, et, comme la pluie commençait à tomber, il leur souhaita la bonne nuit et alla rejoindre les siens au village.

« Ce tour-là, au dire de mon oncle, lui coûta plus de deux cents écus. Lui et ses deux frères, les faux sauniers, furent bientôt traqués comme des renards. Les saisies et les condamnations avaient ruiné la famille des *Poiriers*. On devait au métayer, au meunier, au fournier, à tout le monde; le *gas mentoux* jaunissait de dépit de ne pouvoir faire passer, sans être pris, une poche de faux sel. Il partit enfin accompagné d'une bande de mauvais garçons décidés, comme lui, à se faire place avec la *ferte*. On rencontra les gabeleurs, il y eut bataille, et Jean tua le plus hardi des agresseurs, petit Pierre, surnommé le *fin gabelou*. Ce fut une grande épouvante pour tous les faux sauniers qui se trouvaient présents au meurtre : ils crièrent à Jean de regagner la Bretagne, où il lui serait facile de se cacher quelque temps; mais le *gas mentoux* répondit comme d'habitude : *Y a pas de danger*, si bien que le soir même il était pris et conduit à la prison de Laval. Sa condamnation ne pouvait être mise en doute, car les crimes de faux saunier étaient jugés par la gabelle elle-même, qui se trouvait ainsi prononcer dans sa propre cause. Aussi la veuve Cottereau comprit-elle sur-le-champ le danger. Quand on vint lui annoncer l'arrestation de Jean, elle était occupée à traire la seule chèvre restée aux *Poiriers* après les confiscations. Elle se leva épouvantée en criant : « Jésus! le *gas mentoux* sera pendu! » mais elle reprit courage presque aussitôt, *chaussa sa meilleure paire de souliers,* à ce que dit la complainte, et courut chez les princes de Talmont, qui avaient toujours protégé sa famille. Par malheur ils venaient de partir pour la cour. La veuve resta près d'une heure assise sur l'escalier de la maison comme une condamnée qui attend le couteau. Enfin, tout d'un coup elle se leva en disant : « Il n'y a que le roi qui peut me donner la grâce de Jean. » Et, *prenant ses souliers dans sa main*, elle se mit en route pour Versailles.

Je ne pus retenir une exclamation.

— Et elle y arriva? m'écriai-je.

— Le cinquième jour! Elle avait fait soixante et dix lieues *sur le cuir de ses*

pieds (1), sans s'arrêter autrement que pour demander un morceau de pain aux portes des maisons quand elle avait faim, et un peu de paille dans les granges quand elle avait sommeil; mais, arrivée à Versailles, elle apprit que les Talmont, qui pouvaient seuls la présenter au roi, s'étaient attardés en route dans quelque château, on ne savait où, et ne viendraient peut-être de longtemps. Pour cette fois, la veuve sentit son courage à bout. Elle resta toute une nuit à genoux devant un crucifix sans finir de pleurer; elle ne connaissait personne à Versailles que le cocher du prince de Talmont, un *mainiau* de Saint-Ouën-des-Toits, qui se sentit écœuré de la voir tant pleurer et qui lui demanda si elle aurait la hardiesse de parler au roi toute seule.

« — Pour sauver Jean, je parlerais à la Trinité, répondit la veuve.

« — Alors, dit Jérôme, je risque ma place et le reste pour servir un *pays*. Vous allez monter dans la voiture du prince, on croira que c'est lui qui se rend à son devoir, on nous laissera passer les grilles sans rien dire, et, quand le roi sortira du grand vestibule pour monter en carrosse, vous irez vous jeter à ses pieds, et vous prierez Dieu de vous faire bien parler, car c'est notre sort à tous qui se décidera.

« La chose fut exécutée le jour même. Jeanne monta en voiture, attendit le roi, et, dès qu'il parut, elle courut à lui en criant :

« — Grâce, monseigneur; les *gabelous* nous ont ruinés, et maintenant ils veulent pendre mon fils parce qu'il s'est fait faux saunier. Sauvez Jean, monseigneur, nous serons sept à prier Dieu pour vous !

« Le roi fut d'abord étourdi de s'entendre appeler monseigneur par cette femme à mine effarée dont le costume était inconnu. Les gens de la cour criaient que c'était une folle et qu'il fallait l'arrêter; mais, quand elle eut tout raconté, ce fut à qui se récrierait d'admiration. Le roi voulut rentrer pour signer lui-même un sursis, en attendant la grâce, qui fut donnée quelques jours après.

— Et ce fut ce même faux saunier sauvé par lui de la potence qui essaya plus tard de le venger en commençant l'insurrection royaliste dans l'Ouest ?

— Lui-même. Jean Chouan fut le premier en France à prendre un fusil contre la république au cri de *vive le roi!* Du reste, le vieux *Va de bon Cœur* pourra vous donner là-dessus tous les détails, car il en était. Justement nous voici arrivés aux *Boutières*.

Notre char à bancs tournait, en effet, une haie de prunelliers qui laissaient entrevoir, à travers leur feuillage, l'aire de la métairie sur laquelle les batteurs déliaient les javelles avec des éclats de rire et des appels joyeux. Notre compagnon se leva debout pour regarder par-dessus la verte clôture.

— Dieu me pardonne! ils préparent la dernière *airée,* dit-il; nous arrivons à souhait pour vous qui aimez les vieux usages et les vieilles cérémonies.

— Pourquoi cela ?

— Parce que nous allons assister à *la fête de la gerbe*.

(1) Toutes ces expressions appartiennent à la complainte du *gas mentoux*.

Faut pas croire ainsi, ma mère,
Chaussez vos meilleurs souliers,
Laissez tout et partez vite
Sans rabattr' votr' tablier.

. . . .

J' ferais cent lieues et j'en f'rais mille
Rien que sur l' cuir de mes pieds;
Mon fils, il faut que je parte,
Dans mes mains j'ai mes souliers
Et dans l' cœur, pour aller vite,
Mon fils, j'ai mon amitié.

II

Nous avons déjà eu occasion de décrire, dans cette *Revue* même, la joie grave et presque religieuse avec laquelle les populations bretonnes accomplissent les travaux de l'*août* et récoltent le *blé du bon Dieu*, comme ils disent dans leur poétique langage. On ne peut douter que cette moisson n'ait, à leurs yeux, un caractère particulier ; car aucune autre n'excite chez eux les mêmes transports et ne s'entoure des mêmes rites pieux. Évidemment la tradition druidique leur a confusément appris à y voir le flot fécondant destiné à entretenir le niveau de la vie toujours décroissant dans les êtres ; le blé est pour eux ce qu'était la manne pour les Hébreux : un don venant plus directement du ciel, un éternel miracle visible aux yeux de tous.

Sans avoir conservé chez les paysans du Maine une expression aussi sérieuse, le culte de la moisson y survit encore dans *la fête de la gerbe*. La joie est la même ; seulement elle a perdu son caractère sacré : la reconnaissance n'a plus d'attendrissements; l'esprit manceau y a substitué le calcul. Tous les détails des *batteries* bretonnes symbolisent l'adoration panthéistique revêtue d'apparences chrétiennes ; *la fête de la gerbe* ne symbolise que l'enrichissement du maître et le contentement qui naît de l'abondance. Ici, comme toujours, le raisonnement a modifié la poésie. Héritiers de la même tradition sublime, Manceaux et Bretons en ont usé selon leurs caractères; ceux-ci ont laissé la leur planer dans les nuées en la suivant vaguement du regard, pendant que ceux-là ramenaient à terre le cerf-volant pour utiliser la ficelle et le papier. Mais si la grandeur manque à cette *fête de la gerbe*, en revanche la grâce et la gaieté y abondent. L'églogue antique s'y retrouve mise en action avec une réalité plus vivante.

Au moment d'achever la préparation de la dernière *airée*, les batteurs s'avancent ensemble vers le métayer et lui montrent, dans la grange, une gerbe couverte de fleurs et de rubans. Tous leurs efforts pour la soulever ont été inutiles, *cette gerbe pèse le poids de la moisson tout entière* et ne veut être portée sur l'aire que si le maître l'y conduit, car *chacun commande à sa richesse et a seul droit d'en disposer*. Le métayer se rend en conséquence à la grange, où, aidé de ses plus proches parents, il soulève la gerbe, tandis que les autres moissonneurs forment le cortége. En tête marchent les balayeurs, qui nettoient le passage devant cet emblème de la moisson; en arrière, des enfants, représentation vivante de la famille, qui poussent des cris de joie en secouant dans leurs petites mains des touffes d'épis. S'il y a à la métairie quelques étrangers, ils suivent, portés sur un brancard de ramées et accompagnés de deux jeunes filles qui leur présentent un plat d'étain avec du blé nouveau et des fleurettes, c'est-à-dire ce qui est nécessaire et ce qui charme, double symbole des devoirs de l'hospitalité. Plus loin marche le vanneur, lançant en l'air le grain qu'il épure ; puis viennent les batteurs, dont les fléaux frappent le sol en cadence. Après avoir fait le tour de l'aire dans le même ordre au bruit des rires, des chants et des coups de feu tirés par les fils de la maison, tout le cortége s'arrête; on délie la gerbe, et la métayère apporte sur une chaise recouverte d'un linge blanc du vin, du beurre et du pain de froment ; on boit, on mange, puis le travail reprend jusqu'à ce que *l'airée* soit battue et relevée.

Pendant ce temps, le repas du soir s'apprête à la métairie. Dès la veille, les jeunes moissonneurs ont eu soin de déposer un bouquet de *fleurs des prairies* sur la sellette à traire de toutes les étables voisines. Les métayères ont compris l'invitation et arrivent par toutes les *voyettes* avec leurs fromages de lait caillé. Enfin, la moisson

rentrée, tout le monde se met à table, et, pour cette fois seulement, en signe de l'égalité qu'établit la joie, les femmes prennent place à côté des hommes. Les jeunes gens apportent des bouquets, la plus jolie fille présente successivement à chaque convive une cuillerée de lait caillé, et toutes les voix chantent en chœur *la Ronde de la moisson*.

On nous pardonnera si, comme Alceste, nous citons quelques couplets de ce vieux chant. *La rime n'est pas riche*, car, ainsi qu'il arrive d'habitude dans ce genre de compositions, le poëte s'en est affranchi pour les vers féminins, et s'est presque toujours contenté, pour les autres, de simples assonances; mais, avant de lire cette ronde champêtre, il faut que l'imagination la place dans son cadre. Figurez-vous donc, autour de la table rustique, une troupe de jeunes filles brunies par le soleil, de jeunes garçons encore animés par le travail de la journée, de vieillards souriant sous leurs rides, et d'enfants que l'association à l'allégresse commune semble grandir; jetez sur tout cela la poésie de la gaieté, du soleil qui se couche, des bouquets s'épanouissant aux chapeaux ou aux corsages, et vous comprendrez peut-être le charme pénétrant de ces chansons populaires, dans lesquelles, selon l'expression de Mickiewicz, *les nations déposent l'espoir de leurs pensées et la fleur de leurs sentiments*.

Voilà la Saint-Jean passée;
Le mois d'août est approchant
Où tous garçons des villages
S'en vont la gerbe battant.
Ho! *batteux!* battons la gerbe,
Compagnons, joyeusement!

Par un matin je me lève
Avec le soleil levant,
Et j'entre dedans une aire:
Tous les *batteux* sont dedans;
Ho! *batteux!* battons la gerbe,
Compagnons, joyeusement.

V'là des bouquets qu'on apporte,
Chacun va se fleurissant.
A mon chapeau je n'attache
Que la simple fleur des champs.
Ho! *batteux!* battons la gerbe,
Compagnons, joyeusement.

Mais je vois la giroflée
Qui fleurit et rouge et blanc;
J'en veux choisir une branche,
Pour ma mie c'est un présent.
Ho! *batteux!* battons la gerbe,
Compagnons, joyeusement.

Dans la peine, dans l'ouvrage,
Dans les divertissements,
Je n'oublie jamais ma mie;
C'est ma pensée en tous temps.
Ho! *batteux!* battons la gerbe,
Compagnons, joyeusement.

Ma mie reçoit de mes lettres
Par l'alouette des champs,
Et moi je reçois des siennes
Par le rossignol chantant.
Ho! *batteux!* battons la gerbe,
Compagnons, joyeusement.

Sans savoir lire ni écrire,
Nous lisons ce qui est dedans.
Il y a dedans ces lettres :
« Aime-moi, je t'aime tant! »
Ho! *batteux!* battons la gerbe,
Compagnons, joyeusement.

Viendra le jour de la noce,
Travaillons en attendant;
Devers la Toussaint prochaine
J'aurai tout contentement.
Ho! *batteux!* battons la gerbe,
Compagnons, joyeusement.

Mon premier soin, en arrivant aux *Boutières*, avait été de me faire conduire au vieux *Va de bon Cœur,* trop âgé pour prendre part aux travaux de la moisson. Je le trouvai à l'entrée de la grange, assis sur la paille et regardant l'aire avec cette expression de joie intérieure particulière aux vieillards. Son costume fut d'abord ce qui me frappa. Depuis qu'il était devenu étranger à la direction de la métairie, le vieux chouan avait repris l'ancien costume manceau, comme si, condamné à l'inaction par l'âge, il eût voulu trouver au moins dans ces vêtements les souvenirs de son activité et de sa jeunesse. Ses cheveux blancs, mais encore touffus, étaient recouverts d'un bonnet brun, par-dessus lequel il avait enfoncé un chapeau à larges bords ; ses culottes courtes, ouvertes au genou, laissaient le jarret libre et nu, tandis que ses guêtres de cuir se rattachaient au haut de la jambe par des jarretières de laine tressée. Son visage, tanné par le soleil et le vent, était sillonné de plis profonds qui lui donnaient quelque chose de rigide; mais l'œil, à demi caché sous des sourcils grisonnants, avait conservé une mobilité et une finesse singulières.

Il reçut le meunier avec la déférence que les paysans manceaux ne refusent jamais au riche, mais en y mêlant l'espèce de froideur défiante que leur inspire tout ce qui n'est pas laboureur. Mon compagnon ne parut point y prendre garde et lui frappa sur les genoux avec cette camaraderie banale qui vous fait traiter de bon enfant dans la jeunesse et de brave homme quand vous avez vieilli; car le mérite peut ne pas nuire à la bonne réputation, mais c'est l'entregent qui l'établit.

Le propriétaire du *Moulin-Neuf* s'était assis sur une javelle, à côté du vieux chouan, et jouait avec le chien couché aux pieds du vieillard.

— Eh bien! père *Va de bon Cœur,* dit-il en élevant la voix, selon son habitude, pour se donner l'air franc, voilà encore une moisson de mise à l'ombre. Combien en avez-vous vu depuis qu'on a sonné les cloches pour votre baptême?

— Quelque chose comme soixante et douze, monsieur, répondit le vieillard avec un léger sentiment d'orgueil.

— Et toujours sans infirmités ni maladies ?

— Dieu m'a fait la grâce d'assister soixante et onze fois *sur mes pieds à la fête de la gerbe,* reprit *Va de bon Cœur,* sans compter une fois sur les bras de celle qui me

nourrissait. J'espère bien qu'il me laissera la gloire de n'y avoir jamais manqué pendant les années que j'aurai passées sur terre.

— Vous avez assez de chance pour ça, vieux père, reprit le meunier; il y a des gens, comme on dit, qui sèment de l'orge pour récolter du froment, et vous êtes de ceux-là.

J'ajoutai que c'était, en effet, merveille d'avoir pu traverser sain et sauf toutes les épreuves auxquelles le métayer des *Boutières* avait été exposé. J'espérais ménager ainsi une transition qui nous conduirait naturellement aux récits que je venais chercher; mais le vieux paysan laissa tomber l'allusion comme une flèche qui n'avait point porté et se rejeta sur ce que *Dieu était tout-puissant,* espèce de lieu commun fataliste avec lequel les paysans du Maine ferment toujours le chemin que vous ouvrez à la conversation, quand ils sont résolus à ne pas vous y suivre.

Je fis plusieurs autres tentatives qui, pour être plus directes, ne furent pas plus heureuses. Mon compagnon, qui m'avait laissé manœuvrer à vide, me regarda en clignant l'œil d'un air narquois.

— Eh bien! je vous avais averti qu'il y aurait du *tirage,* me dit-il lorsqu'on vint nous inviter à entrer dans la métairie; mais il ne faut pas vous décourager. Le grain demande plus d'un jour pour mûrir. Quand le cognac que nous apportons aura donné un coup de soleil au vieux, vous verrez sa mémoire s'ouvrir comme un épi au mois d'août.

Malgré l'assurance du meunier, je doute que ses prévisions se fussent réalisées sans une circonstance qui rompit la glace entre le vieux chouan et moi. J'avais appris, dans la conversation, que le métayer des *Boutières* avait un procès de voisinage. C'était, certes, le moins que l'on pût demander à un paysan manceau, et ce procès unique témoignait de son bon caractère. Le propriétaire du *Moulin-Neuf* m'avait avoué, le matin, qu'il en poursuivait sept, sans compter les œufs de procès qui attendaient le moment d'éclore. Cependant *Va de bon Cœur* paraissait préoccupé de cette affaire, et, ayant appris mon titre d'avocat, il voulut à toute force faire apporter les papiers par son petit-fils. J'ai aujourd'hui complétement oublié l'objet du débat qui allait s'engager devant le juge de paix du canton, je me rappelle seulement qu'en parcourant le contrat, j'y trouvai une clause qui ne pouvait laisser aucun doute sur le bon droit du chouan. Celui-ci fut lui-même frappé de l'évidence de la preuve, et, comme elle assurait le gain de son procès, il déclara avec chaleur que j'en pourrais remontrer à tous les procureurs du pays, et j'entrai immédiatement dans la confiance la plus familière du vieillard. Il me laissa remplir son verre, cessa d'opposer à mes insinuations la *toute-puissance de Dieu,* et consentit à parler de la *grande guerre.*

Au début pourtant, il se contenta de répondre à mes questions, et de raconter brièvement les principaux épisodes de l'insurrection; mais à mesure qu'il buvait, sa parole devenait plus abondante. Échauffé à la fois par *l'eau de feu* et par le récit lui-même, il semblait reprendre possession d'une part d'existence longtemps oubliée; il y entrait comme dans une demeure d'où l'on a été absent trente années et où l'on retrouve, avec un étonnement enchanté, toutes les traces de sa jeunesse.

Je vis insensiblement ses souvenirs se démêler et s'éclaircir, les personnalités, qui avaient d'abord traversé le récit comme de pâles ombres, prendre un corps, une attitude, un accent. La voix du vieux chouan semblait évoquer l'un après l'autre tous ses compagnons de guerre couchés depuis longtemps sous la mousse des bois ou sous l'herbe des cimetières. Je les voyais entrer, le manteau de peau de chèvre sur l'épaule, le fusil à la main et s'asseoir silencieusement près de nous. C'étaient Coquereau, l'homme de colère et de sang, avec l'ancien gabeleur Moulins, le seul lâche qui ait déshonoré ces guerres; la Raiterie, héroïque enfant qui mourut pour des opinions à l'âge où d'habitude on ignore qu'elles existent; Francœur, ce fou guerrier qui se pré-

cipitait au combat comme on va à une fête, orné de bouquets et de rubans; Jambe d'Argent, le Cid de la chouannerie; enfin M. Jacques, merveilleuse apparition qui traversa la lutte sans laisser le secret de son histoire ni de son nom. *Va de bon Cœur* parlait pour eux tous; il imitait leur voix, il prenait leurs passions, il racontait leurs pensées.

Cette saisissante *exhibition* dura toute la soirée et une partie de la nuit. J'écoutais et je tâchais de noter dans ma mémoire chaque trait caractéristique. Enfin la lassitude arrêta le conteur, et je pus écrire ce que j'avais retenu. Le récit qu'on va lire est le résultat de ces documents, éclaircis et complétés, dans quelques parties, par les recherches déjà publiées sur cette curieuse époque. Toutes les fois que nous l'avons pu, nous avons conservé les expressions du vieux rebelle comme un rayon de soleil du pays et une modulation de son langage.

III

Jean Cottereau avait bien trois frères, ainsi que le meunier me l'avait dit. Pierre, l'aîné, fut le seul qui se fit sabotier comme son père. C'était un cœur simple, timide, et plutôt né, selon le jugement de *Va de bon Cœur*, pour *traire les vaches que pour les défendre contre les loups*. Exposé d'ailleurs aux railleries à cause de son bégayement, il s'était habitué à vivre à l'écart et dans le silence. Il en fut tout autrement de François et de René, qui s'adonnèrent à la contrebande du *faux sel*, comme Jean. Le premier avait de grands rapports de caractère avec le *gas mentoux*. C'était la même audace et la même loyauté; mais il y joignait une nuance rare chez le paysan manceau : l'inclination romanesque. Quant à René, il résumait en lui, avec une effrayante énergie, toutes les violentes inclinations de sa race. Indomptable et sans pitié, il unissait à ce courage brutal qui se renouvelle dans le sang la rapacité plaignarde que la rudesse de sa condition apprend au paysan. Tour à tour comique comme Harpagon, ou terrible comme Trestaillons, ses mots eussent fait sourire, si ses actes n'avaient fait frissonner.

Deux filles, Perrine et Renée, complétaient la famille Cottereau. Elles laissèrent leurs frères s'engager successivement dans la guerre civile, sans y prendre aucune part active, et elles ne quittèrent point la closerie des *Poiriers*. L'usage et la bonne réputation leur en faisaient un devoir, car, sévèrement reléguée dans les fonctions domestiques, la femme du Maine doit y persister encore pendant la tourmente. Aussi, tandis que partout ailleurs, en Normandie, en Bretagne, en Vendée, dans le Midi, les femmes combattirent avec les insurgés, dans le Maine, toutes restèrent désarmées et gardèrent la maison. En cela, les compatriotes de Jean Chouan ne maintenaient pas seulement les priviléges de leur sexe, ils obéissaient encore à leur ordinaire prudence. Le proverbe :

Maison délaissée,
La première pillée,

est précisément né entre Laval et Mortagne, et si le Manceau voulait bien donner sa vie au roi, il tenait à garder au moins son *avoir*.

On n'a pas oublié comment Jean Chouan avait été sauvé par le voyage de sa mère à Versailles : bien qu'il eût vu la cravate de chanvre à hauteur de son cou, l'incorrigible faux saunier recommença bientôt son commerce et se trouva mêlé à une lutte dans laquelle un gabeleur fut encore tué. Ses antécédents le désignaient, en quelque sorte, comme le meurtrier; il fallut que la famille de Talmont s'entremît pour le

sauver, et elle ne put étouffer l'affaire qu'en éloignant Jean du pays. Elle le fit partir pour Lille, où il entra dans le régiment de Turenne.

Une année se passa assez bien ; mais, au retour de la belle saison, Jean commença à *s'ennuyer après son pays*. On sentait l'odeur des foins coupés, les taillis avaient toutes leurs feuilles ; c'était le beau temps pour la contrebande du faux sel. Le *gas mentoux* regardait dans le bleu du ciel du côté du Maine. Enfin, un jour, à la revue, le colonel lui ayant dit qu'il voulait lui parler d'une lettre reçue à son sujet, Jean trouva à propos de croire qu'il avait été dénoncé et qu'on allait l'arrêter. En conséquence, il sauta du haut des remparts dans les fossés de la ville et prit la route de sa paroisse, ajoutant ainsi, par *prudence*, à la prévention de meurtre le crime de désertion.

Cette fois ses protecteurs effrayés ne trouvèrent pour lui d'asile sûr que dans la captivité et obtinrent une lettre de cachet *en sa faveur*. Deux ans de captivité transformèrent le *gas mentoux*. Les étroites nécessités de la prison avaient assoupli son humeur; les habitudes vagabondes étaient perdues; sa piété, jusqu'alors incertaine, s'était fortifiée dans la solitude; le jeune garçon était devenu un homme. Lorsqu'il revint au pays, madame Olivier lui confia la régie de ses biens, et la régularité de cette nouvelle position consolida la conversion commencée.

Ce fut alors que la révolution éclata.

Par ses croyances et par ses relations, Jean Chouan en était d'avance l'ennemi : il l'était encore plus par ses souvenirs personnels. Le roi dont on démolissait le trône n'était point pour lui un de ces maîtres inconnus que l'on vénère par tradition; sa mère avait été reçue dans son palais, elle connaissait son visage, le son de sa voix, elle avait vu signer devant elle la grâce de son fils, et, comme elle le répétait souvent avec une naïveté dont elle ne soupçonnait pas l'orgueil, *il y avait désormais quelque chose entre les Bourbons et les Cottereau*.

Jean le comprit ainsi, et s'associa ouvertement, dès le début, à toutes les espérances des royalistes ; mais les événements ne laissèrent pas longtemps place aux illusions. Au milieu des entraves et des piéges tendus par les partis, la révolution accélérait toujours sa course comme la cavale de Mazeppa, indifférente au sang qu'elle laissait contre chaque obstacle, pourvu qu'elle le renversât. Des arrêts de mort frappèrent les émigrés; les prêtres qui avaient refusé le serment à la nouvelle constitution furent déportés, et le roi devint le prisonnier de la nation. On se trouvait au 15 août 1792. Un ordre du directoire du district avait convoqué à Saint-Ouën-des-Toits tous les jeunes gens des paroisses voisines pour l'organisation des gardes nationales et les enrôlements volontaires. La plupart étaient venus; mais la vue des gendarmes, des commissaires et surtout des registres les avait mal disposés, car l'habitude des procès a inspiré de tout temps au paysan manceau une sainte défiance de la plume et de l'écritoire. Quand il fallut donner les noms, on ne répondit que par des huées. Les gendarmes voulurent arrêter ceux qui criaient le plus haut : des moqueries on passa aux injures et des injures aux menaces. On allait en venir aux coups lorsque Jean Chouan, qui avait tout observé et tout conduit, s'élança en criant :

— Pas de garde nationale! pas de volontaires!

Ce cri fut répété par toutes les voix.

— Si c'est le roi qui nous commande, reprit le *gas mentoux*, tout le monde partira pour le roi.

— Oui, tout le monde! reprirent les paysans, nécessairement disposés à obéir aux ordres de celui qui ne leur en donnait pas.

— Mais personne ne partira pour la nation, ajouta Cottereau.

— Personne! personne! s'écria la foule en chœur.

Et comme les autorités voulaient dresser procès-verbal de la rébellion, les assistants, qui craignaient *les traîtrises du papier*, déchirèrent les registres, renversèrent les écritoires et brisèrent les tables, dont les pieds leur servirent pour chasser les commissaires et les gendarmes. Jusque-là rien de bien grave. La révolte contre les agents de la sûreté publique est de droit général chez les nations de l'Europe civilisée et ne tire pas en conséquence. En 1792 surtout,

Des gendarmes rossés n'étaient pas un grand crime!

et les choses eussent pu en rester là, si le hasard n'eût mis en présence les partis eux-mêmes.

Les idées révolutionnaires, si mal venues dans les communes rurales du Maine, avaient reçu, au contraire, le meilleur accueil dans les villes et les bourgs. Là le prêtre avait moins d'influence, le noble était un rival, et la maxime de la Fontaine : *Votre ennemi, c'est votre maître,* avait été prise au sérieux. Les habitants de la Baconnière, d'Andouillé, de la Brulatte, présents à la rébellion, l'avaient désapprouvée et voulurent sauver au moins le drapeau tricolore venu de Laval avec les commissaires. Le juge de paix Graffin s'en empara; mais Jean Chouan vint le lui arracher : il y eut une mêlée, des coups furent échangés, et les royalistes victorieux regagnèrent le village avec le drapeau.

Cottereau profita de l'enthousiasme causé par ce premier succès pour décider l'insurrection. Affilié depuis longtemps avec son frère François à tous les complots royalistes, il annonça aux jeunes gens l'arrivée prochaine d'un prince du sang royal qui devait se mettre à la tête de l'insurrection et qui récompenserait chacun selon ses services; une paye journalière était, dès ce moment, assurée aux gars qui s'enrôleraient contre les bleus. Pour des paysans manceaux, l'argument était sans réplique; aussi fut-il compris du plus grand nombre, et une première troupe d'insurgés se forma sous le commandement de Jean. Seulement, comme avant d'entreprendre cette nouvelle *affaire* il fallait mettre ordre à celles que l'on avait au logis, chacun s'en retourna chez soi avec promesse de revenir au premier signal.

Un peu plus tard, un colporteur de village, en apprenant les troubles de Saint-Florent, laissait là le pain qu'il était occupé à pétrir, faisait sonner les cloches et levait une armée sans autre promesse que *la liberté des paroisses!* C'était Cathelineau qui commençait la grande guerre de la Vendée. Là une idée avait suffi pour allumer la révolte; aussi prit-elle un développement immense. Dans le Maine, au contraire, où elle fut surtout excitée et entretenue par des intérêts, elle demeura toujours incomplète. C'est que l'idée appartient en commun à tous les hommes et les associe dans un même élan, tandis que l'intérêt varie et les divise.

Cependant les gardes nationales, qui avaient perdu leur drapeau à l'assemblée de Saint-Ouën-des-Toits, se vengeaient par des excursions militaires dans les paroisses soupçonnées de royalisme. Jean Chouan résolut d'essayer contre eux le courage de ses hommes. Il leur donna rendez-vous à Launey-Villiers, et attaqua à l'entrée du Bourgneuf les patriotes, qui furent repoussés après avoir laissé une vingtaine de morts. Désormais le mal était irremédiable, le sang avait coulé, la guerre civile commençait.

Jean Chouan et ses compagnons, condamnés à mort par contumace sur la dénonciation de Graffin, se réfugièrent dans le bois de Misdon, entre la forge de Port-Brillet et le bourg d'Olivet. Ils étaient environ quarante, parmi lesquels se trouvait Trion, dit *Miélette,* qui joue dans la guerre des chouans le rôle de Maugis dans le roman des *Quatre fils Aymon*. Cottereau et lui s'étaient longtemps disputé la royauté de la *faux-saunerie*. Si l'on n'eût point connu Jean, *Miélette* eût été déclaré le plus fort

joueur de *ferte* du bas Maine; si l'on n'eût point connu *Miélette,* Jean eût passé pour le plus vigoureux contrebandier de toutes les marches. Le nom de celui-ci était pourtant prononcé le premier ; on disait Jean et *Miélette,* comme on dit Castor et Pollux. Malgré l'égalité de leur gloire villageoise, Jean exerçait plus d'autorité, on le reconnaissait supérieur pour le commandement ; mais, en revanche, *Miélette* l'emportait pour l'à-propos, la drôlerie et les bonnes histoires. Rien que de le voir mettait de belle humeur; *il boutait en train* toute la bande. Un seul chouan restait insensible à sa gaieté communicative : c'était Godeau, homme à grandes manières et beau parleur, qui, s'étant trouvé impropre à tous les métiers, en avait conclu que tous étaient au-dessous de son mérite. Il avait été trois mois garde-chasse dans une maison noble, et se croyait depuis un peu gentilhomme. Il prétendait aussi savoir le latin, parce que le curé chez lequel il avait servi comme palefrenier lui avait appris le sens des mots *Dominus vobiscum,* et il se plaignait continuellement de ce que *la dureté des temps le privât des plaisirs de la lecture.*

Quant à François, il s'accommodait d'autant mieux de sa retraite, que le bois de Misdon était peu éloigné du hameau de Lorière, où demeurait la *pauvre fille.* On avait donné ce nom à une orpheline trouvée dans un berceau suspendu aux cordes des cloches d'Olivet, et qu'un métayer de Lorière avait élevée par charité. Suzon était petite, frêle, point jolie, et sans autre charme que sa faiblesse. Bien qu'elle eût vingt ans accomplis, on l'eût prise pour un enfant sans la fermeté et l'étendue de sa voix, qui l'avait fait connaître dans toutes les paroisses voisines. La *pauvre fille* passait pour la plus belle chanteuse du bas Maine. Occupée à garder les vaches et les chevaux du métayer près de l'étang, sans autre société que son *muguet* (1), elle s'était fait une compagnie de ses chansons. A quelque heure que l'on traversât le taillis, on était sûr d'entendre sa voix jetant au loin ses notes plaintives. François avait été attiré une première fois par ce chant, comme tout le monde; mais il était revenu, il avait parlé à Suzon, et insensiblement la *pauvre fille* et lui s'étaient attachés l'un à l'autre. Depuis qu'il habitait le bois de Misdon, il venait tous les jours la voir près de l'étang, et ses compagnons le suivaient quelquefois pour entendre chanter les rondes et les noëls de leurs paroisses. Les forgerons de Port-Brillet profitèrent d'une de ces absences; ils entrèrent dans le taillis, détruisirent la cabane des chouans et emportèrent tout ce qu'elle renfermait, y compris le chaudron destiné à cuire leur nourriture. A leur retour, les royalistes se trouvèrent sans abris et sans *ménage.* Par bonheur, les ravisseurs avaient laissé des traces de leur passage; Jean et ses compagnons purent les suivre à la piste jusqu'à la *Papillonnière,* sur la lande d'Olivet, où ils les attaquèrent en gens qui combattent *pro aris et focis,* comme eût pu dire le latiniste Godeau. Après une lutte acharnée, ils réussirent à reprendre tout ce qui leur avait été enlevé, et *Miélette* revint à Misdon, portant le chaudron au bout de sa *ferte* aussi triomphalement que Jason eût porté la toison d'or.

Ce premier engagement fut le signal des hostilités. Les rencontres se multiplièrent avec des chances diverses. Les haines s'envenimaient; on commença à fusiller les prisonniers et à égorger les suspects à domicile. Bientôt les patriotes ne purent sortir des villes qu'en compagnie des détachements républicains; encore ceux-ci

(1) Nom donné aux chiens qui gardent les grands bestiaux. Ce nom est fort ancien, car on le trouve dans un vieux noël poitevin.

Or, nous avions un gros paquet
De vivres pour faire banquet;
Mais le muguet de Jean Huguet
Et une grande lévrière
Mirent le pot à découvert, etc.

étaient-ils souvent surpris et dispersés. Jean n'avait pour cela qu'une méthode, toujours la même, mais infaillible. Il partageait sa troupe en trois bandes qu'il échelonnait dans les fourrés, des deux côtés du chemin; on laissait les bleus arriver jusqu'à la seconde bande, qui engageait le feu au moment même où la première et la troisième se montraient à l'avant et à l'arrière de la colonne, qui se trouvait ainsi entourée.

Mais pendant que l'activité des Cottereau tenait les patriotes en alerte, l'insurrection commencée par Cathelineau avait pris des proportions colossales. Les Manceaux et les Bretons n'en étaient encore qu'au *romancero;* la guerre des Vendéens avait grandi jusqu'à l'épopée. Chez eux, nous l'avons dit, la révolte eut, dès le début, un caractère populaire. Les nobles ne l'avaient point excitée, mais seulement dirigée après coup; quelques-uns l'avaient subie. Aussi le mouvement fut-il irrésistible. Bressuire, Thouars, Parthenay, Saumur, Angers, avaient été tour à tour enlevés à la république; Nantes allait être pris, lorsque Cathelineau fut blessé à mort dans la ville même. La balle qui le frappa sauva la cause nationale dans l'Ouest. Promoteur de l'élan des campagnes, Cathelineau incarnait la révolte; lui mort, elle perdit la foi qu'elle avait en elle-même, et sembla prise de vertige. Jusqu'alors les Vendéens avaient combattu les pieds sur la terre natale, où, comme Antée, ils trouvaient de perpétuels renouvellements de force et de courage; ils abandonnèrent tout à coup le pays qu'ils connaissaient pour passer la Loire. Les chefs oublièrent qu'ils commandaient un peuple, et agirent comme s'ils eussent commandé une armée.

Jean Chouan avait été averti de cette arrivée prochaine de la grande armée, mais sans savoir la route qu'elle devait suivre. Il était campé avec ses hommes dans la forêt du Pertre, où il avait donné rendez-vous à MM. de Puisaye et Duboisguy, lorsque l'un d'eux, qui *chapeletait* (1) pour passer le temps, dit tout à coup :

— Dieu nous sauve ! il me semble entendre le tonnerre.

— Un tonnerre en octobre, objecta *Miélette,* faut donc que ce soit un traînard resté en arrière depuis le mois d'août.

— Je sais ce que c'est, reprit doctoralement Godeau, c'est un bruit physique sortant des ravines.

— Non pas, s'écria Jean, qui avait mis l'oreille contre terre, celui-ci sort des canons; c'est la Vendée qui vient nous faire visite. En avant sur Laval, mes *gas !* le prince de Talmont nous attend.

M. de Talmont s'était effectivement mis en rapport avec Jean Chouan, qui lui était attaché par le souvenir de services rendus et par un de ces dévouements passionnés qui sont, comme l'amour, des choix mystérieux du cœur. Ce que désirait le prince devenait pour Jean une nécessité; ce qu'il demandait, une loi.

Les chouans s'étaient mis en marche au milieu de la nuit, recrutant sur leur route tous ceux que le canon de l'armée catholique avait réveillés. Jean entra à Laval à la tête de quatre cents hommes. En traversant une rue, quelques-uns de ses compagnons s'arrêtèrent devant la maison de M. Moulins, président du tribunal qui les avait condamnés à mort ainsi que Jean Chouan, et crièrent qu'il fallait faire venir le juge. Madame Moulins se présenta en tremblant, et répondit que son mari n'y était pas.

— Ne craignez rien, madame, répondit Jean, ce sont *ses criminels* qui venaient pour lui offrir leur salut.

Madame Moulins l'engagea alors à descendre de cheval pour prendre quelques

(1) *Chapeleter,* dire le chapelet. La dévotion du chapelet est très en usage dans le Maine; les chouans passaient une partie des heures d'attente à le réciter et s'en étaient fait une manière de mesurer le temps. On disait : Il s'est passé tant de chapelets depuis tel moment.

rafraîchissements. Il répondit qu'il n'avait point le temps de s'arrêter et releva la bride de sa monture pour passer outre; mais, entendant quelques-uns des chouans murmurer derrière lui des menaces contre le juge et sa famille, il se retourna d'un air riant vers la pauvre femme à demi morte d'effroi, et, pour prouver qu'il ne refusait ni par rancune, ni par mépris, il cueillit une grappe de raisin à la treille dont la porte était ombragée, et partit en *remerciant son hôtesse de sa bonne réception.* Cet acte de générosité antique, qui plaçait la maison du président sous la sauvegarde du chef qu'il avait condamné, fut compris des chouans; tous suivirent le *gas mentoux* sans rien dire.

L'arrivée des royalistes manceaux excita de grands transports dans l'armée. La réputation de Jean Chouan avait passé la Loire. Les Vendéens admirèrent sa belle prestance, sa physionomie ouverte et son autorité sur les gens *qui lui obéissaient d'amitié.* Ses habits en lambeaux protestaient contre les accusations de pillage dont on avait voulu le flétrir; il manquait même de la peau de chèvre que possède le plus pauvre paysan manceau. Le prince de Talmont lui fit présent de son manteau.

Une grande surprise attendait Jean à Laval. Son frère François, atteint à l'aisselle gauche d'une blessure sans remède, avait été forcé de se réfugier, depuis deux mois, à la closerie des *Poiriers;* mais, en apprenant la marche des Vendéens, il avait pensé qu'il lui restait un bras : il s'était levé, et il arrivait avec sa mère et Suzon, qui n'avaient point voulu le quitter. On vit ce mourant, soutenu par deux femmes, dont l'une était déjà courbée par l'âge et dont l'autre paraissait une enfant, prendre sa place dans les rangs et défiler devant les chefs de l'armée catholique. Jean pleurait de fierté et de chagrin.

Le Maine avait fourni environ cinq mille combattants qui formèrent un corps à part, connu sous le nom de *petite Vendée.* Dès le surlendemain, ce corps était, avec le reste de l'armée, sur la lande de *Croix-Bataille*, où le général l'Échelle s'était avancé à la tête de vingt-cinq mille hommes. La lutte fut terrible, mais resta incertaine jusqu'au soir. Jean Chouan s'adressa alors à M. Dehargues, et lui déclara qu'il connaissait un chemin par lequel on pouvait tourner l'ennemi. C'était, comme on l'a déjà vu, sa méthode. M. Dehargues consentit à le suivre. Il s'avança avec ses Manceaux, en rampant le long des broussailles, jusqu'à l'arrière des républicains, et les attaqua si rudement, que tous se débandèrent et prirent la fuite vers Château-Gonthier.

De Laval, on marcha sur Granville, où l'on échoua. Il fallut revenir à Pontorson. La destruction de l'armée royaliste, traquée de toutes parts, était inévitable; chaque heure de repos conquise aux femmes et aux blessés demandait une victoire; la bataille avait des intermittences, mais ne cessait plus. A Dol, on crut tout perdu; l'armée entière prit la fuite. Les femmes poussaient des clameurs de désespoir en reprochant aux hommes leur lâcheté, et les hommes frappaient les femmes en les accusant de leur avoir communiqué leurs terreurs. La cavalerie, qui était l'élite de l'armée, criait : *A la mort, les braves!* et se laissait emporter avec le reste. Stofflet était à la tête des fuyards! On eût dit une de ces irrésistibles et contagieuses épouvantes que les anciens attribuaient à l'influence d'un dieu. Au milieu de la déroute générale, Jean Chouan et ses hommes furent les seuls qui tinrent ferme. Ils étaient accourus vers le prince de Talmont, et, protégés par le brouillard qui cachait leur petit nombre, ils repoussèrent les *bleus.* Tout le monde déclara qu'on leur devait le salut de l'armée.

Le prince de Talmont voulut reconnaître le service rendu par Jean; il signa le soir même un acte par lequel il l'autorisait, *lui et ses descendants, à prendre dans ses forêts tout le bois dont ils pourraient avoir besoin :* curieux détail qui prouve la persistance des habitudes au milieu des plus éclatantes ruines. M. de Talmont,

dont tous les biens étaient confisqués et *qui manquait de linge*, n'avait pu oublier qu'il était prince, il disposait de ses forêts ; Jean Chouan, le héros du jour, qui venait de sauver une armée, restait le fils du pauvre sabotier, et s'estimait heureux de pouvoir acheter une rente de fagots avec sa gloire.

Du reste, chaque avantage remporté par les Vendéens ne pouvait être désormais qu'une courte halte dans l'agonie. A la Flèche, ils avaient failli être tous rejetés dans le Loir par l'armée républicaine; ils atteignirent enfin le Mans, dernière étape de cette marche funèbre. C'était là que tout devait finir.

L'armée en avait le pressentiment et le souhaitait. Les survivants avaient vu périr tous ceux qu'ils aimaient; ils traînaient après eux le poids de ces morts; personne n'avait plus de goût à la vie, la fatigue faisait désirer seulement d'être égorgé au repos. Les femmes, les malades, les blessés, s'étaient couchés sur les places ou dans les rues et les encombraient. Quelques officiers vendéens, soutenus par l'honneur, combattaient pourtant encore à l'entrée de la ville. Jean Chouan était avec eux. Il profita d'un moment de répit pour rentrer au Mans et chercher sa mère. Il la trouva sous les halles, assise à terre près de Suzon. François était étendu à leurs pieds : la veuve tenait les mains de son fils dans les siennes et murmurait une prière, tandis que la *pauvre fille*, qui soutenait la tête du mourant, s'efforçait d'endormir ses souffrances en chantant à demi-voix un air du pays. Le chant, les plaintes et les prières confondus formaient quelque chose de si lugubre, que *Va de bon Cœur*, qui accompagnait son capitaine, s'arrêta à l'entrée des halles. Jean évita les attendrissements; la reprise de la canonnade l'avertissait que l'on avait besoin de lui ailleurs. Il amenait deux chevaux, sur l'un desquels il plaça son frère et Suzon; l'autre était destiné à sa mère

— Partez et ne regardez pas derrière vous, dit-il précipitamment; s'il plaît à Dieu, nous nous reverrons aux *Poiriers*.

Et, sans attendre la réponse, il reprit son fusil et retourna à la bataille.

L'ennemi avait forcé tous les passages; il occupait déjà la ville. Jean et quelques autres, secondés par la nuit, s'acharnèrent à défendre les rues de maison en maison. Le prince de Talmont arriva enfin pour leur dire de songer à leur salut, et, comme Jean ne voulait point le quitter, il lui répéta qu'il devait réserver le courage de ses hommes pour de meilleurs jours, et lui ordonna de partir. Le *gas mentoux* eut l'air d'obéir ; mais, après avoir assuré la retraite de sa troupe, il revint sur ses pas afin de savoir si le prince était sauvé. Tranquillisé à cet égard, il rejoignit ses gens le lendemain, et se réfugia avec eux dans le bois de Misdon.

Beaucoup avaient été blessés, tous étaient à demi morts de fatigue. Depuis leur départ, ils n'avaient couché qu'autour des feux des avant-postes, ils ne s'étaient endormis qu'au bruit de la fusillade et du canon. En retrouvant le calme de leur taillis et leur cabane encore debout, tous sentirent tomber l'exaltation nerveuse qui les avait jusqu'alors soutenus. Ils s'étendirent pêle-mêle sur la litière de mousse qui leur servait de couche, et y dormirent vingt-quatre heures sans se réveiller. Le premier chouan qui rouvrit les yeux s'aperçut que la nuit était venue. Tant d'événements se succédaient depuis un mois, qu'il eut peine d'abord à rassembler ses idées. Il appela son voisin, les autres l'entendirent, et bientôt toute la troupe fut réveillée. Il y eut un moment de joie générale quand chacun retrouva ses souvenirs et eut conscience d'avoir échappé à la grande déroute. Ils s'appelaient tout haut dans l'obscurité pour se reconnaître à la voix, car, lorsqu'ils étaient arrivés, le trouble et la fatigue ne leur avaient point permis de prendre garde l'un à l'autre. Après s'être comptés, ils se retrouvèrent environ cinquante. *Miélette*, toujours le premier à reprendre courage, déclara que le crible des *patauds* devait être percé, puisqu'il avait laissé passer tant de bon grain.

— Pour ta part, tu peux dire un chapelet de remercîment, fit observer Jean, car aucun de nous n'a vu le feu d'aussi près que toi.

— Aucun, *gas mentoux*, répéta *Miélette*; dis-moi donc un peu alors le nom de celui qui, à la dernière charge, est allé s'enfoncer comme un coin dans l'escadron des hussards?

— Parbleu! je dois le savoir, dit Jean, car j'y serais resté, si je n'avais pas appelé à moi les *mainiaux*.

— Alors c'est pour ton compte qu'il faut dire un chapelet, et, s'il te manque pour ça quelque grain de *pater*, j'en ai un de plomb à ton service.

— Où cela?

— Dans la cuisse droite.

— Tu es blessé?

— D'un coup de pistolet que tes hussards m'ont envoyé par mauvaise humeur; mais je connais quelqu'un qui me retirera la balle aussi aisément qu'une dent de lait.

— Qui cela?

— Rouan le maréchal.

— Il est mort, dit un des chouans.

— Alors j'irai trouver son frère.

— Mort aussi!

— Eh bien! son garçon.

— Mort encore! Ils sont tous morts au Genet et au Bourgneuf; nos paroisses n'auront plus que des veuves.

Une foule de noms répétés par ceux qui étaient présents vinrent justifier cette lugubre affirmation. Chacun avait assisté aux derniers moments de quelque voisin ou reconnu son cadavre parmi les morts. Ces récits ramenèrent les tristes pensées. A la joie du salut succédèrent l'amertume du désastre et la crainte des conséquences qui devaient s'ensuivre. Maintenant maîtres du pays, les bleus ne laisseraient aux chouans aucune trêve; leur retraite ne pouvait manquer d'être découverte, attaquée; peut-être la cherchait-on déjà. Ces réflexions, faites successivement par chacun, avaient interrompu les conversations. Bien que la bande entière fût éveillée, elle était retombée dans l'immobilité et le silence. Tout à coup la brise de nuit apporte jusqu'à la cabane un chant éloigné. Les têtes se dressent, on prête l'oreille : les chouans ont reconnu la voix de la *pauvre fille*. Jean, *Miélette*, *Va de bon Cœur* et quelques autres sortent précipitamment; mais la nuit est obscure, et, bien que dépouillé de ses feuilles, le taillis ne permet de rien distinguer. Ils sont obligés de se laisser diriger par la voix : c'est bien celle de Suzon, mais plus monotone, plus triste. Cependant elle approche toujours, elle semble venir à eux; ils hâtent le pas, atteignent le bord de l'étang, regardent et s'arrêtent, immobiles de saisissement. A quelques pas, le long des roseaux, passe la *pauvre fille*, les cheveux dénoués, les pieds nus, et sans autre vêtement que son jupon. Elle tient par la bride un cheval blanc, taché de sang, sur lequel tous reconnaissent François, droit, immobile et la dragonne d'un sabre passée au poignet. A cette vue, Jean pousse un cri; il appelle son frère et Suzon, dont un ravin marécageux le sépare. Le chant continue, le cavalier reste immobile, et la vision disparaît à travers les glaïeuls. Les chouans avaient senti leurs cheveux se dresser; Jean lui-même était devenu pâle.

— J'ai pourtant bien reconnu François et la *pauvre fille*, dit-il en se retournant vers ses compagnons.

— A moins que ce ne soient leurs âmes, répondit *Miélette*, qui tremblait.

— Des vivants nous auraient entendus, fit observer *Va de bon Cœur*.

— Et ils ne chanteraient pas ainsi! ajouta un chouan.

La voix continuait, en effet, à s'élever dans les ténèbres, toujours aussi vague et aussi plaintive ; elle semblait se diriger vers la cabane. Jean se roidit contre sa propre terreur, et rebroussa chemin vers le carrefour. Les deux fantômes y arrivèrent au même instant que les chouans. Jean appela de nouveau Suzon et François.

— Nous voilà! répondit cette fois la *pauvre fille.*

— Qui êtes-vous et que voulez-vous ? demanda *Miélette,* dont l'effroi entretenait le doute.

— Sauvez François ! répliqua Suzon en tendant les bras.

Jean courut à son frère et voulut lui parler ; mais François avait les yeux hagards et les dents serrées ; il ne répondait pas. Quant à la *pauvre fille,* la douleur, la fatigue et l'épouvante avaient égaré sa raison. Cet air qu'elle répétait depuis le Mans pour endormir la souffrance du mourant semblait avoir pris possession de tout son être ; elle continuait à le redire machinalement et sans pouvoir s'arrêter.

Jean lui demanda où était sa mère.

— Là-bas... restée avec les autres..., répondit-elle dans son demi-délire. Les canons, les voitures et les attelages étaient au milieu de nous...

Le petit point du jour arrive,
Arrive, arrivera.

Alors la veuve a été renversée... les bœufs ont fait passer la charrette sur son corps...

A la porte de sa mère,
Trois petits coups frappa.

Comme elle avait mal, elle a prié les *gas* de l'achever ; mais ils ont répondu que Dieu ne l'avait pas permis, et alors elle s'est résignée.

Si vous dormez, réveillez-vous ;
C'est votre amant qui parle à vous.

— Et François était là ? François n'a rien fait ? s'écria Jean, qui pleurait et tremblait de tout son corps.

— François a pris la bride de son cheval aux dents, répliqua Suzon ; il a tiré son sabre et il s'est jeté au milieu des bleus.

N'est-il pas temps de l'oublier,
Le beau galant du temps passé?

Ah ! comme j'ai eu de la peine à le retrouver parmi les bleus !... Mais j'ai détourné sa monture et je l'ai ramené jusqu'ici en chantant l'air qu'il aimait le mieux :

Toujours, toujours, dedans mes chants,
J'irai pleurant et regrettant.

Jean ne put obtenir aucune autre explication. Son frère, que *Miélette* et *Va de bon Cœur* avaient descendu de son cheval, ne savait rien, n'entendait rien. Au nom de sa mère seulement, on voyait passer sur ses traits un frémissement convulsif ; une lueur traversait ses yeux, puis il retombait dans sa stupeur égarée.

IV

La douleur, au lieu d'abattre Jean Chouan, le retrempa. Après avoir pleuré la morte, il songea à la venger.

Son premier soin fut de préparer aux siens une retraite plus assurée que leur cabane, qui pouvait être à chaque instant découverte. Il fit creuser autour du carrefour de la *grand'ville* des souterrains en forme d'entonnoir dont l'étroite ouverture fut fermée par une claie d'osier recouverte de mousse. Cachés là, ils pouvaient braver toutes les recherches des républicains, qui marchèrent cent fois sur ces trappes verdoyantes sans se douter que l'ennemi était sous leurs pieds. Restait à se procurer des munitions. Celles que l'on attendait de Laval n'arrivaient pas; aucun messager n'avait voulu s'en charger. Jean Chouan part un soir en compagnie du seul Goupil; toutes les entrées de la ville étaient closes par des barricades et gardées. Jean franchit avec Goupil plusieurs murs de jardin, arriva jusqu'à l'église du faubourg Saint-Martin, qui servait de caserne aux bleus, et reconnut la maison où les munitions se trouvaient en réserve; mais tout y était fermé, et, en frappant, on eût attiré l'attention des sentinelles républicaines qui se promenaient à quelques pas. Heureusement que le toit était peu élevé; l'ancien couvreur réussit à l'atteindre, pénétra dans l'intérieur par une lucarne et vint ouvrir à son compagnon. Le lendemain avant le jour, tous deux étaient de retour avec de la poudre et des balles pour toute la bande. Celle-ci allait en avoir besoin, car un nouveau malheur venait de frapper la cause royaliste. Le jour même de son retour de Laval, Jean Chouan, qui était occupé à faire des cartouches dans une espèce de gîte qu'il s'était arrangé parmi les hautes fougères du taillis, vit venir *Miélette*, qui arrivait du Bourgneuf haletant et agité.

— Sors de là, *gas mentoux!* cria-t-il à Jean; c'est aujourd'hui qu'il faut brûler toute ta poudre.

— Qu'y a-t-il? demanda Cottereau.

— M. de Talmont est arrêté.

Jean s'élança d'un bond vers *Miélette*.

— Arrêté! s'écria-t-il. Dans quel endroit? Qui te l'a dit? Où l'a-t-on mené?

— On l'a arrêté à Bazouges, c'est *Branche d'Or* qui m'a averti, et on croit qu'il a été conduit à Ernée.

— Prête-moi ton fusil, dit rapidement Jean en remplissant ses poches de cartouches.

— Que veux-tu faire?

— Je pars pour Ernée.

— Mais les républicains y sont!

— Tant mieux! Je saurai au juste ce qu'ils ont fait du prince.

— Tu seras pris!

— *Y a pas de danger!*

Miélette savait par expérience que c'était toujours la dernière raison du *gas mentoux*. Il le laissa partir en maugréant tout bas de ne lui avoir pas mieux ménagé la nouvelle. Jean fut deux jours sans reparaître. Déjà on le croyait pris ou tué, quand il arriva au bois de Misdon son fusil sous l'aisselle.

— Eh bien? lui demanda *Miélette*.

— Eh bien! répliqua Jean, *ça ira,* comme disent les *patauds*. M. de Talmont est à Rennes, mais on doit le juger à Laval, et il y a quelqu'un près du représentant Esnue Lavallée qui nous avertira du jour. C'est à nous de l'attendre au passage.

— Alors il faut avertir les autres!

— C'est fait. En revenant, j'ai vu *Jambe d'Argent,* qui sera à Misdon ce soir avec sa bande, et les bons enfants du bataillon de la *montagne* (1) partiront d'Ernée pour nous rejoindre.

— Où cela?

— Entre la Gravelle et Laval, au bois de l'Aulne. Je viens de reconnaître les lieux, et j'ai mon plan. Nous n'avons plus maintenant qu'à faire les morts pour que les bleus s'endorment, et qu'à attendre ici l'avertissement.

— A la bonne heure; mais voici toujours une lettre qu'un mendiant a laissée pour toi à Lorière.

Jean prit le billet et le retourna de tous côtés.

— Tu ne te doutes pas de ce qu'on peut avoir mis sur ce papier? demanda-t-il.

— On n'a rien dit, et, chez les Guéharrée, personne ne connaissait l'homme qui l'a remis.

— Alors il faudrait lire.

— C'est clair, dit *Miélette* en riant; mais ni toi ni moi nous n'avons les lunettes qu'il faut pour ça, tandis que Godeau assure qu'il lit l'écriture aussi couramment que la moulée. Eh! *Dominus vobiscum*, viens nous prouver que tout peut servir, même un savant. Il y a ici un billet qui te demande.

Godeau se présenta avec la superbe nonchalance qui lui était ordinaire; il s'informa de l'origine de la lettre, la regarda assez de temps pour l'épeler, et finit par déclarer qu'elle était dépourvue de sens et qu'on avait sans doute voulu s'amuser à leurs dépens. *Miélette* supposa que ce devait être un stratagème des bleus, qui, en adressant un billet à Jean, pouvaient faire surveiller le messager et découvrir sa retraite. On mit en conséquence des vedettes à tous les coins du bois; mais les républicains ne parurent pas, et *Jambe d'Argent,* qui arriva le soir, assura que tous les cantonnements étaient tranquilles. Trois jours s'écoulèrent sans que l'on reçût aucun avertissement. Jean Chouan, qui ne pouvait comprendre un si long retard, ne mangeait plus, ni ne dormait. Enfin, la quatrième nuit, il partit pour Saint-Ouën, où il espérait apprendre quelque nouvelle; mais il revint presque aussitôt courant et hors de lui.

— Où est Godeau? cria-t-il; appelez Godeau, amenez ici Godeau.

Celui-ci arriva; Jean courut à lui et le saisit à la gorge.

— C'est toi qui m'as lu cette lettre, dit-il en montrant le papier envoyé de Lorière.

— Oui, réplique Godeau troublé.

— Et tu m'as assuré qu'elle ne disait rien.

— Je n'ai... rien vu...

— Et bien! c'était l'avertissement d'être au bois de l'Aulne!

— Alors M. de Talmont est passé, interrompit *Miélette* saisi.

— Il y a trois jours.

— Et il est jugé.

— Il est mort.

Les chouans se regardèrent consternés, mais Jean continuait à secouer Godeau avec rage.

— Il est mort, entends-tu bien? criait-il, et c'est toi qui nous as empêchés de le sauver! Il n'y avait plus que lui qui pouvait réunir les *mainiaux;* maintenant tout le monde voudra être maître; les royalistes sont perdus, et c'est toi qui en es la cause! Mais, aussi vrai que je suis chrétien, tu n'en profiteras pas.

Et se tournant vers ses hommes :

— Comment avez-vous promis de punir les traîtres? demanda-t-il.

(1) Formé de conscrits du Calvados, royalistes pour la plupart.

— Fusillés ! répondirent toutes les voix.

— Emmenez donc celui-ci, continua-t-il en leur jetant Godeau, et finissez vite.

Les chouans entraînèrent le malheureux, qui se débattait et criait qu'il n'était pas un traître.

— Alors pourquoi n'as-tu pas dit ce qu'il y avait dans le billet? objecta *Miélette*.

— Je n'étais pas sûr,... répliqua le garde-chasse.

Miélette lui banda les yeux, il s'efforça de se dégager.

— Non, cria-t-il, vous ne me fusillerez pas... On ne tue pas un homme... parce qu'il s'est trompé.

— As-tu lu l'avertissement? reprit le chouan, dont l'implacable logique ne sortait point de la même question.

— C'était... trop mal écrit..., dit Godeau.

On le renversa à terre, et cinq ou six fusils s'appuyèrent sur sa poitrine.

— Grâce ! cria-t-il ; au nom de Dieu, grâce ! je n'ai point trahi.

— Sais-tu lire ? demanda *Miélette*.

— Eh bien... non, bégaya le garde-chasse d'une voix étranglée.

La honte d'avouer son ignorance avait contre-balancé chez lui jusqu'au dernier instant l'amour de la vie.

— Ah ! je m'en doutais, s'écria *Miélette*, qui écarta les fusils ; alors tu nous as menti comme un huguenot, et M. de Talmont est mort à cause de ta vanterie ! Détale vite, et surtout ne te retrouve jamais sur la route de Jean, car il te tuerait comme un chien.

De nouveaux chagrins devaient faire oublier Godeau à ce dernier. Son frère François était mort des suites de sa blessure et avait été secrètement enterré dans le cimetière d'Olivet. La *pauvre fille,* dont la raison s'était égarée de plus en plus, avait refusé de quitter l'endroit où reposaient ses restes ; elle avait pris pour demeure le porche même de l'église, et passait une partie de ses journées sur la fosse du mort, où elle continuait à chanter ses noëls et ses complaintes. Les bleus connurent ainsi le lieu de sépulture de François ; quelques scélérats déterrèrent le cadavre et en coupèrent la tête, qui fut placée au bout d'un pieu comme celle du *fameux Cottereau, chef des chouans du bas Maine.* Pendant cette profanation infâme, la *pauvre fille* n'avait rien dit, mais elle cessa de chanter, suivit l'horrible dépouille jusqu'à la Gravelle, et s'assit au pied du poteau où elle était exposée. Des soldats qui lui avaient ordonné de se retirer, et auxquels on dit que c'était une *brigande,* la tuèrent.

Jean apprit ces détails de René, qui avait été arrêté comme suspect, puis remis en liberté. Jaloux de conserver son *avoir* à tout prix, René s'était jusqu'alors tenu en dehors de l'insurrection, uniquement occupé de bêcher son *closeau* et de dérober ses vaches aux deux partis ; mais, en sortant des prisons de Laval, il trouva sa crèche vide, son *closeau* ravagé et sa maison sans porte. Les pillards déguisés en patriotes qui parcouraient les campagnes sous le nom de *contre-chouans* avaient tout emporté. A cette vue, René fut saisi d'une rage furieuse. Il ordonna à sa femme de rassembler les guenilles qu'on avait dédaignées, et, retirant son fusil caché sous la pierre du foyer, il alla rejoindre son frère au bois de Misdon.

— Voilà tout ce que les bleus m'ont laissé, dit-il en montrant à Jean le paquet porté par sa femme ; mais que je sois toute ma vie un mendiant, si je n'en tue autant qu'ils m'ont volé de petits écus !

Jean éprouvait lui-même un commencement de désespoir qui se traduisait en une fièvre d'entreprises. Il promenait sa bande des marches du Maine aux marches de la Bretagne, attaquant les convois, désarmant les patriotes et délivrant les prisonniers. Les affaires de Rouge-Feu, de Bourgon, de Saint-Mervhé, du Grand-Mail, de Saint-

Ouën, se succédèrent rapidement et presque toujours à l'avantage des chouans. René montra partout la même fureur inexorable. A la vue des bleus, comme le disait *Va de bon Cœur, son fusil partait de lui-même.* Il frappait des femmes sans défense, uniquement parce qu'elles avaient pris la fuite à son approche; il fusillait des passants désarmés qui portaient la cocarde tricolore ; il égorgeait les prisonniers et les blessés. Ce fut surtout à l'affaire du Grand-Mail et à celle de Saint-Ouën que, selon sa terrible expression, il put tuer des patriotes *à poignées.* La destruction du butin, qu'il fallait le plus souvent brûler par l'impossibilité d'en tirer parti, augmentait encore ses emportements. Il tournait alors autour des flammes comme un loup autour des feux de berger, déplorait tout haut la perte de tant de choses de prix, en supputait la valeur et accusait avec une folle indignation les patriotes d'*empêcher que les vrais chrétiens pussent en profiter.* Jean s'opposait, autant qu'il lui était possible, à ses barbaries, mais il était à peu près le seul à les désapprouver; la violence a une apparence d'énergie à laquelle les forts applaudissent par sympathie, les faibles par crainte. Jean désarma en vain plusieurs fois son frère; celui-ci se procurait bientôt un nouveau fusil et recommençait contre les bleus ce qu'il appelait *son compte de petits écus.*

Un matin que la troupe était réunie à Maineuf, près du bourg du Genet, René, que tourmentait une inquiétude de bête fauve, se leva le premier et sortit pour examiner les alentours du campement. Tout à coup il aperçoit un homme qui semble s'avancer avec précaution à travers les touffes de châtaigniers, et dont le costume n'est point celui des paysans. René n'en regarde pas davantage, sa balle part, et l'homme tombe. Jean, réveillé en sursaut, accourt avec *Miélette* et plusieurs autres. On débarrasse d'abord le cadavre d'un sac de cuir qui se trouve plein de cartouches et de pierres à fusil que les chouans attendaient, puis on regarde au visage!... C'était leur messager le plus fidèle et un compatriote des Cottereau, celui-là même qui, étant cocher du prince de Talmont, avait fait monter la veuve des *Poiriers* dans son équipage pour la conduire au roi! Cette fois Jean ne fut point maître de sa colère.

— Ah ! malheureux ! s'écria-t-il en se précipitant vers René, voilà trop de sang qui crie contre notre nom ; il faut que tu sois puni devant le ciel du bon Dieu !

Il le couchait en joue; les chouans se jetèrent sur lui, et Michel Cribier lui arracha son fusil.

— Tu désarmes ton capitaine ! cria Jean égaré.

— Non, dit Cribier, j'empêche qu'il y ait parmi nous un Caïn.

A ce mot, Jean recula avec un cri, cacha sa figure dans ses mains, et, courant au plus épais du fourré, il s'y laissa tomber à genoux.

Ces scènes terribles étaient parfois entrecoupées d'épisodes moins sombres. Lorsque les chouans avaient vu s'éloigner les détachements républicains et que le soleil brillait sur les *placis*, ils sortaient de leurs tanières pour s'exercer à quelques-uns des jeux des paroisses ou pour danser les rondes du pays. On entendait alors ce chœur de voix rustiques s'élever joyeusement dans les clairières des bois, et les femmes, que la terreur tenait renfermées dans leurs cabanes, venaient timidement sur le seuil et se disaient l'une à l'autre :

— Voilà les *gas* qui prennent courage, demain il y aura de la poudre brûlée.

D'autres fois, quand les chouans entraient dans un bourg, ils couraient à l'église, et, au risque de faire connaître leur présence aux cantonnements patriotes, ils se mettaient à sonner l'*Angelus*. Ce bruit des cloches, qu'ils avaient cessé d'entendre depuis si longtemps, leur causait une joie inexprimable; tous s'agenouillaient la tête découverte et attendris jusqu'aux larmes. On eût dit que, comme dans la ballade de Schiller, ce tintement évoquait devant leurs yeux les plus touchantes images du passé, joies de la naissance, ivresses du mariage, religieuses tristesses des

funérailles! C'était pour eux tout le poëme de la vie chanté par la voix du village natal.

Jean Chouan ne prenait point part à ces joies. Depuis le dernier meurtre de René et l'emportement qui avait failli le rendre fratricide, il était tombé dans une sombre tristesse ; le sang versé lui faisait horreur. Un jour, obligé de se porter sur le passage d'un convoi, il donna ordre à sa troupe de ne tirer qu'après lui, et laissa passer les républicains sans faire feu. Ses compagnons murmuraient de pareils ménagements, mais Jean faisait toujours la même réponse :

— Les Cottereau ont tué trop de créatures du bon Dieu, le bon Dieu se revengera.

Ces paroles semblèrent prophétiques, car les frères chouans apprirent peu après l'arrestation de leurs deux sœurs Perrine et Renée. A cette nouvelle, Jean sortit de sa torpeur. Les prisonnières avaient été conduites au Bourgneuf, d'où on devait les diriger sur Laval avec une forte escorte. Il résolut de les délivrer. Par malheur, la plupart de ses hommes étaient absents, il n'en put réunir que vingt-cinq ; mais il leur fit jurer *sur leur part de paradis* qu'ils mourraient jusqu'au dernier pour sauver les deux jeunes filles. La petite troupe s'embusqua dans les bois de la *Durondais,* au fond d'une douve cachée par une haie touffue. Jean, que ses compagnons n'avaient jamais vu effrayé, tremblait si fort, qu'il pouvait à peine parler. Il recommanda aux chouans de se souvenir de leur amitié pour lui et de prier le bon Dieu en son intention, puis il se porta en avant pour guetter le convoi ; mais aucun bruit n'annonçait son approche. Le jour arriva sans qu'on vît rien paraître. Seulement la pluie commençait à tomber et à remplir la douve. Les chouans eurent bientôt de l'eau jusqu'au-dessus de la cheville. Jean éperdu revenait à chaque instant vers eux, serrait leurs mains, et s'écriait les larmes aux yeux :

— Nous les délivrerons, pas vrai? Vous ne voudriez pas m'abandonner seul ici?

Et les chouans répondaient :

— Ne t'inquiète de rien ; tant que tu resteras, nous resterons.

Cependant les heures succédaient aux heures ; la pluie augmentait toujours. De la cheville, l'eau avait gagné les genoux, et personne n'avait mangé depuis vingt-quatre heures ! Enfin, au retour de la nuit, Jean eut pitié de ces dévouements silencieux.

— Partez, mes *gas*, dit-il ; le mauvais temps aura retenu les bleus. Demain nous reviendrons les attendre.

Mais quand il se trouva seul avec *Miélette,* il lui dit :

— Retourne à Misdon ; moi, je vais au Bourgneuf pour m'informer, car j'ai de noires idées dans le cœur.

Ces noires idées étaient des pressentiments. Au Bourgneuf, Jean apprit que ses sœurs avaient été conduites, dès le premier jour, à Ernée par un autre chemin. Il se rend à Ernée ; elles venaient d'être envoyées à Mayenne. Il partit pour Mayenne ; on les avait dirigées sur Laval. Jean revint à Misdon pour prendre conseil de *Miélette.*

Parmi beaucoup d'autres talents, ce dernier avait celui des déguisements. Nul ne savait mieux que lui prendre au besoin l'apparence d'une vieille femme. Il se procura le costume nécessaire et se rendit à Laval pour avoir des renseignements. Il revint dès le soir même, mais si troublé, qu'il entra dans la cabane où était Jean sans l'apercevoir ; Jean devina à sa pâleur ce qui était arrivé.

— On les a tuées, n'est-ce pas ? s'écria-t-il en se levant hors de lui.

— Oui, dit *Miélette;* mais console-toi, elles ne t'ont point fait déshonneur.

Il lui raconta alors qu'il les avait vu conduire à la guillotine. Renée, qui n'avait que seize ans, pleurait un peu et avait peine à marcher ; mais Perrine la soutenait et

lui parlait tout bas pour l'encourager à quitter la vie *sans y regarder*. Quand le moment de monter l'échelle était venu, elle l'avait aidée et s'était présentée la dernière, afin de lui ôter l'horreur de sa mort. Enfin, son tour arrivé, on l'avait vue marcher vers le couteau *comme elle fût entrée à l'église*, et, avant qu'il tombât, elle avait jeté deux cris : *Vive le roi !* et *vive mon frère Chouan !*—*Miélette* s'était alors précipité vers l'échafaud avec la foule, et avait trempé dans le sang des deux sœurs un mouchoir qu'il apportait à Jean.

Celui-ci avait écouté le récit de *Miélette* sans rien dire : il le remercia d'un mouvement de tête, prit le mouchoir, le regarda quelque temps, puis le cacha dans son sein, où on le retrouva plus tard. Du reste, il ne pleura point ; mais, à partir de ce jour, personne, me dit *Va de bon Cœur,* ne le vit sourire, ni prononcer un mot, à moins d'y être forcé. Il refusa de se rendre à l'assemblée des insurgés du bas Maine et ne voulut prendre part à aucune des expéditions proposées.

— Il ne faut pas que les autres marchent dans mon malheur, répondait-il à ceux qui lui reprochaient ces refus.

Enfin, s'étant arrêté un jour avec ses gens dans la ferme de la Babinière, ils y furent surpris par un détachement de bleus qui les mit en fuite. Jean s'était lui-même échappé, lorsqu'il entendit la femme de René qui l'appelait à son secours. Il revint aussitôt sur ses pas, l'aida à franchir un fossé et fit face aux républicains pour lui donner le temps de fuir. Tous les coups se trouvèrent ainsi dirigés sur lui, et il tomba frappé de plusieurs balles. Il eut pourtant encore la force de se traîner jusqu'au taillis, où ses compagnons le retrouvèrent. On le plaça sur un drap porté par les quatre coins et on le ramena au bois de Misdon. Il y vécut jusqu'au lendemain, et profita de cette prolongation d'agonie pour raffermir ses compagnons, leur désigner son successeur, donner à chacun des conseils et des consolations. Il y eut dans ces derniers adieux quelque chose de si calme, de si noble, de si désintéressé de la terre, que le vieux *Va de bon Cœur* n'en parlait qu'avec une voix émue.

— Ça doit être comme ça que meurent les saints, me dit-il en terminant.

Les compagnons de Jean craignirent de voir renouveler sur son cadavre les profanations commises sur celui de François, et l'enterrèrent dans l'endroit le plus écarté du bois. L'herbe fut d'abord soigneusement enlevée, une fosse de six pieds creusée, puis la terre remise et foulée à mesure, de peur que quelque abaissement dans le sol ne trahît plus tard la sépulture. Enfin le gazon fut replacé, arrosé avec soin et recouvert de feuilles mortes.

Ainsi finit cet homme extraordinaire, qui donna son nom à une guerre civile auprès de laquelle, selon le général Hoche, *toutes les autres n'ont été que des jeux*. Cependant il ne fut que le précurseur de cette guerre, dont *Jambe d'Argent* et *M. Jacques* devaient être les héros. Dépourvu d'instruction élémentaire et d'idées générales, Jean Chouan ne sut ni étendre la révolte ni l'organiser ; la portée politique manquait à son esprit. Au milieu des luttes auxquelles le hasard le mêla, il resta toujours le vrai paysan manceau, renfermant ses idées dans les limites du devoir le plus prochain. Tous les éléments de son rôle historique furent empruntés aux intérêts ou aux affections de la famille. La nécessité l'avait fait *faux saunier,* la reconnaissance le fit royaliste ; mais la première condition lui manqua toujours comme chef de parti : l'ambition.

Aussi sa mort eut-elle peu d'influence sur l'insurrection. Son œuvre était achevée ; il disparut, quand d'autres commençaient la leur. Ses compagnons du bois de Misdon connurent seuls le lieu où ses restes avaient été enfouis. Ce lieu, nous nous le sommes fait indiquer. Descendant des bleus, nous y sommes arrivé pacifiquement conduit par le fils d'un vieux royaliste. Nous nous sommes assis sur cette tombe oubliée et couverte de liserons, nous avons écouté les chansons *chouannes* que les pâtres répètent

encore, en promenant leurs troupeaux sur les lisières du bois, et nous nous sommes réjoui de vivre à une époque assez guérie des haines de ce temps, pour ne trouver dans ces chansons qu'un monument de notre histoire nationale, et pour ne voir dans cette sauvage sépulture que le souvenir d'un homme justement combattu par nos pères, mais auquel on doit accorder cette épitaphe, la plus noble qu'aucun de nous puisse espérer :

« *Mort pour ce qu'il croyait la vérité.* »

ÉMILE SOUVESTRE.

ÉPOPÉE INDIENNE.

LE RAMAYANA.

RAMAYANA, POEMA INDIANO DI VALMICI,
pubblicato per G. Gorresio, socio della R. Academia delle scienze di Torino.

Des Pyrénées, le 25 août 1847.

Ceux qui veulent bien suivre dans cette *Revue* mes pérégrinations égyptiennes attendaient un autre titre et une autre date : c'était *Thèbes* que j'avais annoncée au lecteur, quand je l'ai laissé sur le Nil, après l'avoir conduit jusqu'à Denderah. Des circonstances très-peu importantes pour lui, mais assez graves pour moi, en ont décidé autrement. Le climat de Paris n'ayant pas, l'hiver dernier, ressemblé le moins du monde au climat de l'Égypte, a sévi sur les larynx malades et les bronches délicates ; il n'a été que trop rude et trop funeste. A côté des coups lamentables qu'il a frappés, hélas ! et bien près de moi, il ne m'est guère permis de parler de mes petits maux ; mais il fallait expliquer au lecteur, en supposant qu'il fût assez bon pour s'en apercevoir, pourquoi, au lieu de trouver, dans son numéro du 15 septembre, un article sur *Thèbes*, daté des bords du Nil, il en trouvait un sur le *Ramayana*, daté des Pyrénées, et comment ce n'est plus le voyageur à la poursuite des hiéroglyphes qui va l'entretenir, mais le professeur enroué, à la poursuite d'un peu de voix, dont il aura besoin, cet hiver, au Collége de France, pour parler de Montesquieu et de Rousseau. Ne pouvant emporter aux eaux avec moi tous les matériaux qui me servent à compléter par l'étude les résultats de l'observation, et ne voulant m'écarter que le moins possible du sujet de mes recherches, j'ai résolu de faire cette fois une excursion épisodique dans l'Inde, sauf à revenir bien vite sur les bords du Nil, à peu près

comme un voyageur qui, à Suez, prendrait le bateau à vapeur de Bombay, et, quelques semaines après, se retrouverait au pied des Pyramides.

Quand je dis que j'ai cherché dans l'Inde un sujet qui ne m'éloignât pas trop de l'Égypte, je parle plutôt d'après autrui que d'après moi-même, car je suis moins frappé que ne l'ont été plusieurs écrivains des rapports de l'Inde avec l'Égypte, et je ne vois, pour ma part, aucune raison d'admettre que la civilisation ait jamais voyagé des bords du Gange aux rives du Nil.

Du reste, cette opinion remonte assez haut, car on la rencontre déjà dans Philostrate et dans Eusèbe; plus récemment, elle a conduit à d'étranges conclusions. L'aventureux Gœrres retrouve les Védas dans les prétendus livres d'Hermès; avant lui, le respectable mais un peu superficiel W. Jones avait déclaré que c'était dans les Védas qu'on découvrirait la clef des hiéroglyphes; depuis, cette clef a été découverte par Champollion. M. E. Burnouf a savamment interprété les Védas dans son cours, et chacun peut s'assurer aujourd'hui que ces curieux monuments de la poésie et de la religion primitives des Indous n'ont rien à démêler avec les signes graphiques des anciens Égyptiens.

Bohlen, qui a composé son ouvrage sur l'Inde particulièrement en vue de l'Égypte, comme le titre l'indique, ne s'est pas fait faute de rapprochements de tous genres entre les deux pays ; mais aucun de ses rapprochements ne me semble démonstratif. Sauf quelques idées générales, qui se trouvent à peu près dans toutes les mythologies, comme l'adoration des puissances de la nature, du soleil en particulier, rien de plus différent que la religion abstraite et sensuelle de l'Inde et la religion matérielle et sévère de l'Égypte. Des cipayes ont cru, dit-on, reconnaître leurs divinités nationales dans un temple de Denderah. Ceci ne prouve rien du tout. Les soldats norwégiens qui, sous le nom de Warangues, allaient servir les empereurs de Constantinople, crurent reconnaître aussi les dieux scandinaves dans les statues païennes de l'hippodrome. Personne n'en a conclu à des influences de la civilisation grecque sur la civilisation de la Norwége. Une vache adorée dans l'Inde ressemble beaucoup à une vache peinte sur le mur d'un temple égyptien. Qu'on mette un Napolitain ignorant devant Isis allaitant Horus, et je ne serais pas surpris qu'il se crût en présence de la Madone. La ressemblance fortuite de quelques noms de divinités n'est pas une meilleure preuve, car les racines sanscrites des uns ne correspondent point aux racines cophtes des autres. De plus, les deux langues n'appartiennent point à la même famille. Depuis le beau travail de M. Benfey, on ne peut douter que l'ancien égyptien et le cophte, qui en est un dérivé moderne, n'aient des analogies essentielles avec les langues sémitiques, avec l'hébreu surtout, et non avec le sanscrit. Les rapprochements qu'on a tenté d'établir entre l'organisation sociale de l'Inde et celle de l'Égypte reposent en général sur une opinion qui, pour être fort répandue, n'en est pas plus vraie, *l'hérédité des professions en Égypte*. Je suis en mesure de démontrer, et je démontrerai prochainement, dans un travail spécial, par la comparaison d'un grand nombre de monuments égyptiens, que cette assertion des anciens tant répétée, et qui a passé à l'état de lieu commun, est radicalement fausse, comme beaucoup d'autres lieux communs. On ne peut donc conclure de l'existence supposée des castes à l'identité d'origine de la société indoue et de la société égyptienne, car les castes, dans le sens qu'a pris ce mot portugais appliqué à l'organisation sociale de l'Inde, étaient étrangères à l'Égypte. L'Égypte et l'Inde n'ont donc rien de commun dans leurs origines ; elles diffèrent profondément par la religion, par la langue, par le gouvernement, et il n'est pas plus sage aujourd'hui de voir dans les Égyptiens une colonie indoue qu'il ne le serait de croire aux fabuleuses colonies conduites dans l'Inde par Osiris et Sésostris, ou d'admettre, avec Huet et le père Kircher, que les Chinois sont des Égyptiens transplantés un peu loin, il est vrai, *et ayant beaucoup changé sur*

la route. Ce qui demeure certain, c'est que l'Inde et l'Égypte sont les deux pôles de l'Orient; que ces deux pays, d'antique renommée et de grand avenir, merveilleux par leur ancienne culture et par les gigantesques monuments qu'elle a laissés, sont bons à mettre en regard, non pour en exagérer les rapports et en confondre les origines, mais pour en caractériser le génie moins encore par les ressemblances que par les contrastes.

Il en est un qui se présente tout d'abord, au moment où nous allons parler de l'épopée indienne : c'est que l'épopée héroïque ne paraît pas avoir été connue des Égyptiens. Ils avaient des chants religieux, on le sait par le témoignage des anciens, on le voit par les monuments sur lesquels sont représentés des personnages à genoux et chantant, tandis qu'ils s'accompagnent sur une harpe (1). Les Égyptiens avaient des chants populaires. Champollion a lu la chanson des *Bœufs*, chanson écrite en hiéroglyphes au-dessous d'une scène rustique, et où se trouve le plus ancien exemple du *bis* de nos refrains; mais un chant étendu, suivi, embrassant un vaste enchaînement de narrations, le chant épique en un mot, ne paraît pas avoir existé dans l'antique Égypte. La véritable épopée égyptienne ne se composait pas de chants, mais de peintures et de bas-reliefs; c'est celle que chacun peut lire aujourd'hui sculptée sur les murs des palais de Thèbes, où sont tracés des combats et des scènes de triomphe. Les inscriptions hiéroglyphiques dont ces représentations sont accompagnées offrent bien, dans les parties qu'on a déchiffrées, des exemples d'un langage animé et poétique; mais ce langage ne paraît soumis à aucune règle métrique. Ce ne sont point des chants, ce sont des bulletins pompeux, qui racontent officiellement, et en style de chancellerie orientale, les exploits de Sésostris ou de Menéphta. Rien dans tout cela ne ressemble à cette tradition orale qui, transmise par le chant et tombée aux mains d'un homme inspiré qu'on appelle Homère, Firdoussy, Vyasa, Valmiki, a produit en Grèce l'*Iliade* et l'*Odyssée*, en Perse le *Livre des Rois*, dans l'Inde le *Mahabarata* et le *Ramayana*.

L'Inde est la patrie du gigantesque; l'Inde renferme les plus hautes montagnes et les plus grands fleuves du globe; l'Inde a creusé et sculpté les rochers d'Ellora et de la côte de Coromandel; l'Inde compte par millions les années et les siècles des périodes fabuleuses de son histoire. Il n'y a pas jusqu'aux mots composés de la langue sanscrite qui ne s'allongent et ne se déroulent dans des proportions colossales. Ces proportions sont aussi celles des épopées de l'Inde. Le *Mahabarata* a deux cent mille vers, et encore les Indiens, trouvant ce nombre mesquin, prétendent que le *Mahabarata* des hommes n'est qu'un fragment du vrai *Mahabarata* composé à l'usage des dieux, et qui, au lieu de se borner à deux cent mille vers, en contient douze millions; pour le *Ramayana*, il n'est guère plus long que l'*Iliade* et l'*Odyssée* réunies; on doit lui savoir gré de *conserver encore quelque chose d'humain;* jusqu'à ce jour, ni l'un ni l'autre de ces deux grands poëmes n'ont été complétement traduits. On connaît, par des versions latines, allemandes et françaises (2), divers épisodes du *Mahabarata*, entre autres l'histoire de Nala et de Damayanti, qui forme à elle seule une touchante épopée conjugale, et le *Bagavad-gita*, qui contient tout un système de métaphysique. Pour le *Ramayana*, on peut espérer de le posséder assez prochainement. Déjà M. Auguste Schlegel avait entrepris d'en donner le texte sanscrit avec une traduction latine, et son digne successeur, M. Lassen, continue cette publication. Enfin l'Italie est entrée dans la lice, et paraît devoir arriver au but avant l'Allemagne (3). M. Gorresio a déjà dépassé le point où jusqu'ici s'est arrêté

(1) Rosellini. *Monumenti civili*, pl. xcv, f. 3.

(2) M. Théodore Pavie a donné en français plusieurs parties du *Mahabarata*.

(3) En 1806, MM. Carey et Marshman avaient commencé à publier le *Ramayana* et à le traduire en anglais; mais cette publication était très-défectueuse.

M. Lassen. La traduction italienne du *Ramayana* que donne le savant Piémontais marche avec activité, et bientôt aura rejoint la publication du texte, aujourd'hui plus avancée. C'est à l'occasion de cette grande entreprise, si honorable pour l'auteur, honorable aussi pour ce gouvernement de Piémont. que, depuis quelque temps, on s'accoutume à rencontrer dans les voies du progrès intellectuel; c'est pour signaler aux amis de la grande littérature cette double apparition d'un des plus anciens et des plus curieux monuments du génie humain, que, sans attendre l'entier achèvement de l'œuvre, j'ai cru devoir en parler dans cette *Revue*, où j'ai signalé quelques-uns des travaux les plus remarquables des orientalistes contemporains, travaux qui ne forment pas la partie la moins importante de l'histoire intellectuelle du siècle où nous vivons.

Les deux éditeurs du *Ramayana* ont choisi une *récension*, et, comme nous dirions pour un poëme moderne, une édition différente. La poésie traditionnelle, toujours vivante tant qu'elle est transmise par le chant, se transforme perpétuellement jusqu'au jour où elle est fixée par l'écriture. Il a dû en être ainsi des poésies homériques avant que la *récension* définitive de Pisistrate eût fait tomber les autres dans l'oubli. De même nous avons sur la vie du Cid un vieux poëme presque contemporain du héros et les romances plus modernes. On possède sur les aventures merveilleuses de l'Achille des traditions germaniques les chants de l'Edda, qui l'appellent Sigurd, et l'épopée des *Niebelungen*, dans laquelle il porte le nom de Sigfrid. Ce sont deux versions d'une même légende. Rien n'est plus curieux que de comparer ces récits divers d'un fait traditionnel, de voir comment, le fond restant le même, les détails, le caractère, la couleur, changent selon les temps, les lieux et les mœurs; comment, par exemple, le Cid du vieux poëme espagnol est encore un personnage simplement et rudement héroïque, tantôt ennemi, tantôt allié des rois mores, sans ombre de galanterie envers Chimène, dont la situation tragique entre son amour pour Rodrigue et le devoir de venger un père paraît être une invention de date plus récente; comment, dans les romances moins anciennes, cette touchante aventure, inconnue au vieux poëte, tient une place de plus en plus considérable jusqu'au jour où elle devient tout *le Cid* entre les mains de Guilen de Castro et de Corneille.

De même, dans l'épopée germanique, il est intéressant de comparer aux chants de l'Edda, qui expriment par quelques traits sublimes les passions barbares dans leur sauvage grandeur, l'amour de l'or, la soif de la vengeance, de comparer, dis-je, à ces chants païens et barbares le poëme à demi chevaleresque et à demi chrétien des *Niebelungen*, poëme où sont racontées des aventures semblables, mais où apparaissent des sentiments d'un autre âge. Il y a aussi deux versions, mais beaucoup moins différentes, du *Ramayana*. L'une s'est conservée dans le Bengale, l'autre dans une partie plus septentrionale de l'Inde. C'est celle-ci qu'ont suivie MM. Schlegel et Lassen; M. Gorresio a choisi la première. Sans balancer ici les mérites des deux rédactions, je dirai seulement que le public ne peut que gagner à cette divergence d'opinions entre les savants éditeurs, puisqu'il aura deux textes au lieu d'un, ce qui lui permettra d'établir d'utiles comparaisons. C'est, du reste, l'opinion fort sage de M. Gorresio, et M. Schlegel reconnaît de son côté que les deux rédactions sont très-semblables, ne diffèrent que par quelques détails, et ne s'écartent point l'une de l'autre dans la teneur générale du récit. Ainsi il n'y a pas à se soucier beaucoup de savoir quelle est celle qu'on doit préférer, et il faut seulement remercier les éditeurs de nous les faire connaître toutes les deux (1).

(1) On peut reprocher à M. Schlegel d'avoir donné ce qu'il appelle lui-même un *texte éclectique* au lieu de la reproduction fidèle d'une des deux rédactions indiennes. M. Gorresio n'a point suivi cet exemple, et les philologues, je crois, l'approuveront.

Si on possédait les épopées indiennes dans un état plus voisin de leur état primitif, le *Ramayana* et surtout le *Mahabarata* présenteraient une étendue moins considérable. Évidemment bien des épisodes ont été insérés après coup dans la narration. C'est ce qu'aujourd'hui les plus sages critiques de l'Allemagne croient être arrivé pour l'*Iliade* et l'*Odyssée,* et c'est ainsi qu'on explique les contradictions et les discordances d'après lesquelles l'audace ingénieuse de Wolf s'était trop hâtée de nier l'existence d'Homère.

Quelquefois, au contraire, on surprend dans le *Ramayana* un travail d'abréviation, qui élague au lieu d'ajouter. Ainsi l'histoire d'un adolescent que son père a élevé dans l'ignorance du charme et de la beauté des femmes, et que de séduisantes jeunes filles viennent troubler au sein de sa retraite, cette histoire a été tronquée dans l'une des versions du *Ramayana,* parce qu'elle n'a pas paru aux antiques éditeurs assez conforme à la gravité de l'ensemble. Ils semblaient pressentir que cet épisode du poëme sacré était destiné à figurer, après beaucoup de siècles, dans un recueil bien frivole ; en effet il est impossible de méconnaître dans un récit du *Ramayana* l'origine de la nouvelle italienne d'où la Fontaine a tiré le conte des *Oies du frère Philippe.* Ce n'est pas, on le sait, le seul des fabliaux et des apologues qui, au moyen âge, soit venu du fond de l'Orient pour fournir plus tard, après avoir couru l'Europe, le sujet d'un conte charmant ou d'une fable exquise au génie insouciant de notre la Fontaine, génie si original par l'exécution, mais qui ne s'est jamais donné la peine d'inventer ce qu'il créait. Ce qu'offre de plus piquant la généalogie du conte que j'ai déjà cité tout à l'heure, c'est qu'à moitié chemin entre l'Inde et la France, il a été recueilli et placé dans une pieuse légende par un saint. Saint Jean de Damas, qui a écrit au VIIe siècle, sous le nom d'*Histoire de Barlaam et Josaphat,* un roman dévot souvent reproduit au moyen âge, y a inséré le vieux récit que devait rajeunir la Fontaine. Seulement, au lieu de dire au jeune homme que les êtres qui lui ont tant plu sont des oies, le vieillard qu'il interroge lui dit que ce sont des diables, ce qui, de la part de l'auteur, est tout à la fois plus édifiant, plus poli et plus vrai. Cette réponse est aussi plus semblable à celle que le père fait à son fils dans le *Ramayana.* La comparaison des femmes aux mauvais génies, aux démons, c'est l'idée primitive, l'idée orientale; les *oies* sont la parodie.

Si, laissant de côté la question des remaniements divers qu'a pu subir la tradition qui est la base du *Ramayana*, on veut déterminer à quelle époque elle a pris la forme poétique sous laquelle elle nous apparaît aujourd'hui dans le poëme indien; si, en un mot, on prétend fixer la date de la rédaction définitive de ce poëme, on est rejeté vers une assez haute antiquité, vers une époque antérieure, d'une part, à la naissance du bouddhisme, qui ne se montre pas encore dans le *Ramayana* (1), et de l'autre à l'usage où sont depuis longtemps les veuves indiennes de se brûler avec le corps de leurs maris, usage dont il n'est point fait mention dans l'antique poëme. Or cette coutume cruelle était déjà en vigueur, et probablement depuis longtemps, à l'époque d'Alexandre, et, comme l'établissement du bouddhisme remonte pour le moins au VIe siècle avant l'ère chrétienne, voilà la date du *Ramayana* reculée jusqu'au delà de cette époque. Les plus modérés s'accordent à reporter la composition du poëme indien au Xe siècle avant notre ère : M. Gorresio va jusqu'au XIIIe. C'est, dans tous les cas, une antiquité fort respectable, et un monument de cette étendue, conservé soigneusement par l'admiration continue des générations et des siècles, présentant l'image des mœurs, des sentiments, de la civilisation de l'Inde à cette

(1) Un seul vers dans tout le poëme fait allusion au bouddhisme; ce vers est rejeté par Schlegel. Si le bouddhisme eût existé au temps où le *Ramayana* a été composé, il n'en serait pas question dans un endroit seulement du poëme.

date lointaine, un tel monument est digne, on en conviendra, de fixer l'attention de ceux qui veulent connaître l'humanité sous toutes ses faces et à tous ses âges, sans parler de l'art et de la poésie, intéressés l'un et l'autre à l'étude de cette Iliade colossale dont l'Homère s'appelle Valmiki.

On n'en sait pas plus sur l'Homère indien que sur l'Homère grec ; on ignore jusqu'à l'époque où il a vécu ; la tradition l'a fait contemporain du héros qu'il a chanté. Dans une introduction poétique placée en tête du *Ramayana*, il est raconté comment le sage solitaire Valmiki, quand il eut composé son grand poëme en l'honneur de Rama, confia le soin de le répandre parmi les hommes à deux jeunes fils de Rama lui-même, lesquels, après avoir enchanté de ces beaux récits les anachorètes des solitudes, firent entendre à leur père sa propre histoire. Il y a dans cette tradition une grâce touchante. Ces deux jeunes gens célébrant ainsi la gloire de leur père en sa présence, ces tendres et pieux rapsodes font un charmant contraste avec le vieux mendiant aveugle de Chios. M. Gorresio croit la tradition véridique, et pense que Valmiki a été en effet contemporain de Rama. Il appuie son opinion de l'exemple, selon moi peu applicable ici, de Camoëns chantant des héros et des exploits dont il fut le contemporain. Je pense que les *Lusiades* et le *Ramayana* sont le produit d'époques et de sociétés trop distantes pour pouvoir être comparés. Je sais que, dans l'*Odyssée*, Démodocus chante les événements de la guerre de Troie devant Ulysse, et que les larmes du héros coulent silencieuses tandis qu'il entend célébrer ses propres aventures ; cependant je ne puis admettre pour le *Ramayana* cette coexistence du poëte et du héros. Il faut toujours qu'il s'écoule un certain temps entre le moment où la tradition héroïque naît de la réalité et celui où cette tradition, formée et développée par la muse populaire, arrive aux mains du poëte habile qui l'arrête et la fixe définitivement en lui donnant la forme durable de l'épopée.

Il y a, bien avant le poëte définitif, des chantres précurseurs qui sont comme des intermédiaires entre lui et la tradition naissante; mais ces chantres ne sont point le poëte. Démodocus n'est pas Homère. Homère n'est venu qu'après Démodocus. De même Valmiki n'a pu agir librement sur la tradition, la manier en artiste, que lorsqu'elle était déjà affranchie par le temps du joug qu'impose à l'imagination le spectacle de la réalité présente. La légende, en faisant Valmiki le contemporain de Rama, a voulu indiquer tout au plus qu'aux époques primitives la poésie commence avec les souvenirs, et qu'il y a des chants dès qu'il y a de la gloire.

Cette introduction au *Ramayana* contient une autre tradition touchante aussi et gracieuse, non cette fois sur la composition du poëme, mais sur l'invention du mètre dans lequel il a été composé, de ce distique indien de trente-deux syllabes appelé *sloka*. Ce préambule singulier ne doit pas trop surprendre, car il est de la nature de la poésie indienne de vouloir rendre compte de toutes les origines.

Un jour, le sage Valmiki, après s'être purifié, se promenait dans une forêt. Le regard du solitaire suivait avec complaisance un beau couple de hérons qui marchaient en toute sécurité sur la rive d'un fleuve. Un chasseur était caché près de là ; il lance un trait, et le héron mâle vient tomber sur le sol et palpite sanglant. Sa compagne désolée voltige et tournoie autour de lui en gémissant. Le solitaire gémit aussi, il prononce une imprécation contre le chasseur, et cette imprécation a pris dans sa bouche la forme du mètre qui sera le mètre indien par excellence, du *sloka*. Valmiki rentre dans sa hutte, bientôt Brahma en personne y vient visiter le saint solitaire ; mais la présence même du dieu sur laquelle celui-ci s'efforce en vain de concentrer toutes les puissances de la contemplation, la présence même du dieu suprême ne peut empêcher Valmiki de répéter à son insu : « Le chasseur a mal fait, il a accompli un destin funeste lorsqu'il a tué sans motif l'oiseau qui murmurait si doucement, » et ces paroles forment un distique, un *sloka*. Brahma sourit de la préoccupation du

sage, et lui ordonne d'employer ce rhythme, qui est né spontanément dans son âme et sur ses lèvres, à célébrer la gloire du grand Rama. Rien n'est plus profondément indien que ce respect pour la vie des animaux, cette pitié vive et tendre de leurs souffrances et de leur mort. On conçoit qu'une religion dont l'idée fondamentale est l'unité de la substance de tous les êtres inspire aux Indous une affection fraternelle pour tout ce qui respire. Le langage de la poésie, c'est pour l'Indou le langage de la compassion et de la douleur; pour lui, l'émotion inspiratrice est une émotion plaintive, le chant de la muse est un gémissement.

Rama n'est pas seulement comme l'Achille d'Homère un héros divin, il est un héros-dieu. Rama est la septième incarnation de Vichnou, incarnation étrange, car elle est quadruple. Ce dieu, s'incarnant simultanément dans le sein des trois épouses du roi Dasaratha, naît à la fois sous la forme de quatre princes, dont l'un est Rama. D'autre part, la race royale, de laquelle sort le héros, remonte à Brahma, né lui-même de l'*essence pure* (1). Voilà pour un guerrier une origine bien mythologique et bien métaphysique, c'est-à-dire bien indienne. Rama est soumis aux conditions de l'humanité, il en éprouve les afflictions et en supporte les misères, car c'est un dieu fait homme; mais, selon les idées indiennes, la divinité ne peut tellement s'absorber dans la nature humaine, qu'elle ne reparaisse et ne resplendisse par moments à travers son enveloppe mortelle. Ces éclairs de divinité jettent par intervalles sur le personnage de Rama un singulier éclat. Du reste, le héros de l'épopée sanscrite a laissé dans l'Inde de nombreux vestiges de sa gloire. Les sculptures gigantesques taillées dans les grottes d'Ellora représentent des scènes du *Ramayana*. Les souvenirs populaires, cette suprême consécration des grandes renommées, n'ont pas plus manqué à Rama qu'à Alexandre, à Charlemagne, à Roland, ces autres héros de l'épopée dont tant de lieux gardent la mémoire. Comme Alexandre a, selon les traditions orientales, ouvert les portes caspiennes et creusé le détroit de Gibraltar; comme Charlemagne a bâti toutes les vieilles églises du midi de la France; comme Roland a taillé d'un revers de son épée, dans la cime des Pyrénées, la brèche immense qui porte son nom, tandis que son cheval laissait sur le rocher cette empreinte de son pied que mon guide me montrait hier sur la route de Gavarnie, de même les rochers qui s'élèvent dans la mer, entre la pointe méridionale de l'Inde et l'île de Ceylan, sont des débris du pont que Rama construisit pour aller chercher dans cette île sa belle épouse, enlevée par un géant (2). Ainsi partout les ruines de l'art ou les monuments de la nature sont rattachés à des noms célèbres, et la poésie épique, née de la tradition populaire, l'enfante à son tour. C'est un écho qui est répété par un écho.

L'idée fondamentale, le sujet principal du poëme indien est la lutte de Rama avec les mauvaises puissances. Son rôle est celui de défenseur des brahmanes, d'exterminateur des monstres, de héros libérateur et sauveur. De là une suite de combats contre des géants, des géantes, des êtres formidables et surnaturels. Cette suite de combats est amenée par un événement qui répand sur Rama le plus touchant intérêt. Après de nombreux exploits qui lui ont mérité l'admiration des peuples, Rama va être associé à l'empire par son père, le roi Dasaratha; mais la plus jeune et la plus belle des épouses du vieux roi réclame l'accomplissement d'une promesse imprudente

(1) Le texte de Schlegel donne *avyacta*, qu'il traduit par *insensilis*, ce qui ne peut être atteint par les sens. Le texte de M. Gorresio remplace *avyacta* par *akasa*, l'éther, ce qui est moins philosophique et peut-être à cause de cela plus ancien.

(2) Une vieille batelière napolitaine m'a bien affirmé que les débris du môle de Pouzzoles, qu'on voit encore, étaient les restes d'un pont que Pierre Abailard, *Pietro Bailardo*, avait bâti pour plaire à une magicienne. Tel est le sort des noms fameux. Du reste, Héloïse peut se consoler d'être une sorcière à Naples, où Virgile est un sorcier.

qu'il lui a faite : elle exige que ce soit son fils à elle qui monte sur le trône, et que Rama soit exilé pendant quatorze années. La consternation du roi et de son peuple est profonde, car Rama est l'objet de l'adoration universelle. Le héros, avec une parfaite magnanimité, console son père, ses amis, sa mère. Il s'éloigne avec son épouse, la belle Sita, qui était née de la terre comme une fleur, et tous deux s'enfoncent dans les forêts, où ils vont mener pendant quatorze ans la vie de solitaires et de pénitents. C'est durant cet exil, volontairement accepté, que Rama accomplit une foule d'exploits, dont le but est fréquemment religieux, et recueille de la bouche des solitaires un grand nombre de traditions concernant les lieux qu'il parcourt ou qu'il habite. L'enseignement mythologique domine toujours l'intérêt épique et humain ; la théogonie d'Hésiode est toujours auprès de l'*Iliade* d'Homère : c'est là ce qui caractérise l'épopée indienne et la sépare profondément de l'épopée grecque, où l'homme est sur le premier plan, souvent seul avec sa force, tandis que les dieux, qui n'interviennent que de loin en loin, le regardent combattre des sommets de l'Ida. Ici, le divin est partout ; l'infini enveloppe l'humanité et lui communique une incroyable grandeur. Au milieu de ces récits de faits merveilleux, d'exploits gigantesques, on aime à suivre la destinée errante des deux époux et leurs aventures à travers les grandes forêts, remplies d'ermitages célèbres, au bord des lacs sacrés. Une catastrophe, qui est le nœud du poëme, vient jeter un intérêt pathétique et quasi romanesque au sein de la divine épopée. L'épouse de Rama, celle qui a voulu le suivre dans l'exil, sa tendre et fidèle Sita, lui est enlevée par un géant et emportée dans l'île de Ceylan. M. Gorresio remarque avec raison que l'enlèvement d'une femme sera aussi la cause de la guerre de Troie chantée par Homère ; mais Sita ne ressemble point à Hélène : cette Hélène est une Andromaque. La fille de Léda est le type de la beauté physique et de la faiblesse morale ; Sita est l'idéal de la tendresse conjugale et du dévouement. Après qu'elle a été délivrée de son ravisseur, sa pureté est solennellement manifestée par l'épreuve du feu, à laquelle elle se soumet comme une princesse du moyen âge. Le poëme, qui s'est passé sur la terre, finit dans le ciel par l'ascension de Rama, qui, après avoir souffert en homme et combattu en héros, triomphe en dieu.

Telle est la marche du poëme. On voit que les nombreux épisodes qui le composent sont rattachés à un fait principal, l'exil de Rama, que l'intérêt se concentre sur l'aventure de Sita, perdue et retrouvée. Il y a donc une véritable unité dans cette prodigieuse diversité. Le merveilleux du *Ramayana* est étrange ; non-seulement on y voit figurer les dieux et les démons, mais la nature animale y est aussi représentée par le roi des vautours et le chef des singes, tous deux alliés fidèles de Rama. Cette fraternité qu'établit entre l'homme et les animaux le dogme indien de l'unité substantielle de tous les êtres se montre encore ici. De plus, dans le peuple des singes qui vient en aide à Rama, on a cru, et probablement non sans raison, reconnaître certaines populations établies anciennement dans les régions montagneuses de l'Inde centrale.

L'étude du *Ramayana* présente un double intérêt : on peut y signaler des beautés d'imagination et d'art, et comparer sous ce rapport l'épopée indienne aux autres grandes épopées de l'Orient et de l'Occident ; on peut aussi chercher dans cet antique monument un tableau de la civilisation de l'Inde mille ans au moins avant Jésus-Christ, une peinture des mœurs et des sentiments qui régnaient alors dans cet État d'Ayodia (aujourd'hui Oude), où a vécu de nos jours un prince fort différent de l'héroïque Rama, serviteur des Anglais et auteur d'un dictionnaire persan.

La civilisation paraît avoir été à plusieurs égards bien plus avancée dans l'Inde au temps de Valmiki que dans la Grèce et l'Asie Mineure au temps d'Homère. Troie est une manière de bicoque en comparaison de la ville d'Ayodia. Valmiki la dépeint

remplie de jardins, ayant même ses boulevards plantés (1); il mentionne les places publiques ornées de fontaines, les rues encombrées par les chars, les chevaux, les éléphants. On répand l'eau dans ces rues pour abattre la poussière; les jours de fête, on illumine avec des fanaux en forme d'arbres (2). Dans plusieurs endroits du poëme, il est question de rochers percés, de forêts abattues pour la construction des routes, de digues élevées, de canaux creusés. Le roi a son conseil des ministres, composé mi-partie de brahmanes et mi-partie de laïques. L'interdiction de la nourriture animale, interdiction qui aujourd'hui même est loin d'être aussi générale qu'on le croit, n'existe pas encore dans le *Ramayana;* enfin, ce qui est d'un libéralisme plus remarquable, le roi invite à un sacrifice solennel les hommes des quatre castes, en y comprenant ceux de la dernière, les *soudras,* si méprisés de nos jours, et dans l'ancienne législation de Manou si constamment séparés des trois castes supérieures.

Les sentiments ont une noblesse et souvent une délicatesse qui étonnent, et rappellent plutôt les siècles de la chevalerie que l'âge héroïque de la Grèce. Rama pousse si loin le respect pour les femmes, qu'il étend même ce sentiment à une affreuse géante. « Je ne puis me décider à la tuer, dit-il, protégée qu'elle est par le droit du sexe féminin (3). » Il est vrai qu'il se ravise ensuite et la transperce d'une flèche; mais *le droit du sexe féminin*, proclamé par le divin guerrier, n'en est pas moins un fait remarquable. Sommes-nous donc au moyen âge? sommes-nous au XIXe siècle? Ici l'Orient touche à l'Occident, et l'antiquité aux temps modernes.

Rien ne respire une moralité plus élevée, rien n'exprime des émotions plus nobles et plus tendres que les paroles de Rama partant pour l'exil. Il n'éprouve pas la moindre irritation contre le frère qui lui est préféré; il n'a pour lui que des sentiments d'amour. Envers son père, sa soumission et son affection sont sans bornes. « Je n'ai peur de personne, » dit-il à Sita, qui voudrait le détourner de l'obéissance aux volontés paternelles, « je ne craindrais pas Brahma lui-même; mais, ô ma belle épouse! je ne puis transgresser la loi qu'observent les hommes vertueux, comme l'Océan ne peut franchir ses limites. » Dans cette crise de la destinée de Rama, tous les sentiments naturels se manifestent par les effusions les plus touchantes; mais au-dessus de tous plane le sentiment filial. « Après l'observance des devoirs religieux, dit Rama, il n'y a rien de plus grand que d'obéir à un père. » Rama exhorte le sien à tenir religieusement cette promesse dont lui-même est victime, et, en donnant ce conseil désintéressé, il songe encore à ne pas sortir de l'attitude d'un fils soumis. « C'est un avis que je te donne, ô mon père! dit-il, ce n'est pas une leçon. » Voilà une réserve et une mesure de langage bien délicate qui relèvent singulièrement, ce me semble, l'héroïsme du sacrifice.

Ce que l'affection fraternelle a de plus vif éclate dans les impétueux discours d'un jeune frère de Rama, qui est prêt à combattre les hommes et les dieux, pourvu que Rama soit élevé au trône. « Dis-moi quel ennemi je dois frapper, » s'écrie-t-il. Puis, ramené par son magnanime frère à des sentiments plus doux, le jeune homme reprend avec une tendresse charmante: « Et moi aussi j'habiterai dans les forêts, attentif à t'obéir; moi aussi j'abandonnerai cette cité que tu abandonnes, car sans toi il me serait pénible de vivre même dans le ciel. Si tu m'aimes, ô noble frère! ne me défends pas de te suivre; tandis que tu iras dans la solitude errant de forêt en forêt, je t'apporterai des fleurs et de doux fruits, je serai ton compagnon et ton esclave. »

(1) « Ingentium arborum ordinibus circuli instar circumdatam. » Schlegel, liv. I, V. 12.

(2) Gorresio, l. II, v, p. 225.

(3) Schlegel, XXVIII, 11. Cette délicatesse de sentiment ne se trouve pas dans la rédaction suivie par M. Gorresio. C'est peut-être encore un signe d'antériorité.

Quant aux rapports des époux, ils sont indiqués dans le *Ramayana* d'une manière très-précise. Le mari est le dieu de la femme et son asile; la femme participe à la félicité ou au malheur qui, dans la suite des existences, résulte des actes du mari. La femme doit être l'ombre qui accompagne constamment son époux, le suivant quand il marche, s'arrêtant quand il s'arrête; l'âme de l'une est unie à l'âme de l'autre, et la mort même ne les séparera pas. « Comme sans corde la lyre ne peut résonner, ni sans roue tourner le char, ainsi, sans son mari, la femme ne saurait être heureuse, quand elle serait mère d'une noble race. Le père donne la joie avec mesure, avec mesure la mère, avec mesure le fils; l'époux seul donne à l'épouse une joie sans mesure. »

Il n'y a pas tout à fait égalité dans le rôle et le dévouement des époux. Rama montre certainement une mâle tendresse pour Sita; mais il n'hésite pas à dire que, si son père l'exigeait, il serait prêt à abandonner à un frère préféré, non-seulement l'empire, mais toutes ses richesses, son épouse et sa vie. La femme est donc comme une propriété de l'homme, comme une partie de lui-même qu'il chérit, ainsi qu'il chérit ses biens et sa vie, et qu'il sacrifierait aussi aux suprêmes commandements de l'autorité paternelle. La mère ne doit être obéie qu'après le père. Rama le rappelle respectueusement à la sienne. Ainsi la paternité, base de l'existence de la famille, est le fondement moral de cette antique société.

Le *Ramayana* est au moins autant une peinture de la religion que de la société, car, dans le poëme indien comme dans l'Inde elle-même, la religion est toujours sur le premier plan, et, sous ce rapport aussi, ce poëme est d'un grand intérêt. L'idée religieuse a traversé dans l'Inde plusieurs phases analogues à celles qu'elle a traversées dans la mythologie grecque et dans la mythologie du Nord (1).

D'abord se présente une époque primitive durant laquelle domine l'adoration des forces de la nature. C'est la religion des Védas. Un culte naïf est rendu, par des tribus de pâtres et d'agriculteurs, à la lumière, à l'eau, à la terre, à l'aurore. Çà et là on voit, dans les Védas, certaines forces physiques et certains phénomènes de la nature qui commencent à se personnifier, qui passent à la forme humaine. Ainsi se prépare l'Olympe, composé de dieux, de déesses et de génies, qui sera l'Olympe de l'épopée indienne. Plus tard, la tendance spéculative, naturelle à l'esprit de ce peuple, introduira dans la mythologie un panthéisme, ou plutôt un idéalisme philosophique (2), et cette théorie de l'*illusion,* qui réduit toute existence à l'essence absolue, et ne voit dans tout ce qui a forme, couleur, étendue, dans tout ce qui peut être senti ou perçu, qu'un néant, apparence trompeuse de l'être inaccessible. Ces doctrines, développées avec un grand déploiement de fantaisie dans des poëmes moitié légendaires et moitié métaphysiques appelés *Pouranas*, ces doctrines ne figurent pas encore dans ce qui a été publié jusqu'ici du *Ramayana*. La mythologie indienne s'y montre dans un état intermédiaire entre l'adoration primitive de la nature et les raffinements ulté-

(1) Ces rapports n'ont rien qui doive beaucoup étonner depuis qu'il a été si bien établi que les Indiens, les Grecs et les peuples germaniques parlaient pour ainsi dire des dialectes d'une même langue. La mythologie scandinave offre quelques autres traits de ressemblance avec la mythologie indoue. Sans sortir du *Ramayana*, on y voit les dieux épouvantés par le géant Ravana, comme dans l'*Edda* les Ases tremblent devant les mauvaises puissances qui doivent les dévorer. Les mantras sont des espèces de runes. (Comparez avec le *Hava-Mal, discours sublime* d'Odin, ce qui est dit dans le *Ramayana* de Schlegel, XIV, 12.) Sita subit l'épreuve du feu, comme l'épouse de Sigfrid dans l'*Edda*.

(2) Le passage dans lequel Casyapa dit à Vichnou : « O seigneur! je vois dans ton corps tout l'univers, » ce qui est panthéiste, ne se trouve pas dans l'édition du Bengale, et M. Schlegel, bien que l'ayant admis dans son texte, le regarde comme une interpolation. Ici encore l'édition du Bengale paraît plus ancienne.

rieurs de la philosophie. Les dieux ne sont plus des forces physiques; ils ne sont pas encore des abstractions métaphysiques; ils sont des personnes divines à forme humaine. Cet âge de la mythologie indienne correspond à l'âge de la mythologie homérique. C'est le point du développement religieux qui convient à l'épopée. A l'épopée il ne faut ni le culte des fleuves, des montagnes ou des astres, ni l'adoration de l'impalpable, de l'insaisissable, de l'abstrait; l'un est trop simple, l'autre est trop subtil pour l'imagination. L'homme ne se prend qu'à ce qui lui ressemble; des dieux humains, personnels, éprouvant nos affections, participant à nos faiblesses, type agrandi et idéalisé de notre espèce, voilà les dieux de l'épopée indienne et de l'épopée grecque, sauf les dissemblances qui tiennent au génie des peuples, sauf surtout les proportions de l'un et l'autre Olympe, proportions aussi différentes que le cours de l'Ilissus et le cours du Gange.

L'allégorie, qui est une chose à la fois très-antique et très-moderne, figure dans le *Ramayana;* elle figure aussi dans l'*Iliade.* Personne n'a oublié la belle allégorie des Prières. Les allégories du poëme indien ne sont pas si gracieuses, mais elles sont d'une singulière hardiesse. Avant que le Danois Baggesen eût personnifié le *vertige*, Valmiki avait donné pour arme à Rama la *fascination*, et Cartikeia, dieu de la guerre, a pour nourrices des lances, qui l'allaitent de sang.

On sait que le brahmanisme s'est partagé en plusieurs sectes, dont les principales sont la secte de Vichnou et la secte de Siva , chacune ayant élevé le dieu qu'elle préfère au-dessus de tous les autres dieux. sans en excepter Brahma lui-même. L'opposition de ces sectes rivales, partout manifeste dans les *Pouranas,* auxquels elle a en partie donné naissance, n'est point encore nettement prononcée dans le *Ramayana.* Le poëme est surtout vichnouite , puisque Rama est une incarnation de Vichnou. D'autre part, il y est parlé d'un jour où Siva, *le dieu des dieux,* a renversé toutes les divinités sous ses traits victorieux. Siva est donc aussi proclamé comme un dieu tout-puissant. La lutte qui s'est élevée entre ses adorateurs et ceux de Vichnou n'était pas déclarée, et l'opposition des deux sectes n'était pas encore complétement dessinée à l'époque où fut composé le *Ramayana.*

Une autre marque d'antiquité , ce sont les sacrifices sanglants et même les sacrifices humains abolis depuis longtemps dans les grands centres de la religion brahmanique, mais qui existent encore aujourd'hui chez quelques populations de l'intérieur, et que les efforts des Anglais ne sont pas parvenus à abolir entièrement.

Le *Ramayana,* qui présente un tableau fidèle des idées indiennes , nous fait connaître l'opinion qu'on avait dès lors et qu'on a encore aujourd'hui des prérogatives attachées à l'état de brahmane, des mérites, de l'austérité, de la toute-puissance des macérations au moyen desquelles un solitaire peut s'élever jusqu'aux trônes célestes à force de pénitence, et, par un étrange droit de conquête , déposséder les dieux et les remplacer. Cette puissance se manifeste encore autrement et par des prodiges bien étranges. Les mérites de la pénitence sont si grands , que celui qui les possède acquiert le pouvoir de créer des mondes. Le sage Visvamitra , par l'énergie de sa pénitence, a déjà augmenté le nombre des astres; poursuivant son œuvre, il va créer de nouveaux dieux et un nouvel Indra (Indra est le chef de l'Olympe indien), quand les habitants du ciel, qu'épouvante la terrible puissance de l'ascète, entrent en pourparlers et en arrangement avec lui. C'est que les personnages divins eux-mêmes ne peuvent résister à la toute-puissance que les solitaires puisent dans les vertus de la pénitence; souvent les dieux l'éprouvent à leurs dépens. Un solitaire qui a à se plaindre de la déesse Ganga (le Gange) la punit en l'avalant; un autre se venge de Siva, roi des dieux, en le mettant, par l'efficacité de la prière, dans l'état où Saturne fut réduit par Jupiter. Tel est le pouvoir que les anachorètes de l'Inde peuvent acquérir par la mortification. L'homme, en réprimant ses sens, devient maître de l'univers et supé-

rieur aux dieux. Cette exagération insensée de l'énergie que possède la volonté de l'homme affranchi de ses passions a un côté sublime.

Autre singularité qui caractérise le génie indien : à côté de l'ascétisme est la philosophie. Les brahmanes sont représentés discutant sur la nature des choses ; l'un d'eux, pour avoir trop médité sur la misère de la condition humaine, sur le triomphe des méchants et le malheur des bons, en est venu à mettre en question l'autorité des Védas. Ainsi, dès ces temps reculés, la spéculation métaphysique revendique ses droits en présence de l'autorité religieuse la plus forte et la plus tyrannique qui fut jamais, et même le bon sens moral s'est fait jour dans cette poésie tout imprégnée d'extase au point d'y introduire une pensée qui sent son XVIII[e] siècle. « Un roi n'obtient pas le ciel par des sacrifices, mais en bien gouvernant ses États. » Je connais peu d'exemples d'une poésie philosophique plus élevée que celle que respire le passage suivant sur la mort : « Les hommes se réjouissent lorsque le soleil se lève, et, lorsque le soleil se couche, ce devrait être pour eux un avertissement que tout a son aurore et son couchant. Ils se réjouissent du printemps quand tout nous semble jeune et nouveau. Hélas! à mesure que l'année entraîne les saisons, notre vie nous échappe. Comme une goutte de rosée qui tremble sur une fleur de lotus, le bonheur de l'homme est toujours vacillant et près de disparaître, et comme au sein du grand Océan un bois flottant en rencontre un autre, ainsi les êtres se rencontrent un moment sur la terre. » Il y a dans ces vers une mélancolie pleine de grandeur. Du reste, la grandeur est le caractère de la poésie du *Ramayana ;* ce caractère ne l'abandonne jamais. Un roi sur son trône est comparé au père universel environné par les dieux qui gouvernent le monde. L'arc divin de Siva est si pesant, que huit cents hommes ont peine à le traîner ; Rama le soulève facilement, et, en le tendant, le brise avec un bruit semblable au fracas d'un rocher qui se précipite, au retentissement de la foudre qu'Indra lance contre le sommet d'une montagne. Nulle part ce caractère de grandeur ne se montre avec plus de puissance et d'originalité que dans le récit de la descente de la déesse Ganga du ciel sur la terre. Voici les circonstances, elles-mêmes fort étranges, qui amènent cet épisode extraordinaire.

Un ancien roi nommé Sagara avait deux épouses ; la première lui donna un fils, la seconde lui en donna soixante et dix mille. J'ai déjà dit que les nombres ne coûtent rien à l'imagination des Indous. Il avint que Sagara, le père de cette abondante postérité, voulut offrir le sacrifice du cheval. C'est une grande chose que ce sacrifice dans les idées indiennes : les prospérités terrestres et les bénédictions célestes sont attachées à l'accomplissement de cet acte religieux. Cette fois, tout était préparé pour l'offrande, quand un serpent sort de terre, entraîne avec lui la victime et disparaît. Les brahmanes sont consternés, l'interruption du rit sacré peut attirer les plus grands malheurs. Il faut à toute force retrouver le cheval enlevé par une puissance inconnue. Sagara charge du soin de cette recherche ses soixante et dix mille fils. Aussitôt tous se mettent à creuser et à fouiller la terre ; la terre gémit de douleur. Les fils de Sagara exterminent toutes les créatures qu'ils rencontrent. Les dieux et les génies s'épouvantent et supplient Brahma d'empêcher que les terribles enfants de Sagara n'achèvent de détruire le monde. Alors fut entendue, semblable au bruit du tonnerre, la voix des robustes fils de Sagara ; après avoir parcouru la terre et l'avoir partout déchirée, ils revinrent à leur père, et lui demandèrent ce qu'ils devaient faire encore. Sagara, rempli de fureur, leur dit : « Creusez, fouillez, et ne revenez que quand vous aurez trouvé le ravisseur du cheval. » Les Sagarides recommencent à fendre le sein de la terre. Après avoir trouvé successivement les quatre éléphants qui soutiennent le monde, ils découvrent enfin le ravisseur, c'était Vichnou lui-même. Le cheval paissait à quelque distance ; les intrépides fils de Sagara reprochent à Vichnou son larcin et le menacent ; mais la bouche du dieu irrité fait entendre un frémissement

sourd, et les soixante et dix mille Sagarides sont réduits en poussière. Un petit-fils de Sagara est envoyé à la recherche de ses oncles; il s'enfonce courageusement dans la route souterraine qu'ils ont ouverte, et ne trouve plus rien d'eux qu'un amas de cendres; à cet aspect, il gémit et se livre au désespoir, parce que l'eau manque pour faire à ses parents morts une libation funèbre. Le roi des oiseaux, qui se trouvait être son grand-oncle, le console en lui disant que la déesse Ganga descendra des demeures célestes dans les profondeurs de la terre, et que son eau divine, en touchant les cendres des Sagarides, les ranimera. Le jeune homme ramène le cheval à Sagara, qui achève son sacrifice; mais il s'agit maintenant d'accomplir une autre œuvre bien difficile, il faut découvrir un moyen de faire descendre du ciel la déesse Ganga (1). Après trente mille ans de règne, Sagara meurt sans l'avoir trouvé.

Cependant les rois de sa race amassent un grand trésor de mérite par des austérités continuées durant des milliers d'années. A ces anciens rois sont attribuées les macérations auxquelles se soumettent encore aujourd'hui les pénitents de l'Inde. Ils couchent sur le sol humide pendant la saison des pluies, ils tiennent les bras constamment élevés, ils vivent entourés de feux durant l'été. Brahma, touché de ces mortifications, vient trouver dans son ermitage l'arrière-petit-fils de Sagara, car la pénitence a mis le saint roi sur un pied d'égalité avec le dieu, et lui annonce que ses prières sont exaucées, que les eaux de la rivière céleste baigneront les cendres des Sagarides, et que ceux-ci, purifiés par cette lustration divine, monteront au ciel. Seulement, dit Brahma, il faut obtenir du dieu Siva qu'il reçoive sur sa tête l'onde qui se précipitera du firmament, car la terre ne pourrait en soutenir la chute et l'impétuosité. Après une année que le roi pénitent passe encore dans des austérités inouïes, Siva consent à recevoir sur sa tête la déesse Ganga tombant du ciel. « Alors le puissant dieu du monde, ayant gravi les sommets de l'Himalaya et appelant Ganga, la nymphe du fleuve céleste, lui cria : « Descends. » La fille aînée de l'Himalaya, celle que le monde entier adore, en entendant cet ordre de Siva, fut saisie de colère; rassemblant l'immensité de ses eaux, elle se précipite sur la tête fortunée du dieu. La déesse se disait : « Certainement je pénétrerai jusqu'aux enfers, et j'entraînerai Siva avec mes flots. » Mais le dieu se dit à son tour : « Je saurai l'humilier. » En effet, il la laissa, durant des années, s'égarer parmi les boucles de sa chevelure, semblable aux forêts de l'Himalaya; il fallut encore de nouvelles austérités du descendant de Sagara pour délivrer Ganga, prisonnière dans l'immense chevelure de Siva. Enfin celui-ci écarte une boucle de ses cheveux, et le Gange se répand sur la terre, le Gange, fleuve divin, immaculé, qui purifie le monde. Les dieux et les sages célestes, les génies, les bienheureux, s'avancent pour le contempler sur des chars, des chevaux et des éléphants, ou en volant à travers les airs; des divinités se plongent dans les ondes sacrées, et le grand Brahma lui-même, le père de l'univers, suit le courant divin. Les pierreries qui forment la parure des dieux resplendissent, le ciel sans nuage semble éclairé de mille soleils; des poissons et des dauphins sillonnent l'air en tombant comme des éclairs, et les flots blanchissants d'écume, dispersés dans l'espace, semblent des troupes de cygnes volant sous un ciel d'automne. Ici le fleuve s'élance d'un cours rapide, là il se traîne dans un lit tortueux; ici il s'épanche sur une vaste étendue, là ses eaux sont presque immobiles. Tous les êtres, en se baignant dans les ondes pures qui se sont réunies sur le corps sacré de Siva, étaient lavés de leurs souillures; ceux qui, par l'effet de quelque malédiction, étaient tombés du ciel sur la

(1) C'est le Gange. M. de Chezy, dans une brochure spirituelle publiée à l'occasion du *Paria* de Casimir Delavigne, reprochait au poëte français d'avoir fait dire à Néala qu'elle était l'épouse du Gange, le Gange étant *une déesse* dans la mythologie indienne.

terre, purifiés de nouveau, remontaient aux demeures éthérées. Les sages divins murmuraient des prières, les musiciens célestes chantaient, les belles Apsaras formaient des chœurs de danse; les troupes de pénitents se réjouissaient. L'univers entier était dans l'allégresse; la descente de Ganga remplissait de joie les trois mondes. Le sage roi Bhagirata, assis sur son char, s'avançait au-devant de tous; le Gange le suivait. Traînant ses grands flots couronnés d'écume, précipitant sa course rapide et roulant ses impétueux tourbillons, le fleuve semblait suivre le roi en dansant. Arrivés au bord de l'Océan, le roi et le fleuve entrèrent dans le sein de la terre par la voie qu'avaient creusée les fils de Sagara. Dès que le fleuve saint eut touché les cendres des Sagarides, ils prirent soudain des formes divines et montèrent au ciel. »

Tels sont les principaux traits de cet étrange et magnifique épisode choisis dans les deux versions que j'ai sous les yeux. Il me paraît impossible que, malgré la bizarrerie de certains détails, on ne soit pas frappé d'un grand air de poésie répandu sur ce morceau célèbre. Ce sont pas les proportions harmonieuses de l'art grec, ce sont les proportions gigantesques de l'art oriental; ce n'est pas l'Apollon du Belvédère, ce sont les colosses de Memphis ou de Ninive; ce n'est pas le Parthénon, c'est Karnac; ce n'est pas l'Olympe, c'est l'Himalaya.

Par la même raison, il ne faut pas demander à Valmiki d'être un Homère. Il y a bien entre eux quelques rapports; la poésie de tous deux est une poésie non écrite, chantée par des rapsodes. C'est probablement cette analogie qui avait fait croire aux Grecs que les Indiens chantaient les poëmes d'Homère traduits dans leur langue. Il y a même dans le *Ramayana* quelques traits d'imagination qui rappellent l'*Iliade*. Les coursiers pleurent le héros; les dieux d'Homère font trois pas, et ils atteignent aux extrémités de l'univers; de même le dieu Vichnou fait trois pas et franchit les trois mondes. Ici le nombre des pas est expliqué par le nombre des mondes, ce qui semble indiquer l'origine mythologique de l'allure qu'Homère donne à ses dieux; mais ce n'est pas le lieu de s'arrêter à ces ressemblances des mythes indiens et des mythes grecs dont le *Ramayana* nous fournirait d'autres exemples (1), et je me bornerai à quelques rapprochements entre les deux poésies.

Une grande infériorité de la poésie indienne, c'est le vague des descriptions. Un trait pittoresque suffit à Homère pour caractériser une localité; il n'en est pas de même dans le *Ramayana*. Une énumération souvent assez prolixe de circonstances banales ne laisse au lecteur aucune impression distincte et individuelle. Toutes les forêts se ressemblent; il y a pour toutes un lieu commun descriptif qui se reproduit avec peu de variations. La peinture de la ville d'Ayodia est très-frappante, et, comme je l'ai fait remarquer, donne l'idée d'une civilisation assez avancée; mais rien n'y est particularisé, rien n'y fait connaître la situation et l'aspect d'Ayodia. Souvent une épithète homérique a suffi pour indiquer aux géographes le site d'une ville grecque. Si les débris de l'antique cité indienne n'en marquaient encore aujourd'hui l'emplacement, je crois qu'on aurait eu quelque peine à le déterminer, malgré le chapitre entier du *Ramayana* qui porte le titre de *Description d'Ayodia* et qui a quarante vers.

La sévérité du goût occidental pourrait reprocher aussi à cette riche poésie de l'Inde une prodigalité, une exubérance trop grande d'épithètes et d'images; on trouve quatre comparaisons de suite pour désigner le même objet. Ainsi la belle Ahalya, devenue invisible par un enchantement, est comparée à une image aérienne et insai-

(1) La vache d'abondance, qui prodigue toutes sortes de biens, pourrait être l'origine de la corne d'abondance. La lutte des Suras et des Asuras ressemble beaucoup à la lutte des dieux et des Titans. Indra l'emporte comme Jupiter.

sissable formée par Brahma, à une vive flamme que voile la fumée, à la pleine lune entourée de nuages, à la clarté du soleil réfléchi dans l'eau. Chacune de ces comparaisons est ingénieuse, mais c'est trop de moitié. Homère n'en a jamais employé plus de deux pour le même objet. Ailleurs cette accumulation est encore moins heureuse. Le père de Rama est comparé à un serpent, à l'Océan, au soleil qui s'éclipse et à un sage qui a dit un mensonge. Il est un peu difficile de ressembler en même temps à tout cela.

Pour le pathétique, l'épopée indienne peut presque lutter avec l'épopée hellénique. Sans doute elle n'offre rien, à ma connaissance du moins, qui égale le discours de Priam aux genoux d'Achille. Il y a même dans les plaintes de la mère de Rama, au moment où le héros s'éloigne, une surabondance qui touche à la déclamation, défaut qui n'approcha jamais de la chaste et sobre muse d'Homère; mais certains passages du *Ramayana* ont ce charme d'émotions naïves qui nous attendrit aux adieux d'Hector et d'Andromaque. Voici comment est raconté le moment où Rama se sépare de son père, qui l'a banni à regret, et dont le cœur est déchiré par cet exil. Le vieux roi a suivi son fils à pied, accompagné de la mère de Rama; tous deux poussent d'amers gémissements. Rama, ne pouvant souffrir plus longtemps ce cruel spectacle et voulant épargner à son père les déchirements d'une douleur inutile, après avoir jeté à ses vieux parents un dernier regard de tendresse, dit à celui qui guide son char de presser le pas des chevaux. « Alors Rama vit sa misérable mère élevant les bras, gémissant comme une brebis, et chancelant sur la route. Le vieux roi criait au cocher : « Arrête-toi. » Rama lui disait : « Continue d'avancer. » Le cocher était comme un homme qui serait suspendu entre le ciel et la terre. Rama lui disait : « Plus cette douleur se prolonge, plus elle est cruelle. Quand tu reverras le roi, tu lui diras : Je n'ai pas entendu ta voix. » Et Sumantra, ayant connu la volonté de Rama, après avoir salué tristement le roi, poussa les chevaux en avant... Alors les brahmanes dirent au roi : « Maintenant tu dois cesser de suivre celui que tu désires revoir un jour. » Les paroles des maîtres sacrés entendues, le roi retint ses larmes, et s'arrêta le cœur plein de tristesse et d'angoisse, regardant son fils qui s'éloignait. Ici tout est simple, touchant, bien pris dans la nature, et les gémissements éperdus de la mère, et la fermeté de Rama dans son affliction, et la douleur poignante du vieux roi, et ses larmes qui s'arrêtent à la voix des brahmanes, et son dernier regard accompagnant de loin le fils qu'on ne lui permet pas de pleurer.

Je m'arrête. Ce qu'on vient de lire suffit, je crois, pour donner une idée générale du *Ramayana*, et de l'intérêt que peuvent offrir la publication et la traduction de ce grand poëme. Du reste, avant d'être traduit en latin par M. Schlegel, en italien par M. Gorresio, le *Ramayana* l'avait été dans plusieurs langues de l'Orient, entre autres en indoui, l'un des dialectes populaires de l'Inde (1). Je ne sais quelles étaient les facilités qu'offraient ces différentes langues aux traducteurs du *Ramayana*, mais je suis bien frappé des obstacles que la nature de la langue sanscrite présentait aux traducteurs européens; aucun autre idiome ne possède au même degré la faculté de former des composés par l'association d'un grand nombre de radicaux. Un vers sanscrit de trente-deux syllabes peut ne contenir qu'un seul mot. Ce qui ailleurs demande toute une phrase peut être rendu par une seule épithète. En vérité, si M. Jourdain eût connu le sanscrit, il aurait réservé pour ce bel idiome toute l'admiration que lui inspirait le turc, langue qui, à en croire Covielle, dit *beaucoup de choses en peu de paroles*, et où *maraba sahem* veut dire : Ah! que je suis amoureux d'elle ! Sérieusement, le sanscrit possède au plus haut degré la faculté de réunir les mots simples en mots composés. Le grec, l'allemand, le français de Ronsard,

(1) Voyez l'*Histoire de la littérature indoui et indoustani* de M. Garcin de Tassy.

sont les seules langues qui construisent ainsi des vocables formés de plusieurs radicaux; mais ces langues, en y comprenant la troisième, sont à cet égard d'une extrême timidité, comparées au sanscrit. L'allemand est certainement celle qui, par son génie, se prête le mieux à reproduire, dans une certaine mesure, cette synthèse puissante, qui donne au sanscrit tant d'ampleur et de majesté. Je m'étonne donc qu'un homme, maître de la langue allemande comme l'était Schlegel, ait préféré se servir du latin pour traduire le *Ramayana,* comme il s'en était déjà servi dans sa version du *Bagavad-Gita*. Son latin, du reste, a une certaine gravité un peu archaïque, assez en harmonie avec le caractère grandiose de l'épopée primitive (1). Quant à M. Gorresio, il a voulu faire une œuvre nationale, et il s'est servi de la langue italienne, qui, pour la première fois, avait à reproduire les hardiesses et les richesses de la poésie indienne. M. Gorresio n'est pas seulement un érudit, il est aussi un écrivain. En même temps que l'indianiste habile fait un choix savant entre les leçons et les variantes, l'homme d'imagination aspire à transporter dans son idiome maternel les beautés de l'antique idiome : lutte laborieuse et assez semblable à celle que Rama lui-même soutient contre les géants. C'est aussi contre un géant que lutte M. Gorresio; aussi rassemble-t-il toutes ses forces et toutes ses armes. La langue qu'il manie est trempée aux bonnes sources; on voit qu'elle a été forgée sur la puissante enclume de Dante. Quelques mots comme *tartaro, bardo,* ont peut-être une physionomie un peu classique ou un peu moderne; la difficulté de traduire sans trop de périphrases les épithètes complexes qui abondent dans l'original a entraîné le traducteur à user d'un expédient que je ne lui conseille pas de renouveler : c'est de rendre par un mot grec de sa composition, *lotophyllope,* cette désignation poétique : *celui dont les yeux ressemblent aux feuilles du lotus;* ce serait, ce me semble, ronsardiser en italien. Je n'aime pas non plus que, pour désigner une des plantes qu'elle trouvera dans la forêt, Sita emploie l'expression technique de *poa cynosuroides*. Ce sont là du reste des chicanes bien vétilleuses. En somme, le besoin d'alléger un peu la phrase sanscrite, toute hérissée, pour ainsi dire, de ces grands mots composés dont les racines s'entrelacent comme l'inextricable végétation des *jungles* de l'Inde, le désir de ne pas arrêter le mouvement général de la période par une trop minutieuse reproduction de tous les détails, n'empêchent pas M. Gorresio d'être un traducteur fidèle avec élégance, s'il n'est pas littéral jusqu'au scrupule. Je ne doute pas qu'il n'atteigne le but qu'il s'est proposé. En même temps qu'il aura mérité la reconnaissance des indianistes en publiant un bon texte du *Ramayana,* il fera lire ce poëme d'un bout à l'autre aux gens de lettres et aux gens de goût, et fera partager, du moins en partie, la vive admiration qu'il ressent pour un des plus remarquables produits de l'imagination humaine. Quand il aura achevé sa tâche, quand le poëme entier aura paru accompagné d'une introduction qui sera sans doute bien propre à le faire apprécier, je pourrai y revenir et traiter les questions d'histoire, de philosophie et de littérature que cette introduction ne manquera pas de soulever. Pour aujourd'hui, je me hâte de terminer cette rapide excursion dans l'Inde, de regagner les bords du Nil, de remonter dans ma barque, que j'ai laissée amarrée devant le temple de Denderah, et qui n'attend qu'un souffle de bon vent pour me porter au pied des ruines de Louksor.

J. J. AMPÈRE.

(1) Seulement l'empreinte classique efface parfois la couleur locale, les *quatuor civium ordines* ne produisent pas tout à fait sur l'imagination le même effet que les quatre castes, en sanscrit les quatre *couleurs*.

LA

FAMILLE ALAIN.

QUATRIÈME PARTIE (1).

XVI

A trois ans de là, un navire chargé de morues rentrait dans le port de Fécamp. La pêche avait été favorable. Les matelots avaient à peu près *huit cents francs à l'homme*. On cargua les voiles et on mit tout en état à bord; puis on descendit à terre. Onésime, qui, cette année-là, était parti comme second, avait à recevoir près de douze cents francs. Il se croyait à peu près guéri de son amour, ou du moins il pensait que le plaisir de revoir sa famille compenserait le chagrin poignant qui l'attendait aux lieux où il avait connu Pulchérie.

Il fallait quelques jours pour décharger le navire et faire le compte de l'équipage. Quand les matelots arrivent et qu'ils ont fait bonne pêche, les aubergistes leur permettent de faire tout ce qui leur convient. Ils cassent, ils brisent sans qu'on leur fasse la moindre observation. On leur met le dégât sur la carte de leur dîner, et ils payent sans faire de réclamations. Le grand art des aubergistes est de deviner quand le matelot est à ses dernières pièces pour arrêter à temps les égards et le crédit. Quand il n'a plus d'argent, on ne lui permet même plus de faire du bruit.

Un aubergiste de Fécamp avait poussé trop loin cette prudence, au moment du départ du *Marsouin*, relativement à un homme de son équipage. Dépositaire des *avances* du matelot, à peine l'argent était-il à moitié dépensé, qu'il lui annonça qu'il n'y en avait plus et qu'on ne lui donnerait plus rien sans un nouveau dépôt. Le matelot comprit qu'il était volé et s'emporta; mais son hôte le fit arrêter et mettre en prison jusqu'au jour de l'embarquement. L'équipage du *Marsouin* fit le serment de

(1) Voyez plus haut pages 402, 503 et 654.

punir la mauvaise foi de l'aubergiste d'une manière éclatante. Quatre marins, au nombre desquels avait eu soin de ne pas se trouver la victime de la friponnerie, prirent un fiacre et s'en allèrent par la ville, comme ils font d'ordinaire. Trois étaient dans le fiacre, le quatrième était sur la voiture derrière le cocher. On s'arrêta à tous les marchands de vin et à tous les *bouchons*. Au troisième marchand de vin, le cocher passa à la condition d'ami et descendit boire avec les matelots. Quand on arriva à la boutique du coupable, un des matelots, qui était dans le fiacre, fit à haute voix le commandement usité à la mer pour jeter l'ancre :

— Ohé ! Valin, mouille.

Et Valin, docile à la discipline, envoya l'ancre à travers les vitres du cabaretier. Les chevaux du fiacre firent encore deux pas, mais le câble de l'ancre amarré à l'arrière du fiacre ne leur permit bientôt plus d'avancer. Le cocher comprit et les arrêta tout à fait. Le cabaretier ne se fâcha pas et ne rit pas non plus, c'était une chose toute simple. Les matelots viennent boire ; il leur plaît de casser les vitres, cela ne regarde personne ; *c'est leur manière, à ces hommes ; pourquoi ne prendraient-ils pas leur plaisir?* Les matelots descendirent du fiacre et demandèrent à boire. Quelques-uns, qui connaissaient de longue main l'aubergiste Jérôme et sa femme, invitèrent le premier à boire avec eux. Ils promettaient de revenir souper le soir chez lui, mais il fallait qu'il vînt achever leur tournée. L'hôte hésita, mais seulement à cause de sa femme, car il savait que c'étaient de bons diables, qui avaient de l'argent et qui le régaleraient toute la journée sans qu'il eût besoin de dépenser un sou. On commande le souper d'avance ; la femme donne son consentement ; on part, on fait entrer l'hôte dans la *chambre*, c'est-à-dire dans l'intérieur du fiacre. Le cocher reprend sa place *à la barre*. Valin reste sur la voiture avec l'ancre qu'il vient de lever. On se met en route ; on s'arrête et on boit dans tous les endroits où on vend à boire, sans en excepter un seul. L'aubergiste est plus d'à moitié ivre quand il s'aperçoit qu'on n'est plus dans Fécamp. Il demande où on va ; on lui répond que cela ne le regarde pas, puisqu'on le ramènera. On s'arrête, on boit encore un peu ; enfin on arrive à Yport. On va souper chez le père Huet.

— Ma foi, le souper que ta femme nous a préparé nous servira à déjeuner pour demain ; soupons ici.

On soupe, on boit pendant une partie de la nuit, on achève d'enivrer l'aubergiste. Quand il est bien ivre, on le couche, et les quatre amis s'en vont sans lui et retournent à Fécamp dans leur fiacre. Pendant ce temps, les autres matelots du *Marsouin* s'étaient adjoint un certain nombre d'autres marins. Ils avaient fait sortir madame Jérôme de la maison en lui disant que son mari était tombé malade à Yport. On l'avait emmenée, puis on s'était mis avec le plus grand ordre et l'adresse la plus incroyable à démolir la maison de Jérôme. En cinq heures, la maison fut démolie ; il n'en restait pas pierre sur pierre. Quand, au point du jour, Jérôme revint avec sa femme, ils ne trouvèrent plus de maison. Les quatre marins qui avaient emmené l'aubergiste pouvaient seuls être inquiétés, mais ils étaient partis. Où étaient-ils allés ? Personne n'en savait rien. Les autres, ceux qui avaient démoli l'établissement, étaient trop nombreux et n'avaient pu être reconnus. La maison resta démolie.

Onésime, aussitôt son décompte fait, se mit en route pour le Havre, du Havre il passa à Honfleur. A Honfleur, il trouva une grosse barque de pêcheurs de Dive qui partait pendant la nuit, et sur laquelle il monta. Il demanda bien vite des nouvelles de ses parents et de Bérénice, et du meunier, qu'il aimait assez depuis qu'il lui avait sauvé la vie. Tous allaient bien, sauf Césaire, dont on avait eu de mauvaises nouvelles : il s'était perdu avec tout son équipage sur la côte d'Afrique. Onésime n'osa pas parler de Pulchérie. Comme ils arrivaient par le travers de Villerville, il vit dans l'ombre un canot monté par un homme seul.

— N'est-ce pas mon père? dit-il aux pêcheurs; je me trompe fort, ou je reconnais *la Mouette*... Ohé! Tranquille Alain!

— Qui me hèle? cria une voix du canot.

— Ni plus ni moins que votre fils Onésime, qui vient vous aider à *cueillir* vos cordes. Accostez la barque.

Le canot ne tarda pas à accoster, et Onésime sauta dans les bras de son père.

— Eh bien! ce pauvre Césaire?

— Hélas! perdu, il y a deux ans, et je craignais bien qu'il ne t'en fût arrivé autant. C'est Bérénice et ta mère qu'il fallait voir prier quand il ventait fort; mais leurs prières n'ont pas pu sauver l'aîné, Dieu ait son âme! Et toi, qu'as-tu fait?

— Je suis allé trois fois à la morue sur le banc de Terre-Neuve, et cette dernière fois comme second; ne chavirons pas, je rapporte plus de mille francs dans ma ceinture; ce pauvre Césaire ne partagera pas notre bonheur.

Ils levèrent les cordes, elles étaient chargées de poisson.

— Voilà que tu ramènes la bonne chance, dit Tranquille.

Le poisson embarqué, on mit le cap à la terre.

— Tourne le dos quand nous allons approcher de terre, dit Tranquille. Bérénice et ta mère seront au bord quand nous arriverons; il faut qu'elles m'aident quand je reviens, car voilà trois ans que je vais seul à la mer, et je vieillis; maintenant ne tourne pas la tête du côté de terre, elles nous ont vus; masque-toi par la voile.

En effet, Bérénice et Pélagie s'inquiétaient à terre.

— Je t'assure, dit Bérénice, qu'il y a deux hommes sur le canot.

— Alors ce n'est pas ton père.

— Je reconnais bien *la Mouette* cependant; la voilà qui approche. Tiens, maintenant, je reconnais mon père.

— Oui... c'est lui; mais il y a un autre homme avec lui...

— C'est un marin... au costume...; mais... mais... ah!... mon Dieu! ça n'est pas possible...

— Qu'as-tu, Bérénice?

— Mais qu'as-tu toi-même, maman? tu es toute tremblante.

— C'est que je crois...

— Et moi aussi... je crois bien...; mais n'ayons pas encore trop de joie...

A ce moment, le canot entrait dans la Dive, et Bérénice s'écria en tombant à genoux :

— Onésime!

Onésime n'y tint plus; il sauta dans l'eau jusqu'à mi-jambe, et se précipita dans les bras de sa mère et de sa sœur.

— O mon Dieu! je vous remercie, dit Pélagie, vous m'en rendez un.

— Ma mère, reprit Bérénice, Dieu mesure le vent aux brebis tondues.

— Ma mère, dit Onésime, il faut aller tout de suite parler au curé pour qu'il dise ce matin même une grande messe; j'ai fait un vœu à Notre-Dame de la Garde pour quand je reviendrais à Dive, et je ne puis ni boire ni manger que je n'aie accompli mon vœu.

Pélagie s'en alla chez le curé, pendant qu'Onésime aidait son père à tirer le poisson du canot, à le laver et à mettre les cordes au sec. Ceux des pêcheurs qui étaient à terre vinrent secouer la main d'Onésime, qui leur dit qu'il avait fait un vœu en mer.

— Est-ce pour aujourd'hui?

— Oui, ma mère est allée parler au curé.

— On attendra sans doute que tout le monde soit revenu de la mer?

— Je le pense aussi. Quelqu'un veut-il aller prévenir mon cousin Éloi?

— Le meunier de Beuzeval?

— Oui.

— Je vais y aller en fumant ma pipe.

Pélagie ne tarda pas à revenir. On attendit le retour des pêcheurs, dont on voyait poindre les voiles à l'horizon. Le curé vint chez Alain pour savoir les circonstances du vœu; puis, quand on vit les marins rentrés, on sonna les cloches, et tout le monde se rendit à l'église; les étrangers et les baigneurs qui se trouvaient à Dive se joignirent au cortége. Onésime marchait, suivi de sa famille, la tète et les pieds nus, et portant un gros cierge à la main; il s'avança jusqu'au chœur, et se mit à genoux. Le curé monta en chaire et dit :

— Mes frères, mes enfants, un d'entre vous, Onésime Alain, s'est trouvé pris à la mer d'une tempête furieuse. Dans un moment où le navire craquait de toutes parts, dans un moment où les plus intrépides matelots pâlissaient en face de la mort, et où les plus vieux marins ne savaient plus que faire pour défendre leur vie, Onésime Alain a fait un vœu à Notre-Dame de la Garde; il a promis à la sainte mère de Dieu de faire dire une messe en son honneur et d'allumer un cierge de dix livres à son autel, où il viendrait tête et pieds nus avant de boire ni de manger à Dive, s'il obtenait par son secours de revoir son pays et sa famille. Comme il venait d'exprimer son vœu, une lame épouvantable couvrit le bâtiment et emporta trois hommes par-dessus le bord; un seul fut jeté contre les cordages auxquels il se rattrapa; les deux autres, le capitaine et le second, furent noyés. Le calme ensuite se rétablit, et Onésime eut le bonheur de ramener le navire, quoiqu'il fût tellement battu par la mer, qu'il fallut un homme à la pompe sans relâche jusqu'à l'arrivée. Onésime Alain vient aujourd'hui accomplir loyalement son vœu. Unissons-nous pour rendre des actions de grâces à Notre-Dame de la Garde, la protectrice des marins.

Alors toutes les voix entonnèrent le fameux cantique de Notre-Dame de la Garde, que nous avons déjà entendu lors du baptême de *la Mouette*.

Notre-Dame de la Garde,
Très-digne mère de Dieu,
Soyez notre sauvegarde,
Protégez-nous en tout lieu.

Puis le curé dit la messe, après laquelle on chanta encore le cantique. Toutes les voix étaient émues; les femmes pleuraient. A la sortie de l'église, les hommes vinrent secouer la main à Onésime, les femmes embrassèrent Pélagie et Bérénice; puis, pendant que les deux femmes rentraient préparer un bon déjeuner, Onésime fit venir quelques pots de cidre à la porte du cabaret, et répondit à toutes les questions sur la pêche de la morue et sur les dangers qu'il avait courus. A ce moment seulement, le meunier de Beuzeval descendait la côte, se rendant à Dive; il avait été retenu jusque-là par une discussion très-vive avec sa servante Désirée. Quand un pêcheur était venu l'avertir du retour d'Onésime, Éloi Alain était à déjeuner. Il n'avait pas oublié qu'il devait la vie à Onésime, et il fut si ému, qu'il dit à Désirée :

— Désirée, je n'ai plus faim; donne-moi ma redingote et mon chapeau, que j'aille à Dive embrasser Onésime.

— Ne pourriez-vous y aller après déjeuner? dit aigrement Désirée.

— Loin de là, je voudrais y être déjà; ce cher enfant!

— Ce cher enfant!... Vous n'avez des yeux que pour lui... Tout le reste du monde ne vous est plus rien.

— Je ne puis pas oublier qu'il m'a sauvé la vie.

— Il faut que vous ayez eu joliment peur pour en parler toujours comme ça. Onésime a fait ce qu'aurait fait tout le monde à sa place. On ne laisse pas griller un chrétien sans essayer de le sauver.

— C'est-à-dire que j'étais mort, s'il ne s'était pas exposé à mourir avec moi pour me sauver.

— Après tout, ça m'est bien égal; vous pouvez bien faire ce que vous voulez. On dit dans le pays que vous avez fait un testament pour lui et que vous lui donnez tout, en faisant tort à des gens que je ne nomme pas, mais qui ont passé leur vie à votre service, et à qui vous avez fait tant de belles promesses quand il s'est agi d'abuser de leur jeunesse...

— Ne te tourmente pas, Désirée. Si je meurs avant toi, tu pourras être sûre de ne manquer de rien jusqu'à la fin de tes jours.

— Oui. Oh! je pense bien que vous me laisserez un morceau de pain, pour qu'on ne dise pas que Désirée, qui a passé sa vie chez le riche Éloi Alain, demande son pain de porte en porte... Ce n'est pas ce que vous me chantiez... Vous ne pouviez pas m'épouser, disiez-vous, mais ce serait *tout comme,* et, par votre testament, vous me donneriez tout, comme si j'avais été votre femme.

— Tu es donc bien sûre que je mourrai avant toi, Désirée?

— Écoutez donc, maître Éloi, j'étais une *toute jeunesse* quand je suis entrée chez vous, et vous étiez déjà un homme mûr; mais vous n'êtes pas plus reconnaissant que rien du tout : je me *serai esclavée* toute ma vie auprès de vous pour un morceau de pain. Que diriez-vous si, au lieu de prendre vos intérêts dans tout et de *m'esclaver* comme j'ai fait, j'avais imité bien d'autres, si je vous avais volé, et si je m'étais fait tout doucement un magot... hein ! que diriez-vous?

— Je serais peut-être assez bon pour ne rien dire, reprit le meunier, mais je te romprais les os à coups de trique. Je n'ai besoin des conseils de personne; je suis assez vieux pour me conduire. C'est une vilaine action de parler comme ça de son testament à un homme, et de reporter sans cesse ses idées au cimetière. Si tu n'es pas contente, tu peux t'en aller; si tu me parles encore de ces choses-là, sois sûre que je te mettrai à la porte.

— Oui-da ! ce serait commode ; mais pas de ça, je reste ici, moi : vous avez eu ma jeunesse, vous aurez *mon certain âge;* vous n'oseriez pas me chasser. D'ailleurs, je me coucherais comme un chien à votre porte, et je m'y laisserais mourir de faim.

— Allons, Désirée, tâche de me laisser tranquille et calme-toi. Je te dis que tu es *bien* sur le testament et que tu n'auras pas à te plaindre; mais je te jure, aussi vrai qu'Éloi est mon nom, que si tu me parles encore une seule fois de ce maudit testament, j'efface tout; ça n'est pas bien long de biffer quatre lignes.

— Il y a donc quatre lignes? dit Désirée avec des yeux avides; mais, voyez-vous, c'est pas pour votre argent, c'est que je suis jalouse quand je vois que vous aimez trop les autres.

— Allons, tais-toi; ma redingote et mon chapeau.

C'est ce qui fit que maître Éloi ne passa que longtemps après la messe devant le cabaret où étaient attablés Onésime et les autres pêcheurs. On appela Éloi, qui embrassa Onésime avec effusion. Ils s'en allèrent tous deux à la maison de Risque-Tout, où on attendait Onésime pour déjeuner. Comme ils cheminaient ensemble en se donnant le bras, un des pêcheurs dit :

— Le vieux Éloi aime *tout de même bien* son petit cousin Onésime; il n'y a guère que son argent qu'il aime encore plus que lui.

— Dame! c'est que le jour qu'Onésime l'est allé chercher dans le moulin en feu, tout son argent ne lui pouvait plus servir à rien.

Éloi, qui avait interrompu son déjeuner, mangea avec la famille. En mangeant, il fallut qu'Onésime racontât encore ses trois voyages, et ses dangers et son vœu. J'ai souvent, au bord de la mer, entendu raconter jusqu'à sept fois de suite la même histoire; on recommençait à mesure qu'il arrivait un nouvel auditeur; les plus anciens assistants riaient à la septième fois comme à la première aux endroits réputés risibles, et ceux qui avaient coupé le récit du narrateur de quelques réflexions les répétaient au même endroit quand le récit recommençait.

— J'aurais bien dû penser qu'il arriverait quelque malheur à ce bateau-là, dit Onésime; mais, à mon premier départ, j'étais si triste (et il regarda Bérénice), que je me serais embarqué sur un navire commandé par le diable en personne, si c'était son navire qui fût parti le premier. C'était un navire neuf, qui allait à la mer pour la première fois.

— Ça n'était pas une si mauvaise condition, dit le meunier.

— Oui, mais quand on l'a lancé du chantier de Fécamp, au bout de son erre, au lieu de s'abattre et de virer du côté de la chapelle de Notre-Dame, comme doit faire un bateau baptisé, il avait viré de l'autre bord. Aussi le second et quatre matelots avaient refusé de partir. C'est bien; on retrouve trois autres hommes et moi. Deux jours avant le départ, voilà qu'un marin, en mangeant sur le pont, laisse tomber son couteau, et le satané couteau se fiche sur la pointe et reste debout sur le pont. Cette fois, c'était trop fort. Quelques-uns qui étaient restés après le premier signe s'en allèrent au second, et ce n'est qu'à force de promesses qu'on réussit à former un autre équipage.

— Malheureux enfant! dit Pélagie, tu voulais donc aller à ta perte?

Onésime regarda encore Bérénice et ne répondit pas à sa mère. Il continua :

— Quand nous fûmes assaillis par une si terrible tempête que les plus vieux marins ne se rappelaient pas en avoir vu une semblable, tous se reprochaient de ne pas avoir écouté les avertissements du ciel en s'embarquant sur ce navire maudit.

— Et à quelle époque cela est-il arrivé? demanda Bérénice.

— Peu de jours après mon départ; nous étions encore dans la Manche; je suis parti un dimanche; c'était huit jours après, le mardi suivant, un peu avant midi.

— Oh! mon Dieu, dit Bérénice; c'est bien cela.

— Que veux-tu dire? demanda Onésime.

— Je te dirai cela plus tard.

Éloi Alain invita toute la famille à dîner; mais le naturel reprit bientôt le dessus, et il choisit quelques poissons parmi ceux que Tranquille et son fils avaient rapportés de la mer. Il s'en retourna pour apaiser Désirée, qui avait un dîner à faire pour une famille dont un membre au moins lui inspirait de l'ombrage. Le dîner se passa convenablement. Désirée mangea à table comme il est d'usage, tout en se dérangeant pour servir, ce qui n'empêchait pas Pélagie et Bérénice de l'aider de temps en temps. Le dîner fini, Pélagie resta à jaser avec Désirée, tandis qu'Éloi et Tranquille fumaient devant un pot de cidre. Bérénice et Onésime sortirent de l'habitation du meunier et allèrent s'asseoir au bord du petit étang qui retient l'eau pour le moulin. Tous deux avaient bien des choses à se dire; mais aucun n'osait commencer. Cependant, après un assez long silence, la glace fut rompue par ces mots :

— Eh bien? Onésime...

— Eh bien? Bérénice...

— Mon pauvre Onésime! tu reviens; est-ce parce que tu es moins malheureux, ou parce que tu as besoin de consolations?

— L'un et l'autre, ma sœur. J'aime toujours Pulchérie, mais de cet amour qu'on aurait pour une étoile qu'on sait bien qu'on ne peut atteindre. Depuis mon départ, j'ai réfléchi et j'ai vu un peu le monde. Élevé avec Pulchérie, j'étais comme un jeune

coq qu'une poule aurait couvé en même temps qu'un œuf de faisan. D'abord le plumage du dernier prend de riches couleurs, puis il s'envole. J'ai compris ma folie. Pulchérie ne pouvait être à moi. Je reviens vivre avec vous comme nous vivions autrefois; je retrouverai du plaisir à penser à elle et à revoir les lieux où nous avons vécu ensemble. Ainsi tu peux sans crainte me donner des détails sur ce qui s'est passé. Quand je suis parti, Pulchérie allait se marier... Elle est mariée?

— Oui...

— Attends... Je le pensais, je le savais... mais cela cependant m'étourdit un peu... Il faut que je me le dise bien : Pulchérie est mariée, Pulchérie est à un autre, elle l'a épousé parce qu'elle l'aimait, parce qu'elle était amoureuse de lui... Maintenant j'ai bien fait saigner la blessure; parle, rien ne me fera autant de mal que ce que je me suis dit.

— Eh bien! tu as raison, mon frère. Je vais te dire tout à la fois. Pulchérie est mariée. Elle savait que tu l'aimais par une lettre que tu as laissée dans sa chambre et par une conversation qu'elle a eue avec moi le jour de son mariage. Pendant la messe du mariage même, il faisait un temps effroyable; nous avons pensé toutes deux ensemble à un ami qui devait être sur la mer, et, nous comprenant d'un regard toutes deux, nous avons prié pour lui. Pense comme j'ai été émue ce matin pendant ton récit; c'est au moment juste où tu allais périr que nous adressions pour toi au ciel une fervente prière.

Onésime embrassa sa sœur, et tous deux restèrent quelques instants silencieux. Bérénice continua :

— Quand Pulchérie a été partie avec son mari, beaucoup de bruits ont couru sur ce mariage. On a dit que M. Malais, étourdi par l'orgueil de voir sa nièce comtesse, s'était ruiné pour la dot, et qu'il ne lui restait presque rien. Madame Malais, malgré laquelle tout s'était fait, s'en plaignait à qui voulait l'entendre. Pour M. Malais, qui est si orgueilleux, il n'a jamais rien diminué de son train au dehors à cause de ce qu'on en penserait, mais on disait que cela se sentait au dedans. Le comte de Morville venait quelquefois à Beuzeval, mais il n'allait pas chez les Malais. Il venait la nuit, allait tout droit chez notre cousin Éloi et se retirait à la pointe du jour, sans parler à personne. Ces jours-là, le meunier, qui ne répondait à aucune question, se frottait les mains et avait l'air de sourire toute la journée. Pulchérie écrivait quelquefois, elle exprimait ses regrets de ne pas voir son oncle et sa tante; les *affaires* de son mari ne lui permettaient pas de venir en Normandie, et il ne voulait pas qu'elle voyageât seule. Elle paraissait triste, quoiqu'elle parlât toujours de son bonheur, et madame Dorothée disait souvent : « On ne me trompe pas, nous avons tout perdu, et nous n'avons pas même la consolation d'avoir fait le bonheur de Pulchérie! C'est notre plate vanité qui a monté la tête à cette malheureuse enfant. Nous avons été si fiers de voir un comte à notre table, nous avons si sottement loué tout ce qu'il faisait, que nous avons fini par monter la tête à cette pauvre fille, et aujourd'hui elle paye tout cela bien cher. » Sur ces entrefaites, madame Malais vint à mourir. Cette fois, Pulchérie vint à son enterrement avec son mari, elle était triste à faire peine; mais, comme elle avait un sujet de chagrin légitime dans la perte de sa bienfaitrice, on n'en put pas tirer tout à fait la conséquence qu'elle n'était pas heureuse dans son ménage. Ils restèrent quelques jours après l'inhumation; le comte venait souvent voir le meunier. Il eut de longues discussions avec M. Malais, il voulait, dit-on, lui faire signer des papiers; M. Malais ne voulait pas, puis il finit par céder; alors le meunier fut mandé au château, où il alla plusieurs jours de suite. Tout le monde voyait bien qu'il y avait des avaries, et que mon cousin Éloi y était pour quelque chose; mais, quand on lui faisait des questions, il ne répondait pas, ou bien il vous faisait des questions sur des choses auxquelles il savait bien qu'on ne voulait pas répondre. Je ne vis Pulchérie qu'une fois,

elle vint m'embrasser avant de repartir pour Paris ; elle paraissait triste et était fort changée. Si mon cousin Éloi ne dit rien, il y a quelqu'un qui n'en sait pas tant, selon les apparences, mais qui dit tout ce qu'il sait, et peut-être même un peu davantage : c'est maître Épiphane, qui n'est plus clerc ; tout à coup il est devenu l'ami du meunier, il ne sortait plus du moulin. On prétend qu'Éloi l'a employé à des affaires avec le mari de Pulchérie. Toujours est-il qu'il a disparu quelques mois après avoir quitté son école, et, quand il est revenu, c'était un gros monsieur, il s'est fait huissier ; on a dit cent choses sur cette fortune inouïe : de maître d'école devenir huissier ! Sa femme à présent met des chapeaux ; il n'y a plus de concurrence pour les bains de mer, c'est Désirée qui les dirige. Maître Épiphane dit que le meunier tient aujourd'hui presque toute la fortune des Malais, et qu'il aura le reste quand il voudra. Il dit aussi qu'Éloi Alain a depuis sa jeunesse une vengeance à exercer contre les Malais, qu'il tient M. Malais au bout de sa ligne, et que, s'il ne le tire pas tout à fait hors de l'eau, c'est que ça l'amuse de le voir se débattre ; mais, ajoute maître Épiphane, M. Malais a l'hameçon dans le gosier, il ne s'échappera pas. Cependant j'ai peine à croire que mon cousin Éloi soit devenu si riche, et M. Malais si pauvre ; ils n'ont rien changé, ni l'un ni l'autre, dans leurs habitudes. M. Malais a toujours son cheval et sa voiture ; il a renvoyé quelques domestiques, à ce qu'on raconte, mais il dit que c'est parce qu'il a peur d'être volé, que, depuis la mort de sa femme, il ne reçoit plus de monde, et la peur d'être volé n'indique pas un homme ruiné. Il n'a plus qu'un seul domestique borgne qui n'est pas du pays, qu'on n'a pas vu arriver, qui ne sort jamais et qui ne cause avec personne. Les fournisseurs de la maison apportent au château moins qu'autrefois, cela se comprend, puisqu'on ne reçoit plus personne depuis la mort de madame Dorothée. M. Malais est toujours bien mis, on le voit dans la même voiture, avec son même cheval toujours bien harnaché ; il va de temps en temps se promener en voiture jusqu'à Caen ou jusqu'à Honfleur, et il donne toujours quelque chose aux pauvres qu'il rencontre. Pendant ce temps, mon cousin a toujours ses vieux habits d'il y a trois ans, auxquels il fait remettre des pièces qu'il prétend être de la même couleur, parce que ce sont des morceaux du même coupon de drap qu'il a gardés dans un tiroir, pendant que les habits s'usaient au soleil, à la poussière et à la pluie ; il n'a que son vieux bidet pour le service de son moulin ; il prise dans la tabatière d'autrui, et fume le tabac qu'on lui donne ; il se plaint toujours de la dureté des temps et se refuse à chaque instant des choses dont on voit bien qu'il a envie. Quand on lui doit un peu d'argent, et, Dieu merci, nous ne lui en devons plus, on dirait toujours qu'il attend après ce remboursement pour avoir du pain ; il vient souvent par hasard au moment du retour de la pêche, et il tourne tout autour du poisson ; il le trouve si beau, si rond, si épais, si frais, il y goûte tant des yeux, qu'il est impossible de ne pas lui dire d'en emporter un ou deux. Quand il boit un pot de cidre avec quelqu'un, il est si long à chercher de la monnaie, que celui qu'il a invité est souvent forcé de payer ; jamais il ne donne rien à personne, et on a remarqué beaucoup, lorsque tu as disparu, ce qui a semblé lui faire un vrai chagrin, qu'il a dit : « Si c'est pour de l'argent qu'il est parti, je lui en aurais donné. » Il est vrai qu'il a ajouté : « Un peu. » et cela c'était avant le temps où on prétend qu'il a *gagné* toute la fortune des Malais.

Le frère et la sœur s'aperçurent alors qu'il était tard ; ils retournèrent au moulin, mais il n'y avait plus de lumière. Depuis longtemps déjà, Tranquille et Pélagie étaient repartis pour Dive, croyant leurs enfants couchés. Bérénice rentra. Onésime dit qu'il n'avait pas encore sommeil. Il alla errer autour du château. Il aurait voulu voir de loin la chambre de Pulchérie, d'où il s'était échappé si malheureux il y avait trois ans ; mais tout était dans l'obscurité. Il allait s'en retourner, lorsque, dans une prairie, il aperçut un homme et un cheval. Le cheval tondait l'herbe à belles dents ;

l'homme paraissait inquiet et avait l'œil au guet; il entendit marcher, et prenant son cheval par la longe, il semblait prêt à l'emmener. Onésime, voyant son trouble et saisi d'un vague soupçon, cessa de marcher et resta blotti derrière un buisson. Le maître du cheval reprit de l'assurance sans se relâcher de sa surveillance, et permit à l'animal de se remettre à paître. Onésime eut le temps de voir qu'il ne s'était pas trompé, et que ce personnage n'était autre que M. Malais de Beuzeval. Il ne comprit pas très-bien pourquoi il était si tard dans la campagne, ni pourquoi il avait l'air si agité; tout ce qu'il comprit pour le moment, c'est que le vieillard ne voulait pas être rencontré. Il voulut se retirer sans bruit, mais il ne put éviter d'agiter quelques branches, et en quelques instants le cheval et son maître disparurent et rentrèrent dans le château.

XVII

Dans ce récit, plus véridique qu'il n'en a peut-être l'air, je suis fort embarrassé lorsque je fais parler mes personnages. Si je ne les fais pas parler normand, je sacrifie la couleur locale; si je les fais parler normand, vous n'y comprendrez rien. Après des méditations suffisamment longues, j'ai décidé que je conserverais dans le dialogue les expressions pittoresques et caractéristiques appartenant à l'idiome normand, mais que, pour tout le reste, je m'efforcerais d'être intelligible. D'ailleurs, quand on écrit, m'est avis qu'il faut se décider pour une langue, sans prétendre faire parler chaque personnage qu'on met en scène dans le langage de son pays; autrement, avant d'écrire et d'ouvrir un livre, il faudrait que le lecteur et l'auteur sussent tous deux l'anglais, l'italien, l'allemand, le hollandais, le russe, le français, etc., etc. Encore faudrait-il savoir l'italien de Rome, l'italien toscan et l'italien de Venise, le français de Paris et le français de Vire, celui de Marseille et celui de Lille, le français du commerce et le français des journaux, le français parlementaire et une douzaine d'autres petits français indépendants. J'avoue que je ne puis prendre pour un trait de génie et une très-belle chose l'emploi des divers dialectes dans Homère. Du reste, après avoir donné les raisons du parti que j'ai pris, je dirai, comme disent les savants, que ceux qui ne sont pas de mon sentiment n'ont qu'à fermer ce livre, que je n'écris que pour les personnes de goût, et que je hais le profane vulgaire. J'ajouterai, comme disait madame Dacier des critiques d'Homère, que ceux qui sont d'un avis contraire au mien sont des ignorants, des gens sans pénétration, bouffis d'orgueil, sots, impudents, ridicules, téméraires, vanteurs d'eux-mêmes, que ce sont les pestes publiques d'un État, et qu'ils ne sont bons qu'à ruiner les gouvernements. Cette explication donnée, je continue mon récit.

Onésime reprit la pêche comme avant son départ. Une partie de l'argent qu'il avait apporté mit une petite aisance dans la maison. On acheta un canot plus grand, de nouveaux appelets; Pélagie et Bérénice eurent chacune des vêtements neufs pour les dimanches; Tranquille et Onésime, des bottes de pêche et des chemises de laine rouge. Jamais on n'avait été si content. On regrettait bien davantage encore Césaire à cause de la vie heureuse qu'il aurait partagée. Éloi dit à Onésime :

— S'il te reste de l'argent, Onésime, au lieu de le laisser dormir comme un *feignant* dans un vieux pot de grès, donne-moi-le, je le ferai travailler; l'argent nous fait assez travailler, il faut qu'il travaille aussi. Je ne lui donne pas plus de repos qu'il ne m'en donne, et surtout qu'il ne m'en a donné. Si on n'est pas son maître, il a bien vite fait d'être le nôtre. Donne-moi ton argent; je marierai les louis avec les pistoles, et ils te feront un tas de petites pièces de cent sous.

— Il ne m'en reste guère, mon cousin, dit Onésime, et encore je puis en avoir besoin d'un moment à l'autre; d'ailleurs, excusez-moi, cousin, j'ai entendu dire

souvent ici que votre argent travaille, il est vrai, mais qu'il fait un vilain métier.

— Ce sont des sots qui t'ont dit cela, Onésime. Regarde comment on est avec moi, dis s'il y a quelqu'un à qui on ôte le chapeau plus bas, et de la santé duquel on s'informe plus souvent? Nous ne saurions aller d'ici au moulin de Beuzeval sans que quinze personnes viennent me demander comment je me porte. Si je dîne quelque part, à qui est-ce qu'on donne la meilleure place, et, ce qui vaut encore mieux, les meilleurs morceaux? Je sais bien qu'on dit que je suis un usurier, mais on le dit bien bas, et on serait très-fâché si je l'entendais. Crois-tu qu'il y ait quelqu'un dont on ne dise rien? crois-tu qu'on sache gré aux gens de ce qu'ils ne font pas de mal? Supposons que je ne fisse pas un peu travailler mon argent; on ne dirait pas: « Éloi Alain est un bien brave homme, qui n'aime pas trop l'argent; » pas le moins du monde. On dirait: « Éloi est un ivrogne, » ou bien: « Éloi est un prodigue. » Crois-tu qu'on ne dise rien de toi? On ne peut pas dire que tu es un usurier, toi; eh bien! on dit que tu fais le monsieur, que tu aurais voulu épouser Pulchérie Malais, que tu te pavanes avec cette médaille dont tu as raison d'être fier, qui fait que je te regarde comme mon fils, et que, si tu as jamais besoin de moi pour quelque chose, je suis là, tu m'entends. Vois-tu, j'aime l'argent, c'est vrai, mais avec l'argent on a tout ce qu'il y a au monde, ce qui fait qu'on finit par ne plus avoir envie de rien. Vois combien de choses on peut avoir avec mille francs, c'est-à-dire qu'on est embarrassé du choix. Avec mille francs, je puis avoir une petite maison, ou un excellent bidet d'allure, faisant ses trente lieues tous les jours, ou un bon coin de pré, ou six feuillettes du meilleur vin, ou, ajouta-t-il en ricanant, la plus belle fille du pays et peut-être bien deux. Eh bien! si j'achetais une de ces choses, je n'aurais qu'elle, tandis qu'en gardant mon sac je jouis de toutes ces choses à la fois; je les ai parfaitement toutes en même temps. On dit que je porte de vieux habits, c'est vrai; mais je n'ai qu'à mettre cent francs dans ma poche, il me semble que j'ai simultanément tous les beaux habits dont je n'aurais qu'un, si je lâchais mes cent francs. J'aime l'argent, et je crois avoir bien raison de l'aimer. Je viens de te dire quelque chose des bonheurs qu'il donne, mais regarde d'un autre côté: il n'y a pas un malheur que l'argent ne prévienne ou n'adoucisse. Si tu avais eu de l'argent, Césaire ne serait pas parti et ne serait pas mort, ou du moins il serait mort autrement, car, je dois l'avouer, l'argent ne nous empêche pas de mourir: seulement il meurt bien encore un peu plus de pauvres que de riches, sans compter que la pauvreté vous cloue avec sa chaîne de fer là où vous gagnez votre pain. Chez toi, tu n'es que pauvre; à dix lieues, on t'appelle vagabond: n'avoir ni domicile à soi ni moyens d'existence est un délit, et les articles 269, 270 et 271 du code pénal te condamnent à trois ou six mois de prison. Les hommes se décident bien vite à appeler voleur celui auquel ils ne peuvent espérer rien prendre. Les lois sont faites par les riches; aussi sont-elles faites pour les deux tiers au moins contre les pauvres. D'ailleurs, ce n'est pas seulement l'amour de l'argent qui m'a poussé aux affaires, c'est la vengeance. Les Malais avaient un compte avec moi, un terrible compte. Malais le douanier m'avait affreusement trahi; j'ai juré une haine profonde à toute cette race. Il y a trente-trois ans qu'en disant mon *Pater noster,* soir et matin, je passe les mots: « Pardonnez-nous nos offenses comme nous les pardonnons à ceux qui nous ont offensés. » La race des Malais s'était élevée, je l'ai abaissée; elle était riche, la voici pauvre tout à l'heure.

— Mais, cousin Éloi, dit Onésime, ceux-ci ne vous avaient rien fait?

— Tu ne tiens pas compte de leur vanité, de leurs dédains pour moi. Et puis.. c'est un combat... une partie engagée... Deux hommes qui jouent un pot de cidre aux dominos finissent par se haïr un peu. Pendant la partie, ils ne supporteront pas l'un de l'autre certaines plaisanteries, regardées comme innocentes en tout au tr

temps. A mesure que j'acquiers une petite pièce de terre ayant appartenu aux Malais, je suis heureux comme on ne l'est pas. Je vais me promener dedans, j'y plante ou j'y déplante quelque chose. Aujourd'hui, si on comptait bien, j'aurais plus de droits qu'eux à m'appeler M. de Beuzeval; mais ça, je n'y tiens pas. J'ai été bien aidé par ce comte. C'est un joueur forcené, qui a cru revenir à la raison et renoncer au jeu en se jetant dans des affaires industrielles : imbécile! comme si on changeait! C'est son ennemi qui changeait de nom, voilà tout. Il joue sans cartes. Je crois bien que, dans ce moment-ci, il joue avec des gens plus forts que lui, car ça va bien vite. Il s'agit d'une affaire... On ne peut pas encore réaliser, l'affaire n'est pas mûre, et il faut de l'argent, toujours de l'argent. On ne paye plus la pension du père Malais, qui vit je ne sais comment, quoique ça ne paraisse pas au dehors. Il a eu la bêtise de tout donner au mari de sa nièce; il n'a au monde que le château, qui, loin de rapporter de l'argent, en coûte beaucoup. Tout le reste était au gendre, qui m'a presque tout vendu. A mesure que nous allons, il me vend moins cher, parce que, comme il me doit beaucoup, je suis de plus en plus maître des conditions. Il doit venir ici cette nuit. La séance sera orageuse, parce que je veux commencer à mettre la griffe sur le château. Quand il vient ici, ordinairement il arrive la nuit, comme il va encore faire, et il repart avant le jour. Personne ne sait rien de son apparition. Le temps de signer un papier timbré et d'empocher mon argent... Mais ce n'est plus cela : il va falloir qu'il aille trouver le père Malais, et que le père Malais s'engage pour une somme que je ne veux absolument prêter que sur le château. Le père Malais n'y sera pas trop disposé : on ne lui paye même pas sa pension, qui est tout ce qu'on lui a laissé de ses biens; cependant l'autre y arrivera avec des promesses et des mensonges.

— Mais, cousin, ne restera-t-il rien à ce pauvre M. Malais? Vous êtes bien dur, cousin Éloi.

— Écoute, Onésime, quand je me croyais perdu, quand je sentais les flammes qui m'entouraient roussir déjà mes cheveux, tu es venu te jeter dans mes dangers, et tu m'as sauvé. Depuis ce temps, je me considère comme à toi, et il n'y a presque rien que je ne fisse pour toi; mais je ne renoncerai pas à ma vengeance contre les Malais. Laisse faire, et un jour tu pourras, si ça te plaît, t'appeler à ton tour M. de Beuzeval. Est-ce qu'on ne t'a pas méprisé aussi? Est-ce qu'on ne t'a pas repoussé?

— Je n'ai jamais rien demandé, cousin.

— On a fait mieux, on n'a pas seulement songé un instant que tu pusses avoir l'audace de demander.

Onésime retourna près de son père, et tous deux allèrent lever leurs filets à la mer. Sur la fin de la nuit, ils revinrent à terre. Onésime prit un beau homard, monta à Beuzeval et sonna au château. Il était à peu près neuf heures du matin. Au lieu d'ouvrir la porte, on n'ouvrit qu'un guichet, à travers lequel Onésime vit un domestique en livrée avec un bandeau sur un œil.

— Voici quelque chose pour M. de Beuzeval, dit-il

Le domestique étendit la main à travers le guichet et prit le homard.

— Vous direz que c'est de la part d'Onésime Alain.

Le domestique ne répondit pas un mot, prit le homard et referma le guichet.

— J'espère, pensa Onésime en s'en allant, que le maître recevra mieux mon présent que le valet.

Comme il redescendait, il vit sortir de la maison du meunier le comte, qui montait au château. Le comte était fort préoccupé, et ne vit pas Onésime. Il sonna, et le même guichet fut ouvert par le même domestique en livrée.

— Mon ami, dit le comte, annoncez à M. de Beuzeval que le comte de Morville arrive de Paris pour avoir l'honneur de le voir, et qu'il n'a que peu d'instants à lui consacrer.

Le guichet se referma, et dix minutes se passèrent, au bout desquelles le comte recommença à sonner. Ce fut la porte alors qui s'ouvrit, et M. Malais parut.

— Je ne m'attendais pas, monsieur, dit-il, à l'honneur de votre visite. Plusieurs lettres de moi, restées sans réponse, me faisaient croire que nos relations étaient finies.

— Monsieur, dit le comte, j'ai fait un voyage, et d'ailleurs j'attendais, pour vous répondre, que je pusse faire droit à vos justes réclamations ; je suis engagé dans des affaires où je suis sur le point de faire une immense fortune, et vous partagerez mes bonnes comme vous avez partagé mes mauvaises chances ; des retards imprévus sont venus reculer la réalisation. J'ai usé jusqu'à mes dernières ressources, et aujourd'hui une opération magnifique où j'ai engagé successivement toute ma fortune et toute celle de Pulchérie va échouer au port, si vous ne venez pas efficacement au secours de votre nièce et au mien.

— Au secours de quelqu'un, moi ! s'écria M. Malais, moi, dont vous avez fait un misérable mendiant ! Savez-vous, monsieur, à quelle situation vous m'avez réduit ? Je n'ai plus un domestique, monsieur ; le dernier m'a quitté parce que je ne pouvais plus lui payer ses gages ; il y a un an que vous ne me payez plus ma pension, et vous savez bien que de toute ma fortune, vous ne m'avez pas laissé autre chose. Cet homme, mon dernier domestique, a voulu partir ; comme je ne pouvais pas le laisser partir sans ses gages, je lui ai donné ma montre... Il l'a reçue en pleurant, et après l'avoir d'abord refusée ; je lui ai demandé seulement, puisqu'il quittait le pays, de partir sans parler à personne de ma détresse...

M. Malais s'aperçut que le comte regardait les breloques qui lui pendaient sur le ventre.

—Vous regardez ceci, M. le comte, ce n'est que le cordon que j'ai gardé et que je porte pour qu'au dehors on ne s'aperçoive de rien.

Et il lui montra que ce cordon était cousu dans son gousset de montre et que ces breloques étaient une trompeuse enseigne.

— Depuis un an, monsieur, je vis de la vente des bijoux de ma pauvre femme, que je vais vendre de temps en temps à Caen, où je dis que je m'en défais parce qu'ils me rappellent trop celle que j'ai perdue, tandis qu'ils sont pour moi un trésor inappréciable ; mais on ne peut avouer sa misère aux gens, monsieur ! Que penserait-on si on savait où en est aujourd'hui M. Malais de Beuzeval ? Et pourquoi en suis-je là, monsieur ? J'ai la générosité de ne pas vous le rappeler. J'avais consenti à me faire pauvre, mais non à me faire mendiant !

— Je sais, monsieur, répondit le comte, que vous avez le droit de vous plaindre. Pulchérie a dû vous dire...

— La comtesse de Morville, répliqua le pauvre Malais, encore fier d'appeler sa nièce comtesse au moment où il récapitulait ce que ce titre lui coûtait de misères à lui-même, la comtesse de Morville m'a écrit ce que vous venez de me dire, et la pauvre enfant m'a envoyé quelques louis : c'est le seul argent que j'aie reçu depuis un an. Sa lettre était fort triste et m'a fait craindre de n'avoir pas réussi à faire son bonheur, quoique je l'aie payé si cher.

— Je le sais trop, monsieur, une malheureuse affaire a absorbé tous mes capitaux et m'a réduit moi-même à la plus grande gêne, jusqu'au point de suspendre le payement de votre pension, qui est une dette sacrée ; mais l'affaire terminée, je ne me contenterai pas de vous solder l'arriéré, qui vous est légitimement dû : Pulchérie vous priera d'accepter votre part d'une affaire où vous aurez involontairement, il est vrai, engagé vos capitaux.

M. Malais restait froid ; le comte toucha une autre corde.

— Les mauvais temps vont finir, M. de Beuzeval, dit-il, et l'été prochain vous nous

verrez venir à Beuzeval, Pulchérie et moi, avec le luxe et l'éclat d'une fortune auprès de laquelle celle que vous avez possédée n'est rien.

Si le commencement était bon, la fin choqua M. Malais, qui dit avec une sorte d'aigreur :

— Prions Dieu, monsieur, que vous n'ayez pas à vous repentir de n'avoir pas su vous contenter de cette fortune que je vous ai donnée.

— Si vous refusez de m'aider dans cette dernière circonstance, tout est perdu, l'affaire manque faute d'une misérable somme de dix mille francs; Pulchérie et moi, nous sommes complétement ruinés, et le payement de votre pension, qui n'a été que suspendu pour des causes de force majeure, devient complétement et à tout jamais impossible; si, au contraire, vous me secourez, tout ira bien, et votre bien-être sera augmenté.

Le pauvre Malais se défendit longtemps. Enfin le comte lui dit :

— Et quel effet cela fera-t-il, monsieur, quand on saura que le comte et la comtesse de Morville, neveu et nièce de M. Malais de Beuzeval, sont en fuite et complétement ruinés, car je n'ai pas autre chose à faire demain, si vous ne consentez pas à m'accorder aujourd'hui ce que je vous demande?

Dès lors M. Malais ne résista plus et demanda même des détails sur l'affaire. On convint d'une grande fête qu'on donnerait l'été prochain à Beuzeval, fête à laquelle on inviterait tout le voisinage.

— De sorte, dit M. Malais, qu'on mettra ma retraite d'une année sur le compte du chagrin, bien véritablement vif, hélas! que m'a donné la perte de ma pauvre Dorothée; mais comment puis-je vous procurer aujourd'hui ces dix mille francs?

— Rien de plus facile, vous avez ici Éloi Alain le meunier, qui a de l'argent.

— C'est un usurier.

— Tant mieux, ce sont ceux qui vendent l'argent le moins cher, on ne leur doit pas d'humilité ni de lâchetés.

— Paradoxe, *mon neveu,* mais enfin...

— Eh bien! je vais aller chercher maître Éloi Alain, et, sur votre billet, il me comptera la somme de dix mille francs, c'est-à-dire nous prendrons cinq cents francs de plus, qui vous feront attendre les quelques jours qui nous séparent encore de la réalisation de notre affaire.

Le comte alla chercher Éloi. On discuta longtemps, on n'avait pas parlé à Éloi des cinq cents francs, il n'avait chez lui que dix mille francs; les cinq cents francs qu'on lui demandait de surplus, il lui fallait les emprunter lui-même, et Dieu sait à quel taux! Enfin il finit par donner les dix mille cinq cents francs pour treize mille francs de billets, payables le premier dans six mois et les autres successivement. Éloi, pendant qu'on discutait l'affaire, promenait sur le château de Beuzeval un regard de vainqueur hypocrite. Il ne put s'empêcher de prendre certains airs familiers avec M. Malais, qui avait le cœur assez élevé pour devenir plus fier par sa pauvreté (il n'y a que les esprits tout à fait supérieurs que la pauvreté ne rende ni honteux ni même fiers), et qui d'ailleurs aurait cru avouer sa ruine en ne montrant pas un peu de dédain et d'impertinence pour un homme comme le meunier. Il affecta de n'adresser la parole qu'à son neveu, et Éloi Alain s'étant avisé de prendre du tabac, sans y être invité, dans la tabatière de M. Malais, celui-ci jeta le reste du tabac dans la cheminée. Le meunier pâlit de colère. Son premier mouvement fut de rompre la transaction qui allait se faire; le second, d'exiger deux pour cent de plus pour les intérêts. M. Malais, qui avait obéi à son premier mouvement en jetant son tabac dans la cheminée, eut aussi un second mouvement : il pensa que cette action pleine d'un dédain magnifique aurait eu besoin, pour sa mise en scène, d'une tabatière d'or. Depuis qu'il avait vendu la sienne, et qu'il se servait d'une boîte de buis, il ne prenait du

tabac qu'avec toute sorte de précautions, et quand il était bien sûr de ne pas être vu. Il crut réparer sa faute en donnant à cette tabatière un prix arbitraire :

— C'est le dernier présent de ma pauvre Dorothée, dit-il ; un jour que nous étions allés à la foire, elle me donna cette boîte en plaisantant.

Le meunier partit avec le comte, auquel M. Malais ne manqua pas de dire :

— Embrassez pour moi madame la comtesse.

XVIII

Quand M. Malais fut seul, il fit cuire son homard, dont il mangea une partie ; puis il sella et brida son cheval, et alla payer quelques dettes qu'il avait dans le pays et qui le tourmentaient singulièrement ; il s'arrêta à la porte de la boutique d'un marchand de fourrage, que depuis quelque temps il évitait avec grand soin.

— Holà ! maître Goulet, dit-il à haute voix, envoyez quelqu'un tenir mon cheval.

Maître Goulet envoya son garçon, et vint lui-même le chapeau à la main recevoir M. de Beuzeval.

— Ma fois, maître Goulet, j'ai failli encore une fois passer devant votre porte sans m'arrêter ; c'est mon cheval qui m'a fait penser que nous n'avions plus rien à la maison. Cependant je me suis dit au moins dix fois : « Il faut que j'aille payer maître Goulet. » Vous deviez commencer à croire que je vous faisais banqueroute.

— Je voudrais que vous me dussiez soixante mille francs, M. de Beuzeval, dit maître Goulet. Je quitterais mon fonds, et je vous prierais de me faire la rente de mes soixante mille francs ; je ne chercherais pas un autre placement.

M. Malais fut bien heureux en voyant quelle opinion on avait de lui, et il se félicita d'avoir sauvé l'extérieur au moyen des plus dures privations ; il paya sa note, et ordonna qu'on lui envoyât une autre provision.

— Comment se fait-il donc que M. de Beuzeval achète du foin, demanda maître Goulet, lui qui a les plus belles prairies de la vallée d'Auge ?

M. Malais sentit ses oreilles rougir ; mais il se hâta de répondre :

— Ne m'en parlez pas ; j'avais l'habitude de ne garder que ma provision, comme de juste. Du temps de ma défunte, j'avais trois chevaux, et je savais bien ce qu'ils mangeaient. Je vendais le reste de ma récolte, de quoi, sans me trop vanter, nourrir plus d'un régiment de cavalerie ; mais voici que ma nièce, madame la comtesse de Morville, et mon neveu, M. le comte de Morville, viennent me voir quelquefois et amènent des chevaux : ma pauvre provision est bien vite mangée, et, comme mon marché avec mes preneurs pour mes prairies a encore plusieurs années à courir, il faut bien que j'achète.

— Ce n'est pas que je m'en plaigne, dit maître Goulet.

— Écoutez-moi, maître Goulet : vous allez me porter tout de suite ce foin et cette avoine chez moi ; mais il n'y a personne, le domestique et la servante m'ont demandé la permission de sortir ; ils sont, j'en suis sûr, sur la route de Dive, où ils vont passer toute la journée. Je les gâte un peu ; que voulez-vous ? Je suis seul aujourd'hui ; ils n'ont pas grand'chose à faire ; je crois que quelque jour ils me demanderont une autre permission, celle de se marier ; ils sont comme deux tourtereaux, et alors je ne crois pas pouvoir les garder.

— Ah ! M. de Beuzeval, si l'occasion s'en trouvait, j'aurais à vous donner un domestique d'or, un vrai bon sujet.

— Nous verrons cela quand il en sera temps, maître Goulet, parce que je ne veux pas avoir trois domestiques ; ce ne serait pas raisonnable.

— Avec ça que ça vous gênerait !

— Pécuniairement parlant, je ne dis pas, maître Goulet; mais je serais moins tranquille. Je vous disais donc qu'il n'y a personne à la maison; vous entrerez dans la cour, et vous déposerez votre marchandise sous le hangar; mes gaillards arrangeront et serreront le tout quand il leur plaira de rentrer.

Maître Goulet vint tenir respectueusement l'étrier à M. de Beuzeval, qui se remit en route et alla jouer la même comédie dans trois ou quatre boutiques. Il rencontra un homme avec lequel il s'arrêta quelque temps. Tout en causant et en passant la main dans la crinière du cheval :

— Une bonne bête, dit cet homme.

— J'aime mieux l'autre, dit M. Malais.

— Je croyais que vous n'en aviez plus qu'un ; il me semble que je vous vois toujours sur le même.

— Ils se ressemblent beaucoup en effet; cependant l'autre a une marque blanche, une petite étoile au front, que j'aimerais mieux ne pas lui voir, car, sans cela, ils seraient tout à fait pareils. L'autre s'appelle Mouton, et celui-ci s'appelle Pyrame.

— Dites-moi, je vous prie, l'heure qu'il est, M. de Beuzeval, demanda le paysan.

— Ma montre est arrêtée, dit M. Malais en rougissant; il est près de deux heures.

Puis, continuant sa route.

— Je ne peux pas m'exposer deux fois à une pareille humiliation, se dit-il.

Et il entra chez un horloger, auquel il acheta une montre pour ce qui lui restait d'argent de ses cinq cents francs. Il s'excusa même de ne pas en acheter une plus belle ; mais ce qu'il lui fallait, c'était une montre sans valeur pour mettre dans sa poche, et ne pas s'exposer à perdre, en la portant tous les jours, une montre de grand prix qu'il avait. Ensuite il retourna au château en disant :

— Quel butor que ce Mélinet, qui croit que j'ai toujours le même cheval ! A quoi sert-il alors que je sois allé vendre l'autre si loin, et que, de deux jours l'un, je me donne la peine de peindre sur le front de Pyrame une petite étoile blanche que j'efface le lendemain ?

Le soir, le domestique borgne rentra le foin apporté par maître Goulet. Le lendemain dans la soirée, le grand salon était éclairé, et l'on entendait un bruit de piano, qui n'était pas précisément de la musique, mais qui suffisait pour faire dire aux voisins et aux passants : « Ah ! ah ! il paraît qu'on danse au château. » Et comme, le jour suivant, le maire rencontra M. Malais sur son *second* cheval, c'est-à-dire sur Mouton, qui avait son étoile blanche, il lui dit :

— On dansait chez vous hier soir, M. de Beuzeval.

— M. le maire, répondit le maître de Beuzeval, je considère comme un devoir pour ceux que la fortune a regardés avec faveur de déployer un certain luxe et de donner des fêtes. C'est une charité indirecte qui profite aux travailleurs, et n'est pas, comme la plupart des autres charités, interceptée par les fainéants.

La lettre promise pour peu de jours après et les nouvelles de la grande affaire n'arrivant pas, M. Malais eut bientôt à regretter la fête éclairée par quarante bougies qu'il s'était donnée à lui-même, et il fut forcé d'aller à Caen vendre la montre qu'il venait d'acheter, réservant toujours le cordon et les breloques, qui continuèrent à rebondir insidieusement sur son ventre.

A quelque temps de là, il rencontra Onésime et lui dit :

— Ah ! parbleu ! mon garçon, je suis bien aise de te rencontrer. Tu as remis pour moi à quelqu'un de mes gens un superbe homard. Combien te dois-je, mon bon ami ?

— M. de Beuzeval, dit Onésime, qui trouva dans son cœur l'exquise délicatesse de l'appeler ainsi, lui qui le nommait le plus souvent M. Malais au temps de sa prospérité, c'était un petit présent que j'ai pris la liberté de vous faire. La pêche est bonne

cette année, et cela donne à de pauvres gens comme nous le pouvoir de se montrer reconnaissants par un cadeau sans valeur des bontés qu'on a pu avoir pour eux. M. de Beuzeval a toujours été le protecteur de notre famille, et au besoin nous saurions encore où est le château, quoique à ce moment-ci nous soyons plus heureux que nous ne l'avons jamais été.

— Je vais toujours te donner de quoi boire un coup à ma santé, mon brave Onésime.

Il porta à sa poche une main qu'il retira aussitôt en disant :

— Je n'ai que de l'or, ce sera pour une autre fois.

A ce moment passait Mélinet, auquel M. Malais, se souvenant que ce jour-là Pyrame avait son étoile et s'appelait en conséquence Mouton, se hâta de dire bonjour, afin d'attirer son attention sur le front de son *second* cheval. Puis il prit le petit galop; quand il se sentit hors de vue, il arrêta son cheval et regarda soigneusement autour de lui. Se voyant seul, il tira sa tabatière de buis et se régala d'une prise de tabac qu'il se refusait avec une inflexible dureté depuis une demi-heure qu'il en mourait d'envie.

La provision de foin ne tarda pas à être épuisée. On ne reçut point de nouvelles de la grande affaire. Il fallut que M. Malais recommençât à mener pendant la nuit son cheval Pyrame paître la luzerne des voisins. Un matin, les habitants de Beuzeval entendirent, comme de coutume, la cloche du château annoncer le déjeuner. M. de Beuzeval passa dans la salle à manger, où il ne trouva absolument rien. Il grignota une croûte de pain, et se prépara à aller à Caen faire un de ces voyages dont il rapportait toujours un peu d'argent, parce qu'il y allait vendre quelques débris de sa splendeur passée; mais quand il fut à une lieue déjà, il se rappela que ce jour-là était un dimanche, que le marchand qu'il avait à voir ne serait pas à sa boutique, et qu'il fallait attendre au lendemain. Il rentra à Beuzeval et de là descendit à Dive. Bérénice était à sa porte, qui faisait de la dentelle, et lui adressa une gracieuse révérence; il s'arrêta pour lui dire quelques mots. Pélagie, qui préparait le dîner de ses gens, lui demanda des nouvelles de Pulchérie.

— Madame la comtesse de Morville va bien, dit-il, j'ai reçu de ses nouvelles assez récemment. Mon neveu, le comte de Morville, m'a promis d'amener la comtesse cet été.

Onésime et son père allaient rentrer. Pélagie demanda à M. de Beuzeval la permission de s'occuper de leur soupe, parce qu'il leur fallait retourner à la mer aussitôt après le dîner. M. Malais était descendu de cheval et était entré dans la maison.

— Voici, dit-il, une soupe qui sent vraiment bon; c'est de la soupe aux choux.

— Et vous ne connaissez guère cela, M. de Beuzeval ?

— Ce n'est pas faute d'en demander assez souvent à la maison. J'aime passionnément la soupe aux choux, mais on ne veut pas en faire chez moi.

— C'est que ça n'est pas non plus tout à fait une soupe de bourgeois.

— Celle-ci sent délicieusement bon, Pélagie; mais vous avez toujours été bonne cuisinière.

— Ah ! monsieur, il y a quelque chose qui m'aide bien à faire de bons dîners à nos gens.

— Et quoi, Pélagie?

— L'appétit; ils sont partis cette nuit pour la mer. Tenez, les voici qui reviennent fatigués, mouillés, mourant de faim; tout cela donne un bien bon goût à la soupe.

Les pêcheurs entrèrent.

— Arrivez, arrivez! dit M. Malais, vous avez une fameuse soupe qui vous attend. Ah ! parbleu ! elle sent par trop bon; je vais m'en passer la fantaisie. Pélagie, don-

nez-m'en une assiettée, je vais en manger quelques cuillerées avec vous. Certes, il n'y a pas bien longtemps que j'ai fait un déjeuner, ce qu'on appelle un bon déjeuner. mais sans appétit, sans plaisir.

— Vrai ! M. Malais, vous voulez bien manger la soupe avec nous?

Et elle s'empressa de mettre du linge blanc sur la table. Bérénice alla chercher un pot de cidre. Onésime *amarra* le cheval à l'ombre; puis on se mit à table en ayant soin de donner le meilleur siége à M. Malais; il dévora l'assiettée de soupe.

— Ma foi, disait-il, il y a bien longtemps que je n'ai mangé quelque chose avec tant de plaisir.

— Prenez-en encore une assiettée, puisqu'elle vous semble bonne.

— Mais c'est que je dîne à cinq heures, et je ne pourrai plus dîner. Ma foi, tant pis, elle est si bonne! Dîner ici ou dîner là-bas, je ne dînerai pas avec de plus braves gens; donnez-m'en encore une assiettée, Pélagie.

La seconde assiettée disparut comme la première. Bérénice enleva la soupe, et mit sur la table un énorme plat de choux avec un bon morceau de lard. M. Malais était décidé à ne pas dîner chez lui, sa cuisinière serait furieuse; mais il irait jusqu'au bout.

— Voici d'excellent pain; est-ce vous qui le faites, Pélagie?

— Oui, monsieur, j'ai toujours fait notre pain.

— Il y a du seigle dedans?

— Oui, c'est meilleur marché, et ça conserve le pain frais plus longtemps.

— J'aime beaucoup un peu de seigle dans le pain, ça lui donne un goût parfait. Encore un peu de choux, père Risque-Tout. Voici du petit cidre qui n'est pas mauvais, et moi qui parfois m'amusais à vous plaindre, quand je pensais à toutes les inutilités dont nous sommes entourés, nous autres, et dont vous êtes privés. Il y a bien longtemps que je n'ai fait un si bon dîner!

Le cousin Éloi entra. M. Malais rougit un peu. Onésime, qui, seul dans la famille avec Bérénice, soupçonnait le degré de détresse où était tombé le maître de Beuzeval, fut contrarié de son arrivée.

— Voyez, cousin Éloi, dit-il, n'avons-nous pas décidé M. de Beuzeval à accepter une cuillerée de notre soupe?

— Une cuillerée, dit M. Malais, dis donc une assiettée, dis donc deux assiettées; et des choux et du lard; dis donc que je n'ai jamais fait un si bon dîner de ma vie.

Onésime et son père se remirent en route. M. Malais remonta à cheval et disparut.

XIX

Un jour, une voiture s'arrêta à la porte du château. On sonna, le guichet s'ouvrit; puis à peine le domestique en livrée et à bandeau noir sur l'œil eut-il aperçu la personne qui voulait entrer, qu'oubliant sa réserve et sa taciturnité habituelles, il ouvrit la porte et serra sur son cœur une jeune femme vêtue de noir et portant dans ses bras un enfant qui semblait souffrant. La jeune femme recula effrayée. M. Malais s'aperçut alors de ce que la surprise et l'émotion lui faisaient faire; il arracha le bandeau qu'il avait sur l'œil, ôta sa livrée et dit :

— Pulchérie, ma nièce, ma fille !

Pulchérie lui rendit ses embrassements et lui mit sans rien dire l'enfant dans les bras, en lui montrant du regard que cet enfant aussi était vêtu de noir.

Pulchérie fit déposer une petite malle dans la maison et congédia le voiturier. Puis, reprenant son enfant :

— Mon oncle, dit-elle, cet enfant et moi nous venons à vous dans notre détresse. Le

comte de Morville est mort; il est mort complétement ruiné. Aussitôt après sa mort, une nuée de créanciers est venue s'abattre sur la maison; je leur ai tout abandonné; j'ai mis dans cette malle quelques objets indispensables à mon fils et à moi; nous venons vous demander un asile et du pain.

— Mes enfants, mes pauvres enfants! dit le vieux Malais en pleurant, nous partagerons tout ce que j'ai; mais, grand Dieu! je n'ai plus guère à vous faire partager que la misère.

— Mais, mon oncle, que signifie ce costume sous lequel...

M. Malais fut un peu embarrassé.

— Tu sais que ton mari ne m'avait laissé de toute ma fortune qu'une pension...

— Qu'il vous payait très-inexactement.

— Qu'il avait fini, et depuis longtemps, par ne plus me payer du tout. Je n'ai vécu que d'expédients, en vendant pièce à pièce quelques bijoux et mon argenterie, que j'allais porter loin d'ici; mais, si je me suis résigné à une pareille pauvreté, il est une chose à laquelle je ne me serais pas résigné, c'est de savoir ma misère connue de gens qui m'ont toujours vu riche et heureux. J'avais renvoyé tous mes domestiques, moins un, sous divers prétextes; il ne m'en restait qu'un. mais, comme je ne pouvais le payer, il s'en est allé, et je lui ai donné ma montre pour ses gages.

M. Malais montra douloureusement à sa fille le cordon de montre qui ne tenait qu'au gousset vide.

— Je n'ai plus laissé entrer personne ici; cependant, comme il faut encore recevoir des lettres et certains objets, et comme aussi il faut faire certaines besognes, telles que de panser mon cheval, de nettoyer son écurie, j'ai imaginé de faire tous ces ouvrages revêtu d'une livrée et suffisamment déguisé par ce bandeau sur l'œil. Par ce moyen, personne ne se doute de ma position.

— Mon pauvre oncle, dit Pulchérie, je vous aiderai, je vous soulagerai; je suis forte encore, bien que les chagrins aient un peu altéré ma santé; j'ai été élevée à la campagne, chez les Alain; j'ai été élevée comme eux.

— Mais, dis-moi donc un peu, comment le comte est-il mort si vite?

— Oh! mon oncle, n'en disons jamais rien à personne. Le malheureux! il s'est tué, dit-elle en sanglotant. Que son enfant même n'en sache rien, quand il sera en âge de comprendre. Il s'est tué, mon oncle, quand il a vu que le jeu sous toutes ses formes ne lui laissait plus aucune ressource; il s'est tué, on m'a rapporté son cadavre! Après qu'on lui a rendu les derniers devoirs, j'ai tout laissé aux créanciers; je n'ai emporté que les bijoux que je devais à vos bontés, et dont j'ai vendu quelques-uns pour faire mon voyage; puis je suis venue me réfugier avec mon pauvre enfant auprès de celui qui s'est ruiné à cause de moi.

— Il n'y a point de ta faute, ma pauvre enfant; il est seulement bien malheureux que nous n'ayons pas écouté ta chère tante: elle ne voulait pas de ce mariage, qui a été notre perte à tous; mais, puisqu'il est mort... tout lui doit être pardonné. Tu seras ma consolation, ma chère Pulchérie, nous élèverons ton fils ensemble: quel malheur que je sois pauvre maintenant!

— Voici quelque argent qui provient de la vente de presque tous mes bijoux, mon cher oncle.

M. Malais ne parla à personne de l'arrivée de sa nièce, qui ne sortait pas à cause de son deuil récent; lui-même sortit peu, il n'était plus seul dans cette grande maison. Pulchérie fit tous les efforts imaginables pour lui faire quitter l'habitude qu'il avait prise de porter sa propre livrée en vaquant le matin à certains travaux. M. Malais ne voulut rien entendre, il répétait qu'il pouvait se résigner à la pauvreté, à la misère même, mais pas à la honte, et qu'il aimerait cent fois mieux mourir que d'avoir des témoins de son abaissement. Pulchérie se montra fort abattue dans les premiers jours

qui suivirent son arrivée. Cette dernière catastrophe n'était pas venue sans chagrins préalables : son mari avait exigé d'elle tous les sacrifices qu'elle avait pu faire pour alimenter la nouvelle sorte de jeu appelée *affaires* à laquelle il s'était livré. Quand elle avait eu un enfant, elle avait eu le courage de lui faire quelques observations, elle avait parlé de conserver les débris de la fortune de ce pauvre enfant. Alors les emportements et les mauvais traitements l'avaient obligée de céder; il y avait plus d'un mois qu'elle ne l'avait vu quand on l'avait rapporté noyé; quelques heures après était arrivée par la poste une lettre dans laquelle il annonçait sa funeste résolution, en conseillant à sa femme d'aller avec l'enfant se réfugier auprès de M. Malais, qu'il exprimait le plus vif regret d'avoir ruiné avec lui.

Tout doucement néanmoins Pulchérie retrouva du calme à Beuzeval. Elle se partageait entre son enfant et son oncle, elle trouvait de la distraction et du plaisir dans certaines occupations qui lui avaient été inconnues depuis qu'elle avait quitté la maison de Pélagie; elle préparait les repas et prenait soin du ménage. Elle dit un jour à M. Malais, qui se plaignait de sa pauvreté :

— Mon oncle, vous êtes pauvre parce que vous le voulez bien. Vendez le château; réservez-vous seulement pour nous trois la maison du jardinier avec le petit jardin qui en dépend. Ne faisons plus semblant d'être riches, et nous cesserons d'être pauvres.

M. Malais se récria : s'il vendait le château, c'est qu'il quitterait le pays pour n'y jamais remettre le pied.

— Quoi! mon oncle, dit Pulchérie, quitteriez-vous sans regret le pays où vous êtes né, où est la tombe de ma tante?

— Non certes; mais alors ne me parle plus d'afficher notre misère et de l'exposer à tous les yeux. J'ai encore une ou deux pièces de terre par-ci par-là; si je trouve une bonne occasion, je les vendrai, et, vivant comme nous vivons, cela nous mènera loin; j'achèverai de vendre notre argenterie, et du moins le comte, ton fils, sera propriétaire du château de Beuzeval.

M. Malais se cachait de sa nièce pour mener paître Pyrame pendant la nuit; elle faisait semblant de ne pas s'apercevoir des enfantillages qui consistaient à peindre, de deux jours l'un, l'étoile qui changeait Pyrame en Mouton. Lui-même finissait par dire : « Je montais Pyrame ou je montais Mouton, » quand il faisait un récit à sa nièce en rentrant de quelqu'une de ses courses, moins fréquentes à cause de la société qu'il trouvait chez lui, et puis aussi à cause de l'hiver qui survint. Sa lutte avec l'opinion, ou plutôt son martyre de l'opinion des autres, n'était pas près de finir.

Deux ou trois fois Onésime apporta du poisson, qu'il remit par le guichet au domestique en livrée, que du reste il ne reconnaissait pas. Pulchérie s'était informée avec affection de toute la famille Alain. Sa douleur calmée, elle aurait désiré voir les amis de son enfance; mais, à une allusion qu'elle avait faite une fois à ce désir, son oncle avait répondu qu'il souffrirait beaucoup de voir madame la comtesse paraître dans une condition de fortune inférieure à son rang.

— Cependant, dit-il, un jour que j'irai par là, je leur dirai que tu es ici, et, si cela te fait plaisir, ils viendront te voir au château.

Et, après avoir fait cette promesse, M. Malais trouva toute sorte de prétextes pour en ajourner l'accomplissement; il sortait peu, il n'avait pas passé par là, ou les hommes étaient à la pêche, et les femmes à laver à la fontaine.

Un jour, Onésime rentra pâle et ému; il dit à Bérénice qu'en traversant le cimetière il y avait vu, à genoux sur une tombe avec un enfant, une jeune femme vêtue de noir; l'enfant était également en deuil, et cette femme... cette femme était Pulchérie... ou du moins c'était la plus bizarre ressemblance qu'il eût vue de sa vie.

— Mais non, ajouta-t-il, je ne me trompe pas; j'ai senti que c'était elle.

Le soir, quand il revint de la pêche, Bérénice lui dit :

— Tu avais raison, Pulchérie est au château. M. Malais est venu nous voir pendant que vous étiez à la mer; je lui ai dit que tu avais cru reconnaître Pulchérie dans le cimetière. « Il ne s'est pas trompé, » m'a dit M. Malais...

— Pulchérie ici ! s'écria Onésime. Oh ! non, je ne m'étais pas trompé, une autre femme ne m'aurait pas fait froid aux cheveux comme je l'ai eu quand je l'ai aperçue.

— Laisse-moi donc finir, Onésime. « Elle est allée, m'a dit ensuite M. Malais, avec le jeune comte... prier sur le tombeau de ma pauvre Dorothée. Ma nièce est veuve et... »

— Veuve ! s'écria Onésime.

— Allons, tais-toi, ne fais pas de nouveaux rêves... « Ma nièce est veuve, m'a dit M. Malais, et elle vient passer son veuvage auprès de moi; elle est fort triste. »

— Fort triste, murmura Onésime.

— « Elle est fort triste et vit dans la retraite la plus absolue. Cependant, Bérénice, elle désire vous voir, vous et toute votre famille. Venez au château, non pas tous ensemble, cela aurait un air de fête qui ne conviendrait pas, mais successivement; elle sera très-contente de vous voir. »

— Elle sera très-contente de nous voir ! répéta Onésime.

— Je voulais y aller tout de suite, mais M. Malais m'a dit de n'y aller que demain.

— Tu la verras demain... le matin... de bonne heure?...

— Oui, et je lui annoncerai ta visite.

Le lendemain matin, Pulchérie tomba en pleurant dans les bras de Bérénice, qui ne pleurait pas beaucoup moins qu'elle. Malgré la défense de M. Malais, qui n'avait retardé la visite de Bérénice que pour avoir le temps de chapitrer sa nièce à ce sujet, elle lui confia tout ce qui lui était arrivé et sa situation réelle.

— Viens me voir souvent, lui dit-elle, viens quelquefois avec Pélagie, et, ajouta-t-elle, amène une fois Onésime et le bon père Tranquille.

Elle fit mille questions sur toute la famille, puis elle dit :

— Je sais faire toute sorte d'ouvrages; ne pourrais-tu, par les gens à qui tu vends ta dentelle, me faire avoir du travail?

— Vous! madame la comtesse?

— Ma pauvre Bérénice, oublions ce rêve, qui n'a pas même été un beau rêve; je suis aujourd'hui pauvre. Mon oncle a beaucoup perdu de sa fortune, dit-elle en atténuant la situation par égard pour la manie de M. Malais; je ne veux pas être tout à fait à sa charge, et d'ailleurs il faut que je m'occupe, cela me donnera un peu de distraction. Mais attends, que je te montre mon enfant.

L'enfant dormait dans son berceau; la jeune femme et la jeune fille le regardèrent longuement avec complaisance.

— Amène-moi bientôt maman Pélagie; je verrai les autres un peu plus tard, et un peu plus tard encore je retournerai chez vous comme par le passé, quand mon fils marchera. Ne répète de ce que je t'ai confié que ce que tu jugeras indispensable, et songe à ce que je t'ai dit pour l'ouvrage à me procurer.

Quand Onésime eut touché terre, il accourut à la maison et entraîna Bérénice dans le petit jardin.

— Eh bien? dit-il.

— Eh bien! je l'ai vue; elle est fort triste et fort changée; elle a un tout petit garçon, beau comme un ange, tout son portrait...

Ce dernier mot adoucit un peu ce qu'il y avait de poignant pour Onésime dans ce qui précédait, et que Bérénice avait accumulé avec intention pour ne pas donner à

Onésime un encouragement qui amènerait nécessairement une nouvelle déception. Cet enfant de Pulchérie, qui lui ressemblait, rendait moins présente pour Onésime la pensée d'*un autre;* il sentit que, puisqu'il lui ressemblait *à elle,* il pourrait le voir sans horreur.

En général, parmi les enfants, les garçons ressemblent à la mère, et les filles au père. C'est ce qui amène cette infinie variété dans les visages. La nature montre ainsi une foule de prévoyances qui se trahissent par des affinités. Ainsi les hommes de grande taille passent pour aimer les petites femmes; les hommes petits, au contraire, ne trouvent jamais une femme assez grande. Sans ce goût, qui semble bizarre au premier abord, peu de temps après le commencement du monde, il y aurait eu deux races distinctes, une race de géants et une race de nains, qui seraient toujours allées en s'exagérant.

Bérénice retourna le lendemain avec Pélagie revoir la comtesse. Elles étaient chargées, par le père Tranquille et par Onésime, de porter deux belles soles à Pulchérie. On pleura encore, on regarda, on admira l'enfant, qui était beau et gros; il y eut autant de confiance, mais moins de confidences. Pulchérie rappela à Bérénice sa résolution de travailler, et celle-ci, quelques jours après, lui apporta à faire des broderies, dont on fixerait le prix quand on aurait vu comment elles étaient exécutées. L'exécution parut assez satisfaisante pour qu'au prix qui fut offert Pulchérie vît qu'elle pourrait, avec un travail assidu, subvenir à peu près aux dépenses modestes de son petit ménage.

Onésime alla enfin voir Pulchérie avec sa sœur; elle le reçut amicalement, quoique un peu gênée par les confidences que lui avait faites autrefois Bérénice; mais lui, en se retirant, dit à Bérénice :

— Oh! ma sœur, quelle majesté donne le malheur! c'est maintenant que je trouve Pulchérie au-dessus de nous.

Il avait regardé l'enfant d'abord d'un air morne, mais l'enfant lui avait souri, et, tandis que les femmes se le passaient l'une à l'autre, il l'avait pris à son tour et l'avait caressé.

XX

Bérénice allait souvent voir Pulchérie, et elles travaillaient en devisant. Un jour, elle la trouva fort alarmée; son pauvre enfant avait eu toute la nuit une grosse fièvre, il pleurait et refusait le sein de sa mère. Le seul médecin qu'il y eût à Dive, et qui desservait aussi Beuzeval, était absent Il fallait aller à deux lieues de là pour en trouver un. Onésime prit le cheval du meunier. Le médecin offrait de venir le lendemain, parce que son cheval était boiteux et qu'il était trop tard pour penser à faire deux fois la route, aller et revenir, à pied. Onésime lui donna le cheval d'Éloi Alain. Le médecin fit ses prescriptions et ordonna des bains d'eau de mer tous les deux jours; mais, comme on n'était qu'au commencement du printemps, il n'y avait pas moyen de mener l'enfant les prendre sur la plage. Il conseilla d'apporter l'eau de la mer et de la faire tiédir. Onésime se chargea d'apporter l'eau. Le voyage de Dive à Beuzeval, toujours en montant et avec deux seaux, est à peu près ce que peut faire un bon cheval, et beaucoup plus que ne peut faire un homme. Les premières fois, Onésime, accablé de fatigue et de sueur, s'arrêtait à la porte et n'entrait que lorsque les traces de sa lassitude étaient à peu près disparues. Comme cette corvée ne le dispensait pas du tout du travail de la mer, au bout d'une semaine Onésime était exténué. Un jour qu'il était en retard pour le bain, il entra au château assitôt arrivé, et ne prit ni le temps ni le soin de se reposer, comme il en avait l'habitude. Pulchérie

fut attendrie et effrayée à la fois de l'état dans lequel il était ; elle essuya elle-même son front, et dit à Bérénice, qui vint la voir dans la journée :

— Je ne veux plus qu'Onésime monte de l'eau à Beuzeval, cela le tue.

— Je le sais bien, dit Bérénice, et je le lui ai dit; mais il prétend qu'on le tuera bien plus vite et bien plus sûrement en ne lui laissant pas faire ce qu'il veut.

— J'ai pensé à un moyen, dit Pulchérie ; nous pourrions bien baigner mon petit Édouard chez vous.

— Cela vaudra mieux certainement.

— Eh bien ! j'irai le demander demain à Pélagie.

— Vous n'avez rien à demander chez nous, c'est toujours chez vous. Maman disait dans le temps : « Pulchérie pourra ne plus être ma fille, mais je serai toujours sa mère. »

Dès le lendemain, le petit Édouard prit ses bains dans la maison des Alain. Un matin, Onésime, comme tous les jours, puisait deux seaux d'eau à la mer, quand vint à lui un douanier qui lui dit :

— Remettez cette eau dans la mer.

— Et pourquoi? demanda Onésime.

— Je n'en sais rien ; c'est ma consigne.

— C'est pour faire un bain à un enfant malade.

— Ça ne me regarde pas ; il faut rejeter l'eau à la mer.

— Par quel ordre?

— Par l'ordre du brigadier de la douane.

— Ma foi, dit Onésime, je ne la rejetterai pas. L'eau est tirée, je l'emporte.

— Vous avez tort, dit le douanier, il vous en arrivera malheur.

Onésime ne répondit pas et emporta l'eau. Le lendemain, comme il venait encore puiser de l'eau à la mer, le même douanier lui enjoignit de se retirer et ajouta :

— Le brigadier a dit que si vous *n'obtempériez* pas à la consigne, et si vous enleviez encore de l'eau, il fallait vous conduire au poste...

Quelques pêcheurs s'étaient rassemblés sur la plage; aucun d'eux ne voulait prendre au sérieux cette prohibition, qui était pourtant très-réelle.

— Eh quoi ! disait l'un, est-ce parce que l'almanach annonce de la sécheresse pour cette année?

— Peut-être, disait un autre, que le gouvernement fait faire une si grande, si grande frégate, qu'on a peur que la mer n'ait pas assez d'eau pour la porter.

— Sérieusement, dit un troisième, c'est tout simplement parce qu'on sait que de pauvres gens comme quelques-uns d'entre nous salent leur soupe avec un peu d'eau de mer, n'achètent pas de sel, et par conséquent n'en payent pas.

— On ne pourra donc plus faire cuire le coquillage ni le poisson dans l'eau de mer? Ce n'est que comme ça qu'il est bon.

— On trouve déjà que le pauvre monde ne paye pas assez d'impôts, nous surtout, qui sommes au service depuis seize ans jusqu'à cinquante-cinq ans !

— Et nos rôles de navigation, est-ce que nous ne les payons pas ?

— Onésime, disait l'un, jette ton eau, et ne te fais pas d'affaire.

— Onésime, disait un autre, ne jette pas l'eau; nous ne sommes pas des bestiaux, pour obéir ainsi à tout ce qui passe par la tête d'un douanier.

Onésime répondit qu'il emportait l'eau, que c'était pour un enfant malade, et qu c'était une cruauté d'y mettre des obstacles.

— Alors je vous arrête, dit le douanier.

— Je ne refuse pas d'aller avec vous au poste, répondit Onésime, mais auparavant je veux porter cette eau où on en a besoin. Attendez-moi là, et je suis à vous dans cinq petites minutes.

— Est-ce que vous vous moquez de moi? demanda le douanier.

— Ça dépend. Si vous êtes un brave homme, faisant de son mieux exécuter une consigne donnée par des chefs, je ne me moque pas du tout de vous ; si vous êtes un taquin et un entêté, si vous refusez d'écouter la raison et de croire à la parole d'un honnête homme, si vous ne me laissez pas aller porter cette eau, quand je vous ai promis que je reviendrai pour vous suivre où vous voudrez, alors c'est différent, je me moque de vous.

— Vous allez jeter l'eau tout de suite et venir avec moi, sinon je vous mets la main sur le collet.

— Si vous mettez la main sur moi, l'ami, ce sera votre faute, mais il arrivera du vilain. Je vous donne ma parole d'honneur que je reviendrai aussitôt que j'aurai porté l'eau pour le bain de ce pauvre petit enfant malade, et que je vous suivrai après à votre poste ou ailleurs, ça m'est égal. Ça vous va-t-il ?

— Jetez l'eau et venez avec moi.

— Ah bien ! mon brave, je vais vous parler franchement; je commence à trouver cela ennuyeux et fatigant.

— Tu as raison, Onésime, dit Éloi Alain, qui survint et se fit expliquer le sujet de la querelle, tu as raison, tu offres tout ce qu'un honnête homme peut désirer. Si cela ne convient pas à messieurs les habits verts, qu'ils aillent se promener et nous laissent tranquilles.

Éloi Alain n'avait pas plus pardonné aux douaniers qu'aux Malais. Le douanier porta la main au collet d'Onésime; mais celui-ci, mettant sa jambe derrière celle du préposé, de manière à faire un point d'appui à son jarret, lui donna un coup de main dans l'estomac. Le douanier perdit l'équilibre, chancela et roula sur la plage. Il se releva en mettant la main à son sabre. Les pêcheurs formèrent aussitôt entre le douanier et Onésime, qui emportait ses deux seaux d'eau, une haie épaisse que, malgré ses efforts, le commis ne put entamer. Onésime porta l'eau de mer à la maison et ressortit, prêt à tenir la parole qu'il avait donnée au douanier, et à le suivre au poste ou à la mairie; mais celui-ci était parti après avoir dressé procès-verbal.

Le lendemain, Onésime puisa de l'eau et le surlendemain aussi; le troisième jour, il arriva un ordre d'embarquement *à bord de l'État*, c'est-à-dire une feuille de route constatant qu'Onésime Alain se dirigerait immédiatement vers Cherbourg, où il serait mis à la disposition de M. le capitaine commandant la frégate de l'État *la Vigilante*. Onésime dit à Bérénice :

— Écoute bien ceci, Bérénice. Je n'irai pas à Cherbourg. N'en dis rien au père et à la mère, ça les inquiéterait; mais, comme je sais bien que je mourrai de chagrin s'il faut que j'aille là-bas, je n'irai pas à Cherbourg. Excepté toi, tout le monde me croira parti. J'ai à veiller ici à bien des choses. Pour toi-même, ce sera comme si j'étais parti, car tu ne me verras guère. Il faut que je fasse semblant de me mettre en route; on me croira loin d'ici; on sera longtemps sans s'occuper de moi. On ne sentira pas un grand vide à bord de *la Vigilante*, parce que j'aurai négligé d'aller m'y embarquer. Tant qu'on ne me verra pas ici, on ne prendra pas la peine de penser à moi. Si cependant tu avais besoin de moi pour toi, pour nos parents, tu planteras un clou dans l'arbre, tu sais, l'arbre où tu as écrit, il y a longtemps, trois lettres qui représentaient trois noms, dont l'un des trois ne commence plus maintenant par la même lettre, le nom de famille du moins. Si c'est elle qui a besoin de moi, au lieu de ficher un clou dans l'arbre, tu en ficheras deux. Maintenant, ne dis rien à personne. Je vais faire viser ma feuille de route par M. le maire; ce soir, je vous ferai mes adieux, et demain dès le jour je partirai.

— Mon Dieu ! Onésime, que vas-tu faire ? Ne t'exposes-tu pas en refusant d'obéir ainsi aux ordres de M. le commissaire de la marine ?

— Oui, je m'expose, mais je ne sais pas bien à quoi, tandis qu'en m'en allant d'ici

je sais que je m'expose d'une manière certaine à mourir de chagrin avant deux mois. Sois tranquille, la cause qui me fait rester est aussi celle qui me rendra prudent. D'ailleurs, je ne dis pas précisément si c'est ici ou ailleurs que je serai; seulement on peut être sûr que ce n'est ni au poste des douaniers que je compte établir mon domicile, ni dans le cabinet de M. le commissaire des classes de la marine.

— Calme-toi, Onésime. Ta manière de rire me fait peur.

— J'étais tranquille, plein d'espérance, heureux, et voilà qu'on m'envoie à bord de *la Vigilante!* Il paraît que cette frégate ne peut marcher sans moi; je suis curieux de voir comment elle se tirera d'affaire sans mon secours.

— Mais, Onésime, si tu obéissais ? Au bout de deux ans, tu serais de retour. Tu es resté plus longtemps que cela sur un navire de pêche à la morue.

— Ah ! oui; mais alors et aujourd'hui, c'est différent. Dans ce temps-là, je ne pouvais plus vivre ici, et je sens bien aujourd'hui que je ne pourrais plus vivre ailleurs. Maintenant, ne parle de rien à personne; il faut que tout le monde me croie parti et occupé à sauver cette pauvre frégate qui m'attend. Songe bien que la moindre indiscrétion ferait commencer tout de suite une chasse qui probablement n'aura lieu que dans quelques mois. Si, dans une circonstance imprévue, tu me vois devant toi, ne jette aucun cri, ne manifeste aucune émotion. N'oublie pas surtout un clou ou deux clous fichés dans le saule de la rivière de Beuzeval, un clou si c'est à Dive qu'on a besoin de moi, deux si c'est à Beuzeval. Adieu, je vais chez M. le maire faire viser ma feuille de route. Trois sous par lieue jusqu'à Cherbourg ! Mais je ne ruinerai pas le gouvernement; c'est bien assez déjà de lui avoir pris deux seaux d'eau de mer; je ne veux pas encore lui prendre son argent. Je ne prendrai que jusqu'à la première étape; avec le reste, il pourra acheter de l'eau de mer à la Méditerranée, et il la reversera dans la Manche pour réparer les avaries que je lui ai faites.

Onésime se rendit en effet chez le maire de Dive.

— Bonjour, M. le maire; bien fâché de vous déranger; mais il y a à Cherbourg une pauvre frégate qu'on appelle *la Vigilante*... eh bien ! il paraît que je l'ai mise dans un terrible embarras. N'ai-je pas eu l'idée de prendre deux seaux d'eau à la mer pour faire un bain à un pauvre enfant auquel le médecin l'a ordonné ! et voilà qu'à cause de ces deux seaux d'eau qu'elle a de moins pour elle, la frégate *la Vigilante* ne peut plus marcher. Le roi m'écrit que je lui ferai plaisir d'aller la tirer d'embarras; il vous prie de me donner la monnaie de son portrait à raison de trois sous par lieue. Voici le papier. Le roi, craignant que je ne m'ennuie sur la route, m'offre la compagnie de quelques-uns de ses gendarmes; mais je ne veux pas déranger ces messieurs. Je vais demain matin m'en aller tout seul aussitôt qu'il fera jour, et je vais faire ce que je pourrai pour tirer la malheureuse frégate de la pénible situation où je l'ai mise.

Le maire d'abord ne comprenait pas bien de quoi il était question; mais l'aspect du papier ne tarda pas à l'éclairer, et il apposa dessus toutes les formules nécessaires.

— Mais enfin, mon garçon, est-ce là tout ce que tu as fait ?

— Ah ! M. le maire, je ne me plains pas; je suis puni, mais je l'ai mérité. Je vous l'ai dit, j'ai pris deux seaux d'eau à la mer pour faire un bain à un pauvre petit enfant malade. Je suis coupable, et il faut un exemple, car enfin, pour deux seaux que j'ai pris, voici la frégate *la Vigilante* qui ne peut plus sortir du port de Cherbourg sans que j'aille lui donner un coup de main : qu'est-ce que ça deviendrait si tout le monde en faisait autant ?

— Quand pars-tu ?

— Demain matin, M. le maire.

Onésime s'en alla chez son cousin le meunier, auquel il dit ce qui lui arrivait.

— A qui parles-tu de ça, mon pauvre Onésime ! Est-ce que je ne suis pas aussi une victime de la douane, grâce à ce brigand de Malais ? Mais patience ! je tiens les Malais à mon tour.

— Ça n'est guère chrétien, cousin.

— Comment donc ? Est-ce qu'il n'y a pas dans l'Écriture que les iniquités des pères seront poursuivies jusqu'à la quatrième génération ?

— Vous m'avez dit, cousin, que vous feriez pour moi ce que je vous demanderais.

— Je te le redis encore. Celui qui est venu me chercher dans le feu au risque d'y rester avec moi n'aura jamais un refus de ma part, si ce n'est pour une seule chose.

— Eh bien ! cousin, je vous demande d'abjurer votre haine contre les Malais. Votre ennemi le douanier est mort depuis bien longtemps, et ceux-ci sont déjà assez malheureux.

— Tu me demandes précisément la seule chose que j'aie réservée, la seule chose que je veuille te refuser. D'ailleurs c'est un vœu, c'est un serment que j'ai fait solennellement.

— Oh ! cousin, vous pouvez, pour un vœu pareil, manquer de parole au bon Dieu ; je vous garantis d'avance qu'il vous pardonnera de fausser un pareil serment, et personne n'oserait dire avec la même confiance qu'il vous pardonnerait de le tenir.

— Impossible, Onésime ; le vieux Malais m'a encore offensé il y a quelques mois. Et puis, d'ailleurs, qu'est-ce que je veux leur faire ? Ne croirait-on pas que je vais attendre le vieux et sa nièce au coin d'un bois avec un fusil à deux coups ? Non, je leur ai prêté mon pauvre argent, et je désire qu'ils me le rendent. Voilà tout. Pourquoi ne vas-tu pas les implorer pour moi au contraire ? Pourquoi ne vas-tu pas les prier de me rendre mes treize mille francs ? Quel est le malheur qui les menace ? Me rendre treize mille francs qu'ils me doivent ! Et moi, est-ce que je ne cours pas un plus grand danger, le danger de perdre treize mille francs que je leur ai prêtés ? Tu viens demander à l'homme qu'on jette à la mer d'avoir pitié de ceux qui le poussent ! Il faut être juste après tout. Écoute-moi bien, Onésime : pour ceci, il ne faut plus m'en parler jamais. Quand tu es venu me chercher au milieu des flammes, quand j'avais les cheveux déjà brûlés, sais-tu à quoi je pensais ? Je pensais que j'allais mourir sans m'être vengé des Malais. Ce ne sont pas des phrases que je fais, quand je te dis que tout ce que j'ai est à toi : c'est pour tout de bon. Vois-tu, dans cette caisse-là est mon testament ; il n'y a que deux legs : une rente de cent cinquante pistoles pour cette pauvre Désirée que j'ai ici depuis son enfance, et tout le reste pour toi. Je ne veux rien te dire, mais il y a et il y aura plus de cent cinquante pistoles. Je garde cet argent, parce que je ne vis que pour faire des affaires, et que l'argent, c'est un grain. Si l'on n'a pas de semences, il ne faut pas penser à avoir jamais une récolte. Cet argent-là, c'est à toi ; mais je suis comme un homme qui fait des portraits et qui ne voudrait pas te donner ton portrait avant qu'il fût terminé. J'ai encore à mettre là dedans le château de Beuzeval, et puis tout sera pour toi. Cette idée-là m'a été bien utile, elle a un peu sanctifié une sorte d'avidité pour l'argent que je craignais d'avoir. Qu'as-tu encore à me demander ?

— Cela, dit Onésime, c'est une autre affaire ; les murailles ici ne sont pas assez épaisses, et j'aime mieux vous le dire dehors. . . . .

. . . .

Il est des choses d'une atrocité si bouffonne, que la seule raison qui puisse les faire croire, c'est qu'on n'oserait pas les inventer. Parmi ces choses, il faut compter la prohibition de prendre de l'eau à la mer. Il appartenait aux idées fiscales de mesurer l'immensité et de faire des économies dessus. Il est parfaitement et sérieuse-

ment défendu de puiser de l'eau à la mer. J'ai vu, de mes yeux vu, une jeune fille qui venait de puiser une bouteille d'eau de mer. Un préposé des douanes arriva à elle tout ému, et exigea qu'elle reversât cette eau à la mer. Je demandai au douanier si c'était un caprice de sa part : il me répondit en me montrant la défense écrite : « La vraie raison, c'est que quelques pauvres pêcheurs salent leur pauvre soupe avec un peu d'eau de mer, qu'alors ils n'achètent pas de sel, et évitent ainsi l'impôt que paye cette denrée. »

Mercier et Montesquieu (de leur temps on n'avait pas encore défendu de prendre de l'eau à la mer) ont dit, sans doute à propos de quelque autre imagination analogue, le premier : « L'esprit fiscal ôte à la nature ses largesses et ses magnificences ; » et le second : « Chacun ayant un nécessaire physique presque égal, on ne doit taxer que l'excédant : taxer le nécessaire, c'est détruire. »

Aux yeux de bien des gens, proposer d'abolir certains impôts odieux sur les choses de première nécessité pour demander une recette égale à un impôt sur des objets de luxe, c'est tomber dans le paradoxe ; mais, toute vérité ayant commencé d'abord par être un paradoxe et une erreur abominable, c'est déjà un bon pas de fait que d'en être venu là. . . . .

. . . .

Onésime dit adieu à ses parents, comme s'il partait pour Cherbourg. Le lendemain matin, il se mit en route après avoir embrassé tendrement Bérénice et lui avoir dit :

— N'oublie pas... un clou pour Dive, deux clous pour Beuzeval.

XXI

Pulchérie voyait chaque jour son enfant dépérir. Dans le temps qu'elle pouvait lui dérober, elle travaillait avec Bérénice, la personne qui lui avait donné de l'ouvrage ayant quitté le pays. Elle voulut apprendre à faire de la dentelle ; mais, quand elle vit qu'elle ne pourrait pas gagner plus de six à huit sous par jour pendant longtemps et par un travail assidu, elle pria Bérénice de lui amener le marchand qui lui apportait des dessins et lui prenait sa dentelle. Il fallut pour cela beaucoup de mystère. M. Malais aurait été désespéré, s'il avait pu penser que quelqu'un connaissait une situation qui n'était guère ignorée de personne. Un jour qu'il s'était mis en route sur Pyrame, c'est-à-dire sur Mouton, orné par lui-même, ce jour-là, d'une marque blanche au front, on introduisit le marchand. Pulchérie lui montra des ouvrages exécutés par elle, des broderies sur canevas et sur diverses étoffes. Le marchand lui promit de revenir, dans peu de jours, lui apporter des étoffes à broder, et l'assura qu'elle gagnerait ainsi beaucoup plus d'argent qu'à la dentelle.

En effet, quelques jours après, comme M. Malais avait annoncé qu'il allait à Trouville, le marchand apporta une écharpe à broder. L'écharpe était encore étalée sur une chaise avec tout ce qu'il fallait pour exécuter l'ouvrage commandé, lorsque M. Malais, qui avait hâté le pas crainte de la pluie, rentra plus tôt qu'on ne l'attendait, et, reconnaissant le marchand, il changea de couleur.

— Bonjour, maître Crespie, lui dit-il ; vous prenez le moment où les vieux n'y sont pas pour venir tenter les jeunes femmes et allumer leurs désirs en étalant sous leurs yeux tous vos brimborions ! Vous avouerez, maître Crespie, que si quelqu'un pouvait se passer de parure, ce serait ma nièce, madame la comtesse de Morville. Après tout, comme on ne se pare pas pour être plus jolie, mais pour fâcher un peu les autres femmes, ce n'est pas une raison pour qu'elle se prive d'obéir à quelques caprices. Quel est ce chiffon-là ?

— C'est une écharpe que madame a la fantaisie de broder elle-même.

— Broder elle-même! Eh! bon Dieu! maître Crespie, pourquoi ne la lui apportez-vous pas toute brodée?

— Toute la valeur de l'écharpe sera dans la broderie, et elle coûterait alors quatre fois plus cher.

— Ce n'est pas une question, maître Crespie, ce n'est pas une question. Mon Dieu! la pauvre chère comtesse! depuis la perte cruelle qu'elle a faite de M. le comte de Morville, mon neveu, elle n'a pas trop pensé à la parure, et elle a dû être une bien mauvaise pratique pour vous autres, qui vendez, sous tant de formes et de couleurs différentes, la feuille de figuier, premier costume de notre première mère; mais patience, maître Crespie, cette maison-ci n'a pas toujours été mauvaise pour vous.

— Non, certes, répondit M. Crespie, et j'ai vendu ici bien de belles étoffes et de riches dentelles du vivant de madame Malais.

— Dieu ait son âme! dit M. Malais en se découvrant la tête.

Ce geste plein de dignité fut imité par le marchand, qui, ayant la tête nue, s'inclina profondément, et par Pulchérie et Bérénice, qui firent le signe de la croix.

Après un moment de silence, M. Malais reprit :

— Et c'est donc là ce que vous avez de plus beau?

— C'est du moins ce que madame a trouvé de plus à son goût, et, je vous l'ai dit, la broderie en fera tout le prix.

— Et combien vendez-vous cela, maître Crespie?

— Oh! quand vous m'aurez donné une vingtaine d'écus, vous ne me redevrez pas grand'chose.

— Vous n'êtes pas changé, maître Crespie, et vous surfaites toujours un peu vos marchandises. Certes, si vous veniez m'apporter l'écharpe brodée par les doigts délicats d'une charmante petite comtesse, ce n'est plus par deux chiffres que je voudrais compter. Voyons, un peu de conscience, maître Crespie.

— Nous verrons cela plus tard, M. Malais, la maison est bonne, et je ne suis pas pressé.

— Mon oncle, dit Pulchérie, ne vous hâtez pas tant, je ne suis pas encore décidée à cette acquisition.

— Allons donc, comtesse, faut-il tant de méditations pour décider si vous satisferez un caprice d'une quinzaine d'écus? Puisque vous avez fait à cette écharpe l'honneur de la désirer un moment, elle ne peut plus appartenir à une autre. Voici quinze écus, maître Crespie, et vous n'aurez pas un sou de plus.

Crespie, Pulchérie et Bérénice restèrent stupéfaits. Crespie hésita un moment, puis il dit :

— Il faut bien en passer par où vous voudrez, M. Malais; mais pour ce qui est de prendre votre argent aujourd'hui, c'est une autre affaire, et je vous prierai de me le garder jusqu'à ma prochaine tournée dans six semaines; j'aurai alors plusieurs payements à faire à Dive, et à Beuzeval, et je ne serai pas fâché de retrouver des fonds tout portés.

— Ce sera comme vous voudrez, maître Crespie.

— Est-ce tout ce que vous avez trouvé à votre goût, ma chère Pulchérie?

— Oui, mon cher oncle, dit Pulchérie, qui avait les larmes aux yeux.

Maître Crespie se retira. Quand Bérénice fut partie à son tour, M. Malais dit à Pulchérie :

— Je sais très-bon gré au hasard qui fait que ce marchand n'a pas voulu d'argent. Ces quinze écus sont tout ce que nous avons pour le moment, ma pauvre enfant, et j'aurais été bien embarrassé; mais je l'aurais payé... Je n'ai pas envie de montrer mon abaissement à ces rustres. Je serais bien heureux, ma chère Pulchérie, de pou-

voir satisfaire tous les caprices légitimes d'une femme de votre âge et de votre rang. Si j'étais... comme autrefois, je ne demanderais qu'à vous voir former des désirs pour les satisfaire. Malheureusement les choses sont changées, au moins pour le moment, et il faut que je sois grognon et ennuyeux, il faut que je vous prêche l'économie; votre beauté sera votre seule parure d'ici à longtemps, et il faudra résister aux séductions de maître Crespie. Ce langage me coûte bien à tenir, mais...

— Mais, dit Pulchérie en pleurant et en lui baisant la main malgré lui, n'est-ce pas votre générosité pour moi qui vous a enlevé votre fortune, mon excellent oncle? Eh quoi! au lieu de me reprocher votre ruine, vous venez presque vous en excuser auprès de moi! Je suis raisonnable, mon oncle, et je suis pleine de respect et de tendresse pour votre bonté. Ne craignez pas pour moi les embûches de M. Crespie; je ne pense guère à la parure, et...

Elle allait dire la vérité à M. Malais, quand elle songea au chagrin et à l'humiliation que cette vérité lui causerait : voir sa nièce, la comtesse de Morville, *travailler pour le monde!* et ce secret confié à un marchand qui irait le colporter et le livrer à l'avide jalousie de ses pratiques! Elle changea la phrase qu'elle allait prononcer, et dit :

— C'est plutôt une occupation qu'une parure que j'ai cherchée en achetant cette étoffe.

— Au nom du ciel, ne t'excuse pas, ma chère enfant! s'écria M. Malais. Merci mille fois de me faire croire que tu n'éprouves pas de privations dans une maison où on est un peu gêné pour le moment, il ne faut pas se le dissimuler.

Quand l'écharpe fut brodée et livrée à M. Crespie, M. Malais n'y songea plus, si ce n'est qu'un jour il dit à Pulchérie :

— Pourquoi est-ce que tu ne mets pas ton écharpe neuve, Pulchérie?

— Mais, mon oncle, dit-elle en rougissant, je suis fatiguée de la mettre. Vous n'avez donc pas remarqué que je ne mets pas autre chose depuis quelque temps?

Un jour, Épiphane sonna au château. L'homme en livrée ouvrit l'espèce de meurtrière par laquelle il donnait d'ordinaire ses audiences.

— M. Malais? demanda Épiphane.

— Sorti.

— Voici un petit papier pour lui.

Et maître Épiphane, tirant de sa poche un encrier et une plume, griffonna sur son genou, pour remplir une lacune de son grimoire : « Parlant à la personne d'un domestique à son service ainsi déclaré. »

La vue de ce papier refroidit le sang du pauvre Malais, qui vit que c'était une sommation en forme de protêt d'avoir à payer entre les mains de maître Rivet, fermier, ou entre celles de maître Épiphane Garandin soussigné, la somme de trois mille francs, en vertu d'une lettre de change souscrite à l'ordre de M. Éloi Alain, meunier, demeurant à Beuzeval, que M. Malais n'avait pas payée la veille. Le propriétaire de Beuzeval ne dit rien, mais il fut soucieux et parla à peine le reste du jour. Quelques jours après, maître Épiphane apporta au même domestique ainsi déclaré une assignation pour s'entendre condamner à payer. Quelques jours encore après, le même domestique reçut de la main du même Épiphane une copie du jugement qui condamnait M. Malais à payer ladite somme entre lesdites mains, *faute de quoi il y serait contraint par toutes les voies de droit et même par corps;* mais quand Épiphane, un peu plus tard, apporta une sommation d'avoir à payer, *dedans vingt-quatre heures,* ès mains du requérant, M. Malais était allé mener paître Pyrame. Ce fut Pulchérie qui reçut le papier, et y fut désignée comme *la personne de sa bru ainsi déclarée.* Elle lut avec beaucoup de peine le papier d'un bout à l'autre; elle en fut très-effrayée. Les procureurs généraux, les procureurs du roi, agents de la force

publique, étaient invités à *prêter main-forte* à l'exécution des présentes. Le crime de n'avoir pas d'argent est peut-être celui contre lequel on fait le plus grand déploiement de forces. Pulchérie alla trouver Bérénice.

— Hélas! dit celle-ci, nous n'avons eu aucune nouvelle d'Onésime depuis son départ, et d'ailleurs je ne vois pas trop à quoi il pourrait nous servir. S'il ne fallait que se jeter pour vous dans l'eau ou dans le feu, ce serait notre homme; mais c'est de l'argent qu'il faut.

— Que faire? que devenir? dit Pulchérie. Certes, je sais bien que mon pauvre oncle ne pourra garder son château, et qu'il vaudrait mieux pour lui cent fois qu'il le vendît; mais il ne survivra pas au chagrin de le voir vendre par autorité de justice.

— Onésime m'a donné l'ordre en partant de mettre quelque part un signe, si vous ou moi nous avions besoin de lui; mais qui sait où il est aujourd'hui? et d'ailleurs que pourrait-il faire?

— Qui sait? peut-être nous donner un bon conseil, dit Pulchérie, ou nous aider à emmener d'ici M. Malais, pour lui dérober l'événement que je n'espère pas empêcher.

— Eh bien! venez avec moi, Pulchérie, nous allons mettre le signal convenu, quoique je n'espère guère qu'il puisse en avoir connaissance.

Toutes deux se mirent en route en portant alternativement l'enfant de Pulchérie. En route, celle-ci dit à Bérénice :

— Pourquoi est-ce que tu ne me tutoies plus?

— Je ne sais, reprit-elle, ça m'est venu comme ça de ne plus vous tutoyer, sans que j'y aie fait bien de l'attention. Vous étiez une demoiselle savante, riche, puis une grande dame.

— Et aujourd'hui que je ne suis plus rien de tout cela, aujourd'hui que je suis redevenue une ouvrière comme toi...

— Eh bien!... c'est égal... il me semble toujours, comme je le disais à ce pauvre Onésime, que vous n'êtes pas de la même espèce que nous, si vous étiez à peu près de la même couvée. Il y a des poules qui couvent des œufs de poussins et des œufs de canards; quand ils sont tous éclos, les canards vont trouver l'étang et se jettent à la nage, tandis que les petits poulets continuent à gratter la poussière de la cour.

— Quelle folie! Et qu'en disait Onésime?

— Il en était fort triste; il vous aimait tant!

Il y eut un moment de silence. Après quoi Pulchérie reprit :

— C'est égal, je veux que tu me tutoies, je t'aime comme autrefois, et d'ailleurs cela me rappelle un temps que je regrette, malgré l'éclat passager qui est tombé sur ma vie. Ce n'est rien d'être pauvre, c'est d'être ruiné qui est pénible. Avec vous je n'avais ni fortune, ni mari, ni enfant; aujourd'hui j'ai perdu ma fortune et mon mari, et je vais bientôt peut-être perdre ce pauvre petit. Je ne suis montée un moment que pour rendre ma chute plus douloureuse. Aime-moi, ma pauvre Bérénice; laisse-moi revenir par la pensée au temps de notre enfance. Que me reste-t-il au monde? Un vieillard devenu pauvre pour moi, presque par moi, et qui souffre horriblement de la pauvreté, un pauvre petit enfant qui est en train de mourir, et toi.

— Et ne suis-je donc rien? demanda Onésime.

Pulchérie et Bérénice jetèrent un cri d'effroi et ne répondirent pas; elles tremblaient et avaient peine à se soutenir.

— Pardon! dit Onésime, je ne croyais pas vous effrayer ainsi. Je pensais, venant ici, où je suis convenu avec Bérénice de placer nos signaux, que vous n'étiez pas si éloignées de songer à moi. Depuis mon départ, je me rends ici tous les soirs pour voir si l'une ou l'autre vous n'avez pas besoin de moi.

— Mais tu n'es donc pas allé à Cherbourg?

— Nous causerons de cela plus tard; seulement ayez soin, dans le pays, de ne pas plus parler de moi que si j'étais mort depuis cent ans, cela pourrait nuire à moi et à ceux qui m'auraient fréquenté.

— Ne cours-tu aucun danger?

— C'est encore là quelque chose dont nous causerons dans un autre moment. Veniez-vous pour placer un signal? Laquelle de vous deux a besoin de moi? Tout ce qu'un homme peut faire avec son corps et avec son cœur, je suis prêt à le faire pour vous, et si, par hasard, ce que vous souhaitez vous semblait dépasser un peu ce que vous croyez dans la force et dans la puissance d'un homme, dites-le-moi tout de même, m'est avis que ça pourra peut-être se faire aussi bien; j'ai des raisons pour penser ainsi.

— Mon bon Onésime! dit Pulchérie, nous allons plutôt causer avec vous de nos chagrins et de notre vieille amitié, que vous demander votre appui aujourd'hui; personne ne connaît mieux que moi votre courage et votre dévouement, mais ici le courage et le dévouement ne peuvent rien : il s'agit d'une somme que M. Malais ne peut pas payer, et pour laquelle on va vendre le château de Beuzeval : vous savez quel coup ce sera pour lui.

— Qui est-ce qui réclame l'argent?... Est-ce le meunier?

— Non, c'est le fermier Rivet; mais c'est un billet souscrit par mon oncle au meunier.

— Oui, je comprends : le cousin Éloi ne veut pas paraître, mais c'est toujours lui. Il faudra bien, après tant de promesses que je ne lui demandais pas, que le cousin Éloi fasse quelque chose à ma prière... Quel délai M. Malais désirerait-il?... Six mois?...

— O mon Dieu! il ne pourra pas plus payer dans six mois qu'aujourd'hui : les fausses spéculations d'un homme dont je ne veux pas parler l'ont complétement ruiné, il faudra que le château de Beuzeval soit vendu; mais, si j'avais du temps, je l'amènerais tout doucement à la résolution de le vendre volontairement et de se retirer ailleurs avec moi.

— Ailleurs?... dit Onésime.

— Ailleurs veut dire dans toute autre maison de Beuzeval, ou de Dive, ou de Cabourg. Je ne voudrais pour rien au monde m'éloigner de cette chère Bérénice... et des autres amis de mon enfance, les seuls qui me soient restés... et les seuls que je regretterais. Si vous avez quelque influence sur le meunier, Onésime, obtenez de lui qu'il fasse discontinuer les poursuites et qu'il laisse dans trois mois faire une vente *volontaire* du château.

— Mademoiselle, dit Onésime, je vous promets qu'il sera fait comme vous le voulez.

— Vous me le promettez, Onésime : et quels moyens emploierez-vous?

— Je voudrais bien le savoir; mais ce que je sais, c'est que les choses se passeront comme vous le voulez. Je vous quitte, adieu. Surtout ne parlez de moi à personne, et n'oubliez pas que je viens ici tous les soirs, à la même heure à peu près, voir si je ne découvre pas sur cet arbre quelque signe qui me dise que vous avez besoin de moi.

Il embrassa Bérénice, serra une main que lui tendait Pulchérie, sauta par-dessus un échalier et disparut derrière les haies.

— Mon Dieu! dit Bérénice, je suis bien inquiète de voir mon frère ici, quand il avait reçu une feuille de route pour Cherbourg. Est-ce que ce n'est pas cela qu'on appelle déserter? Si c'est cela, les gendarmes viendront le chercher un de ces jours... Reconnaissez-vous... reconnais-tu cet arbre, Pulchérie, ce saule auquel il m'a dit de

mettre des signaux... peu de temps avant ton départ pour Paris? Nous étions encore des enfants tous les trois, nous nous sommes promis de nous aimer toujours, et nous avons gravé nos noms sur son écorce avec le couteau d'Onésime. Depuis, on a enlevé les noms; mais, comme il a fallu pour cela enlever l'écorce, la marque reste et restera toujours.

Pulchérie avoua que c'était elle qui avait enlevé les noms.

— Onésime aime toujours cet arbre, dit Bérénice, et il y est revenu bien souvent.

ALPHONSE KARR.

(*La cinquième partie à une prochaine livraison.*)

L'IRLANDE

ET

LE PARLEMENT ANGLAIS EN 1847.

LA LOI DES PAUVRES.

La condition sociale de l'Irlande est, pour l'Angleterre, ce que la guerre d'Espagne fut pour Napoléon. L'empereur avait beau mener à l'autre extrémité de l'Europe ses aigles victorieuses, sa pensée soucieuse restait enchaînée au pied des Pyrénées; il sentait qu'il laissait là, à sa porte, à son foyer, quelque chose comme un ennemi domestique; cette incessante inquiétude arrêtait tous ses élans, paralysait tous ses mouvements; en un mot, il n'était pas libre. L'Angleterre, elle aussi, a beau s'élancer à pleines voiles et à toute vapeur sur toutes les mers du monde, jeter sur tous les rivages les merveilles de son industrie; elle a beau s'étendre, se dilater, se multiplier, se rire de l'espace, elle se sent retenue par une chaîne qui de temps à autre lui donne des secousses douloureuses. Tant qu'elle devra laisser après elle l'arrière-pensée de l'Irlande, l'Angleterre ne sera pas tranquille, elle ne sera pas libre.

La famine de cette année a été pour elle un enseignement terrible. Elle a réveillé en elle, en même temps que le sentiment de la pitié et l'humanité, celui de la conservation. L'Angleterre a compris que pour elle-même il fallait, d'une manière ou d'une autre, régler le sort de l'Irlande. Elle a fait trêve à ses querelles politiques; les partis ont gardé le silence dans ce grand désastre, comme on se met à parler bas dans un cimetière. Et l'Irlande, en effet, n'était plus qu'un vaste cimetière, ou plutôt un charnier, car on avait renoncé à enterrer les morts. Comme dans *Macbeth,* on aurait pu dire : « Quand la cloche de la mort sonne, on ne demande plus pour qui. » Il faudrait remonter au siége de Jérusalem, emprunter à Manzoni l'effrayant tableau de la

peste de Milan, pour donner une idée du spectacle qu'a offert l'Irlande cette année. Lord Brougham disait que ni dans les pages de Josèphe, ni sur les toiles du Poussin, ni dans les chants désespérés de Dante, on ne pouvait rencontrer rien de semblable. Lord John Russell appelait cela « une famine inconnue dans les temps modernes, une famine du XVIe siècle frappant une nation du XIXe. » Dans quel siècle, dans quel pays, dans quelle histoire, dans quel roman aurait-on pu rencontrer des horreurs pareilles à celles qui désolèrent le village désormais célèbre de Skibbereen? Quand un étranger maintenant va en Irlande, il demande où est Skibbereen; on lui montre sur la carte un petit point noir, une tache imperceptible, mais indélébile. C'est de Skibbereen qu'on a rapporté ceci, que nous traduisons :

« Quand le médecin entra, il trouva la fille étendue sur un misérable tas de paille, à côté d'un cadavre qui était déjà vert de putréfaction... Elle était ainsi avec ce corps depuis deux jours... Le père prit le corps de sa femme, le porta au cimetière, et le laissa sur une tombe. Un paysan qui passa le lendemain l'enterra, après quoi il alla prendre sa fille, la porta sur son dos à l'hôpital, et la déposa contre la porte. Elle mourut une demi-heure après... Dans ce village, il est mort depuis le commencement du mois soixante et dix individus, seulement de faim. En passant dans les rues, je remarquai que tous les chiens, que ces pauvres gens aiment tant à avoir chez eux, avaient disparu. On me dit qu'ils étaient morts de faim; mais, à la manière dont on me répondait, je fus forcé d'arriver à conclure, quelque horrible et incroyable que ce puisse être, que ces malheureux les avaient mangés. »

C'est de ce lieu maudit qu'il vint à Londres une députation pour demander du secours. L'épouvantable histoire de Skibbereen frappa l'Angleterre de pitié et de terreur, et une souscription fut aussitôt ouverte, en tête de laquelle apparurent les noms de la reine et des ministres; mais que pouvait la charité privée en présence de pareils désastres? Le mal avait, par son excès même, cessé d'être un danger pour la sécurité publique. Ce malheureux peuple n'avait pas même la force de murmurer ou de se révolter. Il était terrassé, anéanti; il ne parlait plus, ne remuait plus; on ne saurait dire s'il pensait encore. Le spectre de la Famine dominait tout, et se promenait dans ces allées de morts et de mourants comme dans un royaume. Enfin c'était à ce point, qu'on put écrire et imprimer ceci :

« Il a été calculé par les comités de secours, et il paraît que cette évaluation est admise par les membres du cabinet, que la famine irlandaise tuera probablement deux millions d'individus cette année... Deux millions en douze mois, hommes, femmes ou enfants, cela fait 5,479 par jour, 228 par heure, et un peu plus de quatre à la minute. Nous mentionnons un fait connu dans les cercles politiques en disant que deux millions de morts, soit par la faim, soit par les maladies venant de la faim, est l'évaluation actuelle des personnes qui tiennent au gouvernement de Sa Majesté. »

C'est dans cet état que se trouvait l'Irlande, au commencement de l'année 1847, vers le milieu du XIXe siècle. On y mourait de faim un peu plus de quatre à la minute. La prudence politique et la plus vulgaire humanité commandaient de mettre, autant que le permettaient les forces humaines, un terme à un des plus abominables scandales de l'histoire. Si l'Angleterre avait pu, sans attaquer les sources de sa propre vie, couper le lien qui rattachait l'Irlande à son flanc, et abandonner ce malheureux peuple sur le grand Océan comme un enfant trouvé, assurément elle n'aurait pu qu'y gagner. Nous ne voulons pas dire qu'elle l'eût fait : ce serait une accusation aussi dénuée de sens que de justice; mais, de gré ou de force, l'Angleterre et l'Ir-

lande se tiennent, et l'Angleterre ne peut pas laisser l'Irlande mourir de faim. Il fallait donc pourvoir à la nourriture de trois ou quatre millions de pauvres. L'année dernière, le parlement avait voté un bill appelé l'acte du *labour-rate,* ou du salaire, par lequel le gouvernement était autorisé à employer les indigents à des travaux, soit d'utilité publique, soit d'utilité privée, sur les grandes routes ou sur les propriétés particulières. Au commencement de cette année, le gouvernement employait ainsi plus de 500,000 hommes et dépensait environ vingt-cinq millions par mois. Ce n'était là pourtant qu'un remède temporaire. On pouvait, à force d'argent, à force de sacrifices, prolonger la vie de quelques millions de misérables; mais changeait-on leur condition? L'existence de tout un peuple, la sécurité d'un grand empire, restaient abandonnées au caprice des saisons, affaires de pluie ou de beau temps. Cette épée menaçante restait toujours suspendue sur la tête de l'Angleterre. Chaque matin, elle était exposée à entendre, à son réveil, tout un peuple lui demander du pain; chaque jour, elle pouvait voir ses rivages envahis par des flots de barbares qui apportaient dans ses grandes villes la fièvre, la peste, et tout le sinistre cortége de la faim.

Pour résoudre un problème tellement en dehors des règles ordinaires, il ne fallait rien moins qu'une révolution dans les fondements de la société irlandaise. Cette révolution, elle est décidée, elle est commencée. Le parlement anglais l'a votée dans sa dernière session; elle s'appelle *la loi des pauvres*.

Cette loi a été l'œuvre principale de la session; elle a été, à vrai dire, toute la session. La suivre dans les diverses phases qu'elle a eu à traverser, ce sera raconter la dernière année du parlement qui vient d'être renouvelé. Les débats de cette session orageuse sont l'oraison funèbre, les *novissima verba* d'une classe qui a commis de grandes fautes, mais qui en est aujourd'hui cruellement punie, nous voulons dire la classe des propriétaires irlandais. Pendant des siècles ils ont laissé le peuple d'Irlande croupir dans la misère, dans le vice, dans l'ignorance; ils l'ont laissé tomber à l'état sauvage. Cette masse d'infirmités et d'impuretés sociales n'a fait que s'accroître d'âge en âge, et en ce moment elle est devenue trop lourde à porter. L'Angleterre elle-même a plié sous le poids; elle l'a secoué et l'a rejeté sur les épaules de l'Irlande, qui n'y résistera pas. On peut prédire à coup sûr qu'avant deux ou trois ans la moitié de la terre en Irlande aura changé de mains.

Du reste, les conséquences de la loi des pauvres étaient prévues. On savait très-bien en Angleterre que cette loi aurait pour effet inévitable de ruiner la moitié des *landlords* de l'Irlande. Avant l'ouverture de la session, on organisait ouvertement des plans pour les déposséder; ces projets de confiscation étaient discutés comme si c'eût été la chose du monde la plus naturelle, la plus inévitable; les Anglais n'y mettaient pas le moindre ménagement, et le sacrifice de toute la classe des landlords, leurs anciens alliés, était pour eux comme un fait accompli. Sous les coups de la famine, sous les cris de l'émeute, sous la menace d'une spoliation générale, les landlords se réveillèrent et s'agitèrent. Quelques-uns, comme le marquis de Sligo, le comte de Roden, lord Monteagle, M. Ralph Osborne, se mirent à la tête du mouvement. M. Osborne surtout, le plus actif et le plus clairvoyant, écrivait dans les journaux, adressait aux petits propriétaires sommations sur sommations pour les engager à s'unir, à s'organiser et à agir. « Si vous voulez garder la terre, leur disait-il, il faut vous remuer. Signez des réquisitions; faites appel à tous ceux de votre classe, et établissez un conseil dans la métropole de l'Irlande. » Et leur parlant de l'acte du *labour-rate,* il leur disait : « Si cet acte continue encore deux mois, comment payerez-vous l'intérêt des hypothèques et les parts des sœurs et des cadets? Vous n'avez qu'une alternative, l'union ou la banqueroute. »

Ces appels pressants furent entendus. Les landlords se rassemblèrent à Dublin, et

formèrent une espèce de ligue. Les questions politiques furent ajournées; les différences de parti et de religion furent écartées, et on put croire un instant à l'établissement d'un parti irlandais. C'était la première fois depuis l'union, c'est-à-dire depuis l'ouverture de ce siècle, qu'il semblait se former en Irlande une ligue purement nationale; le danger commun rapprochait tous les intérêts divers. Peu de temps avant la réunion du parlement, cette ligue transporta son centre de Dublin à Londres. Les membres irlandais des deux chambres essayèrent de former, à côté du parlement impérial, une sorte de parlement national, et ils établirent le siége de leurs délibérations dans *Old palace Yard*, aux portes mêmes des autres chambres. Ils n'avaient naturellement aucune prétention à constituer une législature indépendante : ce n'était qu'un club où ils venaient arrêter la conduite qu'ils tiendraient dans le parlement; mais c'était peut-être le plus grand pas qui eût jamais été fait vers la fusion des divers partis irlandais. Torys et libéraux, protestants et catholiques s'y donnaient la main; les Westmeath, les Downshire, les Castlereagh, s'y rencontraient avec les O'Connell, les Grattan et les O'Brien.

Mais toutes ces tentatives, tous ces efforts, devaient échouer devant une puissance supérieure. On verra bientôt comment cette confédération irlandaise fut battue en brèche, démantelée, et dispersée en poussière dans le parlement anglais. La plus grande part de cette œuvre revient au parti radical; elle appartient principalement dans la presse au *Times*, dans la chambre des communes à M. Roebuck. Le journal le plus répandu et l'orateur le plus redouté de l'Angleterre furent, chacun dans sa sphère, au dehors et au dedans de la législature, les organes les plus populaires de la réaction contre les landlords de l'Irlande. Le gouvernement anglais, dans tout le cours de la session, ne fit que suivre l'élan donné à l'opinion publique sans lui et malgré lui. Nous connaissons peu d'exemples où ce qu'on appelle en Angleterre la *pression du dehors* ait agi avec autant de puissance et presque de tyrannie sur un gouvernement et sur une législature.

Ce fut dans ces circonstances que s'ouvrit la session de 1847, une des plus confuses, des plus agitées et des plus fécondes en résultats encore problématiques qu'ait jamais vues le parlement de la Grande-Bretagne. Elle s'ouvrait sous de tristes augures. Ce fut, dit-on, d'une voix basse et émue que la reine Victoria donna lecture de son discours; la famine et l'Irlande y occupaient la première et la plus grande place. Le paragraphe le plus important de ce discours était celui-ci : « J'ai à diriger votre attention sur la condition *permanente* de l'Irlande. Vous verrez, dans l'absence de toute excitation politique, une occasion d'envisager sans passion les maux *sociaux* qui affligent cette partie du royaume-uni. » Ce peu de mots renfermaient la tâche de toute la session. Ils indiquaient aussi que l'Angleterre remontait enfin à la véritable source des maux de l'Irlande, qu'elle allait abandonner la fausse voie des réformes purement politiques, pour entrer dans celle des réformes sociales; qu'au lieu d'appliquer année par année des palliatifs à la maladie de ce triste pays, elle allait y chercher des remèdes permanents, et que l'Irlande ne devait plus être, comme elle l'avait été trop longtemps, la matière à expériences, le champ de bataille des partis.

Cet esprit d'action commune se dessina dès la première séance du parlement dans la discussion de l'adresse. Les chefs des trois principaux partis dans la chambre des communes, lord John Russell, sir Robert Peel, lord George Bentinck, déclarèrent qu'ils regarderaient la question irlandaise comme une question neutre, et l'envisageraient sans aucune intention d'antagonisme politique. Cette première séance fut curieuse en ce que les hommes principaux de la chambre y prirent immédiatement l'attitude qu'ils conservèrent ensuite pendant le reste de la session. Lord George Bentinck, au nom du parti tory ou protectioniste, inclinait visiblement du côté des landlords. Lord John Russell, sur lequel, en sa qualité de chef du gouvernement,

reposait la plus grande part de responsabilité, justifiait à l'avance la complète impuissance où devait se trouver un pouvoir exécutif quelconque de faire face à des difficultés d'une nature surhumaine et providentielle, et il disait :

« Considérant la manière dont a vécu jusqu'à présent le peuple irlandais, considérant qu'une grande partie de la population est ordinairement trente semaines par an dans l'impossibilité de se procurer de la nourriture, considérant la position de gens habitués à vivre avec un seul repas de pommes de terre par jour, je ne puis croire que par aucune mesure le gouvernement ou la législature puisse empêcher de cruelles souffrances, et même dans certains cas la mortalité. Les Irlandais n'ont pas les ressources des Anglais ; ceux-ci, dans des temps de malheur, peuvent retrancher quelque chose de leur subsistance habituelle. Les Irlandais n'ont point cette ressource : ils ne peuvent rien retrancher d'une nourriture qui n'est pas même suffisante dans les temps les plus heureux. Je ne vois donc, je l'avoue, aucun moyen de faire entièrement face à la crise actuelle. »

Ainsi, dès le début de la session, le pouvoir exécutif faisait l'aveu public de son impuissance. Lord John Russell eût sans doute été tout prêt à remettre une responsabilité si lourde en des mains plus hardies ou plus habiles, s'il y en avait eu ; mais il n'y en avait pas. Sir Robert Peel gardait sa position d'observation, promettant un concours désintéressé, satisfait peut-être de se voir déchargé d'un pouvoir dont l'exercice était devenu si difficile.

Ce fut au milieu de cette suspension d'armes des partis politiques proprement dits que commença, dans la chambre des communes, la bataille du parti irlandais et du parti radical anglais. Les Irlandais ouvrirent l'attaque. M. Smith O'Brien ramassa une à une toutes les misères de son pays et les jeta à la face de l'Angleterre en lui disant : « Voilà votre ouvrage ! » et il déclara qu'il rendait le gouvernement anglais responsable de la mort de chaque Irlandais qui succomberait sous la famine. Cette ébullition irlandaise était d'une haute imprudence au moment même où les Anglais supputaient les sommes que leur avait déjà coûté la famine de leurs voisins. M. Roebuck se leva et commença la série de ces tirades sanglantes qu'il renouvela si souvent dans la suite.

« Je sais bien, s'écria-t-il, quels mendiants nous allons voir arriver d'Irlande. Je dis le mot. Je m'attends à toutes les criailleries ; mais je dirai mon opinion. C'est mon devoir envers le peuple d'Angleterre, que je représente. Je dis que ce n'est pas au peuple d'Angleterre à entretenir le peuple d'Irlande. Et maintenant, un mot aux landlords. Il y a trois cents ans que le parlement anglais fait des lois à leur profit contre le peuple d'Irlande, et qu'il leur permet de faire leurs affaires particulières à ses dépens... Le parlement n'a rien fait pour le peuple. Pour les landlords, il a créé toutes sortes de priviléges. Eh bien ! ils en ont usé et abusé ; ils ont réduit le peuple au paupérisme, et maintenant, après trois cents ans de législation à leur profit, ils s'en viennent demander à l'Angleterre, non-seulement de les soutenir, mais d'entretenir les pauvres qu'ils ont faits. Or, je dis, et je m'adresse ici aux représentants anglais, je dis que notre devoir est de forcer la terre de l'Irlande à nourrir les pauvres de l'Irlande. Nous allons remanier la loi des pauvres d'Angleterre. Eh bien ! je demande pour l'Irlande l'égalité. Je demande seulement que, dans la loi des pauvres, à ces mots : « en Angleterre et en Écosse, » on ajoute simplement ceci : « et en Irlande. » Rien de plus. Je ne demande que des lois égales ; mais je ne voterai point pour des mesures qui auront simplement pour objet de taxer le peuple laborieux, industrieux, pacifique et régulier de l'Angleterre, au profit de cette anarchie

qui règne dans ce royaume que, par un monstrueux abus de la parole, nous appelons le *royaume-frère*. Si le gouvernement cède aux clameurs des Irlandais, il sera responsable des conséquences. Tous les pauvres de toutes les paroisses d'Angleterre auront le droit de venir lui dire : « Vous nourrissez les Irlandais, nourrissez-moi. »

Cette sortie sauvage fut comme un brûlot lancé dans la discussion. A peine M. Roebuck s'était-il rassis, qu'une légion d'Irlandais se leva et déborda contre lui en invectives. Il y en eut un qui l'assimila à un crapaud; un autre, relevant l'épithète de mendiant, s'écria : « Mais c'est avec de l'argent irlandais que vous avez bâti le palais de la reine et que vous embellissez votre capitale; c'est avec de l'argent tiré de l'Irlande que les Lansdowne, les Hertford, les Devonshire, ont construit leurs hôtels. »

Au milieu de ces querelles amères, la grande question, celle de savoir sur qui retomberait la charge des pauvres en Irlande, sur les possesseurs de la terre ou sur le gouvernement, n'avait été posée que par les deux partis extrêmes. C'était au gouvernement à prendre le rôle d'arbitre, et à tenter, comme le font nécessairement tous les gouvernements, une transaction. Ce fut, en effet, ce qu'entreprit lord John Russell dans les mesures dont il vint exposer le plan à la chambre des communes le 25 janvier. Ainsi qu'on va le voir, l'objet principal de ces mesures était de faire, en faveur des propriétaires d'Irlande, la part de la calamité publique qui avait pesé sur eux comme sur le peuple, et de les aider à sortir d'une ruine imminente, mais en même temps de les assimiler aux propriétaires anglais, en leur faisant supporter désormais la taxe des pauvres.

Le plan du ministère pouvait se diviser en deux parties : l'une comprenant seulement des mesures temporaires, l'autre embrassant les mesures permanentes. Il fallait avant tout parer aux nécessités du présent, arrêter, autant que possible, les ravages quotidiens de la famine, venir au secours du peuple, en un mot lui donner à manger. Pour cela, il n'y avait de possible que les mesures directes, les secours de la main à la main. Trois ou quatre millions d'individus mourant littéralement de faim n'avaient pas le temps d'attendre; ce qu'il leur fallait, ce n'était pas même du travail, c'était du pain, c'était de la soupe. Le gouvernement proposait donc de constituer dans chaque district électoral de l'Irlande des comités de secours autorisés à recevoir des souscriptions du public et des donations du trésor, et à lever des taxes; avec ces fonds, ils devaient établir des cuisines de soupes (*soup-kitchens*) et distribuer des rations aux indigents, à tous les indigents, sans exiger de travail en retour.

Ce système de distribution en grand devait remplacer celui de l'entreprise de travaux publics. Immédiatement après cette mesure en faveur du peuple, il en venait une en faveur des landlords. Nous rappellerons que primitivement les sommes avancées par le trésor pour des travaux d'utilité publique ne l'avaient été qu'à titre de prêt, et que le recouvrement devait en être perçu sur les propriétaires. Lord John Russell, prenant en considération les embarras dans lesquels se trouvaient les landlords, proposait maintenant de leur remettre la moitié de cette dette. C'était simplement légaliser une faillite inévitable. On savait parfaitement bien en Angleterre que cet argent ne serait jamais rendu, par la raison toute simple que les landlords, quand même ils l'auraient voulu, n'auraient jamais pu le rendre. C'était donc, pour le trésor, de l'argent perdu, et le gouvernement, en proposant de décharger les Irlandais de la moitié de cette dette, ne leur faisait pas une grande faveur. En même temps il proposait d'avancer encore 50,000 livres sterling aux propriétaires pour les aider à acheter des semences. Il eût mieux valu ne rien proposer du tout, car 1,250,000 francs ou rien, pour un pareil objet, c'était à peu près la même chose.

Après ces mesures temporaires venaient les mesures permanentes. Celles-ci

embrassaient d'abord des secours donnés aux landlords pour améliorer leurs terres, ensuite des entreprises d'utilité publique faites par le gouvernement lui-même, enfin, pour couronnement, l'entretien légal des indigents par les possesseurs de la terre, c'est-à-dire une *loi des pauvres*.

Comme on le voit, il y avait encore là une part pour les propriétaires et une part pour le peuple. Voici comment devaient être réglées les avances faites par l'État aux landlords. Tout propriétaire voulant introduire des améliorations dans ses terres pouvait recevoir un prêt en argent remboursable dans l'espace de vingt-deux ans, et portant intérêt à 3 et demi pour 100; il pouvait aussi, en payant l'intérêt à 6 et demi pour 100 pendant ces vingt-deux ans, amortir sa dette.

Le gouvernement proposait aussi de consacrer une somme de 25 millions de francs à l'achat par l'État des terres en friche. Il avait été calculé qu'il y avait en Irlande environ 4,600,000 acres de terre non cultivée ou dans une culture imparfaite, les propriétaires n'ayant pas le capital nécessaire pour les exploiter et les faire valoir. Le possesseur nominal de la terre aurait le droit d'emprunter à l'État de l'argent pour faire valoir lui-même; mais s'il n'usait point de cette faculté, et s'il laissait la terre en friche ou au-dessous d'une certaine valeur, alors l'État aurait le droit de l'exproprier et de le déposséder, moyennant une certaine indemnité, d'une valeur qu'il laissait dormir, et qui était ainsi perdue pour la communauté. Ces terres, devenues propriétés de l'État, devaient ensuite être soit vendues, soit affermées en lots plus ou moins considérables, et amener ainsi la création d'une classe nouvelle de propriétaires.

Un projet de loi devait être aussi présenté pour faciliter la vente des terres hypothéquées. Cette partie du plan ministériel touchait à une des plaies les plus vives de l'Irlande. Il n'y a pas de pays au monde où la propriété soit livrée à autant de désordre et d'anarchie. En Angleterre et en Écosse, le propriétaire titulaire est aussi propriétaire réel; les rapports sont directs entre lui et ses tenanciers. En Irlande, il y a toujours trois ou quatre propriétaires. Il y a celui qui a le titre, et qui, presque toujours, n'a pas autre chose. Au-dessous de lui, il y en a un autre qui tient les hypothèques et à qui appartient la plus grande partie du revenu; celui-là a au-dessous de lui un *middleman*, c'est-à-dire un agent intermédiaire qui lui paye une certaine rente au prix de laquelle il gère, administre, afferme la terre à une multitude de petits fermiers qui se font une concurrence effrénée, et desquels il extorque le plus de rente possible. Ces biens étant substitués, le propriétaire ne peut les vendre, et les familles se transmettent ainsi d'âge en âge un héritage inextricable de dettes et de désordre. Dans un pareil état de choses, il était souvent impossible d'arriver jusqu'au véritable propriétaire, et l'établissement d'une loi des pauvres devenait, en particulier, à peu près impraticable. Quand la détresse publique effrayait le monde de ses scandales, quand les indigents restaient abandonnés à la grâce de Dieu dans les campagnes, et quand on voulait remonter jusqu'au propriétaire responsable qui était tenu de contribuer aux charges de la paroisse, on en perdait la trace, et on se trouvait au milieu d'une légion d'exploitateurs de la terre qui se renvoyaient de l'un à l'autre cette responsabilité écrasante.

Il fallait donc opérer une révolution dans cette condition de la propriété, pour arriver à l'établissement régulier d'une loi des pauvres comme en Angleterre et en Écosse, et c'était la perspective de cette loi qui dominait tout le projet du gouvernement, qui en était, comme nous l'avons dit, le couronnement. L'État disait aux propriétaires : « Nous vous prêterons de l'argent pour vous aider à cultiver vos terres, nous vous autoriserons à en vendre une partie pour que vous puissiez garder le reste; en un mot, nous tâcherons de faire de vous ce que vous n'êtes pas, c'est-à-dire des propriétaires réels et non plus des simulacres de propriétaires. De votre côté, par

votre zèle, par votre travail, par le retour à l'ordre, à l'économie, vous répondrez aux sacrifices que le public fait pour vous; en recouvrant la propriété, vous en accepterez les devoirs. Nous élèverons les propriétaires de l'Irlande à l'état de ceux de l'Angleterre et de l'Écosse, mais à la condition que, comme ceux-ci, ils se chargeront de l'entretien légal et régulier des pauvres. »

En terminant l'exposé des plans du gouvernement, lord John Russell faisait appel à la coopération de toutes les classes, et il disait :

« Je ne suis pas de ceux qui croient qu'il suffit d'un gouvernement bienfaisant pour rendre un pays florissant. Il y a des choses que la couronne ne peut accorder, que le parlement ne peut ordonner : c'est la confiance en soi-même et l'esprit de coopération. Je dois dire franchement qu'en vérité je désespérerais de cette tâche, si je ne voyais pas dans le peuple d'Irlande des symptômes de plus de confiance dans sa propre énergie et ses propres ressources, et d'une plus grande disposition à s'aider mutuellement. S'il veut regarder l'Angleterre et l'Écosse, et voir ce que peuvent faire l'industrie et la persévérance; s'il veut se mettre courageusement à l'œuvre, il a des ressources qui le tireront victorieusement de sa condition présente. Le sol est fertile; il a fait l'admiration des étrangers et des voyageurs de toutes les nations. Le peuple est fort et industrieux, car ce même homme qui erre dans l'inertie et l'oisiveté sur les montagnes du Tipperary, qui se borne à cultiver pendant quelques jours son misérable lot de pommes de terre, qui avec ses gages et avec son porc a pu payer sa rente et gagner sa triste existence, il a peut-être un frère à Liverpool ou à Glascow, ou à Londres, qui, à la sueur de son front, fait du matin au soir concurrence aux plus robustes travailleurs de l'Angleterre et de l'Écosse, et gagne des salaires égaux aux leurs. Sans doute, il y a de grands maux; il y a eu de grandes fautes. Heureux si nous pouvons jeter les fondements d'un avenir meilleur! bienheureux les Irlandais, s'ils prennent pour maxime : Aide-toi, le ciel t'aidera. Et alors nous pourrons dire enfin que l'adversité a aussi ses avantages. »

Les projets du gouvernement furent diversement accueillis. Les Irlandais acceptèrent avec empressement, sinon avec reconnaissance, les secours qu'on leur offrait, tout en protestant à l'avance contre la loi des pauvres, et se promettant bien de la combattre. Les radicaux et les économistes anglais jetèrent feu et flammes contre les avances faites aux landlords, et réclamèrent à grands cris une *poor law*. A la bourse, on se demandait ce que tout cela coûterait, et où on prendrait l'argent. L'état des affaires empirait; l'escompte montait, et c'était quand l'argent devenait de plus en plus rare qu'on proposait d'en prêter aux landlords à un intérêt presque fictif. M. Roebuck était, comme toujours, à la tête de l'opposition. Une loi des pauvres, selon lui, était la seule chose qui pût mettre un terme à une condition sociale où le peuple était en famine chronique, et les landlords en faillite également chronique.

« Les Irlandais, disait-il, ont l'air de croire que le premier devoir de l'Angleterre, c'est de les nourrir, de les habiller, et de leur faire la barbe. Non, je n'ai jamais vu un pareil spectacle! Une grande nation, avec un climat aussi beau que celui de l'Angleterre, une population physiquement plus forte, et des qualités intellectuelles égales sinon supérieures, mais avec cette différence qu'elle manque de ce courage moral qui donne à l'Anglais la force de se suffire à lui-même! »

Le vieux M. Hume, préposé depuis un demi-siècle à la garde du budget, voyait avec effroi s'arrondir les chiffres des sommes promises aux Irlandais. « Ils remercient le ministère, disait-il d'un ton lamentable, et ils s'en vont contents, abso-

lument comme s'il ne s'agissait que d'emporter de l'argent, de l'argent, de l'argent! »

Naturellement les Irlandais rugissaient et bondissaient sous ces assauts qui se renouvelaient à chaque séance. Ils faisaient des irruptions en masse sur leur plus inexorable ennemi. « Je ne veux pas, disait M. Grattan, un des fils du célèbre Irlandais, je ne veux pas appeler ses discours de la satire, ni de la virulence, ni même de la calomnie; c'est le poison d'une petite vipère ratatinée. » M. John O'Connell l'adjurait de les laisser en repos, en lui disant « de choisir un jour pour exhaler à son aise toute sa bile sordide et toutes ses viles injures contre les Irlandais. » Quant à M. Roebuck, il était dans son élément. « C'est bien, disait-il, vous avez beau crier, le bœuf lui-même peut sentir la piqûre de la vipère; son dard est armé de la vérité, et il est clair qu'il a touché juste. »

Au milieu de ces querelles passionnées, la voix calme de l'homme d'État avait de la peine à se faire entendre. L'opinion de sir Robert Peel était attendue avec impatience. L'ancien ministre jugea les projets de ses successeurs avec réserve et bienveillance. En ce qui touchait les mesures temporaires, il les approuva et en pressa l'exécution. Quant aux mesures permanentes, il insista, comme lord John Russell, sur la nécessité de la coopération des particuliers. « Il faut, disait-il, apprendre aux propriétaires irlandais à se passer du gouvernement. Soyons justes, soyons libéraux à leur égard; mais, qu'on en soit bien sûr, ce serait paralyser leurs propres efforts que de leur apprendre à compter sur le gouvernement. »

On ne peut s'empêcher de remarquer ici combien lord John Russell et sir Robert Peel, les hommes les plus modérés et les plus éclairés, raisonnaient, en parlant de l'Irlande, d'un point de vue exclusivement anglais. En Angleterre, en effet, l'État n'est rien ou presque rien; c'est un pays où la centralisation est l'objet d'une antipathie invincible. La grandeur, la richesse, la prospérité de la nation, sont l'œuvre du travail privé, du courage privé, de la persévérance et de l'industrie privées. Toutes les grandes choses en Angleterre sont accomplies soit par des particuliers, soit par des associations, depuis l'éducation du peuple jusqu'à l'émancipation des esclaves et l'affranchissement du commerce. Nous ne voulons point discuter ici les inconvénients ou les avantages de la centralisation; ce n'est pas une affaire de système, mais une affaire de mœurs. En France, on ne conçoit rien sans l'intervention de l'État; en Angleterre, quiconque proposerait de faire exécuter les chemins de fer par l'État serait pourvu d'un conseil de famille. Ce n'est pas avec des lois qu'on corrige des habitudes nationales; aussi tous les raisonnements des économistes anglais, les appels qu'ils faisaient au zèle privé, à l'industrie privée, pouvaient être fort justes, mais ils avaient le tort de s'adresser à des Irlandais. Le gouvernement anglais fut ainsi conduit à abandonner une des parties les plus importantes de son plan, celle qui concernait l'appropriation par l'État des terres en friche. Quelques sarcasmes assez mal placés de sir Robert Peel suffirent pour lui faire docilement courber la tête. Ce fut une des grandes fautes de la session. Ce qui manque, en effet, à l'Irlande, et ce que le gouvernement anglais devait s'efforcer d'y créer, c'est une classe moyenne de propriétaires, une classe intermédiaire entre le landlord endetté et le petit fermier ruiné. Or il ne pouvait arriver à ce but que par le recouvrement de la répartition des terres abandonnées. Dans le projet général, il proposait soit d'acheter à l'amiable, soit d'enlever légalement aux landlords toutes les terres qui ne rendraient pas plus de 2 schellings et demi par acre. Ces terres, devenues propriétés de l'État, divisées en lots et affermées ou vendues, auraient insensiblement amené la formation d'une classe nouvelle de cultivateurs et la création d'un élément nouveau dans la société irlandaise. C'était toute une révolution; le gouvernement anglais n'osa pas l'entreprendre. Il la conçut un moment, il en dressa la théorie; mais, quand il fallut en venir à l'exécu-

tion, il recula. Ce fut une des plus grandes parmi les nombreuses preuves de faiblesse qu'il donna dans le cours de la dernière législature.

Le bill de secours pour les indigents (*destitute relief bill*), c'est-à-dire celui qui instituait des comités pour la distribution des soupes, et qui était en tête du plan ministériel, ne donna pas lieu à grande discussion. C'était une loi d'urgence; elle fut poussée avec célérité dans les deux chambres. La seconde lecture en fut votée dans la chambre des communes le 2 février, dans la chambre des lords le 15, et la sanction royale y fut donnée le 26. Ce qui préoccupait par-dessus tout l'opinion publique, ce qui, au dedans et au dehors du parlement, soulevait les discussions les plus passionnées, c'était la loi des pauvres. Le ministère sentait que c'était un grand pas; il hésitait, tergiversait. Il avait présenté le bill, mais il ne se pressait pas de le faire avancer. M. Roebuck était tous les jours à ses trousses, sans lui laisser un moment de relâche, et soulevait sans pitié de continuelles tempêtes parmi les irascibles Irlandais. La clause principale de la loi des pauvres, la seule réellement fondamentale, c'était celle qui rendait obligatoire la distribution de secours aux indigents valides (*able bodied paupers*). Les propriétaires disaient, et avec raison, qu'une telle clause serait pour eux un arrêt certain de ruine; que l'entretien non pas seulement des indigents invalides, non pas seulement des pauvres admis dans les maisons d'asile, mais de tous les individus sans travail, était une tâche au-dessus de leurs forces, et que la taxe des pauvres non-seulement absorberait, mais dans beaucoup de cas dépasserait le chiffre total de leur revenu. De l'autre côté, on leur répondait : « C'est possible; mais ces trois ou quatre millions d'individus ne peuvent pourtant pas mourir de faim. Il faut que quelqu'un s'en charge. Si ce n'est pas vous, il faudra que ce soit nous. L'Irlande retombera encore sur l'Angleterre. Chacun pour soi, chacun chez soi. »

Ce fut sur ce terrain que s'établit toute la lutte, et elle fut poursuivie de part et d'autre avec une animosité excessive. Les Irlandais accusaient les spéculateurs de la Cité de vouloir les faire exproprier. « Je sais bien, disait sir Henry Barron, que les landlords de l'Irlande sont pourchassés à outrance, afin que les capitalistes anglais se jettent sur leurs terres. Voilà la vérité. La clameur publique a été soulevée par l'organe des intérêts marchands. On ameute l'opinion contre nous; puis, quand on nous aura ruinés, c'est la Cité de Londres qui empochera les rentes. »

Ces prédictions étaient présentées sous des couleurs un peu trop irlandaises, mais elles avaient néanmoins beaucoup de vrai. Il est certain que la plus grande partie des hypothèques qui pèsent sur les terres de l'Irlande sont entre les mains d'hommes d'affaires et de prêteurs d'argent, et que la plupart des expropriations devaient se faire à leur profit. C'est sans doute cette certitude de la ruine prochaine de la moitié des propriétaires d'Irlande qui causait les hésitations et les lenteurs du gouvernement anglais. Il fut longtemps avant de se décider à introduire dans le bill la clause formidable de l'entretien des indigents valides. Ainsi, le marquis de Lansdowne, président du conseil, qui était chargé de la conduite du bill dans la chambre des lords, déclarait que cette clause n'y serait pas comprise, mais il faisait cette déclaration dans la chambre des landlords. Or, dans l'autre chambre et dans la presse, la question n'était pas si facile à résoudre, et ce n'était pas un ministère aussi faible, aussi irrésolu et aussi vacillant que le ministère actuel, qui pouvait tenir tête à l'entraînement de l'opinion.

D'ailleurs, le moment critique, le quart d'heure de Rabelais, allait arriver. C'était bien de faire de grands projets, de se montrer libéral, mais il fallait payer. Le chancelier de l'échiquier vint faire, le 22 février, dans la chambre des communes, l'exposé de la situation financière du pays. Il y avait un côté de la médaille très-brillant, celui de l'Angleterre. Sir Charles Wood débuta en disant qu'au commencement de l'année

il y avait dans le trésor une balance de 9 millions sterling (225 millions de francs). Le revenu était en pleine voie de prospérité; l'ancien chancelier de l'échiquier en avait estimé l'excédant probable à 700,000 livres sterling (17,500,000 fr.), et il se trouvait être de 3 millions de liv. sterl. (75,000,000 de fr.). On prévoyait, il est vrai, une crise commerciale et manufacturière; mais elle était attendue, par conséquent elle avait perdu la moitié de son danger. Enfin l'Angleterre, si elle avait été seule, n'aurait eu ni embarras, ni inquiétudes, ni insomnies; mais elle n'était pas seule : l'Irlande pesait sur elle de tout son poids; suspendue à ses mamelles rebelles, elle les épuisait et les mordait jusqu'au sang. Tout l'argent qui arrivait au trésor anglais, il le fallait reverser dans les rues et dans les grandes routes irlandaises. Le chancelier de l'échiquier retourna la médaille. Il venait de dire : « Voilà ce que vous ont rapporté vos douanes, votre accise, votre *income-tax;* » il eut à dire ensuite : « Voilà ce que vous coûte l'Irlande. » A la fin de janvier, il y avait 571,000 hommes employés par l'État à casser des pierres sur les routes; l'administration seule de ces travaux coûtait plus de 500,000 francs. Il avait été dépensé 7,500,000 francs en achats de grains. Le trésor avait émis 50 millions de francs de bons de l'échiquier pour subvenir aux travaux publics. En résumé, les dépenses étaient de 25 millions de francs par mois. Elles étaient évaluées, pour l'année qui devait finir au mois d'août suivant, à 10 millions de liv. sterl. (250 millions de francs); 2 millions étaient déjà payés, il restait à pourvoir aux 8 autres. Sir Charles Wood termina son exposé en demandant la faculté de faire un emprunt de 200 millions de francs. On sait que l'emprunt fut adjugé, trois jours après, à MM. de Rothschild et Baring; l'opération se fit avec la promptitude et la décision qu'on apporte en ces sortes d'affaires de l'autre côté de l'eau.

Le même jour qu'elle autorisait l'emprunt de 200 millions pour l'entretien immédiat des pauvres, la chambre des communes autorisait aussi une avance de près de 40 millions aux landlords pour l'amélioration de leurs terres. Le tout fut accordé à l'unanimité, mais avec un redoublement d'objurgations et de menaces. Il était impossible de dire plus éloquemment : « C'est la dernière fois qu'on vous donne; ne repassez plus. » M. Roebuck, tout naturellement, fut le premier à l'attaque.

« Je voudrais bien, dit-il, avant de voter ainsi 10 millions pour l'Irlande, savoir quelles sont les intentions du gouvernement à l'égard de la loi des pauvres. J'entends dire que soixante et dix des plus grands propriétaires sont contre le bill. Pourquoi n'impose-t-on pas l'*income-tax* à l'Irlande?... Le gouvernement n'a fait qu'ajouter à la détresse; il a desséché les sources de la charité privée, a éloigné le peuple de la culture de la terre en lui donnant des travaux inutiles; il s'est transformé lui-même en brocanteur de blé et en meunier. Il y a eu une irruption de la misère; on a appris au peuple à compter sur le gouvernement et à ne rien faire; l'emprunt excitera la même clameur pour du pain l'année prochaine, les mêmes cris de : « Donnez! donnez! « donnez! » Prenez garde que l'Irlande ne finisse par entraîner l'Angleterre dans une ruine commune. »

Ces récriminations amères étaient avidement accueillies par le public anglais, et reproduites avec bien plus de violence encore par le *Times*. Il y avait une véritable agitation organisée contre les propriétaires d'Irlande, et cette agitation prenait un caractère qui, dans tout autre pays, n'eût été rien moins que terroriste. Le plus inexorable et le plus infatigable ennemi des landlords, M. Roebuck, revint encore à la charge, et fit une motion pour que l'*income-tax* fût appliquée à l'Irlande. On sait que sir Robert Peel, en établissant la taxe générale sur tous les revenus, en avait fait exempter l'Irlande. Nous citerons plusieurs passages du discours que fit M. Roebuck à cette occasion; c'est un des plus cruels, des plus sanglants et des plus

spirituels qu'eût entendus depuis longtemps le parlement anglais, et il pose nettement la question :

« En Angleterre, toutes les classes, l'artisan, le marchand, le propriétaire, contribuent au fonds commun, sans grommeler et sans murmurer; mais en Irlande, personne ne paye de taxes ni pour sa maison, ni pour ses fenêtres, ni pour ses chevaux, ni pour ses domestiques, ni pour ses armoiries, ni pour rien. En Irlande, chacun peut ajouter à son train de maison sans payer de taxes. Oh! sans doute, ce serait bien fâcheux de taxer l'étalage et le clinquant en Irlande, car ce serait taxer la moitié des bonheurs du pays... En Angleterre, le *gentleman*, le marchand, l'ouvrier, tous se font un devoir de soutenir les pauvres; mais les *gentlemen* d'Irlande, les marchands d'Irlande, les artisans d'Irlande trouvent cela au-dessous d'eux. La maxime : « La « propriété a ses devoirs comme ses droits » a trouvé un écho dans tous les cœurs d'Angleterre et d'Écosse; elle n'a pas trouvé une réponse en Irlande... Tout ce que je demande, c'est qu'en Irlande, comme en Angleterre, le riche paye les taxes. Je demande que quiconque aura un revenu de plus de 150 livres paye la taxe du revenu comme nous. Avec l'aide de Dieu, nous verrons de quoi sont faits ces messieurs. S'ils nous menacent du rappel, eh bien! nous le leur donnerons. Qu'est-il devenu, ce rappel, depuis qu'une calamité réelle a frappé le pays? Vit-on jamais pareil spectacle? Dans les temps prospères, ces gens-là étaient tous pour le rappel, tous pour le Celte contre le Saxon. Il a plu à Dieu de leur envoyer la famine. Aussitôt, voilà tous ces braillards réduits au silence; tous ces bavards rampants ont le corps et l'esprit terrassés, anéantis. Ils n'ont rien à proposer, mais ils ont tout à demander. Tous les membres de leur corps sont complétement inertes et inutiles, excepté leur langue, et avec cette langue ils crient : « Encore! encore! encore! » L'insulteur du Saxon et l'avocat du Celte est rentré dans son coin, d'où l'on n'entend sortir qu'une voix suppliante demandant du secours. Voilà vos rappeleurs! Tournez-vous maintenant vers l'Angleterre, qu'y verrez-vous? Une nation brave supportant bravement ses maux, et dont le courage commande la sympathie... Il est venu chez moi l'autre jour deux prêtres catholiques arrivant d'Irlande en députation. La première chose qu'ils m'ont dite est ceci : « Monsieur, ne croyez pas que les membres de la chambre qui y vien- « nent d'Irlande y représentent réellement l'Irlande. Ils n'en représentent que les pro- « priétaires. Eh bien! nous, les prêtres, qui sommes du peuple, qui connaissons ses « sentiments, qui vivons avec lui, nous sommes envoyés ici pour vous dire de sa part : « Ne croyez pas un mot de ce qui vous sera dit dans la chambre des communes par les « députés de l'Irlande. »

« ..... On dit que les propriétaires d'Irlande ont beaucoup d'influence sur le gouvernement, car ce sont eux qui dominent dans la composition du cabinet. Est-il nécessaire de les nommer? Je pourrais vous citer le marquis de Lansdowne, le marquis de Clanricarde, tous deux dans le cabinet, sans compter lord Monteagle, qui n'y est pas, mais qui voudrait bien y être, et qui cogne à la porte. Je pourrais citer un noble lord qui agite l'Europe dans ses fondements, lord Palmerston. Je pourrais nommer aussi le duc de Devonshire, et un autre noble lord qui, pour ne pas être dans le cabinet, est un des magnats du pays, le comte Fitz-William; mais il y a quelqu'un de plus puissant encore que lord Fitz-William, c'est le peuple d'Angleterre... Je pourrais en nommer bien d'autres. Nous avons là de grands lords, de grands propriétaires d'Irlande, qui, à la face du peuple d'Angleterre, ont constitué un ministère exclusif à leur profit. Le reste du cabinet, je le respecte beaucoup, mais ce sont des zéros dans cette question. J'ai toujours regardé lord John Russell comme un homme brave : c'est la particularité de son caractère que j'aime le plus; mais je puis lui dire que, s'il ne présente pas un bill des pauvres avec ses autres bills, l'Angleterre les rejettera

tous en masse... Quand sir Robert Peel a présenté l'*income-tax* avec son perpétuel sourire, ce devait être pour trois ans ; mais il savait bien que ce serait pour toujours. Mon Dieu ! ce n'est pas la peine de nier, nous savons tous très-bien que nous la payerons jusqu'à la fin de nos jours. Il n'y a pas un des plus jeunes membres de cette chambre (et il y en a beaucoup de trop jeunes pour y être) qui ne soit sûr de mourir en la payant. Il faut que les Irlandais goûtent une bonne fois de ce qu'ils ne connaissent pas, les plaisirs de l'indépendance. Voyez un peu ce qui arrivera. Après avoir nourri les Irlandais en 1847, il faudra les nourrir en 1848; mais supposez que nous ayons une mauvaise récolte, où en serons-nous ? Non, il n'y a rien de pareil dans l'histoire du genre humain, depuis la Genèse jusqu'à nos jours : un peuple de huit millions d'individus nourri par un autre ! Souvenez-vous, représentants de l'Angleterre, que vous allez bientôt comparaître devant la nation, et qu'elle vous demandera des comptes terribles. »

La motion de M. Roebuck ne pouvait avoir et n'eut aucune suite; on ne pouvait songer sérieusement à imposer l'*income-tax* à des gens déjà ruinés. M. Roebuck n'avait voulu que placer un de ces discours antiirlandais et monter l'opinion publique. Du reste, il y réussissait ; ces harangues passionnées, secondées par les sorties quotidiennes du *Times,* ne laissaient plus au ministère d'autre ressource que de céder. Il céda en effet. Lord John Russell vint annoncer positivement que les secours aux indigents valides seraient compris dans la loi, et en réponse aux dénonciations de M. Roebuck il déclara que les grands propriétaires d'Irlande qui faisaient partie du cabinet étaient les premiers à proposer cette clause du bill, et qu'il faisait cette déclaration en leur nom. En vain les Irlandais sacrifiés tentèrent-ils un dernier effort auprès du gouvernement. Une députation se présenta chez lord John Russell avec une protestation contre le bill signée par soixante-quatre pairs et quarante-trois membres irlandais des communes. Le premier ministre leur fit cette question terrible : « Avez-vous quelque chose à proposer à la place ? » Ils restèrent silencieux ; leur sentence était prononcée. Ils le sentirent; ils abandonnèrent la lutte dans la chambre des communes, et le 19 mars la clause tant redoutée fut, au milieu d'un excessif tumulte, votée à une majorité de 242 voix contre 36.

La fin du carême de 1847 fut signalée par une cérémonie assez anglaise. La reine ordonna un jeûne général et national pour apaiser la colère divine qui frappait si cruellement la terre. Un jeûne pour remède à la famine, c'est ce qui fut appelé assez spirituellement de la médecine homœopathique. Ce fut une chose très-curieuse que la manière dont cet acte de pénitence fut accueilli par la presse et par le public. Le *Times,* par exemple, prit la chose très au sérieux, et la justifia, du reste, par d'excellents raisonnements. C'est ainsi qu'il disait :

« La calamité qui nous a frappés est sans doute l'œuvre de Dieu, en tant qu'elle a détruit toute une récolte ; mais c'est évidemment aussi l'œuvre de l'homme, en ce que c'est à l'imprévoyance, à l'aveuglement, à la négligence de l'homme que nous la devons. Le ciel donne l'abondance et la prospérité à la prévoyance et à la prudence. Une pareille calamité en présence de tant d'avertissements est un crime national. L'empire tout entier a sa part dans l'oppression et l'incurie honteuse qui ont laissé des millions d'hommes partager la nourriture, les habitations et les mœurs des porcs. Cette riche et puissante nation, qui se vante d'être à la tête de la civilisation et de la religion, elle a permis qu'à cinq heures de ses rivages, et pour ainsi dire dans son propre sein, il s'amoncelât une masse de pauvreté et de désorganisation sans pareille dans le monde entier. »

Que disait, de son côté, le parti philosophique? Il s'exprimait ainsi par l'organe du *Morning Chronicle :*

« Le document extraordinaire par lequel on nous commande ce jeûne, et copié, nous le supposons, de quelque document semblable du temps de Henri VIII ou d'Élisabeth, sauf qu'il manque de cette force d'expression que donnait en ce temps-là la sincérité, s'arroge de la familiarité avec les secrets conseils de Dieu jusqu'à menacer de « la colère et de l'indignation divines » tous ceux qui négligeront ce pieux devoir. Il suffit de connaître les opinions des classes éclairées de ce pays pour savoir comment sera reçue une pareille momerie... »

A en juger d'après la conduite de la population en général, le *Chronicle* eut à peu près raison; on put même remarquer à cette occasion qu'un assez notable changement semblait s'être opéré depuis quelques années dans les habitudes, sinon dans les sentiments du peuple anglais. Ainsi, quinze ans auparavant, à l'époque du choléra-morbus, un jeûne national avait également été ordonné en Angleterre; il y fut religieusement observé, et il paraît qu'il y eut ce jour-là dans les églises de Londres seulement plus d'un demi-million de communiants. Il n'en fut pas de même en 1847; le peuple anglais se montra en général moins enclin à faire pénitence. Était-ce parce que la calamité dont on avait à implorer le terme tombait seulement à côté de l'Angleterre? Nous ne saurions le dire; mais toujours est-il que le jour de pénitence fut, sauf quelques exceptions, surtout des exceptions officielles, plutôt un jour de réjouissance. Toutes les boutiques se fermèrent comme pour un dimanche; il faisait très beau temps, et le peuple anglais, fuyant la tristesse dominicale, alla encombrer les bateaux à vapeur et inonder les parcs et les jardins publics.

Réconforté par le jeûne, le parlement se remit à sa tâche. La loi des pauvres était maintenant passée sur le terrain de la chambre des lords. Ces malheureux landlords irlandais allaient enfin avoir un peu de répit et sortir pour quelque temps des griffes de M. Roebuck. Chez les lords, ils étaient un peu chez eux. Voyant qu'il n'y avait rien à espérer dans la chambre des communes, ils y avaient quitté la partie, et ils avaient remis leurs affaires entre les mains de lord Monteagle et de lord Stanley.

Lord Monteagle était autrefois connu sous le nom de M. Spring Rice. Il avait été chancelier de l'échiquier dans le ministère de lord Melbourne, il avait été fait pair, et avait acquis des biens considérables en Irlande. Les Irlandais ne pouvaient choisir un meilleur avocat; il était très-fin, très-habile, et ce qu'on appelle en anglais *clever*. Ce fut lui qui prit dans la chambre des lords la conduite de l'opposition contre le bill des pauvres. Avant même que le bill y fût introduit, il avait commencé l'attaque à l'aide d'une de ces motions nominales qu'on fait en Angleterre pour soulever une discussion. Le bill rencontrait dans la chambre haute très-peu de sympathies. Lord Lansdowne, qui le présentait, reconnaissait lui-même que la clause principale était *une expérience hasardeuse et dangereuse*. Lord Brougham déclarait que c'était *la proposition la plus alarmante qu'il eût de sa vie vu faire dans le parlement;* mais de toutes les prédictions, de toutes les réprobations dont cette loi fut l'objet, les plus sinistres et les plus éloquentes furent celles de l'archevêque de Dublin.

Le docteur Whately est le prélat le plus libéral peut-être de l'Église anglicane, et regardé dans le clergé comme un philosophe. C'est, dans tous les cas, un des hommes les plus éminents de son pays, et il s'est fait connaître par ses écrits plus encore que par ses discours. L'opinion d'un tel homme emporte nécessairement avec elle une grande autorité. Eh bien! nous n'avons jamais lu dans aucun livre un jugement plus accablant pour le peuple d'Irlande, et pour l'Angleterre maîtresse de ce peuple, que celui qu'en porta dans la chambre des lords l'archevêque de Dublin. Ainsi, on disait

en Angleterre que les propriétaires irlandais, se voyant forcés de nourrir les pauvres, même dans l'inaction, aimeraient mieux les utiliser et leur donner du travail. A cela l'archevêque répondait que les pauvres, certains désormais de ne pas mourir de faim, refuseraient de travailler. Compter qu'ils chercheraient du travail, il déclarait que c'était « l'idée la plus chimérique qu'il y eût au monde. »

« Je parle, disait-il, d'après ma propre expérience. Je suis habitué à étudier soigneusement l'ouvrier irlandais; j'ai toujours trouvé que, s'il sait que son emploi dépend de ses efforts et de sa bonne conduite, il travaillera volontiers pour une très-maigre pitance. L'Irlandais est accoutumé à un travail dur; il est toujours sur le bord de la ruine, et se contente purement et simplement de la mesure nécessaire pour vivre. Donnez-la-lui, il ne travaillera pas du tout, et ses habitudes d'industrie seront détruites pour toujours. L'ouvrier anglais est accoutumé à un mode d'existence plus relevé. Outre le nécessaire, il possède aussi quelque peu de superflu. Il a une habitation décente, il est bien vêtu, sa femme et ses enfants ont des dehors convenables, son *cottage* a même parfois quelques objets d'ornement. Donner à cet homme le simple nécessaire dans un temps de calamité publique n'aurait aucun danger, parce qu'il serait toujours désireux et empressé de retourner à sa condition antérieure; mais, pour l'ouvrier irlandais, un pareil état de choses serait du luxe. »

L'archevêque de Dublin prédisait donc que le nombre des pauvres ne ferait qu'augmenter. Les forcer à travailler, c'était une tentative inutile, dans tous les cas dangereuse. Les inspecteurs n'oseraient pas refuser des secours à ceux qui les demanderaient, ou bien ils seraient désignés à la justice populaire. « Si j'étais un des inspecteurs, disait l'archevêque, je ne donnerais pas une demi-journée de ma vie. » De plus, ceux qui voudraient donner le mauvais exemple de travailler seraient eux-mêmes marqués comme des victimes. La distribution des soupes, qui avait commencé depuis quelque temps, confirmait déjà ces tristes prévisions. Contents de leur pitance, les ouvriers restaient les bras croisés, assis sur le bord des routes. Les pêcheurs abandonnaient leurs barques et leurs filets, et se couchaient sur le rivage comme des lazzaroni. L'archevêque en citait auxquels il avait offert de les équiper et de leur donner des provisions; il avait été obligé d'y renoncer. Et pourquoi? « Si on leur avait donné des provisions, disait-il, ils les auraient consommées à terre; si même on les avait mis en mer avec leurs barques approvisionnées, ils seraient revenus à terre dans la première nuit, auraient rapporté les provisions à leurs familles, et, comptant sur la charité publique, quand elles auraient été épuisées, ils seraient restés les bras croisés. » En citant de pareils exemples, l'archevêque de Dublin les couronnait par cette parole, juste peut-être, mais horriblement dure et cruelle : *On ne peut pas confier à ces gens-là un morceau de pain.*

La conclusion de ce discours est remarquable; nous devons la citer comme une page éloquente et vigoureuse de l'histoire contemporaine. Les résultats futurs de la loi des pauvres y sont retracés de main de maître. L'archevêque terminait ainsi :

« Vous aurez bientôt en Irlande, non plus deux millions de pauvres, comme aujourd'hui, mais trois, mais quatre millions. Déjà en beaucoup d'endroits les campagnes, avec les fermes abandonnées, ressemblent aux déserts de l'Arabie. Je ne parle point dans l'intérêt des propriétaires irlandais, ni pour préserver leurs terres de la confiscation, car confisquées elles seront. Je parle plutôt pour ce malheureux peuple, qui bientôt sera dans une détresse plus grande que jamais, parce que, quand tout le revenu du pays aura été absorbé, et que les terres seront abandonnées comme des sables, les souffrances deviendront incalculables. On imposera des taxes, et la ruine

se propagera comme le feu. On ne pourra lever que la moitié de la première taxe, alors on en imposera une seconde. De celle-ci on ne lèvera que le quart ; alors on en imposera une troisième, mais qui ne rendra rien du tout. Voilà quelle sera la marche de votre loi des pauvres. Quand les taxes ne rendront plus, on fera appel soit aux districts voisins, soit au trésor public. Si l'on veut frapper d'un impôt additionnel un district voisin, il deviendra aussitôt insolvable, et, comme dans le commerce la banqueroute d'une maison entraîne la chute de plusieurs autres, l'insolvabilité d'un district amènera aussi celle de beaucoup d'autres. Le mal s'étendra comme un incendie dans toute l'Irlande, jusqu'à ce que le royaume-uni tout entier soit obligé de s'imposer une taxe nouvelle, et c'est ainsi qu'on arrivera précisément à ce qu'on veut fuir. Je désirerais de tout mon cœur qu'il fût possible d'introduire cette loi en Irlande sans détériorer la condition du peuple, même au prix de la ruine de la moitié des propriétaires irlandais; mais c'est impossible. Il est physiquement impossible que la terre d'Irlande suffise à l'entretien des pauvres. La somme d'indigence qui serait dès aujourd'hui même jetée par la loi nouvelle à la charge de la propriété serait plus que le revenu tout entier du pays ne pourrait porter, à tel point que, quand même la terre serait offerte pour rien, avec la seule condition du payement de la taxe, personne n'en voudrait. Le gouvernement ferait mieux de confisquer d'un seul coup tous les biens des propriétaires irlandais, de les prendre pour lui-même et de faire sur le trésor, aux propriétaires dépossédés, des pensions suffisantes pour les entretenir pendant le reste de leur vie. La terre ne vaudrait plus rien. La proposition à résoudre serait celle-ci : La possibilité d'entretenir un nombre donné d'oisifs sur un certain espace de terrain, ce terrain étant un désert... L'expérience que vous allez tenter est une des plus aveugles que l'on ait jamais pu imaginer. Vous ne pourrez pas même y renoncer, si elle ne réussit pas; vous vous engagez dans une voie sur laquelle il n'y a pas de retour possible. Arrêtez-vous avant de commencer le *facilis descensus* d'où l'on ne revient pas, car une fois que vous aurez déclaré qu'en Irlande tout homme valide qui sera indigent ou voudra se dire tel, et sera sans emploi, aura droit à un secours légal, vous en verrez aussitôt doubler le nombre. Une fois dans cette voie, vous ne pourrez pas vous arrêter avant d'avoir absorbé le revenu entier du pays, et alors vous aurez des jacqueries, des insurrections, des soulèvements des masses, jusqu'à ce que la législature, honteuse et repentante, se voie forcée de rétrograder, si elle le peut, après avoir passé deux fois la mesure de misères et dix fois la somme de dépenses qu'elle voudrait éviter aujourd'hui à l'aide de cette loi désespérée. »

Ces avertissements effrayants étaient de nature à troubler l'esprit des plus hardis législateurs. Le parti des landlords profita de l'immense effet qu'ils avaient produit, et lord Monteagle proposa et fit passer dans la chambre des lords un amendement qui limitait la durée de la fameuse clause au 1er août 1848.

Les lords ne prévoyaient peut-être pas la tempête qu'ils allaient soulever dans l'opinion publique. Les hommes sages, comme lord John Russell, comme sir James Graham, l'ancien ministre de l'intérieur, jugèrent que la résistance était impossible. Les règlements ne leur permettaient pas de parler dans la chambre des communes de ce qui se faisait dans la chambre des lords; mais ils faisaient des allusions significatives à ce qui se passait, selon la locution usitée, dans *un autre lieu*. M. Roebuck était obligé de se taire, et probablement se mordait les lèvres jusqu'au sang; mais la presse radicale fulminait des dénonciations furieuses contre le parti des propriétaires. L'Angleterre souffrait elle-même de la famine. Les travaux étaient suspendus, les manufactures arrêtées, des milliers d'ouvriers sans emploi vivaient sur leurs épargnes, et cependant il fallait continuer à verser millions sur millions dans cette

terre toujours aride et altérée de l'Irlande. Puis l'orgueil anglais souffrait profondément de voir l'attention et la pitié du monde entier fixées sur *la sœur de l'Angleterre*. Les secours provenant des souscriptions ouvertes en France, aux États-Unis, dans toute l'Europe et toute l'Amérique, étaient reçus comme autant d'humiliations. Nulle part ce sentiment tout particulier de jalousie, d'amertume et de honte, n'était plus ouvertement exprimé que dans le *Times*, lorsqu'il disait :

« L'honneur anglais, la gloire anglaise, sont compromis par tout ce qui se passe. L'Irlande, la sœur de l'Angleterre, son ancienne conquête, mendie et reçoit aujourd'hui les aumônes de la terre entière. Pouvons-nous être satisfaits d'entendre nos rivaux et nos calomniateurs, qui ont toujours le nom de l'Irlande à la bouche, faire la charité à nos malheureux compatriotes? De toutes les parties des États-Unis il arrive des souscriptions. Il y en a eu à Constantinople, et le sultan y a largement contribué. Le pape a ordonné des prières et des quêtes pour l'Irlande. Que nous recevions ces témoignages de sympathie des Indes orientales et occidentales, passe encore; mais devons-nous entendre dire avec un plaisir sans mélange que Marseille a donné plus pour les Irlandais que pour les inondés de son propre pays? Or, ces appels à la pitié de l'univers ne sont pas nécessaires. L'Irlande peut se soutenir elle-même aussi bien que la France ou tout autre pays. Il y a des parties de la France et de la Belgique encore plus pauvres qu'elle. La seule différence est dans l'inhumanité des propriétaires. Toute la terre fait leur devoir pour eux. Et pendant ce temps-là, notre pays, cette Angleterre qui donne 250 millions à l'Irlande, passe dans le monde entier pour un tyran ou un mendiant! Il faut que cela finisse. »

Ces menaces, répétées tous les jours, animaient singulièrement l'opinion. On arrivait à prêcher une croisade contre la chambre des lords et contre la propriété. Les élections générales allaient bientôt se faire; c'était une mauvaise question à jeter aux passions populaires. Tous les efforts du gouvernement tendirent donc à reprendre le terrain qu'il avait perdu. L'amendement de lord Monteagle pouvait être repris au passage dans une des nombreuses formes que les lois anglaises ont à traverser; le ministère rassembla ses forces, et il fit révoquer la première résolution. Cette rétractation de la chambre des lords mit un terme à la longue lutte qui avait occupé toute la session, et la *loi des pauvres* fut enfin imposée à l'Irlande.

Nous l'avons dit, c'est une révolution, une révolution qui s'accomplira par des voies légales, lentes peut-être, mais qui n'en sera pas moins profonde. Déjà les prédictions de cet épouvantable discours de l'archevêque de Dublin sont en partie réalisées. Avec la certitude des secours légaux, le nombre des pauvres s'est accru dans une proportion inouïe, à ce point qu'il y a quinze jours, l'État faisait quotidiennement distribuer de la soupe à plus de trois millions d'individus. Eh bien! l'Irlandais n'est pas comme l'Anglais; il est plutôt comme l'Italien, qui vit avec un sou par jour. Il ne connaît pas le bien-être, et, ne l'ayant jamais connu, peut-être n'en éprouve-t-il pas le besoin. Cette soupe misérable lui suffit; il ne mettra pas un pied devant l'autre pour améliorer sa condition. Les pauvres n'ont donc fait que se multiplier, et leur nombre s'est encore accru de tous ceux qui émigraient autrefois en Angleterre, et qui, dans ces derniers temps, sachant qu'ils trouveraient chez eux de la soupe, y sont restés. Cette invasion, qui effrayait tant l'Angleterre, elle a été refoulée; le flot est remonté à sa source.

Jusqu'à présent, c'est l'Angleterre qui a payé. Depuis deux jours, elle a dit à l'Irlande : « C'est votre tour. » C'est le 12 de ce mois, c'est dimanche dernier, que la tâche de l'État a cessé, et qu'a commencé celle des propriétaires irlandais. Désormais c'est la terre qui devra payer la taxe des pauvres.

Mais, malheureux pays! ceux qu'on y appelle les riches sont à peine au-dessus de la condition des pauvres; ils n'ont pas de rentes, ils n'ont que des dettes. La terre est grevée, obérée; elle appartient aux prêteurs d'argent. La taxe des pauvres est supérieure au revenu de toute la terre. Dans le nord et dans l'est, où il y a plus d'industrie, plus de richesse, les propriétaires pourront échapper à la ruine; mais, dans le sud et dans l'ouest, patrie de la misère, c'en est fait d'eux.

Au moment où nous écrivons, la lutte est engagée entre le propriétaire et la loi. Le landlord ne nie pas sa dette, il dit simplement : « Je ne puis pas payer. » Cette résistance passive se produit sur tous les points de l'Irlande. Que fera le gouvernement? Là où il n'y a rien, dit le proverbe, le roi perd ses droits. Si l'on veut exécuter rigoureusement la loi, les terres des insolvables seront saisies et mises aux enchères; mais, en admettant que le gouvernement en vienne à cette extrémité, dans quelle carrière nouvelle d'inextricables embarras ne va-t-il pas entrer! Des terres mal cultivées, couvertes d'une population qui s'y attache comme à une proie, et qu'on ne pourra en arracher que par la force, ne trouveront pas facilement des acheteurs. Le danger éloigne le capital. Si donc l'État confisque la terre, il sera obligé, dans presque tous les cas, d'en rester le détenteur, de la cultiver, de l'exploiter, de la faire valoir. Qui sait? c'est peut-être le seul moyen de faire quelque chose de l'Irlande; mais, pour un gouvernement moderne, un gouvernement constitutionnel, et surtout un gouvernement aristocratique, cette introduction d'une loi agraire est une bien dangereuse expérience.

Nous avons cru devoir retracer avec quelque détail l'histoire parlementaire de cette loi des pauvres, parce qu'elle renferme une grande leçon. Cette race de landlords, qui est aujourd'hui si durement frappée, c'était en Irlande le parti anglais, la garnison anglaise. Et par quelles mains est-elle frappée? Par les mains de l'Angleterre. C'est l'expiation imposée par des complices; c'est un acte de justice populaire exécuté par une trahison. Nous avons rarement vu dans l'histoire un enseignement plus éloquent.

JOHN LEMOINNE.

DES CONCESSIONS

ET

DE LA PROPRIÉTÉ EN ALGÉRIE.

AFFAIRE DES MINES.

La France aime l'Algérie comme on aime les enfants qui coûtent beaucoup, parce que notre pays s'épuise pour elle. De graves accusations, audacieusement lancées en ces derniers temps, ont donc causé une inquiétude générale et légitime. S'il était avéré que l'Algérie est vouée à un gaspillage systématique, que les lambeaux en sont partagés, par un pacte secret, entre les hommes influents, quel capitaliste oserait y engager des fonds? quel ouvrier y conduire sa famille? Les colons auraient-ils grand cœur à y continuer leurs essais? La métropole n'hésiterait-elle pas dans les sacrifices qu'on ne cesse de lui demander? Notre colonie n'a-t-elle pas assez à souffrir de la lassitude momentanée de ses habitants et d'une crise financière terrible, sans qu'on sème, à son sujet, le découragement et le soupçon? Le mystérieux avenir de notre accablante conquête est tellement lié aux destinées de la France, que tout danger pour l'Algérie devient un danger national. Que la vérité soit étudiée et mise à jour, c'est un devoir pour tout publiciste, pour tout citoyen. Ce devoir nous l'avons accepté en ce qui nous concerne. Nous avons cherché à nous éclairer, non pas sur des malversations de subalternes qui ne laissent plus de traces quand la justice les a constatées et punies, mais sur les faits généraux et durables, sur les actes d'un intérêt public que tout le monde peut vérifier.

Pour bien apprécier l'état de l'Algérie, il faut, avant tout, se rendre compte des conditions dans lesquelles s'y trouve la propriété. Le droit des colons à la possession du sol découle de deux sources qu'il importe de distinguer, les achats faits aux indi-

gènes, les concessions accordées à divers titres par le gouvernement français. Dans le bouleversement qui suivit la conquête, il y eut une fièvre de spéculations qui se communiqua des Européens aux indigènes. Qu'on se figure les brocanteurs chrétiens aux prises avec les Arabes et les Juifs! Vente de biens imaginaires, exagérations de contenances, procurations frauduleuses, falsifications de titres, transmissions de biens inaliénables, tels furent les exploits des musulmans dans cette croisade d'un nouveau genre. Nous passerons sous silence les hauts faits des Occidentaux. Après dix années d'un tel commerce, tout le monde se trouva propriétaire; personne ne possédait rien. La propriété rurale surtout se trouvait dans un tel état, que tout essai de colonisation eût été impossible. Il n'y eut plus qu'un cri pour que la lumière descendît dans le chaos.

Ce fut dans ces circonstances qu'intervint l'ordonnance du 1er octobre 1844, destinée à légitimer les transactions antérieures et à poser pour l'avenir les bases de la propriété. Les principaux motifs de nullité que les indigènes faisaient alors valoir pour invalider les contrats dont ils avaient à se repentir furent écartés. Ainsi l'irrégularité des procurations ne fut plus acceptée comme moyen d'annuler les actes. On admit seulement le recours des femmes, enfants ou absents, contre ceux qui auraient agi frauduleusement en leur nom. Tout bail à rentes dont la durée n'avait pas été fixée par le contrat fut considéré comme perpétuel et emporta la transmission irrévocable de l'immeuble en litige; l'acquéreur fut même autorisé à éteindre cette rente en remboursant une somme capitalisée suivant le taux courant de l'intérêt. On n'admit plus la revendication des biens religieux, qui, aux termes de la loi musulmane, sont considérés comme inaliénables. Ainsi fut terminée, d'une manière un peu violente peut-être, la guerre judiciaire qui se continuait entre les conquérants et les vaincus. Le passé étant liquidé, on s'occupa de l'avenir. Il fut convenu que, pour les ventes et transactions futures, on observerait les dispositions du code civil; quant aux expropriations forcées, il fut déclaré qu'elles auraient lieu, non plus moyennant une rente, mais au prix d'un capital liquide, évalué par les tribunaux, avec toutes les garanties stipulées par la législation française.

La loi musulmane ne reconnaît pour véritable propriétaire que celui qui, suivant l'expression du prophète, *ramène à la vie la terre morte.* Aux yeux de l'autorité française, la culture devint également la sanction véritable de la propriété; la mise en valeur des terres appropriées fut déclarée obligatoire dans un périmètre tracé autour de chaque ville, village ou hameau; ce fut ce qu'on appela dès lors le territoire civil. Tout propriétaire indigène ou européen fut requis de constater ses droits par la production de ses titres ou autrement. Les champs laissés incultes furent frappés d'une redevance annuelle de 5 francs par hectare, indépendamment de tous les autres impôts établis ou à établir sur les terres : le non-payement de cette amende fut considéré comme un abandon de la propriété laissée en friche. Reconnaissant toutefois que la plupart des colons étaient dans une impuissance réelle d'utiliser leurs terres, soit par l'exiguïté de leurs ressources, soit en raison de l'état commercial de la colonie, on ne voulut pas punir par la confiscation absolue un tort dont le coupable était la première victime, et on autorisa les propriétaires à faire au domaine l'abandon de leurs terres inutiles, en se réservant le droit de réclamer plus tard une égale quantité de terres arables dans une autre localité, dès qu'ils se sentiraient en mesure de cultiver avec avantage.

Quoique conçu dans un esprit fort paternel, ce règlement rencontra des obstacles, surtout dans les dernières dispositions qui prescrivent l'obligation de la culture. La mise en valeur d'une terre, le peuplement qui en est la suite, ne se décrètent pas par ordonnance; il n'y a pas besoin de loi pour stimuler le propriétaire qui est dans une condition de bonne exploitation : les mesures comminatoires ne suffisent pas pour

décider à la culture celui qui ne peut pas labourer avec avantage. N'appréciant pas bien cette force d'inertie qui lui était opposée, l'administration essaya de la vaincre en prescrivant d'une manière plus précise et plus rigoureuse l'obligation de défricher. L'ordonnance du 21 juillet 1846, après avoir confirmé la précédente dans les dispositions relatives au contrôle des titres, éleva de 5 à 10 francs par hectare l'impôt spécial frappé sur les terres laissées en friche ; la preuve de mise en culture exigée des propriétaires fut la plantation de trente arbres par hectare, la construction d'une maison d'au moins 5,000 francs, et l'établissement d'une famille européenne par 20 hectares. Dans l'état de la colonie, c'était vraiment demander l'impossible. L'administration le reconnut tacitement. Sans abandonner en théorie le principe de la culture obligatoire, elle admit dans la pratique de nombreuses exceptions. Ramenée par le fait à la simple vérification des titres, l'ordonnance de 1846 a cessé d'être un épouvantail et reçoit son exécution. Ce contrôle a jeté une première lueur sur l'état de la propriété coloniale et l'importance des acquisitions faites par les Européens. Au 15 mars dernier, le nombre des dépôts de titres s'élevait à 420 ; celui des simples déclarations de propriété, en vertu de la possession et du droit que donne la culture, à 816, savoir :

	Dépôts de titres.	Déclarations.	Propriétés.
Province d'Alger	333	359	692
— d'Oran.	74	50	124
— de Constantine . .	13	407	420

Le total général, qui donne 1,236, ne doit pas être accepté comme un indice exact du nombre des propriétaires, car, à l'époque où le présent relevé a été fait, beaucoup de colons n'avaient pas encore satisfait à l'obligation qui leur est imposée : les chiffres de la province de Constantine, notamment, ne concernent que le territoire de Bone. On suppose que l'ensemble des opérations constatera l'existence de 1,400 à 1,500 propriétaires, en comprenant un grand nombre d'indigènes qui ont voulu donner à leurs biens la consécration de la loi française. En admettant pour l'étendue de chaque domaine la moyenne de 300 hectares, résultant des calculs auxquels s'est livré le comité du contentieux, la superficie réclamée s'élèverait à 450,000 hectares environ : or ce chiffre est presque le double de l'étendue réelle des territoires soumis à l'application de l'ordonnance, laquelle est de 242,607 hectares. Ce fait est la preuve matérielle du désordre qui existe dans la propriété, et justifie pleinement la nécessité des ordonnances de 1844 et 1846. La valeur attribuée à ces terres par l'esprit d'agiotage est tout à fait arbitraire : les contrats de vente soumis présentement au contrôle de l'autorité ne pourraient pas fournir une base raisonnable d'évaluation. L'indice le plus certain résulte des expropriations forcées que l'État a dû faire pour établir les nouveaux villages. La moyenne des indemnités liquidées pour ces expropriations s'est élevée à 50 francs par hectare dans le Sahel d'Alger, et à 14 francs seulement dans la Mitidja. Il est permis de supposer, d'après ces chiffres, que les Européens ont engagé en achats ruraux une valeur de 5 à 6 millions au plus. Veut-on se faire une idée de cet agiotage sur les immeubles, que l'Algérie expie si cruellement aujourd'hui ? qu'on jette les yeux sur le relevé suivant du nombre et des prix de ventes immobilières depuis 1831 jusqu'en 1845 :

	Nombre des ventes en 15 ans.	Prix en capital.	Prix en rente.
Propriétés urbaines . .	12,997	45,979,293 fr.	4,057,117 fr.
— rurales . .	10,918	19,670,704	1,413,677
Totaux p. les 15 années	23,915	65,649,997	5,470,794

En comparant à ces résultats le nombre et la valeur des propriétés transmissibles, on trouverait qu'elles ont dû changer de mains peut-être dix fois en quinze ans. Jusqu'à ce jour, la dixième partie du territoire acquis aux Européens paraît avoir reçu un commencement de culture.

La seconde nature de propriété en Algérie a encore un caractère provisoire : elle procède de l'établissement des colons grands et petits, fait par le gouvernement au moyen des biens du domaine. Le fonds concessible se compose des propriétés de l'ancienne régence et des biens déclarés vacants par suite de confiscations ou à défaut de possesseurs légitimes. La reconnaissance des immeubles domaniaux, commencée peu de jours après l'occupation et poursuivie sans relâche, est loin d'être achevée : chaque pas fait en avant enrichit l'inventaire de quelques valeurs nouvelles. La situation constatée à la fin de l'année dernière, en vertu de l'ordonnance royale du 9 novembre 1845, est résumée par les chiffres suivants :

IMMEUBLES APPARTENANT A L'ÉTAT.

PROVINCES.	Affectés à des services publics.						Non affectés à des services publics et gérés par le domaine.					
	URBAINS.			RURAUX.			URBAINS.			RURAUX.		
	Nombre.	Superficie.	Valeur.	Nombre.	Superficie.	Valeur.	Nombre.	Superficie.	Valeur.	Nombre.	Superficie.	Valeur.
		h.	fr.		h.	fr.		h.	fr.		h.	
Alger	1,514	457	51,168,791	311	5,695	14,034,910	2,570	151	19,623,273	2,832	26,555	3,392,853
Constantine.	680	197	13,822,323	154	6,326	2,336,627	1,793	14	1,873,581	1,011	170,198	5,573,361
Oran.	810	506	17,157,932	174	2,116	5,069,228	1,280	45	6,156,490	1,999	182,929	5,333,380
	3,004	1,160	82,149,046	639	14,137	21,440,765	5,643	210	27,653,344	5,842	379,682	14,299,594

Suivant ces chiffres, l'État posséderait en Algérie, en propriétés de toute nature, utilisées ou non, 15,128 immeubles, fournissant une superficie de 405,191 hectares, et évalués en capital à 145.542,749 francs. Ces chiffres présentent les biens inventoriés jusqu'à ce jour, et non pas la totalité des ressources domaniales de l'Algérie. Les droits de l'État n'ont pas pu être encore reconnus dans beaucoup de localités où les agents financiers ne pourraient pas opérer avec sécurité, et il est certain qu'avec le temps on recouvrera encore de très-vastes superficies (1). Il faut tenir compte aussi des aliénations déjà faites, les unes moyennant argent, les autres à titre de concessions gratuites. Tous ces chiffres sont bien arbitraires; ils fournissent néanmoins un vague aperçu des résultats financiers de la conquête. Comme placement d'argent, la spéculation n'est pas brillante pour la métropole, il faut en convenir. Pour acquérir un domaine estimé en capital à 145 millions, on a déjà dépensé plus d'un milliard, et si, d'ici à dix ans, quelque veine d'exploitation fructueuse n'a pas été ouverte,

(1) La plupart des ventes ont été faites moyennant des rentes, dont le service procure annuellement plus de 800,000 francs au trésor.

chaque hectare de broussailles en Afrique nous aura coûté plus cher qu'un hectare dans les meilleures plaines de la Beauce.

Le domaine rural concessible aujourd'hui contient donc 390,000 hectares de toute nature que l'administration paraît estimer en moyenne à 36 francs. Le but principal n'est pas d'en tirer un revenu : c'est de le répartir de la manière la plus efficace pour le peuplement et la mise en valeur de l'Afrique française. Le droit de distribuer le sol, de créer des propriétaires, semble être une prérogative bien désirable, et pourtant, lorsqu'on suit la série des ordonnances qui ont réglementé la matière, on voit la direction supérieure de l'Algérie limiter d'elle-même sa prérogative, comme pour éviter une trop lourde responsabilité. Pendant les dix premières années, il n'y eut que de petites concessions, faites arbitrairement par les chefs militaires dans le voisinage des postes. Lorsque les idées d'organisation se produisirent, vers 1841, M. le maréchal Bugeaud prit un arrêté par lequel il s'autorisait, lui, gouverneur général, à créer des centres de population : il s'agissait pour le moment d'établir les petits colons dans des villages; l'intention était bonne : on ne réclama pas. Cependant, la colonisation prenant essor et des demandes importantes étant faites, le ministre de la guerre voulut prévenir les conflits avec le gouverneur général en lui retirant le droit de transmettre les biens domaniaux, et en s'interdisant à lui-même la liberté de concéder au-dessus de cent hectares. (Ordonnance du 21 juillet 1845.) La sanction royale fut également déclarée nécessaire pour l'aliénation des forêts et des mines.

Enfin une ordonnance récente (5 juin 1847) semble limiter même la prérogative royale en déférant au conseil d'État, et en certains cas à des commissions spéciales, le contrôle des concessions importantes (1). En même temps que le pouvoir fournit ainsi des garanties contre lui-même, il en demande de très-positives à ces mêmes capitalistes qu'on l'accuse de favoriser. Tout concessionnaire au-dessus de 100 hectares sera tenu à l'avenir de déposer un cautionnement de 10 francs par hectare jusqu'au parfait accomplissement des conditions de mise en valeur qui lui sont prescrites. S'il n'exécute pas fidèlement le cahier des charges, il perd son cautionnement et est frappé de déchéance : il ne peut ni vendre ni hypothéquer sans autorisation jusqu'au jour où le titre provisoire devient définitif, et à cette époque il doit servir une rente proportionnée à la valeur de l'immeuble dont il reste propriétaire.

Il y a sans doute tendance à croire, d'après les bruits qui ont été répandus, que les concessions de terres domaniales ont été faites sans discrétion et sans discernement : c'est encore une prévention qui doit tomber devant la réalité des faits. Commençons par distinguer deux catégories de concessions, les unes tendant à l'introduction des travailleurs et à la constitution de la petite propriété, les autres offertes comme un appât aux capitalistes et aux spéculateurs dont le concours est nécessaire. La première catégorie comprend toutes les concessions au-dessous de 50 hectares; elle forme ce qu'on a appelé la colonisation administrative, c'est-à-dire le peuplement opéré aux frais de l'État, par la fondation de divers centres habitables, et la distribution gratuite de la terre par petits lots. Ainsi ont été formés environ quarante villages ou hameaux dans les territoires civils seulement. Des installations de même genre, mais en nombre beaucoup moins grand, ont eu lieu sur les territoires soumis encore au régime militaire. Il y a enfin des établissements français dans des cantons où ne règne pas encore la loi française. La dotation de la petite propriété se subdivise

(1) L'ordonnance constitutive du 1er septembre 1847 vient de rendre au futur gouverneur général le droit de concéder les propriétés rurales jusqu'à 100 hectares, mais sur un avis motivé d'un conseil supérieur d'administration, formé par la réunion des premiers fonctionnaires de la colonie.

donc en deux classes, selon que les lots ont été accordés dans les nouveaux centres de population française ou en dehors de ces limites. Voici un état arrêté au 1er janvier 1847, et qui n'a pas encore reçu de publicité :

1° CONCESSIONS RURALES FAITES DANS LES CENTRES DE CRÉATION FRANÇAISE.	Nombre des concessions.	Superficie en hectares.	Moyenne approximative de l'étendue.
Territoires civils	2,396	17,432	7 hectares.
Territoires mixtes	500	3,000	6
	2,896	20,432	
2° CONCESSIONS RURALES EN DEHORS DES CENTRES DE CRÉATION FRANÇAISE.			
Concessions faites à des Européens	379	13,378	35
— à des indigènes	27	939	35
	406	14,317	

Ainsi, jusqu'au commencement de la présente année, il n'avait été distribué à la petite propriété algérienne que 34,749 hectares. Voyons maintenant la part faite à la grande spéculation.

CONCESSIONS DE CINQUANTE HECTARES ET AU-DESSUS,

Depuis le commencement de la conquête jusqu'à ce jour.

DATE DE LA CONCESSION.	NOMS ET QUALITÉS DES CONCESSIONNAIRES.	CONTENANCE des CONCESSIONS.	SITUATION DES IMMEUBLES CONCÉDÉS.
		hectares.	
1er juillet 1843	Leclerc, propriétaire à Alger.	262	A l'embouchure du Mazafran, province d'Alger.
10 juillet 1843	Société des Trappistes.	1,020	Dans la plaine de Staoueli, Sahel d'Alger.
6 octobre 1843	Cochet et Olivier, propriétaires.	309	Composant l'haouch el-Bey-al-Guarb, Mitidja.
2 déc. 1843	Guffroy, négociant à Alger. . .	55	Sur la rive gauche du Mazafran (Alger).
11 mai 1844	Comte Mancini, réfugié italien.	99	Formant l'haouch ben-Nottarlous, Mitidja.
12 août 1844	De Marqué, capit. de corvette.	166	Sur le territoire de Philippeville.
21 sept. 1844	Beurrey, propriétaire.	128	Formant l'haouch Mokta-Kera, district de Koléah.
16 nov. 1844	Colson, propriétaire.	92	Formant partie de la ferme de Douada, province d'Alger.
13 janv. 1845	Borély-Lassapie, propriétaire.	404	Composant l'haouch Soukaly, près Bouffarick.
28 janv. 1845	Gouin, armateur pour la pêche.	180	A Sidi-Ferruch, près d'Alger.
19 avril 1845	Tardis, armateur pour la pêche.	200	Auprès du cap Caxine, Alger.
12 mai 1845	Duché, négociant et propriét.	107	Formant l'haouch Bouladjoura, Mitidja.
9 juillet 1845	De Jupeaux, payeur-adj. à Alger.	65	Formant partie de l'haouch Ben Seman, Mitidja.
17 sept. 1845	Schwartz, tailleur à Paris. . . .	150	Au village de Souma, district de Blidah.
Idem.	Teule, propr. dans l'Ardèche.	100	Dito. Dito.
19 sept. 1845	Delaunay, pr. dans le Calvados.	50	Dito. Dito.
9 nov. 1845	Ferdinand Barrot, député. . . .	600	Territoire civil de Philippeville.
25 nov. 1845	De Touchebœuf, offic. en retr.	59	Formant partie de l'haouch Minouch, Mitidja.
Idem.	De Lirac, propr. à Avignon. . .	75	Dito. Dito.
15 déc. 1845	Debos, propr. dans l'Ardèche.	100	Formant le château de Saint-Ferdinand (Alger).
28 janv. 1846	Comte de Montigny.	96	Sur la route d'Oran à Misserghin, province d'Oran.
25 février 1846	De Michaux, propriét. à Oran.	99	A Bouaza, à 12 kil. d'Oran.
10 juillet 1846	Maurel, propriétaire à Paris. .	130	Quartier des Kraknas, Mitidja.
Idem.	Saoudi-Ben-Inal, kaïd des Mahennas.	130	Sur la rive droite du Safsaf, près Philippeville.
21 juillet 1846	Milliot, propriétaire.	400	Aux environs de Duzerville, près Bone.
8 nov. 1846.	Union agricole du Sig.	3,059	Dans la plaine du Sig (Oran).
10 nov. 1846	Roguin, fils du tr.-pay., à Alger.	83	Au quartier el Kadji el Kabir, à 5 kil. S. d'Oran.
20 nov. 1846	De Galbois, lieutenant général.	425	Formant l'haouch Zaouïa, district de Koléah.
25 nov. 1846	Dupré Saint-Maur, pr. à Paris.	940	Sur la terre d'Agbeil (Oran).
31 janv. 1847	Marsali-Ali, officier de spahis.	484	Formant la terre domaniale dite Oulajet, M'ta el Ouelbani, au sud de Constantine.
12 mars 1847	Del Balzo et Veyret.	7,040	Formant les communes d'Isabelle, de San Fernand, et la moitié de la commune de Christine, près d'Oran.
19 mai 1847	Saoudi Ben-Inal, kaïd des Mahennas (2e concession). . . .	67	Sur la rive droite du Safsaf.
24 juin 1847	Guillon, père et fils.	[illegible]	Près la ferme de Kalaïdji, district de Douëra.
		17,234	

Ce relevé est publié pour la première fois. Lorsqu'il sera connu, les mêmes hommes qui reprochent à la direction de l'Algérie une prodigalité coupable ne manqueront pas de l'accuser d'une parcimonie outrée. Pendant dix-sept ans d'occupation, il n'a donc été fait que trente concessions au delà de 50 hectares à des Européens et trois à des indigènes au service de la France. 17,234 hectares seulement ont été aliénés au profit de la grande culture. La répartition par province donne le résultat suivant :

Province d'Oran.	11,317	hectares
— d'Alger	4,071	id.
— de Constantine	1,846	id.

La province d'Alger emporte à elle seule plus des deux tiers : les donations les plus étendues et les plus nombreuses ont été récemment faites dans le triangle de M. de Lamoricière. La province de Constantine, qu'on a signalée en ces derniers temps comme la proie des agioteurs, ne présente que trois concessions de médiocre étendue, déduction faite des lots accordés à des chefs indigènes : la part des capitalistes y est dix fois moins grande que dans la province d'Oran, dont on ne dit rien. Quant à la province centrale, les deux tiers de la terre aliénée sont donnés aux trappistes, contre lesquels personne n'oserait réclamer; à M. Borély-Lassapie, qui, établi au milieu de la Mitidja, donne à la colonie un exemple d'énergie dont elle a besoin; à deux spéculateurs qui ont promis de fonder sur les côtes un village de pêcheurs, à un général qui a longtemps servi en Afrique. Aucun système exclusif ne prévaut : on écoute, on cherche, parce qu'on doute. Ainsi, un domaine qui comprend 7,040 hectares et englobe près de trois communes, est mis à la disposition d'une compagnie qui adopte le programme de M. de Lamoricière. Un riche propriétaire français, M. Dupré de Saint-Maur, se voue à la même œuvre et obtient 940 hectares. Un peu plus loin, 3,059 hectares d'une terre fécondée par le barrage du Sig sont livrés à un groupe qui paraît devoir se constituer sur des bases empruntées au système de Fourier. Dans le domaine de 600 hectares accordé à M. Ferdinand Barrot, on cherche le type de ce patronage du grand propriétaire qui doit, c'est l'idée en vogue, faire éclore autour de lui une population laborieuse, et en même temps un agronome inconnu, M. Milliot, obtient dans les broussailles de l'Edough 400 hectares, sous promesse d'entretenir pendant quinze ans au moins un troupeau modèle de bêtes ovines, composé mi-partie de sujets de race pure et de race indigène améliorée.

En résumé, les concessions rurales de toute nature, faites aux pauvres et aux riches sur le territoire français et sur le territoire arabe, ne donnent qu'un total de 52,000 hectares. La part des travailleurs a été le double de celle des capitalistes. Ce ne sont cependant pas les solliciteurs qui manquent : depuis le commencement de 1845, époque où les demandes se sont produites d'une façon régulière, jusqu'au 31 mars 1847, le ministre de la guerre a reçu 3,836 demandes, dont 1,776 par des Français et 2,060 par des étrangers, et le capital d'exploitation annoncé s'élève à 36,311,945 francs. A Alger, au 20 février de l'année courante, 4,500 demandes avaient été faites, avec promesse d'engager 18 millions. Dans le nombre des solliciteurs, il y a, à notre connaissance, des personnages riches et influents. Que la temporisation du gouvernement soit systématique ou irréfléchie, ce que nous ignorons, elle doit choquer l'opinion commune. Ceux qui n'ont pas étudié le problème de la colonisation sont disposés à croire qu'il suffit, pour peupler une terre, de la partager par morceaux à tous ceux qui manifestent l'intention de s'y installer : c'est une erreur qui se retrouve au fond de tous les systèmes, et que nous avons déjà eu occasion de combattre. Le développement d'une population est subordonné à la réussite industrielle. Chaque contrée a un régime d'exploitation qui lui convient : celui qui doit vivifier l'Algérie

n'est pas encore trouvé. Les difficultés de la mise en valeur sont à l'état de problème; la solution ne dépend pas du nombre des spéculateurs incapables ou étourdis : au contraire, en les attirant, on ne remédierait pas au présent, et on créerait un embarras pour l'avenir.

Avec les terres arables, le domaine algérien possède deux autres éléments de colonisation, parce qu'ils sont deux sources de richesses, les forêts et les mines. Le service forestier, institué récemment et d'une manière bien insuffisante encore, poursuit en ce moment des explorations d'après lesquelles on établira les règles du meilleur aménagement. Le sol algérien est beaucoup plus riche en bois qu'on ne l'avait imaginé, à en juger d'abord par son aridité apparente. Le résumé des travaux du service forestier en 1846 donne les résultats suivants :

	Nombre des bois ou forêts explorés.	Contenances en hectares.	Grandes surfaces boisées non explorées.	Étendue approximative de ces surfaces.	Superficie totale du domaine forestier.
Province d'Alger . . .	17	73,749	5	267,000	340,749
— d'Oran . . .	13	99,400	2	140,000	239,400
— de Constantine .	27	195,370	4	63,000	258,370
	57	368,519	11	470,000	838,519

Tous ces terrains boisés sont compris dans les limites du Tell. Ainsi, la portion habitable de notre colonie serait relativement plus riche en bois que la métropole, où l'on ne compte pas plus de 8 à 9 millions d'hectares boisés. Les forêts algériennes contiennent les essences les plus précieuses. Les cèdres, les principales variétés du chêne, les oliviers, les pins, les lentisques, les thuyas, en fournissent le peuplement ordinaire. Ces bois sont en général dégradés par l'exploitation inepte des indigènes et par ces incendies qui sont le fléau de la culture africaine; mais des soins intelligents, venant en aide à la vertu naturelle du sol, rétabliraient en peu d'années de magnifiques exploitations.

En admettant le rendement moyen de la France, qui est à peu près de 50 francs par hectare, il serait permis d'entrevoir une époque où le domaine forestier de l'Algérie rendrait seul 40 millions. Des solliciteurs sont en instance pour obtenir des concessions de forêts ou des permis de coupe moyennant redevances. L'administration a senti qu'il est prudent de ne pas compromettre l'avenir par des engagements précipités. En ce moment, elle met à l'essai divers modes d'exploitation, particulièrement pour le chêne-liége. Les premières études ont été concentrées dans le cercle de Bone, où la récolte du liége promet de notables bénéfices à l'industrie privée aussi bien qu'à l'État. Dans les forêts de la Calle, trois séries d'exploitations, de 2,000 hectares chacune, viennent d'être mises en coupe. Une première série est exploitée au compte de l'État par des agents forestiers aidés par des travailleurs militaires. On attend peu de ce régime, parce que la préparation du liége exige un apprentissage spécial que le zèle des soldats ne remplace pas. Une seconde série a été concédée pour seize ans, c'est-à-dire pour deux périodes de reproduction, à une compagnie qui fera à l'État remise de 10 pour 100 sur la valeur marchande des produits, et qui s'engage en outre à nettoyer le sol et à ouvrir des routes forestières. La troisième série, confiée également pour seize ans à une autre compagnie, sera exploitée sous le contrôle des agents forestiers, à la charge de partager tous les produits avec l'État après le recouvrement des déboursés. Enfin deux exploitations de huit années seulement, avec redevance fixe à prix débattu, sont livrées à l'industrie privée. Ces divers arrangements sont répétés sur d'autres points de la province de Constantine. Les résultats acquis par expérience feront loi pour l'avenir.

Le règne minéral constitue une des principales ressources du sol algérien. On y trouve le fer presque partout, et certains gîtes fournissent des minerais dont le rendement et la qualité étonnent les hommes spéciaux. Les amas de la province de Bone, qui peuvent être comparés, assure-t-on, aux gîtes les plus célèbres de l'Europe, ont excité depuis longtemps la convoitise des spéculateurs. Près de Tenès, les travaux de recherche ont mis à découvert des filons très-étendus et dont la puissance moyenne va jusqu'à un mètre. Dans les environs d'Arzew, au cap Ferrat, on signale des affleurements de la plus belle apparence. Le cuivre, qui manque à la France, et dont nous achetons pour 20 millions à l'étranger, peut nous être fourni par nos possessions africaines. Sans parler des mines de Mouzaïa, qui commencent à donner des produits, on signale comme un trésor la découverte récente d'Aïn-Barbar. On sait de plus, par certains indices géologiques et par des échantillons que colportent des Arabes, qu'il existe du cuivre dans le territoire de Tenès, près de Bougie, et dans d'autres points de la province d'Alger que l'on n'a pas encore pu découvrir. On espère trouver le plomb dans la chaîne qui aboutit au cap Caxine, dans les flancs de l'Ouarensenis et dans le Dahra. Il y a encore du plomb dont les Arabes se servent pour la fabrication des balles près de Sétif. Les substances minérales non métalliques sont également abondantes. Le sol algérien, qui semble imprégné de sel, fournit en grand nombre les dépôts de sel gemme et les sources salées. Le gypse, qui s'offre par masses énormes, les carrières de marbre, donneront un jour matière à des exploitations considérables.

Peut-être aurait-on dû chercher dans l'exploitation ou la vente de ces propriétés un dédommagement aux sacrifices que fait la France pour sa colonie; mais, il faut bien le dire, l'application pure et simple de la loi française à l'Algérie a neutralisé ces valeurs. Considérant que l'industrie minéralogique est aléatoire et dispendieuse, et qu'il est bon d'y attirer les capitalistes par l'appât de gros bénéfices, la loi de 1810 n'imposa aux concessionnaires qu'une redevance légère au trésor, une indemnité annuelle au propriétaire de la surface et une prime à l'inventeur proportionnée aux avances qu'il a faites et à l'importance de sa découverte. Ces diverses contributions se confondent assez souvent, car il est rare qu'une mine soit concédée à un autre qu'à l'inventeur ou au propriétaire. Quand ce dernier n'exploite pas, la part qui lui revient est réglée par l'acte de concession. Chaque localité a ses traditions à ce sujet. Quant à la part que l'État s'est réservée, elle n'est vraiment pas en proportion avec l'importance de l'industrie minéralogique; chaque surface concédée est frappée d'un impôt de 10 francs par kilomètre carré, et d'une redevance proportionnelle aux résultats de l'extraction qui ne doit pas excéder 5 pour 100 du produit net. Cette cotisation serait équitable, si elle pouvait être fidèlement établie; mais l'estimation, excessivement difficile, donne lieu à beaucoup d'erreurs, et sans doute à ces fraudes que les hommes honorables se permettent naïvement quand ils ont à traiter avec le fisc. Souvent ces deux impôts sont remplacés par des abonnements annuels, qui, stipulés d'ancienne date, n'ont pas suivi les progrès naturels de l'entreprise. Bref, l'extraction des minerais, qui crée en France une valeur commerciale de 100 à 120 millions, ne fournit pour sa part au budget qu'une misérable somme d'environ 400,000 francs. Une industrie aussi riche, aussi puissante, devrait verser au trésor dix fois plus.

Le gouvernement a essayé de corriger ce que la loi de 1810 peut avoir d'abusif dans son application à l'Algérie. Ainsi, la concession des mines, au lieu d'y être perpétuelle comme en France, n'est que temporaire et limitée à quatre-vingt-dix-neuf ans. La propriété concédée ne peut être vendue ni transmise d'une manière quelconque sans l'autorisation du gouvernement. Le but principal étant moins d'obtenir des minerais pour la métropole que de hâter le peuplement de la colonie, le concessionnaire n'est pas libre de restreindre ou de suspendre volontairement les

travaux ; on exige qu'il conserve à l'exploitation une activité proportionnée à son importance, et dont l'administration peut fixer la mesure. On donne à l'entrepreneur des facilités pour la main-d'œuvre en promettant d'accorder aux ouvriers qu'il réunira de petits lots de terre; mais il faut qu'il règle sa production de manière à retenir sur les lieux une population suffisante. S'il stérilise par son inaction cette partie du domaine public qui lui a été confiée, il s'expose à la déchéance. Les redevances diverses payées pour l'usage des tréfonds ne lui donnent aucun droit à l'exploitation de la surface ; l'État en reste le propriétaire, et il peut livrer à des concessionnaires ruraux les superficies propres à la culture. Il faut espérer enfin que les revenus du fisc seront prélevés exactement et non pas remplacés, comme en France, par des abonnements dérisoires.

Malgré toutes ces restrictions, la propriété d'une mine offre encore une belle perspective aux spéculateurs, en Algérie surtout, où des affleurements de la plus magnifique apparence ont été signalés. Il n'est pas étonnant que les concessions de ce genre aient donné lieu à une poursuite des plus vives. L'affaire des mines algériennes ayant été déférée au tribunal de l'opinion, il devient nécessaire qu'elle soit connue dans tous ses détails, afin que le grand juge, le public, ne s'égare pas dans ses jugements. Les faits méritent d'ailleurs d'être racontés, ne serait-ce qu'à titre de documents pour les historiens futurs de nos mœurs industrielles.

Pendant la campagne de 1840, une de nos colonnes, franchissant l'Atlas dans la direction d'Alger à Médéah, rencontra un énorme bloc métallique, une espèce de muraille d'environ trois mètres, en cuivre mêlé de fer. Ce furent donc nos soldats qui méritèrent le titre d'*inventeurs*, et, si l'on eût appliqué à la lettre la loi de 1810, une part dans les profits de la découverte eût dû leur être attribuée. On détacha du bloc de nombreux échantillons qui furent répandus en Algérie et en France. L'éveil fut ainsi donné aux spéculateurs. La richesse réelle d'une mine a moins pour mesure l'abondance de l'élément métallique que les charges et les difficultés du traitement industriel. Malgré la beauté des affleurements, une exploitation à établir dans des montagnes sauvages, parmi des tribus à peine soumises, sans communications, sans ressources alimentaires, sans ouvriers disponibles, n'offrait pas une perspective bien séduisante. La concurrence des solliciteurs ne paraît pas avoir été fort active. Trois ans seulement après la découverte, un spéculateur audacieux, recommandé par un nom célèbre dans les sciences et dans l'industrie, M. Élie de Montgolfier, fit valoir auprès de l'autorité des sacrifices qu'il aurait faits pour explorer le territoire de Mouzaïa, et pour obtenir des chefs de tribus indigènes la cession du tréfonds de toutes les mines découvertes et à découvrir. Dans la disposition où se trouvaient alors les esprits, tout homme promettant d'attirer en Afrique des capitaux et des bras avait chance d'être bien accueilli, et, au lieu de restreindre les demandes des entrepreneurs, il y avait plutôt tendance à stimuler leur ambition. M. le maréchal Bugeaud encouragea donc les prétentions de M. de Montgolfier avec une vivacité peut-être irréfléchie ; en décembre 1843, il soumit à l'approbation du ministre de la guerre un arrêté pour la concession provisoire, pendant trois ans, de toutes les mines de Mouzaïa, en insistant tellement sur les avantages de cette mesure, qu'il regrettait, disait-il, de ne s'être pas cru autorisé à la prendre *d'urgence*. Peu de temps après, le 20 février 1844, le gouverneur général transmettait au ministre un nouveau projet d'arrêté par lequel il proposait, non pas seulement d'accorder à M. de Montgolfier les gisements métallifères de Mouzaïa, mais de lui concéder tout le territoire entre la Chiffa et la route de Blidah à Médéah, c'est-à-dire environ huit lieues carrées. Le gouverneur général justifiait son insistance en disant qu'un permis d'exploration valable pour un an, qu'il avait délivré, en date du 5 septembre 1843, lui semblait un engagement pris envers M. de Montgolfier.

Jusqu'à cette époque, ainsi que nous l'avons dit, on n'avait pas contesté au gouverneur général le droit de disposer des terres incultes dans l'intérêt de la colonisation; mais, cette fois, il s'agissait d'une valeur peut-être considérable. Le gouvernement sentit qu'il pouvait y avoir abus dans ce droit conféré au chef de la colonie d'aliéner le domaine public. D'ailleurs, l'incident était nouveau, c'était la première fois qu'une concession de mines devait être accordée en Afrique. Au lieu de trancher l'affaire d'urgence, M. le maréchal Soult déclara qu'elle devait être étudiée mûrement. Les principes à suivre pour la cession et l'exploitation des richesses minérales de l'Algérie n'étaient pas encore posés. Le ministre de la guerre voulut que les départements du commerce et des travaux publics fussent consultés sur ce point. L'avis unanime fut d'appliquer à la colonie les règlements qui font loi dans la métropole. M. le maréchal Soult se montra en outre jaloux de conserver à ce genre d'entreprise un caractère national. Il posa en principe que les minerais devaient être traités sur place ou dans les usines de France, et que le transport à l'étranger en serait interdit. Enfin, avant de prendre une décision concernant les mines de Mouzaïa, le ministre voulut être éclairé sur la composition de la compagnie à laquelle M. de Montgolfier donnait son nom. On se souvenait, en effet, au ministère, que M. de Montgolfier avait fait partie d'une compagnie dont le siége principal était à Livourne, et à laquelle l'administration locale de l'Algérie avait été sur le point de concéder en bloc et pour trente-deux ans l'exploitation de toutes les forêts de chênes-liéges de la Calle, faveur exorbitante dont on ne manquerait pas aujourd'hui de faire crime à l'administration métropolitaine, si elle n'avait pas été éclairée assez à temps pour y mettre obstacle. M. le maréchal Soult ayant déclaré que jamais il ne se prononcerait en faveur d'une société dont le siége et les principaux intérêts ne fussent pas en France, M. de Montgolfier se considéra, à ce qu'il paraît, comme frappé d'exclusion. Dès cet instant, les demandes en concession des mines de Mouzaïa furent faites au nom d'une compagnie française, formée à Marseille sous la raison sociale Henry frères.

Ordre formel avait été donné de Paris aux autorités algériennes de considérer comme nul tout permis provisoire d'exploration, et de sévir dans le cas où les travaux commencés ne seraient pas immédiatement suspendus. Cette rigueur avait pour but de trancher un conflit fâcheux, et non pas de décourager la spéculation légitime. On eut égard aux réclamations des négociants qui affirmaient avoir engagé des sommes considérables sur les promesses qui leur avaient été faites à Alger, tout en repoussant ce qu'il y avait d'exagéré et même de ridicule dans leurs prétentions. La compagnie marseillaise osait demander tout le territoire des Mouzaïas, c'est-à-dire un périmètre qui ne comprenait pas moins de dix-huit à vingt lieues carrées. M. le maréchal Soult voulut, au contraire, que la plus grande partie de la surface exploitable fût réservée pour l'avenir, et il restreignit le lot de MM. Henry frères à une étendue superficielle de 53 kilomètres, un peu plus de trois lieues carrées. L'arrêté ministériel en date du 22 septembre 1844 fut maintenu et régularisé par ordonnance du roi, après que le ministre, limitant lui-même ses pouvoirs, eut obtenu l'ordonnance du 21 juillet 1845, qui exige la sanction royale pour l'aliénation du domaine algérien. L'application littérale de la loi de 1810 oblige les concessionnaires à payer 10 francs de redevance fixe par kilomètre carré, soit 530 francs pour la concession dont il s'agit; une redevance proportionnelle de 5 pour 100 sur les produits qui figure déjà dans le budget de la colonie pour 1,532 francs; plus une rente de 20 centimes par hectare attribuée à l'État comme propriétaire de la surface, soit 10,600 francs. Qu'on ajoute encore la rente de 100 réals-boudjoux, environ 180 francs, payés à titre d'indemnité aux indigènes des Mouzaïas, et on arrivera au total de 12,642 francs, somme qui s'augmentera proportionnellement aux résultats constatés. Certes, c'est obtenir à peu de frais une propriété qui, probablement, doit acquérir une valeur considérable.

Quoi qu'il en soit, il y a justice à remarquer que les actes de l'administration, à l'égard de la compagnie marseillaise, sont loin de présenter le caractère de la complaisance. Dans une affaire sans précédents, on s'en est tenu à la stricte application des lois de la métropole. A défaut d'expérience acquise sur l'étendue qu'il convient de donner en Algérie aux entreprises métallurgiques, on crut assez faire en réduisant de quatre cinquièmes les prétentions des demandeurs; d'ailleurs, à cette époque, la fondation d'un établissement semblable, au milieu des indigènes, paraissait aux yeux de tous une témérité, à tel point que, dans le premier acte de concession, on inséra que l'État ne garantissait pas à la compagnie des Mouzaïas la protection assurée aux Européens dans les territoires civils.

A peine nantis de leur privilége, les concessionnaires jetèrent les bases d'une société d'exploitation. Un procès récent a fait connaître des détails assez piquants, que la publicité de l'audience nous autorise à répéter. Maîtres d'un petit royaume en Algérie, MM. Henry frères et Montgolfier avaient eu d'abord l'idée d'y fonder deux dynasties collatérales : rien de nouveau sous le soleil; cette constitution était celle de Sparte. Aux termes de leur charte industrielle, les fonctions d'administrateurs-gérants, déférées à MM. Pancrace et Antoine Henry, devaient être conservées et transmises héréditairement dans leur famille, de mâle en mâle et par droit de primogéniture, jusqu'à extinction de leur descendance masculine, pendant toute la durée de la société, c'est-à-dire un siècle. Les fonctions de directeur des travaux d'art devaient être aussi transmises, d'après les mêmes principes, dans la descendance masculine de M. de Montgolfier; le budget de cette royauté en parties doubles prenait sa source dans un capital de 20 millions demandé au menu peuple des actionnaires. Mais y a-t-il, au XIX[e] siècle, un gouvernement sans opposition? La charte des Mouzaïas ayant été attaquée, on lui substitua un acte de société dans la forme ordinaire, qui réduisit le capital à 4 millions et les actions à 100 francs, en convenant toutefois que les titres d'actions, malgré la réduction apparente de leur chiffre, conserveraient en réalité leur valeur primitive de 500 francs. De là un procès regrettable. Il est bien à souhaiter que la compagnie des Mouzaïas ne compromette pas, par l'impatience de réaliser des primes, un avenir commercial qui peut devenir fort beau. Aujourd'hui l'entreprise est en voie d'exploitation très-active. Trois cent cinquante-deux ouvriers réunis sur les lieux ont formé le noyau d'un village européen. La redevance proportionnelle due au trésor, inscrite au budget de 1845 pour la somme de 1,332 francs, correspond déjà à un produit net d'une trentaine de mille francs, et l'on est au début de l'opération! Les travaux, poursuivis à travers mille difficultés, sont à peine organisés! La perspective de ces gros bénéfices, qu'on peut obtenir par l'effet d'une simple sollicitation, n'est-elle pas un appât bien fort pour les spéculateurs? Laisser de telles richesses à la disposition arbitraire de l'autorité administrative, quels que soient les moyens de contrôle, n'est-ce pas créer autour des hommes d'État des concurrences acharnées, des rancunes dangereuses? Le scandale fait à l'occasion des mines du cercle de Bone devait confirmer pour la seconde fois ces appréhensions.

La richesse minéralogique de la province de Constantine a été célébrée par plusieurs écrivains arabes. Édrisi, entre autres, après avoir rappelé que l'extraction des fers de l'Édough et des marbres d'Hippone date de l'époque romaine, ajoute que, de son temps, on voyait encore des Kabyles apporter aux marchés de Bone des instruments de fer assez bien fabriqués. Les indications du géographe arabe provoquèrent les premières recherches, et vers 1841 on constata l'existence de divers gisements, non pas précisément dans le groupe de l'Édough, mais dans deux collines plus rapprochées de la ville, qu'on appelle Bou-Hamra et Belelieta. Une première demande en concession fut aussitôt formée par un Français, ancien maître de forges,

homme d'une capacité éprouvée et muni d'ailleurs des recommandations les plus puissantes. Le temps n'était pas venu de prendre une décision à cet égard. Ce fut seulement en 1843 que le service des mines en Algérie reçut ordre de réunir les informations propres à éclairer le gouvernement. Après deux années d'études et une succession de rapports, M. le maréchal Soult, formellement opposé au monopole d'une seule compagnie, prit une décision tendant à reconnaître les mêmes droits à tous les demandeurs dont les titres paraîtraient valables : le partage devait être effectué, par ordonnance royale, aussitôt que les cahiers des charges et les plans délimitatifs auraient été régulièrement établis. A la date de cette décision (3 avril 1845), sept demandes étaient parvenues au ministère, et sur ce nombre il en était trois qui ne méritaient aucune considération. Restait donc à partager entre quatre concurrents, jugés admissibles, les affleurements reconnus dans le voisinage de Bone, plus un gîte très-riche situé à Aïn-Morkha, au nord du lac Fetzara, signalé dans l'intervalle par M. le capitaine Carrette, et sollicité aussitôt par MM. Talabot. Les choses en étaient à ce point, lorsque, le 8 juillet de la même année, intervint une demande de M. le marquis de Bassano, conçue en termes fort pressants. Étonné de rester un mois sans réponse, le même solliciteur envoya le 10 août une seconde demande d'une vivacité encore plus prononcée. Il y était dit « que les bureaux ne mettaient sous les yeux du ministre, malgré ses ordres positifs, que des demandes qu'il leur convenait de faire connaître. » Les faits qui viennent d'être articulés avec une précision qui ne laisse pas place au doute répondent suffisamment aux accusations de M. de Bassano. L'incertitude et le retard dont il croyait avoir à se plaindre n'avaient pas d'autre cause que la difficulté de revenir sur des dispositions à peu près arrêtées. Une solution inattendue se présenta. Le 26 août 1845 parvint au ministère une lettre signée d'un nom illustre. L'auteur de cette lettre, qui appuyait de tout son crédit la compagnie Bassano, signalait un des compétiteurs, le premier en date, comme « ayant eu le malheur de faire faillite. » M. le garde des sceaux consulté vérifia l'exactitude du fait. Il y eut donc lieu d'appliquer la loi qui frappe le failli non réhabilité contre celui qui, par sa capacité reconnue, avait ouvert la veine exploitable. Un des lots à distribuer se trouvant ainsi disponible, le ministre consentit à remplacer le prétendant évincé par M. le marquis de Bassano, non pas sans lui avoir fait sentir, assure-t-on, l'injustice de ses attaques contre la direction de l'Algérie.

Les bases de la répartition étant définitivement arrêtées, M. le maréchal Soult soumit à la signature du roi quatre ordonnances de concession de mines, les seules qui, avec l'entreprise de Mouzaïa, aient été accordées jusqu'à ce jour en Algérie. L'exploitation du mont Bou-Hamra, renfermée dans une étendue superficielle d'un peu moins de 14 kilomètres carrés, est attribuée à M. Péron, propriétaire à Paris. Le mont Belelieta, partagé en deux lots d'environ 14 kilomètres chacun, est accordé, moitié à M. Charles Girard, sous le titre de *concession des Karesas,* et moitié à M. le marquis de Bassano, sous le titre de *concession de la Meboudja*. Enfin la mine de fer d'Aïn-Morkha, dont le développement n'est que de 10 kilomètres, compose la part de M. Jules Talabot. Toutes ces concessions sont faites pour quatre-vingt-dix-neuf ans, et soumises, suivant les règles posées par la loi de 1810, à une redevance fixe de 10 francs par kilomètre, à une redevance proportionnelle aux produits nets, et à une rente annuelle de 20 centimes par hectare au propriétaire de la surface. L'exportation du minerai à l'étranger est interdite. On remarquera que les quatre concessions de la province de Constantine ne présentent pas une surface aussi grande que la seule concession des Mouzaïas : c'est que l'administration, avertie par la première expérience, savait déjà se mettre en garde contre les prétentions exagérées. Les ordonnances du 9 novembre eurent pour complément une décision de principe prise par M. de Saint-Yon, tendant à affecter pour dix années, si on le jugeait

possible après avoir consulté le service forestier et moyennant redevance envers l'État, 25,000 stères de bois pour chaque concession, à prendre dans les forêts de l'Édough, afin d'alimenter les hauts fourneaux à élever sur place. Au reste, cette faveur, promise plus particulièrement à MM. de Bassano et Talabot, ne pourra peut-être pas être effectuée, en raison même de la richesse de l'Édough. Si cette forêt est, comme on le croit, composée en grande partie de chênes-liéges ou de hautes futaies, on réservera ces arbres précieux pour une exploitation plus lucrative que celle du combustible.

Sur les quatre personnes munies de priviléges trois sont restées depuis deux ans complétement inactives. La compagnie Talabot n'a élevé aucune construction; elle paraît s'être bornée à extraire des échantillons de minerais pour les soumettre à des essais dans ses usines en France. La compagnie Bassano, au contraire, accéléra son organisation industrielle. Le titre, obtenu gratuitement, fut compté dans l'acte social pour 750,000 francs au profit des concessionnaires; pareille somme, fournie en argent par une commandite, forma un capital d'exploitation. De grandes et belles constructions furent entreprises. L'esprit d'envahissement, qui semble naturel à cette société, la poussa bientôt hors des limites qui lui étaient tracées par son cahier des charges. Ainsi, contrairement au texte de l'ordonnance royale, qui lui conférait seulement le titre de *Concession de la Meboudja*, elle prit dans ses actes et dans ses prospectus le nom de *Société des mines et usines de Bone*, usurpation qui semblait annuler les autres mines concédées ou à concéder dans les environs de Bone, et dont la Meboudja ne représente qu'une partie. Les tentatives faites auprès du ministre pour obtenir directement ou indirectement la reconnaissance de ce titre pompeux au préjudice des entreprises rivales restèrent sans effet. On eut encore à blâmer dans l'appel fait aux capitaux l'annonce exagérée de l'établissement de six hauts fourneaux : luxe de construction qui, suivant les avis communiqués par le ministère des travaux publics, eût été hors de toute proportion avec la somme des minerais à extraire de la Meboudja. On aurait pu relever aussi quelques infractions aux règlements en ce qui concerne la disposition des usines déjà construites; mais l'administration crut devoir fermer les yeux, afin de n'être pas accusée d'entraver les spéculateurs par des tracasseries de forme, et parce qu'en définitive l'activité ambitieuse des directeurs de la Meboudja semblait devoir tourner au profit de la colonie.

Le bruit qui se fit dans les régions de la Bourse au sujet des mines de l'Algérie donna l'éveil aux coureurs d'affaires : on était au plus fort de cette frénésie industrielle qui prit un instant le caractère d'une épidémie. A qui n'est-il pas arrivé, de 1844 à 1846, de rêver tant soit peu d'actions et de dividendes ? Comme à un signal donné, les demandes pour la recherche et l'exploitation des mines algériennes encombrèrent les cartons du ministère. La prudence commandait de ne pas prodiguer les priviléges avant d'avoir vu à l'œuvre les cinq compagnies qui étaient déjà instituées; mais il n'y avait pas d'inconvénient à multiplier les permis d'exploration. On sait que l'État ne prend aucun engagement, n'aliène aucun de ses droits en autorisant un particulier à faire les travaux nécessaires pour constater l'existence et la richesse d'une mine; seulement il est d'usage que celui qui a contribué à la découverte du trésor par son industrie et par ses dépenses soit, à mérite égal, préféré à ses compétiteurs. Les permis pour la recherche des divers gisements métallifères ont donc été délivrés au nombre de 24 pour la surface entière de l'Algérie, savoir : 9 dans un rayon plus ou moins rapproché de Tenès, 1 au sud de Blidah, 1 au sud de Mouzaïa, 1 près d'Alger, 1 près de Souma, 2 près de Bone, 1 au cap Ferrat, 4 au mont Filfila, près de Philippeville, 1 à l'ouest de Guelma, 1 enfin à Aïn-Barbar. C'est au sujet de cette dernière localité que les plus violentes incriminations ont été lancées contre le ministère de la guerre.

Quel est donc le trésor caché dans les profondeurs d'Aïn-Barbar? Chose incroyable, on ne sait pas encore exactement, à l'heure qu'il est, s'il s'agit d'une mine de cuivre, de zinc, ou autre métal ! Un ingénieur a signalé les indices d'une veine remarquable, et les imaginations ont pris feu sur cette espérance. Du 18 mai 1846 au 28 janvier 1847 parvinrent successivement neuf demandes de permis d'exploration formées par des compagnies ou par des entrepreneurs isolés. Une de ces demandes, à la date du 14 août, excita un étonnement mêlé de sympathie : elle avait pour signataires deux indigènes, les deux kaïds de la subdivision de Bone. Considérant qu'il serait d'un bon exemple en Algérie d'intéresser les Arabes aux succès industriels des Européens, M. de Saint-Yon signala la requête des kaïds à l'attention spéciale de M. le maréchal Bugeaud ; le ministre ajouta que les deux chefs indigènes, dans l'ignorance de notre législation comme des procédés de l'art métallurgique, n'étaient pas capables d'exploiter par eux-mêmes, et qu'il était indispensable qu'ils s'associassent à des Européens. Dès que la décision ministérielle fut connue, les deux kaïds, à ce qu'on entrevoit, devinrent le point de mire des solliciteurs. Probablement il se joua autour d'eux quelques bonnes scènes de comédie qu'ils ne purent pas comprendre. Le 2 février de la présente année, MM. Thurneyssen et compagnie, qui faisaient nombre parmi les neuf solliciteurs pour l'exploitation d'Aïn-Barbar, renouvelèrent leur demande en déclarant qu'ils feraient participer les kaïds, dans la mesure qu'il plairait au ministre de déterminer, aux avantages de la concession, si elle devait avoir lieu plus tard. Le 20 février suivant, un rapport exposant le détail des faits qui viennent d'être résumés fut mis sous les yeux de M. de Saint-Yon ; le même jour, un arrêté ministériel donna à la compagnie Thurneyssen le permis d'exploration susmentionné, à la condition d'intéresser les deux chefs indigènes dans l'entreprise future.

Remarquons cette date du 20 février : les dates sont importantes dans cette histoire des mines de Bone dont on a voulu faire un scandale. Le 24 du même mois, c'est-à-dire quatre jours après la délivrance du permis d'exploration à la compagnie Thurneyssen, arrive au ministère une nouvelle demande des deux kaïds, écrite de Bone le 24 janvier, et faisant connaître au ministre qu'ils avaient choisi pour associé M. de Bassano par acte en date du 22 janvier. Était-il possible d'annuler une signature légalement et loyalement donnée? Y avait-il un motif, un prétexte raisonnable pour favoriser M. de Bassano, déjà nanti d'une concession, aux dépens d'un concurrent qui n'avait rien obtenu encore? Posée en ces termes, la question ne semble plus même mériter de réponse. Qu'importe en effet à la France, qui paye annuellement plus de 100 millions pour féconder l'Algérie, que telle mine serve à l'enrichissement de M. de Bassano plutôt que de M. Thurneyssen ? La métropole, qui consent à augmenter d'un dixième la charge de ses impôts, veut que l'or versé en Afrique devienne, non pas une prime pour quelques capitalistes, mais un gage pour les travailleurs de toutes les classes.

Dans l'impuissance de satisfaire la compagnie Bassano, on lui témoigna le regret de n'avoir pas reçu sa demande écrite en temps utile. Vainement on s'épuisa en explications pour démontrer aux solliciteurs mécontents qu'ils n'avaient pas été victimes de la malveillance et de la fraude, ainsi qu'ils osaient l'affirmer. Ce fut au milieu de ce débat qu'intervint l'*ultimatum* du 5 juin, lu à la tribune de la chambre des pairs, et ainsi résumé : « La concession d'Aïn-Barbar aux kaïds, avec participation de MM. de Bassano et compagnie. Il est important que vous m'honoriez d'une réponse absolue mardi, car passé cette époque je me trouverai dans l'obligation de faire distribuer aux chambres et à la presse un mémoire que je viens de terminer, et que je serai heureux d'anéantir. » L'ultimatum étant resté sans réponse, les hostilités furent en effet ouvertes. A Dieu ne plaise que nous renouvelions un triste débat ! En général, nous n'aimons pas les discussions qui amènent sous notre plume des noms

propres. Nous ne faisons pas métier d'attaquer ou de défendre les individus. Nous cherchons loyalement le vrai, en nous élevant au point de vue des intérêts généraux. Or, il s'est produit une dénonciation qui a fait fracas, parce qu'elle a été lancée de manière à trouver de nombreux échos, parce qu'elle articule un fait énorme et qu'elle incrimine des noms retentissants. Il en est résulté une émotion funeste aux intérêts de l'Algérie : en effet, si l'accusation était prouvée, s'il était possible que les agents de l'autorité eussent fait en secret un pacte pour s'en réserver les bénéfices éventuels, la colonisation n'aurait plus d'avenir. Il est donc d'une importance extrême que la vérité soit connue : nous croyons remplir un devoir de conscience envers l'Algérie que nous aimons, en contribuant à éclairer les faits.

Il a été dit que, depuis 1843, il s'est formé une vaste association d'accapareurs, réunissant des pairs, des députés, des fonctionnaires de tous grades, des financiers considérables; que cette société, avertie par les affidés qu'elle compte dans l'administration de la guerre et dans la colonie, a pu « s'emparer scandaleusement de plusieurs mines et d'un nombre incalculable de terres arables, les meilleures et les mieux situées de la colonie. » On a ajouté que tous les règlements faits pour essayer de constituer la propriété ont été dictés par cette coalition toute-puissante ; que, par exemple, « les deux ordonnances d'octobre 1844 et de juillet 1846 ont eu pour but de dépouiller un grand nombre de propriétaires algériens, afin de jeter en pâture au monopole les plus riches terrains et les plus fertiles contrées. » On insinue que des fonctionnaires d'un ordre inférieur auraient antidaté des demandes, intercepté des lettres, soustrait des pièces, toujours dans l'intention de favoriser la monstrueuse coalition. Enfin, comme pour prouver qu'on accuse pièces en main, on produit, non pas un acte, mais un projet d'acte social sans date et sans signatures légalisées, indiquant les noms et les prétentions de vingt-neuf personnes, qui se seraient associées pour l'envahissement de la terre algérienne.

On ne répond pas directement à de telles attaques. En pareil cas, on s'adresse au public, et on s'en tient à la simple énonciation des faits. Est-il vrai que des spéculateurs favorisés par l'administration aient été *gorgés* des meilleures terres, particulièrement dans la province de Constantine? Non, car il a été établi précédemment que, depuis la conquête jusqu'à ce jour, *trente-trois concessions* seulement au-dessus de 50 hectares ont été faites. Tout le monde peut vérifier que la liste de ces grandes concessions ne présente *pas un seul* des noms sur lesquels on a jeté l'accusation du monopole ; que, dans la province de Constantine, il n'a été fait à des Européens que trois concessions rurales d'une contenance de 1,166 hectares, en y comprenant les 600 hectares de M. Ferdinand Barrot. Est-il vrai que l'administration ait disposé, au profit d'une espèce de bande noire, de toutes les richesses minérales de l'Algérie? Non, car il n'a été accordé jusqu'à ce jour que *cinq concessions* définitives représentant en total une étendue superficielle de 104 kilomètres, plus *vingt-quatre permis de recherche* qui n'engagent à rien, qui peuvent être annulés ou ratifiés par l'autorité, qui ne créent aux explorateurs d'autre droit que celui de faire, à leurs risques et périls, des dépenses souvent considérables.

Avancer que tous les règlements faits pour constituer la propriété en Algérie ont été dictés dans un intérêt de monopole, que les envahisseurs, après s'être gorgés de richesses, ont eu assez de crédit pour obtenir cette dernière ordonnance du 5 juin, qui soumet au contrôle du conseil d'État l'aliénation des propriétés du domaine, ce n'est pas de la calomnie, c'est du délire. Il faut compter beaucoup sur la crédulité publique pour oser dire que des ordonnances auxquelles ont coopéré soit directement, soit par leurs avis, les commissions des chambres, la commission spéciale de colonisation, le comité de législation du conseil d'État, les ministères de la justice, des finances et du commerce, n'ont été concertées que sous l'influence d'une trentaine de

spéculateurs assez obscurs pour la plupart. Quant à la société d'accaparement, elle aurait fait, il faut l'avouer, un singulier usage de l'habileté et de l'influence qu'on lui attribue, si elle avait arraché au pouvoir cette ordonnance du 5 juin, qui désespère les solliciteurs, puisqu'à cette heure elle ne possède encore que trois concessions de mines formant en total 37 kilomètres carrés, plus six permis de recherche, plus... des espérances !

Reste à établir nettement aux yeux du public la situation des compagnies algériennes existantes ou futures, puisqu'on est parvenu à donner à ces entreprises particulières l'importance d'un fait politique. Dans la compagnie Talabot, par exemple, nous voyons une alliance de capitalistes qui « ont conçu la pensée de réunir dans une même société leurs droits acquis, leurs espérances, leurs capitaux et leurs efforts, pour qu'une volonté commune préside aux travaux d'exploration et d'exploitation, et leur imprime une direction plus utile que celle qui résulterait de la dissémination et de la rivalité des intérêts. » Cette pensée, ainsi énoncée dans le préambule de l'acte, procède évidemment de celle qui a provoqué la fusion des chemins de fer. Cette mesure est-elle illégale dans son application aux mines de l'Algérie ? Non, car la loi de 1810 qui régit la matière porte (article 31) que « plusieurs concessions pourront être réunies entre les mains du même concessionnaire, soit comme individu, soit comme représentant une compagnie. » Toutes les entreprises métallurgiques, où l'économie sur les frais de mise en valeur est le principal bénéfice, ont tendance à se réunir. La compagnie Bassano ne devrait pas oublier qu'après avoir obtenu, le 9 novembre 1845, la Meboudja, elle sollicitait, le 22 décembre, Aïn-Morkha, et formait, le 24 février 1847, sa troisième demande pour Aïn-Barbar. L'acte dénoncé au public présentât-il les caractères d'une coalition répréhensible, ce qui n'est pas, selon nous, ce ne serait pas une raison pour soupçonner l'administration de la guerre d'une coupable partialité envers la société Talabot. Cet acte n'est encore qu'à l'état de projet ; il n'est parvenu à la connaissance du public que d'une manière détournée ; il n'y a pas lieu à répression, puisqu'il n'y a pas de délit. Le devoir de l'autorité était de prévenir l'abus qu'on pourrait faire en Algérie de la loi de 1810. M. le général Trézel n'y a pas manqué. Aussitôt que des difficultés se sont élevées au sujet des réunions, le ministre s'est empressé de déférer la question au conseil d'État. On délibère présentement. La solution nous paraît bien simple. En reconnaissant aux concessionnaires le droit de s'associer, la loi de 1810 ajoute : « Mais à la charge de tenir en activité l'exploitation de chaque concession. » Or, si chaque mine continue à fournir la somme de travaux que l'autorité a jugée nécessaire dans l'intérêt de la population ouvrière et des droits du trésor, la réunion est sans inconvénient ; si, au contraire, une ou deux des mines restaient inexploitées sans compensation pour les ouvriers et les consommateurs, les concessions inactives seraient révoquées pour être transmises dans d'autres mains, et la coalition prétendue tomberait d'elle-même.

Qu'y a-t-il au fond de toutes ces manœuvres ? La concurrence jalouse de deux compagnies qui luttent d'influence dans la province de Constantine. Nous avons raconté leurs rivalités avec autant de calme et de désintéressement que si nous écrivions l'histoire des Capulets et des Montaigus. Nous n'avons en vue que l'Algérie. Une publicité impartiale est, selon nous, un de ses premiers besoins. Il faut que l'opinion publique sache et prononce.

A. Cochut.

LITTÉRATURE

PSEUDO-POPULAIRE

EN ANGLETERRE ET EN AMÉRIQUE.

I. Marie-Anne Wellington, fille, femme et veuve de soldat ; Londres, 1847, 3 vol. — II. William Thom d'Inverary, tisserand; Édimbourg, 1845, 1 vol. — III. L'Ouvrier tailleur en voyage à travers l'Europe et l'Asie ; Londres et Leipzig, 1844, 1 vol. — IV. Autobiographie royale d'un nègre du Congo ; Londres, 1847. — V. Le Matelot américain de retour à New-York; New-York, 1846, 1 vol.

L'art vraiment populaire n'est pas éclos. Pendant que la vieille civilisation éteinte nous lègue son héritage de faiblesses et de douleurs, mais non les qualités qui rachetaient ses misères, la civilisation nouvelle, à peine éveillée, s'annonce par des langueurs et des impuissances; elle n'a pas créé même la première ébauche de ses chefs-d'œuvre futurs. Cet enfantement que l'avenir admirera et protégera peut-être se laisse à peine pressentir. Brutalité et frénésie dans les fictions, mensonge greffé sur l'histoire et la biographie, les fraudes d'un commerce sans loyauté corrompant les productions de la pensée, voilà quelques-uns des plus apparents symptômes de la situation littéraire actuelle, non pas en France, mais partout où l'on imprime et où l'on écrit; car il ne faut pas oublier que la communauté chrétienne d'Europe, d'Amérique et d'Asie ne fait plus qu'un, marche et agit comme un seul homme, et qu'il n'y a plus ni limites, ni démarcations, ni races ennemies.

Que le moment de crise soit douloureux à contempler et à subir, c'est ce dont on ne peut douter. L'art littéraire, renonçant à l'idéal, se cramponnant aux réalités grossières, les accumulant et les combinant par toutes les complications imaginables, n'a su que s'avilir et s'exténuer. Si l'ancienne civilisation avait fait naître un faux idéal maniéré et quintessencié, entaché de mensonge et couvert de fard, la civilisation nouvelle dès son berceau produit des œuvres empreintes d'une fausse vulgarité, d'une brutalité artificielle et d'une ingénuité factice. Le haillon du mendiant ne vaut pas mieux que l'oripeau du saltimbanque. Les États-Unis et l'Angleterre, en peu d'années, ont jeté sur la place, le terme commercial est ici le mot propre, plus de vingt ouvrages attribués à des gens du peuple, fabriqués par des spéculateurs en

marchandise littéraire, et simulant les joies et les peines du pauvre, les plaintes de l'ouvrier, les remords du repris de justice. Ce sont quelques-uns de ces récents produits qu'il me semble bon de signaler comme les indices d'une nouvelle littérature aux prétentions populaires, incomplète et menteuse, pleine de désirs et d'aspirations, jusqu'ici fort stérile en résultats.

La dernière venue dans la route des civilisations, l'Amérique septentrionale, se montre hardie en ce genre; elle y met un sans-façon tout aristocratique; elle ne dissimule pas ses tendances antiidéales et son amour des peintures matérielles et violentes. Elle outrage et maudit ouvertement le but spiritualiste de l'art. Sa tragédie de prédilection, le drame qu'elle applaudit aujourd'hui même et qui est du cru américain, a un boxeur pour protagoniste, et pour titre *le Gladiateur ;* l'acteur principal, de scène en scène, se livre à l'exercice de son métier, et dénoue les péripéties à coups de poing. Voilà qui est populaire. Nous aimons cette manière franche d'accepter les théories et de les mettre en œuvre. Dans les nombreuses autobiographies publiées à Boston, New-York et Philadelphie, le même procédé se manifeste; même prépondérance accordée aux forces physiques sur les puissances morales, à la matière sur la pensée, au corps sur l'esprit. Chose étrange, la fraude se mêle à ce culte de la force. A Londres comme à New-York, presque tous ces mémoires personnels sont falsifiés. On se met à exploiter les individualités populaires, que l'on fait parler au lieu de les laisser parler elles-mêmes. Les diverses communions religieuses dont l'Amérique septentrionale est couverte font imprimer les mémoires et les confessions de leurs ennemis et de leurs adeptes; dans ces livres, les ennemis se conduisent toujours comme des monstres, et les adeptes comme des héros. La vie d'un *Mormonite,* ouvrage publié il y a deux ans, contient l'apologie complète de cette étrange et fanatique fraction du protestantisme dégénéré. *Margaret Russell,* autobiographie imprimée à Londres, n'est pas autre chose que l'histoire mystique et sophistique d'une âme en proie aux tourments de la vie, et la démonstration romanesque des dogmes dont un calviniste ne doit pas se détacher. Filles de village, servantes d'auberge, marchandes ambulantes, personne n'échappe à ces sortes de falsifications destinées à capter le sentiment démocratique et à s'emparer de lui pour faire prévaloir quelque opinion spéciale ou servir des intérêts particuliers. Pourvu que le personnage ait vécu ou vive, que l'on puisse donner au besoin son extrait de baptême et son certificat de naissance, l'art est satisfait; plus il occupe un rang infime dans la hiérarchie sociale, plus il convient à l'usage auquel on le destine. C'est un héros populaire; l'idéal est retourné, cela suffit.

Il y a aujourd'hui à Charleston, par exemple, un pauvre noir qui tient une petite boutique de mercerie et se montre fort assidu aux offices de l'Église méthodiste. Sa femme, Africaine comme lui, vit en bonne intelligence avec son mari; le petit ménage est fort estimé dans le quartier. A deux existences si retirées, si modestes, si humbles, comment la gloire ou même le bruit pourraient-ils s'attacher? Par quelle alchimie littéraire transformera-t-on ce pauvre homme en héros et sa vie en roman? Le voici.

Certain soir, un ministre protestant, sans doute quelque aspirant à charge d'âmes, est venu s'asseoir auprès du comptoir de Zamba; ainsi s'appelle notre marchand noir. En écoutant ce dernier et son patois demi-africain, des idées confuses de spéculation, de philanthropie et de littérature sont nées dans l'esprit du visiteur. Le nègre devenu libre, grâce à la munificence de son ancien maître, a raconté ses aventures, qui sont celles de presque toute sa race; il a dit qu'il était jadis roi dans son pays, roi comme ces petits chefs qui, sur le bord des rivières africaines, ornés d'une culotte courte empruntée à nos friperies d'Europe et revêtus de quelque habit d'uniforme vendu par un matelot, commandent à deux cents pauvres gens de leur couleur, déciment leur population par coupe réglée, et alimentent ainsi les hideux besoins de

la traite. Les récits de Zamba, ses chasses aux lions, l'incendie d'un village voisin, la traversée faite à bord d'un navire américain et la situation singulière d'un roi qui croit vendre ses sujets et qui se trouve vendu lui-même, semblèrent offrir au visiteur cet intérêt matériel dont on fait aujourd'hui en Amérique, et dont on voudrait faire ailleurs l'élément principal de l'art dégénéré. Il a pensé que ce récit de Zamba pourrait être mis en œuvre, et, comme le marché des États-Unis est peu favorable aux débouchés littéraires, c'est à Londres qu'il vend et débite sa marchandise. Sous ce titre attrayant : *Vie et Aventures de Zamba, roi nègre, et souvenirs de sa captivité dans la Caroline du Sud, mémoires écrits par lui-même* (1), l'ouvrage a joui de quelque vogue; il occupe même une des premières places dans cette littérature de confessions frauduleuses et d'individualités mensongères; ce n'est pas beaucoup dire. Embarrassé de noircir les deux cent cinquante pages qui complètent le volume, notre écrivain a imité *Paul et Virginie,* copié Raynal, calqué les négrophiles et mis en réquisition les souvenirs de la vieille littérature européenne. On trouve dans son récit des admirations enthousiastes et vulgaires de la nature en Afrique, les éternelles récriminations en faveur de la liberté et de la fraternité humaines, des récits furieux de chasse et d'aventures empruntés à tous les livres de voyage, enfin la peinture, mille fois remaniée par mistress Trollope, miss Martineau et vingt autres, de la tyrannie exercée par les planteurs des États américains du sud. Dans cette confession individuelle, ce qui se fait regretter, c'est une individualité originale; ce qui manque surtout au récit du nègre Zamba, c'est Zamba.

Nous pardonnerions à ces livres d'être mal écrits, s'ils étaient vrais; nous leur pardonnerions d'être menteurs, s'ils étaient amusants. Nous ne leur pardonnons pas d'être des mensonges qui ennuient. Les dollars convoités par le scribe qui a prêté sa plume au roi Zamba, le traité passé entre le libraire de Londres et le secrétaire de Marie-Anne Wellington, femme de soldat dont nous allons parler tout à l'heure, la spéculation pécuniaire et pieuse dont l'auteur de *Marguerite Russell* a combiné les résultats lucratifs, apparaissent trop clairement sous le voile intellectuel dont chacun de ces écrivains a espéré se couvrir. En s'adressant à un noble sentiment aujourd'hui général, celui de la fraternité humaine, ces écrivains d'un ordre nouveau essayent de l'exploiter, comme autrefois on exploitait le christianisme et la chevalerie. Leurs œuvres mériteraient à peine de nous occuper, si ce n'étaient des symptômes de l'état social actuel, les révélations d'un fait plus important que les faits littéraires. Ces derniers n'ont de valeur que si la société qui les produit en a elle-même, et l'on aurait tort de nous contraindre à faire le triste métier de scoliastes des mauvais livres, dans un temps où la société est plus intéressante que la littérature, l'avenir que le présent. La vraie critique, vigie perpétuelle, a mieux à faire que de peser les syllabes et d'analyser les styles; c'est à elle de montrer dans quelles directions l'activité humaine est incessamment emportée. Il ne lui convient plus de rallumer le fanal des le Batteux pour éclairer les solécismes en crédit et les barbarismes qui se commettent; d'ailleurs elle aurait trop à faire.

Popularité, individualité, confessions personnelles, ce qui est du corps préféré à ce qui tient à l'âme, ces symptômes apparaissent dans deux autres ouvrages américains, *le Séjour de deux Américains à Noukahiva* et *le Retour du matelot américain aux États-Unis.* Le premier de ces livres avait dû un grand succès de lecture et une vente rapide à la singularité des aventures, fausses ou vraies, racontées par le héros; on trouva utile et naturel de creuser le sillon qui avait produit des bénéfices. Voici le moyen qu'on imagina.

Le héros, fait prisonnier, disait-il, par les habitants indigènes des îles Marquises, avait raconté dans sa publication comment ses hôtes sauvages lui avaient escamoté

(1) *Life and Adventures of Zamba,* etc. London, 1847, 1 vol.

un beau jour le matelot qui lui servait de domestique et d'écuyer; il avait même laissé entrevoir que, selon sa conviction personnelle, cet Achate infortuné avait été mangé en grande pompe par les gastronomes du pays. Dans le volume autobiographique récemment publié, ce Sancho Panza ressuscite; il n'a pas été mangé, quoique peu s'en soit fallu. De cataracte en abîme, de promontoire en vallée, et de hutte sauvage en hutte sauvage, il est enfin revenu à New-York, où il publie tranquillement son odyssée, la plus gasconne et la plus amusante de toutes les fictions dont je parle. Au moins il y a de la chaleur, du mouvement, du tapage, et, en dernière analyse, quelque intérêt dans cette narration rapide, dont le rédacteur paraît se moquer assez naïvement du public. J'aime son effronterie, quand je la compare aux prétentions puritaines de ceux que j'ai cités. Puisqu'il s'agit de mensonge, donnez-moi celui qui marche le poing sur la hanche, à la manière des estafiers de Callot, non celui qui fait l'hypocrite, prend l'air béat et affecte les airs d'une grossièreté ingénue.

Le *Mormonite*, au moins, contient des faits curieux et nouveaux pour l'Europe. C'est l'histoire d'un converti aux dogmes de la secte singulière fondée par Joseph Smith, et qui existe encore, secte dont les pratiques extérieures sont d'une bizarrerie burlesque et cachent, à ce que prétend l'écrivain, des desseins ultérieurs d'une portée très-haute.

« Comme je rêvais dans ma boutique, le soir, dit-il, sur le point de faire banqueroute, événement très-naturel et très-fréquent dans notre pays, je vis entrer un homme grand et musculeux qui ôta son chapeau fort poliment et s'assit; je ne l'avais jamais vu. D'après ce que j'avais entendu dire de lui, je le méprisais profondément et le regardais comme un de ces spéculateurs nombreux en Amérique, gens qui mêlent les fraudes pieuses au charlatanisme vulgaire et soumettent ainsi l'humanité à une double exploitation.

« — Je suis Joseph Smith, me dit-il. Je n'emploierai pas avec vous de précautions oratoires; je sais que vous avez de l'imagination, de l'intelligence, des ressources, et que vous êtes sur le bord de la ruine. Je vous offre un appui, profitez-en. Les ignorants me détestent et les sots me craignent. La masse ne voit jamais que le matériel des choses, que le fait brut, sans le rapporter aux causes, sans en déduire les faits. Ce qui est certain, c'est que me voici maître de deux mille cinq cents hommes que j'ai dressés, qui croient en moi, pour lesquels ma parole est un ordre, dont les coutumes peuvent sembler singulières et qui tiennent d'autant plus à ces coutumes, qu'elles les isolent du reste de l'humanité. Mysticisme, fanatisme, incantations, hallucinations, magnétisme, me reproche-t-on d'avoir employé ces divers moyens pour atteindre mon but? Va-t-on, comme les niais, se moquer de mes danses au milieu de l'église et de nos valses religieuses? Les derviches font de même. J'ai maîtrisé les esprits et dompté les âmes par ces moyens. Sans mon énergie inflexible, je n'aurais pas lié de la même chaîne tous ces hommes, les uns sauvages et incultes, les autres civilisés et perfides. Je viens à vous, parce que je sais que vous pouvez me comprendre, parce que, dans votre situation, vous n'avez pas de meilleur parti à choisir que de venir avec moi. Mes dogmes sont pour la tourbe vulgaire; elle s'amuse de mes rites, et mes cérémonies grotesques lui font passer le temps. Aux intelligences supérieures et aux hommes d'un ordre spécial j'offre un but plus précis et plus élevé.

« Je le regardais avec attention, pendant que son œil noir, assez petit et enfoncé dans l'orbite, me pénétrait et semblait plonger dans les profondeurs de mon âme. Flatterie, ruse, résolution, souplesse et férocité étaient les caractères inscrits, à ne pas s'y méprendre, sur cette figure juive, dont le nez était crochu comme un bec d'oiseau de proie, et le front haut comme une muraille. Il avait l'air d'étudier l'impression qu'il avait produite sur moi. Son sourcil s'élevait, et la vive étincelle de son œil fulgurant trahissait la secrète ardeur d'une pensée contenue. Nous gardâmes le silence quelque temps l'un et l'autre.

« — La vie est une lutte, reprit-il. Le plus fort l'emporte. Jusqu'ici j'ai été le plus fort. Si vous ne savez pas mon histoire, je vais vous l'apprendre : l'aumône m'a nourri ; né dans une rue de la Nouvelle-Orléans, apprenti, colporteur, petit marchand, j'ai été lancé au milieu des masses, j'ai souffert et vécu comme elles. Le premier fait que j'ai reconnu, c'est la folie avec laquelle les hommes prétendus libres de nos républiques américaines, si fiers de leurs institutions, se réunissent pour s'entre-détruire et se regardent comme une proie mutuelle tour à tour dévorée et dévorante. De ces atomes ennemis, de ces individualités égoïstes, de ces appétits en lutte, il n'y a rien à espérer qu'une éternelle guerre et une destruction sans fin. Ces hommes n'ont pas même l'instinct protecteur, grâce auquel les animaux se réunissent pour se garantir, et se défendent contre l'ennemi commun. Voilà ce que je compris, et une idée me frappa : c'est qu'il fallait souder ces volontés au moyen d'une volonté plus énergique ; que peu importait la folie des opinions ou des idées sous l'étendard desquelles on se réunirait, pourvu que le bataillon se formât. Je me mis donc à l'œuvre, et je réussis. Mes premiers efforts se bornèrent à un petit canton de la Pensylvanie. Bientôt presque tout l'Ohio fut à moi. J'avais réalisé de nouveau les miracles des premiers monastères chrétiens. Parmi mes nombreux adeptes, les uns m'apportaient leur fortune ; les autres, leur crédit ; tous, du pouvoir. Notre force était dans l'union, et tous les jours notre groupe, devenu plus compacte, contrastait davantage avec la faiblesse et l'énervement qui nous entouraient. Aujourd'hui me voici maître de presque tout le Missouri, et je forme de plus vastes plans. Jusque sur les bords du désert, il y a des Mormonites, des hommes dont les cœurs battent à l'unisson du mien. Je leur ai donné unité, discipline, zèle, habitude de l'ordre ; il ne nous manque que la persécution pour que nous soyons forts ; une seule persécution ! et le nombre de mes adeptes sera centuplé. Vous ne savez pas combien la liberté d'action pèse à la plupart des hommes, combien le despotisme leur est nécessaire. C'est une des causes majeures de mon succès ; peu d'hommes ont le courage de prendre une initiative, bien peu savent user de l'indépendance. Je suis despote, moi ; tout m'obéit. Le territoire qui nous sépare du Mexique est rempli de tribus sauvages qui ne demandent qu'à être ralliées. Les journaliers irlandais qui souffrent et meurent de faim, les exilés d'Europe dont le nombre s'accroît chaque année, viendront avec moi ; les Comanches, les Patagons, toutes les races mêlées qui promènent leur détresse sur les limites de la civilisation américaine seront à nous tôt ou tard. J'ai pour moi l'harmonie et l'ordre, je rallie les éléments divisés ; il est impossible que l'avenir ne m'appartienne pas. Pendant que la démocratie isole les hommes, moi, je les groupe, et tôt ou tard vous me verrez élever les coupoles et les dômes de ma ville capitale au-dessus des forêts séculaires qui nous entourent. Il y a tout un empire futur dans ces provinces encore peu civilisées du Wisconsin, de l'Illinois, de l'Ioway, du Michigan et d'Indiana. Désirez-vous savoir pourquoi je m'adresse à vous ? Votre oncle commande aux mineurs de ce district, il est le principal magistrat du pays et l'un de nos plus riches propriétaires. Qu'il marche avec nous, attachez-vous ainsi que lui à notre secte, et notre pouvoir est assuré. Nous passerons les lacs du nord, nous pousserons jusqu'à la mer Pacifique ! Vous voyez bien que ces mots : *égalité et liberté*, ne sont que des mots ; l'homme n'est jamais l'égal de personne ; le reste est une fraude politique. Je ne vous ferai pas la honte de vous traiter comme le vulgaire de mes sujets. Je vous dis toute la vérité ; je ne vous cache rien de mes ambitions. »

Cette confession du Mormon est sans doute une fraude, comme toutes les autres autobiographies que nous passons en revue. Jadis l'auteur de *Robinson*, Daniel de Foe, composait des mensonges vrais ; aujourd'hui l'on rend la vérité menteuse. La conviction de Daniel lui dictait des récits dont pas un mot n'était réel ; ce qui était réel, c'était sa foi.

Il n'y a plus de foi maintenant; mais pour gagner un peu d'argent, l'on confesse les autres. Qu'un Anglais ou un Américain de nos jours soit en quête d'une idée, et qu'elle lui fasse défaut, il prend le premier passant venu, et ce passant lui tient lieu d'idée; un *groom*, une femme de chambre, un colporteur dont on suppose les aventures, vont servir de sujet à un livre. Tout ce qui a pu arriver à cet étrange héros, on le détaille, et un personnage réellement et matériellement vrai devient un être parfaitement faux; le langage qu'il parle est mensonge, les idées qu'on lui prête sont factices. Une fois le mensonge bâti et solidement assis, le trafiquant littéraire signe son traité avec l'original de son conte; à ce dernier le quart du produit, le reste au metteur en œuvre. Les prétendues confessions paraissent; populaires et personnelles, elles flattent le temps actuel; le public achète d'abord, rejette ensuite, et la bibliothèque des livres inutiles, encombrée déjà, plie sous un volume nouveau.

Ce caractère factice est très-vivement empreint sur quelques autres livres prétendus populaires que la presse de Londres publie à l'imitation de la presse américaine; nous citerons l'histoire d'une femme de soldat anglais, *Marie-Anne Wellington* (1). C'est une personne en chair et en os, et qui vit encore, ainsi que le prouvent les témoignages réunis du maire de Norwich, M. Freeman, du révérend M. Cobbold et même au besoin de Son Altesse Royale la reine douairière d'Angleterre qui lui fait du bien. Cette femme de soldat a couru l'Europe et porté le mousquet, elle doit avoir des choses fort curieuses à dire; probablement elle les a dites à M. Cobbold, éditeur et rédacteur de ses mémoires. Que de beaux récits abîmés et gâtés misérablement! Qu'elle aurait pu être intéressante, cette simple compagne du soldat, si son secrétaire avait voulu lui permettre de rester simple! Une fille élevée au bord des précipices de Gibraltar, née d'une mère portugaise et d'un soldat irlandais, après s'être mariée sous la tente, devient mère pendant une retraite; elle veille sur le champ de bataille, son enfant au sein, auprès de son mari blessé! Puis elle traîne péniblement ce blessé pendant que les deux flottes française et anglaise se battent pour Napoléon ou M. de Castlereagh; les navires s'entre-choquent à dix milles de la plage; les coups de canon et le bruit de l'Océan se mêlent à l'oreille de la pauvre femme, qui, bientôt, traversant l'Espagne à pied, se trouve associée à des bohémiens, et, de périls en périls, revient à Londres pour y habiter comme tavernière un petit taudis près des *Seven-Dials*. Elle méritait un annaliste semblable à celui de Robinson Crusoé, et elle n'a trouvé qu'un déclamateur prétentieux. Elle lui apportait la vie la plus romanesque, la plus pittoresque, la plus ingénue, tous les matériaux vivants du roman populaire. Mais M. Cobbold, ministre anglican, qui en veut beaucoup à l'impiété, à la révolution française et à M. de Voltaire, n'entend pas perdre cette bonne occasion de nous sermonner par l'organe de son héroïne. Ayant dû jadis aux mémoires d'une déportée à Botany-Bay, Marie Catchpole, un succès passager (2), il a cru que ce succès pourrait se continuer et même s'accroître. Il a donc choisi une nouvelle héroïne vulgaire, et s'est mis à parler à sa place. Ce n'est plus, comme dans la *Déportée*, une vraie servante qui dicte ses souvenirs, c'est un déclamateur qui prêche; c'est lui qui « prose, » ainsi s'exprimait ce bon Mathurin Régnier, ainsi les Anglais désignent encore la pâteuse diction, contraire à l'idéal et à l'art, le style sans originalité, sans verve, sans force, que nous croyons naturel quand il est plat, et dont l'Europe est inondée, aujourd'hui.

La naïveté des sensations, la vérité des émotions, s'effacent sous ces plumes privées de pointe comme de tranchant, de facilité autant que de concision. Le métier, et quel métier! prend la place de tous les mérites; la lourde navette parcourt avec une rapidité mécanique la trame tissue par l'artisan littéraire. Il croit avoir assez fait s'il a

(1) *History of Mary-Anne Wellington*, etc. 3 vol., 1847.

(2) Voyez, dans la *Revue*, l'article sur *Une Déportée à Botany-Bay*.

prêté son ministère à un homme du peuple; du sens moral ou de la vérité pas un mot. Tantôt il fait prêcher la vivandière au profit de sa petite église, tantôt le banqueroutier frauduleux avoue ses manœuvres, le faussaire redit ses opérations ou le déserteur raconte ses périls. Le héros ne manque jamais d'être ce qu'on nomme un prolétaire; de même entre 1710 et 1780 tout le monde publiait les *Mémoires du marquis de* *** ; aujourd'hui ce sont les *Mémoires d'un homme de peine* et les *Esquisses sentimentales du Tailleur* qu'on estime et qu'on lit. Cette œuvre s'opère sans inspiration et sans amour, comme une œuvre stéréotype; il y a des recettes que ne manquent jamais d'employer les romanciers biographes; les exclamations sur les remords, les pages consacrées aux souvenirs de la jeunesse et au doux écho de nos premières émotions voyagent d'une de ces confessions à l'autre et servent également aux mémoires de Zamba le nègre, à ceux du Mormonite américain, à ceux de Marie-Anne Wellington.

Jusqu'ici l'élément démocratique n'a pas trouvé son expression; je l'ai dit, la littérature du bon sens ferme et de la passion naïve, seule littérature vraiment « populaire, » n'est pas née. On emprunte encore au vieux répertoire, au vieux roman et au vieux drame, leurs couleurs vagues, leur papotage, leur lieu commun, leur prose filandreuse et sans caractère. Les symptômes de mort intellectuelle nous envahissent, laissant fleurir, oasis rares et isolées, les domaines de Carlyle en Angleterre, de Heine pour l'Allemagne et d'Emerson en Amérique. Les nombreux écrivains falsificateurs dont je m'occupe unissent à bien d'autres mérites l'hypocrisie; ils ont un penchant prononcé pour la moralité de nourrice : c'est d'une moralité supérieure que nous avons besoin, de talents simples, puissants et graves. Nul d'entre eux ne prend le beau rôle de moraliste et de biographe populaire! pas un n'essaye de retremper dans les dernières et les plus profondes couches de son organisme cette société affaissée, irritée et détendue, de rendre l'énergie et la souplesse à ses fibres malades.

Un ouvrier écossais, filateur et tisserand de son métier, mêlé jadis aux conspirations chartistes, *William Thom d'Inverary*, a eu du moins quelques révélations à donner et quelques faits à raconter (1). Il n'écrit pas bien, mais il écrit lui-même. L'expression lui manque souvent; à défaut d'art et de style, vous devez honorer en lui un homme sincère. A côté de ce Thom d'Inverary se place un personnage très-peu prétentieux, et à ce titre le moins fatigant de tous les écrivains prolétaires; c'est un petit tailleur assez lourd d'esprit et d'une rare exactitude, lequel, après avoir voyagé le havre-sac sur le dos en Europe et en Asie et avoir compté ses étapes, a cru devoir au monde le récit de ses excursions. Il se nomme Holthaus; son livre, écrit et publié en allemand il y a plusieurs années, a été traduit en 1845 par le quaker Howitt. Comme tous les hommes peu instruits, il s'étonne de beaucoup de choses dont personne ne s'étonne plus; mais il est courageux et naïf, deux qualités admirables par le temps qui court.

Non-seulement les livres médiocres que j'ai groupés signalent l'effort des hommes de classe secondaire pour conquérir un pouvoir intellectuel, mais de toutes parts sur la face du monde l'individualité humaine se fait jour; le *moi*, comme disent les Allemands, se manifeste avec violence et se falsifie en se révélant. Ces faits, résultats définitifs du principe de la fraternité humaine, annoncent assez que dans les domaines de la politique, des arts, de la littérature, les masses sont reines. C'est à leur intronisation mal réglée qu'il faut rapporter ces écrits singuliers, dont le groupe a fixé notre attention, livres populaires par le titre, artificiels en réalité, se parant d'une vulgarité menteuse, et dont le style et la composition manquent de vérité et de spontanéité d'une part, de profondeur philosophique de l'autre.

Ils sont flétris des vices qui entachent la littérature savante ou ornée de l'Europe

(1) *Rhymes and Recollections*, etc., by W. Thom. Edinburgh. 1844.

actuelle; vices fondamentaux, fils de l'énervement et du sensualisme. Le procédé de mécanisme pur et d'arrangement brutal ravale et éloigne de leur nature exquise et divine les secrètes forces de la pensée. Cela ne peut régner longtemps Laissons grandir les éléments populaires; ces forces vitales s'organiseront un jour en s'épurant, pour produire un monde littéraire nouveau, émancipé et inattendu. Jusqu'à cette époque d'organisation, tout sera question, incertitude et ténèbres : les fabricateurs et les spéculateurs feront leur œuvre, s'empareront du penchant public, et en tireront de passagers bénéfices ; mais ce n'est pas là une littérature « populaire, » c'en est la prophétie, l'effort et le mensonge.

PHILARÈTE CHASLES.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 septembre 1847.

Nous vivons dans un temps difficile pour tout le monde et surtout pour les gouvernements. Notre siècle a l'humeur exigeante; il demande à ceux qui ont en main la puissance d'en faire un instrument du bien général, et il veut trouver dans les plus hautes situations l'heureuse influence des bons exemples. Quel vertige, à une époque si redoutable par son esprit de contrôle et de censure, a donc égaré quelques têtes qui portent la couronne? Le pouvoir suprême, de nos jours surtout, n'est pas une dispense des devoirs ordinaires. Cependant, sur plusieurs points de l'Europe, à Munich, à Madrid, de tristes spectacles sont offerts à la maligne curiosité des masses. Ici la vieillesse, en accablant de distinctions et de largesses la plus singulière des favorites, irrite la noblesse et scandalise le peuple; là, l'inexpérience de la jeunesse s'abandonne à tous les caprices, puis elle croit échapper au jugement de l'opinion, parce que des intrigants lui ont promis le silence de quelques journaux comme une prime de leur avénement au pouvoir. A la vue de pareilles fautes, les passions démocratiques poussent des cris d'allégresse : faut-il s'étonner qu'elles considèrent comme autant de triomphes ces déchéances morales du pouvoir souverain?

Cependant à ces aberrations étranges il y a des compensations qu'il serait injuste de méconnaître. Depuis un an, la chrétienté voit sur le trône pontifical un honnête homme qui veut le bien avec une sincérité dont on n'a jamais douté, avec une constance qui remplit aujourd'hui de joie les vrais amis de l'Italie. Quand, dès les premiers jours de son avénement, Pie IX annonça l'intention de porter dans le gouvernement des États romains de sages et nécessaires réformes, à qui donc mieux qu'à la France pouvait convenir une semblable politique? N'est-ce pas la France qui, dès 1831, a demandé à Grégoire XVI toutes les réformes administratives praticables, l'admissibilité des laïques aux emplois, l'organisation des municipalités, le rétablissement de l'ordre dans les finances, le remaniement des institutions judiciaires? Plusieurs de ces améliorations furent promises, quelques-unes reçurent un commencement d'exécution; puis tout finit par retomber dans la vieille routine. Comment s'imaginer que, seize ans après, lorsqu'un nouveau pape, plus heureux que Grégoire XVI, a, dès les premiers moments de son exaltation, toute la confiance du peuple romain, et prend lui-même l'initiative de toutes ces améliorations depuis si longtemps souhaitées, le gouvernement de 1830 puisse se montrer à l'égard de Pie IX hostile ou indifférent? C'est néanmoins ce qu'ont affirmé plusieurs organes de la presse. A les entendre, le gouvernement français a vu presque avec déplaisir l'entreprise réformatrice de Pie IX :

il a adopté sur ce point toutes les opinions, toutes les antipathies de l'Autriche; enfin il a laissé l'honneur de protéger l'indépendance de l'Italie à lord Palmerston, qui seul aurait désormais la glorieuse mission d'affranchir les peuples. On sait, en effet, comment il s'acquitte de cette tâche en Grèce et en Espagne, et combien sa manière de procéder doit faire souhaiter qu'il s'occupe aussi de l'Italie. N'est-il pas étrange qu'on travaille ainsi parmi nous, par de faux bruits, à glorifier lord Palmerston? Ceux qui s'y emploient n'ont donc jamais songé qu'il pouvait entrer dans les vues du ministre whig de pousser la France à quelques démonstrations en Italie, pour se donner le plaisir de désapprouver sa conduite auprès de M. de Metternich et de l'isoler encore une fois? Sans nous reporter jusqu'en 1840, l'attitude diplomatique de lord Palmerston dans l'affaire de Cracovie suffit pour autoriser cette conjecture.

A vrai dire, c'est entre la politique de lord Palmerston et la politique du prince de Metternich que le gouvernement français est appelé à frayer sa route. Parce qu'il ne saurait être dans ses intentions d'avoir la pétulance agitatrice du premier, faut-il en conclure qu'il est, comme le second, apathique et stationnaire? Cette imitation dans l'immobilité serait une faute grossière qu'il est difficile de prêter à un gouvernement qui doit avoir les yeux ouverts sur ses véritables intérêts. Que gagnerait ou plutôt que ne perdrait pas la monarchie de 1830 à s'inspirer des tendances et des maximes de la cour de Vienne? Nous comprenons que sur des points spéciaux il puisse y avoir un accord diplomatique plus ou moins prononcé; mais pour les deux cabinets le fond des traditions et des doctrines ne saurait être le même. Quand quelques journaux ont avancé que cette identité existait, ils ont cru trop facilement qu'ils pouvaient faire de cette accusation sans preuves un moyen de polémique. Auraient-ils par hasard conclu du silence gardé par le gouvernement que sa conduite était aussi blâmable qu'ils l'imaginaient? Mais on ne fait pas de diplomatie sur la place publique, on ne livre pas à une divulgation prématurée des négociations qui s'entament, qui se poursuivent. Lorsque, plus tard, ces négociations sont terminées, lorsqu'un résultat est obtenu, c'est le devoir des gouvernements constitutionnels de porter leurs actes à la connaissance du pays et des chambres; jusque-là, ils en ont un autre à remplir: c'est d'encourir plutôt des accusations injustes que de tomber dans des indiscrétions fâcheuses. La presse quotidienne se trouve ainsi avoir le champ libre par la force des choses; en ce moment même, au milieu du silence de la tribune, elle parle sans contradicteurs : ne serait-ce pas une raison pour elle, dans l'intérêt même de son crédit, d'être plus circonspecte?

Au surplus, est-il donc si difficile de se mettre sur la trace du vrai? Est-il besoin de révélations diplomatiques pour savoir qu'à Rome il n'est pas un esprit sérieux qui ne soit convaincu que dès le principe Pie IX a pu compter sur l'adhésion morale du gouvernement français? Si la France a reconnu que les traités qui, depuis plus de trente ans, règlent l'économie de l'Europe doivent être respectés, elle a en même temps posé avec fermeté le principe du respect de l'indépendance des souverainetés. C'est cette indépendance qui permet aux gouvernements d'améliorer leur administration intérieure, et de prendre toutes les mesures utiles au bonheur et à la liberté de leurs peuples. Les réformes sages et modérées trouveront dans la France, son gouvernement l'a déclaré par ses agents et ses notes diplomatiques, un constant et sincère appui. Voilà, nous croyons pouvoir l'affirmer, quelle a été l'attitude, quel est encore le langage de la politique française. Lorsque l'incident de Ferrare a éclaté, le gouvernement français a exprimé sa sympathie pour les sentiments de dignité courageuse qui avaient dicté les protestations de la cour de Rome. L'entrée aux affaires du cardinal Ferretti a eu toute son approbation. En un mot, notre politique à Rome, tout en se montrant pacifique et amie de l'ordre, a été libérale et n'a en aucune façon marché à la suite de la diplomatie autrichienne.

Sur l'attitude du cabinet de Vienne envers le saint-siége, beaucoup de fausses

rumeurs ont circulé. On a parlé d'un arbitrage au sujet de la question de Ferrare. Il n'en est rien. En proposant de s'en remettre à un arbitre, le cabinet de Vienne eût reconnu, par cela même, qu'il y avait dans son droit de mettre garnison dans la place de Ferrare quelque chose de contestable et de litigieux: or il soutient une thèse toute contraire. Le pape n'a donc pas eu à délibérer sur l'acceptation d'un arbitrage qui n'a pas été proposé. Le gouvernement autrichien s'est promptement aperçu de l'émotion qu'avait causée non-seulement en Italie, mais dans tous les cabinets de l'Europe, sa manière d'entendre et d'exécuter l'article 103 de l'acte du congrès de Vienne; aussi, tout en maintenant la garnison de Ferrare dans les positions nouvelles qu'elle a prises, il a déclaré, dans une note, qu'il reconnaissait l'indépendance et l'intégrité de chaque État, qu'il n'avait jamais eu la pensée d'arrêter un souverain dans la marche qu'il voudrait prendre pour le bien de son peuple. Seulement l'Autriche est forcée, par sa situation géographique, de porter son attention sur tout mouvement politique en Italie, parce que ses propres États pourraient s'en ressentir. Cette note a été adressée par la cour de Vienne non-seulement à ses représentants auprès des grandes puissances, mais à toutes ses légations, avec ordre de la communiquer. Voilà ce qui explique comment le vorort de Berne a reçu cette communication avec tous les gouvernements de l'Europe. On ne doit donc pas attacher à cette circonstance une portée politique qu'elle n'a pas. Il ne faut pas non plus oublier que, si le représentant de l'Autriche auprès de la confédération helvétique ne réside pas à Berne, la cour de Vienne n'a pas pour cela rompu ses relations diplomatiques avec la Suisse. Le ministre d'Autriche, M. de Kaisersfeld, est resté à Zurich pour ne pas se trouver en contact trop direct avec le gouvernement radical de Berne et notamment avec M. Ochsenbein, dans lequel il voit toujours l'ancien commandant des corps francs. C'est de Zurich que M. de Kaisersfeld a transmis au vorort la note de son gouvernement.

On le voit, malgré l'extension regrettable donnée à l'occupation de la place de Ferrare, la situation des États romains est bonne en ce moment. L'Autriche elle-même s'est trouvée dans l'obligation de reconnaître d'une manière explicite l'indépendance du gouvernement pontifical, et la réponse qu'ont faite à sa note les cabinets de Paris, de Londres, de Berlin et de Saint-Pétersbourg, est une nouvelle confirmation d'un principe qui se trouve ainsi proclamé à l'unanimité. Si cependant des éventualités qui, nous le disons avec joie, paraissent aujourd'hui peu vraisemblables, amenaient, pour la troisième fois depuis dix-sept ans, les Autrichiens dans les États romains, il est permis d'affirmer qu'ils n'y entreraient pas seuls. L'intervention de la France deviendrait alors pour Pie IX une garantie que, nous n'en doutons pas, il serait le premier à réclamer. Dans tous les cas, la France n'aurait à prendre conseil que d'elle-même; mais, nous le répétons, jusqu'à présent tout autorise l'espérance que le gouvernement de Pie IX suffira, sans intervention étrangère, à sa tâche glorieuse, et que les réformes obtenues par les populations italiennes, tout en consolidant leur liberté, seront aussi la sauvegarde de leur indépendance.

De toutes ces réformes, l'organisation de la garde nationale est sans contredit celle dont les excellents effets se feront le plus généralement sentir. L'ordre et la tranquillité qui règnent dans Rome depuis que les citoyens se gardent eux-mêmes et font la police de la ville en sont une preuve manifeste. Les meurtres et les vols, autrefois si fréquents, ont diminué dans une proportion sensible, et qui sera constatée par de curieuses statistiques dont on prépare la publication. Voilà des résultats dont la diplomatie a pu se convaincre, et qui nous semblent propres à rassurer les esprits sur les conséquences que peut avoir cette institution appliquée aux autres États de l'Italie. Nous pensons que le grand-duc Léopold n'aura pas à se repentir d'avoir mis la force publique entre les mains de son peuple, car, si la bourgeoisie armée est la gardienne des libertés civiles, elle est encore le plus sûr rempart du pouvoir contre les minorités factieuses.

Depuis un an, la Toscane s'applique à suivre pas à pas la marche du gouvernement pontifical. Là aussi, par esprit d'imitation et peut-être sans se rendre bien compte de l'importance d'une telle concession, on demandait la garde nationale. Des pétitions étaient signées à Florence, à Pise, à Livourne, à Sienne, jusque dans les moindres bourgs, et, le gouvernement ne cédant pas assez promptement au gré des pétitionnaires, Florence a voulu à son tour avoir sa démonstration populaire, démonstration assez inoffensive, si on la considère en elle-même, et telle qu'il convenait à la douceur du caractère toscan, mais que la prudence conseillait d'éviter dans les circonstances présentes. Le lendemain, *la Patria,* le journal le plus sérieux et le plus accrédité de Florence, faisait parfaitement ressortir l'inutilité et l'inopportunité de ce mouvement. Cette feuille reconnaissait la nécessité où se trouvent les États de l'Italie de ne fournir aucun prétexte à leurs ennemis, de tels actes servant de motifs aux uns pour combattre les idées de réforme, aux autres pour s'abstenir de les encourager et justifier leur inaction ; mais les sages avis ont toujours le tort de n'arriver qu'après coup. S'il faut aux habitants de la Toscane des modèles, les villes de la Romagne peuvent leur donner de fort bonnes leçons de conduite politique. Dans cette partie de l'Italie, où les formes constitutionnelles ne sont point tout à fait une nouveauté, sous le coup des menaces de l'Autriche et dans les appréhensions d'une invasion imminente, nous voyons le peuple formuler ses vœux en de nombreuses adresses par l'entremise des municipalités, les conseils communaux délibérer avec une courageuse fermeté et voter des fonds pour l'armement des gardes nationales, les corps religieux s'associer à ces subsides patriotiques, et tout cela sans fracas, sans fanfaronnades. En Toscane, et surtout à Pise, ville d'université et de mouvement, le sentiment national s'exprime d'une manière plus bruyante; nous espérons pourtant qu'on n'y serait pas moins ferme au jour du danger, et que, si deux bataillons de Croates venaient occuper la ville de Lucques, les remuants écoliers de Pise sauraient garder, à trois lieues des avant-postes autrichiens, la contenance digne et calme de Bologne. Dieu veuille qu'ils ne soient pas bientôt mis à l'épreuve, et que la petite révolution qui vient d'éclater à Lucques n'attire pas de ce côté l'orage conjuré en Romagne! L'Autriche est entrée à Ferrare en pleine paix et sans motif plausible ; fera-t-elle la sourde oreille, si l'infant Charles de Bourbon l'appelle dans sa principauté au secours de ses droits *imprescriptibles ?* Le duc de Modène annonce, dans une proclamation à ses sujets, l'arrivée prochaine des troupes autrichiennes dans ses États. Ce fait est grave. Modène est une excellente position stratégique. De là un corps d'armée intercepte la route de Parme et celle du Piémont, surveille de près Bologne et commande l'entrée des montagnes de Lucques. De ce centre d'opérations, les Autrichiens peuvent avec rapidité porter des corps de troupes partout où le besoin de leur présence se ferait sentir.

La loyauté de caractère du grand-duc de Toscane ne permet pas de supposer qu'il recherchât contre ses sujets l'appui armé de l'Autriche. Quant au prince régnant de Lucques, il est loin d'inspirer la même confiance. Don Charles-Ludovic de Bourbon, infant d'Espagne, est, comme on sait, possesseur à titre provisoire de la principauté de Lucques jusqu'au jour où la mort de l'ex-impératrice Marie-Louise le mettra en possession du duché de Parme, qui lui est dévolu par le traité de Vienne. A cette époque, Lucques et ses dépendances seront réunies à la Toscane. En attendant, le duc Charles-Ludovic en use en véritable usufruitier, tirant le plus d'argent qu'il peut de son petit État, s'endettant par-dessus le marché (le déficit dans son budget s'est élevé cette année à plus de 100,000 écus), si bien que, pour mettre la fortune publique de la principauté à l'abri du naufrage, le grand-duc de Toscane a conclu avec lui, il y a quelques mois, une convention douanière par laquelle il afferme, pour son propre compte, tous les impôts indirects du duché : le sel, le tabac, les cartes à jouer, la loterie, moyennant une somme annuelle. Non content de pressurer ses sujets, le duc de Lucques s'amuse aussi à jouer au tyran. Il affecte volontiers les façons despotiques,

secondé en cela par l'humeur intempérante du prince héréditaire son fils, qui s'est à la fois constitué grand juge, commissaire de police et sbire dans la principauté, qui saisit au collet en pleine place publique et dans les cafés les gens mal pensants de l'endroit et les escorte lui-même jusqu'à la prison. Tout cela pourrait, en d'autres temps, n'être que risible et pitoyable; mais de semblables folies finissent par lasser les plus patients. Le mouvement populaire qui a failli briser les Bourbons de Lucques n'a surpris personne en Italie. On s'est même étonné qu'il n'eût pas éclaté plus tôt, car, depuis deux mois, la conduite du souverain semblait calculée pour provoquer une révolte chez ses sujets. Dans les premiers jours du mois de juillet, un rassemblement de jeunes gens inoffensifs se vit inopinément chargé et sabré par les carabiniers. C'était à l'époque des massacres de Parme et des troubles de Sienne. La population irritée poursuivit les chefs des agresseurs devant les tribunaux. Quatre députations successives, conduites par les hommes les plus recommandables, vinrent inutilement demander justice aux ministres, et, l'autorité faisant la sourde oreille, les citoyens se formèrent spontanément en garde nationale. Le duc était alors absent. Il accourut précédé d'une proclamation dans laquelle il rappelait brutalement ses sujets à l'obéissance *filiale*, et cassait tout ce qui s'était fait. Plusieurs destitutions vinrent augmenter encore le mécontentement général, et les conseillers de la couronne durent supplier le prince de songer au salut de sa souveraineté. Alors un *motu proprio* du 25 juillet déclara dissous le corps des carabiniers, et le métamorphosa en un corps de dragons. Cette importante réforme accomplie, le duc s'en alla à sa maison des champs; les pétitions l'y suivirent. Le prince, cédant tantôt aux conseils de la prudence, tantôt revenant à ses instincts despotiques, faisait paraître coup sur coup les proclamations les plus contradictoires, retirait le soir ce qu'il avait promis le matin, accordait le 1er septembre la garde nationale, et déclarait le lendemain n'avoir cédé qu'à la violence, si bien que les Lucquois, poussés à bout, ont fini par se révolter, et ont eux-mêmes reformé la garde civique. Le duc, contraint de céder, est rentré le 3 septembre dans sa capitale, accompagné du prince héréditaire, en ratifiant cette fois ce qui s'était passé durant son absence. Si l'Autriche saisissait comme prétexte les troubles de la petite principauté de Lucques, qui, du prince ou des sujets, aurait encouru la plus grande part de responsabilité?

La grande et véritable difficulté de cette question d'intervention, qui se reproduit aujourd'hui sur presque tous les points de l'Italie, c'est que nulle part elle n'est posée dans des conditions identiques, c'est que dans plusieurs États des liens de famille, des stipulations diplomatiques, créent des situations particulières et variées dont il est impossible de ne pas tenir compte. Dans le duché de Modène, dans ceux de Lucques et de Parme, qui n'ont pas à l'égard de l'Autriche l'incontestable indépendance de Rome et du Piémont, on comprend, par exemple, que cette question d'intervention serait plus délicate. Toutefois il faudrait que dans ces petites principautés aussi la France eût une politique ferme et protectrice de tous les droits. Là aussi il y aurait pour les États indépendants de l'Italie un rôle honorable et tutélaire à jouer. S'il est vrai que l'Autriche concentre des troupes sur les différents points de la Lombardie, ce n'est pas sans doute dans une intention purement défensive. La conduite de l'Autriche dépendra beaucoup de l'attitude que prendra le roi de Sardaigne. Si le cabinet de Vienne voyait dans la cour de Turin le projet bien arrêté de s'opposer à une intervention, il a trop de prudence pour brusquer l'entreprise Par malheur, le gouvernement du roi de Sardaigne ne nous a pas habitués aux résolutions vigoureuses et persévérantes, et cependant on n'arrive à rien, ou plutôt on n'arrive qu'à constater son impuissance avec des élans qui tombent, avec des protestations que des actes ne viennent pas soutenir. A Naples, le gouvernement est encore maître de sa conduite, il peut choisir entre la voie des réformes et celle des réactions. Malgré les troubles qui ont éclaté sur quelques points, en Sicile, en Calabre, la capitale et la plus grande

partie des provinces sont tranquilles. Le roi pourrait donc prendre des mesures libérales qui satisferaient l'opinion, sans faire dire qu'il cède à la force. Turin et Naples doivent prendre exemple sur Rome, et travailler avec Pie IX à l'émancipation morale de l'Italie. Il importe que ces deux gouvernements comprennent bien la situation, qui est nouvelle et décisive. Les populations ne se révoltent pas contre le pouvoir, elles lui demandent de les précéder et de les conduire à la conquête d'une liberté sage. Tout est possible par les voies pacifiques, si les gouvernements veulent marcher d'accord avec les peuples; devant cette union, l'Autriche redoublerait de circonspection et de sagesse. Si le cabinet de Vienne n'a pas un amour bien vif pour les idées libérales, on ne saurait lui refuser du moins une profonde intelligence de ses propres intérêts, une habileté de conduite qui sait le préserver des témérités périlleuses et des mouvements passionnés. Le cabinet de Vienne observe, attend et règle avec calme sa marche sur les événements et les faits. Il y a quelques mois, il a cru un moment que l'heure était venue pour lui de faire en Suisse une démonstration contre les envahissements du radicalisme; une étude plus attentive de la situation l'a convaincu qu'il était préférable de rester tranquille spectateur des luttes intestines qui divisent la confédération.

L'ajournement de la diète helvétique au 18 octobre clôt une première phase de la question suisse. Quand on embrasse d'un coup d'œil toute la marche de la diète, qui, ouverte le 5 juillet et prorogée le 9 septembre, a tenu trente-neuf séances en soixante-cinq jours, on est convaincu qu'en dépit de sa majorité, le parti radical n'a pas obtenu les victoires rapides et décisives qu'il avait rêvées. On se flattait, au début, de tout emporter au pas de course. A entendre M. Ochsenbein, les sept cantons se soumettraient sur-le-champ; s'ils ne le faisaient pas, la diète agirait, et ce serait l'affaire de quelques jours. Les choses n'ont pas été si vite, car en ce moment rien n'est accompli. Le parti radical a dû conquérir le terrain pied à pied, au lieu d'obtenir sur-le-champ de la diète des moyens extraordinaires pour dissoudre le *Sonderbund*. Sur la question même de la dissolution du *Sonderbund*, les envoyés des douze cantons radicaux étaient arrivés à la diète avec des instructions assez différentes. Sept cantons, les plus ardents, comme Berne, Vaud, Genève, avaient donné des pouvoirs à leurs représentants pour prononcer des moyens d'exécution. D'autres cantons, soumis à l'influence modératrice de Zurich, comme Schaffhouse, Glaris, demandaient qu'avant d'employer la force, on en référât aux grands conseils. Enfin, dans les deux cantons à moitié catholiques, Saint-Gall et les Grisons, le parti radical s'était hâté de faire décider, pour ne rien compromettre, qu'on ne proposerait une exécution que dans le cas où le *Sonderbund* braverait une première décision de la diète. Dans les rangs opposés, à côté des sept cantons du *Sonderbund*, Appenzell-Intérieur appuyait la ligue catholique; Neuchâtel ne pensait pas qu'une pareille alliance fût contraire au pacte, et Bâle-Ville voulait qu'on invitât amicalement les sept cantons à la dissoudre. Au milieu de toutes ces divergences, il y eut une majorité dans la diète pour décider que le *Sonderbund* était incompatible avec le pacte fédéral, et que par conséquent il était dissous. Il n'y avait donc qu'un principe de voté, et le radicalisme n'était pas satisfait, car il voulait l'exécution immédiate.

Quelle fut alors la tactique de la majorité? Ce fut de voter une série de mesures qui étaient autant d'acheminements à l'application du principe. Ainsi elle décréta que le service fédéral était incompatible avec celui du *Sonderbund*, ce qui amena la destitution de beaucoup d'officiers qui se déclarèrent liés par leurs serments envers leurs cantons avant de l'être envers le service fédéral. Cette admirable mesure de la majorité a privé la fédération de ses meilleurs officiers, parmi lesquels on peut citer MM. de Maillardos, Ellger, Salis-Saglio. Ce n'est pas tout : on vit la diète exclure du conseil de la guerre trois colonels fédéraux qui avaient refusé d'y venir siéger sous la présidence de M. Ochsenbein, qu'ils avaient eux-mêmes rayé du service pour son

expédition des corps francs. Enfin, pour compléter ces mesures contre le *Sonderbund*, la diète, par un arrêté, avertit les sept cantons de cesser leurs armements et défendit de laisser passer les munitions de guerre qui leur seraient adressées. Nous arrivons aux jésuites, ou plutôt, sans les nommer, nous nous sommes déjà occupés d'eux en parlant du *Sonderbund*. Les deux questions ont entre elles une étroite connexité. En effet, les sept cantons déclarent que, si la majorité voulait exécuter le pacte fédéral en rétablissant les couvents et en ne cherchant plus à imposer par la force le renvoi des jésuites, ils considéreraient eux-mêmes leur alliance comme sans objet, et partant comme dissoute. A cela les douze cantons radicaux répondent que la question des jésuites est fédérale. — Non, elle est cantonale, répliquent les sept cantons, et ils protestent qu'ils n'obtempéreront pas à l'invitation qui leur est faite de renvoyer les membres de la société de Jésus. C'est en présence de ces difficultés que la diète s'est ajournée avec l'engagement d'exécuter les décisions rendues.

Quand elle se réunira de nouveau, il faudra que les cantons encore hésitants de Saint-Gall et des Grisons se déterminent à voter l'exécution, ou que les sept cantons obéissent volontairement aux décrets lancés contre eux. La majorité radicale ne se dissimule pas la gravité de sa situation, mais elle s'est laissé entraîner par les meneurs, qui ont dit qu'il fallait marcher en avant sous peine de périr. Cependant il viendra un moment où il faudra s'arrêter ou se précipiter dans l'horrible crise d'une guerre civile. Comment ceux qui poursuivent la chimère de l'unitarisme ne s'aperçoivent-ils pas qu'ils travaillent plutôt à provoquer le partage de la confédération en deux systèmes, en deux confédérations? Qui ne sait en Suisse qu'il n'y a que trop de tendances à une pareille scission de la part des sept cantons, qui, dans leurs rapports avec les autres confédérés, ne trouvent plus qu'une hostilité systématique? Ainsi, pour arriver à une unité absolue, à laquelle rien n'a préparé la Suisse, on briserait cette antique unité qui depuis des siècles fait son honneur et sa force!

Il y a peu de jours encore, une double perspective s'ouvrait devant l'Espagne. On peut s'en souvenir, le moment semblait venu où il fallait qu'elle optât entre un retour à une politique sérieuse et digne et une série d'agitations stériles, d'intrigues tortueuses et vulgaires, plus compromettantes cent fois pour l'avenir constitutionnel du pays que les déchirements sanglants de la guerre civile. L'appel qui avait été fait au général Narvaez nous avait paru d'un heureux augure; c'était, à notre avis, un grand pas vers une issue favorable, par cela seul que le duc de Valence était plus que tout autre en position de mettre un terme honnête et convenable aux fatales divisions qui séparent la reine Isabelle et le roi. Là en effet était la question, là elle est encore aujourd'hui. Toute solution qui ne sera pas un rapprochement entre les époux royaux sera pour l'Espagne le signal de bouleversements dont il serait difficile de calculer la portée. Voilà pourquoi on pouvait se féliciter de l'avénement aux affaires d'un homme et d'un parti dont l'intervention devait être salutaire. Ce n'est pas, quoi qu'on en ait pu dire, que nous nous soyons fait aucune illusion sur la facilité de la tentative du général Narvaez. Malheureusement, en Espagne, il y a toujours autant de chances pour l'anarchie que pour l'ordre, et certes il n'était pas difficile de prévoir que toutes ces ambitions de bas étage qui s'agitent à Madrid se ligueraient, que l'intrigue, poussée à bout, se concentrerait dans un dernier effort pour parer l'attaque directe qui lui était portée; mais ce qu'on pouvait dire et ce qui est encore vrai, malgré le peu de succès qu'a eu, momentanément du moins, la tentative du général Narvaez, c'est que le parti modéré, dont il est un des chefs, est seul en position, par ses doctrines comme par le rôle qu'il a joué dans les difficultés récentes, de pacifier l'Espagne. Ce n'est pas nous seulement qui le pensons, c'est la Péninsule elle-même : l'arrivée du duc de Valence à Madrid avait relevé l'esprit public. Il y a une sorte de thermomètre auquel on mesure souvent le degré de confiance qu'inspire une situation politique, c'est la Bourse. Eh bien ! on a vu, chose assez extraordinaire, les fonds

hausser à Madrid, lorsqu'un militaire était chargé de former un cabinet; ils ont baissé au contraire, ou plutôt la Bourse est restée muette, aucune affaire n'a eu lieu, lorsqu'un banquier l'a emporté. C'est là le degré de confiance qu'inspiraient le général Narvaez et M. Salamanca. S'il fallait une preuve de plus, on n'aurait qu'à jeter les yeux sur le ministère qui s'est formé à défaut de celui que voulait constituer le général Narvaez. De qui se compose-t-il? D'un spéculateur effréné, trafiquant du pouvoir, qui n'a d'autre but que de réparer les brèches de sa fortune, et de quelques-unes de ses créatures, dont le nom n'a, du reste, que peu d'importance. M. Salamanca, aidé du général Serrano et de M. Bulwer, a eu beau chercher; il n'a pas trouvé une seule notabilité politique pour s'associer à son œuvre; son ministère restera bien le ministère de l'agiotage et de l'intrigue, et vraiment il n'y aurait qu'à sourire de cette comédie jouée par un favori ridicule, par un agioteur aux abois, et par un diplomate habile à exploiter toutes les passions, si les plus sérieux intérêts d'un grand pays n'étaient en jeu.

Toute la force, toute la puissance qu'a pu déployer cette intrigue de diverses couleurs qui règne à Madrid a donc abouti à ce grand résultat, de donner à l'Espagne M. Salamanca pour premier ministre, sous l'égide du général Serrano et de M. Bulwer. On pense bien que, dans ces conditions, la question du palais reste entière. Il faut l'avouer cependant, le cabinet Salamanca a trouvé un moyen ingénieux et surtout imprévu de la résoudre : il veut que l'Espagne vive comme si cette question n'existait pas, et il a en conséquence interdit à la presse de s'occuper de la reine, du roi, du mariage et de ses conséquences, c'est-à-dire à peu près de tout ce qui peut aujourd'hui intéresser le pays. Ce n'est pas d'ailleurs la seule mesure par laquelle le nouveau cabinet ait inauguré son entrée au pouvoir. Les circonstances sont évidemment trop propices, l'état de la Catalogne est trop calme et trop rassurant, pour qu'il n'ait pas dû s'empresser d'ouvrir la porte à tous les réfugiés; aussi a-t-il promulgué la plus large amnistie qui jamais ait été donnée, et il sera certainement curieux de voir Cabrera aller s'établir à Valence ou même à Madrid. Pour Espartero, il est très-vrai que le général Serrano et ses adhérents étaient quelque peu gênés par leur hostilité contre l'ancien régent; mais la nécessité l'a emporté. On a cru qu'il fallait opposer un nom militaire à celui du général Narvaez, dont on connaît l'influence sur l'armée, et le duc de la Victoire a été nommé sénateur; ses honneurs et ses titres lui ont été solennellement rendus. Le cabinet Salamanca, pour peu qu'on lui laisse de latitude, ne restera pas évidemment en si beau chemin. Déjà on a répandu beaucoup de bruits sur les intentions du nouveau ministère espagnol; d'après certaines personnes, ces intentions n'iraient à rien moins qu'à proposer ultérieurement aux cortès le divorce de la reine et le changement de la loi de succession. Que ces éventualités aient été débattues à Madrid et ailleurs, nous en sommes parfaitement convaincus. M. Serrano et M. Bulwer nous en sont garants; mais quelques efforts qu'on fasse pour aggraver la situation intérieure de l'Espagne, l'instant n'est pas heureusement venu encore de traiter officiellement ces questions, et, avant qu'on touche à ces grands problèmes, le cabinet Salamanca aura peut-être disparu, comme un intermède bouffon qui lasse bientôt le public et qu'on chasse de la scène. Les événements reprendront alors un sens politique sérieux que nous avouons ne pouvoir leur trouver en ce moment, et nous ne doutons pas que l'Espagne, se consultant elle-même, ne voie clairement quel est son intérêt dans la crise où on l'a souvent jetée.

Les questions de politique étrangère doivent être traitées d'un point de vue supérieur aux passions et aux préjugés des partis. Là les plus grands intérêts du pays sont en jeu, et la presse politique ne peut mieux les servir qu'en portant dans ces questions, d'ordinaire compliquées et difficiles, la lumière des faits. Aussi nous attachons-nous toujours à exposer avec exactitude la situation des divers pays avec lesquels la France est en contact, en discussion. Comment asseoir un jugement sur l'attitude,

sur le langage de notre diplomatie, à moins d'étudier l'état moral des peuples avec lesquels elle traite et la physionomie des partis qui se disputent le pouvoir? Cependant ne voilà-t-il pas que, pour avoir, dans ces derniers temps, tracé un tableau historique et politique de deux pays qu'il nous importe assurément de bien connaître, l'Espagne et la Suisse, nous avons encouru le blâme d'un journal qui paraît croire que, dans des questions internationales, il n'y a rien de plus patriotique que de faire cause commune avec la presse étrangère? C'est à Londres que cette feuille cherche des suffrages, et quand le *Morning Chronicle*, dont elle s'inspire, laisse échapper à son endroit un mot d'approbation et d'éloge, elle ne se sent pas d'aise; elle cite le passage, elle s'en pare, et du haut de sa gloire méprise le reste du genre humain. Les écrivains qui parlent avec un dédain aussi superbe du style prétentieux de la *Revue* n'auraient-ils jamais eu la prétention de l'enrichir de leurs œuvres? L'éclat littéraire qu'ils répandent autour d'eux est-il si grand, qu'il n'y ait plus, quand ils ont parlé, qu'à courber la tête? Nous persisterons à penser, n'en déplaise à cette feuille, que, dans les problèmes épineux de la politique extérieure, les faits, les documents, sont préférables aux déclamations. L'article sur les affaires d'Espagne, qui a excité le mécontentement du journal que les *satisfecit* du *Morning Chronicle* rendent si heureux, n'est pas l'œuvre d'un homme d'État. Il a été simplement rédigé par un écrivain qui s'est donné la peine d'aller étudier les hommes et les choses, et qui, en parlant avec impartialité des partis politiques de l'Espagne, a montré pour son avenir constitutionnel une sérieuse sollicitude. Il y a, il est vrai, un homme d'État qui, à une autre époque, a consigné dans la *Revue* son jugement sur les affaires d'Espagne; cet homme d'État, que sans doute on ne désavouera pas, combattait Espartero et la politique de lord Palmerston. Il s'élevait, il y a sept ans, avec la double autorité de son talent et de son caractère politique, contre les excès et les désordres qui dépouillaient la reine Christine de son autorité constitutionnelle. Aujourd'hui, nous défendons encore la même politique et les mêmes principes; pour nous, Espartero est toujours un adversaire; son rappel nous retrouve dans les mêmes sentiments à son égard ; à nos yeux, il n'a pas cessé d'être un ennemi de la France. Si nous avons au fond la même opinion de lord Palmerston, en professant une juste estime pour ses talents politiques, sommes-nous dans l'erreur? Lord Palmerston s'est-il modifié depuis sept ans? Ne cherche-t-il pas aujourd'hui, comme il y a sept ans, à isoler la France, à l'affaiblir? En vérité, le moment est bien choisi, pour un organe de la presse française, de briguer les compliments du *Morning Chronicle!* Y a-t-il plus d'à-propos, de la part de la même feuille, à emboucher la trompette en l'honneur des radicaux de la Suisse? Cette feuille a donc oublié les avertissements et les consei s qu'en 1836 le même homme d'État, dont nous venons de rappeler le langage en 1840, adressait à la Suisse avec fermeté? Le chef du ministère du 22 février ne représentait-il pas à la confédération helvétique combien elle était intéressée à se préserver de tous les excès, à ne pas s'aliéner la bienveillance de l'Europe par des démonstrations anarchiques et par une imprudente connivence avec les factieux de tous les pays? Aujourd'hui, disons-nous autre chose? A toutes les époques, la France, qui est pour la Suisse une alliée fidèle, une vieille amie, lui a conseillé la modération dans la conduite, parce qu'elle ne saurait avoir d'autre politique que le maintien de l'indépendance helvétique, parce que cette indépendance pourrait périr au milieu des excès et des conséquences de la guerre civile. Sur ce point, nous trouvons la même pensée dans les principes de l'ancienne monarchie, dans la médiation toute-puissante de Napoléon, dans la diplomatie de la royauté constitutionnelle, dont les ministres, M. le comte Molé, M. Thiers, M. Guizot, ont tous eu, depuis dix-sept ans, à l'égard de la Suisse, la même politique. C'est ce que ne devraient pas oublier ceux qui prétendent nous faire la leçon avec une morgue si plaisante.

Avons-nous tort aussi quand nous croyons toujours avoir à craindre une pensée

malveillante de la part de lord Palmerston? Il y avait une question dans laquelle depuis longtemps l'Angleterre et la France marchaient d'accord. Les deux gouvernements comprenaient que sur les bords de la Plata ils se prêtaient une force mutuelle et nécessaire pour mieux représenter l'Europe, car c'était l'Europe elle-même et non pas telle ou telle puissance qu'affectait de braver Rosas. Dans ces derniers temps, en dépit des récentes et vives mésintelligences provoquées par les affaires d'Espagne, les deux gouvernements montrèrent par leurs actes qu'ils persistaient dans la pensée politique d'une action exercée en commun. Deux agents, lord Howden, représentant l'Angleterre, M. Walewski, envoyé par la France, partirent ensemble pour la Plata; ils devaient travailler de concert à tout pacifier. Dans les premiers moments, Rosas manifesta des dispositions favorables; puis, revenant à son humeur ordinaire, il se refusa à tout ce que lui demandaient les deux négociateurs, qu'une telle conduite devait, à ce qu'il semble, tenir plus unis que jamais. Cependant tout à coup lord Howden, sans donner le moindre avertissement à son collègue, autorise le commandant des forces anglaises dans la Plata à lever le blocus de Buenos-Ayres. Un pareil procédé, qu'à coup sûr il était permis de ne pas prévoir, a surpris vivement M. Walewski, qui néanmoins a maintenu avec calme et fermeté le blocus de la part de la France. Quand la nouvelle de l'étrange conduite de lord Howden est arrivée à Londres, lord Palmerston s'en est montré aussi étonné que personne, et il aurait dit, assure-t-on, à notre ambassadeur, M. le duc de Broglie, qu'il n'y comprenait rien. Il est difficile cependant d'attribuer à une excentricité individuelle la détermination de l'agent anglais. Il était sans doute dans les instructions de lord Howden de saisir la première occasion qui lui paraîtrait favorable pour se retirer de la négociation entamée, rompre tout concert avec le représentant de la France et nous laisser ainsi dans l'isolement. Peut-être toutefois lord Palmerston ne s'imaginait-il pas que son agent exécuterait ses ordres avec tant de brusquerie. Quoi qu'il en soit, le fond reste le même. C'est toujours, de la part de lord Palmerston, la passion d'isoler la France dans toutes les questions, dans les plus grandes comme dans celles de moindre importance. Est-ce donc là la politique d'un défenseur des véritables intérêts de l'Angleterre? Non, c'est plutôt une politique personnelle procédant par de capricieuses saillies.

Il est, au reste, un résultat auquel arrive lord Palmerston : c'est de tenir l'Europe en éveil. On se demande chaque matin ce que fera cet impétueux ministre. Il y a eu des époques où l'Europe, avec plus ou moins de raison, reprochait à la France de déployer une activité plus bruyante que féconde ; aujourd'hui c'est lord Palmerston qui est en possession d'occuper l'Europe. On le représente comme tout-puissant sur les points les plus opposés : à Madrid, où nous doutons cependant que la juste susceptibilité du caractère espagnol accepte longtemps la dictature de l'influence anglaise ; à Athènes, où nous espérons que l'habile énergie de M. Coletti triomphera des difficultés de tout genre que lui suscite la diplomatie britannique. Quoi qu'il en soit, l'allure de la politique anglaise en Europe a quelque chose de dominateur, tandis que l'attitude de la France est surtout prudente et réservée. Sans attribuer à ces apparences plus de valeur qu'elles ne méritent, nous ne voudrions pas que le contraste fût poussé trop loin. Nous avons foi plus que personne dans la puissance de notre pays : la France, quand elle le veut, sait, par des actions aussi rapides qu'éclatantes, étonner l'Europe. Il n'y a pas trois ans que la campagne du Maroc faisait briller sur notre armée d'Afrique un éclat qui rappelait l'Égypte et Héliopolis, et quoique Abd-el-Kader n'ait pas fait dans les États d'Abderrhaman tous les progrès dont on a parlé en ces derniers jours, nos soldats pourront encore, de ce côté, trouver matière à de brillantes expéditions. La France ne s'est pas affaiblie au sein de la paix : elle a grandi par elle ; c'est ce que ne sauraient avoir trop en mémoire ceux qui parlent en son nom.

Ces sentiments nous sont inspirés par les impressions que nous ont paru rapporter de l'étranger des voyageurs et des hommes politiques. Depuis que les chemins de fer et la navigation à vapeur ont mis Spa, Aix-la-Chapelle, Ems, Hombourg, Bade, Wiesbaden, à moins de deux journées de Paris, de Londres ou de Berlin, malade ou non, tout ce qui a besoin de repos ou de distraction va prendre les eaux. La causerie spirituelle, qui faisait autrefois le charme et la gloire des salons de Paris, semble s'être réfugiée autour de chacune de ces sources; la fantaisie du voyage disperse ou réunit sur leurs bords ce qu'il y a de plus distingué et de mieux renseigné dans vingt capitales grandes ou petites; les salons y sont des promenades; la gêne et l'étiquette en sont bannies; on met en commun dans la conversation les anecdotes, les opinions, les préjugés, les passions de toutes les parties de l'Europe; la liberté la plus complète règne dans ces réunions, où les sujets des princes absolus se dédommagent du silence auquel ils sont condamnés chez eux. On a dit que la révolution française s'était préparée dans les petits soupers du règne de Louis XV : elle a fait à travers le monde trop de chemin pour que les rapprochements qui s'opèrent à Ems ou à Spa soient aujourd'hui fort nécessaires à sa marche. Qui pourrait cependant nier que des communications amicales entre des hommes de pays différents, dont beaucoup ont abordé les grandes affaires ou sont destinés à les diriger un jour, ne doivent porter quelques fruits? Des réunions d'où chacun revient guéri de quelque préjugé, avec quelque relation nouée à l'étranger, où l'expérience des uns modère les espérances et les illusions des autres, de pareilles réunions, se reproduisant d'année en année, ne peuvent manquer d'exercer une certaine influence en Europe. Combien, dans les temps passés, n'a-t-on pas vu de négociations échouer ou réussir par suite de circonstances bien plus frivoles! Et malgré ses prétentions à la logique, le temps qui court verra encore bien de grands événements déterminés par de petites causes. Que dit-on de nous hors de France dans ces réunions, dans ces congrès sans pouvoirs mais non pas sans influence? La France et son gouvernement sont, particulièrement en Hollande, en Prusse, en Belgique et dans les petits États de l'Allemagne, l'objet de dispositions bienveillantes. La confiance en la sagesse du roi Louis-Philippe est grande; on est convaincu que, lui présent, bien des orages seront conjurés; mais on craint que les embarras qui peuvent assaillir son règne ne soient ajournés plutôt que résolus, on s'étonne que, lorsque tous les partis et toutes les ambitions qui s'agitent en Europe semblent s'être donné rendez-vous pour le lendemain d'un événement fatal, on laisse accumuler des difficultés qui menacent d'être inextricables pour ses successeurs. Les circonstances actuelles même commencent à exciter d'assez vives appréhensions. De bien des côtés, on aperçoit, dans les craintes de ceux dont nous avons les sympathies, aussi bien que dans l'attitude de nos ennemis secrets, des symptômes inquiétants pour notre influence. Amis et adversaires calculent les conséquences de notre situation financière. Ils remarquent que nous sommes arrivés à une dette flottante de 800 millions. Une nation chargée d'un pareil poids a-t-elle la liberté de ses mouvements? L'opinion qu'il nous faut absolument la paix, et que nous aurions peine à supporter le fardeau de la guerre, se propage dans les cabinets étrangers; elle intimide nos alliés naturels; elle enhardit nos adversaires. Il y a sans doute dans ces appréciations recueillies à l'étranger beaucoup d'exagération. Si nous les reproduisons, c'est que nous croyons que notre gouvernement peut, avec des résolutions fermes et éclairées, si ce n'est fermer immédiatement les plaies de nos finances, au moins les circonscrire, et assigner, en la rapprochant, l'époque où nos dépenses seront réduites au niveau de nos recettes. Il n'en faudrait pas davantage pour donner à l'Europe l'opinion qu'elle doit avoir de nous.

Nous appliquerions volontiers à la situation intérieure ce que nous venons de dire au sujet de notre politique étrangère : c'est qu'il faut se préoccuper non-seulement du fond des choses, mais des impressions que les événements et les faits produisent

sur les esprits. Il faut sans doute faire la part de l'imagination dans l'espèce de malaise moral auquel on dit le pays en proie; mais il y a aussi de nobles sentiments que de tristes écarts ont vivement froissés. Le gouvernement doit donner une attention sérieuse aux questions positives qu'il a à résoudre dans l'intervalle des sessions; il ne doit pas oublier le remaniement du budget, dont la réduction de l'impôt du sel sera la cause principale; il doit songer à toutes les questions qui seront portées devant les chambres, aux solutions qu'il veut soutenir, à celles qu'il est résolu de combattre. Il faut aussi qu'il étudie attentivement l'opinion telle qu'elle se reflète dans des manifestations régulières, comme les délibérations des conseils généraux. L'an dernier, sept conseils généraux avaient demandé la réforme électorale; aujourd'hui il y en a dix qui ont émis ce vœu. La différence est minime; pourtant c'est un symptôme. Distinguer les véritables sentiments de la majorité du pays d'avec les exagérations de l'esprit de parti, c'est pour le gouvernement le meilleur moyen de répondre aux reproches de ses adversaires.

En Belgique, le nouveau ministère s'assoit au milieu d'une situation dont ses amis diminuent peut-être les difficultés, comme ses ennemis se plaisent à en exagérer les faiblesses. S'il fallait croire les partisans vaincus du ministère catholique, les élections qui l'ont renversé seraient le produit de la conjuration la plus impudente au moyen de laquelle la presse et les clubs aient jamais faussé l'opinion publique; le cabinet de M. de Theux, accusé par des ingrats, justifié par ses œuvres, n'aurait maintenant qu'à monter au Capitole. Il est malheureusement très-probable qu'on l'y laisserait monter tout seul, et les électeurs qui renomment avec d'immenses majorités les ministres soumis à leurs suffrages par l'acceptation même de leur charge ne semblent pas encore décidés à s'apercevoir qu'on les ait mystifiés. Il y a certainement dans cette obstination de quoi scandaliser les pieux apologistes qui entreprennent d'une façon si désintéressée ces panégyriques posthumes; mais c'est pousser les choses un peu loin que de voir, comme certains d'entre eux, la tradition des jacobins et de la Montagne dans le mouvement électoral du 8 juin, dans cette victoire si parfaitement constitutionnelle et légale. N'est-il pas au contraire bien remarquable qu'un succès si décisif ait été remporté sans le concours de ce groupe extrême des ultra-libéraux, dont les prétentions exagérées avaient justement, à la fin de l'année dernière, provoqué la dissolution de *l'Alliance*, et contraint M. Verhaegen lui-même à les quitter pour former avec les modérés une association qui ne fût pas républicaine?

Il va sans dire qu'aux yeux de ces critiques pressés le ministère à peine installé a déjà mérité les plus durs reproches; il était cependant difficile pour lui de s'attendre à ceux qu'il reçoit. Son premier acte est de promettre toute sa sollicitude aux Flandres et de rassembler leurs conseils provinciaux, afin d'éclairer plus vite et avec plus de lumière leur triste position; on l'accuse de rejeter ainsi la responsabilité qu'il s'est vanté de prendre et de n'avoir point déjà guéri par ordonnance toute cette masse d'anciennes misères. Il écarte un certain nombre de fonctionnaires, des diplomates, des généraux, des gouverneurs de province, et même des commissaires de district. Il ose plus, et dans d'autres circonstances ce serait en vérité aller loin, il demande à tous ses employés une adhésion formelle au programme qu'il a publié. On compare ces procédés un peu vifs aux exécutions administratives du régime hollandais de 1829; il serait plus juste de ne point les condamner sans les avoir expliqués. Le parti catholique a progressivement et sans bruit envahi toutes les places, comme il avait envahi toutes les issues du corps électoral; il règne, à proprement parler, dans les fonctions publiques, sans presque aucune interruption depuis 1833, et M. de Theux, il y a bien peu de mois encore, à la veille de sa chute, distribuait à grand bruit dans son camp les plus hauts emplois du gouvernement, comme pour créer à ses successeurs, déjà publiquement désignés, ou l'embarras de garder des ennemis à leur service, ou l'embarras de les frapper par d'éclatantes destitutions.

Des deux inconvénients, M. Rogier a choisi le dernier, parce qu'il pensait sans doute que c'était le moindre. L'opinion était si bien du même avis là-dessus, que les victimes elles-mêmes, chargées de la faveur d'un cabinet mourant, n'y pouvaient voir que la promesse d'une très-prochaine disgrâce. Il est vrai qu'il se trouve à présent des journaux en Belgique pour déclarer que le ministère de M. de Theux était complétement indépendant des influences cléricales; la domination des évêques n'a jamais été qu'un fantôme, et les évêques, dit-on, se plaignaient de ne rien obtenir de M. de Theux! Que pouvaient-ils donc lui demander? On doit connaître maintenant par une expérience à peu près universelle d'où vient et où va cette tactique savante, qui consiste à se faire petit lorsqu'on a trop ou trop tôt montré qu'on était grand.

Ce n'est point cette polémique rétrospective qui doit beaucoup troubler le ministère de M. Rogier ; nous lui voyons de plus sérieux ennuis. Il faut d'abord qu'il marche en s'appuyant sur deux ordres d'auxiliaires qui ne s'accorderont jamais facilement, en combattant deux ordres d'ennemis qui s'associeront toujours volontiers malgré leur dissidence. M. Rogier, doctrinaire par ses antécédents et ses convictions, ne peut plus aujourd'hui se dispenser de fraterniser avec les hommes et de s'accommoder avec les exigences des libéraux plus avancés que lui. C'est l'ardente propagande de cette fraction considérable qui a déterminé la révolution accomplie dans le corps électoral de la Belgique; issu de cette révolution, le nouveau ministère ne saurait en méconnaître le caractère et la portée. D'un autre côté, si le parti ultra-libéral est pour lui un élément essentiel de gouvernement, il ne saurait non plus se passer du sénat, et ce sera toujours un arrangement bien malaisé que de réunir dans une communauté durable les hommes ou les idées de ce libéralisme énergique et les préjugés ou les rancunes d'une aristocratie de grands propriétaires qui payent un cens d'éligibilité de mille florins. En même temps, s'il accepte jusqu'aux ultra-libéraux, il repousse, avec la décision de son caractère, les radicaux dont tous les hommes de sens et de gouvernement se sont séparés l'année dernière en sortant de *l'Alliance*, les *jeunes libéraux*, comme s'appellent aujourd'hui les derniers débris du républicanisme de 1830. Il vient même de leur jeter le gant, en nommant à des fonctions publiques deux des membres de l'ancienne *Alliance* qui ont contribué le plus résolûment à la faire dissoudre. C'est ainsi qu'il répond aux provocations arrogantes de ce parti violent comme tous les partis sans espoir.

Une feuille wallonne écrivait dernièrement : « Que le ministère Rogier n'oublie pas qu'il est sorti des clubs; s'il l'oublie, les clubs l'en feront souvenir. » Nous croyons que les clubs se vantent ; mais l'agitation qu'ils peuvent répandre dans les étages inférieurs du système politique aurait certainement de graves inconvénients, si le radicalisme politique se joignait aux menées du radicalisme catholique, ce dont on ne peut guère douter quand on connaît les expédients ordinaires du clergé belge.

Le problème économique, la politique d'affaires, se présente à son tour dans des conjonctures particulièrement difficiles, et ici nous ne pouvons nous empêcher de regretter la position qu'a prise depuis longtemps le parti libéral. M. Rogier fait appel aux conseils provinciaux des Flandres, et leur demande avis sur les moyens de subvenir à la détresse de ce malheureux pays. Que répondra-t-il, si les conseils lui proposent l'union douanière? Ses journaux du moins n'ont pas encore répondu à ceux qui ont déjà risqué la question au souvenir du mouvement *unioniste* qui souleva les Flandres l'année dernière. La question cependant est nettement posée. Les Flandres sont affamées parce que la population y surabonde, et parce que cette population surabondante, vivant uniquement du tissage de la toile, travaille encore à la main dans toutes les conditions désavantageuses de la petite industrie, au lieu de s'attacher aux mille métiers des grandes fabriques de l'industrie moderne. C'est le même homme qui produit son lin, qui le file, qui le tisse et qui porte sa toile au marché. Avec cette aveugle distribution du temps et des forces, comment résister à

la concurrence universelle des machines de Manchester? On essaye bien aujourd'hui de fonder dans les Flandres un système mixte : on file à la mécanique et l'on donne le fil au tisserand pour le tisser chez lui; mais, toutes ces transformations s'opérant lentement, la faim n'attend pas. La production, si imparfaits qu'en soient les moyens, s'entasse au lieu de s'écouler, parce que les débouchés transatlantiques ne veulent point préférer le commerce belge au commerce des grands États européens, parce que les débouchés les plus proches, les débouchés français, sont fermés par une protection implacable. Le plus court est encore d'ouvrir cette barrière si voisine par l'abolition complète et réciproque des lignes de douane. Ce fut là le cri des Flandres au milieu des angoisses produites par les calamités qui frappèrent tous les fruits de la terre en 1845 et en 1846. Or le parti libéral a violemment accusé le ministère catholique de pencher à satisfaire ainsi les Flamands; il lui a fait un crime de cette imputation en se prononçant lui-même contre toutes les tentatives *unionistes*. Servi, on doit le dire, par l'aveugle obstination avec laquelle on repoussait chez nous les mêmes idées commerciales, il s'est rejeté plus que jamais sur les préjugés de la nationalité belge comme sur une arme défensive, en oubliant que cette arme avait été longtemps aux mains de ses adversaires. Il a commis une plus haute imprudence : en haine de l'union douanière, il a couvert d'une protection marquée la propagande aventureuse des libres-échangistes, et il accueille maintenant avec une faveur très-significative le congrès des économistes qui va s'ouvrir à Bruxelles. Appeler sur la Belgique tous les produits du monde industriel pour n'y point appeler seulement ceux de la France, le remède en vérité serait pire que le mal, et nous voulons penser que M. Rogier ne prendra pas aux discours qui vont se débiter ces jours-ci, sous le patronage de M. de Brouckere, plus d'intérêt que n'en méritent de pures théories. Encore cependant faudra-t-il qu'il avise. Le défrichement de la Campine, la colonie de Guatemala, ne suffiront pas plus au ministère libéral qu'ils n'ont suffi au ministère catholique pour vider le trop plein de la population flamande. L'agitation unioniste, qui était déjà exploitée par le parti catholique, quand il était au pouvoir, lui serait bien plus utile encore dans l'opposition. M. Rogier doit y prendre garde : quand tous les vaisseaux du Zollverein circuleraient dans le port d'Anvers, quand Anvers se relierait au Rhin par une navigation plus active sur l'Escaut, il aurait beaucoup fait pour la Prusse, mais très-peu pour le pays wallon, et rien pour les Flandres. Nous espérons que le nouveau cabinet belge trouvera, pour se défendre contre les instances des partisans de l'union douanière avec la France, un meilleur argument que l'union prussienne.

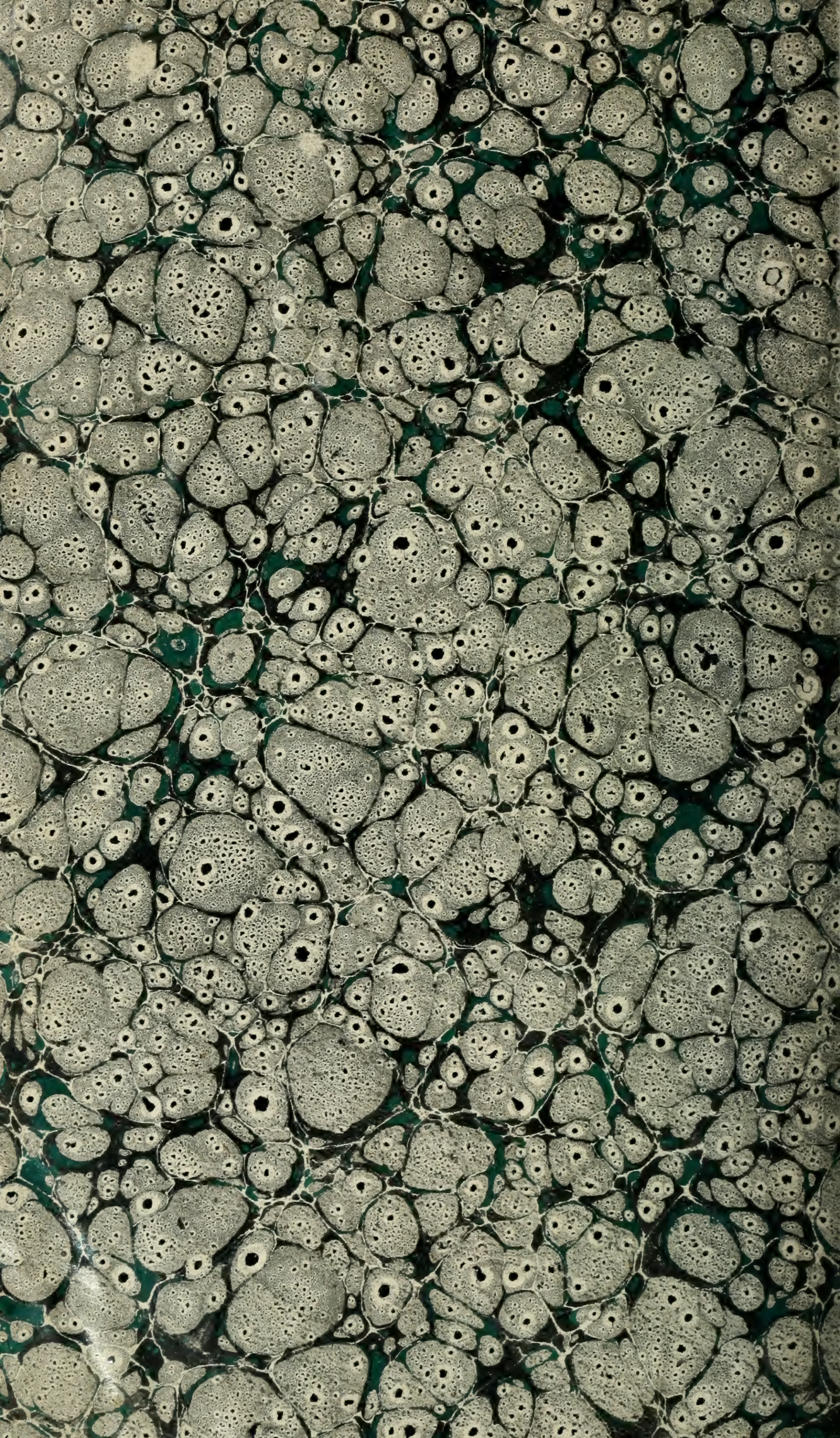
FIN DU TOME TROISIÈME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

FIN DE LA TABLE.

£25




Revue des deux mondes
1847
3
ST. MICHAEL'S COLLEGE
LIBRARY

